La Gazette du palais (Imprimé)

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

La Gazette du palais (Imprimé). 1886.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

MUSÉE SOCIAL
BIBLIOTHÈQUE

LA

GAZETTE DU PALAIS

ANNÉE 1906. — 2e SEMESTRE

LA

GAZETTE DU PALAIS

JURISPRUDENCE ET LÉGISLATION

SUPPLÉMENT AU JOURNAL JUDICIAIRE QUOTIDIEN

Contenant la Jurisprudence publiée dans le mois par le Journal.

PRINCIPAUX COLLABORATEURS, MM.

ADAM
Président à la Cour d'appel de Rennes.

BAUDOUIN
Procureur général près la Cour de Cassation.

BEAUCHET
Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.

BERR
Président de Chambre à la Cour d'appel de Paris.

BÉRENGER
Ancien Ministre, Sénateur, Avocat à la Cour d'appel de Paris.

BONJEAN
Juge au Tribunal civil de la Seine.

BONNET
Professeur à la Faculté de Droit de Poitiers.

DROZ
Avocat à la Cour d'appel de Paris.

FEUILLOLEY
Avocat général près la Cour de Cassation.

FRANÇOIS PONCET
Vice-Président au Tribunal civil de la Seine.

O. LAMARRE
Licencié en Droit, Notaire à Niort.

LE COURTOIS
Doyen de la Faculté de Droit de Poitiers.

LÉVEILLÉ
Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

LÉVRIER
Conseiller à la Cour d'appel de Paris.

MANAU
Premier président honoraire à la Cour de Cassation.

MARIGNAN
Conseiller à la Cour de Cassation.

MAY
Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.

Ferdinand MONIER
Directeur des Affaires civiles et du Sceau au Ministère de la Justice

E. PICARD
Avocat à la Cour de Cassation de Belgique.

Albert WAHL
Doyen de la Faculté de Droit de Lille.

WORMS
Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Rennes,
Correspondant de l'Institut.

REDACTION ET ADMINISTRATION
3, boulevard du Palais, 3

PARIS

—

1906

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS

Art.....	Article.
Aud.....	Auditeur au Conseil d'Etat.
Av.....	Avocat.
Av. gén.....	Avocat général.
Bull. ann.....	Bulletin annoté des chemins de fer.
Bull. crim.....	Bulletin criminel.
C.....	Contre.
C. ann.....	Code annoté.
Cass.....	Cour de cassation.
C. civ.....	Code civil.
C. com.....	Code de commerce.
C. forest.....	Code forestier.
C. pén.....	Code pénal.
C. inst. crim.....	Code d'instruction criminelle.
C. pr. civ.....	Code de procédure civile.
Cep.....	Cependant.
Ch. civ.....	Chambre civile.
Ch. crim.....	Chambre criminelle.
Ch. des Req.....	Chambre des requêtes.
Ch. réun.....	Chambres réunies.
Circ.....	Circulaire.
Comm. du gouv.....	Commissaire du gouvernement.
Concl. conf.....	Conclusions conformes.
Concl. contr.....	Conclusions contraires.
Cons. d'Et.....	Conseil d'État.
Cons. préf.....	Conseil de préfecture.
Comp.....	Comparez.
Conf.....	Décision conforme.
D.....	Recueil périodique de Dalloz.
Dalloz.....	Répertoire alphabétique de Dalloz.
Dict.....	Dictionnaire.
Eod. loc.....	Eodem loco.
F. f.....	Faisant fonction.
Garnier, R. G.....	Répertoire général de Garnier.
Garnier, R. P.....	Répertoire périodique de Garnier
Gaz. Pal.....	Gazette du Palais.
Gaz. Trib.....	Gazette des Tribunaux.
Inst. crim.....	Instruction criminelle.
J. du P.....	Journal du Palais.
Journ. des Av.....	Journal des Avoués.
Leb.....	Recueil de Lebon.
Loc. cit.....	Loco citato.
M. des req.....	Maître des requêtes.
Min. pub.....	Ministère public.
N°.....	Numéro.
Obs. conf.....	Observations conformes.
Op. cit.....	Opere citato.
P. chr.....	Palais chronologique.
Proc. Rép.....	Procureur de la République.
Proc. gén.....	Procureur général.
Rapp.....	Rapporteur.
Rép.....	Répertoire.
S.....	Recueil périodique de Sirey.
S. chr.....	Sirey chronologique.
Sect.....	Section.
Subst.....	Substitut.
Supp.....	Supplément,
T.....	Tome.
T. Q.....	Tables quinquennales
Trib. civ.....	Tribunal civil.
Trib. com.....	Tribunal de commerce.
Trib. confl.....	Tribunal des conflits.
Trib. corr.....	Tribunal correctionnel.
Trib. paix.....	Tribunal de paix.
Trib. simp. pol.....	Tribunal de simple police.
V.....	Voir.
V°.....	Verbo.
V^is.....	Verbis.

N. B. — Dans les citations des recueils de Jurisprudence, le 1^er^ chiffre indique l'année; le 2^e^, la partie du volume ; le 3^e^, la page, excepté pour la *Gazette du Palais* où :

Gaz. Pal. 95.1.287, signifie : *Gazette du Palais*, année 1895, 1^er^ volume, page 287.

Gaz. Pal. 95.1. supp. 12, signifie : *Gazette du Palais*, année 1895, 1^er^ volume, supplément, page 22.

LA

GAZETTE DU PALAIS

2e SEMESTRE 1906

Année 1906
N° du Journal quotidien
174

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re CH.)

7 mars 1906.

Présidence de M. Rack, premier président.

FAILLITE. — FAITS CONSTITUTIFS DE L'ÉTAT DE FAILLITE. — DÉCONFITURE. — INSOLVABILITÉ. — CESSATION DES PAIEMENTS. — FAITS EXTÉRIEURS NÉCESSAIRES. — CRÉDIT MAINTENU PAR DES PROCÉDÉS IRRÉGULIERS.

La cessation de paiements, pour entraîner ses effets légaux et spécialement la déclaration de faillite, doit se manifester par des faits extérieurs et saisissables, connus ou susceptibles de l'être et accusant sans équivoque la fin de l'existence commerciale.

Et la justice consulaire ne peut tenir compte d'actes tenus secrets, ignorés de tous et que l'on ne pouvait soupçonner jusqu'au jour où une instruction criminelle les a révélés ; autre chose, en effet, est le crédit, principal élément de la vie commerciale et les moyens employés pour le soutenir.

Dès lors, un syndic n'est pas fondé à réclamer le report d'une déclaration de faillite à une date où le failli, quels que pussent être son état réel d'insolvabilité et les procédés plus ou moins réguliers et d'ailleurs ignorés du public par lui employés pour se procurer du crédit, n'avait, en fait, pas cessé de remplir ses obligations commerciales.

Deleau c. Duhamel et Roblot.

LA COUR,

Attendu que, pour maintenir l'ouverture de la faillite de Duhamel, agent de change à Rouen, au 8 avril 1903, jour du dépôt de bilan, le jugement dont est appel a décidé que la cessation juridique des paiements d'un débiteur résidait non point dans son insolvabilité proprement dite, mais dans la manifestation extérieure de cette insolvabilité aux yeux des tiers ;

Attendu que le syndic appelant soutient, au contraire, que l'état de cessation de paiements devait être envisagé au point de vue seulement de l'existence ou de l'inexistence de la déconfiture du commerçant, en dehors de toute manifestation extérieure..... ;

Attendu que la cessation de paiements, pour entraîner ses effets légaux, doit se manifester par des faits extérieurs et saisissables, connus ou susceptibles de l'être et accusant sans équivoque la fin de l'existence commecriale ; que la justice consulaire ne peut tenir compte d'actes tenus secrets, ignorés de tous et que l'on ne pouvait soupçonner jusqu'au jour où une instruction criminelle les a révélés ;

qu'en effet autre chose est le crédit, principal élément de la vie commerciale et les moyens employés pour le soutenir; que, s'il est pourvu par des lois particulières aux intérêts compromis par des actes frauduleux ou criminels, la cessation de paiements qui est l'anéantissement même du crédit est nécessairement subordonnée à des actes ostensibles et de nature à prouver l'insolvabilité; que cette règle trouve particulièrement son application dans l'espèce où aucun fait anormal n'a révélé la déconfiture de Duhamel..... ;

Attendu qu'il serait contraire à la réalité des choses et à l'ensemble des circonstances de décider qu'à aucun moment jusqu'au dépôt de son bilan, il ait cessé de remplir ses obligations commerciales; qu'ainsi que l'a décidé un arrêt de la Cour suprême du 16 novembre 1846, « ce serait tromper les tiers et porter une atteinte mortelle à la bonne foi et à la confiance qui doivent être les bases du commerce que de faire dépendre la validité des paiements qui ont eu lieu de la manière plus ou moins coupable dont le négociant notoirement à la tête de son commerce s'est procuré les fonds avec lesquels il a rempli ses engagements ».

M. Réguis av. gén. (concl. conf.). — Mes Gustave Marais, Martin Lehucher et Devin (ce dernier du barreau de Paris) av.

Note. — La décision de principe rendue par la Cour de Rouen nous paraît devoir être pleinement approuvée. La loi de 1838 ayant abrogé l'énumération des signes de faillite jadis contenue dans l'art. 441 C. com., (retraite du débiteur, clôture des magasins), les juges du fond ont, désormais, un pouvoir souverain pour apprécier, dans chaque espèce, si les éléments constitutifs de la cessation des paiements sont réunis, et à quelle date celle-ci s'est manifestée. V. Cass. 22 avril 1872 (D. 72.2.372); 8 avril 1878 (Dalloz, Répert., Suppl. v° Faillite, n° 330); Trib. com. Seine 21 mai 1885 (Journ. Trib. com. 1886, 182); — *Adde* : Dalloz, Rép., v° Faillite, n°s 133 à 136. Mais tous les auteurs sont aujourd'hui d'accord pour reconnaître qu'il faut bien se garder de confondre l'insolvabilité ou la déconfiture, état de fait qui se peut concevoir sans aucune manifestation extérieure, avec la cessation de paiements, terme dont se sert l'art. 337 C. com., laquelle suppose, comme le dit fort bien notre arrêt, « des faits extérieurs et saisissables, connus ou susceptibles de l'être. » V. en ce sens : Garraud, De la déconfiture, p. 70; Bédarrides, t. I, n° 27; Boistel, n° 895; Ruben de Couder v° Faillite, n° 55; Lyon-Caen et Renault, Traité, t. VII n° 56; Thaller, Traité, n° 1486. Il n'y a d'ailleurs pas à se préoccuper, en principe, des moyens par lesquels le commerçant insolvable parvient à maintenir son crédit et à faire face à ses paiements : Cass. 24 décembre 1866, (Journ. Trib. com. 1867, 462); Aix 5 janvier 1865, (D. 67.1 163); Paris 13 février 1877 (D. 78.5.282); Rouen 1er décembre 1899 (S. 80.2.167 — D. 80.2.93); Douai 23 mars 1892 (Gaz. Pal. 92.1. Supp. 55); Toulouse 31 janvier 1893 (S. 94 2.97 — D. 94.2 22); Pau 23 novembre 1893 (D. 94.2.66); Rennes 16 juillet 1896 (Gaz. Pal. 97.1.115); Douai 9 août 1897 (D. 97.2 97); Comp. toutefois : Lyon 30 mars 1897 (Gaz. Pal. 97.2.29 — S. 1900.2. 153 — D. 97.2.385); Trib. com. Nantes 17 avril 1901 (Rec. Nantes 1901.1.382); Nancy 28 juillet 1900 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Faillite, n° 94).

175-176

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (3e Ch.)

14 février 1906.

Présidence de M. Morée.

ASSOCIATIONS. — ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE. — CONVOCATION IRRÉGULIÈRE. — MODIFICATION AUX STATUTS. — ORDRE DU JOUR. — QUESTION NON PORTÉE A L'ORDRE DU JOUR. — IRRÉGULARITÉ DU VOTE ÉMIS. — ANNULATION. — MANDATAIRE DE JUSTICE. — MISSION DE PROCÉDER RÉGULIÈREMENT.

Si l'on peut soutenir à la rigueur qu'une assemblée générale extraordinaire a le pouvoir de ratifier une convocation qui n'est point conforme aux statuts, la ratification qu'elle donne à cette convocation par la réunion même ne saurait, à moins d'incidents imprévus survenus au cours de ses délibérations, porter sur des modifications aux statuts que si ces modifications ont été mise à l'ordre du jour de l'assemblée.

Ces principes sont également applicables en matière d'associations.

Par suite, lorsque pour couvrir l'irrégularité résultant du dépôt qu'il a fait seul de nouveaux statuts élaborés par lui en dehors de ses coadministrateurs, et pour paralyser les protestations de ces derniers, en les évinçant, un membre du conseil d'administration d'une association a convoqué une assemblée générale extraordinaire sans que la question du remplacement des administrateurs anciens et de l'élection d'un nouveau conseil, conformément aux statuts modifiés, figurât à l'ordre du jour lors de la convocation, cette assemblée ne peut être valablement saisie de cette question en cours de réunion et émettre à son sujet un vote régulier.

En conséquence, il y a lieu de prononcer l'annulation de ladite assemblée et des délibérations par elle prises, avec cette constatation que jusqu'à l'avis d'une autre assemblée générale régulièrement convoquée les statuts irrégulièrement élaborés et déposés seront considérés comme nuls et non avenus.

Et sur la demande des intéressés il appartient au tribunal de désigner un mandataire de justice pour procéder à la convocation régulière de cette assemblée et lui soumettre les questions relatives au remplacement des administrateurs et à l'approbation de nouveaux statuts.

Voyer, Leblond et Péan c. de Cuers.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la Croix Verte Française, société de secours aux militaires coloniaux, a été autorisée, par arrêtés ministériels des 16 juillet 1891 et 4 juillet 1894; qu'elle était régie par des statuts revisés et adoptés par l'assemblée générale du 27 mai 1894, qui avait déterminé que le conseil d'administration serait composé de vingt-quatre membres, lorsqu'au mois de novembre 1904 des difficultés éclatèrent entre son président perpétuel de Cuers et Voyer et Leblond, lesquels se plaignaient que le conseil d'administration dont ils faisaient partie n'était pas réuni mensuellement ainsi que le précisait l'art. 40 des statuts;

Attendu que pour répondre à l'injonction de Voyer et Leblond, de Cuers s'empressa, dès le 5 décembre 1904, de convoquer le conseil d'administration pour le 18 décembre avec l'ordre du jour suivant : propositions du président relatives à certaines incompatibilités avec les fonctions de membres du conseil; réorganisation du service médical et fixation de l'allocation du médecin; comptes de l'année 1903-1904, présentés par M. Péan, trésorier; fêtes de l'arbre de Noël; affaires diverses;

Attendu que le conseil d'administration se réunit le 18 décembre; que l'ordre du jour n'était pas épuisé lorsqu'une discussion assez vive s'engagea entre de Cuers et Voyer et Leblond, au sujet d'une propriété qui aurait été offerte à l'œuvre et de la nécessité qu'il y avait à faire reconnaître la Croix Verte d'utilité publique; que la séance fut levée sans qu'une solution ait été donnée à cette discussion et sans qu'il ait été fait la moindre allusion à une modification des statuts et à une réunion imminente d'une assemblée générale;

Attendu que cependant, dès le 5 décembre, de Cuers avait, de son autorité seule, déposé à la préfecture de police des statuts qui devaient à l'avenir régir la Croix Verte Française.

Attendu, sans doute, que, dans une assemblée générale extraordinaire qui a eu lieu le 17 janvier 1905 et dont la réunion a été provoquée par de Cuers, seul, postérieurement à la séance du conseil d'administration du 18 décembre, il a été donné lecture de la protestation de Voyer et Leblond auxquels s'était joint Péan et procédé cependant à l'élection non plus de viugt-quatre membres, mais de quatorze membres du conseil d'administration dans les termes mêmes des nouveaux statuts; mais que le fait de cette élection est insuffisant pour couvrir l'irrégularité de la convocation qui eut dû, d'après l'art. 44 des statuts de 1894, émaner du conseil d'administration;

Attendu qu'il est encore plus inopérent au point de vue de l'approbation des nouveaux statuts; que de Cuers l'a si bien senti que lorsqu'il s'est vu assigné par Voyer, Leblond et Péan, aux fins notamment de voir déclarer nuls les statuts par lui déposés le 5 décembre et l'assemblée générale du 17 janvier, il s'est empressé de réunir les exemplaires des nouveaux statuts qui avaient été distribués aux sociétaires présents à l'assemblée du 17 janvier et de faire remarquer qu'ils portaient l'approbation desdits sociétaires;

Attendu qu'il y a là une manœuvre qui était irrégulière au premier chef; que si l'on peut soutenir à la rigueur qu'une assemblée générale extraordinaire a le pouvoir de ratifier une convocation qui n'est point conforme aux statuts, la ratification qu'elle donne à cette convocation par la réunion même ne saurait, à moins d'incidents imprévus survenus au cours de ses délibérations, porter sur des modifications aux statuts que si ces modifications ont été mises à l'ordre du jour de l'assemblée;

Attendu que cependant les journaux versés aux débats par de Cuers et qui indiquent l'ordre du jour de l'assemblée du 17 janvier sont muets sur la question de revision des statuts; qu'il y a donc une véritable surprise dont les demandeurs sont d'autant plus en droit de se plaindre qu'il n'apparaît pas que leur mandat d'administrateurs fut arrivé à expiration; qu'il est superflu de répondre à la protestation de de Cuers contre la qualité de membres du conseil d'administration que Voyer, Leblond et Péan s'attribuent puisqu'ils poursuivent précisément l'annulation de l'assemblée générale qui les a éliminés dudit conseil;

Attendu qu'il faut donc reconnaître que de Cuers a mal procédé en provoquant lui-même la réunion d'une assemblée générale qui avait pour but évident de couvrir l'irrégularité du dépôt de nouveaux statuts; qu'il ne lui appartenait pas de les élaborer en dehors du conseil d'administration et qu'il n'avait même pas le prétexte de vouloir se mettre en règle avec la loi de 1901, sur les associations, puisqu'il avait fait, le 19 mars 1902, sa déclaration à la préfecture de police en conformité à cette loi et le dépôt des anciens statuts;

Attendu que la conséquence qui s'impose, c'est l'annulation de l'assemblée générale du 17 janvier 1905, avec cette constatation que jusqu'à l'avis d'une assemblée générale régulièrement convoquée, les statuts déposés par de Cuers à la préfecture de police doivent être considérés comme nuls et non avenus; qu'en égard aux faits de la cause, il est indispensable de confier à un mandataire de justice le soin de faire les convocations, de fixer l'ordre du jour après communication préalable de la liste des membres de la société et des statuts de 1894, seuls aujourd'hui en vigueur; que cette assemblée générale, à laquelle devra assister le mandataire de justice, aura pour mission d'élire les membres du conseil d'administration et de charger soit le conseil d'administration par elle nommé, soit une commission, du soin d'examiner les statuts déposés par de Cuers à la préfecture de police, et de faire ses propositions à une assemblée générale ultérieurement convoquée en présence dudit mandataire; mais qu'en l'état actuel il n'apparaît pas qu'il y ait lieu à d'autres mesures portant notamment sur la comptabilité de la société;

Par ces motifs,

Dit nulle et de nul effet l'assemblée générale du 17 janvier 1905; dit que les statuts déposés à la préfecture de police par de Cuers seront jusqu'à l'avis de l'assemblée générale considérés comme nuls et non avenus;

Commet Gautron administrateur, lequel après communication de la liste des membres de la société et des statuts de 1894, convoquera une assemblée générale aux fins susvisées;

Dit qu'au cours d'une assemblée générale ultérieure, il sera fait rapport sur les statuts déposés par de Cuers, pour être par ladite assemblée, et ce en présence du mandataire de justice, pris sur la revision des statuts de 1894 telle décision qu'il appartiendra;

Dit n'y avoir lieu, quant à présent, d'étendre au-delà la mission dudit mandataire, et condamne de Cuers personnellement aux dépens dont distraction à Cahon, avoué, aux offres de droit.

M. PACTON subst. proc. Rép. — Mes LEVASSEUR et QUÉRENET av.

Note. — Il est de jurisprudence en matière de sociétés que les assemblées générales ne peuvent, en principe, valablement délibérer que sur les questions mentionnées à l'ordre du jour indiqué dans les convocations : Cass. 23 février 1885 (S. 85.1.849 et la note de M. Labbé — D. 85.1.413); 28 février 1888 (S. 91.1.293 — D. 88.1.427); 10 avril 1889 (S. 90.1.25 — D. 90.1.305); 5 juillet 1893 (S. 93.1.377 — D. 94.1.41); *Sic* : Vavasseur, t. II, n° 906 *bis*; Deloison, t. II, n° 427; Houpin, t. II, n° 878. Et c'est au juge du fait qu'il appartient souverainement d'interpréter les termes des ordres du jour contenus dans les lettres de convocation adressées aux actionnaires et d'apprécier s'ils se réfèrent d'une façon suffisante à l'objet soumis à la délibération : Cass. 23 février 1885, précité; 10 avril 1889, précité; 15 juillet 1895 (S. 95.1.349— D. 96.1.31); Douai 18 février 1897 (Gaz. Pal. 98.1.798 — Journ. Trib. com. 1898.713 — Rev. Soc. 1897.348); Trib. com. Seine 18 mai 1898 (Gaz. Pal. 98.2.353 — Journ. Trib. com. 1900.140); Nancy 10 mars 1900 (Loi 17 mai 1900). Mais il est admis, comme l'indique notre jugement, qu'il convient d'apporter une exception aux principes ci-dessus formulés pour le cas où il se produirait au cours d'une assemblée des incidents imprévus rendant nécessaire l'adoption de mesures urgentes : Cass. 5 avril 1893, précité; 15 juillet 1895, précité; Douai 18 avril 1897, précité; Pau 10 avril 1900 (D. 1900.2.433); Trib. com. Seine 15 juillet 1886, (Rev. Soc. 86.604); 15 décembre 1890 (Rev. Soc. 91.272). *Sic* : Vavasseur, t. II, n° 906 *bis*; Ruben de Couder, v° Soc. an., Suppl., n° 213; Houpin, t. II, n° 878; Rousseau, t. Ier, n° 2372.

La décision recueillie étend avec raison, à notre avis, aux associations ces principes consacrés par la jurisprudence et la doctrine en matière de sociétés. Cette extension, commandée par les besoins de la pratique, se justifie d'autant mieux que les raisons qui les ont fait admettre en matière de sociétés existent également quand on se trouve en présence de l'assemblée générale des membres d'une association. La nécessité d'éviter que le vote d'une mesure parfois importante ne soit arraché ou enlevé par surprise et les motifs d'empêcher des manœuvres de la nature de celles que relève notre jugement sont, en effet, les mêmes.

Quand aux conséquences que le jugement tire de la convocation irrégulière de l'assemblée et de la non-inscription à l'ordre du jour des questions soumises à la délibération elles ne sont, comme la nomination d'un mandataire de justice chargé de réunir régulièrement une nouvelle assemblée, que la suite logique de l'extension de principes et de l'assimilation ci-dessus signalées.

179

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

2 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

1° EXPLOITS. — INDICATIONS SPÉCIALES AUX ASSIGNATIONS ET ACTES D'APPEL. — INDICATION DE LA JURIDICTION. — ERREUR.

2° OBLIGATION. — INTERPRÉTATION. — CARACTÈRES DE LA CONVENTION. — DROITS DU JUGE.

1° *Dans l'acte d'appel, l'erreur portant sur la désignation de la juridiction saisie n'est pas une cause de nullité, si elle est rectifiée par les autres énonciations de l'acte.*

Spécialement, lorsque l'intimé a été assigné pour voir statuer sur l'appel émis par l'appelant contre un jugement du Tribunal de commerce de Marseille devant le même tribunal de commerce, la matérialité de l'erreur commise dans la circonstance ressort manifestement de l'ensemble des indications de l'acte qui comporte élection de domicile dans l'étude d'un avoué de la Cour d'appel d'Aix et conclusion à la réformation du jugement entrepris : dans de telles circonstances, la cour peut décider que ces diverses énonciations ne peuvent laisser aucun doute sur l'objet de l'exploit d'appel et sur la juridiction devant laquelle l'intimé est assigné.

2° *Il appartient aux tribunaux de rechercher la commune intention des parties pour déterminer le véritable caractère d'une convention d'après les règles établies par les art. 1156 et suiv. C. civ.*

Angeli c. Gianola.

M. Angeli s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Aix du 7 août 1905, rendu au profit de M. Gianola.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 61 § 4 et 456 C. pr. civ. :

Attendu que l'erreur dans un exploit d'appel sur

l'indication de la juridiction saisie du dit appel n'est pas une cause de nullité lorsqu'elle est rectifiée par les autres énonciations de l'acte ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que, par exploit du 19 novembre 1904, Simon Angeli a été assigné, pour voir statuer sur l'appel émis par son adversaire contre un jugement du Tribunal de commerce de Marseille, devant le même tribunal de commerce ; que la matérialité de l'erreur commise dans la circonstance ressort manifestement de l'ensemble des indications de l'acte ; qu'il y est notamment spécifié que l'appelant déclare « relever appel contre le jugement rendu le 28 octobre 1904, élire domicile en l'étude d'un avoué près la Cour d'appel d'Aix, conclure à la réformation du jugement entrepris et a être déchargé des condamnations prononcées contre lui en première instance ;

Attendu que l'arrêt ajoute que ces diverses énonciations ne pouvaient laisser aucun doute sur l'objet de l'exploit d'appel et sur la juridiction devant laquelle l'intimé était assigné ; que, dans de telles circonstances, la Cour d'Aix a pu décider, sans violer les articles visés au moyen, que l'acte d'appel litigieux était valable ;

Sur le deuxième moyen tiré de la violation de l'art. 1134 C. civ., des art. 1131 et 1132 du même code, ainsi que de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il appartient aux tribunaux de rechercher la commune intention des parties pour déterminer le véritable caractère d'une convention d'après les règles établies par les art. 1156 et suiv. C. civ. ; que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué, après avoir constaté que la convention verbale dont se prévalait le sieur Angeli reposait sur une fausse cause, déclare que les accords intervenus entre celui-ci et le sieur Gianola ont eu pour objet, non point une participation aux bénéfices de la gestion sociale Gianola et Pinatel, mais un simple courtage susceptible d'être rémunéré conformément aux usages de la place ;

Attendu qu'une telle appréciation résultant, d'après l'arrêt, aussi bien des documents du procès que des débats, est souveraine ; que, par suite, en statuant comme elle l'a fait, la Cour d'Aix, dont la décision est régulièrement motivée, n'a violé aucune des dispositions légales invoquées par le pourvoi ;

Rejette...

MM. Alphandéry rapp. ; Bonnet av. gén. — Me Bouchié de Belle av.

Note. — La Cour de cassation a déjà jugé dans le même sens que la citation donnée devant un tribunal autre que celui appelé à connaître de la demande n'est pas nulle, lorsque l'erreur commise dans l'indication du tribunal se trouve rectifiée par les énonciations contenues dans le même acte : Cass. 20 juin 1882 (Gaz. Pal. 83.1.433 — D. 85.5.237) ; *Sic* : Poitiers 12 février 1861 (D. 61.2.59) ; Aix 14 décembre 1870 (D. 71.5.179) ; Rennes 24 juillet 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.433) ; 21 novembre 1881 (Gaz. Pal. 82.1.153). — *Adde* : Dalloz, Supp. au Rép. v° Exploit. n. 186.

II. — Sur le second point : La jurisprudence est constante en ce sens. V. notamment : Cass. 27 novembre 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.489 — S. 1901.1.408) ; 17 novembre 1902 (D. 1903.1.566) ; 21 juillet 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.541) ; 1er décembre 1903 (Pand. franç. 1904.1.400 et 406) ; 18 avril 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.41 — S. 1904.1.444) ; 13 décembre 1904 (Gaz. Pal. 1905.1.28).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

(1re Ch. du Conseil)

6 avril 1906.

Présidence de M. Bondoux.

FRAIS ET DÉPENS. — ORDONNANCE DE TAXE. — HUISSIER. — DROIT DE RÉCLAMER LE PAIEMENT DES FRAIS A CELUI QUI A ORDONNÉ LES POURSUITES.

Une personne n'est pas recevable à former opposition à l'ordonnance de taxe rendue au profit d'un huissier sous prétexte que les frais dont le paiement lui est réclamé ayant été faits pour le compte d'un tiers dont elle n'était que le mandataire et qui aurait donné directement des instructions à l'huissier pour arrêter les poursuites commencées, elle ne saurait être tenue desdits frais.

Alors du moins qu'il résulte des circonstances de la cause et notamment de la correspondance versée aux débats que l'opposant entendait faire son affaire personnelle des poursuites exercées contre le débiteur de son mandant et qu'en exerçant lesdites poursuites l'huissier s'est strictement conformé aux instructions qu'il avait reçues de cet opposant personnellement.

En pareil cas l'huissier se trouve investi d'un droit de créance contre celui qui a ordonné et dirigé les poursuites, et c'est à juste titre qu'il lui réclame le montant des frais desdites poursuites, sur ordonnance de taxe.

Kesler c. Marie.

Le Tribunal,

Attendu que, suivant exploit de Combe, huissier à Paris, en date du 23 mars 1906, Kesler a formé opposition à une ordonnance de taxe, rendue le 1er février précédent, au profit de Marie par M. le président du Tribunal civil de la Seine ; qu'il prétend à l'appui de son opposition que les frais dont le paiement est réclamé ont été faits pour le compte d'un sieur Itier qui aurait donné directement des instructions à Marie pour arrêter les poursuites et qu'il ne peut être tenu des dits frais en qualité de mandataire d'Itier ;

Attendu que ces prétentions ne reposent sur aucun fondement, qu'il résulte en effet de la correspondance versée aux débats que Kesler entendait faire son affaire personnelle des poursuites exercées contre Ponscarne débiteur d'Itier et qu'en exerçant lesdites poursuites, Marie s'était strictement con-

formé aux instructions qu'il avait reçues de Kesler personnellement;

Attendu, dès lors, que Marie se trouvait investi d'un droit de créance contre Kesler; que c'est donc à juste titre qu'il lui réclame le montant des frais objet de l'ordonnance de taxe du 1er février 1906;

Par ces motifs,

Déclare Kesler mal fondé en son opposition ; l'en déboute;

Dit que l'ordonnance entreprise sortira son plein et entier effet, et condamne Kesler aux dépens taxés et liquidés.

M. MORIZOT-THIBAULT subst. proc. Rép. — Me PLOCQUE et G. PINEAU avoués.

Note. — La décision recueillie n'a statué que sur une question de fait, mais elle a cependant un grand intérêt pratique. Chaque jour il arrive que des personnes agissant en leur nom propre et sans indiquer qu'elles n'entendent point s'engager personnellement, prescrivent à des huissiers de faire tel ou tel acte de leur ministère, d'exercer telle ou telle poursuite. Puis quand l'officier ministériel s'adresse à ces personnes pour avoir paiement des frais faits, celles-ci excipent d'un mandat pour refuser de régler les frais et le renvoient à s'adresser à tel ou tel prétendu mandant plus ou moins solvable. C'est ce qui paraît avoir eu lieu en l'espèce. Mais le tribunal, en se fondant sur les circonstances de la cause et spécialement sur la correspondance produite a fait bonne justice du mandat invoqué par l'opposant à l'ordonnance de taxe, et a déclaré, avec raison, qu'ayant ordonné et dirigé en son nom propre les poursuites dont il avait déclaré faire son affaire personnelle, il était tenu directement envers l'huissier.

180

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

14 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

SERVITUDES. — EXERCICE. — AGGRAVATION. PASSAGE. — PARTAGE.

Celui qui a droit à une servitude ne peut en user que dans la limite des besoins pour lesquels elle a été établie et ne peut aggraver la condition du fonds servant.

Mais, bien qu'une servitude de passage n'ait été établie par un acte de partage qu'au profit de parcelles faisant partie du lotissement, il peut être décidé, par interprétation de cet acte, que le titulaire de la servitude peut, dans l'intérêt desdites parcelles, accéder à un jardin non compris au partage.

Et le droit étant ainsi fixé, l'usage abusif qui en serait fait ne peut qu'être réprimé par les moyens ordinaires.

Veuve de Bersolles c. Regnier.

La veuve de Bersolles s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Caen du 2 juin 1905, rendu au profit de M. Regnier.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation des art. 686, 702, 1134 C. civ., 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que le pourvoi fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir, tout en reconnaissant que le défendeur éventuel ne pouvait user de la voie de servitude litigieuse que pour les parcelles provenant du clos Reulos partagé en 1834, décidé cependant qu'il pourrait, dans l'intérêt unique, il est vrai, desdites parcelles, accéder à un jardin non compris au partage, sans spécifier comment on distinguerait, parmi les divers actes de passage, ceux qui auraient pour objet l'utilité exclusive du fonds dominant;

Mais attendu que s'il résulte du principe général de l'art. 637 combiné avec la règle de l'art. 702 C. civ. que celui qui a droit à une servitude ne peut en user que dans la limite des besoins pour lesquels elle a été établie, et ne peut aggraver la condition du fonds qui doit la servitude, cette règle n'a point été méconnue par l'arrêt attaqué qui a déclaré que la servitude n'était pas due au demandeur éventuel pour le jardin « Lecomte », acquis privativement par lui; qu'il a simplement apprécié, par interprétation de l'acte de partage de 1834, que Regnier, ayant le droit de passer pour l'exploitation des parcelles provenant du clos Reulos sur toute l'étendue de la voie établie à titre de servitude, on ne saurait lui contester le même droit d'accès au jardin « Lecomte » qu'il aurait si celui-ci appartenait à un tiers;

Attendu que le droit étant ainsi fixé, l'usage abusif qui en serait fait ne peut qu'être réprimé par les moyens ordinaires; que, dès lors, la Cour d'appel de Caen, dont l'arrêt est régulièrement motivé, loin de violer les textes de loi visés au moyen, en a fait une exacte application ;

Rejette...

MM. DUBOIN rapp. ; BONNET av. gén. — Me CHAUDÉ av.

Note. — Le principe est consacré d'une façon absolue par la jurisprudence et la doctrine. V. Dalloz, Supp. au Rép., vo Servitudes, nos 438 et suiv.

Mais, si l'art. 702 C. civ. interdit au propriétaire du fonds dominant d'aggraver la servitude au préjudice du fonds servant, la solution des questions qui se rattachent à l'application de cet article dépend principalement des circonstances de fait, de l'état des lieux, de l'interprétation des conventions, de l'intention présumée des parties, des besoins du fonds dominant au moment de la constitution de la servitude et du préjudice que la propriétaire du fonds servant a pu éprouver par suite des changements apportés dans le fonds à qui la servitude est due : Cass. 10 mai 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.284 — D. 1905.1.427).

Ce sont d'ailleurs là toutes questions rentrant dans le domaine du pouvoir d'appréciation des juges du fond : Cass. 10 mai 1905, précité, — et la note dans notre recueil.

TRIBUNAL CIVIL D'ANGOULÊME

14 février 1906.

Présidence de M. Garès.

ENREGISTREMENT. — SUCCESSION. — DÉDUCTION DU PASSIF. — JUSTIFICATIONS PRODUITES TARDIVEMENT. — RESTITUTION. — DÉPENS.

Lorsque les justifications nécessaires n'ont pas été produites au moment de la déclaration de succession, le passif grevant cette succession ne doit pas être déduit, mais les héritiers peuvent obtenir ultérieurement la restitution des droits perçus en trop en complétant ces justifications.

Dans ce cas, les frais de l'instance restent à la charge des parties jusqu'au moment de la production.

Blanchet c. Enregistrement.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la dame Blanchet, dans son mémoire signifié à la date du 30 octobre dernier, déclare réduire sa demande en restitution à la somme de 701 fr. 10, renonçant à faire comprendre dans le passif de la communauté ayant existé entre elle et J.-B. Blanchet, son mari, le montant des dettes autres que les dettes Vignon et Moreau et indiquées dans l'état produit par elle au moment de la déclaration de succession;

Attendu que la dame Blanchet, lors de la déclaration de succession qui avait suivi la mort de son mari, et à l'appui de sa prétention de faire déduire, pour le calcul des droits à payer, de l'actif de communauté, dont moitié lui revenait en qualité de légataire de Blanchet, le passif s'élevant suivant elle à la somme de 32,581 fr. 45, s'était bornée à produire un état sommaire des créances composant le prétendu passif sans l'assortir de pièces justificatives dont la production est exigée par l'art. 3 de la loi du 25 février 1901; que c'était donc à bon droit que le receveur d'enregistrement s'était refusé à faire état du passif allégué et avait fait payer à la déclarante la somme de 1.809 fr. 90 sur l'actif net de la succession de Blanchet, lequel actif s'élevait à 25.146 fr. 57;

Attendu que la dame Blanchet, depuis qu'elle a formé sa demande en restitution et postérieurement au mémoire que l'Administration lui a fait signifier, a produit, en outre du livre de commerce de Blanchet, des copies collationnées des livres de commerce des créanciers Vignon et Moreau, qui établissent d'une manière indiscutable qu'au moment du décès de Blanchet Vignon était son créancier d'une somme de 24.020 fr. 45, et Moreau d'une somme de 7.164 fr. 25;

Attendu que la dame Blanchet a donc actuellement satisfait au vœu de la loi et justifié du bien fondé de sa demande en restitution de droits de mutation jusqu'à concurrence de la somme de 701 fr. 10; qu'il y a lieu, en conséquence, de faire droit à sa demande;

En ce qui touche les dépens :

Attendu que la dame Blanchet a eu le tort de ne pas, lors de la déclaration de succession, se conformer aux dispositions de l'art. 4 de la loi du 25 février 1901; qu'elle a encore eu celui de ne pas appuyer sa demande en réduction de justifications nécessaires et d'attendre, pour les produire, d'avoir connu le mémoire de l'Administration lui faisant connaître cette absence de justifications;

Attendu qu'il est de toute équité, tout en faisant droit à sa demande, de mettre à sa charge les frais de l'instance jusques et y compris la signification qui lui a été faite du mémoire de l'Administration défenderesse;

En ce qui touche la suppression demandée par l'Administration, conformément aux dispositions de l'art. 1036 C. pr. civ., de certains passages de l'exploit d'ajournement qu'elle apprécie être diffamatoires :

Attendu que les expressions qui font grief à l'administration de l'Enregistrement étaient assurément aussi fâcheuses qu'inutiles, mais que le tribunal ne saurait cependant les considérer comme diffamatoires et en ordonner la suppression; que ces expressions ne visent aucune personne déterminée, et sont du reste incapables de diffamer une Administration qui, par le savoir, le dévouement et l'honorabilité de ses agents, se trouve placée au-dessus de toutes les injures;

Par ces motifs,

Condamne l'administration de l'Enregistrement à restituer à la dame veuve Blanchet la somme de 701 fr. 10;

La condamne aux dépens, sauf ceux exposés jusques et y compris la signification du mémoire de l'Administration, lesquels resteront à la charge de la dame Blanchet.

MM. GARÈS prés., rapp.; NAUD subst. proc. Rép. Mémoires préparés par M. Alix JEAN, directeur de la *Gazette du Palais*.

Note. — Le tribunal n'a examiné aucune des questions de droit qui lui étaient soumises et qui portaient sur les renseignements à insérer dans l'état du passif exigé par la loi du 25 février 1901, sur la production des livres mêmes du créancier et sur la production des livres du défunt. Il se borne à constater que la copie collationnée des registres du créancier était, au moins, nécessaire, et, pour ce motif, il laisse une partie des frais de l'instance à la charge des demandeurs. La décision est pleinement justifiée parce que le tribunal ne tient pas compte des faits qui ont précédé l'instance, c'est-à-dire du refus du directeur de faire connaître exactement aux parties la nature des justifications qu'il réclamait. A une demande d'explications du 15 janvier, le directeur n'avait pas encore répondu le 21 avril, date à laquelle les parties ont dû introduire l'instance pour éviter la prescription qui aurait été acquise le 24 du même mois. Ce silence obstiné, cette imprécision dans les justifications requises a permis à l'Administration d'éviter la condamnation à tous les dépens : nous signalons simplement le

procédé. L'assignation en restitution faisait allusion à ce silence prolongé et déclarait que l'Administration avait l'espoir de conserver les droits encaissés en invoquant cette prescription. Le directeur départemental a vu, dans ce passage, une insulte à son adresse; le tribunal n'a pas partagé cette appréciation, et avec raison, puisque l'assignation ne désignait aucune personnalité et que, ajouterons-nous, il est incontestable que, trois jours plus tard, les errements administratifs auraient eu pour résultat d'éteindre toute poursuite en restitution.

TRIBUNAL CIVIL DE POITIERS

12 mars 1906

Présidence de M. Fontant.

ENREGISTREMENT. — MUTATION SECRÈTE. — PROMESSE DE VENTE. — PREUVE DE LA RÉALISATION. — PREUVE CONTRAIRE.

La prétendue réalisation d'une promesse de vente d'immeubles, invoquée par l'administration de l'Enregistrement pour justifier la réclamation du droit de mutation, doit être établie par des faits probants.

Spécialement, elle ne saurait résulter de la qualité de propriétaire, prise inconsidérément par le locataire dans des actes de procédure et dans un acte d'échange, ni de travaux importants effectués par le locataire, lorsqu'il est établi que le propriétaire n'a pas pris part à ces actes, et que, lorsqu'il les a connus, il en a poursuivi le redressement devant le tribunal; lorsque, enfin, il a constaté que le locataire a continué à payer son loyer et que son bail lui permettait de modifier complètement l'état de l'immeuble.

Enregistrement c. Société Lévy, Dreyfus et Cie.

LE TRIBUNAL,

Attendu que les instances sont connexes;

Attendu que l'administration de l'Enregistrement invoque pour justifier ses poursuites, d'une part, divers documents dans lesquels la Société Dreyfus aurait pris ou aurait laissé prendre pour elle la qualité de propriétaire de deux maisons situées à Poitiers, rue Victor-Hugo, n° 11, et place d'Armes, n° 12, et notamment : 1° un acte d'échange du 10 décembre 1901; un rapport d'experts du 15 avril 1902; 3° et un arrêt de la Cour d'appel de Poitiers du 16 mars 1903; d'autre part, cette circonstance que la Société Dreyfus a détruit les immeubles loués et a agi plutôt comme propriétaire que comme locataire;

Attendu qu'on ne trouve dans aucun des documents produits la preuve directe de la mutation alléguée; qu'il existe, il est vrai, certaines présomptions tendant à faire croire à cette mutation, mais que ces présomptions manquent de précision et tombent devant des présomptions contraires;

Attendu que si, en effet, dans l'échange du 10 décembre 1901, dans l'expertise de 1902 et dans les débats devant la cour d'appel en 1903, la Société Lévy, qui trouvait dans son bail une promesse de vente et qui avait probablement l'intention de s'en prévaloir dans la suite, a pu prendre inconsidérément la qualité de propriétaire, elle n'a pu de ce fait engager Domage qui est toujours resté étranger à ses agissements et dont le concours était cependant essentiel pour parfaire la vente;

Attendu que Domage a si bien protesté contre l'attitude prise par la Société Dreyfus qu'il a obtenu de ce tribunal, le 25 juillet 1904, un jugement qui dit : « que c'est à tort que la qualité de propriétaire est donnée à la Société Deyfus, Lévy, dans des conclusions prises devant la cour et que cette qualité de propriétaire ne pourra être prise par ladite société avant la réalisation de la promesse de vente à elle consentie par Domage; lui fait défense de prendre cette qualité »;

Attendu que vainement l'Administration prétend que ce jugement ne serait qu'un jugement d'expédient, et ne lui serait pas opposable; qu'en réalité il constitue une véritable décision de justice mettant fin à une contestation sérieuse entre Domage, qui non seulement voulait conserver vis-à-vis de la Société Dreyfus la situation que lui assurait son bail, mais qui encore voulait faire annuler l'échange consenti par cette société à la Société des Antiquaires de l'Ouest, dans lequel on avait à tort disposé d'immeubles lui appartenant; que si Lévy et Cie ont acquiescé à la demande formée par Domage sans la discuter, c'est précisément parce qu'ils n'avaient moyen de prouver qu'ils étaient propriétaires;

Attendu que vainement encore l'Administration entend tirer argument de lettres écrites par la Société Lévy, les 25 avril et 20 octobre 1903, dans lesquelles on parlait de modifications à apporter au bail; que c'est apparemment parce que ce bail existait réellement qu'il s'agissait de le modifier;

Attendu enfin qu'il résulte du rapprochement des livres de la Société Dreyfus, de ceux du Crédit lyonnais, que la société continue à payer à Domage les loyers convenus dans le bail; que, pour combattre cette présomption, l'Administration se borne à émettre cette supposition que ces loyers pourraient bien être les intérêts du prix de vente; qu'il n'y a pas à faire état d'un semblable argument;

Attendu, en ce qui concerne la transformation complète des immeubles loués, que si elle pourrait être invoquée dans une location ordinaire, elle est ici sans importance puisqu'elle est prévue par le bail, et en constitue précisément le principal objet;

Par ces motifs,

Vu les contraintes du 22 octobre 1903;

Vu les oppositions des 19 et 26 février 1904;

Vu les mémoires respectivement signifiés;

Joint les instances;

Et attendu que les faits établissent qu'aucune mutation n'a eu lieu, et qu'en tout cas tout droit a cessé d'être dû par l'effet du jugement du 25 juillet 1904;

Déboute l'administration de l'Enregistrement de sa demande et la condamne aux dépens.

M. Rivasseau juge rapp.; Mémoires préparés par M. Alix Jean, directeur de la *Gazette du Palais*.

Note. — Il est hors de discussion que l'Administration a le droit, par application de l'art. 12 de la loi du 22 frimaire an VII, et de l'art 4 de la loi du 17 ventôse an IX, de faire la preuve des mutations immobilières, au moyen des actes émanés des parties et parvenus régulièrement à sa connaissance, et même au moyen de toutes présomptions compatibles avec la procédure spéciale organisée, en matière d'enregistrement, par l'art. 65 de la loi du 22 frimaire an VII. Mais il est non moins douteux que les contribuables ont le droit de détruire ces preuves et présomptions par des preuves et présomptions contraires. Cette faculté résulte implicitement de l'art. 1352 C. civ. et a été admise par tous les auteurs Laurent, t. XIX, 615, p. 532, n° 32; Toullier, t. X, p. 48; Duranton, t. XIII, p. 412 et suiv.; Bonnier, t. II, p. 841; Larombière, t. V, art. 1352, n° 7; Zachariæ, § 766, texte et note 2; Aubry et Rau t. VIII, § 750, p. 162, texte et note 5. « La théorie des preuves, en matière d'enregistrement, dit M. Wahl, repose, on le sait, sur le droit commun; or, d'après le droit commun, une preuve peut être combattue par les preuves contraires, à l'exception de certaines présomptions légales dont nous reparlerons. Du reste, en droit fiscal, cette solution se justifie par la même raison qu'en droit commun; la prétendue preuve ne prouve plus rien, si elle est démontrée être inexacte. » (Wahl, Traité de droit fiscal, II, n° 637). Il est heureux qu'il en soit ainsi; l'affaire résolue par le jugement du Tribunal de Poitiers en est un témoignage. S'appuyant sur des énonciations inexactes, contenues dans des conclusions d'avoué, sur la qualité de propriétaire prise à tort dans un acte sous seings privés, l'Administration a prétendu qu'une promesse de vente avait été réalisée et a réclamé les droits de mutation et deux droits en sus.

Cette réclamation s'explique; mais ce qui est moins explicable c'est la persistance, l'opiniâtreté avec laquelle l'administration de l'Enregistrement a maintenu sa demande, quand il lui a été justifié de son erreur : il a été établi, en effet, que la promesse de vente ne pouvait, d'après ses conditions mêmes, être réalisée qu'à l'expiration du bail courant, que la société était restée locataire et payait toujours son loyer; enfin le propriétaire avait obtenu un jugement annulant les actes qui pouvait faire supposer une transmission de l'immeuble, et interdisant à la société de prendre le titre de propriétaire. Ce n'est plus une thèse juridique qu'a défendu alors le fisc feignant d'ignorer le texte des actes; supposant que ce que la société appelait, dans sa comptabilité, un loyer était l'intérêt du prix de vente, qualifiant de jugement d'expédient la décision du tribunal qui rétablissait les faits dans leur exactitude, il a essayé, par tous moyens, d'obtenir du tribunal le paiement d'un droit dont la non-exigibilité ne pouvait lui paraître douteuse. Le jugement rapporté a fait justice de cette prétention; nous ne pouvons que féliciter le tribunal d'avoir su éviter l'iniquité que l'Administration osait attendre de lui.

TRIBUNAL CIVIL DE VERSAILLES

6 avril 1906.

Présidence de M. Worms.

ENREGISTREMENT. — SUCCESSION. — PASSIF. — DETTE AU PROFIT D'UN LÉGATAIRE PARTICULIER. — DÉDUCTION.

En matière d'impôts, c'est avant tout dans le texte même de la loi qui les établit qu'il faut chercher quelle a été l'intention du législateur, et les dispositions dans lesquelles il l'a manifestement exprimée doivent recevoir l'application stricte et littérale que leur teneur commande.

Or, en matière de dettes successorales, la loi ne refuse la déduction qu'à celles consenties par le défunt au profit de ses héritiers ou personnes interposées. Par suite, la dette contractée au profit d'un légataire est déductible.

Il en est spécialement ainsi lorsque le créancier a été institué légataire particulier de quelques objets à titre de souvenir.

Enregistrement c. époux Carlat.

Le Tribunal,

Attendu que Ollier s'est reconnu débiteur vis-à-vis de Feuché, son beau-frère, d'une somme de 20.000 francs aux termes d'une reconnaissance sous signature privée du 23 septembre 1885 et d'une autre somme de 25.000 francs vis-à-vis de la dame Feuché, née Ollier, sa sœur, par acte sous signature privée du 25 octobre 1900; que M. Ollier a, dans son testament du 9 mars 1902, confirmé l'existence de ces deux dettes et qu'il n'est pas contesté par l'Administration que cet acte de disposition enregistré le 27 janvier 1903 ait été assujetti au droit d'obligation de 1 0/0 en principal; que M. Ollier est décédé instituant pour sa légataire universelle sa petite-nièce Mlle Blanche Petit, aujourd'hui épouse Carlat, la demanderesse actuelle, et léguant à sa sœur, la dame Feuché, née Ollier, « une pendule, deux candélabres, une paire de flambeaux, une grande corbeille et un tableau venant de la mère du testateur et représentant un guerrier romain, lesdits objets prisés à l'inventaire à la somme de 100 francs;

Attendu que Feuché, le créancier, est également décédé et qu'il est prétendu par les réclamants, sans que cette affirmation ait été contredite par la Régie, qu'inventaire ayant été dressé par Me Haizet, notaire à Versailles le 4 février 1903, et le partage de la communauté Feuché Ollier ayant été réalisé le 27 avril 1903, ces actes mentionnent les deux créances dont s'agit; qu'il n'est pas davantage nié par l'Administration que lors de la déclaration de la succession de M. Feuché, souscrite à Versailles le 20 mai 1903, le droit de mutation ait été payé sur les 45.000 francs montant en principal desdites créances; que c'est dans ces circonstances que les époux Carlat, qui

avaient lors de la déclaration par eux faite à la suite du décès de Ollier obtenu que la dette de 45.000 fr. en question fut déduite de l'actif successoral, reussent la prétention de l'Administration consistant à refuser désormais ladite déduction;

En fait :

Attendu que la créance litigieuse a fait l'objet, le 27 janvier 1903, d'une perception de 1 0/0 sur le ontant de ladite créance; que, de plus, le 20 mai , un droit de mutation sur la somme dont s'agit a été payé par les héritiers Feuché; qu'actuellement Administration réclame sur la même somme un isième droit; qu'elle se prévaut de la circonstance que certains objets mobiliers provenant de la mère mune ont été légués par le frère à la sœur, alors il était manifestement dans la pensée du disposant plutôt de laisser un souvenir de sa tendresse filiale et fraternelle que d'instituer une véritable libéralité; qu'en tout cas la valeur vénale des objets en question a été prisée à 100 francs, et que, néanmoins, l'Administration exige de ce chef des droits s'élevant modestement à la somme de 6.308 fr. 40; que ces considérations permettent d'apprécier la modération et l'équité des réclamations dont le tribunal est aujourd'hui saisi;

En droit :

Attendu que la loi du 25 février 1901 a posé en principe que pour la perception des droits les dettes du défunt seraient déduites de l'actif successoral; que cette règle doit donc être suivie en l'absence d'une dérogation claire, précise et formelle; que les exceptions qui ont pu être apportées au principe doivent comme toutes exceptions être renfermées strictement et limitativement dans leurs termes hors desquels on retombe immédiatement et nécessairement sous l'empire du droit commun; qu'il doit en être ainsi spécialement et surtout en matière fiscale lorsque, comme dans l'espèce, la règle est l'exonération de droits alors que l'exception est l'assujettissement; que c'est alors le cas d'appliquer à cette exception le principe fondamental, si connu de l'Aministration et invoqué par elle dans l'instance actuelle même, qu'en matière d'impôts c'est avant tout dans le texte même de la loi qui les établit qu'il faut chercher quelle a été l'intention du législateur et les dispositions dans lesquelles il l'a manifestement exprimée doivent recevoir l'application stricte et littérale que leur teneur commande : Cass. 22 mars 1892 (S. 92.1.465), 10 mai 1893 (S. 93.1.533), 28 mai 1894 (S. 94.1.519), 29 mai 1894 (Sirey, *Ibid.*), 21 novembre 1898 (S. 99.1.193), avec la note de M. Wahl, 15 avril 1899 (S. 99.1.418); qu'au cas ou ces principes seraient méconnus les redevables pourraient taxer d'arbitraire les décisions prises par l'administration de l'Enregistrement;

Or, attendu qu'en matière de dettes successorales la loi ne refuse la déduction qu'à celles consenties par le défunt au profit de ses héritiers ou personnes interposées; que, dans l'espèce, la dette a été consentie non au profit de l'héritier, mais au profit d'un légataire particulier; que, dès lors, l'exception est inapplicable; que vouloir qualifier d'héritier un légataire particulier est bouleverser et fausser toute la terminologie juridique; que jamais aucun jurisconsulte n'a appelé héritier un légataire particulier, qui, d'aucune sorte et en aucune hypothèse, ne représente le défunt;

Or attendu, que comme le disent exactement Aubry et Rau (t. VI, p. 427), exprimant d'ailleurs l'opinion unanime des auteurs, « l'héritier est le représentant juridique du défunt »; que rien ne permet de supposer que dans la loi de 1901 un sens différent ait été attribué à l'exception dont s'agit par ses auteurs qui, au contraire, doivent être présumés parler un langage juridique d'une absolue pureté et avoir donné à chacun des termes dont ils se sont servi leur sens propre, technique et caractéristique; qu'il est d'autant plus téméraire de supposer que cette grave impropriété d'expressions se soit glissée en notre matière qu'en rapprochant les deux paragraphes du 2° de l'art. 7 on voit que le texte; loin de les confondre, distingue très nettement les héritiers des légataires; que l'administration de l'Enregistrement, après avoir soutenu que le législateur a sciemment employé le mot « héritiers » dans un sens générique qu'il n'a jamais eu, prétend qu'il a commis une erreur matérielle en supprimant les mots « légataires et donataires »; que ce raisonnement ne paraît pas marqué au coin d'une saine logique;

Attendu que si le législateur a donné à l'expression « héritiers » la portée générique que lui attribue la Régie, on eut compris que celle-ci attribuât la disparition des mots « ou légataires » à la volonté même du législateur, ces mots étant désormais sans utilité et constituant une véritable superfétation; que cependant, d'après l'Administration, l'omission dont s'agit est le résultat d'une simple erreur matérielle; que cette théorie est longuement établie et sérieusement documentée; qu'on peut l'admettre, mais qu'elle est la condamnation la plus nette du système de la Régie; qu'en effet, si les auteurs de la loi ont cru nécessaire d'adjoindre les légataires aux héritiers, c'est que dans la pensée du législateur ces dernières expressions devaient être entendues dans leur sens respectif habituel et légal, et qu'un texte précis était jugé nécessaire pour assimiler les légataires aux héritiers; qu'il ressort donc à l'évidence du projet de loi lui-même que par héritiers l'on n'a pas entendu désigner les légataires;

Attendu qu'il importe peu de savoir si le législateur a eu à un moment quelconque la pensée de ranger les légataires sur le même pied que les héritiers, si, en définitive, il n'a pas donné suite à ce projet auquel il a finalement renoncé; que, sans qu'il soit nécessaire, ce qui serait d'ailleurs sans doute malaisé, de déterminer la cause exacte du revirement qui s'est produit, il ne peut s'agir aujourd'hui d'appliquer que le texte adopté et promulgué comme loi de l'Etat; que permettre d'inférer l'existence d'une exception ayant pour effet d'autoriser

l'établissement de taxes du silence d'une loi et autoriser ainsi des perceptions en invoquant une loi par prétérition serait, en réalité, laisser les agents du fisc, par un véritable empiètement sur le domaine législatif, refaire la loi qu'ils ont seulement mission d'appliquer textuellement et, de la sorte, ouvrir une brèche par laquelle pourraient passer toutes les réclamations imaginables, si exorbitantes, si fantaisistes et si déraisonnables qu'elles fussent qu'il plairait à l'Administration de formuler; qu'une telle théorie qui serait essentiellement contraire à tous les principes du droit fiscal et du droit public moderne ne saurait être assez énergiquement repoussée;

Attendu qu'il est encore soutenu par la Régie que si la suppression dans le premier alinéa de l'art. 7 des mots « légataires et donataires » procédait de la volonté d'écarter toute présomption de simulation en ce qui concerne cette catégorie de successeurs, il aurait été contradictoire d'accorder en même temps à ces donataires et légataires le droit de détruire par la preuve contraire cette même présomption; qu'un simple examen suffit à démontrer le mal fondé d'une telle argumentation; que les deux alinéas dont s'agit visent des situations distinctes et consacrent par leurs dispositions des solutions qui n'ont rien de contradictoire ni rien d'inconciliable; que le premier indique la dette non déductible qui est la dette consentie au profit d'un héritier;

Attendu que le second indique les personnes qui auront le droit de prouver la réalité et la sincérité de cette dette présumée fictive; que, pour comprendre la portée et la sagesse de la disposition du second alinéa, il suffit de supposer une dette au profit de l'héritier dans une succession dévolue à celui-ci et pour le surplus à un légataire universel ou à titre universel; or, il est évident qu'en pareille hypothèse le légataire a autant et même beaucoup plus d'intérêt que l'héritier à prouver la réalité de cette dette, non déductible en principe; en effet, parent plus éloigné que l'héritier, étranger peut-être au défunt, il doit acquitter des droits à un taux beaucoup plus élevé que l'héritier et il aurait été souverainement injuste de lui ôter le droit de prouver que cette dette est sincère;

Or, attendu que si aucun texte n'avait expressément réservé le droit de faire cette preuve au légataire, une difficulté sérieuse se serait élevée sur le point de savoir si pareille faculté lui appartient, et c'est pour trancher affirmativement cette question qu'a été édicté notre second alinéa; mais que ce serait manifestement en dénaturer le sens et la portée en reconnaissant ses termes clairs et précis, que de lui prêter la pensée de vouloir compléter l'énumération des personnes ne pouvant faire déduire leurs créances de l'actif successoral ou que de le présenter comme étant en contradiction avec l'alinéa premier, alors qu'il répond à un autre ordre d'idées absolument différent;

Attendu que la dame Feuché née Ollier n'étant pas l'héritière de Ollier qui l'a exhérédée pour instituer la dame Carlat réclamante, la dette de 25.000 francs contractée par Ollier vis-à-vis de la dame Feuché-Ollier est déductible de l'actif de la succession Ollier; qu'il en est de même de la dette de 20.000 francs contractée par Ollier vis-à-vis de Feuché, la présomption d'interposition de personnes résultant de ce que ce dernier est le mari de la sœur d'Ollier étant inopérante en l'espèce puisque, comme il a été dit ci-dessus, cette dame n'est point héritière; que, par suite, et sans qu'il y ait d'ailleurs lieu de faire état de la déclaration de l'Administration « qu'elle n'a jamais contesté la réalité des dettes dont s'agit pas plus qu'elle n'a suspecté la bonne foi des parties », la réclamation des époux Carlat doit être accueillie;

Par ces motifs,

Reçoit lesdits époux Carlat opposants à la contrainte susvisée du 28 octobre 1904 signifiée suivant exploit du 4 novembre suivant également susvisé;

Annule ladite contrainte;

Déboute l'administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre de toutes ses demandes, fins et conclusions;

Et la condamne en tous les dépens.

MM. LAFON juge rapp.; M. REULOS juge supp. (f. t. min. pub.) Mémoires préparés par M. Alix JEAN, directeur de la *Gazette du Palais*.

Note. — Les motifs juridiques soigneusement rappelés par le tribunal à l'appui de son jugement donnent à sa décision une autorité qui entraînera, nous en sommes convaincus, la conviction de la Cour de cassation, si la Régie se décide à lui soumettre la question. Trois décioions judiciaires étaient déjà intervenues sur la difficulté soulevée par l'application de l'art. 7-2° de la loi du 25 février 1901, et consistant à savoir si cette disposition qui interdit la déduction des dettes consenties par le défunt au profit de ses héritiers doit être étendue aux dettes contractées au profit de légataires. Le Tribunal de Fontenay-le-Comte s'est prononcé le premier, le 3 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.40). Nous ne nous arrêterons pas à cette décision qui admet l'extension de la loi, sans apporter aucun motif en faveur de son opinion. Le Tribunal d'Orléans s'est prononcé dans le même sens par son jugement du 24 mai 1905 (Revue génér. prat. d'enreg., 3352), par le motif que la rédaction adoptée par le législateur dans ce paragraphe de l'art. 7 « n'a pas exactement rendu la pensée du législateur » et que le premier projet de loi étendant la déduction aux dettes contractées au profit des légataires, il fallait admettre qu'il en était de même de la loi votée, bien que les mots *donataires et légataires* n'y figurent plus. Le Tribunal de Versailles a fait justice de cet argument en rappelant avec raison qu'en matière de droit fiscal tout est de droit étroit et que, d'après une jurisprudence constante de la Cour de cassation, les exceptions doivent être strictement maintenues dans les limites que leur a tracées le législateur. Le Tribunal de Reims, dans son jugement du 21 juin 1905 (Revue gén. prat., 2340) avait admis la même doctrine en prétendant que par le mot *héritiers*, le législateur avait entendu parler des *héritiers légataires et donataires*. Comme on

le voit, la Régie n'est pas bien exigeante sur le choix ou la valeur de ses moyens; elle est satisfaite dès lors que le tribunal lui donne raison. Nous sommes bien obligés, cependant, de relever la contradiction existant entre ces moyens; de deux choses l'une, en effet : ou le législateur s'est trompé en ne parlant que des héritiers et a oublié les donataires et légataires, et alors le mot *héritier* est employé *stricto sensu*; ou il a voulu donner à ce mot une compréhension plus grande, et alors c'est à bon escient qu'il a supprimé les mots *donataires et légataires*; mais les deux motifs ne sauraient sérieusement être présentés dans une même discussion; la Régie n'a pas de semblables scrupules et elle offre le choix aux tribunaux. Ni l'un ni l'autre de ces arguments n'est d'ailleurs exact, et le Tribunal de Versailles en a fait justice avec une science juridique et une force d'argumentation qui défient toute critique.

Nous n'insisterons pas sur la question de fait. Il nous suffit de rappeler le fait principal. L'existence de la dette n'était pas contestée; la dette de 45.000 francs avait supporté, en 1903, un droit de 1 0/0 et un droit de mutation par décès encore plus élevé; et simplement parce que le testateur avait légué un souvenir évalué à 100 francs à *son débiteur*, la Régie disait : ce débiteur est légataire, par conséquent, la dette n'est pas déductible, et la *succession* doit payer un droit montant à 6.308 fr. 40. Ces circonstances « permettent d'apprécier, selon les expressions du jugement, la modération et l'équité des réclamations dont le tribunal était saisi ».

TRIBUNAL CIVIL DE PONT-L'ÉVÊQUE

22 mai 1906.

Présidence de M. Leroy.

MARIAGE. — ART. 180 C. CIV. — ERREUR SUR LA PERSONNE. — PERSONNALITÉ CIVILE. — FAUX ÉTAT CIVIL. — NULLITÉ DU MARIAGE.

Aux termes de l'art. 180 § 2 C. civ., quand il y a eu erreur sur la personne le mariage peut être attaqué par celui des époux qui a été induit en erreur; cet article reçoit son application non seulement quand il s'agit de la personne physique, mais aussi quand l'erreur porte sur la personne civile, c'est-à-dire lorsque notamment, au moyen de faux, un des époux a pris un état civil qui n'est pas le sien. Il y a dans ce cas, en effet, substitution d'une personne à une autre, et par conséquent erreur dans la personne.

Dame Rolland c. Rolland.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Rolland, quoique régulièrement assigné, n'a pas constitué avoué; qu'il y a donc lieu de prononcer défaut contre lui, qu'il y a lieu également d'autoriser la demanderesse à ester en justice à défaut de Rolland, de lui donner cette autorisation;

Attendu que la dame Langrais demande la nullité du mariage contracté par elle à la mairie de Beaumont-en-Auge, le 20 février 1905, avec le sieur Rolland (Alexandre-Virgile-Emile), et ce, en vertu des dispositions de l'art. 180 C. civ. pour erreur sur la personne;

Attendu, en fait, que par arrêt de la Cour d'assises du Calvados du 29 février 1906, Rolland (Marie-Joseph-Adolphe) a été condamné à une peine de deux années d'emprisonnement et 100 francs d'amende pour faux et usage de faux, notamment pour avoir, à Beaumont-en-Auge, le 20 février 1905, en dissimulant son véritable état civil et en se présentant sous les noms de Roland (Alexandre-Virgile-Emile), son frère décédé, devant le maire de cette commune, pour faire procéder à son mariage frauduleusement, fait dresser par ce magistrat, en sa qualité d'officier de l'état civil, un acte daté du 20 février 1905, constatant la célébration de son mariage avec la demanderesse;

Attendu qu'il résulte des faits de la cause, notamment de la procédure criminelle régulièrement versée au débat, que Rolland, divorcé, condamné plusieurs fois pour vol, escroquerie, banqueroute, etc... a, en prenant un faux état civil, voulu cacher un divorce et ses antécédants judiciaires à sa femme; que celle-ci, ainsi qu'il est établi par sa déposition reçue au cours de l'information dirigée contre Rolland, ne l'aurait pas épousé si elle avait connu ses condamnations et su qu'il était divorcé;

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 184 § 2 C. civ. lorsque y a eu erreur dans la personne, le mariage peut être attaqué par celui des époux qui a été induit en erreur;

Attendu que par ces mots : « erreur dans la personne » la loi n'a pu viser uniquement la personne physique; qu'à moins d'un texte précis il est inadmissible que le législateur n'ait eu en vue qu'une hypothèse aussi difficilement réalisable; que l'art. 180 C. civ. trouve donc aussi son application lorsque l'erreur porte sur la personne civile, c'est-à-dire lorsque, notamment, au moyen de faux un des époux a pris un état civil qui n'est pas le sien; qu'il y a, dans ce cas, substitution d'une personne à une autre et, par conséquent, erreur dans la personne;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

En prononçant défaut contre Rolland, faute par lui d'avoir constitué avoué, et au besoin autorisant la demanderesse à ester en justice;

Déclare nul et de nul effet le mariage contracté par la dame Langrais (Georgina-Joséphine-Louise) avec Rolland (Alexandre-Virgile-Emile), le 20 février 1905 devant l'officier de l'état civil de Beaumont-en-Auge;

Dit et juge que le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil de la commune de Beaumont-en-Auge, et que mention en sera faite en marge dudit acte de mariage;

Condamne Rolland aux dépens liquidés provisoirement à la somme de vingt-cinq francs, en accorde distraction au profit de Me Jaspar, avoué, aux offres de droit : commet Chédeville, huissier de ser-

vice et au besoin le syndic des huissiers de l'arrondissement de Caen, pour signifier le présent jugement au défaillant.

M. MANDRETTE proc. Rép. — Me MARIETTE av.

Note. — Trois systèmes sont en présence pour expliquer ce qu'il faut entendre par les mots « erreur dans la personne » insérés dans l'art. 180. Une première opinion n'ouvre l'action en nullité du mariage que tout autant qu'elle porte sur la personne physique : Pothier, Tr. du mariage, n° 308; Laurent t. II, nos 293 et suiv.

Une deuxième opinion, qui a pour elle la doctrine et la jurisprudence, applique l'art. 180 même en cas d'erreur sur la personne civile : Proudhon, t. Ier, p. 393; Aubry et Rau, 4e édit., t. V § 162, p. 66 et suiv.; Glasson, du Consentement des époux à mariage, n° 121 à 125; Labori, Rép. encycl. Dr. français, v° Mariage, nos 108, 125, 130, 131; Dalloz, Jurispr. gén., Rép., v° Mariage, nos 68 et 69; Supp. *eod. verb.*, n° 38. V. Paris 4 février 1860 (D. 60.2.87); Orléans 6 juillet 1861 (D. 61.2.132); Cass. 24 avril 1862 (D. 62.1.153) avec les conclusions de M. Dupin, procureur général; Paris 12 mars 1903 (D. 1903.2.191).

Une troisième opinion, plus libérale encore, décide que l'erreur est susceptible d'entraîner la nullité du mariage lorsqu'elle porte sur les qualités de la personne, quelles quelles soient, à la condition qu'elle soit si grave et si essentielle qu'on puisse la considérer comme une erreur dans la personne aux termes de l'art. 180 : Delvincourt, t. Ier, p. 155; Toullier, t. II, nos 521 et 522; Duranton, t. II, n° 61; Demolombe, t. III, n° 253; Huc, t. II, n° 76 et suiv.

181

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

28 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

TRANSACTION. — ACCIDENT. — FORFAIT. — DÉCÈS POSTÉRIEUR DE LA VICTIME. — ACTION DE LA VEUVE.

Lorsqu'à la suite d'un accident, il est intervenu entre la victime et l'auteur responsable une transaction aux termes de laquelle le premier a déclaré accepter une somme fixée à forfait « pour l'indemniser de toutes les conséquences, quelles qu'elles puissent être, de l'accident », cette convention fait légalement obstacle à toute réclamation nouvelle de la part soit de la victime, soit de personnes agissant de son chef.

Mais, au contraire, si, plus tard, la victime ayant succombé aux suites de ses blessures, sa veuve exerce une action en dommages-intérêts basée sur le préjudice direct et personnel résultant de la mort de son mari, cette action est recevable et l'on ne saurait lui opposer la transaction consentie par le mari, puisqu'il n'y a pas identité de parties.

Dès lors, si le juge a alloué à la veuve, considérée comme ayant introduit son action à la fois en son propre nom et du chef de son mari, une indemnité globale, sans préciser la somme qu'il entendait lui attribuer, soit en l'une, soit en l'autre qualité, sa décision, en l'absence d'une pareille ventilation, doit être annulée.

Compagnie générale des Voitures c. veuve Raff.

La Compagnie générale des Voitures s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 13 juin 1902, rendu au profit de veuve Raff.

Elle a invoqué à l'appui de son pourvoi les deux moyens suivants :

1° « Violation par fausse application des art. 1er C. inst. crim. et 1382 C. civ., et aussi violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a admis que la veuve d'un homme mort des suites d'un accident pouvait exercer nne action directe contre l'auteur dudit accident, alors que la victime elle-même, ayant pu exercer son droit à réparation et de fait l'ayant exercé, la femme, qui n'avait pas d'action cumulatrice avec son mari, n'a pu acquérir postérieurement une action propre par le fait de la mort du titulaire de l'action, puisque la cause juridique de la responsabilité ne peut se trouver que dans le fait de l'accident et nullement dans les conséquences dudit fait. »

2° « Violation, en tout cas, de l'art. 2052 C. civ., en ce qu'à supposer que la demanderesse éventuelle fût recevable à agir l'arrêt aurait tout au moins méconnu l'autorité d'une transaction qui ne lui permettait plus de réclamer une nouvelle indemnité, alors que la réparation du préjudice résultant de l'accident avait été définitivement et irrévocablement arbitrée par une transaction régulière. »

Arrêt :

LA COUR,

Sur les deux moyens du pourvoi :

Vu l'art. 2052 C. civ.;

Attendu que, le 14 novembre 1900, le sieur Raff fut renversé et blessé par une voiture de place que conduisait le cocher Michaud, au service de la Compagnie générale; que celle-ci se reconnut civilement responsable envers lui, et que, le 12 janvier suivant, intervint entre elle et lui une transaction d'après laquelle Raff déclarait accepter une somme de 1.200 fr., fixée amiablement, à forfait, pour l'indemniser de toutes les conséquences, quelles qu'elles puissent être de l'accident;

Attendu que cette convention faisait légalement obstacle à toute réclamation nouvelle de la part,

soit de Raff, soit de personnes agissant de son chef; et qu'à tort l'arrêt attaqué a décidé le contraire;

Attendu que, le 17 avril 1901, Raff étant mort des suites de l'accident, sa veuve prétendit que la faute imputée au cocher Michaud était pour elle la cause d'un dommage personnel et direct qui avait pris naissance par le fait même du décès; qu'en effet, « ne pouvant plus remplir seule les fonctions de concierge qu'elle exerçait depuis vingt ans, elle avait été congédiée et se trouvait sans ressources, hors d'état d'occuper un emploi rémunérateur »; qu'elle intenta, en conséquence, une demande d'indemnité contre la Compagnie générale;

Attendu qu'en formulant ce grief la veuve Raff procédait, en réalité, de son propre chef, et poursuivait, à titre de partie lésée, en vertu de l'art. 1r C. inst. crim., la réparation du dommage personnel que lui faisait directement subir la mort de son mari, et qu'à ce point de vue la transaction du 12 janvier 1901 ne lui était pas opposable puisqu'il n'y avait pas identité de parties;

Mais attendu que les juges d'appel ont considéré la veuve Raff comme ayant introduit son action, à la fois, en son propre nom et du chef de son mari; qu'ils l'ont, sous ce double rapport, déclarée recevable et fondée, et qu'ils ont, à son profit, prononcé, indistinctement et en bloc, une condamnation à 5.000 francs de dommages-intérêts, sans préciser la somme qu'ils entendaient lui allouer, soit en l'une, soit en l'autre qualité;

Attendu qu'en statuant ainsi ils n'ont pas donné de base légale à leur décision et ont violé le texte de loi susvisé;

Casse...

MM. Delcurrou rapp.; Melcot av. gén. (concl. conf.). — Me Morillot av.

Note. — En cas de mort immédiate de la victime d'un accident, tous les intéressés peuvent agir cumulativement, et dans la fixation de l'endemnité, le juge ne doit tenir compte que du préjudice personnel éprouvé par chaque plaignant : Alger 23 mai 1892 (S. 94.2.62 — D. 94.2.47). En cas de survie, au contraire, la victime a seule le droit d'intenter une action en réparation, et, dans l'indemnité qui lui est accordée, on doit tenir compte de toutes les conséquences de l'accident, et, dès lors, les autres interessés ne peuvent arguer d'un préjudice personnel pour intenter une action distincte en réparation : Lyon 26 avril 1871 (D. 71.2.41).

Mais, si la mort est survenue après l'allocation d'une indemnité, soit par décision de justice, soit par transaction, il doit être admis que les personnes lésées par ce décès ont droit à la réparation du préjudice personnel qui leur est causé.

En tout cas, si une transaction est intervenue entre la victime et l'auteur responsable de l'accident aux termes de laquelle la première a consenti à recevoir une somme à forfait pour l'indemniser des conséquences, quelles qu'elles puissent être, de l'accident, on ne peut plus exercer aucune action du chef de la victime : Cass. 23 février 1892 (Gaz. Pal. 92.1.340 — S. 92.1.313 — D. 92.1.150); 29 juillet 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.335 — D. 1902.1.297).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.)

26 mai 1906.

Présidence de M. Bondoux.

HUISSIER. — ACTION DISCIPLINAIRE. — LOI DU 10 MARS 1898, ART. 1er. — DROIT D'EXERCICE RÉSERVÉ AU MINISTÈRE PUBLIC. — ACTION CIVILE. — DROIT D'EXERCICE DES INTÉRESSÉS.

Le ministère public est seul compétent pour exercer l'action disciplinaire contre un officier ministériel (dans l'espèce un huissier), (loi du 10 mars 1898 art. 1er.)

Les parties intéressées peuvent seulement introduire devant le tribunal des demandes en réparation civile.

Lanjuin c. X....

Un sieur Lanjuin reprochant à Me X..., huissier, d'avoir procédé sans droit à des actes de son ministère en se fondant sur un arrêt qu'il aurait dénaturé, avait, en invoquant les termes de l'art. 1er de la loi du 10 mars 1898, assigné cet officier ministériel devant le Tribunal de la Seine pour voir statuer disciplinairement contre lui et pour s'entendre en outre condamner à des dommages-intérêts.

Cette instance soulevait une délicate question : celle de la recevabilité de l'action disciplinaire exercée directement contre les officiers ministériels par les particuliers. Sur cet intéressant point de droit, M. le substitut Morizot-Thibault a prononcé les conclusions suivantes :

« Le défendeur oppose une fin de non recevoir à l'action disciplinaire exercée contre lui par le sieur Lanjuin. Il la tire du texte même de la loi du 10 mars 1898. Le texte dit : « *La partie intéressée* » peut, comme le ministère public, intenter l'action disciplinaire. Or Lanjuin n'a plus l'intérêt nécessaire puisque son action civile a été éteinte par une transaction. Il n'est plus *partie intéressée*, donc il ne peut plus agir disciplinairement.

« On a fait ici une assimilation entre la matière correctionnelle et l'action disciplinaire. La partie lésée par un délit, vous disait on, peut se porter partie civile et saisir le tribunal correctionnel. Alors le principe de son action, c'est l'intérêt civil qu'elle a à la répression du délit. Si cet intérêt disparaît, elle ne peut plus agir; le ministère public seul peut alors saisir la juridiction répressive. Plus de partie intéressée, plus d'action en répression de la part des particuliers.

« Ce raisonnement peut être exact dans quelques-unes de ses parties, mais il pêche en un point fondamental. Il suppose que si Lanjuin avait

gardé son intérêt civil, il pourrait intenter l'action disciplinaire devant vous. Il importe de protester contre une pareille doctrine. Jamais le particulier, même intéressé, ne peut exercer l'action disciplinaire et la citation devant un tribunal sera toujours, de ce fait, inopérante.

« Sans doute, Messieurs, il est une objection qui vient tout de suite à vos lèvres. Vous dites : Cela était vrai autrefois; ce n'est plus exact depuis la lois de 1898. Elle est, en effet, formelle. Et vous me montrez son texte : « Toutes suspensions, destitutions, seront prononcées contre les avoués, huissiers et commissaires-priseurs à la poursuite des parties intéressées ou d'office à la diligence du procureur de la République. » Donc les particuliers sont placés sur le même pied que le ministère public. Mais c'est là une erreur de texte et il sera facile de le démontrer.

« On distingue, vous le savez, deux sortes de discipline : la *castigatio publica* exercée devant les tribunaux publics et la *castigatio domestica* suivie devant les chambres de discipline des officiers ministériels.

« Qui exerce l'action devant ces juridictions disciplinaires ?

« Devant les tribunaux, c'est le ministère public; devant les chambres de discipline, c'est le syndic légalement chargé de surveiller les compagnies. Voilà les principes établis par notre droit, la tradition qu'il a constamment suivie jusqu'en 1898. Il n'a jamais voulu donner l'action disciplinaire aux simples citoyens. Tout le monde en comprend la raison : il a craint de mêler le particulier à l'action disciplinaire parce qu'il aurait cru la compromettre en la remettant en ses mains. Aussi, n'a t on jamais, avant 1898, protesté contre le droit absolu du ministère public en cette matière. Le législateur n'a jamais été saisi de critiques sur ce point et, en 1898, il n'a pas examiné la question de partager la poursuite disciplinaire entre la partie intéressée et le ministère public. Il n'a jamais songé à statuer sur ce point.

« La question posée devant lui par les compagnies était de savoir si le garde des Sceaux pouvait *proprio motu* destituer les officiers ministériels sans décision préalable de justice. Les compagnies s'étaient pendant longtemps élevées contre le pouvoir que s'était attribué le ministre de la Justice de les destituer ou de les suspendre de sa seule volonté, mais les décisions du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation avaient toujours confirmé ce droit absolu. De sorte que battues devant les juges, les compagnies se tournèrent du côté du législateur. Elles le sollicitaient de leur accorder dans la loi la même garantie que les notaires qui, aux termes de la loi du 25 ventôse an XI, ne peuvent être poursuivis et frappés disciplinairement que par les tribunaux civils.

« La loi de 1898 a admis et consacré leurs légitimes revendications et, par l'art. 1[er], elle les met, comme les notaires, sous la protection des autorités judiciaires. Mais le législateur n'a pas voulu aller au delà Et voyez comme il a manifesté sa pensée. Comparez l'art. 1[er] avec l'art. 53 de la loi du 25 ventôse an XI. Il est sa *reproduction littérale*. Les officiers ministériels sont donc désormais placés, au point de vue de la discipline, sous le même régime que les notaires. L'action disciplinaire s'exerce, en ce qui concerne les uns et les autres, dans les mêmes conditions et dans les mêmes formes.

« Or, on n'a jamais admis jusqu'à présent que le notaire ait pu être poursuivi diciplinairement par la partie intéressée.

« On avait posé la question sur l'art. 53 de la loi du 25 ventôse an XI. Voici le résumé de la jurisprudence sur ce point. « Malgré les termes de « l'art. 53 qui semble aussi accorder le droit « d'exercer des poursuites aux parties intéressées, cette disposition ne doit leur être appliquée qu'à l'occasion des dommages et intérêts. « Il est de principe, en effet, qu'il n'appartient pas « aux particuliers de requérir l'application des « peines. C'est un droit réservé aux fonctionnaires auxquels la loi l'a exclusivement attribué ».

« Voilà la jurisprudence et la pratique constantes en ce qui concerne les notaires. C'est cela seulement que le législateur a voulu étendre à tous les officiers ministériels. L'action disciplinaire ne peut donc toujours être exercée contre eux que par le ministère public.

« C'est le principe fondamental, absolu. Il aurait fallu, pour le renverser, une disposition formelle du législateur, c'est autre chose qu'un texte mal rédigé.

« Reprenons, si vous le voulez, intégralement, cette fois, le texte de la loi : « Toutes suspensions, destitutions, *condamnations d'amendes « et de dommages-intérêts* seront prononcées « contre les avoués, huissiers et commissaires-priseurs, par le tribunal civil de leur résidence, « à la poursuite des parties intéressées ou d'office à la poursuite et diligence du procureur « de la République. » Vous voyez comment le texte de la loi de ventôse an XI, repris inconsidérément par la loi de 1898, a confondu les principes en apparence seulement. Le procureur de la République poursuit disciplinairement, la partie intéressée saisit le tribunal des condam-

nations en dommages-intérêts. Le texte aurait mieux fait de dire : « Les suspensions, destitu-« tions seront poursuivies à la diligence du pro-« cureur de la République et les dommrges-in-« térêts à la demande des parties intéressées ». Il aurait mieux ainsi rendu la pensée du législateur. »

. . . . . .

Conformément à ces conclusions, le tribunal a statué en ces termes :

LE TRIBUNAL,

Attendu que Lanjuin, suivant exploit de Trichet en date du 5 avril 1906, intente, aux termes de la loi du 10 mars 1898, une action disciplinaire contre X..., huissier au Tribunal de la Seine, pour avoir procédé sans droit à des actes de son ministère, en se fondant sur un arrêt de la Cour de Paris qu'il aurait dénaturé;

Sur la recevabilité de l'action disciplinaire ;

Attendu que l'exercice de l'action disciplinaire devant les tribunaux appartient exclusivement au ministère public; que la loi du 10 mars 1898, qui, dans son texte, semble accorder le même droit aux particuliers, doit s'entendre en ce sens que le ministère public exercera l'action publique dans le but d'obtenir la répression de l'infraction commise, et la partie intéressée l'action civile tendant à la réparation du préjudice causé;

Attendu que les travaux préparatoires de ladite loi démontrent, en effet, que le législateur n'a pas entendu innover relativement à l'exercice de l'action disciplinaire, mais simplement étendre à tous les officiers ministériels le bénéfice, jusque-là réservé aux notaires, de l'art. 53 de la loi du 25 ventôse an XI dont l'art. 1er de la loi du 10 mars 1898 n'est que la reproduction littérale;

Attendu qu'il suit de là que l'action disciplinaire n'est pas recevable;

Sur la demande en dommages-intérêts :

Attendu qu'une transaction est intervenue entre les parties à la date du 20 février 1906 aux termes de laquelle X... a versé à Lanjuin une somme de 300 francs en réparation du préjudice qu'il avait pu lui causer;

Attendu que le demandeur se trouvant désintéressé est mal fondé à formuler une nouvelle réclamation;

Attendu qu'il allègue, il est vrai, que cette transaction lui a été surprise à l'aide de manœuvres dolosives;

Mais attendu qu'il n'apporte pas de preuves de son allégation;

Par ces motifs,

Déclare Lanjuin non recevable en son action en dommages-intérêts, l'en déboute et le condamne aux dépens dont distraction.

M. MORIZOT-THIBAULT subst. proc. Rép. — Mes LYON et ROBIN av.

Note. — La loi du 10 mars 1898, relative à la destitution des officiers ministériels, a unifié la procédure disciplinaire en étendant aux avoués, huissiers et commissaires-priseurs les dispositions de l'art. 53 de la loi du 25 ventôse an XI jusqu'alors spéciales aux notaires.

L'espèce ci-dessus rapportée statue sur la recevabilité de l'action disciplinaire.

Qui a qualité pour exercer cette action? Le ministère public certainement. Mais la question qui se pose et qui peut faire doute est celle de savoir si les parties intéressées sont également recevables. A ne lire que l'art. 1er de la loi de 1898 ou l'art. 53 de la loi de ventôse, on serait porté à conclure dans le sens de l'affirmative : « Toute suspension, destitution, condamnation d'amendes et de dommages-intérêts seront prononcées... par le tribunal civil de la résidence à la poursuite des parties intéressées ou d'office à la poursuite et diligence du procureur de la République. «

Mais, malgré l'ambiguïté de la loi de ventôse maladroitement reproduite en 1898, la doctrine, en matière de discipline notariale, était à peu près fixée en ce sens que le droit de poursuite n'appartient aux parties que pour leurs intérêts civils et au ministère public que dans l'intérêt général, pour obtenir une répression disciplinaire. V. Lois nouvelles 1898.1, p. 336; Morin, Discipl., n° 419; Dall., Rép., v° Notaire, n° 832, suppl., n° 375.

La jurisprudence n'a jamais eu à statuer, à notre connaissance du moins, sur la question posée d'une manière aussi précise. V. cependant : Cass. 14 janvier 1890 (D. 90.1.75); Paris 16 novembre 1904 (Gaz. Pal. 1905.1.326). La décision rapportée, relative à un huissier, mais qui peut être étendue à tous les officiers ministériels, établit nettement la distinction entre les deux actions disciplinaire et civile au point de vue de la recevabilité.

L'action disciplinaire n'est recevable que si elle est introduite par le ministère public. L'action civile au contraire peut être introduite par les intéressés : le jugement ne se prononce pas expressément sur ce dernier point. Mais il examine au fond la question des dommages-intérêts, ce qui implique nécessairement la recevabilité de l'action. Cette décision est assurément conforme à la jurisprudence antérieure et aux principes généraux de notre droit ; elle définit exactement et sur un point délicat le rôle respectif du ministère public et des parties, mais elle est particulièrement intéressante en ce qu'elle ne suit pas servilement et littéralement le texte de la loi dont elle recherche bien plutôt l'esprit véritable.

On lit au surplus dans la circulaire du garde des Sceaux du 11 mars 1898, relative à l'application de la loi nouvelle : « L'art. 1er précité n'est d'ailleurs que la reproduction littérale de l'art. 53 de la loi du 25 ventôse an XI. Les officiers ministériels sont donc placés désormais, au point de vue de la discipline, sous le même régime que les notaires. L'action disciplinaire s'exerce, en ce qui concerne les uns et les autres, dans les mêmes conditions et dans les mêmes formes, « toutes les solutions admises par la juris-« prudence à l'occasion des poursuites dirigées devant les « tribunaux contre les membres du notariat s'applique-« ront aux procédures dirigées contre les avoués, les huis-« siers et les commissaires-priseurs. »

185

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

26 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

RENVOI. — TRIBUNAUX. — COMPOSITION. ABSTENTION OU EMPÊCHEMENTS.

Un tribunal n'est pas nécessairement dans l'impossibilité de se constituer lorsque par suite d'abstention ou d'empêchement de plusieurs de ses membres, il ne reste plus qu'un seul juge disponible : un juge suppléant peut être délégué par le premier président du ressort, et un membre du barreau ou un avoué peut être appelé à compléter.

Min. pub. c. Navare.

Le procureur de la République près le Tribunal de Villefranche de Lauragais s'est pourvu afin de renvoi devant un autre tribunal de la poursuite dirigée contre un sieur Navare, en raison de l'impossibilité pour ce tribunal de se constituer.

Arrêt :

LA COUR,

Vu la requête du procureur de la République près le Tribunal de Villefranche de Lauragais, en date du 5 mai 1906, tendant au renvoi devant un autre tribunal de la poursuite dirigée contre un sieur Navare, prévenu de menaces de mort sous condition et par écrit et de dénonciation calomnieuse, le Tribunal de Villefranche de Lauragais ayant déclaré qu'il était dans l'impossibilité de se constituer ;

Attendu qu'il est exposé dans le procès-verbal d'une délibération prise par le Tribunal de Villefranche de Lauragais en la Chambre du conseil que, par suite des abstentions du président et d'un des juges et de l'empêchement de droit du juge suppléant chargé de l'instruction, il ne reste plus qu'un seul juge disponible pour statuer sur la prévention dirigée contre le sieur Navare, il ne résulte pas de cette situation de fait que le tribunal soit réellement dans l'impossibilité de se constituer ; qu'en effet un juge suppléant désigné par le premier président en vertu de l'article unique de la loi du 19 avril 1898 peut être adjoint au seul juge disponible et par suite de l'adjonction à ces deux magistrats d'un membre du barreau ou d'un avocat le tribunal peut légalement se constituer, conformément aux dispositions de l'art. 49 du décret du 30 mars 1808;

Attendu que, par suite, il n'y a pas lieu de faire droit à la requête du procureur de la République ;

Par ces motifs,

Déclare le procureur de la République près le Tribunal de première instance de Villefranche de Lauragais en l'état non recevable en sa demande, et délaisse ce magistrat à se pourvoir devant le premier président de la Cour d'appel de Toulouse.

MM. BERCHON rapp.; COTTIGNIES av. gén.

Note. — La solution consacrée par l'arrêt recueilli n'est pas douteuse depuis la loi du 19 avril 1898 qui confère au premier président le droit de déléguer dans son ressort uu juge suppléant pour remplir les fonctions de juge à un tribunal auquel il n'est pas attaché. Rappr. Cass. 29 avril 1898 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Renvoi, n° 3 — S. 99. 1.256).

COUR D'APPEL D'AIX

9 juin 1906.

Présidence de M. Montanari-Revest.

1° **VENTE COMMERCIALE. — VENTE DE SOUFRE SUBLIMÉ. — IDENTITÉ DE CETTE EXPRESSION AVEC CELLE « FLEUR DE SOUFRE ». — PROPORTION DE 40 0/0 DE CRISTALLIN. — TOLÉRANCE INDUSTRIELLE DÉPASSÉE. — RÉSILIATION.**

2° **SYNDICAT PROFESSIONNEL. — DÉFENSE DU COMMERCE LOYAL. — INTERVENTION DANS UN BUT D'INTÉRÊT GÉNÉRAL. — RECEVABILITÉ.**

1° Les mots « soufre sublimé » et « fleur de soufre » sont, dans le langage industriel et agricoles, synonymes.

Si les procédés de fabrication obligent à tolérer une proportion de 12 à 15 0/0 de cristallin dans le soufre sublimé du commerce, cette proportion ne saurait être dépassée sans changer la nature de la marchandise, et quand elle atteint 40 0/0 le vendeur doit subir la résiliation.

2° Un syndicat industriel est recevable à intervenir dans un débat entre vendeur et acheteur quand son intervention a pour but la défense des intérêts généraux du marché et non la satisfaction d'intérêts particuliers.

Jaulmes c. A. Gouin et Cie
et Syndicat de la Raffinerie de soufre française.

LA COUR,

Considérant que l'acheteur de fleur de soufre ou soufre sublimé entend se procurer une marchandise spéciale, de forme neigeuse, dont la nature a été précisée par les travaux scientifiques et qui se compose d'utricules ovoïdes d'une forme déterminée, et non point du soufre en cristaux, plus ou moins petits, lequel est dénommé soufre raffiné ou trituré et dont le prix est inférieur ;

Considérant cependant que toute fabrication industrielle est exclusive de produits absolument purs, lesquels ne peuvent être obtenus que dans les expériences du laboratoire; qu'il en est ainsi pour la fleur du soufre ou soufre sublimé; qu'il est impossible de le produire industriellement, sans qu'il ne contienne une proportion de soufre cristallisé, qui

est de 12 à 15 0/0 environ; que c'est cette proportion que présente la marchandise connue sur le marché commercial sous le nom de fleur de soufre ou soufre sublimé;

Considérant que l'expertise ordonnée par les premiers juges a démontré que le soufre livré par Gouin à Jaulmes sous la même dénomination contient une proportion de 40 0/0 environ de cristaux; qu'il s'ensuit qu'il ne ressemble en rien au type commercial dont Jaulmes avait le droit d'obtenir la livraison;

Considérant que peu importe la cause de cette disproportion dans les éléments qui le composent, mode différent de la fabrication ou adjonction de soufre trituré;

Considérant que la différence est si grande qu'elle ne peut donner lieu à une simple diminution de prix; qu'elle doit avoir au contraire pour sanction la résiliation du marché;

Considérant que bien qu'un échantillon ait été remis par Gouin à Jaulmes, la vente ne réunit pas les conditions légales d'une vente sur échantillon et que la question n'est pas de savoir si la marchandise livrée est conforme au soufre montré par Gouin avant la conclusion du marché;

Sur l'intervention du Syndicat de la Raffinerie de soufre française :

Considérant que le Syndicat a le droit de s'opposer à ce qu'un produit frauduleux ou absolument inférieur soit apporté sur le marché commercial sous une dénomination identique, en concurrence avec les produits beaucoup plus riches, connus et demandés par les acheteurs; qu'en intervenant au procès, il a eu pour but l'intérêt général du marché et non point la satisfaction d'intérêts particuliers;

Considérant, en conséquence, que c'est à bon droit qu'il a soutenu les conclusions de Jaulmes;

Sur les dommages-intérêts demandés soit par Jaulmes, soit par le Syndicat :

Considérant qu'il n'apparaît pas que ni l'une ni l'autre de ces deux parties aient éprouvé un préjudice appréciable et qu'il sera fait droit d'une façon suffisante par la condamnation de Gouin et Cie aux entiers dépens de première instance et d'appel;

Par ces motifs,

Réformant le jugement entrepris;

Prononce la résiliation du marché verbal intervenu entre Jaulmes et Gouin et Cie, et ce, aux torts de ces derniers;

Déclare le Syndicat de la Raffinerie de soufre française recevable dans son intervention;

Condamne Gouin et Cie à tous les dépens de première instance et d'appel, tant au regard de Jaulmes qu'au regard du Syndicat, y compris ceux d'expertise et tous les frais faits pour la marchandise, tierce consignation et autres et ce, tant à cause de la succombance qu'à titre de dommages-intérêts;

Déboute les parties de toutes leurs autres fins et conclusions et ordonne la restitution de l'amende.

M. Vullierz av. gén. — Me Abram, Drujon et Autran (ce dernier du barreau de Marseille) av.

Note. — I. — Sur le premier point : Dans toute vente commerciale la condition que la marchandise sera de qualité « loyale et marchande » est toujours sous entendue. Or, en l'espèce, le marché portant sur de la fleur de soufre ou soufre sublimé, il est bien évident que dans la pensée de l'acheteur il s'agissait d'un produit contenant seulement la proportion de soufre cristallisé normale dans le commerce et l'industrie, soit 12 à 15 0/0 environ et non pas 40 0/0. En ce dernier cas, il y avait lieu, comme l'a fait notre arrêt, de prononcer la résiliation du marché au tort du vendeur, non pas seulement parce que la marchandise n'était pas « loyale et marchande », mais parce qu'en réalité ce dernier prétendait livrer autre chose que la chose vendue. Comp. en ce sens : Rouen 31 juillet 1886 (Rec. du Havre 86.2.276); Lyon 19 juillet 1888 (Mon. Lyon 19 janvier 1889); Trib. com. le Havre 2 août 1888 (Rec. du Havre 88.1.192); Amiens 30 juillet 1887 (Rec. d'Amiens 87-167); Bordeaux 11 janvier 1888 (La Loi 4 février 1888); Nancy 4 mars 1896 (Gaz. Pal. 96.1.614 — D. 97.2.133); Trib. com. Nantes (Rec. Nantes 1901.1.19).

II. — Sur le second point : Comp. Bordeaux 4 juin 1897 (Gaz. Pal. 97.2.122 et la note).

187

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

7 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

SECOURS MUTUELS. — ÉLECTIONS. — RÉCLAMATIONS. — POURVOI EN CASSATION. — DÉNONCIATION.

En matière d'élections aux sociétés de secours mutuels, la notification du pourvoi faite au défendeur avant que le pourvoi ait été régulièrement formé est nulle : en conséquence, le pourvoi devant être réputé n'avoir pas été dénoncé au défendeur n'est pas recevable, s'il n'a pas été dénoncé à nouveau dans le délai prescrit.

Lefèvre et autres.

MM. Lefèvre et autres se sont pourvus en cassation contre deux jugements du Tribunal de paix de Lille (4e arrondissement) du 28 février et 21 mars 1906.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que ce pourvoi a été formé au greffe de la Justice de paix le 31 mai 1906; qu'il résulte de l'original de la dénonciation du pourvoi que celui-ci a été signifié aux défendeurs le 30 mars 1906;

Attendu qu'il n'est pas permis d'intervertir l'ordre fixé par la loi elle-même; que l'on ne peut d'ailleurs dénoncer un acte qui n'existe pas encore;

Attendu que la dénonciation anticipée du pourvoi

est donc nulle, et que, dès lors, faute d'avoir été valablement dénoncé à nouveau, dans le délai prescrit par la loi, le pourvoi n'est pas recevable;

Déclare le pourvoi non recevable.

MM. FABREGUETTES rapp.; MÉRILLON av. gén.

Note. — La Cour de cassation s'est déjà prononcée dans le même sens, en matière d'élection ordinaires, par un arrêt du 16 mai 1881 (S. 82.1.328 — D. 81.1.487).

L'arrêt recueilli ajoute toutefois à l'arrêt antérieur une atténuation intéressante, en laissant entendre que la nullité d'une première dénonciation ne serait pas de nature à mettre obstacle à la recevabilité du pourvoi, si une seconde dénonciation a eu lieu dans les délais pour réparer l'irrégularité commise.

191

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

(AUDIENCE DES RÉFÉRÉS)

1er juin 1906.

Présidence de M. Petit.

JUGEMENTS ET ARRÊTS PAR DÉFAUT. — JUGEMENTS RENDUS PAR LES JUGES DE PAIX. — ART. 156 C. PROC. CIV. — PÉREMPTION DE SIX MOIS. — INAPPLICABILITÉ.

Rien n'indique que le législateur a entendu rendre applicable à d'autres juridictions que celles des tribunaux civils les dispositions exceptionnelles de l'art. 156 C. proc. civ.

La péremption de six mois applicable aux jugements par défaut est dès lors inapplicable aux jugements par défaut rendus par les juges de paix.

Lambion c. Brossard.

LE TRIBUNAL,

Vu le renvoi de la cause de notre audience du 25 mai dernier à ce jour;

Attendu que Lambion est porteur d'un jugement rendu à son profit par M. le juge de paix du huitième arrondissement de Paris le 22 septembre 1904 et condamnant Brossard à lui payer la somme de 195 francs; que ce jugement n'a été signifié à la partie défaillante que le 24 mars 1906;

Attendu que, à la suite du commandement de payer signifié le 31 mars 1906, Brossard a formé opposition audit commandement, demandant que le jugement par défaut du 22 septembre 1904 soit déclaré non avenu faute d'exécution dans les six mois de son obtention conformément à l'art. 156 C. pr. civ.;

Attendu que l'art. 156 C. pr. civ., qui édicte que les jugements contre une partie qui n'a pas constitué avoué seront réputés non avenus, s'ils ne sont exécutés dans les six mois de leur date, figure au livre II dudit code réglant la procédure devant les tribunaux inférieurs;

Attendu que les règles relatives à la procédure devant les juges de paix se trouvent au contraire dans le livre Ier; que rien n'indique que le législateur ait entendu rendre applicables à d'autres juridictions que celles des tribunaux civils les dispositions exceptionnelles de l'art. 156; que chaque fois que telle a été son intention, il l'a exprimée formellement; que, notamment, par une disposition spéciale du Code de commerce (art. 643), il a rendu l'art. 156 applicable aux matières commerciales, complétant ainsi le titre 25 livre II C. pr. civ., réglant la façon de procéder devant les tribunaux de commerce;

Attendu que, dans ces conditions, il n'est pas possible, en l'absence de tout texte précis et sur simple raison d'analogie, d'étendre aux jugements rendus par les tribunaux de paix la règle exceptionnelle de l'art. 156 C. pr. civ.;

Par ces motifs,

Au principal, renvoyons les parties à se pourvoir;

Et cependant, dès à présent, ordonnons la continuation des poursuites par la saisie-exécution des meubles et objets mobiliers de Brossard;

Ce qui sera exécutoire par provision, nonobstant appel.

Note. — La question est controversée.

L'opinion, qui semble cependant prévaloir en doctrine et en jurisprudence, refuse d'étendre les prescriptions exceptionnelles de l'art. 156 C. pr. civ. aux jugements par défaut rendus par les juges de paix. Elle s'appuie surtout sur un arrêt ancien de Cour de cassation : Cass. 15 septembre 1809 (S. et J. du P. chron. — D. 9.7.41).

V. dans le sens du jugement recueilli : Trib. civ. Lyon 22 novembre 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.671) et la note avec les renvois aux auteurs et à la jurisprudence. — *Contrà* : Angers 11 novembre 1904 (Gaz. Pal. 1904.2, Table, v° Jugements et arrêts par defaut, n° 3).

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DU HAVRE

28 mars 1906.

Présidence de M. de Lafon de Jean-Verdier.

1°-2° ET 3° VOL. — IMMUNITÉ DE L'ART. 380 C. PÉN. — SOUSTRACTION PAR UN FRÈRE OU UNE SŒUR. — IMMUNITÉ NON ACQUISE. — PROPRIÉTAIRE DES CHOSES DÉROBÉES. — FRÈRE OU SŒUR MINEUR DE DIX-HUIT ANS. — JOUISSANCE LÉGALE DES PÈRE OU MÈRE. — SOMMES D'ARGENT. — QUASI-USUFRUIT. — RISQUES. — OBLIGATION DE RESTITUER. — VÉRITABLE VICTIME DU VOL. — GAINS PROVENANT D'UNE INDUSTRIE OU D'UN TRAVAIL SÉPARÉS. — JOUISSANCE LÉGALE NON ADMISE.

1° *L'art. 380 C. pén., lequel doit être interprété* stricto sensu, *ne couvre de son immunité que les soustractions commises entre époux, celles commises par des enfants ou autres descen-*

dants au préjudice de leurs père et mère ou autres ascendants et vice-versa, et celles commises par les alliés au même degré.

Par suite, les frères et sœurs étant exclus de cette nomenclature rigoureusement limitative, les soustractions commises entre frères et sœurs sont passibles des peines du vol comme celles qui sont commises entre personnes étrangères l'une à l'autre.

2° Il en est ainsi alors même que le propriétaire de la chose dérobée étant un frère ou une sœur mineur de dix-huit ans, ses biens seraient soumis à la jouissance légale de ses père ou mère, laquelle constituerait, en l'espèce, un quasi-usufruit, l'objet du vol étant une somme d'argent;

Vainement, soutiendrait-on, en pareil cas, qu'à raison de ce quasi-usufruit le père ou la mère devant restituer à l'enfant mineur, lors de la cessation de la jouissance légale, non les espèces dérobées elles-mêmes, mais une somme égale, le fait du vol ne saurait éteindre cette obligation, en sorte qu'en définitive la véritable victime de la soustraction étant le père ou la mère, son auteur doit bénéficier de l'immunité de l'art. 380 C. pén.

D'une part, en effet, si, au point de vue civil, le quasi-usufruitier est responsable des risques et s'il est tenu à restitution vis-à-vis du nu propriétaire en cas de perte des choses sur lesquelles porte son droit, il ne suit pas de là que si ces choses ont été soustraites l'auteur du vol devra être exonéré des peines de l'art. 401 C. pén., la responsabilité civile de l'un ne pouvant faire disparaître la responsabilité pénale de l'autre.

Et, d'autre part, les père et mère, quasi-usufruitiers légaux, et comme tels dispensés de caution, pouvant lors de la reddition des comptes se trouver dans le dénûment le plus complet et par suite dans l'impossibilité absolue de restituer à leurs enfants, victimes de vols, une somme quelconque, le préjudice serait, dans ce cas, indubitablement souffert par ces derniers.

3° En tout cas l'argument ci-dessus invoqué ne saurait avoir aucune valeur lorsque les sommes dérobées au frère ou à la sœur mineur de dix-huit ans, provenant de son industrie ou de son travail séparés, n'étaient pas, aux termes de l'art 387 C. civ,, soumis à la jouissance légale de ses père ou mère.

Min. pub. c. Pollratzki.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Charles Pollratzki, âgé de douze ans, est poursuivi devant le Tribunal correctionnel pour avoir, à Neuilly-sur-Seine, le trois du présent mois, frauduleusement soustrait une certaine somme d'argent au préjudice de sa sœur Marie;

Attendu qu'il convient d'examiner la prévention en fait et en droit;

En fait:

Attendu que la demoiselle Pollratzki, âgée de seize ans, blanchisseuse à Neuilly, avait dans sa tirelire une somme de 14 fr. 75 à elle propre, provenant de ses économies;

Attendu qu'à la date du 3 mars le prévenu s'est approprié cette somme après avoir brisé la tirelire; que ce fait est formellement établi tant par les déclarations de la mère et de la sœur du prévenu que par l'aveu de celui-ci;

Attendu que Pollratzki savait à ce moment que cette somme d'argent était la propriété de sa sœur, non celle de sa mère; que son aveu à l'audience a été très catégorique à cet égard;

Attendu qu'après cette soustraction il s'est empressé de venir au Havre, où il a été arrêté, ce qui rend le tribunal de cette ville compétent;

Attendu que, pour justifier ce vol et sa fuite de la maison paternelle, le prévenu invoque les mauvais traitements dont il serait l'objet de la part de sa mère;

Attendu que cette allégation est mensongère; qu'il résulte d'une enquête faite par le commissaire de police de Neuilly, dans le voisinage de la mère, que celle-ci, femme très honorablement connue dans le quartier, a toujours traité avec douceur le jeune Charles, tout comme ses autres enfants du reste;

En droit:

Attendu que le prévenu allègue, par l'organe de son avocat, que si, en fait, la somme d'argent par lui soustraite était en la possession de sa sœur, elle appartenait en droit à sa mère qui a, en vertu de l'art. 384 C. civ., un droit de jouissance légale sur les biens de sa fille mineure de dix-huit ans; que ce droit portant sur une somme d'argent constitue uu quasi-usufruit; que la dame Pollratzki, lorsque cessera son droit de jouissance légale, devra à sa fille une somme égale à celle que contenait la tirelire et non les pièces mêmes enfermées dans cette dernière; que le fait du vol ne saurait la libérer de cette obligation; que c'est donc elle qui est la véritable victime de la soustraction;

Attendu que ce système de défense ne saurait être admis, alors même que la dame Pollratzki serait quasi-usufruitière, ce qui n'est pas puisqu'elle se trouve en puissance de mari;

Attendu qu'il importe de ne pas confondre les responsabilités civiles avec les responsabilités pénales;

Attendu que si, au point de vue civil, le quasi-usufruitier est responsable des risques; s'il est tenu à restitution vis-à-vis du nu propriétaire en cas de perte des choses sur lesquelles porte son droit, il ne suit pas de là que si ces choses ont été soustraites,

l'auteur du vol devra être exonéré des peines de l'art. 401 C. pén.;

Attendu que la responsabilité civile de l'un ne saurait faire disparaître la responsabilité pénale de l'autre;

Attendu qu'il n'est pas d'ailleurs exact de dire que, dans ces circonstances, les victimes de vols ne subiraient aucun préjudice;

Attendu, en effet, que les père et mère, quasi-usufruitiers légaux, et comme tels dispensés de caution, peuvent, lors de la reddition de comptes, se trouver dans le dénûment le plus complet et par suite dans l'impossibilité absolue de restituer à leurs enfants, victimes de vols, une somme quelconque; que, dans ce cas, le préjudice serait indubitablement souffert par ces derniers;

Attendu que la thèse de Pollratzki ne tend à rien moins qu'à faire entrer dans le cadre étroit de l'art. 380 C. pén. toute une catégorie de personnes qui en ont été exclues; que si elle était admise, il faudrait décider que les vols, entre frères ou sœurs, de sommes d'argent ou de toutes autres choses consomptibles, ne sont jamais punissables s'ils ont été commis au préjudice de mineurs de dix-huit ans;

Attendu que telle n'a pas été la pensée du législateur;

Attendu que l'art. 380 C. pén. ne couvre de son immunité que les soustractions commises entre époux, celles commises par des enfants ou autres descendants au préjudice de leurs père et mère ou autres ascendants et vice-versâ, et celles commises par les alliés au même degré;

Attendu que cet article doit être interprété *stricto sensu*; qu'il est impossible d'étendre son immunité à d'autres personnes que celles qui s'y trouvent énumérées;

Attendu que les frères et sœurs sont exclus de cette nomenclature rigoureusement limitative; qu'il résulte de là que les soustractions frauduleuses commises entre frères et sœurs, même mineurs de dix-huit ans, sont passibles des peines du vol comme celles qui sont commises entre personnes étrangères l'une à l'autre;

Attendu que la thèse du prévenu est, en outre, en opposition formelle avec l'art. 387 C. civ., aux termes duquel la jouissance légale des père et mère ne s'étend pas aux biens que les enfants acquièrent par un travail ou une industrie séparés;

Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure que la demoiselle Pollratzki exerce la profession de blanchisseuse, alors que sa mère est concierge;

Attendu que son travail étant totalement distinct de celui de cette dernière, elle avait incontestablement la propriété pleine et entière de la somme d'argent provenant de ses économies, qui lui a été soustraite;

Attendu d'ailleurs qu'en fait la mère ne prétend à aucun droit de jouissance légale sur cette somme et qu'en droit sa prétention serait mal fondée parce qu'étant mariée elle ne saurait être quasi-usufruitière alors surtout que cette somme d'argent est le fruit d'un travail personnel et séparé de sa fille;

Attendu, dans ces conditions, que le délit de vol reproché à Pollratzki est établi en fait et en droit; qu'il convient de rechercher si, en raison de sa minorité de seize ans, il a agi avec ou sans discernement;

Attendu que le tribunal trouve dans la cause des éléments suffisants pour décider qu'il a agi sans discernement;

Par ces motifs,

Déclare Pollratzki convaincu et coupable d'avoir, à Neuilly-sur-Seine, le 3 mars 1906, frauduleusement soustrait une somme de 14 fr. 75 au préjudice de sa sœur Marie;

Dit qu'il a agi sans discernement; en conséquence l'acquitte et dit qu'il sera remis à l'Assistance publique à laquelle la garde en est confiée, par application des art. 379 et 66 C. pén., 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898;

Le condamne aux dépens.

M. Demange subst. proc. Rép. — Me Homais av.

Note. — I-II-III. — Sur les trois points : Le bénéfice de l'immunité de l'art. 380 C. pén. ne doit être appliqué qu'aux personnes énumérées en ce texte. Cette énumération est restrictive en raison du caractère exceptionnel de l'art. 380. C'est ce que prouvent d'ailleurs les termes du second alinéa : « A l'égard de *tous autres individus*, ils seront punis comme coupables de vol. » V. dans le sens du jugement recueilli en ce qui concerne le vol commis par un frère au préjudice de son frère : Cass. 1er juillet 1841 (Bull. crim. n° 196); Amiens 14 février 1895 (Rec. Amiens 1895.94 — Gaz. Pal. 1897-1902, v° Vol, n° 70). Jugé également que ne peut invoquer le bénéfice de l'immunité de l'art. 380 la nièce qui a soustrait des objets dépendant de la succession de son oncle : Cass. 25 septembre 1818 (Dalloz, Rép. v° Vol, n° 653). *Adde* : Blanche et Dutruc, t. V, n° 498; Chauveau, Faustin-Hélie et Villey, t. V, n° 1943; Garraud, t. V, n° 2112. Il a cependant été jugé que la soustraction frauduleuse commise par un enfant au préjudice de l'homme qui vit en concubinage avec la mère de cet enfant est couverte par l'immunité accordée par l'art. 380 C. pén. : Trib. corr. Seine 28 mars 1891 (Gaz. Pal. 91.1, Supp. 40). Mais il faut observer que cette décision est fondée sur ce fait que les concubins faisant bourse commune, la somme dérobée par l'enfant appartenait également à la mère de celui-ci.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

22 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

1° COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS-VOITURIER. — FINS DE NON-RECEVOIR. — ART. 105 C. COM. — RÉSERVES ACCEPTÉES.

2° CHEMINS DE FER. — APPLICATION DES TARIFS.

— TARIFS SPÉCIAUX. — CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ. — PREUVE.

1° Les prescriptions de l'art. 105 C. com. peuvent, par exception, cesser d'être applicables lorsque le juge du fond constate que les réserves faites par le destinataire au moment de la livraison des marchandises ont été acceptées par le transporteur.

2° Lorsque la marchandise voyage sous l'application d'un tarif contenant une clause de non-garantie, le juge ne donne pas une base légale à sa décision si, déclarant la compagnie responsable d'une avarie de mouille, il se borne, sans relever aucune faute déterminée à la charge de la compagnie et notamment sans constater que la bâche fût en mauvais état ni que le bâchage ait été fait dans des conditions défecteuses, à dire que celle-ci était chargée du bâchage moyennant une perception spéciale.

Chemins de fer P.-L.-M. c. Planche-Perdrix.

La Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de Lyon du 25 mai 1903, rendu au profit de M. Planche-Perdrix.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le deuxième moyen :

Attendu que les prescriptions de l'art. 105 C. com. peuvent, par exception, cesser d'être applicables sous la double condition que le destinataire ait fait des réserves au moment de la livraison et que lesdites réserves aient été acceptées par le transporteur;

Attendu que le jugement attaqué constate qu'à l'arrivée du chargement à Villefranche il fut reconnu que le foin était mouillé et que Planche-Perdrix, destinataire, ne consentit à en prendre livraison qu'après que l'agent de la compagnie Bouvier eut porté sur le récépissé du destinataire les réserves suivantes: « Reconnu à la livraison, après enlèvement des bâches, le chargement mouillé sur une profondeur de 4 rangs et 2.100 kilogrammes de foin moisi et en fermentation : 26 septembre 1900. Bouvier; » que le jugement ajoute que « cette constatation et cette détermination écrite sur le récépissé de Planche-Perdrix par la Compagnie P.-L.-M. était une acceptation expresse des réserves par celle-ci » et déclaré, en conséquence, recevable l'action du destinataire; qu'en statuant ainsi il n'a violé aucun des articles de loi visés au deuxième moyen;

Rejette le deuxième moyen;

Mais sur le troisième moyen :

Vu l'art. 3 des conditions d'application anciennes des tarifs spéciaux de la Compagnie P.-L.-M., ainsi conçu : « La compagnie ne répond pas des déchets et avaries de route; »

Attendu que l'expédition en date du 22 septembre 1900 a été faite avec réquisition du tarif le plus réduit que cette réquisition impliquait l'application du tarif spécial petite vitesse n° 23, lequel stipule que la Compagnie ne répond pas des avaries et déchets de route; que le destinataire devait, dès lors, établir que l'avarie était imputable à une faute de la compagnie;

Attendu que, pour déclarer celle-ci responsable, le jugement se borne à dire que la compagnie s'est chargée du bâchage moyennant une perception destinée au paiement de ce travail, sans constater que la bâche fut en mauvais état, ni que le bâchage eut été fait dans des conditions défectueuses; qu'en statuant ainsi le jugement n'a pas donné de base légale à sa décision et a, par suite, violé le texte ci-dessus visé;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le premier moyen,

Casse...

MM. DUPONT rapp.; MÉRILLON av. gén.; (concl. conf.). — Me LABBÉ et AUBERT av.

Note. — I. — Sur le premier point : La Cour de cassation maintient par cet arrêt la jurisprudence résultant de plusieurs arrêts antérieurs. V. Cass. 22 janvier 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.300); 6 juillet 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.224); 15 mars 1905 et 20 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.536); 7 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.390); 10 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.164); 7 mai 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.646).

II. — Sur le second point : Il était de principe, sous le régime antérieur aux tarifs spéciaux mis en vigueur par l'arrêté ministériel du 27 octobre 1900, que la condamnation de la compagnie ne pouvait avoir de base légale qu'autant qu'elle reposait sur la constatation à sa charge d'une faute assez précise pour permettre à la Cour de cassation d'exercer son contrôle : Cass. 1er mars 1887 (S. 87.1.127 — D. 87.5.82); 7 juillet 1884 (D. 85.1.76); 8 février 1882 (D. 82.1.285)); 26 juin 1901 (Gaz. Pal. 1901 2.226 — D. 1902.1.39); 6 janvier 1904 (Gaz. Pal. 1904.1.175); 29 novembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.53).

192

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

28 avril 1906.

Présidence de M. Bard.

1° CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — ÉTABLISSEMENTS DE DÉNATURATION. — ATELIERS ET DÉPENDANCES. — DÉTENTION DE PRÉPARATIONS PHARMACEUTIQUES. — CONTRAVENTION.

2° ALCOOLS REÇUS AVEC CRÉDIT DES DROITS. — FABRICATION DE PRODUITS EXCLUSIVEMENT MÉDICAMENTEUX. — FRAUDE. — AMENDES. — REMBOURSEMENT DES DROITS FRAUDÉS.

1° *Les expressions « locaux affectés à la dénaturation de l'alcool », visées dans la loi du 16 décembre 1897 et le décret du 1er juin 1898, comprennent non seulement les ateliers où s'opèrent les dénaturations, mais aussi les dépendances figurant au plan annexé à la demande d'autorisation ; ces locaux constituent, dans leur ensemble, avec les magasins qui font l'objet d'une mention spéciale dans les art. 4 et 15 du décret, l'établissement de dénaturation, lequel ne peut avoir de communication que par la voie publique avec tous autres locaux où se trouveraient des alcools non dénaturés destinés à la vente. La détention de produits à base d'alcool exclusivement médicamenteux dans une sellerie attenante à l'établissement de dénaturation constitue donc une contravention.*

S'il est vrai que l'alcool employé à la préparation de substances exclusivement médicamenteuses perd sa nature primitive pour contribuer à la formation d'un produit nouveau et qu'il subit une véritable dénaturation, cette dénaturation, qui n'a pas été effectuée d'après les procédés et à l'aide des dénaturants réglementaires, ne peut le soustraire à la prohibition découlant de la disposition de l'art. 15 du décret du 1er juin 1898 et justifier sa détention dans un établissement de dénaturation.

2° *Les préparations pharmaceutiques à base d'alcool, quand elles ont exclusivement le caractère de médicaments, ne sont pas soumises aux droits établis sur l'alcool, mais l'alcool qui entre dans leur composition doit avoir satisfait à l'impôt. Si ces produits ont été fabriqués avec de l'alcool reçu sous le bénéfice du crédit des droits, il y a fraude aux taxes de consommation, d'entrée et d'octroi, et, dès lors, le fabricant doit être condamné non seulement aux amendes encourues, mais encore au remboursement des droits fraudés.*

Thiéry et autres.

LA COUR,

Sur le premier moyen pris de la violation par fausse application des art. 15 § 1er du décret du 1er juin 1898, 11 de la loi du 16 décembre 1897 et du manque de base légale, en ce que les demandeurs ont été condamnés à l'amende et à la confiscation pour avoir conservé dans une sellerie attenante à leur établissement de dénaturation des produits à base d'alcool exclusivement médicamenteux :

Attendu qu'aux termes de l'art. 15, 1er alinéa du décret du 1er juin 1898, « les dénaturateurs ne doivent conserver dans les locaux affectés à la dénaturation que de l'alcool destiné à être mélangé avec les substances dénaturantes ou de l'alcool dénaturé » ;

Attendu qu'il est énoncé dans l'arrêt attaqué que le 16 juillet 1904, au cours d'une visite opérée dans l'établissement de dénaturation d'alcools de la Société Théry et Cie à Cambrai, il a été découvert, dissimulées dans une sellerie figurant au plan dressé en exécution de l'art. 2 du décret du 1er juin 1898, deux bombonnes contenant, l'une 17 litres d'alcool camphré, l'autre 10 litres d'alcoolat de Fioravanti, le tout renfermant 21 litres 36 centilitres d'alcool pur ; que le pourvoi fait grief à l'arrêt d'avoir, dans ces conditions, retenu à la charge des prévenus une contravention à la disposition précitée de l'art. 15, alors, d'une part, qu'une sellerie ne saurait constituer un local affecté à la dénaturation des alcools, et que, d'autre part, les produits qui y étaient déposés échappent, à raison de leur caractère exclusivement médicamenteux, à la prohibition établie par ledit article ;

Attendu, sur le premier point, qu'il résulte du rapprochement des art. 2, 4, 15 et 18 du décret du 1er juin 1898 que « les locaux affectés à la dénaturation » comprennent non seulement les ateliers où s'opèrent les dénaturations, mais aussi les dépendances figurant au plan annexé à la demande d'autorisation ; qu'ils constituent, dans leur ensemble, avec les magasins qui font l'objet d'une mention spéciale dans les art. 4 et 15, l'établissement de dénaturation, lequel ne peut avoir de communication que par la voie publique avec tous autres locaux où se trouveraient des alcools non dénaturés destinés à la vente ; qu'ainsi, en déclarant, dans les circonstances de fait ci-dessus rappelées, qu'il y avait eu détention dans les locaux affectés à la dénaturation, l'arrêt a fait une exacte application de l'art. 15 du décret du 1er juin 1898 ;

Attendu, sur le second point, que la loi du 16 décembre 1897 n'accorde le bénéfice de la taxe de dénaturation qu'aux alcools dénaturés dans les conditions fixées par ladite loi et par les réglements ; que l'art. 15 du décret du 1er juin 1898, en décidant que les dénaturateurs ne doivent conserver dans les locaux affectés à la dénaturation, en outre de l'alcool destiné à être mélangé avec les substances dénaturantes, que de l'alcool dénaturé, vise nécessairement, d'une façon exclusive, l'alcool qui a été dénaturé suivant les prescriptions réglementaires ;

Attendu que l'alcool employé, comme dans l'espèce, à la préparation de substances exclusivement médicamenteuses, perd sa nature primitive pour contribuer à la formation d'un produit nouveau ; qu'il subit une véritable dénaturation ; mais que cette dénaturation, qui n'a pas été effectuée d'après les procédés et à l'aide des dénaturants réglementaires, ne peut le soustraire à la prohibition découlant de la disposition précitée de l'art. 15 et justifier sa détention dans l'établissement de dénaturation ; que le second grief manque par suite de fondement ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation par fausse application des art. 24 et 46 de la loi du

28 avril 1816 et 4 du règlement d'octroi de la ville de Cambrai, ainsi que de l'art. 11 de la loi du 16 décembre 1897 ;

Attendu que les préparations pharmaceutiques à base d'alcool, quand elles ont exclusivement le caractère de médicaments, ne sont pas soumises aux droits établis sur l'alcool, mais que l'alcool qui entre dans leur composition doit avoir satisfait à l'impôt;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt et du procès-verbal que les produits pharmaceutiques détenus par Thiéry et Cie ont été fabriqués dans l'établissement de dénaturation où ils ont été découverts; que cette constatation implique, pour l'alcool employé à la fabrication de ces produits, un détournement et une fraude aux droits de consommation, d'entrée et d'octroi; qu'en effet l'établissement ne peut admettre que des alcools destinés à être dénaturés, lesquels y sont reçus avec le bénéfice du crédit des droits;

D'où il suit qu'en prononçant contre Thiéry et Blot les amendes encourues pour fraude au droit d'entrée et fraude au droit d'octroi, et en les condamnant au remboursement des droits fraudés, l'arrêt attaqué a fait une exacte application des textes visés au moyen ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs,

Rejette.

MM. La Borde rapp.; Cottignies av. gén. — Me de Lalande et Aubert av.

Note. — I. — Sur le premier point : La réglementation des alcools dénaturés avait été fixée d'une manière sommaire par la loi du 24 juillet 1843, l'art. 4 de la loi du 2 août 1872 et l'art. 3 de la loi du 21 mars 1874; elle a été modifiée et complétée par la loi du 16 décembre 1897, art. 1er à 6 et 11 et le décret du 1er juin 1898. Il n'est plus perçu qu'un droit de statistique de 25 centimes par hectolitre d'alcool dénaturé (loi du 29 décembre 1900, art. 15).

L'art. 2 de la loi précitée du 16 décembre 1897 n'admet le bénéfice du droit actuel de 0 fr. 25 qu'à l'égard des alcools dénaturés dans des établissements agréés par l'administration des Contributions indirectes et dans les conditions particulières prescrites par les art. 3 et 4 de la loi ainsi que par le décret du 1er juin 1898 rendu en exécution de l'art. 6 de cette même loi. Or, l'art. 2 de ce décret oblige les dénaturateurs à joindre à leur demande préalable d'autorisation un plan de toutes les parties de leur établissement; l'art. 4 exige que les ateliers où s'opèrent les dénaturations, ainsi que les magasins où sont placés les alcools dénaturés et les produits fabriqués avec ces alcools, n'aient de communication que par la voie publique, avec ceux notamment où se trouvent des alcools non dénaturés destines à la vente; — l'art. 15 ne les autorise à « conserver dans les locaux affectés à la dénaturation que de l'alcool destiné à être mélangé avec les substances dénaturantes ou de l'alcool dénaturé. En outre, les dénaturateurs ne peuvent, sans une autorisation préable, faire ou laisser sortir des locaux affectés à la dénaturation aucune quantité d'alcool non dénaturé..., ni détenir de l'alcool dénaturé en dehors des locaux déclarés. »

Ainsi donc des produits pharmaceutiques à base d'alcool n'étant ni de l'alcool pur, ni de l'alcool dénaturé proprement dit, ne peuvent sans contravention être conservés dans des ateliers de dénaturation ou leurs dépendances.

II. — Sur le second point: La jurisprudence admet que les produits pharmaceutiques à base de vin ou d'alcool ayant un caractère exclusivement médicamenteux et ne pouvant être consommés comme boissons sont affranchis des taxes générales et locales et peuvent circuler librement, parce que le vin ou l'alcool ayant servi à la préparation ont dû antérieurement être frappés de l'impôt : Cass. crim. 21 décembre 1878 (S. 79.1.87); 2 décembre 1880 (S. 81.1.288 — Bull. crim. nos 219 et 223); 8 février 1895 (Pand. franç. 96.1.93 — Bull. crim. 55); Angers 2 mars 1893. (S. 94. 2.109).

Comme les dénaturateurs jouissent du bénéfice de l'entrepôt et du crédit des droits, les alcools qu'ils reçoivent dans ces conditions ne peuvent, sans une déclaration spéciale ni acquittement des droits généraux et locaux, être convertis en produits pharmaceutiques, être mis en circulation ou simplement détenus.

Les contraventions aux dispositions de la loi du 16 décembre 1897 et du décret du 1er juin 1898 sont punies, par l'art. 11 de ladite loi, les unes d'une amende de 5.000 à 10.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois, les autres d'une amende de 500 à 5.000 francs, et, toutes, du remboursement des droits fraudés ainsi que de la confiscation des appareils et liquides saisis. V. Cass. 23 janvier 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.7 — Bull. crim. 51).

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

28 avril 1906.

Présidence de M. Bard.

1° CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — ÉTABLISSEMENTS DE DÉNATURATION. — EXTRACTION DES LOCAUX AFFECTÉS A LA DÉNATURATION. — AUTORISATION NÉCESSAIRE. — PRÉPARATIONS PHARMACEUTIQUES. — CONTRAVENTION.

2° DROITS D'ENTRÉE ET D'OCTROI. — CONDAMNATION. — DROITS FRAUDÉS. — ARRÊT. — DÉFAUT DE MOTIFS.

1° *Le dénaturateur d'alcool qui, sans une autorisation préalable, laisse sortir des locaux affectés à la dénaturation des produits pharmaceutiques à base d'alcool, même exclusivement médicamenteux, est en contravention à l'art. 15, 2e alinéa du décret du 1er juin 1898, qui interdit la sortie de tout alcool non dénaturé suivant les prescriptions réglementaires.*

2° *Les juges ne peuvent condamner un dénaturateur d'alcool qui fait sortir des produits pharmaceutiques de son établissement à des amendes pour fraude aux droits d'entrée et d'octroi et au remboursement des droits fraudés, sans s'expliquer sur les conditions dans lesquelles ladite fraude aurait été commise.*

Coudron, Thiéry et autres
c. Administration des Contributions indirectes.

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation par

fausse application des art. 11 de la loi du 16 décembre 1897 et 15 § 2 du décret du 1er juin 1898 et du manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a considéré à tort comme une contravention audit décret la sortie, sans autorisation spéciale, de l'établissement de dénaturation, de produits pharmaceutiques dont le caractère exclusivement médicamenteux n'est pas contesté, sous prétexte que l'alcool qu'ils renfermaient n'était pas dénaturé suivant les prescriptions réglementaires:

Attendu qu'aux termes de l'art. 15 2e alinéa du décret du 1er juin 1898 « les dénaturateurs ne peuvent, sans une autorisation spéciale donnée à l'avance par le service des Contributions indirectes, faire ou laisser sortir des locaux affectés à la dénaturation des alcools aucune quantité d'alcool non dénaturé »;

Attendu qu'il est énoncé dans l'arrêt attaqué que, le 16 juillet 1904, il est sorti de l'établissement de dénaturation de la Société Thiéry et Cie, à Cambrai, une voiture conduite par Gaudron, transportant, sans expédition de la Régie, 3 hectolitres d'alcool camphré et 2 hectolitres d'alcoolat de Fioravanti renfermant 3 hectolitres 91 litres 50 centilitres d'alcool pur; que le pourvoi fait grief à l'arrêt d'avoir, dans ces conditions, retenu à la charge des prévenus une contravention à l'art. 15 précité, alors, d'une part, qu'il n'est pas constaté que les produits transportés aient pénétré, à un moment quelconque, dans les locaux affectés à la dénaturation des alcools, et que, d'autre part, ces produits échappent, à raison de leur caractère exclusivement médicamenteux, à la prohibition édictée par ledit article;

Attendu, sur le premier point, qu'il résulte du rapprochement des art. 2, 4, 15, 18 du décret du 1er juin 1898 que « les locaux affectés à la dénaturation des alcools » comprennent non seulement les ateliers où s'opèrent les dénaturations, mais aussi toutes les dépendances figurant au plan annexé à la demande d'autorisation; et qu'ils constituent, dans leur ensemble, avec les magasins qui font l'objet d'une mention spéciale dans les art. 4 et 15, l'établissement de dénaturation, lequel ne peut avoir de communication que par la voie publique avec tous autres locaux où se trouveraient des alcools non dénaturés destinés à la vente; qu'il suit de là que, par l'énonciation ci-dessus rappelée, l'arrêt constate une sortie des locaux affectés à la dénaturation des alcools; qu'ainsi le premier grief n'est pas fondé;

Attendu, sur le second point, que la loi du 16 décembre 1897 n'accorde le bénéfice de la taxe de dénaturation qu'aux alcools dénaturés dans les conditions fixées par ladite loi et par les règlements; que l'art. 15 du décret du 1er juin 1898, en prohibant la sortie sans une autorisation spéciale, d'alcool non dénaturé, vise nécessairement tout alcool, sans exception, qui n'a pas été dénaturé suivant les prescriptions réglementaires;

Attendu que l'alcool employé, comme dans l'espèce, à la préparation de substances exclusivement médicamenteuses, perd sa nature primitive pour contribuer à la formation d'un produit nouveau; qu'il subit une véritable dénaturation; mais que cette dénaturation, qui n'a pas été effectuée d'après les procédés et à l'aide des dénaturants réglementaires, ne peut le soustraire aux dispositions de l'art. 15 précité; que le second grief manque par suite de fondement;

Mais sur le deuxième moyen pris de la violation par fausse application des art. 11 de la loi du 16 décembre 1897, 24 et 46 de la loi du 28 avril 1816, ainsi que de l'art. 4 du règlement d'octroi de la ville de Cambrai et du défaut de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a, comme simple conséquence d'une contravention à l'art. 15 § 2 du décret du 11 jain 1898, condamné le prévenu à des amendes pour fraude au droit d'entrée et d'octroi ainsi qu'au remboursement des droits fraudés;

Vu lesdits articles et l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que les préparations pharmaceutiques à base d'alcool, quand elles ont exclusivement le caractère de médicaments, ne sont pas soumises aux droits établis sur l'alcool; que, dès lors, l'arrêt n'a pu condamner les prévenus à deux amendes de 100 francs pour fraude au droit d'entrée et au droit d'octroi et au remboursement des droits fraudés sans s'expliquer sur les conditions dans lesquelles la fraude dont il s'agit aurait été commise; que, par l'absence de toute énonciation à ce sujet, l'arrêt a violé les articles de lois et de règlement susvisés;

Par ces motifs,

Casse et annule, en son entier, l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Douai le 26 juin 1905.

MM. La Borderapp.; Cottignies av. gén. — Mes de Lalande et Aubert av.

Note. — I.-II. — Sur les deux points : Voir la note sous l'arrêt qui précède.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

3 avril 1906

Présidence de M. Pagès.

JEU. — AVANCES CONSENTIES PAR LE DIRECTEUR D'UNE MAISON DE JEU. — TRAITE. — EXCEPTION DE JEU. — APPLICATION DE L'ART. 1965 C. CIV.

L'art. 1965 C. civ. s'applique non seulement aux joueurs entre eux, mais encore aux tiers intéressés même indirectement au jeu.

Par suite, il y a lieu d'accueillir l'exception de jeu que le signataire d'une traite poursuivi en paiement oppose au bénéficiaire, directeur d'une maison de jeu, lorsque cette traite représente le montant d'avances faites soit en espèces, soit en jetons ou plaques, au cours d'une partie et destinées à alimenter cette

partie à laquelle, en sa qualité de directeur, le bénéficiaire était personnellement intéressé.

Walter-Gunther c. Derguesse.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Derguesse requiert de Walter Gunther paiement de la somme de 15.000 francs, montant en principal d'une traite non acceptée par lui tirée sur ce dernier et copiée à l'exploit;

Mais attendu qu'il appert des débats que Derguesse est directeur d'une maison de jeu, et que la somme par lui avancée soit en espèces, soit en jetons ou plaques et ce, en connaissance de cause à Walther Gunther au cours d'une partie de jeu était destinée et a servi à alimenter cette partie, à laquelle, en sa qualité de directeur, Derguesse était personnellement intéressé;

Attendu qu'il est de jurisprudence que l'art. 1965 C. civ. s'applique non seulement aux joueurs entre eux, mais encore au tiers intéressés, même indirectement, au jeu; qu'il s'ensuit que la créance dont excipe Darguesse est illicite, et que la traite qu'il a créée en représentation d'icelle est entachée d'illicité; qu'elle ne saurait, en conséquence, donner ouverture à aucune action en justice;

Attendu qu'il échet, dès lors, en accueillant l'exception de jeu opposée par le défendeur, de déclarer la demande non recevable,

Par ces motifs,

Déclare Derguesse non recevable en sa demande, l'en déboute;

Et le condamne par les voies de droit aux dépens; même au coût de l'enregistrement du présent jugement.

Me FLEUREAU agréé.

Note. — Quelque opinion que l'ont ait sur la question, d'ailleurs fort controversée, de la validité ou de la nonvalidité du prêt consenti à un joueur, il est de jurisprudence aujourd'hui constante que l'action en remboursement doit être refusée au prêteur qui a un intérêt, même indirect, dans le jeu. V. Trib. civ. Seine 17 novembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.382, avec la note et de nombreux renvois à la jurisprudence).

192

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

3 avril 1906.

Présidence de M. Pagès.

JEU. — AVANCES CONSENTIES PAR LE DIRECTEUR D'UNE MAISON DE JEU. — TRAITE. — EXCEPTION DE JEU. — APPLICATION DE L'ART. 1965 C. CIV.

L'art. 1965 C. civ. s'applique non seulement aux joueurs entre eux, mais encore aux tiers intéressés même indirectement au jeu.

Par suite, il y a lieu d'accueillir l'exception de jeu que le signataire d'une traite poursuivi en paiement oppose au bénéficiaire, directeur d'une maison de jeu, lorsque cette traite représente le montant d'avances faites soit en espèces, soit en jetons ou plaques, au cours d'une partie et destinées à alimenter cette partie à laquelle, en sa qualité de directeur, le bénéficiaire était personnellement intéressé.

Walter Gunther c. Derguesse.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Derguesse requiert de Walter Gunther paiement de la somme de 15.000 francs, montant en principal d'une traite non acceptée par lui tirée sur ce dernier et copiée à l'exploit ;

Mais attendu qu'il appert des débats que Derguesse est directeur d'une maison de jeu, et que la somme par lui avancée soit en espèces, soit en jetons ou plaques et ce en connaissance de cause à Walter Gunther au cours d'une partie de jeu était destinée et a servi à alimenter cette partie, à laquelle, en sa qualité de directeur, Derguesse était personnellement intéressé ;

Attendu qu'il est de jurisprudence que l'art. 1965 C. civ. s'applique non seulement aux joueurs entre eux, mais encore au tiers intéressés, même indirectement, au jeu ; qu'il s'ensuit que la créance dont excipe Darguesse est illicite, et que la traite qu'il a créée en représentation d'icelle est entachée d'illicité ; qu'elle ne saurait, en conséquence, donner ouverture à aucune action en justice ;

Attendu qu'il échet, dès lors ,en accueillant l'exception de jeu opposée par le défendeur, de déclarer la demande non recevable;

Par ces motifs,

Déclare Derguesse non recevable en sa demande ; l'en déboute ;

Et le condamne par les voies de droit aux dépens, même au coût de l'enregistrement du présent jugement.

Me FLEUREAU agréé.

NOTE. — Quelque opinion que l'on ait sur la question, d'ailleurs fort controversée, de la validité ou de la nonvalidité du prêt consenti à un joueur, il est de jurisprudence aujourd'hui constante que l'action en remboursement doit être refusée au prêteur qui a un intérêt, même indirect, dans le jeu. V. Trib. civ. Seine 17 novembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.382, avec la note et de nombreux renvois à la jurisprudence).

193

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

29 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

EXPROPRIATION. — OFFRES. — A QUI ELLES DOIVENT ÊTRE FAITES. — SOCIÉTÉ COMMERCIALE.

Les offres de l'expropriant doivent être notifiées non seulement aux propriétaires inscrits à la matrice cadastrale, mais encore à tous autres intéressés désignés ou intervenus dans le délai fixé par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841.

Spécialement, lorsqu'une société commerciale, devenue propriétaire de la parcelle expropriée qui appartenait auparavant à deux particuliers, propriétaires indivis, est intervenue dans les délais légaux et a signifié à l'expropriant qu'elle était seule propriétaire, entendant qu'il lui eût fait pour elle une offre spéciale et distincte, la notification des offres aux anciens propriétaires indivis, seuls inscrits à la matrice du rôle, est insuffisante.

Et l'omission de cette formalité essentielle entraîne la nullité de la décision du jury au regard de la société.

Société Sacoman frères c. Préfet de Vaucluse.

La Société Sacoman frères s'est pourvue en cassation contre une décision du jury d'expropriation d'Apt du 13 juillet 1905, rendue au profit du Préfet de Vaucluse.

Elle a invoqué à l'appui de son pourvoi notamment le deuxième moyen suivant :

« Violation des art. 16 loi du 21 mai 1836 et 37 loi du 3 mai 1841, pour défaut de notification des offres à la société concluante. »

La Cour,

Sur le deuxième moyen du pourvoi :

Vu l'art. 23 de la loi du 3 mai 1841;

Attendu qu'aux termes de cet article, les offres doivent être notifiées non seulement aux propriétaires inscrits à la matrice cadastrale, mais encore à tous autres intéressés qui auraient été désignés ou qui seraient intervenus dans le délai fixé par l'art. 21 ; que la nullité résultant de ce défaut de notification est substantielle ;

Attendu qu'il résulte des pièces produites devant la cour que la société demanderesse est, par acte extrajudiciaire, intervenue dans les délais de l'art. 21, et a signifié au représentant légal de l'expropriante « qu'elle était seule propriétaire des parcelles expropriées, et qu'elle entendait qu'il lui soit fait une offre spéciale et distincte pour lesdites parcelles » ; qu'il résulte encore desdites pièces que, malgré la notification lui révélant les noms des propriétaires actuels, la commune de Gargas s'est bornée à signifier ses offres aux sieurs Sacoman indivis, en leur qualité de propriétaires primitifs des parcelles expropriées, et que la société demanderesse n'a pas été représentée devant le jury ;

Attendu que l'omission de la notification des offres à ladite société entache de nullité la décision du jury et l'ordonnance qui en a été la suite ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi,

Casse...

NOTE — Lorsque l'expropriant connaît, à l'expiration du délai de huitaine imparti par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, les intéressés de tout ordre qui peuvent réclamer une indemnité, il doit leur notifier ses offres.

Cette notification est une formalité essentielle dont l'expropriant ne peut se dispenser et dont l'irrégularité ou l'omission rejaillit sur toute la procédure subséquente et frappe de nullité toutes les opérations ultérieures, lorsque les expropriés n'ont pas formellement renoncé à s'en prévaloir : Cass. 27 août 1878 (D. 78.1.433) ; 15 juin 1880 (D. 81.1.160) ; 1er décembre 1880 (D. 82.1.80).

Cette formalité étant substantielle, l'irrégularité résultant de l'absence de notification ne saurait être couverte, même par la comparution devant le jury des parties ou de leur fondé de pouvoir, et ne peut par conséquent être invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation : Cass. 11 juillet 1881 (D. 82.1.35).

Cette notification des offres doit être faite non seulement aux propriétaires mentionnés au jugement d'expropriation, lesquels sont eux-mêmes les propriétaires inscrits à la matrice des rôles : Cass. 10 février 1869 (D.69.1. 175), — mais encore à toute personne intéressée qui s'est fait connaître à l'expropriant dans les délais impartis par l'art. 21 : Cass. 13 décembre 1865 (Bull. civ. p. 297) ; 24 mars 1869 (Bull. civ. p. 102) ; 11 juillet 1881 (S. 81.1.478 — D. 82.1.35).

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALENÇON

5 mars 1906.

Présidence de M. Perrier.

1°-2° ET 3°. — VENTE COMMERCIALE. — MARCHÉ A LIVRER. — ENGRAIS. — VENTE SUIVANT BESOINS DE L'ACHETEUR. — QUANTITÉ NON DÉTERMINÉE. — CONNAISSANCE DES BESOINS ET HABITUDES DE L'ACHETEUR. — VALIDITÉ. — CONDITION POTESTATIVE (NON). — DROIT DE REFUSER LES COMMANDES EXCÉDANT LES BESOINS RÉELS. — APPRÉCIATION DES JUGES. — CIRCONSTANCES DE FAIT.

1° Le contrat par lequel un fabricant d'engrais s'engage pour une certaine durée envers un Syndicat Agricole, à fournir à ses membres certains types d'engrais déterminés à des prix convenus, sur la demande qui lui en serait faite par ce Syndicat, ne saurait être annulé comme portant sur une quotité incertaine et impossible à déterminer, en vertu de l'art. 1129 C. civ., alors que ce fabricant, depuis longtemps fournisseur dudit Syndicat, connaissait l'importance de ses besoins, et que ce dernier lui avait même fait connaître la quantité de ses consommations précédentes, afin de lui indiquer la quantité approximative des engrais qu'elle aurait à lui commander.

2° La nullité édictée par l'art. 1174 C. civ. ne peut être invoquée qu'à la condition que l'obligation ait été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige, et non de la part du bénéficiaire de l'obligation.

3° Quoique les termes du marché ne limitent pas les

quantités pouvant être commandées, les parties doivent être considérées comme ayant entendu limiter ces quantités aux besoins des membres du Syndicat, alors surtout que les statuts de ce Syndicat interdisent la rétrocession à des tiers des engrais achetés. Par suite, si les membres du Syndicat, dans un but de spéculation ou en vue d'approvisionnement pour des besoins ultérieurs, ont commandé des quantités supérieures à leurs besoins réels, (qu'il appartient d'apprécier d'après les circonstances de fait telles que l'importance des commandes antérieures, les conditions climatériques, etc.), le fabricant est en droit de se refuser à livrer cet excédent, et ne peut encourir, dans la mesure où les commandes ont dépassé les besoins, aucuns dommages-intérêts pour inexécution du marché.

Syndicat des Agriculteurs de l'Orne c. Société des Etablissements Malétra.

Suivant marché passé en juin 1904, la Société des Etablissements Malétra s'était engagée envers le Syndicat des Agriculteurs de l'Orne à fournir à ses membres, pendant une durée devant expirer à la fin de décembre 1905, divers types d'engrais chimiques, à des prix déterminés, sur la demande qui lui serait adressée par le Syndicat.

Pendant le courant de décembre 1905, dernier mois du contrat, les membres du Syndicat adressèrent à la Société Malétra des commandes comportant des quantités beaucoup plus importantes qu'à la même époque des années précédentes.

La Société Malétra, estimant que les commandes étaient supérieures aux besoins réels des membres du Syndicat, et qu'elles n'étaient faites qu'en vue d'un approvisionnement, et, pour échapper à une hausse survenue dans le prix de ces engrais, refusa de livrer en soutenant que, malgré l'absence de toute limite de quantités dans le contrat, le Syndicat ne pouvait exiger que la livraison de quantités répondant aux besoins réels de ses membres.

Le Syndicat, ayant assigné la Société Malétra en paiement de 10.000 francs de dommages-intérêts pour inexécution de ses engagements, le Tribunal de commerce d'Alençon rendit le jugement suivant, qui contient un exposé complet des faits de la cause et consacre la théorie soutenue au nom de la Société des Etablissements Malétra.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il convient d'examiner la valeur des moyens invoqués par la Société des Etablissements Malétra.

Premier moyen :

Nullité résultant de l'art. 1129 C. civ., quotité impossible à déterminer :

Attendu qu'il résulte des renseignements fournis au tribunal par les débats :

1° Que la société des Etablissements Malétra était depuis de longues années (10 au moins), le fournisseur d'engrais du Syndicat des Agriculteurs de l'Orne; qu'elle connaissait son importance et les quantités d'engrais qu'il avait l'habitude de lui demander, qu'elle n'ignorait pas l'importance de l'engagement qu'elle contractait ;

2° Qu'à chaque traité qu'elle passait avec le sieur Leguernay, président du syndicat des Agriculteurs de l'Orne, ce dernier avait soin de lui remettre une note indiquant la quantité d'engrais réclamée par le Syndicat pendant la période correspondante de l'année précédente ; que la remise de cette note ne pouvait avoir d'autre but que d'indiquer aux Etablissements Malétra la quantité approximative des engrais qui pourraient lui être réclamés par le Syndicat des Agriculteurs, en vertu du traité à conclure en limitant toutefois cette quantité aux besoins des syndiqués eux-mêmes ;

Attendu que, lors de la formation du contrat du 19 juin 1904, Leguernay avait remis au représentant des Etablissements Malétra une note indiquant les quantités fournies pendant la même période des années précédentes ; que ce fait n'est pas nié par la Société des Etablissements Malétra, et que, si les parties contractantes n'ont pas déterminé la quantité des engrais à fournir, c'est que, pas plus l'une que l'autre, n'ont cru devoir le faire, mais qu'il n'est pas moins certain que cette quantité était déterminable autant que cela se peut dans les contrats de cette nature dont l'exécution est subordonnée à des lois d'ordre supérieur, c'est-à-dire à la température plus ou moins favorable, et devant lesquelles la volonté doit s'incliner, et que, sur ce point, la Société des Etablissements Malétra sait mieux que quiconque à quoi s'en tenir ; qu'il y a donc lieu de rejeter le premier moyen invoqué par la Société des Etablissements Malétra ;

Deuxième moyen :

Obligation potestative pour le Syndicat :

Attendu qu'aux termes de l'art. 1174 C. civ., l'obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige, mais qu'elle n'existe pas lorsque la condition dépend, non de la volonté de celui qui oblige, mais de la volonté de celui envers lequel l'obligation est contractée ;

Attendu que, dans l'espèce, c'est la Société des Etablissements Malétra qui s'est obligée à livrer au Syndicat des Agriculteurs de l'Orne les engrais que ces derniers lui demanderaient et qu'il n'était pas en son pouvoir de faire cesser cette obligation ; qu'il n'existe donc aucune condition potestative à l'égard du Syndicat des Agriculteurs de l'Orne ; qu'il y a lieu de rejeter également le deuxième moyen invoqué par la Société des Etablissements Malétra ;

Attendu au surplus que le contrat du 19 juin 1904 a été contracté pour une durée de dix-huit mois ; que, pendant dix-sept mois, la Société des Etablissements Malétra a exécuté ses engagements ; qu'elle est mal fondée aujourd'hui à se réclamer de la nullité du contrat pour soutenir que c'est à bon droit qu'elle s'est refusée à continuer ses livraisons ;

Sur le fond :

Attendu qu'il convient d'examiner la valeur des prétentions de la Société des Etablissements Malétra ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 1156 C. civ., sur l'interprétation des conventions, les tribunaux doivent rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes ;

Attendu qu'en s'engageant à livrer au Syndicat des Agriculteurs de l'Orne les engrais qu'ils désiraient se procurer par l'intermédiaire du bureau du Syndicat, les parties contractanets ont entendu limiter la quantité aux besoins des membres du Syndicat, et ce, pen-

dant la durée du contrat ; que les statuts du Syndicat ne permettent pas à ses membres de rétrocéder à des tiers les engrais qu'ils se procurent par l'intermédiaire du Syndicat ;

Attendu que,sur ce point,il n'existe aucune difficulté; mais attendu que la Société des Etablissements Malétra soutient que la quantité de superphosphate réclamée par le Syndicat pendant le mois de décembre 1905 est en opposition flagrante avec les besoins des syndiqués; que c'était dans un but de spéculation non autorisé par les convention du 19 juin et en vue de la hausse qui existait sur les superphosphates que ces commandes ont été adressées, en ajoutant que, du reste, elle a livré du premier juillet au 31 décembre 1905 plus d'engrais qu'elle n'en avait jamais livré au Syndicat des Agriculteurs de l'Orne, pendant la période correspondante des cinq dernières années ;

Attendu que, dans un tableau dressé par la Société Malétra, joint au dossier et annexé aux présentes pour être enregistré en même temps qu'elles, indiquant les livraisons effectuées par lesdits Etablisements Malétra au Syndicat des Agriculteurs de l'Orne, pendant les périodes d'automne de 1900 à 1905, l'on remarque des différences assez sensibles dans les livraisons effectuées chaque année ; que les quantités livrées pendant les années 1900 et 1901 sont de beaucoup supérieures aux quantités livrées en 1902, 1903 et 1904 ;

Attendu que les causes qui ont produit ces différences n'ont pu avoir d'autres motifs qu'une saison plus ou moins favorable à l'épandage des engrais ; que ces motifs sont d'ordre supérieur et ne dépendent ni de l'une ni de l'autre des parties; qu'une saison humide et extrêmement favorable, comme celle de l'automne 1905, et surtout des mois de novembre et décembre, autorisent le Syndicat, sans sortir de la légalité ni de ses droits, à demander une quantité d'engrais plus grande que pendant la période correspondante des années précédentes ;

Et attendu qu'il résulte de l'examen dudit tableau que les années où il a été réclamé par le Syndicat des Agriculteurs de l'Orne le plus d'engrais du premier juillet à fin novembre sont également celles où il en a été demandé le plus pendant le mois de décembre ; qu'il s'ensuit conséquemment que la Société des Etablissements Malétra est mal fondée à prétendre qu'ayant livré jusqu'à fin novembre 1905 une quantité d'engrais supérieure à celle livrée pendant la période correspondante des années précédentes, elle a rempli ses engagements ; que l'on est en droit de dire que la saison favorable de l'automne 1905 ayant occasionné des demandes plus nombreuses que les années précédentes jusqu'à fin novembre, il n'en résulte pas nécessairement qu'il ne doit plus en être demandé en décembre ;

Attendu que la quantité d'engrais demandée aux Etablissements Malétra jusqu'à la fin de novembre 1905 ne constitue pas sur la moyenne des deux années 1900 et 1901 une augmentation hors de proportion avec la différence en moins, constatée pendant la période correspondante des années 1902, 1903 et 1904 ;

Attendu que l'on doit donc admettre, étant donnée la saison pluvieuse et extrêmement favorable à l'épandage des engrais pendant le mois de décembre 1905, que la quantité que le Syndicat des Agriculteurs était en droit d'exiger devait être en rapport des demandes effectuées jusqu'à fin novembre ;

Attendu que du même tableau il résulte encore que les quantités d'engrais livrées pendant la période d'automne des années 1900 à 1904 inclusivement se sont élevées, jusqu'à fin novembre, à environ 4.340.000 kil., et que les quantités demandées pendant le mois de décembre des mêmes années se sont élevées à 398.000 k., soit environ un onzième, d'où l'on tire naturellement cette conclusion que la quantité que le Syndicat était fondé à réclamer pendant le mois de décembre 1905 était, suivant la prévision, du onzième de la quantité demandée et livrée sans observation depuis le premier juillet jusqu'au 30 novembre 1905 ; que cette quantité s'est élevée de l'aveu de la Société des Etablissements Malétra à 1.279.500 kilos ; que le Syndicat était donc, suivant les prévisions, autorisé à réclamer une quantité d'environ 116.500 kilos ;

Attendu que la Société des Etablissements Malétra n'en a livré que 11.500 kil., d'où il résulte un manque de livraison en chiffres ronds d'environ 105.000 kilos ou 1.050 sacs de 100 kilos ;

Attendu que le Syndicat des Agriculteurs de l'Orne a dû, pour se procurer les engrais qui ne lui ont pas été fournis par les Etablissements Malétra, payer un prix plus élevé qui s'est traduit par 80 centimes par sac, soit pour les 1.050 sacs un excédent de dépense de 840 francs, dont il lui est dû réparation ;

Attendu que le Syndicat des Agriculteurs prétend encore avoir subi un préjudice du fait de n'avoir pu obtenir en décembre les engrais qu'il aurait pu employer à cette époque favorable ;

Mais attendu que ce préjudice n'est pas applicable, puisque les intéressés ont pu opérer l'épandage des engrais en janvier 1906 et d'une manière tout aussi favorable ;

Attendu que le Syndicat des Agriculteurs de l'Orne avait réclamé en décembre aux Etablissements Malétra 1.313.000 kilos d'engrais ; que cette quantité étant entièrement disproportionnée à ses besoins, il y a lieu de le dire mal fondé dans le surplus de sa demande et de l'en débouter ;

Attendu que la partie qui succombe doit les dépens ;

Par ces motifs,

Condamne la Société des Etablissements Malétra à payer à M. Leguernay, en sa qualité de Président du Syndicat des Agriculteurs de l'Orne, et son représentant, la somme de 840 francs pour le préjudice causé aux membres dudit Syndicat par son refus de livrer les engrais qu'elle s'était engagée à lui fournir jusqu'au 31 décembre 1905 ;

Déclare le sieur Leguernay ès qualités mal fondé dans le surplus de sa demande ; l'en déboute.

Mes Lemaréchal et Brard av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : L'art. 1129 C. civ. admet que la quotité de la chose, qui fait l'objet de l'obligation peut être incertaine, pouvu qu'elle puisse être déterminée. Or, en l'espèce, il résultait des circonstances de la cause que le vendeur connaissait ou pouvait connaître la mesure, au moins approximative, des « besoins » de l'acheteur considérés d'un commun accord comme déterminant les quantités d'engrais à livrer. Par suite, c'est à bon droit que le tribunal a, selon nous, refusé d'annuler le marché à livrer par application de l'art. 1129 C. civ.

II. — Sur le deuxième point : Le principe consacré par le jugement recueilli est constant en doctrine et en jurisprudence. V. Paris 11 février 1887 (D. 87.2.140) ; Cass. 15 janvier 1890 (D. 91.1.30). *Adde* : Dalloz, Répert. supp. v° *Obligations*, n° 431 ; Aubry et Rau ,t. IV, 302, notes 22 et 23 ; Laurent, t. XVII, n° 55.

III. — Sur le troisième point : V. en ce sens : Paris 1er février 1901 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902. vo *Vente commerciale*, no 205. Comp. Bordeaux 26 mars 1890 (Rec. Bordeaux 90.1.232) ; Paris 21 juin 1901 (Gaz. Pal. 1901. 2.561).

195

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

26 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

ABUS DE CONFIANCE. — DÉTOURNEMENT. — OBJETS DÉPLACÉS D'UNE ÉGLISE. — VOL.

Il y a détournement, et par suite abus de confiance, dans le fait par un curé et ses paroissiens de retirer de l'église des objets servant au culte, encore bien que les auteurs de cet acte n'auraient pas eu l'intention de se les approprier et les auraient représentés à la première mise en demeure.

Le juge du fond, saisi à raison de ce fait d'une prévention de vol, a le devoir, en ce cas, de modifier la qualification du délit.

Min. public c. Pinat et autres.

Le procureur général près la Cour d'appel de Toulouse s'est pourvu en cassation contre un arrêt de cette cour du 28 février 1906, qui avait relaxé l'abbé Pinat et autres, prévenus de vol, de complicité, pour avoir tenté de soustraire des objets du culte à l'inventaire provisoire, qui avait été ordonné par le ministre de l'Instruction publique, à la charge des maires, avant le vote de la loi de séparation des églises et de l'Etat.

La Cour,

Arrêt :

Statuant sur le pourvoi du procureur général près la Cour d'appel de Toulouse :

Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 408 C. pén. :

Vu ledit article ;

Attendu qu'après avoir écarté la prévention de vol dirigée contre les prévenus l'arrêt attaqué, ainsi au surplus que l'avait fait le jugement, a refusé de voir dans les faits incriminés le délit d'abus de confiance ; que pour motiver sa décision sur ce point, la cour d'appel a déclaré « que les objets énumérés au procès-verbal, comme ayant été déplacés de l'église de La Bastide de Lorbat », n'ont été ni détournés ni dissipés ; qu'une certaine partie de ces objets n'est même pas sortie de l'église et que l'autre a été immédiatement représentée dès la première mise en demeure » ;

Attendu que le fait que les objets dont il s'agit ont été représentés dès la première mise en demeure n'empêche pas en droit qu'un détournement, et par suite, un délit d'abus de confiance, ait pu être consommé, et qu'en basant le relaxe sur une circonstance qui n'est pas exclusive du délit, la cour d'appel a violé les dispositions de l'art. 408 C. pén. ; qu'il est soutenu à la vérité par le mémoire en défense que les prévenus n'étant poursuivis que sous la prévention de vol, la cour d'appel ne pouvait transformer cette qualification en celle d'abus de confiance ;

Mais attendu que la cour d'appel avait le droit et le devoir de rechercher, même d'office, si les faits de la prévention échappant à la disposition pénale invoquée dans la citation ne tombaient pas sous l'application d'une autre disposition ;

Attendu que la cassation doit être totale, le fait poursuivi étant unique et la cour de renvoi devant pouvoir l'apprécier dans son ensemble, et avec tous ses caractères juridiques ;

Par ces motifs,

Et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres moyens du pourvoi,

Casse...

MM. Berchon rapp. ; Cottignies av. gén.

NOTE. — Le détournement est la mainmise sur une chose. Détourner une chose c'est ôter à celui qui en est propriétaire ou possesseur la possibilité d'en disposer soi-même. Dans l'espèce, il résulte bien qu'il y avait détournement, puisque la soustraction avait été faite pour empêcher la dévolution de ces objets à la personne morale qui remplacerait la fabrique, en sorte qu'ils étaient enlevés par avance à cette personne morale, et qu'ils étaient enlevés dès à présent à la fabrique elle-même. V. Dalloz, Supp. au Rép. vo Abus de confiance, no 19 et suiv.

198

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

14 juin 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

JUGEMENTS ET ARRÊTS. — EFFETS. — CHOSE JUGÉE. — PRESCRIPTION TRENTENAIRE SUBSTITUÉE A LA PRESCRIPTION COURTE DE L'ACTION. — DÉFAUT DE SIGNIFICATION. — DIFFAMATION ET INJURES.

Le jugement contradictoire, rendu en premier ressort sur le fond du litige, est revêtu, au moins provisoirement et tant qu'il n'a pas été frappé d'appel, de l'autorité de la chose jugée.

Il a pour résultat de substituer à l'action originaire une action nouvelle, née de la condamnation, qui n'est assujettie qu'à la prescription trentenaire.

... Encore bien qu'il n'y ait pas eu de signification dudit jugement à la partie condamnée, cette signification n'étant requise que pour remettre la poursuite de l'exécution forcée et pour faire courir le délai du recours à la juridiction supérieure.

Seul, l'appel interjeté, en faisant renaître le litige devant le juge du second degré, peut, le cas échéant, donner ouverture de nouveau à la prescription plus courte qui s'applique à l'action, en vertu d'une disposition spéciale de la loi.

En conséquence, lorsque sur une action civile en dommages-intérêts pour diffamation et injures basée sur la loi de 1881, il est intervenu un jugement de condamnation qui n'a été signifié que plus de trois mois après la date à laquelle il a été rendu, l'action ne saurait, de ce fait, être considérée comme prescrite en vertu de l'art. 65 de la loi précitée.

Epoux Le Bozec c. Le Bris.

Les époux Le Bozec se sont pourvus en cassation contre un jugement du Tribunal civil de Ploërmel, du 18 février 1903, rendu au profit de M. Le Bris.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation de l'art. 65, loi du 29 juillet 1881 et 7 loi du 20 avril 1810, en ce que l'action du défendeur éventuel, basée sur une diffamation, aurait dû être déclarée prescrite, faute de signification dans les trois mois du jugement rendu en premier ressort. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que l'action civile portée par Le Bris devant le juge de paix de Guéméné avait exclusivement pour base une infraction prévue par la loi du 29 juillet 1881; qu'il a été statué, sur la demande, par un jugement contradictoirement rendu le 11 septembre 1902, qui a été signifié le 20 décembre suivant aux époux Le Bozec; que ceux-ci se sont fondés sur ce qu'un délai de plus de trois mois s'était écoulé entre ces deux dates pour soutenir devant la juridiction d'appel que l'action était prescrite, par application de l'art. 65 de la loi précitée ;

Attendu qu'à bon droit. la décision attaquée a repoussé ce moyen ;

Attendu, en effet, que le jugement contradictoire, rendu en premier ressort sur le litige, est revêtu, au moins provisoirement, et tant qu'il n'est pas frappé d'appel, de l'autorité de la chose jugée ; qu'il a pour résultat de substituer à l'action originaire une action nouvelle, née de la condamnation qui n'est assujettie qu'à la prescription trentenaire ;

Attendu que la signification à la partie condamnée, requise seulement pour permettre de poursuivre l'exécution forcée, et pour faire courir le délai du recours à la juridiction supérieure, est sans influence sur les effets du jugement qui viennent d'être indiqués ; que, seul, l'appel interjeté, en faisant renaître le litige devant les juges du second degré, peut donner ouverture, de nouveau, à la courte prescription imposée à l'action par une disposition spéciale de la loi ;

Attendu que l'art. 65 de la loi du 29 juillet 1881. n'a pas dérogé à ces principes généraux ;

Attendu qu'en le décidant ainsi. le jugement attaqué n'a pas violé les textes visés au moyen ;

Rejette...

MM. Falcimaigne rapp.; Melcot av. gén. (c. conf.). — Me de Ramel av.

NOTE. — La solution consacrée par l'arrêt recueilli résulte nécessairemnt des deux principes indiscutables, en vertu desquels, d'une part, le jugement rendu a pour effet de substituer à la prescription courte de l'action la prescription de trente ans qui naît de l'action *judicate*, et, d'autre part, le jugement rendu produit, au moins provisoirement et tant qu'il n'a pas été attaqué, la chose jugée.

Pourtant, certains auteurs admettent qu'en matière de presse la prescription spéciale de trois mois édictée par la loi de 1881 (art. 65) continue à courir après la prononciation du jugement, en sorte que l'action serait prescrite si la signification du jugement n'a pas eu lieu dans les trois mois. V. Barbier, Code de la Presse, t. II, p. 506, 520 et suiv. ; Fabreguettes, Presse, t. II, p. 28 ; Rapp. Dalloz, Supp. au Répert. v° Presse-outrage, n° 1524.

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

22 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

1° PRESCRIPTION CIVILE. — PRESCRIPTION ACQUISITIVE. — BONNE FOI. — DOUTE. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

2° REVENDICATION. — MEUBLES. — MAXIME « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE ». — MAUVAISE FOI.

1° La bonne foi qui, avec le juste titre, est la condition indispensable de la prescription de dix à vingt ans, doit s'entendre de la croyance pleine et entière où se trouve l'acquéreur, au moment de son acquisition, des droits de son auteur à la propriété des droits qu'il lui transmet ; le doute, sur ce point, est exclusif de la bonne foi.

2° La maxime : « En fait de meubles possession vaut titre » ne protège que le possesseur de bonne foi et non celui dont la possession est équivoque.

La question de savoir si l'acquéreur est ou non de bonne foi est une question de fait sur laquelle l'appréciation des juges du fond est souveraine et échappe à la censure de la Cour de cassation.

De Mérode c. Liquidateur Congrégation des Ursulines de Maiche.

M. de Mérode s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Besançon, du 15 février 1905, rendre au profit du liquidateur de la Congrégation des Ursulines de Maiche.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation par fausse application de l'art. 17 de la loi du 1er juillet 1901, ainsi que de la violation des art. 1353, 1138, 1583, 2265, 2269 C. civ., et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu, d'autre part, que la question de savoir si l'acquéreur était ou non de bonne foi, est une question souveraine et échappe à la censure de la Cour de cassation ;

Attendu que si la bonne foi est, avec le juste titre, la condition indispensable de la prescription de dix à vingt ans, cette bonne foi doit s'entendre de la croyance pleine et entière où se trouve l'acquéreur, au moment de son acquisition, des droits de son auteur à la propriété des biens qu'il lui transmet ; que le doute sur ce point est exclusif de la bone foi ;

Or, attendu que, dans l'espèce, pour écarter l'action en revendication de l'appelant, l'arrêt attaqué s'est de fait, sur laquelle l'appréciation des juges du fond est fondé : 1° sur ce fait que les actes des 14 juillet 1874, 18 janvier et 3 mars 1878, en vertu desquels les dames Hugues et Pallat devenaient propriétaires apparentes des biens ultérieurement vendus par elles au sieur de Mérode, étaient entachés d'une interposition de personnes établie selon les termes du droit commun au

profit de la congrégation non autorisée des Ursulines de Maiche ; 2° sur cet autre motif que le dit de Mérode. ne pouvait ignorer le danger d'éviction auquel il s'exposait en concourant, dans les circonstances de fait retenues par l'arrêt, aux actes simulés dans lesquels il a été partie et dont il entend se prévaloir ;

Attendu qu'en déduisant de ces faits, souverainement appréciés par elle, que la demande en revendication de l'appelant devait être rejetée, la Cour de Besançon, dont la décision est régulièrement motivée, n'a violé ni faussement appliqué les dispositions légales invoquées au moyen ;

Sur le moyen additionnel, pris de la violation, par fausse application, de l'art. 17 3 de la loi du 1er juillet 1901, ainsi que de l'art. 18 de la même loi et de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt entrepris que les meubles revendiqués par de Mérode étaient ceux qui garnissaient la chapelle et le pensionnat annexés au couvent de la congrégation ; que ces meubles, bien qu'ayant fait l'objet d'une vente distincte et postérieure à celle des immeubles ci-dessus désignés, n'étaient que l'accessoire des dits immeubles ;

Attendu que la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » ne protège que le possesseur de bonne foi, et non celui dont la possession est équivoque ou d'origine obscure ; d'où il suit que l'arrêt, en déboutant le sieur de Mérode de sa demande en revendication des biens, meubles et immeubles, compris dans les ventes des 15 octobre 1881 et 29 décemrbe 1895, n'a violé aucun des textes visés au moyen ;

Rejette.....

MM. Alphandéry rapp. ; Feuilloley av. gén. — Me Chabrol av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La Cour de cassation a déjà posé des principes identiques dans un arrêt du 13 juillet 1897 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902. V° Prescrip. civ., n° 89 — D 98.1.308). — Rapp. aussi Cass. 8 avril 1870 (D. 72.1.17) ; Dalloz, Supp. au Rép. V° Prescrip. civ. n° 546 et suiv.

II — Sur le second point : Il est de principe certain que seule la possession de bonne foi peut justifier l'application de l'art. 279 C. civ. — V. notamment : Cass. 7 décembre 1868 (D. 69.1.83) ; 6 juillet 1886 (D. 87.1.25) ; *Sic :* Dalloz, Supp. au Rép. V° Prescrip. civ. n° 132 et suiv.

COUR D'APPEL DE DOUAI (Ch. corr.).

30 mai 1906.

Présidence de M. Vibert.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

FONCTIONNAIRE PUBLIC. — COMMISSAIRE DE POLICE. — OUTRAGE. — ART. 222 C. PÉN. — ACTE DE SA FONCTION HORS DE SA CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE. — REPRÉSENTANT APPARENT DE L'AUTORITÉ PUBLIQUE. — DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1906. — EXTENSION DE COMPÉTENCE TERRITORIALE. — CONDAMNATION.

La disposition de l'art. 222 C. pén. a pour but de protéger contre l'outrage les représentants apparents de l'autorité publique agissant dans l'exercice de leurs fonctions sans que hors le cas d'illégalité flagrante, l'auteur de l'outrage puisse invoquer la nullité de la loi ou du décret en vertu desquels cette action a été exercée.

Dès lors est protégé par cette disposition le commissaire de police qui agit hors de sa circonscription territoriale du moment qu'il est constant qu'un décret du président de la République en date du 26 février 1906 a étendu jusqu'à nouvel ordre la compétence territoriale des commissaires centraux et de police et qu'à le supposer illégal ou non publié régulièrement, ce fait n'a pu faire disparaître le caractère de magistrat de l'ordre administratif attaché à la personne dudit commissaire de police.

Froidure c. Min. pub.

Le sieur Froidure a interjeté appel du jugement du Tribunal correctionnel de Lille, en date du 31 mars 1906 et rapporté Gaz. Pal. 1906.1.567, jugement qui l'avait déclaré coupable du délit d'outrages envers un magistrat de l'ordre administratif, délit prévu par l'art. 222 C. pén.

La Cour de Douai,dans son audience du 30 mai 1906, a rendu l'arrêt confirmatif suivant :

La Cour,

Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats, notamment de la déposition très précise faite devant le Tribunal correctionnel de Lille, à l'audience du 15 mars dernier, par M. le commissaire de police d'Armentières Videt que celui-ci dirigeait le 6 du même mois un service d'ordre en face de l'église de Deulémont et ordonnait des mesures d'ordre en vue des opérations légales d'inventaire auxquelles il allait être procédé en exécution de la loi du 9 décembre 1905 ; qu'en sa présence Froidure, qui après avoir franchi les barrages venait d'être invité à s'éloigner, se retournant vers ce fonctionnaire ceint de son écharpe et entouré de son collègue d'Houplines et de plusieurs gendarmes, s'écria : « Tas de voleurs » ;

Attendu que vainement il a été allégué que l'outrage relevé à la charge de Froidure ne pouvait tomber sous l'application de l'art. 222 C. pén.,en raison de ce que la commune de Deulémont étant située hors de la circonscription sur laquelle s'étend la juridiction du commissaire de police d'Armentières,ce dernier aurait été sans qualité pour exercer un acte de son ministère, et, par suite, n'aurait pu y être outragé dans l'exercice de ses fonctions ;

Attendu, en effet, que la commune d'Armentières et de Deulémont appartiennent au même département, et qu'un décret du 26 février 1906, en attribuant jusqu'à nouvel ordre aux commissaires centraux et de police, les fonctions de commissaire spécial de la police des chemins de fer, a, par la même, augmenté leur compétence territoriale, en étendant leur juridiction sur tout le département ;

Attendu que ce décret n'avait, il est vrai, ainsi que l'a soutenu Froidure, été publié, ni au *Journal officiel*, ni au *Bulletin des lois*, mais, que si ce défaut de publication pouvait être de nature à porter atteinte, ce que la cour n'a point à examiner, à la régularité des opérations auxquelles le commissaire de police d'Armentières était appelé à prendre part ce jour-là, à Deulé-

mont, il n'a pu avoir pour effet, de faire disparaître le caractère de magistrat de l'ordre administratif, attaché à la personne du sieur Videt qui, revêtu de ses insignes, accomplissait ostensiblement un acte de sa fonction, au moment ou a été commis le fait reproché à l'inculpé ;

Attendu qu'il suffit, pour que l'outrage tombe sous l'application de l'article 222 C. pén., qu'une relation qu'il appartient aux juges du fait, d'apprécier souverainement, existe, entre cet outrage et la fonction ; que, dans l'espèce, l'existence de cette relation ne peut faire de doute ;

Attendu qu'il est, en effet, de tacite évidence, étant données les circonstances dans lesquelles les paroles outrageantes ont été proférées, que ce n'était pas au simple particulier, que s'adressait Froidure, mais bien aux représentants de l'autorité, parmi lesquels figurait le commissaire de police Videt, qui participait à l'exécution d'une mesure légale contre laquelle le prévenu entendait protester ;

Adoptant au surplus les motifs des premiers juges, en ce qu'ils n'ont rien de contraire au présent arrêt ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont est appel ; dit qu'il sortira effet.

Me Brackers d'Hugo (du barreau de Lille) av.

NOTE. — Voir notre note sous le jugement frappé d'appel.

COUR D'ASSISES DU NORD

21 mai 1906.

Présidence de M. Joppé.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais.*

AMNISTIE. — LOI DU 2 NOVEMBRE 1905. — ART. 1er. — CRIMES. — CONNEXITÉ AVEC LES DÉLITS ET CONTRAVENTIONS. — AMNISTIÉS. — PILLAGE EN BANDE. — FAIT DE GRÈVE. — APPLICABILITÉ DE LA LOI DE 1905.

La loi du 2 novembre 1905, bien que son art. 1er ne déclare amnistiés que les délits et contraventions en matière de réunion, d'élection, de grève, de manifestation à l'occasion du 1er mai, de presse et de faits connexes, s'applique néanmoins aux crimes, dès lors surtout que ceux-ci doivent être rangés dans la catégorie de faits connexes.

Il en est ainsi du crime de pillage en bande, dès lors qu'on rencontre entre la grève et le crime commis le lien étroit de connexité exigé par le législateur de 1905.

Gravelin.

La Cour,

Attendu que la Cour d'assises du Nord ayant rendu l'arrêt du 19 mars 1904, a compétence pour statuer sur les requêtes régulières en la forme, présentées les 15 et 17 mai 1906, par le ministère public et par le condamné Gravelin ; que la loi du 2 novembre 1905 dispose ainsi ; « Article premier. Amnistie pleine et entière est accordée aux infractions ci-après commises antérieurement au dépôt du présent projet de loi :

« 1° Délits et contraventions en matière de réunion, d'élection, de grève, de manifestation à l'occasion du 1er mai, de presse et faits connexes » ;

Attendu que si ce texte, au premier abord, peut sembler n'appliquer l'amnistie qu'aux délits correctionnels et aux contraventions de simple police, on doit remarquer que, cependant, il ne permet pas d'affirmer que son sens soit aussi restreint ; que bien plus, il contient déjà en lui-même des motifs d'en douter, et qu'en outre, la règle d'interprétation, régissant sa matière et les déclarations faites au Parlement concourrent à lui faire reconnaître un sens beaucoup plus général ;

Attendu qu'en effet, comme la Cour de cassation l'a proclamé à diverses reprises, toute loi relative à l'application ou à l'exécution des peines doit être entendue dans le sens le plus généreux et une loi d'amnistie concernant l'exécution des peines est par sa nature soumise à cette règle d'interprétation favorable ; que la loi dont s'agit a employé non pas l'expression de délits correctionnels, mais celle de délits; que, dans la langue juridique, le terme de « délit » possède, tantôt un sens spécial, tantôt un sens général ;

Attendu que ce sens spécial est lui-même variable, car si parfois, comme dans les art. 1er et 4 C. pén., 231 C. inst. crim., c'est celui d'infractions punies de peines correctionnelles ; au contraire, dans l'art. 36 C. pén., il est uniquement celui de crime puni de peine afflictive et infâmante ; qu'avec un sens général englobant à la fois des infractions réprimées par des peines correctionnelles, et celles qui sont frappées de peines criminelles, on le trouve non seulement dans des textes où il est employé seul, comme dans les art. 133, 226, 227, 241, 245, 307, 308 C. inst. crim., mais encore, ce qui est particulièrement topique, même lorsqu'il est juxtaposé et au premier abord semble opposé à celui de contravention comme dans l'art. 526 du même code où le législateur de 1808, de même que l'a fait celui de 1905, n'a employé que les termes de « délit » et de « contravention », et que, cependant, une jurisprudence universelle et constante a reconnu comprendre aussi les crimes ;

Attendu en outre et surtout que, aux délits et aux contraventions commis dans les cinq matières qu'il spécifie, le texte ajoute « les faits connexes » ; que cette expression, qui est d'une très grande généralité, est en même temps très juste, puisque juridiquement, il n'y a pas de crime de grève, ni même de délit de grève, et qu'il n'y a pas non plus de crime ni de délit de manifestation; que, dès lors, en ces matières, il ne peut y avoir de criminel que des faits qui, étant qualifiés crimes par la loi commune, sont connexes à la grève où à la manifestation, et par conséquent, cette expression de « faits connexes » les englobe dans le bénéfice de l'amnistie, pourvu qu'ils possèdent, soit avec la grève, soit avec la manifestation, soit avec quelqu'une des autres matières susénoncées, le lien étroit et nécessaire de la connexité ;

Attendu que cette pensée que les mots délits, contraventions et faits connexes ; embrassent les crimes, est aussi celle qui se dégage d'explications fournies en la séance du 12 juillet 1905, par le Gouvernement devant le Sénat, à propos de l'exercice de l'action civile ; qu'en effet, le texte s'occupe non seulement des crimes qui, visés par les art. 87, 88, 89, 90 C. pén., avaient été déférés à la Haute-Cour, mais encore de ceux qui relevaient de la Cour d'assises ; car son article 3, réservant expressément l'exercice de l'action civile au profit des tiers, dit que ceux-ci devront porter leur action devant la justice civile, si elle était du ressort

de la Cour d'assises, et après lecture faite de cet article, sur les explications demandées par un sénateur, M. le garde des Sceaux répondit textuellement : « Cette action ne peut être maintenue devant la Cour d'assises qui, vous le savez, ne juge l'action civile qu'accessoirement à la juridiction criminelle qu'elle exerce ; » que ces termes très clairs montrent bien que la survivance de l'action civile et l'extinction de l'action pénale se produisent, non seulement dans les cas où la Cour d'assises connaît exceptionnellement de faits punis de peines correctionnelles, mais encore dans ceux où il s'agit de faits sur lesquels elle exerce une juridiction criminelle, c'est-à-dire de crimes ;

Attendu que cette entente des termes de la loi, dans le sens de son application aux crimes proprement dits, de même qu'aux autres sortes d'infractions, a encore été affirmée de la manière la plus catégorique par M. le garde des Sceaux Chaumié, à la Chambre des députés, en la séance du 30 octobre 1905 ; qu'alors, en effet, un député visant nominativement les faits d'Armentières, rappela que devant la Commission, il avait présenté un amendement demandant textuellement que les crimes en matière de réunion, d'élection, de grève, de manifestation, à l'occasion du 1er mai, de presse, fussent amnistiés à l'égal des délits et des contraventions; mais qu'il lui avait été répondu que ce résultat découlait du texte même voté par le Sénat, que ces mots : « faits connexes » rendaient inutile son amendement, car, si un crime s'était produit à l'état de fait connexe aux délits et contraventions prévus au paragraphe 1er, ce crime serait nécessairement amnistié ; que le même député demanda au ministre de bien préciser, en faisant remarquer que si, sur un point, il y avait l'ombre d'un doute, l'amendement serait maintenu par ses signataires qui exigeraient un vote ;

Attendu que, sur cette mise en demeure très nette, le gouvernement, par l'organe du garde des Sceaux, répondit textuellement : qu'il s'était mis d'accord sur ce point ; que les mots, « faits connexes », par leur généralité même, comprenaient tous les « faits relevés à l'occasion d'une grève, quelle que soit la qualification qui puisse leur être appliquée », pourvu, ajoutait-il en substance,qu'il s'agisse de faits qui ne fussent pas seulement « concomittants », mais fussent « connexes » à la grève, c'est-à-dire, qui eussent avec elle un rapport essentiel, qui pussent être couverts par la même excuse d'entraînement et de passion ;

Attendu que la pensée que le texte proposé amnistiait les crimes, de même que les délits et contraventions, ayant été manifesté par le Gouvernement aux deux Chambres, et celles-ci l'ayant successivement voté, il y a eu accord de leur part avec le Gouvernement, et entre elles, sur le caractère général de son sens ainsi rendu certain ;

Et en fait :

Attendu qu'il ressort des éléments de la cause que le 13 octobre 1903, à Armentières, la grève des tisserands, durant déjà depuis plusieurs semaines, et les patrons étant en train de délibérer sur les demandes des ouvriers, la foule de ceux-ci, massée sur la grande place, attendait impatiemment une réponse, lorsquelle apprit que celle-ci était ajournée ;

Attendu qu'aussitôt, une vive effervescence se manifeste, et Gravelin, qui, à plusieurs reprises, avait été se mêler aux manifestants, s'efforçant d'arrêter le travail, qui faisait partie de ce rassemblement de grévistes, en prit la tête, en criant : « à sac ! à sac ! », les entraîna dans les rues Sadi-Carnot et Bayard, dans lesquelles ils pillèrent et dévastèrent des denrées, marchandises, effets et autres propriétés mobilières appartenant à autrui, notamment des quantités de fils, des livres de commerce, des ustensiles de bureau, des pièces et ballots de toiles, contenus en divers immeubles et magasins de patrons, notamment en ceux des sieurs Watrelos, Cardon, Tauvergue, Henri Becquart et Vve Becquart ;

Attendu qu'en conséquence, par l'arrêt du 19 mars 1904, le déclarant coupable du crime de pillage en bande, avec bénéfice des circonstances atténuantes et par application des art. 449 et 463 C. pén., il a été frappé de cinq ans de réclusion et dispensé de l'interdiction de séjour; que, dans son cas, on rencontre entre la grève et le crime commis ce lien étroit qui constitue la connexité exigée par le législateur de 1905 ;

Et attendu que l'amnistie pleine et entière anéantit la condamnation avec toutes ses conséquences pénales, en ne laissant subsister que les droits des tiers réservés par l'art. 3 de la loi ;

Par ces motifs,

Donne acte à Gravelin de la jonction de sa requête à celle du ministère public ;

Les reçoit l'un et l'autre en leurs dites requêtes ;

Déclare amnistiée la condamnation à cinq ans de réclusion prononcée par l'arrêt du 19 mars 1904 contre Gravelin et celui-ci relevé de l'interdiction légale ;

Ordonne qu'il soit mis immédiatement en liberté, s'il n'est détenu pour autre cause.

M. Testard av. gén. (conc. conf.). — Me Degaud av.

NOTE. — La question, croyons-nous, est absolument nouvelle. Nous admettons surtout, en présence des travaux préparatoires, les principes posés par l'arrêt. Il suffit de se reporter aux débats parlementaires pour voir qu'en effet le législateur de 1905, bien qu'il n'ait parlé que des délits et contraventions, a entendu amnistier également les crimes, soit en les comprenant dans le qualificatif délits, soit lorsqu'ils peuvent être rangés dans les faits connexes.

V. *Journ. off.*, Ch. des députés, débats parlem., session extraordinaire de 1905, pages 2962 et suiv.

Mais où la question devient excessivement délicate, c'est quand il s'agit de déterminer ce qu'il faut entendre par faits connexes.

Dans l'espèce ci-dessus, peut-on dire que le pillage en bande soit un fait connexe à la grève ?

Sans doute le délit d'entraves à la liberté du travail, soit par actes, soit par menaces, est un fait connexe ; mais il est au moins permis d'en douter pour le pillage en bande. C'est un crime de droit commun, que la grève n'explique ou n'excuse pas, pas plus qu'elle ne saurait, à notre sens, excuser l'incendie volontaire de l'usine, ou le meurtre du patron par un de ses ouvriers grévistes ; ou l'explosion d'une cartouche de dynamite devant la maison d'un ouvrier non gréviste. Ce sont, nous le répétons, des faits de droit commun, qui n'ont pas avec la grève un rapport essentiel et qui, comme le disait le garde des Sceaux, M. Chaumié, ne peuvent être couverts par la même excuse d'entraînement et de passion.

Nous craignons qu'avec la théorie admise par la Cour d'assises du Nord, il ne faille amnistier tous les faits dont les grévistes se seraient rendus coupables, car on pourra toujours très facilement trouver un lien de connexité entre la grève et le fait répréhensible.

199

COUR DE CASSATION (CH. DES REQ.)

22 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

NOTAIRES. — DISCIPLINE. — FAUTES. — 1° EXERCICE HORS DE SA RÉSIDENCE. — CONCURRENCE EXCESSIVE. — 2° OMISSION D'INSCRIPTION. — 3° INDÉLICATESSE. — CRÉANCIER ANTÉRIEUR A LA NOMINATION.

1° *En disposant qu'une résidence sera assignée à chaque notaire par le Gouvernement, l'art. 4 de la loi du 25 ventôse an XI a voulu pourvoir à l'intérêt public, en facilitant le recours au notaire et la conservation des minutes, et, en même temps, protéger chaque notaire contre les effets d'une concurrence excessive.*

Un notaire ne peut donc quitter sa propre résidence pour aller instrumenter dans une autre commune qu'autant qu'il y est spécialement appelé par les parties intéressées.

Spécialement, manque à ses devoirs professionnels le notaire qui, chaque semaine et à jour fixe, se transporte dans une commune hors de sa résidence pour y instrumenter, en y créant, dans une salle de café qui lui est réservée, une véritable succursale de son étude, au préjudice de ses confrères.

2° *Lorsqu'un notaire omet sciemment de prendre une inscription hypothécaire en vertu d'un acte d'obligation reçu par lui et trompe son client en lui faisant croire que cette hypothèque vient en premier rang, alors qu'en raison du retard apporté par lui à l'inscription, elle ne vient qu'après une autre inscription prise dans l'intervalle, il commet un manquement grave à ses devoirs professionnels, encore bien qu'aucun préjudice n'aurait été causé au client.*

3° *L'action disciplinaire s'exerce sur tout ce qui est de nature à porter atteinte aux règles de probité, de délicatesse et d'honneur, que les officiers publics sont tenus d'observer.*

Spécialement, un notaire commet un acte indélicat et contraire à la dignité professionnelle, de nature à justifier une action disciplinaire, lorsqu'après sa nomination, il laisse intentionnellement ignorer à un créancier le remboursement obtenu par lui de façon indélicate de diverses créances cédées à celui-ci, en garantie du prêt à lui consenti, et se laisse signifier par ledit créancier plusieurs commandements sans faire honneur aux engagements qu'il a pris, de rembourser cette somme aux échéances convenues à la suite d'une plainte portée contre lui au parquet.

T... c. Procureur général de Lyon.

Me T..., notaire, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 6 janvier 1905, rendu, en matière disciplinaire, au profit du Procureur général de Lyon.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique de cassation pris d'un excès de pouvoirs et de la violation des art. 4, 5 et 53 de la loi du 25 ventôse an XI ;

Attendu que le pourvoi fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir prononcé, contre un notaire, une peine disciplinaire à raison de trois faits qui ne constituent que l'exercice légitime des fonctions notariales, ou qui ne sont nullement contraires à la dignité professionnelle ;

Sur le premier fait :

Attendu qu'en disposant qu'une résidence sera assignée à chaque notaire par le Gouvernement, l'art. 4 de la loi du 25 ventôse an XI a voulu pourvoir à l'intérêt public, en facilitant le recours au notaire et la conservation des minutes et, en même temps, protéger chaque notaire contre les effets d'une concurrence excessive ; qu'un notaire ne peut donc quitter sa propre résidence pour aller instrumenter dans une autre commune qu'autant qu'il y est spécialement appelé par les parties intéressées ; que, par suite, le demandeur a manqué aux devoirs professionnels en se transportant, ainsi que le constate l'arrêt attaqué ,chaque semaine et à jour fixe, à O..., hors de sa résidence, pour y instrumenter et en y créant, dans une salle attenante au café-restaurant Chapuis, salle qui lui était alors spécialement affectée, une véritable succursale de son étude, au préjudice de l'un de ses confrères ;

Sur le 2e fait :

Attendu qu'il résulte également des constatations de l'arrêt attaqué que, dans un acte d'obligation hypothécaire reçu par lui, T... a omis sciemment de prendre hypothèque sur tous les biens affectés dans cet acte, à la garantie de la somme prêtée et a, ainsi, à l'insu du créancier, diminué le gage de ce dernier ; qu'il a, de plus, trompé son client en lui laissant croire que cette hypothèque venait en première ligne, alors qu'il ne l'avait fait inscrire que longtemps après, et à la suite d'une hypothèque consentie dans l'intervalle, et par son intermédiaire, au Crédit foncier ;

Attendu que c'est avec raison que la Cour d'appel de Lyon a considéré que ces faits, bien que n'ayant, en réalité, causé aucun préjudice au client de Me T..., n'en constituaient pas moins, à l'égard du notaire, un manquement grave et certain à ses devoirs professionnels;

Sur le 3e fait :

Attendu, enfin, qu'il résulte encore des constatations de l'arrêt attaqué que T..., après sa nomination comme notaire à E..., a intentionnellement laissé ignorer à une dame Dupressoir, le remboursement obtenu par lui, d'une façon indélicate, de diverses créances qu'il lui avait cédées en garantie d'un prêt de 13.000 fr., et s'était laissé signifier plusieurs commandements sans faire honneur aux engagements qu'il avait pris de rembourser cette somme aux échéances convenues à la suite d'une plainte portée contre lui au Parquet ;

Attendu que l'action disciplinaire s'exerce sur tout ce qui est de nature à porter atteinte aux règles de probité, de délicatesse et d'honneur, que les officiers publics sont tenus d'observer ; que la Cour d'appel de Lyon a pu, légitimement, retenir ce 3e fait comme indélicat et contraire à la dignité professionnelle ; qu'elle n'a donc ni commis un excès de pouvoirs, ni violé les articles de loi visés au moyen ;

Rejette.....

MM. DUBOIN rapp. ; FEUILLOLEY av. gén. — Me MORNARD av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Il a été déjà jugé plusieurs fois par les cours d'appel et par la Cour de

cassation que le notaire enfreint l'obligation de résidence qui lui est imposée lorsqu'il se transporte périodiquement, sans réquisition préalable des parties intéressées, dans une commune autre que celle de sa résidence légale, pour y instrumenter habituellement comme dans son étude : Caen 4 juin 1857 (D. 59.2.142) ; Agen 4 août 1857 (D. 57.2.164) ; Cass. 30 mai 1859 (D. 59.1.269) ; Caen 28 mai 1861 (D. 62.2.47) ; Cass. 8 mars 1864 (D. 64.1.304) ; 1er avril 1868 (D. 68.1.421) ; Bordeaux 13 mai 1872 (D. 73. 2.63) ; Grenoble 24 février 1875 (D. 76.2.114). V. Dalloz, Supp. au Rép., vo Notaire, no 21.

La jurisprudence reconnaît, en ce cas, aux tribunaux le droit de réprimer, par voie disciplinaire, les infractions ainsi commises. V. notamment : Grenoble 30 janvier 1856 (D. 56.2.92) ; Agen 4 août 1857, précité ; Cass. 22 août 1860 (D. 61.1.59) ; 1er avril 1868, précité. — *Adde :* Dalloz, *op. et verbo cit.*, no 25.

II.-III. — Sur les deuxième et troisième points : Toutes les infractions aux devoirs professionnels soit *légaux*, soit *moraux* des notaires, justifient l'exercice de l'action disciplinaire. V. Dalloz, Supp. au Rép., vo Notaire, no 302 et suiv.

Les faits mêmes étrangers à l'exercice de la fonction de notaire peuvent y donner lieu : Dalloz, Supp. au Rép., *verbo et loc. cit.*

TRIBUNAL DE PAIX DE QUIMPER

6 juin 1906.

Présidence de M. Lucas.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais.*

RESPONSABILITÉ CIVILE. — AUTOMOBILE.— TOURNANT DANGEREUX. — ABSENCE D'AVERTISSEMENT. — ART. 15, DÉCRET DU 10 MARS 1899. — CHIEN ÉCRASÉ. — SURVEILLANCE INSUFFISANTE. — RESPONSABILITÉ PARTAGÉE.

L'art. 15 du décret du 10 mars 1899 impose le devoir aux conducteurs d'automobiles de signaler, en cas de besoin, l'approche de leur véhicule au moyen d'une trompe, et l'exécution de cette prescription ne saurait être purement facultative et laissée à l'appréciation du chauffeur ; elle est au contraire obligatoire, en certains cas, laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux.

Est donc responsable de l'accident survenu à un chien de chasse. le conducteur qui, arrivant à un tournant dangereux de la route, n'a pas prévenu par un coup de trompe de son arrivée, omission qui n'a point permis au propriétaire de l'animal de le rappeler suffisamment à temps.

Cette responsabilité, il est vrai, est atténuée, par ce fait, que le chien n'était pas étroitement surveillé par celui sous la garde duquel il était.

Rocher c. de Plœuc.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Rocher réclame à de Plœuc, outre les dépens, la somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice qu'il lui a causé en écrasant, avec son automobile, le 5 février 1906, vers 6 heures et demie du soir, sur la route de Brest, à 2 kilomètres de Quimper, un chien de l'espèce Setter-Lavrach, qui accompagnait plusieurs personnes se promenant en cet endroit ;

Attendu que de Plœuc, tout en ne méconnaissant pas la matérialité du fait,soutient que sa responsabilité n'est nullement engagée, aucune faute, négligence ou imprudence, ne pouvant être relevée contre lui; qu'il s'est même porté reconventionnellement demandeur en 400 francs de dommages-intérêts pour réparation du préjudice qu'il a subi par suite d'une avarie causée par cet accident à sa voiture, de l'usage de laquelle il a été privé pendant quelque temps ;

Attendu qu'en présence du désaccord des parties, nous avons, par jugement interlocutoire du 21 mars dernier, ordonné la visite de lieux et autorisé le demandeur à prouver par témoins, que le conducteur de l'automobile menait sa voiture à une allure très vive, et avait négligé de « corner » à l'approche du groupe de promeneurs ; la preuve contraire, réservée au défendeur ; que, le 2 avril suivant, nous avons procédé sur les lieux à l'enquête ordonnée ;

En droit :

Sur la demande principale :

Attendu qu'elle comporte deux chefs, qu'il échet d'examiner successivement ; excès de vitesse et défaut de corner ;

En ce qui concerne le premier chef :

Attendu qu'il résulte des témoignages de M. et Mme Lagriffe, qui faisaient partie du groupe de promeneurs, que l'automobile, au moment de l'accident, marchait à une allure rapide ; que Mme Lagriffe déclare même qu'elle passa comme un éclair ; mais attendu qu'aucun témoin n'a pu fixer, même d'une façon approximative, la vitesse horaire de la voiture, qui pouvait être égale et même inférieure à celle de 30 kilomètres, qui est prévue et permise en rase campagne, par le décret réglementaire du 10 mars 1899 ; que cette allure normale peut cependant. être considérée comme très rapide, puisqu'elle permet de parcourir le kilomètre en deux minutes, et 50 mètres en six secondes ;

Attendu que, d'après Mme Lagriffe, l'automobile devait se trouver à 50 mètres environ au moment où elle fut signalée et, d'après M. Lagriffe, à 75 mètres ; que le premier témoin a eu, néanmoins, le temps de traverser la route à ce moment, en courant, il est vrai ; qu'il n'eût pu le faire si le véhicule avait marché à une allure supérieure et même égale au maximum de la normale, puisqu'il eût été obligé d'effectuer ce trajet en six secondes, temps matériellement insuffisant; qu'il est donc à supposer que l'allure était à ce moment, inférieure à la vitesse réglementaire ;

Attendu que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de tenir compte de l'appréciation des témoins, qui est basée uniquement sur une impression des plus fugitives, et ne présentant aucune certitude; que, par suite, il échet de rejeter comme non suffisamment justifié. ce premier chef de la demande ;

En ce qui concerne le deuxième chef :

Attendu que l'article 15 du décret du 10 mars 1899 impose le devoir aux conducteurs d'automobile de signaler, en cas de besoin, l'approche de leurs véhicules, au moyen d'une trompe ; que l'exécution de cette prescription ne saurait être purement facultative et laissée à la seule appréciation des chauffeurs ; que l'adoption d'une pareille interprétation aurait pour conséquence de rendre cette mesure illusoire ; qu'il y a lieu de déclarer que cette prescription est obligatoire, en cer-

tains cas, laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux ;

Attendu qu'il est contestable que les automobiles présentent pour la circulation un réel danger contre lequel la loi a voulu prémunir le public, en réglementant la vitesse de ces véhicules, et en donnant l'emploi en certains cas d'un signal avertisseur ;

Attendu qu'aucun des promeneurs n'a entendu le signal d'approche ; que seul, le témoin Hémery, qui travaillait à 500 mètres du lieu de l'accident, a perçu un coup de sirène donné à 600 mètres du même endroit, à la borne kilométrique n° 3, au-delà d'un tournant très brusque de la route ; que ce coup n'a pas été répété ;

Attendu qu'il ressort du constat des lieux qu'à la suite de ce tournant, à partir de la borne kilométrique n° 6 et jusqu'à la borne n° 4, la route forme de nouveau un coude prononcé, d'une déclivité assez sensible, formant un cercle de 180 mètres environ; qu'il était impossible aux personnes placées à l'une des extrémités de ce coude, comme l'étaient les promeneurs, d'apercevoir une automobile arrivant à l'autre extrémité ; que la présence du véhicule n'était visible que lorsqu'il apparaissait vers le milieu du tournant à la distance de 60 ou 70 mètres environ du groupe ;

Attendu qu'étant donnée la disposition du sol le conducteur aurait dû faire jouer la sirène avant d'arriver à ce tournant assez dangereux, afin de prévenir de son approche les personnes qui pouvaient se trouver devant lui à l'autre extrémité, et qu'il ne pouvait apercevoir ; que ce signal était d'autant plus nécessaire qu'il faisait nuit ; que cette route est très accidentée et fréquentée, et que le véhicule, ne se trouvant plus qu'à une petite distance de la ville de Quimper, pouvait rencontrer beaucoup de personnes ;

Attendu que cette route est connue, dans ses moindres parties, de de Plœuc qui la parcourt fréquemment ;

Attendu que si le signal avait été donné dans les conditions susindiquées, les promeneurs auraient eu le temps matériel d'appeler les chiens, qui les précédaient sur la route d'une cinquantaine de mètres environ, cette distance, d'après le constat des lieux, étant celle qui séparait l'endroit où se trouvaient les promeneurs de celui où s'est produit l'accident ; qu'il y a donc lieu de supposer que cet accident eût pu être évité, si le conducteur avait fait usage de la sirène ;

Attendu qu'il a engagé sa responsabilité en négligeant cette prescription qui était obligatoire dans la circonstance, à raison du danger qu'offrait la route en cet endroit ;

Attendu qu'on ne saurait prétendre que le chien était en état de divagation ; puisqu'il accompagnait et qu'il était sous la surveillance des personnes auxquelles son maître l'avait confié; qu'on ne saurait nier que ces dernières avaient le droit de circuler sur un chemin public avec cet animal ;

Mais attendu que cette responsabilité doit être très fortement atténuée à raison des circonstances dans lesquelles l'accident s'est produit ; qu'en effet, l'animal ne se trouvait pas à ce moment auprès des personnes qu'il accompagnait; qu'il s'en était écarté ; que, sans être absolument hors de leur surveillance, il n'était pas non plus sous leur garde immédiate ; qu'étant données la nature et l'extrême mobilité des animaux de cette espèce, ces personnes auraient dû s'assurer que le chien était assez près d'elles, de façon à pouvoir éviter des accidents toujours possibles ; que leur surveillance a été insuffisante ;

Attendu que de tout ce qui précède il y a lieu de décider qu'il y a eu imprudence de la part de Rocher et des personnes sous la garde desquelles se trouvait le chien, en laissant circuler cet animal, sans exercer sur lui une surveillance plus étroite ; que de Plœuc, de son côté, s'est rendu coupable de négligence en omettant de signaler l'approche de son véhicule dans un tournant dangereux de la route ; qu'il y a des deux côtés responsabilité partagée et égale ;

Mais attendu que nous ne possédons pas les éléments nécessaire pour connaître la valeur du chien ;

Par ces motifs,

Disons que par témoins ou autrement le demandeur sera tenu de nous fournir cette évaluation à telle audience qui sera ultérieurement fixée et à laquelle les parties seront avisées d'avoir à comparaître ;

Sur la demande reconventionnelle ;

Attendu que le demandeur ne justifie, ni n'offre de justifier le prétendu préjudice éprouvé par lui ; que cette demande, fondée sur un fait qui ne dérive pas exclusivement de la demande principale, a été uniquement formée pour se ménager la ressource de l'appel ;

Par ces motifs,

Disons qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter et la rejetons comme mal fondée ;

Et statuant contradictoirement, publiquement et en premier ressort :

Disons qu'il y a responsabilité partagée et égale des deux côtés, mais qu'il reste au demandeur à prouver, par les moyens ci-dessus, la valeur du préjudice éprouvé ;

Disons qu'il sera statué sur le sort des dépens dans le jugement de condamnation à intervenir.

Mes Alizon et de Chabre av.

NOTE. — L'art. 15 du décret du 10 mars 1905 se contente de dire : l'approche du véhicule devra être signalée en cas de besoin au moyen d'une trompe. Il nous paraît, avec le jugement rapporté, que c'est là une disposition impérative. Chaque fois qu'il en sera besoin, l'automobiliste doit prévenir par un coup de trompe. Le décret n'a pas, on le comprend, pu énumérer les cas de besoin beaucoup trop nombreux et variables. Il nous paraît certain qu'un tournant dangereux ne peut être abordé par un automobiliste qu'après avoir signalé son approche.

D'un autre côté, le propriétaire d'un chien qui laisse errer celui-ci, ou tout au moins ne veille pas étroitement sur lui, commet une imprudence qui atténue notablement la faute du conducteur d'une voiture automobile, qui, marchant à une allure rapide, écrase l'animal : Trib. civ. Pontarlier 26 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.658) ; *Adde :* Trib. paix Lunéville 15 février 1901 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902 v° Responsabilité civile n°s 485 et 486).

En ce sens : Imbrecq, l'Automobile devant la justice n° 44.

TRIBUNAL CIVIL DE MONTBÉLIARD

6 avril 1906.

Présidence de M. Poisson.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT. — DESTINATAIRE. — AVARIE. — PERTE PARTIELLE. — FUT D'ALCOOL. — ART.

105 NOUVEAU C. COM. — CONSTATATION SUR LA FEUILLE DE ROUTE. — PROTESTATION VALABLE. — ACTION EN INDEMNITÉ CONSERVÉE.

Il est de jurisprudence en matière de contrat de transport que si l'art. 105 C. com., modifié par la loi du 11 avril 1888, accorde un délai de trois jours au destinataire pour faire, en cas de perte ou d'avarie, des protestations dans les formes qu'il prescrit, ces formes ne sont pas nécessaires, lorsque ces protestations ou réclamations, ont eu lieu d'une manière formelle, et ont été consignées sur le reçu en prenant livraison.

Spécialement, s'agissant de manquant dans un fût d'alcool détérioré en cours de route, une compagnie de chemins de fer n'est pas fondée à prétendre opposer à l'action en indemnité du destinataire une fin de non-recevoir tirée de l'inaccomplissement des formalités prescrites par l'art. 105 C. com., alors qu'en fait, il est établi que la Compagnie a reconnu le manquant, que son chef de bureau l'a fait inscrire sur la feuille de route par son employé, que ce chef de bureau a reçu la facture du fût d'alcool, laquelle a été adressée à la Compagnie, et que cet employé a dit au réclamant : « Si la Compagnie est engagée, on paiera. ».

Cabinet c. Cie des chemins de fer P.L.M.

LE TRIBUNAL,

Vu les art. 103 et suivants C. com.;

Attendu que Cabinet réclame à la défenderesse : 1° 119 francs pour 119 litres d'eau-de-vie manquant dans un fût de 361 litres transporté par elle ; 2° 8 fr. pour détérioration du fût ; 3° 100 francs de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé ;

Attendu que, dans ses premières conclusions, la défenderesse a, pour repousser l'action dirigée contre elle, excipé de deux moyens: 1° du vice propre de la chose, mais qu'elle paraît avoir abandonné ce moyen puisqu'elle n'a sollicité aucune mesure d'instruction pour l'établir, alors qu'il est dénié ; 2° de l'inaccomplissement par le destinataire des formalités prescrites par l'art. 105 C. com., dans les trois jours de la réception de la marchandise;

Attendu, en fait, que de l'enquête à laquelle il a été procédé à l'audience, il résulte que la défenderesse a reconnu le manquant de 119 litres que son chef de bureau a fait inscrire sur la feuille de route, par le 2e témoin, son employé, et que le même 1er témoin a reçu de Cabinet, la facture qui a été envoyée à la Compagnie et que le 2e témoin a dit à Cabinet : « Si la Compagnie est engagée, on paiera » ; qu'il est donc établi que Cabinet a réclamé dans le délai voulu, à la défenderesse qui l'a fait écrire elle-même sur la feuille de route, par la main de ses employés, 119 litres d'eau-de-vie manquant, au prix de 1 franc le litre, dont il a été justifié par la remise de sa facture, qui a été adressée à l'administration de la Compagnie, par les soins de la gare de Montbéliard;

En droit :

Attendu qu'il est de jurisprudence, que si l'art. 105 C. com., modifié par la loi du 11 avril 1888, accorde un délai de trois jours au destinataire de la marchandise pour faire des protestations dans des formes qu'il prescrit, ces formes ne sont pas nécessaires lors que, comme dans l'espèce, ces protestations ou réclamations ont eu lieu d'une manière formelle et ont été consignées sur le reçu en prenant livraison (Cass. 15 juillet 1891 — D. 92.1.121) ;

Attendu que le cas soumis au tribunal est identique; que, d'autre part, dans ce sens,la protestation motivée, faite dans les trois jours, enseignent Lyon-Caen et Renault, suffit pour faire écarter la fin de non-recevoir étant entendu toutefois, que des réserves purement verbales, seraient inefficaces ; que le législateur de 1888 a voulu seulement empêcher des abus pour les réclamations postérieures à la réception des marchandises ; qu'il s'ensuit que l'exception de fin de non-recevoir de la défenderesse, tirée de l'inaccomplissement des formalités de l'art. 105 C. com.,n'est pas fondée, et qu'aux termes de l'art. 103 du même code, elle est garantie du préjudice éprouvé par Cabinet ; qu'il y a donc lieu de la condamner à rembourser au demandeur 119 francs pour 119 litres d'eau-de-vie manquant, perdus en cours de route, par suite de l'avarie du fût; et 8 francs pour détérioration dudit fût, ensemble 127 francs, mais qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts pour gain manqué, Cabinet, ayant pu remplacer la marchandise perdue pendant qu'il consommait les 242 litres restant, dont il a pris livraison ;

Attendu que la partie qui succombe, doit supporter les dépens ;

Par ces motifs,

Condamne la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, telle qu'elle est représentée,à payer à Cabinet la somme de 127 francs qu'elle lui doit en réparation du préjudice qu'il a éprouvé par suite de l'avarie survenue au cours de transport à son fût d'eau-de-vie de 361 litres ;

La condamne en outre aux intérêts de ladite somme à compter du jour de la demande, et en tous les dépens.

NOTE. — La jurisprudence admet que l'art. 105 nouveau C. com. doit être appliqué rigoureusement, en ce sens que l'action en indemnité contre le transporteur pour avarie ou perte partielle ne peut être conservée que par les moyens prescrits audit article, à savoir : la protestation par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée, dans les trois jours de la réception. C'est ainsi qu'il a été jugé que l'envoi d'une lettre non recommandée, alors même que le transporteur reconnaîtrait l'avoir reçue ne suffirait pas : Cass. 23 décembre 1891 (Gaz. Pal. 92.1.521 — D. 92.1.344 et la note) ; Cass. 11 février 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.345 — S. 1901.1.364 — D. 1901.1. 188). De même de simples réserves verbales au moment de la livraison : Cass. 8 novembre 1893 (D. 94.1.167 — Gaz. Pal. 93.2.555 et la note) ; Cass. 23 mars 1897 (Gaz. Pal. 97.1.578 — S. 97.1.283 — D. 97.1.612) ; Comp. Cass. 25 février et 16 avril 1896 (D. 96.1.404) ; Bourges 13 novembre 1893 (D. 94.2.372).

Mais, par contre, sont considérées comme suffisantes des réserves expresses consignées sur le reçu remis au transporteur : Cass. 15 juillet 1891 (D. 92.1.121 et la note). En pareil cas , en effet, l'acceptation du reçu revêtu des réserves constitue de la part du transporteur l'acceptation des réserves mêmes. *Sic.* : Cass. 22 janvier 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.300) ; 6 juillet 1904 (Gaz. Pal. 1904.2. 224) ; 15 mars 1905 et 20 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.536) ; 7 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.390) ; 10 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.164) ; 7 mai 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.646) ; 22 mai 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.25). Il en doit être de même, par

suite, des réserves inscrites sur le registre des sorties déposés, *ad hoc*, dans les gares de chemins de fer : Trib. com. Tarascon 29 janvier 1894, sous Cass. 29 janvier 1896 (D. 96.1.216) ; Trib. com. Seine 13 juillet 1893 (Gaz. Pal. 93.2.421 et la note). *Contrà :* des réserves consignées sur le bordereau de camionnage par le destinataire : Trib. com. Seine 23 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.303 — Pand. franç. 1901.2.248) ; Trib. civ. Lectoure 29 novembre 1900 (Gaz. Pal. 1901.1.269).

200

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

29 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — COMPÉTENCE. — JUGE DE PAIX. — APPEL.

Si les contestations entre les victimes des accidents et les chefs d'entreprise, relatives aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort, par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, il en est autrement des questions de compétence soulevées devant ce magistrat. Les décisions à leur égard sont sujettes à appel, conformément à l'art. 14 de la loi du 25 mai 1838.

Le tribunal de première instance, saisi de cet appel, a toute liberté pour statuer, sans qu'il ait à se préoccuper du jugement rendu sur le fond, par le juge de paix ; s'il confirme la décision par laquelle le juge de paix s'est déclaré compétent, la décision sur le fond aura été rendue en dernier ressort ; s'il l'infirme, la décision au fond, tombera par voie de conséquence.

Martine et Cie c. Deleporte.

MM. Martine et Cie se sont pourvus en cassation contre un jugement du tribunal civil de Lille, du 21 janvier 1904, rendu au profit de Deleporte, ouvrier victime d'un accident du travail.

Ils ont invoqué à l'appui de leur pourvoi notamment le premier moyen suivant :

« Violation des art. 1, 15, 16, 17 de la loi du 9 avril 1898, 14 de la loi du 25 mai 1838 et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement, saisi en appel d'un moyen d'incompétence fondé sur l'inapplicabilité à l'espèce de la loi du 9 avril 1898, a confirmé le jugement du juge de paix, sous prétexte qu'il s'agissait d'indemnité temporaire, sans rechercher, comme il le devait, si la loi de 1898 était ou non applicable, en l'état des circonstances et si, par suite, la compétence du juge se paix était légalement justifiée. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Vu l'art. 15 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que si les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprises, relatives aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, il en est autrement des questions de compétence soulevées devant ce magistrat ; que ses décisions à leur égard sont sujettes à appel conformément à l'art. 14 de la loi du 25 mai 1838 ; que le tribunal de première instance, saisi de cet appel, a toute liberté pour y statuer sans qu'il ait à se préoccuper du jugement rendu sur le fond par le juge de paix ; que, s'il confirme la décision par laquelle le juge de paix s'est déclaré compétent, la décision sur le fond aura été rendue en dernier ressort (art. 15 de la loi du 9 avril 1898) ; que, s'il l'infirme, la décision au fond tombera par voie de conséquence ;

Attendu que le jugement attaqué constate que Martine et Cie assignés par Deleport, leur ouvrier, qui se prétendait victime d'un accident du travail, en paiement de l'indemnité journalière du demi-salaire, ont conclu à l'incompétence du juge de paix ; que, sur l'appel qu'ils ont formé de la sentence de ce magistrat, qui s'était déclaré compétent et avait fait droit à la demande de Deleporte, le dit jugement refuse de rechercher si, comme le prétendaient les appelants, la hernie dont se plaignait Deleporte, était due à une cause autre qu'un accident du travail, par ce motif que, du moment qu'il s'agissait d'une demande en paiement du demi-salaire, « le juge de paix, quelles que soient les conclusions d'incompétence prises par le patron, statuait dans la plénitude de sa juridiction, sauf pourvoi en cassation » ; qu'en statuant ainsi le jugement attaqué a faussement appliqué et par suite violé l'article susvisé ;

Par ces motifs,

Et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen du pourvoi,

Casse,...

MM. Reynaud rapp. ; Melcot av. gén. — Me de Ségogne, av.

NOTE. — L'arrêt recueilli pose à nouveau des principes déjà consacrés par la Cour de cassation dans les arrêts du 3 février 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.274 — S. 1902.1.329 — D. 1902.1.100) ; du 17 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1904. 1.287) et du 5 décembre 1904 (Gaz. Pal.1904.2.629), et tire les conséquences nécessaires et logiques qui découlent de ces principes. Rapp. aussi : Cass. 27 octobre 1902 (S. 1902.1.519) ; 4 août 1902 (S. 1903.1.332).

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

9 mai 1906.

Présidence de M. Voisin.

OCTROI. — EXEMPTION. — TRAMWAYS URBAINS ET SUBURBAINS. — MATÉRIAUX.

Le concessionnaire d'un réseau de tramways dont certaines lignes sont urbaines et les autres suburbaines ne saurait être également exonéré pour les unes comme pour les autres des droits d'octroi sur les matériaux ayant servi à leur exécution dans le périmètre de la ville, s'il n'y a pas indivisibilité entre les différentes lignes.

On doit considérer comme lignes suburbaines, affectées à un service général et exonérées des droits

d'octroi celles qui, malgré la traversée de la ville, forment en quelque sorte un réseau complet, mettant en communication les diverses communes à travers lesquelles elles circulent ; tandis que le caractère urbain doit être attribué aux lignes exclusivement comprises dans le périmètre de l'octroi et correspondant à des besoins de circulation locale, d'un point à un autre de la ville.

D'autre part, le fait par un tramway urbain d'utiliser, en vue de la circulation, une partie minime d'une ligne suburbaine dans la traversée de la ville, ne change pas le caractère de celle-ci, et la partie ainsi rendue mixte n'en continue pas moins à bénéficier de l'exonération des taxes d'octroi, comme faisant partie, en réalité, du réseau suburbain.

Société grenobloise de Tramways électriques c. Ville de Grenoble.

La Société grenobloise de Tramways électriques s'est pourvue en cassation contre un jugement du tribunal civil de Grenoble, du 9 juin 1905, rendu au profit de la ville de Grenoble.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation de l'art.11 de l'ordonnance du 9 décembre 1814, de l'art. 148 de la loi du 20 avril 1810, du décret de concession du 10 janvier 1901, de l'art. 1134 C. civ., et des principes généraux en matière d'octroi :

Attendu que le pourvoi soutient que le décret du 10 janvier 1901, ayant concédé à la Société demanderesse un réseau de tramways, dont quelques-unes des lignes, étant intercommunales, sont destinées à un service d'intérêt général, toutes les lignes de ce réseau devaient être également exonérées des droits d'octroi sur les matériaux ayant servi à leur exécution dans le périmètre de la ville de Grenoble ;

Mais attendu que l'indivisibilité entre les lignes concédées, invoquée par le pourvoi, est formellement contredite, soit par les dispositions du décret précité, soit par les constatations de fait de la décision attaquée ; qu'en effet, aux termes du décret de concession, a été déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Isère, d'un réseau de tramways à traction mécanique, comprenant six lignes destinées à desservir Grenoble et sa banlieue ; que ce décret distingue les lignes du réseau concédé en lignes urbaines et lignes suburbaines, ces dernières destinées au transport des voyageurs, bagages et messageries, alors que les premières sont surtout destinées au transport des voyageurs et des bagages ;

Attendu que, d'autre part, il résulte des constatations des juges du fond, qu'ils ont considéré comme lignes suburbaines, affectées à un service général et exonérées des droits d'octroi, celles qui, malgré la traversée de la ville, formaient en quelque sorte un réseau complet, mettant en communication les diverses communes à travers lesquelles elles circulent, pour n'attribuer le caractère urbain qu'aux lignes exclusivement comprises dans le périmètre de l'octroi, et correspondant à des besoins de circulation locale, d'un point à un autre de la ville ; qu'ils ont également considéré que le fait par un tramway urbain d'utiliser, en vue de la circulation, une partie minime d'une ligne suburbaine dans la traversée de la ville, ne changeait pas le caractère de celle-ci, et que la partie ainsi rendue mixte n'en continuait pas moins à bénéficier de l'exonération des taxes d'octroi, comme faisant partie, en réalité, du réseau suburbain ; qu'il suit de là que, loin d'avoir violé les textes visés au pourvoi, le jugement attaqué, régulièrement motivé, en a fait une exacte application;

Rejette.....

MM. Dubois rapp. ; Feuilloley av. gén. — Me Perrin av.

NOTE. — Les matériaux employés à la construction d'un tramway sont passibles des droits d'octroi alors que le tramway ne dessert pas la commune, ne dépasse pas les limites de la ville et de la banlieue, ni celles de l'octroi : Cass. 3 février 1904 (S. 1904.1.521 — D. 1904.1. 475).

Mais les matériaux employés à la construction d'un tramway desservant plusieurs communes doivent bénéficier de l'exemption du droit d'octroi : Cass. 11 juillet 1898 (Gaz. Pal. 98.2.227 — S. 99.1.40 — D. 99.1.509).

Lorsque le tramway sert à la fois pour assurer les communications dans la ville, et les communications de la ville avec les communes limitrophes, son caractère est double, et s'il n'y a pas indivisibilité entre toutes les lignes du réseau il ne peut y avoir exemption complète : Rapp. : Cass. 3 juin 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.853) ; 2 août 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.383) ; 7 novembre 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.592) ; 22 mai 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.162) ; 31 octobre 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.514) ; Cons. d'Et. 9 mai 1902 (S. 1905.3.41 — D. 1902.3.41).

COUR D'APPEL DE POITIERS (1re Ch.)

11 avril 1906.

Présidence de M. Chamontin, premier président.

FAILLITE. — 1° FRAIS DE NOURRITURE ET DE DEUIL DE LA VEUVE DU FAILLI (ART. 1465 ET 1481 C. CIV.). — CRÉANCE COUVERTE PAR L'HYPOTHÈQUE LÉGALE.— 2° ASSURANCE SUR LA VIE. — PRIMES PAYÉES PAR LE FAILLI. — RAPPORT PAR LA FEMME (ART. 564 C.COM.).

1° Les sommes représentant les frais de nourriture et de deuil attribuées à la veuve par les art. 1465 et 1481 C. civ., doivent être maintenues lorsque le mari décède en état de faillite et sont couvertes par l'hypothèque légale ; ces avantages légaux, bien que non réservés par le contrat, devant être considérés comme ayant fait l'objet d'une stipulation tacite.

2° Le rapport à la faillite, par la veuve ou tout bénéficiaire d'une police d'assurance, des primes payées par le failli, est dû lorsque les sommes payées annuellement dépassent manifestement les ressources du mari.

Il n'est pas possible d'appliquer in terminis *les dispositions de l'art. 564 C. com., qui refuse à la femme du failli toute action contre la faillite, à raison des libéralités qui ont été consenties par contrat de mariage, alors que le mari était commerçant, où qu'il l'est devenu dans l'année qui l'a suivi ; l'on peut toutefois s'inspirer du principe, lorsqu'il s'agit des libéralités faites par le mari commerçant, durant le ma-*

riage, et hors de proportion avec ses ressources, sous forme de paiement des primes, en vue d'assurer un capital soustrait à l'action de ses créanciers ; par contre, durant la période où les affaires étaient prospères, lesdites primes ne sont pas rapportables.

Vve Bonnaud c. Clouzeau et Massé ès qual.

La Cour,

Attendu que la première difficulté porte sur la somme attribuée par les notaires à la veuve Bonnaud, en représentation de son deuil et de ses aliments, suivant les art. 1465 et 1481 C. civ. ;

Attendu qu'il s'agit là de prestations couvertes de la protection de l'hypothèque légale comme tous les droits qui naissent pour la femme du contrat de mariage, ces avantages, concédés par la loi, devant être considérés, bien que non expressément stipulés dans le contrat, comme ayant été l'objet d'une stipulation tacite ; que, du moment qu'ils sont garantis par l'hypothèque légale, ils subsistent, soit contre la communauté, soit contre la succession, même lorsque le défunt est décédé en état de faillite, mais qu'il convient, en cet état, d'avoir égard à la circonstance, et de s'inspirer de la disposition de l'art. 1481, qui veut que la valeur du deuil soit réglée selon la fortune du mari ;

Attendu que la deuxième difficulté concerne les primes des polices d'assurances payées par le mari ; que le capital desdites assurances, a été légitimement attribué à la femme, dans la mesure où il lui avait été maintenu durant la vie du mari, ce capital n'étant jamais tombé dans le patrimoine de ce dernier ;

Attendu, quant aux primes, qu'elles constituent une véritable libéralité aux dépens de la communauté, dont la femme d'un commerçant ne peut profiter que dans la mesure où l'avantage ne paraîtra pas en disproportion avec les ressources du mari, et ne sera pas une cause de trouble dans les affaires, et de préjudice pour les créanciers ; que, si l'on peut s'inspirer, à cet égard, des dispositions de l'art. 564 C. com., il faut reconnaître toutefois, que la situation respective des époux Bonnaud n'est pas celle qui y est prévue ; que ces dispositions, impératives, lorsque le mari était commerçant au moment du mariage, ou l'est devenu dans l'année qui le suit, ont cet effet fort grave qu'elles annulent,en cas de faillite, les libéralités irrévocables, consenties dans le contrat de mariage ;

Attendu que, si les mêmes raisons tendent à rendre suspectes, à raison de leur contemporanéité avec l'exercice de la profession de commerçant, les libéralités, d'ailleurs révocables, faites durant le mariage, à défaut d'un texte précis, la nullité, par rapport à la masse, ne peut en être prononcée de plein droit, mais que s'il ressort toutefois des circonstances de la cause qu'il y a eu chez le mari l'intention arrêtée de créer, par des sacrifices excessifs et hors de proportion avec sa fortune, un patrimoine qui échapperait à l'action de ses créanciers, les sommes employées à cet usage doivent être rétablies dans la faillite et non pas considérées comme un de ces dons permis entre époux, à cause de leur modicité ;

Attendu qu'il ressort du jugement déclaratif de faillite, prononcé le 25 juillet 1903, après le décès de Bonnaud, que, bien que l'état de cessation de paiements n'ait été reporté rétroactivement qu'au 30 juin 1900, bien antérieurement,c'est-à-dire sûrement, dès le 28 mai 1892, Bonnaud en était réduit à des expédients ; qu'à cette date, ne pouvant faire face aux nécessités de sa situation, et dans le but de se créer un instrument de crédit trompeur, il forma une société au capital nominal de 300.000 francs, sur lequel, pour sa part fixée à 200.000 francs, il se bornait à un apport de 24.808 fr., tandis que Méchain, son associé, dont la mise devait s'élever à 100.000 francs, ne disposait réellement que de 10.130 francs, et que, depuis lors, la vie commerciale ne se soutint que par une création et une circulation incessantes de valeurs fictives ;

Attendu que c'est cependant dans ces conditions, qu'il souscrivit une police à la Société « La Mutual Life », qui augmentait annuellement ses dépenses personnelles de la somme de 2.548 francs, en vue d'assurer, après lui, un capital de 40.000 francs ;

Attendu que l'intention de faire fraude à ses créanciers apparaît manifestement, et qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre les primes payées à « La Mutual Life » et celles payées à « La Winterthur », bien moins considérables, quoique ayant pour objet, un capital de 100.000 francs, dont le paiement n'était dû qu'en cas d'accident ; que le tout contribue à grossir un sacrifice excessif dans son ensemble ;

Attendu qu'il en doit être autrement, pour les primes payées antérieurement aux « Assurances Générales », durant la période de 1874 à 1892 ; que la prime s'élevait seulement à 1.035 francs, et que les ressources dont disposait Bonnaud étaient en ce moment plus sérieuses ; qu'en tout cas, le désordre de ses affaires n'apparaissant pas dès lors, il est permis de ne voir dans l'opération, qu'une pensée de prévoyance et de générosité aussi, il est vrai, moins déplacée, au profit de sa femme ;

Attendu qu'en 1892, date où la police fut résiliée, le capital de 40.000 francs à payer au décès de l'assuré devait se réduire à 18.661 fr, sur lesquels 4.913 fr. 65 seulement ont été touchés par la veuve Bonnaud ;

Attendu que cette somme se trouverait ainsi reprise intégralement à la bénéficiaire, mais que, pour les raisons ci-dessus exposées, il n'y a pas lieu d'en ordonner le rapport ; que la difficulté relative au prétendu paiement fait à la demoiselle Biolleau disparaît, le jugement n'étant pas attaqué de ce chef ;

Attendu que les parties succombent respectivement et qu'il y a lieu de passer les dépens comme frais privilégiés de faillite, sans qu'il y ait à prendre une disposition exceptionnelle pour tous droits, doubles droits, amendes de timbre et d'enregistrement perçus ou à percevoir sur toutes pièces ou conventions produites au procès ;

Par ces motifs,

Et ceux non contraires des premiers juges,

Statuant sur l'appel principal de la dame veuve Bonnaud, et sur l'appel incident de Clouzeau et Massé ès qualités, envers le jugement rendu, le 2 décembre 1905, par le Tribunal de Niort :

Réforme ledit jugement en ce qu'il a ordonné le rapport par la dame veuve Bonnaud, à la faillite Bonnaud, de la somme de 4.913 fr. 65, en représentation des primes payées par Bonnaud à la Cie des « Assurances Générales », et en ce qu'il l'a dispensée du rapport des primes payées à « La Winterthur », depuis l'année 1892,c'est-à-dire depuis la souscription de ladite police;

Dit, par suite, n'y avoir lieu au rapport de ladite somme de 4.913 fr. 65;

Ordonne, au contraire, le rapport de la totalité des primes payées à « La Winterthur », comme celles payées à « La Mutual Life », dans la proportion où la

veuve Bonnaud aura recueilli l'émolument des polices;

Réduit, d'autre part, à 100 francs la somme représentative des frais de nourriture et de deuil ;

Confirme, pour le surplus, le jugement entrepris ;

Ordonne la restitution de l'amende consignée ;

Passe les dépens comme frais privilégiés de faillite ;

Rejette toutes autres ou plus amples conclusions.

M. Mendès av. gén. — Mes Morand, Clouzeau, Massé et de Lacoste fils (ces derniers du barreau de Niort) av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La solution adoptée par l'arrêt rapporté nous paraît devoir être approuvée. Mais le motif donné nous semble comporter des réserves. Si les frais de nourriture et de deuil de la veuve sont couverts par son hypothèque légale, c'est précisément parce qu'il s'agit là d'une créance qui a sa source dans la loi et le mariage même et non pas, en réalité, d'un *avantage* résultant des stipulations du contrat de mariage. Si le droit d'imputer ces frais sur la succession du mari avait ce dernier caractère, l'art. 564 C. com., dont les termes sont absolus, en interdirait l'exercice à la veuve. Et on ne voit pas pourquoi le fait que cet avantage résulterait non pas des conventions expresses du contrat de mariage, mais d'une *stipulation tacite* ferait écarter la prescription de l'art. 564 C. com. La logique semblerait même devoir conduire *à fortiori*, à une solution contraire.

II. — Sur le deuxième point : La question de savoir si le capital d'une assurance sur la vie, au profit de sa femme, tombe dans l'actif de la faillite du mari et profite à la masse a donné lieu à de très vives controverses. On trouve des décisions dans le sens de la négative : Paris 1er août 1879 (S. 80.2.249 et la note de M. Labbé), et sur pourvoi un arrêt de rejet de la Chambre des requêtes : Cass. 2 mars 1881 (S. 81.1.145 — D. 81.1.401) ; Caen 6 décembre 1881 (Gaz. Pal. 82.1.435 — S. 83.2.33 — J. des assur., 82.55) ; Trib. civ. Seine 25 avril 1882 (J. des assur. 83.218) ; Trib. civ. Epernay 17 août 1882 (J. des assur. 83.237 — Monit. des assur. 83.171) ; Trib. civ. Mâcon 24 janvier 1883 (J. des assur. 83.303) ; Trib. civ. Lyon 18 mars 1885 (J. des assur. 85.262) ; Alger 9 juin 1885 (Gaz. Pal. 85.2.601 — S. 86.2.19) ; Douai 9 juin 1886 (Rec. période. des assur. 86.514) ; Amiens 8 mai 1888 (S. 88.2.177 et la note de M. Labbé) ; 31 mai 1889 (Rec. période. des assur. 89.127) ; mais la Cour de cassation paraît avoir définitivement adopté la solution contraire et réservé à la femme le bénéfice du capital assuré à l'encontre de la masse : Cass. 22 février 1888 (Gaz. Pal. 88.1.435 — S. 88.1.121 et la note de M. Crépon — D. 88.1.198 — J. des assur. 88.111 — Monit des assur. 88.292 — Rec. période. des assur. 88.111) ; 7 août 1888 (J. 81.1.97 — J. des assur. 88.454 — Rec. période. des assur. 88.130) ; 23 juillet 1889 (Gaz. Pal. 89.2.252 — S. 90.1.5 et la note de M. Labbé). V. également en ce sens : Paris 24 janvier 1874 (J. des assur. 74.373) ; Caen 14 mars 1876 (S. 77.2.332) ; Paris 4 juin 1878 (D. 79.2.25 — J. des assur. 78.447) et sur pourvoi arrêt de rejet : Cass. 10 novembre 1879 (S. 80.1. 337) ; Aix 24 mars 1886 (S.87.2.214 — J. des assur. 86.489) ; Besançon 2 mars 1887 (Gaz. Pal. 87.1.423 — S. 87.2.213 — J. des assur. 87.133 — Monit. des assur. 87.287 — Rec. période. des assur. 87.102) ; Lyon 1er mai 1888 (Gaz. Pal. 88.2.281 — J. des assur. 88.502) ;Nancy 17 janvier 1888 (J. des assur.88.433 — D. 89.2.153 et la note de M. Boistel) ; Paris 4 mai 1893 (Gaz. Pal. 93.2.275) ; Alger 17 octobre 1892 (Gaz. Pal. 92.2.533 — D. 93.2.314). Quant à ce qui concerne les primes qui ont servi à nourrir l'assurance, la Cour de cassation, après avoir, dans son arrêt du 22 février 1888, précité, déclaré inapplicables à la stipulation faite dans un contrat d'assurance sur la vie en faveur de la femme, les art. 559 et 564 C. com., a soin d'ajouter : « sauf le droit d'exiger, *suivant les circonstances*, la restitution des primes payées par l'assuré sur ses fonds personnels ». D'où il suit que, conformément à l'arrêt recueilli, les tribunaux auront à apprécier si les primes payées par le failli constituent en fait une libéralité rapportable à l'actif par la femme qui entend conserver le bénéfice de la police. « Il en sera ainsi, disent MM. Fuzier-Herman et Carpentier (Répert. gén. du Dr. franç., v° Assur. sur la vie, n° 720) au cas où, par son chiffre, la prime devra être considérée comme une partie du capital du failli, mais non si le montant de la prime, par son peu d'importance, rentre dans cette espèce de monnaie courante, de revenus destinés à être dépensés d'une façon ou d'une autre, auxquels on peut appliquer l'expression ancienne : *Lautius vixisset. Sic :* Cass. 7 août 1888, précité ; 23 juillet 1889, précité ; Aix 24 mars 1886, précité ; Nancy 17 janvier 1888, précité ; Trib. com. Caen 21 mai 1887 (J. des assur. 88.523 — Monit. des assur. 88.669). *Contrà :* Obligation de rapporter en tout cas les primes consacrée par : Bordeaux 21 mai 1885 (Gaz. Pal.85.2.601 — S. 86.2.38) ; Lyon 1er mai 1888, précité ; Trib. civ. Clermont-Ferrand 24 mai 1886 (J. des assur. 86.547) ; Trib. civ. Lyon 31 janvier 1891 (Monit. Lyon 11 mars 1891).

201

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

29 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — RÉVISION. — 1° AGGRAVATION. — INDEMNITÉ DU DEMI-SALAIRE. — PREUVE. — 2° EXPERTISE ET ENQUÊTE DEMANDÉES. — REJET. — MOTIFS INSUFFISANTS.

1° *La demande en revision de l'indemnité, fondée sur une aggravation de l'infirmité, par suite des conséquences d'un accident du travail, est ouverte pendant trois ans, à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive, qu'il s'agisse de l'indemnité afférente à une incapacité temporaire, ou de celle qui est allouée au cas d'incapacité permanente.*

2° *Et si une expertise ayant été ordonnée par les premiers juges, pour rechercher s'il existait une relation de cause à effet entre l'accident du travail et l'état actuel de la victime, celle-ci a conclu, en appel, à la confirmation du jugement, et a articulé, en outre, à l'appui de sa prétention, un certain nombre de faits, la cour ne peut rejeter l'expertise et l'offre en preuve, sans donner aucun motif à l'appui de sa décision à cet égard.*

On ne saurait d'ailleurs considérer des formules dubitatives, employées par l'arrêt à ce sujet, comme constituant des motifs suffisants.

Wagner c. Guitton.

Le sieur Wagner, ouvrier, victime d'un accident du travail, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la

Cour d'appel de Rennes, du 15 décembre 1903, rendu au profit de Guitton, chef d'entreprise.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique pris dans sa première branche :

Vu l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que la demande en revision de l'indemnité, fondée sur une aggravation de l'infirmité, par suite des conséquences d'un accident du travail, est ouverte pendant trois ans, à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive, qu'il s'agisse de l'indemnité afférente à une incapacité temporaire, ou de celle qui est allouée au cas d'incapacité permanente ;

Attendu que l'arrêt constate que Wagner, couvreur au service de Guitton, maître couvreur, a été victime en mars 1900 d'un accident du travail qui parut ne devoir entraîner qu'une incapacité temporaire, et dont les suites ont été réglées d'un commun accord entre les parties en avril de la même année ; que le 4 décembre 1902 Wagner, prétendant qu'il était atteint, par suite des conséquences de cet accident, d'une incapacité permanente, a demandé la révision de l'indemnité qui lui avait été accordée en avril 1900 ;

Attendu que ledit arrêt a déclaré la demande de Wagner. irrecevable par ce motif. que les allocations de rente étaient seules susceptibles de revision ; qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a violé l'article susvisé ;

Sur le même moyen pris dans sa seconde branche ;

Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu que l'arrêt attaqué a dit, en outre, que l'action de Wagner était mal fondée, par ce motif, qu'il n'était pas établi que l'état de Wagner fut la conséquence de l'accident de mars 1900, et qu'il y aurait bien plutôt lieu de le rattacher aux suites d'un autre accident qui lui serait survenu en mars 1901 ;

Mais attendu que les premiers juges avaient précisément donné mission à un expert de rechercher s'il existait une relation de cause à effet entre l'accident de mars 1900 et l'état actuel de Wagner ; que, devant la cour, celui-ci concluait à la confirmation du jugement de première instance, et qu'il articulait de plus, à l'appui de sa prétention, un certain nombre de faits dont il offrait la preuve ;

Attendu que l'arrêt attaqué a rejeté l'expertise et l'offre en preuves, sans donner aucun motif à l'appui de sa décision à cet égard; qu'on ne saurait considérer les formules dubitatives qu'il emploie, quand il s'explique sur la relation prétendue entre l'accident de 1900 et l'état actuel de Wagner, comme une négation ferme et souveraine de ladite relation, rendant par suite inutile toute mesure d'instruction ; qu'en statuant ainsi, il a violé l'article susvisé ;

Casse.....

Et renvoie devant la Cour de Bourges.

MM. Reynaud rap. ; Melcot av. gén. — Me Bressolles av.

NOTE. — Si la question a paru délicate à l'apparition de la loi du 9 avril 1898, la Cour de cassation a donné à l'art. 19 de la loi une interprétation conforme à l'intention du législateur, manifestée dans la loi récente du 31 mars 1905. Elle a décidé, en effet, déjà, que « l'indemnité dont l'art. 19 autorise la revision est aussi bien celle qui est accordée à la victime d'un accident en réparation d'une incapacité qui paraît ne devoir être que temporaire, que celle qui est allouée sous forme de rente viagère, lorsque l'incapacité est considérée comme permanente : Cass. 12 avril 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.570, et notre note sous cet arrêt) ; 13 février 1906 (Gaz. Pal. 1906. 1.320).

COUR D'APPEL DE ROUEN (2e Ch.).

12 avril 1906.

Présidence de M. Quénault.

1° PROMESSE DE MARIAGE-SÉDUCTION. — PREUVE. — NÉCESSITÉ D'UN COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT.

2° RESPONSABILITÉ CIVILE. — PÈRE DE FAMILLE. — FILS MAJEUR. — DOMESTIQUE. — SÉDUCTION. — ABSENCE DE FAUTE.

1° La fille mère qui, se disant abandonnée par son prétendu séducteur, veut agir en dommages-intérêts contre ce dernier, doit justifier qu'elle n'a été déterminée à céder à ses désirs, que par violence, artifice, manœuvre dolosive ou abus d'autorité.

Et si elle soutient seulement n'avoir consenti à des relations intimes qu'en raison d'une promesse formelle de mariage, il lui appartient de prouver la réalité de ladite promesse.

Cette preuve, pouvant d'ailleurs être juridiquement établie par voie d'enquête, même en l'absence d'un commencement de preuve par écrit:

2° Ne saurait constituer à la charge d'un père de famille une faute génératrice de responsabilité civile le fait d'avoir installé dans sa maison, à un même étage, où ils se trouvaient seuls, et dans deux chambres voisines, son fils et une jeune domestique, entre lesquels se sont nouées des relations suivies de grossesse et d'accouchement; alors du moins que les chambres, bien que rapprochées, n'étaient pas contiguës ; que l'âge des jeunes gens était respectivement de vingt-quatre ans et de vingt ans et demi, et enfin, que la jeune fille avait dans le voisinage sa mère, laquelle était parfois occupée à des travaux dans la maison.

Dlle A... c. C... père et C... fils.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que la Dlle A... prétend que le 1er mars 1898, étant âgée alors de moins de quinze ans, elle est entrée au service de C... père; que, vers avril 1900, C... fils, revint au domicile paternel et occupa une chambre au second étage de la maison, voisine de celle qu'elle occupait elle-même, alors que les autres membres de la famille C... restaient au premier étage ; que C... fils abusa de cette circonstance et de l'ascendant que lui donnait son âge et sa situation, pour lui faire la cour, et, enfin, obtenir d'elle, sur l'affirmation qu'elle serait sa femme, qu'elle consentît à avoir des relations intimes avec lui ; que ces relations ont continué jusqu'en novembre 1900, date du départ pour le service militaire de C... fils, et ont repris, à son retour

en octobre 1903 ; que, à la fin de novembre 1903, elle tomba enceinte des œuvres de C... fils, qui connut aussitôt la situation et en fit part à son père,quelque temps après;

Attendu que, pour éviter la malignité publique au Neubourg, l'état de grossesse, devant devenir apparent, et à cause de la présence chez son père. de la demoiselle C..., jeune fille de dix-huit ans, il fut convenu qu'elle et sa famille, qui habitaient le Neubourg, iraient s'installer à Saint-Pierre d'Autils, commune voisine de Vernon, où C... fils trouvait un emploi chez M. Rouget, quincaillier, en attendant qu'il prenne un fonds à son compte ; qu'elle quitta le service de C... père, le 6 mars 1904, et s'installa avec les siens à Saint-Pierre-d'Autils ; que son fiancé vint l'y voir très régulièrement, et dîner deux par fois par semaine, le mercredi et le dimanche, jusqu'au 11 août suivant, avouant publiquement son mariage prochain, et manifestant le désir que l'enfant attendu fût un garçon ;

Attendu que l'accouchement eut lieu le 29 août 1904, mais que C... avait quitté Vernon le 15 août, au lieu d'aller passer les jours de fête des 14 et 15 août à Saint-Pierre-d'Autils, comme c'était convenu, et s'était rendu au Neubourg ; que depuis cette époque, il l'a complètement abandonnée, que C... fils lui a causé un grave préjudice matériel et moral, dont il lui doit réparation; que C... père a sa grande part de responsabilité dans les faits susénoncés, par son imprudence et sa négligence ;

Attendu que la demoiselle A... a fait assigner C... fils et C... père, pour s'entendre condamner à lui payer chacun 10.000 francs à titre de dommages-intérêts ; que, sur cette demande, la demoiselle A..., appelante, a conclu devant la Cour à l'interrogatoire, sur faits et articles de C... fils, ordonné par arrêt du 27 janvier 1906, auquel il a été procédé le 6 mars dernier ;

En ce qui concerne C... père :

Attendu que le fait d'avoir installé son fils au second étage, où ils étaient seuls, dans une chambre assez rapprochée de celle de la demoiselle A... ne saurait suffire à constituer une faute rendant C... père, responsable des actes de son fils à l'égard de celle-ci ; que C... fils occupait au deuxième étage la chambre qu'il avait toujours occupée dans la maison ; que cette chambre, pour située qu'elle fut sur le même palier que celle de la demoiselle A..., n'en était pas contigüe; que le premier étage était déjà occupé par les autres personnes de la famille ;

Attendu qu'à l'époque où remonterait la grossesse, novembre 1904, C... fils était âgé de 24 ans et demi et la demoiselle A... de 20 ans et demi ; que la mère de la demoiselle A... habitait non loin du Neubourg et qu'elle était même parfois occupée à divers travaux de la maison A...; qu'on ne saurait trouver dans aucunes des autres circonstances de la cause la preuve d'une faute caractérisée à l'égard de C... père ;

En ce qui concerne C... fils :

Attendu que celui-ci, notamment dans son interrogotoire, méconnaît d'une façon absolue les faits allégués par l'appelante ;

Attendu que la demoiselle A... ne justifie d'aucune violence, artifice, manœuvre dolosive, ou abus d'autorité de la part de C... ;

Attendu qu'elle soutient seulement n'avoir consenti à des relations intimes avec lui que sur son affirmation qu'elle serait sa femme ; qu'elle n'en rapporte pas la preuve qui lui incombe ;

Attendu que cette preuve ne saurait résulter, ainsi qu'il est soutenu par l'appelante, des lettes adressées soit à la demoiselle A..., soit à son beau-père M. D..., par C... fils et C... père;que ces lettres ou l'envoi de subsides, accompagnant certaines d'entre elles, adressées notamment à Saint-Pierre-d'Autils, après le départ de Neubourg, montrent seulement que le père et le fils ne se désintéressaient pas alors de la demoiselle A..., où qu'une entente avait pu s'établir pour ledépart, à Saint-Pierre d'Autils, afin qu'on ignorât au Neubourg la grossesse de la demoiselle A...;

Attendu qu'il ne résulte ni des documents produits, ni d'aucun des faits de la cause, que la séduction, objet de la demande de dommages-intérêts, ait été déterminée par une promesse de mariage ;

Sur l'appointement de preuves :

Attendu, contrairement à ce qu'ont décidé à tort les premiers juges, qu'une offre de preuves pouvait être juridiquement reçue, mais qu'il n'échet de l'accueillir, les faits cotés n'étant ni pertinents, ni concluants;qu'en les tenant pour constants, ils ne prouveraient pas que la séduction dont se plaint la demoiselle A.... a été consécutive à une promese de mariage de C... fils ;

Vu l'art. 130 C. proc. civ., quant aux dépens ;

Par ces motifs,

Et ceux non contraires des premiers juges;

Sans s'arrêter, ni avoir égard à l'offre de preuves faite par la demoiselle A..., qui est rejetée, les faits n'étant ni pertinents, ni concluants ;

Confirme le jugement du Tribunal de Louviers ; dit qu'il sortira son plein et entier effet ;

Déclare l'action de la demoiselle A..., tant contre C... père, que contre C... fils, mal fondée; l'en déboute.

M. BRUNET subst. proc. gén. — Mes BAUDOIN et MARTIN av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La question de savoir si en matière de séduction déterminée par une promesse de mariage, la preuve testimoniale peut être admise sans un consentement de preuve par écrit est discutée en jurisprudence et en doctrine. Mais la plupart des décisions sont en sens contraire de notre arrêt : Douai 20 juin 1887 (Gaz. Pal. 87.2.75) ; Toulouse 5 mars 1888 (Gaz. Pal. 88.1.698) ; Rennes 21 juillet 1894 (Gaz. Pal. 94.2.388) ; Grenoble 2 février 1897 (D. 98.2.57) ; Trib. civ. Nice 14 février 1898 ; Trib. civ. Seine 14 mars 1899 ; Trib. civ. Pau 4 juillet 1901 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Promesse de mariage-séduction, n° 21). Comp. Bordeaux 13 mars 1900 (Pand. franç. 1902.2.212). *Contrà :* dans le même sens que la décision recueillie : Trib. civ. Carcassonne 15 février 1888 (Gaz. Pal. 88.2, Supp. 30) ; Caen 4 février 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Promesse de mariage-séduction, n° 43 — Rec. Rouen 1895. 44) ; Trib. civ. Seine 17 novembre 1898 (Gaz. Pal. 98. 2.707).

II. — Sur le second point : Comp. Trib. civ. Seine 5 février 1897 (Gaz. Pal. 97.1.245) ; Limoges 4 janvier 1898 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Responsabilité civile, n° 32 — Rec. Riom 1898-1899, 133).

COUR D'APPEL DE DOUAI

4 avril 1906.

Présidence de M. Paul, premier président.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE. — MAISON DE COMMERCE. — ENSEIGNE. — MAISON CONCURRENTE. — USURPATION. — RÉGION. — INTERDICTION POUR L'AVENIR. — PRÉJUDICE. — DÉFAUT DE PREUVE. — DEMANDE EN DOMMAGES-INTÉRÊTS. — REJET.

La propriété d'une enseigne telle que celle de : « Contentieux du Nord », donnée à un cabinet d'affaires n'est que relative et doit être limitée par l'intérêt réel et sérieux de celui qui se l'est appropriée.

Et si elle est, en général, purement locale et bornée au territoire de la ville où se trouve le fonds auquel elle est attachée, il en est cependant autrement lorsque la similitude des dénominations employées par deux maisons concurrentes dans deux localités de la même région peut amener une confusion et être une cause de préjudice.

Dès lors, s'agissant d'un même commerce (gérance d'un cabinet d'affaires), exercé par deux concurrents qui ne font point appel exclusivement aux habitants de la ville où est installée leur agence, mais qui sollicitent par une publicité très onéreuse, insérée dans les mêmes journaux et s'adressant aux mêmes lecteurs, le public de toute une région (celle du Nord, en l'espèce), celui de ces concurrents qui s'est le premier approprié la dénomination de : « Contentieux du Nord », est fondé à demander aux tribunaux d'interdire à l'autre, sous une astreinte, de continuer à faire usage de ladite dénomination.

Mais à défaut de preuve d'un préjudice dûment établi pour le passé, et quelle que puisse être la difficulté qu'il trouve à la rapporter il n'y a lieu de lui allouer des dommages-intérêts soit en argent, soit en prescrivant des insertions dans les journaux.

Lemue c. X... et Z...

La Cour,

Attendu que Lemue a créé à Maubeuge, en octobre 1903, un cabinet d'affaires litigieuses, de cession d'immeubles et de fonds de commerce et qu'il lui a donné la dénomination de : « Contentieux du Nord » ; que sous cette rubrique il a depuis lors fait, dans la région du Nord, un certain nombre d'opérations et s'est livré dans les journaux du Nord et, en particulier, dans ceux de Lille à une importante publicité ;

Attendu qu'en janvier 1905, X... et Z..., ont fondé à Lille une agence d'affaires à laquelle ils ont donné également la dénomination de : « Contentieux du Nord » ; qu'ils l'ont prise dans leur enseigne, dans leurs en-têtes de lettres et dans toutes les annonces qu'ils ont fait paraître dans les journaux ;

Attendu que la propriété d'une dénomination de cette nature n'est que relative ; qu'elle est limitée par l'intérêt réel et sérieux de celui qui se l'est appropriée ; que généralement elle est purement locale et bornée au territoire de la ville où se trouve le fonds auquel elle est attachée, mais qu'il en est autrement si la similitude des dénominations employées par deux maisons concurrentes dans deux localités de la même région peut amener une confusion et être une cause de préjudice ;

Attendu que par la nature même du commerce exercé par Lemue et par les intimés, chacun d'eux *ne fait point appel exclusivement aux habitants de la ville* où est installée leur agence, mais qu'ils sollicitent par une publicité très onéreuse le public de toute la région du Nord ; qu'à cet effet, ils font insérer dans les mêmes journaux des annonces s'adressant aux mêmes lecteurs ; que dans ces conditions le fait de la part des intimés d'avoir pris la dénomination que Lemue avait acquise antérieurement à eux est de nature à amener une confusion et à causer un préjudice à l'appelant ; que celui-ci est donc fondé à demander d'interdire à l'avenir, sous une astreinte, la continuation d'un état de choses abusif ;

Attendu toutefois que, pour le passé, Lemue ne rapporte pas la preuve précise d'un préjudice que l'on puisse apprécier et réparer ; qu'en conséquence, malgré la difficulté qu'il y a pour lui à rapporter cette preuve il ne peut lui être alloué de dommages-intérêts soit en argent, soit en prescrivant des insertions dans les journaux pour en tenir lieu ;

Par ces motifs,

Réformant le jugement dont est appel ;

Fait défense aux intimés d'employer à l'avenir pour leur agence d'affaires la dénomination de : « Contentieux du Nord » que Lemue avait acquise antérieurement à eux ;

Leur enjoint, en conséquence, de la supprimer de leurs en-têtes de lettres, autres papiers, réclames, de leur enseigne, ainsi que des annonces qu'ils font insérer dans les journaux, à peine de 500 francs de dommages-intérêts par chaque jour de retard pendant deux mois à partir du jour de la signification du présent arrêt, passé lequel délai il sera fait droit ;

Condamne solidairement X... et Z... aux dépens de première instance et d'appel.

Me Dubron av.

NOTE. — Il est de principe que la propriété d'une enseigne est une propriété relative, limitée par l'intérêt et protégée seulement par le principe général écrit dans l'art. 1382 C. civ. : Cass. 20 février 1888 (Gaz. Pal. 88.1. 413 — S. 88.1.301 — D. 88.1.315) ; 21 février 1888 (Gaz. Pal. et S. *ibid.*) ; 19 décembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.255 — Pand. franç. 99.1.188 — Ann. dr. com. 99.449) ; Limoges 19 décembre 1874 (D. 76.5.366) ; Orléans 12 février 1891 (D. 91.2.371). *Sic :* Allard, Traité théor. et prat. de la concurrence déloyale, n° 97 ; Ruben de Couder, Dict. de dr. com., Suppl., v° Enseigne, n° 1 ; Vandenbroucque, Des enseignes et de la concurr. déloyale par usurp. d'enseignes, nos 69 et suiv. De ce caractère relatif de la propriété de l'enseigne, la plupart des arrêts et des auteurs concluent que celui qui, le premier, a fait usage d'une enseigne ne peut, en principe, en interdire l'emploi à autrui que dans les limites de la localité où il est établi. Cass. 20 et 21 février 1888, précité ; Douai 31 mars 1843 (S. 43.2.327) ; Paris 21 juillet 1869 (Ann. propr. indust. 70, p. 290) ; Limoges 19 décembre 1874 (S. 75.2.167 — D. 76.5.366) ; Orléans 26 juin 1883 (D. 84.2.84). — *Adde :* Gastambide, Traité théor. et prat. des contref., p. 479 ; Pouillet, Traité des marques de fabr. et de la concurr. dél., n° 705 ; Maillard, note sous Trib. Seine 3 décembre 1896 (Ann. propr. indust. 1897, p. 21).

Toutefois, il a été jugé dans le sens de notre arrêt

qu'une maison de commerce dont la clientèle est, pour ainsi dire, européenne (dans l'espèce, les Grands magasins du Louvre), peut revendiquer la propriété de son enseigne même à l'étranger. En pareil cas, l'argument tiré des distances peut être une cause d'atténuation du préjudice causé, mais n'empêche pas le fait de la concurrence illicite, les industries étant les mêmes et s'adressant à la même clientèle : Liège 27 décembre 1885 (Ann. propr. indust., 87.282). *Sic :* Vandenbroucque, n° 80 ; Pouillet, n° 705. Jugé également qu'en tout cas, pour déterminer l'étendue du rayon dans lequel peut s'exercer le droit exclusif de se servir d'une enseigne, il faut moins considérer les décisions administratives de communes ou de cantons, que les limites dans lesquelles l'usurpation peut ou non être préjudiciable : Trib. com. Nantes 16 février 1889 (Rec. de Nantes 89.1. 170).

TRIBUNAL DE PAIX DU XIV^{e} ARRONDISSEMENT DE PARIS

31 mai 1906.

Présidence de M. de Leiris.

BAIL A LOYER. — RÉPARATIONS LOCATIVES. — DÉGRADATIONS VISIBLES. — SORTIE DE LOCATAIRE SANS PROTESTATION DU BAILLEUR. — TEMPS ÉCOULÉ.

Le bailleur qui, sans protestation régulière, laisse sortir son locataire des lieux loués, n'est plus, au bout de huit semaines, pendant lesquelles il a eu l'appartement à son absolue disposition, admissible à agir contre le locataire en paiement de dégradations locatives dont il était, d'ailleurs, facile de s'assurer au premier coup d'œil.

Lavergne c. Passadore.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par exploit du 22 mai 1906, Lavergne a cité Passadore en paiement de la somme de 66 francs, pour réparations locatives dans les lieux occupés par celui-ci dans la maison du demandeur, 239, rue d'Alésia ;

Attendu qu'il est constant que Passadore a quitté son appartement le 1er avril ;

Attendu qu'il est encore établi que les dégradations alléguées par Lavergne, de peu d'importance, du reste, étaient aisément visibles au premier coup d'œil, comme cela résulte, au surplus, du détail qu'il a produit à l'audience ;

Attendu qu'il n'est pas suffisamment justifié que Lavergne ait régulièrement fait des protestations relatives à ces dégradations, au moment du départ de son locataire ;

Attendu qu'il est de règle connue que lorsque, dans les conditions qui viennent d'être exposées, le propriétaire laisse librement sortir son locataire, il se rend désormais inadmissible à agir, en paiement des prétendues dégradations, à l'encontre de ce dernier, on ne peut, du moins, le faire qu'en un laps de temps très court, dont l'appréciation est abandonnée à l'arbitrage du juge ;

Attendu qu'il s'est, en fait, écoulé plus de huit semaines entre la sortie de Passadore et la date de la citation, et que, dans cet intervalle, les lieux ont été à l'absolue disposition de Lavergne ;

Attendu qu'en l'état, son action ne saurait donc être accueillie ;

Par ces motifs,

Rejette la demande, avec dépens.

NOTE. — La remise des clefs par le preneur et la réception sans protestation ni réserve par le bailleur implique que ce dernier n'a plus rien à réclamer à raison de l'exécution du bail et notamment au sujet des réparations qui pourraient être dues par le locataire. Sans doute il est fait exception à la rigueur de ce principe lorsqu'il s'agit de détériorations difficiles à apercevoir au premier coup d'œil. En ce cas, en effet, l'espèce de *quitus* résultant de l'acceptation des clefs sans réserves par le bailleur pouvant n'avoir pas eu lieu en connaissance de cause, on n'en saurait, équitablement induire que celui-ci a renoncé au droit de poursuivre le preneur en exécution des réparations locatives ou en paiement de leur montant. Mais il en est autrement, et le bailleur ne saurait plus agir contre le locataire, alors que, d'une part, il s'agit, comme dans l'espèce, de détériorations aisées à relever du premier coup d'œil, et que, d'autre part, il a laissé s'écouler entre la réception des clefs et sa réclamation un temps tel que le juge est fondé à en inférer qu'il avait renoncé à prétendre à des réparations locatives. De plus, comme le locataire n'est plus dans les lieux il serait injuste de le rendre responsable de dégradations qui ont pu avoir été faites après son départ et par d'autres que par lui. V. en ce sens : Trib. civ. Lille 21 mars 1898 (Nord judic. 99.292 — Rec. des sommaires, 1900, n° 94) ; Trib. paix Paris 19 décembre 1901 (Gaz. Pal. 1901.1. Table, v° Bail, n°53) ; 23 février 1903 (Loi 2 mars 1903). Comp. : Trib. paix Roye 1er avril 1898 (Monit. des Just. de paix 99.34) ; Trib. civ. Seine 8 février 1898 (Loi 12 février 1898 — Monit. Jud. Lyon 17 mars 1898). — *Adde :* Dalloz, Répert., v° Louage, n° 343.

202

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE).

28 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

CHOSE JUGÉE. — EFFETS. — QUALITÉ DE COMMERÇANT.

La femme condamnée comme commerçante au paiement de fournitures commerciales ne peut, sur la demande en faillite poursuivie ultérieurement contre elle par son créancier, contester la qualité de commerçante qui lui a été reconnue...

Encore bien que cette qualité ne résulte pas pour elle du dispositif de l'arrêt de condamnation, si, d'ailleurs, elle est affirmée dans des motifs qui se rattachent au dispositif par un lien nécessaire et ne peuvent ainsi en être séparés.

Epoux Rey c. syndic faillite Rey.

Les époux Rey se sont pourvus en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 2 juin 1902, rapporté Gaz. Pal. 1902.2.297, qui avait déclaré la dame Rey en état de faillite.

Arrêt :

LA COUR,

ur le second moyen du pourvoi :

Attendu qu'il résulte des qualités de l'arrêt attaqué et des décisions antérieures qui y sont visées que, par exploit du 11 mai 1897, Sibrac a assigné Rey en paiement de la somme de 4.006 fr. 75, pour prix de fournitures de farine faites à la boulangerie de Cadaujac ; que Rey, ayant soutenu que cette boulangerie n'était pas sa propriété, mais celle de la veuve Coulom, sa belle-mère, Sibrac a appelé en cause, par une nouvelle assignation du 22 mai 1897, ladite dame Coulom, ainsi que la dame Rey, qui avait fait personnellement un certain nombre de commandes, en vue d'obtenir de toutes les parties conjointement et solidairement, et, dans tous les cas, de l'une ou de l'autre d'entr'elles, le paiement des sommes dues ; que par jugement du 6 novembre 1897, le Tribunal de Bordeaux a mis le sieur Rey hors de cause, et a condamné les dames Coulom et Rey solidairement au paiement des sommes réclamées ; que, pour ce faire, il a constaté que si la patente était au nom de la dame Coulom seule, il était néanmoins certain que la dame Rey exploitait avec elle le commerce de la boulangerie, ainsi qu'il résultait des explications fournies à l'audience, et des pièces versées au débat, notamment des ordres de livraison signés de la dame Rey, et aussi d'une publication judiciaire relative à la vente du fonds indivis entre elles, qu'un arrêt de la Cour de Bordeaux du 28 octobre 1898 a confirmé ce jugement, en adoptant ses motifs, et en déclarant à nouveau que Rey n'avait pas exploité la boulangerie de Cadaujac en son nom personnel ; que si les commandes étaient faites par lui, il agissait pour le compte de sa femme et de sa belle-mère, qui avaient conservé des droits indivis sur le fonds de boulangerie laissé à son décès par le sieur Coulom ;

Attendu que ces deux décisions ont examiné, comme l'exploit introductif d'instance les y obligeait, la question de savoir si la femme Rey était ou non commerçante ; qu'elles l'ont résolue affirmativement et qu'elles sont passées en force de chose jugée ; que si leur dispositif prononce seulement une condamnation au paiement d'une somme d'argent, cette condamnation n'est que la conséquence de l'exercice par la femme Rey du commerce de boulangerie qui est formellement établi par les motifs ; qu'ainsi ceux-ci se rattachent par un lien nécessaire au dispositif et qu'ils ne peuvent pas en être séparés ;

Attendu que Sibrac n'ayant pu obtenir paiement de la condamnation prononcée à son profit a ultérieurement assigné les dames Coulom et Rey en déclaration de faillite ; que cette nouvelle demande était fondée sur la même cause que la précédente, et formée entre les mêmes parties agissant en la même qualité ;

Attendu que, dans ces circonstances, le jugement dont les motifs ont été adoptés par l'arrêt attaqué s'est fondé à bon droit, pour déclarer la faillite de la dame Rey sur ce qu'il avait été définitivement jugé par les jugements et arrêt susvisés que ladite dame était commerçante ;

Et attendu que ce motif suffit à justifier l'arrêt attaqué ; qu'il n'échet, dès lors, de rechercher si la dame Rey avait été ou non valablement autorisée par son mari à faire le commerce, ni, par suite, de statuer sur le premier moyen ;

Rejette...

MM. FALCIMAIGNE rapp. ; MELCOT av. gén. (concl. conf.). — Mes DUFOUR et MAYER av.

NOTE. — C'est là l'application de la jurisprudence constante aux termes de laquelle la portée du dispositif doit être déterminée « à l'aide des motifs qui lui servent de base, et dont il ne doit pas être séparé, et la chose jugée résulte alors virtuellement du dispositif de l'arrêt rapproché de ses motifs : Cass. 12 juillet 1902 (D. 1903.5. 123) ; 8 avril 1903 (D. 1904.1.541) ; 21 novembre 1899 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Chose jugée, n° 4 — D. 1900.1.18).

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE).

17 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — OUTRAGES. — CITOYEN CHARGÉ D'UN SERVICE PUBLIC. — AGENT DE CHEMINS DE FER. — MOTIFS INSUFFISANTS.

Est nul pour défaut de motifs l'arrêt qui prononce une condamnation pour outrages envers l'agent d'une Compagnie de chemins de fer préposé à l'enregistrement des bagages, et à ce titre citoyen chargé d'un ministère de service public, sans indiquer s'il s'agit ou non d'un agent assermenté de la Compagnie, et sans mentionner les circonstances dans lesquelles se seraient accomplis les faits de la prévention.

Dupuy.

Le sieur Dupuy s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 30 mars 1906, qui l'avait condamné pour outrages à un citoyen chargé d'un service public.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le pourvoi du nommé Dupuy (Alexandre) :

Sur le moyen relevé d'office et pris de la violation des art. 224 C. pén. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Vu lesdits articles ;

Attendu que le jugement dont la Cour a adopté les motifs énonce que le demandeur a outragé par paroles, gestes ou menaces, le sieur Grabeuil, agent de la Compagnie du chemin de fer, préposé à l'enregistrement des bagages et à ce titre citoyen chargé d'un ministère de service public ;

Attendu que ni le jugement par défaut, ni le jugement qui a statué sur l'opposition, ni l'arrêt, n'indiquent si le sieur Grabeuil était ou non un agent assermenté de la Compagnie du chemin de fer, non plus que les circonstances dans lesquelles, se seraient accomplis les faits de la prévention ; que, par suite, de cette omission de mentions essentielles qui équivaut à un défaut de motifs, la Cour de cassation se trouve dans l'impossibilité d'exercer son contrôle et que dès lors il y a eu violation des prescriptions de loi susvisées au moyen ;

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux, du 30 mars 1906, en tant qu'il a statué sur la prévention dirigée contre Dupuy.

MM. Berchon rapp. ; Lombard av. gén.

NOTE. — La Cour de cassation a jugé dans un arrêt du 24 janvier 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.397 — S. 1902.1.112 — D. 1902.1.144), que les compagnies de chemin de fer, bien qu'établies dans un but d'intérêt général et d'utilité publique, n'en sont pas moins des attributions privées, et les agents nommés par elles qui ne sont point assermentés ne reçoivent aucune délégation de l'autorité publique et ne remplissent pas, dès lors, un ministère de service public. Il n'en est différemment qu'en ce qui concerne les agents assermentés, lesquels, ayant reçu de la loi le pouvoir de constater certaines infractions et de dresser des procès-verbaux, sont investis d'une portion de l'autorité publique et sont protégés, à ce titre, lorsqu'il sont outragés dans l'exercice de leurs fonctions, par l'art 224 C. pén. — De là la nécessité pour le juge du fait d'indiquer à quelle catégorie appartient l'agent outragé, pour permettre à la Cour suprême d'exercer son droit de contrôle.

COUR D'APPEL DE DOUAI (1re Ch.).

26 mars 1906.

Présidence de M. Paul, premier président.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

1° APPEL EN MATIÈRE CIVILE. — TAUX DU RESSORT. — DEMANDE SUPÉRIEURE A 1.500 FRANCS EN PREMIÈRE INSTANCE. — DÉCÈS DU DÉFENDEUR. — APPEL DU DEMANDEUR. — FIN DE NON-RECEVOIR BASÉE SUR LA DIVISION DES OBLIGATIONS ENTRE LES HÉRITIERS (ART. 1220 C. CIV.). — DERNIER ÉTAT DES CONCLUSIONS DEVANT LE TRIBUNAL. — DROIT D'APPEL ACQUIS.

2° RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENT MORTEL. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — PRÉJUDICE MORAL.

1° *Le caractère des jugements au point de vue du premier ou du dernier ressort est déterminé par les conclusions prises au dernier état de la procédure, devant les premiers juges, et les variations que les événements peuvent faire subir à l'intérêt du litige ne sont pas susceptibles de changer les degrés de juridiction lorsqu'elles se produisent après la prononciation du jugement qui a statué sur les conclusions.*

Par suite, lorsqu'une personne ayant été assignée en paiement de dommages-intérêts supérieurs à 1.500 fr. et cette demande ayant été rejetée par le tribunal, appel est interjeté par le défendeur, les héritiers et légataires de cette personne décédée depuis le jugement ne sont pas fondés à prétendre que l'appelant est irrecevable sous prétexte que la demande de l'appelant s'étant divisée de plein droit entre eux, le chiffre en est inférieur à 1.500 francs à l'égard de chacun d'eux.

Le décès de leur auteur n'étant, en effet, survenu qu'après le jugement dont est appel, ce jugement conserve vis-à-vis d'eux le caractère qu'il avait vis-à-vis de lui.

2° *Les parents d'un enfant de seize mois mort des suites des blessures causées par un accident sont fondés à demander des dommages-intérêts à l'auteur responsable dudit accident à raison du préjudice moral qui leur a été causé par un pareil malheur, préjudice moral dont l'appréciation en argent est facile et doit être la juste compensation de leur douleur.*

Dewatine c. Consorts Gourion.

Le 4 janvier 1906, le Tribunal civil de Valenciennes statuant sur une demande en dommages intérêts introduite par M. Dewatine contre M. Dubois-Jénart, auteur des consorts Gourion, avait rendu la décision suivante, dont les termes indiquent suffisamment les circonstances de fait et de droit dans lesquelles se présentait le procès à juger.

Le Tribunal,

Attendu que le 22 juin 1905, à Anzin, la jeune Dewatine, âgée de 16 mois, fille du demandeur, a été grièvement blessée par des chevaux et une voiture appartenant au défendeur, et a succombé à ses blessures le 16 juillet suivant ; que le père de la victime réclame aujourd'hui à Dubois : 1° la somme de 699 fr. 25 pour remboursement des frais de toute nature et pertes de salaires que lui a occasionnés cet accident ; 2° celle de 5.000 fr. pour réparation du préjudice pécuniaire et moral que lui a causé la mort de sa fille ; que le défendeur qui ne méconnaît pas sa responsabilité civile, se déclare prêt à payer la première partie de ces sommes, mais soutient que le décès de cette enfant n'a causé aucun préjudice pécuniaire, et que le préjudice moral est de ceux qui ne comportent pas de réparation en argent ;

En ce qui concerne le préjudice pécuniaire prétendu:

Attendu que le jeune âge de la victime permet de repousser la demande de Dewatine sans autre examen ;

En ce qui concerne le préjudice moral :

Attendu que si la doctrine et la jurisprudence sont divisées sur le point en discussion, et si chacun des deux systèmes proposés peut être appuyé sur des arguments d'une valeur incontestable; que si aucun motif d'ordre purement juridique ne permet de rejeter à priori une pareille demande, à raison de sa seule nature, le tribunal croit devoir adopter jusqu'à un certain point l'opinion qui la repousse, et ce, tout en s'appropriant les motifs précédemment invoqués dans ce sens par d'autres considérations encore ;

Attendu qu'en effet, pour déterminer avec précision le chiffre de l'indemnité à allouer, en compensation du chagrin ressenti, il faudrait pouvoir rechercher quel degré d'affection, le demandeur éprouvait pour la personne de la victime ;

Attendu qu'une pareille recherche, qui d'ailleurs échappe à toute méthode d'examen, est de nature si intime, si délicate et si subtile, qu'elle ne saurait être susceptible d'aucune exactitude, même approximative; qu'en effet la douleur éprouvée par le demandeur, en telle matière, est d'ordre subjectif, essentiellement variable, suivant le tempéramment particulier de chacun et que les magistrats sont évidemment impuissants à mesurer son degré de sensibilité qui seul pourrait lui fournir les éléments d'une pareille estimation ; qu'à l'encontre de semblables actions, il y aurait lieu de craindre que le défendeur,dans le but de faire abaisser le chiffre de l'indemnité réclamée, ne discute la sensibilité affectée du demandeur, et même, ce qui serait plus déplorable encore, ne cherche,au moyen d'insinuations ou de révélations fâcheuses, à diminuer l'appréciation de la douleur de celui-ci en s'attaquant à la

personnalité morale du défunt, afin de démontrer que le chagrin, résultant de sa perte ne peut être très grand pour le survivant ; que de pareilles investigations, la dernière surtout, présenteraient un caractère tendancieux et parfois scandaleux incompatible avec la dignité et la délicatesse qui doivent caractériser les débats en justice; qu'enfin,la mort d'une personne pouvant ne pas affecter son conjoint ou son plus proche parent, il n'existerait aucun motif péremptoire d'interdire à d'autres que ceux-ci l'exercice d'une parcille action, et qu'on n'aperçoit pas dès lors quelle limitation pourrait être fixée en semblable matière ; que donc si ces sortes de demandes sont recevables en principe, puisque le défendeur a commis une faute qui cause un préjudice à autrui, il n'est pas possible de supputer le chiffre d'indemnité à allouer au demandeur sans toutefois que cette impossibilité puisse avoir pour consé quence de le faire déclarer irrecevable et par suite de faire supporter les dépens par la victime de cette faute; qu'en conséquence, pour sauvegarder ce principe de recevabilité, mais faute de pouvoir mesurer le préjudice moral, réellement souffert, il convient d'accueillir théoriquement ces sortes de demandes, mais de n'allouer à celui qui les forme qu'un chiffre de dommages-intérêts purement symbolique, assurant en outre la condamnation aux dépens du défendeur, lequel ayant commis un délit ou un quasi-délit ne doit pas sortir du procès complètement indemne ;

Par ces motifs,

Condamne Dubois-Jénart à payer à Dewatine : 1° 699 fr. 25 pour remboursement de ses dépenses et pour perte de salaire, avec intérêts judiciaires ; 2° un franc pour réparation du préjudice moral à lui causé ;

Le condamne en outre aux dépens.

Appel ayant été interjeté de cette décision par le sieur Dewatine postérieurement au décès du défendeur survenu dans les huit jours qui avaient suivi le prononcé du jugement, les consorts Gourion, ses légataires universels, prirent devant la Cour de Douai des conclusions d'irrecevabilité de l'appel ainsi motivées :

Sur la recevabilité :

Attendu qu'aux termes de l'art. 1er de la loi du 11 avril 1838, les tribunaux civils de première instance connaissent en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1.500 francs au principal ;

Attendu, d'autre part, que d'après l'art. 1220 C. civ. les dettes se divisent de plein droit entre les héritiers qui ne peuvent être poursuivis que pour la part dont ils sont tenus comme représentant le débiteur ; que par suite pour apprécier l'intérêt du litige où se trouvent engagées plusieurs personnes à titre d'héritiers, il faut considérer la part afférente à chacune d'elles dans la créance réclamée ;

Attendu que le mot héritiers, employé par l'art. 1220 C. civ., doit s'entendre non seulement des héritiers naturels, mais aussi de tous les successeurs à titre universels, tels que les légataires universels, que l'art. 371 ne contraint à contribuer aux dettes qu'au prorata de leur émolument ;

Et attendu en fait que Dubois-Jénart étant décédé, laissant les concluants comme légataires universels, la créance litigieuse du demandeur s'est trouvée réduite vis-à-vis de chacun d'eux d'un quart exactement à 5.669 fr. 25 : 4 = 1.417 fr. 31, c'est-à-dire à une somme inférieure au taux du second degré de juridiction ; que l'appel interjeté par Dewatine contre les consorts Gourion est donc irrecevable ;

Attendu qu'en vain on ferait valoir que le jugement a été prononcé avant le décès de Dubois-Jénart, et que pour savoir s'il est rendu en premier ou dernier ressort, il faut s'attacher uniquement à la demande telle qu'elle était formulée dans le dernier état des conclusions prises en première instance ; que les événements ultérieurs sont sans influence ; que notamment le décès postérieur de l'une des parties est impuissant à apporter aucun changement au caractère de la décision judiciaire ;

Mais attendu que les conclusions des parties n'ont pour but que de préciser le différend alors existant entre elles et d'en délimiter l'étendue ; qu'il résulte bien que sauf dans les cas prévus par l'art. 464 C. pr. civ, elles ne pourront soumettre d'autres difficultés à la cour, et que le contrat judiciaire ainsi formé détermine en principe le ressort vis-à-vis d'elles ; mais que ses effets ne sauraient être différents de ceux que pourrait produire un contrat ordinaire ; qu'au point de vue de la divisibilité de la dette entre les héritiers, il est soumis aux mêmes règles ; que le décès du débiteur entraîne dans tous les cas *ipso facto* au regard du créancier la division de la dette entre les divers héritiers ; que le droit d'appel en est lui-même essentiellement divisible, et qu'à l'égard de chacun des défendeurs, il est nécessairement subordonné au montant de la part lui incombant dans la dette litigieuse ; que l'art. 1221 ne le fait pas figurer au nombre des droits exceptionnels qui ne sont pas modifiés par le décès du débiteur et qu'il doit avoir le sort commun fixé par l'art. 1220, à tous ceux que les héritiers ou légataires trouvent dans la succession de leur auteur ; que par suite on ne saurait prétendre que le droit à l'appel était acquis au profit de l'intimé, avant le décès, alors qu'en fait, d'ailleurs, Dubois-Jénart étant mort avant l'expiration des huit jours suivant la reddition du jugement, appel n'aurait pu être interjeté de son vivant, aux termes de l'art. 449 C. pr. civ. ; que donc l'intérêt le plus élevé que présente le litige pour chacun des concluants étant en toute hypothèse inférieur à 1.500 fr., il serait manifestement contraire à l'ordre public d'en soumettre successivement l'appréciation à deux juridictions ;

Sur le fond :

Très subsidiairement, adoptant les motifs des premiers juges.

Arrêt :

La Cour,

Sur la recevabilité de l'appel :

Attendu que les intimés, héritiers et légataires universels de Dubois-Jénart, décédé postérieurement au jugement frappé d'appel, prétendent que la demande de l'appelant, s'étant de plein droit, divisée entre eux, le chiffre de cette demande est inférieur à 1.500 francs à l'égrad de chacun d'eux ; que, par suite, son appel est irrecevable ;

Attendu que le caractère au point de vue du premier ou du dernier ressort est déterminé par les conclusions prises au dernier état de la procédure, devant les premiers juges, et les variations que les événements peuvent faire subir à l'intérêt du litige, ne sont pas susceptibles de changer les degrés de juridiction lorsque, comme dans l'espèce, elles se produisent après la pro

nonciation du jugement qui a statué sur les conclusions ;

Attendu que le décès de Dubois-Jénart, n'étant survenu qu'après le jugement dont est appel, le jugement conserve vis-àvis de ses héritiers, le caractère qu'il avait vis-à-vis de lui ;

Au fond :

Attendu qu'en outre des 669 fr. 25,alloués à l'appelant pour remboursement de ses dépenses, et perte de salaires, il est manifeste qu'il a été frappé dans ses affections les plus chères ; que de pareils malheurs et de semblables douleurs sont la source d'un préjudice moral dont l'appréciation en argent est facile ;

Attendu que cette réparation ne doit être toutefois que la juste compensation de la douleur ;

Par ces motifs, et ceux non contraires des premiers juges ;

Déclare recevable l'appel interjeté par Dewatine ; élève à 100 francs, avec intérêts judiciaires, les dommages-intérêts alloués en outre des 669 fr. 25, montant de ses dépenses ;

Confirme pour le surplus le jugement entrepris ;

Condamne les intimés aux dépens d'appel.

M. Combris av. gén. — Mes Dournes et Allaert av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Il est de principe que la divisibilité de l'intérêt entre les parties en cause au point de vue de la détermination du ressort ne produit son effet qu'autant que la division s'est réalisée devant les juges et avant le jugement par eux rendu. Mais il en serait autrement si elle n'avait eu lieu que par l'effet du décès d'une des parties survenu postérieurement à la décision. Jugé dans le sens de notre arrêt, mais dans l'hypothèse inverse, que si, au moment de l'introduction de l'instance, ou même, pendant l'instance, le débiteur unique est décédé, et que la demande soit formée ou reprise contre ses héritiers collectivement, la demande est jugée en dernier ressort dans le cas où, en l'absence de tout principe d'indivisibilité, ou de solidarité, la part de ces héritiers se trouve réduite à une somme n'excédant pas 1.500 francs ; mais, que, si, au contraire, le décès du débiteur n'est survenu qu'après le jugement, ce jugement conserve vis-à-vis des héritiers le caractère qu'il avait vis-à-vis de leur auteur ; que, s'il a été rendu en premier ressort, il est, et reste susceptible d'appel, la faculté d'appeler étant, dans ce cas, un droit acquis à la partie qui succombe, droit transmissible à ses héritiers et représentants et que ceux-ci, quelle que soit leur part d'intérêt dans le procès jugé contre leur auteur, peuvent l'exercer comme aurait pu le faire leur auteur lui-même : Rennes 7 avril 1883 (D. 84.2.28 — S. 84.2.149). — *Adde :* Dalloz, Jur. gén., v° Degré de juridiction, n° 113 ; et C. procéd. civ. annoté, Appendice à l'art. 453, nos 86 et suiv., 121 et suiv., avec renvois à la jurisprudence ; Boitard et Colmet-Daage, Leçons de procédure civ., 13e édit., t. II, p. 9, note 1 ; Rousseau et Laisney, Dict. de procéd., v° Appel, nos 64 et 184 ; Rodière, Cours de compétence et de procéd., 4e édit., t. II, p. 49, 60.

II. — Sur le second point : La question de savoir si le dommage qui engage la responsabilité de son auteur, dans les termes des art. 1382 et suiv. C. civ., doit s'entendre non seulement du dommage matériel mais aussi du dommage moral, est vivement controversée en doctrine. V. dans le sens de l'affirmative : Larombière, sur les art. 1382 et 1383, nos 36 et 37 ; Sourdat, t. Ier, n° 35 ; Laurent, t. XX, nos 393, 395 et suiv.,525 ; Huc, t. VIII, n° 413 ; Aubry et Rau, t. IV, p. 748, 445 ; Demolombe, t. 31, n° 672 ; Le Sallyer, Act. pub., t. Ier, n° 263 ; Chausse, Rev. crit. 1895, p. 440 ; Fuzier-Herman et Darras, sur l'art. 1382, nos 557 et suiv. — *Contrà :* Trébutien, Cours élém. de Dr. crim., 2e édit., par Laisné-Deshayes et Guillouard, t. II, n° 145 ; Mangin, Traité de l'act. pub. et de l'act. civ., 3e édit.., par A. Sorel ; t. Ier , n° 145 ; Meynial, Rev. crit. 1894, p. 26 et 27. Mais en jurisprudence, la solution affirmative consacrée également par notre arrêt, paraît adoptée d'une façon assez constante par la majorité des décisions rapportées aux divers recueils. V. en ce sens : Cass. belge 17 mars 1881 (S. 82. 4.9) ; Bordeaux 30 novembre 1881 (S. 82.2.183) ; Bruxelles 13 janvier 1890 (S. 90.4.23) ; Alger 23 mai 1892 (S. 94.2.62 — D. 94.2.47) ; Caen 5 novembre 1895 (S. 98.2.95) ; Cour supér. de justice de Luxembourg 8 mai 1896 (S. 97.4.24) ; Lyon 17 juin 1896 (D. 98.2.164) ; Alger 22 juin 1900 (D. 1901.2.401). V. cependant *contrà :* Douai 23 janvier 1899 (S. 99.2.296).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

29 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

COMPÉTENCE COMMERCIALE. — COMMERCE MARITIME. — ACCIDENT. — MARIN. — ACTION EN RESPONSABILITÉ.

L'action en responsabilité intentée par la veuve d'un marin à raison du décès de celui-ci, survenu au cours des opérations de renflouement du navire n'est pas de la compétence exclusive du tribunal de commerce si elle est basée non sur une faute contractuelle, mais sur un quasi-délit dont l'armateur serait responsable.

Vve Balzanti c. Compagnie générale transatlantique.

La veuve Balzanti s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Aix, du 15 juillet 1903, rendu au profit de la Compagnie générale transatlantique.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 1er de la loi du 9 avril 1898, 11 de la loi du 21 avril 1898, 1382 et suivants C. civ., 634 C. com., 7 de la loi du 20 avril 1810, fausse application des art. 5 et 6 de la loi du 21 avril 1898, 633 C. com., en ce que l'arrêt attaqué a refusé compétence au tribunal civil pour statuer sur la demande d'indemnité formée contre une Compagnie de navigation maritime, par la veuve d'un marin décédé après le naufrage du navire sur lequel il était embarqué, et fondée sur la responsabilité quasi-délictuelle. »

Arrêt :

La Cour,

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Vu l'art. 1382 C. civ.;

Attendu qu'il résulte des déclarations de l'arrêt attaqué, que le navire Kléber, s'étant, en décembre 1901, échoué aux embouchures du Rhône, des tentatives furent faites, dans les jours qui suivirent l'échouement, pour renflouer ce navire, et que c'est au cours de ces opérations que Belzanti, qui y était employé par la Compagnie générale transatlantique, s'est noyé ;

Attendu que, pour réclamer, dans ces circonstances,

des dommages-intérêts à la Compagnie, la dame Balzanti, agissant ,tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs, se fondait sur le préjudice que leur avait causé l'accident dont Balzanti avait été victime ; qu'à cet effet, elle invoquait non une faute contractuelle, résultant des engagements de son mari avec la Compagnie transatlantique, mais un quasi-délit dont elle entendait faire déclarer la Compagnie directement responsable envers elle et ses enfants ; qu'elle a donc pu saisir le Tribunal civil de Marseille de son action, et que, dès lors, en déclarant la juridiction commerciale seule compétente, la Cour d'Aix a violé l'article ci-dessus visé ;

Casse...

MM. DURAND rap. ; MELCOT av. gén. (c. conf.). — Mes DE VALROGER et DAMBEZA av.

NOTE. — Le caractère d'acte de commerce donné à l'engagement des gens de mer par l'art. 633 C. com. est exceptionnel ; il ne peut être attribué qu'à l'action relative à l'exécution même de cet engagement ; il ne peut être étendu à toute action civile dont l'engagement serait seulement l'occasion.

Dans l'espèce, l'action exercée par la veuve tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs avait pour objet non pas l'exécution du contrat d'engagement, mais la réparation d'un préjudice personnel provenant de la faute reprochée à la compagnie ; elle avait donc son fondement uniquement dans un quasi-délit. Or, il est de jurisprudence que le tiers qui invoque un quasi--délit peut, à son choix, assigner celui-ci devant la juridiction civile ou devant la juridiction commerciale : Cass. 28 octobre 1896 (Gaz. Pal. 96.2.569 — S. 97.1.436). Rapp. Besançon 1er décembre 1880 (D. 81.2.65) ; Aix 14 juin 1870 (D. 72.2.97).

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re CH.)

28 mars 1906.

Présidence de M. Rack, premier président.

FAILLITE. — SYNDICS. — POUVOIRS. — DÉSISTEMENT. — FORMALITÉS. — ART. 487 C. COM. — PROCÉDURE. — IRRÉGULARITÉ.

Le désistement de l'action par un syndic (en l'espèce le désistement d'un pourvoi en cassation après arrêt d'admission de la Chambre des requêtes), est un acte de disposition analogue à la transaction, et doit, dès lors, être soumis aux formalités de l'art. 487 C. com.

Or, aux termes dudit article, c'est au syndic qu'il appartient de prendre, sous sa responsabilité, l'initiative d'une transaction, tel étant nécessairement l'acte initial de la procédure et l'ordonnance du juge-commissaire, et, le cas échéant, le jugement d'homologation n'intervenant qu'après que le syndic s'est prononcé et a reconnu que la transaction est avantageuse pour la masse qu'il représente.

Dès lors, quand un syndic, au lieu de proposer un désistement d'action se borne à demander au juge-commissaire comme au tribunal ce qu'il doit faire, sans s'expliquer d'ailleurs,sur l'intérêt de la masse au désistement, le tribunal de commerce, en homologuant dans ces conditions l'ordonnance du juge-commissaire qui autorise le désistement, statue sur un acte qui, sans doute, rentrait dans les attributions du syndic, mais qui, en réalité, n'existait pas.

Par suite, la procédure ainsi engagée manque de base et est irrégulière, et le jugement d'homologation doit être annulé ; en décider autrement, ce serait supprimer une garantie essentielle pour la faillite, et fausser l'esprit comme le texte de l'art. 487 C. com.

Lefèvre c. Fonlupt et syndic faillite Fonlupt.

LA COUR,

Attendu que Charles Lefèvre, l'un des créanciers de la faillite Fonlupt, a interjeté appel d'un jugement rendu par le Tribunal de commerce d'Elbeuf-sur-Seine qui homologue une ordonnance du juge-commissaire de cette faillite et autorise, en conséquence, le syndic à se désister d'un pourvoi par lui formé devant la Cour de cassation et admis par la Chambre des requêtes par arrêt du 13 juillet 1904 contre un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 26 mai 1903, lequel avait rejeté une demande en report d'ouverture de la faillite ;

Attendu que le désistement de l'action par un syndic de faillite est un acte de disposition analogue à la transaction et doit, dès lors, être soumis aux formalités de l'art. 487 C. com. ; qu'il s'agit de rechercher si ces formalités ont été ou non observées dans l'espèce ;

Attendu que, par délibération du 17 janvier 1905, les créanciers de la faillite réunis sous la présidence du juge-commissaire ont émis à l'unanimité, moins une voix, celle de l'appelant, l'avis qu'il n'y avait pas lieu de suivre l'instance devant la Chambre civile ;

Attendu qu'à la suite de cette délibération, Lefèvre, syndic, a exposé dans une requête au juge-commissaire « qu'il se demande s'il doit, pour déférer au désir manifesté par la presque unanimité des créanciers, se désister du pourvoi par lui formé, ou s'il doit, au contraire, en présence de l'admission par la Chambre des requêtes et étant donné que l'un des créanciers exige que l'instance suive son cours, refuser de se désister ; qu'il ne veut et ne peut prendre aucune décision sans l'autorisation du juge-commissaire » ;

Attendu qu'ensuite, après l'ordonnance du juge-commissaire autorisant le désistement, le syndic a soumis cette ordonnance au Tribunal de commerce d'Elbeuf-sur-Seine pour qu'il apprécie s'il y a lieu d'homologuer ladite ordonnance, ou bien de l'autoriser à suivre l'instance ; que c'est dans ces conditions qu'est intervenu le jugement dont est appel homologuant l'ordonnance du juge-commissaire et autorisant le syndic à se désister du pourvoi par lui formé ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 487 C. com., c'est au syndic d'une faillite qu'il appartient de prendre sous sa responsabilité l'initiative d'une transaction ; que tel est l'acte initial de la procédure, l'ordonnance du juge-commissaire et, le cas échéant, le jugement d'homologation n'intervenant qu'après que le syndic s'est prononcé et a reconnu que la transaction est avantageuse pour la masse qu'il représente ; qu'en fait le syndic n'a pas proposé un désistement puisqu'il demande au juge-commissaire, comme au tribunal, ce qu'il doit faire, sans s'expliquer, d'ailleurs, sur l'intérêt de la masse au désistement ; que, dès lors, le tribunal, en homologuant l'ordonnance du juge-commissaire, a

statué sur un acte qui, sans doute, rentrait dans les attributions du syndic, mais qui, en réalité, n'existait pas ; que la procédure ainsi engagée manque de base et est irrégulière ; que décider autrement, ce serait supprimer une garantie essentielle pour la faillite et fausser l'esprit, comme le texe, de l'art. 487 ;

Vu l'art. 130 C. proc. civ. ;

Donne acte à Lefèvre ès qualités de ce qu'il déclare s'en rapporter à justice sur l'appel interjeté par le sieur Charles Lefèvre contre le jugement réndu par le Tribunal de commerce d'Elbeuf-sur-Seine, le 14 avril 1905 ;

Et réformant :

Dit et juge que l'action du syndic Lefèvre était irrecevable, l'en déboute ;

Condamne Fonlupt et Lefèvre, ès qualités, aux dépens de première instance et d'appel à employer en frais privilégiés de faillite.

M. Réguis av. gén. (concl. conf.). — Mes Chardin et Jouvin av.

NOTE. — L'arrêt recueilli a statué sur une question pratique fort intéressante et l'a, à notre avis, solutionnée dans un sens conforme aux principes. Tout d'abord il ne paraît pas douteux que le désistement d'action doive être assimilé à la transaction au point de vue des formalités exigées par la loi en matière de faillite (art. 487 et 535 C. com.). Cette solution était déjà admise en jurisprudence dès avant la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire : Cass. 23 février 1885 (S. 86.1.150 — D. 85.1. 284) ; et sur renvoi : Orléans 17 avril 1886 (Journ. des faill. 86.291). Elle paraît s'imposer encore davantage aujourd'hui que la loi du 4 mars 1889, dans son art. 7, § 1er, a assimilé, au point de vue de la liquidation judiciaire, le désistement à la transaction. V. depuis cette loi : Cass. 15 juin 1900 (S. 1900.1.512) ; Pau 4 juillet 1898 (S. 98.2.296). *Sic :* Esnault et Planquette, Traité des faill. et banqueroutes, n° 297 ; Laroque-Sayssinel et Dutruc, Formulaire gén. des faill., t. Ier, n° 584 ; Rousseau et Defert, Code annoté des liquid. judic., des faill. et banquer., t. Ier, p. 177, sur l'art. 487, n° 18 ; MM. Lyon-Caen et Renault, après avoir admis dans leur Précis de dr. com., t. II, n°2848, qu'à défaut de texte spécial, le syndic jouissait des pouvoirs les plus étendus en matière de désistement, se sont, dans la deuxième édition de leur Traité, t. V, n° 514, ralliés à l'opinion contraire. Toutefois, il faut noter, que même dans cette opinion, les formalités de l'art. 487, ne sont exigées qu'au cas où il s'agit d'un *désistement d'action*, pouvant, par conséquent, anéantir définitivement les droits de la masse. Que s'il n'était question que d'un *désistement d'instance*, le syndic puiserait dans ses pouvoirs d'administrateur des pouvoirs suffisants. V. Cass. 23 février 1885, précité, et les auteurs indiqués. Dans notre espèce, bien que l'arrêt recueilli parle de désistement d'action, il paraît bien résulter de la lecture de l'ensemble du texte dudit arrêt, qu'en réalité il s'agissait d'un simple désistement d'instance, puisque la question était de savoir s'il fallait plaider devant la Chambre civile de la Cour de cassation sur un pourvoi admis par la Chambre des requêtes. Mais il convient d'observer que, en fait, ce désistement d'instance avait toute la portée d'un désistement d'action. En effet, si le syndic se désistait, la décision qui **avait rejeté la demande en report** d'ouverture de la faillite devenait définitive et la masse ne pouvait plus, dans **l'avenir, introduire à nouveau** une pareille demande. **Dans ces conditions, la question de savoir si les formalités de l'art. 487 C. com., étaient nécessaires pour la validité du désistement se posait donc et la cour a décidé avec raison qu'elles s'imposaient.**

Mais, ce point étant résolu, la procédure suivie par le syndic était-elle régulière ? Non, répond l'arrêt, et avec raison, pensons-nous. En effet, l'art. 487 ne dit pas que ce sera au juge-commissaire d'abord, puis au tribunal au second degré, en quelque sorte, à trancher la question de savoir s'il y a lieu, pour la masse, de transiger (ou de se désister). Les termes mêmes de l'art. 487 : « Les syndics pourront, avec *l'autorisation* du juge-commissaire et le failli dûment appelé, transiger, etc. », impliquent que c'est au syndic seul qu'il appartient de prendre un parti et c'est seulement dans le cas où se décidant pour la transaction ou le désistement, il s'agit de les mettre à exécution qu'il doit solliciter par une requête dûment motivée l'autorisation du juge-commissaire puis l'homologation du tribunal. En un mot, c'est au syndic à décider. Quant au juge-commissaire il lui appartient de donner une approbation après quoi le tribunal rendra la transaction ou le désistement exécutoire, mais il n'appartient ni à l'un ni à l'autre de donner une consultation au syndic ni de trancher une question dont la solution lui incombe sous sa propre responsabilité.

203

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle).

31 mars 1906.

Présidence de M. Bard.

TRIBUNAUX. — TRIBUNAUX CIVILS. — COMPOSITION. — DROIT IMPARTI AU PREMIER PRÉSIDENT. — DÉSIGNATION DE JUGE SUPPLÉANT.

La disposition de l'art. 6 de la loi du 30 août 1883, modifiée par celle du 19 avril 1898, accordant au premier président le droit de désigner un juge suppléant pour remplir les fonctions de juge dans un autre tribunal du même ressort lorsque ce tribunal est dans l'impossibilité de se constituer, n'a pu vouloir autoriser et de fait n'a autorisé que la désignation d'un seul juge : le droit ainsi imparti au premier président a, par sa nature même, un caractère rigoureusement exceptionnel et ne peut, dès lors, admettre aucune extension. Dès lors, le jugement rendu par le tribunal composé de deux juges suppléants désignés par le premier président et par un avocat est nul.

Ministère public c. Courcelle et autres.

La Cour,

Vu la requête du procureur général de Bordeaux ;

Attendu que la déclaration de pourvoi du procureur général entreprend à la fois des dispositions contenues dans deux arrêts de ladite cour du 15 février 1906, le premier portant annulation pour avoir été rendu par un tribunal irrégulièrement constitué, d'un jugement du Tribunal correctionnel de Bergerac dans la cause de Courcelle Jean-Henri, Belloc Marie et Jeannot Marie, le 2e statuant par voie d'évocation et portant condamnation de Courcelle à une année d'emprisonnement et à la relégation, de Belloc à six mois et de Jeannot à deux mois d'emprisonnement ; que, d'autre

part, la déclaration de pourvoi de Courcelle vise également les dispositions de ces deux arrêts ; joint les dits pourvois et y statuant :

Sur le pourvoi du procureur général à l'égard de Jeannot Marie :

Vu les art. 177, 373, 416 Code instr. crim. ;

Attendu que les deux arrêts précités ont été rendus par défaut à l'égard de la susnommée ; qu'ils étaient encore susceptibles d'opposition lorsqu'ils ont été l'objet du pourvoi déclaré par le procureur général le 19 février dernier ; que ce pourvoi dirigé contre des décisions non définitives au moment où il a été formé est donc irrecevable ;

Sur le pourvoi de Courcelle contre le premier arrêt :

Attendu que le prévenu ne peut être admis à attaquer un arrêt qui a fait droit entièrement à ses conclusions et a rejeté celles du ministère public ;

Sur le pourvoi du procureur général contre le même arrêt en ce qui touche les prévenus Courcelle et Belloc :

Attendu que ce pourvoi est recevable, le procureur général ayant entrepris en même temps l'arrêt sur le fond ;

Sur l'unique moyen proposé par le demandeur, pris d'une fausse interprétation prétendue de l'art. 6 de la loi du 30 août 1883, modifié par celle du 19 avril 1898, en ce que l'arrêt attaqué aurait à tort considéré comme irrégulièrement composé un tribunal dans lequel siégeaient, hors de leur résidence, deux juges suppléants désignés par le premier président du ressort et annulé le jugement par eux rendu avec le concours d'un avocat ;

Attendu que le texte visé énonce qu'un juge suppléant peut être désigné par le premier président pour remplir les fonctions de juge dans un autre tribunal du même ressort lorsque ce tribunal est dans l'impossibilité de se constituer ;

Attendu que, par cette disposition, le législateur a eu plus spécialement en vue de faciliter l'application de l'art. 1er de la loi du 8 décembre 1897 ; qu'il n'a pu vouloir autoriser, et de fait n'a autorisé que la désignation d'un seul juge ; que le droit ainsi imparti au premier président a, par sa nature même, un caractère rigoureusement exceptionnel et ne peut dès lors admettre aucune extension ; qu'il suit de là qu'à bon droit l'arrêt entrepris, d'ailleurs régulier en la forme, a annulé le jugement rendu par le Tribunal de Bergerac, composé de deux juges suppléants du siège de Libourne et d'un avocat ;

Sur le pourvoi du procureur général contre l'arrêt portant condamnation de Courcelle et de Belloc Marie, et sur le renvoi dudit Courcelle contre cet arrêt :

Attendu qu'aucun moyen n'est proposé par le procureur général contre cet arrêt, et qu'aucun n'est produit régulièrement par le prévenu ; que l'arrêt est régulier en la forme et que ses constatations, souveraines en fait, justifient légalement la qualification retenue et les condamnations prononcées ;

Par ces motifs,

Déclare le pourvoi du procureur général de Bordeaux irrecevable à l'égard de Jeannot Marie ;

Le rejette en ce qui touche les deux autres prévenus;

Rejette le pourvoi de Courcelle Jean-Henri.

MM. Laurent-Atthalin rapp. ; Lombard av. gén.

NOTE. — La Chambre criminelle a déjà jugé le 6 mai 1904 (Gaz. Pal. 1905.1.357 — S. 1905.1.57 — D. 1905.1.57), que le droit conféré au premier président par l'art. 6 de la loi du 30 août 1883, modifiée par la loi du 17 avril 1898, est un droit rigoureusement exceptionnel. Ce qui implique qu'il doit être maintenu dans les limites strictes où il a été édicté.

C'est la première fois que la Cour de cassation est appelée à se prononcer sur la question tranchée par l'arrêt recueilli. V. cependant *contrà :* Lyon 28 janvier 1901 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Tribunaux, n° 15 — Mon. Lyon, 23 mars 1901).

205

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

17 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

1° EXCEPTIONS ET FINS DE NON-RECEVOIR. — MATIÈRES CRIMINELLES. — INCOMPÉTENCE. — JONCTION AU FOND.

2° BANQUEROUTE. — BANQUEROUTE FRAUDULEUSE. — COMPLICITÉ.

1° *Si, en principe, le juge doit statuer sur une exception de compétence immédiatement sans pouvoir la joindre au fond, il en est autrement lorsque l'appréciation du moyen de compétence est indivisible de l'examen du fond, spécialement des éléments de fait, permettant de décider s'il s'agit soit d'un délit, soit d'un crime.*

2° *En matière de banqueroute frauduleuse, comme en toute autre matière, la culpabilité du complice demeure indépendante de celle de l'auteur principal, et, par suite, le défaut d'intention frauduleuse de ce dernier ne fait pas obstacle à la poursuite du complice.*

3° *Si l'art. 593 C. com. exige comme condition essentielle de son application que la complicité spéciale qu'il prévoit ait lieu dans l'intérêt du failli, il n'en est plus ainsi au cas où il s'agit de la complicité de droit commun définie par l'art. 60 C. pén., à laquelle la disposition finale de l'art. 593, 1° C. com. s'est purement et simplement référé.*

Consorts Rey.

MM. Maurice et Louis Rey se sont pourvus en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Aix du 20 décembre 1905, les renvoyant en Cour d'assises sous la prévention de banqueroute frauduleuse.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen pris d'un excès de pouvoir et de la violation du principe que la compétence s'apprécie d'après l'objet de l'inculpation des art. 408, 413 C. instr. crim., 172 C. proc. civ., 591, 593, § 1er et 2 C. comm., 60 C. pén., et 7 de la loi du 20 avril 1810, ainsi que des droits de la défense en ce que, sous le prétexte d'une prétendue impossibilité de statuer sur le déclinatoire sans connaître du fond de la poursuite et en omettant de motiver cette simple affirmation, la cour a confondu dans un même examen la question de compétence à laquelle les prévenus avaient restreint le débat et la question du fond, alors que la discussion

n'était nullement indispensable pour l'appréciation du moyen de compétence ;

Attendu que, si en principe général, le juge doit statuer sur une exception de compétence immédiatement sans pouvoir la joindre au fond, il en est tout autrement lorsque, comme dans l'espèce, l'appréciation du moyen de compétence est indivisible avec l'examen du fond ; que dans les conditions où se présentait la cause, le juge ne pouvait vérifier la compétence que par l'appréciation même des éléments de fait dont la production devenait indispensable pour le mettre à même de décider, en connaissance de cause, s'il était appelé à statuer sur un délit où se trouvait en présence d'un crime ; que c'est, dès lors, à juste titre que l'arrêt attaqué a déclaré qu'il résultait de l'information et des débats qu'il est impossible de statuer sur l'exception soulevée par les prévenus et admise par le jugement sans connaître du fond même de la poursuite ;

Attendu que le premier moyen n'est donc pas fondé ;

Sur le deuxième moyen pris d'un excès de pouvoir et de la violation des art. 214, 408, 413 C. instr. crim., 591, 593, 1er, 597 C. com. 59, 60, 402 C. pén., et 7 de la loi du 20 avril 1810, des règles de la compétence et de l'indivisibilité, en ce que, par l'arrêt attaqué, la cour a retenu la connaissance de faits dont l'un constituait le crime de banqueroute frauduleuse et dont les autres constitutifs du délit de l'art. 597 C. com., étaient indivisibles et devaient être soumis à la même juridiction et cela sans répondre aux conclusions du demandeur tendant à établir cette indivisibilité et qu'en toute hypothèse la Cour d'assises était seule compétente :

Attendu que les demandeurs étaient traduits devant le tribunal correctionnel comme prévenus d'avoir, par une convention avec le failli Pousard dont ils connaissaient l'état de cessation de paiements, obtenu de ce failli le paiement de ce qui leur était dû et une somme de 17.000 francs qui ne leur était pas due ; que devant cette juridiction ils ont soulevé un déclinatoire d'incompétence sur le motif que le fait d'avoir obtenu le paiement de ce qu'il ne leur était pas dû constituait, dans les circonstances où était intervenue la convention, le crime de banqueroute frauduleuse par un des modes prévus en l'art. 60 C. pén., et que bien que le fait d'avoir obtenu le paiement de ce qui leur était dû présentât les caractères du délit spécial prévu par l'art. 597 C. com., il y avait lieu, à raison de l'indivisibilité des faits de ces deux incriminations, de renvoyer les inculpés pour le tout devant une seule et même juridiction ;

Attendu que l'arrêt attaqué, statuant sur ce déclinatoire, a déclaré le tribunal correctionnel compétent en se fondant tout à la fois : 1° sur l'absence d'intention frauduleuse du failli Pousard qui ne permettait pas de relever contre lui le crime de banqueroute frauduleuse par reconnaissance de dette supposée, ni contre les demandeurs, la complicité de ce crime ; 2° sur ce que, d'après les termes de l'art. 593. 1° C. com., il aurait fallu pour que le crime de complicité de banqueroute frauduleuse fut relevé contre les demandeurs, qu'ils eussent stipulé des avantages particuliers au profit de failli alors que toutes les circonstances de la cause révèlent que ces avantages ont été stipulés à leur profit exclusif ;

Attendu qu'en statuant ainsi, la Cour d'appel d'Aix, a formellement violé les dispositions susvisées ; qu'en premier lieu, en effet, en matière de banqueroute frauduleuse, comme en toute autre matière, la culpabilité du complice demeure indépendante de celle de l'auteur principal et, par suite, le défaut d'intention frauduleuse de ce dernier ne fait pas obstacle à la poursuite du complice ; qu'en second lieu, si l'art. 593 C. com. exige comme condition essentielle de son application que la complicité spéciale qu'il prévoit ait lieu dans l'intérêt du failli, il n'en est plus ainsi au cas où il s'agit de la complicité de droit commun définie par l'art. 60 C. pén., à laquelle la disposition finale de l'art. 593, 1°, s'est purement et simplement référé ;

Attendu, en outre, qu'en considérant comme un des avantages prévus par l'art. 597 C. com. l'attribution frauduleuse au profit des demandeurs d'une somme de 17.000 francs qui serait de nature à constituer le crime de complicité de banqueroute frauduleuse, la Cour d'appel d'Aix a encore méconnu les dispositions de loi visées au moyen ;

D'où il suit que l'arrêt entrepris doit être cassé dans la totalité, sauf à la cour de renvoi à examiner s'il y aurait ou non indivisibilité entre les faits constitutifs du crime et ceux du délit ;

Par ces motifs,

Joint les deux pourvois, vu leur connexité et y statuant par le même arrêt ;

Casse et annule la Cour d'appel d'Aix, en date du 20 décembre 1905, qui a rejeté le déclinatoire d'incompétence de Rey, père et fils.

MM. Berchon rapp. ; Cottignies av. gén. — Me Pérouse av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Le principe consacré par l'art. 172 C. pr. civ. est applicable en matière criminelle. La Cour de cassation s'est déjà plusieurs fois prononcée en ce sens : V. Cass. 24 novembre 1887 (Gaz. Pal. 87.2.666 — S. 88.1.96 — D. 88.1.331) ; 22 novembre 1889 (Gaz. Pal. 89.2.669 — S. 90.1.48 — D. 90.1.404) ; 15 septembre 1892 (S. 92.1.608 — D. 94.1.140) ; 5 janvier 1895 (D. 95.1.296) ; 13 mai 1898 (D. 99.1.208) ; 26 juillet 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.548).

Mais le principe reçoit exception lorsque l'appréciation du moyen d'incompétence est indivisible avec l'examen du fond : Cass. 26 juillet 1902, précité.

II. — Sur le second point : V. dans le même sens : Cass. 19 septembre 1856 (Bull. crim., n° 318) ; 25 juin 1857 (Bull. crim., n° 241) ; 9 mars 1876 (Bull. crim., n° 75).

III. — Sur le troisième point : L'art. 593, 1° C. com., se réfère expressément à l'art. 60 C. pén., et il s'en suit que les règles générales de la complicité s'appliquant au crime de banqueroute frauduleuse comme à tout autre crime, la complicité dudit crime existe même alors que les faits délictueux accompagnant la faillite ont été accomplis dans l'intérêt du complice.

D'ailleurs, les actes délictueux commis par le failli constituent à sa charge le crime de banqueroute frauduleuse quel qu'ait pu être le but poursuivi par lui : Cass. 23 juin 1893 (D. 95.1.519 — Bull. crim., n° 163).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

12 avril 1906.

Présidence de M. Bard.

MOTIFS DES JUGEMENTS ET ARRÊTS. — MATIÈRES CRIMINELLES. — 1° ÉNONCIATION DES FAITS. — MOTIFS. — DISPOSITIF. — 2° EXPERTISE. — REFUS DE L'ORDONNER. — ADOPTION DE MOTIFS. — MOTIFS SUFFISANTS.

1° Si l'art. 195 C. ins. crim. porte que les faits dont les personnes citées sont déclarées coupables seront énoncées dans le dispositif de tout jugement de condamnation, cette prescription n'est ni substantielle, ni imposée à peine de nullité : l'énonciation des faits lorsqu'elle se rencontre dans les motifs peut, sans nullité, n'être pas répétée dans le dispositif qui se réfère aux motifs et s'unit intimement avec eux.

2° Le refus d'ordonner une expertise rapproché des motifs adoptés par la cour, qui précisent les conditions dans lesquelles le fait s'est produit, est légalement motivé.

Berger.

Le sieur Berger s'est pourvu en cassation contre un arrêt de condamnation de la Cour d'appel de Dijon, du 5 avril 1905.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 195 C. inst. crim., en ce que le dispositif du jugement de condamnation n'énonce pas les faits dont le prévenu a été jugé coupable :

Attendu que si l'art. 195 C. inst. crim. porte que les faits dont les personnes citées sont déclarées coupables seront énoncés dans le dispositif de tout jugement de condamnation, cette prescription n'est ni substantielle ni imposée à peine de nullité ; que l'énonciation des faits, lorsqu'elle se rencontre dans les motifs, peut, sans nullité, n'être pas répétée dans le dispositif, qui se réfère aux motifs et s'unit intimement avec eux ; que l'arrêt attaqué a précisé dans ses motifs le fait à raison duquel Berger a été condamné; qu'ainsi il a satisfait aux dispositions légales prescrites ;

Sur le deuxième moyen divisé en deux branches et tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Sur la première branche, en ce que l'arrêt attaqué n'est pas suffisamment motivé :

Attendu que l'arrêt attaqué a adopté les motifs du jugement qu'il a confirmé, lesquels motifs étaient suffisants ;

Sur la deuxième branche, en ce que l'arrêt attaqué n'a point motivé le rejet de l'expertise ;

Attendu que le refus d'ordonner une expertise, rapproché des motifs adoptés par la cour, qui précisent les conditions dans lesquelles le fait s'est produit, est légalement motivé ; qu'ainsi l'arrêt attaqué n'a pas violé les prescriptions de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

MM. Geoffroy rapp. ; Lombard av. gén.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La Cour de cassation a déjà jugé dans le même sens qu'il importe peu que l'énonciation des faits dont le prévenu est déclaré coupable se rencontre dans le dispositif ou dans les motifs auxquels se réfère et s'unit intimement le dispositif : Cass. 11 novembre 1865 (Bull. crim. à sa date).

II. — Sur le second point : Rapp. dans le même sens : Cass. 19 juillet 1880 (D. 81.1.224) ; 15 juin 1880 (D. 81. 1.62).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

5 avril 1906.

Présidence de M. Bard.

COUR D'ASSISES. — JURY DE JUGEMENT. — JURÉ SOURD.

La surdité d'un des jurés n'est pas de nature à entraîner la nullité des débats, du verdict et de l'arrêt de condamnation, si elle n'est qu'intermittente et si le juré, dispensé ultérieurement pour cette cause au cours de la même session, n'a pas prétendu ce jour-là que cette infirmité le mit hors d'état de siéger et de suivre les débats.

Poli.

Le sieur Poli s'est pourvu en cassation contre un arrêt de condamnation de la Cour d'assises des Bouches-du-Rhône, du 9 janvier 1906.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation des art. 312, 394, 397 C. instr. crim., en ce que dans le jury de jugement figurait un juré atteint de surdité :

Attendu que le demandeur prétend que le sieur Carles qui faisait partie du jury de jugement qui a rapporté le verdict de culpabilité à la suite duquel la Cour d'assises des Bouches-du-Rhône, l'a, le 9 janvier 1906, condamné aux travaux forcés à perpétuité, était atteint de surdité et n'a pu, par suite, apprécier en connaissance de cause les charges de l'accusation et les moyens de défense, irrégularité qui doit entraîner la nullité des débats, du verdict et de l'arrêt de condamnation ;

Attendu que le demandeur se base pour justifier de l'inaptitude de ce juré à remplir ses fonctions, sur un arrêt rendu par la même Cour d'assises, le 10 janvier 1906, qui, sur sa demande, a dispensé le sieur Carles du service de juré pendant le reste de la session, au vu d'un certificat médical qui porte que ce juré : « est atteint de rhino-pharyngite chronique, avec atteinte de la trompe d'Eustache qui détermine une dureté de l'ouïe, allant par moment jusqu'à la surdité » ;

Attendu que l'arrêt déclare seulement que Carles est dans un état de santé qui ne lui permet pas de continuer à remplir les fonctions de juré ; que le certificat du médecin invoqué par ce juré, et visé par la cour, constate cette infirmité intermittente ; qu'il est constant, d'autre part, que le jour de l'audience où a été jugé le demandeur aucun incident n'a révélé, et ce juré lui-même n'a pas prétendu que cette infirmité le mit hors d'état de siéger et de suivre les débats ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Et attendu que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury ;

Rejette...

MM. Garas rapp. ; Cottignies av. gén. — Me Coutard av.

NOTE. — La Cour de cassation a jugé, le 15 avril 1897 (Bull. crim., n° 143), que la composition du jury de jugement est viciée par la présence d'un jury atteint de surdité, qui n'a pu, à raison de cet état, apprécier en complète connaissance de cause les charges de l'accusation et les moyens de la défendre.

COUR D'APPEL DE LYON (1re Ch.).

22 juin 1906.

Présidence de M. Auzières.

1°-2°-3° et 4° associations. — congrégation non autorisée. — hypothèque consentie par le prête-nom. art. 2124 c. civ. — nullité en principe. — tiers de bonne foi. — erreur. — prudence ordinaire. — validité. — hypothèque constituée par le supérieur général. — absence de fortune personnelle. — situation connue du créancier hypothécaire. — imminence de la loi du 1er juillet 1901. — immeuble appartenant, de notoriété publique, a la congrégation. — bonne foi impossible. — hypothèque non valable.

1° Lorsqu'il a été définitivement jugé que celui qui a consenti une hypothèque n'était pas propriétaire de l'immeuble hypothéqué, l'hypothèque est nulle, en principe, d'après l'art. 2142 C. civ.

2° Toutefois, les hypothèques consenties par les propriétaires apparents de biens appartenant (?) en réalité à des congrégations non autorisées, peuvent être reconnues valables au profit des tiers de bonne foi qui ont été victimes d'une erreur telle qu'une prudence ordinaire ne pouvait l'éviter.

3° Lors donc qu'une hypothèque a été consentie par un propriétaire apparent, il y a lieu de rechercher si le bénéficiaire a pu, de bonne foi, se méprendre sur la qualité du constituant.

4° Ne saurait invoquer son erreur et sa bonne foi celui qui a reçu hypothèque d'un congréganiste qu'il savait être sans fortune et être le supérieur général de la congrégation ; alors surtout qu'on était à la veille du vote définitif de la loi du 1er juillet 1901, et qu'il était de notoriété publique que les immeubles hypothéqués appartenaient (?) à la congrégation, à l'œuvre de laquelle ils étaient exclusivement affectés.

Alliod c. Lacarelle.

La Cour,

Considérant que la Cour n'a à statuer que sur la validité de l'hypothèque conventionnelle, consentie à Alliod par Lacarelle, par devant Lavadoux, notaire à Moissat le 30 mai 1901 ;

Considérant qu'il est aujourd'hui définitivement jugé que Lacarelle, personne interposée, n'était pas propriétaire des immeubles sur lesquels l'hypothèque était constituée ; qu'en principe cette hypothèque doit être déclarée nulle, par application de l'art. 2124 C. civ. ;

Considérant, toutefois, que les hypothèques consenties par les propriétaires apparents de biens appartenant en réalité à des Congrégations non autorisées peuvent être reconnues valables, si les tiers de bonne foi ont été victimes d'une erreur telle qu'une prudence ordinaire ne pouvait l'éviter ; qu'il y a donc lieu de rechercher si Alliod a pu, de bonne foi, se méprendre sur la véritable qualité de Lacarelle, et le considérer comme propriétaire des immeubles hypothéqués ;

Considérant, que ces immeubles avaient été acquis, en 1899, par Lacarelle, supérieur général de la Congrégation des Frères de la Croix de Jésus, au prix déclaré de 31.500 francs, mais que l'enregistrement releva l'inexactitude de la déclaration et les estima à 70.000 francs ;

Considérant, que Lacarelle n'avait aucune fortune personnelle, et qu'il lui était absolument impossible de payer le prix de cette acquisition ;

Considérant qu'Alliod, médecin à Ambérieu, connaissait Lacarelle, résidant en sa qualité à Ménestruel, où il était parfois appelé pour soigner des membres de la Congrégation ;

Considérant qu'Alliod savait, d'une part, que Lacarelle était supérieur général de la Congrégation, et, d'autre part, qu'il était sans fortune ; que, dans ces conditions, Alliod n'a pas pu se méprendre sur le rôle joué par Lacarelle et le considérer comme ayant acquis pour son propre compte, à titre de véritable propriétaire, les immeubles sur lesquels l'hypothèque était constituée ; que la date de cette opération, à la veille du jour où la loi du 1er juillet 1901, déjà discutée, allait être définitivement votée, aurait dû le mettre en garde contre les agissements et les manœuvres possibles de la Congrégation ;

Attendu que son erreur, si erreur il y a, est d'autant moins excusable qu'il était de notoriété publique, à Moissat, que lesdits immeubles appartenaient à la Congrégation, à l'œuvre de laquelle ils étaient exclusivement affectés ; qu'il ne saurait donc invoquer sa bonne foi pour demander à la justice de déclarer valable l'hypothèque contestée ;

Par ces motifs,

Réformant le jugement entrepris,

Annule, avec toutes les conséquences de droit, l'hypothèque consentie à Alliod par Lacarelle, le 30 mai 1901...

Mes Paul Faure (du barreau de Paris) et Morin (du barreau de Grenoble) av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Rappel pur et simple du droit commun, qui domine toute la matière.

II-III-IV. — Sur les autres points : Il est acquis, en jurisprudence, que les actes d'aliénation consentis par *l'héritier apparent* doivent être maintenus au profit des tiers de bonne foi, par application de la règle *Error communis facit jus :* Cass. 3 juillet 1877 (D. 77.1.429) ; Cass. 13 mai 1879 (D. 79.1.417) ; Cass. 26 janvier 1897 (D. 1900.1.33).

Par un arrêt du 12 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.158), la Cour de Paris a entendu étendre cette juridiction au cas du *propriétaire apparent* pour le compte d'une Congrégation non autorisée.

Mais il semble bien que, dans l'arrêt du 12 juillet 1905, il y ait eu consécration, non d'une *erreur commune et invincible*, mais d'une véritable *erreur individuelle* (Conf. Lemery et Delasalle, Lois Nouvelles du 15 décembre 1905, nos 41-47) ; en effet, les gens informés connaissaient la situation illégale des congrégations non reconnues. et les procédés employés par elles pour suppléer à leur inexistence juridique.

Dans un arrêt ultérieur, du 25 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.330), la Cour de Paris paraît s'être efforcée d'ériger *en erreur locale*, de façon à lui donner un certain caractère de généralité, l'erreur de ceux qui avaient contracté avec les prête-noms de la Congrégation.

A la suite de ce second arrêt, la première Chambre du Tribunal de la Seine, qui jusque-là s'était tenue à la notion pure et simple *d'erreur et de bonne foi individuelles* (4 août 1904, Ménage, t. 4, p. 137 ; 4 mai 1905 — Gaz. Pal. 1905.2.119 ; 19 juillet 1905 — Gaz. Pal. 1905.2.158), rendait, le 31 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.533), un jugement dans lequel, en l'accentuant, elle appliquait la notion d'*erreur locale*, inaugurée par la Cour de Paris.

Le jugement de la Cour de Lyon, que nous publions, oscille entre *l'erreur individuelle* (connaissance personnelle qu'avait le créancier hypothécaire de la situation du propriétaire apparent), et *l'erreur locale* (notoriété publique à Moissat).

L'embarras des tribunaux se comprend, par la difficulté de trouver une formule d'assimilation entre *l'erreur individuelle* et *l'erreur commune*, qui, jusqu'à présent, n'a jamais été invocable par les tiers de bonne foi, qu'à condition d'être à la fois *commune*, c'est-à-dire universellement partagée, et *invincible*, c'est-à-dire telle que la prudence humaine était impuissante à l'éviter. (Principe constant suivi dans notre ancien droit, et qu'un avis du Conseil d'État, du 2 juillet 1807, déclare maintenir dans notre droit moderne).

La Cour de cassation n'a pu encore régler la question.

COUR D'APPEL DE BORDEAUX (4e Ch.)

21 décembre 1905.

Présidence de M. Marcillaud.

NOTAIRE. — 1° PRÊT. — CAPITAL STIPULÉ PAYABLE EN L'ÉTUDE. — DÉTENTION DE LA GROSSE. — MANDAT DE RECEVOIR (NON). — 2° FONDS PRÊTÉS. — DÉTOURNEMENT PAR LE NOTAIRE. — PERTE POUR L'EMPRUNTEUR.

1° Le mandat de recevoir une somme capitale doit être précis et ne saurait s'induire des offres de placements et de réclamations de paiement qui sont dans la pratique notariale, alors même qu'il est stipulé que le capital et les intérêts sont payables en l'étude du notaire.

Une semblable clause ne saurait emporter en faveur du notaire le mandat de recevoir, cette interprétation ajouterait à la convention elle-même qui ne dit pas « au notaire », mais « en l'étude du notaire », ce qui est bien différent.

Et il importe peu que la grosse du premier emprunt soit demeurée en la possession du notaire, ce fait pouvant s'expliquer par des circonstances multiples en dehors du mandat de recevoir et ne permettant ni de le supposer, ni de l'établir, si elle n'est accompagnée d'une autorisation précise.

Au surplus, il convient de remarquer que si l'emprunteur avait entendu rembourser son premier prêteur, et le notaire recevoir pour celui-ci, la grosse eût été remise par le notaire mandataire entre les mains du débiteur libéré.

2° Par suite, lorsqu'une personne contractant un emprunt a pris l'engagement de subroger son prêteur dans les droits d'un créancier antérieur auquel il avait emprunté pareille somme et dans l'effet de son inscription hypothécaire, si, en attendant de pouvoir remplir cette obligation, les fonds prêtés sont restés entre les mains du notaire de ce créancier antérieur en l'étude duquel le capital était stipulé remboursable, et si ce notaire les a détournés ou dissipés, l'emprunteur doit en supporter les conséquences, et il n'est pas fondé à soutenir qu'en laissant ces fonds aux mains du notaire, mandataire dudit créancier, il s'est valablement libéré envers celui-ci.

Dausserre c. Teilliet.

LA COUR,

Attendu que l'acte du 9 juin 1901, Dausserre en contractant un emprunt de 2.500 francs avait pris l'obligation de subroger la dame Dance devenue sa créan-

cière dans les droits de la dame Teilliet, à laquelle il avait emprunté pareille somme et dans les effets de son inscription hypothécaire ; qu'en attendant de pouvoir remplir cette obligation, les fonds prêtés sont restés déposés en les mains de Me Faucoz, notaire qui les a détournés ou dissipés ; que cette somme de 2.500 fr. était incontestablement à partir de la signature de l'acte devenue la propriété de Dausserre qui seul pouvait en disposer ;

Attendu qu'en les laissant entre les mains de Faucoz, ce dernier est nécessairement devenu son mandataire à l'effet de remplir la condition de subrogation imposée par le prêteur ; qu'on comprend difficilement comment Faucoz aurait pu être en même temps mandataire de Dausserre et elui de Mme Teilliet, qui était restée étrangère à l'acte du 9 février et n'avait pu prendre aucun engagement vis-à-vis de la dame Daure ; que si cette dernière hypothèse était admise, il conviendrait de se demander quel est celui de ces deux mandats qui doit prévaloir ;

Attendu que si cette somme capitale avait été reçue par Faucoz en sa qualité de mandataire de Mme Teilliet, il avait évidemment donné un reçu provisoire ; qu'on ne saurait étayer cette hypothèse sur le paiement des intérêts, puisqu'il est établi par une lettre de Faucoz du 6 février 1901, que les intérêts ont été envoyés par la poste et n'ont pas été versés d'une façon concomitante à l'acte du 9 du même mois ; que quatre jours d'intérêts sont restés impayés ;

Attendu que cependant Dausserre mettant de côté les obligations prises par lui vis-à-vis de Mme Daure, qui ne lui permettaient de se dessaisir de la somme prêtée que dans des conditions déterminées à l'acte, prétend qu'en laissant les 2.500 francs à Me Faucoz, mandataire de sa créancière, Mme Teilliet, il s'est valablement libéré vis-à-vis d'elle ; que le mandat de recevoir une somme capitale doit être précis et ne saurait s'induire des offres de placement et des réclamations de paiement qui sont dans la pratique notariale, alors même qu'il est stipulé que le capital et les intérêts sont payables en l'étude du notaire ;

Attendu qu'une semblable clause ne saurait emporter en faveur du notaire le mandat de recevoir ; que cette interprétation ajouterait à la convention elle-même qui ne dit pas « au notaire » mais « en l'étude du notaire », ce qui est absolument différend ; que la possession de la grosse par le notaire Francoz peut s'expliquer par des circonstances multiples en dehors du mandat de recevoir et ne permet ni de le supposer, ni de l'établir, si elle n'est accompagnée d'une autorisation précise ; qu'il convient du reste d'observer que si Dausserre avait entendu payer Mme Teilliet et Faucoz recevoir pour elle, la grosse aurait dû être remise par le notaire mandataire entre les mains du débiteur libéré ;

Attendu que Dausserre essaie encore de faire résulter le mandat de la lettre de Mme Teilliet du 3 juin 1900 ; que, pour réfuter cette prétention, il suffit de citer cette lettre dans son entier et de ne pas se contenter de la partie finale. « Je pensais, dit cette dame, que Célina Dubernot (sa servante) vous verrait le jour de la foire de Belvès et que vous lui donneriez les intérêts échus du mois de février dernier, comme elle n'a vu personne et que je vais partir en voyage sous peu de jours ; veuillez je vous prie remettre l'argent à Me Faucoz, qui est chargé de me le faire parvenir ; que le mandat de reevoir l'argent s'applique au paiement des intérêts et non au versement du capital ;

Attendu qu'en admettant même avec les premiers juges que la cause de style insérée dans l'acte est relative au paiement du capital et des intérêts en l'étude du notaire Faucoz, puisse constituer un commencement de preuve par écrit, il faudrait comme eux reconnaître que les faits articulés manquent de pertinence ou sont dès maintenant démentis par les documents du procès ;

Attendu que deux faits nouveaux ont été articulés en appel (6 et 7), mais qu'ils portent sur des généralités et manquent absolument de précision en ce qui concerne le mandat prétendu donné à Faucoz de recevoir le capital de la somme empruntée par Dausserre le 5 février 1893 ;

Attendu qu'un argument plus sérieux pourrait être tiré de la ratification par Mme Teillet du paiement fait par Dausserre, résultant de sa production à la liquidation du notaire Faucoz pour la somme de 8.000 fr., dans laquelle se trouverait comprise celle de 2.500 fr.;

Mais attendu qu'aucune preuve n'est apportée et qu'aucune articulation n'est faite sur ce point ; que ce moyen manque en fait, Mme Teilliet ayant justifié de sa production pour 8.000 francs, basée sur des créances étrangères du prêt Dausserre ;

Par ces motifs, et ceux non contraires du jugement que la cour adopte,

Confirme, pour sortir son plein et entier effet, le jugement du Tribunal ivil de Sarlat du 15 juillet 1903, et condamne Dausserre aux dépens d'appel et à l'amende.

M. Giraud av. gén. — Mes Roy de Clotte et Brazier av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Comp. dans le sens de la décision recueillie : Rouen 16 mai 1892 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, vo Notaire, no 368 — Rec. Rouen 92.1. 152) ; Trib. civ. Seine 7 décembre 1893 (Gaz. Pal. *ibid. eod. verb.*, no 385 — Monit. Lyon 12 août 1894).

II. — Sur le second point : Il a été déjà jugé que, lorsqu'il est reconnu, dans un contrat d'obligation, que le montant du prêt a été versé par le prêteur et que les emprunteurs doivent rapporter, dans un certain délai, le certificat de radiation des inscriptions, les fonds laissés en l'étude du notaire, jusqu'à ce que ces radiations soient opérées, demeurent aux risques des emprunteurs, et que, en conséquence, si le notaire détourne ces fonds, la perte est à la charge des emprunteurs : Bordeaux 3 février 1886 (Gaz. Pal. T. Q. 1882-87, vo Notaire, no 234 -- Rec. de Bordeaux 1886, 196). Comp. : Trib. civ. Narbonne 22 mars 1898 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, vo Notaire, no 257 — Mon. jud. Lyon 6 mai 1898 — Loi 31 mars 1898).

TRIBUNAL CIVIL DE NANCY (1re Ch.).

22 janvier 1906.

Présidence de M. Weber.

DÉPÔT. — OPPOSITION (ART. 1944 C. CIV.). — ACTIONNAIRES. — VALEURS OU DENIERS DÉPOSÉS PAR LE GÉRANT D'UNE SOCIÉTÉ. — SAISIE-ARRÊT (NON). — ART. 563 ET 565 C. PR. CIV. INAPPLICABLES.

Les dispositions de la loi relatives aux saisies-arrêts ne sauraient être appliquées à l'opposition pratiquée par les actionnaires d'une société en commandite par actions aux mains d'un établissement de crédit sur les deniers et valeurs que celui-ci peut avoir en dépôt pour le compte d'un tiers, en sa qualité de gérant ou liquidateur de ladite société.

Alors, du moins, qu'en faisant signifier l'opposition litigieuse les opposants n'entendaient point, au moyen d'une saisie-arrêt, se faire attribuer la propriété exclusive des deniers et valeurs déposés dans l'établissement dont s'agit, mais qu'ils entendaient seulement sauvegarder leurs droits d'associés, c'est-à-dire de co-propriétaires de l'actif social.

D'une part, en effet, l'art. 1944 C. civ. dispose que le dépôt doit être remis au déposant, à moins qu'il n'existe une saisie-arrêt ou une opposition et cet article dont la portée est générale, s'étend à tous les cas analogues à celui du dépositaire.

Et d'autre part, il est de doctrine et de jurisprudence que le co-propriétaire peut faire une opposition, la voie de la saisie-arrêt étant réservée au créancier.

En conséquence, l'opposition pratiquée dans ces conditions ne saurait être annulée sous prétexte qu'elle aurait été formée sans permission du juge et n'aurait pas été dénoncée dans le délai de huitaine conformément aux prescriptions des art. 563 et 565 C. pr. civ.

Schoumacker c. Werck.

LE TRIBUNAL,

Attendu que par exploit du 22 septembre 1904, Léon et Eugène Schoumacker, agissant en qualité d'actionnaires de la société en commandite par actions Clément Werck et Cie, ont fait pratiquer entre les mains de la Société Nancéenne de Crédit une opposition sur les deniers et valeurs que ladite société pouvait avoir en dépôt pour le compte de M. Clément Werck, en sa qualité de gérant ou liquidateur de la société Werck et Cie;

Attendu que Werck a, par exploit du 16 novembre dernier, formé, contre Léon et Eugène Schoumacker, une demande en déclaration de nullité de ladite opposition, qu'il qualifie de saisie-arrêt ;

Attendu qu'il est certain que l'opposition dont il s'agit a été faite sans permission du juge et que, d'autre part, elle n'a pas été dénoncée à Werck dans le délai de huitaine conformément aux prescriptions des art. 563 et 565 C. pr. civ. ;

Mais attendu que,dans le cas actuel, les dispositions de la loi, relatives aux saisies-arrêts, ne sauraient être appliquées à l'opposition du 22 septembre 1904 ;

Attendu, en effet,que préalablement à la signification de cette opposition, les défendeurs avaient assigné M. Werck devant le Tribunal de commerce de Nancy pour le faire révoquer de ses fonctions de liquidateur de la société, et pour répartir l'actif de celle-ci entre les actionnaires ; que c'est pour éviter la dispersion de cet actif qu'ils ont fait signifier leur opposition à la Société Nancéenne, qui en est encore dépositaire ;

Attendu qu'actuellement encore, le tribunal de commerce est saisi de la demande des consorts Schoumacker, ayant pour objet la révocation de Werck et la nomination d'un gérant liquidateur ayant pour mission de réaliser le reliquat actif de la société ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède qu'en faisant signifier l'opposition litigieuse, les défendeurs n'entendaient pas, par le moyen d'une saisie-arrêt, se faire attribuer la propriété exclusive des deniers et valeurs déposés à la Société Nancéenne ; mais qu'ils entendaient sauvegarder leurs droits d'associés, c'est-à-dire de co-propriétaires des valeurs sociales ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 1944 C. civ., le dépôt doit être remis au déposant, à moins qu'il n'existe une saisie-arrêt ou une opposition ; que cet article, dont la portée est générale, s'étend à tous les cas analogues à celui du dépositaire ; qu'il est de doctrine et de jurisprudence que le co-propriétaire peut faire une opposition ; la voie de la saisie-arrêt étant réservée au créancier ; que la demande en main-levée formée par Werck ne saurait donc être accueillie ; qu'il lui appartient d'ailleurs de hâter devant le tribunal de commerce la solution du litige, dont cette juridiction est saisie, et que le jugement qui interviendra devant elle statuera nécessairement, expressément ou implicitement, sur le sort de l'opposition ;

Attendu que les dépens doivent rester à la charge du demandeur qui succombe ;

Par ces motifs,

Statuant en premier ressort, matière ordinaire ;

Déclare Werck mal fondé en sa demande ; l'en déboute et le condamne aux dépens.

M. MARÉCHAL subst. proc. Rép. — Mes BOULAY et de CREVOISIER av.

NOTE. — Il a déjà été jugé que seul l'opposition formée par celui qui se prétend créancier présente les caractères d'une saisie-arrêt et se trouve, par conséquent, soumises aux prescriptions du Code de procédure civile relatives à cette matière, notamment en ce qui concerne la compétence. Quant à l'opposition formée entre les mains du détenteur d'un objet ou de deniers ou valeurs par celui qui prétend avoir à exercer un droit de propriété ; par exemple, l'opposition formée par le propriétaire aux mains du déposant (art. 1944 C. pr. civ.), elle ne constitue qu'une simple défense échappant aux règles spéciales de la saisie-arrêt. Comp. dans le sens du jugement recueilli : Limoges, 4 décembre 1903 (D. 1905.2.302) ; Trib. civ. Seine 31 mars 1897 (Gaz. Pal. 97.1651 et les substantielle conclusions de M. le substitut Français). *Adde :* Dalloz, J. gén., vo Dépôt, no 46 ; Guillouard, du Dépôt, no 104 ; Aubry et Rau, t. IV, p. 625 , note 16 ; Baudry-Lacantinerie, 2e édit., du Dépôt, no 1156.

208

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE

(11e Ch.).

19 juin 1906.

Présidence de M. Pasques.

BREVET D'INVENTION. — 1° ET 2° FOUR POUR BOULANGERS ET PATISSIERS. — BREVET MOUSSEAU DU 14 MAI 1888. — MOBILITÉ DE LA GRILLE. — APPAREIL A BUÉE. — INTERPRÉTATION DU BREVET. — 3° COMBINAISON NOUVELLE DE MOYENS CONNUS. — RÉSULTAT INDUSTRIEL. — BREVETABILITÉ. — 4° EMPLOYÉ. — CONNAISSANCE DE LA CONTREFAÇON. — PARTICIPATION DIRECTE. — CONDAMNATION. — 5° RÉPARATION. — CONSOLIDATION DES OBJETS CONTREFAITS. — CONTREFAÇON. — 5° USAGE PERSONNEL. — ACTE REPROCHÉ. — SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES. — ACTES ÉQUIVALENTS A DES ACTES DE COMMERCE. — CONDAMNATION.

1° *Le brevet Mousseau, du 14 mai 1888, consiste dans la combinaison de divers éléments parmi lesquels figure une grille mobile, de forme spéciale, constituant, aux divers points de vue suivants, un progrès sur les procédés antérieurs : 1° chargement et allumage de la grille en dehors du four ; 2° sa montée au moment de la chauffe ; 3° sa descente après la chauffe.*

Dès lors, la mobilité de la grille doit être envisagée dans son aptitude à s'élever à la hauteur voulue pour opérer le chauffage et à descendre une fois l'opération terminée ; la charge en enfaîtage, c'est-à-dire en faisant déborder le combustible jusqu'à la face intérieure de la cheminée-guide, ne saurait entraver ces diverses manœuvres et rien dans ledit brevet de 1888 ne fait obstacle à ce procédé de chargement.

Si, du reste, le brevet définit la grille « grille en panier », cette définition, œuvre d'un homme de métier, répond, en somme, à la réalité des choses, quelque mode de chargement qu'on adopte, et on ne saurait, sans exagération, l'interpréter comme excluant le débordement du combustible sur les bords de la cheminée-guide, alors que celle-ci, complément nécessaire de la grille avec laquelle elle forme le foyer, semble, au contraire, destinée à remplir dans la circonstance, comme cela est consacré par la pratique journalière, le rôle que lui attribue le breveté ; que ce débordement s'impose, du reste, dans le cas de chauffage au bois prévu par le brevet.

Il n'est pas plus exact de soutenir que le brevet implique la mobilité de la grille pendant la chauffe, car, si celui-ci s'explique minutieusement sur les manœuvres qui doivent être accomplies avant et après la chauffe, il ne prévoit plus, une fois le foyer élevé à la hauteur voulue, que la mise en train du tirage et le règlement des ouras, si bien que l'interprétation judicieuse du brevet conduit à conclure que l'immobilité de la grille au cours de la chauffe est la condition nécessaire d'une bonne opération.

Enfin, non seulement le brevet ne fait pas obstacle à l'ouverture du bouchoir, mais le chargement par le bouchoir apparaît comme une nécessité, tout d'abord au cas de chauffage au bois, la quantité de combustible nécessaire à la chauffe ne pouvant être contenue dans une grille, et l'opération comportant des rechargements répétés, mais aussi pour le chauffage au charbon puisque l'usage d'une grille trop grande aurait l'inconvénient de développer trop de chaleur autour du foyer et exposer ainsi à faire brûler le pain placé dans cette partie du four, que le breveté s'étant réservé le choix des dimensions de la grille, pouvait, ainsi qu'il l'a fait, choisir une grille d'assez petites dimensions pour nécessiter un ou plusieurs rechargements, alors surtout que ce mode de rechargement par le bouchoir est conforme à la pratique boulangère.

C'est vainement, du reste, qu'emprisonnant en quelque sorte le breveté dans une formule, on lui interdirait l'ouverture du four lorsque sans inconvénient pour la cuisson elle devient une nécessité pratique de la réussite de l'opération entreprise.

En résumé, rien dans les termes et l'esprit du brevet ne fait obstacle au mode de chargement avec enfaîtage ni au rechargement de la grille par le bouchoir, et il est de saine interprétation de considérer ces questions de pratique boulangère comme des actes de mise au point qu'il convient de laisser à l'initiative de l'exploitant.

Le brevet ainsi pris ne contrevient nullement aux dispositions des art. 6, § 3 et 30, § 6 de la loi de 1844, qui obligent à faire de l'objet du brevet une description suffisante pour l'exécution de l'invention, puisque ce qui fait l'objet de l'invention, ce n'est nullement un procédé spécial relatif à la marche de la grille, mais une combinaison, non encore réalisée, d'un certain nombre d'organes appartenant au domaine public, parmi lesquels la grille-panier.

2° *Quand dans la description de l'appareil breveté, l'inventeur indique que celui-ci, spécialement un appareil à buée, doit être chauffé directement par le foyer et qu'il ajoute qu'il doit à sa situation d'être constamment à une température élevée, c'est indiquer suffisamment qu'il se réserve de choisir cette situation pour faire produire à l'appareil son maximum d'effet, quand, surtout, le breveté s'est réservé de modifier, suivant les besoins, la disposition de ses appareils.*

3° *La réunion dans un four de boulanger des divers éléments suivants : 1° une grille de forme rectangulaire ; 2° d'une cheminée-guide dans laquelle peut se mouvoir la grille du point inférieur où se fait l'allumage jusqu'à la sole du four ; 3° de cinq portes d'allumage, de nettoyage et de prise d'air ; 4° d'un registre interceptant la communication entre le four et la grille dans sa partie basse ; 5° d'une ouverture placée entre la grille dans sa partie basse et le registre, mettant en communication la grille avec la cheminée d'évacuation placée en avant du four ; 6° un appareil à buée, en forme de serpentin, placé sous le carrelage autour du foyer ; 7° des ouras s'ouvrant dans le fond du four, passant au-dessus de la voûte pour aboutir à la cheminée d'évacuation, réunion qui a pour résultat de produire une cuisson de*

pain plus facile, plus prompte et plus complète, constitue une combinaison nouvelle d'éléments connus produisant un résultat industriel et partant brevetable.

Est également valable le certificat d'addition portant sur une grille de forme spéciale en forme de panier dont la paroi d'avant est plus basse que celle d'arrière, sur une collerette supprimant le courant d'air coronnal autour de la grille, sur une combinaison avec le mouvement vertical de la grille d'un mouvement horizontal, qui permet de la déplacer lorsqu'elle est descendue sur le sol, puisque ces divers éléments, du domaine public, n'avaient pas encore été groupés et qu'ils ont contribué à produire les résultats industriels qui se trouvaient en principe dans le brevet.

4° Si l'employé n'est pas responsable des faits de contrefaçon commis par son patron, c'est à la condition qu'il n'ait pas connu la contrefaçon et qu'il n'y ait pas pris part.

Doit donc être retenu comme contrefacteur celui qui, connaissant le brevet et les faits de contrefaçon reprochés à son patron, en pleine liberté, de propos délibéré et dans le but de collaborer aux faits de contrefaçon, entre dans la maison de ce dernier.

5° Les réparations doivent être considérées comme des actes de contrefaçon, quand elles ont eu, pour conséquence, de consolider les objets contrefaits (en l'espèce des fours de boulangers) et de prolonger ainsi l'œuvre de la contrefaçon.

6° Pour décider, s'il y a ou non usage personnel, il convient d'envisager, non la personne du prévenu, mais l'acte qui lui est reproché.

Notamment, les sociétés coopératives qui sont des groupements de personnes qui ont pour but de se dispenser de l'intermédiaire des commerçants, en accomplissant les mêmes actes de commerce et en profitant des bénéfices qu'il procure, lesdits bénéfices se traduisant par la diminution du prix des marchandises vendues, par des mises à la réserve, par des achats d'immeubles qui deviennent la propriété de la collectivité, doivent être considérées, au point de vue de la loi de 1844, comme accomplissant des actes équivalents à des actes de commerce, et ne peuvent, dès lors, bénéficier de l'exonération de l'usage personnel.

Mousseau c. Brunelle, femme Brunelle , Roux et autres.

LE TRIBUNAL,

Donne défaut contre : Bellemain, Brenier, Buisson, Carré, Chaudien, Gorand, Gouin, Guillois, Jarossay, Jourdier, Ligonesche, Moinard, veuve Mothu, Ollier, Robert, Schmidt, Tessier, Thémerault, Wingerter, Gosselin, Serré, Vaillant, Raton et Cie, Pernet femme Langlois, Bonnefoy, Chéroute, Biza, Cellier, Bignon, Chollin, femme Gay, Renard, Leblanc Octave, Peltier, Gourmand, Augier Sallier dit Sallier, Leveneur, Dufour, Savoy, Goffy, Zink, Boulestin, Gauché ;

Attendu que Mousseau a, suivant divers exploits, cité devant le tribunal de police correctionnelle : 1° Brunelle, femme Brunelle, et Roux sous la prévention de contrefaçon ; 2° Angier et autres comme usagers de fours contrefaits par Brunelle, femme Brunelle et Roux ; 3° Gosselin, Serré et autres en tant que détenteurs des fours contrefaits saisis et pour voir déclarer commun avec les prévenus le jugement prononçant la confiscation ;

Attendu que, par des conclusions prises à l'audience, Angier et autres ont formé contre Mousseau des demandes reconventionnelles en dommages et intérêts pour abus de citation directe ;

Joint les causes vu leur connexité,

Et statuant par un seul et même jugement :

Attendu que, le 14 mai 1888, Mousseau a pris un brevet d'invention pour un foyer mobile à combustible minéral ou végétal pour fours de « boulangers, pâtissiers, charcutiers, etc., et un appareil à buée placé autour de ce foyer, en forme de serpentin, mis sous le carrelage et dirigeant la buée ou vapeur des deux côtés du four ou au fond, suivant les besoins » ;

Attendu qu'à la fin de son brevet, il revendique l'application de ces deux appareils ainsi que la forme de la grille et s'en réfère à la description qu'il vient de faire et aux plans joints au brevet ;

Attendu qu'il résulte de cette description et de ces plans que le brevet porte sur le groupement de ces deux éléments avec plusieurs autres dont il sera parlé plus loin et constituant dans leur ensemble, au dire du demandeur, une combinaison nouvelle d'éléments connus produisant un résultat industriel ;

Attendu qu'à la date du 14 janvier 1890, Mousseau a pris un certificat d'addition portant sur une disposition nouvelle de la grille et un dispositif de manœuvre de cette grille ;

Attendu que ce dernier, prétendant que les défendeurs avaient porté atteinte à ses droits de breveté, par fabrication de produits et par l'emploi de moyens faisant l'objet du brevet, les a, à diverses dates en 1902, assignés devant le Tribunal correctionnel de la Seine ;

Attendu que, sur les conclusions des défendeurs tendant à faire prononcer la nullité du certificat d'addition, en raison de ce que le brevet, dont il était le complément, était industriellement inexplicable, le tribunal, par un jugement avant faire droit du 5 janvier 1903 confirmé par arrêt de la Cour d'appel du 24 avril suivant, a nommé trois experts à l'effet de rechercher : 1° si, abstraction faite du certificat d'addition, l'invention revendiquée par Mousseau dans son brevet de 1888, est industriellement utilisable ; 2° si le brevet de 1888 constitue une combinaison nouvelle d'éléments procurant un résultat industriel ; 3° si la combinaison qui se rencontre dans les fours argués de contrefaçon est la représentation de la combinaison brevetée ;

Attendu que les experts ayant déposé leur rapport, l'affaire est revenue devant le tribunal par l'assignation des prévenus et qu'il importe de statuer sur les points soumis aux experts ;

I. — Sur le premier point :

Attendu que l'appareil Mousseau se compose, notamment, d'une grille de fer rectangulaire, mobile dans une cheminée-guide de façon à permettre : 1° l'allumage en dehors du four, dans la partie basse ; 2° l'élévation de la grille à proximité du four au moment de la chauffe ; 3° sa descente une fois l'opération terminée ;

Attendu que les questions préliminaires soulevées par le tribunal sont les suivantes : 1° le chauffage, tel qu'il est décrit par Mousseau, peut-il porter un four de boulanger de contenance normale à la température

nécessaire à la cuisson normale du pain ? 2° ce même chauffage peut-il faire produire à l'appareil à buée décrit par Mousseau un effet utile ? 3° la grille en panier de ce brevet peut-elle brûler le bois ou le charbon nécessaire à la chauffe avec la rapidité exigée par la pratique boulangère ? 4° en résumé le dispositif breveté de 1888 permet-il de cuire le pain d'une façon utilisable ?

Attendu que ces différentes questions dépendent elles-mêmes du point de savoir si le brevet autorise ou non la charge avec « enfaîtage », c'est-à-dire en faisant déborder le combustible jusqu'à la face intérieure de la cheminée-guide, et s'il autorise aussi, au cas de marche avec « enfaîtage », à placer l'appareil à buée dans la maçonnerie de façon à le soustraire au contact direct du foyer,

Sur la charge en enfaîtage :

Attendu que le brevet consiste dans la combinaison de divers éléments, parmi lesquels figure une grille mobile, de forme spéciale constituant, aux divers points de vue suivants, un progrès sur les procédés antérieurs : 1° chargement et allumage de la grille en dehors du four ; 2° sa montée au moment de la chauffe ; 3° sa descente après la chauffe ;

Attendu, dès lors, que la mobilité de la grille doit être envisagée dans son aptitude à s'élever à la hauteur voulue pour opérer le chauffage et à descendre, une fois l'opération terminée ;

Attendu que la charge « en enfaîtage » ne saurait entraver ces diverses manœuvres, et qu'ainsi rien dans le brevet de 1888 ne fait obstacle à ce procédé de chargement ;

Mais attendu que les défendeurs soutiennent : 1° que le brevet, ayant précisé que le combustible devait être contenu dans la grille, on ne saurait l'en faire déborder ; 2° que le procédé de charge avec « enfaîtage » est une entrave à la mobilité de la grille, qui doit être complète ; 3° que cette charge « en enfaîtage » n'est possible que si on peut recharger par le bouchoir et que ce procédé est interdit par le brevet ; 4° qu'enfin, l'air circulant dans la partie coronnale de la grille, Mousseau n'a pu modifier cet état de choses, qui rendrait son brevet inexploitable, par sa manière de procéder au chargement de la grille et qu'il eût dû avoir recours à un brevet ;

I. — Mais attendu que si le brevet définit la grille « grille en panier contenant le combustible » cette définition, qui est l'œuvre d'un homme de métier, répond en somme à la réalité des choses, quelque mode de chargement qu'on adopte et qu'on ne saurait, sans exagération, l'interpréter comme excluant le débordement du combustible sur les bords de la cheminée-guide ; que cette cheminée, qui est le complément nécessaire de la grille avec laquelle elle forme le foyer, semble au contraire destinée à remplir, dans la circonstance, comme cela est consacré par la pratique journalière, le rôle que les défendeurs lui contestent ; que le débordement s'impose, du reste, dans le cas de chauffage au bois prévu par le brevet ;

II. — Attendu qu'il n'est pas plus exact de soutenir que le brevet implique la mobilité de la grille pendant la chauffe ;

Attendu, en effet, que si le brevet s'explique minutieusement sur les manœuvres qui doivent être accomplies avant et après la chauffe, il ne prévoit plus, une fois le foyer élevé à la hauteur voulue,que la mise en train du tirage et le règlement des ouras ; qu'ainsi on peut dire que l'interprétation judicieuse du brevet conduit à conclure que l'immobilité de la grille, au cours de la chauffe, est la condition d'une bonne opération ; que spécialement et sous peine de compromettre le résultat de la chauffe, il est constant qu'il serait contraire aux termes et à l'esprit du brevet de faire descendre la grille au cours de l'opération ;

III. — Attendu, d'autre part, que non seulement le brevet ne fait pas obstacle à l'ouverture du bouchoir, mais que le rechargement par le bouchoir apparaît comme une nécessité; que, tout d'abord, cette opération est indispensable, au cas de chauffage au bois, la quantité de combustible nécessaire à la chauffe ne pouvant être contenue dans une grille et l'opération comportant des rechargements répétés ; qu'elle est aussi nécessaire pour le chauffage au charbon, en raison des inconvénients que présenterait l'usage d'une grille trop grande, développant trop de chaleur autour du foyer et exposant ainsi à faire brûler le pain placé dans cette partie du four ; qu'enfin, Mousseau, s'étant réservé le choix des dimensions de la grille, il pouvait, ainsi qu'il l'a fait pour son brevet et le certificat d'addition, choisir une grille d'assez petite dimension pour nécessiter un ou plusieurs rechargements ;

Attendu qu'il n'est pas contesté que le mode de rechargement par le bouchoir soit conforme à la pratique boulangère ;

Attendu que si les défendeurs font ressortir que Mousseau revendique l'avantage de ne plus laisser entrer d'air froid par le bouchoir, il n'en faudrait pas conclure avec eux qu'il se soit interdit d'ouvrir le bouchoir, ni pendant la chauffe ni pendant la cuisson ; que l'ouverture du bouchoir est, au contraire , une nécessité constante ; qu'il faut y procéder pour surveiller les progrès de la chauffe ; qu'il faut y avoir recours sans cesse pour se rendre compte de la marche de la cuisson ; que si le breveté a été amené à dire que son système permettant de faire au dehors du four les opérations de chargement, d'allumage et de nettoyage, procurait ainsi sur les systèmes antérieurs l'avantage d'éviter l'ouverture du four, c'est parce que, antérieurement, c'était par le bouchoir que se faisaient les opérations ci-dessus ; qu'il ne convient donc point, emprisonnant en quelque sorte le breveté dans une formule, de lui interdire l'ouverture du four lorsque, sans inconvénient d'ailleurs pour la cuisson, elle devient une nécessité pratique de la réussite de l'opération entreprise ;

IV. — Attendu, dès lors,que si rien dans les termes et dans l'esprit du brevet ne fait obstacle, ni au mode de « chargement avec enfaîtage », ni au « rechargement de la grille par le bouchoir », il est de saine interprétation de considérer ces questions de pratique boulangère comme des actes de mise au point qu'il convient de laisser à l'initiative de l'exploitant ; qu'il importe, en effet, s'agissant d'une combinaison d'objets appartenant au domaine public, de laisser au propriétaire le soin d'en user à sa guise et de les employer de la façon la plus intelligente et la plus propre à obtenir un résultat plus complet ; que spécialement, en employant la marche « avec enfaîtage » alors que le chargement « sans enfaîtage » ne produisait pas de résultats industriels, le breveté n'a fait que disposer de sa propriété dans la limite de son droit et que conduire ses affaires aux mieux de ses intérêts ; que ce droit, inutile à stipuler, tant il découle de la nature des choses, résulte formellement du brevet, quand il dit qu'avant d'ouvrir les ouras, l'exploitant doit établir un bon

tirage procurant une bonne chauffe et, dès lors, le droit de procéder non seulement à toutes les manœuvres qui peuvent avoir ce résultat, mais encore à celui de substituer à des manœuvres inopérantes d'autres manœuvres plus utiles ;

Attendu que la consécration de ce droit ne saurait dépendre de l'importance plus ou moins grande du résultat obtenu ; que c'est vainement que les défendeurs contestent à l'exploitant le droit d'employer la marche en « enfaîtage », en soutenant que l'emploi, sans stipulation formelle d'un procédé qui transforme ainsi radicalement les résultats de l'appareil constitue une contravention aux dispositions des art. 6 § 3 et 30 6 de la loi du 5 juillet 1844, qui obligent à faire de l'objet du brevet une description suffisante pour l'exécution de l'invention ;

Attendu, en effet, que ce qui fait l'objet du brevet, ce n'est nullement un procédé spécial relatif à la marche de la grille, mais une combinaison, non encore réalisée, d'un certain nombre d'organes appartenant au domaine public, parmi lesquels la grille-panier ;

Attendu que, à cet égard, on trouve dans le brevet toutes les précisions sur la contribution apportée, dans la marche du four, par la grille-panier et qu'ainsi le breveté a satisfait aux obligations des art. 6 et 30 ci-dessus visés ;

Attendu, dès lors, que le droit, pour l'exploitant, de choisir le procédé le plus utile de chargement de la grille est certain et que les juges ne sauraient se refuser à reconnaître un droit aussi essentiel ; qu'ainsi à aucun point de vue on ne saurait prétendre que le procédé incriminé devrait être breveté, et qu'on peut se demander quelle serait la valeur du brevet sur ce point s'il eût été obtenu ;

En ce qui concerne l'emplacement de l'appareil à buée :

Attendu que l'interprétation du brevet ne saurait faire obstacle à ce que le breveté dispose cet appareil de façon à lui faire produire son maximum d'effet ; que si, dans la description de l'appareil, le breveté indique qu'il doit être chauffé directement par le foyer, il ajoute que l'appareil doit à sa situation d'être constamment à une température très élevée, ce qui indique suffisamment qu'il se réserve de choisir cette situation ;

Attendu, du reste, que, dans son brevet, Mousseau s'est réservé de modifier, suivant les besoins, la disposition de ses appareils ;

II. — Sur le second point :

Attendu que le brevet Mousseau de 1888 se compose : 1° de la grille de forme rectangulaire A du plan joint au brevet ; 2° d'une cheminée-guide B, dans laquelle peut se mouvoir la grille, du point inférieur où se fait l'allumage jusqu'à la sole du four ; 3° des trois portes d'allumage C, de nettoyage D, et de prise d'air E ; 4° du registre F, interceptant la communication entre le four et la grille dans sa partie basse ; 5° d'une ouverture G, placée entre la grille dans sa partie basse et le registre F, et qui met en communication la grille avec la cheminée d'évacuation placée en avant du four ; 6° d'un appareil à buée en fer H, J, K de la forme d'un serpentin, placé sous le carrelage autour du foyer ; 7° des ouras s'ouvrant dans le fond du four passant au-dessus de la voûte pour aboutir à la cheminée d'évacuation ;

Attendu que si chacun des appareils ci-dessus est acquis au domaine public, leur réunion ne se rencontre dans aucun des fours exploités antérieurement ;

Attendu, du reste, que le demandeur, en faisant fonctionner concurremment des appareils non encore groupés, a eu pour but de les faire concourir à une action commune ;

Attendu que l'aptitude de la grille à descendre, une fois la chauffe terminée, facilite son nettoyage et son entretien et évite au moment du chargement et de l'allumage, comme cela arrivait lorsque ces opérations se faisaient par le bouchoir, l'entrée de l'air froid et la production dans le four des gaz et des premières fumées de la combustion ;

Attendu que les portes C, D, E, et le registre G concourent à ce dernier résultat ; que le registre intercepteur F, bien installé, est également susceptible de rendre des services en interrompant le chauffage de la sole, notamment dans la partie déjà surchauffée environnant le foyer et en concourant aussi avec les autres organes ci-dessus à empêcher l'entrée dans le four des gaz et des fumées ; que la disposition de l'appareil à buée autour du foyer, qui le chauffe ainsi directement en même temps que le four, permet de produire de la vapeur à une température particulièrement élevée ; que la forme quadrangulaire et à jour de la grille a pour but et pour résultat de donner aux flammes une forme en éventail propre à assurer un chauffage plus complet des diverses parties du four ; que le foyer mobile, disposé à l'avant du four, se combine avec les ouras placés à l'arrière, pour faire circuler les courants d'air chaud dans toute la profondeur du four ;

Attendu, enfin, que la charge « avec enfaîtage », constitue aussi un progrès sur le chauffage par la grille fixe, en diminuant la combustion sur la partie coronnale de la grille, au profit de la conservation de la cheminée ; qu'elle produit encore une combustion, allant du centre à la périphérie, qui élargit la flamme et tend à amener un chauffage plus égal de toutes les parties du four ;

Attendu, dès lors, qu'il est constant pour le tribunal que les divers organes groupés par le brevet de 1888, ont eu pour résultat de produire une cuisson du pain plus facile, plus prompte et plus complète, et que ce groupement doit être considéré comme une combinaison nouvelle d'éléments connus produisant un résultat industriel ;

Attendu que le certificat d'addition porte : 1° sur une grille de forme spéciale en forme de panier, dont la paroi d'avant est plus basse que celle d'arrière ; 2° sur une collerette supprimant le courant d'air coronnal autour de la grille ; 3° sur une combinaison, avec le mouvement vertical de la grille d'un mouvement horizontal, qui permet de la déplacer lorsqu'elle est descendue sur le sol ;

Attendu que si ces différents éléments étaient séparément acquis au domaine public, leur groupement n'avait pas encore été obtenu et qu'ils ont contribué à produire les résultats industriels suivants, qui se trouvaient déjà en principe dans le brevet de 1888 ; facilité d'entretien et de chargement de la grille à raison de l'échancrure de la partie antérieure et son aptitude à être déplacée ; suppression du courant d'air coronnal autour de la grille ayant pour résultat le refroidissement du four ;

III. — Sur le troisième point :

Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence que l'atteinte aux droits du brevet prévue par l'art. 40 de

la loi du 5 juillet 1844 doit s'entendre sur l'imitation du brevet dans sa partie constitutive ;

Attendu que l'appareil à buée, qui pourrait être remplacé par des écouvillonnages répétés, et le registre obturateur ne sauraient être considérés que comme des organes accessoires ;

Attendu que ce qui constitue l'invention de Mousseau, c'est la réunion de son système de foyer mobile et de ses accessoires avec les ouras et la cheminée en maçonnerie du domaine public ;

Attendu que si le foyer mobile du brevet de 1888 n'existe dans aucun des fours saisis, le foyer de Brunelle, qui est l'imitation du foyer du certificat d'addition de 1890, se rencontre dans presque tous avec les ouras et la cheminée en maçonnerie, de telle sorte que c'est cette réunion qui est nouvelle, qui constitue l'invention et dès lors la contrefaçon ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter aux différences rencontrées entre les ouras et l'appareil à buée de Brunelle et ceux de Mousseau ; que tous ces appareils ont à la fois le même but et produisent le même résultat ; que les différences signalées ne sont pas essentielles et qu'en admettant qu'elles fussent suffisantes,elles n'ont été l'objet d'aucun brevet de perfectionnement ; que, dans tous les cas, la fabrication et l'usage de ces organes prétendus perfectionnés constitueraient, jusqu'à l'expiration du brevet de Mousseau, une véritable contrefaçon ;

En ce qui concerne Baret, Bellemain, veuve Camet, Carré, Chanut, Cloix, Davoust, Duvernay, Fourmy, Gorand, Gouin, veuve Nolfbaner, Jourdier, Languin, Ligonesche, Latinois, Ollier, Rasselet, Renault (Auguste-Désiré), Révérand Rochette, Ronceray, Schmidt, Tessier, Thémerault, Tremblais, Wingerter :

Attendu que si les prévenus ci-dessus n'ont pas été assignés devant la Cour de Paris, lors de l'appel du jugement avant faire droit et si depuis ce jugement en date du 5 janvier 1903, jusqu'aux assignations des 22, 23, 24, 26, 27, 29, 30 mars ; 9, 17, 18, 21, 23, 26 et 30 avril 1906, qui ont saisi le tribunal, il s'est écoulé plus de trois ans, le remplacement à la date du 23 novembre 1903, de Lenthéric et Street, experts, par Lecœur et d'Authonay, est incontestablement un acte de poursuite qui, dès lors, a eu pour résultat d'interrompre la prescription ; qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter davantage aux conclusions de certains défendeurs qui invoquent la péremption d'instance ; qu'en effet, la péremption d'instance, dont la forme et les effets sont déterminés par le Code de procédure civile, n'est pas applicable aux matières criminelles ; que du reste, cette procédure, procédant de la présomption que le demandeur abandonne l'instance engagée, cette présomption est démentie, autant par l'expertise ordonnée et poursuivie que par les conclusions prises à l'effet de remplacer certains experts par le jugement conforme qui est intervenu ;

1° Attendu que Renault, boulanger, rue de la Butte-aux-Cailles, 22,assigné le 18 octobre 1902,comme usager d'un four Brunelle, est décédé en cours d'instance ;

Attendu que par exploit du 26 mars 1906, Renault, 12, rue Germain-Pilon, a été cité non comme prévenu, mais en sa qualité d'héritier de son père ;

Attendu que l'action de Mousseau est non recevable ;

2° et 3° En ce qui concerne Gramain et Legeret :

Attendu qu'il n'est pas établi que les fours saisis sur eux eux soient la contrefaçon du four Mousseau ;

Attendu que l'action injustifiée et téméraire de Mousseau a causé à Gramain et à Legeret un préjudice ; que le tribunal possède les éléments pour l'apprécier ;

4° En ce qui concerne Guillois :

Attendu que s'il est constant qu'il a fait construire par Brunelle, le 24 juin 1901, un appareil de chauffage, qui est la contrefaçon du brevet de Mousseau, le demandeur ne fait pas la preuve que Guillois ait fait usage de cet appareil moins de trois ans avant la citation du 28 avril 1906 premier acte de poursuite ;

5° En ce qui concerne la veuve Percheron :

Attendu que Percheron, boulanger, 23, rue de Jussieu, assigné, le 27 mai 1902,comme usager d'un four Brunelle, est décédé en cours d'instance ;

Attendu que par exploit, en date du 18 avril 1906, Mousseau a assigné la veuve Percheron en la même qualité ;

Attendu qu'il résulte de conclusions déposées par elle, conclusions non contredites par le demandeur, qu'après la mort de son mari, établi boulanger, elle n'a pas continué ce commerce et a renoncé non seulement à la communauté ayant existé entre elle et son mari, mais encore au bénéfice de l'usufruit qui lui était accordé par l'art. 767 C. civ. ;

Attendu que dans ces circonstances le demandeur ne fait pas la preuve qui lui incombe ;

6° En ce qui concerne Girault et à raison de l'usage fait par lui du four portant le n° 66 bis du rapport des experts de la majorité :

Attendu que ce four n'est pas la contrefaçon du four breveté par Mousseau ;

7° En ce qui concerne Languin :

Attendu que, le 24 déctembre 1898, Languin, propriétaire d'une maison, 18, rue du Lunain, où était établi une boulangerie, a commandé à Brunelle un four de la fabrication de ce dernier et qui était la contrefaçon du four de Mousseau ;

Attendu qu'en avril ou mai suivant, il a installé ce four dans la boulangerie ci-dessus, louée le 29 mars précédent aux époux Collin ;

Attendu que le 15 janvier 1901, il a loué à nouveau cette boulangerie aux époux Gien et que l'acte de location contient vente du four à ces derniers ;

Attendu que la commande ci-dessus constitue, en dehors de toute bonne foi, le délit de contrefaçon ;

Mais attendu que la première citation adressée à Languin est du 8 juillet 1902, alors que le délit remonterait au mois d'avril ou mai 1899 ;

Attendu, d'autre part, que la saisie descriptive, en date du 23 mai 1902, seul acte interruptif de prescription, est nulle comme n'ayant pas été suivie dans la huitaine d'une citation régulière ; que dès lors ce délit est couvert par la prescription ;

Attendu que si on peut relever encore contre Languin les faits de recel et de vente, il n'est pas établi qu'il ait connu la contrefaçon et qu'ainsi ils ne sauraient être retenus ; qu'il y a lieu toutefois, malgré l'acquittement de Languin, de faire droit à la demande de Mousseau tendant à la confiscation du four contrefait ;

Sur la demande reconventionnelle de Languin :

Attendu que la poursuite contre Languin est justifiée par la confiscation à laquelle il est condamné ; que par suite sa demande reconventionnelle est mal fondée ;

En ce qui concerne Brunelle :

Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats que Brunelle a été, pendant plusieurs années, l'employé de Mousseau, qu'il a quitté en 1895 pour s'éta-

blir comme constructeur de fours et lui faire concurrence ; qu'il est constant qu'il a fabriqué la plus grande partie des fours argués de contrefaçon et qu'il a transformé les autres, en y introduisant les organes constitutifs de la contrefaçon ; qu'il y a lieu, dès lors, de rejeter la demande reconventionnelle de Brunelle ;

En ce qui concerne la femme Brunelle :

Attendu que, le 8 juillet 1902, Brunelle a, dans la liquidation de la communauté qui a suivi sa séparation de biens, cédé à sa femme, pour la remplir, jusqu'à due concurrence, de ses reprises s'élevant à 8.807 francs, son fonds de commerce évalué à 6.303 fr. 50, prix s'appliquant, jusqu'à concurrence de 2.000 francs, au fonds proprement dit avec la clientèle, l'achalandage, les brevets d'invention et le droit au bail ;

Attendu que, par arrêt du 10 février 1906 de la Cour d'appel de Paris, cette cession a été annulée comme faite en faude des droits de ses créanciers ;

Attendu qu'il résulte des documents de la cause que, pendant la période qui s'est écoulée entre la cession et le 14 mai 1903, date de l'expiration du brevet, des réparations ayant consisté en fournitures de garnitures réfractaires et de pièces interchangeables, ont été accomplies sur des fours contrefaits construits par Brunelle ; qu'il y a lieu de considérer ces réparations comme des actes de contrefaçon, puisqu'elles ont eu pour conséquence de consolider les fours contrefaits et de prolonger ainsi l'œuvre de la contrefaçon ;

Attendu que s'il résulte de l'arrêt de la Cour de Paris que la propriété du fonds est restée, pendant la période dont s'agit, sur la tête de Brunelle, il résulte des circonstances de la cause et des débats, que la femme Brunelle s'est immiscée par des actes personnels dans l'administration du fonds de commerce et qu'elle a collaboré dans l'œuvre de la contrefaçon organisée par son mari; que cette collaboration résulte notamment : 1° de la part qu'elle a prise dans l'organisation du transport frauduleux de la propriété du fonds ; 2° des prospectus qu'elle a envoyé à la clientèle et dans lesquels elle se représentait comme devenue la propriétare de l'établissement commercial ; 3° des revendications qu'elle a exercées lors des oppositions faites par Mousseau au paiement des factures dues par la clientèle et qu'elle basait sur la cession qui lui avait été faite ; 4° des quittances qu'elle a données aux clients dont s'agit en sa prétendue qualité de propriétaire ; 5° de ce fait que postérieurement à l'arrêt ci-dessus et dans le but de continuer la fraude dévoilée par cet arrêt, la dame Brunelle, à la date du 22 mars 1906, constitue avec un sieur Bouchenot, une société à l'effet d'exploiter un fonds de construction de fours de boulangers ; qu'il y a lieu, dès lors, de rejeter la demande reconventionnelle de la dame Brunelle ;

En ce qui concerne Roux :

Attendu que, en 1895, Roux, boulanger, rue Vignon, acheta de Brunelle un four pour 2.200 fr,, qui fut ultérieurement saisi par Mousseau comme étant la contrefaçon du sien ;

Attendu que, par arrêt de la Cour de Rouen en date du 29 juin 1901, Roux a été, solidairement avec Brunelle, condamné à des dommages et intérêts envers Mousseau, à raison de l'usage commercial dont s'agit;

Attendu que, le 1er avril 1899, Roux ayant vendu son fonds entra chez Brunelle, apparemment à titre de contre-maître, et qu'il y resta jusqu'au 3 mai 1902, époque des premières assignations concernant la poursuite actuelle ;

Attendu que le demandeur relève contre Roux les faits suivants, qui lui paraissent démontrer qu'il a été l'associé de Brunelle et qu'il doit être tenu comme solidairement responsable avec lui des faits de contrefaçon ; 1° l'existence, sur les livres de la maison, au nom de Roux, d'un compte d'appointements et d'un compte de prélèvements, alors que les appointements des employés sont englobés dans les frais généraux et qu'il était le seul à posséder un compte de prélèvements ; 2° l'établissement par Brunelle d'un inventaire lors de l'entrée de Roux dans la maison (1er avril 1899) alors que trois mois auparavant, le 31 décembre 1898, il avait été procédé à l'inventaire normal ;

Attendu toutefois que ces faits, quoiqu'ils constituent de graves présomptions, ne sauraient constituer la preuve du fait allégué ;

Mais attendu que si l'employé n'est pas responsable des faits de contrefaçon commis par son patron, c'est à la condition qu'il n'ait pas connu la contrefaçon et qu'il n'y ait pas pris part ;

Attendu qu'il est constant que Roux connaissait le brevet de Mousseau et les faits de contrefaçon reprochés à Brunelle et que c'est ainsi en pleine liberté, de propos délibéré et dans le but de collaborer aux faits qu'il savait que Brunelle continuait à perpétrer, qu'il est entré dans la maison de ce dernier ; que sa collaboration aux actes de contrefaçon n'est donc pas douteuse ; qu'il y a lieu, dès lors, de rejeter la demande reconventionnelle de Roux ;

Attendu que si Roux doit être tenu comme solidairement responsable avec Brunelle des faits reprochés, il y a lieu dans la répartition entre eux des dommages et intérêts de tenir compte à Roux de sa situation de subordonné de Brunelle ;

En ce qui concerne les sociétés coopératives, dites : 1° la Dyonisienne; 2° l'Abeille de Saint-Ouen ; 3° l'Economie sociale de Clichy ;

Attendu que la Dyonisienne et l'Abeille de Saint-Ouen exposent : que le 7 mai 1902, Mousseau a fait saisir, comme contrefaits, des fours appartenant à ces deux sociétés ; que le 24 mai 1902, elles ont été assignées dans la personne de leurs « directeur et administrateurs »; que, le 22 octobre suivant, la société la Dyonisienne a été assignée dans la personne de Davoust, président du Conseil d'administration, et la Société l'Abeille de Saint-Ouen, dans la personne de Rochette, secrétaire délégué ;

Attendu que lesdites sociétés coopératives soutiennent que ces assignations sont non recevables ; que la première citation est nulle, parce que si elle a été adressée aux directeurs et administrateurs, elle n'a nommément désigné aucun d'eux ; que la seconde citation est nulle aussi, parce que si Davoust et Rochette sont respectivement administrateurs de l'une et de l'autre sociétés, l'administration appartient à l'ensemble des administrateurs et, qu'en conséquence, tous les administrateurs auraient dû être cités ; qu'elles soutiennent aussi que les actions sont mal fondées parce que, d'une part, la saisie étant nulle comme n'ayant pas été suivie, dans la huitaine, d'une citation régulière et, d'autre part, les experts n'ayant fait aucune constatation personnelle des faits reprochés, on ne saurait les considérer comme établis ; qu'elles soutiennent, en outre, avec la Société l'Economie Sociale de Clichy, qui s'associe sur ce seul point à leurs conclusions, que les actions seraient aussi mal fondées, parce que l'usage reproché aux sociétés coopératives est un usage personnel qui les fait échap-

per à l'application de l'art. 40 de la loi du 5 juillet 1844, et qu'elles échappent à l'art. 41, parce que, si elles ont recélé les fours contrefaits, on ne saurait relever contre elles de mauvaise foi ;

Mais attendu que si l'assignation du 24 mai 1902 est nulle, comme n'ayant pas désigné nommément les « directeur et administrateurs » il n'en est pas de même de celles du 22 octobre suivant, adressées l'une à Davoust, l'autre à Rochette ; qu'en effet, il résulte de l'art. 25 des statuts de la Dyonisienne, et de l'art. 18 des statuts de l'Abeille de Saint-Ouen, qu l'admnistration de la société est confiée à l'ensemble des administrateurs ; que, si la solidarité n'est pas expressément stipulée entre eux, il résulte des éléments de la cause que les faits reprochés n'ont pu, en vertu même des statuts, être réalisés qu'avec le concours de tous les « administrateurs », et qu'ils sont ainsi le résultat d'une faute commune et concertée ; que, dès lors, la citation adressée à l'un des administrateurs était opérante ;

Au fond :

Attendu que si la saisie du 7 mai 1902 est nulle comme n'ayant pas été suivie dans la huitaine d'une citation régulière, la preuve de la livraison par Brunelle aux deux sociétés coopératives dont s'agit des fours argués de contrefaçon résulte de la comptabilité de Brunelle qui constate qu'en 1896, 1897 et 1898, il a livré : 1° à la Dyonisienne, deux fours neufs et deux appareils de chauffage ; 2° à l'Abeille de Saint-Ouen, deux fours neufs ; 3° à l'Economie sociale trois fours neufs ;

Attendu qu'il résulte des procès-verbaux de saisies des 21 mai et 18 mai 1902, qu'on a constaté au siège de ces trois sociétés : à la Dyonisienne, trois fours semblables ; à l'Abeille de Saint-Ouen, deux fours semblables ; à l'Economie sociale, deux fours semblables ; que ces fours appartiennent au système Brunelle et sont la contrefaçon du four de Mousseau ;

Sur l'usage personnel :

Attendu qu'il est constant que les sociétés coopératives dont s'agit ont utilisé les fours contrefaits à la fabrication des pains livrés à leurs membres ;

Attendu que l'art. 40 de la loi du 5 juillet 1844 dispose, sans distinction,que toute atteinte portée aux droits du brevet par l'emploi de moyens faisant l'objet du brevet, constitue la contrefaçon ;

Attendu que la jurisprudence, dans le but d'assurer le respect du domicile, a consacré à cette règle une exception, lorsqu'il s'agit d'un usage personnel ;

Attendu que, pour décider s'il y a ou non usage personnel, il convient d'envisager, non la personne du prévenu, mais l'acte qui lui est reproché ;

Attendu que les sociétés coopératives sont des groupements de personnes qui ont pour but de se dispenser de l'intermédiaire des commerçants, en accomplissant les mêmes actes de commerce et en profitant des bénéfices qu'il procure ; que ces bénéfices se traduisent par la diminution du prix du pain, mais qu'ils prennent aussi la forme de mises à la réserve et d'achats d'immeubles qui deviennent la propriété de la collectivité ; que, dès lors, les sociétés coopératives dont s'agit, si elles forment des sociétés civiles, doivent être considérées au point de vue de la loi de 1844, comme accomplissant des actes équivalent à des actes de commerce ; que cette solution s'impose d'autant plus qu'étant donnée la tendance des sociétés coopératives à se généraliser et à grouper une grande partie de la population, elles pourraient, en utilisant ainsi impunément les objets contrefaits, annihiler complètement les droits des brevetés ; que, dès lors, on ne saurait dire que lesdites sociétés coopératives ont fait de leurs fours un usage personnel ;

Attendu, dans tous les cas, qu'il est constant que les sociétés coopératives incriminées ont recelé les fours contrefaits alors qu'elles connaissaient, par les retentissants procès introduits, le brevet Mousseau et l'atteinte qui lui a été portée par Bruncle, son ancien employé, devenu, pour toute la corporation, son concurrent déterminé ; que la connaissance de la contrefaçon ne saurait, du reste, être contestée par la Société de l'Economie sociale de Clichy, qui avait été condamnée à Rouen pour des faits semblables ; qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de Mousseau tendant à la confiscation des fours saisis qui sont argués de contrefaçon ; qu'il y a lieu, d'autre part, de rejeter la demande reconventionnelle de l'Economie sociale de Clichy ;

Attendu que Davoust, Rochette et Buffet, sont respectivement les préposés des sociétés coopératives de la Dyonisienne, l'Abeille de Saint-Ouen et l'Economie sociale de Clichy et qu'ils ont agi dans les fonctions auxquelles ces sociétés les ont employés ;

En ce qui concerne Fourmy :

Attendu que, le 14 mai 1898, Fourmy s'est associé avec Duvelle pour l'exploitation d'un fonds de boulanger-pâtissier, sous la raison sociale : « Dùvelle et C^ie » ;

Attendu qu'il résulte de renseignements fournis à l'audience que les deux associés ont participé à l'administration du fonds ;

Attendu que, en juin suivant, Duvelle, agissant au nom de la Société « Duvelle et C^ie », acheta de Brunelle, pour le prix de 3.800 francs, deux fours neufs de sa fabrication et qui étaient la contrefaçon du four de Mousseau ;

Attendu qu'en janvier 1899, le fonds de boulangerie a été repris par Fourmy ;

Attendu qu'il est constant pour le tribunal que les deux associés, puis Fourmy seul, ont utilisé les fours à leur exploitation commerciale ;

Attendu, à la vérité, que si Fourmy prétend que les fours n'ont pas été utilisés, il n'administre par cette preuve et qu'il résulte, au contraire, du rapport de Krémer, ingénieur expert, chargé de les démolir, qu'ils n'avaient pas servi depuis longtemps, ce qui implique qu'ils avaient servi ;

Attendu que, le 23 mai 1902, Mousseau a fait procéder à la saisie desdits fours ;

Attendu que si, sur l'initiative de Fourmy, et en vertu d'une ordonnance de référé, en date du 21 juillet 1903, il a été procédé à la démolition et au transport chez Bédel de la partie en fer des fours, cette démolition n'a pas été opérée au ras du sol et qu'il importe de faire droit à la demande de Mousseau sur ce point ;

En ce qui concerne Jonchery :

Attendu que le 28 mai 1902, Mousseau a fait procéder, dans le fonds de Jonchery, boulanger, 18, rue du Bac, à la saisie d'un four système Brunelle, et qui est la contrefaçon du système breveté ;

Attendu que si la saisie dont s'agit est nulle, comme n'ayant pas été suivie, dans la huitaine, d'une citation en justice, la preuve de la possession par Jonchery du seul four argué de contrefaçon résulte de la déclaration spontanée à l'audience de la dame Chaussier, prédécesseur de Jonchery, qui reconnaît lui avoir cédé, le 1^er avril 1901, deux fours de la fabricationBrunelle ;

qu'il est constant, que le four saisi est un des deux fours dont s'agit, et que Jonchery l'a utilisé pour les besoins de son commerce ; qu'il y a lieu, dès lors, de faire droit à la demande de Mousseau, tendant à la confiscation de ce four ; qu'il y a lieu, enfin, de rejeter la demande reconventionnelle de Jonchery ;

En ce qui concerne Révérand :

Attendu, que le 11 octobre 1898, Bidot, boulanger, 77, rue Turbigo, a fait transformer par Brunelle, qui déclare y avoir introduit son appareil de chauffage, un four construit par Mousseau ;

Attendu que, le 5 mai 1900, il a vendu son fonds à Révérand ;

Attendu que,le 22 mai 1902, Mousseau a fait saisir ce four dans l'établissement de Révérand ;

Attendu que cette saisie a été suivie, à la date du 28 mai 1902, d'une assignation de Révérand à la requête de Mousseau devant le tribunal correctionnel ;

Attendu qu'il est constant que Révérand a utilisé le four argué de contrefaçon pour les besoins de son commerce ; qu'il y a lieu, dès lors, de faire droit à la demande de Mousseau tendant à la confiscation du four dont s'agit ;

En ce qui concerne Lucet :

Attendu que, le 30 décembre 1900, Brunelle a installé chez Robin, pour le prix de 2.200 francs, un four neuf de sa fabrication et qui est la contrefaçon du four de Mousseau ;

Attendu que dans le courant de 1892, Robin a vendu à Lucet, avec son fonds, le four dont s'agit ;

Attendu que si, le 20 juin 1902, lors de la saisie pratiquée par Mousseau, le four était démuni des organes constitutifs de la contrefaçon, notamment de l'appareil de chauffage, il est constant qu'ils avaient été enlevés quelque temps auparavant pour éviter les conséquences de la poursuite ; qu'il est constant que Lucet a utilisé pour les besoins de son commerce un four contrefait ; qu'il y a lieu, dès lors, de faire droit à la demande de Mousseau tendant à la confiscation du four dont s'agit ;

En ce qui concerne Gien :

Attendu que, le 15 janvier 1901, les époux Gien ont loué à Languin un fonds de boulangerie, 18, rue du Lunain, et que, dans l'acte de location, ils lui ont acheté, avec les accessoires et moyennant 800 francs, un four système Brunelle garnissant le fonds et qui est la contrefaçon du four Mousseau ;

Attendu que, depuis, Gien a utilisé pour son commerce le four dont s'agit ; qu'il y a lieu, dès lors, de faire droit à la demande de Mousseau tendant à la confiscation de ce four ;

En ce qui concerne Tremblais :

Attendu que, le 1er mars 1899, Tremblais, boulanger, 143, rue de Clignancourt, a commandé à Brunelle, pour le prix de 2.100 francs un four neuf de sa fabrication et qui est la contrefaçon du four de Mousseau ;

Attendu que, le 22 mai 1902, Mousseau a fait saisir ce four ;

Attendu qu'il est constant que Tremblais a utilisé ce four pour les besoins de son commerce ; qu'il y a lieu, dès lors, de faire droit à la demande de Mousseau tendant à la confiscation du four dont s'agit ;

En ce qui concerne Latinois :

Attendu que, le 19 septembre 1900, Latinois, boulanger, rue Lemercier, 87, a fait construire par Brunelle, pour le prix de 2.200 francs, un four neuf de sa fabrication et qui est la contrefaçon du four Mousseau ;

Attendu que, le 20 mai 1902, Mousseau a fait saisir ce four sur Chaudieu, son successeur ;

Attendu qu'il est constant que Latinois a utilisé ce four pour les besoins de son commerce ; qu'il y a lieu, dès lors, de faire droit à la demande de Mousseau tendant à la confiscation du four dont s'agit ;

En ce qui concerne Duvernay :

Attendu que, le 13 février 1900, Duvernay, boulanger, 67, rue des Prairies, a acheté à Brunelle, pour le prix de 4.060 francs, deux fours neufs de sa fabrication et qui sont la contrefaçon du four Mousseau ;

Attendu que, le 16 mai 1902, Mousseau a fait saisir ces fours ;

Attendu qu'il est constant que Duvernay a utilisé ces fours pour les besoins de son commerce ; qu'il y a lieu, dès lors, de faire droit à la demande de Mousseau tendant à la confiscation des fours dont il s'agit ;

En ce qui concerne Berton :

Attendu que par procès-verbaux de saisie, en date des 17 et 22 mai 1902, Mousseau a fait constater l'installation, dans le fonds de Berton,de deux fours, l'un construit par Mousseau, mais transformé par Brunelle, et où ce dernier avait notamment installé son foyer, l'autre de la fabrication de Brunelle, et qui sont ainsi tous deux la contrefaçon du four de Mousseau ;

Attendu qu'il est donc constant que Berton a utilisé, pour les besoins de son commerce, deux fours contrefaits ; qu'il y a lieu, dès lors, de faire droit à la demande de Mousseau tendant à la confiscation des fours dont s'agit ;

En ce qui concerne les autres usagers :

Attendu qu'il n'est pas contesté qu'ils aient utilisé, pour les besoins de leur commerce, les fours contrefaits possédés par eux ;

En ce qui concerne les personnes suivantes citées comme détenteurs : Gosselin, Serré, Bizard, Bernon, Fernand, Chenu, Rollin, Vaillant, Raton et Cie, Borgner (Victor), Pernet, Fouquet, Petit, Beauvaix, femme Langlais, Ruoni, Bonnefoy, veuve Guillaume, Cheroute, Biza, Cellier, Bignon, Jammes ou Jommes, Pouret, Servant, veuve Vercasson et Garuchot, Rénier, Vuillot, Négrier, Laubier, Chollin, Gardebois, Gaurat, Richard, femme Gay, Doiret, Moreau, 17, rue du Château-d'Eau, Gautelier, Violat, Feurstein (Janillon), demoiselle Jouvray, Rabineau, Renard, Peyrot, Leblanc, Octave Moreau, 66, rue Ordener, Peltier, Roberjot, Cothias, Darré, Paulin, Laufrais, Melot, Gourmand, Auger-Sallier (dit Sallier), Piard, Méry, Lavigne, Leveneur, Thévard, Legendre, 23, rue de Jussieu, Dufour, Savoy, Bédot, Jacquemin, Boyault, Berthelot, Goffy, Zink, Boulestin, Leclercq, Royer, Gauché, Grady, Brayère ;

Attendu que les personnes ci-dessus sont citées devant le tribunal correctionnel pour voir déclarer commun avec elles. le jugement ordonnant la confiscation contre les prévenus des fours argués de contrefaçon ;

Attendu que le demandeur soutient que la confiscation se justifie par ce fait que les détenteurs ont été avertis par les oppositions faites entre leurs mains de l'existence de la saisie et de la mise sous la main de justice qui en résulterait des fours prétendus contrefaits ; qu'ils sont ainsi devenus des détenteurs de mauvaise foi et même des usagers lorsque, comme cela est arrivé pour plusieurs, l'achat des fours a été antérieur à l'expiration du brevet ; qu'il appartient, dès lors, au tribunal de prononcer la confiscation contre les détenteurs, bien que la détention incriminée n'ait pas été

qualifiée par la citation et même au cas d'acquittement;

Mais attendu que la citation ne relevant contre les détenteurs aucun fait délictueux, le tribunal ne saurait ni disqualifier des faits non incriminés, ni prononcer d'acquittement, et qu'il lui appartient seulement de se prononcer sur la question qui lui est soumise ;

Attendu que, soit que les fonds où avaient été installés des fours contrefaits aient été achetés avant ou après l'expiration du brevet, ces fours avaient été placés, par une saisie, sous la main de justice ; que, dès lors, ils ne sont entrés dans le patrimoine des détenteurs que grevés, en quelque sorte, du droit du breveté à leur confiscation, et qu'ainsi il paraît certain qu'une action contre les détenteurs est ouverte, au profit du breveté, devant les tribunaux civils ;

Mais attendu que l'art. 49 de la loi du 6 juillet 1844 dispose : « La confiscation des objets reconnus contrefaits et le cas échéant celle des instruments... seront, même au cas d'acquittement, prononcées contre le contrefacteur, le recéleur, l'introducteur ou le débitant » ;

Attendu que cet article ne vise que les personnes susceptibles d'être poursuivies pénalement ; que cela résulte des mots « même au cas d'acquittement » ;

Attendu que les personnes assignées ne figurent dans aucune de ces catégories ;

Attendu que les lois pénales sont de droit étroit ; que, de même que les lois pénales, la juridiction correctionnelle est une juridiction d'exception ; que, dès lors, le tribunal ne saurait, directement ou indirectement, notamment sous la forme adoptée par le demandeur dans son assignation, déclarer la demande recevable ;

Attendu enfin que vainement on prétendrait : 1° qu'il y a lieu d'étendre aux simples détenteurs la dérogation aux principes généraux de l'art. 49 ci-dessus ; 2° que l'obligation imposée au tribunal de prononcer la confiscation contre les usagers poursuivis doit entraîner, pour être efficace, l'obligation de la prononcer contre toute personne qui, de leur fait, même après l'expiration du brevet, est en possession des fours ;

Mais attendu, sur le premier point, que les dérogations de cette nature doivent être, au contraire, interprétées limitativement ;

Attendu, sur le second point, que cette considération ne saurait autoriser la violation des principes ci-dessus et que, du reste, la seule sanction de « l'obligation de faire » consiste dans la condamnation à des dommages et intérêts ;

Attendu que si le tribunal correctionnel est compétent pour statuer sur les responsabilités civiles qui peuvent résulter d'un délit et spécialement pour prononcer la confiscation et la remise au demandeur des objets contrefaits, cette attribution de compétence est une dérogation aux principes généraux et ne saurait être étendue ; qu'il ne saurait, dès lors, lui appartenir de prononcer, au cas d'inexécution de l'obligation prescrite, l'allocation de dommages et intérêts en vertu de lart. 1142 C. civ. ;

Attendu que si Mousseau a pu commettre une erreur de droit en citant les détenteurs des fours devant le tribunal corectionnel, il n'est nullement établi qu'il ait agi de mauvaise foi et dans l'intention de nuire ;

Attendu qu'antérieurement aucun des prévenus n'a été condamné pénalement à raison de faits de la nature de ceux relevés aujourd'hui contre eux ;

Attendu qu'il est constant que Brunelle est ancien employé ou ouvrier de Mousseau ;

Sur la demande de dommages et intérêts de la partie civile :

Attendu que le tribunal trouve dans les documents produits aux débats et soumis à la discussion des des parties, les éléments nécessaires pour apprécier le préjudice causé à Mousseau ;

Par ces motifs,

I.— En ce qui concerne Languin et relativement à la commande d'un four contrefait :

Dit que ce délit est couvert par la prescription ;

II. — En ce qui concerne Baret, Bellemain, veuve Camet, Carré, Chanut, Cloix, Davoust, Duvernay, Fourmy, Gorand, Gouin, veuve Holfbauer, Jourdier, Languin, Ligonesche, Latinois, Ollier, Rasselet, Renault (Auguste-Désiré), Révérand, Rochette, Ronceray, Schmidt, Tessier, Thémerault, Tremblais, Wingerter ;

Dit n'y avoir lieu à prescription, ni à péremption d'instance ;

III. — En ce qui concerne Renault, épicier, 12, rue Germain Pilon :

Déclare l'action de Mousseau non recevable ;

IV. — En ce qui concerne Gramain, Legeret, Guillois, veuve Percheron, Giraud (René), relativement au four 66 bis du tableau récapitulatif des experts de la majorité, et Lunguin, relativement aux faits de recel et vente d'un four contrefait ;

Dit que la prévention n'est pas établie ;

Les relaxe des fins de la poursuite sans dépens ;

V. — En ce qui concerne les détenteurs suivants : Gosselin, Serré, Bizard, Bernon, Fernand Chenu, Rollin, Vaillant, Raton et C^ie^, Borzner (Victor), Pernet, Fouquet, Petit, Beauvais, femme Langlais, Ruoni, Bonnefoy, veuve Guillaume, Cheroute, Biza, Cellier, Bignon, Jammes ou Jommes, Pouret, Servant, veuve Vercasson et Garuchot, Bénier, Vuillot, Négrier, Laubier, Chollin, Gardebois, Gaurat, Richard, dame Gay, Doiret, Moreau, 17, rue du Château-d'Eau, Gautelier, Violat, Feurstein, Janillon, demoiselle Jouvray, Rabineau, Renard, Perpot, Leblanc, Octave Moreau, rue Ordener, 66, Peltier, Roberjot, Cothias, Darré, Paulin, Laufrais, Melot, Gourmand, Auger, Sallier (dit Sallier), Piard, Méry, Lavigne, Leveneur, Thévard, Legendre, 23, rue de Jussieu, Dufour, Savoy, Bidot, Jacquemin, Boyault, Berthelot, Goffy, Zink, Boulestin, Leclercq, Royer, Gauché, Grady ;

Déclare l'action non recevable ;

VI. — En ce qui concerne Brayer, cité comme détenteur d'un four contrefait ;

Attendu qu'il était décédé avant l'assignation ;

Dit n'y avoir lieu à statuer en ce qui le concerne ;

VII. — Déclare Brunelle, femme Brunelle, et Roux coupables : 1° Brunelle conjointement avec Roux ; 2° Brunelle, Roux et femme Brunelle conjointement, d'avoir à Paris, depuis moins de trois ans, au moment des premières poursuites, porté atteinte au brevet Mousseau de 1888 et à son certificat d'addition de 1890, par l'emploi de moyens faisant l'objet de ces brevet et certificat d'addition ; Brunelle étant ancien ouvrier ou employé de Mousseau ;

VIII. — Déclare Augier, Aubert (Alphonse), Aubert (François), Backer, Barbier, Baret, Bâton, Beaudenon, Beauvillier, Bellemain, Bénistand, Béra, Berlin, Bernon (Alexandre), Berthier, Berton, 17, rue Saint-Lazare, Besnier, Boëgel, Bonhomme, Bony, Borzner (Joseph), Bougault, Boulay, Branchet, Brenier, Brette,

Brissot, Buck, Buffet, Bugaud, Buisson, veuve Camet, Carré, Cartier, Chanut, Chappe, Chassevent, Chaudien, Chaumié, Chauvet, Cherpin Cinquin, Citron, Cloix, Cousin, Davoust, Delaplace, Denègre, Devigny, Dolbeau, Dorange, Duvernay, Ehrsam, Fourmy, Fritsch, Garcelon, Garuchot, Gasnier, Girondeau, Geslin, Gien, Girard, Girault (Alcide), Girault (René), relativement au four n° 66 du tableau récapitulatif des experts de la majorité, Gorand, Goudeau, Gouin, Grison, Groff, Groll, Grossin, Guraz, Guérand, Guérineau, Heudebert, Hivernaud, veuve Holfbaner, Hugueny, Huré, Jacob, Jacquier, Jorossay, Jonchery, Jourdier, Jouvray, Julien, Klein, Kœhl, Laufrais, Leblanc, Théophile, Lebret, femme Lebret, Lecerre, Legendre, 110, faubourg du Temple, Legros, Lejeune, veuve Lejiot, Lemonnier, Lengrand, Lesueur, Leymarie, Ligonesche, Loiseau, Latinois, Lucet, Malsagne, Manceau, Maréchal, Maron, Marron, Markanty, Marx, Mauger, Meslier, Meurice, Moignen, Moinard, Morette, Morin, veuve Mothu, Munch, Nicolle, Ollier, Pernisari, Pérot, Pierre, Princet, Prudent, Pointard (Louis-Pierre), Pointard (Louis-Auguste), Putz, Rasselet, Renault (Esther-Victor-Joseph), Renault (Auguste-Désiré), Revellin, Révérand, Robert, Rochette, Ronceray, Roux (Pierre), Savry, Serin, Sevin, Schlenck, Schmidt, Solon, Stiquaire, demoiselle Stiquaire, Stoskopf, Syda, Tessier, Thémerault, Thomas, Touret, Tremblais, Tritz, Valentin, veuve Védelle, Vérot, Viault, Vincent et Wingerter ;

Coupables d'avoir, à Paris, depuis moins de trois ans, au moment des premières poursuites, porté atteinte au brevet Mousseau de 1888 et à son certificat d'addition de 1890 par l'emploi de moyens faisant l'objet de ces brevet et certificat d'addition ;

Dit n'y avoir lieu à prononcer les peines de la récidive ;

Et leur faisant application des art. 40, 41, 43, 73 et 44 de la loi du 5 juillet 1844 et 463 C. pén. ;

Les condamne : 1° Brunelle, à 2.000 francs d'amende ; 2° Roux, à 500 francs d'amende ; 3° femme Brunelle, à 200 francs d'amende ; 4° les prévenus suivants chacun, à 50 francs d'amende : Angier, Aubert (Alphonse), Aubert (François), Backers, Barbier, Baret, Bâton, Beaudenon, Beauvillier, Bellemain, Bénistand, Béra, Berlin, Bernon (Alexandre), Berthier, Berton, rue Saint-Lazare, 17, Besnier, Boëgel, Bonhomme, Bony, Borzner (Joseph), Bougault, Boulay, Branchet, Brenier, Brette, Brissot, Buck, Buffet, Bugaud, Buisson, veuve Camet, Carré, Cartier, Chanut, Chappe, Chassevent, Chaudieu, Chaumier, Chauvet, Cherpin, Cinquin, Citron, Cloix, Cousin, Davoust, Delaplace, Denègre, Devigny, Dolbeau, Dorange, Duvernay, Ehrsam, Fourmy, Fritsch, Garcelon, Garuchot, Gasnier, Dirondeau, Geslin, Gien, Girard, Girault (Alcide), Girault (René), relativement au four n° 66 du tableau récapitulatif des experts de la majorité, Gorand, Gondeau, Gouin, Grison, Groff, Groll, Grossin, Gruaz, Guérand, Guérineau, Heudebert, Hivernaud, veuve Holfbaner, Huqueny, Huré, Jacob, Jacquier, Jarossay, Jonchery, Jourdier, Jouvray, Julien, Klein, Koehl, Laufrais, Leblanc (Théophile), Lebret, femme Lebret, Lecerre, Legendre, 110, faubourg du Temple, Legros, Lejeune, veuve Lejiot, Lemonnier, Lengrand, Lesueur, Leymarie, Ligonesche, Loiseau, Latinois, Lucet, Malsagne, Manceau, Maréchal, Maron, Marron, Markanty, Marx, Mauger, Meslier, Meurine, Moignen, Moinard, Morette, Morin, veuve Mothu, Munch, Nicolle, Ollier (Pernisari), Pérot, Pierre, Princet, Prudent, Pointard (Louis-Pierre), Pointard (Louis-Auguste), Putz, Rasselet, Renault (Esther-Victor-Joseph), Renault (Auguste-Désiré), Revellin, Révérand, Robert, Rochette, Roncerey, Roux (Pierre), Savry, Serin, Sevin, Schlenck, Schmidt, Solon, Stéquaire, demoiselle Stéquaire, Stroskopf, Syda, Tessier, Thémérault,, Thomas, Touret, Tremblais, Tritz, Valentin,veuve Védelle, Velly, Vérot, Viault, Vincent et Wingerter ;

Déclare les sociétés coopératives, la Dyonisienne, l'Abeille de Saint-Ouen et l'Économie sociale de Clichy, respectivement responsables des faits de Davoust, Rochette et Buffet, leurs préposés ;

Et statuant sur les conclusions de la partie civile, condamne : 1° Brunelle et Roux (Charles), solidairement à payer à Mousseau, la somme de 200.000 francs à titre de dommages et intérêts ; 2° la femme Brunelle, solidairement, avec Brunelle et Roux (Charles), à payer à Mousseau, la somme de 5.000 francs à titre de dommages et intérêts ; 3° condamne chacun des condamnés ci-après à payer à Mousseau, une somme de 3.000 fr. pour chaque four contrefait, sans solidarité entre eux, sauf, en ce qui concerne les époux Lebret, mais solidairement avec Brunelle et Roux (Charles), savoir :

1° Davoust, la somme de 9.000 francs pour trois fours ; 2° Rochette, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 3° Buffet, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 4° Barbier, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 5° Berton, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 6° Borzner (Joseph), la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 7° Bougault, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 8° Cherpin, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 9° Duvernay, la somme de 6.000 fr. pour deux fours ; 10° Fourmy, la somme de 6.000 fr. pour deux fours ; 11° Groll, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 12° Klein, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 13° veuve Lejiot, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 14° Ollier, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 15° Pernisari, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 16° Savry, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 17° Syda, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 18° Touret, la somme de 6.000 francs pour deux fours ; 19° Lebret et femme Lebret, solidairement, la somme de 3.000 fr. pour un four ;

Les autres : Angier, Aubert (Alphonse), Aubert (François), Backers, Baret, Bâton, Beaudenon, Beauvillier, Bellemain, Benistand, Béra, Berlin, Bernon (Alexandre), Boëgel, Bonhomme, Bony, Boulay Branchet, Brenier, Berthier, Besnier, Brette, Brissot, Buck, Bugaud, Buisson, veuve Camet, Caré, Cartier, Chanut, Chappe, Chassevent, Chaudieu, Chaumier, Chauvet, Cinquin, Citron, Cloix, Cousin, Delaplace, Denègre, Devigny, Dolbeau, Dorange, Ehrsam, Fritsch, Garcelon, Garuchot, Gasnier, Gerondeau, Geslin, Gien, Girard, Girault (Alcide), Girault (René), relativement au four n°66 du tableau récapitulatif des experts de la majorité, Gorand, Goudeau, Gouin, Grison, Groff, Grossin, Gruaz, Guérand, Guérineau, Heudebert. Hivernand, veuve Holfbaner, Hugueny, Huré, Jacob, Jacquier, Jarossay, Jonchery, Jourdier, Jouvray, Julien, Koehl, Laufrais, Leblanc, Lecerre, Legendre, faubourg du Temple, 110, Legros, Lejéune, Leymarie, Lemonnier, Lengrand, Lesusur, Légonesche, Loiseau, Latinois, Lucet, Malsagne, Manceau, Maréchal, Maron, Marron, Markanty, Marx, Mauger, Meslier, Meurine,

Moignen, Moinard, Morette, Morin, veuve Mothu, Munch, Nicolle, Pérot, Pierre, Princet, Prudent, Pointard (Louis-Pierre), Pointard (Louis-Auguste), Putz, Rasselet, Renault (Esther-Victor-Joseph), Renault (Auguste-Désiré), Revellin, Révérand, Robert, Ronceray, Roux (Pierre), Serin, Sevin, Schlenck, Schmidt, Solon, Stéquaire, demoiselle Stéquaire, Stroskopf, Tessier, Thémerault, Thomas, Tremblais, Tritz, Valentin, veuve Védelle, Velly, Vérot, Viault, Vincent et Wingerter, chacun à 3.000 francs ;

Ordonne, sur les condamnés, la confiscation et la remise au demandeur des fours contrefaits ;

Ordonne également la confiscation et la remise au demandeur du four contrefait saisi par Languin ;

Ordonne à titre de supplément de dommages et intérêts l'insertion du présent jugement dans vingt journaux au choix du demandeur, et aux frais des condamnés, sans que le coût de chaque insertion puisse excéder 200 francs ;

Condamne Brunelle et Roux, solidairement, à tous les dépens ;

Dit que la femme Brunelle sera tenue, solidairement, avec Brunelle et Roux, d'un quarantième desdits dépens ;

Dit aussi que, dans la totalité des dépens, les autres condamnés seront tenus du paiement d'un cent soixante troisième desdits dépens, sans solidarité entre eux, sauf, en ce qui concerne les époux Lebret, mais solidairement avec Brunelle et Roux ;

Dit, en outre, que chacun des condamnés sera tenu des frais d'insertion dans les proportions ci-dessus indiquées ;

Dit que, dans la répartition à faire entre eux des dommages et intérêts auxquels ils viennent d'être condamnés, Brunelle et Roux seront tenus, Roux pour un dizième, Brunelle pour neuf dizièmes ;

Fixe au maximum contre Brunelle et au minimum contre les autres condamnés la durée de la contrainte par corps, s'il y a lieu de l'exercer, pour le recouvrement des amendes, dommages-intérêts et frais ;

Et statuant sur les demandes reconventionnelles : condamne Mousseau à payer à Gramain et à Légeret, à chacun 500 francs à titre de dommages et intérêts ;

Rejette les demandes reconventionnelles formées par les condamnés ci-dessous : Brunelle, femme Brunelle, Roux (Charles), Sevin, Ehrsam, Koëhl, Vérot, Revellin, Cherpin, Girard, Locerre, Berthier, Princet, Boégel, Syda, Berton, Girault (René), Touret, Jacob, Meslier, Chassevent, Delaplace, Bâton, Bougault, Vincent, Berlin, Cinquin, Prudent, Loiseau, l'Economie sociale de Clichy, Buffet, Aubert (Alphonse-Auguste), Lebret, femme Lebret, Pernisari, Borzner Joseph, Angier, Aubert (François-Eugène), Huré, Hugueny, Marron, Lengrand, Meurine, Grison, Bernon (Alexandre), Jouvray, Gien, Bonhomme, Hivernaud, Buck, Guérineau, Lejeune, Schlenck, Viault, Legendre, Stoskopf, Morette, Maréchal, Barbier, Leblanc, Branchet, Geslin, Bugaud, Bénistand, Devigny, Munch, Roux (Pierre), Brette, Bony, Markanty, Girault (Alcide), Denègre, Serin, Béra, Groll, Gruaz, Tritz, Marx, Pérot, Maron, Laufrais, Manceau, Morin, veuve Védelle, Nicolle, Gondeau, Garcelon, Heudebert, Fritsch, Cousin, Thomas, Cartier, Groff, veuve Lejiot, Beauvillier, Beaudenon, Savry, Pointard (Louis-Auguste), Garuchot, Valentin, Chauvet, Mauger, Pointard (Louis-Pierre), Dolbeau, Julien, Renault (Esther-Victor-Joseph), Malsagne Grossin, Dorange, Lemonnier, Leymarie, Moignen, Stéquaire, Chappe, Solon, Brissot, Klein, Citron, Legros, Chaumier, Boulay, Besnier, Gerondeau, Gasnier, Jacquier, Lesueur, Backers, Pierre, Putz, Velly, demoiselle Stéquaire, Jonchery, Chanut, Baret, Rasselet, veuve Camet, Fourmy ;

Rejette la demande reconventionnelle de Languin ;

En ce qui concerne Servant :

Attendu qu'il n'est pas poursuivi comme usager, le déclare non recevable à former une demande reconventionnelle de ce chef ;

Rejette les demandes reconventionnelles formées par les détenteurs suivants : Janillon, Pouret, Royer, Bizard, Bernon (Fernand), Chenu, Rollin, Borzner, Victor, Beauvais, Ruoni, veuve Guillaume, veuve Vercasson et Garuchot, Rénier, Vuillot, Négrier, Laubier, Gardebois, Gaurat, Richard, Moreau, Gautelier, Violat, Feurstein, demoiselle Jouvray, Rabineau, Peyrot, Roberjot, Paulin, Laufrais, Melot, Piard, Lavigne, Boyault, Berthelot, Méry, Leclercq, et condamne les demandeurs reconventionnels déboutés aux dépens de leurs actions.

M. Matter subst. proc. Rép. — Mes H. Allart et Rondenay pour M. Mousseau ; Mes Desjardin, Balandreau, Penancier, Charles Robert, Peyrot, Schayé, Lucien Juquin, Copéradin, Froissart pour les défendeurs.

NOTE. — I.-II. — Sur les premier et deuxième points : Les considérations et les déductions sur lesquelles le tribunal, dans son appréciation souveraine, s'appuie pour motiver son jugement, nous paraissent des plus sérieuses, aussi bien en fait qu'en droit. Nous n'avons ici rien à dire du fait. Nous ne pouvons en droit que reconnaître une chose : Le tribunal a eu raison de repousser la prétendue nullité du brevet, tirée de l'insuffisance de description et, par suite, de la violation des art. 6, 3, et 30, § 6, de la loi du 5 juillet 1844.

Il n'y a, dit Me Pouillet (Brev. d'invention, n° 458), insuffisance de description et nullité de brevet que lorsque, pour une raison ou pour une autre, la description ne permet pas d'exécuter l'invention. Or, comme le fait avec raison remarquer le tribunal, le brevet en question est pris pour un appareil et non pas pour un procédé relatif à son fonctionnement. La description de l'appareil est suffisante : cela est assez pour que le brevet soit valable.

Il a été, du reste, jugé que des lacunes dans l'indication des tours de mains nécessaires ne sont pas suffisantes pour faire prononcer la nullité du brevet, alors surtout qu'il n'est pas démontré que ces lacunes soient le résultat de la mauvaise foi du breveté : Trib. corr. Seine, 1er avril 1859 (Ann. prop. industrielle, 1860-148).

Au surplus, la doctrine et la jurisprudence posent en règle que la description doit être de nature à être comprise par un homme de métier. V. Pouillet, *op cit.*, n° 463.

III. — Sur le troisième point : Principe certain, aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence. V. notamment : Trib. civ. Seine 17 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.27) et la note avec les renvois.

IV. — Sur le quatrième point : En thèse générale l'ouvrier, l'employé, qui obéissent aux ordres du patron ne sont aucunement responsables des actes de contrefaçon commis par ce dernier : Pouillet, *op cit.*, n° 657 ; Allart, n° 448 ; Huard, propriété intellectuelle, n° 317 ; ni l'un ni l'autre n'ont à discuter les ordres qu'ils reçoivent.

Mais il doit, évidemment, en être autrement de ceux qui entrent dans une maison pour collaborer aux faits de contrefaçon : ce ne sont plus des complices, mais des co-auteurs du délit.

V. — Sur le cinquième point : Les réparations de menu entretien sont permises ; ce qui est interdit, c'est la reconstruction véritable prolongeant, pour ainsi dire, l'existence de l'objet contrefait. C'est aux tribunaux qu'il appartient de poser cette limite d'après les circonstances et les faits qui leur sont soumis. Remplacer une partie essentielle, importante d'un appareil c'est contrefaire : Pouillet, *op cit.*, nos 669 et 670 ; Allart, *op cit.*, n° 451.

VI. — Sur le sixième point : Question absolument nouvelle en jurisprudence. Les sociétés coopératives qui ne sont point des sociétés de commerce, peuvent-elles exciper de l'usage personnel pour s'exonérer de la responsabilité d'une contrefaçon ? Doivent-elles être assimilées au simple particulier ? Le jugement ne l'a pas pensé. L'usage personnel a pour but, dit Me Pouillet, non un trafic, non une spéculation, non la consommation du public, mais quelque agrément, quelque utilité pour la personne. Or, la société coopérative, qui se substitue à des commerçants, qui accomplit les mêmes actes d'achat et de vente en se passant d'un intermédiaire, réalise incontestablement des bénéfices qui se traduisent pour les associés par une diminution du prix des marchandises : Elle fait des actes qui équivalent à des actes de commerce. Pourquoi, au point de vue de la loi de 1844, la faire, dès lors, bénéficier d'une exonération tirée d'un prétendu usage personnel qui n'existe pas en réalité ?

207

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle).

5 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

REVISION. — BUT. — RECTIFICATION D'ERREURS. REJET.

La revision tend à établir l'innocence des condamnés et n'a pas pour objet de rectifier les erreurs, soit de compétence, soit de qualification, qui peuvent avoir été commises par les tribunaux, alors que la culpabilité des condamnés reste entière.

Spécialement, lorsqu'un individu a été condamné en France comme complice par recel d'un vol commis à l'étranger au préjudice d'un étranger, la découverte ultérieure que cet individu est de nationalité étrangère ne peut constituer un fait de nature à autoriser la revision.

Gianantonio.

Le procureur général près la Cour de cassation agissant en vertu des art. 443, n° 4 et 441 C. inst. crim., a introduit une demande en revision de la condamnation prononcée par la Cour d'appel d'Aix, le 7 mai 1904, contre un sieur Gianantonio, de nationalité italienne.

Arrêt :

La Cour,

Vu la lettre de M. le garde des Sceaux en date du 12 août 1905 ;

Vu le réquisitoire de M. le procureur général en date du 30 décembre 1905 ;

Vu le réquisitoire, les art. 443 n° 4 et 441 C. inst. crim.;

Vu toutes les pièces du procès ;

Sur la recevabilité de la demande en revision ;

Attendu que la cour est saisie par son procureur général, en vertu de l'ordre exprès du ministre de la Justice, agissant après avoir pris avis de la commission instituée par l'art. 444 susvisée ; que la demande rentre dans le cas prévu audit article ; qu'elle a été introduite dans le délai légal ; qu'enfin l'arrêt dont la revision est demandée a acquis force de chose jugée ;

Sur le fond :

Attendu que les pièces produites suffisent pour permettre à la cour de statuer sans avant faire droit ;

Attendu que par arrêt de la Cour d'appel d'Aix en date du 7 mai 1904, Gianantonio a été condamné à cinq ans d'emprisonnement pour avoir recelé des bijoux soustraits au préjudice d'inconnus ;

Attendu qu'il a été allégué postérieurement à cette condamnation que Gianantonio appartenait à la nationalité italienne et que le vol dont il avait été déclaré complice par recel avait été commis par lui en Italie au préjudice d'un Italien ;

Attendu que les dits faits n'ayant pas été connus de la Cour d'Aix au moment de sa condamnation, il est soutenu que cette condamnation avait été prononcée à tort et que Gianantonio serait fondé à demander la revision de l'arrêt de la Cour d'Aix susvisé, dans les termes de l'art. 443 § 4 inst. crim.;

Mais attendu que la revision tend à établir l'innocence des condamnés et n'a pas pour objet de rectifier les erreurs, soit de compétence, soit de qualification qui peuvent avoir été commises par les tribunaux, alors que la culpabilité des condamnés reste entière ;

Attendu que les faits énoncés, loin d'être de nature à démontrer l'innocence de Gianantonio, prouveraient au contraire qu'il est l'auteur principal du vol de bijoux pour lequel il a été condamné par la justice française ;

Par ces motifs,

Rejette la demande en revision.

MM. Bérard des Glajeux rapp. ; Baudouin proc. gén.

Note. — La lettre par laquelle le Garde des Sceaux chargeait le procureur général de déférer à la Chambre criminelle de la Cour de cassation l'arrêt attaqué, en faisant ressortir que le condamné, sujet étranger, avait été condamné par une juridiction française pour un délit commis sur le territoire italien, prétendait que cette situation devait être assimilée à celle de l'individu condamné pour

infraction à un arrêté d'expulsion, ultérieurement reconnu français.

Elle faisait en outre ressortir que le condamné, en pensant qu'il n'était pas justiciable de la juridiction qui l'avait frappé, avait révélé le *fait nouveau* de nature à établir son innocence *légale* au regard de cette juridiction.

Il est bien certain qu'à ce double point de vue, le raisonnement était faux et que la demande en revision devait être rejetée. Dans l'hypothèse de la condamnation prononcée pour infraction à un arrêté d'expulsion à tort pris contre un Français, le délit n'existe pas et le fait nouveau de nature à prouver l'innocence du condamné résulte de la découverte ultérieure de sa qualité de Français; dans l'hypothèse de l'arrêt recueilli, le fait nouveau révélé depuis la condamnation ne tendait pas à établir que le délit n'existait pas, mais bien que, à tort, un tribunal français avait prononcé la condamnation, puisqu'il s'agissait d'un délit commis à l'étranger par un étranger. Il n'y a donc aucune analogie dans ces deux situations. — D'autre part, qu'est-ce qu'on prétendait entendre par « innocence légale au regard de la juridiction française »? l'innocence existe ou n'existe pas, il n'y a pas de relativité possible.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

26 avril 1906.

Présidence de M. Tanon.

VENTE (EN GÉNÉRAL). — NULLITÉ. — VINS PLATRÉS. — ACCEPTATION DE LIVRAISON.

Les vins plâtrés au-dessous de 2 grammes par litre ne sont pas placés hors du commerce par la loi du 11 juillet 1891; à la différence des vins surplâtrés à plus de 2 grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre, la mise en vente et la vente de ces vins sont permises en observant les formalités spécifiées en l'art. 3 § 4 de ladite loi.

Dès lors, l'acheteur qui a connu le fait du plâtrage ne peut en faire grief au vendeur si le contrat a reçu un commencement d'exécution volontaire par la livraison qu'il a prise d'une partie des vins vendus.

Pradal c. Benezech.

M. Pradal s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier du 8 décembre 1904, rendu au profit de M. Benezech.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation de l'art. 3 de la loi du 11 juillet 1891 et de la fausse application de l'art. 1641 C. civ. comme aussi de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 pour défaut de motifs et de base légale :

Attendu, en droit, que les vins plâtrés au-dessous de 2 grammes par litre ne sont pas placés hors du commerce par la loi du 11 juillet 1891; qu'à la différence des vins surplâtrés à plus de 2 grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre, la mise en vente et la vente de ces vins sont permises en observant les formalités spécifiées en l'art. 3 § 4 de ladite loi;

Attendu, en fait, sans qu'il soit besoin d'examiner si le mode de vente employé entre les parties comportait pour le vendeur l'obligation d'opérer lui-même la mention du plâtrage des vins, qu'il résulte des constatations des juges du fond, corroborées par l'existence d'une vente antérieure de vins plâtrés entre les mêmes parties, que Pradal avait connu le fait du plâtrage, lors du contrat du 5 novembre 1903 et que ce contrat avait reçu un commencement d'exécution volontaire par la livraison qu'il avait prise, à des dates séparées, de deux foudres du vin à lui vendus; que ces constatations souveraines suffisent, dans l'espèce, pour donner une base légale à leur décision:

D'où il suit que l'arrêt attaqué, qui est régulièrement motivé, loin de violer les articles de loi visés au pourvoi, en a fait une exacte application;

Rejette...

MM. Gillet rapp.; Feuilloley av. gén. — Me Morillot av.

Note. — La loi du 11 juillet 1891, qui permet la vente, la mise en vente ou la livraison de vins plâtrés contenant plus de deux grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre a eu pour effet de placer hors du commerce ces vins et de frapper leur vente d'une nullité d'ordre public. Alger 11 février 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97 v° vente (en gén.) n° 319).

Mais, pour les vins dans la composition desquels le plâtre n'entre pas pour une proportion moindre, la question se pose, comme elle se posait pour tous les vins plâtrés en général avant la loi nouvelle, de savoir si le plâtrage constitue un vice caché, autorisant l'acheteur *qui l'a ignoré* à agir en résolution de la vente ou en diminution du prix.

La question était controversée avant la loi de 1891. V. dans le sens de l'affirmative : Paris 18 mars 1870 (S. 70.2. 321); — et dans le sens de la négative : Montpellier, 14 mai 1875 (S. 76.1.61).

La loi de 1891 a-t-elle apporté un élément nouveau dans le débat? On pourrait le soutenir, en disant que, dès l'instant qu'elle n'a réprimé que la vente des vins surplâtrés au-delà de 2 grammes, elle a par la même admis que le plâtrage au-dessous de cette limite est inoffensif et que par suite la vente ne peut être frappée de nullité même si l'acheteur a ignoré le plâtrage.

Mais, de ce que la loi a jugé nécessaire d'ériger en délit la vente des vins surplâtrés, il ne s'en suit pas nécessairement que le plâtrage, en deçà de la limite par lui fixée, ne puisse pas être considéré comme un vice caché. En sorte que la question est controversée depuis la loi de 1891, comme elle l'était auparavant. V. dans le sens de l'affirmative : Montpellier 8 décembre 1904 (S. 1905.2.147). — *Contrà* : Guillouard, Vente, t. I, n. 425, p. 440; Baudry-Lacantinerie et Saignat, Vente, n. 420, p. 356.

L'arrêt recueilli n'a pas eu à trancher la question, car dans l'espèce, l'acheteur avait connu le plâtrage et ne pouvait, par suite, s'en plaindre comme d'un vice caché. Mais

il est désirable que la Cour suprême soit appelée à trancher la question qui est très importante pour toute la région du midi de la France.

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

31 mars 1906.

Présidence de M. Bard.

1° DÉFENSE-DÉFENSEUR. — COUR D'ASSISES. — PRÉSIDENT. — PERMIS DE COMMUNIQUER. — POUVOIR D'APPRÉCIATION.

2° COUR D'ASSISES. — JURÉS. — INCAPACITÉ. — LIQUIDATION JUDICIAIRE.

3° MAGISTRATS. — COSTUME. — PORT. — TRANSPORT SUR LIEUX.

1° *Le président des assises ne fait qu'user du pouvoir d'appréciation qui lui appartient en refusant un permis de communiquer demandé par une personne autre que l'avocat, parce qu'il considère comme inutile une nouvelle mesure d'instruction concernant l'état mental de l'accusé; sa décision ne saurait, à cet égard, constituer une violation des droits de la défense.*

2° *Le commerçant en état de liquidation judiciaire n'est pas incapable d'être juré.*

3° *La cessation momentanée du port de costume par des magistrats, notamment pendant un transport sur les lieux, ne peut légalement avoir une influence quelconque sur le caractère public des fonctions qu'ils exerçaient.*

Lamaison.

Le sieur Lamaison s'est pourvu en cassation contre un arrêt de condamnation de la Cour d'assises de la Haute-Garonne du 17 février 1906.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation du droit de la défense en ce que le président des assises a depuis l'arrêt de renvoi refusé au défenseur d'autoriser que des médecins pussent communiquer avec l'accusé et le visiter afin d'établir un certificat médical :

Attendu qu'en refusant le permis de communiquer demandé par des personnes autres que l'avocat de l'accusé, parce qu'il considérait comme inutile une nouvelle mesure d'instruction relative à l'état mental de cet accusé, le président des assises n'a fait qu'user du pouvoir d'appréciation qui lui appartient; que sa décision à cet égard ne saurait constituer une violation des droits de la défense;

Sur le second moyen pris de la violation de l'art. 2 § 8 de la loi du 21 novembre 1872, en ce qu'un des jurés de jugement était en état de liquidation judiciaire :

Attendu que l'art. 21 de la loi du 4 mars 1889 prive seulement le commerçant en état de liquidation judiciaire du droit d'être nommé à une fonction élective, mais qu'aucune autre disposition de cette loi ne le déclare incapable d'être juré;

Attendu que les incapacités sont de droit étroit, et qu'en l'absence d'un texte, on ne saurait étendre à celui qui est en état de liquidation judiciaire l'incapacité d'être juré, qui, d'après l'art. 2 de la loi du 21 novembre 1872, frappe le failli non réhabilité;

Sur le troisième moyen pris de ce que le président des assises a ordonné un transport sur les lieux sans que cette mesure ait été réclamée ni par l'accusé, ni par la partie civile, ni par un juré;

Attendu que le président des assises a ordonné ce transport en vertu de son pouvoir discrétionnaire qui s'exerce spontanément, sans contrôle, ni partage et sans que le ministère public ni l'accusé n'aient à en provoquer l'exercice;

Sur le quatrième moyen pris de ce que le transport sur les lieux du crime a été effectué sans observer les règles prescrites pour l'audience en ce qui concerne la publicité, la robe que les magistrats doivent porter, l'isolement des jurés :

Attendu qu'il est constaté par le procès-verbal des débats que la publicité a été assurée pendant l'exécution des opérations de transport et que le public a eu libre accès sur les lieux du crime;

Attendu que, s'il a été donné acte à l'accusé de ce que les magistrats lors de ce transport n'étaient pas revêtus de leurs robes, la cessation momentanée du port de leur costume n'a pu légalement avoir une influence quelconque sur le caractère public des fonctions qu'ils exerçaient;

Attendu, enfin, que la possibilité d'une communication des jurés avec le public est seulement alléguée, sans qu'aucun fait soit précisé; qu'ainsi le moyen n'est pas fondé;

Sur le cinquième moyen pris de ce qu'une pièce ne figurant pas au dossier de l'instruction a été remise aux jurés sans avoir été communiquée à la défense et sans que celle-ci ait été mise à même d'en discuter la provenance, l'authenticité et la valeur :

Attendu que le procès-verbal des débats constate : « que l'avocat de la partie civile au cours de sa plaidoirie et pour faciliter l'intelligence de l'affaire a, en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, fait distribuer aux jurés et a tenu à la disposition de l'accusé, des photographies de la victime, et que la cour en réponse aux conclusions du défenseur lui a donné acte de cet incident dans les termes suivants : Dit que ces photographies sont restées exposées sur le banc de la défense à la portée et à la disposition de Me Eydoux, avocat de l'accusé;

Attendu qu'il résulte de ces constatations que le défenseur de l'accusé a pu examiner ces documents produits d'ailleurs sans protestation de sa part, et

en discuter la valeur ; que par suite la production de ces pièces n'a porté aucune atteinte aux droits de la défense; qu'ainsi le cinquième moyen n'est pas fondé;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme, et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. Le Grix rapp.; Lombard av. gén.

Note. — II. — Sur le second point : V. dans le même sens : Cour d'ass. Loiret 22 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.1. 220 — S. 94.2.87 — D. 94.2.72).

III. — Sur le troisième point : On considère généralement que le fait par les magistrats de ne pas revêtir le costume réglementaire dans les cas où il est imposé ne constitue qu'une faute disciplinaire : V. Morin, n° 572 et suiv., Pand. françaises, Rép., v° Organ. jud., n° 330.

COUR D'APPEL DE PARIS (Ch. corr.)

12 mai 1906.

Présidence de M. Bidault de l'Isle.

ABUS DE CONFIANCE. — ART. 406 ET 408 C. PÉN. — POUVOIRS D'APPRÉCIATION DES TRIBUNAUX. — PRÊT A INTÉRÊTS DISSIMULÉ SOUS L'APPARENCE D'UN DÉPÔT OU D'UN MANDAT. — RELAXE.

Il appartient aux tribunaux saisis d'une plainte en abus de confiance d'apprécier la nature de la convention et si, sous l'apparence d'un contrat de dépôt ou de mandat, se dissimule un prêt à gros intérêts, de prononcer la relaxe du prévenu.

J... c. D...

L'arrêt ci-après fait suffisamment connaître les raisons de fait et de droit qui ont motivé la sentence de la cour.

La Cour,

Considérant que J..., pour sa défense, allègue qu'il n'a violé aucun des contrats, limitativement énoncés dans l'article 406 du Code pénal ; qu'en effet, l'écrit du 4 mai 1900 ne révèle pas la véritable convention intervenue entre lui et D... ; que le mandat prétendu dissimule un prêt à gros intérêts dans lequel le prêteur lui a remis, au lieu d'argent, un bijou pour s'en procurer; qu'aussitôt après l'avoir engagé dans ce but, il a payé comme convenu à D... une commission de 100 francs;

En droit :

Considérant que D... ayant agi en qualité de commerçant, la preuve du fait avancé par J... peut être administrée par tous les modes énoncés à l'art. 109 C. com., notamment par témoins et, en conséquence, par simples présomptions;

En fait :

Considérant qu'il résulte des débats et des documents servis à la cour que D... connaissait J... pour avoir fait avec lui des affaires réglées péniblement; qu'il savait que celui-ci, licencié en droit, n'était nullement un courtier en bijoux, mais un fils de famille, d'ailleurs sans situation et sans ressources, obligé de recourir, malgré son âge, aux subsides de sa famille ;

Considérant que D... a déjà fait usage dans sa pratique commerciale de procédés semblables à celui que lui impute J... et qui consiste, en faisant un prêt, à introduire dans le reçu les termes de reçu ou de dépôt pour se procurer un supplément de garantie en menaçant la créance d'une action pénale ;

Considérant que cette constatation de fait donne une portée considérable à la déclaration du témoin Colson, entendu par les premiers juges, lequel a déposé que J..., dès le moment de l'engagement de la bague, lui a fait connaître le caractère de l'opération et la remise à D... d'une commission de 100 francs ;

Considérant qu'à ce moment, il ne pouvait évidemment préparer les éléments d'une défense future ;

Considérant, que dans ces conditions, le reçu du 4 mai 1900 paraît suspect à la cour, aussi bien que la lettre du 7 mai, où se trouve le terme « confié » ; que, dès lors, il n'est pas suffisamment établi que la convention intervenue entre les parties soit réellement un dépôt ou un mandat, ni par conséquent que l'appelant se soit rendu coupable du délit d'abus de confiance ;

Par ces motifs,

Infirme...

Me Magnan et Baud av.

Note. — Il est de principe que les dispositions de l'art. 408 C. pén. ne sont applicables qu'aux contrats spécialement visés à ce texte. Dès lors c'est aux tribunaux à rechercher si le contrat intervenu répond bien à la qualification juridique que lui ont donnée les parties, car il est de règle qu'il ne défend pas à celles-ci d'attribuer arbitrairement à la convention par l'apposition d'une étiquette de fantaisie un caractère qui ne lui appartiendrait pas en droit. C'est à cette recherche que s'est livrée la cour dans l'espèce recueillie et la solution par laquelle elle a écarté le délit d'abus de confiance prétendu, en se fondant sur ce que, d'après les circonstances de la cause, il y avait eu prêt à gros intérêts dissimulé sous l'apparence d'un mandat ou d'un dépôt, est juridiquement à l'abri de toute critique. Comp. Cass. 26 avril 1810. (S. chr.) 7 février 1889 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Abus de confiance, n°s 26-27 ; Alger 5 novembre 1886, (*ibid, eod. verb.*, n° 60, Rev. d'Alger, 1886.428). — (*Adde* : Fuzier-Herman, Rép. gén. du Dr. franç. v° Abus de confiance n° 255.

210

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

30 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, 1er président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — CARACTÈRE D'ORDRE PUBLIC. — ACQUIESCEMENT.

La loi sur les accidents du travail est une loi d'ordre public aux dispositions de laquelle il n'est pas permis de déroger par des conventions particulières ; d'où il suit qu'on ne peut acquiescer aux jugements rendus en cette matière et que l'appel régulièrement formé d'une décision de première instance ne saurait être déclaré irrecevable sous le prétexte que l'appelant aurait exécuté le jugement.

Chaussinand c. Sté des Houillères de Saint-Etienne.

Le sieur Chaussinand, ouvrier victime d'un accident du travail, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 30 décembre 1903, rendu au profit de la Société des Houillères de Saint-Etienne.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

Violation des art. 1134, 1338 du C. civ. 17, 30 de la loi du 9 avril 1898, du principe *Tot capita, tot sententiæ* et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré irrecevable l'appel de Chaussinand contre un jugement ayant refusé de lui reconnaître une incapacité de travail permanente et partant une rente viagère, sous prétexte qu'il aurait acquiescé à cette décision par le fait qu'il aurait saisi le juge de paix d'une demande de demi-salaire sur laquelle le jugement dont était appel s'était déclaré incompétent comme conséquence du rejet de la demande de pension, — alors, d'une part, que toute renonciation aux droits dérivant de la loi de 1898 précitée est nulle de plein droit, d'autre part, que le fait relevé ne pouvait constituer un acquiescement à aucune des dispositions du jugement et, d'autre part enfin et subsidiairement, qu'il ne pouvait impliquer qu'une acceptation de la date du 10 janvier 1903 comme date de la consolidation de la blessure.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris dans sa première branche :

Vu l'art. 30 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que les jugements rendus en des matières qui intéressent l'ordre public ne peuvent faire l'objet d'un acquiescement ; qu'il en est ainsi notamment du jugement qui a rejeté la demande d'un ouvrier se prétendant victime d'un accident du travail ; que l'exécution de ce jugement ne saurait rendre irrecevable l'appel qui en aurait été régulièrement formé ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Chaussinand, ouvrier de la Société anonyme des Houillères de Saint-Etienne, se prétendant victime d'un accident du travail qui aurait entraîné une incapacité permanente, a cité en justice la dite Société demandant qu'elle soit condamnée à lui servir une rente annuelle et viagère et aussi à lui payer l'indemnité journalière du demi-salaire jusqu'à la consolidation de sa blessure ; que les premiers juges ont dit que l'incapacité de travail de Chaussinand n'avait été que temporaire ; qu'ils l'ont débouté de sa demande en allocation de rente et se sont déclarés incompétents pour statuer sur la demande d'indemnité journalière ; que le 24 août 1903 Chaussinand a interjeté appel de cette décision rendue le 4 du même mois ;

Attendu que l'arrêt déclare cet appel irrecevable par ce motif que Chaussinand aurait saisi le juge de paix de la demande relative au paiement du demi-salaire pour laquelle il avait été renvoyé à se pourvoir ainsi qu'il aviserait et qu'il aurait par suite implicitement acquiescé au jugement entrepris ; qu'en statuant ainsi ledit arrêt a violé l'article susvisé ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres branches du moyen,

Casse...

MM. Reynaud rapp. ; Melcot av. gén. — Me Boulard av.

NOTE. — L'art. 30 de la loi du 9 avril 1898 porte que « toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit ». Tout le monde reconnaît que cet article frappe d'une nullité d'ordre public toute convention par laquelle l'ouvrier renoncerait au bénéfice d'une des dispositions quelconques de la loi. Il ne peut renoncer aux indemnités prévues, ni même au mode d'indemnité prévu, si ce n'est dans les hypothèses spécialement déterminées des art. 15 et 21. V. Cass. 6 janvier 1904 (Gaz. Pal. 1904.1.124 — D. 1904.1.73).

Il est certain, en outre, que l'ouvrier ne peut davantage renoncer au bénéfice de l'appel qui lui est réservé par l'art. 17 de la loi de 1898. Il ne le pourrait ni d'une façon expresse, ni même implicitement sous forme d'acquiescement, car il est de principe que l'acquiescement est sans effet dans les matières qui intéressent l'ordre public : Cass. 3 mars 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.586 — S. 1902.1.167 — D. 1903.1.81) ; 4 novembre 1901 (D. 1902.1.185) ; 20 juin 1888 (Gaz. Pal. 88.2.51) ; 12 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.105) ; 4 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.124) ; 9 avril 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.522).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

29 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, 1er président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — RENTE FORFAITAIRE. — DÉTERMINATION. — OUVRIERS MINEURS DE SEIZE ANS ET APPRENTIS.

En disposant que, dans le cas d'accident du travail arrivé à un ouvrier mineur de seize ans ou à un apprenti, le salaire de base, pour la fixation de l'indemnité, ne serait pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides *de la même catégorie occupés dans l'entreprise, l'art. 8 de la loi du 9 avril 1898 n'a pas entendu désigner « les ouvriers arrivés au complet développement de leur capacité professionnelle » ; cette expression signifie seulement que, pour la détermination du salaire de base dans les cas prévus par ledit article, le juge ne devra pas tenir compte du salaire d'ouvriers dont une infirmité quelconque diminuerait la valeur professionnelle.*

Bobeau c. Boutillier.

M. Bobeau s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Orléans du 23 mars 1904, rendu au profit de M. Boutillier.

Arrêt :

La Cour,

Sur les deux moyens réunis :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que, dans l'entreprise où Bobeau était employé en qualité d'apprenti, le salaire le plus bas des ouvriers de la même catégorie, qu'il qualifie « d'ouvriers similaires », est de 750 francs par an ; que ce salaire sert de base à la fixation de l'indemnité qu'il allouc à Bobeau, victime d'un accident du travail ;

Attendu qu'il n'a pas été contesté devant le juge du fait que le salaire de 750 francs fut celui « d'ouvriers valides » au sens grammatical des mots ; que le débat portait devant la cour uniquement sur le point de savoir si ces mots n'avaient pas dans l'art. 8 de la loi du 9 avril 1898 un sens particulier, s'ils ne désignaient pas, comme l'avaient décidé les premiers juges, « les ouvriers arrivés au complet développement de leur capacité professionnelle » ;

Attendu que c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a réformé, de ce chef, le jugement qui lui était soumis ; que l'expression « ouvriers valides » signifie seulement que le juge pour la détermination du salaire de base dans les cas que prévoit l'art. 8 de la loi sur les accidents du travail. ne devra pas tenir compte du salaire d'ouvriers dont une infirmité quelconque diminuerait la valeur professionnelle ; que s'il était juste de ne pas prendre pour salaire de base, d'après lequel serait calculée l'indemnité allouée au mineur de seize ans ou à l'apprenti, le salaire effectif qu'ils touchaient, il n'était pas possible non plus de leur faire une situation meilleure que celle qu'ils auront soit à seize ans, soit le jour où, cessant d'être apprentis, ils deviendront des ouvriers ;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait l'arrêt attaqué, d'ailleurs motivé, n'a violé aucun des articles visés au pourvoi ;

Rejette...

MM. Reynaud rapp. ; Melcot av. gén. — Mes Herson-Macarel et Durnerin av.

NOTE. — Aux termes de l'art. 8 de la loi du 9 avril 1898 « le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers *valides* de la même catégorie occupés dans l'entreprise ».

Il est bien certain qu'on ne peut pas, sans refaire la loi, substituer à cette expression *valides* sous prétexte d'équivalence, une autre expression telle que celle-ci « en pleine possession de son métier », ou bien « parvenu au complet développement de sa capacité professionnelle », car il n'y a pas équivalence entre l'état de validité et le plein développement de la capacité professionnelle : un ouvrier peut très bien être valide, mais avoir encore besoin de quelques années pour posséder à fond son métier et atteindre son maximum de productivité. — Rappr. : Cass. 5 juillet 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.221 — Bull. civ., n° 115); 24 juillet 1905 (Rec. spécial des acc. du trav,, 6e année, p. 209).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

26 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

CHEMINS DE FER. — INFRACTION. — EXPÉDITEURS. — TRANSPORT DES ANIMAUX.

Les dispositions pénales relatives à l'exploitation des chemins de fer s'appliquent non seulement aux décisions de l'autorité compétente relatives au transport des personnes, mais aussi à celles relatives au transport des animaux et des marchandises et à la perception des droits dus pour ce transport en vertu des tarifs.

Dès lors, le fait par un expéditeur de faire transporter un chien sans payer le prix du transport fixé par les tarifs généraux est puni des peines prévues par l'art. 21 de la loi de 1845.

Dame Riett.

Le dame Riett, poursuivie pour infraction à la police des chemins de fer pour avoir expédié un chien sans payer la taxe, avait été relaxée par arrêt de la Cour d'appel de Riom du 11 avril 1906.

Pourvoi par le procureur général près la Cour de Riom.

Arrêt :

La Cour,

Vu la requête du procureur général près la Cour d'appel de Riom,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation par non-application de la loi du 15 juillet 1845, art. 21 et de l'art. 76 du décret du 1er mars 1901 :

Vu lesdits articles ;

Attendu que la demoiselle Riett était prévenue d'avoir fait transporter de Nice à Vichy, par le chemin de fer un chien, sans avoir payé pour le transport de cet animal, le prix fixé par l'art. 18 des tarifs généraux ; qu'elle a été relaxée par le motif notamment que l'art 76 du décret du 1er mars 1901 n'impose que l'obligation de prendre un billet pour les chiens à transporter et que l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845 ne réprime que les contraventions aux mesures prises pour la sûreté de l'exploitation du chemin de fer ;

Mais attendu que, d'une part, l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845, punit toute contravention aux ordonnances royales portant règlement d'administration publique « sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, ainsi qu'aux arrêtés pris par les préfets sous l'approbation du ministre des Travaux publics pour l'exécution desdites ordonnances » ; que l'art 76 du décret du 1er mars 1901, qui a modifié l'ordonnance du 15 novembre 1846 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, dispose que les contraventions à ce décret, aux décisions rendues par le ministre des Travaux publics et aux arrêtés pris sous son approbation s'il y a lieu par les préfets, pour l'exécution dudit décret, seront constatées, poursuivies et réprimées conformément au titre 3 de la loi du 15 juillet 1845 ;

Attendu que les mots *exploitation* des chemins de fer dont se servent tant la loi de 1845 que le décret de 1901 ne sauraient avoir la même signification que ceux de police et de sûreté qui les précèdent et que par leur

généralité, ils s'appliquent non seulement aux décisions prises par l'autorité compétente pour le transport des personnes, mais aussi à celles relatives au transport des animaux ou des marchandises et à la perception des droits dus pour ce transport en vertu de tarifs régulièrement homologués ;

Attendu, d'autre part, que ces tarifs auxquels toute publicité est donnée, ont force de loi tant au profit des compagnies que contre elles relativement aux conditions des transports qui leur sont confiés ; que les prescriptions légales sus énoncées ainsi que les dispositions des décisions prises pour en assurer l'exécution doivent être obéies aussi bien par les expéditeurs que par les compagnies fermières et sont également protégées par la loi pénale ; qu'ainsi la demoiselle Riett, qui a fait transporter son chien par la compagnie du chemin de fer, était tenue conformément à l'art. 76 du décret du 1er mars 1901, sous la sanction de l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845, de payer le prix du transport, tel qu'il est fixé par l'art. 18 des tarifs généraux de grande vitesse ;

D'où il suit qu'en déclarant que la prévenue n'avait commis aucune contravention et en la relaxant, l'arrêt attaqué a violé les textes de loi visés au moyen ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. Le Grix rapp. ; Cottignies av. gén.

NOTE. — La solution consacrée par l'arrêt recueilli ne saurait être sérieusement discutée. Toute infraction aux règlements régulièrement pris par l'autorité administrative compétente (décret, arrêté ministériel, arrêté préfectoral) tombe sous le coup de l'application de l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845. V. Dalloz, Supp. au Rép., v° Voirie par chemins de fer, n° 814 et suiv.

Il en est ainsi nécessairement des infractions aux tarifs régulièrement homologués des compagnies, puisqu'aux termes d'une jurisprudence constante ces tarifs ont force de loi.

COUR D'APPEL D'AGEN (2e Ch.).

7 juin 1906.

Présidence de M. Pichon.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais.*

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE. — COLLABORATION. — CARACTÈRES. — SCULPTEUR ET ARCHITECTE. — STATUE ET PIÉDESTAL. — SIMPLE JUXTAPOSITION DE DEUX ŒUVRES. — SIMPLE ASSOCIATION.

Le contrat de collaboration artistique pour la création d'une œuvre commune et qui reste indivise entre les collaborateurs doit présenter les caractères suivants: condescendance mutuelle et inspiration commune ; mutuel échange d'idées et d'inspirations ; impossibilité de division de l'œuvre produite par la collaboration, et pour les œuvres lyriques, travail simultané ; connexion intime et inséparable des éléments différents qui les comportent, fondus dans une seule unité d'art sous les inspirations de leurs auteurs.

Il n'y a donc pas collaboration quand les diverses parties de l'œuvre ont été juxtaposées, que les travaux des divers collaborateurs ont été indépendants, et que la juxtaposition des parties diverses n'était pas prévue lors de la création ou de la conception de son œuvre personnelle par l'un des auteurs ; il en est ainsi notamment quand deux artistes, l'un statuaire, l'autre architecte, s'associent temporairement pour une entreprise unique, consistant à concourir le premier par un groupe sculptural depuis longtemps conçu, et le second par le piédestal ou socle qui devait supporter ce groupe à un concours ouvert par une ville, œuvres à réunir par juxtaposition, en vue du monument à exécuter, si le choix se portait sur le projet de deux associés temporaires.

Maurin Goustiaux c. Vve Soulès.

Le Tribunal civil de Condom avait rendu, le 15 juin 1905, le jugement suivant :

Le Tribunal,

Attendu que M. Maurin Goustiaux, architecte à Paris, réclame à Mme veuve Soulès, mère et héritière de M. Félix Soulès, en son vivant sculpteur statuaire, une somme de 2.500 francs, à titre de remboursement de débours, et une somme de 6.000 francs, à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que le demandeur base sa réclamation sur ce que, sans son assentiment, Mme veuve Soulès, après le décès de son fils, a vendu à l'Etat l'œuvre de celui-ci, la maquette du groupe « Lion et Patrie » qui, avec le piédestal, œuvre du demandeur, devait former le monument mis au concours par le Comité d'action de Pau, à ériger à la Mémoire des Enfants des Basses-Pyrénées morts pour la Patrie, en 1870-1871 ; que ce projet de monument, groupe et socle, avait subi avec succès la première épreuve éliminatoire et avait été classé, avec prime, au rang des quatre premiers de tous les projets présentés à ce concours ; que le choix définitif à faire parmi ces quatre, par le Conseil municipal de Pau, du projet d'exécuter par ses auteurs, pour une somme à forfait de 35.000 francs, n'a pas encore eu lieu ; mais que la vente à l'Etat par la veuve Soulès, du groupe de son fils, a placé le demandeur dans la nécessité de se retirer du concours et lui a ainsi causé un préjudice matériel en lui faisant perdre ses avances et sa part de prime acquise et un préjudice moral ;

Attendu qu'il a fait soutenir que ledit projet était issu de la collaboration étroite des deux artistes ; qu'il formait un tout indivisible et qu'il n'avait été créé par les deux auteurs qu'à la suite d'une association d'idées résultant d'entrevues constantes ;

Attendu que la veuve Soulès a fait soutenir de son côté que la prétendue collaboration invoquée par l'adversaire n'a jamais existé ni en fait, ni dans l'intention des parties ; que le projet présenté en commun se compose de deux parties parfaitement distinctes et parfaite-

ment divisibles, dont l'une, le groupe, est l'œuvre exclusive de son fils, sans que Maurin Goustiaux ait contribué d'une façon quelconque, ni à la conception, ni à l'exécution ; que l'accord intervenu pour la présentation en commun des deux œuvres respectives, relève exclusivement du domaine de la société en participation dont les règles sont seules applicables; que ce contrat prend fin par la mort de l'un des associés et que la veuve Soulès, en disposant au profit de l'Etat de l'œuvre personnelle de son fils, n'a ni outrepassé ses droits, ni commis une faute entraînant une responsabilité quelconque ; qu'en outre, elle n'a aucune part à la résolution par le demandeur d'abandonner le concours, et que son adversaire ne justifie d'aucun préjudice certain et actuel l'autorisant à formuler sa demande, dont elle demande le rejet ;

Sur la nature du contrat :

Attendu que l'association en participation est définie par le Code civil un contrat par lequel plusieurs personnes s'associent pour une entreprise déterminée (art. 1842), et si elle finit soit par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée, soit par la mort naturelle de quelqu'un des associés (art. 1865), les principes, les conditions, les effets de la collaboration ne sont pas prévus par la loi et que pour les déterminer, il y a lieu de recourir à la doctrine et à la jurisprudence ;

Attendu que le contrat de collaboration, pour la création d'une œuvre commune et qui reste indivise entre les collaborateurs, doit présenter les caractères suivants : condescendance mutuelle et inspiration commune ; mutuel échange d'idées et d'inspirations ; impossibilité de division de l'œuvre produite par la collaboration et pour les œuvres lyriques, travail simultané ; connexion intime et inséparable des éléments différents qui les composent ; fondus dans une seule unité d'art, sous les inspirations de leurs auteurs ;

Attendu que la règle de l'indivisibilité ne doit pas s'appliquer lorsque les diverses parties de l'œuvre ont été juxtaposées et que les travaux des divers collaborateurs ont été indépendants, à plus forte raison lorsque la juxtaposition des parties diverses n'était pas prévue lors de la création ou de la conception de son œuvre personnelle par l'un des auteurs ;

Attendu, en fait, que les deux artistes, l'un statuaire et l'autre architecte, se sont associés temporairement et pour une entreprise unique consistant à concourir : le premier par un groupe et le second par le piédestal ou socle qui devait supporter ce groupe, au concours ouvert à Pau, pour l'érection d'un monument aux Enfants des Basses-Pyrénées morts pour la Patrie, dans l'objet d'en retirer chacun les avantages pécuniaires et honorifiques que le choix définitif de leur projet pouvait leur procurer ;

Attendu que ce projet de monument comprenait deux œuvres bien distinctes : le groupe, œuvre exclusive de sculpture et le piédestal, œuvre non moins exclusive d'architecture, — œuvres à réunir par juxtaposition, en vue du monument à exécuter, si le choix définitif se portait sur le projet des deux associés temporaires ;

Attendu que le groupe sculptural était depuis longtemps conçu par l'artiste Soulès, au moins avec le lion pour sujet principal, lorsque fut ouvert le concours de Pau ;

Attendu que le groupe dont la maquette a été cédée à l'Etat, est l'œuvre exclusivement personnelle de Félix Soulès qui n'a eu, pour sa composition, aucune inspiration commune avec Maurin Goustiaux, lequel lors de certaines difficultés survenues entr'eux, en avril 1903, lui avait seulement demandé que ce groupe fût un peu réduit dans un but d'économie, et pour ne pas dépasser, pour le prix de revient, la somme de 35.000 francs offerte par le Comité, pour le prix de l'exécution du monument choisi ;

Attendu que le piédestal complétant le monument présenté au concours. est l'œuvre non moins exclusivement personnelle de Maurin Goustiaux, et nullement le résultat d'une inspiration commune ;

Attendu que le groupe est la partie non seulement principale, mais essentielle du monument ; qu'il peut exister seul et sans le piédestal, œuvre du demandeur, ou avec un autre socle, puisque l'Etat a pu acquérir le groupe sans le piédestal, deux œuvres bien distinctes, mais juxtaposées et qui ne se trouvaient réunies qu'en vue de l'éventualité que le choix définitif serait fait de l'entier monument par le Conseil municipal de Pau ;

Attendu que le socle n'est que la partie décorative du monument et que l'auteur de la partie décorative n'est pas un collaborateur, quel que soit le plus ou moins d'importance que le Comité d'action ait voulu donner à cette partie décorative ;

Attendu que jamais aucun des deux artistes n'a manifesté l'intention, si le choix définitif ne se portait pas sur leur projet, de perpétuer, par sa seule volonté, la réunion des deux œuvres, ni de porter atteinte, par ses prétentions ou exigences, au droit de propriété de l'autre partie sur ce qui était sa conception et son œuvre personnelle ;

Attendu qu'ils n'ignoraient, ni l'un ni l'autre, les effets de l'accord de créer une propriété indivisible qui aurait dû porter la signature des deux collaborateurs, qui aurait placé Soulès dans l'impossibilité de faire réduire son groupe sans le faire accompagner du piédestal auquel il aurait été indissolublement lié, au cas d'échec au concours, et qui aurait rendu pendant dix ans, au cas de succès au concours, Soulès responsable du piédestal de son collaborateur ;

Attendu qu'il ne pouvait leur venir la pensée d'une collaboration simplement provisoire, pour un temps limité, et pour une seule entreprise déterminée d'avance:

Attendu que si, comme le prétend le demandeur, il y avait eu réellement collaboration pour la création d'une œuvre commune et devant rester indivise, la veuve Sou-

lès aurait eu autant de droits sur le piédestal que le demandeur en aurait eu sur le groupe ; mais que jamais celui-ci, ni pendant la prétendue collaboration, ni depuis, même dans ses conclusions, n'a manifesté l'intention de reconnaître, soit à Félix Soulès, soit à sa mère, un droit quelconque sur le piédestal ;

Attendu qu'il s'évince de tous les documents de la cause que les deux artistes n'ont pas entendu collaborer, mais conserver chacun la propriété de son œuvre personnelle et le droit d'en disposer, en cas d'échec dans le concours ;

Attendu que la convention intervenue entr'eux n'avait pour objet de mettre en commun leur industrie et leur art dans un objet déterminé, sans dessaisissement de propriété, pour réaliser et partager un bénéfice dans des conditions prévues ;

Attendu, comme conséquence, que la veuve Soulès, dès le décès de son fils, avait le droit de disposer du groupe, œuvre personnelle de ce dernier, de même que le demandeur avait le droit de disposer du piédestal, son œuvre personnelle ;

Sur le préjudice :

Attendu que la convention formée entre les deux artistes ayant pris fin par la mort de Soulès, l'héritière de celui-ci reprenait la libre et entière propriété de l'œuvre personnelle du défunt et pouvait en disposer à sa guise ;

Attendu que si le demandeur avait fait des débours et des avances en vue du choix définitif du projet présenté en commun, Soulès, dans le même objet, en avait fait de son côté au moins d'aussi importants ;

Attendu que si ce choix définitif, fort aléatoire, n'avait pas lieu et si un autre projet était préféré au leur, le contrat intervenu entr'eux prenait encore fin, sans qu'il y eût lieu à réclamation de part ni d'autre, puisque la convention n'avait été faite qu'en vue du succès au concours ; que ce succès est devenu impossible par le motif que les membres du Comité d'action ou les juges du concours avaient une préférence marquée pour le projet d'un artiste local, préférence qui a donné lieu à de vives et nombreuses réclamations, notamment du demandeur lui-même qui, en son nom et au nom de Soulès, s'est plaint à M. le Directeur des Beaux-Arts, par le motif que le Comité d'action qui devait consacrer 35.000 francs à l'exécution du projet choisi, n'avait pu réunir qu'environ 15.000 francs, produit de souscriptions volontaires et que ce Comité, s'adressant à l'Etat pour obtenir une subvention, en avait reçu la réponse que l'Etat ne pouvait se prononcer, tant sur le principe que sur le montant de la subvention, tant qu'il ne connaîtrait pas le projet définitivement adopté ;

Attendu que le Conseil municipal de Pau lui-même, qui aurait dû faire le choix définitif, dès le mois de mai 1903, l'a ajourné par le motif qu'il ne pouvait le faire que le jour où le Comité d'action aurait réuni les 35.000 francs nécessaires pour l'exécution du monument ;

Attendu que dans ces conditions le concours peut être considéré comme ayant échoué, et que son avortement est certain ;

Attendu qu'en présence de cet échec on ne comprend pas que le demandeur cherche à rejeter sur la veuve Soulès la responsabilité d'une faute personnelle à lui demandeur, si faute il y a, puisqu'il s'est retiré volontairement du concours, abandonnant ainsi la prime à laquelle il pouvait avoir droit et renonçant à la réclamer à ceux qui en étaient les légitimes débiteurs, sous le prétexte que la maquette du groupe a été cédée à l'Etat par la veuve Soulès, à laquelle il n'est opposé aucune renonciation au concours, bien qu'elle eût reçu des sollicitations pressantes et réitérées de la part du secrétaire du Comité d'action qui invoquait le décès de Soulès comme déterminant la mise hors concours ;

Attendu que lors même que le projet de monument eût été en son entier la création de la collaboration et que cette œuvre d'ensemble fût restée indivise, la vente de la chose d'autrui étant nulle, le demandeur aurait conservé tous ses droits et son recours même contre l'Etat qui n'ignorait pas l'association que le demandeur qualifie de collaboration, pour demander la nullité d'une vente faite sans concours ;

Attendu que, comme conséquence, il n'existe aucune faute imputable à la veuve Soulès, ni aucune responsabilité encourue par elle ;

Attendu enfin qu'en cédant le groupe à l'Etat pour le prix de 4.000 francs, bien inférieur au montant des débours et dommages-intérêts réclamés par Maurin Goustiaux qui, s'il les obtenait, s'enrichirait aux dépens de la succession de Soulès dont tout le travail et toutes les avances seraient perdus, et aux dépens de sa mère, qui se trouverait personnellement tenue de compléter la différence, — celle-ci loin d'être guidée par une pensée de lucre, n'a voulu par un sentiment d'affection et de piété maternelles, qu'honorer la mémoire de son enfant, le sculpteur renommé qu'était déjà Soulès, en consacrant cette somme à lui faire élever dans sa ville natale une statue, œuvre de son ami, le statuaire Gasq, 1er Grand Prix de Rome, et qui sera très prochainement inaugurée ;

Par ces motifs,

Déclare le demandeur mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions ;

L'en déboute et le condamne aux dépens.

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Adoptant les motifs des premiers juges,

Confirme.

M. Beaugrand av. gén. — Mes A. Fallières et Bruzeau (tous deux du barreau de Paris) av.

Note. — Ces principes appliqués à la sculpture et à l'architecture ont été établis par une jurisprudence constante en ce qui concerne les opéras. Les paroles des ouvrages

d'opéra ne peuvent, disent les arrêts, servir à de nouvelle musique, ni la musique être adaptée à d'autres paroles : Paris 12 juillet 1855 (S. 55.2.595 — D. 55.2.256) ; 20 novembre 1857 (Ann. prop. ind. 1857, p. 455) ; 21 juin 1858 (S. 59.2.113 — Ann. prop. ind. 1859, p. 122) ; 27 juin 1866 (S. 67.2.37 — Ann. prop. ind. 1866, p. 299) ; 21 février 1873 (S. 79.2.213 — Ann. 1873, p. 153).

V. Pouillet, nos 115 et 794 ; Rendu et Delorme, n° 247.

COUR D'APPEL DE BORDEAUX (4e Ch.).

4 janvier 1906.

Présidence de M. Bussac.

1° APPEL. — TAUX DU RESSORT. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE. — MOYENS EMPLOYÉS POUR SOUTENIR LA DEMANDE PRINCIPALE.

2° DÉSISTEMENT. — DONNÉ ACTE. — REFUS. — EFFETS. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

1° *La demande reconventionnelle supérieure à 1.500 fr. formée en cours d'instance et fondée non seulement sur la demande principale, mais encore sur les moyens de défense employés pour la soutenir, rend l'appel recevable même au regard d'une demande principale inférieure au taux du dernier ressort.*

2° *Le donné acte d'un désistement se reporte au jour où il a été formé et demandé et le défendeur ne saurait en empêcher les effets par des conclusions ultérieures (en l'espèce, par une demande reconventionnelle en dommages-intérêts).*

Robert c. Balan.

LA COUR,

Attendu que si l'un des chefs de la demande est en dernier ressort, il n'en est pas moins juridiquement certain que l'appel interjeté est recevable, non seulement en ce qui concerne le billet de 2.100 francs, mais aussi pour celui de 490 francs ; que la demande en 2.000 fr. de dommages-intérêts, formée par Robert en cours d'instance pour réparation du préjudice qu'il prétend lui avoir été causé par les moyens de défense à son action, rend son appel recevable quant aux deux valeurs ; que cette demande reconventionnelle ne s'appuie pas seulement sur la demande principale, mais sur les moyens employés pour la soutenir ;

Sur le désistement :

Attendu que la veuve Touzet et Balan se sont désistés de leur action vis-à-vis de la dame Robert par acte notarié, du 10 novembre 1903 ; que, par conclusion du 13 du même mois, ils ont demandé acte de leur désistement vis-à-vis de la dame Robert ; que, ces conclusions, il est vrai, ne sont pas signées par les parties, mais qu'il est établi, par l'enregistrement de l'acte notarié de désistement, qu'il est antérieur à ces conclusions et que ces deux actes se complètent l'un par l'autre ; qu'il n'est pas exact de prétendre qu'à la date des conclusions du 13 novembre, la dame Robert avait formé une demande reconventionnelle en dommages-intérêts ; que le germe de cette demande n'apparaît que dans les conclusions du 16 novembre, et ne pouvait, dès lors, s'opposer judiciairement à ce que le tribunal donnât acte du désistement qui est régulier en la forme ; que le donné acte d'un désistement se reporte au jour où il a été formé et demandé, et que le demandeur ne saurait en empêcher les effets par des conclusions ultérieures ; qu'au surplus des réserves ont été accordées à la dame Robert pour lui permettre, à raison des agissements pratiqués, de demander des dommages-intérêts à la veuve Touzel et au sieur Balan; qu'il y a lieu de confirmer, sur ce point, le jugement dont est appel ;

Par ces motifs,

Déclare l'appel recevable en ce qui concerne les deux créances prétendues ;

Confirme le jugement du Tribunal civil de La Réole sur le désistement, met la dame Robert hors de cause ; partage les dépens d'office.

M. GIRAUD av. gén. — Mes ROY DE CLOTTE et BOUTARIE av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Aux termes de l'art. 2 de la loi du 11 avril 1888, les tribunaux de première instance statuant, en dernier ressort, sur les demandes reconventionnelles en dommages-intérêts, et quel qu'en soit le chiffre, lorsque ces demandes sont fondées exclusivement sur la demande principale elle-même. La difficulté est de savoir quand la demande reconventionnelle en dommages-intérêts a ce caractère. Or, il semble bien qu'elles le possède, lorsqu'elle a uniquement pour but de poursuivre la réparation du préjudice matériel au moral causé par la demande principale. Dès lors, nous ne croyons pas que notre décision qui admet l'appel, sous prétexte que la demande reconventionnelle en dommages-intérêts est fondée, non pas seulement sur la demande principale, mais sur les moyens employés pour la soutenir puisse être approuvée. Il nous paraît bien évident que l'hypothèse prévue par la loi de 1838 vise également la demande en réparation du préjudice causé par la manière dont l'instance principale a été soutenue, par la nature et le caractère des actes intervenus au cours de la procédure. « La demande principale, dit avec raison M. Fuzier-Herman (Répert. gén. du droit franç., v° Appel en mat. civ., n° 571), ne consiste pas seulement dans l'exploit qui l'a introduite, mais dans les actes qui en ont été la suite ou la conséquence ». Comp. : Cass. 30 décembre 1846 (D. 47.4.150) ; 25 avril 1876 (S. 76.1.421) ; 6 juin 1882 (D. 83.1.333) ; 4 janvier 1887 (S. 87.1.117). Au cas de dommages-intérêts demandés reconventionnellement par le défendeur, sans cause spécialement assignée à cette demande, les juges sont investis d'un plein pouvoir pour décider, au point de vue de la détermination du premier ou du dernier ressort, si les dommages-intérêts reposent ou non exclusivement sur la demande principale elle-même : Cass. 21 mai 1860 (S. 61.1.155 — D. 60.1.348). *Sic :* Rousseau et Laisney, n° 104 *ter*, *in fine*. Toutefois, à défaut d'énonciation contraire, la présomption est qu'une demande en dommages-intérêts est fondée sur la demande principale : Caen 1er juin 1871 (S. 73.2.142 — D. 72.2.60).

II. — Sur le second point : Il est de principe que lorsqu'un désistement pur et simple est refusé, le juge doit non seulement rechercher s'il satisfait à toutes les conditions de la validité qui lui sont propres, mais encore apprécier si son admission ne lèserait pas les intérêts du défendeur. Or, pour ce faire, il devra nécessairement se placer à l'époque ou a eu lieu le désistement. Et si le défendeur motive son refus du désistement sur cette circonstance qu'ayant formé une demande reconvention-

nelle il a intérêt à ce qu'il soit statué sur cette demande le juge devra décider en tenant compte de l'époque à laquelle a été formée la demande reconventionnelle. A-t-elle précédé le désistement ?

Ce désistement ne saurait être imposé au défendeur sans léser le droit qui lui appartient de voir statuer sur sa demande. Que si, au contraire, la demande reconventionnelle est postérieure au désistement, celui-ci ne lésait aucun droit du défendeur au moment où il a été formé. Par suite, ce dernier, ne saurait, comme le décide notre arrêt, en paralyser les effets, par une demande reconventionnelle ultérieure. Comp. en ce sens : Colmar 20 décembre 1824 (Dalloz, Rep., v° Désistement, n° 87-5°) ; Orléans 21 novembre 1834 (S. 35.2.366 — D. 35.2.137); Trib. civ. Lyon 4 août 1888 (Monit. jud. Lyon 22 novembre 1888) ; Rouen 4 décembre 1890 (Gaz. Pal. 91.1.134). *Adde :* Dutruc, Suppl. aux lois de la procéd. civ. de Carré et Chauveau, v° Désistement, n° 38 ; Rodière, t. I^er^, p. 498 ; Garsonnet, t. V, 1185, p. 812, note.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

6 avril 1906.

Présidence de M. Bard.

VOIES DE FAIT ET VIOLENCES. — VIOLENCES LÉGÈRES. — 1° RÉCIDIVE. — COMPÉTENCE. — 2° PEINES. — ERREUR DANS LA CITATION DU TEXTE. — CONDAMNATION JUSTIFIÉE. — POURVOI NON RECEVABLE.

1° Les dispositions de la loi de brumaire an IV, qui, en cas de récidive, soumettent les voies de fait à la juridiction correctionnelle, ont été abrogées implicitement par les lois postérieures qui, modifiant la compétence des tribunaux de police, leur ont attribué la compétence de tous les faits pouvant donner lieu, soit à 15 francs d'amende et au-dessous, soit à cinq jours de prison et au-dessous.

En conséquence, la valeur de six journées de travail, amende la plus forte qui puisse être prononcée pour voies de fait ou violences légères en cas de récidive, étant inférieure à 15 francs, limite de la compétence des tribunaux de police, c'est ce tribunal qui est compétent pour statuer sur cette contravention, même au cas de récidive.

2° Le juge de police peut, en matière de voies de fait et violences légères, prononcer cumulativement la peine de l'amende et celle de l'emprisonnement, suivant les dispositions des art. 600 et 606 de la loi de brumarie an IV.

Dès lors, bien que le juge ait fait à tort application au prevenu de l'art. 466 C. pén. en le condamnant à 2 francs d'amende pour violences légères, cette condamnation est justifiée par les dispositions des art. 600 et 606 précités de la loi de brumaire, et par suite l'erreur commise dans la citation de la loi pénale ne peut donner ouverture à cassation.

Min. public c. Daniel et Richer.

Le ministère public près le Tribunal de simple police de Trouville s'est pourvu en cassation contre une décision de ce tribunal du 1^er^ février 1906, qui s'était déclaré incompétent pour statuer sur une poursuite pour voies de fait et violences légères, en raison de l'état de récidive.

Arrêt :

La Cour,

En ce qui concerne Richer :

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 27 de la loi des 19-23 juillet 1791, en ce que le tribunal de simple police s'est déclaré incompétent pour statuer sur l'inculpation de voies de fait et violences légères, relevées contre Richer par le motif que, à raison de l'état de récidive du prévenu, le maximum des peines dépassait les limites des peines de simple police :

Vu l'art. 27 précité,aux termes duquel, en cas de récidive, toutes les amendes établies par le présent décret seront doublées ;

Attendu que, pour les contraventions non prévues par le Code pénal, et notamment pour les voies de fait, punies par l'art. 605 § 8 C. brumaire an IV, la récidive n'autorise et ne prescrit que le doublement des amendes, ce qui donne un maximum de six journées de travail, lequel n'excède en rien la compétence du tribunal de simple police, telle qu'elle est réglée par les art. 137 C. inst. crim. et 466 C. pén. ;

Attendu que si l'art. 607 C. 3 brumaire an IV attribuait la connaissance des cas de récidive en matière de contravention de police aux tribunaux correctionnels, c'était uniquement parce que, sous l'empire de cette loi, le tribunal de simple police, qui ne pouvait prononcer d'amende excédant la valeur de trois journées de travail, était nécessairement incompétent pour juger la récidive, dont la peine pécuniaire devant suivre la proportion déterminée par les art. 27 t. I^er^ de la loi du 19 juillet 1791 et 4, t. II de celle du 28 septembre suivant, et conséquemment être doublée, pouvait s'élever à une amende de la valeur de six journées de travail ; que, d'après le Code pénal de 1810, la cause de cette exception d'attribution ne subsiste plus, les tribunaux de simple police pouvant, en vertu de l'art. 466 dudit Code, porter les amendes qu'il prononce à 15 francs, somme supérieure à la valeur de six journées de travail ; qu'ainsi il y a eu violation de la disposition précitée ;

En ce qui concerne Daniel :

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 606 C. 3 brumaire an IV, en ce que le jugement attaqué a prononcé contre ledit prévenu, non la pénalité dudit art. 606, mais celle de l'art. 466 C. pén. ;

Attendu que si le jugement attaqué a fait à tort application au prévenu de l'art. 466 C. pén., en le condamnant à 2 francs d'amende pour violences légères, le juge de police peut, en matière de voies de fait et violences légères, prononcer cumulativement la peine de l'amende et celle de l'emprisonnement, suivant la disposition des art. 600 et 606 C. 3 brumaire an IV ;

Attendu que dans l'espèce, la condamnation à 2 francs d'amende, prononcée contre Daniel, est justifiée par les dispositions des art. 600 et 606 C. brumaire ;

Attendu qu'aux termes des art. 411 et 414 C. instr. crim., l'erreur dans la citation de la loi pénale ne peut donner ouverture à cassation lorsque la condamnation est justifiée par une autre disposition de loi applicable au fait qui la motive ;

D'où il suit que le moyen doit être rejeté ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi en ce qui concerne Daniel ;

Casse au contraire et annule le jugement du Tribunal de simple police de Trouville-sur-Mer en date du 1er février 1906, en ce qui concerne Richer.

MM. Eugène Duval rapp. ; Cottignies av. gén.

NOTE. — Le délit de violences légères, prévu par les art. 600 et 606 du Code de Brumaire an IV, est exclusivement de la compétence du Tribunal de simple police : Cass .30 janvier 1885 (Gaz. Pal. 85.2.109).

Il en est ainsi, même en cas de récidive, cas où l'amende ne peut être portée à la valeur de plus de six journées de travail : Trib. corr. Seine 2 novembre 1892 (Gaz. Pal. 92.2.518).

COUR D'APPEL D'AIX (1re Ch.)

22 mai 1906.

Présidence de M. Giraud, premier président.

DIVORCE. — DÉLAI D'ÉPREUVE. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE. — IRRECEVABILITÉ. — APPEL SUR LE FOND. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE DEVANT LA COUR. — RECEVABILITÉ.

Au cas, ou sur une demande en divorce formée par la femme, le tribunal déclare cette demande établie, mais surseoit à statuer par application de l'art. 246 C. civ., le mari n'est plus recevable, à l'expiration du délai d'épreuve, lorsque la cause revient devant le tribunal pour jugement au fond, à former une demande reconventionnelle et le divorce doit être prononcé à la requête de la femme (résolu par le jugement).

Mais, par contre, la demande reconventionnelle formée devant la cour par le mari, appelant du jugement au fond rendu après le délai d'épreuve, doit être déclarée recevable.

Dame B... épouse M... c. son mari.

Le 16 décembre 1905, le Tribunal civil de Marseille présidé par M. Cural, avait rendu le jugement suivant : vant :

Le Tribunal,

Attendu que, sur une demande en divorce formée par la dame B..., épouse M..., contre son mari, il est intervenu un jugement de ce siège en date du 11 février 1905, qui, tout en déclarant ladite demande bien établie, a sursis à statuer, pendant six mois, par application de l'art. 246 C. civ. ;

Attendu qu'à l'expiration de ce délai, et par exploit du 26 octobre dernier, la dame B... a fait citer son mari pour entendre prononcer le divorce ;

Attendu que, par acte de conclusions du 27 novembre dernier, M... a formé une demande reconventionnelle en divorce, fondée sur le caractère injurieux à son égard de certains faits que la dame B... avait articulés à l'appui de sa demande et dont celle-ci n'a pas rapporté la preuve ;

Attendu que cette demande reconventionnelle est irrecevable ;

Attendu, en effet, que les demandes reconventionnelles, si elles peuvent, comme toute autre demande, être introduites en tout état de cause, ne sont plus recevables quand il a été statué au fond sur la demande principale ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 246 C. civ., lorsque le délai d'épreuve imparti par le tribunal est expiré, le divorce, si l'une des parties le requiert, doit être nécessairement prononcé ; qu'il résulte de cette disposition, aussi bien, d'ailleurs, que des travaux préparatoires, que le sursis n'a été établi par la loi que comme une tentative suprême de rapprochement entre les époux, et non pas pour prolonger la durée d'une instance qui doit être considérée comme terminée par le jugement qui a prononcé le sursis ; que ce jugement, par cela même qu'il déclare la demande principale bien établie, statue définitivement sur cette demande en ce sens qu'il n'est plus loisible au tribunal de refuser, s'il en est requis, de prononcer le divorce ; que la demande reconventionnelle introduite postérieurement au jugement de sursis n'est donc pas recevable ;

Attendu que le délai de six mois imparti par le jugement du 11 février 1905 est expiré sans que les époux se soient réconciliés ; que le tribunal est donc tenu, d'après les dispositions de l'art. 246, de prononcer le jugement de divorce à la requête de la dame B... ;

Par ces motifs,

Sans s'arrêter à la demande reconventionelle, laquelle est rejetée comme irrecevable, prononce le divorce des époux X... à la requête et au profit de la demanderesse.

Le mari interjeta appel de ce jugement et, devant la cour, il forma une demande reconventionnelle en vue de faire prononcer le divorce aux torts réciproques des deux époux, articulant certains faits au sujet desquels il sollicitait une enquête.

Arrêt :

La Cour,

Considérant, en droit, que la recevabilité de la demande reconventionnelle que le sieur M... prétend former en réponse à l'action en divorce intentée par sa femme ne peut plus, devant la cour, et en l'état du litige, comporter de difficulté ;

Considérant, en effet, que, par son jugement du 11 février 1905, le Tribunal de Marseille usant de la faculté offerte par l'art. 246 C. civ., tout en déclarant la demande en divorce de la dame M... établie, a dit qu'il serait sursis au jugement sur le fond pendant un délai de six mois, à partir du 11 février 1905 ;

Considérant que, lorsque le tribunal a été saisi à nouveau par la citation de la dame M..., à la date du 26 octobre 1905 le sieur M... a déclaré former une demande reconventionnelle en vue de faire prononcer le divorce aux torts réciproques des deux époux ; que, par son jugement du 16 décembre 1905, le tribunal a rejeté comme tardivement formée la demande reconventionnelle du sieur M..., et, après avoir constaté qu'aucune réconciliation n'était intervenue pendant le délai d'épreuve, a prononcé le divorce aux torts du mari ;

Considérant que le sieur M..., à la date du 5 janvier 1906, a interjeté appel des deux jugements dont il s'agit ; que, sans qu'il y ait besoin de se prononcer sur la recevabilité de son appel en ce qui touche le jugement du 11 février 1905, il suffit de retenir que son droit de déférer à la cour le jugement du 16 décembre 1905 qui statuait définitivement sur le fond reste à l'abri de toute contestation ; qu'il en résulte que la cour se trouve désormais saisie du litige, ce qui entraîne la recevabilité de la demande reconventionnelle du sieur M..., puisque des conclusions dans ce sens peuvent être pri-

ses devant le juge du second degré, aux termes de l'art. 248 C. civ. ;

Par ces motifs, et ceux non contraires du premier juge ;

Dit, en droit, la demande reconventionnelle de M... actuellement recevable, par application de l'art. 248 C. civ., la dit, en fait, sans fondement ; en conséquence, confirme pour qu'il sorte son plein et entier effet le jugement du 16 décembre 1905, prononce le divorce aux torts et griefs du sieur M... ;

Condamne celui-ci à l'amende et aux dépens.

M. Arrighi av. gén. — Mes Drujon (du barreau d'Aix), et Baret (du barreau de Marseille) av.

Note. — Il est généralement admis qu'en ordonnant le sursis prévu par l'art. 246 C. civ. en matière de divorce, un tribunal épuise son droit, et que, désormais, le divorce doit être prononcé, si aucune réconciliation n'étant intervenue, l'un des époux le requiert à l'expiration du délai imparti. Le jugement de sursis, impliquant nécessairement la légitimité et le bien fondé des articulations, préjuge la décision à intervenir ultérieurement. *Sic* : Amiens 30 novembre 1887 (S. 88.2.87); Trib. civ. Seine 19 juin 1889 (Pand. franç. 89.2.210); Paris 20 juillet 1904 et 13 novembre 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.594). *Adde* : Carpentier, n° 117; Coulon, art. 246, p. 200; Vraye et Gode, t. Ier, nos 296 et 297; Sirey, C. civ. ann. art. 246, nos 4 et 13; Pand. franç. Répert., vo Divorce, n° 2241; Fuzier-Herman-vo Divorce, nos 2584 et 2525. On en conclut que lorsque l'affaire revient, après sursis, devant le tribunal pour le prononcé du jugement au fond, il est trop tard pour former une demande reconventionnelle. C'est en ce sens qu'avait statué le jugement du Tribunal civil de Marseille du 16 décembre 1905, frappé d'appel. Il est regrettable que la Cour d'Aix n'ait pas eu à trancher cette question délicate de procédure sur laquelle il n'existe à notre connaissance qu'une décision du Tribunal civil de la Seine du 22 mai 1903 (Gaz. Pal. 1903.1. Table, vo Divorce, n° 19) déclarant la demande reconventionnelle recevable.

L'arrêt recueilli n'a pas statué non plus sur le point de savoir si l'appel formé contre le jugement qui ordonne le sursis en conformité de l'art. 246 C. civ. est recevable. La question est discutée. On trouve des décisions ayant admis la recevabilité de cet appel : Trib. civ. Péronne 7 juillet 1886 (D. 90.5.158); Cour de Liége 3 mars 1887 (D. 88.2.308). — *Adde* : Dalloz (J. G. Suppl., vo Divorce, n° 452), et d'autres décisions dans le sens de la non-recevabilité : Paris 25 février 1903 (France jud. 1903.2.124 — D. 1905.2.53 et la note); Dijon 8 mars 1905 (D. 1905.2.464).

En tout cas, le mari ayant dans notre espèce interjeté appel du jugement au fond, sa demande reconventionnelle formée devant la cour a été justement déclarée recevable par application de l'art. 248 C. civ. aux termes duquel : « les demandes reconventionnelles peuvent se produire, en appel sans être considérées comme demandes nouvelles. »

COUR D'APPEL DE BORDEAUX (1re Ch.).

12 février 1906.

Présidence de M. Birot-Breuilh.

ASSURANCES EN GÉNÉRAL. — 1° DÉCLARATIONS IMPOSÉES A L'ASSURÉ. — SINISTRES ANTÉRIEURS. — DÉCLARATION FAITE A L'AGENT DE LA COMPAGNIE. — OFFRE DE PREUVE. — INADMISSIBILITÉ PRÉTENDUE. — ABSENCE DE DOL OU DE FRAUDE. — ART. 1341 C. CIV. INAPPLICABLE. — PREUVE ADMISE. — 2° AGENT DE LA COMPAGNIE. — POUVOIRS. — DÉCLARATION DES SINISTRES ANTÉRIEURS.

1° *L'assuré auquel une Compagnie d'assurance oppose une clause de la police aux termes de laquelle l'assuré est tenu de déclarer, sous peine de déchéance, s'il a éprouvé déjà un ou plusieurs sinistres, est recevable en son offre de preuve tendant à établir qu'il avait fait la déclaration d'un sinistre antérieur et que l'agent qui avait reçu cette déclaration l'a reconnu d'une façon formelle.*

Vainement la compagnie conteste l'admissibilité de cet articulation sous prétexte qu'un dol ou une fraude de sa part seraient nécessaires pour que l'enquête pût être ordonnée en l'absence d'un commencement de preuve par écrit.

C'est là, en effet, un fait pur et simple, qui n'engendre par lui-même l'idée d'aucune obligation et auquel, dès lors, la règle de l'art. 1341 C. civ. n'est pas applicable, en dehors de toute idée de dol ou de fraude.

2° *Vainement aussi la pertinence des faits articulés est contestée sous prétexte que l'agent qui aurait reçu la déclaration dont s'agit n'étant pas un fondé de pouvoirs de la compagnie n'avait pas qualité pour engager celle-ci en dehors des conditions dans lesquelles il était autorisé.*

Alors, d'une part, que la qualité de préposé de cet agent est d'autant moins discutable que c'est lui qui, au nom de la compagnie, a signé la police en vertu de laquelle des preuves ont été exigées et reçues ; qu'autorisé à signer cette police il était également autorisé à recevoir les déclarations de l'assuré, et que, si, comme préposé de la compagnie il a négligé d'en informer celle-ci, il a, aux termes de l'art. 1384 C. civ., engagé la responsabilité de sa commettante.

Et alors, d'autre part, que l'assuré prétendant avoir déclaré deux sinistres antérieurs, la compagnie reconnaît que son agent ne lui a transmis que la déclaration relative à l'un seulement de ces sinistres, ce qui prouve bien que cet agent avait mission de recueillir et de transmettre les déclarations de cette nature.

La Métropole c. Rouly.

La Cour,

Attendu que l'art. 16 des conditions générales de la police du 4 octobre 1901 dispose formellement que l'assuré est tenu de déclarer sous peine de n'avoir droit, au cas de sinistre, à aucune indemnité, s'il a éprouvé un ou plusieurs sinistres ;

Attendu qu'il est constant, en fait, et reconnu d'ailleurs qu'au moment de la signature de la police il avait subi deux sinistres, l'un en 1898, et l'autre en 1899, le seul que la Métropole reconnaisse avoir été déclaré à son agent ;

Attendu que Rouly offre en preuve sept faits par lui articulés, dont la compagnie conteste l'admissibilité sous prétexte qu'un dol ou une fraude de sa part seraient nécessaires pour que la cour puisse autoriser l'enquête en l'absence d'un commencement de preuve par écrit ;

Mais attendu que Rouly ne cherche pas à prouver dans son articulation l'existence d'une obligation d'une valeur quelconque ; qu'il se borne à offrir en preuve qu'il avait fait la déclaration du sinistre de 1898 et que l'agent qui avait reçu cette déclaration l'a reconnue d'une façon formelle ; que c'est là un fait pur et simple qui n'engendre par lui-même l'idée d'aucune obligation et auquel, dès lors, la règle de l'art. 1341 C. civ. n'est pas applicable en dehors de toute hypothèse de dol ou de fraude ;

Attendu que la pertinence des faits articulés est également contestée ; qu'il est prétendu que l'agent qui aurait reçu la déclaration du sinistre de 1898 n'était pas un fondé de pouvoirs de la compagnie, et n'avait pas qualité pour engager celle-ci en dehors des conditions dans lesquelles il était autorisé ;

Mais attendu, d'une part, que la qualité de proposé de Delmas-Marsalet peut d'autant moins être contestée que c'est lui qui a au nom de la compagnie signé la police en vertu de laquelle des primes sont été exigées et reçues ; qu'autorisé à signer cette police il était bien autorisé à recevoir les déclarations de Rouly et que si comme préposé de la compagnie, il a négligé d'informer celle-ci des déclarations qui lui avaient été faites, il a engagé, aux termes de l'art. 1384, la responsabilité de sa commettante ; que la compagnie reconnaît qu'il ne lui a transmis que la déclaration relative à l'un des deux sinistres, ce qui prouve bien qu'il avait mission de recueillir et transmettre les déclarations de cette nature ; qu'il y a donc lieu de recourir à la preuve offerte à l'exception des faits numéros un et deux qui ne sont ni l'un ni l'autre contestés ;

Par ces motifs,

Avant dire droit au fond, tous droits et moyens des parties réservés ;

Autorise Rouly à prouver par témoins en la forme des enquêtes sommaires, à l'audience du lundi 26 mars prochain, les faits suivants par lui cotés dans son articulation, sous les nos 3 à 7 : 3° que la Compagnie le Soleil ayant résilié sa police par application d'une clause expresse du contrat, son agent à Bergerac, Mme Mounet, se chargea de faire réassurer M. Rouly à une autre compagnie ; 4° qu'à cet effet Mme Mounet exposa la situation à M. Delmas-Marsalet, agent général de la Métropole, à Bergerac ; 5°que M. Delmas-Marsalet dit au sujet des deux sinistres que le premier n'en était pas un véritable puisqu'il s'était réglé par une indemnité inférieure à 1.000 francs et qu'il ne valait pas la peine qu'il en parlât à sa compagnie dans la proposition d'assurances, qu'il allait lui écrire ; 6° qu'ayant reçu l'autorisation d'assurer, envoyée par sa compagnie, il ne mentionne ni l'un ni l'autre des deux sinistres dans la police ; 7° qu'enfin, huit jours après l'incendie du 21 février 1901, l'inspecteur M. Personne, ayant annoncé son intention de soulever une déchéance pour défaut de mention des sinistres dans sa police, M. Rouly se rendit le soir même, avec deux témoins, chez l'agent principal de la Métropole, M. Delmas-Marsalet, qui était souffrant et alité, et à l'annonce de l'intention manifestée le matin par M. Personne, M. Delmas-Marsalet, répondit : « La déchéance n'est pas possible, la déclaration des deux sinistres m'a été faite » ; la preuve contraire réservée à la Compagnie la Métropole ;

Dépens également réservés.

M. Maxwell av. gén. — Mes Nicolaï, Forsans, de Saint-Marc et Gommès av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Les règles prohibitives de la preuve testimoniale, édictées par l'art. 1341 C. civ., ne s'appliquent pas aux faits purs et simples non constitutifs d'obligations, lesquels, peuvent, en général, être prouvés par témoins, sans commencement de preuve par écrit, dans quelque contestation qu'il s'agisse d'en établir l'existence : Cass. 23 mai 1860 (S. 60.1. 792); 13 juillet 1874 (S. 74.1.365); 2 mars 1875 (S. 75.1. 125 — D. 76.1.87). *Adde :* Larombière, Obligations, t. V, sur les art. 1341 et 1348, n° 8 ; Aubry et Rau, t. VIII, p. 301 et 302, 762 ; Demolombe, t. XXX, n° 15. Par application de ce principe, il a été jugé spécialement en matière d'assurance, dans le sens de notre arrêt, qu'à supposer que l'assureur puisse, en principe, reprocher comme une réticence constitutive d'une cause de déchéance, le défaut de mention, dans la police, d'une circonstance de nature à influer sur l'opinion du risque, il cesse d'en être ainsi lorsque, cette circonstance ayant été effectivement déclarée lors de la formation du contrat, l'omission de sa mention dans la police est uniquement imputabl à l'agent de l'assureur dont la police est l'œuvre exclusive, et sur laquelle l'assuré s'est borné à apposer sa signature : Cass. 8 juillet 1873 (S. 73.1.438 — D. 74.1.172) ; 4 juillet 1883 (S. 85.1.123 — D. 84.1.463) ; 28 mai 1888 (S. 88.1.424) ; Trib. civ. Grenoble 12 février 1880 (Rec. période. des assur., 84.75). Et, en ce cas, l'assuré est recevable à prouver par témoins qu'il avait fait exactement connaître à l'agent de l'assureur, avant la conclusions du contrat, la circonscante que ce dernier lui impute d'avoir révélée : Cass. 28 mai 1888, précité. Comp. Agen 24 décembre 1900 (Pand. franç., 1901.2.171) ; Cass. 6 août 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.552).

II. — Sur le second point : Il n'est pas douteux que le fait, par le rédacteur de la police, de n'y avoir pas mentionné la déclaration d'un sinistre antérieur faite par l'assuré, serait sans effet au regard de l'assureur qui invoque la déchéance fondée sur cette omission, au cas où ce rédacteur ne serait pas son agent, son préposé, mais un simple intermédiaire, tel qu'un courtier. Paris 17 janvier 1867 (S. 89.2.61, *ad notam*); Pau 18 mai 1887 (S. 89.2.61). Par contre, l'assureur serait non recevable à se prévaloir du défaut de déclaration lorsque l'omission de mention de la déclaration faite par l'assuré provient de son agent, lequel a oublié de donner les indications nécessaires ou a rédigé la police sur laquelle l'assuré s'est borné à apposer sa signature : Cass. 18 mai 1852 (S. 52.1.565 — D. 52.1.174) ; 19 janvier 1870 (S. 71.1. 97 — D. 70.1.302) ; Dijon 18 juillet 1872 (S. 73.2.208). V. cependant *contrà :* Rennes 30 janvier 1836 (Dalloz, Rép., v° Assur. terr., n° 170) ; Besançon 4 mars 1882 (D. 82. 2.166).

Mais lorsque les termes de la convention ont bien été arrêtés avec un agent de l'assureur, celui-ci sera difficilement admis à prétendre que son préposé n'avait pas qualité pour l'engager et la jurisprudence admet qu'il suffira, en pareil cas, pour qu'il soit obligé par les actes de son préposé, que l'assuré ait pu croire de bonne foi, par suite des circonstances, que ce dernier était suffisamment accrédité : Cass. 15 février 1826 (Bonneville de Marsangy, t. Ier, p. 4).

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes).

26 avril 1906.

Présidence de M. Tanon.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — DISPOSITIONS COMMUNES. — ADMINISTRATION. — POUVOIRS DU GÉRANT. — TRAITES. — DETTES PERSONNELLES. — INTERDICTION. — RESTITUTION.

Lorsque le gérant administrateur d'une société commerciale a, en violation d'un article formel du pacte social, souscrit au profit d'un tiers, en sa qualité de gérant de la société, des traites destinées à acquitter des dettes personnelles pour des fournitures qui lui ont été faites, le tiers bénéficiaire qui a été payé à l'aide de fonds appartenant à la société est tenu de les restituer à la société, s'il n'a pu ignorer le vice dont étaient entachées les valeurs qu'il a ainsi reçues en paiement.

Jouve c. syndic faillite, Société Lavialle et Cie.

M. Jouve s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 4 janvier 1905, rendu au profit du syndic de la faillite Société Lavialle et Cie.

Arrêt :

La Cour,

Sur les deux moyens réunis tirés de la violation des art. 1134, 1236, 1684 C. civ., et de la fausse application des art. 1376, 1377, 1378 du même Code, ainsi que de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que les traites dont a bénéficié le sieur Jouve avaient été souscrites par Louis Lavialle, gérant et administrateur de la Société en commandite L. Lavialle et Cie, en violation d'un article formel du pacte social ; que lesdites traites étaient destinées à acquitter des dettes personnelles dudit Louis Lavialle pour des fournitures faites à celui-ci, et que le montant en a été payé, non pas à l'aide de deniers personnels de Lavialle, mais avec des fonds appartenant à la Société Lavialle et Cie ;

Attendu que l'arrêt déclare, d'autre part, que le sieur Jouve ne pouvait pas ignorer le vice dont étaient entachées les valeurs qu'il a ainsi reçues en paiement ; condamnant, dès lors, ledit Jouve à rembourser à la faillite de la Société Lavialle et Cie, le montant de la somme reçue dans les circonstances spécifiées par son arrêt, la Cour de Paris, dont la décision est régulièrement motivée, n'a violé ni faussement appliqué les dispositions légales invoquées par le pourvoi ;

Rejette...

MM. Alphandéry rap. ; Feuilloley av. gén. — Me Brugnon av.

Note. — On stipule fréquemment dans les statuts des sociétés commerciales, afin d'éviter les abus de la signature sociale par le gérant que celui-ci ne pourra engager la société que pour les affaires la concernant.

Cette stipulation n'a aucun effet à l'égard des tiers de bonne foi ; mais elle est opposable aux tiers de mauvaise foi. V. notamment : Paris 10 août 1880 et Cass. 22 juin 1881 (S. 83.1158) ; Lyon 23 mars 1892 (Journ. Soc. 93 126); *Sic :* Lyon-Caen et Renault, n° 293; Houpin, Sociétés, n° 199, p. 147.

Il convient d'ailleurs de faire observer que si cette clause n'a pas été insérée, le principe que l'engagement signé de la raison sociale oblige la société n'édicte qu'une présomption simple et non une présomption *juris et de jure;* en sorte que le tiers ne peut en poursuivre l'exécution contre la société si la preuve est rapportée qu'à sa connaissance ledit engagement ne concernait pas les affaires sociales. V. Houpin, *op.* et *loc. cit.*

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

23 mars 1906.

Présidence de M. Leclerc.

COMPÉTENCE COMMERCIALE. — DIRECTEUR D'UNE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE MUTUELLE. — LETTRES DE CHANGE. — COMPÉTENCE. — ADMINISTRATEURS. — DÉCLARATION DE JUGEMENT COMMUN. — QUESTION DE RESPONSABILITÉ. — CARACTÈRE CIVIL DE LA SOCIÉTÉ. — INCOMPÉTENCE.

Si la juridiction consulaire est compétente pour statuer à l'encontre du directeur d'une société d'assurances mutuelles à raison de lettres de change signées par celui-ci, cette compétence étant strictement limitée au fait même des lettres de change qui font l'objet de la demande, quelle que soit la qualité en laquelle ce directeur a été assigné, le tribunal de commerce excéderait ses pouvoirs en étendant cette compétence à la solution de questions de responsabilité d'administrateurs de ladite société, laquelle a un caractère purement civil, à raison de sa nature et de sa forme.

Par suite, il doit se déclarer incompétent pour statuer sur une demande tendant à voir déclarer commun avec les administrateurs le jugement intervenu contre le directeur, sous prétexte que ceux-ci doivent être tenus responsables des engagements contractés par ce dernier.

Il est, en effet, impossible de rendre un jugement commun à des tiers, sans rechercher comment et pourquoi ces tiers peuvent être engagés conjointement avec la partie qui a succombé à l'origine.

Grégori c. Allard et autres.

Le Tribunal,

Attendu que Grégori ayant obtenu deux jugements de ce tribunal contre Arrighi, directeur de la Mutuelle du Commerce et de l'Industrie, société d'assurances mutuelles, portant condamnation en paiement de deux traites acceptées par ledit Arrighi, en sadite qualité, et n'ayant pu exécuter ces jugements que par un carence, demande aujourd'hui au tribunal de déclarer commun à tous les défendeurs les jugements en question ;

Attendu qu'il fait valoir que Arrighi ayant tenu ses fonctions du conseil d'administration, les membres de ce conseil devraient être tenus aux engagements contractés par lui, chacun d'eux devant être responsable pour une somme et part égale aux termes de l'art. 1863 C. civ.;

Mais attendu que se trouvant en présence d'un déclinatoire général d'incompétence, il prétend que l'acceptation souscrite par Arrighi l'ayant rendu justiciable de la juridiction consulaire, les défendeurs actuels y devraient être soumis pour les mêmes raisons ;

Mais attendu que si le tribunal de commerce était compétent pour statuer à l'encontre d'Arrighi, cette compétence était strictement limitée au fait même de la lettre de change qui faisait l'objet de la demande, quelle que fut alors la qualité dans laquelle Arrighi était assigné ;

Attendu qu'en étendant cette compétence à la solution de questions de responsabilité d'administrateurs d'une société mutuelle, c'est-à-dire purement civile, ce tribunal excèderait les pouvoirs qu'il tient de la loi ; qu'il est en effet impossible de rendre un jugement commun à des tiers sans rechercher comment et pourquoi ces tiers peuvent être engagés conjointement avec la partie qui a succombé à l'origine;

Attendu qu'en l'espèce cette recherche échappe manifestement à la compétence de ce tribunal, qui doit, par suite, accueillir le déclinatoire opposé par tous les défendeurs;

Par ces motifs,

Se déclare incompétent *ratione materiæ*;

Renvoie la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître;

Et condamne Grégori aux dépens.

Mes Brigard, Massenet et Girard agréés.

Note. — Aux termes de l'art. 632 C. com. les lettres de change sont réputées « actes de commerce » entre toutes les parties. Dès lors, quelle que soit la qualité en laquelle le directeur d'une société d'assurances mutuelles est assigné à raison de lettres de change qu'il a signées, la juridiction consulaire est compétente *ratione materiæ* pour connaître de la demande. Mais il est hors de doute que les sociétés d'assurances mutuelles ont un caractère purement civil : Cass. 23 octobre 1889 (S.92.1.63 — D.89.1.874); Paris 18 février 1890 (S.92.2.316 — D.91.2.367); Bordeaux 28 mai 1901 (S. 1903.2.33). — *Adde* : Fuzier-Herman et Darras, C. civ. annoté, sous l'art. 1832, n° 39 et suiv. D'où il suit que leurs membres ne sont pas des commerçants et spécialement que leurs administrateurs ne font pas acte de commerce en les gérant. Dès lors on ne saurait, sous prétexte d'une responsabilité par eux encourue à raison des faits et gestes du directeur qui a signé des lettres de change, les assigner devant le tribunal de commerce, juridiction d'exception, laquelle, à leur égard, n'est compétent ni *ratione personæ*, ni *ratione materiæ*, pour se voir déclarer commun le jugement intervenu contre ce directeur. Comp. : Paris 2 mai 1850 (D. 50.2.187); Pau 8 mai 1885 (Rec. périod. des assur., 1885.216) ; Trib. civ. Seine 13 et 20 août 1886 (*ibid.*, 1887.66)

210-211

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

4 juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

CHEMINS DE FER. — POLICE. — ACCIDENTS. — PASSAGE A NIVEAU. — RESPONSABILITÉ.

Lorsqu'en vertu des règlements les garde-barrières sont tenus de sortir de leur maison à l'approche des trains pour se placer bien en vue, et que les mécaniciens doivent siffler à l'approche des passages à niveau, la compagnie est responsable de l'accident survenu à un individu tamponné sur la voie par une machine en manœuvre, au moment où il traversait le passage à niveau par un portillon à jeu libre, si ces prescriptions n'ont pas été observées et si elles eussent empêché l'accident de se produire.

Ces prescriptions du règlement des gardes-barrières, approuvé par décision ministérielle du 14 juin 1899, s'appliquent d'ailleurs non seulement aux trains de toute nature, mais encore aux machines isolées.

Chemins de fer P.-L.-M. c. Pitre.

La Compagnie des Chemins de fer P.-L.-M. s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 30 juillet 1901, rendu au profit de M. Pitre.

Arrêt :

La Cour,

Sur les deux moyens réunis :

Attendu que l'arrêt attaqué, pour condamner la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. à servir à Pitre une pension annuelle et viagère de 800 francs payable par trimestre et d'avance, à compter du 22 mars 1899 et une somme principale de 2.000 francs, avec intérêts du même jour, en réparation de l'accident dont celui-ci a été victime à cette date, s'appuie sur une double faute commise par les agents de la Compagnie ; que l'arrêt constate, d'une part, que la garde-barrière de service au passage à niveau, lieu de l'accident, était rentré dans sa guérite, après avoir perdu de vue l'express, sans attendre qu'une machine, qui devait s'engager sur ce passage, eut terminé sa manœuvre, et que, d'autre part, le mécanicien de cette machine, qui marchait tender en avant, n'a pas sifflé aux approches dudit passage ; qu'il en conclut que ces deux fautes ont autorisé Pitre à penser qu'il pouvait traverser la voie sans danger et que la nuit ne lui a pas permis de voir la machine en marche qui l'a renversé et lui a broyé le bras ;

Attendu que le pourvoi soutient que les prescriptions relevées par l'arrêt et auxquelles auraient manqué et le garde-barrière et le mécanicien ne s'appliquent pas à la circulation des machines de manœuvres qui serait régie par la circulaire n° 3 du 1er janvier 1899, relative aux manœuvres, et signée du chef d'exploitation de la Compagnie, circulaire dont les dispositions auraient été observées ;

Mais attendu que les prescriptions de cette circulaire doivent se combiner avec le règlement des gardes-barrières, approuvé par décision ministérielle du 14 juin 1899 et avec l'ordonnance du 15 novembre 1846 alors en vigueur ; qu'aux termes de l'art. 25 du règlement « à

l'approche des trains les gardes-barrières, hommes ou femmes, doivent sortir de leur maison pour se placer bien en vue près de leur barrière ou devant leur porte »; qu'aux termes de l'art. 38 de l'ordonnance « à l'approche des passages à niveau le mécanicien doit faire jouer le sifflet à vapeur pour avertir de l'approche du train »; que l'art. 1er du règlement déclare qu'il faut entendre « par la désignation de trains, non seulement les trains de toute nature mais encore les machines isolées » ; qu'il suit de là qu'en manquant à ces prescriptions dont l'observation, d'après l'arrêt, eut empêché l'accident de se produire, les agents de la Compagnie P.-L.-M. ont commis une faute et engagé sa responsabilité et que c'est à bon droit qu'elle a été condamnée à payer à la victime des dommages-intérêts dont le juge du fait a souverainement apprécié la quotité et déterminé le mode de prestation ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. Reynaud rapp. ; Mérillon av. gén. (c. conf.) — Me Labbé et Herson-Macarel av.

NOTE. — Aux termes de l'art. 25 du règlement de 1899 sur les gardes-barrières « à l'approche des *trains*, les gardes-barrières, hommes ou femmes, doivent sortir de leur maison pour se placer bien en vue près de leur barrière ou devant leur porte ; ils doivent présenter leur drapeau roulé ou leur lanterne allumée et se tenir prêts à se conformer, le cas échéant, aux prescriptions des art. 27 et 36 ci-après. »

Cette disposition générale ne fait pas de distinction entre les gardes des différents passages à niveau : tous sont assujettis à ces règles qui tendent à la surveillance des passages au moment du passage des trains.

Le mot *train* a ici le même sens que dans l'ordonnance de 1846 où l'on admet depuis longtemps qu'il comprend tout véhicule ou wagon circulant accidentellement sur un chemin de fer (Besançon 26 août 1858 — S. 60.2.143).

Quant à la question du sifflet, la jurisprudence a décidé que l'art. 38 de l'ordonnance de 1846, aujourd'hui remplacée par le décret de 1901, en prescrivait l'emploi pour les mécaniciens à l'approche des passages à niveau, aussi bien dans les limites des gares qu'en dehors. V. Cass. 7 juillet 1896 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, Vo Chem. de fer no 880 — D. 98.1.222).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

1er juin 1906.

Présidence de M. Bard.

1° ALGÉRIE. — CONTRIBUTIONS DIVERSES. — AMNISTIE. — LOI DU 27 DÉCEMBRE 1900. — AMENDE INFÉRIEURE A 800 FRANCS. — NON-LIEU A STATUER.

2° OCTROI DE MER. — DISTILLATION SANS DÉCLARATION. — PROCÈS-VERBAL. — FOI JUSQU'A INSCRIPTION DE FAUX.

1° *Quand l'amende prononcée pour contravention à l'impôt des licences perçu en Algérie par l'administration des contributions diverses est inférieure à 800 francs, et quand le prévenu ne se trouve dans aucun des cas d'exclusion prévus par l'art. 2 de la loi d'amnistie du 27 décembre 1900, déclarée par l'art. 3 applicable à l'Algérie, l'action publique est éteinte et il n'y a pas lieu à statuer sur la contravention reprochée au prévenu.*

2° *Un tribunal ne peut relaxer un individu poursuivi en vertu d'un procès-verbal régulier sous la prévention de distillation frauduleuse, sans justifier sa décision de relaxe, en démontrant l'inexactitude des affirmations des agents et l'insuffisance des éléments de preuve constatés.*

S'il est vrai que les procès-verbaux des agents des contributions diverses, ne font foi jusqu'à inscription de faux, que des constatations matérielles de ces agents et des réponses des prévenus qu'ils relatent, les contraventions aux décrets et règlements sur l'octroi de mer peuvent être établies par tous modes de preuve et les juges ont le droit, en cette matière, de former leur conviction à l'aide de tous les éléments de preuve que l'instruction et les débats mettent à leur disposition.

Acoulon c. Contributions diverses d'Algérie.

Pourvoi contre un jugement du Tribunal correctionnel d'Orléansville, du 25 mai 1905 :

La Cour,

En ce qui concerne l'amnistie :

Vu la loi du 27 décembre 1900 déclarée applicable à l'Algérie par l'article 3 ;

Vu l'art. 1er, n° 6 de ladite loi qui acorde amnistie à tous les délits de contributions indirectes ;

Attendu que Acoulon, Jauffret et Trémaux ont été poursuivis pour avoir contrevenu à la loi du 28 avril 1893, et au décret du 27 juin 1893, relatif à l'impôt des licences en Algérie, en même temps que pour contravention aux règlements sur l'octroi de mer, notamment aux décrets des 26 décembre 1884, 27 juin 1887, 23 décembre 1890 et à la loi du 26 janvier 1892; que par jugement du Tribunal de simple police de Ménerville, du 13 mai 1899, Acoulon a été condamné pour la contravention à l'impôt sur les licences à 300 francs d'amende et à la restitution de 60 francs pour droits fraudés; que Jauffret et Trémaux ont été relaxés sur ce chef ;

Attendu que l'amende prononcée contre Acoulon est inférieure à 800 francs, et que les trois prévenus ne se trouvent dans aucun des cas d'exclusion prévus par l'art. 2 de la loi d'amnistie précitée ;

Dit l'action publique éteinte ; dit par suite qu'il n'y a lieu à statuer sur la contravention reprochée aux prévenus et relatives à l'impôt des licences ;

Mais en ce qui concerne la contravention aux règlements sur l'octroi de mer ;

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des art. 25 du décret du 27 juin 1887, 154, 159, 189, C. instr. crim., ainsi que les textes réprimant les contraventions à l'octroi de mer, en ce que le jugement attaqué a refusé de déclarer les prévenus coupables de cette contravention, alors qu'elle était établi par un procès-verbal faisant foi jusqu'à inscription de faux, et qu'en tous cas, à supposer même qu'il n'en résultât pas une

preuve directe et immédiate, le tribunal devait, par une apréciation des éléments de preuve constatés par le procès-verbal, en déduire l'existence desdites contraventions, et cela tout au moins en ce qui concerne la confiscation :

Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier, que, d'aprs les constatations faites par les agents des contributions diverses sur les registres de la gare du chemin de fer à l'Alma, il est arrivé à cette gare, à l'adresse du sieur Acoulon, du 30 décembre 1894 au 12 juin 1892, 102.952 kilogr. de vin que lesdits agents ont évalué avoir produit 82 hectolitres d'alcool pur, et que,dans le même temps, 75 hectolitres 29 litres d'alcool pur ont été expédiés au nom d'Acoulon ;

Attendu que du raprochement de ces entrées de vin et de ces sorties d'alcool, ils ont conclu qu'Acoulon avait distillé le vin par lui reçu et que, n'ayant pas fait la déclaration exigée par le décret du 27 juin 1887, il avait contrevenu à ce décret ;

Attendu que Acoulon, poursuivi à raison de ce fait, a été relaxé par jugement du Tribunal correctionnel d'Orléansville, en date du 25 mai 1905, ainsi que Jauffret et Trémeux, l'un fermier, l'autre propriétaire de la ferme où, suivant le procès-verbal, la fabrication de l'alcool avait eu lieu ;

Attendu que la décision attaquée se fonde sur ce que, d'une part, Acoulon justifie par des récépissés de la gare avoir fait, du 20 décembre 1894 au 20 juillet 1895, des réexpéditions de vins dont les agents verbalisateurs n'ont pas tenu compte; d'autre part, sur ce que les mêmes agents ont compris à tort sous le terme générique d'alcool diverses expéditions d'eau-de-vie de marc du poids de 2.912 kilog. ;

Mais attendu que la décision attaquée a omis de préciser la quantité de vin réexpédié par Acoulon ; que les termes employés par le jugement démontrent cependant qu'elle n'est pas équivalente à la totalité du vin arrivé à l'adresse de ce prévenu et qu'il serait ainsi resté à la ferme de l'Alma. une quantité plus ou moins grande de vin ; que, suivant les agents, l'alcool expédié dans le même temps provenait de la distillation de ce vin, faite sans déclaration ; que le tribunal, qui n'a pas démontré l'inexactitude de l'affirmation du procès-verbal à cet égard, n'a pas justifié sa décision de relaxe ;

Attendu, il est vrai, que le jugement énonce en outre que, contrairement aux constatations du procès-verbal, sur les 9.520 kilogrammes d'alcool expédiés par Acoulon, il y avait, d'après les déclarations de celui-ci, mentionnés sur les récépissés de la gare, 2.912 kilogrammes d'eau-de-vie de marc qui ne pouvaient provenir de la distillation de vin ;

Attendu qu'en admettant que les juges aient pu retenir cette constatation contrairement aux énonciations du procès-verbal, il en résulterait seulement que ces 2.912 kilogrammes d'eau-de-vie de marc devaient être déduits des 9.520 kilogr. d'alcool qui, d'après le procès-verbal, provenaient d'une distillation faite sans déclaration ; qu'ainsi à ce point de vue encore, la décision de relaxe n'est pas motivée ;

Attendu, d'ailleurs, qu'il résultait des déclarations de la femme et de la fille de Jauffret, l'un des prévenus, consignées au procès-verbal, que les vins arrivés à l'adresse d'Acoulon avaient amenés par elle à la ferme de Trémaux, distillés sous la surveillance d'Acoulon, et que l'alcool en provenant avait été expédié pour le compte de ce dernier; que le tribunal a écarté ces déclarations par l'unique motif qu'émanant de tiers, elles ne constituaient pas des aveux ;

Mais attendu que si les procès-verbaux des agents des contributions diverses ne font foi jusqu'à inscription de faux que des constatations matérielles de ces agents, et des réponses des prévenus qu'ils relatent, les contraventions aux décrets et règlements sur l'octroi de mer peuvent être établies par tous les modes de preuve, et que les juges peuvent, en cette matière, former leur conviction à l'aide de tous les éléments de preuve que l'instruction et les débats mettent à leur disposition ; qu'en écartant les déclarations précitées, sans en apprécier la valeur relativement à la contravention à l'octroi de mer et à la confiscation réclamée par l'administration, le jugement attaqué a violé les textes de loi visés au moyen ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. Le Grix rapp. ; Lombard av. gén. — Mes Regray et Rigot av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Jurisprudence constante : Cass. crim. 4 et 25 janvier 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.88 et 244); 1er mars et 31 octobre 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.620 — Bull. crim., n° 268).

II. — Sur le deuxième point : Il est interdit aux producteurs industriels d'alcool en Algérie, par les art. 3 et 4 du décret du 27 juin 1887, de se livrer à aucune opération de distillation sans avoir fait une déclaration préalable : Cass. crim. 19 juin 1896 (Bull. crim., n° 199). Toute contravention en cette matière peut donc être constatée par les employés des contributions diverses dont les procès-verbaux, s'ils sont rédigés par deux employés, font foi jusqu'à inscription de faux (même décret de 1888, art. 25). La loi du 30 décembre 1903, dont l'art. 24 porte que les procès-verbaux dressés par les employés des contributions indirectes et des octrois ne feront plus foi que jusqu'à preuve contraire seulement, n'a pas été, en effet, rendue applicable en Algérie. Mais, selon le principe, ces procès-verbaux ne font foi jusqu'à inscription de faux que des faits matériels qu'ils constatent, de la matérialité des aveux et déclarations des parties, mais non des opinions personnelles des agents rédacteurs, de leurs déductions et appréciations, ni des déclarations des tierces personnes. Les juges doivent donc expliquer pourquoi ils n'admettent pas les dires des verbalisants et sur quoi ils se fondent pour rectifier leurs calculs ou leurs déductions. Mais cet examen fait, ils sont tenus, d'après une jurisprudence constance en matière d'octroi, de rechercher dans les circonstances de la cause, dans les déclarations des parties s'il n'en résulte pas des éléments de preuve suffisantes pour baser une condamnation : Cass. crim. 28 août 1812 (S. chr.); 14 mars et 6 juin 1834 (P. chr.) ; 7 novembre 1836 (S. 36.1. 917); 27 mars 1885 (Gaz. Pal. 85.1.826 — S. 87.1.493); 6 janvier 1888 (S. 88.1.347); Lyon 5 mai 1881 (S. 83.2.38) ; Paris 19 mai 1899 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902 v° Octrois, n°s 114 à 118).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

25 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

JUSTICE MILITAIRE. — COMPÉTENCE. — CONTRAVENTIONS. — MILITAIRE EN CONGÉ.

Si les contraventions commises par les militaires sont laissées à la répression de l'autorité militaire, cette règle reçoit exception, lorsque les militaires sont en congé, c'est-à-dire libérés du service pendant un temps déterminé, en vertu d'une permission régulière.

Et cette disposition, qui touche à l'ordre et à la compétence des juridictions, est d'ordre public.

Spécialement le juge de simple police qui condamne un militaire pour excès de vitesse en automobile doit constater préalablement que celui-ci est en congé en vertu d'une permission régulière : il ne peut se borner à dire pour justifier sa compétence que le prévenu a reconnu qu'il n'était pas en service commandé et qu'il voyageait en habits civils pour son agrément.

Bouchet.

Le lieutenant Bouchet s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal de simple police de Dompierre du 21 mars 1906 qui s'était déclaré compétent pour connaître d'une contravention d'excès de vitesse en automobile.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 55, 56 et 57, 271 C. just. milit. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Vu lesdits articles ;

Attendu que Bouchet, lieutenant au 10e régiment de chasseurs à cheval a été poursuivi devant le Tribunal de simple police de Dompierre pour avoir contrevenu à l'arrêté du préfet de l'Allier en date du 19 mai 1905 en conduisant une voiture automobile à une vitesse supérieure à celle permise par ledit arrêté ;

Attendu que l'art. 271 C. just. milit. dispose que les contraventions de police commises par les militaires sont laissées à la répression de l'autorité militaire ; que cette règle reçoit diverses exceptions notamment dans le cas où les militaires sont en congé, c'est-à-dire libérés du service pendant un temps déterminé en vertu d'une permission régulière ; que cette disposition qui touche à l'ordre et à la compétence des juridictions est d'ordre public ;

Attendu que le jugement attaqué, en condamnant Bouchet, lieutenant au 10e régiment de chasseurs à cheval, à l'amende pour infraction à l'arrêté du préfet de l'Allier en date du 19 mai 1905 et en vertu de l'art. 471 n° 15 C. pén., s'est borné à dire que le prévenu avait reconnu qu'il n'était pas en service commandé et qu'il voyageait en habits civils pour son agrément ; que le juge de simple police a omis de constater si ce militaire était présent à un corps ,ou dans le lieu de sa garnison, ou s'il était en congé en vertu d'une permission régulière ; que ce défaut de motifs fait obstacle à l'exercice du droit de contrôle qui appartient à la Cour de cassation et ne lui permet pas d'apprécier si l'ordre et la composition des juridictions ont été observées ;

D'où il suit que le jugement attaqué a violé les dipositions de loi visées au moyen ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. Malepeyre rapp. ; Cottignies av. gén. — Me Chaudé av.

NOTE. — Aux termes de l'art. 271 C. just. milit. de 1857, les contraventions de police commises par les militaires sont laissées à la répression de l'autorité militaire, laquelle a la faculté de prononcer un emprisonnement dont la durée peut s'élever à deux mois, ou de déférer la contravention, suivant la gravité des faits, au conseil de guerre qui applique ladite peine.

Cette disposition, qui est d'ailleurs conforme à la législation antérieure, est applicable à tous les militaires qui se trouvent dans la situation prévue par les art. 55 et suiv. C. just. milit., c'est-à-dire qui sont en activité de service ou portés présents sur les contrôles de l'armée et qui ne se trouvent pas en congé ou en permission ; et cela ne comporte d'exception que dans les cas limitativement déterminés par l'art. 273 C. just. milit., c'est-à-dire en matière d'infraction aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts et la grande voirie.

Il suit de là que l'autorité judiciaire, saisie d'un procès-verbal de contravention dressé contre un militaire présent à son corps, doit, même d'office, se refuser à en connaître : Cass. 23 août 1860 (Bull. crim. p. 372); 30 avril 1863 (Bull. crim. p. 218) ; 11 janvier 1873 (Bull. crim. p. 19) ; 21 novembre 1873 (Bull. crim. p. 539).

Le décret du 10 mars 1899 portant règlement relatif à la circulation des automobiles n'a pas et ne pouvait pas déroger à cette règle qui est d'ordre public.

D'ailleurs, le Code de justice militaire ne subordonne nullement l'attribution de compétence qu'il édicte à cette condition que la contravention aurait été commise en service commandé par un militaire en tenue ; il suffit, pour que l'autorité ou la juridiction militaires soient compétentes, et par suite pour que l'autorité judiciaire cesse de l'être, que le contrevenant fût présent à son corps ou réputé tel, la présence au corps n'excluant d'ailleurs pas pour un officier la faculté d'aller, quand il a terminé son service, se promener dans les environs de sa garnison. V. l'exposé des motifs de la loi de 1857 (D. 52.4.133, nos 27 et suiv., et le rapport de la commission D. 57.4.149, nos 168 et suiv.). Rapp. : Cass. 4 décembre 1879 (Bull. crim. p. 387) ; 18 novembre 1882 (Bull. crim. p. 416).

TRIBUNAL CIVIL DE LANNION

6 juin 1906.

Présidence de M. Savidan.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

JUGEMENTS ET ARRÊTS. — 1° TRIBUNAL DE PAIX. — QUALITÉS DU JUGEMENT. — ŒUVRE DU GREFFIER. — FORCE PROBANTE. — PREUVE CONTRAIRE. — 2° RÉDUCTION DE LA DEMANDE. — JUGEMENT DE DONNER ACTE (NON). — MODIFICATION RÉSULTANT DE L'ENSEMBLE DU JUGEMENT.

1° Les qualités des jugements des tribunaux de paix qui sont l'œuvre du greffier, et ne sont ni signifiées, ni susceptibles d'opposition, n'ont d'autre force probante

que celle qui s'attache à une simple présomption de fait ; les parties peuvent donc en combattre les énonciations par la preuve contraire, sans recourir à la procédure de l'inscription de faux, qui ne serait nécessaire, hormis le cas d'une erreur purement matérielle à redresser, que pour attaquer les motifs et le dispositif, œuvre du juge, revêtus du caractère de l'authenticité et de l'autorité de la chose jugée.

2° *Il n'y a pas lieu de faire constater par un jugement spécial de décerné acte, les conclusions par lesquelles un plaideur modifie verbalement, en cours d'instance, sa demande originaire devant le tribunal de paix ; il suffit que cette modification résulte, sinon des qualités seules, du moins de l'ensemble du jugement.*

Epoux Bré-Le Vot c. Dlle Meuron.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par exploit du 17 mars 1906, enregistré, les époux Bré-Le Vot ont fait appel d'un jugement rendu par M. le Juge de paix du canton de Plouaret, le 24 février 1906, et qui les a condamnés, conjointement et solidairement, à payer à la demoiselle Meuron, intimée, avec les intérêts de droit,la somme principale de 300 fr., montant d'un prêt verbal qu'elle leur aurait consenti le 20 octobre 1905 ;

Attendu que l'intimée oppose à cet appel une fin de non-recevoir, tirée de ce que le jugement entrepris aurait statué en premier et dernier ressort, et que le tribunal serait, par suite, incompétent, à raison de la matière, pour en connaître comme juge d'appel ; qu'à l'appui de cette exception déclinatoire, elle observe que le dispositif de la citation qu'elle a fait notifier, le 5 février dernier, aux époux Bré, à l'effet de comparaître devant le premier juge,visait bien,en outre du capital de 300 fr., l'allocation des intérêts courus depuis le 20 octobre, date du prêt, ce qui excédait manifestement le taux de la compétence en dernier ressort du premier juge (art. 1er de la loi du 12 juillet 1905), mais que, au cours des débats elle a réduit ses prétentions aux seuls intérêts moratoires courus postérieurement à la demande en justice et a, par suite, fait rentrer le différend dans les limites de la compétence en premier et dernier ressort de M. le juge de paix de Plouaret, ainsi que le constatent, au surplus, les qualités du jugement avant faire droit rendu par ce magistrat le 10 février, et celles du jugement rendu au fond le 24 février et dont est appel ; qu'elle ajoute, que si elle a ainsi limité sa demande, c'est sur l'observation que M. le juge de paix lui-même lui aurait faite en présence des parties adverses, à savoir que le prêt, ne comportant ni stipulation d'intérêts, ni fixation d'un terme d'exigibilité, elle ne pouvait légalement prétendre à des intérêts qu'à partir de la mise en demeure, qui, dans l'espèce, se confond avec la demande en justice ;

Attendu qu'en défense à cette exception et pour établir que, bien que qualifié en dernier ressort, le jugement attaqué est en réalité, susceptible d'appel, les appelants, sans contester la matérialité des articulations de la demoiselle Meuron, arguent :

1° De ce que sa volonté de renoncer aux intérêts moratoires antérieurs à la demande et de restreindre ses prétentions originaires aux seuls intérêts de droit ne s'est traduite, en cours d'instance, ni par des conclusions écrites à eux signifiées, ni par des conclusions verbales suivies d'un jugement spécial de décerné acte ;

2° De ce que, dans ces conditions, il importe peu que les qualités du jugement entrepris, œuvre exclusive du greffier, mentionnent que la demoiselle Meuron a restreint sa demande initiale aux intérêts de droit ; que ces qualités, non réglées contradictoirement entre parties et dépourvues, par suite, de force probante, ne sauraient suppléer, quant à cette énonciation, à l'absence d'un jugement de décerné acte, qui seul, à défaut de conclusions signifiées, auraient pu consacrer légalement une restriction du dispositif de la citation, dispositif qui liait le juge et fixait le quantum de la demande ; et 3° de ce que ce dispositif, visant en sus du capital de 300 francs des intérêts courus antérieurement à sa demande, le premier juge n'était compétent qu'à charge d'appel ;

Attendu, à cet égard, qu'il est, en effet, de doctrine et de jurisprudence que les qualités des jugements des tribunaux de paix qui sont l'œuvre du greffier et ne sont ni signifiées, ni susceptibles d'opposition, n'ont d'autre force probante que celle qui s'attache à une simple présomption de fait ; qu'il est donc loisible aux parties d'en combattre les énonciations par la preuve contraire, sans recourir à la procédure de l'inscription de faux, qui ne serait nécessaire, hormis le cas d'une erreur purement matérielle à redresser, que pour attaquer les motifs et le dispositif, œuvre du juge, et revêtus du caractère de l'authenticité et de l'autorité de la chose jugée ;

Attendu que les époux Bré, appelants au principal et défendeurs à l'exception, sont donc incontestablement recevables à prouver l'inexactitude des qualités querellées, en tant qu'elles constatent que, dans le dernier état de la procédure, le demoiselle Meuron, qui pouvait user de cette faculté jusqu'à la clôture des débats, a réduit sa demande aux intérêts de droit ;

Mais attendu que c'est à tort que les appelants prétendent déduire cette preuve du seul fait que la réduction du 2e chef de la demande initiale ne serait pas constatée par des conclusions signifiées ou, tout au moins, par des conclusions verbales appuyées d'un jugement de décerné acte ; que cette particularité n'équivaudrait à une preuve de l'inexactitude des qualités, en tant qu'elles constatent cette réduction, qu'au cas où la loi exigerait, à peine de nullité, que les conclusions modificatives prises en cours d'instance, devant les tribunaux de paix, soient constatées, si elles sont verbales, par un jugement spécial de décerné acte, à l'exclusion de tout autre mode de constatation ;

Attendu, à cet égard, que si la jurisprudence de la Cour suprême tend à soumettre à ce mode de contrôle les conclusions modificatives, prises en cours d'instance devant les juridictions qui comportent le ministère de l'avoué, on ne saurait, sans contrarier les vues du législateur lui-même, compliquer, par un tel formalisme, la procédure essentiellement simpliste des tribunaux de

paix, où les différends sont fréquemment de très minime importance et s'agitent entre des parties trop souvent illétrées et incapables de rédiger des conclusions et même de requérir un décerné acte de leurs conclusions verbales ;

Attendu qu'à toutes les phases de la législation relative à cette juridiction essentiellement paternelle, la préoccupation dominante, sinon exclusive, du législateur, a été manifestement d'en simplifier les formes et de les réduire au strict nécessaire ; que le décret des 18-26 octobre 1790, titre 3, art. 1er, autorisait les parties à comparaître en justice de paix, sans citation et leur interdisait toutes écritures ; que, pour éviter précisément toute intrusion de la procédure devant cette juridiction, il leur interdisait même de se faire représenter ou assister par des hommes de loi; que l'art. 9 C. proc. civ., s'inspirant des mêmes considérations, a renouvelé l'interdiction des écritures devant le juge de paix ; que l'art. 15 de la loi du 25 mai 1838 édicte que les jugements rendus en matière civile par les juges de paix ne peuvent être attaqués par la voie du pouvoi en cassation que pour excès de pouvoir, mais non, par une dérogation des plus significatives au droit commun, pour violation de la loi ; qu'en dépit d'une proposition de M. le député de Ramel tendant à reviser cet article, le législateur du 12 juillet 1905 n'a pas cru devoir le modifier, marquant ainsi que l'intérêt qui s'attache à l'expédition rapide et simple des affaires de la compétence de la juridiction, toute d'équité des tribunaux de paix, est éventuellement supérieur, à ses yeux, au respect même des principes du droit civil ; que, dans le même ordre d'idées, Curasson émet l'avis que « dans les justices de paix, l'exception résultant d'un vice de forme doit être difficilement accueilli; attendu que la loi ne prononce aucune peine de nullité (Traité de la compétence des juges de paix, 2e édition, tome 1er, page 9) ;

Attendu, en conséquence, qu'il est rationnel de décider qu'il n'y a pas lieu de faire constater par un jugement spécial de décerné acte les conclusions par lesquelles un plaideur modifie verbalement, en cours d'instance, sa demande originaire devant le tribunal de paix; qu'il suffit que cette modification résulte, sinon des qualités seules, du moins de l'ensemble du jugement ;

Attendu que tel est le cas dans l'espèce ; que, tout d'abord, la restriction relative aux intérêts moratoires est relatée, non seulement dans les qualités du jugement entrepris, en date du 24 février, mais aussi dans les qualités du jugement préparatoire du 10 février précédent ; que, par ailleurs, si les motifs du jugement dont est appel ne consacrent pas, par un attendu spécial, la restriction dont s'agit,son examen n'en révèle pas moins, à cet égard, une parfaite concordance entre le dispositif et les qualités ; que si, en effet, la demoiselle Meuron avait persisté dans sa demande originaire, le premier juge aurait motivé et formulé le rejet de ses prétentions quant au chef qui visait les intérêts antérieurs à la demande ; que les motifs du jugement étaient muets à cet égard et le dispositif ne visant que les intérêts de droit, il n'est pas douteux que, dans le dernier état de la procédure, ces intérêts seuls faisaient, aux yeux du premier juge, l'objet de la demande, ce qui tend à confirmer la qualification de dernier ressort qu'il a donnée à son jugement ;

Attendu qu'en dehors du moyen inopérant tiré de l'absence d'un jugement de décerné acte, les époux Bré ne rapportent pas et n'offrent pas de rapporter la preuve de l'ereur qu'ils imputent au greffier rédacteur des qualités ; que leur attitude même proteste contre la possibilité d'une erreur semblable ; qu'ils ne contestent pas, en effet, qu'en leur présence, le premier juge ait fait observer à la demoiselle Meuron, que, légalement, elle devait réduire sa demande aux intérêts de droit ; qu'ils se bornent seulement à alléguer ,sans même en faire la preuve, que l'intimée n'a pas saisi la portée juridique de cette observation, ce qui, d'ailleurs, ne serait pas de nature à infirmer le fait matériel de la restriction qu'elle a fait subir à sa demande ;

Attendu, au surplus, que le appelants, eux-mêmes, ont implicitement reconnu et ratifié cette modification de la demande ; qu'en effet, à l'audience du 17 février, où ils comparurent, assistés, cette fois, d'un conseil, les époux Bré voyant que cette modification avait pour résultat de les priver du droit d'appel, s'abstinrent, d'une part, d'en demander la nullité, couvrant ainsi par leur défense au fond l'irrégularité dont ils la disent entachée, mais n'hésitèrent pas, d'autre part, à former une demande reconventionnelle en 350 francs de dommages-intérêts, que rien ne justifiait en l'état et qui n'avait d'autre objet que de leur rouvrir la voie de l'appel qu'ils jugeaient donc leur avoir été fermée par un excédent qui ne pouvait être autre que la réduction même de la demande initiale ; que s'ils n'ont pu atteindre leur but, c'est parce qu'il leur avait échappé que, basée exclusivement sur la demande principale, leur demande reconventionnelle rentrait elle-même dans les limites de la compétence en premier et dernier ressort du premier juge ;

Par ces motifs,

Faisant droit sur le déclinatoire proposé par la demoiselle Meuron, intimée;

La déclare recevable en la forme et juste au fond ;

Dit que ladite demoiselle Meuron n'était pas tenue, à peine de nullité, de faire constater par un jugement de décerné acte la réduction verbale de sa demande originaire aux seuls intérêts de droit ;

Dit que cette modification résulte, à suffire, tant de l'ensemble du jugement que des éléments de la cause ; dit que les époux Bré, appelants et défendeurs à l'exception, admis à prouver que les qualités du jugement entrepris ont, à tort, constaté cette modification de la demande, n'ont pas rapporté cette preuve ;

Dit, en conséquence, que le jugement de M. le juge de paix de Plouaret, en date du 24 février 1906, dont est appel, a bien été rendu en premier et dernier ressort ;

Se déclare, par suite, incompétent pour en connaître par la voie de l'appel ;

Rejette en conséquence, comme irrecevable, l'appel formé contre ledit jugement par les époux Bré ; les en déboute, les renvoie à se pourvoir ainsi qu'ils aviseront et les condamne, envers l'Etat, à l'amende et envers l'intimée aux dépens tant de l'instance principale que du

renvoi, liquidés à..... outre les coût, retrait et notification du présent jugement.

M. Hurel proc. Rép. — Mes Tassel et Rivoallan av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : En matière commerciale, comme en justice de paix, les qualités des jugements sont l'œuvre exclusive du greffier. Il n'y a pas d'avoués devant ces deux juridictions ; il ne saurait donc leur appartenir de rédiger des qualités et toute la procédure de l'opposition et du règlement ne se conçoit pas : Cass. 13 mai 1813 (D. Jurispr. gén. Rép. Vo Jugement no 246); Rennes 2 juillet 1816 (J. du P. chron.); Lyon 20 août 1858 (S. 1858.2.662 — J. du P. 1859.432). *Adde* Cass. 21 juillet 1890 (Gaz. Pal. 90.2.331); Lyon 7 novembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.309); Agen 9 décembre 1896 (Gaz. Pal. 97.1.81 — D. 97.2.271); Lyon 23 mai 1900 (Gaz. Pal. T. Q. 97-02. Vo Jugements et arrêts no 169).

V. Bioche no 349; Carré et Chauveau, t. 1. quest. 597; Rodière t. 1, p. 264 ; Bouvier no 256 ; Garsonnet t. 3. 488, p. 341 et 342.

II. — Sur le deuxième point : Les raisons données par le tribunal à l'appui de la théorie proclamée par lui, nous paraissent exactes.

Un arrêt de la Cour de Montpellier du 13 mars 1857 (Journ. des Avoués 1858, p. 265) a décidé, par des motifs identiques, que le jugement d'un tribunal de commerce prononçant sur une affaire qui, d'après l'exploit introductif d'instance, ne pouvait être jugée qu'en premier ressort, ne pouvait, quand les motifs et le dispositif n'impliquent aucune modification des conclusions primitives, être réputé avoir été rendu en dernier ressort, bien que les qualités mentionnent comme prises à la barre, des conclusions restrictives de la valeur du litige au-dessous du taux du dernier ressort.

Mais il en est ainsi précisément parce que les motifs et le dispositif ne contiennent aucune trace des modifications des conclusions.

212

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

26 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

COLONIES. — FONCTIONNAIRES PUBLICS. — POURSUITES. — ADMINISTRATEURS. — PRIVILÈGES DE JURIDICTION. — AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE.

Les administrateurs des colonies dans l'Afrique occidentale française, bien qu'officiers de police judiciaire, ne rentrent dans aucune des catégories définies dans les art. 479 et suiv., 483 et suiv. de l'ordonnance du 14 février 1838 portant application du Code d'instruction criminelle au Sénégal et dépendances : il doit être procédé à leur égard non d'après les conditions particulières spécifiées dans ces textes, mais exclusivement d'après les règles du droit commun et ils ne sauraient être distraits des tribunaux ordinaires.

Min. public. c. Noirot et Hubert.

Le procureur général près la Cour d'appel de l'Afrique occidentale s'est pourvu en cassation contre un arrêt de cette cour (Ch. des mises en accusation) du 10 avril 1906 qui avait décidé qu'il devait être procédé suivant les règles de procédure et de compétence ordinaires vis-à-vis des deux administrateurs Noirot et Hubert, poursuivis du chef de crimes commis en Guinée française, dans l'exercice de leurs fonctions.

Arrêt :

La Cour,

Vu la requête du procureur général près la Cour d'appel de l'Afrique occidentale, au soutien du pourvoi ;

Sur l'unique moyen proposé par le demandeur, et pris de la violation des art. 430, 485 de l'ordonnance du 14 février 1838 portant application du Code d'instruction criminelle au Sénégal et dépendances, en ce que l'arrêt entrepris a refusé d'infirmer l'ordonnance par laquelle le conseiller délégué pour procéder à une information contre les administrateurs coloniaux poursuivis du chef de crimes commis en Guinée française, dans l'exercice de leurs fonctions, s'est déclaré incompétent par le double motif que la qualité des inculpés ne pouvait légalement déterminer l'emploi des formes prescrites par les articles susvisés, et qu'en tout cas ces textes n'auraient pas autorisé le président de la cour d'appel à procéder par délégation :

Attendu que des termes exprès des art. 479 et suiv., 483 et suiv. de l'ordonnance du 14 février 1838, rendue applicable par l'art. 38 du décret du 10 novembre 1903, dans les colonies relevant du gouvernement général de l'Afrique occidentale, il résulte que, à la différence des dispositions correspondantes du Code d'instruction criminelle métropolitain, les règles exceptionnelles de compétence et de procédure contenues dans ces articles n'existent qu'à l'égard des magistrats soit du tribunal de première instance ou correctionnel, soit de la cour d'appel ; que la procédure et la juridiction spéciales, ainsi déterminées par des dispositions d'ordre public touchant à l'organisation judiciaire et aux règles de la leurs uniquement, en l'espèce, de l'appréciation législative, être étendues à des personnes autres que celles limitativement désignées dans le texte même ;

Attendu qu'aussi bien en la qualité d'officiers de police judiciaire qui leur est conférée par l'art. 3 du décret du 22 septembre 1887, qu'au point de vue de la juridiction de simple police dont les investit l'art 10 du même décret, Noirot, administrateur en chef et Hubert, administrateur adjoint des colonies, ne rentrent dans aucune des catégories définies par les articles précités ; qu'ainsi, sans distinguer si les crimes ou délits imputés à des fonctionnaires de cet ordre auraient été commis dans l'exercice ou en dehors de l'exercice de leurs fonctions, il doit être procédé à leur égard non d'après les conditions particulières spécifiées dans ces textes, mais exclusivement d'après les règles du droit commun ; qu'il suit de là que Noirot et Hubert ne pouvaient être distraits des tribunaux ordinaires, et qu'en jugeant qu'à bon droit le conseiller délégué par le président de la cour s'était déclaré incompétent pour informer à l'égard d'administrateurs coloniaux, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une exacte application des textes mêmes de la violation desquels il lui est fait grief ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin d'examiner si, dans la forme où il est conçu, l'art. 480 de l'ordonnance de 1838 ne se serait pas opposé, dans le cas où ce texte aurait été applicable en l'espèce, à la délégation, par le président, de la mission d'informer qui lui incombe,

Rejette...

MM. Laurent-Athalin rapp. ; Cottignies av. gén.

NOTE. — La question se pose pour la première fois devant la chambre criminelle, et la solution consacrée par l'arrêt recueilli paraît bien conforme aux principes.

En effet, les art. 479 et suiv. de l'ordonnance du 14 février 1838 portant application du Code d'instruction criminelle au Sénégal, consacrent une dérogation aux règles générales de la compétence et,par suite,elles ne sauraient être étendues par voie d'analogie ou de comparaison avec les dispositions du Code de procédure criminelle métropolitain. Dès lors, les art. 479 et suiv. ne visent que les magistrats du tribunal de première instance ou correctionnel, et ceux de la cour d'appel ; ce qui exclue nécessairement les officiers de police judiciaire.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

10 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

JUSTICE MILITAIRE. — CRIMES ET DÉLITS. — DESTRUCTION D'OBJETS APPARTENANT A L'ÉTAT. — INCENDIE. — TENTES HABITÉES.

L'art. 254 C. just. milit. pour l'armée de terre a exclusivement pour but de réprimer l'atteinte portée à des objets appartenant à l'Etat et à l'usage des militaires.

Et, s'il s'applique à la destruction, même par le feu, de tentes de campement, lorsqu'elles ne sont pas dressées ou lorsqu'étant dressées elles ne sont pas habitées et ne servent pas à l'habitation, il n'en est plus de même pour l'incendie volontaire de tentes habitées ou servant à l'habitation : cette dernière circonstance modifie la criminalité du fait et donne à l'infraction un caractère distinct qui la fait tomber sous le coup de l'art. 434 paragraphe 1 C. pén.

Gaillard et Eggert.

La Cour,

Vu les réquisitions de M. le procureur général, en date du 21 février 1906 ;

Vu l'art. 441 C. inst. crim. ;

Attendu que, par jugement du 31 mai 1905, le conseil de guerre permanent de la division militaire d'Alger a déclaré Gaillard et Eggert coupables d'avoir, au camp de Serson, volontairement mis le feu à trois tentes de campement appartenant à l'Etat, à l'usage des hommes du détachement et servant à leur habitation ;

Attendu que l'art. 254 C. just. milit. pour l'armée de terre était sans application dans l'espèce ; qu'en effet, cet article a exclusivement pour but de réprimer l'atteinte portée à des objets appartenant à l'Etat et à l'usage des militaires ; qu'il s'applique, sans doute, à la destruction, même par le feu, de tentes de campement, lorsqu'elles ne sont pas dressées ou lorsqu'étant dressées, elles ne sont pas habitées et ne servent pas à l'habitation ; mais qu'il n'en est pas de même lorsque le feu a été mis volontairement à des tentes de campement habitées ou servant à l'habitation ; que cette dernière circonstance modifie la criminalité du fait et donne à l'infraction un caractère qui la distingue du délit réprimé par l'art. 254 précité ;

Attendu que le fait n'étant pas prévu par le Code de justice militaire, le conseil de guerre devait, aux termes de l'art. 267 dudit Code, appliquer les peines portées par les lois pénales ordinaires ;

Or, attendu que l'art. 434 paragraphe 1 C. pén., après avoir énuméré, comme pouvant être l'objet du crime d'incendie volontaire qu'il prévoit, les *édifices*, *navires*, *bateaux*, *magasins*, *chantiers*, quand ils sont habités ou servent à l'habitation, vise ensuite, par une disposition générale et extensive, les lieux habités ou servant à l'habitation ; qu'il comprend ainsi tout lieu qui, sans constituer un édifice, est un lieu habité ou servant à l'habitation ; que les tentes de campement établies au camp de Serson et servant à l'habitation des militaires détachés à ce camp, auxquelles les accusés ont mis volontairement le feu, étaient des lieux habités au sens de la disposition prérappelée ; qu'il suit de là qu'en déclarant que les faits étaient réprimés par l'art. 434 paragraphe 1 C. pén., le jugement attaqué a exactement appliqué ledit article et n'a nullement violé l'art. 254 C. just. milit. pour l'armée de terre ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. La Borde rapp. ; Cottignies av. gén.

NOTE. — La lettre par laquelle le garde des Sceaux chargeait le procureur général de requérir dans l'intérêt de la loi et des condamnés l'annulation du jugement du conseil de guerre, prétendait que c'était à tort que l'on avait fait application de l'art. 434 C. pén., et qu'il y avait lieu, conformément à l'arrêt de la chambre criminelle du 20 novembre 1903 (Baert) (Pand. fran. 1904.1.335), d'appliquer l'art. 254 C. just milit. Elle ajoutait que le fait que l'édifice détruit servait à l'habitation ne pouvait pas modifier la qualification, et que la pénalité seule pouvait différer selon que ledit édifice servait ou non d'habitation.

La chambre criminelle refuse avec raison de se rallier à cette théorie.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

7 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

CASSATION. — MATIÈRES CIVILES. — INTERPRÉTATION SOUVERAINE. — CONTRAT DE MARIAGE.

S'il appartient à la Cour de cassation de déterminer le caractère légal des conventions matrimoniales et d'en qualifier les clauses, ce droit ne fait pas obstacle au pouvoir souverain qu'ont les juges du fond d'interpréter les conventions particulières contenues dans le contrat de mariage et d'indiquer ce que les parties ont

entendu comprendre dans leurs stipulations et ce qu'elles ont voulu en exclure.

Jourdet c. Lasserre.

M. Jourdet s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier du 18 mai 1905, rendu au profit des époux Lasserre.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 1391, 1409, 1419, 1449, 1576 et suiv., 1581 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que s'il appartient à la Cour de cassation de déterminer le caractère légal des conventions matrimoniales et d'en qualifier les clauses, ce droit ne fait pas obstacle au pouvoir souverain qu'ont les juges du fond d'interpréter les conventions particulières contenues dans le contrat de mariage et d'indiquer ce que les parties ont entendu comprendre dans leurs stipulations et ce qu'elles ont voulu en exclure ;

Attendu que, dans l'espèce, il ne s'élevait aucune difficulté sur le régime adopté par les époux Lasserre, ni sur la nature de la clause relative à la société d'acquêts stipulée dans leur contrat de mariage, et que le seul point en litige portait sur la question de savoir si cette société d'acquêts était ou non régie par les art. 1419 et 1409 alinéa 3 C. civ. ;

Attendu que le contrat de mariage des époux Lasserre renferme les clauses suivantes : « Art. 1er. Les futurs époux adoptent le régime dotal pour régler et régir leur union conjugale, et renoncent d'une manière expresse à tout régime de communauté. Néanmoins, ils stipulent entre eux une société d'acquêts qui se composera des bénéfices et économies que les futurs époux pourront faire, durant leur mariage, tant en meubles qu'en immeubles, et ce, conformément aux dispositions des art. 1581, 1498 et 1499 C. civ., art. 4. La demoiselle future épouse, du consentement de ses auteurs, se réserve tous ses biens comme libres et paraphernaux ; »

Attendu qu'en l'état de ces stipulations, la Cour d'appel de Montpellier, usant du droit d'appréciation souveraine qui lui appartenait, a pu déclarer que les époux Lasserre avaient entendu exclure de leur association conjugale les règles édictées par les art. 1419 et 1409 alinéa 3 susvisés, et que la clause instituant entre eux une société d'acquêts n'avait pas porté atteinte à l'exclusion dont il s'agit ; d'où il suit qu'en décidant que Jourdet en sa qualité de cessionnaire des arrérages de la pension consentie par la dame Lasserre à la Vve Béziat sa mère, avec le consentement de son mari, n'avait pas le droit de faire pratiquer une saisie sur les fruits et récoltes des immeubles personnels du mari, pour avoir paiement desdits arrérages, l'arrêt attaqué, qui est motivé, n'a violé aucun des textes de lois visés au moyen;

Rejette...

MM. MARIGNAN rapp. ; FEUILLOLEY av. gén. — Me SABATIER av.

NOTE. — La Cour de cassation a déjà posé les mêmes principes dans les mêmes termes dans un arrêt du 5 février 1873 (S. 73.1.289 — D. 73.1.209). Rapp. : Cass. 8 juin 1858 (S. 58.1.417 — D. 58.1.233) ; 15 avril 1891 (S. 92.1.8) ; 27 mars 1893 (Gaz. Pal. 93.1.506 — D. 93.1.311) ; 20 juin 1899 (D. 1900.1.377) ; 4 juillet 1899 (D. 1900.1.206).

COUR D'APPEL DE TOULOUSE (1re CH.)

12 juin 1906.

Présidence de M. Simonet.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais.*

APPEL CIVIL. — INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES. — JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — ART. 451 C. PROC. CIV. — IMPOSSIBILITÉ D'INTERJETER APPEL AVANT LE JUGEMENT SUR LE FOND.

Les jugements qui ordonnent un interrogatoire sur faits et articles ne sont pas susceptibles d'appel; il s'agit là d'une mesure préparatoire, ne préjugeant pas le fond.

Veuve Guiol c. de Montredon.

LA COUR,

Attendu que la procédure organisée par le législateur dans les art. 324 et suiv. C. proc. civ. manquerait le but qu'il a poursuivi si par un appel la partie pouvait en entraver la marche;

Attendu qu'interprétant sainement la pensée du législateur, la doctrine et la jurisprudence sont tombées d'accord pour reconnaître que les jugements qui ordonnent un interrogatoire sur faits et articles ne sont pas susceptibles de cette voie de recours;

Attendu d'ailleurs que de sa nature la décision qui statue sur une requête afin d'interrogatoire est essentiellement préparatoire ; qu'en effet une seule partie étant en cause au début de la procédure elle n'est pas contradictoire et qu'une décision ne peut être considérée comme interlocutoire que tout autant que toutes les parties ont été appelées dans l'instance; qu'au surplus elle ne préjuge pas le fond, n'étant rendue que pour l'instruction du procès ;

Attendu qu'on objecterait vainement qu'on ne peut faire interroger une partie sur des faits qui tendraient à une preuve interdite par la loi ou qui seraient contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs, aucun des faits articulés dans la requête à fin d'interrogatoire ne présentant ce caractère;

Attendu, dès lors, qu'aux termes de l'art. 451 C. proc. civ., appel ne pouvait être relevé contre le jugement rendu par le Tribunal civil de Toulouse à la date du 30 novembre 1905 qu'après le jugement définitif et conjointement avec lui;

Par ces motifs,

Déclare irrecevable l'appel interjeté par le comte Louis de Montredon envers le jugement rendu par le Tribunal civil de Toulouse à la date du 30 novembre 1905 ;

Le condamne à l'amende et aux dépens ; laisse toutefois à la charge des époux Signourel les frais occasionnés par leur intervention.

M. LE GALL av. gén. — Mes TEULLÉ et PEYRUSSE av.

NOTE. — La jurisprudence, comme la doctrine, sont

depuis longtemps fixées et décident qu'un jugement ordonnant un interrogatoire sur faits et articles doit être considéré comme un simple jugement préparatoire ou d'instruction, qui ne préjuge pas le fond du procès, et qui, en conséquence, ne peut être attaqué par la voie de l'appel avant le jugement définitif sur le fond : Paris 9 août 1833 (S. 33.2.438); 11 janvier 1836 (S. 36.2.195 — J. du P. chr.) ; 18 décembre 1837 (S. 39.2.80 — J. du P. 38.1.129) ; 23 juin 1855 (S. 56.2.30 — J. du P. 55.2.330) ; 27 janvier 1870 S. 70.2.80 — D. 70.2.137); Dijon 5 janvier 1870 (S. 70.2.38 — D. 70.2.137 — J. du P. 70.211): Caen 23 juin 1879 (S. 79.2.332 — J. du P. 79.1.285).

Carré, question 1241, 1620; Rousseau et Laisney V° Interrogatoires sur faits et articles n° 46 ; Dutruc, Supplém. aux lois de la procéd. de Carré et Chauveau *eod. verb.* n° 33 ; Garsonnet 2e édit. t. 2, p. 635, 790.

TRIBUNAL CIVIL DE VALENCIENNES

15 mars 1906

Présidence de M. Bouillon.

SERVITUDES. — CHEMINS DE FER DECAUVILLE. — SERVITUDE CONTINUE ET APPARENTE. — DESTINATION DU PÈRE DE FAMILLE. — CONVENTION RELATIVE A LA SERVITUDE. — ART. 692, 693 ET 694 C. CIV.

L'établissement d'un chemin de fer Decauville constitue une servitude continue et apparente.

Elle peut, dès lors, être constituée par la destination du père de famille à la condition que le contrat par lequel celui-ci a disposé de l'un de ses deux héritages ne contienne aucune convention relative à ladite servitude.

Mais si, au contraire, l'acte par lequel le père de famille a vendu le fonds dominant, porte que l'acquéreur aura à perpétuité un droit de passage sur une ruelle appartenant au vendeur, tandis que l'acte d'aliénation du fonds servant stipule que ses acquéreurs devront respecter cette servitude sur une largeur de 90 centimètres, cette dimension et ces termes « droit de passage » excluent l'hypothèse d'un passage autre que celui de personnes à pied.

D'où il suit que les deux actes contenant une convention relative à la servitude et limitant celle-ci au seul droit de passage qui y est exprimé, le propriétaire du fonds servant ne peut invoquer la destination du père de famille pour circuler sur le fonds servant au moyen d'un chemin de fer Decauville.

Pagniez c. Quintard.

LE TRIBUNAL,

Attendu que suivant acte reçu par Me Mention, notaire à Saint-Chamond, le 15 octobre 1901, les époux Pagniez ont acquis des époux Bourdon-Daisse, une maison sise à Raismes, et grevée d'une servitude de passage de 90 centimètres au profit de Quintard, propriétaire d'un immeuble voisin qu'il a acquis le 27 juin 1899 des mêmes époux Bourdon-Daisse sus-nommés ;

Attendu que Pagniez demande la suppression, comme constituant une aggravation de cette servitude, d'un chemin de fer Decauville qui se trouve installé sur ce passage et dont Quintard fait usage pour le transport du bois et du charbon à sa boulangerie ;

Attendu que le défendeur soutient et offre de prouver que ce chemin de fer préexistait à la division de l'héritage ayant appartenu en dernier lieu à Bourdon-Daisse, et constitue une servitude continue apparente pour laquelle la destination du père de famille vaut titre et à laquelle la division de l'héritage n'a apporté aucune modification ;

Attendu que les protestations des demandeurs contre ces allégations rendent nécessaire d'examiner la pertinence et l'admissibilité de l'offre de preuve faite par Quintard ;

Attendu que la solution de ce point dépend de la question de savoir si un chemin de fer Decauville constitue ou non une servitude continue apparente ; que ce cas ni autre pareil n'ont pu être enregistrés à l'époque de la rédaction du Code civil, et que, par suite, l'examen doit en être fait en appliquant à cette manifestation postérieure de l'industrie les principes posés par les art. 688 et 689 dudit Code ;

Attendu qu'un chemin de fer Decauville se compose de deux parties distinctes ; l'une, la voie, incontestablement apparente par le seul fait de la saillie des rails, et ce, que la base de ces rails et les traverses qui les relient soient enfouis sous le sol ou simplement posés à sa surface ; l'autre, les wagonnets, qui ne sont pas nécessairement apparents, puisqu'ils peuvent être temporairement remisés, mais dont, même dans ce cas, l'existence est suffisamment révélée par la voie, laquelle n'aurait pas de raison d'être sans les wagonnets ;

Attendu que donc l'ensemble de l'établissement d'un chemin de fer Decauville doit être considéré comme présentant le caractère d'apparence définie par le paragraphe 1 de l'art. 689 C. civ. ;

Attendu que l'usage qui peut en être fait ne doit s'entendre que de la circulation des wagonnets ; qu'en effet, la voie est par elle-même inutilisable, ainsi qu'il vient de l'être constaté ; mais que cet usage a besoin du fait actuel de l'homme pour être exercé, comme il est dit au paragraphe 2 de l'art 688 C. civ. ;

Attendu que donc, la servitude dont s'agit est apparente quant à son assiette matérielle et discontinue quant à son mode d'exercice ;

Attendu que, par suite, et en admettant par hypothèse la prétention de Quintard, que cette servitude préexistait à l'acquisition qu'il a faite le 27 juin 1899 du sieur Bourdon-Daisse, d'une partie de leur héritage, et faisant application de la plus récente interprétation de la jurisprudence sur l'art. 694 C. civ., la servitude ainsi établie par les époux Bourdon-Daisse ou leurs auteurs ne peut subsister que si le contrat par lequel ils ont disposé de l'un de leurs héritages ne contient aucune convention relative à cette servitude ;

Mais attendu que l'acte de vente par Bourdon-Daisse à Quintard stipule que les acquéreurs auront à perpétuité un droit de passage par la ruelle des vendeurs ; que celui consenti par les mêmes époux Bourdon-Daisse aux époux Pagniez spécifie que ceux-ci devront respecter cette servitude sur une largeur de quatre-vingt-dix centimètres ;

Attendu que cette dimension et ces termes « droit de passage » excluent l'hypothèse d'un passage autre que celui de personnes à pied ; que les deux actes sont

muets sur l'établissement d'un chemin de fer Decauville ; qu'une pareille installation ne peut être considérée comme implicitement contenue dans un simple droit de passage à pied ; que donc l'acte de disposition fait le 27 juin 1899 par Bourdon-Daisse contient une convention relative à la servitude, qui limite ou restreint celle-ci au seul droit de passage qui y est exprimé et tel qu'il vient d'être entendu ;

Attendu que donc Quintard ne peut invoquer aucun des art. 688, 689, 692, 693 et 694 C. civ. et que ses conclusions subsidiaires ne sont pas plus admissibles que ses conclusions principales ;

Attendu qu'il y a donc lieu, par suite, d'accueillir la demande de Pagniez ;

Attendu que, de plus, celui-ci réclame des dommages-intérêts ;

Par ces motifs,

Ordonne que dans les huit jours du présent jugement Quintard sera tenu de supprimer et faire disparaître le chemin de fer Decauville, etc...

Mes Canu et Douay, av.

NOTE. — La question de savoir quel est le caractère juridique de la servitude consistant dans l'établissement d'un chemin de fer Decauville est, croyons-nous, nouvelle en jurisprudence. Les considérations sur lesquelles le tribunal s'est fondé pour décider qu'il y avait là une servitude continue et apparente, susceptible, par conséquent, d'être constituée par la destination du père de famille semblent judicieuses et la solution adoptée paraît à l'abri de toute critique. Ce point dégagé, notre jugement a fait une juste application à l'espèce des principes consacrés par la jurisprudence en matière de servitudes résultant de la destination du père de famille.

En effet, l'existence d'un signe apparent est la seule condition à laquelle est subordonnée l'existence de la servitude du père de famille, mais il faut en outre que le contrat ne contienne aucune stipulation contraire à cette servitude : Cass. 13 juillet 1885 (D. 86.1.316) ; 27 avril 1887 (D. 88.1.364) ; 1er août 1887 (D. 88.1.112) ; 19 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.2.60 — D. 93.1.626) ; 30 octobre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.628 — D. 95.1.63) ; 29 mai 1895 (Gaz. Pal. 95.1.754 — S. 95.1.415 — D. 95.1.391). — *Adde* : D. J. G., v° Servitude, nos 564 et suiv., Supp. *eod. verb.*, nos 280 et suiv.; Aubry et Rau, 4e édit., t. III, § 252, note 9.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

24 février 1906.

Présidence de M. Hesse.

1°-2°-3° SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — DURÉE ILLIMITÉE. — DROIT POUR UN ASSOCIÉ DE DEMANDER LA DISSOLUTION CONFORMÉMENT A L'ART. 1869 C. CIV. — NOTIFICATION DE LA RENONCIATION. — FORME. — MAUVAISE FOI. — CONTRE-TEMPS. — PREUVE.

1° L'art. 1869 C. civ., lequel prévoit la dissolution de la société dont la durée est illimitée par la volonté de l'une des parties, est applicable aux sociétés commerciales.

2° Et la loi étant muette quand à la forme dans laquelle cette volonté doit être exprimée, il suffit, pour qu'elle produise effet, que les autres associés en aient reçu la notification sous quelque forme qu'elle ait eu lieu.

3° C'est à l'associé contre lequel la demande en dissolution est formée et qui prétend qu'elle est faite, soit de mauvaise foi, soit à contre-temps, qu'il appartient de faire la preuve de ses allégations.

Flaget c. La Candela.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, des documents soumis au tribunal, il appert que, par acte sous seing privé, en date du 26 mai 1903, enregistré, Flaget et La Candela ont formé entre eux une société en nom collectif, sous la raison sociale Flaget et Cie, ayant pour objet, en particulier la fabrication et la vente d'un produit désigné sous le nom de « Kalodermine », avec siège à Paris, 165, rue de Rennes ; que le capital social était fixé à la somme de 1.000 francs qui devait être versée par moitié par chacun des associés ; qu'il devait être augmenté suivant les circonstances ; que les bénéfices nets devaient être partagés également entre les associés ; que la durée de la société était illimitée ;

Attendu que, se prévalant, tant de cette dernière clause que des agissements de son associé, Flaget demande la dissolution de la société ;

Attendu que l'art. 1869 C. civ. dispose que la dissolution de la société par la volonté de l'une des parties s'applique aux sociétés dont la durée est illimitée et s'opère par une renonciation soit de bonne foi et non faite à contre-temps ;

Attendu que La Candela s'oppose à la dissolution de la société ;

Mais attendu que l'art. 1869 précité s'applique aux sociétés commerciales; que c'est à l'associé contre lequel la demande en dissolution est formée et qui soutient qu'elle est faite, soit de mauvaise foi, soit à contre-temps, qu'il appartient de faire la preuve de ses allégations (Colmar 14 juillet 1840) ; que La Candela n'apporte pas cette double preuve ; que Flaget justifie lui avoir notifié sa volonté de dissolution le 4 février 1906; que la loi étant muette quant à la forme de cette renonciation, il suffit, pour qu'elle soit valable, que le co-associé l'ait reçue, ce qui est le cas, en l'espèce;

Attendu dès lors, que Flaget est recevable à demander la dissolution de la Société Flaget et Cie et que le tribunal n'a qu'à sanctionner cette manifestation de la volonté de Flaget ;

Attendu, d'ailleurs, et au surplus qu'il est établi aux débats que l'augmentation du capital prévue au pacte social a été faite entièrement par Flaget;

Attendu que La Candela a prélevé pour ses besoins personnels des sommes relativement importantes et en tous cas hors de proportion avec le capital et le chiffre d'affaires de la Société;

Attendu surtout que la mésintelligence règne entre les associés, et que ce désaccord, s'il se prolongeait, serait de nature à compromettre encore davantage la situation de la Société;

Attendu que, s'agissant d'une association dont le terme n'est pas fixé, « cette discorde est d'autant plus préjudiciable aux affaires sociales que les associés sa-

chant qu'ils sont liés pour la vie et constatant qu'ils ne peuvent pas s'entendre, sont à la fois découragés et irrités par la situation sans issue dans laquelle ils sont placés, et qu'il serait à craindre que les affaires de la Société ne fussent gravement compromises par la prolongation d'un tel état de choses »;

Attendu qu'il convient donc à tous égards de prononcer la dissolution de la Société et de lui nommer un liquidateur conformément à la demande de ces chefs;

Attendu toutefois que Flaget ne justifie pas que les agissements de La Candela puissent donner ouverture en sa faveur à une action en dommages-intérêts; que la demande de ce dernier chef ne saurait, dès lors, être accueillie;

Par ces motifs,

Déclare dissoute à compter de ce jour la Société H. Flaget et Cie ayant pour objet la fabrication et la vente d'un produit portant la marque Kalodermine, sous la raison sociale H. Flaget et Cie et avec siège social à Paris, rue de Rennes, n° 165;

Nomme Navarre, liquidateur dans les termes de droit, avec mission d'arbitre rapporteur sur les difficultés nées ou à naître;

Déclare Flaget mal fondé en le surplus de sa demande; l'en déboute; dit que les dépens seront employés en frais de liquidation.

Me Massin agréé.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Application pure et simple de l'art. 18 C. com. suivant lequel les règles du Code civil forment, à défaut de lois particulières au commerce, le droit commun des sociétés commerciales.

II-III. — Sur le second et le troisième points : La mauvaise foi ne se présumant pas et au cas de renonciation prétendûment faite à contre-temps l'associé qui proteste contre la demande en dissolution invoquant l'une des exceptions prévues par l'art. 1869 C. civ., c'est nécessairement à lui à faire la preuve de l'exception : *Reus in excipiendo fit actor.* Quant à la forme de la renonciation, on admet en général, dans le sens du jugement recueilli, qu'aucune forme n'est imposée dans le silence de la loi. Il suffit que l'associé puisse établir que sa renonciation s'est produite et a été connue de ses co-associés. *Sic :* Guillouard, n° 391, p. 404 ; Houpin, t. 1, n° 149, p. 113 ; Huc, t. 11, n° 127, p. 167 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 452, p. 255. Jugé qu'une notification par lettre recommandée suffit : Lyon, 1er décembre 1898 (S. 99.2.265). MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl admettent même que, si les co-associés ont connaissance autrement de la renonciation, la notification est inutile (*loc. cit.*). Quant à la question de savoir, en cas de notification verbale, comment la preuve pourra être faite, il y a controverse. La plupart des auteurs admettent qu'elle pourra être administrée par témoins, s'il y a un commencement de preuve par écrit, ou si, ce qui est rare, l'intérêt engagé ne dépasse pas 150 francs. *Sic. :* Duranton, t. 17, n° 477; Houpin, *loc. cit.;* Baudry-Lacantinerie, n° 453 ; Laurent, t. 26, n° 399; Guillouard, n° 331; Huc, t. 11, n° 127; Pand. franc. alphab. V° Sociétés, nos 2864 et suiv. D'autres auteurs, au contraire, exigent un acte authentique et, à défaut, un acte sous seing privé rédigé conformément à l'art. 1325 C. civ., en autant d'originaux qu'il y a de parties. Pont, t. 1, n° 746; Taulier, t. 6, n° 396; Duvergier, n° 459. Si la notification est faite seulement à certains des associés, ou si elle n'a été portée qu'à la connaissance de quelques-uns d'entre eux, elle est nulle même à l'égard de ceux-ci. *Sic. :* Huc, *loc. cit.*, et Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 455.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX

6 avril 1906.

Présidence de M. Félix Balaresque.

COMPÉTENCE CIVILE DES TRIBUNAUX D'ARRONDISSEMENT. — 1° SOCIÉTÉ. — USINE DE FABRICATION. — INCOMPÉTENCE *ratione loci.* — 2° ACTION INTENTÉE PAR UN DIRECTEUR OU AGENT. — TRIBUNAL DU LIEU DE LA SUCCURSALE. — INCOMPÉTENCE. — COMPÉTENCE DU JUGE DU LIEU DU SIÈGE SOCIAL.

1° Si, aux termes d'une jurisprudence constante, une société peut être valablement assignée en dehors de son siège social au lieu de son principal établissement, il ne s'ensuit pas qu'il faille attribuer compétence au tribunal du lieu où cette Société possède seulement une usine de fabrication.

Il importe, en effet, à ce point de vue d'établir une distinction entre une simple usine de fabrication et un établissement auquel la première ne saurait être assimilée ; l'usine de fabrication n'étant point une succursale, pouvant être située n'importe où, et n'ayant pour attribution et objet que la fabrication du produit sans aucune direction ou initiative commerciale en dehors de ladite fabrication ou de la livraison, alors qu'au contraire, l'établissement suppose une installation située dans la région même où doit s'opérer son action, un véritable centre d'opérations et une direction commerciale, tout au moins partielle ou régionale plus ou moins étendue.

Et la circonstance que l'usine est pourvue d'un directeur ne saurait lui conférer le caractère d'un véritable établissement commercial, alors qu'il ne s'agit, en l'espèce, que d'un directeur de fabrication, sans pouvoir pour traiter avec les tiers, et non d'un directeur commercial ayant à s'immiscer dans le trafic de la Société comme c'est, par exemple, le cas pour un chef de gare vis-à-vis de la Compagnie des chemins de fer dont il est le mandataire préposé.

2° Au surplus, si, en principe, une société ayant une succursale avec des représentants, peut être assignée devant le juge du lieu d'une succursale, cette compétence étant limitée aux actions intentées par les tiers ne saurait être étendue à l'action formée contre la Société par le directeur même ou l'agent de la succursale, lequel doit assigner la Société à son siège social.

Société des tableaux et boîtes métalliques illustrées c. Vigneau.

Le Tribunal,

Attendu que pour résister à la demande qui est dirigée contre elle par Vigneau, la S. T. B. soulève une exception d'incompétence basée sur ce qu'elle ne serait pas justiciable du tribunal de ce siège, étant domiciliée à Paris et non à Bordeaux et au fond déclare faire défaut faute de conclure ;

Sur la compétence :

Attendu que la S. T. B. a son siège social à Paris, rue Joubert, 37, ainsi qu'il est indiqué à ses statuts et au contrat entre les parties, sans que depuis il y ait jamais été transféré ailleurs ;

Attendu que, si aux termes d'une jurisprudence constante, une société peut être valablement en dehors de son siège social au lieu de son principal établissement, Vigneau ne saurait soutenir dans l'espèce que ladite société a son principal établissement à Bordeaux ;

Attendu qu'il y a lieu, en effet, d'observer que ce n'est point un établissement que la société possède à Bordeaux, mais bien seulement une usine de fabrication ;

Attendu qu'à ce point de vue, il importe d'établir une distinction entre une simple usine de fabrication et un établissement auquel la première ne saurait être assimilée, l'usine de fabrication n'étant point une succursale, pouvant être située n'importe où, aussi bien ici qu'ailleurs, et n'ayant pour attribution et objet, que la fabrication du produit sans aucune direction ou initiative commerciale en dehors de la fabrication ou de la livraison des produits, alors que l'établissement suppose une installation située dans la région même où doit s'opérer son action ; un véritable centre d'opérations et une direction commerciale, tout au moins partielle ou régionale, plus ou moins étendue ;

Attendu que Vigneau ne saurait sérieusement soutenir que l'usine de Bordeaux étant pourvue d'un directeur, elle a constitué un véritable établissement commercial puisqu'il ne s'agit en l'espèce que d'un directeur de fabrication, sans pouvoir pour traiter avec des tiers, et non d'un directeur commercial, ayant à s'immiscer dans le trafic de la société comme c'est par exemple le cas pour un chef de gare vis-à-vis des affaires de la Compagnie des chemins de fer, dont il est le mandataire proposé ;

Attendu au surplus que si, en principe, une Société ayant une succursale avec des représentants, peut être assignée devant le juge du lieu d'une succursale, cette compétence doit être limitée aux actions intentées par les tiers et ne saurait être étendue à l'action formée contre la Société par le directeur même ou l'agent de la succursale, et que celui-ci doit assigner la société à son siège social ;

Sur l'application du paragraphe 2 de l'art. 420 C. proc. civ. :

Sur la première condition du lieu de la promesse ;

Attendu qu'ainsi que Vigneau le reconnaît et le soutient, même l'acte sous seing privé du 1er juillet 1905 constitue le seul lien de droit qui existe entre les parties et qu'au point de vue des conventions intervenues entre elles, il ne saurait être tenu compte de ce qui a pu avoir lieu antérieurement, qui ne saurait constituer que des pourparlers ou postérieurement qui n'a pu y apporter une modification quelconque ;

Attendu que par suite, il y a lieu de dire que l'accord entre les parties n'a pas eu lieu par correspondances, mais bien seulement par les conventions du contrat lui-même ;

Attendu, dès lors, qu'il n'y a pas à rechercher le lieu où l'accord des volontés a pu se produire au résultat de la correspondance échangée, mais bien seulement à déterminer le lieu où a été passé le contrat ;

Attendu, sur ce point, que si l'acte sous seing privé enregistré, aux pièces stipule « Fait double et de bonne « foi, à Paris, le 1er juillet 1903 et à Bordeaux, le 2 du « même mois », il importe de remarquer que ledit contrat a été passé « pour une période de cinq années, à dater du 1er juillet 1903 » ;

Attendu que rien n'indique que l'intention des parties ait été de lui attribuer un effet rétroactif quelconque, ne fût-ce que d'un jour ;

Attendu que dès lors il y a lieu de dire qu'il est daté du 1er juillet et non du 2, cette dernière date n'étant intervenue que pour faciliter l'accomplissement de la moitié de la matérialité de l'acte à Bordeaux, en évitant à Vigneau un voyage à Paris ;

Attendu que, par suite, s'il est daté du 1er juillet, il a été conclu à Paris où il a, du reste, été enregistré ;

Attendu que l'argument ne saurait être retourné que si l'on se place en effet à un point de vue différent, et si l'on veut admettre qu'il ait bien été passé à Paris et à Bordeaux, on se trouve dans l'obligation de reconnaître qu'il n'a pas été passé qu'à Bordeaux ;

Attendu que, dès lors, la première condition du paragraphe 2 de l'art. 420 fait défaut, ce paragraphe exceptionnel et dérogatif du droit commun ne pouvant être interprété que littéralement et dans un sens strict et étroit ;

Attendu, par suite, que la première condition du paragraphe 2 n'existe pas, le lieu de la promesse étant Paris et non Bordeaux ;

Sur la deuxième condition du paragraphe 2 (le lieu de la livraison) :

Attendu que, si pour les contrats de louage de service ou d'industrie, une jurisprudence aujourd'hui constante assimile ce travail fourni à la marchandise livrée, il importe de remarquer que le contrat du 1er juillet 1903 accordait à Vigneau la représentation de la société, non pour Bordeaux, mais d'après les catégories de fabrication pour trois régions ; la première comprenant les départements de la Gironde, des Landes, des Basses-Pyrénées, du Lot-et-Garonne, de la Charente, de la Charente-Inférieure, de la Vienne, de la Haute-Vienne, de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher et du Loiret ; la deuxième, ceux de la Gironde et du Lot-et-Garonne ; la troisième, ceux des Landes, des Basses-Pyrénées et de la Dordogne ;

Attendu que la Gironde, comprenant outre le tribunal de commerce de Bordeaux, ceux de Libourne, de Blaye et de Bazas, et ne constituant elle-même le lieu de la livraison que pour partie, on ne saurait considérer Bordeaux comme le lieu de la livraison, au point de vue de la compétence ;

Attendu qu'au surplus, il y a lieu encore de rappeler ici ce qui vient d'être dit au sujet del'interprétation stricte et littérale du paragraphe 2 de l'art. 420 ;

Attendu, par suite, que la deuxième condition du paragraphe 2 fait également défaut ;

Sur l'application du paragraphe 3 de l'art. 420 (lieu de paiement) :

Attendu que le contrat du 1er juillet 1903 n'indique aucun lieu de paiement ; qu'il n'existe donc aucune stipulation à ce sujet ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 1247 C. civ.,si le lieu de paiement n'est pas désigné, et s'il ne s'agit pas,comme dans l'espèce, d'un corps certain et déterminé, le paiement doit être fait au domicile du débiteur ; que par suite, le lieu de paiement se trouve être Paris et non Bordeaux ;

Attendu qu'il importe peu à ce point de vue que Vigneau ait été payé à Bordeaux, soit par chèque ou envoi direct d'argent, soit même par l'entremise de la direction de l'usine de Bordeaux, agissant dans ce cas comme mandataire de la société ;

Attendu qu'il ne s'agit point d'une question de fait, mais d'une question de droit et qu'il importe seulement de rechercher le lieu où les paiements auraient dû être faits et non celui où ils ont eu lieu ;

Attendu, par suite, que le paragraphe 3 de l'art. 420 ne saurait trouver son application dans l'espèce ;

Attendu, dans ces conditions, que le tribunal doit se déclarer incompétent et renvoyer la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître ;

Par ces motifs,

Se déclare incompétent ;

Renvoie la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître ;

Condamne Vigneau aux dépens, ainsi qu'aux frais de minute, enregistrement, expédition et signification du présent jugement :

Mes Laîné av. ; Saravy agréé.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La question de savoir si l'établissement qu'une société possède dans une localité présente le caractère d'une *succursale*, c'est-à-dire s'il a une importance et une autonomie suffisantes pour que la Société puisse, valablement, être assignée devant le tribunal de la localité où est situé ledit établissement, doit nécessairement se résoudre, relativement à chaque espèce, d'après les circonstances de la cause. Ce qu'on peut dire d'une façon générale, c'est que l'attribution spéciale de compétence dont s'agit ne peut être établie que si l'établissement envisagé constitue véritablement un centre d'opérations ayant à sa tête un agent investi d'une certaine initiative et ayant qualité pour traiter au nom de la Société et pour l'obliger envers les tiers : Cass. 30 mai 1876 (S. 76.1.358 — D. 76.1.372) ; 18 novembre 1890 (S.93.1.22 — D. 92.1.414) ; Rouen 14 février 1894 (S. 95.2. 216) ; Lyon 4 novembre 1896 (S. 97.2.279 — D. 97. 2.327) ; Orléans 16 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.1.666 — S. 99.2.257 — D. 1900.2.99 — Pand. franç. 1900.2.260) ; Chambéry 14 janvier 1899 (Gaz. Pal. 99.2.686) ; Nancy 27 février 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.558 — D. 1901.2.310). *Sic :* Chauveau et Carré, *Quest. de procéd. Suppl.*, n° 370 ; Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. 1, n° 137 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3199 ; Rousseau, t. 2, nos 2729 et suiv. En tous cas, il faut, en outre, que la contestation soit relative à des engagements contractés ou nés dans le ressort de la succursale : Cass. 16 mars 1858 (D. 58.1.130) ; 16 avril 1883 (S. 83.1.271 — D. 84.1.87) ; 17 février 1885 (S. 85.1.248 — D. 86.1.14) ; Cass. 27 juin 1899 (Gaz. Pal. 99,2.149) ; Bordeaux, 23 février 1863 (S. 63.2.252) ; Nîmes 9 décembre 1872 (D. 73.5.122) ; Agen 29 juin 1898 (Gaz. Pal. 98.2.184 — S. 99.2.257 — D. 1900.2.99 — Rev. Soc. 99.252). S'il en était autrement et si la contestation était relative, soit aux opérations générales de la Société, soit à une opération acomplie en dehors du ressort de la succursale, le tribunal du siège social serait seul compétent pour statuer.

II. — Sur le second point : La question est controversée. V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Cass. 3 janvier 1870 (S. 73.1.60); 28 mai 1877 (S. 79.1.452); Alger 27 avril 1892 (Gaz. Pal. 92.2.408); 2 mars 1896 (S. 96.2.249 — D. 98.1.478, sous Cass. 25 octobre 1897); Trib. com. Marseille 31 octobre 1899 (Gaz. Pal. 99.2.691 — Journ. trib. com. 1900.874). *Contrà :* Orléans 20 novembre 1868 (S. 69.2.103 — D. 69.2.21); Dijon 1er avril 1874 (D. 75.2.81); Chambéry 3 décembre 1883 (Gaz. Pal. 84.1.1).

213-214-215

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

14 juin 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

EXPROPRIATION PUBLIQUE. — JUGEMENT D'EXPROPRIATION. — NOMS DES PROPRIÉTAIRES. — NON-INDICATION. — NULLITÉ.

Est nul le jugement d'expropriation qui n'énonce pas les noms des propriétaires expropriés.

Iribe c. Commune de Genevraye.

M. Iribe s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal civil de Fontainebleau du 3 novembre 1905, ordonnant expropriation à son préjudice pour cause d'utilité publique.

Arrêt :

La Cour,

Sur le deuxième moyen :

Vu l'art. 15 de la loi du 3 mai 1841 et l'art. 20 de la même loi;

Attendu que l'art. 15 susvisé, en exigeant que l'extrait du jugement d'expropriation qui doit être notifié contienne les noms des propriétaires, suppose que ces noms doivent être énoncés dans ledit jugement dont l'acte notifié n'est que l'exacte reproduction; que l'art. 20 dispose que le jugement d'expropriation pourra être attaqué devant la Cour de cassation pour vices de forme et qu'aux termes de l'art. 141 C. proc. civ. l'énonciation des noms des parties est une des formes constitutives du jugement;

Attendu que le jugement attaqué n'énonce pas les noms des propriétaires expropriés, d'où il suit qu'il a violé les textes de loi visés au pourvoi;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le premier moyen,

Casse...

MM. Serre rapp.; Melcot av. gén. (c. conf.). — Me Jouarre av.

NOTE. — La Cour de cassation s'est déjà prononcée en ce sens : 26 juin 1882 (Bull. civ. 140); 7 novembre 1883 (Gaz. Pal. 84.1.395); 15 janvier 1884 (Gaz. Pal. 84.1.555); 6 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.1.780 — S. 96.1.464 — D. 96.1.504).

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

9 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

CASSATION. — EFFETS. — COUR DE RENVOI. — INITIATIVE DE LA PROCÉDURE. — CONVENTION ENTRE LES PARTIES. — PÉREMPTION.

Bien qu'il appartienne en principe à la partie qui a obtenu un arrêt de cassation de faire les diligences nécessaires pour reprendre l'instance, l'autre partie est libre, si elle y a intérêt, de prendre l'initiative de cette procédure.

Et il est loisible à celle-ci, en cas de règlement conditionnel des sommes litigieuses, de prendre l'engagement de provoquer elle-même la décision de la cour de renvoi, tout en faisant des réserves quant à la solution à intervenir.

Assaoud frères c. Compagnie Anglo-Arabian.

MM. Assaoud frères se sont pourvus en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier du 7 juin 1904, rendu au profit de la Compagnie Anglo-Arabian.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 397, 399, 401, 469 C. proc. civ., 1110, 1116, 1134, 1299 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810:

Attendu que le pourvoi fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir déclaré irrecevable une demande en péremption d'instance d'appel devant une cour de renvoi par le double motif erroné que la partie appelante ayant été remboursée, était en fait et en droit sans intérêt pour provoquer une décision sur appel et que son inaction aurait eu pour cause une erreur dont elle n'était pas responsable, résultant de réserves insérées dans une quittance;

Attendu que s'il appartenait à la partie qui avait poursuivi et obtenu l'arrêt de cassation — lequel faisait revivre l'instance sur son appel — de faire les diligences nécessaires pour reprendre ladite instance, l'autre partie était libre, si elle y trouvait son intérêt, de prendre l'initiative de cette procédure et que rien n'empêchait, en cas de règlement conditionnel des sommes litigieuses, qu'elle ne prit, tout en faisant les plus expresses réserves quant à la solution à intervenir, l'engagement de provoquer elle-même la décision de la cour de renvoi;

Attendu que c'est en ce sens que la Cour d'appel de Montpellier a interprété les termes de la quittance du 2 mai 1901 ainsi libellée : Assouad frères paient comme contraints et forcés, sous la réserve de tous leurs droits *et sans préjudice de l'instance à engager devant la Cour de Montpellier* »; que cette interprétation, qui ne dénature pas le texte desdites réserves, est souveraine et donne une base légale à la décision attaquée;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. DUBOIN rapp. ; FEUILLOLEY av. gén. — Me SABATIER av.

NOTE. — Il est de principe que les règles tracées par le Code de procédure relativement à la péremption des instances qui, après avoir été ouvertes, n'ont pas été suivies, sont applicables aux arrêts de cassation et à l'instance qui se trouve ouverte à nouveau par l'effet de la cassation prononcée. V. Fuzier-Herman, Rép. gén. de dr. fr. Vo Cassation (Mat. civ.) nos 5151 et suiv.; Toulouse 10 juillet 1832 (J. du P. chr.); Amiens 29 novembre 1838 (S. 39.2.303).

Il a été jugé pourtant qu'il n'y a pas lieu à la péremption par discontinuation de poursuites, pendant trois ans, tant que les nouveaux juges n'ont pas été saisis par une assignation : Lyon 2 mars 1825 (S. chr.). Mais cette opinion n'a pas été suivie par la Cour de cassation qui a décidé que les cours ou tribunaux de renvoi sont saisis par l'effet des arrêts de cassation, et indépendamment de toute assignation devant eux : Cass. 12 juin 1827 (S. chr.).

COUR D'APPEL DE PARIS (8e CH.)

9 mai 1906.

Présidence de M. Bonnet.

DIVORCE. — COMPLICE. — NOUVEAU MARIAGE. — LOI DU 16 DÉCEMBRE 1904. — DEMANDE DE MODIFICATIONS RELATIVES A LA GARDE DES ENFANTS. — MOTIF TIRÉ DU MARIAGE AVEC LE COMPLICE. — REJET.

Les tribunaux peuvent, en l'absence de tout autre grief allégué, modifier, réduire ou supprimer les visites ou séjours d'enfants auprès de leur mère réglés par les décisions prononçant le divorce contre celle-ci, sur l'unique motif qu'elle aurait contracté avec son complice un second mariage autorisé par la loi du 16 décembre 1904.

Mme C... c. M. C...

Un jugement du Tribunal civil de la Seine du 20 juin 1902, confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Paris du 26 février 1903, a prononcé le divorce d'entre les époux C... aux torts de la femme à raison du caractère outrageant et injurieux des relations de cette dernière avec son beau-frère, M. M...

Ces décisons avaient confié au père la garde des enfants mineurs, la mère conservant le droit de les voir les jeudis et dimanches et de les recevoir chez elle pendant la première moitié des vacances et des congés d'une durée supérieure à quatre jours.

Par la suite, Mme C... se remaria avec son complice M. M... Son ex-mari demanda alors au tribunal de modifier les mesures précédemment édictées au sujet de la garde des enfants, en alléguant « qu'il avait l'impérieux devoir de soustarire ces derniers à tout contact avec celui qui avait, pour l'épouser, détourné leur mère de ses devoirs d'épouse et dont l'influence, aujourd'hui qu'il est le mari de celle-ci, ne peut que les troubler dans leurs sentiments intimes et leur être préjudiciable. »

Le tribunal, faisant partiellement droit à la demande de M. C..., avait décidé qu'il y avait lieu de modifier les dispositions des jugement et arrêt, en ce qui touche les visites des enfants à leur mère, et qu'à l'avenir, Mme M... « aurait le droit de voir ses enfants tous les quinze jours, le dimanche, de une à six heures, dans une maison tierce, qui serait choisie d'accord entre les parties, et, à défaut d'accord, désignée par le tribunal; que la mère aurait ses enfants pendant quinze jours en août ou septembre, à son choix; qu'elle devrait faire connaître à C..., au moins deux mois à l'avance la période des vacances par elle choisie; que, soit au cours des visites, soit pendant le séjour des enfants auprès de leur mère, ceux-ci ne devraient avoir aucun rapport ni aucun contact avec M. M... »

Appel par la mère devenue Mme M...

Arrêt :

LA COUR,

Considérant que le second mariage de la dame M... était autorisé par la loi du 16 décembre 1904, dont l'article unique a expressément abrogé l'article 298 C. civ.; qu'il a mis fin à une situation irrégulière; que ce n'est

donc que par une méconnaissance absolue de la loi et une injuste appréciation des choses qu'il serait possible de déduire d'un fait en soi légal et correct une conséquence défavorable au droit de l'appelante de voir ses enfants;

Considérant qu'en demandant au Tribunal de la Seine la suppression ou la réduction des visites et séjours réglés par l'arrêt du 26 février 1903, C... a exclusivement invoqué l'union de l'appelante avec M...; qu'en dehors de ce fait, il ne signale aucune inconstance et ne formule aucun grief d'aucune sorte;

Considérant qu'il n'y a, dès lors, et que les pièces du procès ne révèlent d'ailleurs aucune raison de modifier les mesures ordonnées par la cour, en connaissance des divers documents et éléments sur lesquels les premiers juges ont établi leur décision;

Considérant qu'aucun litige n'existe entre les parties au sujet des frais d'éducation, d'instruction et d'entretien des enfants; que, par suite, il n'y a pas lieu de statuer sur l'offre exprimée par l'appelante, dans ses conclusions additionnelles du 2 mai 1906, et qu'il suffit de lui en donner acte;

Par ces motifs,

Réforme le jugement dont est appel; et, en conséquence, déboute C... de toutes ses demandes, fins et conclusions;

Donne acte à la dame M... de l'offre contenue dans ses conclusions additionnelles;

Déboute respectivement les parties de toutes autres demandes, fins et conclusions;

Ordonne la restitution de l'amende;

Condamne C... aux dépens de première instance et d'appel. »

NOTE. — Espèce nouvelle en jurisprudence. L'arrêt recueilli a fait une juste application de la loi du 16 décembre 1904. On ne concevait pas, en effet, que le fait par le père ou la mère contre lequel le divorce a été prononcé d'user d'un droit qui lui appartient et de contracter une union que la loi ne considère plus en elle-même comme immorale. suffit, en dehors de tout grief autre, à faire modifier les dispositions du jugement ou de l'arrêt de divorce relatives aux visites et aux séjours des enfants, dans un sens qui impliquerait l'immoralité ou l'indignité du père ou de la mère résultant de son second mariage seul.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

23 décembre 1905.

Présidence de M. Chapuis.

1°-2°. — FAILLITE. — VENDEUR DE MEUBLES NON PAYÉ. — REVENDICATION. — LIVRAISON ANTÉRIEURE A LA DATE DE LA CESSATION DES PAIEMENTS ET POSTÉRIEURE AU JUGEMENT DÉCLARATIF. — ART. 576 C. COM. — CHAUDIÈRES. — RÉCEPTION DÉFINITIVE. — ESSAIS NON FAITS. — REVENDICATION ADMISE.

1° Nonobstant les termes de l'art. 576 C. com. et encore bien qu'en fait les marchandises (en l'espèce deux chaudières) furent déposées dans les magasins de l'acheteur, le vendeur non payé doit être admis à en exercer la revendication lorsqu'au moment de leur arrivée dans lesdits magasins l'acheteur était déjà en état de cessation de paiements encore bien que le jugement déclaratif de faillite n'ait été rendu que postérieurement.

2° Spécialement il en doit être ainsi lorsqu'aux termes du contrat la réception définitive de ces chaudières était subordonnée à des essais, lesquels n'avaient pas encore été faits à la date du jugement déclaratif, si bien que, jusque là, elles étaient demeurées la propriété des vendeurs et n'étaient point encore entrées dans le patrimoine de l'acheteur.

Bonnet, Spazin et Cie c. Malle, syndic de la Société française de Navigation.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Bonnet, Spazin et Cie, constructeurs à Lyon, ont fourni aux dates des 3, 4 et 6 février 1905 à la Société française de Navigation deux chaudières à vapeur avec leurs accessoires moyennant un prix convenu entre les parties de 7.056 francs; qu'ils revendiquent la propriété desdites chaudières;

Attendu que les défendeurs résistent à la demande et que Malle ès-qualités soutient en ses conclusions motivées que les marchandises dont s'agit ayant été livrées dans les magasins de la Société française de Navigation elles ne pourraient, aux termes de l'art. 576 C. com., être l'objet d'aucune revendication de la part des vendeurs;

Mais attendu qu'à la date de la livraison des chaudières objet du litige, la Société française de Navigation était en état de cessation de paiements;

Attendu qu'elle avait, en effet, déposé le 1er février son bilan et sa requête à fin de liquidation judiciaire;

Attendu que s'il est vrai que le jugement déclaratif n'a été rendu que le 6 février suivant, il échet d'observer que c'est seulement ce même jour que Bonnet, Spazin et Cie livraient la seconde chaudière et que certains de leurs accessoires, spécialement les cheminées, n'avaient pas encore été montés;

Et attendu qu'il avait été spécifié au marché intervenu entre les parties que les deux chaudières seraient adaptées à des moteurs qu'elles devaient faire mouvoir et que des essais à la vapeur seraient alors faits préalablement à leur réception définitive;

Attendu qu'il s'ensuit que bien que les marchandises dont s'agit fussent en fait déposées dans les magasins de la Société française de Navigation elles étaient encore la propriété des vendeurs;

Attendu que cela est si vrai que si les essais à la vapeur avaient provoqué leur rupture, les chaudières eussent du être enlevées par Bonnet, Spazin et Cie et remplacées par d'autres;

Attendu qu'ainsi elles n'étaient point entrées dans le patrimoine de la Société de Navigation;

Attendu qu'en l'état les dispositions de l'art. 576 C. com. ne font point obstacle à leur revendication;

Attendu qu'il convient, par suite, d'autoriser;

Par ces motifs,

Dit que les chaudières objet du litige seront distraites de l'actif de la liquidation judiciaire et mises à la disposition de Bonnet, Spazin et Cie pour en user comme de leur bien propre;

Sinon et à défaut par les défendeurs de ce faire dans la quinzaine de la signification du présent jugement, condamne dès à présent la Société française de Navigation et Malle ès-qualités au paiement de la somme de 7.056 francs avec intérêts de droit;

Et condamne la Société française de Navigation et Malle ès-qualité aux dépens.

Mes Michaud, Caron et Guélot agréés.

NOTE. — I-II. — Sur les deux points : Dans un sens général il y a tradition au sens de l'art. 576 C. com. et, par suite, impossibilité de revendiquer utilement, toutes les fois que la marchandise vendue a été mise en la possession apparente et ostensible de l'acheteur ou de son mandataire, de telle sorte que les créanciers de cet acheteur ont pu compter que cette marchandise faisait partie de leur gage. *Sic :* Bedarride t. 3, n° 1145; Alauzet, t. 8, n° 2838; Boistel, n° 1005; Lyon-Caen et Renault, t. 8, n° 845; Fuzier-Herman, Répert. alphab. du dr. fr. V° Faillite, nos 3471 et suiv.

Il appartient aux juges du fond de déclarer, par appréciation des circonstances de la cause, que des marchandises vendues à un commerçant en faillite ont été, depuis la tradition faite à ce dernier, en sa pleine et entière possession et que ces marchandises doivent être considérées comme étant entrées « dans les magasins » du failli : Cass, 17 août 1871 (S. 71.1.134 — D. 71.1.287); 21 avril 1884 (S. 86.1.105 — D. 84.1.241). *Contrà :* Cass. 20 juin 1859 (S. 59.1.737 — D. 59,1.388); 29 juillet 1875 (S. 76.1.49 — D. 76.1.113). On admet, en général, conformément au jugement recueilli, que, pour que le droit de revendication soit perdu, il ne suffit pas que les marchandises aient été *présentées* dans les magasins de l'acheteur, il faut encore qu'elles aient été *reçues*. Le refus de l'acheteur de prendre livraison perpétue donc, au profit du vendeur son droit de revendication : Cass. 13 octobre 1814 (S. chr.); Douai 12 décembre 1874, motifs (S. 75.2.25 — D. 76.1.113). *Sic :* Fuzier-Herman, Répert. alphab. du dr. franç. V° Faillite, n° 3485. Quant à l'époque à laquelle il convient de se placer pour apprécier si à l'époque de la livraison l'acheteur était en faillite, il est évident qu'il y a lieu de tenir compte, non pas de la date du jugement déclaratif, mais de l'époque à laquelle a été fixée la date de la cessation des paiements. C'est cette dernière circonstance qui constitue l'état de faillite. Le jugement déclaratif ne fait que constater une situation qui existait déjà. Argument tiré des art. 446 et suiv. C. com. et de l'art. 574 : « Pourront être revendiquées, en cas de faillite, les remises d'effets de commerce... qui se trouveront en nature dans le portefeuille du failli à *l'époque de sa faillite.* »

216-217 218-219

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.)

22 juin 1906.

Présidence de M. Bondoux.

(2 espèces)

1°-2°-3°-4°, — PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE. — SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES. — DROIT D'AUTORISER LA REPRODUCTION. — APPORT PAR UN AUTEUR. — RÉALISATION DE CET APPORT A L'ÉGARD DES TIERS. — ATTEINTE AUX DROITS DE LA SOCIÉTÉ. — ŒUVRES FUTURES. — ENGAGEMENT ENVERS LA SOCIÉTÉ. — OBLIGATION DE FAIRE. — CESSION DE LA PROPRIÉTÉ D'UNE ŒUVRE A UN TIERS. — ANTÉRIORITÉ. — DÉCÈS DE L'AUTEUR. — RÉUNION DU DROIT D'AUTORISER LA REPRODUCTION A LA PROPRIÉTÉ. — LÉGATAIRE UNIVERSEL. — ADHÉSION INOPÉRANTE. — INSCRIPTION INDUE AU CATALOGUE. — ABUS. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1° *L'apport qu'un auteur fait à la Société des Gens de lettres d'autoriser dans les journaux ou périodiques illustrés ou non illustrés la reproduction de tout ou partie de ses œuvres s'opère par la remise d'une nomenclature des ouvrages sur lesquels le sociétaire fait abandon de son droit relatif à la reproduction, nomenclature qui est portée à la connaissance des tiers par l'inscription au catalogue et à la chronique de la Société.*

Et ce n'est qu'à partir de ce transfert, que le sociétaire perd la faculté de disposer de son droit d'autoriser la reproduction de ses œuvres au profit d'autrui, et ce, tant qu'il reste engagé dans les liens de la Société.

Si, nonobstant son engagement, il a transféré des droits touchant à la reproduction à des tiers, ceux-ci ne peuvent s'en prévaloir à l'encontre de la Société, qu'à partir du jour où il a cessé de faire partie de la Société, sous réserve de l'action en dommages-intérêts qui peut s'ouvrir à leur profit.

2° *En ce qui concerne les œuvres futures, le sociétaire n'en peut faire actuellement l'apport à la Société, la propriété d'une chose encore inexistante ne pouvant être transférée, et l'engagement qu'il prend de transférer le droit d'autoriser la reproduction de son œuvre lorsqu'elle sera produite constitue une obligation de faire susceptible, en cas de non-exécution, de se résoudre en dommages-intérêts.*

3° *Les traités par lesquels un auteur cède à des tiers la propriété de ses œuvres alors qu'antérieurement, il avait apporté à la Société des Gens de lettres le droit d'autoriser la reproduction de ses ouvrages sont inopérants à l'égard de ladite Société, mais seulement dans la mesure où ils lèsent les intérêts de cette dernière, c'est-à-dire dans la mesure du pourcentage qui constitue sa part dans la redevance afférente au droit d'autoriser la reproduction.*

4° *Mais l'auteur n'étant engagé vis-à-vis de la Société que pour la durée de son existence, aucun obstacle ne s'oppose plus, après son décès, à l'exécution des traités par lui passés et vainement la Société se prévaudrait à l'encontre des tiers cessionnaires de l'adhésion donnée par la veuve de l'auteur, sa légataire universelle, à la Société des Gens de lettres et du privilège par elle consenti à ladite Société d'autoriser la reproduction des œuvres de son mari, ces actes n'ayant pu avoir pour effet de faire revivre un droit qui se trouvait éteint.*

Par suite, c'est abusivement et sans droit que la Société, après le décès de l'auteur, s'obstine à maintenir à son catalogue et à sa chronique les ouvrages cédés à des tiers et à en tirer profit.

En agissant ainsi elle cause aux cessionnaires de l'auteur un préjudice dont elle leur doit réparation, de même qu'il lui est dû à elle-même réparation par les tiers qui reproduisent sans son autorisation les ou-

vrages dûment inscrits à son catalogue avant toute cession.

1re espèce. — Société des Gens de lettres c. Jules Rouff et Cie.

2e espèce. — Jules Rouff et Cie c. Société des Gens de lettres.

M. Emile Richebourg, romancier, ayant fait partie jusqu'à son décès de la Société des Gens de lettres, avait transféré à la Société des publications Jules Rouff et Cie la propriété d'un certain nombre de ses œuvres. Se fondant sur ses contrats, la Société Jules Rouff et Cie demandait au tribunal de condamner la Société des Gens de lettres à supprimer de son catalogue les romans cédés et à lui payer 200.000 francs, à titre de dommages-intérêts. Pour faire écarter cette demande, la Société des Gens de lettres se prévalait : 1° De ce que, antérieurement aux cessions consenties à la Société Rouff et Cie, M. Emile Richebourg, lui ayant fait apport du droit d'autoriser la reproduction de ses œuvres, ces cessions ne lui étaient pas opposables; 2° De ce que, en vertu d'une adhésion expresse de Mme Vve Emile Richebourg, légataire universelle de son mari, à ses statuts elle avait été autorisée à maintenir à son catalogue les romans litigieux.

De son côté, et par voie d'instance distincte, la Société des Gens de lettres reprochant à la Société des publications Jules Rouff et Cie de faire, sans droit, paraître dans un journal illustré les œuvres d'un certain nombre d'auteurs adhérents à ses statuts, assignait la Société Rouff et Cie en cessation de ces publications d'œuvres inscrites à son catalogue et en dommages-intérêts à fixer par état.

Ce double procès soulevait des questions intéressantes et délicates qu'on trouvera clairement exposées dans les remarquables conclusions de M. le substitut Morizot-Thibault, lequel s'est exprimé en ces termes :

Messieurs,

Les conclusions que j'ai l'honneur de vous présenter se réfèrent à deux litiges distincts : dans le premier, M. Rouff est demandeur. Il assigne la Société des Gens de lettres à l'effet de supprimer de son catalogue huit romans de Richebourg. Il sollicite l'allocation de 200.000 francs à titre de dommages-intérêts et il demande une astreinte de 1.000 francs par mois. Dans le second, la Société des Gens de lettres est demanderesse. Rouff publie un ouvrage hebdomadaire illustré, *Les Grands Romanciers*. Il y fait paraître les œuvres inscrites au catalogue de la Société, sans avoir pris préalablement son autorisation. Ces romans sont : *Maman Rose*, de Richebourg; le *Docteur Rouge*, de Jules Mary; *Vendus à l'Ennemi*, de Théodore Cahu. La Société lui a fait défense de continuer cette publication, sous une astreinte de 500 francs, et elle réclame des dommages-intérêts à fixer par état.

Lorsque la Société des Gens de lettres se fonda, en 1838, elle se proposa de grouper en un faisceau commun les forces individuelles des littérateurs pour la défense du droit de propriété littéraire. Elle voulait les protéger contre les prétentions extrêmes des éditeurs, les défendre surtout contre les reproductions illicites des journaux qu'un auteur craintif ou indigent n'aurait pas pu poursuivre, centraliser en ses mains la protection et la poursuite; mettre la propriété littéraire à l'abri des cessions nuisibles et des tentatives des pillards de toute sorte.

Elle poursuivait principalement les reproductions illicites faites sans autorisation. Mais quand elle voulut se prévaloir de sa qualité de Société, personne morale, pour accorder ou refuser en son nom propre le droit de reproduction, la jurisprudence lui opposa un argument décisif : elle n'était pas encore une véritable Société. En effet, la Société suppose, pour sa validité, trois éléments distincts : 1° un apport réciproque; 2° un intérêt commun; 3° des bénéfices à réaliser. Il y avait bien intérêt commun, bénéfices à réaliser; mais il n'y avait pas d'apport réciproque dans un but d'exploitation « commune ». La Société touchait un tantième pour prix des services qu'elle rendait. C'était un mandataire salarié; ce n'était pas une Société personne morale.

Les statuts furent revisés en 1879. On combla la lacune : un apport réciproque fut réalisé. La Société mettait dans le fonds social les revenus de son capital; les sociétaires lui versaient le droit de reproduction de leurs œuvres. L'apport en exploitation commune était constitué.

Voyez l'article 23 :

« Art. 23. — Chaque sociétaire, en vertu du droit qui lui est reconnu par la loi du 19 juillet 1793, apporte dans la Société, pour la durée de sa vie, et pour être exploité en commun ,son droit d'autoriser les journaux, revues et recueils périodiques français ou publiés en langue française à l'étranger, à reproduire ses œuvres publiées dans d'autres journaux, recueils ou volumes. »

Qu'est-ce que le droit de reproduction ? Vous savez que le droit de propriété forme un tout complet mais ne comprend pas un élément unique. C'est un agrégat d'attributs qui constitue un ensemble, mais dont chaque élément peut être détaché pour former un droit subsidiaire et distinct. C'est ainsi qu'on dit que le droit de propriété est composé du *jus utendi*, du *jus fruendi*, du *jus abutendi*. Il en est de même en ce qui concerne la propriété littéraire. On a comparé ses éléments particuliers à des tranches diverses qu'on peut séparer les unes des autres pour les réunir ensuite en un tout complet. Quand j'ai fait un roman, il m'appartient en toute propriété. Je puis le vendre à un éditeur pour le publier en volume; il a le droit d'en répandre toutes les éditions dans le public. Quand j'ai fait seulement cela, j'ai gardé le droit de faire reproduire mon roman dans les journaux. Je donne alors, moyennant une rétribution fixée, aux journaux, le droit de le reproduire en feuilleton. Voilà le droit de reproduction. C'est cela que le sociétaire a abdiqué en le faisant tomber dans la Société des gens de lettres; c'est cela qui constitue son apport.

Mais il y a des restrictions à cet apport. Voyez l'article 24 des statuts :

« Art. 24. — L'apport en Société n'oblige pas les sociétaires à placer toutes leurs œuvres dans le domaine de la reproduction; il leur est loisible d'interdire la reproduction d'une ou plusieurs de ces œuvres en publiant dès le début de la publication l'avis suivant : « *Reproduction interdite* ». L'auteur signale en même temps cette réserve au siège social. »

Puis, l'art. 25 :

« Art. 25. — L'auteur peut toujours par une déclaration écrite adressée au comité, autoriser une reproduction qu'il aurait d'abord interdite. Mais quand, par l'absence de cet avis d'interdiction, il a placé son œu-

vre dans le domaine de la reproduction, il ne peut plus l'en retirer. »

Voici enfin une autre restriction : le droit de reproduction absolu n'est cédé à la Société qu'en ce qui concerne les journaux non illustrés. Pour les journaux illustrés, le droit de reproduction du texte est bien en principe aux mains de la Société, mais l'auteur garde seul le droit d'autoriser cette reproduction avec accompagnement d'illustrations. Pourquoi ? Me Pelletier disait : « Parce que l'illustration défigure l'œuvre. » Me Dreyfous s'est étonné de cette explication. Cependant, cette raison était exacte. L'expression de Me Pelletier peut être trop forte en apparence, mais son idée est vraie au fond. Il peut arriver que l'illustration rabaisse l'œuvre; elle peut aussi lui donner une plus grande valeur. La vérité, c'est qu'elle ajoute au roman quelque chose en plus ou le diminue et, comme elle est susceptible de l'élever ou de le déprécier, il est juste de réserver à l'auteur l'appréciation personnelle en ce qui concerne cete reproduction particulière de son œuvre.

Pour tous les journaux non illustrés, c'est donc la Société des Gens de lettres qui accorde ou refuse arbitrairement l'autorisation de reproduire. Il y a une rétribution due par le journal reproducteur. Sur les droits pécuniaires versés par le journal, la Société garde 15 % et remet 85 % à l'auteur.

La Société agit seule à cet égard.

« Art. 27. — La Société, agissant par son comité, exerce le droit apporté en Société d'autoriser la reproduction, en traitant avec les journaux, revues et recueils périodiques publiés en France et à l'étranger. Elle ne peut traiter avec chaque journal que moyennant une rétribution à payer à la caisse sociale. Ces traités ne peuvent être faits qu'au nom et au profit de la Société, et jamais au nom et profit d'un auteur, ni pour une œuvre déterminée. »

Ainsi donc, quand moi, auteur, devenu associé, j'ai apporté le droit de reproduction à la Société des Gens de lettres, je ne puis plus le céder à un tiers.

« Art. 30. — Toute autorisation donnée par un sociétaire, en violation des articles 23 et 26, pour la reproduction de tout ou partie d'une ou plusieurs de ses œuvres est absolument nulle à son égard et vis-à-vis de celui auquel elle aurait été donnée. »

Mais c'est contre cette dernière solution que proteste M. Rouff. Et je ne puis mieux faire que de vous lire le passage de la note de Me Dreyfous, qui résume cette protestation : « La théorie, dit-il, d'après laquelle l'auteur transférerait à la Société, dès son adhésion aux statuts, le droit d'autoriser la reproduction de toutes ses œuvres présentes et futures est une innovation absolument contraire au règlement (art. 24) et aux règles en matière de Société (art. 1845 C. civ.). Les adversaires veulent tirer de leur règlement autre chose que ce qui y est dit et que ce qu'on a voulu y dire. Il faut interpréter, à l'aide des principes généraux du droit, les termes souvent confus, contradictoires et comminatoires de ce règlement. »

Vous avez raison, Me Dreyfous. Voyons les principes généraux et plaçons-nous d'abord sur le terrain de la morale, qui a bien son importance dans le débat.

Il y a quelque chose d'incontestable, c'est qu'en entrant dans la Société des gens de lettres, MM. Richebourg, Mary et Cahu ont apporté dans la Société le droit de reproduction « pour être géré exclusivement par elle ». Le contrat a été formé de bonne foi. Il est devenu la loi des parties. Est-il possible que l'une d'elles, en l'espèce l'auteur qui a apporté à la Société son droit de reproduction, revenant sur un engagement sacré, puisse, de ses propres mains, déchirer le contrat par lequel elle s'est liée ? Cela n'est pas seulement contraire à l'honneur, mais encore aux règles ordinaires qui régissent la conduite des hommes.

Il ne faut pas seulement parler du cédant ; il importe aussi d'examiner la situation des deux cessionnaires que son imprudence ou l'oubli de ses devoirs a mis face à face par ces deux cessions successives. La loi doit prendre un parti et décider celui des deux qui sera définitivement nanti. Le législateur a, ici, été quelquefois embarrassé. Pour sortir de son hésitation, il a cherché un *critérium* pratique ; il a puni celui des deux cessionnaires qui, par son imprudence manifeste, a permis au cédant de tromper les tiers. Ainsi, quand j'ai acheté un meuble corporel et que je l'ai laissé aux mains de mon vendeur ; quand j'ai acquis un immeuble et que je n'ai pas fait transcrire l'acte de vente, j'ai commis une faute qui a permis au vendeur d'opérer une seconde vente avec toute l'apparence du droit qu'il avait perdu. J'en serai puni, et le deuxième acquéreur me sera préféré. Mais quand il s'agit *d'un droit corporel*, pour la cession duquel la loi n'exige aucune formalité spéciale, et que je n'ai pas commis d'imprudence, le législateur n'a plus ici son *critérium* spécial. Les deux acquéreurs sont également recommandables à ses yeux. Et alors, pourquoi préférer le deuxième au premier ? Lorsqu'il n'a commis aucune faute, lorsqu'il ne s'est dérobé à aucune prescription légale, ne serait-il pas contraire à la morale, à la raison, à la justice, de dépouiller le concessionnaire premier nanti ?

Mais, dit Rouff, l'auteur peut se délier parce que l'apport ainsi fait *n'obligeait pas le sociétaire* et qu'il était contraire à la loi. Il invoque l'art. 1845 C. civ. et art. 24 des statuts. Il a été jusqu'à dire que l'apport était illégal parce qu'il portait sur des choses futures.

Je n'attache pas beaucoup d'importance à ce dernier argument. Toutes les conventions peuvent porter aussi bien sur les choses futures que sur les choses présentes. C'est le principe ; si on voulait le nier, il faudrait déchirer tous les articles du Code civil qui traitent de la condition suspensive, car leur objet dépend alors d'un événement incertain et futur. Il n'y a qu'une exception dans la loi à ce principe. Elle concerne la convention sur la succession future d'une persone vivante. La loi frappe cette convention de nullité. On veut écarter le *votum mortis*. Mais c'est une exception qu'il faut éviter de faire sortir de ses strictes limites. Ainsi, toutes les choses futures, comme les choses présentes, peuvent être l'objet de la convention. S'il en est ainsi, les choses futures peuvent être apportées à une Société :« Ce ne sont pas seulement, dit Dalloz, les choses présentes qui peuvent être mises en Société ; les choses futures le peuvent également. « Lorsqu'on dit, écrit M. Troplong, qu'on peut mettre en Société l'espérance d'une chose future, il faut entendre que l'espérance n'entre dans la mise sociale qu'en attendant la chose elle-même... » Des chances futures, ajoute Dalloz, peuvent même former la matière d'un contrat de Société. »

On insiste ; on invoque l'article 1845 C. civ. On dit que, lorsqu'il entre dans la Société, le sociétaire ne se dépouille pas de son droit sur les œuvres qu'il n'a pas encore créées. La Société n'a contre lui qu'une simple créance ; elle n'est donc pas propriétaire. Elle n'est pas, en réalité, nantie de son droit de reproduction sur la

chose future, ce qui fait qu'elle ne peut opposer ce droit, dès à présent, aux tiers, sur les romans qui naîtront dans l'avenir. Donc, si l'auteur, après son entrée dans la Société, cède la toute propriété de ses œuvres à un éditeur, ce dernier en obtiendra la propriété avec tous ses éléments, y compris le droit de reproduction, c'est-à-dire qu'il sera, dans l'exercice de ce droit, préféré à la Société elle-même, celle-ci n'ayant contre l'associé qui a manqué à ses engagements qu'une simple action en dommages-intérêts.

Voici l'article 1845 qu'on invoque à l'appui de cette thèse : « Chaque associé est débiteur envers la Société de tout ce qu'il a promis d'y apporter. » La loi est formelle. Je ne conteste pas que la Société n'ait sur les œuvres futures de son associé qu'un droit de créance ; mais je soutiens que le démembrement de la propriété, le droit réel de reproduction passe aux mains de la Société dès que la chose est créée et individualisée, c'est-à-dire dès l'apparition du roman. En d'autres termes, le raisonnement de Me Dreyfous, exact dans le principe, ne l'est pas dans l'application. L'apport à une Société peut consister soit dans la propriété, soit dans la jouissance d'une chose,soit dans l'industrie de l'associé.Dans le premier cas, l'engagement de l'associé est une obligation de donner (C. civ., art. 1845 et 1846). Dans le second, c'est une obligation de faire (C. civ., art. 1847). Pour tous les romans *antérieurs* à l'entrée en Société, c'est une obligation *de donner* qui fait entrer définitivement le droit de reproduction dans la Société par la remise de la liste de ces romans. Pour les romans *postérieurs*, c'est une obligation *de faire*, une simple créance. Mon droit à moi, Société, est subordonné alors à une condition suspensive, c'est-à-dire dépendant d'un événement futur et incertain, à savoir si vous, auteur, vous faites le roman. Alors, de deux choses l'une : ou le roman n'apparaît pas et la Société n'acquiert rien ; ou le roman voit le jour et est livré à la publication et, dès ce moment le droit de reproduction de la Société prend corps et lui est acquis.

Si donc le droit de reproduction n'est cédé à Rouff que postérieurement à cette époque, cet éditeur est primé par le droit de la Société des gens de lettres.

Mais *quid*, si le droit lui avait été cédé avant ce moment, c'est-à-dire avant l'apparition du roman, mais après l'entrée de l'auteur dans la Société des gens de lettres ? Le droit de Rouff serait-il encore primé par celui de la Société ? La question n'a pas d'importance pratique dans le débat, car, en fait, Rouff me semble n'avoir jamais acquis le droit de reproduction qu'après la publication du roman. Mais si elle se présentait jamais, il suffirait pour la résoudre de rappeler notamment les articles 1181 et 1179 C. civ., qui proclament qu'en cas d'obligation sous condition suspensive, si la condition se réalise, le droit est censé acquis du jour du contrat.De sorte que,dans cette hypothèse même la Société est censée avoir acquis le droit de reproduction avant la cession qui en a été faite postérieurement aux tiers.Il y a rétroactivité en l'espèce comme en matière d'hypothèque. On peut donner hypothèque non seulement de ses biens présents, mais encore futurs. Dès que les biens à venir tomberont dans le patrimoine du débiteur, ils seront frappés par l'hypothèque, et celles données postérieurement — même avant l'acquisition du bien — ne pourront pas prévaloir contre elle.

L'article 1845 n'apporte donc aucune restriction aux principes généraux du Code civil. Il ne fait que les confirmer.

Mais on objecte encore que l'apport est nul à un autre point de vue, comme étant soumis à une condition potestative. Lorsque, disait-on, moi, Richebourg, je m'engage à mettre le droit de reproduction de mes romans futurs dans la Société, je m'engage *si je veux*. Il me suffit de ne pas faire de romans pour me dégager. Donc, il n'y a pas là le lien de droit nécessaire pour constituer l'obligation. Le raisonnement repose sur une confusion. Il est vrai que, quand on rapproche les articles 1170 et 1174 C. civ., on serait tenté de croire que l'obligation est nulle toutes les fois qu'elle est soumise à une condition potestative quelconque. Mais le doute disparaît bien vite devant les principes du droit qui sont que l'obligation n'est nulle que quand aucun lien de droit n'est établi entre les parties. Elle est valable quand les contractants sont unis par un lien de droit quelconque.

Ainsi, voilà l'hypothèse classique : « Je m'engage *si je veux* ». L'obligation est purement potestative ; il n'y a pas de lien de droit ; elle est nulle. Voici la deuxième hypothèse : J'ai sur ma propriété un bouquet d'arbres qui charme votre vue. Je m'oblige à vous verser deux mille francs si je l'abats. Je puis bien l'abattre ou ne pas le faire. Mais si je le détruis,je vous donnerai deux mille fr. Je suis donc incité à le respecter. Ma liberté est restreinte en un point particulier, sous la menace de verser une somme d'argent. Il y a un lien de droit ; l'obligation est valable. C'est ce qu'expliquait très bien Pothier en distinguant les conditions *purement* et *simplement* potestatives (*Traité des Obligations*, n° 205) : « Pour qu'une condition soit valable, il faut qu'elle ne détruise pas la valeur de l'obligation ; telle est la condition qui ferait dépendre l'obligation de *la pure et seule volonté* de la personne qui s'oblige ; comme si je promettais quelque chose sous la condition : *si je veux, si cela me plaît*. En effet, l'obligation étant un lien de droit qui nous impose la nécessité de faire ou de ne pas faire quelque chose, rien n'est plus contraire à la nature que de faire dépendre de la pure volonté du débiteur. Une telle condition détruit l'obligation parce qu'elle détruit le lien de droit sans lequel l'obligation n'existe pas ». La condition n'est *purement* potestative que lorsqu'elle détruit le lien de droit. Dès que le lien de droit apparaît, la condition devient simplement potestative et l'obligation est valable. C'est ce qui existe dans l'espèce qui vous est soumise. Ma liberté, à moi sociétaire, a été suffisamment restreinte par l'engagement que j'ai pris envers la Société, car il faudrait que je m'astreigne à ne plus faire de romans pour échapper aux conséquences de mon obligation.

Mais, dit-on, et l'article 24 des statuts ? Lisons l'article 24 :

« L'apport en Société n'oblige pas les sociétaires à placer toutes leurs œuvres dans le domaine de la reproduction. Il leur est loisible d'interdire la reproduction d'une ou plusieurs de ces œuvres en publiant, dès le début de la publication, l'avis suivant : *Reproduction interdite*. L'auteur signale en même temps cette réserve au siège social. »

Et alors M. Rouff l'interprète ainsi : Moi, Richebourg, Jules Mary ou Théodore Cahu, je mets le droit de reproduction dans la Société ; mais je puis vous le retirer si je le veux. Il y a donc là une condition purement potestative. Et si je puis vous le retirer, ce droit, je puis le vendre à un tiers. Donc, d'une part, je n'étais pas lié ; d'autre part, je pouvais vendre à Rouff ce que je vous avais promis.

Vous voyez de suite que l'interprétation est inexacte. Pour s'en convaincre, il suffit de lire attentivement l'article 24. Il ne dit pas que je puis enlever à la Société le droit de reproduction *pour le reprendre*. Il dit quelque chose de tout différent, à savoir que je puis *interdire* la reproduction, c'est-à-dire que la reproduction n'aura plus lieu. En effet, il peut arriver que l'auteur soit mécontent de son œuvre. Il ne veut pas qu'elle soit reproduite. Il doit avoir, à cet égard, un pouvoir d'appréciation personnelle. Alors on a écrit l'article 24. Mais quand le sociétaire use de ce pouvoir, il est soumis à un lien de droit qui affecte encore sa liberté. Cette reproduction qu'il enlève à la Société, il ne peut pas la reprendre pour lui-même. Il n'a donc pas le droit de la céder aux tiers. Quand il reviendra sur sa détermination, il rapportera purement et simplement à la Société son droit de reproduction. Donc, l'art. 24 ne renferme pas une condition purement potestative ; donc l'auteur n'aura pas le droit de retirer son droit de reproduction pour le céder aux tiers.

En résumé, l'apport du droit de reproduction de mes romans futurs porte bien sur une chose encore inexistante, c'est-à-dire future, c'est vrai ; mais il porte sur une chose *apportable*. Il est affecté d'une condition potestative, c'est vrai ; mais d'une condition simplement potestative, c'est-à-dire licite.

L'apport est tombé dans la Société .Quand ? Dès que la publication a paru. Alors le droit de reproduction de la Société vient frapper la chose individualisée. Alors s'opérerait même la rétroactivité qui lie le sociétaire dès la passation du contrat de Société. Le droit de reproduction est réputé toujours avoir appartenu à la Société. L'auteur n'a donc pas pu le céder à un tiers au préjudice de celle-ci.

Voilà les principes généraux qui dominent la cause et, d'un mot, j'en tire les conséquences applicables au procès.

Quand je deviens associé de la Société des gens de lettres, j'apporte le droit de reproduction de toutes mes œuvres lorsque je ne l'ai pas antérieurement aliéné. Si j'ai fait antérieurement la cession du droit de reproduction de mes œuvres passées, il ne tombera pas dans le patrimoine de la Société des gens de lettres. Ne tombera alors dans le fonds social que le droit de reproduction de mes œuvres futures.

Voilà les principes ; appliquons-les aux deux procès.

Abordons d'abord le premier. M. Rouff exige la suppression au catalogue de la Société des gens de lettres des huit romans dont Richebourg lui a cédé la propriété. Ce sont : *Jean Loup*, *La Petite Mionne*, *Les Millions de M. Joramie*, *Le Mari*, *La Grand'Mère*, *La Dame en noir*, *La Fauvette du Moulin*, *Maman Rose*.

Les relations d'Emile Richebourg avec Rouff remontent à une époque éloignée. Le premier traité qu'il passa avec lui est du 28 août 1882. On compte depuis de nombreux contrats successifs en 1883, 1884, 1886, 1887, 1890, 1892, 1893. Pour montrer l'importance de ces opérations commerciales, on a dit, je crois, qu'en exécution de ces contrats, Rouff a versé à Emile Richebourg six à sept cent mille francs. Le traité dont nous avons à nous occuper est du 16 juin 1893. Il concerne sept des romans dont l'inscription au catalogue est incriminée.

Le ministère public en reproduit la disposition fondamentale, puis il poursuit :

Ce qui était cédé, c'était la toute propriété *en éditions* illustrées ; Richebourg n'enlevait rien de ce qu'il avait apporté à la Société des gens de lettres. Il n'y a rien ici de litigieux.

Mais le traité du 27 novembre 1897 va plus loin.

Le ministère public en reproduit la disposition principale, puis il poursuit :

Ici Richebourg paraissait céder ce qui était tombé dans le domaine de la Société, c'est-à-dire qu'en livrant à Rouff la propriété pleine et entière, *sans restriction ni réserve*, des huit romans dans toutes *les formes et dans tous les formats*, il semblait enlever à la Société des gens de lettres ce qui était déjà aux mains de celle-ci. Je dis : ce qui était tombé aux mains de celle-ci. En effet, il y a un point incontesté : Richebourg est devenu membre de la Société des gens de lettres dès 1859, c'est-à-dire bien antérieurement au contrat de 1897, qui paraissait céder à Rouff le droit de reproduction. Je dis : ce qui était tombé aux mains de la Société, parce que ces romans avaient paru bien avant 1897. Rouff peut-il maintenant enlever ce droit du fonds social et faire effacer du catalogue la liste des huit romans ?

Le traité est du 27 novembre 1897. Depuis, il s'est passé un fait considérable. Deux mois après, le 20 janvier 1898, Richebourg décédait. Or, l'article 23 des statuts déclare que l'auteur n'apporte le droit de reproduction dans la Société que *pour la durée de sa vie* et l'article 71 décide que :

« Après le décès d'un sociétaire, quoique la Société ne continue pas avec les héritiers..., néanmoins, le comité demeure à leur disposition pour sauvegarder leurs droits en ce qui concerne la reproduction. »

Mme Richebourg invoqua cette disposition des statuts. Elle donna à la Société le mandat de percevoir le droit de reproduction des huit romans incriminés. C'était un mandat salarié ; la Société retenait 15 p. 100 et versait 85 p. 100 à Mme Richebourg sur les droits acquittés par les journaux reproducteurs. C'était un simple mandat. La Société ne continuait pas avec l'héritier de l'auteur décédé. Tout ce que Richebourg avait mis dans le fonds social, avait échappé des mains de la Société des gens de lettres. Le droit de reproduction étant un droit viager disparaissait avec Emile Richebourg. La Société n'avait plus le droit de reproduction. Il était revenu aux mains de l'ayant cause d'Emile Richebourg.

Ici, la question se précise. Quel était l'ayant cause d'Emile Richebourg ? Qui succédait à la Société dans le droit de reproduction ? Etait-ce l'héritière de l'auteur, Mme Richebourg ? Etait-ce le cessionnaire du romancier, M. Rouff ? On pourrait ici supposer deux systèmes:

Il y a d'abord celui de Mme Richebourg. Elle invoque la loi de 1866 : « Pendant cinquante ans, le conjoint survivant, quel que soit le régime matrimonial et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint du régime de la communauté, à la simple jouissance des droits de l'auteur précédé. » Elle dit : « Mon mari a bien vendu à M. Rouff la pleine propriété de ses œuvres ; cette vente comprenait le droit de reproduction, c'est vrai. Mais la vente était inopérante, parce qu'elle portait alors sur un droit qui appartenait à autrui, c'est-à-dire à la Société des gens de lettres.

Il y avait, dit-on, vente de la chose d'autrui et on invoque l'art. 1599 C. civ. Cette vente est nulle; par conséquent, ce contrat n'a rien fait tomber aux mains de Rouff. Le droit de Rouff était frappé de nullité. Il n'avait rien. Or, il n'est pas intervenu de convention postérieure au traité pour lui céder quelque chose. Donc, comme Rouff n'a jamais eu le droit de reproduction, ce droit a suivi, au décès de Richebourg, l'évolution générale des biens de ce dernier. Il est passé aux mains de sa veuve. La conséquence, c'est que Mme Richebourg a le droit de re-

production, qu'elle peut donner à la Société des gens de lettres mandat de le gérer, d'insérer la liste des ouvrages à reproduire dans son catalogue, de percevoir les émoluments du droit de reproduction et d'en verser les 85 p. 100 aux mains de la veuve. Il en résulte que Rouff n'a pas la faculté de demander la suppression des huit romans du catalogue et de toucher le produit de la reproduction.

Cela, c'est le système de Mme Richebourg. Voici maintenant celui qu'on peut lui opposer au nom de Rouff :

Mme Richebourg invoque la loi de 1866, « elle a la jouissance des droits de l'auteur prédécédé ». Mais il y a une restriction dans la loi : « Pourvu, dit-elle, qu'il n'en ait pas disposé par acte entre vifs ou par testament. » Or, Richebourg en avait disposé. Par acte de 1897, il avait cédé à Rouff la pleine propriété de ces huit romans, *sans restriction ni réserve*. Il ne faut pas oublier que le droit de reproduction n'est qu'une conséquence, un attribut subsidiaire compris dans le droit de propriété, un accessoire qui marche nécessairement avec lui quand la propriété n'est pas démembrée. Le droit de reproduction aurait donc été nécessairement compris dans la cession de la toute propriété si cette propriété n'avait pas été, au moment du contrat de 1897, déjà démembrée au profit de la Société des gens de lettres. Malgré les termes exprès du traité, Rouff n'a pas eu, du moment même du contrat, ce droit de reproduction. Pourquoi ? Non pas parce que les termes du contrat ne le comprenaient pas, mais parce qu'il était déjà, pour *la durée de la vie* de Richebourg, dans le fonds de la Société des gens de lettres.

Vous dites : « Rouff n'a rien acquis, parce qu'il y avait ici vente de la chose d'autrui et que cette vente était nulle ». C'est une erreur. Pourquoi la vente de la chose d'autrui est-elle nulle ? En droit romain et dans notre ancien droit, la vente de la chose d'autrui était permise. Elle était permise parce qu'alors le contrat de vente ne transférait pas par lui-même la propriété. Il obligeait seulement le vendeur à livrer la chose vendue. J'étais, moi, vendeur, lié par le contrat, parce qu'il me revenait alors d'acheter la chose d'autrui pour vous la livrer. Si je ne le faisais pas, j'étais passible de dommages-intérêts.

Aujourd'hui, le contrat de vente est translatif de propriété par le simple échange du consentement. Je ne puis pas vous vendre la chose d'autrui, parce que je ne puis pas vous transférer la propriété de ce qui ne m'appartient pas. Si donc je vous vends la chose d'autrui, le contrat sera nul parce qu'il n'a plus d'objet.

Est-ce le cas ici ? Je vous vends la *toute propriété* de mes œuvres, c'est-à-dire la propriété avec tous ses accessoires. Et d'abord, je vous vends la propriété de mes œuvres. Cela, c'est bien à moi ; ce n'est pas la chose d'autrui. Le contrat a donc un objet ; donc, il est valable : la propriété de mes œuvres vous est transférée.

Il y a un accessoire dont vous, acquéreur, vous n'avez pas la jouissance, à savoir le droit de reproduction. C'est vrai. Pourquoi ? Non parce qu'il est exclu du contrat, mais parce que le vendeur l'avait momentanément cédé pendant un certain temps. Ne dites donc pas que le droit de reproduction n'était pas dans le contrat. Il était simplement paralysé dans son exercice. Mais supposez que cette jouissance de la Société des gens de lettres cesse par l'événement prévu. A qui ce droit fera-t-il retour ? Evidemment à l'acquéreur de la toute propriété, parce que l'accessoire ayant cessé d'être détaché fera alors nécessairement retour au principal. Prenons une comparaison. Je vous vends ma maison en toute propriété. Mais je l'avais donnée en usufruit à un ami sa vie durant. L'acquéreur devient propriétaire, mais il doit s'effacer devant l'obstacle qui lui provient du droit de l'usufruitier, L'usufruitier meurt. Direz-vous que l'usufruit va aux héritiers du vendeur ? Non ; c'est un élément de la propriété qui revient à la propriété elle-même, c'est-à-dire aux mains de l'acquéreur.

Ainsi donc, le droit de reproduction était au contrat, mais Rouff n'a pas pu en user pendant la vie de Richebourg. Richebourg décédé, le droit de reproduction est revenu à Rouff, pour ainsi dire par voie d'accession. Rouff l'a eu dans son patrimoine dès janvier 1898. Mme Richebourg n'avait aucun droit de donner pour son exercice un mandat à la Société des gens de lettres et d'en percevoir les émoluments. Rouff pouvait dès lors faire défense à la Société des gens de lettres d'inscrire les huit romans à son catalogue, d'en autoriser la reproduction et d'en percevoir les bénéfices. Il ne l'a pas fait de suite ; il le fait aujourd'hui. C'est son droit ;la Société doit s'incliner devant ses légitimes revendications.

Rouff gagnera ainsi le premier procès.

Voici maintenant le deuxième procès. La Société des gens de lettres est ici demanderesse contre Rouff. Elle lui fait défense de publier, dans ses livraisons illustrées: *Les Grands Romanciers*, les romans suivants : *Le Docteur Rouge*, de Jules Mary, et *Vendus à l'Ennemi*, de Théodore Cahu, sans avoir obtenu préalablement l'autorisation de la Société des gens de lettres et lui avoir versé les droits afférents à la reproduction. Elle demande des dommages-intérêts à fixer par état et elle sollicite qu'il soit fait défense à Rouff de continuer cette publication, sous une astreinte de 500 francs.

Rouff répond qu'il n'a pas besoin d'autorisation, parce que son droit de reproduire dans les *Illustrés*, il le tient de Théodore Cahu et de Jules Mary eux-mêmes. Ils lui ont cédé la *toute propriété* de ces romans en *Illustrés ;* ils lui ont donc cédé l'accessoire de la propriété, c'est-à-dire le droit de reproduction.

Le ministère public cite les dispositions principales des traités et poursuit :

« Eh bien, vous dit Rouff, voilà mes titres. Je tiens mon droit de l'auteur lui-même ». « C'est possible, répond la Société des gens de lettres ; mais les auteurs m'avaient cédé à moi-même ce droit antérieurement au traité qu'ils ont signé avec vous. Ils ne pouvaient pas m'exproprier. Vous m'opposez les contrats qu'ils ont passés avec vous, mais c'est *res inter alios acta* et *res inter alios acta aliis non nocet*. Votre contrat avec Jules Mary est de 1884, or celui-ci m'avait cédé son droit de reproduction à son entrée en Société, c'est-à-dire en 1878. Votre contrat avec Théodore Cahu est de 1896 ; or, ce dernier m'avait abandonné son droit de reproduction en entrant en Société, en 1886 ».

Mais Rouff réplique : « Du tout ! Vous n'avez pas été saisie, vous Société, du droit de reproduction du jour de la convention sociale, mais du jour de l'inscription au catalogue de la Société des gens de lettres. Or, les deux romans litigieux n'ont été inscrits au catalogue qu'après mes traités ».

La Société conteste cet argument en fait et en droit. En fait, elle paraît avoir prouvé que l'inscription au catalogue de *Vendus à l'Ennemi* était antérieure au traité passé avec Rouff. En ce qui concerne le *Docteur Rouge*, il y a quelques hésitations. Cependant, il semble établi

que ce roman a été inscrit antérieurement ; que cette inscription a cessé un instant parce que la publication primitive n'était pas achevée dans le *Petit Journal ;* mais elle a toujours figuré au catalogue sous le nom nouveau qu'on a donné après au roman : *Amour défendu.* Je n'insisterai donc pas sur ce point de fait. Au surplus, le grand intérêt de la question est sur le terrain du droit.

Vous dites, vous monsieur Rouff, que la Société des gens de lettres n'est pas saisie du droit de reproduction par la simple convention, mais qu'il faut encore qu'il ait inscrit le roman à son catalogue. Pourquoi? Vous êtes, à cet égard, demandeur, monsieur Rouff; il faut faire la preuve de votre prétention. Cette prétention, vous ne pouvez pas l'élever de façon arbitraire. Il faut prouver qu'elle est dans la loi : s'il y a un doute là-dessus, votre preuve n'est pas faite.

Ici, pour examiner la prétention de M. Rouff, on peut se placer à deux points de vue :

Il dit d'abord : « Le droit de reproduction dont vous vous prévalez, vous, Société, est un meuble. Vous ne pouvez être en possession de ce droit que si la délivrance s'opère par tradition réelle, ce qui suppose un *acte matériel*, et je ne le vois , dit Rouff, que dans l'inscription au catalogue ». C'est là une prétention arbitraire, car M. Rouff ne la tire ni de la loi, ni des statuts, ni de la convention des parties.

Au point de vue légal, il y a, dans son raisonnement, une confusion évidente entre la cession des effets mobiliers et des droits incorporels. Voyez la loi : « La délivrance des objets mobiliers, dit l'art. 1606, s'opère par la tradition réelle, ou par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent, ou même par le seul consentement des parties, si le transport ne peut s'en faire au moment de la vente. » Lorsqu'il s'agit, comme ici, d'un *droit incorporel*, l'art. 1607 déclare que « la tradition des droits incorporels se fait, ou par la remise des titres, ou par l'usage que l'acquéreur en fait du consentement du vendeur ». Et MM. Aubry et Rau ajoutent : « Soit au moyen de la remise des actes qui constatent le droit cédé, soit même, suivant les cas, en vertu du simple consentement du cédant à *l'exercice de ce droit par le cessionnaire.* » C'est ce que reconnaissent les auteurs. En effet, s'il n'y a pas de titres, il est évident que je puis pas remettre à l'acquéreur ce que je n'ai pas. La tradition est alors simplement incorporelle ; elle résulte du *simple consentement.*

Il ne faut pas être, Monsieur Rouff, plus exigeant pour les autres que pour vous-même. Où est la délivrance qui vous a été faite ? Vous répondez : J'ai mon traité. Mais la Société a un titre identique : son titre, il est dans la soumission générale écrite et remise par Cahu et Mary au moment de leur entrée dans la Société, qui n'a pas besoin d'être renouvelée, parce que le titre est déjà aux mains de la Société, au moment de l'apparition du roman qu'il s'agit de reproduire.

Eh bien ! soit ! dites-vous, il y a délivrance dans les rapports du sociétaire avec la Société des Gens de lettres. Le roman paraît; le droit de reproduction tombe dans la Société. Il y tombe *inter partes.* Mais y tombe-t-il également à l'égard des tiers ? C'est le second point de vue auquel s'est placé Rouff dans la défense de ses intérêts. En d'autres termes, faut-il exiger la condition supplémentaire de l'insertion des romans à son catalogue pour que la cession du droit de reproduction de ces œuvres puisse être opposée par la Société aux tiers. Me Dreyfous a soutenu que la Société n'est saisie à l'égard de ces derniers que par l'inscription à son catalogue, que, jusque là, l'auteur a pu le rétrocéder aux tiers et que l'éditeur, à qui le sociétaire l'a cédé, pourra valablement opposer son acquisition. En d'autres termes, Rouff exige deux conditions pour l'acquisition définitive, à l'égard des tiers, par la Société, du droit de reproduction : 1° la convention sociale ; 2° une sorte de tradition que la Société se ferait elle-même, en inscrivant le roman à son catalogue.

Je ne dis qu'une chose ; c'est la confusion des principes les plus formels de notre droit civil.

Remontons encore, si vous le voulez, à ces principes. Quant, autrefois ,en droit romain et dans notre ancien droit français, la vente était un contrat solennel, il fallait deux choses pour l'opérer : 1° une convention; 2° une tradition. Les rédacteurs du Code civil firent de la vente un contrat consensuel. « La propriété se transmet par le simple consentement »; elle se transmet par le simple consentement, non seulement entre les parties, mais encore à l'égard de tous. C'est un principe essentiel. Mais il est possible que le vendeur, resté nanti de la chose vendue, *apparente et matérielle*, en profite pour tromper les tiers; qu'il la vende une deuxième fois et en touche le prix. N'accordera-t-on pas une protection au second acquéreur de bonne foi ? Le législateur se posa la question et il apporta trois exceptions au principe :

La première date seulement de l'année 1855. Elle est relative aux *immeubles*. Quand, avant 1855, je vendais un immeuble deux fois successivement, la première vente était opposable au deuxième acheteur. Le premier acquéreur était devenu propriétaire incommutable à l'égard de tous. Depuis 1855, le premier acheteur est devenu toujours propriétaire à l'égard du vendeur, par le seul consentement, mais il ne le sera à l'égard du deuxième acquéreur que s'il a, avant lui, opéré la transcription. Mais cela n'est relatif qu'aux *immeubles.* Et Me Dreyfous se trompe deux fois si, à l'imitation de cette loi, il veut imposer une formalité arbitraire, l'inscription au catalogue, en ce qui concerne un droit mobilier.

La deuxième exception est dans les art. 1141 et 2279 du C. civ. Si je vends deux fois successivement un meuble, il appartiendra à l'acquéreur auquel je l'ai livré. Mais, d'une part, les art. 1141 et 2279 ne sont relatifs qu'aux meubles *corporels* ou aux droits incorporels, dont la valeur est *matérialisée par un signe apparent et corporel*, par exemple les actions et les billets de banque. Ils ne s'appliquent qu'aux choses qui se transmettent de la main à la main. Il n'est jamais venu à l'esprit d'un jurisconsulte qu'ils puissent concerner un droit de propriété littéraire. D'un autre côté, quelle tradition Richebourg vous a-t-il faite ? On comprend l'art. 2279 lorsque le vendeur, resté propriétaire, revend le meuble à un deuxième acquéreur et le lui livre matériellement. Mais quelle tradition matérielle Richebourg vous a-t-il faite à vous, Rouff ? Il vous a cédé le droit de reproduction par contrat. Il l'avait fait avant à la Société des Gens de lettres. Vos conditions sont égales par les moyens employés. Seulement, la Société des Gens de lettres a sur vous le bénéfice de l'antériorité.

La troisième restriction légale au principe, en faveur des tiers est relative aux droits incorporels ; mais elle concerne seulement la cession de créance. Aux termes de l'art. 1689, dans le transfert d'une créance, la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la

remise du titre. Mais *quid* à l'égard des tiers ? L'art. 1690 dit : « Le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport fait au débiteur. » Voilà la seule hypothèse dans laquelle la loi prend des garanties en faveur des tiers dans la cession des droits incorporels, la cession réalisée *inter partes* pourra toujours, sans autres exigences spéciales, être opposée à tous.

Ainsi, l'exigence de l'inscription au catalogue, elle n'est pas dans la loi. Elle n'est pas non plus dans les statuts. Et ici, il y a une confusion matérielle que le tribunal se gardera de faire. L'art. 3 des statuts de la Société des Gens de lettres dit que « tout homme de lettres français qui désire faire partie de la Société doit fournir : 1° son acte de naissance; 2° la nomenclature de ses œuvres, avec indication de celles qu'il met dans la reproduction et de celles qu'il excepte. » Vous comprenez pourquoi le sociétaire doit fournir cette liste. C'est que, au moment où il entre dans la Société, il n'est pas tenu d'y apporter le droit de reproduction de toutes ses œuvres; il peut y introduire seulement celles qu'il lui plaît. Alors il faut bien qu'il en dresse la nomenclature pour spécialiser son apport. L'art. 23, au contraire, suppose le sociétaire entré en Société et, statuant sur ses œuvres futures, il dit qu'il apporte en Société le droit de reproduction de ses œuvres, de toutes ses œuvres, qui sont ainsi spécialisées dans leur universalité, à moins qu'il n'oppose plus tard, pour l'une ou quelques-unes d'elles, *une interdiction*, qui ne s'impose pas seulement à la Société, mais encore à lui-même.

Ainsi, pour les œuvres futures, seules discutées dans ce procès, le sociétaire n'a plus besoin de remettre une nomenclature pour les faire entrer dans le fonds social, mais seulement pour les en faire sortir. Vous vous garderez donc de confondre les deux hypothèses. Les confondît-on, du reste, que cela ne servirait même pas la thèse de M. Rouff. Car, si j'apporte une liste de mes œuvres, c'est pour préciser les droits de la Société *inter partes;* cela ne veut pas dire que, pour l'opposer aux tiers, l'insertion au catalogue soit nécessaire.

Ainsi donc, la cession faite par les sociétaires Mary et Cahu à la Société des Gens de lettres était, non seulement valable, mais encore opposable aux tiers.

Mais, dites-vous, l'inscription au catalogue, pourquoi a-t-elle été exigée? Son objet? Le voilà. Elle n'a pas été indiquée entre les parties comme une condition de l'acquisition du droit. Elle n'ajoute rien au contrat. Elle a seulement un but qui est d'avertir les tiers, c'est-à-dire les journaux, afin de leur faire savoir à l'occasion de quels romans ils auront à traiter avec la Société des gens de lettres. Cela est évident de lui-même, et il n'y a, pour s'en persuader, qu'à voir le titre inséré à la *Chronique*, en tête des ouvrages qui y sont mentionnés : « *Ouvrages pouvant être reproduits par les journaux ayant un traité avec la Société des Gens de lettres.* »

Voilà le but de l'inscription au catalogue. Il importe peu que moi, Société des Gens de lettres, j'aie ou non inscrit le roman au catalogue. Ce n'est pas l'inscription qui me fait acquérir le droit de reproduction à l'égard des tiers. Ce droit, je l'ai acquis dès la convention sociale, et *cela à l'égard de tous*. La propriété se transfère par la simple convention, non seulement entre les parties, mais encore à l'égard des tiers. Quand la loi a voulu imposer une autre condition spéciale pour la faire acquérir à l'égard de tous, par exemple, la transcription ou la possession, ou la signification, elle l'a dit. Mais ces dispositions sont exceptionnelles. On ne peut pas en étendre les limites. Nous ne sommes pas dans ces hypothèses. Donc, il faut revenir aux principes.

Je me hâte de me résumer sur ce point particulier. Me Dreyfous exige la condition d'inscription au catalogue pour permettre à la Société des gens de lettres d'opposer son droit de reproduction aux tiers. Où est cette condition ? Dans la loi ? Elle n'y est pas. Dans les statuts ? Elle n'y est pas davantage. Dans la convention sociale ? Le silence le plus absolu a été gardé à cet égard. Donc, je conclus que sa prétention est arbitraire.

J'ai ainsi examiné le premier aspect de la question : les *rapports de la Société avec les tiers*, c'est-à-dire avec les cessionnaires postérieurs à l'entrée de l'auteur dans la Société. La Société peut opposer l'acquisition de son droit de reproduction dans les *Illustrés* aux traités passés par J. Mary et Th. Cahu avec Rouff. Mais ces traités, est-ce que nous les déchirons ? N'ont-ils rien produit ? Ici, examinons quels effets ont produit *inter partes* les traités de cession consentis à Rouff par Jules Mary et Théodore Cahu. Il n'y a ici aucune difficulté.

La Société des Gens de lettres touche, pour la reproduction des romans des sociétaires dans les journaux politiques ou illustrés, un tantième. Sur ce tantième, elle prélève 15 %, c'est le prix de ses soins; elle verse au sociétaire 85 %, c'est le revenu de leur propriété. Il est évident que la Société, ne pouvant être dépouillée de son droit, ne pourra être privée du bénéfice qu'il représente. Elle touchera toujours 15 % sur les reproductions faites dans les journaux illustrés de Rouff. C'est précisément ce qu'elle réclame à ce dernier. Mais J. Mary et Th. Cahu ont cédé à cet éditeur tout le bénéfice qu'ils pouvaient retirer de cette reproduction, puisqu'en ce qui les concerne, ils ont cédé la toute propriété de leur œuvre dans les *Illustrés*. Ils avaient le droit de le faire. Donc Rouff gardera les 85 % du tantième, et il sera libéré en versant à la Société des Gens de lettres les 15 % du montant de son droit. Ajoutez que si Rouff était de bonne foi, s'il ignorait la cession antérieure à la Société du droit de reproduction, il pourra même se faire indemniser par ses cédants pour ce droit qu'il est obligé de verser.

Voilà la solution du second procès.

En résumé, dans le débat, maintenant circonscrit entre Rouff et la Société des Gens de lettres, le procès doit être solutionné par la règle de l'antériorité. Quand J. Mary est-il entré dans la Société ? Le 18 mars 1878. Quand Th. Cahu est-il entré dans la Société ? Le 25 janvier 1886. Quelle est la date du traité de Mary ? Le 4 janvier 1884. Quelle est celle du contrat de Cahu ? Le 7 décembre 1896. C'est-à-dire que J. Mary et Th. Cahu cédaient le droit de reproduction déjà tombé dans le domaine de la Société des Gens de lettres et qu'ils ne pouvaient pas ainsi l'en dépouiller.

Mais Me Dreyfous a présenté un dernier argument. Vous voulez, disait-il, trancher le procès par l'antériorité. Eh bien, c'est moi qui l'ai, l'antériorité ! La cession à la Société des Gens de lettres de votre droit de reproduction n'a pas *reçu date certaine*. Mes traités au contraire ont été enregistrés. Vous ne pouvez pas m'opposer, vous, Société, la cession qui vous a été faite; moi, je puis vous opposer la mienne. L'art. 1328 C. civ. dit, en effet, que « les actes sous seings privés n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés. » Mais Me Dreyfous avait à peine invoqué ce

texte qu'il disait : « Je n'aime pas cet argument. » Je le crois bien. Vous auriez mieux fait de ne pas le produire, car il n'est pas généreux et ne s'applique pas à l'espèce.

L'honorable avocat a fait ici une confusion manifeste. Il a confondu l'acte productif d'effets avec l'acte, moyen d'administrer la preuve. Vous ne contestez pas, en réalité, vous, Me Dreyfous, la date d'entrée de Jules Mary et de Th. Cahu dans la Société des Gens de lettres. Vous dites seulement que cette entrée n'a pas date certaine, tandis que votre traité de cession a date certaine. Donc, vous devez, ajoutez-vous, être préféré à la Société dans les effets de la cession. Ce serait le renversement des principes.

Vous ne pouvez même pas invoquer la date certaine de vos traités, même au point de vue de la preuve. Et en voici la raison. Pourquoi le législateur a-t-il écrit l'art. 1328 ? Il a voulu prévenir une fraude. Supposez, par exemple, que mon vendeur m'ait cédé un droit incorporel. Le contrat est constaté par un acte. La date a été apposée au bas de l'acte sous seings privés, par exemple le 7 décembre 1896. Mais il veut me dépouiller et vend postérieurement le même droit à une autre personne, et on antidate l'instrument du contrat ; on met, par exemple, 25 janvier 1886. La loi a voulu me garantir de la fraude, et elle m'a permis de donner, par l'enregistrement, la date certaine opposable aux tiers.

Ainsi réglé, l'art. 1328 ne sera évidemment opposable qu'aux actes soupçonnés de fraude. Comment voulez-vous l'opposer à la Société des Gens de lettres, quand vous ne songez pas, quand vous ne pouvez même pas songer à contester la date de l'apport de Th. Cahu et de Jules Mary dans la Société ? Vous détournez l'art. 1328 de son but pour l'appliquer à une hypothèse que la loi n'a pu, ni voulu prévoir.

L'antériorité appartient donc à la Société des Gens de lettres. Elle résulte d'une date, donc personne ne peut contester la sincérité. Elle provient, non d'un sous seing privé comme le vôtre, mais d'un acte que la pratique n'a jamais soumis à l'enregistrement; à savoir les registres, les délibérations et les contrôles de la Société. Vous ne pouvez donc même pas vous prévaloir contre elle de l'omission d'une formalité que rien ne lui imposait.

J'ai fini, Messieurs. La Société des Gens de lettres gagnera son procès contre Rouff comme Rouff gagnera le sien contre la Société des Gens de lettres. Rouff sera tenu de lui demander l'autorisation de publier les deux romans dans ses *Illustrés* et de lui verser les 15 % représentatifs de son droit. Il gardera les 85 % qui devraient revenir à Jules Mary et Théodore Cahu, mais que ceux-ci lui ont implicitement cédés.

Voilà les solutions auxquelles nous conduisent les principes fondamentaux du droit.

Maintenant, en ce qui concerne le simple élément de fait, c'est-à-dire le dommage, quelles sommes attribuerez-vous à titre de dommages-intérêts à l'une et à l'autre des parties ? C'est un point matériel que j'abandonne à l'appréciation du Tribunal, la quotité des dommages qui ne paraît pas encore suffisamment précisé me semblant devoir être fixé par état.

Sauf sur un point particulier, relatif à la question de savoir si, lorsque le sociétaire a apporté à la Société des Gens de lettres le droit de reproduction de ses œuvres cet apport et l'acquisition qui en résulte peuvent être opposés aux tiers, indépendamment de l'inscription de l'œuvre au catalogue de la Société, le tribunal a statué conformément à ces conclusions par les deux jugements suivants :

Première espèce.

LE TRIBUNAL,

Sur la demande de jonction des instances :

Attendu que ni l'objet du litige, ni les parties en cause ne sont les mêmes dans les deux instances pendantes entre la Société des Gens de lettres et la Société des publications Jules Rouff et Cie;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de joindre lesdites instances;

Au fond :

Attendu que la Société des publications Jules Rouff et Cie se prétendant, aux termes de divers contrats, propriétaire sans restrictions ni réserves des romans d'Emile Richebourg intitulés : *Jean Loup*, la *Petite Mionne*, les *Millions de M. Joramie*, le *Mari*, la *Grand'mère*, la *Dame en noir*, la *Fauvette du moulin* et *Maman Rose*, demande que la Société des Gens de lettres soit contrainte à supprimer de son catalogue les huit romans susénoncés et condamnée à lui payer une somme de 200.000 francs à titre de dommages et intérêts;

Attendu que la Société des Gens de lettres soutient qu'Emile Richebourg qui était un de ses sociétaires, lui avait antérieurement fait apport du droit d'autoriser la reproduction de ces ouvrages, et, qu'en conséquence, les contrats qui lui sont opposés sont inopérants à son égard;

Attendu que le règlement intérieur de la Société des Gens de lettres, accepté par Emile Richebourg lors de son entrée dans la Société, le 8 août 1859, comprend notamment les articles ci-après :

« Art. 3. — Tout homme de lettres... doit fournir... 2° la nomenclature de ses œuvres avec indication de celles qu'il met dans la reproduction, et de celles qu'il excepte.

Art. 23. — Chaque sociétaire, en vertu du droit qui lui est reconnu par la loi du 19 juillet 1793, apporte dans la Société pour la durée de sa vie, pour être exploité en commun, son droit d'autoriser les journaux, revues et recueils périodiques français ou publiés en langue française à l'étranger, à reproduire ses œuvres publiées dans d'autres journaux, recueils ou volumes.

« Art. 24. — L'apport en Société n'oblige pas les sociétaires à placer toutes leurs œuvres dans le domaine de la reproduction. Il leur est loisible d'interdire la reproduction d'une ou plusieurs de ces œuvres en publiant, dès le début de la publication, l'avis suivant : « Reproduction interdite. », l'auteur signale en même temps, cette réserve au siège social.

« Art. 25. — L'auteur peut toujours, par une déclaration écrite adressée au Comité, autoriser une reproduction qu'il aurait d'abord interdite, mais quand, par l'absence de cet avis d'interdiction, il a placé son œuvre dans le domaine de la reproduction, il ne peut plus l'en retirer.

« Art. 29. — Les sociétaires ou adhérents ne peuvent donner aux journaux non abonnés, quels qu'ils soient, mêmes illustrés ou clichés, aucune autorisation de reproduire ; ils ne peuvent faire à ce sujet aucun traité. Ce droit est exercé par le Comité seul...

Art. 30. — Toute autorisation donnée par un sociétaire en violation des art. 23 et 26 pour la reproduction

de tout ou partie d'une ou plusieurs de ses œuvres est absolument nullle à son égard et vis-à-vis de celui auquel elle aurait été donnée.

« Art. 23. — Lors même qu'un sociétaire vend à un éditeur son œuvre en toute propriété, cette vente ne peut comprendre le droit d'autoriser la reproduction dans les journaux ou recueils périodiques, quelle que soit la forme de la première publication, ce droit n'appartenant plus à l'auteur qui l'a apporté à la Société; cette vente ne saurait non plus donner à l'éditeur aucune participation au prix de la reproduction qui reste tout entière dans le domaine de la Société.

« Art. 71. — Après le décès d'un Sociétaire, quoique la Société ne continue pas avec ses héritiers..., néanmoins le comité demeure à leur disposition pour sauvegarder leurs droits, en ce qui concerne la reproduction;

Attendu que de la combinaison de ces articles, il ressort :

1° Que le sociétaire apporte à la Société le droit d'autoriser dans les journaux ou périodiques non illustrés, la reproduction de tout ou partie de ses œuvres, s'il n'a pas disposé antérieurement de ce droit;

2° Que pour les journaux ou périodiques illustrés, assimilés par l'art. 29 aux journaux clichés, une double autorisation est nécessaire, celle de l'auteur, en ce qui concerne l'illustration, et celle de la Société, en ce qui concerne le texte;

3° Que tout apport impliquant généralement un transfert de la propriété d'un objet déterminé, ce transfert s'opère par la remise d'une nomenclature des ouvrages sur lesquels le sociétaire fait abandon de son droit relatif à la reproduction, nomenclature qui est portée à la connaissance des tiers par l'inscription au catalogue et à la chronique de la Société;

4° Que ce n'est qu'à partir de ce transfert, que le sociétaire perd la faculté de disposer de son droit d'autoriser la reproduction de ses œuvres au profit d'autrui, et ce, tant qu'il reste engagé dans les liens de la Société;

5° Que si nonobstant son engagement, il a conféré des droits touchant à la reproduction à des tiers, ceux-ci ne peuvent s'en prévaloir à l'encontre de la Société, qu'à partir du jour où il a cessé de faire partie de ladite Sosiété, sous réserve de l'action en dommages et intérêts qui peut s'ouvrir à leur profit;

6° Qu'en ce qui concerne les œuvres futures le sociétaire n'en peut faire actuellement l'apport à la Société, puisqu'il ne peut transférer la propriété d'une chose encore inexistante; qu'il prend seulement l'engagement de transférer le droit d'autoriser la reproduction de son œuvre lorsqu'elle sera produite, engagement qui constitue une obligation de faire susceptible en cas de non-exécution de se résoudre en dommages-intérêts; que ce transfert s'opérera par une note ou nomenclature dont il sera fait état à la chronique et au catalogue;

7° Qu'en cas de réserve de son droit de reproduction, il mentionnera au début de la publication « Reproduction interdite », et avisera en même temps de cette réserve le siège social;

Attendu qu'il échet de faire application de ces principes aux contestations que soulève l'nstance actuelle;

Attendu que par traités, en date du 28 août 1882, 17 novembre 1883, 31 décembre 1884, 27 février 1886, 7 février 1887, 12 mai 1890, 20 juin 1892 et 16 juin 1893, Emile Richebourg a vendu à Jules Rouff, pour une durée de dix années, la toute propriété illustrée des romans intitulés *Jean Loup*, la *Petite Mionne*, les *Millions de Monsieur Joramie*, le *Mari*, la *Grand'Mère*, la *Dame en Noir*, la *Fauvette du Moulin*, *Maman Rose;*

Attendu qu'il est stipulé dans chacun de ces traités, que le vendeur ne pourra, pendant le laps de temps fixé, autoriser la reproduction des romans susvisés dans aucun journal ou recueil illustrés;

Attendu que par un traité en date du 16 juin 1893, Richebourg a cédé à Jules Rouff, à titre définitif, la toute propriété en éditions illustrées desdits romans;

Attendu que la convention énonce : « que Richebourg vend la pleine et entière propriété sans restrictions ni réserves, en éditions illustrées » de ses ouvrages... « qu'au moyen des présentes, Jules Rouff et Cie auront seuls le droit de publier en éditions illustrées, de quelque format que ce soit et sous quelque forme que ce soit, les ouvrages ci-dessus vendus... »; « que Jules Rouff et Cie auront également seuls le droit d'autoriser des reproductions ou des traductions avec illustrations ou dans les recueils illustrés de quelque forme que ce soit »;

Attendu qu'un traité, en date du 15 octobre 1894, précise la portée de la convention précédente et spécifie : que Richebourg n'aura le droit de reproduire les huit ouvrages ci-dessus indiqués par lui vendus à MM. Jules Rouff et Cie : 1° qu'en volumes de quelque format que ce soit, mais sans aucune illustration; 2° qu'en feuilleton, mais dans les journaux politiques seulement;

Attendu qu'un dernier traité, en date du 27 novembre 1897, complétant le précédent, cède à Jules Rouff et Cie « la pleine propriété sans restrictions ni réserves dans toutes formes et dans tous les formats illustrés ou non, des ouvrages énoncés dans l'acte du 16 juin 1893 »;

Attendu que les termes formels de ces contrats démontrent que Richebourg a bien cédé à Rouff et Cie, d'abord à titre temporaire, la toute propriété illustrée, y compris le droit d'autoriser les reproductions avec illustrations, puis, définitivement, la pleine propriété sans restrictions ni réserves, des ouvrages litigieux;

Attendu, toutefois, qu'à une époque antérieure aux traités, le droit d'autoriser la reproduction de ces ouvrages avait été apporté par Richebourg à la Société des Gens de lettres, ainsi qu'en font foi la chronique et le catalogue de la Société, documents dont la date ne saurait être considérée comme incertaine, en raison de la publicité dont ils sont entourés;

Attendu que la même chose n'ayant pu être l'objet de deux cessions successives, les traités se sont trouvés inopérants à l'égard de la Société des Gens de lettres, en ce qu'ils lèsent les intérêts personnels de celle-ci;

Mais attendu que Richebourg n'était engagé vis-à-vis de la Société défenderesse, que pour la durée de son existence; qu'à partir de son décès, survenu le 25 janvier 1898, aucun obstacle ne s'est plus opposé à l'exécution des traités par lui passés;

Attendu que l'adhésion donnée le 31 mai 1898 par la dame veuve Richebourg, légataire universelle de son mari, à la Société des Gens de lettres, et le privilège par elle consenti à ladite Société, d'autoriser la reproduction des œuvres d'Emile Richebourg, n'a pu avoir pour effet de faire revivre un droit qui se trouvait éteint;

Attendu, du reste, qu'un jugement de cette Chambre, en date du 13 juillet 1901, rendu contradictoirement avec la dame Richebourg et la Société des gens de lettres, confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 11 décembre 1902, a déjà reconnu le droit de propriété absolu de la Société de publication Jules Rouff et Cie, sur le roman intitulé *La Dame en Noir*, l'un des

ouvrages susvisés, et, implicitement, sur les sept autres;

Attendu que la Société des Gens de lettres, dans ces instances, n'a pas contesté ce droit, et, sur l'appel interjeté, s'est bornée à prendre des conclusions tendant à la confirmation du jugement de première instance;

Attendu, en conséquence, que c'est abusivement et sans droit, que la Société défenderesse, depuis le décès d'Emile Richebourg, s'obstine à maintenir à son catalogue et à sa chronique, les ouvrages litigieux et à en tirer profit;

Attendu qu'en agissant ainsi, elle cause à la Société demanderesse un préjudice dont elle lui doit réparation;

Attendu que le tribunal ne trouve pas dans les documents qui lui sont soumis les éléments d'appréciation suffisants pour arbitrer ce préjudice;

Par ces motifs,

Dit que dans la huitaine de la signification du présent jugement, la Société des Gens de lettres sera tenue de supprimer de son catalogue les huit romans d'Emile Richebourg, intitulés *Jean Loup*, la *Petite Mionne*, les *Millions de Monsieur Joramie*, le *Mari*, la *Grand'Mère*, la *Dame en Noir*, la *Fauvette du Moulin* et *Maman Rose;*

Faute par elle de ce faire, dans ledit délai, la condamne à payer à la Société des publications Jules Rouff et Cie, la somme de 500 francs par jour de retard, pendant un mois, passé lequel délai il sera fait droit;

Et pour le préjudice causé à ce jour;

Condamne la Société des Gens de lettres à payer à la Société des publications Jules Rouff et Cie une somme de dommages et intérêts à fixer par état;

La condamne aux dépens.

Deuxième espèce.

LE TRIBUNAL,

Attendu que par les motifs énoncés au précédent jugement, il n'y a pas lieu de joindre les deux instances pendantes entre la Société des Gens de lettres et la Société de publications Jules Rouff et Cie;

Au fond :

Attendu que la Société des Gens de lettres, Théodore Cahu et Jules Mary prétendent que c'est sans droit que la Société défenderesse fait paraître dans un journal illustré intitulé : *Les Grands Romanciers*, les œuvres suivantes : *Maman Rose*, d'Emile Richebourg; le *Docteur Rouge*, de Jules Mary; *Vendus à l'Ennemi*, de Théodore Cahu, et demandent qu'elle soit contrainte à cesser ces publications et condamnée à leur payer des dommages-intérêts;

Attendu qu'il n'y a plus lieu de statuer, en ce qui concerne le roman d'Emile Richebourg, intitulé *Maman Rose*, sur lequel le droit de propriété absolu de la Société Jules Rouff vient d'être reconnu par le jugement précédemment rendu;

Attendu, en ce qui concerne les autres romans, que la Société des gens de lettres invoque, à l'appui de sa prétention, des articles de son règlement intérieur, aux termes desquels Jules Mary et Théodore Cahu, en entrant dans la Société, lui auraient fait apport du droit d'autoriser la reproduction desdits ouvrages;

Attendu que ce règlement accepté par Théodore Cahu et Jules Mary, lors de leur entrée dans la Société, comprend notamment les articles suivants : (Voir ces articles au précédent jugement);

Attendu qu'il échet de faire application de ces principes aux contestations que soulève l'instance actuelle;

Attendu que par deux traités, l'un en date du 4 janvier 1884, ayant pour objet le *Docteur Rouge*, l'autre du 7 décembre 1896, s'appliquant à *Vendus à l'Ennemi*, la Société de publications Jules Rouff et Cie a acquis de Jules Mary et Théodore Cahu la toute propriété de ces deux ouvrages; que Théodore Cahu ne pourra faire ni autoriser la reproduction du roman *Vendus à l'Ennemi* dans aucun journal ou recueil illustrés; que l'auteur se réserve seulement la reproduction en feuilletons, dans les journaux politiques et non illustrés, ainsi que le droit de publier en volumes non illustrés;

Attendu que les termes de ces contrats démontrent que Jules Mary et Théodore Cahu avaient cédé la toute propriété illustrée des deux ouvrages avec illustrations sans aucune espèce de restriction ;

Attendu qu'à la date du 7 décembre 1896, Théodore Cahu n'avait pas transféré à la Société des Gens de lettres le droit d'autoriser la reproduction de son roman *Vendus à l'Ennemi*, puisque celui-ci ne figurait alors ni au catalogue, ni à la chronique;

Attendu que l'auteur avait donc, à cette époque, le droit de céder la toute propriété illustrée de l'ouvrage susvisé, y compris le droit d'autoriser la reproduction avec illustration;

Attendu qu'ayant disposé de ce droit, il ne lui était plus loisible d'en opérer le transfert ultérieurement à la Société demanderesse;

Attendu, en ce qui concerne le roman de Jules Mary, le *Docteur Rouge*, qu'il appert des documents versés aux débats que cette œuvre figurait parmi les ouvrages reproductibles à la chronique de novembre 1883, c'est-à-dire à une époque antérieure au traité passé avec la Société Jules Rouff;

Attendu qu'on en doit induire que Jules Mary, à cette époque, avait cédé à la Société des gens de lettres le droit d'autoriser la reproduction du *Docteur Rouge;*

Attendu que la même chose n'ayant pu faire l'objet de deux cessions successives, le traité du 4 janvier 1884 se trouve inopérant à l'égard de la Société des Gens de lettres, mais dans la mesure seulement où il lèse ses intérêts, c'est-à-dire jusqu'à concurrence des 15 % qui constituent sa part dans la redevance afférente au droit d'autoriser la reproduction;

Attendu, en ce qui concerne les deux auteurs, que ceux-ci ayant cédé la toute propriété illustrée des œuvres ci-dessus, ne sauraient prétendre à aucune redevance pour droit de reproduction;

Attendu qu'il suit de là que c'est à tort que la Société demanderesse s'oppose à la publication illustrée par la Société Jules Rouff du roman de Théodore Cahu : *Vendus à l'Ennemi;*

Attendu que c'est à juste titre, au contraire, qu'elle met obstacle à la reproduction par la même Société du roman de Jules Mary, le *Docteur Rouge;*

Attendu que le tribunal n'a pas les éléments d'appréciation suffisants pour arbitrer le préjudice causé de ce dernier chef;

Par ces motifs,

Dit n'y avoir plus lieu de statuer en ce qui concerne le roman d'Emile Richebourg;

Déclare la Société des Gens de lettres et Théodore Cahu mal fondés dans leur demande en ce qui touche le roman intitulé *Vendus à l'Ennemi*, les en déboute;

Déclare, au contraire ladite Société et Jules Mary

bien fondés dans leur action relative au roman portant pour titre le *Docteur Rouge;*

Fait en conséquence défense à la Société Jules Rouff et Cie de continuer ladite reproduction sans payer la redevance due à la Société des gens de lettres, sous une astreinte de 100 francs par chaque contravention constatée;

Et pour le préjudice causé à ce jour, la condamne à une somme de dommages et intérêts à fixer par état;

Fait masse des dépens pour être supportés un tiers par Théodore Cahu et les deux autres tiers de moitié par la Société des Gens de lettres et Jules Mary, d'une part, et par la Société des publications Jules Rouff, d'autre part;

Rejette le surplus des conclusions prises de part et d'autre.

M. Morizot-Thibault sub. proc. Rép. — Mes Georges Dreyfous; Michel Pelletier; Mack et Vidal-Naquet av.

NOTE. — I-II et III. — Sur les trois premiers points : Voir les conclusions ci-dessus reproduites de M. le substitut Morizot-Thibault.

Sur la nature et l'étendue du droit conféré à la Société des Gens de lettres par ses adhérents : V. Dalloz, Répert. Supplément V° Propriété littéraire et artistique, n° 96; — *Adde :* Paris 2 août 1872 (D. 72.2.226); Cass. 6 août 1873 (D. 73.1.404). D'ailleurs la jurisprudence a déjà consacré le droit pour cette Société de poursuivre ceux qui, sans son autorisation, reproduisent les œuvres des auteurs qui ont traité avec elle : V. en ce sens : Lyon 14 mars 1895 (D. 96.2.138); Trib. com. Seine 15 avril 1882 (Gaz. Pal. 82.2.55); Trib. civ. Montluçon 7 février 1896 (D. 96.2.503); *Adde :* Pouillet, Traité de la propriété littér. et artist., n° 274.

Quant au point de savoir à quel moment le droit d'autoriser la reproduction appartenant à la Société des Gens de lettres devient opposable aux tiers avec qui l'auteur aurait traité postérieurement, nous n'hésitons pas à préférer à la thèse consacrée par le tribunal celle que l'honorable M. Morizot-Thibault avait défendue au cours de ses conclusions. Nous pensons, en effet, avec lui, que rien, ni dans la loi, ni même dans les statuts de la Société des Gens de lettres, ne permet d'affirmer qu'une inscription au catalogue soit, en outre de l'adhésion de l'auteur, nécessaire pour investir la Société d'un droit opposable aux tiers. Comp. : Pand. franç., de Rivière, V° Propriété littér. et artist., n° 1721. Sur la cession des œuvres futures en général, V° Pand. franç. *cod. verb.*, nos 1740 et suiv.

IV. — Sur le quatrième point. — Il est évident que le droit d'autoriser la reproduction d'une œuvre littéraire n'est qu'un accessoire, un démembrement de la propriété littéraire. Mais si le contrat qui lie les adhérents de la Société des Gens de lettres à celle-ci n'a qu'une durée limitée à la vie de l'auteur, quand ce dernier vient à décéder, *ipso facto* le droit de la Société prend fin et la faculté d'autoriser la reproduction se réunit à la propriété littéraire elle-même aux mains de celui à qui l'auteur avait cédé celle-ci. D'où il suit que si, postérieurement à son entrée dans la Société des Gens de lettres, un auteur a cédé à un tiers la propriété de ses œuvres, ce tiers se trouve au moment même du décès de son cédant et par le seul effet de ce décès investi du droit d'autoriser la reproduction. Par conséquent l'adhésion nouvelle de l'héritier ou du légataire universel de l'auteur à la Société ne peut avoir pour effet de faire renaître au profit de celle-ci un droit qui s'était définitivement éteint.

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

23 juillet 1906.

Présidence de M. Tanon.

MARIN-MARINE. — DÉSERTION. — SANCTIONS CIVILES. — ATTRIBUTION DE LA SOLDE. — ARMATEUR. — CONDAMNATION NON EXIGÉE.

Les dispositions des art. 65 et 66 du décret du 24 mars 1852 complété par la loi du 15 avril 1898 réglant l'attribution de la solde des marins en cas de désertion visent uniquement le fait de désertion et ne subordonnent pas le droit de rétention conféré à l'armateur sur partie de ladite solde à la condamnation du marin par le tribunal commercial maritime; autrement, il faudrait dire que la défense des intérêts civils de l'armement serait laissée à l'arbitraire de l'administration qui seule peut convoquer les tribunaux maritimes et mettre en mouvement l'action publique.

Etat c. Société des Voiliers français.

L'administration de la Marine s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de Cherbourg du 16 décembre 1904, rendu au profit de la Société des Voiliers français.

Elle a invoqué à l'appui de son pourvoi le moyen suivant : « Violation de l'art. 69 du décret-loi du 24 mars 1852, modifié par la loi du 15 avril 1898, par fausse application de l'art. 65 du même décret, ensemble de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 par défaut de motifs et manque de base légale, en ce que le jugement attaqué a décidé que la partie de la solde des marins déserteurs attribuée à l'armement par ledit texte était acquise à celui-ci du jour même de l'absence, par ce seul fait et avant qu'aucune décision eût déclaré le matelot déserteur, alors qu'on ne peut légalement considérer comme déserteur que le marin qui a été l'objet d'une poursuite et contre lequel est intervenue une condamnation. »

M. l'avocat général Feuilloley a conclu devant la cour dans les termes suivants :

« La solution de cette affaire est attendue avec une égale impatience par le ministère de la Marine et par le Syndicat des Armateurs français.

« Il s'agit, en effet, d'une question de principe et la décision que vous allez rendre est appelée à mettre fin à une récente et regrettable difficulté qui s'est élevée entre le service de l'Inscription maritime et l'Armement, à l'occasion de la répartition des salaires dus, au moment de leur désertion, aux marins déserteurs de la Marine marchande.

« Ce conflit est né de l'application d'une circulaire ministérielle du 6 mai 1903 qui, rapportant les instructions antérieures, a modifié une pratique qui avait plus de 50 années d'existence.

« L'article qu'il s'agit d'interpréter est l'art. 69 du décret-loi du 24 mars 1852 intitulé : « Décret disciplinaire et pénal pour la Marine marchande. » Pour en déterminer le sens et la portée, il convient de ne pas l'isoler des articles qui le précèdent et qui le suivent.

« L'art. 65 « répute déserteurs » et punit d'une peine d'emprisonnement les gens de mer, marins, mécaniciens, chauffeurs, etc.,qui, dans un port de France, s'ab-

sentent sans permission pendant deux fois 24 heures de leur navire ou laissent partir leur navire sans se rendre à bord.

« L'art. 66 aggrave la peine d'emprisonnement lorsque le fait de désertion est commis dans un port étranger ou dans les Colonies françaises, mais le fait demeure le même. Pour le caractériser, l'art. 66 emploie, comme avait fait l'art. 65, l'expression : « Sont réputés « déserteurs. »

« L'art 69 ajoute à la pénalité d'emprisonnement une pénalité civile *sui generis*, la perte de la solde due au « déserteur » au « jour du délit ». Il faut retenir dans ce texte les mots « délit » et « déserteur » qui remplacent l'expression « réputé déserteur » employée dans les articles précédents.

« Enfin, l'art. 70 est relatif à la *complicité* de la désertion. Le mot « complicité » est également à retenir, car il indique bien que la désertion est un délit et non une simple infraction contraventionnelle. C'est d'ailleurs un point sur lequel nous sommes complètement d'accord avec le pourvoi.

« Tels sont les textes qui sont le siège de la matière.

« Depuis 1852 jusqu'à la circulaire ministérielle du 6 mai 1903, aucune difficulté ne s'était élevée entre l'administration de la Marine et l'Armement relativement à l'application de cette pénalité civile. Lors du désarmement, après le voyage effectué, le capitaine remettait aux bureaux de l'Inscription maritime un état des gens de mer qui avaient déserté au cours du voyage, ainsi qu'un état des salaires qui leur étaient dus « au jour du délit ».

« L'Inscription en opérait la répartition *immédiate* sur les bases prévues par l'art. 69.

Si le déserteur était célibataire, l'Inscription faisait deux parts de la solde : une moitié retournait à l'Armement; c'était pour l'armateur une réparation forfaitaire du préjudice que lui avait causé la désertion. L'autre moitié était versée dans la caisse des invalides de la Marine.

« S'il était marié, la solde était divisée en trois parts : l'une était attribuée à la femme; une autre retournait à l'Armement et la troisième était versée à la caisse des invalides de la Marine.

« J'ai dit que cette répartition était *immédiate*. Elle avait lieu, en effet, aussitôt le désarmement et sans attendre que le marin fût repris, jugé et condamné comme déserteur. « Il résulte de ce texte (l'art. 69), disait une « circulaire de l'amiral Pothuau, ministre de la Marine, « du 20 janvier 1879 (B. off. Marine, 1er sem., p. 58), « que le déserteur d'un navire de commerce perd sa « solde par le fait seul de son absence illégale du bord « sans même avoir été arrêté et jugé et sans qu'il soit « nécessaire que la justice prononce la confiscation de « cette solde. »

« Mais, pour être immédiate, cette confiscation n'était pas irrévocable. Elle n'était pas irrévocable en ce sens que si le marin « réputé déserteur » était repris, jugé et acquitté, il eût été souverainement injuste qu'il encourut une peine — car la confiscation en est une — pour un délit qu'il semblait avoir commis, mais dont, en fin de compte, il n'était pas coupable.

« C'est ce qu'expliquait fort bien la même circulaire de l'amiral Pothuau : « L'acquittement efface la préven- « tion, anéantit le délit et, par suite, en supprime les « conséquences. Le prévenu déclaré non coupable n'est « plus un déserteur et il a droit aux salaires qu'il a ac- « quis jusqu'au jour de son absence du bord : si la « caisse des Invalides et l'armateur les ont encaissés, il « doivent les lui restituer. »

« Cette solution si simple et si rationnelle avait bien été contestée par quelques armateurs qui soutenaient que l'acquittement ne détruisait pas le fait matériel de la désertion ni surtout le préjudice, mais cette prétention avait toujours été condamnée par les tribunaux. Un jugement du Tribunal de Toulon, notamment, en date du 10 août 1877, qui est reproduit à la suite de la circulaire de l'amiral Pothuau, s'exprime ainsi : « Attendu « qu'en matière de désertion, comme en toute autre ma- « tière délictueuse ou criminelle, le délit ou le crime « n'est pas et ne peut pas être établi par la simple pré- « vention; qu'il est de droit strict que le délit ou le crime « n'existe que lorsque la culpabilité a été déclarée par « l'autorité judiciaire compétente; qu'il est également « de droit strict que la déclaration de non-culpabilité fait « tomber toutes les conséquences du délit ou du crime « imputé; qu'il y a lieu de faire dans l'espèce l'applica- « tion de ce principe; qu'en conséquence le novice X... « ayant été acquitté du fait de désertion, les gages ou « salaires qui lui avaient été retenus comme déserteur « doivent lui être remboursés... Par ces motifs, con- « damne l'Armement à rembourser la somme de... à « l'administration de la Marine comme ayant la tutelle « des inscrits maritimes. »

« C'est ainsi qu'il était procédé — répartition immédiate, sauf restitution au cas d'arrestation ultérieure et d'acquittement du marin réputé déserteur — dans tous les ports de France, lorsqu'une circulaire du 6 mai 1903 vint prescrire au service de l'Inscription maritime d'avoir à exiger désormais de l'Armement la remise aux mains de l'autorité maritime des salaires des marins déserteurs « pour être *intégralement* versés à la caisse des « gens de mer, avec annotation spéciale et être ulté- « rieurement ou bien rendus aux intéressés en cas « d'acquittement, de décès, d'amnistie ou de prescrip- « tion, ou bien distribués, conformément à l'art. 69 du « décret-loi, s'il intervient une condamnation, ou bien « enfin remis au bout de trente ans à la caisse des Inva- « lides. »

« De cette modification si considérable qu'il apporte aux errements suivis depuis plus d'un demi-siècle, le ministre donne deux raisons : La première est que l'application de l'art. 69, telle qu'elle était faite par ses prédécesseurs, ne lui semble pas pouvoir « être considérée comme conforme aux principes du droit criminel » puisque la confiscation des salaires est la peine du délit de désertion et qu'il n'y a de délit que lorsque le juge a prononcé. La seconde est que l'attribution immédiate à l'armement de sa part dans les salaires peut éventuellement léser les intérêts légitimes du marin, notamment en cas de faillite du propriétaire du navire.

« Cette circulaire, dont l'application pouvait s'imposer pour la caisse des Invalides de la marine, la caisse des gens de mer et autres institutions relevant du ministère de la Marine, n'avait pas, bien entendu, force de loi à l'encontre des propriétaires de navires et leur droit de contester l'interprétation nouvelle et préjudiciable à leurs intérêts que le ministre donnait à l'art. 69 du décret de 1852 demeurait entier.

« C'est dans ces conditions que la Société des Voiliers français, propriétaire du navire *Marguerite Molinos*, ayant résisté à l'injonction du service de l'inscription maritime à Cherbourg d'avoir à verser le salaire *intégral* de deux matelots, les nommés Pozien et San-

tillan, qui avaient déserté au cours d'un voyage en Amérique, le ministre de la Marine dut, pour triompher de la résistance de l'armement, assigner la Société devant le Tribunal de commerce de Cherbourg.

« Vous savez que par une décision très longuement et très fortement motivée le Tribunal de commerce de Cherbourg rejeta la demande du ministre et décida que les art. 65 à 70 du décret de 1852 et particulièrement l'art. 69 avaient établi, relativement aux déserteurs de la Marine marchande, notamment en ce qui touche l'attribution des gages qui leur sont dûs au moment du délit, un droit particulier et dérogatoire au droit commun.

« Après un examen approfondi de la question, nous n'hésitons pas à nous ranger à la doctrine de la décision attaquée, et, pour justifier notre sentiment, nous allons vous présenter successivement une série de considérations tirées, les unes, du texte même du décret, les autres, des nécessités de la navigation et de la nature des rapports que le contrat d'engagement créé entre l'armement et les hommes d'équipage.

« Mais, avant d'aborder ces considérations, nous devons vous montrer combien le ministère est peu logique avec lui-même et combien son argumentation, qui est reprise par le pourvoi, est contradictoire.

« La désertion, dit le ministre, est un délit. Or, il n'y a de délit que quand le juge a prononcé; donc, tant que le marin qui a abandonné son bord n'a pas été condamné, il n'est qu'un simple prévenu.

« D'autre part, la perte de la solde est pour le déserteur une confiscation, c'est-à-dire une peine. L'attribution qui en est faite partie à l'Armement, partie à la femme, partie à la caisse des Invalides peut bien être une indemnité au regard du propriétaire du navire, un secours au regard de la femme et, au regard de la caisse, un versement destiné à alimenter une institution de prévoyance pour les marins, mais la destination donnée à une somme confisquée ne change pas le caractère pénal de la confiscation.

« Voyez, dit le pourvoi, les amendes en matière de chasse ! Le produit en est réparti partie aux communes, partie aux agents verbalisateurs; cette répartition n'en modifie pas le caractère pénal.

« Et le pourvoi de dire qu'aucune peine ne peut jamais être exécutée *provisoirement* et avant qu'un jugement définitif de condamnation soit intervenu et de conclure de là que l'Armement n'est pas fondé à retenir sa part de la somme confisquée, puisque ce serait l'exécution partielle d'une peine avant la condamnation.

« Nous sommes bien loin de contester l'exactitude de ces principes juridiques. Oui, la désertion est un délit ! Oui, ce délit n'existe que quand le juge a prononcé ! Oui, la confiscation de la solde est une peine !

« Mais, s'il faut appliquer le droit commun à ce délit et à cette peine, (car c'est du droit commun que se réclame la circulaire) il faut l'appliquer pour et contre tous.

« Il ne faut pas l'appliquer à l'Armement seulement; il faut que le ministre se l'applique à lui-même et aux caisses qui relèvent de son autorité !

« Par quel singulier illogisme le ministre de la Marine dit-il à l'armement :« Vous, propriétaire du navire, vous ne retiendrez pas le tiers ou la moitié qui vous revient sur la solde, parce que ce serait exécuter une peine, mais vous me verserez à moi la totalité de la solde ! »

« De quel droit exige-t-il ce versement ?

« Ce versement qu'il réclame n'est-il donc pas une exécution provisoire ?

« Soyez donc logique, monsieur le ministre !

« Si c'est le droit commun que vous prétendez appliquer, ne réclamez pas pour vous ce que vous refusez aux autres ! Selon le droit commun, le propriétaire du navire demeurera le débiteur de la solde du marin simplement absent, mais non condamné comme déserteur, et l'administration de la Marine n'aura sur la part déterminée par l'art 69 qu'un droit éventuel de créance, sous la condition suspensive qu'une condamnation pour désertion interviendra.

« Tant qu'elle n'est pas intervenue, l'administration ne peut avoir tout au plus, selon le droit commun, pour la sauvegarde de cette créance éventuelle qu'un seul droit, celui de former opposition aux mains de l'armateur en son nom et au nom de la femme du déserteur qu'elle a qualité, je le reconnais, pour représenter, à raison des liens qui unissent l'inscrit maritime et sa famille à l'administration de la Marine.

« En résumé, si le système de la circulaire de 1903 est vrai, si le droit commun doit être appliqué, il ne doit pas l'être à demi. L'administration n'a pas de droits préférables à ceux de l'armateur et elle ne peut exiger de lui, même à titre de consignation, le versement d'une somme qui, dans son système est demeurée la propriété du marin tant qu'un jugement définitif de condamnation n'est pas intervenu.

« J'étais donc autorisé à qualifier d'illogique et de contradictoire le système nouveau du ministère de la Marine.

« Mais il ne me suffit pas de vous montrer l'illogisme de ce système que reprend le pourvoi, j'ai le devoir de vous prouver que l'application du droit commun à la matière est contraire au texte et à l'esprit du décret de 1852.

« Le texte ! — Les articles 65 à 70 ne font pas du marin qui a quitté son bord un simple absent et un délinquant ordinaire. Ils le *réputent déserteur*. Ils ne disent pas : « Tout marin qui s'absente... ou qui laisse partir le navire sans se rendre à bord sera puni de... Ils disent : « *Sont réputés déserteurs* ceux qui... »

« Ainsi, de par ce texte même, le fait seul de l'abandon de son navire constitue le marin en état de *désertion réputée*. Il est immédiatement porté sur le rôle d'équipage, non comme absent, mais comme déserteur; il en est de même pour le rôle du désarmement remis au service de l'Inscription maritime, quand le voyage a pris fin.

« Assurément, ce n'est point encore un condamné; s'il se soumet ou s'il est repris, il pourra se justifier, mais il est déjà plus qu'un simple prévenu. Le prévenu ordinaire est réputé innocent, le marin, lui, est *réputé déserteur*, c'est-à-dire coupable. C'est dérogation au droit commun, mais cela résulte du texte.

« Pourquoi en est-il ainsi ? Pourquoi cette dérogation au droit commun ?

« Cette question m'amène à examiner l'esprit du décret de 1852.

« Il en est ainsi tout d'abord parce qu'il n'y a pas au monde de délit plus simple que le délit de désertion. Caractérisé par la simple absence au delà d'un certain nombre d'heures ou l'abandon du bord au moment du départ, il ne peut guère échapper à la répression pénale que si l'absence ou l'abandon ont pour cause la force majeure; c'est un délit dans lequel l'élément matériel a un rôle absolument prédominant. Ce n'était donc pas, en fait, compromettre les intérêts légitimes de la dé-

fense que d'attacher certains effets juridiques au rapport officiel, circonstancié et motivé que le capitaine est tenu de dresser, en vertu de ce même décret de 1852, pour constater la désertion.

« Mais il faut aller plus loin. Il faut reconnaître qu'il était nécessaire, indispensable même de faire produire à cet état de *désertion réputée*, selon l'expression deux fois répétée dans les art. 65 et 66, des effets relativement à la solde du *réputé déserteur*.

« Du moment que la loi prononce la confiscation de droit de la solde et qu'elle en ordonne la répartition, fallait-il donc attendre pour faire cette répartition d'une somme généralement minime l'époque toujours incertaine et la plupart du temps lointaine où une condamnation définitive aura été prononcée ?

« Etait-il raisonnable de faire dépendre cette répartition, comme le veut la circulaire de 1903, d'une mesure d'amnistie ou de grâce ou de la prescription ?

« Il ne faut pas oublier que le délit de désertion est jugé par une juridiction spéciale : les tribunaux maritimes commerciaux. Ce n'est pas une juridiction permanente; elle ne fonctionne que lorsqu'elle est convoquée par les autorités maritimes.

« Les parties lésées par un délit maritime ne peuvent pas se porter partie civile devant ces tribunaux. Elles ne peuvent ni les saisir par voie de citation directe, ni mettre l'action publique en mouvement par une constitution de partie civile devant le rapporteur qui remplit auprès d'elle des fonctions à peu près analogues à celles du juge d'instruction dans les juridictions ordinaires. Les articles 63, 182 et 183 C. instr. crim. ne sont pas applicables devant les tribunaux maritimes commerciaux.

« Fallait-il donc laisser les intérêts civils de l'Armement à l'appréciation, à la diligence, au bon vouloir, c'est-à-dire, en somme, à l'arbitraire du ministre de la Marine ?

« Il ne faut pas oublier non plus que le délit de désertion ne peut pas être jugé par défaut.

« Il dépend donc absolument du déserteur, en ne remettant jamais le pied sur le sol français, ou en attendant une amnistie, de n'être jamais ni jugé, ni légalement condamné.

« Serait-il juste, raisonnable, pratique que la répartition de la solde confisquée et attribuée partie à l'Armement, à titre d'indemnité, partie à la femme, à titre de secours, dépendit du fait volontaire du déserteur se dérobant au jugement par la persistance même de la désertion ?

« Ces inconvénients, je dirai même ces dangers, de l'application pure et simple du droit commun dans cette matière tout spéciale de la confiscation et de la répartition de la solde du marin déserteur sont trop visibles et trop certains pour avoir échappé à l'attention de l'auteur de la circulaire du 6 mai 1903.

« Il a bien senti la gravité de l'objection.

« Mais il a cru la mettre à néant en faisant remarquer que l'Armement avait toujours « la faculté d'intro« duire une action civile en dommages-intérêts, à rai« son du tort effectif que l'absence irrégulière du marin « a pu lui causer. »

« Ce passage de la circulaire vise, il est vrai, plus spécialement le cas où le délit est couvert par une amnistie, mais il n'en a pas moins une portée générale. L'amnistie réserve les droits des tiers, mais elle ne les crée pas. Si l'Armement peut, après l'amnistie, exercer l'action civile, c'est qu'il l'avait déjà antérieurement !

« Or, Messieurs, dire que l'Armement a contre le marin réputé déserteur l'action civile de droit commun en dommages-intérêts fondée sur l'art. 1382 C. civ., c'est dire la chose la plus manifestement inexacte.

« Le décret alloue à l'Armement lésé par la désertion une indemnité forfaitaire dont la base est le montant de la somme due pour gages au moment de la désertion, et non le préjudice effectif éprouvé, *le damnum emergens et le lucrum cessans*. Elle sera tantôt inférieure au préjudice réel, elle y sera tantôt supérieure : un cas compense l'autre. La matière échappe complètement au droit commun.

« Prenons un exemple : Un marin a été enrôlé à Bordeaux pour un long voyage dans les mers du Sud. Au cours du voyage de retour à Bordeaux, port d'armement, il déserte à la dernière escale, Lisbonne, ayant gagné par son labeur 1.200 francs de gages. Sa désertion à Lisbonne, dernière escale, aura causé à l'Armement un faible préjudice; peut-être même le capitaine aura-t-il pu se dispenser de le remplacer ? N'importe ! L'Armement aura droit, à titre d'indemnité forfaitaire, à la moitié ou au tiers de la solde, selon la distinction de l'art. 69.

« Jamais le marin déserteur ne pourra contester cette quotité, jamais il ne pourra soutenir que le préjudice effectif n'ayant pas dépassé 20 ou 25 francs, le surplus doit lui être restitué par le propriétaire du navire. Une telle action serait certainement repoussée par une fin de non-recevoir tirée du caractère forfaitaire des dispositions de l'art. 69. Il n'y a d'ailleurs dans nos recueils aucun exemple qu'une pareille action ait été tentée, tant c'est l'évidence même.

« Supposons, à l'inverse, que le même marin ait déserté à l'aller à Lisbonne, n'ayant gagné que 20 ou 25 france de gages. L'Armement aura dû le remplacer à Lisbonne dans des conditions particulièrement onéreuses, le préjudice effectif sera de 5 ou 600 francs. N'importe ! L'Armement devra se contenter de la maigre indemnité de la moitié ou du tiers de 20 francs, parce qu'elle est forfaitaire et jamais il ne pourra exercer contre le déserteur une action en supplément de dommages-intérêts.

« Quels seraient d'ailleurs, pratiquement parlant, les résultats de ces actions civiles ?

« Utiles pour le marin contre l'Armement solvable, elles seraient inutiles pour l'Armement contre le marin insolvable.

« Ne parlons donc pas de l'application pure et simple du droit commun dans une matière qui répugne à cette application et que le législateur a, en pleine connaissance de cause et à dessein, voulu laisser en dehors de cette application.

« De tous les motifs donnés par la circulaire pour justifier le changement des anciens errements et de tous les arguments invoqués par la défense au soutien du pourvoi, il n'y en a qu'un seul qui me touche, c'est celui fondé sur l'éventualité d'un préjudice pour le marin au cas où ayant été repris, jugé et acquitté, il se trouverait en présence d'un armateur failli ou devenu insolvable.

« L'éventualité n'est pas très menaçante, car il s'agit de salaires et par conséquent d'une créance privilégiée, mais enfin elle peut se réaliser et cela suffit pour que je reconnaisse que le décret de 1852 laisse quelque chose à désirer sur ce point. Peut-être eût-il été souhaitable que l'armateur fût tenu de fournir caution ou certaines sûretés.

« Mais le décret de 1852 n'est pas le seul, hélas ! dans notre législation qui contienne des lacunes. La constatation que nous faisons d'un oubli de la loi ne nous empêche pas de l'appliquer. Le rôle du juge n'est pas, sous prétexte d'équité, de la refaire selon la conception particulière de son esprit. Ses réformes sont du domaine du législateur seul.

« Il existe actuellement au ministère de la Marine une commission qui étudie les modifications que l'expérience et la pratique de plus de cinquante années ont démontré pouvoir être apportées au Code pénal de la Marine marchande. Elle aura à apprécier, en revisant les art. 65 à 70 du décret de 1852, si les intérêts des armateurs ne peuvent pas être sauvegardés par quelque disposition nouvelle respectant le principe que les peines, même quand elles ont le caractère de réparations civiles, ne sont pas exécutoires par provision. Si elle trouve une équitable solution, j'y applaudirais des deux mains, mais en attendant, appliquons la loi, sans avoir égard à des instructions administratives qui n'ont pu en changer ni le sens, ni la portée.

« Je ne vous citerai ni doctrine, ni jurisprudence sur la question qui nous occupe. C'est qu'en effet, il n'y en a aucune et cela pour l'excellente raison que jusqu'en 1903 personne n'avait jamais contesté que la répartition de la solde du marin réputé déserteur dût être immédiatement opérée, aussitôt le désarmement du navire.

« Les nos 621 à 627 du répertoire de Dalloz V° Organisation maritime, qui sont consacrés à la désertion, exposent la question comme s'il était hors de toute contestation que l'état légal de désertion fut caractérisé par l'absence au delà du temps prévu par les art. 65 et 66 du décret ou par l'abandon du navire.

« Un arrêt de votre Chambre civile du 18 juin 1866 rendu dans une espèce où un créancier pour fournitures de vivres et de vêtements à un matelot engagé pour la pêche de la morue prétendait avoir un privilège sur la part de pêche de ce matelot, quoique ce matelot ayant déserté, sa part fit retour partie à l'Armement, partie à la caisse des Invalides, ne juge pas *in terminis* la question qui vous est soumise; mais il la préjuge dans une certaine mesure, car il est intervenu dans une espèce où il est certain que le matelot déserteur, dont la solde faisait l'objet du litige entre le fournisseur privilégié et l'Armement n'avait été ni jugé, ni condamné par le tribunal maritime commercial.

« Votre Chambre civile a donc admis implicitement tout au moins, que la perte de la solde était encourue par le fait seul que le marin était réputé déserteur dans les termes des art. 65 et 66 et avait été porté comme tel au rôle de désarmement.

« Il ne me reste plus qu'à vous dire un mot des faits.

« Le jugement du Tribunal de commerce de Cherbourg, qui est très complètement motivé, constate en termes précis que les deux matelots Pozier et Sautillan, engagés à bord du trois-mâts *Marguerite Molinos*, appartenant à la Société des Voiliers français, ont quitté leur bord en emportant leurs effets à San Francisco. Leur disparition a été régulièrement constatée par le rapport du capitaine et le consul de France les a portés comme déserteurs sur le rôle d'équipage, lorsque le navire a levé l'ancre, vingt-et-un jours après la disparition des deux matelots, sans que ceux-ci aient rejoint leur bord ou donné de leurs nouvelles.

« C'est bien là l'état de *désertion présumé*, tel que le prévoient et le définissent les art. 65 et 66 du décret de 1852 et tel qu'il entraîne contre le réputé déserteur la perte de droit de sa solde, sauf son droit éventuel de répétition en cas d'acquittement ultérieur.

« Le jugement attaqué a donc exactement appliqué la loi aux faits qu'il constate souverainement et le pourvoi du ministre de la Marine doit être rejeté. »

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation de l'art. 69 du décret-loi du 24 mars 1852, modifié par la loi du 15 avril 1898, par fausse application de l'art. 65 du même décret, ainsi que de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 pour défaut de motifs et manque de base légale :

Attendu qu'aux termes 65 et 66 du décret du 24 mars 1852, complété par la loi du 15 avril 1898, les gens de mer qui, dans un port de France ou à l'étranger, s'absentent sans permission dans les conditions indiquées ou laissent partir leur navire sans se rendre à bord sont réputés déserteurs ; que, d'après l'art. 69 du même décret, tout déserteur perd le droit à la solde par lui acquise au jour du délit et que s'il n'est pas marié, la moitié de cette somme retourne à l'Armement et l'autre moitié est versée à la caisse des Invalides;

Attendu que ces dispositions visent uniquement le fait de désertion et ne subordonnent pas le droit de rétention conféré à l'armateur à la condamnation du matelot par le tribunal commercial maritime; qu'autrement il faudrait dire que la défense des intérêts civils de l'Armement serait laissés à l'arbitraire de l'administration, qui seule peut convoquer les tribunaux maritimes et mettre en mouvement l'action publique;

Attendu qu'il est déclaré en fait par le jugement attaqué que, pendant le séjour à San-Francisco du trois-mâts *Marguerite Molinos*, appartenant à la Société des Voiliers français, les matelots Pozier et Sautillan ont, le 9 septembre 1903, quitté le bord en emportant leurs effets, qu'ils n'ont jamais donné de leurs nouvelles, et qu'à la suite de cet abandon volontaire de leur poste, ils ont été portés comme déserteurs par le consul de France sur le rôle d'équipage; qu'en décidant, par suite, que la Société des Voiliers français n'était pas tenue de verser à la caisse des gens de mer, les 465 fr. 69 c. représentant la part de solde des matelots déserteurs, qui, d'après l'art. 69 ci-dessus cité, fait retour à l'Armement, le jugement attaqué, loin de violer les textes susvisés, en a fait, au contraire, une exacte application;

Rejette.

MM. LETELLIER rapp.; FEUILLOLEY av. gén. — Me LABBÉ av.

NOTE. — V. sur cette question entièrement nouvelle les savantes conclusions de M. l'avocat général Feuilloley rapportées ci-dessus.

COUR D'APPEL DE PARIS (7e CH.)

20 juin 1906.

Présidence de M. Landry.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — SOCIÉTÉ ANONYME. — DIRECTEUR. — MANDAT GÉNÉRAL. — SAISIE-IMMOBILIÈRE. — DÉFAUT DE POUVOIR SPÉCIAL. — NULLITÉ.

Les sociétés anonymes sont administrées et représentées selon les règles spéciales édictées par l'art. 22 de la loi du 24 juillet 1867, et ce texte, en disposant que

les mandataires des associés peuvent, ou choisir parmi eux un directeur, ou, si les statuts le permettent, se substituer un mandataire étranger à la Société, à limitativement précisé les substitutions qui sont seules permises et a dérogé ainsi au droit commun, formulé par l'art. 1994 C. civ. ;

Dès lors, si aux termes des statuts d'une Société anonyme, le Conseil d'administration peut déléguer spécialement un de ses membres, pour un certain nombre d'opérations déterminées, et déléguer tout ou parties de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, ou à un ou plusieurs tiers, ce qui est conforme à l'art. 22 de la loi précitée sur les Sociétés, il n'en demeure pas moins que, ni le pouvoir donné au Président du Conseil de faire un grand nombre d'actes, et notamment « d'exercer toutes les pour-« suites nécessaires, citer et comparaître..., substi-« tuer une ou plusieurs personnes dans tout ou partie « des présents pouvoirs », ni l'acte par lequel celui-ci a subdélégué dans tous les pouvoirs à lui conférés le directeur d'une succursale, ne sont autorisés par la loi de 1867, ni par les statuts.

En conséquence, ce directeur n'a pas qualité pour intenter au nom de la Société une poursuite de saisie-immobilière, et la procédure suivie par lui dans ces conditions, doit être annulée, sans qu'il y ait lieu de rechercher si le délégué du Conseil d'administration pouvait ou non, se substituer quelqu'un pour une opération unique et déterminée, étant constant, en l'espèce, que les pouvoirs donnés au directeur n'étaient pas pour les poursuites dont s'agit, mais pour tout un ensemble d'opérations déterminées seulement dans leur nature.

Société de Locomotion électrique c. Crédit foncier et agricole d'Algérie.

Le 22 mars 1906, le Tribunal civil de la Seine (Ch. des saisies immobilières) avait rendu le jugement suivant :

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'en vertu d'un acte d'inventaire de crédit, reçu par Maciet, notaire à Paris, le 13 février 1904, le Crédit foncier et agricole d'Algérie agissant poursuites et diligences du directeur de sa succursale à Paris, a, par le ministère du Giot, huissier à Paris, fait procéder à la date du 4 décembre 1905 à la saisie immobilière d'immeubles appartenant à la Société de Locomotion Electrique, sis sur le territoire de la commune de Colombes;

Attendu que la Société de Locomotion Electrique prétend que ladite saisie et les actes de procédure qui l'ont précédée sont nuls et de nul effet, parce que le sieur Fontaine, qualifié directeur du Crédit foncier et agricole d'Algérie, dont le siège est à Alger, avec succursale à Paris, rue Mogador, n° 4, et agissant comme directeur de cette succursale, était sans qualité pour requérir les poursuites et saisie immobilière dont s'agit, le droit d'exercer lesdites poursuites n'appartenant tant en vertu de la loi qu'en vertu des statuts du Crédit foncier et agricole d'Algérie, qu'aux seuls administrateurs de celui-ci, nommés par l'assemblée des actionnaires, lesquels sont les seuls représentants légaux de cette société ;

Mais attendu que le Crédit foncier et agricole d'Algérie est une société anonyme régie par la loi du 24 juillet 1867, ainsi qu'il résulte des statuts déposés en l'étude de Me Hardiviller, notaire à Paris ;

Attendu que les poursuites contre la Société de Locomotion Electrique ont été exercées à la requête de la Société anonyme du Crédit foncier et agricole d'Algérie dont le siège est à Alger, avec succursale à Paris, 4, rue de Mogador, poursuites et diligences du directeur de ladite succursale, y demeurant ;

Attendu qu'une personne morale, soit en l'espèce une société commerciale, peut toujours être représentée par un mandataire alors qu'elle est indiquée nominativement dans ces exploits et procès-verbaux ; et qu'on ne saurait dire qu'il a été contrevenu à la règle « nul ne plaide en France par procureur », laquelle signifie seulement qu'un mandataire ne peut pas substituer son action à celle de son mandant ;

Attendu qu'à l'audience la Société de Locomotion Electrique prétend que la saisie est nulle parce que le mandataire qui a agi, a été subdélégué par le mandataire des administrateurs du Crédit foncier et agricole d'Algérie, lesquels sont les premiers mandataires de cette société et qui, si aux termes de l'art. 22 de la loi du 24 juillet 1867 qui entoure de précautions pénales la représentation de sociétés, les administrateurs peuvent se substituer pour l'exécution de leur mandat ou l'un d'eux ou si les statuts le permettent, un tiers dont ils sont responsables, ce second mandataire ne peut pas à son tour subdéléguer à un troisième mandataire les pouvoirs sociaux ;

Mais attendu que cet article a pour objet d'indiquer que les administrateurs de la société peuvent choisir pour mandataire l'un d'eux et aussi bien, pourvu que les statuts le permettent, un étranger à la société et qu'il ne défend nullement à ce dernier mandataire de le faire substituer conformément au droit commun ;

Attendu que d'ailleurs, alors même que la théorie de droit soutenue par la Société de Locomotion Electrique serait écartée, il n'y aurait pas lieu de s'y arrêter, le prétendu mandataire n'existant pas en fait;

Attendu qu'en effet, aux termes des statuts, art. 32 *in fine*, les actions tant en demandant qu'en défendant sont suivies par la Société aux poursuites et diligences du président du conseil;

Attendu qu'il en résulte que Lebon avait en la qualité de président du conseil, le pouvoir de subdéléguer, conformément au droit commun et l'art. 22 de la loi de 1867, un tiers de ses pouvoirs ;

Attendu qu'il n'y a donc eu qu'une seule substitution: de Lebon en la personne de Fontaine; et que si, à la suite d'une délibération prise par le Conseil d'administration du Crédit foncier agricole d'Algérie et ayant pour objet de constituer pour mandataires avec faculté d'agir conjointement ou séparément Lebon et Ramet, comme si c'est en visant cette procuration, sans utilité à raison des pouvoirs à lui conférés par les statuts que Lebon a subdélégué Fontaine, on ne saurait en tirer cette conséquence qu'il y a eu une suite de substitutions

de mandataires pouvant donner lieu à la nullité invoquée par la Société de Locomotion Electrique;

Attendu que les poursuites dirigées contre ladite société ont donc été valablement exercées à la requête de la Société anonyme du Crédit foncier et agricole d'Algéric, dont le siège est à Alger, avec succursale à Paris, 4, rue Mogador, poursuites et diligences du directeur de ladite succursale désigné comme mandataire par Lebon, en vertu des pouvoirs que celui-ci tient des statuts eux-mêmes ;

Par ces motifs,

Déclare la Société de Locomotion Electrique non recevable, en tout cas mal fondée en ses demandes, fins et conclusions; l'en déboute;

Ordonne en conséquence la continuation des poursuites sur les derniers errements de la procédure ;

Et sur la réquisition de l'avoué poursuivant :

Donne acte de la publication du cahier des charges qui précède, et fixe le jour de l'adjudication au jeudi vingt-six avril prochain ;

Condamne la Société de Locomotion Electrique en les dépens dont distraction est faite à Tissier, avoué, aux offres de droit ;

Appel par la Société de Locomotion Electrique :

Arrêt :

La Cour,

Considérant que le Crédit foncier d'Algérie, créancier hypothécaire de la Société de Locomotion Electrique, a fait commandement le 8 septembre 1905 et le 4 décembre suivant a pratiqué une saisie immobilière qui a été signifiée le 14 dudit mois; que le 16 janvier 1906 fut notifié le dépôt du cahier des charges dont la lecture aurait été fixée au 15 février suivant; que ces divers actes ont été faits à la requête du « Crédit foncier et agricole d'Algérie, société anonyme dont le siège est à Alger avec succursale à Paris, 4, rue Mogador, poursuites et diligences du directeur de ladite succursale y demeurant »; que la question est de savoir si le Crédit foncier et agricole d'Algérie a été valablement représenté par ledit directeur;

Considérant que cette Société anonyme est administrée par un conseil de dix associés et un président ou un vice-président choisis par le conseil et parmi ses membres; qu'aux termes des statuts (art. 32 *in fine*) les actions tant en demandant qu'en défendant sont suivies par la Société aux poursuites et diligences du président du conseil; que par actes notariés reçus à Paris le 8 mars 1902 et à Alger le 13 mai même année, tous les membres du conseil d'administration ont donné pouvoir au sieur Lebon,leur président,de faire un grand nombre d'actes et notamment « d'exercer toutes les poursuites nécessaires, citer et comparaître... substituer une ou plusieurs personnes dans tout ou partie des présents pouvoirs ; »

Considérant que par acte reçu par le notaire Maciet à Paris le 7 juin 1904, le sieur Lebon a subdélégué dans tous les pouvoirs à lui conférés par les deux actes ci-dessus le sieur Fontaine, directeur de la succursale de Paris;

Considérant que les sociétés anonymes sont administrées et représentées selon les règles spéciales édictées par l'art. 22 de la loi du 24 juillet 1867; que ce texte, en disposant que les mandataires des sociétaires peuvent ou choisir parmi eux un directeur ou, si les statuts le permettent, se substituer un mandataire étranger à la Société, a limitativement précisé les substitutions qui sont seules permises et a dérogé ainsi au droit commun formulé par l'art. 1994 C. civ.;

Considérant que si aux termes de ces statuts, le conseil d'administration peut déléguer spécialement un des membres pour un certain nombre d'opérations déterminées (art. 32) et déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou à un plusieurs tiers (art. 33) ce qui est conforme à l'art. 22 précité de la loi sur les Sociétés, ni le pouvoir de substituer contenu dans les procurations consenties au sieur Lebon, ni la substitution consentie par ce dernier au profit du sieur Fontaine n'étaient autorisés par ladite loi ou par les statuts;

Considérant qu'il n'y a pas à rechercher si le délégué du conseil d'adminisration pourrait ou non se substituer quelqu'un pour une opération unique et spécifiée; qu'au cas particulier le mandat donné au sieur Fontaine n'était pas pour les poursuites dont s'agit mais pour tout un ensemble d'opérations déterminées seulement dans leur nature;

Par ces motifs,

... Appel recevable...

Infirme... Décharge... Par nouveau jugé...

Dit que le sieur Fontaine n'avait pas qualité pour intenter la procédure *de saisie immobilière* suivie par le Crédit foncier et agricole d'Algérie;

Dit que les exploits des 8 septembre, 14 décembre 1905 et 15 janvier 1906, sont nuls et de nul effet;

Dit par suite que la saisie immobilière du 4 décembre 1905 est annulée ainsi que tous les actes qui en ont été la conséquence; ordonne la radiation de la transcription faite au 7e bureau des hypothèques de la Seine le 21 décembre 1905, volume 18, n° 20, ensemble la dénonciation;

Dit que sur le vu du présent arrêt le conservateur dudit bureau sera tenu d'opérer lesdites radiations;

Dit qu'il sera sursis à la lecture et à la publication du cahier des charges ainsi qu'à la fixation du jour de l'adjudication;

Ordonne la restitution de l'amende;

Condamne le Crédit foncier d'Algérie en tous les dépens de première instance et d'appel.

M. Seroin av. gén. — Mes Georges Morillot et de Fursac av.

NOTE. — Voir dans le sens de l'arrêt rapporté : Cass. 22 mai 1896 (S. 98.1.542 — D. 97.1.30 — Journ. Soc, 1899, 339); Paris 3 février 1896 (S. 98.2.185 — Journ. Soc. 1896, 301); *Sic :* Houpin, t. 2, n° 840; Lyon-Caen et Renault, n° 838; Pont n° 1617, de Courcy, p. 28. *Contrà :* Rouen 27 mars 1895, arrêt cassé (S. 98.2.185 et la note de M. Wahl — Journ. Soc. 1896.301 — Rev. Soc., note 1896.155.309).

Mais si la subdélégation, la substitution complète pure et simple n'est pas permise, on doit reconnaître au mandataire du conseil d'administration, comme à ce conseil même, fût-ce en l'absence d'une disposition statutaire, en vertu de l'art. 1994 C. civ., le droit de déléguer spécialement une partie de ses pouvoirs pour une ou plusieurs opérations déterminées. Ces mandats spéciaux rentrent nécessairement dans l'administration normale des Sociétés : Houpin, t. 2, n° 841 et J. Soc. 1896.303, note.

TRIBUNAL CIVIL D'AGEN (jugeant en référé)

26 mai 1906.

Présidence de M. Moulenguet.

1°-2°. — CULTES. — MENSE ÉPISCOPALE. — COMMISSAIRE-ADMINISTRATEUR. — RÉGALE. — DÉCRET DU 6 NOVEMBRE 1813. — NOUVEL ÉVÊQUE. — CONTESTATION. — PUISSANCE PUBLIQUE. — SOUVERAINETÉ DE L'ÉTAT. — SÉPARATION DES ÉGLISES ET DE L'ÉTAT. — INCOMPÉTENCE DES TRIBUNAUX CIVILS.

1° Le commissaire nommé par arrêté ministériel administrateur d'une mense épiscopale à la suite de la vacance d'un évêché survenue par suite du décès de son titulaire, en exécution du décret du 6 novembre 1813, est exclusivement un agent de l'Etat, et la régale est elle-même un droit inhérent à l'exercice de la puissance publique et une dépendance de la souveraineté de l'Etat.

En conséquence, tous les litiges se rattachant à l'exercice des fonctions de ce commissaire administratif comme à l'exercice de la régale elle-même échappent à la compétence de la juridiction civile.

Dès lors, le tribunal ne saurait, sans violer le principe de la séparation des pouvoirs, rechercher si le commissaire investi du mandat d'exercer la régale en exécution du décret légalement obligatoire du 6 novembre 1813, qui doit continuer à régir les menses jusqu'à l'attribution de leurs biens aux associations cultuelles prévues par la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, doit cesser d'administrer une mense épiscopale et d'en percevoir les revenus pour le compte de l'Etat, c'est-à-dire si son mandat d'exercer la régale doit prendre fin.

Il est également incompétent pour rechercher si le nouvel évêque, institué canoniquement, peut prétendre aux mêmes droits sur la mense que l'évêque qui était nommé par le chef de l'Etat; si cet évêque a rempli les formalités de la prise de possession prévues par l'art. 46 du décret de 1813, s'il doit être assimilé, au point de vue des droits sur la mense, aux évêques nommés sous le régime de la loi concordataire pour le motif qu'il a pris possession de l'évêché sans protestation de l'autorité gouvernementale.

2° Il en est surtout ainsi lorsqu'un décret du pouvoir exécutif a ordonné au commissaire administrateur de faire procéder immédiatement à l'aliénation d'immeubles dépendant de la mense, en prescrivant que ses pouvoirs ne prendraient fin qu'après l'achèvement des opérations par lui commencées en exécution dudit décret antérieurement à la prise de possession du siège par le nouvel évêque.

En pareil cas, tant que les opérations ne sont pas achevées, et même dans l'hypothèse où la loi de séparation ne serait pas intervenue postérieurement au décret précité et où le nouvel évêque aurait été nommé et aurait pris possession du siège épiscopal, dans les mêmes conditons qu'avant ladite loi, la juridiction civile devrait néanmoins se déclarer incompétente.

En effet, la demande qui tend à mettre fin au mandat du commissaire administratif devant avoir pour effet de mettre en échec le susdit décret dont il n'appartient pas à la juridiction civile d'apprécier la légalité et l'autorité ni d'empêcher l'exécution dans n'importe laquelle de ses dispositions, le tribunal civil ne saurait en connaître à aucun titre.

Mgr Sagot du Vauroux, évêque d'Agen c. Faguilhes, administrateur de la mense.

Mgr Sagot du Vauroux, nommé par le Saint-Siège évêque d'Agen, postérieurement à la loi du 9 décembre 1905, prit possession de l'évêché le 9 mars 1906, sans aucune protestation de l'Administration. Il demanda au commissaire-administrateur nommé pour gérer pendant la vacance du siège la remise des biens et revenus composant la mense épiscopale. Sur le refus qui lui fut opposé, il assigna le commissaire en référé devant le président du tribunal. M. le procureur de la République ayant, au nom du préfet du Lot-et-Garonne, opposé un déclinatoire d'incompétence, le président renvoya les parties devant le tribunal à la première audience.

LE TRIBUNAL,

Attendu que l'évêché d'Agen étant devenu vacant par le décès de son titulaire, le secrétaire général de la préfecture du Lot-et-Garonne, M. Faguilhes, a été nommé administrateur de la mense épiscopale par arrêté ministériel du 9 mars 1905, conformément à l'art. 34 du décret du 6 novembre 1813 ;

Attendu que la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat est intervenue sans que le siège épiscopal ait été pourvu antérieurement d'un nouveau titulaire;

Attendu que Mgr Sagot du Vauroux institué évêque d'Agen par le Saint Siège postérieurement à ladite loi et ayant pris possession le 9 mars 1906 du palais épiscopal a introduit le référé dont s'agit pour voir dire que M. Faguilhe devra cesser ses fonctions d'administrateur de la mense et remettre au demandeur en sa qualité d'évêque d'Agen les titres, biens et valeurs quelconques dont il est en possession comme administrateur de ladite mense;

Attendu que l'incompétence de l'autorité judiciaire étant soulevée, il y a lieu tout d'abord de dire qu'en principe le juge des référés ou le tribunal jugeant en matière de référé est incompétent pour connaître d'un incident se rattachant à une contestation du ressort des tribunaux administratifs; que ce principe n'est pas contesté par le demandeur au référé ;

Attendu dès lors que sans qu'il y ait lieu dès à présent de rechercher si l'urgence nécessaire pour l'introduction d'un référé fait défaut ou si l'allocation ou le rejet de la demande, telle qu'elle est formulée, ne feraient pas préjudice au principal, le tribunal doit examiner si la question qui lui est soumise est de la compétence de la juridiction civile ou administrative;

Attendu que la mense est formée par l'ensemble des biens qui ont été affectés par l'Etat à l'évêché considéré comme établissement public, ou que l'évêché a acquis à titre gratuit ou onéreux avec l'autorisation du gouvernement; que les règles qui régissent les menses sont contenues dans le décret ayant force de loi du 6 novembre 1813 sur la conservation et administration des biens possédés par le clergé;

Attendu que les menses doivent continuer provisoire-

ment de fonctionner conformément aux dispositions dudit décret, en exécution de l'art. 3 de la loi de séparation du 9 décembre 1905, jusqu'à l'attribution de leurs biens aux associations cultuelles prévues par cette loi;

Attendu que le décret du 6 novembre 1813 (art. 29 et 6) a attribué aux évêques nommés par le chef de l'Etat l'administration et l'usufruit des biens de la mense en leur interdisant toutefois tous actes d'aliénation sans autorisation gouvernementale (art. 8);

Attendu que l'art. 33 du même décret porte : « Le droit de régale continuera d'être exercé dans l'Empire ainsi qu'il l'a été de tout temps par les souverains nos prédécesseurs; »

Attendu que la régale était un droit en vertu duquel les rois jouissaient des fruits et revenus des biens des évêchés vacants, aux lieu et place de l'évêque, fruits et revenus qui étaient perçus pour le roi par ses mandataires, dits économes;

Attendu que pour l'exercice de la régale le décret, art. 34, a prescrit la nomination par le ministère des Cultes d'un commissaire-administrateur lequel a remplacé l'ancien économe, en ayant tous les droits et pouvoirs, c'est-à-dire percevant les revenus pour le compte de l'Etat jusqu'au jour de la nomination du nouvel évêque et administrant jusqu'au jour de la prise de possession de la mense par ce dernier (art. 45), prise de possession soumise à certaines formalités prescrites par l'art. 46;

Attendu qu'il est à noter que sous l'ancien régime pour tous les litiges soulevés par l'exercice de la régale le roi avait créé une compétence exceptionnelle, celle de la grand'chambre du Parlement de Paris, privativement aux autres Chambres du Parlement et à toutes autres cours et juges du royaume;

Attendu, étant donné tout ce qui vient d'être dit sur la régale telle qu'elle était exercée et régie sous les rois de France, qu'il n'est point douteux que le commissaire administrateur soit exclusivement l'agent de l'Etat et que la régale soit un droit inhérent à l'exercice de la puissance publique, une dépendance de la souveraineté de l'Etat;

Attendu, en conséquence, que tous les litiges s'y rattachant doivent échapper à la compétence de la juridiction civile comme ils échappaient autrefois sur tout le territoire, à toute compétence autre que celle qui avait été créée par le roi pour les régler, la compétence de la Grand'Chambre du Parlement de Paris;

Attendu, dès lors, que le tribunal civil ne saurait, sans violer le principe de la répartition des pouvoirs, rechercher si M. Faguilhe doit cesser d'administrer la mense épiscopale et d'en percevoir les revenus pour le compte de l'Etat, c'est-à-dire si son mandat d'exercer la régale doit prendre fin, mandat dont il a été investi en exécution du décret légalement obligatoire du 6 novembre 1813, qui doit continuer à régir les menses jusqu'à l'attribution de leurs biens aux associations cultuelles prévues par la loi du 9 décembre 1905;

Attendu que le tribunal est incompétent pour rechercher si le nouvel évêque institué canoniquement peut prétendre aux mêmes droits sur la mense que l'évêque qui était nommé par le chef de l'Etat, s'il a rempli les formalités de la prise de possession prévues par l'art. 46 du décret de 1813 et qui étaient nécessaires pour que l'administration de la mense lui fut remise, s'il doit être assimilé au point de vue des droits sur la mense aux évêques nommés sous l'empire de la loi concordataire pour le motif qu'il a pris possession sans protestation de l'autorité gouvernementale de l'évêché, lesquels d'ailleurs sont laissés provisoirement par l'art. 14 de la loi de séparation à la disposition des établissements publics du culte;

Attendu, au surplus, que par décret du président de la République en date du 25 novembre 1905, rendu sur le rapport du ministre des Cultes, le Conseil d'Etat entendu, le commissaire administrateur de la mense a reçu l'ordre de faire procéder immédiatement à l'aliénation d'immeubles dépendant de la mense, ces immeubles ne concourant pas directement au but légal en vue duquel la mense avait reçu la capacité civile; que ce décret se termine ainsi : « Les pouvoirs de l'administrateur ne prendront fin qu'après l'entier achèvement des opérations commencées par lui en exécution du présent décret antérieurement à la prise de possession du siège par le nouvel évêque »;

Attendu qu'un des immeubles à aliéner, l'immeuble dit « Saint-Caprais » dont la vente avait été publiée en janvier dernier par voie d'annonces dans divers journaux pour être faite aux enchères par le ministère de Me Benquet, notaire, n'a pas encore été réalisée et se poursuit actuellement sur baisse de mise à prix;

Attendu en conséquence que même dans l'hypothèse où la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation ne serait pas intervenue postérieurement au décret précité du 25 novembre 1905, et où le nouvel évêque aurait été nommé et aurait pris possession du siège épiscopal dans les mêmes conditions qu'avant ladite loi, la juridiction civile devrait néanmoins se déclarer incompétente;

Attendu, en effet, que la demande ayant pour objet de faire ordonner la cessation des fonctions de l'administrateur tend directement à mettre en échec le décret présidentiel du 25 novembre 1905 dont il n'appartient pas à la juridiction civile d'apprécier la légalité et l'autorité et d'empêcher l'exécution dans n'importe quelle de ses dispositions;

Par ces motifs,

Se déclare incompétent.

Renvoie le demandeur à se pourvoir...

MM. Bitaubé proc. de la Répub. — Mes Séré et Montels av.

NOTE. — Voir dans le sens de la décision recueillie : Limoges 13 août 1888 (Gaz. Pal. 88.2.328 — D. 89.2.57, avec la note critique et les conclusions de M. le procureur général Baudouin). *Contrà :* Trib. civ. Limoges 24 juillet 1888, infirmé par l'arrêt précité (Gaz. Pal. 1888.2.278).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

16 juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

TESTAMENT. — RÉVOCATION. — EFFETS. — TESTAMENT POSTÉRIEUR. — INCAPACITÉ DE L'HÉRITIER INSTITUÉ. — ENFANT ADULTÉRIN.

Il y a révocation des dispositions contenues dans un premier testament lorsque ces dispositions sont incompatibles avec celles d'un testament postérieur ou y sont contraires.

Et la révocation conserve alors tout son effet quoique

le nouvel acte reste sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué ou du légataire.

Si donc, par application de l'art. 908 C. civ., qui déclare les enfants adultérins incapables de recevoir par testament, sauf pour cause d'aliments, les dispositions faites au profit de ces enfants par leur auteur sont nulles, elles n'en emportent pas moins révocation des dispositions qui leur sont contraires.

Epoux Pajot c. veuve Gadeau et autres :

Les époux Pajot se sont pourvus en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 27 mars 1902, rendu au profit de veuve Gadeau, et autres.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le premier moyen :

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que Hubert Gadeau, décédé le 27 mai 1895, a d'abord, par un testament olographe, en date du 1er octobre 1879, institué pour légataire universelle Anne Morinot, aujourd'hui épouse Pajot, puis, par un second testament en même forme, du 4 mai 1891, légué, sous réserve de l'usufruit au profit de sa femme, la totalité de ses biens, meubles et immeubles, à Berthe Gadeau ; qu'il est déclaré par le même arrêt que Berthe Gadeau était la fille adultérine du testateur ;

Attendu que, d'après l'art. 1036 C. civ., il y a révocation des dispositions contenues dans un premier testament, lorsque ces dispositions sont incompatibles avec celles d'un testament postérieur ou y sont contraires ; que, d'autre part, aux termes de l'art. 1037, la révocation conserve alors tout son effet, quoique le nouvel acte reste sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué ou du légataire ; que si donc, par application de l'art. 908 du même code qui déclare les enfants adultérins incapables de recevoir par testament, sauf pour cause d'aliments, les dispositions faites au profit de ces enfants par leur auteur sont nulles, elles n'en emportent pas moins révocation des dispositions qui leur sont contraires ;

Attendu, dès lors, que c'est à bon droit que la Cour de Paris a décidé, dans l'espèce, que le testament du 1er octobre 1879 avait été révoqué par le testament du 4 mai 1891 ; qu'en statuant ainsi, elle n'a violé aucun des articles invoqués par le premier moyen ;

Sur le deuxième moyen :

Attendu qu'après avoir déclaré que la dame Pajot avait possédé de bonne foi l'immeuble dépendant de la succession de Hubert Gadeau, sis à St-Maur-les-Fossés, avenue du Clos, 2, l'arrêt attaqué a ajouté qu'elle ne percevait les fruits de cet immeuble qu'en vertu de l'adjudication, annulée par ledit arrêt, qui avait été passée à son profit le 21 juillet 1896, et à la charge d'en remplir les obligations, c'est-à-dire de payer le prix de l'immeuble ou les intérêts de ce prix jusqu'au paiement du principal ;

Attendu, dès lors, qu'en décidant que la demanderesse avait le droit de conserver les fruits qu'elle avait perçus jusqu'à l'introduction de l'instance, mais que, d'autre part, elle devrait, dans son compte d'administration, faire figurer à l'actif de la veuve Badeau les intérêts du prix d'adjudication courus pendant la période de jouissance, la Cour de Paris n'a fait qu'une juste application des règles de la matière, et n'a pas, par suite, violé les articles visés au deuxième moyen ;

Rejette...

MM. DURAND rapp.; MÉRILLON av. gén. (c. conf.). — Me DE LALANDE av.

NOTE. — L'une des causes indiquées par l'art. 1036 C. civ. comme emportant révocation d'un testament est la confection d'un testament postérieur et incompatible avec le premier. V. Dalloz, Supp. au rép. Vo Dispositions entre vifs et testamentaires, no 1022. En ce cas, il y a révocation *tacite* résultant de cette incompatibilité.

L'art. 1037 en vertu duquel la révocation aura tout son effet quoique le nouveau testament reste sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué ou du légataire ou par leur refus de recueillir s'applique, ainsi que l'a jugé l'arrêt recueilli, aussi bien à la révocation tacite qu'à la révocation expresse. La doctrine et la jurisprudence sont en ce sens : V. Poitiers 6 mai 1847 (S. 47.2.353 — D. 47.2.132); Cass. 25 juillet 1849 (S. 49.1.673 — D. 49.1.321); Liège 14 mai 1873 (S. 74.2.115 — D. 74.2.36). *Sic :* Aubry et Rau, 4e édit., t. VII, § 725 2o texte et note 29, p. 521; Demolombe, t. V, no 204 ; Troplong, t. IV, no 2081 ; Laurent, t. XIV, no 218 ; Dalloz, Supp. au rép. vo cit., no 1035.

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

22 juin 1906.

Présidence de M. Tanon.

USUFRUIT LÉGAL. — CHARGES. — FRAIS FUNÉRAIRES ET DE DERNIÈRE MALADIE. — DETTE EXCLUSIVEMENT A LA CHARGE DE L'USUFRUITIER.

Les diverses obligations que l'art 385 C. civ. impose à l'usufruitier légal comme charges à sa jouissance sont considérées comme une compensation de l'usufruit légal et il a paru d'une bonne gestion dans l'intérêt des mineurs de faire acquitter ces frais par l'usufruit sur les revenus à venir.

Spécialement les frais funéraires et de dernière maladie du conjoint à la succession duquel l'enfant a été appelé sont à la charge du conjoint survivant qui a la jouissance des biens du mineur, sans qu'il y ait à distinguer entre les frais funéraires qui seraient une dette de la succession et les frais de dernière maladie qui seraient une dette de la communauté : cette distinction ne concerne pas le recours des créanciers soit contre l'usufruitier légal, soit contre les héritiers, mais elle reste sans influence sur les droits particuliers du mineur vis-à-vis du survivant du conjoint qui a eu la jouissance de ses biens.

Epoux de Cargouët c. du Chef du Bos.

Les époux de Cargouët se sont pourvus en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Rennes du 11 janvier 1904, rapporté Gaz. Pal. 1904. 1. 180, rendu au profit de Mme du Chef de Bos.

Ils ont invoqué à l'appui de leur pourvoi notamment le premier moyen suivant :

« Violation par fausse application de l'art. 385 C. civ., en ce que, appelée à statuer sur le compte de tutelle dû

par Mme de Cargouët à Mme du Chef du Bos, sa fille, l'arrêt attaqué a déduit de ce compte et mis à la charge de la tutrice, en tant qu'usufruitière légale, les frais de dernière maladie de feu M. de Cargouët, son premier mari, alors que s'agissant de l'époux prédécédé, ces frais constituaient une dette de la communauté et non une charge de la jouissance légale. »

Arrêt :

LA COUR,

Sur le premier moyen pris de la violation par fausse application de l'art. 385 C. civ. :

Attendu qu'aux termes de l'art. 384 C. civ., le survivant des père et mère a la jouissance des biens de ses enfants mineurs jusqu'à l'âge de 18 ans ; que, d'autre part, l'art. 385 du même code spécifie que les charges de cette jouissance seront : 1° celles auxquelles sont tenus les usufruitiers ; 2° la nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants, selon leur fortune ; 3° le paiement des arrérages ou intérêts des capitaux ; 4° les frais funéraires et ceux de dernière maladie ;

Attendu que ces diverses obligations sont considérées comme une compensation de l'usufruit légal et qu'il a paru d'une bonne gestion dans l'intérêt des mineurs de faire acquitter ces frais par l'usufruit sur les revenus à venir ;

Attendu que la distinction dont le pourvoi se prévaut entre les frais funéraires qui sont une dette de la succession, et les frais de dernière maladie, qui sont une dette de la communauté, ne concerne que le recours des créanciers soit contre l'usufruitier légal, soit contre les héritiers, mais reste sans influence sur les droits particuliers du mineur vis-à-vis du survivant des conjoints qui a eu la jouissance de ses biens ; qu'au regard de ce dernier, le 4e paragraphe de l'art. 385 est formel et impose au conjoint survivant qui a eu la jouissance des biens du mineur la charge d'acquitter les frais funéraires comme les frais de dernière maladie ;

Attendu qu'en fait il n'est pas dénié que la dame de Cargouët a exercé jusqu'à son second mariage son droit d'usufruit sur les biens de sa fille mineure ; que, dès lors, en mettant directement à sa charge les frais funéraires et ceux de dernière maladie, l'arrêt attaqué, loin de violer l'art. 385 susvisé, en a fait au contraire une exacte application ;

Sur le deuxième moyen tiré de la fausse application de l'art. 1356 C. civ., de la violation de l'art. 1315 du même code et des règles de la preuve, ainsi que de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que, pour écarter la demande des époux de Cargouët relativement à une somme de 5.500 francs qui aurait été remise à la dame Bouan du Chef du Bos à l'occasion du mariage de celle-ci, l'arrêt attaqué déclare, en fait : 1° que la dame Bouan, tout en reconnaissant avoir reçu cette somme, a ajouté qu'elle faisait l'objet non d'un prêt, mais d'un cadeau de noces ; 2° que ces explications fournies à cet égard par la dame Bouan paraissent d'autant plus vraisemblables que cette dernière était en même temps la nièce du second mari de sa mère ; 3° que, d'ailleurs, les époux de Cargouët n'ont produit aucune justification contraire ;

Attendu que de telles constatations et appréciations de fait échappent au contrôle de la Cour de cassation ; qu'elles suffisent à justifier la décision intervenue qui est régulièrement motivée ;

Par ces motifs,
Rejette...

MM. ALPHANDÉRY rapp. ; BONNET av. gén. — Me HERSON-MACAREL av.

NOTE. — Parmi les charges que doivent supporter les père et mère, usufruitiers légaux des biens de leurs enfants mineurs, figurent notamment les frais funéraires et de dernière maladie (art. 385 C. civ.).

La jurisprudence décide que ces frais funéraires et de dernière maladie sont ceux des personnes dont la succession est dévolue aux mineurs, et non des mineurs eux-mêmes : Caen 20 décembre 1840 (S. 41.1.213 — D. 41.2.44); Douai 22 juillet 1854 (S.55.2.619 — D. 55.2.83) ; Amiens 8 février 1894 (Rec Amiens 1894.248).

Mais c'est la première fois que la question était posée de savoir si le mineur qui recueille la part de son auteur dans la communauté ne doit pas contribuer au paiement de ces frais.

COUR DE CASSATION (CH. DES REQ.)

9 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

ACTION POSSESSOIRE. — PÉTITOIRE. — EXÉCUTION DES CONDAMNATIONS. — ART. 27 C. PROC. CIV. — ASSISTANCE JUDICIAIRE. — FRAIS NON LIQUIDÉS.

Le moyen d'irrecevabilité de la demande au pétitoire, tirée de l'art. 27 C. proc. civ., en vertu duquel le défendeur au possessoire qui a succombé ne peut se pourvoir au pétitoire qu'après avoir satisfait aux condamnations prononcées contre lui, ne peut être invoqué en raison de ce que ledit défendeur n'aurait pas payé les frais de l'instance possessoire d'appel, ni les expéditions de descente sur les lieux et enquêtes, si, d'une part, le demandeur au possessoire étant pourvu de l'assistance judiciaire, il appartenait au Trésor, au profit de qui la distraction en avait été prononcée, de poursuivre l'exécution de ces frais, en vertu de l'art. 18 de la loi du 22 janvier 1851 (non encore modifiée par la loi du 31 juillet 1899), et si, d'autre part, le coût des actes dont le demandeur au possessoire, défendeur au pétitoire, réclame le remboursement, n'ayant pas été englobé dans la liquidation des dépens, le demandeur au pétitoire qui n'est, quant à ce, l'objet d'aucune condamnation, ne peut, à raison du non-paiement de la susdite somme, être réputé irrecevable en son action.

Consorts Giacobbi c. époux Sinibaldi.

Les époux Sinibaldi ayant succombé sur une action possessoire intentée contre eux par les époux Giacobbi, se sont pourvus au pétitoire contre ceux-ci.

Les consorts Giacobbi ont soutenu devant le tribunal et la cour que l'action pétitoire ne pouvait être accueillie en raison de ce que les époux Sinibaldi n'avaient pas satisfait pleinement aux condamnations prononcées contre eux (art. 27 C. proc. civ.).

La Cour de Bastia ayant refusé d'accueillir cette fin

de non-recevoir par arrêt du 15 mai 1905, les consorts Giacobbi se sont pourvus en cassation contre cet arrêt.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique, dans ses deux branches, pris de la violation et fausse application des art. 27 C. proc. civ., 17, 18, 19 de la loi du 22 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire, du principe que nul n'est présumé renoncer à son droit et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'après avoir soutenu devant le tribunal et la cour d'appel que les époux Sinibaldi, demandeurs au pétitoire suivant exploit du 19 février 1904, n'avaient pas pleinement satisfait aux condamnations prononcées contre eux par la sentence au possessoire du 21 juillet 1898, confirmée par jugement du 31 juillet 1899, les consorts Giacobbi ont été obligés de reconnaître que les lieux avaient été remis dans leur état primitif et que les frais exposés devant la justice de paix avaient été réglés, le 17 décembre 1899, à la suite du commandement qu'ils firent signifier à leurs adversaires le 9 du même mois; que, pour justifier le moyen d'irrecevabilité de la demande tirée de l'art. 27 C. proc. civ. par eux invoqué, ils ont, alors seulement, excipé du défaut de paiement des frais de l'instance possessoire d'appel et du coût des expéditions des descente sur les lieux et enquêtes, s'élevant à 41 fr. 65 qu'ils avaient payés de leurs deniers;

Mais attendu, d'une part, que les consorts Giacobbi étant pourvus de l'assistance judiciaire, il appartenait au Trésor, au profit de qui la distraction en avait été prononcée, de poursuivre le recouvrement de ces frais, et que, à la différence du texte nouveau, l'ancien art. 18 de la loi du 22 janvier 1851, non encore modifiée lors du jugement du 31 juillet 1899, ne leur accordant pas le droit de concourir aux actes de poursuite conjointement avec l'Administration, ils ne sauraient se prévaloir de ce chef d'un défaut d'exécution;

Et attendu, d'autre part, que le coût des actes dont ils réclament le remboursement n'ayant pas été englobé dans la liquidation des dépens, les époux Sinibaldi, qui ne sont quant à ce l'objet d'aucune condamnation, ne peuvent, à raison du non-paiement de la somme sus indiquée, être réputés irrecevables en leur action ;

Attendu que, dans ces circonstances, en repoussant l'exception proposée, la décision attaquée, qui est dument motivée, loin de violer les dispositions visées au moyen, en a fait, au contraire, une juste application;

Rejette...

MM. Michel-Jaffard rapp.; Feuilloley av. gén. — Me Boulard av.

NOTE. — La raison d'être de la disposition de l'art. 27 C. proc. civ. est qu'il est juste que le défendeur au possessoire répare avant tout le trouble qu'il a indûment causé à autrui. Il y a là une application du principe général : *Spoliatus ante omnia restituatur :* Carré et Chauveau, t. I, p. 144-21; Fuzier-Herman, Rép. gén. de dr. fr. Vo Action possessoire, no 826.

Ce principe pouvait-il recevoir son application dans l'espèce ? Assurément non. Le défendeur au possessoire qui avait succombé en présence d'un adversaire pourvu de l'assistance judiciaire ne pouvait être paralysé dans son action s'il plaisait au Trésor de ne pas donner suite à la condamnation aux dépens prononcée contre lui. De même on décide en doctrine que la partie qui a obtenu gain de cause au possessoire ne peut pas, en n'exigeant pas ou en refusant l'exécution des condamnations prononcées à son profit, paralyser indéfiniment l'exercice de l'action pétitoire qui appartient à son adversaire. V. Fuzier-Herman, op. et verbo cit., no 852.

COUR D'APPEL DE DOUAI (1re Ch.)

13 février 1906.

Présidence de M. Bosquet.

1°. —EXPROPRIATION PUBLIQUE. — CHEMIN DE FER. — CONCESSIONNAIRE. — PROPRIÉTAIRE. — TERRAIN. — TRAITÉ AMIABLE. — CONTESTATION. — CONTENTIEUX JUDICIAIRE.

2°.— OBLIGATIONS. — CONDITION RÉSOLUTOIRE EXPRESSE. — EFFET DE PLEIN DROIT.

3°. — EXPROPRIATION. — DÉFAUT DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ PRÉALABLE. — MAINTIEN DU PROPRIÉTAIRE EN POSSESSION. — COMPÉTENCE DU JUGE DES RÉFÉRÉS.

1° *Relève du contentieux judiciaire la contestation relative au contrat passé entre le concessionnaire d'une ligne de chemin de fer et le propriétaire d'un terrain pour la cession de ce terrain.*

2° *Lorsqu'une condition résolutoire expresse est stipulée dans un acte de vente, cette condition venant à se réaliser, opère de plein droit la résiliation du contrat sans qu'il soit besoin de la faire prononcer en justice.*

3° *Il est de principe qu'aucune expropriation ne peut avoir lieu sans le paiement d'une indemnité préalable.*

En conséquence, à défaut du paiement de cette indemnité, l'exercice de son droit de propriété doit être conservé au provisoire au propriétaire et le juge des référés est compétent pour ordonner, vu l'urgence, des mesures à cet effet.

Dame d'Hespel c. Michon.

La Cour,

Attendu que le département du Nord a concédé à Mathieu Michon la construction intégrale et l'exploitation d'un chemin de fer d'intérêt local, de Don à Fromelles;

Attendu que, suivant acte reçu par Me Legay, notaire à Paris, le 24 mai 1896, la dame d'Hespel s'est engagée envers Michon à lui donner gratuitement, au profit de cette ligne, le terrain nécessaire à son établissement, sans excéder toutefois une surface de 13.200 mètres carrés, équivalente à une somme de 30.000 francs; qu'il était précisé que la réalisation de la donation ne pourrait être demandée par Michon qu'après la déclaration d'utilité publique; qu'enfin, il était expressément stipulé que cette convention serait nulle, si, dans le délai de trois années après cette déclaration, les travaux du chemin de fer n'étaient pas entièrement terminés;

Attendu que la loi déclarant d'utilité publique l'établissement du chemin de fer est intervenue le 30 avril 1902;

Attendu que Michon n'a jamais demandé à la dame d'Hespel de réaliser la cession du terrain; qu'au contraire, estimant, dès 1903, que les travaux de cons-

truction de la ligne ne seraient point achevés pour le 1er mai 1905, il a fait comprendre tous les terrains appartenant à l'intimée dans le jugement d'expropriation rendu par le Tribunal de Lille, le 23 octobre 1903 et lui a fait signifier ce jugement le 5 novembre suivant; que la dame d'Hespel a été convoquée et a comparu devant le jury d'expropriation qui lui a alloué des indemnités s'élevant ensemble à la somme de 15.397 fr. 70 ;

Attendu qu'il est constant et reconnu par Michon qu'à la date du 1er mai 1905, les travaux de construction de la ligne étaient loin d'être terminés et qu'ils ne le sont même point encore actuellement; qu'en conséquence, en vertu de la clause formelle de l'acte précité, l'engagement de la dame d'Hespel, était nul et de nul effet, et réputé n'avoir jamais existé; qu'en effet, la clause résolutoire expresse produit ses effets de plein droit par la seule vertu de la convention et la seule force de la loi; que la résolution n'a pas été demandée en justice; que les juges n'ont pas à la prononcer, et qu'elle est irrévocablement accomplie par la réalisation de la condition;

Attendu, d'ailleurs, que c'est bien ainsi que les deux parties ont, l'une et l'autre, appliqué la clause du contrat qui est claire et précise et ne peut prêter à aucune difficulté d'interprétation; qu'à la date du 18 novembre 1905, Michon a fait écrire au maire de Fournes-en-Weppes de prévenir la dame d'Hespel de se rendre à la mairie, le 18 de ce mois, à l'effet d'y signer une quittance authentique du paiement de l'indemnité d'expropriation à elle allouée;

Attendu que, ce paiement n'étant point intervenu, la dame d'Hespel a, de son côté, fait signifier à Michon, le 19 décembre 1905, que la convention du 24 mars 1896 ayant été mise à néant par l'expiration de trois années, sans que les travaux aient été terminés depuis la déclaration d'utilité publique, elle entendait recevoir les indemnités à elle allouées par le jury, et qu'elle a, par le même acte, fait sommation de les payer, déclarant que, faute de ce règlement préalable, elle s'opposerait par toutes voies de droit à la prise de possession des terrains expropriés;

Attendu que Michon n'ayant point obtempéré à cette sommation, elle l'a assigné en référé pour voir dire, au provisoire, qu'il devra lui verser sans délai, sinon déposer à la caisse des consignations, la somme principale de 15.397 fr. 70; que, faute de ce faire, elle sera maintenue en possession des parcelles expropriées;

Attendu qu'en vertu du droit commun, le président du tribunal est compétent pour statuer en référé sur les difficultés relatives au jugement d'expropriation du 23 octobre 1903 et au maintien de l'exproprié en possession jusqu'au paiement préalable de l'indemnité;

Attendu que Michon prétend à tort que la dame d'Hespel aurait dû ,d'abord, demander au tribunal compétent de prononcer la résolution de son engagement; qu'il confond la condition résolutoire tacite, prévue par l'art. 1134 C. civ. avec la condition résolutoire expressément stipulée par les parties comme condition substantielle et constitutive de leur engagement;

Attendu que les parties sont d'accord pour reconnaître que la condition résolutoire était accomplie et que les travaux de la ligne n'étaient pas terminés dans le délai rigoureusement fixé; qu'aucun désaccord, ni aucun litige n'existant entre elles, il n'y avait lieu pour aucune d'elles d'intenter un procès entraînant des frais purement frustratoires, pour faire prononcer une résolution accomplie de plein droit par la réalisation non contestée de la condition;

Attendu que le juge des référés a nécessairement le pouvoir de vérifier si un contrat antérieur qui lui est produit pour faire échec aux droits les plus certains résultant d'un jugement d'expropriation est applicable aux immeubles expropriés à l'époque où cet acte est produit; qu'il doit vérifier l'existence apparente de cet acte uniquement au point de vue de la mesure provisoire demandée; que la difficulté soulevée par Michon n'était aucunement sérieuse et n'avait manifestement pour unique but que d'empêcher l'exercice légitime des droits de la dame d'Hespel, dérivant d'un jugement d'expropriation et de la loi du 3 mai 1841;

Attendu, en outre, que la thèse essentielle de Michon, consistant à prétendre que, s'il lui avait convenu d'actionner la dame d'Hespel, en vertu de l'ancienne convention du 24 mars 1896, il aurait dû le faire devant le conseil de préfecture, est des plus contestables; qu'en effet cette convention est intervenue entre la dame d'Hespel et lui seul, agissant en son nom personnel; qu'elle n'a jamais été acceptée ni par aucun acte du préfet, représentant soit l'Etat, soit le département; que l'administration était complètement étrangère à la convention, à laquelle elle n'avait d'ailleurs, aucun intérêt, puisque, d'après les conventions intervenues et qui ont été annexées à la loi du 30 avril 1902, c'est le concessionnaire qui était chargé de la construction entière de la ligne, de la totalité des dépenses nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances de ses seuls deniers personnels;

Attendu que la compétence exceptionnelle du conseil de préfecture est limitée, par la loi même du 28 pluviôse an VIII, aux difficultés qui s'élèvent entre l'administration et ceux qui ont traité avec elle, relativement à des travaux publics; que, si, au contraire, l'administration n'est pas en cause et n'est nullement intervenue au contrat, les contestations qui peuvent s'élever entre les concessionnaires et leurs sous-traitants ou des tiers quelconques, avec qui ils ont contracté, appartiennent au contentieux judiciaire, ces contrats, même ayant trait à des travaux publics, restent soumis à la compétence de droit commun; qu'en vertu de ce principe, affirmé par une jurisprudence constante, tant du Conseil d'Etat qu'à la Cour de cassation, le contrat passé entre la dame d'Hespel et Michon seul aurait appartenu au contentieux judiciaire, si une contestation s'était produite sur son exécution, ce qui n'a pas eu lieu;

Attendu que, par des conclusions additionnelles, Michon soutient que, par arrêté du 31 août 1905, il a obtenu du Conseil de préfecture du Nord la résiliation de sa concession et qu'il n'a plus qualité pour être assigné par la dame d'Hespel;

Mais, attendu qu'avant que cet arrêté, d'ailleurs frappé d'un pourvoi, ne fût définitif, le préfet du Nord, dûment autorisé à cet effet par une délibération du Conseil général, a passé, le 26 octobre 1906, avec Michon, une nouvelle convention aux termes de laquelle celui-ci devra reprendre et effectuer les travaux de construction de la ligne qu'il doit terminer pour le 1er octobre 1906, et qu'il reste chargé à forfait comme il l'était de toutes les dépenses quelconques de construction de la ligne, notamment de l'acquisition de tous les terrains nécessaires; que c'est ainsi qu'il a fait écrire le 15 novembre 1905, peu de jours après cette nouvelle convention, à la dame d'Hespel, de se rendre à la mairie pour lui donner devant le maire, une quittance de son indemnité; que ce moyen est donc absolument controuvé; qu'il résulte seulement de cette convention passée et signée par lui antérieurement à son assignation en référé une

preuve de plus que les travaux n'étaient point achevés au 1er mai 1905;

Sur le fond de la question attaquée :

Attendu qu'aux termes de la loi du 3 mai 1841, Michon ne peut s'emparer des terrains expropriés que moyennant le versement d'une indemnité préalable; qu'il y a donc lieu, et qu'il y a urgence à conserver au provisoire à la dame d'Hespel l'exercice de son droit; qu'il échet, en conséquence, de maintenir la décision du premier juge en retranchant, toutefois, la partie qui enjoint à Michon de supprimer les travaux qu'il a exécutés sur les parcelles de la dame d'Hespel;

Par ces motifs,

Dit que le juge des référés était compétent; en conséquence, au principal, renvoie les parties à se pourvoir; au provisoire et vu l'urgence, dit que Michon devra verser sans délai à la dame d'Hespel, sinon déposer à la Caisse des dépôts et consignations de Lille la somme de 15.397 fr. 70 sous réserve des intérêts; que, jusque-là, la dame d'Hespel sera maintenue en possession des parcelles expropriées, et qu'il est interdit à Michon d'y faire exécuter des travaux quelconques; dit que l'intimée est autorisée à faire respecter son droit, même *manu militari*; condamne Michon aux dépens d'appel.

M. Testard av. gén. — Mes Payen (du barreau de Paris) et Devimeux av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : C'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de déterminer le sens et la portée des conventions qui interviennent entre l'Administration ou les concessionnaires et les particuliers pour le règlement des conditions de la cession amiable de leurs immeubles en vertu des lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique : Cons. d'Etat 30 janvier 1868 (D. 70.3.110); 21 juillet 1876 (D. 76.3.98-99); Trib. conflits 12 mai 1883 (S. 85.3.28); Cons. d'Etat 23 janv. 1885 (Lebon, p. 98); 8 mai 1885 (Lebon, p. 502); 15 novembre 1895 (S. 97.3.144 — D. 96.3.91); Cass. 24 mai 1898 (Gaz. Pal. 98.1. 759 — D. 98.1.425 — S. 98.1.416 — Pand. franç. 99.1.23). *Sic :* Chauveau, Principes de compét. et de juridict. admis, nos 418 et suiv., 600 et suiv.; Daffry de la Monnoye, Théor. et prat. de l'expropr., t. 1, sur l'art 13, n° 5; de Lalleau, Traité de l'expropr., 8e édit., t. 2, n° 682 bis; Crépon, Code annot. de l'expropr., sur l'art. 13, n° 7.

II. — Sur le deuxième point : Comp. dans le sens de la décision recueillie : Cass. 29 novembre 1886 (S. 87.1.63 — D. 87.1.388); Caen 16 décembre 1843 (S. 44.2.97); Orléans 9 novembre 1860 (S. 61.2.144 — D. 61.2.54); Paris 11 février 1874 (S. 74.2.197 — D. 75.2.145). *Sic :* Laurent, t. 17, nos 160 et 161; Colmet de Santerre, t. 5, n° 105 bis II; Demolombe, t. 25, nos 550 et suiv.; Aubry et Rau, t. 4, 302, p. 84, texte et note 84; Baudry-Lacantinerie, t. 2, n° 911; 2°; Guillouard, t. 1, nos 440 et suiv.

III. — Sur le troisième point : V. en ce sens : Cass. 18 octobre 1899 (Gaz. Pal. 99.2.488 — S. 1900.1.102); Cons. d'Etat 7 juillet 1853 (S. 54.2.213 — D. 54.3.35); 15 décembre 1858 (S. 59.2.462 — D. 59.3.49); Dijon 10 août 1858 (S. 59.2. 375 — D. 59.2.43); Caen 24 juin 1867 (S. 68.2.226). *Sic :* Crépon, sur l'art. 2, n° 3; de Lalleau, t. 2, n° 912, note; Daffry de la Monnoye, t. 2, sur l'art. 53, n° 79.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

21 mai 1906.

Présidence de M. Galinier.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais.*

ASSURANCES TERRESTRES. — ACCIDENTS. — INOBSERVATION DES RÈGLEMENTS. — CLAUSE D'EXONÉRATION. — FAUTE GRAVE. — FAUTE LÉGÈRE. — APPRÉCIATION DU JUGE.

La clause excluant du bénéfice de l'assurance les accidents provenant de l'inobservation des lois et règlements sur la circulation des voitures n'est applicable que lorsqu'il s'agit d'une faute d'une gravité telle, de la part de l'assuré, qu'elle puisse être assimilée à une faute volontaire ou à un dol.

C'est au juge qu'il appartient d'apprécier souverainement à ce point de vue la gravité des faits qui motivent la responsabilité, et de dire, notamment, que le fait par un conducteur de voiture de n'avoir pas suffisamment tenu sa droite ne constitue qu'une faute légère.

Barbaroux c. The General accident assurance.

Le Tribunal,

Attendu que Barbaroux est assuré par la Compagnie The General accident assurance de Perth (Ecosse) contre les accidents par lui causés aux tiers;

Attendu que, le 4 septembre 1905, ledit Barbaroux conduisant plusieurs voitures et se dirigeant vers Marseille, a occasionné un accident à un cheval appartenant à un sieur Hugues; qu'il a fait régulièrement sa déclaration à la Compagnie qui l'a représenté et défendu dans l'instance introduite devant le Tribunal de paix du 8e canton de Marseille;

Attendu qu'un jugement du juge de paix en date du 29 décembre 1905 déclare Barbaroux en faute pour n'avoir pas suffisamment observé les règlements de voirie en tenant soigneusement sa droite et le condamne à payer une indemnité de 509 fr. 20 cent. ;

Attendu que la Compagnie d'assurances, prenant texte dudit jugement, se refuse aujourd'hui à prendre à sa charge l'indemnité ci-dessus; qu'elle prétend exciper à cet eet de la clause de police d'après laquelle sont exclus du bénéfice de l'assurance les accidents provenant de l'inobservation des lois et règlements sur la circulation des voitures;

Attendu que la jurisprudence paraît aujourd'hui fixée en ce sens qu'une clause de cette nature n'est applicable que lorsqu'il s'agit d'une faute d'une gravité telle, de la part de l'assuré, qu'elle puisse être assimilée à une faute volontaire ou à un dol; qu'il appartient au juge d'apprécier souverainement, à ce point de vue, la gravité des faits qui motivent la responsabilité;

Attendu que le fait, pour un conducteur de voiture. de n'avoir pas suffisamment tenu sa droite, est certainement une de ces fautes légères et courantes contre les risques desquelles l'assuré entend précisément se couvrir, en contractant l'assurance; que décider autrement serait annuler l'assurance elle-même puisque la responsabilité de l'assuré ne peut être mise en jeu au regard des tiers, que lorsque, par lui-même ou par ses préposés, il comment une de ces fautes;

Par ces motifs,

Condamne la Compagnie.

Mes Vitagliano et Leconte av.

NOTE. — Principe certain en jurisprudence. En matière d'assurance contre les accidents, la clause du contrat qui affranchit la compagnie de toute responsabilité dans le cas d'infraction par l'assuré aux lois et règlements de police ne comprend que les fautes lourdes, assimilables au dol : Paris 11 novembre 1897; Trib. corr. Seine, 30 septembre 1896; 25 novembre 1897; 18 février 1897; 3 juillet 1897; Trib. com. St-Etienne 17 novembre 1899 ; Grenoble 10 mai 1899 ; Aix 20 février 1901 ; Trib. com. Marseille 9 avril 1900 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Assurances terrestres, n° 201. *Adde :* Trib. civ. Seine 17 janvier 1899; 7 novembre 1900; 15 décembre 1900; Paris 24 novembre 1900 (Gaz. Pal. *loc. et v° cit.*, n° 202-203-204 et 205). Toutes ces décisions examinent précisément quel est le caractère de la faute et de l'inobservation des règlements.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

18 juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — SOCIÉTÉS PAR ACTIONS. — NULLITÉ. — ACTION. — CRÉANCIERS SOCIAUX. — MODIFICATION AUX STATUTS. — LIBÉRATION DES ACTIONS.

Les vices dont est affectée la constitution d'une société par actions, déclarée en faillite, ne peuvent être opposés par les associés au syndic, agissant au nom des créanciers sociaux et réclamant les versements dus sur les actions souscrites.

Et il n'y a pas lieu de distinguer entre les différentes causes qui peuvent vicier soit la constitution de la société, soit les modifications apportées à ses statuts.

Lorsque les fondateurs d'une société anonyme ou ses administrateurs, au cas d'augmentation du capital social, ont fait la déclaration prescrite par les articles 1er et 24 de la loi du 24 juillet 1867, que la sincérité en a été vérifiée par l'assemblée générale conformément à l'art. 25 de ladite loi, la société est constituée et les associés sont tenus vis-à-vis des tiers de tout ce qu'ils ont promis d'y apporter.

La découverte ultérieure de souscriptions fictives — à côté de celles qui, de leur part, ont été sérieuses — ne les libère pas de l'engagement qu'ils ont pris, et ils ont seulement un recours contre ceux que la loi déclare responsables de la constitution irrégulière de la société.

Manteau ès qualités c. Bernard et autres.

M. Manteau, syndic de la Société de construction de matériel de transport, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Douai du 8 juin 1904, rendu au profit de MM. Bernard et autres, souscripteurs d'actions à une augmentation du capital de la Société.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 7, 24 et 41 de la loi du 24 juillet 1867 et 7 de la loi du 20 avril 1810 en ce que l'arrêt a décidé que les souscripteurs sérieux d'actions à une augmentation de capital n'étaient pas tenus de libérer leurs titres à la demande des syndics représentant les créanciers sociaux, sous prétexte que la plupart des souscriptions étant fictives, il n'y aurait pas la souscription intégrale, alors que la souscription étant essentiellement pure et simple et l'augmentation de capital ayant été déclaré définitivement réalisé par l'Assemblée générale des actionnaires, après déclaration de souscription et de versement du quart, l'existence de souscriptions fictives avait simplement pour résultat de rendre l'augmentation nulle, d'une nullité qui n'est pas opposable aux tiers. »

Arrêt :

La Cour,

Vu l'art. 7 de la loi du 24 juillet 1867;

Attendu que les vices dont est affectée la constitution d'une Société par actions, déclarée en faillite, ne peuvent être opposés par les associés au syndic, agissant au nom des créanciers sociaux et réclamant les versements dus sur les actions souscrites; qu'il n'y a pas à distinguer entre les différentes causes qui peuvent vicier soit la constitution de la Société, soit les modifications apportées à ses statuts; que lorsque les fondateurs d'une Société anonyme, ou ses administrateurs au cas d'augmentation du capital social, ont fait la déclaration prescrite par les art. 1er et 24 de la loi du 24 juillet 1867, que la sincérité en a été vérifiée par l'assemblée générale conformément à l'art. 25 de ladite loi, la Société est constituée et les associés sont tenus vis-à-vis des tiers de tout ce qu'ils ont promis d'y apporter, art. 1845 C. civ.; que la découverte ultérieure de souscriptions fictives ne les libère pas de l'engagement qu'ils ont pris; qu'ils ont seulement un recours contre ceux que la loi déclare responsables de la constitution irrégulière de la Société;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que l'Assemblée générale des actionnaires de la Société de construction de matériel de transport, dont le siège social est à Douai, a voté le 18 septembre 1902 l'augmentation de son capital social qui devait être porté de 1.250.000 francs à 2.500.000 francs par l'émission de 12.500 actions de 100 francs chacune ; que Bernard, Caillaud et Cie ont souscrit un certain nombre de ces actions et que, la Société ayant été mise en faillite, les syndics leur ont demandé de libérer leurs titres;

Attendu que ledit arrêt a repoussé l'action des syndics par ce motif que « les 12.500 actions n'ont pas été intégralement souscrites, qu'en dehors de quelques souscriptions en petit nombre que l'on peut considérer comme sérieuses, toutes les autres étaient fictives »; qu'il en conclut que la Société au capital de 2.500.000 francs dont Bernard, Caillaud et Cie avaient accepté de faire partie, ne s'est jamais formée et que par suite leur engagement est sans effet;

Mais attendu que les syndics soutenaient, sans contestation de la part de leurs adversaires, que l'assemblée générale de la Société avait constaté le 22 octobre 1902, que la déclaration faite la veille, devant Me Druon, notaire à Douai, de la souscription intégrale des 12.500 actions émises et de leur libération du quart, était sincère et véritable et que les autres formalités prescrites par l'art. 25 de la loi du 24 juillet 1867 avaient été remplies; qu'en méconnaissant l'effet juridique de la

délibération du 22 octobre 1902, à la suite de laquelle la Société nouvelle au capital de 2.500.000 francs était constituée, l'arrêt attaqué a violé l'article susvisé;

Casse.

MM. Reynaud rapp.; Mérillon av. gén. (c. conf.). — Mes Defert et Morillot av.

NOTE. — Il paraît bien résulter de la jurisprudence antérieure de la Cour de cassation que lorsque la société est nulle pour défaut d'accomplissement d'une des formalités constitutives, cette nullité ne peut être opposée par les associés aux tiers quel que soit le vice qui en entraîne la nullité. V. notamment : Cass. 3 juin 1885 (Gaz. Pal. 85.1.819 — S. 85.1.259 — D. 85.1.404) ; 10 avril 1889 (S. 90.1.25) ; 15 novembre 1892 (Gaz. Pal. 92.2.579 — S. 93.1.364 — D. 93.1.13).

La même règle doit nécessairement s'appliquer aux augmentations de capital déclarées nulles, puisque les mêmes formalités doivent être remplies lors de l'augmentation du capital et lors de la constitution de la société, aux termes d'une jurisprudence constante.

Lorsque la nullité provient de ce que l'intégralité des actions n'a pas été souscrite, les actionnaires ne peuvent s'en prévaloir si la constitution de la société ou l'augmentation du capital ont été déclarées sincères par l'assemblée ; les tiers ont été, en effet, en droit de compter sur le capital déclaré intégralement souscrit, et si la souscription est nulle au regard des actionnaires, elle ne saurait pourtant point être considérée comme inexistante à l'égard des tiers.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

31 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

COMPLICE-COMPLICITÉ. — ABUS DE CONFIANCE. — RECEL.

Le recel défini par l'art. 62 C. pén. ne constitue une complicité punissable qu'autant que le fait imputé à l'auteur principal réunit tous les éléments constitutifs d'un crime ou d'un délit.

Spécialement lorsque le juge prononce une condamnation pour complicité par recel d'abus de confiance, il doit caractériser légalement le délit commis vis-à-vis de la partie civile, et par suite, s'expliquer sur le fait imputé à l'auteur principal du détournement en spécifiant les caractères légaux de ce détournement.

Desmaisons c. Coursange-Laplace.

Le sieur Desmaisons s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 29 janvier 1906 rendu au profit de MM. Coursange-Laplace.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation des art. 408, 406, 59, 62 C. pén., 413 C. instr. crim., 7 de la loi du 20 avril 1810 et des droits de la défense, en ce que renversant le fardeau de la preuve en imaginant en dehors des éléments versés au débat un contrat qui n'était même pas allégué par les parties civiles, l'arrêt attaqué a condamné le demandeur pour complicité d'un abus hypothétique de ce contrat imaginaire passé avec des personnes inconnues :

Attendu que Desmaisons était poursuivi pour s'être rendu complice d'abus de confiance en recélant sciemment des siphons détournés au préjudice des parties civiles qui en étaient propriétaires;

Attendu que l'arrêt attaqué après avoir constaté que parmi les siphons vendus à un tiers par Desmaisons et saisis à la gare de Grenoble il y en a treize qui portent la marque Germain Pernet, ajoute : « Que quels que soient les détenteurs dans les mains desquels ont passé ces récipients depuis leur sortie de la fabrique de Germain Pernet, ils n'ont pas cessé d'appartenir au fabricant dont le nom tracé sur le vase affirme d'ailleurs ostensiblement sa propriété privative; que l'arrêt énumère ensuite les diverses circonstances d'où résulte pour la cour la preuve de la mauvaise foi du prévenu;

Attendu que cette décision qui prononce contre le prévenu une condamnation à 25 francs d'amende et à 200 francs de dommages-intérêts et ne concerne que Desmaisons ne s'explique d'aucune manière sur les faits imputés aux auteurs principaux des détournements incriminés; qu'elle omet, notamment, de spécifier les caractères légaux de ces détournements et qu'il est impossible de vérifier si les siphons achetés par Desmaisons ont été remis à ceux dont il les tient, en vertu de l'un des contrats énumérés dans l'art. 408 C. pén., condition nécessaire pour qu'il y ait abus de confiance;

Attendu, en droit, que le recel défini par l'art. 62 dudit Code ne constitue une complicité punissable qu'autant que le fait imputé à l'auteur principal réunit tous les éléments constitutifs d'un crime ou d'un délit; qu'il y a donc lieu de reconnaître qu'en omettant de caractériser légalement le délit qui aurait été commis au préjudice de Germain Pernet et dont Desmaisons a été déclaré complice par recel, l'arrêt attaqué a violé l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 et les art. 59 et 62 C. pén. ;

Sur le deuxième moyen du pourvoi pris de la violation des art. 189 et 413 C. instr. crim., 7 de la loi du 20 avril 1810 et des droits de la défense en ce que l'arrêt attaqué maintient les condamnations prononcées à raison du chef de prévention Coursange-Laplace sans donner aucun motif à l'appui et en ce qu'il écarte également sans motif juridique un moyen de défense concernant le chef de prévention Germain Pernet :

Sur la première branche du moyen :

Attendu qu'un jugement du Tribunal correctionnel de Lyon avait condamné Desmaisons pour avoir recelé sciemment une certaine quantité de siphons détournés au préjudice de la maison de commerce Coursange-Laplace par un ou plusieurs auteurs restés inconnus auxquels lesdits siphons n'avaient été confiés qu'à titre de dépôt à charge par eux de les rendre; que l'arrêt, après avoir dit irrecevable l'appel de cette partie civile, a déclaré seulement qu'il confirmait le jugement « quant à la somme de 150 francs allouée à Coursange-Laplace à titre de dommages-intérêts; qu'en n'adoptant pas les motifs donnés par le jugement ainsi confirmé dans une partie de son dispositif et en ne donnant aucun motif qui lui fut propre pour justifier sa décision, l'arrêt attaqué a violé les dispositions de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu, en outre, que Desmaisons avait pris devant la cour des conclusions dans lesquelles il soutenait que Coursanges-Laplace étaient sans qualité pour réclamer

des dommages-intérêts parce que les siphons portant la marque « Compagnie générale de Boissons Gazeuzes » avaient disparu avant que Coursange-Laplace devinssent propriétaires des biens de cette Compagnie; que l'arrêt a omis de répondre à cette conclusion précise et qu'à ce point de vue encore il a violé les dispositions de l'art. 7. précité;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les moyens du pourvoi en leurs autres branches;

Casse...

MM. Le Grix rapp.; Lombard av. gén. — Me Mornard av.

NOTE. — Pour qu'il puisse y avoir complicité par recel d'un délit d'abus de confiance, il faut d'abord que le délit d'abus de confiance soit établi.

Or, le délit d'abus de confiance ne peut légalement exister en dehors de la violation frauduleuse d'un des contrats limitativement déterminés par l'art. 408 C. pén., et la Cour de cassation doit être mise à même d'exercer son droit de contrôle par l'énonciation précise des stipulations contractuelles et de la personnalité des contractants entre lesquels ont été établis les rapports contractés et prétendus violés dolosivement : Cass. 12 février 1898 (D. 99.1. 610 — Bull. crim. 61.135); 30 juin 1898 (D. 1900.1.85 — Bull. crim. 237.439).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

14 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

OCTROI. — ADMISSION A L'ENTREPOT. — CONDITIONS. — VINS EN BOUTEILLES.

En disposant que les employés de la Régie opéreront dans l'intérêt des communes comme dans celui du Trésor, chez « les entrepositaires » de boissons, l'art. 91 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 a simplement voulu prévenir un double exercice chez des individus qui seraient entrepositaires au regard de la Régie et de l'octroi, mais il ne détermine point les conditions à remplir à l'entrepôt, spécialement vis-à-vis de la commune.

Dès lors, lorsque le règlement d'octroi d'une ville soumet cette admission à une décision spéciale du maire, un contribuable ne peut, en sa seule qualité d'entrepositaire vis-à-vis de la Régie, *prétendre se soustraire au paiement immédiat des droits sur des vins en bouteilles trouvés en sa possession et ne figurant pas au règlement parmi les objets admis à l'entrepôt.*

Octroi de la Mure c. Pelloux.

MM. Chion-Ducollet, maire et Chardon, receveur de l'octroi de la Mure, se sont pourvus en cassation contre le jugement du Tribunal civil de Grenoble en date du 22 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.2.69) rendu au profit de M. Pelloux.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris dans sa première branche :

Vu les art. 13 et 19 du règlement de l'octroi de la ville de La Mure;

Attendu, en premier lieu, que si Pelloux a demandé, tant en première instance qu'en appel, la nullité en la forme de la signification de la contrainte décernée contre lui, et si elle a été prononcée, c'est uniquement pour en faire résulter la nullité de la saisie pratiquée à la vente ; que le défendeur, qui a accepté le débat sur le fond, ne peut, dès lors, prétendre devant la Cour de cassation que la constatation du jugement relativement à l'irrégularité de la signification suffit à justifier la décision qui a annulé la contrainte pour illégalité de la perception;

Au fond ;

Attendu qu'en vertu de l'autorisation accordée aux communes par l'art. 4 de la loi du 29 décembre 1897, la ville de La Mure a, le 3 août 1901, avec l'approbation du préfet de l'Isère, établi sur les vins en bouteilles un droit d'octroi de 30 centimes par bouteille; qu'une contrainte a été délivrée par le maire contre Pelloux, marchand de boissons en gros, pour avoir paiement de cette taxe sur 75 bouteilles de vins trouvées dans son magasin par les employés des contributions indirectes, « au refus, est-il dit dans l'acte, de solliciter l'entrepôt spécial » ;

Attendu que le jugement attaqué a annulé cette contrainte, par le motif que Pelloux a été admis à l'entrepôt par la régie des contributions indirectes aussi bien pour les vins que pour les boissons spiritueuses, et que, par cela même, il se trouverait également entrepositaire vis-à-vis de l'octroi, en vertu de l'ordonnance du 9 décembre 1814 et de l'alinéa final de l'art. 13 du règlement de l'octroi de La Mure ;

Mais attendu que ni l'une ni l'autre de ces dispositions ne détermine les conditions à remplir pour l'admission à l'entrepôt; qu'il résulte uniquement de leurs termes que les personnes qui bénéficient de l'entrepôt des boissons vis-à-vis des deux administrations ne seront pas soumises à un double exercice, et que les employés des contributions indirectes opéreront seuls, dans l'intérêt des communes comme dans celui du Trésor; que d'après l'art. 19 du règlement de l'octroi de La Mure, les admissions à l'entrepôt sont prononcées par le maire, et que l'art. 13 n'excepte de cette règle, dans son deuxième alinéa, que « l'entrepôt de l'alcool et des huiles non minérales » qui « aura lieu d'après les mêmes formalités, conditions et pour les mêmes quantités que celles qui sont fixées à l'égard des droits du Trésor »; que cette exception ne saurait être étendue à d'autres objets, et notamment aux vins, qui n'y sont pas désignés ;

Attendu que le jugement ne contient aucune indication sur le point de savoir si les vins dont il s'agit étaient en bouteilles lors de leur introduction, ou si, comme le prétend le défendeur, ils y ont été mis ultérieurement dans les magasins de Pelloux; qu'il n'échet, dès lors, de rechercher si, dans ce dernier cas, il y aurait lieu ou non à l'application de l'art. 9 du règlement qui, à défaut d'entrepôt, soumet au paiement immédiat des droits les objets compris au tarif qui ont été préparés à l'intérieur du rayon de l'octroi;

D'où il suit qu'en se fondant sur la qualité d'entrepositaire pour les vins qu'il attribue à tort à Pelloux, pour annuler la contrainte et pour ordonner la restitution des droits consignés, le jugement attaqué a faussement interprété les art. 91 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 et 13 du règlement de l'octroi de La Mure et a violé les textes susvisés ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la seconde branche du moyen,

Casse, et renvoie devant le Tribunal civil de Vienne.

MM. Faye rapp. ; Melcot av. gén. — Mes Legendre et Raynal av.

NOTE. — Depuis la loi du 29 décembre 1900 qui, par son article 1er, a supprimé le droit d'entrée sur les vins perçu au profit du Trésor, ces boissons ne sont plus frappées que du droit général de circulation. Par suite, le régime de l'entrepôt organisé par l'art. 37 de la loi du 28 avril 1816 n'existe plus pour les vins; seules subsistent les règles propres à l'entrepôt en matière d'octroi (Ordonnance du 9 décembre 1814, art. 41 et 42). V. Circulaire des contributions indirectes n° 516 du 12 mars 1903. Jusque là, au contraire, lorsqu'il s'agissait d'objets soumis à la fois aux droits du Trésor et au droit d'octroi, l'entrepôt avait lieu pour l'octroi d'après les mêmes formalités, conditions, et pour les mêmes quantités que celles fixées à l'égard des droits du Trésor : Cass. Ch. réun. 15 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.575 — Pand. franç. 1900.1.303) réformant Cass. Ch. civ. 10 avril 1895 (S. 95.1.259); Cass. civ. 22 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.2 — Divers, n° 12).

Par conséquent, les négociants qui introduisent des vins dans une commune assujettie à un droit d'octroi sur ces boissons doivent, soit acquitter la taxe au moment même de l'introduction, soit demander à l'octroi la faculté de l'entrepôt, si toutefois le règlement local désigne ces marchandises. L'énumération des objets pour lesquels l'entrepôt est accordé est, en effet, limitative et ne saurait être étendue par analogie à d'autres objets : Cass. civ. 10 avril 1895, précité. Et c'est le maire de la commune qui, seul, peut admettre à l'entrepôt : Cass. civ. 29 juillet 1893 (Gaz. Pal. T. Q. Vo Octrois, n° 80 — D. 96.1.218). La qualité d'entrepositaire doit donc être établie par la production d'un arrêté du maire : Cass. 15 avril 1899 (Gaz. Pal. T. Q. Vo Octrois, n° 52 — S. 99.1.403). C'est exclusivement à l'autorité administrative qu'il appartient d'accorder ou de refuser l'entrepôt à un redevable : Cass. civ. 18 juillet 1899 (Pand. franç. 1900.1.200).

Dans l'espèce rapportée ci-dessus, le redevable n'ayant pas sollicité préalablement son admission à l'entrepôt spécial, l'octroi était fondé à exiger le paiement immédiat de la taxe de 30 centimes par bouteille créée par l'art. 4 de la loi du 29 décembre 1897.

COUR D'APPEL DE ROUEN (2e Ch.)

1er juin 1906.

Présidence de M. Quénault.

1° VENTE COMMERCIALE. — MARCHÉ A LIVRER. — LIVRAISONS ÉCHELONNÉES. — DÉLAI DÉTERMINÉ. — EXPIRATION DU TEMPS FIXÉ. — FAUTE DE L'ACHETEUR. — DROIT DU VENDEUR DE LIVRER EN BLOC.

2° COMPÉTENCE COMMERCIALE. — ART. 420 C. PR. CIV. — LIEU DU PAIEMENT. — COMPÉTENCE DU TRIBUNAL DE CE LIEU. — EXCEPTION D'INCOMPÉTENCE. — LITIGE SUR L'EXISTENCE DU MARCHÉ. — CONTESTATION NON SÉRIEUSE

1° Lorsque, dans un marché à livrer, l'acheteur s'est réservé de demander la livraison par fractions à sa convenance, mais dans un délai déterminé, s'il laisse passer ce délai sans avoir opéré le retrait intégral de la marchandise, le vendeur est fondé à exiger l'exécution du contrat par la livraison immédiate de la totalité de la marchandise vendue, sans pouvoir être tenu de supporter de nouveaux échelonnements;

2° Une partie ne saurait, en matière de vente commerciale, décliner la compétence du tribunal du lieu où le marché a été passé et où la marchandise était payable, à moins qu'elle ne conteste sérieusement l'existence même du contrat ;

Et il n'y a pas contestation sérieuse, lorsque l'acheteur se borne à alléguer, contrairement aux documents produits, qu'il ne lui a pas été remis de double de la commande par le commis-voyageur du vendeur, et qu'il n'en a pas reçu confirmation de la part de ce dernier.

Villette-Defrance c. Hostingue.

Dans cette affaire, le Tribunal de commerce de Rouen avait rendu, contrairement aux dispositions de l'arêt ci-dessous rapporté, le jugement suivant, à la date du 27 décembre 1905.

Le Tribunal,

Attendu que, par exploit du 13 octobre 1905, Villette-Defrance a assigné Hostingue en livraison de 300 kilos de café à prendre dans ses magasins à Rouen, et en paiement de 980 fr. 60 avant enlèvement de la marchandise ;

Attendu que, par un autre exploit du 13 décembre 1905, Villette-Defrance a, de nouveau, assigné Hostingue en livraison de 2 fûts de fins bois et 6 fûts d'eau-de-vie et en paiement de 1.152 francs, plus les frais de régie portés pour mémoire ; qu'il réclame en outre 400 francs de dommages et intérêts ;

Attendu que, par ce même exploit du 13 décembre, en tête duquel est relaté celui du 13 octobre, Villette-Defrance demande au tribunal de joindre les deux causes ; qu'il y a lieu de faire droit à sa demande sur ce point, et de statuer sur le tout par un seul et même jugement ;

Sur la première demande;

Attendu que, le 23 décembre 1904, le voyageur de Villette-Defrance a vendu verbalement à Hostingue la quantité de 300 kilos de café, livrables par 50 kilos, sur sa demande, d'ici la fin du mois d'août suivant, rendu franco en gare la Haye-du-Puits, paiement à quatre-vingt-dix jours ;

Attendu que cet ordre fut transmis à Villette-Defrance, que c'est en vain que celui-ci entend se prévaloir de ce dernier envoya confirmation à Hostingue, mais que celui-ci nie l'avoir reçue ;

Attendu que Hostingue reconnaît l'achat des 300 kilos de café, et se déclare prêt à prendre livraison, suivant les conditions relatées sur le double de commission laissé entre ses mains par le voyageur de Villette-Defrance, et transmises régulièrement audit Villette-Defrance, que c'est en vain que celui-ci entend se prévaloir des conditions imprimées de ses confirmations, lui réservant le droit d'opter entre le paiement comptant ou le paiement à terme ;

Attendu que s'il entendait ne pas accorder quatre-vingt-dix jours, mention expresse devait en être faite sur la confirmation reçue ou non par Hostingue ; que dans l'état de la cause, ce dernier est fondé à ne payer

qu'à quatre-vingt-dix jours, comme le porte son double de commission ;

Attendu que Villette-Defrance prétend que l'époque du retirement fixée à fin août comme dernier délai est passée depuis longtemps, et qu'il est en droit dans ces conditions d'opérer en une seule fois la livraison de la totalité du café acheté par Hostingue ;

Mais attendu que Hostigue avait fixé la livraison par 50 kilos, et que Villette-Defrance avait accepté cette condition ; que ce dernier n'a jamais demandé à Hostingue aucun ordre d'expédition, que le tribunal a le pouvoir d'accorder terme et délai pour les livraisons de marchandises dans de telles conditions ; qu'il y a donc lieu de dire que Villette-Defrance devra livrer les 300 kilos de café par quantité de 50 kilos par mois, pour la première livraison avoir lieu en décembre courant, et de les rendre franco en gare la Haye-du-Puits;

Sur la seconde demande :

Attendu que, le 28 décembre 1904, le voyageur de Villette-Defrance a transmis à ce dernier une vente de 6 fûts d'eau-de-vie à 80 francs, faite à Hostingue, que le 31 décembre suivant, il a également transmis une vente de 2 fûts fins bois à 300 francs ;

Attendu que ces deux ventes étaient relatées par Villette-Defrance sur la confirmation du 6 janvier que Hostingue nie avoir reçue ;

Attendu que pour répondre à cette seconde action de Villette-Defrance, Hostingue demande au tribunal de se déclarer incompétent, et soutient que la contestation du marché verbal dont s'agit est sérieuse, et met par conséquent obstacle à l'application des principes de l'art. 480 C. pr. civ., concernant le lieu de paiement, principes sur lesquels Villette-Defrance s'appuie pour porter son action devant ce tribunal ;

Attendu que, pour soutenir ce déclinatoire d'incompétence, Hostingue expose que le voyageur de Villette-Defrance ne lui a remis aucun double de commission ;

Attendu que Villette-Defrance ne peut représenter le carnet de son voyageur, contenant les souches des bulletins de vente ; qu'il faut du reste remarquer que les deux commandes dont s'agit ont été transmises par le voyageur de Villette-Defrance, alors qu'il avait quitté la Haye-du-Puits ; les deux ordres étant datés, le premier de Barneville et le second de Saint-Sauveur ; qu'il paraît étonnant que le voyageur de Villette-Defrance soit retourné à la Haye-du-Puits, pour prendre les commandes à Hostingue, à deux dates différentes, très rapprochées à la date de la commande de café ;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que le marché verbal, objet de cette seconde action, est sérieusement contesté par Hostigue, quant à son existence même ; qu'il y a lieu pour ce tribunal de se déclarer incompétent et de renvoyer l'affaire devant les juges qui doivent en connaître ;

Attendu que Villette-Defrance succombe sur les deux actions introduites par lui contre Hostingue ; qu'il y a lieu dans ces conditions de le condamner aux dépens ;

Par ces motifs,

Joint en tant que de besoin la seconde instance à celle introduite, suivant exploit du 13 octobre 1905 ;

Et statuant sur le tout par un seul et même jugement;

Déboute Villette-Defrance de ses demandes, fins et conclusions comme mal fondées, en ce qui concerne la première demande ;

Dit que Villette-Defrance devra livrer les 300 kilos de café à Hostingue, par quantité de 50 kilos par mois, pour la première livraison, avoir lieu en décembre courant ;

Dit, en outre, quela livraison devra être faite rendue franco en gare la Haye-du-Puits, et que le paiement aura lieu à quatre-vingt-dix jours de l'expédition ;

Se déclare incompétent en ce qui concerne la seconde demande ;

La renvoie devant les juges qui doivent en connaître;

Condamne Villette-Defrance en tous les dépens ;

M. Villette-Defrance, ayant interjeté appel de cette décision, la Cour d'appel de Rouen a rendu l'arrêt infirmatif, dont voici la teneur :

LA COUR,

Sur la demande de Hostingue en exécution du marché portant sur 300 kilog. de café ;

Attendu que devant la cour il n'existe plus, entre les parties, de contestation sur l'existence et les conditions de ce marché ;

Attendu qu'Hostingue se déclare prêt à l'exécuter et demande uniquement à n'être tenu de se livrer des 300 kilos qui en sont l'objet que mensuellement par fractions de 50 kilos, payables à quatre-vingt-dix jours;

Attendu que ce marché stipulait expressément la livraison de la totalité du café vendu à la volonté de l'acheteur et sur sa demande par fractions de 50 à 100 kilos, jusqu'à fin août 1905, à quatre-vingt-dix jours franco, gare de la Haye-du-Puits ;

Attendu qu'il appartenait à Hostingue de demander la livraison par fractions à sa convenance, ainsi qu'il s'en était réservé la faculté, mais le tout dans le délai limité pour le retrait intégral des 300 kilos vendus, c'est-à-dire jusqu'à fin août 1905, faute de quoi ce délai expiré son vendeur était fondé à exiger l'exécution du contrat par la livraison immédiate de la totalité des marchandises vendues, sans pouvoir être tenu de supporter de nouveaux échelonnements, Hostingue, ayant par son fait et par sa faute laissé passer le terme, sans user de la faculté qu'il s'était réservée de fractionner à son choix les livraisons ;

Attendu, d'autre part, qu'aux termes du contrat, la marchandise n'était payable qu'à quatre-vingt-dix jours à sa livraison, ainsi que celà résulte de la mention inscrite sur la fiche laissée par le voyageur aux mains de Hostingue et reproduite tout à la fois sur la lettre de transmission de la commande par le voyageur et sur la lettre de confirmation du marché, transcrite au copie de lettres de Villette-Defrance, à la date du 6 janvier 1905 ; que cette mention, dans la lettre confirmative du marché de ce délai spécial de quatre-vingt-dix jours pour le paiement de la marchandise, implique acceptation formelle par la maison Villette-Defrance de ce terme de paiement spécifié par Hostingue ;

Attendu que ce dernier ne pourra donc être tenu de prendre livraison de 300 kilos de café litigieux, que dans les conditions de son contrat, c'est-à-dire avec paiement à quatre-vingt-dix jours de sa prise de livraison ;

En ce qui concerne les marchés des 28 et 30 décembre 1904, portant sur 6 fûts d'eau-de-vie de vin à 80 fr. et 2 fûts de 60 litres chacun de fin bois à 300 francs l'hectolitre, livrables sur demande en 1905, franco gare de la Haye-du-Puits, net à quatre-vingt-dix jours ;

Sur la compétence :

Attendu que les méconnaissances de Hostingue, sur l'existence de ces marchés, ne sauraient être considérées comme une contestation sérieuse, de nature à enlever la connaissance du litige au Tribunal de commerce de Rouen ;

Attendu qu'Hostingue se borne, en effet, à l'appui de ses dénégations, à prétendre qu'il ne lui a pas été remis de double de cette commande par Coudé et n'en avoir pas reçu confirmation par la maison Villette-Defrance;

Attendu que ce ne sont là que de simples allégations formellement démenties par les pièces de correspondance produites par Villette-Defrance ; qu'il est en effet établi que le voyageur Coudé a régulièrement transmis à la maison Villette-Defrance cette double commande d'eau-de-vie par lettres des 28 et 31 décembre, classées à leur date dans la correspondance de la maison Villette-Defrance ; que, par lettre du 6 janvier suivant, régulièrement transcrite à sa date sur le copie de lettres régulièrement tenu de Villette, avec référence au répertoire alphabétique, confirmation a été faite de ces deux commandes d'eau-de-vie en même temps que de la commande des 300 kilogrammes de café, dont la réalité a été finalement reconnue par Hostingue ;

Attendu que cette lettre confirmative des trois marchés passés par l'intermédiaire de Condé, n'ayant pas fait retour à la maison, Villette-Defrance, bien que l'adresse de cette maison fût ostensiblement inscrite sur l'extérieur de l'enveloppe, est nécessairement parvenue à sa destination, et a été reçue par Hostingue, dont le silence emporte acceptation des conditions du contrat ;

Attendu que rien ne permet de supposer, comme semble l'admettre le tribunal, que les deux lettres expédiées par Condé les 28 et 31 décembre 1904, de Barneville et St-Sauveur, communes voisines de la Haye-du-Puits, contiendraient des commandes fictives ; que ce n'est qu'une allégation sans fondement de la part d'Hostingue, et que démentent formellement les faits de la cause ;

Attendu que Condé connaissait suffisamment les habitudes de la maison Villette et le soin avec lequel tous les ordres qu'il lui transmettait étaient régulièrement confirmés à ses clients, pour savoir qu'aussitôt ses lettres parvenues à destination, Hostingue en serait informé et prosterait immédiatement contre l'avis de commandes de pareille importance, si elles n'avaient pas été réellement faites ;

Attendu qu'il est donc constant que les marchés dont Villette-Defrance réclame l'exécution ont bien été passés et acceptés par Hostingue, qui doit être tenu de s'y conformer ;

Attendu, en outre, que les marchés stipulaient expressément que les marchandises étaient payables à Rouen, sans que la livraison franco et les traités y fussent dérogatoires ;

Attendu que c'est donc à tort que le tribunal de commerce s'est déclaré incompétent et que la cour, régulièrement saisie par l'appel, est compétente pour statuer au fond, l'affaire étant en état et toutes les parties ayant conclu au fond, devant les premiers juges ;

Attendu que les motifs ci-dessus démontrent la réalité des contrats, aux termes desquels Hostingue a acheté 1° 2 fûts de 60 à 64 litres, l'un de fin de bois à 300 francs l'hectolitre nu, et 2° 6 fûts de 150 à 160 litres, l'un eau-de-vie à 80 francs l'hectolitre logé, le tout expédié sur demande en 1905, franco en gare de la Haye-du-Puits à quatre-vingt-dix jours ;

Attendu que le délai de livraison étant expiré sans que Hostingue ait demandé aucune expédition, conformément à ses contrats, Villette-Defrance demande à bon droit l'exécution intégrale des marchés ;

Par ces motifs,

Et ceux non contraires des premiers juges ;

En ce qui concerne les marchés d'eau-de-vie ;

Dit qu'à tort les premiers juges se sont déclarés incompétents ;

Annule en conséquence la partie du jugement relatif à ces chefs de demande de Villette-Defrance ;

Et attendu que l'affaire est en état, qu'il a été conclu au fond en première instance, par toutes les parties évoquant et statuant au fond sur le tout ;

Corrigeant et émendant ;

Dit que, sous contrainte de 500 francs, qui versera en condamnation définitive au profit de Villette-Defrance, à défaut d'exécution dans les trois mois du prononcé du présent arrêt, Hostingue sera tenu de prendre livraison aux conditions des marchés de la totalité des marchandises en faisant l'objet ;

Dit que Hostingue ne sera tenu d'en effectuer le paiement que dans les conditions du contrat, c'est-à-dire à quatre-vingt-dix-jours de la prise de livraison ;

Confirme, quant au surplus, le jugement dont est appel ;

Ordonne qu'ainsi émendé, il sortira effet ;

Rejette comme mal fondées toutes plus amples fins et conclusions des parties ;

Condamne Hostingue, et ce, en tant que de besoin à titre de dommages-intérêts à tous les dépens de première instance et d'appel ;

Ordonne la restitution de l'amende.

M. DELRIEU av. gén. — Mes MÉTAYER et MARTIN av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Application de l'art. 1184 C. civ. Comp. en ce sens : Trib. com. du Havre 27 mars 1895 (Rec. du Havre 95.1.165 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, Vo Vente commerciale, no 201). *Adde :* Trib. com. Marseille 28 juin 1866 (J. Marseille 66.1.235); 28 juin 1870 (J. Marseille 70.1.103); 2 juillet 1890 (J. Marseille 90.1.256). Mais il va sans dire que le vendeur conserve aussi la faculté de se prévaloir de l'art. 1657 C. civ. pour demander des dommages-intérêts, la vente se trouvant résiliée de plein droit par suite du défaut de retirement à l'expiration du délai fixé. Il est, en effet, de jurisprudence constante que l'art. 1657 est applicable aux ventes commerciales. V. Cass. 11 juillet 1882 (S. 82.1.472 — D. 83.1.304); Trib. com. Nantes 6 janvier 1894 (Rec. Nantes 1894.1.129 — Gaz. Pal. T. Q. 1892.97, Vo Vente commerciale, nos 195 et 196); Rennes 31 décembre 1894 (Rec. Nantes 94.1.367 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, eod. verb., no 197); Trib. com. le Havre 29 mars 1897 (Rec. du Havre 1897.1.147 — Gaz. Pal. T. Q. 97-1902, Vo Vente commerciale, no 104); Trib. com. Seine 18 mai 1898 (Gaz. Pal. 98.2.279); 4 avril 1900 (Pand. franç. 1901.2.279); Paris 14 janvier 1901 (Pand. franç. 1902. 2.188).

II. — Sur le second point : Sur le principe de la compétence déterminée par le lieu convenu pour le paiement, conformément à l'art. 420, § 3 C. proc. civ., et sur ce qu'il faut entendre par contestation sérieuse sur l'existence du contrat, v. dans le sens de la décision recueillie : Cass. 17 décembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.191); Paris 16 novembre 1891 (Gaz. Pal. 92.1.117 et la note); Rennes 17 janvier 1887 (Gaz. Pal. 87.1.300); Orléans 9 août 1893 (Gaz. Pal. 93.2.360); Dijon 5 décembre 1893 (Gaz. Pal. 94. 1.67 — D. 94.2.95); 23 octobre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.573 — D. 95.2.214). *Adde :* Gaz. Pal. 1897-1902, Vo Vente commerciale, nos 230 et 235 avec les décisions citées.

TRIBUNAL CIVIL DE NANCY

19 janvier 1906.

Présidence de M. Barrabino.

1° SÉPARATION DE BIENS. — MEUBLES GARNISSANT LA MAISON CONJUGALE. — SAISIE-ARRÊT. — PROPRIÉTÉ. — REVENDICATION PAR LA FEMME. —PREUVE A FOURNIR. — 2° POSSESSION. — MAXIME « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE. ». — COHABITATION. — APPRÉCIATION DU JUGE.

1° En ce qui concerne les meubles et objets qui, après la séparation de biens judiciairement prononcée, garnissent le domicile conjugal, il n'existe point de présomption de propriété en faveur de la femme séparée, alors surtout que les époux ont une habitation commune.

En conséquence, si la femme séparée de biens revendique les meubles saisis au domicile conjugal comme sa propriété, elle doit faire la preuve de la propriété qu'elle allègue.

2° Et, étant donné la communauté d'habitation qui existe entre les époux, la femme n'est pas fondée à soutenir que cette preuve résulte suffisamment de l'application de la règle « en fait de meubles, possession vaut titre », alors surtout que les circonstances de la cause contribuent encore à donner à cette possession un caractère équivoque.

Dame Neguin c. Voiland.

Attendu que, par jugement contradictoire, en date du 3 avril 1905, enregistré, le Tribunal de commerce de Nancy, a condamné Charles Neguin, à payer à Voiland la somme de 6.847 fr. 80, avec intérêts de droit et dépens ;

LE TRIBUNAL,

Attendu que ce jugement a été signifié à Charles Neguin, le 3 mai 1905, et commandement de payer fût fait le 11 juillet 1905, suivant deux exploits de Durant, huissier à Nancy, enregistré ;

Attendu que le commandement étant resté infructueux, Voiland fit procéder à la saisie des meubles et effets mobiliers, appartenant à son débiteur, suivant procès-verbal de Durant, huissier, en date du 18 juillet 1905, enregistré ;

Attendu que, suivant exploit de Debard, huissier à Nancy, en date du 22 juillet 1905,enregistré, Mme Charles Neguin a assigné Voiland en revendication des objets saisis ;

Attendu que la dame Neguin base sa prétendue propriété sur un jugement du Tribunal civil de Nancy du 7 août 1901 enregistré, qui a prononcé sa séparation de biens ;

Attendu que ladite dame Neguin ajoute que les objets et meubles saisis lui ont été donnés par sa belle-sœur, Mme Néguin, veuve Conrard,, qui les avait achetés dans la vente mobilière à laquelle il a été procédé ensuite de la faillite de Charles Neguin, à la requête de Bloch, syndic de cette faillite ; que ces objets et meubles, continue la dame Neguin, se trouvent dans des locaux pour lesquels elle paie la contribution mobilière, portée à son nom, et qu'elle tient à bail du sieur Hubert, propriétaire à Nancy, aux termes d'un acte sous seing privé du 1er mars 1902, enregistré le 22 du même mois, folio 21, case 18;

Attendu qu'en ce qui concerne les meubles et objets qui, après la séparation de biens, judiciairement prononcée, garnisent le domicile conjugal, il n'existe point de précomption de propriété en faveur de la femme séparée, alors surtout que les époux ont une habitation commune ;

Attendu que si la femme séparée de biens revendique les meubles saisis au domicile conjugal, comme sa propriété, elle doit faire la preuve de la propriété qu'elle allègue, preuve que la loi met à sa charge ;

Attendu que Mme Neguin se contente de dire que les meubles saisis lui ont été donnés par sa belle-sœur, la dame Conrard, née Neguin, qui affirme la dame Neguin, les aurait achetés à la faillite de Charles Neguin, son frère, et que ces meubles se trouvent dans l'appartement loué par elle ;

Attendu que le Tribunal estime que ces faits ne constituent pas une preuve de propriété, capable de faire prospérer la demande de la dame Neguin ;

Attendu que la règle: « En fait de meubles, possession vaut titre », ne dispense le possesseur apparent ou prétendu, de toute preuve, quant à son droit de propriété, que lorsque cette possession a lieu *animo dimini ;* qu'elle est paisible, publique,exempte de précarité et d'équivoque, et qu'il est de jurisprudence constante, que la présomption de propriété résultant dans les termes de l'art. 2279 C. civ. ne trouve pas son application, lorsqu'il y a communauté d'habitation ;

Attendu, en fait, que Charles Neguin, a été déclaré en état de faillite en 1901, et que, contrairement aux prétentions de la dame Neguin, les meubles dépendant de cette faillite ont été, aux termes d'une ordonnance rendue par le juge-commissaire, le 10 mai 1901, enregistrée, vendus à Albert Neguin, tanneur, frère de Charles Neguin, pour le prix de 4.200 francs, payé par Albert Neguin, le 31 août 1901, ce qui détruit les allégations de la dame Charles Neguin ;

Attendu que la faillite de Charles Neguin a été terminée par l'union des créanciers, prononcée le 28 juin 1901 ;

Attendu que Albert Neguin a été déclaré en liquidation judiciaire, le 27 juin 1902, avec M. Riss, comme liquidateur, et qu'il a été consenti à Albert Neguin un concordat par abandon d'actif le 3 mai 1902 ;

Attendu que l'inventaire qui a été dressé après la mise en liquidation judiciaire de Albert Neguin n'a révélé qu'un mobilier modeste, évalué 1.300 fr. 50, qui a été laissé en la possession du liquidé ;

Attendu qu'il est donc certain qu'avant de se résigner à solliciter son admission à la liquidation judiciaire, Alfred Neguin a dû vendre le mobilier qu'il avait acheté à la faillite de son frère, pour une somme importante ;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui vient d'être établi que les meubles saisis par le procès-verbal de Durant, du 18 juillet 1905, sont bien la propriété de Charles Neguin ;

Attendu que le bail fait plus d'un an après la faillite de Charles Neguin ne peut, en la circonstance, servir qu'à établir l'inabileté de la dame Neguin qui s'était déjà manifestée par une demande en séparation de biens, terminée par une liquidation dressée par Me Laissy, notaire à Nancy, le 20 août 1901, enregistrée, dans laquelle la dame Neguin a déclaré n'avoir aucune reprise à exercer, soit en nature, soit en deniers ;

Attendu qu'il n'est pas contesté que les époux Neguin

n'ont jamais cessé de cohabiter ensemble, et que Charles Neguin a toujours subvenu seul, aux besoins du ménage.

Par ces motifs,

Dit que les meubles et objets mobiliers inventoriés dans la saisie-exécution du 18 juillet 1905 sont bien la propriété de Charles Neguin ;

Ce fait :

Déclare la dame Neguin Charles mal fondée en ses demandes, fins et conclusions ; l'en déboute ;

En conséquence, ordonne la continuation des poursuites et dit qu'il sera procédé à la vente desdits meubles et objets mobiliers, après l'accomplissement des formalités légales ;

Ce fait encore :

Condamne ladite dame Neguin à payer à Voiland la somme de 50 francs de dommages-intérêts, en réparation du préjudice causé par sa demande vexatoire;

La condamne également aux dépens.

M. Maréchal subs. proc. Rép. — Mes Lévy et Grillon av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La femme séparée de biens n'est point dégagée des liens de la puissance maritale en tout ce qui concerne sa personne; elle reste soumise à tous les devoirs de cohabitation et notamment à l'obligation de suivre son mari partout où il juge à propos de résider. D'où il suit que la puissance maritale continuant à subsister, il n'y a aucune présomption légale que tous les meubles qui se trouvent au domicile conjugal appartiennent à la femme, non plus d'ailleurs qu'au mari, sauf la preuve contraire à fournir par chacun d'eux. V. en ce sens : Besançon 22 décembre 1854 (D. 55.2.233). *Sic :* Dalloz, Répert., vo Contrat de mariage, no 2017 et Suppl. eod verb., no 721; Guillouard, t. 3, no 1201. V. cependant : Amiens 4 décembre 1890 (Gaz. Pal. T.Q. 1892-97, vo Sépar. de biens, nos 100 et 101 — Rec. Amiens 91.218).

II. — Sur le second point : Sur les effets de la communauté d'habitation quant à l'application de la maxime : « En fait de meubles possession vaut titre. » V. Cass. 24 avril 1866 (D. 66.1.347); 18 décembre 1894 (D. 95.1.364); Cass. 18 février 1895 (D. 95.1.168); Besançon 24 juin 1865 (D. 66.1.347); Pau 12 janvier 1874 (D. 75.2.114); Paris 9 aout 1875 (D. 77.2.56); Pau 1er avril 1890 (D. 91.2.232); Lyon 5 janvier 1891 (D. 92.2.509); Nancy 30 décembre 1891 (D. 92.2.441 et la note de M. Planiol). Il résulte de ces arrêts que la communauté d'habitation ne suffit pas à empêcher nécessairement l'application de l'art. 2279 C. civ. Mais, en ce cas, il appartient au juge du fait d'apprécier souverainement, d'après les circonstances de la cause si la possession est non équivoque nonobstant l'habitation commune. Sur ce qu'il faut entendre par une possession équivoque : V. Dalloz, Répert., vo Prescript. civ., nos 328 et suiv., Suppl., cod. verb., nos 210 et suiv.

230-231-232-233

COUR DE CASSATION (Ch. civile).

25 juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

VOITURES-VOITURES PUBLIQUES. — OMNIBUS DANS PARIS. — ORDONNANCE DU 10 JUILLET 1900, ART. 273. — OBLIGATION D'ARRÊTER. — DÉFAUT DE SIGNAL. — ACCIDENT.

1° *L'art. 273 de l'ordonnance du préfet de police du 10 juillet 1900 concernant la conduite de la circulation des omnibus dans Paris et les communes du ressort de la préfecture de police n'impose aux receveurs préposés au service de ces omnibus l'obligation d'arrêter leur voiture que dans le cas où ils auront « à prendre ou à déposer un voyageur ».*

La première de ces hypothèses vise le voyageur faisant signe qu'il veut monter.

Mais, du moment où, sans aucun signal le voyageur est monté sur la plate-forme, il n'y a plus lieu pour le receveur de commander l'arrêt, si on ne le lui demande pas.

Dès lors, lorsqu'un voyageur monté sur la plate-forme d'un omnibus en marche sans avoir requis le receveur d'arrêter n'a pas davantage demandé l'arrêt avant de quitter la plate-forme pour gravir l'escalier de l'impériale, la Compagnie ne saurait être déclarée responsable des conséquences de la chute faite par ce voyageur tombé dans son ascension.

2° *Le cocher d'un omnibus dans Paris ne saurait être considéré comme ayant contrevenu aux dispositions de l'art. 278 de l'ordonnance du 10 juillet 1900 lui enjoignant de s'arrêter au signal du public, et par suite la Compagnie ne saurait être déclarée responsable des conséquences de la chute faite par un voyageur en montant dans l'omnibus en marche, s'il n'est point établi que le signe d'arrêter que ledit voyageur prétend avoir fait au cocher ait été aperçu de ce dernier.*

Dupré c. Compagnie des Omnibus.

M. Dupré s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 22 janvier 1904, rendu au profit de la Compagnie des Omnibus.

Il a invoqué, à l'appui de son pourvoi, les deux moyens suivants :

1° « Violation des art. 1382, 1383 et 1384 C. civ., 273, 278 de l'ordonnance du 10 juillet 1900, 7 loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué, tout en constatant que le conducteur d'un omnibus en marche avait « pris » un voyageur sans avoir fait « arrêter sa voiture » comme le prescrit l'art. 273, quoique l'ayant fort bien vu monter, a déclaré qu'il n'avait commis aucune faute ni aucune violation des règlements engageant la responsabilité de la Compagnie à l'occasion d'un grave accident dont ce voyageur a été victime, par ce motif que ledit règlement ne prescrit aux conducteurs de faire arrêter leurs voitures que si les voyageurs leur demandent l'arrêt. »

2° « Violation des art. 1315, 1382, 1383, 1384 C. civ., 278 de l'ordonnance du 10 juillet 1900, manque de base légale, 7 *bis* de la loi du 20 avril 1810 pour insuffisance de motifs et violation des règles sur la preuve, en ce que l'arrêt attaqué reconnaissant que l'exposant avait fait signe d'arrêter au cocher qui n'avait pas obéi se fonde uniquement pour décider que celui-ci n'a pas aperçu le signe, non sur une déclaration quelconque de ce cocher, mais uniquement sur ce fait que les autres témoins ne se sont pas aperçus d'une modification dans la vitesse de la voiture, alors que c'est précisément ce fait qui engage la responsabilité du cocher. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen :

Attendu que l'art. 273 de l'ordonnance du préfet de police du 10 juillet 1900 concernant la conduite et la circulation des omnibus dans Paris et les communes du ressort de la préfecture de police n'impose aux receveurs préposés au service de ces omnibus l'obligation d'arrêter leur voiture que dans le cas où ils auront « à prendre ou à déposer un voyageur »; que la première de ces deux hypothèses vise le voyageur faisant signe qu'il veut monter; mais que, du moment où sans aucun signal le voyageur est monté sur la plate-forme, il n'y a plus lieu pour le receveur de commander l'arrêt, si on ne le lui demande pas ;

Attendu qu'il est constaté par la cour d'appel que, dans la matinée du 13 octobre 1901, Dupré est monté sur la plate-forme de l'omnibus Wagram-Bastille, en marche, sans avoir requis le receveur d'arrêter; qu'il n'a pas davantage demandé l'arrêt avant de quitter la plate-forme pour gravir l'escalier de l'impériale; qu'en décidant, en ces circonstances, que le receveur n'avait pas contrevenu aux prescriptions de l'ordonnance sus énoncée, la cour d'appel n'a violé aucun des textes visés au pourvoi;

Sur le second moyen :

Attendu que la cour d'appel déclare souverainement qu'il n'est point établi que le signe d'arrêter que Dupré prétend avoir fait au cocher ait été aperçu par ce dernier; que conséquemment, il n'est point prouvé que le cocher ait contrevenu aux dispositions de l'art. 278 de l'ordonnance lui enjoignant de s'arrêter au signal du public;

Par ces motifs,

Rejette.

NOTE. — I. — Sur le premier point : L'art. 273 de l'ordonnance du préfet de police du 10 juillet 1900 est ainsi conçu : « Les receveurs seront tenus de faire arrêter leur voiture toutes les fois qu'ils auront à prendre ou à déposer des voyageurs. Ils aideront les voyageurs et surtout les femmes et les enfants à monter ou à descendre. Les receveurs ne pourront donner aux cochers le signal de mise en marche que lorsque les voyageurs qui descendront auront quitté le marche-pied de la voiture ou lorsque ceux qui monteront auront pris place ».

Il résulte bien de là que le receveur n'est tenu d'arrêter la voiture de sa propre initiative qu'au cas où le voyageur lui fait signe qu'il veut prendre l'omnibus et n'y est encore monté. C'est la conséquence des mots : « *à* prendre ou *à* déposer », car, d'une part, pour que le receveur puisse savoir qu'il a un voyageur *à prendre*, il faut que ce voyageur lui ait fait signe, et, d'autre part, pour que le voyageur soit *à prendre*, il faut qu'il ne soit pas encore monté.

S'il en était autrement l'obligation d'arrêter la voiture serait souvent impraticable en fait, car souvent les voyageurs montent à l'insu du receveur.

Une fois monté l'ordonnance ne fait plus une obligation au conducteur d'arrêter.

D'ailleurs, la trop grande fréquence et la longueur des arrêts iraient à l'encontre des intérêts du public.

II. — Sur le second point : Le voyageur victime d'un accident qui fait grief au cocher de ne pas s'être arrêté doit évidemment démontrer que, non seulement il a fait signe au cocher, mais encore que celui-ci a vu son signe : cette dernière circonstance est nécessaire pour constituer le cocher en faute et, par suite, pour engager sa responsabilité.

COUR DE CASSATION (Ch. civile).

23 juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

CHEMINS DE FER. — POLICE. — MESURES DE SÉCURITÉ. — FOSSES A PIQUER. — ÉCLAIRAGE. — ACCIDENT. — ACTION CIVILE. — PRESCRIPTION.

L'éclairage des fosses à piquer le feu est exigé par la circulaire du ministre des Travaux publics du 13 décembre 1856, laquelle dispose que, pour prévenir les dangers que présentent ces fosses, il y a lieu de généraliser l'emploi d'une lanterne fixe placée sur le bord interne du petit côté des fosses ; et l'infraction à cette disposition réglementaire présente les caractères du délit prévu par l'art. 19 de la loi du 15 juillet 1845.

Dès lors, lorsqu'une action en dommages-intérêts est intentée contre une compagnie à raison de l'accident arrivé à un employé tombé dans le cendrier d'une fosse à piquer, la nuit, par suite du défaut d'éclairage de ladite fosse, cette action, comme l'action publique, est prescrite, si plus de trois années se sont écoulées du jour de l'introduction de la demande sans qu'aucune poursuite ait été dirigée.

Chemins de fer d'Orléans c. veuve Detviller.

La Compagnie des chemins de fer d'Orléans s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Limoges du 25 mai 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.127), rendu au profit de veuve Detviller.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 1382 et suiv. C. civ., 2, 637 et 638 C. instr. crim., 19 et 21 de la loi du 15 juillet 1845, 6 de l'ordonnance du 13 novembre 1846, de la circulaire du ministre des Travaux publics, du 13 décembre 1856, et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré recevable l'action civile résultant d'un délit après la prescription de l'action publique, »

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu les art. 637 et 638 C. instr. crim.;

Attendu que l'action en dommages-intérêts intentée par la veuve Detviller contre la Compagnie d'Orléans à l'occasion de l'accident dont son mari avait été victime dans la soirée du 15 décembre 1897, à la gare de Dun-le-Palleteau, se fondait sur le défaut d'éclairage de la fosse à piquer le feu des locomotives ; que la demanderesse articulait que Louis Detviller, son mari, se trouvait à ladite gare pour y prendre le train de 7 heures du soir à destination de Guéret ; que, pour arriver au train, il avait dû traverser la voie dans une complète obscurité ; que, par suite de manœuvres de gare, il avait été obligé de s'écarter du passage aboutissant à l'emplacement où stationnait le train et que — au cours de ce trajet — il était tombé entre les rails dans un cendrier que l'obscurité rendait complètement invisible ;

Attendu que l'éclairage des fosses à piquer le feu est exigé par la circulaire du ministre des Travaux publics, du 13 décembre 1856, laquelle dispose que pour prévenir les dangers que présentent les fosses à piquer, il y a lieu de généraliser l'emploi d'une lanterne fixe placée sur le bord interne du petit côté des fosses ;

Attendu que l'infraction à cette disposition réglementaire présentait les caractères du délit prévu par l'art. 19 de la loi du 15 juillet 1845, et que, aux termes des art. 637 et 638 C. instr. crim., l'action civile née de ce délit a été prescrite par le même laps de temps que l'action publique ;

Attendu, en fait, que plus de trois années s'étaient écoulées depuis le 15 décembre 1897, sans qu'aucune poursuite ait été dirigée lorsque la veuve Detviller a introduit son action en dommages-intérêts ; qu'à cette époque l'action publique était éteinte et, que, par suite, l'action civile était prescrite ; qu'en déclarant le contraire l'arrêt attaqué a violé les textes de loi ci-dessus visés ;

Casse...

MM. FAUCONNEAU-DUFRESNE rapp. ; MELCOT av. gén. (concl. conf.). — Mes CAIL et CHAUDÉ av.

NOTE. — L'action civile résultant d'un crime ou d'un délit se prescrit par le même laps de temps que l'action publique (art. 637 et 638 C. instr. crim.) : peut importe que l'action civile soit portée devant la juridiction pénale, en même temps que l'action publique, ou soit intentée séparément devant les tribunaux ordinaires ; peu importe qu'elle soit dirigée contre l'auteur même de l'infraction ou contre une personne civilement responsable. Dans tous les cas, la prescription de deux actions a le même point de départ, le jour de l'infraction, et la même durée, dix ans si l'infraction constitue un crime, trois ans si c'est un délit. La doctrine n'admet aucune distinction et la jurisprudence n'en admet aucune, et c'est là une question d'ordre public : Cass. 1er février 1882 (D. 82.1.455); 12 février 1894 (Gaz. Pal. 94.1.295 — S. 94.1.168 — D. 94.1.496); 13 décembre 1898 (Bull. civ. nº 168).

Il n'en est autrement que si, dans l'acte dommageable, il y a deux faits absolument distincts, l'un prévu et réprimé par la loi pénale, l'autre rentrant seulement dans les termes de l'art. 1382 C. civ. ; l'action en dommages-intérêts fondée à la fois sur un délit et sur un quasi-délit indépendant, peut alors être apprécié par les juges dans son second élément, abstraction faite du délit : Cass. 22 octobre 1890 (Gaz. Pal. 91.1.64 — S. 90.1.529); 5 août 1895 (Gaz. Pal. 95.1.352 — S. 96.1.223 — D. 96.1.157); 28 avril 1896 (Gaz. Pal. 96.1.620 — S. 96.1.312 — D. 96.1.380); 27 décemrbe 1897 (Gaz. Pal. 98.1.82 — S. 99.1.81 — D.1901.1.109); 10 janvier 1899 (S. 1903.1.522).

L'éclairage des stations et de leurs abords est imposé aux compagnies de chemin de fer par l'art. 6 de l'ordonnance du 21 novembre 1846. L'éclairage des fosses à piquer le feu est exigé par la circulaire ministérille du 13 décembre 1856. Ces obligations sont sanctionnées par des peines correctionnelles. Il est donc bien certain que l'action civile basée uniquement sur le défaut d'éclairage se prescrit par trois ans.

COUR D'APPEL DE NANCY (1re CH.)

23 juin 1906.

Présidence de M. George, 1er président.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

TUTELLE.—TUTEUR.—POUVOIR DU TUTEUR.—ART. 450 C. CIV. — CONTRÔLE DU CONSEIL DE FAMILLE ET DES TRIBUNAUX.

L'art. 450 § 1er C. civ. dispose uniquement que le tuteur prendra soin de la personne du mineur, mais il ne l'investit pas d'un pouvoir discrétionnaire et illimité ; dès lors, en matière de garde ou d'éducation, les parents qui ont des réclamations à formuler contre les agissements du tuteur peuvent s'adresser, soit au Conseil de famille, soit aux tribunaux ; ceux-ci, du reste, ont toujours le droit de consulter le conseil de famille sur l'opportunité des mesures à prendre.

Consorts Lepage, c. Michel, ès-qualités.

LA COUR,

Attendu que les époux Lepage, beau-frère et sœur de la mineure Hélène Lévy, ont assigné, devant le Tribunal de Toul, Isidore Michel,en qualité de tuteur de cette dernière, à l'effet d'entendre juger qu'il sera tenu de les laisser visiter leur sœur et belle-sœur aussi souvent qu'il leur plaira, aux heures réglementaires de la pension où elle se trouve actuellement, comme aussi partout où elle se trouvera, soit par la suite, soit pendant les vacances ;

Attendu qu'Isidore Michel a soutenu que les époux Lesage auraient dû demander d'abord au Conseil de famille de régler l'exercice du droit de visite dont ils se prévalaient, et qu'ils auraient pu seulement, sur le refus de celui-ci, se pourvoir devant le tribunal civil sa délibération ; que leur action était donc irrecevable ;

Attendu que le Tribunal de Toul a rejeté cette fin de non-recevoir, par le motif « qu'aucune disposition de la loi n'exige, au cas de tutelle dative, l'intervention du Conseil de famille, en ce qui concerne la réglementation des relations du mineur avec les membres de la famille ou toutes autres personnes » ;

Attendu que, statuant ensuite sur le fond, le tribunal a déclaré « qu'au cas du décès des père et mère,

1150 C. civ. charge, en termes absolus, le tuteur de prendre soin de la personne du mineur » ;

« Attendu que le tuteur, ainsi investi de la puissance paternelle, sauf certaines restrictions prévues par la loi, a donc le droit de garder et de surveiller le pupille, de diriger son éducation et, par suite, de régler et de restreindre à son gré les relations et les communications de celui-ci, même avec les membres de sa famille ; que là où est la responsabilité, doit être l'autorité et la liberté » ;

Attendu qu'appel a été interjeté de cette décision ; que les époux Lepage contestent que le droit de garde et d'éducation, accordé au tuteur par l'art. 450 C. civ., ait un caractère absolu et qu'il lui permette, sans aucune restriction, ni réserve, d'empêcher toute entrevue d'un enfant, même avec sa sœur et son beau-frère ;

Attendu qu'ils ajoutent qu'en fait, le refus opposé par Isidore Michel n'est pas justifié ; que l'intimé, de son côté, conclut à la confirmation pure et simple du jugement entrepris ;

Attendu, en droit, que l'art. 450, § 1er C. civ. dispose uniquement que « le tuteur prendra soin de la personne du mineur », mais qu'il ne l'investit pas d'un pouvoir discrétionnaire et illimité ;

Attendu que, par suite, en matière de garde ou d'éducation, les parents qui ont des réclamations à formuler contre les agissements du tuteur, peuvent s'adresser, soit au Conseil de famille, soit aux tribunaux ;

Attendu qu'ainsi, la cour suprême a décidé que lorsque la mère survivante avait été déchue de la tutelle, les tribunaux pouvaient, sans lui interdire d'une manière absolue toute communication avec ses enfants, donner au tuteur et, en cas d'opposition du dernier, au Conseil de famille, le droit de régler, selon les circonstances, si les communications de la mère avec ses enfants pourraient être autorisées et à quelles conditions elles auraient lieu, sous la réserve, pour la mère, de se pourvoir devant l'autorité judiciaire contre la délibération du Conseil de famille dont elle croirait avoir à se plaindre ; que l'action des époux Lepage est donc recevable en principe ;

Mais attendu qu'avant de se prononcer sur les prétentions respectives des parties, la cour estime qu'il convient de consulter le Conseil de famille de la mineure Hélène Lévy sur la demande formulée par les époux Lepage ;

Attendu que l'opinion exprimée par les parents et amis, composant cette assemblée et par le magistrat qui la préside peut fournir un élément utile d'appréciation, soit par l'unanimité des avis exprimés, soit, en cas de divergence, par l'indication, obligatoirement fournie, de l'avis de chacun : parents, amis et magistrat ;

Attendu que la cour suprême a reconu la régularité de cette façon de procéder, en confirmant une décision judiciaire qui, après un refus du Conseil de famille de se prononcer, sous prétexte d'incompétence, avait ordonné que ledit conseil serait consulté sur la question de savoir dans quelle maison le mineur serait placé pour faire son éducation ;

Attendu que l'arrêt s'exprime dans les termes suivants : « En ordonnant que la famille serait consultée sur ce qui pourrait être commandé par l'intérêt du mineur, pour être ensuite fait droit, l'arrêt attaqué ne s'est point mis en opposition avec aucune des dispositions du code civil et n'a point violé l'art. 450 de ce code ». (Cass. 18 août 1815, Dalloz, « Minorité », n° 396) ;

Par ces motifs,

Dit, qu'à la diligence des époux Lepage et par les soins de M. le juge de paix du canton de Void (Meuse), le Conseil de famille de la mineure Hélène Lévy sera consulté sur la question de savoir si le tuteur Isidore Michel doit être tenu de laisser visiter ladite mineure par sa sœur et son beau-frère, les époux Lepage, soit dans la pension où elle se trouve actuellement, soit pendant les vacances, soit ailleurs, en tout temps, dans des endroits, à des jours et heures qu'il proposera ;

Pour être ensuite conclu et statué ce que de droit ;— Les dépens réservés en définitive.

M. Duhaut av. gén. — Mes Mengin et Gérard av.

NOTE. — En thèse générale on admet qu'en ce qui concerne le gouvernement de la personne du mineur, le tuteur n'a pas un pouvoir illimité. Il est soumis notamment au contrôle du conseil de famille qui peut lui donner à cet égard telles instructions qu'il juge convenables. En ce sens : Demolombe, t. 7, nos 535 et suiv.; Aubry et Rau, 5e édit., t. 1, § 111, p. 573; Dalloz, Jurisprudence générale, répert. Vo Minorité-tutelle, no 396, suppl. eod. verb. no 302.

Contrà : Laurent, t. 5, nos 1 et suiv.; Huc, t. 3, no 371; Beudant, Etat et capacité des personnes, t. 2, nos 832 et suiv.

Le tuteur est investi du droit de régler les relations du mineur même avec les membres de sa famille; ce droit varie cependant d'étendue suivant la qualité du tuteur. Cependant, même en cas de tutelle légale du père survivant, la Cour de cassation réserve aux tribunaux le soin de contrôler sévèrement les raisons invoquées par le tuteur pour empêcher l'enfant de voir, par exemple, ses aïeuls maternels : Cass. 8 juillet 1857 (D. 57.1.275).

On a décidé de même que le père ou la mère privés de la tutelle, en cas de refus du tuteur de leur laisser voir leur enfant, pouvaient soumettre au conseil de famille leurs griefs contre la décision du tuteur et au besoin se pourvoir devant les tribunaux contre la décision du conseil : Cass. 3 mars 1856 (D. 56.1.290). Dalloz, op. et vo cit. no 309. *Adde :* Cass. 18 août 1815 (Dalloz, Jurisp. gén., rép. Vo Minorité-tutelle, no 396).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.)

16 juin 1906.

Présidence de M. Bondoux.

1°. — NATURALISATION. — FRANÇAIS. — SÉPARATION DE CORPS. — NATURALISATION EN ALLEMAGNE. — EFFETS DE LA SÉPARATION DE CORPS D'APRÈS LA LOI ALLEMANDE. — SECOND MARIAGE LICITE. — NULLITÉ D'APRÈS LA LOI FRANÇAISE. — BONNE FOI.

2°. — MARIAGE PUTATIF. — LÉGITIMITÉ DE L'ENFANT NÉ DU MARIAGE.

1° *Le Français qui se fait naturaliser à l'étranger après le jugement qui a prononcé sa séparation de corps en France ne peut imposer à sa femme sa nouvelle nationalité. Dès lors, celle-ci, conservant sa qualité de Française et demeurant toujours aux yeux de la loi française engagée dans les liens du mariage, il s'ensuit que si le mari s'est fait naturaliser dans un pays tel que l'Allemagne, où la séparation de corps pro-*

duit les effets du divorce, la seconde union qu'il vient de contracter dans ce pays, du vivant de sa première femme, se trouve en France entachée de nullité.

2° *Toutefois, si ce second mariage déclaré nul a été contracté de bonne foi, comme il produit tant au regard de la loi allemande que de la loi française, vis-à-vis de l'époux de bonne foi et de ses enfants les effets civils du mariage valable, l'enfant issu de ce mariage a la qualité d'enfant légitime.*

Dlle Reynier c. Reynier.

Le jugement ci-dessous rapporté a été rendu conformément aux intéressantes conclusions de M. le substitut Morizot-Thibault, lequel s'est exprimé en ces termes :

Messieurs,

Après l'exposé si complet et si net qui vient de vous être fait par Me Dreyfous, il ne me reste plus qu'à examiner en quelques mots les points de droit que soulève ce procès.

Lorsque M. Reynier, séparé de corps, conçut, en 1872, le projet d'épouser la jeune fille dont il était épris, il pensa qu'il lui suffirait de se faire naturaliser allemand pour obtenir le divorce et contracter une seconde union. Il avait consulté les avocats allemands les plus illustres qui avaient encouragé ses projets. Certains maîtres de la barre française, consultés, eux aussi, étaient d'avis unanime; ils pensaient, de leur côté, que rien dans la loi française n'étant de nature à entraver sa résolution, ce mariage serait valable à nos yeux. « La question, disaient-ils, était nouvelle; elle n'avait pas été examinée par la doctrine, ni réglée par la jurisprudence. » En quoi ils se trompaient deux fois.

Le sort du procès dépend, en effet, d'une question préalable que la doctrine avait déjà étudiée. En se faisant naturaliser étranger, M. Reynier pouvait-il imposer à sa première femme sa nationalité nouvelle ? Les auteurs se divisaient sur cette question. Je n'entends pas reproduire devant vous ce débat. Il me suffit de vous rappeler que la grande majorité de la doctrine répond négativement dans cette hypothèse. Si l'article 19 C. civ. déclare que la fille française, en se mariant, prend la nationalité de son mari, c'est parce qu'elle consent, en s'unissant à lui, à devenir étrangère. Il y a là une acte volontaire; tandis que, dans notre espèce, ce serait un changement imposé. On peut perdre la nationalité française par la manifestation de sa volonté, mais non malgré soi. Changer de patrie est une chose trop grave pour que cela puisse être imposé par la seule volonté d'autrui.

Ce principe établi, vous en voyez tout de suite sortir la conséquence. Lorsque M. Reynier devint Allemand, sa première femme resta Française. Si Mme Reynier demeurait Française, elle gardait sa nationalité avec toutes les qualités civiles qui régissaient son état : c'était, aux yeux de notre loi, une femme mariée séparée de corps. Le mariage tenait toujours et il ne pouvait être rompu par le divorce, puisque la femme était toujours liée par une union que notre loi déclarait alors indissoluble. L'union française tenant toujours, le mariage contracté en Allemagne par M. Reynier devait donc être frappé de nullité au regard de la loi française.

C'est l'opinion d'un illustre représentant de la doctrine française, Merlin, commentant la loi de 1816 :

« ...De deux époux français, disait-il, l'un se fait naturaliser en pays où le divorce est admis; il ne peut demander le divorce contre l'autre resté Français. De même que, pour la formation du mariage, il faut, dans chacune des deux parties, la capacité de se marier, de même pour la dissolution du mariage, il faut, en chaque époux, la capacité de divorcer. » (*Questions de droit, V° Divorce*, § 11.)

Ce n'était pas seulement l'avis de la doctrine française; c'est encore, en quelque sorte, l'opinion de la doctrine internationale. Lisez *Warthon*, dans son traité *Treatise of the conflit of laws*, à la page 214. « Les Français, dit-il, qui se font naturaliser en pays étrangers peuvent légalement y faire prononcer leur divorce; mais, pour obtenir ce résultat, il est nécessaire que les deux parties se fassent naturaliser; si l'une d'elles reste Française, le divorce est illégal. » Et M. Guelfi, professeur à l'Université de Rome : « Le droit français et italien ne peut reconnaître comme valable le nouveau mariage contracté par le mari qui s'est expatrié et a fait prononcer son divorce, puisqu'il refuse à la femme restée Française ou Italienne la faculté de se remarier. »

Lorsqu'ils donnaient leurs consultations, les illustres avocats disaient encore que la jurisprudence n'avait pas, non plus, décidé la question. C'était une erreur, car un cas identique avait déjà été déféré à la Cour de cassation en 1845. Il s'agissait d'un Français marié qui s'était fait naturaliser Suisse, et avait fait prononcer son divorce dans sa nouvelle patrie pour épouser une autre femme. La Cour suprême avait regardé le divorce comme non avenu, et elle avait par conséquent proclamé l'invalidité de la seconde union. Mais les magistrats se plaçaient à un autre point de vue : ils considéraient que la conduite du mari constituait une fraude à la loi française, qui viciait, par elle seule, la nouvelle union. Voici, en effet, le considérant principal de l'arrêt :

« Attendu que, s'il est permis aux citoyens français de se faire naturaliser en pays étranger et même d'y emmener leur femme pour la soumettre aux lois du pays qu'ils adoptent, cette règle, qui tient à l'indivisibilité du mariage, reçoit exception lorsque le mari ne fait usage de l'autorité matrimoniale que pour pouvoir rompre les liens conjugaux et dépouiller sa femme de ses droits, en la privant de l'appui et de la protection qu'il lui avait promis et qu'il lui devait, d'après les lois françaises. » (Sirey, 1846.1.104.)

Ainsi vous nous demandez, vous, Maître Dreyfous, de considérer le mariage allemand comme valable et de prononcer la nullité de la troisième union que M. Reygnier venait de contracter en France, en 1896, afin de sauver, s'il était possible, la légitimité de l'enfant né du second mariage. Je vous réponds qu'il est impossible d'adopter votre point de vue. Le mariage célébré en Allemagne en 1873 est nul aux yeux de la doctrine, nul au regard de la jurisprudence, et vous n'hésiterez pas, messieurs, à proclamer cette nullité.

Il ne me reste donc plus qu'à examiner les conclusions subsidiaires présentées tout à l'heure par l'honorable avocat de Mlle Reynier. Il vous demandait de considérer au moins le mariage comme putatif afin de laisser venir sa cliente à la succession paternelle à titre d'enfant légitime. Les fils Reynier, nés de la première union, n'opposent aucun obstacle à sa vocation héréditaire, puisqu'ils restent muets dans ce procès, Me Dreyfous vous demande donc d'octroyer à sa cliente le bénéfice des art. 201 et 202 C. civ.

J'abonde dans son sens en ce qui concerne le principe. Il est constant que, lorsqu'ils ont contracté l'union allemande, les deux époux étaient de bonne foi. Si on tentait de le contester, il est des documents qu'on ne pourrait effacer, à savoir toutes ces consultations données par les illustrations des barreaux français et allemand, et sur la foi desquelles les époux étaient persuadés de contracter un mariage régulier et légitime. Leur bonne foi, elle est hors de doute et il importe de lui faire produire ses effets légaux. Mais Me Dreyfous vous demande ici l'application des textes du Code civil français. C'est sur ce point particulier que gît une difficulté subsidiaire.

Quelle est la loi qu'il importe de consulter pour savoir s'il peut y avoir ou non mariage putatif et les conséquences qu'il peut produire ? Il existe, à cet égard, deux systèmes. Le premier suit la loi qui détermine la nullité, qui serait ici la loi française. C'est l'avis de M. Weiss, et il y a, en ce sens, un jugement de notre Tribunal du 30 décembre 1887. Le second, plus juridique à mes yeux, applique la loi qui a présidé au mariage qu'il sagit d'annuler. Lorsqu'il importe de faire produire des effets à une union contractée en Allemagne par des sujets allemands, ce n'est pas une autre loi que la loi allemande qu'il s'agit d'interpréter. Aussi ce second système a-t-il groupé autour de lui la presque unanimité de notre jurisprudence. Il a été confirmé par un arrêt de Bordeaux, le 5 février 1883, d'Alger, le 28 juin 1887, et par un jugement du Tribunal de la Seine le 28 avril 1887.

Je ne vous propose pas, cependant, de prendre parti entre les deux opinions, parce qu'il n'y a pas intérêt à se prononcer entre elles dans l'espèce présente. J'ai parcouru, autrefois, le nouveau Code civil de l'empire allemand et mes souvenirs précis me permettent d'affirmer que les dispositions qui régissent le mariage putatif en Allemagne sont les mêmes que celles proclamées par la loi française. Le Code allemand de 1900 s'est, du reste, borné à reproduire ici les textes généralement adoptés auparavant par les diverses législations confédérées. Voyez le *Droit civil allemand*, de Braun (p. 39); « Le mariage contracté de bonne foi par l'un des époux est un mariage putatif qui, à l'égard des enfants et de l'époux de bonne foi, produit les effets du mariage valable. » Et le *Droit civil germanique*, de Lehr : « Les enfants nés d'un mariage putatif contracté de bonne foi par l'un au moins des époux sont légitimes. » (T. II, p. 333.)

Vous déciderez donc, messieurs, que le mariage allemand de 1873, nul en lui-même, sera regardé comme putatif, et que Mlle Reynier pourra, dans cette union, puiser les conditions de fille légitime.

Après avoir entendu ces conclusions, le tribunal a rendu le jugement suivant :

LE TRIBUNAL,

Attendu que Napoléon-Alexandre-Camille-Edouard Reynier a contracté mariage en France, au mois de juin 1863, avec Flavie-Joséphine-Sophie Reynier;

Attendu que deux enfants sont issus du mariage : Henri-Edouard Reynier, et Albert-Edouard-Flavien-Charles Reynier;

Attendu qu'un jugement du Tribunal civil de Marseille, en date du 12 janvier 1867, confirmé par arrêt de la Cour d'appel d'Aix, a prononcé la séparation de corps et de biens d'entre les époux;

Attendu que Reynier se fit alors naturaliser sujet prussien, et comme la séparation de corps entraînait en Prusse les mêmes effets que le divorce en France, il contracta à Berlin, le 12 février 1873, un second mariage avec Elisabeth-Marie Bartro ;

Attendu que de ce mariage naquit, le 27 août 1873, Pauline-Fernande-Camille-Noémie Reynier, la demanderesse à l'instance actuelle;

Attendu que le divorce ayant été rétabli en France, un jugement du Tribunal civil de Draguignan, en date du 29 novembre 1892, prononça le divorce entre Reynier et sa première femme ;

Attendu que les époux Reynier-Bartro, craignant que leur situation fût considérée comme irrégulière au regard de la loi française, contractèrent de nouveau mariage devant l'officier de l'état-civil de la ville de Lille, le 25 octobre 1896;

Attendu que Reynier est décédé en son domicile, à Paris, le 18 janvier 1904, laissant sa veuve séparée de biens, aux termes mêmes de leur contrat de mariage, et comme héritiers : 1° ses deux fils susnommés, issus de son premier mariage; 2° la demoiselle Reynier, demanderesse, issue de son second mariage;

Attendu que les deux fils ont renoncé à la succession de leur père; que la demoiselle Reynier se trouve donc la seule héritière de celui-ci;

Attendu que, par suite du second mariage contracté en France par ses parents, elle craint d'être considérée comme enfant illégitime, et, par suite, de voir la succession de son père appréhendée par d'autres parents;

Attendu, en conséquence, qu'elle demande au tribunal de reconnaître la validité du premier mariage contracté par ses parents à Berlin, et de prononcer la nullité du deuxième mariage contracté en France, ce qui lui assurerait la qualité d'enfant légitime;

Attendu que Reynier, en se faisant naturaliser sujet prussien, après le jugement qui prononçait sa séparation de corps avec sa première femme, n'a pu imposer à celle-ci sa nouvelle nationalité; que ladite dame a donc conservé sa nationalité de Française, et, par suite, au regard de la loi française, est toujours restée engagée dans les liens du mariage avec Reynier; qu'il s'ensuit que le deuxième mariage contracté par ce dernier à Berlin, du vivant de sa première femme, se trouve, en France, entaché de nullité;

Mais attendu qu'il ressort des documents de la cause que la demoiselle Bartro, en contractant cette union, a été de bonne foi; que, tant au regard de la loi allemande que de la loi française, le mariage qui a été déclaré nul produit, à l'égard de l'époux de bonne foi et des enfants, les effets civils du mariage valable; que la demoiselle Reynier doit donc être qualifiée d'enfant légitime d'Edouard Reynier et d'Elisabeth Bartro;

Par ces motifs,

Dit que le mariage contracté par Reynier à Berlin, le 12 février 1873, est entaché de nullité;

Dit, toutefois, que ce mariage a produit les effets civils d'un mariage valable à l'égard de la demanderesse qui en est issue; dit, en conséquence, que la demoiselle Reynier doit être qualifiée d'enfant légitime d'Edouard Reynier et d'Elisabeth Bartro, et est fondée à réclamer tous les droits et avantages qui s'attachent à cette qualité;

Et attendu que la présente instance a été introduite dans l'intérêt exclusif de la demanderesse; la condamne aux dépens.

M. MORIZOT-THIBAULT subst. proc. Rép. — Me DREYFOUS av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Antérieurement à la loi du 26 juin 1889, une jurisprudence constante et la grande majorité des auteurs admettaient que la naturalisation d'un Français à l'étranger n'avait aucune conséquence à l'égard de sa famille. Notamment, la femme n'acquérait pas nécessairement au cours du mariage la nationalité nouvelle de son mari. Ces solutions n'ont pas cessé d'être exactes depuis la loi de 1889. *Sic :* Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, t. 1, nº 5330; Aubry et Rau, 5e édit., t. 1, p. 442, texte et note 40; Beudant, t. 1, p. 71, nº 41; Weiss, t. 1, p. 463; Despagnet, nº 224; Surville et Arthuys, nº 80; Audinet, nº 153; Vincent, nº 187-189; Lois nouvelles, 1889, t. I, p. 907; Lesueur et Dreyfus, p. 198; Cogordau, p. 249; Rouard de Card, p. 229; Gruff, p. 80.

Sur la nullité du mariage contracté à l'étranger après naturalisation par un Français, séparé de corps en France : Cass. 16 décembre 1845 (S. 46.1.100 — D. 46.1.7); 18 mars 1878 (S. 78.1.193 — D. 78.1.201); 25 mars 1889 (S. 90.1.145 — D. 89.2.117); Paris 17 juillet 1876 et 30 juin 1877 et Douai 8 janvier 1877 (D. 78.2.7 et la note critique sous le premier de ces arrêts). *Adde :* Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. franç. Vº Nationalité-Naturalisation, nos 1126 et suiv., avec les renvois à la doctrine et à la jurisprudence.

II. — Sur le second point : Sur les effets du mariage putatif, v. Cass. 30 juillet 1900 (S. 1902.1.225 et la note de M. Wahl.)

234-235-236

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

9 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

1° COMPÉTENCE CIVILE DES TRIBUNAUX D'ARRONDISSEMENT. — ATTRIBUTION DE JURIDICTION. — SOCIÉTÉ. — DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

2° MOTIFS DES JUGEMENTS ET ARRÊTS. — CONTRADICTION. — LIQUIDATION DE SOCIÉTÉ.

1° Lorsqu'une société dont le siège social est à Bruxelles avec attribution de juridiction aux tribunaux de cette ville a été dissoute et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur habitant Paris, les tribunaux de cette ville peuvent être valablement saisis.

2° Il y a contradiction entre les motifs et le dispositif, et par suite nullité en vertu de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, si un arrêt, après avoir reconnu le liquidateur personnellement responsable dans les motifs, ne le condamne qu'ès qualité dans le dispositif.

Liquidateur des Forges de l'Aube c. Banque privée

M. Cantarel, liquidateur de la Société des Forges de l'Aube, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 26 mars 1904, rendu au profit de la Banque privée.

Il a invoqué à l'appui de son pourvoi les deux moyens suivants :

« 1° Violation des art. 59 § 5 C. proc. civ. et 8 § 1 de la convention franco-belge du 8 juillet 1899, des art. 41 C. com. et 435 C. civ. ainsi que de l'art. 46 des statuts de la Société des Forges et Laminoirs de l'Aube. »

« 2° Violation des art. 1119 et 1134 C. civ. ainsi que de la délibération de l'assemblée générale des actionnaires de la Société des Forges et Laminoirs de l'Aube en date du 25 août 1900, violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810. »

Arrêt :

LA COUR,

Sur le premier moyen :

Attendu que, tout en reconnaissant que la Société des Forges et Laminoirs de l'Aube avait fixé à Bruxelles son siège social, avec attribution de juridiction aux tribunaux de cette ville, l'arrêt attaqué, adoptant les motifs du jugement, constate que : par « délibération du 25 août 1900, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, a déclaré que la Société était dissoute et n'existait plus que pour sa liquidation »; qu'il ajoute que « la Société n'a plus de siège social en Belgique et que celui-ci a été, en fait, remplacé par le siège de la liquidation, chez Cantarel, seul liquidateur, domicilié à Paris »; qu'en l'état de ces circonstances, souverainement appréciées, la Cour de Paris a pu rejeter l'exception d'incompétence proposée par Cantarel;

Rejette le premier moyen;

Mais sur le deuxième moyen, pris dans sa première branche :

Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que, dans les motifs de sa décision, la Cour d'appel déclare que : « ce n'est pas la Société des Forges et Laminoirs de l'Aube qui est poursuivie par la Banque privée, mais son liquidateur, pour l'exécution des obligations qui lui incombent personnellement »; qu'elle ajoute : « qu'il y a lieu de condamner Cantarel au paiement de la somme de 14.000 francs »;

Attendu, cependant, que dans le dispositif, elle condamne Cantarel non personnellement, mais ès-qualité; qu'une telle contradiction équivaut à un défaut de motifs; en quoi l'arrêt dénoncé a violé l'art. 7 susvisé;

Casse,... sauf en ce qui concerne la compétence... et renvoie devant la Cour d'appel d'Orléans.

MM. FABREGUETTES rapp.; MÉRILLON av. gén (c. conf.). — Mes AUBERT et PÉROUSE av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Il est certain qu'en principe la Société en liquidation continue à subsisiter fictivement pour les besoins de la liquidation. V. Dalloz, Supp. au Rép. Vº Sociétés, nos 587 et suiv.

De cette fiction, il résulte, notamment, que la mise en liquidation laisse subsister les dispositions des statuts destinées à faciliter le règlement des obligations sociales, et notamment celle qui autorise l'assignation des associés au domicile par eux élu : Bourges 21 août 1871 (D. 73.2.34); et que la Société dissoute conserve son *domicile social* tant que la liquidation n'est pas terminée : Cass. 3 janvier et 26 février 1872 (D. 72.1.10 et 11); 16 août 1880 (D. 82.1.80). *Sic :* Dalloz, op. et verbo cit. nº 590.

Mais si, en fait, le domicile social a été transporté au domicile du liquidateur, il n'en est plus de même. C'est là, d'ailleurs, bien certainement une question de pur fait dont l'appréciation appartient souverainement aux juges du fond.

II. — Sur le second point : Il est de principe constant

que la contradiction dans les motifs et, à plus forte raison, la contradiction entre les motifs et le dispositif équivaut à un défaut de motifs. V. Dalloz, Supp. au Rép. Vo Jugement, nos 750 et 754.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

7 mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

EXPLOITS. — SIGNIFICATION. — JOUR DE FÊTE LÉGALE. — INOBSERVATION. — SANCTION. — MATIÈRE ÉLECTORALE.

La sanction de nullité n'est point attachée à l'inobservation de l'interdiction de faire une notification un jour de fête légale, et, par suite, l'exploit signifié en contravention de cette interdiction ne saurait être déclaré nul.

Spécialement en matière électorale, la dénonciation du pourvoi, dans ces conditions, n'en est pas moins valable.

Faccendini.

Le sieur Faccendini s'est pourvu en cassation contre un jugement du juge de paix de Vezzani du 29 mars 1906, rendu en matière électorale.

Arrêt :

La Cour,

Sur la nullité de l'acte de dénonciation du pourvoi, proposée par le sieur Ottavi, l'un des défendeurs, et tirée de ce que cet acte a été notifié le 16 avril 1906 (lundi de Pâques) qui était un jour férié :

Attendu que d'après l'art. 1030 C. proc. civ. aucun exploit ne peut être déclaré nul si la nullité n'est pas formellement prévue par la loi;

Attendu que si les art. 63 et 1037 C. proc. civ. interdisent de faire des notifications les jours de fêtes légales, ils n'attachent pas la peine de nullité à l'inobservation de cette prescription;

Rejette ce moyen;

Les autres moyens, sans intérêt...

MM. Delcurrou rapp.; Mérillon av. gén.

NOTE. — Bien que la question ait été controversée en doctrine et en jurisprudence, il est aujourd'hui généralement admis que l'exploit signifié un jour de fête légale n'est pas nul : l'huissier est seulement passible d'une amende : V. Cass. 23 février 1825 (S. chr.); 26 avril 1839 (S. 39.1.867); Bordeaux 28 octobre 1885 (Gaz. Pal. 86.1. supp. 140); Douai 9 août 1892 (Gaz. Pal. 92.2.591 — S. 93. 2.41 — D. 94.2.83); Dijon 3 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.405).

Cette règle doit nécessairement s'appliquer en matière électorale, comme en toute autre.

COUR D'APPEL DE NANCY (1re Ch.)

5 mai 1906.

Présidence de M. Martin.

LEGS-LÉGATAIRE. — ART. 1006 C. CIV. — SAISINE DE PLEIN DROIT DU LÉGATAIRE UNIVERSEL. — ENVOI EN POSSESSION.—POUVOIR DU PRÉSIDENT.—REFUS D'ENVOI EN POSSESSION. — MOTIFS GRAVES. — DEMANDE EN NULLITÉ DU TESTAMENT. — MOTIF INSUFFISANT.

Aux termes de l'art. 1006 C. civ., le légataire universel est en l'absence d'héritiers à réserve saisi de plein droit par la mort du testateur ; l'art. 1008 du même code lui impose seulement l'obligation de se faire envoyer en possession par une ordonnance du président.

Il suit de là que ce magistrat qui ne confère aucun droit au légataire universel, ne fait par son ordonnance, que lui permettre l'exercice des droits qui lui sont attribués par la loi, et qu'il ne peut, sans les plus graves motifs, refuser l'envoi en possession qui lui est demandé ; notamment une demande en nullité formée contre le testament, ne saurait à elle seule justifier son refus.

Pierron jeune c. veuve Pierron aîné.

La Cour,

Attendu qu'aux termes de l'art. 1006 C. civ., le légataire universelle est, en l'absence d'héritiers à réserve, saisi de plein droit par la mort du testateur ;

Attendu que l'article 1008 du même Code lui impose seulement l'obligation de se faire envoyer en possession par une ordonnance du président ;

Attendu qu'il suit de là que ce magistrat, qui ne confère aucun droit au légataire universel, ne fait, par son ordonnance, que lui permettre l'exercice des droits qui lui sont attribués par la loi ; qu'il ne peut, dès lors, sans les plus graves motifs, refuser l'envoi en possession qui lui est demandé ; que, notamment, une demande en nullité formée contre le testament ne saurait à elle seule, justifier son refus ;

Attendu qu'il conserve, malgré cette demande, la faculté d'apprécier si, en l'état actuel des faits de la cause, le testament présente des garanties suffisantes de sincérité, et, tous droits au fond demeurant réservés, d'ordonner, en pareil cas, la mesure sollicitée ;

Attendu, en fait, que les vérifications auxquelles le testament incriminé a déjà été soumis, sont de nature à faire admettre, quant à présent, la sincérité de cet acte ;

Attendu que c'est donc avec raison que le premier juge a ordonné l'envoi en possession de l'intimée ;

Attendu, d'ailleurs, que cette décision ne préjudicie pas aux droits éventuels de l'appelant ; qu'elle a seulement pour effet de mettre la veuve Pierron en possession de biens dont, en toute hypothèse, elle aurait l'usufruit ; qu'il n'y aurait aucun intérêt à surseoir à statuer ;

Par ces motifs, et ceux non contraires du premier juge;

Déclare l'appelant mal fondé dans ses conclusions à fin de sursis ; l'en déboute ;

Met l'appel au néant, avec amende et dépens ;

Prononce distraction des dépens au profit de Me Gutton, avoué, aux offres de droit ;

M. DUHAUT av. gén. — Mes BOULAY et G. GUTTON av.

NOTE. — Le président du tribunal ne doit pas accorder l'envoi en possession, sans examen. En ce sens, Baudry-Lacantinerie et Colin, t. II, n° 2362. La doctrine ne reconnaît au juge le droit de refuser l'envoi en possession que dans le cas où le testament est affecté d'un vice de forme, mais non pas quand il s'agit d'un vice intrinsèque. Dans ce dernier cas, l'envoi en possession est obligatoire, sauf l'exercice par les héritiers de l'action en nullité : Merlin, Quest. de droit, v° Légataire, § 2; Toullier, t. V, nos 498 et 499; Troplong, t. IV, nos 1828 et 1829; Aubry et Rau, 4e édit., t. VII, § 710, notes 8 et 9, pages 445 et 446 ; Poitiers 12 août 1874 (D. 76.2.28); Dijon 24 janvier 1896; Bourges 4 janvier 1897 (D. 97.2.307). Il a été décidé que l'art 1008 laissait pourtant au magistrat la faculté de refuser l'envoi en possession quand une contestation d'une gravité suffisante était soulevée sur le droit du demandeur notamment quand la sincérité du testament est mise en question : Caen 14 mai 1896 (D. 97.2. 306 sous note a); 7 mars 1873 (D. 75.2.137); Poitiers 17 mars 1880 (D. 82.2.36); Rouen 23 mars 1880 (D. 81.2.139); Dijon 24 janvier 1896 (D. 97.2.307). En ce sens : Troplong, t. III, n° 1500; Demolombe, t. IV, nos 505 et suiv.; Laurent, t. XVI, n° 25; Aubry et Rau, 4e édit., t. VII, § 710, texte et note 9, p. 446; Baudry-Lacantinerie et Colin, t. II, n° 2369; Bertin, Ord. sur référés, t. III, n° 709. Mais la dénégation d'écriture doit avoir un caractère réel de gravité : Agen 26 août 1856 (D. 56.2.296); Nancy 4 août 1893, 19 décembre 1893 (D. 94.2.117).

TRIBUNAL DE PAIX DE NOGENT-SUR-MARNE

15 juin 1906.

Présidence de M .Daniel Masse.

BAIL. — 1° RÉPARATIONS LOCATIVES. — DÉFINITION. — 2° ÉTAT DE LIEUX. — CARACTÈRE CONTRADICTOIRE. — ÉTAT DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE SEUL. — CARACTÈRE INOPÉRANT AU REGARD DU LOCATAIRE.

1° *L'art. 1754 C. civ. met incontestablement à la charge du locataire, les réparations locatives mais non pas les dégradations provenant de l'usage de la chose louée, suivant sa destination propre et en bon père de famille, dégradations pour lesquelles le propriétaire n'a aucune action contre le locataire.*

2° *Le locataire qui avant son départ a, par lettre et verbalement, demandé à son propriétaire de dresser contradictoirement un état de lieux, est en droit de récuser comme suspect celui qui a été dressé quelque temps après sa sortie, par l'architecte gérant de son propriétaire.*

Vve Ligier c. Réveilhac.

Nous, juge de paix :

Attendu que Mme Ligier assigne M. Réveilhac en 400 fr. 80, comme paiement de réparations locatives pour la maison dont le cité a été locataire jusqu'au 15 avril dernier;

Attendu que Mme Ligier se fait représenter par M. Ch..., architecte à Paris, lequel dépose à l'appui de sa demande, un état dressé par lui-même et qu'il intitule « note de réparations locatives à payer par M. Réveilhac »;

Attendu, en tout état de cause, que de l'examen de cette note il résulte que c'est à tort que M. Ch... met à la charge de M. Réveilhac toutes les réparations qui y sont portées, confondant étrangement, étant architecte, et bien que mandataire de Mme Ligier, les réparations locatives qui incombent au locataire, avec les travaux de mise en état qui sont à la charge du propriétaire; en sorte qu'il faut se demander sur quoi, d'autre que son bon plaisir, il base ses prétentions pour les produire en justice, et quel texte de droit l'autorise à vouloir faire payer au locataire toutes les réparations portées à sa note;

Attendu que la loi, par l'art. 1754 C. civ. a mis incontestablement à la charge du locataire, comme il est juste, les réparations locatives; qu'il s'agit simplement de savoir ce que la loi entend par là, n'en ayant pas donné une définition expresse et explicite, et s'en rapportant, pour le faire comprendre, aux principes généraux du droit d'après lesquels nul ne peut être tenu que des faits provenant de sa faute et, en outre, ayant pris le soin d'éclairer la matière d'une façon incontestable dans l'art. 1728 C. civ. ;

Attendu, en effet, qu'en imposant au preneur, dans cet article, qui est général en matière de louage des choses, la double obligation principale, avec celle de payer le prix du bail aux termes convenus, d'user de la chose louée suivant sa destination propre et en bon père de famille,la loi n'a pu vouloir qu'on inquiète un locataire, et qu'on le poursuive en justice, pour des dégradations provenant de l'usage de la chose louée conformément à ces obligations; que par suite et par un corollaire logique et nécessaire, elle a enlevé au bailleur tout droit à indemnité pour les réparations possibles à la chose louée si l'on en a usé suivant sa destination propre et en bon père de famille, conformément aux obligations imposées par la loi qui est leur critéré et leur limite, le prix du bail étant, au regard de la loi, et en toute raison et équité, la juste, légitime, nécessaire mais suffisante rémunération, tant de la location consentie que de l'usure inévitable et naturelle, forcément et fatalement attachée à l'usage normal et régulier de la chose louée;

Attendu que M. Ch..., en dressant son état de réparations, a eu le tort, comme il arrive fréquemment aux architectes gérants de propriétés, enclins à ce titre à favoriser leurs clients au détriment du public des locataires, de méconnaître ces principes primordiaux et fondamentaux du droit juste, d'exagérer ainsi et de dépasser la limite permise, comme si vraiment le locataire, en sus du prix du loyer, devait payer les soins qu'apportent les gérants à gérer les propriétés, alors que ce paiement doit être fait par les propriétaires qui, comme c'est leur droit absolu d'ailleurs, ne font pas valoir eux-mêmes leur bien, mais qui alors doivent comprendre que ce paiement de la gérance doit venir en moins-value pour eux de la propriété, et non en supplément de valeur à mettre à la charge du locataire;

Attendu qu'il importe de réprimer de tels procédés

qui, s'ils se généralisaient, ne tendraient à rien moins qu'à instituer dans la société, entre les hommes, une espèce de brigandage par lequel on prendrait sans droit et comme dans sa poche l'argent d'autrui, procédé d'autant plus dangereux qu'il se produit d'ordinaire sous le masque et quasiment les allures de la légalité;

Attendu donc qu'il y a lieu tout d'abord et en thèse générale de diminuer la note de M. Ch... de tout le montant des réparations qui, en dépit de la note, sont réputées et sont non locatives;

Attendu, d'autre part, que M. Réveilhac n'accepte même pas de payer les réparations locatives portées à la note Ch...; qu'il déclare avoir laissé l'immeuble en bon état de ce chef après son déménagement le 13 avril 1906; que la note de réparations est datée du 25 avril 1906, c'est-à-dire postérieure de 12 jours à son départ et à la remise des clefs contre reçu; qu'elle a été dressée hors de sa présence,et qu'elle ne peut faire foi contre lui, car cette note dressée 12 jours après qu'il eut vidé les lieux ne peut lui paraître que suspecte; qu'en effet, ainsi que M. Réveilhac le prouve d'ailleurs par la lecture dans son copie de lettres, de lettres écrites par lui à Mme Ligier et dont il dépose copie collationnée devant le tribunal, M. Réveilhac, à la date du 12 avril, a écrit à Mme Ligier pour lui annoncer qu'il lui avait téléphoné deux jours avant, la priant de lui fixer un rendez-vous pour procéder à l'état des lieux, et que n'ayant pas reçu de réponse, il a l'honneur de l'informer alors par écrit qu'il commencera son déménagement le lendemain, se mettant à la disposition de Mme Ligier;

Attendu qu'à l'audience, le mandataire de Mme Ligier, en réponse à l'argumentation de M. Réveilhac, réplique simplement et brutalement qu'il n'est pas aux ordres de M. Réveilhac;

Attendu que cette réponse est d'abord incorrecte et inconvenante; qu'en effet, M. Réveilhac, bien loin d'avoir demandé à Mme Ligier de se mettre à ses ordres, prouve par les termes de ses lettres que c'est lui qui, très respectueusement, s'est tenu à la disposition de Mme Ligier;

Attendu qu'elle est en outre inadmissible, le contrat de location étant synallagmatique; en sorte qu'il convient aux deux parties de se mettre en rapport pour s'entendre sur toutes les questions du contrat;

Attendu que la faute de Mme Ligier est d'autant plus grave que, en ce qui concerne les réparations locatives, il appartient au propriétaire, pour sauvegarder strictement ses droits, de prendre lui-même l'initiative d'en dresser un état au moment où le locataire va cesser d'avoir la jouissance des lieux et contradictoirement, pour être juste, avec le locataire; qu'il est donc incompréhensible, alors que M. Réveilhac prenait soin de faire les premiers pas dans ce but, et en des termes de politesse plus que suffisants en affaires, que Mme Ligier ait négligé de répondre; qu'il faut vraiment que Mme Ligier et son mandataire aient une mentalité particulière pour s'imaginer que le locataire est à leurs ordres comme un domestique, même après l'expiration du bail, et qu'il faut leur demander de quelle manière, à moins de les implorer à genoux, on doit s'adresser à eux pour qu'ils condescendent à tenir compte des lettres de leur locataire ;

Attendu, dans ces conditions, que M. Réveilhac est bien fondé à repousser en bloc les prétentions de Mme Ligier, dont la manière de procéder laisse, à juste titre, planer une suspicion légitime sur la note Ch... et sur les réparations y portées, dont M. Réveilhac affirme qu'elles ne sont pas de son fait, ce qui semble véritable puisqu'on n'a pas daigné, malgré ses prières, en dresser un état en sa présence et contradictoirement;

Par ces motifs, le tribunal jugeant en premier ressort;

Déclare Mme Vve Ligier mal fondée en sa demande, l'en déboute et la condamne aux dépens par elle avancés.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Pothier, n° 219 a dit des réparations locatives : « Pour juger quelles ré« parations sont locatives, on doit tenir cette règle : que « ce sont les mêmes réparations qui ont coutume de « provenir de la faute des locataires ou de leurs gens, et « ne proviennent pas de la vétusté ou de la mauvaise « qualité des parties dégradées. » L'art. 1754 C. civ. les détermine d'une manière générale et l'art. 1755 ajoute que ces réparations occasionnées par la vétusté ne sont jamais à la charge du locataire.

V. dans Troplong, t. II, n° 554 et suiv.; Duvergier, t. II, n° 24; Agnel, n^os^ 582 et suiv.; Guillouard, t. II, n^os^ 471 et suiv.; Hue, t. X, n° 350; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. I, n° 627 et les notes, l'énumération, trop longue à donner ici, des réparations qui doivent être ou non réputées locatives.

Suivant Troplong, le locataire n'est tenu que des dommages qui sont sensés provenir de sa faute; il n'est pas tenu des dégâts résultant de l'emploi de la chose suivant son usage, ou du vice de la matière ou bien encore de la force majeure ou de la vétusté.

V. Agnel et Pabon, n^os^ 721 et suiv.

II. — Sur le deuxième point : La constatation des dégradations locatives doit être contradictoire; cette condition, disent MM. Agnel et Pabon, est essentielle, une constatation faite par le propriétaire seul ou par son architecte n'est pas opposable au locataire, et les juges saisis de la contestation entre le locataire et le propriétaire ne peuvent en faire état : Agnel et Pabon, n° 788. V. Trib. civ. Seine 8 février 1898 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Bail, n° 583 — Monit. judic. Lyon 17 mars 1898).

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

21 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

1° CAUTIONNEMENT. — NATURE. — CONTRAT CIVIL. — ENGAGEMENT D'UN COMMERÇANT.

2° COMPÉTENCE COMMERCIALE. — ACTIONS EN MATIÈRE DE FAILLITE. — ART. 635 C. COM. — APPLICATION.

1° *Le cautionnement est, par sa nature, un contrat civil; il conserve ce caractère, bien qu'il émane d'un commerçant et que l'obligation qu'il a pour objet de garantir soit commerciale, à moins qu'il constitue un acte de commerce en raison de ce que la caution a un intérêt personnel dans l'affaire à l'occasion de laquelle il est intervenu.*

Dès lors, c'est à la juridiction civile qu'il appartient de connaître d'un litige soulevé à l'occasion d'un cautionnement donné à un failli pour garantir l'exécution de ses engagements, alors que la caution n'a agi que par pur esprit de bienveillance, sans avoir un intérêt

personnel dans le contrat.

2° *La disposition de l'art. 635 C. com., en vertu de laquelle les tribunaux de commerce connaissent de tout ce qui concerne les faillites, n'est applicable qu'autant, d'une part, que la faillite a un intérêt à la contestation sans en être seulement l'occasion, et, d'autre part, qu'elle est encore ouverte lors du procès.*

Saissi c. Crovetto.

M. Saissi s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal civil de Nice du 27 décembre 1904, rendu au profit de M. Crovetto.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 2011 C. civ., 631 et suiv., 635 C. com., 7 de la loi du 20 avril 1810, des textes et des principes du cautionnement et de la compétence des tribunaux de commence:

Attendu que le cautionnement qui est, par nature, un contrat civil, conserve ce caractère, alors même qu'il émane d'un commerçant, et que l'obligation qu'il a pour objet de garantir est commerciale, à moins qu'il ne constitue un acte de commerce parce que la caution avait un intérêt personnel dans l'affaire à l'occasion de laquelle il est intervenu;

Attendu qu'il est déclaré par le jugement attaqué, que Saissi, parent de Gazzo le failli, n'est intervenu au concordat accordé à celui-ci par ses créanciers pour garantir l'exécution des engagements pris par Gazzo vis-à-vis d'eux, que par pur esprit de bienfaisance; et qu'il n'en résulte pas qu'il eut un intérêt personnel dans le contrat ;

Attendu qu'en décidant, dans ces circonstances, que le Tribunal de Nice était compétent pour connaître, comme juge d'appel, de la sentence par laquelle le juge de paix de Menton avait condamné Saissi à payer à Crovetto la somme de 63 fr. 20 représentant le second dividende qui lui était dû d'après le concordat susvisé la décision attaquée qui est motivée, n'a violé aucun des textes de lois ou des principes visés au moyen ;

Sur le second moyen pris de la violation de l'art. 635 C. com., des textes et des principes sur la compétence des tribunaux de commerce, ainsi que sur la faillite, et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que l'art. 635 C. com. portant que : « les tribunaux de commerce connaîtront de tout ce qui concerne les faillites » n'est applicable qu'autant que, d'une part, la faillite a un intérêt à la contestation, et n'en est pas seulement l'occasion, et d'autre part, qu'elle est encore ouverte lors du procès ;

Or, attendu qu'il résulte du jugement attaqué que la faillite de Gazzo était close lorsque Crovetto a assigné Saissi en paiement du second dividende stipulé au concordat; que Saissi avait exécuté cette convention en payant au défendeur éventuel le premier dividende échu le 21 juin 1902, trois mois après le jugement qui avait homologué le concordat, et que la faillite n'avait aucun intérêt à la solution du litige ; d'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le tribunal de Nice dont la décision est motivée, n'a violé aucun des textes ou des principes visés au moyen ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. Marignan rapp. ; Feuilloley av. gén. — Me Lefort av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Bien que la question ait été controversée, la jurisprudence est d'accord aujourd'hui avec la doctrine pour décider, en principe, que le cautionnement est un contrat civil, qui conserve sa nature propre, alors même que l'obligation principale qu'il a pour objet de garantir est une obligation commerciale : Cass. 26 janvier 1852 (D. 52.1.55); 16 mai 1866 (D. 66.1.209); 27 août 1867 (D. 67.1.490); 27 juin 1888 (Gaz. Pal. 88.2.133); Dijon 23 novembre 1881 (Gaz. Pal. 82.1.356); Paris 19 décembre 1885 (Gaz. Pal. 86.1.196); Nancy 16 janvier 1886 (Gaz. Pal. 86.2.249); Alger 22 février 1888 (Gaz. Pal. 88.1.740) ; Paris 20 décembre 1890 (Gaz. Pal. 91.1.342); Trib. civ. Seine 29 janvier et 5 mars 1889 (Gaz. Pal. 89.1.504); Orléans 3 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.1.214); Riom 11 février 1899 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902 V° Caution n° 4); Bordeaux 30 mai 1904 (S. 1905.2.64); *Sic :* Dalloz, Supp. au Rép. V° Acte de commerce, n° 464 et les auteurs cités, et V° Cautionnement, n° 13. V. cependant *contrà :* Lyon 10 juillet 1851 (D. 53.2.158); Amiens 27 juin 1903 (Gaz. Pal. 1903.2. Table V° Cautionnement, n° 2).

II. — Sur le second point : La compétence exceptionnelle, déterminée par les art. 59 § 7 C. proc. civ. et 635 C. com., n'a lieu que s'il s'agit de faits qui prennent naissance dans la faillite et sur lesquels elle exerce une influence juridique; elle ne peut donc être étendue au préjudice des tiers en dehors des nécessités absolues de la faillite elle-même : Cass. 2 juin 1885 (Gaz. Pal. 85.2.39 — D. 86.1.212) ; 28 novembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.78 — S. 1902.1.142 — D. 99.1.35); 26 avril 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.537).

---

237 238-239-240

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

18 juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

DOT. — RÉGIME DOTAL. — INALIÉNABILITÉ. — EXCEPTION. — AUTORISATION PAR LE TRIBUNAL. — 1° ERREUR DE FAIT. — 2° SURVEILLANCE D'EMPLOI. — IMPOSSIBILITÉ. — ENTRETIEN DE LA FAMILLE.

1° *L'erreur de fait commise par le jugement qui autorise un emprunt avec affectation hypothécaire d'un bien dotal concernant le but de cet emprunt n'est pas de nature à vicier le jugement d'autorisation.*

2° *Si le prêteur qui avance des fonds à une femme dotale autorisée par justice à contracter un emprunt hypothécaire est, en général, tenu de surveiller l'emploi des deniers par lui fournis, il en est autrement lorsque cette surveillance est impossible par la nature même de l'emlpoi.*

Il en est ainsi spécialement lorsque les deniers empruntés doivent permettre de subvenir à l'entretien de la famille.

Et en pareil cas, le prêteur peut être dispensé, par le jugement même d'autorisation, de toute surveillance à cet égard.

Époux Capron c. Gautier.

Les époux Capron se sont pourvus en cassation con

tre un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 30 octobre 1901, rendu au profit de M. Gautier.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique de cassation :

Attendu qu'il résulte des qualités de l'arrêt attaqué que les époux Capron, après s'être fait autoriser par justice à contracter un emprunt de 13.000 francs avec constitution d'hypothèque sur un immeuble dotal de la dame Capron situé à Sainte-Adresse, ont, pour échapper aux poursuites de Gautier, cessionnaire de la créance résultant de l'acte de prêt passé en vertu de cette autorisation, introduit contre le poursuivant une action en nullité dudit acte; que le pourvoi soutient que l'arrêt attaqué, en rejetant cette demande, aurait donné effet à un jugement d'autorisation rendu en dehors des cas prévus par la loi et ayant, de plus, illégalement affranchi le prêteur de la surveillance de l'emploi des fonds;

Attendu, sur la première branche, que les demandeurs en cassation imputent au tribunal du Havre, de qui émanait le jugement d'autorisation, un edouble erreur de droit consistant, d'une part, à avoir permis la constitution d'une hypothèque sur un immeuble dotal à l'effet de payer des dettes commerciales du mari, et nullement des dettes alimentaires, et, d'autre part, d'avoir accueilli une semblable demande dans la croyance que l'immeuble de Sainte-Adresse n'était dotal que pour partie, alors qu'il l'était réellement pour la totalité ainsi que cela avait été reconnu par une décision judiciaire;

Mais attendu que si la requête à fin d'autorisation exposait le mauvais état des affaires commerciales de Capron, elle n'invoquait cette situation que pour expliquer la position précaire de la famille et la nécessité où elle s'était trouvée de contracter des dettes alimentaires pour pouvoir subsister; que le document en question spécifiait que l'argent à obtenir au moyen du prêt devait être exclusivement affecté au paiement de ces dettes alimentaires et à l'entretien du ménage; qu'en estimant, dans ces circonstances, que l'on se trouvait dans l'un des cas prévus par l'art. 1558 C. civ., et en accordant l'autorisation sollicitée, le tribunal du Havre n'a commis aucune erreur de droit; et qu'il n'échet de rechercher s'il n'aurait pas été trompé sur le but véritable de l'emprunt, une semblable erreur de pur fait n'étant pas de nature à vicier le jugement d'autorisation;

Attendu, quant au grief tiré de ce que le tribunal se serait mépris sur l'étendue de la dotalité frappant l'immeuble litigieux, qu'il ne ressort nullement des termes du jugement d'autorisation que le tribunal ait considéré l'immeuble dont s'agit comme soumis à une dotalité simplement partielle; que le grief manque donc en fait;

Sur la deuxième branche :

Attendu que si le prêteur qui avance des fonds à une femme dotale autorisée par justice à contracter un emprunt hypothécaire est, en général, tenu de surveiller l'emploi des deniers par lui fournis, il en est autrement lorsque cette surveillance est impossible par la nature même de l'emploi; qu'il en est spécialement ainsi dans l'hypothèse où la somme prêtée doit permettre à la femme de subvenir à l'entretien de la famille; et que rien ne s'oppose à ce qu'en pareil cas, le jugement d'autorisation dispense expressément le futur prêteur de toute surveillance à cet égard; que la dispense critiquée était donc parfaitement licite dans l'espèce; d'où il suit que l'arrêt attaqué en statuant comme il l'a fait, n'a violé aucun des textes de loi visés par le pourvoi;

Rejette.

MM. Ruau rapp.; Mérillon av. gén. (c. conf.). — Mes Herson-Macarel et Cail av.

NOTE — II. — Sur le second point : Lorsqu'une femme dotale est autorisée à emprunter sur sa dot pour pourvoir à l'éducation des enfants, ou pour effectuer aux immeubles dotaux des réparations que les prêteurs ne sauraient contrôler, les tribunaux ont tout pouvoir pour les dispenser de surveiller l'emploi : Cass. 5 novembre 1855 (D. 55.1.435) ; Lyon 21 juillet 1896 (D. 97.2.230) ; 13 décembre 1897 (Gaz. Pal. 98.1.54 — S. 99.1.119 — D. 98.1.56) ; 23 novembre 1898 (Gaz Pal. 99.1.13) ; Cass. 30 juin 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.586 — D. 1903.1.536). Rapp. Cass. 14 avril 1904 (S. 1905.1.119 — D. 1905.1.181) ; 15 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.365). *Sic :* Baudry-Lacantinerie, Lecourtois et Surville, Contrat de mar., t. III, n° 1710 ; Aubry et Rau, 4e édit., t. V, § 537 et 593.

COUR DE CASSATION (Ch. civile).

18 juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

LOUAGE D'OUVRAGE. — LOUAGE DE SERVICES. — DURÉE INDÉTERMINÉE. — CONGÉDIEMENT BRUSQUE. — FAUTE. — PREUVE. — RÈGLEMENT D'ATELIER. — SUPPRESSION DU DÉLAI-CONGÉ.

Dans le contrat de louage de services sans détermination de durée, l'ouvrier brusquement congédié ne peut obtenir des dommages-intérêts qu'en établissant à la charge de son patron un abus dans l'exercice de son droit de congédiement.

L'abus ne saurait résulter du seul fait par le patron de n'avoir point observé le délai de prévenance fixé par l'usage, alors que le règlement en vigueur à l'usine où travaillait l'ouvrier, et dont les dispositions étaient connues de ce dernier, affranchissait le patron de cette observation.

Bouton c. Compagnie de Saint-Gobain

Le sieur Bouton s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal civil d'Avignon du 29 octobre 1903, rendu au profit de la Société de Saint-Gobain.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation de l'art. 1780 C. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 pour défaut de motifs, en ce que, alors que Bouton, employé depuis de longues années à la Société de Saint-Gobain, a été brusquement renvoyé, le jugement a refusé de lui accorder une indemnité pour ce brusque renvoi et sans vouloir examiner quels étaient les motifs pour lesquels la Compagnie le renvoyait. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique de cassation :

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement

attaqué que le règlement en vigueur à l'usine de l'Oseraie et dont les dispositions étaient connues de Bouton qui travaillait depuis longtemps dans cet établissement portait, en termes exprès, qu'en cas de départ de l'ouvrier ou en cas de renvoi de celui-ci, la Compagnie « n'accepte ni ne donne les huit jours »; et que le pourvoi ne conteste pas que ce règlement fut obligatoire pour les parties;

Attendu qu'en vertu de la clause dont s'agit, laquelle n'avait rien de contraire à la prohibition édictée par l'art. 1780 § 5 C. civ., il était loisible à chacune des parties de mettre fin brusquement au contrat sans être tenue de donner aucun préavis à l'autre contractant; qu'à la vérité, le pourvoi soutient que, malgré l'existence de cette stipulation, le Tribunal civil d'Avignon aurait dû s'expliquer sur les motifs du renvoi de Bouton;

Mais attendu que Bouton n'aurait pu obtenir légalement des dommages-intérêts qu'en établissant à la charge de la Compagnie de Saint-Gobain un abus dans l'exercice de son droit de congédiement; qu'à cet égard il s'est borné à demander, en cause d'appel, la confirmation de la sentence du juge de paix, laquelle s'était uniquement fondée, pour allouer une indemnité à l'ouvrier sur ce que la Compagnie l'aurait congédié un lundi contrairement aux usages et sans observer le délai de prévenance de huitaine; mais que ces faits n'auraient eu de portée que si la Société n'avait pas été affranchie par le règlement, ci-dessus rappelé, de l'observation des délais d'usage;

Attendu que Bouton n'offrant pas de faire la preuve qui lui incombait, la Compagnie n'avait à fournir aucune justification relativement à la mesure par elle prise; que, dans ces circonstances, c'est à bon droit que le tribunal a déclaré qu'il n'avait pas à se préoccuper des motifs ayant pu déterminer la Compagnie de Saint-Gobain à se passer du concours de Bouton;

D'où il suit, qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué n'a violé aucun des textes de loi visés par le pourvoi.

Rejette.

MM. Rau rapp.; Mérillon av. gén. (c. conf.). — Me Rambaud de Larocque av.

NOTE. — La jurisprudnce de la Cour de cassation reconnaît la validité, aussi bien au profit du patron qu'au profit des ouvriers, des règlements d'atelier supprimant tout délai de prévenance, malgré l'usage contraire de l'industrie des parties : Cass. 12 novembre 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.635 — S. 1901.1.14 — D. 1901.1.22); 22 mai 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.5 — D. 1901.1.416); 22 juillet 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.402 — D. 1904.1.299); 16 mars 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.492 — S. 1903.1.407 — D. 1905.1.127); 15 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.228).

Dès lors, l'exercice de ce droit par l'une des parties ne saurait constituer une faute — élément nécessaire pour qu'il y ait lieu à dommages-intérêts en cas de congédiement. V. notamment : Cass. 7 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905. 2.188).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

24 mars 1906.

Présidence de M. Bard.

1° Preuve (en matière criminelle). — modes admis. — juridiction correctionnelle. — commission rogatoire.

2° Instruction et procédure criminelles. — procédure devant les tribunaux correctionnels. — interprète.

1° Les juridictions correctionnelles ne sont pas tenues de former leur conviction sur les seuls moyens de preuve énoncés dans les art. 153, 154 et 190 C. instr. crim.; le prévenu et le ministère public sont admis à produire toutes pièces et tous documents qu'ils croient utiles à la manifestation de la vérité.

Aucune disposition du Code d'instruction criminelle ne prescrit aux tribunaux, lorsqu'ils veulent obtenir de plus amples éclaircissements, d'agir par voie de commission rogatoire.

Et aucune loi ne leur interdit, de provoquer de la part des parties en cause et spécialement du ministère public la production de renseignements ou de documents dont il leur appartient d'apprécier souverainement la force probante, après qu'ils ont été soumis à un débat contradictoire.

2° Bien que l'intervention d'un interprète ne soit constatée que pour le premier interrogatoire, on doit présumer, en matière correctionnelle, surtout en l'absence de toute réclamation de la part de la défense, qu'il a prêté son ministère toutes les fois qu'il a été utile.

Baudilio et Sanchez c. Ministère public.

Les sieurs Baudilio et Sanchez se sont pourvus en cassation contre un arrêt de condamnation dé la Cour d'appel de Bordeaux du 17 janvier 1905.

Arrêt :

La Cour,

En ce qui touche Campos Juan Sanchez :

Attendu qu'aucun moyen n'est produit à l'appui du pourvoi; que l'arrêt entrepris est régulier en la forme et que les faits par lui souverainement constatés justifient la qualification et la peine ;

En ce qui touche Baudilio Bars y Cyrillo :

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 83, 84, 153, 154, 155, 190 et du 211 C. instr. crim., en ce que la cour d'appel, sans observer les règles en matière de commission rogatoire, a ordonné le renvoi à une audience ultérieure pour qu'une allégation du prévenu fût vérifiée par le ministère public et a fait état des renseignements ainsi obtenus ;

Attendu que le, juridictions correctionnelles ne sont pas tenues de former leur conviction sur les seuls moyens de preuve énoncés dans les art. 153, 154 et 190 C. instr. crim. ; que les prévenus, dans l'intérêt de sa défense, le ministère public, dans l'intérêt de la prévention, sont admis à produire toutes pièces et tous documents qu'ils croient utiles à la manifestation de la

vérité ; qu'aucune disposition du Code d'instruction criminelle ne prescrit aux tribunaux, lorsqu'ils veulent obtenir de plus amples éclaircissements, d'agir par voie de commission rogatoire et qu'aucune loi ne leur interdit de provoquer de la part des parties en cause, et spécialement du ministère public, la production de renseignements ou de documents dont il leur appartient d'apprécier souverainement la force probante, après qu'il ont été soumis à un débat contradictoire ;

Sur le second moyen pris de la violation de l'art. 332 C. instr. crim., et des droits de la défense, en ce qu'il n'est pas établi que l'interprète ait prêté son ministère pendant le cours des débats :

Attendu que, si l'intervention de l'interprète n'est constatée dans l'arrêt entrepris que pour le premier interrogatoire subi par le demandeur, on doit présumer, surtout en l'absence de toute réclamation de la part de la défense, qu'il a prêté son ministère toutes les fois qu'il a été utile ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. Petitier rapp.; Cottignies av. gén. — Me Mayer av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Il est de principe constamment reconnu par la Cour de cassation que les procès-verbaux et les témoignages oraux ne sont pas les seuls modes de preuve d'après lesquels puisse se former la conviction des juges correctionnels. Pourvu que le juge ne statue que sur des documents soumis à une libre discussion contradictoire, il peut former sa conviction suivant sa conscience : V. Dalloz, Supp. au rép. Vo Procéd. crim. nos 1131 et suiv. et 1135 et suiv.

II. — Sur le second point : En matière criminelle, la Cour de cassation a décidé que si les débats durent plusieurs jours, l'intervention de l'interprète doit être signalée par le procès-verbal, d'une manière expresse, à toutes les audiences : Cass. 6 juin 1878 (D. 79.1.486); 3 juilllet 1884 (Bull. crim. no 323); 20 janvier 1887 (Bull. crim. no 17).

TRIBUNAL CIVIL DE NANCY

26 mars 1906.

Présidence de M. Weber.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

1° ET 2°. — BAIL. — CESSION DU DROIT AU BAIL. — OBLIGATIONS DU CÉDANT. — FAIT PERSONNEL ANTÉRIEUR A LA CESSION. — CESSIONNAIRE NON TENU. — GARANTIE DUE PAR LE CÉDANT. — MODIFICATIONS A LA CHOSE LOUÉE. — DÉGRADATIONS. — DROIT POUR LE BAILLEUR D'AGIR AVANT L'EXPIRATION DU BAIL.

1° *En droit le cessionnaire d'un bail ne peut être tenu des obligations qui pesaient sur le cédant par le fait personnel de ce dernier, antérieurement à la cession. Dès lors, si le bailleur actionne le sous-locataire en suppression de modifications que le preneur principal a apportées à la chose louée, le sous-locataire est lui-même fondé à appeler son cédant en garantie.*

2° *Le bailleur ne peut, avant l'expiration du bail, agir contre le preneur en réparation des modifications par lui apportées à la chose louée que dans le cas où ces modifications sont de nature à compromettre la solidité de l'immeuble loué et à causer un préjudice actuel, non réparable au cours du bail.*

Boudelot c. Monasse et époux Grasset.

Le Tribunal,

Attendu que par acte sous seings privés du 31 juillet 1901, enregistré à Nancy le 8 août suivant, folio 58, case 1, Denis Monasse a loué à Paul Grasset, restaurateur, une maison sise à Nancy rue Héré, 23, avec les dépendances, pour une durée de six, neuf, ou douze années à partir du 1er août 1901 et moyennant un loyer annuel de deux mille sept cent cinquante francs;

Attendu que par acte sous seings privés du 13 avril 1904, enregistré à Nancy, folio 8, case 12, les époux Grasset ont vendu à Jules Bondelot le fonds de commerce de restaurateur qu'ils exploitaient dans la maison louée et par le même acte ils ont cédé aux acquéreurs le droit au bail;

Attendu que Bondelot soutient que la maison louée a besoin d'urgentes réparations; que la rampe de l'escalier est usée et qu'il manque sept fuseaux; que le plafond des cuisines a de nombreuses fentes et laisse fréquemment tomber des morceaux de plâtre; que la porte du sous-sol est vermoulue et menace de tomber; que la cheminée de la chambre du deuxième étage sur la rue Héré ne fonctionne plus et doit être refaite, et que les mitres des tuyaux doivent être remplacées;

Attendu qu'en cet état de choses et après une sommation préalable du 19 mai 1905 restée sans effet, il a, par exploit du 21 juin suivant, formé contre M. Monasse une demande ayant pour objet de le faire condamner à exécuter les diverses réparations devenues selon lui nécessaires;

Attendu qu'en outre il demande que M. Monasse soit tenu d'installer un compteur spécial pour la maison louée, alors qu'il n'en existe qu'un seul qui sert également au locataire de la petite maison voisine dont M. Monasse est également propriétaire;

Attendu qu'en réponse à cette demande M. Monasse a soutenu que les dégradations qui se sont produites dans la maison par lui louée à M. Grasset et qui est actuellement occupée par M. Bondelot, cessionnaire du bail, ont été produites non par usure ou vétusté, mais par suite d'un usage immodéré de la chose louée et principalement par suite de transformations que le locataire a opérées, notamment par la suppression de cloisons qui, selon lui, aurait donné lieu à des tassements et à la détérioration de la chaminée, des planchers et des plafonds;

Attendu qu'en cet état de choses M. Bondelot a formé contre les époux Grasset, ses cédants, une demande en garantie, en soutenant qu'étant les auteurs de ces transformations ils étaient tenus de garantir leurs cessionnaires des conséquences préjudiciables qu'elles peuvent entraîner, en supposant qu'elles aient été abusives;

Attendu que les époux Grasset, tout en reconnaissant qu'ils étaient les auteurs de ces transformations, ont soutenu qu'elles avaient été faites du consentement du propriétaire, M. Monasse, et que, d'autre part, ils ne peuvent être tenus de garantir M. Bondelot qui, par l'effet de la cession du bail, s'est trouvé substitué à eux en ce qui concerne, non seulement leurs droits résultant du bail, mais aussi leurs obligations;

Attendu, en droit, que le cessionnaire d'un bail ne

peut être tenu des obligations qui pesaient sur le cédant par le fait personnel de ce dernier, antérieurement à la cession;

Attendu que, d'autre part, les époux Grasset n'ont prouvé ni offert de prouver que M. Monasse avait autorisé les transformations et par cela même renoncé à s'en prévaloir pour soutenir qu'elles avaient été préjudiciables à l'immeuble loué et y avaient donné naissance à des désordres ou dégradations;

Attendu qu'en ces circonstances il n'y a donc pas lieu de mettre les époux Grasset hors d'instance;

Attendu que M. Monasse a, par voie de demande reconventionnelle, conclu contre M. Bondelot à la suppression des transformations opérées en cours du bail, et à la remise des lieux en l'état où ils se trouvaient au moment du bail;

Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence que le bailleur ne peut, avant l'expiration du bail, agir contre le preneur en réparation des modifications par lui opérées à la chose louée, que dans le cas où ces modifications sont de natrue à compromettre la solidité de l'immeuble et à causer un préjudice actuel non réparable au cours du bail;

Attendu, dès lors, qu'il y a lieu de réserver à statuer sur la demande reconventionnelle de M. Monasse et de donner mission à l'expert, qui sera chargé de vérifier sur place le bien fondé des réclamations de M. Bondelot, de rechercher aussi si les réparations que celui-ci prétend nécessaires n'ont pas été la suite des transformations opérées par M. Grasset, auquel cas, M. Monasse ne serait pas tenu de les exécuter, et si ces transformations n'ont pas causé à l'immeuble un préjudice auquel il est, dès à présent, nécessaire de porter remède;

Attendu, en ce qui concerne le compteur d'eau de Moselle, qu'il est constant en fait qu'il existe un seul compteur qui sert non seulement à la maison louée à M. Grasset, mais encore à une petite maison louée par M. Monasse à M. Louis Lintz, sculpteur, pour un loyer annuel de cinq cents francs, par bail verbal du 12 juillet 1900;

Attendu que par le bail du 31 juillet 1901 consenti à M. Grasset, il a été convenu que ce dernier supporterait seul l'excédent de la consommation d'eau de Moselle, s'il y échet;

Attendu qu'on entendait ainsi laisser à la charge de M. Grasset la somme due à la ville en surplus de l'abonnement annuel qui est de dix-huit francs;

Attendu qu'il est facile de comprendre que les parties aient ainsi réglé la question des eaux, le locataire de la petite maison n'en consommant qu'en quantité minime alors que pour l'exploitation de son fonds de restaurateur M. Bondelot en consomme en quantité beaucoup plus considérable;

Attendu qu'il résulte d'ailleurs des faits de la cause que cette charge est beaucoup moins grave que le soutient M. Bondelot et que notamment en 1905 le coût de l'excédent d'eau sur l'abonnement normal n'a été que de 32 fr. 80 centimes;

Attendu qu'il n'y a donc lieu de faire droit à ce chef de la demande principale et qu'une expertise est indispensable pour procéder aux vérifications nécessaires aux autres points litigieux;

Par ces motifs,

Déclare M. Bondelot recevable en sa demande en garantie à l'encontre des époux Grasset et maintient ces derniers dans l'instance; le déclare mal fondé en sa demande ayant pour objet l'établissement d'un compteur d'eau spécial à la maison qu'il occupe et avant de statuer sur les autres chefs de sa demande, ainsi que sur la demande reconventionnelle de M. Monasse, dit que par expert convenu dans le délai de la loi, sinon par M. Moitrier, architecte à Nancy, serment par lui prêté entre les mains du président du tribunal, il sera procédé à la visite de la maison louée à l'effet de :

1°) Constater les dégradations et désordres signalés par M. Bondelot;

2°) Rechercher si ces désordres et dégradations ont eu pour cause l'usage normal ou la vétusté ou bien s'ils ne sont pas le résultat soit d'un usage abusif, soit des transformations que les époux Grasset ou M. Bondelot auraient fait subir à la maison louée;

3°) Rechercher enfin si ces transformation ont nui à la solidité de la maison et causé à M. Monasse un préjudice dont la réparation ne pourrait sans danger être ajournée à la fin du bail, pour être sur le vu du rapport de l'expert conclu et statué ce qu'il appartiendra;

Dit qu'en cas de refus ou d'empêchement l'expert sera remplacé par simple ordonnance;

Réserve enfin les dépens;

Jugé et prononcé, etc...

M. Maréchal subs proc. Rép. (c. conf.). — Mes Jacob, Lévy et Sémar av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Comp. par analogie de motifs : Cass. 31 juillet 1878 (Dalloz, Rép. Gén. Supp. Vo Chose jugée, no 82. En ce sens : Baudry-Lacantinerie et Wahl, 2e édit. t. I, no 143. Le sous-locataire ou cessionnaire succède aux droits et obligations dont le preneur est tenu en vertu du bail. Mais il ne succède pas aux obligations qui lient le preneur précisément à raison de ce qu'il a pu violer les clauses du bail ou porter atteinte d'une façon quelconque aux droits du bailleur.

II. — Sur le second point : Le bailleur ne peut être admis, avant l'expiration du bail, à agir contre le preneur en réparation de dégradations par lui commises, qu'à la condition que ces dégradations soient de nature à compromettre l'existence de la chose louée, ou qu'à raison de la longue durée du bail, il puisse être exposé aux chances d'insolvabilité de son locataire, ou encore que les dégradations soient irréparables et lui causent un préjudice né et actuel parce qu'elles altèrent d'une manière permanente la substance même de la chose : Cass. 20 décembre 1858 (D. 59.1.136 — S. 60.1.66); Cass. 12 novembre 1889, solut. implicite (S. 91.1.203); Rennes 9 juin 1864 (S. 65.2.259); Pau 21 juillet 1902 (D. 1902.2.439). *Sic :* Guillouard, t. 1, no 203; Aubry et Rau, t. 4, § 367, p. 482, note 9; Baudry-Lacantinerie et Wahl, 2e édit., t. 1, no 775. *Contrà :* Nîmes 22 mai 1855 (S. 55.2.772 — D. 55.5.276); Caen 6 juin 1857 (D. 58.2.87) qui paraissent décider de façon absolue que le bailleur doit attendre pour agir la fin du bail, sauf à faire constater *nic et nunc* l'état des dégradations.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re Ch.)

23 mai 1906.

Présidence de M. Rack,
premier président.

1°-2°-3°. — LIQUIDATION JUDICIAIRE. — LOCATION DE SACS. — CONTRAT SANS DURÉE DÉTERMINÉE. — SACS EXISTANTS. — DÉNONCIATION DU CONTRAT PAR LE LIQUIDATEUR. — SACS ÉGARÉS. — RÉSOLUTION. — ART. 1722 C. CIV. — RESPONSABILITÉ DU LIQUIDÉ. — LOCATEUR CRÉANCIER DANS LA MASSE.

1° Le contrat de location (en l'espèce une location de sacs), passé par un commerçant avant sa mise en état de liquidation judiciaire n'est pas éteint par la survenance de la liquidation.

Mais s'agissant en l'espèce d'un contrat fait sans durée déterminée, il appartient au liquidateur de le faire cesser par une dénonciation adressée au locateur, avec restitution des sacs existant encore en la possession du liquidé ou de ses clients.

2° Quant aux sacs égarés ou disparus, la location se trouve résiliée par application de l'art. 1722 C. civ., lequel doit s'entendre non seulement du cas où par un événement de force majeure la chose louée est matériellement détruite, mais aussi du cas où la chose louée continuant d'exister, il y a suppression de la jouissance de cette chose parce qu'elle est égarée ou disparue pour une cause quelconque.

3° Et si, en pareil cas, la restitution est devenue impossible pour le liquidateur, la masse qui n'a retiré aucun profit personnel des sacs disparus et introuvables par suite d'un fait du liquidé antérieur à la liquidation ne peut être rendue responsable de ces sacs qui n'ont jamais été en sa possession et sont inexistants pour elle, de telle sorte que le locateur auquel le liquidateur a eu soin de dénoncer le contrat est pour le montant de leur valeur simplement créancier dans la masse et non de la masse elle-même.

Houbart c. Liquidation Métayer.

Les faits de la cause se trouvent suffisamment exposés dans le jugement suivant, rendu le 28 septembre 1905 par le Tribunal de commerce d'Evreux :

LE TRIBUNAL,

Attendu que, suivant exploit de Me Sonnet, huissier à Evreux, du 8 avril 1905, Houbart, locateur de sacs à Rouen, a fait assigner devant ce tribunal M. Fleury fils, en sa qualité de liquidateur judiciaire définitif du sieur Métayer, marchand de grains à Saint-Martin-la-Campagne, pour :

1° Entendre prononcer la résiliation de conventions verbales intervenues entre Métayer et lui, relatives à des locations de sacs ;

2° S'entendre condamner à lui restituer 3.947 sacs manquants, ou à défaut en payer la valeur à raison de 1 fr. 50 par sac non restitué;

3° S'entendre en outre condamner à lui payer 5 centimes par sac et par mois depuis la mise en liquidation judiciaire de Métayer jusqu'à la restitution des sacs ou la consignation de leur valeur;

4° Et entendre dire que les condamnations ci-dessus seront prononcées à la charge de la masse de la liquidation judiciaire représentée par M. Fleury ès-qualités;

Attendu qu'en outre, au cours des vérifications de créance de cette liquidation judiciaire, le sieur Houbart a demandé son admission au passif privilégié pour une somme de 51 fr. 30 pour location de toiles du 19 février au 1er mars 1905 et revendiqué 3.947 toiles pour lesquelles la location ne s'arrêterait qu'au jour de la restitution ou du paiement intégral de leur valeur;

Attendu que le liquidateur judiciaire ayant refusé cette admission par suite de l'instance introduite contre lui par Houbart, la contestation fût renvoyée à l'audience par Monsieur le juge-commissaire;

Attendu que par suite de renvois successifs, la cause est venue en état pour être plaidée à l'audience du 21 de ce mois;

Attendu qu'à cette audience, le sieur Houbart a maintenu ses demandes d'admission ainsi que les conclusions de son exploit d'action;

Attendu qu'en réplique, le liquidateur a conclu à la jonction tant de la demande formée par Houbart que de la contestation de son bordereau d'admission;

Et à ce qu'il lui fût donné acte de ce qu'il déclarait être prêt à restituer à Houbart les toiles qui viendraient à être retrouvées et à l'admettre au passif de la liquidation judiciaire pour la valeur des toiles manquantes et, en conséquence, au rejet pour le surplus des demandes de Houbart et à sa condamnations aux dépens;

Attendu, en effet, sur la jonction, que les deux demandes sont connexes; qu'il y a donc lieu de les joindre et de statuer sur le tout par un seul et même jugement;

Au fond :

Attendu que lors de la liquidation judiciaire de Métayer, il a été trouvé par le liquidateur, ainsi qu'il en est constaté par son inventaire, 6 toiles de la marque Houbart et qu'il lui a retournées, ci..... 6

Attendu qu'en outre, il lui en a été retourné par 1° Ozanne, de Pavilly, 120, ci..... 120
et 2° Ledessmann, de Paris, 442, ci..... 442

Ensemble 568

De sorte qu'il ne resterait plus dû à Houbart que 3.379 toiles;

Attendu que la masse des créanciers ne peut être rendue responsable de la valeur de ces toiles que par Métayer, ni de la location;

Attendu que la prétention de Houbart à ce sujet ne serait admissible que si le liquidateur avait continué la location desdites toiles et en avait tiré profit;

Attendu en effet qu'un jugement de ce tribunal en date du 23 février 1905 dans une affaire absolument analogue (affaire Saint frères contre Farge et Roze) a été confirmée par la Cour d'appel de Rouen le 5 juillet suivant;

Attendu qu'il est établi que les toiles non retrouvées à l'inventaire n'ont pas été prises en charge par la liquidation judiciaire qui ne les a pas utilisés et n'en a en aucune façon cherché à tirer profit;

Attendu qu'au contraire, le liquidateur a, à la date du 22 mars, déclaré à M. Houbart qu'il n'entendait pas continuer la location des toiles, ni se rendre responsable de la valeur des sacs loués à Métayer;

Attendu que l'obéissance passée par le liquidateur de restituer à M. Houbart tous les sacs appartenant à ce dernier au fur et à mesure que les noms des détenteurs actuels lui en seraient révélés est suffisante;

Attendu que M. Houbart ne peut que produire aux opérations de la liquidation judiciaire pour la valeur des sacs non retrouvés;

Attendu que d'ailleurs le liquidateur judiciaire se déclare prêt à cette admission;

Par ces motifs,

Joint comme étant connexe la demande formée par Houbart contre la liquidation judiciaire et la contestation pendante sur l'admission de créance faite par Houbart au passif de cette liquidation;

Donne acte à Fleury ès-qualités de ce qu'il est prêt et passe obéissance de restituer à M. Houbart celles des toiles louées au sieur Métayer et qui viendraient à être retrouvées et de ce qu'il se déclare prêt à l'admettre au passif chirographaire de ladite liquidation judiciaire pour la valeur des toiles manquantes;

Déclare ces offres suffisantes;

En conséquence, dit que le sieur Houbart sera admis au pasif chirographaire pour la valeur des 3.379 toiles manquantes non retrouvées;

Déclare Houbart mal fondé en sa demande d'admission et en paiement pour le surplus;

Et le condamne en tous les dépens.

M. Houbart ayant interjeté appel du jugement qui précède, la Cour de Rouen a rendu l'arrêt confirmatif dont la teneur suit :

LA COUR,

Attendu que Houbart, fabricant de toiles, sacs et bâches à Rouen, a remis en location à Métayer, négociant en grains à Saint-Martin-la-Campagne, un certain nombre de sacs aux conditions générales stipulées par sa maison, pour une durée indéterminée, à raison de trois centimes par sac et par mois;

Attendu que Métayer a été déclaré le 16 février 1905 en état de liquidation judiciaire et que Fleury a été nommé liquidateur;

Attendu que le liquidateur n'a pas continué le commerce de grains de Métayer;

Attendu que dès les premiers jours de son entrée en fonctions, à la date du 22 mars 1895, Fleury a écrit à Houbart :

« Je suis avisé par votre courrier du 21 de ce mois « que vous transférez au nom de la masse de la liquida« tion judiciaire de M. Métayer ,marchand de grains à « Saint-Martin-la-Campagne, la location de 3.947 toiles « que vous devait le sieur Métayer au 17 février 1905. « En ma qualité de liquidateur du sieur Métayer, je « vous informe que j'ignore absolument votre compte « de location des toiles. Aussitôt la mise en liquidation, « j'ai donné des ordres à Métayer de vous retourner « celles qui se trouvaient à son domicile au nombre de « 6. J'entends ne laisser à la liquidation judiciaire au« cune responsabilité dans vos contrats avec Métayer « et je tiens à vous déclarer que je n'utilise ni ne con« serve aucune toile pour le compte de la liquidation. »

Attendu que sur une protestation de Houbart, le liquidateur lui a adressé le 25 mars 1905 une seconde lettre ainsi conçue :

« J'ai votre lettre du 23 et vous confirme la mienne « du 22 dans tout son entier. Cette lettre avait pour but « de vous indiquer que la masse de la liquidation Mé« tayer ne conservant ni n'utilisant aucune de vos toi« les, je n'entendais pas, en ma qualité de liquidateur, « accepter aucun transfert au nom de cette masse ni « aucun compte de location. J'ajoute que Métayer s'oc« cupe actuellement de mettre sa comptabilité de sacs, « qui est très incomplète, à jour, afin de faire faire les « transferts qui ont pu être omis. Lorsque ce travail « sera terminé, s'il en résulte que Métayer vous reste « devoir des toiles, vous produirez votre créance aux « opérations de la liquidation judiciaire, la masse n'en« tendant pas être responsable des sacs perdus ou éga« rés par Métayer lors de sa mise en liquidation »; qu'ensuite, à la date du 30 mars 1905, Fleury a encore confirmé la teneur des deux lettres qui viennent d'être reproduites;

Attendu que ces déclarations de Fleury ont été suivies de la restitution des 6 sacs retrouvés dans les magasins de Métayer et de 562 sacs aux mains d'Ozanne, de Pavilly et de Ledessmann, de Paris, en tout 568, ce qui réduit à 3.379 le nombre de sacs réclamés sur 27.439 qui ont été remis en location au liquidé;

Attendu que l'inventaire régulièrement dressé démontre que les 3.379 sacs manquants ne sont pas en la possession du liquidé et que, d'autre part, la comptabilité ne révèle pas qu'ils soient détenus par des tiers ou qu'ils aient reçu un emploi quelconque;

Attendu qu'en cet état des faits, Houbart, appelant, conclut à la condamnation de Métayer et de Fleury, son liquidateur judiciaire, représentant la masse, à restituer les sacs manquants, sinon, à défaut de faire cette restitution, à verser à titre de consignation 1 fr. 50 par sac non restitué, et en outre à payer les loyers, savoir : 03 cent. par sac et par mois depuis le jugement qui a provoqué la liquidation judiciaire de Métayer jusqu'à la restitution des sacs ou la consignation de leur valeur; qu'au contraire Métayer et Fleury ès-qualités, intimés, demandent, comme l'a décidé le jugement frappé d'appel, que Houbart, simple créancier ordinaire du liquidé, ne puisse agir que par voie de production au passif de la liquidation pour y prendre part au marc-le-franc, et non par action directe et personnelle contre la liquidation ou le liquidateur dont il n'est pas créancier;

Attendu qu'il ne saurait faire doute que les déclarations du liquidateur contenues dans les trois lettres susvisées des 22, 25 et 30 mars 1905 constituent une véritable dénonciation du contrat de location puisque dans les termes les plus clairs et les plus précis, le liquidateur a signifié nettement à Houbart qu'il entendait mettre fin à ce contrat; que d'ailleurs ledit contrat fait sans durée déterminée et comportant des périodes journalières d'exécution, il appartenait au liquidateur subrogé aux droits de Métayer de le faire cesser;

Attendu que la dénonciation ainsi faite ne peut produire ses effets qu'autant qu'elle est accompagnée de la restitution des sacs, la survenance de la liquidation n'ayant pas éteint les conventions passées par le liquidé et en cours d'exécution au moment où elle a été prononcée;

Attendu que le liquidateur a rempli cette obligation pour les 568 sacs retrouvés et restitués;

Attendu que pour les 3.379 sacs manquants, la restitution étant devenue impossible pour le liquidateur par suite d'erreurs, d'usure, de perte ou de détournements, la masse qui n'a retiré aucun profit personnel des sacs disparus et introuvables au moment de la liquidation ne peut être rendue responsable de ces sacs qui n'ont jamais été en sa possession et sont inexistants pour elle; que cette situation de fait est démontrée par l'inventaire opposable à tous les créanciers et contre la sincérité duquel Houbart n'élève aucune objection, par la

lettre susvisée du 25 mars 1905 qui constate les lacunes de la comptabilité du liquidé et par le résultat non contesté des recherches du liquidateur qui, en dehors des 6 sacs en magasin, n'a pu en découvrir que 562 chez les tiers; que l'objet du contrat de location ayant ainsi disparu avant la liquidation par le fait de Métayer qui est dans l'impossibilité de le représenter, la responsabilité du liquidé se trouve seule engagée, sans que la masse puisse être recherchée pour l'exécution d'un contrat qui n'a pas et n'a pu être continué vis-à-vis d'elle, de telle sorte que Houbart est simplement créancier *dans la masse* et non *de la masse* elle-même;

Attendu que Houbart est mal fondé à prétendre que la restitution de 568 sacs par le liquidateur comporte une exécution, du chef de la masse, du contrat répudié par ses représentants, cette restitution ayant été faite par application de l'art. 575 C. com.;

Attendu que l'appelant ne peut soutenir davantage que s'il a paru nécessaire au liquidateur de faire appel à la résiliation du bail, il s'ensuit que le bail a continué après le jugement déclaratif; qu'il suffit de remarquer que ce n'est pas la liquidation qui a mis fin au contrat, mais la constatation que son objet avait cessé d'exister, constatation que le liquidateur a eu soin de porter à la connaissance de Houbart dès son entrée en fonctions en dénonçant le contrat;

Attendu qu'ensuite le moyen de l'appelant d'après lequel la perte des sacs ne pourrait résilier le bail qu'au cas où lesdits sacs seraient anéantis et non pas seulement égarés n'est pas plus justifié; qu'en effet, l'art. 1722 C. civ. doit s'entendre non seulement du cas où par un événement de force majeure la chose louée est matériellement détruite, mais aussi du cas où par une des causes énumérées plus haut, la chose louée continuant d'exister matériellement, il y a suppression de la jouissance de cette chose; que, dans tous les cas, en acceptant l'interprétation faite par l'appelant de l'art. 1722, sa prétention est absolument contredite par les termes mêmes du contrat :

« Art. 10. — Tout sac *déclaré perdu* ou rendu en trop « mauvais état donnera lieu à une indemnité de 1 fr. 50 « sans aucune réduction du loyer échu (clause pénale « qui ne rend pas propriétaire celui qui l'a supportée).

« Art. 11. — Tout sac *déclaré perdu* qui sera ensuite « retrouvé devra être rendu et l'indemnité de 1 fr. 50 « sera remboursée à celui qui l'aura payée sous la dé- « duction du loyer échu depuis le jour du débit de l'in- « demnité jusqu'au jour de la reddition des sacs »; qu'ainsi, d'après la convention qui fait la loi des parties, la déclaration de perte par le liquidateur appuyée de l'absence de leur insertion à l'inventaire et de l'inutilité des recherches à l'aide de la comptabilité avait une double conséquence : elle faisait cesser, comme la disparition de la chose louée elle-même, le contrat de location et, d'autre part, elle dispensait la liquidation de rapporter aucune preuve de la perte des sacs ;

Attendu que vainement aussi Houbard soutient que la masse a fait usage des sacs, cette allégation de l'appelant étant en contradiction formelle avec les faits de la cause ; que c'est à tort également qu'il prétend que la masse a profité de ces sacs remis par Métayer à ses clients à titres de prêt, de dépôt ou de mandat; qu'en effet, en dehors des sacs retrouvés et restitués à Houbart, il n'a pas été trouvé trace de cette prétendue remise par Métayer à sa clientèle ; qu'il est donc constant en l'état des faits de la cause que la masse n'a ni fait usage ni tiré profit des sacs ;

Attendu qu'enfin que la résiliation du contrat ayant été réalisée par la dénonciation dudit contrat dans les conditions ci-dessus exposées, il n'y a lieu de faire droit aux conclusions prises par Houbard et dans lesquelles à tort il demande la résiliation du bail intervenu entre les parties pour le solde de 3.947 sacs qui d'après lui seraient restés en location ;

Vu l'art. 130 C. proc. civ. :

Par ces motifs, et ceux des premiers juges,

Reçoit en la forme Houbart appelant du jugement rendu par le Tribunal de commerce d'Evreux, le 28 septembre 1905 ;

Au fond :

Sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions de l'appelant, lesquelles sont reconnues mal fondées et dont il est débouté ;

Met ledit appel à néant ;

Confirme le jugement attaqué ;

Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ;

Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens d'appel.

M. Brunet subst. proc. gén. — Mes Bergeron (du barreau de Paris) et Dieusy av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : V. dans le sens de l'arrêt rapporté : Cass. 9 novembre 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.615); 26 avril 1906, quatre arrêts (Gaz. Pal. 1906. 1.536); Paris 19 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.373);

II et III. — Sur les deuxième et troisième points. V. Cass. 27 mai 1879 (D. 79.1.356); Cass. 26 avril 1906 (précités); Amiens 9 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.137 et la note); Trib. com. Marseille 22 décembre 1904 (Gaz. Pal. 1905.1, Table, V° Faillite, nos 34 et suiv. — Rec. Marseille 1905.1.108); 26 avril 1905 (Gaz. Pal. 1905.2, V° Faillite, nos 62 et suiv. — Rec. Marseille 1905.1.268).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

21 mai 1906.

Présidence de M. Vial.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

VENTE (EN GÉNÉRAL). — VENTE AU MONOPOLE. — PROMESSES FALLACIEUSES ET MENSONGÈRES. — VICE DU CONSENTEMENT. — RÉSOLUTION DE LA VENTE.

La vente dite à monopole, par laquelle le vendeur s'adresse à un acheteur exerçant une profession qui n'a aucun rapport avec le produit vendu, ou bien par des promesses fallacieuses et mensongères peut abuser de la crédulité de son acheteur et lui vendre à des prix exorbitants des produits sans aucune utilité ni valeur, ne peut être considérée comme un marché sérieux; le consentement de l'acheteur est affecté d'un vice qui permet de révoquer le contrat.

Crémieux c. Cauny-Sabillé.

Le Tribunal,

Attendu que le 19 mai 1905 le sieur Crémieux, négociant à Marseille, a vendu à Cauny-Sabillé, charpentier à Longué (Maine-et-Loire), par l'entremise de l'un de ses voyageurs, une caisse de 100 kilos bouillie bordelaise en paquets de 1 kilog, à 1 fr. 50 le paquet, et une

caisse de 50 kilog bouillie bordelaise en paquets de 1 k. à 1 fr. 55 le paquet, marchandises livrables à Marseille et payables dans cette ville, sans dérogation par traite à 90 jours ;

Attendu que par la même vente, Crémieux s'engageait pendant une année à ne vendre sa bouillie bordelaise qu'à Cauny-Sabillé et s'engageait à faire en sa faveur la publicité habituelle à ces sortes de ventes;

Attendu que le marché dont il s'agit rentre bien dans la catégorie des ventes dites à monopole, sur lesquelles le tribunal a été appelé à maintes reprises à se prononcer et qu'il se refuse à sanctionner lorsque comme, dans l'espèce, le vendeur s'adresse à un acheteur exerçant une profession qui n'a aucun rapport avec le produit vendu, ou lorsque le vendeur, sans scrupule, par des promesses fallacieuses peut abuser de la crédulité de son acheteur et lui vendre à des prix exorbitants des produits sans aucune utilité ni valeur;

Attendu que le sieur Cauny-Sabillé reconnait bien avoir fait une commande au voyageur de Crémieux, mais déclare qu'il entendait acheter un produit d'une marque supérieure ;

Attendu qu'un tel marché ne peut être considéré comme un marché sérieux, puisque la bouillie bordelaise facturée à 150 fr. les 100 kil. est cotée et vendue à un prix tellement supérieur à sa valeur commerciale réelle que l'on peut, sans hésiter, déclarer que l'acheteur inhabile à ces sortes de marchandises ne s'est pas engagé en connaissance de cause et de déclarer que le consentement donné par Cauny-Sabillé se trouve affecté d'un vice qui permet, conformément à la doctrine et à la jurisprudence de le faire révoquer et de briser le contrat.

Par ces motifs,

Déboute...

Mes Pollak et Dor av.

NOTE. — La jurisprudence se montre très sévère pour les ventes dites au monopole. Elle décide notamment qu'il y a lieu de considérer comme qualités substantielles de la chose celles indiquées par un prospectus, alors que le prix est absolument disproportionné avec la valeur réelle, et que, par suite, les qualités énoncées ont pu seules déterminer le consentement de l'acheteur. Si les qualités promises n'existent pas, il y a erreur sur la substance de la chose et nullité de la vente par application de l'art. 1110 C. civ. : Trib. com. Seine 28 octobre 1899 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, V° Vente (en général).

Adde : Trib. com. Seine 16 juin 1900 (Gaz. Pal. 1900. 2.173 et la note); Poitiers 6 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.2. 713).

---

24 1-242-243

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

18 juillet 1906.

Présidence de M. Tanon.

CONSEIL JUDICIAIRE. — DÉSIGNATION. — POUVOIR DU JUGE.

En aucun cas le conseil judiciaire n'est désigné de plein droit par la loi : un telle désignation appartient au tribunal qui a un pouvoir souverain pour apprécier les circonstances qui nécessitent la nomination d'un conseil judiciaire et pour choisir la personne qu'il convient de charger de cette mission.

Spécialement le refus de désigner comme conseil judiciaire la mère du prodigue est suffisamment motivé et justifié par la possibilité d'une opposition d'intérêts entre la mère et le fils dont les biens sont indivis.

Veuve de Selva c. Béchu.

Mme veuve de Selva s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 23 mars 1906 qui, nommant M. Béchu conseil judiciaire de son fils, avait refusé de la désigner elle-même pour ces fonctions.

Arrêt :

La Cour,

Sur l'unique moyen pris de la violation des art. 390 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il est de principe qu'en aucun cas le conseil judiciaire n'est désigné de plein droit par la loi; qu'une telle désignation appartient au tribunal qui a un pouvoir souverain pour apprécier les circonstances qui nécessitent la nomination d'un conseil judiciaire et pour choisir la personne qu'il convient de charger de cette mission;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare, en fait, que c'est pour la troisième fois que le Tribunal de la Seine nomme à l'appelant un conseil judiciaire autre que sa mère, et que ce choix se trouve justifié par la possibilité d'une opposition d'intérêts entre la mère et le fils dont les biens sont indivis;

Attendu que cette constatation et appréciation de faits suffit à motiver et à justifier la décision intervenue qui n'a, par suite, violé aucun des articles susvisés ;

Rejette.

NOTE. — Le principe qui consacre le pouvoir exclusif du tribunal à l'effet de désigner le conseil judiciaire a été proclamé déjà en jurisprudence, et elle en a tiré notamment cette conséquence que le conseil de famille n'a pas ce droit de désignation: V. Cass. 12 mars 1877 (D. 78.1.184). *Adde* : Dalloz, supp. au Rép. V° Interdiction, n° 219.

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

17 juillet 1906.

Présidence de M. Voisin.

DIVORCE. — EXCEPTIONS. — RÉCONCILIATION. — GRIEFS POSTÉRIEURS.

Dans l'instance en divorce, l'exception de réconciliation doit être écartée si la femme ayant pardonné à son mari, celui-ci s'en est aussitôt rendu indigne en exerçant sur elle de nouvelles violences qui l'ont contrainte, par souci de sa sécurité personnelle, à quitter le domicile conjugal et à se réfugier chez ses parents.

Alberti c. dame Alberti.

M. Alberti s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 6 mars 1906, rendu au profit de sa femme.

Arrêt :

L. Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 244

C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que le moyen est pris de ce que l'arrêt attaqué a écarté l'exception de réconciliation sous prétexte qu'il ne peut y avoir de réconciliation effaçant les torts passés s'il n'y a eu de la part de l'époux outragé la volonté de pardonner, et de la part de l'époux coupable un repentir manifesté tout au moins par l'abandon des erreurs antérieures, alors qu'en l'état des faits reconnus et non contestés par l'arrêt, le fait juridique de la réconciliation s'était produit de la manière la plus entière entre les époux ;

Attendu que la Cour de Paris, pour écarter l'exception, s'est fondée, non sur l'inexistence de la réconciliation affirmée par Alberti, mais sur ce que, sa femme lui ayant accordé le pardon, il s'en était aussitôt rendu indigne en exerçant sur elle de nouvelles violences qui l'avaient contrainte, par souci de sa sécurité personnelle, à quitter le domicile conjugal et à se réfugier chez ses parents;

D'où il suit que le moyen manque en fait et que le pourvoi doit être rejeté;

Rejette.

MM. Zeys rapp., Bonnet av. gén. — Me Bickart-Sée av.

NOTE. — Il est de principe certain qu'en cas de réconciliation survenue entre les époux, les griefs postérieurs peuvent soit par eux-mêmes, soit par leur réunion avec les griefs antérieurs justifier la demande et faire obstacle à l'exception de réconciliation. V. notamment : Cass. 1er mars 1899 (S. 99.1.264 — D. 99.1.144); 28 octobre 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.684); 4 décembre 1901 (Gaz. Pal. 1902.1.66 — D. 1902.1.166).

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

17 juillet 1906.

Présidence de M. Voisin.

PREUVE TESTIMONIALE. — SIMULATION. — FRAUDE. — RECONNAISSANCE. — VENTE. — DONATION.

Lorsque le défendeur reconnaît que l'acte dont le demandeur se prévaut contre lui a pour objet de déguiser, sous l'apparence d'une vente, une donation à son profit, la simulation ainsi reconnue autorise l'admission dans la circonstance de témoignages ou de présomptions d'où le juge peut faire résulter la nullité de l'acte litigieux attaqué pour cause de fraude.

Gissot c. Vve Bonhomme.

M. Gissot s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Agen du 8 février 1904, rendu au profit de Vve Bonhomme.

Arrêt :

La Cour,

Sur l'unique moyen pris de la violation des art. 894, 931, 1108, 1109, 1116, 1315, 1341 C. crv. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il a été déclaré au cours des débats par le demandeur au pourvoi que l'acte sous seing privé dont il se prévalait à l'encontre de la défenderesse éventuelle avait eu pour objet de déguiser sous l'apparence d'une vente une donation à son profit; que la simulation ainsi reconnue autorisait l'admission dans la circonstance de témoignages ou de présomptions d'où le juge pouvait faire résulter la nullité de l'acte litigieux qui était attaqué pour fraude;

Attendu, dès lors, qu'en déduisant d'un ensemble de présomptions dont elle a souverainement constaté l'existence et apprécié la gravité, que l'écrit produit était manifestement entaché de fraude, qu'il n'était pas la consécration d'accords intervenus entre les sieurs Badore et Gissot et qu'il ne constituait pas un titre au profit de ce dernier, la cour d'Agen, dont la décision est régulièrement motivée, n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Rejette.....

MM. Alphandéry rapp ; Bonnet av. gén. — Me Bressolles av.

NOTE. — Aux termes de la jurisprudence antérieure de la Cour de cassation la simulation ne peut, entre les parties, être établie par témoins ou à l'aide de présomptions, qu'autant qu'il existe un commencement de preuve 5 juillet 1897 (Gaz. Pal. 97.2.211 — D. 97.1.468) ; 14 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2.99 — S. 99.1.464 — D. 99.1.344); 15 juin par écrit, ou qu'une fraude à la loi a été invoquée : Cass. 31 janvier 1900 (D. 1900.1.80); 31 janvier 1900 (Gaz. Pal. (1900.1.292).

Dans l'espèce il y avait une fraude à la loi alléguée; en outre, il y avait l'aveu de la simulation fait par le défendeur.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

4 juillet 1906.

Présidence de M. Bard.

CASSATION. — MATIÈRES CRIMINELLES. — POURVOI. — FORMES. — GREFFIER.

La déclaration de pourvoi doit être faite au greffier de la juridiction qui a rendu la décision attaquée.

Spécialement, le pourvoi n'est pas recevable si la déclaration en a été faite devant le greffier d'un tribunal voisin par un condamné qui, mis en demeure de se laisser transférer au siège de la cour d'appel pour le régulariser, s'y est refusé et ne peut ainsi alléguer aucune cause, indépendante de sa volonté, qui l'aurait empêché de se présenter devant l'officier compétent.

Trouillier.

Le sieur Trouillier s'est pourvu en cassation contre un arrêt de condamnation de la Cour d'appel d'Aix du 2 mai 1906.

Arrêt :

La Cour,

Sur la recevabilité du pourvoi :

Attendu que le demandeur, détenu, a fait sa déclaration de pourvoi au greffier du Tribunal de Toulon, c'est-à-dire devant un officier incompétent pour la recevoir et en donner acte; qu'en effet, aux termes de l'article 417 d'instr. crim. « la déclaration de pourvoi doit être faite au greffier »; que cet article ne peut être entendu qu'en

ce sens que le greffier qui y est désigné est celui de la cour qui a rendu la décision attaquée;

Attendu qu'il résulte des documents produits que Trouillier, mis en demeure de se laisser transférer à Aix pour y régulariser son pourvoi s'y est refusé; qu'ainsi le demandeur ne peut alléguer avoir été empêché par une cause indépendante de sa volonté de se présenter au greffe de la Cour d'appel d'Aix;

Par ces motifs,

Déclare le pourvoi de Trouillier non recevable.

MM. Duval rapp.; Lombard av. gén.

NOTE. — Le principe a été posé déjà dans un arrêt de la Cour de cassation du 6 mars 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.486), qui a déclaré irrégulière et inopérante la déclaration du pourvoi faite par le prévenu au greffe de la cour d'assises contre l'arrêt par lequel la Chambre des mises en accusation de la cour d'appel siégeant en un autre lieu l'a renvoyé devant lesdites assises. V. notre note sous cet arrêt.

COUR D'APPEL DE BORDEAUX (1re Ch.)

11 avril 1906

Présidence de M. Calvé.

ÉTRANGER. — PRODIGUE. — INCAPACITÉ. — LOI NATIONALE. STATUT PERSONNEL. — CONTRAT PASSÉ EN FRANCE AVEC UN FRANÇAIS. — CRÉANCIER DE BONNE FOI. — ABSENCE D'IMPRUDENCE OU DE NÉGLIGENCE. — DROIT DE POURSUIVRE LE DÉBITEUR ÉTRANGER EN FRANCE.

Si, en principe, l'état et la capacité des étrangers sont, en France, régis par le statut personnel que ces étrangers tiennent de leur nationalité ou d'une application spéciale des lois de leur pays, celle règle ne doit pas être suivie avec une rigueur trop absolue. Il importe, en effet, que les Français qui, sur leur propre territoire, ont, de bonne foi, sans légèreté ni imprudence, traité avec des étrangers dont ils ignoraient l'incapacité légale, ne soient pas victimes d'une erreur contre laquelle il leur était difficile de se prémunir et qui, parfois, serait la conséquence des manœuvres dolosives employées à leur égard.

En conséquence, le Français, qui, en sa qualité de dentiste, est devenu pour soins et fournitures de sa profession, créancier d'un étranger interdit pour prodigalité dans son pays et placé sous tutelle, est fondé à poursuivre celui-ci en paiement devant les tribunaux français, sans avoir besoin de mettre en cause son tuteur.

Alors, du moins, qu'il résulte des circonstances de la cause, que le créancier est de bonne foi, et que le jugement étranger qui a frappé son débiteur d'incapacité, n'ayant reçu aucune publicité en France, il n'a pu, par aucun indice, soupçonner la situation légale de ce dernier, lequel se livrait à des dépenses qui, pour les tiers en relations avec lui, trouvaient leur justification dans la haute situation de fortune de sa famille.

Schwabach-Marzdorf et Beeder c. Landau.

La Cour,

Attendu que Beeder, tuteur de Schwalbach-Marzdorf, dont l'interdiction pour cause de prodigalité, a été prononcée le 18 juillet 1895 par le Tribunal cantonal de Haynau, en Allemagne, a, en cette qualité, fait appel du jugement par lequel le Tribunal civil de Bordeaux avait, le 5 novembre 1896, condamné ledit sieur Schwabach-Marzdorf à payer à Landau, dentiste à Paris, la somme de 6.580 francs pour solde de compte ;

Attendu que, pour le succès de cet appel, il prétend que, suivant la loi allemande, aucune condamnation ne pouvait, sans qu'il eût été lui-même mis en cause, valablement intervenir contre Schwabach-Marzdorf, prodigue, placé sous sa tutelle ; qu'il demande, en conséquence, que le jugement susvisé soit déclaré nul et que Landau soit condamné à restituer les sommes par lui touchées en vertu de cette décision ;

Attendu que, s'il est vrai que l'état et la capacité des étrangers sont, en France, régis par le statut personnel que ces étrangers tiennent de leur nationalité ou d'une application spéciale des lois de leur pays, cette règle, aux termes d'une jurisprudence certaine, ne doit pas être suivie avec une rigueur trop absolue ;

Attendu qu'il importe, en effet, que les Français qui, sur leur propre territoire, ont, de bonne foi, sans légèreté ni imprudence, traité avec des étrangers dont ils ignoraient l'incapacité légale, ne soient pas victimes d'une erreur contre laquelle il leur était difficile de se prémunir, et qui, parfois, serait la conséquence de manœuvres dolosives employées à leur égard ;

Attendu que lorsque, au cours des années 1895 et 1896, Landau, pour des soins et fournitures de sa profession de dentiste, est devenu créancier de Schwabach-Marzdorf, à Paris, et l'a, le 16 mai 1896, assigné devant le Tribunal civil de Bordeaux en paiement de cette dette, il ignorait, selon toute évidence, que ledit sieur Schwabach-Marzdorf eut été, en Allemagne, interdit comme prodigue ;

Attendu que la décision du 18 juillet 1895, qui avait frappé Schwabach de cette incapacité, n'avait reçu aucune publicité en France où ledit sieur Schwabach se livrait à des dépenses qui, pour les tiers en relations avec lui, trouvaient leur justification dans la haute situation de fortune de sa famille ;

Attendu que Landau, par aucun indice, n'avait pu soupçonner que la capacité de Schwabach eût légalement subi quelque diminution ;

Attendu que, avant de le poursuivre devant le Tribunal civil de Bordeaux, il avait échangé avec lui et ses mandataires à Paris, Pau et à Bordeaux, plusieurs lettres se référant à la créance dont il réclamait le paiement ; qu'il n'y a, dans cette correspondance, aucune énonciation de laquelle Landau ait pu induire que son débiteur était pourvu d'un conseil judiciaire ;

Attendu qu'il faut, d'ailleurs, remarquer que Beeder, tuteur de Schwabach, n'a été officiellement investi de cette fonction que par le serment que, conformément à la loi allemande, il a prêté devant le Tribunal de Haynau, le 16 septembre 1896 ;

Attendu que, sans doute, il résulte des documents produits à la cour que l'interdiction de Schwabach, pour cause de prodigalités, remontait au 18 juillet 1895, mais que ces documents ne fournissent aucun renseignement sur les conditions dans lesquelles la tutelle de Schwabach avait été exercée jusqu'au moment où Beeder en a été officiellement investi à la date précitée ;

Attendu qu'il suit de là que Landau, dans son entière ignorance de l'exacte situation de Schwabach, n'avait commis aucune imprudence en exerçant des poursuites

contre lui et en obtenant contre lui le jugement dont est appel, sans avoir appelé Beeder ès-qualité dans cette procédure ;

Attendu que l'appel du sieur Beeder et de Schwabach est recevable, le jugement rendu au profit de Landau n'ayant, à aucune date, reçu sa signification et n'ayant été suivi d'aucun acquiescement régulier ;

Mais attendu qu'il est mal fondé, que les premiers juges ont, à bon droit et par de justes motifs, reconnu que la créance de Landau était justifiée à concurrence de la somme qu'ils ont arbitrée ;

Attendu qu'il importe peu, pour la solution du litige soumis à la cour, que Landau, usant de procédés qui lui sont avec raison sévèrement reprochés par les appelants, ait continué à poursuivre contre Schwabach, en Allemagne et à Paris, le paiement des sommes au sujet desquelles il avait déjà, sur sa demande, été statué par le Tribunal civil de Bordeaux ;

Attendu que de tels agissements, si regrettables qu'ils soient, ne peuvent exercer aucune influence sur les droits que Landau avait justement fait valoir au résultat du jugement déféré à la cour ;

Par ces motifs, et par ceux qui ont déterminé les premiers juges et que la cour adopte ;

Déclare Beeder en la qualité qu'il agit et Scwabach-Marzdorf recevables mais mal fondés dans leur appel ; les en déboute;

Confirme le jugement du Tribunal civil de Bordeaux du 5 novembre 1896 ;

Dit et ordonne qu'il sortira son plein et entier effet et sera exécuté selon sa forme et teneur ;

Condamne Beeder ès-qualités et Schwabach-Marzdorf à l'amende et aux dépens.

M. Desbats av. gén. — Mes Fabars (du barreau de Paris), et Caillier av.

NOTE. — La question de principe résolue par l'arrêt recueilli est intéressante en pratique et délicate en droit. Sans doute il est admis sans difficulté que les lois qui déterminent la capacité des personnes sont de statut personnel et que, par suite, les étrangers sont, au point de vue de la capacité, régis en France par leur loi nationale. Mais, en dehors de la loi, les décisions judiciaires interviennent pour déterminer ou modifier la capacité des individus. Quelle sera, en France, la portée juridique de décisions de cette nature rendues en ce qui concerne leurs nationaux par les tribunaux étrangers ? La jurisprudence et la doctrine admettent, qu'en principe, ces jugements produisent leurs effets de plein droit en France et sans *exequatur : Sic :* Cass. 28 février 1860 (S. 60.1. 210 — D. 60.1.57); Paris 2 mars 1868 (S. 68.2.312); Trib. civ. Seine 26 décembre 1882 (Journ. droit internat. 83.51); Paris 21 mai 1885 (D. 86.2.14); Douai 22 décembre 1885 (Journ. droit internat. 88.794); Trib. civ. Seine 4 décembre 1886 (*Ibid.* 86.713); Rouen 6 avril 1887 (*Ibid.* 89.96); Alger 29 octobre 1894 (*Ibid.* 95.830); Trib. civ. Seine 3 avril 1888 (*Ibid.* 90.872); 19 janvier 1889 (*Ibid.* 90.870). *Adde :* Demolombe, t. I, n° 103; Demangeat, Condit. civ. des étr. en Fr., p. 375; Demangeat sur Fœlix, n° 604; Bonfils, De la compét. des trib. fr. à l'égard des étrang., n° 257; Dugait, Des conflits de législat., p. 100; Laurent, Droit civil internat., t. VI; nos 35, 87, 107; Daguin, Journ. dr. internat. priv. 1889, p. 40. Ce principe étant absolu, suivant les décisions et les auteurs précités, il s'ensuit que les restrictions apportées par les jugements étrangers à la capacité de leurs nationaux, sont, contrairement à la solution adoptée par notre arrêt, opposables, en tout état de cause, au Français qui, même de bonne foi, et dans l'ignorance de cette situation a traité en France avec un étranger. La Cour de Bordeaux elle-même, 19 mai 1899 (Rec. Bordeaux 1899.1.368 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Etranger, n° 28), avait décidé que « l'étranger, « pourvu d'un conseil judiciaire suivant la loi de son « pays, doit être traité comme le serait un prodigue de « nationalité française au sujet des engagements qu'il a « contractés en France; s'il n'a pris ni faux nom, ni « fausse qualité et s'il n'a eu recours à aucune manœuvre « dolosive envers le fournisseur français de bonne foi. »

Mais MM. Aubry et Rau, t. I, p. 97, texte et note 38, admettent, conformément au présent arrêt, et avec raison, selon nous, que le juge français ,saisi d'une contestation relative à la validité d'une convention passée par un Français avec un étranger interdit, pourvu d'un curateur, ou déclaré en faillite par les tribunaux de son pays, pourra et devra faire abstraction du jugement étranger, si le français a agi avec bonne foi, c'est-à-dire dans l'ignorance, tant de l'existence de cette décision que des faits sur lesquels elle est fondée. Le motif qu'ils en donnent, est que, s'il est vrai que le Français qui veut traiter avec un étranger doit s'enquérir de la capacité de ce dernier telle qu'elle est réglée par les lois générales de son pays, on ne peut raisonnablement exiger qu'il s'assure, en outre, qu'aucun jugement rendu à l'étranger n'est venu modifier cette capacité. Imposer une pareille obligation aux Français, disent les savants auteurs, ce serait, en quelque sorte, leur interdire tout commerce avec les étrangers. V. en ce sens : Trib. civ. Seine, 5 avril 1895 (Journ. dr. internat. 95.502). *Contrà :* Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Jugement étranger, n° 46; Laurent, Droit civ. internat., t. VI, nos 91, 92.

COUR D'APPEL DE BESANÇON (Ch. corr.).

17 mai 1906.

Présidence de M. Clavey.

MENACES. — MENACES VERBALES. — CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ART. 307 C. PÉN.

Pour qu'il y ait lieu à application de l'art. 307 C. pén., il n'est pas nécessaire que la menace faite verbalement avec ordre ou sous condition, ait été adressée directement à la personne visée ; mais, dans le cas où elle a été prononcée hors de sa présence, il faut qu'elle soit venue à sa connaissance et il faut de plus que l'auteur des propos incriminés ait eu l'intention de les lui faire parvenir.

En conséquence, la prévention de menaces verbales dans les termes de l'art. 307 C. pén. n'est pas justifiée lorsque, d'une part, les propos incriminés ont été tenus en présence de personnes qui n'avaient que rarement l'occasion de voir celui à qui s'adressaient lesdites menaces, qui ne lui étaient attachées par aucun lien, qui ne les lui ont rapportées que spontanément et de leur propre initiative et que, d'autre part, rien n'établit que l'auteur des menaces ait voulu ou prévu cette communication.

B. c. Min. pub.

La Cour,

Attendu que, pour qu'il y ait lieu à application de l'ar-

ticle 307 C. pén., il n'est pas nécessaire que la menace faite verbalement avec ordre ou sous condition, ait été adressée directement à la personne visée, mais, dans le cas où elle a été prononcée hors sa présence, il faut qu'elle soit venue à sa connaisance et il faut de plus que l'auteur des propres incriminés ait eu l'intention de les lui faire parvenir ;

Attendu que cette intention est essentielle parce que, la menace punissable représentant une violence morale commise en vue d'intimider la personne contre laquelle elle est dirigée, d'exercer sur elle une impression de nature à contraindre sa décision et à influencer sa conduite, la volonté de produire ce résultat, le dessein de peser par la crainte sur la détermination d'autrui est un des éléments constitutifs du délit (Garraud, Traité du Droit pénal, T. IV, nos 317 et 324) ;

Attendu qu'une telle intention est manifeste toutes les fois que celui à qui les propos ont été tenus a été chargé de les répéter à celui qu'ils concernent, qu'elle est présumable lorsque, en raison de la situation réciproque de ces deux personnes ou de rapports particuliers existants entre elles, l'une devait nécessairement ou vraisemblablement transmettre à l'autre ce qu'elle avait avait entendu à son sujet; qu'elle peut encore être admise si la menace a été proférée publiquement en sorte que la rumeur publique doive, suivant toute probabilité, la porter à celui qui en est l'objet (Cass. crim. 1er février 1834, 20 juillet 1882 ; Toulouse 5 avril 1873) ;

Attendu que l'enquête ouverte contre le prévenu B... et les débats n'ont révélé l'existence d'aucune des circonstances ci-dessus; que c'est dans un lieu privé et au cours d'une conversation particulière, étant à la veillée chez les époux D..., qu'en leur présence et en présence d'un sieur M... qui se trouvait là, B... a déclaré : « Si « le maire de F... ne me montre pas la liste électorale, « je le saigne comme un brigand », que D... et M... n'étaient pas en relations habituelles avec le maire de F..., n'avaient que rarement l'occasion de le voir, ne lui sont attachés par aucun lien et, habitant la commune d'E..., ne sont pas même ses administrés; que, s'ils l'ont averti de ce qui avait été dit à son sujet par B..., ils l'ont fait en dehors et à l'insu de celui-ci, de leur propre initiative; que rien n'établit que B... ait voulu ou prévu cette communication; que, dès lors, la prévention n'est pas justifiée ;

Par ces motifs,

En la forme :

Reçoit l'appel interjeté par le prévenu régulièrement et dans les délais de la loi ;

Au fond :

Infirme le jugement du Tribunal correctionnel de Lure du 13 mars 1906; dit la prévention non établie;

Renvoie en conséquence B... des fins de la poursuite sans dépens.

NOTE. — Comp. dans le sens de l'arrêt recueilli : Cass. 1er janvier 1834 (S. 34.1.266 — D. 34.1.183) ; Cass. 20 juillet 1882 (Gaz. Pal. 83.2.50, IIre partie — S. 84.1.350) ; Toulouse 5 avril 1873 (S. 73.2.295. — D. 74.2.85); Trib. corr. Meaux 25 mai 1883 (Gaz. Pal. 83.2.120, 2e partie). *Adde :* Garraud, t. IV, nos 317 et 324.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (5e Ch.)

19 février 1906.

Présidence de M. Blanc.

BAIL. — PRÉTENDUE DESTRUCTION PARTIELLE DE LA CHOSE LOUÉE (ART. 1722 C. CIV.). — PUITS. — TARISSEMENT PARTIEL. — DEMANDE EN RÉSILIATION. — REJET.

En droit, pour qu'il y ait lieu à application de l'art. 1722 C. civ., il ne suffit pas qu'il y ait diminution dans la jouissance de la chose louée ; il faut que la perte porte sur la chose elle-même.

Un puits ne saurait être considéré comme un élément essentiel et nécessaire du fonctionnement d'un lavoir, quand, dans ce lavoir, il existe, en outre de ce puits, une canalisation des eaux de la ville suffisante à son bon fonctionnement.

Il en est surtout ainsi quand il n'y a pas tarissement du puits, mais seulement diminution de son débit.

Epoux Mercier c. consorts Godier.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, suivant exploit de Hamon, huissier à Paris, en date du 3 mars 1904, les époux Mercier ont formé contre les époux Duval et la demoiselle Martin une demande en résiliation de la sous-location faite par les époux Duval à la demoiselle Martin, et de la cession de sous-location à eux consentie, en 9.000 francs de dommages-intérêts et en remboursement de 9.000 francs de loyers d'avance;

Attendu que les époux Duval ont assigné les consorts Godier, pour qu'ils interviennent dans l'instance pour les garantir et indemniser des condamnations qui pourraient être prononcées contre eux au profit des époux Mercier ;

Attendu qu'aux termes d'un acte sous seings privés en date du 16 février 1903, la veuve Martin a cédé aux époux Mercier tous ses droits, pour le temps qui en restait à courir à compter du 16 février 1903 jusqu'au 1er avril 1906, à la sous-location d'un établissement de lavoir public, sis à Paris, rue Malar, n° 35, comprenant le matériel, mobilier industriel et ustensiles servant à son exploitation ainsi que divers locaux servant à l'habitation du maître de lavoir et à l'exploitation dudit lavoir ;

Attendu que la demoiselle Martin était elle-même sous-locataire des époux Duval, suivant acte sous-seings privés, en date du 15 octobre 1901, enregistré ;

Attendu que les époux Duval, principaux locataires dudit établissement de lavoir, sont intervenus dans l'acte de cession de la demoiselle Martin aux époux Mercier, et ont déclaré accepter les époux Mercier pour sous-locataires, au lieu et place de la demoiselle Martin, à charge par eux d'exécuter les clauses et conditions de la sous-location ;

Attendu que les époux Mercier prétendent que le puits était compris dans la location et que, le puits étant un élément essentiel pour le fonctionnement du lavoir, le tarissement du puits équivaut à la destruction partielle de la chose louée et entraîne la résiliation du contrat, dans les termes de l'art. 1722 C. civ. ;

Mais attendu, en droit, que, pour qu'il y ait lieu à l'application dudit article, il ne suffit pas qu'il y ait

diminution dans la jouissance de la chose louée, il faut que la perte porte sur la chose elle-même, et il ne faut pas confondre l'obstacle apporté à la jouissance, qui donne ouverture à l'art. 1722 C. civ. et la diminution des avantages de cette jouissance qui ne permet plus d'invoquer cet article;

Et attendu qu'un puits ne saurait être considéré comme un élément essentiel et nécessaire du fonctionnement d'un lavoir, quand, dans ce lavoir, il existe en outre du puits, une canalisation des eaux de la ville suffisante au bon fonctionnement du lavoir; que, dans ces conditions, le tarissement du puits d'un lavoir ne saurait équivaloir à la perte partielle de la chose louée pouvant donner ouverture à l'art. 1722 C. civ. ;

Et attendu, dans l'espèce, qu'il résulte des constatations mêmes de l'expert, qu'il n'y a pas tarissement du puits, mais seulement diminution du débit de l'eau du puits, et que le puits n'est pas l'élément essentiel et nécessaire de l'exploitation du lavoir, l'eau qu'il fournit pouvant être remplacée par l'eau de la ville; et que, dans ces conditions, la demande des époux Mercier n'est pas justifiée et ne saurait être accueillie par le Tribunal ;

Sur la demande en garantie :

Attendu que, par le fait du rejet de la demande des époux Mercier contre les époux Duval et la demoiselle Martin, cette demande est devenue sans objet; qu'il n'échet d'y statuer ;

« Et attendu que le recours en garantie des époux Duval a été rendu nécessaire par la demande des époux Mercier; qu'il convient de mettre à la charge de ces derniers les dépens de la demande en garantie et les frais de référé et d'expertise;

Par ces motifs,

Déclare les époux Mercier mal fondés en toutes leurs demandes, fins et conclusions; les en déboute;

Dit n'y avoir lieu de statuer sur la demande en garantie des époux Duval, laquelle est devenue sans objet; condamne les époux Mercier aux dépens, lesquels comprendront ceux de la demande en garantie et les frais de référé et d'expertise.

M. Gail subst proc. Rép. — Mes Lailler, Jassada et Magnien av.

NOTE. — Il est de principe que la simple diminution de jouissance indépendante de la perte totale ou partielle de la chose louée ne saurait donner lieu à application de l'art. 1722 C. civ. Ce principe a été déjà appliqué dans une espèce très voisine (tarissement partiel d'un puits situé dans un lavoir). Trib. civ. Seine 24 juin 1904 (Gaz. Pal. 1905.1, Table, v° Bail, nos 32, 33 et 34); Comp. Pau 8 novembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.203). *Sic :* Troplong, t. II, nos 225 et suiv.; Marcadé, art. 1722, n° 2; Aubry et Rau, t. IV, § 269, p. 495; Fuzier-Herman, Répert. alphab. du dr. franç. v° Bail, n° 2116.

TRIBUNAL CIVIL DE ROCROY

28 mars 1906.

Présidence de M. Gruelle.

1° USUFRUIT. — TESTAMENT. — DISPENSE D'INVENTAIRE. — CLAUSE LICITE. — VALIDITÉ.

2° COMMUNAUTÉ. — DISPENSE D'INVENTAIRE. — BÉNÉFICE D'ÉMOLUMENT. — ART. 1482 C. CIV.

1° La clause par laquelle un testateur lègue à sa femme l'usufruit de tous les biens qu'il laissera à son décès avec dispense de caution et dispense expresse de dresser un inventaire, n'ayant rien de contraire aux lois et aux mœurs, ne saurait être réputée non écrite par application de l'art. 900 C. civ.;

2° Et les légataires ou héritiers du testateur ne sont pas fondés à soutenir que la femme ne peut réclamer le bénéfice d'émolument, conformément à l'art. 1483 C. civ., pour défaut d'inventaire.

Consorts Jarlot c. consorts Larose.

Le Tribunal,

Attendu que, par jugement du 19 juillet 1905, le tribunal a ordonné la liquidation et le partage, tant de la communauté ayant existé entre Basilide Frongnut, en son vivant propriétaire et maire du Tremblois, et Mme Marie-Aimée Mozet, son épouse, que de leurs successions ; le mari, décédé le 9 avril 1895 et la femme le 21 décembre 1904, et a commis pour y procéder Mes Boré et Delfosse, notaires à Rocroy;

Attendu que les consorts Larose soulèvent plusieurs contredits à l'encontre de l'état liquidatif dressé le 3 novembre 1905, dont les consorts Jarlot demandent l'homologation pure et simple ;

1er Contredit. — Défaut d'inventaire de la dame Frongnut à la suite du décès de son mari, déchéance du bénéfice d'émolument :

Attendu que les consorts Larose prétendent que les notaires liquidateurs ont, à tort, fait profiter les héritiers de la dame Frongnut du bénéfice d'émolument en dehors du cas prévu par l'art. 1483 C. civ. ; que la dame Frongnut n'ayant pas obéi à la condition irritante de cet article, elle n'était pas apte à recueillir les avantages qu'il confère; que le texte très précis de l'art. 1483 réglerait impérativement les conditions à l'égard des héritiers du mari qu'à l'égard des créanciers ; et, que si cette condition n'était pas accomplie, elle serait, conformément au principe général, débitrice pour moitié;

Attendu qu'en admettant même que la formalité de l'inventaire ne serait pas indispensable, les héritiers de la dame Frongnut devraient au moins représenter un acte équivalent, ou encore à prouver que les héritiers du mari auraient d'une façon précise et directe et par écrit, renoncé à exiger la formalité de l'inventaire; encore faudrait-il qu'un tel acte de renonciation fut postérieur à l'ouverture de la succession, une renonciation antérieure constituant un acte prohibé par l'art. 1130 C. civ. ;

Attendu que les héritiers de la dame Frongnut, fatiguant vainement le texte si précis de l'art. 1483, voudraient à tort se prévaloir d'une clause du testament qui prohiberait l'inventaire, mais que cette clause viserait uniquement l'inventaire prescrit en matière d'usufruit et nullement celui de l'art. 1483 ; que cette clause du testament olographe de Basilide Frongnut est ainsi conçue :

« Je donne et lègue à Madame Marie-Aimée Mozet,
« ma femme, demeurant avec moi, l'usufruit sa vie du-
« rant, de tous les biens meubles et immeubles que je
« posséderai à mon décès, en quoi que lesdits biens
« puissent consister, sans aucune exception ni réserve.
« Pour jouir de cet usufruit, ma femme ne sera pas
« tenue de fournir caution ni de faire emploi des valeurs
« mobilières, j'entends même la dispenser de pressement
« (*sic* : pour *expressément*) de faire dresser inventaire

« pour constater l'importance de ma succession, enten-
« dant que celui ou ceux de mes héritiers ou légataires
« qui ne respecteraient pas cette condition, soient pri-
« vés de leur part dans ma succession, laquelle profitera
« aux autres ; voulant que mes légataires s'en rapportent
« entièrement à la bonne foi de Madame Frongnut, pour
« la consistance de mes biens; »

Attendu qu'il serait d'ailleurs à peu près constant en doctrine et en jurisprudence que la formalité de l'inventaire de l'art. 600 est une mesure morale et d'ordre public, puisqu'elle tend à empêcher que la chose ne soit soustraite pendant l'usufruit, ou détériorée par la faute de l'usufruitier et dont la qualité ne peut jamais être de s'attribuer la propriété d'une manière détournée ; et, que la clause du testament qui dispense de l'inventaire, ou même le prohibe, serait contraire à la loi et devrait être réputée non écrite; que la clause de dispense, nulle de plein droit, ne pourrait manifestement survivre pour être appliquée arbitrairement à l'art. 1483; qu'enfin la faveur inscrite dans l'art. 1483 et les conditions qui la gouvernent ne peuvent être divisées, alors du moins que le testateur n'a pas, de façon expresse, décidé autrement ;

Mais attendu qu'aux termes de son testament, le sieur Basilide Frongnut donnait et léguait à sa femme, née, Mozet, l'usufruit sa vie durant de tous les biens meubles et immeubles qu'il posséderait à son décès; que pour jouir de cet usufruit, sa femme n'était pas tenue de fournir caution; qu'il la dispensait expressément de faire dresser inventaire « entendant que celui ou ceux de ses
« héritiers ou légataires, qui ne respecteraient pas cette
« condition, seraient privés de leur part dans sa suc-
« cession... voulant que les légataires s'en rapportent
« entièrement à la bonne foi de Mme Frongnut pour la
« consistance de ses biens; »

Attendu que les conditions apposées aux libéralités doivent être d'autant plus religieusement accomplies que leurs motifs sont plus respectables ; que l'art. 900 C. civ. ne répute non écrites que celles impossibles, contraires aux lois et aux mœurs; que celle imposée par le sieur Frongnut n'est pas de ce nombre ; que cette condition de ne pas dresser inventaire n'était qu'un moyen de gratifier les légataires, pour faire assurer par eux la tranquillité de sa femme, tranquillité qu'il aurait pu assurer lui-même, en lui donnant tous ses biens ;

Attendu qu'après le décès du sieur Frongnut, ses ayants droit pouvaient convenir expressément ou tacitement qu'il ne serait fait aucun inventaire; qu'à plus forte raison, le sieur Frongnut a pu en dispenser sa femme et l'imposer comme condition à ses libéralités ;

Attendu qu'il est manifeste que le testateur a voulu épargner à son conjoint survivant les ennuis et les embarras d'un inventaire, empêcher la divulgation de ses papiers et de ses affaires;

Attendu que le respect, de la part de la dame Frongnut, des volontés formelles de son mari ne peut aggraver sa situation ou celle de ses héritiers;

Attendu qu'on ne saurait arguer que le testateur n'a pas pu songer aux dispositions de l'art. 1483 C. civ.;

Attendu, d'une part, que nul n'est censé ignorer la loi;

Attendu, d'autre part, qu'il apparaît que les clauses et conditions du testament ont été soigneusement pesées par le testateur et par lui écrites en connaissance de cause;

Attendu que les héritiers du mari sont tenus en ses lieu et place à ses obligations;

Attendu que les consorts Larose n'invoquent à l'encontre de la dame Frongnut aucune fraude, aucun détournement; qu'il s'ensuit que ses héritiers ne sont tenus de la moitié des dettes que jusqu'à concurrence de son émolument;

Attendu que le mode de calcul de l'émolument devient sans intérêt dans l'espèce, l'actif de la communauté étant absorbé, et au delà par le passif;

2e *Contredit*... (La suite sans intérêt.)

Par ces motifs,

Homologue purement et simplement le travail des notaires... Ordonne l'emploi des dépens en frais privilégiés de liquidation, dont distraction.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La décision rapportée méritait d'être recueillie en ce sens qu'elle paraît en contradiction avec la grande majorité de la doctrine et de la jurisprudence. On ne trouve guère, dans le sens de ce jugement, que de rares arrêts très-anciens et un petit nombre d'auteurs également anciens. V. Agen 3 nivôse an XIV (S. chronol.); Bruxelles 20 juin 1810 (S. chronol.); Merlin, Répert., v° Usufruit, § 2, n°2; Toulier, t. III, n° 420; Duranton, t. IV, n° 598; Favard de Langlade, v° Usufruit, § 3, n° 1e; Toulier, t. II, p. 321. V. au contraire dans le sens de l'interdiction de la dispense d'usufruit comme contraire à l'ordre public : Pau 24 août 1835, sous Cass. 17 mai 1843 (S. 43.1.481); Bastia 26 février 1840 (J. P. 42.2.436); Bordeaux 12 avril 1851 (S. 51.2.527 — D. 52.2. 124); Caen 30 avril 1855 (S. 56.2.228 — D. 56.2.273); Bruxelles 1er août 1863 (D. 64.2.133). *Sic* : Marcadé, sur l'art. 600, n° 3 ; Demante, t. II, n° 441 *bis* ; Massé et Vergé, sur Zachariæ, t. II, § 307, notes 9, 10; Demolombe, t. X, n° 475; Aubry et Rau, t. II, § 229; Laurent, t. VI, n° 497; Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n° 646; Planiol, t. I, n° 1599. Il faut même considérer comme nulle toute clause pénale tendant à sanctionner une interdiction de procéder à l'inventaire (Arg. art. 1227 et 900 C. civ.) V. sur ce point : Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. franç., v° Usufruit, avec la jurisprudence et les auteurs cités.

II. — Sur le second point : V. en sens contraire du jugement recueilli: Cass.21 décembre 1830 (Dalloz,Répert.,v° Contr. de mar., n° 2470, note); Besançon 17 janvier 1883 (D. 83.2.163) ; Marcadé, t. V, art. 1183 ; Laurent, t. XXIII, n° 94.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

12 juin 1906.

Présidene de M. Boyer.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

ASSURANCES MARITIMES. — VUE PROPRE. — FORTUNE DE MER. — MARCHANDISES. — COULAGE.

Le coulage survenu en cours de transport constitue, en principe, un risque de navigation, à la charge des assureurs de la marchandise, du moment que ces derniers ne font pas la preuve que le coulage est dû à toute autre cause imputable aux expéditeurs, telle que l'insuffisance des fûts ou à la nature même de la marchandise.

Valensi c. Assurances maritimes.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il n'est pas contesté qu'un certain nombre

de fûts, huile de bois, transportés de Hankow, par vapeurs « Indromago » — « Séséri » — et « Polowan » sont arrivés à destination après un coulage dûment constaté par experts ;

Attendu que ce coulage, survenu au cours du transport, constitue, en principe, un risque de navigation, à la charge des assureurs de la marchandise, du moment que ces derniers ne font point la preuve que le coulage est dû à toute autre cause imputable aux expéditeurs, telle que l'insuffisance des fûts, où à la nature même de la marchandise ;

Attendu que cette preuve n'est point rapportée en l'espèce ; qu'il résulte, au contraire, des circonstances et documents de la cause, et notamment des constatations faites à l'arrivée que la marchandise était bien conditionnée dans des fûts de solidité normale ; qu'un certain nombre de fûts étaient brisés par des chocs ou écrasement ; que, en un mot, les coulages et avaries peuvent et doivent être attribués à la fortune de mer ;

Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu de déclarer les assureurs responsables des avaries dont s'agit et de renvoyer les parties par devant arbitre pour leur règlement ;

Par ces motifs,

Déclarant les assureurs responsables des avaries, objet du litige, renvoie les parties devant M. Cauvet, arbitre rapporteur.

Tous dépens à la charge des assureurs, y compris ceux du règlement à intervenir.

Me Bellaïs et Estrangin av.

NOTE. — Dans le cas où une police d'assurances maritimes ne met à la charge de l'assuré que les pertes résultant du vice propre de la chose, c'est à l'assureur qu'il appartient de faire la preuve de ce vice propre. Sinon tout déchet, et notamment le coulage de la marchandise assurée doit être considérée comme résultant d'une fortune de mer dont l'assureur est responsable, alors même que la marchandise serait, de sa nature, sujette à couler : Cass. 13 décembre 1880 (D. 81.1.432).

Cet arrêt rejette un pourvoi contre un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 17 juillet 1879, jugement qui avait fixé le sens et la portée de la convention d'assurance et avait aussi résolu une question de fait et d'intention.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

9 mai 1906.

Présidence de M. Galinier.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — NOM PATRONYMIQUE. — COMMERCE IDENTIQUE. — DROIT A L'USAGE DU NOM. — MESURES PROPRES A ÉVITER LA CONFUSION.

On ne saurait interdire à quelqu'un l'usage de son nom patronymique, alors surtout que par la suppression du prénom, l'adjonction du qualificatif aîné et l'addition des mots « et Cie », la dénomination choisie se distingue très suffisamment de celle sous laquelle son frère exploite son industrie ; mais il ne faut pas chercher à créer une confusion entre les produits en apposant sur eux un emblème, et des lettres disposées de la même façon.

François Robert c. Robert aîné et Cie.

Le Tribunal,

Attendu que François Robert est propriétaire, à Marseille, d'une fabrique de biscuits qu'il exploite sous son dit nom ;

Attendu qu'il ne saurait reprocher à son frère Vincent Robert d'avoir fondé un établissement concurrent exploité sous le nom de Robert aîné et Cie, en société avec un sieur Alexandre Comte ; qu'on ne saurait interdire à Vincent Robert l'usage de son nom de famille, du moment que par la suppression du prénom, l'adjonction du qualificatif aîné et l'addition des mots et Cie sa dénomination se distingue très suffisamment de celle sous laquelle son frère exploite son industrie ;

Attendu qu'on peut seulement retenir à l'encontre des défendeurs le reproche que leur fait le demandeur de chercher à créer une confusion en apposant sur l'un de ses produits, soit les petites navettes dites Chantilly, une marque R A au lieu de R sur la face antérieure et à l'une des extrémités de la navette[e];

Attendu que cet emplacement un peu anormal, pour une marque de fabrication, ayant été adopté antérieurement par François Robert, il convient d'ordonner que les défendeurs devront apposer sur toute autre place, au milieu ou sur la face antérieure de la navette, leur marque, en modifiant encore cette dernière, de manière à éviter plus complètement la confusion, soit pour l'adjonction d'une troisième lettre R. A. C., ou tout autre moyen à leur choix ;

Attendu que ces mesures étant prescrites, le tribunal estime que le demandeur reçoit une satisfaction suffisante et qu'il n'y a pas lieu de lui allouer d'autres dommages-intérêts que les dépens ;

Par ces motifs,

Dit et ordonne que, à partir de la prononciation du présent jugement, les défendeurs devront modifier leur marque de fabrique R. A. apposée sur leurs produits, par l'adjonction d'une troisième lettre ou tout autre signe qui la différencie davantage de la marque R apposée par le demandeur et aussi qu'ils devront apposer leur marque sur toute autre place que l'extrémité aiguë de la face supérieure des navettes ;

Condamne Vincent Robert et Alexandre Comte, aux dépens sans autres dommages-intérêts.

Mes Village et Charles av.

NOTE. — Principe absolument certain. Quand deux personnes portent le même nom, exercent la même industrie, toutes deux ont incontestablement le droit de se servir d'un nom qui leur appartient légalement, mais celui qui porte le même nom patronymique qu'un de ses concurrents a l'obligation encore plus étroite de marquer sa marchandise de signes entièrement distincts de ceux sous lesquels sont connus depuis longtemps les produits de son concurrent : Pouillet, Taillefer et Claro, Marques de fabrique, n° 488; Nîmes 8 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.534). *Adde :* Nancy 2 août 1897 (Gaz Pal., v° Propriété industrielle).

244-245-246-247

COUR DE CASSATION (Ch. civile).

16 juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

PRESCRIPTION. — PRESCRIPTIONS DE COURTE DURÉE. — PRÉSOMPTION DE PAIEMENT. — SALAIRES DES OUVRIERS. — PRESCRIPTION DE SIX MOIS. — RETENUES.

La prescription de six mois édictée par l'art. 2271 C. civ. pour les actions intentées par les ouvriers en réclamation de leurs salaires, étant fondée sur une présomption de paiement, est inapplicable dans le cas où celui qui l'invoque a, expressément ou implicitement, reconnu n'avoir pas payé la somme réclamée.

Dès lors, le patron, actionné par un ouvrier en paiement de sommes indûment retenues sur son salaire, ne peut invoquer la prescription si, en se prévalant de *ce que ses ouvriers ont accepté pendant plusieurs années ces retenues et de sa bonne foi, il a ainsi reconnu implicitement qu'il n'avait pas payé.*

Gaichel c. Roux frères.

M. Gaichel s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de Marseille du 12 août 1904, rendu au profit de MM. Roux frères.

Moyen unique à l'appui du pourvoi : « Violation de l'art. 2271 C. civ., en ce que le jugement attaqué a rejeté partiellement comme prescrite la demande de l'exposant portant sur des salaires indûment retenus, alors que les défendeurs n'alléguaient d'aucun paiement et que, par suite, la prescription de six mois ne pouvait être opposée ».

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi ;

Vu l'art. 2271 C. civ. ;

Attendu que la prescription de six mois, édictée par l'art. 2271 C. civ., est fondée sur une présomption de paiement ; qu'elle est, par suite, inapplicable au cas où celui qui l'invoque reconnaît expressément ou implicitement n'avoir pas payé la somme réclamée ;

Attendu que, par exploit du 24 juin 1904, Gaichel a assigné Roux frères, fabricants de tuiles, ses patrons, en remboursement du montant des retenues opérées sur ses salaires depuis le 1er juillet 1899, date de la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898 pour le paiement des primes d'assurances contre les accidents ;

Attendu que, tout en décidant que cette demande était fondée en principe et que les défendeurs ne pouvaient tirer argument de ce que leurs ouvriers avaient accepté « sans mot dire », pendant cinq ans, des règlements antérieurs à la loi de 1898, le jugement attaqué ne les a condamnés à rembourser à Gaichel que les retenues opérées depuis le 4 décembre 1903 jusqu'au jour de l'assignation, c'est-à-dire depuis six mois avant l'instance, sous prétexte que « jusqu'à ce jour, les frères Roux avaient pu croire, de bonne foi, n'être pas débiteurs des sommes à eux réclamées » ;

Mais attendu qu'après avoir ainsi virtuellement constaté que les frères Roux se bornaient à nier leur dette, sans prétendre l'avoir jamais payée, le tribunal de commerce devait les déclarer irrecevables à soutenir qu'ils l'avaient prescrite ;

Attendu qu'en ne le faisant pas, et en statuant ainsi qu'il vient d'être dit, il a faussement appliqué et par suite violé l'article de loi susvisé ;

Casse.

MM. Demartial rapp. ; Mérillon av. gén. (c. conf.). — Me Bickart-Sée av.

NOTE. — Le bénéficiaire d'une longue prescription est recevable à s'en prévaloir sans alléguer d'un paiement et même en reconnaissant qu'il n'a jamais eu lieu : Cass. 4 mars 1878 (S. 78.1.469). Au contraire, celui qui invoque une des prescriptions des articles 2271 et suiv., soutient implicitement qu'il s'est libéré. Son exception n'est ainsi recevable que si la prescription qu'elle implique n'est pas contredite par le refus de prêter serment ou par la reconnaissance que le paiement n'a pas été effectué. Et cette reconnaissance peut résulter soit directement d'une déclaration expresse de sa part, soit indirectement d'allégations ou de moyens de défense qui, même en contestant le bien fondé de la réclamation, seraient exclusifs de toute idée de paiement : Cass. 30 juillet 1879 (S. 79.1.457 — D. 79.1.424); 20 novembre 1889 (Gaz. Pal. 89.2.637 — S. 90.1.8); 31 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.286 — S. 99.1.521 — D. 99.1.536); 16 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.36 — S. 96.1.400 — D. 97.1.459).

Ainsi, du moment où il constaté que le débiteur, soit par son aveu, soit par ses moyens de défense, a nié la dette et a ainsi reconnu qu'aucun paiement n'a eu lieu, la prescription ne peut être opposée.

La bonne foi du débiteur, qui ne peut avoir pour effet de le libérer d'une dette impayée, ne peut évidemment être invoquée comme excuse : l'erreur, si excusable soit-elle, loin de présumer le paiement, établit au contraire qu'il n'a pas eu lieu, et par suite fait obstacle à la prescription.

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

8 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

FORÊTS. — USAGERS. — DROIT. — SUPPRESSION. — ACTION EN INDEMNITÉ. — PRESCRIPTION EXTINCTIVE.

L'exercice d'un droit d'usage prohibé, quelque prolongé qu'il soit, ne saurait suffire pour acquérir ni pour conserver ce droit.

Mais le consentement donné par une commune, propriétaire, au fait ininterrompu de la dépaissance rend inadmissible sa prétention d'être libérée par la prescription de la dette d'une indemnité qui n'est pas autre chose que la représentation de cette jouissance qu'elle a toujours tolérée dans le passé.

Commune de Baudéan c. Bérot et autres.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 1, 2262 C. civ., 78 § 1, 110 et 112 C. for., violation par fausse application des art. 78 § 2 C. for., 1351, 2244,

2248, 2257 C. civ., manque de base légale :

Attendu que la commune de Baudéan ne conteste pas et n'a jamais contesté que les habitants de Lesponne aient eu un droit de pacage sur son territoire pour leurs troupeaux ; qu'elle reçonnaît, au contraire, que les précédents litiges avec ces usagers ont été relatifs à la nature et aux limites du territoire sur lequel ce droit pouvait s'exercer et non à l'espèce des animaux admis à pacager sur les biens communaux ;

Attendu que, sans doute, l'exercice d'un droit d'usage prohibé, quelque prolongé qu'il ait été, ne saurait suffire pour acquérir ni pour conserver ce droit, mais que le consentement donné par la commune, propriétaire, au fait ininterrompu de la dépaissance rend inadmissible sa prétention d'être libérée par la prescription de la dette d'une indemnité qui n'est pas autre chose que la représentation de cette jouissance qu'elle a toujours tolérée dans le passé ; qu'ainsi le moyen n'est pas fondé ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation et fausse application de l'art. 78 C. for. et manque de base légale :

Sur la première branche :

Attendu que le pourvoi confond le droit à l'indemnité accordée par l'art. 78 C. for. pour privation de jouissance du droit de pacage des bêtes à laine, supprimé par le Code, avec l'évaluation du chiffre de cette indemnité ; que si la créance des usagers est née en 1827, date de la promulgation du Code forestier, c'est au moment où cesse la jouissance dont, depuis 1827, elle n'a cessé d'être l'équivalent, que cette indemnité doit être calculée; que les usagers ne demandent donc point la réparation d'un préjudice autre que celui prévu par l'art. 78 puisqu'ils réclament uniquement la réparation du préjudice causé par la privation de jouissance, base légale de l'indemnité; qu'ainsi, loin de violer l'art. 78 C. for., l'arrêt attaqué en a fait une exacte application;

Sur la deuxième branche :

Attendu que le pourvoi soutient que, dans tous les cas, le droit de pacage était personnel aux usagers de 1827, à leurs héritiers ou ayants cause et que la plupart des usagers actuels n'en sont pas investis, mais que le moyen ainsi formulé, mélangé de fait et de droit, est nouveau et, par suite, non recevable;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. Dubois rapp. ; Feuilloley av. gén. — Me Lalande av.

NOTE. — Le principe édicté par l'art. 2262 C. civ., d'après lequel toutes les actions tant réelles que personnelles sont prescrites par trente ans, a toujours été appliqué sans difficulté, en matière de droits d'usages forestiers. V. Dalloz, Supp. au Rép., v° Régime forestier, nos 481 et suiv.

L'art. 78 C. for. a interdit à tous usagers, nonobstant tous titres et possessions contraires, de conduire ou faire conduire des bêtes à laine dans les forêts. C'est là une prohibition d'ordre public. Mais elle ne doit être observée que sauf indemnité en faveur des usagers qui auraient joui du pacage supprimé en vertu de titres valables ou d'une possession équivalente. V. Dalloz *op.* et *verbo cit.*, nos 557 et suiv., 562 et suiv. Cette indemnité représente le prix du rachat dudit pacage : Cass. 24 juin 1885 (D. 85.1.278).

Et il a été jugé déjà dans le sens de l'arrêt recueilli que si l'indemnité allouée aux usagers par l'art. 78 C. for. peut être prescrite après trente ans écoulés depuis la promulgation du Code forestier, il n'en est plus ainsi lorsque les usagers n'ont jamais cessé, nonobstant la prohibition de cet article, d'user de ces droits de dépaissance du consentement des propriétaires: le propriétaire, par sa tolérance, est réputé avoir voulu ajourner la dette de l'indemnité que le Code forestier a mis à sa charge, et il est devenu par là même juridiquement impossible qu'une prescription libérative soit intervenue à son profit : Cass. 12 juin 1866 (D. 66.1.296); 11 mai 1870 (D. 71.1.62).

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

26 avril 1906.

Présidence de M. Tanon.

1° Lois. — Application. — Époque du contrat. — Loi romaine. — Droit de superficie. — Forêt. — Non-usage.

2° Prescription. — Non-usage. — Droit de superficie. — Loi romaine.

1° Il est principe qu'un droit constitué sous l'empire de la législation en vigueur à l'époque où le contrat a été passé doit être exclusivement gouverné par cette législation.

2° Sous l'empire des lois romaines, interprétées par la jurisprudence du parlement de Besançon, le droit de superficie sur une forêt ne pouvait s'éteindre par le non-usage, quelque prolongé qu'il fût, et ne pouvait s'éteindre que devant une prescription contraire acquise par des tiers ; dès lors, le droit de superficie constitué sous l'empire de ces lois n'est pas susceptible de s'éteindre par le non-usage.

Commune d'Orchamps-Vennes c. Roch.

La commune d'Orchamps-Vennes s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Besançon du 27 mai 1903, rendu au profit de M. Roch.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen de cassation, pris de la violation des art. 2262, 2229, 2234 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que le pourvoi soutient que la commune d'Orchamps-Vennes ne s'étant jamais dessaisie de la portion litigieuse de la forêt de La Joux qui avait été concédée aux auteurs du défendeur éventuel par les actes de 1660-1664, en avait nécessairement conservé la possession légale et était fondée à opposer à ce dernier la prescription trentenaire ;

Mais attendu qu'il résulte des constatations souveraines de l'arrêt attaqué que la commune demanderesse, loin d'être restée en possession de ladite forêt depuis 1660, a seulement, en 1828, introduit une demande en revendication contre ceux des habitants qui en jouissaient ; qu'un arrêt de la Cour d'appel de Besançon, en date du 9 juillet 1858 établit qu'elle n'avait jamais prouvé la possession trentenaire, ni même articulé de faits précis de possession utile ; que depuis elle n'en a pas davantage offert en preuve et que, dans le procès actuel, elle n'a pris sur ce point aucunes conclusions ; que les faits et documents de la cause produits à la barre et discutés par toutes les parties démontrent, à l'évidence, que

la commune d'Orchamps-Vennes n'a aucun titre à opposer à Jules Roch depuis 1660-1664 jusqu'au 27 février 1878 ;

Attendu que le fait initial de non-délivrance des biens vendus en 1660 est ainsi formellement dénié par les juges du fond et que le moyen n'est pas fondé ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation des art. 518, 526, 706, 2262 et 2281 C. civ ;

Attendu qu'il est de principe qu'un droit constitué sous l'empire de la législation en vigueur à l'époque où le conrtat a été passé doit être exclusivement gouverné par cette législation ;

Attendu qu'aux termes de l'acte du 28 octobre 1660, il résulte que le droit acquis au défendeur sur la forêt de La Joux était, non pas un simple droit de servitude, d'usage ou d'usufruit, mais un droit de superficie constituant à son profit la copropriété du sol ;

Attendu que sous l'empire des lois romaines, interprétées par la jurisprdence du parlement de Besançon et seules applicables à la cause, un semblable droit de propriété ne pouvait s'éteindre par le non-usage, quelque prolongé qu'il fut, et ne pouvait tomber que devant une prescription contraire acquise par des tiers, laquelle, dans l'espèce, n'a jamais existé ;

Attendu que l'arrêt attaqué, d'ailleurs régulièrement motivé, n'a ainsi violé aucun des textes visés au pourvoi ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. Dubois rapp.°; Feuilloley av. gén. — Me Morillot av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Il est de principe constant que les avantages qui résultent d'un contrat constituent des droits acquis, qu'une loi nouvelle ne peut ni modifier ni, à plus forte raison, anéantir. V. Dalloz, Suppl. au Rép., v° Lois, nos 152 et suiv.

COUR D'APPEL DE PARIS (5e Ch.)

2 mai 1906.

Présidence de M. Martinet.

1°-2° RESPONSABILITÉ CIVILE. — INCENDIE. — PROPRIÉTAIRE VOISIN. — PRÉSOMPTION DE FAUTE (NON). — ART. 1833 ET 1834 C. CIV. INAPPLICABLES. — DROIT COMMUN. — PREUVE A FAIRE. — PROPRIÉTAIRE D'UN APPAREIL A VAPEUR. — USAGE NORMAL. — ABSENCE DE VICE PROPRE. — INAPPLICABILITÉ DE L'ART. 1384 C. CIV. — ART. 1382 C. CIV.

1° *La présomption de faute établie au cas d'incendie par les art. 1733 et 1731 C. civ. n'a lieu que contre les locataires en faveur du propriétaire et ne peut être étendue aux rapports de propriétaires voisins entre eux.*

La loi n'a établi aucune présomption de cette nature au profit du propriétaire de l'immeuble détruit ou endommagé par suite ou à l'occasion de l'incendie qui a commencé chez le voisin.

Par suite, lorsque l'incendie allumé par une batteuse à vapeur installée dans la cour d'une ferme s'est étendu à l'immeuble voisin, le propriétaire de ce dernier immeuble ne saurait soutenir que le propriétaire de la ferme est de plein droit présumé en faute et qu'il lui incombe pour combattre cette présomption de prouver à sa décharge, le cas fortuit ou la force majeure.

2° *Quant au locateur et conducteur de la batteuse, à supposer, ce qui est discutable, que l'art. 1384 C. civ. ait établi une présomption de faute à l'encontre de celui qui a la garde d'un objet inanimé, encore faut-il que le dommage provienne du vice de cette chose, comme, par exemple, de l'explosion du moteur, dans l'espèce et non de son usage légal, normal et régulier.*

En conséquence, en l'absence de toute circonstance de cette nature, c'est d'après les principes du droit commun, écrit dans les art. 1382 et 1383 C. civ., que doivent être appréciées la responsabilité du propriétaire de l'immeuble où a commencé l'incendie, aussi bien que celle du locateur et conducteur de l'appareil à vapeur qui a été la cause originaire de cet incendie.

Et il y a imprudence génératrice de responsabilité dans le fait d'avoir installé une batteuse à vapeur dans une cour étroite, encombrée de pailles, lesquelles, se trouvant en contact avec le foyer du moteur, ont pris feu et ont communiqué l'incendie aux bâtiments entourant la cour.

Penancier et Coutrot c. Denis.

A la date du 6 juillet 1905, le Tribunal civil de Provins avait rendu le jugement suivant :

Le Tribunal,

Attendu qu'il est incontestable que, le 17 août 1904, un incendie dont le foyer était dans la propriété Penancier s'est propagé de telle sorte qu'il a détruit en partie la propriété mobilière et immobilière du sieur Denis, voisin de Penancier, et que cet incendie a pris naissance chez Penancier au temps où Coutrot faisait le battage de la récolte de Penancier dans sa cour et que, par suite de cet incendie, Denis a subi un dommage ;

Attendu que pour obtenir réparation de ce dommage, Denis a conclu à un econdamnation conjointe et solidaire contre Penancier et Coutrot; qu'il est constant que c'est sous sa responsabilité que Penancier a introduit ou fait introduire dans sa propriété, pour son intérêt, la batteuse et la locomobile, a laissé des pailles à l'endroit de la locomobile et ainsi créé une double cause d'accident ;

Attendu qu'en accumulant, ou en faisant ou laissant accumuler dans une cour très restreinte, des pailles, menues pailles près la locomobile, il a manqué de vigilance et de prévoyance et a causé, par son fait, à son voisin, un dommage dont il doit réparation;

Attendu que l'obligation de garantir ses voisins de l'incendie venant de chez soi est si indiscutable que les compagnies d'assurances prennent cette garantie à leurs charges et qu'en cas de non-assurance, le propriétaire, pour se soustraire au recours de ses voisins, doit justifier d'un cas fortuit ou d'une force majeure ;

Attendu que Penancier n'offre pas de faire une telle justification, et que toutes ses dénégations sont démenties par les documents de la cause ;

Attendu qu'il est établi par l'enquête de la gendarmerie versée aux débats que l'incendie a été causé par la locomobile de Coutrot ;

Attendu que l'art. 1384 C. civ. pose, en termes généraux, la présomption de faute pour les dommages causés par les choses dont on a la garde ; que l'art. 1385 s'applique aux animaux et que si l'art. 1386 exige la preuxe de vices de construction ou de défaut d'entretien, il n'impose pas au demandeur la preuve d'une faute (Cass. 9 avril 1887);

Attendu qu'il suffirait donc d'établir la relation de cause à effet pour établir la responsabilité à l'entrepreneur Coutrot présumé en faute ;

Attendu que la faute, en l'espèce, n'est pas présumée;

Attendu, en effet, que cette faute résulte de ce que Coutrot a placé sa machine dans une cour restreinte près de pailles jetées en désordre et a ainsi introduit chez Penancier sous sa responsabilité les causes de l'accident dont il doit, par conséquent, lui aussi réparation ;

Attendu que vainement Penancier chercherait à se soustraire contre sa responsabilité pour la faire retomber toute entière sur Coutrot ;

Attendu que Penancier devait personnellement veiller à écarter toute cause d'incendie pour son voisin, choisir un entrepreneur vigilant, et l'établir ou ne le laisser établir que dans des conditions ou tout danger devait être écarté;

Attendu que si malheureusement les entrepreneurs et les cultivateurs travaillent au battage dans des conditions dangereuses en établissant des foyers allumés près des pailles qu'ils accumulent au lieu de les éloigner, ils ne peuvent invoquer ces coutumes qui pourraient et devraient être abandonnées dans un intérêt de sécurité publique pour se soustraire aux responsabilités ;

Attendu que Penancier et Coutrot ayant donc commis une faute commune, ils doivent en supporter les conséquences, puisque pour s'en dégager, ils n'offrent pas de prouver la force majeure ou le cas fortuit ;

Par ces motifs,

Dit que MM. Bidot, ancien agriculteur, demeurant à Provins, Blin, ancien agriculteur, demeurant à Bray-Nogent-sur-Seine, experts que le tribunal nomme d'office et qui prêteront serment entre les mains de M. le président de ce tribunal, il sera procédé dans le mois de ce jour à l'évaluation du préjudice causé à Denis;

Dit que les experts s'entoureront de tous renseignements, concilieront les parties, si faire se peut, sinon qu'ils dresseront de leurs opérations un rapport qui sera par eux déposé au greffe de ce tribunal pour être ensuite conclu et statué ce qu'il appartiendra ;

Dit qu'en cas d'empêchement des experts commis, ils seront remplacés par ordonnance du président de ce tribunal rendue sur simple requête;

Condamne les sieurs Penancier et Coutrot à raison de la faute commune, conjointement et solidairement à toute réparation et en tous les dépens ;

Appel ayant été interjeté par M. Coutrot, propriétaire et directeur de la machine à battre, et par M. Penancier, la Cour de Paris a rendu, à la date du 2 mai 1906, l'arrêt dont la teneur suit :

LA COUR,

Considérant que, le 17 août 1904, un incendie s'est déclaré chez Penancier et s'est communiqué à un immeuble voisin appartenant à Denis; que celui-ci a demandé la réparation du dommage qu'il a éprouvé, à Penancier son voisin et à Coutrot, l'entrepreneur de battages qui avait installé dans la cour de Penancier une machine à battre mise en mouvement par un moteur à vapeur; que les premiers juges ont admis comme base juridique de leur décision que Penancier et Coutrot étaient de plein droit présumés en faute et qu'il leur incombait, pour combattre cette présomption, de prouver le cas fortuit ou la force majeure :

Mais considérant, en ce qui concerne Penancier, que la loi n'a établi aucune présomption de cette nature au profit du propriétaire de l'immeuble détruit ou endommagé par suite ou à l'occasion de l'incendie qui a commencé chez le voisin ; que la présomption de faute en cas d'incendie, établie par les art. 1733 et 1734 C. civ., n'a lieu que contre les locataires en faveur du propriétaire et ne peut être étendue aux rapports de propriétaires voisins entre eux ;

Considérant qu'il ne suffisait donc pas à Denis de prouver que le feu avait pris chez Penancier; qu'au regard de Coutrot, à supposer, ce qui est discutable, que l'art. 1384 C. civ. eût établi une présomption de faute à l'encontre de celui qui a la garde d'un objet inanimé, encora faudrait-il que le dommage provint du vice de cette chose, comme par exemple de l'explosion du moteur dans l'espèce, et non de son usage légal, normal et régulier: qu'il s'ensuit que c'est d'après les principes du droit commun, écrit dans les art. 1382 et 1383 C. civ. qu'il faut apprécier la demande et que Denis devait faire la preuve que Penancier et Coutrot avaient commis une faute, une négligence ou une imprudence qui avait été la cause génératrice du dommage qu'il a éprouvé;

Considérant, en fait, qu'il est établi, par l'enquête de la gendarmerie et par un procès-verbal d'expertise, que le moteur de Coutrot était installé dans la cour de Penancier, qui mesure seulement 18 mètres de longueur sur 7 m. 50 de largeur; qu'il n'était qu'à cinq mètres de la grange et à 4 mètres environ des autres bâtiments; que la cour était remplie de pailles et menues pailles provenant du battage et qu'elle était encore en partie occupée par du fumier; que le feu a pris à des pailles qui se trouvaient sous le foyer du moteur, qu'il s'est communiqué à celles dont la cour était encombrée et de là aux bâtiments ; qu'il résulte de ces constatations que Penancier et Coutrot sont en faute de n'avoir pas éloigné du foyer du moteur ces matières éminemment combustibles, de manière que l'incendie s'étant déclaré par suite de leur contact avec le foyer du moteur a pu se propager à celles dont la cour était remplie: que la faute étant commune, chacun d'eux doit la réparer ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont est appel;

Déclare Penancier et Coutrot mal fondés dans leurs conclusions ;

Les en déboute ;

Les condamne à l'amende et aux dépens de leurs appels respectifs.

M. POTTIER subst. proc. gén. — Mes Claude WEYL, BAUDELOT et PENANCIER av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence et les auteurs semblent aujourd'hui définitivement fixés dans le sens de l'arrêt recueilli. V. en ce sens : Cass. 22 octobre 1889 (Gaz. Pal. 1889.2.499); 7 mars 1892 (D. 92.1. 502); 13 juillet 1903 (D. 1903.1.507); Trib. civ. Dax 24 juillet 1884 (Gaz. Pal. 84.2.437); Agen 8 février 1884 (Gaz. Pal. 84.2.383); Trib. civ. Gannat 19 novembre 1885 (Gaz. Pal. 86.1. suppl. 10); Bordeaux 18 juin 1886 (Gaz. Pal. 86.2. suppl. 95 et les notes sous ces décisions); Paris 16 décembre 1889 (D. 90.2.364); Aix 4 juillet 1894 (D. 95.2.167). *Adde :* Aubry et Rau, 4e édit., t. IV, § 367, texte et note 32, p. 488; Guillouard, 3e édit., t. I, n° 278; Agnel et Pabon, 9e édit., n° 456; Huc, t. X, n° 320; Baudry-Lacantinerie et Wahl, 1re édit., t. I, n° 782, et 2e édit., t. I, n° 1011.

II. — Sur le deuxième point : La question de savoir si le propriétaire d'une chose inanimée qui a causé dommage à un tiers doit être présumé en faute, ou si, au contraire, la preuve d'une faute doit être faite à sa charge, par l'auteur du dommage, est très controversée en jurisprudence et a donné lieu à trois systèmes que l'on trouvera exposés dans nos observations sous Dijon 26 décembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.157). Le système qui paraît avoir été adopté par l'arrêt recueilli est celui suivant lequel la victime aurait à faire la preuve d'une faute à la charge du propriétaire de la chose animée, sauf le cas de défaut d'entretien ou de vice de construction (art. 1386 C. civ.) auquel cas le propriétaire est présumé en faute et ne peut se libérer qu'en établissant le cas fortuit ou la force majeure. Voir en ce sens : Paris 20 août 1877 (S. 78.2.48) ; Trib. civ. Lyon 17 février 1892 (Gaz. Pal. 92.2 Table, v° Responsab. civ., nos 110 et suiv.—Mon. Lyon 9 mars 1892); Douai 16 décembre 1896 (Gaz. Pal. 97.1.474); Trib. civ. Saint-Jean-d'Angély 27 janvier 1897 (Gaz. Pal. 97.1.344); Lyon 25 avril 1899 (Gaz. Pal. 99.2.149).

COUR D'APPEL DE PARIS (6e CH.)

18 janvier 1906.

Présidence de M. Grenier.

SOCIÉTÉ. — SOCIÉTÉ EN COMMANDITE. — RAISON SOCIALE. — SUCCESSEUR. — USAGE VALABLE DE LA RAISON SOCIALE.

Il importe peu qu'un industriel ait traité en son nom unique ou sous la raison sociale d'une société à laquelle il a autrefois appartenu, alors que, seul continuateur de cette société, il n'a cessé d'en représenter publiquement, en les prolongeant, la personne et l'activité commerciale.

En conséquence, il échet de déclarer mal fondé l'appel interjeté d'un jugement rendu au profit dudit industriel agissant avec cette raison sociale, ledit appel ne reposant que sur ce seul moyen : l'irrecevabilité de la demande en tant que formée par une personne prétendue n'exister plus.

Société des Eaux de Cergy c. consorts Carré

M. Georges Carré, ancien associé en nom d'une société en commandite qui avait pour raison sociale : Carré fils aîné et Cie, et qui était dissoute depuis 1898, continuait les opérations commerciales de sa maison sous cette dénomination. Sous cette raison sociale, il avait traité avec la Société des Eaux de Cergy, effectué pour elle des travaux et obtenu contre elle un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 29 mars 1905. La Société des Eaux fit appel de ce jugement; mais M. Georges Carré étant décédé entre temps et ses héritiers ayant repris l'instance en leur nom, la Société des Eaux découvrit que la Société Carré fils aîné et Cie était depuis longtemps dissoute et demanda à la cour de prononcer la nullité de toute la procédure de première instance comme faite au nom d'une personne inexistante.

La cour a rendu l'arrêt suivant :

Arrêt :

LA COUR,

Statuant sur l'appel interjeté par la Société des Eaux de Cergy d'un jugement rendu le 29 mars 1905 par le Tribunal de commerce de la Seine :

Considérant que condamné par le jugement attaqué à payer à Carré fils aîné et Cie pour solde de travaux d'installation hydraulique la somme de 7.766 fr. 45 sur celle de 11.350 fr. montant de la demande, la Société des Eaux de Cergy, sans discuter le mérite de cette solution, oppose par un moyen nouveau à l'action contre elle dirigée, l'inexistence juridique elle-même des demandeurs, prétendant que ceux-ci se présentent devant la cour avec une personnalité nouvelle, absolument indépendante de celle des cocontractants originaires et sans lien de droit avec elle ;

Considérant qu'à l'appui de cette prétention l'appelante invoque un acte de notoriété dressé par Me Laverne, notaire à Paris, le 21 janvier 1904, enregistré, établissant que la Société Carré fils aîné et Cie a pris fin à l'expiration de la durée pour laquelle elle avait été créée, c'est-à-dire le 31 décembre 1898 et qu'elle a eu pour successeur M. Georges Carré ;

Considérant que la Société des Eaux de Cergy soutient, en conséquence, que les travaux et fournitures dont le paiement forme l'objet de la demande étant postérieurs à 1901, le règlement n'en saurait valablement être réclamé par un être moral ayant, bien avant cette date, cessé d'exister ; qu'elle conclut, par suite, à ce que soit déclarée nulle comme délivrée à la requête d'une personne inexistante, l'assignation introductive d'instance, nuls aussi la procédure et le jugement qui ont suivis ;

Mais considérant que, tout en admettant comme exacts les faits consignés dans l'acte de notoriété susvisé, on ne saurait, vu les circonstances particulières de la cause, en tirer les conséquences que prétend en faire dériver la Société des Eaux de Cergy ; qu'en effet, si la Société Carré fils aîné et Cie, pour se conformer aux stipulations de contrat de formation a, en apparence, pris fin le 31 décembre 1898, si elle a eu pour successeur Georges Carré, il résulte des documents versés aux débats et non utilement contestés d'ailleurs, que sa vie commerciale s'est en fait continuée identique à elle-même, formée des mêmes éléments, répondants aux mêmes nécessités d'exploitation industrielle, se relevant enfin aux yeux des tiers non intéressés à la

contester comme perpétuant, à travers une individualité s'y rattâchant intimement, la raison sociale première ; qu'ainsi l'appelant n'a pu se méprendre sur l'identité des demandeurs; que les intimés sont donc fondés à réclamer aujourd'hui à l'appelant en la qualité qu'ils agissent le montant des fournitures faites et des travaux exécutés en 1901 pour le compte de cette dernière par Georges Carré, continuateur de la Société Carré fils aîné et Cie ;

Considérant que les prétentions de la Société des Eaux de Cergy, lesquelles tendent à rien moins qu'à supprimer tout créancier au profit du débiteur ne pouvait en l'espèce élever le moindre doute sur la légitimité de l'action dirigée contre lui par une Société dont Georges Carré n'a cessé de représenter publiquement, en les prolongeant, la personne et l'activité commerciales ; qu'il importe peu, dès lors, qe celui-ci ait traité en son nom unique ou sous la raison sociale et que c'est vainement, par suite, qu'est alléguée l'absence d'un lien de droit entre les demandeurs et la défenderesse ;

Considérant que, dans ces conditions, l'appel interjeté par les Eaux de Cergy ne reposant que sur ce seul moyen, l'irrecevabilité de la demande en tant que formée par une personne prétendue n'exister plus, lors de l'exploit introductif d'instance, il échet de le déclarer mal fondé et de maintenir dans leur intégralité les dispositions non attaquées, d'ailleurs, du jugement du 19 mars 1905 ;

Par ces motifs,

Statuant seulement sur l'exception d'irrecevabilité et donnant défaut sur le fond ;

Confirme, toutes conclusions contraires tendant à voir délarer nulles pour les causes sus-énoncées, la procédure et le jugement qui a suivi étant rejetées, ledit jugement mal à propos entrepris;

Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet pour être exécuté selon sa forme et teneur;

Condamme la Société des Eaux de Cergy aux dépens.

NOTE. — On pense communément qu'une raison sociale ne saurait survivre à une société, ne peut qu'individualiser un être moral. Mais si l'on excepte quelques arrêts et quelques auteurs intransigeants qui admettent ce principe comme absolu (Troplong, art. 1841-42 C. civ. ; Lyon-Caen et Renault, t. II; Dalloz, J. gén., sup. v° Industrie et commerce, n° 437; Bordeaux 18 janvier 1875; Pataille 76.991 ; Paris 21 mars 1887), on voit que la plupart des auteurs et des arrêts ne s'opposent à la survivance de la raison sociale que lorsqu'il en résulte soit une violation de l'art. 21 C. com., soit uen concurrence déloyale ou un préjudice causé à autrui : Cass. 28 mars 1828 (S. 38.3.305); Paris 21 mai 1887 (Pat. 91.101) ; Cass. req. 9 novembre 1869 (D. 70.1.165) ; Colmar 1er mai 1867 (D. 67.2.169) ; Paris 21 mars 87 (D. 88.2.165) ; Pouillet, Traité des maruqes, n° 564 ; Rendu, Marques de fabrique, n° 421.

Il faut bien reconnaître que l'on ne trouve nulle part aucune disposition qui empêche de pouvoir considérer une raison sociale comme un nom commercial, un signe individualisant une maison de commerce, quel que soit son propriétaire; dès lors, et en l'absence de tout autre empêchement d'ordre général, tels que ceux précités, l'arrêt ci-dessus rapporté nous semble devoir être approuvé. Voyez : Pouillet, t. II, n° 391 ; Colmar 1er mai 1867 (D. 67. 2.83) ;Paris 16 janvier 1868 et dans une espèce analogue à la nôtre : Trib. com. Le Hâvre 11 mars 1896 (D. 98.2. 521) et la note de Me Pic, confirmé Cour de Rouen 15 juillet 1896 (Recueil du Havre 96.2.272).

248-249-250

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

16 juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

LOUAGE D'OUVRAGE ET D'INDUSTRIE. — LOUAGE DE SERVICES. — CONGÉDIEMENT. — RÈGLEMENT D'ATELIER. — SUPRESSION DU DÉLAI-CONGÉ.

Dans le contrat de louage de services, fait sans détermination de durée, les parties sont libres de fixer le délai qui devra exister entre la déclaration du congé ou du départ et la cessation effective du travail ; elles peuvent même convenir qu'il ne sera observé, de part et d'autre, aucun délai de prévenance et écarter ainsi l'application d'usages contraires.

Il appartient seulement aux tribunaux, en vertu de leur pouvoir souverain d'appréciation, de rechercher si une semblable convention a été connue et librement acceptée de chacune des parties.

Saint-Léger frères c. Baudoin.

MM. Saint-Léger frères se sont pourvus en cassation contre un jugement du Conseil de prud'hommes de la Seine du 17 avril 1906, rendu au profit de Baudoin, ouvrier congédié.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 1134 C. civ.;

Attendu que, dans le contrat de louage de services, fait sans détermination de durée, les parties sont libres de fixer le délai qui devra exister entre la déclaration du congé ou du départ, et la cessation effective du travail ; qu'elles peuvent même convenir qu'il ne sera observé, de part et d'autre, aucun délai de prévenance et écarter ainsi l'application d'usages contraires ; qu'il appartient seulement aux tribunaux, en vertu de leur pouvoir souverain d'appréciation, de rechercher si une semblable convention a été connue et librement acceptée de chacune des parties ;

Attendu que le jugemnet attaqué constate qu'en réponse à l'action en dommages-intérêts, pour brusque congédiement, intentée à Saint-Léger frères, blanchisseurs, par leur ancien ouvrier Baudoin, lequel avait été engagé pour un temps indéterminé, les demandeurs en cassation ont excipé des dispositions d'un règlement d'atelier, dont l'acceptation par les ouvriers résultait de leur seule présence à la blanchisserie (art. 11) et suivant lequel (art. 1er), chacune des parties était libre de rompre le contrat de travail sans aucun préavis ;

Attendu qu'au lieu de rechercher si ce règlement avait été connu de Baudoin, lors de son embauchage, et accepté par lui, le Conseil des prud'hommes a repoussé le système de défense de Saint-Léger frères, et les a condamnés à des dommages-intérêts, sous l'unique prétexte que Baudoin avait été congédié subitement

au mépris de l'usage qui prescrit un avertissement préalable de huitaine, et que « le patron ne peut, par disposition de règlement d'atelier, se soustraire à l'obligation d'observer l'usage de délai-congé »;

En quoi il n'a pas légalement justifié sa décision et a, par suite, violé l'article de loi susvisé ;

Par ces motifs,

Casse et renvoie devant le Conseil des prud'hommes de Versailles.

MM. Demartial rapp. ; Mérillon av. gén. (c. conf.)

NOTE. — La Cour de cassation a déjà reconnu souvent la validité des règlements d'atelier, en vertu desquels chacune des parties est libre de rompre le contrat de travail sans aucun préavis : Cass. 12 novembre 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.635 — S. 1901.1.14 — D. 1901.1.22); 22 mai 1901 (Gaz. Pal. 1901.2. 5 — S. 1901.1.264 — D. 1901.1.416); 22 juillet 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.402 — D. 1904.1.299); 16 mars 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.492 — S. 1903.1.407 — D. 1905.1.127); 15 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.228).

Mais encore faut-il, pour que le règlement soit valable, qu'il ait été accepté, au moins tacitement, par l'ouvrier.

On avait toujours considéré jusqu'à présent que l'affichage à la porte de l'usine ou dans l'usine était une preuve suffisante de l'acceptation de l'ouvrier; mais il est bien certain qu'il n'y a là qu'une présomption, et il appartient aux juges du fond d'en apprécier la portée : Cass. 19 octobre 1897 (Gaz. Pal. 97.2.442 — D. 97.1.573); 28 novembre 1898 (Gaz. Pal. 98.2.728 — D. 99.1.37); 15 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.236).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

1er juin 1906.

Présidence de M. Bard.

PÊCHE. — ENGINS PROHIBÉS. — PÊCHE A LA CUILLER. — LIGNE ENROULÉE SUR UN TREUIL.

Ne saurait être considérée comme ligne flottante, bien bien qu'elle présente certains des caractères de la ligne à la cuiller, la ligne munie de trois cuillers, enroulée sur un treuil muni d'un ressort à grelot, lestée à son extrémité d'un plomb unique, et avec laquelle on peut tenir légèrement enclanchée la manivelle du treuil et éviter de tenir la ligne constamment à la main.

Peu importe que ladite ligne soit ou puisse être tenue à la main, si cette situation est accidentelle et si, normalement, la ligne est retenue par un treuil et peut fonctionner automatiquement.

Administration des Eaux et Forêts c. Vuillermet et autres.

L'administration des Eaux et Forêts s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Chambéry, du 8 juin 1905, qui avait relaxé les sieurs Vuillermet et autres, inculpés d'infraction à la loi sur la pêche.

Arrêt :

La Cour,

Statuant sur le pourvoi formé par M. Gazin, inspecteur des Eaux et Forêts, à Chambéry, au nom de l'administration des Eaux et Forêts, contre l'arrêt rendu le 8 juin 1905 par la Cour d'appel de Chambéry qui a prononcé la relaxe des sieurs Vuillermet, Dessuet et Choulet poursuivis pour pêche sans la permission de l'adjudicataire :

Sur le moyen tiré de la violation de la loi du 15 avril 1829, art. 5, en ce que la ligne plombée à cuillers multiples ne peut être considérée comme une ligne flottante:

Vu ladite loi ;

Attendu que procès-verbal a été dressé le 5 mars 1905 contre les nommés Vuillermet, Dessuet et Choulet pour, étant ledit jour, montés sur un bateau marchant à une vitesse de quatre kilomètres à l'heure, avoir pêché dans le lac du Bourget, avec une ligne de quatre-vingt mètres de long, munie de trois cuillers, d'un treuil et d'un plomb du poids de six cent cinquante grammes ; que, poursuivis à raison de ces faits, à la requête de l'administration des Eaux et Forêts, pour avoir contrevenu à l'art. 5 de la loi du 15 avril 1829, ils ont été renvoyés des fins de la poursuite par ce motif que l'engin dont ils avaient fait usage n'était pas de nature à modifier le caractère de ligne flottante donné par la jurisprudence à la ligne employée pour la pêche dite à la cuiller ;

Attendu, au contraire, que cet engin, monté sur un bateau marchant à une vitesse de quatre kilomètres à l'heure, était composé d'un petit treuil muni d'un ressort à grelot au moyen duquel on peut tenir légèrement enclanchée la manivelle du treuil et éviter de tenir la ligne constamment à la main ;

Attendu, il est vrai, que le jugement, confirmé par l'arrêt qui en a adopté les motifs, constate : « que l'un des prévenus, le jeune Dessuet, tenait à la main une ligne enroulée sur un treuil muni d'un ressort à grelot, lestée à son extrémité d'un plomb unique pesant 650 grammes; que le pêcheur était en mesure de surveiller sa ligne dont il tenait l'extrémité ; »

Mais, attendu qu'il importe peu que le pêcheur fût placé auprès de la ligne pour la surveiller et qu'au moment où le procès-verbal fut dressé, il tint la ligne à la main, si cette situation était accidentelle et si normalement la ligne était retenue par un treuil et pouvait fonctionner automatiquement; qu'ainsi cet appareil ne saurait être considéré comme rentrant dans les prévisions de l'art. 5 de la loi du 15 avril 1829 ;

D'où il suit qu'en relaxant les prévenus, la Cour de Chambéry a méconnu et violé ledit article;

Par ces motifs,

Casse.

MM. Geoffroy rapp. ; Lombard av. gén. — Me Gosset av.

NOTE. — L'art. 5 de la loi du 23 avril 1829 ne permet la pêche à la ligne flottante que *tenue à la main, et dès lors* l'emploi de tout engin automatique est interdit : tel est le cas nécessairement d'une ligne enroulée sur un treuil avec ressort en vue de remplacer automatiquement la main du pêcheur. Peu importe même que le pêcheur puisse accidentellement la tenir à la main, s'il peut aussi s'en dispenser sans que cette circonstance soit de nature à nuire à l'efficacité de l'engin.

La pêche à la ligne, dite à la cuiller, est généralement autorisée par la jurisprudence, lorsque la ligne présente les caractères de la ligne flottante tenue à la main. V. Chambéry 13 mai 1880 (D. 84.5.379); Lyon 26 juillet 1888 (S. 88.2.229 — D. 89.2.64); Trib. corr. Compiègne 29 novembre 1892 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Pêche, n° 24).

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

28 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

ASSOCIATIONS. — CONGRÉGATION. — LIQUIDATION. — RÉFÉRÉS. — COMPÉTENCE. — EXÉCUTION DE JUGEMENT.

Le juge des référés est compétent dans tous les cas où il s'agit de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un jugement.

Spécialement, lorsqu'un tiers, se prétendant propriétaire d'un immeuble détenu par une congrégation, a fait opposition entre les mains de l'huissier chargé de la vente des fruits par le liquidateur, le juge des référés, saisi par le liquidateur d'une demande tendant à ce que ledit huissier soit tenu, en exécution du jugement qui l'a nommé liquidateur, de verser provisoirement entre ses mains les sommes provenant de la vente, ne saurait se déclarer incompétent sous le prétexte que le tribunal est saisi de la même question.

Luçon c. Liquidateur de la Congrégation des frères de la Croix de Jésus.

M. Luçon s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 23 février 1905, rendu au profit de M. Lecouturier, liquidateur de la Congrégation des frères de la Croix de Jésus.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 171, 806, 809 C. pr. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu, en droit, que le juge des référés est compétent dans tous les cas où il s'agit de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un jugement ;

Attendu que, nommé liquidateur de la congrégation des frères de la Croix de Jésus par jugement du Tribunal civil de Nantua du 2 avril 1903, Lecouturier fit, en cette qualité, procéder à la vente des fruits et récoltes du domaine de Menestruel que possédait ladite congrégation; que la veille du jour où devait avoir lieu la vente, Luçon, évêque de Bellay, se prétendant personnellement propriétaire de ce domaine, forma opposition entre les mains de l'huissier chargé de la vente, sur le montant de ladite vente; que Lecouturier assigna alors le susnommé en référé, pour voir dire que ce serait entre ses mains que l'huissier serait tenu, en exécution du jugement précité, de verser provisoirement les sommes provenant de la vente; et que le juge des référés se déclara incompétent pour statuer sur cette assignation, par le motif que le tribunal était déjà saisi de la même question qui lui était soumise ;

Attendu que, si dans son assignation en revendication du domaine de Menestruel, Luçon demandait au tribunal de lui attribuer les sommes litigieuses comme conséquence de la qualité de propriétaire qu'il revendiquait, celles que Lecouturier avait portée devant le juge des référés, tendait à l'exécution du jugement qui l'avait nommé liquidateur de la congrégation des Frères de la Croix de Jésus, puisqu'elle avait pour objet unique d'obtenir, provisoirement, la remise entre ses mains du montant de la vente précitée, à raison de sa qualité de liquidateur judiciaire, et que seul il avait le droit de toucher en vertu du dessaisissement opéré à son profit par le jugement qui lui avait conféré la fonction de liquidateur judiciaire, tant que l'action en revendication n'avait pas fait sortir le domaine de Menestruel de la masse des biens à liquider ;

Attendu qu'en décidant, dans ces circonstantes, que le juge des référés s'était, à tort, déclaré incompétent, l'arrêt attaqué, qui est motivé, n'a violé aucun des textes de lois visés au moyen ;

Rejette...

MM. Marignan rapp. ; Bonnet av. gén. — Me de Ramel av.

NOTE. — Le juge des référés n'est pas seulement compétent en cas d'urgence, il l'est encore « pour statuer *provisoirement* sur les difficultés relatives à l'exécution d'un jugement ». La Cour de cassation a déjà fait application de ce principe dans des hypothèses où il s'agissait des difficultés que peut soulever l'exécution du jugement qui commet le liquidateur-séquestre des biens d'une con- 1906.1.20) et notre note.

COUR D'APPEL DE PARIS (Ch. corr.)

18 juillet 1906.

Présidence de M. Benoît.

1°-2°-3° ABUS DE CONFIANCE. — GÉRANT D'UNE COMMANDITE PAR ACTIONS. — CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTION PUBLIQUE. — PLAINTE PRÉALABLE NON NÉCESSAIRE. — INTENTION FRAUDULEUSE. — QUITUS. — ACTION SOCIALE. — ACTION INDIVIDUELLE. — PRÉJUDICE POSSIBLE SUFFISANT.

1° *En principe, le ministère public peut spontanément mettre l'action publique en mouvement, à raison de toutes les infractions commises à la loi pénale, lorsque la loi subordonne la poursuite à la condition d'une dénonciation ou d'une plainte préalable, elle l'indique.*

Il en est spécialement ainsi en matière d'abus de confiance.

2° *Au surplus, s'agissant de détournements commis par le gérant d'une société en commandite par actions, l'extinction par quitus de l'action sociale ne saurait s'opposer à l'exercice de l'action individuelle, laquelle est ouverte à chaque actionnaire voulant défendre l'intérêt qui lui est propre ; il en serait ainsi si le quitus avait été délivré avant l'ouverture de l'information, il en est à plus forte raison ainsi, lorsqu'il n'est survenu que postérieurement.*

Et le prévenu ne saurait arguer de sa bonne foi et de l'absence d'intention frauduleuse lorsque, se prêtant à lui-même des fonds puisés dans la caisse sociale sans assortir ces avances de garanties sérieuses et suffisantes, il a eu soin, au lieu de porter le montant de ses prélèvements en son nom personnel, sur son compte particulier, de ne pas paraître en nom et de couvrir d'un voile ses opérations.

3° *En matière d'abus de confiance, le préjudice possible suffit à constituer le délit.*

Jaluzot c. Min. pub.

M. Jaluzot ayant interjeté appel du jugement rendu par le Tribunal correctionnel de la Seine (9e Ch.), à la date du 25 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.128), lequel l'avait condamné à une année d'emprisonnement (avec sursis), et à 3.000 francs d'amende pour abus de confiance, la Cour d'appel de Paris a rendu l'arrêt dont la teneur suit :

LA COUR,

Statuant, tant sur l'appel interjeté par Jaluzot que sur celui réservé par le ministère public d'un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 25 janvier 1906 ;

Sur l'infraction à la loi du 18 juillet 1895 ;

Adoptant les motifs des premiers juges, le procureur général n'ayant pas, du reste, soutenu la prévention à cet égard ;

Sur l'abus de confiance :

Considérant que Jaluzot, gérant des magasins de nouveautés Le Printemps, Société en commandite par actions, constituée en 1881, se livra, presque dès cette époque, malgré une situation des plus enviables, à des spéculations personnelles qui devinrent bientôt considérables ;

Considérant, qu'autorisé en 1882, par les statuts singulièrement modifiés de la Société, devenant une véritable banque de dépôts, à faire avances sur titres, marchandises ou valeurs, il s'est prêté à lui-même, depuis lors, successivement, des sommes extrêmement élevées, en remettant des gages divers, dont, quelquefois, semble-t-il, la solidité était assez contestable ;

Considérant qu'il paraît bien avoir poursuivi son intérêt surtout, en transformant la Société, car il a été établi qu'une première avance lui avait déjà été consentie sur des actions du Printemps, alors que celle-ci n'était pas encore autorisée à emprunter sur ses propres titres ;

Considérant que sans rechercher s'il avait, à défaut d'autorisation spéciale, le droit de puiser pour son compte dans sa caisse, il y a lieu de constater que, dès le début de ses emprunts, Jaluzot employa des précautions multiples et de prudents procédés, lesquels ont été signalés dans la dernière entreprise, pour que les actionnaires ne pussent soupçonner le concours fourni par la Société à son gérant, consacrant à ses propres affaires le ressources financières de celle-là, et pour que le compte particulier de celle-ci ne ressortît pas débiteur aux balances mensuelles ;

Considérant qu'en 1905, Jaluzot, engagé à fond dans une campagne sur les sucres, préleva, dans la caisse du Printemps, courant juin et juillet, une dernière somme totale de plus de 3 millions ; que le remboursement de cette somme ne fut garanti par rien ; qu'enfin, à l'expiration de juillet, il devait avouer ne pouvoir tenir ses engagements à la Bourse du commerce ;

Considérant que les premiers juges l'ont déclaré convaincu d'avoir frauduleusement détourné, au préjudice de la Société, au moins ladite somme d'environ 3 millions ;

Considérant que, par ses conclusions écrites devant la cour, renonçant à soutenir la plupart des moyens présentés par lui pour sa défense en première instance, il ne repousse plus l'inculpation dont il est l'objet que par les trois suivants : 1° L'action du ministère public ne pouvait être provoquée que par la plainte de la société directement lésée par le prétendu délit et celui-ci n'a déposé aucune plainte contre Jaluzot ; bien au contraire, elle a réglé ses comptes avec lui, lui a donné quittance et l'a déchargé de son mandat ; 2° L'intention frauduleuse n'existe pas ; 3° Il n'y a pas de préjudice ;

Sur le premier point :

Considérant que le ministère public peut mettre l'action publique en mouvement, à raison de toutes les infractions commises à la loi pénale : que, lorsque la loi subordonne la poursuite à la condition d'une dénonciation ou d'une plainte, elle l'indique ;

Considérant qu'aussi bien l'instruction n'a commencé qu'après la plainte de plusieurs actionnaires du Printemps, Société en commandite par actions, lesdits agissant en vertu de ce principe que la loi protège toute personne ayant un droit quelconque sur la chose ; que l'extinction par quitus de l'exercice de l'action sociale ne saurait s'opposer à l'exercice de l'action individuelle, laquelle est ouverte à chaque actionnaire voulant défendre l'intérêt qui lui est propre ; qu'il en serait ainsi si le quitus avait été délivré avant l'ouverture de l'information ; qu'il en est, à plus forte raison, ainsi, lorsqu'il n'est survenu que postérieurement :

Sur le deuxième point :

Considérant que si Jaluzot avait été de bonne foi, il aurait porté le montant de ses prélèvements en son nom personnel, sur son compte particulier, mais qu'il s'était préoccupé toujours et sans cesse de ne pas paraître en nom et de couvrir d'un voile ses opérations ; que tandis que les divers comptes anonymes qui lui incombaient étaient déjà débiteurs, avant juin 1905, de 14 millions, plus ou moins bien gagés, son compte particulier apparaissait par une singulière contradiction, créditeur, fin janvier de cette année, de 99.000 fr. environ, fin février, de 139.000 francs, fin mars, de 46.800 francs, fin avril, de 55.000 francs, fin mai, de 123.000 francs ;

Considérant qu'on le voit, alors, faire ouvrir en ce moment sur les livres un dernier compte spécial, intitulé : liquidation, campagne 1905, qui va enregistrer, au fur et à mesure, tous les paiements effectués à ses courtiers du 3 juin 1905 au 31 juillet suivant ;qu'en vain, il prétend n'avoir eu d'autre but que de suivre plus aisément les résultats de la campagne 1904-1905 sur le point de s'achever, que les errements pratiqués antérieurement par lui, ne permettent pas d'accorder créance à son dire et qu'il faut, avec les experts, déclarer qu'il voulait noyer le compte dont s'agit parmi les autres comptes impersonnels débiteurs, et éviter ainsi qu'on en connût le véritable titulaire ;

Considérant que Jaluzot ne pouvait, à cet instant précis, s'abuser sur sa situation et que ses agissements, au moins suspects jusque-là, revêtaient nécessairement, dès lors, un caractère frauduleux ; qu'il violait sciemment les statuts de la Société quand il prélevait sur sa caisse, sans fournir de garanties, les sommes dont il avait un besoin impérieux ; qu'emporté dans le courant d'un jeu effréné, ne possédant plus ni disponibilités en espèces, ni titres à engager, ni récépissés de warants à négocier, il abusait de la confiance, dont il avait été investi, en usant de ce qui appartenait à autrui et avait été remis à sa garde, certain, sans nul doute, qu'il serait impossible qu'il le restituât, s'il succombait dans la lutte suprême engagée par lui :

Considérant qu'il n'y a pas là l'emploi imprudent des deniers confiés, qui se peut excuser; qu'il y a là l'usage illégal et abusif de ces deniers dont la répression s'impose ;

Considérant que l'entraînement coupable auquel il a cédé, est reconnu par Jaluzot lui-même dans son interrogatoire du 9 novembre 1905 ; qu'on y lit : « Il est donc bien vrai que ces avantages ont été faits sans le dépôt préalable de garanties », et puis, aussi : « C'est ainsi que, peu à peu, et sans que je pusse m'en rendre compte jour par jour, le compte s'est élevé au 31 juillet à un débit de 3 millions » ; qu'on ne s'explique pas qu'après cet aveu, il ait persisté à soutenir devant la Cour qu'il n'avait ouvert le compte que pour suivre plus aisément les résultats de la campagne ;

Sur le troisième point :

Considérant que le préjudice possible suffit pour constituer le délit ; mais que le préjudice réel ne saurait être contesté; q'uil a existé, qu'il existe;

Considérant que Jaluzot a mis en péril l'existence même de la Société ; que, dans son rapport du 20 août 1905, Bourgeois, l'administrateur provisoire, a pu dire aux actionnaires : « La perte que vous avez eu à subir est considérable » ; que si la Société a été sauvée, elle ne l'a été que par l'intervention des pouvoirs publics et l'aide des établissements de crédit, en dehors de Jaluzot, à ce point dénué de ressources que, de son propre aveu, un des plaignants Reilhac, n'a pu être désintéressé, au cours de l'instruction que grâce à un ami du prévenu ; que ce désintéressement, d'ailleurs, est une preuve que Jaluzot reconnaissait que la Société n'avait pas seule le droit de mettre en mouvement l'action publique ;

Considérant que Le Printemps a dû fermer ses caisses pendant trois semaines, réduire son capital primitif de 35 millions à 10 millions, recourir à l'émission de 80.000 actions nouvelles, abandonner une annuité de 112.500 francs aux créanciers personnels de son ancien gérant, comme contre-partie de l'engagement pris par eux de ne pas contester la validité des gages conférés à la Société, et qu'enfin, les actionnaires ont vu leurs titres, dont il est certain que plusieurs ont dû se défaire avec perte, subir, pendant une longue période, une dépréciation importante, ainsi que le constate la Cote de la Bourse, notamment dans le mois qui a suivi la fermeture des caisses ;

Considérant que le quitus tardif du 28 août 1905, accordé par l'assemblée générale, sans absolution du passé, ainsi qu'il a été déclaré dans la discussion, ne peut encore être invoqué par Jaluzot plaidant l'absence de préjudice ; qu'il y faut voir simplement le résultat d'une transaction, dans laquelle les membres du conseil de surveillance du Printemps ont pris, eux-mêmes, des engagements graves, transaction qui s'imposait à l'acceptation de tous, comme une condition des accords à réaliser pour empêcher que la faillite personnelle de Jaluzot fût prononcée et faciliter la reconstitution de la Société ;

Considérant qu'il y a donc lieu de confirmer le jugement du 25 janvier 1906 ; en adoptant, par ailleurs, les motifs des premiers juges, en tant qu'ils sont conformes à ce qui vient d'être dit ;

Considérant, toutefois, que l'amende dont est puni l'individu coupable d'un délit d'abus de confiance, ne peut être supérieure au quart des restitutions et dommages-intérêts dus aux parties lésées, ni être moindre de 25 francs ;

Considérant qu'ici, aucune partie civile n'est en cause, qu'en son absence, la Cour ne peut fixer, alors que le reste de l'instruction et les débats ne lui ont apporté aucun élément d'appréciation, le dommage qui a été causé par le délit en présence de l'avis des experts, lesquels ont écrit, dans leur rapport, qu'à l'heure où ils le rédigeaient, il était téméraire de tenter d'en évaluer même approximativement, le quantum ; qu'elle doit donc ramener à 25 francs l'amende de 3.000 francs prononcée par le Tribunal ;

Considérant, sur le sursis, que les premiers juges ont pris en considération l'âge de Jaluzot et l'absence de toute condamnation antérieure ;

Considérant qu'il est juste de tenir compte, en outre: 1° De ce que, en se désistant de ses fonctions de gérant, Jaluzot a renoncé absolument à tout, selon l'expresion de Fleurquin, président du conseil de surveillance, qui présidait l'assemblée du 28 août 1905 ; 2° De ce que, maître absolu au Printemps, insuffisamment surveillé, Jaluzot avait, depuis longtemps déjà perdu peu à peu le sentiment de sa responsabilité et la notion de ses devoirs, en sorte qu'il s'est trouvé sans force pour lutter, quand il a été aux prises avec les difficultés de la dernière heure ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont est appel en ce qui touche la peine de prison prononcée avec sursis ;

Ramène l'amende à 25 francs ;

Et condamne l'appelant aux dépens de son appel.

M. Rambaud av. gén. (concl. conf.). — Me Barboux av.

NOTE.— I.— Sur le premier point: Tous les délits peuvent être poursuivis d'office par le ministère public à moins qu'il n'existe une disposition de loi expresse qui subordonne la mise en mouvement de l'action publique à une plainte ou dénonciation préalable : Cass. 31 octobre 1822 (S. chronol.) ; 15 mars 1828 (S. et P. chronol.) ; 17 octobre 1837 (P. chronol.). *Sic :* Le Sellyer, Act. pub., t. I, nos 238 et sui. ; F. Hélie, t. II, nos 742 et suiv.; Garraud, n° 733.

II. — Sur le second point : Sur le droit pour les actionnaires d'exercer contre le gérant, les administrateurs ou les membres du conseil de surveillance, une action individuelle en responsabilité, malgré l'approbation ou le *quitus* qui leur a été donné par l'assemblée générale, si les faits sur lesquels se fonde l'action individuelle consistent dans la violation des statuts ou de la loi, et constituent des délits ou quasi-délits, v. Cass. 19 mars 1894 (S. 96.1.260 — D. 94.1.465); 1er juillet 1897 (D. 98.1.569 et la note de M. Thaller) ; Paris 6 février 1896 (S. 97.2.132 — D. 96.2.518 — Gaz. Pal. 96.1.749).

III. — Sur le troisième point : V. notre note, § V, sous le jugement frappé d'appel (Gaz. Pal. 1906.1.128). Il a été décidé dans une matière voisine, l'escroquerie, que même en l'absence de tout préjudice, le délit pouvait juridiquement exister : Cass. 22 mai 1903 (Bull. crim. 1903, p. 324).

COUR D'APPEL D'AIX

10 mai 1906.

Présidence de M. Giraud, premier président.

TUTELLE. — POUVOIRS DU TUTEUR. — NOVATION. — AVOIR MOBILIER DU MINEUR. — EMPLOI DE CAPITAUX. — LOI DU 27 FÉVRIER 1880. — AUTORISATION DU CONSEIL DE FAMILLE INUTILE.

La novation par changement de débiteur intéressant l'avoir mobilier du mineur qui équivaut à un emploi de capitaux rentre dans les pouvoirs d'administration du tuteur, lequel a qualité pour y procéder sans autorisation du conseil de famille, en vertu des principes généraux du droit, nonobstant les dispositions de l'art. 6 de la loi du 27 février 1880, lesquelles ne sont pas ici applicables.

Veuve Car c. Griffoni.

LA COUR,

Considérant que pour mettre en échec le jugement entrepris, la dame Fabre, veuve de M. Gustave Albin et tutrice légale de son fils mineur soutient : Premièrement, qu'en fait elle n'a pas entendu nover la créance existant au profit de l'hoirie Car sur Griffoni, auquel Gaudissart aurait été substitué comme débiteur, ce qui donnerait à Griffoni le droit de reprendre la police d'assurances remise à titre de supplément de garantie ; Deuxièmement, qu'en droit d'ailleurs, elle n'aurait pu seule, comme tutrice, accepter cette novation sans méconnaître les prescriptions de la loi du 27 février 1880;

Considérant, en fait, qu'il ressort manifestement des documents émanant du subrogé-tuteur du mineur Car, que sa mère tutrice a été au courant des pourparlers engagés entre la veuve Marius Car et les sieurs Griffoni et Gaudissart ; que si l'on cherche à dégager les intentions des parties en cause, il convient de reconnaître que la dame Car, lorsqu'elle signait sans formuler de réserves la procuration notariée du 6 septembre 1904 n'avait pu se méprendre sur la véritable portée des conventions qui constituaient l'aboutissement de ces pourparlers ; que la procuration dont s'agit présente tous les caractères d'un commencement de preuve par écrit et que les présomptions graves, précises et concordantes et retenues à juste titre par le jugement attaqué établissent la novation par changement de débiteur ; qu'il ressort en outre, des conditions dans lesquelles cette novation s'est accomplie le droit pour Griffoni de réclamer la police d'assurances litigieuse ;

Considérant en droit qu'on ne saurait admettre l'argumentation produite au nom de la dame Fabre sur l'extension qui devrait être donnée aux dispositions de la loi du 27 février 1880, les travaux préparatoires de cette loi, qui, d'après son titre, est relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits amenant à reconnaître qu'elle a une portée plus restreinte ;

Considérant que l'article 6 indique, il est vrai, que les cinq premiers articles seront applicables au remploi des capitaux du mineur fait par son tuteur ; mais que l'argument tiré d'un texte qui s'accorde mal avec quelques-unes des prescriptions de la loi ne saurait prévaloir contre le sens général de cette loi et le but très clairement visé par les auteurs de l'article 6 ;

Considérant que ceux-ci ont entendu couper court aux discussions qui s'étaient élevées sur l'application de l'article 455 C. civ., qui prévoyait seulement l'obligation, qui serait enserrée à l'avenir dans un délai plus des revenus du mineur sur les dépenses ; que les auteurs de l'article 6 ont tenu à spécialiser que cette obligation qui serait enserrée à l'avenir dans un délai plus court, porterait sur l'emploi de tous les capitaux ; mais qu'ils n'ont pas entendu imposer pour cela au tuteur la nécessité de provoquer pour tout emploi de capitaux la réunion du conseil de famille et même un jugement d'homologation si la somme était supérieure à quinze cents francs ;

Considérant que, s'ils avaient eu la pensée d'introduire dans notre loi civile une pareille innovation en contradiction absolue avec les principes dominant la matière, ils s'en seraient certainement expliqués en termes moins laconiques et plus clairs ;

Considérant en l'espèce qu'il s'agissait d'une novation par changement de débiteur intéressant l'avoir mobilier du mineur Car, et que l'opération accomplie par sa mère équivalait à un emploi de capitaux ; qu'elle rentrait donc dans les pouvoirs d'administration de la tutrice, sans qu'elle eût, vu sa situation vis-à-vis du conseil de famille, à se munir de l'autorisation de celui-ci ;

Considérant que la demande de dommages-intérêts que Griffoni a formulé par voie d'appel incident, ne semble pas, étant donné les éléments du litige, assortie de justifications suffisantes et qu'il ne peut y être fait droit ;

Considérant qu'il échet de concéder acte : 1° aux époux Candode et 2° à Gaudissart, de ce qu'ils s'en rapportent à justice en retenant les réserves formulées par celui-ci ;

Par ces motifs, et par ceux des premiers juges,

Déboutant la dame Fabre, veuve de Gustave Albin Car, tant en son propre nom que comme tutrice légale de son fils mineur de toutes ses fins et conclusions;

Déboutant également Griffoni de son appel incident dont les frais resteront à sa charge ;

Confirme le jugement attaqué pour qu'il sorte son plein et entier effet; donne acte aux époux Candolle, de ce qu'ils déclarent s'en rapporter à justice ; fait de même vis-à-vis de Gaudissart en lui concédant acte en même temps de ses réserves au sujet de toute action former en diminution du prix d'acquisition de l'office qui lui a été cédé par Griffoni et du règlement de tous comptes avec celui-ci ;

Condamne l'appelante à l'amende et aux dépens d'appel, sauf ceux relatifs à l'appel incident de Griffoni.

M. CHERVET subs. proc. gén. — Mes François BRUN (du barreau de Marseille) et Gabriel ARNAUD av.

NOTE. — Voir le jugement frappé d'appel : Trib. civ. Marseille 26 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.512 et la note).

La question de savoir si les prescriptions des art. 1 à 6 de la loi du 27 février 1880 s'imposent en tout cas au tuteur faisant emploi des capitaux du mineur est controversée. V. dans le sens de l'affirmative : Paris 21 mai 1884 (S. 85.2.97 et la note de M. Lyon-Caen — D. 85.2.177) et 13 janvier 1885 (S. 85.2.101 — D. 85.2.177 et la note) ; Trib. civ. Avallon 25 février 1891 (Pand. fr. période. 91.2. 209); Trib. civ. Montpellier 27 juillet 1901 (S. 1902.2.21). *Sic* : Aubry et Rau, édit. de 1902, t. IV, p. 351 ; Deloison, n° 223; Huc, t. III, n° 418; Planiol, t. I, p. 857, n° 2691 et 2692. *Contrà*, dans le sens de la négative et de l'arrêt recueilli : Douai 24 juin 1881 ; Trib. civ. Seine 3 juillet 1885 (Journ. du notar., art. 23459); Dalloz, sup. au Répert., v° Minorité-Tutelle, n°s 470 et suiv.; Buchère, n° 32 ; Bressolles, n° 52. V. également : Dalloz, note sous Paris 21 mai 1884, précité.

COUR D'APPEL DE POITIERS

(Ch. des mises en accusation)

2 mai 1906.

Présidence de M. Geoffrion.

AVOCAT. — LIBERTÉ DE LA DÉFENSE. — PRÉVENU. — LETTRE MISSIVE ADRESSÉE A L'AVOCAT D'UN COPRÉVENU. — SECRET DES COMMUNICATIONS. — SAISIE IRRÉGULIÈRE. — SUPPRESSION.

Les lettres missives adressées par un inculpé à l'avocat chargé de la défense de son coinculpé ne peuvent être saisies par le juge d'instruction.

Min. public. c. Guichard.

Le nommé Guichard était l'objet d'une information devant le juge d'instruction de C... sous l'inculpation d'assassinat et sa femme était inculpée en même temps de complicité.

Au cours de la procédure, le juge d'instruction saisit et joignit aux pièces du dossier une lettre adressée par Guichard au défenseur de sa femme, lettre dans laquelle ce prévenu recommandait à celui-ci d'assister à tous les interrogatoire de sa coinculpée et le priait en même temps de venir le voir à la maison d'arrêt.

Les époux Guichard ayant été renvoyés devant la Chambre des mises en accusation de la Cour de Poitiers, M. le procureur général fit prendre, à l'occasion de cette saisie, les réquisitions suivantes :

A. Attendu que sous la cote 30, au dossier, se trouve une lettre adressée, le 21 février 1906, de la maison d'arrêt de C..., par Guichard à Me D..., avoué, défenseur désigné de la femme Guichard, sa coprévenue, lettre qui, signée *ne varietur* par l'inculpé, le greffier et le juge d'instrution, paraît avoir été saisie par ce magistrat avant qu'elle ne soit parvenue au défenseur ;

En droit :

Attendu que le principe de la libre défense domine la procédure criminelle et n'autorise pas le juge inculpé à un avocat, conseil d'un de ses coinculpés ;

Attendu que, sans examiner les termes de la lettre versée au dossier, il suffit de constater que les époux Guichard étaient accusés du même crime et que la lettre dont s'agit était destinée au défenseur de la coprévenue de Guichard; que le principe qui protère le secret de la correspondance échangée entre prévenus et défenseurs est d'ordre public et peut être invoqué par tout prévenu dans la même affaire ;

Requiert qu'il plaise à la Cour dire que la lettre placée à la cote 30 du dossier Guichard sera retirée de la procédure; ordonner, en outre, que cette pièce sera transmise à son destinataire ;

B. Au fond : (Sans intérêt.)

La cour a alors, sur cet incident, rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Attendu que, sous la cote 30, au dossier, se trouve une lettre adressée, le 21 février 1906, de la maison d'arrêt de C..., par Guichard à Me D..., avoué, défenseur désigné de la femme Guichard, sa co-prévenue, lettre qui, signée *ne varietur* par Guichard, le greffier et le juge d'instruction, paraît avoir été saisie par ce magistrat avant même qu'elle ne soit parvenue à Me D...;

Attendu que le principe de la libre défense domine la procédure criminelle et doit assurer le caractère confidentiel des communications des inculpés avec les avocats désignés par eux et leur coinculpés ou auxquels ils se proposent de demander des conseils; qu'il importe peu que Me D... ait été plus spécialement chargé d'assister la femme Guichard; que tous les inculpés dans une même affaire peuvent librement communiquer avec les défenseurs dans l'intérêt de leur propre défense, et que le secret d'une telle correspondance doit être absolu; que les époux Guichard étaient poursuivis sous la même inculpation ;

Attendu, d'ailleurs, qu'il semble qu'il n'ait été fait aucune allusion à cette lettre du 21 février 1906, dans la procédure suivie ultérieurement ;

Mais, attendu que cette pièce, quels qu'en soient les termes, a été interceptée sans droit et illégalement jointe au dossier ;

Par ces motifs,

Ordonne que la lettre inexactement inventoriée et placée à la cote 30 du dossier, sera retirée de la procédure et qu'elle sera remise à son destinataire, Me D..., avoué à C...

Au fond : (Sans intérêt.)

M. Marquet av. gén. (concl. conformes).

NOTE. — Le principe du secret de la correspondance échangée entre prévenus et défenseurs est absolu.

Il doit s'étendre à tous les prévenus compris dans la même poursuite et chacun d'eux a le droit d'exiger que les lettres qu'il adresse soit à son défenseur, soit à celui de ses co-prévenus dont il peut réclamer les conseils, ne soient pas interceptées. La Cour de cassation a même dit (Cass. 9 septembre 1897 — D. 98.1.146). Il importe « peu que l'avocat n'eut pas été encore en communication « avec l'accusé, la première démarche de celui-ci pour se « procurer un défenseur ne devant pas être moins res- « pectée que les démarches subséquentes, les instruc- « tions (destinées à un tiers) que contenait la lettre ne « pouvaient légitimer son ouverture, ces instructions « n'ayant été connues qu'après qu'elle a été ouverte. »

Voir aussi: Cass. crim. 12 mars 1886 (Gaz. Pal. 86.1.598 et le rapport de M. le conseiller Dupré-Lasale — D. 1886. 1.345) ; Cass. 31 décembre 1897 (S. 98.1.247). V. toutefois en sens contraire : Cour d'assises de la Haute-Garonne 28 novembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.85).

COUR D'APPEL DE BORDEAUX (1re Ch.)

15 janvier 1906.

Présidence de M. Calvé.

RÉHABILITATION COMMERCIALE. — ART. 608 C. COM. — LIQUIDATION JUDICIAIRE. — CONCORDAT. — DIVIDENDE INTÉGRALEMENT PAYÉ. — CRÉANCIER OPPOSANT. — REJET DE L'OPPOSITION.

En cas de liquidation judiciaire suivie de concordat, le créancier qui a reçu l'intégralité de son dividende

concordataire n'est pas fondé à s'opposer à la réhabilitation du liquidé, sous prétexte qu'il n'aurait pas été payé de la totalité du montant de sa créance originaire.

Garineau, Chappaz et Cie c. Noyre.

La Cour,

Attendu que Noyre a été, le 11 septembre 1890, admis au bénéfice de la liquidation judiciaire; que, le 22 décembre suivant, il a obtenu son concordat sous la promesse d'un dividende de 10 % dont la moitié payable dans un an et moitié dans deux ans; que ce concordat a été dûment homologué, le 31 dudit mois de décembre 1890 ;

Attendu que, le 19 mai 1899, il a été déclaré en faillite; que le 19 février 1900, ses créanciers lui ont consenti un concordat moyennant un dividende de 5 % à payer 3 % comptant et 2 % dans six mois ;

Attendu que ce concordat a été homologué le 19 mars 1900 ;

Attendu que, s'autorisant des dispositions de l'art. 605 C. com., modifié par la loi du 30 décembre 1903, Noyre a formé une demande en réhabilitation qui vise sa liquidation judiciaire et sa faillite; qu'à l'appui de cette demande, conformément à l'art. 605 précité, il a fait valoir : 1° que cinq années s'étaient écoulées depuis les jugements de sa liquidation et de sa faillite ; 2° qu'il avait payé dans leur totalité les dividendes par lui promis ; 3° qu'il rapportait les preuves de sa probité ;

Attendu que trois des créanciers de sa faillite, Garineau, Chappaz et Cie et Guiserix, ont déclaré s'opposer à sa réhabilitation et sont intervenus dans la procédure par lui introduite en vue de bénéficier de cette faveur de la loi ;

Attendu qu'ils ont été déboutés de leur opposition ; que Noyre a obtenu la réhabilitation par lui sollicitée ;

Attendu que Garineau, Chappaz et Cie ont interjeté appel de cette décision ;

Attendu que Noyre leur objecte que, ayant été intégralement payé des dividendes qu'il leur avait promis par le concordat dont sa faillite a été suivie, ils sont sans droit à s'opposer à sa réhabilitation ; que, d'après lui, leur opposition de leur intervention dans la procédure de sa demande en réhabilitation n'ayant pu être valablement formée, leur appel est également irrecevable ;

Attendu que, aux termes de l'art. 608 C. com., modifié par la loi du 30 décembre 1903, tout créancier qui n'aura pas été payé intégralement dans les conditions de l'art. 605 du même code, peut former opposition à la réhabilitation du failli ;

Attendu que l'art. 605 modifié par la loi précitée concède le bénéfice de la réhabilitation facultative du failli qui, en cas de « probité reconnue » et après cinq ans à partir du jugement de sa déclaration de faillite aura, au moment de sa demande intégralement payé les dividendes promis par son concordat ;

Attendu que du rapprochement de ces deux articles, dont le texte est clair et précis, il ressort que les créanciers du failli qui sollicite sa réhabilitation ne peuvent s'opposer à cette demande et intervenir dans la procédure dont elle est suivie que dans le cas où les dividendes à eux promis ne leur ont pas été intégralement payés ; que, aucun doute ne paraît pouvoir s'élever sur le sens qu'il convient de donner ainsi à l'art. 608 dans sa référence aux dispositions de l'art. 605; que ce doute eût-il été possible, Noyre invoquerait utilement, à l'appui de son exception, l'avis que lui a fourni, dans un document versé aux débats, M. le sénateur Bérenger, rapporteur au Sénat de la loi du 30 décembre 1903, sur la réhabilitation des faillis ;

Attendu qu'il est hors de toute contestation que Garineau, Chappaz et Cie ont intégralement reçu leur part du dividende de 5 % que Noyre avait, après sa faillite, promis à ses créanciers, par concordat du 19 février 1900;

Attendu que, par suite, ils n'ont pu sans contrevenir aux articles 605 et 608 C. com. s'opposer à la réhabilitation dudit sieur Noyre et intervenir dans la procédure à laquelle elle avait donné lieu ; que l'irrecevabilité de leur opposition doit, par voie de conséquence, s'étendre à l'appel dont ils ont frappé le jugement qui les a déboutés de ladite opposition ;

Attendu que la cour n'est saisie de l'examen de la demande en réhabilitation formée par Noyre que par l'appel de Garineau et de Chappaz et Cie ; que cet appel étant déclaré irrecevable, la cour doit s'abstenir de toute appréciation des critiques formulées par Garineau et Chappaz et Cie contre la réhabilitation détenue par Noyre ;

Attendu que la demande en dommages-intérêts formulée par ledit sieur Noyre contre Garineau n'est pas justifiée ;

Par ces motifs,

Dit et décide que Garineau et Chappaz et Cie étaient, aux termes des art. 608 et 605 C. com., modifiés par la loi du 30 décembre 1903, sans droit à s'opposer à la réhabilitation sollicitée par Noyre et à intervenir dans la procédure suivie sur cette demande en réhabilitation ;

Déclare, en conséquence, non recevable l'appel par eux formé contre le jugement du Tribunal de commerce de Bordeaux du 15 mars 1905 qui les a déboutés de leur opposition et a accordé à Noyre sa réhabilitation; les déboute de cet appel; dit et ordonne que le jugement attaqué sortira son effet ; dit n'y avoir lieu d'allouer à Noyre les dommages-intérêts par lui demandés contre Garineau ;

Condamne Garineau, Chappaz et Cie à l'amende et aux dépens d'appel.

M. Maxwell av. gén. — Mes Nicolaï et Paris av.

NOTE. — Cette solution est conforme au texte même de l'art. 608 nouveau C. com., lequel dispose : « Tout créancier qui n'aura pas été payé intégralement dans les conditions de l'art. 605 pourra former opposition à la réhabilitation, etc... » Or l'art. 605 (également modifié par la loi du 30 décembre 1903) porte : « Peut obtenir sa réhabilitation... le failli qui ayant obtenu un concordat aura, au moment de la demande, intégralement payé *les dividendes* promis... ». D'ailleurs il résulte des travaux préparatoires de la loi de 1903 (Duvergier, Collect. des lois, 1903, 536 note), que le législateur, en modifiant le texte primitif des art. 604 et suiv. C. com., a précisément eu pour but de faciliter la réhabilitation des faillis dignes d'intérêt en supprimant l'obligation jusque là imposée, même en cas d concordat, de payer *l'intégralité* des créances antérieures à la faillite.

251-252-253-254

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

29 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

ASSOCIATIONS. — CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES. — PRÉSOMPTION D'INTERPOSITION. — PREUVE CONTRAIRE.

L'article 17 de la loi du 1er juillet 1901 n'édicte contre le propriétaire d'un immeuble occupé par une congrégation religieuse dissoute la présomption d'interposition de personne que sous la réserve de la preuve contraire.

Mais le degré de force probante des présomptions régulièrement tirées par les juges du fait des éléments soumis à leur appréciation n'est pas sujet au contrôle de la Cour de cassation.

..... Et il en est ainsi, notamment, lorsqu'ils écartent, sur le fondement de déclarations qui sont souveraines la présomption d'interposition de personne.

Liquidateur Congrégation X... c. Sté de l'Ecole de Sorrèze.

M. Rivail, liquidateur de la Congrégation X..., s'est pourvu en cassation entre un arrêt de la Cour d'appel de Grenoble du 31 octobre 1905, rendu au profit de la Société de l'Ecole de Sorrèze.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'article 17 de la loi du 1er juillet 1901, ainsi que de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 et des principes en matière de preuve;

Attendu que l'article 17 de la loi du 1er juillet 1901, dans son deuxième paragraphe, n'a édicté contre le propriétaire de tout immeuble occupé par une congrégation religieuse dissoute, la présomption d'interposition de personne que sous réserve de la preuve contraire;

Attendu qu'il est déclaré par l'arrêt attaqué que les diverses circonstances, à l'examen desquelles il s'est livré et qu'il énumère, qui ont précédé, accompagné ou suivi l'acte de constitution de la Société anonyme de l'Ecole de Sorrèze, des 3, 8, 9 et 10 juillet 1884, constituent autant de présomptions graves, précises et concordantes d'où résulte la preuve irréfutable de la sincérité de cet acte et du droit personnel de propriété de ladite société sur l'établissement où est installée cette école et sur ses dépendances;

Attendu que le degré de force probantes des présomptions régulièrement tirées par les juges du fait des éléments soumis à leur appréciation n'est pas sujet au contrôle de la Cour de cassation ; d'où il suit qu'en écartant, sur le fondement de ces déclarations souveraines, la présomption d'interposition de personne, et en déclarant la Société sus-désignée propriétaire exclusive et pour son compte des immeubles litigieux, l'arrêt, qui est dûment motivé, n'a violé ni les principes en matière de preuve, ni les textes de loi visés au moyen;

Rejette...

MM. Michel Jaffard rapp. ; Bonnet av. gén. — Me Coutard av.

NOTE. — La Cour de cassation s'est déjà prononcée implicitement dans ce sens sur le pouvoir souverain des juges du fond d'apprécier si la présomption d'interposition de personnes créée par l'art. 17 de la loi du 1er juillet 1901 est détruite par le revendiquant. V. Cass. 1er février 1905 (Pand. franç. 1905.1.331).

Il est d'ailleurs de principe constant que les questions d'interposition de personnes sont toujours souverainement appréciées par les juges du fond. V. Cass. 15 décembre 1891 (Gaz. Pal. 92.1.52) ; 15 février 1892 (Gaz. Pal. 92.1.351 — S. 92.1.136 — D. 92.1.360).

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

28 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

ASSOCIATIONS. — CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES. — RENONCIATION. — PREUVE. — PERSONNE INTERPOSÉE.

Le liquidateur des biens d'une congrégation en possession des biens détenus satisfait à tout ce qui peut être exigé de lui lorsqu'il établit à l'encontre du revendiquant que les titres sur lesquels il fonde son action ne lui en attribuent la propriété qu'en apparence : réputé personne interposée, il a l'obligation de prouver qu'il a acquis comme prête-nom pour une personne capable.

Luçon c. Liquidateur Congrégation des frères de la Croix de Jésus.

M. Luçon, évêque de Belley, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 23 février 1905, rendu au profit de M. Lecouturier, liquidateur de la Congrégation des frères de la Croix de Jésus.

Arrêt :

La Cour,

Sur les trois moyens réunis pris, le premier de la violation de l'article 18 de la loi du 1er juillet 1901, de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 et contradiction entre les motifs et le dispositif, le second, de la violation des articles 911, 1131, 2262, 2265, 2139 C. civ., 7 de la loi du 20 avril 1810, le troisième, de la violation des règles sur la preuve, fausse application des articles 1315 et suiv. C. civ., 17,18 et suiv. de la loi du 1er juillet 1901, 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que l'instance s'est engagée entre M. Luçon, évêque de Belley, qui revendiquait comme lui appartenant en son nom personnel et privé les immeubles composant le domaine de Menestruel et M. Lecouturier, liquidateur légal des biens détenus par la congrégation religieuse des frères de la Croix de Jésus qui soutenait que ce domaine faisait partie de la masse des biens qu'il avait la mission de liquider ;

Attendu que, sur ce litige, l'arrêt attaqué déclare, d'une part, qu'il est constant en fait que les immeubles composant le domaine de Menestruel ont été détenus par la congrégation religieuse non autorisée des frères de la Croix de Jésus, antérieurement à la loi du 1er juillet 1901 et jusqu'au rejet, le 18 mars 1903, de la demande d'autorisation qu'elle avait formée, et, d'autre

part, qu'il résulte de nombreux actes et documents versés aux débats, ainsi que des faits et circonstances de la cause que, dès la fondation de cette congrégation, le domaine de Menestruel a été l'objet d'une interposition de personnes, que cette dissimulation du véritable propriétaire s'est continuée depuis lors, au moyen de personnes successivement interposées dont la dernière est M. Luçon;

Attendu que le pouvoi soutient que l'arrêt attaqué, s'étant borné à déclarer que M. Luçon était personne interposée sans constater que la simulation ait eu lieu au profit d'une congrégation incapable d'acquérir, l'acte de vente qui lui avait été consenti, non déclaré frauduleux, restait opposable à tout tiers et notamment au liquidateur de la congrégation qui, n'ayant pas fait la preuve que celle-ci détenait le bien à titre de propriétaire, n'avait pas qualité pour en conserver la possession et procéder à sa liquidation ;

Mais attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que le défendeur éventuel, agissant ès-qualités, avait établi que les titres d'acquisition sur lesquels le demandeur en cassation fondait ses revendications, ne lui attribuaient la propriété qu'en apparence ; qu'il avait ainsi satisfait à tout ce qui pouvait être exigé de lui ; que, dès lors, c'était au bénéficiaire, s'il avait acquis comme prête-nom pour une personne capable, à le prouver;

Attendu qu'il ne l'a même pas allégué; que sa demande en revendication a donc été à bon droit rejetée ;

Attendu que l'arrêt attaqué, en tant qu'il porte comme conséquence de sa décision principale que les immeubles litigieux font partie de la masse des biens que le liquidateur de la congrégation des frères de la Croix de Jésus a mission de liquider, ne fait aucun grief au demandeur en cassation dépourvu de tout droit sur les immeubles litigieux ; qu'il n'est donc pas fondé à s'en plaindre ;

Attendu qu'il suit de tout ce qui précède que l'arrêt attaqué, qui est suffisamment motivé, n'a ni violé ni faussement appliqué aucune des dispositions de loi invoquées par le pourvoi ;

Rejette...

MM. Denis rapp. ; Bonnet av. gén. — Me de Ramel av.

NOTE. — L'art. 17 de la loi du 1er juillet 1901 édicte contre le propriétaire d'un immeuble occupé par une congrégation religieuse dissoute, une présomption d'interposition de personnes. C'est seulement une présomption *juris tantum ;* mais il appartient tout au moins au revendiquant de faire la preuve de la régularité de son droit. V. Cass. 29 mai 1906, rapporté ci-dessus.

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

14 mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

POSTES-TÉLÉGRAPHES. — 1° JOURNAUX. — TAXE. — JOURNAL EN DEUX PARTIES. — 2° COMPÉTENCE ET PROCÉDURE. — TAXE. — IMPÔT RÉDUIT. — NON-ASSIMILATION AUX CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

1° *Le journal qui comprend deux parties, dont l'une est imprimée à Paris et l'autre en province, n'est complet et parachevé que par la réunion de ces deux parties, et doit bénéficier de la réduction de taxe applicable aux journaux expédiés dans le département lui-même et dans les départements limitrophes, au lieu où la réunion des deux parties ayant été effectuée, l'expédition en a été faite.*

2° *Si les sommes fixées par les tarifs postaux représentent à la fois le paiement du service rendu par l'Administration pour le transport des lettres et imprimés et une taxe fiscale, elles peuvent bien constituer ainsi, en une certaine mesure, un impôt indirect, mais elles n'ont pas le caractère des contributions indirectes proprement dites et ne sauraient être, par suite, soumises à la compétence et à la forme de procéder fixées par l'article 88 de la loi des 5-15 ventôse an XII.*

Dès lors, la demande en restitution de taxes illégalement perçues par l'administration des Postes, pour le transport des journaux, est de la compétence des juridictions de droit commun suivant les principes généraux de la compétence.

Administration des Postes c. Journal *La Croix du Périgord.*

L'administration des Postes s'est pourvue en cassation contre un jugement du tribunal civil de Périgueux.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen principal du pourvoi :

Attendu que l'article 25 de la loi de finances du 16 avril 1895 qui fixe la taxe due à la poste pour les journaux et écrits périodiques à deux centimes par exemplaire jusqu'à 50 grammes, avec augmentation d'un centime par 25 grammes ou fraction de 25 grammes excédant, dispose que ces « mêmes journaux et écrits périodiques ne payent que la moitié des prix fixés ci-dessus, quand ils circulent dans le département de publication ou dans les départements limitrophes »;

Attendu que le jugement attaqué constate que le journal *La Croix du Périgord*, pour le numéro du 6 septembre 1903, comme pour les autres numéros, est composé de deux parties, dont l'une, comprenant les deux pages intérieures, 2 et 3, est imprimée à Paris, et l'autre, comprenant les deux pages extérieures, 1 et 4, est imprimée ensuite à Périgueux; que la première partie est consacrée à des articles sur la politique générale, la deuxième à la chronique de la région Périgourdine et aux articles de polémique régionale; que le journal n'a été complété et parachevé que par l'adjonction à Périgueux de la deuxième partie qui y a été imprimée; que c'est à ce moment-là seulement que cette feuille doit être considérée comme un journal offert au public, envoyé aux abonnés et par conséquent, publié; que l'arrêt ajoute que ce journal a son administration rue Chanzy, à Périgueux; que c'est également dans cette ville qu'ont été remplies pour lui les formalités de déclaration prescrites par l'article 7 de la loi du 29 juillet 1881, et que sont faits pour chaque numéro les dépôts au Parquet et à la Préfecture;

Attendu qu'il résulte de ces constatations que chaque numéro de la *Croix du Périgord* ne constitue qu'un seul et unique journal; qu'on ne saurait y voir, comme l'avait décidé le juge de paix et, comme le soutient le

pourvoi, deux journaux publiés, l'un à Paris, l'autre à Périgueux, et soumis par suite, à deux taxes distinctes, que la partie imprimée à Paris, sur la deuxième et sur la troisième page, sans titre, ne forme pas un journal, mais seulement la préparation et un élément de ce qui sera le journal, lequel n'est complet qu'après l'impression de la première et de la quatrième page, impression qui se fait à Périgueux;

Attendu que, c'est alors seulement que le journal est achevé et peut être publié; que la publication a donc lieu à Périgueux; qu'en le décidant et en jugeant par suite, que l'administration des Postes n'avait pu légalement percevoir sur les journaux que le défendeur éventuel avait expédié de Périgueux, dans la Dordogne et dans les départements limitrophes, que la taxe réduite de un centime par exemplaire, le jugement attaqué n'a pas violé les articles de loi visés au pourvoi;

Sur le moyen additionnel :

Attendu que le pourvoi prétend que la décision attaquée serait nulle, parce que l'action en répétition intentée contre l'administration des Postes aurait dû être portée directement devant le tribunal civil satuant en premier et en dernier ressort, comme en matière de constructions indirectes;

Attendu que, d'après le droit commun, la demande devait, à raison de son chiffre, être portée, comme elle l'a été, devant le juge de paix et ensuite en appel devant le tribunal civil ; que le décret des 26-29 août 1790 sur la direction et l'administration des Postes décide, dans son dernier article, que les contestations qui s'élèveront à l'occasion de l'exécution des décrets des tarifs de perception et des recouvrements seront portés devant les juges ordinaires des lieux; que ces juges étaient déjà, en vertu du décret sur l'organisation judiciaire qui venait d'être rendu les 16-24 août 1790, les juges de paix et les juges de première instance ou de district ; que la disposition finale du décret des 26-29 août 1790 n'a pas été abrogée et reste toujours en vigueur;

Attendu que si les sommes fixées par les tarifs postaux représentent à la fois le paiement du service rendu par l'administration pour le transport des lettres et imprimés et une taxe fiscale, elles peuvent bien constituer ainsi en une certaine mesure un impôt indirect, mais qu'elles n'ont pas le caractère des contributions indirectes proprement dites et ne sauraient être par suite, soumises à la compétence et à la forme de procéder fixées par l'article 88 de la loi des 5-15 ventôse an XII sur les droits réunis ; que le jugement attaqué a donc été complètement et régulièrement rendu et n'a pas violé les articles de loi visés au moyen additionnel;

Rejette...

MM. Tanon prés. ; George-Lemaire rapp. ; Bonnet av. gén. — Me Regray av.

NOTE. I. — Sur le premier point : Lorsqu'un journal ou un écrit périodique s'imprime dans un lieu autre que celui du siège de son administration, on considère comme lieu de publication, au point de vue de l'application de la taxe postale, celui où le journal est imprimé (Lois du 18 juillet 1828, art. 8, et du 29 juillet 1881, art. 10 et 23).

Mais, si par suite d'une circonstance quelconque un supplément n'a pas été imprimé dans la même localité que le journal auquel il est joint, la taxe est applicable en prenant pour point de départ le lieu d'impression de la feuille principale. C'est ce qui résulte d'une décision administrative du mois de mars 1895. — Rapp. Pandectes franç. Vo Postes-Télégraphes, no 293 et suiv.

II. — Sur le second point : C'est la première fois que la Cour de cassation est appelée à se prononcer sur cette question qui ne paraît pas présenter de précédent en jurisprudence.

COUR D'APPEL DE RENNES (1re Ch.)

18 juin 1906.

Présidence de M. Savignon-Larombière.

VENTE (EN GÉNÉRAL). — FOURNITURE D'UN PRODUIT AUTRE QUE CELUI DEMANDÉ. — ABSENCE D'INTENTION FRAUDULEUSE. — FAIT ILLICITE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Un commerçant n'a pas le droit de fournir un produit pour un autre qui lui est demandé sans en prévenir l'acheteur, et commet, même en l'absence d'intention frauduleuse, envers celui dont le produit est demandé, un fait illicite et dommageable, relevant de l'article 1582 C. civ.

Cossé-Duval et Cie c. Maigné.

La Cour,

Considérant qu'à la date du 6 décembre 1904, Maigné a été déclaré adjudicataire de la fourniture de sucre à livrer à l'hospice de Saint-Brieuc pour l'année 1905, qu'aux termes du cahier des charges, il devait fournir 1.800 kilos cassonnade, n° 2, Duval de Nantes, titrant 95°;

Considérant qu'il soumissionna cette fourniture au prix de 73 fr. 90, prix supérieur au cours de sucres Cossé-Duval à cette époque ;

Considérant que Maigné, ayant substitué du sucre d'une autre marque à celui qu'il s'était engagé à fournir, Cossé-Duval et Cie ont assigné Maigné devant le Tribunal de commerce de Saint-Brieuc, en paiement de 5.000 francs de dommages-intérêts; que ,par jugement du 20 octobre 1905, Cossé-Duval et Cie ont été déboutés de leur demande; qu'ils ont régulièrement interjeté appel;

En fait :

Considérant qu'il est constant que Maigné a, antérieurement au 24 mars 1905, fourni à l'hospice de St-Brieuc, une certaine quantité de sucre d'une autre marque que celle indiquée au cahier des charges, qu'il importe peu que ce sucre fut d'une qualité supérieure en sucre pur, à celui fabriqué par Cossé-Duval; que, tout en titrant 99°30 de sucre cristallisable, alors que celui de Cossé-Duval ne titre que 99°, il était le produit d'un mode de fabrication différente; que les deux produits avaient une saveur et des caractères physiques différents;

Considérant que Maigné n'a pas prévenu de la substitution opérée, l'administration de l'hospice qui a accepté de confiance la fourniture qui lui était faite;

Considérant que, le 24 mars, l'économe de l'hospice a remis aux représentants de Cossé-Duval un échantillon de sucre livré par Maigné, que le 12 avril, un autre prélèvement a été effectué par Lefeuvre, huissier à Saint-Brieuc;

Considérant que, si ces prélèvements n'ont pas été opérés contradictoirement avec Maigné, et s'ils ne suffisent pas pour justifier la demande de Cossé-Duval, ils n'en constituent pas moins des présomptions d'une très grande gravité qui, rapprochées des déclarations faites, soit verbalement, soit par écrit, par Maigné, démontrent d'une manière indiscutable, la réalité du fait sur lequel Cossé-Duval fondent leur demande;

En droit :

Considérant qu'un commerçant n'a pas le droit de fournir un produit pour un autre qui lui est demandé, sans en prévenir l'acheteur, et que, même en l'absence d'intention frauduleuse, ce commerçant commet, envers celui dont le produit est demandé,un fait illicite et dommageable, relevant de l'artilce 1382;

Considérant que Cossé-Duval n'invoquent pas les articles 1119 et 1121 du Code civil; qu'en effet, si l'économe de l'hospice prévenu eût accepté une dérogation à laquelle ils étaient étrangers, ils n'auraient aucun principe d'action, tandis qu'ils sont fondés, en l'espèce, à invoquer la protection de l'article 1382;

Considérant que la cour a les éléments nécessaires pour arbitrer les dommages-intérêts dus à Cossé-Duval, et pour les fixer au chiffre de 200 francs;

Par ces motifs,

Reçoit Cossé-Duval et Cie dans leur appel et y faisant droit;

Dit qu'il a été bien appelé, mal jugé;

Emendant, réformant, met le jugement dont appel à néant;

Décharge Cossé-Duval et Cie des condamnations prononcées contre eux et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire;

Condamne Maigné à payer à Cossé-Duval et Cie 200 francs à titre de dommages-intérêts;

A plus avant prétendre, dit Cossé-Duval et Cie non recevables et mal fondés;

Ordonne la restitution de l'amende;

Condamne Maigné aux dépens de première instance et d'appel.

NOTE. — La substitution de produit, est une des formes les plus fréquentes de concurrence déloyale ; mais elle exige l'intention cherchée de tromper l'acheteur. Dans le cas qui nous occupe l'intention frauduleuse faisait évidemment défaut, puisque le produit livré était au point de vue marchand supérieur comme titre saccharimétrique. Il nous paraît cependant exact de dire que cette substitution constitue néanmoins un agissement répréhensible. L'acheteur qui demande un produit plutôt qu'un autre a évidemment ses raisons, et on ne doit pas, sans le prévenir, lui fournir un autre produit que celui qu'il a demandé. Le fournisseur victime indirecte de la substitution a le droit de s'en plaindre également, puisque cet acte lui fait perdre le bénéfice d'une vente ; aussi puise-t-il dans l'art. 1382 C. civ. le droit de demander réparation du préjudice qui lui est causé.

TRIBUNAL CIVIL DE NANTES

31 mai 1906.

Présidence de M. Bourdonnay.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENT MORTEL. — PRÉJUDICE MORAL. — DOMMAGE. — MATÉRIEL. — RÉPARATION PÉCUNIÈRE.

Le préjudice moral, aussi bien que le dommage matériel, donne, en droit, ouverture à réparation pécuniaire.

Un fils atteint dans ses affections par la mort tragique de sa mère qu'il n'a jamais quittée a droit à une indemnité, car à côté du préjudice moral certain, cette mort lui cause un préjudice matériel certain, occasionné par les frais funéraires, les dépenses de deuil, etc.

Bigot c. Cie de Tramways de Nantes.

LE TRIBUNAL,

Attendu, que le 22 novembre 1905, une voiture de la Compagnie de tramways de Nantes, dans laquelle se trouvait Mme veuve Bigot, déraillait à l'angle de la rue de Strasbourg et du quai Maillart et était précipitée dans la Loire ;

Attendu que Mme Bigot, âgée de 64 ans, ne put sortir à temps du véhicule et périt dans le fleuve, noyée dans la cage même de la voiture ;

Attendu que son fils et unique héritier réclame à la Compagnie des tramways, civilement responsable de l'accident, vingt-cinq-mille francs à titre de dommages-intérêts ;

Attendu, qu'un jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Nantes, le 23 mars 1906, a constaté, à la fois, la faute délictuelle commise par le conducteur du tramway, qui avait maintenu, à l'adduction de l'air comprimé le robinet qu'il aurait dû mettre au frein au détour de la rue de Strasbourg, et l'imprudence grave, imputable à la Compagnie qui avait confié la conduite de la voiture, sur une ligne à tournant très dangereux, à un débutant à peine initié au mécanisme du moteur;

Attendu que, dès lors, les articles 1383 et 1384 du Code civil deviennent applicables à la cause ;

Attendu, que la Compagnie défenderesse ne conteste pas sa responsabilité, mais soutient que la demande de M. Bigot est excessive et dépourvue de justification, le préjudice moral, le seul qu'il ait subi par la mort de sa mère, n'étant pas susceptible d'être apprécié en argent;

Attendu que le préjudice moral, aussi bien que le dommage matériel, donne, en droit, ouverture à la réparation pécuniaire (Larombière, Laurent, Demolombe, Aubry et Rau, Fuzier-Herman) ;

Attendu que M. Bigot a été atteint dans son affection filiale; que la douleur qu'il éprouve du fait de la mort tragique de sa mère, qu'il n'avait jamais quittée, lui crée un droit incontestable à une large indemnité, bien que l'évaluation en soit difficile;

Attendu, qu'à côté du préjudice moral, la mort de Mme Bigot a causé à M. Bigot fils, un préjudice matériel certain, occasionné par les frais funéraires, des dépenses de deuil pour lui, sa femme et son enfant, et le paiement anticipé de droits de mutation;

Attendu, qu'il se trouve privé des avantages résultant pour sa famille et pour lui-même, de la nourriture et du logement qu'il trouvait chez sa mère, moyennant une somme très minime;

Attendu, qu'il ne bénéficiera plus partiellement de la pension dont Mme Bigot était titulaire;

Attendu que le tribunal trouve dans les faits et documents de la cause des éléments qui lui permettent d'apprécier le préjudice causé;

Par ces motifs,

Condamne la Compagnie des Tramways de Nantes à payer à M. Bigot la somme de dix mille francs à titre de dommages-intérêts;

La condamne, en outre, aux dépens de l'instance et en prononce la distraction au profit de M. Kerguistel, avoué, qui affirme avoir fait ou devoir faire pour son client, l'avance des frais de procédure et de jugement.

Mes Guist'hau et Gautté av.

NOTE. — Les auteurs cités au jugement (Aubry et Rau, t. IV, § 445 ; Demolombe, Traité des contrats, t. VIII, nº 672 ; Larombière, Obligations, t. V, p. 714, nos 36 et 37 ; Laurent, Principes de droit, t. XV, nº 525), admettent que le mot dommage dont se sert l'art.1382 C. civ., s'applique à tout dommage matériel ou moral.

La jurisprudence est au contraire divisée. Certaines décisions estiment que le seul préjudice moral ne peut servir de base à une action en responsabilité : Bourges 16 décebmre 1872 (S. 74.2.71 — J. du P. 74.342) ; Bruxelles 13 janvier 1890 (S. 90.4.23) ; Rouen 24 février 1894 (S. 97. 2.25) et la note de M. Lacoste.

D'autres arrêts laissent au juge du fond le soin de reconnaître si le dommage moral est appréciable en argent : Aix 6 mai 1872 ; Angers 12 juillet 1872 (D. 72.5.386) ; Bordeaux 30 novembre 1881 (Dalloz, Jurispr. gén. suppl., vº Resp. civ., nº 278) ; Alger 23 mai 1892 (D. 94.2.47) ; Paris 8 février 1896 (D. 96.2.457); Nîmes 11 novembre 1897 (S. et J. du P. 98.2.176). *Adde :* Trib. civ. Valenciennes 4 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.415 et la note).

Le jugement ci-dessus, tout en déclarant que le préjudice moral donne ouverture à dommages-intérêts, constate que son évaluation est difficile et ne le chiffre pas, puisque pour prononcer une condamnation il s'appuie sur le préjudice matériel.

255-256-257

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

14 juin 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

EXPROPRIATION PUBLIQUE. — JURY. — COMPOSITION. — JURÉ SUPPLÉMENTAIRE.

En matière d'expropriation, les jurés empêchés ou exclus sont remplacés par les jurés supplémentaires qué le magistrat directeur appelle dans l'ordre de leur inscription.

Dès lors, est nul la décision du jury, s'il résulte du procès-verbal qu'un juré supplémentaire, qui aurait dû être appelé par son rang d'inscription à remplacer un juré titulaire, a été laissé de côté, sans qu'il y ait eu dispense ou exclusion.

De la Villemarque c. Préfet du Finistère.

M. de la Villemarque s'est pourvu en cassation contre une décision du jury d'expropriation de Quimperlé du 19 août 1905, rendue au profit du Préfet du Finistère.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen invoqué:

Vu l'article 33 de la loi du 3 mai 1841;

Attendu qu'aux termes de cet article, les jurés empêchés ou exclus sont remplacés par les jurés supplémentaires, que le magistrat-directeur appelle dans l'ordre de leur inscription;

Attendu qu'il résulte du procès-verbal que le sieur Guyomar, juré supplémentaire, qui devait être appelé dans l'ordre d'inscription à remplacer un juré titulaire a été laissé de côté sans avoir été déclaré dispensé ou exclu ; qu'en statuant comme il l'a fait, le magistrat-directeur a violé la disposition de loi ci-dessus visée et que cette violation entraîne la nullité de la décision attaquée;

Casse.

MM. Serre rapp. ; Melcot av. gén. (c. conf.). — Me Passez av.

NOTE. — En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, le jury de jugement est formé par l'appel successif des jurés dans l'ordre du tableau, en commençant par les jurés titulaires, en continuant par les jurés supplémntaires, et en finissant par les jurés complémentaires, le cas échéant, l'appel devant s'arrêter au moment où douze jurés, non récusés, ont été désignés comme devant faire partie du jury de jugement. Tous ceux dont les noms viennent à la suite doivent être retranchés de la liste, conformément à l'art. 34 § 4 de la loi de 1841.

Cet ordre, suivant lequel le jury doit être composé, est une formalité substantielle, dont la violation donne ouverture à cassation, aux termes de l'art. 42 de ladite loi, qui vise l'art. 34 § 4.

COUR DE CASSATION (Ch. civile).

14 juin 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

LOUAGE D'OUVRAGE ET DE SERVICES. — DURÉE INDÉTERMINÉE. — CONGÉDIEMENT BRUSQUE. — FAUTE. — PRÉJUDICE.

Il y a faute préjudiciable de nature à entraîner la responsabilité du patron qui, ayant fait rentrer à son atelier un ouvrier après guérison d'un accident, en lui permettant de lui assurer de l'ouvrage pour longtemps, ce qui lui a fait décliner l'offre d'un autre patron, congédie ledit ouvrier au bout de huit jours, après l'avoir prévenu seulement une heure d'avance et sans que son travail ait donné lieu à des reproches justifiés.

Fender frères c. Royer .

MM. Fender frères se sont pourvus en cassation contre une sentence du conseil des Prud'hommes de Paris du 31 mars 1906.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen :

Attendu que des termes du jugement attaqué, il résulte que le rapport dressé par le prud'homme Hains-

selin, à l'examen duquel le bureau général avait renvoyé le litige, a été lu à l'audience publique ; qu'ainsi ce moyen manque en fait ;

Sur les 2e et 3e moyens réunis ;

Attendu que le jugement attaqué déclare en fait que Royer, affuteur-scieur à la mécanique, avait loué ses services aux frères Fender et qu'à la suite d'un accident, dont il fut victime au cours de son travail, il était, lors de sa guérison, rentré dans leurs ateliers, sur leur promesse de lui assurer de l'ouvrage pour longtemps, et après qu'il eût décliné l'offre d'un autre patron ;

Attendu qu'en violation de cet engagement, Royer fut néanmoins congédié au bout de huit jours, après avoir été prévenu seulement une heure d'avance et sans que son travail, suivant les constatations des juges, ait donné lieu à des reproches justifiés ;

Attendu que, dans cet état des faits, le Conseil de prud'hommes, dont la décision est motivée, a pu voir dans le renvoi de Royer une faute préjudiciable de nature à entraîner la responsabilité de ses patrons aux termes de l'art. 1780 § 3 C. civ., et qu'en les condamnant à payer à cet ouvrier la somme de cent francs à titre de dommages-intérêts, il n'a violé aucun texte ;

Rejette...

MM. Maillet rapp. — Melcot av. gén.

NOTE. — Le congédiement brusque et sans motif d'un ouvrier, sans observation du délai de prévenance d'usage, est toujours une faute de la part du patron. Mais elle ne donne lieu, en principe, à l'allocation que d'une indemnité correspondante au salaire qu'aurait gagné l'ouvrier si, congédié, il avait quitté l'atelier à l'expiration du délai de prévenance.

Mais il est bien certain que le juge peut augmenter le chiffre de cette indemnité, si elle ne lui paraît pas en rapport avec le préjudice subi. L'ouvrier a droit à la réparation intégrale du préjudice qui lui a été causé, suivant le principe général de l'art. 1382 C. civ.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE

26 mars 1906.

Présidence de M. Dormand, premier président.

ASSURANCES EN GÉNÉRAL. — EXISTENCE DU CONTRAT. — SIGNATURE DE L'AGENT GÉNÉRAL ET PAIEMENT DE LA PREMIÈRE PRIME. — DÉFAUT DE PAIEMENT. — CONTRAT NON FORMÉ.

Quand une police d'assurance stipule « que le présent contrat ne prendra effet qu'après avoir été revêtu de la signature de l'administration centrale et le lendemain du paiement de la première prime, la réalisation de cette double condition est indispensable à la formation du contrat, si bien, qu'à défaut du paiement de la première prime, au moment fixé, le contrat n'a pu prendre naissance.

Compagnie le Secours c. Massat.

La Cour,

Attendu qu'il est expressément stipulé dans le contrat d'assurance intervenu entre Massat et la Compagnie le Secours : « *que le présent contrat ne prendra effet qu'après avoir été revêtu de la signature de l'administration à Paris, et le lendemain du paiement de la première prime ou de la provision prévue à l'article 3* » ; qu'en fait, il n'a pas été réclamé de provision;

Attendu que la prime a été réclamée infructueusement et la quittance refusée par Massat, lors de sa présentation; .

Attendu, assurément, qu'il ne peut pas dépendre de la seule volonté de l'une des parties de rompre un contrat devenu parfait par la rédaction de toutes les conditions reconnues nécessaires à son existence;

Mais attendu qu'en l'espèce, le refus de Massat n'a pas eu ce caractère potestatif, portant sur l'exécution d'un contrat ferme; qu'il résulte du texte de la police ci-dessus énoncée, que deux conditions devaient concourir à l'existence du contrat : *la signature de l'agent général et le paiement de la première prime;* que cette première prime n'a pas le même caractère que les suivantes, dont le paiement peut être réclamé en vertu du contrat lui-même, tant qu'il existe et qu'elles n'ont pas été prescrites; que c'est à tort, qu'on prétend faire résulter l'engagement réciproque du simple concours des deux signatures de l'assuré et de l'agent général à Paris, en considérant le paiement de la prime comme un simple point de départ de l'exécution du contrat ;

Attendu que, s'il en était ainsi, les mentions insérées dans la police auraient dû faire, dans le texte, l'objet de deux paragraphes distincts, l'un sur la signature visant l'existence du contrat, l'autre sur le paiement de la prime se référant à son exécution; que non seulement, cette distinction n'a pas été faite, mais encore que ces deux clauses placées sur la même ligne, sont réunies par la conjonction et, dont le sens grammatical ne saurait être douteux;

Attendu, que l'effet du contrat s'applique également à la signature de l'agent général et au paiement de la prime, et se *confond par là même avec son existence;* que la signature de l'assuré sur la police qui lui est présentée par l'agent avec lequel il a éventuellement traité, ne transforme le projet en contrat définitif, qu'à la double condition d'obtenir la signature de l'agent général et d'opérer le paiement de la prime, manifestation effective de la persistance de la volonté de l'assuré de s'attribuer le bénéfice de l'indemnité, en cas de sinistre, en versant la somme annuelle qui en est la contre-partie ;

Attendu que cette interprétation a été implicitement admise par divers arrêts de cours d'appel et de la Cour de cassation relatifs à des difficultés d'autre sorte, mais admettant le principe de la nécessité de l'accomplissement de la double condition pour l'existence du contrat d'assurance;

Attendu qu'il faut donc conclure de ce qui précède que le paiement de la première prime, au moment de la signature de la police d'assurance, était la condition indispensable pour la formation et l'existence du contrat entre la Compagnie le Secours et le sieur Massat;

Par ces motifs, et ceux des premiers juges, les adoptant;

Confirme le jugement rendu le 26 mars 1904, par le Tribunal civil de Foix;

Condamne la Compagnie appelante à l'amende et en tous les dépens.

NOTE. — Suivant une clause reproduite dans la presque unanimité des polices, l'assurance n'a d'effet qu'après le paiement de la première prime. Cette disposition est parfaitement régulière et la jurisprudence considère, en ce cas, la réalisation de cette condition comme essentielle pour la formation du contrat aussi bien à l'égard de l'assureur que de l'assuré. Comp. dans le

sens de l'arrêt rapporté : Nancy 26 mars 1873 (J. des assur. 73.477) ; Paris 20 novembre 1878 (*Ibid.* 79.85) ; Grenoble 3 mars 1881 (S. 82.2.68) ; Paris 19 avril 1882 (S. 83.2.138 — D. 82.2.226) ; Amiens 24 mai 1885 (S. 85.2.170) ; Trib. com. Seine 31 octobre 1879 (J. des assur. 80.26).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (5e Ch. suppl.)

17 janvier 1906.

Présidence de M. Masse.

EFFETS DE COMMERCE. — BILLET. — ABSENCE DES MOTS « BON POUR » OU « APPROUVÉ » (ART. 1326 C. CIV.). — PROFESSION DU SIGNATAIRE. — COMMERÇANT. — OBLIGATION CIVILE. — FAUSSE CAUSE. — NULLITÉ.

C'est uniquement à la profession du signataire et non à la nature de l'obligation qu'il convient de s'attacher pour décider si des billets sont, conformément à l'article 1326, in fine, C. civ., dispensés de l'apposition des mots « bon pour » ou « approuvé »;

Par suite, sont valables des billets simplement signés par un commerçant, encore bien qu'ils consacrent une obligation civile.

Toutefois, ils doivent être annulés pour fausseté de la cause, s'ils ont été souscrits en raison d'une prétendue avance de fonds, alors que le bénéficiaire est hors d'état de justifier d'une situation de fortune, lui ayant permis de faire ladite avance.

Voguet c. Amarger.

Le Tribunal,

Attendu que, par jugement avant faire droit de cette chambre, en date du 11 février 1905, le tribunal, à la requête d'Amarger, ès qualités, a commis trois experts à l'effet de procéder à la vérification des signatures apposées sur les billets souscrits par la dame Loyer, au profit de Voguet, à la date du 1er juin 1903, et a autorisé ce dernier à faire, en la forme ordinaire des enquêtes, la preuve de certains faits articulés par lui à l'appui de sa demande;

Attendu qu'il a été procédé tant à l'expertise ordonnée qu'aux enquête et contre-enquête sus-indiquées;

Attendu que les experts, dans leurs conclusions déposées le 10 juillet 1905, affirment de la façon la plus catégorique et à l'unanimité, que les signatures contestées par Amarger et figurant sur les billets produits par Voguet, sont bien de la main de la dame Loyer; qu'il y a lieu, en conséquence, de tenir ces billets comme réellement signés de la personne qui s'est obligée;

Attendu, cependant, qu'Amarger soutient que ces billets sont nuls, la signature de la dame Loyer n'étant pas précédée des mots « Bon pour » ou « approuvé », rigoureusement exigés par l'article 1326 C. civ., lorsque, comme dans l'espèce, la promesse sous seings privé n'a pas été entièrement écrite de la main de celui qui s'engage ;

Attendu qu'il convient de rechercher si, de son vivant, la dame Loyer pouvait être compromise dans la catégorie des personnes, qui, par leur profession, sont, aux termes de l'article 1326, *in fine*, dispensées de la formalité ci-dessus;

Attendu, que la qualité de commerçante appartenait à la dame Loyer, lors de la signature des billets; que ce fait n'est pas contestable et que, dès lors, elle n'était pas assujettie aux prescriptions de l'article 1326;

Attendu que c'est en vain qu'Amarger soutient que la dispense légale limitativement établie par le Code civil ne peut s'appliquer qu'aux obligations commerciales et non aux obligations de nature civile, comme celles contractées par la dame Loyer; qu'il est certain, en effet, que, pour décider qu'un acte peut être exceptionnellement affranchi de la formalité de l'article 1326, en raison de la qualité du signataire, il faut exclusivement s'attacher à la profesion du signataire et non à la nature de l'obligation souscrite; que, dès lors, on ne saurait déclarer que les billets dont s'agit sont nuls comme ne portant pas la mention : « Bon pour... » ou « approuvé... »;

Mais attendu, au contraire, qu'il apparaît de tous les éléments du débat et des dépositions des témoins entendus tant à l'enquête qu'à la contre-enquête que tous les billets produits par Voguet ont été faussement causés; qu'il ressort nettement des témoignages recueillis que Voguet, entré en 1899 au service de la dame Loyer, en qualité de garçon officier, c'est-à-dire d'employé inférieur, était dans l'impossibilité de faire à sa patronne la moindre avance d'argent; que, lors de son arrivée, il venait, pour raison de santé, de subir un chômage de quatre mois et que, par suite, se trouvant absolument sans ressources, il ne saurait sérieusecent soutenir que, dès le 15 août 1899, il était en état de faire à la dame Loyer une avance de 500 francs; qu'au surplus, il ne justifie pas avoir, à une époque quelconque, depuis son entrée au service de la dame Loyer jusqu'au décès de cette dernière, et en représentation des avances considérables qu'il prétend avoir faites, soit fait quelque opération de bourse, soit négocié quelque titre lui appartenant, soit déplacé des fonds déposés à son nom dans un établissement de crédit ou à la caisse d'épargne; que pas davantage il n'apporte la preuve que, pendant les quatre années qu'il a passées à La Péniche, les appointements qui pouvaient lui être dus n'ont pas été payés ; qu'à la vérité, Voguet a su, dès son arrivée chez la dame Loyer, exercer sur elle une véritable domination; qu'il n'a pas tardé à lui imposer sa volonté; que c'est ainsi que, profitant de l'ascendant qu'il avait sur elle, et de l'état morbide de la dame Loyer, il a réussi à une date qui, d'ailleurs, d'après le témoignage du troisième témoin de l'enquête qui reconnaît avoir été le rédacteur des billets litigieux, est sensiblement postérieure à celle portée sur lesdits billets et à une époque où, d'après le certificat médical versé aux débats, la dame Loyer était dans un état de délire habituel, à faire souscrire à son profit les trois reconnaissances d'ensemble 10.000 fr., sur le caractère, la cause et la nature desquelles la signataire était incapable d'avoir le moindre discernement;

Attendu, dans ces conditions, qu'il échet, pour le tribunal auquel appartient le pouvoir d'apprécier si la cause qui est un des éléments nécessaires à la formation d'une obligation conventionnelle est juridiquement suffisante, de décider que les billets dont se prévaut aujourd'hui Voguet aussi bien celui du 15 août 1899 que ceux portant la date du 1er juin 1903, n'ont pas une cause réelle et que, dès lors, étant destitués de toute efficacité juridique, ils doivent être considérés comme non-avenus et non existants;

Par ces motifs,

Dit Amarger, ès qualités, bien fondé en son opposition au jugement par défaut du 21 mai 1904; met à

néant ledit jugement; en conséquence, dit le mineur Lepoivre déchargé des condamnations prononcées contre lui; et condamne Voguet en tous les dépens, qui comprendront les frais d'expertise et d'enquête, et ce, à titre de dommages-intérêts ».

M. MATTER subst. proc. Rép. — Mes MONTEUX et DEGOULET av.

NOTE. — Comp. dans le sens du jugement recueilli : Cass. 30 juillet 1868 (S. 69.1.28). *Sic :* Demolombe, t. XXIX, nº 478 ; Baudry-Lacantinerie, t. II, nº 1209. *Contrà :* Colmet de Santerre, t. V, nº 29 *bis*, IV.

Consulter sur la fausse cause dans les obligations : Fuzier-Herman, Répert. gén. du droit franç., vº Obligations, nos 145 et suiv.

TRIBUNAL CIVIL DE NANTES

9 juillet 1906.

Présidence de M. Bourdonnay.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

ARMATEUR. — FAUTE LOURDE. — RESPONSABILITÉ CIVILE. — DEMANDE D'INDEMNITÉ. — VEUVE. — DROIT PERSONNEL. — TRIBUNAL COMPÉTENT.

L'action en indemnité pour perte d'un parent dérive d'un droit personnel à la personne lésée par le décès et ne se rattache pas à la qualité de veuve commune ou d'héritier légal.

La veuve , qui n'est pas commerçante et se prétend lésée par un quasi-délit de l'armateur, peut donc, à son choix, l'assigner devant la juridiction civile ou la juridiction commerciale; la loi du 25 avril 1898, d'ailleurs, lui laisse le choix de la juridiction.

Veuve Lucas c. Compagnie Maritime française.

LE TRIBUNAL,

Considérant que le trois mâts « Commandant Marchand », à bord duquel se trouvait Louis Lucas, en qualité de capitaine d'armement, s'est perdu corps et biens, alors que, vers la fin de février 1903, il se rendait de Laith (Ecosse), à Anvers;

Considérant que la veuve Lucas, attribuant le naufrage à l'insuffisance de l'équipage, a cité la Compagnie Maritime française, armateur du navire, devant le Tribunal civil de Nantes, pour obtenir réparation pécuniaire du préjudice matériel et moral que lui cause la mort de son mari;

Considérant que la Compagnie défenderesse soulève une question de compétence, prétendant que, depuis la promulgation de la loi du 21 avril 1898, ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession, les veuves ou ayants cause des inscrits maritimes ne peuvent intenter contre l'armateur responsable de faits intentionnels ou de fautes lourdes, que l'action en indemnité prévue par l'article 11 de cette loi;

Considérant que l'action en responsabilité dirigée contre une compagnie de navigation à raison de la mort de l'inscrit dans l'exercice de sa profession est basée sur une faute lourde de l'armateur, se rattache essentiellement au contrat de travail qui unissait l'armateur au marin; que ce contrat est commercial (art. 633 C. com.); que, par suite, les tribunaux consulaires ont seuls compétence pour connaître des actions en dérivant;

Mais, considérant que la veuve Lucas n'agit pas, dans l'espèce, comme ayant cause de son mari; qu'elle n'invoque pas un droit héréditaire, mais actionne en vertu d'un droit personnel, basé sur l'article 1372 C. civ., et qui prend sa source dans le délit ou quasi-délit imputé à la Compagnie Maritime française, et non dans le contrat d'engagement souscrit par son mari;

Considérant qu'il est de principe, en effet, que l'action en indemnité pour perte d'un parent dérive d'un droit personnel à la personne lésée par le décès et ne se rattache pas à la qualité de veuve commune ou d'héritier légal (Besançon 1er décembre 1880, Dalloz 1881.2. 65; — Trib. civ. Seine 28 juin 1899; Tribunal Bordeaux, 10 décembre 1900);

Considérant que la demanderesse n'est liée par aucun contrat commercial envers les armateurs du « Commandant Marchand »; que, si la cause du naufrage découle, d'après elle, d'une faute commerciale et imputable à un commerçant, l'action qui en résulte pour la veuve est une action civile; que, n'étant pas commerçante et se prétendant lésée par un quasi-délit de l'armateur, la veuve Lucas pouvait assigner à son choix la Compagnie Maritime française devant la juridiction civile ou devant le tribunal de commerce (Cass. req., 30 juillet 1884, D. P. 1885.1.193, et Cass. Ch. civ. 28 octobre 1896, D. P. 97.1.583);

Considérant, qu'en admettant que l'article 11 de la loi du 21 avril 1898 ait créé un statut spécial pour les veuves et ayants cause des marins victimes des risques ou d'un accident professionnel, et soit applicable à la veuve Lucas, ce texte s'en référant, pour la procédure à suivre, aux « principes et règles du droit commun », la demanderesse, non commerçante, pouvait encore saisir valablement le tribunal civil;

Considérant, que cette loi n'apporte, en effet, aucune dérogation aux règles ordinaires de la compétence et n'impose pas à sa veuve ou aux ayants cause de l'inscrit maritime, comme les articles 15 et 16 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, une juridiction exclusive et des formalités spéciales;

Considérant que, loin d'interdire la mise en action des règles du droit commun, elle l'impose d'une façon impérative;

Considérant que l'on peut donc affirmer, en droit, comme l'a fait la Cour de Bordeaux par son arrêt du 11 juin 1901, qu'après la loi du 21 avril 1898, la veuve du marin qui agit, non pas comme héritière ou ayant droit de son mari, mais en vertu de son droit propre pour réclamer la réparation du préjudice à elle causé par le décès de l'inscrit maritime, peut assigner valablement la Compagnie, à laquelle elle impute un délit ou un quasi-délit, générateur de la mort, à son choix, devant la juridiction civile ou devant la juridiction commerciale;

Par ces motifs,

Se déclare compétent et bien valablement saisi;

Déboute la Compagnie défenderesse de ses fins et conclusions contraires;

Renvoie les parties à plaider au fond à l'audience du 16 octobre 1906, ou à telle audience qui sera fixée par le président du tribunal;

Condamne la Compagnie Maritime française aux dépens de l'incident non compris la minute, la grosse et la notification du présent jugement.

NOTE. — La jurisprudence reconnaît que les héritiers d'une personne décédée accidentellement ont une action personnelle, à raison du dommage propre qu'ils éprouvent par suite de l'accident. V. notamment : Besançon 1er décembre 1880 (D. 81.2.65) et la note insérée sous l'arrêt. V. aussi : Trib. civ. Seine 28 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2.203).

D'autre part, il est de principe que celui qui ne fait pas acte de commerce a la faculté d'actionner à son choix le commerçant devant la juridiction civile ou devant la juridiction commerciale, sans que celui-ci puisse décliner la compétence de l'une ou de l'autre : Cass. req. 30 juillet 1884 (D. 85.1.193) ; Cass. civ. 28 octobre 1896 (D. 97.1.583) ; Dalloz, Jurisp. gén. Supp. v° Compétence commerciale, n° 10.

Il a cependant été jugé que l'action intentée par la veuve d'un marin contre la Compagnie de navigation à raison de l'accident suivi de mort, survenu à son mari dans l'exercice de ses fonctions et basée sur l'art. 1382 C. civ., après obtention de la pension à laquelle elle avait droit en vertu de la loi du 21 avril 1898, est de la compétence du tribunal de commerce : Trib. civ. Bordeaux 10 décembre 1900 (Gaz. Pal. 1901.1.354) ; mais ce jugement a été infirmé par arrêt de la Cour de Bordeaux, en date du 11 juin 1901.

La Cour de Bordeaux, posant les principes admis par le jugement ci-dessus, décide que la veuve de l'inscrit maritime, qui agit, non point, comme héritier ou ayant droit de son mari, mais en vertu de son droit propre pour réclamer la répartition des préjudices à elle causés par la mort de son mari, assigne valablement la compagnie responsable devant le tribunal civil et que l'art. 11 de la loi du 21 avril 1898 ne fait nullement obstacle à l'exercice de son action devant la juridiction civile : Bordeaux 11 juin 1901 (Recueil de Bordeaux 1902.1.82).

258-259 260-261

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

25 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

RENVOI. — COUR D'ASSISES. — 1° CONSTITUTION DU JURY. — ARRÊTS. — CARACTÈRE. — 2° DÉBATS. — APPORT DE PIÈCES NOUVELLES. — 3° TÉMOINS. — AUDITION. — DÉPOSITION REJETÉE DU DÉBAT. — 4° EXPOSÉ DE L'AFFAIRE. RÉSUMÉ. — 5° QUESTIONS. — POSITION. — 6° TÉMOINS. — TÉMOIGNAGE PRÉCÉDEMMENT ENTENDU. — ORDONNANCE DE NON-LIEU. — 7° MINISTÈRE PUBLIC. — RÉQUISITOIRE ORAL. — PRODUCTIONS. — LIBERTÉ.

1° *Si les arrêts par lesquels les cours d'assises statuent sur les causes d'exonération, sur les excuses ou sur les retranchements à opérer, sont des actes d'administration que les accusés ne peuvent critiquer lorsqu'il reste sur la liste trente jurés idoines à l'égard desquels ils peuvent exercer leur droit de récusation, il en est autrement lorsqu'il reste moins de trente jurés titulaires.*

2° *Le président des assises a, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, le droit de faire apporter, dans le cours des débats, toutes pièces nouvelles qui, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience par les accusés ou les témoins, lui semblent pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté.*

3° *Lorsqu'à la suite d'un incident contentieux soulevé devant elle, la Cour d'assises, statuant régulièrement, décide de faire abstraction de la déposition d'un témoin, laquelle sera rejetée du débat et considérée comme non avenue, cette décision ne met pas obstacle au droit que conserve le président de faire entendre ce témoin, à titre de simple renseignement, en vertu de son pouvoir discrétionnaire.*

4° *L'exposé de l'affaire, prévu par l'art. 267 C. inst. crim., fait par le président aux jurés ne saurait être assimilé au résumé interdit par la loi comme susceptible d'exercer une influence illégale sur l'opinion du jury.*

5° *Le président n'est pas tenu de poser des questions dans des termes identiques à ceux du dispositif de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation ; il peut en modifier la formule, pourvu qu'il n'altère pas la substance de l'accusation et qu'il n'ajoute pas des faits nouveaux à ceux relevés par l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation.*

La position des questions appartient d'ailleurs au président de la Cour d'assises, tant qu'aucune contestation ne s'élève sur l'exercice de ce pouvoir.

6° *Bien qu'un témoin ait précédemment déposé au cours d'une information clôturée par une ordonnance de non-lieu au profit de l'accusé, son audition nouvelle par la Cour d'assises ne peut entraîner la nullité de la procédure et de l'arrêt de condamnation, si elle a eu lieu sans opposition.*

7° *Le ministère public a le droit de dire tout ce qu'il croit convenable et nécessaire au bien de la justice, comme de produire tous les documents et de donner toutes les explications qui lui paraissent utiles, sauf le droit des parties d'examiner les documents produits et de débattre les raisonnements présentés par le ministère public.*

Valleteau de Chabrefy et Camy c. Min. public.

LA COUR,

En ce qui concerne le pourvoi de Valleteau de Chabrefy:

Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 252 C. instr. crim., modifié par l'art. 38 de la loi de finances du 25 février 1901, des art. 264 et 393 du même code et de l'art. 16 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'un des magistrats qui ont pris part à l'arrêt par lequel la Cour d'assises a statué le 3 mars sur l'excuse d'un juré porté sur la liste de session, n'avait pas été régulièrement investi de ses fonctions d'assesseur, conformément aux textes susvisés;

Attendu que, si les arrêts par lesquels les Cours d'assises statuent sur les causes d'exonération, sur les excuses ou sur les retranchements à opérer, sont des actes d'administration que les accusés sont inhabiles à critiquer, lorsqu'il reste sur la liste trente jurés idoines à l'égard desquels ils pensent exercer les récusations que la loi leur accorde, il en est autrement lorsque, comme en l'espèce, il ne reste que vingt-huit jurés titulaires;

Mais attendu que, par ordonnance du premier président de la Cour d'appel de Paris, en date du 30 novembre 1905, le conseiller Plaisant, que vise le moyen, a été régulièrement investi des fonctions d'assesseur, pour

la session de la Cour d'assises de la Seine pendant la première quinzaine de mars 1906 ;

Attendu qu'ainsi, il a régulièrement pris part à l'arrêt par lequel il a été statué le 3 mars sur l'excuse d'un juré porté sur la liste de session; que le moyen n'est donc pas fondé;

Sur le deuxième moyen pris de la violation des art. 202 et 305 C. inst. crim. et fausse application des art. 268 et 269 du même code, en ce que le président de la Cour d'assises a ordonné la jonction à la procédure d'une lettre saisie à sa requête, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, entre les mains d'un témoin, hors l'audience, sans l'avoir préalablement communiquée aux accusés:

Attendu qu'aux termes de l'art. 269 C. inst. crim. ,le président de la Cour d'assises a, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, le droit de faire apporter dans le cours des débats toutes pièces nouvelles qui, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, lui paraissent pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté;

Attendu qu'il résulte des énonciations du procès-verbal d'audience que la lettre saisie sur la demande du défenseur de Chabrefy, en vertu du pouvoir discrétionnaire du président des Assises a été lue publiquement par ce magistrat, et qu'elle a été jointe au dossier, sans qu'aucune observation ait été faite de la part des parties;

Attendu que, par cette lecture, l'accusé et son conseil ont eu connaissance de cette pièce qui a été ainsi versée aux débats et que, par la jonction de la dite pièce au dossier, après cette lecture, ils ont été mis en demeure et en mesure d'en prendre communication, de la débattre, et de fournir à ce sujet toutes explications utiles dans l'intérêt de la défense;

Attendu qu'aucune réclamation n'a été élevée; que la communication préalable n'est d'ailleurs, imposée dans ce cas, par aucune disposition de loi et qu'ainsi, aucune atteinte n'a été portée au droit de la défense;

Sur le troisième moyen pris de la violation des art. 268 et 269 C. inst. crim. des règles de la compétence consacrée par lesdits articles, des droits de la défense et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 pour défaut de motifs, violation des art. 28 et 34 C. pén., 317 C. inst. crim. et excès de pouvoir, en ce que la cour d'assises ne pouvait, sans sortir des limites de ses attributions et empiéter sur les pouvoirs qui appartiennent en propre au président des assises, en vertu de l'art. 268 susvisé, annuler sans en donner de motifs, le serment prêté par un témoin et dépouiller ce dernier de son caractère de témoin, alors que la défense n'avait pas pris de conclusions s'opposant à l'audition dudit témoin, mais s'était bornée à demander qu'il lui fût donné acte de ce que ladite audition avait eu lieu sous la foi du serment, en violation des art. 28 et 34 C. pén. ;

Attendu qu'il résulte du procès-verbal des débats que la cour d'assises a été saisie par le défendeur de de Chabrefy de conclusions par lesquelles, il était demandé à la cour de donner acte de ce que le témoin L... avait déposé à l'audience de ce jour, 3 mars 1906, sous la foi du serment en violation des art. 28 et 34 C. pén.;

Attendu que, par ces conclusions, était soulevé un incident contentieux sur lequel il a été régulièrement statué par la cour d'assises, après avoir entendu M. l'avocat général en ses réquisitions, le défenseur de de Chabrefy et ce dernier en leurs observations;

Attendu que, si la cour d'assises, en donnant acte à Valleteau de Chabrefy des faits susénoncés, a dit qu'il serait fait abstraction de la déposition du témoin L..., laquelle serait rejetée du débat et considérée comme non avenue, cette mesure qui n'a donné lieu à aucune réclamation de la part du ministère public, ni de l'accusé, ni de son conseil, n'a pas porté atteinte aux droits de la défense, à laquelle elle donnait au contraire, satisfaction;

Attendu qu'elle ne mettait pas d'ailleurs obstacle au droit que conservait le président de faire entendre le témoin, à titre de simple renseignement, en vertu de son pouvoir discrétionnaire;

Attendu qu'ainsi, il n'y a pas eu d'empiètement de la cour d'assises sur les pouvoirs qui appartiennent en propre au président et que l'arrêt, d'ailleurs motivé, n'a violé aucun des textes visés au moyen;

Sur le quatrième moyen pris de la violation des art. 310 et 315 C. inst. crim., de l'art. 336 du même code modifié par la loi du 19 juin 1881 et des droits de la défense, violation pour fausse application des art. 267, 268, 269 C. inst. crim., en ce que le président de la cour d'assises, au début même de l'audience, avant toute audition de témoins, et sous prétexte d'exposer l'affaire dans laquelle le demandeur était impliqué, a, contrairement à la loi du 19 juin précitée, fait un véritable résumé anticipé des débats, de nature à exercer une influence illégale sur l'opinion du jury;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt incident intervenu sur les conclusions prises au nom de Valleteau de Chabrefy, qu'au cours de l'interrogatoire de ce dernier, le président, se conformant aux prescriptions de l'art. 267 C. inst. crim., a fait aux jurés l'exposé de l'affaire; qu'il a à plusieurs reprises, interpellé l'accusé lui demandant s'il reconnaissait l'exactitude des faits rappelés par le président; que l'accusé a eu toute latitude pour fournir au jury les explications qu'il aurait cru devoir lui soumettre;

Attendu, que l'exposé prévu par l'art. 267 auquel il a été procédé ne saurait être assimilé au résumé du président, interdit par la loi; qu'ainsi le grief allégué n'est pas fondé;

Sur le cinquième moyen pris de la violation des art. 337 et 338 C. inst. crim., des droits de la défense, en ce que le président de la cour d'assises, dans la position des questions au jury, a modifié leur 4e et 13e questions, en substituant aux mots : « depuis moins de dix ans », qui figuraient dans le dispositif de l'arrêt de renvoi, les mots : « depuis moins de trois ans », et cela, sans le concours de la cour d'assises et sans que l'accusé et son défenseur en aient été avertis, le procès-verbal des débats constatant seulement que le président avait posé, lu et remis aux jurés les questions résultant des deux actes d'accusation;

Attendu que l'art. 337 C. inst. crim. n'exige pas que les questions soient posées par le président des assises dans des termes identiques à ceux du dispositif de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation; et que le président peut modifier la formule des questions, pourvu qu'il n'altère pas la substance de l'accusation et n'ajoute pas des faits nouveaux à ceux relevés par l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation;

Attendu, d'autre part, qu'aux termes des art. 336 et suivants C. inst. crim., la position des questions appartient au président de la cour d'assises, tant qu'aucune contestation ne s'élève su rl'exercice de ce pouvoir;que,

dès lors, il use de son droit en restituant aux faits incriminés leur véritable date;

Attendu, en fait, que la substitution des mots « depuis moins de trois ans », aux mots « depuis moins de dix ans », dans la formule des 4e et 13e questions posées n'ajoutait aucun fait à ceux relevés par l'arrêt de renvoi et le résumé de l'acte d'accusation, et n'était pas de nature à altérer la substance de l'accusation;

Attendu d'ailleurs, que le procès-verbal des débats constate non seulement que les questions ont été posées, mais qu'elles ont été lues; que, dès lors, la défense a été avertie, comme elle devait l'être, et mise en demeure de présenter des observations qui, en fait, ne se sont pas produites;

Attendu qu'ainsi, le moyen n'est pas fondé;

En ce qui concerne le pourvoi de Camy:

Sur le moyen tiré de l'audition du témoin Arnaud, alors que ce témoin aurait été entendu dans une information clôturée par une ordonnance de non-lieu à l'égard de Camy:

Attendu qu'il ne résulte d'aucune énonciation du procès-verbal des débats qu'une opposition ait été faite à l'audition dudit témoin, et que l'audition d'un témoin ne peut entraîner la nullité de la procédure, lorsqu'elle a eu lieu sans opposition;

Sur le moyen tiré du défaut d'audition de la demoiselle Frey, témoin régulièrement cité:

Attendu qu'il résulte du procès-verbal des débats que la demoiselle Frey est au nombre des témoins qui n'ont pas comparu et qu'aucune observation n'a été faite de la part des parties, relativement à l'absence de ce témoin;

Attendu qu'ainsi, le grief prétendu n'est pas fondé;

Sur le grief prétendu tiré du refus par le président d'entendre à nouveau la demoiselle Laurent, témoin précédemment entendu:

Attendu que le prétendu refus par le président de rappeler le témoin demoiselle Laurent ne résulte d'aucune énonciation du procès-verbal des débats; qu'il n'a fait l'objet d'aucunes conclusions de la part de l'accusé; qu'ainsi le grief allégué, manque en fait;

Sur le moyen tiré de la violation des droits de la défense, en ce que le président de la cour d'assises, au lieu de procéder à un interrogatoire des accusés, se serait livré à un résumé de l'affaire, sans appeler les réponses des accusés sur les faits à eux reprochés:

Attendu que, par les motifs précédemment donnés à l'égard de de Chabrefy, le moyen ne saurait être accueilli, mais que, aucun incident n'ayant été soulevé sur ce point, au nom de Camy, à son égard, le grief allégué manque en fait;

Sur le moyen tiré de ce que, au cours de son réquisitoire, le ministère public aurait violé l'autorité de la chose jugée qui s'attachait à une ordonnance de non-lieu intervenue à Toulouse, en faveur de l'accusé;

Attendu que rien n'établit le bien fondé de cette allégation;

Attendu d'ailleurs, que le ministère public a le droit de dire tout ce qu'il croit convenable et nécessaire au bien de la justice, comme de produire tous les documents et de donner toutes les explications qui lui paraissent utiles, sauf le droit des parties en cause d'examiner les documents produits, et de débattre les raisonnements présentés par le ministère public;

Attendu, en fait, qu'il n'est pas établi qu'une atteinte ait été portée aux droits de la défense, puisque l'accusé a eu toute liberté pour combattre les arguments du ministère public, et qu'il est constaté qu'il a eu la parole le dernier;

Et attendu que la procédure est régulière et la peine légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. Eugène Duval rapp.; Cottignies av. gén. — Me Dufour av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La Cour de cassation a déjà jugé dans le même sens le 25 mars 1905 (Bull. crim. n° 263), que si les arrêts par lesquels les cours d'assises statuent sur les causes d'exonération, sur les excuses ou sur les retranchements à opérer, lorsqu'ils ne sont fondés que sur des appréciations de fait, sont des actes d'administration échappant à toute critique, c'est à la condition que le nombre des jurés de service restant sur la liste soit égal ou supérieur à trente.

II. — Sur le second point : Le président des assises peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire (art. 268 et 269 C. instr. crim.) saisir et faire joindre à la procédure des documents en possession d'un témoin.

Mais, pour ne pas porter atteinte aux droits de la défense, il semble que cette jonction devrait être précédée d'une communication à l'accusé.

Dans l'espèce, l'arrêt recueilli, sans méconnaître ces principes, déclare que, par la lecture donnée à l'audience, l'accusé a été en mesure de demander la communication, et ne peut invoquer la violation de son droit s'il ne l'a pas exigé à ce moment-là.

III. — Sur le troisième point : Le président des assises, avisé avant la clôture des débats, qu'un témoin entendu avec prestation de serment, était incapable, peut réparer cette erreur en annulant le serment et la déposition du témoin et en l'entendant ensuite en vertu de son pouvoir discrétionnaire et à titre de renseignement : Cass. 4 octobre 1860.

COUR D'APPEL DE PARIS (1re Ch.)

1er juin 1906.

Présidence de M. Lévrier.

1°-2°-3° et 4° ÉTRANGER. — AUTORITÉ DES JUGEMENTS ÉTRANGERS. — FAILLITE A L'ÉTRANGER. — EXEQUATUR NÉCESSAIRE. — PRODUCTION A L'ÉTRANGER OPPOSÉE EN FRANCE. — CONTRAT JUDICIAIRE. — ABSENCE DE CONCOURS DE VOLONTÉS. — JUGEMENT D'EXEQUATUR. — EFFET RÉTROACTIF (NON). — ATTEINTE A DES DROITS ACQUIS. — GAGE. — CONSTITUTION A L'ÉTRANGER. — BIENS SITUÉS EN FRANCE. — DISPOSITIONS DE LA LOI FRANÇAISE. — EXERCICE D'UN PRIVILÈGE EN FRANCE.

1° *Le jugement déclaratif de faillite rendu par un tribunal étranger est un acte de juridiction contentieuse dépourvu, comme les décisions du même ordre, de toute sanction, tant qu'il n'a pas été déclaré exécutoire par un tribunal français, et il n'y a pas à distinguer entre l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire, lorsqu'en fait la chose jugée n'est invoquée que pour parvenir à l'exécution:*

2° *Le fait par un créancier de produire à la faillite de leur débiteur ouverte à l'étranger ne saurait, par lui-*

même, créer entre eux et le syndic un contrat judiciaire les dépouillant de leurs droits individuels, même sur les biens de ce débiteur situés en France, alors surtout ayant cru devoir les écarter, le concours de volontés nécessaire à la formation de tout contrat ne s'est pas réalisé.

3° *Il est de principe que l'exequatur accordé aux décisions étrangères par un tribunal français, n'en pouvant faire remonter la force exécutoire au jour où elles ont été rendues et n'ayant aucun effet rétroactif, ne saurait porter atteinte à des droits antérieurement acquis.*

4° *S'agissant de meubles passédés en France par un étranger, lesdits meubles, considérés individuellement et en eux-mêmes, sont régis par la loi française, notamment en ce qui concerne les privilèges dont ils peuvent être l'objet;*

Dès lors, si un gage sur des meubles situés en France n'a pas été constitué régulièrement eu égard aux prescriptions de la loi française, il est inefficace en France au regard des tiers et ne saurait permettre l'exercice d'un privilège.

Allgemeine Deutsche Credit Austalt c. Fuld et Cie et Schiff.

Le 2 avril 1903, le Tribunal civil de la Seine (1re Ch.) a rendu le jugement suivant où sont exposées les circonstances de fait de cette affaire:

LE TRIBUNAL,

Attendu que, suivant exploits de Dreyfus et de Baudin, huissiers à Paris, des 18, 25, 27 octobre 1900 et 6 novembre, même année, Fuld et Cie et Ferdinand Schiff, se disant créanciers de Zschille, ont formé opposition entre les mains de Bloche, expert, et de Boudin et Lair-Dubreuil, commissaires-priseurs à Paris, sur une somme de 82.000 francs, formant le produit de la vente sur enchères publiques opérée par Boudin et Lair-Dubreuil, avec le concours de Bloche, d'une collection d'objets mobiliers ayant appartenu à Zschille;

Attendu que la somme formant le produit net de la vente ci-dessus visée, et s'élevant à 70.019 francs, a été déposée à la Caisse des dépôts et consignations de Paris, le 5 février 1901, sous le n° 158715 du registre des déclarations, et à charge de oppositions de Fuld et Cie et de Ferdinand Schiff;

Attendu que la Société générale allemande de crédit alléguant que les objets mobiliers vendus par Lair-Dubreuil et Boudin lui auraient été remis en nantissement par Zschille pour sûreté d'une créance de 300.000 marks (soit 375.000 francs), non compris intérêts, frais et accessoires, dont elle serait titulaire contre Zschille, demande la mainlevée pure et simple des oppositions de Fuld et Cie et de Ferdinand Schiff, comme frappant sur une somme qui serait sa propriété, les créanciers gagistes étant, prétend-elle, propriétaires, aux termes de la loi allemande, du prix produit par la vente des objets donnés en gage, lorsque ce prix est inférieur au montant de leur créance;

Attendu que, par les dernières conclusions du 6 mars 1903, la Société demanderesse ajoute que Zschille, ayant été déclaré en état de faillite le 20 octobre 1900, par jugement du tribunal royal de baillage du district de Grossenhaim (royaume de Saxe), et Kretzchmar, notaire royal et avocat-avoué à Grossenhaim, ayant été nommé syndic de ladite faillite, Schiff et Fuld et Cie, créanciers purs et simples de la faillite, seraient sans droit pour exercer une action individuelle quelconque contre le failli Zschille, toutes actions individuelles étant concentrées entre les mains du syndic Kretzschmar, qui s'en rapporte à justice et ne conteste pas le gage de la Société demanderesse et son droit absolu et exclusif à la somme provenant de la réalisation du gage;

Mais attendu qu'aux termes de l'art. 546 C. pr. civ., les jugements rendus par les tribunaux étrangers ne peuvent produire d'effets, en France, qu'autant qu'ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français; que les jugements déclaratifs de faillite n'échappent pas à cette règle et que si l'on peut admettre qu'un jugement de déclaration de faillite pouvait être opposé à son créancier qui l'a reconnu, en produisant à la faillite et en poursuivant, contre le syndic, le recouvrement de sa créance, c'est à la condition que ces actes de poursuite et de production s'étant produits en France aient formé en France, entre lesdits créanciers et le syndic, un contrat judiciaire reconun et constaté par une autorité française;

Attendu qu'il n'est même pas allégué qu'il en soit ainsi dans l'espèce et qu'il est constant qu'aucun contrat judiciaire ne s'est formé, en France, entre Fuld et Schiff, d'une part, et Kretzschmar, syndic de la faillite Zschille, d'autre part;

Attendu, en conséquence, que tant que le jugement déclarant la faillite de Zschille n'aura pas été déclaré exécutoire par un tribunal français, Fuld et Cie et Schiff seront recevables à exercer en France toutes leurs actions personnelles contre Zschille, sur les biens qu'ils établissent leur appartenir;

Attendu qu'il suit, de ce qui précède, que la Société demanderesse, Fuld et Cie et Ferdinand Schiff prétendant droit sur une somme qu'ils allèguent dépendre de l'actif de leur débiteur et qui est insuffisante pour les désintéresser tous, il y a lieu de les renvoyer à procéder, conformément aux articles 656 et suivants C. pr. civ., et qu'en conséquence, dans l'état actuel des faits et de la procédure, la demande de la Société générale allemande de crédit n'est pas recevable;

Par ces motifs,

Déclare la Société Générale Allgemeine Deutsche Crédit Anstalt non recevable en sa demande; l'en déboute et la condamne aux dépens.

Appel principal par la Société A. D. C. A. et appel incident par M. Fuld et Cie et M. Schiff, tiers opposants à l'exécution d'un jugement du 9 novembre 1904, lequel avait prononcé l'exequatur du jugement déclaratif de faillite de M. Zschille, rendu en Allemagne;

Arrêt :

LA COUR,

Considérant que, par acte sous seing privé, daté du 18 mars 1896, à Grossenhaim (Saxe), Zschille s'est reconnu débiteur de la Société Générale allemande de cré-

dit de 300.000 maks, pour prêt de pareille somme, avec intérêts et droits de commissions, le tout remboursable le 31 mars 1898;

Considérant que ladite Société prétend que, n'ayant pas été payée à l'échéance, elle exigea et obtint de Zschille, pour sûreté de sa créance, un gage consistant dans des collections de grande valeur déposées par celui-ci au musée Grassi, à Leipzig, lequel aurait consenti à en rester détenteur pour le compte du créancier;

Considérant que Zschille n'ayant pu faire honneur à ses engagements fut déclaré en faillite par le tribunal de baillage de Grossenhaim, le 20 octobre 1900 et que Kretzschmar, notaire à cette résidence, fut nommé syndic; que les collections susindiquées furent, peu après, expédiées à Paris par les soins de Zschille, qui, dans ce but, avait personnellement engagé des négociations avec l'expert Bloche, et qu'elles y furent vendues à l'hôtel Drouot par le ministère des commissaires-priseurs Boudin et Lair-Dubreuil;

Considérant, qu'avertis de cette opération par la publicité qui l'avait précédée, Fuld et Cie, banquiers à Pforzheim, et Schiff, négociant français, autres créanciers de Zschille, qui s'étaient présentés à la faillite, sans y être admis, s'autorisèrent de jugements de condamnation rendus à leur profit, à concurrence de 125.000 francs, par le Tribunal de commerce de la Seine, pour pratiquer des saisies-arrêts sur le prix de la vente entre les mains des commissaires-priseurs, lesquels déposèrent à la Caisse des dépôts et consignations un reliquat de 70.079 francs;

Considérant que, les opposants n'ayant pas suivi sur leurs saisies-arrêts, la Société allemande introduisit, le 10 janvier 1901, devant le Tribunal civil de la Seine, une demande en mainlevée, en se prévalant à la fois de la faillite, qui, disait-elle, enlevait aux créanciers de Zschille la faculté d'exercer des poursuites individuelles et de sa qualité de créancier-gagiste qui lui assurait un droit de préférence;

Considérant que le syndic Kretzschmar resta étranger à l'instance, et qu'en l'état, à la date du 2 avril 1903, le tribunal décida, par application des art. 2123 C. civ. et 546 C. pr. civ., que le jugement allemand du 20 octobre 1900, n'ayant pas été déclaré exécutoire en France, et aucun contrat judiciaire n'étant intervenu entre le syndic et les opposants, ces derniers étaient autorisés à exercer leurs actions personnelles ; qu'en outre, la somme consignée étant insuffisante pour les désintéresser tous deux, ils devaient être renvoyés à procéder conformément aux art. 656 et suivants C. pr. civ.; qu'aux termes de son dispositif, cette décision déclara purement et simplement la Société allemande non recevable en sa demande et l'en débouta;

Considérant que, depuis lors, le 9 novembre 1904, la Société a obtenu, du même tribunal, l'exequatur du jugement déclaratif de faillite du 20 octobre 1900 et a fait appel du jugement du 2 avril 1903; que Fuld et Cie et Schiff ont, de leur côté, fait appel-incident du jugement du 2 avril 1903 et formé tierce opposition au jugement d'exequatur; que Kretzschmar, ès qualités, devenant enfin partie au procès, se borne à demander acte de ce qu'il s'en rapporte à justice;

Considérant qu'il convient tout d'abord de remarquer que c'est à tort que le tribunal ne s'est prononcé que sur la recevabilité de la demande de la Société allemande; que celle-ci, indépendamment des effets de la faillite, revendiquant la qualité de créancier-gagiste, les premiers juges avaient mission, ainsi que le reconnaissent toutes les parties concluantes, de statuer sur ce point; mais que, par suite des appels susénoncés, tous les chefs de contestation se trouvent soumis à la cour;

Considérant que la Société allemande, pour faire tomber les saisies-arrêts opérées par Fuld et Cie et Schiff, argue, en premier lieu, des effets légaux de la faillite, en soutenant qu'elle entraînait de plein droit, à l'encontre du failli, le dessaisissement de tous ses biens, sans distinction de nature et de situation, et lui substituait un mandataire qualifié, seul chargé de le représenter dans les actions actives et passives qui pourraient l'intéresser; qu'elle prétend que, même avant l'exequatur, si l'art. 546 C. pr. civ. s'opposait à tout acte d'exécution matérielle en France, il incombait au juge français, une fois le fait de la déclaration de faillite constaté, de respecter la chose jugée qui s'en dégageait virtuellement et excluait toute mainmise de la part ds créanciers, agissant *ut singuli*, sur un des éléments de l'actif dévolu à la masse; qu'au surplus, l'exaquatur est venu régler cette situation demeurée en suspens et légitimer la revendication de la Société;

Considérant qu'il est permis de s'étonner que celle-ci se fasse ainsi l'organe de la faillite, tandis que le syndic, d'après son attitude passive, semble se désintéresser du débat;

Considérant, d'ailleurs, qu'on ne saurait admettre le système de l'appelante;

Considérant que le jugement déclaratif de faillite rendu par un tribunal étranger est un acte de juridiction contentieuse dépourvu, comme les décisions du même ordre, de toute sanction, tant qu'il n'a pas été déclaré exécutoire par un tribunal français; qu'il n'y a pas à distinguer entre l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire, la chose jugée étant invoquée, dans l'espèce, pour s'approprier la chose litigieuse en faisant échec aux saisies-arrêts, par conséquent, pour parvenir ainsi à l'exécution;

Considérant que l'exequatur étant la condition essentielle à laquelle est subordonnée l'existence légale en France d'un jugement étranger, pour déroger à cette règle, il serait nécessaire que la Société allemande pût se prévaloir d'un contrat judiciaire intervenu entre le syndic, d'une part, et Fuld et Schiff, d'autre part, et soumettant ces derniers à la loi de la faillite, par eux formellement acceptée pour l'universalité du patrimoine du failli; mais, que s'il est reconnu que Fuld et Schiff ont produit à la faillite, il n'est point établi que, par cette production, ils aient entendu créer entre eux et le syndic un contrat judiciaire les dépouillant de leurs droits individuels, même sur les biens de leur débiteur situés en France; qu'en tout cas, le syndic ayant cru devoir les écarter, le concours de volontés nécessaire à la formation de tout contrat ne s'est pas réalisé;

Considérant, enfin, qu'il est de principe que l'exequatur accordé aux décisions étrangères par un tribunal français n'en peut faire remonter la force exécutoire au jour où elles ont été rendues; qu'il n'a aucun effet rétroactif et ne saurait porter atteinte à des droits antérieurement acquis;

Considérant qu'il ressort de tout ce qui précède qu'en octobre 1900, les biens meubles de Zschille, situés en France, n'étaient point frappés d'indisponibilité au regard de Fuld et Cie et de Schiff, et qu'il était permis à ceux-ci d'exercer leurs droits et actions personnelles sur lesdits biens;

Considérant qu'il reste à rechercher si la Société allemande est fondée à leur opposer le privilège dont elle

s'est prévalue devant les premiers juges, et qu'elle réclame encore devant la cour, en renonçant à se faire déclarer propriétaire du prix des meubles;

Considérant que, s'agissant de meubles possédés en France par un étranger, lesdits meubles, considérés individuellement et en eux-mêmes, sont régis par les lois françaises, notamment en ce qui concerne les privilèges dont ils peuvent être l'objet;

Considérant, en conséquence, qu'il y a lieu de faire application aux faits de la cause des règles édictées sur la matière par le Code civil et par le Code de commerce;

Considérant que les dispositions qui organisent le nantissement exigent, dans leur ensemble, une convention ayant date certaine, le dessaisissement du débiteur, tion ayant date certaine, le dessaisissement du débiteur, cier de la chose donnée en gage;

Considérant que la Société allemande ne produit aucun acte authentique, ou sous seing privé enregistré; qu'elle ne verse même au débat aucun jugement, ni autres documents pouvant suppléer à l'enregistrement, mais seulement une correspondance et une déclaration unilatérale de Zschille, sans qu'il soit possible de vérifier si cette déclaration n'a point été fournie postérieurement aux saisies-arrêts, et pour le besoin de la revendication;

Considérant, d'autre part, que, même en admettant que le musée de Leipzig ait, à l'origine, détenu pour le compte du prétendu créancier. les collections données en gage, et dont nul inventaire détaillé ne permet de déterminer la consistance, l'on voit Zschille disposer seul de ses collections, en négocier avec Bloche le transport à Paris, présider à ce transport, publier des annonces où il figure comme propriétaire exclusif, et enfin donner des ordres pour qu'il soit procédé à la vente;

Considérant que cette attitude et cette libre initiative, exclusives de la mainmise effective appartenant au créancier privilégié, sont encore corroborées par la correspondance échangée entre Zschille et l'un de ses intermédiaires, le sieur Cochet, auquel il donne des instructions impliquant le droit qu'il s'arroge de comprendre, ou non, dans une vente publique certains objets, selon les prévisions que lui suggère le souci de ses intérêts personnels;

Considérant enfin que les formalités prescrites par les art. 2078 C. civ. et 93 C. com. ont été méconnues et inobservées;

Considérant que, dans ces conditions, en présence d'un gage irrégulièrement constitué, aussi bien qu'au regard d'un jugement inefficace, Fuld et Schiff, porteurs de titres de créances sanctionnés par un tribunal français, étaient autorisés à recourir à la mesure conservatoire qu'ils ont pratiquée et que n'entache d'aucune nullité le défaut de dénonciation à un créancier, la procédure devant être suivie contre la partie saisie;

Par ces motifs,

Donne acte à Kretzschmar, ès qualités, de ce qu'il s'en rapporte à justice;

Infirme le jugement dont est appel en ce qu'il a seulement déclaré la Société Allgemeine Deutsche Crédit Anstalt non recevable, dans l'état de la procédure, en ses prétentions ;

Et statuant à nouveau, déclare ladite Société mal fondée dans toutes ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute;

Donne acte à la Caisse des dépôts et consignations de ce qu'elle se déclare prête à verser les sommes consignées entre les mains de qui il sera par justice ordonné, et, sous le mérite de cette déclaration, met ladite Caisse des dépôts et consignations hors de cause; l'autorise à retenir sur la somme consignée les dépens par elle exposés;

Ordonne la restitution des amendes sur les appels incidents;

Condamne la Société Allgemeine Deutsche Crédit Anstalt à l'amende de son appel et en tous les dépens de première instance et d'appel.

M. Leloir av. gén. — Mes P. Weber, Séligman et Péronné av.

NOTE. — I-II et III. — Sur les trois premiers points : Comp. Cass. 26 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.130 et les conclusions de M. le procureur général Baudouin); Rappr. Cass. 21 juillet 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.278 et la note — S. 1903.1.449 — D. 1903.1.594).

IV. — Sur le quatrième point : Comp. dans le sens de l'arrêt recueilli : Douai 11 décembre 1891 (Gaz. Pal. 92.1. 655 et la note). On admet, en général, que lorsqu'il s'agit non du patrimoine mobilier considéré dans son ensemble et comme universalité, mais de meubles considérés individuellement et en eux-mêmes, spécialement au point de vue du privilège qui pourrait les grever il convient, en cas de conflit de lois, d'appliquer la *lex rei si tæ*.

TRIBUNAL CIVIL D'ARCIS-SUR-AUBE

22 février 1906.

Présidence de M. Guyot.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

BAIL. — OBLIGATIONS DU PRENEUR. — CHARGES DE COMMUNE. — PAIEMENT DES PRESTATIONS POUR L'ENTRETIEN DES CHEMINS VICINAUX. — MODIFICATION LÉGISLATIVE. — SUBSTITUTION D'UNE TAXE AUX PRESTATIONS. — INTERPRÉTATION DES STIPULATIONS DU BAIL.

Parmi les charges de commune sont comprises les prestations pour l'entretien des chemins vicinaux.

En conséquence, le locataire d'une ferme doit supporter ces prestations lorsque le bail stipule que le preneur sera tenu de satisfaire aux taxes et charges de commune et de police dont les locataires sont ordinairement tenus, le bailleur restant chargé d'acquitter les contributions foncières.

Et lorsque le conseil municipal de la localité où est situé l'héritage loué, usant de la faculté laissée par la loi de finances du 31 mars 1903, a remplacé les prestations établies en vertu de la loi du 21 mai 1836, par une taxe ayant le même emploi, le premier n'est pas fondé à soutenir qu'il y a là création d'un impôt nouveau, non prévu au bail et devant, par conséquent, à défaut de stipulation spéciale, demeurer à la charge du propriétaire.

Une telle prétention serait contraire à l'intention même des parties qui ont entendu laisser à la charge du preneur l'impôt relatif a l'entretien des chemins vicinaux sous quelque forme qu'il fût perçu.

Comte de Plancy c. Lemaître et Chevalier.

Le Tribunal,

Attendu que, suivant acte sous signatures privées, en

date du 7 mars 1901, enregistré(et déposé au rang des minutes de Me Duval, notaire à Plancy, le demandeur a donné à bail à Lemaître et Chevalier, pour une durée de huit années, à partir du 1er mai 1901, et moyennant un loyer annuel de 9.000 francs: 1° la ferme dite de la Caroline, située sur les territoires des communes de Plancy et de Champfleury, et 2° la ferme dite ferme Neuve, située sur le territoire de la commune de l'Abbaye-sous-Plancy ;

Attendu qu'il est stipulé audit bail sous l'article premier des clauses et conditions, que les preneurs seraient tenus de satisfaire aux taxes et charges de commune et de police, dont les locataires sont ordinairement chargés, le bailleur restant, chargé d'acquitter les contributions foncières ;

Attendu que, parmi les charges de commune, sont comprises les prestations ; que l'intention des parties était donc de les mettre à la charge des preneurs ; que ceux-ci, du reste, les ont acquittées sans difficulté : pendant les premières années du bail ;

Attendu que le conseil municipal de la commune de l'Abbaye-sous-Plancy, usant de la faculté qui a été donnée par l'article 5 de la loi de finances du 31 mars 1903, a, pour l'année 1905, remplacé par une taxe vicinale, représentée par des centimes additionnels aux quatre contributions directes, le produit des journées de prestation ;

Attendu que, les preneurs ayant refusé de se libérer de la taxe vicinale, soit en argent, soit en nature, le comte de Plancy a exécuté les prestations ; qu'aujourd'hui il assigne Lemaître et Chevalier, ses fermiers, en paiement d'une somme de 100 francs, ladite somme représentant, d'après une ventilation qui ne paraît pas contestée, la part de la taxe vicinale aux terres qui font l'objet du bail ; qu'il demande, en outre, que Lemaître et Chevalier, soient condamnés à lui payer la somme de 200 francs, à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que, pour résister à la demande, Lemaître et Chevalier soutiennent que l'article 5 de la loi de finances du 31 mars 1903 a créé un impôt nouveau; que le bail, ne contenant pas une clause spéciale, relativement à cet impôt, il doit être supporté par les contribuables, à la charge desquels les a mis le législateur ;

Attendu qu'il y a lieu de remarquer d'abord que l'article 5 de la loi de finances du 31 mars 1903 n'a pas créé un impôt nouveau ; que cela est si vrai qu'à la séance du 7 février 1903, la Chambre des députés, après avoir voté l'article dont s'agit, a voté un projet de résolution de MM. Magniaudé et Morlot, ainsi conçu : « La Chambre invite le Gouvernement à étudier la suppression des prestations et leur remplacement par un projet d'impôt frappant tous les citoyens en raison de leurs facultés » ;

Attendu, du reste, qu'il ne pourrait être question d'un impôt nouveau que si la loi du 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux, était abrogée ; que cette loi est toujours en vigueur dans la plupart des communes ; que le législateur a voulu seulement autoriser les conseils municipaux à modifier l'assiette de l'impôt créé par cete loi, à la répartir d'une façon qui leur paraîtrait plus équitable, à substituer aux prestations une taxe qui aurait le même emploi dans le budget ; que si le système des défendeurs était admis, non seulement les conseils municipaux seraient autorisés à modifier l'assiette de l'impôt, mais qu'ils pourraient, d'une façon indirecte, porter atteinte à des conventions librement arrêtées entre les parties ;

Attendu que, pour statuer sur l'affaire qui lui est soumise, le tribunal n'a donc pas à se préoccuper de la question de savoir si le Conseil municipal de la commune de l'Abbaye-sous-Plancy, usant de la faculté que lui a donnée l'art. 5 de la loi de finances, a modifié l'assiette de l'impôt destiné à l'entretien des chemins vicinaux, mais qu'il a, à rechercher si, lorsqu'il a loué ses fermes à Lemaître et Chevalier, le comte de Plancy leur a imposé certaines charges, si Lemaître et Chevalier les ont aceptées, et si le loyer a été fixé en considération de ces charges ; que la solution dépend uniquement de l'interprétation du bail';

Attendu que si on se reporte à l'art. 1er des clauses et conditions, on y voit que le comte de Plancy a mis à la charge de ses fermiers les prestations, c'est-à-dire les frais de l'entretien des chemins vicinaux ; que la taxe vicinale remplaçant les prestations, ayant la même destination, les fermiers doivent la supporter comme ils supportaient les prestations auxquelles elle a été substituée ; qu'autrement l'art. 1er serait modifié malgré la volonté des parties et qu'on arriverait à ce résultat singulier que, pour la ferme, dite la Caroline, louée par le même bail, les fermiers continueraient pendant l'année 1905 à subvenir à l'entretien des chemins vicinaux, puisque les Conseils municipaux des communes de Plancy et de Champfleury n'ont pas usé de la faculté que leur donnait l'art. 5, tandis qu'ils seraient dispensés des frais de cet entretien pour la ferme, dite ferme Neuve, située sur le territoire de la commune de l'Abbaye-sous-Plancy, le loyer restant toujours le même ;

Attendu qu'un pareil résultat serait tellement contraire à la convention, qui est la loi des parties, que dans une lettre adressée au demandeur le 10 février 1905, laquelle sera enregistrée en même temps que le présent jugement, Lemaître reconnaît que la taxe vicinale était à sa charge ; que si des difficultés se sont élevées entre lui et ses métayers, relativement au paiement de cette taxe, le demandeur, qui n'a traité qu'avec lui et Chevalier, n'a pas à s'en occuper ;

Attendu que, dans ces circonstances, c'est à bon droit que le comte de Plancy demande à Lemaître et à Chevalier le paiement d'une somme de 100 francs; ladite somme représentant la part de la taxe vicinale afférente aux immeubles à eux loués sur le territoire de la comune de l'Abbaye-sous-Plancy ; qu'au contraire, sa demande en 200 francs de dommages-intérêts, n'est nullement justifiée puisqu'il dépendait de lui de se libérer de la taxe en argent, et que le montant de cette taxe, en ce qui concerne les immeubles dont s'agit, ne s'élevait qu'à cent francs ;

Par ces motifs,

Dit que, conformément à l'article 1er du bail intervenu entre les parties qui met les prestations à la charge des preneurs, ceux-ci sont tenus d'acquitter la taxe vicinale qui a été substituée aux prestations ;

Condamne en conséquence Lemaître et Chevalier solidairement à payer au demandeur la somme de 100 fr. pour les causes sus-énoncées ;

Déclare le demandeur mal fondé dans le surplus de sa demande et l'en déboute;

Condamne Lemaître et Chevalier, aux dépens avec distraction au profit de Me Casal, avoué.

M. Abel Prouharam proc. Rép. — Mes Casal et Garnier avoués.

NOTE. — La loi de finances du 31 mars 1903 a autorisé

les communes à remplacer les prestations établies par la loi du 21 mai 1836 par une taxe municipale dont le produit reçoit le même emploi.

Lorsque le conseil municipal use de cette faculté, il ne crée pas un impôt nouveau, ce qui n'est pas en son pouvoir, mais il substitue un mode de paiement à un autre mode de paiement d'un même impôt et, dès lors, quand le propriétaire d'une ferme a stipulé le paiement par ses fermiers des charges de commune qui comprennent la prestation en nature, c'est à ces derniers qu'incombe le paiement de la taxe de remplacement établie par le conseil municipal.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

17 mars 1906.

Présidence de M. Dubreuil.

AUBERGISTES ET LOGEURS. — 1° ET 2° BAGAGES DU VOYAGEUR. — VOL DANS L'HÔTEL. — IMPRUDENCE DU PRÉPOSÉ. — RESPONSABILITÉ DE L'HÔTELIER. — RÉPARATION INTÉGRALE DU PRÉJUDICE (ART. 1150 C. CIV.)

1° *Le propriétaire d'un hôtel luxueux, situé dans une ville d'eaux des plus mondaines, Vichy en l'espèce, doit supposer que les bagages des voyageurs qui viennent y faire séjour, peuvent contenir des toilettes et objets divers, avoir même des bijoux dont la valeur est proportionnée à la situation de fortune de ces voyageurs, situation de fortune dont l'apparence résulte du choix même de cet hôtel et de l'acceptation de ses prix élevés:*

Il appartient, dès lors, à cet hôtelier, de prendre les mesures nécessaires pour mettre à couvert sa responsabilité d'autant plus grande que la valeur des bagages de ses voyageurs est vraisemblablement importante.

En conséquence, il est tenu de réparer intégralement le préjudice résultant de la perte desdits bagages, lorsque ceux-ci ont été volés par suite de l'imprudence d'un de ses préposés qui a commis une faute particulièrement lourde en les abandonnant sans surveillance dans une chambre dont la porte n'était même pas fermée, alors que le jour même plusieurs vols ont été commis dans l'hôtel et paraissent imputables à un individu dont la mise négligée aurait dû attirer l'attention du personnel.

2° *Et l'hôtelier soutiendrait en vain, pour chercher à se soustraire, au moins partiellement, aux conséquences pécuniaires de la responsabilité ainsi encourue, qu'il ne peut être tenu, par application de l'article 1150 C. civ., que des dommages-intérêts qui ont été ou qui ont pu être prévus lors du contrat, d'après l'aspect extérieur du sac volé, (un sac de toilette, en l'espèce).*

Leplâtre c. Société Immobilière et commerciale de Vichy.

LE TRIBUNAL,

Vu la connexité, joint les causes et statuant sur le tout par un seul et même jugement ;

Sur l'ensemble des demandes :

Attendu que Leplâtre expose que le 30 juin 1905, débarquant avec sa femme à Vichy, à l'hôtel dit « Nouvel Hôtel » qui appartient à la Société Immobilière et commerciale de Vichy, il choisit la chambre n° 17, dans laquelle il fit monter, par le chasseur, son sac de toilette ; qu'à son arrivée, quelques instants après, il n'y trouva que la housse de son sac, lequel avait été volé; que ce sac contenait les divers objets et bijoux énumérés en son exploit introductif d'instance;

Attendu qu'il réclame de ce chef la somme

de	6.485 »
et en outre pour réparation du préjudice par lui subi, celle de.....	500 »
Ensemble.....	6.985 »
de laquelle il offre de déduire celle de..... montant de sa note d'hôtel non payée.	655.25
Soit au total, celle de.....	6.329.75

dont il requiert l'allocation avec intérêts de droit à compter du 24 juillet 1905, date de sa première mise en demeure;

Attendu, en outre, qu'après avoir antérieurement déclaré à la barre n'avoir aucune pièce à communiquer, il demande qu'il lui soit donné acte de ce qu'il est tout prêt à communiquer les documents qu'il a pu se procurer depuis;

Attendu que, cette communication a été faite en cours d'instance, que, dès lors, l'acte sollicité est devenu sans objet;

Attendu que, sans méconnaître le principe de la responsabilité découlant pour elle de l'article 1952 du Code civil, la société défenderesse soutient et fait plaider que, par application de l'article 1150 du même code, elle ne serait tenue que des dommages-intérêts qu'elle a pu prévoir; que si le bénéfice de ce derneir article était refusé aux hôteliers et aubergistes, ceux-ci se trouveraient soumis à des risques excessifs à une époque où les voyageurs augmentent chaque jour et se portent en foule dans les villes d'eaux à la mode, telle que Vichy; que le législateur, par la loi du 18 avril 1889, en limitant à 1.000 francs la responsabilité du vol pour toutes les espèces monnayées et valeurs au porteur non déposées réellement aux mains de l'aubergiste, a reconnu la nécessité de restreindre la responsabilité de ce dernier;

Attendu que Leplâtre aurait commis une faute, tout au moins une imprudence en n'attirant pas l'attention du gérant de l'hôtel sur la valeur du sac litigieux, qui s'était trouvé mêlé à des paquets de couvertures et de parapluies; qu'il aurait encore commis une grave imprudence en n'accompagnant pas le garçon qui a porté ses colis dans sa chambre, où ils sont restés quelques instants abandonnés;

Attendu que, dans ces circonstances, elle ne saurait être tenue que de réparer le dommage qu'elle a pu prévoir, à raison du contenu normal d'un sac de toilette;

Attendu qu'elle requiert, en conséquence, le tribunal de dire que, par application de l'article 1150 du Code civil, elle ne peut être tenue que des dommages-intérêts qui ont été prévus où qu'elle a pu prévoir lors du contrat; de lui donner acte de ce qu'elle offre réellement, et à la barre, à Leplâtre, la somme de 250 francs, à laquelle, dans les prévisions normales d'un hôtelier, doit être évalué le préjudice que peut causer à un voyageur la perte d'un sac de toilette que ledit voyageur n'a pas spécialement recommandé à l'attention de l'hôtelier;

Attendu que, se portant reconventionnellement demanderesse, elle réclame à Leplâtre paiement de la

somme de 655 fr. 25, montant de sa note d'hôtel impayée, ladite somme devant se compenser à dûe concurrence avec celle de 250 francs faisant l'objet de ses offres;

Mais attendu que le propriétaire d'un hôtel luxueux, situé dans une des villes d'eaux les plus mondaines,doit supposer que les bagages des voyageurs qui viennent y faire séjour, peuvent contenir des toilettes et objets divers, voire même des bijoux, dont la valeur est proportionnée à la situation de fortune de ces voyageurs, situation de fortune dont l'apparence résulte du choix même de cet hôtel et de l'acceptation de ses prix élevés; qu'il appartient dès lors, à cet hôtelier, de prendre les mesures nécessaires pour mettre à couvert sa responsabilité, d'autant plus grande. que la valeur des bagages de ses voyageurs est vraisemblablement importante; qu'il ne saurait valablement soutenir que sa responsabilité doit être limitée à la valeur résultant de l'aspect extérieur d'un sac; que la loi de 1889, en ne visant que les espèces monnayées et les valeurs au porteur, laisse entière. la responsabilité de l'hôtelier pour le dépôt nécessaire du voyageur;

Attendu. qu'il résulte des débats que plusieurs vols ont été commis au « Nouvel Hôtel », le jour de l'arrivée de Leplâtre; qu'il apparaît qu'ils sont imputables à un homme dont la mise négligée aurait dû attirer l'attention du personnel de l'hôtel; que, dans ces circonstances, le chasseur a commis une faute particulièrement lourde en abandonnant dans la chambre de Leplâtre, même sans en fermer la porte, les bagages qu'il venait d'y monter; qu'il convient dès lors. d'obliger la Société immobilière et commerciale de Vichy, à réparer le dommage causé par son fait à Leplâtre;

Et attendu que le tribunal trouve dans les faits de la cause les éléments d'appréciation suffisantes pour fixer à 5.700 francs le montant des dommages-intérêts dûs au demandeur; que suivant l'offre de celui-ci, il échet de déduire de cette somme celle de 655 fr. 25, montant de sa note d'hôtel impayée;

Attendu que c'est donc à concurrence de la somme de 5.044 fr. 75 qu'il échet d'accueillir la demande principale, et par voie de conséquence, de rejeter les conclusions de la Société immobilière et commerciale de Vichy, en déclarant ses offres insuffisantes et en rejetant sa demande reconventionnelle;

Par ces motifs,

Statuant sur l'ensemble des demandes;

Déclare insuffisantes les offres de la Société immobilière et commerciale de Vichy;

La condamne à payer à Leplâtre la somme de 5.044 fr. 75 à titre de dommages-intérêts;

Déclare Leplâtre mal fondé en le surplus de sa demande et la Société immobilière et commerciale de Vichy, mal fondée en ses conclusions et en sa demande reconventionelle, les en déboute respectivement;

Et condamne la Société immobilière et commerciale de Vichy en tous les dépens.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Comp. dans le sens de notre jugement, en ce qui concerne le principe de la responsabilité de l'hôtelier (art. 1953 C. civ), et l'étendue de cette responsabilité : Cass. 11 mai 1846 (S. 46.1.364 — D. 46.1.192) ; Rouen 4 février 1847 (S. 48.2.452 — D. 47.2.74); Bordeaux 27 avril 1854 (S. 55.2.95); Trib. civ. Seine 6 décembre 1887 (Fr. jud. 1887.388) ; Trib. com. Seine 3 décembre 1890 (Loi 7 janvier 1891). Au surplus, il a été jugé que les bijoux ne sont pas compris au nombre des valeurs à l'égard desquelles la loi du 19 avril 1889 limite la responsabilité de l'hôtelier, lorsque le dépôt n'a pas été effectué entre ses mains : Aix 26 octobre 1899 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Aubergistes et logeurs, n° 8. — Journ. Marseille 1900.1.5) ; Rouen 18 juillet 1889 (Gaz. Pal. 90.1.125).

II. — Sur le second point : En ce qui concerne les objets précieux, certains auteurs et plusieurs arrêts ont admis la restriction de la responsabilité de l'hôtelier. Jugé que cette responsabilité ne s'étend à de pareils objets qu'autant qu'ils ont été déclarés par le voyageur : Paris 2 avril 1811 (J. chronol.) ; Nîmes 18 mai 1825 (S. chronol.). *Sic:* Toullier, t. II, n° 255; Duvergier, t. XXI, n° 519 ; Aubry et Rau, t. IV, § 406, p. 629. Mais cette distinction n'a pas prévalu et la nécessité de la déclaration a été repoussée par des arrêts postérieurs : Rouen 4 février 1847 (précité) ; Bordeaux 27 avril 1854 (précité). *Sic :* Zachariæ, t. III, § 406 ; Troplong, n° 218; Toullier, t. II, n° 249. La doctrine consacrée par la décision recueillie est aujourd'hui généralement adoptée. Comp. en ce sens : Cass. 11 mai 1846 (précité) ; Trib. civ. Seine 6 décembre 1887 (précité); Trib. com. Seine 3 décembre 1890 (précité). Toute restriction résultant de l'application de l'art. 1150 a, d'ailleurs, été écartée par la jurisprudence dans un cas analogue : celui de la perte ou du vol des bagages confiés par un voyageur à une compagnie de chemins de fer, lorsqu'il résulte des circonstances de la situation des voyageurs et notamment de la forme des colis, que la compagnie a pu et dû prévoir ce qu'ils contenaient et la valeur de ce contenu : Cass. 22 novembre 1871 (S. 71.1.158 — D. 72.1.63); 4 mars 1874 (D. 74.1.245); Trib. com. Seine 4 février 1887 (Monit. Lyon 23 novembre 1887) ; Trib. com. le Havre 12 février 1889 (Rec. du Havre 1889.1.72); Paris 4 décembre 1888 (Gaz. Pal. 89.1.33); Lyon 28 février 1893 (Gaz. Pal. 93.2.67) ; Trib. com. Seine 11 novembre 1893 (Gaz. Pal. 94.1.7) ; 24 octobre 1895 (Gaz. Pal. 95.2.717); Paris 8 mars 1894 (Gaz. Pal. 94.1.445)[e]; Trib. com. Seine 15 mars 1894 (Gaz. Pal. 94.1.578) ; Bordeaux 5 août 1896 (Gaz. Pal. 96.2.593 — S. 97.2.147).

Certains arrêts ont décidé, il est vrai, que la responsabilité des aubergistes ne s'étend, à moins de déclaration expresse, qu'aux effets que les voyageurs sont censés transporter avec eux pour les nécessités du voyage : Paris 21 novembre 1836 (S.37.2.78); Trib. civ. Nantes 20 avril 1864 (D. 73.5.161). *Sic :* Troplong n[os] 519 et 520; Aubry et Rau, t. IV, § 406, p. 629; mais cette opinion paraît aujourd'hui définitivement abandonnée.

262-263-264

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

19 mai 1906.

Présidence de M. Bard.

1° ESCROQUERIE. — PROMESSES DE PRÊTS D'ARGENT. — ASSURANCE.

2° DÉSISTEMENT. — MATIÈRES CRIMINELLES. — FORMES.

1° *Commet le délit d'escroquerie celui qui, sous prétexte de garantie pour les prêts d'argent qu'il promet, fait contracter des assurances sur la vie à son profit et refuse de donner suite au prêt promis, après avoir touché une commission de la compagnie d'assurance.*

2° *Si le désistement en matière correctionnelle n'est soumis à aucune forme particulière, il rentre dans les pouvoirs des juges du fait d'apprécier l'authenticité de l'acte produit devant eux, spécialement lorsqu'il s'agit d'une partie civile qui n'a pas comparu en instance d'appel.*

Et cette appréciation est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de cassation.

La partie civile aussi bien que le prévenu peut faire défaut devant la juridiction correctionnelle.

Et lorsque les conclusions du prévenu, appelant du jugement qui l'a condamné à des restitutions, ont été rejetées, l'arrêt de la cour implique, en cas de défaut de la partie civile, le maintien dans leur ensemble des restitutions accordées.

Duchêne c. Vodecka.

LA COUR,

Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a rejeté sans motifs, deux moyens de défense invoqués par l'exposant, l'un tiré de ce qu'en droit, la circonstance qu'il possédait, les ressources suffisantes pour consentir les prêts offerts par lui, excluait le délit d'escroquerie; l'autre tiré de ce qu'après souscription de la police d'assurance et inspection des livres de Vodecka, partie civile, il avait proposé à celui-ci une ouverture de crédit, circonstances exclusives de l'intention frauduleuse et préconçue de ne pas réaliser le prêt;

Sur la première branche :

Attendu que, par arrêt en date du 28 décembre 1905, la Cour d'appel de Paris a prononcé contre Duchêne des condamnations pénales et civiles pour délit d'escroquerie commis au préjudice de Vodecka, partie civile;

Attendu, qu'il ressort tant de l'arrêt susvisé que du jugement dont la cour d'appel s'est appropriée les motifs; que, sur une annonce publiée par Duchêne dans un journal de Rouen et contenant offre de prêt sur simple signature, Vodecka se mit en rapport avec Duchêne, lequel consentit à Vodecka un prêt de 25.000 francs, mais sous la condition que ce dernier souscrirait une police d'assurance sur la vie au nom de sa fille à titre de garantie; que le contrat d'assurance fut réalisé à la Société désignée par Duchêne, lequel reçut une commission de 949 fr. 20 sur le montant de la première prime; que, malgré cette garantie, Duchêne refusa de consentir le prêt promis par lui, bien que les renseignements sur Vodecka fussent loin de lui être défavorables;

Attendu, que le demandeur prétend que l'arrêt attaqué n'a pas répondu à des conclusions par lui prises devant la cour d'appel par lesquelles il soutenait qu'il ne peut y avoir d'escroquerie sans une relation de cause à effet, entre les prétendues manœuvres et le caractère chimérique du crédit; qu'étant dans la possibiltié de prêter les sommes promises, il n'y avait ni pouvoir, ni crédit imaginaire;

Mais attendu qu'il résulte tant des énonciations de l'arrêt de la cour d'appel, que du jugement que le but poursuivi par Duchêne était de bénéficier de la commission que devait lui verser la Compagnie d'assurances; que les juges du fait, en constatant l'emploi des manœuvres frauduleuses et le profit pécuniaire, illégitime en vue duquel il agissait, ont, par cela même, retenu l'intention frauduleuse du demandeur et répondu à ce chef de ses conclusions;

Sur la seconde branche du moyen :

Attendu que, l'arrêt entrepris, a déclaré que Vodecka s'est trouvé engagé, par suite des manœuvres frauduleuses employées par Duchêne, dans les liens d'une obligation, sans avoir reçu en échange l'avantage en vue auquel il avait été spécialement déterminé à traiter, c'est-à-dire en vue d'un prêt de 25.000 francs; que l'arrêt a ainsi répondu au moyen de défense proposé par le demandeur et tiré de ce qu'il aurait offert postérieurement au plaignant une ouverture de crédit;

Attendu que le premier moyen n'est donc pas fondé;

Sur le second moyen pris de la violation par fausse application des art. 1er et suivants C. inst. crim. 402 C. proc. civ., violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a refusé, sans motifs légaux, de faire état du désistement de la partie civile;

Attendu, que l'arrêt attaqué constate que la partie civile n'a pas comparu en instance d'appel et que le désistement parvenu à la cour d'appel et signé Vodecka, ne présente aucun caractère d'authenticité;

Attendu que, si le désistement en matière correctionnelle n'est soumis à aucune forme particulière, il rentre dans les pouvoirs des juges du fait d'apprécier l'authenticité de l'acte produit devant eux; que cette appréciation est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de cassation;

Sur le troisième moyen pris de la violation des art. 149 et suivants C. pr. civ. et fausse application des art. 1er et suivants C. pr. civ., 66, 210, 358, 359, C. inst. crim., 51 C. pén., violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs, et de base légale, excès de pouvoir, en ce que l'arrêt attaqué a, malgré l'appel du prévenu, maintenu des condamnations à des dommages-intérêts et à de prétendues restitutions au profit de la partie civile, alors que celle-ci n'a pas comparu, et n'a pris devant la cour aucunes conclusions tendant à obtenir la confirmation du jugement en ce qui le concernait;

Attendu que la cour d'appel n'a été saisie que de l'appel du ministère public et du prévenu; que Vodecka, partie civile, n'a pas interjeté appel de la décision qui lui avait accordé des restitutions et des dommages-intérêts;

Attendu, en outre, que Vodecka, a fait défaut devant la cour d'appel; que, dans ces conditions, le demandeur soutient que la cour ne pouvait maintenir les condamnations prononcées contre lui en première instance au profit de la partie civile;

Mais attendu que la partie civile, aussi bien que le prévenu peut faire défaut devant la juridiction correctionnelle; qu'aucune disposition du Code d'instruction criminelle ne lui interdit l'usage de ce droit; que le prévenu qui a interjeté appel est devenu demandeur devant la juridiction du second degré; que le rejet de ces conclusions, tendant à faire tomber les condamnations prononcées au profit de la partie civile, implique nécessairement le maintien de ces condamnations dans leur ensemble, alors que la cour d'appel a reconnu le caractère délictueux du fait qui lui était soumis et estimé, qu'il n'y avait pas lieu d'atténuer ou d'écarter la réparation du préjudice causé et qui avait pour base le délit et la responsabilité civile du prévenu; qu'il suit de là que le troisième moyen ne saurait être accueilli;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. MALEPEYRE rapp.; LOMBARD av. gén. — Me DE LALANDE av.

NOTE. — II. Sur le second point : Le désistement en matière criminelle, n'est assujetti à aucune forme spéciale. La partie civile n'est, en principe, pas tenue de comparaître à l'audiense, en personne ou par mandataire, pour que le désistement de son action soit valable et qu'il en soit donné acte.

COUR D'APPEL DE PARIS (9e CH. CORR.)

2 juin 1906.

Présidence de M. Chérot.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — PERSONNES CIVILEMENT RESPONSABLES. — OUVRIERS. — PRÉPOSÉ. — ART. 2 ET 7 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898. — COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER. — ENTREPRENEUR. — ART. 1384 C. CIV. INAPPLIÇABLE.

Aux termes de l'art. 2 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers victimes d'accidents ne peuvent se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de ladite loi et il n'est fait exception à cette règle par l'art. 7, que lorsque l'accident est dû à une faute étrangère, soit au patron, soit à ses ouvriers ou préposés.

Au sens grammatical, comme au sens usuel, le préposé d'un patron est celui que le patron s'est substitué dans la direction d'un travail et la surveillance des ouvriers et à qui il a délégué ses droits et ses pouvoirs, et si, le plus ordinairement, cette délégation est donnée par le patron, à ses employés et subordonnés, il ne s'ensuit pas qu'elle ne puisse pas être confiée à une personne ne faisant pas partie de son personnel; aucune distinction n'est faite par la loi, et, par suite, le mot « préposé » doit s'entendre dans son sens le plus général et s'appliquer à toute personne, employée ou non, que le patron a investie, soit d'une façon permanente, soit momentanément de son autorité.

Par suite, lorsque des travaux sont exécutés en régie par des entrepreneurs pour une Compagnie de chemins de fer à laquelle ils ont fourni des ouvriers travaillant sous la surveillance des agents de la Compagnie, ainsi substituée auxdits entrepreneurs dans la direction des travaux, celle-ci, n'étant pas au regard des ouvriers de ces entrepreneurs, un tiers, mais bien une préposée, l'art. 2 de la loi de 1898 doit recevoir son application et la Compagnie ne saurait être déclarée civilement responsable, conformément aux règles du droit commun, de l'accident survenu à l'un des ouvriers au cours des travaux.

Compagnie d'Orléans c. époux Courtois et époux Meyre.

LA COUR,

En ce qui concerne Chansard et Lebon;

Adoptant les motifs des premiers juges;

Confirme le jugement dont est appel;

En ce qui concerne Peigné;

Adoptant les motifs des premiers juges;

Et considérant que l'accident du 1er février 1905 est dû, non à l'insuffisance du personnel de la Compagnie d'Orléans, mais uniquement à l'imprudence et à la négligence de Peigné; qu'il échet de lui faire une application moins indulgente de la loi;

Par ces motifs,

Condamne Peigné à deux mois d'emprisonnement, 50 francs d'amende...; dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine d'emprisonnement;

Confirme, pour le surplus, le jugement dont est appel;

Sur les conclusions des parties civiles:

Considérant qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers victimes d'accidents ne peuvent se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de ladite loi; qu'il n'est fait exception à cette règle par l'article 7 que lorsque l'accident est dû à une faute étrangère, soit au patron, soit à ses ouvriers ou préposés;

Considérant qu'au sens grammatical, comme au sens usuel, le préposé d'un patron est celui que le patron s'est substitué dans la direction d'un travail et la surveillance des ouvriers, et à qui il a délégué ses droits et ses pouvoirs;

Considérant que si, le plus ordinairement, cette délégation est donnée par le patron à ses employés et subordonnés, il ne s'ensuit pas qu'elle ne puisse être confiée à une personne ne faisant pas partie de son personnel; qu'aucune distinction n'est faite à ce point de vue par la loi et que, par suite, le mot « préposé » doit s'entendre dans son sens le plus général, et s'appliquer à toute personne, employée ou non, que le patron a investie, soit d'une façon permanente, soit momentanément, de son autorité;

Considérant que cette interprétation trouve sa confirmation dans l'article 20 de la loi de 1898, aux termes duquel l'indemnité peut être majorée en cas de faute exceptionnelle du patron « ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction »; que le législateur, dans l'article 20, n'a pas entendu créer une nouvelle catégorie de responsables, et que l'expression « ceux qu'il s'est substitués dans la direction » est évidemment synonyme de celle « préposés » employée dans l'article 7; que la signification de cette dernière expression se trouve ainsi nettement précisée;

Considérant, en fait, que le 18 juillet 1905, un marché est intervenu entre Mège et Massoteau, entrepreneurs, et la Compagnie d'Orléans, pour l'exécution des travaux de sabotage des traverses et des appareils de la voie, de terrassement et de remaniement des voies pour la réception de la ligne d'Etampes à Pithiviers;

Considérant que les travaux ont été exécutés en régie; que Mège et Massoteau ont fourni à la Compagnie d'Orléans des ouvriers au nombre desquels se trouvaient ceux qui ont été victimes de l'accident du 1er février;

Considérant qu'il résulte de tous les documents de la cause, et notamment du procès-verbal dressé par le commissaire de surveillance administrative, que les ouvriers et chefs de chantiers fournis par Mège et Massoteau travaillaient sous la surveillance des agents de la Compagnie d'Orléans;

Considérant que, dans ces conditions, il est constant, en fait, que Mège et Massoteau s'étaient substitué la Compagnie d'Orléans dans la direction des travaux et que celle-ci était, au regard des ouvriers des entrepreneurs, non un tiers, mais une préposée;

Considérant que les parties civiles sont donc sans droit pour se prévaloir des dispositions de l'article 7 de la loi de 1898;

Par ces motifs,

Infirme le jugement en ce qu'il a reconnu la responsabilité de la Compagnie d'Orléans et l'a condamnée à payer aux époux Courtois une somme de 8.000 francs, et aux époux Meyre une somme de 5.000 francs, etc...

M. LECHERBONNIER av .gén. — Mes FRÉCOURT, FLAMAND, Raoul ROUSSET, HAZARD et LANDOUZY av.

NOTE. — Voir dans le sens de l'arrêt recueilli : Cass. 14 mars 1904, 2 arrêts (Gaz. Pal. 1904.1.683). Ces arrêts intervenus à l'occasion d'espèces presque identiques ont interprété le mot « préposé » dans le même sens que la décision rapportée.

COUR D'APPEL DE BORDEAUX (1re CH.).

10 avril 1906.

Présidence de M. Birot-Breuilh.

1° ET 2° SUCCESSION. — CONJOINT SURVIVANT. — ART. 767, § 8. — LIBÉRALITÉS. — IMPUTATION. — AVANTAGE RÉSULTANT DU RÉGIME MATRIMONIAL. — COMMUNAUTÉ LÉGALE. — NON-IMPUTATION. — IMMEUBLE ACQUIS AU COURS DU MARIAGE DE DENIERS PROPRES AU CONJOINT PRÉDÉCÉDÉ. — USUFRUIT IMPUTABLE.

3° COMMUNAUTÉ CONJUGALE. — ASSURANCE SUR LA VIE. — POLICE. — ENDOSSEMENT AU PROFIT DU FUTUR ÉPOUX AVANT LE MARIAGE. — CAPITAL. — ACQUÊT DE COMMUNAUTÉ. — CRÉANCE A TERME. — CARACTÈRE.

1° Si les libéralités qui sont faites par le conjoint prédécédé à son conjoint survivant sont assujetties au rapport ou soumises à l'imputation visée dans le § 8 de l'art. 767 (nouveau) C. civ., il en est autrement des simples avantages qui peuvent résulter pour le conjoint survivant, des stipulations de son contrat de mariage, et spécialement de l'adoption par les époux du régime de la communauté légale, le choix de ce régime constituant, quelles qu'en soient les conséquences, une convention entre associés et non une libéralité.

Dès lors, venant à décéder, l'un des deux époux communs en biens, il n'y a lieu de rechercher quel était le plus riche des deux au moment du mariage, ni auquel a le plus profité l'adoption du régime de communauté, à l'effet de déterminer si le survivant est tenu d'imputer sur l'usufruit qui lui est attribué en vertu de l'art. 767 C. civ., les avantages recueillis par lui comme conséquence du régime matrimonial adopté.

2° Mais il en est autrement de l'usufruit d'une villa acquise des deniers de l'époux prédécédé, c'est là une libéralité imputable à concurrence de la valeur de l'usufruit de cette villa sur l'usufruit du conjoint survivant.

3° Sous le régime de la communauté légale le capital d'une assurance sur la vie que l'un des époux a constituée sur sa propre tête et dont il a cédé, par voie d'endossement de la police, à son futur conjoint avant le mariage tombe dans la communauté par application de l'art. 1401 C. civ., comme faisant partie de l'avoir mobilier possédé par ce dernier au moment du mariage.

Et vainement le survivant soutiendrait qu'il n'a acquis le capital de ces polices qu'au décès de son conjoint et que c'est là un propre qui n'est pas entré dans la communauté, puisque celle-ci était dissoute au moment où il en a fait l'acquisition.

La cession de la police et non le décès du conjoint constitue le survivant créancier et par conséquent propriétaire du capital de ladite police dès le jour de la cession, la stipulation d'un terme indéterminé ne changeant rien au caractère de la créance.

Muller et Bolo c. Muller et Privat.

LA COUR,

Attendu que l'appel des époux Bolo est limité par leurs conclusions aux points de savoir : 1° Si les avantages qui peuvent résulter au profit de la dame Bolo de son contrat de mariage avec le feu sieur Muller sont imputables sur l'usufruit qui lui est conféré par l'art. 767 C. civ. sur la moitié de la succession de son mari ;

2° Si la même règle est applicable à la villa Valléda ;

3° Si elle l'est également aux polices d'assurances endossées au profit de la dame Muller par le sieur Muller, à une date antérieure au mariage ;

4° A une question accessoire de provision ;

Sur le premier point :

Attendu que si les libéralités qui sont faites par le conjoint prédécédé à son conjoint survivant sont assujetties au rapport ou soumises à l'imputation visée dans le paragraphe 8 de l'art. 767 C. civ., il en est autrement des simples avantages qui peuvent résulter, pour le conjoint survivant, des stipulations de son contrat de mariage et spécialement de l'adoption par les époux du régime de la communauté légale ; que le choix de ce régime constitue, quelles qu'en soient les conséquences, une convention entre associés et non une libéralité, ainsi que cela résulte de plusieurs dispositions du Code civil; que ces conventions entre associés sont faites, non à titre gratuit, mais à titre onéreux, et que ce que peut gagner l'un des époux a son équivalent dans ce qu'il donne à son conjoint ; qu'ainsi, il n'y a pas, en l'espèce, à rechercher quel était le plus riche des sieurs et dame Muller, ni celui à qui a le plus profité la stipulation du régime de la communauté légale ; que, convenu librement entr'eux, ce régime est présumé leur assurer à l'un et à l'autre, des avantages égaux; que la décision des premiers juges mérite à cet égard d'être infirmée ;

Attendu qu'il en est autrement de l'usufruit de la villa Valléda qui fait l'objet de la seconde difficulté; qu'il n'est pas plus contesté devant la cour qu'il ne l'a été devant les premiers juges, que l'acquisition de l'usufruit comme celle de la nue propriété a été payée des deniers de Muller ; que c'est donc là une libéralité imputable à concurrence de la valeur de l'usufruit de la villa sur l'usufruit du conjoint survivant ;

Sur le troisième point relatif aux polices d'assurances :

Attendu que, constituées sur la vie entière de Muller, elles ont été par celui-ci cédées par voie d'endossement à la dame Muller avant mariage ;

Attendu qu'elles faisaient donc partie de l'avoir mobilier de la dame Muller, et que, dès lors, aux termes de l'art. 1401 C. civ., elles sont tombées dans la communauté ; qu'à la vérité, la dame Bolo soutient qu'elle n'a acquis le capital de ces polices qu'au décès de son

mari, et que c'est là un propre qui n'est pas entré dans la communauté, puisque celle-ci était dissoute au moment où elle en a fait l'acquisition ;

Mais attendu que la cession des polices et non le décès de Muller constituait la dame Bolo créancière et par conséquent propriétaire du capital de ces polices dès le jour de la cession ; que la stipulation d'un terme indéterminé ne change rien au caractère de la créance; que, de ce chef encore, il y a lieu de confirmer le jugement entrepris ;

Attendu que les conclusions de la dame Bolo, quant à la pension, ne sont pas contestées ;

Par ces motifs,

Infirme le jugement du Tribunal civil de Bordeaux du 19 juin 1905 en ce qui touche l'imputation de l'actif de la communauté sur l'usufruit du conjoint survivant;

Emendant, dit qu'il n'y a lieu, quant à ce, à imputation ni rapport ;

Confirme, pour le surplus, la décision des premiers juges ; dit qu'elle sortira son plein et entier effet ;

Ordonne toutefois que M. Privat ès-qualités devra verser à la dame Bolo une provision mensuelle de 4.000 fr. à compter du décès du sieur Muller, imputable sur la part en fonds revenant à ladite dame ;

Ordonne l'emploi des dépens en frais de partage.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Il est admis, tant en doctrine qu'en jurisprudence que les avantages matrimoniaux ne sont pas imputables sur l'usufruit du conjoint survivant tel que celui-ci est déterminé par l'art. 767 C. civ. modifié par la loi du 3 mars 1891. « Les dispositions du contrat de mariage et le droit d'usufruit, a dit, le 21 novembre 1890, M. Delsol, rapporteur de la loi au Sénat, en réponse à M. Humbert, peuvent recevoir une application simultanée. » Cette solution est d'ailleur conforme aux principes du Code civil qui, en général, au moins, ne tient pas pour des libéralités les avantages résultant des conventions matrimoniales (art. 1496, 1525 et 1528). C'est ainsi que, par application de l'art. 1525, le conjoint survivant pourrait cumuler son usufruit légal avec le bénéfice de la clause du contrat de mariage attribuant la totalité de la communauté au dernier mourant. *Sic :* Trib. civ. Ussel 16 mars 1895 (Gaz. Pal. 95.1.478); Comp. : Nancy 5 février 1891 (D. 91.2.353). *Adde :* Souchon, Comment. de la loi de 1891, p. 237; Zeglicki, Revue crit. 1892, p. 242; Bonnet, Des droits de l'époux surviv., n° 23; Gerbault et Dubourg, Code des droits success. des époux, n° 126; Defrénois, Traité formul. des dr. d'héréd. entre époux, n° 115, p. 61 ; Mesuard, Comment. de la loi de 1891, Lois nouvelles 1891, 1re part., p. 511 et suiv., nos 34, 37 ; Huc, t. V, n° 129 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. I, n° 830 ; Planiol, t. III, n° 1879.

II. — Sur le second point : La solution admise par l'arrêt rapporté paraît en contradiction avec les décisions antérieurement rendues sur le caractère des immeubles acquis au cours du mariage, sous le régime de la communauté légale, par l'un des époux avec des deniers propres à cet époux. Ces immeubles tombent dans la communauté, laquelle est seulement débitrice du prix envers l'époux qui a payé : Cass. 21 mars 1849 (S. 49.1.417 — D. 52.2.160); Rennes 20 mars 1850 (S. 50.2.254 — D. 52.2.160). Il semble donc que, dans l'espèce soumise à la Cour de Bordeaux, la femme eût droit au moins à la moitié de l'usufruit de la villa Velleda, non pas à titre de libéralité, mais à titre d'avantage matrimonial, sauf la créance du mari envers la communauté. D'où il suit que cet usufruit n'était imputable que pour moitié de sa valeur sur l'usufruit conféré par l'art. 767.

III. — Sur le troisième point : Application de l'art. 1401 C. civ. aux termes duquel les créances mobilières appartenant aux époux avant le mariage tombent en communauté. Et on admet qu'il en est ainsi, même des créances à terme ou conditionnelles, quand bien même le terme ou la condition ne devrait se réaliser qu'à la dissolution de la communauté : Fuzier-Herman, Répert. du dr. fr., v° Communauté conjugale, n° 70 ; Troplong, t. I, n° 265 ; Rodière et Pont, t. I, n° 366.

Il faut noter que dans notre espèce il ne s'agissait pas d'une assurance contractée avant le mariage par le futur mari, sur la tête de sa future épouse, mais simplement d'un endossement au profit d'une personne qui avait ultérieurement épousé le titulaire de la police. En effet, dans la première hypothèse la jurisprudence admet que le capital de l'assurance demeure propre à la femme. V. en ce sens : Cass. 10 novembre 1879 (S. 80.1.337 et la note de M. Labbé — D. 80.1.175 — Journ. des assur. 80.106). *Sic :* Couteau, t. II, n° 560. *Contrà :* Bazemet, De l'assur. sur la vie contractée par l'un des époux au profit de l'autre, p. 47.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (8e Ch.)

1er juin 1906.

Présidence de M. François Poncet.

ESCROQUERIE. — ALTÉRATION D'ÉCHANTILLONS. — USAGE DE FAUX CACHETS PAR UN EMPLOYÉ. — ART. 405 C. PÉN. — COMPLICITÉ DE L'EMPLOYEUR. — RESPONSABILITÉ CIVILE.

Le fait par un employé du vendeur, de modifier les échantillons prélevés sur un chargement d'avoine et destinés à l'analyse, en substituant au cachet de l'acheteur, un cachet identique, fabriqué en vue de la fraude, constitue l'escroquerie prévue et punie par l'art. 405 C. pén.

La société venderesse qui a eu connaissance des manœuvres de son employé, est civilement responsable du montant de l'amende et des restitutions auxquelles ce dernier peut être condamné.

Min. pub. et Collin c. Dresser et Société « Libauer-Export-Verein ».

LE TRIBUNAL,

Attendu que Collin, négociant en grains, à Paris, a acheté à la Société Libauer-Export-Verein, à Libau, un chargement d'avoine noire et d'avoine blanche, payable comptant contre remise des connaissements ;

Attendu qu'aux termes des conventions intervenues entre les contractants, la société venderesse avait droit à 3 p. 100 de charge ou déchet pour les avoines blanches et 5 p. 100 pour les noires; que Collin, de son côté, avait droit à une bonification sur le prix payé par lui comptant, au cas où l'analyse faite par la commission du marché de Pais révèlerait un excédent de charge supérieur au pourcentage convenu;

Attendu que Dresser, représentant de la Société Libauer-Export-Verein et Genestal, représentant Collin, procédaient à Rouen au fur et à mesure du chargement

des bateaux, et de là, contradictoirement à des prélèvements d'échantillons qui étaient immédiatement cachetés et scellés aux cachets des deux parties ;

Attendu, qu'en plus des deux échantillons sus-indiqués, le représentant de Collin expédiait à ce dernier des échantillons libres prélevés de la même façon que les précédents; que les analyses de ces échantillons, la présence d'un pourcentage supérieur au maximum garanti, Collin demanda à la Commission du marché de Paris, l'analyse officielle des échantillons cachetés;

Attendu que le résultat de ces analyses indiqua à Collin, contre son attente, une proportion de corps étrangers bien inférieure à celui donné par l'expertise faite sur les échantillons libres et en excluait pour ainsi dire complètement toute possibilité de bonification sur son prix d'achat;

Attendu que Genestal, supposant que l'inculpé pouvait, à l'aide d'un faux cachet indentique à celui dont il se servait, cacheter à nouveau les échantillons après en avoir modifié le contenu, se décida, en janvier 1905, après l'arrivée du bateau le *Fuisen*, à substituer à l'ancien cachet portant les lettres H. G. un nouveau cachet aux initiales H. G. et F., que, malgré cette substitution, le résultat de l'analyse officielle des échantillons envoyés à la suite du déchargement du bateau *Klampenberg*, arrivé à Rouen le 27 avril, donnèrent encore une différence très sensible de la moyenne de charge entre ceux envoyés par Dresser et les échantillons libres reçus directement par Collin;

Attendu qu'à la date du 9 juin, Genestral avisa Collin, qu'il apportait à son cachet personnel une nouvelle modification, en faisant figurer entre les initiales déjà existentes sept étoiles presque imperceptibles disposées en disques et placées dans la partie médiane de la lettre F., et que ce cachet ainsi modifié, avait servi le jour même à sceller des échantillons d'avoine prélevés sur le chargement du vapeur « Carl » ,arrivé la veille;

Attendu que, sur les 15 sacs d'échantillons prélevés sur ce vapeur et déposés à la commission du marché de Paris, pour y être analysés, il fut constaté par exploit de Streletskie, huissier à Paris, que quatre seulement portaient la nouvelle empreinte alors que onze étaient revêtus de l'ancien cachet;

Attendu, qu'ensuite de cette constatation, Collin désormais certain du mode de fraude employé par Dresser déposa contre l'inculpé une plainte à la date du 26 juillet 1905;

Attendu, que Dresser, invité à s'expliquer, proteste de son innocence, qu'il reconnaît toutefois avoir fait fabriquer par un graveur de Paris, sur un modèle remis par lui en mars 1905, au témoin Faveau, un cachet aux initiales de la maison Genestal, mais qu'il prétend ne l'avoir fait que pour remplacer celui qu'un employé de cette maison avait perdu afin d'éviter à ce dernier la perte de sa place ;

Attendu que cette sollicitude à l'égard de cet employé pourrait à la grande rigueur, se comprendre si la manifestation était unique, mais qu'il n'est pas inutile de constater que Dresser a donné une explication identique lorsque l'information a permis de découvrir que l'inculpé avait, quelques jours après, fait fabriquer dans les mêmes conditions, un exemplaire d'un cachet servant à un sieur Delaporte, transitaire à Rouen, et vis-à-vis duquel il se trouvait dans la même situation qu'envers Collin;

Attendu que la culpabilité de Dresser ne peut faire de doute si l'on rapproche la correspondance de l'inculpé des faits qui viennet d'être exposés et de la déposition du témoin Faveau;

Attendu, en effet, qu'après l'arrivée du *Carl*, l'inculpé, se rendant à Bayonne, remit à Faveau en passant à Paris, les échantillons prélevés sur le chargement de ce vapeur ; que peu de jours après, Faveau reçut de Dresser une lettre lui recommandant de préparer les échantillons en enlevant un peu de charge; que d'ailleurs, Dresser avait mis Faveau en mesure d'exécuter ses instructions en l'envoyant à Rouen chercher le cachet Dresser et le cachet Genestal H. G. et F., ce dernier reconnu par Faveau comme étant celui qu'il avait, quelques semaines auparavant, fait fabriquer chez le graveur de Paris, sur les ordres de Dresser;

Attendu qu'on relève encore dans une lettre écrite de Bordeaux par Dresser à Faveau, le 18 juin, la recommandation à ce dernier de revoir les échantillons pour que la moyenne soit la même dans tous les sacs, ajoutant : « il faut mettre toute l'avoine blanche du *Carl* à l'air et refaire les échantillons en enlevant un peu de charge », et plus loin: « vous me retournerez le cachet dès que vous en aurez fini » ;

Attendu que, vainement Dresser a essayé d'invoquer une prétendue confusion qui se serait produite chez lui, à Rouen, entre les échantillons du *Carl* et ceux du *Danemark*, arrivé précédemment, confusion qui expliquerait d'après lui, l'absence des étoiles sur le cachet H. G. et F. des 11 échantillons du *Carl;*

Attendu que Dresser, pour prouver sa bonne foi, a offert de rechercher les échantillons présentés par lui comme étant ceux du *Danemark* et sur lesquels on retrouverait les étoiles du cachet H. G. et F. employé pour le *Carl*, mais qu'en même temps, pour rendre cette vérification impossible il a écrit à Faveau: « *Danmark*,il faut absolument que vous ayiez en mains les petits sacs qui ont été analysés et que vous enleviez les cachets de façon à ce qu'on ne puisse voir les cachets, car, si on veux vérifier comme je l'ai proposé, il ne faut pas qu'on trouve rien sur les sacs » ;

En ce qui concerne la responsabilité civile de la Société Libauer-Export-Verein':

Attendu qu'il résulte de la correspondance échangée entre cette Société et son représentant, l'inculpé Dresser, que le Libauer-Export-Verein a été mis au courant par ce dernier de ses agissements frauduleux;

Attendu qu'en effet, Dresser écrit à la Société le 21 décembre 1904, à propos du chargement *Hafna :* J'ai bien réussi sur les avoines noires, mais j'ai été moins heureux sur les blanches... Je m'arrangerais la prochaine fois pour arriver et pour vous compenser... le 14 janvier 1905, pour le chargement *Ballique*. J'ai eu quelque peu de difficulté à Paris, un morceau de terre de plus de un gramme et demi se trouvait dans l'analyse; je n'ai pas hésité, et avec un peu d'argent et un dîner, j'ai obtenu du personnel d'enlever ce morceau de terre... et un peu plus loin : sur échantillons que *j'avais préparés... ;*

Attendu, qu'à la date du 19 janvier 1905, la Société répond à Dresser : « Nous possédons votre honorée du 14 courant, nous remettant les certificats des analyses et nous sommes gais d'apercevoir un si bon résultat sur les avoines noires... »

Attendu que le 31 janvier 1905, Dresser a écrit: « J'ose espérer que vous reconnaîtrez les services que je vous rends et que vous me récompenserez comme je le mérite », et le 26 février suivant : « Je crois, du reste, que vous êtes fixés sur mes services, aussi je compte

bien qu'à la fin de saison, vous me récompenserez pour les résultats extraordinaires que je vous aurai obtenus et qui vous font réaliser de très gros bénéfices;

Attendu qu'entre temps, la Société répond le 22 février ; « Votre dépêche du 22 courant nous annonçant les résultats d'analyse *Fuisen* nous a bien réjoui ; » qu'il est dès lors indéniable que la Société Libauer-Export-Verein a connu les agissements de Dresser,qu'elle a profité des maniàres frauduleuses employées par son représentant; qu'elle n'a pas eu à tenir compte à Collin des bonifications auxquelles celui-ci avait droit aux termes du contrat passé avec elle;

Attendu qu'elle doit donc être retenue dans les liens de la poursuite comme civilement responsable de son représentant; que Dresser allègue vainement que c'est la Société Libauer-Export-Verein qui a obtenu seule la remise des sommes ou valeurs provenant des escroqueries commises par lui; qu'il suffit, en effet, soit qu'il en remette des fonds provenant de l'escroquerie dans les mains d'une autre personne, alors même que cette personne ne serait pas complice de l'auteur ou délit, soit que cette remise des fonds soit effectuée à une tierce personne que le prévenu entendait en faire profiter;

Attendu que Dresser est suffisamment convaincu d'avoir, par usage d'un faux cachet et par altération des échantillons, faussé au profit de la Société Libauer-Export-Verein, le résultat des analyses auxquelles cette Société s'était soumise avec son contrat intervenu avec Collin;

Attendu, que le rapport très complet de l'expert Iché a établi à 20.500 fr. 25 le montant du préjudice occasionné à Collin par les agissements de Dresser; que le tribunal a les éléments suffisants pour fixer à cette somme la restitution due à Collin;

Par ces motifs,

Faisant application à Dresser des dispositions de l'art. 405 C.pén.;dont la lecture a été donnée par le président et qui est ainsi conçu: Art. 405: Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'insuccès d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances et décharges, et aura, par un de ces moyns, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et d'une amende de 50 francs au moins et de 3.000 francs au plus;

Condamne Dresser à dix-huit mois d'emprisonnement, 1.000 francs d'amende;

Déclare la Société Libauer-Export-Verein civilement responsable du fait commis par Dresser;

Et attendu que Dresser n'a jamais été condamné et que de bons renseignements ont été recueillis sur son compte, qu'il y a lieu dans ces conditions de le faire bénéficier des dispositions de l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891, faisant application de ces dispositions dont lecture a été donnée par le président et qui sont ainsi conçues: En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, les cours ou tribunaux peuvent ordonner par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine, si pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encourue aucune poursuite suivie de condamnations à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue;

Dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine d'emprisonnement ci-dessus prononcée contre Dresser;

Et statuant sur les réclamations de la partie civile;

Condamne Dresser par toutes voies de droit et même par corps, solidairement avec la Société Libauer-Export-Verein, cette dernière, comme civilement responsable, à payer à Collin la somme de 20.500 fr. 25, à titre de restitution et celle de 2.000 francs à titre de dommages-intérêts;

Les condamne, en outre, sous la même solidarité aux dépens.

NOTE. — L'art. 405 C. pén. punit tout individu qui a l'aide de manœuvres frauduleuses aura tenté de s'approprier la fortune d'autrui ; cet article énumère un certain nombre de ces manœuvres, mais son énumération est seulement énonciative, et le tribunal apprécie dans chaque espèce si les actes reprochés à l'inculpé constituent les manœuvres frauduleuses prévues par la loi.

Il n'était pas douteux dans l'espèce ci-dessus rapportée que l'accusé tombait sous le coup de l'art. 405 C. pén.

On peut rapprocher cette décision de jugements analogues. V. notamment : Cass. 2 mai 1892 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Escroquerie, n° 47).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

19 avril 1906.

Présidence de M. Petit.

EFFETS PUBLICS. — REMISIER. — COMMISSION. — DUCROIRE. — BÉNÉFICE DE DISCUSSION. — COUVERTURE. — DROIT DE RÉTENTION.

Doit être assimilé à un remisier au point de vue du règlement de son compte de commission et des responsabilités encourues celui qui, ayant amené un client dans une maison de banque ou de coulisse, a touché des remises régulières sur les affaires traitées pour le compte de ce client et a même réclamé le montant de remises dues.

Lorsqu'un remisier a été crédité dans une maison de coulisse d'une commission de 25 % sur les affaires traitées par cette maison pour le compte d'un client qu'il y a amené, il est, dans la même proportion, ducroire, vis-à-vis d'elle, à l'occasion des engagements contractés par le client;

Toutefois, il ne saurait être définitivement débité à raison de cette cause qu'après discussion du débiteur principal·

Mais la maison de coulisse a, sur les titres qu'elle détient pour ledit remisier,un droit de rétention qu'autorise l'incorporation qu'elle a faite dans le compte de celui-ci, des crédits résultant des remises qui lui étaient accordées sur les opérations du client.

Fournier c. Quantin et Cie.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Fournier réclame à Quantin et Cie, la remise de : 1° 5 actions freins Lipkowski; 2° 25 actions Tharsis; 3° 5 actions de jouissance des chemins de fer d'Orléans, sous astreinte, aux offres qu'il fait de leur payer la somme de 3.788 fr. 85, solde débiteur de son compte, sinon et faute de ce faire, le paiement d'une somme de 8.748 fr. 90, montant de ces titres, déduction faite du solde débiteur susindiqué;

Mais attendu que, s'il est vrai que Fournier a fait chez Quantin et Cie des opérations de bourse à l'occasion desquelles un compte est intervenu entre eux, le litige qui divise actuellement les parties porte uniquement sur une somme de 6.436 fr. 65, que Quantin et Cie font figurer au débit de Fournier, et que celui-ci conteste;

Attendu, qu'il résulte des documents versés aux débats et de l'instruction ordonnée par ce tribunal, que cette somme représente la part proportionnelle réclamée par Quantin et Cie à Fournier dans un solde de compte débiteur d'un sieur Laroque, dont la clientèle aurait été apportée à Quantin et Cie par Fournier, et dont ce dernier serait ducroire, comme remisier dans la proportion qui lui est réclamée;

Attendu que Fournier soutient qu'il ne serait pas remisier; qu'il se serait borné à présenter le dit sieur Laroque à Quantin et Cie, à titre purement amical; qu'il n'aurait jamais été mis au courant des affaires traitées par ce client et que, n'ayant pris vis-à-vis de Quantin et Cie, aucun engagement concernant les opérations faites par eux pour le compte de celui-ci, la prétention de Quantin et Cie, ne serait pas fondée;

Mais attendu qu'il est acquis aux débats que Fournier a été crédité chaque mois d'une remise de 25 % sur les affaires traitées par le sieur Laroque chez les défendeurs et que cette remise a été portée au crédit de son compte; qu'il n'ignorait donc pas ces affaires, puisqu'il en profitait; que bien plus, il a lui-même, le 5 avril 1904, réclamé à Quantin et Cie le montant de ce compte de commission; qu'il agissait donc bien comme remisier et qu'il doit à ce titre, supporter les responsabilités que cette situation lui créait;

Attendu, dès lors, que c'est à bon droit que Quantin et Cie ont fait figurer à son débit la somme dont s'agit représentant la part de 25 % dont il est ducroire vis-à-vis d'eux à l'occasion des engagements contractés par le sieur Laroque;

Attendu, toutefois, que ce débit ne saurait être définitif, qu'autant que Quantin et Cie auront établi que le débiteur principal, mis en demeure, n'aura pas soldé son compte, mais qu'ils ont cependant,vis-à-vis de Fournier, un droit de rétention qu'autorise l'incorporation qu'ils ont faite dans le compte de celui-ci des crédits résultant des remises qu'ils lui accordaient sur les opérations du sieur Laroque;

Attendu, dès lors, que Fournier ne saurait valablement réclamer, quant à présent, le solde de son compte et la remise de ses titres, ce règlement ne pouvant intervenir qu'après la discussion par Quantin et Cie de leur débiteur principal; qu'il échet, en conséquence, de rejeter sa demande, tout au moins quant à présent, en déclarant inopérantes, par voie de conséquence, les offrés de Quantin et Cie, qui sont subordonnées au paiement d'une somme non encore exigible et qu'ils ne réclament même pas;

Par ces motifs,

Déclare inopérantes les offres de Quantin et Cie;

Donne acte à Fournier de sa protestation contre la vente de 25 actions Tharsis;

Le déclare mal fondé, quant à présent, en sa demande l'en déboute;

Et le condamne aux dépens.

Mes BRUZEAU av. et SAYET agréé.

NOTE. — Cette solution est fondée sur un usage établi sur la plupart des grandes places. V. notamment pour Paris, dans le sens de la décision recueillie : Trib. com. Seine 7 août 1886 (Gaz. Pal. 86.2. Supp. 88) ; Paris 6 mars 1896 (Gaz. Pal. 96.1.550) ; et pour Marseille : Trib. com. Marseille 20 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.388). Il est vrai que, dans l'espèce, le demandeur, M. Fournier, pour se soustraire à l'application de la règle fondée sur l'usage concernant les remisiers, prétendait qu'il n'était pas un remisier de profession. Mais le jugement n'a pas admis cette prétention parce qu'en fait il y avait eu acceptation et encaissement des remises inscrites à son crédit et même réclamation du montant de ces remises. Il en a conclu que M. Fournier connaissait les affaires traitées avec le client, puisqu'il en profitait, et que, en profitant, il devait également endosser sa part de responsabilité.

265-266-267-268

COUR D'APPEL D'AIX (CH. CORR.)

29 mars 1906.

Présidence de M. Deleuil.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — 1° et 2° INTENTION DE NUIRE. — BUT POURSUIVI. — DÉFENSE CONTRE UN CONCURRENT COMMERCIAL. — INTÉRÊT PUBLIC. — 3° ET 4° PUBLICITÉ. — CIRCULAIRE DIFFAMATOIRE. — ENVOI A DES COURTIERS. — ABSENCE DE CARACTÈRE PERSONNEL DE LA CORRESPONDANCE. — ENVOI PAR LETTRE NON FERMÉE.

1° *En cas de poursuite pour diffamation, ne saurait valablement arguer de l'absence de l'un des éléments constitutifs de ce délit : l'intention de nuire, le négociant qui, lésé dans ses intérêts purement commerciaux par la réclame excessive et peu scrupuleuse d'un concurrent, en arrive, pour se défendre, à diriger contre ce dernier des imputations diffamatoires.*

On ne peut, en effet, voir, en pareil cas, le but sérieux et légitime de nature à justifier le moyen employé, dût ce moyen porter atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne.

2° *Et vainement l'inculpé soutiendrait à sa décharge, qu'en agissant comme il l'a fait, il a eu principalement en vue un intérêt public, alors que c'est sans mandat qu'il s'est institué le défenseur des négociants de sa localité se livrant au même commerce que lui.*

3° *En matière de diffamation, la publicité nécessaire à l'existence juridique du délit est suffisamment constituée par le fait, de la part d'un commerçant, d'avoir adressé par la poste une circulaire diffamatoire pour un concurrent à un grand nombre de courtiers qualifiés, par l'expéditeur, de « représentants », alors qu'il est constant qu'il en est beaucoup qui n'ont*

dû que fort rarement, pour ne pas dire jamais, avoir été en rapport d'affaires avec lui.

4° Au surplus, la publicité résulterait suffisamment de cette seule circonstance que la circulaire incriminée a été expédiée par la poste sous enveloppe non fermée, tout aussi bien que si l'expédition avait eu lieu sous bande.

Il n'y a, en effet, aucune distinction à faire entre les deux modes d'envoi, puisque dans le premier cas, de même que dans le second, les employés des postes ont le droit, et même le devoir d'examiner la bande ou l'enveloppe pour s'assurer qu'aucune infraction n'est commise aux règlements ou à la loi en matière d'expéditions postales.

Berthon c. Fabre.

LA COUR,

Attendu qu'il est indéniable que la circulaire du 2 septembre 1905 que le sieur Berthon a adressée à ses représentants ou courtiers, contient, ainsi qu'à bon représentants ou courtiers contient, ainsi qu'à bon droit l'ont déclaré les premiers juges, des allégations et imputations qui, prises en soi, sont de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération du sieur Fabre ;

Attendu que c'est à tort, toutefois, que les premiers juges ont relaxé le prévenu des fins de la plainte pour le double motif que deux des conditions du délit de diffamation, l'intention de nuire et le défaut de publication, faisaient défaut dans la cause ;

Sur l'intention de nuire :

Attendu que l'on s'explique les sentiments d'indignation qu'a dû éprouver le sieur Berthon en présence de la réclame excessive, et peu scrupuleuse à laquelle se livrait le sieur Fabre, pour accaparer la clientèle ; que s'il n'est pas absolument prouvé que ce dernier se soit fait livrer par les employés de la gare, des adresses qu'il pouvait se procurer lui-même, en voyant les colis déposés à quai, au moment de leur chargement sur les wagons, il paraît néanmoins quelque peu probable qu'il a sollicité les services des représentants ou courtiers déjà en relation d'affaires avec Berthon ; que ces faits auraient peut-être pu permettre à ce négociant d'intenter contre le sieur Fabre une action en concurrence déloyale, mais ne saurait l'autoriser, alors que la loi met à sa disposition des moyens dont il ne fait pas usage, à se défendre en commettant lui-même un délit ;

Attendu que ni la doctrine, ni la jurisprudence ne sauraient être invoquées en faveur d'un négociant qui, lésé dans ses intérêts purement commerciaux, en arrive, pour se défendre, à diriger contre son concurrent des imputations diffamatoires ; qu'on ne peut voir, en pareil cas, le but sérieux et légitime qui justifie le moyen employé, ce moyen fut-il de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne ;

Attendu que, d'autre part, on ne saurait sérieusement soutenir que Berthon, qui s'est fait, sans mandat, le défenseur des négociants d'huile de Salon, ait eu principalement en vue un intérêt public ;

En ce qui concerne la publicité :

Attendu que la circulaire incriminée a été envoyée par le sieur Berthon à dix-sept cent courtiers qu'il qualifie du nom de représentants ; que, parmi le nombre, il en est certainement qui, étant donné le chiffre des affaires réalisées en 1903, l'année la plus prospère, n'ont dû que fort rarement, pour ne pas dire jamais, adresser de commandes à la maison Berthon ;

Attendu qu'au surplus, il a été jugé que le fait d'expédier par la poste, sous bande, un écrit diffamatoire constituait suffisamment la publicité, élément constitutif du délit ;

Attendu qu'il n'y a, dès lors, aucune distinction à faire lorsque l'envoi est fait dans une enveloppe non fermée puisque dans un cas comme dans l'autre, les employés des postes peuvent voir, et même ont le devoir d'examiner ce que contient la bande ou l'enveloppe pour s'assurer qu'aucune infraction n'est commise aux règlements ou à la loi en matière d'expéditions postales ;

Par ces motifs,

Réforme le jugement rendu par le Tribunal correctionnel d'Aix le 17 janvier 1906 ;

Dit que le sieur Berthon a commis le délit de diffamation à l'égard du sieur Fabre et tenant compte de toutes les circonstances de la cause, condamne le sieur Berthon aux dépens pour tous dommages-intérêts.

Me DESBATS av. gén. — Mes BRAZIER et CHARTRON av.

NOTE. — I et II. — Sur le premier et le deuxième points : L'intention de nuire est un élément essentiel du délit de diffamation : Rouen 13 février 1886 (S. 87.2.110 — D. 86.2.258) ; Montpellier 2 novembre 1888 (S. 90.2.87 — D. 89.2.255); Nîmes 17 mai 1890 (Gaz. Pal. 90.2.189). Et lorsque les expressions ou imputations sont par elles-mêmes diffamatoires, l'intention de nuire se présume de droit, et c'est à celui qui est poursuivi à prouver que, dans l'espèce, cette intention n'existait pas. Cette rpésomption qui paraît *a priori* contraire aux principes les plus élémentaires du droit pénal ne se justifie que parce que l'intention se confond ici avec la volonté : Cass. 18 novembre 1881 (S. 82.1.236); 10 février 1883 (S. 84.1.93 — D. 83.1.164); 13 décembre 1883 (Bull. crim., n° 281) ; 7 novembre 1884 (S. 87.1.235 — D. 86.1.142); 25 avril 1885 (S. 87.1.137 — D. 85.1.479); 12 février 1891 (S. 91.1.144 — D. 92.1.176); 23 août 1894 (S. 96.1.201 — D. 95.1.191); Poitiers 22 mars 1889 (Gaz. Pal. 89.1.570); Bourges 31 mai 1888 (Gaz. Pal. 89.1, supp. 2); Poitiers 31 janvier 1890 (Gaz. Pal. 90.1, supp. 40). *Sic :* Barbier, t. I, n° 279; Fabreguettes, t. I, n° 1128. Mais pour établir l'absence d'intention de nuire, il ne suffira pas que le prévenu fasse la preuve de sa bonne foi. L'excuse de la bonne foi ne saurait être admise en matière de diffamation. Elle peut atténuer la gravité du délit. Elle ne saurait le faire disparaître. « Il convient, dit fort justement M. Barbier, n° 471, de ne pas confondre la bonne foi avec l'absence « d'intention méchante. Un diffamateur peut très bien « être de bonne foi, c'est-à-dire convaincu de la légiti- « mité de son action, et avoir cependant l'intention for- « melle de nuire à la personne qu'il diffame. » En ce sens : Cass. 2 mai 1896 (S. 97.1.204 — D. 97.1.173); 6 août 1896 (S. 97.1.252) ; 29 octobre 1897 (S. 98.1.107). La provocation elle-même ne constitue pas en matière de diffamation une excuse légale comme au cas d'injure publique ou non publique. Trib. corr. Cherbourg 22 mai 1882 (Rec. de Caen 1882.237); Trib. corr. Charleville 3 mars 1892 (D. 92.2.494) ; Bordeaux 15 juin 1899. *Adde :* Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Diffamation, n° 1231. D'où il suit que, contrairement à ce que paraît dire l'ar-

rêt recueilli, le fait que l'auteur des imputations incriminées poursuivait un but sérieux et légitime ne suffirait pas à faire disparaître le caractère délictueux de son acte. Ce qui est vrai, et cela est bien différent, c'est que si l'exercice d'un droit légitime a pour effet de porter atteinte à l'honneur ou à la considération d'un tiers, celui qui exerce ce droit par l'écrit ou par la parole ne saurait être considéré comme un diffamateur au sens juridique du mot et poursuivi comme tel : Cass. 7 février 1887 (Gaz. Pal. 87.1.304) ; Trib. civ. Angoulême 22 juin 1891 (Loi 24 août 1891) ; Paris 27 décembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.105) ; Lyon 30 juin 1900 (Loi 6 décembre 1900) ; c'est l'application de la règle : *Nemni nem lædit qui jure suo utitur*. Comp. Trib. corr. Seine 20 décembre 18886 (Rev. dr. industr. 1887.367).

III. — Sur le troisième point : La question de savoir si les imputations diffamatoires contenues dans une lettre missive ou une circulaire adressée à un certain nombre de personnes présentent le caractère de publicité essentiel à l'existence du délit de diffamation est une question de fait abandonnée à l'appréciation du juge du fond. Les décisions suivantes ont, suivant les circonstances, décidé que l'envoi de lettres ou imprimés diffamatoires avait eu lieu avec ou sans publicité : Bordeaux 2 janvier 1889 (Gaz. Pal. 89.1.206); Paris 12 mai 1897 (Gaz. Pal. 97.1, Table, v° Presse-outrage, n° 12, texte non publié); Aix 2 février 1899 (S. 99.2.168 — D. 99.2.96 — Pand. franç. 1900.2.113); Lyon 30 juin 1900 (Loi 6 décembre 1900); Bordeaux 15 juin 1899 (Pand. franç. 1901.2.161). Comp. Cass. 21 octobre Presse-outrage, n^{os} 145 et 147).

IV. — Sur le quatrième point : V. dans le sens de 1897 et Orléans 15 mars 1898 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° l'arrêt rapporté : Bordeaux 5 décembre 1895 (Rec. Bordeaux 96.1.35 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Presse outrage, n° 483). *Contrà :* Comp. dans le sens de l'arrêt : Limoges 12 février 1898 (S. 98.2.268 — D. 98.2.231). *Contrà :* Trib. corr. Alger 19 janvier 1900 (Monit. jud. Lyon 5 juillet 1900 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Presse-outrage, n° 379).

TRIBUNAL CIVIL DE VALENCIENNES

18 janvier 1906.

Présidence de M. Bouillon.

1° ET 2° SAISIE-ARRÊT. — TITRE. — ARRÊTÉ DE COMPTE D'UN COMMIS-VOYAGEUR. — CRÉANCE NON LIQUIDE. — NULLITÉ DE LA SAISIE.

1° *En droit, aux termes des art. 551 et 557 C. pr. civ., si un créancier peut saisir, arrêter en vertu des titres sous seings privés, il faut pour que la saisie soit valable, que la créance soit certaine, liquide et exigible.*

La créance dont l'existence dépend d'un compte à établir, ne pouvant être considérée comme certaine, ne saurait, tant que ce compte n'est pas liquidé, servir de base à une saisie-arrêt.

En conséquence, si un patron a cédé à un tiers la créance résultant de l'arrêté de compte de son commis-voyageur, ce tiers n'est pas fondé à se prévaloir de cet arrêté de compte, comme d'un titre suffisant pour saisir-arrêter, aux mains du patron, les sommes inscrites au crédit pour solde du commis-voyageur.

Alors, du moins, qu'il résulte des circonstances de la cause que ce crédit pouvait et devait s'accroître du montant des commissions à échoir postérieurement sur les affaires qu'il avait traitées antérieurement, si bien qu'à la date de l'arrêté de compte, la balance entre le crédit et le débit des deux parties signataires n'était pas et ne pouvait pas être établie.

2° *Et il importe peu que cette balance ait été établie postérieurement à la saisie-arrêt, une saisie-arrêt pratiquée en vertu d'une créance douteuse devant être annulée alors même que depuis la saisie cette créance serait devenue certaine.*

Levé fils c. Guitton.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, le 24 août 1904, Guitton, commis-voyageur au service de Levé, père, négociant à Corbehem, a cessé d'être l'employé de celui-ci et qu'à cette même date tous deux ont signé un arrêté de compte faisant ressortir le débit de Guitton à 5.522 fr. 25 ; que le 6 octobre suivant Levé, père, a cédé à son fils la créance de pareille somme qu'il pensait posséder de ce chef contre Guitton ;

Attendu que, le 28 novembre de la même année, Levé fils signifia cette cession audit Guitton ; et qu'aujourd'hui il demande que soient validées deux saisies arrêts qu'il a pratiquées sur celui-ci, la première le 22 décembre 1904 entre les mains de Levé père, la seconde le 30 du même mois entre les mains de Calvet et Cie, avec les conséquences de droit d'une pareille demande ;

Attendu que le défendeur conteste que le 24 août 1904, Levé père fut son créancier de la somme exprimée plus haut, et que l'arrêté de compte réunisse les conditions exigées pour légitimer une saisie-arrêt;

Attendu, en droit, aux termes des articles 551 et 557 C. pr. civ., et de la jurisprudence qui les a interprétés, que, si un créancier peut saisir-arrêter, en vertu de titres sous seings privés, il faut, pour que la saisie soit valable, que la créance soit certaine, liquide et exigible; qu'une saisie-arrêt pratiquée en vertu d'une créance douteuse doit être annulée alors même que depuis la saisie cette créance serait devenue certaine; que la créance dont l'existence dépend d'un compte à établir ne pouvant être considérée comme certaine, ne saurait, tant que la liquidation de ce compte n'est pas réglée, servir de base à une saisie-arrêt;

Attendu, en fait, que l'arrêté de compte du 24 août 1904, s'il établit définitivement le total des sommes dues par Guitton à Levé père, ne peut produire le même effet, quant aux sommes dues par ce dernier à Guitton;

Attendu qu'en effet, il est reconnu que le crédit de celui-ci pouvait et devait s'accroître des commissions à échoir postérieurement sur les affaires qu'il avait précédemment traitées;

Attendu que Levé fils, lui-même, le reconnaît puisqu'il déduit du montant de sa créance prétendue, quatorze cent vingt-sept francs vingt centimes, montant de ces commissions du 24 août au 28 novembre 1904;

Attendu que, donc, à la première de ces deux dates, la balance entre le crédit et le débit des deux parties signataires n'était pas et ne pouvait pas être établie;

Attendu que, l'écrit invoqué par le demandeur signifie seulement : 1° qu'à partir de sa date, il ne sera plus fait entre les parties aucune opération nouvelle pouvant engendrer un débit ou un crédit; 2° qu'à cette même date l'excédent, alors connu, de crédit de Levé père, sur celui de Guitton, est de 5.522 fr. 55, mais ne comporte pas que cette somme soit le chiffre définitif du débit de

Guitton, lequel était susceptible d'être diminué comme de fait il l'a été; que cet écrit ne constitue donc pas une créance certaine;

Attendu que la créance de Levé père, à lui supposer ce caractère, n'était donc ni certaine, ni exigible, manquant des principaux éléments nécessaires pour servir de base à une saisie-arrêt;

Attendu que Levé fils, cessionnaire, n'a pu lui conférer rétroactivement ces qualités par la déduction de 1.427 fr. 20, qu'il consent spontanément du chiffre primitif hors le contrôle et même à l'encontre des protestations du défendeur;

Attendu que, par conséquent, sa demande principale en validité et ses suites doivent être rejetées;

Par ces motifs,

Donnant acte à Guitton de sa réserve, relativement au compte qu'il pourrait demander ultérieurement à Levé fils, du préjudice que les saisies-arrêts entre les mains de Calvet et Cie, et de Levé père, ont pu lui causer;

Déclare nulles et de nul effet, la saisie-arrêt pratiquée par le demandeur entre les mains de Calvet et Cie, le 30 décembre 1904, et celle pratiquée entre les mains de Levé père le 22 du même mois;

Dit que le demandeur sera tenu de donner mainlevée de l'une comme de l'autre, dans la huitaine de la signification du présent jugement, sous une astreinte, pour chacun d'eux, de 5 francs par jour de retard, pendant un mois, passé lequel délai le jugement en tiendra lieu;

Déclare Levé fils mal fondé en toutes ses demandes, fins et conclusions; l'en déboute;

Le condamne aux dépens.

NOTE. — I. — Sur le premier point: Sur les conditions exigées par les art. 551 et 557 C. pr. civ. pour qu'une créance puisse servir de base à une saisie-arrêt. V. Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Saisie-arrêt, n°s 166 et suiv. Quant à l'impossibilité juridique de former une saisie-arrêt en vertu d'un compte dont la balance ne peut encore être faite. V. dans le sens du jugement recueilli : Cass. 12 juin 1870 (S. 71.1.196 — D. 71.1.159) ; 22 août 1871 (S. 71.1.197 — D. 71.1.228); 27 avril 1885 (D. 86.1.192); Bordeaux 1er août 1817 (S. chronol.); Rouen 10 février 1829 (P. Chronol.); Paris 27 février 1828 (S. Chronol.); Bordeaux 15 juillet 1846 (D. 47.2.45); Nîmes 18 juin 1850 (S. 50.2.413 — D. 50.2.158); Trib. civ. Seine 15 février 1893 (Gaz. Pal. 93.1.678); 14 avril 1893 (Gaz. Pal. 93.1.628). *Sic :* Carré et Chauveau, quest. 1926 et 1927, *in fine ;* Roger, Traité de la saisie-arrêt, n°s 57 et 58; Rousseau et Laisney, n° 64; Garsonnet et Cézar-Bru, t IV, § 1270, p. 120 et 121, § 1385, p. 329. *Contrà,* cependant, Pau 24 avril 1858 (D 60.2.81). Comp. Cass. 18 mars 1873 (S. 73.1.432); 15 mai 1876 (D.76.1.436); Alger 11 mai 1891 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-1897, v° Saisie-arrêt, n° 173); Trib. civ. Seine 26 janvier 1898 (Gaz. Pal. 98.1.569).

II. — Sur le second point : V. en ce sens : Cass. 28 juin 1881 (S. 82.1.105 — D. 82.1.161); 13 décembre 1882 (S. 83.1.80); 20 mai 1890 (S. 93.1.511 — D. 91.1.204); 23 mai 1900 (S. 1901.1.135 — D. 1900.1.339) ; Dijon 12 mars 1874 (S. 74.2.210 — D. 76.2.94) ; Amiens 29 avril 1885 (D. 86.2.212) ; Dijon 15 mars 1893 (S. 94.2.310 — D. 94.2.363). *Sic : Roger, op. cit.* n° 55 ; Rousseau et Laisney, n° 70 ; Garsonnet et Cézar Bru, 2e édit., t. IV, § 1384, p. 329.

TRIBUNAL CIVIL DE NANTES

18 juin 1906.

Présidence de M. Bourdonnay.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais.*

RESPONSABILITÉ CIVILE. — RENSEIGNEMENTS. — DONNEUR DE RENSEIGNEMENTS. — CARACTÈRE ERRONÉ. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — CHIFFRE DE SOLVABILITÉ. — ÉTENDUE DE RESPONSABILITÉ.

Le donneur de renseignements est responsable des renseignements erronés qu'il fournit sur un commerçant. Toutefois, sa responsabilité, quand il a indiqué un chiffre de solvabilité, n'est engagée que jusqu'au chiffre indiqué.

Aubert fils c. Boignier.

LE TRIBUNAL,

Attendu que le donneur de renseignements est responsable des renseignements erronés qu'il fournit sur un commerçant;

Attendu que, dans l'espèce, il est constant que Boignier a déclaré, au mois de juillet 1904, à MM. Aubert que Jouy était un bon ouvrier, assez travailleur, et qu'on pouvait lui ouvrir un crédit de cinq à six cents francs;

Attendu que ces renseignements étaient inexacts; que Boignier connaissait l'inconduite notaire de Jouy;

Attendu, qu'ayant exercé contre lui de nombreuses poursuites, il n'ignorait pas son insolvabilité complète et savait que s'il s'était libéré d'une partie de ses dettes, grâce à l'intervention de parents, il ne restait pas moins débiteur vis-à-vis de certains créanciers;

Attendu que, suivant les principes admis par la jurisprudence, Boignier est responsable des renseignements qu'il a fournis;

Mais attendu que la demande formée par Aubert fils est exagérée; que le crédit qu'on pouvait ouvrir à Jouy avait été fixé par Boignier à cinq ou six cents francs au maximum;

Attendu que les frères Aubert ont donc commis une imprudence en livrant à Jouy des marchandises jusqu'à concurrence de onze cents francs;

Attendu que, par ailleurs, ils ont recouvré, sur les marchandises qu'ils avaient expédiées, une somme de 283 francs; que ces 283 francs ne doivent pas être déduits des onze cents francs, mais de la somme de cinq cents francs, à concurrence de laquelle le crédit devait être consenti; que, dans ces conditions, il y a lieu de fixer à 217 francs la somme dont Boignier est responsable;

Par ces motifs,

Condamne Boignier à payer à Aubert frères, la somme de 217 francs à titre de dommages-intérêts;

Le condamne, en outre, aux dépens de l'instance, au besoin à titre de supplément de dommages-intérêts;

Prononce la distraction des dépens au profit de Me Kerguistel, avoué, qui affirme en avoir fait l'avance.

Mes DURAND et VINCENT av.

NOTE. — La jurisprudence décide que les agences de renseignements, n'encourent de responsabilité à raison des renseignements qu'elles fournissent qu'en cas de faute lourde : Trib. com. Marseille 20 juillet 1903 ; Lyon

16 février 1904 (Gaz. Pal. 1904.1. Table, v° Agence de renseignements, n° 1) ; Trib. com. Marseille 5 avril et 20 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2. Table, *cod. verb.*, n° 1).

C'est ainsi qu'il a été jugé que le fait par un correspondant d'une agence de renseignements commerciaux de fournir à un abonné de cet agence des renseignements qu'il sait inexacts relativement à la solvabilité d'une personne avec laquelle il était en relation d'affaires, peut entraîner contre son auteur une condamnation à des dommages-intérêts au profit de la personne lésée : Caen 8 juillet 1906 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, *verb. cit.*, n° 1).

Dans l'espèce ci-dessus, du reste, le tribunal a très justement limité la responsabilité du donneur de renseignements au chiffre de solvabilité qu'il avait indiqué, puisqu'en dépassant cette somme, les renseignés avaient eux-mêmes commis une faute.

TRIBUNAL DE PAIX DE REIMS (1er et 3e Cantons).

29 juin 1906.

Présidence de M. Lottin.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

RENTE. — RENTE VIAGÈRE. — CONSTITUTION A TITRE ONÉREUX.— CARACTÈRE ALIMENTAIRE.— ART. 1981 C. CIV.— INSAISISSABILITÉ.

La prohibition de l'article 1981 C. civ., édictée pour empêcher les abus et les fraudes, ne met pas obstacle à la faculté qu'a le juge, de rechercher et de reconnaître si une rente viagère constituée à titre onéreux, a véritablement le caractère alimentaire, et comme telle doit être déclarée insaisissable au moins pour partie.

Paris et Guillaume c. Veuve Potte.

NOUS, JUGES DE PAIX,

Attendu, qu'aux termes de l'exploit ci-dessus visé, MM. Paris et Guillaume ont fait citer Mme Potte, en paiement d'une somme de 375 francs, montant au principal des quatre effets de commerce qui y sont énumérés avec la date de leur enregistrement, acceptés par la défenderesse au profit d'un sieur Colin, et, en outre, à l'effet de voir valider les saisies-arrêts pratiquées à la conservation desdites sommes entre les mains de M. Montlaurent, meunier à Carnontreuil, débiteur d'une rente viagère au profit de Mme Potte, par suite de la vente faite par celle-ci audit sieur Monlaurent,d'une maison sise à Reims, rue du Barbâtre, 41, lesdites saisies-arrêts résultant de deux exploits du ministère de Me Bertaux, huissier susnommé, en date, l'un du 16 mai dernier et l'autre du 20 du même mois;

Attendu que, sur cette demande, Mme Potte a bien reconnu devoir à MM. Paris et Guillaume la somme de 375 francs réclamée pour les causes énoncées, mais qu'elle a articulé que la rente viagère qui lui est due par M. Monlaurent pour prix de vente d'immeuble, comme il a été expliqué, n'étant que de 900 francs par an, et cette rente constituant ses uniques ressources pour vivre et pour se soigner d'une affection grave et incurable dont ele est atteinte, cette rente a, d'après elle, un caractère alimentaire qui la rend insaisissable pour une partie, et elle a conclu à ce que les saisies-arrêts pratiquées contre elle entre les mains de M. Montlaurent, ne fussent validées qu'en ce qu'elles frappent sur le dixième de la rente due par celui-ci, demandant la mainlevée desdites saisies-arrêts sur le surplus;

Attendu que, par les conclusions écrites ci-dessus visées, MM. Paris et Guillaume ont prétendu que la dame Potte était mal fondée à réclamer la mainlevée des saisies-arrêts sur les 9 10es de la rente que lui sert M. Montlaurent à laquelle, d'après eux, et à raison des motifs qu'ils articulent dans lesdites conclusions, on ne peut reconnaître le caractère alimentaire, et ils ont requis l'adjudication de leur demande suivant les termes de l'exploit introductif de l'instance, et la condamnation de la dame Potte, aux dépens;

Attendu qu'il résulte des éléments de la cause que par suite de l'endossement par elle fait de quatre traites tirées sur elle par un sieur Colin, escomptées par Paris et Guillaume et non payées à échéance, la dame Potte se trouve actuellement débitrice des demandeurs d'une somme principale de 375 francs;

Attendu que, pour garantir le paiement de cette somme, Paris et Guillaume ont fait saisie-arrêter, aux termes des exploits ci-dessus énoncés, du ministère de Bertaux, entre les mains de Montlaurent, meunier à Cormontreuil, une rente viagère de 900 francs par an, due par celui-ci à la dame Potte pour prix d'immeuble, et qui est payable par quart les 24 juin, septembre, décembre et mars de chaque année, le premier versement devant avoir lieu le 24 juin, présent mois; que la dame Potte a allégué, ce qui n'a été nullement dénié par les demandeurs, que cette rente constitue ses uniques moyens d'existence;

Attendu qu'elle a établi, par un certificat du Dr Duret, de Reims, dressé sur papier timbré à 0 fr. 60 à la date du 23 mai dernier, qui sera enregistré avec le présent jugement, qu'elle est atteinte depuis une dizaine d'années d'une maladie, spécifiée en ce certificat, entraînant pour elle une impossibilité absolue de travailler;

Attendu que c'est dans ces conditions, que Paris et Guillaume demandent la déclaration de validité pure et simple des saisies-arrêts par eux pratiquées, et la dame Potte, leur mainlevée jusqu'à concurrence des 9/10es ;

Attendu, en ce qui concerne les 375 francs, montant des effets non payés à leur échéance, que la dette n'est pas contestée par la dame Potte;

Attendu que, sur le point de savoir si, comme le prétend la veuve Potte, la rente viagère, constituée à son profit par Montlaurent, revêt le caractère alimentaire;

Attendu qu'à la vérité, il ne pouvait être établi dans le contrat constitutif de la rente, sous peine de violer les dispositions de l'article 1981 C. civ., que cette rente serait insaisissable, mais que cette prohibition, résultant dudit article, est édictée pour empêcher les abus et les fraudes, ne met pas obstacle à la faculté qu'a le juge de rechercher et de reconnaître si une rente viagère constituée dans de telles conditions, a véritablement le caractère alimentaire;

Attendu que Garsonnet, dans son commentaire sur les articles 581 et 582 C. proc. civ., n'hésite pas à affirmer « que l'insaisissabilité s'applique aussi bien aux sommes et pensions attribuées ou constituées au saisi en vertu d'un acte à titre onéreux, qu'à celles qui lui seraient données ou léguées »;

Attendu, qu'une pareille opinion, en outre de la grande autorité de l'auteur qui la soutient, puise surtout sa force dans cette considération que, si toute personne qui a contracté une dette, a le devoir rigoureux de l'acquitter, c'est à condition que l'accomplissement de ce devoir soit compatible avec le *droit à l'existence*, qui

est le propre de toute créature humaine, droit primordial, tellement au-dessus des controverses des hommes que le législateur, tout en l'appliquant en maintes circonstances, n'a pas estimé utile de l'inscrire dans ses codes;

Attendu, que c'est au juge qu'il appartient de concilier ces deux éléments: la loi naturelle, qui est l'équité, et la loi positive qui est le droit, et ces deux intérêts en présence dans l'espèce: celui du débiteur et celui du créancier;

Attendu que, dans l'espèce qui nous est soumise, étant donné l'âge de la dame Potte, et ses infirmités qui, d'après les termes mêmes du certificat médical « entraînent pour elle une impossibilité absolue de travailler » et étant donné, d'ailleurs, qu'elle n'a pas d'enfants pour la secourir et qu'elle ne possède aucune autre ressource que la rente de 900 francs, constituée à son profit par Montlaurent, cette rente doit être considérée comme ayant, essentiellement, le caractère alimentaire;

Attendu qu'elle peut donc être déclarée insaisissable dans une certaine mesure; qu'en validant les saisies-arrêts pratiquées par Paris et Guillaume, jusqu'à concurrence d'un cinquième, les intérêts de ceux-ci et les moyens d'existence de la veuve Potte nous semblent également respectés;

Attendu que, d'autre part, il importe, dans l'intérêt de cette dernière, et pour qu'elle ne soit pas réduite, par suite d'un appel possible du présent jugement, et en attendant la solution définitive du litige, aux dures extrémités de la misère et de la faim, en ne pouvant toucher une portion quelconque de ses arrérages de rente, d'assurer l'exécution provisoire dudit jugement;

Attendu que cette exécution, qui est autorisée par l'article 135 C. proc. civ., quand il s'agit (§ 7) de pensions ou de provisions alimentaires, comme dans l'espèce, ne peut être prononcée, d'après l'article 17 du même code, au-dessus de 300 francs par le juge de paix, qu'à la charge par la partie qui l'obtient de fournir caution;

Mais attendu, qu'en l'espèce, la portion de rente viagère laissée à la disposition de Paris et Guillaume, dans le cas où le présent jugement serait maintenu par le Tribunal d'appel, et celle qui leur sera attribuée en plus, en cas d'infirmation, constitueront une garantie et caution suffisantes;

Par ces motifs,

Condamnons la veuve Potte à payer à Paris et Guillaume, la somme de 375 francs, montant des quatre effets ci-dessus relatés;

Pour assurer le paiement de la dite somme, validons les saisies-arrêts pratiquées, par exploits de Bertaux des 16 et 20 mai 1905, ès-mains de Montlaurent, sur la rente viagère de 900 francs due par ce dernier à la veuve Potte, mais seulement en ce que les saisies-arrêts frappent cette rente jusqu'à concurrence du cinquième, et ordonnons la mainlevée desdites saisies en ce qui concerne les quatre autres cinquièmes;

Ordonnons l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel, et, sans autre caution que la garantie sur la portion de la rente viagère qui reste soumise à la saisie;

Disons, en conséquence, que Montlaurent sera valablement libéré des arrérages de la rente viagère de 900 francs, qu'il doit à la veuve Potte en les versant à leur échéance, et cela pour la première fois le 24 juin présent mois, pour quatre cinquièmes entre les mains de celle-ci et pour un cinquième entre celles de Paris et Guillaume;

Et condamnons la veuve Potte aux dépens.

Mes Guillaume av. et Lefèvre avoué.

NOTE. — L'art. 1981 C. civ. ne permet une stipulation d'insaisissabilité que lorsque la rente viagère a été constituée à titre gratuit. La prohibition d'insaisissabilité pour les rentes à titre onéreux se comprend d'elle-même au regard des créanciers présents et à venir du crédi-rentier.

Mais quand la rente constituée à titre onéreux a nettement un caractère alimentaire, étant donné l'âge, les infirmités du crédi-rentier, la modicité de la somme versée annuellement, et l'absence d'autres ressources, la prohibition de l'art. 1981 fait-elle échec au principe posé dans l'art. 581, § 4 C. proc. civ. qui déclare insaisissables les sommes et pensions pour aliments.

Il nous paraît bien que l'art. 581 C. proc. civ. sous-entend la condition d'insaisissabilité pour les rentes viagères à caractère alimentaire, puisqu'il les déclare telles même si l'acte de donation ou le testament autorise de le faire. La portée est donc des plus générales.

Il appartient donc au juge, malgré l'art. 1981 C. civ., de rechercher si la rente viagère à titre onéreux, pour laquelle aucune clause d'insaisissabilité ne peut être stipulée a vraiment un caractère alimentaire qui lui permette de la déclarer insaisissable. Au surplus la loi pour certaines rentes viagères constituées à titre onéreux a pris soin de les déclarer insaisissables. L'art. 8 de la loi du 20 juillet 1886 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse porte : « Les rentes viagères constituées par la Caisse nationale des retraites sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs ».

Voyez Baudry-Lacantinerie, Précis de droit civil, t. III, n° 903 ; Garsonnet, § 1303. M. Troplong (n° 345) cependant est d'avis que le crédi-rentier, pour échapper à la disposition de l'art. 1981 C. civ. se ferait en vain réserver la rente à titre de pension alimentaire. Il a été jugé du reste que l'art. 581 C. proc. civ. n'a en vue que les pensions alimentaires données par des tiers à titre gratuit et non les rentes que le créancier se procure en aliénant ses biens : Rennes 25 juillet 1840 (Dalloz, Jurisp. gén., Rép.°v° Rente viagère, n° 89 et *eod loc.* v° Mariage, n° 706).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

13 juin 1906.

Présidence de M. Combarnous.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais.*

CHEMINS DE FER. — CLÔTURES. — FACILITÉ DE L'EXPLOITATION. — PROTECTION DES TIERS (NON). — ANIMAL ÉCHAPPÉ. — INDEMNITÉ DUE PAR LA COMPAGNIE. — IRRECEVABILITÉ.

Les clôtures des compagnies de chemin de fer, en délimitant le terrain occupé pour l'exploitation, ont pour objet de faciliter cette exploitation et non de protéger les tiers à qui l'accès des voies, même ouvertes, est formellement interdit.

Le propriétaire d'un bœuf écrasé par une locomotive ne saurait donc réclamer une indemnité à la Compagnie

alors surtout que l'accident doit être attribué à la négligence des toucheurs chargés de mener le troupeau.

Martignole et Cie c. Compagnie P.-L.-M.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, le 9 janvier dernier, Martignole et Cie venaient de recevoir en gare de Saint-Louis-les-Aygalades un wagon de bœufs,lorsque l'un des animaux se détacha du troupeau, pénétra de la gare de débarquement sur la voie frrrée où il fut écrasé par une locomotive;que Martignole et Cie prétendraient rendre la Compagnie P.-L.-M. responsable de cet accident, par le motif qu'il serait imputable, soit à l'absence ou à l'insuffisance des barrières qui devraient séparer de la voie l'emplacement destiné au débarquement des bestiaux, soit d'une manière générale à l'installation défectueuse de la gare et au défaut de personnel;

Attendu, tout d'abord, qu'au moment où le bœuf s'est échappé, les préposés de Martignole et Cie avaient déjà pris charge des bestiaux débarqués, lesquels ne se trouvaient plus, par conséquent, sous la surveillance de la Compagnie défenderesse;

Attendu, d'autre part, qu'il ne saurait être question de rechercher si l'installation générale de la gare, telle qu'elle a été autorisée par l'administration compétente, est ou n'est pas défectueuse; que le seul fait à examiner pourrait consister à savoir si la Compagnie est en faute de n'avoir pas pris ses dispositions pour empêcher les bestiaux débarqués de pénétrer sur la voie principale;

Mais, attendu qu'il est de jurisprudence constante que les clôtures des compagnies de chemin de fer, en délimitant le terrain occupé pour l'exploitation, ont pour objet. de faciliter cette exploitation et non de protéger les tiers à qui l'accès des voies, même ouvertes, est formellement interdit, qu'en l'espèce, et en admettant que l'animal échappé n'ait point passé par une porte ouverte pour les besoins du service, Martignole et Cie ne seraient nullement fondés à se prévaloir à l'encontre de la Compagnie P.-L.-M. d'un événement qu'il faut attribuer surtout à la négligence des toucheurs chargés de mener le troupeau;

Attendu, toutefois, qu'il n'y a pas lieu de faire droit aux fins reconventionnelles de la Compagnie, les dégâts peu importants dont elle se plaint n'étant pas suffisamment justifiés;

Par ces motifs,

Sans s'arrêter aux fins reconventionnelles de la Compagnie P.-L.-M., déboute Martignole et Cie de leur demande et les condamne aux dépens.

Mes ROLLAND et RICARD av.

NOTE. — La jurisprudence est bien fixée en ce sens que la clôture imposée par l'art. 4 de la loi du 15 juillet 1845 a été imposée pour faciliter l'exploitation : Cass. 29 août 1882 (S. 83.1.129 — D. 83.1.127) ; Paris 29 novembre 1892 (Gaz. Pal. 92.2.666) ; Lyon 16 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.Table, v° Chemin de fer, n° 107) ; Mon. jud. Lyon 3 mai 1900. *Adde* : Travaux préparatoires de la loi du 15 juillet 1845, discours du ministre des Travaux publics (D. 45.3.167, note 9) ; Lamé-Fleury, Code annoté des chem. de fer, t.III, p. 3. *Contrà :* note sous Cass. 29 août 1882 (S. 83.1.129).

Les tribunaux ont conséquemment décidé que les particuliers n'avaient aucun droit de se plaindre de l'insuffisance des clôtures et de réclamer la réparation du préjudice qui leur était causé, notamment pour la perte de bestiaux écrasés: Cass. 29 août 1882, précité; Paris 29 novembre 1892 précité; Trib. civ. Bordeaux 4 mai 1898 (Gaz. Pal. Pal. 98.2.576); Lyon 19 janvier 1900, précité; Paris 28 mars bre 1892, précité; Trib. civ. Bordeaux 6 mai 1898 (Gaz. la note.

269-270-271

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE).

1er août 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — PERSONNES AYANT DROIT A L'INDEMNITÉ. — DÉCÈS DE LA VICTIME. — ENFANT CONÇU APRÈS L'ACCIDENT.

C'est l'accident qui donne droit à indemnité aux personnes que le législateur admet à représenter la victime comme à la victime elle-même ; si cette dernière succombe aux suites de l'accident, le droit personnel de ses représentants est subordonné à cette double condition qu'ils lui auront survécu et que le décès de la victime sera survenu dans le délai fixé par la loi pour la revision des indemnités ; ce droit ne peut appartenir qu'à ceux des enfants du défunt qui, âgés de moins de seize ans au jour du décès, étaient nés ou conçus au jour de l'accident ; ceux-là seuls étaient capables d'acquérir un droit et le décès de leur auteur n'est pas l'avènement de l'une des conditions à laquelle il était subordonné.

D'où il suit que l'enfant conçu après l'accident est sans droit contre le chef d'entreprise et sans qualité pour lui demander l'indemnité forfaitaire de la loi du 9 avril 1898.

Veuve Corneglio c. Société des Hauts-fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson.

Le sieur Corneglio, victime d'un accident du travail le 13 décembre 1901, est décédé des suites de l'accident le 12 janvier 1904, laissant une veuve et trois enfants, dont le dernier n'avait été conçu qu'après l'accident.

La Cour d'appel de Nancy, ayant refusé, par arrêt du 17 décembre 1904, de faire bénéficier le dernier enfant des dispositions de la loi du 9 avril 1898, la veuve Corneglio s'est pourvue en cassation contre cette décision.

Arrêt :

LA COUR,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Corneglio, ouvrier de la Société des forges et hauts-fourneaux de Pont-à-Mousson, a été, le 13 décembre 1901, victime d'un accident du travail qui a d'abord entraîné pour lui une incapacité permanente et totale, à raison de laquelle la Société a été condamnée à lui servir une rente annuelle et viagère de 1.036 fr. 46; qu'il constate, en outre, que Corneglio est décédé le 12 janvier 1904, des suites de l'accident, à la survivance d'une veuve et de trois enfants nés, le premier, le 1er mars 1900 ; le second, le 19 décembre 1901 ; le dernier, le 27 mai 1904 ; que, sur la demande de la veuve, agissant tant en son nom per-

sonnel qu'au nom de ses enfants mineurs, il condamne la Société à servir à la mère et aux deux premiers nés les rentes déterminées par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, mais qu'il refuse de faire bénéficier de ces mêmes dispositions le troisième enfant, conçu postérieurement à l'accident";

Attendu qu'en statuant ainsi, ledit arrêt n'a violé aucun des articles visés au pourvoi ;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'article premier de la loi du 9 avril 1898 c'est l'accident qui donne droit à indemnité aux personnes que le législateur admet à représenter la victime comme à la victime elle-même ; que si cette dernière succombe aux suites de l'accident, le droit personnel de ses représentants est subordonné à cette double condition qu'ils lui auront survécu et que le décès de la victime sera survenu dans le délai fixé par la loi pour la revision des indemnités ;

Attendu que ce droit ne peut appartenir qu'à ceux des enfants du défunt qui, âgés de moins de seize ans au jour du décès, étaient nés ou conçus au jour de l'accident ; que ceux-là seuls étaient alors capables d'acquérir un droit et que le décès de leur auteur n'est que l'avènement de l'une des conditions à laquelle il était subordonné ; qu'il suit de là que l'enfant conçu après l'accident est sans droit contre le chef de l'entreprise et sans qualité pour lui demander l'indemnité forfaitaire de la loi du 9 avril 1898;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. Reynaud rapp., Melcot av. gén. — Mes Dufour et Aguillon av.

NOTE. — C'est la première fois que la Cour de cassation est appelée à se prononcer sur cette question, et il semble bien que sa décision est à l'abri de toute critique. En effet, le titre légal à indemnité qu'ont la victime ou ses représentants, c'est l'accident; or, nul ne peut acquérir un droit qu'à la condition d'exister ou d'être au moins conçu au moment de l'ouverture de ce droit. De même que la femme qui se marie après l'accident et dont le mari succombe aux suites de l'accident n'a droit à aucune indemnité, de même l'enfant conçu après l'accident est sans aucun droit.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE TOULOUSE

10 juin 1906.

Présidence de M. Ramet, vice président.

SOCIÉTÉS CIVILES (MUTUELLES). — BÉNÉFICES. — SPÉCULATION. — CARACTÈRE COMMERCIAL. — ESCROQUERIE. — MANŒUVRES FRAUDULEUSES.

Les sociétés qui ont pour but l'assurance mutuelle de leurs membres constituent des sociétés civiles ; mais lorsqu'en réalité, elles dissimulent sous les apparences de la mutualité la recherche d'un lucre et le partage de bénéfices, lorsque leur réserve est employée à des entreprises de spéculation, elles revêtent le caractère commercial et elles sont soumises aux règles de la loi de 1867, relatives aux sociétés anonymes.

Le délit d'escroquerie ne résulte pas du seul fait de déclaration mensongère, mais lorsque ces déclarations sont accompagnées de manœuvres et d'une mise en scène destinées à surprendre la confiance des tiers, elles tombent sous le coup des articles 405 et 463 C. pén.

H. c. V.

Le Tribunal,

Attendu que la Société d'assurances formée à Toulouse sous le titre de : « Société générale française de prévoyance et de crédit à cotisations fixes » et en mutualité contre tous risques, ayant à sa tête V..., comme directeur, a été régulièrement constituée ; que notamment la déclaration notariée prévue par l'art. 11 du décret du 22 janvier 1868 n'a pas été faite ;

Attendu que malgré cette irrégularité, qui entachait la Société générale française, de nullité dès son origine, V... a contracté en France de nombreuses assurances et il allégue que cette Société étant exclusivement mutuelle et par suite uniquement civile l'absence des formalités relatives à sa constitution ne saurait entraîner aucune nullité, l'art. 40 du décret du 22 janvier 1868 ne contenant aucune sanction pénale ;

Attendu, qu'en effet, lorsque des associations mutuelles ne sortent pas du cadre tracé par le décret spécial qui les réglemente, elles peuvent ne constituer que des associations civiles ; mais dans l'espèce actuelle, la Société générale française ,en admettant sa constitution régulière et son exigence légale, ne peut revendiquer son caractère civil et n'est en réalité qu'une Société commerciale aux termes tant de ses statuts que de l'application qui en a été faite ;

Attendu qu'ainsi, tout en stipulant une cotisation fixe, à forfait, la Société s'engageait à l'égard des assurés indiqués par L.... à couvrir l'indemnité intégrale du sinistre subi : or l'assurance à prime fixe avec obligation, au regard de certains assurés, de payer l'intégralité du préjudice causé est contraire à l'essence de la Société mutuelle ;

Attendu que des avantages particuliers ont été stipulés au profit des fondateurs conformément aux art. 4 et 24 de la loi du 24 juillet 1867, à concurrence de cinq centimes par franc sur les recettes police retraite, et de quinze centimes par franc sur toutes les autres polices;

Attendu que ces derniers paraissant s'être réunis pour exploiter leur fondation et y trouver une source de revenus ; qu'ainsi en leur assurant une quote part de bénéfices et en leur offrant des chances de gain, la Société n'a pas pu avoir pour unique but l'assurance réciproque contre des pertes éventuelles qui caractérise les sociétés civiles ;

Attendu que les stipulations concernant le fonds de réserve sont également contraires aux prescriptions formelles de l'article 33 du décret de 1868 : au lieu de placements en rentes sur l'Etat ou des valeurs de premier ordre immatriculées au nom de la Société, les statuts précisent que les fonds disponibles, comprenant nécessairement les fonds mis en réserve, seront déposés dans une des banques du ressort du siège social, ouvrant ainsi la porte à la spéculation qui est inconciliable avec la nature civile des sociétés mutuelles ;

Attendu que, non seulement, malgré l'ambiguïté des statuts, il paraît incontestable que les associés ont transgressé les lois de la mutualité, mais les polices elles-mêmes telles qu'elles sont imprimées et représentées trahissent le souci de laisser ignorer cette mutualité ; qu'ainsi dans les conditions générales aucune allusion n'y est faite et sur la police souscrite par M. H... c'est en petits caractères ; que les seules indications : « mutualité et décret de 1868 », sont imprimées, pour être dis-

simulées ensuite sous le cachet de la Société, tandis que ressort en bonne place le fonds de réserve (prescrit surtout pour les sociétés commerciales) fixé à cinq millions ;

Attendu que, dès lors, en ne restant pas fidèle aux principes qui régissent les assurances mutuelles, la Société générale française est devenue une assurance commerciale soumise aux règles prescrites pour les sociétés anonymes par la loi de 1867 ;

Attendu que V... était l'âme de cette entreprise et connaissait plus que tout autre ces irrégularités ; mais en admettant que la Société générale française, aux agissements qui en ont altéré la nature, ait été effectivement constituée contrairement aux conventions, il n'en resterait pas moins certain que l'intention de V... n'a nullement été de fonder une société sérieuse ;

Attendu que, dénué de ressources et sans crédit, condamné pour abus de confiance par le Tribunal correctionnel de Toulouse, remercié par la « Norwich Union » pour faits d'indélicatesse professionnelle au moment où il créait la Société générale française, sa mauvaise foi s'affirme encore au sujet de cette dernière société, en laissant imprimer sur les prospectus ou notices, comme membre du conseil d'administration et comme commissaire censeur, non seulement en dehors de toute demande d'adhésion, mais même sans avertissement préalable quelconque, les noms honorablement connus de M. H..., poursuivant en escroquerie, et de M. D..., avec sa double qualité d'avocat et de juge de paix suppléant, trompant ainsi volontairement les assurés par cette publicité mensongère ;

choisi, dès l'origine, à raison de ses relations à Castel-

Attendu, que l'entreprise ainsi organisée, M. L..., jaloux, comme agent de la Société générale française, indique à V.... M. H... comme susceptible de contracter une assurance importante ; ce dernier entre en relations avec eux ; ils se présentent ensemble au château de Pompogne chez M. H..., ainsi que le constatent les débats et les lettres des 26 mai, 4, 6, 13 et 21 juin 1905 écrites sur entêtes de la Société générale française, produites par V..., lequel fait valoir à M. H... les conditions exceptionnelles de la Société, indique qu'il en est le directeur, qu'il était l'agent général à Paris de l'importante Société d'assurances la « Norwich Union », mais qu'il a renoncé à cette situation pour ses nouvelles fonctions de directeur, captant ainsi la confiance de son futur assuré ; comme suite à cette entrevue L... écrit à V... le 21 juin 1906 textuellement : « M. H... veut traiter définitivement dimanche 25 juin. Il désire et exige que vous vous rendiez en personne chez lui. Apportez en venant votre cachet de directeur et tout ce qui sera nécessaire pour finir. Je vous fais savoir qu'il y en a d'autres qui s'y sont présentés, mais n'ont pas été reçus comme vous, la compagnie lui plaît, c'est pour cela qu'il veut traiter définitivement. » Et à la date du 1er juillet 1905 intervint entre H... et V..., directeur, avec l'assistance de L..., un contrat d'assurances portant sur 400.000 francs de valeurs assurées, contrairement aux statuts de la Société qui stipulent qu'elle ne peut garantir, sans une réassurance dont il n'est pas justifié, plus de 300.000 francs sur un même risque ; comme conséquence de cette police V... a reçu d'H... 1.000 francs de prime pour la première année ;

Attendu que, par son intervention, L..., qui était connu d'H... et dont la bonne foi paraît avoir été surprise, a donné créance aux obligations mensongères de V... ; en sorte que la présence de ce tiers a confirmé les promesses, les dires de ce dernier et a rendu vraisemblable leur sincérité ;

Attendu que de l'ensemble des agissements ci-dessus visés ressort la preuve : que V... en contractant avec H..., en qualité de directeur, s'est attribué un titre qui commandait la confiance et qu'il n'avait pas en réalité ; qu'il a pris ainsi une fausse qualité ;

Attendu, qu'en outre, en assurant H... pour un risque de 400.000 francs à une compagnie, qui non seulement ne devait pas assurer pour cette somme, mais qui était fictive et inexistante, en alléguant faussement dans les conditions ci-dessus, ses fonctions d'agent général de la « Norwisch Union » ; en appuyant l'assurance H... du contrat précité revêtu de sa signature comme directeur ; en se faisant assister d'un tiers pour donner créance à ses allégations ; en obtenant ainsi la remise d'une somme de 1.000 francs, V..., par l'emploi d'une fausse qualité et de manœuvres frauduleuses de nature à persuader l'existence d'une fausse entreprise et à faire naître l'espérance d'un événement chimérique, a obtenu de M. H... la souscription d'une police d'assurance suivie d'une remise de fonds, et a ainsi escroqué tout ou partie de la fortune d'autrui ;

Attendu qu'il y a lieu de faire application au prévenu de l'article 463 C. pén. ;

Par ces motifs,

Déclare V... convaincu d'avoir, en 1905, au château de Pompogne, par Houillès (Lot-et-Garonne), en faisant usage d'une fausse qualité et en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'une fausse entreprise et faire naître l'espérance d'un événement chimérique, obtenu de M. H... la souscription d'une police d'assurance et la remise d'une somme de 1.000 francs et ainsi escroqué partie de la fortune d'autrui ;

En conséquence, par application des articles 405 et 463 C. pén., lus à l'audience, le condamne à 3.000 francs d'amende et aux frais.

NOTE. — La jurisprudence et la doctrine ont toujours admis que le caractère civil ou commercial d'une société ne dépendait pas de la qualification qui lui a été donnée par les fondateurs, ni de la forme sous laquelle elle s'est constituée, mais uniquement de l'objet de ses opérations. V. Dalloz, Suppl., v° Société n° 334.

C'est avec raison que, conformément à la jurisprudence, le Tribunal correctionnel de Toulouse a jugé qu'une mutuelle détournée de son but apparent et constituée en vue de spéculations, devait être considérée comme société commerciale.

COUR D'APPEL DE BOURGES

23 mai 1906.

Présidence de M. Maulmond, président

FORÊTS. — COUPE A BLANC-ÉTOC. — DÉFRICHEMENT INDIRECT. — FAIT DÉLICTUEUX.

Le fait, par un propriétaire de forêts, d'avoir effectué des coupes à blanc-étoc constitue le délit de défrichement sans autorisation, alors que ce mode d'exploitation, suivi d'abroutissements, a empêché la reproduction d'un certain nombre de souches, et a causé dans la forêt des vides d'une étendue plus ou moins considérable.

Administration des Eaux et Forêts c. Jacques Lebaudy.

M. Jacques Lebaudy possède, dans le massif du Morvan, sur les départements de la Nièvre et de Saône-et-Loire, des forêts d'une étendue de plus de 3.000 hectares, qui sont à peu près entièrement peuplées de hêtres.

L'exploitation de ces forêts, comme de la plupart, d'ailleurs, de celles de la région, est habituellement faite au furetage.

M. Lebaudy a voulu, il y a quelques années, changer ce mode d'exploitation. Il en a fait couper, suivant l'usage existant généralement ailleurs, une cinquantaine d'hectares environ à blanc-étoc.

Certaines souches se seraient, paraît-il, assez mal reproduites. Malgré la surveillance des gardes et d'assez nombreuses poursuites dirigées contre leurs propriétaires, les bestiaux du voisinage, qui se seraient introduits en différentes occasions dans la coupe auraient, en outre, en certains endroits, brouté les rejets qui s'étaient formés. Il serait résulté de tout cela une déperdition d'un assez grand nombre de pieds d'arbres, ce qui aurait amené dans la forêt des vides de quelque étendue.

En raison surtout de la nature montagneuse du terrain, l'administration des Eaux et Forêts s'est émue de cet état de choses, et elle a, par suite, fait dresser par ses agents, contre M. Lebaudy, un procès-verbal pour défrichement indirect.

Mais M. Lebaudy, traduit devant le Tribunal correctionnel de Château-Chinon, par l'administration des Eaux et Forêts, a vu la demande de celle-ci rejetée par un jugement du 15 février 1906, ainsi conçu :

Attendu que le procès-verbal dressé le 23 octobre 1905 par les agents de l'administration des Forêts constate :

1° Attendu que Lebaudy a fait couper à blanc, sur le territoire de la commune d'Arleuf, cinquante hectares de bois, précédemment exploités au furetage ;

2° Attendu que beaucoup de vieilles souches ne donnaient que peu ou pas de rejets ;

3° Attendu qu'il existait des vides de faible étendue, mais nombreux, dont la surface atteignait environ quatre hectares et dont la formation remontait au moins, pour partie, à une époque antérieure à la coupe ;

Attendu que de ces constatations les agents forestiers ont cru pouvoir conclure que si ces imprudentes exploitations, suivies d'embroutissements, que ne réprime ou ne prévient pas une surveillance suffisante, se développent, la situation ne fera que s'aggraver, et qu'en conséquence, les quatre hectares vides signalés leur paraissent avoir été l'objet d'un défrichement détourné et illicite ;

Attendu que le défrichement est la transformation d'une forêt en un autre genre de culture ;

Attendu que la coupe à blanc-étoc, dans une forêt d'essences feuillues, comme en l'espèce, ne constitue pas un défrichement prohibé ;

Attendu qu'en principe un propriétaire qui exécute des coupes à blanc-étoc, ne fait qu'user de son droit, si, à la suite de ces coupes, aucun acte émanant de lui ou de ses représentants ne vient empêcher la reproduction naturelle du bois ;

Attendu qu'aucun fait de cette nature n'est relevé à la charge du prévenu ou de ses représentants ;

Attendu que l'existence des vides constatés antérieurement à la coupe est due uniquement à la mauvaise qualité du sol ;

Attendu que si l'exploitation peut être considérée comme vicieuse, elle ne constitue pas, cependant, un défrichement illicite ;

Par ces motifs,

Renvoie le nommé Lebaudy Jacques des fins de la prévention, sans dépens.

Appel a été interjeté de ce jugement par l'administration des Eaux et Forêts, et sur cet appel, la Cour a statué par l'arrêt suivant :

Arrêt :

La Cour,

Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé par l'administration des Forêts, qu'au cours des hivers 1902-1903, une coupe à blanc-étoc a été pratiquée sur le territoire de la commune d'Arleuf, sur une étendue de cinquante hectares environ, de taillis essence hêtre, précédemment soumis au furetage par quatre années de révolutions de huit années chacune, et faisant partie de la commune d'Arleuf, laquelle dépend du massif du Morvan, qui comporte une superficie approximative de trois mille hectares ;

Attendu que, bien qu'elles ne représentent aucune valeur commerciale et que leur enlèvement ne compense pas les frais d'exploitation, les brindilles les plus jeunes, qui auraient pu, dans une mesure, aider au repeuplement de la coupe, n'ont pas été épargnées ;

Attendu que, dès le mois d'octobre 1905, nombre de vieilles souches ne rejetaient plus ou rejetaient fort mal ;

Attendu que, d'ailleurs, les conséquences du mode d'exploitation inauguré par Lebaudy, ont encore été aggravées par l'abroutissement de nombreuses bêtes à cornes, qui, grâce au défaut de surveillance du propriétaire ou de ses préposés, ont envahi la coupe du Ruisseau Leu et détruit les jeunes rejets ;

Attendu que le résultat de cette exploitation, effectuée cependant à une date récente, a été de créer dans la coupe du Ruisseau Leu des vides importants dont les agents verbalisateurs ont, au mois d'octobre dernier, évalué l'étendue à quatre hectares ;

Attendu que les pins plantés depuis que l'administration forestière s'est émue de cette situation, sont en nombre insuffisant pour combler ces vides et assurer le reboisement ;

Attendu que si la coupe à blanc-étoc, dans les forêts d'essences feuillues ou d'essences résineuses, ne constitue pas nécessairement, par elle-même, un défrichement prohibé, elle tombe néanmoins, sous l'application des art 219 et suiv. du Code forestier, lorsque, par suite des circonstances dans lesquelles elle est pratiquée, elle aboutit à la destruction de tout ou partie d'un massif forestier, et, par suite, à un défrichement indirect ;

Attendu qu'il en est ainsi, notamment, lorsque ce mode d'exploitation est substitué, sans certaines précautions, au furetage, qui, pour les forêts de hêtre, a le double avantage de maintenir dans les coupes des sujets de 24 à 32 ans, lesquels produisent les semences indispensables au repeuplement de la forêt, et de protéger les jeunes pousses contre la sécheresse ou les froids rigoureux ;

Attendu que le dépeuplement devient inévitable lorsque, comme dans l'espèce, il n'a point été ménagé de réserves destinées à assurer la reconstitution du taillis par semis directs, de la graine lourde des hêtres, qui ne saurait être répandue au loin, par les voies naturelles, et que, d'autre part, les rejets de vieilles souches sont voués au dépérissement, par l'effet de variations très accentuées de température auxquelles ils sont alternativement soumis dans le Morvan ;

Attendu que les dispositions du Code forestier édictées dans un intérêt d'ordre public, pour assurer la conservation des forêts, doivent recevoir leur application chaque fois que l'état boisé a été supprimé sans autorisation, par le fait du propriétaire, alors même qu'il n'y a pas eu substitution d'une autre culture ;

Attendu que celui qui veut recourir à un mode d'exploitation contraire à un usage immémorial et dont les dangers ne sauraient lui échapper assume l'obligation d'assurer le repeuplement, au besoin par des moyens artificiels, et de protéger les jeunes pousses contre le pacage, aussi bien de ses propres animaux que de ceux des tiers, l'abroutissement devant inévitablement achever l'œuvre de destruction commencée par le genre de coupe adopté ;

Attendu que la forêt d'Arleuf, qui fait partie d'un massif forestier de trois mille hectares environ, et qui n'entre pas dans les exceptions prévues par l'art. 224 C. forest., est située dans la région la plus élevée du Morvan ; que sa conservation est nécessaire au maintien des terres sur les montagnes, à la défense du sol contre les érosions, à l'existence des sources et cours d'eau et à la salubrité publique ;

Attendu qu'il importe donc, pour la protéger contre les entreprises délictueuses de Lebaudy, qui entraîneraient à brève échéance, la suppression totale du massif forestier dont il est propriétaire, de condamner le prévenu à l'amende prévue par l'art. 221 C. forest., pour le défrichement indirect de quatre hectares de bois auquel il a fait procéder sans autorisation préalable ;

Attendu qu'aux termes de l'article précité, le ministre des Finances a seul qualité pour ordonner le rétablissement des lieux défrichés en nature de bois ;

Attendu qu'il n'y a donc lieu, pour la Cour, de faire droit de ce chef à la requête de l'administration des Forêts ;

Par ces motifs,

Réformant la décision dont est appel et statuant à nouveau ;

Vu les art. 219 et 221 C. forest. dont lecture a été donnée par M. le président ;

Condamne Lebaudy à une amende de 2.000 fr. et aux frais de première instance et d'appel ; fixe la contrainte par corps au minimum ;

Et dit que l'administration forestière, assimilée à une partie civile, sera tenu des frais du Trésor, sauf son recours contre Lebaudy.

M[e] Lucas av.

NOTE. — La solution adoptée par la Cour de Bourges ne paraît pas à l'abri de la critique. La coupe *a blanc etoc*, mode particulier d'exploitation, ne saurait être, à défaut d'un texte spécial, assimilé au défrichement que lorsqu'elle est suivie d'arrachement des souches ou de pâturage, auquel cas l'opération ayant pour effet de changer la destination de l'immeuble qui, au lieu d'une forêt devient un pré, un champ, etc., il y a, en réalité, suppression de l'état boisé. Mais il a été jugé que si, à la vérité, il résulte du texte des art. 221, 222 C. forest., une présomption légale à la charge du propriétaire du terrain défriché, celui-ci, du moins, pouvait s'en exonérer en poursuivant la preuve soit que le défrichement est le résultat d'un cas fortuit, ou d'un délit commis par un tiers, ou qu'il n'a pu ni empêcher ni réprimer (Cass. 11 avril 1846 (D. 46.4.307 — Bull. for., t. III, p. 269) ; 6 août 1846 (D. 46.4.308 — Bull. for., t. IV, p. 16) ; soit même en établissant que ce défrichement n'a été ni effectué, ni ordonné, ni autorisé par lui : Cass. 3 février 1848 (D. 48.5.211 — Bull. for., t. IV, p. 349). Dès lors, il paraît logique de décider, contrairement à l'arrêt recueilli, qu'au cas de coupe *à blanc étoc*, suivie de pâturage, le propriétaire doit être exonéré, s'il prouve que le pâturage ou l'abroutissement est le fait d'animaux appartenant à un tiers et qu'il a eu lieu soit contre son gré et malgré son opposition, soit même simplement sans son autorisation et à son insu. Comp. cependant *contrà :* Cass. 11 mai 1849 (S. 49.1.669 — D. 49.1.179 — Bull. for., t. IV, p. 504) ; Trib. Clermont-Ferrand 3 août 1843 (Bull. for., t. II, p. 48).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTES

11 août 1906.

Présidence de M. Baugé.

(2 espèces).

CHEMINS DE FER. — TRANSPORT DE BESTIAUX. — 1° CLAUSE DU TARIF P. V.[e] N° 1, RELATIVE AU CHARGEMENT PAR L'EXPÉDITEUR. — ENTASSEMENT DES ANIMAUX. — RESPONSABILITÉ DE L'EXPÉDITEUR. — 2° BESTIAUX MORTS EN COURS DE ROUTE. — LIVRAISON SANS RÉSERVES. — DROIT DU CHEMIN DE FER DE RETENIR LES BESTIAUX POUR FAIRE PROCÉDER A UNE EXPERTISE ET DÉTERMINER LES RESPONSABILITÉS A DÉFAUT PAR LE DESTINATAIRE DE DONNER UNE DÉCHARGE COMPLÈTE.

1° *La clause du tarif P. V. n° 1, par laquelle « l'expéditeur peut charger, dans un même wagon, tel nombre d'animaux qu'il juge convenable, mais à ses risques et périls », n'est pas contraire à la loi du 17 mars 1905 ; elle est susceptible d'engendrer à la charge de l'expéditeur des obligations telles que leur inobservation peut constituer une faute exonérant la responsabilité des transporteurs, conformément à l'art. 103 nouveau du Code de commerce.*

Spécialement, commet une faute engageant sa responsabilité, l'expéditeur qui charge dans un wagon un nombre d'animaux supérieur à la contenance de ce véhicule (1[re] espèce.)

2° *Si des animaux meurent en cours de route, le fait par le destinataire de prendre livraison sans réserves, ne protège pas suffisamment le voiturier, puisque, aux termes de l'art. 105 C. com., le destinataire peut, par une protestation motivée, soutenir que la responsabilité des transporteurs est engagée. Il s'ensuit que ces derniers ont le droit de retenir les bestiaux pour pouvoir établir, notamment par une expertise, que leur responsabilité n'est pas engagée* (2[e] espèce.)

1re ESPÈCE. — 11 AOUT 1906.

Juteau c. Chemin de fer de l'Etat.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par exploit précité, Alfred Juteau, boucher à Pont-Rousseau, a assigné la Compagnie des chemins de fer de l'Etat, dont le siège est à Paris, en la personne de son chef de gare à Nantes, en paiement d'une somme de 2.500 francs pour réparation du préjudice causé par des avaries survenues à des animaux lui apartenant;

Attendu que, cette dernière décline toute responsabilité en l'espèce, et se portant reconventionnellement demanderesse, réclame à Juteau la somme de 45 fr. 90 en remboursement de frais qu'il aurait nécessités par sa négligence;

Attendu qu'il est établi aux débats que, le 16 décembre 1905, Juteau chargeait en gare de Saint-Jean-d'Angély, à destination de Vertou, au port du tarif le plus réduit, 20 vaches et 2 bœufs dans un wagon portant le n° 40.218;

Attendu que, le 17 décembre, en gare de Rochefort, les employés de la Compagnie dont l'attention avait été attirée par un bruit insolite partant dudit wagon, regardèrent à l'intérieur et s'aperçurent que plusieurs des animaux étaient tombés et piétinés;

Attendu que le chef de station, aussitôt prévenu, assisté du commissaire de surveillance de la Compagnie et du vétérinaire Bignoneau, requis à l'effet de constater l'état des animaux et de leur donner les soins nécessaires, fit opérer le transbordement du convoi au moyen de deux wagons supplémentaires;

Attendu que le vétérinaire établit un certificat duquel il résulte que sur les 22 animaux amenés dans le wagon P.O. KFXXD.40.218-X,quatre paraissant blessés étaient morts,cinq autres restaient couchés et ne présentaient aucune plaie apparente sur le corps, mais ne pouvaient se lever, malgré les excitations dont ils étaient l'objet, et les 13 formant le solde paraissaient en bon état;

Attendu que, portant ses investigations sur les causes de l'accident, le vétérinaire susnommé déclare qu'un examen attentif ne lui a rien fait connaître d'anormal dans l'état du wagon qui ne présente aucune autre trace d'accident, soit dans le plancher, soit sur les parois;

Attendu, que les trois wagons ainsi chargés furent, après soins donnés aux animaux, acheminés d'urgence sur la gare destinatrice; que le 18 décembre à 3 heures du matin, Juteau se présenta à la gare de Vertou et retira les 13 bêtes en bon état, puis à 7 heures revint chercher les 5 malades, paya à ce moment le transport, en inscrivant des réserves sur le registre et que le chef de gare de Vertou manda d'urgence un équarrisseur qui emporta les vaches mortes à l'usine de Bouguenais où elles furent détruites;

Attendu qu'aux termes des art. 1784 C. civ. et 103 C. com., le voiturier est responsable de la perte ou des avaries des objets qui lui sont confiés, hors les cas de force majeure, cas fortuit, vice propre de la chose et aussi faute de l'expéditeur;

Attendu que la loi du 17 mars 1905, déclarant nulle toute clause d'exonération ou de non-garantie contraire à ces dispositions, a mis le fardeau de la preuve à la charge du transporteur;

Attendu, qu'il faut dès lors, reconnaître avec le demandeur qu'il appartient au transporteur d'établir sa non-responsabilité dans l'avenir dont il lui est demandé compte, en prouvant l'existence d'un des cas d'exonération précités;

Attendu qu'ainsi, la Compagnie défenderesse invoquant à cet effet la faute de l'expéditeur, il y a lieu de rechercher qui, de la Compagnie de l'Etat ou de Juteau, n'a pas rempli les obligations qui lui incombaient;

Attendu que, répondant à une première critique présentée par Juteau au sujet d'une modification d'itinéraire, la Compagnie de l'Etat explique, non sans apparence de raison, que si le wagon portant le chargement en litige a été retiré du train auquel il avait été attribué tout d'abord, c'est que ce train devait circuler sur une petite ligne avec de nombreux et longs arrêts dans les gares intermédiaires, tandis que, dirigé par la grande ligne de Saintes à Nantes, ledit wagon devait, tout en parcourant une distance plus grande, parvenir plus rapidement à destination en raison de la suppression des manœuvres en cours de route;

Attendu, qu'il est à remarquer au surplus que les délais réglementaires fixés pour ce transport, sont loin d'avoir été atteints, de sorte que la Compagnie de l'Etat ne saurait être reconnue en faute du fait de ce changement de route;

Attendu que les deux griefs sur lesquels se base la Compagnie pour dégager sa responsabilité et établir la faute de Juteau sont, d'une part, l'absence d'un convoyeur chargé de donner aux animaux les soins nécessaires en cours de route, et, d'autre part, le chargement par l'expéditeur d'un nombre trop grand d'animaux dans un seul wagon; qu'il échet d'examiner successivement chacun de ces deux moyens;

Sur le premier point : Absence d'un convoyeur :

Attendu que Juteau a fait son expédition au tarif le plus réduit, c'est-à-dire aux conditions particulières du tarif spécial P. V. n° 1 Etat, aux termes duquel les expéditeurs des animaux doivent, pendant le cours du trajet, leur donner les soins nécessaires pour assurer leur conservation;

Attendu que, dans le but de faciliter l'exécution de cette obligation en permettant la surveillance constante du bétail ainsi transporté, la Compagnie accorde gratuitement un permis d'aller et retour;

Attendu, que cette facilité donnée aux expéditeurs a pour but de délivrer la Compagnie de la desponsabilité des soins à donner aux animaux en cours de route et de la surveillance à exercer sur eux;

Attendu que, dans l'espèce, un permis de circulation de ce genre fut établi au nom de Juteau, mais qu'il apparaît que celui-ci, ou bien ne l'utilisa pas, ou en tout cas, en fit un usage tout autre que celui auquel il était destiné, puisqu'à aucun moment du voyage, personne ne se révéla comme convoyeur du troupeau expédié;

Attendu que le demandeur cherche à expliquer que la délivrance de ce permis ne peut dégager la Compagnie que de la responsabilité des accidents provenant d'un manque de surveillance de celui qui accompagne les animaux et que tel n'est pas le cas dans la cause, l'accident ne pouvant être imputé à une négligence de cette nature, mais que l'on ne saurait s'arrêter à cette objection;

Attendu qu'en effet, il n'est pas douteux qu'un convoyeur, s'acquittant avec soin de la mission qui lui est dévolue par ce tarif susvisé, c'est-à-dire vérifiant pendant ces arrêts l'état de ses animaux, n'aurait pu manquer de constater l'accident dès son début et de provoquer en temps voulu, toutes mesures utiles pour en li-

miter les conséquences ou en tout cas, faire les réserves nécessaires pour permettre au propriétaire des bêtes avariées, de mettre en jeu la responsabilité du transporteur;

Attendu qu'il faut donc dire qu'en négligeant cette précaution, que la longueur du trajet et l'importance du chargement rendaient particulièrement nécessaire, Juteau a fait faute, et que si, dans ces conditions, ses animaux ont eu à souffrir d'un manque de surveillance et de soins, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même;

Sur le second point : Entassement des animaux :

Attendu qu'en choisissant le tarif P. V. 1 Etat, pour faire son expédition, Juteau ne pouvait ignorer qu'entre autres conditions de ce tarif, il est spécifié que le chargement est effectué par l'expéditeur qui peut mettre dans le même wagon tel nombre d'animaux qu'il juge convenable à ses risques et périls;

Attendu que pareille clause est licite en ce qu'elle n'est point restrictive de la responsabilité de la Compagnie en tant que transporteur et se justifie d'ailleurs par l'expérience que possèdent les expéditeurs d'animaux et qui leur permet de tirer parti dans les meilleures conditions des wagons mis à leur disposition;

Attendu qu'il est manifeste que la quantité de 22 vaches et bœufs chargés par Juteau, dépasse de beaucoup celle que, raisonnablement l'on peut introduire et loger dans un wagon mesurant 20 mètres carrés environ de surface de plancher;

Attendu que l'hypothèse d'un tamponnement violent doit être écartée puisqu'il a été constaté à Rochefort, dans l'examen attentif auquel il a été procédé, après la découverte de l'accident, que le wagon dans lequel se trouvaient les animaux en litige, ne portait aucune trace de détérioration;

Attendu que, d'autre part, il semble évident que les coups de tampons, comme il s'en produit normalement en cours de route auraient été insignifiants pour entraîner la chute d'animaux qui, en raison même de leur grand nombre, se trouvaient en quelque sorte, calés les uns par les autres, mais qu'il apparaît qu'un pareil entassement a eu pour effet de fatiguer outre mesure. les bêtes les moins résistantes du convoi, le vétérinaire de Rochefort ayant d'ailleurs reconnu que les animaux morts étaient âgés et que ces animaux morts se sont affaissés sous l'effet, soit d'un choc même de peu d'importance qui, dans des conditions normales, n'aurait eu aucune conséquence et qui, par suite, ne saurait constituer une faute à la charge de la Compagnie, soit de toute autre cause indépendante du transport proprement dit et qui ont alors été piétinés par les autres;

Attendu, qu'il est à remarquer par ailleurs, que le vétérinaire de Nantes qui, sur la demande de Juteau, a procédé à l'examen des bêtes mortes, signale que l'une d'elles présentait des traces très nettes d'asphyxie, indépendamment des déchirures et dont elle était atteinte comme les autres et qu'un semblable accident est manifestement imputable à l'excès de serrage résultant de l'entassement;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède la preuve de deux fautes à la charge du demandeur et qu'ainsi, la Compagnie est fondée à se prévaloir des conditions du tarif choisi non en tant qu'elles tendraient à diminuer sa garantie, mais en tant qu'elles imposent au chargeur des obligations que celui-ci n'a pas remplies;

Attendu, qu'en outre, en faisant procéder au transbordement des bestiaux en gare de Rochefort, la Compagnie s'est substituée à Juteau pour remédier dans la mesure possible à l'avarie survenue et qu'en faisant sortir du wagon les animaux pour en opérer le triage et leur donner des soins, elle a ainsi satisfait aux prescriptions de l'art. 1137 C. civ., dans la mesure où celles-ci pouvaient être applicables, dans l'espèce en l'absence de Juteau ou d'un de ses préposés;

Attendu que, dans ces conditions, la Compagnie de l'Etat, ayant fait la preuve d'un vice propre de la chose et d'une faute de l'expéditeur, la demande de Juteau ne saurait être accueillie;

Sur la demande reconventionnelle :

Attendu qu'en raison de la solution qui vient d'être donnée à la demande principale, la demande reconventionnellement introduite par la Compagnie en remboursement des frais de vétérinaire, soins donnés et autres, toutes dépenses occasionnées par suite des fautes imputables à Juteau, doit être admise, le montant de cette réclamation n'étant d'ailleurs pas sérieusement contesté;

Par ces motifs,

Joignant la demande reconventionnelle à la demande principale et statuant sur le tout par un seul et même jugement:

Déboute Juteau de ses demandes, fins et conclusions; le condamne à payer à la Compagnie des chemins de fer de l'Etat la somme de 45 fr. 90 pour remboursement des frais;

Le condamne en outre aux dépens.

2e ESPÈCE. — 11 AOUT 1906.

Juteau c. chemins de fer de l'Etat.

Attendu que Juteau, boucher à Pont-Rousseau, a appelé à la barre, par exploit précité, la Compagnie des chemins de fer de l'Etat dont le siège est à Paris, en la personne de son chef de gare à Nantes, pour s'entendre condamner à lui payer une somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts, frais et dépens;

Attendu que le demandeur base sa réclamation sur le refus que lui aurait opposé le chef de gare de Vertou de lui livrer une vache trouvée morte à l'arrivée d'un wagon de bestiaux dont il était expéditeur et réceptionnaire;

Attendu que la Compagnie défenderesse repousse cette réclamation et soutient qu'en s'opposant à l'enlèvement du cadavre de la bête, elle n'a fait qu'user de son droit; qu'elle demande qu'il lui soit décerné acte de ce qu'elle offre de payer à Juteau la somme de 15 francs, valeur de la peau de l'animal, et reconventionnellement, elle réclame le remboursement de 30 francs, montant des frais d'expertise à laquelle elle a dû faire procéder;

Attendu que les débats établissent que le 26 janvier 1906, au matin, Juteau s'étant présenté à la gare de Vertou pour retirer 15 bêtes de bétail arrivées à son adresse, en trouva 14 en bon état et une morte;

Attendu qu'il offrit cependant de prendre livraison du tout sans réserve, mais que le chef de gare, s'opposant à l'enlèvement de la vache morte sans une décharge comportant l'engagement de n'exercer aucun recours contre la Compagnie, prit alors l'initiative d'une expertise par vétérinaire aux fins d'autopsie pour le lendemain 27 et y convoqua Juteau;

Attendu que celui-ci ne s'y présenta pas, mais fit de son côté, le même jour, sommation à la Compagnie en restitution de la bête morte, prétextant que ne manifestant nullement le désir de faire ses réserves en prenant livraison, il signifiait à la Compagnie qu'elle le mettait dans l'impossibilité de tirer parti de l'animal ou d'exer-

cer au besoin un recours contre son vendeur en cas de maladie préexistante, ayant pu occasionner sa mort et que, dans ces conditions, il entendait la rendre responsable du préjudice qu'elle lui causait;

Attendu qu'ainsi, la seule question à résoudre est celle de savoir si la Compagnie des chemins de fer de l'Etat était autorisée à refuser livraison à Juteau, malgré l'offre de celui-ci d'enlever sans réserve;

Attendu qu'aux termes des art. 1784 C. civ. et 103 C. com., le voiturier est responsable de la perte ou des avaries des objets à lui confiés hors les cas de force majeure, cas fortuit, vice propre de la chose et aussi faute de l'expéditeur;

Attendu que la loi du 17 mars 1905, ayant mis le fardeau de la preuve à charge du transporteur, il en résulte que, dans l'espèce, en cas de réclamation de la part de Juteau contre la Compagnie, celle-ci aurait été tenue de prouver sa non-responsabilité dans l'avarie survenue et, pour cela, aurait eu à établir l'existence d'un des cas d'exonération précités;

Attendu que Juteau soutient que, puisqu'il offrait de prendre livraison sans réserve (ainsi qu'il l'a fait notifier dans sa sommation du 27 janvier en ces termes : « Il (Juteau) ne manifestait nullement le désir de faire des réserves en prenant livraison » ;... la Compagnie était mal fondée à lui refuser la livraison d'une marchandise qu'elle savait lui appartenir;

Attendu que l'examen de l'art. 105 C. com., qui fixe les droits du réceptionnaire, conduit à reconnaître que, si cet article se bornait à prescrire que : « La réception des objets transportés et le paiement de la lettre de voiture éteignent toute action contre le voiturier pour avaries ou pertes partielles... la résistence de la Compagnie n'aurait pas eu sa raison d'être, puisque l'absence de réserves de la part du destinataire, l'aurait mise à l'abri de toute revendication ultérieure;

Mais attendu que ce même article comporte de plus cette disposition : « Si, dans les trois jours qui suivent celui de cette réception et de ce paiement, le destinataire n'a pas notifié au voiturier sa protestation motivée »;

Attendu qu'ainsi, en admettant même qu'au moment où il payait la lettre de voiture, en procédant à l'enlèvement de ses animaux, Juteau n'ait véritablement pas eu l'intention (ou suivant son expression, le désir) de faire des réserves, il n'en conservait pas moins pendant trois jours un droit d'action qu'il était à même d'exercer; qu'en conséquence, la prudence commandait à la Compagnie, soit d'exiger une renonciation formelle à tout recours ultérieur, soit de faire procéder d'urgence à une expertise contradictoire pour dégager la responsabilité qui pesait sur elle tant qu'elle n'aurait pas fourni la preuve dont elle avait charge, d'un des cas d'exonération ci-dessus énumérés;

Attendu que, dès lors, en présence d'un refus de décharge complète, l'expertise à laquelle elle fit procéder, après y avoir appelé Juteau, s'imposait tant pour sauvegarder ses droits à elle, Compagnie, que même le cas échéant, pour servir les intérêts de ce dernier qui manifestait l'intention d'exercer au besoin un recours contre son vendeur;

Attendu que la Compagnie peut faire plaider, non sans quelque apparence de raison, qu'elle pouvait toujours craindre que, malgré son prétendu désir d'éviter toute réclamation, Juteau n'en conservait pas moins l'intention de tirer parti de la confiance qui lui serait ainsi accordée, de sorte qu'elle se serait trouvée exposée à une action contre laquelle la disparition de l'animal en litige l'aurait laissée sans défense;

Attendu, qu'en conséquence, il faut dire que Juteau a commis une double faute, d'abord en refusant à la Compagnie des chemins de fer de l'Etat une décharge qu'elle était fondée à réclamer, ensuite, en s'abstenant d'assister à l'expertise à laquelle il fut convoqué;

Sur la demande reconventionnelle :

Attendu qu'en raison de la solution qui vient d'être donnée à la demande principale, la réclamation en remboursement des frais d'expertise, introduite reconventionnellement par la Compagnie des chemins de fer de l'Etat, régulière en la forme, doit être admise;

Attendu qu'il convient, en effet, de mettre à la charge de Juteau les frais de l'expertise qu'il a rendue nécessaire;

Attendu que, par ailleurs, la Compagnie de l'Etat justifie de ce chef une dépense de 30 francs;

Par ces motifs,

Décerne acte à la Compagnie des chemins de fer de l'Etat de son offre de payer à Juteau la somme de 15 fr. représentant la valeur de la peau de l'animal détruit ;

Dit cette offre suffisante, au besoin l'y condamne ; déboute Juteau de ses demandes, fins et conclusions ;

Reconventionnellement, condamne Juteau à payer à la Compagnie des chemins de fer de l'Etat la somme de 30 francs, montant des frais d'expertise;

Dit que cette somme sera compensée avec elle de 15 francs ci-dessus spécifiée jusqu'à due concurrence ;

Condamne Juteau aux dépens...

NOTE. — En ce qui concerne l'entassement des bestiaux, il a été déjà jugé qu'une compagnie de chemin de fer ne saurait être responsable de la perte d'animaux survenue en cours de route, alors que le tarif spécial met le chargement et la surveillance aux risques et périls de l'expéditeur.

Si le tarif stipule que le chargement complet d'un wagon est limité à six animaux (6 bœufs) l'expéditeur qui a chargé un plus grand nombre d'animaux dans le même wagon ne saurait invoquer que l'usage l'autorisait à agir ainsi : Trib. com. Rouen 11 juin 1906. — (Aff. Bastard et fils c. Compagnie Ouest. — La Loi du 11 juillet 1906. — Le Droit 25 juillet 1906).

---

276 277-278

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

Présidence de M. Bard.

4 juillet 1906.

INSTRUCTION CRIMINELLE. — CASSATION. — PARTIE CIVILE. IRRECEVABILITÉ.

Le recours en cassation contre les arrêts des Chambres d'accusation n'est ouvert, en principe, qu'au procureur général et à l'inculpé.

Spécialement, la partie civile ne peut se pourvoir en cassation contre un arrêt portant non-lieu à suivre ou confirmant une ordonnance de non-lieu : un tel arrêt, non attaqué par le ministère public, éteint l'action publique, que la partie civile ne peut faire revivre par un pourvoi.

Allard c. Jusseaume.

La Cour,

Sur la recevabilité du pourvoi :

Attendu qu'Allard s'est pourvu en qualité de partie

civile contre un arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Paris, du 18 mai 1906, qui a confirmé une ordonnance de non-lieu en date du 25 avril 1906, rendue en faveur de Jusseaume ; que le ministère public ne s'est pas pourvu contre cet arrêt ;

Attendu que si l'art. 135 C. instr. crim. accorde à la partie civile le droit de former opposition à une ordonnance de non-lieu, cette disposition doit être renfermée dans ses termes et ne saurait s'étendre au pourvoi en cassation contre un arrêt portant non-lieu à suivre ou confirmant une ordonnance de non-lieu ; que cet arrêt, lorsqu'il n'est pas attaqué par le ministère public, éteint l'action publique et qu'aucun texte de loi ne confère à la partie civile le droit de faire revivre cette action par un pourvoi en cassation ; qu'il résulte, au contraire, de l'esprit et du texte des art. 296, 298 et 412 C. instr. crim. que le recours en cassation contre les arrêts des Chambres d'accusation n'est ouvert, en principe, qu'au procureur général et à l'inculpé ;

Par ces motifs,

Déclare non recevable le pourvoi d'Allard.

MM. **Boulloche** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — Comp. dans le même sens : Cass. 20 janvier 1820 (S. chr.) ; 28 juin 1822 (S. chr.) ; 10 juin 1826 (S. chr.); 30 avril 1829 (P. chr.) ; 30 avril 1830 (P. chr.) ; 22 juillet 1831 (S. 31.1.299) ; 2 septembre 1831 (P. chr.) ; 9 octobre 1840 (P. 40.2.504) ; 30 septembre 1841 (S. 42.1.320) ; 27 mars 1884 (Gaz. Pal. 85.2, supp. 50) ; 3 novembre 1887 (Gaz. Pal. 87.2.610) ; 2 septembre 1898 (Gaz. Pal. 98.2.295 ; avec le rapport de M. le conseiller Bard et la note — S. 1901.1.199 — D. 98.1.549) ; 12 mai 1899 (S. 1900.1.544). *Adde :* Legraverend, Législ. crim., t. I, p. 388 ; Carnot, Instr. crim., t. II, p. 284 ; Bourguignon, Jurisprud. des Codes crim., t. II, p. 16 ; Merlin, Répert., v° Cassation, § 4 ; F. Hélie, Instr. crim., n°s 2295 et 2298 ; Morin, Répert. du dr. crim., v° Cassation, n° 15.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

29 juin 1906.

Présidence de M. Bard.

INSTRUCTION CRIMINELLE. — CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION. — POURVOI. — CAS D'OUVERTURE.

Le pourvoi du prévenu contre l'arrêt de la chambre d'accusation qui le renvoie devant le tribunal correctionnel pour un délit n'est recevable que si ledit prévenu a soulevé l'incompétence, où si l'arrêt contient des dispositions définitives que le tribunal correctionnel saisi de la prévention ne peut modifier.

Dodin c. Min. pub.

Arrêt :

La Cour,

Attendu qu'il est de règle constante que le prévenu ne peut former un pourvoi contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation qui le renvoie pour un délit devant le tribunal correctionnel ; qu'il n'y a d'exception à cette règle qu'au cas où le prévenu aurait présenté devant la Chambre des mises en accusation une exception d'incompétence et au cas où l'arrêt contiendrait des dispositions définitives, que ce tribunal correctionnel saisi de la prévention ne saurait modifier ;

Attendu que l'arrêt attaqué ne tranche aucune question de compétence et ne présente aucune disposition définitive qui puisse enchaîner le tribunal saisi du renvoi ;

D'où il suit que les droits de la défense restent entiers et que, dès lors, le prévenu ne saurait être admis à critiquer l'arrêt dont il s'agit ;

Par ces **motifs,**

Déclare non recevable le pourvoi formé par Dodin contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour de Paris du 11 mai 1906 qui l'a renvoyé devant le Tribunal correctionnel de la Seine sous la prévention d'abus de confiance.

MM. **Boulloche** rapp. ; **Cottignies** av. gén.

NOTE. — Il est de jurisprudence certaine que le pourvoi en cassation n'est pas recevable contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation qui renvoie le prévenu devant le tribunal de police correctionnelle : Cass. 3 septembre 1857 (S. 58.1.91 — D. 57.1.449) ; 31 décembre 1858 (S. 59.1.279) ; 17 février 1881 (S. 83.1.332 — D. 82.1.187) ; 18 septembre 1890 (S. 91.1.360 — D. 91.1.192) ; et il n'en est autrement que dans le cas où l'arrêt de la Chambre d'accusation a statué sur une exception d'incompétence ou présente quelque disposition définitive : Cass. 3 janvier 1891 (Gaz. Pal. 91.1.326 — S. 91.1.360) ; 3 mars 1898 (S. 99.1.381) ; 23 février 1900 et 16 juin 1900 (D. 1901.1.85).

COUR D'APPEL DE CAEN (Ch. corr.)

14 juin 1906.

Présidence de M. Vaudrus.

BROCANTEUR. — LOI DU 15 FÉVRIER 1898. — INDUSTRIE CONNEXE. — INFRACTION DU PRÉPOSÉ. — RESPONSABILITÉ DU PATRON.

L'individu qui, concurremment au commerce de brocanteur, se livre à une autre industrie, n'en demeure pas moins soumis aux prescriptions de la loi du 15 février 1898.

Le préposé du brocanteur est pénalement responsable des infractions à ladite loi que ce préposé commet dans l'exercice du commerce de son patron.

Esnault c. Min. pub.

Suivant jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Lisieux, le 5 mai 1906, le sieur Esnault, employé du sieur Mommers, brocanteur, a été déclaré coupable d'avoir, à Lisieux, le 13 janvier 1906, acheté une certaine quantité de métal d'une personne dont le nom et la demeure ne lui étaient pas connus, sans avoir fait certifier son identité par deux témoins.

Et par application des art. 2, 4, de la loi du 15 février 1898 ; 463 C. pén. ; 1384 C. civ., il a été condamné à 16 fr. d'amnede et aux dépens. Le patron, M. Mommers, a été déclaré civilement responsable d'Esnault, son préposé.

Le sieur Esnault a interjeté appel de ce jugement. L'arrêt suivant est intervenu :

La Cour,

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Attendu, en outre, que la loi du 15 février 1898 s'applique indistinctement aux brocanteurs en gros et aux brocanteurs en détail, puisqu'elle dit dans son intitulé qu'elle est relative au commerce de brocanteur et qu'elle emploie dans son article premier les mots « Tout brocanteur » ; que cette expression comprend toute personne faisant acte de brocanteur[e]; qu'il n'y a pas lieu de distinguer davantage suivant que celui qui se livre à ce genre de commerce exerce une autre industrie et qu'enfin la loi de 1898 étant une loi de police d'un caractère général, ainsi qu'il résulte par interprétation de l'art. 6, concerne non seulement le patron brocanteur, mais son employé préposé par lui aux achats[e];

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont est appel ;

Condamne Esnault aux dépens d'appel à joindre à ceux de première instance et sous la même contrainte ;

Déclare Mommers Adrien, civilement responsable de son préposé Esnault ;

Me **Habert** subst. proc. gén.

NOTE. — I. — Sur le premier point :

Les termes très généraux de l'art. 1er de la loi du 15 février 1898, aussi bien que les motifs d'ordre-public qui ont déterminé le vote des prescriptions législatives concernant le commerce de brocanteur nous paraissent justifier pleinement la décision intervenue. Si la solution contraire était admise en jurisprudence, il deviendrait trop aisé aux commerçants peu scrupuleux qui se livrent en réalité à la brocante de se soustraire aux dispositions de la loi en dissimulant sous l'apparence d'une autre industrie leur véritable négoce. Mais, par contre, il est bien évident que le fait d'avoir exceptionnellement fait acte de brocante, ne pourrait rendre un commerçant passible des pénalités de la loi du 15 février 1898. *Sic :* Trib. corr. Seine 5 janvier 1899 (Gaz. Pal. 1899.1.325 — S. 1901. 2.180). ....

II. — Sur le second point : V. *contrà :* Trib. corr. Saint-Sevér 23 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.578).

COUR D'APPEL DE BOURGES

13 juin 1906.

Présidence de M. Maulmond.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais.*

TUTELLE. — DEMANDE DE DESTITUTION DU TUTEUR. — DÉLIBÉRATION DU CONSEIL DE FAMILLE. — MAINTIEN EN FONCTIONS. — RECOURS. — RECEVABILITÉ.

La délibération du conseil de famille maintenant un tuteur en fonctions est susceptible de recours devant le tribunal civil, aussi bien que la délibération destituant un tuteur.

Auroy-Raveau c. Charbonnier-Daudon.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que, suivant l'art. 444 C. civ., sont exclus de le tutelle et même destituables s'ils sont en exercice, les gens d'une inconduite notoire et ceux dont la gestion attesterait l'incapacité et l'infidélité ; que loin d'exercer arbitrairement un pouvoir domestique, comme il le fait quand il s'agit de l'organisation de la tutelle, le conseil de famille saisi d'une demande de destitution du tuteur est, au contraire, appelé à faire acte de juridiction en se prononçant après avoir entendu ou convoqué ledit tuteur, sur des faits limitativement déterminés par l'article précité ; qu'on s'explique donc qu'en cette matière qui touche tout particulièrement aux intérêts matériels du mineur, la loi n'ait pas voulu conférer au conseil de famille un droit de décision absolue et que l'art. 448 C. civ. ait organisé une voie de recours contre ses délibérations ; que si ce texte se réfère spécialement au cas où la destitution du tuteur a été prononcée, on n'en saurait conclure qu'il refuse à ceux qui ont demandé cette destitution la faculté, lorsque leur demande a été rejetée, de se pourvoir devant le tribunal dans les formes prescrites par l'art. 883 C. civ. contre une délibération du conseil de famille qui est en elle-même et dans son principe, susceptible de recours ;

Adoptant au surplus les motifs des premiers juges, tant en ce qui concerne la recevabilité que sur le fond ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement entrepris ;

Donne acte à Courtillet, Jules Raveau, Pierre Raveau et Yvernault, membres du conseil de famille de Raoul Charbonnier, de ce qu'ils déclarent accepter le jugement rendu par le tribunal, et de ce qu'ils s'en rapportent de droit sur l'appel formé par les époux Auroy ;

Condamne les appelants à l'amende et aux dépens d'instance et d'appel.

Me **Dufaure** subst. proc. gén. — Mes **Vaillant** et Martial **Gloumeau** av. (Ce dernier du barreau de Bourganeuf.)

NOTE. — La question de droit tranchée par l'arrêt rapporté paraît neuve en jurisprudence, au moins dans les termes où elle se posait. Elle est très délicate. La difficulté vient de ce que l'art. 448 C. civ. est moins compréhensif que l'art. 883 C. pr. civ. En effet, le premier semble bien ne prévoir de recours qu'au cas de destitution ou d'exclusion. Au contraire, l'art. 883 C. pr. civ. admet le recours sans limitation de cas et l'admet même de la part des membres du conseil de famille, ce qui suppose que celui-ci a conclu au maintien du tuteur.

Il paraît logigue d'assimiler la délibération qui maintient en fonctions un tuteur déjà nommé à celle qui désigne un tuteur pour la première fois. Si celle-ci est susceptible de recours, on ne voit pas pourquoi celle-là serait inattaquable. Or, si la plupart des auteurs et quelques arrêts semblent refuser tout recours contre la délibération nommant un tuteur (sauf le cas d'exclusion légale et d'incapacité), par contre, la majorité des décisions les plus récentes se prononcent en sens contraire. V. Cass 1er février 1825 (S. et P. chronol.) ; Nancy 3 avril 1857 (S. 57.2.362 — D. 57.2.175) ; Dijon 14 mai 1862 (S. 62. 2.449 — D. 62.2.121) ; Paris 19 novembre 1887 (S. 88.2.29 — D. 88.2.176). *Adde :* Delvincourt, t. I, p. 435 ; Zachariæ, t I, § 204 ; Allain, Man. encycl. des juges de paix, t. I, p. 914 ; Laurent, t. IV, nº 470, p. 588 ; Huc, t. II, nº 321 ; Pand. franç. vº Conseil de fam. nos 719 et suiv. *Contrà,* cependant : Cass. 17 novembre 1813 (S. et P. chr.) ; Grenoble 18 janvier 1854 ; Montpellier 13 juin 1866 (S. 67.2. 114 — D. 66.2.162) ; Angers 11 novembre 1875 (S. 76.2.168 — D. 76.2.32) ; Trib. civ. Rouen 2 juin 1891 (Gaz. Pal. 91.1.71) et Rouen 27 juillet 1891 (S. 92.2.54 — Gaz. Pal. 91.2.263) ; Trib. civ. Nevers 16 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2. 289). *Adde :* Duranton, t. III, nos 437, 477 ; Chardon, t. III, nos 358 et suiv. ; Demolombe, t. VII, nos 140, 167, 335, 336;

Massé et Vergé sur Zachariæ, t. I, § 204, note 6, p. 401 ; Aubry et Rau, t. I, § 96, notes 1 à 13, p. 390, 391 ; Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. franç., v° Cons. de fam., n° 396. La solution consacrée par l'arrêt recueilli paraît donc devoir être approuvée. Toutefois, il faut reconnaître qu'on se heurtera à de graves difficultés pratiques, si la délibération qui maintient le tuteur étant annulée, le conseil de famille persiste dans son opinion. Il est, en effet, généralement admis que, même au cas où les tribunaux peuvent annuler la nomination faite, ils n'en peuvent faire une autre. *Sic :* Cass. 27 novembre 1816 (S. et P. chr.) ; Orléans 9 août 1817 (S. et P. chr.) ; 23 février 1837 (S. 38.2.69) ; Rouen 27 juillet 1891, précité. *Adde :* Aubry et Rau, t. I, § 102, texte et note 4, p. 415 ; Laurent, t. IV, n° 407 ; Mangin, t. I, n° 425. Consulter sur l'hypothèse où le conseil de famille nomme à nouveau un tuteur dont la nomination a été annulée par le tribunal saisi d'un recours contre la délibération ainsi prise : Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. franç., v° Cons. de fam., n° 424.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (3e Ch.)

21 juin 1906.

Présidence de M. Lefébvre.

BREVET D'INVENTION. — MARQUE DE FABRIQUE. — CONTREFAÇON DU MODÈLE ET DE LA MARQUE DE FABRIQUE. — CONCURRENCE DÉLOYALE. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

La contrefaçon ne peut s'entendre que de la fabrication ou de la réfection de la chose brevetée et non pas de sa suppression.

L'emploi d'un savon différent de celui compris dans un dispositif breveté, ne constitue pas une contrefaçon si les autres parties dont la réunion a fait l'objet du brevet, ont été elles-mêmes remplacées.

On ne saurait prétendre, non plus, qu'il y a eu contrefaçon du modèle en s'appuyant sur la similitude de la forme des savons employés dans les râpes.

La concurrence déloyale ne peut résulter du fait d'avoir employé les savons d'un concurrent lorsqu'on a acheté les râpes chez le demandeur, alors du moins qu'aucune stipulation expresse n'est intervenue.

Néanmoins, le titulaire d'un brevet qui poursuit à tort de prétendus conrtefacteurs ne peut être condamné à des dommages-intérêts s'il n'est pas prouvé que sa poursuite ait eu un but vexatoire.

Léoni et Cie c. Compagnie des chemins de fer de l'Etat et Société de Savonnerie continentale du Cosmydor.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, le 10 juillet 1905, il a déposé sous le numéro 91.015 une marque de fabrique consistant dans la dénomination « Râpe Léoni » servant à désigner la râpe à savon faisant l'objet du brevet ci-dessus ; que, le 22 novembre 1901, il a déposé sous le numéro 72.629, une marque consistant dans la dénomination « Magenta » destinée à tous ses articles de savonnerie et parfumerie ;

Attendu que Léoni et Compagnie assignent l'administration des chemins de fer de l'Etat en contrefaçon du brevet du modèle et des deux marques susdites; qu'ils prétendent, en outre, que ladite administration a violé les engagements résultant de son contrat et commis envers eux des actes de concurrence déloyale; qu'à raison de ces agissements, ils demandent condamnation contre elle à 100.000 francs de dommages-intérêts et à des insertions dans les journaux;

Attendu que lesdits Léoni et Cie ont également assigné les directeur et administrateurs de la Savonnerie Continentale du Cosmydor en contrefaçon du savon faisant l'objet de leur brevet, ainsi que de leurs modèle et marque et en concurrence déloyale ; qu'ils réclament condamnation contre eux à des dommages-intérêts à fixer par état, à 10.000 francs à titre de provision, à des confiscations et insertions dans les journaux ;

Attendu que l'administration des chemins de fer de l'Etat et la Société du Cosmydor se portent reconventionnellement demandeurs, la première en 20.000 francs de dommages-intérêts et la deuxième en 5.000 francs de dommages-intérêts ;

Attendu que les instances étant connexes, il y a lieu d'en ordonner la jonction ;

Sur la contrefaçon du brevet reprochée à l'administration des chemins de fer de l'Etat :

Attendu qu'en 1895, Léoni avait pris un brevet tombé depuis dans le domaine public pour un appareil composé d'une râpe de forme cylindrique surmontée d'un cylindre dans lequel était enfermée la matière à râper et qui servait de guide à cette matière pendant qu'elle était pressée sur la râpe au moyen d'un ressort; que le dernier brevet consiste en un dispositif nouveau ajouté à l'ancienne râpe et caractérisé par la combinaison d'une tige et d'un savon perforé au centre, dans la cavité duquel vient se loger et s'adapter la tige de façon à servir de guide au savon et à en assurer l'aplomb et la fixité au-dessus de la râpe, ce qui a pour résultat de s'opposer aux déviations du savon, d'en empêcher l'usure irrégulière ou incomplète ;

Attendu que la Compagnie défenderesse oppose comme une antériorité l'emploi par elle, antérieurement au brevet, d'une râpe analogue à celle revendiquée par les demandeurs et dans laquelle la paroi intérieure du cylindre est garnie d'une nervure se combinant avec une rainure, de la périphérie du savon, et servant de guide à ce dernier ;

Mais attendu que ce dispositif où la nervure, servant de point d'appui et de guide au savon est située de côté, comparé à celui des appareils saisis où la tige directrice assure la rigidité en passant au centre du savon, n'offre avec ce dernier aucune similitude ; que l'antériorité alléguée est sans valeur ;

Attendu que les faits de contrefaçon reprochés par les demandeurs à la défenderesse sont :

1° D'avoir, étant acquéreur d'un certain nombre de leurs râpes, modifié les appareils en supprimant les tiges directrices faisant l'objet du brevet ;

2° D'avoir employé, dans lesdits appareils, des savons perforés fabriqués pour elle par un tiers, la Savonnerie Continentale du Cosmydor ;

Attendu, sur le premier point, que la contrefaçon ne peut s'entendre que de la fabrication ou de la réfection et non pas de la suppression de la chose brevetée; que dès que celle-ci n'existe plus, le titulaire du brevet perd ses droits ; que la suppression n'a pas, en effet, comme la réparation pour conséquence, d'altérer le caractère de l'invention et n'est pas de nature à perpétuer l'objet breveté ; que la défenderesse n'a fait qu'user du droit qu'elle avait de disposer de la chose dont elle était propriétaire ; qu'il n'y a pas contrefaçon en l'espèce ;

Attendu, sur le deuxième fait, où la contrefaçon résulterait de ce que la Compagnie défenderesse a employé dans les appareils des savons perforés fabriqués pour elle par la maison du Cosmydor, que le savon faisant l'objet du brevet n'est protégé qu'autant qu'il est en combinaison avec la tige directrice, ainsi que le dit le brevet ; que, séparé de cette tige, il n'a plus aucune fonction, et rentre au nombre des objets du domaine public"; or, en fait, par les saisies auxquelles il a été procédé, la présence des savons perforés fabriqués par la maison du Cosmydor a été constatée uniquement dans les râpes d'où avait été enlevée la tige directrice, de sorte que le dispositif breveté ne se trouvait pas reproduit ; que, d'autre part, la défenderesse n'ayant fait aucun aveu, et le tribunal jugeant en une matière où l'administration de la preuve est de droit étroit; il y a lieu de dire que la preuve de l'existence d'une contrefaçon totale ou partielle n'est pas fournie au procès;

Sur la contrefaçon du modèle :

Attendu que le but et l'effet du dessin de fabrique sont de donner à un objet une forme distinctive caractéristique, qui fasse impression sur le public et détermine sa préférence"; or, en l'espèce, la forme elle-même du savon importera peu aux acheteurs, préoccupés avant tout de choisir la tige et la perforation qui s'adapteront le mieux l'un à l'autre, de façon à procurer le meilleur guidage ; qu'en fait, la faveur du public s'est portée spécialement sur la forme en Y recommandée par Léoni et Cie eux-mêmes, comme assurant le mieux la bonne adhérence du savon à la tige"; que, dans ces conditions, il apparaît bien que la forme donnée au savon a pour but, non pas son ornementation, mais bien le résultat industriel qu'elle procure ; qu'elle ne saurait faire l'objet d'un dépôt ;

Attendu, au surplus, que le dépôt du savon, ayant eu lieu à la date du 18 décembre 1901, les demandeurs avaient, dès le 2 décembre précédent, remis au service des approvisionnements de la Compagnie, deux échantillons de son nouveau savon perforé ; que cette mise en vente, avant dépôt, constitue une divulgation par suite de laquelle le dépôt serait nul par défaut de nouvauté ;

Sur la contrefaçon de marque :

Attendu que celle-ci consisterait dans le fait par la défenderesse d'avoir placé du savon de la Société du Cosmydor dans l'intérieur d'appareils munis de la marque « Savon Magenta », ce qui constituerait la contrefaçon par remplissage ;

Attendu que cette forme de contrefaçon de marque exige l'existence de la mauvaise foi, c'est-à-dire l'intention de tromper l'acheteur, et, grâce à cette manœuvre, de réaliser un bénéfice illégitime ; or, le consommateur n'est trompé que s'il avait expressément demandé le produit protégé par la marque, que cette circonstance fait défaut en l'espèce où la Compagnie met du savon à la disposition des voyageurs spontanément et sans augmentation du prix de la place ; que, dans ce dernier cas également le reproche de contrefaçon manque de base;

Sur la concurrence déloyale :

Attendu que des termes d'ailleurs imprécis des conclusions il paraît résulter que la concurrence reprochée consiste dans le fait par la défenderesse d'avoir employé des savons fabriqués par un concurrent, alors qu'ayant acheté ses râpes chez les demandeurs, elle s'était engagée par là même à ne se fournir de savon que chez eux ;

Mais attendu qu'un tel engagement ne pourrait résulter que d'une stipulation expresse, laquelle n'existe pas en l'espèce ; qu'il est d'ailleurs contredit par la correspondance échangée ; qu'à défaut, il le serait par cette présomption qui domine le débat ; que l'achat des appareils de Léoni et Cie ne pouvait impliquer l'intention chez la défenderesse de s'engager à se fournir de savon chez eux indéfiniment et sauf recours possible contre l'éventualité (réalisée depuis au dire de la défenderesse) d'une mauvaise fabrication de leur produit ; qu'une telle prétention des demandeurs est excessive et doit être purement et simplement rejetée ;

Attendu qu'ils ne font la preuve d'aucun autre fait de concurrence déloyale ;

Attendu donc qu'il y a lieu de débouter Léoni et Cie de toutes leurs demandes, fins et conclusions contre l'administration des chemins de fer de l'Etat ;

En ce qui touche la demande de Léoni et Cie contre la Société Continentale du Cosmydor :

Attendu, sur la contrefaçon alléguée des brevets modèle et marque de fabrique, que les moyens des demandeurs étant les mêmes que ceux produits à la cause précédente doivent être écartés pour les motifs déjà déduits;

Attendu, sur le reproche de concurrence déloyale, qu'en dehors de la fabrication par la Société défenderesse des savons perforés sur lesquels les demandeurs n'ont aucune propriété privative et qui est, par conséquent, licite, ceux-ci n'apportent la preuve d'aucun fait ou agissement déloyal par lequel la Société défenderesse leur aurait causé un dommage ;

Sur les demandes reconventionnelles :

Attendu que les faits dont se plaignent l'administration des chemins de fer de l'Etat et la Société de la Savonnerie du Cosmydor n'ont pas dépassé l'exercice normal et légitime du droit résultant au profit de Léoni et Cie de leur brevet ; que ceux-ci n'ont pu se méprendre de bonne foi sur l'étendue de ce droit ; qu'il n'est pas justifié qu'ils aient dans cette poursuite agi avec un esprit de vexation et qu'en l'état, ses demandes en dommages-intérêts ne peuvent être accueillis ;

Par ces motifs,

Joint les causes ;

Déboute Léoni et Cie de leurs demandes en contrefaçon de brevet, de modèle, de marque et de concurrence déloyale formées contre l'administration des chemins de fer de l'Etat;

Les déboute de leurs demandes formées aux mêmes fins contre la Société de Savonnerie Continentale du Cosmydor;

Et, recevant en la forme ladite administration des chemins de fer de l'Etat reconventionnellement demanderesse ;

Dit, au fond, qu'il n'y a lieu de prononcer pour antériorité, la nullité du brevet du 11 octobre 1901;

Prononce la nullité du dépôt du 21 décembre 1901;

Déboute l'administration de sa demande en dommages-intérêts;

Reçoit reconventionnellement demanderesse la Société de Savonnerie Continentale du Cosmydor;

Prononce à son égard la nullité du dépôt du 21 décembre 1901;

La déboute de sa demande de dommages-intérêts;

Condamne Léoni et Cie aux dépens des instances.

NOTE. — L'espèce ci-dessus rapportée décide avec raison que la contrefaçon d'un appareil breveté ne peut s'entendre que de la fabrication ou de la réfection et non pas de la suppression de la chose brevetée. Voir sur cette question : Mainé, t. II, p. 270; Picard et Olier, n° 580; Rendu, v° Con-

trefaçon, n° 27; Malapert et Forni, Brevet d'invention, n°s 889 et suiv.; Pouillet, n° 295 et 669; Allart, t. III, n° 462; Orléans 26 août 1845 (D. 45.2.502).

TRIBUNAL CIVIL DE RENNES (1re Ch.)

6 juin 1906.

Présidence de M. Cordier.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

VOIRIE. — CHEMIN IMPRATICABLE. — ART. 41, LOI DU 6 OCTOBRE 1791. — DROIT DE DÉCLORE UNE PROPRIÉTÉ RIVERAINE. — CONDITIONS. — CHEMIN PLUS AVANTAGEUX. — DROIT DE PASSAGE (NON).

Aux termes de l'article 41 de la loi du 6 octobre 1791, lorsqu'un chemin public est impraticable, cette circonstance doit être considérée comme majeure, qui autorise le voyageur à passer par le champ attenant au chemin, mais celui-ci n'est autorisé à déclore un terrain pour se faire un passage dans sa route qu'aux deux conditions suivantes : 1° être arrêté dans sa marche par un chemin impraticable ; 2° que le terrain déclos soit riverain du chemin impraticable.

Dès lors, l'habitant d'un village n'a pas le droit pour rejoindre un autre village d'user du chemin établi sur une propriété particuliàre, bien que ce chemin fréquenté par le propriétaire et ceux qu'il autorise soit plus avantageux, et permette d'éviter un passage plus onéreux sur d'autres parcelles.

Epoux Bouget c. époux Thorigné.

Le Tribunal,

Attendu que, par exploit de Me Cosnier, huissier à Rennes, en date du 22 mars 1906, Jean-Marie Bouget a assigné les époux Thorigné devant le Tribunal civil de Rennes pour : « Voir dire et juger que les requérants sont seuls propriétaires des parcelles portant au cadastre les numéros 440 et 441, section F de la commune d'Amanlis, voir dire et juger que le chemin privatif, établi par les requérants sur lesdites parcelles, n'est grevé d'aucune servitude de passage au profit des immeubles dont jouissent les époux Thorigné, voir dire que les époux Thorigné devront cesser, à l'avenir, tout passage par le chemin dont est cas ,et ce, sous une astreinte de 20 francs par chaque infraction constatée, s'entendre condamner en 300 francs de dommages- intérêts pour le préjudice causé »;

Attendu, qu'à cette demande, les époux Thorigné répondent qu'ils ne prétendent aucun droit de propriété sur le sentier, objet du litige, qu'ils ne contestent pas et n'ont jamais songé à contester le droit de propriété, que revendiquent les demandeurs, qu'ils réclament uniquement comme tous autres le droit de passer sur les terres voisines et, notamment, le long du sentier, chaque fois que le chemin rural qu'il longe est impraticable et tant que ce chemin n'aura pas été mis en état de viabilité;

Attendu que, d'après l'article 41 de la loi du 6 octobre 1791, lorsqu'un chemin public est impraticable, cette circonstance doit être considérée comme force majeure, qui autorise le voyageur à passer par le champ attenant au chemin;

Attendu, que le voyageur n'est autorisé à déclore un terrain pour se faire un pasage dans sa route, que sous deux conditions à savoir; qu'il soit arrêté dans sa marche par un chemin impraticable, et que le terrain déclos soit riverain du chemin impraticable, mais que l'habitant d'un village n'a pas le droit, pour rejoindre un autre village, d'user d'un chemin établi sur une propriété particulière; encore bien que ce chemin fréquenté par le propriétaire, et les personnes qu'il autorise, soit plus avantageux et permette d'éviter un passage plus onéreux sur d'autres parcelles;

Attendu, qu'il résulte de la seule inspection du plan cadastral, et qu'il est du reste, reconnu par les époux Thorigné, que le senteir établi par Bouget sur sa propriété, n'est attenant à aucun chemin, que les défendeurs ne peuvent, en conséquence, invoquer la faculté concédée par la loi de 1791, et n'ont droit, à aucun titre, de passer par le sentier sur les parcelles nos 440 et 441;

Attendu que si le chemin desservant le village de la Thionnais est impraticable, ils ont la faculté de passer sur les terres riveraines du chemin, mais sur celles-là seulement;

Attendu que les demandeurs ne justifient pas que les faits de pasage des époux Thorigné sur son terrain, leur aient causé un préjudice quelconque;

Par ces motifs,

Décerne acte aux époux Thorigné de ce qu'ils déclarent ne prétendre aucun droit de propriété sur le sentier, objet du litige;

Leur décerne acte également de ce qu'ils ne contestent pas le droit de propriété que revendiquent les demandeurs;

Dit que les parcelles 440 et 441, n'étant pas attenantes à un chemin impraticable, les époux Thorigné n'ont pas droit de passage sur ces parcelles;

Dit que les époux Thorigné devront, à l'avenir, s'abstenir de passer sur lesdites parcelles et ce, sous une astreinte de 5 francs pour chaque acte de passage dûment constaté;

Décerne acte aux époux Bouget de ce que les époux Thorigné déclarent formellement n'avoir sur les parcelles 440 et 441 aucune servitude de passage pour le service de leurs propriétés;

Condamne les époux Thorigné aux dépens de l'instance.

Mes **Bouganet** et **Dorange** av.

NOTE. — L'art. 111 de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 porte que « tout voyageur qui déclôt un champ pour se faire un passage dans sa route, payera le dommage fait au propriétaire et de plus une amende de la valeur de trois journées de travail à moins que le juge de paix du canton ne décide que le chemin public était impraticable ; et alors les dommages et les frais de clôture seront à la charge de la communauté ». Ce texte évidemment n'établit pas une servitude de passage. En présence d'un cas de force majeure, caractérisé par ce fait que le voyageur est arrêté dans sa marche c'est-à-dire que le chemin qu'il suit est impraticable la loi de 1791 autorise le voyageur à déclore un champ pour se faire un passage dans sa route ; ce qui implique que le champ déclos est riverain du chemin.

Ce principe du reste s'applique à tous chemins, même les chemins ruraux : Trib. civ. Saint-Gaudens 21 juin 1898 (Mon. jud. Lyon 8 décembre 1898).

La Cour de cassation décide du reste que la loi de

1791 a une portée des plus générales : Cass. 9 décembre 1885 (S. 86.1.155 — D. 87.1.64 — J. du P. 86.1.566).

Il a été jugé pourtant que les habitants d'une commune n'ont pas le droit pour se rendre dans une ville voisine d'user d'un chemin établi sur des propriétés particulières, quand il existe un chemin public conduisant au même point, encore que ce chemin soit, à raison de son état de dégradation, impraticable pendant une partie de l'année : Riom 11 juillet 1821 (J. du P. chron.).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

18 juillet 1906.

Présidence de M. Sauvelet.

OPÉRATIONS DE BOURSE. — COUVERTURES. — IMPUTATION.

Le banquier qui a reçu des couvertures de son client et en a donné des reçus sur lesquels il est spécifié que « les sommes sont versées à titre de paiement anti- « cipé pour le cas où le client viendrait à être débi- « teur, par suite d'opérations à terme exécutées sur « toutes valeurs et « notamment » sur la Rente française, « à traiter en coulisse ou en banque », n'est pas fondé à soutenir que le mot « notamment » signifie que les couvertures devaient s'appliquer seulement aux opérations sur la Rente française.

1° Becquié de Peyreville c. Guiard et Cie ;
2° Guiard et Cie c. Becquié de Peyreville.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'au cours de l'année 1905, Becquié de Peyreville a fait diverses opérations à terme à la Bourse de Paris, par l'intermédiaire de Guiard et Cie et que ces opérations ont porté sur des valeurs cotées au parquet et sur des valeurs ne se négociant que sur le marché en Banque ; qu'en couverture desdites opérations, de Peyreville a versé une somme totale de 1.945 fr. 50 centimes ;

Attendu qu'en ce qui concerne les opérations sur les valeurs cotées, les parties reconnaissent les avoir pratiquées sans l'intermédiaire d'agent de change, et connaissant les sanctions judiciaires à cet égard, ne les font pas figurer dans les comptes soumis aujourd'hui au tribunal ;

Attendu que dans le dernier état de la procédure, de Peyreville, se reconnaissant débiteur envers Guiard et Cie de la somme de 1.401 fr. 35 centimes pour solde de ses comptes d'opérations régulièrement faites, la dite sommme étant également reconnue exacte par Guiard et Cie, leur réclame restitution de la somme de 544 fr. 15 représentant la différence entre le débit et la provision de 1.845 fr. 50 qu'il a versée ;

Attendu que Guiard et Cie repoussent cette prétention et soutiennent qu'ils seraient en droit de réclamer à de Peyreville le paiement du solde débiteur tout entier, la couverture n'étant applicable qu'aux opérations effectuées contrairement à la loi et Becquié de Peyreville devant subir les effets des sanctions légales aussi bien à son détriment qu'à son avantage ;

Mais attendu que Guiard et Cie ne démontrent nullement que les couvertures remises par Becquié de Peyreville dussent être appliquées uniquement aux opérations faites sur valeurs cotées ;

Attendu que les reçus qu'ils ont délivré de cette couverture portent au contraire que les sommes remises doivent être considérées comme des paiements anticipés et volontaires des différences de comptes dans le cas où Becquié de Peyreville viendrait à être débiteur par suite d'opérations à terme exécutées « sur toutes valeurs et notamment sur la rente française à traiter en coulisse ou en Banque... » ;

Attendu que le mot « notamment » n'est qu'un terme spécificatif et qu'il n'en résulte pas que la couverture dût s'appliquer seulement aux opérations sur la rente française ;

D'où il suit que Guiard et Cie sont bien et réellement comptables envers Becquié de Peyreville de la somme de 1.945 50
qu'ils ont encaissée à titre de couverture ;

Et attendu qu'ainsi qu'il a été dit ci-dessus, de Peyreville ne ressort effectivement débiteur à leur égard que de 1.401 35

Qu'il s'ensuit donc qu'il reste créditeur de 544 15
somme dont il requiert à juste titre paiement, en sorte que sa demande doit être accueillie, faute par Guiard et Cie de justifier de leur libération ou de compensations liquides et exigibles et en rejetant par voie de conséquence la demande reconventionnelle de ces derniers;

Par ces motifs,

Condamne Guiard et Cie à payer à Becquié de Peyreville la somme de 544 francs 15 centimes, avec les intérêts de droit;

Déclare Guiard et Cie mal fondés en leur demande reconventionnelle, les en déboute ;

Et les condamne aux dépens.

Me **Caron** agréé.

NOTE. — L'interprétation que donne le tribunal du mot « notamment » ne peut être aprouvée. Dans le langage courant — comme dans la langue de droit — cet adverbe n'a qu'un sens indicatif ; il équivaut aux locutions : entre autres, par exemple. Il n'implique donc aucune idée d'exclusivité.

Cette remarque faite, on peut hésiter à se rallier à la solution adoptée par le tribunal. Les couvertures remises par le client devaient, en cas de perte, être appliquées à toutes les opérations, sans distinction, et non pas à telle opération plutôt qu'à telle autre, d'après le libellé même des reçus. D'autre part, le tribunal a pris soin de constater que la négociation des ordres sur valeurs cotées au Parquet avait été irrégulière, c'est-à-dire faite sans ministère d'agent de change (art. 76 C. com.), et ce, avec la complicité du client. En pareil cas, la jurisprudence admet que le client ne peut se faire restituer par son banquier, soit les sommes qu'il a versées, soit les titres qu'il a remis en couverture. Cour. de Paris 28 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.551). Dès lors, le reliquat qui restait disponible aux mains du banquier après paiement des pertes laissées par les opérations sur valeurs appartenant au marché libre ne pouvait être considéré que comme une couverture afférente à des opérations faites en violation de l'art. 76, avec l'assentiment du donneur d'ordres, et par suite, l'action en justice aurait dû être déniée, même d'office.

Si les opérations, au lieu de porter partie sur des valeurs de banque, avaient toutes porté sur des valeurs libres avec cette circonstance que pour un certain nom-

bre de ces opérations la preuve de leur exécution matérielle n'était pas rapportée, la thèse admise par le tribunal aurait été juridiquement exacte.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTES

13 juin 1906.

Présidence de M. Hailaust.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

PRIVILÈGES.— FRAIS DE CONSERVATION.— VÉTÉRINAIRE.— MARÉCHAL-FERRANT. — 1° SOINS. — FRAIS DE NOURRITURE. — 2° TRAVAUX DE FERRAGE.

1° *La créance du vétérinaire qui a soigné un cheval est privilégiée sur le prix de l'animal. Il en est de même en ce qui concerne les frais de nourriture qui sont l'accessoire des soins vétérinaires.*

2° *Le ferrage des chevaux de travail aussi nécessaire que la nourriture, concourt à la conservation de la chose aux termes de l'art. 2102 C. civ. ; les frais de maréchalerie sont donc, eux aussi, privilégiés.*

Doussain père et fils c. Syndic Caillard.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Doussain père et fils ayant produit à la faillite Caillard et réclamé leur admission à titre privilégié pour soins vétérinaires et fournitures diverses, le syndic a contesté leur demande ;

Attendu que la production des demandeurs se décompose comme suit :

A titre privilégié: visites et soins vétérinaire 433 fr. 95
Frais de maréchalerie ..... 1.274 fr. 10
A titre chirographaire : Commissions... 75 fr. 90

Attendu que les deux premiers articles qui font seuls l'objet du présent litige sont basés sur ce que le privilège de l'art. 2102, § 3 doit s'entendre de tous les frais faits pour la conservation de la chose, gage commun des créanciers, la formule générale dont s'est servi le législateur laissant au juge le soin de déterminer la catégorie des personnes et des créances qui doivent en bénéficier ;

Attendu que les demandeurs soutiennent qu'ils ont incontestablement par les soins donnés aux chevaux et par les fournitures de maréchalerie aidé à leur conservation et à leur utilisation commerciale ;

Attendu qu'ils ont dès lors droit au privilège ;

Attendu que le syndic Caillard, sans contester que le privilège soit applicable aux soins vétérinaires, fait observer que ce principe ne doit recevoir son application qu'autant que les chevaux auraient été arrachés à un péril certain, ce qui n'est pas dans l'espèce ;

Attendu qu'en tout cas les frais de pension ne peuvent être considérés comme ayant contribué à la conservation ;

Attendu qu'il fait plaider, en ce qui concerne les frais de maréchalerie, que leur admission à titre privilégié serait contraire à l'interprétation restrictive qui s'impose en pareille matière ;

Attendu que les privilèges étant en effet de droit étroit, on ne saurait sans faire violence au texte qui les régit les généraliser et les étendre ;

Attendu que sous l'offre déjà faite d'admettre Doussain père et fils à titre chirographaire, il conclut au débouté du surplus de leurs demandes, fins et conclusions et à leur condamnation aux dépens ;

Attendu que la doctrine et la jurisprudence ont décidé que la créance du vétérinaire qui a soigné un cheval est privilégié sur le prix de l'animal ;

Attendu que cette question qui a longtemps fait doute en jurisprudence est maintenant résolue dans le sens du privilège depuis l'interprétation donnée à l'art. 2102 par l'arrêt de cassation du 14 février 1900, sans qu'il y ait lieu d'astreindre le créancier à prouver la gravité de la maladie qui a nécessité les soins ;

Attendu que la jurisprudence a tranché la question dans le même sens en ce qui concerne les frais de nourriture qui ont été dans l'espèce l'accessoire des soins vétérinaires ;

Attendu qu'il échet donc d'admettre les demandeurs au passif privilégié de la faillite Caillard pour la comme de 433 fr. 95 ;

Attendu, en ce qui concerne les frais de maréchalerie, que la question a donné lieu à controverse ; que cependant le plus grand nombre des auteurs et une jurisprudence imposante se prononcent pour le privilège ;

Attendu que l'art. 2095 C. civ. a défini le privilège : un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers mêmes hypothécaires ;

Attendu qu'il importe donc de rechercher si le privilège invoqué découle de la créance, c'est-à-dire des fournitures faites et si les demandeurs doivent bénéficier du droit de préférence en tenant compte de ce que si les privilèges sont de droit étroit, la formule du texte est générale ;

Attendu que le criterium semble résider dans la définition à donner aux mots « conservation de la chose » ;

Attendu qu'on doit entendre par frais de conservation tous les frais sans lesquels la chose eût péri en tout ou en partie et même ceux sans lesquels cette chose serait devenue impropre à l'usage auquel elle était destinée, qu'il s'agisse d'objets animés ou inanimés ;

Or, attendu que Caillard était entrepreneur de transports ; que si les chevaux employés à l'exercice de son commerce n'avaient pas été ferrés, ils auraient été impropres à l'usage auquel ils étaient destinés ; que c'est ainsi qu'il a été jugé que le ferrage pour les chevaux de travail est aussi nécessaire que la nourriture ;

Attendu qu'ils pourraient se déprécier, soit par le non-usage, soit par l'usage, dans des conditions défectueuses ;

Attendu que, faisant application de ces principes à la cause, il convient de décider que les demandeurs sont privilégiés comme ayant concouru à la conservation de la chose aux termes de l'art. 2102 C. civ. ;

Attendu que la somme de 75 fr. pour commission n'est pas contestée ;

Par ces motifs,

Dit être jugé que Doussain père et fils seront admis au passif de la faillite Caillard à titre privilégié pour frais, soins et fournitures vétérinaires, 433 fr. 95, pour frais de maréchalerie 1.274 fr. 10, à titre chirographaire pour 75 fr. 90 ;

Dit que les dépens seront portés en frais de faillite.

M^es **Ricordeau** et **Marie-d'Avigneau** av.

NOTE. — I. II. — Sur les premier et deuxième points : La jurisprudence la plus généralement admise considère comme privilégiées aux termes de l'art. 2102 C. civ., par conséquent envisage comme frais faits pour la conservation de la chose

les honoraires dus aux vétérinaires pour soins et nourriture de pension donnés aux animaux : Trib. com. Arras 8 juillet 1890 (Gaz. Pal. 91.1. Suppl. 23); Poitiers 8 février 1892 (Gaz. Pal. 92.1.441); Trib. com. Nancy 3 mars 1893 (Gaz. Pal. 93.1 590); Cass. 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.378). Ce dernier arrêt donne précisément une définition de ce qu'il faut entendre par frais faits pour la conservation de la chose. *Adde :* Paris 6 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.52).

En ce qui concerne les travaux de ferrage, la jurisprudence, jusqu'à l'arrêt de Paris du 6 avril 1900, conforme au jugement rapporté, décidait que ces travaux ne pouvaient être privilégiés aux termes de l'art. 2101 C. civ. V. les décisions citées dans la Revue vétérinaire 1883, p. 423 et 1885, p. 23; La Presse vétérinaire 1888, p. 317; et 1889, p. 79 et 233).

279-280-281-282

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

4 Juillet 1906.

Présidence de M. Bard.

JUSTICE MILITAIRE. — DÉLIT DE DROIT COMMUN COMMIS PAR UN MILITAIRE. — ABSENCE ILLÉGALE. — DÉLAI DE GRACE. — DÉSERTION (NON). — COMPÉTENCE DU CONSEIL DE GUERRE.

Le soldat qui s'absente de son corps ou détachement sans autorisation n'est considéré comme déserteur à l'intérieur que six jours après celui de l'absence constatée : tant que le délai n'est point expiré, il figure sur les contrôles de son régiment et reste justiciable, en qualité de militaire en activité de service, des Conseils de guerre pour les crimes et délits même de droit commun qu'il peut commettre, car c'est par la qualité du prévenu, au jour de la perpétration du délit, que doit se régler la juridiction.

Chapuzet (Règl. de juges.)

Arrêt :

La Cour,

Vu les art. 525 et suiv. C. instr. crim. ;

Attendu que, par ordonnance du juge d'instruction près le tribunal de Bellac, en date du 12 mai 1906, Chapuzet a été renvoyé devant le tribunal de police correctionnelle de Bellac, comme prévenu du délit de vol prévu par les art. 379, 401 C. pén. ;

Attendu que par jugement du Tribunal correctionnel de Bellac, en date du 19 mai 1906, Chapuzet a été condamné à quatre mois d'emprisonnement ;

Attendu que sur le double appel du prévenu et du du 31 mai 1906 s'est déclarée incompétente, les faits inministère public, la Cour d'appel de Limoges, par arrêt du 31 mai 1906 s'est déclarée incompétente, les faits incriminés ayant été commis par un militaire en activité de service ;

Attendu que de l'ordonnance et de l'arrêt précité, passés en force de chose jugée et contradictoires entre eux résulte un conflit négatif de juridiction qui interrompt le cours de la justice et qu'il importe de faire cesser ;

Statuant sur la demande en règlement de juges formée par le procureur général près la Cour d'appel de Limoges ;

Attendu en fait que Chapuzet a été incorporé au 107e régiment d'infanterie à la date du 10 octobre 1905 ; que le fait à lui imputé aurait été commis le 12 avril 1906 ; que s'il était alors illégalement absent de son corps, il résulte des documents fournis par l'autorité militaire que Chapuzet n'avait abandonné le corps auquel il appartenait que le 6 avril ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 231 C. just. milit., le soldat qui s'absente de son corps ou détachement, sans autorisation, n'est considéré comme déserteur à l'intérieur que six jours après celui de l'absence constatée ;

Attendu qu'ainsi, à la date du 12 avril, jour où il aurait commis le délit à lui imputé, Chapuzet ne pouvait être considéré comme déserteur, et figurait au contraire sur les contrôles de son régiment ;

Attendu que c'est par la qualité du prévenu au jour de la perpétration du délit dont il est appelé à répondre, que doit se régler la juridiction, et qu'aux termes des art. 55 et 56 C. just. milit., les conseils de guerre sont compétents pour connaître de tous les crimes et délits même de droit commun commis par des militaires, pendant qu'ils sont en activité de service ;

Par ces motifs,

Réglant de juges, renvoie la cause et le prévenu devant le général commandant le 12e corps d'armée ;

M. **Eugène Duval** rapp. — Me **Lombard** *av. gén.*

NOTE. — Voir dans le sens de la décision rapportée : Cass. 4 septembre 1851 (S. 51.1.714 — D. 51.1.263) ; 3 juillet 1858 (S. 58.1.837 — D. 58.5.239) ; 4 décembre 1879 (S. 80.1.440 — D. 80.1.356) ; 18 novembre 1882 (85.1.143) ; 17 novembre 1883 (Gaz. Pal. 84.1.360) ; Comp. Cass. 14 mai 1892 (D. 92.1.524).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

29 Juin 1906.

Présidence de M. Bard.

1° INSTRUCTION CRIMINELLE. — CHAMBRE D'ACCUSATION. — RENVOI EN COUR D'ASSISES. — IRRÉGULARITÉ DE L'INFORMATION. — POURVOI. — IRRECEVABILITÉ.

2° COUR D'ASSISES. — TÉMOIN DÉFAILLANT. — SILENCE DE L'ACCUSÉ. — DÉFAUT DE RENVOI A UNE AUTRE SESSION. — CONDAMNATION. — POURVOI. — REJET.

1° Le demandeur qui ne s'est pas pourvu contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation qui le renvoie devant la Cour d'assises ne saurait se prévaloir des irrégularités qui auraient été commises au cours de l'information.

2° Lorsque les témoins cités à la requête du ministère public ne se sont pas présentés, il ne saurait en être tiré grief contre l'arrêt de condamnation, si, d'une part, ni l'accusé ni son conseil n'ont demandé le renvoi de l'affaire à une autre session, et si, d'autre part, la Cour d'assises, ne jugeant pas leur audition indispensable à la manifestation de la vérité, a ordonné qu'il serai passé outre aux débats.

Lemain c. Min. pub.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen pris de ce que le principal témoin dans l'affaire n'aurait pas été confronté avec le demandeur au

cours de l'information et n'aurait pas comparu à l'audience de la Cour d'assises :

Sur la première branche :

Attendu que le demandeur ne s'est pas pourvu contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel d'Aix qui l'a renvoyé devant la Cour d'assises du département des Bouches-du-Rhône ; qu'il ne saurait, par suite, se prévaloir des irrégularités prétendues qui auraient été commises au cours de l'information ; qu'il en résulte que cette partie du moyen est irrecevable ;

Sur la seconde branche :

Attendu qu'il ressort du procès-verbal des débats que deux des témoins qui devaient être entendus à la requête du ministère public ne se sont pas présentés à l'audience et que ni l'accusé ni son conseil interpellés n'ont demandé le renvoi de l'affaire à une autre session ; que, d'autre part, la Cour d'assises ayant déclaré que leur audition n'était pas indispensable à la manifestation de la vérité, la décision par laquelle elle a ordonné qu'il serait passé outre aux débats est à l'abri de toute critique ;

Attendu que le moyen n'est donc pas fondé ;

Et attendu que la procédure est régulière et la peine légalement appliquée aux faits constants par le jury ;

Par ces motifs,

Rejette...

M. **Malepeyre** *rapp.* — M^e **Cottignies** av. gén.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Il est de principe que les nullités de l'instruction écrite sont couvertes aux termes de l'art. 408 C. Instr. crim. lorsqu'il n'a été fait dans les délais de l'art. 296 du même code aucune déclaration de pourvoi contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation ; Cass. 22 avril 1831 (S. 32.1.197) ; 23 décembre 1847 — D. 48.1.29) ; 8 septembre 1887 (Pand. franç. 87.1.366) ; 22 juin 1898 (Mon. jud. Lyon 11 juillet 1898 — Gaz. Pal. Table 1897-1902, v° Instruct. crim., n° 245. *Sic :* Mangin, t. II, p. 238 ; Faustin-Hélie, n° 2308.

II. — Sur le second point : L'absence d'un témoin autorise seulement l'accusé à demander le renvoi de l'affaire à une autre session, il ne peut donc se faire un moyen de cassation de l'absence de ce témoin, s'il n'a pas, à l'audience de la cour d'assises, demandé le renvoi de l'affaire : Cass. 20 avril 1848 (P. 48.2489) ; 22 septembre 1881 (Bull. crim. n° 219) ; 14 septembre 1882 (Bull. crim. n° 224).

Il en est ainsi non seulement lorsque l'accusé ou son conseil a été spécialement interpellé à cet égard, mais même lorsque le président ayant ordonné qu'il fût passé outre aux débats l'accusé et son conseil ont gardé le silence. Il y a alors présomption qu'ils ont adhéré à la mesure prise. Cass. 14 décembre 1837 (S. 38.1.81) ; Cass. crim. 27 juin 1853 (D. 53.5.440) ; 8 décembre 1853 (Bull. crim. n° 574) ; 22 février 1855 (D. 56.5.128) ; 15 janvier 1863 (D. 63.5.373) ; 14 septembre 1882 (Bull. crim. n° 224) ; 1^er juin 1894 (Bull. crim. n° 144).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^re Ch.)

23 Mai 1906.

Présidence de M. Ditte.

1° CONCLUSIONS TARDIVES. — 2° ET 3° ASSOCIATIONS. — CONGRÉGATION NON AUTORISÉE. — SOCIÉTÉ DE MARIE. — INAPPLICABILITÉ DE L'ADAGE « ERROR COMMUNIS FACIT JUS ». — IMMEUBLE DÉTENU. — HYPOTHÈQUE CONFÉRÉE PAR LA CONGRÉGATION ELLE-MÊME. — DÉTENTION NON LIMITÉE PAR LES DROITS DES CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES. — NULLITÉ DE L'HYPOTHÈQUE.

1° *Aux termes de l'article 70 du décret du 30 mai 1808, les avoués sont tenus, dans les affaires portées aux affiches, de signifier leurs conclusions trois jours au moins avant l'audience. Il appartient au ministère public d'assurer l'exécution de ces prescriptions réglementaires.*

2° *Le principe que les congrégations religieuses d'hommes ne peuvent, en France, tenir la personnalité civile et l'autorisation légale que d'un acte du pouvoir législatif, a été, à diverses reprises, rappelé et appliqué, aussi bien par les juridictions de l'ordre judiciaire que par celles de l'ordre administratif.*

Dans ces circonstances, on ne saurait alléguer l'existence d'une erreur commune sur la capacité de la Société de Marie, congrégation religieuse d'hommes reconnue seulement par ordonnance royale du 16 novembre 1825, et par décret impérial du 18 août 1860 ; et faire valider ainsi les obligations hypothécaires qu'elle a consenties.

3° *Les immeubles, qui auraient été sa propriété si elle avait eu une existence légale, n'ayant pu être valablement hypothéqués par la congrégation légalement inexistante, on ne saurait davantage soutenir que ces immeubles n'étaient, lors de la promulgation de la loi du 1^er juillet 1901, détenus que dans la limite des droits conservés sur eux par la congrégation, laquelle était sans aucun droit, et sous réserve des affectations hypothécaires qu'elle a consenties, lesquelles sont tout aussi inexistantes que la congrégation dont elles émanent.*

Duez, liquidateur des Marianistes c. Courcelle et Boisselet.

LE TRIBUNAL,

Sur les conclusions du ministère public tendant à faire déclarer tardives et irrecevables les conclusions signifiées à la requête de Courcelle et Boisselet, le 12 mai 1906 :

Attendu qu'aux termes de l'art. 70 du décret du 30 mai 1809, portant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux, les avoués sont tenus, dans les affaires portées aux affiches, de signifier leurs conclusions trois jours au moins avant de se présenter à l'audience, soit pour plaider, soit pour poser les qualités ;

Attendu qu'il appartient au ministère public de veiller à l'application et d'assurer, au besoin, l'exécution de ces prescriptions réglementaires ;

Attendu que, dans la présente affaire, suivie par Duez contre Courcelle et Boisselet, et portée aux affiches de cette Chambre depuis plusieurs semaines, les avocats des parties ont pris et développé les conclusions de leurs clients et ont plaidé à l'audience du 9 mai 1906, et qu'à cette même audience, la parole a été donnée au ministère public, qui a demandé et obtenu une remise à huitaine pour la rédaction de conclusions écrites, qu'il

a lues et déposées sur le bureau du tribunal à l'audience du 16 mai ;

Attendu que, dans les circonstances de fait ci-dessus précisées, le ministère public est recevable et fondé dans ses conclusions écrites du 16 mai 1906, par lesquelles il demande au tribunal de déclarer tardives et d'écarter du débat les conclusions signifiées à la requête de Courcelle et Boisselet, le 12 mai 1906, postérieurement aux plaidoiries et à la clôture des débats ;

Au fond :

Attendu que depuis la promlugation des lois du 2 janvier 1817 et du 24 mai 1825, les congrégations religieuses d'hommes ne peuvent, en France, tenir la personnalité civile et l'autorisation légale que d'un acte du pouvoir législatif ;

Attendu que ces principes certains et incontestables ont été, à diverses reprises, rappelés et appliqués, aussi bien par les juridictions de l'ordre judiciaire que par celles de l'ordre administratif, ainsi qu'il résulte, notamment, d'un arrêt de la Cour de cassation, du 3 juin 1861, et d'un avis du Conseil d'Etat, du 16 juin 1881 ;

Attendu que, dans ces circonstances, il est impossible d'alléguer l'existence d'une erreur commune sur la capacité de la Société de Marie, congrégation religieuse d'hommes, visée spécialement et expressément par l'avis précité du Conseil d'Etat, du 16 juin 1881 ;

Attendu que, par jugement de ce siège, du 15 juillet 1903, et par arrêt confirmatif de la Cour de Paris, du 10 février 1904, il a été expressément dit et jugé, à la requête de Duez ès-qualités, que « les ordonnance et « décret, des 16 novembre 1825 et 18 août 1860, n'ont « pas conféré à la Société de Marie, qui est une congré« gation religieuse d'hommes, l'autorisation nécessaire, « au sens des lois des 2 janveir 1817 et 1er juillet 1901 ; »

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la Société de Marie n'a jamais eu l'existence légale et la personnalité civile, et qu'elle n'a jamais pu valablement acquérir ou transmettre le droit de propriété ou aucun de ses démembrements ;

Attendu, cependant, que, dans les actes du 8 juillet 1882 et du 4 septembre 1882, reçus par Poinsot, notaire à Amance, et par Cousin, notaire à Vesoul, les obligations et hypothèques, invoquées par Courcelle et Boisselet, ont été consenties par Simler, ayant agi au nom et comme supérieur de la Société de Marie ;

Attendu que, par application des principes rappelés plus haut, Simler était sans qualité pour consentir, au nom de la congrégation des Marianistes, dont il était le supérieur général, aucune obligation ou hypothèque valable ;

Attendu qu'il résulte également de ce qui précède que Courcelle et Boisselet ne peuvent invoquer l'erreur commune pour faire valider les actes nuls ci-dessus visés ;

Et attendu que, d'autre part, les immeubles, sur lesquels ils prétendent exercer leurs porusuites n'ayant pu être valablement affectés d'aucun droit d'hypothèque ou autre par la congrégation légalement inexistante des Marianistes, Courcelle et Boisselet ne sont pas plus fondés à soutenir que lesdits immeubles n'étaient détenus, au jour de la promulgation de la loi du 1er juillet 1901, que dans la limite des droits conservés sur lesdits immeubles par la Société de Marie, laquelle était sans aucun droit, et sous réserve des affectations hypothécaires consenties à leur profit, lesquelles sont tout aussi légalement inexistantes que la congrégation non autorisée dont elles émanent ;

Attendu, en conséquence, que le commandement signifié à Duez ès-qualités, à la requête de Courcelle et Boisselet, suivant exploit de Mermilliod, huissier à Paris, en date du 27 avril 1905, a été fait en vertu d'actes et de grosses sans aucune valeur légale, et qu'il doit être annulé conformément aux demandes et conclusions de Duez ;

Attendu que, par application des mêmes principes, et par les mêmes motifs, il y a lieu également de faire droit aux demande et conclusions par lesquelles Duez poursuit l'annulation des actes reçus par Poinsot, notaire à Amance, le 8 juillet 1882, et le 19 avril 1892, et par Cousin, notaire à Vesoul, le 4 septembre 1882 ; et de faire mainlevée des inscriptions hypothécaires prises en vertu desdits actes ;

Mais attendu qu'il convient, toutefois, conformément aux dernières conclusions de Duez, de lui donner acte de ce qu'il ne conteste pas que les défendeurs doivent être admis au passif de la liquidation, pour chacun une somme de 25.000 francs, avec intérêts du jour de l'introduction de l'instance ;

Par ces motifs,

Faisant droit aux conclusions du ministère public, du 16 mai 1906 :

Déclare tardives et irrecevables les conclusions signifiées le 12 mai 1906, à la requête de Courcelle et Boisselet ;

Dit qu'il n'y a lieu de statuer sur lesdites conclusions ; lesquelles sont rejetées du débat ;

Reçoit Duez ès-qualités dans sa demande du 18 mai 1905 ;

Dit que, légalement inexistante et dépourvue de toute personnalité civile, la Société de Marie n'a pu valablement conférer à Courcelle et Boisselet un droit réel quelconque, et notamment une hypothèque efficace et valable, sur les immeubles détenus par elle, et situés à Saint-Rémy et à Favernay (Haute-Saône) ;

Déclare nuls et de nul effet les contrats passés devant Poinsot, notaire à Amance, le 8 juillet 1882, et le 19 avril 1892, et devant Cousin, notaire à Vesoul, le 4 septembre 1882, en vertu desquels les défendeurs Coucelle et Boisselet exercent les poursuites qui font grief à Duez ès-qualités ;

Fait mainlevée pure et simple, entière et définitive des inscriptions hypothécaires prises au bureau des hypothèques de Vesoul en vertu des contrats susvisés ;

Déclare également nul et de nul effet le commandement signifié à Duez à la requête de Courcelle et Boisselet suivant exploit de Mermilliod, huissier à Paris, du 27 avril 1905 ;

Fait défense aux susnommés de continuer les poursuites commencées par ledit commandement ;

Donne acte à Duez ès-nom, et en tant que de besoin aux défendeurs, de la déclaration, contenue aux dernières conclusions de Duez, « qu'il ne conteste pas que les « défendeurs doivent être admis au passif de la liquida« tion, pour chacun une somme de 25.000 francs, avec « intérêts à partir du jour de l'introduction de l'instan« ce » ;

Condamne Courcelle et Boisselet, solidairement entre eux, aux dépens, lesquels comprendront, à titre de dommages-intérêts, tous droits, doubles droits et amendes de timbre et d'enregistrement perçus à l'occasion du présent jugement, comme aussi les frais de radiation hypothécaire, dont distraction à Me Delasalle, avoué, aux offres de droit.

M. **Brouchot** subst. proc. Rép. — Mes **Saraute** et **Tavernier** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : L'art. 70 du décret du 30 mars 1808 tout en prescrivant la signification des conclusions dans un délai déterminé, en ce qui concerne les affaires portées aux affiches, ne sanctionne pas cette prescription par la nullité. D'autre part, l'art. 1030 C. pr. civ. dispose qu'aucun acte de procédure ne peut être annulé qu'en vertu d'une disposition expresse. En combinant ces deux textes, on en est arrivé à décider que les conclusions non signifiées dans les trois jours ne sont pas nulles. V. en ce sens : Cass. 20 juillet 1858 (S. 59.1.457 — D. 58.1.403) ; Paris 18 avril 1864 (S. 64.2.168 — D. 64.5.72) ; Amiens 9 juin 1864 (S. 64.2.259 — D. 64.5.243); 28 juin 1872 (S. 72.2.142) ; 24 décembre 1888 (S. 89.1.173). *Sic :* Garsonnet, t II, p. 280. En faut-il induire que l'adversaire, en présence de conclusions non signifiées ou signifiées tardivement, se trouvera désarmé ? Non. Il pourra demander, avant la lecture de ces conclusions ou, plus généralement, au moment de l'ouverture des débats, un sursis pour que la communication lui soit faite : Cass. 5 janvier 1874 (S. 75.1.109 — D. 74.1.84). Il est même admis, conformément à la décision rapportée, que si la partie n'exerce pas le droit qui lui appartient, le ministère public peut prendre d'office des réquisitions en vue de l'application de l'art. 70. *Sic :* Cass. 30 août 1836 (S. 36. 1.799). *Adde :* Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Conclusions, n°s 36, 37 et 38. Toutefois, dans un système défendu par M. Garsonnet (*loc. cit.*), la sanction de l'art. 70 consisterait en la faculté pour le juge de considérer les conclusions comme non existantes et, en conséquence, de refuser audience à l'avoué et la parole à l'avocat (celui-ci ne pouvant plaider qu'après que les conclusions ont été lues et déposées, (art. 33 et 72 du décret de 1808), ce qui aboutira à la prononciation d'un jugement par défaut faute de conclure.

II. — Sur le deuxième point : Dans un arrêt célèbre, rendu sous la présidenee de M. Troplong, qui pourtant était d'un avis contraire, et sur les conclusions conformes de M. le procureur général Dupin, la Chambre civile de la Cour de cassation 3 juin 1861 (D. P. 61.1.218) avait refusé de reconnaître l'existence légale et la personnalité civile aux congrégations religieuses qui n'étaient, depuis 1817, autorisées que par une ordonnance ou un décret, encore bien que l'ordonnance ou le décret les qualifiât d'établissements d'utilité publique.

Le même principe avait été affirmé par le Conseil d'Etat, dans un avis rendu le 16 juin 1881 (D. P. 82.3.21) au sujet de la congrégation dite des Frères de la Société de Marie, ou Marianistes, quelles qu'aient été les conditions dans lesquelles elle avait pu jusqu'alors subsister au regard des pouvoirs publics ; il était donc difficile à cette congrégation d'échapper à l'application de l'art. 18 de la loi du 1er juillet 1901. Ses efforts en ce sens ont successivement échoué devant la première Chambre du Tribunal de la Seine, 15 juillet 1903 (Ménage, t. II, p. 199), devant la Cour de Paris, 10 février 1904 (Ménage, t. III, p. 178), et devant la Chambre des requêtes de la Cour de cassation, 6 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1905, 2, Table, v° Associations, n° 79), dont l'arrêt,qui d'ailleurs empruntait presque textuellement les termes de l'avis du Conseil d'Etat, du 16 juin 1881, avait été préparé par les savantes et lumineuses conclusions de M. le procureur général Baudouin.

Par une conséquence nécessaire, la première Chambre du Tribunal de la Seine, dans une série de jugements, 29 décembre 1904 (Monde Judiciaire) ; 15 avril 1905 (Mon. jud. Lyon 26 juin 1905) ; 4 mai 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.119) ; 2 août 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.357, a décidé que les parties qui avaient, en traitant avec la Société de Marie, cru traiter avec une congrégatiin pourvue de la personnalité civile et capable de contracter, n'étaient pas des victimes d'une erreur commune et invincible.

Dans l'un de ces jugements (celui du 4 mai 1905), la première Chambre du Tribunal de la Seine annulait une hypothèque conférée par la Société de Marie, agissant à visage découvert.

Et, par ainsi, elle se conformait à sa constante jurisprudence qui, quant à la validité des hypothèques congréganistes, fait une distinction, suivant que le créancier a pu ou n'a pas pas pu méconnaître qu'il traitait avec la congrégation elle-même. Cf. jugements du 4 août 1904 (Ménage, t. IV, p. 137) ; 1er février 1905 (Monit. jud. Lyon 13 juillet 1905) ; 4 mai 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.119) ; 19 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.158) ; 31 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.533).

III. — Sur le troisième point : L'espèce sur laquelle est intervenu le jugement que nous publions ne différait pas de celle sur laquelle la première Chambre du Tribunal de la Seine avait statué le 4 mai 1905.

La posture du créancier hypothécaire était donc particulièrement délicate. Il a très habilement porté le débat sur un terrain nouveau, sur le terrain de la *détention partielle*.

L'art. 18 de la loi du 1er juillet 1901 prescrit la liquidation en justice des *biens détenus* par les congrégations non autorisées.

Que faut-il entendre par *biens détenus ?*

Trois systèmes s'étaient fait jour.

L'un s'attachait uniquement au fait de l'occupation matérielle : dès qu'un congréganiste eût, à un titre quelconque, été trouvé dans un immeuble, ce bien aurait été *détenu* par la congrégation.

Le second distinguait selon que le bien aurait, à un titre quelconque, été *en la puissance* de la congrégation, ou non. Locataire, la congrégation aurait *détenu ;* il en serait autrement si les membres de la congrégation n'avaient, dans l'immeuble, été que des employés salariés du propriétaire.

Le troisième faisait une autre distinction, considérait qu'il n'y avait *détention*, au sens de l'art. 18, qu'autant que cette détention ne présentait pas le caractère de la *précarité*.

Inauguré par la première Chambre du Tribunal de la Seine, dans trois jugements du 23 juin 1904 (Ménage, t. IV, p. 7, 20 et 23), développé par Delasalle, Brunet et Duez (n°s 75 et suiv.) qui, dans la détention des congréganistes, apercevaient (n° 94) *une possession avortée par suite de l'impossibilité d'un « animus domini » valable chez le détenteur*, ce troisième système a trouvé sa consécration dans un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, en date du 20 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.20), après avoir pris, dans les magistrales conclusions de M. le procureur général Baudouin, sa formule définitive et son *criterium* exact.

Ce que le législateur de 1901 a entendu frapper, c'est *ce qui serait la propriété de la congrégation, si celle-ci avait une existence légale, pouvait acquérir et posséder ;* c'est ce qu'elle *détient comme le ferait un propriétaire, pour en jouir et en disposer ;* c'est ce qui est *en la puissance discrétionnaire de la congrégation.*

Et ce qui *caractérise* le bien détenu, au sens de l'art. 18, c'est *l'occupation par la congrégation, ou pour elle, par un tiers quelconque, dans des conditions telles que si elle était légalement reconnue et par suite avait la personnalité civile, elle en serait propriétaire, avec tous les*

droits de libre jouissance et de pleine possession que comporte la propriété.

Partant de ces prémisses, on est venu dire que la détention était donc, tout à la fois, la source et la mesure des pouvoirs du liquidateur ; qu'en conséquence, il a bien le droit de faire tomber les actes, fictifs ou simulés, d'aliénation, antérieurs au 1er juillet 1901, puisque, nonobstant ces actes, la congrégation n'avait pas cessé, en fait, de détenir les biens fictivement aliénés par elle ; qu'il n'a pas le droit de se prévaloir de l'incapacité de la congrégation dissoute, pour proposer la nullité des actes d'aliénation sincère consentis par ladite congrégation au profit de tiers de bonne foi, antérieurement à la promulgation de la loi du 1er juillet 1901.

On ajoutait qu'il ne peut y avoir aucune distinction à faire, à cet égard, entre les actes d'aliénation totale et la constitution de droits réels, qui est un acte d'aliénation partielle ; qu'il importe peu que la congrégation ait continué d'occuper matériellement l'immeuble hypothéqué, tandis que toute occupation aurait nécessairement cessé dans le cas de vente ; qu'en effet, l'occupation matérielle n'est, en aucune façon, l'élément caractéristique de la détention, telle qu'elle a été définie par la Cour de cassation ; que la détention étant, pour *la congrégation incapable, l'équivalent exact de la possession et de la propriété pour une personne capable*, doit s'entendre uniquement *des droits que la congrégation exerçait, en fait, sans avoir capacité pour le faire ;* que la détention, ainsi caractérisée, se trouvait *restreinte* pour la congrégation qui *hypothéquait*, exactement comme elle était *perdue* pour la congrégation *qui vendait ;* et que permettre au liquidateur de faire tomber les droits réels, sincèrement consentis à des tiers avant le 1er juillet 1901, ce serait l'autoriser à *se saisir des biens que ne détenait plus* la congrégation ; ce serait l'autoriser à accroître, au préjudice de droits acquis, la masse des biens détenus, et à ouvrir rétroactivement la liquidation à une date antérieure à la dissolution de la congrégation.

Cet ingénieux et subtil raisonnement s'est heurté à des objections péremptoires.

Certes, si un immeuble, anciennement détenu par la congrégation, a été, par elle, abandonné définitivement à un tiers avant la loi de 1901, ce bien échappe à l'action du liquidateur parce que la raison d'être de la liquidation, qui est de mettre fin au fait illégal de la détention congréganiste, n'existe plus au regard de ce bien ; mais, du moment où la raison d'être de la liquidation subsiste à un degré quelconque, il y a lieu à liquidation intégrale du bien soumis à cette mesure, laquelle n'apparaît comme divisible, ni d'après le texte, ni d'après l'esprit de la loi. Dans l'espèce, il n'était pas douteux que l'immeuble hypothéqué par la Société de Marie fût, le 1er juillet 1901, parmi ceux qui auraient été sa propriété, si elle avait eu une existence légale ; cet immeuble était donc un bien *détenu*. Y avait-il *détention partielle*, parce qu'en hypothéquant cet immeuble la Société de Marie en avait *perdu la disposition partielle ?* Mais, le droit d'aliénation ne cessant que lorsque l'immeuble hypothéqué a été saisi et la saisie transcrite (et cette disposition, qui était nécessaire pour empêcher le débiteur saisi de soustraire l'immeuble à l'action de la justice, est édictée dans l'intérêt de tout saisissant, qu'il soit chirographaire ou hypothécaire, si bien que la défense d'aliéner *n'est pas un effet de l'hypothèque*, Cf. Fuzier-Herman, v° Hypothèque, n° 3108, une hypothèque valable, conférée par un propriétaire capable, laisse intact son droit de disposition ; comment concevoir que, *dans toute l'étendue de l'hypothèque nulle*, conférée par la congrégation des Marianistes, celle-ci aurait *partiellement perdu la disposition de l'immeuble*, et par conséquent sa *détention ?*

Argumenter de ce que, la congrégation disposant de l'immeuble, en fait, comme si elle en eût été propriétaire, l'hypothèque conférée par elle sur cet immeuble vaudrait autant que si elle eût été conférée par un propriétaire, c'est, semble-t-il, bâtir sur un jeu de mots un pur sophisme. Evidemment, si elle eût été apte à exercer le droit de propriété, la congrégation n'aurait pas été moins apte à l'aliéner, ou à constituer une hypothèque valable ; mais toute aptitude juridique lui faisant défaut, elle n'était pas et ne pouvait pas être propriétaire ; elle ne pouvait pas hypothéquer. Au mépris de la loi, elle se trouvait, en fait, disposer de l'immeuble, ce fait illicite ne l'avait pas tirée du néant juridique. Le législateur de 1901 a tenu compte de ce *fait*, pour comprendre l'immeuble détenu dans la masse à liquider, comme toujours, en toute circonstance, il tient compte *de tous les faits ;* et, dans le jugement que nous publions, le tribunal a tenu également compte du *fait* auquel le créancier hypothécaire avait été admis au passif de la liquidation. Mais, en prescrivant la liquidation des biens détenus, le législateur de 1901 n'a sous aucune forme, marqué la volonté de consacrer, au profit de quiconque, la validité de droits conférés par qui n'en avait que l'exercice illicite ; ces droits sombrent dans l'inanité de toutes les manifestations contractuelles de la congrégation juridiquement inexistante.

En résumé, comme le dit excellemment, dans une phrase concise et synthétique, le jugement que nous publions, « les immeubles... n'ayant pu être valablement af-
« fectés d'aucun droit d'hypothèque par la congrégation
« légalement inexistante des Marianistes, Courcelle et
« Boisselet ne sont pas fondés à soutenir que lesdits im-
« meubles n'étaient détenus, au jour de la promulgation
« de la loi du 1er juillet 1901, que dans la limite des droits
« conservés sur lesdits immeubles par la Société de Ma-
« rie, laquelle était sans aucun droit, et sous réserve des
« affectations hypothécaires consenties à leur profit, les-
« quelles sont tout aussi légalement inexistantes que la
« congrégation non autorisée dont elles émanent. »

Francis Delasalle,
Docteur en droit,
Avoué au Tribunal de la Seine.

TRIBUNAL CIVIL DE LILLE

6 Juillet 1905.

Présidence de M. Dassonville.

TIMBRE. — SOCIÉTÉS PAR ACTIONS. — DROIT PAR ABONNEMENT. — ACTIONS D'APPORT. — NON-NÉGOCIABILITÉ. — TAXE NON EXIGIBLE.

La loi du 5 juin 1850 qui a créé un droit de timbre spécial payable par abonnement sur les titres des sociétés a eu pour but de frapper uniquement les titres d'actions qui circulent et se transmettent par tradition, endossement ou transfert, sans payer aucun droit de mutation et ne s'applique pas aux actions dont la cession n'est parfaite à l'égard des tiers qu'au moyen des conditions déterminées par l'art. 1690 *C. civil.*

Les actions d'apport présentant exactement ce caractère

en vertu de la loi du 1er août 1893, ne sont pas soumises au droit annuel pendant les deux premières années.

Société Dujardin c: Enregistrement.

LE TRIBUNAL,

Attendu que suivant acte du 30 avril 1900 reçu Lefèvre, notaire à Lille, Albert Dujardin a fait apport à la Société en commandite Dujardin et Cie, de ses établissements moyennant l'attribution de 2.500 actions de 1.000 francs libérées, non négociables pendant deux ans, conformément à la loi et à l'article 5 des statuts ;

Attendu que le 1er juin suivant on créa matériellement les actions par la rédaction de deux certificats nominatifs, l'un de 200 actions, l'autre de 2.300 en mettant sur la souche cette mention : « Action d'apport non négociable pendant deux ans » ;

Attendu que l'abonnement au timbre ayant été demandé et l'Administration ayant perçu le droit sur la totalité du capital social, la Société Dujardin demande la restitution de la somme de 2.875 francs représentant l'impôt perçu sur les actions d'apport pendant le temps où elles ne sont pas négociables ;

Attendu qu'il y a lieu de rechercher si cette prétention est fondée ;

Attendu qu'il résulte des travaux préparatoires de la loi du 5 juin 1850 qu'elle a eu pour but de frapper uniquement les titres d'actions qui circulaient et se transmettaient par tradition, endossement ou transfert sans payer aucun droit de mutation ;

Attendu, d'ailleurs, que dans son article 25, elle dispose que ses dispositions ne s'appliquent pas aux actions dont la cession n'est parfaite à l'égard des tiers qu'au moyen des conditions déterminées par l'art. 1690 C. civ. ;

Attendu que les actions d'apport présentent exactement ce caractère tant en vertu de la loi du 1er août 1893 que de l'art. 5 des statuts ;

Attendu que vainement l'administration fait remarquer que ces actions sont créées avec toutes les apparences d'un titre négociable et qu'elles n'éprouveront aucune modification lorsqu'après l'expiration du délai légal, elles seront mises en circulation ;

Attendu en effet que par suite de la mention inscrite sur la souche, le transfert, qui est le seul mode commercial de mutation admis par les statuts ne peut se produire ;

Attendu que si le même titre peut se trouver ainsi frappé successivement du timbre de dimension puis du timbre proportionnel, les parties ne peuvent s'en plaindre, puisque, dans l'espèce, il n'y a eu que deux certificats pour 2.500 actions et que la somme dont le remboursement est réclamé pour 33 mois d'abonnement est de 2.875 fr. alors que le timbre de dimension ne représente qu'une somme des plus minimes ;

Attendu enfin que cette solution a été admise par l'Administration elle-même le 26 octobre 1895 ;

Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais ;

Par ces motifs,...

(Mémoire préparé par M. Alix JEAN, directeur de la *Gazette du Palais*).

NOTE. — A la suite de ce jugement, la Direction général de l'Enregistrement a rendu, en avril 1906, une solution adoptant les motifs du tribunal et prescrivant aux agents de s'abstenir de réclamer le droit de timbre sur les actions d'apport. Cette solution est ainsi conçue :

« Aux termes des statuts de la Société en commandite par actions Dujardin et Cie, 2.500 actions de 1.000 francs entièrement libérées et représentant une partie du capital social, ont été attribuées à M. Albert Dujardin en rémunération de son apport en nature.

« L'art. 5 de ces statuts stipule, conformément aux dispositions de la loi du 1er août 1893 (art. 2), que ces actions resteront attachées à la souche et ne seront pas négociables pendant deux années, à compter de la constitution définitive de la société.

« Elles ont cependant été matériellement créées le 1er juin 1900 au nom de l'attributaire, par deux certificats nominatifs de 200 et 2.300 actions. Ces certificats ont été laissés à la souche qui porte seule l'indication « Actions d'apport non « négociables pendant deux ans ».

« La question s'est posée de savoir si le droit de timbre par abonnement devait être perçu dès le jour de la création des titres ou seulement à partir de l'expiration du délai de deux ans pendant lequel ils ne sont pas négociables.

« Le Tribunal de Lille s'est prononcé dans ce dernier sens par un jugement du 6 juillet 1905. Cette décision judiciaire est fondée sur ce que les actions d'apport n'étant pas négociables, en droit : d'après les dispositions de l'art. 2 de la loi du 1er août 1893; en fait : par application de l'art. 5 des statuts et la mention inscrite sur la souche, doivent bénéficier de l'exemption prévue par l'art. 25 de la loi du 5 juin 1850 qui exonère du droit proportionnel de timbre établi par cette loi les titres d'actions qui ne sont cessibles que suivant les formes de la loi civile.

« L'Administration vient de reconnaître qu'il n'y a pas lieu de déférer à la Cour de cassation le jugement du 6 juillet 1905 pour les motifs suivants :

« Sans doute il est de principe que le droit de timbre frappe les titres d'après leur nature intrinsèque, abstraction faite de leur caractère transitoire. Mais la question est précisément de savoir si les actions d'apport sont des titres négociables par nature. Continuer à soutenir l'affirmative ce serait, ce semble, ne pas tenir compte de la différence cependant très réelle que la loi de 1893 a entendu marquer au point de vue même de la négociabilité, entre les actions d'apport et les autres. Cette intention du législateur résulte clairement des termes précis de la loi qui fait aux actions d'apport une situation spéciale en leur refusant, pendant un certain temps, la négociabilité et en prescrivant qu'elles soient frappées d'un timbre indiquant leur nature particulière.

« Dès lors il ne paraît pas contestable qu'on doive envisager ces actions comme formant une catégorie de titres à part, qui au lieu d'être négociables dès la constitution définitive de la société, à l'instar des actions représentant une mise en numéraire (P. Pont, des Soc. Com. II n° 904) ne peuvent acquérir ce caractère qu'après l'accomplissement d'une condition légale et d'ordre public, l'expiration d'un délai de deux ans. Pour les actions de cette catégorie, en somme, la négociabilité est retardée.

« L'action de cette nature ne saurait, du reste, être assimilée en ce qui concerne la cause et les effets de la non-négociabilité à celle que les administrateurs déposent dans la caisse sociale à la garantie de leur gestion.

« La première, en effet, émise avec une destination spéciale dont elle doit porter l'indication, est frappée de non-négociabilité en soi à raison de cette destination et en dehors de toute condition extrinsèque dérivant de la qualité du déten-

teur. C'est ainsi qu'elle restera non négociable, malgré la cession qui l'aura fait passer aux mains d'un tiers et malgré toute manifestation de volonté contraire de sa part soit de la Société, soit de l'associé apporteur.

« Quant à la seconde, au contraire, l'inaliénabilité qui l'affecte n'est pas inhérente au titre lui-même qui, du reste, n'a pas été créé spécialement en vue du dépôt en garantie ; elle provient d'un fait extérieur de la fonction acceptée par le propriétaire de l'action et de la volonté manifestée par lui de donner en gage tels titres déterminés.

« La différence de ces situations juridiques ressort des expressions mêmes dont la loi s'est servie alors qu'elle déclare les actions d'apport non négociables, elle dispose (art. 26, loi du 24 juillet 1867) que les actions des administrateurs seront inaliénables spécifiant bien par ce terme que la non-négociabilité de ces dernières n'est pas de leur essence, mais seulement la conséquence de leur indisponibilité temporaire.

« Dès lors, s'il est vrai de dire de celles-ci qu'elles restent négociables malgré l'obstacle accidentel qui s'oppose à leur circulation, il n'en est pas de même pour les actions d'apport que la loi prive expressément de la négociabilité jusqu'à l'échéance du délai qu'elle a fixé.

D'autre part, il est reconnu que lorsqu'une société a délivré à ses actionnaires des titres qui ne peuvent être transmis que par une convention synallagmatique dans la forme ordinaire portée par signification à la connaissance de la société ou acceptée par elle conformément à l'art. 1690 C. civ., le droit de timbre de dimension est seul exigible sur ces titres (D. E. actions et obligations, nos 66 et suiv.); si, ultérieurement, sans changer la forme extérieure du titre, une modification apportée aux statuts sociaux dispose que les actions seront désormais négociables par voie d'endossement ou de transfert, le droit de timbre de dimension perçu à l'origine n'exclura pas le droit proportionnel ; à la négociabilité conférée aux titres, doit correspondre la perception du droit proportionnel selon le vœu de la loi du 5 juin 1850.

Le cas des actions d'apport paraît identique, avec cette seule différence que l'attribution ultérieure de la négociabilité, au lieu d'être le résultat d'une manifestation de la volonté des parties et la conséquence de l'accomplissement d'une condition légale.

Enfin, il n'est pas à redouter qu'une fois revêtues du timbre de dimension, les actions d'apport soient mises en circulation après la période de non négociabilité, sans acquitter le droit de timbre proportionnel.

L'art. 16 de la loi du 5 juin 1850, porte en effet :

« Les titres ou certificats d'actions seront tirés d'un registre à souche, le timbre sera apposé sur la souche et le talon.

« Le dépositaire du registre sera tenu de le communiquer aux préposés de l'enregistrement, etc.

« De son côté, la loi du 1er août 1893 exige que, pendant le délai de deux ans, les titres d'actions d'apport restent attachés à la souche,

« Par conséquent, l'agent de l'Administration auquel le registre à souche doit être communiqué, pourra toujours constater l'adhérence des titres à leur souche, tant que durera la période de non-négociabilité. Cette période écoulée, il lui sera facile de s'assurer que les actions ont été soumises au droit de timbre proportionnel ou que ce droit est acquitté par abonnement puisque, dans l'une et l'autre hypothèse, le timbre doit être apposé sur la souche en même temps que sur le talon (D. Enr., *loc, cit.*,, nos 246 et suiv.) ».

En conséquence, j'ordonnerai la restitution de la somme de 2.875 francs indûment perçue d'après le jugement, sauf déduction de la somme de 3 fr. 60, montant du droit de timbre de dimension dû dès leur création sur les deux certificats d'inscription, d'ailleurs de la dimension à 1 fr. 80 établis au nom de M. Dujardin, ci . . . . . 2.875 fr. »

Droit de timbre de dimension. . . . . 3 fr. 60

Différence. . . . . 2.871 fr. 60

Il est d'ailleurs entendu que, comme le reconnaît implicitement le jugement, le droit de timbre proportionnel d'abonnement doit être appliqué aux actions d'apport dès le terme de la période de non-négociabilité.

TRIBUNAL DE PAIX DE SULLY-s-LOIRE

23 Juillet 1906.

Présidence de M. Lemaigner.

ASSURANCES TERRESTRES. — ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS. — POLICE. — EXCLUSION DE CERTAINES CAUSES D'ACCIDENTS. — INTERPRÉTATION RESTRICTIVE. — LIVREUR. — CLAUSE ÉCARTANT LA RESPONSABILITÉ DES ACCIDENTS OCCASIONNÉS PAR LES VÉLOCIPÈDES OU LES AUTOMOBILES. — VOITURE A CHIEN. — NON ASSIMILATION. — RESPONSABILIÉ DE L'ASSUREUR.

Lorsqu'une police garantissant le personnel de l'assuré contre les accidents de toute nature, se borne à exclure « les accidents occasionnés par l'usage de vélocipèdes ou de toute voiture automobile », l'assureur ne saurait invoquer cette clause pour se prétendre non responsable de l'accident survenu à un employé livreur faisant usage d'une voiture à chiens, alors d'une part que, postérieurement à l'accident, l'assuré a rempli toutes les formalités prescrites et que, d'autre part, l'emploi des voitures à chiens est autorisé dans le département.

Les exceptions contenues dans une police ne sauraient, en effet, s'étendre à d'autres cas que ceux qui sont expressément prévus, et l'aggravation de risques résultant de l'emploi de vélocipèdes ou d'automobiles, à raison de la vitesse de ces véhicules, n'existe pas en ce qui concerne la voiture à chiens.

Association mutuelle régionale c. Rondonneau.

Le Tribunal,

Attendu que le directeur général de l'Association mutuelle régionale, société d'assurances contre les accidents de toute nature, assigne le sieur Rondonneau en paiement de 32 fr. 95 pour primes échues ;

Attendu que l'expression « de toute nature » démontre que le contrat passé entre la société et Rondonneau à pour objet l'universalité des accidents et doit comprendre tous les accidents prévus ou imprévus qui composent cette universalité ;

Attendu que Rondonneau reçonnait parfaitement devoir la somme réclamée et se déclare prêt à la verser lorsque la Société aura remboursé l'indemnité que le défendeur a été contraint de payer à un de ses employés victime d'un accident couvert, dit-il, par son assurance;

Attendu qu'il résulte des lettres du directeur général déposées à la barre et qui seront enregistrées avec le présent jugement, qu'un sieur Popineau, livreur du

sieur Rondonneau a, en effet, été victime d'un accident professionnel le 9 avril 1905 ;

Attendu qu'il résulte également desdites lettres que Rondonneau, après l'accident, a rempli toutes les formalités prscrites, mais que la Société rejette le sinistre parce que l'accident était survenu du fait de la voiture à chiens dont se sert le livreur ;

Attendu que si l'on s'explique que « les accidents occasionnés par l'usage des vélocipèdes ou de toute voiture automobile » constituent une aggravation de risques à cause de la vitesse de ces véhicules, il n'en saurait être de même des accidents occasionnés par l'usage des voitures à chiens dont l'emploi, quoiqu'en dise la Société, est régulièrement autorisé dans le Loiret (arrêté préfectoral du 1er mars 1900) ;

Attendu que l'exclusion prévue par l'art. 3 des statuts de la police (vélocipèdes et automobiles), police non enregistrée, mais qui le sera avec le présent jugement, ne saurait s'étendre à d'autres cas que ceux qui se trouvent expressément spécifiés ;

Attendu que Rondonneau ayant tenu ses engagements il est juste que la Société tienne les siens ;

Attendu, d'autre part, que le mandataire du demandeur ne trouve rien à objecter à la prétention de Rondonneau, semblant, par là même, en reconnaître la légitimité ;

Par ces motifs,

Déclare le directeur de l'Association mutuelle régionale mal fondé dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens, dans lesquels seront compris le coût d'enregistrement des lettres des 14 avril, 15 mai et 27 septembre 1905, plus celui de la police d'assurance du 20 avril 1904.

NOTE. -- Voir Pandectes Françaises, Répertoire, vo Assurances-accidents, nos 77 et suiv.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

16 Juin 1906.

Présidence de M. Hesse.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — ASSOCIATION EN PARTICIPATION. — PROPRIÉTÉ DES APPORTS. — CONVENTIONS PARTICULIÈRES. — MISE EN COMMUN. — INDIVISION.

En principe, dans les associations en participation, il n'existe pas de patrimoine social distinct du patrimoine de chacun des associés, d'où cette conséquence que chacun d'eux conserve la propriété exclusive des biens qu'il a apportés sans qu'aucune co-propriété existe sur leurs apports respectifs.

Mais si telle est la règle généralement suivie à défaut de stipulations contraires, rien ne s'oppose à ce qu'il en soit autrement décidé et que les biens apportés par l'un des associés soient considérés comme étant devenus la propriété commune des participants, quand les faits de la cause révèlent que telle a été l'intention des parties.

Jourdier c. Mazoyhié.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, des documents soumis au tribunal et des plaidoiries il ressort que, le 31 mars 1900, aux termes d'un reçu qui sera enregistré avec le présent jugement, Jourdier a remis à Mazoyhié 750 francs de rente 3 %, 21 actions Ouest, 50 francs de rente belge 2 1/2 %, dont le montant ,après réalisation, devait être employé, pour le compte de Jourdier, en souscriptions d'actions, à concurrence de 50.000 francs dans la Société en formation du Restaurant du Palais d'Hiver de Pau ;

Attendu que cette Société n'a point été constituée ;

Attendu que Jourdier prétend que, par suite de ce versement, une Société de fait se serait formée entre lui et le défendeur ;

Attendu que cette Société n'ayant pas été revêtue des formes légales, il y aurait lieu d'en prononcer la nullité et de lui nommer un liquidateur ;

Attendu que subsidiairement, et pour le cas où cette prétention ne serait pas admise, il conclut à ce que sa communauté d'intérêts avec Mazoyhié, étant considérée comme une association en participation il soit déclaré propriétaire par moitié de l'actif de ladite association ;

Attendu que Mazoyhié demande acte de ce que, dans le règlement de son compte avec Jourdier, il offre de lui tenir compte de la moitié des bénéfices nets réalisés et à réaliser, par le restaurant du Palais d'Hiver ;

Attendu que, pour rechercher quelle est la situation réciproque des parties, il convient d'examiner et ce qu'elles ont eu l'intention de faire, et ce qu'elles ont fait en réalité ;

Attendu que, dans une lettre en date du 12 février 1900, dont le tribunal ordonne l'enregistrement, Mazoyhié expose à Jourdier les principales lignes de l'affaire;

Attendu qu'il lui explique qu'il va constituer la Société du Restaurant du Palais d'Hiver de Pau ;

Attendu que le montant de toutes les dépenses d'installation qu'il dit avoir acquittées à cette époque à concurrence de 70.000 francs, doit s'élever à 100.000 francs;

Attendu qu'il ajoute : « Si l'affaire vous convient, je « consens à vous céder la moitié, soit 50.000 francs; »

Attendu que du reçu précité du 31 mars 1900, il ressort que Jourdier ,convaincu de l'avenir réservé à l'entreprise qui lui était proposée s'est engagé à y participer pour une somme de 50.000 francs ;

Attendu qu'il n'est pas contesté qu'après l'échec du projet de Société anonyme, Mazoyhié a conservé les fonds de Jourdier et les a employés dans l'intérêt de l'exploitation du Restaurant de Pau ;

Attendu qu'ainsi s'est réalisé entre les parties une communauté d'intérêts ;

Attendu que si Jourdier prétend et fait plaider q'uelle devrait être considérée comme une Société en nom collectif, il suffit d'observer qu'elle n'a jamais adopté de raison sociale ; qu'elle est restée occulte, et que Jourdier ne s'est jamais révélé aux tiers ;

Attendu qu'elle n'a eu par suite aucun des caractères essentiels de la Société en nom collectif ;

Attendu que, d'ailleurs, à aucun moment, l'établissement d'une Société qui pourrait être ainsi qualifiée, n'a été dans l'intention des intéressés ;

Attendu dès lors que si on écarte l'idée de prêt, qui n'est défendue par aucune des parties, la seule dénomination qu'il soit possible d'attribuer au contrat qui s'est formé entre Jourdier et Mazoyhié est celle de l'association en participation ;

Attendu que Jourdier se rallie à cette qualification dans ses conclusions subsidiaires ;

Attendu que, de son côté, Mazoyhié déclare à la barre que telle est bien la nature de ses relations avec le demandeur ;

Attendu que c'est encore ainsi que l'a compris le Tri-

bunal de commerce de Pau, lorsqu'il a été appelé, le 2 août 1905, à examiner le caractère des rapports ayant existé entre Jourdier et Mazoyhié ;

Attendu que celui-ci se prévaut de ce que, dans les associations de cet ordre, il n'y a pas en principe, de patrimoine social distinct du patrimoine personnel de chacun des associés et de ce que, par suite, chacun d'eux conserve la propriété exclusive des biens qu'il a apportés sans qu'aucune co-propriété existe sur leurs apports respectifs ;

Attendu qu'il prétend, en conséquence et fait plaider que tout ce que Jourdier pourrait réclamer, ce serait une part dans les bénéfices de l'exploitation et la restitution de son apport lors de la dissolution de l'association ;

Mais attendu que, s'il est vrai qu'il en est ainsi, dans les associations en participation lorsqu'il n'existe pas de stipulation contraire, et que, telle est la règle généralement suivie dans les associations de ce genre rien ne s'oppose à ce qu'il en soit décidé autrement ,quand les faits de la cause révèlent que les parties ont eu des intentions différentes ;

Et attendu qu'il résulte de la lettre de Mazoyhié du 12 février 1900 que celui-ci a proposé à Jourdier moyennant 50.000 francs, la moitié de sa part ;

Attendu qu'il ressort manifestement des termes de cet écrit que Mazoyhié n'a pas offert à Jourdier seulement une part de bénéfices, mais bien la moitié de ce qu'il avait acquis lui-même ;

« Si l'affaire, lui dit-il, vous convient, je consens à « vous en céder la moitié ; »

« Attendu que Mazoyhié écrit encore dans la même lettre : « Pour cette affaire, je ne veux prendre avec moi qu'un seul associé ; part égale avec moi ; »

Et attendu que cette lettre du 12 février 1900, étant la seule trace des accords intervenus entre les parties, qui soit représentée au tribunal, celui-ci, à défaut de conventions ultérieures qui seraient intervenues entre elles et qui leur auraient apporté une modification après l'échec de la tentative de formation de Société anonyme doit interpréter la commune intention des contractants, d'après les termes de cette lettre ;

Attendu, d'ailleurs, que Mazoyhié soutiendrait vainement que la souscription aux actions de la Société en formation a ôté tout effet à sa proposition du 12 février, puisque c'est en annonçant la prochaine constitution de cette Société qu'il sollicite l'adhésion de Jourdier sous la forme qui vient d'être indiquée ;

Attendu, dès lors, qu'il convient de dire que celui-ci a droit à autre chose qu'à une part de bénéfices ;

Attendu, toutefois, qu'il ne justifie pas que Mazoyhié soit seul propriétaire du Restaurant du Palais d'Hiver de Pau, de son matériel, de ses marchandises, de sa clientèle et du fonds de commerce ;

Attendu que, dès lors, une telle déclaration pouvait avoir pour effet de préjudicier aux droits éventuels de tiers ;

Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu de limiter les droits de propriété de Jourdier dans les biens ci-dessus seulement à la moitié de la part dont Mazoyhié se prétendait propriétaire le 31 mars 1900 ;

Attendu que c'est dans ces conditions qu'il échet de faire droit à la demande en déclarant les offres de Mazoyhié inopérantes ;

Par ces motifs,

Sans qu'il y ait lieu de donner acte à Mazoyhié de son offre qui est inopérante ;

Dit que Jourdier est propriétaire pour moitié conformément aux termes des conventions de la part dont Mazoyhié se prétendait propriétaire au 31 mars 1900, dans le Restaurant du Palais d'Hiver de Pau, dans le matériel, les marchandises, la clientèle et, en un mot, de tout le fonds de commerce dudit restaurant ;

Déclare Jourdier mal fondé en le surplus de ses demandes ;

L'en déboute ;

Condamne Mazoyhié aux dépens.

Mes **Fleurit** et **Bricard** agréés.

NOTE. — Ce qui est contraire à l'essence de la participation c'est l'existence d'un fonds social distinct du patrimoine des associés. A qui, en effet, appartiendrait ce fonds social ? A l'être moral : participation ? Mais la participation, société essentiellement occulte au regard des tiers, sans personnalité distincte de celle de ses membres, ne peut avoir de patrimoine propre. *Sic :* Cass. 8 juillet 1879 (S. 1881.1.317) ; 13 avril 1886 (S. 87.1.181) ; Dijon 23 février 1885 (Gaz. Pal. 85.2, supp. 47). *Adde :* Alauzet, t. I, n° 408, p. 552 ; Bédarride, t. II, n° 433 ; Vavasseur, t. I, n° 315 ; Rousseau, t. II, n° 1732 ; Ruben de Couder, n° 25 ; Poulle, nos 61 et suiv. ; Boistel, n° 663 ; Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1058. V. cependant *contrà :* Poitiers 13 janvier 1890 (Rec. arr. Poitiers 1890, p. 82). *Adde :* Delamarre et Le Poitvin, t. 6, n° 105 ; Deloison, t. II, n° 555. D'où il suit qu'en principe et dans le silence du contrat, il est naturel de considérer chacun des participants comme étant demeuré propriétaire de son apport. Mais rien ne s'oppose à ce que les apports soient tenus pour indivis entre les associés s'il résulte des conventions écrites ou verbales intervenues entre eux ou simplement des faits de la cause que leur intention a été de mettre ces biens en commun et de constituer une co-propriété à leur égard. V. dans le sens de la décision rapportée : Rennes 28 janvier 1856 (S. 57.2.10) ; Cass. 23 mars 1870 (D. 71.1.212) ; 22 décembre 1874 (D. 76.1.72) ; 27 juin 1894 (D. 95.1.166) ; Poitiers 4 février 1889 (Rev. Soc. 89. 205) ; Rennes 4 janvier 1894 (D. 94.2.120). *Adde :* Houpin, 3e édit., n° 256 ; Poulle, nos 67 et 141 ; Pand. fr., v° Soc. en particip., nos 77 et suiv.

283-284 285

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

17 Juillet 1906.

Présidence de M. Voisin.

ASSURANCES TERRESTRES. — ASSURANCES SUR LA VIE. — BÉNÉFICIAIRE. — STIPULATION POUR AUTRUI. — MODIFICATIONS. — TESTAMENT. — LETTRE MISSIVE. — POUVOIR D'APPRÉCIATION.

La stipulation pour autrui résultant d'une assurance sur la vie au profit d'un tiers doit être considérée comme ayant été dans son ensemble faite au profit de celui-ci, qui est fondé à se prévaloir de chacune de ses dispositions, en vue d'en recueillir le bénéfice.

Ainsi, le bénéficiaire de l'assurance peut s'opposer à ce que des modifications dans l'attribution de l'indemnité puissent avoir effet lorsque la police n'a pas été modifiée dans les conditions qu'elle spécifiait.

Et spécialement, lorsque, aux termes de la police, la stipulation faite au profit de la femme, peut être modi-

fiée et transportée à d'autres personnes par avenant ou endossement opéré conformément aux art. 137 et 138 C. com., cette stipulation doit produire effet, encore bien que l'assuré aurait écrit à l'assureur en le priant de modifier la police en ce sens qu'à son décès, l'indemnité serait placée en rentes sur l'Etat au nom de ses petits enfants, sa femme n'en devant plus avoir que l'usufruit, — si l'assuré est décédé avant qu'il ait été donné suite à cette lettre et que sa femme eût accepté la stipulation.

En pareil cas, les juges du fond peuvent, sans dénaturer cette lettre, décider que, ne contenant pas un acte de volonté libre et révocable, elle ne constitue pas un testament olographe.

Revardaud c. Veuve Lachambre et autres.

M. Revardaud s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Bourges du 14 novembre 1904, rendu au profit des consorts Lachambre.

Arrêt :

LA COUR,

Sur les deux moyens réunis pris, l'un de la violation des art. 1108, 1121, 1134, 1165 C. civ., l'autre de la violation des art. 895, 967, 969, 970, 1096 § 1er du même code et tous deux de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu, d'après les constatations de l'arrêt attaqué, qu'Abel Lachambre a souscrit à la Compagnie Le Monde deux polices d'assurances sur la vie, aux termes desquelles la Compagnie s'engageait à payer à son décès la somme de 6.000 francs à la dame Lachambre, son épouse, ou, à son défaut, aux enfants de l'assuré ;

Attendu qu'aux termes des polices, la stipulation pouvait être modifiée et transportée à d'autres personnes par avenant ou endossement opéré conformément aux art. 137 et 138 C. com. ; que, le 4 février 1903, Lachambre a adressé au Directeur de la Compagnie une lettre par laquelle il le priait de vouloir bien modifier les polices en ce sens qu'à son décès, la somme de 6.000 francs serait placée en rentes sur l'Etat au nom des trois petits enfants de l'assuré « actuellement existants » et que la dame Lachambre en aurait seulement l'usufruit ; qu'Abel Lachambre est décédé avant qu'il ait été donné suite à cette lettre et que sa femme eut accepté la stipulation ;

Attendu que l'arrêt attaqué a pu décider, d'une part, sans dénaturer la lettre du 4 février 1903, que cette lettre ne contenant pas un acte de dernière volonté libre et révocable ne constituait pas un testament olographe, d'autre part, que les polices, n'ayant pas été modifiées dans les conditions qu'elles spécifiaient devaient produire effet ; qu'en vain, le pourvoi prétend que la clause de la police relative à cette modification était, au regard de la dame Lachambre, *res inter alios acta* ; que la stipulation devant être considérée comme ayant été dans son ensemble faite à son profit, elle était fondée à se prévaloir de chacune de ses dispositions en vue d'en recueillir le bénéfice ;

Attendu que l'arrêt dûment motivé n'a violé ni l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ni les articles du Code civil ci-dessus visés;

Rejette...

MM. **Lardenois** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — Me **Pérouse** av.

NOTE. — Aux termes de la jurisprudence appliquée d'une manière constante par la Cour de cassation depuis vingt ans environ, lorsque le bénéfice de l'assurance sur la vie est stipulé au profit d'une personne déterminée, il y a lieu à l'application des règles de la stipulation pour autrui (art. 1121 C. civ.) ; le droit ainsi conféré au tiers bénéficiaire est irrévocable le jour où il a déclaré vouloir en profiter. V. notamment : Cass. 16 janvier 1888 (Gaz. Pal. 88.1.183) ; 27 mars 1888 (Gaz. Pal. 88.1.617) ; 23 janvier 1889 (Gaz. Pal. 89.1.346) ; 22 juin 1891 (Gaz. Pal. 91.2. 157) ; 8 avril 1895 (Gaz. Pal. 95.1.688 — S. 95.1.265 — D. 95.1.411).

Si l'indemnité peut, lorsque le souscripteur s'est réservé d'en disposer autrement, échapper au bénéficiaire désigné, du moins faut-il que le souscripteur en dispose conformément aux dispositions de la police, qui prévoient généralement l'avenant et l'endossement. En sorte que s'il n'y a point eu ni avenant ni transfert, le bénéficiaire originaire est nécessairement fondé à se prévaloir de cette inexécution des clauses du contrat auquel il est lié : le bénéficiaire est, comme le dit fort justement l'arrêt recueilli, fondé à se prévaloir de la stipulation faite dans son ensemble à son profit et peut invoquer les dispositions de la police pour en recueillir le bénéfice : Rapp. Paris 12 mai 1898, Lyon 2 avril 1901 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Assur. terr., nos 490 et suiv.) ; Grenoble 22 janvier 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.653).

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

14 JUIN 1906.

Présidence de M. Bard.

RENVOI. — CAS. — 1° JUGE D'INSTRUCTION. — SUSPICION LÉGITIME. — JUGE DESSAISI. — PARTIE CIVILE. — CHAMBRE D'ACCUSATION. — 2° MINISTÈRE PUBLIC. — RÉCUSATION IMPOSSIBLE.

1° *Si la partie civile a le droit de demander à la Cour de cassation le renvoi pour cause de suspicion légitime d'une affaire devant un juge d'instruction autre que celui qui est saisi, une pareille demande est sans objet lorsque le juge saisi a statué sur la poursuite par une ordonnance de non-lieu, déférée à la Chambre des mises en accusation par l'opposition de la partie civile elle-même. C'est alors à la Chambre des mises en accusation qu'il appartient d'apprécier les griefs articulés en la requête.*

2° *La loi n'autorise le renvoi que d'une cour, d'un tribunal ou d'un juge d'instruction, et non d'un procureur à un autre, lequel n'est pas récusable, lorsqu'il est partie principale.*

Alavoine.

Les époux Alavoine ont formé devant la Cour de cassation une demande en renvoi pour cause de suspicion légitime, à la fois contre le juge d'instruction et contre le procureur de la République d'Avesnes, à raison d'une instruction suivie contre un sieur Fostier en leur présence, comme parties civiles.

Arrêt :

LA COUR,

Statuant sur la demande en renvoi pour cause de sus-

picion légitime devant un juge d'instruction autre que celui d'Avesnes des poursuites dirigées contre un nommé Philéas Fostier, à la requête du ministère public et avec l'intervention des demandeurs en qualité de parties civiles :

En la forme :

Attendu que l'art. 542 C. inst. crim., complété par l'art. 546 du même code, accorde à la partie civile le droit de demander à la Cour de cassation le renvoi d'une affaire devant un juge d'instruction autre que celui qui est saisi, et ce, pour cause de suspicion légitime ; que la demande des mariés Alavoine en leur qualité de parties civiles est donc recevable ;

Au fond :

Attendu qu'il résulte de l'exposé même de la requête que le juge d'instruction d'Avesnes, dont les requérants demandent le remplacement, a statué sur la poursuite dont il s'agit par une ordonnance de non-lieu qui est actuellement déférée à la juridiction de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Douai par l'opposition des parties civiles demanderesses elles-mêmes ;

Attendu, qu'en cet état de la procédure, la demande des mariés Alavoine, tendant au dessaisissement du juge d'instruction d'Avesnes, qui n'est plus saisi,est sans objet et que c'est désormais à la Chambre des msies en accusation de la Cour d'appel de Douai, contre laquelle il n'est invoqué aucune cause de suspicion légitime, qu'il appartient d'apprécier les griefs articulés en la requête ;

Attendu que, d'ailleurs, il n'y a pas lieu de faire état des causes de suspicion légitime alléguées contre les officiers du parquet d'Avesnes ; qu'aux termes de l'art. 542 C. inst. crim., en effet, la loi n'autorise le renvoi que d'une cour, d'un tribunal ou d'un juge d'instruction et nullement d'un procureur à un autre, lequel n'est pas récusable lorsque, comme dans l'espèce, il est partie principale ;

Par ces motifs,

Déclare la demande des mariés Alavoine non recevable.

MM. **Berchon** rapp. ; **Cottignies** av. gén. — M^e **Gault** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Il est bien certain que le renvoi, c'est-à-dire le dessaisissement d'un juge pour en saisir un autre, ne peut être ordonné qu'autant que le juge qu'il s'agit de dessaisir est encore saisi. S'il a statué, il est dessaisi, et c'est spécialement le cas du juge d'instruction au cas où il a rendu son ordonnance définitive. La Cour de cassation s'est déjà prononcée en ce sens dans un récent arrêt du 3 juin 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.56).

II. — Sur le second point : Les causes de récusation relatives aux juges sont applicables au ministère public lorsqu'il est partie jointe ; le ministère public, au contraire, n'est pas récusable lorsqu'il est partie principale (art. 381 C. pr. civ.).

Cette règle, suivant une doctrine et une jurisprudence constantes, n'est pas spéciale aux matières civiles ; elle doit s'appliquer aussi en matière criminelle. Il en résulte que le ministère public étant toujours partie poursuivante devant les tribunaux de répression ne peut être récusé au criminel. V. Dalloz, Supp. au Rép. v° Récusation, n° 10. *Adde :* Cass. 3 juin 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.56).

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

2 Juin 1906.

Présidence de M. Bard.

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS. — ARRÊTÉS MUNICIPAUX. — SALUBRITÉ PUBLIQUE. — INTERDICTION D'URINER. — VOIES PUBLIQUES. — LOI DU 15 FÉVRIER 1902. — NON-ABROGATION.

Est légal l'arrêté pris par le maire pour interdire d'uriner ailleurs que dans les urinoirs dans les voies publiques où des urinoirs sont établis.

Et cet arrêté ne saurait être considéré comme abrogé par la loi du 15 février 1902 (art. 31), relative à la protection de la santé publique ; en effet, cette loi ayant pour but de prévenir ou de faire cesser les maladies transmissibles et d'assurer la salubrité des maisons ou de leurs dépendances ainsi que des voies privées, s'applique à des objets différents de cet arrêté qui concerne la sûreté et la salubrité des voies publiques.

Min. public. c. Albrecht.

Le ministère public, près le Tribunal de simple police de Reims, s'est pourvu en cassation contre un jugement de ce tribunal du 9 janvier 1905, qui avait relaxé M. Albrecht, prévenu d'infraction à un arrêté municipal.

Arrêt :

La Cour,

Statuant sur le pourvoi du ministère public près le Tribunal de simple police de Reims contre un jugement de ce tribunal en date du 9 janvier 1905, qui a relaxé Albrecht Louis :

Vu le mémoire produit à l'appui du pourvoi ;

Sur le moyen pris de la violation des art. 471 n° 15 C. pén. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que Albrecht était poursuivi pour contravention à un arrêté du maire de Reims, en date du 31 décembre 1857, ainsi conçu : « Dans toutes les rues et sur toutes les places et boulevards où des urinoirs sont établis, on ne pourra uriner ailleurs que dans ces urinoirs ; »

Attendu que cet arrêté est légal, ayant été pris en vertu des attributions de police municipale définies par le titre XI, art. 3 de la loi des 16-24 août 1790, dont les dispositions ont été reproduites par l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884 ;

Attendu que l'art. 31 de la loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique, déclare abrogées toutes les dispositions et lois antérieures contraires à cette loi ;

Mais attendu que le jugement entrepris a considéré à tort comme atteint par cette abrogation l'arrêté municipal du 31 décembre 1857 ; qu'en effet, la loi précitée ayant pour but de prévenir ou de faire cesser les maladies transmissibles et d'assurer la salubrité des maisons ou de leurs dépendances ainsi que des voies privées, s'applique à des objets différents de celui de l'arrêté municipal susvisé, lequel concerne la sûreté et la salubrité des voies publiques ;

D'où il suit que la décision attaquée manque de base légale et constitue une violation des textes de lois visés au moyen;

Par ces motifs,
Casse.

MM. **Herbaux** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — C'est l'hygiène dans ses parties les plus larges que la loi du 15 février 1902 a voulu réglementer et imposer aux communes, et si la voie publique semble être oubliée, c'est que le législateur a voulu laisser aux maires les droits que leur confère la loi du 5 avril 1884 (art. 94 et 97).

D'ailleurs, d'après l'art. 31 de la loi de 1902, les dispositions et lois antérieures abrogées sont seulement celles qui sont contraires à la nouvelle loi.

Enfin il est de principe qu'un règlement ne peut être considéré comme abrogé qu'autant qu'il y a impossibilité absolue d'en concilier l'application avec un nouveau règlement : Cass. 8 janvier 1864 (Bull. crim. à sa date) ; 17 janvier 1868 (Bull. crim. à sa date) ; 31 janvier 1873 (Bull. crim. à sa date).

COUR D'APPEL DE TOULOUSE (1re Ch.)

23 Juillet 1906.

Présidence de M. Dormand,
premier président.

DIVORCE. — GRIEFS EFFACÉS PAR LA RÉCONCILIATION, ART. 244 C. CIV. — NOUVEAUX GRIEFS. — FAITS DÉCOUVERTS APRÈS LA RÉCONCILIATION. — NÉCESSITÉ D'UNE INSTANCE NOUVELLE.

Lorsqu'une demande en divorce a été repoussée, en raison d'une réconciliation postérieure aux faits articulés, on ne saurait, en appel, se prévaloir de faits nouveaux ou de faits découverts après la réconciliation, lesquels ne pourraient donner lieu qu'à une instance nouvelle.

X... c. dame X...

Attendu que quels que soient les griefs invoqués contre la dame X... à l'appui de la demande fournie par son mari il échet uniquement de statuer sur l'exception de réconciliation soulevée par la femme et sur l'admissibilité, en l'état, de la preuve des griefs nouveaux ;

Attendu que la certitude de cette réconciliation avec tous les caractères reconnus nécessaires par la loi et la jurisprudence, résulte non seulement des actes accomplis par les deux époux, mais encore de leur correspondance ;

Attendu qu'il n'est pas douteux, en effet, qu'au lendemain de la découverte par le sieur X... de la faute de sa femme, suivie des aveux verbaux et même écrits de celle-ci, la cohabitation a néanmoins persisté au domicile conjugal, pendant plusieurs jours, ostensiblement et dans des conditions aussi complètes que possible ;

Attendu que, lorsqu'elle a cessé officiellement, sur l'insistance des parents du mari, ce dernier a conduit lui-même sa femme dans sa famille, à Toulouse, et qu'il a été convenu entre les époux, à la demande même de X..., qu'une correspondance serait échangée entre eux; que cette correspondance continuée pendant plusieurs mois, en secret, avec des effusions croissantes de part et d'autre, a eu pour résultat d'amener des entrevues clandestines, à Toulouse, le soir, sur les promenades et que, sous l'empire d'un violent amour réciproque, ils n'ont pas tardé à reprendre leurs relations, soit dans l'appartement d'un ami, soit dans une chambre garnie, louée par X... ; correspondance, entrevues et relations qui ont continué après l'ouverture de l'instance en divorce, que le mari n'a poursuivi manifestement que sous la contrainte de ses parents, alors qu'il était personnellement décidé à reprendre sa femme et l'avait reprise en effet secrètement ;

Attendu que vainement X... (qui exigeait de sa femme la restitution des lettres qu'il lui écrivait), prétend faire remonter à une date antérieure à la connaissance de la faute les deux seules qu'elle ait conservées ; que le texte même de ces lettres inflige un démenti formel à cette allégation, non moins que le contenu des réponses produites par lui et émanées d'elle ;

Attendu, dans ces circonstances, que la réconciliation, postérieure à la connaissance de la faute et même à l'ouverture de l'instance en divorce, ne peut être déniée et qu'en présence de la correspondance échangée entre les époux et des faits reconnus constants par eux, il n'est pas besoin d'ordonner une enquête pour établir la réalité et le bien fondé de l'exception invoquée par la dame X... ;

Attendu, néanmoins, que pour essayer d'en distraire l'effet inéluctable, X..., dominé par ses parents et manifestement inspiré par eux, ne craint pas, d'autre part, d'articuler que son beau-frère, le sieur X..., aurait, avant d'épouser la sœur de sa femme, eu avec cette dernière des familiarités coupables ou tout au moins injurieuses pour lui, et, d'autre part, de produire une lettre adressée par un jeune cousin, collégien de 16 ans, pour laquelle celui-ci, en vue des débats devant la cour, dont il connaît et indique la date et, sept jours avant l'audience, la dénonce cyniquement lui-même comme ayant obtenu les faveurs de la dame X..., sa cousine ;

Attendu que si ce document, contenant en lui-même la preuve de l'inspiration intéressée et immorale dont il émane, doit, pour des motifs d'ordre juridique, être écarté de la présente instance comme tous autres griefs nouveaux, la cour, devant laquelle on a prétendu s'en prévaloir, pour influencer sa décision, a du moins le devoir, comme le droit, d'apprécier sévèrement des procédés aussi contraires aux bienséances qu'à la dignité familiale ;

Attendu que l'art. 344 C. civ., en déterminant les conditions dans lesquelles l'exception de réconciliation doit être admise, déclare que les faits survenus ou découverts depuis la réconciliation ne peuvent en paralyser l'effet et ne sauraient donner lieu qu'à une action nouvelle ;

Par ces motifs,

Dit n'y avoir lieu à enquête, déclare, d'ores et déjà établie l'exception de réconciliation ;

Rejette, comme ne pouvant donner lieu à l'examen du juge, en la présente instance, les griefs articulés en cause d'appel ;

Et, en conséquence, repousse la demande en divorce dirigée par X... contre son épouse ;

Le condamne en tous les dépens de première instance et d'appel et à l'amende, ordonne la restitution de l'amende d'appel incident.

Mes **Abadie** et **Desarnault** av.

NOTE. — Sur les conditions requises pour que l'exception de réconciliation puisse être admise. V. Trib. civ. Seine 28 janvier 1898 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Di-

vorce, n° 147); Rennes 31 mars 1903 (Gaz. Pal. Table 1903.2, v° Divorce, n° 5) ; Cass. 9 mai 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.101).

TRIBUNAL CIVIL DE NANTES

18 Juillet 1906.

Présidence de M. Aubin.

COMPÉTENCE CIVILE DES JUGES DE PAIX. — BAIL. — CONTESTATION SUR L'EXISTENCE MÊME DU BAIL. — INCOMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX.

La compétence du juge de paix en matière de louage cesse dès que le bail est contesté dans son existence et le juge de paix qui, après avoir constaté la dénégation par l'une des parties de l'existence du bail, a néanmoins statué sur ce litige, a excédé sa compétence.

Moreau c. Thézé.

Le Tribunal,

Attendu que Moreau a interjeté appel d'un jugement rendu le 25 juillet 1905 par M. le juge de paix du 4e canton de Nantes, le condamnant à prendre possession de l'appartement que lui a loué Thézé, et faute de ce faire dans le délai de huitaine à partir du prononcé du dit jugement, le condamnant à payer la somme de 300 francs pour une année de loyer, sauf à Thézé à tenir compte de la relocation, si elle a été faite ;

Attendu que Moreau soutient que le juge de paix était incompétent ayant toujours dénié l'existence du bail ; que de plus, les parties ont pris des conclusions demandant au tribunal d'évoquer le fond.

En ce qui touche l'incompétence :

Attendu qu'il est de jurisprudence constante que la compétence du juge de paix, en matière de louage, cesse dès que le bail est contesté dans son existence ; que dans l'espèce Moreau a toujours soutenu qu'il n'y avait pas eu de bail existant entre lui et Thézé ; que le juge de paix a, lui-même, dans le premier considérant de son jugement, constaté cette dénégation du bail puisqu'il s'exprime de la façon suivante :

Attendu que la seule question que la cause présente à juger est celle de savoir si une convention est intervenue entre parties pour la location d'un appartement; qu'après avoir analysé les circonstances de la cause il ajoute : Considérant qu'il résulte de ce qui précède que Moreau n'est pas fondé à se soustraire aux obligations qu'il a contractées et qu'il doit être tenu de les exécuter ;

Attendu, par suite, que le jugement attaqué constate donc qu'il y avait discussion sur le point de savoir s'il y avait ou non bail entre parties ;

Attendu que dès lors le juge de paix n'était pas compétent sur le fond :

Attendu que Thézé s'appuie pour soutenir qu'un bail a été passé entre lui et Moreau sur une lettre du 15 avril 1905 écrite par ce dernier et qu'il lui aurait adressée, lettre qui a été produite devant M. le juge de paix et enregistrée ;

Attendu que cette lettre renfermant tous les éléments d'un bail sur la durée, le prix et les conditions, constitue, d'après lui, un bail entre parties ;

Attendu qu'il est exact qu'à la date du 15 avril 1905, Moreau, qui avait eu avec Thézé une ou plusieurs entrevues, lui a écrit une lettre dans laquelle il énumère soigneusement toutes les conditions d'une location future ;

Mais attendu que cette lettre se termine de la façon suivante : « Il me semble que c'est bien cela que nous avons convenu et que nos conventions sont clairement exprimées ; aussi, je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente en la recopiant textuellement et vos prie d'agréer, etc. » ;

Attendu qu'il ressort de ces expressions : « Il me semble que c'est bien cela que nous avons convenu » que Moreau n'avait pas la certitude absolue qu'il avait absolument reproduit les conventions arrêtées ;

Attendu que la lettre ne constituait qu'un projet de bail subordonné à l'acceptation des conditions énumérées, que Thézé affirme avoir répondu, sans toutefois apporter un indice quelconque qui puisse venir à l'appui de son allégation ;

Attendu que dans ces conditions, Thézé ne justifie pas qu'un bail ait existé entre lui et Moreau ;

Par ces motifs,

Dit bien appelé, mal jugé ;

Met à néant le jugement du 25 juillet 1905 ;

Le déclare nul et de nul effet ;

Dit que le juge de paix était incompétent pour connaître du litige porté devant lui ;

Ordonne la restitution de l'amende et statuant au fond ;

Dit que Thézé ne justifie pas qu'un bail régulier ait été passé entre lui et le sieur Moreau ;

Condamne Thézé à tous les dépens de première instance et d'appel.

Mes **Manjot** et **Dortel** av.

NOTE. — Le juge de paix est compétent pour connaître les difficultés relatives à l'exécution d'un bail lorsque bien entendu le prix de location n'excède pas sa compétence. Il en est ainsi notamment des difficulté relatives au congé, du point de savoir s'il a été donné en temps utile, s'il n'y a pas eu un nouveau bail par tacite reconduction.

Mais au contraire la compétence cesse lorsqu'on conteste le titre même en vertu duquel le congé a été donné. Il avait été question lors de la discussion de la loi nouvelle sur les justices de paix, d'étendre sur ce point la compétence des magistrats cantonaux mais le Sénat n'a pas admis cette innovation, et dès lors il n'est pas douteux que le juge de paix de Nantes avait excédé sa compétence dans le jugement que le Tribunal a justement réformé.

Voir : Commentaire doctrinal et pratique de la loi du 12 juillet 1905, par M. Jean Cruppi, Des Congés, p. 59.

La décision ci-dessus rapportée examine en second lieu le fond du litige relatif à des questions de pur fait sans intérêt doctrinal.

286-287-288-289

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

30 Juillet 1906.

Présidence de M. Tanon.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — INSANITÉ D'ESPRIT. — FILS MAJEUR. — RESPONSABILITÉ DU PÈRE.

Le père qui retient son fils majeur à son foyer peut être déclaré responsable du préjudice causé aux tiers par

l'état d'insanité d'esprit de celui-ci qui s'est manifesté sous ses yeux et spécialement du préjudice résultant d'un abus d'actes de procédure, alors qu'il a abandonné son fils dément à ses errements, sans prendre contre lui les précautions nécessaires.

Léotard c. Dreyfus.

M. Léotard s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 21 décembre 1904, rendu au profit de M. Dreyfus.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation et fausse application des art. 489, 490, 1382, 1383, 1384 C. civ., 1er et suiv. de la loi du 30 juin 1838, 7 de la loi du 20 avril 1810 et manque de base légale :

Attendu que l'arrêt attaqué ne décide point en principe que le père est responsable des quasi-délits commis par son fils majeur atteint d'insanité d'esprit et dont il aurait négligé de provoquer l'interdiction ; que ledit arrêt déclare, en fait, que le demandeur n'a pu ignorer le caractère dangereux de la maladie de son fils et que si cette insanité n'atteint pas aux degrés extrêmes de la folie, elle ne s'en est pas moins manifestée sous ses yeux comme susceptible de porter le malade à des actes nuisibles à l'égard des tiers ; que ledit demandeur avait notamment une parfaite connaissance des abus de procédure incriminés et que, bien qu'il ne fut plus investi de la puissance paternelle, il a repris et retenu l'insensé à son foyer ;

Attendu que dans les circonstances particulières ainsi constatées, la cour a pu, sans violer les articles visés au moyen, décider qu'en abandonnant son fils à ses errements sans prendre contre lui les précautions nécessaires et en ne prévenant pas ou n'empêchant pas le préjudice dont le défendeur éventuel demandait réparation, Léotard père s'était rendu coupable d'une négligence dont les suites lui sont imputables ;

Attendu que vainement le pourvoi soutient que l'arrêt attaqué manque de base légale pour n'avoir pas établi le lien de cause à effet entre la prétendue faute et le dommage ; qu'en effet cette relation s'évince d'elle-même de la constatation souveraine des faits ci-dessus relatés ; d'où il suit que le juge du fait a donné une base légale à sa décision et n'a violé aucun des textes invoqués ;

Rejette...

MM. **Loubers** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — Me **de Ramel** av.

NOTE. — Il est généralement admis en jurisprudence et en doctrine que les personnes ayant la garde d'un aliéné ne peuvent être déclarées responsables du dommage causé aux tiers par le fait de l'aliéné que s'il y a de leur part faute ou négligence : Cass. 14 mai 1866 (D. 67.1.296) ; 21 octobre 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.614 — S. 1902.1.32) ; Trib. civ. Seine 30 mai 1894 (Gaz. Pal. 94.1.723) ; Trib. civ. Corbeil 4 avril 1895 (Gaz. Pal. 95.1. supp. 32) ; Nancy 8 novembre 1902 (S. 1904.2.241). *Sic :* Sourdat, Responsabilité, t. I, n° 416 ; Dalloz, Rép. Vos Aliéné, n° 300 et Responsabilité, nos 564 et suiv.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

24 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

AVOUÉS. — DISCIPLINE. — SYNDIC. — RÉQUISITION. — ABSENCE DE L'AVOUÉ. — NULLITÉ.

Le procès-verbal de la délibération prise par une chambre d'avoués, en matière disciplinaire, doit constater que les réquisitions du syndic ont été prises en présence de l'avoué inculpé, ou que ce dernier s'est volontairement abstenu d'y assister.

Faute de cette mention essentielle, le procès-verbal ne portant pas en lui-même la preuve de sa régularité doit être considéré comme nul, et cette nullité entraîne celle de la délibération sur le fond.

Me L... c. Chambre de discipline de B...

Me L..., ancien avoué, s'est pourvu en cassation contre une décision de sa chambre de discipline qui l'avait condamné à une peine disciplinaire sans l'avoir entendu.

Il s'est, en même temps, inscrit en faux contre une mention du procès-verbal de la délibération mentionnant sa présence aux débats.

Son pourvoi en cassation était basé sur le moyen suivant :

« Violation et fausse application de l'art. 11, titre 2 de la loi du 16 août 1790 et des droits de la défense ainsi que des articles 5 §§ 2 et 13 de l'arrêté consulaire du 13 frimaire, an IX, en ce que l'exposant, appelé devant la Chambre des avoués sur simple avis du secrétaire et non sur citation à la diligence du syndic qui n'a point pris contre lui en sa présence, les réquisitions exigées par la loi, n'a pas été à même d'apprécier exactement la gravité ni les conséquences de l'accusation portée contre lui, ainsi que le caractère exact de sa comparution de présenter ses moyens de défense et d'appeler son avocat à les présenter. »

Sur quoi, la Cour de cassation a statué en ces termes :

La Cour,

Sur l'inscription de faux :

Vu la requête présentée par Me Bernier, avocat, agissant en qualité de mandataire de Me L..., ancien avoué à B..., aux termes d'une procuration authentique en date du 19 janvier 1904, enregistré;

Vu l'art. 3 du titre IX, 2e partie, du règlement du 27 juin 1738;

Vu l'arrêt de cette Chambre, en date du 3 janvier 1906, qui permet à L..., de s'inscrire en faux incident contre le procès-verbal de la délibération prise le 30 octobre 1902, par la Chambre de discipline des avoués de B..., en tant qu'il résulterait de ce procès-verbal que le demandeur aurait été présent pendant toute la durée de la séance, et notamment pendant les réquisitions du syndic;

Vu les deux exploits de Bomsel, huissier-audiencier, de la Cour de casation, en date des 5 et 11 janvier 1906, par lesquels L..., obéissant aux injonctions de la cour, a signifié au syndic la sommation prescrite par ledit arrêt;

Vu l'exploit de Leprince, huissier-audiencier de la Cour de cassation, en date du 12 janvier 1906, contenant signification de la délibération prise le 9 du même

mois par la Chambre des avoués de B..., qui autorise le syndic à répondre que la Chambre n'entend pas se prévaloir de la partie du procès-verbal incriminée par l'inscription de faux;

Par ces motifs,

Ordonne que le procès-verbal de la délibération du 30 octobre 1902 sera maintenu faux, en tant qu'il en résulterait que les réquisitions du syndic auraient été prises en présence de l'avoué inculpé, et qu'il sera, en cette partie, rejeté du débat, par rapport au défendeur au pourvoi n° 52.992 ; ordonne la restitution de l'amende consignée ; condamne le défendeur ès-qualités aux dépens de l'incident;

Au fond :

Sur le moyen unique du pourvoi, envisagé dans sa seconde branche:

Vu les art. 5 n^os^ 2 et 11, § 1^er^ de l'arrêté du 13 frimaire an IX;

Attendu qu'aux termes de ces deux articles combinés, le syndic est chargé de déférer à la Chambre les faits relatifs à la discipline, qu'il est partie poursuivante contre les avoués inculpés, et qu'il doit être entendu préalablement à toutes délibérations;

Attendu que, pour la sauvegarde des droits de la défense, ses réquisitions doivent être prises en présence de l'avoué poursuivi, à moins que celui-ci ne s'abstienne volontairement d'y assister;

Attendu, en fait, que le procès-verbal de la délibération attaquée, constate que la Chambre de discipline des avoués de B... a statué : « en présence de M^e^ L..., régulièrement convoqué, de M. Vicq, boulanger à Balleroy, partie plaignante, M^e^ Marie entendu en son rapport, M. Vicq et M^e^ L..., en leurs explications, et M^e^ Hérondelle syndic en ses réquisitions;

Attendu, que cette dernière énonciation, en tant qu'il en résulterait que l'avoué inculpé était présent pendant les réquisitions du syndic, a été rejetée du débat, sur la demande en inscription de faux formée par L... ;

Attendu, par suite, qu'il ne résulte d'aucune des mentions du procès-verbal la preuve soit de la présence de L..., aux réquisitions du syndic, soit de son absence volontaire;

Attendu qu'à défaut de cette constatation essentielle, le procès-verbal ne porte pas en lui-même la preuve de sa régularité, qu'il est ainsi nul en la forme, et que cette nullité entraîne l'annulation de la délibération sur le fond;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la première branche du moyen;

Casse.

MM. **Falcimaigne** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.).— M^es^ **Bernier** et **Dufourmantelle** av.

NOTE. — En matière disciplinaire, comme en matière répressive, aucun justiciable ne saurait être condamné sans avoir entendu ce dont l'accuse le ministère public : c'est là un principe de droit général contenu dans l'art. 11, titre II de la loi du 16 avril 1790, protectrice du droit de la défense, loi dont il serait injuste de refuser le bénéfice aux officiers ministériels.

La Cour de cassation s'est d'ailleurs formellement prononcée en ce sens à l'égard des poursuites disciplinaires contre les notaires, par application des art. 6 et 20 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 : Cass. 4 juillet 1864 (D. 64.1. 286) ; 21 février 1865 (D. 65.1.134) ; 17 juin 1867 (D. 67.1. 196) ; 27 juillet 1885 (Gaz. Pal. 85.2.243 — D. 85.5.149).

Or, les prescriptions de l'arrêté consulaire du 13 frimaire an IX qui établit la Chambre des avoués (art. 5 §2 et 13) sont absolument semblables. Ces dispositions ne portent pas davantage que les réquisitions du syndic auront lieu, à peine de nullité, en présence de l'avoué cité, et pourtant la Cour de cassation n'a pas hésité à appliquer pour les notaires le principe général rappelé ci-dessus concernant le droit de la défense.

COUR DE CASSATION (Ch. CRIMINELLES)

31 Mai 1906.

Présidence de M. Bard.

RENVOI. — MATIÈRES CRIMINELLES. — COUR DE CASSATION. — DROIT EXCLUSIF DE PRONONCER .— TRIBUNAL ILLÉGALEMENT SAISI .

C'est à la Cour de cassation seule, en matière criminelle, qu'il appartient de prononcer le renvoi d'une affaire, en vertu de l'art. 542 C. inst. crim. , dont les dispositions sont générales et absolues, lorsque, par l'effet de récusations ou d'abstentions dont les causes sont jugées légitimes, le tribunal légalement saisi est dans l'impossibilité de se constituer.

Dès lors, un tribunal civil ne peut conférer le pouvoir de juger à un tribunal de simple police et lui attribuer la connaissance d'une affaire qui échappe à sa compétence aux termes de l'art. 138 C. inst. crim.

Et les lois qui ont circonscrit les attributions respectives de juridiction étant d'ordre public et devant être rigoureusement observées, l'incompétence du tribunal de police qui a statué dans ces conditions est d'ordre public et peut être soulevée d'office devant la Cour de cassation.

Michel, Chéry et autres c. Guérin et autres.

MM. Michel, Chéry et autres, se sont pourvus en cassation contre un jugement du Tribunal de simple police de Piousat du 23 février 1906, rendu au profit de MM. Guérin et autres.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen soulevé d'office et pris de la violation des art. 542 et 138 C. inst. crim.:

Vu lesdits articles,

Attendu que le jugement attaqué du Tribunal de simple police de Piousat a été rendu en vertu du renvoi prononcé devant cette juridiction par une décision du Tribunal civil de Riom, en date du 13 janvier 1906, sur le motif que le Tribunal de simple police de Montaigu, seul compétent, était dans l'impossibilité de se constituer par suite de l'abstention légitime du juge de paix et de ses deux suppléants ;

Mais attendu que les lois qui ont circonscrit les attributions respectives des juridictions sont d'ordre public et doivent être rigoureusement observées; qu'aux termes de l'art. 542 C. inst. crim., dont les dispositions sont générales et absolues, c'est à la Cour de cassation seule en matière criminelle, qu'il appartient de prononcer le renvoi d'une affaire lorsque, par l'effet de récusations ou d'abstentions dont les causes sont jugées lé-

gitimes, comme dans l'espèce, le tribunal légalement saisi est dans l'impossibilité de se constituer ;

Attendu que ,par conséquent, on ne saurait admettre que le Tribunal civil de Riom ait pu conférer le pouvoir à la Cour de cassation seule qu'il appartient de prononcer de juger au Tribunal de simple police de Piousat et lui attribuer la connaissance d'une affaire qui échappait à sa compétence aux termes formels de l'art. 138 C. inst. crim. ;

Attendu qu'il suit de là que le Tribunal de simple police de Piousat, qui avait le droit et le devoir de rechercher s'il était compétent, a, par la décision entreprise, commis un excès de pouvoir et violé les règles de la compétence;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu d'examiner les moyens du pourvoi ;

Casse...

MM. **Berchon** rapp. ; **Lombard** av. gén. — Me **Raynal** av.

NOTE. — Il résulte de l'art. 542 C. instr. crim. qu'il appartient à la Cour de cassation seule, de connaître de la demande en renvoi pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique. V. Dalloz, Supp. au Rép., vo Renvoi, no 78.

L'impossibilité pour un tribunal de se constituer par suite de récusation ou d'abstention des membres qui le composent est assimilée d'une façon constante au renvoi pour cause de suspicion légitime, et par suite, c'est aussi dans ce cas : Cass. 11 février 1858 (D. 58.5.314) ; 4 novembre 1875 (D. 76.5.382). *Sic :* Dalloz, op. et loc. cit.

COUR D'APPEL DE POITIERS (2e Ch.)

6 Aout 1906.

Présidence de M. Durand.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais.*

1° ET 2° RESPONSABILITÉ CIVILE. — RESPONSABILITÉ DU FAIT D'AUTRUI. — CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — ENTREPRENEUR DE VIDANGES. — OSTRÉICULTEUR. — DOMMAGE. — CONTRAT DE LOUAGE D'OUVRAGE. — CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DE LA COMPAGNIE. — ABSENCE D'IMMIXTION. — NON RESPONSABILITÉ.

1° *En l'absence de toute faute personnelle, une Compagnie de chemins de fer ne saurait être tenue pour civilement responsable aux termes de l'art. 1384 C. civ. du dommage causé par l'entrepreneur chargé de la vidange des fosses d'aisances de ses gares et stations, lequel a déversé dans les dégorgeoirs et claires à huîtres d'un ostréiculteur tout ou partie des matières fécales extraites.*

Alors, du moins, que l'entrepreneur et la Compagnie étaient liés par un contrat de louage d'ouvrage et d'industrie régi par les art. 1787 et suiv. C. civ.; l'entrepreneur s'étant rendu adjudicataire en exécution d'un cahier des charges, lequel a précisé les conditions auxquelles il devait se soumettre, sans qu'il résulte d'aucune clause que l'administration du chemin de fer ait voulu se substituer à l'entrepreneur pour diriger à ses lieu et place, son travail, et sans qu'il soit établi, qu'en fait, elle lui ait donné des instructions non plus qu'aux ouvriers sur la manière de l'accomplir;

2° *Et le fait, par la compagnie, de faire surveiller les travaux pour qu'ils soient exécutés conformément aux conventions intervenues et d'exiger que l'entrepreneur observe les règlements concernant la police des chantiers et la sécurité des ouvriers et du personnel dans les gares, ne change pas le caractère du contrat et ne fait pas d'elle un commettant responsable dans les termes de l'art. 1384 C. civ.:*

Alors au surplus que le cahier des charges prescrit une retenue de garantie et prévoit la mise en régie en cas d'infraction à ses stipulations, mesures qui ont leur raison d'être vis-à-vis d'un cocontractant, mais qui ne se comprennent plus s'il s'agit d'un ouvrier ou d'un préposé.

Chemins de fer de l'Etat c. Coutrier et Prunier.

Arrêt :

La Cour,

Attendu qu'il est constant que Prunier, chargé aux termes de son traité avec l'administration des chemins de fer de l'Etat, de procéder à la vidange des fosses d'aisances des gares et stations comprises dans le deuxième arondissement de la voie, a, dans la nuit du 14 au 15 juin 1905, déversé tout ou partie des matières fécales en provenant dans le dégorgeoir et claires à huîtres de Coutrier, situés près de la gare de la Grève ;

Attendu que le réseau qui, d'ailleurs, ne conteste pas la matérialité du fait, soutient, en réponse à l'action en dommages-intérêts intentée contre elle par Coutrier, d'une part, qu'elle ne saurait être responsable des agissements de Prunier qui n'était pas son préposé au sens de l'article 1384 C. civ., d'autre part, que l'intimé ne prouve pas une faute qui lui soit imputable dans les termes des articles 1382 et suivants du même code ;

Attendu que les parties étaient liées en vertu d'un contrat ; que l'adjudication a été prononcée en exécution du cahier des charges qui a précisé les conditions auxquelles Prunier, qui s'est rendu adjudicataire, devait se soumettre ; qu'il ne résulte pas des clauses du cahier des charges que l'administration ait voulu se substituer à l'entrepreneur pour diriger à son lieu et place le travail dont s'agit et qu'il n'est pas établi qu'elle ait donné des instructions, soit à l'entrepreneur ,soit aux ouvriers sur la manière de l'accomplir ;

Attendu que le fait par une compagnie de chemins de fer de faire surveiller les travaux pour qu'ils soient exécutés conformément aux conventions intervenues et d'exiger que l'entrepreneur observe les règlements concernant la police des chantiers et la sécurité des ouvriers et du personnel dans les gares, ne change pas le caractère du contrat et ne fait pas d'elle un commettant responsable dans les termes de l'article 1384 ;

Attendu que le tribunal a méconnu le sens véritable et la portée de l'article 11 du cahier des charges, lequel, après avoir stipulé que l'adjudicataire devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les précautions propres à prévenir les accidents dans les fosses,aux abords, dans les stations et gares et sur les voies et sera tenu de se conformer à cet effet aux ordres qui lui seront donnés par l'ingénieur ou ses délégués, ajoute qu'il sera tenu également de se conformer aux prescriptions de l'ordre de service, numéro 11 de la voie, ainsi qu'aux ordres qui lui seront donnés dans le même but ; qu'il en

résulte que ces ordres et instructions n'ont d'autre but que de prévenir les accidents et d'assurer la sécurité de la voie et qu'ils n'ont trait en aucun cas, à l'exécution même du travail spécial confié à l'entrepreneur ;

Attendu, que les prescriptions de l'ordre numéro 11 du service de la voie répondent aux mêmes préoccupations ; que, d'ailleurs, l'article 8 du cahier des charges porte que les ordres seront donnés dans les limites du marché ; qu'au surplus, l'intimé ne relève aucun fait de nature à prouver l'ingérence de l'administration dans les opérations mêmes du travail prévu au contrat ;

Attendu, en réalité, qu'en se soumettant aux exigences du cahier des charges, Prunier n'a pas cessé pour cela d'être maître de son entreprise ; que les mesures de contrôle et de surveillance desquelles on entend faire résulter la subordination de l'une des parties envers l'autre, n'ont pu modifier le contrat qui les lie et qui constitue un contrat de louage d'ouvrage et d'industrie régi par les articles 1787 et suivants du Code civil ;

Attendu qu'au surplus les stipulations ayant pour objet les retenues de garantie et la mise en régie prévue par l'article 11 du cahier des charges et qui ont leur raison d'être vis-à-vis d'un cocontractant ne se comprendraient pas s'il s'agissait d'un ouvrier ou d'un préposé ;

Attendu que l'intimé allègue qu'il appartenait au chef de gare, chargé de fournir le matériel nécessaire à cet effet, de se préoccuper du transport sur les lignes et voies de l'Etat, des matières extraites jusqu'à l'endroit où le dépôt devait être effectué ; qu'il n'a pu ignorer qu'elles avaient été déposées dans le dégorgeoir qui se trouve à dix mètres au plus de la gare; que, par suite, le réseau, qui s'était réservé le contrôle et la surveillance des travaux entrepris par Prunier, doit être déclaré responsable, à raison de la négligence ou du défaut de surveillance de ses agents ;

Mais attendu qu'il ne saurait être question entre le réseau et Coutrier, ni d'un contrat, ni d'un quasi-contrat, ni d'un délit donnant naissance au profit de ce dernier à une action en dommages-intérêts;que le réseau n'a commis personnellement aucune faute et qu'il ne peut être tenu non plus des agissements de Prunier ;

Attendu que Prunier reconnaît que sa mise en cause est recevable quoique tardive ; que sa responsabilité est certaine et que la preuve du fait qui l'engage résulte non-seulement du procès-verbal de constat, mais encore du rapport du chef de district ;

Attendu que les infiltrations dont l'intimé ne s'était pas plaint avant la nuit du 14 juillet 1905, ne se sont pas produites depuis ; que, d'ailleurs, les infiltrations n'auraient pu causer les désordres qui ont été constatés ; que les faits articulés par Prunier ne sont ni pertinents ni admissibles, et qu'il n'y a pas lieu de recourir à l'errement par lui sollicité ;

Attendu que le tribunal a fait une exacte évaluation du préjudice dont Prunier est seul responsable ;

Par ces motifs,

Déclare recevable en la forme la mise en cause de Prunier devant la cour ;

Statuant sur l'appel interjeté par l'administration des Chemins de fer de l'Etat du jugement rendu par le Tribunal civil de Marennes, le 28 novembre 1905 ;

Joint les instances inscrites au rôle sous les numéros 128 et 127;

Et statuant par un seul et même arrêt;

Dit que le fait par le réseau, d'avoir réservé au profit de ses agents par l'article 11 du cahier des charges, le droit de veiller à la bonne exécution des travaux et à l'observation des règlements concernant la police des chantiers et la sécurité des ouvriers et du personnel dans la gare, ne modifie pas le caractère du contrat passé entre la Compagnie des chemins de fer de l'Etat et son entrepreneur ;

En conséquence, émendant;

Dit que c'est à tort, que le tribunal a décidé que Prunier est le préposé de ladite compagnie, alors qu'il n'est lié vis-à-vis d'elle que par un contrat de louage, d'ouvrage et d'industrie souscrit à prix fait et pour une durée de six ans ;

Décharge le réseau de toutes les condamnations prononcées contre lui;

Rejette comme inutile l'offre en preuve de l'intimé;

Rejette comme mal fondée la demande de Prunier aux fins d'enquête et d'expertise;

Condamne Coutrier en tous les dépens de première instance et d'appel, y compris ceux de la mise en cause de Prunier, nécessitée par l'instance intentée.

M. Jean **Marquet** av. gén. — M^es^ **Ricard** (du barreau de Rouen), **Dufour d'Astafort** et **de Roux** (ces derniers du barreau de Poitiers) av.

NOTE. — I-II. — Sur les deux points : L'arrêt rapporté fait une application intéressante du principe suivant lequel la responsabilité des faits du préposé, mise à la charge du commettant par l'art. 1384 C. civ., ne dérive pas seulement du choix fait par le commettant, elle implique, en outre, que ce dernier a le droit de donner à celui qu'il a choisi des ordres ou instructions sur la manière de remplir les fonctions qu'il lui a confiées ; sans cette autorité et cette subordination corrélatives, il n'existe pas de commettants et de préposés : Cass. 5 janvier 1891 (S. 92.1. 247 — D. 91.1.7) ; 30 octobre 1902 (S. 1902.1.544) ; Trib. civ. Charleroi 30 décembre 1896 ; Trib. civ. Valenciennes 16 novembre 1896 (Gaz. Pal. 97.1, supp. 23). Il est de jurisprudence que lorsqu'une compagnie de chemins de fer a chargé un entrepreneur d'un travail déterminé, tout en se réservant un droit de contrôle et de surveillance pour assurer à la fois l'exacte observation des conventions intervenues et la sécurité du public et de son personnel, cette circonstance, à défaut de toute immixtion dans le détail du travail, ne saurait modifier la nature juridique des rapports des parties et faire de l'entrepreneur le préposé de la Compagnie : Cass. 20 août 1847 (S. 47.2. 855 — D. 47.4.421) ; 29 mai 1900 (D. 1901.1.265 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Responsab. civ., n° 579) ; Bordeaux 10 juillet 1889 (Rec. Bordeaux 89.1.478 — Gaz. Pal. T. Q. 1887-1892, *cod. verb.* n° 574) ; Trib. civ. Annecy 1^er^ février 1884 (Gaz. Pal. 84.1.922). Comp. toutefois : Paris 30 janvier 1864 (S. 64.2.3 — D. 64.2.215) ; Amiens 28 juin 1882 (Gaz. Pal. 84.1.922).

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

24 Juillet 1906.

31 Juillet 1906.

Présidence de M. Tanon.

(Deux arrêts)

FAILLITE. — CRÉANCIERS. — LOCATION DE SACS. — CRÉANCE CONTRE LA FAILLITE. — LOCATION NON CONTINUÉE. — SACS DISPARUS.

Le locateur de sacs ne saurait prétendre en cas de li-

quidation judiciaire ou de faillite du locataire à une action directe et personnelle contre la faillite ou la liquidation pour le paiement des sacs disparus ou pour la location depuis la faillite ou la liquidation, si les sacs réclamés n'existaient plus en nature en la possession du locataire qui s'en était dessaisi lors du jugement déclaratif (2e arrêt), *ou encore si le syndic, loin de continuer la location, a restitué les sacs au locateur au fur et à mesure de leur rentrée* (1er arrêt), *et si, d'autre part, la liquidation ou la faillite n'a point fait usage ni tiré profit desdits sacs.*

1er Arrêt. — 24 Juillet 1906.

Saint frères c. Faillite Farge et Roze.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation des art. 544, 1719, 1732, 2228, 1134 C. civ., et encore de la violation des art. 1315, 1722 et 1741 du même code, et des règles générales en matière de preuve :

Attendu que, d'après l'arrêt attaqué, le contrat verbal de louage de sacs conclu entre les demandeurs au pourvoi et la maison Farge et Roze n'a pas été continué après le jugement déclaratif de la faillite de celle-ci intervenu le 6 mai 1904 ; qu'il est constaté, en fait, que, dès le 28 mai, les syndics de la faillite ont restitué à Saint frères, 911 sacs retrouvés dans les magasins des faillis et figurant à l'inventaire des 9, 11 et 13 du même mois ; qu'ensuite, au fur et à mesure que des sacs portant la marque de Saint frères sont rentrés, les syndics les ont immédiatement renvoyés à cette maison ; que Saint frères reconnaissent que le nombre de sacs manquant au jour de la déclaration de faillite soit 7.358, a été réduit à 1.129 ; qu'après les recherches faites par les syndics à l'aide de la comptabilité de Farge et Roze, il y a lieu de considérer ces 1.129 sacs comme perdus ;

Attendu qu'il est encore constaté qu'en même temps qu'ils assuraient ainsi la remise à Saint frères des sacs leur appartenant, les syndics leur ont dénoncé la résiliation du contrat et se sont abstenus de faire usage et de tirer profit des sacs loués ;

Attendu qu'en l'état des faits ainsi constatés, c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a décidé que Saint frères ne pouvaient prétendre par action directe et personnelle contre la faillite ou les syndics, ni au paiement de la valeur des 1.129 sacs disparus, ni à des droits de location sur lesdits sacs depuis la déclaration de la faillite ; que l'arrêt n'a, en conséquence, violé aucune des dispositions visées au pourvoi ;

Rejette...

MM. **Fochier** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Passez** av.

2e Arrêt. — 31 Juillet 1906.

Saint frères c. Cittanova.

MM. Saint frères se sont pourvus en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Aix du 22 novembre 1905, rendu au profit de M. Cittanova.

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 544, 1719, 1932, 2228 et 1134 C. civ., et de la fausse application des art. 565 et suiv. C. com. :

Attendu qu'il résulte en fait des constatations de l'arrêt attaqué que les sacs réclamés par les demandeurs n'existaient plus en nature en la possession du défendeur éventuel lors du jugement qui a prononcé la liquidation judiciaire de ce dernier, qui s'était antérieurement dessaisi desdits sacs ; que, d'autre part, il n'a pas été prouvé devant les juges du fait que la liquidation eut continué la location de ces sacs ni qu'elle en eut fait usage et tiré profit ;

Attendu que, dans cet état des faits, Saint frères n'étant que créanciers ordinaires du liquidé ne pouvaient agir que par voie de production au passif et de demande d'admission aux distributions de la liquidation judiciaire pour y prendre part au marc le franc et sans privilège, et non, comme ils le prétendaient par voie d'action directe et personnelle, contre ladite liquidation;

Attendu qu'en statuant d'après ces principes, l'arrêt attaqué, loin de violer les textes invoqués, n'en a fait au contraire qu'une exacte application ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation des art. 1315, 1722 et 1741 C. civ. :

Attendu que l'arrêt attaqué n'a point décidé, comme le prétend le pourvoi, que ce serait aux demandeurs, loueurs des sacs litigieux, qu'il appartiendrait de prouver que la liquidation Cittanova a disposé desdits sacs et qu'elle en a tiré profit ; que ledit arrêt s'est borné à déclarer qu'il ne ressort pas des faits de la cause que la liquidation ait par elle-même ou par ses représentants disposé à son tour et tiré profit desdits objets ; d'où il suit que le moyen manque par le fait qui lui sert de base ;

Rejette...

MM. **Loubers** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — Me **Passez** av.

NOTE. — La Chambre des requêtes se conforme, par l'arrêt recueilli, à la jurisprudence suivie par la Chambre civile dans plusieurs arrêts récents du 26 avril 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.536 et 537). V. nos notes sous ces arrêts.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

23 Novembre 1905.

Présidence de M. Borderel.

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS. — RESPONSABILITÉ. — LIMITATION DU RISQUE

Le commissionnaire de transports actionné par son client, ne peut se prévaloir de la clause par laquelle les voituriers qu'il a employés ont pris soin de limiter leur propre responsabilité.

Le risque du transporteur est limité à la somme pour laquelle les marchandises transportées ont été assurées.

Lang et fils c. Kaleski et Dubruel.

Le Tribunal,

Attendu qu'il est constant, en fait, qu'au mois de février 1904, Lang et fils ont confié aux défendeurs quatre tableaux de photographies encadrées sous glaces, pour être expédiés à l'Exposition de Saint-Louis, y être installés, puis leur être retournés à Paris après fermeture de l'Exposition ;

Attendu que, le 24 mai 1905, les colis, retour de Saint-Louis, contenant ces mêmes tableaux, ont été pour cau-

se d'avaries refusés par Lang et fils qui ont fait, contre leurs mandataires, par acte extrajudiciaire, leurs réserves motivées ;

Attendu que, dans ces conditions de fait, Lang et fils réclament aux défendeurs";

1° pour la valeur des marchandises parvenues, avariées et détériorées la somme de..... 555 fr.

2° à titre de dommages-intérêts,celle de.. 1.000 fr.

Attendu que, résistant à cette demande, Kaleski et Dubruel opposent qu'il n'auraient pas agi comme transporteurs ;

Attendu qu'ils ne pourraient, à cause des nombreuses manutentions auxquelles sont soumis les colis en cours de route, offrir plus de garanties que les entreprises successives auxquelles ils ont dû s'adresser, lesquelles n'acceptaient aucune responsabilité relativement au retour de l'Exposition ;

Attendu qu'enfin, si leur responsabilité était établie, elle devrait être en tout cas, limitée au montant de l'assurance qui couvrait cette expédition ;

Mais attendu qu'il ressort des débats et de l'instruction ordonnée que Kaleski et Dubruel, aux termes de leur accord avec le comité du groupe de l'Exposition, prenaient à leur charge les objets à exposer depuis la remise entre leurs mains jusqu'au retour à Paris ;

Attendu qu'en l'espèce, pour le genre d'expédition à eux confiée par Lang et fils et suivant conventions, leur responsabilité se trouvait limitée à la somme de 100 fr. par mètre carré de châssis ;

Attendu qu'ils ont pris charge dans ces conditions, et sans autres restrictions des cadres à eux confiés par les demandeurs ;

Attendu que, contrairement à leurs allégations, ils ont donc agi comme commissionnaires de transports et ont les mêmes droits et la même responsabilité que ces derniers ;

Sur 555 francs, valeur des marchandises avariées :

Attendu que l'obligation pour le transporteur de livrer les marchandises au destinataire se résout en dommages-intérêts, conformément à l'art. 1142 C. civ., lorsqu'elle n'est pas remplie à raison des avaries qui diminuent la valeur ou l'utilité de la chose transportée ;

Attendu que si, en conséquence, Lang et fils, peuvent prétendre à des dommages-intérêts, qui forment d'ailleurs le second chef de leur demande, ils ne sauraient réclamer paiement de la valeur des marchandises avariés et détériorées ;

Attendu qu'il échet de rejeter comme non recevable cette partie de la demande ;

Sur 1.000 francs dommages-intérêts :

Attendu que les conventions portent que les cadres étaient assurés, tant à l'aller qu'au retour à forfait, à raison d'une valeur de 100 francs par mètre carré de châssis ;

Attendu que le risque du transporteur se trouve dès lors, strictement limité à cette somme qui constitue le maximum de leurs obligations envers les destinataires;

Attendu qu'en l'espèce, il s'agissait de quatre tableaux dont la surface totale était de 5 mètres 76 ; qu'à raison de 100 francs par mètre carré, le montant de l'assurance est de..... 576 fr.
somme au-delà de laquelle la responsabilité de Kaleski et Dubruel ne peut être engagée ;

Attendu qu'il échet de faire droit à la demande en dommages-intérêts à concurrence de cette somme, l'instruction ayant établi que l'importance des avaries était supérieure à la somme allouée de ce chef ;

Par ces motifs,

Condamne Kaleski et Dubruel à payer à Lang et ses fils à titre de dommages-intérêts la somme de 576 fr. ;

Déclare Lang et ses fils, tant non recevables que mal fondés en le surplus de leurs demandes, à toutes fins qu'elles comportent ; les en déboute ;

Et condamne les défendeurs aux dépens.

M^es **Sayet** et **Fleureau** agréés.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Le principe est admis en jurisprudence et il en a été fait application au cas où il s'agit du transport des colis-postaux : Trib. civ. Seine 7 mai 1890 (Gaz. Trib. 6 juin 1890). Le commissionnaire ne peut invoquer la loi du 3 mars 1881 aux termes de laquelle l'indemnité pour perte ou avarie d'un colis-postal est fixée à un maximum de 15 francs. Il demeure soumis au droit commun. Aussi les commissionnaires de transport ont-ils pris peu à peu l'habitude de stipuler que leur propre responsabilité ne peut dépasser celle des agents auxquels ils seront obligés de recourir : Trib. com. Lyon 21 septembre 1904 (Gaz. Pal. Table 1904.2, v° Commissionnaire de transports, n° 11).

II. — Sur le deuxième point : La Cour de Paris est allée plus loin dans cette voie. Elle a décidé qu'en cas d'incendie des marchandises transportées, si ces marchandises avaient été assurées, aucune action ne pouvait être exercée soit par l'expéditeur, soit par la Compagnie d'assurances, après paiement du montant du sinistre, et alors même que l'incendie aurait été le résultat de la faute d'un des préposés de l'agent de transports : Paris 25 novembre 1859 (S. 60.2. 266). Féraud-Giraud, Code des Transports, t. II, p. 189, n° 886.

291

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

16 Juin 1906.

Présidence de M. Bard.

ATTENTAT AUX MŒURS. — OUTRAGE A LA PUDEUR. — PUBLICITÉ.

Si la publicité, dans un lieu même non accessible aux regards, peut se constituer en cas de pluralité de victimes d'actes obscènes, lorsque, involontairement celles-ci en sont tour à tour les objets ou les témoins, il n'en saurait être ainsi lorsque dans les mêmes conditions, une seule et unique personne, dont la pudeur a été offensée sans que celle du public l'ait été également, a été à la fois la victime, et, par là même, le témoin de ces actes.

Demême.

Par arrêt du 9 mars 1906 rapporté Gaz. Pal. 1906.1., la Cour de cassation avait cassé l'arrêt de la Cour de Caen du 2 février 1906 qui avait condamné le sieur Demême pour outrage à la pudeur.

La Cour de Rouen ayant prononcé une condamnation, comme cour de renvoi, par arrêt du 28 avril 1906, Demême s'est à nouveau pourvu en cassation.

Arrêt :

La Cour,

Sur la compétence :

Vu l'art. 1er de la loi du 1er avril 1837 ;

Attendu que l'arrêt de la Cour d'appel de Rouen, du 28 avril 1906, entrepris par le pourvoi, est intervenu dans la même affaire et entre les mêmes parties que l'arrêt de la Cour d'appel de Caen du 2 février précédent, annulé par la Cour de cassation le 9 mars 1906, mais que le motif qui sert de base à la décision de la juridiction de renvoi diffère essentiellement du motif de l'arrêt cassé ; qu'alors que ledit arrêt avait déduit l'élément de publicité de cette considération seule que la porte du lieu où les faits se seraient passés n'était pas assujettie à l'intérieur et aurait pu éventuellement être ouverte par les patrons du prévenu exerçant un droit de surveillance, l'arrêt attaqué fait exclusivement état pour caractériser ce même élément, de ce que la victime unique des actes obscènes imputés au prévenu a été également le témoin involontaire desdits actes ; qu'ainsi les deux cours d'appel ne se sont pas décidées par le même moyen et que, l'arrêt de la Cour de Rouen offrant à juger une question de droit sur laquelle l'arrêt de la Cour de Caen ne s'était pas prononée, il n'y a pas lieu à renvoi devant les Chambres réunies ;

Au fond :

Sur le moyen unique pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, et de la fausse application de l'art. 330 C. pén. en ce que l'arrêt attaqué a déduit d'un état de fait légalement inopérant l'élément de publicité essentiel à la constitution du délit prévu et puni par l'art. 330 C. pén.e ;

Attendu que, après avoir reconnu que, dans la cause, la publicité ne résulte pas de la considération du lieu où les actes obscènes se seraient passés, l'arrêt a entendu caractériser par ailleurs cet élément même en déclarant que ces actes : « ont été imposés par le prévenu à la jeune Crespel, qui en a été le témoin involontaire »... « témoin non consentant d'actes lubriques qu'elle a subis contre son gré, et dont elle a été, au moins dans sa pudeur, victime » ;

Mais attendu que si la publicité, dans un lieu même non accessible aux regards, peut se constituer, en cas de pluralité de victimes d'actes obscènes, lorsque, involontairement, celles-ci en sont tour à tour les objets ou les témoins il n'en saurait être ainsi lorsque, dans les mêmes conditions, une seule et unique personne, dont la pudeur a pu être offensée sans que celle du public l'ait été également, a été à la fois la victime, et, par là même, le témoin de ces actes ; qu'à la différence de l'accusation d'attentat à la pudeur, la prévention d'outrage à la pudeur n'a pas élémentairement pour objet la répression d'actes impudiques en tant que commis à l'égard d'une personne déterminée ; qu'elle a pour but, d'une manière spéciale, la réparation du scandale causé par de tels actes et la protection due aux tiers qui en peuvent être témoins ; que c'est ce scandale même qui fait la criminalité de l'acte, et non pas, essentiellement, l'atteinte individuelle à la pudeur de la personne qui en a été l'objet ; qu'en réprimant, en vertu de l'art. 330 précité, des actes qui, dans l'état des constatations de l'arrêt, présenteraient uniquement ce dernier caractère, puisque l'absence d'éléments extrinsèques de publicité y est expressément spécifiée, la Cour de Rouen a détourné ce texte de son but, et en a fait une inexacte application ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. **Laurent-Atthalin** rapp. ; **Cottignies** av. gén.

NOTE. — La question tranchée par l'arrêt recueilli est très délicate : elle est très controversée entre les cours d'appel et ne paraît pas avoir jamais été tranchée par la Cour de Cassation.

V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Douai 5 février 1901 (D. 1902.2.171) ; et *contrà :* Douai 10 juin 1895 et Lyon 16 novembre 1891 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Attentat aux mœurs, n° 14) ; Limoges 11 août 1898 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Attentat aux mœurs, n° 5).

COUR D'APPEL DE NANCY (1re Ch.)

10 Mars 1906.

Présidence de M. Martin.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais.*

DEGRÉ DE JURIDICTION. — LOYERS ACCUMULÉS. — EXISTENCE D'UN BAIL. — AFFICHES. — DEMANDE DÉTERMINÉE.

En matière de bail, le taux du ressort se détermine par la valeur des loyers accumulés.

Et vainement, l'appelant soutiendrait que sa demande était indéterminée en ce qu'elle avait pour but de faire ordonner sous une astreinte pénale l'exécution d'une obligation de faire, à savoir le rétablisement d'affiches sur les murs de la maison de l'intimé.

Alors que le droit pour ledit appelant d'apposer les affiches dont s'agit, constituait précisément l'objet de la location prétendue.

Gaillard c. Thomas.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que la demande tend à faire reconnaître l'existence d'une location consentie pendant cinq années, pour un prix de 5 francs par an et subsidiairement à l'existence d'une location à l'année pour le même prix, continuée par tacite reconduction ;

Attendu, qu'en matière de bail, le taux du ressort se détermine par la valeur des loyers accumulés ;

Attendu que cette valeur, étant inférieure à quinze cents francs, l'appel n'est pas recevable ;

Attendu que, vainement, l'appelant soutient que sa demande est indéterminée, en ce qu'elle a pour but de faire ordonner, sous une astreinte pénale, l'exécution d'une obligation de faire ; à savoir le rétablissement des affiches sur les murs de la maison de l'intimé ;

Attendu que le droit, pour l'appelant, d'apposer les affiches dont s'agit constitue l'objet de la location prétendue ;

Attendu que, par suite, la valeur de ce droit est déterminée par la valeur même du bail ;

Par ces motifs,

Déclare l'appel non recevable ;

En conséquence, le met au néant avec amende et dépens ;

Me **Duhaut** av. gén. — Mes **Lévy** et **Boulay** av.

NOTE. — La décision nous paraît fondée parce que, dans l'espèce, étant donné la nature de la location, les obligations du demandeur se limitaient au paiement du loyer. Par suite, la demande tendant à faire reconnaître l'existence d'une location consentie pour une durée de cinq ans, moyennant un prix de cinq francs par an, le chiffre maximum de cette demande était nécessairement inférieur au taux de l'appel. *Sic :* Limoges 6 mai 1890 (Rec. proc. civ. 90.449 — Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Degré de juridiction, n° 140) ; Aix 26 juillet 1889 (Rec. d'Aix, 89. 1.352 — Gaz. Pal. *ibid.*, *eod. verb.*, n° 142) ; Douai 27 mars 1899 (Pand. franç. 1900.2.287 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, *eod. verb.*, n° 49). Encore bien qu'il ait été jugé de façon absolue 1° qu'une demande, même inférieure au taux du dernier ressort est indéterminée, et par suite susceptible d'appel lorsque c'est l'existence même d'un contrat qui est en cause et qui fait, au fond, l'objet du litige : Orléans 20 mai 1885 (La Loi 21 juin 1885 — Gaz. Pal. T. Q. 1882 87, v° Degré de juridict., n° 153); et 2° que, notamment, qu'est indéterminée et, par suite, susceptible d'appel, la demande ayant pour objet la reconnaissance, au profit du demandeur, d'une prétendue convention de bail : Nancy 20 février 1886 (Rec. Nancy 1886, 13 — Gaz. Pal. *ibid.*, *eod. verb.*, n° 154 ; Orléans 26 juin 1895 (Loi 8 août 1895 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, *eod. verb.*, n° 250).

Mais la solution rapportée ne serait plus exacte, du moins d'après la jurisprudence la plus récente et la plus autorisée, si la demande avait eu pour objet l'existence d'un bail ordinaire comportant pour le locataire en dehors de l'obligation déterminée de payer les loyers, des obligations indéterminées de leur nature, telles que de garnir les lieux loués, d'être responsable en cas d'incendie, responsable des dégradations, des réparations locatives, etc. en pareil cas, il est aujourd'hui généralement admis que la demande est indéterminée et, par conséquent, susceptible d'appel, alors même que les annuités accumulées du bail ne s'élèveraient pas à 1.500 fr. V. en ce sens : Cass. 14 juillet 1857 (S. 58.1.666) ; 1er mai 1866 (S. 66.1.245) ; 13 avril 1869 (S. 69.1.303 — D. 69.1.422) ; 24 juillet 1872 (S. 72.1.262) ; 11 juin 1884 (S.85.1.359 — D. 84.1.359) ; Pau 23 juillet 1834 (S. 35.2.38) ; Douai 7 août 1844 (S. 44.2.260) ; Bastia 3 février 1845 (D. 45.2.41) ; Douai 6 juin 1854 (S. 55.2.74 — D. 55.2.355) ; Lyon 20 juin 1854 (S. 55.2.74 — D. 55.2.253). *Adde :* Fuzier-Herman, Répert. du dr. fr., v° Appel en mat. civ., n° 673. Toutefois la question est controversée et différents arrêts ont décidé que le jugement qui statue sur l'existence d'un bail est en dernier ressort, dès que le montant des annuités des loyers échus ou à échoir est inférieur à 1.500 fr. ; sans qu'il y ait lieu, pour fixer le degré de juridiction en cette matière, de prendre en considération les obligations éventuelles d'une valeur indéterminée pouvant incomber au locataire : Cass. 15 février 1819 (S. et P. chr.) ; Riom 3 janvier 1817 (P. chr.) ; Amiens 8 avril 1823 (S. et P. chr.) ; Limoges 22 juillet 1839 (S. 40.2.16) ; Orléans 11 juin 1840 (P. 40.2.339) ; Caen 25 mai 1840 (S. 40.2.443) ; Douai 30 juin 1842 (P. 44.2.493) ; Limoges 2 janvier 1844 (S. 44.2.652) ; Bordeaux 12 décembre 1851 (S. 52.2.47 — D. 52.4.192) ; Douai 26 juillet 1854 (S. 55.2.176 — D. 56.2.12) ; Besançon 15 mars 1856 (S. 56.2. 564 — D. 56.2.195) ; 8 décembre 1862 (S. 63.2.30 — D. 62.2. 215).

292

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

6 SEPTEMBRE 1906.

Présidence de M. Petit.

FAILLITE. — LOI APPLICABLE. — PRIVILÈGE SUR LES MEUBLES (ART. 550 C. COM.). — FAILLITE DÉCLARÉE EN FRANCE. — BIENS SITUÉS A L'ÉTRANGER. — LOI BELGE. — INTENTION DES PARTIES. — APPLICATION DE LA LOI FRANÇAISE.

Il est de principe, en vertu de l'art. 1134, C. civ., qu'en matière de contrat les parties sont réputées avoir eu l'intention de se conformer à la loi du pays où elles ont contracté.

Et l'intention de se conformer à la loi française ressort à l'évidence de ce fait que l'une d'elles, compagnie domiciliée à l'étranger (en Belgique, dans l'espèce), est venue lier contrat avec l'autre, compagnie domiciliée en France, au siège administratif de celle-ci.

Dès lors, en cas de faillite de cette dernière, déclarée en France par jugement revêtu de l'exéquatur en Belgique, c'est d'après la loi française que doit être réglée l'admission par privilège, laquelle doit être refusée si la loi française s'y oppose.

Il importe peu que le contrat ait eu pour objet des appareils exploités à l'étranger (en l'espèce des aéroplanes exploités à Liége), et vainement, on se prévaudrait de cette circonstance pour prétendre que la question doit se régler conformément à la loi de la situation des biens présentés comme grevés de privilège, c'est-à-dire, en l'espèce, par application de l'art. 20, § 5, de la loi belge du 16 décembre 1851 et de l'art. 546, C. com. belge;

Ce principe, destiné seulement à faire la conciliation en cas de conflit de lois, ne signifie nullement qu'il doive être fait, dans un pays, l'application d'une loi étrangère en contradiction avec la législation dudit pays et il ne saurait avoir pour effet de faire appliquer en France une disposition de la loi belge qui entraîne, dans un cas non prévu par la loi française, la rupture de l'égalité entre les créanciers d'une faillite.

Compagnie Internationale d'Electricité c. Benoist, syndic de la faillite de la Compagnie des Aréoplanes captifs Maxim.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il est établi que la Compagnie Internationale d'Electricité a conclu à Paris, le 25 mars 1905, avec la Compagnie des Aéroplanes captifs « Maxim Limited « un marché pour l'installation électrique des aéroplanes à l'Exposition de Liége de 1905, pour le compte de cette dernière compagnie ;

Attendu que la Compagnie des aéroplanes captifs « Maxim Limited » a été déclarée en état de faillite par jugement de ce tribunal en date du 14 décembre 1905, qui a désigné Benoist en qualité de syndic ;

Attendu que la Compagnie Internationale d'Electricité demande son admission par privilège au passif de la faillite précitée pour la somme principale de 10.689 fr. pour solde de factures en date des 24 mai et 30 juin 1905 ensemble les intérêts produits et pour celle de 141 francs

20 centimes, montant des frais faits pour parvenir au recouvrement de la susdite créance ;

Attendu que Benoist ès qualité ne conteste pas le principe et le chiffre de la créance invoquée ; qu'il demande qu'il lui soit donné acte : 1° de ce qu'il offre d'admettre la Compagnie demanderesse au passif de la faillite dont s'agit à titre chirographaire pour la somme de 10.689 fr. avec intérêts et frais ; 2° des réserves qu'il fait de réclamer les frais qu'il a dû faire pour répondre aux poursuites faites par la Compagnie demanderesse depuis le jugement déclaratif de faillite, tant en Belgique qu'en France ;

Attendu que la Compagnie Internationale d'Electricité prétend à l'appui de sa demande que l'aéroplane, ayant été exploité en Belgique, ce serait par la loi de la situation des biens, c'est-à-dire par la loi belge, que devrait être examinée la question du privilège et que l'admission par privilège qu'elle requiert découlerait de l'application de l'article 20 paragraphe 5 de la loi belge du 16 décembre 1851 et de l'article 546 C. com. belge ;

Mais attendu d'une part qu'il est de principe en vertu de l'article 1134 C. civ., qu'en matière de contrat, les parties sont réputées avoir eu l'intention de se conformer à la loi du lieu où elles ont contracté ;

Et attendu, qu'en l'espèce, l'intention des parties de se conformer à la loi française ressort à l'évidence de ce fait, que la Compagnie demanderesse qui est domiciliée à Liége est venue lier le contrat avec la Compagnie des Aéroplanes à Paris, au siège administratif de cette société ;

Attendu, d'autre part, que le principe de l'application de la loi à la situation des biens présentés comme grevés de privilèges a pour but de faire la conciliation des dispositions des lois divergentes qui se trouvent en conflit ;

Mais attendu que ce principe ne signifie nullement comme le prétend la Compagnie demanderesse qu'il doit être fait dans un pays l'application d'une loi étrangère en contradiction avec la législation dudit pays ;

Attendu qu'il est constant que cette raison rend inadmissible la prétention de la Compagnie demanderesse de faire appliquer en France une disposition de la loi belge qui entraîne dans un cas non reconnu par la loi française la rupture de l'égalité entre les créanciers d'une faillite déclarée en France et pour laquelle l'exéquatur a été acordée en Belgique ;

Attendu qu'il s'ensuit que les parties sont régies par la loi française et qu'il convient, dès lors, de repousser la demande en admission par privilège formée par la Compagnie Internationale d'Electricité et de donner à Benoist ès qualité les actes qu'il requiert ;

Par ces motifs,

Donne acte à Benoist ès qualité de ce qu'il offre d'admettre la Compagnie Internationale d'Electricité au passif de la faillite de la Compagnie des Aéroplanes captifs « Maxim Limited », à titre chirographaire pour la somme principale de 10.689 francs avec intérêts et frais à charge de la formalité d'affirmation dans les formes accoutumées ;

Lui donne acte, en outre, de ses réserves ;

Déclare la Compagnie Internationale d'Electricité mal fondée en sa demande ; l'en déboute ;

Et la condamne aux dépens.

Mes **Massin** et **Guélot** agréés.

NOTE. — L'art. 546 C. com. belge modifié par la loi du 16 décembre 1851, art. 20-5°, dont se prévalait la société demanderesse, contient une disposition spéciale ainsi conçue : « Le privilège et le droit de revendication « établis par le n°4 de l'art. 2102 C. civ. au profit du ven« deur d'effets mobiliers ainsi que le droit de résolution « ne seront pas admis en cas de faillite.

« Néanmoins ce privilège continuera à exister pendant « deux ans à partir de la livraison en faveur des fournis«seurs de machines et appareils employés dans les éta« blissements industriels.

« En cas de faillite du débiteur déclarée avant l'expira« tion des deux années de la durée du privilège, celui-ci « continuera à subsister jusqu'à la liquidation de ladite « faillite. » Ceci indiqué, la solution adoptée par le jugement rapporté nous paraît devoir être approuvée encore bien qu'il y ait quelques réserves à faire sur les motifs qui ont déterminé la décision. Le Tribunal de commerce de la Seine nous paraît être dans la vérité juridique quand il déclare que l'application de la *lex rei sitæ* ne saurait avoir pour effet, en conservant à un créancier son privilège de vendeur d'objets mobiliers conformément à la loi belge de faire échec au grand principe de l'égalité entre créanciers du failli, principe consacré par la loi française, notamment dans l'art. 550 C. com. 6°, à l'égard de toute faillite prononcée en France. Il s'agit là, en effet, d'une mesure d'ordre public qui doit s'appliquer sans qu'il y ait lieu de s'occuper de la nationalité du vendeur de meubles, ni de la loi qui régissait la vente. *Sic :* Suraille et Arthuys, Cours élém. de droit intern. privé, n° 532, p. 587 ; Travers, la Faillite et la Liquid. judic. dans les rapp. internat. CLIII, p. 249 ; Weiss, Manuel de droit internat. priv., p. 628. Comp. Bruxelles 29 juin 1891 (Clunet 93,226). Voir toutefois *contrà*, en faveur de l'application de la *lex rei sitæ* aux privilèges sur les meubles : Despagnet, Précis de dr. internat. priv., 2e édit. 1891, p. 649, n° 666 ; Douai 11 décembre 1891 (Gaz. Pal. 92.1. 655 et la note).

Mais le motif tiré de l'intention présumée des parties comme criterium de la loi applicable au contrat et à ses suites nous paraît d'une valeur pour le moins douteuse. Sans doute, il se trouve que, dans l'espèce, la loi ainsi déterminée soit précisément celle du pays où la faillite a été déclarée. Mais nous estimons que, même si c'était la Compagnie des Aérophanes captifs qui avait été traiter avec la Compagnie internationale d'Electricité, en Belgique, la faillite de la première de ces sociétés survenant et étant, par hypothèse, déclarée en France, la question d'admission par privilège soulevée aux débats, eût du se régler conformément à la loi française. Nous estimons, en effet, nous l'avons dit, que la disposition de l'art. 550, 6° C. com. est d'ordre public. Son application à la faillite ouverte en France s'impose. La situation des biens prétendûment grevés du privilège de l'art. 2102, 4° C. civ. non plus que la loi du lieu du contrat n'ont à être prises en considération.

293

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

7 aout 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

OCTROI. — DROITS. — PERCEPTION. — OBJETS NON DESTINÉS A LA CONSOMMATION LOCALE. — PONT SUR ROUTE NATIONALE. — MATÉRIAUX.

Les droits d'octroi ne peuvent être imposés que sur des objets destinés à la consommation locale.

Spécialement une route nationale devant être considérée comme un objet d'intérêt général dont la destination est de mettre en relations diverses parties du territoire français et qi forme dans son ensemble un tout indivisible, le pont incorporé et classé comme annexe de la route nationale participe de ce caractère, et par suite les matériaux qui servent à son édification ne sont point assujettis aux droits d'octroi.

Vainement tirerait-on argument de ce que le tarif général annexé au décret du 12 février 1870 en affranchissant des droits d'octroi « les sables, cailloux et gravois destinés à la confection et à la réparation des chemins publics » aurait ainsi implicitement autorisé la taxation de tous les autres matériaux ayant la même destination et notamment des moellons et autres matériaux ayant servi à l'édification du pont : cette disposition ne peut viser des objets qui étaient déjà, en vertu de la loi, exemptés de tous droits, mais seulement des matériaux qui, employés à la confection des chemins affectés uniquement aux besoins de la circulation à l'intérieur du lieu sujet, auraient été imposables si l'exonération n'en avait été expressément prononcée.

Ville d'Orléans c. Dedeyre et Perchot.

La ville d'Orléans s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal civil d'Orléans du 11 mai 1904, rendu au prott de MM. Dedeyre et Perchot.

Moyen unique du pourvoi :

« Violation des art. 148 loi du 28 avril 1816, 13 décret du 12 février 1870 et 7 loi du 20 avril 1810, 1° en ce que le jugement attaqué a considéré comme exempt des droits d'octroi les matériaux entrant dans la construction d'un pont édifié sur le territoire de la ville d'Orléans sous prétexte que ce pont devant être incorporé à une route nationale constituait un travail d'utilité générale, et 2° en ce que le jugement attaqué a admis l'assimilation entre les sables, cailloux et gravois destinés à la confection ou à l'entretien des routes exonérés de droits d'octroi par le décret de 1870 et les autres matériaux employés dans l'espèce à l'édification du pont. »

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu qu'aux termes de l'art. 148 de la loi du 28 avril 1816, les droits d'octroi ne peuvent être imposés que sur des objets destinés à la consommation locale ;

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que le pont sur la Loire, dont les défendeurs à la cassation ont entrepris la construction à Orléans, a été, par le décret du 10 mars 1903, qui a déclaré les travaux d'utilité publique, classé comme annexe de la route nationale n° 152 de Briare à Angers ;

Attendu que le tribunal a considéré avec raison comme un objet d'intérêt général une route nationale, dont la destination est de mettre en relations diverses parties du territoire français, et qui forme, dans son ensemble, un tout indivisible ; que la demanderesse prétend en vain tirer argument de ce que le tarif général annexé au décret du 12 féfrier 1870, en affranchissant des droits d'octroi « les sables, cailloux et gravois destinés à la confection et à la réparation des chemins publics », aurait ainsi implicitement autorisé la taxation de tous les autres matériaux ayant la même destination ; que cette disposition ne peut viser des objets qui étaient déjà, en vertu de la loi, exemptés de tous droits, mais seulement des matériaux qui, employés à la confection de chemins affectés uniquement aux besoins de la circulation à l'intérieur du lieu sujet, auraient été imposables, si l'exonération n'en avait été expressément prononcée ; qu'en décidant, dès lors, que les moellons et autres matériaux qui ont servi à la construction du pont incorporé à la route nationale ci-dessus désignée n'étaient pas assujettis aux droits d'octroi et en ordonnant la restitution de la somme payée à ce titre par les défendeurs, le jugement attaqué, qui d'ailleurs est motivé, n'a violé aucun des textes visés au pourvoi ;

Rejette...

MM. **Faye** rap. ; **Melcot** av. gén. (c. conf). — M^es **Barry** et **Cail** av.

NOTE. — De ce que le décret de 1870 ne prévoit pas formellement l'exemption de certains objets, tels par exemple que les matériaux autres que les sables, cailloux et gravois destinés à la confection des routes nationales, on ne saurait déduire que ces matériaux ne doivent pas être affranchis des droits.

En principe, les taxes d'octroi doivent nécessairement avoir pour cause et pour condition la consommation locale (art. 11 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 et 148 de la loi du 28 avril 1816) ; en conséquence, les matériaux destinés à la confection d'un ouvrage d'intérêt général échappent à la taxe. C'est ce que la Cour de cassation a reconnu implicitement dans plusieurs arrêts : V. Cass. 13 décembre 1870 (D. 72.1.8) ; 28 juillet 1899 (D. 1900.1. 348) ; 11 juillet 1898 (Gaz. Pal. 98.2.227 — S. 99.1.40 — D. 99.1.509) ; 31 octobre 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.514)

Dès lors, les matériaux employés à la confection d'une route nationale et de ses annexes sont exempts de la taxe : les routes nationales et leurs annexes constituent un tout indivisible qui a pour objet l'intérêt général ; elles mettent en relation plusieurs villes et plusieurs communes ; seuls les matériaux destinés à la confection de voies établies uniquement pour la circulation dans le périmètre d'une commune ou d'une ville sont, en principe, passibles de la taxe.

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

31 JUILLET 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — COMPÉTENCE. — JUGE DE PAIX. — INDEMNITÉ JOURNALIÈRE. — CONSOLIDATION.

La loi du 9 avril 1898 n'attribue compétence au juge de paix du lieu de l'accident que pour statuer sur les contestations relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires ; mais après la consolidation de la blessure il n'y a plus place pour

une indemnité temporaire et, par suite, la compétence exceptionnelle du juge de paix prend fin.

Et s'il est vrai que lorsque la victime d'un accident du travail a obtenu en temps utile l'allocation d'une indemnité journalière sans détermination de durée et qu'elle saisit ensuite le juge de droit commun d'une demande en allocation de rente pour cause d'incapacité de travail permanente, l'indemnité temporaire continue à lui être versée à titre de provision jusqu'à la décision définitive, — si la victime peut même, tant que la blessure n'est pas consolidée, demander au juge de paix l'indemnité du demi-salaire après avoir saisi le tribunal, il n'en résulte pas que la compétence de ce magistrat subsiste alors qu'a cessé l'état de maladie qui seul la justifie.

Gennin c. Société des Charpentiers de Paris.

Le sieur Gennin avait été victime d'un accident du travail le 2 août 1900. A différentes reprises il avait obtenu du juge de paix de Vincennes la condamnation de la Société des Charpentiers de Paris, dont il était l'ouvrier, à lui payer l'indemnité journalière du demi-salaire. Il poursuivait en même temps devant le Tribunal de la Seine l'allocation d'une rente viagère pour incapacité permanente et finit par succomber dans cette action par arrêt du 20 mars 1903.

Au cours de ce procès, le 12 mars 1902, il saisit le juge de paix d'une nouvelle demande d'indemnité journalière s'élevant à 144 fr. 37. La Société soutient que la blessure de Gennin étant consolidée, il n'y avait plus d'indemnité journalière à lui accorder et que le juge de paix était incompétent pour connaître d'une demande de provision qui devait être portée devant le tribunal de droit commun alors saisi.

Le Tribunal de la Seine ayant fait droit à ces conclusions par jugement du 1er mai 1903, Gennin s'est pourvu en cassation, invoquant le moyen unique suivant :

« Violation de l'art. 15 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et de l'art. 171 C. proc. civ. en ce que le jugement attaqué a déclaré que le juge de paix était incompétent pour connaître d'une demande en paiement d'une indemnité temporaire, sous prétexte que le tribunal civil ayant été antérieurement saisi par l'ouvrier blessé d'une demande connexe en paiement d'une rente viagère, cet ouvrier n'était plus recevable à saisir le juge de paix d'une demande en paiement de l'indemnité temporaire, et cela bien que devant ledit juge de paix, le renvoi de la contestation devant le tribunal civil n'ait pas été demandé. »

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu que le jugement attaqué déclare que, le 12 mars 1902, date à laquelle Gennin, ouvrier au service de la Société des Charpentiers de Paris, victime d'un accident du travail, a demandé au juge de paix que l'entreprise fut condamnée à lui payer 144 fr. 37 à titre d'indemnité journalière, la blessure était depuis longtemps consolidée ; qu'il en conclut que le juge de paix était incompétent pour connaître d'une action dont le véritable caractère était celui d'une demande de provision, laquelle devait être soumise à la juridiction alors saisie par Gennin de la question de savoir si une incapacité permanente lui donnait droit à une rente viagère ;

Attendu qu'en statuant ainsi le jugement attaqué, d'ailleurs motivé, n'a violé aucun des articles visés au pourvoi ;

Attendu, en effet, que la loi du 9 avril 1898 n'attribue compétence au juge de paix du lieu de l'accident que pour statuer sur les contestations relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires ; qu'après la consolidation de la blessure, il n'y a plus place pour une indemnité temporaire, et que par suite, a pris fin la compétence exceptionnelle du juge de paix ;

Attendu, il est vrai, que lorsque la victime d'un accident du travail a obtenu, en temps utile, l'allocation d'une indemnité journalière sans détermination de durée et qu'elle saisit ensuite le juge de droit commun d'une demande en allocation de rente pour cause d'incapacité permanente, l'indemnité temporaire continue à lui être servie à titre de provision jusqu'à la décision définitive ; que la victime peut même, tant que la blessure n'est pas consolidée, demander au juge de paix l'indemnité du demi-salaire après avoir saisi le tribunal, mais qu'il n'en résulte pas que la compétence de ce magistrat subsiste alors qu'a cessé l'état de maladie qui seul la justifie ;

Rejette...

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. — **Bouchie de Belle** av.

NOTE. — Le caractère provisionnel attribué à l'indemnité temporaire depuis le jour de la consolidation de la blessure jusqu'au jour de la décision définitive a été très nettement consacré déjà par la Cour de cassation : V. Cass. 17 février 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.316).

Mais c'est la première fois que la Cour de cassation est appelée à statuer sur la question de compétence soulevée par l'arrêt recueilli. Rappr. Trib. civ. Seine 28 mars 1903 (Loi 2 avril 1903) ; Trib. civ. Lille 12 février 1903 (Loi 17 avril 1903).

COUR D'APPEL D'ALGER

(1re CH. JUGEANT EN MAT. ADMIN.)

2 JUILLET 1906.

Présidence de M. Vacher,
premier président.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais.*

CHEMINS DE FER. — TRAMWAYS. — CONCESSION. — RACHAT. ANNUITÉ. — CALCUL DU PRODUIT NET.

Lorsque, d'après les conventions, le rachat d'une concession de tramways peut avoir lieu moyennant le paiement d'une annuité égale au produit net moyen d'un certain nombre d'années, on doit entendre par produit net, l'excédent des recettes sur les dépenses d'exploitation, sans comprendre dans ces dépenses aucune des charges du capital.

Spécialement, on ne doit déduire des recettes ni les sommes réservées en vue du renouvellement des voies ou

du matériel, ni la valeur locative des immeubles appartenant au concessionnaire non repris par le concédant ni l'intérêt des sommes représentant la valeur du matériel.

Compagnie des Tramways de Tunis c. Municipalité de Tunis.

La Cour,

Attendu qu'à la date du 21 juin 1885, il est intervenu entre la Municipalité de Tunis et Joseph Closon, une convention par laquelle la Municipalité de Tunis a concédé à Closon le droit de construire et d'exploiter, pendant soixante-dix ans, dans cette ville quatre lignes de tramways, avec faculté de rachat après expiration des quinze premières années et moyennant une annuité à payer par la Municipalité pour les années restant à courir ;

Attendu que Closon, à la date du 30 juin 1888, a transporté tous les droits résultant pour lui de cette concession à une société belge dont le siège est à Liége (Belgique), et qui a pris le nom de « Société Anonyme des Tramways de Tunis »; que ce transport a été ratifié par la Municipalité de Tunis, à la date du 14 novembre 1891, sous la condition expresse que la nouvelle société se soumettrait exclusivement à la juridiction des tribunaux français ;

Attendu que, par des conventions postérieures en date des 10 juillet 1894 et 30 septembre 1896, la Société a été autorisée par la Municipalité à ajouter deux nouvelles lignes aux quatre déjà existantes ;

Attendu qu'en 1901, la Ville de Tunis a usé de la faculté de rachat prévue par le cahier des charges, et qu'à la date du 31 décembre de la même année, elle a pris possession de tout le réseau ;

Attendu que les difficultés se sont élevées entre la Municipalité et la Société des Tramways, aujourd'hui en liquidation, sur les sommes à payer par la Ville de Tunis pour le rachat, et qu'elles ont fait l'objet de plusieurs instances portées devant le Tribunal de Tunis, reconnues connexes et tranchées par un même jugement ;

Attendu que le débat ainsi soumis au Tribunal de Tunis portait sur les trois points suivants : 1° Indemnité de 10.000 francs réclamée par la Société des Tramways pour rachat anticipé d'une des dernières lignes créées, qui n'avait pas fonctionné pendant quinze ans ; 2° Somme de 64.561 fr. 05, réclamée par la Municipalité de Tunis pour remettre les voies en bon état ; 3° Fixation de l'annuité à servir par la Ville pendant cinquante-cinq ans, laquelle, selon les prétentions de la Municipalité, devait être de 42.579 fr. 90, et, d'après celles de la société, de 121.946 fr. 45 ;

Attendu que, par son jugement, en date du 11 mars 1903, le Tribunal de Tunis a tranché les deux premiers points ; que, sur le premier, il a débouté la Société des Tramways de Tunis de sa demande de 10.000 francs d'indemnité pour rachat anticipé ; que, sur le second, il a décidé que la société devait à la Ville une somme de 71.540 fr. 20 ; mais que, de son côté, celle-ci lui devait une somme de 64.561 fr. 05, plus 1.029 fr. 55 pour frais d'expertise, d'où il résulterait qu'il ne revenait à la Ville qu'une somme de 5.949 fr. 60 ; que, sur le troisième point relatif à la fixation de l'annuité, le tribunal a ordonné une expertise en en fixant les bases, mais en spécifiant que les experts ne devraient pas admettre comme dépenses, la valeur locative des immeubles affectés au dépôt et les objets mobiliers restés propriété de la Société des Tramways de Tunis, ainsi que le remboursement du capital effectué par la Municipalité ;

Attendu que la Société des Tramways de Tunis a interjeté appel de ce jugement et que la Municipalité a fait appel incident, sur ce que, en ce qui touche la question de l'annuité, le tribunal a d'ores et déjà décidé que ne devront pas être considérés comme dépenses la valeur locative du dépôt et des objets mobiliers restés propriété de la société ainsi que le remboursement du capital effectué par la Municipalité ;

Attendu que, par arrêt de cette Chambre, en date du 27 avril 1904, la Cour de céans a, sur les deux premiers points, confirmé purement et simplement, le jugement du Tribunal civil de Tunis ; que, sur le troisième point, la Cour a également confirmé le jugement dont est appel, en ce qu'il a ordonné une expertise et que, précisant à nouveau la mission des experts, elle a dit : que lesdits experts devront fixer le montant de l'annuité que la Municipalité de Tunis est tenue de payer à la Société des Tramways aux termes de l'article 17 du cahier des charges ; qu'ils devront, à cet effet, déterminer le produit des recettes la somme de 10.029 fr. 98, représentant la valeur locative desdits immeubles, restés la propriété de la société ;

Attendu, en effet, que, d'après l'article 15 du cahier des charges, la Ville de Tunis s'est réservé le droit, à l'expiration de la concession ou à la date du rachat, de reprendre, en tout ou en partie, les immeubles construits par le concessionnaire pour être affectés au dépôt du matériel, écuries, résidence du personnel, bureaux, etc... ; que la Ville n'a pas usé de cette faculté, et que, par conséquent, la Société des Tramways est restée propriétaire de ces immeubles estimés à la somme de 250.749 fr. 43 ;

Attendu que c'est la valeur locative de ces immeubles, calculée au 4 pour cent, que les experts ont cru devoir comprendre dans les dépenses d'exploitation entrant dans les calculs du produit net (Rapport, pages 38-39) ;

Attendu que, pour justifier leur opinion, les experts exposent que la valeur locative serait certainement une dépense d'exploitation si les immeubles, au lieu d'appartenir à la Compagnie, avaient été effectivement loués ;

Attendu que cette hypothèse est inadmissible en l'espèce, puisque la Compagnie s'est trouvée obligée de devenir propriétaire desdits immeubles et de les conserver sans pouvoir les louer, puisqu'ils étaient affectés aux besoins nécessaires de son service ; que cette obligation était un corollaire de la faculté qui était réservée à la Ville d'en prendre la propriété, faculté dont elle n'a pas usé ;

Attendu que la valeur locative est donc, en l'espèce, une charge du capital ; que les charges du capital ne sauraient être comprises dans le produit net tel qu'il a été défini plus haut, lequel est formé de l'excédent des recettes sur les dépenses d'entretien et d'exploitation ; que celles-ci ne peuvent se composer que des déboursés faits en vue de l'exploitation ; qu'on ne saurait considérer comme tel une charge du capital ;

Attendu que les experts invoquent, à l'appui de leur solution, le précédent de la Compagnie des Omnibus de Paris, qui a inscrit pendant un certain temps la valeur locative de ses immeubles à son compte d'exploitation, mais que ce précédent n'est pas applicable à l'espèce ; qu'en effet, dans les relations de la Compagnie des Omnibus avec la Ville de Paris, il s'agissait d'établir les bénéfices à distribuer aux actionnaires, et que c'est en vue de ces bénéfices que cette Compagnie inscrivait à son compte d'exploitation la valeur locative des immeubles

affectés à ses dépôts, et non en vue des produits nets ; que les experts paraissent avoir fait, en se basant sur ce prétendu précédent de la Compagnie des Omnibus de Paris, une confusion entre les bénéfices et les produits nets ; que l'assimilation invoquée par eux n'est donc pas admissible ;

Attendu, d'autre part, que le tableau officiel dressé au Ministère des Travaux publics, joint au dossier et déjà cité plus haut, énumère en détail les dépenses d'exploiploitation ;

Attendu que, d'après le tableau du Ministère des Travaux publics produit au dossier, le renouvellement de la voie est compris non dans les dépenses ordinaires mais dans les dépenses extraordinaires ; qu'en application de ce tableau, la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans ayant voulu, en 1874, inscrire annuellement au compte des dépenses d'exploitation une somme destinée à former une réserve pour le renouvellement du matériel, le Ministère des Travaux publics refusa cette inscription et que le Conseil d'Etat, par arrêté du 12 juin 1874, sanctionna ce refus ; que si depuis, ainsi que le constatent les experts dans leur rapport, diverses Compagnies ont pu inscrire dans leurs dépenses d'exploitation des prévisions en vue de l'amortissement du coût du renouvellement de la voie, d'autres Compagnies n'ont jamais suivi les mêmes errements ; qu'il ne s'agit donc pas, en tout cas, d'une imputation obligatoire mais purement facultative ; qu'il faudrait donc, pour que l'on pût appliquer cet usage facultatif dans l'espèce, qu'il fût établi que telle a été, au moment du contrat, l'intention des parties;

Attendu que, pour interpréter un contrat, d'après l'intention des parties, il faut en effet se placer au moment où ce contrat est intervenu ; que la convention passée entre la Municipalité de Tunis et Closon, auteur de la Compagnie des Tramways de Tunis, est de 1885 ; qu'il résulte des renseignements de la cause qu'à cette époque l'usage dont s'agit, qui n'est même aujourd'hui qu'encore facultatif, n'existait pas, et que, par conséquent, les parties n'avaient pu avoir l'intention de s'en inspirer ;

Attendu que le grief énoncé de ce chef par la Compagnie des Tramways de Tunis à l'encontre du rapport des experts paraît donc justifié et qu'il échet d'y faire droit ; qu'il y a lieu, par conséquent, d'ajouter à l'annuité allouée par les experts (tableau F, colonne G), une somme de 9.764 fr. 17 représentant, d'après leurs propres calculs, l'annuité spéciale dont ils ont opéré la déduction en vue du renouvellement des voies, en dehors des dépenses ordinaires d'entretien ;

Attendu que le second grief de la Société des Tramways de Tunis a trait à la question de savoir si on doit comprendre dans les dépenses annuelles la valeur locative du dépôt et celle des objets mobiliers restés la propriété de la Société des Tramways de Tunis, ainsi que les remboursements qui lui ont été effectués pour les reprises à la charge de la Ville de Tunis ;

Attendu que cette question avait d'ores et déjà été tranchée dans le sens de la négative par les premiers juges, qui avaient décidé que les experts ne devraient pas admettre ces différents articles comme dépenses ; mais que l'arrêt du 27 avril 1904, émendant le jugement sur ce point, a au contraire décidé, sans toutefois préjuger la décision de la Cour sur le fond de la question, que les experts auraient la faculté d'apprécier si les articles précités devaient ou non être retenus comme dépenses ;

Attendu qu'ils ont, en conséquence, donné dans leur rapport leur avis sur le point dont s'agit ; qu'ils se sont prononcés pour l'affirmative, et ont, en ce qui concerne la valeur locative des immeubles affectés au dépôt, déduit net de la concession dont le rachat forme l'objet du procès, pendant les sept dernières années ; que, pour arriver à ce résultat, les experts, selon les termes du cahier des charges précité, devront rechercher d'une part la quotité des frais et dépenses annuels en tenant compte, conformément aux motifs de l'arrêt, non seulement des dépenses faites par la société, mais aussi de celles qu'elle était tenue de faire aux termes du cahier des charges ; d'autre part, le montant des recettes, et déduire les dépenses des recettes ; qu'ils auront pour faire ces recherches et déterminations, la plus grande latitude et ne devront en aucune manière être tenus par les écritures et bilans de la société, dressés selon la loi belge, laquelle n'est pas applicable, dans le litige actuel, d'après les conventions des parties ; que (émendant sur ce point le jugement dont est appel), les experts auront même la faculté d'apprécier, s'il y a lieu ou non, de retenir comme dépenses la valeur locative du dépôt et celle des objets mobiliers restés propriété de la société, ainsi que des remboursements du capital effectué par la Municipalité, mais qu'ils n'auront pas à rechercher s'il y a lieu d'admettre comme recettes les produits des entreprises d'omnibus, ce point n'étant plus contesté ;

Attendu que les experts ont, en conséquence, procédé à leur mission et que leur rapport, clos à Alger le 9 décembre 1905 et enregistré à la date du même jour, a été déposé au greffe de la Cour ;

Attendu que, comme conclusion finale, les experts déclarent estimer qu'il y a lieu de fixer le montant définitif de l'annuité de rachat due par la Municipalité de Tunis à la Société des Tramways de Tunis, à la somme de 77.773 fr. 40 ; qu'à l'appui de ces conclusions, ils ont annexé à leur rapport un tableau F, résumant les calculs par lesquels ils étaient arrivés à la fixation du chiffre sus-indiqué ;

Attendu que c'est en cet état que l'affaire revient devant la Cour ;

Attendu que le rapport des experts est l'objet de diverses critiques, tant de la part de la Municipalité de Tunis, que de la part de la Société des Tramways de Tunis en liquidation ;

Attendu qu'il échet d'examiner les griefs ainsi articulés par les deux parties à l'encontre du rapport des experts ;

Attendu que ceux énoncés par la Municipalité de Tunis sont au nombre de trois ; que le premier peut se résumer ainsi : En ce qui concerne les rectifications aux dépenses d'exploitation proposées par la Municipalité de Tunis sous le titre de « Pertes diverses, Frais généraux de Liége omis et rectifications diverses », les experts les ont classées en huit rubriques différentes et pour la troisième rubrique « Déficits Darmon, Sautmager,etc. » ils constatent qu'il s'agit de sommes détournées, de déficits, d'une somme due sur prêts par un agent décédé et d'une insuffisance d'assurance ; ils reconnaissent que ces dépenses ont le caractère absolu de dépenses d'exploitation, mais ils croient devoir, à raison de leur nature très exceptionnelle, en répartir le montant sur les sept exercices à considérer. La Municipalité de Tunis prétend que cette répartition est arbitraire et que du moment où il s'agit de dépenses d'exploitation, la perte en résultant doit être subie par l'exercice où cette perte s'est produite et non répartie sur les sept dernières années ;

Attendu que cette prétention de la Municipalité paraît

justifiée ; qu'il est en effet reconnu par les experts eux mêmes qu'il s'agit bien des dépenses d'exploitation ; qu'il a été jugé par le Conseil d'Etat (21 novembre 1902-28 juillet 1905), que les dépenses d'exploitation même exceptionnelles doivent figurer aux comptes des dépenses des années auxquelles elles se rapportent effectivement ; qu'il y a donc lieu d'admettre les rectifications demandées avec un état détaillé à l'appui, dans les conclusions de la Municipalité, aux chiffres des experts sur ce point (tableau annexe F, colonne A), ce qui, d'ailleurs, ne modifie pas le total général de ladite colonne;

Attendu que le deuxième grief de la Municipalité porte sur le mode de calcul d'après lequel les experts ont déduit des recettes les dépenses relatives à l'usure du matériel roulant, de la cavalerie, de l'outillage (tableau F, colonne E) ;

Attendu que, sur ce point, les experts ont évalué la valeur lors du rachat : 1° du matériel roulant ; 2° de la cavalerie; 3° de l'outillage dont la Ville allait prendre possession, à la somme totale de 71.540 fr. 20, que la valeur de ces mêmes objets au grand livre de la société au 31 décembre 1901, était de 217.926 fr. 20 ; qu'il en résultait par suite une moins-value de 164.386 fr. 09 ;

Attendu que, sur les observations de la Municipalité et la production de documents officieux, les experts ont consenti à réduire cette moins-value à 146.386 fr. 09, mais qu'ils ont estimé, d'une part, que la perte devait être répartie sur les quinze années de l'exploitation, et, d'autre part, que cette perte devait intervenir sous forme de l'annuité nécessaire pour amortir, à intérêts composés, au taux de 4 % l'an, le montant total de cette dépréciation, pendant ladite période de quinze années ;

Attendu que la Municipalité oppose trois objections à cette manière de procéder ; que la première porte sur ce que les experts auraient pris pour base de leurs calculs l'évaluation du matériel par la Compagnie, à la date du 31 décembre 1901, fin de l'exploitation, alors que la base véritable aurait dû être la date de la mise en exploitation, c'est-à-dire celle du 31 décembre 1894 ; mais que la fixation au 31 décembre 1894 était impossible, car il n'y avait pas d'inventaire à cette époque ; que la Municipalité reconnaît d'ailleurs que, d'après ses recherches personnelles, la différence d'évaluation entre le 31 décembre 1894 et le 31 décembre 1901 serait peu considérable ;

Attendu qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à cette objection ;

Attendu que la seconde porte sur ce que les experts ont réparti la moins-value sur quinze ans d'exploitation; que la Municipalité prétend qu'elle aurait dû être répartie sur les sept dernières années seulement en se fondant sur ce que, d'après l'article 17 du cahier des charges, la Municipalité ne doit tenir compte que des produits des sept années dernières, pour le calcul de l'annuité ;

Mais attendu que cet article ne parle nullement de la moins-value ; que rien ne prouve que celle-ci ne porte pas, pour partie au moins, sur les premières années ; qu'il est donc plus juste de la répartir sur les quinze années de l'exploitation ; qu'il n'y a, dès lors, lieu de tenir compte de cette prétention de la Municipalité ;

Attendu que la troisième objection est tirée de ce que les experts ont fait produire de ce chef à l'annuité des intérêts de 4 % ; que la Municipalité prétend qu'il n'y avait pas d'intérêts à compter ;

Attendu qu'il échet de faire droit de ce chef à sa prétention ; qu'il ne s'agit pas là, en effet, de sommes à mettre de côté chaque année, portant intérêt, pour constituer un capital déterminé à un moment donné, mais de sommes dont la société aurait dû supporter effectivement chaque année la perte, par le fait même de leur nature (renouvellement de la cavalerie, consommation de fourrage, remplacement de pavés, mise en bon état du matériel), qui, par conséquent, ne paraissent pas devoir porter intérêt ;

Attendu qu'il y a lieu, dès lors, de rectifier de ce chef le chiffre de l'annuité à déduire qui, d'après les experts, devait être de 7.310 fr. 63 (tableau F, colonne E), et de le porter, calcul fait, à 9.752 fr. 40, soit une différence de 2.441 fr. 77, au bénéfice de la Municipalité ;

Attendu que le troisième grief de la Municipalité de Tunis se raporte aux dépenses relatives à la mise en état de la voie ;

Attendu que les experts devaient déduire des recettes les dépenses relatives à la mise en bon état de la voie ferrée, imposée à la Société des Tramways de Tunis par l'article 15 du cahier des charges ainsi conçu : « A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de remettre à la Ville, en bon état la voie ferrée... » ;

Attendu que c'est ce qu'ont fait les exeprts (tableau annexe F, colonne G), en répartissant l'annuité de ce chef entre les quinze années de l'exploitation ;

Attendu, que c'est sur ce point que la Municipalité critique la décision des experts ; qu'elle prétend qu'ils auraient dû faire la répartition, non entre les quinze années de l'exploitation mais seulement entre les sept dernières années d'exercice ; qu'elle invoque de nouveau en ce sens l'article 17 précité du cahier des charges ;

Mais attendu que cet article ne se réfère en rien à la mise en bon état de la voie ; que la répartition de l'annuité, à cet égard, doit logiquement porter sur les quinze années de l'exploitation à moins qu'il ne soit démontré que l'insuffisance ou la défectuosité de l'entretien aient été limitées aux sept dernières années ; que la Municipalité ne fait en aucune manière cette démonstration et n'offre même pas de la faire ; que le grief soulevé par elle sur ce point n'est donc pas justifié ; qu'il n'y a lieu de s'y arrêter et qu'il échet de maintenir le chiffre des experts (tableau F, colonne G) ;

Attendu que, de son côté, la Société des Tramways de Tunis formule deux griefs à l'encontre du rapport des experts ; que le premier de ces griefs se rapporte à la question de savoir si l'on doit comprendre dans les dépenses annuelles pour l'établissement du produit net le coût du renouvellement de la voie ;

Attendu que les experts ont résolu cette question affirmativement ; que la Compagnie conteste cette résolution;

Attendu que, d'après l'article 17 du cahier des charges, ce sont les produits nets qui doivent servir de base à la fixation de l'annuité ; qu'il importe donc de définir ce que l'on doit entendre par produits nets ; que, d'après la doctrine comme d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, le produit net c'est l'excédent des recettes sur les dépenses ordinaires d'entretien et d'exploitation ; qu'il s'agit de savoir si l'amortissement du coût de la voie peut être considéré comme une dépense ordinaire d'exploitation et n'y fait pas figurer la valeur locative des dépôts, ni le matériel ; que, toutes les Compagnies de chemins de fer, tramways et autres, possédant des immeubles affectés à leurs dépôts, il est inadmissible que la Direction des Chemins de fer au Ministère des Travaux publics ait omis involontairement de comprendre un point aussi important comme dépenses d'exploitation dans le tableau officiel dont s'agit ; que cette omission ne peut

être que volontaire ; qu'il en résulte, par conséquent, que le Ministère des Travaux publics n'a pas considéré la valeur locative des immeubles des dépôts comme constituant une dépense d'exploitation ; que c'est en vain qu'on prétendrait que ledit tableau comprend les loyers, notamment ceux des gares mixtes, comme dépenses d'exploitation, et qu'il y a lieu d'assimiler aux loyers les valeurs locatives ;

Attendu que cette assimilation est inadmissible pour les motifs déjà donnés ; que les loyers, qui constituent une dépense effective et directe, peuvent bien en effet, être rangés dans les dépenses d'exploitation, mais qu'il ne saurait en être de même des valeurs locatives qui, ainsi qu'il a été dit plus haut, ne sont, dans l'espèce et dans toutes autres similaires, que des charges de capital ;

Attendu, en ce qui concerne les objets mobiliers et les remboursements du capital effectués par la Municipalité, que les experts ont reconnu qu'ils ne peuvent être compris dans les dépenses d'exploitation et qu'il ne paraît plus y avoir de contestation à cet égard ;

Attendu, qu'en résumé, les chiffres des experts doivent, au regard de la Cour, être rectifiées conformément aux conclusions de la Municipalité : 1° Sur la répartition des trois rubriques de la colonne A, tableau annexe F, sans, d'ailleurs, que cela change le total général ; 2° par la radiation des intérêts dans la colonne E même tableau, ce qui porte l'annuité du chef de cette colonne à 9.752 fr. 40, au lieu de 7.310 fr. 63, chiffre des experts ; conformément aux conclusions des Tramways de Tunis : 1° par l'addition à l'annuité allouée par les experts du chef de la colonne G, de la somme de 9.764 fr. 17 (renouvellement de la voie) ; 2° par celle de la somme de 10.029 fr. 98 (valeur locative des immeubles affectés au dépôt) ;

Attendu qu'il échet donc, pour fixer l'annuité de rachat due par la Municipalité de Tunis à la Société des Tramways de Tunis, telle qu'elle apparaît au regard de la Cour, d'ajouter au chiffre proposé par les experts soit : 77.773 fr. 40 d'une part celui de 9.764 fr. 17, d'autre part, celui de 10.029 fr. 98, au total : 19.794 fr. 15, ce qui donne le chiffre de 97.567 fr. 55, duquel il convient de retrancher celui de 2.441 fr. 77, montant de la rectification apportée à la colonne E du tableau F au bénéfice de la Municipalité ; que l'on arrive ainsi au chiffre de 95.125 fr. 78 qui est celui auquel la Cour estime qu'il y a lieu de fixer définitivement ladite annuité ;

Sur les intérêts :

Attendu que la Société des Tramways de Tunis conclut à ce que les intérêts légaux des annuités ou parties d'annuités non payées lui soient alloués à partir du jour de la reprise de la concession ; que cela paraît juste et ne paraît d'ailleurs pas contesté ; mais qu'elle demande de plus que les intérêts lui soient payés par année échue ;

Attendu que la Municipalité conteste ce mode de règlement et prétend que les intérêts des intérêts ne sont dus qu'à partir du jour de la demande ; que la prétention de la société paraît excessive sur ce point, et qu'il y a lieu de faire droit à celle de la Municipalité, conforme aux usages généralement suivis ;

Sur les dépens :

Attendu que les dépens ayant été réservés par l'arrêt de cette Cour du 27 avril 1904, bien qu'il ait statué définitivement sur deux points du procès, il y a lieu de tenir compte, pour l'appréciation des dépens tant des décisions déjà acquises par ce premier arrêt que de celles du présent ;

Par ces motifs,

Dit qu'il y a lieu d'apporter au rapport des experts et au tableau annexe F, qui en résume les conclusions, les modifications suivantes : 1° les chiffres des différentes rubriques de la colonne A du tableau F sont rectifiés conformément aux conclusions de la Municipalité de Tunis et à l'état y contenu, sans que le total en soit changé ; 2° le chiffre de l'annuité à déduire, fixé par les experts à 7.310 fr. 63, dans la colonne E du même tableau F, doit être porté à 9.752 fr. 40, du chef des intérêts à tort admis en compte par eux, soit une différence de 2.441 fr. 77 au bénéfice de la Municipalité ; 3° la somme de 9.764 fr. 17 (renouvellemnt des voies), dont les experts ont à tort opéré la déduction dans la colonne G du même tableau, doit être ajoutée à l'annuité du chef de cette colonne ; 4° la somme de 100.29 fr. 98 (valeur locative des immeubles affectés aux dépôts), également déduite à tort, doit être de même ajoutée à l'annuité (Rapport, pp. 38-39) ;

Homologue, pour le surplus, le rapport des experts;

Dit que, par le rapprochement des chiffres, rectifiés ou ajoutés, tel qu'il a été expliqué dans les motifs du présent arrêt, le chiffre total de l'annuité de rachat, due par la Municipalité de Tunis à la Société des Tramways de Tunis, en liquidation, se trouve fixé à 95.125 fr. 78 ;

Dit, en conséquence, que la Municipalité de Tunis sera tenue de payer à la société susnommée ladite annuité de 95.125 fr. 78, à partir du jour de la reprise de la concession, jusqu'au jour où cette dernière, consentie pour soixante-dix ans, aurait dû prendre fin, si le rachat ne s'était pas produit, c'est-à-dire pendant cinquante ans ;

Alloue à ladite société les intérêts légaux des annuités ou parties d'annuités non payées, depuis le jour de la reprise de la concession ;

Dit, toutefois, que les intérêts ne sont dus qu'à partir du jour de la demande ;

Déboute les parties de tous leurs autres moyens, demandes, fins et conclusions ;

M° **Martin** av. gén. — M^es **Bordet** et **Dupuy-Dutemps** av.

NOTE. — Comp. dans le même sens : Cons. d'Et. 12 juin 1874 (S. 76.2.121 — D. 75.3.52 — Lebon 74, p. 559). *Adde :* Fuzier-Herman, Répert. gén. du Dr. franç., v° Chemins de fer, n^os 5553, 5563 et suiv., 6915.

294-295

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

31 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

PRUD'HOMMES. — PROCÉDURE. — POURVOI EN CASSATION. — DÉCISION SUSCEPTIBLE D'APPEL. — INCOMPÉTENCE. — IRRECEVABILITÉ DU POURVOI.

Lorsque, devant le Conseil des prud'hommes, le défendeur a soulevé une exception d'incompétence qui a été rejetée, le jugement est de ce chef susceptible d'appel, et, par suite, le pourvoi porté directement devant la Cour de cassation est irrecevable.

Blanchard c. Le Guiff et autres.

M. Blanchard s'est pourvu en cassation contre un ju-

gement du Conseil des prud'hommes de Lorient, du 30 juin 1906, rendu au profit de ses ouvriers Le Guiff et autres.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que, aux termes du décret du 27 novembre-1er décembre 1790, le recours en cassation n'est ouvert que contre les jugements rendus en dernier ressort ;

Attendu que, devant le Conseil des prud'hommes, Blanchard avait soulevé une exception d'incompétence qui a été repoussée ; que le jugement était de ce chef susceptible d'appel; qu'au lieu d'en demander au tribunal civil la réformation, Blanchard s'est directement pourvu en cassation, en spécifiant dans sa requête, qu'il se réservait le droit d'interjeter appel ; que le pourvoi n'est pas recevable;

Déclare le pourvoi non recevable.

MM. **Fauconneau-Dufresne** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.)

NOTE. — La disposition du décret du 27 novembre-1er décembre 1790 ,art. 2), aux termes de laquelle le recours en cassation n'est ouvert que contre les jugements en dernier ressort est absolument générale, et il n'y a pas de raison, en l'absence de tout texte spécial, de ne pas l'appliquer aux jugements des conseils de prud'hommes.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

31 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — TRAVAUX AGRICOLES. — EXPLOITANT D'UN MOTEUR.

Lorsqu'un ouvrier a été tué en transportant dans un char traîné par des bœufs qui l'ont renversé, l'eau destinée à remplir un réservoir dans lequel un autre ouvrier venait puiser pour alimenter le moteur d'une machine à battre, fonctionnant près de là, ses représentants ne sauraient invoquer le bénéfice de la loi du 30 juin 1899 contre l'exploitant du moteur, puisque la victime n'était attachée ni à la conduite ni au service de la machine.

Veuve Clamont c. Léon.

La veuve Clamont s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Limoges du 17 juin 1904, rendu au profit de M. Léon.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 1 et 3 de la loi du 9 avril 1898 et de l'article unique de la loi du 30 juin 1899, en ce que l'arrêt attaqué, sans vouloir autoriser la dame exposante à prouver que son mari avait succombé aux suites d'un accident occasionné par l'emploi d'une machine agricole mue par un moteur inanimé, a repoussé la demande en rente viagère par elle introduite, tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs, sous prétexte que son mari n'aurait pas été occupé au service de la machine, alors pourtant qu'il est constaté par l'arrêt attaqué lui-même que, au moment où est survenu l'accident auquel a succombé le mari de la dame exposante, il était occupé à transporter avec une charrette à bœufs qu'il conduisait l'eau nécessaire à l'alimentation du moteur et à déverser cette eau dans un réservoir placé à proximité dudit moteur. »

Arrêt :

La Cour,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Clamont, au moment où il a été victime de l'accident qui a causé sa mort, transportait dans un char traîné par des bœufs, qui l'ont renversé et tué, l'eau destinée à remplir un réservoir ; qu'il constate en même temps qu'un autre ouvrier venait puiser dans ce réservoir pour alimenter le moteur à vapeur d'une machine à battre qui fonctionnait non loin ; que, de ces circonstances souverainement constatées, ledit arrêt a conclu à bon droit que Clamont n'était attaché ni à la conduite, ni au service de la machine et du moteur et que, par suite, sa veuve, tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs, était sans qualité pour invoquer le bénéfice de la loi du 30 juin 1899;

Rejette...

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.) — Mes **Demonts** et **Mayer** av.

NOTE. — La Cour de cassation a déjà posé en principe que la responsabilité édictée par la loi du 30 juin 1899 à la charge de l'exploitant d'un moteur doit être restreinte aux seuls cas où l'accident est dû à l'emploi même de ce moteur : Cass. 5 février 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.318 — S. 1902.1.184 — D. 1902.1.231) ; 4 août 1902 (Gaz. Pal. 1902. 2.298) ; 15 décembre 1902 (Gaz. Pal. 1903.1.141)e; 24 décembre 1902 (Gaz. Pal. 1903.1.187).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

31 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

MOTIFS DES JUGEMENTS ET ARRÊTS. — DIVORCE. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE. — DEMANDE FORMÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS DEVANT LA COUR. — ADOPTION DE MOTIFS.

Lorsque, pour la première fois devant la cour, dans des conclusions d'opposition à un arrêt qui prononce par défaut le divorce contre elle, la femme forme une demande reconventionnelle en divorce, l'arrêt ne peut rejeter les conclusions et par suite, la demande reconventionnelle en se bornant à adopter les motifs du jugement et de l'arrêt par défaut, qui ne s'expliquent que sur la demande principale du mari.

Et, en pareille hypothèse, à raison du lien de dépendance et de connexité qui rattache entre elles les diverses dispositions de l'arrêt, la cassation totale doit être prononcée.

Dame Durand c. Durand.

Mme Durand s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 4 août 1902, qui avait prononcé le divorce au profit de son mari, en rejetant sa demande reconventionnelle.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que le Tribunal civil de la Seine, ayant, par jugement du 2 avril 1901, prononcé le divorce à la requête du sieur Durand contre sa famme, celle-ci interjeta appel ; mais que la Cour de Paris rendit, contre elle, par défaut, un arrêt confirmatif auquel elle fit opposition ;

Attendu que, dans ses conclusions d'opposition, elle forma, pour la première fois, contre Durand, une demande reconventionnelle en divorce ;

Attendu que l'arrêt attaqué a rejeté les conclusions, et, par suite, la demande reconventionnelle, en se bornant à adopter les motifs du jugement et de l'arrêt par défaut, qui ne s'expliquaient que sur la demande principale de Durand ; qu'il a ainsi contrevenu aux prescriptions de l'art. 7 susvisé ;

Et attendu que, à raison du lien de dépendance et de connexité qui rattache entre elles les diverses dispositions de l'arrêt, la cassation totale doit être prononcée ;

Casse...

MM. **Fauconneau-Dufresne** rapp.; **Melcot** av. gén.(c. conf.). — Mes **Bernier** et **de Ramel** av.

NOTE. — Il n'est pas douteux qu'un arrêt est suffisamment motivé par l'adoption des motifs du jugement de première instance, lorsque le débat n'a pas été modifié devant le juge du second degré par des conclusions nouvelles.

Mais il n'est pas moins certain que si un arrêt se borne à adopter purement et simplement les motifs des premiers juges alors que, par des conclusions prises pour la première fois en appel, ont été formulés de nouveaux chefs, auxquels ne répondent ni directement ni indirectement les motifs du jugement, cet arrêt est entaché de nullité.

A plus forte raison doit-il en être ainsi s'il s'agit d'une demande reconventionnelle formée pour la première fois en appel.

COUR D'APPEL DE NANCY (1re CH.

21 JUILLET 1906.

Présidence de M. George, premier président.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

ASSOCIATIONS. — CONGRÉGATION RELIGIEUSE. — ART. 17 DE LA LOI DU 1er JUILLET 1901. — 1° PRÉSOMPTION D'INTERPOSITION DE PERSONNE. — SOCIÉTÉ CIVILE. — ORDRE PUBLIC. — RÉTROACTIVITÉ. — 2° BIEN DÉTENU AU SENS DE LA LOI. — OCCUPATION. — PRÉSOMPTION APPLICABLE.

1° *L'art. 2 C. civ. ne concerne point les actes législatifs qui, comme celui du 1er juillet 1901, intéressent l'ordre public.*

Par suite, doivent être considérées comme ayant un effet rétroactif les dispositions de l'art. 17 de la loi du 1er juillet 1901 et spécialement la présomption d'interposition résultant de ce texte au regard de la société civile composée en tout ou en partie des membres de la congrégation propriétaire de tout immeuble occupé par l'association, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la création de la société civile est d'une époque antérieure, postérieure ou concomitante à la congrégation.

2° *Pour établir la présomption d'interposition de personne l'art. 17 n'exige pas que les immeubles de la société civile soient occupés par un ou plusieurs congréganistes. En conséquence, lorsque les immeubles dont la société civile se prétend propriétaire étaient occupés en 1901, comme depuis longtemps d'ailleurs, par les membres de la congrégation, cette société civile doit être considérée comme interposée et il lui incombe la charge de faire la preuve contraire.*

Pensionnat des Demoiselles de Saint-Hilaire c. Nicolas, liquidateur des Sœurs de la Compassion de la Très Sainte-Vierge.

LA COUR,

Attendu, en droit, que l'art. 17 de la loi du 1er juillet 1901 considère comme personne interposée au profit de la Congrégation, la société civile composée, en tout ou en partie, des membres de la congrégation propriétaire de tout immeuble occupé par l'association ; que cette présomption s'applique à toutes les institutions de sociétés civiles antérieures à la promulgation de la loi ; que celle-ci a un effet rétroactif ;

Attendu qu'en effet, l'art. 2 C. civ. ne concerne point les actes législatifs qui, comme celui du 1er juillet 1901, intéressent l'ordre public ; que c'est ce qu'a décidé formellement la Cour suprême, pour la loi même de 1901 ;

Attendu, en outre, que cette loi ne distingue point soit entre les différents actes ou faits énoncés à son art. 17, soit entre l'époque de la création des sociétés civiles, selon qu'elles seraient antérieures, postérieures ou concomitantes à la congrégation ;

Attendu, enfin, que pour établir la présomption d'interposition de personnes, l'art. 17 n'exige pas que les immeubles de la société civile soient détenus, mais seulement qu'ils soient occupés par un ou plusieurs congréganistes ;

Et attendu, en fait, que les immeubles dont la société civile se prétend propriétaire étaient occupés, en 1901, comme depuis longtemps, d'ailleurs, par les membres de la congrégation ; qu'en conséquence, la société civile dite « Pensionnat des Demoiselles de Saint-Hilaire » doit être considérée comme personne interposée et qu'il lui incombe la charge de faire la preuve contraire ;

Attendu qu'elle ne fournit point ladite preuve ;

Attendu, au contraire, que tous les documents de la cause établissent que cette société se confondait, dès longtemps avant 1901, avec la congrégation des sœurs de la Compassion de la Très Sainte-Vierge ; qu'elle n'avait pour objet que de donner le caractère légal à tous les actes de disposition, d'acquisition, d'administration qui intéressaient l'œuvre commune et unique d'enseignement congréganiste ;

Attendu que cette situation indéniable a été formellement reconnue dans la demande d'autorisation adressée au gouvernement, le 1er septembre 1901, au nom de la congrégation, par la supérieure générale, la directrice et deux conseillères ; qu'après avoir, dans cette lettre, désigné leur association sous le nom de « Notre Institut » elles intitulent l'historique qu'elles en envoient au ministère : « Historique de l'Association des

Dames de Saint-Hilaire, connue sous le nom des Sœurs de la Compassion » ;

Attendu que, dans la lettre même, adressée au Gouvernement, elles déclarent que la Société civile créée en 1866, n'avait pour objet que la gérance des biens qui appartenaient à la communauté; qu'elle en avait seulement la détention, même encore en 1901 ; que, par suite, dès que la congrégation pourrait, par l'autorisation qu'elle espérait lui être donnée en 1901, exercer ostensiblement son droit de propriétaire, les immeubles simplement détenus par la Société civile reviendraient en ses mains et qu'elle demanderait, en conséquence, au Gouvernement, de vouloir bien réduire, au minimum le droits de cette transmission d'immeubles dont elle donnait le dénombrement ;

Attendu, que cette lettre contient, en effet, les passages textuels qui suivent :

« En 1866, une Société civile a été régulièrement constituée pour la gérance des biens dépendant de la communauté de Saint-Hilaire ;

« Cette société civile a payé tous les impôts demandés par la législation ; elle a, de plus, acquitté régulièrement l'impôt d'abonnement voté par la loi du 16 avril 1895, pour les congrégations religieuses, l'autorisation que nous avons l'honneur de solliciter avait pour conséquence la transmission à la congrégation de Saint-Hilaire des immeubles détenus par la Société civile.

« Dans cette situation, nous osons, Monsieur le ministre, solliciter de votre haute impartialité, la réduction, au minimum, pour la congrégation de Saint Hilaire, des droits de transmission de ces immeubles. »

Attendu, en outre, que le 24 décembre 1877, l'évêque de Verdun autorisait, officiellement, l'association des Dames de Saint-Hilaire, dans les termes suivants :

« Vu la supplique de M. le curé de Saint-Hilaire ;

« Considérant que les personnes composant l'association formée depuis de longues années à l'esprit de la vie religieuse, ainsi qu'à l'enseignement, offrent des garanties suffisantes au triple point de vue de leur sanctification personnelle, de l'édification du prochain et de l'éducation de la jeunesse ; que la situation financière inspire une entière sécurité ;

« Qu'en conséquence, Monseigneur l'évêque de Verdun décide ce qui suit :

« Nous approuvons, *per modum experimenti*, les règles et constitution de la Communauté de Saint-Hilaire, nous réservant, en outre, d'y introduire à l'avenir les modifications dont l'expérience nous aura démontré la nécessité ou l'utilité ;

« Nous autorisons, de la même manière que ci-dessus, la Congrégation des Sœurs de la Compassion de la Très Sainte-Vierge, fondée à Saint-Hilaire ;

« Nous permettons aux dames qui la composent ou qui la composeront à l'avenir, de vivre en communauté, de se vouer à l'éducation chrétienne de la jeunesse, en remplissant les conditions exigées par la loi civile, de recevoir des novices et de les admettre à la profession religieuse ;

« Nous voulons, en outre, que le noviciat et la maison-mère soient établis à Saint-Hilaire, berceau de la congrégation. »

Attendu que cette décision de l'évêque embrasse toutes « les personnes composant l'association », l'unique association formée depuis plusieurs années et divisée en deux groupes, la Communauté de Saint-Hilaire et la Congrégation des Sœurs de la Compassion ; que les membres laïques qui « composent ou qui composeront à l'avenir » cette association, pourront, d'après la décision de l'évêque, vivre en communauté, se vouer à l'éducation chrétienne de la jeunesse, recevoir des novices et les admettre à la profession religieuse ; que le noviciat et la maison-mère seront établis à Saint-Hilaire, berceau de la congrégation ;

Attendu que, conformément à cette autorisation, aux vacances scolaires suivantes, le 25 septembre 1878, toutes les maîtresses laïques, membres de la société civile, prirent le voile et prononcèrent leurs vœux ;

Attendu qu'à partir de ce jour, la société dite civile ne fût plus composée que de congréganistes ; que les personnes qui y entrèrent dans la suite (années 1882-1885-1896...) étaient, en même temps, toutes congréganistes et, pour le plus grand nombre, directrices (c'est la majorité),préfètes des études ou institutrices dans un pensionnat de l'association ;

Attendu qu'ainsi, les deux groupes étaient, en réalité, complètement fusionnés, le premier donnant l'apparence légale aux actes publics de la communauté congréganiste ;

Par ces motifs,

Met à néant l'appel interjeté par la demoiselle Deville, ès qualité ;

Confirme le jugement entrepris ;

Dit qu'il sortira son plein et entier effet;

Condamne la demoiselle Deville, ès qualité, en tous les dépens de l'instance.

M. **Aron** av. gén. — M^es^ **Hamel** (du barreau de Paris) et **Lévy** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La question de savoir si l'art. 17 de la loi du 1^er^ juillet 1901, lequel édicte certaines présomptions d'interposition de personne a un caractère rétroactif a été vivement controversée, tant en doctrine qu'en jurisprudence, jusqu'à l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation rendu dans le sens de l'affirmative, sur les conclusions de M. le procureur général Baudouin le 9 février 1904 (Gaz. Pal. 1904.1.265) avec ces conclusions et la note résumant l'état de la jurisprudence antérieure. Depuis lors les cours d'appel et les tribunaux paraissent s'être, comme l'arrêt recueilli lui-même, définitivement ralliés à l'opinion de la Cour suprême. V. en ce sens : Grenoble 19 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.195) ; Orléans 23 novembre 1905 (Gaz. Pal. 1905.2, Table, v° Associations, n° 76) ; Trib. civ. Versailles 29 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.102). *Adde :* Delasalle, Bonnet et Duy, Les Congrég. non autoriseées et leurs liquidateurs, n^os^ 56 et suiv.

II. — Sur second point : Jurisprudence en ce sens : V. notamment ; Bourges 27 janvier 1902 (Gaz. Pal. 1902. 1.407) ; Toulouse 17 novembre 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.565) ; 17 décembre 1902 (Gaz. Pal. 1903.1.115) avec la note et les renvois à la jurisprudence ; Rouen 28 janvier 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.700); Besançon 15 juillet 1903 (Gaz. Pal. 1903.2. 147); Lyon 28 juillet 1903 (Mon. jud. Lyon 3 novembre 1903 — Gaz. Pal. 1903.2, Table, v° Associations, n° 226) ; Caen 16 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.216) ; Agen 1^er^ décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.60) ; Rennes 15 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.53) ; Paris 10 mars 1904 (Gaz. Pal. 1905.1.754) ; Trib. civ. Seine 2 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.72). Comp. toutefois : Trib. civ. Seine 14 août 1903 (Mon. jud. Lyon 25 septembre 1903) ; Chambéry 26 septembre 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.444) ; Trib. civ. Seine 23 juin 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.162) ; Bordeaux 22 juin 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.355) ;

Douai 18 avril 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.487) ; Trib. civ. Seine 3 août 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.442) ; Trib. civ. Lyon 26 juillet 1905 (Mon. jud. Lyon 14 novembre 1905 — Gaz. Pal. 1905.2, Table, v° Associations, n°s 94 et suiv.).

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX (4e Ch.)

25 Juin 1906.

Présidence de M. Guérin.

SAISIE-ARRÊT. — CHOSES SAISISSABLES. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898, (ART. 3). — CRÉANCE POUR ALIMENTS. — RENTE VIAGÈRE SAISISSABLE. — CAPITAL INSAISISSABLE.

Lorsqu'une saisie-arrêt porte à la fois sur les sommes dues en capital au saisi à raison d'un accident du travail et sur la rente dont il bénéficie, en vertu de la loi du 9 avril 1898, la validité n'en saurait être prononcée que dans la mesure où elle frappe les sommes dues en capital, l'art. 3 ne déclarant incessibles et insaisissables que les rentes constituées par application de ladite loi.

Et il en est ainsi lors même que la saisie est pratiquée pour sûreté et avoir paiement d'une créance alimentaire.

Legac c. Bousqueau.

Le Tribunal,

Attendu qu'à la suite d'un accident du travail dont il a été victime, Legac touche des mains de la Compagnie d'assurances l'*Urbaine*, une rente de 187 fr. 50, et par jugement rendu en la Chambre du conseil, le 26 juin 1905, le Tribunal de Bordeaux lui a attribué le quart du capital nécessaire à l'établissement de ladite rente ; qu'ainsi, il est hors de doute, que ledit Legac a actuellement des ressources disponibles; que, par conséquent, est échu le terme stipulé par lui dans la reconnaissance de dette enregistrée, s'élevant à 496 francs, qu'il a souscrite le 1er octobre 1901, au profit de Bousqueau, ladite somme payable quand ses moyens le lui permettraient ;

Attendu, en conséquence, qu'il échet contrairement à ce qui a décidé le Tribunal de paix du 3e canton de Bordeaux, par jugement du 19 septembre 1905, frappé d'appel par Bousqueau, de condamner Legac à payer à ce dernier les 496 francs qu'il lui doit, avec les intérêts de droit ;

Attendu, d'autre part, que Bousqueau a jeté une saisie-arrêt aux mains de l'*Urbaine*, pour assurer le paiement de ladite somme ;

Attendu qu'en tant, que ladite saisie porte sur le capital, que doit la tierce saisie à Legac, en vertu du jugement précité du 2 juin 1905, la procédure doit être validée, qu'il n'en est pas de même en tant que la saisie pourrait frapper la vente dont l'*Urbaine* est débitrice envers Legac, que l'art. 581 C. pr. civ. proclame, insaisissables les choses déclarées telles par loi ; or, de par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, les rentes constituées en vertu de ladite loi sont incessibles et insaisissables; que la loi ne distinguant pas pour le cas ou la saisie est pratiquée en vertu d'une créance pour aliments, il n'appartient pas aux tribunaux de faire cette distinction;

Par ces motifs,

Reçoit Bousqueau appelant contre le jugement du Tribunal de paix du 3e canton de Bordeaux, en date du 19 septembre 1905 ;

Au fond :

Met ledit jugement à néant";

Condamne Legac à payer à Bousqueau la somme de 496 francs, avec les intérêts du jour de la demande ;

Déclare bonne, régulière et valable, la saisie-arrêt pratiquée à la requête dudit Bousqueau, le 18 août 1905, par exploit de Perodeau, huissier à Bordeaux, aux mains de la Compagnie d'assurances l'*Urbaine*, mais seulement sur les sommes que ladite Compagnie déclarera devoir en capital en vertu du jugement de la chambre du conseil du 26 juin 1905, ou pour toute autre cause ;

Déclare insaisissable la rente attribuée à Legac à la suite d'un accident du travail, par jugement du 9 juin 1900 ;

Condamne Legac aux dépens de première instance et d'appel.

M. **Fourcaud** subst. proc. rép. — Mes **Bougault** et **Touadre** av.

NOTE. — Comp. dans le même sens : Nancy 2 mars 1901 (Rec. Nancy 1901, 150 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Saisie-arrêt, n° 55) ; Trib. paix La Ferté-Saint-Aubin 15 novembre 1900 (Gaz. Pal. 1901.1.74). Il paraît résulter, non seulement des termes formels de la loi de 1898 (art. 3), mais encore des travaux préparatoires, que le législateur a entendu limiter l'incessibilité et l'insaisissabilité édictées aux rentes allouées aux victimes des accidents du travail. V. note sous Trib. paix La Ferté-Saint-Aubin, précité. Mais il a été jugé que si cette incessibilité et cette insaisissabilité ne s'étendent point *ipso facto* aux sommes attribuées en capital, cependant il appartient aux tribunaux de déclarer celles-ci insaisissables, même en totalité, en vertu de l'art. 581 C. proc. civ. si elles ont un caractère alimentaire. *Sic :* Trib. civ. Pont-Audemer 5 mars 1902 (D. 1902.2.300 et la note) ; Trib. paix Lille 26 novembre 1902 (Gaz. Pal. 1903.1.107) ; Comp. Trib. civ. Bordeaux 28 avril 1902 (Rev. jurid. des accid. du trav. 1902, 299) et par analogie : Aix 29 mars 1905 (Rec. Marseille 1905. 1.259 — Gaz. Pal. 1905, 2, Table, v° Saisie-arrêt, n° 7). *Adde :* Baudry-Lacantinerie et Wahl, du Louage, t. II, n° 1981. *Contrà :* Sachet, n° 562 ; Lombard, n° 226 ; Chardiny, n° 120 ; Cabouat, n° 180 et la note.

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

24 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

1° COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS-VOITURIER. — FINS DE NON-RECEVOIR. — ART. 105 C. COM. — RÉSERVES ACCEPTÉES.

2° CHEMINS DE FER. — TRANSPORT DES MARCHANDISES. — BACHAGE. — DÉFECTUOSITÉ. — AVARIES. — OBLIGATION DES COMPAGNIES.

1° *Les prescriptions impératives de l'art. 105 C. com. peuvent, par exception, cesser d'être applicables, à la double condition que le destinataire ait fait des réserves au moment de la livraison des marchandises, et*

que ces réserves aient été acceptées par le transporteur.

Cette acceptation peut, d'ailleurs, être expresse ou implicite et il appartient au juge de la constater.

2° *Le bâchage doit être considéré comme une des opérations du chargement ; par suite, lorsque, en vertu du tarif requis par l'expéditeur, celui-ci est tenu de charger sa marchandise, il doit fournir à ses risques et périls, la bâche qu'il juge nécessaire, et ne peut s'en prendre qu'à lui-même de sa défectuosité ; et si la compagnie lui en a fourni une à titre gracieux, elle ne saurait être rendue responsable de son insuffisance, non plus que des avaries qui ont pu en provenir.*

La Compagnie n'est, d'ailleurs, pas tenue de vérifier l'état du bâchage des marchandises qui lui sont remises par wagons complets, chargés aux risques et périls de l'expéditeur, ni de modifier cet état en cours de route.

Elle n'est pas tenue non plus de fournir des wagons d'un modèle spécial plus propres au bâchage : il lui suffit, pour dégager sa responsabilité, de fournir des wagons dont la mise en service a été régulièrement ordonnée.

Chemins de fer P.-L.-M. c. Javelle.

La Compagnie des Chemins de fer P.-L.-M. s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de Saint-Etienne, du 12 février 1903, rendu au profit de M. Javelle.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen :

Attendu que les prescriptions impératives de l'art. 105 C. com., peuvent, par exception, cesser d'être applicables, à double condition que le destinataire ait fait des réserves au moment de la livraison des marchandises, et que ces réserves aient été acceptées par le transporteur; que cette acceptation peut être expresse ou implicite, et qu'il appartient aux tribunaux de le constater ;

Attendu que le jugement attaqué déclare que Javelle, qui s'était fait expédier de la gare de Pont de Vaux Fleurville, en gare de Chateaucreux Saint-Etienne, un wagon de carottes en vrac, au tarif le plus réduit, a, lors de la livraison de cette marchandise, constaté et fait constater sur le livre de sortie « que le wagon était mouillé de chaque côté », qu'il ajoute que cette mention écrite de la main même d'un agent de la Compagnie, ne peut être considérée que comme la « reconnaissance formelle par ladite Compagnie des réserves expresses faites par le destinataire » ;

Attendu qu'en décidant, dans ces circonstances, que Javelle s'était trouvé dispensé de notifier, dans la forme et le délai prescrits par l'art. 105 C. com., une protestation motivée et en déclarant, par suite ,recevable l'action en dommages-intérêts dont il était saisi, le Tribunal de commerce de Saint-Etienne n'a pas violé ledit article ;

Rejette ce moyen :

Mais sur le deuxième moyen :

Vu l'art. 2 § 3 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1900 ;

Attendu, qu'en réponse à la demande en dommages-intérêts formée contre elle par Javelle, à raison de la mouillure survenue, en cours de route, à sa marchandise, la Compagnie P.-L.-M. a invoqué la présomption d'irresponsabilité résultant de l'art. 2 susvisé ;

Attendu que, pour écarter cette exception, le Tribunal de commerce de Saint-Etienne s'est fondé sur ce que l'opération du bâchage, distincte de l'opération de chargement, incombait, dans le silence du tarif, à la Compagnie, et, qu'en fût-il autrement, celle-ci serait encore en faute, soit pour n'avoir fourni à l'expéditeur qu'un modèle de wagon ne permetant pas de faire un bâchage susceptible de protéger suffisamment la marchandise, soit pour ne lui avoir fourni qu'une bâche en mauvais état , soit, enfin, parce que la Compagnie aurait dû, en cours de route, remplacer cette bâche reconnue défectueuse ;

Mais attendu, d'une part, que le bâchage doit être considéré comme une des opérations du chargement ; qu'il suit de là que l'expéditeur, obligé, comme dans l'espèce, par le tarif dont il a requis l'application, de charger sa marchandise, ne peut s'en prendre qu'à lui-même de la défectuosité du bâchage ;

Attendu, d'autre part, que la Compagnie n'était pas tenue de fournir un wagon d'un modèle déterminé ,qu'il lui suffisait, pour dégager sa responsabilité, de fournir, ainsi qu'elle l'a fait, un wagon dont la mise en service avait été régulièrement approuvée ; que sa responsabilité ne pouvait davantage être engagée par la défectuosité d'une bâche mise gracieusement à la disposition de l'expéditeur et acceptée par lui, sans aucune protestation ;

Attendu, enfin, que la Compagnie n'était pas tenue de vérifier l'état de bâchage des marchandises qui lui avaient été remises en wagon complet, et qu'il ne lui appartenait pas davantage de le modifier en cours de route ; d'où il suit qu'en statuant ainsi qu'il l'a fait, et en condamnant la Compagnie P.-L.-M. à 30 francs de dommages-intérêts, le Tribunal de Saint-Etienne n'a pas légalement justifié sa décision et a violé le texte ci-dessus visé ;

Casse..., mais seulement du chef de la condamnation à des domages-intérêts.

MM. **Demartial** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Labbé** et **Bressolles** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence de la Cour de cassation est définitivement fixée en ce sens : V. Cass. 7 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.390) ; 10 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.164).

II. — Sur le second point : Il résulte déjà de la jurisprudence antérieure de la Cour de cassation que l'opération du bâchage est l'un des accessoires du chargement et qu'elle est, par suite, abandonnée aux soins de l'expéditeur quand le tarif lui impose l'obligation de remettre au chemin de fer des wagons complètement chargés et non des colis à manutentionnel avant l'expédition. V. Cass. 14 avril 1899 (D. 99.1.421) ; 26 décembre 1898 (S. 99.1.143 — D. 99.1.422) ; 22 juillet 1901 (D. 1902.1.39) ; 18 avril 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.662 — D. 1901.1.191) ; 18 février 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.432 — D. 1902.1.477).

En ce qui touche la fourniture d'un wagon d'un modèle spécial, la Cour de cassation a jugé que le chemin de fer ne peut encourir aucune responsabilité qui serait une conséquence de l'aménagement du matériel dès lors que la mise en service de celui-ci a été approuvée : Cass. 8 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.1.430 — S. 94.1.93 — D. 94.1.275).

En outre, il a été jugé aussi que si le bâchage incombe à l'expéditeur, le chemin de fer n'est tenu à aucune responsabilité du fait qu'il aurait fourni une bâche en mau-

vais état, puisque cette fourniture était pour lui facultative : Cass. 26 juillet 1897 (S. 98.1.93 — D. 99.1.487).

... Et il ne saurait être tenu de changer cette bâche en cours de route : Cass. 18 février 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.431 — D. 1902.1.477).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTES

1er Aout 1906.

Présidence de M. Hailaust.

CHARTE-PARTIE-CONNAISSEMENT. — AVARIE DES MARCHANDISES. — FUTS DE VIN. — DÉBONDAGE. — DÉFICIT DU TITRAGE. — RESPONSABILITÉ DU CAPITAINE. — ÉNONCIATIONS DU CONNAISSEMENT. — FORCE PROBANTE. — PRÉSOMPTIONS « JURIS ET DE JURE ». — PREUVE CONTRE ET OUTRE LE CONTENU AUX ACTES (ART. 1341 C. CIV.)

Aux termes des art. 222 et 230 C. com., le capitaine est responsable des marchandises dont il a pris la charge par le connaissement, sauf le cas de force majeure ou celui de vice propre de la chose.

Et, entre les parties qui l'ont signé, c'est-à-dire le capitaine ou l'armateur, d'une part, et le chargeur d'autre part, les énonciations du connaissement revêtent les caractères d'une présomption juris et de jure *contre laquelle aucune preuve contraire, sauf celle constituée par des écrits où une fraude reconnue ne saurait être admise.*

Dès lors, le capitaine ne pouvant prouver par témoins ou présomptions de faits contre ou outre le contenu des actes, il est responsable de la quantité et aussi de l'état des marchandises qui lui ont été confiées alors que le connaissement signé par lui ne contient aucune réserve.

D'où il suit que lorsqu'il est constant que des fûts de vin chargés à bord d'un navire en vertu d'un connaissement sans réserve, sont arrivés en partie débondés et que le titrage des vins est considérablement inférieur à celui indiqué par les factures au départ, il n'appartient pas au capitaine ou à l'armateur, pour se soustraire à la responsabilité qui lui incombe, de faire plaider, soit que les fûts n'ont pas été violés en cours de voyage et lui ot été remis dans l'état où ils sont arrivés, soit qu'ils ont pu être débondés dans les gabares qui les ont conduits des magasins du chargeur à bord du navire transporteur, pas plus que de mettre en doute la sincérité des degrés déclarés par l'expéditeur.

Bülher c. Compagnie des Vapeurs du Nord.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'au mois d'avril dernier Bülher, négociant à Cette, a chargé dans ce port, sur le vapeur « Ville de Marseille », de la Compagnie des Vapeurs du Nord, à l'adresse de Milh, son représentant à Nantes, 23 demi-muids de vin ;

Attendu que le connaissement délivré par le capitaine constate le bon état apparent du conditionnement des fûts et reconnaît qu'ils sont munis de plaques sur bondes ;

Attendu qu'à l'arrivée à Nantes, Milh crût remarquer qu'une partie des fûts avaient été débondés en cours de route ;

Attendu qu'il refusa d'en prendre livraison, que les parties se mirent d'accord pour constituer une expertise amiable ;

Attendu que les experts choisis constatèrent qu'un certain nombre de futailles avaient manifestement été débondées ;

Attendu que l'analyse d'Andouard père, chimiste, démontre que le degré des vins contenus dans lesdites futailles était dans des proportions variables, inférieur à celui porté dans la facture de l'expéditeur ;

Mais attendu que les experts ont négligé de se prononcer sur deux questions essentielles qu'ils avaient à résoudre : quelle dépréciation peut avoir subie la marchandise ? cette dépréciation la rend-elle impropre aux usages auxquels elle était destinée ?

Attendu que Milh ès-qualité a, dans ces conditions, maintenu son refus de prendre livraison ; qu'il a, par l'acte susvisé, assigné la Compagnie des Vapeurs du Nord, laquelle a fait mettre en magasin les futailles objet du litige ;

Attendu que Bülher prétend que deux des fûts déclarés intacts par les experts ont été débondés en cours de transport ; que ses conclusions à la barre tendent à ce qu'il plaise au tribunal ;

Vu les articles 222 et 230 du Code de Commerce ;

Déclarer la Compagnie des Vapeurs du Nord responsable de l'état dans lequel se trouvent les fûts par elle transportés ;

Ordonner une expertise à l'effet de compléter le rapport des expertises amiables et de résoudre les questions auxquelles ils n'ont pas répondu ;

En conséquence, donner mission à ou aux arbitres experts nommés :

1° Dire quels sont les fûts qui doivent être considérés comme mouillés, par suite hors du commerce et invendables ; ceux qui sont susceptibles d'être l'objet d'une livraison et en ce cas, préciser la réfraction qu'ils doivent supporter ;

2° Prélever à cet effet sur chacun des fûts, objet du transport litigieux, une quantité de vin suffisante pour être titrée et être soumise à une analyse complète et définitive par les soins d'Andouard père ;

3° De dire en outre si les fûts 18 569 et 18 736 sont intacts ou si, au contraire, les bondes et plaques ont été violées ;

Attendu que, de son côté, la Compagnie des Vapeurs du Nord conclut à ce qu'il plaise au tribunal ;

Dire Bülher non recevable, en tout cas mal fondé en ses demandes, fins et conclusions, l'en débouter ;

Dire et juger que les fûts vins, venus par vapeur « Ville de Marseille », demeurant en entrepôt à ses frais, risques et périls, et qu'il sera tenu d'en prendre livraison en payant tous les frais de manutention, magasinage ou accessoires pouvant leur incomber ;

Condamner Bülher aux dépens ;

Attendu qu'aux termes des articles 222 et 230 C. com., le capitaine est responsable des marchandises dont il a pris charge par le connaissement ;

Attendu qu'il cesse d'être responsable dans le cas de force majeure et peut encore s'exonérer de sa responsabilité en prouvant que les dommages survenus à la marchandise sont la conséquence du vice propre de la chose ;

Attendu qu'entre les parties qui l'ont signé, c'est-à-dire le capitaine ou l'armateur d'une part, et le char-

geur d'autre part, les énonciations du connaissement revêtent les caractères d'une présomption *juris et de jure* contre laquelle aucune preuve contraire, sauf celle constituée par des écrits ou une fraude reconnue, ne saurait être admise ;

Attendu que le capitaine, en effet, ne peut prouver par témoins ou présomptions de faits contre ou outre le contenu des actes ;

Attendu que le connaissement signé par le capitaine ne contient aucune réserve ; qu'il est donc responsable de la quantité et aussi de l'état des marchandises qui lui ont été confiées ;

Attendu que les experts amiables, choisis par les parties, ont reconnu dans leur déclaration du 26 mai 1906, qu'à l'arrivée, une grande partie des fûts avait été débondée et que le tirage des vins était sensiblement inférieur à celui indiqué par les factures au départ ;

Attendu que le capitaine n'invoque pas le cas de force majeure, pas plus que le vice propre ; qu'il fait plaider que les fûts n'ont pas été violés en cours de voyage et lui ont été remis dans l'état où ils sont actuellement ;

Attendu qu'il prétend aussi mettre en doute la sincérité des degrés déclarés par l'expéditeur ; que de plus, il allègue que les fûts ont pu être débondés dans les gabares qui les ont transportés des magasins de Bülher, le long du bord du vapeur à Cette ;

Attendu que le premier moyen ne repose que sur des présomptions ; qu'il ne saurait être accueilli en vertu des principes juridiques exposés ci-dessus ;

Attendu que les deux autres tiendraient à faire admettre qu'une fraude a été commise, laquelle fraude, si elle était prouvée, suffirait à dégager la responsabilité du capitaine ;

Mais attendu que la Compagnie défenderesse ne fournit pas la preuve qui lui incombe ; que l'honorabilité commerciale de Bülher est suffisamment établie pour qu'on ne puisse suspecter ce négociant de majorer sur facture le degré réel des vins qu'il expose ;

Attendu qu'il n'est pas plus vraisemblable d'admettre que le débondage des fûts ait eu lieu pendant le gabarage ;

Attendu qu'en fût-il même ainsi, il était du devoir du capitaine de vérifier la marchandise qui lui était présentée et de prendre les réserves d'usage ;

Attendu au surplus, que le vapeur « Ville de Marseille » a fait escale à Bordeaux où il a déposé une partie de sa cargaison ; que les 23 fûts destinés à Nantes ont été transbordés sur gabare à Saint-Nazaire ; qu'il apparaît que c'est au cours de ces deux opérations que le débondage des fûts, la soustraction présumée du vin et son remplacement par de l'eau ont pu s'effectuer avec le plus de facilité ;

Attendu que ces actes coupables sont malheureusement trop fréquents lorsqu'il s'agit de transports de vins ; qu'il faut donc dire que la Compagnie des Vapeurs du Nord est responsable de l'état dans lequel se trouvent les fûts par elle transportés ;

Attendu que les experts amiables n'ont pas entièrement accompli la mission qui leur avait été confiée ; qu'Andouard père, a déclaré que la quantité de vin qui lui avait été remise était insuffisante pour lui permettre de contrôler les résultats de ses propres analyses ;

Attendu que le tribunal ne possède pas, dès lors, les éléments suffisants pour statuer en toute connaissance de cause ; qu'il convient d'ordonner un nouvel apurement ;

Attendu que Milh, ès-qualités, prétend que les fûts n° 18 569 et 18 736 considérés comme intacts par les premiers experts, ont aussi été débondés ; que rien ne s'oppose à ce que l'expert qui va être nommé, vérifie les dires du demandeur ;

Par ces motifs,

Dit et juge que, par application des articles 222 et 230 C. com., la Compagnie des Vapeurs du Nord est responsable de l'état dans lequel se trouvent les 23 fûts vin transportés par elle de Cette à Nantes par son vapeur « Ville de Marseille » et actuellement en magasin ;

Et avant, autrement faire droit nomme Richard, arbitre-expert, qui aura pour mission de dire quels sont les fûts qui doivent être considérés comme mouillés, par suite, hors du commerce et invendables, ceux qui sont susceptibles d'être l'objet d'une livraison et en ce cas, préciser la réfraction qu'ils doivent supporter ;

Prélever à cet effet sur chacun des fûts, objet du transport litigieux, une quantité de vin suffisante pour être titrée et être soumise à une analyse complète et définitive par les soins d'Andouard père ;

Dire que si les fûts 18 569 et 18 736 sont intacts ou si leurs bondes et plaques ont été violées ;

Dit qu'à cet effet, l'arbitre expert s'entourera de tous renseignements, entendra les parties, les conciliera si faire se peut et à défaut, déposera son rapport au greffe de ce tribunal pour être statué ultérieurement ce que de droit;

Réserve les dépens.

M^es **Ricordeau** et **Renaume** av.

NOTE. — En principe, le capitaine répond de toutes les marchandises dont il se charge par connaissement : Cass. 29 novembre 1881 (Gaz. Pal. 82.2.383) ; et, lorsqu'il signe un connaissement sans protestations ni réserves, il est présumé avoir reçu les marchandises en bon état et conformes aux énonciations du connaissement : Poitiers 17 février 1896 (Rec. du Havre 96.2.74 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Charte-partie-Connaissement, n° 106) ; mais il ne s'ensuit pas que dans les rapports des parties au contrat d'affrètement, c'est-à-dire du chargeur et du capitaine, il soit interdit, en principe, de faire une preuve contraire aux énonciations du connaissement. Il a été jugé, au contraire, que la force probante du connaissement est une simple présomption légale qui peut être détruite par la preuve contraire : Paris 21 novembre 1885 (Gaz. Pal. 86.1. 186). Toutefois, comme le contrat d'affrètement n'est susceptible d'être prouvé que par écrit, cette preuve, comme le déclare la décision recueillie, ne pourra, en l'absence de toute fraude reconnue, être fournie qu'à l'aide d'autres documents écrits, et il ne serait pas permis de recourir ni à des témoins, ni à de simples présomptions, l'art. 1341 C. civ. s'opposaient à ce qu'il soit reçu aucune preuve contre et outre le contenu des actes : Lyon-Caen et Renault, Précis de dr. com., n° 1883 ; Traité de dr. com., t. V, n° 708. En cas de fraude, V. Cass. 3 janvier 1872 (S. 72.1.270 — D. 72.1.73). *Adde :* Desjardins, n° 928.

296

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

31 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — REVISION.

1° L'indemnité dont la revision est autorisée par l'art. 19

de la loi du 9 avril 1898 est aussi bien celle qui est accordée à la victime de l'accident du travail en réparation d'une indemnité qui paraît ne devoir être que temporaire, que celle qui lui est allouée sous forme de rente viagère lorsque l'incapacité est considérée comme étant permanente.

2° *La demande d'indemnité que forme la victime d'un accident du travail qui se dit atteinte d'incapacité permanente et la demande en revision de l'indemnité journalière qu'elle fonde sur une aggravation de la blessure, bien qu'elles tendent toutes deux à l'allocation de la rente viagère déterminée par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, sont juridiquement distinctes l'une de l'autre : dès lors la décision définitive qui dit prescrite l'action en indemnité par application de l'art. 18 de ladite loi, ne fait pas obstacle à ce que l'action en revision de l'indemnité journalière puisse être déclarée recevable.*

Philippe c. Fenailles et Despeaux.

Le sieur Philippe, ouvrier, victime d'un accident du travail, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 20 novembre 1903, rendu au profit de MM. Fenailles et Despeaux, les chefs d'entreprise.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu, d'une part, que la loi du 31 mars 1905 ne permet plus de douter que l'indemnité, dont l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, autorise la revision, soit aussi bien celle qui est accordée à la victime de l'accident du travail en réparation d'une incapacité qui ne paraît ne devoir être que temporaire, que celle qui lui est allouée sous forme de rente viagère lorsque l'incapacité est considérée comme étant permanente ; que cette loi, en effet, déclare que « s'il n'y a pas eu attribution de rente », le délai pendant lequel l'action en revision pourra être exercée, « courra, à compter de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière » ; que cette disposition modifie sans doute, l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898 en ce qu'elle donne à la prescription de l'action en revision un point de départ nouveau, et, qu'à cet égard elle ne saurait avoir un effet rétroactif, mais qu'elle l'interprète en même temps de façon non équivoque en ce qu'elle implique nécessairement que le législateur de 1905 a estimé que ledit article permettait la revision de l'une et l'autre indemnité malgré l'imprécision de ses termes ; que les rapports présentés, tant au Sénat qu'à la Chambre des députés, font ressortir le double caractère de la disposition nouvelle ;

Attendu, d'autre part, que la demande d'indemnité que forme la victime d'un accident du travail qui se dit atteinte d'incapacité permanente et la demande en revision de l'indemnité journalière qu'elle fonde sur une aggravation de sa blessure, bien qu'elles tendent toutes deux à l'allocation de la rente viagère déterminée par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, sont juridiquement distinctes l'une de l'autre ; qu'elles sont soumises à des règles propres ; que notamment l'action en indemnité se prescrit par un an aux termes de l'art. 18 de ladite loi, tandis que l'art. 19 déclare que l'action en revision est ouverte pendant trois ans ; que la décision définitive qui dit prescrite l'action en indemnité ne fait donc pas obstacle à ce que l'action en revision de l'indemnité journalière puisse être déclarée recevable ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que par décision définitive du juge de paix compétent, en date du 30 août 1900, une certaine somme a été allouée à titre d'indemnité journalière à Philippe, ouvrier de Fenailles et Despeaux, raffineurs, victime d'un accident du travail ; que, le 26 juillet 1902, Philippe se prétendait atteint, par suite du même accident, d'une incapacité devenue permanente, a demandé la revision de l'indemnité fixée par la sentence du 30 août 1900 ; que ledit arrêt a déclaré sa demande irrecevable par ce double motif que l'indemnité journalière ne serait pas susceptible de revision et qu'un jugement du 12 octobre 1901, passé en force de chose jugée, aurait déclarée prescrite l'action en indemnité alors intentée par Philippe, contre ses patrons pour cause d'incapacité permanente ; qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a violé l'article susvisé ;

Casse...

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. — M^e **Auger** av

NOTE. — I. — Sur le premier point : V. dans le même sens les arrêts de la Cour de cassation du 12 août 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.570), du 13 février 1906 (Gaz. Pal. 1906.1. 320) et du 29 mai 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.46) sur cette question délicate tranchée d'abord en sens contraire par la Cour suprême. V. nos notes sous ces décisions.

II. — Sur le second point : La Cour de cassation s'est déjà prononcée en ce sens dans deux arrêts du 12 avril 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.570) et du 16 mai 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.693).

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

18 JUILLET 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

PRUD'HOMMES. — COMPÉTENCE TERRITORIALE. — INCOMPÉTENCE « RATIONE LOCI ».

L'incompétence territoriale du Conseil de prud'hommes n'est que relative.

Et, dès lors, si elle n'a pas été soulevée devant le premier juge, elle est couverte et ne peut être invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation.

Dubiez c. Fossemale.

M. Dubiez s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal civil de Millau du 9 mars 1906, rendu au profit de son ouvrier Fossemale.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique ;

Attendu que Dubiez, mégissier, dont la fabrique et le domicile sont situés dans la commune de Creissels, a été assigné, par son ouvrier Fossemale, devant le Conseil des prud'hommes de la commune de Millau ;

Attendu qu'ayant comparu devant ce conseil, dont

l'incompétence territoriale n'était que relative, il n'a pas demandé son renvoi devant le juge de paix du canton de Millau, qui devait connaître du litige, aux termes des art. 5 § 2 de la loi du 25 mai 1858 et 5 § 1 de la loi du 12 juillet 1905 ;

Attendu que, dans ces circonstances, le Tribunal civil de Millau, devant lequel il a interjeté appel et conclu au fond, a compétemment statué dans la cause ; d'où il suit que le moyen du pourvoi, tiré de l'incompétence territoriale du Conseil des Prud'hommes de Millau est irrecevable;

Rejette...

MM. **Fabreguettes** rapp.; **Mérillon** av. gén. (c. conf.).

NOTE. — Il est de principe que si parmi les tribunaux de l'ordre, du degré et de la nature requis, le demandeur a choisi un tribunal incompétent *ratione loci* cette incompétence n'est que *relative* et doit être, par suite, invoquée *in limine litis*.

Ce principe consacré pour la procédure devant les tribunaux d'arrondissement par l'art. 169 C. proc. civ. est appliqué sans difficulté aux tribunaux d'exception : tribunaux de commerce, juges de paix et conseils de prud'hommes.

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

12 Juillet 1906.

Présidence de M. Bard.

ATTENTAT AUX MOEURS. — CARTES OBSCÈNES. — LOI DU 16 MARS 1898. — PUBLICITÉ DU LIEU DE VENTE.

L'éditeur-marchand de cartes et photographies contraires aux bonnes mœurs ne tombe sous l'application de la loi du 16 mars 1898 que s'il est constaté que son magasin de vente est ouvert au public.

Merz.

Le sieur Merz s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 5 février 1906 qui l'avait condamné à trois mois de prison pour mise en vente de cartes postales et photographies obscènes.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen du pourvoi pris de la violation de l'art. 1er de la loi du 16 mars 1898 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré l'exposant coupable du délit de vente et mise en vente dans les lieux publics de gravures et photographies obscènes ou contraires aux bonnes mœurs sans constater les éléments nécessaires pour constituer le délit :

Vu lesdits articles ;

Attendu que le jugement dont l'arrêt attaqué a adopté les motifs énonce que Merz, éditeur et marchand de cartes postales, se livre au commerce des cartes et photographies contraires aux bonnes mœurs ; qu'il possède au 4e étage d'une maison sise à Paris, rue Geoffroy-Marie, un magasin de vente dans lequel, le 9 mai 1905, il a été saisi une grande quantité de cartes et de photographies destinées à être vendues et représentant des scènes lubriques ;

Attendu que l'arrêt déclare que le magasin de vente de Merz doit être considéré comme un lieu public au sens de la loi du 16 mars 1898, mais qu'il n'affirme pas, qu'en fait, ce magasin fut ouvert au public ; qu'à défaut de toute précision à cet égard la Cour de cassation se trouve dans l'impossibilité de vérifier si le magasin où étaient mises en vente les cartes et photographies incriminées était, en réalité, un lieu public, et si, par suite, il a été fait une exacte application de l'art 1er de la loi du 16 mars 1898 ; qu'il résulte de ce qui précède que la décision attaquée manque de base légale et doit être annulée ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. **Boulloche** rapp. ; **Cottignies** av. gén. — Me **Talamon** av.

NOTE. — La condition essentielle pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 1er de la loi du 16 mars 1898, visant la vente ou mise en vente des écrits, gravures, images obscènes, est que cette vente ou mise en vente aient été accompagnée d'offre, d'exposition, d'affichage ou de distribution, mais la publicité du lieu est essentielle à la constitution du délit : Cass. 27 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905.1. 319 — Bull. crim. n° 41).

COUR D'APPEL D'ORLÉANS (Ch. corr.)

3 Juillet 1906.

Présidence de M. Bertheau, président.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

MARQUE DE FABRIQUE. — 1° DÉNOMINATION DE FANTAISIE. — PASTILLES VALDA. — PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE. — 2° CONTREFAÇON ET D'USAGE D'UNE MARQUE CONTREFAITE. — BONNE FOI. — CARACTÈRE INOPÉRANT.

1° *Le pharmacien qui dénomme des pastilles de sa fabrication, sous le nom fantaisiste de Valda constitue ainsi une marque de fabrique dont il devient propriétaire exclusif, il n'est permis à personne de se servir de ce mot comme qualificatif d'un genre de pastilles similaires, aussi bien, du reste, en indiquant comme « genre Valda » les pastilles expédiées qu'en les désignant dans les étiquettes « Pastilles Valda ».*

2° *L'art. 7, § 1er de la loi du 23 juin 1857 punit ceux qui ont contrefait une marque ou fait usage d'une marque contrefaite.*

La reproduction matérielle par un tiers d'une marque déposée constitue la contrefaçon de cette marque et rend le contrefacteur ainsi que celui qui a fait usage de la marque contrefaite, passibles des peines édictées par la loi, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'ils sont de bonne foi : cela résulte de la comparaison entre le texte du § 1er de l'art. 7 qui est conçu en termes absolus, et le texte des deux autres paragraphes du même article qui ne punissent que ceux qui ont agi frauduleusement ou sciemment.

Canonne c. Rodillon de Chapette et autres.

La Cour d'Orléans saisie comme cour de renvoi

après arrêt de cassation du 16 mars 1906, rapporté (Gaz. Pal. 1906.1.465, ledit arrêt ayant cassé un arrêt de la Cour de Bourges du 13 juillet 1905 qui avait admis l'excuse de bonne foi en matière de contrefaçon et d'usage de marque contrefaite, a admis la thèse soutenue par la Chambre criminelle et a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Attendu que, par arrêt de la Cour de cassation du 16 mars 1906, la Cour d'Orléans est saisie de l'unique question de savoir si Rodillon de Chapette, Bureau, Routhier et Oster, administrateurs de la Société du Blosset, ont contrefait une marque et fait usage d'une marque contrefaite ;

Attendu que bien que l'action publique soit éteinte, il y a lieu pour statuer sur l'action civile engagée par Canonne d'examiner si le délit prévu par l'art. 7 de la loi du 23 juin 1867 est établi ;

Attendu, en fait, qu'il est constant que Canonne, pharmacien à Paris, a déposé au greffe du Tribunal de commerce de la Seine, sous la dénomination de « Pastilles Valda », une marque de fabrique destinée à particulariser un produit pharmaceutique ;

Attendu que l'appelant ayant les plus sérieux motifs de croire que la Société du Blosset se servait indument de sa marque pour créer une confusion entre les deux produits, chargea un de ses confrères de Paris, de faire à ladite société trois commandes de « Pastilles Valda » ;

Attendu qu'il est établi que la société du Blosset, en exécution des commandes, envoya au pharmacien de Paris, des pastilles qu'elle qualifia « genre Valda » accompagnées d'une étiquette mobile portant les mots « Pastilles Valda » ;

Attendu que les prévenus soutiennent que l'action civile de Canonne n'est pas recevable parce qu'il a provoqué le prétendu délit en faisant insidieusement cofmander par un tiers des pastilles Valda ;

Mais attendu que les agsisements de Canonne n'ont pas eu pour objet de faire naître un délit mais seulement de constater l'existence d'un fait lui portant préjudice ;

Attendu que la preuve de ce fait résulte de ce que la Société n'a pas hésité à envoyer par trois fois des pastilles fabriquées par elle au pharmacien de Paris, qui n'avait demandé que des « Pastilles Valda » ;

Attendu qu'on doit conclure de ces circonstances, que les soupçons de Canonne n'étaient pas chimériques et qu'on s'explique sans être surpris qu'il ait employé le moyen d'un intermédiaire, pour faire cesser un état de choses préjudiciable à ses intérêts ;

Attendu que Canonne en dénommant les pastilles de sa fabrication, sous le nom fantaisiste de « Valda », a constitué une marque de fabrique dont il est devenu le propriétaire exclusif, d'où la conséquence qu'il n'était permis à personne de se servir de ce mot comme qualificatif d'un genre de pastilles similaires ;

Attendu qu'il n'était pas plus licite à Rodillon de Chapette, d'indiquer sous le nom de « Genre Valda » les pastilles qu'il expédiait que de les désigner dans ses étiquettes « Pastilles Valda » ;

Attendu que lorsque le pharmacien de Paris, demandait à la Société du Blosset des « Pastilles Valda », le directeur aurait dû répondre qu'il ne pouvait lui fournir ce produit, puisqu'en réalité il substituait à la marchandise demandée un produit analogue ;

Attendu que l'argument tiré de ce qu'une fille de service aurait mis de son initiative privée et sans l'adhésion du directeur, sur l'étiquette le mot « Valda » doit être rejetée; qu'on ne peut juridiquement soutenir que le fait de contrefaçon est l'œuvre d'un employé subalterne, tout industriel étant tenu de surveiller le personnel sous ses ordres ;

Attendu que dans le jugement dont est appel, rendu par le Tribunal correctionnel de Bourges, le 21 avril 1905, les premiers juges ont dans les circonstances de fait ci-dessus relatées, acquitté Rodillon de Chapette en se fondant sur sa bonne foi ;

Attendu que le jugement entrepris pour établir la bonne foi, s'est livré à des considérations sans intérêt pour la solution de l'affaire; qu'il importait peu, en effet, de savoir si la Société du Blosset avait cherché ou non à créer la moindre confusion entre ses produits et ceux de Canonne, si Rodillon de Chapette pouvait à juste titre croire que le pharmacien de Paris demandait en réalité des pastilles fabriquées par la Société ;

Attendu que si ces considérations pouvaient avoir leur valeur en ce qui touche les infractions tombant sous le coup des paragraphes 2 et 3 de l'art. 7 de la loi du 23 juin 1867, elles étaient sans portée relativement au délit prévu par le paragraphe premier du même article ;

Attendu que la volonté du législateur apparaît clairement puisque dans le paragraphe premier, il déclare l'existence du délit dans le fait seul de contrefaire une marque, tandis que dans les espèces prévues dans les paragraphes 2 et 3, il exige que le contrevenant ait agi sciemment ou frauduleusement ;

Attendu que c'est à tort que les premiers juges ont acquitté Rodillon de Chapette, qui a bien commis le délit d'usage d'une marque contrefaite ;

Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, de faire droit à la demande de dommages-intérêts formée par Canonne ;

Attendu que la Cour a les éléments suffisants pour apprécier le préjudice, qui n'a pas une importance telle qu'il convienne de le faire fixer par état et d'ordonner l'affichage du présent arrêt ;

Attendu que Routhier, Bureau et Oster ont été pris comme administrateurs de la Société; qu'en l'absence d'une faute personnelle de leur part, il n'échet de les rendre responsables, des fautes commises par Rodillon de Chapette, directeur de ladite société ;

Par ces motifs,

Infirme le jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Bourges le 21 avril 1905 ;

Met Bureau, Routhier et Oster hors de cause ;

Dit que Rodillon de Chapette a bien commis le délit d'usage de marque contrefaite ;

Déclare que pour ce délit l'excuse de bonne foi est inadmissible ;

Rejette le moyen de provocation soulevé par le prévenu ;

Reçoit Canonne appelant du jugement entrepris et le déclare bien fondé dans sa demande en dommages-intérêts ;

Juge que Canonne a la propriété exclusive de la marque « Valda » ;

Condamne Rodillon de Chapette à payer à Canonne à titre de dommages-intérêts la somme de deux cents francs ;

Autorise Canonne à faire insérer le présent arrêt par extraits, dans deux journaux à son choix ;

Condamne Rodillon de Chapette en tous dépens, lesquels comprendront le coût des constats et les frais dus à Me Mars, avoué, dont le ministère a été reconnu utile ;

Fixe au minimum la contrainte par corps.

Mes **Lucas** et **Bogelot** (ce dernier du barreau de Paris) av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Une dénomination arbitraire, créée par le fabricant qui l'emploie, est évidemment susceptible de propriété privative et toute usurpation doit être réprimée. Pouillet, Taillefer et Gléro, Marque de fabrique, n° 46.

II. — Sur le second point : Voir notre note sous Cass. 16 mars 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.465).

COUR D'APPEL DE L'INDO-CHINE
(3e Ch. siégeant a Hanoï)

20 Juin 1906.

Présidence de M. Baudet.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

1° DEGRÉ DE JURIDICTION. — CONCLUSIONS DÉFINITIVES. — RÉDUCTION DE LA DEMANDE, AU DESSOUS DE 1.500 FRANCS. — JUGEMENT EN DERNIER RESSORT. — 2° APPEL CIVIL. — JUGEMENT INSUSCEPTIBLE D'APPEL. — CONVENTION DES PARTIES. — INCOMPÉTENCE D'OFFICE.

1° *C'est la somme à laquelle conclut définitivement le demandeur qui fixe le ressort.*

2° *Les plaideurs ne peuvent, même d'un commun accord, déférer à un tribunal d'appel un jugement rendu en dernier ressort, car c'est dans un intérêt d'ordre public que le législateur a interdit, l'appel dans le cas où il déclare le jugement prononcé en dernier ressort.*

Veuve Teyssier c. Gastaldi.

LA COUR,

Attendu que, par exploit de Didier, huissier à Haïphong, en date du 27 mars 1906, enregistré, la dame veuve Teyssier a interjeté appel d'un jugement contradictoiremnt rendu le 6 mars 1906, qui l'a condamné à payer à Gastaldi la somme de 504 piastres 29 cents avec les intérêts légaux et aux dépens;

Sur la recevabilité de l'appel:

Attendu que, par son exploit introductif d'instance du 24 décembre 1905, enregistré, Gastaldi a demandé à la veuve Teyssier le paiement de la somme principale de 1.214 piastres 29 cents ;

Attendu qu'à l'audience du Tribunal de commerce d'Haïphong du 27 février 1906, Gastaldi a, par des conclusions additionnelles, réduit la demande principale à la somme de 504 piastres 29 cents et en a demandé acte;

Attendu qu'il est de jurisprudence unanime que c'est la somme à laquelle conclut définitivement le demandeur qui fixe le ressort ;

Attendu que, dans l'espèce actuelle, la demande définitive de 504 piastres 29 cents ou soit 1.261 francs est inférieure au taux du dernier ressort ;

Attendu que le jugement du 6 mars 1906 est donc rendu en dernier ressort, ainsi qu'il a été qualifié par le premier juge ;

Attendu que l'intimé n'a pas soulevé l'irrecevabilité de l'appel, mais attendu que les plaideurs ne peuvent pas, même d'un commun accord, déférer à un tribunal d'appel un jugement rendu en dernier ressort ;

Attendu que c'est dans un intérêt d'ordre public que le législateur a interdit l'appel dans le cas où il déclare le jugement prononcé en dernier ressort ;

Attendu que, contre un semblable appel, existe une fin de non-recevoir opposable en tout état de cause que la Cour doit admettre d'office;

Par ces motifs,

Déclare irrecevable l'appel interjeté par la veuve Teyssier, du jugement du 6 mars 1906, dûment qualifié en dernier ressort ;

Ordonne la confiscation de l'amende consignée ;

Condamne la veuve Teyssier en tous les dépens.

M. **Michel** av. gén. — Mes **Gouvelle** et **Broutin** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Jurisprudence constante et certaine. Le taux du premier et du dernier ressort est déterminé par les conclusions finales de la procédure et non par l'exploit introductif d'instance : Cass. 22 décembre 1897 (Gaz. Pal. 98.1.65 — S. 99.1.38 — D. 98.1.135) ; 25 janvier 1899 (S. 1900.1.71 — D. 99.1.215) ; Montpellier 25 juin 1897 (Gaz. Pal. 97.2.451) ; Nancy 1er février 1898 (Gaz. Pal. 98.1.534).

II. — Sur le second point : Il est de principe que les parties ne peuvent, ni expressément, ni tacitement renoncer à se prévaloir d'une incompétence absolue. L'art. 170 C. pr. civ. ordonne du reste en cas d'incompétence *ratione materiæ* au tribunal de renvoyer d'office devant qui de droit.

La cour d'appel saisie de l'appel d'un jugement en dernier ressort est évidemment incompétente *ratione matœriæ*, et doit, dès lors, malgré l'accord des parties de soumettre leur différend au second degré de juridiction, se déclarer d'office incompétente.

TRIBUNAL CIVIL DE SENS

12 Juillet 1906.

Présidence de M. de Gaurau.

PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES. — INSCRIPTION D'OFFICE. — SÉQUESTRE NOMMÉ PAR ORDONNANCE DE RÉFÉRÉ. — MAINLEVÉE DE L'INSCRIPTION. — MANDATAIRE DES PARTIES INTÉRESSÉES. — REFUS DU CONSERVATEUR. — DÉPENS.

Le séquestre nommé par ordonnance de référé est le mandataire judiciaire des parties intéressées, il peut donner mainlevée d'une inscription d'office et en demander la radiation ; le conservateur des hypothèques qui s'est refusé à procéder à celle-ci doit être condamné aux dépens de l'instance qui l'ordonne.

Patey c. Conservateur des hypothèques de Sens.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par ordonnance de référé du président de ce siège, en date du 16 janvier 1906, Me Patey a été nommé séquestre du prix dû par la Société Crou, Godet, Granier, aux héritiers Mortier, à l'effet de recevoir ce prix et d'en donner quittance avec mainlevée de l'inscription d'office le concernant ; que le juge des référés avait qualité pour faire cette nomination et pour donner au séquestre une telle mission ;

Attendu que la qualité de séquestre a donné à Patey celle de mandataire judiciaire des héritiers Mortier ; qu'à la vérité, Craggs, syndic de la faillite Mortier, a fait défaut à ladite ordonnance, mais que cette ordonnance lui a été signifiée par exploit de Clésier, huissier à Paris, en date du 22 janvier 1906 et qu'il n'en a pas interjeté appel;

Attendu que, dans ces conditions, il a tacitement accepté le mandat conféré à Patey ;

Attendu que le séquestre mandataire judiciaire des parties intéressées pouvait valablement donner mainlevée de l'inscription d'office et par cela même en demander la radiation ; qu'il y a donc lieu de faire droit à la demande de Patey;

Par ces motifs,

Dit que M. le Conservateur des Hypothèques de l'arrondissement de Sens sera tenu de radier, etc.

Condamne M. le Conservateur aux dépens;

M. **Decencière-Ferandière** Subst. proc. Rép. — Me **Patey** (du barreau de Paris) av. ; Me **Gravier** avoué.

NOTE. — Quelques explications sont nécessaires pour comprendre toute la portée du jugement ci-dessus.

Une dame B... et le sieur Mortier, celui-ci en faillite, ont vendu un immeuble indivis à la société Jodet et Grenier, et une inscription d'office a été prise à leur profit.

Un jugement d'attribution de prix a été rendu au profit de la dame B... contre le failli et son syndic, le 21 décembre 1905 ; puis, pour éviter la consignation du prix par les acquéreurs, la dame B... a assigné le failli et son syndic en référé pour voir nommer un sequestre chargé d'encaisser les fonds et de donner mainlevée de l'inscription d'office.

Avant que le jugement d'attribution de prix ne fut devenu définitif, le sequestre donna mainlevée de l'inscription d'office ; mais le conservateur des hypothèques refusa la radiation. Le sequestre l'assigna alors pour voir dire que la radiation serait opérée sur la production d'une expédition de la mainlevée, de l'ordonnance de référé, et du certificat établissant que l'ordonnance qui le nommait était définitive.

Dans ces conditions, toute la question du procès était de savoir si le séquestre était ou non le mandataire des parties et si ce mandat équivalait « au consentement des parties intéressées » de l'art. 2157 C. civ.

La loi déclarant le conservateur responsable de ses actes, il a le droit de s'assurer de la régularité des titres en vertu desquels il est requis de procéder à la radiation d'une inscription. Dalloz, Jurisp. gén. Rép., vo Privilèges et hyp., nos 3732 et 2977 ; Suppl. *cod. verb.* 1649; Cass. 13 avril 1863 (D. 63.1.196).

En principe et du moment que les vendeurs n'avaient pas donné eux-mêmes leur consentement à la mainlevée de l'inscription d'office, le conservateur devait refuser de radier ; il doit en effet se conformer à la lettre même de l'art. 2157 C. civ. sous peine d'engager sa responsabilité s'il pouvait apprécier ce qui peut être ou non l'équivalent du consentement des parties, il ne serait plus, comme dit Troplong (tome III, no 741), l'agent passif chargé de l'exécution des ordres de la justice, ou de la volonté des parties. Il faut donc, pour qu'il radie, lui donner les preuves matérielles de l'obligation où il se trouve de consommer la radiation, puisque ce fonctionnaire n'a pas qualité pour faire de telles inductions : Boulanger, Traité des radiations hypothécaires, no 599.

De plus, le séquestre avait été nommé en référé sans que le conservateur fut appelé ; cette ordonnance était donc pour lui « *res inter alios acta* ».

Il est de principe qu'une ordonnance de référé n'a jamais l'autorité de la chose jugée parce qu'elle ne statue qu'au provisoire : Dalloz, J. gén. suppl., vo Référé, no 59 ; Boulanger, *op. cit.*, t. II, p. 236 ; Cass. 27 janvier 1862 (D. 62.1.225).

Quand c'est par jugement qu'une radiation est ordonnée, il faut pour que la radiation ait lieu, que ce jugement soit en dernier ressort ou passé en force de chose jugée (art. 2157 C. civ, art. 548 C. proc. civ.).

Si un séquestre nommé en référé peut faire radier, alors que sa nomination n'a jamais l'autorité de la chose jugée, c'est abroger purement et simplement l'art. 2157 C. civ.

Sans doute, ce n'est pas en sa qualité de séquestre que celui-ci avait requis la radiation mais en qualité de mandataire judiciaire des parties intéressées ; mais il ne tenait cette qualité de mandataire judiciaire que de l'ordonnance de référé le nommant séquestre. Les deux qualités de séquestre et de mandataire judiciaire s'identifient donc à ce point que l'une et l'autre se confondaient et que le mandataire judiciaire ne pouvait avoir que les droits du séquestre. Comme le séquestre n'avait qu'un pouvoir provisoire, le mandataire n'avait également qu'un pouvoir provisoire ; il ne pouvait donc requérir la radiation d'une inscription d'office qui est une mesure définitive et qui produit ses effets d'une manière absolue. Boulanger *op. cit.*, t. II, p. 235 ; une procuration authentique donnée par une mainlevée est définitive tant qu'elle n'est pas révoquée, tandis qu'un pouvoir donné par une décision rendue en référé n'est jamais définitive.

Nous rappelons du reste que le syndic de l'un des vendeurs en faillite avait fait défaut lors de l'ordonnance de référé nommant le séquestre ; le tribunal estime cependant que ladite ordonnance lui ayant été signifiée sans qu'il ait fait appel, le syndic a tacitement accepté le mandat conféré au séquestre.

Admettons-le ; mais alors quel mandat le syndic a-t-il pu lui conférer ; évidemment celui qu'il avait lui-même ; or, il est universellement reconnu qu'un syndic, comme un tuteur, ne peut donner mainlevée que si cette mainlevée est la conséquence du paiement (Dalloz, Jurispr. gén. Suppl., *verb. cit.*, no 1626); Douai 3 février 1880 (D. 80. 2.157).

Le syndic n'ayant rien touché du prix de vente ne pouvait donc donner mainlevée et le séquestre, son mandataire, ne pouvait avoir plus de droits que lui.

Evidemment l'ordonnance de référé avait donné pouvoir au séquestre de donner mainlevée de l'inscription d'office, mais ni tacitement ni formellement le syndic ne pouvait consentir à une radiation sans toucher le prix, et par suite l'ordonnance de référé ne pouvait donner au séquestre un droit que le syndic n'avait pas : Lyon 21 avril 1882 (S. 83.2.158 — D. 83 2.72).

L'erreur initiale nous paraît provenir de l'erreur commise lors du référé, et consacrée à nouveau par le jugement, qui déclare que le juge du référé avait qualité pour donner une telle mission au séquestre.

En référé, le juge rend une décision ou constate l'accord des parties (Dalloz ,Jurisp. gén. Suppl., vo Référé, no 60). Quand les parties sont d'accord et qu'elles ont capacité pour consentir une mainlevée, le juge ne fait que constater leur accord, et alors nous comprenons que le conservateur soit tenu de radier car il y a consentement

des parties intéressées ; mais faute de cet accord, le juge ne rend qu'une décision qui, entre les parties, pourra devenir définitive, mais qui ne le sera jamais à l'égard d'un conservateur des hypothèques qui est un tiers.

Quant aux dépens (Dalloz, Jurispr. gén. Rép., v° *cit.* n° 2702), le conservateur qui a refusé même à tort d'opérer la radiation, s'il a agi de bonne foi et dans le but de mettre sa responsabilité à couvert, ne nous paraît pouvoir être condamné aux dépens.

COUR D'APPEL DE POITIERS (1re Ch.)

21 Mai 1906.

Présidence de M. Geoffrion.

1° ET 2° FAILLITE. — CONCORDAT PAR ABANDON D'ACTIF. — EFFETS. — PROPRIÉTÉ DES BIENS ABANDONNÉS. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — PRIVILÈGE DU TRÉSOR. — (LOI 1er GERMINAL, AN XIII, ART. 47). — IMMEUBLE. — PRIX DE VENTE.

1° *Si le concordat par abandon d'actif a pour effet de dessaisir le failli, en ce sens qu'il s'en remet à ses créanciers du soin de réaliser, suivant les formes légales impérativement déterminées, l'actif abandonné, la propriété ne continue pas moins à résider sur sa tête jusqu'après la réalisation, de sorte que, s'il s'agit d'un immeuble, notamment, elle passe du failli à l'acquéreur sans s'être arrêtée un instant entre les mains de la collectivité des créanciers.*

2° *D'où il suit que la Régie est fondée à exercer le privilège sur les meubles des redevables qui lui est conféré par l'art. 47 de la loi du 1er germinal an XIII, sur le prix de vente d'un immeuble ayant appartenu à un failli concordataire par abandon d'actif, versé à la masse, après paiement des créances hypothécaires et privilégiées auxquelles ledit immeuble était affecté.*

Vainement, le syndic soutiendrait pour faire écarter l'exercice de ce privilège que au moment de la vente, la propriété de l'immeuble, à raison du dessaisissement produit par l'abandon d'actif consenti par le failli, ne figurait plus, en réalité, dans l'actif de ce dernier, mais qu'elle avait été transférée à la masse des créanciers et qu'ainsi le prix lui en demeurait acquis, sauf l'exercice des droits réels, privilèges ou hypothèques existant antérieurement.

Quantin c. Contributions indirectes.

A la date du 24 janvier 1905, l'Administration des Contributions indirectes a obtenu du Tribunal civil de Saintes, contre M. Quantin, syndic de la faillite du sieur Dubet, un jugement par défaut dont le dispositif était ainsi conçu :

LE TRIBUNAL,

Dit que la somme de 2.234 fr. 32, et intérêts, reliquat du prix de vente des immeubles abandonnés par Dubet à ses créanciers est grevé du privilège de l'Administration des Contributions indirectes, pour le recouvrement de 18.750 fr. 78, qui lui sont dus, en vertu des contraintes précédemment signifiées, par suite, dit que cette somme de 2.234 fr. 32 et intérêts revient à ladite Administration, et que c'est à tort que Quantin ès qualités s'est refusé à la lui verser en compte de ladite créance ; dit que Quantin ès qualités sera tenu dans les vingt-quatre heures de la signification du présent jugement de verser cette somme à l'Administration des Contributions indirectes, quoi faisant, il sera bien et valablement libéré d'autant, et, que faute par lui de ce faire dans le délai il est et demeure condamné aux dépens. »

Ce jugement, ayant été signifié à M. Quantin ès qualité, avec commandement suivi de tentative de saisie, celui-ci a fait opposition à la saisie et a réitéré cette opposition suivant requête dans laquelle il contestait le caractère privilégié de la créance du Trésor;

Le Tribunal de Saintes a rendu le 14 novembre 1905. le jugement suivant :

LE TRIBUNAL,

Attendu que l'opposition est régulière en la forme;

Au fond :

Attendu que la créance de l'Administration des Contributions indirectes n'est pas contestée ; que seul est contesté le privilège qu'elle prétend exercer en vertu de l'article 47 du décret du 1er germinal, an XIII, sur le reliquat du prix de vente d'un immeuble ayant fait partie de l'actif abandonné à ses créanciers par le failli Dubet ;

Attendu que le privilège de l'Administration s'étend sur tous les meubles de son débiteur ; que le reliquat du prix de vente d'un immeuble, après extinction des privilèges généraux et des charges hypothécaires, est un meuble ;

Attendu que la seule question à résoudre est de savoir à qui appartient l'immeuble au moment où il a été réalisé pour déterminer dans le patrimoine mobilier de qui est tombé le reliquat du prix ;

Attendu que, si le concordat par abandon d'actif, fait cesser l'état de faillite à l'égard de la personne du failli, il n'en est pas de même à l'égard des biens abandonnés, dont la liquidation doit être faite par les syndics, dans la forme prescrite pour l'état d'union ;

Attendu que la forme obligatoire de la réalisation suffit à démontrer, que, jusqu'à ce que cette réalisation soit opérée, la propriété de l'actif demeure sur la tête du failli, puisque si, par l'abandon, elle était passée sur la tête des créanciers, ceux-ci seraient les maîtres d'opérer la réalisation comme ils l'entendraient ;

Attendu que la loi du 17 juillet 1856, l'a du reste précisé, en assimilant le concordat par abandon d'actif à l'union, pour la perception des droits d'enregistrement;

Attendu que, s'il pouvait rester un doute, il suffirait pour le dissiper, de recourir aux principes généraux du droit ; que si l'article 541 C. com. refuse au failli le droit d'invoquer le bénéfice de la cession de biens, telle qu'elle est réglée par le Code civil, il a institué en sa faveur, pour le même motif qui avait alors sa raison d'être, la dispense de la contrainte par corps et sous le nom d'abandon d'actif plus en rapport avec la terminologie du Code de commerce, une véritable cession de biens judiciaire, qui, si elle ne se trouve pas obligatoire pour les créanciers, comme celle du Code civil, est par contre plus libérale en ce qu'elle décharge entièrement le failli ;

Attendu que, ni la cession judiciaire, ni la cession volontaire, à moins de stipulation formelle ne transporte la propriété des biens du cédant, sur la tête des créanciers, qu'il doit logiquement en être de même de l'abandon d'actif, soumis pour la réalisation à des règles analogues à celles qui régissent la cession judiciaire°;

Attendu que c'est donc à tort que Quantin ès qualités, conteste le privilège de l'Administration des Contributions indirectes ;

Par ces motifs,

Reçoit Quantin ès qualités en la forme seulement, opposant au jugement par défaut rendu contre lui le 24 janvier 1905, au profit de l'Administration des Contributions indirectes ;

Au fond :

Le déclare mal fondé dans son opposition ; l'en déboute ;

Ordonne que ledit jugement suivra son plein et entier effet ;

Condamne Quantin aux dépens.

Appel par M. Quantin ès qualités.

Arrêt :

LA COUR,

Attendu que la Régie entend exercer son privilège sur une somme de 2.234 fr. 32 centimes, reliquat du prix de vente d'un immeuble ayant appartenu au failli Dubet, versé à la masse après paiement des créances hypothécaires ou privilégiées auxquelles ledit immeuble était affecté, et qu'il n'est pas contesté que cette prétention est fondée si, au moment de sa réaliastion, l'immeuble était encore dans le patrimoine du failli, par application des dispositions de l'art. 529 C. civ., suivant lesquelles le prix des immeubles doit être classé parmi les objets mobiliers soumis, d'autre part, par les lois fiscales au privilège du Trésor ;

Mais attendu qu'il est soutenu par le syndic qu'au moment de la vente, la propriété de l'immeuble, à raison du dessaisissement produit par l'abandon d'actif, consenti par le failli, ne figurait plus en réalité, dans l'actif de ce dernier, mais qu'elle avait été transférée à la masse des créanciers ; qu'ainsi, le prix lui en était acquis, sauf l'exercice des droits réels privilèges ou hypothèques existant antérieurement ;

Attendu, que les appelants attribuent au concordat par abandon d'actif un effet qui n'est pas celui qu'a entendu lui attacher l'article 541 C. com., en instituant ce mode de solution de la faillite ;

Attendu que si le failli s'est dessaisi en ce sens qu'il s'en remet aux créanciers du soin de réaliser, suivant les formes légales et impérativement déterminées, l'actif abandonné, la propriété ne continue pas moins à en résider sur sa tête jusqu'àprès la réalisation de telle sorte que, s'il s'agit d'un immeuble notamment, elle passe directement du failli à l'acquéreur, sans s'être arrêtée un instant entre les mains de la collectivité des créanciers ;

Attendu que telle a bien été la pensée de la loi du 17 juillet 1856 lorsque, tout en maintenant la prohibition de la cession des biens, elle a organisé ce genre de concordat plus avantageux pour le failli, en ce que, d'une part, la majorité ordinaire suffit pour le conclure, et que, d'autre part, il a pour effet d'opérer la libération, mais qui n'en constitue pas moins une simple opération de la faillite, ne modifiant nullement au point de vue de la propriété des biens, la situation respective du failli et de ses créanciers ;

Attendu que, telle est aussi l'interprétation donnée par la législation fiscale, dont le paragraphe 5 de l'article 541 est l'expression, et qui, pour prévenir toute controverse écartant l'hypothèse d'une double transmission porte expressément que le droit à percevoir sera un droit à percevoir fixe ainsi que dans le cas d'union entre créanciers ;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens sans qu'il y ait à prendre une disposition exceptionnelle pour tous droits, doubles droits, amendes de timbre et d'enregistrement perçus ou à percevoir sur toutes pièces ou conventions produites au procès ;

Par ces motifs,

Et ceux des premiers juges;

Statuant sur l'appel de Quantin, ès qualité, envers le jugement rendu le 14 novembre 1905, par le Tribunal civil de Saintes;

Dit qu'il a été bien jugé, mal et sans griefs appelé;

En conséquence;

Confirme le jugement entrepris pour être exécuté suivant sa forme et teneur;

Condamne l'appelant ès qualité, à l'amende et aux nouveaux dépens, qui toutefois ne comprendront pas les droits fiscaux perçus ou à percevoir sur toutes pièces ou conventions produites au procès.

M. **Mendès** av. gén. — M^es **Dufour-d'Astafort** et **Thézard** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La question est controversée tant en doctrine qu'en jurisprudence : V. dans le même sens : Trib. civ. Jonzac 15 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.347 et la note) ; Comp. Cass. 10 février 1864 (D. 64.1.236 — S. 64.1.144). *Adde :* Lyon Caen et Renault Traité de dr. com. 1899, t. VIII, n° 747 ; Ruben de Couder, Dict. de dr. com., v° Concordat ; Bédarride, t. II, n° 849-8° Laroque-Saysinnel, t. I, n° 1046. *Contrà :* Paris 11 décembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.213 — D. 97.2.345). *Adde : Fuzier-Herman*, Répert. gén. du dr. fr., v° Faillite, n° 2856.

II. — Sur le second point : V. dans le même sens : Trib. civ. Jonzac 15 mai 1900, précité et la note. Comp : Cass. 12 juillet 1854 (D. 54.1.303 — S. 54.1.569) ; 16 mai 1888 (Gaz. Pal. 88.1.811 — D. 88.1.353 — S. 88.1.323).

297

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

31 JUILLET 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — RENTES. — DÉTERMINATION. — PRÉDISPOSITIONS MORBIDES.

La détermination de l'indemnité que la loi met à la charge du chef de l'entreprise en cas d'incapacité permanente absolue ou seulement partielle dépend de la combinaison de deux éléments : le salaire annuel de l'ouvrier blessé, d'une part, les facultés de travail que lui laisse l'accident, d'autre part ; il n'est pas permis au juge d'évaluer les facultés de travail d'après les suites que l'accident aurait eues sans les prédispositions morbides de la victime : il ne doit prendre en considération pour faire cette évaluation

que le salaire que l'ouvrier blessé pourra gagner dorénavant rapproché de celui qu'il gagnait auparavant.

Spécialement le juge ne peut, au lieu de déterminer le chiffre de la réduction normale du salaire en vertu de son pouvoir souverain d'apprécier l'état actuel du blessé, fixer ce chiffre « en éliminant autant que possible de l'impotence fonctionnelle dont est atteint l'ouvrier l'élément imputable aux prédispositions morbides ».

Bompard c. Chemins de fer P.-L.-M.

M. Bompard s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Nîmes du 31 mai 1904, rendu au profit de la Compagnie des Chemins de fer P.-L.-M.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 1 et 3 de la loi du 9 avril 1898, et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 pour défaut de motifs et de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a réduit des deux tiers au sixième de son salaire annuel la rente à laquelle avait droit l'exposant, sous prétexte : 1° qu'au mois de mai 1902, il était atteint aux membres inférieurs de varices tellement développées qu'il se trouvait en imminence d'incapacité de travail et que l'accident ne fût-il pas survenu, il n'aurait pu continuer longtemps l'exercice d'une profession pénible, telle que celle de manœuvre à laquelle il était employé et qu'ainsi il fallait éliminer de son incapacité de travail l'élément imputable aux prédispositions antérieures ; 2° qu'il n'était pas, d'une façon générale, incapable de tout travail mais seulement de l'exercice de professions nécessitant une certaine fatigue et un effort des membres inférieurs. »

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique pris dans ses deux branches :

Vu l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail aux ouvriers et aux employés dans les entreprises visées à l'art. 1er de ladite loi donnent à la victime droit à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel, si l'incapacité permanente est absolue, et à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident doit normalement faire subir au salaire si l'incapacité permanente n'est que partielle ; que la détermination de l'indemnité que la loi met à la charge du chef de l'entreprise dépend donc de la combinaison de deux éléments : le salaire annuel de l'ouvrier blessé, d'une part, les facultés de travail que lui laisse l'accident, d'autre part ; qu'il n'est pas permis au juge d'évaluer les facultés de travail d'après les suites que l'accident aurait eues sans les prédispositions morbides de la victime ; qu'il ne doit prendre en considération pour faire cette évaluation que le salaire que l'ouvrier blessé pourra gagner dorénavant rapproché de celui qu'il gagnait auparavant ;

Attendu que l'arrêt attaqué après avoir déclaré que Bompard, ouvrier au service de la Compagnie du P.-L.-M. a été victime d'une accident du travail, dit qu'il n'est atteint que d'une incapacité permanente partielle et fixe au tiers la réduction normale de son salaire ; qu'il ne détermine pas ce chiffre en vertu de son pouvoir souverain d'apprécier l'état actuel du blessé ; qu'il résulte des motifs qu'il donne à l'appui de sa décision que la réduction normale du salaire de Bompard n'est ainsi fixée au tiers « qu'en éliminant autant que possible de l'impotence fonctionnelle dont est atteint le demandeur l'élément imputable aux prédispositions morbides » ; qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a violé l'article susvisé ;

Casse et renvoie devant la Cour de Montpellier.

MM. **Reynaud** rap. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Dufour** et **Labbé** av.

NOTE. — La Cour de cassation a jugé plusieurs fois qu'il n'y avait lieu pour la fixation de la rente forfaitaire de tenir compte de l'état d'infirmité antérieur à l'accident : Cass. 23 juillet 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.226 — D. 1903.1.14) ; 10 décembre 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.695 — D.1903.1.14) ; Cass. 18 juillet 1905 (D. 1905.1.468) ; 30 juin 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.288).

Elle a jugé aussi dans le même sens, bien que la question fût très controversée, qu'il n'y avait lieu de tenir compte des prédispositions morbides : Cass. 24 octobre 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.425). V. notre note sous cet arrêt.

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

29 JUIN 1906.

Présidence de M. Bard.

COMPLICE-COMPLICITÉ. — RECEL. — CONNAISSANCE DE LA PROVENANCE DÉLICTUEUSE.

Il y a recel punissable, si le recéleur a connu la provenance délictueuse des objets, encore bien qu'il aurait ignoré le lieu et la date de la perpétration du vol.

Legué.

Le sieur Legué s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'assises de Seine-et-Oise du 14 mai 1906, qui l'avait condamné comme complice par recel d'un vol.

Arrêt :

LA COUR,

Sur l'unique moyen pris par le demandeur, de la fausse application de l'art. 62 C. pén., en ce qu'il ne résulte pas du verdict que le demandeur ait su où et quand avait été commis le vol dont il a été déclaré complice par recel ;

Attendu que le verdict énonce que Legué savait que les objets par lui recelés provenaient de vol ; que cette condition suffit pour justifier dans la cause l'application de l'art. 62 C. pén., qui, en visant : « ceux qui sciemment auront recélé », a exigé, pour qu'il y eut recel punissable, que le recéleur ait connu la provenance délictueuse des objets, mais non qu'il ait su le lieu et la date de la perpétration du vol ;

Et attendu que la procédure est régulière, et que la peine a été légalement appliquée ;

Rejette...

MM. **Laurent-Atthalin** rapp. ; **Cottignies** av. gén.

NOTE. — Pour que le recel d'une chose détournée ou ob-

tenue à l'aide d'un crime ou d'un délit soit punissable, il faut qu'il ait eu lieu *sciemment*. Mais là se bornent les rigueurs de la loi. V. Dalloz, Supp. au Rép., v° Complicité, n°s 211 et suiv.

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

14 Juin 1906.

Présidence de M. Bard.

ABUS DE CONFIANCE. — CONTRATS VISÉS PAR L'ART. 406. — PREUVE. — DÉPÔT. — FRAUDE.

Lorsque la preuve d'un délit est subordonnée à la preuve d'un contrat, ce contrat doit être prouvé d'après les règles établies par le Code civil.

En conséquence, dans le cas où il n'est pas constaté par écrit et où son objet dépasse la somme ou valeur de 150 francs, il ne peut être prouvé par témions ou par présomptions que si l'existence d'un commencement de preuve par écrit a été préalablement reconnue, ou s'il est allégué des manœuvres frauduleuses telles qu'elles n'ont pas permis à la partie lésée de rapporter la preuve littérale.

Spécialement, lorsqu'une femme légataire universelle de son mari qui vient de décéder, ignorante et d'une intelligence bornée, a cédé aux injonctions d'un individu qui lui a réclamé le dépôt de valeurs successorales en invoquant un prétendu droit d'exécution testamentaire, l'impossibilité pour la déposante de se procurer la preuve écrite du dépôt peut se justifier par ces circonstances, que ce dépôt n'a été ni effectué spontanément, ni librement consenti, mais provoqué et déterminé par les moyens de fraude employés par le prévenu.

Martin.

Le sieur Martin s'est pourvu en cassation contre un arrêt qui l'avait condamné pour abus de confiance.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 408, 406 C. pén., 1341, 1348, 1903, 1949 C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a prononcé une condamnation pour abus d'un contrat de dépôt portant sur une valeur de plus de 150 francs, dont aucune preuve écrite n'était rapportée:

Attendu que Julien Martin était prévenu d'abus de confiance comme ayant détourné au préjudice de la dame Chavignon, qui en était propriétaire, un dépôt consistant en bijoux, papiers et en une somme d'argent de 17.200 francs;

Attendu, en droit, que lorsque la preuve d'un délit est subordonnée à l'existence d'un contrat, ce contrat doit être prouvé d'après les règles établies par le Code civil; qu'en conséquence, dans le cas où il n'est pas constaté par écrit et où son objet dépasse la somme ou valeur de 150 francs, il ne peut être prouvé par témoins ou par présomptions que si l'existence d'un commencement de preuve par écrit a été préalablement reconnue, ou s'il est allégué des manœuvres frauduleuses, telles qu'elles n'ont pas permis à la partie lésée de rapporter la preuve littérale';

Attendu, en fait, que l'impossibilité pour la dame Chavignon de se procurer la preuve écrite du dépôt par elle opéré dans les mains de Julien Martin se justifie par les circonstances mentionnées dans l'arrêt attaqué ; que ce dépôt n'a été ni effectué spontanément, ni librement consenti, mais provoqué et déterminé par les moyens de fraude employés par le prévenu ;

Attendu que la dame Chavignon, légataire universelle de son mari, décédé depuis quelques heures, ignorante et d'une intelligence bornée, a cédé aux injonctions du prévenu, qui lui a réclamé le dépôt en invoquant son prétendu droit d'exécuteur testamentaire ; que l'arrêt attaqué a, par suite, jugé avec raison que les manœuvres dolosives et frauduleuses du prévenu avaient déconcerté la prévoyance de la partie lésée et l'avaient empêchée de rapporter une preuve écrite ;

Attendu qu'en statuant ainsi et en admettant la preuve testimoniale, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des textes de loi visés au moyen;

Par ces motifs,

Et attendu, au surplus, que l'arrêt est régulier en la forme;

Rejette...

MM. **Douarche** rapp. ; **Cottignies** av. gén. — M^e **Mornard** av.

NOTE. — Le principe d'après lequel la preuve de l'existence du contrat, dont la violation est reprochée à un prévenu comme constitutive du délit d'abus de confiance, ne peut être régulièrement acquise à la prévention qu'en se conformant aux règles du droit civil sur la preuve en général, est constante en jurisprudence. V. notamment : Cass. 3 janvier 1890 (Gaz. Pal. 90.1.218) ; 20 octobre 1890 (Gaz. Pal. 99.1.208 — S. 1900.1.250) ; Rennes 28 décembre 1904 (Gaz. Pal. 1905.1.118).

COUR D'APPEL DE GRENOBLE (1re Ch).

17 Juillet 1906.

Présidence de M. Pailhé,
premier président.

DEGRÉ DE JURIDICTION. — DEMANDE EN GARANTIE. — DEMANDE PRINCIPALE INFÉRIEURE A 1.500 FRANCS. — JUGEMENT EN DERNIER RESSORT. — DÉPENS. — SIMPLES ACCESSOIRES DE LA DEMANDE.

La demande en garantie tendant à faire relever le défendeur des suites de l'instance en capital, intérêts et frais maintient au-dessous du taux du premier ressort le litige soulevé par ce recours en garantie lorsqu'il ne met en jeu, en principal et intérêts, qu'une somme inférieure à 1.500 francs, sans qu'il y ait, d'ailleurs, lieu de faire état des frais de l'instance en cours, simples accessoires de la demande, qui ne peuvent compter pour la détermination du ressort.

Par suite, doit être accueillie la fin de non-recevoir opposée par le défendeur principal à l'appel de son garant et tirée du dernier ressort.

Spécialement, il en est ainsi lorsqu'un jugement de condamnation statuant à la fois sur l'instance principale et sur la garantie constate formellement que le demandeur au principal agit contre deux notaires, en qualité d'héritier à concurrence d'un tiers de sa mère, pour le remboursement de la part lui revenant sur

une somme de 2.500 francs, montant d'un immeuble dotal dont le prix de vente a fait l'objet d'un emploi irrégulier, et lorsque, d'autre part, ledit jugement, en son dispositif, prononce au profit de ce demandeur condamnation solidaire au paiement d'une somme de 800 francs pour la portion lui revenant dans le prix de vente dont s'agit, sans que d'ailleurs aucune contestation ait été soulevée sur le nombre des co héritiers et sur le montant de sa part héréditaire.

Et en pareil cas l'appelant ne saurait se fonder sur ce que la contestation par les défendeurs du principe de leur responsabilité soulevait un litige d'une valeur indéterminée pour soutenir que le tribunal n'a pu statuer qu'à charge d'appel.

Jamet c. Pison.

Mme Foriel, agissant comme seule ayant-droit de sa mère, la dame Souton, avait primitivement assigné les sieurs Jamet et Pison, notaires, devant le Tribunal civil de Grenoble, pour se voir, les défendeurs, déclarer solidairement responsables de l'irrégularité d'un emploi de deniers dotaux provenant de la vente d'un immeuble de cette dernière; et en conséquence, s'entendre condamner, sous la même solidarité, à lui payer la somme de 2.500 francs, montant de la somme à employer.

Sur cette demande, Me Jamet a appelé en garantie son confrère et a pris des conclusions tendant à se voir relever par celui-ci des suites de l'instance principale en capital, intérêts et frais.

Au cours de la procédure devant le tribunal, la demanderesse a rectifié une erreur de son exploit introductif en réduisant formellement sa demande au paiement de sa part héréditaire, soit au tiers de la somme de 2.500 francs.

Aucune contestation ne s'étant d'ailleurs élevée sur le nombre des co-héritiers de la dame Foriel, ni sur le montant de sa part héréditaire, le tribunal rendit un jugement condamnant Me Jamet à payer à la demanderesse la somme de 800 francs pour la portion lui revenant dans le prix de vente de l'immeuble dotal de sa mère, et accueillant dans la même limite la demande en garantie formée par Jamet contre Pison.

Ce dernier ayant interjeté appel de la décision, Me Jamet a opposé à son confrère une fin de non-recevoir tirée de ce que le tribunal avait statué en dernier ressort. De son côté, Me Pison s'est fondé sur ce que la contestation par les défendeurs du principe de leur responsabilité soulevait un litige d'une valeur indéterminée pour soutenir que la décision par lui entreprise n'avait pu être rendue qu'à charge d'appel.

La Cour de Grenoble a statué en ces termes :

Arrêt :

La Cour,

Attendu que Jamet oppose à l'appel relevé par Pison contre le jugement du 18 novembre 1905 une fin de non-recevoir tirée du dernier ressort et fondée sur ce que son recours en garantie contre Pison n'a pu mettre en jeu un intérêt supérieur au montant de la demande principale dont il était lui-même l'objet de la part de l'épouse Foriel, et qui tendait au paiement d'une somme de 2.500 fr. à concurrence de sa part héréditaire d'un tiers dans la succession de l'épouse Souton, sa mère ;

Attendu que le dernier état des conclusions fixe l'objet du litige et détermine le ressort ;

Attendu qu'il est constant que l'exploit introductif des 5, 6 et 8 décembre 1904, à la requête de l'épouse Foriel, tendant à faire déclarer les défendeurs solidairement responsables de l'irrégularité d'un emploi des deniers dotaux de l'épouse Souton, a eu pour objet la condamnation solidaire au paiement de la somme de 2.500 francs envers la demanderesse, comme seule ayant droit de sa mère, mais que les conclusions prises devant les premiers juges ont rectifié l'erreur de l'exploit en réduisant formellement la demande de l'épouse Foriel au paiement de sa part héréditaire, c'est-à-dire au tiers de la somme de 2.500 francs ;

Attendu que le jugement du 18 novembre 1905 constate en termes exprès dans son premier motif que la femme Foriel agit en qualité d'héritière à concurrence d'un tiers de l'épouse Souton, sa mère, et qu'elle poursuit le remboursement de la part lui revenant sur la somme de 2.500 francs, montant du prix de l'immeuble dotal vendu le 31 juillet 1893 ; que d'autre part, ledit jugement, en son dispositif, prononce au profit de l'épouse Foriel condamnation au paiement de la somme de 800 fr. pour la portion lui revenant dans le prix de vente dont s'agit, et qu'aucune contestation ne s'est élevée ni devant le tribunal, ni devant la cour, sur le nombre des co-héritiers Souton et sur le montant de la part héréditaire de la demanderesse ;

Attendu que cette part était bien inférieure à 1.500 fr. et que l'appelant ne saurait se fonder sur ce que la contestation par les défendeurs du principe de leur responsabilité soulevait un litige d'une valeur indéterminée, pour soutenir que le tribunal ne pouvait statuer qu'à charge d'appel ;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 1220 C. civ., les créances se divisent de plein droit entre les héritiers qui peuvent en poursuivre le paiement pour la part dont ils sont saisis et qu'en l'espèce l'action ouverte aux trois enfants Souton, à raison de la perte des deniers dotaux de leur mère, n'avait aucun caractère indivisible ;

Attendu que l'épouse Foriel a donc eu le droit de l'exercer à concurrence de sa part d'un tiers dans la créance héréditaire de 2.500 francs, et qu'ainsi le jugement rendu sur cette demande n'était pas susceptible d'appel ;

Attendu que les conclusions prises par Jamet contre Pison ne tendaient qu'à le faire relever par ce dernier des suites de l'instance en capital, intérêts et frais, et maintenaient ainsi au-dessous du taux du premier ressort le litige soulevé par ce recours en garantie, puisqu'il ne mettait en jeu, en principal et intérêts, qu'une somme inférieure à 1.500 fr., et que les frais de l'instance en cours, simples accessoires de la demande, ne pouvaient compter pour la détermination du ressort ;

Attendu que la fin de non-recevoir opposée à l'appel doit donc être accueillie ;

Par ces motifs,

Déclare Pison irrecevable en son appel contre le jugement du Tribunal civil de Grenoble, du 18 novembre 1905, lequel a été rendu en dernier ressort ;

Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

M. **Fontanille** av. gén. — Mes **Favre-Gilly** et Marc **Giroud** av.

NOTE. — Application intéressante du principe de la division des créances et des dettes entre les héritiers (art. 1220 C. civ.). Il faut, en effet, remarquer que, pour les notaires et spécialement pour le garant, Me Pison l'intérêt du litige était supérieur au taux du dernier ressort, puisqu'en définitive ils étaient jugés responsables de l'irrégularité d'un emploi dotal s'élevant à 2.500 fr. Sans doute la demanderesse ne concluait qu'à sa part héréditaire dans cette somme, mais il n'en résultait pas moins que sur cette demande le tribunal avait déclaré les notaires responsables de la perte totale. Ce point établi, ils se trouvaient donc exposés aux réclamations des autres héritiers qui n'attendaient vraisemblablement que cette décision pour entrer en scène. La solution n'en est pas moins justifiée par ce qu'il est de jurisprudence que le degré de juridiction se détermine, non d'après la mesure de l'intérêt du demandeur ou du défendeur dans le litige, mais uniquement d'après la valeur de la demande telle qu'elle est exprimée dans les conclusions : Caen 19 décembre 1885 (Gaz. Pal. 86.1.498) ; Trib. civ. Seine 31 décembre 1886 (Gaz. Pal. 87.1.243) ; Paris 7 juin 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Degré de juridiction, n° 112) ; les conséquences ultérieures de la demande relativement aux intérêts des parties en cause ne pouvant être prises en considération : Rouen 20 janvier 1845 (S. 45.2.480).

Quant à la demande en garantie, en principe, la demande principale n'a pas d'influence sur elle, au point de vue du taux de l'appel, et réciproquement : Grenoble 25 février 1887 (Rec. Grenoble 87.1.108 — Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Degré de juridiction, n° 197) ; Caen 4 août 1886 (Rec. de Rouen 1886.2.228 — Gaz. Pal. *ibid.*, *eod. verb.*, n° 198). Mais il n'en est ainsi que si la valeur des deux demand[illegible]st différente : Cass. 20 janvier 1869 (S. 69.1.204 — D. 69.1.423) ; 24 août 1870 (S. 71.1.13 — D. 70.1.430) ; 28 avril 1873 (S. 73.1.217 — D. 73.1.470) ; 7 janvier 1874 (S. 74.1.63 — D. 74.1.13) ; 15 juin 1874 (D. 74.1.428) ; 29 juillet 1896 (Gaz. Pal. 96.2.431 — S. 97.1.339 — D. 97.1.99) ; Rouen 24 juin 1861 (S. 62.2.207) ; Besançon 18 novembre 1863 (S. 63.2.257 — D. 63.2.197) ; Angers 23 juillet 1868 (D. 68.2.245). *Adde :* Rodière, t. II, p. 65 ; Rousseau et Laisney, n° 112. Dans l'espèce, notamment, le taux de la demande en garantie étant nécessairement le même que celui de la demande principale, cette dernière demande étant jugée en dernier ressort, la décision sur la demande en garantie n'était pas susceptible d'appel. Comp. Rouen 17 avril 1861 (S. 62.2.207).

Enfin il est admis, tant en doctrine qu'en jurisprudence que les frais et dépens de l'instance en cours ne peuvent être pris en considération pour la détermination du taux du ressort : Cass. 6 janvier 1897 (Gaz. Pal. 97.1.118 — S. 97.1.400 — D. 98.1.48 — Pand. franç. 98.1.414) ; Douai 1er février 1894 (Gaz. Pal. 94.1.355) ; Bordeaux 6 février 1891 (Rec. Bordeaux 6 février 1891 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Degré de juridiction, n° 191) ; Poitiers 26 novembre 1891 (Loi 14 mars 1892 — Gaz. Pal. *ibid.*, *eod. verb.*, n° 191) ; Lyon 6 juillet 1897 (Mon. jud. Lyon 2 décembre 1897 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Degré de juridiction, n° 99) ; Trib. civ. Bordeaux 28 janvier 1901 (Gaz. Pal. *ibid. eod. verb.*, n° 102) ; Trib. civ. Nîmes 6 juin 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.386).

COUR D'APPEL DE NANCY (1re Ch.)

13 Juillet 1906.

Présidence de M. George, 1er président.

SERMENT. — SERMENT DÉCISOIRE. — ADMISSIBILITÉ. — FAIT COMPLEXE. — INADMISSIBILITÉ.

Le serment litis décisoire doit, pour répondre au vœu de la loi, être de nature à terminer le litige de façon péremptoire.

Par suite, il ne saurait être valablement ordonné lorsque, dans la forme où il a été déféré, il présente un caractère complexe, de telle sorte qu'il pourrait être accepté pour un fait et refusé pour l'autre, affirmatif sur un point et négatif sur l'autre, qu'il pourrait faire naître ainsi la question de savoir ce qu'il faudrait décider en cette situation contradictoire et qu'ainsi, enfin, au lieu de terminer la contestation, il pourrait en faire surgir une nouvelle.

Dlle Liébaut c. Colombé.

La Cour,

Attendu que, sur une demande formée par Munier, aux fins de validité d'une surenchère faite par lui sur un immeuble hypothéqué, ayant appartenu à la Dlle Liébaut et acquis par Colombé, ce dernier a argué de nullité ladite surenchère en prétendant qu'au jour où elle avait été faite, Munier n'était pas créancier de la venderesse ;

Attendu que ce dernier a affirmé le contraire et qu'à l'appui de son dire, il a produit la grosse de l'obligation contractée, envers lui, laquelle grosse renferme les clauses suivantes : « M. Nicolas-Adolphe Liébault, cultivateur, et Mme Constance Drouard, son épouse... ont, par ces présentes, déclaré et reconnu devoir bien et légitimement, conjointement et solidairement entre eux, au porteur de la grosse exécutoire des présentes, ce qui est accepté par M. Gustave Munier, cultivateur... comme prêteur et premier porteur de ladite grosse, pour ce présent et soussigné, la somme principale de 9.000 fr.»

« Il est formellement convenu que la créance résultant des présentes se transmettra par la simple remise de la grosse exécutoire de l'acte, sans avoir besoin d'être constaté par aucun endos, ni autre écrit, ni d'être signifié au débiteur » ;

« Attendu que cette remise emportera de plein droit subrogation au profit du porteur dans tous les droits, actions, hypothèques et inscriptions résultant du présent titre et attachés à ladite créance, et, notamment, dans l'effet plein et entier de toutes dispositions qui seront prises en vertu des présentes » ;

Attendu que, sur la production de cette grosse, Colombé a pris les conclusions subsidiaires suivantes : « Donner acte au concluant de ce qu'il défère, à M. Munier, le serment litis décisoire sur la question suivante:

« M. Munier était-il porteur de la grosse de l'obligation du 2 juilet 1902, le 30 janvier 1906, jour de la surenchère ? M. Munier était-il, à un titre quelconque, créancier de la succession Liébault, soit au 30 janvier 1906, soit pendant le délai accordé par la loi aux créanciers inscrits pour surenchérir ? » ;

Attendu que Munier a conclu à ce que le serment litis décisoire demandé fut déclaré non admissible, mais que

le Tribunal, après avoir estimé que le demandeur n'opposait aucune justification, à l'encontre des allégations du défendeur, a décidé qu'à l'audience du 15 mars suivant, Munier serait tenu, ou de prêter le serment, à lui déféré, par Colombé, ou de le lui déférer « sur le point de savoir s'il était créancier, le 30 janvier 1906, jour de la surenchère, et s'il était encore actuellement créancier, suivant l'hypothèque inscrite au bureau des hypothèques de Neufchâteau, le 11 juillet 1902 » ;

Attendu que Munier a formé appel de ce jugement, et qu'il demande à la Cour, d'abord, de décider qu'il n'y avait pas lieu à délation de serment, puis, de déclarer valable la surenchère faite par lui et d'ordonner, enfin, la continuation des poursuites ;

Sur la délation de serment :

Attendu que ce serment litis décisoire, tel qu'il a été formulé par le Tribunal et accepté par l'intimé, est, en réalité, complexe ; qu'à ce titre, il ne répond pas au vœu de la loi ; qu'il devrait être de nature à terminer le litige d'une façon péremptoire ; qu'au contraire, tel qu'il est ordonné, il pourrait être accepté pour un fait et refusé pour l'autre, affirmatif sur un point et négatif sur l'autre ;

Attendu qu'il pourrait faire naître ainsi la question de savoir ce qu'il faudrait décider en cette situation contradictoire, et qu'ainsi, enfin, au lieu de terminer la contestation, il pourrait en faire surgir une nouvelle ; qu'il n'est donc point un serment décisoire et qu'il ne peut, en conséquence, être ordonné par la justice ;

Attendu, d'ailleurs, que l'affaire étant en état, il y a lieu pour la Cour de statuer par voie d'évocation ;

Sur la validité de la surenchère :

Attendu que Colombé prétend qu'à l'époque de la surenchère effectuée, Munier n'était pas créancier de la Dlle Liébault ;

Attendu, en effet, que l'inscription hypothécaire prise sous le nom de Munier, faisait connaître qu'il avait été partie, comme prêteur de la somme de 9.000 francs, à l'obligation hypothécaire du 4 juillet 1902 ;

Attendu, qu'aujourd'hui encore, il est détenteur de la grosse dudit acte, et que cette possession atteste, aux termes mêmes du contrat, son titre de créancier avec tous les droits qui y sont attachés ; qu'il doit donc, jusqu'à preuve contraire, être considéré comme ayant toujours possédé cette créance depuis son origine ;

Et attendu que ladite preuve n'a point été fournie par Colombé ;

Par ces motifs,

Reçoit l'appel interjeté par Munier et, y faisant droit; dit que le serment litis décisoire,sous la forme complexe où il a été ordonné, ne pouvait être déféré par les premiers juges ;

Réforme, en conséquence, le jugement entrepris ;

Et, statuant à nouveau;

Déclare la surenchère, notifiée le 30 janvier 1906, régulière et valable ; reçoit la caution présentée et, comme conséquence, ordonne qu'il sera procédé aux requête et diligence de l'appelant Munier, à la vente aux enchères publiques, sur la mise à prix de 3.520 francs, en sus des charges, de la maison sise à Autreville, route Nationale, 74, aisances et dépendances, entre Nicolas Adolphe Vairelle, acquise par l'intime Colombé, suivant contrat du 20 août 1905;

Ordonne que l'intimé Colombé, acquéreur surenchéri, sera tenu, dans la huitaine de la signification de l'arrêt, de déposer au greffe du Tribunal civil de Neufchâteau l'expédition enregistrée et transcrite de son contrat d'acquisition, pour servir de minute d'enchères, conformément à l'art. 837 C. proc. civ., faute de quoi, autorise l'appelant à se faire délivrer, aux frais de l'intimé, une expédition de cet acte, par le notaire dépositaire de la minute, à ce contraint, comme de droit ;

Renvoie, pour les formalités de publication et de vente et sur tous contredits devant le Tribunal civil de Neufchâteau, auquel juridiction privative appartient aux termes de l'art. 472 *in fine* C. proc. civ. ;

Condamne l'intimé Colombé aux frais d'instance et d'appel;

M. **Aron** subst. proc. gén. — M^es^ **Boulay** et **Lévy** av.

NOTE. — La jurisprudence est constante en ce sens. V. Cass. 29 avril 1885 (Gaz. Pal. 85.1.692) ; 5 mai 1886 (Gaz. Pal. 86.1.905) ; Cass. 8 janvier 1890 (Gaz. Pal. 90.1. 280) ; Paris 12 mai 1892 (Gaz. Pal. 93.1, supp. 12) ; Alger 9 mai 1892 (Rev. Alger 92, 268 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Serment, n° 26) ; Chambéry 19 mai 1897 (D. 97.2.335) ; Trib. civ. Rouen 5 mars 1889 (Rec. de Rouen 89.1.137 — Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Serment, n° 17) ; Trib. civ. Seine 14 mai 1890 (Gaz. Pal. *ibid. cod. verb.*, n° 18) ; 29 avril 1885 (Gaz. Pal. 85.1.692) ; Paris 5 décembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.222) ; Trib. com. Seine 25 novembre 1895 (Loi 20 novembre 1895). C'est d'ailleurs au juge de paix qu'il appartient de décider souverainement si le serment est ou non nécessaire : Cass. 22 août 1898 (Gaz. Pal. 98.1. 589 — S. 1901.1.23 — D. 98.1.391 — Pand. franç. 98.1.326); 16 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.304 — D. 1900.1.462 — Pand. franç. 1901.1.125) ; 1^er^ août 1900 (Gaz. Pal. 1900.2. 457 — S. 1901.1.23 — Pand. franç. 1901.1.543).

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX

18 JUIN 1906.

Présidence de M. Quercy.

1° BAIL. — INCENDIE. — ART. 1733 C. CIV. — PROPRIÉTAIRE COOCCUPANT. — PREUVE. — 2° ASSURANCES EN GÉNÉRAL. — POLICE. — COURTE PRESCRIPTION. — ART. 1166 C. CIV. — SUBROGATION. — TIERS. — ACTION TRENTENAIRE. — MAXIME « CONTRA NON VALENTEM AGERE ». — DÉCHÉANCE INAPPLICABLE.

1° *Le locataire demeure responsable de l'incendie envers le propriétaire dans les termes de l'art. 1733 C. civ., encore bien que ce dernier occupât lui-même une partie de son immeuble, lorsqu'il résulte des renseignements fournis au procès que le feu n'est pas parti du local qu'il occupait.*

2° *La clause d'une police d'assurance contre le risque locatif stipulant une déchéance pour le cas où l'action en indemnité n'aurait pas été intentée dans les six mois du sinistre efficace contre l'assuré personnellement, ne saurait être verbalement opposée à une compagnie d'assurances agissant en vertu de l'art. 1166 C. civ .comme subrogée aux droits du propriétaire d'un immeuble incendié contre l'assureur de son locataire responsable envers lui des conséquences de l'incendie.*

En pareil cas, l'action peut être exercée utilement pendant trente ans, conformément au droit commun et la maxime « contra non valentem agere non currit

prœscriptio » s'oppose à ce que la déchéance de six mois prévue par la police puisse recevoir son application.

Assurances générales c. Avenir national.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la compagnie l'Avenir National, pour justifier son refus de payer, en sa qualité d'assureur du sieur Astié, contre le risque locatif, la somme de 1.000 fr. qui lui est réclamée par la compagnie des Assurances Générales agissant comme subrogé au droit des sieurs Sengèrs, propriétaires du bâtiment brûlé, argue tout d'abord de ce que les sieurs Sengés ayant été eux-mêmes occupants de partie dudit immeuble et le point de départ de l'incendie n'étant pas déterminé, l'art. 1233 C. civ. serait inapplicable, ensuite de ce que l'action n'ayant pas été formée dans les six mois qui ont suivi le sinistre, il y aurait déchéance ;

Mais attendu que, d'une part, les renseignements fournis au procès font apparaître le feu comme n'étant pas parti du local qui était occupé par les sieurs Sengés; que cela étant, le texte de loi précité reste opposable à la compagnie l'Avenir National, comme il l'eut été au sieur Astié, et que, d'autre part, si, aux termes du contrat fait par ce dernier, une action formée par lui afin d'indemnisation de son propre dommage immédiat eut du l'être dans le délai ci-dessus indiqué, il n'en saurait être de même de l'action qui, en vertu de l'art. 1166 C. civ., a été formée en quelque sorte pour lui par la compagnie des Assurances Générales ; que, en effet, celle-ci ayant, suivant le droit commun, trente ans pour agir à son regard et le dommage dont il pourrait avoir ainsi à pâtir ne se devant pas produire avant le recours exercé contre lui par l'ayant cause de son propriétaire, il eut pu, s'il eut lui-même auparavant exercé un recours contre la compagnie l'Avenir National, le voir repousser comme prématurée, de quoi résulte en sa faveur l'applicabilité de la maxime *Contra non valentum agere non currit prœscriptio*, et de quoi résulte de même pour la compagnie l'Avenir National l'impossibilité d'invoquer maintenant la déchéance de la compagnie des Assurances Générales ;

Par ces motifs,

Condamne la compagnie l'Avenir National envers la compagnie des Assurances Générales au paiement de la somme de 1.000 fr. avec l'intérêt civil légal depuis l'ajournement ;

Condamne aussi la compagnie l'Avenir National aux dépens.

M. **Salé-Déjardin** subst. proc. Rép. — M[es] **Rozier** et **Duthil** *av.*

NOTE. — I. Sur le premier point : Jurisprudence constante conforme. V. notamment : Montpellier 24 janvier 1889 (Gaz. Pal. 89.1.508) ; Rouen 9 décembre 1889 (Gaz. Pal 90.1.30) ; Besançon 7 janvier 1891 (Gaz. Pal. 91.1.547) ; Trib. civ. Lyon 2 mai 1894 (Gaz. Pal. 94.2.550) ; Orléans 3 décembre 1897 (Gaz. Pal. 98.1.126).

II. — Sur le second point : Il est de jurisprudence que l'assureur du propriétaire est subrogé de plein droit dans le recours qui appartient à celui-ci, en vertu des art. 1733 et 1734 C. civ. contre le locataire, en cas de sinistre dans les lieux loués et que, par suite, ledit assureur a le droit incontestable d'exercer aux lieu et place du bailleur le droit de celui-ci contre l'assureur du locataire qui a pris à sa charge les risques locatifs : Paris 13 décembre 1892 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-1897, v° Assur. terrestres, n[os] 350, 351) ; Trib. civ. Cherbourg 23 juillet 1895 (Gaz. Pal. *ibid. cod. verb.*, n° 355). Mais il paraît douteux qu'on puisse décider avec le jugement rapporté que le propriétaire ou son assureur exerçant contre l'assureur du locataire l'action de ce dernier puisse éluder la clause de prescription de six mois insérée dans sa police en invoquant la maxime *contra non valentem agere*. Il a été jugé notamment en matière d'assurance contractée par un patron en garantie de sa responsabilité civile à l'égard de ses ouvriers que la prescription conventionnelle d'un an à partir de l'accident stipulée au contrat est obligatoire et qu'il ne saurait appartenir aux juges, sous prétexte que le patron n'a pu agir contre son assureur avant d'être lui-même actionné par son ouvrier, de décider que le délai de la prescription ne court que du jour de l'assignation du patron par l'ouvrier : Cass. 25 octobre 1893 (S. 94.1.361) ; 26 octobre 1896 (S. 98.1.330 — D. 97.1.5).

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES

24 JUILLET 1906.

Présidence de M. Tanon.

COMPÉTENCE COMMERCIALE. — FAILLITE. — APPEL. — DÉLAI. — FUTS EN LOCATION. — ACTION EN REVENDICATION.

L'action exercée par un locateur de sacs tendant à la revendication des sacs existant en nature dans le patrimoine du locataire déclaré en faillite et au paiement des sacs disparus doit être considérée comme née à l'occasion de la faillite, lorsque la contestation porte uniquement sur le point de savoir si le locateur est fondé ou non à exiger de la faillite elle-même le paiement de la valeur des sacs non restitués.

Dès lors, l'appel doit être interjeté dans la quinzaine de la signification du jugement.

Houbart c. Syndic faillite Chomé.

M. Houbart s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 7 juin 1905, rendu au profit du syndic de la faillite Chomé.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique tiré de la violation des art. 575 et 582 C. com. :

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que le syndic de la faillite ayant acquiescé à la demande formée par Houbart en résiliation du contrat de location de sacs intervenu entre lui et Chomé antérieurement à la cessation des paiements de celui-ci, et ledit Houbart ayant accepté cet acquiescement en recevant du syndic tous les sacs retrouvés dans les magasins du failli, la contestation a uniquement porté sur le point de savoir si le réclamant était fondé ou non à exiger de la faillite elle-même le paiement de la valeur des sacs non restitués ; et qu'il a été jugé par le tribunal que, comme la faillite n'avait ni continué le contrat de location, ni tiré profit desdits sacs, Houbart n'était, pour la somme représentative de leur valeur, qu'un créancier ordinaire du failli et ne pouvait agir que par la voie de production au passif de la faillite ;

Attendu, dans ces circonstances, que l'action tant en revendication des sacs existant en nature qu'en ... ment des sacs disparus était née à l'occasion de la fail... lite et que le jugement, qui a été rendu sur le rapport du juge-commissaire, conformément aux prescriptions des art. 452 et 579 C. com., a prononcé en matière de faillite ;

D'où il suit qu'en déclarant irrecevable comme tardif l'appel interjeté après l'expiration du délai de quinzaine à compter du jour de la signification de ce jugement, la décision attaquée, loin de violer les articles visés au moyen, en a fait au contraire une exacte application ;

Rejette...

MM. **Michel-Jaffard** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — M^e **Defert** av.

NOTE. — Il a été jugé au contraire par la Chambre civile dans deux arrêts du 26 avril 1906 que ne saurait être considérée comme née de la faillite l'action exercée contre le syndic par celui qui a remis des fûts en location au failli et tendant à la restitution des fûts et au paiement des locations courues avant la faillite et aussi après la faillite si, dans ce dernier cas, la faillite s'est substituée au failli dans les contrats de location des fûts.

298

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

6 Aout 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

1° JUGEMENTS ET ARRÊTS. — MENTIONS EXIGÉES. — FORME. — PLACE. — CONCLUSIONS.

2° LOUAGE D'OUVRAGE. — LOUAGE DE SERVICES. — DURÉE INDÉTERMINÉE. — CONGÉDIEMENT. — FAUTE. — DÉPART. — MALADIE.

1° *Si les jugements et arrêts doivent contenir les mentions diverses exigées par l'art. 141 C. proc. civ., aucun texte de loi ne détermine la place où ces mentions doivent se trouver, ni sous quelle forme elles doivent être faites ; il suffit qu'elles résultent de l'ensemble des différentes parties de la décision.*

Spécialement, bien que les qualités du jugement ne contiennent pas expressément les conclusions du défendeur, le jugement est régulier s'il résulte des mentions portées que le défendeur a fait soutenir ses conclusions par un avocat, et si le point de fait, le point de droit et les motifs en font clairement connaître la teneur qui n'est que la reproduction des conclusions prises par l'intimé, défendeur en première instance.

2° *L'ouvrier congédié brusquement par le patron auquel le liait un contrat de louage de services fait sans détermination de durée, ne peut, en l'absence de conventions ou d'usages contraires, obtenir des dommages-intérêts que s'il prouve, en même temps que le préjudice qui lui a été causé, la faute que le patron aurait commise en abusant de son droit de résilier le contrat.*

Spécialement, il n'y a aucune faute à la charge du patron si l'ouvrier, ayant lui-même quitté l'atelier pour ... de maladie, n'a pas reparu les jours suivants, ... faire savoir au patron s'il serait ou non ... reprendre sous peu son travail, en sorte que celui-ci était fondé à pourvoir à son remplacement.

Loiseau c. Bellard.

M. Loiseau s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal civil de la Seine du 23 mai 1906, rendu au profit de M. Bellard, son patron.

Arrêt :

La Cour,

Sur le deuxième moyen :

Attendu que, si les jugements et arrêts doivent contenir les mentions diverses exigées par l'art. 141 C. pr. civ., aucun texte de loi ne détermine la place où ces mentions doivent se trouver, ni sous quelle forme elles doivent être faites ; qu'il suffit qu'elles résultent de l'ensemble des différentes parties de la décision ;

Attendu que, dans l'espèce, les qualités du jugement attaqué ne contiennent pas expressément, il est vrai, les conclusions de Loiseau, mais que ce jugement commence par ces mots : « Entre Bellard, demandeur, comparant, concluant et plaidant par M^e Pougy, avocat, d'une part, et Loiseau, défendeur, comparant, concluant et plaidant par M^e Mesmin, avocat, d'autre part » ;

Attendu que, s'il n'est pas fait mention des conclusions de Loiseau à la suite de celles de l'appelant, le point de droit et les motifs en font clairement connaître la teneur, qui n'était que la reproduction des conclusions prises par l'intimé en première instance ; qu'ainsi les prétentions respectives des parties ont été suffisamment exprimées pour remplir le vœu de l'art. 141 précité ;

Sur le premier moyen :

Attendu que les juges du fond constatent que Loiseau, chauffeur, engagé au service de Bellard en vertu d'un contrat fait sans détermination de durée, « a lui-même quitté l'atelier pour cause de maladie, après avoir averti le contremaître, mais qu'il n'a pas reparu les jours suivants, négligeant de faire savoir à Bellard s'il serait ou non en état de reprendre sous peu son travail et que Bellard était donc fondé à pourvoir à son remplacement » ;

Attendu que l'ouvrier congédié brusquement par le patron, auquel le liait un contrat de louage de services fait sans détermination de durée, ne peut, en l'absence de conventions ou d'usages contraires, obtenir des dommages-intérêts, que s'il prouve, en même temps que le préjudice qui lui a été causé, la faute que le patron aurait commise en abusant de son droit de résilier le contrat ;

Attendu qu'en décidant dans les circonstances prérappelées que Loiseau « ne justifie pas que Bellard ait commis une faute » et en rejetant par suite la demande en indemnité, le jugement attaqué n'a pas violé le texte visé au pourvoi ;

Rejette...

MM. **Maillet** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.)

NOTE. — I. — Sur le premier point : Aux termes de l'art. 141 C. pr. civ., les conclusions des parties sont au nombre des mentions exigées dans les jugements. Mais, en vertu d'une jurisprudence constante, il suffit que la connaissance des conclusions des parties résulte de l'ensemble du jugement : il n'est pas nécessaire que ces conclusions se trouvent distinctes et séparées des autres

énonciations constitutives du jugement : Cass. 23 mai 1838 (S. 38.1.617) ; 2 avril 1839 (S. 39.1.392) ; 7 mars 1842 (S. 42.1.341) ; 8 novembre 1842 (S. 43.1.46) ; 24 mai 1843 (43.1.877) ; 8 avril 1850 (S. 50.1.356 — D. 50.1.135) ; 9 avril 1856 (S. 56.1.733 — D. 56.1.303) ; 9 décembre 1874 (S. 75. 1.249 — D. 75.1.132).

Jugé spécialement qu'il y a exposé suffisant des conclusions lorsque la cause, se présentant en appel dans les mêmes termes qu'en première instance, les qualités portent que l'appelant a conclu à l'admission des conclusions de première instance et l'intimé au démis de l'appel : Cass. 3 juin 1839 (S. 39.1.873).

II. — Sur le second point : Le principe est constant en jurisprudence : V. Cass. 7 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.188).

Et il a été jugé par l'arrêt précité que lorsqu'après avoir interrompu son travail pour cause de maladie, l'ouvrier guéri s'est présenté à l'atelier pour demander à y être employé de nouveau, il n'établit pas qu'en refusant de le reprendre, son patron ait abusé de son droit et commis une faute de nature à engager sa responsabilité.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

31 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — INDUSTRIES VISÉES. — VINS MOUSSEUX. — CHAI. — ABSENCE DE TRANSFORMATION.

Les négociants en vins, qui, pour rendre mousseux les vins naturels, leur fait subir certaines manipulations après avoir mélangé au contenu de chaque bouteille un sirop spécial, ne transforme pas le vin qui en est l'objet et de négociant ne devient pas industriel : il n'est donc pas assujetti à la loi du 9 avril 1898

D'autre part, le chai d'un négociant en vins n'est pas un chantier au sens de ce mot dans la loi du 9 avril 1898.

Cocu c. Landais.

M. Cocu s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Angers du 7 mai 1904, rendu au profit de M. Landais, son patron.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Cocu, ouvrier de Landais, négociant en vins, a été victime d'un accident du travail dans le chai de ce dernier et hors du local séparé ou fonctionne une machine à vapeur ; qu'il constate, en outre, que Landais, pour rendre mousseux les vins naturels, leur fait subir certaines manipulations après avoir mélangé au contenu de chaque bouteille, un sirop spécial ; qu'il en conclut, à bon droit, que Cocu ne peut invoquer contre son patron les dispositions de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu, en effet, d'une part, que le chai d'un négociant en vins n'est pas un chantier au sens de ce mot dans la loi sur les accidents du travail et, d'autre part, que Landais par les manipulations et mélanges auxquels il fait procéder, ne transforme pas le vin qui en est l'objet et de négociant ne devient pas industriel ;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué, qui spécifie les conditions dans lesquelles s'opère le travail dans le chai de Landais, n'a violé aucun des articles visés au pourvoi ;

Rejette...

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Mornard** et **Brugnon** av.

NOTE. — La Cour de cassation a jugé déjà par ses arrêts du 21 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.88) ; 28 mars 1904 (Gaz. Pal. 1904.1.634) et 13 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905. 1.605) que la loi du 9 avril 1898 ne s'applique pas aux marchands de vins en gros, quelle que soit l'étendue de leurs magasins et entrepôts.

Mais elle n'avait point encore été appelée à se prononcer sur la question de savoir si la fabrication des vins mousseux par l'addition d'un sirop peut être considérée comme une transformation de nature à assujettir le négociant qui s'y livre à la loi de 1898.

Il résulte d'ailleurs de nombreux arrêts antérieurs que, sous le régime de la loi du 9 avril 1898, les professions commerciales ne sont pas assujetties à la loi, et que la profession industrielle n'existe que quand il y a transformation des produits et non pas seulement achat de marchandises pour les revendre après utilisation de la matière ouvrée : V. Cass. 3 août 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.501) ; 26 octobre 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.522 — S. 1905.1.270) ; 17 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.287 — S. 1905.1.398) ; 26 avril 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.301) ; 10 avril 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.656 — D. 1905.1.173) ; 15 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.505 — D. 1904.1.374) ; 25 octobre 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.432 — D. 1906.1.46) ; 31 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905. 1.280) ; 6 mars 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.379).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

30 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

PRUD'HOMMES. — PROCÉDURE. — POURVOI EN CASSATION. — MOYEN NON JUSTIFIÉ. — REJET.

Lorsque le patron condamné à payer une indemnité à raison d'un brusque congédiement, motifs pris de ce que n'ayant pas comparu à l'enquête ordonnée sur sa demande par jugement précédent il doit être présumé avoir renoncé à prouver qu'il avait donné congé à son ouvrier dans le délai d'usage, ou ne pouvoir faire cette preuve, allègue à l'appui de son pourvoi en cassation contre cette sentence que le jugement qui a ordonné l'enquête n'aurait pas, conformément à l'art. 45 du décret du 20 février 1810, indiqué le jour et l'heure de cette enquête et qu'aucun avis ne les lui aurait fait connaître ultérieurement, le pouroi doit être rejeté faute de justification du moyen, si le texte du jugement ordonnant l'enquête n'est pas rapporté dans les qualités de la décision attaquée, ni produit à l'appui du pourvoi, en sorte que la Cour de cassation n'est pas à même de vérifier si le jugement attaqué a méconnu les prescriptions de l'art. 45 précité.

Grave c. Pagnère.

M. Grave s'est pourvu en cassation contre un jugement du Conseil de prud'hommes de Calais du 31 mai 1906 qui l'avait condamné à payer une indemnité de congédiement brusque à son ouvrier Pagnère.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que, pour condamner Grave à payer des dommages-intérêts à Pagnère, son ouvrier, à raison d'un brusque congédiement, le jugement attaqué, du 31 mai 1906, se fonde sur ce que Grave, n'ayant pas comparu à l'enquête ordonnée, sur sa demande, par un premier jugement du 5 avril précédent, doit être présumé avoir renoncé à prouver qu'il avait donné congé à son ouvrier dans le délai d'usage, ou ne pouvoir faire cette preuve ;

Attendu que, pour expliquer son absence, Grave allègue que le jugement du 5 avril 1906 qui a ordonné 20 février 1810, indiqué le jour et l'heure de cette enquête et qu'aucun avis ne les lui a fait connaître ultérieurement ;

Mais attendu que le texte du jugement du 5 avril n'est pas rapporté dans les qualités de la décision attaquée ; qu'il n'est pas produit à l'appui du pourvoi ; que la Cour de cassation n'est donc pas mise à même de vérifier si le jugement interlocutoire a méconnu les prescriptions de l'art. 45 précité ; qu'ainsi le moyen n'est pas justifié ;

Rejette...

MM. **Dupont** rap. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.).

NOTE. — Parmi les cas d'ouverture à cassation figure la violation des formes prescrites aux juges pour rendre leurs décisions ou la violation en général des formalités de procédure prescrites à peine de nullité.

Mais le moyen suppose nécessairement la production de l'acte lui-même ; et si de l'acte lui-même ne résulte pas le vice reproché par le pourvoi, on ne saurait être admis à l'établir par des moyens autres que l'inscription de faux. V. Fuzier-Herman, Rép. , v° Cassation (Mat. civ.), n^os^ 3166 et suiv.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re Ch.)

1er Aout 1906.

Présidence de M. Rack,
premier président.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

1° 2° et 3° requête civile. — art. 480 C. pr. civ. § 1er et 10. — fait dolosif actif. — fausse qualité de prête-nom. — pièce décisive retenue. — défaut de production matérielle.

1° *Constitue le dol actif tombant sous l'application du* § 1er *de l'art.* 480 *C. proc. civ. et de nature à donner ouverture à la requête civile, le fait par une partie d'avoir caché sa véritable qualité de débiteur personnel en dissimulant un acte et en prenant une qualité de prête-nom qui ne lui a jamais appartenu, avançant ainsi comme vrai un fait qu'elle savait faux*

Alors que cette dissimulation mensongère et persistante dans un système habilement combiné à l'aide de circonstances en aparence favorables à sa cause était de nature à induire en erreur les juges qui ont rendu la décision entreprise, et dans l'ignorance où ils étaient de la vérité des faits, à leur faire rendre une décision autre que celle qu'ils auraient pu rendre s'il avaient statué en pleine connaissance de cause.

2° *Le* § 10 *de l'art.* 480 *C. proc. civ. est subordonné à une double condition : d'abord que les pièces recouvrées depuis le jugement soient décisives et ensuite qu'elles aient été retenues par le fait de la partie.*

Et cette double condition se trouve réunie lorsque, d'une part, la pièce prétendue recouvrée est un acte sous seing privé visé dans une lettre versée aux débats, lequel contenant une stipulation exclusive du rôle de prête-nom que la partie contre laquelle il est invoqué s'est attribué faussement est de nature à faire écarter les présomptions qui ont servi de base à la décision entreprise, et lorsque, d'autre part, il résulte nécessairement des termes mêmes de l'acte que celui-ci avait été remis à cette partie.

3° *Et il importe peu que la production matérielle de cet acte n'ait pas été faite dans l'espèce, car lorsque la substance d'une pièce reconnue décisive ne saurait être révoquée en doute, il ne dépend pas d'une partie, soit en retenant cette pièce, soit en la détruisant volontairement, de modifier les rapports juridiques qu'elle a créés entre les plaideurs.*

Consorts Champion c. Lemoine.

La Cour,

Attendu qu'un arrêt de cette Cour en date du 28 décembre 1904 infirmant un jugement du Tribunal civil de Dieppe a rejeté une demande en paiement d'une somme de 17.000 francs introduite par les consorts Champion et Spillmann contre Lemoine en décidant que la reconnaissance de dette souscrite par Lemoine le 15 février 1898 au profit de Tragin père était purement fictive, le prêt ayant été consenti en réalité par Tragin père sous le nom de Lemoine aux époux Alluard ;

Attendu que les consorts Champion et Spillmann se sont pourvus contre cet arrêt par la voie de la requête civile ; qu'ils soutiennent dans leur requête : 1° Que l'arrêt du 28 décembre 1904 est le résultat du dol personnel de Lemoine qui n'a obtenu cet arrêt qu'au moyen de la dénégation de faits décisifs qu'il savait vrais et qu'il niait de mauvaise foi ; 2° Que Lemoine a retenu et dissimulé un acte décisif dont les concluants ont connu l'existence depuis l'arrêt ;

1° Sur le dol personnel :

Attendu qu'une lettre de Lemoine à Tragin fils datée du 12 mars 1903, retrouvée depuis l'arrêt par le syndic de la faillite Tragin fils et signifiée aux consorts Champion-Spillmann au cours d'une instance actuellement pendante devant le Tribunal de commerce d'Eu et Tréport est ainsi conçu : « Monsieur Tragin, notaire à Eu. Je reçois à l'instant une lettre de M. Vacandare me demandant pour votre beau-frère, M. Champion, le remboursement de suite d'une somme de 16.824 francs prêtée à Alluard. J'écris à Alluard de venir demain vendredi sans faute. Je prendrai dans la journée (vendredi) conaissance de cette obligation. Veuillez me la faire tenir à ma disposition. Je crois devoir vous rappeler que par acte sous seing privé du 28 février 1898, vous m'avez garanti pour moitié cette obligation. Civilités. Signé : Henri Lemoine. J'écrirai demain à M. Vacandare ; »

Attendu que l'existence de l'acte sous seing privé énoncé en substance dans la lettre sus relatée écrite

toute entière de la main de Lemonie est ainsi certaine ; que cela résulte, d'ailleurs, non seulement des termes positifs de cette lettre à un moment où Lemoine n'avait pas encore arrêté le système qu'il a cherché depuis à faire prévaloir, mais aussi de ses propres conclusions devant la cour exposant les circonstances dans lesquelles une garantie de moitié lui aurait été souscrite par Tragin fils ;

Attendu que l'acte du 28 février 1898 dont l'existence est ainsi démontrée est en contradiction manifeste avec la prétention de Lemoine qu'il n'aurait été que le prête-nom de Tragin père pour le prêt fait aux époux Alluard ; qu'il en résulte clairement que Tragin fils et Lemoine devaient, dans leurs rapports entre eux, supporter personnellement et chacun pour moitié la perte de la créance Alluard au cas où ces débiteurs deviendraient insolvables ; que la garantie ainsi stipulée par Lemoine dans un acte sous seing privé prouvait par elle-même la réalité du prêt fait par Tragin père ;

Attendu qu'en dissimulant sa véritable qualité de débiteur personnel de Tragin père et en prenant une qualité de prête-nom qui ne lui a jamais appartenu, Lemoine a avancé comme vrai un fait qu'il savait faux ; que cette dissimulation mensongère et persistante dans un système habilement combiné à l'aide de circonstances en apparence favorables à sa cause et contre lequel les consorts Champion et Spillmann étaient d'autant plus désarmés que Tragin père était décédé dès 1901 et que Tragin fils était en fuite, était de nature à induire la cour en erreur et dans l'ignorance où elle était de la vérité des faits à lui faire rendre une décision autre que celle qu'elle aurait pu rendre si elle avait jugé en pleine connaissance de cause ;

Attendu que Lemoine nie, il est vrai, que l'acte du 28 février 1898 ait la portée qui lui est attribuée, qu'il explique que dans l'appréhension des poursuites auxquelles il se trouvait exposé de la part des héritiers de Tragin père, si celui-ci décédait il avait chargé Tragin fils de demander à son père une contre-lettre ; que Tragin fils avait préparé cette contre-lettre, en y ajoutant sa garantie personnelle et après avoir signé les trois originaux les avait envoyés à la signature de Tragin père, mais que celui-ci, tout en promettant de le faire, avait négligé de donner sa signature sans que lui, Lemoine, ait insisté outre mesure, Tragin père étant alors un homme de 59 ans, plein de force et de santé ;

Attendu que ce nouveau système de Lemoine ne soutient pas l'examen ; qu'en effet, Lemoine initié aux affaires, ancien agréé au Tribunal de commerce l'Eu et Tréport, en relations constantes avec Tragin père et Tragin fils n'avait pas besoin de l'entremise de Tragin fils pour obtenir une contre-lettre de Tragin père s'il n'était pas le bénéficiaire de la créance Alluard ; qu'ensuite, si une contre-lettre avait été préparée, comme le prétend Lemoine, celui-ci n'aurait pas manqué d'y faire allusion dans la lettre du 12 mars 1903, alors qu'il était sous le coup d'une menace de poursuites ; qu'enfin on ne conçoit pas que si une contre-lettre a été envoyée à la signature de Tragin père, Tragin fils y ait ajouté sa garantie personnelle pour moitié, la contre-lettre faisant disparaître à elle seule l'obligation contenue dans la reconnaissance de dette du 15 février 1898 par Lemoine et supprimant ainsi toute cause à la garantie de Tragin fils ;

Attendu qu'il est ainsi démontré que dans les circonstances où elles étaient commises et ci-dessus relatées, la dissimulation de l'acte sous seing privé du 28 février 1898, comme aussi l'affirmation persistante et mensongère de Lemoine de faits qu'il savait faux constituent un fait dolosif actif tombant sous l'application du paragraphe 1er de l'art. 480 C. proc. civ. ;

2° Sur le recouvrement de pièces décisives :

Attendu que le § 10 de l'art. 480 C. proc. civ. est subordonné à une double condition, c'est que d'abord, les pièces recouvrées depuis le jugement soient décisives et qu'ensuite elles aient été retenues par le fait de la partie ;

Attendu que l'acte sous seing privé du 28 février 1898 visé dans la lettre du 12 mars 1903 contient une stipulation de garantie au profit de Lemoine exclusive du rôle de prête-nom que celui-ci s'est attribué et qui est de nature à faire écarter les présomptions ayant servi de base à l'arrêt du 28 décembre 1904 ; qu'il constitue bien, par conséquent, une pièce décisive au vœu de la loi ;

Attendu que, d'autre part, il n'est pas douteux que la pièce dont s'agit a été remise à Lemoine, que du moment qu'elle contenait une garantie à son profit, il en était nécessairement détenteur ; que la meilleure preuve d'ailleurs que cet acte était entre ses mains est l'indication précise dans la lettre du 12 mars 1903 de la date et de l'objet dudit acte ;

Attendu, cela posé, qu'il importe peu que la production matérielle de cette pièce n'ait pas été faite, comme dans l'espèce, lorsque la substance d'une pièce reconnue décisive ne peut être révoquée en doute, il ne dépend pas d'une partie, soit en retenant cette pièce, soit en la détruisant volontairement de modifier les rapports juridiques qu'elle a créés entre les plaideurs ; que les conditions fixées par le paragraphe 10 de l'art. 480 précité sont donc réunies dans la cause ;

Attendu qu'au surplus, en admettant par hypothèse qu'à défaut de la production matérielle de l'acte du 28 février 1898, le § 10 susvisé ne puisse être appliqué, la retention par Lemoine de cette pièce, constituerait au premier chef une fraude pratiquée pour tromper le juge et rentrant, par conséquent, dans les termes du § 1er ;

Vu l'art. 130 C. proc. civ. ;

Par ces motifs,

Donne acte à Souillier ès-qualités de ce que comme contraint et forcé à la suite de sa mise en cause à la requête des époux Champion et Spillmann et sous réserves de tous droits et actions appartenant au syndic de la faillite Tragin, il a versé aux débats les documents qui lui étaient réclamés comme étant utiles à la manifestation de la vérité ;

Lui donne acte également de ce qu'il s'en rapporte à justice dans l'instance en requête civile introduite par les consorts Champion et Spillmann ;

Entérine ladite requête ;

Rétracte ledit arrêt du 28 décembre 1904 en ce qu'il a réformé le jugement du tribunal civil de Dieppe du 18 février 1904 ;

Dit que les parties seront remises au même et semblable état qu'avant l'arrêt rétracté ;

Ordonne que les sommes de 300 et 150 francs avec décimes consignées préalablement à la requête civile leur seront versées par le receveur de l'enregistrement sur la représentation qui lui sera faite du présent arrêt ;

Dit que toutes les demands, fins et conclusions de Lemoine ne sont pas justifiées ;

L'en déboute ;

Condamne Lemoine à restituer aux consorts Champion et Spillmann les sommes que ceux-ci lui ont payées pour frais de l'instance jugée par l'arrêt du 28 décembre 1904 ;

Le condamne, en outre, aux dépens faits par les consorts Champion et Spillmann sur ladite instance actuelle, jusque et y compris les frais de l'arrêt de rétractation et ceux de la mise en cause de Souiller ès-qualités, ainsi qu'à tous droits d'enregistrement qui pourraient être perçus à l'occasion des pièces produites.

Mes Jean **Cruppi** (du barreau de Paris) et **Jouvin** (du barreau de Rouen) av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Le premier des moyens de requête civile énumérés par l'art. 480 C. pr. civ. est le *dol personnel* (§ 1er). Le dol personnel ainsi visé est tout fait avancé par une partie qui le savait être faux et à l'aide duquel elle a surpris la religion des magistrats et obtenu gain de cause quand elle devait perdre son procès : Chauveau et Carré quest. 1742. Par suite, il y a dol personnel donnant ouverture à requête civile dans la dissimulation frauduleuse et la dénégation mensongère d'un acte ou d'un fait décisif au procès : Cass. 19 février 1823 (S. chr.) ; Besançon 3 décembre 1862 (S. 63. 2.86 — D. 62.2.216). Dans l'espèce soumise à la Cour de Rouen on rencontre bien les circonstances constitutives du dol personnel ainsi défini. L'arrêt rapporté nous paraît donc devoir être pleinement approuvé. Comp. Lyon 22 novembre 1882 (Gaz. Pal. 83.2.112, 2e part.) ; Cass. 13 avril 1899 (Gaz. Pal. 99.1.606 — S. 1901.1.356 — D. 99.1. 438 — Pand. franç. 99.1.340). V. au surplus, sur les diverses circonstances constitutives du dol personnel et sur ses caractères juridiques : Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., vo Requête civile, nos 105 et suiv.

II. — Sur le deuxième point : Par « pièce décisive » l'art. 480, § 10 C. pr. civ. entend une pièce nouvellement produite de nature à faire rétracter le jugement et à faire donner gain de cause à la partie qui, en l'absence de cette pièce, avait perdu son procès : Paris 1er février 1810, motifs (S. chr.); 3 mai 1810 (S. chr.). *Adde:* Carré et Chauveau, quest. 1762e; Garsonnet et Cézar-Bru, t. VI, § 2326, p. 405.

III. — Sur le troisième point : Le moyen de requête civile prévu par le § 10 de l'art. 480 suppose en principe que la pièce recouvrée est soumise elle-même aux juges : Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. franç., vo Requête civile, no 420. Mais ce que la loi exige, c'est que le tribunal ou la cour connaisse exactement le sens et la portée de la pièce nouvelle invoquée. Rien, dans la loi n'implique l'obligation absolue de produire le document lui-même. Au surplus il convient d'observer qu'ici la pièce nouvelle et décisive c'était en réalité la lettre relatant l'acte sous seing privé demeuré inconnu lors de la première décision. Or, cette lettre avait été « recouvrée » postérieurement à cette décision et c'est de son texte que se prévalait le demandeur en requête civile. L'art. 480, § 10, devait donc recevoir son application. En tout cas, l'espèce paraît, sur ce point, nouvelle en jurisprudence.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.)

30 Mai 1906.

Présidence de M. Ditte.

CONSEIL JUDICIAIRE. — DIVERGENCE DE VUES ENTRE LE CONSEIL ET LE PRODIGUE. — DEMANDE DE REMPLACEMENT. — CAPACITÉ DU PRODIGUE POUR DÉFENDRE SEUL A L'ACTION. — PRESCRIPTIONS DE L'ART. 513 C. CIV. INAPPLICABLES.

Les prescriptions de l'art. 513 C. civ., défendant au prodigue de plaider sans l'assistance de son conseil, comportent une exception nécessaire et certaine, en ce qui touche les instances ayant pour but la mainlevée du conseil judiciaire, son remplacement ou la solution des difficultés et des divergences de vues irréductibles qui pourraient s'élever entre le prodigue et le conseil chargé de l'assister.

D'autre part, limité aux seules questions qui viennent d'être indiquées, un débat judiciaire entre le prodigue et son conseil ne présente aucun des inconvénients ou des dangers en vue desquels le législateur a prescrit les mesures de protection énumérées dans l'art. 513 C. civ.

En conséquence, le prodigue a pleine qualité pour défendre seul à la demande de remplacement introduite par son conseil.

L... c. M. C. d'A...

M. L..., conseil judiciaire de M. C. d'A..., a assigné ce dernier devant le Tribunal de la Seine pour voir dire qu'il serait pourvu à son remplacement à raison des difficultés et divergences de vues qui s'étaient élevées entre eux. M. C. d'A... a opposé à la demande une fin de non-recevoir tirée de ce qu'il n'avait pas qualité pour y défendre seul. Le jugement suivant est intervenu :

LE TRIBUNAL,

Sur la recevabilité :

Attendu que les prescriptions de l'art. 513 C. civ., défendant au prodigue de plaider sans l'assistance du conseil qui lui est donné par le Tribunal, comportent une exception nécessaire et certaine, en ce qui touche les instances ayant pour but la mainlevée du conseil judiciaire, son remplacement ou la solution des difficultés ou des divergences de vues irréductibles qui pourraient s'élever entre le prodigue et le conseil chargé de l'assister ;

Attendu qu'on ne pourrait concevoir, en effet, d'une part, que le prodigue fut placé par les dispositions légales susvisées, dans l'absolue impossibilité de se pourvoir contre les abus de pouvoir, la mauvaise volonté ou l'inertie de son conseil devant cette même autorité tutélaire et protectrice pour se faire décharger, s'il y a lieu, de la mission judiciaire qu'il croirait être dans l'absolue impossibilité de remplir dans des conditions conformes à sa propre dignité ou à l'intérêt légitime du prodigue qu'il a le devoir de protéger ;

Attendu que, limité aux seules questions qui viennent d'être indiquées, un débat judiciaire entre le prodigue et celui qui est chargé de l'assister en justice ne présente aucun des inconvénients ou des dangers en

vue desquels le législateur a prescrit les mesures de protection énumérées dans l'art. 513 susvisé ;

Attendu, en conséquence, que la demande par laquelle L... sollicite la désignation en son remplacement d'un autre conseil judiciaire à C... d'A... est recevable, et que celui-ci a pleine qualité pour y défendre seul, nonobstant l'interdiction de plaider prononcée contre lui par jugement de ce siège du 1er février 1902 ;

Par ces motifs,

Déclare C. d'A... mal fondé dans ses conclusions de non-recevabilité ;

L'en déboute ;

Ordonne qu'il sera immédiatement conclu et plaidé au fond ;

Réserve les dépens.

Mes Alb. **Salle** et **Chauveron** av.

NOTE. — Comp. Trib. civ. Langres 13 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.2.423) ; Trib. com. Seine 18 mai 1901 (Rec. Caen 1901,89) ; Nancy 26 novembre 1868 (D. 69.2.199).

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE RUFFEC

11 Octobre 1906.

Présidence de M. Morand.

CHASSE. — LOI DE 1844. — RECHERCHE DU GIBIER SANS INTENTION D'APPROPRIATION. — QUÊTE PAR CHIEN D'ARRÊT. — SATISFACTION D'UNE CURIOSITÉ NATURELLE. — DÉLIT. — CONDAMNATION.

Il y a délit de chasse dans le simple fait de se livrer à la recherche du gibier sans intention d'appropriation, par exemple dans le but de faire quêter un chien d'arrêt pour réveiller ses instincts, ou pour satisfaire une curiosité naturelle de chasseur en explorant le terrain pour découvrir les endroits les plus giboyeux.

Min. pub. c. L..., D.... et B...

Le Tribunal,

Attendu que les prévenus sont poursuivis pour avoir, le 12 août 1906, sur le territoire de la commune de Bernac, chassé en temps prohibé ;

Attendu qu'il est établi en fait que les trois prévenus se trouvaient dans un champ de maïs, précédés de deux chiens d'arrêt ; qu'ils suivaient les sillons dans le même sens à une distance de dix mètres environ les uns des autres ; que deux portaient un fouet à la main; que le troisième avait un bâton ; qu'enfin ils reconnaissent avoir fait quêter par leurs chiens ;

Attendu que les prévenus exposent qu'ils n'avaient pas l'intention de se livrer à des actes de chasse ; qu'ils voulaient simplement faire promener leurs chiens, réveiller leurs instincts, enfin satisfaire une inoffensive curiosité en allant à la découverte du gibier ;

Attendu que la loi n'ayant pas défini les faits qui sont de nature à constituer le délit de chasse, il convient de rechercher quelle a été l'intention du législateur ;

Attendu que le Tribunal estime qu'il y a délit de chasse dans le simple fait de se livrer à la recherche du gibier sans intention d'appropriation, par exemple dans le but de faire quêter un chien d'arrêt pour découvrir les endroits les plus giboyeux ;

Attendu que cette opinion se base sur ce que la loi du 3 mai 1844 n'a pas eu uniquement pour but de réglementer les conditions dans lesquelles le gibier peut être appréhendé, mais aussi de le protéger contre tout dérangement et contre toute recherche même inoffensive, pendant certaines périodes ;

Attendu, en conséquene, que la prévention étant établie, les sieurs L..., D..., B... tombent sous l'application de l'art. 12 de la loi du 3 mai 1844 ;

Par ces motifs,

Etc...

Me **Mettas** subst. proc. Rép.

NOTE. — On trouve dans le sens du jugement rapporté divers arrêts de la Cour de cassation qui admettent qu'il peut y avoir fait de chasse, même quand la capture du gibier ne peut être le résultat du fait incriminé, par exemple, dans le fait de quêter du gibier avec un chien d'arrêt par une personne qui ne porte aucune arme : Cass. 17 février 1853 (S. 53.1.669 — J. du P. 54.1.423) ; soit la quête avec un chien tenu en laisse : Cass. 4 janvier 1878 (S. 78.1. 190 — J. du P. 78.445) ; Orléans 20 mai 1878 (S. 78.2.138 — J. du P. 78.593) ; Poitiers 10 novembre 1882 (S. 82.2.88 — J. du P. 83.1.470).

Ces divers arrêts et notamment celui du 4 janvier 1878 invoquent précisément les motifs insérés au jugement ci-dessus.

V. cependant Paris 10 mars 1897 (Gaz. Pal. 97.1.567 — S. 98.2.211 — D. 97.2.415) et la note dans notre recueil.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

25 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

CHEMINS DE FER. — TRANSPORT DE MARCHANDISES. — FOURNITURE DE WAGONS. — DÉLAI. — RETARD. — FAUTE.

Aux termes de l'art. 28 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1900 et de l'art. 6 B des conditions générales d'application des tarifs spéciaux P. V., la Compagnie doit, dans la journée qui suit la réception de la demande de fourniture d'un wagon, pourvu que celle-ci lui ait été adressée de manière à lui parvenir avant l'heure de fermeture de la gare, informer l'expéditeur des jour et heure où le wagon sera mis à sa disposition.

Dès lors, une Compagnie peut être condamnée à des dommages-intérêts, en cas de préjudice, si, après n'avoir adressé aucun avis à l'expéditeur qui a demandé un wagon, elle n'a mis ce wagon à sa disposition le jour où elle devait le faire qu'à une heure trop tardive pour qu'il pût être utilisé dans la journée.

Chemins de fer de Paris-Orléans c. Maurice.

La Compagnie des Chemins de fer Paris-Orléans s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de Limoges du 22 juin 1904, rendu au profit de M. Maurice.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des articles 1134, 1146 et 1382 C. civ., 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, 11 de l'arrêté mi-

nistériel du 12 juin 1866, des arrêtés ministériels des 28 février 1894 et 27 octobre 1900 et des conditions générales d'application des tarifs spéciaux, des tarifs de petite vitesse de la Compagnie exposante,en ce que le jugement attaqué a condamné ladite Compagnie à des dommages-intérêts, sous prétexte qu'elle n'avait pas fourni un wagon au moment précis pour lequel il était requis, et n'avait pas avisé le requérant en temps utile des jour et heure où le wagon serait mis à sa disposition alors que la Compagnie n'était pas tenue de le lui procurer aux jour et heure choisis par lui et que la prétendue tardiveté de la réponse de la Compagnie n'a pas été la cause du préjudice qu'il aurait subi. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique :

Attendu qu'aux termes de l'art. 28 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1900 et de l'art. 6, B, des conditions générales d'application des tarifs spéciaux P. V., la Compagnie de chemins de fer doit, dans la journée qui suit la réception de la demande de fourniture d'un wagon, pourvu que celle-ci lui ait été adressée de manière à lui parvenir avant l'heure de fermeture de la gare, informer l'expéditeur des jour et heure où le wagon sera mis à sa disposition ;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué ; 1° que Maurice, négociant à Limoges, a adressé, le 17 janvier 1904, à la gare de Nieul, pour le 20 janvier à 9 heures du matin, une demande de fourniture d'un wagon afin d'effectuer, à destination de Paris, une expédition de pommes de terre en vrac, aux conditions du tarif spécial P. V. n° 2, et que le wagon n'a été mis à sa disposition le 20 qu'à une heure trop tardive pour qu'il put l'utiliser dans la journée ; 2° que la Compagnie du chemin de fer d'Orléans n'ayant, avant cette date, adressé aucun avis à l'expéditeur, ne s'était pas conformée aux prescriptions susrappelées, et que cette faute de la Compagnie a causé à Maurice un préjudice résultant de ce que les bouviers qu'il avait envoyés à la gare le 20 janvier, au matin, ont « dû repartir pour leur lointain domicile », sans avoir procédé au chargement des marchandises ;

Attendu, qu'en condamnant, dans ces circonstances, la Compagnie de chemin de fer à des dommages-intérêts envers le défendeur à la cassation, le Tribunal de commerce de Limoges n'a violé aucune des dispositions légales visées au moyen ;

Rejette...

MM. **Potier** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — M^e **Cail** av.

NOTE. — Les compagnies ne sont tenues par aucune disposition de tarif ou de loi en vigueur à mettre d'avance et à jour fixe des wagons vides et *a fortiori* des wagons d'un type déterminé à la disposition des expéditeurs pour le chargement de leurs marchandises : V. Cass. 30 juin 1896 (S. 97.1.44 — D. 97.1.283) ; 12 juin 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.84 — S. 1901.1.525) ; 15 mai 1905 (Gaz. Pal. 1905.1. 544 — S. 1905.1.469) ; 27 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1. 187) ; 12 mars 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.515).

Mais tout au moins elles doivent informer l'expéditeur dans la journée qui suit la réception de la demande des jour et heure où les wagons seront mis à sa disposition ; en sorte que si l'expéditeur s'est dérangé inutilement, il a droit à être indemnisé du préjudice subi.

Pourtant la question a été jugée en sens contraire par certains tribunaux : V. Trib. com. Lisieux 24 mars 1899 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Chem. de fer, n° 203).

299

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

31 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — COMPÉTENCE. — INDEMNITÉS TEMPORAIRES. — JUGE DE PAIX. — TRIBUNAL CIVIL SAISI.

Le juge de paix du canton où l'accident s'est produit est compétent pour juger en dernier ressort les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprises relatives aux indemnités temporaires, lesquelles doivent continuer à être servies jusqu'à la décision définitive dans le cas où la victime se disant atteinte d'incapacité permanente, a été renvoyée devant le tribunal de première instance par ordonnance du président, conformément à l'art. 16 *de la loi du* 9 *avril* 1898.

D'autre part, si la juridiction ordinaire, saisie par la victime d'un accident du travail d'une action comprenant tout à la fois la demande de l'indemnité journalière et la demande d'une allocation de rente viagère en réparation des dommages successifs causés par un même accident, doit, par l'effet d'une prorogation légale, statuer sur l'entier litige, bien que la demande d'indemnité journalière soit de la compétence d'une juridiction exceptionnelle, celle du juge de paix, il ne s'ensuit pas que le juge de paix demeure incompétent ou doive surseoir à statuer lorsque la demande dont la loi lui attribue la connaissance est portée devant lui, par cela seul que l'action connexe relative à l'allocation d'une rente viagère a été introduite devant le tribunal civil, juge de droit commun.

Enfin, le service de l'indemnité temporaire fait jusqu'à la décision définitive a toujours un caractère provisionnel; il appartient au Tribunal ou à la Cour d'appel de fixer la date de la consolidation de la blessure,et les sommes perçues à titre d'indemnité journalière sont, à partir de cette époque, imputable sur la rente, s'il en a été alloué une, ou sujettes à répétition s'il n'en a pas été alloué.

Dès lors, le juge de paix saisi de la demande d'indemnité temporaire au moment où la demande d'allocation de rente est engagée devant le Tribunal de première instance, doit faire droit à cette demande en allouant l'indemnité temporaire jusqu'à la décision définitive ; il n'a point à se déclarer incompétent, ni à surseoir jusqu'à la solution du litige pendant devant le tribunal.

Nadaud c. Rousseau.

M. Nadaud s'est pourvu en cassation contre un juge

ment du Tribunal civil de Guéret du 30 décembre 1903, rendu au profit de M. Rousseau.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 15 et 16 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, 453 et 171 C. proc. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 en ce que le Tribunal a décidé qu'à partir de l'ordonnance du président renvoyant le patron et l'ouvrier devant le Tribunal de première instance pour qu'il soit statué su rla demande d'une rente viagère, le juge de paix cesse d'être incompétent pour allouer toute indemnité temporaire. »

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 15 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que le juge de paix du canton où l'accident s'est produit est compétent pour juger en dernier ressort les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprises relatives aux indemnités temporaires, lésquelles doivent continuer à être servies jus qu'à la décision définitive dans le cas où la victime se disant atteinte d'incapacité permanente a été renvoyée devant le Tribunal de première instance par ordonnance du président conformément à l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu, d'autre part, que si la juridiction ordinaire, saisie par la victime d'un accident du travail d'une action comprenant tout à la fois la demande de l'indemnité journalière et la demande d'une allocation de rente viagère en réparation des dommages successifs causés par un même accident, doit, par l'effet d'une prorogation légale, statuer sur l'entier litige, bien que la demande d'indemnité journalière soit de la compétence d'une juridiction exceptionnelle, celle du juge de paix, il ne s'ensuit pas que le juge de paix devienne incompétent ou doive surseoir à statuer lorsque la demande dont la loi lui attribue la connaissance, est portée devant lui par cela seul que l'action connexe relative à l'allocation d'une rente viagère a été introduite devant le Tribunal civil, juge de droit commun ;

Attendu, enfin, que le service de l'indemnité temporaire jusqu'à la décision définitive a toujours un caractère provisionnel ; qu'il appartient au Tribunal ou à la Cour d'appel de fixer la date de la consolidation de la blessure ; que les sommes perçues à titre d'indemnité journalière sont à partir de cette époque, imputables sur la rente, s'il en a été alloué une, ou sujettes à répétition s'il n'en a pas été alloué ;

Attendu que le jugement attaqué constate que Nadaud, ouvrier de Rousseau frères, industriels, se prétendant victime d'un accident du travail qui aurait entraîné pour lui une incapacité permanente partielle, a comparu le 26 septembre 1903 devant le président qui, à défaut d'accord avec ses patrons, l'a renvoyé devant le Tribunal ; que le 13 octobre suivant, il a cité Rousseau frères devant le juge de paix en fixation de l'indemnité journalière et, le 31 du même mois, devant le Tribunal de première instance en détermination de la rente viagère à laquelle il prétendait avoir droit ;

Attendu que le jugement attaqué, statuant sur l'appel de la sentence du juge de paix qui avait fixé l'indemnité temporaire et avait dit qu'elle serait servie jusqu'à la décision définitive, a infirmé cette sentence en déclarant que le Tribunal de première instance étant saisi par l'ordonnance du 26 septembre, le juge de paix devenait incompétent ou qu'il devait tout au moins surseoir à statuer jusqu'à la solution du litige pendant devant le tribunal ; qu'en statuant ainsi il a violé l'article susvisé ;

Casse...

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. — **Me Clément** *av.*

NOTE. — Quoique l'art. 15 de la loi du 9 avril 1898 attribue au juge de paix, statuant en dernier ressort, la connaissance des contestations relatives aux indemnités temporaires, le tribunal de première instance saisi à la fois de la demande en paiement d'une rente et de la demande en paiement d'une indemnité journalière à l'occasion du même accident. est compétente pour statuer sur la seconde comme sur la première action : Cass. 21 janvier 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.198 — S. 1904.1.77 — D. 1903. 1. 177) ; 9 mars 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.394 — S. 1904.1.401 — D. 1904.1.161).

Ce n'est pas à dire, toutefois que, dans cette hypothèse spéciale, la compétence du tribunal civil soit exclusive de celle du juge de paix. L'ouvrier peut, s'il le préfère, porter devant ce dernier sa demande d'indemnité temporaire : Cass. 25 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.35 — D. 1904.1.73).

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

1er AOUT 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — COMPÉTENCE. — JUGE DE PAIX. — INDEMNITÉS TEMPORAIRES. — TRIBUNAL SAISI.

Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprises relatives aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

Il importe peu que le Tribunal de première instance ait été préalablement saisi par la victime ou ses représentants d'une demande en allocation de rente viagère conformément à l'art. 3 de la loi de la loi du 9 avril 1898 : ce fait ne rend pas le juge de paix incompétent pour statuer sur l'indemnité afférente à la période de maladie de la victime de l'accident, matière dont la connaissance lui est expressément attribuée par la loi. La partie intéressée peut seule, en portant devant le Tribunal tout à la fois la demande d'indemnité temporaire et la demande de rente, l'obliger, par l'effet d'une prorogation légale de juridiction, à statuer sur l'un et l'autre chefs de l'action par le même jugement.

Vve Robert c. Ségaust.

La Vve Robert s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal civil de la Seine du 26 juillet 1904 rendu au profit de M. Ségaust.

Elle a invoqué à l'appui de son pourvoi les deux moyens suivants :

« 1° Violation de l'art. 17 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a rejeté à tort, et sans en donner aucun motif, une fin de non-recevoir tirée de la tardiveté de l'appel de M. Ségaust.»

« 2° Violation de l'art. 15 et fausse application de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898 et de l'art. 171 C. proc. civ., en ce que le jugement attaqué a infirmé pour incompétence le jugement du Tribunal de paix du 16 janvier 1903, sous prétexte que le Tribunal de première instance de la Seine ayant été antérieurement saisi par Mme Robert d'une demande de rente viagère, la demande d'indemnité temporaire devait être portée devant les mêmes juges, bien que l'art. 15 susénoncé donne compétence exclusive au juge de paix pour statuer en dernier ressort sur les indemnités de cette nature. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Attendu que le jugement attaqué déclare que l'appel formé par Ségaust de la sentence du juge de paix de Saint-Denis qui l'a condamné à payer à la veuve Robert une somme de 315 francs, tant pour indemnité journalière que pour frais pharmaceutiques, a été déclaré recevable par jugement du 26 janvier 1904 ; qu'il répond ainsi aux conclusions de la veuve Robert tendant à ce que ledit appel soit déclaré irrecevable pour cause de tardiveté et qu'il en justifie le rejet ;

Rejette le premier moyen du pourvoi ;

Mais sur le second moyen :

Vu l'art. 15 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprises relatives aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever ; qu'il importe peu que le tribunal de première instance ait été préalablement saisi par la victime ou ses représentants d'une demande en allocation de rente viagère conformément à l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 ; que ce fait ne rend pas le juge de paix incompétent pour statuer sur l'indemnité afférente à la période de maladie de la victime de l'accident, matière dont la connaissance lui est expressément attribué par la loi ; que la partie intéressée peut seule, en portant devant le Tribunal tout à la fois la demande d'indemnité temporaire et la demande de rente, l'obliger par l'effet d'une prorogation légale de juridiction, à statuer sur l'un et l'autre chefs de l'action par le même jugement ;

Attendu que le jugement attaqué constate que Robert, ouvrier de Ségaust, victime d'un premier accident le 15 mai 1901 et d'un second accident le 31 juillet suivant, est décédé le 7 janvier 1902 ; que sa veuve a saisi le Tribunal de première instance de la Seine d'une demande en allocation de la rente viagère déterminée par la loi du 9 avril 1898 ; que postérieurement à l'introduction de cette action, elle a cité Ségaust devant le juge de paix de Saint-Denis demandant le paiement de l'indemnité temporaire afférente aux jours de maladie qui avaient été la suite de l'un et l'autre accidents survenus à son mari ;

Attendu que Ségaust a contesté la compétence du juge de paix et que, sur son appel, le Tribunal de première instance de la Seine a déclaré ce magistrat incompétent par ce seul motif que la veuve Robert avait antérieurement à la citation de Ségaust en justice de paix dirigé contre lui une action en allocation de rente viagère à raison du même accident ; qu'en statuant ainsi il a violé l'article susvisé ;

Casse...

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. — Me **Herson-Macarel** av.

NOTE. — Rappr. dans le même sens l'arrêt de la Chambre civile du 31 juillet 1906 (Nadaud c. Rousseau), rapporté ci-dessus.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

8 Mai 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

1° prud'hommes. — compétence. — conseil des prud'hommes du havre. — fabrique de conserves. — 2°-3° et 4° enquête. — prud'hommes. — enquête immédiate. — consentement des parties. — audition séparée. — sanction. — explications contradictoires.

1° *La fabrication des conserves alimentaires figure au nombre des industries pour lesquelles, d'après le décret qui l'a établi, le Conseil des prud'hommes du Havre a juridiction. Dès lors, il est compétent pour statuer sur une demande en paiement de salaires formée par un ouvrier dont le travail consiste à mettre des harengs en boîte pour les expédier ensuite.*

2° *Lorsque l'objet de l'enquête est précisé, conformément au vœu de l'art. 48 du décret du 11 juin 1809, il peut y être procédé immédiatement si les parties y consentent régulièrement.*

3° *La sanction de nullité n'est point attachée à l'inobservation de la prescription de l'art. 50 du décret de 1809, concernant l'audition séparée des témoins.*

4° *Dans les enquêtes qui se font à l'audience, le juge peut provoquer contradictoirement les explications des témoins produits par chacune des parties.*

Lefèvre c. Dlle Bucourt.

M. Lefèvre s'est pourvu en cassation contre un jugement du Conseil de prud'hommes du Havre du 16 mars 1906, rendu au profit de Dlle Bucourt.

Arrêt :

La Cour,

Sur la fin de non-recevoir opposée au pourvoi par la défenderesse :

Attendu qu'aux termes de l'art. 4, 2e alinéa, de la loi du 15 juillet 1905, les pourvois contre les décisions des conseils de prud'hommes sont formés au plus tard dans les trois jours à dater de la signification de ces décisions, par déclaration au secrétariat du Conseil, et notifiés dans la huitaine à peine de déchéance ;

Attendu que, dans l'espèce, le jugement attaqué a été signifié à Lefèvre le 26 mars 1906; que celui-ci a formé son pourvoi le 29; que ce pourvoi, enfin, a été notifié le 3 avril suivant, à la demoiselle Bucourt; que la notification a donc été faite dans le délai légal et que l'acte qui la contient est régulier en la forme ;

Rejette la fin de non-recevoir ;

Et statuant au fond :

Sur le premier moyen :

Attendu que, pour faire repousser la demande en paiement de salaires formée contre lui par la demoiselle Bucourt, Lefèvre soutenait « qu'il n'était pas maréyeur, qu'il ne connaissait pas Mlle Bucourt;qu'il ne lui avait jamais commandé quoi que ce soit » ;

Attendu, qu'en présence de ces allégations, le jugement attaqué a déclaré, comme résultant des débats et des explications des parties, que Lefèvre s'était substitué, dans le courant de janvier dernier, à un sieur Esnault, maréyeur, pour achever la campagne de harengs et qu'en cette qualité, il avait promis à la Dlle Bucourt que, il elle continuait le travail, il la paierait de ses salaires ; que ledit jugement a ainsi répondu aux conclusions du demandeur ;

Attendu, d'autre part, que la fabrication des conserves alimentaires figure au nombre des industries pour lesquelles, d'après le décret qui l'a établi, le Conseil de prud'hommes du Havre a juridiction, et que, d'après Lefèvre lui-même, le travail pour lequel la demoiselle Bucourt réclamait paiement consistait à mettre des harengs en boîtes pour les expédier ensuite ; que ce Conseil était donc compétent pour statuer entre les parties ;

Sur les autres moyens :

Attendu qu'il est constaté par le jugement attaqué que la demoiselle Bucourt a demandé à prouver qu'après avoir été occupée par Esnault, elle l'avait été par Lefèvre qui s'était engagé à lui payer ses salaires, et que les parties ont déclaré, ce dont le même jugement leur a donné acte, qu'elles étaient prêtes à faire leur preuve ; que l'objet de l'enquête a, par suite, été précisé au vœu de l'art. 48 du décret du 11 juin 1809, et que, s'il y a été procédé immédiatement, ce que devant les Conseils de prud'hommes, aucune loi n'interdit, c'est du consentement régulier des parties ;

Attendu, d'un autre côté, que s'il n'est pas énoncé par la décision attaquée qu'à la première audience les témoins ont été entendus séparément, aucune disposition légale n'a attaché la sanction de la nullité à l'inobservation de la prescription de l'art. 50 du décret de 1809 sur ce point ;

Attendu, enfin, que, dans les enquêtes qui se font à l'audience, aucune loi n'interdit au juge de provoquer contradictoirement les explications des témoins produits par chacune des parties ; que le grief formulé de ce chef par le pourvoi est donc aussi sans fondement ;

Rejette...

MM. **Durand** rapp. ; **Mérillon** av. gén. (c. conf.).

NOTE. — II.-III.-IV. — Sur les second, troisième et quatrième points : Le conseil des prud'hommes peut ordonner des mesures préparatoires ou d'instruction. Le décret du 11 juin 1809 dont la rédaction a été, sur certains points, modifiée par le décret du 20 février 1810, consacre aux enquêtes ses art. 48 à 53 : V. Pand. franç. Rép., v° Conseils de prud'hommes, n^os^ 667 et suiv.

Aux termes de l'art. 48, le conseil des prud'hommes qui ordonne une enquête doit en fixer *précisément* l'objet, mais, ceci fait, rien ne s'oppose à ce qu'il soit procédé de suite, si les parties ont amené leurs témoins ou peuvent les faire venir immédiatement, et sont dès lors en mesure de consentir à ce qu'il soit procédé ainsi.

L'art. 50 veut que les témoins soient entendus séparément. Mais la sanction de nullité n'est point attachée par la loi à cette formalité. C'est aussi ce qu'on décide généralement pour les enquêtes sommaires qui se font à l'audience : Garsonnet, t. II, p. 737 ; Dalloz, Supp. au rép., v° Enquête, n° 281.

COUR D'APPEL DE PARIS (4e Ch.)

2 Février 1906.

Présidence de M. Poupardin.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — CONCURRENCE DÉLOYALE. — TITRE DE JOURNAL. — PARIS-SPORT ET RAPIDE-SPORT. — CONDITIONS DE LA VENTE QUOTIDIENNE. — PLIAGE. — CRI DES VENDEURS.

Pour apprécier l'imputation de concurrence déloyale dirigée par le propriétaire d'un journal de courses intitulé « Paris-Sport », contre le propriétaire imprimeur d'un autre journal de même nature ayant pour titre « Rapide-Sport », il convient de s'attacher aux conditions dans lesquelles s'effectue quotidiennement la vente de l'une et l'autre feuille.

Et la concurrence déloyale existe lorsque, d'une part, les deux feuilles, pliées, présentent à la vue le même mot caractéristique « Sport » imprimé en caractères d'une analogie suffisante pour que la confusion se produise et alors, d'autre part, que leur annonce par les crieurs est de nature à frapper l'oreille du public de la même consonnance, l'usage étant établi d'annoncer le « Paris-Sport » en n'appuyant que sur la dernière voyelle du premier mot et sur le second mot, et les mots « Rapide-Sport » permettant le même cri aux vendeurs.

Aubineau propriétaire du *Paris-Sport* c. Dangon.

La Cour,

Statuant sur l'appel interjeté par Aubineau, d'un jugement rendu par le Tribunal de commerce de la Seine, le 12 novembre 1904 :

Considérant que la question n'est pas de savoir si en étalant l'un à côté de l'autre, les deux journaux dont s'agit au débat, la confusion entre eux est possible ;

Considérant qu'il faut, pour l'appréciation du point en litige, examiner les conditions dans lesquelles, à la fin de la journée, s'effectue la vente de l'une et l'autre des feuilles ;

Considérant que pliées, elles présentent à la vue, le même mot caractéristique « Sport », imprimé en caractères offrant une analogie suffisante, pour que la confusion se produise ;

Considérant que leur annonce est de nature à frapper l'oreille du public de la même consonnance ;

Considérant qu'en effet, l'usage est établi d'annoncer le *Paris-Sport*, en n'appuyant que sur la dernière voyelle du premier mot, et sur le second mot ;

Considérant que les mots *Rapide-Sport*, permettent le même cri des vendeurs ;

Considérant qu'il est d'autant moins admissible que Dangon n'ait pas prévu cette conséquence du titre choisi, qu'il y a fait l'addition du sous-titre « Résultat complet des courses », correspondant à l'indication sensiblement analogue du *Paris-Sport*, relative, les jours de courses, aux résultats de celles-ci, et fournissant aux vendeurs le complément du cri des rues bien connu, tiré de l'abréviation des mots dont s'agit ;

Considérant qu'en recourant aux moyens ci-dessus, pour lancer le *Rapide-Sport*, presque immédiatement après avoir cessé l'impression pour le compte d'Aubineau du *Paris-Sport*, Dangon a encouru le reproche de concurrence déloyale, qui lui est adressé ;

Considérant qu'il échet de faire, dans la mesure ci-après, droit aux conclusions prises en vue de faire cesser l'abus commis ;

Considérant qu'il y a lieu également d'obliger Dangon à la réparation du préjudice que sa faute a causé ;

Considérant que la Cour possède les éléments d'appréciation nécessaires, pour en déterminer l'importance ;

Considérant que pour le surplus, la prétention d'Aubineau n'est pas justifiée en ce qu'il n'est pas établi que Dangon ait abusé de la connaissance qu'il aurait eue des noms et adresses des abonnés de *Paris-Sport*, pour leur faire le service du *Rapide-Sport*, en vue d'amener une confusion entre les deux journaux ;

Considérant que les présomptions invoquées par Aubineau, ne présentent pas un caractère suffisant de gravité, précision et concordance, pour constituer la preuve du fait imputé ;

Considérant et adoptant au surplus, les motifs des premiers juges, en tant qu'ils concordent avec ceux du présent arrêt, et les complètent ;

Par ces motifs,

Et sans s'arrêter à toutes conclusions contraires, lesquelles sont inutiles ou non justifiées ;

Infirme le jugement dont est appel ;

Statuant à nouveau, et déchargeant Aubineau des condamnations et dispositions qui lui font grief ;

Dit fondée l'imputation de concurrence déloyale adressée par Aubineau, à Dangon, et résultant de l'emploi du titre *Rapide-Sport ;*

Fait en conséquence défense à Dangon d'employer ledit titre à partir de la huitaine de la signification du présent arrêt, et ce à peine de 10 francs, par contravention constatée ;

Le condamne en outre en 500 fr. de dommages-intérêts, et en tous les dépens de première instance et d'appel.

M. **Fournier** av. gén. — M[es] **Blaisot** et **Quentin** av.

NOTE. — Il est de jurisprudence constante que le titre d'un journal constitue une propriété à laquelle il ne peut être porté atteinte ni directement ni indirectement : Trib. com. Seine 20 novembre 1881 (Gaz. Pal. 82.1.340) ; Trib. com. Seine 18 juillet 1885 (Gaz. Pal. 85.2, suppl. 80) ; Caen 25 mars 1886 (Gaz. Pal. 86.2, supp. 97) ; Paris 1[er] mai 1888 (Gaz. Pal. 88.1.900) ; 5 mai 1892 (Gaz. Pal. 92.2.353) ; Trib. com. Seine 8 mars 1890 (Loi 22 mai 1890).

COUR D'APPEL DE BORDEAUX

2 JUILLET 1906.

Présidence de M. Calvé.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER. — QUAI EN DÉCLIVITÉ. — VOYAGEUR. — DESCENTE. — ACCIDENT. — ABSENCE DE RESPONSABILITÉ.

On ne saurait faire grief à une Compagnie de chemins de fer de ce que le wagon dans lequel se trouvait un voyageur blessé en descendant du train s'est arrêté en face d'une déclivité du sol destinée à faciliter la manœuvre d'une voie transversale.

Alors d'ailleurs que cette déclivité avait été établie suivant les règlements ordinaires et à une distance telle qu'elle était dépassée par les trains ordinaires et que si le jour de l'accident elle se trouvait devant une des voitures, cela tenait à la longueur exceptionnelle du train.

La responsabilité de la Compagnie ne saurait être engagée que s'il était établi ou offert en preuve que le train ne s'est pas avancé par la faute ou la négligence des employés, de façon à permettre à tous les voyageurs une descente facile.

Il appartient au surplus au voyageur de s'assurer de la disposition des lieux et, s'il ne croit pas pouvoir descendre sans danger, d'appeler à son aide les employés de la gare.

Gramond c. Chemins de fer de l'Etat.

LA COUR,

Attendu que les premiers juges ont pensé avec raison que la Compagnie des Chemins de fer de l'Etat n'a commis aucune faute et que par suite Gramond ne peut obtenir des dommages-intérêts ;

Attendu que les trois faits générateurs de la responsabilité dont l'appelant avait offert la preuve n'ont pas été suffisamment établis ;

Attendu que le premier et le plus grave consistant en la mise en marche du train après arrêt en gare est formellement dénié par les employés du chemin de fer dont le témoignage est d'autant moins suspect qu'il est assorti de raisons très plausibles et d'explications techniques ;

Attendu qu'il est constant en effet que les trains n'entrent qu'avec une extrême lenteur dans la gare de l'Etat parce qu'elle forme cul de sac, et s'arrêtent seulement au buttoir ;

Attendu que le premier témoin de l'enquête, le seul qui ait constaté un arrêt de très courte durée, n'en parle que comme d'une impression et n'est point autrement affirmatif ;

Attendu qu'il est probable d'ailleurs qu'après l'arrêt définitif du train, il s'est produit comme d'habitude un choc en retour qui a imprimé une secousse au wagon au moment où Gramond était sur le marchepied ; que ce choc à peu près inévitable ne peut surprendre que le voyageur imprudent trop pressé de descendre ;

Attendu qu'on en trouve la preuve dans les conclusions et l'articulation de Gramond où il est dit que le train n'a parcouru qu'une distance de 50 à 60 centimètres ; que ce parcours insignifiant ne pouvait résulter que d'un mouvement des wagons ;

Attendu qu'on ne saurait faire grief à la Compagnie des Chemins de fer de l'Etat de ce que le wagon dans lequel se trouvait Gramond s'est arrêté en face d'une déclivité du sol destinée à faciliter la manœuvre d'une voie transversale ; que cette déclivité avait été établie suivant les règlements et à une distance telle qu'elle était dépassée par les trains ordinaires ; que si le 6 septembre 1903 elle se trouvait devant une des voitures, cela tenait à la longueur exceptionnelle du train de plaisir ; que la responsabilité de la Compagnie ne saurait être engagée que s'il était établi ou offert en preuve que le train ne s'est pas avancé par la faute ou la négligence

des employés de façon à permettre à tous les voyageurs une descente facile ;

Attendu qu'au surplus, il appartient au voyageur de s'assurer de la disposition des lieux et s'il ne croît pouvoir descendre sans danger d'appeler à son aide les employés de la gare ;

Attendu enfin que l'éclairage du quai paraît avoir été normal et suffisant ; que le point ou Gramond prétend être descendu n'est distant que de 20 mètres de deux becs à incandescence ;

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Confirme le jugement du Tribunal civil de Bordeaux du 23 janvier 1905 ;

Déclare par suite Gramond mal fondé en son appel, l'en déboute et le condamne à l'amende et aux dépens ;

Mes **Bertin** et **Jolivet** av.

NOTE. — En principe le voyageur qui, en descendant de wagon est victime d'une chute ou d'un accident ne saurait incriminer la Compagnie de chemins de fer alors que l'installation des moyens de descente est conforme aux règlements et qu'il n'y a ni faute ni négligence de la part des employés. L'exiguïté des quais, dont la longueur est fixée par l'administration dans chaque gare ne saurait être imputée à faute à la Compagnie. Voir en ce sens : Montpellier 29 juillet 1897 (Gaz. Pal. 97.2.585 avec note et renvois à la jurisprudence) ; Trib. civ. Chartres 19 juillet 1900 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Chemins de fer, n° 876) ; Bordeaux 5 juin 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.352). Comp. Chambéry 14 mars 1894 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Chemins de fer, n°s 900 et 901 — D. 98.2.242).

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-OMER

29 Juin 1906.

Présidence de M. Quantin.

SURENCHÈRE. — FAILLITE. — LIQUIDATION JUDICIAIRE. — VENTE AVANT L'UNION. — SURENCHÈRE DU DIXIÈME.

En matière de faillite il y a lieu de distinguer entre les ventes d'immeubles faites avant ou après l'état d'union.

Les ventes faites avant l'union ne pouvant avoir lieu qu'avec le consentement du failli et sur autorisation de justice, ont le caractère de ventes volontaires.

Par suite, elles doivent donner lieu à l'accomplissement des formalités de purge pour les hypothèques et, s'il y échet, à la surencère du droit commun.

Au contraire, les ventes postérieures à l'état d'union, strictement visées par les dispositions exceptionnelles et de droit étroit des art. 572 et 573 C. com. ne pouvant être opérées que par les syndics de l'union ont le caractère de ventes forcées, d'où cette conséquence, qu'en pareil cas, l'adjudication purge virtuellement les hypothèques.

Dès lors doit être annulée la surenchère du dixième formée en vertu de l'art. 573 C. com. à la suite d'une adjudication antérieure à l'union.

Ces solutions doivent être étendues à la liquidation judiciaire par application des art. 15 et 19 de la loi du 4 mars 1889.

Brémard c. Stubbs et Micmande ès-qualités.

Le Tribunal,

Attendu que le sieur Flitz Danel a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire par jugement du Tribunal de commerce de Saint-Omer en date du 9 janvier 1906 et que Me Micmande, huissier à Ardres, lui a été donné comme liquidateur définitif ;

Attendu qu'avant que les créanciers du sieur Flitz Danel aient été constitués en état d'union et sur l'autorisation donnée par le juge commissaire, le liquidé a, avec le concours de son liquidateur, poursuivi la vente aux enchères publiques, en vertu d'un jugement rendu par le tribunal le 3 mai 1906, et commettant M. Macqueron, juge au siège, pour y procéder, des deux immeubles dépendant de son actif, savoir : 1° 8 ares 36 centiares de terrain avec maison de maître et porte-cochère, situés à Ardres, route d'Ardres à Licques, tenant d'un côté aux enfants Debruyne, d'autre à l'article ci-après ; 2° 8 ares 64 centiares de terrain propre à bâtir, situés à Ardres, route d'Ardres à Licques, tenant d'un côté à l'article précédent, d'autre à M. Ranson, juge de paix ;

Attendu que ces immeubles ont été acquis par William Stubbs, moyennant le prix de douze mille cent francs pour le premier et celui de deux mille cinquante francs pour le second, outre les frais et charges, suivant procès-verbal de M. le juge-commissaire en date du 25 mai 1906, suivi d'une déclaration d'adjudicataire fait le 28 dudit mois par Me Pray, avoué, au profit de M. Eugène Stubbs, fabricant de tulles à Calais, lequel a, le lendemain, fait une déclaration de command au profit dudit M. William Stubbs ;

Attendu que par acte fait au greffe du tribunal le 8 juin 1906, enregistré à Saint-Omer (bureau des actes judiciaires) le 9 juin 1906, folio 92, case 15, postérieurement à l'expiration du délai de huitaine sur l'adjudication du 25 mai 1906, M. Brémard a déclaré surenchérir du dixième les prix d'adjudication, conformément à l'art. 573 C. com. et qu'il poursuit la validité de cette surenchère ; qu'il soutient qu'elle est nulle parce qu'elle a été faite en vertu de l'art. 573 C. com. et que la surenchère prévue dans cet article ne vise que les ventes de biens de faillite faites après l'union des créanciers ;

Attendu qu'il y a lieu de faire une distinction entre les ventes d'immeubles faites avant ou après l'état d'union ;

Attendu que les ventes faites avant l'union ont le caractère de vente volontaire ; qu'en effet elles ne peuvent avoir lieu qu'après le consentement du failli et sur autorisation de justice ; que par suite elles n'ont pas pour effet de purger les hypothèques ;

Attendu au contraire qu'après l'union les ventes d'immeubles ne peuvent être grevées que par les syndics de l'union ; qu'elles ont alors le caractère de vente forcée et que l'adjudication purge virtuellement les hypothèques ;

Attendu que la conséquence qu'il en faut tirer est que les ventes faites avant l'union doivent donner lieu à l'accomplissement des formalités de purge pour les hypothèques et, s'il y échet, à la surenchère du droit commun ;

Attendu, au contraire, que les ventes faites après l'union sont strictement fixées par les art. 572 et 573 C. com. lesquelles sont exceptionnelles et de droit étroit ; qu'ainsi les dispositions de ces articles ne sauraient être étendues aux ventes qui auraient été effectuées par

le syndic avant l'union ; qu'il s'ensuit que la surenchère spéciale établie par l'art. 573 précité pour les adjudications après le contrat d'union ne saurait être admise par assimilation dans les ventes intervenues avant ladite union ;

Attendu que les articles susvisés du Code de commerce ont été déclarés applicables par les art. 15 et 19 de la loi du 4 mars 1889 pour la réalisation du débiteur admis au bénéfice de la liquidation judiciaire ;

Attendu du reste que la jurisprudence, après avoir varié sur ce point, paraît maintenant complètement fixée en ce sens ;

Attendu que Flitz et Micmande son liquidateur, déclarent s'en rapporter à justice sur le mérite de la contestation soulevée à l'encontre de la surenchère faite par M. Brémard ; qu'il y a lieu de leur en donner acte ;

Par ces motifs,

Attendu que Flitz et Micmande, son liquidateur, déclaqu'ils s'en rapportent à justice sur la demande en nullité de la surenchère faite par M. Brémard ;

Dit que la surenchère édictée par l'art. 573 C. com. ne peut être étendue à la vente faite avant l'union par le liquidateur avec le consentement du liquidé et de justice ; que cette vente est une vente volontaire ;

Dit, en conséquence, que la surenchère portée par Brémard le 8 juin 1906 est nulle et que, par suite, l'adjudication du 25 mai 1906 produira son plein et entier effet au profit de William Stubbs ;

Condamne Brémard aux dépens.

M. **Mouron** subst. proc. Rép. — Mes **Benoît** et **Mussel** (ce dernier du barreau de Boulogne-sur-Mer) av.

NOTE. — Après variations, la jurisprudence paraît aujourd'hui définitivement fixée en ce sens : V. Cass. 6 juillet 1881 ; 4 juin 1889 (D. 90.1.133 — Gaz. Pal. 89.2.362 et la note) ; 28 juillet 1890 (D. 91.1.165 — Gaz. Pal. 90.2. 289) ; Orléans 24 décembre 1890 (D. 90.1.133, en note — Gaz. Pal. 91.1.133). V. cependant *contrà :* Cass. 17 juin 1878 (D. 79.1.34).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

23 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

CHEMINS DE FER. — TRANSPORT DE MARCHANDISES. — LIVRAISON. — AVIS D'ARRIVÉE. — RETARD.

Si l'art. 10 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866 impose aux Compagnies l'obligation de mettre les marchandises transportées par elles en petite vitesse à la disposition du destinataire dans le jour qui suit l'arrivée en gare, il ne leur prescrit pas de prévenir le destinataire de l'arrivée des colis qui leur sont adressés : en cette matière tout est de droit étroit et les obligations des Compagnies ne peuvent résulter que des lois et règlements qui les régissent.

Dès lors le destinataire qui se plaint d'un retard doit prouver que ce retard provient d'une faute de la Compagnie.

... Et aucun règlement n'imposant à la Compagnie l'obligation de faire la remise de la marchandise au destinataire ou à son représentant avant qu'elle ne lui ait été réclamée, le juge ne peut se borner à constater que le destinataire « se présentait tous les jours à la gare pour réclamer les colis de ses clients » cette affirmation conçue en termes généraux n'établissant pas que la livraison des marchandises litigieuses ait été spécialement requise.

Chemins de fer Paris-Orléans c. Descadeillas et autres.

La Compagnie des chemins de fer Paris-Orléans s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de Toulouse du 21 avril 1904, rendu au profit de M. Descadeillas et époux Maynon.

Moyens à l'appui du pourvoi :

« Violation des articles 1134 et 1315 du C. civ., 101 et suiv. C. com., de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a condamné la Compagnie exposante à une indemnité pour remise tardive au destinataire d'une marhandise livrable en gare, sous le prétexte que, d'une part, la Compagnie n'a pas justifié que les colis étaient arrivés dans les délais réglementaires et que, d'autre part, elle aurait dû en offrir la livraison au camionneur du destinataire alors que la preuve du retard incombe au destinataire et que la Compagnie qui n'avait pas à offrir la livraison n'a pas été mise en demeure de l'effectuer. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen :

Vu l'art. 10 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866, lequel est ainsi conçu : « Petite vitesse. Les expéditions seront mises à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée effective en gare » ;

Attendu que si cet article impose aux Compagnies de chemin de fer l'obligation de mettre les marchandises transportées par elles en petite vitesse à la disposition du destinataire dans le jour qui suit l'arrivée en gare, il ne leur prescrit pas de prévenir le destinataire de l'arrivée des colis qui lui sont adressés ; qu'en cette matière tout est de droit étroit et que les obligations des Compagnies ne peuvent résulter que des lois et règlements qui les régissent ;

Attendu qu'il est constant en fait que, le 15 septembre 1903, le sieur Tave a remis à la gare de Tulle une balle de cubas du poids de 45 kilog. pour être expédiée en petite vitesse au sieur Descadeillas en gare de Toulouse et que ce colis n'a été livré à ce dernier que le 26 septembre ;

Attendu que, à raison de cette livraison, la Compagnie d'Orléans a été condamnée à des dommages-intérêts sous prétexte : 1° qu'elle ne justifiait point que le colis fut arrivé en gare de Toulouse dans les délais réglementaires ou avant l'expiration de ces délais ; 2° qu'elle aurait dû offrir la livraison à la dame Maymon, mandataire régulier de Descadeillas ;

Mais attendu, d'une part, qu'il incombait au destinataire, demandeur en dommages-intérêts, de rapporter la preuve que le retard provenait de la faute de la Compagnie ;

Attendu, d'autre part, qu'auun règlement n'imposait à la Compagnie l'obligation de faire la remise de la marchandise au destinataire ou à son représentant avant qu'elle ne lui ait été réclamée ; que le jugement se

borne à constater « que la dame Maymon se présentait tous les jours à la gare pour réclamer les colis de ses clients ; mais que cette affirmation conçue en termes généraux n'établit pas que la livraison de la balle litigieuse ait été spécialement requise ;

D'où il suit que le jugement attaqué n'a pas légalement justifié sa décision et a, par suite, violé l'article ci-dessus visé ;

Casse...

MM. **Fauconneau-Dufresne** rap ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — M[e] **Cail** av.

NOTE. — En matière de chemins de fer, les règlements doivent être strictement appliqués, et il n'est pas permis de mettre arbitrairement à la charge des compagnies des obligations autres que celles qu'ils leur imposent.

C'est là un principe indiscutable dont il a été fait application déjà notamment à l'art. 10 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866. Les Compagnies, obligées par cet article de mettre les marchandises transportées par elles en petite vitesse à la disposition du destinataire dans le jour qui suit leur arrivée en gare, ne sont pas obligées de prévenir de l'arrivée du colis : V. Cass. 8 juin 1886 (Gaz. Pal. 86.2.466 — Bull. crim., n° 53, p. 266) ; 14 décembre 1892 (Gaz. Pal. 93.1.18 — S. 93.1.149 — Bull. civ., n° 212, p. 314).

Les compagnies n'étant pas obligées d'opérer la livraison des colis livrables en gare ne sauraient être déclarées en faute de l'avoir effectuée postérieurement à l'expiration des délais réglementaires, s'ils n'ont pas été réclamés auparavant par le destinataire.

Un jugement ne peut donc condamner une compagnie à des dommages-intérêts parce qu'elle n'aurait pas effectué la livraison de la marchandise et à raison du retard qui en résulterait : arrêts publiés. Il n'en saurait être autrement que si le tribunal relevait expressément à la charge de la compagnie, dans les circonstances particulières de la cause, une faute de nature à engager sa responsabilité dans les termes des art. 1382 et suiv. C. civ. ; — en constatant, par exemple, que la compagnie a conservé en gare très longtemps, sans aviser le destinataire, une marchandise sujette à dépérissement : Cass. 11 décembre 1901 (Gaz. Pal. 1902.1.51 — S. 1902.1.342 — D. 1902.1. 353).

Il appartient d'ailleurs à la Cour de cassation d'apprécier si les faits relevés par le juge présentent les caractères juridiques de la faute: Cass. 15 avril 1873 (S. 73.1.174); 12 janvier 1875 (S. 75.1.254) ; 28 janvier 1879 (S. 79.1.358) ; 27 mars 1882 (S. 82.1.30).

300

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

1[er] Aout 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.
premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — TIERS-AUTEUR RESPONSABLE. — CONSÉQUENCES.

Tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail doit être considéré comme arrivé à l'occasion du travail et donne droit à l'ouvrier qui en a été victime, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise. Celui-ci n'est pas exonéré de sa responsabilité par le fait que l'auteur de l'accident est un tiers étranger à l'entreprise ; il résulte seulement qu'indépendamment de l'action que lui accorde la loi contre son patron, la victime aura le droit de demander à l'auteur de l'accident la réparation du préjudice qu'il lui a causé, conformément au droit commun. L'indemnité qui lui sera accordée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise ; ce dernier pourra même, au lieu et place de la victime, poursuivre les tiers responsables à ses risques et périls.

Spécialement, lorsqu'un ouvrier occupé, d'ordre de ses patrons, à décharger un camion stationnant sur la voie publique, est atteint à l'œil par une toupie lancée par un enfant, le chef d'entreprise ne saurait être exonéré de sa responsabilité par le motif que l'auteur de l'accident est un tiers échappant à sa surveillance.

Seris c. Heid fils, frères et Cie.

M. Seris, ouvrier, victime d'un accident du travail, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Pau du 26 novembre 1903, qui l'avait débouté de sa demande en paiement de rente formée contre MM. Heid, fils, frères et Cie, chefs d'entreprise;

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 1 et 3 de la loi du 9 avril 1898, en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'accorder le bénéfice de ces dispositions légales à un ouvrier victime d'un accident survenu à l'occasion du travail, sous prétexte que cet accident provenait du fait d'un tiers étranger à l'entreprise. ».

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi[e]:

Vu l'art. 1[er] de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail doit être considéré comme arrivé à l'occasion du travail et donne droit à l'ouvrier qui en est la victime à une indemnité à la charge du chef de l'entreprise assujettie ; que celui-ci n'est pas exonéré de sa responsabilité par ce fait que l'auteur de l'accident est un tiers étranger à l'entreprise ;

Attendu qu'il en résulte seulement, qu'indépendamment de l'action que lui accorde contre son patron la loi sur les accidents du travail, la victime aura le droit de demander à l'auteur de l'accident la réparation du préjudice qu'il lui a causé conformément au droit commun ; que l'indemnité qui lui sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise ; que ce dernier pourra même, au lieu et place de la victime, poursuivre les tiers responsables à ses risques et périls ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Séris, ouvrier de Heid fils, frères et Cie, brasseurs à Pau, était occupé, d'ordre de ses patrons, à décharger un camion stationnant sur la voie publique lorsqu'il fut atteint à l'œil par une toupie lancée par un enfant ; qu'atteint d'incapacité permanente partielle par suite de la perte de l'œil, il a demandé à ses patrons l'indemnité fixée par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 ; que ledit arrêt a repoussé sa demande par le motif que l'auteur de l'accident était un tiers échapant à la surveillance du chef de l'entreprise; qu'en statuant ainsi, il a violé l'article susvisé;

Casse...

MM. **Reynaud** rapp. : **Melcot** av. gén. (c. conf.). — M[e] **de Lalande** av.

NOTE. — Dans son arrêt du 8 juillet 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.386 — S. 1904.1.487 — D. 1903.1.510) la Cour de cassation a précisé le sens de l'expression « accident survenu à l'occasion du travail ». D'après cet arrêt, lorsqu'un accident est survenu à l'heure et au lieu du travail, il n'est pas nécessaire, pour qu'il soit à la charge du chef d'entreprise, qu'il soit en corrélation étroite avec la tâche assignée à l'ouvrier qui en a été victime ; il suffit que le travail en ait été l'occasion : Rapp. Cass. 23 avril 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.727 — S. 1904.1.182 — D. 1902.1.273) ; 4 août 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.601 — S. 1904.1.440 — D. 1903.1.510) ; 24 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.601 — S. 1904.1.440 — D. 1904.1.73) ; 23 mars 1903 (D. 1904.1.261) ; 4 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.344) ; 28 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.598) ; 26 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.403).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

31 Juillet 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — FAUTE INEXCUSABLE. — PRÉCISION. — REFUS D'INDEMNITÉ.

S'il est prouvé que l'accident dont est responsable le chef d'entreprise est dû à la faute inexcusable de l'ouvrier, le juge à le droit de diminuer la pension fixée par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, et seule est privée de toute indemnité la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Dès lors, le juge ne peut, pour refuser toute indemnité, s'appuyer sur les fautes qu'aurait commises la victime, notamment sur l'exécution de son travail à une heure tardive : ces fautes, dont le juge du fait doit apprécier le caractère au point de vue d'une réduction possible de l'indemnité ne peuvent en aucun cas modifier la nature de l'accident survenu par le fait même du travail et décharger le chef d'entreprise de la responsabilité que la loi lui impose.

Vve d'Anthoine c. Cavalieri.

Mme Vve d'Anthoine s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Chambéry du 23 mars 1904, rendu au profit de M. Cavalieri, patron de son mari décédé victime d'un accident du travail.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des articles 1 et 2 de la loi du 9 avril 1898 ainsi que de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 en ce que l'arrêt attaqué a refusé toute indemnité à l'exposante pour l'accident qui a coûté la vie à son mari, alors que la seule conséquence qui pouvait résulter même d'une faute inexcusable de l'ouvrier, était la réduction de l'indemnité. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que s'il est prouvé que l'accident dont est responsable le chef d'entreprise aux termes de l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898 est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier le juge a le droit de diminuer la pension fixée par l'art. 3 de ladite loi ; que la victime, qui a intentionnellement provoqué l'accident, est seule privée de toute indemnité ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate qu'Anthoine, ouvrier électricien au service de Cavalieri, a été foudroyé le 24 mai 1902 alors que pour le compte de son patron il procédait à la tension d'un fil électrique ; que pour refuser à la veuve et aux enfants mineurs de la victime les rentes déterminées par l'art. 3 de la loi sur les accidents du travail, l'arrêt s'appuie sur les fautes qu'aurait commises Anthoine, notamment sur l'exécution de son travail à une heure tardive ;

Mais attendu que ces fautes, dont le juge du fait devait apprécier le caractère au point de vue d'une réduction possible de l'indemnité ne pouvaient en aucun cas modifier la nature de l'accident survenu par le fait même du travail et décharger le chef d'entreprise de la responsabilité que la loi lui impose ;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait l'arrêt attaqué a violé l'article susvisé ;

Casse et renvoie devant la Cour de Grenoble.

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. — Me **Talamon** av.

NOTE. — La Cour de cassation s'est déjà prononcée dans le même sens dans un arrêt du 17 février 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.343 — S. 1904.1.177). La victime d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail a droit à une indemnité même en cas de faute inexcusable de sa part : le juge peut seulement diminuer la pension fixée forfaitairement par la loi.

Ce principe résulte non seulement du texte de la loi, mais aussi des travaux préparatoires. Le texte primitif de l'art. 20 portait : « de diminuer *ou même de supprimer toute pension* ». Les mots *ou de supprimer* ont disparu du texte à la suite d'un amendement présenté par M. Jourde à la Chambre des députés (Séance du 8 juin 1893, *Journ. officiel* 9 juin, Débats parlementaires, p. 1654).

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

4 Juillet 1906.

Présidence de M. Bard.

INSTRUCTION ET PROCÉDURE CRIMINELLE. — CHAMBRE D'ACCUSATION. — DÉLAI POUR METTRE EN ÉTAT ET STATUER. — DROIT POUR LE PRÉVENU DE FOURNIR UN MÉMOIRE.

Les délais des art. 217 et 219 C. instr. crim. ne peuvent fournir à l'accusé un grief tiré de la rapidité avec laquelle la Chambre d'accusation a été appelée à se prononcer ; la faculté d'adresser un mémoire ne peut retarder le jugement de l'affaire.

Et dès lors, le prévenu ne peut se plaindre de ce qu'il n'ait point été fait droit à une lettre qu'il a écrite pour demander un supplément d'information, le jour même où la Chambre d'accusation a rendu un arrêt de renvoi, alors que l'instruction avait été close la veille.

Mignot.

Le sieur Mignot s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Toulouse (Ch. des mises en accusation) du 16 mai 1906, qui avait ordonné son renvoi en Cour d'assises.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que la Chambre des mises en accusation était compétente et qu'il en est de même de la Cour d'assises devant laquelle l'accusé est renvoyé ;

Attendu que l'arrêt est rédigé conformément à la loi ; qu'il a été rendu par le nombre de juges fixé par elle ; que le ministère public a été entendu et que les faits, objet de l'accusation, sont qualifiés crimes par la loi ;

Attendu, sur la plainte du demandeur, que son instruction ayant été close le 15 mai, la Chambre d'accusation a rendu dès le lendemain 16, l'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises, sans faire droit à une lettre qu'il avait écrite au dit jour pour demander un supplément d'instruction ;

Attendu que les délais des art. 217 et 219 C. instr. crim. ne peuvent fournir à l'accusé un grief tiré de la rapidité avec laquelle la Chambre d'accusation a été appelée à se prononcer ; que la faculté d'adresser un mémoire ne peut retarder le jugement de l'affaire.

Rejette...

MM. **Bérard des Glajeux** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — Les art. 217 et 219 C. instr. crim. prévoient le premier un délai de dix jours pour mettre l'affaire en état devant la Chambre des mises en accusation et faire son rapport, — le second un délai de trois jours dans lequel la Cour doit statuer. Il est bien certain que ces délais ne sont pas de rigueur ; ils ont été institués dans l'intérêt d'une prompte administration de la justice, et par suite, le prévenu ne peut se prévaloir de ce que la Cour n'aurait pas attendu leur expiration pour statuer, — ni non plus de ce qu'elle n'aurait pas statué dans les délais. V. Dalloz, Supp. au Rép. V° Procéd. crim., n°s 1219 et suiv.

Mais il convient ici de signaler les imperfections de la loi. Le prévenu est autorisé à fournir un mémoire dans les dix jours accordés au procureur général pour mettre la Chambre d'accusation en mesure de statuer, et pourtant ce délai peut être abrégé par la Cour désireuse de statuer de suite, et cela sans même que le prévenu en soit prévenu : Cass. 13 août 1863 (D. 64.1.407). Il semble qu'il y a là une véritable violation des droits de la défense. Aussi M. H. Faustin-Hélie, t. V, n° 2194, cherche-t-il tout au moins à adoucir dans une certaine mesure les rigueurs de la loi dans le cas où le prévenu se trouverait, au moment de la transmission des pièces dans un état de maladie le mettant dans l'impossibilité de rédiger un mémoire. « Si, dit-il, la production du mémoire n'est qu'une faculté, il faut au moins qu'il y ait possibilité de l'exercer, et que, si la partie ne s'en sert pas, son non-usage provienne de sa volonté et non d'un fait de force majeure qu'on ne peut lui imputer. »

Il semble que cette observation de bon sens devrait être généralisée, et devrait amener une modification de la loi de façon à assurer dans tous les cas au prévenu le moyen d'user de l'entier délai qui lui est accordé pour se défendre.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS

7 Juillet 1906.

Présidence de M. Noblet.

Correspondance particulière de la *Gazette du Palais*.

RETRAIT SUCCESSORAL. — DONATAIRE D'USUFRUIT UNIVERSEL. — SUCCESSEUR A TITRE UNIVERSEL. — ART. 841 C. CIV. INAPPLICABLE. — ACQUISITION DE DROITS SUCCESSIFS. — LÉGATAIRE UNIVERSEL DU SUCCESSIBLE. — DROIT ACQUIS. — RETRAIT REFUSÉ.

Le donataire de l'usufruit de l'universalité des biens composant une succession est un successeur à titre universel et rentre par suite dans la catégorie des successibles auxquels le retrait successoral ne peut être opposé par les héritiers du de cujus.

Spécialement, lorsqu'une veuve, donataire de l'usufruit de l'universalité des biens composant la succession de son mari, est, elle-même, décédée après avoir acquis d'un certain nombre des héritiers de celui-ci leurs droits successifs, les autres héritiers du mari ne sont pas fondés à exercer le retrait successoral à l'encontre de son propre légataire universel, celui-ci étant tenu de rendre compte de l'usufruit dont a joui son auteur, mais pouvant ainsi exciper de tous les avantages que cet usufruit procurait à ce dernier, d'où il suit que, si cet auteur pouvait échapper au retrait, sa mort n'a pu vicier et rendre caduc des actes d'acquisition dont le bénéfice lui était acquis et faisait partie de son patrimoine.

Dlle de Lagenest c. héritier Bonamy.

Le sieur Bonamy est décédé, laissant sa veuve commune en biens et donataire de l'usufruit de la totalité de sa fortune aux termes de son contrat de mariage. Il laissait également divers héritiers. Mme veuve Bonamy se rendit acquéreur des droits successifs de plusieurs de ces derniers, puis décéda à son tour, en laissant pour sa légataire universelle Mlle de Lagenest. Les autres héritiers du sieur Bonamy prétendirent exercer contre celle-ci le retrait successoral, en vertu de l'art. 841 C. civ. Mlle de Lagenest s'y étant refusée, ils l'assignèrent devant le Tribunal civil de Loches pour voir dire qu'à défaut par elle de consentir amiablement, la rétrocession des droits acquis par son auteur, le jugement à intervenir en tiendrait lieu aux requérants. Sur cette demande, le Tribunal de Loches rendit, à la date du 21 juillet 1904, le jugement dont la teneur suit :

Le Tribunal,

Attendu que l'usufruit s'éteint par décès de la personne sur laquelle il repose ; que donc, sans qu'il y ait lieu de rechercher si la dame veuve Bonamy, donataire aux termes de son contrat de mariage de la totalité de l'usufruit des biens composant la succession du sieur Hilaire Bonamy, son mari, puisant ou non dans son titre et dans les dispositions de l'art. 767 C. civ. qualité pour figurer au partage de la succession de ce dernier, il est constant que cette qualité ne saurait appartenir à la demoiselle de Lagenest, légataire universelle de la-

dite dame veuve Bonamy, l'usufruit dont pourrait se prévaloir cette dernière n'ayant jamais reposé même un instant de raison sur la tête de sa légataire;

Attendu que celle-ci est donc absolument étrangère à la succession du sieur Bonamy ; que, dès lors, l'action en retrait successoral formée contre elle, action qui, du reste, peut être introduite à toute époque du partage, se trouve absolument fondée et qu'il échet d'y faire droit ;

Attendu qu'il y a donc lieu de décider conformément aux conclusions des demandeurs que la demoiselle de Lagenest sera tenue de leur rétrocéder le bénéfice des cessions consenties à son profit par leurs cohéritiers ;

Attendu que lesdits demandeurs ne justifiant d'aucun préjudice, il ne saurait y avoir lieu à l'allocation de dommages-intérêts ;

Attendu que la demoiselle de Lagenest succombant devra en outre. supporter les dépens de la présente instance;

Par ces motifs,

Dit et ordonne que, dans la huitaine de la signification du présent jugement, la demoiselle de Lagenest sera tenue de consentir amiablement aux demandeurs et à leurs frais, devant Me Mercier, notaire à Genillé, maire de Loché, où ils seront tenus de se rendre à cet effet ainsi que le notaire aux jour et heure qu'elle fixera, la rétrocession de tous les droits mobiliers et immobiliers que la dame Bonamy-Yzambard a acquis des héritiers de son mari ci-après : . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

dans la succession de Hilaire Bonamy et de recevoir le remboursement desdits prix de cession tels qu'ils seront justifiés avec intérêts de droit ainsi que tous frais et loyaux coûts de constat. Sinon et faute par la demoiselle de Lagenest de ce faire dans ledit délai et celui passé ;

Dit et ordonne d'ores et déjà que le présent jugement tiendra lieu aux demandeurs de ladite rétrocession, conformément à l'art. 847 C. civ.;

Dit en conséquence, que les demandeurs seront autorisés à reprendre la libre possession et jouissance de tous les biens, meubles et immeubles ayant fait l'objet des dues cessions;

Condamne la demoiselle de Lagenest aux dépens qui comprendront la mise en demeure et le procès-verbal de défaut.

Appel fut interjeté devant la Cour d'Orléans par la demoiselle de Lagenest et le 7 juillet 1906, intervint l'arrêt infirmatif suivant :

Arrêt :

La Cour,

Attendu que le sieur Bonamy-Yzambard est décédé le 25 mai 1897 à Loches, laissant sa veuve commune en biens et donataire en usufruit de la totalité de sa fortune, aux termes d'un contrat de mariage reçu par Piarc, notaire à Poitiers, le 26 mars 1875;

Attendu, qu'aux cours des années 1899 et 1903, Mme Bonamy-Yzambard se rendit acquéreur des droits successifs d'un certain nombre des héritiers de son mari; qu'elle est décédée elle-même le 20 novembre 1903,après avoir institué Mlle de Lagenest, sa légataire universelle;

Attendu que, le 26 avril 1904, un certain nombre d'héritiers Bonamy ont formé contre Mlle de Lagenest, une demande de retrait successoral et l'ont assignée devant le Tribunal civil de Loches;

Attendu que le 21 juillet 1904, le Tribunal a favorablement accueilli la demande par un jugement ainsi conçu :

« Attendu que l'usufruit s'éteint par le décès de la personne sur la tête de laquelle il repose ; que, sans qu'il y ait lieu de rechercher si la dame veuve Bonamy, donataire de la totalité de l'usufruit des biens composant la succession de son mari, puisant ou non dans son titre et dans les dispositions de l'art. 767 C. civ. qualité pour figurer au partage de la succession de ce dernier, il est constant que cette qualité ne saurait appartenir à la demoiselle de Lagenest, légataire universelle de ladite dame veuve Bonamy, l'usufruit dont pourrait se prévaloir cette dernière n'ayant jamais reposé, même un instant de raison, sur la tête de sa légataire universelle;

« Attendu que celle-ci est donc absolument étrangère à la succession du sieur Bonamy; que, dès lors, l'action en retrait successoral formée contre elle,action qui, du reste, peut être introduite à toute époque du partage, se trouve absolument fondée »;

Attendu que Mlle de Lagenest a interjeté appel de ce jugement;

Attendu que, légataire universelle de Mme Bonamy-Yzambard, Mlle de Lagenest peut invoquer tous les droits appartenant à celle-ci, de même qu'elle doit supporter toutes les charges qui lui incombaient; qu'elle doit rendre compte de l'usufruit dont a joui son auteur, mais qu'elle peut exciper de tous les avantages que cet usufruit procurait à la *de cujus;*

Attendu que, pour apprécier le mérite de l'action en retrait successoral, il convient d'envisager la situation au moment où Mme Bonamy-Yzambard a acheté les droits successoraux, c'est-à-dire de 1899 à 1903, s'il est reconnu que ladite dame pouvait échapper au retrait, on ne voit pas comment un mort aurait pu vicier et rendre caducs des actes d'acquisition dont le bénéfice lui était acquis, les droits cédés par les consorts Michaud-Ferrand faisaient partie du patrimoine de Mme Bonamy et aucun événement ultérieur ne pouvait les en faire sortir contre le gré de celle-ci ou de ses successeurs universels;

Attendu que c'est l'étendue du droit conféré à l'usufruitier qu'il importe de considérer; que l'usufruit procède d'une donation ou d'un testament, le bénéficiaire d'un usufruit portant sur la totalité du patrimoine, a les mêmes droits dans l'un et l'autre cas;

Attendu, que le retrait successoral ne pouvait être exercé à l'encontre de Mme Bonamy qui était un successible; que ce mot désigne toute personne qui succède au défunt *in universum jus* et comprend par suite toute personne appelée à prendre part à la succession en vertu d'un titre universel ou à titre universel;

Attendu que le légataire d'un usufruit portant sur l'universalité des biens d'une succession, contribue au paiement des dettes et qu'il résulte d'un arrêt rendu par la Chambre civile, le 19 juin 1895, qu'il est un légataire à titre universel, qu'il encourt à ce titre la déchéance édictée par l'art. 791 contre les héritiers qui ont diverti ou recélé des effets d'une succession, qu'il est soumis à cette pénalité, à raison de ce que sa qua-

lité lui permet de s'immiscer plus aisément dans les affaires de la succession et d'y commettre des détournements ;

Attendu que Mme Bonamy-Yzambard était donc héritière à titre universel, successible par conséquent, et ne pouvait comme telle être soumise à l'exercice du retrait successoral ; que Mlle de Lagenest qui est à ses lieu et place ne peut l'être également;

Par ces motifs,

Reçoit Mlle de Lagenest appelante du jugement rendu par le Tribunal civil de Loches, le 21 juillet 1904 ;

Infirme ce jugement;

Ordonne la restitution de l'amende;

Dit que le légataire universel succède à tous les droits de son auteur et que, par suite, Mlle de Lagenest ne pouvait être soumise au retrait successoral que dans le cas où Mme Bonamy-Yzambard y aurait été elle-même sujette;

Dit que la femme donataire ou légataire de l'usufruit de l'universalité des biens de son mari est un successeur à titre universel de ce dernier; que, par suite, elle rentre dans la catégorie des successibles auxquels le retrait successoral ne peut être opposé par les héritiers du mari;

Déboute, en oenséquence, les consorts Bonamy de tous leurs moyens, fins et conclusions, et les condamne en tous les dépens de première instance et d'appel.

M. **Pigé** av. gén. — Mes **Huet-Renou** et **Bimbenet** av.

NOTE. — Il est bien évident que la solution de la question de savoir si le retrait successoral peut être exercé à l'encontre du donataire ou légataire d'usufruit universel dépend de l'opinion adoptée sur la question préjudicielle de savoir si on le doit considérer comme un successeur à titre particulier, ou, au contraire, comme un successeur à titre universel rentrant, dès lors, dans la catégorie des successibles auxquels le retrait successoral ne peut être opposé aux termes de l'art. 841 C. civ. Or, ce point a donné lieu, tant en doctrine qu'en jurisprudence, aux controverses les plus vives. Notamment, il y a une divergence accentuée entre la Cour de cassation d'une part et les Cours d'appel et Tribunaux d'autre part. La Cour de cassation s'est, dans ces dernières années, nettement ralliée à la thèse qui considère le donataire ou légataire d'usufruit universel comme un successeur à titre universel. V. en ce sens : Cass. 21 avril 1830 (S. et P. chronol.) ; 2 décembre 1839 (S. 40.1.41) ; 8 décembre 1862 (S. 63.1.34 — D. 63.1.73) ; 31 janvier 1893 (S. 93.1.438 — D. 93.1.359) ; 19 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.63 — S. 95.1.336 D. 95.1.470). Toutefois, on trouve des arrêts en sens contraire : Cass. 7 août 1827 (S. et P. chr.) ; 17 juillet 1843 (S. 43.1.697). Quant aux Cours d'appels et Tribunaux leurs décisions refusent en général la qualité de successeur à titre universel au donataire ou légataire d'usufruit universel, et notamment admettent que le retrait successoral peut être exercé à son encontre. V. en ce sens : Agen 1er juillet 1813 (P. chr.) ; Riom 23 avril 1818 (S. et P. chr.) ; Dijon 8 juillet 1826 (S. et P. chr.) ; 17 février 1854 (P. 54.1. 275) ; Bordeaux 12 mars 1840 (S. 40.2.297) ; 19 février 1853 (S. 53.2.327 — D. 54.2.146) ; Riom 26 juillet 1862 (S. 63.2.1 — D. 62.2.146) ; Agen 19 décembre 1866 (S. 67.2.180 — D. 67.2.5) ; Nîmes 21 décembre 1866 (S. 67.2.320 — D. 68.2.13); Orléans 13 février 1869 (D. 69.2.109) ; Dijon 14 juillet 1879 (S. 79.2.261 — D. 80.2.124) ; Rennes 15 janvier 1880 (S. 81.2.185 — D. 81.2.114) ; Pau 22 avril 1884 (Gaz. Pal. 84.2.144) ; Besançon 18 mai 1892 (D. 92.2.516) ; Trib. civ. Seine 18 février 1896 (Gaz. Pal. 96.1.395). Mais il existe un certain nombre d'arrêts et de jugements qui ont adopté la thèse contraire, consacrée par la décision recueillie. V. Paris 2 août 1821 (S. et P. chr.) ; Bastia 23 mars 1835 (P. chr.) ; Bourges 4 mars 1843 (P. 44.1.156) ; Toulouse 17 décembre 1897 (Gaz. Pal. 98.1.119 — Pand. franç. 98.2.115 — Revue du notar. et de l'Enregistr. 98, 208) ; Trib. civ. Saint-Lô 30 janvier 1885 (Gaz. Pal. 85.1, Suppl., 6). Quant à la doctrine, voir dans le sens de notre arrêt : Delvincourt, t. II, p. 95 ; Duranton, t. IX, n° 208 ; Troplong, t. III, n° 1848 ; Vazeille sur l'art. 1003, n° 3 ; Poujol, sur l'art. 1906 ; Massé et Vergé, sur Zachariæ, t. III, p. 249 ; Hennequin, Tr. de la législat. et de la jurisprud., t. II, p. 226 ; Coin-Delisle, sur l'art. 1003, n° 17. *Contrà :* Proudhon, Usufruit, t. I, nos 475 et 476 ; Duvergier, sur Toullier, t. III, n° 432 note A ; Marcadé, sur l'art. 1010, n° 3 ; Zachariæ, § 711, p. 380 et suiv. ; Colmet de Santerre, t. IV, n° 157 *bis*, II ; Aubry et Rau, t. VII, § 714, p. 468, texte et note 19 ; Saintespis-Lescot, Donat. et test., t. IV, n° 1381 ; Mourlon, t. II, n° 822 ; Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 569 ; Demolombe, t. XIX, n° 258, et t. XXI, n° 586 ; Laurent, t. XIII, n° 576 ; Deglos, Legs à titre univ., p. 198 ; Huc, t. VI, p. 418, n° 330 ; Dalloz, J. G., v° Dispositions entre vifs et test., n° 3711 et Usufruit, n° 444 ; Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Legs, nos 1062 et suiv., et Cession de droits successifs, nos 280 et suiv. Jugé spécialement dans une espèce tout à fait voisine de la nôtre, et en sens contraire à l'arrêt rapporté, que le mari, légataire des meubles et de l'usufruit des immeubles de sa femme décédée, peut être soumis à l'exercice du retrait successoral pour la part dont il est devenue cessionnaire dans la nue propriété des immeubles et que ce retrait peut surtout être exercé contre les héritiers du mari qui, l'usufruit s'étant éteint par son décès, sont absolument étrangers à la succession : Caen 17 février 1813 (S. et P. chr.). Jugé également que le retrait successoral est valablement exercé contre le légataire de l'*usufruit universel* des biens de l'héritier ou du successible visé par l'art. 841 C. civ. : Trib. civ. Espalion 22 janvier 1886 (Gaz. Pal. 86.1.366 et la note).

COUR D'APPEL DE BORDEAUX

25 Juin 1906.

Présidence de M. Calvé.

NOTAIRE. — RESPONSABILITÉ. — CESSION DE CRÉANCE. — SIMPLE RÉDACTEUR. — ABSENCE DE MANDAT ET DE GESTION D'AFFAIRES. — CLIENT NON HABITUEL. — ACTES ANTÉRIEURS. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — ACTION NON RECEVABLE.

Le cessionnaire d'une créance en vertu d'un acte authentique ne saurait, à raison de cet acte, rechercher valablement comme responsable le notaire rédacteur.

Alors, d'une part, que ledit notaire n'avait à son égard ni la qualité de mandant, ni celle de « negotiorum gestor » et que sa mission s'est bornée à donner au contrat la forme authentique, et alors, d'autre part, que le cessionnaire, à qui il était facile de se renseigner personnellement sur la valeur de son gage hypothécaire et sur la situation des débiteurs cédés, n'était pas un des clients habituels de l'étude.

Et la circonstance que, antérieurement, il aurait, par

l'intermédiaire dudit notaire,négocié deux placements hypothécaires dont un seul s'est d'ailleurs réalisé, ne saurait lui conférer cette qualité, pas plus que le fait d'avoir pris au nom du cessionnaire une inscription qui n'était que le complément nécessaire de la cession dont il venait de dresser l'acte ne suffit à constituer le notaire mandataire de celui-ci.

Moysson c. Foureau.

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Attendu que de la correspondance échangée entre Moysson et Espinasse, unis entre eux par des relations de famille, il ressort qu'ils avaient ensemble et sans intervention de Foureau conclu la convention par laquelle Moysson devenait cessionnaire de la créance de Espinasse contre les époux Malfille ;

Attendu que Foureau n'a ni proposé ni recommandé cette cession à Moysson ; qu'il s'est borné à donner à ce contrat son caractère authentique ; que, dans la rédaction de son acte, aucune faute ne peut être relevée contre lui ;

Attendu que Moysson, ainsi qu'il le déclare dans sa correspondance précitée, s'en est, avec une pleine confiance, rapporté à Espinasse pour tous les renseignements qu'il lui importait de recueillir ; qu'il lui était d'ailleurs facile de se renseigner personnellement à Libourne et à Saint-Denis de Pile, c'est-à-dire dans la région où il a lui-même son domicile et ses relations, sur la valeur de son gage hypothécaire et sur la situation des époux Malfille; que le contrat de cession auquel il participait avait très exactement révélé les inscriptions dont étaient grevés les immeubles hypothécairement affectés à sa créance ; que Espinasse s'était refusé à lui garantir autre chose que l'existence et la légitimité de sa créance contre les époux Malfille ;

Attendu que Foureau n'avait, à son égard, ni la qualité de mandataire, ni celle de « négotiorum gestor » ; qu'en ce qui concerne la cession dont s'agit au procès actuel, il n'avait été investi d'aucun mandat plus ample que celui de donner à ce contrat sa forme authentique; que l'inscription qu'il a prise au nom de Moysson n'était que le complément nécessaire de la cession dont il venait de dresser l'acte ; que Moysson n'était pas un des clients habituels de son étude ;

Attendu que ce titre ne pourrait, en effet, être attribué à Moysson, parce que celui-ci, antérieurement à la cession que Espinasse lui consentait, avait, par l'intermédiaire de M. Foureau, négocié deux placements hypothécaires dont un seul s'était réalisé; que Foureau avait tout lieu de penser que Moysson, soit par ses investigations personnelles, soit par les renseignements qu'il tenait de Espinasse, possédait, au sujet de la valeur des immeubles constituant son gage hypothécaire et de la situation des époux Malfille, tous les renseignements pouvant lui être nécessaires ;

Attendu qu'il n'a pas été sollicité par ledit sieur Moysson de compléter ou contrôler les renseignements que celui-ci avait déjà obtenus et qu'il avait jugés satisfaisants ; qu'il n'existait pour Foureau, dans les circonstances de la cause, aucune obligation de prendre une telle initiative;

Par ces motifs,

Déclare Moysson mal fondé dans son appel ; l'en déboute ;

Confirme...

M. **Desbats** av. gén. — M^es^ **François** et **Brazier** av.

NOTE. — Comp. en ce sens : Cass. 20 décembre 1882 (Gaz. Pal. 83.1.250) ; Cass. 25 janvier 1887 (Gaz. Pal. 87. 1.287) : 22 mai 1888 (Gaz. Pal. 88.2.125 et la note) ; 2 mai 1892 (Gaz. Pal. 92.1.741 — D. 93.1.317 — S. 92.1.304) ; 19 juillet 1892 (Gaz. Pal. 92.2.406 — S. 92.1.560 — D. 93.1.151); Cass. 3 avril 1901 (S. 1901.1.352 — D. 1901.1.489) ; Bordeaux 18 novembre 1884 (Gaz. Pal. 85.1.760) ; Trib. civ. Nantes 28 janvier 1884 (Gaz. Pal. 84.1.828) : Trib. civ. Château-Thierry 20 juin 1888 (Loi 4 juillet 1888) ; Amiens 27 décembre 1887 (Rec. d'Amiens 88, 33) : 5 juillet 1888 (Rec. d'Amiens 88, 153) ; Riom 23 octobre 1888 (D. 89.2.278); Amiens 2 et 3 juillet 1890 (Rec. d'Amiens 90, 220 et 233) ; 14 mai 1890 (Gaz. Pal. 90.2.406) : Rouen 16 mai 1892 (Rec. Rouen 92.1.152 —Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Notaire, n^os^ 368 et suiv.) ; Besançon 31 décembre 1894 (Pand. franç. 95. 2.106 — S. 95.2.100 — D. 96.2.77) ; Lyon 26 octobre 1893 (Gaz. Pal. 94.1.135) : Bourges 20 mars 1899 (D. 99.2.493) ; Alger 9 novembre 1898 (Rev. Alger 99, 33 — Loi 17 avril 1899 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Notaire, n° 166) ; Douai 2 avril 1900 (D. 1901.2.1).

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE REIMS

2 JUIN 1906.

Présidence de M. Le Sueur.

ACTION CIVILE. — TRIBUNAUX RÉPRESSIFS. — ABSENCE DE PRÉJUDICE MATÉRIEL ET MORAL. — CITATION DIRECTE.— IRRECEVABILITÉ DE LA DEMANDE.

Celui qui se plaint d'un fait, en l'espèce une irrégularité commise dans la délivrance d'un acte d'huissier qui en la supposant prouvée, ne lui a causé aucun préjudice ni matériel, ni moral, est irrecevable devant la juridiction répressive à exercer de ce chef une action civile, et doit être, à défaut par le ministère public d'avoir lui-même saisi le tribunal de l'action publique tendant à l'application de la peine, purement et simplement débouté de sa demande, et le prévenu relaxé.

Sceaux c. M^e^ P...

LE TRIBUNAL,

Attendu que Sceaux, partie civile, a cité directement devant ce Tribunal à l'audience du 30 mai, P..., huissier à Reims, qui, par un fait délictueux,lui aurait causé préjudice dont il demande réparation sauf application des peines correctionnelles encourues ;

Attendu que P... oppose à cette action une fin de non-recevoir, la partie civile n'ayant à son dire éprouvé par le fait dénoncé aucun préjudice, déclarant d'ailleurs faire défaut au fond ;

Attendu que le délit reproché à P... aurait consisté dans la délivrance d'un exploit à la partie civile par l'entremise d'un clerc, contrairement aux prescriptions de l'article 45 du décret du 14 juin 1813 ; que, d'après la partie civile, le préjudice qu'elle aurait éprouvé résulterait de la délivrance de l'acte au vu et à la connaissance de tiers ;

Mais attendu que les témoins entendus à l'audience n'ont pas établi que la publicité donnée à la remise de l'exploit fût imputable au clerc porteur de l'exploit remis à la partie civile; qu'elle serait bien plutôt le fait de la partie civile même;

Attendu qu'au surplus cette publicité constituerait un fait distinct et independant du délit reproché à P... ; que le préjudice en pouvant résulter, ne peut être considéré comme en étant la suite ;

Attendu, dès lors, qu'il n'apparaît pas que l'irrégularité relevée par la partie civile lui ait causé de préjudice soit matériel, soit moral ; qu'elle ne peut donc être recevable à exercer de ce chef une action civile et que, par suite, à défaut par le ministère public d'avoir lui-même saisi le Tribunal de l'action publique tendant a l'application de la peine, P... doit être purement et simplement renvoyé des fins de la demande ;

Par ces motifs,

Déclare la partie civile non recevable en son action ; l'en déboute;

Renvoie P... des fins de la demande et condamne la partie civile aux dépens.

M. **Huc** Subst. proc. Rép. - Me **Brissart** av.

NOTE. — La juridiction répressive, saisie par la citation directe de la partie qui se prétend lésée doit statuer tout à la fois sur l'action publique et sur l'action civile. C'est une jurisprudence certaine : Dalloz, Jurispr. gén., Suppl. vo Procédure crim., no 94 ; Cass. 24 mars 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.560).

Mais il est nécessaire que le plaignant puisse valablement lier l'instance. L'action civile devant les tribunaux répressifs n'est ouverte qu'à ceux qui peuvent mettre en mouvement l'action publique : Paris 23 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.1, Table, vo Action civile, no 1). Aussi la Cour suprême a-t-elle jugé que si la partie civile est irrecevable faute d'intérêt, le tribunal est aussi incompétent pour appliquer la peine que pour statuer sur les dommages intérêts : Cass. 20 août 1847 (D. 47.1.302) ; Cass. 29 juin 1893 (Bull. crim. no 169). *Adde :* dans une affaire identique à celle solutionnée par le jugement rapporté : Paris 6 juin 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.670).

---

301 302

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

7 aout 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 30 JUIN 1899 — TRAVAUX AGRICOLES. — EXPLOITANT DU MOTEUR. — MACHINE A BATTRE.

L'ouvrier qui, placé sur la plate-forme de la machine à battre pour couper le lien des gerbes avant de les passer à l'engréneur, s'est blessé avec le couteau qui lui servait à ce travail, par suite d'un faux mouvement causé par la trépidation de la machine doit être considéré comme victime d'un accident occasionné par l'emploi du moteur inanimé, et, par suite, l'exploitant du moteur est responsable en vertu des dispositions de la loi du 30 juin 1899.

Terle c. Veuve Martin.

Le sieur Terle, exploitant une machine à battre, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Riom du 9 février 1905, rendu au profit de Veuve Martin, dont le mari était décédé victime d'un accident du travail.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que, le 27 novembre 1903, à Lémagne, Martin était employé au service d'une machine à battre mue par la vapeur exploitée par Terle ; que son travail consistait à couper le lien qui retenait les gerbes avant de les passer à l'engréneur ; que ce travail, qui exigeait des gestes violents et rapides, devait s'effectuer à genoux sur la plate-forme de la machine ;

Attendu que la trépidation que le moteur à vapeur imprimait à la machine faisait perdre de leur assurance aux mouvements de Martin et qu'ainsi le couteau, qui lui servait d'outil, brusquement dévié, a pénétré dans sa cuisse et, l'artère fémorale coupée, entraîné sa mort;

Attendu que, de ces constatations, il résulte que Martin, astreint à travailler sur la plate-forme de la machine à battre, était employé au service de cette machine et que l'accident dont il a été victime a bien été occasionné par l'emploi du moteur inanimé qui a amené, par la trépidation de la plate-forme, le faux mouvement de la victime ;

Attendu qu'il suit de là qu'en faisant application à la veuve et aux enfants mineurs de Martin des dispositions de la loi du 30 juin 1899 et en condamnant l'exploitant du moteur à leur servir les rentes fixées par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Rejette...

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Me **Morillot** av.

NOTE. — Il était soutenu, dans l'espèce par le pourvoi, que les organes de la machine à battre et du moteur étant demeurés étrangers à l'accident, l'exploitant du moteur ne pouvait en être déclaré responsable. La question était en effet très délicate. Mais il paraît bien résulter des arrêts rendus antérieurement par la Cour de cassation que dès qu'il y a une relation de cause à effet entre l'emploi de la machine mue par un moteur inanimé et l'accident survenu, l'exploitant du moteur doit être déclaré responsable : V. Cass. 5 février 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.318) ; 4 août 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.298 — D. 1902.1.581) ; 5 janvier 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.243) ; 6 janvier 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.161 — D. 1903.1.178) ; 15 décembre 1902 (Gaz. Pal. 1903.1.41 — D. 1903.1.178) ; 24 décembre 1902 (Gaz. Pal. 1903.1.187 — D. 1903.1.178).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

1er Aout 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — ACCIDENTS VISÉS.

Ne saurait être considéré comme survenu à l'occasion du travail l'accident arrivé à un ouvrier au moment où, pour rejoindre son poste de travail, il traversait une voie ferrée au-delà de laquelle il avait sa-

tisfait un besoin naturel dans un chantier de bois appartenant à un tiers.

Veuve Briand c. Société des Houilles et agglomérés.

Mme veuve Briand s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 17 décembre 1903, rendu au profit de la Société des Houilles et agglomérés.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation par fausse interprétation de l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898 et violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt, pour dénier droit à pension à un ouvrier en travail, blessé en revenant de satisfaire un besoin naturel, a, d'une part, refusé de considérer comme une dépendance d'un chantier de déchargement une voie apartenant à une Compagnie de chemins de fer, alors qu'il est constaté que l'autorité de l'entrepreneur de déchargement s'étendait à cette partie de voie de chemin de fer ; et, en ce que, d'autre part, l'arrêt, sans relever aucune faute intentionnelle imputable à la victime, a prétendu qu'il n'y avait pas de relation entre le travail et l'accident, sous prétexte que l'ouvrier, au moment où il a été blessé, regagnait son poste, alors que ne l'ayant quitté que pour satisfaire un besoin naturel et blessé au retour, il a été, en réalité, blessé dans son travail et à l'occasion de son travail. ».

Arrêt :

La Cour,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que l'accident aux suites duquel a succombé Briand, ouvrier au service de la Société des Houilles et agglomérés, lui est survenu au moment où, pour rejoindre son poste de travail, il traversait la voie ferrée au-delà de laquelle il avait satisfait un besoin naturel dans un chantier de bois appartenant à un tiers ; que l'accident n'est donc pas arrivé au lieu du travail ;

Attendu, d'autre part, qu'il n'a pas été prétendu par les représentants de la victime que la manœuvre des wagons effectuée sur le quai par les ouvriers de la Société, manœuvre qui a amené l'accident, se rattachat au déchargement du navire auquel Briand était employé ; qu'ils n'ont pas allégué, non plus, que celui-ci dût nécessairement traverser la voie ferrée pour satisfaire ses besoins ;

D'où il suit qu'en décidant que l'accident dont Briand a été victime n'est pas survenu à l'occasion de son travail et que sa veuve est sans droit pour réclamer, tant en son nom qu'au nom de sa fille mineure, le bénéfice de la loi du 9 avril 1898, l'arrêt attaqué, d'ailleurs motivé, n'a violé aucun des articles visés au pourvoi ;

Rejette...

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Dufourmantelle** et **Morillot** av.

NOTE. — Sur la question de savoir quand l'accident doit être considéré comme survenu sur le lieu du travail et par suite à son occasion : V. Cass. 23 avril 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.727 — S. 1904.1.182 — D. 1902.1.273) ; 8 juillet 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.386 — S. 1904.1.487 — D. 1903.1.510) ; 4 août 1903 (Gaz. Pal. (1903.2.601 — S. 1904.1.440 — D. 1903.1.510) ; 24 novembre 1903 (Gaz. Pal.. 1903.2.601 — S. 1904.1.440 — D. 1904.1.73) ; 23 mars 1903 (D. 1904.1.261) ; 4 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.344) ; 28 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.598) ; 26 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.403).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

26 Mai 1906.

Présidence de M. Bard.

CASSATION. — POURVOI. — MATIÈRES CRIMINELLES. — MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE. — MISE EN ÉTAT.

Au point de vue de la recevabilité du pourvoi en cassation, la mise en liberté provisoire accordée par le juge d'instruction ne peut affranchir l'inculpé condamné à l'emprisonnement de l'obligation de se constituer prisonnier ou de justifier d'une nouvelle mise en liberté provisoire obtenue de la juridiction qui a rendu l'arrêt attaqué.

Bréant.

Le sieur Bréant s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 27 avril 1906,qui l'avait condamné à huit mois d'emprisonnement.

Arrêt :

La Cour,

Vu l'art. 421 C. inst. crim.;

Attendu que le demandeur, condamné à la peine de huit mois d'emprisonnement par arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 27 avril 1906, pour coups et blessures volontaires, ne justifie pas de sa mise en état ni de sa mise en liberté provisoire avec ou sans caution conformément à la loi ;

Attendu que si, par ordonnance de l'un des juges d'instruction de Rouen en date du 4 novembre 1905, il a obtenu sa mise en liberté provisoire, cette mise en liberté, antérieure à l'arrêt de condamnation, ne saurait l'affranchir, au point de vue de la recevabilité de son pourvoi, de l'obligation de se constituer prisonnier ou de justifier d'une nouvelle mise en liberté provisoire obtenue de la juridiction qui a rendu la décision attaquée ;

Par ces motifs,

Déclare Bréant déchu de son pourvoi...

MM. **Mercier** rapp. ; **Cottignies** av. gén.

NOTE. — La Cour de cassation s'est déjà prononcée dans un arrêt du 23 novembre 1894 (Gaz. Pal. 95.1.487 — S. 95.1.199. — D. 95.1.104) ; Rapp. Cass. 25 mars 1870 (S. 71.1.173 — D. 72.1.152) ; 28 juin 1872 (S. 72.1.400 — D. 72.1. 336) ; 9 janvier 1873 (S. 73.1.286 — D. 73.1.167).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (2e Ch.)

1er Mai 1906.

Présidence de M. Sureau.

PRIVILÈGE. — 1° ET 2° VENDEUR D'IMMEUBLE. — CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE DE L'ACHETEUR INSCRIT AVANT LA VENTE. — INSCRIPTION PRIMÉE PAR LE PRIVILÈGE DU VENDEUR. — CESSION D'ANTÉRIORITÉ CONSENTIE PAR LE VENDEUR A UN CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE DE L'ACHETEUR. — EFFET UTILE. — ORDRE.

1° *Si le débiteur du chef duquel est née une hypothèque judiciaire acquiert, postérieurement à la date de cette hypothèque, un immeuble dont il n'acquitte pas intégralement le prix, le vendeur dont le privilège a été régulièrement conservé prime toujours, sur le prix provenant de la revente de l'immeuble, les créanciers de cet acheteur, même ceux inscrits antérieurement à la date de l'acte de vente.*

2° *Les créanciers hypothécaires de l'acheteur d'un immeuble, même inscrits avant la vente, en vertu de jugements de condamnation, sont tenus de subir les conséquences d'une cession d'antériorité, consentie par le vendeur à un autre créancier hypothécaire de l'acheteur dès lors, que le cessionnaire même médial du vendeur, ne l'exerce que pour le montant de la somme dont ce dernier était demeuré créancier dudit acheteur.*

Augérard c. Francfort et Barbery.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'un ordre a été ouvert le 13 novembre 1904 sur une somme de 17.304 francs, prix d'adjudication sur saisie d'un terrain sis à Paris, 16 bis, rue du Pôle-Nord, et 2, impasse Calmels, ayant appartenu aux époux Buneau ; que le règlement provisoire a été dressé le 17 mai 1905 ;

Attendu qu'Augérard conteste ce travail en ce qu'il n'a été admis que postérieurement aux consorts Francfort et à la veuve Barbery ; que la veuve Barbery conclut au maintien du règlement provisoire ; que les consorts Francfort déclarent s'en rapporter à justice ;

En droit :

Attendu que si l'hypothèque confère au créancier qui en est bénéficiaire le droit d'être colloqué à la date même de l'inscription qui la conserve, c'est à la condition qu'au moment où cette inscription est requise le débiteur qui consent ce droit réel ou du chef duquel il procède soit propriétaire *erga omnes* de l'immeuble qui en est affecté ;

Attendu qu'il suit de là que les hypothèques judiciaires, quoique portant sur l'ensemble des biens du débiteur, ne peuvent produire effet que du jour où les immeubles qui en seront ultérieurement grevés sont définitivement entrés dans le patrimoine de celui-ci ;

Attendu que si le débiteur du chef duquel est née une hypothèque judiciaire acquiert postérieurement à la date de cette hypothèque un immeuble dont il n'acquitte pas intégralement le prix, le vendeur dont le privilège a été régulièrement conservé en conformité de l'art. 1108 C. civ., avant l'un des événements mettant obstacle à la prise des inscriptions du chef de l'acheteur, prime toujours sur le prix provenant de la revente de l'immeuble les créanciers de cet acheteur, même ceux inscrits antérieurement à la date de l'acte de vente ;

Attendu, en effet, qu'il serait contraire à l'équité que le vendeur qui, en se dépouillant, a mis l'immeuble dans le patrimoine de l'acheteur et a ainsi contribué à enrichir celui-ci, pût être primé sur le prix de revente de ce bien par des créanciers de cet acquéreur antérieurs en date, qui s'enrichiraient ainsi sans cause à ses dépens ; qu'ainsi l'immeuble acquis par le débiteur hypothécaire ne peut entrer dans son patrimoine que grevé du privilège né au jour même de la vente et que, dès lors, le futur acheteur n'a pu, même à une époque antérieure, transférer à ses propres créanciers plus de droits qu'il n'en avait alors lui-même ; que la situation privilégiée ainsi faite au vendeur se justifie, en outre, par cette idée que la loi le considère comme conservant en quelque sorte un droit de rétention sur la chose dont il est censé ne se dessaisir irrévocablement que lorsqu'il en a reçu l'équivalent au moyen du paiement intégral du prix convenu ;

Attendu que le vendeur a la faculté de consentir toutes cessions d'antériorité au profit des créanciers ayant sur le même immeuble des inscriptions postérieures en date à la sienne ; que le bénéficiaire d'une cession d'antériorité, laquelle n'est autre qu'une simple interversion de rang hypothécaire et a pour limite l'étendue même des droits hypothécaires du cédant tels qu'ils résultent de l'acte de cession, ne peut en profiter pour se faire colloquer au rang auquel aurait eu droit le cédant qu'autant que la créance de ce dernier existe encore et que son droit hypothécaire a été conservé ; que ce cessionnaire exerce en son nom personnel tous les droits du cédant et peut les faire valoir, mais seulement jusqu'à concurrence du montant de la créance de celui-ci et dans la mesure où ce dernier pourrait être colloqué lui-même ; que, par suite, les créanciers hypothécaires de l'acheteur, même inscrits avant la vente, en vertu de jugements de condamnation, sont tenus de subir les conséquences de cette cession d'antériorité, dès lors que le cessionnaire même médiat du vendeur ne l'exerce que pour le montant de la somme dont ce dernier était demeuré créancier dudit acheteur ;

En fait :

Attendu qu'aux termes de trois actes reçus à la même date du 9 mai 1898, par Augérard, alors notaire à Louviers, les époux Jeangrand ont vendu aux époux Buneau un terrain divisé en trois parties d'inégale contenance ,sis à Paris-Montmartre, à l'angle de la rue du Pôle-Nord, et de l'impasse Calmels, moyennant les prix respectifs de 12.000 francs, 8.000 et 22.000 francs ;

Attendu que, sur chacun de ces prix, Buneau a payé comptant les sommes de 6.371 fr. 50, 4.247 fr. 50 et 11.681 francs ; que, pour sûreté du remboursement des sommes respectives de 5.628 fr. 50, 3.752 fr. 50 et 10.319 francs leur restant dues, les époux Jeangrand ont requis le 14 mai 1898 au deuxième (devenu depuis quatrième) bureau des hypoyhèques de la Seine, trois inscriptions de leur privilège de vendeurs, privilège qu'ils s'étaient, d'ailleurs, expressément réservé par les actes susdatés ;

Attendu que, par trois autres actes, passés le même jour, 9 mai 1898, en l'étude du même notaire, les époux Buneau ont emprunté de la veuve Bailhache une somme de 10.000 francs, et de Mouchard les deux sommes de 4.000 francs et de 14.000 francs ; qu'à la sûreté du remboursement de ces trois sommes, ils ont affecté hypothécairement l'immeuble dont le prix est en distribution ; qu'inscription a été requise le 16 du même mois au même bureau des hypothèques ;

Attendu, en outre, que par un autre acte reçu le même jour, 9 mai 1898, par le même notaire, Jeangrand a cédé et transporté à Eymery les sommes de 3.653 fr., 5.628 fr. 50 et 3.752 fr. 50, soit au total la somme de 13.034 francs, représentant la majeure partie du reliquat de sa créance du prix de vente du terrain ci-dessus désigné ; qu'Eymery a versé à Jeangrand pareille somme pour prix de cette cession et a été conventionnellement subrogé dans les droits de celui-ci, en conformité de l'article 1250, 1°, du Code civil ; que, toute-

fois, Jeangrand a stipulé que ces diverses sommes ne devaient « venir qu'après le montant... de trois obligations souscrites aujourd'hui au profit de Mouchard et veuve Bailhache », pour la somme totale de 28.000 fr. ; qu' « antériorité » a été « expressément consentie par... Jeangrand et par... Eymery, au profit de Mouchard et de la dame Bailhache, ici intervenants, qui acceptent, lesquels dans tous ordres... qui auront pour objet le prix des immeubles affectés par privilège à la garantie des parties de créances transportées... seront préférés tant à... Jeangrand qu'à... Eymery, cessionnaire de ce dernier..., au moyen de quoi Eymery est mis et subrogé dans les droits, noms, raisons, actions, privilèges de... Jeangrand... pour ne venir qu'après les inscriptions de... Mouchard et de la dame Bailhache »;

Attendu enfin que, par un dernier acte intervenu le même jour, 9 mai 1898, en l'étude du même notaire, Jeangrand a transporté à Mlle Mathilde Honoré la somme de 6.666 francs, représentant le surplus du reliquat de sa créance de vendeur dont il a été question ci-dessus ; que ladite demoiselle, ayant versé pareille somme à Jeangrand, a été subrogée « dans tous les droits, noms, raisons actions, privilèges et hypothèques » de celui-ci, notamment dans le mérite de « l'inscription d'office qui sera prise au deuxième bureau des hypothèques de la Seine » ; qu'en outre, il est énoncé au même acte que la demoiselle Honoré pouvait toucher de Buneau le montant de la somme à elle transportée, « mais seulement, après le remboursement... du montant d'une obligation de 14.000 francs, souscrite au profit de... Mouchard le même jour » et au profit duquel Mouchard « antériorité a été consentie par... Jeangrand » ;

Attendu qu'il résulte des deux derniers actes ci-dessus analysés par lesquels Jeangrand a cédé le reliquat de sa créance privilégiée de vendeur d'immeuble à Eymery et à la demoiselle Honoré, que Mouchard et la veuve Bailhache bénéficiaires de cessions d'antériorité à eux consenties par le vendeur en présence et sans opposition de la part de ses subrogés, auraient eu incontestablement le droit de se faire rembourser sur le prix de revente de l'immeuble du montant de leurs obligations respectives par préférence à ces derniers, du moins à concurrence du reliquat du prix de vente dû à celui-ci ;

Attendu, au surplus, et surabondamment, que le 21 mai 1898, Eymery avait fait insérer en marge des deux premières inscriptions d'office sa subrogation à concurrence des deux sommes de 5.628 fr. 50 et de 3.752 fr. en prenant soin d'indiquer que ses droits ne pouvaient s'exercer qu'après ceux de la veuve Bailhache, créancière de 10.000 francs, et de Mouchard, créancier de 4.000 francs, ces derniers bénéficiaires de cessions d'antériorité à eux déjà consenties par Jeangrand"; que le même jour la demoiselle Honoré a fait mentionner en marge de la troisième inscription d'office sa subrogation à concurrence de 6.666 francs, sous réserve de la priorité Mouchard, et qu'Eymery a également fait insérer en marge de la même inscription sa subrogation pour 3.653 francs, sous réserve des priorités Mouchard et Honoré ; que de son côté, Jeangrand avait le 16 mai précédent fait mentionner en marge de cette même inscription d'office la priorité par lui consentie en faveur de Mouchard à concurrence de 14.000 francs ;

Attendu, d'autre part, qu'Augérard a, le 16 mai 1903, aux termes d'un acte reçu Menez, notaire à Louviers, été conventionnellement subrogé en conformité de l'article 1250, 1°, du Code civil, dans les droits hypothécaires de Mouchard et de la veuve Bailhache par lui payés en l'acquit des époux Buneau ; qu'en outre, le 24 juin 1902, la demoiselle Honoré, alors épouse Broise, lui a par acte passé en l'étude de Sabot, notaire à Paris, cédé et transporté moyennant paiement à forfait d'une somme équivalente, la créance de 6.666 francs lui appartenant contre les époux Buneau; qu'enfin, le 25 juin 1903, Augérard a fait mentionner les subrogations lui profitant dans les droits hypothécaires tant de Mouchard et de la veuve Bailhache que la demoiselle Honoré, régulièrement conservés ainsi qu'il a été dit ci-dessus ;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède qu'Augérard, en sa double qualité de cessionnaire médiat d'une antériorité consentie par Jeangrand, vendeur originaire de l'immeuble dont le prix est en distribution, et de cessionnaire d'un créancier subrogé au privilège de ce même vendeur, a le droit indiscutable de primer sur le prix de revente du même immeuble les consorts Francfort et la veuve Barbery, bénéficiaires actuels d'hypothèques judiciaires, nées du chef de Buneau, acheteur dudit immeuble et régulièrement conservées par des inscriptions prises aux dates respectives des 5 août 1897 et 2 février 1898, c'est-à-dire antérieurement au 9 mai de la même année, date de la vente intervenue entre les époux Jeangrand et les époux Buneau ;

Attendu, en effet, pour les motifs ci-dessus déduits, que les hypothèques dont s'agit n'ont pu frapper utilement l'immeuble acquis par les époux Buneau que du jour où il est entré dans leur patrimoine et seulement sous réserve du privilège des époux Jeangrand, dont il a été grevé au moment même de la vente ;

Attendu que si la veuve Barbery ne reconnaît pas qu'en réalité, à concurrence de 6.666 francs, Augérard peut la primer, elle soutient que pour le surplus de sa créance, c'est-à-dire du chef des droits que ce dernier tient de la veuve Bailhache et de Mouchard, il ne peut venir qu'après elle, les cessions d'antériorité consenties à ceux-ci par Jeangrand et ses subrogés n'ayant que le caractère d'arrangements privés et étant par suite inopposables aux tiers, notamment à elle, dont les droits hypothécaires sont antérieurs en date ;

Mais attendu, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, qu'un cessionnaire d'antériorité ne peut avoir plus de droits que son cédant ; que l'exercice par Augérard, ayant cause de la veuve Bailhache et de Mouchard, de la cession d'antériorité à eux consentie par Jeangrand, ne peut s'étendre au-delà des limites du reliquat de la créance privilégiée de vendeur, qui subsistait au profit de celui-ci, dont les droits pour les motifs ci-dessus déduits sont évidemment préférables à ceux de la veuve Barbery et des consorts Francfort, il échet dans ces limites de faire droit au contredit d'Augérard, dont l'admission ne leur cause ainsi aucun préjudice ;

Par ces motifs,

Dit que le privilège établi par l'article 2108 C. civ. confère tant au vendeur d'immeubles qu'à toute personne à laquelle il a consenti, soit une subrogation dans son privilège,soit une simple cession d'antériorité, un droit de préférence à l'encontre de toutes hypothèques nées du chef de l'acheteur, même vis-à-vis d'hypothèques judiciaires inscrites à l'encontre de celui-ci antérieurement à la transcription de la vente et à l'inscription d'office de son privilège ; dit, en conséquence, qu'Augérard tant comme subrogé dans les droits hypothécaires de la veuve Bailhache et de Mouchard, ces-

sionnaires d'antériorités à eux consenties par Jeangrand, vendeur originaire de l'immeuble dont le prix est en distribution, que comme partiellement subrogé aux droits privilégiés de celui-ci par la dame Broise (Honoré), son ayant cause, sera colloqué au règlement définitif antérieurement aux consorts Francfort et à la dame Barbery, et ce, à concurrence seulement des sommes respectives de 5.628 fr. 50, 3.752 fr. 50 et 10.319 fr., en principal, augmentées des intérêts de droit restant dues audit Jeangrand sur le prix de la vente par lui consentie à Buneau le 9 mai 1898 ;

Dit que, pour le surplus, le règlement définitif sera dressé sur les bases du règlement provisoire ;

Déclare les parties respectivement mal fondées dans le surplus de leurs fins, moyens et conclusions ; les en déboute ;

Condamne les consorts Francfort et la veuve Barbery aux dépens envers Augérard ; autorise l'avoué poursuivant et l'avoué du dernier créancier colloqué à employer les dépens par eux exposés, mais seulement en ces qualités, en frais privilégiés de poursuite d'ordre. »

M. **Chesnay** subst. proc. Rép. — Mes H. **Bertin** et **Quentin** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Le privilège du vendeur peut être valablement inscrit et produit tout son effet, tant que l'immeuble reste dans le patrimoine de l'acheteur, c'est-à-dire tant qu'une revente dûment transcrite ne peut lui être opposée. Il s'ensuit que, jusque là, ce privilège prime toutes les inscriptions hypothécaires antérieurement prises du chef de l'acheteur, par application de l'art. 2095 C. civ. Comp. Cass. 14 février 1865 (S. 65.1.190 — D. 65.1.254) ; 6 mai 1868 (S. 68.1.255 — D. 68.1.316) ; Poitiers 10 juillet 1889 (Gaz. Pal. 89.2.253 — S. 91.2.110) ; Paris 2 février 1884 (Gaz. Pal. 84.2.28 et la note).

II. — Sur le second point : Comp. Cass. 31 janvier 1883 (S. 84.1.321 — D. 83.1.316) ; 9 janvier 1893 (S. 94.1.73).

COUR D'APPEL D'AGEN (1re Ch.)

23 Juillet 1906.

Présidence de M. Broussard, premier président.

CHEMINS DE FER. — MARCHANDISES. — GRANDE VITESSE. — DÉLAI D'EXPÉDITION. — PRÉSENTATION A L'ENREGISTREMENT. — PORTÉE DE CETTE EXPRESSION. — VÉRIFICATION DE LA MARCHANDISE. — REMISE DU RÉCÉPISSÉ. — POINT DE DÉPART DU DÉLAI DE TROIS HEURES.

Les marchandises et objets quelconques à grande vitesse doivent être expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement, trois heures au moins avant l'heure du départ de ce train, faute de quoi ils seront remis au départ suivant.

La présentation à l'enregistrement a lieu, non pas lors du dépôt de la marchandise à la gare, mais quand la reconnaissance de la marchandise a été faite, que le prix du transport a été calculé et qu'un récépissé a été remis à l'expéditeur ; car c'est alors seulement que s'est formé le contrat de transport.

Compagnie des chemins de fer du Midi c. Augère

La Cour,

Attendu que le 28 février 1905 le sieur Augère, boulanger à Saint-Hilaire-sur-Garonne, reçut en petite vitesse, de Roquefort (Landes) à la gare de Fourtie (Lot-et-Garonne), une expédition de bois à brûler de 8.650 k ; que le sieur Sattelier agissant pour le compte du sieur Augère, après avoir fait décharger ces marchandises sur le quai de la gare, et en avoir pris livraison le 2 mars 1905 à 2 h. 25 du soir, demanda l'expédition d'une partie de ces bois en grande vitesse à l'adresse du sieur Augère, en gare de Saint-Hilaire, distante de la station de Fourtie de 5 kilomètres ; que la déclaration d'expédition signée par le sieur Sattelier mentionne que la remise en a été faite le 2 mars 1905 à 2 h. 30 du soir à la gare de Fourtie et que l'expédition comprend comme nombre et nature des colis 500 planches à brûler pesant 7.000 kilos ; qu'il est établi que ces marchandises qui se trouvaient à ce moment sur le quai de débarquement n'ont été déposées qu'à 3 h. 35 du soir sous la halle du bureau de grande vitesse ; que les agents de la Compagnie du Midi ont procédé immédiatement à la reconnaissance et à la réception des 500 colis et qu'ils ont reconnu que le poids des marchandises était non de 7.000 kilos comme le portait à tort la déclaration d'expédition, mais de 6.073 kilos seulement ; que ces colis sont arrivés à la gare de Saint-Hilaire le 3 mars 1905 à 2 h. 28 du soir, que le sieur Augère averti le même jour en a pris livraison le 5 du même mois ; que prétendant que ces marchandises auraient dû partir de Fourtie le 2 mars à 5 h. 54, le sieur Augère a fait assigner la Compagnie des chemins de fer du Midi devant le Tribunal de commerce d'Agen pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 200 fr. de dommages-intérêts pour le préjudice éprouvé par suite du retard apporté dans la livraison de ses bois qui lui avaient été expédiés ; que la Compagnie du Midi soutient que la vérification de 500 planches à brûler remises à 3 h. 25 du soir, le 2 mars, sous le hall de la gare de Fourtie, ayant été faite sans désemparer et n'ayant été terminée que le lendemain 3 mars à 10 h. du matin, c'est de ce moment que court le point de départ du délai de 3 heures fixé pour l'expédition par le premier train utile, des marchandises expédiées en grande vitesse et qu'ainsi les 500 colis ont été mis à la disposition du sieur Augère à la gare de Saint-Hilaire avant l'expiration des délais réglementaires de transport ;

Attendu que les arrêtés ministériels disent que les marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiées par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination pourvu qu'ils aient *été présentés à l'enregistrement* trois heures au moins avant l'heure réglementaire du départ de ce train, faute de quoi ils seront remis au départ suivant ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, les objets quelconques expédiés par chemin de fer doivent être enregistrés immédiatement sur les livres de la gare avec mention du prix total dû pour le transport ; que toute expédition doit être accompagnée d'une déclaration signée indiquant notamment le nombre, le poids et la nature des colis à expédier, leurs numéros, marques ou adresses ; que cette déclaration doit être visée après reconnaissance par un agent de la Compagnie qui doit indiquer le détail des frais de transport et remettre à l'expéditeur un récépissé énonçant la nature et le poids des colis, le prix total de

transport, et le délai dans lequel le transport devra être effectué ;

Attendu que c'est alors seulement qu'est formé entre les parties le contrat de transport, qu'il ne suffit donc pas de déposer des marchandises en gare et de rédiger une déclaration plus ou moins exacte d'expédition pour prétendre que ces marchandises ont été présentées à l'enregistrement ; que cette présentation n'a lieu que lorsque la reconnaissance de la marchandise a été faite, que le prix de transport a été calculé, et qu'un récépissé a été remis à l'expéditeur ; que sans doute la vérification ne doit être exercée en aucun cas de façon à dégénérer en vexation et à troubler l'industrie des expéditeurs, mais que la marchandise n'est « présentée à l'enregistrement » qu'au moment où est intervenu le contrat de transport qui ne peut se former avant que la Compagnie ait été en mesure, par la vérification de la marchandise, de connaître l'objet du contrat, que c'est alors seulement que les objets à transporter sont réellement présentés pour être enregistrés sur les livres de leur gare expéditrice, et que cet enregistrement doit être effectué conformément à l'art. 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846 ; que la reconnaissance est toujours d'autant plus nécessaire qu'elle peut révéler, comme dans l'affaire actuelle, une différence considérable entre le poids réel de la marchandise et celui qui avait été porté dans la déclaration d'expédition ; que c'est donc à tort que les premiers juges ont déclaré que le délai de trois heures imposé à la Compagnie des chemins de fer du Midi court du moment où les marchandises sont mises à la disposition des employés chargés d'en opérer la vérification et la reconnaissance et non du moment où cette reconnaissance a été opérée ;

Attendu que le sieur Augère n'établit pas que la vérification ait été prolongée d'une manière abusive ; qu'il n'établit pas que la Compagnie des chemins de fer du Midi n'avait pas à Fourdie un nombre d'employés suffisant pour opérer ce travail et qu'elle ait commis une faute quelconque dans cette expédition ;

Attendu que la reconnaissance et le pesage de ces 500 colis nécessitent un temps assez long et ces opérations n'ayant pu être terminées que le 3 mars à 10 heures du matin, c'est à ce moment que les marchandises ont pu être présentées à l'enregistrement ; que l'expédition ayant été faite par le premier train utile après le délai de trois heures qui a suivi la présentation de ces marchandises à l'enregistrement, les colis ont été mis à la disposition du sieur Augère à la gare de Saint-Hilaire, sans avoir subi aucun retard dans le transport ; qu'il convient donc de réformer la décision des premiers juges, de déclarer le sieur Augère mal fondé dans sa demande et de le condamner en tous les dépens ;

Attendu que la Compagnie des chemins de fer du Midi ne justifiant pas que les agissements du sieur Augère lui aient causé un préjudice, il n'y a pas lieu de faire droit à sa demande reconventionnelle et de lui allouer des dommages-intérêts ;

Par ces motifs,

Dit qu'il a été mal jugé par le jugement rendu entre les parties le 26 décembre 1905 par le Tribunal de commerce d'Agen, bien appelé d'icelui ;

Réformant le jugement déféré et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ;

Déclare le sieur Augère mal fondé dans ses demandes tant principales que subsidiaires et l'en déboute ;

Rejette comme non justifiée la demande reconventionnelle de la Compagnie des chemins de fer du Midi ;

Condamne le sieur Augère en tous les dépens de première instance et d'appel ;

Ordonne la restitution de l'amende consignée.

M. **Beaugrand** av. gén. — M[es] **Séré** et **d'Harcourt** av.

NOTE. — Aucune décision de jurisprudence, à notre connaissance, n'a jusqu'à présent défini ce qu'il faut entendre par les mots « marchandises ou objets présentés à l'enregistrement, qui sont insérés dans les cahiers des charges des compagnies de chemins de fer pour les transports par grande vitesse, et notamment dans l'art. 50 de celui de la Compagnie du Midi.

Ces mots signifient que le délai court du moment où la marchandise étant en gare, la déclaration d'expédition a été remise à un agent de la compagnie, ou bien, au contraire, du moment où la marchandise ayant été reconnue par la compagnie, l'enregistrement proprement dit, avec les diverses opérations qu'il comporte, vérification, pesage etc., peut s'effectuer.

Le jugement infirmé avait décidé que « présentation à l'enregistrement » équivalait à « présentation à l'agent » dès l'arrivée en gare. C'est exact, le plus souvent, quand il s'agit d'un colis unique, facile à reconnaître, vérifier, peser, enregistrer, mais il n'y en a pas moins la double opération de la reconnaissance et de l'enregistrement. Il n'en est pas toujours ainsi, pour les marchandises volumineuses, nombreuses. La gare de départ ne peut évidemment enregistrer la marchandise que lorsque celle-ci est complètement vérifiée, pesée, etc. Alors seulement le contrat de transport se forme. Les deux parties sont d'accord sur la marchandise, sur son poids, sur sa destination : cet accord est constaté par l'enregistrement et la remise de la lettre de voiture. Le délai de 3 heures ne peut donc, dans tous les cas, commencer à courir que du moment où l'agent de la compagnie remet à l'expéditeur le récépissé énonçant la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel le transport devra être effectué.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

17 Aout 1906.

Présidence de M. Brunet.

ÉTRANGER. — LETTRE DE CHANGE. — TIREUR ET TIRÉ ÉTRANGERS. — LETTRE PAYABLE A L'ÉTRANGER. — INCOMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS.

Les tribunaux français ne sont pas compétents pour connaître de la demande en paiement d'une lettre de change, déclarée payable en pays étranger, au domicile d'un étranger qui l'a acceptée.

Et il importe peu à cet égard que l'étranger débiteur se trouve en France au moment où l'action en paiement a été dirigée contre lui.

Demoiselle Hilvers c. Herrebouldt.

LE TRIBUNAL,

Reçoit les époux Herreboudt opposants en la forme au jugement contre eux rendu, en ce Tribunal, par défaut faute de conclure, le 29 mai 1906, et statuant sur le mérite de leur opposition ;

« Attendu qu'en sa demande originaire, qui a donné lieu au jugement précité, demoiselle Hilvers assigne les époux Herreboudt en paiement de la somme de 25.000 francs, montant d'une traite tirée d'Amsterdam, le 30 avril 1904, par le sieur Buscherhof sur dame Herreboudt ; endossée à l'ordre de demoiselle Hilvers, stipulée payable au 31 mai 1904, conçue valeur en compte et impayée à son échéance ;

Attendu que sur cette demande, les époux Herreboudt avaient, tout d'abord, opposé l'incompétence de ce Tribunal, à raison de la matière ; mais que celui-ci, se basant sur l'article 632 C. com., a rejeté cette exception ; qu'il s'est déclaré compétent, et, faute par les défendeurs d'avoir conclu au fond, a donné contre eux défaut faute de conclure ;

Sur le renvoi à raison de l'extranéité :

Attendu que la valeur dont paiement est réclamé, a été tirée de Hollande, par un Hollandais, sur deux Belges, qui l'ont acceptée en Belgique ; que le paiement était stipulé en Belgique et que cette valeur a été endossée successivement au profit de deux Hollandais ;

Attendu que les Tribunaux français ne sont pas compétents pour connaître de la demande en paiement d'une lettre de change, déclarée payable en pays étranger, au domicile d'un étranger, qui l'a acceptée ;

Attendu qu'il importe peu, à cet égard, que l'étranger débiteur se trouve en France au moment où l'action en paiement est dirigée contre lui ;

Attendu qu'il échet, dès lors, pour ce Tribunal, de se déclarer, même d'office, incompétent à raison de l'extranéité des parties ;

Par ces motifs,

Accueille le déclinatoire opposé ;

En conséquence, annule le jugement du 24 mai 1906, auquel est opposition ; et statuant à nouveau ; se déclare incompétent, à raison de l'extranéité ; renvoie demoiselle Hilvers à se pourvoir ainsi qu'elle avisera ;

Et la condamne en tous les dépens.

Me Richardière agréé.

NOTE. — En principe, les Tribunaux français ne sont pas tenus de se déclarer compétents pour connaître des litiges entre étrangers : Cass. 2 avril 1833 (D. Répert., vo Dr. civ., no 314) ; 8 avril 1851 (S. 51.1.335) ; 18 août 1847 17 juillet 1877 (S. 77.1.449. La décision se justifie donc, puisqu'en l'espèce, le tireur, le tiré et le porteur étaient également étrangers et que la lettre était payable à l'étranger. Mais la solution contraire prévaut en jurisprudence lorsque le porteur est Français. On lui reconnaît, en ce cas, s'il est porteur de bonne foi, le droit d'assigner le tiré étranger devant la juridiction française : Orléans 17 mai 1856 (D. 56.2.155) ; Cass. 18 août 1856 (D. 57.1.39) ; Paris 14 avril 1860 (D. 61.2.196) ; 30 juin 1888 (D. 89.2.28 et la note) ; Trib. com. Seine 15 septembre 1899 (Pand. franç. 1900.5.16) ; Paris 18 mai 1901 (Loi 19 novembre 1901). De même les Tribunaux français seraient compétents si la lettre de change était payable en France : Bordeaux 1er juin 1898 (Gaz. Pal. 98.2.185) ; Montpellier 26 juillet 1895 (D. 98.2.28) ; Trib. com. Seine 8 juillet 1898 (Journ. Trib. com. 1900, 200).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

9 JUIN 1906.

Présidence de M. Malesset.

VENTE. — GARANTIE. — ANIMAL. — LOI DU 21 JUILLET 1881. — MALADIE CONTAGIEUSE. — CHARBON BACTÉRIDIEN. — PREUVE DE LA MALADIE.

L'acheteur d'un animal doit, pour réussir dans une demande en nullité de vente fondée sur l'existence d'une maladie contagieuse, prouver d'une façon précise que l'animal était atteint de maladie ou soupçonné d'en être atteint au moment de la vente ; de simples probabilités ne suffisent pas pour faire prononcer la nullité de la vente.

Cahen c. Monira.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il est acquis aux débats que, le 4 décembre 1905, au marché de la Villette, Cahen a acheté à Monira moyennant le prix de 600 francs un taureau dont il a pris livraison et payé le prix ;

Attendu que le lendemain vers une heure du soir, le taureau est apparu subitement malade, et qu'il a été immédiatement abattu, reconnu atteint du charbon bactéridien et saisi par le service sanitaire comme étant impropre à la consommation ;

Attendu que dans ces circonstances de fait et pour justifier sa demande en restitution du prix, Cahen soutient que la loi de 1881 sur la police sanitaire des animaux, modifiée par celle du 31 juillet 1895, interdit la mise en vente d'animaux atteints ou suspects de certaines maladies, parmi lesquelles le charbon ;

Attendu qu'il serait indubitable que, lors de l'achat, l'animal se trouvait dans la période d'incubation, pendant laquelle l'organisme est déjà en proie aux microbes ;

Attendu qu'aucun signe de maladie n'était visible avant l'apparition des premiers symptômes ;

Attendu qu'un bœuf mourant charbonneux moins de cinq jours avant la vente, serait réputé avoir eu déjà les germes de la maladie avant de devenir la propriété de l'acheteur ;

Attendu qu'il conviendrait, en conséquence, de faire droit à sa demande ;

Attendu qu'il résulte des débats que l'animal qui provenait d'une étable de Semonville (Eure-et-Loir) a été admis au marché de la Villette après avoir été examiné par l'inspecteur sanitaire qui n'a constaté aucun symptôme morbide ;

Attendu qu'au cours du marché, ledit animal n'a manifesté ni symtôme, ni malaise quelconque ;

Attendu qu'il ressort d'une enquête officielle faite dans la région d'où provenait l'animal qu'il n'y a été relevé aucun cas de charbon permettant d'affirmer de façon précise que le taureau avait contracté le charbon avant son entrée au marché de la Villette ;

Attendu que dans ces circonstances, il est évident que l'acheteur d'un animal atteint ou seulement soupçonné d'être atteint d'une maladie contagieuse doit, pour réussir dans son action, établir juridiquement qu'au moment de l'achat, l'animal était au moins suspect ; que rien dans les faits de la cause n'autorise à affirmer ce fait ; que de simples probabilités ne sont pas suffisantes pour faire accueillir la demande de Cahen, alors

qu'il lui appartenait de faire la preuve de son bien-fondé ;

Attendu que Cahen ne rapporte pas cette preuve ;

Attendu qu'il convient, dès lors, ainsi que Monira le fait plaider, de repousser comme mal fondée la demande de Cahen à toutes fins qu'elle comporte ;

Par ces motifs,

Déclare Cahen mal fondé en sa demande ;

L'en déboute ;

Et le condamne aux dépens.

Mes **Pochet** agréé et **Monira** av.

NOTE. — Le tribunal a fait une application exacte des principes du droit. En effet l'article 13 de la loi du 21 juillet 1881 édicte la nullité de la vente d'animaux « atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses ». Le demandeur en nullité doit prouver l'existence de la maladie ou établir que l'animal paraissait au moins suspect, c'est-à-dire dans un état tel qu'on pût soupçonner la maladie chez lui, au moment de la vente. L'une ou l'autre de ces preuves doit être administrée d'une façon rigoureuse. Le demandeur ne triomphera pas en alléguant des probabilités. La nullité de la vente est une mesure grave et il importe pour la sécurité du commerce qu'elle soit prononcée seulement lorsque les conditions imposées par la loi sont remplies d'une façon absolue.

Il n'y a guère de difficulté lorsque la maladie est à la période d'évolution ; la question est bien plus délicate si l'on se trouve à la période d'incubation : celle-ci ne se manifeste par aucun symptôme et elle a une durée très variable. Il est donc difficile de prouver d'une façon certaine l'état d'incubation ; si cette preuve n'est pas faite, la vente ne devra pas être annulée.

Comp. Paris 4 avril 1894 (Gaz. Pal. 94.2, Table v° Vente en général, nos 34 et 35) ; 22 mai 1895 (Gaz. Pal. 95.2.452) ; Trib. com. Saint-Etienne 9 février 1899 (Gaz. Pal. 99.1. 492).

303

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

13 Juillet 1906.

Présidence de M. Bard.

ABUS DE CONFIANCE. — DÉTOURNEMENT. — COMPENSATION OPPOSÉE PAR LE PRÉVENU. — DETTE NÉE DU MANDAT. — PREUVE. — MOTIFS.

Le juge de l'action étant juge de l'exception lorsqu'il n'est pas dérogé à ce principe par une disposition exceptionnelle de la loi, le juge correctionnel saisi de la poursuite en abus de confiance a pour devoir d'examiner au point de vue même de la constitution du délit si l'exception de compensation soulevée est justifiée.

La compensation peut, d'autre part, être opposée entre la dette née du mandat à la charge du mandataire et ce qui serait dû à ce dernier par le mandant : le fait de la part d'un mandataire de s'appliquer des fonds dont il est comptable à ce titre n'est point, en effet, compris dans aucune des exceptions spécifiées par l'art. 1293 C. civ.

Le juge ne peut, enfin, pour rejeter l'exception de compensation, se borner à déclarer que le prévenu ne prouve pas qu'il soit créancier, alors que les conclusions déposées par lui soulèvent expressément, de ce chef même, des articulations de fait et de droit pour établir la créance.

Truchon c. Senet et Tritschler.

M. Truchon s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 février 1906, qui l'avait condamné pour abus de confiance, sur la poursuite de MM. Senet et Tritschler.

Arrêt :

La Cour,

Sur l'unique moyen pris de la violation des art. 408 C. pén., 1289 et suiv. C. civ., 408 C. inst. crim. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que, après avoir à tort refusé compétence à la juridiction répressive pour statuer sur l'exception de compensation, et prétendu ensuite que la dette née d'un mandat ne pouvait légalement se compenser, l'arrêt attaqué a, d'autre part, sans s'expliquer sur les preuves que le prévenu avait articulées et détaillées dans ses conclusions, purement dénié que l'existence de la créance dont il excipait fût démontrée ;

Vu lesdits articles :

Attendu que Truchon, poursuivi pour détournement du montant de traites s'élevant ensemble à 4.118 francs que Tritschler lui avait donné mandat de négocier, se défendait, en soutenant qu'il était, de son côté, créancier de son mandat d'une somme de 6.500 francs dans des conditions que précisaient les conclusions par lui déposées devant le Tribunal et reprises devant la Cour ; qu'en présence de ces conclusions, qui soulevaient ainsi formellement une exception de compensation de nature à déterminer l'acquittement de Truchon, si elle était reconnue fondée, le Tribunal de la Seine a déclaré qu'il ne lui appartenait pas de se prononcer sur la question de savoir si la delte du prévenu était ou non éteinte par compensation ; qu'après avoir adopté ce motif, la Cour a ajouté : « qu'aucune compensation ne pouvait s'opérer entre des traites remises à Truchon à titre de mandat et des sommes que le prévenu soutient, sans le prouver d'ailleurs, lui être dues par la partie civile », mais qu'aucun de ces motifs ne donne une base aux condamnations prononcées ;

Attendu, tout d'abord, que le juge de l'action étant juge de l'exception lorsqu'il n'est pas dérogé à ce principe par une disposition exceptionnelle de la loi, le juge correctionnel saisi de la poursuite en abus de confiance avait pour devoir d'examiner au point de vue même de la constitution du délit si l'exception de compensation soulevée était justifiée ; qu'ainsi, le premier motif énoncé dans le jugement et adopté dans l'arrêt est erroné en droit ; qu'il en est de même du motif exprimé par la Cour d'appel et suivant lequel, en droit, la compensation ne pourrait s'opérer entre la dette née du mandat à la charge du mandataire, et ce qui serait dû à ce dernier par le mandant ; qu'on ne saurait, en effet, comprendre dans aucune des exceptions spécifiées par l'art. 1293 C. civ. et relatives seulement au cas de demandes en restitution, soit d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé, soit d'un dépôt ou d'un prêt à usage, le fait, de la part d'un mandataire, de s'appliquer des fonds dont il est comptable à ce titre ; qu'il suit

de là que l'arrêt a faussement interprété et violé les art. 1289 et suivants C. civ. ;

Attendu qu'à la vérité, ledit arrêt déclare subsidiairement que c'est à tort : « sans le prouver d'ailleurs », que Truchon se prétend créancier de Tritschler ; mais que cette dénégation pure et simple n'aurait pu suffire qu'au regard d'une pure et simple affirmation du prévenu ;

Atendu que tel n'est pas le cas, puisque les conclusions déposées soulevaient expressément, de ce chef même, des articulations de fait et de droit, et qu'en cet état, la Cour de cassation n'est pas mise à même de contrôler la valeur juridique des raisons de décider qui ont, encore à ce point de vue, déterminé le rejet des conclusions ; qu'en ne s'expliquant pas à cet égard, l'arrêt a violé les art. 408 C. inst. crim. et 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. **Laurent-Atthalin** rapp. ; **Cottignies** av. gén. — **Me Coutard** av.

NOTE. — Le détournement, qui est un élément essentiel du délit d'abus de confiance, ne saurait exister, alors que le prévenu qui a retenu les valeurs à lui remises à titre de mandat a lui-même sur le mandant une créance de nature à donner lieu à compensation ; et il est généralement admis que le juge placé en face d'une telle conception a le droit et le devoir de statuer lui-même, sans renvoi à l'autorité civile, sur les questions que soulève l'exception dont s'agit par rapport à l'existence de la créance et à la possibilité de la compensation : Cass. 13 mars 1840 (Bull. crim., p. 110, n° 81) ; 21 juillet 1864 (Bull. crim., p. 342, n° 190) ; 24 juin 1876 (Bull. crim., p. 292, n° 145) ; 12 juin 1890 (Gaz. Pal. 90.2.376 — Bull. crim., p. 191, n° 122) ; 20 juin 1891 (Bull. crim., p. 71, n° 40).

En sorte que le juge ne peut pas, sans encourir la cassation pour manque de base légale et défaut de motifs, se refuser à examiner la valeur de l'exception ainsi invoquée par le prévenu, l'existence du délit résultant précisément de la question de savoir si le prévenu ne peut pas valablement opposer la compensation : Cass. 2 janvier 1896 (Bull. crim., n° 1) ; 14 mars 1862 (Bull. crim., n° 78) ; 22 janvier 1903 (Bull. crim., n° 30).

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

22 Mai 1906.

Présidence de M. Tanon.

ENREGISTREMENT. — ACTE PRODUIT EN COURS D'INSTANCE. PRESCRIPTION APPLICABLE.

La prescription de deux ans édictée par l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an VII est restreinte aux omissions et insuffisances de perception des actes précédemment enregistrés ; les droits principaux dont la prescription n'est réglée par aucune loi spéciale restent sous l'empire du droit commun et ne sont soumis qu'à la prescription trentenaire.

Lorsque des actes non enregistrés ont été produits devant un expert, la réclamation des droits auxquels ils donnent ouverture n'est pas soumise à la prescription biennale.

Hilaire c. Enregistrement.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen tiré de la violation des art. 23 de la loi du 22 frimaire an VII, 57 de la loi du 28 avril 1816, 16 de la loi du 23 avril 1871, 1320, 1351 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que le jugement attaqué déclare, d'une part, que c'est sur les actes des 9 juillet 1882 et 11 septembre 1883, analysés par les experts dans leur rapport, que ceux-ci ont établi leur travail ; qu'un jugement du 19 février 1887 a même ordonné l'enregistrement de la convention du 11 septembre 1883, et qu'il ne peut faire doute à raison de leurs dispositions nombreuses, diverses, détaillées, que les actes litigieux constituassent des écrits ; qu'il en résulte, d'autre part, qu'en fait les actes dont s'agit, si importants pour les intérêts des parties, ont été soumis aux experts chargés de vérifier les comptes des consorts Hilaire ; que les opposants à la contrainte, sans jamais nier que toutes les parties aient participé à la production des actes desquels dépendaient leurs intérêts respectifs, se sont bornés à soutenir qu'en admettant que toutes les parties aient participé à la production des actes desquels dépendaient leurs intérêts respectifs, se sont bornés à soutenir qu'en admettant que les droits réclamés fussent dus, ils le seraient exclusivement par l'un d'eux, Hector Hilaire demandeur ; d'où il suit que le jugement attaqué, qui est motivé, a pu dire que les exposants auraient dû présenter à l'enregistrement les actes par eux produits devant les experts et, faute par eux de l'avoir fait, les déclarer mal fondés dans leur opposition à la contrainte décernée contre eux;

Sur le deuxième moyen tiré de la violation des art. 61 de la loi du 22 frimaire an VII, 14 de la loi du 16 juin 1824, 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Sur la première branche :

Attendu que la prescription de deux ans édictée par le § premier de l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an VII est restreinte par les termes mêmes de cet article aux omissions et aux insuffisances de perceptions des actes précédemment soumis à l'enregistrement, et que, quant aux droits simples ou principaux, dont la prescription n'est réglée par aucune loi spéciale, ils restent à cet égard sous l'empire du droit commun et ne sont dès lors soumis qu'à la prescription trentenaire ;

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué et qu'il est constant en fait que les actes litigieux passés les 9 juillet 1882 et 12 septembre 1883 n'ont jamais été présentés à l'enregistrement ; d'où il suit qu'il ne peut être question d'une omission ou d'une insuffisance de perception imputable à la Régie sur des conventions qu'elle n'a pas connues et que la prescription trentenaire était seule applicable à la réclamation des droits principaux pouvant être dus sur lesdites conventions ;

Attendu que les exposants soutiennent vainement que la prescription biennale s'applique à tous les droits même simples ou principaux afférents à ces conventions, que le rapport d'experts, enregistré en 1892 et produit en justice, a révélées à l'Administration; qu'en effet, si ce rapport a, par son enregistrement en 1892, porté à la connaissance de la Régie les conventions de 1882 et de 1883, il n'en a donné qu'une analyse et n'a nullement fait connaître si elles avaient été enregistrées ou non ; d'où il suit qu'il n'a pu constituer le titre sur lequel, sans recherches ultérieures, les droits qui leur étaient afférents pouvaient et devaient être perçus ; qu'ainsi

c'est à juste titre et en faisant une exacte application des principes de la matière que le jugement attaqué, qui est régulièrement motivé, a débouté les exposants de leur opposition à la contrainte décernée contre eux et a reconnu que la prescription trentenaire était seule applicable pour la perception des droits simples réclamés ;

Sur la deuxième branche :

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que l'administration de l'Enregistrement a décerné le 22 octobre 1898 contre les consorts Hilaire une contrainte à l'effet d'avoir paiement d'une somme de 6.000 fr. sauf à augmenter ou à diminuer, montant des droits dus à raison de deux actes : une convention sous seings privés du 12 septembre 1883 et un acte de liquidation du 9 juillet 1882, lesquels actes soumis à des experts chargés de vérifier les comptes à régler entre les consorts Hilaire n'ont pas été enregistrés ; que les opposants à la contrainte se sont uniquement prévalus de la prescription biennale de l'art. 61, § 1 de la loi du 22 frimaire an VII, ayant trait aux omissions ou insuffisances de perception sur les dispositions particulières des actes soumis à l'enregistrement et que le jugement attaqué,disant qu'ils devaint déposer tous les actes produits aux experts,les a d'ores et déjà condamnés,faute de ce faire,au paiement de la somme montant des droits d'enregistrement exigibles sur lesdits actes »;d'où il suit que la Régie n'ayant réclamé que les droits simples pouvant être dus, le jugement attaqué n'a pas eu à statuer et n'a pas statué sur la prescription biennale des droits en sus ou amendes ; qu'ainsi la deuxième branche du moyen manque par le fait qui lui sert de base ;

Attendu que les exposant soutiennent vainement que la contrainte décernée par la Régie portait sur les droits simples et en sus d'enregistrement, ainsi que sur les amendes ayant pu être encourues ; qu'en effet la signification faite de la contrainte n'ayant pas été produit,cette allégation est contredite par les constatations ci-dessus relevées du jugement attaqué et par les conclusions mêmes des parties qui, tout au moins dans le dernier état de la procédure, n'ont saisi le Tribunal de Tarascon que de la prescription biennale des droits simples ;

Rejette...

MM. **Voisin** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Sabatier** av.

NOTE. — Décision conforme à la doctrine antérieure de la Cour de cassation : Voir Cass. 7 mars 1888 (Gaz. Pal. 88.1.598) ; 18 juillet 1888 (Gaz. Pal. 88.2.384) ; 13 mars 1895 (Gaz. Pal. 95.2.412). La Cour a évité de se prononcer sur la prescription applicable au droit en sus, la Régie n'ayant pas réclamé cette pénalité et paraissant par cela même admettre qu'elle était atteinte par la prescription triennale de l'art. 14 de la loi du 16 juin 1824.

COUR D'APPEL DE BESANÇON (1re Ch)

4 Juillet 1906.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

LEGS-LÉGATAIRE. — DEMANDE D'ENVOI EN POSSESSION. — CONTESTATION DES DROITS DES LÉGATAIRES. — DÉNÉGATION DE L'ÉCRITURE ET DE LA SIGNATURE DU TESTAMENT. — GRAVITÉ DES ALLÉGATIONS. — REFUS D'ENVOI EN POSSESSION.

Le président saisi d'une requête aux fins d'envoi en possession, par des légataires universels se prétendant institués, doit la refuser s'il lui apparaît que les droits de ces derniers peuvent être utilement contestés, notamment lorsque les intéressés poursuivent la nullité d'un testament olographe en déniant l'écriture et la signature de l'acte sur lequel les demandeurs fondent leurs prétentions, et que les allégations produites ont une gravité suffisante permettant de faire ressortir une présomption de bien fondé de l'action introduite.

Consorts Marguet c. Epoux Rolot.

La Cour,

Attendu, en droit, que le président, saisi d'une requête aux fins d'envoi en possession, par des légataires universels se prétendant institués, doit la refuser s'il lui apparaît que les droits de ces derniers peuvent être utilement contestés ; que, notamment, lorsque des intéressés poursuivent la nullité d'un testament olographe, en déclarant ne pas reconnaître, comme étant celles du testateur, l'écriture et la signature de l'acte sur lequel les demandeurs fondent leur prétention ; si les allégations produites ont une gravité suffisante et si, de l'examen des griefs sur lesquels est appuyée la demande en nullité, peut ressortir une présomption du bien fondé de l'action introduite, le président doit s'abstenir d'accorder l'envoi en possession : Cass. 2 février 1818 ; 27 mai 1856 ; que l'envoi en possession, en effet, n'a pas seulement pour conséquence de convertir en saisine de fait la saisine de droit qui appartient au bénéficiaire d'un legs universel, qu'il a encore pour résultat, en matière de dénégation d'écriture, d'intervertir la preuve, dont la charge passe aux héritiers légitimes contre le légataire universel, ce qui impose aux héritiers des obligations parfois lourdes, dont ils sont affranchis lorsque l'envoi n'est pas ordonné; que celui-ci ne doit donc être autorisé qu'avec prudence ; qu'au surplus, lorsque les droits de toutes les parties sont, comme dans l'espèce, sauvegardés par des mesures conservatoires, que des séquestres ont été nommés et sont encore en fonctions et qu'un inventaire régulier des biens et forces de la succession a été, par surcroit, dressé, le doute doit être résolu, s'il existe, par le sursis à l'envoi qui doit seulement être ordonné ; qu'enfin, lorsque ce n'est plus en vertu de ses pouvoirs de juridiction gracieuse que le président a statué, hors la présence de tout contradicteur, mais bien sur tierce opposition à une ordonnance d'envoi en possession, précédemment rendue, ce magistrat, jugeant alors en matière contentieuse et contradictoirement sur conclusions développées, doit motiver son ordonnance, sans se préoccuper de son influence au fond, celle-ci ne pouvant juridiquement emporter jamais de préjugé à cet égard et laissant le juge du principal entièrement maître et libre de sa décision sur la demande en nullité ;

Attendu en fait, que les motifs sinon de rejeter, tout au moins de surseoir à l'envoi en possession jusqu'à la solution de la demande en nullité pour méconnaissance de l'écriture et de la signature du *de cujus* étaient suffisamment graves pour justifier, au cas particulier, une ordonnance tendant à ce résultat, alors surtout, ainsi

qu'il a été ci-dessus relevé, que tous les droits étaient garantis ; que tout d'abord ce n'est que le 29 mai 1905, soit onze jours après le décès, survenu le 18 mai, que le testament pravenait au notaire Robbe, dans des circonstances au moins singulières ; qu'il était expédié de Plaimbois, avec une lettre sous enveloppe signée par un sieur Viani, inconnu dans le pays, où son nom est ignoré et qui est, jusqu'ici, demeuré introuvable ; que dès que les héritiers ont eu connaissance de ce fait, ils se sont opposés à la levée des scellés, en se fondant sur la méconnaissance absolue de l'écriture et de la signature du *de cujus* ; qu'un référé a été introduit ; qu'une ordonnance a nommé des séquestre et prescrit un inventaire ; qu'en même temps les héritiers apprenaient que le 31 mai les époux Rolot avaient été envoyés en possession ; qu'ils faisaient aussitôt opposition à l'ordonnance ; introduisaient en même temps, au fond, une demande en nullité et en dénégation d'écritures ; que leur opposition était rejetée et l'ordonnance maintenue ; qu'ils en relevaient appel ; que sur leur appel il était constaté une irrégularité de procédure ; qu'ils représentaient à nouveau leur tierce opposition devant le président qui maintenait son ordonance du 31 mai ; que cette décision donnait lieu de leur part à un nouvel appel sur lequel il échet de statuer ;

Attendu qu'on ne saurait méconnaître tout d'abord, à vue de ces errements multipliés de procédure, le caractère sérieux de la contestation des appelants ; mais qu'en outre, l'examen scriptural même superfiiel de la photographie non contestée de l'écrit attaqué, et la comparaison avec de très nombreux documents, que tout indique être de la main du *de cujus*, dont une lettre notamment qu'il aurait écrite à la date même de l'acte attaqué, ne peut que faire naître, dans l'esprit de l'observateur le moins attentif, des incertitudes et des doutes sur le point de savoir si le testament du 9 mai est bien l'œuvre de François Marguet ; que, dans ces conditions, il y a lieu de décider qu'il devait être sursis à l'envoi en possession et que l'ordonnance l'autorisant doit être annulée ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel relevé par Augustin Marguet et joints d'une ordonnance de M. le président du Tribunal civil de Pontarlier du 29 décembre dernier, rendue contradictoirement sur tierce opposition à une précédente ordonnance d'envoi en possession du 31 mai 1905 ;

Reçoit l'appel contre lequel aucune fin de non-recevoir n'est proposée en la forme ;

Au fond, réformant ;

Met l'ordonnance attaquée à néant ;

Condamne les époux Rolot en tous les dépens ;

Ordonne la restitution de l'amende et dit que, ce faisant il est à suffire pourvu sur les conclusions des parties dont le surplus est rejeté.

M. **Baradez** av. gén. — M^{es} **Saillard** et **Charlet** av.

NOTE. — Le pouvoir du président de refuser l'envoi en possession provisoire quand le testament lui paraît suspect, ou qu'il est argué sérieusement de nullité par les héritiers lui est reconnu par une doctrine et par une jurisprudence constantes : Cass. 27 mai 1856 (D. 56.1.249) ; Caen 14 mai 1856 (D. 57.2.307 et note) ; Agen 26 août 1856 (D. 56.2.296) ; Poitiers 17 mars 1880 (D. [illegible]2.36) ; Rouen 23 mars 1880 (D. 81.2.139) ; Dijon 24 janvier 1896 (D. 97.2. 308) ; Bourges 4 janvier 1897 (Gaz. Pal. 97.1.107).

En ce sens : Demolombe, Cours de Code civ., t. XXI, n^{os} 505 et suiv. ; Laurent, t. XIV, n° 25 ; Audry et Rau, 4^{e} édit. t. VII, § 710, p. 445.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

28 Mars 1906.

Présidence de M. Turcas.

ASSOCIATIONS. — 1° ET 2° CONGRÉGATION ENSEIGNANTE AUTORISÉE. — LOI DU 7 JUILLET 1904. — LIQUIDATION. — BIENS DONNÉS SOUS CHARGES ET CONDITIONS. — ACTION RÉVOCATOIRE ADMISE. — DISPENSE DE CONTRIBUTION AU SERVICE DES PENSIONS CONGRÉGANISTES.

1° *Lorsqu'un bien a été donné à une Congrégation enseignante, sous la condition d'être affecté à un établissement d'enseignement gratuit, et sous la clause que, dans le cas où, pour une cause quelconque, l'enseignement n'y serait plus distribué par la Congrégation, la donation serait révoquée, la loi du 7 juillet* 1904, *en supprimant cet établissement, a ouvert, sur les biens ainsi donnés, non pas le droit de retour qu'elle établit par référence à la loi du 24 mai* 1825, *mais l'action révocatoire réglée par les art.* 953, 954 *et* 1184 *C. civ.*

Si, en sréant un droit de retour exceptionnel sur les libéralités qui, au jour de la dissolution de la Congrégation ou de la fermeture de l'établissement, demeuraient dans le patrimoine de la Congrégation et ne devaient pas revenir aux disposants, la loi de 1825 *a pu, pour le service des pensions aux congréganistes, affecter ce droit nouveau de conditions restrictives, ces conditions ne s'étendent point aux libéralités avec charges, déjà résolues par les articles précités du Code civil.*

Il en est ainsi surtout lorsqu'il s'agit de libéralités faites, moins en vue de gratifier la Congrégation, que de lui fournir les moyens d'assurer un service dont les charges égalent sensiblement l'émolument de la libéralité.

En réalité, il y a alors un véritable traité onéreux sous forme de donation.

2° *En conséquence, les ayants droit du donateur peuvent reprendre les biens donnés libres de toute contribution au service des pensions allouées aux congréganistes par prélèvement sur les biens acquis à titre onéreux, et subsidiairement sur les biens acquis à titre gratuit et sujets au droit de retour.*

Consorts de Tinseau c. Duez, liquidateur de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes.

LE TRIBUNAL,

Attendu que les demandeurs justifient qu'ils se trouvent aujourd'hui aux droits de Pétremand de Valay ;

Attendu que ce dernier avait, par acte, reçu Rolle, notaire à Besançon, le 29 décembre 1842, fait donation, à l'Institut des Frères des Ecoles Chrétiennes, d'une maison sise à Valay, et d'une rente perpétuelle annuelle de 2.000 francs, à la charge par l'Institut donataire de former, dans la susdite maison, un établissement de trois frères, qui y donneraient gratuitement le

même enseignement que celui de l'Ordre ; qu'il avait été stipulé, en même temps, que la donation dont s'agit produirait tout son effet, tant que durerait ledit enseignement, mais que, s'il advenait que, par une cause quelconque, indépendante de la volonté du donateur ou de ses successeurs, l'enseignement de l'Ordre de la Doctrine Chrétienne fût ou supprimé à Valay, ou confié à d'autres, ladite donation demeurerait révoquée, et que le donateur ou ses héritiers seraient réintégrés dans la propriété de ladite maison et dispensés du service de la rente ;

Attendu que, conformément à l'autorisation des pouvoirs publics, le représentant de l'Institut des Frères des Ecoles Chrétiennes et le maire de Valay ont, suivant acte passé devant Courboillet, notaire à Valay, le 25 août 1843, déclaré accepter ladite donation avec la condition relative à la révocation de la donation si l'enseignement des frères venait à être supprimé à Valay;

Attendu qu'aux termes d'un acte reçu par Petithuguenin, notaire à Besançon, le 16 août 1864, les héritiers de Pétrémand de Valay, usant de la faculté écrite en l'art. 1911 C. civ., ont voulu s'affranchir du service de la rente en la rachetant au denier vingt ; qu'ils ont ainsi versé à l'Institut des Frères des Ecoles Chrétienes, dûment autorisé, une somme de 40.000 fr.; que, dans ce même acte du 16 août 1864, les héritiers de Pétrémand de Valay se sont réservés, sur le capital de 40.000 francs, ainsi que sur la rente sur l'Etat, qui proviendrait de l'emploi de cette somme, le droit de retour ou de reprise, résultant de la donation du 29 décembre 1842, dans le cas où l'enseignement des Frères de Valay viendrait à être confié à d'autres qu'aux Frères des Ecoles Chrétiennes ;

Attendu que cette éventualité s'est réalisée à la suite du vote de la loi du 7 juillet 1904, relative à la suppression de l'enseignement congréganiste ; qu'en exécution de cette loi, l'établissement des Frères des Ecoles Chrétiennes de Valay a été fermé le 1er octobre 1904 ;

Attendu qu'il en résulte que l'enseignement de l'Ordre ne fonctionnant plus à Valay, la donation du 29 décembre 1842 se trouve révoquée aux termes des articles 953, 954 et 1184 C. civ. ;

Attendu que les demandeurs, représentants actuels du donateur, sollicitent d'être réintégrés dans la propriété de la maison et du capital ,moyenant lequel la rente a été rachetée ;

Attendu que, sur cette demande, l'Institut des Frères des Ecoles Chrétiennes conclut à ce qu'il soit statué ce que de droit ; que le maire de Valay déclare s'en rapporter à justice ;

Attendu que Duez, en qualité de liqupidateur de l'Institut des Frères des Ecoles Chrétiennes, soutient que le seul droit ouvert aux demandeurs serait le droit de retour établi dans l'art. 7 de la loi du 24 mai 1825, et dans l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904 ; c'est-à-dire que les biens réclamés seraient soumis à la charge éventuelle des pensions alimentaires, qui doivent être constituées aux membres de la Congrégation, et de l'hospitalisation de ces derniers ; que, dès lors, ces biens ne pourraient faire retour aux demandeurs que dans la mesure où ils ne seraient pas nécessaires pour assurer le service des pensions alimentaires ou des hospitalisations, et, par conséquent, en tout cas, après la clôture des opérations de la liquidation ;

Mais attendu que les dispositions spéciales de la loi du 24 mai 1825, auxquelles renvoie la loi du 7 juillet 1904, n'ont point pour but de déroger au droit commun, en ce qui concerne les libéralités, faites avec charges ou conditions, libéralités qui se trouvent résolues, conformément aux dispositions des articles 953 et 1184, lorsque la charge imposée ne peut plus, pour une cause quelconque, être exécutée ; que la loi de 1825 prévoit seulement un droit de retour exceptionnel au profit des donateurs ou de leurs ayants droit, pour les libéralités, qui, au jour de la dissolution de la Communauté ou de la fermeture de l'établissement, demeurent dans le patrimoine de la Communauté et ne doivent pas revenir à ces donateurs; qu'il est naturel que la loi de 1825, créant ce droit de retour, l'affecte, pour le service des pensions et dans l'intérêt des membres de la Congrégation, de certaines conditions restrictives ; mais que ces conditions ne sauraient s'étendre aux libéralités avec charge résolues par les articles précités du Code civil, lesquelles libéralités sont absolument en dehors des prévisions de la loi de 1825 ;

Attendu qu'il doit surtout en être ainsi, lorsqu'il s'agit de libéralités qui ont été faites, moins en vue de gratifier la Congrégation que de lui fournir les moyens d'assurer un service dont les charges égalent sensiblement l'émolument de la libéralité; que tel est bien le cas des actes précités des 29 décembre 1842 et 16 août 1864, se traduisant par la remise, à l'Institut des Frères, d'une maison affectée à une école, et d'une somme de 40.000 francs employée en rentes sur l'Etat, dont les arrérages représentent le traitement et les dépenses des trois Frères desservant cette école ; qu'en réalité ces actes constituent de véritables traités sous forme de donations, auxquels doit s'appliquer l'article 1184 C. civ., pour le cas où l'une des parties est dans l'impossibilité de satisfaire à ses engagements ;

Atendu que, par l'effet de l'événement de la condition résolutoire, la donation est censée n'avoir jamais existé; qu'en conséquence les biens donnés doivent être restitués au donateur ou à ses ayants droit, dès le jour de l'inexécution ;

Par ces motifs,

Dit et juge que les actes des 29 décembre 1842 et 16 août 1864 se trouvent résolus aux torts de l'Institut, qui ne peut plus remplir les charges qu'il avait acceptées ;

Dit que le consorts de Tinseau ont le droit de reprendre la maison et la somme données par les actes précités et de réclamer les arrérages de la rente représentant la somme de 40.000 francs, à partir du jour de la fermeture de l'établissement (1er octobre 1904) ;

NOTE. — I.-II. — Sur les deux points : D'après l'art. 5 de la loi du 7 juillet 1904 qui supprime les congrégations enseignantes autorisées, les biens qu'elles avaient acquis à titre gratuit font retour aux auteurs de la libéralité ou à leurs ayants droit, conformément aux dispositions de l'art. 7 de la loi du 24 mai 1825.

Mais, quand la libéralité a été faite sous des charges et conditions expresses, les ayants droit ne peuvent-ils pas, au lieu et place du *droit de retour*, exercer l'action révocatoire prévue par les art. 953 et 954 C. civ. ?

Telle est la question que tranche le jugement publié ci-dessus ; et cette question présente un grand intérêt pratique : en cas d'insuffisance des biens acquis à titre onéreux par la Congrégation, les biens soumis au droit de retour contribuent à l'acquittement des pensions allouées aux congréganistes.

Contre la coexistence des deux actions, on invoque le texte et l'esprit des lois de 1904 et de 1825.

L'art. 7 de la loi du 24 mai 1825 est ainsi conçu :

« En cas d'extinction d'une congrégation ou maison religieuse, ou de révocation de l'autorisation qui lui aurait été accordée, les biens acquis par donation entre vifs ou par disposition à cause de mort feront retour aux donateurs ou à leurs parents au degré successible, ainsi qu'à ceux des testateurs au même degré. Quant aux biens qui ne feraient pas retour ou qui auraient été acquis à titre onéreux, ils seront attribués et répartis, moitié aux établissements ecclésiastiques, moitié aux hospices des départements dans lesquels étaient situés les établissements. La transmission sera opérée avec les charges et obligations imposées aux précédents possesseurs... »

Voici le texte de l'art. 5 de la loi du 7 juillet 1904 :

« ... § 2. — La liquidation des biens et valeurs, qui aura lieu après la fermeture du dernier établissement enseignant de la congrégation, s'opérera d'après les règles édictées par l'art. 7 de la loi du 24 mai 1825 ;

« § 3. — Toutefois, après le prélèvement des pensions prévues par la loi de 1825, le prix des biens acquis à titre onéreux ou de ceux qui ne feraient pas retour aux héritiers ou ayants droit des donateurs ou testateurs servira à augmenter les subventions de l'Etat pour construction ou agrandissement de maisons d'écoles, et à accorder des subsides pour location. »

Ainsi, dit-on, la question des libéralités *faites sous charges ou conditions* s'était posée devant le législateur de 1825, qui l'avait résolue par une alternative : ou bien le *droit de retour* aura été exercé, et la libéralité se trouvera anéantie ; ou bien ce droit n'aura pas été exercé, et la libéralité sera maintenue avec ses charges ou conditions, lesquelles pèseront sur les établissements ecclésiastiques et les hospices, attributaires des biens.

Mis en présence de la même question, le législateur de 1904 la résout par référence à la loi de 1825, mais avec une réserve concernant le deuxième terme de l'alternative, le terme qui vise le cas de non-exercice du droit de retour. Pour ce cas, la loi de 1904 apporte une règle nouvelle, modifie l'affectation des biens non repris ; ces biens serviront « à augmenter les subventions de l'Etat... ». Ici encore, une alternative limitative : ou bien le *droit de retour* aura été exercé, et la libéralité se trouvera anéantie ; ou bien ce droit n'aura pas été exercé, et la libéralité, affranchie des charges et conditions qui pouvaient la grever, recevra la nouvelle destination légale. Ici encore, il n'est pas de solution intermédiaire entre ces deux termes : *anéantissement* ou *changement d'affectation*.

L'esprit de la loi, ajoute-t-on, condamne-t-il cette interprétation littérale ? Au contraire ; loin de tuer la lettre, il la vivifie.

Quel peut être le fondement du *droit de retour* créé par les lois de 1825 et de 1904 ? On l'aperçoit sans peine.

Toutes les libéralités faites aux congrégations enseignantes, alors même que les actes n'exprimaient aucune charge, étaient, tacitement mais nécessairement, grevées d'affectation à l'œuvre d'enseignement de la congrégation, et à la subsistance des congréganistes, ouvriers de l'œuvre. Les charges formellement exprimées n'étaient que des précisions, des spécialisations incidentes de cette charge principale et sous-entendue : affectation à *l'œuvre* et *à la vie* de la congrégation.

Supprimant œuvre et vie, le législateur a considéré les libéralités comme résolubles pour inexécution de la charge essentielle auprès de laquelle les charges incidentes comptent peu. (Voir, en ce sens, les déclarations faites par le ministre des Cultes, devant la Chambre des députés, dans la discussion préparatoire de la loi de 1904 ; séance du 24 mars 1904 ; *J. Off.* 25 mars 1904, p. 929.) Et c'est pourquoi les membres survivants de la congrégation ont, de par la loi, reçu une pension payable au besoin sur les libéralités dont les auteurs n'avaient certes pas entendu marchander des aliments aux ouvriers de l'œuvre.

Le jugement publié ci-dessus se prononce pour la coexistence de l'action révocatoire et du droit de retour.

Mais il ne réfute pas directement la thèse contraire, que nous venons d'analyser.

Les motifs de ce jugement se ramènent à deux.

Premier motif : en soumettant à certaines restrictions le *droit de retour* par elle ouvert à qui n'était pourvu d'aucun autre droit, la loi de 1825 n'a pas affecté des mêmes restrictions le droit de résolution, dont avaient été munis par le Code civil les auteurs de libéralités faites avec charges.

Cette proposition répond-elle suffisamment à l'argument tiré du texte même de la loi de 1825, texte qui, nous l'avons vu, prévoit en termes exprès les libéralités faites avec charges, et les comprend dans le *droit de retour ?*

Deuxième motif : les restrictions mises au *droit de retour* seraient particulièrement inapplicables « lorsqu'il s'agit de libéralités qui ont été faites, moins en vue de gratifier la congrégation, que de lui fournir les moyens d'assurer un service dont les charges égalaient sensiblement l'émolument de la libéralité ; en réalité, ces actes constituent de *véritables traités sous forme de donations*, auxquels doit s'appliquer l'art. 1184 C. civ... ».

Ce système n'est pas nouveau.

Il a déjà été essayé en jurisprudence, à propos de l'application de l'art. 19 de la loi du 30 octobre 1886, visant les actions susceptibles d'être, à la suite de la laïcisation de l'enseignement primaire public, dirigées contre les communes, bénéficiaires de dons ou legs à charge d'enseignement religieux.

Inauguré par la Cour de Nîmes 22 janvier 1890 (D. 91.2.113), il n'a pas tenu contre cette objection péremptoire que, lorsque des particuliers fournissent les moyens d'assurer un service d'intérêt général, ils gratifient d'autant la personne morale, qui a charge de ce service, en lui permettant de développer gratuitement le service et d'employer ailleurs ses ressources disponibles ? Peu importe que les charges du service égalent ou même dépassent l'émolument des libéralités. Pour autant qu'à ces charges elle fait face avec des ressources adventives, la personne morale bénéficie d'une pure gratification.

La solution qui a prévalu en jurisprudence, est la caducité des libéralités, en vertu soit de l'art. 900, soit de l'art. 953 C. civ. Cfr. Besançon 27 février 1889 (D. 90.2.95) ; Riom 7 mai 1892 (D. 93.2.409) ; Cass. 29 novembre 1892 (D. 93.1.67) ; 15 avril 1893 (D. 93.1.489) ; 29 janvier 1896 (D. 96.1.573) ; 19 octobre 1896 (D. 97.1.604).

Le flottement entre l'art. 900 (impossibilité d'observer une condition désormais illicite, qui constituait la cause impulsive et déterminante de la libéralité) et l'art. 953 (inexécution des charges) vient de ce que l'art. 19 de la loi de 1886 ne spécifiait rien sur la nature des actions qu'il prévoyait sous cette formule extrêmement vague : « *Toute action à raison des donations et legs faits aux* communes... à la charge d'établir des écoles congréganistes... ».

Si vague qu'elle fût, la formule se prêtait cependant, au moins aussi bien que le texte de l'art. 5 de la loi de 1904, à l'assimilation des libéralités faites avec charges et des conventions à titre onéreux. Elle se prêtait infiniment mieux à la recevabilité de l'action révocatoire pour inexécution des charges.

La Cour de cassation n'a pas adopté le système du *traité onéreux sous forme de donation*. Et, dans les actions ouvertes à raison des libéralités faites avec charges, elle a hésité à voir *des actions en révocation pour inexécution des charges*.

En présence de la loi de 1904, qui, par préférence à la loi de 1825, écarte expressément l'action révocatoire de l'art. 953 C. civ., et qui ouvre, sur toutes les libéralités sans distinction, une action en retour dont les règles sont nettement précisées, les hésitations de la Cour suprême ne se fixeront-elles pas en faveur de cette unique action qui contient tout ? F. D.

304

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

17 Octobre 1906.

Présidence de M. Voisin.

FRAIS ET DÉPENS. — RECOUVREMENT. — LOI DU 24 DÉCEMBRE 1847. — PROCÉDURE SPÉCIALE AUX OFFICIERS MINISTÉRIELS.

Les dispositions de la loi du 24 décembre 1897, *relatives au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers, ne sont applicables que lorsque ce recouvrement est poursuivi par l'officier ministériel lui-même.*

Spécialement, l'opposition à l'ordonnance de taxe des dépens obtenus par une partie contre son adversaire doit, conformément aux prescription du deuxième décret du 16 *février* 1807, *être jugée en Chambre du conseil du Tribunal saisi de la contestation.*

Bruckwilder c. Dubosc.

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi tiré de la fausse application de l'art. 6 du décret du 16 février 1807, et de la violation de l'art. 4 de la loi du 24 décembre 1897 :

Attendu que les dispositions de la loi du 24 décembre 1897, relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers, ne sont applicables que lorsque ce recouvrement est poursuivi par l'officier ministériel lui-même ;

Attendu, dans l'espèce, que l'ordonnance de taxe des dépens ayant été obtenue par Heuzey et Dubosc fils, qui l'ont fait signifier à Bruckwilder et Cie contre lesquels ils avaient obtenu condamnation auxdits dépens, l'opposition que ces derniers ont formée envers cette ordonnance devait, conformément aux prescriptions du deuxième décret du 16 février 1807, être jugée, comme elle l'a été, en la Chambre du conseil du Tribunal civil saisi de la contestation ;

D'où il suit qu'il a été fait une exacte application des principes de la matière ;

Rejette...

MM. **Michel-Jaffard** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — Me **Bernier** av.

NOTE. — La loi du 24 décembre 1897, comme cela résulte de son titre, des motifs qui l'ont inspirée et des travaux préparatoires qui l'ont précédée, ne peut s'appliquer qu'à l'égard des officiers ministériels qu'elle vise exclusivement ; elle ne saurait recevoir d'application entre les particuliers.

C'est en ce sens que se prononce à la fois la jurisprudence et les auteurs qui ont commenté cette loi : V. Trib. civ. Lyon 3 novembre 1898 et Trib. civ. Seine 4 novembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.103) ; Trib. civ. Lyon 3 novembre 1898 (S. 99.2.120 — D. 99.2.449) : Trib. civ. Nevers 11 mars 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.693 — D. 1901.2.241) ; Cass. 29 octobre 1900 (S. 1901.1.277 — D. 1901.1.23). *Sic.* : Legrand, Comment. de la loi du 24 décembre 1897, n° 45, p. 28 et suiv. ; Didio, *Ibid.*, n° 190 ; Duparcq, Journ. des Avoués 1898, art. 8345, p. 381 ; Raviart, Bull. de la Taxe 1848, p. 90.

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

30 Juillet 1906.

Présidence de M. Tanon.

VÉRIFICATION D'ÉCRITURES. — PROCÉDURE. — PIÈCES DE COMPARAISON. — EXPERTISE ORDONNÉE. — REJET DE CERTAINES PIÈCES. — CHOSE JUGÉE. — SUBSTITUTION DE L'ENQUÊTE.

Bien que par décision passée en force de chose jugée, le juge ait rejeté certaines pièces de comparaison proposées au juge-commissaire à l'occasion d'une procédure en vérification d'écriture par experts, précédemment ordonnée, il peut, néanmoins, puiser les éléments de sa conviction dans tous les faits, actes et documents de la cause, en y comprenant même ceux que la loi ne permet pas de soumettre aux experts, et sans être astreint par le choix des pièces de comparaison et la manière de procéder aux règles édictées par la loi qui ne s'appliquent qu'aux vérifications par enquête ou par experts, si, par un arrêt postérieur, il a substitué au mode de vérification par experts celui de l'enquête à la suite de laquelle il s'est réservé de procéder lui-même à la vérification rendue nécessaire.

Darracq c. Bardu.

M. Darracq s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 12 décembre 1904, rendu au profit de M. Bardu.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation et fausse application des art. 1315 et 970 C. civ., 193 et suiv., 200 C. pr. civ., 1351 C. civ., sur l'autorité de la chose jugée, de la violation des droits de la défense et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que, si, par l'arrêt du 21 avril 1902, la Cour d'appel a rejeté certaines pièces de comparaison proposées au juge-commissaire à l'occasion d'une procédure en vérification d'écriture par experts, précédemment ordonnée, il convient de rappeler que, par arrêt du 2 novembre suivant, ladite Cour a substitué à ce mode de vérification celui de l'enquête à la suite de laquelle les juges du fait se réservaient de procéder eux-mêmes à la vérification rendue nécessaire ; que, dans ce cas, ils pouvaient puiser les éléments de leur conviction dans tous les faits, actes et documents de la cause en y comprenant même ceux que la loi ne permettait

pas de soumettre aux experts, et sans être astreints pour le choix des pièces de comparaison et la manière de procéder aux règles édictées par la loi qui ne s'appliquent qu'aux vérifications par enquête ou par experts ; qu'il suit de là qu'aucune atteinte n'a été portée à l'autorité de la chose jugée et que la décision attaquée n'a violé ni faussement appliqué aucun des textes invoqués à l'appui de la première branche du moyen ;

Attendu, d'autre part, que la Cour, ayant souverainement apprécié les résultats de l'enquête qui ont été soumis à un débat contradictoire, on ne saurait dire avec le pourvoi que les droits de la défense ont été méconnus ;

Attendu au surplus que l'arrêt satisfait aux prescriptions de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Rejette...

MM. **Tanon** prés. ; **Loubers** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — Me **Mayer** av.

NOTE. — La jurisprudence de la Cour de cassation paraît bien établie en ce sens. Elle résulte notamment de trois arrêts de la Chambre des requêtes du 7 mai 1872 (D. 72.1.448) ; 30 mars 1878 (D. 79.1.231) ; 17 juin 1879 (D. 80.1.159), qui ont statué dans des espèces qui présentent avec celle de l'arrêt recueilli une grande analogie. Rapp. Dalloz, Supp. au Rép., v° Vérification d'écrit., n° 85 et suiv.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE
(9e Ch.)

25 Mai 1906.

Présidence de M. Toutain.

1° PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — INJURES. — PUBLICITÉ. — ESCALIER D'UNE MAISON.

2° EXPLOIT. — CITATIONS EN CORRECTIONNELLE. — SOCIÉTÉ CIVILEMENT RESPONSABLE. — DIRECTEUR ET ADMINISTRATEURS NON DÉNOMMÉS PERSONNELLEMENT. — NULLITÉ.

1° *Doivent être considérées comme proférées dans un lieu public les paroles injurieuses, adressées par un concierge à un locataire dans l'escalier d'une maison parisienne ouverte à tous venants.*

2° *L'exploit de citation devant un tribunal correctionnel doit contenir indication des noms et demeure des parties civilement responsables.*

Dès lors, une société anonyme, citée comme civilement responsable des conséquences d'un délit commis par son préposé, n'est pas valablement mise en cause lorsque l'exploit a été délivré à ses directeur et administrateurs en son siège social ; chacun d'eux doit être cité personnellement et à son domicile particulier.

Chave c. Vincent et Société des Immeubles Industriels et commerciaux.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Vincent est cité sous l'inculpation de diffamation, d'injures publiques et de menaces de violences ;

En ce qui concerne les délits de diffamation et de menaces, de violences :

Attendu qu'ils ne sont pas établis; renvoie le prévenu de la poursuite sur ces deux chefs ;

Mais attendu qu'il résulte des débats que le 19 septembre 1905, dans le vestibule de l'immeuble sis à Paris, rue Mazagran, 3, Vincent a, sans provocation, publiquement injurié Chave en le traitant de salaud, cochon, délit prévu et puni par les articles 29 et 33 de la loi du 29 juillet 1881 ;

En ce qui concerne la Société anonyme des immeubles industriels et commerciaux assignés comme civilement responsable de Vincent, son préposé :

Attendu que la citation est adressée aux directeur et administrateurs de ladite société dont elle ne mentionne pas les noms et n'est pas délivrée à leurs domiciles; que dès lors elle est nulle ;

Réservant les droits de la partie civile à tous égards, met ladite société hors de cause sans dépens et faisant application au prévenu des articles précités dont lecture a été donnée par le Président et qui sont ainsi conçus : ..... ;

Condamne Vincent à 50 francs d'amende;

Et statuant sur les conclusions à fins civiles;

Attendu que les agissements délictueux du prévenu ont causé au plaignant un préjudice dont il lui doit réparation et pour l'appréciation duquel le Tribunal a les éléments suffisants ;

Condamne Vincent par toutes voies de droit et même par corps à payer à Chave la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts; le condamne en outre, en tous les dépens et au besoin à titre de supplément de dommages-intérêts.

M. **Pacton** subst. proc. Rép. — Mes **Fouilleul** et **Desforges** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Voy. notamment Paris 21 janvier 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Presse-outrage-diffamation, n° 93) ; Aix 15 décembre 1899 (D. 1900.2.399).

II. — Sur le second point : Il est de principe que les sociétés commerciales constituent des personnes morales, jouissent d'une personnalité juridique distincte de celle des membres qui les composent ; aux termes de l'art. 69 C. proc. civ., elles doivent tant qu'elles existent être assignées en leur maison sociale ; d'autre part, il est hors de doute qu'une société anonyme est valablement touchée par l'exploit signifié au siège social, à ses directeur et administrateurs. En ce sens : Rép. encycl. dr. franç. v° Exploit, n° 209 ; Favard v° Ajournement, § 3, n° 7 ; Boitard, t. I, n° 181 ; Pand. franç. période., v° Ajournement, nos 1010 et suiv. ; Carré et Chauveau, t. I, Quest. 307 ; Cass. 23 novembre 1880 (D. 81.1.136) ; 9 mai 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.630).

Cependant une société ne pouvant, en principe, encourir aucune responsabilité pénale : Cass. 6 avril 1894 (Gaz. Pal. 94.1.625) ; 15 novembre 1894 (D. 96.1.50) ; il a été jugé que la citation donnée à une société anonyme devait toucher et désigner personnellement le directeur ou les administrateurs, l'être moral que constitue la société ne pouvant répondre pénalement, c'est-à-dire corporellement d'un délit : Cass. 15 mars 1850 ; Bullien 1850, n° 95, et Faustin-Hélie, Instr. crim., t. VI, p. 545, n° 2828.

Mais cette décision nie le cas d'une société citée comme prévenue, c'est-à-dire comme pénalement responsable, et non comme civilement responsable. Il en est de même d'un arrêt d'Alger du 11 février 1899 (La Loi 20 mai 1899) et d'un arrêt de la Cour de Paris du 25 novembre 1900 (Ann. propriété industrielle 1901, 312).

Lorsque la société est mise en cause, uniquement comme civilement responsable d'un délit commis par un de ses préposés, le plaignant n'invoque contre elle aucune responsabilité pénale, le procès est donc purement civil, quoique se débattant, à raison de la connexité devant la juridiction répressive, et la société peut être citée suivant les formes usitées en matière civile c'est-à-dire en son siège social et par exploit délivré à ses directeur et administrateurs non dénommés personnellement.

C'est ainsi que l'on procède toujours et cette pratique ne semble pas avoir jamais été condamnée par la jurisprudence.

TRIBUNAL CIVIL DE RENNES (1re Ch.)

30 Juillet 1906.

Présidence de M. Aubrée.

PUISSANCE PATERNELLE. — DROIT DE VISITE. — COMMUNICATIONS CONTRAIRES A L'INTÉRÊT DES ENFANTS. — VISITES DES ASCENDANTS. — POUVOIRS DES TRIBUNAUX. — LIMITES.

La puissance paternelle comporte pour le père ou la mère à son défaut investie de la puissance paternelle le droit d'interdire à ses enfants, même avec les membres de la famille, toutes communications qui lui paraîtraient contraires à leurs intérêts.

Toutefois, lorsqu'il s'agit des relations des enfants avec leurs ascendants, les pouvoirs du père ou de la mère ne peuvent être absolus.

Il appartient aux tribunaux de réglementer les visites des grands-parents aux enfants et des enfants chez les grands-parents, sans cependant pouvoir autoriser un séjour, c'est-à-dire une durée de plus d'un jour des enfants chez les grands-parents contre la volonté du père ou de la mère.

Epoux Droudun c. Veuve Portais.

Le Tribunal,

Attendu que, par exploit de Pollet, huissier, commis en date du 30 juin 1906 et en vertu d'une ordonnance présidentielle du 28 du même mois, les dispensant du préliminaire de conciliation et les autorisant à assigner à trois jours francs, les époux Droudun ont cité la dame Julie Droudun, veuve Jules Portais, leur fille, à comparaître devant ce tribunal pour « voir dire et juger que M. et Mme Droudun auront le droit de voir leur petite fille et d'être visités par elle en tel lieu et dans telles conditions de jour et d'heure, que le tribunal voudra bien indiquer ;

Attendu que, notamment, pendant le temps que l'enfant sera au pensionnat de Saint-Laurent, ils pourront la voir le jeudi et le dimanche au parloir de l'établissement et la faire sortir un jour de sortie, sur deux, l'autre jour étant réservé à la même ; que pendant les vacances, ils pourront la prendre et la garder chez eux au moins une huitaine de jours chaque mois, par dépens ; voir décerner acte aux époux Droudun de leurs plus expresses réserves au cas ou la mère de l'enfant voudrait, par de nouvelles mesures, échapper à l'exercice de leur droit de visite tel qu'il aurait été réglementé par le tribunal ;

Attendu que, par conclusions ultérieures, les époux Droudun ont demandé que, pendant les vacances de Pâques, ils soient autorisés à garder leur petite fille deux jours de chaque semaine et qu'elle leur soit confiée également deux jours aux vacances de janvier, réclamant, vu l'urgence, l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant opposition ou appel ;

Attendu que la dame veuve Portais, née Droudun, tutrice naturelle et légale de sa fille mineure, âgée d'environ sept ans et demi, ayant mis cette enfant en pension chez les religieuses de Saint-Laurent, s'opposerait à toutes relations entre elles et ses grands parents maternels ;

Attendu que les principes en la matière ont été nettement définis et réglés, notamment par deux arrêts de la Cour suprême des 28 juillet 1891 (D. 92.1.71) et 18 février 1894 (D. 1894.1.218)e;

Attendu que « la puissance poternelle,y est-il dit dans le premier, telle qu'elle a été organisée par nos lois comporte, pour le père ou la mère à son défaut investie de la puissance paternelle, le droit d'interdire à ses enfants, même avec les membres de la famille, toutes commmunications qui lui paraîtraient contraires à leurs intérêts » ;

Attendu que, toutefois, lorsqu'il s'agit des relations des enfants avec leurs ascendants, les pouvoirs du père ne peuvent être absolus ; qu'il appartient aux tribunaux d'en régler l'usage et d'en prévenir l'abus en tenant compte de ce qu'exigent, d'une part, la puissance paternelle et, d'autre part, l'intérêt des enfants et les devoirs et les droits moraux et civils qui rattachent les ascendants à leurs petits enfants ; qu'ainsi, lorsque sans motifs graves, le père interdit toutes communications entre ses enfants et leurs ascendants ou ne la veut permettre que sous des conditions pénibles ou blessantes pour la dignité de ceux-ci, les tribunaux sont incontestablement investis en cette matière comme en toute autre d'un pouvoir régulateur pour statuer sur le con flit en appréciant suivant les circonstances dans quelles limites et souś quelles conditions les relations et notamment les visites réciproques entre les grands parents et leurs petits enfants doivent être autorisées ;

Mais attendu qu'en cette matière ,l edroit de contrôle ne peut aller jusqu'à ordonner hors des cas spécialement déterminés par la loi, ou de nécessité absolue que les enfants seront contre la volonté et malgré l'opposition de leur père confiés pendant un séjour plus ou moins long à la garde de leurs ascendants ;

Attendu qu'en effet, d'après les dispositions des articles susvisés (372, 373, 374 C. civ.), l'enfant reste sous l'autorité de ses père et mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation, et ne peut, jusqu'alors, quitter la maison de son père sans la permission de celui-ci; que, de ces dispositions, résulte pour le père le droit absolu de garder auprès de lui ses enfants mineurs ;

Attendu que, lors de l'arrêt du 12 février e1894, M. l'avocat général Cruppi, cherchant à déterminer le sens de séjour, disait: « Quelle sera la ligne de démarcation entre la visite et le séjour ? Ne pourrait-on pas tion entre la visite et le séjour ? Ne pourrait-on pas dire que la plus longue visite ne saurait excéder la journée même où elle a lieu et que si l'enfant vient à découcher, sa visite prend le caractère d'une véritable résidence, d'un séjour chez l'ascendant, lequel a, pour résultat, de le soustraire au droit de garde du père » ;

Attendu que, de ce qui procède, il résulte que, s'il appartient aux Tribunaux de réglementer les visites des grands parents aux enfants et des enfants chez les grands parents, ils excéderaient leur pouvoir en autorisant un séjour, c'est-à-dire une durée de plus d'un

jour des enfants chez les grands-parents contre la volonté du père ou de la mère ;

Attendu qu'il y a lieu de tenir compte de ce que les ascendants en cause sont les parents de la mère tutrice ; qu'il ne s'agit pas ici par suite d'un enfant que l'on veut soustraire à l'affection de la famille du conjoint décédé ;

Attendu que le tribunal trouve dans les circonstances de la cause les éléments suffisants pour réglementer les visites ainsi qu'il convient, soit de la part des époux Droudun au pensionnat où se trouve l'enfant, soit chez les époux Droudun sur lesquels, d'ailleurs, il lui a été procuré les meilleurs renseignements de moralité ;

Attendu que l'exécution provisoire du jugement ne peut être ordonnée ainsi qu'il est demandé, l'art. 135 C. pr. civ. étant limitatif aux cas énumérés, dans lesquels ne rentre pas celui soumis au tribunal ;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

Par ces motifs,

Donne défaut, faute de conclure, contre la dame Julie Droudun, veuve Jules Portais, et maître Lecoq, son avoué ;

Et, pour le profit, dit que le sieur et la dame Joseph Droudun auront le droit de voir ensemble ou l'un ou l'autre une fois chaque semaine, tout le temps qu'elle sera en pension chez les religieuses de Saint-Laurent, la jeune Portais, leur petite-fille, en se conformant aux usages et règlements de l'établissement quant aux jours et heure de visite ; que, pendant les grandes vacances, soit en août et septembre, le époux Droudun auront droit à réclamer tous les quinze jours une visite d'une journée chez eux de la part de leur petite fille, c'est-à-dire depuis 9 heures du matin à 8 heures du soir, à charge d'aviser la mère de l'enfant au moins 48 heures d'avance, l'enfant devant être conduit chez eux par les soins de la mère et ramenée le soir chez sa mère par les soins des grands-parents ; que, dans le cas ou la dame Portais viendrait à quitter Rennes une partie des vacances avec sa fille,la privation qu'auraient subie par suite de cette absence les époux Droudun, devraient être compensée par des visites plus rapprochées pendant le séjour que l'enfant ferait à Rennes, de manière à ce qu'ils rentrassent dans le nombre de visites fixées à une par quinzaine dont ils auraient été frustrés, la dame Portais devant prendre ses dispositions de manière à réserver à ses parents pendant les vacances à un moment ou à un autre la somme des jours de visite réglementaires ; que les époux Droudun auront également le droit de réclamer dans les mêmes conditions un jour de visite pendant les vacances de Pâques, et un jour, au congé du premier de l'an, en dehors du premier janvier;

Dit qu'il n'y a lieu, par ailleurs, d'accorder le partage réclamé de sorties dont le nombre n'est même pas indiqué ;

Dit inapplicable en la cause l'art. 135 C. pr. civ., quant à l'exécution provisoire du jugement ;

Décerne acte en tant que besoin aux époux Droudun des réserves par eux formulées au cas ou la mère de l'enfant tenterait par de nouvelles mesures d'échapper à l'exercice de leurs droits de visite tel qu'il vient d'être réglementé ;

Déboute les époux Droudun du surplus de leurs conclusions ;

Condamne la dame veuve Portais en tous les dépens;

M. **Savidan** subst. proc. gén. — M[e] **Trochu** avoué.

NOTE. — Les principes appliqués par le jugement sont posés par deux arrêts de la Cour de cassation. Le premier du 28 juillet 1891 (D. 92.1.70) de la Chambre civile, proclame qu'il existe certains droits et devoirs moraux et civils qui rattachent les petits-enfants à leurs ascendants. Ceux-ci ont donc un droit qui ne peut leur être enlevé que pour des motifs extrèmement graves.

Un deuxième arrêt de la Chambre des requêtes du 12 février 1894 (D. 94.1.218) rendu sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Cruppi reconnaît que les tribunaux ont un pouvoir régulateur pour fixer les conditions dans lesquelles les visites des grands-parents peuvent avoir lieu.

L'arrêt du 28 juillet 1891 déclare du reste que le droit de contrôle ne peut aller jusqu'à ordonner que les enfants seront confiés pendant un séjour plus ou moins long à la garde de leurs ascendants, malgré l'opposition du père.

Voy. Trib. civ. Seine 24 mars 1898 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902 ,v° Puissance paternelle n° 14) ; Trib. civ. Bordeaux 10 janvier 1900 (Gaz. Pal. *loc. et cit.* n° 25). *Contrà :* Nîmes 3 août 1898 (S. 99.2.20 — D. 99.2.381) ; Trib. civ. Lisieux 28 novembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.238).

Sur la question voy. la note de M[e] de Loynes sous Agen 6 novembre 1889 (D. 90.2.25) ; Dalloz, Jurispr. gén. suppl., v° Puissance paternelle, n° 17 et suiv.

TRIBUNAL CIVIL DE NEVERS

17 JUILLET 1906

Présidence de M Ris.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — RESPONSABILITÉ DES PÈRE ET MÈRE. — IMPOSSIBILITÉ DE PRÉVOIR NI EMPÊCHER. — PREUVE (ART. 1384 C. CIV. § 5). — ACCIDENT. — CAMARADE. — BONNE ÉDUCATION.

Aux termes de l'art. 1384, § 5 C. civ. la responsabilité des père et mère n'a lieu que si ceux-ci ne sont pas en état de prouver qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à celle responsabilité.

Dès lors, une mère de famille, tutrice naturelle et légale de son fils mineur, ne saurait être civilement recherchée à raison de l'accident causé par celui-ci, au cours d'une partie de jeu, à l'un de ses camarades à qui il a involontairement crevé l'œil d'un coup d'arbalète, alors qu'il appert des renseignements fournis au procès, d'une part que l'accident a été provoqué par l'imprudence de la victime et, d'autre part, que l'enfant auteur de l'accident est très bien élevé et d'un caractère fort doux et qu'en lui permettant d'aller jouer avec son camarade chez les parents de ce dernier, ainsi qu'il arrivait fréquemment et du consentement de ceux-ci, sans d'ailleurs qu'il fût porteur en la circonstance, ni de l'arbalète ni d'aucun objet dangereux, la mère de famille n'a commis aucune faute, imprudence ou négligence, et alors enfin qu'elle n'a pu non plus empêcher l'accident, parce qu'à raison de l'état des lieux elle ne pouvait voir de chez elle le jardin où jouaient les enfants et, par suite, surveiller directement et efficacement son fils mineur.

C... c. L...

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il a été procédé aux enquêtes et contre enquête ordonnées par le jugement avant dire droit du 28 mars 1906 ;

Attendu qu'il appert de l'enquête que le 29 septembre 1905, après-midi, les jeunes C... et G... s'amusaient chez ce dernier lorsqu'ils appelèrent leur voisin et condisciple du lycée, le jeune L... pour prendre part à leurs jeux ;

Attendu que celui-ci les rejoignit après avoir obtenu l'autorisation de sa mère ;

Attendu qu'ils tirèrent à l'arbalète sur une cible installée dans le jardin attenant à l'habitation de Mme G... et en présence de celle-ci ;

Attendu qu'après avoir goûté, les trois enfants retournèrent seuls au jardin ;

Attendu que C... leur proposa alors de jouer à la chasse à l'homme expliquant que chacun d'eux prendrait à son tour l'arbalète et tirerait sur les deux autres qu'il pourchasserait devant lui ;

Attendu qu'il était toutefois bien entendu qu'on ne tirerait que dans les parties basses du corps, c'est-à-dire pas au-dessus des reins ;

Attendu qu'après avoir tout d'abord refusé de jouer à ce jeu, prétextant que le sol était mouillé et qu'on se salirait, L... céda aux instances réitérées et pressantes de C..., prit l'arbalète et se mit à la poursuite de ses camarades ;

Attendu que C... s'étant accroupi derrière un massif de lilas pour se dissimuler et surveiller L..., celui-ci tira au travers dudit massif ;

Attendu que la baguette de lilas servant de flèche, atteignit C... à l'œil gauche ;

Attendu qu'il résulte du certificat médical versé aux débats qu'ensuite de ce traumatisme, la vision de cet œil est considérablement diminuée au point d'être réduite au 2/50e de la vision normale ;

Attendu que les conditions, circonstances et conséquences de l'accident ainsi établies, C... demande, par application de l'art. 1384 C. civ., l'adjudication de l'exploit introductif de l'instance qu'il a formée le 2 février 1906 contre la veuve L... prise au nom et comme tutrice naturelle et légale de son fils mineur ;

Attendu qu'il ressort des éléments de la cause que le jeune C... a lui-même proposé le jeu dangereux de la chasse à l'homme ;

Attendu qu'il a commis une imprudence grave en s'accroupissant derrière un massif de lilas ;

Attendu que cette imprudence a été la cause de l'accident puisque L... ayant, en fait, conformément aux conventions du jeu, tiré à une petite hauteur au-dessus du sol, C... n'aurait pas été atteint à l'œil s'il n'avait pas eu la malencontreuse idée de se baisser au ras de terre pour se dissimuler aux recherches de son camarade ;

Attendu qu'aux termes des dispositions de l'art. 1384 § 5, C. civ., la responsabilité des père et mère n'a lieu que si ceux-ci ne sont pas en état de prouver qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ;

Attendu qu'il appert de la contre-enquête que L... est très bien élevé et d'un caractère fort doux ; qu'en lui permettant d'aller jouer avec C... et G... chez les parents de ce dernier, ainsi qu'il arrivait fréquemment et du consentement de ceux-ci, la veuve L... n'a commis aucune négligence ou imprudence ;

Attendu qu'aucune faute n'est démontrée contre elle; que rien ne pouvait lui faire prévoir le fait commis par son fils mineur puisque celui-ci, en la quittant, n'était porteur ni d'une arbalète ni d'aucun autre objet dangereux ;

Attendu qu'elle n'a pu non plus l'empêcher, puisqu'en raison même de l'état des lieux, elle ne pouvait voir de chez elle le jardin des époux G... et, par suite, surveiller directement et efficacement les jeux de son fils et de ses camarades ;

Attendu qu'ainsi la veuve L... s'étant trouvée dans l'impossibilité de prévoir et empêcher le jeu dangereux proposé par C..., ne peut, dès lors, être recherchée comme responsable de l'accident survenu à celui-ci le 29 septembre 1905 ;

Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ;

Par ces motifs,

Dit C... mal fondé en ses demande, fins et conclusions : l'en déboute et le condamne aux dépens.

Mes **Virot** et **Debourges** av.

NOTE. — Principe constant en doctrine et en jurisprudence. Le jugement prend soin de relever cette circonstance que l'enfant auteur de l'accident était très bien élevé, parce que les parents sont responsables des conséquences dommageables des actes de leurs enfants, lorsque ces actes résultent de mauvais instincts, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils ont fait tout leur possible pour les combattre : Cass. 30 juin 1896 (S. 1900.1.518 — D. 97. 1.198 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Responsabilité civile, n° 517) ; Cass. 4 mai 1901 (Pand. franç. 1901.1.287) ; Lyon 25 janvier 1882 (Gaz. Pal. 82.2.69) ; Paris 27 mai 1882 (Gaz. Pal. 82.2.377) ; Grenoble 6 janvier 1882 (Gaz. Pal. 82.1.527) ; Trib. civ. Cambrai 4 décembre 1885 et Trib. civ. Arras 6 avril 1888 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Responsabilité civile n° 559 ; Besançon 7 avril 1892 (Gaz. Pal. 92.1.594) ; Douai 7 novembre 1893 (S. 94.2.161 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Responsabilité civile n° 627-628) ; Limoges 10 janvier 1894 (D. 95.2.141 — Gaz. Pal. *ibid. cod* v° n° 629) ; Lyon 16 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.1.603 — S. 94. 2.176 — D. 95.2.207) ; Paris 7 décembre 1894, texte non publié (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Responsabilité civile n° 217) ; Nancy 26 janvier 1895 (Gaz. Pal. *ibid. cod.*, *v°*, n° 630 ; Riom juillet 1898 (Loi 19 septembre 1898 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, *cod. v°*, *n°* 545) ; Trib. civ. Saint-Nazaire 5 mai 1909 (Gaz. Pal. *ibid. cod. v°* 540.)

TRIBUNAL CIVIL DE LISIEUX

20 JUIN 1906.

Présidence de M. Laisney.

MÉDECINE-CHIRURGIE. — MÉDECIN. — HONORAIRES. — DEMANDE EN PAIEMENT. — MALADE SOIGNÉ CHEZ UN TIERS. — DÉBITEUR.

Le fait qu'un médecin a donné ses soins à un malade dans la demeure d'un tiers qui l'avait recueilli au cours de sa maladie ne suffit pas à justifier la demande en paiement d'honoraires dirigée par ledit médecin contre ce tiers.

Alors, du moins, que, d'une part, le médecin n'établit pas qu'il a été appelé par celui-ci, et alors, d'autre part, qu'il est constant que le malade possède une profession particulière, un domicile distinct et sé-

paré et qu'il avait antérieurement consulté seul, à son cabinet, le médecin, lequel s'est rendu ensuite auprès de lui pour le soigner.

Foucault c. Catherine.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Foucault est appelant d'un jugement rendu par M. le juge de paix du 2e canton de Lisieux, à la date du 29 avril dernier, lequel a rejeté la demande qu'il avait formée contre Catherine en paiement de la somme de 86 fr. 20 pour soins médicaux et pharmaceutiques donnés au sieur Mellion ;

Attendu que, pour réussir dans son appel, à le supposer recevable, Foucault avait à faire la preuve qu'il n'avait donné ses soins à Mellion, qu'à la sollicitation de Catherine, et que c'est à lui qu'il avait fait confiance;

Attendu qu'il est établi, en fait, que c'est Mellion qui est venu seul à Lisieux consulter Foucault ; que celui-ci s'est ensuite rendu auprès de Mellion pour le soigner ; que le fait que Mellion a été pendant sa maladie recueilli chez les époux Catherine est insuffisant pour créer un lien de droit entre le médecin et Catherine, alors surtout qu'il est constant que Mellion a une profession particulière et possède un domicile distinct et séparé ;

Attendu que le premier juge a donc sainement apprécié les faits de la cause et qu'il y a lieu de confirmer sa décision;

Attendu que Catherine demande des dommages-intérêts, mais qu'il ne justifie d'aucun préjudice, que cette demande doit être rejetée ; que les dépens et l'amende doivent être mis à la charge de Foucault qui succombe;

Par ces motifs,

Dit qu'il a été mal appelé, confirme le jugement du 29 avril dernier;

Rejette la demande en dommages-intérêts de Catherine et condamne Foucault aux dépens de son appel et à l'amende.

Mes **de Resbecq** et **Parfait** av.

NOTE. — Comp. Cass. 4 décembre 1872 (P. 72.1.1139) ; Trib. civ. Vassy 29 décembre 1882 (Gaz. Pal. 1883.2.376, 2e partie) ; Trib. paix Reims 23 novembre 1895 (Gaz. Pal. 96. 1.169) ; Trib. civ. Seine 5 avril 1897 (Gaz. Pal. 97.1.766) ; Trib. paix La Ferté-Bernard 4 avril 1898 (Pand. franc. 99.2.17) ; Trib. civ. Seine 17 juillet 1900 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Médecine-Chirurgie, n° 44).

COUR DE CASSATION (CH. DES REQ.)

17 OCTOBRE 1906.

Présidence de M. Voisin.

CHARTE-PARTIE-CONNAISSEMENT. — PAIEMENT DU FRET. — MARCHANDISES JETÉES A LA MER. — CONTRIBUTION. — RÈGLEMENT D'AVARIES.

En cas de jet à la mer pour le salut commun, le fret n'étant dû que pour les marchandises qui seront remboursées, le règlement d'avaries peut seul faire connaître la quantité et la valeur de ces marchandises ; jusqu'à ce moment, le capitaine ignore quelle part de fret il sera en droit d'exiger ; en d'autres termes, il devra déduire de son fret sa contribution propre. Dès lors, le capitaine ne peut exiger le paiement du fret qu'après que le règlement d'avaries en aura fixé le chiffre définitif et la part qu'il aura à supporter dans la contribution.

Société O. Dahl et Cie c. Hailaust et Cie.

La Société O. Dahl et Cie s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Rennes du 23 janvier 1906, rendu au profit de MM. Hailaust et Cie.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation de l'art. 301 C. com., en ce que l'arrêt attaqué a, contrairement à la disposition expresse de cet article, accordé terme, dans le silence du contrat, pour le paiement du fret de marchandises jetées à la mer pour le salut commun, jusqu'après règlement de compte de dispache ; et violation du même article, violation, par fausse application, des art. 307 et 191-7° C. com., ainsi que de l'art. 2093 C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a ainsi admis, pour la garantie du solde créditeur éventuel, au regard de l'affréteur, du compte de dispache, un privilège sans texte. »

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation de l'art. 301 C. com. :

Attendu qu'aux termes de l'art. 301, le capitaine est payé du fret des marchandises jetées à la mer pour le salut commun à la charge de contribution ; que ces derniers mots signifient que les deux opérations sont liées ; qu'en effet, le fret n'étant dû que pour les marchandises qui seront remboursées, le règlement d'avaries pourra seul faire connaître la quantité et la valeur de ces marchandises et que, jusqu'à ce moment, le capitaine ignorera qu'elle part de fret il sera en droit d'exiger ; qu'en d'autres termes, il devra déduire de son fret sa contribution propre ;

Attendu qu'en décidant que la somme réclamée pour le fret des marchandises jetées à la mer lors de l'échouement du *Thérésdal* ne serait payeé aux armateurs qu'après que le règlement d'avaries, dressé conformément aux art. 414 et suiv., aurait fixé le chiffre définitif de ce fret et la part qu'il aurait à supporter dans la contribution, l'arrêt attaqué, loin de violer l'article susvisé, en a fait, au contraire, une exacte application;

Rejette...

MM. **Letellier** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — Me **Chabrol** av.

NOTE. — Si, malgré la non-arrivée des marchandises à destination, l'affréteur profite de leur valeur pécuniaire, il doit payer le fret en entier. C'est le cas spécialement visé par l'art. 301 C. com. pour les marchandises jetées à la mer dans l'intérêt du salut commun du navire et de la cargaison. La valeur de ces marchandises est remboursée au chargeur par voie de règlement d'avaries communes. Dès lors, le fret est dû au capitaine. Mais le fret lui-même doit subir le sort commun, il doit contribuer à la perte subie dans l'intérêt du salut commun. Il apparaît, dès lors, qu'il est impossible d'en fixer le montant avant que le règlement d'avaries communes ait été dressé, puisqu'auparavant on ne connaît aucun des éléments du compte.

C'est la première fois que la jurisprudence paraît avoir à se prononcer sur cette question dont la solution ne pou-

vait faire de difficultés sérieuses. Rapp. Pand. franç., Rép. v° Affrètement, n°s 882 et 888.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

14 Aout 1906.

Présidence de M. Arnaud.

VENTE COMMERCIALE. — 1° VENTE DE FONDS DE COMMERCE. — COMMANDES ANTÉRIEURES A LA CESSION. — ACHETEUR NON OBLIGÉ. — 2° COMMANDE PAR DES ASSOCIÉS. — RETRAITE D'UN ASSOCIÉ. — COMMANDE ANTÉRIEURE. — OBLIGATION. — 3° CESSION DE FONDS. — DROIT D'EXIGER L'EXÉCUTION IMMÉDIATE DES COMMANDES ANTÉRIEURES. — EXPÉDITION TROP HATIVE. — DÉFAUT DE SOMMATION DE PRENDRE LIVRAISON. — REFUS. — FRAIS DE SOUFFRANCE A LA CHARGE DE L'EXPÉDITEUR.

1° *Un fonds de commerce constitue une universalité de fait et celui qui l'acquiert ne saurait, par cela seul qu'il est devenu détenteur de l'actif mobilier composant le fonds, être tenu des dettes contractées par son prédécesseur dans l'exploitation dudit fonds.*

Spécialement, il se trouve définitivement libéré envers tous par le paiement de son prix et par l'exécution des engagements limitativement énoncés dans l'acte de cession, de telle sorte que, dans le silence de celui-ci, il ne peut se créer aucune solidarité entre lui et son vendeur concernant l'obligation d'exécuter les commandes antérieures à la cesssion, cette obligation incombant uniquement au cédant.

2° *Lorsqu'une commande a été faite à un fabricant par deux commerçants associés pour l'exploitation du même fonds, la retraire postérieure de l'un des associés n'a pas pour effet de le dégager des obligations résultant de la commande envers le fabricant.*

3° *La vente d'un fonds de commerce est un motif suffisant pour autoriser ceux qui ont reçu des commandes antérieurement à la cession à exiger du cédant l'exécution immédiate de ses engagements.*

Cependant ils outrepassent leurs droits en faisant l'expédition de leurs marchandises sans faire préalablement sommation à leur client de recevoir ces marchandises, ou tout au moins sans lui donner avis de l'expédition qu'ils ont l'intention de lui faire, de façon, en cas de protestation de sa part contre cette intention, à éviter les frais de souffrance qui ont en suite d'un refus de réception, grevé la marchandise trop hâtivement expédiée.

En conséquence, ces frais de souffrance doivent rester à la charge des expediteurs jusqu'à l'expiration du délai convenu pour l'exécution intégrale du marché.

Moullot c. Vier, Fabre et Biallez.

LE TRIBUNAL,

Attendu que dans les derniers jours de mai 1905, la maison Vier et Cie, d'Alais, avait fait aux établissements Moullot la commande de 50.000 garnitures de boîtes, au prix de 34 fr. le mille, à recevoir en une année par lots de 10.000 au moins, au fur et à mesure des besoins de sa fabrication ; que ladite maison Vier et Cie avait reçu et payé un premier lot de 35.000 garnitures lorsque Biallez s'est rendu acquéreur de son fonds de commerce, suivant acte aux minutes de Me Quiminal, notaire à Alais, du 29 janvier 1906 ;

Attendu que, peu de temps après cet achat du fonds par Biallez, les établissements Moullot ont fait d'office une expédition de 32.500 garnitures que Vier et Biallez ont refusé l'un et l'autre de recevoir;que les expéditeurs réclament conjointement et solidairement à Biallez, comme détenteur du fonds de commerce, à Vier et Fabre, comme associés de la maison Vier et Cie, le paiement des marchandises actuellement en souffrance en gare d'Alais et qui formeraient, d'après eux, le solde du marché de fin mai 1905 ;

En ce qui concerne Biallez :

Attendu que les droits ou objets vendus à celui-ci, ainsi que les obligations prises par lui, sont expressément indiqués dans l'acte susvisé du 29 janvier 1906*; qu'un fonds de commerce constitue une universalité de fait et que celui qui l'acquiert ne saurait, par cela seul qu'il est devenu détenteur de l'actif mobilier composant le fonds, être tenu des dettes contractées par son prédécesseur dans l'exploitation dudit fonds ; que l'obligation d'exécuter la commande faite à Moullot constituait une dette de Vier et Cie, mais qu'en vertu des principes sus-énoncés et des clauses de l'acte de vente, il n'a pu se créer à ce sujet aucune solidarité entre Biallez et les anciens propriétaires du fonds ; qu'en d'autres termes, Biallez doit se trouver définitivement libéré envers tous par le paiement de son prix et l'exécution des engagements limitativement énoncés dans l'acte de cession ; qu'il s'est donc considéré, à juste titre, comme un tiers étranger aux accords invoqués par les établissements Moullot ; que ceux-ci seraient fondés à se prévaloir de ce qu'il a plu à Biallez d'exécuter des marchés passés par Vier et Cie avec certains fournisseurs, alors surtout que le défendeur justifie qu'il y a intérêt pour lui à ne pas utiliser pour le pliage de ses boîtes des garnitures portant uniquement l'adresse de Vier et Cie, sans indication du nom de leur successeur ;

En ce qui concerne Vier et Fabre :

Attendu que ce dernier faisait partie de la maison Vier et Cie au moment où les établissements Moullot ont accepté la commande, objet du litige ; qu'il importe peu aux demandeurs que Fabre ne fût plus intéresssé dans l'exploitation de la maison lorsque le fonds a été cédé à Biallez ; que leur droit de créance contre ce défendeur est né lors de la conclusion du marché et que tous les accords qui peuvent être intervenus ultérieurement à leur insu entre Vier et Fabre ne sauraient avoir eu pour effet de priver les établissements Moullot d'un droit acquis ;

Attendu, ceci établi, que les demandeurs avaient, certes, des motifs suffisants, en raison de la vente du fonds à un tiers, pour exiger de Vier et Cie l'exécution immédiate de leurs engagements ; qu'ils ont cependant outrepassé leurs droits en faisant l'expédition de leurs marchandises sans faire sommation à leurs clients de recevoir ces marchandises ou tout au moins sans leur donner avis de l'expédition qu'ils avaient l'intention de leur faire ; que si Vier et Cie avaient protesté contre cette intention, ainsi qu'ils l'auraient fait, sans doute, les demandeurs auraient pu éviter les frais de souffrance qui grèvent la marchandise trop hâtivement expédiée ; que ces frais doivent, en conséquence, rester à la charge des expéditeurs jusqu'au 31 mai 1906, soit jusqu'à l'expiration du délai convenu pour l'exécution intégrale du marché :

Attendu, d'autre part, que Vier et Cie n'avaient commandé, comme il est dit plus haut ,que 50.000 étiquettes ; que s'il est dans les usages d'accorder aux imprimeurs une certaine tolérance pour la livraison aux clients de marchandises qui ne sont pas de consommation courante, cette tolérance ne saurait cependant pas atteindre, comme en l'espèce, le quantum de 30 % ; qu'en admettant même que les établissements Moullot aient pu se méprendre sur les intentions de Vier et Cie, qui avaient reçu en une seule fois un quantité de 32.000 garnitures, ils ne doivent pas moins subir sur l'excédent expédié de 15.000 une rédution que les circonstances de la cause permettent de fixer à 50 % du prix convenu ;

Attendu, enfin, que Vier n'a pas contesté qu'il fût tenu de relever et garantir Fabre ; que celui-ci n'a point démontré que Biallez eût pris envers lui des engagements particuliers qui l'autorisaient à exercer contre ledit Biallez les mêmes droits de garantie ;

Par ces motifs,

Déboute les établissements Moullot de leur demande envers Biallez et les condamne aux dépens de ce chef, sans autres dommages-intérêts ;

De même suite, dit et ordonne que Vier et Fabre devront prendre livraison des 32.500 garnitures en souffrance en gare d'Alais et les condamne à payer aux établissements Moullot pour le prix de cette livraison la somme principale de 850 fr. seulement, avec intérêts de droit et dépens dans lesquels seront compris les frais faits par la marchandise à dater du 1er juin 1906, les frais de souffrance antérieurs à cette date restent à la charge des expéditeurs;

Condamne enfin Vier seul, à l'exclusion de Biallez, à relever et garantir Fabre des condamnations qui précèdent en capital, intérêts et frais actifs, passifs et de la garantie.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La doctrine française est unanime à repousser l'opinion admise par certains jurisconsultes allemands et suivant laquelle un fonds de commerce devrait être considéré comme une universalité juridique composée d'actif et de passif, en sorte que la cession du fonds, c'est-à-dire des valeurs actives qui en représentent l'ensemble entraînerait de plein droit la transmission au cessionnaire des créances et des dettes nées de l'exploitation antérieure. V. Laurent, t. VI, n° 417 ; Aubry et Rau, t. II, p. 740, § 236, note 5 ; Baudry-Lacantinerie et Chauveau, Des biens, n° 583, note 2 ; Thaller, n° 86 ; Ruben de Couder, Suppl., v° Fonds de com., n° 1 (note) ; Lyon-Caen et Renault, t. III, n° 240 ; Wahl, note sous Paris 26 février 1895 (S. 97.2.89). V. sur cette question : Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Fonds de commerce, nos 16 et suiv. Rapp. Trib. com. le Havre 17 juillet 1899 (Rec. du Havre 99.1.215 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1901, v° Vente commerciale, n° 507).

II. — Sur le second point : La solution adoptée doit être approuvée sans réserve. Il est bien évident que, par rapport au vendeur, la retraite d'un associé est *res inter alios acta.*

III. — Sur le troisième point : La vente du fonds diminuant les sûretés sur lesquelles le vendeur de marchandises à livrer a pu compter doit avoir pour effet d'amener la déchéance du terme (art. 1188 C. civ.). Sur les frais de souffrance : Comp. Cass. 31 juillet 1888 (Gaz. Pal. 88.2.246) ; 12 mars 1890 (Gaz. Pal. 90.1.508) : Paris 11 juillet 1890 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Chemins de fer, n° 370) ; Aix 18 février 1887 (Rec. d'Aix 87.17 — Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Vente commerciale, n° 641).

305-306

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

6 Aout 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

PRUD'HOMMES. — COMPÉTENCE. — MARCHANDS NON-FABRICANTS. — PRUD'HOMMES DE PARIS. — MARCHANDS DE VINS EN GROS. — DÉCRET DU 8 MARS 1890. — PORTÉE DE LA DISPOSITION.

La juridiction du Conseil des prud'hommes ne s'étend pas aux simples commerçants, et elle ne peut s'exercer à l'égard des marchands que s'ils joignent à cette profession celle de fabricant.

Et s'il est permis d'établir par un règlement d'administration publique, délibéré en Conseil d'Etat, un Conseil de prud'hommes dans les villes de fabrique où le Gouvernement le juge convenable, les décrets réglementaires, ainsi rendus en vertu d'une délégation du pouvoir législatif, n'ont d'autre objet que d'assurer l'application de la loi, et ils ne peuvent légalement ni en modifier les termes, ni en étendre la portée.

Spécialement, lorsque le décret du 8 mars 1890 qui a réorganisé les Conseils de prud'hommes de Paris comprend parmi les justiciables de ces conseils,dans la seconde catégorie de celui des produits chimiques, les marchands de vins en gros, cette désignation ne peut viser les négociants qui achètent simplement des vins pour les revendre, soit aux consommateurs, soit aux débitants de détail; l'application du décret est nécessairement limitée aux marchands de vins en gros qui se livrent à des opérations de fabrication proprement dite.

Georget c. Guériault.

M. Georget s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal civil de la Seine du 16 mai 1906, rendu au profit de M. Guériault, son employé.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi ;

Vu l'art. 6 de la loi du 18 mars 1806;

Attendu qu'aux termes de cet article, le Conseil des prud'hommes est institué pour terminer les petits différends, qui s'élèvent journellement, soit entre des fabricants et des ouvriers, soit entre des chefs d'ateliers et des compagnons ou apprentis ;

Attendu que l'art. 10 du décret du 11 juin 1809 dispose de même que « nul ne sera justiciable des Conseils de prud'hommes, s'il n'est marchand-fabricant, chef d'atelier, contre-maître, teinturier, ouvrier, compagnon ou apprenti » ;

Attendu, enfin, que l'art. 1er du décret du 3

août 1810 autorise les Conseils de prud'hommes à juger toutes les contestations qui naîtront entre les marchands-fabricants, chefs d'atelier, ouvriers, contremaîtres, compagnons et apprentis, quelle que soit la quotité de la somme dont elles seraient l'objet ;

Attendu que ces dispositions ont été expressément maintenues par l'art. 19 de la loi du 1er juin 1853 ;

Attendu que, de leur ensemble, il résulte que la juridiction du Conseil des prud'hommes ne s'étend pas aux simples commerçants, et qu'elle ne peut s'exercer à l'égard des marchands, que s'ils joignent à cette profession celle de fabricant ;

Attendu que l'art. 34 de la loi précitée du 18 mars 1806 permet d'établir, par un règlement d'administration publique, délibéré en Conseil d'Etat, un Conseil de prud'hommes dans les villes de fabrique, où le Gouvernement le jugera convenable ;

Mais attendu que les décrets réglementaires, ainsi rendus en vertu d'une délégation du pouvoir législatif, n'ont d'autre objet que d'assurer l'application de la loi, et qu'ils ne peuvent légalement ni en modifier les termes, ni en étendre la portée ;

Attendu que le décret du 8 mars 1890, qui a réorganisé les Conseils de prud'hommes de Paris, a compris parmi les justiciables de ces Conseils, dans la seconde catégorie de celui des produits chimiques, les marchands de vins en gros ;

Attendu, qu'il suit de ce qui précède que cette désignation ne peut viser les négociants qui achètent simplement des vins pour les revendre, soit aux consommateurs, soit aux débitants en détail ; que l'application du décret est nécessairement limitée aux marchands de vins en gros qui se livrent à des opérations de fabrication proprement dite ;

Attendu que, pour repousser l'exception d'incompétence proposée par Georget, le jugement attaqué se fonde uniquement sur ce que la profession de marchand de vins en gros figure sur le tableau organique des professions justiciables du Conseil des prud'hommes ;

Mais attendu que cette seule déclaration, à défaut de toute constatation précise sur la nature de l'entreprise dirigée par Georget, ne suffit pas pour justifier légalement la décision ainsi rendue ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen du pourvoi;

Casse...

MM. **Falcimaigne** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.).

NOTE. — C'est dans l'étroite limite des professions qui comportent l'existence simultanée de négociants, fabricants, industriels, manufacturiers, d'une part — de chefs d'atelier, contremaîtres, ouvriers, compagnons et apprentis, d'autre part — que peut se mouvoir le chef de l'Etat lorsque, par application de l'art. 1er de la loi du 1er juin 1853, il rend un décret d'institution relatif à la juridiction des prud'hommes. Si le moindre doute pouvait exister sur ce point, le projet de loi actuellement soumis au Parlement et portant extension de la juridiction prudhommale aux commerçants non fabricants, ferait cesser ce doute.

Si le chef de l'Etat sortait de ces limites, le décret qu'il rendrait n'aurait aucune force légale, car toute autorité légale doit être refusée à la disposition d'un décret qui ne peut pas s'appuyer sur une disposition formelle et précise de la loi : Laferrière, T. de la Juridict. admin., t. II, p. 11.

Il est donc bien certain, comme l'a jugé l'arrêt recueilli, que lorsque le décret du 8 mars 1890 réorganisant la justice prudhommale à Paris comprend parmi les justiciables de ce conseil les marchands de vins en gros, cette désignation ne peut viser que les marchands de vins qui se livrent à des opérations de fabrication. Ceux qui achètent des vins pour les revendre ne sont pas des négociants-fabricants ou des industriels. C'est ce qui a été jugé par la Cour de cassation au point de vue de l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail : V. Cass. 21 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.88) ; 2 mars 1904 (Gaz. Pal. 1904.1.634) ; 13 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.605).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

6 août 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

APPEL CIVIL. — EFFETS. — EFFET SUSPENSIF. — EXÉCUTION. — NULLITÉ. — APPEL TARDIF. — ENQUÊTE.

L'appel est suspensif, il a pour conséquence de dessaisir le juge qui a rendu le jugement dont est appel, et par son effet dévolutif, d'attribuer la connaissance de la cause au juge du second degré (art. 457 C. pr. civ.).

C'est là un principe général et absolu, qui ne comporte ni distinction, ni exception ; et c'est au juge compétent qu'il appartient de décider si l'appel est ou non soit recevable soit fondé et d'en faire cesser l'effet suspensif, le cas échéant.

Par suite, tout acte fait en exécution d'un jugement frappé d'appel, lorsque l'exécution provisoire n'en a pas été ordonnée, est nécessairement nul, comme fait en contravention de l'art. 457 susvisé.

Spécialement, l'enquête à laquelle il a été procédé en dépit de l'appel interjeté contre le jugement qui l'avait ordonnée est nulle, encore bien qu'ultérieurement le juge d'appel aurait jugé cet appel tardif et l'aurait, par suite, déclaré irrecevable.

Et il importe peu que l'enquête ait été commencée à la demande des parties ; elle ne pouvait être continuée après et nonobstant l'appel interjeté au cours de l'enquête, en l'absence et sans le consentement de l'appelant.

Legrain c. dame Legrain.

M. Legrain s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 16 juillet 1904, rapporté Gaz. Pal. 1904.2.479, rendu au profit de sa femme.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation de l'art. 457 C. proc. civ., fausse application des art. 1350 et 1351 C. civ. et violation du droit de la défense et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré valable une procédure d'enquête faite en exécution d'un jugement frappé d'appel, laquelle était essentiellement nulle, sous prétexte que l'appel avait été ultérieurement déclaré non recevable comme ayant été tardivement interjeté. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 457 C. pr. civ. ;

Attendu, en droit, que l'appel est suspensif ; qu'il a pour conséquence de dessaisir le juge qui a rendu le jugement dont est appel et, par son effet dévolutif, d'attribuer la connaissance de la cause au juge du second degré ; que la disposition de l'art. 457 précité est générale et absolue, et ne comporte ni distinction, ni exception ; que c'est au juge compétent qu'il appartient de décider si l'appel est ou non soit recevable, soit fondé, et d'en faire cesser l'effet suspensif, le cas échéant ;

Attendu, par suite, que tout acte fait en exécution d'un jugement frappé d'appel, lorsque l'exécution provisoire n'en a pas été ordonnée, est nécessairement nul, comme fait en contravention de l'article susvisé ;

Attendu, en fait, que le jugement du Tribunal civil du Havre du 16 mai 1902, signifié le 25 juillet suivant, avait ordonné une enquête, et que Legrain en a relevé appel le 22 octobre ; que, par conséquent, il ne pouvait être procédé à cette enquête tant que le juge du second degré n'avait pas statué sur ledit appel ; qu'il importe peu qu'ultérieurement, et par arrêt du 24 janvier 1903, la Cour de Rouen ait jugé cet appel tardif et l'ait déclaré par suite irrecevable ; que, malgré l'expiration des délais emportant déchéance, il n'en avait pas moins existé avec son effet suspensif jusqu'à la décision du juge qui s'en trouvait saisi ; que si l'enquête et la contre-enquête ont pu, les 31 juillet et 2 août 1902, sur la demande de chacune des parties, mais avant l'appel de Legrain, être régulièrement commencées par les ordonnances du juge commissaire, l'enquête n'a pu être continuée, le 23 octobre, après et nonobstant cet appel, en l'absence et sans le consentement de l'appelant ; qu'elle se trouvait ainsi entachée de nullité, et que, dès lors, l'arrêt qui a statué au fond ne pouvait la prendre, comme il l'a fait, pour base de la décision et de la condamnation prononcée contre Legrain ;

D'où il suit que cet arrêt manque de base légale et a violé l'article de loi susvisé ;

Casse...

MM. **Demartial** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — M^es^ **Talamon** et **Boivin-Champeaux** av.

NOTE. — Bien que la question soit controversée, la Cour de cassation décide que l'appel interjeté produit son effet suspensif et son effet dévolutif même lorsqu'il est irrecevable comme nul ou comme tardif : V. Cass. 7 janvier 1818 (C. chr.) ; 19 janvier 1829 (Dalloz, Rép., v° Appel, n° 1230) ; 18 mars 1839 (S. 39.1.387) ; 27 janvier 1890 (Gaz. Pal. 90.1.272 — S. 90.1.120) ; 10 août 1891 (Gaz. Pal. 91.2. 392 — S. 95.1.509). *Sic :* Crépon, Appel civil, t. II, n° 289 ; Talandier, de l'Appel, n^os^ 345 et suiv. ; Thomine-Desmazures, Comment. du C. proc. civ., t. I, p. 697 ; Rivoire, Appel, n° 279 ; Bioche, Dict., v° Appel, n° 473 ; Rousseau et Laisney, Dict. de procéd., v° Appel, n° 354. Et *contrà :* Bourges 22 avril 1814 (S. chr.) ; Caen 15 novembre 1824 (S. chr.) ; Toulouse 3 février 1832 (S. 32.2.601) ; Agen 27 novembre 1866 (S. 67.2.35 — D. 67.2.15). *Sic :* Rodière, t. II, p. 94 ; Chauveau sur Carré, q. 1655 ; Boitard, Colmet-Daage et Glasson, Leçons de procéd., t. II, n° 697, p. 61 ; Bonfils, Organ. judic., n° 1414, p. 968.

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

3 Aout 1906.

Présidence de M. Bard.

MAGISTRAT. — NOMINATION A UN AUTRE POSTE. — APTITUDE AUX ANCIENNES FONCTIONS.

Le magistrat, même amovible, nommé à de nouvelles fonctions judiciaires, conserve l'aptitude légale à l'exercice de ses anciennes fonctions tant que lui-même ou son successeur n'ont pas prêté serment en leur nouvelle qualité.

Dès lors un jugement est régulier encore bien qu'au nombre des magistrats il s'en trouve un qui a été nommé à un autre poste, s'il n'a pas encore été installé dans ses fonctions nouvelles.

Kichenane et autres.

Les sieurs Kichenane et autres se sont pourvus en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Pondichéry du 15 juin 1905.

Arrêt :

La Cour,

En ce qui touche Kichenane, Péroumal, Balassoupramaniacramany et Covindacramany :

Sur le moyen pris de la violation des art. 36 et 45 de l'ordonnance du 7 février 1842, 2 du décret des 3 mai, 29 juillet 1873, 2 § 2 du décret des 11, 17 mais 1892 et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que M. Jore, président, ayant été nommé président du Tribunal de Djibouti par décret publié au *Journal Officiel* de la colonie le 2 juin 1905, aurait été sans qualité pour prendre part à l'arrêt du 15 juin suivant et pour compléter la Chambre correctionnelle de la Cour, en y appelant un juge suppléant du Tribunal de première instance de Pondichéry :

Attendu qu'il n'est point allégué que le successeur de M. Jore, désigné par le même décret, ait prêté serment et ait été installé dans ses fonctions antérieurement au 15 juin 1905 ;

Attendu que le magistrat, même amovible, nommé à de nouvelles fonctions judiciaires, conserve l'aptitude légale à l'exercice de ses anciennes fonctions, tant que lui-même ou son successeur n'ont pas prêté serment en leur nouvelle qualité ; que la solution contraire pourrait avoir pour résultat, dans les tribunaux composés d'un nombre restreint de magistrats, d'entraver et même d'interrompre le cours régulier de l'administration de la justice par la cessation instantanée du service du magistrat, dès la promulgation du décret qui l'appelle à d'autres fonctions ;

Attendu, d'autre part, que l'art. 27 du décret du 30 janvier 1811 prescrit que le traitement des fonctionnaires de l'ordre judiciaire courra du jour de la prestation de serment et que l'art. 123 de l'ordonnance du 28 décembre 1838 dispose que le magistrat promu à de nouvelles fonctions continue à recevoir son traitement tant que la place qu'il occupait demeure vacante et qu'il n'est pas entré en jouissance de son nouveau traitement ; que, dès lors, le moyen n'est pas fondé ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Petitier** rapp. ; **Cottignies** av. gén.

NOTE. — La Cour de cassation a jugé également qu'un magistrat atteint par la limite d'âge continue à être apte à remplir ses fonctions jusqu'à la prestation de serment et l'installation de son successeur : Cass. 9 mars 1871 (Bull. crim., n° 36) ; 13 novembre 1875 (Bull. crim., n° 315).

COUR D'APPEL DE PARIS (7e Ch.)

1er Aout 1906.

Présidence de M. Landry.

LOTERIE. — VALEURS A LOTS. — VENTE A CRÉDIT. — LOI DU 12 MARS 1900. — ACTES SOUS SEING PRIVÉ. — SIMULTANÉITÉ DES SIGNATURES. — DATE.

Le défaut de simultanéité des signatures des actes sous seing privé et l'erreur dans leur date ne sauraient être une cause de leur nullité.

La loi du 12 mars 1900 qui réglemente la vente à crédit des valeurs de Bourse, n'exige pas que les parties apposent simultanément leurs signatures sur les actes de vente. Le droit commun, non plus, ne le prescrit pas.

Cette même loi ni le droit commun n'imposent l'obligation de les dater.

Bretault, Bluntschli et Cie c. Simon.

La Cour,

Considérant qu'actionné par Bretault, Bluntschli et Cie, en exécution des engagements qu'il a contractés envers ceux-ci dans les quatre actes sous signatures privées, en date du 20 avril 1905, contenant les ventes à crédit des valeurs à lots cotées à la Bourse qui lui ont été consenties, Simon a opposé devant le Tribunal comme il le fait devant la Cour, la nullité des actes invoqués contre lui parce qu'ils auraient contrevenu aux prescriptions de la loi du 12 mars 1900;

Considérant que le jugement entrepris a annulé lesdits actes parce que, d'une part, ils n'avaient pas été signés simultanément par les parties contractantes, puisqu'il est établi que Simon avait apposé sa signature à Vèves, le 20 avril 1905, tandis que les vendeurs Bretault, Bluntschli et Cie, n'avaient donné la leur que le lendemain 21, à Paris, et parce que, d'autre part, la date desdits actes, 20 avril 1905, était erronée, puisque ceux-ci n'avaient été parfaits que le 21 avril par la signature des vendeurs;

Considérant que la loi du 12 mars 1900 n'exige pas que les parties contractantes apposent simultanément leurs signatures sur les contrats de vente qu'elle réglemente ; que le droit commun ne prescrit pas non plus cette formalité;

Considérant que, ni la même loi spéciale, ni le droit commun, n'imposent l'obligation de les dater ; que, par suite, c'est à tort que le Tribunal a considéré le défaut de simultanéité des signatures et l'erreur de date comme constituant des causes de nullité;

Considérant que Simon soutient, en outre, que les actes de vente auraient été passés en violation de la loi du 12 mars 1900, en ce qu'ils auraient eu pour objet de remplacer et rendre efficaces des ventes verbales prohibées par ladite loi précédemment intervenues et en exécution desquelles auraient été effectués les versements des acomptes constatés par les reçus datés du 20 avril 1905 ;

Considérant que cette prétention n'est pas fondée ; qu'en effet, les ventes résultent uniquement des quatre actes litigieux, et c'est en exécution des conventions insérées en ces actes, qu'ont été opérés les versements visés dans les reçus;

Considérant qu'il résulte de l'examen des actes de vente que toutes les conditions exigées par la loi du 12 mars 1900 ont été remplies ; que Simon a bien allégué que, lorsqu'ils les avait signés, ces actes ne contenaient pas les mentions prescrites par la loi précitée, mais qu'il n'apporte aucune preuve de son allégation qui, par suite, ne peut être accueillie;

Considérant que c'est à bon droit que, sur le refus de payer les mensualités échues du prix dont il est débiteur et se prévalant de la clause de résiliation insérée aux actes de vente, Bretault, Bluntschli et Cie, après avoir fait offre réelle des titres vendus contre paiement du prix, ont intenté leur demande qui est justifiée au principal ;

Considérant, en ce qui concerne les dommages-intérêts par eux réclamés, que Bretault, Bluntschli et Cie qui ont vendu moyennant le prix de quinze-cents francs des valeurs cotées alors en Bourse pour une somme totale de 883 francs, n'établissent pas avoir subi un préjudice quelconque de nature à motiver cette partie de leur demande ;

Par ces motifs,

Déclare Bretault, Bluntschli et Cie recevables et bien fondés en leur appel du jugement rendu le 3 janvier 1906 par le Tribunal civil de Chartres;

Infirme ledit jugement dans toutes ses dispositions, quoi faisant, décharge les appelants des dispositions et condamnations leur faisant grief ;

Statuant à nouveau, sans avoir égard aux moyens de nullité opposés par Simon, lesquels sont rejetés comme mal fondés ;

Dit et juge que les ventes consenties par Bretault, Bluntschli et Cie à Simon, par actes sous signatures privées en date du 20 avril 1905, ayant satisfait aux prescriptions de la loi du 12 mars 1900, sont régulières et valables;

Déclare bonnes et valables les offres réelles faites par Bretault, Bluntschli et Cie à Simon, suivant procès-verbal du 4 août 1905 contre paiement de la somme de 1.401 francs ;

Condamne Simon à payer à Bretault, Bluntschli et Cie ladite somme de 1.401 francs qu'il reste leur devoir pour solde des prix des ventes du 20 avril 1905; le condamne en outre aux intérêts de droit de ladite somme;

Ordonne que les titres dont Simon a refusé l'offre seront vendus aux frais de celui-ci à la Bourse de Paris par le ministère du syndic des agents de change, pour le prix à provenir de la vente, se compenser à due concurrence avec le montant de la condamnation qui vient d'être prononcée en principal, intérêts et frais;

Rejette, comme non justifiées, toutes autres demandes, fins et conclusions des appelants;

Ordonne la restitution de l'amende;

Condamne Simon en tous dépens de première instance et d'appel.

M. **Pezous** subst proc. gén. — Mes **Ambelouis** et **Violette** av.

NOTE. — L'art. 2 de la loi du 5 mars 1900 qui énumère les mentions prescrites à peine de nullité dans les actes de vente à crédit des valeurs de bourse, n'exige ni la si-

multanéité des signatures ni la date. Ce texte est, en effet, ainsi conçu :

« L'acte doit être fait en double original et chacun des originaux en contenir la mention. Chaque original doit indiquer clairement, en toutes lettres et d'une façon apparente : 1° L'un des cours cotés à la Bourse de Paris dans les quatre jours précédant la cession, et, à défaut, le dernier cours coté ; 2° Le numéro de chacune des valeurs vendues ; 3° le prix total de vente de chacune des valeurs, y compris tous frais de timbre et recouvrement par la poste ou autrement ; 4° le taux d'intérêt, les délais et conditions de remboursement. » Il s'ensuit que, en dehors des prescriptions spéciales de ladite loi, la vente des valeurs de bourse reste seulement soumise aux règles du droit commun, sur la rédaction des actes sous seing privé. Or, ces règles sont indiquées dans l'art. 1325 C. civ., lequel ne prescrit également ni la simultanéité des signatures ni la date. Comp. Rouen 26 mars 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.578).

TRIBUNAL DE PAIX DE PARIS

(XIVe ARRONDISSEMENT)

2 Aout 1906.

Présidence de M. de Leiris.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — DURILLON FORCÉ. — CAUSE ANTÉRIEURE AU TRAVAIL. — INAPPLICABILITÉ DE LA LOI DE 1898.

Le durillon forcé, état morbide dû à la pénétration de microbes infectieux dans les tissus profonds jusqu'à la source séreuse sous-tégumentaire n'est un accident du travail que lorsqu'il procède de l'action soudaine et fortuite d'une force extérieure, au cours de l'ouvrage, mais non pas quand l'affection dérive d'une cause toute différente.

Foucart c. Gasnier.

LE TRIBUNAL,

Attendu que si le durillon forcé, état morbide dû à la pénétration de microbes infectieux dans les tissus profonds jusqu'à la source séreuse sous-tégumentaire est un accident du travail, lorsqu'il procède de l'action soudaine et fortuite d'une force extérieure au cours de l'ouvrage, la situation n'est plus la même lorsque cette affection dérive d'une cause toute différente ;

Attendu que si, dans l'espèce, c'est durant son travail, que la main de Foucart s'est enflée, par suite d'un « durillon forcé », il a lui-même, devant l'expert, expliqué que cette enflure s'était produite « petit à petit » ; qu'il ne précise ni n'offre de prouver aucun fait de traumatisme qui y aurait donné lieu ; et que tout porte à croire qu'elle est antérieure au 18 avril 1906, jour où, sous l'action de la souffrance, il a été dans la nécessité de cesser son travail ;

Attendu que, si digne d'intérêt que soit la position de Foucart, pauvre ouvrier vivant de ses journées, qui a été transporté à l'hôpital de Saint-Joseph, pour y subir une incision, par l'effet de laquelle, du reste, il est actuellement quéri, on ne saurait, dans les circonstances telles qu'il a personnellement exposées, rencontrer les conditions de l'accident connu sous le nom de « durillon forcé », auquel serait applicable la loi du 9 juillet 1898 ;

Par ces motifs,

Jugeant en dernier ressort ;

Homologue purement et simplement le rapport de l'expert ;

Ce faisant, rejette la demande formée contre Gasnier et Brun en paiement, pour indemnité de demi-salaire, de la somme de 78 fr. 75 ;

Avec dépens, dans lesquels entreront les frais d'expertise.

NOTE. — Le durillon forcé ne peut avoir pour cause occasionnelle qu'un traumatisme, c'est-à-dire l'action soudaine et fortuite d'une force extérieure. Il n'y a dès lors lieu à application de la loi du 9 avril 1898 que s'il résulte des circonstances de la cause que l'éraillure qui a provoqué l'inflammation infectieuse dérive du travail lui-même: Limoges 22 juillet 1904 (Rec. spécial des acc. du travail 1904-1905, p. 264) ; Trib. paix Paris 29 août 1900 (Rev. jud. des acc. du travail, 1901, p. 118). *Contrà :* Trib. paix Montereau 30 mai 1903 (Rec. spécial des acc. du travail 1903-1904, p. 135) ; Trib. paix Lorient 10 janvier 1903 (*Op. et loc. cit.*, p. 391). Voy. Dr Vibert, Les accidents du travail, p. 112.

TRIBUNAL DE PAIX DE CARHAIX

16 JUILLET 1906.

Présidence de M. Féry.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — 1° FAITS DIVERS. — GÉRANT. — RESPONSABILITÉ DE DROIT COMMUN. — 2° DIFFAMATION. — PERSONNE DÉSIGNÉE. — DÉSIGNATION SUFFISANTE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1° *Un gérant de journal, comme toute autre personne, est responsable du dommage causé par sa faute, son imprudence ou sa négligence, sans que rien dans la loi du 29 juillet* 1881 *apporte une dérogation aux principes de droit commun.*

2° *Est suffisamment désignée comme coupable d'un vol la personne dont le nom est identique au nom inséré, habitant précisément à côté de l'endroit où le vol a été commis, et qui a été justement l'objet du procès-verbal pour le fait qu'on lui impute à tort.*

Le Pors c. Jaffrennou ès-qualités.

NOUS JUGE DE PAIX,

Attendu que M. Simon Le Pors a intenté contre M. Jaffrennou une action civile en 600 francs de dommages-intérêts fondée sur le préjudice à lui causé, tant en qualité de chef de famille que d'héritier de son fils mineur Simon Le Pors, aujourd'hui décédé, en publiant dans le numéro du 12 mai 1906, du journal *Ar Bobl*, dont le défendeur est le gérant responsable l'entrefilet suivant : « Vol de Bois. — M. Baniel, entrepreneur, était victime depuis quelques jours de vols d'outils et de bois d'œuvre, dans ses chantiers de construction ; jeudi soir à 7 h. ½, il surprit le filou au moment même où il emportait du bois de la construction de M. Charbonnier sur le Marc'hallac'h. C'est un nommé Le Pors fils. Le garde-champêtre a dressé procès-verbal sur le rapport de M.

Baniel », entrefilet qui désignait son fils mineur comme étant l'auteur d'un vol d'outils et de bois d'œuvre commis au préjudice de M. Baniel, entrepreneur à Carhaix ;

Attendu que, dans ses conclusions, M. Jaffrennou a demandé à être renvoyé des fins de l'action sous prétexte : 1° qu'en publiant l'article en question, de bonne foi et sans l'intention de nuire, il n'a fait qu'user d'un droit appartenant à la presse, de renseigner ses lecteurs et se conformer à un usage généralement pratiqué dans le journalisme ; 2° et qu'en désignant sans autre indication de nature à le faire connaître d'une façon certaine au public, un nommé « Le Pors fils » comme auteur du fait incriminé, il n'a nullement visé la personnalité du fils du demandeur dont le nom est très répandu dans la région ;

Attendu que l'existence du fait reproché n'est pas contestée ; que l'article contient l'imputation d'un fait déshonorant à la charge de la personne accusée d'en être l'auteur ;

Attendu qu'en vertu des principes généraux du droit, exprimés dans les art. 1382 et 1893 C. civ., un gérant de journal, comme toute autre personne, est responsable du dommage causé par sa faute, son imprudence ou sa négligence ;

Attendu qu'il ne saurait être exonéré de cette responsabilité par le seul motif que sa profession l'oblige à renseigner ses lecteurs ; qu'il n'est pas, en effet, tenu et que même il devrait se refuser à publier des articles pouvant nuire à la réputation d'autrui ;

Attendu que vainement, chercherait-on dans les dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, une dérogation aux principes de droit commun ; qu'admettre l'impunité du gérant d'un journal en pareille matière, ce serait véritablement le placer au-dessus de toutes les lois, lui créer une situation privilégiée et s'exposer à laisser souvent sans sanction efficace la publication coupable d'écrits manifestement dommageables ;

Attendu qu'en laissant paraître dans son journal le fait divers incriminé, M. Jaffrennou n'a pu se méprendre sur son caractère préjudiciable ; qu'il a de la sorte commis une faute, ou tout au moins une imprudence de nature à engager sa responsabilité ;

Attendu que l'article en question attribue le vol d'outils et de bois d'œuvre à un nommé « Le Pors fils », sans autre indication ; qu'il s'agit de rechercher si cette appellation s'applique directement ou suffisamment au fils du demandeur ;

Attendu qu'il est constant qu'un enfant de ce dernier, âgé de 14 ans, était, au moment où le fait s'est passé, élève de l'école communale de Carhaix ; qu'il était hébergé chez sa sœur dont l'habitation est voisine de la maison en construction de M. Charbonnier où le vol d'outils et de bois d'œuvre a été commis ; que des bouts de bois provenant de ce chantier et pris inconsciemment par une enfant âgée de 4 à 5 ans ont été trouvés chez cette sœur de Le Pors fils ; que ce dernier a été lui-même l'objet d'un procès-verbal de la part du garde-champêtre pour le vol dont se plaignait M. Baniel ; qu'il était, en outre, le seul à Carhaix à porter le nom de Le Pors ;

Attendu que de l'ensemble de ces circonstances il résulte de façon indiscutable que le fils du demandeur était nettement désigné dans l'article du journal et que l'opinion publique n'a pu se méprendre sur cette désignation ;

Attendu qu'aucune des autres personnes habitant le canton et porteur de ce nom ne s'est sentie atteinte ou visée par l'entrefilet ; que seul le demandeur y a vu une allusion directe et certaine à la personne de son fils ;

Attendu que dans ces circonstances il y a lieu de déclarer recevable et justement fondée l'action du demandeur ;

En ce qui concerne la question des dommages-intérêts :

Attendu qu'il est juste de tenir compte, d'un côté, de l'absence totale de préjudice matériel, parce qu'il n'a pas été démontré que le fait incriminé ait eu une influence quelconque sur la mort de la victime et qu'il n'existe par conséquent aucune relation de cause à effet ; et d'un autre côté, la bonne foi indiscutable du journal qui n'a pu avoir l'intention de nuire à une personne inconnue, mais a eu seulement en vue l'insertion d'une nouvelle locale ;

Attendu que, dès lors, l'effet moral d'un jugement de condamnation, joint à l'allocation d'une indemnité distinée à couvrir le demandeur de ses frais et démarches sera une réparation suffisante du dommage causé par l'article susvisé ;

Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ;

Par ces motifs,

Condamne M. Jaffrennou ès qualités à payer au demandeur la somme de 30 francs à titre de dommages-intérêts pour les causes sus énoncées et aux dépens de l'instance.

Mes **Delaporte** et **Hamon** (tous deux du barreau de Quimper) av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : L'usage, il est vrai, est de relater dans les journaux que des délits ont été relevés, ou des contraventions dressées contre des personnes nommément désignées ; mais la jurisprudence déclare que ce n'est pas, pour le journaliste, un droit ; qu'il fait cette insertion à ses risques et périls, car il commet évidemment une faute qui peut l'exposer, si un préjudice a été causé par ladite insertion, à des dommages-intérêts : Bordeaux 20 mai 1887 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Responsabilité civile, n° 295 — Rec. de Bordeaux 87.1.317) ; Trib. civ. Lyon 2 juin 1893 (Gaz. Pal. 93..2.415); Trib. civ. Mirecourt 22 février 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.510); Douai 2 mars 1898 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Presse-outrage, n° 106). *Adde :* Nancy 9 novembre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.706 — D. 95.2.141).

II. — Sur le deuxième point : Le juge a un pouvoir souverain d'appréciation pour décider si la désignation est suffisante. Dans l'espèce ci-dessus rapportée, la désignation était évidemment plus que suffisante, puisque le nom était inséré *in extenso* et que précisément la personne désignée avait fait l'objet du procès-verbal.

307

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

18 Octobre 1906.

Présidence de M. Bard.

CHEMINS DE FER. — INFRACTIONS. — SANCTION. — EXPLOITATION. — TRANSPORT DES MARCHANDISES. — CARTE D'ABONNEMENT. — ENREGISTREMENT DE BAGAGES N'APPARTENANT PAS AU TITULAIRE.

L'art. 21 *de la loi du* 15 *juillet* 1845 *punit toute contra-*

vention aux ordonnances royales portant règlement d'administration publique « sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer » ; et l'art. 76 du décret du 1er mars 1901, qui a modifié l'ordonnance du 15 novembre 1846 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, dispose que les contraventions à ce décret, aux décisions rendues par le ministre des Travaux publics, seront constatées, poursuivies et réprimées conformément au titre III de la loi du 15 juillet 1845.

Les mots exploitation des chemins de fer *dont se servent tant la loi de 1845 que le décret de 1901 ne sauraient avoir la même signification que ceux de police et de sûreté qui les précèdent, et, par leur généralité, ils s'appliquent non seulement aux décisions prises par l'autorité compétente pour le transport des personnes, mais aussi à celles relatives au transport des marchandises et à la perception des droits dus pour ce transport en vertu de tarifs régulièrement homologués.*

Dès lors, les tarifs publiés ayant la force de loi, la sanction pénale de l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845 s'applique à l'abonné qui, par contravention au tarif G. V. n° 3, fait enregistrer à l'aide de sa carte d'abonnement, des colis qui ne lui appartiennent pas.

Guyard c. Chemins de fer de l'Est.

M. Guyard, titulaire d'une carte d'abonnement sur la Compagnie de l'Est, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Amiens du 11 avril 1906, qui l'avait condamné pour avoir fait enregistrer à l'aide de sa carte des bagages ne lui appartenant pas.

Arrêt :

La Cour,

Sur les différents moyens réunis du pourvoi et pris de la violation de la loi de concession concédée à la Compagnie des chemins de fer de l'Est; de l'art. 44 du cahier des charges annexé à ladite loi, de l'art. 1598 C. civ.; de l'art. 76 du décret du 1er mars 1901, 44 à 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, des principes sur les attributions ministérielles, des art. 21 de la loi du 15 juillet 1845 et 7 de la loi du 20 avril 1810:

Attendu qu'il résulte de l'arrêt de la Cour d'appel d'Amiens, en date du 11 avril 1906, contre lequel est dirigé le pourvoi, que Guyard, commissionnaire à Château-Thierry, titulaire d'une carte d'abonnement de troisième classe et porteur d'une deuxième carte d'abonnement au nom de sa femme a, le 24 novembre 1905, fait enregistrer à destination de Paris, moyennant dix centimes, cinq colis ne lui appartenant pas du poids total de 58 kilos; que la Cour d'appel a déclaré qu'il avait ainsi contrevenu au § 2 de l'art. 6 des conditions particulières au chapitre 1er du tarif spécial G. V. n° 3 des cartes d'abonnement et l'a condamné en 200 francs d'amende,400 francs de dommages-intérêts envers la Compagnie de l'Est et à l'affichage de l'arrêt par extraits ;

Attendu que le demandeur, par les moyens susvisés, soutient que les pénalités de la loi du 15 juillet 1845 ne lui étaient pas applicables ;

Mais attendu, en droit, que l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1843 punit toute contravention aux ordonnances royales portant règlement d'administration publique « sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer » ; que l'art. 76 du décret du 1er mars 1901 qui a modifié l'ordonnance du 15 novembre 1846 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, dispose que les contraventions à ce décret, aux décisions rendues par le ministre des Travaux publics seront constatées, poursuivies et réprimées conformément au titre 3 de la loi du 15 juillet 1845 ;

Attendu que les mots *exploitation des chemins de fer* dont se servent tant la loi de 1845 que le décret de 1901 ne sauraient avoir la même signification que ceux de police et de sûreté qui les précèdent et que, par leur généralité, ils s'appliquent non seulement aux décisions prises par l'autorité compétente, pour le transport des personnes, mais aussi à celles relatives au transport des marchandises et à la perception des droits dus pour ce transport en vertu de tarifs régulièrement homologués ;

Attendu, que ces tarifs auxquels toute publicité est donnée ont force de loi, tant au profit des Compagnies que contre elles relativement aux conditions des transports qui leur sont confiés ; que les prescriptions légales sus-énoncées ainsi que les dispositions des décisions prises pour en assurer l'exécution doivent être obéies aussi bien par les expéditeurs que par les compagnies fermières et sont également protégées par la loi pénale ; que si, aux termes de l'art. 1598 C. civ., tout ce qui est dans le commerce peut être vendu lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation, la législation spéciale concernant les chemins de fer renferme précisément certaines dispositions qui rentrent dans les exceptions prévues au second paragraphe dudit article ;

Attendu que le tarif spécial G. V. n° 3, régulièrement approuvé, a, par suite, force légale et qu'ainsi, en faisant application au demandeur de l'art. 76 du décret du 15 juillet 1845, l'arrêt attaqué, loin de violer la loi, en a fait une juste application;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Malepeyre** rapp. ; **Cottignies** av. gén. — Me **Cail** av.

NOTE. — Il résulte de la jurisprudence antérieure de la Cour de cassation que la sanction pénale de l'art. 21 de la loi de 1845 s'applique aux tarifs qui régissent l'*exploitation* et concernent le transport des voyageurs aussi bien que le transport des marchandises : Cass. 16 décembre 1882 (S. 83.1.433) ; 10 décembre 1897 (S. 98.1.205 — D. 99.1.492) ; 1er décembre 1896 (Gaz. Pal. 96.2.781 — S. 97.1.191) ; 27 octobre 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.624 — S. 1901. 1.56 — D. 1901.1.341 — Bull. crim., n° 314, p. 512). *Sic :* Picard, Tr. des chemins de fer, t. III, p. 649.

L'arrêt du 27 octobre 1900 précité a jugé, dans le même sens que l'arrêt recueilli, que l'inobservation du tarif spécial G. V. 23, notamment le fait par un voyageur de faire enregistrer comme bagages, en vertu de sa carte d'abonnement, un certain nombre de colis qui ne lui appartiennent pas, constitue une infraction tombant sous le coup de l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845,

La question a pourtant été controversée. V. *contrà :* Trib. corr. Château-Thierry 22 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.153) ; Trib. corr. Vienne 17 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.239 — S. 1900.2.117) ; Chambéry 4 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.786 — S. 1900.2.134) ; Trib. corr. Meaux 20 mars 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.585).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

6 Aout 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — PRESCRIPTION ANNALE. — CONVOCATION DU PRÉSIDENT. — INTERRUPTION.

La convocation que le président du Tribunal de l'arrondissement où est survenu l'accident adresse à la victime ou à ses représentants ainsi qu'au chef de l'entreprise introduit l'instance en indemnité et par suite interrompt la prescription d'un an qui courait au profit de ce dernier ; l'assignation qui lui est ultérieurement délivrée n'est que l'exécution de l'ordonnance qui a renvoyé l'affaire devant le Tribunal et aucune disposition de loi n'a imparti au demandeur un délai spécial dans lequel il devrait agir (*art.* 16 *loi du* 9 *avril* 1898).

Dès lors, l'action ne saurait être déclarée prescrite par ce motif que l'assignation délivrée au chef d'industrie est postérieure de plus d'un an à la comparution devant le président.

Jacques c. Société des Forges de Villerupt-Laval-Dieu.

Le sieur Jacques, ouvrier victime d'un accident du travail, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Nancy du 26 décembre 1903, rendu au profit de la Société des Forges de Villerupt-Laval-Dieu.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation de l'art. 397 C. pr. civ. et de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898, et fausse application de l'art. 18 de la même loi, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré la prescription annale applicable à la demande d'indemnité introduite par l'exposant à raison d'un accident du travail dont il avait été victime, sous le prétexte que plus d'une année s'était écoulée entre la comparution en conciliation devant le président du Tribunal et l'assignation, alors que le procès-verbal de non-conciliation avait eu pour effet de saisir la justice et que l'instance ainsi introduite n'était plus susceptible de s'éteindre que par la péremption de trois ans. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que la convocation, que le président du Tribunal de l'arrondissement où est survenu l'accident adresse à la victime ou à ses représentants ainsi qu'au chef de l'entreprise introduit l'instance en indemnité et, par suite, interrompt la prescription d'un an qui courait au profit de ce dernier ; que l'assignation qui lui est ultérieurement délivrée n'est que l'exécution de l'ordonnance qui a renvoyé l'affaire devant le tribunal et qu'aucune disposition de loi n'a imparti au demandeur un délai spécial dans lequel il devrait agir ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Léon Jacques, chauffeur au service de la Société anonyme des Forges et Hauts-fourneaux de Villerupt-Laval-Dieu, victime d'un accident du travail dans la nuit du 6 au 7 janvier 1902, a comparu ainsi que le chef d'entreprise, le 10 avril 1902, devant le président compétent qui n'a pu concilier les parties et les a renvoyées devant le Tribunal ; que ledit arrêt déclare prescrite l'action de Léon Jacques par ce motif que l'assignation, qu'il a délivrée à la Société le 22 juin 1903, est postérieure de plus d'un an à la comparution devant le président ; qu'en statuant ainsi il a méconnu le caractère juridique tant de la convocation que de l'ordonnance du président sous l'empire de la loi du 9 avril 1898 et a, par suite, violé l'article susvisé ;

Casse.

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Me **Passez** av.

NOTE. — Il résulte déjà de plusieurs arrêts rendus par la Cour de cassation que lorsque le président, à défaut de conciliation, renvoie les parties devant le tribunal, ce renvoi doit être considéré comme une introduction de l'action en justice. Il a, dès lors, pour effet d'interrompre *définitivement* le cours de la prescription d'un an édictée par l'art. 18 de la loi du 9 avril 1898, et l'action dont la justice est ainsi saisie n'est plus soumise qu'à la péremption de trois ans de l'art. 397 C. proc. civ. : V. Cass. 18 mars 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.460 — D. 1904.1.165) ; 25 novembre 1903 (S. 1906.1.71 — D. 1904.1.169) ; 23 juin 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.159 — D. 1905.1.116) ; 25 juillet 1904 (D. 1905.1.116).

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

13 Juillet 1906.

Présidence de M. Bard.

1° EXPERTISE. — EXPERTISE EN MATIÈRE CRIMINELLE. — ACTION CIVILE.

2° CASSATION. — MATIÈRE CRIMINELLE. — MOYENS. — NULLITÉ NON INVOQUÉE DEVANT LA COUR D'APPEL.

1° *Doit être considérée comme une expertise en matière correctionnelle, non régie par suite par le Code de procédure civile, mais par les art.* 43 *et* 44 *C. inst. crim., l'expertise prescrite par la juridiction correctionnelle appelée à statuer, conformément aux dispositions des art.* 161 *et* 189 *C. inst. crim., à la suite d'une condamnation prononcée pour un délit, sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts formées contre l'auteur reconnu coupable de ce délit.*

Il peut, dès lors, être régulièrement procédé sans qu'il soit justifié de la présence ou de la convocation des parties aux opérations des experts.

2° *Le prévenu en police correctionnelle n'est pas recevable à présenter comme moyen de cassation les nullités commises en première instance et qu'il n'aurait pas opposées devant la Cour d'appel.*

Compagnie générale des Voitures et Delteil c. Henry.

La Compagnie générale des Voitures et son cocher Delteil, se sont pourvus en cassation d'un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 24 mars 1906, qui les avait condamnés en 80.000 francs de dommages-intérêts au

profit de M. Henry, victime d'un accident où il avait perdu la vue.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen du pourvoi pris de la violation des art. 315, 317 C. pr. civ., 43 et 44 C. inst. crim., de la fausse application des art. 1382, 1385, 1384 C. civ. et de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a fait état pour condamner les exposants à des dommages-intérêts envers le défendeur d'une expertise irrégulière à laquelle les exposants n'avaient pas été convoqués, d'où il suit que la condamnation manque de base légale :

Attendu que les expertises en matière correctionnelle sont régies, non par le code de procédure civile, mais par les art. 43 et 44 C. inst. crim. ; qu'aucune disposition de ce code n'exige la présence ou la convocation des parties aux opérations des experts commis par le Tribunal correctionnel ;

Attendu qu'il est vainement prétendu par ce pourvoi que, dans l'espèce, l'expertise avait un caractère purement civil, puisqu'elle a été ordonnée par le Tribunal correctionnel après qu'il avait été statué sur l'action publique et alors qu'il ne s'agissait plus que de déterminer l'importance du préjudice éprouvé par la partie civile ; qu'une expertise prescrite par la juridiction correctionnelle appelée à statuer conformément aux dispositions des art. 161 et 189 C. inst. crim., à la suite d'une condamnation prononcée pour un délit sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts formées contre l'auteur reconnu coupable de ce délit, est une expertise en matière correctionnelle ; qu'il en est ainsi de l'expertise incriminée ; qu'il a pu, dès lors, être régulièrement procédé sans qu'il soit justifié de la présence ou de la convocation des parties aux opérations des experts ;

Attendu, d'ailleurs, que la nullité prétendue aurait été commise en première instance ; qu'aux termes de l'avis du Conseil d'État du 29 avril 1806, le prévenu en police correctionnelle n'est pas recevable à présenter comme moyen de cassation les nullités commises en première instance et qu'il n'aurait pas opposées devant la Cour d'appel ; qu'on ne saurait considérer qu'en se bornant à constater dans les motifs des conclusions dont le dispositif tendait uniquement à la réformation de la décision des premiers juges; que la Compagnie générale des voitures n'avait pas été appelée à l'expertise les demandeurs se soient fait un grief devant la Cour d'appel de la prétendue irrégularité de l'expertise et qu'ainsi la Cour d'appel ait été mise en demeure d'y statuer ;

D'où il suit que le moyen proposé doit être écarté comme étant tout à la fois non recevable et mal fondé;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Boulloche** rapp. ; **Cottignies** av. gén.— Me **Morillot** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Il est de principe admis d'une façon constante par la Cour de cassation que les règles admises en droit civil pour les expertises ne s'appliquent pas aux expertises criminelles, et que notamment il n'est pas nécessaire que les parties soient présentes ou appelées : Cass., 16 février 1855 (D. 55.1.350); 12 mars 1857 (D. 57.1.182) ; 2 janvier 1858 (D. 58.1.47) ; 15 novembre 1894 (S. 95.1.55). *Sic :* Dalloz, Supp. au Rép., v° Expert, n° 185.

Dans l'espèce, le pourvoi, sans méconnaître ce principe, prétendait que le Code de procédure civile devait reprendre son empire en raison de ce que l'action publique était éteinte par la condamnation prononcée et que l'expertise avait pour but unique d'éclairer les juges sur l'objet de l'action civile accessoire à l'action publique, en sorte qu'il ne s'agissait plus en réalité que d'un débat purement civil.

Cette thèse était évidemment inadmissible. Le caractère civil ou criminel d'une expertise ne dépend point de la nature du débat qu'elle a pour but d'éclairer, il ne peut s'attacher qu'à la juridiction qui l'ordonne : l'expertise est-elle ordonnée par le juge civil c'est une expertise en matière civile, encore bien qu'elle tendrait à établir l'existence d'un crime ou d'un délit ; inversement l'expertise est-elle ordonnée par le juge correctionnel, elle a le caractère d'une expertise criminelle, encore bien qu'elle ne tendrait qu'au règlement d'intérêts purement civils. V. cependant *contrà :* Trib. corr. Seine 7 février 1905 (Gaz. Pal. 1905.1, Table, v° Expert, n° 17).

II. — Sur le second point : Le principe résulte de la loi du 29 avril 1806, art. 2 qui n'est pas abrogée et qui se concilie parfaitement avec le Code d'instruction criminelle. La Cour de cassation n'a jamais cessé de l'appliquer. V. Fuzier-Herman, Rép. v° Cassation (mat. crim.), nos 1161 et suiv.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (5e CH.)

15 MARS 1906.

Présidence de M. Masse.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — 1°-2° SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION. — SOCIÉTÉ NON OCCULTE. — FAUSSE QUALIFICATION. — CARACTÈRE VÉRITABLE. — COMMANDITE PAR ACTIONS. — POUVOIR DU JUGE. — 3° FORMALITÉS CONSTITUTIVES. — INOBSERVATION. — NULLITÉ. — PRESCRIPTION DÉCENNALE. — ACTION EN NULLITÉ IRRECEVABLE. — 4° SOCIÉTÉ IRRÉGULIÈRE. — ACQUISITION DE TITRES — DEMANDE EN NULLITÉ POUR VICE CACHÉ, ART. 1641 C. CIV. — OBJET SÉRIEUX. — EXISTENCE RÉELLE. — TITRES NON DÉPRÉCIÉS. — REJET.

1° *Encore bien que les statuts d'une société dont la constitution est contestée la qualifient d'association civile en participation, il appartient au juge, sans avoir égard à la dénomination adoptée, de rechercher le véritable caractère de la Société et d'examiner si sa formation a été accompagnée des formalités prescrites par les lois qui régissent la constitution des sociétés dans la catégorie desquelles elle doit être classée suivant sa portée véritable,*

2° *Le principal caractère de la Société en participation est d'être occulte, d'où il suit que toute société dont les statuts indiquent une raison sociale, un siège social ou central, des apports rétribués par des parts d'intérêts, une durée, des parts transmissibles par voie d'endos ou au porteur, une gérance, des assemblées générales, ne saurait être considérée comme constituant une association en participation, mais présente tous les caractères de la société en commandite par actions,*

3° *Mais si une pareille société doit, en principe, être déclarée nulle en cas d'inobservation des formalités substantielles prescrites par la loi du 24 juillet* 1867, *cette nullité ne saurait être toutefois prononcée lorsqu'il s'est écoulé plus de dix ans entre la date de la constitution de la société et la demande de nullité dont le Tribunal est saisi, la prescription édictée par l'art.* 8 *de la loi de* 1867 *complété par l'art.* 3 *de la loi du* 1er *août* 1893 *se trouvant dès lors acquise;*

4° *Les acquéreurs des titres d'une société irrégulièrement constituée ne sont fondés à invoquer les dispositions de l'art.* 1641 *C. civ. et à demander à leur vendeur la garantie que la loi accorde à l'acheteur à raison des défauts cachés de la chose vendue que tout autant qu'il y aurait eu erreur sur la substance, c'est-à-dire lorsque l'objet principal en vue duquel la société a été établie n'existe qu'en apparence et n'a, en réalité, aucune consistance sérieuse,*

Mais il n'en est pas ainsi lorsque la société bien que mal qualifiée a un objet sérieux et une existence réelle et spécialement, lorsque les demandeurs n'établissent pas que les titres par eux acquis aient, depuis la date de leur acquisition, subi une dépréciation quelconque, la nullité de forme dans la constitution de la société ne pouvant, aux termes de la jurisprudence généralement admise, entraîner la nullité des négociations de cette société régulièrement opérées de bonne foi après sa constitution.

Epoux Weimer c. Pittard et Morris.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, suivant exploit de Trichet, huissier, en date à Paris, du 19 mai 1905, les époux Weimer ont assigné solidairement Pittard et Morris en paiement d'une somme de 5.000 francs, plus 2.000 francs de dommages-intérêts et demandent au Tribunal, en se basant sur l'irrégularité de la constitution de la Société d'organisation du Cercle des Capucins, dont ils sont actionnaires, de prononcer la nullité de ladite société ;

Attendu qu'ils soutiennent n'avoir acquis de Pittard, à la date du 24 juillet 1904, vingt actions de la Société dont s'agit, moyennant le prix de 5.000 francs, qu'en suite des manœuvres dolosives et que l'association étant nulle comme constituée contrairement aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867, ils sont en droit d'en poursuivre l'annulation;

Attendu que Pittard et Morris assignés, le premier en qualité de vendeur de titres litigieux, le second en qualité de gérant de la Société du Cercle des Capucins, opposent aux demandes dirigées contre eux que les époux Weimer n'ont acheté les actions qu'en pleine connaissance de cause, chacun des titres portant mention complète des statuts de l'association ; qu'ils se sont sciemment rendus acquéreurs de parts d'intérêts et non d'actions d'une société anonyme ; que, d'ailleurs, l'association fût-elle déclarée nulle comme constituant, non une société en participation, mais une société par actions créée contrairement aux dispositions édictées par les lois des 24 juillet 1867 et 1er août 1893, la prescription décennale serait acquise et qu'en conséquence, à quelque point de vue que l'on se place, l'action dirigée contre eux doit être déclarée irrecevable et mal fondée;

Attendu, tout d'abord, en ce qui touche les manœuvres dolosives alléguées par les demandeurs, qu'ils n'apportent à l'appui de cette prétention aucune justification ; qu'ils n'offrent même pas d'en faire la preuve ; qu'il appert au contraire de l'ensemble des documents versées aux débats qu'ils n'ont acquis les titres de la Société du Cercle des Capucins qu'en vue de l'intérêt important qu'ils rapportent aux souscripteurs,sans que Pittard, par l'intermédiaire duquel ils les ont acquis, ait usé envers eux de manœuvres frauduleuses dans le but de placer entre leurs mains les titres dont s'agit;

Attendu, en ce qui touche la nullité de la société, que ces titres qualifiés de titres ou parts d'intérêts au porteur de l'association civile en participation pour l'organisation matérielle du Cercle des Capucins, donnant droit à six mille sept cent trente-troisièmes de l'actif et des avantages de l'association en participation établie suivant acte sous seings privés du 11 mai 1894, dont les statuts figurent au verso, constituent en réalité des actions au porteur à dividendes semestriels, les intérêts étant touchés aux dates des 15 mars et 15 septembre de chaque année;

Attendu qu'il appert de l'examen des statuts que l'association, crée dans le but d'acquérir et de mettre à la disposition du Cercle des Capucins, à titre de location ou autrement, tout ou partie des objets nécessaires à son organisation matérielle et de passer en conséquence toutes transactions et contrats relatifs à ces objets, ne présente pas les caractères d'une association civile en participation, mais bien celle d'une société en commandite par actions;

Attendu, en effet, que le principal caractère de la société en participation est d'être occulte; qu'il suit de là que toute société, dont les statuts indiquent une raison sociale, un siège social ou central, des apports rétribués par des parts d'intérêts, une durée, des parts transmissibles par voie d'endos ou au porteur, une gérance, ne saurait être considérée comme constituant une association en participation, mais présente tous les caractères de la société en commandite par actions;

Attendu que telle est bien la nature de la Société du Cercle des Capucins, bien que la dénomination adoptée la qualifie d'association civile en participation;

Attendu qu'il appartient au juge de rechercher le véritable caractère de la société dont la constitution est contestée et de rechercher si sa formation a été accompagnée des formalités prescrites par les lois qui régissent la constitution des sociétés, dans la catégorie desquelles elle doit être classée suivant sa portée véritable;

Attendu que l'examen des statuts indique suffisamment que l'association civile du Cercle des Capucins rentre dans la catégorie des associations qui ne sauraient être considérées comme constituant des participations; qu'elle présente au contraire, par la constitution de son capital social, de ses paiements d'intérêts, de son administration, de sa gérance, de ses assemblées générales, tous les caractères de la société par actions; que, comme telle,elle ne pouvait être constituée que conformément aux dispositions des lois du 24 juillet 1867 et 1er août 1893 précitées; qu'elle doit être soumise aux prescriptions qui régissent les sociétés par actions et dont il appartient aux tribunaux compétents de leur appliquer les règles;

Attendu qu'aux termes de l'art. 8 de la loi du 24 juillet 1867, complété par l'art. 3 de la loi du 1er août 1893, les actions en nullité contre les actes constitutifs de sociétés irrégulièrement constituées se prescrivent par dix ans, à dater de la promulgation de la loi précitée ;

Attendu que la Société du Cercle des Capucins a été constituée suivant acte sous seings privés, en date du 11 mai 1894; que les époux Weimer n'ont introduit leur action que suivant exploit, en date du 19 mai 1905; qu'il s'est donc écoulé plus de dix ans entre la date de la constitution de la société et la demande dont le Tribunal est saisi; qu'il suit de là que la prescription est acquise et que les demandeurs doivent être, aux termes mêmes de la loi par eux invoquée à l'appui de leur demande, déclarés non recevables en icelle;

Attendu, d'ailleurs, qu'ils ne sont pas mieux fondés à invoquer à l'appui de leur prétention les dispositions de l'art. 1641 C. civ. et à demander à leur vendeur la garantie que la loi accorde à l'acheteur, à raison des défauts cachés de la chose vendue;

Attendu, en effet, que cette action ne saurait être ouverte au profit de l'acheteur de titres d'une société irrégulièrement constituée qu'autant qu'il y a eu erreur sur la substance, soit lorsque l'objet principal en vue duquel la société a été établie n'existe qu'en apparence et n'a, en réalité, aucune consistance sérieuse;

Attendu qu'il n'en est pas ainsi en l'espèce; que l'objet pour lequel l'association créée sous le titre erroné d'association civile pour l'organisation matérielle du Cercle des Capucins est un objet sérieux ; que la société, bien que mal qualifiée, a une existence réelle et que sa création a eu pour objet d'assurer le recouvrement des avances consenties à l'Administration du Cercle, au moment de sa réorganisation, de son installation matérielle et de ses aménagements ;

Attendu, d'ailleurs, que les demandeurs n'établissent pas que les titres qu'ils ont acquis de Pittard aient, depuis la date de leur acquisition, subi une dépréciation quelconque; qu'il n'appert d'aucun des documents versés aux débats qu'ils les aient acquis à un prix supérieur à la valeur réelle; qu'ainsi leur intérêt actuel à poursuivre les défendeurs n'apparaît pas justifié, la nullité de forme dans la constitution de la société ne pouvant, aux termes de la jurisprudence généralement admise, entraîner la nullité des négociations des actions de cette société régulièrement opérées de bone foi après sa constitution; qu'ainsi, à quelque point de vue que l'on se place, ils doivent être déclarés non-recevables et mal fondés en leur action;

Par ces motifs,

Déclare les époux Weimer non recevables et mal fondés en toutes leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute, et les condamne en tous les dépens.

M. **Guépet** subst. pr. Rép. — M^es **Grouard**; Henri **Thiéblin** et **Dreyfous** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : V. en ce sens : Cass. 10 août 1859 (S. 60.1.29) ; 13 avril 1886 (S. 87.1.181 — D. 86.1.185) ; 9 février 1887 (S. 88.1.177 — D. 87.1.439) ; 23 décembre 1895 (S. 96.1.533) ; Bordeaux 6 février 1849 (S 49.2.435 — D. 51.2.229) ; Nancy 25 avril 1853 (S. 55.2.535 — D. 55.2.349) ; Bordeaux 17 novembre 1897 (Rec. Bordeaux 98.1.103) et *a contrario :* Bordeaux 30 janvier 1883 (Gaz. Pal. 83.2.452, 2^e part.). *Sic :* Lyon-Caen et Renault, t. II, n^os 149 et 164 ; Pont, t. II, n^os 1339-1340 ; Thaller, n° 248 ; Houpin, t. I, n° 174 ; Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Sociétés commerc., n^os 1039 et suiv.

En tout cas, la question de savoir si une association constitue en réalité une participation ou s'il ne convient pas, au contraire, de lui reconnaître le caractère d'une autre forme de société commerciale, est une question de fait sur laquelle les juges du fond se prononcent souverainement sans que leur décision sur ce point relève du contrôle de la Cour de cassation : *Sic :* Cass. 16 décembre 1836 (S. 37.1.650) ; 8 janvier 1840 (S. 40.1.19) ; 8 mai 1867 (S. 67.1.313 — D. 67.1.226) ; 21 mars 1876 (S. 79.1.454 — D. 76.1.198) ; 8 juillet 1879 (S. 81.1.317) ; 26 août 1879 (S. 79.1.454 — D. 80.1.101) ; 20 juin 1881 (S. 84.1.30 — D. 83.1.262). *Contrà :* Alauzet, t. I, n° 415 ; Pont, t. II, n^os 1337 et 1778 ; Ruben de Couder, n° 49 ; Vavasseur, t. I, n° 316 ; Poulle, n^os 49 à 53 ; Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1054 ; Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Société en particip., n° 95.

II. — Sur le second point : Il est aujourd'hui admis par la majorité des auteurs et des arrêts que le trait distinctif de l'association en participation est d'être une société occulte, ce qui exclut nécessairement l'idée de toute personnalité morale, en même temps que la raison sociale, le domicile et le patrimoine distincts du domicile et du patrimoine des associés. V. en ce sens : Cass. 5 juillet 1825 (S. et P. chr.) ; 7 octobre 1836 (S. 37.1.650) ; 4 décembre 1860 (S. 61.1.75 — D. 60.1.267) ; 13 avril 1864 (S. 64.1.173 — D. 64.1.305) ; 8 juillet 1879 (S. 81.1.377) ; Rennes 28 janvier 1856 (S. 57.2.10 — D. 56.2.182) ; Paris 7 février 1863 (Journ. trib. com. 63.439) ; Douai 13 juillet 1877 (S. 77.2.199) ; Paris 9 janvier 1884 (Journ. trib. com. 84.641) ; Nancy 13 juillet 1886 (Rev. des Soc. 86.502) ; Poitiers 22 décembre 1887 (S. 88.2.1) ; Alger 21 juin 1892 (Rev. Alger 92.431) ; Douai 15 juillet 1892 (Gaz. Pal. 92.2.508) ; Alger 26 juin 1894 (Rev. Alger 94.404) ; Paris 24 décembre 1898 (Rev. Soc. 99, 300) ; 8 janvier 1900 (D. 1902.2.105 — Pand. franç. 1902.2.106) ; 27 juin 1905 (Rev. Soc. 1906.1.101) ; Lyon 23 décembre 1904 (Journ. des Soc. 1905, 495) ; Trib. com. le Havre 17 janvier 1900 (Rec. du Havre 1900.1.49 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Sociétés commerc., n° 256) ; Trib. civ. Toulouse 30 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.513) ; Trib. com. Marseille 3 juillet 1905 (Rec. Marseille 1905.1.329 — Gaz. Pal. 1905.2, Table, v° Sociétés commerciales, n° 9) ; Trib. com. Lyon 9 février 1905 (Journ. des Soc. 1905, 505). Comp. en ce qui concerne la société fondée pour l'exploitation d'un cercle : Trib. com. Seine 12 mai 1886 (Gaz. Pal. T. Q. 1882-87, v° Sociétés commerc., n° 593). *Adde :* Alauzet, t. I, n° 407, p. 550 ; Delamarre et Lepoitevin, t. III, n^os 30 et 32 ; Bédarride, t. II, n° 431^e; Boistel, n° 366 ; Rousseau, t. II, n^os 178 et suiv. ; Vavasseur, t. II, n^os 315 et 315 *bis ;* Dutruc, v° Société, n° 414 ; Ruben de Couder, v° Société en participation, n^os 5, 29 et suiv. ; Deloison, t. II, n^os 552 à 555 ; Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1053 ; Poulle, Traité théorique et pratique des assoc. commerc. en particip., n° 54 ; Thaller, n° 374 ; Houpin, t. II, n° 245 ; Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. franç., v° Société en particip., n^os 52 et suiv.

III. — Sur le troisième point : Du moment que le Tribunal admettait que la société dont la constitution était contestée avait, à tort, été qualifiée d'association en participation, et lui restituait son caractère véritable de société en commandite par actions, il allait de soi qu'il lui fît application des dispositions de la loi de 1867 modifiées par l'art. 3 de la loi du 1^er août 1893, relativement aux actions en nullité qui peuvent être dirigées contre les sociétés de cette nature et spécialement en ce qui concerne la prescription.

IV. — Sur le quatrième point : Il est généralement admis, tant en doctrine qu'en jurisprudence, que la négociation d'actions d'une société dont la nullité a été ulté-

rieurement prononcée est en principe valable. V. en ce sens : Cass. 3 juin 1885 (Gaz. Pal. 85.1.819 — S. 85.1.259 et les conclusions de M. l'avocat général Desjardins — D. 86.1.25) ; 29 juin 1885 (Gaz. Pal. 85.2.397) ; 30 juin 1885 (France jud. 1885.4.38) ; Cass. 9 novembre 1892 (S. 93.1. 361 — D. 93.1.73) ; Paris 31 juillet 1852 (S. 52.2.690 — D. 55. 5.67) ; Lyon 22 janvier 1884 (Gaz. Pal. 84.2, suppl. 39) ; 22 janvier 1884 (S. 84.2.49 — D. 84.2.153) ; 8 mai 1884 (S. 84.2. 107 — D. 84.2.299) ; Lyon 31 juillet 1885 (Monit. jud. Lyon 17 novembre 1885 — Gaz. Pal. T. Q. 1882-87, v° Sociétés commerc., n° 612) ; Paris 8 avril 1887 (S. 91.1.321, sous Cass. 23 décembre 1889 — D. 88.2.106) ; Orléans 24 juillet 1890 (Gaz. Pal. 90.2.360 — S. 92.2.154 — D. 91.2.337) ; Trib. com. Saint-Etienne 25 juillet 1882 (Gaz. Pal. 83.2.149, 2e part.) ; Trib. com. Lyon 22 août 1882 (Gaz. Pal. 83.1.18). *Sic :* Lyon-Caen, note sous Lyon 23 janvier 1884 (S. 84.2. 49) ; Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 787 ; Pont, t. II, n° 902; Rousseau, t. I, n° 1981 ; Sarrut, note sous Lyon 23 janvier 1884 (D. 84.2.153) ; Ruben de Couder, Suppl., v° Société anon., n° 88 ; Vavasseur, t. I, n° 475 ; Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. franç., v° Sociétés commerc., n° 3863. *Contrà* cependant : Trib. com. Seine 15 mai 1882 (Gaz. Pal. 82.2.73) ; Trib. com. Annecy 10 août 1882 (Gaz. Pal. 83.2.105, 2e part.) ; Trib. com. Annecy 10 août 1882 (Gaz. Pal. 83.2.105, 2e part.) ; Trib. civ. Lyon 5 janvier 1884, en sous-note sous Lyon 23 janvier 1884 (S. 84.2.49) ; 31 janvier 1885 (Gaz. Pal. 85.1.387). Comp. Paris 2 mars 1883 (Gaz. Pal. 83.1.400).

308-309

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

23 Octobre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

DOT. — INALIÉNABILITÉ. — REMPLOI. — AGENT DE CHANGE. — RESPONSABILITÉ. — REFUS DE QUITTANCE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — ABSENCE DE FAUTE.

Bien qu'un agent de change ait refusé à tort de se dessaisir des fonds provenant de la vente de titres frappés de dotalité, sous le prétexte erroné que la quittance du notaire chargé de l'acquisition d'immeubles en vue d'un remploi était insuffisante pour couvrir sa responsabilité, il n'y a pas lieu de le condamner à des dommages-intérêts pour le préjudice causé, s'il est reconnu que la complexité des clauses du contrat de mariage pouvait faire naître dans son esprit de sérieuses préoccupations sur la portée de ces clauses et que sa résistance à accepter la formule de la quittance qui lui était présentée ne provenait point d'une obstination sans excuse, en sorte que sa bonne foi n'était pas douteuse.

Charassier c. Faydit.

M. Charassier s'est pourvu en cassation d'un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 15 juin 1903, rendu au profit de M. Faydit, agent de change.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que, s'il est constaté par l'arrêt attaqué que Faydit ayant, en sa qualité d'agent de change, vendu des titres frappés de dotalité au profit de la dame Charassier, a refusé de se dessaisir des fonds dont il était détenteur, par le motif que la quittance du notaire Moteley, chargé de l'acquisition d'immeubles en vue d'un remploi, était insuffisante pour couvrir sa responsabilité, alors cependant que, d'après le même arrêt, « ladite quittance était de nature à assurer à Faydit une protection suffisante contre tout recours ultérieur », la Cour de Bordeaux déclare « que la complexité des clauses du contrat de mariage des époux Charassier pouvait faire naître dans l'esprit de l'agent de change de sérieuses préoccupations sur la portée de ces clauses ; que sa résistance à accepter la formule de la quittance qui lui était présentée ne provenait point d'une obstination sans excuse, et que sa bonne foi n'est pas douteuse ; qu'en l'état de ces constatations, les juges du fond ont pu, sans violer aucun des textes visés par le pourvoi, décider que Faydit n'avait commis aucune faute engageant sa responsabilité ;

Rejette...

MM. **Fauconneau-Dufresne** rapp. ; **Mérillon** av. gén. (c. conf.). — Mes **Mornard** et **de Ramel** av.

NOTE. — On ne peut qualifier faute qu'un acte illicite et non l'acte accompli par une personne dans la limite de ses droits et de son intérêt, encore qu'il ait été préjudiciable à un tiers : Cass. 13 avril 1886 (D. 86.1.426).

L'erreur ne saurait être ainsi confondue avec la faute. Il est notamment de jurisprudence constante que le plaideur qui perd son procès et qui est conséquemment réputé avoir commis une erreur et émis des prétentions injustifiées ne peut être condamné à des dommages-intérêts que s'il est établi qu'il a été de mauvaise foi ou qu'il a commis une erreur grossière équipollente au dol : Cass. 11 juin 1890 (Gaz. Pal. 90.2.97— D. 90.1.321) ; 22 avril 1890 (Gaz. Pal. 90.1.736 — D. 90.1.466) ; 16 mars 1892 (D. 92.1.224).

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

13 Septembre 1906.

Présidence de M. Laurent-Atthalin.

ESCROQUERIE. — MANŒUVRES FRAUDULEUSES. — ABUS DE LA NAÏVETÉ. — MOTIF INSUFFISANT.

La seule énumération d'un abus de la naïveté et de la crédulité d'un tiers ne suffit pas pour caractériser les manœuvres frauduleuses constitutives du délit d'escroquerie : le juge doit s'expliquer sur les procédés qui ont pu être mis en œuvre pour tromper la victime du délit.

Meziane Toubami ben Moktar.

Le sieur Meziane Toubami ben Moktar s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal correctionnel de Tlemcen du 31 juillet 1906 qui, statuant comme Tribunal répressif indigène, l'avait condamné à six mois d'emprisonnement pour escroquerie.

Arrêt :

La Cour,

Sur le pourvoi de Meziane Toubami ben Moktar, en cassation d'un jugement rendu, le 8 août 1906, par le Tribunal correctionnel de Tlemcen, qui l'a condamné à six mois d'emprisonnement ;

Vu les art. 405 C. pén. et 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu que pour déclarer Meziane Toubami ben Moktar coupable d'escroquerie, le jugement attaqué se borne à énoncer que le prévenu, abusant de la naïveté et de la crédulité du plaignant, Israël Charbit, s'est fait remettre un billet de banque de 500 francs pour le changer en un billet de banque de mille francs ; qu'il s'est ainsi, en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un pouvoir imaginaire et faire naître l'espérance d'un événement chimérique, fait remettre un billet de 500 francs et a, par ce moyen, escroqué partie de la fortune d'autrui ;

Mais attendu que cette seule énonciation d'un abus de la naïveté et de la crédulité d'un tiers ne suffit pas pour caractériser les manœuvres frauduleuses constitutives du délit d'escroquerie ; que le jugement ne s'explique pas sur les procédés qui ont pu être mis en œuvre pour tromper le plaignant ; qu'en l'absence de précisions sur ce point, la Cour de cassation est mise dans l'impossibilité d'exercer son contrôle et de vérifier s'il a été fait une exacte application de la loi ;

D'où il suit qu'il y a eu violation des articles de loi susvisés ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. **La Borde** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — Les manœuvres frauduleuses, élément nécessaire du délit d'escroquerie, sont les moyens employés pour surprendre la confiance d'un tiers. Ce que la loi veut punir, c'est un fait extérieur, une combinaison, une machination préparée à l'avance, en un mot, une mise en scène qui a pour but de donner crédit au mensonge et qui est destinée à tromper.

Selon M. Garraud, « cette nécessité d'une mise en scène n'est pas la formule d'une législation empirique, mais l'essence même de l'escroquerie. Elle complète en effet l'élément subjectif du délit, parce qu'elle est le signe d'une plus grande astuce et d'une plus grande habileté du coupable. Elle complète aussi l'élément objectif de ce délit, parce que les apparences extérieures préparées dans le but de donner crédit au mensonge rendent plus excusable la crédulité de la victime à laquelle on ne peut reprocher d'avoir cédé à l'affirmation du premier venu ». Garraud, t. V, p. 244 ; Pandectes franç., Rép., v° Escroquerie, n^os 108 et suiv.

C'est par application de ce principe que la jurisprudence décide, d'une manière constante, que les mensonges, les paroles artificieuses, isolées de toute autre circonstance, n'ont pas le caractère de manœuvres. V. notamment : Cass. 1er février 1894 (D. 97.1.393) ; 4 février 1898 (S. 98.1.536 — D. 99.1.594) ; 14 mai 1897 (S. 98.1.152 — D. 98.1.61) ; 9 novembre 1901 (Gaz. Pal. 1902.2.347) ; 5 septembre 1901 (D. 1903.1.103) ; 17 juin 1904 (Pand. franç. 1905.1.326) ; 5 mai 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.746). Si donc, ces simples mensonges, même réitérés, ont suffi pour abuser la naïveté ou la crédulité du tiers, il n'y a pas escroquerie ; il n'y a qu'un dol civil.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

6 Aout 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

NOTAIRES. — DISCIPLINE. — 1° DÉCISION. — VOIES DE RECOURS. — CENSURE SIMPLE. — DÉFAUT. — OPPOSITION. — DÉLAI. — 2° ET 3° RÉCUSATION. — SYNDIC. — PRÉSIDENT. — NOMBRE INSUFFISANT.

1° *La censure simple prononcée par la décision d'une Chambre de discipline consiste uniquement dans le blâme infligé par la Chambre et mentionné sur le registre des délibérations, et elle ne peut faire l'objet d'aucune exécution directe contre le notaire : dès lors, lorsque la censure simple a été prononcée par défaut, le délai de l'opposition doit être fixé suivant la règle fixée par l'art.* 157 *C. pr. civ. dans la mesure compatible avec le mode de procéder devant les Chambres de discipline qui ne comporte pas le ministère des avoués ; d'où il suit que l'opposition n'est recevable que pendant huitaine à compter du jour de la signification au notaire poursuivi.*

2° *Le syndic, en sa qualité de partie principale poursuivante, ne peut jamais être récusé.*

3° *Lorsque, par l'effet de l'abstention obligatoire du président qui est l'objet d'une demande de récusation, le nombre des membres présents lors de la délibération sur la récusation s'est trouvé réduit à cinq, parmi lesquels figurait le syndic, la décision est nulle, soit que le syndic ait pris part à la délibération, car il y a violation de l'art.* 10 *de l'ordonnance du* 4 *janvier* 1843 *dont la disposition interdisant au syndic de prendre part à la délibération s'applique au jugement des demandes de récusation, lesquelles ne sont que des incidents de l'instance disciplinaire, soit que le syndic se soit abstenu, car alors le nombre des votants aurait été inférieur au minimum exigé par l'art.* 5 *de ladite ordonnance.*

Me T... c. Chambre de discipline des notaires de B...

Me T... s'est pourvu en cassation contre une décision de la Chambre de discipline de B... du 26 avril 1904 qui avait prononcé par défaut contre lui la peine de la censure simple. Il a invoqué à l'appui de son pourvoi notamment les deuxième et troisième moyens suivants :

« Violation des art. 5 et 15 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 ainsi que des règles contenues dans le titre 21, livre 2e, 1re partie, C. proc. civ., en ce que les délibérations de la Chambre de discipline des notaires de l'arrondissement de B..., rejetant les récusations proposées par l'exposant, ont été prises par cinq membres au nombre desquels figurait un des membres récusés »

« Violation des art. 5 et 10 de l'ordonnance du 4 janvier 1843, en ce que la délibération qui a rejeté la récusation formée contre le président a été rendue par cinq membres dont le syndic. »

La Chambre a opposé une fin de non-recevoir tirée de l'irrecevabilité du pourvoi.

Arrêt :

La Cour,

Sur la fin de non-recevoir opposée au pourvoi :

Attendu que le défendeur prétend qu'il n'aurait pas été donné lecture au notaire T... de la délibération de la Chambre, qui a prononcé, par défaut, contre lui, la peine de la censure simple ; qu'ainsi cette décision, n'ayant pas été exécutée, serait encore susceptible d'opposition, en vertu de l'art. 158 C. pr. civ., et que, dès lors, n'étant pas définitive, elle ne pourrait pas être attaquée par la voie du recours en cassation ;

Mais attendu que la censure simple prononcée par la décision même consiste uniquement dans le blâme infligé par la Chambre et mentionné sur le registre des délibérations, et qu'elle ne peut faire l'objet d'aucune exécution directe contre le notaire ; que, par ce motif, et à raison de l'impossibilité d'appliquer l'art. 158 C. proc. civ., il y a lieu de fixer le délai de l'opposition, suivant la règle prescrite par l'art. 157 du même Code, dans la mesure compatible avec le mode de procéder devant les Chambres de discipline, qui ne comporte pas le ministère des avoués ; d'où il suit que l'opposition n'est recevable que pendant huitaine à compter du jour de la signification au notaire poursuivi ;

Or, attendu qu'il appert d'un acte d'huissier, régulièrement produit, que la décision attaquée a été signifiée à T... le 2 mai 1904, et que la requête en pourvoi a été déposée au greffe de la Cour de cassation le 19 du même mois, après l'expiration des délais d'opposition ;

Rejette la fin de non-recevoir;

Sur les deuxième et troisième moyens du pourvoi réunis :

Vu les art. 5 et 10 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 ;

Attendu qu'il résulte des qualités de la décision attaquée que, par des conclusions en date des 20 et 26 avril 1904, le notaire T... a déclaré récuser le syndic et le président de la Chambre de discipline ; qu'à la séance du 26 avril, au cours de laquelle cette double demande a été examinée, six membres de la Chambre étaient présents ; qu'il a été statué par deux délibérations successives, d'abord sur la récusation du syndic, hors la présence de celui-ci, puis sur la récusation du président qui s'était retiré ;

Attendu que le syndic, en sa qualité de partie principale poursuivante, ne peut jamais être récusé ; qu'il est, par suite, sans intérêt de rechercher si la délibération qui a rejeté la demande à son égard a été ou non régulièrement prise ;

Mais en ce qui concerne le président :

Attendu que, par l'effet de l'abstention obligatoire de ce dernier, le nombre des membres présents, lors de la délibération sur la récusation dont il était l'objet, s'est trouvé réduit à cinq, parmi lesquels figurait le syndic ;

Or, attendu, d'une part, qu'aux termes de l'art. 5 précité, les chambres de discipline des notaires, composées de moins de neuf membres, ne peuvent délibérer valablement qu'autant que cinq au moins sont présents et votants ;

Attendu, d'autre part, que l'art. 10 ne permet pas au syndic de prendre part à la délibération, lorsqu'il s'agit d'affaires où il est partie poursuivante ; que cette prohibition s'applique au jugement des demandes de récusation, lesquelles ne sont que des incidents de l'instance disciplinaire, et que le syndic, qui exerce l'action, ne saurait être admis à influer par son vote sur le choix des juges appelés à en connaître ;

Attendu que la décision attaquée a omis d'indiquer si le syndic avait pris part au vote sur la récusation du président ou s'il s'était abstenu ;

Attendu que, dans le premier cas, la décision aurait été rendue, en violation de l'art. 10 précité, et dans le second, le nombre des votants aurait été inférieur au minimum exigé par l'art. 5 ; qu'ainsi, et en toutes hypothèses, la délibération relative à la demande de récusation du président est entachée d'une nullité substantielle, qui doit entraîner, par voie de conséquence, l'annulation de la décision sur le fond ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi ;

Casse...

MM. **Falcimaigne** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Legendre** et **Bonnet** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : V. en ce sens : Dalloz, Rép., v° Notaire, n° 828 et Supp. au Rép., *cod. verb.* n° 374.

II. — Sur le second point : C'est l'application du principe général en vertu duquel la récusation ne peut viser que les juges. Il a été ainsi souvent jugé que le ministère public (partie poursuivante) ne peut être récusé. V. notamment : Cass. 22 juin 1901 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Récusation, n° 3 — Pand. franç. 1902.56).

III. — Sur le troisième point : L'art. 5 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 est formel : les chambres composées de 7 membres ne peuvent délibérer valablement qu'autant que les membres présents et votants sont au nombre de cinq. Si ce nombre n'est pas atteint, la Chambre doit se compléter par la voie du tirage au sort : Cass. 22 novembre 1882 (S. 83.1.343 — D. 83.1.270). *Sic:* Dalloz, Supp. au Rép., v° Notaire, n° 284.

D'autre part, en matière disciplinaire comme en toute autre, les juges contre lesquels une récusation a été dirigée ne peuvent participer à la décision rendue sur cette récusation : Cass. 28 avril 1885 (Gaz. Pal. 85.1.699 — S. 86.1.76 — D. 85.1.463) ; 28 avril 1891 (Gaz. Pal. 91.1.683 — D. 91.1.409).

Enfin, dans les affaires où le syndic est partie poursuivante, il ne peut prendre part aux délibérations (art. 10 de l'ordonnance du 4 janvier 1843). Le vote du syndic entache la délibération d'une nullité d'ordre public : Cass. 23 décembre 1874 (D.75.1.64) ; 10 janvier 1888 (Gaz. Pal. 88.1.186 — D. 88.1.51) : 1er avril 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.523 — D. 1903.1.248).

TRIBUNAL CIVIL DE ROCROY

28 Juin 1905.

Présidence de M. Gruselle.

VOIRIE. — CHEMIN D'EXPLOITATION. — 1° FONDS NON RIVERAIN. — ENCLAVE. — PRÉSOMPTION DE COPROPRIÉTÉ ET DE CO-USAGE (LOI DU 20 AOUT 1881). — INAPPLICABILITÉ. — 2° FONDS RÉUNI A UN FONDS RIVERAIN. — COPROPRIÉTÉ NON PRÉSUMÉE. — 3° PROPRIÉTAIRE TERMINUS. — DROIT D'INVOQUER LA LOI DE 1881. — 4° PROPRIÉTAIRE RIVERAIN. — ABSENCE DE TITRE. — PRÉSOMPTION.

1° *Aux termes de l'art.* 33 *de la loi du* 20 *août* 1881, *les chemins et sentiers d'exploitation sont, en l'absence de titres, présumés appartenir aux propriétaires ri-*

verains chacun en droit soi, mais l'usage en est commun à tous les intéressés.

Seuls, les propriétaires des fonds riverains ont droit à l'usage desdits chemins, lesquels sont présumés avoir été formés au moyen de l'abandon par chacun des propriétaires auxquels ils profitent de la portion nécessaire à leur établissement.

Par suite, le propriétaire d'un fonds non riverain d'un chemin d'exploitation ne saurait prétendre à l'usage de ce chemin dans les conditions de la loi du 20 août 1880 ;*il peut seulement, si son fonds est enclavé, réclamer un droit de passage, le cas échéant, conformément aux art. 682 et suiv. C. civ.*

2° *S'agissant d'un chemin d'exploitation, un communiste ne peut, sans dépasser les bornes primitivement arrêtées par la convention, étendre l'usage du chemin à tout autre corps de terre qu'il lui plairait d'ajouter plus tard à l'héritage riverain.*

Par suite, le propriétaire d'une parcelle bordée par un chemin d'exploitation n'a aucun droit de copropriété sur celui-ci pour la desserte d'une autre parcelle portant un numéro distinct au cadastre et réunie à la précédente.

3° *La présomption de copropriété d'un chemin d'exploitation peut être utilement réclamée par le propriétaire terminus, c'est-à-dire par celui à l'héritage duquel aboutit et s'arrête le chemin.*

4° *Les riverains des chemins d'exploitation peuvent tous user de ces chemins sans avoir à rapporter un titre de propriété ou la justification par écrit d'un droit à l'usage de ceux-ci.*

Lebas c. Frauquet.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Lebas est propriétaire à Sévigny-la-Forêt de deux parcelles de prés sises : 1° Lieudit « Le pré Labruyère », n° 416 p. et 267 du plan cadastral ; 2° lieudit « Marais du Violon », n° 262 du même plan ; qu'il soutient que pour l'exploitation de ces deux parcelles, il a toujours utilisé un chemin de desserte ou de contrée aboutissant dans le bas de la Grande rue, en face de la ferme qu'il habite ; qu'en février 1905, Frauquet-Sommé, propriétaire d'un pré, situé même terroir, lieudit « La Bruyère », n^{os} 424, 427 et 430 du plan cadastral, traversé par ledit chemin de desserte, intercepta complètement la liberté du chemin en établissant de chaque côté de sa propriété des barrières;

Attendu que Frauquet conteste l'existence d'un chemin de contrée sur sa propriété; qu'en tout cas, ce chemin ne serait pas riverain de la parcelle n° 262; qu'en conséquence, cette propriété n'aurait aucun droit sur le soi-disant chemin;

Attendu que, subsidiairement, Lebas demande à rapporter la preuve par toutes les voies de droit et notamment par témoins; 1° que de temps immémorial il existait un chemin d'exploitation partant du bas de la Grande-rue, en face de la propriété du sieur Lebas Alexandre, traversant les contrées, dites : Le pré Lagneau, Le pré Labruyère, Les prés au Levant de la Grande-rue et aboutissant dans les prés sis lieu dit : le derrière de l'Eglise, pour l'utilité des habitants du bas de la Grande-rue ; 2° que de tout temps, il a utilisé le chemin d'exploitation pour la desserte de ses propriétés;

Attendu que les chemins et sentiers d'exploitation sont, en l'absence de titres, présumés appartenir aux propriétaires riverains, chacun au droit de soi, mais que l'usage en est commun à tous les intéressés (article 33, loi du 20 août 1881) ;

Attendu que, seuls, les propriétaires des fonds riverains des chemins d'exploitation ont le droit à l'usage commun de ces chemins qui sont présumés avoir été formés au moyen de l'abandon par chacun des propriétaires auxquels ils profitent de la portion nécessaire à leur établissement;

Attendu qu'un communiste ne peut, sans dépasser les bornes primitivement arrêtées par la convention, étendre l'usage du chemin à tout autre corps de terre qu'il lui plairait d'ajouter plus tard à l'héritage riverain;

Attendu qu'il est admis en jurisprudence, que la présomption de copropriété du chemin d'exploitation peut être utilement réclamée par le propriétaire terminus, soit le dernier, à la propriété duquel aboutit et s'arrête le chemin (Cass. 14 avril 1891);

Attendu qu'il est également admis, « que les riverains peuvent tous user de ces chemins, sans avoir à rapporter un titre de propriété ou la justification par écrit d'un droit à l'usage de ces chemins. »

Attendu, enfin, que les chemins d'exploitation étant une propriété privée, ne peuvent être supprimés que du consentement des propriétaires des fonds desservis; que leur non-usage par l'un des co-intéressés, pendant trente ans, ne suffit pas pour lui faire perdre le droit d'y passer, l'art. 706 C. civ., n'étant applicable qu'aux servitudes, et non au droit de propriété ou de co-propriété; qu'il n'en serait autrement que si quelqu'un avait acquis exclusivement la propriété de ce chemin par une possession continue pendant un temps suffisant et dans les conditions requises pour prescrire cette propriété;

Faisant application de ce principe en l'espèce;

En ce qui concerne la parcelle 262 (Marais du Violon);

Attendu qu'elle n'est pas riveraine du chemin de desserte revendiqué ; qu'étant enclavée, Lebas jouit d'un droit de passage sur les parcelles 261, 422, 427, 430),ces deux dernières appartenant à Frauquet;

Attendu que les deux parties sont tombées d'accord sur ce point, mais que Lebas prétend que l'exercice de son droit de passage a été rendu plus difficile par suite de l'établissement de clôtures;

Attendu qu'il importe de remarquer que les clôtures dont s'agit sont mobiles; qu'il y a lieu de concilier les droits du propriétaire dominant avec le respect de la liberté du fonds servant;

Attendu que Lebas pourra toujours facilement enlever les perches pour passer; qu'aucune atteinte n'est en conséquence portée à l'exercice de ses droits;

Attendu que l'art. 685 C. civ. n'est relatif qu'à l'assiette du passage en cas d'enclave et reste étranger à son exercice;

Attendu que les faits articulés par Lebas sont dès lors inopérants;

En ce qui concerne la parcelle 267;

Attendu que, portant un numéro distinct, il est vraisemblable qu'elle a été réunie à la parcelle 416 au travers de laquelle passerait le chemin d'exploitation;

Attendu que, pour sa desserte, le propriétaire n'a aucun droit de copropriété sur le soi-disant chemin;

En ce qui concerne la parcelle 416 p.;

Attendu que Lebas soutient qu'elle est traversée par le chemin d'exploitation ou en est tout au moins le point

terminus; que les faits articulés au sujet de l'existence dudit chemin sont pertinents et admissibles;

Par ces motifs,

Dit que pour l'exploitation de sa parcelle n° 262, Lebas n'a aucun droit de copropriété sur le chemin d'exploitation revendiqué; mais une servitude de passage en raison de son enclave, servitude qu'une clôture avec perches mobiles n'a pu rendre plus incommode;

Rejette la preuve des faits par lui articulés comme étant inopérants;

Dit que, pour la desserte de sa propriété n° 267, Lebas n'a aucun droit de propriété sur le chemin dont l'existence est contestée; l'autorise à prouver par témoins, en la forme ordinaire des enquêtes sommaires, à l'audience du 19 juillet 1905; 1° que de temps immémorial, il existe un chemin d'exploitation partant du bas de la Grande-rue en face de la propriété du sieur Alexandre Lebas, aboutissant dans les terres sises lieudit derrière l'Eglise pour l'utilité des habitants du bas de la Grande-rue ; 2° que de tout temps le demandeur a utilisé ce chemin d'exploitation pour la desserte de ses propriétés;

La preuve contraire réservée au défendeur;

Dépens réservés.

M. **Grandjean** subst. proc. Rép.; MM. **Lallemant** et **Philippoteau** avoués.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La solution adoptée nous semble devoir être approuvée. Elle résulte des termes mêmes de l'art. 33 de la loi du 20 août 1881, lequel ne parle que des *propriétaires riverains* : V. Cass. 25 mars 1891 (motifs) (S. 91.1.245). Comp. Bordeaux 6 août 1873 (S. 74.2.51 — D. 74.2.234). Conf. Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Chemin d'exploitation, n° 39.

II.— Sur le second point : Il avait été décidé, au temps où était en vigueur le système qui présumait chez tous les riverains au droit de co-propriété sur l'ensemble du chemin, que l'usage de ce chemin ne pouvait être étendu aux fonds acquis postérieurement par l'un des propriétaires qu'à la charge par lui de payer une indemnité à ses communistes. Mais la question semble aujourd'hui comporter une autre solution. Si le propriétaire dont il s'agit avait déjà d'autres fonds en bordure du chemin, il jouissait d'un droit de passage sur toute l'étendue du chemin, car rien, dans les termes de la loi du 20 août 1881 (art. 33), n'autorise à formuler ici une restriction contraire d'ailleurs au bon sens, puisque la propriété doit être accessible par quelque extrémité du chemin qu'on se présente. Fuzier-Herman, v° Chemin d'exploitation, n°s 22 et 23.

III.-IV. — Sur les troisième et quatrième points : V. en ce sens : Cass. 14 avril 1891 (Gaz. Pal. 91.2.299 avec les observations de M. George-Lemaire, conseiller rapporteur — S. 91.1.242 — D. 91.1.179) ; Cass. 22 février 1897 (Gaz. Pal. 97.1.423 — S. 97.1.343 — D. 97.1.198) ; Limoges 10 décembre 1888 (D. 90.2.46) ; Poitiers 13 mars 1889 (D. 90.2.109) ; Caen 8 mai 1901 (Rec. Rouen 1901.2.147 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Voirie, n° 166). *Contrà :* Limoges 20 mai 1885 (D. 85.2.267).

Observons, toutefois, que ce n'est pas un droit de copropriété, ainsi que paraît le décider le jugement rapporté, mais seulement un droit de co-usage que le propriétaire *terminus* possède sur le chemin. L'arrêt de la Cour de cassation du 14 avril 1891, précité, auquel fait allusion ledit jugement, ne consacre d'ailleurs que le droit d'usage. V. Fuzier-Herman, *op. et v° cit.*, n° 37. *Sic :* Trib. civ. Beauvais 12 mai 1898 (Mon. jud. Lyon 5 novembre 1898 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Voirie, n° 165).

IV. — Sur le quatrième point : Le propriétaire du fonds riverain d'un chemin d'exploitation jouit d'une présomption de propriété sur le chemin en droit soi et d'une présomption de co-usage sur le reste du chemin. Cela résulte des termes mêmes de l'art. 33 de la loi de 1881 rappelés ci-dessus. Sur la nature et la force probante de cette présomption, v. Cass. 6 novembre 1889 (S. 90.1.413) ; 19 juillet 1893 (Gaz. Pal. 93.2. 215 — S. 94.1.119). *Adde :* Fuzier-Herman, *op.* et *v° cit.*, n° 14.

310

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

30 Aout 1906.

Présidence de M. Laurent-Atthalin.

1° cour d'assises. — procédure antérieure aux débats. — communication des pièces. — renvoi a une autre session.

2° secret professionnel. — inspecteur de la sureté.

1° *L'art. 305 C. instr. crim. ne détermine aucun délai dans lequel la copie des pièces de l'instruction devra être délivrée à l'accusé.*

D'autre part, si le renvoi à une autre session peut être ordonné lorsque se présentent des circonstances paraissant rendre cette mesure nécessaire dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, l'appréciation de ces circonstances est entièrement confiée à la prudence des Cours d'assises.

Dès lors, la Cour peut refuser le renvoi à une autre session bien que la copie d'un rapport de police contenant des renseignements sur l'accusé n'ait été remise à celui-ci que moins de cinq jours avant sa comparution devant le jury, si elle constate qu'il y a eu cependant un délai suffisant pour permettre à l'accusé d'apprécier la portée du document et d'en préparer la discussion.

2° *Si tout témoin doit fournir son témoignage sur les faits dont la preuve est recherchée par la justice, l'art. 378 C. pén. détermine certaines exceptions qui, par des considérations d'intérêt public et de haute moralité, permettent au témoin de s'abstenir.*

Spécialement, un inspecteur de la Sûreté peut, en invoquant le secret professionnel, se refuser, sur une question de la défense, à divulguer le nom de la personne dont il a reçu, à raison de ses fonctions et sous le sceau du secret, les renseignements qu'il donne à la Cour d'assises.

Mignot.

Le sieur Mignot s'est pourvu en cassation contre un arrêt de condamnation de la Cour d'assises de la Haute-Garonne du 3 août 1906.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 305 C. instr. crim., en ce que la Cour d'assises, réunie le 3 août pour l'examen de l'affaire, a refusé le renvoi à une autre session bien que la copie d'un rapport de police

contenant des renseignements sur l'accusé, n'ait été remise à celui-ci que le 28 juillet :

Attendu que la Cour d'assises a constaté qu'entre le jour où Mignot a reçu la copie visée au moyen et celui de sa comparution il s'est écoulé un délai suffisant pour lui permettre d'apprécier la portée du document et d'en préparer la discussion ;

Attendu que, d'une part, l'art. 305 C. instr. crim. ne détermine aucun délai dans lequel la copie des pièces de l'instruction devra être délivrée à l'accusé ; que, d'autre part, si le renvoi à une autre session peut être ordonné lorsque se présentent des circonstances paraissant rendre cette mesure nécessaire dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, l'appréciation de ces circonstances est entièrement confiée à la prudence des Cours d'assises ; que, dans ces conditions, en retenant l'examen de l'affaire suivie contre Mignot, la Cour d'assises de la Haute-Garonne n'a violé aucune disposition de loi ni porté atteinte aux droits de la défense ;

Sur le second moyen pris de la violation de l'art. 317 C. instr. crim. et de la fausse application de l'art. 378 C. pén., en ce que la Cour d'assises aurait illégalement admis à invoquer le secret professionnel un inspecteur de la Sûreté, témoin régulièrement cité :

Attendu que si tout témoin doit fournir son témoignage sur les faits dont la preuve est recherchée par la justice, l'art. 378 C. pén. détermine certaines exceptions qui, par des considérations d'intérêt public et de haute moralité, permettent au témoin de s'abstenir ;

Attendu que l'inspecteur de la Sûreté, en se refusant, sur une question de la défense, à divulguer le nom de la personne dont il avait reçu, à raison de ses fonctions, et sous le sceau du secret, les renseignements qu'il donnait à la Cour d'assises, a invoqué, à bon droit, l'obligation du secret professionnel ;

Attendu, d'ailleurs, que la défense restait libre de discuter les renseignements fournis dans leur source anonyme ;

Et attendu que la procédure a été régulière et la peine légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Herbaux** rapp. ; **Cottignies** av. gén.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La Cour de cassation a jugé déjà qu'il n'y a pas de délai pour la communication des pièces à l'accusé (art. 305 C. instr. crim.), et que le seul effet d'un retard dans la communication des pièces à l'accusé est d'autoriser la défense à demander le renvoi de l'affaire à un autre jour ou à une autre session : Cass. 29 juin 1865 (Bull. crim., n° 139) ; 22 septembre 1881 (Bull. crim. n° 219) ; 14 avril 1892 (Bull. crim. n° 109) ; 12 avril 1888 (Bull. crim. n° 138).

II. — Sur le second point : D'une façon générale, la jurisprudence applique l'art. 378 C. pén. relatif au secret professionnel à toutes les personnes qui, à raison d'un monopole, d'un privilège, d'une fonction spéciale, d'un état ou profession reconnus, sont appelés à recevoir des confidences. V. Pand. franç., Rép. v° Secret professionnel, n°s 47 et suiv.

Les agents du service de la Sûreté rentrent bien dans cette énumération.

COUR D'APPEL DE PARIS (7e Ch.)

10 Aout 1906.

Présidence de M. Boutet.

SAISIE-ARRÊT. — OPPOSITION AUX MAINS DU TIERS SAISI. — DETTE PERSONNELLE DU TIERS SAISI. — POURSUITES DE SON CRÉANCIER. — MOYEN DE SE LIBÉRER. — OFFRES RÉELLES ET CONSIGNATION.

L'existence d'une saisie-arrêt ne saurait, par elle seule, dispenser le tiers saisi de satisfaire à ses engagements, ni faire obstacle aux poursuites d'exécution pratiquées contre lui par son propre créancier.

Il appartient, en effet, au tiers-saisi de recourir à la procédure des offres réelles et de la consignation pour obtenir sa libération et se soustraire ainsi aux poursuites dirigées contre lui.

Bordenave c. Epoux Chevallier.

M. Bordenave, propriétaire du Moulin Moyen, commune de Lonchamp (Seine-et-Oise), a fait commandement aux époux Chevallier, locataires de son moulin, d'avoir à exécuter certains travaux imposés par le bail et à lui payer les termes de loyer échus. Puis il a fait procéder à la saisie-exécution de leur mobilier. Les époux Chevallier prétendant que les sommes par eux dues à leur propriétaire se trouvaient immobilisées entre leurs mains par des oppositions pratiquées par des tiers et qu'ils ne pouvaient se libérer tant que mainlevées desdites oppositions ne leur seraient pas rapportées, ont alors assigné M. Bordenave devant le Tribunal de Rambouillet en nullité du commandement et du procès-verbal de saisie-exécution signifiés à sa requête. Celui-ci a répondu en soutenant que la prétention des époux Chevallier était irrecevable, ceux-ci pouvant toujours, nonobstant les saisies-arrêts, se libérer valablement envers lui au moyen de la procédure d'offres et de consignation.

Par jugement du 7 février 1906, le Tribunal de Rambouillet a statué en ces termes :

LE TRIBUNAL,

Sur la demande en renvoi devant une autre juridiction :

Attendu que la demande introduite par Bordenave devant le Tribunal de la Seine contre Chanudet n'a ni même cause ni même but ; qu'il n'y a pas connexité;

Au fond :

Attendu que Bordenave, propriétaire de la ferme du Moulin Moyen, sise à Lonchamp, a fait bail aux époux Chevallier de ladite ferme suivant acte reçu par Me Muguier, notaire à Saint-Arnault du 29 novembre 1904; que, pour avoir paiement du terme de loyer échu le 11 novembre 1905, s'élevant à la somme de 425 francs, et du coût d'un état de lieux s'élevant à 2 fr. 40, Bordenave, en exécution du bail susénoncé a fait commandement aux époux Chevallier, puis a fait procéder à la saisie de leur mobilier suivant exploits de Houillier des 24 novembre et 29 décembre 1905 ;

Attendu que,suivant exploit de Hemme,en date du 25

novembre 1905,les époux Chevallier ont assigné Bordenave devant ce Tribunal pour voir déclarer nuls et non avenus les commandement et procès-verbaux de saisie des 21 et 24 novembre 1905 ;

Attendu que, par conclusions, ils ont demandé également la nullité de la saisie-exécution du 29 décembre ; qu'ils basent cette demande en nullité sur ce que les sommes par eux dues à Bordenave ont été saisies-arrêtées par exploits de Hemme, huissier à Rambouillet, en date du 29 octobre 1904 et de Drouet, huissier à Dourdan, en date du 5 juillet 1905, et que, par suite, ils ne pouvaient se libérer tant que mainlevée régulière de ces oppositions ne leur était pas donnée;qu'ils ajoutent être prêts à se libérer contre remise de ces mainlevées ;

Attendu que Bordenave répond que les époux Chevallier devaient, pour se libérer, lui faire des offres réelles et consigner le cas échéant la somme par eux offerte;

Mais attendu que le commandement du 11 novembre 1905 ne visait nullement à ce but ; qu'il réclamait le paiement direct ès-mains de l'huissier porteur de l'exploit ; que l'huissier, n'ayant pas qualité pour recevoir et donner valable quittance, c'est avec raison que les époux Chevallier ont refusé d'obtempérer au commandement ; qu'ils satisfaisaient ainsi à leurs obligations de tiers saisis ;

Attendu qu'ils n'avaient pas d'autre obligation à ce moment que de retenir la somme rendue indisponible par les saisies-arrêts ; qu'il n'existe, en effet, aucun texte de loi, qu'il n'est produit par Bordenave aucune décision de jurisprudence qui impose au tiers saisi l'obligation de faire des offres réelles à son créancier ;

Attendu que les offres réelles sont un moyen de libération que la loi met à la disposition du débiteur qui veut se libérer ; qu'il n'est pas obligé de s'en servir s'il lui convient de rester dans la situation de débiteur ; qu'il appartient d'ailleurs au créancier, s'il estime qu'il y a péril en la demeure, de réclamer par les voies de droit la consignation de la somme qui lui est due; qu'en l'espèce Bordenave eut pu faire commandement aux époux Chevallier d'avoir à se libérer de cette manière ; mais qu'il ne l'a pas fait, que son commandement tendant au paiement direct réclamait des époux Chevallier une chose qu'il savait leur être interdite de faire; qu'il ne doit donc avoir aucun effet et qu'il y a lieu d'ordonner mainlevée des saisies-exécutions qui en ont été la suite ;

Attendu qu'en cette affaire, la mauvaise foi de Bordenave apparaît manifeste ; qu'en appel les deux oppositions qu'avaient ès-mains les époux Chevallier avaient la même cause et procédaient d'une même ordonnance, mais que la première, ayant été reconnue irrégulière parce que la demande en validité avait été formée devant un Tribunal incompétent, le saisissant en avait donné mainlevée pour en former aussitôt une seconde, celle-ci régulière, or, le 25 novembre 1905, Bordenave faisait présenter aux époux Chevallier par l'huissier commis par lui la mainlevée de l'opposition irrégulière, sans leur parler de l'autre dans l'intention manifeste de les impressionner et de les induire en erreur ; que de tels procédés doivent être tenus pour répréhensibles et vexatoires ; qu'ils ont causé aux époux Chevallier un préjudice dont ceux-ci justifient suffisamment et que le Tribunal a les éléments nécessaires pour évaluer à 300 francs ;

Par ces motifs,

Déclare nuls et non avenus les commandements du 21 novembre 1905 et les deux saisies-exécutions faites suivant exploits de Houillier, huissier à Rambouillet, en date des 24 novembre 1905 et 29 décembre 1905 ;

En conséquence, ordonne la mainlevée ;

Ordonne la cessation des poursuites ;

Condamne Bordenave à payer aux époux Chevallier la somme de 300 francs, à titre de dommages-intérêts ;

Rejette toutes autres conclusions ;

Condamne Bordenave en tous les dépens;

Sur appel de M. Bordenave et après un premier arrêt par défaut faute de conclure auquel celui-ci a formé opposition, la Cour de Paris a statué comme suit :

Arrêt :

La Cour,

Statuant sur l'opposition de Bordenave à l'exécution d'un arrêt de défaut faute de conclure de cette chambre du 21 juin 1906 sur l'appel dudit Bordenave contre un jugement du Tribunal civil de Rambouillet du 7 février 1906 :

Considérant que les opposition et appel sont réguliers, que rien n'est soutenu contre leur recevabilité ;

Considérant que l'existence d'une saisie-arrêt ne saurait,par elle seule,dispenser le tiers saisi de satisfaire à ses engagements ni faire obstacle aux poursuites d'exécution pratiquées à la requête de son créancier;qu'il appartient au tiers saisi de recourir à la procédure des offres réelles et de la consignation pour obtenir sa libération et se soustraire ainsi aux poursuites qui seraient dirigées contre lui ;

Considérant, dès lors, que, nonobstant les saisies-arrêts du 29 décembre 1904 et 8 juillet 1905, pratiquées aux noms des époux Chevallier, Bordenave a pu légalement leur faire le commandement du 21 novembre 1905 et pratiquer sur eux les saisies-exécutions des 24 novembre, 6 et 29 décembre 1905; que, dans ces conditions,les époux Chevallier ne sont pas fondés à demander des dommages-intérêts;

Par ces motifs,

Rejetant comme inutiles ou non justifiées toutes autres conclusions ;

Reçoit Bordenave opposant et appelant des décisions attaquées, les met à néant ;

Décharge Bordenave des dispositions et condamnation lui faisant grief et statuant par décision nouvelle, dit les époux Chevallier mal fondés en leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute ;

Ordonne la restitution de l'amende ;

Condamne les époux Chevallier aux dépens de première instance et d'appel.

M. **Servin** subst. proc. gén. — M^e **Catusse** av.

NOTE. — Comp. dans le sens de l'arrêt recueilli : Cass. 19 mars 1827 (S. et P. chr.) ; Bordeaux 6 mars 1830 (P. chr.) ; Bourges 21 ventôse an XIII (S. et P. chr.) ; Pau 11 décembre 1822 (S. et P. chr.). *Adde :* Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Saisie-arrêt, n^os 1286 et suiv.

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

22 Octobre 1906.

Présidence de M. Tanon.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — SOCIÉTÉS PAR ACTIONS. — NULLITÉS. — NULLITÉ COUVERTE. — ASSEMBLÉE.

La nullité résultant de ce que, à l'époque de la constitution de la société, de la rédaction de ses statuts, des déclarations de souscription et des opérations ou délibérations qui en ont été la suite, une personne a dans tous les actes figuré comme apporteur ou comme bénéficiaire d'actions d'apport alors qu'elle n'était en réalité que le mandataire de cet actionnaire, est couverte si cette inexactitude ayant été connue de tous les actionnaires, ceux-ci, en assemblée extraordinaire à laquelle ils ont tous assisté, ont décidé que le nom de l'intéressé serait substitué à celui de son mandataire dans les statuts et que les actions d'apport lui seraient attribuées ; il n'est pas nécessaire, dans ces circonstances, de procéder à une évaluation nouvelle des apports.

Gontier c. Cie Générale des Tannins concentrés.

M. Gontier s'est pourvu en cassation d'un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 25 février 1905, rendu au profit de la Compagnie générale des Tannins concentrés.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 4, 27 et 40 loi du 24 juillet 1867, 3 et suiv. loi du 1er août 1893 et 7 loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a décidé que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société générale des Tannins concentrés, réunie le 17 juillet 1901, était valablement composée et qu'elle avait couvert la nullité pouvant résulter du fait que M. Lasson avait figuré lors de la constitution de la société comme apporteur en nature, au lieu et place de M. Landini, et sans indiquer qu'il était le mandataire de ce dernier, sous prétexte qu'il s'agissait d'une irrégularité pouvant être corrigée par voie de simple modification aux statuts, alors que pour couvrir la nullité affectant la vérification et l'approbation des apports en nature, il fallait recommencer les opérations et tenir de nouvelles assemblées constitutives de la Société. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen de cassation pris de la violation des art. 4, 27 et 40 de la loi du 24 juillet 1867, 3 et suiv. de la loi du 1er août 1893 et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu, d'après les déclarations de l'arrêt attaqué, que si, à l'époque de la constitution de la société dont il s'agit au procès, de la rédaction de ses statuts, des déclarations de souscription et des opérations ou délibérations qui en ont été la suite jusqu'à l'assemblée générale du 17 juillet 1901, Lasson a dans tous les actes figuré comme apporteur ou comme bénéficiaire de 2.000 actions sans que son nom fût suivi de ces mots « au nom et comme mandataire de Landini », cette désignation erronée a constitué en fait une inexactitude dont l'unanimité des actionnaires avait connu l'existence avant la réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires et que le président a pris soin d'en faire connaître le motif et la portée ; que du procès-verbal il résulte que l'assemblée générale a donné acte à Landini et à Lasson de leurs déclarations en décidant que le nom de Landini serait substitué à celui de Lasson dans l'art. 6 des statuts et qu'en représentation de ses apports il serait attribué à Landini les 2.000 actions d'apport précédemment portées au nom de Lasson ; que Gontier, loin de s'opposer à cette rectification, l'a, au contraire, ratifiée par son vote et sa signature, conformément, d'ailleurs, à l'unanimité des autres actionnaires ;

Attendu que, dans les circonstances ainsi relevées, l'arrêt attaqué a pu décider que le vice qui entachait la constitution de la Société avait été effacé, sans qu'il eût été nécessaire de procéder à une évaluation nouvelle des apports et que, par suite, il n'y avait lieu de faire droit à la demande de Gontier en nullité de la Société ; qu'en décidant ainsi ledit arrêt n'a violé aucun des textes de lois ci-dessus visés ;

Rejette...

MM. **Lardenois** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Sabatier** av.

NOTE. — Depuis la loi du 1er août 1893, les nullités commises lors de la constitution des sociétés par actions peuvent être couvertes. Cette loi décide en effet que l'action en nullité n'est plus ouverte lorsque la cause de nullité a cessé d'exister par une régularisation antérieure à l'introduction de la demande ; elle décide même que s'il est nécessaire, pour couvrir la nullité, de convoquer une assemblée générale, si par exemple, la cause de nullité réside dans le défaut d'approbation des apports en nature ou avantages particuliers, l'action en nullité cesse d'être recevable à partir de la date de la convocation régulière de cette assemblée. V. Dalloz, Supp. au Rép., vo Sociétés, nos 1355 et suiv.

Dans l'hypothèse sur laquelle a eu à statuer l'arrêt recueilli, la nullité ne pouvait être couverte que par la réunion d'une assemblée extraordinaire appelée à modifier les statuts. C'est ce qui avait été fait et l'unanimité des actionnaires avait voté cette modification, en sorte que la nullité était nécessairement couverte. Il n'était pas nécessaire de procéder à une évaluation nouvelle des apports, puisque leur valeur ne pouvait se trouver modifiée par le fait de la substitution du nom de leur auteur véritable.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

17 Juillet 1906.

Présidence de M. Collin.

VENTE COMMERCIALE. — MARCHÉ A LIVRER. — SON ET AVOINE. — PRIX FORFAITAIRE. — TAXE D'OCTROI NOUVELLE. — PAIEMENT A LA CHARGE DU VENDEUR.

Lorsqu'un marché à livrer stipule qu'un vendeur s'engage moyennant des prix déterminés à fournir à son acheteur pour une durée fixée au contrat, l'avoine et le son nécessaires à la nourriture des chevaux de ce dernier, denrées livrables en un lieu déterminé (Paris en l'espèce), si, au cours du marché, le son vient à être

frappé d'un droit d'octroi nouveau ou supplémentaire à l'introduction dans la ville, lieu de livraison, le vendeur n'est pas fondé à prétendre que le paiement de cette taxe incombe à l'acheteur sous prétexte qu'elle a été établie en vue de toucher le consommateur seul, alors d'ailleurs que rien dans le texte du décret en vertu duquel elle a été établie ne révèle une pareille intention.

Doron c. Rougerie.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte de la correspondance versée aux débats que dans le courant du mois de septembre 1905, Doron s'est engagé à fournir à Rougerie et Cie, moyennant des prix déterminés, l'avoine et le son nécessaires à la nourriture des chevaux de ces derniers, et ce, pendant une durée d'une année, devant commencer le 1er octobre 1905 pour finir le 1er octobre 1906 ;

Attendu que, par décret de M. le président de la République, en date du 14 avril 1906, le son a été frappé, à Paris, d'un droit d'octroi de 1 fr. 50 par 100 kilogr. ;

Attendu que Doron prétend que cette taxe, qui aurait été établie en vue de toucher le consommateur seul, devrait incomber à Rougerie et Cie, lesquels devraient la lui payer en sus du prix convenu aux termes du marché susvisé ;

Mais attendu qu'il importe tout d'abord de remarquer que le décret rendu le 14 avril 1906 ne stipule nullement que ce droit sera payé par le consommateur plutôt que par le vendeur ; qu'il indique seulement que la perception en sera opérée par l'octroi, c'est-à-dire à l'entrée de la marchandise dans Paris ;

Attendu que le paiement doit donc en être fait par celui qui introduit le son dans l'enceinte de Paris, par suite, en l'espèce, par Doron qui a vendu à Rougerie et Cie sa marchandise livrable dans Paris ;

Attendu que Doron, qui n'a point stipulé que l'établissement d'un droit sur le son ou l'augmentation du droit déjà existant sur l'avoine donnerait lieu éventuellement à une augmentation proportionnelle du prix de la marchandise vendue et qui a traité avec Rougerie et Cie de cette fourniture moyennant un prix forfaitaire, doit être considéré comme ayant entendu courir les risques de tous les changements que pourraient, en cours de marché, subir le tarif de l'octroi de la Ville de Paris, et qu'il doit supporter la modification de ce tarif qui a eu pour conséquence notamment l'établissement d'un droit sur le son, de même qu'en cas de diminution du droit existant sur l'avoine il serait seul à en bénéficier ;

Attendu que, d'ailleurs, il n'est point au pouvoir des tribunaux de modifier les clauses et conditions d'une convention librement consentie par les parties contractantes et que c'est cependant à ce résultat que tend la demande de Doron, laquelle, à tous égards, ne peut donc être accueillie ;

Par ces motifs,

Déclare Doron mal fondé en sa demande ;

L'en déboute ;

Et le condamne aux dépens.

Me **Fleuret** agréé.

NOTE. — Comp. en ce sens : Trib. com. Marseille 20 mai 1885 (Rec. Marseille 1885, 191 — Gaz. Pal. T. Q. 1882-87, vo Vente commerciale, no 220) ; Trib. com. le Havre 11 juin 1894 (Rec. du Havre 94.1.217 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, vo Vente commerciale, no 217).

311

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

24 Octobre 1906.

Présidence de M. Voisin.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — INCIDENTS. — OPPOSITION A COMMANDEMENT. — OBLIGATION. — INTÉRÊTS. — MISE EN CAUSE DU NOTAIRE RÉDACTEUR.

On doit considérer comme incidents de saisie immobilière toutes contestations relatives aux formes de la procédure ou tirées du fond même du droit qui tendent à arrêter ou à suspendre de quelque façon que ce soit le cours de la saisie.

Spécialement, il y a lieu de considérer comme incident l'opposiion faite par le saisi au commandement de payer les intérêts de la somme par lui empruntée au saisissant, opposition formée après la signification de la saisie, bien que cette opposition mette en cause le notaire rédacteur de l'acte d'emprunt.

Dès lors, l'appel doit, à peine de nullité, être signifié au greffier du Tribunal.

Dlle Giret c. Letetrel et Lechevallier.

La Dlle Giret s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Caen du 25 octobre 1905 qui l'avait déclarée non recevable en son appel d'un jugement statuant sur un incident de saisie immobilière, rendu au profit de MM. Letetrel et Lechevallier.

Arrêt :

LA COUR,

Sur l'unique moyen pris de la violation des art. 443 et suiv. C. proc. civ., par fausse application des art. 719 et suiv., 731 et 732 du même Code :

Attendu que l'on doit considérer comme incidents de saisie immobilière toutes contestations relatives aux formes de la procédure ou tirées du fond même du droit qui tendent à arrêter ou à suspendre de quelque façon que ce soit le cours de la saisie ;

Attendu qu'il est déclaré, en fait, par l'arrêt attaqué que l'opposition de la demoiselle Giret au commandement de payer les intérêts de la somme empruntée par elle au sieur Letetrel n'a été formée qu'après la signification de la saisie ; que ladite opposition, bien que mettant en cause le notaire rédacteur de l'acte d'emprunt, n'était en réalité qu'un incident de la saisie et qu'elle avait été reconnue mal fondée par les premiers juges tant à l'égard du créancier saisissant que du notaire ;

Attendu que l'arrêt constate, d'autre part, que l'appelante n'a pas satisfait aux prescriptions de l'art. 732 C. proc. civ. et a négligé de signifier son appel au greffier du tribunal ;

Attendu qu'en prononçant, par suite, la nullité de l'acte d'appel dans les circonstances de fait et de droit ci-dessus spécifiées, la Cour de Caen, loin de violer les dispositions légales invoquées par le pourvoi, en a fait, au contraire, une juste application ;

Rejette...

MM. **Alphandéry** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Mornard** av.

NOTE. — Déjà à plusieurs reprises, la Cour de cassation a donné une définition à peu près semblable de ce qu'il faut entendre par incident de saisie-immobilière :

V. Cass. 5 janvier 1891 (Gaz. Pal. 91.1.173 — S. 91.1.146) ; 9 avril 1895 (Gaz. Pal. 95.1.633 — S. 95.1.320 — D. 95.1. 320) ; 10 juillet 1900 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Saisie-immobilière, n° 139 — S. 1901.1.269).

COUR D'APPEL DE ROUEN (2e Ch.)

28 Juillet 1906.

Présidence de M. Bertin.

1° MÉDECINE-CHIRURGIE. — ART DENTAIRE. — SOCIÉTÉ POUR L'EXPLOITATION D'UN CABINET DENTAIRE. — ASSOCIATION ENTRE UN DIPLÔMÉ ET UN NON-DIPLÔMÉ. — ATTRIBUTIONS DISTINCTES. — IMMIXTION. — VALIDITÉ.

2° CLAUSE PÉNALE. — SOCIÉTÉ. — INDEMNITÉ FORFAITAIRE AU CAS DE DÉPART ANTICIPÉ D'UN ASSOCIÉ. — CAUSE ILLICITE DE L'ASSOCIATION. — DEMANDE EN DISSOLUTION. — PÉNALITÉ NON ENCOURUE.

1° *Est valable l'association en participation fondée entre un chirurgien-dentiste diplômé et un mécanicien-dentiste non diplômé pour l'exploitation d'un cabinet dentaire lorsqu'il appert de la commune intention des associés révélée tant par les conventions intervenues que par les circonstances de la cause, que chacun d'eux devait se cantonner dans les attributions pour lesquelles il était dûment qualifié, à savoir : pour le diplômé, la pratique des opérations et les consultations et pour le non diplômé, la confection des appareils.*

Et la circonstance que le second aurait anticipé sur les attributions réservées au premier en donnant lui-même des soins aux clients ne saurait être considérée comme une cause de nullité d'une association qui avait été, au début, régulièrement constituée.

2° *Lorsqu'un contrat d'association stipule qu'au cas de rupture des conventions par le départ anticipé d'un des contractants, celui qui manquerait à ses engagements serait passible envers l'autre d'une indemnité forfaitaire, le fait d'introduire une action en justice afin de nullité ou de dissolution de l'association ne saurait à aucun point de vue être considéré comme une rupture des conventions donnant lieu à l'application de la clause pénale.*

Il en est surtout ainsi quand la demande, laquelle n'aurait pas ce caractère, alors même qu'elle serait dénuée de fondement, apparaît en fait comme basée sur des raisons sérieuses.

Jouen c. Lespinasse.

MM. Jouen, chirurgien-dentiste diplômé et Lespinasse, mécanicien-dentiste, avaient formé entre eux une association en participation pour l'exploitation d'un cabinet dentaire. Des difficultés étant survenues entre les associés et de plus, M. Lespinasse, ayant été poursuivi pour exercice illégal de l'art dentaire et M. Jouen ayant été impliqué dans les poursuites, assigna son coparticipant en nullité du contrat. De son côté, celui-ci forma une demande reconventionnelle tendant au paiement de l'indemnité forfaitaire de 50.000 francs prévue aux conventions pour le cas de rupture des conventions par le départ anticipé de l'un des associés.

Sur cette double demande, le Tribunal de commerce de Rouen a rendu, le 8 décembre 1905, le jugement suivant :

Le Tribunal,

Attendu que Jouen demande au Tribunal de déclarer nulle, et en tous cas dissoute, l'association en participation existant entre lui et Lespinasse et de nommer un liquidateur à la participation;

Attendu que, de son côté, Lespinasse, par conclusions reconventionnelles, contredit la nullité invoquée et déclare accepter la dissolution de la participation, ainsi que la nomination d'un liquidateur; mais demande que la liquidation de la participation comme aussi du contrat de louage de service passé entre lui et Jouen pour en assurer l'exécution, soit prononcée aux torts et griefs de ce dernier;

Attendu qu'il sollicite, en conséquence, contre ledit Jouen une condamnation équivalente au montant de la clause pénale fixée dans l'acte de société, soit 50.000 fr.;

Attendu, en fait, ue Lespinasse exqerçait depuis plusieurs années la profession de mécanicien-dentiste dans le local même où s'est installé depuis le siège social ; que des rapports d'amitié existant entre lui et Jouen l'ont décidé à fournir à celui-ci les avances pécuniaires nécessaires pour suivre les études préparatoires au diplôme de chirurgien-dentiste; que ce diplôme, une fois obtenu, l'association présentement en cause fut formée le 20 janvier 1904, dans le but d'accroître l'importance du cabinet exploité jusque-là par le seul Lespinasse ;

Attendu que le contrat qui a constitué cette association revêt la forme d'un contrat de participation, pour assurer l'exécution duquel les parties ont déclaré « former entre elles, réciproquement au bénéfice de chacune d'elle, un contrat de louage de services » ;

Attendu que ce contrat corollaire de louage de service, insolite en matière d'association, implique le principe d'une distinction dans les attributions des associés, distinction d'ailleurs confirmée explicitement par les cartes au moyen desquelles « l'Institut Odontologique » (dénomination de l'association) fit appel à la clientèle; qu'on lit en effet sur ces cartes, d'une part : « E. Jouen, chirurgien-dentiste », — et d'autre part : « Lespinasse, mécanicien-dentiste » ;

Attendu que cette précision dans l'indication révélait suffisamment que l'un, Jouen, pratiquait les soins et opérations relevant de la dentisterie, tandis que l'autre, Lespinasse, se limitait à la préparation des pièces dentaires ;

Attendu, toutefois, que Jouen prétend faire décider aujourd'hui qu'une telle association est nulle comme faite en violation de la loi du 30 novembre 1892, de laquelle résulterait l'interdiction de toute association entre un dentiste diplômé et un non diplômé ;

Attendu que Jouen invoque à l'appui de son système l'autorité d'un arrêt de cassation du 19 novembre 1895, mais que ledit arrêt, après avoir énoncé qu'en la matière, les constatations de fait sont souveraines, constate que l'appelant, sur le cas duquel la Cour suprême était appelée à statuer, faisait non seulement les travaux concernant la prothèse dentaire, mais aussi des opérations de dentisterie;

Attendu qu'en la présente espèce, au contraire, la même infraction, c'est-à-dire l'exercice illégal de la profession de dentiste, bien que relevée par Jouen contre Lespinasse, ne peut être sérieusement reprochée à celui-ci ; qu'en effet, ce dernier, traduit en police correctionnelle sur requête du syndicat des chirurgiens dentistes de France, sous la double inculpation d'usurpation du titre de chirurgien-dentiste et d'exercice illégal de la profession, fut relaxé de cette dernière poursuite, la première inculpation seule ayant été retenue contre lui ;

Attendu qu'il fut même spécifié, au cours desdites poursuites, que l'exercice illégal de l'art dentaire ne pouvait résulter que de la pratique habituelle des opérations, alors que deux faits isolés étaient seuls relevés contre Lespinasse ;

Attendu, il est vrai, que Jouen représente que, depuis cette poursuite, Lespinasse a repris la pratique de ces opérations illicites ; qu'il cite à cet effet le cas de quelques malades, s'appointant à les faire entendre, en qualité de témoins, dans une instruction qu'il sollicite ;

Mais attendu que les cas signalés par Jouen sont suffisamment restreints comme nombre eu égard à l'importance relative d'un cabinet suivi assidûment par la clientèle pour ne point permettre d'appliquer aux infractions le caractère d'une habitude;

Attendu que, faute de pouvoir retenir ce caractère d'habitude dans les opérations incriminées, l'errement d'instruction sollicité doit être rejeté comme inopérant;

Attendu, que l'argument tiré des mentions d'opérations inscrites sur un agenda de la main même de Lespinasse, ne saurait entraîner la décision du Tribunal, le fait d'avoir inscrit ces opérations sur un livre de comptabilité de la société, n'établissant pas nécessairement que c'est Lespinasse qui les a pratiquées personnellement ;

Attendu que, dans ces conditions,l'articulation d'exercice illégal doit être écartée comme dénuée de fondement ; qu'il n'y a point davantage lieu d'appliquer la jurisprudence invoquée à tort par Jouen ;

Attendu que le Tribunal se trouve en présence, ainsi qu'il ressort du contrat ci-dessus analysé, d'un chirurgien-dentiste ayant traité avec un mécanicien-dentiste, en vue de réunir dans un même local l'exercice de leurs professions respectives, mais sans les confondre; que la loi du 30 novembre 1892 n'a pu viser l'interdiction d'une association de ce genre, interdiction qui aurait pour effet d'entraver le libre exercice de la profession de mécanicien-dentiste ;

Attendu que la nullité du contrat dont s'agit ne saurait, pour cette raison, être prononcée, ainsi que le demande Jouen ;

Attendu, toutefois, que la résolution demandée par chacune des deux parties doit être déclarée et qu'en raison de l'attitude de Jouen, laquelle affirmée par l'instance même dont le Tribunal est saisi, constitue la rupture des conventions prévue à l'article 5 du contrat, cette résolution doit être prononcée aux torts et griefs de Jouen ;

Attendu, que les parties ayant, d'un commun accord, fixé elles-mêmes à 50.000 francs l'indemnité forfaitaire de rupture, il échet, en conséquence, de condamner Jouen au paiement de ladite somme au profit de Lespinasse ;

Par ces motifs,...

Déclare Jouen mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions tant principales que subsidiaires, l'en déboute ;

Et recevant Lespinasse reconventionnellement demandeur ;

Déclare résilié aux torts et griefs de Jouen le contrat du 20 janvier 1904, en conséquence, nomme Me Marcadé, agréé, liquidateur de la société en participation ayant existé entre Jouen et Lespinasse;

Dit que les comptes établis par le liquidateur qui vient d'être nommé le seront valablement, sauf, en cas de contestation, à la partie la plus diligente à saisir à nouveau le Tribunal ;

Condamne Jouen à payer à Lespinasse la somme de 5.000 francs, montant de la clause pénale que les parties ont arbitrée contradictoirement dans le contrat du 20 janvier 1904 ;

Le condamne aux dépens qui comprendront tous droits, doubles droits et amendes nécessités par l'enregistrement du présent jugement, et ce, au besoin, à titre de dommages-intérêts supplémentaires.

Sur appel est intervenu l'arrêt dont la teneur suit :

Arrêt :

LA COUR,

En ce qui touche la demande en nullité de l'association en participation formée entre Jouen et Lespinasse;

Attendu que cette association a été formée dans des conditions tout à fait régulières; que son but qui était la gestion et l'exploitation d'un cabinet dentaire n'avait rien d'illicite et était à l'abri de tout reproche ;

Attendu que les deux parties contractantes étaient bien qualifiées pour satisfaire à ce but puisque l'une d'elles, Jouen, était muni du diplôme de chirurgien-dentiste, et comme tel habilité à donner tous les soins nécessaires à la bouche, et l'autre,Lespinasse, était mécanicien-dentiste, c'est-à-dire parfaitement apte à confectionner les pièces dentaires dont les clients pourraient avoir besoin;

Attendu que la circonstance que Lespinasse aurait anticipé sur les attributions de Jouen en donnant lui-même des soins aux clients ne saurait être considérée comme une cause de nullité d'une association qui avait été au début régulièrement constituée ; qu'à ce point de vue la demande de Jouen n'est pas fondée ;

En ce qui touche la demande afin de dissolution de l'association :

Attendu que les parties sont d'accord pour reconnaître que la dissolution est devenue nécessaire et pour la demander ; qu'il y a lieu de faire droit à leur demande ;

En ce qui touche l'application de la clause pénale :

Attendu que les premiers juges, se basant sur ce que Jouen, en introduisant une instance en nullité ou en dissolution, aurait rompu la convention, ont condamné ce dernier à payer à Lespinasse la somme de cinquante mille francs, montant de la clause pénale prévue au contrat d'association en cas de rupture par une des parties;

Attendu, qu'il a, en effet, été stipulé au contrat d'association; qu'en cas de rupture des conventions par le départ anticipé d'un des contractants, celui qui manque-

rait à ses engagements serait passible envers l'autre d'une indemnité forfaitaire de 50.000 francs;

Mais attendu que le fait d'introduire une action en justice afin de nullité ou de dissolution d'une association ne saurait, à aucun point de vue, être considéré comme une rupture des conventions;

Attendu que, ce n'est en somme, que l'exercice d'un droit appartenant à toute personne qui croit avoir des raisons de se considérer comme lésée ;

Attendu qu'une demande de cette nature, même si elle était dénuée de tout fondement, ne pourrait pas être considérée comme ayant un caractère de rupture, puisqu'il serait toujours loisible à celui qui l'aurait formée de continuer, après avoir échoué en justice, son concours à l'association ; mais qu'elle peut bien moins encore présenter ce caractère lorsqu'elle apparaît basée sur des raisons sérieuses ;

Attendu qu'il faut reconnaître que dans l'espèce Jouen avait de justes griefs à faire valoir contre Lespinasse;

Attendu qu'il est constant que ce dernier ne se contentant pas d'exploiter sa profession de mécanicien, a plusieurs fois contrevenu aux lois sur l'exercice de l'art dentaire en donnant des soins aux clients;

Attendu qu'ayant à répondre une première fois en 1905, à une poursuite dirigée contre lui pour exercice illégal de l'art dentaire, poursuite dans laquelle Jouen a été impliqué comme complice, il a été acquitté de ce chef à la date du 3 juin 1905; mais que cet acquittement est intervenu non point parce que le fait a été reconnu inexact, mais parce qu'il ne présentait pas le caractère d'habitude;

Attendu que, poursuivi une seconde fois en 1906 pour le même motif, à la requête du syndicat des dentistes de Paris, il a encore été acquitté parce que les faits qui lui étaient reprochés ne présentaient pas non plus le caractère d'habitude, mais qu'il résulte des notes d'audience qui ont été recueillies par le Tribunal et dont communication a été faite à la Cour qu'il s'était livré depuis la poursuite précédente à des actes d'exercice illégal de l'art dentaire, notamment à des extractions de dents;

Attendu qu'il ne saurait méconnaître que, dans ces conditions, Jouen était en droit d'avoir de justes appréhensions;

Attendu que, non seulement il pouvait craindre que les intérêts de l'association ne fussent sérieusement compromis par les agissements de Lespinasse, mais qu'il pouvait encore redouter pour lui-même d'être impliqué comme complice ainsi qu'il l'avait été en 1905 dans des poursuites dont les conséquences lui apparaissaient tout au moins comme fâcheuses;

Attendu qu'aucun reproche ne peut lui être fait pour s'être, dans ces conditions, adressé à la justice à l'effet de mettre un terme à une situation qui devenait inquiétante pour lui ; qu'il doit donc être déchargé de la condamnation en cinquante mille francs qui a été prononcée contre lui ;

En ce qui touche les dépens :

Attendu que si les parties sont aujourd'hui d'accord pour demander la dissolution, il est dans tous les cas, certain que ce sont les agissements de Lespinasse qui ont rendu la demande en dissolution nécessaire et qui ont créé la situation actuelle ; que les dépens doivent donc être laissés à la charge de Lespinasse;

Par ces motifs,

Reçoit Jouen appelant du jugement du Tribunal de commerce de Rouen, en date du 8 décembre 1905 ;

Au fond :

Met à néant le jugement dont est appel et statuant par décision nouvelle ;

Déclare Jouen mal fondé dans sa demande en nullité d'association; l'en déboute;

Déclare dissoute, sans dommages-intérêts, la Société en participation formée entre Jouen et Lespinasse à la date du 20 janvier 1904;

Nomme M. Marcadé, agréé au Tribunal de commerce de Rouen, liquidateur de ladite société avec les pouvoirs les plus étendus d'après les lois et usages du commerce, pour la constatation et la réalisation des biens mobiliers et immobiliers de la société, l'acquittement du passif et le règlement des droits et des tiers et des intéressés ;

Dit qu'enfin de liquidation, le liquidateur rendra son compte aux associés et qu'en cas de difficulté, ledit compte sera déposé au greffe du Tribunal de commerce de Rouen pour être soumis à l'homologation du Tribunal à la requête de la partie la plus diligente;

Rejette comme mal fondées toutes les autres fins et conclusions des parties;

Condamne Lespinasse en tous les dépens de première instance et d'appel ; dit toutefois que dans ces dépens ne seront pas compris les droits d'enregistrement perçus au sujet de l'acte d'association du 20 janvier 1904 ,lesquels seront supportés par moitié par chacune des parties.

M. **Brunet** subst. proc. gén. — Mes **Lackenbacher** (du barreau de Paris) et **Métayer** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Les conventions qui ont en vue l'accomplissement d'un fait illicite sont atteintes d'un vice de nullité radicale. Ce principe a été maintes fois consacré par la jurisprudence en matière de sociétés ; notamment au regard d'une association formée pour l'exploitation d'un office ministériel hors des cas spécialement autorisés par la loi : Cass. 10 janvier 1865 (S. 65.1.110 — D. 65.1.290) ; 12 février 1878 (S. 78.1.153 — D. 78.1.417) ; Bordeaux 8 juin 1853 (D. 53.2.209) ; Dijon 25 juin 1884 (S. 89.1.12 — D. 88.1.487, sous ass. 14 mai 1888) ; Pau 8 juin 1891 (D. 93.2.174) ; ou bien d'une société constituée entre pharmaciens diplômés et bailleurs de fonds non pourvus du diplôme, alors même que les pharmaciens se réservent la manipulation et les rapports avec le public. Il ressort, en effet, de l'art. 25 de la loi du 21 germinal, an XI, que le gérant de la pharmacie doit, en même temps en être le propriétaire, en avoir la direction exclusive non seulement technique, mais commerciale et qu'il ne suffirait pas qu'il fût le gérant d'une société en commandite : Cass. 21 juin 1898 (Gaz. Pal. 98.2.120 — S. 99.1.71 — D. 99.1.53) ; Rennes 12 novembre 1897 (J. des Soc. 99, 160) ; Trib. com. Seine 1er mars 1897 (J. des Soc. 97, 305) ; Paris 28 juin 1898 (Gaz. Pal. 98.2.548 — Pand. franç. 99.2.279). V. cependant *contrà :* Lyon 22 mai 1895 (J. Trib. com., t. II, p. 210). De même en ce qui concerne la société formée entre un médecin et un tiers pour l'exploitation d'un cabinet médical, sous une raison sociale : Trib. civ. Seine 28 juillet 1896 (Raporté dans Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., vo Médecine, no 203), contrairement aux prescriptions de l'art. 9 *in fine* de la loi du 30 novembre 1892.

Mais dans toutes ces hypothèses il y a des textes formels qui, en interdisant la mise en société pour des raisons d'ordre public, autorisent les tribunaux à prononcer la nullité des associations constituées en violation de leurs dispositions. Au contraire, en ce qui concerne l'exer-

cice de l'art dentaire, aujourd'hui réglementé par la loi précitée du 30 novembre 1892, il n'existe aucune prohibition de ce genre. Le principe de la liberté du commerce et de l'industrie ne permettrait donc pas de considérer comme nulle l'association formée entre deux praticiens diplômés pour l'exploitation d'un cabinet dentaire. Pourquoi, dès lors, considérerait-on comme nulle cette association si elle est constituée non plus entre deux diplômés, mais entre un diplômé et un tiers pourvu de diplôme ? La nullité se concevrait s'il résultait des termes du contrat ou des circonstances de la cause révélatrices de l'intention des contractants que l'association a pour objet l'exercice des opérations de dentisterie aussi bien par l'associé non diplômé que par l'associé muni de son diplôme. Alors, en effet, on pourrait dire que la convention a une cause ou un objet illicite. Mais il cesserait d'en être de même, si le cercle des attributions de chacun étant nettement délimité, il était stipulé que seul l'associé diplômé examinera les clients, donnera des consultations, soignera et opérera. Et la circonstance que l'associé non diplômé est un mécanicien-dentiste ne peut modifier la solution, alors du moins que l'acte de société restreint son activité dans les limites de la prothèse dentaire, industrie non réglementée. (Voir travaux préparatoires de la loi du 30 novembre 1892 — S. 1893, p. 500, 1re colonne, nº 41). La décision rapportée nous paraît donc devoir être approuvée. La jurisprudence n'a pas encore eu à se prononcer sur la question. La Cour de cassation, par arrêt du 19 novembre 1895 (S. 97.1.172), a déclaré nul comme illicite le contrat de louage intervenu entre un dentiste diplômé et un aide non diplômé aux termes duquel ce dernier devait exécuter non seulement les travaux de prothèse dentaire, mais toutes les opérations de dentisterie. Cette solution ne contredit donc en rien l'arrêt recueilli. V. dans le sens de cet arrêt : Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. franç., vº Société (en général), nº 204 *bis* ; Rappr. Nancy 12 mai 1897 (S. 98.2.205).

II. — Sur le second point : L'arrêt ne fait qu'appliquer la règle *Neminem lædit qui jure suo utitur*, et le droit de demander la dissolution d'une société dont la cause est illicite afin d'en sortir ne saurait être contesté. V. Paris 19 avril 1897 (Gaz. Pal. 97.2.172). Mais peut-être va-t-il un peu trop loin lorsqu'il déclare que, même reconnue mal fondée, la demande en dissolution ne donnerait pas lieu à l'application de la clause pénale. V. sur ce point : Cass. 6 août 1866 (S. 66.1.397), et sur renvoi, Rouen 23 janvier 1867 (S. 67.2.218).

312

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

24 Octobre 1906.

Présidence de M. Voisin.

JUGEMENTS ET ARRÊTS PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — DÉLAI. — PROCÈS-VERBAL DE CARENCE.

Si un procès-verbal de carence ne peut être regardé comme un acte d'exécution d'un jugement par défaut de nature à entraîner déchéance du droit d'opposition dans les termes de l'art. 159 C. proc. civ., il n'en saurait être de même et un tel acte entraîne déchéance, lorsqu'il est établi, en fait, que cet acte a été nécessairement connu du défaillant.

Spécialement le défaillant peut être déclaré déchu de son opposition lorsque la connaissance de l'exécution résulte de cette triple circonstance qu'un procès-verbal a été dressé à son domicile, en présence de sa femme et plus de cinq mois avant son opposition.

Dubois c. Magnant.

Le sieur Dubois s'est pourvu en cassation d'un jugement du Tribunal civil de La Rochelle du 21 novembre 1905, rendu au profit de Magnant.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'art. 159 C. proc. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ; manque de base légale :

Attendu que si un procès-verbal de carence ne peut être regardé comme un acte d'exécution d'un jugement par défaut, de nature à entraîner déchéance du droit d'opposition dans les termes de l'art. 159 C. proc. civ., il ne saurait en être de même, et un tel acte entraîne déchéance, lorsqu'il est établi, en fait, que cet acte a été nécessairement connu du défaillant ; que c'est après avoir rappelé en termes précis ce principe que le jugement attaqué, constatant en l'espèce que le procès-verbal de carence avait été dressé le 1er décembre 1904 au domicile même du défaillant, en présence de sa femme et que Dubois avait attendu plus de cinq mois pour former opposition au jugement par défaut obtenu contre lui par Magnant, a déduit de cette triple circonstance que le demandeur au pourvoi avait bien réellement été informé de l'acte d'exécution dont s'agit ; que si la formule adoptée sur ce dernier point par le Tribunal civil de la Rochelle peut, dans une certaine mesure, prêter à la critique, elle n'est ni équivoque ni douteuse et ne laisse place à aucune incertitude sur le fait que Dubois a nécessairement connu l'acte d'exécution en raison duquel il a été débouté de son opposition ; qu'ainsi la décision, régulièrement motivée, a une base légale et n'a pas violé le texte de loi visé au pourvoi ;

Rejette...

MM. **Duboin** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Chabrol** av.

NOTE. — La jurisprudence décide généralement que le procès-verbal de carence ne constitue point en lui-même une exécution suffisante pour empêcher le défaillant de faire opposition ; cet acte ne peut avoir un tel effet que lorsque les juges du fond constatent expressément que, par suite d'une circonstance particulière, il a été porté à la connaissance du défendeur : Cass. 12 mars 1861 (S. 61.1.529) ; 19 février 1873 (S. 74.1.313) ; 7 décembre 1875 (S. 76.1.101) ; 16 juillet 1888 (Gaz. Pal. 88.2.291 — S. 89.1.319 — D. 89.1.255) ; 23 octobre 1888 (S. 90.1.512 — D. 89.1.188) ; 31 décembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.115) ; 2 décembre 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.649 — S. 1903.1.68 — D. 1902.1.576) ; — ou encore lorsque les juges du fond constatent que le défaillant a, par fraude, rendu impossible toute exécution de la décision qui lui aurait été connue : Cass. 9 février 1836 (Dalloz, Rép., vº Jug. par défaut, nº 154) ; 2 décembre 1902, précité.

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

30 Juillet 1906.

Présidence de M. Tanon.

RÈGLEMENT DE JUGES. — CONFLIT NÉGATIF. — COUR DE CASSATION.

Il n'y a point lieu à règlement de juges si la déclaration d'incompétence de l'une des juridictions émane de la Cour de cassation.

Tel est le cas spécialement lorsqu'une des sections de la Cour de cassation saisie d'une demande de prise à partie à la suite d'un arrêt d'incompétence rendu par une Cour d'appel, s'est elle-même déclarée incompétente pour en connaître : les Chambres réunies de la Cour de cassation ne sauraient, en ce cas, être reconnues compétentes pour trancher le conflit.

Péty.

Sur une demande de prise à partie portée successivement par M. Péty devant la Cour d'appel de Toulouse et devant la Cour d'appel de Paris, ces deux Cours d'appel s'étaient successivement déclarées incompétentes, et la Cour de cassation (Ch. des requêtes), avait rejeté le pourvoi formé contre ce dernier arrêt.

M. Péty s'est pourvu en règlement de juge devant la Cour de cassation.

Arrêt :

La Cour,

Vu l'ordonnance de 1737, en son titre 2 et l'art. 363 C. pr. civ. ;

Attendu que ces dispositions n'autorisent le règlement de juges que dans les cas de différends existant soit entre deux Tribunaux de paix ou entre un Tribunal de paix et un Tribunal de première instance, soit entre deux Tribunaux de première instance ou entre un Tribunal de première instance et une Cour d'appel d'un autre ressort, soit enfin, entre deux Cours d'appel;

Attendu que, dans ces divers cas, le règlement de juges est porté à la Cour d'appel si les deux Tribunaux appartiennent au même ressort, ou, dans les autres cas, à la Cour de cassation, c'est-à-dire devant l'autorité supérieure commune aux deux juridictions en conflit ;

Attendu que, si, au point de vue de la nécessité du règlement de juges, la jurisprudence a dû assimiler au conflit positif prévu par les dispositions précitées le conflit négatif résultant de deux décisions d'incompétence rendues par deux Cours ou Tribunaux saisis de la même contestation, cette assimilation ne saurait être étendue au cas où une action de la Cour de cassation, saisie, comme dans l'espèce, d'une demande de prise à partie à la suite d'un arrêt d'incompétence rendu par une Cour d'appel, se serait elle-même déclarée incompétente pour en connaître ; qu'on objecterait vainement la possibilité de faire résoudre un tel conflit par les Chambres réunies de la Cour de cassation qui constitueraient par rapport à l'une de leurs sections l'autorité supérieure compétente pour statuer ; qu'il est de principe que chaque chambre d'un Tribunal ou d'une Cour, lorsqu'elle rend un jugement ou un arrêt, représente toute la juridiction dont elle fait partie et que, dès lors, si le jugement ou l'arrêt est attaqué, le recours ne peut être porté ni devant une autre Chambre de la même juridiction, ni devant une autre juridiction du même degré, mais qu'il doit être déféré à une juridiction supérieure ;

Attendu que, par suite, la demande du sieur Péty, dans les termes où elle est posée par les premières conclusions du requérant, ne saurait être admise pour le double motif que la Chambre des requêtes ne peut se constituer juge dans sa propre cause, et, d'autre part, parce que les Chambres réunies de la Cour de cassation ne peuvent connaître que dans les cas taxativement prévus par la loi (loi du 1er avril 1837) d'une décision rendue par l'une de leurs sections ;

Sur les dernières conclusions à fin de règlement de juges fondées sur le conflit négatif de juridiction résultant des arrêts d'incompétence successivement rendus par la Cour d'appel de Toulouse et par la Cour d'appel de Paris :

Vu la requête en règlement de juges présentée par le sieur Péty ;

Vu l'art. 363 C. pr. civ. ;

Attendu que, par arrêt du 10 mars 1904, la Cour d'appel de Toulouse s'est déclarée incompétente pour statuer sur la demande de prise à partie formée par le sieur Péty contre la dame veuve de Lestrade ;

Attendu que, d'autre part, la Cour d'appel de Paris, saisie de la même demande, s'est également déclarée incompétente pour en connaître par arrêt du 16 novembre 1905; que ces deux décisions, dont l'une rendue par une juridiction qui était compétente pour connaître de la demande, ont acquis l'autorité de la chose jugée et qu'il en résulte un conflit négatif qui interrompt le cours de la justice ; qu'il importe de faire cesser ce conflit et de désigner la Cour d'appel qui sera investie du pouvoir de statuer ;

Or, attendu que le magistrat visé par la demande de prise à partie appartenait à la Cour de Toulouse ; que, aux termes du § 2 de l'art. 509 C. pr. civ., cette demande doit être portée à la Cour d'appel du ressort de Toulouse ; que l'opposition du requérant pour cause de suspicion légitime à la désignation de cette dernière Cour, seule compétente pour connaître de la demande de prise à partie, n'est nullement justifiée ; qu'il n'est articulé aucun fait de nature à faire suspecter l'impartialité des magistrats qui composent ladite Cour;

Par ces motifs,

Reçoit la requête, et, réglant de juges, annule les procédures suivies devant les Cours d'appel de Toulouse et de Paris, ensemble les arrêts qui en ont été la suite avec toutes les conséquences de droit ;

Renvoie la cause devant la Cour d'appel de Toulouse, et réserve les dépens jusqu'à la solution à intervenir.

MM. **Alphandéry** rapp. ; **Baudouin** pr. gén. — Me **Bernier** av.

NOTE. — Il a pourtant été jugé qu'il y a lieu à règlement de juges prévu par l'art. 363, dernier paragraphe, C. proc. civ., lorsqu'une même poursuite disciplinaire, intentée à raison du même fait, est portée en appel à la fois devant la Chambre civile et devant les Chambres réunies de la Cour de cassation : Cass. 28 mars 1882 (S. 83.1. 398).

COUR D'APPEL DE RENNES (2e Ch.)

26 Juillet 1906.

Présidence de M. Canac.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ART. 1384 C. CIV. — CHOSES QU'ON A SOUS SA GARDE. — MACHINE A VAPEUR. — INCENDIE. — MEULE DE BLÉ. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Aux termes de l'art. 1384 *C. civ., on est responsable du dommage causé par les choses qu'on a sous sa garde, notamment de l'incendie d'une meule de blé occasionné par une flammèche ou étincelle sortie d'une machine à vapeur, dès lors que l'on ne peut détruire les présomptions de faute dudit art.* 1384, *en prouvant le cas fortuit, la force majeure ou la faute de la victime de l'incendie.*

Lanthoën c. Leroux.

La Cour,

Considérant, en fait, que, le 18 août 1905, Lanthoën avait installé sa machine à dépiquer sur l'aire de Leroux ; que vers 3 heures ½ du soir un incendie s'est déclaré dans une meule de paille à 9 mètres du tuyau de la machine à vapeur ; qu'il importe de rechercher si le sinistre doit être attribué, comme le prétend l'intimé, à une flammèche échappée du tuyau de la machine ;

Considérant qu'il résulte de toutes les circonstances de la cause, des déclarations de l'appelant, du procès-verbal d'enquête de la gendarmerie, des constatations faites par les gendarmes eux-mêmes, un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes qui ne laissent aucun doute sur la cause de l'incendie ;

Considérant qu'il est constant que le tuyau de la machine à vapeur n'était éloigné que de 7 mètres de la meule de froment et d'avoine où le feu s'est déclaré ; que, le 18 août, le battage avait été interrompu vers 3 heures et qu'on avait laissé tomber la pression ; que le travail ayant repris vers 3 heures ½, Lanthoën et son ouvrier Garrin se mirent à activer le feu et à alimenter le foyer, opération qui entraîne, dans toute machine à vapeur, l'échappement d'étincelles et d'escarbilles par le tuyau ; qu'il soufflait ce jour-là un vent très violent dans la direction même de la meule où le feu a pris ; que sans doute, le tuyau était muni d'un chapeau en fil de fer, mais que ce chapeau n'était pas en très bon état et, dans tous les cas, ne pouvait pas arrêter toutes les étincelles par un jour de grand vent ;

Considérant que l'incendie s'est déclaré au milieu de la meule de froment, justement à la hauteur de la partie supérieure du tuyau de la machine et pendant que Lanthoën et un de ses aides poussaient le feu ;

Considérant que tous les témoins entendus ont déclaré que l'incendie avait été causé par une flammèche échappée du tuyau ; que certains sont très affirmatifs ; que si d'autres le sont moins, aucun cependant n'a proposé pour expliquer le sinistre une hypothèse différente ;

Considérant que l'appelant lui-même, dans les déclarations qu'il a faites le 19 août au juge de paix et à la gendarmerie n'a pas contesté que le feu eût été communiqué à la meule de froment par sa machine ;

Considérant que les faits ci-dessus rappelés et toutes les circonstances de la cause permettent d'affirmer avec certitude que la cause de l'incendie est une flammèche échappée du tuyau de la locomobile ; que les faits articulés par Lanthoën dans son offre de preuve ne détruisent pas cette constatation et tendent seulement à établir qu'il n'a commis aucune faute ;

Mais considérant qu'aux termes de l'art. 1384 C. civ. on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde ;

Considérant que ce texte met à la charge de Lanthoën une présomption de faute qu'il ne peut détruire qu'en prouvant le cas fortuit, la force majeure ou la faute de la victime de l'incendie ;

Considérant que l'appelant ne prouve ni n'offre de prouver que le sinistre a été causé par la faute de Le Roux ou par un cas de force majeure ; que sans doute ses conclusions subsidiaires tendent à établir qu'il doit être attribué à un cas fortuit par la triple raison que sa machine était en bon état, qu'elle était placée à une distance normale des gerbes, et qu'au moment où l'incendie a éclaté il faisait un vent violent ;

Mais considérant que ces faits, fussent-ils établis, ne feraient pas disparaître la responsabilité de Lanthoën ; qu'en effet, sans qu'il soit nécessaire de rechercher si le chapeau de la machine était ou non en bon état, il est constant qu'il pouvait laisser passer des étincelles ; il est certain, d'autre part, que des gerbes de froment sèches et très inflammables se trouvaient en meule à 7 mètres du tuyau ; il est, dès à présent, établi qu'un vent violent soufflait dans la direction du tuyau à la meule ;

Considérant que, dans ces conditions, non seulement la possibilité de la communication du feu à la meule de froment pouvait être facilement prévue, mais que le danger d'incendie n'aurait pas dû échapper à l'expérience et à la vigilance de Lanthoën ; que par suite ce dernier ne prouve pas et que les faits articulés par lui ne sont pas de nature à prouver, à l'encontre de la présomption de l'art. 1384, ni la faute de Le Roux, ni la force majeure, ni même le cas fortuit ; qu'il doit donc être déclaré responsable de l'incendie causé par sa machine ;

Considérant, au surplus, que si même il était nécessaire, ainsi que le soutient l'appelant, d'établir qu'il a commis une faute pour que sa responsabilité soit engagée, il y aurait lieu de retenir contre lui, comme constituant une imprudence bien caractérisée, le fait d'avoir, par un vent violent, établi un foyer d'étincelles à 7 mètres seulement d'une meule de gerbes, alors que ce vent portait directement sur cette meule ; d'avoir encore, dans ces conditions d'imprudence, activé et alimenté le feu qu'on avait laissé tomber, créant ainsi un danger plus grand, sans prendre de précautions plus sérieuses soit pour arrêter à la sortie du tuyau les flammèches à ce moment les plus nombreuses, soit pour surveiller et protéger au besoin l'endroit où le vent les jetait ;

Considérant, en conséquence, qu'il est d'ores et déjà établi que l'incendie ne peut être attribué à un cas fortuit et même qu'il a été causé par l'imprudence de Lanthoën ; qu'aucun des faits articulés n'est de nature à apporter un élément d'appréciation nouveau, ni à combattre les présomptions graves, précises et concordantes qui résultent des circonstances de la cause ; que l'offre de preuve formulée par l'appelant n'est *ni pertinente* ni admissible et doit être rejetée ;

Sur les dommages-intérêts :

Considérant que la somme allouée par les premiers juges paraît excessive, mais qu'il n'y a lieu d'ordonner une expertise, la Cour trouvant dans la cause des éléments suffisants pour évaluer le montant du préjudice causé à Le Roux par l'incendie ;

Par ces motifs, et ceux non contraires des premiers juges,

Confirme le jugement entrepris pour être exécuté selon sa forme et teneur ;

Réduit toutefois à 3.265 francs la somme de dommages-intérêts que Lanthoën devra payer à Le Roux ;

L'y condamne en tant que de besoin ;

A plus avant prétendre, déboute respectivement les parties de toutes autres demandes, fins et conclusions tant principales que subsidiaires ;

Condamne Lanthoën en tous les dépens de première instance et d'appel ;

Ordonne la résiliation de l'amende consignée.

M. **Lacouture** av. gén. — Mes **Dyèvre** et **Chatel** av.

NOTE. — La jurisprudence, après de nombreuses hésitations, décide aujourd'hui, en ce qui touche la responsabilité du dommage causé par la chose que l'on a sous sa garde, que l'art. 1384 C. civ. édicte une présomption de faute qui ne peut être combattue que par la preuve, soit du cas fortuit ou bien de la force majeure, soit enfin par la démonstration d'une faute commise par le demandeur. Voy. Grenoble 10 février 1892 (S. 1893.2.205 — J. du P. 1893.2.205) ; Trib. civ. Bourges 7 février 1895 (Gaz. Pal. 95.1, Table, v° Resp. civile, n° 123) ; Dijon 26 décembre 1895 (Gaz. Pal. 1896.1.157 et la note — S. 1896.1.48).

En ce sens : Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 1351 ; Hue, Commentaire du C. civ., t. VIII, n° 439. *Contrà :* la note de M. Labbé sous Cass. 19 juillet 1870 (S.71.1.9 — J. du P. 71.11).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.)

6 Juillet 1906.

Présidence de M. Le Berquier.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — MÉDECINS DES HOPITAUX. — PRÉPOSÉS DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — ART. 1384 C. CIV. — INAPPLICABILITÉ.

Les médecins et chirurgiens des hôpitaux étant désignés au concours et n'étant, quant à la pratique de leur art, soumis ni à l'autorité ni au contrôle de l'Assistance publique, ne sont point les préposés de cette Administration.

En conséquence, celle-ci doit être mise hors de cause lorsqu'elle est actionnée dans les termes de l'art. 1384 *C. civ. comme civilement responsable d'une opération pratiquée dans un hôpital dans des conditions prétendues défectueuses.*

Dulud c. Dr Reclus et Assistance publique.

Le Tribunal,

Attendu que Dulud, admis le 27 avril 1902, à 2 h. 55 du soir, dans le service du docteur Reclus, à l'hôpital Laënnec, en est sorti le 20 mai suivant, envoyé en convalescence à l'asile de Vincennes ; qu'il aurait eu le pied déboîté, et, en outre, une fracture du pied ; qu'il soutient qu'un externe et un étudiant non attaché à l'hôpital plâtrèrent sa jambe et son pied ; que le plâtre fut enlevé dix jours après, sans que le pied fût remis en place ; que le membre serait resté estropié par suite des soins inexpérimentés et insuffisants et de la surveillance illusoire exercée par le chef de service sur des étudiants ; qu'il conclut à une expertise médicale et à une enquête tendant à prouver ces mêmes faits de défaut de surveillance et de soins ;

Attendu, en ce qui concerne l'Assistance publique, qu'elle doit être mise hors de cause, le docteur Reclus n'étant pas un de ses préposés ; que les chirurgiens et médecins des hôpitaux sont, en effet, désignés au concours et que l'administration de l'Assistance publique n'exerce sur eux, quant à la pratique de leur art, ni autorité ,ni contrôle ;

En ce qui concerne le docteur Reclus :

Attendu que le Tribunal n'a pas, en l'état, les éléments qui lui permettent de statuer en parfaite connaissance de cause; qu'il y a lieu de recourir à une expertise, sans qu'il soit besoin d'ordonner une enquête qui ferait double emploi avec la mesure que le Tribunal va prescrire ;

Par ces motifs,

Met purement et simplement l'administration de l'Assistance publique hors de cause, sans dépens ;

Dit n'y avoir lieu à l'enquête sollicitée subsidiairement ;

Et, avant faire droit, faute par les parties de s'entendre sur le choix d'un seul expert dans les trois jours de la signification du présent jugement, commet les docteurs Duplay, Rieffel et Robineau, etc...

M. Paul **Boulloche** subst. proc. Rép. — Mes **Tung**, **Prévost** et **Chaumat** av.

NOTE. — La responsabilité que l'art. 1384 C. civ. fait peser sur le commettant suppose tout à la fois qu'il a choisi ses préposés et que ceux-ci sont soumis à son contrôle et à sa surveillance eu égard aux fonctions auxquelles il les emploie. Ainsi il a déjà été jugé dans le sens de la décision recueillie que l'administration de l'Assistance publique ne saurait être responsable du fait des médecins et chirurgiens chargés du service des hôpitaux, alors qu'il est constant, d'une part, que ce n'est pas elle qui les choisit, mais bien le ministre de l'Intérieur, qui seul a, en outre, le droit de les révoquer, et que, d'autre part, lesdits médecins sont, chacun dans leur sphère, les véritables chefs de leurs services agissant pour le traitement des maladies avec la plus entière indépendance : Trib. civ. Seine 27 décembre 1894 (Gaz. Pal. 95.1.39) ; 15 décembre 1900 (Gaz. Pal. 1901.1.113). Comp. Bordeaux 6 février 1900 (Rec. Bordeaux 1900.1.146 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Responsabilité civ., n° 561). V. cependant *contrà :* Trib. civ. Bordeaux 22 juin 1898 (Rev. Alger 99, 85 — Mon. jud. Lyon 25 juillet 1898 — Gaz. Pal. *ibid. eod. verb.*, n° 560).

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

17 Octobre 1906.

Présidence de M. Voisin.

NANTISSEMENT. — EFFETS. — OBLIGATIONS DU CRÉANCIER. VENTE PAR LE DÉBITEUR AU CRÉANCIER. — VALIDITÉ.

La vente faite par le débiteur à son créancier de la chose donnée en gage, soit avant, soit après l'échéance de la dette, est valable, sauf les cas de fraude.

Spécialement, le débiteur qui a donné son fonds de commerce en nantissement peut valablement, lorsqu'il n'y a aucune idée de fraude, le vendre à un tiers, à

charge de payer le prix entre les mains du créancier gagiste.

Charbonnel c. Chalus frères.

M. Charbonnel s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Riom du 6 juillet 1905 rendu au profit de MM. Chalus frères.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 2078 C. civ. et 93 C. com., 7 loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a admis que si le créancier gagiste ne peut réaliser son gage que dans les formes prescrites par ledit art. 2078 et 93, aucune disposition de loi n'empêche le débiteur de donner postérieurement au contrat l'objet gagé à son créancier en paiement de sa dette ou de le vendre à l'amiable, sauf au tiers acquéreur à désintéresser le créancier gagiste, alors qu'en s'emparant de tout actif du débiteur sans l'accomplissement des formalités légales, le créancier perd non seulement son privilège mais qu'il se rend responsable de tout le passif de ce dernier. »

Arrêt :

La Cour,

Sur l'unique moyen pris de la violation des art. 2078, 2093 et 1167 C. civ., 93 C. com. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que la vente faite par le débiteur à son créancier de la chose donnée en gage, soit avant, soit après l'échéance de sa dette, est valable, sauf les cas de fraude ;

Attendu qu'il est déclaré, en fait, par l'arrêt attaqué : 1° que les époux Jaffeux, qui avaient donné en nantissement aux sieurs Chalus frères, leur fonds de commerce, l'ont ultérieurement cédé moyennant un prix convenu à un sieur Camus, sous la condition que le montant de cette vente serait versé entre les mains du créancier gagiste ; 2° que les bénéficiaires du nantissement n'ont point effectué personnellement cette vente qui a été amiablement consentie par les époux Jaffeux à l'acquéreur de leur fonds de commerce ;

Attendu que de telles constatations de fait, exclusives de toute idée de fraude dans la circonstance, justifient la décision intervenue qui est, d'ailleurs, régulièrement motivée ;

Rejette...

MM. **Alphandéry** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — M^e **Perrin** av.

NOTE. — Il est de règle que le créancier ne peut, même à défaut de paiement, disposer du gage ; il doit s'adresser à la justice pour exercer son droit (art. 2078 C. civ.). La clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage et à en disposer sans les formalités légales est nulle. C'est le pacte commissoire.

Mais la jurisprudence admet de façon constante que la vente actuelle, et non plus conditionnelle comme dans le pacte commissioire, que le débiteur ferait au créancier, soit avant, soit après l'échéance de la dette, de l'objet donné en gage, est valable. V. Cass. 22 mai 1855 (D. 56.1. 171) ; 21 ma 1855 (D. 55.1.279). *Sic* : Dalloz Supp. au Rép., v° Nantissement, n° 100.

313

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

22 Octobre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — INCIDENT. — CONVERSION. — SAISI VENDEUR. — NOTAIRE. — MANDATAIRE. — CAHIER DES CHARGES. — LOTISSEMENT.

La conversion d'une saisie immobilière en vente volontaire a pour résultat de rendre au saisi la qualité de vendeur, et le notaire chargé de procéder à l'adjudication doit être considéré comme son mandataire.

En dressant le cahier des charges préalable à la vente, le notaire fait un acte qui rentre essentiellement dans les limites de son mandat ; par suite, cet acte, tant qu'il n'a pas été désavoué, doit au regard des tiers être réputé fait par le mandant en personne.

Spécialement ceux-ci ne peuvent critiquer le lotissement et le remaniement des parcelles opérés par le notaire sous le prétexte qu'ils auraient eu lieu sans le consentement du propriétaire.

De Lanascol c. Molas.

M. de Lanascol s'est pourvu en cassation d'un arrêt de la Cour d'appel d'Angers du 13 juin 1902, rendu au profit des consorts Molas.

Il a invoqué à l'apui de son pourvoi les deux moyens suivants :

1° « Violation et fausse application des art. 675, 676, 690, 715, 717, 743 C. proc. civ., 1134, 1599 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a décidé que des immeubles saisis et mentionnés à tort par suite d'une erreur dans le cahier des charges étaient devenus la propriété de l'adjudicataire, alors que, lors de la saisie, ces immeubles étaient la propriété et en possession d'un tiers. »

2° « Violation des mêmes articles et de l'art. 1351 C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a décidé que des parcelles faisant partie d'un premier corps de ferme et mises par le cahier des charges dans un autre corps de ferme étaient devenues la propriété de l'adjudicataire sur conversion de saisie du deuxième corps de ferme, par ce motif erroné qu'il s'agissait d'une vente de parcelles et non de corps de ferme, alors cependant que le jugement d'adjudication portait expressément que la vente des fermes aurait lieu par corps de fermes, et que d'autre part il ne pouvait dépendre du seul rédacteur du cahier des charges d'opérer à son gré le lotissement et le remaniement des parcelles sans le consentement du propriétaire. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que, suivant le procès-verbal de Meslier, notaire à Pouancé, en date du 8 décembre 1887, les consorts Molas ont été déclarés adjudicataires de la ferme de l'Hôtellerie, composée, d'après les énonciations du cahier des charges, de 26 par-

celles, parmi lesquelles figurait la lande des Defaix de Fresne ;

Attendu qu'il résulte des qualités du jugement de première instance que le comte de Lanascol ,assigné par les consorts Molas, en délaissement de cette parcelle, n'a opposé au titre de ses adversaires ni un titre préférable ni une possession antérieure ;

Attendu, il est vrai, que le jugement infirmé par l'arrêt attaqué déclare que « dans le temps de la saisie, pratiquée sur le marquis de Lanascol, la lande des Defaix de Fresne dépendait de la métairie du Fresne, propriété personnelle du comte de Lanascol » ; que ce dernier, en concluant devant la Cour à la confirmation pure et simple de la décision des premiers juges, s'est approprié cette allégation, mais qu'il ne l'a appuyée d'aucun élément de preuve, susceptible de contredire le titre de propriété invoqué par les consorts Molas ;

Attendu qu'en cet état des faits et de la procédure, l'arrêt attaqué a pu décider que, sous réserve d'une revendication ultérieure, à exercer par le comte de Lanascol, provision était due au titre produit pour le soutien de la demande ;

Attendu qu'en déclarant, dans ces termes, les consorts Molas propriétaires de la parcelle litigieuse, ledit arrêt, qui est régulièrement motivé, n'a violé ni l'art. 1599 C. civ. ni les autres textes visés au moyen ;

Sur le second moyen :

Attendu que l'arrêt attaqué ne méconnaît pas qu'aux termes du jugement de conversion rendu le 1er mars 1887, les immeubles précédemment saisis sur le marquis de Lanascol devaient être mis en vente par corps de ferme ; mais qu'il déclare que ce jugement n'avait pas interdit le remaniement des parcelles composant les différents domaines à adjuger ;

Attendu que cette interprétation n'excède pas les pouvoirs souverains des juges du fond ;

Attendu que l'arrêt ajoute que le remaniement a été opéré par le notaire Meslier, en pleine connaissance des propriétés vendues ;

Attendu que le pourvoi objecte vainement qu'il ne pouvait dépendre du notaire rédacteur du cahier des charges d'opérer à son gré le lotissement et le remaniement des parcelles, sans le consentement du propriétaire ;

Attendu, en effet, que la conversion d'une saisie immobilière en vente volontaire a, pour résultat, de rendre au saisi la qualité du vendeur et que le notaire, chargé de procéder à l'adjudication, doit être considéré comme son mandataire ;

Or, attendu qu'en dressant le cahier des charges préalable à la vente, le notaire fait un acte qui rentre essentiellement dans les limites de son mandat ; que, par suite, cet acte, tant qu'il n'a pas été désavoué, doit, au regard des tiers, être réputé fait par le mandant en personne ; qu'ainsi le moyen n'est pas fondé ;

Rejette...

MM. **Falcimaigne** rapp.; **Mérillon** av. gén.(c. conf.). — Mes **de Ramel** et **Sabatier** av.

NOTE. — Si l'on considère la vente sur conversion comme conservant le caractère de vente forcée à l'égard du saisi, l'officier ministériel, avoué ou notaire, chargé de procéder, est commis par justice ; il est le mandataire judiciaire du saisi : V. Dalloz, Suppl. au Rép., vo Vente publ. d'immeubles, no 313. Le saisi ne peut, par suite, être réputé étranger à la confection du cahier des charges, et quand il n'a soulevé à son sujet, avant la vente, aucune observation ou critique, il est réputé l'avoir approuvé.

A plus forte raison doit-il en être ainsi si l'on considère que la conversion a pour résultat de rendre au saisi la qualité de vendeur.

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

7 août 1906.

Présidence de M. Voisin.

SOCIÉTÉS (EN GÉNÉRAL). — ADMINISTRATION. — MANDAT. RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS.

Si les administrateurs d'une société ou ses directeurs statutaires ne sont que les mandataires des associés, ceux-ci sont responsables du choix qu'ils ont fait de ces mandataires et ne peuvent argumenter des dispositions de l'art. 1998 *C. civ. pour rejeter les conséquences du dol et de la fraude de leurs mandataires sur les tiers victimes de ces machinations, lorsque les pouvoirs apparents donnés par les mandants aux mandataires ont contribué à tromper ces tiers de bonne foi.*

Spécialement une Société anonyme peut être déclarée responsable lorsque les administrateurs et le directeur statutaire ont procédé à une émission frauduleuse d'obligations en se servant d'une délibération prise en assemblée générale qui, quatre ans auparavant, autorisait une opération de cet ordre et abandonnait au conseil d'administration le soin de la réaliser, sans que les sociétaires s'en soient ultérieurement occupés.

Magasins généraux de Paris c. Greffulhe.

La Société des Magasins généraux de Paris s'est pourvue en cassation d'un arrêt de la Cour d'appel de Besançon du 4 mai 1904, rendu au profit de M. Greffulhe.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation ou fausse application des art. 1984, 1989, 1998 C. civ., 22 de la loi du 24 juillet 1867, 1382, 1383 et 1384 C. civ., et de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de base légale :

Attendu que Greffulhe a introduit une instance contre la Société anonyme des Magasins généraux de Gray afin de se faire indemniser par elle de la perte résultant pour lui de la nullité des 300 obligations émises au nom de ladite Société, sous la signature de Boisseau, administrateur et de Munier-Friquet, directeur, et à lui données par Boisseau en nantissement ;

Attendu que, d'après l'arrêt attaqué, Boisseau a procédé à l'émission frauduleuse de ces obligations, en 1890, en se servant d'une délibération prise en assemblée générale de la Société le 10 août 1886, qui autorisait une opération de cet ordre et abandonnait au conseil d'administration, dont Boisseau était le président, le soin de la réaliser, sans que les sociétaires s'en soient ultérieurement occupés ; que c'est en qualité d'administrateur et de directeur que Boisseau et Munier-Friquet ont signé

les obligations ; que c'est dans l'exercice de leurs fonctions et à leur occasion qu'ils ont apposé le timbre de la Société sur les titres ; que, d'autre part, la bonne foi de Greffulhe est certaine parce qu'il ignorait le caractère frauduleux de l'émission ;

Attendu qu'en cet état des faits par eux constatés, les juges du fond ont pu, à bon droit, déclarer la Société responsable envers le défendeur éventuel, tout en restreignant l'étendue de cette responsabilité à raison de la faute commise par Greffulhe lui-même en ce qu'il a négligé toute vérification de la régularité de l'émission des titres qui lui étaient remis dans des circonstances peu normales ;

Attendu, en effet, que s'il est vrai que les administrateurs d'une Société ou ses directeurs statutaires ne sont que les mandataires des associés, il est non moins vrai que les associés sont responsables du choix qu'ils ont fait de ces mandataires, et qu'ils ne peuvent argumenter des dispositions de l'art. 1998 C. civ. pour rejeter les conséquences du dol et de la fraude de leurs mandataires sur les tiers victimes de ces machinations, lorsque, comme dans l'espèce, les pouvoirs apparents donnés par les mandants aux mandataires ont contribué à tromper ces tiers de bonne foi ;

Attendu qu'en statuant comme il l'a fait l'arrêt attaqué n'a violé aucune des dispositions visées au moyen ; qu'il a fait, au contraire, une exacte application de l'art. 1384 C. civ. ;

Rejette...

MM. **Fochier** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Morillot** av.

NOTE. — En principe, les actes faits par le mandataire au nom du mandant, mais en dehors des limites de ses pouvoirs sont nuls ; ils sont même à l'égard du mandant *res inter alios acta*, et le mandant n'a point à en poursuivre la nullité. V. Aubry et Rau, 4e édit., § 415, note 5, p. 651 ; Dalloz, Suppl. au Rép., vo Mandat, no 141.

Mais, pour que cette règle soit applicable, il faut évidemment que le mandant n'ait rien fait qui soit de nature à induire les tiers en erreur sur l'étendue du mandat : Cass. 14 juin 1875 (Dalloz, Suppl. au Rép., vo Mandat, no 142 note) ; 11 avril 1876 (D. 79.1.164) ; 13 février 1883 (D. 84.1.80) ; 23 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.632) ; 17 mai 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.252).

Il n'a jamais été mis en doute que ces principes doivent être appliqués aux gérants ou administrateurs de sociétés en général, car ils sont des mandataires. V. Dalloz, Suppl. au Rép., vo Société, nos 207 et suiv.

COUR D'APPEL DE RIOM (1re Ch.)

17 Juillet 1906.

Présidence de M. Delpy.

PRESCRIPTION CIVILE. — ACTION EN RESPONSABILITÉ CONTRE UN NOTAIRE. — CONTRAT DE MARIAGE. — ANNULATION. — POINT DE DÉPART DE LA PRESCRIPTION. — DATE DE PASSATION DU CONTRAT. — IGNORANCE DE LA NULLITÉ INOPÉRANTE.

L'action introduite contre un notaire, à raison du préjudice résultant de la nullité d'un contrat de mariage, se prescrit par trente ans.

Et le point de départ de cette prescription est au jour de la passation de l'acte, sans que la partie qui l'invoque puisse, pour le faire reporter au jour où cet acte a été annulé, arguer de l'ignorance où elle se trouvait jusque là, de la nullité qui le viciait.

Breure c. de Ribier.

A la date du 8 mars 1904, le Tribunal civil du Puy a rendu le jugement suivant :

Le Tribunal,

Attendu que, suivant exploit de Mosnier, huissier à Saint-Paulien, en date du 5 décembre 1903, Clément Breure a fait assigner Frédéric de Ribier, ancien notaire, pour avoir paiement de la somme de 10.000 francs à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice par lui éprouvé, par suite de l'annulation de son contrat de mariage, reçu ledit de Ribier, le 30 janvier 1868 ;

Attendu que Breure base sa demande sur ce que cette annulation a substitué au régime dotal sous lequel il se croyait marié, le régime de la communauté légale ; sur ce qu'il en est résulté que les biens acquis par lui, durant son mariage avec Rosalie Laurent, sont tombés dans la communauté, et sur ce, qu'enfin, Breure a dû soutenir une longue et coûteuse instance qui a été terminée par jugement de cette Chambre, le 24 mars 1902;

Attendu, tout d'abord, que, sans avoir à rechercher si Breure a, ou non, subi un préjudice, et en admettant par hypothèse, que la réclamation de Breure soit fondée en principe, il s'agit, dans l'espèce, non point d'une demande en garantie, puisqu'entre Breure et de Ribier il n'est intervenu aucun contrat réglant des obligations respectives et pouvant donner lieu à un recours quelconque, mais bien d'une demande en responsabilité s'appuyant sur la faute que de Ribier avait commise en n'accomplissant pas les formalités requises, pour la validité du contrat de mariage de la partie, de M. Barreyre et de Rosalie Laurent, cette dernière, en état de minorité ;

Attendu qu'une pareille demande se prescrit par trente ans ; que la seule question est de déterminer le point de départ de cette prescription qui, d'après de Ribier, doit être fixé au jour même de la passation de l'acte, c'est-à-dire au 30 janvier 1868, et qui, suivant Breure, court seulement du jour où la nullité de son contrat de mariage a été prononcée, soit du 24 mai 1902 ;

Attendu qu'il est à remarquer que le jugement dont se prévaut Breure n'a fait que consacrer une nullité préexistante, et que le jour où la nullité a été connue, est née au profit de Breure une action ; qu'il s'ensuit que, dès le 30 janvier 1868, Breuve pouvait agir en son nom personnel ;

Attendu, il est vrai, que la partie de M. Breure allègue aujourd'hui que, si elle n'a pas agi, c'est qu'elle ignorait le droit qui lui appartenait et qui ne lui a été révélé, que par le jugement prononçant la nullité de son contrat de mariage ;

Attendu, tout d'abord, que l'ignorance n'empêche pas la prescription ;

Attendu, de plus, et surtout, que l'acte dont s'agit

est du 30 janvier 1868, tandis que la délibération du conseil de famille, par laquelle Pierre Laurent fut délégué pour assister Rosalie Laurent, future épouse, aux conventions qui seront arrêtées devant notaire, pour établir les clauses et conditions de son contrat de mariage, est du 31 janvier même année ; qu'en outre, il est constant que le conseil de famille de la mineure n'a pas assisté audit contrat de mariage ; que ces deux faits, qui devaient entraîner l'annulation de l'acte, n'ont pas été ignorés de Clément Breure, à l'instant même, ou le lendemain de la passation de l'acte, puisque ledit Breure y a comparu en personne et qu'il était l'une des parties contractantes ; qu'il s'ensuit que, dès ce jour, il s'est ouvert à son profit une action qui, dès ce jour, est devenue prescriptible, Breure l'ayant pu et l'ayant dû connaître ;

Or, attendu que le contrat de mariage, dont l'irrégularité a donné naissance au procès-verbal, est, ainsi qu'il a été dit plus haut, du 30 janvier 1868 ; que l'action en dommages-intérêts n'a été introduite que le 8 décembre 1903, c'est-à-dire plus de trente ans après que Breure a pu et dû connaître ses droits ; que, dès lors, la prescription opposée par de Ribier est acquise ;

Attendu que, dans ces conditions, il est inutile d'examiner les autres moyens soulevés par de Ribier ;

Par ces motifs,

Déclare Clément Breure non recevable en sa demande et l'en déboute, et le condamne, en outre, aux dépens.

Appel par M. Breure.

Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges,

Confirme...

M. **Depeiges** av. gén. — Mes **Delestrade** et Georges **Saloy** av.

NOTE. — La doctrine et la jurisprudence sont en sens contraire. V. Cass. 19 février 1872 (D. 73.1.85) ; Chambéry 9 janvier 1884 (D. 85.2.62) ; Pau 15 mars 1892 (D. 93.2.164 165 et la note — S. 93.2.133) ; Nancy 20 juin 1896 (D. 97.2. 294). *Adde :* Dalloz, Répert. suppl., v° Prescription civile, n° 495 ; Pand. franç. alphab. *cod. verb.*, n° 204 ; Leroux de Bretagne, Traité de la prescript. en matière civile, t. I, nos 691, 718 et 719 ; Baudry-Lacantinerie et Tissier, n° 384 ; Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Prescript. en mat. civ. ,nos 418 et suiv.).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

22 AOUT 1906.

Présidence de M. Chapuis.

1° ET 2° COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS. — TRANSPORTS SUCCESSIFS PAR MER ET PAR TERRE. — CAISSE DE BIJOUX. — MANQUANTS. — ACTION EN RESPONSABILITÉ. — PRESCRIPTION INVOQUÉE. — RÈGLES APPLICABLES. — DERNIER TRANSPORT. — ART. 105 C. COM.

3°, 4° ET 5° CONNAISSEMENT. — CLAUSE DE NON-GARANTIE. — POIDS ET CONTENU. — MENTION « QUE DIT ÊTRE ». — PREUVES. — EFFETS. — FAUTE. — INEFFICACITÉ.

6° ET 7° CHEMINS DE FER. — TRANSPORTS SUCCESSIFS. — ACTION RÉCURSOIRE. — FORMALITÉS DE L'ART. 105 C. COM. — FRAUDE OU INFIDÉLITÉ. — INAPPLICABILITÉ.

1° *Lorsqu'une caisse de bijoux a été chargée à bord d'un navire sur un connaissement stipulant que, dès l'arrivée à bon port, elle serait réexpédiée par voie de terre jusqu'à destination, la compagnie de navigation est responsable envers le destinataire des manquants constatés à la suite d'une effraction opérée en cours de route, si, dès le lendemain de la livraison, celui-ci l'a dûment avisée, par lettre recommandée, conformément à l'art.* 105 *C. com., relatif aux transports terrestres.*

Et vainement elle oppose à l'action en responsabilité dirigée contre elle une fin de non-recevoir tirée des dispositions des art. 435 *et* 436 *C. com. applicables seulement en matière de transports maritimes.*

2° *Il n'y a, en effet, en l'espèce, qu'un contrat unique de transport bien que ce contrat comporte deux modes différents, et c'est le cas d'appliquer la règle suivant laquelle, lorsqu'un transport s'effectue partie par mer, partie par terre, ce sont les principes qui régissent le transport à la suite duquel a eu lieu la livraison qui doivent produire effet.*

3° *La clause d'un connaissement stipulant que le capitaine et la compagnie ne sont pas responsables du poids et du contenu des colis transportés et n'acceptent, quant à ce, aucune responsabilité tirée des énonciations du connaissement, n'est pas opposable à l'action en responsabilité pour manquants à la suite d'une soustraction en cours de route.*

4° *Si la mention manuscrite « que dit être », apposée au-dessus de la signature du capitaine, a pour effet de mettre la preuve d'une faute de la compagnie à la charge du demandeur en responsabilité, cette responsabilité se trouve nécessairement engagée lorsqu'il est constant que les manquants reprochés sont la conséquence d'une effraction suivie de vol.*

5° *Et il importe peu que le connaissement contînt des réserves constatant que la caisse litigieuse était reclouée et avait une planche fendue, s'il résulte du rapport de l'expert commis en vertu de l'art.* 106 *C. com. que cette caisse a été brisée et qu'une marmotte (boîte à serrure divisée en compartiments) contenue en icelle a été brisée et que des bijoux ont été dérobés.*

6° *Lorsque, sans protestations ni réserves, une compagnie de chemins de fer a reçu d'une compagnie de navigation maritime, pour en effectuer le transport, un colis dans lequel, à la suite d'une soustraction avec effraction survenue en cours de route, des manquants sont constatés à la livraison, cette compagnie de navigation est fondée à demander à la compagnie de chemins de fer la garantie de l'action en responsabilité dirigée contre elle par le destinataire ; cette dernière étant présumée avoir reçu le colis litigieux intact et en bon état.*

7° *Et la compagnie de chemins de fer ne saurait opposer à la demande en garantie une déchéance tirée de*

l'inobservation des prescriptions de l'art. 105 *C. com.*

D'une part, en effet, cette déchéance n'est pas opposable à une demande en responsabilité basée sur la fraude ou l'infidélité, soit du voiturier, soit de ses agents, qu'elle ne protège qu'en cas de simple faute, imprudence ou négligence.

Et d'autre part, au surplus, cette déchéance ne peut être invoquée contre la compagnie de navigation alors que celle-ci n'a pas payé le prix du transport par chemin de fer.

Roy. c. Messageries Maritimes, et Messageries Maritimes c. Compagnie P.-L.-M.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il appert des débats que dans le courant du mois de mars 1906, il a été remis à la Compagnie des Messageries maritimes à Alexandrie (Egypte), une caisse de bijouterie fausse et une caisse de bijouterie or et argent à l'adresse de Roy, rue de Turenne, 85, à Paris;

Attendu que ces dites caisses chargées à bord du vapeur « le Congo », ont été déchargées à Marseille et remises à la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée qui en a effectué le transport de Marseille à Paris et en a opéré le 27 mars 1906 la livraison à Roy;

Attendu que celui-ci constata alors que la caisse de bijouterie or et argent était en fort mauvais état et que la serrure de la marmotte renfermant les bijoux avait été fracturée; que, dès le lendemain, 28 mars, Roy en avisa la Compagnie des Messageries maritimes par lettre recommandée conformément à l'art. 105 C. com. :

Attendu qu'une ordonnance de M. le Président de ce Tribunal, en date du 5 avril 1906, a commis un expert lequel a procédé aux opérations d'expertise de la caisse litigieuse ;

Attendu que la Compagnie défenderesse n'a pas déféré à une sommation, l'invitant à assister aux constatations de l'expert, lequel après avoir pris connaissance de l'inventaire des marchandises au départ d'Alexandrie a établi ces manquants conformément à la déclaration qui avait été faite par Roy ; que la caisse a été complètement ouverte en présence des agents de la douane; que l'expert a fixé la valeur des bijoux soustraits à la somme de 572 francs 28 centimes :

Attendu que c'est dans ces conditions que Roy assigne la Compagnie des Messageries maritimes pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 772 fr. 28 centimes qui se décompose en 572 francs 28 centimes, valeur des manquants,et 200 francs pour préjudice supplémentaire, à raison de ses dérangements et faux frais ainsi que de la privation pendant plusieurs semaines de ses collections de bijoux ;

Attendu que la Compagnie des Messageries maritimes conclut au rejet de cette demande et appelle la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée en garantie des condamnations qui pourraient être prononcées contre elle;

Vu la connexité, joint les causes, et statuant sur le tout par un seul et même jugement;

Sur la demande principale :

Attendu que, pour résister à la demande, la Compagnie défenderesse soutient tout d'abord qu'aux termes de l'art. 435 C. com., « toutes actions contre le capitaine pour dommage arrivé à la marchandise sont non recevables si elle a éé reçue saus protestation »;

Attendu que ces protestations sont nulles, si elles ne sont faites et signifiées dans les 24 heures et si, dans le mois de leur date, elles ne sont suivies d'une demande en justice ;

Attendu que, d'une part, Roy a pris livraison de son colis en douane de Paris, le 27 mars 1906, et qu'il a protesté seulement le 29 mars 1906 auprès d'elle; qu'ainsi, n'ayant pas signifié sa protestation dans le délai imparti par l'article précité, Roy aurait encouru la forclusion édictée par ledit article;

Attendu que, d'autre part, la demande dont ce Tribunal est saisi, ayant été formée le 1er juin, n'a pas été formée dans le mois de la protestation ; qu'à ce point de vue encore, la forclusion édictée par l'art. 435 aurait été encourue; que, dans ces conditions, l'action serait irrecevable;

Attendu, que la Compagnie des Messageries maritimes soutient encore que l'article 1er de son connaissement stipule que le capitaine et la Compagnie ne sont pas responsables du poids ni du contenu des colis transportés, n'acceptant quant à ce, aucune responsabilité tirée des énonciations du connaissement : qu'en outre, la clause manuscrite « que dit être » apposée sur le connaissement au-dessus de la signature du capitaine indiquerait bien que la Compagnie n'a entendu accepter les déclarations de poids et de contenu faites par l'expéditeur que sous toutes réserves;

Attendu que, si cette dernière clause n'exonère pas le transporteur de toute responsabilité en cas de faute de sa part, elle aurait pour effet de mettre la preuve de cette faute à la charge de l'expéditeur; que Roy ne ferait pas cette preuve; que la défenderesse soutient enfin qu'en ce qui concerne l'état extérieur du colis, le connaissement du chargeur que Roy possède porte la réserve « marchandise en retour, vieille caisse reclouée, planche fendue, cachets intacts » ; qu'en présence de cette réserve, la Compagnie ne pourrait être recherchée aujourd'hui pour les avaries ou soustractions constatées à l'arrivée;

Attendu que, par suite, la demande de Roy serait tant non recevable que mal fondée et devrait être repoussée;

Sur la recevabilité :

Attendu que si le connaissement stipule que les marchandises sont transportées d'Alexandrie à Marseille, le même contrat dispose que ces dites marchandises seront réexpédiées de Marseille à Paris, aux frais du destinataire : qu'il s'ensuit que la défenderesse s'est engagée à faire parvenir la marchandise à Paris par deux transports successifs, le premier d'Alexandrie à Marseille et le 2e de Marseille à Paris; qu'il n'y a donc qu'un contrat unique de transport, bien que ce contrat comporte deux modes de transports différents;

Attendu qu'il résulte de la jurisprudence et notamment d'un arrêt de la Cour de cassation (Chambres réunies), en date du 22 juillet 1873, que lorsqu'un transport s'effectue partie par mer et partie par terre, ce sont les règles qui régissent le transport à la suite duquel a eu lieu la livraison de la marchandise, qui sont applicables, c'est-à-dire, en l'espèce, les règles concernant le transport de Marseille à Paris ;

Attendu que, dans ces conditions, la fin de non-recevoir tirée de l'art. 435 C. com. n'est pas opposable à Roy :

Et attendu que Roy a pris livraison de la caisse en question le 27 mars 1906, qu'il a avisé le lendemain par lettre recommandée les Messageries maritimes des

manquants ; qu'il s'est conformé aux exigences de l'art. 105 C. com.; que la demande est donc recevable;

Au fond :

Attendu que la clause d'exonération mentionnée au connaissement ne peut s'opposer à une action en responsabilité, alors qu'il s'agit de manquants résultant d'une soustraction en cours de route ; que si la mention manuscrite que « dit être » apposée au-dessus de la signature du capitaine a pour effet de mettre la preuve d'une faute de la Compagnie à la charge de Roy, il ne peut être contesté que la soustraction d'une partie des bijoux résulte d'une effraction suivie de vol ; que la responsabilité de la Compagnie chargée du transport est donc engagée ;

Attendu que, si la défenderesse excipe de ses réserves inscrites sur le connaissement et constatant que la caisse était reclouée, une planche fendue et les cachets intacts, il résulte du rapport de l'expert qu'une des lames du couvercle de la caisse a été brisée et qu'une marmotte (boîte à serrure divisée en compartiments), contenue dans ladite caisse a été fracturée en cours de route et qu'un certain nombre de bijoux ont été dérobés ;

Attendu, que le voiturier est garant de la perte des objets à lui confiés, alors surtout qu'elle résulte d'un vol accompli pendant la durée du transport et dans les conditions susindiquées;

Attendu que, par suite, la Compagnie défenderesse doit être tenue de réparer le préjudice qu'elle a causé à Roy ;

Et attendu que l'expertise ordonnée par M. le Président de ce Tribunal a constaté que la valeur des manquants s'élevait à la somme de 572 francs 28 centimes; que c'est, par suite, au paiement de ladite somme qu'il y a lieu d'obliger les Messageries maritimes, mais ce, toutefois à titre de dommages-intérêts et sans qu'il y ait lieu d'accorder à Roy des dommages-intérêts supplémentaires, celui-ci ne justifiant d'aucun autre préjudice ;

Sur la demande en garantie :

Attendu que, pour résister à la demande, la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée soutient que Roy, ayant accepté la réception des marchandises et ayant payé le prix de leur transport, la Compagnie des Messageries maritimes ne serait pas recevable, par application de l'art. 105 C. com., dans son action en garantie;

Mais attendu qu'il est de jurisprudence que cette déchéance n'est pas opposable à une demande en responsabilité basée sur la fraude ou l'infidélité, soit du voiturier, soit de ses agents, qu'elle ne le protège qu'en cas de simple faute, imprudence ou négligence ;

Attendu que, d'ailleurs, le fut-elle, ladite déchéance ne peut être invoquée à l'encontre de la Compagnie des Messageries maritimes qui n'a pas payé le prix du transport effectué de Marseille à Paris ; que sa demande en garantie est donc recevable;

Attendu, au fond, que la caisse litigieuse a été remise à Marseille par la Compagnie des Messageries maritimes à la défenderesse et que celle-ci l'a acceptée sans aucune protestation ni réserve ;

Attendu qu'en l'absence de toutes réserves, la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée est censée avoir reçu le colis litigieux intact et en bon état ; qu'elle avait donc l'obligation de le délivrer au destinataire en même et semblable état; qu'à défaut par elle d'avoir rempli cette obligation, elle a commis une faute qui engage sa responsabilité ; qu'il échet, par suite, de l'obliger à garantir la Compagnie des Messageries maritimes du montant des condamnations en principal et accessoires qui seront ci-après prononcées contre cette dernière ;

Par ces motifs,

Condamne la Compagnie des Messageries maritimes à payer à Roy, la somme de 572 francs 28 centimes à titre de dommages-intérêts;

Déclare Roy mal fondé en le surplus de sa demande, l'en déboute;

Et condamne ladite Compagnie aux dépens;

Condamne la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée à garnatir en principal et accessoires la Compagnie des Messageries maritimes du montant de la condamnation ci-dessus prononcée ;

Et la condamne en outre, au surplus de tous les dépens.

M^es **Bricard, Massin** et **Girard** agréés.

NOTE. — I et II. — Sur le premier et le second points : Les fins de non-recevoir tirées des art. 435-436 C. com. sont seules applicables en matière de transports maritimes à l'exclusion des art. 105 et suiv. C. com. : Cass. 13 mai 1889 (S. 90.1.21) ; et de même, les dispositions des art. 105 et suiv. sont seules applicables aux transports terrestres et fluviaux : Cass. 25 mai 1891 (D. 92.1.300) ; 27 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.2.401 — D. 96.1.182).

Sur la question de savoir quels sont les textes qu'il convient d'appliquer lorsque les marchandises ont été transportées successivement par terre et par mer et inversement : Comp. [illegible] le sens du jugement recueilli : Cass. 24 janv. 1870 (D. [illegible].1.101) et, sur nouveau pourvoi, Ch. réun. 22 juillet 1873 (D. 74.1.207 — S. 73.1.401) ; Trib. com. Marseille (J. Marseille 75.1.292) ; Trib. com. Havre 13 avril 1886 (J. Marseille 87.2.171). *Adde :* Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. franç., v° Capitaine de navire, n° 458 et Avaries, n^os 330 et 331.

III et IV. — Sur les troisième et quatrième points : Les clauses d'exonération de responsabilité inscrites aux connaissements et lettres de voiture sont licites. Mais, en cas de faute alléguée contre le transporteur, elles ne peuvent avoir pour effet que de déplacer la charge de la preuve et d'en faire peser le fardeau sur le réclamant, nul ne pouvant au moyen d'une convention s'exonérer des conséquences de sa faute. Or, dans l'espèce, le fait que la caisse de bijoux avait été fracturée et vidée d'une partie de son contenu par des voleurs au temps qu'elle se trouvait sous la garde du transporteur impliquait, par lui-même, un défaut de surveillance constitutif d'une faute à la charge de ce dernier. Sur la validité des clauses d'exonération et sur leurs effets : V. Cass. 11 février 1884 (Gaz. Pal. 84.1. 879) ; Cass. 25 juillet 1892 (Gaz. Pal. 92.2.194 — S. 92.1. 360 — D. 92.1.483) ; 9 décembre 1893 (S. 94.1.141) ; Douai 18 avril 1893 et Angers 6 juillet 1894 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Commissionnaire de transports, n^os 557 et 559) ; Trib. com. le Havre 18 février 1895 (Rec. du Havre 96.1.51); Bordeaux 20 novembre 1895 (Rec. Bordeaux 96.1.47).

Sur la portée des clauses de non-garantie en général, et spécialement sur la clause « sans garantie de poids ni contenu », et sur la clause « que dit être » : Comp. Cass. 30 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.128 — S. 97.1.43 — D. 97.1.355); Trib. com. Rouen 9 juin 1886 (Rev. de Dr. marit. 86.165 — Gaz. Pal. T. Q. 1882-87, v° Commissionnaire de transports, n° 77) ; Paris 19 mars 1892 (Gaz. Pal. 92.2.401) ; Rennes 7 mars 1893 (Gaz. Pal. 93.1.536); Poitiers 30 octobre 1893 (Gaz. Pal. 93.2.556 — D. 94.2.252 ; Trib. com. Seine 21 février 1900

(Loi 28 mars 1900 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Commissionnaire de transp., n° 97).

V. — Sur le cinquième point : Les réserves du connaissement quant à l'état de la caisse ne pouvaient évidemment prévaloir contre les constatations de l'expert relatives à une effraction suivie de vol, faits qui n'étaient pas la conséquence de la défectuosité de l'emballage.

VI. — Sur le sixième point : Comp. Alger 11 février 1892 (Rev. Alger 92, 130 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Commissionnaire de transp., n°s 162-163).

VII. — Sur le septième point : L'exception édictée par l'art. 105 C. com. n'est point opposable lorsque l'action dirigée contre le transporteur est motivée par des faits de fraude ou d'infidélité de sa part ou de celle de ses agents : Cass. 18 avril 1848 (S. 48.1.399 - - D. 481.83) ; 16 mars 1859 (S. 59.1.461 — D. 59.1.317) ; 26 avril 1859 (S. 59.1. 454 — D. 59.1.181) ; 22 mai 1865 (S. 65.1.452 — D. 65.1.272); 6 mai 1872 (S. 72.1.288 — D. 76.1.33) ; 11 mars 1874 (S. 74.1. 278 — D. 74.1.336) ; 17 juin 1879 (S. 79.1.380 — D. 79.1.296); *Sic :* Bédarride, t. II, n° 605 et suiv. ; Sarrut, n° 864 ; Duverdy, Transp., n°s 96 et suiv. ; Ruben de Couder, n° 375 ; Féraud-Giraud, t. II, n° 928.

314

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

20 Juillet 1906.

Présidence de M. Bard.

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE. — FRAUDES. — TOILES FAUSSEMENT SIGNÉES. - - MARCHAND. — RECEL. — LOI DU 9 FÉVRIER 1895. — ACTION PUBLIQUE. - — DESTRUCTION.

1° *L'art. 2 de la loi du 9 février 1895 punit d'une peine d'emprisonnement et d'amende tout marchand ou commissionnaire qui aura sciemment recélé, mis en vente ou en circulation une œuvre de peinture, de sculpture, de dessin, de gravure ou de musique sur laquelle un nom usurpé a été frauduleusement apposé, ou sur laquelle la signature de l'auteur ou un signe adopté par lui a été frauduleusement imité dans le but de tromper l'acheteur sur sa personnalité.*

suit de là que le marchand ou commissionnaire qui entre en possession des œuvres altérées par l'un des moyens frauduleux indiqués dans la loi se rend coupable de recel dès lors qu'il agit en connaissance de cause, c'est-à-dire sachant que la chose provient d'un délit ; et les éléments du délit de recel sont réunis s'il est constaté que des tableaux saisis chez un marchand portant des signatures qui constituent des faux nettement caractérisés, ont été achetés par lui en connaissance de cause.

2° *L'action publique est indépendante de l'action civile ; aucun texte de loi n'en subordonne l'exercice à l'existence d'une action civile au profit de la personne lésée ; elle naît et peut être mise en mouvement dans les formes réglées par la loi dès qu'une infraction à la loi pénale a été commise.*

La loi sur les fraudes en matière artistique n'a formulé aucune restriction au droit pour le ministère public de poursuivre d'office les infractions qu'elle prévoit et réprime ; et si elle ne protège que les œuvres non tombées dans le domaine public, elle autorise sous cette réserve la poursuite dans les termes du droit commun, indépendamment de toute plainte.

Spécialement, un marchand de tableaux peut être condamné pour recel d'œuvres de peinture revêtues de fausses signatures et la destruction de ces œuvres peut être ordonnée, sur la seule poursuite du ministère public, bien que ce fait ne soit pas visé dans la plainte.

Barbazanges.

M. Barbazanges, marchand de tableaux, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 17 mars 1906 qui l'avait condamné pour recel de tableaux frauduleusement signés.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 2 de la loi du 9 février 1895 et de l'art. 62 C. pén., en ce que l'arrêt attaqué a condamné le vendeur pour recel de toiles faussement signées, alors que d'après l'art. 62 précité il n'y aurait recel que lorsqu'il y a intention frauduleuse du receleur et volonté de favoriser le délit de l'agent principal, éléments qui ne se rencontreraient pas dans l'espèce :

Attendu que le délit de recel pour lequel Barbazanges a été condamné est spécialement prévu par l'art. 2 de la loi du 9 février 1895 ;

Attendu que cet article punit d'une peine d'emprisonnement et d'amende tout marchand ou commissionnaire qui aura sciemment recélé, mis en vente ou en circulation une œuvre de peinture, de sculpture, de dessin, de gravure ou de musique sur laquelle un nom usurpé a été frauduleusement apposé, ou sur laquelle la signature de l'auteur ou un signe adopté par lui a été frauduleusement imité dans le but de tromper l'acheteur sur sa personnalité ;

Attendu qu'il ressort de ce texte que le marchand ou commissionnaire qui entre en possession des œuvres altérées par l'un des moyens frauduleux indiqués dans la loi se rend coupable de recel dès lors qu'il agit en connaissance de cause, c'est-à-dire sachant que la chose provient d'un délit ;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare que Barbazange. est marchand de tableaux ; que les signatures figurant sur les 26 tableaux saisis chez lui constituent des faux nettement caractérisés ; qu'il a acheté ces tableaux en connaissance de cause, c'est-à-dire sachant que les signatures qui y étaient apposées étaient fausses ;

Attendu que ces énonciations constatent tous les éléments de la complicité par recel exigés par l'art. 2 de la loi du 9 février 1895, dont l'arrêt entrepris a fait une exacte application ;

Sur le deuxième moyen, pris de la violation des art. 3 et 4 de la loi du 9 février 1895 et de la fausse application de l'art. 1er C. instr. crim., en ce que l'arrêt attaqué a admis une poursuite et prononcé une condamnation pour des faits autres que ceux visés dans la plainte de la partie lésée :

Attendu qu'aux termes des art. 2, 3, 4 C. instr. crim., l'action publique est indépendante de l'action civile ; qu'aucun texte de loi n'en subordonne l'exercice à l'existence d'une action civile au profit de la personne lésée ; qu'elle naît et peut être mise en mouvement dans les for-

mes réglées par la loi, dès qu'une infraction à la loi pénale a été commise ;

Attendu que la loi sur les fraudes en matière artistique n'a formulé aucune restriction au droit pour le ministère public de poursuivre d'office les infractions qu'elle prévoit et réprime ; que si elle ne protège que les œuvres non tombées dans le domaine public, elle autorise sous cette réserve la poursuite dans les termes du droit commun, indépendamment de toute plainte ;

D'où il suit qu'en condamnant le demandeur pour le recel d'œuvres de peinture revêtues de fausses signatures, fait non visé dans la plainte de la partie civile, et en ordonnant la destruction de ces œuvres, sur la seule poursuite du ministère public, l'arrêt attaqué n'a violé aucune des dispositions de loi visées au moyen ;

Sur le troisième moyen pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 9 février 1895 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt a ordonné *de plano* la destruction des tableaux vendus à Chapal, partie civile, alors que la loi n'en autorise la destruction que sur le refus du plaignant de les recevoir ;

Attendu que l'arrêt constate que la partie civile a déclaré refuser les tableaux, et ajoute qu'il échet en conséquence d'en ordonner la destruction ;

D'où il suit que les articles visés au moyen n'ont pas été violés, et que le moyen manque en fait ; qu'au surplus ledit moyen serait sans intérêt pour le demandeur ;

Et attendu, d'ailleurs, que l'arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Mercier** rapp. ; **Lombard** av. gén. — Me **Morillot** av.

NOTE. — I.-II. — Sur les deux points : l'art. 1er de la loi du 9 février 1895 (D. 95.4.69) est ainsi conçu : « Seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et d'une amende de 16 francs au moins et de 3.000 francs au plus, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu : 1° ceux qui auront apposé ou fait apparaître frauduleusement un nom usurpé sur une œuvre de peinture, de sculpture, de dessin, de gravure ou de musique ; 2° ceux qui, sur les mêmes œuvres, auront frauduleusement, et dans le but de tromper l'acheteur sur la personnalité de l'auteur, imité la signature ou un signe adopté par lui. » — L'art. 2 dit : « Les mêmes peines seront applicables à tout marchand ou commissionnaire qui aura sciemment recélé, mis en vente ou en circulation les objets revêtus de ces noms, signatures ou signes. » — Art. 3 : « Les objets délictueux seront confisqués et remis au plaignant ou détruits, sur son refus de les recevoir. »

Les cas d'application de cette loi sont demeurés extrêmement rares. Non pas que les délits prévus ne soient fréquents, mais parce qu'ils sont très difficiles à atteindre, particulièrement contre les marchands de tableaux, dont la complicité est toujours difficile à établir. Il résulte, en tout cas, des travaux préparatoires, qu'en appliquant les peines de l'article 1er au marchand qui a sciemment mis en vente ou en circulation les objets frauduleusement revêtus d'un nom usurpé, la loi n'a voulu que consacrer les règles générales en matière de complicité. V. Rapport de M. Bardoux au Sénat (D.95.4.69, note 1).

Il est de principe constant en jurisprudence que l'action publique est absolument indépendante de l'action civile et que l'existence de la première n'est pas subordonnée à l'existence de la seconde, dès qu'une infraction à la loi pénale existe. V. notamment : Cass. 8 mai 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.674) ; 13 février 1904 (Gaz. Pal. 1904.1.474).

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

4 Juillet 1906.

Présidence de M. Bard.

1° INSTRUCTION CRIMINELLE. — SUPPLÉMENT D'INFORMATION. — CHAMBRE D'ACCUSATION.

2° RÉCIDIVE-RELÉGATION. — CONDAMNATIONS ANTÉRIEURES. — DISPENSE DE RELÉGATION PAR VOIE GRACIEUSE.

1° *Lorsque après l'arrêt de renvoi, il a été procédé à un supplément d'information, il n'est pas nécessaire que l'affaire soit soumise de nouveau à la Chambre d'accusation, ni qu'un nouvel acte d'accusation soit dressé.*

2° *La décision gracieuse qui dispense une première fois le condamné de la relégation ne peut exercer aucune influence sur les condamnations antérieures qui ont motivé cette peine ; et le juge peut légalement, pour prononcer une seconde fois la relégation, faire état de condamnations ayant servi de base à la même peine précédemment encourue.*

Massadau.

Le sieur Massadau s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'assises du Gard, du 19 mai 1906, qui l'avait condamné pour faux et usage de faux.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 217 et s. C. inst. crim., en ce que la Chambre des mises en accusation n'a pas été appelée à statuer sur un supplément d'information postérieur à l'arrêt de renvoi et à l'arrestation du demandeur, et en ce que l'acte d'accusation n'a pas non plus été modifié :

Attendu qu'aucun texte n'exige que, lorsqu'il a été procédé à un supplément d'information, l'affaire soit soumise à nouveau à la Chambre des mises en accusation et qu'un nouvel acte d'accusation soit dressé ; que, d'ailleurs, il n'est pas même allégué que les pièces de l'information supplémentaire n'aient pas été versées aux débats ;

Sur le deuxième moyen pris d'une contradiction prétendue dans les réponses du jury, en ce que, après avoir résolu négativement les questions relatives à des faux imputés à l'auteur principal, le jury a cependant déclaré Massadau coupable de complicité des mêmes faux :

Attendu qu'il n'échet de statuer sur ce moyen, les peines de cinq ans de travaux forcés et de cent francs d'amende prononcées contre le demandeur étant, conformément à l'art. 411 C. inst. crim., et en tout état de cause, légalement justifiées, indépendamment de tous autres chefs de poursuites, par des réponses affirmatives du jury, qui déclarent, d'autre part, la culpabilité de Massadau comme auteur direct des crimes de faux ;

Sur le troisième chef pris de la violation des art. 145 et s. C. inst. crim., en ce que le jury n'a pas été interrogé sur la question de préjudice causé et éprouvé :

Attendu que, entre autres, la cinquième question ré-

solue affirmativement, a interrogé le jury sur le point de savoir si Massadau est coupable d'avoir : « frauduleusement fabriqué une fausse carte d'électeur au nom du sieur Archinard.... dans le but d'obtenir du bureau des postes de Montpellier la remise d'un chargement adressé audit sieur Archinard, d'une valeur de mille francs; qu'il apparaît ainsi que le préjudice, ou la possibilité du préjudice, qui y équivaut en droit,sont nécessairement attachés au fait déclaré constant par le jury; et que, dès lors, le moyen n'est pas fondé;

Sur le quatrième moyen pris de la violation des art. 246, 360 C. inst. crim., en ce que des condamnations visées par un précédent arrêt en vue de l'application de la relégation dont remise a été faite une première fois à Massadau par décision gracieuse ont été, quoi qu'effacées ainsi en tant qu'élément dont il pût être fait état désormais, visées à nouveau par l'arrêt attaqué, qui a fait application au demandeur de l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 :

Attendu que la décision gracieuse qui a dispensé une première fois Massadau de l'exécution de la peine de la relégation n'a pu exercer : une influence sur les condamnations antérieures qui ont activé cette peine : que ces condamnations en sont absolument indépendantes et ne constituent pas les éléments d'un délit spécial après le jugement duquel les mêmes faits ne pourraient plus être repris dans une nouvelle poursuite ; qu'il suit de là que, en l'espèce, l'arrêt a pu également, pour prononcer une seconde fois la relégation contre Massadau, faire état de condamnations ayant servi de base à l'application de la même peine précédemment encourue par lui ;

Sur le cinquième moyen pris de ce que, le lendemain de la condamnation, le principal accusé aurait fait des aveux :

Attendu que ce moyen est de pur fait; qu'il ne relève aucune irrégularité dans la procédure, dans le verdict, ou dans l'arrêt, et que, pris en dehors des prévisions de l'art. 408 C. inst. crim., il ne peut donner ouverture à cassation:

Attendu, enfin, que la procédure est régulière et que le verdict du jury, ensemble l'état de récidive constaté justifie légalement les peines prononcées;

Rejette...

MM. **Laurent-Atthalin** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La solution consacrée par l'arrêt recueilli ne saurait être douteuse, puisque, aux termes de l'art. 303 C. instr. crim., le droit de procéder à un supplément d'enquête appartient au président des assises, au début de la procédure devant cette Cour. V. Dalloz, Suppl. au Rép., v° Procéd. crim., nos 1410 et suiv.

II. — Sur le second point : Il est de principe que la grâce laisse subsister la condamnation et n'a d'effet qu'au point de vue de l'exécution de la peine. Et l'art. 5 de la loi de 1885 sur la relégation édicte, par application de ce principe, que les condamnations qui auront fait l'objet de grâce seront néanmoins comptées en vue de la relégation.

S'il en est ainsi des condamnations pour lesquelles la grâce a été formellement accordée, à plus forte raison doit-il en être de même de celles qui n'ont pas fait l'objet de cette mesure, mais qui ont déjà une première fois été comptées pour une relégation dont il a été fait remise par décision grâcieuse.

COUR D'APPEL DE PARIS (6e Ch.)

28 JUILLET 1906.

Présidence de M. Grenier.

LOUAGE DE SERVICE. — REPRÉSENTANT DE FABRIQUE. — CONTRAT. — DURÉE DÉTERMINÉE. — ART. 1184 C. CIV. — RUPTURE DES CONVENTIONS PAR LE PATRON. — INDEMNITÉ.

Ne constitue pas un contrat de louage de services ordinaire, mais une convention à durée déterminée, soumise aux prescriptions de l'art. 1184 *C. civ., d'après lequel la résiliation des conventions synallagmatiques doit être demandée en justice, le contrat par lequel un fabricant a donné à une personne la représentation exclusive de sa maison dans une certaine région et pour un certain temps.*

Dès lors, le fabricant, en congédiant son représentant avant la date fixée et en dehors des cas limitativement déterminés par la convention, a rompu arbitrairement le contrat sans pouvoir justifier que le représentant ait manqué gravement à ses obligations, la résiliation doit être prononcée aux torts du fabricant avec dommages intérêts à sa charge.

Clabaut et Grau c. Boulay.

Les circonstances de fait de l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt ci-dessous rapporté résultent clairement du jugement suivant rendu à la date du 7 juin 1905 par le Tribunal de commerce de la Seine:

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il est établi qu'au mois de mai 1902, Clabaut et Grau, fabricants de papiers et cartonnages à Marquette-lez-Lille (Nord), ont engagé Bouley comme leur représentant unique sur la place de Paris et dans les départements de Seine et Seine-et-Oise, pour une durée de 5 années, à partir du 1er juin 1902 ;

Attendu qu'aux termes des conventions, une commission de 2 ½ % était allouée à Bouley sur toutes les affaires traitées directement ou indirectement dans ce rayon ; qu'il avait droit, en outre, à une bonification consistant dans la moitié des majorations obtenues par lui sur les prix de base de la maison Clabaut et Grau ; qu'un compte courant devait lui être ouvert avec la faculté de prélever mensuellement ce qu'il désirerait, à valoir sur commissions ; qu'il était dit qu'en cas de non-paiement, aucune commission ne lui serait allouée sur les sommes restées impayées ; qu'il avait été spécifié que le contrat se continuerait au bout de 5 années, si l'une des parties ne prévenait l'autre six mois à l'avance et par lettre recommandée, de son intention de résilier ; que Clabaut et Grau s'étaient seulement réservé la faculté de mettre fin aux conventions dans le cas où Bouley serait atteint de maladie grave ou d'infirmité lui empêchant tout service pendant une durée supérieure à deux mois ;

Attendu qu'il est constant, en fait, que lesdites conventions reçurent leur exécution jusqu'au 30 juin 1904 ; qu'à cette date, Clabaut et Grau ont fait savoir à Bouley qu'ils rompaient leurs relations avec lui à partir du-

dit jour, et que Bouley n'était plus leur représentant ; que, par leur circulaire portant la date sus-indiquée, ils ont informé de cette rupture les clients visités par Bouley, en leur annonçant qu'ils les visiteraient personnellement jusqu'à ce qu'une nouvelle solution soit intervenue ;

Attendu que c'est à raison de ce brusque congédiement que Bouley, par exploit du 15 juillet 1904, a assigné Clabaut et Grau pour voir déclarer que c'est à tort et sans droit qu'il avait été congédié ; s'entendre, en outre, les défendeurs, condamner à lui payer : 1° la somme de 8.794 fr. 95, montant de son compte créditeur ; 2° la somme de 50.000 francs à titre de dommages-intérêts ;

Sur le chef du congédiement :

Attendu que Clabaut et Grau soutiennent qu'en mettant fin aux fonctions de leur représentant, ils n'auraient pas excédé leurs droits ; que Bouley aurait, par son attitude et ses observations déplacées, motivé la mesure prise à son encontre ; que la preuve en ressortirait notamment de la correspondance de Bouley, dont les plaintes systématiques auraient mis Clabaut et Grau dans la nécessité de lui retirer leur représentation ;

Mais attendu que les rapports existant entre les parties étaient réglés non par un contrat de louage de services ordinaire, mais par des conventions à durée déterminée, soumises aux prescriptions de l'art. 1184 C. civ., d'après lequel la résiliation doit être demandée en justice ; que, par suite, Clabaut et Grau ne pouvaient, de leur propre autorité, mettre fin aux conventions ;

Attendu qu'il échet néanmoins de rechercher si les griefs invoqués à l'encontre de Bouley étaient suffisamment fondés pour motiver l'application de la clause résolutoire sous-entendue dans les contrats synallagmatiques lorsque l'une des parties n'exécute pas ses obligations ;

Attendu que si, à la vérité, la correspondance échangée entre ces parties démontre que les rapports existant entre elles ont été, à certains moments, assez tendus, il n'est nullement justifié que Bouley ait pris, à l'égard des défendeurs, une attitude telle qu'une résiliation soit devenue nécessaire ; qu'il convient de remarquer que Bouley, n'étant pas employé à gages, avait une liberté plus grande dans ses appréciations et dans les critiques qu'il pouvait avoir à présenter, à la suite des observations qu'il recevait lui-même de sa clientèle ; que Clabaut et Grau n'établissent pas que les critiques formulées par leur représentant aient présenté, à aucun moment, un caractère injurieux ;

Attendu que, dans ces conditions, il convient de reconnaître que Clabaut et Grau ont rompu arbitrairement les conventions, et sans pouvoir établir que Bouley ait manqué gravement à ses obligations à leur égard ; que c'est donc à tort et sans droits qu'ils ont congédié Bouley avant la date fixée et en dehors des cas limitativement déterminés par la convention même ; qu'il échet, en conséquence, d'obliger les défendeurs à réparer le préjudice qu'ils ont causé à Bouley par une mesure injustifiée ;

Sur les dommages-intérêts réclamés :

Attendu que Bouley décompose comme suit le préjudice qu'il invoque : 1° 35.000 fr. perte de son emploi ; 2° 15.000 fr. perte de sa clientèle, au total 50.000 fr. ;

Attendu que ces deux éléments de préjudice sont justifiés dans leur principe ; qu'il n'apparaît point, en effet, que Bouley puisse conserver une clientèle que Clabaut et Grau ont manifesté l'intention de visiter personnellement ; que, toutefois, Bouley n'établit point qu'il ait subi la totalité du préjudice dont il excipe ; que le tribunal, tenant compte des bénéfices que Bouley retirait de sa représentation ainsi que de la durée restant à courir sur le contrat en cours, a les éléments nécessaires d'appréciation pour fixer, toutes causes confondues, à 15.000 fr. l'importance du préjudice subi par le demandeur ; qu'il échet de fixer à ladite somme le montant des dommages-intérêts réclamés ;

Sur le compte d'entre les parties :

Attendu qu'il ressort des débats que Bouley est resté créancier d'un compte de commissions et de bonifications sur lequel les parties sont en désaccord ; qu'en l'état, le Tribunal n'a pas les éléments nécessaires d'appréciation pour solutionner dès à présent et définitivement cette partie du litige ; qu'il échet d'ordonner un supplément d'instruction quant à ce ;

Par ces motifs,

Vu le rapport de l'arbitre ;

Statuant sur la résiliation et les dommages-intérêts réclamés ;

Dit que c'est à tort et sans droit que Clabaut et Grau ont congédié Bouley à la date du 4 juillet 1904 ;

Condamne Clabaut et Grau, par les voies de droit, à payer à Bouley la somme de 15.000 fr. à titre de dommages-intérêts ;

Déclare Bouley mal fondé dans le surplus de sa demande, l'en déboute ;

Et condamne Clabaut et Grau aux dépens de cette partie de l'instance ;

Dit qu'il y a lieu d'ordonner un supplément d'instruction sur le compte d'entre les parties... ;

Dépens de ce chef réservés.

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Statuant sur les appels, tant principal qu'incident, interjetés, le premier par Clabaut et Grau, le second par Bouley, d'un jugement rendu le 7 juin 1905 par le Tribunal de commerce de la Seine ;

Considérant qu'ayant, en mai 1902, moyennant une rémunération déterminée au contrat dans son mode et son quantième, loué, pour une durée de 5 années, ses services à la maison Clabaut et Grau, de Marquette-lez-Lille, Bouley s'est vu, le 30 juin 1904, l'objet d'un congédiement que les premiers juges ont, à bon droit, qualifié d'arbitraire et d'injustifié ; que, saisis par ce dernier de deux demandes nettement distinctes et sans confusion possible dans leur but, tendant, l'une à la réparation du préjudice éprouvé, l'autre au paiement des commissions acquises antérieurement à la rupture, ils ont, d'une part, alloué à Bouley une somme de 15.000 francs à titre de dommages-intérêts, et, d'autre part, ordonnant un supplément d'instruction sur le compte d'entre les parties, sursis à statuer jusqu'à ce que, par les soins d'un nouvel arbitre nommé d'office, il ait été,

quant à ce, procédé à un plus complet examen de leur différend ;

Considérant que, frappée d'un double appel, cette décision qui fait, tant des circonstances de la cause que des prétentions respectives des parties, une saine appréciation, et réserve sagement la solution à intervenir sur la deuxième partie du litige, doit être maintenue dans ses dispositions essentielles ; qu'elle ne saurait subir de modification qu'en ce qui touche le chiffre des dommages-intérêts, objet de l'appel incident ;

Considérant que, par cet appel, Bouley, reprenant ses conclusions de première instance, demande qu'il lui soit alloué une indemnité totale de 50.000 francs, se décomposant ainsi : 15.000 francs pour la perte de clientèle, 35.000 francs pour la perte de son emploi ;

Considérant que le Tribunal a cru devoir ramener, toutes causes de dommage par lui confondues, à la somme de 15.000 francs le quantième de la réparation à laquelle Bouley devait légitimement prétendre ; que cette évaluation est insuffisante ;

Considérant, en effet, que des documents nombreux soumis à l'examen de la Cour, aussi bien que des explications contradictoirement fournies à l'audience, il résulte que la perte de la clientèle pouvant, à elle seule, être chiffrée à la somme de 15.000 francs, Bouley a droit, en outre, à être indemnisé, quels qu'aient pu être, depuis le 30 juin 1904, les bénéfices retirés de la représentation de maisons similaires, de la perte de ceux que comportait, élevés et certains, son emploi auprès de Clabaut et Grau ; qu'en arbitrant, à l'aide des éléments suffisants d'appréciation qu'elle possède, à 1.000 fr. pour chacune des années restant à courir sur la durée du contrat, soit à 3.000 francs, le montant de ce chef de l'indemnité, la Cour donne à l'appel incident une équitable satisfaction ; qu'ainsi se trouve définitivement fixé à une somme globale de 18.000 francs, le quantième des dommages-intérêts que Clabaut et Grau seront tenus de verser à Bouley pour les causes sus-énoncées ;

Sur les conclusions additionnelles :

Considérant que, s'il est exact, ainsi que l'allèguent en lesdites conclusions, Clabaut et Grau, que le nouvel arbitre rapporteur commis par le Tribunal ait, depuis les conclusions d'appel, déposé son rapport et fixé à 8.347 fr. 65 la somme due à Bouley du chef des commisions, la Cour n'a point à faire état de ce document, élément étranger à la portion du litige sur laquelle il est statué par le présent arrêt ; que ce travail de l'arbitre ne pourra, s'il y échet, être régulièrement soumis au second degré de juridiction qu'après avoir subi l'épreuve du premier ; qu'il convient, en conséquence, de débouter, comme non fondés en icelles, Clabaut et Grau de leurs conclusions additionnelles, aux fins qu'ils prétendent, ainsi que de celles de leur appel principal ;

Par ces motifs,

Et adoptant ceux des premiers juges,

Confirme, toutes conclusions contraires étant rejetées comme inutiles ou non justifiées, la décision entreprise ;

Elève, toutefois, sur l'appel incident, de 15.000 fr. à 18.000 francs le chiffre global de dommages-intérêts que Clabaut et Grau seront tenus de payer à Bouley, pour les deux causes de préjudice sus-énoncées ;

Dit que, sous le mérite de cette modification, le jugement attaqué sortira effet dans chacune de ses dispositions, et notamment dans celle qui surseoit à statuer sur le compte d'entre les parties touchant les commissions acquises à Bouley antérieurement à la rupture ;

Condamne lesdits Clabaut et Grau aux dépens.

M. **Pringué** av. gén. — M[es] **Destruels** et Gustave **Gouhyer** av.

NOTE. — Il est parfois très délicat de préciser exactement la nature juridique des conventions qui lient un industriel à l'agent chargé de représenter sa maison dans une région déterminée, pour un temps fixé.

On y peut voir soit un mandat, soit un louage de services, soit enfin une convention à durée déterminée, soumise aux prescriptions de l'art. 1184 C. civ. Or, il est bien évident que selon l'opinion qu'on adoptera sur la question, la rupture du contrat par le patron produira des effets juridiques différents selon les règles qui seront considérées comme applicables au contrat. Est-ce un mandat ? Il sera, de par sa nature, essentiellement révocable (art. 2004 C. civ.) et par suite le représentant n'aura aucuns dommages-intérêts à réclamer. Est-ce au contraire un louage de services ? La rupture injustifiée du contrat pourra, dans certains cas, rendre le patron passible de dommages-intérêts (art. 1780 nouveau C. civ.).

La jurisprudence la plus autorisée paraît voir actuellement dans ce contrat un mandat régi par les principes des art. 2003 et 2004 C. civ. D'où il suit que le patron peut congédier son représentant et que celui-ci peut se retirer sans qu'il soit besoin, de part ni d'autre, d'un délai de prévenance. Du moins,, il en est ainsi lorsqu'il s'agit d'un représentant à la commission, qui ne reçoit aucune rémunération, aucun appointement en dehors d'une remise proportionnelle sur les affaires par lui apportées et *lorsque le contrat est fait sans aucune détermination de durée :* Cass. 12 janvier 1887 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Louage d'ouvrage, n[os] 136 et suiv.) ; Rouen 5 août 1897 (Rec. Rouen 98.1.271 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Louage d'ouvrage, n° 119) ; Trib. com. Lisieux 19 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.2.285) ; Trib. com. Seine 30 septembre 1899 (Journ. Trib. com. 1901.258) ; Trib. com. Marseille 2 avril 1902 (Rec. Marseille 1902.1.247); Limoges 18 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.460) ; Lyon 27 janvier 1904 (Loi 12 mars 1904) ; Trib. com. Marseille 6 juin 1905 (Rec. Marseille 1905.1.306). Mais lorsque le représentant est engagé pour une durée ferme, il est admis, par interprétation de la volonté présumée des contractants, que la rupture intempestive et injustifiée des conventions par le patron l'expose à une action en dommages-intérêts. V. en ce sens : Cass. 5 décembre 1904 (D. 1906.1. 110) ; Lyon 6 avril 1895 (D. 95.2.431) ; Trib. com. Nantes 21 décembre 1898 (Rec. du Havre 1899.2.145) ; Trib. com. Marseille 27 décembre 1900 (Rec. Marseille 1901.1.92) ; Trib. com. Nantes 23 novembre 1901 (Rec. Nantes 1902.1. 104 — Gaz. Pal. 1902.1, Table, v° Louage d'ouvrage, n[os] 13 et 14). Voir également sur la question les renvois à la doctrine et à la jurisprudence dans notre note sous Limoges 18 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.460). *Adde :* Baudry-Lacantinerie et Wahl, Traité du Mandat, 2[e] édit., n° 390) ; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit com., 2[e] édit., t. III, n° 520).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

26 Juillet 1906.

Présidence de M .Lemoué.

AGENT D'AFFAIRES. — HONORAIRES. — FIXATION A FORFAIT. POUVOIR SOUVERAIN DES TRIBUNAUX. — VENTE DE FONDS DE COMMERCE. — ABSENCE DE DÉMARCHES. — CONCLUSION D'UNE VENTE DONT L'AGENT D'AFFAIRES ÉTAIT CHARGÉ. — FRAIS D'ACTES ET DE PAPIER TIMBRÉ.

Les Tribunaux ont un pouvoir souverain pour apprécier la rémunération due aux agents d'affaires, même lorsqu'elle a été fixée à forfait, alors qu'elle est manifestement exagérée, notamment lorsque l'agent d'affaires, loin de remplir le mandat que lui avait donné un acquéreur de fonds de commerce, s'est borné à conclure une vente dont il était précisément chargé par le propriétaire du fonds.

Il n'a, dans ces conditions, droit qu'à la rémunération de ses peines et soins pour le seuul travail qu'il a fait, la rédaction des actes de vente et les débours de papier timbré.

Thivet c. Mangin et Richen.

Le Tribunal,

Attendu que, se prévalant d'un bon de commission que lui aurait remis Mangin, le 11 août 1903, par lequel ce dernier s'est engagé à verser au sieur de Puybaudet une somme forfaitaire de 5.000 francs, au cas où il deviendrait acquéreur seul ou avec des associés du fonds de commerce et d'industrie du sieur Bernaux, consistant en manufacture de tapisserie à Aubusson et à Felletin (Creuse), et maison de vente à Paris, Thivet, cessionnaire régulier de de Puybaudet, prétend et fait plaider que Mangin, s'étant rendu acquéreur dudit fonds, le 14 août suivant,serait débiteur envers lui de la somme de 4.756 francs, restant dûe sur la somme forfaitaire de 5.000 francs susvisée, stipulée pour la rétribution de son mandat ;

Mais attendu qu'il convient tout d'abord d'observer qu'ainsi que cela résulte d'une procuration dressée par Me Merlat, notaire à Aubusson, le 6 août 1903, le sieur et la dame Bernaux ont donné au sieur de Puybaudet mandat et pouvoir de vendre de gré à gré ou aux enchères, en bloc ou en détail, le fonds de commerce et d'industrie de tapisseries exploité à Aubusson et à Felletin (Creuse), avec maison de vente à Paris, 47, rue Vivienne, y compris le matériel, mobilier et marchandises en dépendant ainsi que le droit aux baux, etc., de faire cette ou ces ventes à telles personnes moyennant les prix, charges et conditions que de Puybaudet jugerait convenables ;

Attendu qu'il s'ensuit qu'alors qu'il offrait son entremise à Mangin pour l'acquisition du fonds dont s'agit, de Puybaudet n'avait aucune démarche ou recherche à faire puisque c'était lui qui était chargé de sa vente par les époux Bernaux ;

Attendu qu'il est constant que Mangin n'a consenti à souscrire l'énorme commission demandée par de Puybaudet qu'à raison des démarches, frais et débours que devait lui nécessiter son entremise et qu'il n'aurait certainement pas souscrite si ce dernier lui avait révélé sa qualité de mandataire-vendeur dudit fonds ;

Attendu, qu'en dissimulant à Mangin sa véritable qualité, de Puybaudet a vicié le contrat intervenu entre lui et le demandeur et en tous cas, n'a pas eu à remplir la condition essentielle dudit contrat, la recherche et la négociation de la vente du fonds litigieux et la défense des intérêts de Mangin qu'il s'était chargé de représenter dans lesdites négociations et recherches, puisque ledit fonds était à sa disposition et qu'en fait il en était le vendeur ;

Attendu, qu'il ne saurait, dès lors, avoir droit à la rétribution promise pour les services et des soins qu'il n'a pas rendus ;

Et attendu que les Tribunaux ont un pouvoir souverain pour apprécier l'importance de la rémunération due aux agents d'affaires même lorsqu'elle a été fixée à forfait, alors qu'elle est manifestement exagérée ;

Attendu qu'en l'espèce, non seulement, les honoraires réclamés eussent été exagérés, même si, ce qui n'est point, de Puybaudet eut réalisé les conditions du mandat que lui avait confié Mangin ; qu'ainsi qu'il est dit ci-dessus, il n'a nullement rempli, se bornant simplement à conclure, une vente qu'ia était chargé de faire par le détenteur du fonds ;

Attendu qu'il n'a donc droit dans ces conditions qu'à la rémunération de ses peines et soins pour le seul travail qu'il a fait pour Mangin, à savoir la réduction des actes de vente et les débours de papier timbré faits pour lesdits actes ;

Attendu que le Tribunal estime que la somme de 244 francs déjà versée par Mangin et imputée par Thivet sur le montant de sa prétendue créance qu'il réduit à 4.756 francs en sa demande, sera la suffisante rémunération desdites peines, soins et débours ;

Et attendu que Thivet ne saurait avoir plus de droit que de Puybaudet, son cédant ; que, dès lors, et sans qu'il soit nécessaire de rechercher si Mangin a agi en l'espèce pour la Société Mangin et Richen ou avec Richen, il échet de déclarer Thivet mal fondé en sa demande et de l'en débouter ;

Par ces motifs,

Déclare Thivet mal fondé en sa demande, l'en déboute ;

Et le condamne aux dépens.

Me Coulon av.

NOTE. — Les Tribunaux peuvent réduire les salaires d'un agent d'affaires selon l'importance des services rendus, malgré leur fixation convenue d'ávance : Trib. civ. Nice 28 novembre 1899 ; Trib. com. Seine 19 juillet 1899 ; Trib. civ. Montreuil-sur-Mer 25 mai 1900 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Agent d'affaires, n° 7). *Adde :* Bordeaux 18 mai 1898 (Rec. de Bordeaux 1898.1.382).

Ils ont également un pouvoir souverain d'appréciation pour fixer la rémunération à laquelle peut avoir droit le mandataire ou agent d'affaires par l'intermédiaire duquel s'est effectuée la vente d'un fonds de commerce : Trib. com. Le Havre 17 février 1897 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° cit., n° 20) ; Trib. com. Seine 19 juillet 1899, précité.

315-316

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

23 Octobre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré,
premier président.

ENREGISTREMENT. — CONTRAT DE MARIAGE. — DOT A LA FUTURE. — OBLIGATION PAR LE FUTUR DE RESTITUER. — CAUTIONNEMENT PAR SES ASCENDANTS. — DROIT DE 0 FR. 50 %.

La reconnaissance par le futur d'avoir reçu la dot se lie étroitement à la libéralité faite, à l'occasion du mariage, par les parents de la future et forme avec la constitution de dot l'un des éléments nécessaires et corrélatifs du contrat, lequel est soumis, pour l'ensemble de ses dispositions, au droit proportionnel de donation.

En conséquence, l'engagement souscrit par les ascendants du futur de garantir le retour de la dot consentie à la future ne saurait être affranchi du droit particulier de cautionnement, auquel il est assujetti indépendamment de la taxe perçue sur la convention principale, et le tarif applicable est celui de 0 fr. 50 %.

Enregistrement c. consorts de Murati.

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 69, § 2, n° 8 de la loi du 22 frimaire an VII ;

Attendu que ce texte dispose, d'une part, que les « cautionnements de sommes et objets mobiliers, les garanties mobilières et les indemnités de même nature » sont soumis à un droit de 0 fr. 50 % et, d'autre part, que ce droit sera perçu « indépendamment de celui de la disposition que le cautionnement, la garantie ou l'indemnité aura pour objet, mais sans pouvoir l'excéder »;

Attendu que les juges du fond constatent que : 1° par contrat de mariage, passé le 28 octobre 1898 entre Gentile de Morati et la demoiselle Pietri, portant adoption du régime dotal avec communauté d'acquêts, les père et mère de la future lui ont constitué en dot, chacun pour moitié, la somme de 50.000 francs en avancement d'hoirie, avec clause de retour au cas de prédécès de la future et de sa postérité ; 2° le père et les deux oncles du futur, pour garantir la conservation de la dot et en assurer le remboursement éventuel, se sont portés cautions avec affectation hypothécaire de divers immeubles leur appartenant ;

Attendu que l'administration de l'Enregistrement a perçu sur la somme de 50.000 fr., montant de la constitution de dot, le droit proportionnel de donation réduit pour la Corse à 0 fr. 625 % et a réclamé, en outre, sur le cautionnement, le droit de 0 fr. 50 % édicté par le texte précité et s'élevant, double décime et demi compris, à 311 fr. 25, laquelle somme n'excède pas la taxe perçue sur la donation ;

Attendu que le Tribunal a, sur l'opposition formée par les consorts de Morati contre la contrainte décernée pour le paiement de ce droit, débouté l'Administration sous le prétexte que la déclaration du futur, reconnaissant avoir reçu la somme constituée en dot, ne donnait ouverture à aucun impôt particulier et que, par suite, il ne devait être rien perçu sur le cautionnement consenti par le père et les oncles de de Morati pour la restitution éventuelle de ladite dot ;

Mais attendu que la reconnaissance du futur se lie étroitement à la libération faite, à l'occasion du mariage, par les parents de la demoiselle Pietri et forme avec la constitution de dot l'un des éléments nécessaires et corrélatifs du contrat, lequel est soumis, pour l'ensemble de ses dispositions, au droit proportionnel de donation ;

Attendu que l'engagement souscrit par le père et les oncles du futur à l'effet de garantir, le cas échéant, aux époux Pietri le retour de la dot consentie par eux à leur fille, ne saurait, en conséquence, être affranchi du droit particulier de cautionnement, auquel il est assujetti indépendamment de la taxe perçue sur la convention principale ; que c'est donc à juste titre que l'Administration a réclamé le droit de 0 50 % sur cette clause spéciale du contrat, en prenant pour base le taux du droit exigible sur la disposition principale, de façon à ne pas l'excéder ;

D'où il suit qu'en annulant la contrainte décernée pour le paiement de la somme de 311 fr. 25 réclamés de ce chef aux consorts de Morati, le jugement attaqué a violé l'article ci dessus visé ;

Casse et renvoie devant le Tribunal civil d'Ajaccio.

MM. **Maillet** rapp. ; **Mérillon** av. gén. (c. conf.). — Me **Coche** av.

NOTE. — Le cautionnement est un contrat garantissant l'exécution d'une obligation. Il est soumis, par l'art. 69 § 2, n° 8 de la loi du 22 frimaire an VII, au droit de 0 fr. 50 %, sous la réserve que ce droit ne dépassera pas celui qui est perçu sur la disposition principale. Lorsque, dans une obligation de somme, la caution garantit l'engagement de l'emprunteur de restituer les deniers empruntés, le droit de 0 fr. 50 % est applicable, parce que « tous actes ou écrits qui contiennent obligation de somme » sont assujettis au droit de 1 % par l'art. 69 § 3 n° 3 de la loi du 22 frimaire an VII. Il faut bien remarquer que ce n'est pas le fait de *prêter* qui est imposé au droit de 1 %, mais l'obligation de restituer souscrite par l'emprunteur, obligation résultant de la reconnaissance de la dette, et cette observation est d'autant plus exacte que la Régie n'hésite pas à percevoir ce droit, que la tradition de la somme ait lieu par le contrat ou qu'elle ait été réalisée antérieurement. Or, dans un contrat de mariage contenant constitution de dot à la future, les conventions des parties se décomposent comme suit : donation à la future, par l'ascendant, apport par la future de la somme reçue, engagement par le futur de restituer la dot ; il n'y a donc qu'une seule obligation : celle que contracte le futur de restituer la somme encaissée par lui, et, lorsque les ascendants du futur cautionnent leur fils, ils garantissent l'exécution de cette obligation. Si le droit de 1 % était dû sur cet engagement du futur, le droit de 0 fr. 50 % serait incontestablement exigible sur la garantie donnée par les ascendants. Mais il n'en est pas ainsi : le fait seul de la constitution de dot à la femme a rendu le mari débiteur (C. civ. 1472, 2135) ; il se trouve *légalement* tenu sur ses biens de la restitution de la dot, et cette obligation légale échappe à l'impôt. Il en faut conclure que l'obligation cautionnée n'étant soumise à aucun droit, le cautionnement, qui ne peut être assujetti à un droit plus élevé que celui perçu sur la disposition principale, ne saurait donner ouverture à l'impôt. C'est ce qu'avait compris le Tribunal de Bastia dans son juge-

ment du 13 juillet 1900 (Rev. gén. prat. 2199, 2525) que la Chambre civile vient de casser. Pour consacrer la perception du droit de 0 fr. 50 %, à titre de cautionnement, la Cour n'a qu'un motif : la libéralité, la tradition des deniers, l'obligation de restituer sont les éléments corrélatifs et nécessaires d'une seule disposition qui est la donation, et comme cette donation est imposable au droit de 1 fr. 25 % (actuellement 2 %), le droit de 0 fr. 50 % n'excède pas celui qui a été perçu sur la disposition principale. La confusion est manifeste. La restitution n'est pas l'élément corrélatif et nécessaire de la donation ; il en est seulement la conséquence. Les contractants pourraient stipuler cette restitution dans le contrat (s'ils ne le font pas, c'est parce que la loi supplée à cette convention) ; aucun droit ne serait perçu, non pas parce que cette stipulation forme un élément de la donation, mais parce qu'elle constitue une disposition dépendante de cette donation, réglant les conditions de la libéralité ; or, si cette disposition dépendante n'est pas assujettie à un droit particulier, c'est parce qu'un texte formel de la loi (art. 10 et 11 de la loi du 22 frimaire an VII) l'en dispense. On se trouve donc, en réalité, devant une exonération d'impôt en ce qui concerne la disposition principale, et cette exonération doit nécessairement profiter au cautionnement.

Il ne nous semble pas possible que l'existence de cette disposition dépendante étant admise, le doute subsiste sur la non-exigibilité du droit de cautionnement. Cette conséquence n'a pu échapper à la Cour ; nous ne saurions, dès lors, comprendre sa décision, car nous ne pouvons supposer un seul instant qu'elle ait tenu le raisonnement que voici, le seul qui puisse justifier l'arrêt et que nous livrons à nos lecteurs, sans commentaire :

L'obligation de restituer la dot est une disposition dépendante de la donation ; mais les dispositions dépendandantes sont celles qui constituent les éléments corrélatifs et nécessaires du contrat principal ; l'obligation de restituer constitue donc la donation même dont elle est un des éléments corrélatifs et nécessaires ; et puisque l'obligation de restituer est un élément de la donation, il ne peut pas y avoir de disposition accessoire ou dépendante.

COUR D'APPEL DE GRENOBLE

11 Juillet 1906.

Présidence de M. Poilroux.

ASSOCIATIONS. — LOI DU 1er JUILLET 1901. — CONGRÉGATION NON AUTORISÉE. — PERSONNE INTERPOSÉE. — HYPOTHÈQUES CONSENTIES PAR LE PRÊTE-NOM. — BONNE FOI. — CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES. — BONNE FOI. — VALIDITÉ DES HYPOTHÈQUES.

La loi du 1er juillet 1901 *n'apporte aucune dérogation à la maxime de droit* Error communis facit jus, *qui est fondée sur les principes les plus graves d'ordre public et d'intérêt général au point de vue de la stabilité des conventions et du maintien de celles intervenues de bonne foi.*

Dès lors, bien qu'elle soit muette sur cette maxime, elle ne peut atteindre une hypothèque consentie de bonne foi par le propriétaire apparent à des créanciers hypothécaires également de bonne foi.

Rivail ès qualités c. Gauthier et autres.

La Cour,

Attendu que, par acte reçu. Me Vigan, notaire à Grenoble, le 9 février 1877, 11 prêtres ont acheté des Consorts Lizambert, une surface de 3.000 mètres de terrain sis dans ladite ville, rue Joseph Chanrion, à l'angle de la place Malakoff, pour le prix de 108.000 francs dont le dernier acompte a été payé le 8 juillet 1895 ;

Attendu que des constructions importantes ont été élevées sur ce terrain et que les neuf acquéreurs suivants ont, par acte reçu Me Ragis, le 4 janvier 1889, constitué une société civique ayant pour objet la mise en commun des immeubles dont il s'agit ;

Attendu que, par suite de diverses cessions de parts, la Société, au 5 septembre 1900, comprenait huit membres dont deux laïcs ; qu'à cette date, la Société civile ainsi composée, a souscrit 3 obligations dont 2 au profit de Mmes Tochon et Marcel de 25.000 francs chacune et la 3e de 10.000 francs au profit de Gauthier, entrepreneur à Vif, soit en tout pour la somme de 60.000 francs remboursable au 4 % avec affectation hypothécaire sur les immeubles sis rue Joseph Chanrion n° 12, dont l'acte rappelle l'origine de propriété ;

Attendu qu'en exécution de la loi du 1er juillet 1901,le Tribunal, par jugement du 23 octobre suivant, a nommé Rivail liquidateur et administrateur séquestre des biens de la congrégation non autorisée des Missionnaires de la Salette qui détenaient les immeubles précités lors de la promulgation de la loi ;

Attendu qu'un des créanciers précités de la Société civile, la veuve Marcel, a, par exploit du 2 avril 1902, fait notifier un commandement pour avoir paiement du semestre d'intérêts échus le 5 mars et qu'il a été procédé ensuite de commandement à la saisie immobilière des immeubles hypothéqués le 28 mai 1902; que, le 19 juin, un jugement convertit la saisie en vente volontaire devant Me Ragis et que, sur l'opposition formée par Rivail ès-qualité, le Tribunal, le 28 février 1903, ordonna de nouveau la vente en présence du liquidateur en apportant au lotissement précédemment fixé les modifications demandées par ce dernier ;

Attendu que la Société civile qui avait dans le délai imparti par la loi intenté une action en revendication des immeubles détenus par la Congrégation s'est désistée de son action et que le jugement du 16 mai 1903, qui en donne acte, passé en force de chose jugée, fait ainsi tomber définitivement dans la liquidation les biens dont ladite Société personne interposée de la congrégation était propriétaire apparent ;

Attendu que le cahier des charges dressé pour la vente indique que les immeubles sont grevés de 60.000 fr. d'hypothèques, que Rivail, comparant, fait insérer ce dire, que les prix d'adjudication seront payés aux dames Tochon et Marcel et à Gauthier, créanciers hypothécaires, pour le montant de leurs obligations, ensemble intérêts et accessoires et que tout l'excédent lui sera payé en sa qualité de liquidateur; que c'est dans ces conditions qu'une première adjudication tentée le 6 juin n'aboutit pas faute d'enchères et qu'il fut procédé le 18 juillet 1903, sur baisse des mises à prix, à une seconde adjudication, pour laquelle Rivail, ès-qualité, reproduit le dire ci-dessus et qui est tranchée au profit de Raineri au prix de 64.000 francs ;

Attendu qu'il allait être procédé à la distribution de ce prix, quand par exploits des 21 et 24 octobre 1903, Rivail assigna devant le Tribunal la Société civile, les créanciers hypothécaires et l'adjudicataire à l'effet d'entendre dire que les immeubles adjugés à Raineri ne sont

grevés d'aucune hypothèque valable et que le prix d'adjudication doit être intégralement versé entre ses mains;

Attendu qu'avant d'examiner si l'hypothèque consentie par la Société civile est nulle, parce qu'ultérieurement à cet acte hypothécaire, cette Société a été reconnue personne interposée de la congrégation des Missionnaires de la Salette, il est utile de constater que les créanciers hypothécaires intimés ont consenti un prêt à une société civile régulièrement constituée dont le droit de propriété sur les immeubles hypothéqués est indiqué avec soin dans l'acte constitutif d'hypothèque — qu'ils ont bien effectué de leurs deniers les fonds de ce prêt — que la veuve Tochon a aliéné des valeurs dotales dont le remploi a été régulièrement effectué conformément à son contrat de mariage — que la veuve Marcel a effecté à ce prêt des sommes provenant de remboursement d'autres prêts hypothécaires effectués à cette date — que Gauthier justifie qu'il avait remis au notaire les fonds nécessaires à ce placement qui lui provenaient de paiements d'un mémoire important de travaux ; qu'il est démontré, en outre, que ladite Société civile a régulièrement payé les intérêts de ces prêts et que chaque créancier a reçu lesdits intérêts ainsi qu'il résulte de la comptabilité du notaire Ragis et du compte particulier ouvert sur les livres à chaque prêteur;qu'il est donc certain qu'on est en présence de créanciers sérieux et de bonne foi, et qu'on ne peut alléguer ni simulation, ni concours organisé pour faire fraude à la loi. et que c'est ce que le liquidateur paraît avoir lui-même reconnu lorsqu'après des investigations auxquelles il avait le devoir de se livrer, il a fait insérer à l'occasion de la vente projetée les dires ci-dessus reproduits du cahier des charges ;

Attendu que le prêt étant sincère et l'hypothèque valablement prise, il importe peu que plusieurs années s'étant écoulées,la Société emprunteuse ait été reconnue personne interposée d'une congrégation non autorisée; que la personne interposée lie la congrégation pour les dettes qu'elle a contractées vis-à-vis de tiers de bonne foi et spécialement vis-à-vis des créanciers hypothécaires qui se préoccupent de l'immeuble offert en garantie plutôt que des personnes, alors surtout que celles-ci sont propriétaires en vertu de titres réguliers en la forme; que la loi de 1901 se borne à prescrire la liquidation en justice des biens détenus par les congrégations non autorisées au moment de sa promulgation sans modifier pour le passé les règles générales en vertu desquelles ces biens, au regard de tous autres que les pouvoirs publics,doivent être considérés comme la chose de leurs propriétaires apparents qui ont pu valablement, comme l'héritier apparent pour les biens héréditaires, les aliéner, les hypothéquer, les administrer sans que les actes par eux passés avec les tiers, sauf les cas de fraude constatée,puissent être de la part du liquidateur l'objet d'aucune critique ou d'aucun recours ;

Attendu que l'erreur commune a toujours été regardée comme suffisante pour couvrir dans les actes et même dans les jugements des irrégularités que les parties n'avaient pu ni prévoir ni empêcher;que ce principe admis par notre ancien droit n'a pas cessé d'être en vigueur depuis la promulgation du Code civil, ainsi que cela résulte de l'avis du Conseil d'Etat du 2 juillet 1807; que la maxime *Error communis facit jus* est fondée sur les principes les plus graves d'ordre public et d'intérêt général au point de vue de la stabilité des conventions et du maintien de celles intervenues de bonne foi;que si bien la loi du 1er juillet 1901 est muette sur cette maxime, qui remonte aux sources mêmes de notre [illegible] elle n'y apporte aucune dérogation; qu'elle ne [illegible] atteindre une hypothèque consentie de bonne foi par le propriétaire apparent ;

Attendu, en conséquence, que les actes d'obligation du 5 septembre 1900 conservent tout leur effet sur les immeubles hypothéqués encore qu'il ait été postérieurement jugé qu'ils étaient détenus par la congrégation des pères de la Salette sous le prête-nom de la Société civile déclarée personne interposée et qu'à ce titre ils fassent partie de la masse des biens que Rivail a mission de liquider ; qu'il appartient donc aux consorts Tochon, Marcel et Gauthier de faire valoir sur le prix d'adjudication les droits résultant à leur profit des actes obligatoires constitutifs d'hypothèques ci-dessus visés ;

Attendu que cette solution rend inutile l'examen des autres conclusions prises par toutes parties au procès;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

Sans s'arrêter à l'appel de Rivail ès-qualité, qui est déclaré non recevable et mal fondé ;

Confirme le jugement rendu le 15 avril 1905 par le Tribunal civil de Grenoble pour être exécuté suivant sa forme et sa teneur;

Condamne Rivail en sa dite qualité aux dépens, le condamne en outre à l'amende.

M. **Fontanille** av. gén.

NOTE. — On peut consulter dans le même sens un jugement du Tribunal civil de la Seine du 31 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.533) avec une note critique de M. Francis Delasalle.

Adde : Lyon 22 juin 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.61 et la note).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (7e Ch.)

7 Novembre 1906.

Présidence de M. François Poncet.

AGENT D'AFFAIRES. — TRANSMISSION D'OFFICE. — MANDAT. — OBJET. — MODE D'EXÉCUTION. — HONORAIRES.

L'agent d'affaires qui a reçu mandat d'un officier ministériel de lui présenter un cessionnaire a rempli so nobligation vis à vis de son mandant, si la cession de l'office est consentie à un candidat auquel l'intermédiaire avait indiqué le cédant et dès lors la commission stipulée est due.

Il importe peu que l'agent d'affaires n'ait pas abouché les parties personnellement comme il en avait pris l'engagement : cette clause du contrat ne constitue qu'un mode facultatif d'exécution du mandat dont l'objet est uniquement de procurer un cédant au cessionnaire.

Jolivet c. Lahollande.

Le Tribunal,

Attendu que le sieur Lahollande, alors notaire à Neuville-en-Hez a, par lettre en date du 26 mars 1893, sollicité l'entremise du sieur Conte, agent d'affaires à Paris, pour lui faciliter la cession de son office en lui procurant un cessionnaire, que, dès lors, l'étude de Lahol-

lande figure sur les listes que Conte adressait à sa clientèle de candidats à des offices de notaire ;

Attendu que l'un d'eux, le sieur Demasure, manifesta, le 26 mai 1898, le désir de traiter de l'office de Lahollande et souscrivit à Conte, le 2 juin suivant, un bon de commission régulièrement payé le 28 juin 1900;

Attendu que cependant Lahollande n'ayant entendu parler de rien, fit de nouveau appel à Conte le 24 octobre 1899 et lui signa un bon de commission de 500 francs le 28 octobre suivant; que, le 17 mars 1900, Conte ayant appris par l'*Officiel* la nomination de Demasure en qualité de notaire à la Neuville-en-Hez, en remplacement de Lahollande, démissionnaire en sa faveur, réclama à son mandant la commission stipulée et promise ;

Attendu que celui-ci, estimant que son mandataire n'avait pas rempli vis à vis de lui les obligations auxquelles il s'était engagé, faute de l'avoir mis en rapport avec Demasure qu'il ne lui avait pas présenté, refusa de payer le montant du bon de commission par lui souscrit;

Attendu qu'à la date du 19 juin 1905 Jolivet, successeur de Conte et seul propriétaire du cabinet H. Conte et Cie, assigna Lahollande en paiement du forfait convenu avec Conte, pour rémunération de son entremise ;

Attendu que Lahollande soutient vainement que Conte n'a pas rempli ses engagements envers lui puisqu'il est constant que Demasure ne s'est rendu cessionnaire de l'étude de la Neuville que parce que cet office lui avait été signalé par Conte ;

Attendu que les obligations contractées par ce dernier envers Lahollande et envers Demasure sont corrélatives, si bien qu'en procurant à Demasure un cédant il s'acquittait par le fait même du mandat qu'il tenait de Lahollande auquel il procurait un cessionnaire ;

Attendu que l'objet du mandat reçu par Conte était de faciliter la transmission d'un office et non d'aboucher lui-même personnellement le cédant avec le cessionnaire ; que cette clause du contrat n'était qu'un mode d'exécution prévu mais non exclusif de tous autres et ne constituait pas une condition impérative essentielle du mandat ;

Attendu que, du reste, le mode de procéder adopté par Conte n'a causé aucun grief à Lahollande qui a obtenu ce pourquoi il avait contracté ;

Par ces motifs,

Condamne Lahollande à payer à Jollivet la somme de 500 francs, montant de l'engagement par lui souscrit avec les intérêts de droit et en tous les dépens.

M. **Gourdier des Hameaux** subst. proc. Rép. — M^es **Champetier de Ribes** et **Deshayes** av.

NOTE. — Cette espèce paraît nouvelle en jurisprudence : Comp. Trib. civ. Seine 28 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2. 182).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

31 Octobre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

NANTISSEMENT. — FONDS DE COMMERCE. — LOI DU 1^er MARS 1898. — BUT. — UNIVERSALITÉ JURIDIQUE. — MARCHANDISES.

La loi du 1^er mars 1898 a eu un double but : 1° consacrer, en matière de fonds de commerce, un gage sans dessaisissement ; 2° régler, d'une manière pratique, la publicité du nantissement ; elle crée une règlementation complète qui, bien qu'insérée dans l'art. 2075 C. civ., n'emprunte rien aux dispositions de cet article et se suffit à elle-même.

Le mode spécial de publicité, tel qu'il a été organisé, c'est-à-dire l'inscription sur un registre public au Tribunal de commerce, s'applique au fonds de commerce tout entier, considéré comme une universalité juridique ; la loi ne distingue pas entre les divers éléments dont se compose le fonds, et il y a lieu d'y comprendre les marchandises soit existant au moment où le nantissement a été constitué, soit neuves ou renouvelées depuis, sans les soumettre, à raison de leur caractère corporel, à la nécessité d'une mise en possession.

Laure c. Syndic faillite Mollié.

M. Laure s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Aix du 27 avril 1903, rendu au profit du syndic de la faillite Mollié.

« Violation des art. 2075 et 2076 C. civ., 92 C. com., 1^er de la loi du 1^er mars 1898 et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a décidé que le privilège de l'exposast comme créancier gagiste d'un fonds de commerce ne portait pas sur les marchandises, sous prétexte que les marchandises peuvent toujours, d'après le droit commun auquel n'aurait pas dérogé la loi du 1^er mars 1898, faire l'objet d'un nantissement avec tradition du gage et dépossession du débiteur, alors que le fonds de commerce, dans tous ses éléments incorporels et corporels, y compris les marchandises, constitue une universalité juridique soumise, quant au nantissement, à l'unique formalité prescrite par la loi du 1^er mars 1898. »

Arrêt :

La Cour,

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Vu l'art. 1^er de la loi du 1^er mars 1898 ;

Attendu que la lo idu 1^er mars 1898 a eu un double but: 1° consacrer, en matière de fonds de commerce, un gage sans dessaisissement ; 2° régler, d'une manière pratique, la publicité du nantissement ; qu'elle crée une règlementation complète qui, bien qu'insérée dans l'art. 2075 C. civ., n'emprunte rien aux dispositions de cet article et se suffit à elle-même ;

Attendu que le mode spécial de publicité, tel qu'il a été organisé, s'applique au fonds de commerce tout entier, considéré comme une universalité juridique ; que la loi ne distingue pas entre les divers éléments dont se compose le fonds et qu'il y a lieu d'y comprendre les marchandises soit existant au moment où le nantissement a été constitué, soit neuves ou renouvelées depuis, sans les soumettre, à raison de leur caractère corporel, à la nécessité d'une mise en possession ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que, le 18 avril 1899, Laure a fait inscrire sur le registre public du greffe du Tribunal de commerce de Toulon, en exécution des prescriptions de la loi du 1^er mars 1898, le nantissement que Marié et Mollié lui avaient consenti de leurs fonds de commerce d'épicerie ;

Attendu qu'en décidant que l'accomplissement de cette seule formalité n'avait pas suffi, indépendamment des

autres conditions des art. 2075 et 2076 C. civ., pour assurer au créancier gagiste, vis-à-vis des tiers, l'exercice de leur privilège sur les marchandises neuves constituant le fonds de commerce, l'arrêt attaqué a fait une fausse application de ces articles et violé la loi du 1er mars 1898 ;

Casse...

MM. **Ruben de Couder** rapp. ; **Mérillon** av. gén. (c. conf.). — Mes **Sabatier** et **de Ramel** av.

NOTE. — La question est très controversée entre les Cours d'appel. Mais la Cour de cassation (Ch. civ.), dans un arrêt du 5 janvier 1904 (Gaz. Pal. 1904.1.95 — S. 1904.1.233 — D. 1904.1.47) avait déjà préjugé la question dans le sens que nous avons toujours défendu dans nos notes (V. Gaz. Pal. 98.2.622 — 1900.2.448) et qui est définitivement consacré par l'arrêt recueilli.

V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Grenoble 14 novembre 1900 (Gaz. Pal. 1901.1.619 — D. 1901.2.470) ; Besançon 20 mars 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.476 — S. 1902.2.93 — D. 1902.2.97) ; Poitiers 1er juillet 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.250) ; Caen 29 juin 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.250 — S. 1902.2.198) ; Orléans 6 novembre 1901 (Gaz. Pal. 1902.1, Table, v° Nantissement, n° 19) ; Montpellier 29 novembre 1901 (Gaz. Pal. 1902.1.166 — S. 1902.2.36) ; Rouen 11 décembre 1901 (Gaz. Pal. 1902.1.506) ; Paris 20 janvier 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.281) ; Rennes 26 décembre 1901 (Gaz. Pal. 1902.1.135) ; Trib. civ. Seine 16 avril 1902 (D. 1902.2.239) ; Nancy 21 mars 1902 et Bordeaux 24 février 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.139) ; Paris 18 mars 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.538) ; Rouen 9 décembre 1902 (Gaz. Pal. 1903.1.128) ; Angers 22 mars 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.33) ; Aix 12 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.433). Et *contrà :* Amiens 7 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.448 — S. 1901.2.153 — D. 1901.2.97) ; Aix 27 avril 1903 (S. 1905.2.289) ; Trib. com. Marseille 19 mars 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.73) ; 4 avril 1905 et 8 août 1905 (Gaz. Pal. 1905.2, Table, v° Nantissement, nos 17 et suiv.).

TRIBUNAL CIVIL DE VESOUL

(SIÉGEANT COMMERCIALEMENT)

20 JUILLET 1906.

VENTE (EN GÉNÉRAL). — ANIMAUX. — VICES REDHIBITOIRES. — 1° COMPÉTENCE. — RÈGLES GÉNÉRALES DE COMPÉTENCE COMMERCIALE. — LITIGE ENTE MARCHANDS. — 2° LOI DU 2 AOUT 1884, ART. 5, 6, 8, § 5. — DÉLAIS. — AUGMENTATION A RAISON DES DISTANCES. — ACTION RÉCURSOIRE.

1° *La connaissance attribuée par la loi du 12 juillet 1905 aux tribunaux de paix des affaires de vices redhibitoires ne déroge pas aux règles générales de la compétence commerciale* ratione materiæ *des art. 631 et s. C. com.; et les Tribunaux de commerce conservent leur entière compétence en cette matière, quand le litige s'agite entre marchands.*

2° *Les délais prévus par les art. 5 et 6 de la loi du 2 août 1884 peuvent être, par application de l'art. 1033 C. proc. civ., être prolongés à raison des distances.*

Il en est de même du délai de trois jours prévu par l'art. 8 § 3 de la même loi.

Thiriet c. Bonamaux et Portier.

LE TRIBUNAL,

Sur la compétence :

Attendu que le Tribunal de commerce est à bon droit saisi sur la demande formée par Thiriet contre Bonamaux et de l'action en garantie intentée par Bonamaux contre Portier, relativement à un vice redhibitoire prévu par la loi du 2 août 1884 ;

Attendu, en effet, que la connaissance attribuée par la loi du 12 juillet 1905 aux Tribunaux de paix des affaires de cette nature, ne déroge point aux règles générales de la compétence *ratione materiæ*, telles qu'elles résultent des art. 631 et suiv. C. com., et que les Tribunaux de commerce conservent leur entière compétence en cette matière, lorsque, comme en l'espèce, le litige s'agite entre marchands; que cette solution résulte d'ailleurs expressément des travaux préparatoires de la loi (v. Chambre, séance du 21 février 1891) ;

Sur la demande principale :

Attendu que l'action en résolution de la vente intervenue le 22 mai 1906 entre Bonamaux et Thiriet est justifiée par le procès-verbal régulier dressé le 2 juin suivant par l'expert Bedarride ; que, de ce rapport, il résulte en effet, que le cheval faisant l'objet de cette vente est atteint de « tic proprement dit » vice redhibitoire compris dans l'énumération de l'art. 2 de la loi du 2 août 1884 ;

Attendu qu'il y a donc lieu de faire droit aux conclusions de Thiriet, sans toutefois lui allouer les dommages-intérêts qu'il sollicite, aucun préjudice spécial n'étant allégué et sans ordonner l'exécution provisoire qui n'est point justifiée ;

Sur la demande récursoire :

Attendu que Fortier ne conteste pas avoir vendu et livré le cheval litigieux à Bonamaux et soutient seulement que l'action de ce dernier est tardive et non recevable ;

Mais attendu qu'il résulte des documents produits que la demande a été intentée dans les délais prévus et fixés par la loi du 2 août 1884 ; qu'en effet, le cheval litigieux, ayant été livré par Fortier le 19 mai 1906 à Saint-Dizier et ayant été transporté à Epinal, l'action pouvait, conformément aux art. 5 et 6 de ladite loi et en raison de la distance de 191 kil. séparant le domicile du vendeur du lieu où se trouvait l'animal, être intentée, par application de l'art. 1033 C. proc. civ., le 2 juin suivant pour dernier délai ; qu'en fait, la citation en date du 1er juin est donc régulière ;

Attendu, d'autre part, que la signification du 7 juin 1906 a été faite également dans le délai prévu par l'art. 8 § 3 loi de 1884, le procès-verbal d'expertise ayant été clôturé le 2 juin et le délai de trois jours prévu par l'article précité étant susceptible d'augmentation proportionnellement à la distance, d'après la règle de l'art. 6 même loi, les motifs qui ont fait édicter cette disposition s'appliquant aussi bien au délai de trois jours qu'à celui de neuf ou trente jours de l'art. 5 (Nancy, 21 janv. 1890; Trib. civ. Mortagne, 28 janv. 1807) ;

Attendu qu'au surplus Portier prétendrait en vain, pour faire écarter l'application de l'art. 8 § 3, loi de 1884 qu'il n'a pas eu un délai moral suffisant pour satisfaire à la sommation : qu'en principe, la constatation du vice redhibitoire exigeant une grande célérité et l'article 7 de la loi précitée imposant aux experts d'opérer dans le plus bref délai, il suffit que le vendeur ait eu le temps de se rendre à l'expertise à laquelle il a été appelé ; qu'en fait, il résulte des explications fournies qu'étant donnée la facilité des communications dans la région

habitée par les parties en cause, Portier, averti le 1er juin à une heure et demie après midi, pouvait arriver à Epinal le lendemain à 9 heures du matin, en admettant même qu'il eut été empêché de partir immédiatement ;

Attendu que, dans ces conditions, il échet de déclarer recevable l'action en garantie formée par Bonamaux et étant donné que Portier n'élève aucune contestation sur le fond de la demande dores et déjà justifiée, il convient d'adjuger les conclusions du demandeur reconventionnellement, sauf en ce qui concerne les dommages-intérêts non justifiés ;

Vu l'art. 130 C. proc. civ. pour les dépens ;

Par ces motifs,

Se déclare compétent ;

Au principal :

Prononce pour cause de vice redhibitoire la résolution de la vente du 22 mars 1906 ;

Condamne en conséquence Bonamaux à reprendre à Epinal, où il se trouve en fourrière, le cheval hongre sous poil bai qui a fait l'objet de cette vente et à restituer le prix, soit 882 francs avec intérêts à 5 %, à compter du jour de la vente, sinon et faute apr lui de ce faire dans les huit jours de la signification du présent jugement, autorise Thiriet à faire procéder aux frais, risques et périls de Bonamaux, à la vente aux enchères publiques de l'animal pour le produit de ladite vente, déduction faite des frais qu'elle aura occasionnés, être versé à Thiriet sur sa simple quittance en déduction ou jusqu'à due concurrence du montant en principal et accessoires des condamnations prononcées à son profit ;

Condamne Bonamaux aux frais de fourrière et aux dépens ;

Repousse toutes conclusions plus amples ou contraires ;

Admet le recours en garantie formé par Bonamaux contre Portier;

En conséquence, condamne ce dernier à garantir et indemniser Bonamaux des condamnations en principal, intérêts et frais qui viennent d'être prononcés contre lui au profit de Thiriet ;

Repousse toutes conclusions plus amples ou contraires ;

Condamne Portier aux dépens de l'appel en garantie.

M. **Roux** subs. proc. Rép. — Mes **de Beauséjour**, **Morel** av. et **Baulet** avoué.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix, a donné aux juges de paix compétence pour connaître des demandes relatives aux vices rédhibitoires, alors qu'auparavant ceux-ci ne connaissaient de semblables demandes que si elles étaient déterminées et ne dépassaient pas 200 francs.

En principe donc, les Tribunaux civils ne connaissent plus des actions en garantie pour vices rédhibitoires sauf en cas d'appel des décisions des Tribunaux de paix.

Mais la doctrine estime que les Tribunaux de commerce ont néanmoins, en cette matière, conservé une compétence entière, quand le débat s'agite entre commerçants.

Voy. Lancien, Commentaire de la loi du 12 juillet 1905 (Lois nouvelles 1905, p. 363, nº 207).

Cette solution résulte, du reste, à n'en pas douter, des travaux préparatoires et notamment de la discussion à la séance de la Chambre des députés du 21 février 1891. Le rapporteur de la loi a été amené à faire les déclarations suivantes : « ... Quant à l'objection tirée de la nature commerciale de ces sortes d'affaires, que M. Haussmann se rassure ; il ne s'agit pas ici de matières commerciales, mais de contestations entre propriétaires, cultivateurs, éleveurs et marchands de bestiaux, et, en cas pareil, c'est la juridiction civile qui sera saisie. — M. Bovie-Lapierre : Mais si la question se présente entre commerçants ? — M. le rapporteur : Dans ce cas, les tribunaux de commerce seront compétents. »

Le rapporteur, quelques instants après, disait encore : « J'ai dit tout à l'heure et je répète que la commission n'a pas entendu déroger à la compétence commerciale. » Voy. *Journ. Off.* 1891, Chambre des députés, débats parlementaires, p. 381, 1re et 3e col. Voy. Baudry-Lacantinerie et Saignat, nº 484.

II. — Sur le deuxième point : L'art. 6 de la loi du 2 août 1884 indique d'une manière formelle l'augmentation des délais à raison de la distance.

La brièveté du délai édicté par l'art. 5 pour l'exercice de l'action rédhibitoire rend nécessaire l'application d'un délai de distance conformément à l'art. 1033 C. proc. civ. Baudry-Lacantinerie et Saignat, *op. cit.*, nº 475.

317

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

20 Juillet 1906.

Présidence de M. Bard.

SOCIÉTÉS (EN GÉNÉRAL). — SOCIÉTÉS A FORME ANONYME OU EN COMMANDITE. — LOI DU 1er AOUT 1893, ART. 6. — SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — INFRACTIONS.

Lorsque le fonds social est divisé en parts d'égale valeur, qu'il y a un siège social, que la dénomination est empruntée à l'objet de la société, lorsqu'en outre deux des associés sont responsables de tous les engagements de la Société, tandis que les autres associés ne sont que des bailleurs de fonds obligés seulement à concurrence de leur mise, la Société doit être considérée comme constituée dans des formes qu'admettent seuls le Code de commerce et la loi de 1867, bien qu'elle participe à la fois de la nature de la société anonyme et de la société en commandite par actions ; elle doit donc être considérée comme commerciale aux termes de l'art. 68 nouveau de ladite loi, et par suite, l'inobservation des prescriptions des art. 1, 2 et 3 de la loi de 1867 tombe sous les sanctions pénales de ladite loi.

Bournat.

M. Bournat s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 16 janvier 1906 qui l'avait condamné à 200 francs d'amende pour infraction à la loi des sociétés.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen du pourvoi pris de la violation des art. 1 et suiv., 13, 21 et suiv., 45 de la loi du 24 juillet 1867 et 68 de la même loi modifiée per celle du 1er août 1893, des art. 632 et 633 C. com., ainsi que de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt a refusé à tort de qualifier de société civile une société qui avait pour objet la dé-

couverte de nouveaux appareils et la vente de brevets y relatifs, et en ce que, d'autre part, il a appliqué les pénalités prévues par la loi de 1867 à une société dont le caractère n'était pas déterminé, et qui ne pouvait constituer ni une société anonyme, ni une société en commandite par actions :

Sur la première branche :

Attendu que de l'examen de l'acte constitutif de la Société des Aciers homogènes, et des statuts, des opérations principales qu'il a énumérées et auxquelles la Société devait se livrer, l'arrêt a justement déduit que le but de la Société était commercial ;

Sur la deuxième branche :

Attendu que l'art. 6 de la loi du 1er août 1893 a fait à la loi du 24 juillet 1867 l'addition de l'art. 68 ainsi conçu : « Quel que soit leur objet, les sociétés en commandite et anonymes qui seront constituées dans les formes du Code de commerce ou de la présente loi, seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce » ;

Attendu que l'arrêt attaqué a constaté que la Société fondée par de Bournat en 1902, avait son fonds social divisé en 2.800 parts d'une valeur égale, négociables par la seule tradition ; qu'un siège social était indiqué et qu'elle empruntait à l'objet de la Société sa dénomination ; que, d'autre part, deux des associés, véritables commandités, étaient responsables de tous les engagements de la Société, tandis que les autres associés qui n'étaient que des bailleurs de fonds n'étaient obligés que jusqu'à concurrence de leur mise ;

Attendu que si cette Société participe à la fois de la nature de la Société anonyme et de la Société en commandite par actions, et si elle a emprunté « à dessein, dit l'arrêt, pour échapper aux prescriptions tutélaires de la loi de 1867 » à ces deux formes de Sociétés, quelques-unes de leurs modalités, il est néanmoins vrai de dire que la Société des Aciers Homogènes a été constituée dans des formes qu'admettent seuls le Code de commerce et la loi du 24 juillet 1867 ; qu'il s'ensuit que l'inobservation par de Bournat des prescriptions des art. 1, 2 et 3 de ladite loi, communes aux deux sortes de Sociétés dont s'agit, tombe sous la sanction pénale qu'elle édicte ;

Et attendu qu'il est établi par l'arrêt attaqué que le prévenu a émis des parts créées en vertu des statuts de la Société dont il a été l'un des fondateurs, avant la souscription totale du capital et le versement du quart, que c'est donc à bon droit qu'il a été, de ce chef, condamné à deux cents francs d'amende ;

Et attendu que l'arrêt est régulier dans la forme ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Le Grix** rapp. ; **Lombard** av. gén. — Me **Durnerin** av.

NOTE. — Il convient de rapprocher de l'arrêt recueilli l'arrêt rendu par la Chambre criminelle le 14 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.216) qui a fait aussi l'application de l'art. 68 nouveau de la loi du 24 juillet 1867 à une société qui, ayant pour objet des opérations civiles, s'était constituée en divisant son fonds social en parts d'égale valeur, nominatives ou au porteur, au gré des titulaires et en limitant la responsabilité des associés à concurrence de leurs parts. V. notre note sous cet arrêt.

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

12 Juillet 1906.

Présidence de M. Bard.

RÉCIDIVE-RELÉGATION. — RELÉGATION. — CONFUSION DE PEINES. — EFFET.

Lorsqu'une seule peine a été prononcée en vertu de l'art. 365 C. instr. crim. à raison de deux délits, il suffit que l'un d'eux figure parmi les infractions prévues par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 pour qu'il en soit tenu compte au point de vue de l'application de la relégation.

Il en est de même quand la confusion des deux peines a été prononcées.

Bâtisse.

Le sieur Bâtisse s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 11 mai 1906 qui l'avait condamné à la relégation.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 :

Attendu que par arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux, en date du 11 mai 1906, le demandeur a été condamné pour escroquerie à six mois d'emprisonnement et à la relégation ;

Attendu que, pour prononcer la peine accessoire de la relégation, l'arrêt attaqué a fait état de trois condamnations antérieures encourues les 10 décembre 1903 (4 mois pour abus de confiance), 17 novembre 1904 (3 mois et un jour pour escroquerie), 12 juillet 1905 (4 mois pour escroquerie) ;

Attendu que le demandeur soutient qu'à tort l'arrêt attaqué aurait compté la condamnation du 17 novembre 1904, parce que la peine de trois mois et un jour d'emprisonnement, prononcée à cette date, a été confondue avec une peine de vingt jours d'emprisonnement, pour filouterie d'aliments, prononcée contre le demandeur à la date du 12 novembre précédent ;

Mais attendu que lorsqu'une seule peine a été prononcée en vertu de l'art. 365 C. instr. crim. à raison de deux délits, il suffit que l'un d'eux figure parmi les infractions prévues par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, pour qu'il en soit tenu compte au point de vue de l'application de la relégation ;

Attendu qu'il n'en saurait être autrement, lorsque la confusion de deux peines a été prononcée ;

Attendu que la confusion n'a d'effet que relativement à l'exécution de la peine, mais qu'elle ne modifie pas le caractère des condamnations prononcées ; que si, par l'effet de la confusion des peines, le prévenu n'a subi qu'une seule peine pour deux condamnations il n'en est pas moins certain qu'il a encouru deux condamnations distinctes pour deux délits distincts ;

Attendu, dès lors, qu'en retenant la condamnation du 17 novembre 1904 pour l'application de la relégation, l'arrêt attaqué n'a nullement violé l'article visé au moyen ;

Et attendu, en ce qui concerne la peine principale, qu'aucun moyen n'est régulièrement produit à l'appui du pourvoi ; que l'arrêt est régulier en la forme et que les

faits souverainement constatés justifient la qualification et la peine ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Duval** rapp. ; **Cottignies** av. gén. — M^e **Durnerin** av.

NOTE. — La Cour de cassation a été assez hésitante au début de l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation sur les questions que faisait naître l'art. 365 C. instr. crim., soit en cas de poursuites successives ayant donné lieu à des condamnations distinctes pour lesquelles la confusion a été ordonnée, soit en cas de poursuite unique pour plusieurs délits punis d'une peine unique. V. Dalloz, Suppl. au rép., v° Récidive, n^os 167 et suiv.

COUR D'APPEL DE DOUAI

20 Mars 1906.

Présidence de M. Bosquet.

LOUAGE D'OUVRAGE. — PATRON. — OUVRIER. — INTERDICTION DE S'ÉTABLIR AU CAS DE DÉPART VOLONTAIRE. — CONGÉDIEMENT NON PRÉVU. — INTERPRÉTATION. — RESTRICTION INAPPLICABLE.

Si les clauses restrictives de la liberté du travail doivent être consacrées par la jurisprudence, c'est à la condition qu'elles soient claires et précises et qu'elles ne fassent pas apparaître à l'ouvrier intéressé, par une rédaction artificieuse, qu'il ne s'engage que pour une éventualité déterminée, alors qu'ensuite on voudrait, au contraire, faire juger qu'à son insu il s'est engagé d'une manière générale et nullement conditionnelle.

En conséquence, lorsqu'un employé, congédiable ad nutum, *aux termes de son contrat de louage de services, s'est engagé à ne pas exercer sa profession pendant dix ans « dans le cas où il viendrait à quitter le service » de son patron, l'interdiction n'existe plus si cet ouvrier a été congédié par ce dernier.*

Du moins, il en est ainsi lorsque, d'une part, il résulte des circonstances de la cause que l'ouvrier n'a eu en vue que l'hypothèse d'un départ volontaire et que, d'autre part, dans le langage usuel et spécialement dans celui de la région, on ne comprend nullement dans l'expression qu'un employé « a quitté le service de son patron » le sens « qu'il a été congédié par lui », mais que ces expressions sont au contraire constamment opposées l'une à l'autre ainsi que cela a notamment lieu dans la convention litigieuse.

Joly c. Pollet.

La Cour,

Attendu que Joly a été au service de Pollet de 1902 à fin décembre 1904, date à laquelle il a été congédié par celui-ci ; qu'en juin 1905, il a trouvé un emploi chez Vankiel, négociant à Lens, et exerçant un commerce similaire à celui de Pollet ; qu'il a été condamné de ce chef à 3.000 francs de dommages-intérêts ;

Attendu que Pollet produit à l'appui de sa prétention un spécimen des conventions passées par lui avec ses employés, d'après lequel Pollet a le droit de renvoyer son employé sans avoir à donner de motif, en le prévenant quinze jours à l'avance ; qu'enfin, si l'employé venait à quitter le service de M. Pollet, il s'engage à ne pas exercer, soit pour son compte, soit même pour le compte d'autrui, un commerce analogue à celui de M. Pollet pendant une durée de dix années à partir du jour de l'expiration du contrat, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, à peine de 300 francs par infraction ;

Attendu que Pollet ajoute qu'il a passé avec Joly, qui ne le méconnaît pas, une convention verbale aux conditions susindiquées ;

Attendu que Joly soutient qu'à la lecture qui lui a été faite des conditions ci-dessus mentionnées, il n'a entendu s'engager, et ne s'est engagé à l'interdiction d'exercer sa profession pendant dix ans que s'il venait à quitter le service de M. Pollet, mais non point dans le cas où il serait congédié par celui-ci ;

Attendu que la convention passée avec Joly l'étant sans aucune garantie de durée et Pollet pouvant renvoyer son employé *ad nutum*, il serait invraisemblable que Joly se fût engagé à se priver de ses moyens d'existence dans le Nord de la France qu'il avait toujours habité et pendant une période de dix années pour le cas où il serait congédié par M. Pollet, ce congédiement n'étant nullement subordonné à l'existence d'un juste motif et pouvant se produire au bout d'une durée si courte que ce fût, fût-ce même quelques jours ;

Attendu, d'autre part, que dans le langage usuel et particulièrement dans celui du Nord de la France, l'on ne comprend nullement dans l'expression qu'un employé « a quitté le service de son patron » le sens « qu'il a été congédié par lui » ; que ces deux expressions sont au contraire constamment opposées l'une à l'autre, et qu'il en est ainsi notamment dans la convention litigieuse ;

Attendu, de plus, que l'engagement de ne pouvoir s'immiscer, même pour compte d'autrui, dans un commerce similaire, est présenté dans cette convention comme ayant un caractère conditionnel, comme étant une éventualité ne se produisant que « si Joly venait à quitter le service de Pollet », tandis que dans l'interprétation de celui-ci, cette interdiction devait se produire nécessairement à l'expiration du contrat, et qu'il faudrait lire ces lignes comme si, au lieu d'être subordonnées à une condition, elles contenaient, au contraire, d'une manière ferme et absolue, ce qui suit : « Lorsque le contrat prendra fin, soit que Joly vienne à quitter le service de M. Pollet, soit qu'il soit congédié par celui-ci, il s'engage, etc. » ; que ce serait refaire complètement la convention que de supprimer l'éventualité conditionnelle à laquelle l'engagement d'interdiction était subordonné ;

Attendu qu'en supposant même qu'il pût exister un doute sur l'interprétation de cette convention, elle devrait, aux termes de l'article 1162 C. civ., s'interpréter, dans le doute, contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation ;

Attendu que si les clauses restrictives de la liberté du travail doivent être consacrées par la justice, c'est à la condition qu'elles soient claires et précises et qu'elles ne fassent pas apparaître à l'ouvrier intéressé, par une rédaction artificieuse, qu'il ne s'engage que pour une éventualité déterminée, alors qu'ensuite on voudrait, au contraire, faire juger qu'à son insu il s'est engagé d'une manière générale et absolue et nullement conditionnelle;

Attendu, enfin, qu'on ne peut reprocher à Joly d'avoir voulu quitter le service de Pollet, et pour éluder la

clause d'interdiction qui lui aurait été applicable s'il l'avait quitté, d'avoir, par la manière défectueuse dont il faisait son service, mis son patron dans la nécessité de le congédier ; que, dans la lettre recommandée dans laquelle celui-ci lui notifie son congé, il lui marque qu'en le gardant jusqu'à la fin de décembre, il espère trouver dans son service le même zèle que précédemment ; qu'on ne peut donc imputer à Joly une fraude quelconque pour amener la rupture du contrat par Pollet et arriver d'une manière dolosive à se dégager de la convention ;

Par ces motifs,

Réformant, déboute Pollet, etc. ».

M[os] **Druelle** et **Deschodt** av.

NOTE. — Les conventions restrictives de la liberté du commerce et de l'industrie étant contraires au principe établi par la loi du 17 mars 1791 doivent nécessairement être interprétées *stricto sensu*, c'est-à-dire dans un sens favorable à la liberté de celui qui s'oblige. On peu rapprocher de la décision rapportée : Alger 30 avril 1900 (Rev. Alger 1900.486 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, Louage d'ouvrage, n° 97) : Trib. com. Marseille 4 novembre 1887 (Rec. Marseille 88.1.63 — Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Liberté commerciale, n° 193) ; Trib. com. Seine 18 avril 1888 (Gaz. Pal. *ibid. eod. verb.*). On peut consulter également : Paris 20 mai 1890 (Gaz. Pal. 90.2.171) et Trib. com. Seine 17 janvier 1888 (Gaz. Pal. 88.1.257).

TRIBUNAL CIVIL DE BONNEVILLE

18 Octobre 1906.

Présidence de M. Chastel.

COMMUNE. — ATTROUPEMENTS. — GRÈVE. — USINE. — PILLAGE. — INCENDIE. — RESPONSABILITÉ CIVILE. — PRÉSOMPTION DE FAUTE. — ART. 106, LOI 5 AVRIL 1884. — MESURES PRISES PAR LE MAIRE. — PREUVE A FAIRE. — ART. 108. — PROHIBITION DES ATTROUPEMENTS. — RÉQUISITION AU COMMANDANT D'ARMES. — PROTECTION DE L'USINE. — EXCEPTION ADMISE.

Si, aux termes de l'art. 106 *de la loi du* 5 *avril* 1884, *une commune est présumée en faute et comme telle civilement responsable des dommages et dégâts résultant des crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence sur son territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, cette même loi permet à la commune de faire tomber cette présomption de faute en prouvant, notamment, en conformité de l'art.* 108, *que toutes les mesures qui étaient en son pouvoir ont été prises par le maire à l'effet de prévenir les attroupements et rassemblements et d'en faire connaître les auteurs.*

Et cette preuve doit être considérée comme faite par la commune sur le territoire de laquelle une usine a été pillée et incendiée par des grévistes, lorsqu'il appert des témoignages et documents de la cause que le maire, non seulement a pris et fait publier un arrêté prohibant les attroupements et rassemblements, mais encore a adressé au commandant d'armes une réquisition comprenant tout à la fois, la protection de l'usine sans exception de temps ni limitation d'heures, et la dispersion des attroupements à partir d'une certaine heure.

Alors, d'une part, que le pillage et l'incendie de l'usine ont eu lieu après cette heure, et alors, d'autre part, que malgré tous les efforts faits par les soldats et la gendarmerie qui avaient réussi jusque-là à maintenir l'ordre, ceux-ci sont demeurés impuissants à protéger l'usine contre la foule surexcitée par des coups de fusils tirés quelques heures auparavant sur un rassemblement par le propriétaire de cette usine, et n'ont pas cru devoir faire de leurs armes un usage qui ne leur paraissait pas pouvoir empêcher le débordement par le nombre.

Claude Crettiez c. Commune de Cluses.

A la suite d'une grève survenue en 1904 à Cluses, la foule, s'étant portée sur l'usine de M. Crettiez, fabricant d'horlogerie, les fils de ce dernier tirèrent des coups de fusils sur les manifestants. Trois personnes furent tuées et quarante et une blessées. Cet incident sanglant amena l'envahissement de l'usine suivi de pillage et d'incendie.

Le propriétaire de l'usine, M. Crettiez père, a assigné la commune de Cluses devant le Tribunal civil de Bonneville, en réparation du dommage qui lui avait été causé, par application de l'art. 106 de la loi municipale du 5 avril 1884.

Sur cette action, le Tribunal de Bonneville a rendu, le 18 octobre 1906, le jugement suivant :

Le Tribunal,

Attendu que M Claude Crettiez, père, demande par la présente instance, la condamnation de la commune de Cluses au paiement des dommages-intérêts résultant des crimes de pillage et d'incendie de son usine d'horlogerie, commis le 18 juillet 1904, à force ouverte sur le territoire de ladite commune par un attroupement ;

Attendu qu'il est constant en fait au procès qu'au cours des événements d'une grève d'ouvriers, l'usine d'horlogerie appartenant au demandeur et située à Cluses a été, le 18 juillet 1904, pillée et incendiée à force ouverte par un attroupement ;

Attendu qu'en droit M. Claude Crettiez père appuie sa demande sur l'art. 106 de la loi sur l'organisation municipale du 5 avril 1884 qui édicte que les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées ;

Attendu qu'en l'état de la législation et de la jurisprudence la plus autorisée, cette disposition de l'art. 106 établit comme sanction de la vigilance du maire, mandataire élu de la commune, dans l'exercice qui lui appartient de la police locale, une présomption de faute qui est le principe de la responsabilité civile de la commune, lorsque des dommages sont résultés de crimes ou délits commis à force ouverte sur son territoire par des attroupements armés ou non armés;

Attendu que si, par suite du lien de solidarité qui existe entre les membres d'une même commune, et comme conséquence des attributions étendues de son

maire en matière de police, une commune, et, dans l'espèce, la commune de Cluses est, en vertu de la loi susvisée, présumée en faute génératrice de sa responsabilité des dégâts et dommages, cette même loi permet à la commune de faire tomber cette présomption de faute en prouvant notamment, en conformité de l'art. 108, que toutes les mesures qui étaient en son pouvoir ont été prises à l'effet de prévenir les attroupements et rassemblements et d'en faire connaître les auteurs;

Attendu qu'il y a lieu de rechercher et de décider d'abord si, comme le soutient la commune de Cluses à l'appui de ses conclusions principales d'irrecevabilité de la demande, M. Claude Crettiez, père, a commis lui-même une faute grave telle qu'elle puisse être considérée comme étant la cause des dommages qu'il a soufferts, et si, par suite, la commune serait exonérée de toute responsabilité;

Attendu que ces conclusions principales de la commune sont mal fondées ; qu'on ne peut, en effet, reprocher au demandeur par rapport à la présente instance en réparation du pillage et de l'incendie de son usine, d'avoir repoussé comme inacceptables, soit au début, soit à toute autre époque de la période de grève de ses ouvriers, les propositions d'arrangements qui lui étaient faites ;

Attendu que l'exercice qu'il a fait de son droit à cet égard ne constitue évidemment pas une faute devant l'obliger à supporter les conséquences du pillage et de l'incendie de son usine;

Attendu que le fait par lui non contesté d'avoir acheté, pendant la période de grève, des armes, pour la légitime défense de sa personne ou des habitants de son usine, en cas d'attaque, ne constitue aucune faute ;

Attendu, d'autre part, qu'il est constant au procès que M. Crettiez père était absent de son usine lors des faits d'escalade, d'effraction, de pillage et d'incendie de son usine ;

Attendu que les documents du procès n'établissent point qu'il ait rien provoqué, ni comme coauteur, ni comme complice, par des voies de fait ou des provocations, les dommages qu'il a soufferts ;

Attendu qu'aucun fait pertinent n'est offert à preuve à cet égard ;

Attendu que les conclusions principales d'irrecevabilité prises par la commune de Cluses sont en conséquence mal fondées et doivent être rejetées ;

Attendu qu'il échet en second lieu de rechercher et de décider si, comme le prétend la commune à l'appui de ses conclusions subsidiaires d'exonération de toute responsabilité, elle fournit la preuve qu'elle a, en conformité de l'art. 108 de la loi sur l'organisation municipale, pris toutes les mesures et rempli les devoirs qui lui incombaient ;

Attendu que la copie authentique du dossier des informations criminelles jointes qui ont abouti à l'arrêt de la Cour d'assises du 25 novembre 1904 a été mise à la disposition du Tribunal ; que toutes les parties ont fait emploi de ce dossier ;

Attendu que le Tribunal trouve, soit dans ce dossier d'informations criminelles, soit dans les autres documents produits et communiqués, les éléments de sa décision, sans avoir recours à une enquête ;

Attendu qu'à la suite du renvoi que M. Crettiez père avait cru devoir faire, à la date du 7 mai 1904, de sept de ses ouvriers syndiqués au nombre de 35, les ouvriers syndiqués se mirent en grève ;

Attendu qu'il est justifié par les documents produits par la commune que son maire, en signalant dès le début de la grève aux autorités supérieures les événements au fur et à mesure qu'ils se produisaient, notamment les cortèges d'ouvriers parcourant les rues le soir en chantant et les bris de carreaux à l'usine Crettiez, a provoqué et obtenu à diverses reprises, de l'autorité compétence, l'envoi à Cluses de renforts de gendarmerie de fantassins et de cavaliers ;

Attendu que, le 19 mai, il a pris et fait publier un arrêté prohibant pendant un mois les attroupements et rassemblements sur les places et la voie publique dans toute l'étendue du territoire de la commune, et a fait organiser un supplément d'éclairage jugé nécessaire des abords de la commune ;

Attendu qu'il s'adressa à ses concitoyens, par voie de proclamation, pour les inviter au calme, et leur donner des conseils de nature à faciliter l'œuvre de la police locale ;

Attendu que, chaque jour, du 20 mai au 24 juin, il a adressé au commandant d'armes à Cluses la réquisition de prêter « le secours des troupes de ligne nécessaires pour prêter main-forte à la gendarmerie à l'effet de barrer le Pont-Neuf, et au besoin le Vieux Pont de Cluses, protéger la maison particulière et l'usine de M. Crettiez, fabricant d'horlogerie et seconder les patrouilles destinées à dissiper les attroupements » ;

Attendu que, dans l'état de ces mesures prises du 19 mai au 19 juin, le calme apparaît revenir à tel point qu'il fut question, dès le 26 mai du retrait de la totalité des troupes venues à Cluses à cause de la grève ;

Attendu cependant que le maire, doutant que le calme fut réellement certain en raison des faits signalés par lui dans sa lettre à M. le Préfet du 25 mai, déclarait par cette lettre que le maintien provisoire des forces militaires à Cluses restait indispensable ;

Attendu que les tentatives d'arrangements pour faire cesser la grève n'ayant pas abouti, le maire de Cluses prit à la date du 19 juin un arrêté par lequel il prorogeait jusqu'au 1er août son arrêté du 19 mai prohibant les attroupements ;

Attendu qu'à la date du 24 juin, comme la grève se poursuivait sans modification, mais cependant sans incident paraissant nécessiter le maintien du détachement de 50 dragons, le départ de ce détachement fut décidé sur l'avis conforme du maire et du Conseil municipal et eut lieu le 24 juin ;

Attendu que, dès qu'à la date du 12 juillet la grève générale des ouvriers horlogers fût déclarée, le maire juge la force armée stationnée à Cluses insuffisante en nombre pour le maintien de l'ordre et demande par ses télégrammes des 12 et 13 juillet à l'autorité préfectorale l'envoi de renforts ; qu'une compagnie du 30e de ligne arrive en effet à Cluses le 13 juillet ;

Attendu que le maire, dont l'arrêté de prohibition des attroupements a déjà été par lui précédemment prorogé jusqu'au 1er août, a adressé chaque jour dès le 12 juillet et y compris la journée du 18 juillet une réquisition au commandant d'armes ;

Attendu que cette réquisition comprenait d'abord formellement et sans exception de temps ni de limitation d'heures la protection des usines d'horlogerie de MM. Crettiez et Bretton ;

Attendu qu'elle comprenait aussi formellement la dispersion des attroupements mais seulement en général à partir d'une certaine heure qui fut huit heures du soir pour les 13, 15 et 17 juillet et six heures du soir pour la journée du lundi 18 juillet ;

Attendu que le demandeur en déduit et conclut à l'encontre de la prétention de la commune, que le maire, ayant toléré pendant le jour des attroupements, spécialement le 18 juillet, ne fait en conséquence pas la preuve d'avoir pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour prévenir l'attroupement et que cet attroupement a été la cause du désordre ;

Mais attendu que le Tribunal retient qu'il résulte pour lui des documents du procès la preuve :

1° Que les deux cortèges de grévistes effectués dans la matinée du 18 juillet se déroulèrent d'une façon calme, que l'allure du troisième cortège qui se forma vers 4 heures du soir n'apparut nullement inquiétante non seulement au maire, mais encore au commissaire spécial de police et à l'autorité militaire ;

2° Que de ce cortège qui chantait et criait en arrivant devant l'usine une seule pierre a été lancée ;

3° Que provoqués, ainsi que l'a déclaré le verdict du jury, les fils Crettiez tirèrent de l'usine sur la foule des coups de fusil qui tuèrent 3 personnes et en blessèrent 41 ;

4° Que ce cortège-là, se dispersa alors sous ces coups de fusil et ne se reforma pas ;

5° Mais que, plus tard, dans un soulèvement d'indignation, un rassemblement qui a pu être évalué à 4.000 personnes se forma non seulement d'ouvriers de Cluses, mais encore de ceux des environs;

6° Qu'alors, la troupe et la gendarmerie présentes sur les lieux firent tous leurs efforts pour maîtriser la foule et protéger l'usine Crettiez conformément à la réquisition du maire, mais sans faire de leurs armes un usage qui ne leur paraissait pas pouvoir empêcher le débordement par le nombre ;

7° Que malgré cette intervention de la force publique l'usine fut envahie, pillée et incendiée ;

8° Qu'une instruction judiciaire a été ouverte et a été poursuivie d'une façon très étendue avec le concours des autorités de police judiciaire et communale de Cluses, instruction dans laquelle le maire et les notables de Cluses ont apporté leurs témoignages pour arriver à faire connaître les auteurs et complices du désordre ; qu'à cet égard le demandeur ne spécifie aucune mesure qui aurait été omise par le maire pour arriver à ce résultat;

Attendu que les faits ci-dessus énumérés et retenus par le Tribunal comme établis par les documents du procès sont jugés par lui constituer la preuve suffisante que la commune de Cluses a pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour prévenir les attroupements et rassemblements et pour en faire connaître les auteurs;

Attendu, en conséquence, qu'elle doit être déclarée avoir justifié, en conformité de l'art. 108, n° 1 de la loi sur l'organisation municipale, de l'exonération de la responsabilité édictée contre elle par l'art. 106 de ladite loi;

Par ces motifs,

Sans qu'il échet de s'arrêter à toutes autres conclusions des parties en cause et en déclarant la commune défenderesse mal fondée dans ses conclusions principales d'irrecevabilité de l'action de M. Crettiez père;

Déclare ladite commune bien fondée dans ses conclusions subsidiaires d'exonération par application de l'article 108, n° 1 de la loi du 5 avril 1884 ;

Dit qu'elle justifie d'avoir pris toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir les attroupements et rassemblements et pour en faire connaître les auteurs ;

Décharge, en conséquence, ladite commune de toute responsabilité des dégâts et dommages causés le 18 juillet 1904, à l'usine du demandeur et déboute ce dernier de sa demande de paiement de dommages-intérêts;

Condamne ledit demandeur aux entiers dépens;

M. **Magnien** subst. proc. Rép. — M^es **Bussy**, **Descotes** (du barreau de Chambéry) et **Bouvier** (du barreau de Thonon) av.

NOTE. — Comp. Cass. 15 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1. 366 — S. 98.1.457 — D. 98.1.366 — Pand. franç. 98.1.323 — Rec. des Assur. 98.184) ; 22 juillet 1901 (Gaz. Pal. 1901.2. 387 — D .1901.1.469) ; 24 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.157 — D. 1905.1.469 — Pand. franç. 1905.1.379) ; Aix 20 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.1.695) ; Alger 24 février 1899 (Rev. Alger 99.183 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Commune, n° 296) ; Grenoble 9 février 1897 (S. 97.2.298 — D. 97.2.207) ; Besançon 2 mars 1900 (S. 1901.1.141 — D. 1900.2.364) ; Alger 14 mars 1900 (D. 1901.2.238) ; Trib. civ. Oran 30 novembre 1897 (Loi 14 décembre 1897) ; Trib. civ. Lille 24 mars 1898 (Gaz. Pal. 98.1.542) ; Trib. civ. Nantes 12 décembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.47) ; Trib. civ. Alger 16 juin 1900 (Loi 27 octobre 1900) ; Trib. civ. Quimper 5 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.589) ; Rennes 6 décembre 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.633) ; Trib. civ. Brest 23 mars 1905 (Mon. jud. Lyon 24 juin 1905 — Gaz. Pal. 1905.1, Table, v° Commune, n° 51) ; Douai 18 février 1905 (Loi 20 mars 1905 — Gaz. Pal. *ibid. eod. verb.*, même n°) ; Trib. civ. Narbonne 5 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.348).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

24 Octobre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

CHEMINS DE FER. — TRANSPORT DES MARCHANDISES. — TARIFS. — APPLICATION. — TARIF COMMUN P. V.

Dans les transports en petite vitesse il n'est pas permis d'étendre à un tarif commun les conditions d'application communes aux tarifs spéciaux d'une seule des Compagnies intéressées au transport.

Et particulièrement, en cas de demande d'application du tarif commun P. V. 120 qui ne contient aucune clause de référence aux conditions d'application des tarifs spéciaux de la Compagnie P. L. M., les prix de faveur de ces tarifs ne peuvent être appliqués à des expéditions exclusivement soumises au régime du tarif commun.

D'autre part, d'après le tarif P. V. 120 précité, on ne doit considérer comme gares intermédiaires entre Rouen et Marseille que celles situées sur l'itinéraire le plus court, entre ces points extrêmes, par Argenteuil, Villeneuve-Saint-Georges, Lyon, Orange, L'Isle-sur-Sorgues et par suite, en cas d'expédition de marchandises de Rouen à Alais, le tarif de soudure est obligatoire puisqu'Alais ne se trouve sur cet itinéraire ni comme gare d'arrivée, ni comme gare de transit.

Chemins de fer P. L. M. c. Veuve Bernard.

Mme Veuve Bernard s'était fait expédier de Rouen en

gare d'Alais, des marchandises. L'expéditeur avait demandé l'application du tarif commun P. V. 120 « avec soudure à Remoulins ». Les expéditions furent taxées, en vertu de ce tarif, par la Compagnie P. L. M. au prix de 70 francs la tonne, avec soudure à Tarascon, montant à 12 fr. 25 ; au total 82 fr. 25 la tonne.

Mme Vve Bernard contesta la surtaxe de soudure et assigna la Compagnie en 371 francs, montant de détaxes de ce chef et en 2.000 francs de dommages-intérêts ;

De son côté, la Compagnie forma une demande reconventionnelle, prétendant que c'était par erreur que la soudure avait été appliquée à Tarascon, qu'elle devait l'être à l'Isles-sur-Sorgues et qu'il y avait eu de ce chef insuffisance de taxe de 202 fr. 85 ;

La Cour d'appel de Nîmes, ayant fait droit à la demande principale par arrêt du 25 octobre 1902, qui repoussait la demande reconventionnelle, la Compagnie P. L. M. s'est pourvue en cassation, invoquant à l'appui de son pourvoi notamment le premier moyen suivant :

« Violation des art. 1134 C. civ., 97 C. com., et des conditions d'application du tarif commun P. V. 120, par fausse application de l'art. 8 § 3 des conditions d'application communes à tous les tarifs spéciaux P. L. M., — en ce que l'arrêt a décidé que des expéditions faites de Rouen sur Alais devaient être taxées aux prix prévus à l'annexe 4 du tarif susvisé pour les expéditions faites de Rouen à Marseille, sous prétexte que la gare d'Alais devait être considérée comme gare intermédiaire entre Paris et Marseille, en vertu de la disposition exceptionnelle dudit art. 8 § 3, — alors que cette disposition n'est pas applicable aux expéditions faites sous l'empire du tarif commun. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen :

Vu l'art. 8 § 3 des conditions d'application communes à tous les tarifs spéciaux P. V. de la Compagnie P. L. M., homologuées le 21 octobre 1897, ledit article ainsi conçu : « Par exception, sont admises au bénéfice de la clause des stations intermédiaires, en outre des stations situées sur l'itinéraire le plus court, pour les prix exceptionnels établis entre les gares désignées dans les colonnes 1 et 2 ci-contre, les gares désignées dans la colonne 3... de Paris-Bercy à Marseille, les gares comprises entre Miramas et Moret (Viâ Nîmes, Clermont-Ferrand) » ;

Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que les expéditions litigieuses ont été faites de la gare de Rouen, à destination d'Alais, sur réquisition du tarif commun n° 120 « soudé à Remoulins » ; qu'elles furent taxées conformément au tarif commun 120 (annexe 4 § 1er) au prix de 70 francs la tonne avec soudure à Tarascon, soit 12,25 pour la soudure ; que, plus tard, la soudure fut rectifiée à l'Isles-sur-Sorgues, gare la plus rapprochée d'Alais, sur le parcours Rouen-Marseille, viâ Villeneuve-Saint-Georges, Lyon, Orange, Cavaillon, Miramas » ;

Attendu que, pour exonérer la dame Bernard du paiement de la surtaxe résultant de la soudure appliquée, l'arrêt attaqué s'est basé sur ce que : 1° le tarif commun P. V. 120 étant un tarif spécial de la Compagnie P. L. M., cette Compagnie doit appliquer aux marchandises voyageant sur son réseau les conditions générales de ses tarifs spéciaux, et par suite, admettre au bénéfice de la clause des « stations intermédiaires », par l'itinéraire Paris-Bercy à Marseille, les gares comprises entre Miramas et Moret (viâ Clermont-Ferrand, Nîmes) ; 2° que « le transport litigieux ayant été effectué par voie détournée, viâ Bercy, Moret, Clermont-Ferrand, Alais, il ne serait pas équitable de faire payer à la Vve Bernard la soudure Tarascon-Alais, ou celle invoquée de l'Isles-sur-Sorgues » ;

Mais attendu, d'une part, que dans les transports en petite vitesse, il ne saurait être permis d'étendre à un tarif commun « les conditions d'application communes aux tarifs spéciaux » d'une seule des Compagnies intéressées au transport ; que, dans l'espèce, le tarif commun P. V. 120, seul revendiqué au départ, ne contenant aucune clause de référence « aux conditions d'application des tarifs spéciaux de la Compagnie P. L. M. » ; les prix de faveur de ces tarifs ne peuvent être appliqués à des expéditions exclusivement soumises au régime du tarif commun ;

Attendu, d'autre part, que d'après le tarif P. V. 120, qui était la loi du contrat, on ne doit considérer comme gares intermédiaires, entre Rouen et Marseille, que celles situées sur l'itinéraire le plus court, entre ces points extrêmes, par Argenteuil, Villeneuve-Saint-Georges, Orange, l'Isles-sur-Sorgues ; que l'arrêt attaqué ne conteste pas qu'Alais ne se trouve sur cet itinéraire, ni comme gare d'arrivée, ni comme gare de transit ; d'où il suit que le tarif de soudure était obligatoire ;

Attendu qu'en déclarant le contraire, l'arrêt attaqué a, par fausse application, violé le § 3 de l'art. 8 susvisé ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin d'examiner le deuxième moyen ;

Casse.

MM. **Delcurrou** rapp. ; **Mérillon** av. gén. — Me **Labbé** av.

NOTE. — Les tarifs communs, comme les tarifs spéciaux, doivent être appliqués à la lettre : Cass. 4 juillet 1894 (S. 95.1.420 — D. 94.1.517) ; 8 juillet 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.139 — S. 1904.1.196 — D. 1905.1.307).

D'autre part, un tarif commun établit une taxe sans distinction des réseaux sur lesquels les marchandises circulent successivement : Cass. 16 février 1891 (Gaz. Pal. 91.1.346 — D. 91.1.133). Il forme un tout indivisible pour chacune des parties qui l'adoptent ; il s'applique au regard de chacune d'elles pour le parcours entier sans pouvoir être scindé, les réseaux respectifs des compagnies contractantes étant fondus en un seul réseau qui comprend théoriquement les points extrêmes du parcours embrassé par le tarif : V. Note D. 91.1.133.

Jugé pourtant que la soudure d'un tarif intérieur à un tarif commun n'est obligatoire pour une compagnie que si les tarifs en vigueur de cette compagnie autorisent cette soudure : Cass. 10 juin 1890 (Gaz. Pal. 90.2.97 — D. 91.1.131).

318

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

31 Octobre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré
premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — INCAPACITÉ PERMANENTE. — RENTE. — PENSION DE RETRAITE. — CUMUL.

L'ouvrier qui, atteint d'incapacité permanente à la suite d'un accident du travail et congédié, a obtenu la rente prévue par la loi du 9 avril 1898, *ne peut réclamer au chef d'entreprise l'allocation d'une pension de retraite anticipée prévue par un règlement intérieur au profit de tout agent après un certain nombre d'années de services, pour le cas où des blessures reçues dans le service obligeraient à le congédier.*

Bournac c. Chemins de fer P.-L.-M.

Le sieur Bournac, ouvrier victime d'un accident du travail, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 8 mars 1904, qui l'avait débouté de sa demande en paiement d'une pension de retraite formée contre la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le premier moyen :

Attendu que le jugement, dont la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. avait fait appel et dont Bournac demandait à la Cour de Lyon la confirmation par adoption des motifs donnés par les premiers juges, n'avait pas appliqué l'art. 6 du règlement de 1881, mais bien l'art. 4 du règlement de la caisse des retraites de 1892 ; qu'il n'a invoqué le premier de ces règlements qu'à titre d'argument à l'appui de l'interprétation qu'il donnait du second ; que l'arrêt attaqué n'était pas tenu de répondre à tous les arguments des premiers juges ; qu'il est d'ailleurs motivé ; d'où il suit qu'il n'a pas violé l'article visé au moyen ;

Sur le second moyen :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Bournac, ouvrier au service de la Compagnie défenderesse, a été victime d'un accident du travail qui l'a laissé atteint d'incapacité permanente et qu'une rente viagère de 330 francs lui a été allouée en exécution de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 ; qu'il constate, en même temps, que cet ouvrier, qui n'avait ni 25 ans de services à la Compagnie, ni 55 ans d'âge, conditions auxquelles est subordonné le droit à la retraite, a invoqué les dispositions de l'art. 4 du règlement de la caisse des retraites de la Compagnie qui accorde une pension de retraite anticipée à tout agent ayant 15 ans de services comptant pour la retraite, quel que soit son âge, si des blessures reçues dans le service obligent la Compagnie à le congédier ;

Attendu, sans qu'il soit besoin d'examiner les motifs donnés par l'arrêt à l'appui de sa décision, que c'est à bon droit que ledit arrêt, sous le bénéfice de l'offre faite par la Compagnie de rembourser à Bournac les retenues opérées sur les salaires pour parvenir à la retraite, a refusé de condamner la Compagnie à servir à Bournac, avec la rente forfaitaire de la loi de 1898, la pension de retraite anticipée à laquelle pouvait lui donner droit la blessure qu'il avait reçue en service et qui avait motivé son congédiement ; qu'en effet, aux termes de l'art. 2 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers et employés désignés à l'art. 1er de ladite loi ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi ;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au moyen ;

Rejette...

MM. **Reynaud** rapp. ; **Mérillon** av. gén. (c. conf.). — Mes **Dufourmantelle** et **Labbé** av.

NOTE. — La question très délicate et très discutée tranchée par l'arrêt recueilli a déjà été solutionnée en ce sens par un arrêt de la Cour de cassation du 13 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.6).

Cet arrêt précédent était basé sur les motifs suivants : La loi de 1898 présente un caractère d'ordre public qui substitue de plein droit ses dispositions à toutes autres conventions privées ; d'où il suit que, s'agissant d'un employé blessé au service d'une Compagnie de chemins de fer dont les règlements autorisent en pareil cas ses agents à faire valoir par anticipation leurs droits à la retraite (de telle sorte que la blessure qu'ils ont reçue est alors la cause juridique de leur droit à pension), ledit employé, après avoir obtenu l'allocation de la rente déterminée par l'art. 3 de la loi de 1848, ne saurait exiger la liquidation de sa pension de retraite en vertu des règlements susvisés ; cette double action tendrait, en effet, de la part du demandeur, à revendiquer, contrairement au vœu de la loi de 1898, tout à la fois le bénéfice de ladite loi et celui du contrat de travail qui le lie au chef d'entreprise, alors que les deux droits invoqués de part et d'autre procèdent de la même cause ; il importe peu, d'ailleurs, à cet égard que, suivant les règlements de la compagnie, la pension de retraite soit calculée d'après la durée des services et non d'après la gravité de la blessure ; ce mode de calcul n'empêche pas que le droit à pension ne soit subordonné à l'existence d'une blessure reçue en service, c'est-à-dire à un accident du travail.

La Cour de cassation et le Conseil d'Etat sont d'accord au contraire pour décider que la pension de retraite se cumule avec la rente forfaitaire lorsqu'elle est due à un autre titre que l'accident même, c'est-à-dire pour une cause distincte : Cass. 21 juillet 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.201); 27 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.453) ; 24 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.232) ; Cons. d'Etat 10 novembre 1904 (Rec. Leb. p. 721).

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

25 OCTOBRE 19 .

Présidence de M Bard.

JUSTICE MILITAIRE.— CONSEILS DE GUERRE. — PROCÉDURE. — DÉBATS A L'AUDIENCE. — ART. 119 C. INST. MILIT. — EXCLUSION DE L'ACCUSÉ. — OUTRAGES. — NULLITÉ.

Les voies de fait, les outrages ou menaces par propos ou gestes envers le Conseil où l'un de ses membres ne suffisent pas à justifier l'application de la mesure édictée par l'art. 119 § 1er *C. just. milit. qui autorise le président à faire reconduire l'accusé en prison et à procéder aux débats en son absence : le président ne peut user du pouvoir qui lui est ainsi conféré qu'à l'égard de l'accusé qui, par des clameurs ou par tout autre moyen propre à causer du tumulte, met obstacle au libre cours des débats.*

Et la loi subordonne l'application de cette mesure à une condition essentielle dont l'existence doit être dûment constatée ; il n'en est point ainsi spécialement si le procès-verbal des débats se borne à relater un propos grossier constituant un outrage proféré par l'accusé contre les membres du Conseil de guerre.

Durban.

Le sieur Durban s'est pourvu en cassation contre un

jugement du Conseil de guerre d'Alger du 26 septembre 1906, qui l'avait condamné à la peine de mort pour tentative d'incendie d'un bâtiment à l'usage de l'armée, et pour outrages par paroles envers les membres d'un Conseil de guerre en audience publique.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen pris de la violation et de la fausse application des art. 117, 119, 121 C. just. milit. pour l'armée de terre, et du droit de la défense, en ce que le jugement attaqué a été rendu alors que l'accusé avait été mis dans l'impossibilité de se défendre par une expulsion de l'audience, irrégulièrement prononcée avant même son interrogatoire, pour un outrage qui, ne rentrant pas dans le paragraphe 1er de l'article précité, pouvait seulement donner lieu à une peine, conformément au § 2 du même article :

Vu lesdits articles ;

Attendu qu'il est constaté par le procès-verbal des débats qu'au moment où le président du Conseil de guerre a averti l'acusé Durban que la loi lui donnait le droit de dire tout ce qui était utile à sa défense, celui-ci a répondu en s'adressant aux membres du Conseil : « Vous me faites ch... tous » ; que le président a fait expulser l'accusé de la salle d'audience, l'a fait reconduire en prison, conformément aux dispositions de l'art. 119 C. just. milit ; et a dit qu'il serait procédé aux débats et au jugement comme s'il était présent et qu'il serait statué sur le délit d'outrages par paroles envers les membres du Conseil de guerre, en même temps que sur le fond de l'affaire ;

Attendu qu'aux termes du § 1er de l'art. 119 C. just. milit., le président peut faire retirer de l'audience et reconduire en prison tout accusé qui, par des clameurs ou par tout autre moyen propre à causer du tumulte, met obstacle au libre cours des débats et il est, dans ce cas, procédé aux débats et au jugement comme si l'accusé était présent ; que le § 2 du même article dispose que l'accusé militaire ou assimilé aux militaires qui se rend coupable de voies de fait ou d'outrages ou menaces par propos ou par gestes envers le Conseil ou l'un de ses membres est condamné, séance tenante, aux peines portées par le Code de justice militaire contre les crimes ou délits, lorsqu'ils ont été commis envers des supérieurs pendant le service ;

Attendu que, du rapprochement de ces deux paragraphes, il ressort que les voies de fait, les outrages ou menaces par propos ou gestes envers le Conseil ou l'un de ses membres ne sauraient, par eux-mêmes, suffire à justifier l'application de la mesure édictée par le § 1er ; que le président ne peut user du pouvoir qui lui est conféré par le paragraphe précité qu'à l'égard de l'accusé qui, par des clameurs ou par tout autre moyen propre à causer du tumulte, met obstacle au libre cours des débats ; que la loi subordonne l'application de cette mesure à une condition essentielle, dont l'existence doit être dûment constatée ;

Et attendu qu'il n'en est pas ainsi dans l'espèce ; que le procès-verbal des débats se borne à relater l'outrage proféré par Durban contre les membres du Conseil de guerre ; qu'il ne constate pas que ces outrages aient eu le caractère de clameurs propres à causer du tumulte et aient mis obstacle au libre cours des débats ;

D'où il suit qu'en ordonnant que l'accusé serait reconduit en prison et qu'il serait procédé aux débats comme s'il était présent, sans même qu'il ait été entendu sur l'outrage qu'il venait de commettre, le président a outrepassé ses pouvoirs, porté atteinte aux droits de la défense et violé l'art. 119 C. just. milit.;

Par ces motifs,

Casse...

MM. **Boulloche** rapp. ; **Lombard** av. gén. — Mes **Pérouse** et **Boulard** av.

NOTE. — Le principe d'ordre public que nul ne peut être condamné sans avoir été entendu et sans avoir été mis à même de se défendre, est nécessairement applicable aux Conseils de guerre, comme à toutes les juridictions.

Si le § 1er de l'art. 119 C. just. milit. permet au Président du Conseil de guerre de faire retirer de l'audience tout accusé qui, par des clameurs ou par tout autre moyen propre à causer du tumulte, met obstacle au libre cours de la justice, et de procéder ensuite aux débats et au jugement comme si l'accusé était présent, cette disposition ne peut évidemment recevoir qu'une application étroite et limitée au cas prévu de clameurs ou de tumulte provoqués par l'accusé. Cette mesure ne saurait être appliquée au simple cas d'outrage envers le Conseil, pour lequel le § 2 du même article prévoit simplement l'application d'une peine et non l'exclusion de l'audience. Ces deux hypothèses des deux paragraphes de l'art. 119 ont chacune leurs dispositions propres et ne sauraient être confondues. V. Pradier-Fodéré, Comment. sur le C. just. milit., p. 226 et suiv.

C'est au surplus en ce sens que la jurisprudence se prononce pour l'interprétation de l'art. 10 de la loi du 9 septembre 1835 sur les Cours d'assises qui contient une disposition analogue : V. Cass. 25 août 1876 (Bull. crim., n° 197) ; 12 janvier 1875 (D. 75.1.496). *Adde :* Dalloz, Suppl. au Rép., v° Procéd. crim., n° 1722.

COUR D'APPEL DE PARIS (7e CH.)

6 JUILLET 1906.

Présidence de M. Boutet.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — OUVRIER BLESSÉ. — RENTE FORFAITAIRE ALLOUÉE EN VERTU DE LA LOI DE 1898. — INDEMNITÉ OBTENUE CONTRE UN TIERS EN VERTU DE L'ART. 1382 C. CIV. — RÉSERVE DESTINÉE A ASSURER LE RECOURS DU PATRON CONTRE LE TIERS. — ART. 7, LOI DU 9 AVRIL 1898 MODIFIÉ. — SUBROGATION DU PATRON DANS LES DROITS DE L'OUVRIER CONTRE LE TIERS.

Lorsqu'un jugement passé en force de chose jugée a déclaré un tiers responsable à concurrence de moitié des conséquences de l'accident survenu à un ouvrier au cours de son travail et a condamné ce tiers à servir à l'ouvrier une rente en stipulant que, afin d'éviter des complications ultérieures et à raison du recours réservé au patron par les lois sur les accidents du travail, cet ouvrier ne pourra toucher qu'avec le concours et le consentement du patron, ce dernier étant fondé à exercer le recours prévu par l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898 modifié, l'ouvrier ne peut exiger que la rente lui soit versée sans le concours et le consentement de son patron.

Il y a lieu, au contraire, de déclarer le patron, contre le

quel a été rendu directement une décision allouant une rente forfaitaire à l'ouvrier en vertu de la loi de 1898, *subrogé à due concurrence dans les droits résultant pour l'ouvrier du jugement rendu contre le tiers, alors même qu'il serait établi, comme en l'espèce, que l'accident est imputable, pour partie, à la faute du chef d'entreprise.*

Guyot c. Compagnie des Tramways Nord-Ouest Parisiens.

LA COUR,

Statuant sur les appels principal et incident respectivement interjetés par les parties en cause contre un jugement du Tribunal civil de la Seine du 27 février 1906:

En la forme :

Considérant que les appels sont réguliers, que rien n'est soutenu contre leur recevabilité ;

Au fond :

Considérant que Guyot, ouvrier électricien, au service de la Compagnie des tramways Nord-Ouest-Parisien, a été, le 10 septembre 1902, victime d'un accident du travail ; que, chargé de réparer les fils aériens de la ligne de Saint-Ouen, il devait, à cet effet, monter sur une plateforme-échelle, traînée par un camion ; qu'au camion était attelé un cheval conduit par Legras, préposé de Fayaut, entrepreneur de transports; après que la voiture-échelle se fut arrêtée pour permettre à Guyot de procéder aux réparations commandées, Guyot monta sur la plate-forme ;

Considérant qu'il prenait ses dispositions pour commencer son travail quand le charretier Legras commit la faute d'abandonner son cheval ; que l'animal n'étant plus surveillé fit alors un écart, et que Guyot, perdant l'équilibre par suite de la secousse imprimée au camion tomba de la plate-forme sur le sol et se blessa : que l'accident lui a occasionné une infirmité partielle permanente ;

Considérant que, à raison de cet accident; Guyot a intenté deux actions, l'une devant le Tribunal civil contre la Compagnie des tramways à l'effet d'obtenir qu'elle fut condamnée à lui servir la rente forfaitaire pour infirmité permanente à laquelle lui donnait droit la loi du 9 avril 1898 ; l'autre, devant le Tribunal correctionnel contre Legras et Fayaut en réparation de l'intégralité du préjudice que la faute de Legras préposé de Fayaut lui avait causée ;

Considérant qu'un jugement de la quatrième chambre civile du Tribunal de la Seine,en date du 4 août 1903,devenu définitif,tenant compte de ce que son salaire annuel de base était de 1.500 francs,a condamné la Compagnie des tramways à lui servir une rente annuelle et viagère de 600 francs à titre de réparation forfaitaire de la diminution permanente de 80 pour 100 de sa capacité ouvrière que l'accident lui avait causée ;

Considérant que, d'autre part, le 21 avril 1904, la neuvième chambre correctionnelle du Tribunal de la Seine, appréciant qu'il était établi que l'accident était dû, mais seulement pour partie à la faute de Legras, préposé de Fayaut, a condamné Legras, pour blessure par imprudence, aux peines prévues en l'article 320 C. pén., déclaré Fayaut civilement responsable de la faute de son préposé, et avant faire droit sur la demande en dommages-intérêts,ordonné une expertise à l'effet de rechercher et apprécier l'importance du préjudice souffert par Guyot ;

Considérant qu'il est dit aux motifs de ce jugement: « Attendu que la responsabilité de Legras est partagée au moins par moitié, parce qu'il était imprudent à Guyot et à la Compagnie de tramways de se servir d'un appareil dénué de garde-fou sur lequel la moindre secousse pouvait exposer les ouvriers travaillant sur la plateforme à une chûte des plus dangereuse » ;

Considérant que cette décision ayant été confirmée par arrêt de la Cour d'appel du 3 juin 1904, la neuvième chambre correctionnelle du Tribunal de la Seine a, le 11 février 1905, vidant son avant faire droit, fixé les dommages-intérêts dus par Legras et Fayaut, solidairement à Guyot ;

Considérant que ledit jugement porte : « Attendu que, pour apprécier le mérite de la demande, il convient de considérer ; 1° que, d'après les jugements et arrêts intervenus, il a été décidé que la responsabilité de l'accident devait incomber tant à Guyot lui-même, qu'à la Compagnie des tramways dont il était l'employé, pour la moitié au moins, et à Legras et Fayaut seulement pour le surplus, et que, d'après les renseignements fournis au Tribunal, le chiffre du salaire annuel de Guyot à la date de l'accident, s'élevait à 1500 francs ; que, sur ces bases et d'après les constatations de l'expertise, l'expert commis par le jugement du 21 avril 1904 ayant, comme le jugement du 3 août 1903, évalué à 80 pour 100 la diminution permanente de capacité ouvrière causée à Guyot par l'accident, il y a lieu par application de l'art. 1382 C. civ., de fixer au chiffre annuel de 600 francs la rente viagère qu'il convient d'allouer à Guyot pour la part contributive de Legras et Fayaut dans l'indemnité à laquelle il a droit » ;

Considérant que, dans son dispositif, le Tribunal, après avoir condamné Legras et Fayaut solidairement à constituer ladite rente au nom de Guyot à la Caisse Nationale des retraites ainsi qu'à payer à Guyot une somme de 200 francs, pour leur contribution dans les frais médicaux et pharmaceutiques réclamés pour un total de 462 fr. 50, ajoute : « Dit que, afin d'éviter des complications ultérieures et en raison du recours réservé par les lois sur les accidents du travail à la Compagnie des tramways dont Guyot était le préposé dans la mesure des débours qu'elle aurait faits, ledit Guyot, devra, pour toucher les sommes lui revenant en vertu du présent arrêt, fournir le consentement et le concours de ladite Compagnie »; que ledit jugement est devenu définitif, faute d'appel dans les délais légaux ;

Considérant qu'il importe tout d'abord d'observer que, contrairement à ce qu'a paru penser le Tribunal, les dispositions des jugements précités des 21 avril 1904 et 11 février 1905 sont claires et précises ;

Considérant qu'il en ressort à l'évidence que les juges correctionnels n'ont nullement entendu allouer à Guyot des indemnités devant se cumuler avec celles mises à la charge de la Compagnie des tramways par le jugement du 4 août 1903 ;

Or, considérant que Guyot fait grief à la Compagnie des tramways Nord-Ouest Parisien de ce qu'elle se refuse à lui donner le concours dont il a besoin pour toucher les indemnités dues par Legras et Fayaut et de ce qu'elle émet la prétention, en se fondant sur l'article 7 de la loi du 22 mars 1902, que le paiement desdites indemnités doit l'exonérer à due concurrence des obligations mises à sa charge en vertu de la susdite loi ;

Considérant qu'il demande à la Cour de dire que la Compagnie des tramways Ouest-Parisien est sans droit pour exercer le recours prévu audit article 7 et conséquemment de l'autoriser à toucher sans concours et le consentement de la Compagnie des tramways le mon-

tant des condamnations prononcées contre Legras et Fayaut;

Mais considérant que Guyot est mal fondé en ses demandes, fins et conclusions; qu'il méconnaît la condition imposée par le jugement du 11 février 1905, pour qu'il puisse bénéficier des condamnations intervenues à son profit;

Considérant qu'il suffit, d'autre part, de constater que, si l'article 7 précité réserve à tout accidenté du travail le droit de réclamer conformément aux règles du droit commun aux auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés la réparation du préjudice qu'il a souffert, il dispose expressément que l'indemnité qui lui sera allouée exonérera à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge ;

Considérant que cette disposition est générale;qu'elle doit, à raison du caractère forfaitaire de la loi, recevoir son application alors même qu'il serait établi que l'accident est imputable pour partie à une faute du chef d'entreprise ;

Considérant qu'il est constant, d'autre part, que la loi du 9 avril 1898 n'autorise l'accidenté à se prévaloir de la faute de son patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction qu'au cas de faute inexcusable et seulement à l'effet de réclamer directement à son patron une majoration de la rente forfaitaire à laquelle lui donne droit l'article 3 de ladite loi ;

Considérant qu'il échet, dans ces conditions, ayant égard à l'appel-incident de la Compagnie des tramways Nord-Ouest-Parisien, de la subroger, en tant que de besoin, dans les droits qui résultent pour Guyot du jugement correctionnel du 11 février 1905, à concurrence des obligations que le jugement de la quatrième chambre du Tribunal civil du 4 août 1903 a mises à sa charge;

Par ces motifs,

Déclare les appels recevables ;

Rejetant comme inutiles où mal fondées toutes conclusions contraires ;

Met le jugement entrepris à néant ;

Décharge les appelants des dispositions et condamnations leur faisant grief;

Statuant par décision nouvelle ;

Dit Guyot mal fondé en ses demandes, fins et conclusions; l'en déboute;

Et faisant application de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902, subroge en tant que de besoin la Compagnie des tramways Nord-Ouest-Parisien dans les droits qui résultent pour Guyot du jugement correctionnel du 11 février 1905, à concurrence des obligations que le jugement de la quatrième chambre du Tribunal civil du 4 août 1903, a mises à sa charge.

M. **Tournade** subs. proc. gén. ; Mes **Féolde** et **Warembourg** av.

NOTE. — Espèce intéressante et, croyons-nous, nouvelle en jurisprudence. La solution adoptée nous paraît conforme à la fois à l'esprit et à la lettre même de l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902. Ce texte dispose : « Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun. L'indemnité *qui leur sera allouée exonèrera à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge...* » La formule est nette et précise, elle ne subordonne pas l'exonération du patron au cas où l'accident ne serait pas imputable à sa faute. Une telle distinction serait d'ailleurs contraire à l'esprit de la loi de 1898 qui en allouant, à titre forfaitaire et en tout état de cause, une indemnité à la victime d'un accident du travail ou à ses représentants, répudie formellement le système ancien basé sur l'art. 1382 C. civ. et sur la faute du patron. Dès lors la décision qui, en accueillant l'action dirigée par l'ouvrier contre le tiers, avait pris soin de spécifier que l'indemnité ne pourrait être touchée que dans des conditions destinées à sauvegarder le droit du patron d'être exonéré à due concurrence ne faisait qu'appliquer la loi de 1898 dans son esprit et dans son texte. L'ouvrier était donc mal fondé, ainsi que le décide fort justement l'arrêt rapporté, à prétendre toucher son indemnité des mains du tiers seul et sans le concours du patron, une telle prétention pouvant avoir pour effet de rendre illusoire le recours réservé à ce dernier contre le tiers.

TRIBUNAL DE PAIX DE SAINT-MAIXENT

(2e CANTON)

3 SEPTEMBRE 1906.

Présidence de M. Sabion.

COMPÉTENCE CIVILE DES JUGES DE PAIX. — RETARD DANS LA LIVRAISON D'UN COLIS.— ACTION EN DOMMAGES-INTÉRÊTS. — DEMANDEUR COMMERÇANT. — EXPÉDITION POUR LES BESOINS DU NÉGOCE. — CONTESTATION COMMERCIALE. — INCOMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX. — LOI DU 12 JUILLET 1905, ART. 2, § 2.

La demande en dommages-intérêts formée par un marchand de cuirs contre une Compagnie de chemins de fer à raison de retard dans la livraison d'un colis est un litige essentiellement commercial lorsqu'il est constant en fait et d'ailleurs reconnu par le demandeur lui-même que le colis dont s'agit avait été expédié pour les besoins de son commerce.

En conséquence, la connaissance de ce litige est exclusivement réservée à la juridiction commerciale et le juge de paix demeure incompétent pour statuer sur une pareille demande aussi bien sous le régime de la loi du 12 juillet 1905 que sous la législation antérieure dont les dispositions sur ce point n'ont pas été modifiées.

Villain c. Chemins de fer de l'Etat.

NOUS, JUGE DE PAIX,

Attendu que Villain demande aux Chemins de fer de l'Etat une somme de 150 francs de dommages-intérêts pour réparation du préjudice qu'il a éprouvé dans son commerce à raison du retard apporté à la livraison de deux colis voyageant avec lui contenant du cuir à l'usage de sa profession, ayant fait l'objet de deux enregistrements bagages du 26 mai 1906, de Prahecq à la Mothe-Sainte-Héraye;

Attendu qu'avant tout débat sur le fond, les Chemins de fer de l'Etat ont déposé des conclusions écrites, tendant à l'incompétence du juge de paix, tirée du caractère nettement commercial, pour les deux parties en cause, du contrat de transport,objet du litige; qu'il convient de statuer sur le mérite de l'exception soulevée;

Attendu que le demandeur est marchand de cuirs ; que c'est pour les besoins de son commerce qu'il voyageait et qu'il avait fait enregistrer ses colis, puisqu'il déclare dans sa correspondance du 29 mai dernier « qu'il avait besoin de ses marchandises, que la vente des articles contenus dans son bagage était en pleine activité, et que le retard dans la livraison lui avait fait perdre les foires de Rouilé, de Lusignan et de Sepvret;

Attendu que les Chemins de fer de l'Etat, ainsi que les autres Compagnies font toujours acte de commerce en transportant les marchandises et les colis des voyageurs ;

Attendu que le débat actuel, ayant pour objet l'inexécution d'un contrat de transport qui a, de part et d'autre, un caractère commercial, c'est la juridiction consulaire seule qui est compétente pour statuer conformément à l'art. 631 C. com. ;

Attendu que c'est en vain que le demandeur pourrait alléguer que le Tribunal de paix est exclusivement compétent en l'espèce en vertu de l'art. 2 de la loi du 12 juillet 1905, ainsi conçu : « Les juges de paix prononcent sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs et à la charge d'appel jusqu'aux taux de la compétence en dernier ressort des Tribunaux de première instance sur les contestations; 1°... ; 2° Entre les voyageurs et les entrepreneurs de transports par terre et par eau, les voituriers ou bateliers, pour retards, frais de route et perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs »;

Attendu que cet article n'est que la reproduction de l'art. 2 de la loi du 25 mai 1838, sauf l'élévation de la compétence en dernier ressort à 300 francs, et l'addition dans le § 2 des mots « entrepreneurs de transports par terre et par eau » ;

Attendu que, sous l'empire de cette loi, la jurisprudence refusait au voyageur commerçant le droit de porter son action devant le juge de paix ; Cour de Caen 25 mai 1846 (D. 46.4.82) ; Cass. 4 novembre 1863 (D 1863.1.473) ;

Attendu que, dans l'arrêt du 4 novembre 1863, rendu par la Chambre civile sur pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Poitiers par la Compagnie d'Orléans, il est dit notamment « que l'article 2 n'a d'autre but que d'étendre, dans les cas qu'il prévoit, la compétence à charge d'appel des juges de paix jusqu'aux taux en dernier ressort des Tribunaux de première instance, mais non de changer les règles ordinaires de compétence civile et commerciale ; que si la loi avait voulu introduire une pareille dérogation au droit commun, elle l'aurait formellement exprimée » ;

Attendu que, dans son texte, l'article 2 de la loi du 12 juillet 1905 ne donne pas plus que celui de la loi du 25 mai 1838 compétence exclusive au juge de paix dans les cas qu'il vise ; que c'est ainsi, du reste, que l'ont compris de nombreux commentateurs de la nouvelle loi, dont l'autorité est incontestable, et qui, par avance, se sont prononcés contre cette attribution de compétence exclusive (Lancien, n° 58 *in fine* ; Pabon, n° 1880 ; Guénard, n° 90 ; Hudelot, n° 24 ; Bazenet, n° 19 ; Mouton, dans la France Judiciaire, 1905.2.338; J. Godin, dans le recueil des Pandectes françaises, 1905.3.231);

Attendu que les règles générales de la compétence n'ayant pas été modifiées par la loi de 1905, nous devons nous déclarer incompétent *ratione materiæ* pour connaître de l'action commerciale dont nous sommes saisi par Villain;

Par ces motifs,

Nous déclarons incompétent sur la demande formée par Villain contre les Chemins de fer de l'Etat;

Renvoyons ledit Villain à se pourvoir devant la juridiction compétente;

Le condamne aux dépens de l'instance liquidés à la somme de 11 fr. 10 en ce non compris les frais du présent jugement et de ses suites, ce à quoi il est également condamné.

NOTE. — Sous le régime de la loi du 25 mai 1838, la question de savoir si les Compagnies de chemins de fer devaient être comprises dans l'expression de « voituriers » employée dans l'art. 2 de ladite loi était déjà controversée. Bien que l'affirmative fût généralement admise, elle avait été cependant tranchée négativement par un certain nombre de décisions, pour le motif que ce mode d'exploitation étant inconnu à l'époque où le législateur de 1838 avait édicté cette compétence exceptionnelle des juges de paix, celui-ci ne pouvait avoir en vue les Compagnies de chemins de fer. V. notamment : Angers 3 mai 1855 (D. 55.2.205). La difficulté n'existe plus depuis que l'art. 2 de la loi du 12 juillet 1905, qui élève à 300 francs le taux de la compétence en dernier ressort, a eu soin d'ajouter au texte de l'art. 2 § 2 de la loi du 25 mai 1838 dont il reproduit les termes, les expressions d' « entrepreneurs de transport par terre et par eau ». Mais il peut encore y avoir hésitation sur le point de savoir si le juge de paix est compétent pour connaître du litige qui s'élève entre un commerçant et une Compagnie de chemins de fer à raison d'un transport commercial. Dès avant 1905 et sous le régime de l'ancienne loi, la jurisprudence était divisée sur la question. Un certain nombre de Cours et de Tribunaux se prononçaient en faveur de l'affirmative. V. notamment : Limoges 2 mai 1862 (D. 62.2.137) ; Paris 20 juin 1863 (D. 63.2.177) ; 13 février 1864 (D. 65.2.28) ; 9 décembre 1864 (D. 65.2.28) ; 6 novembre 1866 (S. 67.2.290) ; Trib. com. Toulon 14 juin 1868 (S. 69.2.120). Mais l'opinion contraire, admise par la décision recueillie et qui nous paraît plus juridique, était préférée par la Cour de cassation et par la majorité des auteurs. V. notamment : Cass. 4 novembre 1863 (D. 63.1.173) ; Cass. 25 mai 1846 (D. 46.4.82) ; Trib. com. Seine 19 janvier 1863, sous Paris 13 février 1864 (D. 64.2.224). *Adde :* Duverdy, Transports, n° 148 ; Bédarride, t. II, n° 475 ; Sarrut, n°s 800 et suiv. ; Ruben de Couder, n° 433 ; Féraud-Giraud, t. III, n° 462 ; Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., v° Juge de paix, n° 619 et v° Chemin de fer, n° 6295. Or, rien ne permettant de conjecturer que le législateur de 1905 ait entendu consacrer l'une des deux interprétations antérieurement données au texte de l'art. 2 de la loi de 1838, de préférence à l'autre, les motifs qui militaient en faveur de la non-application dudit texte aux litiges nés entre un commerçant et une Compagnie de chemins de fer à raison d'un transport commercial nous paraissent encore devoir l'emporter sous le régime de la loi nouvelle. V. en ce sens et dans une espèce similaire, depuis la loi de 1905 : Trib. civ. Périgueux 25 juin 1906 (Le Droit 20 octobre 1906). Rappr. Trib. civ. Lyon 9 novembre 1887 (Gaz. Pal. 88.1.138) et la note. *Adde :* Les commentateurs de la loi de 1905 cités dans la décision rapportée.

319

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

24 Octobre 1906.

Présidence de M. Voisin.

COMMUNAUTÉ CONJUGALE. — RÉGIME DE SÉPARATION DE BIENS. — CAPACITÉ DE LA FEMME. — ADMINISTRATION. — OBLIGATION. — AVAL DE TRAITES. — PREUVE DE LA LÉGALITÉ.

Si, aux termes de l'art. 1449 C. civ., la femme séparée reprend la libre administration de ses biens et peut disposer de son mobilier et l'aliéner, la capacité à elle ainsi conférée se borne aux actes relatifs à l'administration de ses biens et à l'indépendance de gestion de sa fortune mobilière.

Et il appartient à celui qui poursuit l'exécution de ces actes d'en démontrer le caractère et la légalité.

Spécialement, la femme mariée sous le régime de séparation de biens ne saurait être tenue par l'aval de traites donné sans l'autorisation de son mari, si le tiers qui s'en prévaut n'explique point les raisons qui l'auraient déterminé à donner cet aval et ne cherche point à établir que cette opération, d'autant plus suspecte que ladite femme a été pourvue d'un conseil judiciaire, rentre dans le cadre des actes de simple administration.

Linol ès qualités c. dame Schœffer.

La dame Schœffer, mariée sous le régime de séparation de biens et pourvue d'un conseil judiciaire, avait avalisé deux traites d'ensemble 20.000 francs, dont le paiement lui fut réclamé par M. Linol ès qualités.

M. Linol, débouté de sa demande par arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 janvier 1905, s'est pourvu en cassation contre cette décision.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation ou fausse application des art. 1449 et 1536 C. civ., violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'aux termes de l'art. 1449 C. civ., la femme séparée reprend la libre administration de ses biens et peut disposer de son mobilier et l'aliéner, mais que la capacité à elle ainsi conférée se borne aux actes relatifs à l'administration de ses biens et à l'indépendance de gestion de sa fortune mobilière ; qu'il appartient à celui qui en poursuit l'exécution d'en démontrer le caractère et la légalité ;

Attendu que le demandeur n'a ni expliqué, ni tenté d'expliquer les raisons qui auraient déterminé la dame Koch, mariée sous le régime de la séparation de biens, à avaliser, sans l'autorisation de son mari, deux traites s'élevant ensemble à la somme de 20.000 francs ; qu'il n'a pas davantage cherché à établir que cette opération, d'autant plus suspecte que la femme Koch a été pourvue d'un conseil judiciaire, rentrait dans le cadre des actes de simple administration ; qu'il n'a donc pas justifié, comme il y était tenu, que la défenderesse éventuelle se trouvait dans le cas exceptionnel de l'art. 1449; qu'il suit de là que l'arrêt attaqué, d'ailleurs régulièrement motivé, loin de violer les textes de loi visés au moyen, en a fait une exacte application ;

Rejette...

MM. **Duboin** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Durnerin** av.

NOTE. — Bien que la Cour de cassation se soit prononcée d'abord en sens contraire par des arrêts anciens: V. Cass. 16 mars 1813 (S. chr.); 18 mai 1819 (S. chr.), sa jurisprudence actuelle est dans le sens de l'arrêt recueilli : V. Cass. 12 février 1828 (S. chr.) ; 18 mars 1829 (S 29.1.423) ; 5 mai 1829 (S. 31.1.22) ; 3 janvier 1831 (D. 31. 1.260) ; 21 août 1839 (S. 39.1.663) ; 30 décembre 1862 (S. 63.1.257). *Sic :* Aubry et Rau, 4e édit., t. V, p. 408, note 77 ; Dalloz, Suppl. au Rép., vo Contr. de mar., nos 705 et suiv.

Si la femme séparée de biens ne peut pas aliéner son mobilier en dehors des limites de l'administration, à plus forte raison elle ne peut pas contracter des obligations excédant ces limites : Paris 27 novembre 1857 (D. 57.2.209): Poitiers 3 février 1858 (D. 59.2.72). *Sic :* Dalloz, Suppl. au Rép., *vo cit.*, no 707 ; Aubry et Rau, *loc. cit.* ; Rodière et Pont, t. III, no 2193 ; Colmet de Santerre, t. VI, no 101 *bis*, XII ; Laurent, t. XXII, nos 308 et suiv.

Les droits de la femme séparée contractuellement sont d'ailleurs les mêmes quant à l'administration de ses biens que ceux de la femme séparée judiciairement. V. Dalloz, *op.* et *loc. cit.*, no 1105.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

24 Octobre 1906.

Présidence de M. Voisin.

DIVORCE. — 1° PREUV-. — POUVOIR SOUVERAIN D'APPRÉCIATION.— 2° CAUSES. — TORTS DE L'ÉPOUX DEMANDEUR. — TORTS DU DÉFENDEUR.

1° *Il appartient au juge du fait d'admettre ou de rejeter une demande de preuve, et de prononcer* de plano *ou de refuser d'accueillir le divorce sollicité, suivant qu'il trouve ou non, dans les faits et documents du procès, des éléments suffisants de conviction.*

2° *Si les torts de l'époux demandeur n'élèvent aucune fin de non-recevoir contre sa demande en divorce, il rentre dans le pouvoir du juge de rejeter cette demande, en considérant que les griefs reprochés au défendeur, en présence des torts du demandeur, ne sont pas assez graves pour justifier la demande en divorce.*

Dame Gromont c. son mari.

Mme Gromont s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 11 décembre 1905 qui avait refusé d'accueillir la demande en divorce par elle formée contre son mari.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 231 C. civ., 252 et suiv. C. pr. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il appartient au juge du fait d'admettre ou

de rejeter une demande de preuve, et de prononcer *de plano* ou de refuser d'accueillir le divorce sollicité, suivant qu'il trouve ou non, dans les faits et documents du procès, des éléments suffisants de conviction ;

Attendu que, sur le vu des faits articulés et offerts en preuve, la Cour a déclaré, après avoir adopté les motifs des premiers juges, que les faits cotés sous les nos 1, 2, 5, 6, 8, n'étaient ni pertinents ni admissibles ; que celui coté sous le n° 3 était d'ores et déjà démenti par les propres déclarations de la dame Gromont ; que ceux cotés sous les nos 4 et 7 étaient atténués par la légitime indignation du mari ;

Attendu qu'en le décidant ainsi, loin de dénaturer le sens et la portée des conclusions de la dame Gromont, la Cour a usé de son pouvoir légitime d'appréciation, et n'a pu violer les textes invoqués à l'appui du premier moyen ;

Sur le second moyen pris de la violation des art. 231 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que ce moyen se fonde sur ce que l'arrêt attaqué aurait décidé que les injures et les excès de Gromont s'expliquaient par sa légitime indignation, alors que les fautes de l'un des époux ne sauraient créer au profit de l'autre une exception de droit propre à faire repousser une demande de divorce formée contre lui ;

Attendu que la Cour n'a admis aucune compensation de ce genre ; qu'elle s'est bornée à décider que, sur les faits articulés, ceux cotés sous les nos 4 et 7 trouvaient leur explication dans la légitime indignation du mari ;

Attendu que si les torts de l'époux demandeur n'élèvent aucune fin de non-recevoir contre sa demande, il rentre dans le pouvoir du juge de rejeter cette demande, en considérant que les griefs reprochés au défendeur, en présence des torts du demandeur, ne sont pas assez graves pour justifier la demande en divorce ;

Attendu, dès lors, qu'en statuant en ces termes l'arrêt attaqué n'a violé aucun des textes visés au moyen ;

Rejette...

MM. **Zeys** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Coutard** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence de la Cour de cassation est constante en ce sens. V. notamment : Cass. 4 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.345) ; 18 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.268) ; 12 avril 1905 (D. 1905.1.269).

II. — Sur le second point : Bien que la question ait été d'abord très controversée, la jurisprudence est aujourd'hui bien fixée en ce sens que la réciprocité des torts entre époux plaidant en divorce ne crée point au profit de l'époux défendeur une fin de non-recevoir à l'encontre de la demande formée contre lui par son conjoint : Nancy 20 décembre 1873 (D. 74.2.208) ; Cass. 18 janvier 1881 (D. 81.1.125) ; Dijon 5 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.1.143) ; Trib. civ. Perpignan 15 juillet 1895 (Gaz. Pal. 96.1. Suppl. 14).

Mais les Tribunaux décident néanmoins que les griefs constatés peuvent trouver une justification dans la conduite du conjoint demandeur en divorce. V. notamment : Nancy 20 décembre 1873 et Cass. 18 janvier 1881 précités ; Trib. civ. Les Andelys 4 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.100).

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re Ch.)

18 Juillet 1906.

Présidence de M. Chanoine-Davranches.

1° ET 2° AGRÉÉ. — REPRÉSENTATION D'UN NÉGOCIANT DEVANT LE TRIBUNAL DE COMMERCE. — NATURE DU MANDAT. — OBJET COMMERCIAL. — COMMERCIALITÉ DU MANDAT. — COMPÉTENCE « RATIONE MATERIÆ » DE LA JURIDICTION COMMERCIALE. — LIEU OU LE MANDAT A ÉTÉ DONNÉ ET RÉALISÉ. — ART. 420 C. PROC. CIV. — APPLICABILITÉ. — COMPÉTENCE « RATIONE LOCI ».

1° *Le mandat donné à un agréé pour la représentation d'une partie devant le Tribunal de commerce n'est qu'un mandat ordinaire régi par les règles du droit commun.*

Ce mandat est, par suite, commercial à l'égard du mandant, si celui-ci est commerçant, lorsque le mandat a été conféré par la partie en vue et pour l'utilité de ses affaires commerciales, la destination commerciale d'un acte fait par un négociant déterminant légalement la commercialité de cet acte.

En conséquence, doit être considéré comme commercial et relevant de la compétence des Tribunaux de commerce au point de vue des difficultés auxquelles il peut donner lieu entre les contractants, le mandat confié par un négociant à un agréé, dans le but, non contesté, d'arriver au recouvrement de la créance qu'il avait sur une Société en liquidation judiciaire au moyen de la production de cette créance.

2° *Le Tribunal de commerce du lieu où un mandat commercial a été confié et réalisé est compétent pour connaître du litige qui s'élève à son sujet entre le mandant et le mandataire.*

Il est en effet de jurisprudence aujourd'hui constante que les dispositions de l'art. 420 C. proc. civ. attribuant compétence au Tribunal de commerce du lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée, ne doivent pas être restreintes aux seuls cas visés de vente, de paiement ou de livraison de marchandises, mais que ce texte embrasse par sa généralité les contrats relatifs à tout ce qui fait l'objet d'un trafic, d'un négoce, à tout ce qui tient au commerce, à la spéculation, et que, par suite, il s'applique au mandat commercial donné par le commerçant en vue et pour l'utilité de son commerce.

Bougros c. Boëldieu.

LA COUR,

Attendu qu'à raison des conclusions de l'appelant, la Cour se trouve saisie de la double question de savoir si l'action que Boëldieu a introduite contre Bougros pour paiement de ses frais et honoraires d'agréé est de la compétence commerciale et, à supposer que la juridiction consulaire ait pu en être saisie, si cette action pouvait être portée devant le Tribunal de commerce d'Elbeuf ;

En droit, sur la première question :

Attendu que le mandat donné à un agréé pour la représentation d'une partie devant le Tribunal de commerce n'est qu'un mandat ordinaire régi par les règles de droit commun ; que ce mandat est, par suite, commer-

cial à l'égard du mandant si celui-ci est commerçant, lorsque le mandat a été conféré par la partie en vue et pour l'utilité de ses affaires commerciales ; qu'il n'est pas douteux que la destination commerciale d'un acte fait par un négociant détermine légalement la commercialité de cet acte et que, dès lors, les mesures prises par le commerçant pour opérer le recouvrement de ses créances commerciales et notamment le mandat qu'il donne à un agréé pour faire effectuer ce recouvrement est un mandat commercial engendrant à sa charge des obligations commerciales ;

Et attendu, en fait, que le mandat donné par Bougros à Boëldieu avait pour but non contesté d'arriver au recouvrement de la créance qu'il avait sur la Société Blay et fils au moyen de la production de cette créance à la liquidation judiciaire de ladite Société ;

Attendu que le mandat confié par Bougros à Boëldieu était donc bien commercial ;

Et attendu, sur la deuxième question, qu'il est de jurisprudence aujourd'hui constante que les dispositions de l'art. 420 C. proc. civ. attribuant compétence spéciale au Tribunal de commerce du lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée, ne doivent pas être restreintes aux seuls cas visés de vente, de paiement, ou de livraison de marchandises ; que cet article embrasse par sa généralité les contrats relatifs à tout ce qui fait l'objet d'un trafic, d'un négoce, à tout ce qui tient au commerce et à la spéculation ; qu'il s'applique, par suite, au mandat commercial donné par le commerçant en vue et pour l'utilité de son commerce ;

Et attendu qu'en l'espèce Elbeuf est bien le lieu où le mandat litigieux a été conféré et où il a été réalisé ; que le Tribunal de commerce d'Elbeuf était donc compétent ;

Adoptant au surplus les motifs non contraires des premiers juges ;

Et attendu que Bougros qui succombe en son appel doit supporter les dépens ;

Par ces motifs,

Met l'appellation au néant ;

Confirme le jugement dont est appel ;

Dit qu'il sortira son plein et entier effet ;

Condamne Bougros à l'amende et aux dépens.

M. **Blanc** av. gén. — Mes Robert **Homais** et **Martin** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence paraît divisée sur la question. Cependant la majorité des décisions est dans le sens de l'arrêt recueilli : V. notamment : Dijon 11 décembre 1883 (Gaz. Pal. 84.1.60) ; Toulouse 21 mai 1889, Bordeaux 9 août 1888 et 15 février 1889 (Gaz. Pal. 89.2.54) ; Paris 28 décembre 1892, texte non publié (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Mandat, n° 1) ; Paris 15 février 1898 (S. 1900.2.79) ; Bordeaux 24 novembre 1902 (S. 1903.2.107). V. cependant *contrà :* Paris 10 février 1883 (Gaz. Pal. 83.2.99, 4e part.) ; Bordeaux 12 mars 1884 (Gaz. Pal. 84.2.229) ; Trib. civ. Narbonne 27 janvier 1898 (Mon. jud. Lyon 4 mars 1898 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Mandat, n° 4).

II. — Sur le second point : V. dans le même sens : Dijon 11 décembre 1883, précité ; Bordeaux 9 août 1888 (Gaz. Pal. 89.2.54). V. toutefois *contrà :* Bordeaux 12 mars 1884, précité.

TRIBUNAL CIVIL DE NANTES (1re Ch.)

12 Juillet 1906.

Présidence de M. Bourdonnay.

1° Partage. — Droit d'attaquer le partage. — Art. 882 C. civ. — Cas d'application. — Indivision résultant d'une convention. — Volonté des parties. — Inapplicabilité. — 2° Créanciers. — Action paulienne. — Art. 1167 C. civ. — Conditions d'application.

1° *L'art 882 C. civ. ne s'applique qu'aux partages successoraux ou de communauté entre époux, et en aucune façon à l'indivision résultant d'une convention créée par la seule volonté des parties, notamment l'indivision résultant d'une convention insérée dans une donation-partage.*

2° *Pour exercer utilement l'action révocatoire dérivant de l'art. 1167 C. civ., le créancier qui se prétend lésé doit établir le préjudice que lui cause l'acte argué, la fraude de son débiteur, et la complicité du tiers bénéficiaire de l'acte.*

Ce concert frauduleux peut se prouver par des présomptions graves, précises et concordantes tirées des faits de la cause.

Dès lors, l'art. 1167 C. civ. s'applique quand l'acte incriminé a eu pour effet de soustraire du patrimoine du débiteur une valeur importante, gage de tous les créanciers, que, grâce à lui, la renonciation au bénéfice du terme, l'attribution du prix à un créancier par compensation, à un autre par versement, alors qu'ils n'avaient ni droit de préférence, ni hypothèque, ont frustré sciemment les autres créanciers.

Roche c. époux Braud et Gachet.

Le Tribunal,

Considérant que, suivant acte au rapport de Me Douaud, notaire à Cugand, en date du 29 décembre 1888, Hortense Goguet, veuve Gachet, consentait, sous réserve d'usufruit à son profit, donation-partage à ses deux enfants Philippe Gachet, tanneur à Clisson, et Hortense Gachet, épouse d'Armand Braud, de tous ses biens, attribuant le premier lot à son fils et le second à sa fille ;

Considérant que, toutefois, les copartageants, se trouvant en désaccord sur la valeur, laissèrent indivisés entre eux, suivant convention expresse, la métairie du Grand Doué, située commune de Tilliers (Maine-et-Loire) et deux pièces de terre appelées le Grand et le Petit Pâté, sises dans la commune de Saint-Germain ; qu'il était déclaré à l'acte que les lots étant d'égale valeur, il n'y avait lieu à aucun retour de part ni d'autre ;

Considérant que cette énonciation était mensongère et frauduleuse, comme la plupart de celles contenues aux actes subséquents, produits dans l'instance ; qu'en effet, dès le lendemain, 30 décembre 1888, les copartageants reconnaissaient, par acte sous seings privés, que Philippe Gachet se trouvant attributaire d'un lot excédant celui de sa sœur, paierait à celle-ci, à titre de soulte, la somme de huit mille sept cents francs, dans les trois mois du décès de la veuve Gachet, usufruitière ;

Considérant que cet acte constate différents autres faits qui dénotent les habitudes de dissimulation de la famille ;

Considérant qu'au cours de l'année 1901, la situation industrielle de Philippe Gachet devint des plus obérées, des plus difficiles ;

Considérant que le passif excédait de beaucoup l'actif mobilier et immobilier ;

Considérant que pour parer à une mise en faillite imminente, Gachet forme le projet de céder à son gendre, Maurice Richard, ses immeubles divis et sa tannerie, à charge par celui-ci de payer ses dettes et de lui servir une rente viagère ; qu'à cet effet, d'accord avec Richard, il dressa un état descriptif et estimatif de ses marchandises et objets mobiliers se totalisant par 91.225 fr. et un état de ses dettes s'élevant, d'après lui, à somme égale ;

Considérant que cet état ou inventaire, qui porte la date du 16 novembre 1901, fut aussitôt remis à Me Leroy, notaire à Cugand (Vendée) qui reçut mandat de dresser acte de la vente du fonds de commerce ainsi que des immeubles ;

Considérant que la veille, Philippe Gachet avait accepté une lettre de change de 5.159 fr. 40 payable le 15 février 1902, tirée sur lui par Roche, demandeur au procès actuel ;

Considérant que cette dette récente, pas plus qu'une somme de neuf mille francs due dans l'étude de Me Leroy, la soulte de 8.700 francs revenant à Mme Braud, la créance de 16.000 francs de la dame Gachet mère et diverses autres dettes importantes ne figuraient à l'état du 16 novembre, destiné à servir d'annexe à l'acte de vente que le notaire avait charge de rédiger ;

Considérant qu'en présence du passif que lui révélait l'inventaire et les omissions qu'il y constatait, Me Leroy combina aussitôt une opération ayant pour but de recouvrer les 9.000 francs qu'il avait prêtés à Philippe Gachet et de sauver la soulte de 8.700 francs qu'il savait être due à sa belle-sœur, la dame Braud ;

Considérant qu'il avisa les époux Braud de la situation de leur débiteur et leur suggéra l'idée de se faire céder par Philippe Gachet sa moitié indivise dans la métairie du Grand Doué, de compenser le prix qui serait fixé à concurrence de la soulte leur revenant et, avec le reliquat du prix, de lui rembourser la somme due à un sieur Plessix, son client, bien qu'elle ne fut pas exigible ;

Considérant qu'en effet on lit dans l'interrogatoire sur faits et articles, subi par Gachet au cours de l'instance, les réponses suivantes : « J'ai reçu, un jour, une lettre de mon beau-frère Braud m'invitant à aller chez lui à la Feuillée, commune de Cugand. Quand j'y arrivai, je trouvai dans son bureau Me Leroy. Mon beau-frère me dit que pour sauvegarder les intérêts de ma sœur il fallait lui céder ma part dans la nue-propriété. *L'acte était tout préparé.* Il n'y eut aucun débat sur le prix, je n'eus qu'à signer... Je me rappelle très bien que le prix de 18.000 francs fut précisément fixé à ce chiffre pour que les deux dettes susvisées (celle de 8.700 fr. et celle de 9.000 francs) fussent intégralement couvertes. Cela fut convenu avant la signature de la vente entre mon beau-frère, M. Leroy, et moi... Ils connaissaient ma situation mauvaise. Mon beau-frère avait eu évidemment connaissance de l'inventaire dressé par mon gendre et moi lorsque je cédai à ce dernier ma tannerie. Cet inventaire avait été déposé par mon gendre chez M. Leroy. D'ailleurs, lorsque je fus convoqué chez Braud, j'y trouvai le notaire. On me déclara catégoriquement que cette vente devait servir à sauvegarder les intérêts de ma sœur et du créancier subrogé aux droits de Me Leroy. N'ayant pas voulu tout d'abord accepter le prix de 18.000 francs, il fut alors question de la contre-lettre... M. et Mme Braud connaissaient incontestablement ma situation mauvaise ; »

Considérant que l'acte sous seings privés en question, certainement rédigé par le notaire étant donné les termes techniques qu'on y rencontre, porte la date du 19 novembre 1901 et a été enregistré à Montaigu le 23 du même mois, folio 72, case 316 ;

Considérant qu'aux termes de cet acte Philippe Gachet vendait à sa sœur, la dame Braud, à titre de licitation, la nue propriété, pour y réunir l'usufruit au décès de la dame Vve Gachet, de la moitié de la métairie du Grand Doué et des pièces de terre indivises entre eux, au prix de 18.200 francs, que la dame Braud était censée avoir immédiatement payé, ce qui est faux, de l'aveu même passé par Braud, lors de son interrogatoire du 26 mai 1906 ;

Considérant qu'en réalité, les époux Braud se sont payés à eux-mêmes, par compensation, bien que la dette ne fut exigible qu'après le décès de la dame Gachet mère, les 8.700 francs montant de la soulte sus relatée, et, avec le reliquat du prix, ont remboursé, plus tard, en principal et intérêts, les 9.000 francs dûs par Philippe Gachet au client de leur beau-frère, M. Leroy ;

Considérant que, par ailleurs, le prix n'était pas définitif et ferme ;

Considérant que Braud prit l'engagement écrit de verser à Gachet, après certains prélèvements, la différence entre le prix porté à l'acte et celui qu'il obtiendrait si, plus tard, il vendait la métairie ; que l'écrit fut déposé, de l'aveu des parties, aux mains d'un tiers, ce qui indique qu'il y a eu débat sur le prix, arrangement, mesures prises pour assurer l'exécution de la promesse, et non engagement spontané, de la part de Braud, postérieurement à la vente, ainsi qu'il le prétend ;

Considérant qu'après divers incidents et atermoiements, Roche se voyant joué par son débiteur et ses complices, attaqua, comme fait en fraude de ses droits et en tout cas comme simulé, l'acte de vente du 19 novembre 1901, consenti par Gachet à sa sœur ;

Considérant que la dame Philippe Gachet, judiciairement séparée de biens et créancière de son mari du montant de ses reprises, intervient dans l'instance et demande au Tribunal de déclarer purement fictive et par suite nulle et de nul effet la vente dont s'agit et subsidiairement de dire l'acte translatif et non simplement déclaratif de propriété ;

Considérant que les époux Braud opposent une fin de non-recevoir à l'action de Roche, ainsi qu'à la demande subsidiaire de la dame Gachet, et contestent au fond tant les prétentions du demandeur que celles de l'intervenante ;

Sur la fin de non-recevoir :

Considérant que les défendeurs, s'appuyant sur la disposition finale de l'art. 882 C. civ., plaident l'irrecevabilité de l'action paulienne intentée par Roche ;

Considérant que l'acte entrepris constitue, d'après eux, un partage par voie de licitation ; qu'aucune opposition n'ayant été notifiée, ni par le demandeur, ni par la dame Gachet, ils ne peuvent plus attaquer comme fait en fraude de leurs droits, l'acte qui a consommé la cessation de l'indivision ;

Mais considérant que l'art. 882 ne s'applique qu'aux partages successoraux ou de communauté entre époux et en aucune façon à l'indivision résultant d'une convention créée par la seule volonté des parties (Cass. 28 mai 1895) ;

Or, considérant que, dans l'espèce, l'indivision entre

le frère et la sœur résultait d'une convention insérée dans la donation-partage du 29 décembre 1888 ;

Considérant que l'action de Roche et l'intervention de la dame Gachet sont donc recevables, d'autant que l'acte est attaqué non seulement comme licitation faite en fraude des droits des créanciers impayés, mais comme vente simulée ;

Sur le fond du débat :

Considérant que pour exercer utilement l'action révocatoire dérivant de l'art. 1167 C. civ., le créancier qui se prétend lésé doit établir le préjudice que lui cause l'acte argué, la fraude de son débiteur et la complicité du tiers bénéficiaire de l'acte;

Considérant que le concert frauduleux peut se prouver par des présomptions graves, précises et concordantes tirées des faits et circonstances de la cause ;

Considérant que, dans l'espèce, le préjudice est certain ; que l'acte du 19 novembre 1901 a eu pour effet de soustraire du patrimoine du débiteur une valeur importante, gage de tous les créanciers (art. 2093 C. civ.) ;

Considérant que la renonciation au bénéfice du terme, consenti par Gachet à sa sœur et au créancier de l'étude Leroy, l'attribution du prix à la dame Braud par compensation et au créancier par versement, alors qu'ils n'avaient aucun droit de préférence, aucune hypothèque sur les biens cédés, ont eu pour effet de frustrer les autres créanciers de Gachet et notamment Roche et l'intervenante, qui avait hypothèque légale sur les biens ; que la volonté de Gachet de favoriser les créanciers qu'il payait ou laissait solder au détriment de Roche et autres n'est pas douteux ; qu'elle résulte des réponses consignées à l'interrogatoire ;

Considérant que le fait seul d'avoir concouru à faire sortir du patrimoine de Gachet l'immeuble du Grand Doué et d'avoir ainsi augmenté ou consommé sciemment l'insolvabilité du débiteur, suffirait pour établir la complicité frauduleuse des époux Braud, en dehors des autres faits de la cause, des conditions dans lesquelles l'acte argué a été préparé et obtenu, de la fixation du prix à une somme exactement équivalente au montant des créances Braud et Leroy en principal et intérêts et enfin de l'engagement pris envers Philippe Gachet de lui tenir compte ultérieurement de la différence, si la moitié du prix résultant d'une vente ultérieure dépassait 18.200 francs ;

Considérant qu'il importe peu que la dame Braud ait ou non connu l'existence de la créance Roche et ait ou non ignoré, au moment de la passation de l'acte entrepris, le montant des reprises que la dame Gachet aurait à exercer ;

Considérant qu'elle connaissait, à ce moment, par les indiscrétions professionnelles commises par son beau-frère Leroy, détenteur de l'inventaire du 16 novembre 1901, la ruine de Gachet ; qu'elle savait qu'en se payant de sa soulte au moyen d'une compensation contraire à la loi, puisque sa créance n'était pas exigible (C. civ. 1291), et en remboursant le créancier de l'étude Leroy, elle frustrait les autres créanciers de son frère ;

Considérant que l'acte a donc été fait en fraude des droits de ces créanciers au nombre desquels se trouvent Roche et la dame Gachet dont la créance existait en principe et en germe, tout au moins, à la date du 19 novembre 1901 ;

Considérant que le Tribunal n'a plus, dans ces conditions, à s'occuper de l'incident relatif à la production, sans autorisation du destinataire, de la lettre adressée par Gachet à Me Delhumeau, avocat, le 15 mars 1904 ; qu'annulant l'acte du 19 novemre 1901, comme frauduleux, par application de l'art. 1167 C. civ., il n'a plus également à rechercher s'il est simulé, s'il constitue une licitation ou une dation en paiement, un acte déclaratif ou translatif de propriété et si les conclusions subsidiaires de la dame Gachet sont ou non recevables ;

Par ces motifs,

Statuant en matière ordinaire et en premier ressort ;

Déclare recevable la demande de Roche ;

Dit régulière en la forme et valable au fond l'intervention de la dame Philippe Gachet ;

Annule, comme fait en fraude des droits de Roche et de la dame Gachet, la vente consentie par Philippe Gachet aux époux Braud, le 19 novembre 1901, par acte sous seings privés, enregistré à Montaigu, de sa part dans la nue propriété de la ferme du Grand Doué et de ses annexes ;

Dit, par suite, inutile de statuer sur les conclusions subsidiaires prises par la dame Gachet et sur la fin de non-recevoir proposée contre lesdites conclusions ;

Déboute les époux Braud de toutes leurs fins, prétentions et conclusions contraires au présent jugement et les condamne conjointement et solidairement aux dépens de l'instance.

M. **Cayla** subst. proc. Rép. — Mes **Guist'hau**, **Bricard** et **Linyer** père av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Aux termes de l'art. 882 C. civ., les créanciers d'un co-partageant peuvent s'opposer à ce qu'un partage soit fait en dehors de leur présence ; mais ils n'ont aucun droit à attaquer un partage consommé sauf si, au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée, il y a néanmoins été procédé par eux.

Mais à quels partages s'applique exactement l'art. 882 C. civ. ? Evidemment aux partages successoraux, puisqu'il est placé sous le titre des successions.

Il est déjà plus douteux d'affirmer qu'il s'applique aux partages de communauté entre époux. Certains arrêts l'ont cependant décidé : Cass. 9 juillet 1866 (S. 66.1.361 — D. 66.1.368 — J. du P. 66.987) ; 17 novembre 1890 (S. et J. du P. 94.1.399 — D. 91.1.25) ; 28 mai 1895 (S. et J. du P. 95.1.385 — D. 96.1.154).

Pour les autres partages, de sociétés par exemple, la doctrine est très divisée. La Cour de cassation, dans les deux derniers arrêts cités du 17 novembre 1890 et du 28 mai 1895, a posé en principe que l'art. 882 C. civ., de nature tout exceptionnelle, ne doit pas être étendu au delà des cas qu'il prévoit expressément, c'est-à-dire des partages de succession et des communautés entre époux ; il ne s'applique pas aux actes qui mettent fin à une indivision créée par la seule volonté des parties, en suite d'un acte de société ou d'une acquisition faite en commun.

Voy. sur la question la note de M. Lyon-Caen sous Cass. 28 mai 1895 (S. 95.1.385).

II. — Sur le deuxième point : Principe certain. Voy. notamment; Trib. civ. Auxerre 23 décembre 1896 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Créanciers, n° 48) ; Trib. civ. Lyon 6 mai 1899 (Gaz. Pal. *loc.* et *v° cit.*, n° 49).

La loi ne parle que de la fraude, mais elle sous-entend évidemment la condition du préjudice, condition qui est, du reste, exprimée formellement dans certains articles du Code civil (art. 622, 1053), se rattachant à l'art. 1167, en ce sens que le droit qu'ils ouvrent est une application de l'action paulienne.

Il faut donc que l'insolvabilité du débiteur ait été cau-

sée ou augmentée par l'acte attaqué : Larombière, t. II, art. 1167, n° 15 ; Demolombe, t. XXV, n^os 175 et 176 ; Aubry et Rau, 4^e édit., p. 4, § 363, texte et note 8, p. 132 ; Demante et Colmet de Santerre, 2^e édit., p. 5, n° 82, t. VI ; Laurent, t. XVI, n° 434 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. I, n° 650 ; Planiol, Traité élém. droit civil, 2^e édit., t. II, n° 310.

Pour prouver le concert frauduleux, on peut employer tous les moyens de preuve, même la preuve par témoins ou par présomption de l'homme. Trib. civ. Rennes 14 août 1891 (D. 93.2.246) ; Larombière, *op. cit.*, n° 41 : Demolombe, t. XXV, n° 204 ; Laurent, t. XVI, n° 450 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. I, n^os 665 et 666.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

31 Octobre 1906.

Présidence de M. Tanon.

PRUD'HOMMES. — COMPÉTENCE « RATIONE LOCI ». — CONSEIL DES PRUD'HOMMES DE PARIS. — ENTREPRENEUR DOMICILIÉ A PARIS. — ENTREPRISE EN PROVINCE.

Aux termes de l'art. 5 du décret du 8 mars 1890 portant organisation des Conseils de prud'hommes à Paris, la juridiction de ces conseils s'étend à tous les établissements industriels énumérés dans les tableaux annexés au décret et dont le siège est situé dans le département de la Seine, et, sont justiciables de ces conseils les fabricants et entrepreneurs qui sont à la tête de ces établissements ainsi que les chefs d'atelier, contre-maîtres, ouvriers et apprentis qui travaillent pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns ou des autres.

Dès lors, c'est à bon droit que le Conseil des prud'hommes à Paris se déclare incompétent pour connaître de l'action intentée par un ouvrier contre un entrepreneur bien que celui-ci soit domicilié à Paris, s'il n'est pas constaté qu'il ait en cette ville un établissement industriel, et alors que cet ouvrier a été embauché sur un chantier que cet entrepreneur a en province dans une ville où il a fait élection de domicile pour se conformer à l'obligation qui lui a été imposée par l'autorité administrative pour laquelle il exécute des travaux dans ladite ville.

Roguet c. Dedeyn et Perchot.

M. Roguet s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 7 juillet 1905, qui avait décidé au profit de MM. Dedeyn et Perchot, que le Conseil des prud'hommes de Paris était incompétent *ratione loci* pour connaître d'une action en indemnité et paiement de salaires exercée contre eux par cet ouvrier.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 5 du décret du 8 mars 1890 et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que l'art. 5 du décret précité porte que : « la juridiction des Conseils de prud'hommes de Paris s'étend à tous les établissements industriels énumérés dans les tableaux annexés au décret et dont le siège est situé dans le département de la Seine, et que, sont justiciables de ces conseils les fabricants et entrepreneurs qui sont à la tête de ces établissements ainsi que les chefs d'atelier, contre-maîtres, ouvriers et apprentis qui travaillent pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns ou des autres ;

Attendu qu'il n'est pas constaté par le jugement attaqué que Dedeyn et Perchot aient un établissement industriel à Paris ; qu'il en résulte seulement que les défendeurs éventuels sont entrepreneurs de travaux publics à Paris et y demeurent, 1, avenue de l'Observatoire ; que, lorsqu'ils ont embauché Roguet, ils avaient un chantier à Orléans où ils avaient fait élection de domicile pour se conformer à l'obligation qui leur avait été imposée par l'autorité administrative pour laquelle ils exécutaient des travaux dans ladite ville ; que Roguet s'étant adressé à eux à Paris pour obtenir du travail à Orléans, ils l'invitèrent à se rendre à leur chantier de cette ville, mais sans prendre d'engagement d'aucune sorte vis-à-vis de lui ; que Roguet, s'étant rendu à Orléans, c'est là qu'il fut embauché et travailla dans le chantier exploité par Dedeyn et Perchot ;

Attendu qu'en déclarant, dans ces circonstances, que c'était à bon droit que le Conseil des prud'hommes de Paris s'était déclaré incompétent pour connaître de l'action en indemnité et en paiement de salaires formée devant lui par Roguet contre les défendeurs éventuels, le jugement du Tribunal de commerce de la Seine, qui est motivé, n'a violé aucun des textes de lois visés au moyen ;

Rejette...

MM. **Marignan** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — M^e **Coche** av.

NOTE. — La compétence du conseil des prud'hommes, au point de vue territorial est limitée par le décret d'institution de ce conseil. Il importait donc de savoir si c'est le domicile du défendeur qui doit se trouver dans le territoire prévu par ce décret, ou s'il faut s'attacher à la situation de la fabrique ou du chantier au sujet desquels sont nés les rapports de maître et d'ouvrier. C'est dans ce dernier sens qu'a été tranchée la question par interprétation de l'art. 11 du décret de 1809 et à cause de la convenance qu'il y a à faire juger les litiges naissant du contrat de louage là ou le contrat reçoit son application, pour conformer le jugement à l'usage des lieux et éviter le déplacement des parties. V. Dalloz, Suppl. au Rép., v° Prud'hommes, n° 110.

Cette solution a d'ailleurs été consacrée dans les décrets d'institution d'un grand nombre de conseils, et spécialement pour le décret relatif à Paris elle fait l'objet de l'art. 5 sur lequel une difficulté d'interprétation était soulevée par le pourvoi. Cette difficulté a été tranchée par l'arrêt recueilli dans le sens rationnel indiqué ci-dessus.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

24 Octobre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

CHEMINS DE FER. — TRANSPORT DES MARCHANDISES. — LIVRAISON. — RETARD. — DÉLAI.

La disposition de l'article 4 de l'arrêté du 12 juin 1866 aux termes duquel les expéditions doivent être mises

à la disposition du destinataire, à la gare, deux heures après l'arrivée du train, impose à la Compagnie la seule obligation de mettre les marchandises expédiées à la disposition du destinataire à l'heure réglementaire, et il incombe à celui qui prétend que la Compagnie est en retard de prouver qu'elle a manqué à son obligation.

Spécialement, ce manque de la Compagnie à son obligation ne saurait résulter de ce que le juge déclare que les expéditions ont été livrées, *ou* remises, *ou* présentées *au destinataire plus de deux heures après leur arrivée en gare, s'il n'est pas constaté que ce destinataire se soit présenté plus tôt à la gare pour recevoir la livraison et qu'il ne l'a point obtenue.*

Chemin de fer de l'Ouest c. Chrétien.

La Compagnie de l'Ouest s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal civil d'Ancenis du 29 mars 1901, rendu au profit de M. Chrétien.

Elle a invoqué à l'appui de son pourvoi notamment le premier moyen suivant :

« Violation des articles 97, 101, 102 C. com., 1382, 1383 C. civ., du tarif spécial Ouest G. V., n° 14 (grandes lignes), de l'instruction pour l'exécution du service des trains à laquelle se réfère ledit tarif et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a condamné la Compagnie exposante à des dommages-intérêts pour de prétendus retards dans les livraisons de sept expéditions de denrées de halle, sous le prétexte que ces denrées auraient dû voyager par les trains applicables aux expéditions faites à destination de Vaugirard, alors au contraire qu'étant destinées aux gares d'Asnières et de Versailles, d'autres trains leur étaient réglementairement affectés, alors en outre que le jugement fonde ces retards, qui n'existaient en aucune hypothèse, sur ce que les colis n'auraient été livrés qu'après l'expiration des délais, sans constater que les destinataires eussent auparavant réclamé ces marchandises qui étaient livrables en gare, alors enfin que pour l'un des transports litigieux, les colis n'avaient été remis à la gare destinataire que moins de trois heures avant le départ du train considéré à tort d'ailleurs comme obligatoire par le jugement. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen :

Vu l'art. 4 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866;

Attendu que le jugement attaqué a condamné la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest à des dommages-intérêts envers Chrétien pour retard dans l'exécution du contrat de transport de sept expéditions de gibier et volailles, faites en grande vitesse de la gare de Saint Mars la Jaille, et adressées les unes en gare de Versailles (Chantiers), les autres en gare d'Asnières ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 4 de l'arrêté susvisé, les expéditions seront mises à la disposition du destinataire, à la gare, deux heures après l'arrivée du train, mentionnée aux art. 2 et 3 ;

Attendu que la seule obligation imposée par cet article à la Compagnie est de mettre les marchandises à la disposition du destinataire à l'heure réglementaire et qu'il incombe à celui qui prétend que la Compagnie est en retard de prouver qu'elle a manqué à son obligation ;

Attendu que, dans l'espèce, en supposant exacte l'indication faite par le Tribunal du train dans lequel devaient voyager les marchandises litigieuses, il ne pouvait condamner la Compagnie de l'Ouest à des dommages-intérêts que s'il constatait que les marchandises n'avaient pas été remises au destinataire lorsque celui-ci s'était présenté à la gare pour en prendre livraison deux heures après l'heure réglementaire de l'arrivée du train ;

Mais attendu que s'il est énoncé dans le jugement que les expéditions ont été « livrées » ou « remises » ou « présentées » au destinataire plus de deux heures après leur arrivée en gare, il n'est pas constaté que ce destinataire se soit présenté plus tôt à la gare pour recevoir la livraison et qu'il ne l'ait point obtenue ; qu'à cet égard le jugement n'établit pas que la Compagnie ait manqué à son obligation ;

D'où il suit qu'en la condamnant, dans ces circonstances, à des dommages-intérêts pour retard, il a violé la disposition ci-dessus visée ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le deuxième moyen;

Casse...

MM. **Dupont** rapp. ; **Mérillon** av. gén. (c. conf.). — M^e **Pérouse** av.

NOTE. — La Cour de cassation s'est déjà prononcée en ce sens. V. Cass. 25 juin 1884 (S. 85.1.31) ; 29 juillet 1885 (S. 86.1.180).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

1^er^ Mai 1906.

Présidence de M. Salinier.

LOUAGE D'OUVRAGE. — CONCIERGE D'USINE. — BESOGNE ACCESSOIRE. — CONTROLE DES ENTRÉES ET SORTIES. — HOMME DE SERVICE. — CONGÉDIEMENT. — DÉLAIS DE PRÉAVIS

Le concierge d'une usine ne devient pas un employé ayant droit comme tel au préavis d'un mois en cas de congédiement, parce qu'accessoirement aux fonctions ordinairement dévolues aux concierges, il serait en outre chargé d'inscrire sur un registre spécial les entrées et sorties du personnel et des marchandises.

Baron c. Ponson.

Le Tribunal,

Attendu que Ponson a été engagé et employé par Baron, fabricant de savons, en qualité de concierge à la porte de son usine ; qu'il avait, en sa dite qualité, la surveillance des entrées et sorties du personnel et des marchandises ; que le simple fait d'être astreint à inscrire sur des registres spéciaux les détails des entrées et sorties de marchandises ne saurait suffire à modifier sa qualité, à lui faire perdre celle de concierge, serviteur à gages, pour le transformer en employé de commerce, avec tous les droits attachés à cette dernière qualité, au point de vue du congédiement ; que le concierge est un serviteur faisant principalement une besogne matérielle, telle que l'ouverture et fermeture des portes, le nettoyage des cours, etc... ; que l'inscription des entrées et sorties, en l'espèce, est une besogne purement accessoire de la première ;

Attendu, en conséquence, que Baron n'était pas tenu

pour congédier son serviteur à un préavis d'un mois ; que le préavis par lui donné d'une quinzaine était amplement suffisant et même surabondant ;

Déboute...

Mes Ch. **Blanc** et **Ardisson de Perdiguier** av.

NOTE. — Il est généralement admis dans le sens du jugement rapporté que la besogne dont un individu engagé comme homme de service ou domestique peut être accessoirement chargé ne saurait avoir pour effet de le transformer en un employé ayant droit, en cas de congédiement, au délai de préavis réservé à cette dernière catégorie de salariés. Comp. Trib. com. Nantes 15 juillet 1899 (Rec. Nantes 1900.1.199 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Louage d'ouvrage, n° 208) ; Trib. paix Tarascon 21 octobre 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.627). V. cependant *contrà* en ce qui concerne le concierge de nuit d'un hôtel à qui est confié le soin de faire régler les notes des voyageurs au départ et de contrôler le mouvement des arrivées et des départs pendant la nuit : Trib. com. Marseille 19 décembre 1892 (Rec. Marseille 93.1.18 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Louage d'ouvrage, n° 263).

321

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

30 Octobre 1906.

Présidence de M. Voisin.

JUGEMENTS ET ARRÊTS. — QUALITÉS. — RÈGLEMENT. — PREMIER PRÉSIDENT. — COMPÉTENCE. — AVENIR.

Le règlement des qualités d'un arrêt par le premier président qui a présidé l'audience où cet arrêt a été rendu est régulier; encore bien que l'avoué opposant ait été sommé de comparaître « devant M. X.... président de la première Chambre » qui avait également participé à l'arrêt, ou « devant le magistrat qui le remplacera »: cette désignation nominale, loin d'exclure le premier président du règlement, prévoit simplement que ce magistrat sera empêché et implique par suite que cet empêchement venant à cesser, c'est lui qui, à raison de sa fonction même, procédera au règlement.

Époux Dubut c. Chambaud.

Les époux Dubut se sont pourvus en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 26 mars 1906, rendu au profit de M. Chambaud.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des art. 142 à 145 C. pr. civ. et des droits de la défense;

Attendu qu'il résulte des productions faites devant la Cour de cassation que les qualités de l'arrêt attaqué ont été réglées par ordonnance du premier président de la Cour d'appel, qui avait présidé l'audience de la première Chambre où cet arrêt a été rendu ;

Attendu que, si l'avoué opposant a été sommé de comparaître devant « M. Calvé, président de la première chambre de la Cour d'appel de Bordeaux », qui avait également participé au jugement de l'affaire, ou devant « le magistrat qui le remplacera », cette désignation nominale loin d'*exclure* le premier président du règlement des qualités, comme le soutient à tort le pourvoi, prévoyait simplement que ce magistrat serait empêché et impliquait par suite que, cet empêchement ne s'étant pas produit ou venant à cesser, c'est lui qui, à raison de sa fonction même, procèderait audit règlement ; que l'avenir ne pouvait, en effet, ni l'affranchir de l'obligation que lui imposait alors l'art. 145 C. pr. civ., ni le priver du droit que ce texte de loi lui conférait, et être entendu par conséquent dans le sens restrictif qu'on s'efforce d'attribuer à cet acte d'avoué à avoué ;

D'où il suit que les qualités ayant été réglées par le magistrat compétent, devant lequel l'opposant était régulièrement appelé, il n'y a eu violation ni des articles visés au moyen, ni des droits de la défense ;

Rejette...

MM. **Michel-Jaffard** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — Me **Chabrol** av.

NOTE. — La Cour de cassation s'est déjà prononcée dans ce sens dans deux arrêts du 9 juillet 1888 (Gaz. Pal. 88.2.342) et du 9 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2. 24 — S. 97.1.228 — D. 97.1.512). V. notre note sous cet arrêt. *Adde :* Cass. 20 juillet 1885 (Gaz. Pal. 86.2 Suppl. 81).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

4 Aout 1906.

Présidence de M. Bard.

1° AMNISTIE. — LOI DU 12 JUILLET 1906. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — RELAXE. — PÉNALITÉS ENCOURUES. — AMENDE, DÉCIMES ET CONFISCATION.

2° VOITURES-VOITURES PUBLIQUES. — PONT TRANSBORDEUR. — IMPÔT EXIGIBLE.

1° *En matière de contributions indirectes, et d'après l'art. 1er § 7 de la loi du 12 juillet 1906, lorsque le procès-verbal n'a pas donné lieu, soit à une transaction, soit à une décision de justice passée en force de chose jugée, le bénéfice de l'amnistie est toujours et uniquement subordonné au taux des pénalités appliquées par la loi au fait constaté dans le procès-verbal.*

Il en est ainsi, même lorsqu'il est intervenu, au moment de la promulgation de la loi d'amnistie, une décision de relaxe.

2° *La loi du 25 mars 1817 dispose d'une manière générale et vise sans exception l'industrie de tous ceux qui se livrent à des entreprises de transport par voitures de terre ou d'eau, et par voitures de terre ou d'eau elle a voulu désigner tout moyen de transport, quelles que fussent sa construction, sa dénomination et le mode de propulsion employé.*

Un pont transbordeur, dont la passerelle reçoit et transporte d'une rive à l'autre d'un fleuve les personnes et les marchandises, et ce, à prix d'argent, constitue une voiture de terre au sens de la loi de 1817.

Administration des Contributions indirectes c. Arnodin.

Sur l'appel formé par l'Administration des Contri-

butions indirectes contre un jugement du Tribunal correctionnel de Nantes rendu le 30 janvier 1905, la Cour de Rennes, dans son audience du 26 juillet suivant, avait jugé comme suit :

Considérant qu'à tort les premiers juges ont décidé que les franchises et modérations imposées à M. Arnodin par le cahier des charges étaient incompatibles avec les droits perçus sur les voitures publiques, cette incompatibilité ne résultant d'aucun texte légal ni d'aucun principe juridique ;

Considérant qu'à tort aussi ils ont fait état de la législation sur les bacs ; qu'aux termes de l'art. 531 C. civ., comme dans le langage courant, un bac est une sorte de bateau et que tel n'est pas le caractère de la nacelle du pont à transbordeur, ainsi qu'il résulte de la décision même frappée d'appel ;

Considérant que l'unique question à résoudre est celle de savoir si cette nacelle du transbordeur proprement dit rentre dans un des modes de transport prévus par les lois fiscales des 21 mars 1817 et 26 janvier 1892, visant limitativement les voitures de terre, d'eau, les chemins de fer et les tramways ;

Considérant que l'art. 1er du cahier des charges du 26 mai 1898 prévoit la construction et l'exploitation d'un pont à transbordeur à Nantes ; qu'il stipule que ce pont sera établi sur la Loire ; qu'il se composera d'un tablier métallique formé de 2 travées égales, suspendues par des câbles symétriques au sommet d'un pylône métallique central et maintenues aux extrémités opposées par deux autres pylônes établis sur les deux rives ; que la distance entre les deux rives sera d'environ 170 mètres; que la hauteur libre entre le tablier métallique et le niveau au-dessus du quai sera d'au moins 40 mètres ; qu'au tablier sera suspendu, par l'intermédiaire d'un chariot roulant sur deux fils de rails, un transbordeur qui se trouvera au niveau des quais; que ce chariot roulant sera mû par une machine à vapeur ou par l'électricité ou par tout autre moyen approuvé par l'Administration ;

Considérant qu'il est certain et incontesté que le travail a été exécuté conformément aux prescriptions ci-dessus et que la force motrice adoptée est l'électricité ;

Considérant que cette seule description suffirait à démontrer que l'on se trouve en présence d'un mode de locomotion entièrement nouveau ;

Considérant qu'il importe, en outre, de remarquer que, pendant son fonctionnement, la nacelle du transbordeur se tient au-dessus du fleuve et n'a aucun contact direct, soit avec le sol, soit avec l'eau ; que ce sont là des différences caractéristiques avec des voitures de terre ou d'eau ;

Considérant que la non-adhérence au sol empêche encore d'assimiler cette nacelle à un chemin de fer et que, d'ailleurs, l'administration des Contributions indirectes ne le soutient pas ;

Considérant que cette Administration, dans son procès-verbal du 10 septembre 1904 et dans ses conclusions ultérieures, qualifie ladite nacelle de « tramways à traction mécanique » ; mais qu'à bon droit, le Tribunal a rejeté cette assimilation ; que, d'ailleurs, la non-adhérence au sol suffit encore à l'écarter;... »,

La Régie s'étant pourvue en cassation, la Chambre criminelle a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

En ce qui touche l'application de la loi du 12 juillet 1906 :

Attendu qu'aux termes de l'art. 1er § 7 de ladite loi « Amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement au 10 juillet 1906... à tous les délits et contraventions de contributions indirectes lorsque la condamnation prononcée ou la transaction intervenue n'auront pas dépassé 50 francs (confiscation et décimes non compris) ou lorsque, pour les procès-verbaux n'ayant donné lieu ni à transaction ni à condamnation définitive, le minimum des pénalités encourues n'aura pas été supérieur à 600 francs » ;

Attendu qu'il résulte de ce texte que lorsque le procès-verbal n'a pas donné lieu soit à une transaction, soit à une décision de justice passée en force de chose jugée, le bénéfice de l'amnistie est toujours et uniquement subordonné au taux des pénalités appliquées par la loi au fait constaté dans le procès-verbal ; qu'il en est ainsi même lorsqu'il est intervenu, au moment de la promulgation de la loi d'amnistie, une décision de relaxe, le texte précité n'apportant, pour ce cas, aucune exception à la règle générale qu'il édicte ;

Attendu que, d'autre part, la confiscation et les décimes doivent nécessairement s'ajouter à l'amende dans le calcul des pénalités encourues ; qu'en effet la confiscation constitue une peine pécuniaire, et qu'en matière fiscale les décimes font partie de l'amende et en prennent la nature ;

Attendu qu'il a été dressé procès-verbal contre Arnodin pour n'avoir pas fait la déclaration imposée aux entrepreneurs de voitures publiques de terre ou d'eau par l'art. 115 de la loi du 25 mars 1817 ;

Attendu que le procès-verbal porte saisie du véhicule non décaré, lequel a été estimé 3.000 francs et que la contravention est punie par l'art. 122 de la loi de 1817 d'une amende de 100 francs et de la confiscation des objets saisis ; qu'ainsi le minimum des pénalités encourues est, dans l'espèce, supérieur à 600 francs ; qu'il suit de là que le fait n'est pas couvert par la loi d'amnistie du 12 juillet 1906;

Dit que la contravention imputée à Arnodin n'est pas amnistiée ;

Au fond :

Sur le moyen pris de la violation ou fausse application des art. 115 et suivants, 120 et 122 de la loi du 25 mars 1817, de l'art. 28 de la loi du 26 janvier 1892 ainsi que de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a refusé de soumettre un véhicule transportant à prix d'argent et à service régulier des voyageurs d'un bord à l'autre de la Loire, à Nantes, au moyen d'une passerelle mobile suspendue à un pont, à la formalité de la déclaration préalable imposée à toutes les entreprises de voitures publiques de terre ou d'eau ;

Vu les art. 115 et 122 de la loi du 25 mars 1817 ;

Attendu qu'il est énoncé dans l'arrêt attaqué qu'Arnodin est concessionnaire de l'exploitation d'un pont transbordeur établi à Nantes pour la traversée de la Loire ; que l'apareil consiste en une passerelle mobile suspendue par des câbles à un chariot mû par l'électricité et roulant sur un tablier métallique qui est soutenu par des pylônes à une hauteur de 40 mètres au-dessus du sol ; que la passerelle ainsi suspendue et maintenue au niveau des quais reçoit et transporte d'une rive à

l'autre de la Loire les personnes et les marchandises moyennant le paiement de taxes réglées par le cahier des charges ;

Attendu que le transbordeur ainsi défini constitue un moyen de transport auquel s'appliquent les dispositions de la loi du 25 mars 1817 ; qu'il importe peu qu'il s'agisse d'un mode de locomotion entièrement nouveau ; que la loi prérappelée dispose d'une manière générale et vise sans exception l'industrie de tous ceux qui se livrent à des entreprises de transport par voitures de terre ou d'eau ; que par l'expression « de voitures de terre ou d'eau », elle a voulu désigner tout moyen de transport, quelles que fussent sa construction, sa dénomination et le mode de propulsion employé ; que vainement il est allégué que la passerelle du pont transbordeur non adhérente au sol et suspendue au-dessus du fleuve n'est ni une voiture de terre, ni une voiture d'eau ; qu'en effet ladite passerelle est soutenue au moyen d'un appareil qui repose sur les berges du fleuve ; qu'elle constitue, dans ces conditions, une voiture de terre au sens de la loi précitée ; qu'en jugeant le contraire et en relaxant Arnodin par ce motif que les articles 115 et 122 de la loi du 25 mars 1817 ne lui étaient pas applicables, l'arrêt attaqué a expressément violé lesdits articles de loi ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. **La Borde** rapp ; **Cottignies** av. gén. — M^es^ **Aubert** et **Barry** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point: A la suite de la loi du 27 décembre 1900, qui excluait de l'amnistie les contrevenants ayant été « l'objet de procès-verbaux pour lesquels les pénalités encourues ou prononcées, amende et confiscation, y compris les décimes, sont supérieures à 800 francs », la Cour de cassation avait décidé que les contrevenants en voie de relaxe au moment de la promulgation de ladite loi bénéficiaient de l'amnitie : Cass. 1^er^ février et 15 juin 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.335 — S. 1901.1.208 — D. 1901.1.508 — Bull. crim. n^os^ 34 et 182).

La Cour s'était prononcée dans le même sens : Cass. 15 avril 1904 (Gaz. Pal. 1904.1.656 — S. 1905.1.56 — Bull. crim. n° 183) ; 4 août 1904 (Bull. crim. n° 362) ; 20 avril 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.14 — Bull. crim. n° 210), en suite de la loi du 1^er^ avril 1904 aux termes de laquelle étaient exclus de l'amnistie « ceux qui, bien que non condamnés, auraient commis des infractions pour lesquelles le minimum des pénalités édictées par la loi est supérieur à 600 francs. »

Au contraire, dans l'espèce ci-dessus et en vertu de la loi du 12 juillet 1906, qui accorde amnistie pour les faits commis antérieurement au 10 juillet 1906, « lorsque... pour les procès-verbaux n'ayant donné lieu ni à transaction, ni à *condamnation* définitive, le minimum des pénalités encourues n'aura pas été supérieur à 600 francs », la Chambre criminelle décide que le bénéfice de l'amnistie doit être refusé aux contrevenants qui, au moment où la loi a été promulguée, avaient été l'objet d'une décision de relaxe, par le motif que le texte n'apporte, pour ce cas, aucune exception à la règle générale qu'il édicte et parce que le point de savoir si l'amnistie est applicable dépend du taux des pénalités encourues quand le procès-verbal n'a donné lieu ni à une transastion, ni à « une décision de justice passée en force de chose jugée ».

Mais il est à remarquer que la loi du 12 juillet 1906 prévoit seulement les cas de transaction ou « de condamnation définitive » dans le sens de « décision de justice définitive ».

La cassation reste justifiée toutefois, parce que l'on doit entendre par « pénalités encourues » l'amende, les décimes et la confiscation réunies, et que, dans l'espèce, le montant global de ces pénalités était de beaucoup supérieur au minimum de 600 francs prévu par la loi.

Sur le second point :

L'art. 115 de la loi du 25 mars 1817 impose l'obligation de la déclaration préalable et annuelle à « toute entreprise de voitures publiques de terre ou d'eau à service régulier et à service d'occasion ou à volonté », et il a été déjà jugé que la loi de 1817 « ne distingue ni entre les diverses espèces de voitures, ni entre les diverses espèces de voies parcourues par ces voitures, qu'elle a établi l'impôt d'une manière générale sur l'industrie de tous ceux qui se livrent à des entreprises de transport » : Cass. cr. 1^er^ août 1833 (S. 33.1.531) : 24 juillet 1840 (S. 40.1.855) ; 22 février 1841 et 14 novembre 1842 (S. 41.1.269 et 42.1.918); Cass. req. 4 mai 1881 (S. 82.1.124 — D. 82.1.205). Bertrand et Deschamps, n^os^ 532 à 596. Or, la passerelle d'un pont transbordeur est un véritable véhicule qui prend des voyageurs sur un point pour les déposer sur un autre, et ce transport est effectué moyennant rétribution. L'impôt indirect est, dès lors, exigible, et il doit être perçu, comme pour les tramways à traction mécanique, soit à raison de 3 % des recettes nettes, soit, si l'entrepreneur le demande, d'après le tarif du droit fixe ou du droit en service d'occasion d'après le nombre des places (L. 26 janvier 1892, art. 28 et L. 11 juillet 1879, art. 1^er^).

TRIBUNAL CIVIL DE CHATEAU-GONTIER

16 JANVIER 1906.

Présidence de M. Bernard.

1°, 2° ET 3° NOTAIRE. — COMPTE-CLIENT. — MANDAT. — DROIT DU CLIENT DE DEMANDER UN SECOND COMPTE. — SIMPLE NOTE. — DISPOSITIONS DE L'ART. 9 DU DÉCRET DU 25 AOUT 1898 INAPPLICABLES. — COMPTE- ÉTUDE. — ÉTAT NON TAXÉ. — NON-APPLICABILITÉ DE L'ART. 9.

4° ET 5° FRAIS ET DÉPENS. — PRESCRIPTION BIENNALE DE LA LOI DU 24 DÉCEMBRE 1897 (ART. 2). — ACTES PRÉVUS ET NON DRESSÉS. — SIMPLE PROVISION. — PRESCRIPTION INAPPLICABLE. — COMPTE ACCEPTÉ SOUS RÉSERVE D'APPROBATION PAR UNE PARTIE INTÉRESSÉE. — DÉFAUT DE PRESCRIPTION.

1° *Le compte-client est celui que le notaire établit comme mandataire de son client.*

En conséquence, il faut appliquer à ce compte les règles du droit commun en matière de mandat, et dès lors, aucun texte de loi ne privant un mandant du droit d'exiger de son mandataire une seconde copie de son compte, le juge ne peut refuser au client d'un notaire l'exercice de ce droit que dans le cas où il serait manifeste, d'après les différentes circonstances de la cause, que la demande est purement vexatoire.

Spécialement, le client peut exiger une seconde copie de son compte lorsque celle antérieurement délivrée doit être considérée comme n'ayant aucune valeur officielle, puisqu'elle consistait en une simple note et ne

contenait aucune mention établissant que le compte avait été vérifié par le notaire.

2° *Vainement ce dernier, pour résister à la demande du client, se prévaudrait des dispositions de l'art. 9 du décret du 25 août* 1898, *aux termes duquel le compte n'est délivré qu'une fois.*

Ce texte ne saurait s'appliquer à la partie de la comptabilité notariale que l'arrêté ministériel du 15 *février* 1890 *désigne sous le nom de compte-client, le décret de* 1898 *réglementant exclusivement les droits et honoraires tarifés du notaire, considéré en tant qu'officier ministériel et l'art. 9 ne visant, dès lors, que le compte-étude.*

3° *Même en ce qui concerne le compte-étude, le client conserve, nonobstant les dispositions de l'art. 9 du décret du* 25 *août* 1898, *le droit d'exiger son compte tant qu'il ne lui a pas été remis un état régulièrement taxé, sauf le cas de prescription, cet article, en édictant que le compte ne serait délivré qu'une fois, ne prévoit, en effet, que le compte délivré sous la forme d'un état soumis à la vérification du juge.*

4° *Le notaire ne peut opposer au client qui lui réclame son compte-étude régulièrement taxé la prescription de deux ans à dater du jour du paiement édictée par l'art. 2 de la loi du* 24 *décembre* 1897, *lorsque la quittance dont il se prévaut s'applique à des actes qui au moment où elle a été signée n'étaient pas encore dressés par le notaire, mais seulement prévus et n'ont été définitivement passés que moins de deux ans avant la réclamation du client.*

En effet, le paiement de frais consenti par anticipation et à valoir, ainsi qu'il est mentionné en la quittance n'étant que conditionnel et non définitif, la prescription n'a pu commencer à courir relativement à eux que du jour où les actes qui les ont occasionnés sont eux-mêmes devenus définitifs.

5° *De même cette prescription spéciale ne peut être opposée lorsque le paiement qui lui servirait de point de départ n'a été fait que sous réserve de l'approbation du compte par l'une des parties intéressées, le simple examen des circonstances que l'art. 2 de la loi du* 24 *décembre* 1897 *énumère comme donnant ouverture au délai de ladite prescription démontrant à suffire que le législateur n'a entendu viser que des cas impliquant nécessairement l'approbation, tout au moins tacite, du compte par le client.*

D'où il résulte que seul un paiement définitif et sans réserve peut être susceptible de servir de point de départ à la prescription, parce que seul un tel paiement constitue un aveu de la vérification du compte et une reconnaissance de la dette acquittée.

Consorts Goisbault c. Me B...

LE TRIBUNAL,

Attendu que les consorts Goisbault ont actionné Me B... en délivrance : 1° d'une copie certifiée conforme au grand-livre du compte-client du sieur Goisbault leur auteur, tant antérieur que postérieur à son décès ; 2° du compte-étude du même sieur Goisbault, tant antérieur que postérieur à son décès, et ce sous forme de mémoire régulièrement taxé ;

Attendu que par conclusions prises à la barre les consorts Goisbault se sont désisté purement et simplement de leur demande concernant le compte-client postérieur au 30 juillet 1903 ;

Premièrement. — En ce qui concerne le compte-client :

Attendu que Me B... oppose qu'il a déjà fourni ce compte et qu'il n'est tenu de le délivrer qu'une fois ;

Attendu qu'il est constant en fait et même reconnu par les parties que ce compte a déjà été remis, mais sous forme de simple copie non certifiée conforme ;

Attendu que les consorts Goisbault soutiennent que cette copie a été perdue et qu'elle ne figure plus aujourd'hui, ni dans leurs papiers ni dans le dossier de Me P... leur notaire ;

Attendu qu'il est bien manifeste qu'en équité la demande des héritiers Goisbault qui, circonstance à noter, sont au nombre de six, est bien fondée de ce chef et que, dès lors, elle ne saurait être tenue en échec que par un texte de loi précis et impératif ;

Attendu que Me B... s'appuie sur l'art. 9 du décret du 25 août 1898 ;

Mais attendu que les dispositions de cet article ne sauraient s'appliquer à la partie de la comptabilité notariale que l'arrêté ministériel du 15 février 1890 désigne sous le nom de compte-client ; qu'en effet ce décret règlemente exclusivement les droits et honoraires tarifés du notaire considéré en tant qu'officier ministériel ; que, dès lors, l'art. 9 ne vise que le compte-étude ;

Attendu que cette disposition exceptionnelle ne saurait être étendue et appliquée par analogie ;

Attendu que le compte-client est celui que le notaire établit comme mandataire de son client ; que conséquemment il faut appliquer à ce compte les règles du droit commun en matière de mandat ;

Attendu qu'aucun texte de loi ne prive le mandant du droit d'exiger de son mandataire une seconde copie de son compte ;

Attendu que l'exercice de ce droit ne peut être refusé par le juge que dans le cas où il serait manifeste, d'après les différentes circonstances de la cause, que la demande est purement vexatoire ;

Mais attendu qu'il n'apparaît nullement dans l'espèce que l'action des consorts Goisbault ait ce caractère ; qu'il résulte, au contraire, de toutes les pièces du dossier que les demandeurs ont fait tout le possible pour obtenir amiablement la pièce comptable qui leur était nécessaire ; mais qu'ils se sont heurtés à une volonté contraire tout à fait irréductible ;

Attendu qu'il y a lieu de considérer au surplus que la copie antérieurement délivrée était sans valeur officielle puisqu'elle consistait en une simple note et ne contenait aucune mention établissant que le compte avait été vérifié par le notaire ;

Deuxièmement. — Sur le compte-étude sous forme d'état taxé :

Attendu que Me B... oppose tout d'abord le même moyen que ci-dessus, tiré de l'art. 9 du décret du 25 août 1898 ;

Mais attendu que cet article, en édictant que le compte ne serait délivré qu'une fois, ne prévoit bien évidemment que le compte délivré sous la forme d'un état soumis à la vérification du juge ;

Attendu que jusque là le client conserve toujours le droit d'exiger un état régulièrement taxé, sauf le cas de prescription ;

Attendu qu'ainsi le premier argument du défendeur est inopérant ;

Attendu que celui-ci le comprend si bien qu'il invoque précisément la prescription prévue par l'art. 2 de la loi du 24 décembre 1897 ;

Attendu qu'il soutient que les héritiers ont payé, suivant quittance du 5 novembre 1903, le solde de leur compte-étude et que, dès lors, la prescription a été acquise contre eux le 5 novembre 1905, c'est-à-dire neuf jours avant l'assignation ;

Attendu que la quittance dont s'agit, qui figure parmi les pièces comptables de l'étude de Me P... susnommé et dont l'original a été représenté au Tribunal, comprend en principal sous le numéro 1 une somme de 1.300 fr. à valoir sur les droits et honoraires d'un transport Jallot et sous le numéro 2, 1.593 fr. 45 pour frais dus par le sieur Goisbault ;

Attendu, en ce qui concerne la première somme, qu'elle se rapporte à une série d'actes qui n'étaient pas encore dressés par le notaire mais seulement prévus, savoir : transport Bourbon du 19 novembre 1903 ; acceptation de ce transport du 26 novembre 1903 ; nouveau billet Jallot du même jour ;

Attendu, dès lors, que le paiement de ces frais consenti par anticipation et à valoir ainsi qu'il est mentionné dans la quittance n'était que conditionnel et non définitif ;

Attendu que manifestement la prescription ne pouvait commencer à courir relativement à cette première catégorie de frais que du jour où les actes qui les ont occasionnés sont eux mêmes devenus définitifs ;

Attendu que le plus ancien de ces actes est du 19 novembre 1903 : qu'ainsi les deux années imparties par l'art. 2 de la loi du 24 décembre 1897 n'étaient pas encore révolues à la date de l'assignation : que la prescription n'est donc pas acquise ;

Et en ce qui concerne la somme de 1.593 francs comprise sous le numéro 2 de ladite quittance :

Attendu que le simple examen des circonstances que l'art. 2 de la loi du 24 décembre 1897 énumère comme donnant ouverture au délai de la prescription démontre à suffire que le législateur n'a entendu viser que des cas impliquant nécessairement l'approbation, tout au moins tacite, du compte par le client ; qu'il en résulte que seul un paiement définitif et sans réserve peut être susceptible de servir de point de départ à la prescription, parce que seul un tel paiement constitue un aveu de la vérification du compte et une reconnaissance de la dette acquittée ;

Attendu que contrairement le paiement dont s'agit n'a été fait que sous réserve de l'approbation du compte par l'un des héritiers, le sieur Herrouet, lequel est aujourd'hui décédé mais représenté au procès par le sieur Herrouet son fils et unique héritier ;

Attendu qu'il s'ensuit que ce paiement conditionnel ne peut être aujourd'hui invoqué par le défendeur au point de vue de la prescription ;

Attendu que la demande des héritiers Goisbault est donc bien fondée dans ses deux chefs ;

Par ces motifs,

Donne acte aux héritiers Goisbault de ce qu'ils se désistent purement et simplement de leur demande en ce qu'elle concerne le compte-client postérieur au 30 juillet 1903 ;

Dit et juge que dans la quinzaine de la signification du présent jugement et sous une contrainte de dix francs par chaque jour de retard, Me B... sera tenu de remettre aux demandeurs :

1° Une copie certifiée conforme au grand-livre du compte-client du sieur Goisbault, leur auteur, tant antérieure que postérieure à son décès, mais seulement jusqu'au 30 décembre 1903 ;

2° Le compte-étude dudit sieur Goisbault tant antérieur que postérieur à son décès et ce, dans la forme d'un mémoire régulièrement taxé ;

Déboute les défendeurs du surplus de leurs demandes, fins et conclusions ;

Condamne le défendeur en tous les dépens qui comprendront tous les droits et amendes qui pourront être perçus par l'enregistrement à l'occasion du présent jugement.

M. **Demangeat** subst. proc. Rép. — Mes **Perrin** (du barreau d'Angers) et **Lefrou** av.

NOTE. — I. — II et III. — Sur les trois premiers points: Le compte-client est celui où figurent les recettes et dépenses faites pour le client. (Arr. min. du 15 février 1890, art. 1 et 3). Les sommes qui composent les éléments de ce compte sont celles dont le notaire a la gestion comme mandataire du client. Or, il est de principe que le mandant peut demander au mandataire de lui rendre son compte (art. 1993 C. civ.) et aucun texte ne lui interdit de demander une seconde fois ce compte, sauf, comme le dit fort justement le jugement rapporté, le cas où il agirait par esprit de pure vexation, ou celui où la prescription de droit commun serait encourue. Quant à la prescription spéciale de deux ans édictée par l'art. 9 du décret du 25 août 1898, il paraît certain qu'elle ne vise que le compte relatif aux recettes et dépenses de l'étude, c'est-à-dire le compte-étude. En effet, le décret de 1898 est intitulé : « Décret portant fixation du tarif des honoraires, vacations, frais de rôles et autres droits *qui peuvent être dus aux notaires à l'occasion des actes de leur ministère* » et l'art. 9 est ainsi conçu : « Avant tout règlement, les parties peuvent réclamer le compte détaillé des sommes dont ils sont redevables. Ce compte est établi sur deux colonnes, l'une destinée aux déboursés et l'autre aux honoraires ; il n'est délivré une fois. » Il ne s'agit là, bien évidemment, que du compte-étude. De plus, ainsi que le décide notre jugement, il ne peut s'agir que d'un compte taxé. En effet le texte parle des sommes dont les parties sont redevables. Or, elles ne sont tenues de payer que les frais taxés. V. Cass. 4 avril 1859 (S. 59.1.197 — D. 59.1.161); 2 janvier 1872 (S. 72.1.57 — D. 72.1.252) ; 20 juin 1860 (S. 60.1.904 — D. 60.1.346) ; 13 juillet 1896 (S. 99.1.182 — D. 97.1.74).

IV. — Sur le quatrième point ; La question avait déjà été tranchée en ce sens sous le régime de la loi du 5 août 1881 (art. 2), dont la loi du 24 décembre 1897 (art. 2) a conservé les dispositions. V. Rouen 25 mai 1898 (S. 1901. 2.163 — Rec. Rouen 1899.1.1 — Journ. Not. 99.26726).

V. — Sur le cinquième point : La loi du 24 décembre 1897, art. 2, disposé : « La demande en taxe et les actions en restitution de frais dus aux notaires, avoués et huissiers pour actes de leur ministère se prescrivent par deux ans du jour du paiement ou du règlement par compte arrêté reconnaissance ou obligation. » Le paiement dont il est question est donc bien celui qui présente le même caractère que le règlement impliquant reconnaissance pure et simple de la dette. Ce ne peut être un paiement accompagné de réserves.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE PARIS

18 Octobre 1906.

Présidence de M. Edmond Hamelin.

VOITURES AUTOMOBILES. — DÉCRET DU 10 MARS 1899, ART. 3. — ÉMISSION D'ODEURS INCOMMODES. — PROPRIÉTAIRE. — COMPAGNIE GÉNÉRALE DES PETITES VOITURES. — RESPONSABILITÉ PÉNALE DES DIRECTEURS. — INDUSTRIES RÉGLEMENTÉES. — OBLIGATION D'ASSURER L'EXÉCUTION DES LOIS ET RÈGLEMENTS. — CONDAMNATIONS.

En droit, l'obligation pour un propriétaire d'automobile de ne pas laisser sa voiture émettre des odeurs incommodes est une charge de la propriété qui s'impose à lui en sa qualité même (*art. 3 du décret du* 10 *mars* 1899),

Il est de principe que, par dérogation au principe général de la personnalité des peines, en ce qui touche certaines industries réglementées, et notamment l'exploitation des voitures, la responsabilité pénale remonte essentiellement aux chefs d'entreprise, lesquels sont tenus personnellement d'assurer l'exécution des lois et règlements concernant l'exercice de leur industrie.

En conséquence, le directeur d'une Compagnie de voitures automobiles est passible des peines édictées par l'art. 471, § 15 *C. pén., pour contravention aux prescriptions de l'art.* 3 *du décret du* 10 *mars* 1899, *lorsqu'il résulte de rapports de police non controuvés que ladite Compagnie a fait circuler sur divers points de la voie publique des véhicules émettant des odeurs incommodes et une fumée intense de nature à effrayer les chevaux.*

Et vainement le prévenu, pour repousser les poursuites dirigées contre lui prétendrait soutenir qu'il n'est pas passible des conséquences pénales des contraventions relevées, par la double raison que seuls les conducteurs des automobiles pourraient être recherchés pénalement à raison des faits reprochés, et que, d'autre part, en admettant même que le propriétaire des voitures puisse être personnellement poursuivi, cette règle cesserait de recevoir son application lorsque, comme dans l'espèce, le propriétaire est une Société, laquelle est à l'abri de toute pénalité.

Min. pub. c. Jéramec, directeur de la Cie générale des Petites Voitures.

Les faits de la cause sont suffisamment exposés dans les motifs du jugement dont voici la teneur :

Le Tribunal,

En fait :

Attendu que Jéramec, directeur de la Compagnie générale des Petites Voitures, a été officieusement, par simple lettre d'avertissement, appelé, à la requête du ministère public, en cette qualité de directeur de ladite Compagnie, devant le Tribunal de police de Paris, à raison de quatre infractions à l'art. 3 du décret du 10 mars 1899, concernant la circulation sur la voie publique des véhicules à moteur mécanique autres que ceux servant à l'exploitation des voies ferrées ; et ce, aux termes de quatre rapports de police en date des 25 juillet, 3, 11 et 14 août 1906, dont les énonciations ne sont d'ailleurs pas controuvées par le prévenu, lequel n'a pas fait et n'offre même pas de faire la preuve contraire, constatant qu'aux dates ci-dessus indiquées, en divers points de la voie publique, à Paris, boulevard Malesherbes, en face le n° 94, avenue de Villiers, en face le n° 3, Rond-point des Champs-Elysées et rue de Courcelles, n° 101, les voitures automobiles de place n° 1, 5 et 9 G. 3, appartenant à la Compagnie générale des Petites Voitures, dont le siège est à Paris, 1, place du Théâtre-Français, dégageaient sur la voie publique une fumée intense et bleuâtre de nature à effrayer les chevaux et une odeur incommodante pour les personnes ;

Attendu que Jéramec, pour repousser les poursuites dirigées contre lui, par l'organe de son mandataire, se borne à soutenir n'être pas passible des conséquences pénales des contraventions relevées contre lui, par la double raison que le conducteur seul de l'automobile pourrait être recherché pénalement, et que, d'autre part, en admettant même que le propriétaire de la voiture puisse être poursuivi, cette règle cesserait de pouvoir recevoir ici son application, le proprétaire, dans l'espèce, étant une Compagnie, laquelle est à l'abri de toute pénalité ;

Mais attendu, tout d'abord, comme l'a décidé la Cour de cassation, que l'art. 3 du décret du 10 mars 1899, en édictant notamment : « que les appareils devront être disposés de telle manière que leur emploi ne présente aucune cause particulière de danger et ne puisse ni effrayer les chevaux, ni répandre d'odeurs incommodes », a entendu proscrire l'usage sur la voie publique d'un véhicule répandant de telles odeurs et poser une règle permanente et générale dans l'intérêt de la sécurité, de l'hygiène et de la salubrité publiques (Arrêt du 5 février 1906 rejetant le pourvoi formé contre le jugement du Tribunal de simple police de Paris du 17 octobre 1905, affaire de Jessé Charleval — Gaz. Pal. 1906.1.224 — Revue des Justices de paix 1906, p. 194 et suiv.) ;

Attendu, en droit, dans l'espèce, que l'obligation pour un propriétaire de ne pas laisser sa voiture émettre d'odeurs incommodes est bien une charge de la propriété résultant sans aucun doute du texte même de l'art. 3 du décret du 10 mars 1899, dont la rédaction à cet égard est bien formelle et qui établit nettement dans les dispositions qu'il édicte une obligation inhérente à la propriété de la voiture ;

Attendu que cette obligation s'impose au propriétaire à raison de cette qualité même ; qu'elle représente une condition préalable à la mise en circulation du véhicule; qu'il n'importe donc pas, au point de vue de la détermination de la responsabilité pénale, que, au moment où cette infraction a été constatée, la voiture eût pour conducteur une personne autre que son propriétaire lui-même (Cass. 12 février 1904 — Gaz. Pal. 1904.1.462 ; Cass. 2 décembre 1905 — Gaz. Pal. 1905.2.613), jurisprudence qui, d'ailleurs, n'est que l'application aux automobiles de celle antérieure applicable aux voitures ordinaires ; les arrêts de la Cour de cassation des 25 août 1821, 26 février 1857, 13 janvier 1865, 18 août 1871 décidant que le propriétaire d'une voiture non munie de plaque est pénalement responsable et encourt l'application de l'art. 7 de la loi du 13 mai 1851, quoique sa voiture soit conduite non par lui, mais par son domestique;

Attendu, en outre, et sans qu'il soit besoin d'y insister davantage, qu'il est de règle incontestée, et par dérogation au principe général de la personnalité des pei-

nes, qu'en ce qui touche certaines industries réglementées, notamment l'exploitation des voitures, la responsabilité pénale remonte essentiellement aux chefs d'entreprise ; que ces derniers sont personnellement tenus d'assurer l'exécution des lois et règlements concernant l'exercice de leur industrie (Cassation 16 août 1886 — Bull. crim. 1886, n° 296 ; Cour de Paris 23 novembre 1894 — Journal des Parquets 1895.2.28 ; Sourdat, Traité général de la Responsabilité, 5e édit. 1902, t. II, n° 787, p. 33 et suiv. ; Bonnefoy, La Responsabilité pénale des personnes morales, p. 8, nos 10 et suiv. ; Bonnefoy, La Personnalité des peines, exceptions, responsabilité pénale du fait d'autrui, nos 23 et suiv., 58 et suiv.) ;

Attendu que s'il en était autrement, n'appliquer aux entrepreneurs que la responsabilité civile, ce serait, d'après les expressions mêmes de M. le procureur général Lupin, dans son réquisitoire lors de l'affaire qui a abouti à l'arrêt de la Cour suprême du 15 janvier 1841 (P. 1841,97), et qu'on ne saurait mieux faire que de reproduire ici : « faire peser la répression sur des employés subalternes, souvent inconnus, presque toujours insaisissables, et enlever à la vindicte publique toute garantie » ;

Attendu que la théorie de la simple responsabilité civile aurait encore cet inconvénient d'aboutir au résultat suivant : le civilement responsable paierait l'amende et les frais, et à bon compte, il lui serait facile d'inobserver continuellement et intentionnellement les injonctions légales qui sont le plus souvent sa sauvegarde tout en étant celle de ses concitoyens ;

Attendu, en résumé et en définitive, qu'il y a lieu de remarquer la netteté avec laquelle la Cour de cassation a posé sa doctrine sur la responsabilité des infractions au décret du 10 mars 1899, résultant notamment du très remarquable rapport fait par M. le conseiller Laurent-Atthalin, à la Cour de cassation, à la suite duquel a été rendu l'arrêt ci-dessus énoncé du 2 décembre 1905 : S'agit-il d'infractions aux obligations inhérentes à la propriété de la voiture, le propriétaire sera toujours responsable ; s'agit-il, au contraire, d'infractions aux obligations non inhérentes à la propriété de la voiture, le propriétaire ne sera pénalement responsable qu'autant que le fait contraventionnel lui sera personnel ou bien si l'auteur n'est pas connu de la justice ;

Attendu que la jurisprudence et les auteurs sont unanimes sur ce point (Cassation 12 février 1904 — S. 1904.1.253 — Gaz. Pal. 1904.1.462 ; Cassation 2 décembre 1905 — Gaz. Pal. 1905.2.613 ; Garraud, Traité théorique et pratique du droit pénal français, 2e édit. 1902, t. VI, nos 2778 et suiv., p. 437 ; Gaston Bonnefoy, Des personnes auxquelles incombe la responsabilité des contraventions des automobiles, p. 18 et suiv. ; Le Poittevin, Dictionnaire-formulaire de simple police, t. II, p. 959, n° 49, etc., etc.) ;

Attendu dès lors que dans les conditions actuelles il est hors de doute et indiscutable, (ainsi qu'il a été dit ci-dessus) que les faits incriminés sont bien la conséquence de la faute personnelle du propriétaire, de ses préposés dont il est responsable, ou enfin de l'outillage employé par lui et que par conséquent la responsabilité ne saurait lui être contestée ; que c'est à lui et non au conducteur de la voiture à veiller personnellement et par lui-même à l'observation des prescriptions réglementaires qui lui sont imposées ;

Attendu que vainement encore c'est à tort que Jéramec chercherait à trouver une excuse dans ce fait que les Compagnies de voitures étant susceptibles d'avoir des centaines d'automobiles en circulation, il serait matériellement impossible au président du conseil d'administration d'exercer une surveillance suffisante ;

Attendu que cet argument, au contraire, loin de constituer une excuse pour Jéramec, le mettant dans l'impossibilité d'obéir aux prescriptions du décret du 10 mars 1899 en vue de protéger la santé publique, d'éviter les accidents, les malaises et les maladies que peuvent produire ces énormes machines qui passent comme des tourbillons en bombardant de leurs incongruités le nez des passants, ne servirait qu'à démontrer davantage encore, s'il était nécessaire, son importance et son utilité, les dangers ou les inconvénients graves qui, dans une agglomération comme celle de Paris, résulteraient de son inexécution et la nécessité d'autant plus grande qui s'impose, dans un but supérieur d'intérêt général, d'assurer la stricte et rigoureuse application dudit décret ;

Attendu que les faits poursuivis par le ministère public sont légalement et surabondamment constatés et constituent contre le prévenu quatre contraventions distinctes et de même nature, dont il y a lieu d'ordonner la jonction afin de statuer sur icelles par un seul et même jugement prononçant autant de condamnations qu'il y a de contraventions réitérées ou multiples ;

Par ces motifs,

Déclare Jéramec ès qualités convaincu de quatre contraventions au décret susvisé de 1899, lequel est sanctionné par l'art. 471 § 15 C. pén. dont il a été donné lecture ;

Le condamne à 1 franc d'amende pour chaque contravention, soit en tout à 4 francs et aux dépens ;

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

NOTE. — La doctrine et la jurisprudence dont on trouvera les indications dans la décision recueillie sont aujourd'hui d'accord pour faire peser sur les propriétaires et chefs d'industrie la responsabilité pénale des contraventions aux règlements relatifs aux automobiles, lorsqu'il s'agit d'infractions aux obligations inhérentes à la propriété.

321

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

23 Octobre 1906.

Présidence de M. Tanon.

SOCIÉTÉS (EN GÉNÉRAL). — FIN. — MORT D'UN ASSOCIÉ. — CONTINUATION. — STIPULATION NON EXPRESSE.

La mort de l'un des associés ne met pas fin à la Société lorsque l'acte constitutif a stipulé sa continuation entre les associés survivants (*art.* 1868 *C. civ.*).

Il doit en être de même quoique la stipulation ne soit pas expresse, si la nature de la convention, le but et l'objet que se proposaient les associés excluent formellement que la mort de l'un d'eux doive avoir pour conséquence la dissolution de la Société : il en résulte alors pour chacun un engagement de la continuer pendant le temps déterminé, qui constitue un droit ou une charge auxquels succèdent les héritiers majeurs ou mineurs sans distinction.

Il en est ainsi spécialement de l'association en participation constituée pendant 25 ans pour l'exploitation de la ferme des droits de marchés dans une ville entre l'adjudicataire et des tiers, lorsque cette entreprise,

grevée à son début de charges immobilières considérables, ne pouvait donner le bénéfice espéré ni même échapper à sa ruine que si elle était continuée pendant la durée prévue à sa formation : dans ce cas, la durée de l'exploitation est une condition du pacte social.

Charve c. Lombard.

Les consorts Charve se sont pourvus en cassation d'un arrêt de la Cour d'appel d'Aix du 8 mai 1905 rendu au profit de M. Lombard.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 815, 1122, 1134, 1865 et 1868 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 1868 C. civ., dérogeant à l'art. 1865 la mort de l'un des associés ne met pas fin à la société lorsque l'acte constitutif a stipulé sa continuation entre les associés survivants ; qu'il en doit être de même, quoique la stipulation ne soit pas expresse si la nature de la convention, le but et l'objet que se proposaient la Société excluent formellement que la mort de l'un d'eux doive avoir pour conséquence la dissolution de la Société ; qu'il en résulte alors pour chacun un engagement de la continuer pendant le temps déterminé, qui constitue un droit ou une charge auxquels succèdent les héritiers majeurs ou mineurs sans distinction ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait que Camille Lombard, alors âgé de 68 ans, avait formé, en mars 1892, avec Morenas et la veuve Chabaud, une association en participation pour l'exploitation pendant 25 années de la ferme des droits de marchés de la ville de Saint-Denis dont il s'était rendu adjudicataire ; que cette entreprise, grevée à son début de charges considérables, notamment de l'obligation de construire des halles dont le coût était estimé à 380.000 francs qui devaient, à l'expiration de la concession ou même dès la cessation de la Société actuelle devenir sans indemnité la propriété de la ville de Saint-Denis, ne pouvait donner le bénéfice espéré ni même échapper à sa ruine que si elle était continuée pendant la durée prévue à sa formation ; qu'ainsi la durée de l'exploitation était une condition essentielle du pacte social ; que les héritiers de Camille Lombard l'avaient d'ailleurs entendu ainsi puisqu'après sa mort survenu en 1896 ils avaient conclu entre eux un pacte d'indivision en vue du maintien de leur participation dans ladite Société ; qu'en décidant par suite de ces constatations que les enfants Charve, héritiers de la dame Charve qui avait elle-même succédé aux droits et obligations de Camille Lombard père restaient, quoique deux d'entre eux fussent encore mineurs, engagés dans les liens de la Société dont s'agit et ne pouvaient exiger à l'encontre, soit des coassociés de celui-ci, soit de leur cohéritier Camille Lombard fils, que les immeubles indispensables à son exploitation fussent licités avant le terme assigné à l'entreprise commune, l'arrêt attaqué, suffisamment motivé, n'a fait que les soumettre à une obligation dont ils étaient tenus par charge héréditaire et n'a violé ni les art. 815 et 1865 C. civ., ni aucune des autres dispositions de loi invoquées par le pourvoi ;

Rejette...

MM. **Denis** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Defert** av.

NOTE. — En principe, la société se dissous de plein droit par la mort de l'un des associés (art. 1865 3° C. civ.) ; c'est là une conséquence de ce que les qualités personnelles de chaque associé entrent en considération dans le contrat de société.

Mais les associés peuvent convenir verbalement qu'en cas de décès de l'un d'eux la Société continuera entre les survivants et les héritiers du prédécédé (art. 1868 C. civ.).

Certains auteurs exigent, pour qu'il en soit ainsi, qu'il y ait une stipulation formelle et expresse : Laurent, t. XXVI, n° 381. Mais la majorité des auteurs et la jurisprudence sont en sens contraire : il suffit, d'après cette seconde opinion consacrée par la Cour de cassation dans l'arrêt recueilli, que la volonté des parties soit certaine : Guillouard, Sociétés, n° 297 ; Houpin, Sociétés, 3e édit., t. I, p. 107, n° 138 ; Dalloz, Suppl. au Rép., v° Sociétés, n° 275 ; *Sic.* : Paris 10 juin 1869 (D. 70.1.303).

COUR DE CASSATION (CH. DES REQ.)

17 JUILLET 1906

Présidence de M. Voisin.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — DÉCIMES SUR AMENDES. — MODE DE RECOUVREMENT.

La condamnation à l'amende entraîne de plein droit l'obligation de payer les décimes et demi-décimes ; ceux-ci doivent, dès lors, être recouvrés en vertu du même titre et dans les mêmes formes et conditions que le principal de l'amende.

Ils ne peuvent être recouvrés par voie de contrainte comme en matière d'impôts et ils ne sauraient bénéficier, en cas de faillite du redevable, du privilège accordé à la Régie par l'article 47 du décret du 1er germinal an XIII.

Contributions indirectes c. Faillite Frétigny.

L'administration des Contributions indirectes s'est pourvue en cassation contre le jugement du Tribunal civil de Louviers, en date du 11 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.191) qui avait décidé que les décimes sur amendes n'avaient pas le caractère de droits et que, par conséquent, le paiement n'en pouvait être réclamé par voie de contrainte.

Le pourvoi de la Régie a été rejeté par l'arrêt ci-après:

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation des art. 1er de la loi du 6 prairial an VII, 232 et 239 de la loi du 28 avril 1816, 5 de la loi du 14 juillet 1855 et 2 de la loi du 30 décembre 1873, ainsi que de la violation par fausse application de l'art. 33 § 4 de la loi du 30 mars 1902 :

Attendu que le pourvoi soutient que les décimes sur amendes étant perçus à titre d'impôts sont recouvrables dans les mêmes formes et sous les mêmes garanties que les droits eux-mêmes;

Mais attendu qu'aux termes de l'art. 33 de la loi du 30 mars 1902 la condamnation à l'amende entraîne de plein droit l'obligation de payer les décimes et demi-dé-

LA COUR,

cimes dont la perception est légalement autorisée et que ceux-ci doivent être recouvrés en vertu des mêmes ti-

tres et dans les mêmes formes et conditions que le principal de l'amende ;

Attendu que si, en matière de douanes, de contributions indirectes et d'octroi, ce même article exige exceptionnellement que la condamnation aux décimes et demi-décimes soit prononcée par le Tribunal compétent en même temps que la condamnation au principal de l'amende, cette formalité supplémentaire ne fait que mieux préciser le mode de recouvrement puisque le titre en vertu duquel il a lieu est nécessairement le jugement qui a prononcé la double condamnation ;

Attendu, dès lors, que les décimes et demi-décimes ne peuvent être recouvrés par voie de contrainte comme en matière d'impôts et qu'ils ne sauraient bénéficier, en cas de faillite du redevable, du privilège accordé à la Régie par l'art. 47 du décret du 1er germinal an XIII ; qu'en le décidant ainsi le jugement attaqué, loin de violer les textes de lois visés au moyen, en a fait, au contraire, une exacte application ;

Rejette...

MM. **Michel-Jaffard** rapp ; **Bonnet** av. gén. — Me **Aubert** av.

NOTE. — V. notre note sous le jugement rappelé (Gaz. Pal. 1905.2.191). Les décimes devant, aux termes mêmes de l'art. 33 de la loi du 30 mars 1902, être « recouvrés en vertu des mêmes titres et dans les mêmes formes et conditions que le principal de l'amende », et le paiement de l'amende, qui en matière de contributions indirectes, est prononcée par la juridiction correctionnelle, étant poursuivi en vertu du jugement de condamnation par voie de saisie et de contrainte corporelle, il allait de soi que les décimes sur amendes ne pouvaient être réclamés, comme les droits, par la voie de la contrainte (art. 43 du décret du 1er germinal an XIII et art. 239 de la loi du 28 avril 1816), ni par privilège (art. 47 du décret précité de l'an XIII).

C'est, d'ailleurs, la solution que nous avions prévue.

COUR D'APPEL DE PARIS (2e Ch.)

25 Janvier 1906.

Présidence de M. de Baudesson.

1°-2° ET 3° DONATIONS ENTRE ÉPOUX. — LEGS UNIVERSEL AU PROFIT DU MARI. — DONATION PAR CONTRAT DE MARIAGE A LA FUTURE ÉPOUSE. — BIENS GREVÉS DE RETOUR LÉGAL OU CONVENTIONNEL AVEC FACULTÉ DE DISPOSER EN USUFRUIT. — USUFRUIT COMPRIS DANS LE LEGS UNIVERSEL. — SUCCESSION OUVERTE POSTÉRIEUREMENT A LA LOI DU 14 FÉVRIER 1900. — ART. 2 DE LADITE LOI INAPPLICABLE. — 4° APPEL. — CONCLUSIONS TENDANT A FIXER LES PARTS HÉRÉDITAIRES. — DEMANDE INITIALE EN PARTAGE. — FIN DE NON-RECEVOIR DE DEMANDE NOUVELLE. — INADMISSIBILITÉ.

1° *Lorsque, dans un contrat de mariage contenant donation par des parents à leur fille, il a été stipulé que la réserve du droit de retour au profit des parents ne pourrait faire obstacle aux avantages en usufruit que la future épouse pourrait faire au futur époux pendant le mariage, ou à ceux résultant de l'art. 767 C. civ., au profit de l'époux survivant, si la fille donataire décède en léguant à son mari aux termes de son testament « tout ce qu'elle possède », ce legs universel comprend nécessairement l'usufruit dont la de cujus pourrait disposer, à défaut de la toute propriété dont le droit de retour conventionnel stipulé du contrat lui interdisait la libre disposition.*

2° *Mais en ce cas, le légataire qui tient la libéralité dont s'agit, non du contrat de mariage remontant en l'espèce à* 1897, *mais d'un acte testamentaire postérieur, n'échappe pas à l'action de la loi du* 14 *février* 1900 *qui a supprimé la disposition de l'art.* 1094 *C. civ., d'après laquelle la réserve des ascendants pourrait être grevée de l'usufruit légué par un époux à son conjoint, et il ne peut se prévaloir de l'art.* 2 *de ladite loi portant « que les dispositions constatées par contrat de mariage antérieur à la promulgation de la présente loi, et contenant donation de l'usufruit de la totalité ou de partie de la portion dont la loi prohibe la disposition au préjudice des ascendants, conserveront leur plein et entier effet;*

3° *En conséquence, le legs universel fait par la femme au mari ne peut recevoir exécution que dans la mesure de la moitié de l'usufruit des biens constitués en dot et légués, et ce, conformément aux dispositions de l'art.* 1094 *C. civ. modifié par la loi du* 14 *février* 1900.

4° *Et les conclusions subsidiaires tendant à cette fin prises par les parents de la femme appelants devant la Cour ne peuvent être écartés comme constituant une demande nouvelle, alors qu'ils avaient introduit devant les premiers juges une action à fin de compte liquidation et partage des biens dépendant de la communauté ayant existé entre leur fille donataire et le mari de celle-ci, une demande en partage ayant pour objet la généralité de ce qui concerne l'établissement des parts héréditaires et la vérification de leur consistance, et les dispositions de l'art.* 464 *C. pr. civ., qui interdit de former en cause d'appel aucune demande nouvelle, n'étant pas applicable en cette matière où les parties en présence sont respectivement demanderesses et défenderesses.*

Epoux Guidre c. Hocquart.

Le 7 juin 1904, le Tribunal civil de la Seine a rendu le jugement suivant qui expose suffisamment les circonstances de la cause.

Le Tribunal,

Attendu que la dame Jeanne-Juliette-Joséphine-Gabrielle Gindre, ou Gendre, épouse Hocquart, est décédée le 20 avril 1903, laissant son mari commun en biens quant aux acquêts, et, en outre, légataire universel de tous les biens, meubles et immeubles, composant sa succession, aux termes de son testament olographe, en date du 10 janvier 1900 ; que ladite dame laissait, en outre, ses père et mère comme héritiers à réserve, et comme ayant droit, aux termes de son contrat de mariage, reçu Bericon, notaire, le 13 février 1897, d'exercer le droit de retour sur les biens par eux constitués à leur fille, lesquels se composaient principalement d'une maison sise à Paris, rue de Passy, n° 39 ;

Attendu que les époux Gindre demandent qu'il soit procédé aux opérations de compte, liquidation et partage des biens dépendant de la communauté ayant existé entre les époux Hocquart et de la succession de la dame Hocquart ; que cette demande est fondée ; qu'aux termes de l'art. 815 C. civ., nul n'est tenu de demeurer dans l'indivision ;

Attendu que les demandeurs concluent, en outre, à ce qu'il soit dit et ordonné que leur droit de retour s'exercera sur l'immeuble susdésigné en toute propriété ;

Attendu qu'il a été stipulé dans le contrat de mariage susdaté, que la réserve du droit de retour au profit des parents ne pourrait faire obstacle aux avantages en usufruit que la future épouse pourrait faire au futur époux pendant le mariage, ou à ceux résultant, au profit de l'époux survivant, de l'art. 707 C. civ. ;

Attendu qu'il y a lieu de faire, en l'espèce, application de cette stipulation ; qu'en effet, ainsi que cela a été rappelé ci-dessus, la dame Hocquart a institué son mari légataire universel de tous ses biens, meubles et immeubles ; que, sans doute, la réserve du droit de retour au profit des parents de ladite dame s'oppose à ce que ledit testament reçoive son exécution en ce qui concerne la nue propriété de la dot; qu'il est, au contraire, valable, et doit recevoir son exécution en ce qui concerne l'usufruit, puisque il avait été expressément convenu que cette réserve du droit de retour ne ferait pas obstacle aux avantages en usufruit que la femme pourrait faire à son mari, et que c'est effectivement celui-ci qui est le bénéficiaire du testament dont s'agit ;

Attendu que les demandeurs objectent que la stipulation dont s'agit a prévu les avantages en usufruit et qu'elle n'est pas applicable à la disposition faite par la dame Hocquart en faveur de son mari, laquelle a pour objet, non l'usufruit, mais la propriété de ses biens ;

Mais attendu que l'usufruit est un des éléments du droit de propriété ; que le droit de propriété n'est autre chose, si on l'analyse, que le faisceau des droits réels qu'une personne peut posséder sur une chose ; qu'il s'en suit que l'usufruit est compris dans le legs de la propriété de même que la partie est nécessairement comprise dans le tout ;

Attendu qu'en décidant le contraire on méconnaîtrait manifestement les intentions non douteuses de la testatrice ; que celle-ci a, en effet, voulu laisser à son mari tout ce qu'elle possédait ; que, si elle a été ainsi au-delà de ce que les conventions antérieures lui permettaient de faire, la seule conséquence à en tirer est que les libéralités seront ramenées dans la limite où elles pourraient valablement s'exercer ; qu'il n'est pas admissible qu'elles puissent être, pour ce motif, annulées pour le tout, ainsi que le prétendent les demandeurs ;

Par ces motifs,

Dit que le droit de retour des époux Gindre ou Gendre ne doit s'exercer que pour la nue propriété ;

Dit qu'il sera procédé par Philippot, notaire à Paris, aux opérations de compte, liquidation et partage des biens dépendant, tant de la communauté ayant existé entre les époux Hocquart que de la succession de la dame Hocquart ;

Attendu que l'instance actuelle a été nécessitée par la prétention non justifiée des époux Gindre ou Gendre, les condamne aux dépens ;

Les époux Gindre ont interjeté appel de ce jugement en invoquant subsidiairement la réserve des ascendants telle qu'elle résulte à leur profit des dispositions de l'art. 1094 C. civ., modifié par la loi du 14 février 1900.

La Cour a statué en ces termes.

Arrêt :

LA COUR,

Statuant sur l'appel interjeté par les époux Gindre ou Gendre, du jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine, le 7 juin 1904 :

Sur les conclusions principales des époux Gindre ou Gendre :

Considérant que la dame Hocquart, *de cujus*, n'a pas, comme le soutiennent les appelants, légué la chose d'autrui, puisqu'elle énonce simplement dans son testament qu'elle lègue à son mari tout ce qu'elle possède ;

Considérant que la disposition ainsi conçue échappe absolument à la critique formulée par les époux Gindre ou Gendre ; qu'à la vérité la dame Hocquart ne pouvait disposer, en toute propriété, de l'immeuble litigieux grevé d'un droit de retour conventionnel ;

Mais considérant qu'aux termes de son contrat de mariage, ce droit de retour ne faisait pas obstacle aux avantages en usufruit qu'elle pouvait faire à son mari ; que c'est donc à bon droit que les premiers juges ont décidé que l'usufruit étant un des éléments de la propriété, la *de cujus* avait du moins valablement légué à l'intimé l'usufruit dont elle pouvait disposer ;

Considérant que les appelants soutiennent encore, à l'appui de leurs prétentions, que l'usufruit dont s'agit n'a pas été spécialement légué, et que la dame Hocquart ne pouvait en disposer que pendant son mariage;

Mais considérant que le legs universel comprenait nécessairement l'usufruit dont la *de cujus* pouvait disposer, et que c'est en outre au cours du mariage qu'elle en a disposé par acte testamentaire ;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges;

Sur les conclusions subsidiaires :

Considérant que, subsidiairement, les époux Gindre ou Gendre demandent à la Cour de dire que le legs universel dont s'agit ne pourra s'exécuter dans la mesure de la moitié des biens constitués en dot et légués par la dame Hocquart, par application des dispositions de l'art. 1094 C. civ., modifié par la loi du 14 février 1900;

Considérant que l'intimé oppose à cette demande une double fin de non-recevoir ; qu'il prétend que cette demande constitue une demande nouvelle, et en tout cas une demande de consultation sur une opération qui rentre dans les attributions du notaire liquidateur, et que la Cour ne peut solutionner par anticipation ;

Mais considérant que les conclusions subsidiaires des appelants sont recevables ;

Considérant, en effet, que, par leur exploit introductif d'instance, les époux Gindre ou Gendre demandaient au Tribunal à ce qu'il soit procédé aux opérations de compte, liquidation et partage des biens dépendant de la communauté ayant existé entre les époux Hocquart et, en outre, à ce qu'il soit ordonné que leur droit de retour s'exercera sur la masion sise à Paris, rue de Passy, n° 39 ;

Considérant que le Tribunal a statué sur ces deux demandes par son jugement du 7 juin 1904 ;

Considérant que les époux Gindre ou Gendre ont interjeté appel de ce jugement; que leur appel est général ; que la Cour est donc saisie de deux demandes, aussi bien de celle relative au droit de retour que de celle en compte, liquidation et partage ;

Considérant qu'en cette dernière matière la fin de non-recevoir « de demande nouvelle » ne saurait être soulevée ; qu'en effet, une demande en partage a pour objet la généralité de ce qui concerne l'établissement des parts héréditaires et la vérification de leur consistance ; que les dispositions de l'art. 464 C. pr. civ. ne sont pas applicables à ces demandes, où les parties en présence sont respectivement demanderesses et défenderesses ;

Considérant, d'autre part, qu'il est de l'intérêt d'une bonne administration de la justice que le renvoi devant notaire d'une liquidation soit, autant que possible, précédé de l'indication des biens d'après laquelle elle doit être rédigée ; qu'il n'est pas besoin d'attendre l'ouverture du procès-verbal de liquidation pour déterminer ses bases ; qu'il échet donc de dire que la demande subsidiaire des appelants est recevable, et qu'il y a lieu de rechercher si elle est fondée ;

Considérant que, depuis le contrat de mariage des époux Hocquart, qui date de 1897, la loi du 14 février 1900 a supprimé la disposition de l'art. 1904 C. civ. suivant laquelle la réserve des ascendants pouvait être grevée de l'usufruit légué par l'un des époux à son conjoint ;

Considérant, à la vérité, que l'art. 2 de cette loi porte « que les dispositions constatées par contrat de mariage antérieur à la promulgation de la présente loi et contenant donation de l'usufruit conserveront leur plein et entier effet » ;

Mais considérant que l'intimé ne tient pas la libéralité dont s'agit du contrat de mariage de 1897, mais d'un acte testamentaire postérieur ; que la disposition qui le gratifie n'échappe donc pas à l'action de la loi nouvelle; qu'il ne peut invoquer l'exception de l'art. 2 de la loi de 1900 ; que la clause du contrat de mariage en vertu de laquelle la dame Hocquart a la faculté de disposer de l'usufruit des biens donnés, ne peut être considérée comme contenant, de la part des époux Gindre ou Gendre, une donation directe au profit de l'intimité; que,si la *de cujus* a usé de la faculté qui lui était donnée, en léguant à son mari tout ce qu'elle possédait, c'est-à-dire tout ce dont la loi lui permettait de disposer, il n'en est pas moins certain que c'est de sa volonté seule que Hocquart tient la libéralité en question ;

Considérant que ce dernier, recueillant cette libéralité dans la succession de sa femme, succession qui s'est ouverte sous l'empire de la nouvelle législation, et ladite libéralité testamentaire étant révocable jusqu'à sa consolidation par le décès, ne peut réclamer la délivrance de son legs, qu'en tenant compte du droit de réserve des ascendants tel qu'il est organisé par la loi en vigueur au jour du décès ;

Par ces motifs,

Déclare les époux Gindre ou Gendre mal fondés en ce qui concerne leurs conclusions principales d'appel, les en déboute ;

Confirme le jugement qui a dit que le droit de retour des appelants ne doit s'exercer que pour la nue propriété, et ordonné qu'il sera procédé par le ministère de Philippot, notaire à Paris,commis à cet effet,aux opérations de compte, liquidation et partage des biens dépendant, tant de la communauté ayant existé entre les époux Hocquart que de la succession de la dame Hocquart ;

Ordonne que, sur ce point, le jugement attaqué sortira effet ;

Et statuant sur les conclusions subsidiaires des appelants ;

En la forme :

Les déclare recevables, la demande des époux Gindre ou Gendre ne constituant pas une demande nouvelle ;

Au fond :

Dit que le legs universel litigieux ne pourra s'exécuter que dans la moitié de l'usufruit des biens constitués en dot, et légués par la dame Hocquart, conformément aux dispositions de l'art. 1094 C. civ. modifié par la loi du 14 février 1900 ;

Ordonne la restitution de l'amende ;

Ordonne l'emploi des dépens de première instance et appel en frais privilégiés de liquidation.

MM. de **Baudesson** prés. ; **Thomas** av. gén. — M^es^ **Ledebt** et **Jaffeux** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Il est à remarquer qu'à plusieurs reprises la Cour de cassation, considérant que la clause d'un contrat de mariage semblable à celle qui existait dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt recueilli, constituait un pacte sur succession future, nul comme tel, aux termes des art. 791 et 1130 C. civ., a admis que le droit d'usufruit du conjoint survivant ne pouvait porter sur les biens donnés au prédécédé et soumis au droit de retour légal ou conventionnel de l'ascendant donateur : Cass. 24 juillet 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.327) avec la note et le rapport de M. le conseiller Falcimaigne (S. 1901.1.433) et la note de M. Lyon-Caen (D. 1901.1.537) et la note de M. Sarrut ; Cass. Ch réunies 2 juillet 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.213 et la note — D. 1903.1.353 — Pand. franç. 1903.1.497 et la note de M. Gény).

Mais dans l'espèce qui a donné lieu aux arrêts précités de la Cour de cassation, la fille donataire était décédée sans avoir fait de dispositions testamentaires au profit de son mari survivant lequel n'entendait, dès lors, exercer sur les biens sujets à retour que les droits résultant de l'art. 767 C. civ. modifié par la loi du 9 mars 1891. La question ne paraît pas s'être posée de la même façon dans le cas soumis à la Cour de Paris par l'appel des époux Gindre. En effet ici, il y avait un testament de la fille dotée portant legs universel en faveur du mari. Or il ne paraît pas douteux que cette libéralité fût valable. Qu'il s'agisse, en effet, d'un retour légal ou d'un retour conventionnel, le donataire a toute liberté pour disposer du bien donné. En cas de retour légal, il tient ce droit de la loi. (Art. 747 C. civ.) En cas de retour conventionnel, il le tient du donateur si celui-ci le lui a conféré par les termes mêmes de la donation. La difficulté à trancher consistait seulement dans le point de savoir si, en instituant celui-ci légataire universel, la testatrice avait disposé en sa faveur de l'usufruit du bien donné. La réponse donnée par la décision recueillie à la question ainsi posée ne peut être qu'approuvée. Il est bien évident qu'un legs de toute propriété implique nécessairement un legs d'usufruit, de même que la partie est comprise dans le tout. Suivant l'heureuse expression du jugement confirmé « le droit de propriété n'est autre chose, si on l'analyse, que le faisceau des droits réels qu'on peut avoir sur une chose. »

La solution adoptée par la Cour de Paris sur le se-

cond point : application des dispositions de la loi du 14 février 1900, nous paraît également très juridiquement motivée. Il paraît certain que le légataire tenait la libéralité envisagée, non pas du contrat de mariage qui n'avait d'autre effet que de la rendre possible, mais bien du testament qui l'avait fait naître, ledit testament ne devant, d'ailleurs, produire effet qu'à l'époque où la succession de la testatrice s'ouvrirait par l'événement de son décès. Or, cette succession ne s'étant ouverte que postérieurement à la promulgation de la loi de 1900, le légataire était nécessairement soumis aux dispositions nouvelles de l'art. 1904 modifié. Il est d'ailleurs intéressant d'observer que le principe général de la non-rétroactivité des lois ne pouvait être ici utilement invoqué. Cette non-rétroactivité ne vise, en effet, que les droits acquis. Or il ne peut y avoir de droit acquis lorsqu'il s'agit de libéralité résultant d'un acte testamentaire dont les dispositions sont essentiellement révocables tant que vit le testateur. D'autre part, l'art. 2 de la loi de 1900 ne vise que les libéralités constatées par contrat de mariage. V. dans le sens de notre arrêt sur les deux points : Poitiers 22 février 1904 (Gaz. Pal. 1904.1.542). *Contrà :* jugement du Tribunal civil de Niort 17 juillet 1903, infirmé par l'arrêt de Poitiers. *Adde*: Pand. franç., v° Donations et testaments, n°s 5340 et suiv.

III. — Sur le troisième point : La Cour d'appel n'a fait, dans cette partie de sa décision, qu'appliquer aux faits de la cause les principes de droit qu'elle venait d'admettre.

IV. — Sur le quatrième point : Principe certain en jurisprudence et en doctrine : Cass. 24 novembre 1841 (S. 42.1.158) ; 24 novembre 1858 (S. 59.1.614 — D. 59.1.133) ; 19 novembre 1861 (S. 62.1.45 — D. 62.1.140) ; 1er février 1881 (S. 83.1.415 — D. 82.1.21) ; 29 mai 1883 (D.84.1.351) ; 28 avril 1884 (D. 84.1.329) ; Lyon 21 janvier 1876 (D. 78.2. 38). Comp. dans le même sens : Cass. 12 janvier 1863 (S. 63.1.116 — D. 63.1.119) ; Dijon 23 décembre 1868 (S. 70.2. 16 — D. 70.2.219). *Adde :* Fuzier-Herman, Répert. gén. de jurispr., v° Appel, n°s 3104 et suiv.

COUR D'APPEL D'AIX

26 Juin 1906.

Présidence de M. Montanari-Revest.

1° VENTE COMMERCIALE. — VENTE DE SOUFRE SUBLIMÉ. — IDENTITÉ DE CETTE EXPRESSION AVEC CELLE « FLEUR DE SOUFRE ». — PROPORTION DE 40 % DE CRISTALLIN. — TOLÉRANCE INDUSTRIELLE DÉPASSÉE. — RÉSILIATION.

2° SYNDICAT PROFESSIONNEL. — DÉFENSE DU COMMERCE LOYAL. — INTERVENTION DANS UN BUT D'INTÉRÊT GÉNÉRAL. — RECEVABILITÉ. —

1° *Les mots « Soufre sublimé » et « Fleur de Soufre » sont, dans le langage industriel et agricole, synonymes.*

Si les procédés de fabrication obligent à tolérer une portion de 12 à 15 % de cristallin dans le soufre sublimé du commerce, cette proportion ne saurait être dépassée sans changer la nature de la marchandise et, quand elle atteint 10 %, le vendeur doit subir la résiliation.

2° *Un syndicat industriel est recevable à intervenir dans un débat entre vendeur et acheteur quand son intervention a pour but la défense des intérêts généraux du marché, et non la satisfaction d'intérêts particuliers.*

Jaulmes c. Demery et Syndicat de la Raffinerie de soufre française.

LA COUR,

Considérant que, dans deux procès récents, dont les faits se présentaient comme étant absolument identiques à ceux qu'elle doit apprécier aujourd'hui, la Cour, à l'appui de ses décisions, a envisagé que l'acheteur de fleur de soufre ou soufre sublimé entend se procurer une marchandise spéciale de forme neigeuse dont la nature a été précisée par les travaux scientifiques et qui se compose d'utricules ovoïdes d'une forme déterminée et non point du soufre en cristaux plus ou moins petits, lequel est dénommé soufre raffiné ou trituré et dont le prix est inférieur ;

Considérant que, cependant, toute fabrication industrielle est exclusive de produits absolument purs, lesquels ne peuvent être obtenus que dans les expériences du laboratoire ; qu'il en est ainsi pour la fleur de soufre ou soufre sublimé ; qu'il est impossible de le produire industriellement, sans qu'il ne contienne une proportion de soufre cristallisé qui est de 12 à 15 % environ; que c'est cette proportion que présente la marchandise connue sur le marché commercial,sous le nom de fleur de soufre ou soufre sublimé;

Considérant que, dans l'espèce, l'expertise ordonnée par les premiers juges a démontré que le soufre livré par Demery à Jaulmes sous la même dénomination contient une proportion de 45 à 50 % de cristaux ; qu'il s'ensuit qu'il ne ressemble en rien au type commercial dont Jaulmes avait le droit d'obtenir la livraison ; que peu importe la cause de cette disproportion dans les éléments qui le composent, mode différent de fabrication ou adjonction de soufre trituré ; que la différence est si grande qu'elle ne peut donner lieu à une simple réduction de prix ; qu'elle doit avoir, au contraire,pour sanction la résiliation du marché;

Considérant que Demery allègue vainement que le produit qu'il désigne sous l'appellation de « Sans rival » par lui vendu à Jaulmes et garanti jusqu'à 99 % comme exempt de toutes impuretés, répond avantageusement aux conditions de son marché ; qu'effectivement toute l'argumentation de l'intimé repose sur la confusion que celui-ci en équivoquant sur les termes de la correspondance versée aux débats s'efforce d'établir entre le soufre raffiné pur, à 99 %, qu'il soutient avoir été agréé par son acheteur, et le soufre sublimé, produit exclusif de la condensation; que pour faire justice de cette équivoque, il suffit de remarquer que le sublimé, équivalant, dans un commerce loyal, à la fleur de soufre, ne comporte, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, qu'une proportion de 12 à 15 % alors que le mélange mis en vente par Demery en renferme de 45 à 50 % ;

Sur l'intervention du syndicat de la Raffinerie de soufre française:.

Considérant que le syndicat a le droit de s'opposer à ce qu'un produit frauduleux ou absolument inférieur soit apporté sur le marché commercial sous une dénomination identique, en concurrence avec les produits beaucoup plus riches, connus et demandés par les acheteurs ; qu'en intervenant au procès, il a eu pour but l'intérêt général du marché et non point la satisfaction d'intérêts particuliers;

Considérant, en conséquence, que c'est à bon droit

qu'il a soutenu les conclusions de Jaulmes ;

Sur les dommages-intérêts demandés soit par Jaulmes, soit par le syndicat :

Considérant qu'il n'apparaît pas que ni l'une ni l'autre de ces deux parties aient éprouvé un préjudice appréciable, et qu'il sera fait droit d'une façon suffisante par la condamnation de Demery aux entiers dépens de première instance et d'appel;

Par ces motifs,

Réformant le jugement entrepris, prononce la résiliation du marché verbal intervenu entre Jaulmes et Demery et ce, au xtorts de ce dernier ; déclare le Syndicat de la Raffinerie de soufre française recevable dans son intervention ;

Condamne Demery en tous les dépens de première instance et d'appel, tant au regard de Jaulmes qu'au regard du syndicat y compris ceux d'expertise et tous frais faits pour la marchandise, tierce consignation et autres et ce tant à cause de la succombance qu'à titre de dommages-intérêts;

Déboute les parties de toutes autres fins et conclusions et ordonne la restitution de l'amende.

M. **Vulliez** av. gén. — M[es] **Abram**, **Drujon** et **Autran** (ce dernier du barreau de Marseille) av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Dans toute vente commerciale, la condition que la marchandise sera de qualité « loyale et marchande » est toujours sous entendue.

Or, en l'espèce, le marché portant sur de la fleur de soufre ou soufre sublimé, il est bien évident que dans la pensée de l'acheteur, il s'agissait d'un produit contenant seulement la proportion de soufre cristallisé normale dans le commerce et l'industrie, soit 12 à 15 % environ et non 40 %. En ce dernier cas, il y avait lieu, comme l'a fait notre arrêt, de prononcer la résiliation du marché aux torts du vendeur non pas seulement parce que la marchandise n'était pas « loyale et marchande », mais parce que en réalité ce dernier prétendait livrer autre chose que la chose vendue. Comp. en ce sens : Rouen 31 juillet 1886 (Rec. du Havre 86.2.276) ; Lyon 19 juillet 1888 (Mon. jud. Lyon 19 janvier 1889) ; Trib. com. Le Havre 2 août 1888 (Rec. du Havre 88.1.192) ; Amiens 30 juillet 1887 (Rec. d'Amiens 87.167) ; Bordeaux 11 janvier 1888 (La Loi 4 février 1888) ; Nancy 4 mars 1896 (Gaz. Pal. 96.1.614 — D. 97.2.133) ; Trib. com. Nantes (Rec. Nantes 1901.1.19) ; Aix 9 juin 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.21).

II. — Sur le second point : Comp. Bordeaux 4 juin 1897 (Gaz. Pal. 97.2.122 et la note) ; Aix 9 juin 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.21).

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE VALENCIENNES

31 Octobre 1906.

Présidence de M. Bouillon.

CONTRAINTE PAR CORPS. — CONTREBANDE. — MINEUR DE SEIZE A DIX-HUIT ANS. — MAJORITÉ PÉNALE. — LOI DU 12 AVRIL 1906. — EXONÉRATION DE LA CONTRAINTE. — LOI DU 22 JUILLET 1867, ART. 13. — BÉNÉFICE NON APPLICABLE.

La loi du 12 avril 1906, en élevant à dix-huit ans l'âge de la majorité pénale, n'a modifié en rien les dispositions de l'art. 13 de la loi du 22 juillet 1867 aux termes duquel les mineurs de seize ans bénéficient seuls d'une exonération absolue en ce qui concerne la contrainte par corps.

En conséquence, la contrainte par corps peut être prononcée contre un mineur de seize à dix-huit ans condamné à l'amende et à la prison pour délit de contrebande.

Administration des Douanes c. Ruyschaert.

Le Tribunal,

Attendu que le prévenu s'est rendu coupable du délit de contrebande qui lui est reproché ;

Attendu qu'il est mineur de dix-huit ans et qu'il a agi avec discernement ;

Vu les art. 41, 42, 43 de la loi du 28 avril 1816 ;

Le condamne en six jours d'emprisonnement et en une amende de cinq cents francs doubles décimes et demis en sus ;

Prononce la confiscation des marchandises saisies ;

En ce qui concerne la contrainte par corps :

Attendu que s'il y a tout lieu de supposer que le législateur de 1867, en fixant à seize ans l'âge à partir duquel la contrainte par corps pourrait être prononcée contre un mineur, s'est inspiré des dispositions de l'art. 66 C. pén. alors en vigueur, la loi du 12 avril 1906 qui élève à dix-huit ans la majorité pénale ne contient aucune disposition qui modifie l'art. 13 de la loi du 22 juillet 1867, et que si cette abstention est peut-être le résultat d'une inadvertance, il n'appartient pas aux Tribunaux de compléter les lois, même qui leur sembleraient imparfaites;

Attendu qu'en l'état actuel de la législation le défaut d'harmonie entre l'art. 66 nouveau du C. pén. et l'article précité de la loi sur la contrainte par corps ne constitue pas une incompatibilité entre ces deux articles, qui sont concurremment applicables ;

Attendu que de leur rapprochement il résulte seulement qu'il existe maintenant deux catégories de mineurs au point de vue pénal : ceux au-dessous de seize ans contre lesquels la contrainte ne peut jamais être prononcée et ceux de seize à dix-huit ans contre lesquels elle peut l'être ;

Attendu que Ruyschaert appartient à cette dernière catégorie ;

Par ces motifs,

Fixe au minimum la durée de la containte par corps.

M. **Flabert** subst. proc. Rép. — M[es] **Millot** av.

NOTE. — Il paraît bien évident que le législateur, en édictant la modification apportée à l'art. 66 C. pén. par la loi du 12 avril 1906 n'a aucunement songé à modifier également l'art. 13 de la loi du 22 juillet 1867 qui dispense de la contrainte par corps les mineurs de seize ans. Ni le texte du nouvel art. 66, ni les travaux préparatoires ne permettent, en effet, de lui attribuer pareille intention. L'art. 66, nouveau, est ainsi conçu : « Lorsque le prévenu ou l'*accusé aura moins de dix-huit ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement*, il sera acquitté, mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans une colonie pénitentiaire pour y être élevé et détenu pendant le nombre d'années que le jugement déterminera et qui, toutefois, ne pourra excéder l'époque de *sa majorité*. » Quant à l'art. 67 nouveau, il reproduit le texte de l'ancien art. 67 sauf dans sa première par-

tie, laquelle précise que ces dispositions sont applicables même au mineur de 16 ans, lorsqu'il est décidé qu'il a agi avec discernement. Ni dans le rapport de M. Cruppi à la Chambre le 21 juin 1905 (J. Off. annexes, S. O. 1905, p. 601, n° 2499) adopté sans discussion le 27 juin 1905 (J. Off. du 28) ; ni dans le rapport de M. Strauss au Sénat, le 6 février 1905 (J. Off. annexes, S. O. 1906, p. 124, n° 15), ni dans la discussion devant la Haute-Assemblée les 22 février et 30 mars 1906 (J. Off. des 23 février et 31 mars), ni enfin dans le second rapport de M. Cruppi à la Chambre le 3 avril 1906 (J. Off. annexes S. O. 1906, p. 385, n° 3135) adopté sans discussion le 12 avril 1906 (J. Off. du 13), il n'a été question de la contrainte par corps, ni de l'influence que les nouvelles dispositions du Code pénal pouvaient exercer sur l'art. 13 de la loi de 1867.

Il s'ensuit donc que ce dernier texte, comme le décide avec raison le jugement rapporté, n'a été en rien modifié.

En conséquence, en l'état actuel de la législation, les tribunaux répressifs peuvent prononcer la contrainte par corps contre les mineurs de 16 à 18 ans condamnés comme ayant agi avec discernement, comme ils le pouvaient faire avant la loi du 12 avril 1906. La situation de cette catégorie de mineurs n'a pas varié au point de vue de l'exercice de la contrainte par corps. Il en est de même des mineurs de 16 ans condamnés, lesquels continuent à bénéficier, en toute hypothèse, de l'exonération édictée par la loi de 1867. Mais cette situation n'est pas, comme semble le croire le Tribunal correctionnel de Valenciennes, le résultat d'une inadvertance du législateur de 1906. Il n'a eu, en effet, pour but d'assimiler aux mineurs de 16 ans les individus de 16 à 18 ans que lorsque ces derniers sont acquittés comme ayant agi sans discernement. Au contraire, lorsqu'il sont condamnés comme ayant agi avec discernement ils doivent être traités comme des majeurs et cela aussi bien en ce qui concerne l'application de la peine qu'en ce qui touche à la contrainte par corps.

322-323

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

5 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré
premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — INDUSTRIES ASSUJETTIES. — COMMERCE. — FABRICANT DE BALANCES.

Avec les entreprises qu'il désigne nommément, l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898 assujettit à la responsabilité du risque professionnel, sous l'appellation d'usines, manufactures et chantiers, tous les ateliers industriels, en sorte que l'industrie entière est soumise à la loi nouvelle.

L'industrie transforme l'objet auquel elle s'applique, à la différence du commerce où ne se font que des échanges.

Spécialement doit être considéré comme un industriel et non comme un commerçant celui qui achète toutes fabriquées les différentes pièces qui doivent entrer dans la construction des balances, monte ces pièces à l'aide d'une forge et d'une machine à percer, les ajuste et en fait les balances qu'il vend à sa clientèle.

Stoll c. Schmalbauch.

Le sieur Stoll, ouvrier victime d'un accident du travail, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 24 mars 1905, rendu au profit de M. Schmalbauch, son patron.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation de l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a refusé de considérer comme assujetti à la loi de 1898 un « balancier-ajusteur » achetant détachées les pièces nécessaires à la construction des balances pour les monter et les ajuster, et se servant à cet effet d'une forge et d'une machine à percer. »

Arrêt :

La Cour,

Vu l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898 :

Attendu qu'avec les entreprises qu'il désigne nommément, l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898, applicable à l'espèce, assujettit à la responsabilité du risque professionnel, sous l'appellation d'usines, manufactures et chantiers, tous les ateliers industriels ; que le législateur, en effet, a renoncé à limiter cette responsabilité soit à l'industrie dangereuse, soit à la grande industrie; qu'il a soumis l'industrie entière à la loi nouvelle ;

Attendu que l'industrie transforme l'objet auquel elle s'applique à la différence du commerce où ne se font que des échanges ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Schmalbauch, balancier-ajusteur, achète fabriquées les différentes pièces qui doivent entrer dans la construction des balances ; qu'à l'aide d'une forge et d'une machine à percer il monte ces pièces, les ajuste et en fait les balances qu'il vend à sa clientèle ; que de ces constatations l'arrêt conclut que Schmalbauch n'est pas un industriel et que, par suite, il n'est pas assujetti à la loi du 9 avril 1898 dont Stoll, son ouvrier, victime d'un accident du travail, réclamait l'application contre lui ;

Mais attendu qu'il résulte des constatations ci-dessus rapportées que Schmalbauch n'est pas un commerçant se bornant à vendre des balances qu'il aurait achetées toutes faites ; qu'il est au contraire un fabricant ; qu'il y a, en effet, transformation industrielle dans la conversion, en un instrument susceptible d'être utilisé, de pièces éparses sans emploi possible en l'état où elles étaient auparavant ;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait l'arrêt attaqué a violé l'article susvisé ;

Casse...

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Raynal** et **Herson-Macarel** av.

NOTE. — Il résulte de la jurisprudence antérieure de la Cour de cassation, d'une part, que la loi du 9 avril 1898 s'applique à toute l'industrie à l'exclusion du commerce, d'autre part, que la profession industrielle n'existe que quand il y a transformation des produits et non pas seulement achat de marchandises pour les revendre après utilisation de la matière ouvrée : Cass. 3 août 1903 (Gaz. Pal. 1903.2. 501) ; 26 octobre 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.522 — S. 1905.1. 270) ; 17 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.287 — S. 1905.1. 398) ; 26 avril 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.301) ; 10 avril 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.656 — D. 1905.1.264) ; 15 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.506 — D. 1904.1.374) ; 25 octobre 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.432 — D. 1906.1.46) ; 31 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.280) ; 6 mars 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.379) ; 31 juillet 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.270).

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

13 Septembre 1906.

Présidence de M. Laurent-Atthalin.

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE. — ÉCRIT. — DÉCLARATION DEVANT UN CAÏD. — RAPPORT A L'ADMINISTRATION.

Si l'art. 373 C. pén. déclare nécessaire pour constituer le délit de dénonciation calomnieuse qu'il réprime un écrit constatant que la dénonciation est bien l'œuvre voulue et réfléchie du dénonciateur, il ne contient aucune réglementation quant à la forme et à la nature de l'écrit renfermant la dénonciation.

Spécialement, la déclaration faite par un indigène devant un caïd qui la rapporte dans un rapport à l'Administration est de nature à justifier l'application de l'art. 373 C. pén., si elle a été spontanée de la part de cet indigène.

Min. pub. c. Amani ben Mohamed.

Le procureur de la République près le Tribunal de Blida s'est pourvu en cassation d'un jugement de ce Tribunal qui, statuant en matière répressive, avait relaxé l'indigène Amani ben Mohamed inculpé de dénonciation calomnieuse.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 373 C. pén. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Vu lesdits articles ;

Attendu que la décision entreprise, tout en constatant que la dénonciation jugée calomnieuse, qui a motivé les poursuites, avait fait l'objet d'un rapport adressé par le caïd à l'autorité compétente, a néanmoins prononcé le relaxe du prévenu par le motif notamment qu'il ne résulte pas de l'information « que la déclaration du dénonciateur ait été signée par « lui ou qu'elle ait porté la mention qu'il ne sait signer » ;

Attendu qu'en statuant ainsi le Tribunal correctionnel de Blida s'est déterminé par un motif illégal ;

Attendu, en effet, que si l'art. 373 C. pén. déclare nécesaire pour constituer le délit qu'il réprime un écrit constatant que la dénonciation est bien l'œuvre voulue et réfléchie du dénonciateur, il ne contient aucune réglementation quant à la forme et à la nature de l'écrit renfermant la dénonciation ;

Attendu, à la vérité, que le jugement attaqué, pour justifier le relaxe, ajoute que la déclaration faite devant le caïd « qui la rapporte dans un rapport à M. l'administrateur ne saurait être assimilée à la déclaration voulue par la loi non plus que l'interrogatoire subi par le prévenu le 29 mai 1906, cette déclaration manquant de spontanéité » ;

Mais attendu que les énonciations ainsi formulées laissent incertain le point de savoir si le motif tiré du défaut de spontanéité s'applique uniquement à l'interrogatoire ou s'il vise également la déclaration faite devant le caïd et qu'en l'état de ces motifs obscurs et ambigus la décision de relaxe manque de base légale ;

Par ces motifs,

Casse ..

MM. **Berchon** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — La Cour de cassation a jugé dans le même sens que la circonstance que la dénonciation faite à un fonctionnaire public aurait été consignée dans un procès-verbal rédigé hors de la présence du déclarant et qu'il n'a pas eu à signer, n'empêche pas qu'elle puisse donner lieu à une condamnation dans le cas où elle est reconnue calomnieuse, si l'auteur de ladite dénonciation ne conteste pas qu'elle ait été exactement reproduite: Cass. 30 janvier 1868 (D. 72.5.140) ; Rappr. Bourges 21 novembre 1878 (D. 79.2.261) ; Alger 16 février 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Dénonciation calomnieuse, n° 12). *Adde :* Dalloz, Supp. au Rép., v° Dénonciation calom., n^os 15 et suiv.

COUR D'APPEL DE NANCY (1re Ch.)

24 Octobre 1906.

Présidence de M. Luxer.

1°, 2° ET 3° COMPÉTENCE CIVILE DES JUGES DE PAIX. — ÉCOULEMENT DES EAUX. — ART. 641 NOUVEAU C. CIV. — COMPÉTENCE EXCEPTIONNELLE. — AGGRAVATION NON PRÉVUE PAR L'ART. 641. — COMPÉTENCE DE DROIT COMMUN. — PROPRIÉTÉ BATIE. — DÉPENDANCES D'UNE MAISON D'HABITATION. — VOIE DE FAIT. — DEMANDE EN DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1° *La compétence exceptionnelle attribuée au juge de paix par l'art. 641 § 6 C. civ. modifié par la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux, pour connaître des contestations auxquelles peuvent donner lieu, l'établissement, l'exercice et le règlement d'indemnité des servitudes et aggravations de servitudes énumérées aux §§ 1 à 5 dudit article, est restreinte aux aggravations de servitudes permises et ne saurait s'étendre à celles interdites, lesquelles restent soumises aux règles du droit commun.*

D'où il suit que l'action en indemnité dirigée contre le propriétaire d'un étang à raison du dommage causé par le déversement des eaux de cet étang sur une propriété bâtie est de la compétence du Tribunal civil, ladite demande rentrant dans l'exception prévue par le § 5 de l'art. 641, lequel dispose que les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenant aux habitations ne peuvent être assujettis à aucune aggravation de la servitude d'écoulement dans les cas prévus par les paragraphes précédents.

2° *Et il importe peu que la maison d'habitation édifiée sur le fonds préjudiciée ait été détruite par un incendie antérieur et reconstruite seulement à une époque récente si ce fonds existait avec le caractère de propriété bâtie avant la création de l'étang, et si les dépendances de l'habitation n'ont jamais cessé d'exister.*

3° *Spécialement il en est ainsi lorsqu'au surplus le demandeur en indemnité ne se prévaut pas d'une aggravation de servitude d'écoulement, mais d'une véritable voie de fait ayant consisté à déverser sur son fonds des eaux sales et impures de nature à lui causer un préjudice.*

Vançon c. Toussaint.

La Cour,

Attendu qu'après avoir énuméré dans les §§ 1 à 5 les différentes aggravations de servitude d'écoulement et déclaré expressément dans le § 5 que les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenant aux habitations n'y étaient pas assujettis, l'art. 641 C. civ. ajoute : « les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice des servitudes prévus par ces §§ et le règlement, s'il y a lieu, des indemnités dues aux propriétaires des fonds inférieurs, sont portés en premier ressort devant le juge de paix du canton ;

Attendu que la compétence exceptionnelle du juge de paix est évidemment restreinte aux aggravations de servitude permises et ne saurait s'étendre à celles interdites, qui restent soumises aux règles du droit commun;

Attendu, en fait, que la propriété Toussaint, sur laquelle se déversent les eaux de l'étang créé par Vançon est une propriété bâtie ; qu'elle existait, avec ce caractère, avant la création dudit étang ; que si un incendie a détruit, en 1881, la maison d'habitation, qui n'a été reconstruite qu'à une époque récente, les dépendances n'ont jamais cessé de subsister ;

Attendu que Toussaint se trouve, dès lors, dans le cas d'exception prévu par le § 5 de l'art. 641 et que le Tribunal civil de Saint-Dié était seul compétent pour connaître de sa demande ; que les premiers juges ont, par suite, rejeté à bon droit le déclinatoire de compétence soulevé par Vançon ;

Attendu, au surplus, que Toussaint ne se prévalait pas d'une aggravation de la servitude d'écoulement, pour réclamer à Vançon des dommages-intérêts ; qu'il fondait sa demande sur une véritable voie de fait, commise par Vançon, auquel il imputait de déverser, sur sa propriété, des eaux sales et impures, et de lui causer, ainsi préjudice ; qu'à ce point de vue, encore, sa demande rentrait dans la compétence des juges de première instance ;

Par ces motifs,

Met à néant l'appel de Vançon, dans lequel il est déclaré mal fondé ; confirme le jugement entrepris : dit qu'il sortira effet ;

Condamne Vançon à l'amende et aux entiers dépens d'appel.

M. **Marchand** av. gén. — Mes **Pagny** et **Lévy** av.

NOTE. — I-II et III. — Sur les trois points : Voir en ce sens : Trib. civ. Nevers 31 décembre 1900 (Gaz. Pal. 1901.1.333 et la note - D. 1901.2.429). Rappr. également : Trib. civ. La Roche-sur-Yon 17 décembre 1901 (Gaz. Pal. 1902.1.242 et la note).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.

10 Juillet 1906.

Présidence de M. Le Berquier.

1°-2° et 3° testament. — action en révocation d'un legs pour ingratitude. — prescription des art. 2, 3 et 637 c. inst. crim. inapplicable. — délai pour intenter l'action. — engagement de ne pas attaquer la validité du testament. — droit d'agir en révocation pour ingratitude.

1° *La prescription édictée par les art. 2, 3 et 637 C. inst. crim. ne s'applique qu'aux actions en réparation du dommage causé par le crime ou le délit à l'égard duquel l'action publique se trouve prescrite, et non à l'action en révocation pour cause d'ingratitude qui n'eût pu être portée devant la juridiction répressive, concurremment avec l'action publique.*

2° *Est valablement intentée l'action en révocation d'un legs pour cause d'ingratitude introduite dans le délai d'un an à partir du jour où le demandeur a eu connaissance du délit.*

3° *L'engagement de ne pas attaquer un testament, c'est-à-dire de ne pas contester sa validité ni le legs qu'il contient, ne fait pas obstacle à l'introduction d'une demande en révocation pour cause d'ingratitude laquelle revêt un tout autre caractère et ne touche en rien à la validité même du testament.*

M... c. dame C...

Le Tribunal,

Attendu que, par son testament olographe, en date à Paris du 2 mars 1894, Claude Antoine D..., décédé le 15 mars 1894, a légué à la demoiselle Y..., sa servante, aujourd'hui femme C..., sa part de propriété de Fruges (Pas-de-Calais), se composant des trois quarts de l'ancienne propriété, plus les acquêts, ainsi que sa part de mobilier, s'il en existait ;

Attendu que le docteur M..., agissant, tant en son nom personnel que comme tuteur à l'interdiction de la dame Elisa-Louise D..., son épouse, fille et unique héritière du testateur, demande à l'encontre des époux C..., la nullité de ce legs, pour cause d'ingratitude, conformément aux art. 955 et 1046 C. civ., la demoiselle Y... ayant été reconnue coupable, par arrêt de la Cour d'assises de la Seine, du 15 mars 1901, de détournement de valeurs appartenant au défunt ;

Attendu qu'à cette demande, les époux C... opposent, tout d'abord, plusieurs fins de non-recevoir, fondées sur la prescription de l'action, sur la forclusion édictée par l'art. 957 C. civ. et sur la transaction intervenue entre la demoiselle Y... et M..., le 17 juillet 1894;

1° Mais, attendu que la prescription édictée par les art. 2, 3 et 637 C. inst. crim. ne s'applique qu'aux actions en réparation du dommage causé par le crime ou le délit, à l'égard duquel l'action publique se trouve prescrite, et non à l'action en révocation pour cause d'ingratitude qui n'eût pu être portée devant la juridiction répressive, concurremment avec l'action publique ;

2° Attendu qu'il résulte des documents de la cause que M... n'a pu avoir connaissance du vol que le 18 décembre 1901, date à laquelle il a reçu les confidences de G... ; que sa demande en date du 5 décembre 1902 a donc été introduite dans l'année, conformément à l'art. 957 précité ;

3° Attendu, enfin, que M... s'est engagé à ne pas attaquer le testament du 2 mars 1894, c'est-à-dire à ne pas contester sa validité, ni le legs fait à la demoiselle Y... ; mais que la demande actuelle revêt un tout autre caractère et ne touche en rien à la validité même du testament ; que les fins de non-recevoir doivent donc être rejetées ;

Attendu qu'à l'instance actuelle intervient A... T..., créancier des époux C... d'une somme de 30,000 francs, en vertu d'un acte de prêt reçu par Deligny, notaire à Fruges, en date du 15 février 1903 ; qu'inscription d'hy-

pothèque lui a été consentie par la dame C..., sur la propriété de Fruges, dont elle est actuellement pleine propriétaire, par suite de l'adjudication prononcée à son profit le 18 mars 1896; qu'il se joint aux époux C..., pour demander le maintien du legs, et oppose la fin de non-recevoir tirée de la transaction du 17 juillet 1894 ;

Attendu que son intervention est recevable en la forme ;

Et au fond:

Attendu que M... soutient que le détournement aurait été commis par la demoiselle Y..., antérieurement au décès du testateur ; qu'il constituerait donc une injure grave à l'égard de ce dernier, tombant sous l'application des art. 955 et 1046 C. civ. ; que le vol fût-il postérieur au décès, le demandeur soutient encore qu'il constituerait, même dans ce cas, une injure grave à la mémoire du testateur, entraînant la révocation du legs;

Attendu, sans qu'il y ait lieu de faire état de ce que la procédure criminelle, comme la plainte même de M..., visaient un détournement au préjudice de la succession, le moment précis où le vol avait été commis n'étant alors qu'un point accessoire, il résulte de tous les documents et circonstances de la cause que le vol a été commis antérieurement au décès du testateur ;

Attendu qu'il a été établi, en effet, que M..., appelé par la demoiselle Y...,le 15mars 1894, au chevet de son beau-père agonisant, qui est mort quelques instants seulement après son arrivée, a fait apposer les scellés immédiatement sur le coffre-fort placé dans la chambre à coucher, et sur un vieux bureau laissé dans la salle à manger pour un usage commun dont les tiroirs ne fermaient pas à clef ; que ces derniers scellés ont été brisés le lendemain, mais que le jury a écarté le caractère criminel de ce bris, qui n'a été, par suite, considéré que comme un accident survenu à la demoiselle Y... ;

Attendu que la dame C..., concierge d'un immeuble rue Notre-Dame-de-Nazareth, 128, appartenant à D..., a déclaré que, quelques jours avant le décès de celui-ci, la demoiselle Y... lui avait apporté un carton contenant une layette d'enfant, un rouleau qu'elle lui a dit contenir des serviettes hygiéniques, et un autre rouleau plus petit qu'elle lui a dit renfermer des papiers de famille concernant son enfant ; que, quelques jours après le décès, elle était venue reprendre le tout ;

Attendu que le témoin G... a déclaré tenir de G..., par l'intermédiaire duquel les titres volés ont été vendus à Londres, que ces titres avaient été cachés chez une concierge avant leur vente ;

Attendu que P..., ami de la demoiselle Y... et chez lequel les valeurs ont été, en sa présence, remises par celle-ci à G..., a affirmé, comme sa femme, que ces valeurs étaient en rouleau ;

Attendu que G..., de son côté, a formellement déclaré que, d'après P..., la demoiselle Y... aurait dit à ce dernier qu'elle avait laissé en dépôt chez une concierge, pendant un certain temps, ces valeurs ; que P..., il est vrai, a nié ce propos ; mais qu'il importe peu que le fait ait été révélé à G... par P... ou par la demoiselle Y... elle-même ; qu'il n'en demeure pas moins constant que G... connaissait le dépôt de titres fait chez cette concierge ;

Attendu que ces dépositions, desquelles il résulte que des valeurs en rouleau avaient été déposées chez une concierge, rapprochées de la déposition de cette dernière, affirmant que des rouleaux lui ont été remis avant le décès, ne peuvent laisser aucun doute sur l'époque de ce détournement, et ne sauraient être infirmées par la réponse inadmissible faite par la demoiselle Y... à la concierge, que ces rouleaux, qu'elle prenait la précaution de déposer chez une tierce personne, avant le décès de son maître et avant l'apposition des scellés, contenaient des serviettes hygiéniques, ainsi que des papiers de famille relatifs à son enfant qui était mort né ;

Attendu qu'on ne comprenait pas, au surplus, que la demoiselle Y..., qui avait le secret et les clefs du coffre-fort, dans lequel ont été retrouvés, lors de l'inventaire, les autres titres du défunt, eût attendu, pour commettre ce vol, que le docteur M... fût dans la maison auprès de son beau-père, et que les scellés fussent apposés ; que le legs fait à la demoiselle Y... doit donc être révoqué pour cause d'ingratitude ;

Attendu, toutefois, que la propriété de Fruges appartient à la dame C..., non pas en vertu de son legs, mais en vertu du jugement de la Chambre des criées de ce Tribunal du 18 mars 1896, qui a prononcé l'adjudication à son profit, moyennant le prix de 42.000 francs ;

Attendu que la révocation du legs ne saurait avoir d'autre effet que de rendre la dame C... débitrice de partie de son prix, soit de la somme de 25.903 fr. 85 centimes, qui lui avait été abandonnée dans le prix pour la remplir, par voie de confusion, du montant de son legs ; que ce jugement, dont on ne demande pas la nullité, subsiste, et que l'inscription de la demande en révocation faite le 11 décembre 1902, en marge de la transcription visée par l'art. 958 C. civ., ne saurait être maintenue, sauf aux époux C..., à faire valoir ultérieurement leurs droits, pour obtenir le paiement du prix, qui, le legs étant révoqué, doit être considéré comme impayé à concurrence de la somme de 25.903 fr. 85 centimes ; que l'obligation hypothécaire consentie à A... T... ne saurait, par suite, être annulée ;

Par ces motifs,

Rejette, comme mal fondées, les fins de non-recevoir opposées par les époux C... ;

Déclare A... T... recevable en la forme et bien fondé dans son intervention ;

Donne acte aux époux C... de ce qu'ils déclarent s'en rapporter à justice sur le mérite de cette intervention ;

Rejette comme mal fondée la fin de non-recevoir qu'A... T... a soulevée ;

Dit que le vol a été commis par la demoiselle Y... antérieurement au décès de D... ; qu'il constitue, par suite, l'injure grave prévue par l'art. 955 C. civ. ;

Prononce, pour cause d'ingratitude,la révocation des dispositions testamentaires contenues, au profit de la demoiselle Y..., dans le testament du 2 mars 1894 ;

Prononce, toutefois, la radiation et fait mainlevée de la transcription faite au bureau de Montreuil-sur-Mer, le 11 décembre 1902, de l'assignation et révocation du 5 décembre 1902, comme s'appliquant à un immeuble dont la dame G... est demeurée propriétaire, en vertu d'un jugement d'adjudication ;

Déclare M... mal fondé dans sa demande en nullité de l'obligation hypothécaire consentie à A... T... par les époux C..., par acte reçu Deligny, notaire à Fruges, le 15 février 1903, ensemble de l'inscription de cette hypothèque au bureau de Montreuil-sur-Mer, vol. 740, n° 74 ;

Et attendu que M... et les époux C... succombent chacun dans partie de leurs prétentions, fait masse des dépens, dans lesquels entreront les frais d'intervention d'A... T..., qui seront supportés : 1/10e par M... et 9/10e par les époux C... »

M. **Brouchot** subst. proc. Rép. — Mes **Lailler**, **Poulain** et **Mercier** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : L'action civile dont parle l'art. 637 C. instr. crim. pour l'assimiler à l'action pénale au point de vue de la prescription doit présenter un double caractère. 1° Elle doit tirer son origine exclusive de l'infraction ; 2° Elle doit, en outre, avoir pour objet direct la réparation du dommage causé par le délit. V. en ce sens : Garraud, Précis de droit crim., n° 430, p. 555 ; Sirey, C. instr. crim. annoté, art. 637, 638, nos 423 et suiv. ; Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. fr., vo Prescript. (mat. crim.), nos 209-210 et suiv. avec renvois à la jurisprudence et à la doctrine. Or, à supposer que l'action en révocation du legs pour cause d'ingratitude introduite par M. le docteur M... possédât, dans les conditions où elle était intentée, le premier de ces caractères, à coup sûr elle ne revêtait pas le second : il ne s'agissait pas en effet, pour lui, d'obtenir la réparation directe du délit commis par la légataire. L'action en révocation ne relevait donc que de la prescription ordinaire de trente ans. V. en ce sens : Garraud, *op. cit. ibid.*

II. — Sur le second point : On admet en général que la disposition de l'art. 957 C. civ., aux termes duque l'action en révocation d'une donation est valablement intentée dans l'année à compter du jour où le donateur a eu connaissance du délit commis envers lui, est applicable au cas d'action en révocation de legs, prévu par les art. 1040 et 1047 C. civ. et que l'héritier peut agir utilement dans l'année à dater du jour où le fait lui a été connu, encore bien que ce dernier article ne parle que du jour où le délit a été commis, comme point de départ du délai imparti. *Sic :* Cass. 24 décembre 1827 (S. et P. chronol.) ; Duranton, t. IX, n° 480 ; Laurent, t. XIV, n° 269 ; Fuzier-Herman, C. civ. annoté, sur l'art. 1046, n° 39 et suiv. *Contrà* cependant : Amiens 16 juin 1821 (S. et P. chronol.) ; Demolombe, t. XXII, n° 286 et Aubry et Rau, t. VII, p. 551, décident que le délai court du jour du fait d'ingratitude ou du jour de la connaissance de ce fait par le testateur, si le fait est antérieur au décès de celui-ci, en telle sorte que, dans cette hypothèse, les héritiers doivent intenter leur action pendant le laps de temps qui reste à courir à partir de ce décès pour parfaire l'année.

III. — Sur le troisième point : L'interprétation restrictive donnée par le Tribunal à l'engagement pris par le docteur M... doit être approuvée. En fait, elle se justifie par les circonstances de la cause et, en droit, elle est conforme au principe de l'art. 1162 C. civ. suivant lequel, dans le doute, la convention s'interprète en faveur de celui qui s'oblige, et à la maxime : *Nemo facile juri suo renuntiare putatur.*

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

30 Octobre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré
premier président.

CHEMINS DE FER. — TARIFS. — APPLICATION. — RÉQUISITION DE TARIF RÉDUIT. — FORME NON SACRAMENTELLE. — MENTION « AVEC RECONNAISSANCE ».

S'il est de règle que les tarifs spéciaux ne sont appliqués qu'autant que les expéditeurs en font la demande sur les notes d'expédition, aucune formule rigoureuse et sacramentelle ne leur est imposée. Spécialement, le juge peut, en se basant tant sur les énonciations de la déclaration d'expédition que sur la nature d'une taxe perçue pour péage en cas d'application du tarif spécial, décider que la mention « avec reconnaissance » implique réquisition du tarif spécial.

Chemins de fer P.-L.-M. Algériens c. Dapréla et Campiglia.

La Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal civil de Philippeville du 2 décembre 1903 rendu au profit de MM. Dapréla et Campiglia.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 1134 C. civ. et 101 C. com., des conditions d'application du tarif spécial P. V. n° 132 de la Compagnie P.-L.-M. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs, fausse interprétation des dispositions du tarif P. V. 31, en ce que le jugement attaqué, tout en reconnaissant que la demande d'application du tarif spécial n'avait pas été faite sur la déclaration d'expédition, a décidé que les marchandises litigieuses devaient être taxées au prix dudit tarif, sous prétexte que les défendeurs éventuels avaient l'habitude d'effectuer leurs expéditions suivant ce mode, qu'ils avaient demandé verbalement l'application du tarif et que la Compagnie avait transmis les expéditions à l'Est-Algérien avec indication d'avoir à appliquer le tarif réduit, que les mots « avec reconnaissance » apposés sur la déclaration d'expédition indiquaient suffisamment le choix du tarif et que la perception de 0 fr. 65 pour péage ne s'appliquait qu'au tarif spécial. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu qu'il est constaté par le jugement attaqué que, le 9 juin 1903, Dapréla et Campiglia ont remis à la Compagnie P.-L.-M. 132 colis divers, du poids total de 4.426 kilos, pour être expédiés, en petite vitesse, du port de Philippeville à Biskra, et que la déclaration d'expédition porte cette mention : « avec reconnaissance » ;

Attendu qu'après avoir taxé ces expéditions au prix du tarif spécial P. V. n° 31 (usage des voies ferrées du port de Philippeville) et du tarif commun P. V. n° 13 P.-L.-M. et n° 7 E. A., ladite Compagnie, excipant d ce que les expéditeurs n'avaient pas fait la demande d tarif spécial commun, leur a réclamé en justise la so me de 90 fr. 85, représentant la différence en plus en le tarif général et le tarif à prix réduit ;

Attendu que le Tribunal, pour rejeter cette d s'est fondé sur ce que : 1° ces mots « avec r sance », apposés sur la déclaration d'expédit i diquent suffisamment le choix d'un tarif réduit q la perception de 0 fr. 65 pour péage ne s'appl u tarif spécial ; 3° enfin, que la transmission tion par la Compagnie P.-L.-M. à l'Est-A demandant l'application du tarif spécial, de l'application du tarif général ;

Attendu, d'une part, que s'il est de règle rifs spéciaux ne sont appliqués qu'autant diteurs en font la demande sur les notes aucune formule rigoureuse et sacramentell imposée ;

Attendu, d'autre part, qu'en se basant, comme il l'a fait, tant sur les énonciations de la déclaration d'expédition que sur la nature de la taxe de 0 fr. 65 due, à raison de l'usage des voies de quais, le Tribunal a pu décider que la mention « avec reconnaissance » impliquait réquisition du tarif spécial ;

Rejette...

MM. **Delcurrou** rapp. ; **Mérillon** av. gén. (c. conf.). — M^e **Labbé** av.

NOTE. — En principe, l'expéditeur qui veut profiter d'un tarif spécial est tenu d'en revendiquer le bénéfice par une demande expresse : Cass. 12 juillet 1880 (S. 81.1.83 — D. 80.1.412) ; 6 mai 1890 (Gaz. Pal. 90.2.90 — S. 90.1. 419 — D. 90.1.410).

Mais il suffit que la volonté de l'expéditeur ait été à cet égard nettement manifestée dans la déclaration d'expédition : Cass. 26 mai 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.783).

Jugé à cet égard que la mention du tarif « le plus réduit » peut équivaloir à la demande du tarif spécial, mais ne l'implique pas nécessairement : Cass. 28 juin 1877 (S. 77.1.478 — D. 78.1.206).

324

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

5 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré premier président.

1° CHOSE JUGÉE. — JUGEMENTS INTERLOCUTOIRES. — JUGE NON LIÉ. — COMPARUTION DE PARTIES. — ENQUÊTE.

2° LOUAGE DE SERVICES. — CONGÉDIEMENT. — DURÉE INDÉTERMINÉE. — ANCIEN OUVRIER. — MALADIE RÉSULTANT DU TRAVAIL.

1° *Lorsque les jugements d'avant faire droit, ordonnant l'un une comparution des parties, l'autre une enquête, ne contiennent aucune disposition limitant les modes de preuve applicables à la cause et décidant que le Tribunal, pour le jugement définitif, ne pourra s'appuyer que sur les déclarations des parties, ou sur les dépositions des témoins, il n'y a point violation de l'autorité de la chose jugée si le jugement définitif statue sans faire état des résultats, soit de la comparution, soit de l'enquête auxquelles il a été procédé en exécution des interlocutoires.*

2° *Si la rupture d'un contrat de louage de services fait sans détermination de durée peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de celui qui la subit, il n'en est ainsi qu'autant qu'elle constitue de la part de celui qui l'impose un abus de son droit dont la preuve incombe au demandeur.*

Et la situation respective des contractants à cet égard n'est modifiée ni par la longue durée des services, ni par une maladie de l'employé alors même qu'elle aurait pour cause possible la nature de son travail, si d'ailleurs aucune imprudence ou négligence n'était de ce chef imputable au patron.

Société des Eaux de Vals c. Baconnier.

La Société des eaux de Vals s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal civil de Privas du 16 février 1904, qui l'avait condamné à payer une somme de 150 francs de dommages-intérêts à son ancien ouvrier Baconnier pour congédiement fautif.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 1315, 1351, et des règles de la chose jugée, des art. 1382, 1383, 1780 C. civ., 252 et suivants C. pr. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué qui a condamné la Société exposante au paiement d'une somme totale de 209 fr. 50 à titre de dommages-intérêts à un ouvrier par elle congédié sous prétexte que cet ouvrier aurait précisé devant le Tribunal qu'il attribuait son renvoi à des motifs purement politiques et que le système de la Société exposante qui soutenait que le renvoi de l'ouvrier avait été motivé par le rendement insuffisant de son travail serait réfuté et contredit par l'offre qu'elle lui avait faite de huit jours de salaire sans lui demander de travailler pendant ce délai de congé, alors que, d'une part, il incombait d'après la loi et, d'après les deux jugements du 27 octobre et du 22 décembre 1903, à l'ouvrier demandeur de faire la preuve de la faute imputée au patron ; que, d'autre part, le Tribunal ne pouvait se dispenser d'apprécier les résultats de l'enquête qu'il a ordonnée sur les faits articulés par l'ouvrier; qu'enfin, l'unique motif du jugement attaqué est entaché de défaut de base légale et de contradiction avec des faits constatés par la procédure. »

Arrêt :

La Cour,

Sur la première branche du moyen unique de cassation, mais seulement quant au chef relatif à la chose jugée, et sur la deuxième branche du même moyen réunies :

Attendu que les jugements d'avant faire droit des 27 octobre et 22 décembre 1903,ayant ordonné le premier, la comparution des parties, et le second, une enquête, ne contenaient aucune disposition limitant les modes de preuve applicables à la cause et décidant que le Tribunal, pour le jugement définitif, ne pourrait s'appuyer que sur les déclarations des parties, ou sur les dépositions des témoins ; d'où il suit qu'en statuant sans faire état des résultats, soit de la comparution, soit de l'enquête auxquelles il avait été procédé en exécution des interlocutoires susvisés, le jugement attaqué n'a point violé l'autorité de la chose jugée ;

Rejette la première branche en ce qui concerne le grief relatif à la chose jugée, et la deuxième branche du moyen unique de cassation ;

Mais, sur la première branche, quant au chef relatif à la preuve:

Vu l'art. 1780 C. civ., complété par la loi du 27 décembre 1890;

Attendu que si la rupture d'un contrat de louage de services fait sans détermination de durée peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de celui qui la subit, il n'en est ainsi qu'autant qu'elle constitue de la part de celui qui l'impose un abus de son droit dont la preuve incombe au demandeur ; et que la situation respective des contractants à cet égard n'est modifiée ni par la longue durée des services, ni par une maladie de l'employé alors même qu'elle aurait pour cause possible la nature de son tra-

vail, si d'ailleurs aucune imprudence ou négligence n'était de ce chef imputable au patron :

Attendu qu'il résulte des qualités et des constatations du jugement attaqué que Baconnier, ouvrier de la Société générale des eaux minérales de Vals, engagé pour un temps indéterminé, ayant été congédié le 16 février 1903, a introduit devant le Tribunal de paix d'Aubenas contre ladite Société une action en dommages-intérêts fondée sur son brusque renvoi, inadmissible suivant lui, en présence de ses longs services et d'un état de maladie qu'il attribuait à l'exercice de sa profession ; qu'en réponse à cette demande la Société avait immédiatement offert au réclamant le solde de son salaire et le montant de huit journées de travail pour indemnité de congédiement ; et que le juge de paix, tout en reconnaissant que l'offre était conforme aux usages locaux et sans constater l'existence d'aucune faute à la charge de la demanderesse en cassation, avait accordé à Baconnier en sus de la somme offerte, 150 francs à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que, sur l'appel interjeté par la Compagnie de cette décision, Baconnier a soutenu devant le Tribunal de Privas que son renvoi était dû exclusivement à des causes politiques ou religieuses ; et que les juges du second degré, après avoir ordonné une comparution des parties, puis une enquête, ont confirmé purement et simplement la sentence frappée d'appel ;

Attendu que, pour prononcer cette confirmation, le jugement attaqué s'est appuyé non sur les résultats de la double mesure dont il vient d'être question, mais uniquement sur ce motif que la Société n'aurait pas établi que Baconnier, ainsi qu'elle l'avait affirmé, avait été congédié en raison de l'insuffisance de son travail ;

Mais attendu qu'en statuant ainsi les juges du fond ont interverti l'ordre des preuves, et prononcé contre la demanderesse en cassation une condamnation à des dommages-intérêts qui n'était justifiée par la constatation d'aucune faute; en quoi,ils n'ont pas donné de base légale à leur décision, et ont violé le texte de loi susénoncé ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la troisième branche du moyen;

Casse...

MM. **Rau** rapp. ; **Melcot** av. gén. — Mes **Sabatier** et **Auger** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : C'est l'application du principe que l'interlocutoire ne lie pas le juge. Rappr. Cass. 25 avril 1842 (Dalloz, Rép., v° Chose jugée, n° 48 6°) ; 26 novembre 1877 (D. 80.1.76); 25 novembre 1884 (Gaz. Pal. 85.1.36 — D. 85.1.399) ; 24 décembre 1901 (Gaz. Pal. 1902.1. 215 — D. 1902.1.460).

II. — Sur le second point : L'ouvrier congédié brusquement par le patron auquel le liait un contrat de louage de services fait sans détermination de durée ne peut, en l'absence de conventions ou d'usages contraires, obtenir des dommages-intérêts que s'il prouve en même temps que le préjudice qui lui a été causé, la faute que le patron aurait commise en abusant de son droit de résilier le contrat. C'est là un principe certain, consacré par de nombreux arrêts de la Cour de cassation. V. notamment : Cass. 7 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.188) ; 6 août 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.269).

La durée des services de l'ouvrier ne peut pas rendre sa situation ni plus ni moins favorable vis-à-vis du patron, pas plus que son état de maladie même causé par le travail. Mais c'est la première fois que la Cour de cassation pose ces principes d'une façon aussi nette.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

3 Mai 1906.

Présidence de M. Lemoine.

1° ET 2° OPÉRATIONS SUR MARCHANDISES. — MARCHÉ DIRECT SUR AVOINES. — RÈGLEMENT DU MARCHÉ DE PARIS. — COURTIER. — SUSPENSION DE PAIEMENTS. — LIQUIDATION OBLIGATOIRE. — COURTAGE NON DÛ.

1° *Lorsqu'un contrat de marché direct sur des avoines est intervenu entre un donneur d'ordres et un courtier sous l'empire du règlement de la Bourse de commerce de Paris, lequel porte que l'état de cessation de paiements de l'un des contractants rend la liquidation obligatoire au cours moyen des cours pratiqués le lendemain du jour où cette situation a été annoncée, survenant la suspension de paiement du courtier, celui-ci est fondé à liquider la situation de son client dans les conditions prévues à la convention.*

2° *Mais cette liquidation forcée ne remplaçant pas la réalisation normale de l'opération qui se produit au terme choisi par le donneur d'ordres qui a rétabli sa situation et ne pouvant dès lors être considérée comme une liquidation régulière quoique anticipée, il est de toute équité de faire supporter à la partie défaillante qui a rendu la liquidation obligatoire les conséquences et les frais d'une situation qu'elle seule a créée.*

En conséquence, il convient de refuser au courtier toute commission sur la liquidation forcée à laquelle il a été procédé par son fait.

Lacaussade, Viallet et Cie c. Peyrouse.

LE TRIBUNAL,

Attendu que pour la clarté des débats il convient de diviser les opérations faites par Lacaussade-Viallet et Cie en deux groupes : les unes, celles qui se sont liquidées par une perte pour le défendeur, faisant partie d'un premier groupe et les autres, celles sur lesquelles il a eu du bénéfice faisant partie du second ;

Sur les opérations du premier groupe :

Attendu que Lacaussade-Viallet et Cie versent aux débats un compte duquel il ressort que Peyrouse leur a acheté le 31 juillet et 2 août 1905, par contrat direct 2.000 quintaux de blé sur août 1905 au cours de 23 25 qu'il leur a revendu à fin du mois à celui de.... 22 15

Et attendu que d'autre part, il leur a acheté le 31 juillet de la même année 1.500 quintaux d'avoine sur août 1905 au cours de ..... 18 40 revendus à fin dudit mois :

Pour 250 quintaux à raison de	17 40
Et pour 1.250 à raison de	17 30

Attendu que les demandeurs exposent que les différences entre ces cours d'achat et ceux de vente auxquelles ils ont ajouté les frais de négociation et de courtage ont rendu Peyrouse leur débiteur, à la liquidation de fin août 1905, de la somme de ..... 2.606 80 pour l'opération sur les blés ;

Et pour les avoines, de celle de 1.932 30

Soit ensemble de la somme de..... 4.539 10 qu'ils portent au débit de leur client ;

Attendu que ce dernier soutient qu'il ne saurait accepter ce débit ;

Mait attendu qu'il ressort des débats, de l'instruction ordonnée et de la correspondance échangée qu'en réponse aux nombreuses demandes de règlement que Lacaussade Viallet et Cie adressèrent à Peyrouse, ce dernier a accepté à la date du 3 septembre 1905 la liquidation de fin août précédent dont il vient d'être parlé, protestant seulement contre le taux de la remise de 0 fr. 20 centimes par quintal dont Lacaussade-Viallet et Cie l'avaient débité pour leurs frais de courtage et demandant à ne payer ladite commission qu'à raison de 0 fr. 10 centimes par quintal ;

Attendu que, bien qu'en réponse à cette réclamation ceux-ci aient accepté, par leur lettre du 11 septembre suivant, de ramener leur courtage à 0 fr. 10 par quintal ainsi que le leur demandait leur client, ils ne justifient pas avoir modifié son compte ainsi qu'ils s'y étaient engagés ;

Attendu qu'il convient, par suite, de faire cette diminution et de déduire du chiffre de..... 4.539 10
porté par Lacaussade-Viallet et Cie au compte débiteur de Peyrouse la somme de.. 350 »
représentant pour 3.500 quintaux, à raison de 0 fr. 10 par quintal, la diminution consentie par eux et, en conséquence, toute déduction opérée, de ramener ce chiffre à celui

vérifié de 4.189 10

dont Peyrouse, qui ne verse aux débats aucun document pouvant établir que lesdites opérations puissent être critiquées par lui, et qui, spéculateur expérimenté, ne conteste pas la validité de ce marché éditeur dont il ne saurait se refuser à admettre la rigoureuse exactitude ;

Sur les opérations du deuxième groupe :

Attendu qu'il résulte des débats et des conventions passées entre les parties, que le 17 juillet 1905, Pyrouse a acheté à Lacaussade, Viallet et Cie, 2.000 quintaux d'avoine du marché de Paris, livrables à raison de 500 quintaux par mois sur les quatre de septembre, octobre novembre et décembre suivants ;

Attendu qu'aucune contestation ne s'élève entre les parties sur les 500 quintaux livrables à fin septembre ; que le résultat de cette opération ne figure pas dans le compte soumis au Tribunal ; qu'il n'échet, dès lors, de s'y arrêter ;

Attendu qu'il est constant, en ce qui concerne les 1.500 quintaux livrables sur octobre, novembre et décembre, que Lacaussade, Viallet et Cie résilièrent ces différents marchés à la date du 3 septembre 1905 ;

Attendu que Peyrouse soutient, au cours des débats, de l'instruction et dans sa correspondance que Lacaussade, Viallet et Cie n'étaient point autorisés à liquider sa situation par anticipation avant le terme choisi par lui ; que pour légitimer cette mesure, ceux-ci ne sauraient invoquer une cessation de paiements dont le caractère juridique n'est pas établi et que, dans ces conditions, il serait fondé à se refuser à accepter le compte dressé à la suite de cette opération faite sans son assentiment ;

Mais attendu que le contrat de marché direct du 15 juillet 1905 par lequel Peyrouse a acheté à Lacaussade, Viallet et Cie les 2.000 quintaux d'avoine dont s'agit, stipule textuellement :

« Cette affaire est traitée à vos conditions générales que vous m'avez adressées le 10 avril 1905, et pour le surplus, aux conditions et usages du marché de Paris. Extrait et imprimé au verso : « Je déclare connaître et accepter toutes ces conditions » ;

Attendu que lesdites conditions générales et l'extrait imprimé au verso du contrat disent : « Qu'en cas de cessation de paiement, de faillite ou de déconfiture d'une des parties contractantes, la résiliation de toutes les affaires en cours aura lieu obligatoirement » ;

Attendu que les paragraphes 1 et 2 de l'art. 78 du marché des avoines de Paris ajoute à ces stipulations : « En cas d'inexécution de la part d'une des parties contractantes, et si celle-ci se déclare dans l'impossibilité de payer les sommes dont elle pourrait être débitrice, l'autre partie aura le droit de résilier les engagements en cours et d'exiger le paiement immédiat, à charge par elle de faire connaître sa volonté, même par simple lettre recommandée. La résiliation dans ces deux cas est établie au cours moyen des cours pratiqués le lendemain du jour où la suspension a été annoncée, ou le défaut de paiement constaté. Ces cours dits de résiliation sont constatés sur la demande écrite qui lui en est faite par la commission réunie *ad hoc* dans le plus bref délai possible ; »

Attendu qu'il ressort de l'examen de ces différentes conventions que les parties ont acceptées et qui, dès lors, régissent leurs rapports, que l'état de cessation de paiements de l'un des contractants rend la liquidation obligatoire ;

Attendu qu'il convient de rechercher si cette éventualité s'est produite pour Lacaussade, Viallet et Cie ainsi qu'ils le prétendent ;

Attendu qu'il résulte de l'examen de la comptabilité des demandeurs produite au cours de l'instruction ordonnée par ce Tribunal, de leur déclaration publique, de la production du bilan dont ils adressèrent alors un exemplaire à tous leurs clients entre autres à Peyrouse, du concordat amiable qu'ils proposèrent à tous leurs créanciers en leur abandonnant non seulement l'actif social mais encore l'actif personnel de Lacaussade, qu'à la date du 19 septembre 1905, le passif des demandeurs excédait leur actif d'une somme importante ;

Attendu qu'ils étaient donc à cette époque dans l'impossibilité de remplir les engagements qu'ils avaient pris, et de faire face à leur passif échu exigible ; qu'ils durent, par suite, cesser leurs paiements ;

Attendu que, d'ailleurs, ce fait occasionné par la crise que traversait le marché de Paris en septembre 1905 fut de notoriété publique ; qu'il ne saurait, par suite, être contesté et que, dès lors, sans qu'il y ait lieu de rechercher si comme le soutient Peyrouse, la cessation de paiements de Lacaussade, Viallet et Cie est ou n'est pas juridiquement établie, il suffit de constater que cette situation a virtuellement existé en fait pour en déduire que ces derniers étaient obligés, en vertu des articles précités, et faute par Peyrouse d'avoir fait connaître sa volonté de liquider la situation de ce client ;

Et attendu que les conventions susanalysées prévoient que la résiliation de plein droit des affaires engagées aura lieu au cours du lendemain du jour où la cessation de paiements est annoncée ; que cette clause est licite et valable ; qu'elle a d'ailleurs été inscrite dans le règlement dans l'intérêt de toutes les parties, notamment dans celui du donneur d'ordres diligent qui, par cette liquidation obligatoire, est dégagé immédiatement d'un co contractant défaillant, et peut, en conséquence, rétablir sa position avec une contre-partie solvable avec laquelle il peut espérer retrouver les bénéfices qu'il escomptait pour l'avenir ;

Attendu qu'il s'ensuit que la commission spéciale dont il est parlé dans l'article du règlement de Paris, s'étant réunie et ayant fixé à la date du 30 septembre 1905 les cours de compensation à 17 francs 70 le quintal pour les avoines livrables sur octobre et à 17 francs 80 centimes pour celles livrables sur novembre et décembre, c'est à ce cours obligatoire dont Peyrouse avait accepté l'éventualité par avance qu'il convient de liquider le marché de 1.500 quintaux d'avoine achetés par lui le 17 juillet 1905, à raison de 17 francs 15 cent. le quintal, opération d'où il résulte que ce dernier, par suite de la hausse qui s'est produite dans les cours, se trouve créditeur de Lacaussade, Viallet et Cie pour les 500 quintaux sur octobre, de la somme de.... 275 »
et pour les 1.000 quintaux livrables sur novembre et décembre de celle de ..... 650 »

soit ensemble de la somme de ..... 925 »

Attendu que dans leur compte, Lacaussade, Viallet et Cie déduisent de cette somme, pour leur commission, à raison de 0 fr. 20 centimes par quintal pour les 1.500 quintaux, celle de 300 francs ;

Mais attendu que le règlement du marché des avoines qui établit les conditions de la résiliation ne dit nullement que les opérations de la liquidation obligatoire seront à la charge du liquidé ;

Attendu que Peyrouse n'a pris sur ce point aucun engagement envers les demandeurs ;

Attendu qu'il est constant que le donneur d'ordres, obligé de rétablir sa position à la suite de la liquidation qu'il a subie ne peut le faire qu'en supportant les charges occasionnées par une nouvelle opération et qui feraient double emploi avec ceux de ladite liquidation si ils devaient lui incomber ;

Attendu qu'il est, dès lors, de toute équité de faire supporter à la partie défaillante, qui a rendu la liquidation obligatoire, les conséquences et les frais d'une situation qu'elle seule a créée ;

Attendu qu'il convient, de plus, de remarquer que cette liquidation forcée ne remplace pas la réalisation normale de l'opération qui se produit au terme choisi par le donneur d'ordres qui a rétabli sa situation ; que dès lors elle ne peut être considérée comme la liquidation anticipée ;

Attendu qu'il s'ensuit que Lacaussade, Viallet et Cie ne sont pas fondés à réclamer à Peyrouse aucun courtage sur la liquidation litigieuse, et que seul le chiffre de 925 francs doit être maintenu à son crédit ;

Et attendu qu'il résulte de ce qui précède que Peyrouse ressort débiteur de Lacaussade, Viallet et Cie pour le premier groupe des opérations d'une somme de 4.189 10
et pour le deuxième groupe, leur créditeur de celle de ..... 925 »

Attendu qu'il s'ensuit que toute déduction opérée entre les deux éléments de ce compte Peyrouse reste débiteur des demandeurs de

la somme vérifiée de 3.264 10
à concurrence de laquelle il échet d'accueillir leur demande ;

Par ces motifs,

Condamne Fortuné Peyrouse à payer à Lacaussade, Viallet et Cie la somme de 3.264 fr. 10 avec intérêts de droit ;

Déclare Lacaussade, Viallet et Cie mal fondés en le surplus de leur demande ;

Les en déboute ;
Et condamne Fortuné Peyrouse aux dépens.

Mes **Girard** et **Meignen** agréés.

NOTE. — I et II. — Sur les deux points : La décision rapportée, bien qu'elle ne soit motivée que sur des considérations de fait et d'équité, présente un intérêt pratique aisément saisissable. Le droit, pour le courtier en état de cessation de paiements, résulte sans doute du règlement du marché des avoines de Paris, lequel fait de convention expresse la loi des parties, mais, dans le silence de ce règlement, il fallait rechercher la commune intention des parties sur le point de savoir si des courtages devaient être payés sur la liquidation forcée. Or, comment admettre, — et le Tribunal, avec raison, ne l'a pas admis, — que le donneur d'ordres, obligé de rétablir sa situation et de payer, pour ce faire, de nouveaux courtages, ait entendu, en outre, en supporter à l'occasion de la liquidation forcée rendue nécessaire par le fait de son co-contractant ? En fait, le courtage n'est autre chose que la rémunération d'un service rendu, or, en l'espèce, où était le service rendu ? Rapp. Trib. com. Seine 21 octobre 1897 (Journ. Trib. com. 99.186 — Loi 15 novembre 1897 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Opérations sur marchandises, nos 16 et 17) ; 12 février 1898 (Journ. Trib. com. 1900.43 — Loi 28 mars 1898 — Gaz. Pal. *ibid. cod. verb.*, n° 14) ; 15 novembre 1900 (Loi 31 janvier 1901 — Gaz. Pal. *ibid. cod. verb.* n° 13).

325

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

13 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

LOUAGE DE SERVICES. — DURÉE INDÉTERMINÉE. — RUPTURE. — GRÈVE.

En matière de louage de services pour une durée indéterminée, il suffit de la seule volonté de l'un des contractants, pour mettre fin au contrat, sauf, s'il y a lieu, indemnité à sa charge, en cas d'exercice abusif et préjudiciable de son droit de résiliation.

D'autre part, la grève, quelque légitime qu'en soit l'exercice, entraîne, de la part de l'ouvrier, la rupture du contrat de travail.

En conséquence, l'ouvrier qui, après s'être mis en grève dans le but d'obtenir un changement dans les conditions du travail, n'a point été embauché lorsqu'il s'est représenté à l'atelier, ne saurait prétendre à une indemnité pour congédiement sans préavis et sans motifs légitimes, alors surtout que le patron avait adressé à tous ses ouvriers une lettre pour les informer que si, à une date déterminée, ils n'étaient pas rentrés à l'atelier, ils seraient considérés comme ne faisant plus partie de la maison.

Christofle et Cie c. Tardy.

MM. Christofle et Cie se sont pourvus en cassation contre une décision du Conseil de prud'hommes de Paris du 18 juillet 1906 qui les avait condamnés à payer

une indemnité de 60 francs à leur ouvrier Tardy pour congédiement brusque,

Arrêt :

LA COUR,

Vu les art. 1780 nouveau et 1184 C. civ.;

Attendu qu'il résulte de l'art. 1780 C. civ. qu'en matière de louage de services, pour une durée indéterminée, ils uffit de la seule volonté de l'un des contractants pour mettre fin au contrat, sauf, s'il y a lieu, indemnité à sa charge, en cas d'exercice abusif et préjudiciable de son droit de résiliation ; que, d'autre part, la grève, quelque légitime qu'en soit l'exercice, entraîne, de la part de l'ouvrier, la rupture du contrat de travail;

Attendu, en fait, que le jugement attaqué reconnaît : 1° « que Tardy, ouvrier polisseur chez Christofle et Cie, a quitté son travail, le 23 avril 1906, pour se mettre en grève, dans le but d'obtenir un changement dans les conditions du travail » et « qu'il ne s'est représenté pour reprendre ce travail qu'à la date du 15 mai 1906 », 2° que « Christofle et Cie avaient adressé le 8 mai 1906 à leurs ouvriers une lettre recommandée, les informant que si, le 10 mai 1906, ils n'étaient pas rentrés à l'atelier, ils seraient considérés comme ne faisant plus partie de la maison »;

D'où il suit qu'en déclarant que le refus, opposé le 15 mai 1906, par Christofle et Cie à Tardy, constituait de leur part « une rupture, sans préavis et sans motifs légitimes, du contrat de travail « dont la grève aurait simplement suspendu l'exercice » et en les condamnant à 60 francs de dommages-intérêts au profit de Tardy, seul auteur de la rupture, le jugement attaqué a violé les articles de loi ci-dessus visés ;

Casse...

MM. **Fabreguettes** rapp.; **Mérillon** av. gén. (c. conf.)

NOTE. — La Cour de cassation (Ch. civ.) a déjà posé des principes semblables dans un arrêt du 4 mai 1904 (Gaz. Pal. 1904.1.697 — D. 1904.1.289).

Elle décide même dans cet arrêt que la grève qui met fin au louage de services du fait des ouvriers peut donner lieu à des dommages-intérêts à la charge de ceux-ci au profit du chef de l'entreprise si, préjudicielle à ce dernier, elle a été abusivement déclarée.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

25 OCTOBRE 1906.

Présidence de M. Borderel.

1° ET 2° LIBERTÉ COMMERCIALE. — CONCURRENCE DÉLOYALE ET USURPATION DE TITRE. — MANDATAIRES AUX HALLES. — LOI DU 11 JUIN 1896. — MONOPOLE ET PRIVILÈGE. — DÉNOMINATION DE « HALLES CENTRALES DE PARIS » ET « FACTORERIE ». — INTERMÉDIAIRE NON AGRÉÉ PAR LA PRÉFECTURE DE POLICE. — INTERDICTION DE SE SERVIR DE CES DÉNOMINATIONS. — DROIT DE POURSUITE DU SYNDICAT PROFESSIONNEL DES MANDATAIRES AUX HALLES. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — INSERTIONS DEMANDÉES. — REFUS.

1° *En réglementant les ventes en gros et demi-gros par intermédiaires des denrées alimentaires pour les Halles centrales de Paris, en les plaçant sous la surveillance de la Préfecture de Police, et en stipulant diverses obligations imposées à toute personne préalablement acceptée qui reçoit mandat de procéder à la vente des produits expédiés par les producteurs ou commissionnaires, les frais étant répartis suivant un tarif homologué, la loi du 11 juin 1896 a, par là-même, créé au profit de ces intermédiaires appelés anciennement facteurs aux Halles et aujourd'hui mandataires aux Halles, une sorte de privilège ou de monopole qui n'est que la contre-partie des obligations mises à leur charge ou des restrictions et des contrôles qui leur sont imposés.*

Et c'est à raison même de cette réglementation que les producteurs ou expéditeurs les choisissent de préférence pour leurs mandataires.

En conséquence, s'il peut être permis à un intermédiaire non agréé par la Préfecture de Police de faire connaître que son domicile est situé dans les parages des Halles Centrales, il ne saurait, sans dépasser les limites de la concurrence permise en matière commerciale et sans commettre une tentative d'usurpation d'un titre qui ne lui appartient pas, faire figurer dans ses en-tête de lettres et papiers commerciaux les mots « Halles Centrales de Paris », employés dans la rédaction de la loi, et l'expression « factorerie » avec une disposition destinée à créer une confusion voulue dans l'esprit des producteurs et expéditeurs de province et à leur faire croire, contrairement à la réalité des faits, qu'il a été agréé comme mandataire aux Halles Centrales de Paris.

Spécialement, il en est ainsi lorsque cette confusion est augmentée par ce fait que l'intermédiaire dont s'agit propose à sa clientèle de lui appliquer les frais d'abri dont il est parlé dans la loi du 4 juin 1896 et dans le décret du 23 avril 1897, frais qui sont tarifés et opposables seulement aux personnes agréées comme mandataires.

Dès lors, sur la poursuite dirigée contre ledit intermédiaire par le syndicat professionnel des mandataires aux Halles Centrales de Paris, il y a lieu de lui interdire de faire désormais emploi sur ses enseignes, en-tête de lettres et papiers commerciaux de la mention « Halles Centrales de Paris » et du mot « factorerie » juxtaposés, et pour réparation du préjudice causé au Syndicat, de le condamner à des dommages-intérêts.

2° *Mais aucun préjudice n'ayant été causé par la voie de la presse, il n'échet d'ordonner les insertions demandées.*

Joret, président du Syndicat professionnel des mandataires à la volaille et au gibier des Halles Centrales de Paris c. Mongin.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Joret, se présentant au nom et comme Président du Syndicat professionnel des mandataires à la volaille et au gibier des Halles Centrales de Paris, assigne Mongin et requiet ce Tribunal de dire qu'il sera tenu de faire disparaître de ses entêtes de lettres ou papiers commerciaux et enseignes la mension « Halles

centrales de Paris » et le mot « Factorerie » ainsi que toute autre mension de nature à créer une confusion dans l'esprit du public, entre sa profession et celle de mandataire aux Halles et ce, sous une astreinte de cent francs par jour de retard; s'entendre, en réparation du préjudice causé, condamner au paiement de la somme de un franc à titre de dommages-intérêts; voir en outre ordonner l'insertion du jugement à intervenir dans dix journaux, au besoin à titre de dommages-intérêts supplémentaires ;

Attendu que, résistant à l'action dont il est l'objet, Mongin soutient que les termes qu'on lui reproche d'avoir employés, constitueraient une désignation générique pour l'appellation d'un des quartiers de Paris, ne pouvant donner lieu, par suite, à un droit privatif, un monopole, réservés à une catégorie restreinte de commerçants ; que son but n'a été, en faisant figurer cette mention sur ses papiers commerciaux que d'indiquer à sa clientèle que son domicile se trouvait compris dans le périmètre des Halles Centrales ;

Attendu que, pour apprécier la nature et l'importance des griefs invoqués par le Syndicat professionnel, il y a lieu tout d'abord de se placer au point de vue du commerce tout spécial qui se pratique aux Halles pour l'alimentation de la Ville de Paris ;

Attendu que, par une loi du 11 juin 1896, les ventes en gros et demi-gros, par intermédiaires, des denrées alimentaires ont été réglementées et placées sous la surveillance spéciale de la Préfecture de Police ; que ladite loi stipule les diverses obligations imposées à toute personne préalablement acceptée, recevant mandat de procéder à la vente des produits expédiés par des producteurs ou des commissionnaires, les frais étant répartis suivant tarif homologué ;

Attendu que la réglementation ainsi faite des intermédiaires, appelés anciennement facteurs aux Halles et aujourd'hui mandataires aux Halles, leur confère indubitablement une sorte de privilège ou de monopole qui n'est, en somme, que la contrepartie des obligations mises à leur charge ou des restrictions et des contrôles qui leur sont imposés ; que c'est ainsi qu'ils ne peuvent acheter ou revendre pour leur propre compte, qu'ils sont tenus de se conformer aux prescriptions des règlements administratifs, et de se soumettre aux tarifs établis pour les droits à percevoir ou frais à récupérer ;

Attendu que c'est à raison même de cette règlementation que les producteurs ou expéditeurs les choisissent de préférence pour leurs mandataires, dénomination qui leur est restée, en remplacement de celle de facteur aux Halles Centrales de Paris, anciennement employée et aujourd'hui supprimée;

Attendu que s'il peut être permis à Mongin de faire connaître que son domicile est situé dans les parages des Halles Centrales, il ne saurait cependant, par la disposition des mots *Halles Centrales de Paris*, dénomination employée dans la rédaction de la loi et *Factorerie* qu'il emploie simultanément dans ses entêtes de lettres et papiers commerciaux, créer une confusion voulue dans l'esprit des producteurs et expéditeurs de province et faire croire, ce qui n'est pas conforme à la réalité des faits, qu'il a été agréé comme mandataire aux Halles Centrales de Paris ;

Attendu que cette confusion a été augmentée par ce fait que Mongin proposait à sa clientèle de leur apliquer les frais d'abri dont il est parlé dans la loi du 11 juin 1896 qui régit les Halles Centrales de Paris et le décret du 23 avril 1897, frais qui sont tarifés et opposables seulement aux personnes agréées comme mandataires ;

Attendu qu'en ce faisant, Mongin a dépassé les limites de la concurrence permise en matière commerciale et essayé d'usurper un titre qui ne lui appartient pas, le terme de « facteur » étant en l'espèce, le synonyme de mandataire aux Halles ;

Attendu qu'il y a lieu, dans ces conditions, de lui interdire l'emploi sur ses enseignes, entête de lettres et papiers commerciaux, la mention « Halles Centrales de Paris » et le mot « Factorerie » juxtaposés ;

Et attendu que les agissements répréhensibles de Mongin, ses tentatives de détournement de clientèle par des moyens tout au moins déloyaux ont causé au Syndicat professionnel des mandataires aux Halles Centrales de Paris, représenté par Joret son président, un préjudice certain dont réparation lui est due ; qu'il échet de lui accorder la somme de un franc réclamée à titre de dommages-intérêts ;

Sur l'insertion dans les journaux :

Attendu qu'aucun préjudice n'a été causé par la voie de la presse, le litige portant uniquement sur une question commerciale et sur l'étendue des droits que prétend avoir Mongin pour l'exploitation de son commerce ; qu'il n'échet, par suite, d'ordonner les insertions ;

Par ces motifs,

Dit que, dans les quinze jours de la signification du présent jugement et sous une astreinte de 20 francs par jour de retard pendant un mois, passé lequel délai il sera fait droit, Mongin sera tenu de faire disparaître de ses enseignes, entête de lettres et papiers commerciaux la mention « Halles Centrales de Paris » et le mot « Factorerie » ;

Et le condamne, par les voies de droit, à payer à Joret ès qualités qu'il agit de président du Syndicat professionnel des mandataires aux Halles Centrales de Paris, la somme de un franc à titre de dommages-intérêts;

Déclare Joret ès qualités mal fondé en le surplus de sa demande ;

L'en déboute ;

Et condamne Mongin aux dépens, même au coût de l'enregistrement du présent jugement.

M^es **Meignen** et **Triboulet** agréés.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Comp. Trib. com. Marseille 17 décembre 1886 (Rec. Marseille 88.2.104) ; Trib. com. Seine 19 mars 1891 (Gaz. Pal. 94.1.476 — D. 94.1.465) ; Douai 8 novembre 1897 (Loi 27 décembre 1897).

II. — Sur le second point : Comp. Trib. com. Seine 2 décembre 1893 (Journ. Trib. com. 95.106) ; Trib. com. Rouen 17 janvier 1906 (Loi 1^er février 1906).

326

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

5 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

COMMUNE. — ADJOINT. — FONCTIONS. — POSSESSION DE BIENS COMMUNAUX.

Si l'adjoint d'une commune remplaçant le maire absent ou empêché, ou encore remplissant une de ses fonctions par délégation, ne peut, pas plus que celui-ci, exercer pour son compte une possession utile sur des

biens communaux, puisque, dans cette hypothèse, il est chargé de les administrer et de les conserver, sa simple qualité d'adjoint ne suffit point, à elle seule, pour entacher sa possession de précarité au regard de la commune.

Dès lors, le juge ne peut, pour repousser la complainte possessoire exercée par un adjoint relativement à des biens communaux, se baser uniquement sur sa qualité sans constater ni que ledit adjoint ait eu à suppléer le maire, ni qu'il ait été l'objet de sa part d'une délégation pour l'administration et la défense des biens communaux.

Destrel c. Commune de Degagnac.

M. Destrel, adjoint de la commune de Degagnac, s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal civil de Gourdon du 16 décembre 1902, rendu au profit de cette commune, qui avait repoussé son action en complainte relative à la possession de bâtiments construits sur le sol désaffecté d'une ancienne venelle.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 23 C. proc. civ., 2228 et 2229 C. civ., 82, 84, 90 de la loi municipale du 5 avril 1884, en ce que le jugement attaqué a rejeté une demande en complainte par ce seul motif que le demandeur avait eu, pendant environ les 20 premiers jours de l'année utile, la qualité d'adjoint de la commune défenderesse à la complainte et que l'adjoint, quant à l'impossibilité de posséder contre la commune, devrait être assimilé au maire, alors qu'il est constant que les textes et les principes généraux sur l'organisation municipale conservent à l'adjoint à l'égard des biens communaux la pleine et entière jouissance du droit commun et lui permettent, à l'inverse du maire, de posséder et prescrire comme tout citoyen de la commune. »

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique :

Vu les art. 2229 C. civ. et 23 C. proc. civ. ;

Attendu que s'il résulte des art. 82, 84 et 90 combinés de la loi du 5 avril 1884 que l'adjoint d'une commune, lorsqu'il remplace le maire absent ou empêché, ou lorsque par délégation, il remplit une de ses fonctions, ne peut, pas plus que celui-ci, exercer pour son propre compte, une possession utile sur des biens communaux, puisque, dans cette hypothèse, il est chargé de celui-ci, ni qu'il ait été l'objet, de sa part, d'une délécide, même implicitement, que sa simple qualité d'adjoint suffit, à elle seule, pour entacher sa possession le précarité, au regard de la commune ;

Attendu, en l'espèce, que, sans constater que Destrel, adjoint unique au maire de Degagnac, ait eu à suppléer celui-ci, ni qu'il ait été l'objet, de sa part, d'une délégation, par arrêté, pour l'administration et la défense des biens communaux, le jugement dénoncé a repoussé sa complainte possessoire, par ce seul motif : « qu'il n'est pas contesté que les fonctions d'adjoint qu'il a remplies pendant 4 ans n'ont pris fin que le 20 mai 1900, moins d'un an avant le trouble et qu'ainsi il ne pouvait, pendant toute la durée de son mandat d'adjoint, posséder utilement au même titre que le maire le sol de la venelle litigieuse, ancienne voie publique désaffectée » ; qu'en statuant ainsi le jugement attaqué n'a pas donné de base légale à sa décision, a faussement appliqué les art. 82, 90 de la loi du 5 avril 1884 et a violé les art. 2229 C. civ. et 23 C. proc. civ. ;

Casse...

MM. **Fabreguettes** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Dufourmantelle** et **de Lalande** av.

NOTE. — Le maire ne peut pas posséder *animo domini* les biens de la commune dont il est administrateur : Cass. 3 août 1857 (D. 59.1.211).

Mais cette solution ne saurait être étendue à l'adjoint. Celui-ci n'est ni l'administrateur, ni le représentant de la commune ; il peut donc exercer en son nom personnel et pour son compte une possession utile contre la commune, et il peut prescrire ou exercer une action possessoire contre elle. Seul le maire, dans le système de la loi municipale du 5 avril 1884, est le représentant exclusif de la commune. V. Dalloz, Code adm. annoté, v° Commune, art. 82 et 90, nos 425 et suiv. ; Cirsul. min. Int. 15 mai 1884 (Bull. min., Int. 1884, p. 254).

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

31 OCTOBRE 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

TITRES AU PORTEUR. — PROPRIÉTÉ. — TRADITION. — EXCEPTIONS.

Dans les bons au porteur, le débiteur accepte d'avance pour ses créanciers directs tous ceux qui en deviendront successivement porteurs.

Il suit de là, d'une part, que la propriété de ces bons se transmet, de main en main, par la simple tradition, sans qu'il soit besoin, au regard du débiteur, de l'accomplissement d'aucune formalité de signification ou autres ; d'autre part, que le porteur est investi d'un droit qui lui est propre, et n'est passible, s'il est de bonne foi, que des exceptions qui lui sont personnelles ou qui résultent de la teneur de l'acte : ainsi le débiteur n'est pas fondé à lui opposer les droits qu'il pourrait faire valoir contre les porteurs antérieurs ou même contre le premier bénéficiaire.

Spécialement, le porteur d'un billet au porteur ne peut se voir opposer le paiement fait par le débiteur au bénéficiaire sous le prétexte que ledit porteur aurait négligé de signifier audit débiteur la cession qu'il invoque.

Delleaux-Carion c. Maufroy-Legrand.

M. Delleaux-Carion s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Amiens du 17 avril 1901, rendu au profit de M. Maufroy-Legrand.,

Arrêt :

LA COUR,

Sur l'unique moyen du pourvoi ;

Vu l'art. 1690 C. civ.;

Attendu que, dans les bons au porteur, le débiteur accepte d'avance pour ses créanciers directs tous ceux

qui en deviendront successivement porteurs ; qu'il suit de là, d'une part, que la propriété de ces bons se transmet, de main en main, par la simple tradition, sans qu'il soit besoin, au regard du débiteur, de l'accomplissement d'aucune formalité de signification ou autres ; d'autre part, que le porteur est investi d'un droit qui lui est propre, et n'est passible, s'il est de bonne foi, que des exceptions qui lui sont personnelles ou qui résultent de la teneur de l'acte ; qu'ainsi le débiteur n'est pas fondé à lui opposer des droits qu'il pourrait faire valoir contre les porteurs antérieurs ou même contre le premier bénéficiaire ;

Attendu que, tant des qualités de l'arrêt attaqué que de l'arrêt lui-même, il résulte que Delleaux-Carion, porteur d'un engagement ainsi conçu : « Le 16 mars 1898. Bon pour 6.000 francs (Signé) Maufroy-Legrand », en a réclamé à ce dernier le paiement ; que le débiteur s'y est refusé, sous prétexte qu'il n'avait jamais eu de relations d'affaires avec Delleaux-Carion ; que la détention du billet ne s'explique que par la cession qui en aurait été faite au porteur par le bénéficiaire originaire, le sieur Boutrouille, notaire, vis-à-vis duquel l'engagement avait été contracté ; qu'à défaut de signification de cette cession au débiteur cédé, celui-ci l'avait ignorée et s'était depuis, valablement libéré par acomptes entre les mains dudit Boutrouille, lequel lui avait, en son étude, le 3 mai 1900, délivré un reçu ainsi libellé : « ... pour solde d'un billet du 16 mars 1898 et intérêts à ce jour. Dont quittance à échanger contre le billet du 16 mars 1898, le 16 mai prochain » ; que s'il n'était pas rentré en possession du billet, c'est à raison de la faillite du notaire et de sa disparition ;

Attendu que l'arrêt attaqué a accueilli cette exception et débouté Deleaux-Carion de sa demande par le motif que « n'ayant pas fait signifier à Maufroy-Legrand le prétendu transport qu'il invoque, Delleaux-Carion est sans droit vis-à-vis de celui-ci » ;

Attendu qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a violé par fausse application l'article de loi précité ;

Casse...

MM. **Ruben de Couder** rapp. ; **Mérillon** av. gén. (c. conf.). — Me **Sabatier** av.

NOTE. — Il est admis de façon constante, en l'état de notre législation, que toute obligation, civile ou commerciale, peut être constituée sous forme de titre au porteur : Cass. 10 novembre 1829 (S. chr.) ; 18 décembre 1850 (S. 51.1.167) ; 15 janvier 1855 (D. 55.1.5) ; 4 juin 1878 (S. 78.1.404) ; 16 août 1881 (D. 82.1.477) ; 9 novembre 1896 (Gaz. Pal. 96.2.599 — S. 97.1.161 — D. 97.1.16).

L'obligation au porteur constitue aussi bien que l'obligation à ordre un titre parfait : Cass. 8 mai 1878 (D. 78.1.241) ; 5 mai 1879 (D. 79.1.306) ; 15 mars 1892 (Gaz. Pal. 92.1.520 — D. 93.1.309) et produit *mutatis mutandis* les mêmes effets légaux, en ce sens que le souscripteur accepte d'avance pour ses créanciers directs tous ceux qui deviendront successivement porteurs : Cass. 9 novembre 1896, précité — de même que, dans l'obligation à ordre, il accepte d'avance pour ses créanciers directs tous ceux auxquels l'obligation sera transmise par la voie de l'endossement.

De la nature même du titre au porteur il découle 1° que le porteur du papier étant le créancier, le droit de créance se confond avec le papier même ; la transmission s'opère comme celle d'un membre corporel par la simple tradition : Cass. 10 janvier 1855, précité ; 2° que le porteur n'est pas passible des exceptions opposables soit à celui à qui le titre a été remis à l'origine, soit à ceux qui ont pu le précéder dans la possession du titre ; il n'est passible que des exceptions qui lui sont personnelles ou qui résultent de la teneur de l'acte : Cass. 9 novembre 1896, précité.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

31 Octobre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré
premier président.

ASSURANCES TERRESTRES. — ACCIDENTS. — OBLIGATION DE L'ASSURÉ. — PAIEMENT DES PRIMES. — DÉCLARATION DES SALAIRES. — FAUSSE DÉCLARATION. — SANCTION. — APPLICATION.

Lorsqu'aux termes de la police, l'assuré est tenu de rembourser à la Compagnie toutes les sommes qu'elle aura eu à payer ou à mettre en réserve pour sinistres, dans le cas où il l'aura induite en erreur, par dissimulation, réticence ou fausse déclaration, soit sur le montant des salaires ou appointements payés aux ouvriers, soit sur le nombre de ceux-ci, le juge doit faire application de cette clause formelle s'il en est requis vis-à-vis d'un assuré qui a réglé à ses ouvriers à titre de salaires une somme supérieure à celle qu'il a mentionnée sur les états de compte par lui produits à la Compagnie.

Et si la Compagnie a conclu formellement à la condamnation de l'assuré au paiement notamment de toutes les sommes qu'elle serait appelée à payer ou à mettre en réserve pour des sinistres déterminés en cours d'instance, le juge ne peut, sous prétexte qu'il n'a pas encore été statué sur ces accidents, se refuser de faire droit auxdites conclusions en déclarant la demande incertaine et imprécise.

Compagnie d'assurances l'Abeille c. Viale.

La Compagnie d'assurances l'*Abeille* s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Aix du 24 juin 1903, rendu au profit de M. Viale.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 1134, 7 de la loi du 20 avril 1810, 2, 3, 5, 12 de la police souscrite par le défendeur, éventuellement violation des art. 348, 351, 357, 364, 380 C. com., défaut de motifs, en ce que tout en reconnaissant que l'assuré s'était rendu coupable de dissimulations dans les déclarations de salaires qu'il était tenu de faire en vertu de l'art. 2 de la police et en lui donnant acte d'offres représentant le montant des primes correspondant aux salaires payés mais non déclarés, l'arrêt attaqué a débouté la Compagnie de sa demande d'application de l'art. 5 de la même police tendant au remboursement des sommes qu'elle avait eu à payer ou à mettre en réserve pour le règlement des sinistres qui s'étaient produits au cours de la période pendant laquelle les dissimulations avaient été faites, et cela sans s'expliquer sur des conclusions précises signifiées en appel et insérées aux qualités de l'arrêt, alors que les motifs

des premiers juges que la Cour se borne purement et simplement à adopter ne répondaient ni explicitement ni implicitement à la demande de l'exposante. »

Arrêt :

La Cour,

Vu l'art. 1134 C. civ.;

Attendu que l'art. 5 de la police d'assurance passée entre la Compagnie d'assurances contre les accidents l'*Abeille* et le sieur Viale, à la date des 31 mars-13 avril 1901 stipule que « la Compagnie, s'obligeant aux termes du contrat et jusqu'à sa résiliation à effectuer tous paiements d'indemnités et toutes constitutions de réserves pour rentes, en raison de sinistres qui peuvent atteindre le personnel assuré, le souscripteur qui, par dissimulation, réticence ou fausse déclaration, aura induit la Compagnie en erreur, soit sur le montant des salaires ou appointements payés aux personnes occupées par lui, soit sur le nombre de ces personnes sera tenu de lui rembourser toutes les sommes qu'elle aura eu ainsi à payer ou à mettre en réserve pour lesdits sinistres;

Attendu qu'il n'est pas contesté que du 3e trimestre de l'année 1901 au 2e trimestre de l'année 1902, Viale avait réglé à ses ouvriers, à titre de salaires, une somme supérieure à celle qu'il avait mentionnée sur les états de compte par lui produits à la Compagnie ; que celle-ci articulait expressément que pendant ladite période, le montant des salaires avait atteint 32.130 fr. 80, alors que Viale n'avait porté sur ses relevés que la somme de 12.727 fr. 30 et qu'il avait ainsi dissimulé 19.403 fr. 50 de salaires correspondant à une prime de 504 fr. 45; qu'il avait encouru les déchéances et pénalités édictées par l'art. 5 de la police, applicables même au cas de bonne foi de l'assuré ; qu'au surplus la gravité et la fréquence des dissimulations prouvaient qu'elles étaient frauduleuses ; qu'elle concluait, en conséquence, à la condamnation de Viale au paiement : 1° de la somme de 504 fr. 45, montant de la prime afférente aux salaires dissimulés ; 2° de celle de 17 fr. 50, règlement des sinistres Rossi et Oggazini ; 3° de toutes les sommes que la Compagnie serait appelée à payer ou à mettre en réserve pour les sinistres Maero et Collini, en cours d'instance;

Attendu que ces conclusions étaient nettes et précises ; que si le Tribunal civil de Toulon n'avait pas encore prononcé sur l'instance engagée devant lui à l'occasion des accidents dont Maero et Collini avaient été victimes, les conclusions de la demanderesse en cassation fixaient le principe du remboursement qu'elle réclamait par application des dispositions formulées dans l'art. 5 de la police ; que, cependant, la Cour d'appel, sous le bénéfice de l'offre de Viale de verser à la Compagnie la somme de 504 fr. 45, a débouté celle-ci du surplus de ses conclusions, en déclarant « la demande incertaine et imprécise, le Tribunal n'ayant pas statué sur les accidents Maero et Collini »;

En quoi l'arrêt attaqué a méconnu la loi du contrat et par suite, violé le texte de loi ci-dessus visé;

Casse...

MM. **Fauconneau-Dufresne** rapp.; **Mérillon** av. gén. (c. conf.). — Mes **Perrin** et **Bouchié de Belle** av.

NOTE. — La jurisprudence la plus récente appelée à faire application de la clause prévoyant une pénalité contre l'assuré qui ne fait pas la déclaration sincère des salaires par lui payés n'a jamais hésité à maintenir l'exacte application du contrat et à condamner l'assuré, auteur de dissimulation, fût-il de bonne foi, à rembourser à l'assureur les sommes qu'il avait dû payer ou mettre en réserve à raison des accidents de travail survenus au personnel de l'assuré. V. Paris 3 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1, Table, v° Assur. contre les accid., n° 18. Journ. Trib. com. 1904.177). Rappr. Cass. 19 juin 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.191).

Cette sanction est d'ailleurs nécessaire non seulement parce qu'elle répond à une nécessité d'ordre pratique, mais encore parce qu'elle tend à assurer les principes d'équité les plus élémentaires en matière d'assurance. L'assureur doit être protégé contre les fraudes de l'assuré : toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré qui diminue l'opinion du risque, même en l'absence de mauvaise foi, annule l'assurance (art. 348 C. com.). Rappr. Lyon-Caen et Renault, Dr. com., t. VI, p. 458, note 2.

COUR D'APPEL DE DOUAI (2e Ch.)

27 Janvier 1906.

Présidence de M. Joppé.

DEGRÉ DE JURIDICTION. — DEMANDE ORIGINAIREMENT INDÉTERMINÉE. — CONCLUSIONS DERNIÈRES. — TAUX DU RESSORT. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — APPEL POSTÉRIEUR AU JUGEMENT DÉFINITIF EN DERNIER RESSORT. — IRRECEVABILITÉ.

Le ressort est déterminé par les dernières conclusions du demandeur et le jugement définitif rendu sur une demande originairement indéterminée, mais limitée à moins de quinze cents francs en cours d'instance, postérieurement au jugement qui a ordonné une expertise, n'est pas susceptible d'appel.

Le jugement qui, sur deux propositions d'expertise formulées sur des bases différentes chacune par l'une des parties, fait choix de l'une d'elles revêt le caractère d'un interlocutoire.

L'appel de cet interlocutoire peut donc être interjeté spécialement avant le prononcé du jugement définitif; mais s'il n'a été formé qu'en même temps que l'appel de ce dernier, il en suit le sort, et il n'est plus recevable au cas où la demande ayant été réduite au-dessous de quinze cents francs avant la reddition du jugement définitif, celui-ci se trouve avoir été rendu en dernier ressort.

Walter-Seitz c. Bonnier.

La Cour,

En ce qui concerne l'appel du jugement du Tribunal de commerce de Roubaix du 29 septembre 1905;

Attendu que la demande de Bonnier était indéterminée, lors du jugement du 22 avril 1905 qui a ordonné l'expertise et elle n'a reçu de caractère déterminé que dans les conclusions qu'il a prises lors du jugement du 29 septembre suivant;

Mais attendu que cette circonstance de l'indétermination de la demande lors du jugement d'expertise ne peut avoir aucune importance lorsqu'il s'agit de vérifier si ce jugement du 29 septembre est rendu en premier ou

en dernier ressort, car il est de règle que le ressort est déterminé par les dernières conclusions;

Attendu qu'il est incontesté et constant que ces dernières conclusions de Bonnier, demandeur en première instance, tendaient uniquement au paiement par les frères Walter-Seitz, défendeurs en première instance, de trois sommes, la première de 454 fr. 85, la seconde de 334 fr. 80, la troisième de 582 fr. 30, formant au total une somme de 1.371 fr. 95 ; que, dès lors, le jugement rendu en conséquence et qui a condamné Walter-Seitz frères à payer à Bonnier deux sommes, l'une de 454 fr. 85, l'autre de 14 fr. 30, rentre dans la catégorie de ceux que, en vertu de l'art. 39 C. com., les Tribunaux consulaires jugent en dernier ressort;

Attendu que, dès lors, contre ce jugement du 29 septembre, l'appel de Victor Seitz est irrecevable;

En ce qui concerne l'appel du jugement du 22 avril 1905:

Attendu que, considérât-on ce jugement comme ayant le caractère de préparatoire que Walter-Seitz frères lui attribuent dans leurs conclusions, l'appel n'en serait pas moins recevable puisque l'appel d'un préparatoire ne peut être formé qu'en même temps que celui du jugement définitif et que, ainsi qu'il vient d'être dit, aucun appel ne peut plus être reçu contre celui du 29 septembre, qui est rendu en dernier ressort ;

Et attendu que, dans leurs conclusions subsidiaires, les parties étaient en désaccord flagrant, puisque l'une ne sollicitait, et l'autre n'admettait l'expertise que sur des bases différentes; car Bonnier demandait en substance que l'expert eût mission de visiter tant en écru qu'en teint les pièces tissu satin-coton fabriquées par Walter-Seitz et teintes par Hanart frères, d'en constater l'état, de dire si ces pièces étaient défectueuses et notamment si elles n'étaient pas barrées en trame, quelles étaient la nature et la cause des défauts constatés, l'importance des défectuosités et dans quelle mesure la marchandise se trouvait dépréciée par rapport à son prix ; qu'au contraire, Walter-Seitz frères demandaient que, si par impossible, le Tribunal déclarait la demande recevable pour une part des 59 pièces et ordonnait, quant à elles, une expertise, les experts dussent rechercher si les défauts reprochés pouvaient ou non être aperçus en écru par une visite soigneuse de la marchandise, si ces défauts étaient inhérents ou non à la nature même de la matière employée et si leur persistance, après teinture, n'était pas due à une manutention défectueuse provenant notamment du fait du teinturier;

Attendu qu'entre ces deux sortes de missions à donner à l'expertise, le jugement du 22 avril 1905 a choisi celle qui était proposée par Bonnier; que, par conséquent, ce jugement, sans lier le juge, a cependant créé un préjugé en faveur de Bonnier, et, dès lors, il a revêtu le caractère d'un interlocutoire;

Attendu que, d'un interlocutoire, Walter-Seitz pouvaient interjeter appel à leur gré, soit sans attendre la reddition du jugement définitif, soit après celle-ci ;

Attendu qu'en préférant ce dernier parti, ils en ont couru les risques à prévoir; qu'en effet, il appartient en principe au demandeur de déterminer le ressort, que c'est là une règle essentielle à laquelle des réserves d'appel du défendeur sont impuissantes à faire échec, que, dès lors, celles que Walter-Seitz frères ont formulées en se présentant à l'expertise et postérieurement ne pouvaient empêcher l'exercice et les conséquences du droit que le demandeur conservait jusqu'au moment du jugement définitif de faire subir à sa demande une détermination d'intérêts calculée de manière à ce que le jugement définitif qui y statuerait fut rendu en dernier ressort ;

Attendu que, dans l'espèce, Walter-Seitz étaient même prévenus de l'éventualité d'une modification de la demande primitive par des réserves expressément faites par Bonnier en son assignation initiale, de conclure en tout état de cause non seulement à plus, mais encore autrement;

Et attendu que l'appel de ce jugement du 29 avril fût-il recevable en la forme ne peut aboutir à une solution du fond puisque celle-ci se heurterait au principe de la chose déjà jugée;

Attendu que, d'ailleurs, l'interlocutoire, lorsque l'appel en est formé en même temps que le principal, n'est plus qu'un accessoire de ce dernier; que, dès lors, il doit suivre son sort, et l'appel n'en est plus recevable lorsque celui du principal ne l'est plus, ce qui est le cas;

Par ces motifs,

Déclare irrecevables les appels des jugements du Tribunal de commerce de Roubaix des 28 avril et 29 septembre 1905, interjetés par Seitz frères en leur exploit du 5 octobre 1905;

Condamne lesdits appelants à l'amende de fol appel et aux dépens.

M. **Testart** av. gén. — M[es] **Dubron** et **Allaert** av.

NOTE. — La décision recueillie méritait d'être rapportée en ce qu'elle fait une application intéressante du principe suivant lequel le degré de juridiction est déterminé par les conclusions définitives sur lesquelles a eu à statuer le jugement frappé d'appel, sans qu'il y ait lieu de tenir compte des demandes contenues dans l'exploit introductif d'instance, ni des premières conclusions des parties si elles n'ont pas été maintenues : Cass. 18 mai 1868 (S. 68.1.108 — D. 68.1.251) ; 15 juin 1870 (S. 70.1.363); 19 janvier 1876 (S. 76.1.101) ; 2 mars 1880 (S.80.1.352) ; 26 juillet 1882 (S. 84.1.79) ; 18 avril 1883 (Gaz. Pal. 84.2.4, 1re partie) ; 6 mars 1889 (Gaz. Pal. 90.1.203) ; 22 décembre 1897 (Gaz. Pal. 98.1.65 — S. 99.1.38 — D. 98.1.135) ; 25 janvier 1899 (S. 1900.1.71 — D. 99.1.215) ; Lyon 23 février 1882 (Gaz. Pal. 83.1.223) ; Orléans 22 juin 1883 (Gaz. Pal. 83.2.95, 4e partie) ; Lyon 12 juillet 1883 (Gaz. Pal. 84.1.65); Lyon 4 juillet 1884 (Gaz. Pal. 85.1, suppl. 94) ; Douai 4 juillet 1885 (Gaz. Pal. 85.2.633) ; Nancy 10 avril 1886 (Rec. de Nancy 1887.71) ; 26 juillet 1890 (*Ibid.* 90.146) ; Bordeaux 28 février 1890 et 27 juin 1890 (Rec. de Bordeaux 90.1.295 et 3.122) ; Riom 22 mars 1897 (D. 97.2.224) ; Montpellier 25 juin 1897 (Gaz. Pal. 97.2.451) ; Nancy 1er février 1898 (Gaz. Pal. 98.1.531) ; Chambéry 16 mai 1899 (D. 1900.2.303) ; Douai 26 mars 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.52). Voir spécialement sur le droit pour le demandeur de modifier le taux de la compétence en étendant ou en restreignant ses conclusions au cours de l'instance : Alger 14 décembre 1892, texte non publié (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Degré de juridict., n° 2) ; Rouen 28 octobre 1892, texte non publié (Gaz. Pal. *ibid. cod. verb.*, n° 4) ; Riom 5 mai 1893, texte non publié (Gaz. Pal. *ibid. cod. verb.* n° 2).

Sur le cas où une demande originairement indéterminée a été, par des conclusions postérieures, transformée en demande déterminée d'une valeur inférieure à 1.500 francs, v. Cass. 14 décembre 1869 (S. 70.1.108) ; Douai 16 janvier 1893 (Gaz. Pal. 93.2.52).

328

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

30 Octobre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

ASSURANCES TERRESTRES. — ACCIDENTS. — RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACTION DIRECTE DE L'OUVRIER. — SAISIE-ARRÊT. — FAILLITE DE L'ASSURÉ-PATRON.

Lorsqu'en contractant avec une Compagnie d'assurances pour couvrir éventuellement sa responsabilité en cas d'accident survenant à ses ouvriers par sa faute, un patron n'a pas agi comme mandataire de ceux-ci, qu'il a stipulé non pour eux mais en son nom et dans son intérêt personnel, et qu'enfin dans l'intention des parties les effets de l'assurance devaient être strictement limités aux parties elles-mêmes, la Compagnie n'ayant pas entendu avoir l'ouvrier pour créancier,— aucun lien juridique n'existe entre la Compagnie et l'ouvrier et par suite celui-ci n'a pas d'action directe contre cette dernière.

Et si le patron vient à être déclaré en liquidation judiciaire, l'ouvrier qui a obtenu contre lui une condamnation à raison d'un accident survenu par sa faute ne peut pas, le jugement déclaratif ayant pour effet de suspendre le droit de poursuite des créanciers, former une saisie-arrêt aux mains de la Compagnie de façon à invoquer un privilège ou toute autre cause de préférence.

Lithaud c. faillite Girard et Chauvet et Société des Assurances agricoles.

MM. Girard et Chauvet s'étaient assurés en 1897 contre les risques de leur responsabilité civile en cas d'accident pouvant survenir à leurs ouvriers.

Le 22 février 1899, c'est-à-dire avant la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier Lithaud était victime d'un accident, à raison duquel ses patrons, déclarés responsables, étaient condamnés à lui payer 8.000 francs, par jugement du 29 mars 1900.

Le 1er mai 1900, MM. Girard et Chauvet étaient déclarés en état de liquidation judiciaire.

Le 14 mai 1900, Lithaud pratiquait une saisie-arrêt entre les mains de la Compagnie d'assurances, pour le paiement de son indemnité.

Par arrêt du 3 janvier 1902, rapporté Gaz. Pal. 1902. 1.571, la Cour d'appel de Lyon annula la saisie-arrêt et ordonna que la Compagnie serait tenue de verser l'indemnité d'assurance aux mains du syndic.

L'ouvrier Lithaud s'est pourvu en cassation de cet arrêt, invoquant les deux moyens suivants :

« Violation de l'art. 1134 C. civ., de l'art. 1372 C. civ., des textes et des principes sur la gestion d'affaires, de l'art. 1351 C. civ. ainsi que des textes sur l'autorité de la chose jugée ; fausse application des art. 442 et suiv. C. com. ainsi que des textes et des règles sur la faillite ; violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 en ce l'arrêt attaqué a décidé que la police par laquelle un patron avait assuré ses ouvriers contre les accidents professionnels et s'était assuré lui-même pour le cas où il serait, de la part de ces mêmes ouvriers, l'objet d'une action en responsabilité, ne constituait pas, à l'égard de l'un de ces ouvriers demandeur en cassation, une véritable gestion d'affaires conférant à l'ouvrier une action directe à l'effet d'obtenir l'indemnité fixée par un jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée, en invoquant l'état de faillite du patron qui aurait pour effet de faire tomber dans la masse le profit de l'assurance et de rendre l'ouvrier seulement créancier chirographaire, ne venant à la faillite que pour un dividende. »

« 2° Violation des art. 1134 et 1166 C. civ., de l'art. 1351 C. civ. ainsi que des textes sur l'autorité de la chose jugée, fausse application de l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889 modifié par la loi du 4 avril 1890, de l'art. 443 C. com., ainsi que des textes et des règles concernant la faillite en ce que l'arrêt attaqué a décidé que l'ouvrier victime d'un accident et pour lequel une indemnité était due en vertu d'une police d'assurance contre les accidents, passée dans l'intérêt de ses ouvriers par le patron, ainsi que par application d'un jugement passé en force de chose jugée n'avait pas le droit de se faire attribuer l'indemnité en vertu de l'action indirecte comme exerçant les droits et actions de son débiteur et en conformité de l'art. 1166 C. civ., sous prétexte que le patron envers lequel l'assureur avait contracté une obligation avait été déclaré en faillite. »

Arrêt :

La Cour,

Sur les deux moyens réunis :

Attendu que par jugement du Tribunal civil de Lyon en date du 29 mars 1900, passé en force de chose jugée, Girard et Chauvet ont été condamnés à payer à Lithaud, leur ouvrier, une somme de 8.000 francs, à titre de dommages-intérêts, comme responsable d'un accident survenu, par leur faute, le 22 février 1899, avant l'entrée en vigueur de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que des constatations de l'arrêt attaqué, il résulte 1° que Girard et Chauvet ont, en 1897, contracté, avec la Société générale des assurances agricoles et industrielles, une assurance les garantissant, à concurrence de 7.000 francs, des conséquences de leur responsabilité civile à raison des accidents pouvant atteindre leurs ouvriers ; 2° que Girard et Chauvet, mis en état de liquidation judiciaire le 1er mai 1900, ont été déclarés en état de faillite le 10 octobre suivant, et Feys nommé leur syndic ; 3° que Lithaud a, le 14 mai 1900, pratiqué aux mains de la Compagnie d'assurances une saisie-arrêt sur la somme due par celle-ci à Giraud et Chauvet à raison de l'accident dont il avait été victime, et prétendu se faire attribuer, par préférence à la masse, le montant intégral de l'indemnité ;

Attendu que cette demande a été justement repoussée par l'arrêt attaqué ; qu'en effet celui-ci déclare que Girard et Chauvet, en contractant avec la Compagnie d'assurances, n'ont pas agi comme mandataires de leurs ouvriers ; qu'ils ont stipulé, non pour ceux-ci, mais uniquement en leur nom et dans leur intérêt personnel, pour se garantir des conséquences de la responsabilité civile pouvant leur incomber à la suite d'accidents survenus par leur faute à leurs ouvriers ; qu'il

ajoute que, d'après l'intention qui a présidé à la formation du contrat, ses effets devaient être strictement limités aux parties elles-mêmes et que la Compagnie n'a pas entendu avoir l'ouvrier pour créancier ; qu'il en conclut, à bon droit, qu'aucun lien juridique n'existant entre la Compagnie d'assurances et l'ouvrier, celui-ci n'a pas d'action directe contre cette dernière ;

Attendu, d'autre part, que l'arrêt attaqué constate que Girard et Chauvet ont été, par jugement du 1er mai 1900, mis en état de liquidation judiciaire ; que ce jugement avait pour résultat de suspendre le droit qui appartient à chaque créancier de poursuivre son débiteur et d'exercer des actes d'exécution sur les biens de celui-ci ; que, par suite, la saisie-arrêt, formée le 14 mai au préjudice du liquidé, tombait de plein droit et ne pouvait, à défaut d'un privilège ou de toute autre cause de préférence, produire aucun effet au profit exclusif du saisissant ;

D'où il suit qu'en l'état des faits ainsi constatés, l'arrêt attaqué, en refusant à Lithaud une action directe contre la Compagnie d'assurances et en déclarant nulle et de nul effet la saisie-arrêt pratiquée aux mains de ladite Compagnie, n'a violé aucun des articles de loi visés au pourvoi ;

Rejette...

MM. **Dupont** rapp. ; **Mérillon** av. gén. — Mes **Lefort, Durnerin** et **Pérouse** av.

NOTE. — Sous le régime antérieur à la loi du 9 avril 1898, la Cour de cassation admet qu'un ouvrier victime d'un accident de travail peut réclamer, au moyen d'une action directe contre la compagnie, le bénéfice d'une assurance collective contractée par son patron : Cass. 1er juillet 1885 (Gaz. Pal. 85.2.122 — D. 86.1.201). Pourtant il faut tout au moins pour cela que le contrat d'assurance passé entre le patron et la Compagnie constitue, au regard des ouvriers, un acte de gestion d'affaires ratifié et exécuté par les ouvriers au moyen du paiement des primes, en sorte qu'il y a un lien de droit entre les ouvriers et la Compagnie. V. Cass. 23 juillet 1884 (Gaz. Pal. 85.1, supp. 115 — D. 85.1.168) ; 9 janvier 1899 (D. 1900.1.169) ; 5 août 1902 (S. 1903.1.166 — D. 1903.1.307 . *Sic :* Sarrut, note D. 1901.1.353.

Mais l'assurance de responsabilité diffère essentiellement de l'assurance collective : elle est contractée dans l'intérêt exclusif du patron pour la garantie des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui en vertu des art. 1382 et suiv. C. civ., et il est impossible, par suite, d'y voir soit une stipulation pour autrui, soit une gestion d'affaires au profit des ouvriers. Dès lors, l'ouvrier n'a pas d'action directe contre la Compagnie.

La Cour de cassation ne paraît pas avoir eu à se prononcer directement sur cette question, mais les Cours d'appel ont nettement pris parti en ce sens, suivi aussi par la doctrine. V. Montpellier 5 mai 1888 (D. 88.2.292) ; Paris 19 juin 1888 (S. 97.2.201 note) ; 25 mai 1895 (S. 97.2. 201). *Sic :* Villetard de Prunières, Assur. accidents, n° 322 ; Planiol note D. 96.2.241 ; Sarrut, note D. 1901.1.353 ; Dupuich, note D. 97.2.369 ; Appert, note S. 97.2.201.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

30 Octobre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

ASSURANCES TERRESTRES. — ACCIDENTS. — OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR. — PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ. — ASSURÉ EN FAILLITE. — DIVIDENDE.

Bien que l'assuré, failli concordataire, ne soit tenu de payer qu'un dividende de l'indemnité qu'il a été condamné à payer à un tiers à raison d'un accident survenu à celui-ci par sa faute, la Compagnie d'assurances qui s'est engagée, en échange de primes calculées d'après l'importance de la somme garantie, à payer les indemnités auxquelles l'assuré pouvait être condamné, ne peut prétendre n'être point tenue elle-même au-delà de ce dividende elle doit acquitter intégralement l'indemnité stipulée.

Et si l'assuré failli renonçant à faire subir à ce créancier la réduction du dividende, a offert de le payer intégralement, la Compagnie d'assurance débitrice de la liquidation n'a pas qualité pour critiquer la situation préférable faite audit créancier.

Compagnie La Zurich c. cons. Vizioz et Cie des Tramways de Grenoble.

La Cie d'assurances La Zurich s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Grenoble du 19 novembre 1903, rapporté Gaz. Pal. 1903.2.648, rendu au profit des consorts Vizioz et de la Cie des Tramways de Grenoble.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 1134 et suiv. C. civ., des art. 1 et 10 ainsi que des conditions particulières de la police intervenue entre les parties ; violation des art. 491 et suiv., 516 C. com., 1165 C. civ., en ce que l'arrêt attaqué condamne la Cie Zurich à effectuer des paiements pour le compte de son assuré, auquel elle est purement et simplement substituée, dans des conditions autres que cet assuré lui-même, notamment sans pouvoir ni bénéficier du concordat consenti à l'assuré, ni opposer à la victime de l'accident, simple créancier chirographaire de l'assuré, le défaut de production et de vérification de sa créance, et en ce qu'il reconnaît ainsi aux tiers, victimes d'un accident, un véritable privilège sur la créance résultant, pour l'auteur de l'accident, du contrat d'assurance. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu que, condamnée par arrêt de la Cour de Grenoble du 17 juin 1902, passé en force de chose jugée, à payer des dommages-intérêts à la dame Vve Vizioz et à ses enfants, comme responsable d'un accident mortel survenu à Vizioz père, par la faute d'un de ses agents, la Cie des Tramways de Grenoble à Chapareillan, assurée à la Cie générale d'assurances Zurich, contre la responsabilité civile pouvant lui incomber vis-à-vis des « tierces personnes circulant », l'a assi-

gnée en paiement d'une somme de 10.000 fr., montant de l'assurance ;

Attendu que la Zurich, se prévalant de ce que la Cie des Tramways, mise en liquidation judiciaire, ne devrait, à raison de son concordat, payer aux consorts Vizioz qu'un dividende, a prétendu qu'elle ne saurait être, elle-même, tenue au-delà de ce divisende et être obligée de verser à l'assuré une somme plus forte que celle payée par celui-ci à la victime de l'accident ;

Mais attendu, d'une part, que l'arrêt attaqué déclare que de l'ensemble des clauses de la police il résulte qu'en échange des primes calculées d'après l'importance de la somme garantie, la Zurich s'est engagée, sans exception ni restriction, à payer à la Cie assurée toutes les indemnités auxquelles celle-ci pourrait être condamnée à la suite d'accidents ; qu'il ajoute que la mise en liquidation de la Cie des Tramways « événement postérieur à l'acident, en dehors des prévisions et de l'intention des parties », ne saurait ni diminuer les droits de l'assuré vis-à-vis de son assureur, ni modifier les obligations de celui-ci ; qu'il en conclut que la Zurich, qui a régulièrement reçu le total des primes dues par l'assuré, est tenue d'acquitter intégralement le montant de l'indemnité stipulée en la police ;

Attendu, d'autre part, que l'arrêt attaqué qui a, sur ce point, adopté les motifs du jugement, constate que la Cie des Tramways, renonçant à faire subir aux consorts Vizioz la réduction du dividende, offre de les payer intégralement, lui donne acte de cette offre et déclare que la Zurich, débitrice de la liquidation, n'a pas qualité pour critiquer la situation préférable faite à ces créanciers ;

D'où il suit qu'en décidant, dans ces circonstances, que, malgré le défaut de production et de vérification de la créance des consorts Vizioz, la Zurich resterait tenue de payer l'intégralité de l'indemnité d'assurance, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles de loi invoqués par le pourvoi ;

Rejette...

MM. **Dupont** rapp. ; **Mérillon** av. gén. (c. conf.). — Mes **Brugnon** et **Legendre** av.

NOTE. — La jurisprudence et la doctrine qui refusent, en général, au tiers, victime d'un accident, le droit de toucher le bénéfice de l'assurance dans son intégralité, en cas de faillite de l'assuré, et qui ne lui accordent qu'un dividende comme aux créanciers chirographaires, reconnaissent sans hésitation qu'il serait contraire au droit et à l'équité de limiter la dette de l'assureur au montant de ce dividende.

« La Compagnie, dit M. Appert (Note S. 97.2.201), serait contrainte de verser aux mains de l'assuré le montant intégral des indemnités stipulées si son client était *in bonis*. Pourquoi la faillite de celui-ci lui permettrait-elle un bénéfice ? Où trouver un motif juridique de sa libération partielle ?... Les principes de la loi seraient violés par cette solution. La masse ayant cause du failli a succédé à l'intégralité de ses droits : le failli, demeuré *in bonis*, pourrait demander le montant intégral de l'indemnité, la masse de la faillite a les mêmes droits que lui. »

Il est d'ailleurs de principe que seuls les créanciers de l'assuré peuvent réclamer contre une attribution par voie de préférence. V. Cass. 31 décembre 1862 (S. 63.1.531) ; 7 décembre 1874 (D. 75.1.457).

COUR D'ASSISES DE LA NIÈVRE

5 NOVEMBRE 1906.

Présidence de M. Morlon.

COUR D'ASSISES. — ACCUSÉ DANS L'IMPOSSIBILITÉ DE SE PRÉSENTER. — RENVOI A UNE AUTRE SESSION. — MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE.

Lorsqu'il est établi qu'un accusé est dans l'impossibilité d'assister aux débats, la Cour d'assises peut, avant même qu'il soit procédé au tirage du jury de jugement, ordonner le renvoi de l'affaire à la plus prochaine session utile, et accorder à l'accusé sa mise en liberté provisoire en vertu de l'art. 11 *de la loi du 8 décembre* 1897.

Ministère public c. Binet.

LA COUR,

Considérant que l'état de santé de l'accusé est établi par un certificat du docteur David, médecin de la prison de Nevers, en date du 3 novembre présent mois, ainsi que par le rapport oral du docteur Marchais, entendu à l'audience de ce jour ;

Vu l'art. 306 du Code d'instruction criminelle :

Attendu que le nommé Binet, qui devait comparaître aujourd'hui devant la Cour d'assises pour y être jugé est atteint d'une maladie qui le met dans l'impossibilité d'assister aux débats ;

Sur la mise en liberté provisoire :

Vu l'art. 11 de la loi du 8 décembre 1897 ;

Attendu que le nommé Binet était en liberté provisoire jusqu'au 28 octobre 1906 ; qu'il est domicilié dans le département ; que son défenseur prend pour lui l'engagement de se présenter à toute réquisition ;

Renvoie l'affaire du nommé Binet à la plus prochaine session utile ;

Ordonne sa mise en liberté provisoire s'il n'est détenu pour une autre cause ;

Condamne ledit Binet aux dépens de l'incident.

M. **Laroche** subst. proc. Rép. — Me **Tricot** av.

NOTE. — La question jugée par cet arrêt, qui, à notre connaissance, a prévu une espèce nouvelle, mérite d'être signalée. Il s'agissait d'un individu accusé de faux, lequel au cours de l'information préparatoire était resté en liberté provisoire, et avait seulement été arrêté quelques jours avant l'ouverture de la session, en vertu de l'ordonnance de prise de corps contenue dans l'arrêt de renvoi. Le jour fixé pour sa comparution, il se trouvait, par suite d'ataxie locomotrice subitement aggravée, dans l'impossibilité de comparaître.

La procédure régulière était celle prévue par l'art. 306 C. instruc. criminelle, c'est-à-dire celle qui consistait de la part de l'accusé à présenter requête au président des assises aux fins d'obtenir que l'affaire ne fût pas portée à la première assemblée du jury. Il est en effet de jurisprudence que jusqu'à la formation du jury de jugement c'est le président des assises qui a seul qualité pour statuer sur une demande de cette nature, ou ordonner d'office la prorogation de délai : F. Hélie, Instruction criminelle, n° 3578 ; Dalloz, v° Instruct. crim., n° 2001 ; Rép. Cass. 27 avril 1850 (Bull. crim. 139). Mais il importe de remarquer que le président des assises ne peut ordonner la mise en liberté provisoire de l'accusé,

que seule, la Cour d'assisses peut prononcer en vertu de l'art. 11 de la loi du 8 décembre 1897.

Il est, d'autre part, constant en jurisprudence que le renvoi à une autre session peut être ordonné par la Cour toutes les fois que cette mesure est utile à la manifestation de la vérité. Il en est ainsi notamment lorsqu'à raison de son état de maladie ou de démence l'accusé n'est pas en état de présenter sa défense : Cass. 6 juin 1839 (Bull. crim. 181) ; 11 février 1875 (Bull. crim. 47 — D. P. 77.1.140) et dans ce cas le renvoi peut être ordonné pour une date indéterminée (arrêt de 1875).

Il importe toutefois de remarquer dans ces arrêts que le renvoi est prononcé par la Cour alors que l'accusé est présent à l'audience. Dans l'espèce actuelle, la Cour d'assises de la Nièvre a été plus loin en faveur de l'accusé, lequel n'avait pas pu comparaître devant elle. C'est avant même la formation du jury de jugement, que la Cour, saisie par les conclusions de la défense, auxquelles s'associait le ministère public, a ordonné le renvoi et prononcé la mise en liberté provisoire de l'accusé. Il y a là une extension de l'art. 406 C. inst. crim. (et non l'art. 306 comme il est spécifié dans l'arrêt par suite d'une erreur de plume), mais que les termes généraux de cette disposition semblent admettre. En tout cas, c'était le seul moyen juridique qui permît de prononcer la mise en liberté provisoire de l'accusé.

H. S.

TRIBUNAL CIVIL DE MARSEILLE (1re Ch.)

6 Juillet 1906.

Présidence de M. Dumon.

FAILLITE. — LIQUIDATEUR JUDICIAIRE. — IMMEUBLE ACQUIS PAR LA FEMME DU FAILLI. — PRÉSOMPTION DE L'ART. 559 C. COM. — MARI NON COMMERÇANT AU JOUR DE L'ACQUISITION. — APPLICABILITÉ DE L'ART. 559 C. COM.

L'art. 559 C. com. faisant revivre, en cas de faillite, la loi romaine Quintus Mucius *édicte une présomption légale, d'après laquelle les biens acquis par la femme d'un failli quel que soit le régime matrimonial appartiennent au mari, ont été payés de ses deniers et doivent être réunis à la masse de son actif, sauf à fournir la preuve contraire.*

Cette disposition s'applique même au cas où le mari n'était pas encore commerçant au moment de l'acquisition de l'immeuble.

Époux Larmand c. Coste ès qualités et Duthoit.

Le Tribunal,

Attendu que la dame Eugénie Richard, épouse Larmand, mariée sous le régime dotal, par contrat du 14 septembre 1890, reçu Lavet, notaire à Aubagne, n'avait apporté en dot que son trousseau et quelques meubles meublants, le tout évalué 5.000 francs ; qu'elle a été séparée de biens par jugement du Tribunal civil de Marseille du 27 mai 1905 ;

Attendu qu'après son mariage, suivant acte aux minutes de Me de Gasquet, notaire, elle a acheté le 25 avril 1896 une propriété comprenant maison et jardin au prix de 7.000 francs ;

Attendu que le sieur Larmand, son mari, ayant été déclaré en faillite et l'union des créanciers ayant été constituée, le syndic a fait vendre l'immeuble comme bien de failli et que l'adjudication a été prononcée le 20 octobre 1904 au profit de Joseph Duthoit ;

Attendu que, par ajournement de Vaugier, huissier, du 30 juin 1905, la dame Larmand a introduit contre le syndic Coste et l'adjudicataire Duthoit une demande tendant à faire prononcer la nullité de la vente de l'immeuble dont elle prétend qu'elle était seule propriétaire ;

Attendu que l'art. 559 C. com., faisant revivre, au cas de faillite, la loi romaine *Quintus Mucius*, édicte une présomption légale d'après laquelle les biens acquis par la femme d'un failli quel que soit le régime matrimonial appartiennent au mari, ont été payés de ses deniers et doivent être réunis à la masse de son actif, sauf à la femme à fournir la preuve du contraire ;

Attendu que, vainement, la demanderesse a-t-elle essayé de soutenir que la disposition ci-dessus ne devait être appliquée que dans le cas où le mari tombé en faillite était déjà commerçant au moment du mariage ; cette condition réservée par l'art. 563 C. com. s'applique seulement à la restriction des effets de l'hypothèque légale et ne peut être transportée d'un article à l'autre, l'article 559 se suffisant à lui-même et sa disposition ne comportant aucune distinction ;

Attendu qu'en présence de la présomption légale qui lui est opposée, la dame Larmand est donc tenue de prouver qu'elle a fourni elle-même les deniers ayant servi à l'achat ;

Attendu qu'elle n'a pu justifier que de très faibles ressources qui, même en y joignant les économies supposées et fort douteuses qu'elle aurait pu prélever sur son salaire quotidien, auraient été tout à fait insuffisantes pour payer le prix de l'immeuble ; elle n'a donc pas fait la preuve qui était à sa charge;

Par ces motifs,

Déboute la demanderesse de ses fins et conclusions ; dit, par suite, qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours éventuel en garantie de Duthoit contre le syndic ;

Condamne la demanderesse aux dépens, y compris ceux de l'appel en garantie.

M. de **Gentile** subst. proc. Rép. — Mes **François Brun** et **Jourdan** av.

NOTE. — L'espèce paraît nouvelle en jurisprudence.

Le mari n'était pas commerçant au moment de l'acquisition de l'immeuble par la femme, pouvait-on, dès lors, appliquer à cet immeuble la présomption de l'art. 559 C. com. ? L'affirmative a déjà été admise en ce qui concerne les meubles : Rouen 16 février 1857 (D. 58.5.189).

MM. Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 3055 disent à ce sujet : « Il y a là une différence (entre l'art. 559 et la règle de l'art. 563 C. com.) qui n'est pas satisfaisante au point de vue rationnel ; car en dehors des deux cas visés par l'art. 563, on peut dire que la femme n'ayant pas été à même de prévoir qu'elle serait peut-être exposée aux dispositions rigoureuses des art. 557 à 560 n'a pas dû prendre ses précautions. »

V. Dalloz, Jurisp. gén., Supp. v° Faillites et banqueroutes, n° 1151.

328

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

9 Novembre 1906.

Présidence de M. Bard.

CULTES. — MARIAGE RELIGIEUX. — INTERDICTION AUX MINISTRES DU CULTE. — ART. 199 ET 200 C. PÉN. — LOI DU 9 DÉCEMBRE 1905. — NON-ABROGATION.

L'art. 199 *C. pén. qui interdit à tout ministre d'un culte de procéder aux cérémonies religieuses d'un mariage sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil, est fondé sur la nécessité, qui est d'ordre public, de réprimer les contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes .*

Cette disposition est indépendante des art. 54 *de la loi du* 18 *germinal an X et* 53 *de l'ordonnance du* 25 *mai* 1844, *puisqu'elle vise d'une façon générale les ministres de tous les cultes, tandis que les art.* 54 *et* 53 *concernaient uniquement les ministres des cultes catholique et israélite ; elle a donc pu survivre à l'abrogation de la loi de l'an X et de l'ordonnance de* 1844.

Enfin, elle ne peut être considérée comme abrogée tacitement par la loi du 9 *décembre* 1905, *avec laquelle elle n'a rien d'inconciliable.*

Ludet.

L'abbé Ludet s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Nancy du 26 avril 1906, rapporté Gaz. Pal. 1906.1.588, qui l'avait condamné à l'amende pour infraction à l'art. 199 C. pén.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la fausse application, et, par suite, de la violation des art. 199 et 200 C. pén., en ce que l'arrêt attaqué a condamné le demandeur en appliquant lesdites dispositions pénales qui ont été abrogées par la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat :

Attendu que l'art. 199 C. pén. qui interdit à tout ministre d'un culte de procéder aux cérémonies religieuses d'un mariage sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil, est fondé, suivant l'intitulé du premier paragraphe de la section où se trouve cet article, sur la nécessité, qui est d'ordre public, de réprimer les contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes ; que cette disposition pénale était indépendante des art. 54 de la loi du 18 germinal an X et 53 de l'ordonnance du 25 mai 1844, puisqu'elle vise d'une façon générale les ministres de tous les cultes, tandis que les art. 54 et 53 concernaient uniquement les ministres des cultes catholique et israélite: qu'elle a donc pu survivre à l'abrogation de la loi de l'an X et de l'ordonnance de 1844 : et enfin l'existence de l'art. 199 est d'autant moins inconciliable avec la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat que,dans son rapport, le rapporteur de la loi de 1905 a exclu l'hypothèse de l'abrogation dudit art. 199, et que les amendements présentés en vue de cette abrogation ont été rejetés par le Parlement ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Roulier** rapp. ; **Lombard** av. gén.— Me **Passez** av.

NOTE. — Ce qui rendait la question un peu délicate, c'est que bien des auteurs ont considéré que les rédacteurs du Code pénal de 1810 n'ont eu en vue, en édictant, au lendemain du Concordat et des articles organiques les dispositions des art. 199 et 200, que les cultes *légalement reconnus* — autrement dit qu'ils ont voulu ajouter une sanction pénale aux obligations concordataires imposées aux prêtres du culte catholique par l'art. 54 des articles organiques du 18 germinal an I, et imposées aussi plus tard aux ministres du culte israélite par l'arrêté du 1er pluviose an X et l'ordonnance royale du 25 mai 1844. V. en ce sens : Blanche, Etudes sur le C. pén., t. IV, n° 1 ; Garraud, Dr. pén., 2e édit., t. IV, n° 1250 ; Fabreguettes, Tr. des Infractions de la parole, t. I, n° 891; Garçon, Comment. du C. pén. sur l'art. 199, p. 478, n° 7; Paud. franç. Répert., v° Cultes, n° 848; Dalloz, Rép., v° Culte, n° 295. S'il en est ainsi, disait le pourvoi, l'abrogation formelle des articles de la loi organique du Concordat par la loi du 9 décembre 1905 entraîne nécessairement celle des dispositions légales qui en étaient la sanction, telles que les art. 199 et 200 C. pén.

Mais la Cour de cassation n'a pas suivi cette thèse. Pour elle, la généralité des termes de l'art. 199 C. pén. qui vise « les ministres d'un culte » sans y ajouter *reconnu* implique que cette disposition est indépendante des lois organiques. V. en ce sens : Chauveau et F. Hélie, Th. du C. pén., t. III, n° 915.

Il est par ailleurs certain que les travaux préparatoires démontrent que, loin de vouloir abroger les art. 199 et 200 C. pén., le législateur de 1905 a entendu les maintenir. Cela résulte du rejet de deux amendements présentés en ce sens l'un à la Chambre, l'autre au Sénat.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

31 Octobre 1906.

Présidence de M. Voisin.

OBLIGATIONS. — OBLIGATION DE FAIRE. — INEXÉCUTION. — DOMMAGES INTÉRÊTS. — EXÉCUTION POSSIBLE PAR UN TIERS. — MESURE FACULTATIVE POUR LE JUGE.

L'obligation de faire se résout nécessairement en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur (*art.* 1142 *C. civ.*).

Et si, aux termes de l'art. 1144 *même code, quand une obligation a pour objet un fait susceptible d'être exécuté par un tiers, sans l'intervention personnelle du débiteur, le créancier peut être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens de ce dernier, cette mesure est facultative et abandonnée au pouvoir discrétionnaire des juges du fond.*

Bonhomme c. Desbrousse.

M. Bonhomme s'est pourvu en cassation contre un ar-

rêt de la Cour d'appel d'Aix du 10 février 1905, rendu au profit de M. Desbrousse.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des art. 1101, 1134, 1142, 1143, 1144, 1382, 1792, 2270 C. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que le pourvoi fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir, contrairement aux stipulations du cahier des charges, et tout en constatant les malfaçons et les omissions commises par l'entrepreneur, alloué au demandeur une indemnité pécuniaire au lieu d'ordonner les réfections nécessaires et même, pour certaines de ces malfaçons et omissions, négligé d'allouer une indemnité, ce qui a dispensé partiellement un débiteur d'exécuter son obligation ;

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 1142 C. civ., l'obligation de faire se résout nécessairement en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur ; que si, aux termes de l'art. 1144 du même code, quand une obligation a pour objet un fait susceptible d'être exécuté par un tiers,sans l'intervention personnelle du débiteur, le créancier peut être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens de ce dernier, cette mesure est facultative et abandonnée au pouvoir discrétionnaire des juges du fond ;

Attendu, en fait, qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué, d'une part, que si les travaux exécutés par Desbrousse renfermaient quelques malfaçons, celles-ci, d'ailleurs légères, étaient rendues presque inévitables par suite des conditions dans lesquelles l'entreprise avait été faite ; qu'au surplus, Bonhomme avait lui-même consenti aux réparations qu'il critique et envoyé dans ce but à Desbrousse du ciment métallique dont il a porté le prix au débit de cet entrepreneur; d'autre part, que ces malfaçons ne compromettent en rien la solidité des constructions qui, dans leur ensemble, répondent à leur destination et sont conformes aux conventions des parties ;

Attendu qu'il résulte encore des constatations de l'arrêt attaqué que la moins value, équitablement fixée par l'expert à 300 francs, s'applique à l'ensemble des malfaçons qui se rapportent toutes à la pierre de taille,aux taches, écornures réparées au ciment et raccords ; que le larmier omis est un travail sans importance pour l'inexécution duquel une indemnité supplémentaire de six francs, soit le prix même de cet ouvrage, donne toute satisfaction à Bonhomme ; qu'il en est ainsi de la réfection des raccordements mal faits d'un pilastre de la tourelle, travail justement évalué par l'expert à la somme de dix francs allouée à Bonhomme pour lui permettre de faire cette réparation aux dépens de Desbrousse ; qu'en refusant, dans ces conditions, d'ordonner la démolition et la réfection de constructions qu'elle déclare conformes aux règles de l'art et aux conventions, la Cour d'appel d'Aix, dont l'arrêt est régulièrement motivé, n'est point sortie des limites de son pouvoir souverain d'appréciation des faits de la cause et, loin d'avoir violé les textes de loi visés au moyen, en a fait une exacte application ;

Rejette...

MM. **Dubois** rapp ; **Bonnet** av. gén. — Me **Talamon** av

NOTE. — Il résulte bien des termes de l'art. 1144 C. civ. que le juge a la *faculté* d'ordonner que le créancier fera exécuter l'obligation aux frais du débiteur, ou d'adjuger au créancier des dommages-intérêts. Il n'est pas tenu d'ordonner, sur la demande du créancier, que l'obligation sera exécutée aux frais du débiteur : Cass. 20 décembre 1820 (S. chr.) ; 19 mars 1855 (S. 55.1.648 — D. 55. 1.297) ; Lyon 29 avril 1853 (S. 53.2.347 — D. 54.2.187) ; 14 juin 1860 (S. 61.2.163). *Sic :* Larombière sur l'art. 1144, n° 7 ; Aubry et Rau, 4e édit., t. IV, § 299, note 14.

Pourtant certains auteurs se sont prononcés en sens contraire : V. Massé et Vergé sur Zachariæ, t. III, § 350, p. 363, note 3 ; Demolombe, Oblig., t. II, nos 503 et suiv.; Laurent, t. XVI, n° 199.

COUR D'APPEL DE PARIS (9e Ch.)

7 Novembre 1906.

Présidence de M. Berr.

EFFETS PUBLICS. — OPÉRATIONS. — PREUVE. — COULISSIER. — COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT.

Le coulissier qui réclame à un client le paiement d'une somme d'argent pour l'exécution d'opérations de bourse portant sur valeurs cotées effectuées par ministère d'agent de change doit, si ledit client prétend n'avoir fait aucune opération et donné aucun ordre, faire la preuve conformément aux règles du droit commun.

Mais si le client reconnaît par ses conclusions avoir apuré le solde du compte de ses opérations à une liquidation comprise dans la période où se placent les opérations donnant lieu à la demande,et si,en outre,le coulissier produit une lettre qui lui a été adressée par l'agent de change, mandataire du client, relativement à une opération de compensation effectuée d'ordre de celui-ci, cet aveu, accompagné des déclarations de l'agent de change, constituent un commencement de preuve par écrit rendant vraisemblables les faits allégués et autorisant toute mesure d'instruction.

Rabouin et Cie c. Douca.

La Cour,

Statuant sur l'appel principal interjeté par Rabouin et Cie du jugement rendu par le Tribunal civil de Fontainebleau, le 9 novembre 1905, ensemble sur l'appel incidemment interjeté du même jugement par Douca :

Vu la connexité, joint les causes ;

Et statuant sur le tout par un seul et même arrêt :

Considérant que Rabouin et Cie, coulissiers à Paris, se prétendant créanciers de la somme principale de 2.775 fr. 90 pour l'exécution d'opérations de bourse portant sur la Rente française, l'Extérieure, les Wagons-Lits, toutes valeurs cotées, qu'en janvier et février 1902 ils auraient fait effectuer par ministère d'agent de change pour le compte de Douca, ont assigné ce dernier devant le Tribunal civil de Fontainebleau en paiement de ladite somme et en validité de la saisie- arrêt pratiquée aux mains de Legrand, agent de change, suivant exploit du 17 mars 1905 ;

Considérant que les premiers juges ont repoussé la demande, qu'ils ont envisagée comme se heurtant aux prescriptions de l'art. 1347 C. civ., Douca affirmant n'avoir fait aucune opération de bourse avec Rabouin et Cie et ne leur avoir donné aucun ordre ;

Considérant que Rabouin et Cie, ayant saisi le Tribunal, sont assujettis aux règles du droit commun pour l'admission de leur demande ;

Mais considérant que Douca, par ses conclusions déposées sur le bureau de la Cour le 30 juillet 1906, reconnaît avoir apuré le solde débiteur du compte de ses opérations dans la maison de coulisse Rabouin et Cie, à la liquidation du 15 janvier 1902 ;

Considérant, en outre, que Rabouin et Cie produisent une lettre qui leur a été adressée le 23 janvier 1906 par Bruneau, agent de change, relativement à une opération dite de compensation effectuée d'ordre de Douca son client, le 15 janvier 1902, sur 50 actions Wagons-Lits avec son confrère Béjot pour le compte de Rabouin et Cie ;

Considérant que les écrits émanant du mandataire dans la limite de son mandat sont opposables au mandant ; d'où il suit que l'aveu de Douca formulé dans ses conclusions du 30 juillet 1906, accompagné des déclarations de Bruneau, son mandataire, constituent un commencement de preuve par écrit rendant vraisemblable les faits allégués et autorisant toute mesure d'instruction ;

Considérant que le bordereau de liquidation du 15 janvier 1902 ne comprenait que les opérations soumises à une liquidation bi-mensuelle ; que 100 actions Wagons-Lits y sont mentionnées dont 50 compensées et 50 mises en report, toutes opérations nécessitant la continuation des relations de Douca avec Rabouin et Cie ;

Considérant qu'en l'état des faits et circonstances de la cause, la Cour ne possède pas les éléments suffisants pour statuer en pleine connaissance sur le fond du litige ; qu'une mesure d'instruction s'impose ;

Par ces motifs,

Avant faire droit au fond, commet du consentement des parties Raoul Rousseau seul expert, dispensé du serment, lequel examinera la correspondance, les livres, carnets, répertoires ; précisera les opérations réellement et régulièrement effectuées par Rabouin et Cie pour le compte de Douca, postérieurement à la liquidation du 15 janvier 1902 ; établira le solde créditeur ou débiteur ; entendra les parties, les conciliera, sinon déposera son rapport...

M. **Rambaud** av. gén. — M^e **Rodanet** et **Lacan** av.

NOTE. — Les opérations de bourse constituent des actes de commerce lorsqu'elles sont multipliées : Lyon 24 juillet 1883 (Gaz. Pal. 84.1.183) ; Paris 16 novembre 1892 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Actes de com., n° 9) ; Trib. com. Seine 24 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.2.158). Dans ce cas la preuve de l'ordre donné à l'intermédiaire peut être faite par tous les modes admis en matière commerciale.

Mais, à l'inverse, lorsque les opérations de bourse ne constituent pas des actes de commerce, elles sont soumises, quant à la preuve, aux règles du Code civil : Lyon 24 juillet 1883, précité ; Trib. com. Lyon 16 juin 1882 (Gaz. Pal. 82.2.302).

Il faut donc, en principe, un commencement de preuve par écrit pour que les présomptions ou la preuve testimoniale puissent être admises.

Il est d'ailleurs de principe admis que les écrits du mandataire peuvent servir de commencement de preuve par écrit contre le mandant : Cass. 10 août 1840 (S. 40.1.875) ; *Sic :* Aubry et Rau, 4^e édit., t. VIII, § 764, p. 337 ; Larombière, Oblig. sur l'art. 1347, n° 7.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (7^e Ch.)

30 Octobre 1906.

Présidence de M. François Poncet.

BAIL. — INCENDIE. — RESPONSABILITÉ DU LOCATAIRE. — FEU DE CHEMINÉE. — DÉFAUT D'ÉPAISSEUR. — INOBSERVATION DES RÈGLEMENTS. — NÉGLIGENCE DU PROPRIÉTAIRE. — VICE DE CONSTRUCTION. — INAPPLICABILITÉ DE L'ART. 1733 C. CIV. — CLAUSE CONTRAIRE DU BAIL. — NULLITÉ.

Doit être attribué au vice de construction le feu de cheminée qui éclate chez un locataire, lorsqu'il est établi : 1° que les parois du corps de cheminée n'ayant d'ailleurs pas l'épaisseur exigée par les règlements, ladite cheminée n'a été, depuis de longues années l'objet d'aucune mesure de surveillance, ni d'aucun travail d'entretien de la part du propriétaire, ainsi que l'aurait exigé la prudence; 2° que le feu, de faible intensité, s'est éteint de lui-même immédiatement, sans qu'il y ait eu à faire appel aux pompiers.

En conséquence, le locataire doit être déchargé de toute responsabilité, celle-ci incombant au propriétaire, sans qu'il y ait lieu de s'arrêter à une clause contraire que ce dernier aurait pris soin d'insérer dans le bail bien qu'il n'en pût ignorer la nullité radicale.

Compagnie la Nationale c. Dlle Hugot-Gobain.

Le Tribunal,

Attendu que, le 9 mai 1904, un feu de cheminée s'est déclaré dans un appartement du second étage de l'immeuble sis à Paris, rue Clément-Marot, loué par la demoiselle Hugot-Gobin, en 1898, à la Société générale immobilière ; que des dégâts furent occasionnés par le feu aux chambres des six étages traversées par le corps de la cheminée, dont les poteries durent être remplacées ;

Attendu que, faute par les parties de se mettre d'accord sur le règlement du sinistre, Edwald, architecte expert, fut commis par ordonnance de référé du 21 juin 1904, enregistrée, à l'effet de dresser un rapport sur les causes de l'incendie ; que le travail de l'expert, déposé au greffe le 25 juin 1905, après avoir mentionné que les parois du corps de la cheminée en question n'avaient pas l'épaisseur exigée par le règlement de police du 15 janvier 1881, alors que la construction de l'immeuble remonte à 1884, conclut cependant à la responsabilité de ce locataire, parce que l'intensité du feu allumé n'ayant pu être déterminée, la demoiselle Hugot-Gobin n'établit pas que le feu ait eu pour cause un vice de construction de la cheminée, ni que le défaut d'épaisseur des enduits des poteries ait augmenté les dégâts causés par l'incendie ; qu'en conséquence la défenderesse doit être tenue de rembourser le montant du dommage à la Compagnie « La Nationale », assureur du propriétaire, dans les droits duquel elle est subrogée ;

Attendu qu'en suite de ce rapport la Compagnie demanderesse a assigné la défenderesse en paiement d'une somme de 887 francs ;

Mais attendu qu'il est allégué et non contredit que le feu allumé dans la cheminée de la salle à manger de la demoiselle Hugot-Gobin était de faible intensité et qu'il s'est éteint de lui-même immédiatement, sans avoir né-

cessité d'appel au secours ni l'intervention des pompiers ; que la cause des dégâts constatés doit donc être manifestement et exclusivement attribuée à l'insuffisance de résistance des parois du corps de la cheminée, dont l'épaisseur n'était pas réglementaire, c'est-à-dire à un vice de construction de cette cheminée qui, d'ailleurs, depuis 1888, n'avait été l'objet d'aucune mesure de surveillance pour en reconnaître l'état, ainsi que l'aurait exigé la prudence, étant donné le défaut d'épaisseur des enduits, ni d'aucun travail d'entretien propre à parer aux dangers éventuels résultant de ce défaut d'épaisseur;

Attendu que la défenderesse administre donc la preuve que l'art. 1733 C. civ. met à sa charge, sans qu'il y ait lieu de s'arrêter à la clause de non-responsabilité que la Société générale immobilière n'hésite pas à insérer habituellement dans ses baux, bien qu'elle ne puisse en ignorer la nullité radicale;

Par ces motifs,

Réformant le rapport de l'expert, déboute la Compagnie demanderesse de ses fins, moyens et conclusions ; la condamne en tous dépens, etc.

M^es **Lavollée** et **Rachou** av.

NOTE. — En principe le locataire qui veut échapper à la présomption de responsabilité instituée contre lui par l'art. 1733 C. civ. doit prouver non seulement l'existence d'un vice de construction mais encore la relation de cause à effet entre ce vice de construction et l'incendie : Cass. 11 janvier 1870 (S. 70.1.335 — D. 70.1.256) ; Paris 17 novembre 1893 (S. 94.2.11 — D. 94.2.165). Mais cette relation peut être établie par tous les moyens de preuve. Notamment elle peut résulter de présomptions graves précises et concordantes et c'est précisément ce que décide le jugement rapporté lequel présente un sérieux intérêt pratique. *Sic :* Trib. civ. Toulouse 6 mars 1890 et Lyon 29 janvier 1890 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Bail, n° 365). Il faut noter, en outre, que le Tribunal a relevé comme une imprudence ou négligence du propriétaire le fait de n'avoir point surveillé et entretenu une cheminée qui, à raison de l'insuffisance d'épaisseur des parois de son coffre, insuffisance qu'il devait connaître, présentait des dangers permanents d'incendie.

Par contre, il a été jugé que le propriétaire ou principal locataire d'une maison n'est pas responsable envers un locataire (ou envers la Compagnie d'assurances subrogée à ses droits), d'un incendie survenu par suite de dégradations, telles que des crevasses dans une cheminée, qu'il n'a pas connues et qu'il n'aurait pu connaître sans des recherches spéciales autres que celles nécessitées par l'entretien des lieux : Paris 23 février 1869 (S. 70.1.48).

Rappr. de la décision recueillie : Besançon 27 novembre 1895 (Gaz. Pal. 95.2.755); 9 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900. 2.63) ; Trib. civ. Bazas 16 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.2.244); Toulouse 16 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.383) et les notes avec renvois à la jurisprudence antérieure.

Toutefois, certains arrêts se montrent très rigoureux en ce qui concerne la preuve à fournir par le locataire. V. notamment : Paris 31 octobre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.607) ; Trib. civ. Toulouse 4 juin 1888 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Bail, n° 368).

TRIBUNAL DE PAIX DE CHARENTON

3 Novembre 1906.

Présidence de M. Beauvais.

SAISIE-GAGERIE. — LOYERS D'AVANCE. — NULLITÉ. — RÉSILIATION.

La convention par laquelle le preneur s'engage à payer au bailleur ses termes de loyers, par avance, donne au bailleur, au commencement de chaque terme à courir, un droit de créance, mais à ce droit ne sont point attachées les actions et voies d'exécution, exceptionnelles et rapides, de l'art. 819 *C. proc. civ. ; en effet, le législateur a voulu que le preneur ait eu la jouissance, effective et réelle, des lieux loués, avant d'être exposé aux rigueurs de l'art.* 819.

Par suite, le commandement tendant à saisie-gagerie pour défaut de paiement d'un terme payable d'avance et le procès-verbal de saisie-gagerie qui en a été la suite doivent être annulés.

Néanmoins, le défaut de paiement établissant l'inexécution des engagements pris, il y a lieu à résiliation du bail, mais en conformité des art. 1728 *et* 1741 *C. civ.*

Veuve Agostini c. Coquelin.

Le Tribunal,

Attendu que, le 17 octobre 1906, la demanderesse, agissant en vertu de l'art. 819 C. proc. civ., a fait signifier au défendeur, commandement de lui payer 137 fr. 50 pour un terme de loyer, échu le 1^er octobre précédent comme payable d'avance, d'un pavillon, sis à Maisons-Alfort, 21, rue de Bretagne ;

Attendu que ce commandement étant resté infructueux, la demanderesse, par procès-verbal du 19 octobre suivant, a fait procéder, au préjudice de son locataire, à la saisie-gagerie des meubles et effets se trouvant dans les lieux loués ;

Attendu qu'aujourd'hui la demanderesse a fait citer le défendeur devant le Tribunal, en paiement de la somme réclamée, en validité de la saisie-gagerie avec toutes suites et conséquences de droit, en résiliation du bail et en expulsion ; que le défendeur conteste la validité des poursuites et prétend ne rien devoir actuellement ;

Mais attendu, quant à cette dernière allégation, qu'il résulte des aveux mêmes de Coquelin que les termes précédents ont été acquittés d'avance et que, par suite, les conventions des parties, sur ce point, sont absolument établies ; que la demanderesse est donc en droit d'exiger, dès maintenant, le paiement du loyer afférent au terme d'octobre à janvier ;

Attendu néanmoins que celle-ci était sans qualité pour exercer les droits conférés au bailleur par l'art. 819 § 1 C. proc. civ. ; qu'aux termes de cet article les meubles et effets du locataire garnissant les lieux loués ne peuvent être saisis-gagés que pour loyers échus ; qu'ainsi, le législateur a voulu que le locataire ait eu la jouissance effective et réelle des lieux loués avant d'être exposé aux rigueurs de l'art. 819 ; que si, dans l'espèce, les parties ont convenu que les paiements se feraient par avance, leurs conventions, sur ce point, n'ont eu pour effet que de donner au bailleur, au commencement de chaque terme à courir, un simple droit de créance, mais qu'à ce droit ne sauraient être attachées

les actions et voies d'exécution exceptionnelles et rapides de l'art. 819 ;

Attendu, dans ces circonstances, que c'est à tort que la demanderesse a employé la procédure autorisée par cet article ; qu'il lui appartenait, alors surtout qu'aucune fraude n'était imputable au locataire, tel un déménagement furtif, par exemple, d'avoir recours aux voies et moyens de droit commun ;

Attendu toutefois que c'est sans raison que le défendeur a manqué à ses engagements et que par suite il y a lieu par application des art. 1728 et 1741 C. civ. de prononcer la résiliation du bail à ses torts et griefs si, dans le délai qui va lui être imparti (les actes qui vont être annulés n'ayant pu servir de mise en demeure), il n'a pas payé le terme exigible depuis le 1er octobre dernier ;

Par ces motifs,

Déclare nuls le commandement du 17 octobre ainsi que le procès-verbal de saisie-gagerie du 19 octobre 1906 ;

Dit que le présent jugement tiendra lieu de mainlevée de ladite saisie et de décharge au gardien ;

Dit, au contraire, à bon droit la demande en paiement du terme de loyer exigible d'avance le 1er octobre 1906 ;

Condamne en conséquence Coquelin à en payer le montant, soit 137 fr. 50, à la demanderesse avec intérêts de droit à partir du jour de la citation ;

Dit que ce paiement devra être effectué dans les trois jours de la signification du présent jugement si mieux n'aime Coquelin l'effectuer avant ;

Et faute par lui de ce faire dans ledit délai, déclare alors résilié le bail verbal intervenu entre les parties aux torts et griefs de Coquelin ;

Ordonne, dans ce cas seulement, son expulsion à l'expiration dudit délai même avec l'assistance de la force publique si besoin est ;

Condamne Coquelin aux dépens depuis et y compris la citation du 26 octobre 1906, ceux antérieurs restant tous à la charge de la demanderesse.

NOTE. — Il paraît généralement admis que la saisie-gagerie ne s'applique qu'aux loyers et fermages échus et que le texte de l'art. 819 C. proc. civ. ne permet pas de saisir-gager pour des loyers à échoir, alors du moins que le locataire n'a pas essayé de faire disparaître le gage du propriétaire. *Sic :* Bourges 17 décembre 1837 (S. 38.2.170); Trib. paix Bordeaux 29 septembre 1891 (Loi 6 octobre 1891) ; Douai 26 avril 1884 (Gaz. Pal. 84.2.366) ; Rennes 9 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.1, Table, v° Saisie-gagerie, nos 1 et 2). Bioche, Dict. de procéd., v° Saisie-gagerie, n° 5 ; Garsonnet et Cézar-Bru, Traité théor. et prat. de procéd. civ., t. VII, § 2627, p. 137 ; Rousseau et Laisney, Dict. théor. et prat. de procéd. civ., v° Saisie-gagerie, n° 4 ; Glasson et Colmet-Daage, Précis théor. et prat. de procéd. civ., t. II, n° 1071. Voir toutefois en sens contraire : Trib. civ. Seine 25 mars 1899 (Journ. des Av. 99.207). Comp. également : Trib. civ. Grenoble 5 décembre 1889 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Saisie-gagerie, n° 11) ; Trib. civ. La Châtre 21 mars 1883 (Gaz. Pal. 83.1.496).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

5 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS-VOITURIER. — FINS DE NON-RECEVOIR. — ART. 105 C. COM. — EXPÉDITION EN PORT PAYÉ. — AVARIES OCCULTES.

Le texte de l'art. 105 C. com. est absolu et la fin de non-recevoir qu'il édicte s'applique aussi bien aux expéditions en port payé qu'aux expéditions en port dû, sans distinction entre les avaries extérieures ou apparentes et les avaries intérieures ou occultes ; et elle ne cesse d'être applicable que s'il y a eu, au moment de la prise de livraison, impossibilité de vérifier la marchandise, soit par le fait du voiturier, soit par suite de force majeure.

Tramways de Pontcharra c. Matteraz.

La Compagnie des Tramways de Pontcharra s'est pourvue en cassation d'un jugement du Tribunal de commerce de Grenoble du 25 mai 1904, rendu au profit de M. Matteraz.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation de l'art. 105 C. com., en ce que le Tribunal a déclaré ledit article inapplicable, dans l'espèce, sous le prétexte que la marchandise transportée ayant été expédiée en port payé et l'avarie étant occulte, la Compagnie transporteur ne pouvait opposer la fin de non-recevoir tirée de l'expiration du délai de trois jours donné au destinataire pour notifier sa protestation motivée. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi ;

Vu l'art. 105 C. com.;

Attendu que le texte de l'art. 105 C. com. est absolu et que la fin de non-recevoir qu'il édicte s'applique aussi bien aux expéditions en port payé qu'aux expéditions en port dû, sans distinction entre les avaries extérieures ou apparentes et les avaries intérieures ou occultes et qu'elle ne cesse d'être applicable que s'il y a eu, au moment de la prise de livraison, impossibilité de vérifier la marchandise, soit par le fait du voiturier, soit par suite de force majeure ;

Attendu qu'il est constaté par le jugement attaqué que les sieurs Dorel frères, de Grenoble, ont,le 11 juin 1903, expédié franco par petite vitessse au sieur François Matteraz, boulanger à la Rochette, 20 balles de farine ; que ces marchandises, transportées par la Compagnie des tramways de Pontcharra à Allevard, ont été livrées le 13 juin à Matteraz qui les a acceptées sans protestation ni réserve ;

Attendu que ce n'est que huit jours après que Matteraz a réclamé auprès de la Compagnie, alléguant qu'une avarie de la marchandise était le résultat du transport ;

Attendu que le Tribunal de commerce a rejeté la fin de non-recevoir opposée par la Compagnid des tramways sous le double prétexte que l'envoi, ayant été fait franco, l'action en responsabilité contre le voiturier n'avait pas été éteinte, par le seul fait de la réception sans réserve, et que, l'avarie étant occulte, l'exception tirée de l'expiration du délai de trois jours donné au destinataire pour notifier sa protestation motivée n'était pas applicable en la cause ; qu'en statuant ainsi le jugement attaqué a violé le texte de loi susvisé;

Casse...

MM. **Fauconneau-Dufresne** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Me **Chaufton** av.

NOTE. — C'est la première fois que la Cour de cassation est appelée à se prononcer sur la question de savoir si la fin de non-recevoir de l'art. 105 C. com. s'applique au cas où l'expédition a été faite en port payé (franco).

La question est controversée en doctrine. V. dans le sens de l'affirmative consacrée par l'arrêt recueilli : Lyon-Caen, note S. 91.1.345 ; Lyon-Caen et Renault, Tr. de dr. com. 2e édit., t. III, n° 650 et 3e édit., t. III, p. 516 ; Sarrut, note D. 92.1.273. *Sic :* Bourges 24 octobre 1892 (D. 94.2.372). *Adde :* Cass. 25 mai 1891 (Gaz. Pal. 91.1.707 — S. 91.1.345 — D. 92.1.273).

Et *contrà :* Thaller, Dr. com., 2e édit., n° 1215, p. 644.

Il convient de rappeler qu'avant la loi du 11 avril 1888 qui a modifié l'art. 105 C. com., la fin de non-recevoir ne s'appliquait pas aux expéditions en port payé. V. Dalloz, Supp. au Rép., vis Commissionnaire, n° 298 et Voirie par Chem. de fer, n° 540.

329-330

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

27 Septembre 1906.

Présidence de M. Bard.

JUSTICE MILITAIRE. — 1° CONTRAVENTIONS. — RÉPRESSION. — COMPÉTENCE. — PEINE. — IVRESSE. — 2° FRAIS ET DÉPENS. — TÉMOINS. — BULLETIN N° 2.

1° *Les contraventions de police commises par les militaires sont laissées à la répression de l'autorité militaire et punies d'un emprisonnement qui ne peut excéder deux mois ; toutefois, l'autorité militaire peut toujours, suivant la gravité des cas, déférer le jugement des contraventions de police au Conseil de guerre qui applique la peine ci-dessus indiquée (art. 271 C. just. milit.).*

Ce principe est général et s'applique à toutes les contraventions de police, sans distinguer entre les contraventions qui existaient déjà et celles qui ont pu résulter de lois postérieures à la promulgation du Code militaire.

Spécialement, un Conseil de guerre à qui l'autorité militaire a déféré une contravention d'ivresse publique commise par un militaire, contravention résultant de la loi du 23 janvier 1873, peut prononcer contre le contrevenant reconnu coupable une peine de deux mois d'emprisonnement.

2° *Le rapporteur du Conseil de guerre et le commissaire du gouvernement, le premier en versant dans la procédure le bulletin n° 2, le second en faisant citer les témoins dont la déposition lui paraît utile, ne font qu'user des pouvoirs qui leur appartiennent, et leur appréciation de l'opportunité des mesures par eux prises pour l'instruction de l'affaire et pour la mettre en état d'être jugée échappe au contrôle de la Cour de cassation.*

Dès lors, le condamné ne peut se plaindre de ce que les frais auraient été augmentés de ce fait sans utilité.

Lévêque.

Le sieur Lévêque s'est pourvu en cassation d'une décision du Conseil de guerre de Rennes du 11 septembre 1906 qui l'avait condamné à deux mois d'emprisonnement pour ivresse publique.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 271 C. just. milit. pour l'armée de terre, en ce qu'il a été fait application dudit article à la contravention d'ivresse imputée au demandeur, alors que cette contravention résulte de la loi du 23 janvier 1873, postérieure à la promulgation du code précité :

Attendu qu'aux termes de l'art. 271 C. just. milit. pour l'armée de terre, les contraventions de police commises par les militaires sont laissées à la répression de l'autorité militaire et punies d'un emprisonnement qui ne peut excéder deux mois; que toutefois l'autorité militaire peut toujours,suivant la gravité des cas, déférer le jugement des contraventions de police au Conseil de guerre qui applique la peine ci-dessus indiquée ; que cet article dispose d'une manière générale et s'applique à toutes les contraventions de police, sans distinguer entre les contraventions qui existaient déjà et celles qui ont pu résulter de lois postérieures à la promulgation du Code militaire ; qu'il suit de là, d'une part, que le Conseil de guerre était compétent pour connaître de la contravention d'ivresse publique imputée à Lévêque et que l'autorité militaire lui avait déférée, et, d'autre part, qu'en prononçant contre le prévenu reconnu coupable la peine de deux mois d'emprisonnement, le jugement attaqué a fait une exacte application de la loi ; qu'ainsi le moyen n'est pas fondé ;

Sur le deuxième moyen pris de ce que les frais, mis à la charge du prévenu, auraient été abusivement augmentés par la production du bulletin n° 2 et la citation de témoins à l'audience, alors que cette pièce et les témoignages reçus ne présentaient, dans l'espèce, aucune utilité ;

Attendu que le rapporteur du Conseil de guerre, en réclamant et versant dans la procédure le bulletin n° 2 applicable au prévenu, et le commissaire du Gouvernement en faisant citer les témoins dont la déposition lui a paru utile à la manifestation de la vérité, n'ont fait qu'user, l'un et l'autre, des pouvoirs qui leur appartiennent ; que leur appréciation de l'opportunité des mesures par eux prises pour l'instruction de l'affaire et pour la mettre en état d'être jugée, échappe au contrôle de la Cour de cassation ; que, dès lors, le moyen doit être rejeté ;

Et attendu que le Conseil de guerre a été composé conformément à la loi et que la procédure a été régulière ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **La Borde** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La disposition de l'art. 271 C. just. milit. est absolument formelle, et il a été jugé souvent que les tribunaux militaires sont seuls compétents, à l'exclusion des Tribunaux de simple police, pour connaître des contraventions de police ordinaires commises par les militaires qui se trouvent à leur corps : Cass. 21 mars 1851 (Bull. crim. n° 11) ; 11 février 1853 (Bull. crim., n° 59) ; 23 février 1860 (Bull. crim., n° 213) ; 11 janvier 1873 (Bull. crim. n° 11).

L'autorité militaire peut ou bien statuer elle-même,

ou bien renvoyer devant le conseil de guerre. Cela résulte encore de l'art. 271 C. just. milit.

Quant aux peines qui peuvent être appliquées, elles sont beaucoup plus sévères que celles prévues pour les contraventions de droit commun. L'art. 271 autorise à aller jusqu'à deux mois d'emprisonnement ; et si des circulaires ministérielles sont venues pour signaler le danger que peuvent présenter des condamnations trop sévères au point de vue de la réhabilitation de droit, aucune loi n'est venue abroger la disposition de l'art. 271 sur ce point.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

7 Novembre 1906.

Présidence de M. Voisin.

SAPEURS-POMPIERS. — INSTITUTION COMMUNALE. — ACTE ADMINISTRATIF. — COMPÉTENCE. — JUGE DES RÉFÉRÉS. — PYLONE.

Les Compagnies de sapeurs-pompiers autorisées par les Préfets constituent des institutions communales qui fonctionnent sous la surveillance de l'autorité municipale ; la commune est tenue de pourvoir à leurs dépenses et de leur fournir notamment le matériel nécessaire à leur destination ou à l'instruction des hommes qui les composent.

Dès lors, lorsque la commune poursuit devant le juge des référés le rétablissement dans les locaux municipaux d'un pylone servant aux exercices, elle convie ce magistrat à statuer sur la portée d'un acte administratif dont il ne peut connaître ratione materiæ.

Commune de Bonnétable c. Gasnier.

La commune de Bonnétable s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Angers du 27 mai 1905, rendu au profit de M. Gasnier.

Arrêt :

La Cour,

Sur les deux moyens réunis pris de la violation des art. 544 et 545 C. civ., 806 et suiv. C. pr. civ., 13 du titre 2 de la loi des 16-24 août 1790, du principe de la séparation des pouvoirs et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que les Compagnies de pompiers autorisées par les Préfets constituent des institutions communales qui fonctionnent sous la surveillance de l'autorité municipale ; que la commune est tenue de pourvoir à leurs dépenses et de leur fournir notamment le matériel nécessaire à leur destination ou à l'instruction des hommes qui les composent, et que c'est pour remplir les obligations que la loi lui imposait à cet égard que la commune de Bonnétable avait mis à la disposition de sa Compagnie de pompiers le pylone litigieux pour servir à ses exercices ;

Attendu qu'en demandant au juge des référés d'ordonner provisoirement le rétablissement dudit pylone dans les locaux municipaux, la commune conviait donc ce magistrat à statuer sur la portée d'un acte administratif dont il ne pouvait connaître *ratione materiæ;* d'où il suit qu'en décidant que le juge des référés s'était à bon droit déclaré incompétent, l'arrêt attaqué, qui est motivé, n'a violé aucun des textes de lois visés au moyen ;

Rejette...

MM. **Marignan** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Rambaud de Larocque** av.

NOTE. — L'art. 6 du décret organique du 29 décembre 1875 (D. 76.4.81), relatif à l'organisation et au service des corps de sapeurs-pompiers, dispose, en ce qui concerne la formation de ces corps, que toute commune qui veut obtenir l'autorisation de former un corps de sapeurs-pompiers doit justifier qu'elle possède un matériel de secours suffisant ou les ressources nécessaires pour l'acquérir. Elle doit, en outre, s'engager à subvenir pendant une période de cinq ans au moins aux dépenses énumérées dans l'art. 29.

Il résulte bien de là que les compagnies de sapeurs-pompiers sont des institutions communales fonctionnant sous la surveillance de l'autorité municipale. V. Dalloz, Supp. au Rép., v° Sapeurs-pompiers, nos 9 et suiv.

C'est si vrai que les communes sont responsables à l'égard des particuliers des dommages causés par les mesures prises par les pompiers pour l'extinction des incendies : Cass. 3 janvier 1883 (D. 83.1.211).

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

26 Octobre 1906.

Présidence de M. Bard.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — MARCHANDS EN GROS. — INVENTAIRES. — TOLÉRANCE DE 5 P. 100. — VERMOUTS ET VINS DE LIQUEUR. — CALCUL SÉPARÉ.

Si les vermouts et vins de liqueur sont assimilés aux spiritueux en ce que l'article 21 *de la loi du* 13 *avril* 1898 *les impose pour leur force alcoolique, ils forment cependant une catégorie spéciale, distincte des spiritueux proprement dits, à raison de leur nature et du tarif différent qui leur est appliqué.*

En conséquence, la tolérance de 5 % *accordée aux marchands en gros sur leurs déclarations doit être calculée séparément sur ces deux sortes de boissons ; et si un excédent de plus de* 5 % *d'alcool est constaté sur la quantité déclarée des vermouts et vins de liqueur, le marchand en gros doit être condamné, alors même que cet excédent ne dépasserait pas, sur l'ensemble des spiritueux contenus dans ses magasins, la tolérance d'erreur admise par l'article* 10 *de la loi du* 19 *juillet* 1880.

Administration des Contributions indirectes c. Loutreuil.

Sur le pourvoi formé par l'Administration contre un arrêt de la Cour d'appel de Caen en date du 14 décembre 1904, il a été statué comme suit :

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi, pris de la violation des art. 9, 10 et 11 de la loi du 19 juillet 1880, 100 et 101 de la loi du 28 avril 1816, 21 de la loi du 13 avril

1898, 1er et 7 de la loi du 29 décembre 1900 et 1er de la loi du 28 février 1872, ainsi que des art. 29 et 42 de l'ordonnance du 9 décembre 1814, 5 du règlement d'octroi d'Alençon et 46 de la loi du 28 avril 1816, en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'appliquer les amendes encourues pour fraude aux droits de consommation, d'entrée et d'octroi, à raison d'un excédent constaté au cours d'un recensement chez un marchand en gros, sur les quantités déclarées en vins de liqueur, sous le prétexte que l'ensemble des spiritueux, y compris l'alcool contenu dans les vins de liqueur, ne présentait aucun excédent :

Vu les art. 9, 10 et 11 de la loi du 19 juillet 1880 et l'art. 21 de la loi du 13 avril 1898 ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 21 de la loi du 13 avril 1898 les vermouts et vins de liqueur ou d'imitation sont imposés pour leur force alcoolique ; qu'ils sont ainsi, au point de vue fiscal, assimilés aux spiritueux ; mais que l'article précité établit, à leur égard, un minimum de perception fixé à 16 degrés pour les vermouts et à 15 degrés pour les vins de liqueur ou d'imitation, et ne frappe l'alcool qu'ils renferment que du demi-droit jusqu'à 15 degrés ; qu'ils forment, dès lors, tant à raison de leur nature que du tarif qui leur est applicable, une catégorie spéciale distincte des spiritueux proprement dits ; qu'il suit de là que la tolérance de 5 % accordée aux marchands en gros sur leurs déclarations par l'art. 10 de la loi du 19 juillet 1880 doit être calculée séparément en ce qui concerne ces boissons ;

Attendu qu'il a été procédé, le 6 mai 1903, à un inventaire dans les magasins de Loutreuil ; que les agents ayant fait une vérification sur trois fûts annoncés comme contenant du vin, ont constaté que ces fûts renfermaient du Malaga à 13 degrés ; qu'en reportant ce liquide au compte des vins de liqueur, il a été reconnu que les restes d'alcool à ce compte s'élevaient à 10 hect. 6 litres 46 centil., au lieu de 9 hect. 34 litres 20 centil., chiffre résultant des écritures établies au portatif, d'où une différence en plus de 72 litres 26 centil. supérieure à la tolérance de 5 % ; que, néanmoins, l'arrêt attaqué a prononcé le relaxe par le motif que cette quantité en plus n'excédait pas, sur l'ensemble de l'alcool existant chez Loutreuil et par lui déclaré, la tolérance légale de 5 % d'erreur ; qu'en statuant ainsi l'arrêt a faussement appliqué, et par suite violé les articles de loi susvisés;

Par ces motifs,

Casse...

MM. **La Borde** rapp. ; **Lombard** av. gén. — Mes **Aubert** et **Boivin-Champeaux** av.

NOTE. — L'art. 10 de la loi du 19 juillet 1880 accorde aux marchands en gros de boissons une tolérance d'erreur de 5 % sur les déclarations qu'ils font aux employés de la Régie, lors des inventaires, des liquides existant dans leurs magasins. Ces déclarations doivent, d'après l'art. 9 de la même loi, porter sur les espèces, quantités et degrés.

Or, il a été jugé que la tolérance dont il s'agit se calcule sur l'ensemble des déclarations : Cass. crim. 16 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.2.315 — S. 1901.1.301) ; Besançon 22 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.1.633 — Pand. franç. 1901.2.174), c'est-à-dire sur le total des quantités et degrés déclarés, par espèces de boissons soumises au même tarif et, notamment, sur l'ensemble des vins alcoolisés, vermouts, vins de liqueur et autres : Trib. Pontoise 2 juin 1899 et Angers 29 juillet 1899 (Moniteur Vinicole 8 août 1899).

Comme l'art. 21 de la loi du 13 avril 1898 ne frappe les vermouts et vins de liqueur ou d'imitation que des demi-droits de consommation, d'entrée et d'octroi jusqu'à 15 degrés, alors que les spiritueux proprement dits (eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, absinthes et autres liquides alcooliques non dénommés) sont passibles des droits pleins (L. 29 décembre 1900, art. 1er), il en résulte que deux comptes distincts doivent être tenus pour la perception des droits, ce que d'ailleurs fait la Régie (circulaire 273 du 14 avril 1898), et que, par suite, la tolérance de 5 % doit être calculée séparément pour les deux catégories de boissons.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

16 Aout 1906.

Présidence de M. Bérard des Glajeux.

CHEMINS DE FER. — CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL ET TRAMWAYS. — LOI DU 11 JUIN 1880. — SANCTIONS PÉNALES. — ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX. — BILLET A DEMI-TARIF. — CONTRAVENTION.

La sanction pénale de l'art. 21 *de la loi du* 15 *juillet* 1845, *auquel l'art.* 37 *de la loi du* 11 *juin* 1880 *se réfère expressément, est applicable aux infractions aux arrêtés préfectoraux pris conformément à l'art.* 21 *de cette dernière loi.*

Mais lorsque le tarif d'une Compagnie de chemins de fer d'intérêt local approuvé par arrêté préfectoral contient injonction de payer au seul voyageur « qui ne peut présenter son billet », la sanction de l'art. 21 *ne peut être encourue par un voyageur qui, n'y ayant pas droit, voyage avec un billet à demi-tarif.*

Pichodo.

Le commissaire du Gouvernement près le premier Conseil de guerre maritime de Lorient s'est pourvu en cassation contre un jugement de ce conseil du 1er juin 1906 qui avait relaxé le sieur Pichodo, poursuivi pour infraction à la police des chemins de fer comme ayant voyagé sur une ligne d'intérêt local avec un billet à demi-tarif, alors qu'il n'y aurait pas eu droit.

Arrêt :

La Cour,

Sur l'unique moyen pris par le commissaire du Gouvernement près le premier Conseil de guerre maritime permanent séant à Lorient de la violation par défaut d'application des art. 63 de l'ordonnance du 15 novembre 1846 modifié par l'art.58 du décret du 1er mars 1901 et 21 de la loi du 15 juillet 1845, en ce que la peine édictée par lesdits articles n'a pas été appliquée aux faits déclarés constants par le Conseil de guerre maritime :

Attendu qu'il résulte spécialement du procès-verbal dressé le 3 octobre 1905 et du rapport établi en exécution de l'art. 138 de la loi du 4 juin 1858, que Pichodo, dessinateur de 4e classe de la direction des Construc-

tions navales du port de Lorient a, le 2 octobre, voyagé de Lorient à Nivino, sur la ligne des chemins de fer d'intérêt local du Morbihan, avec un billet de demi-tarif, qui lui avait été délivré à Lorient, par le chef de gare ; qu'ultérieurement, invité à payer le complément du prix, il s'y est refusé en contestant que, à raison de sa qualité, le plein tarif lui fût applicable ;

Attendu que, sans avoir à examiner, en l'espèce, si l'interdiction contenue dans le n° 1er des art. 63 et 58 susvisés peut recevoir son application sur une ligne d'intérêt local, ni si la réclamation, élevée après coup, par la Compagnie, d'un supplément de prix, est ou non contestée à bon droit par Pichodo, il suffit, pour écarter l'application de ces termes,de reconnaître que, avant de pénétrer dans la voiture qu'il a occupée, le prévenu s'était fait délivrer un billet,l'autorisant à prendre place dans ladite voiture et à suivre le trajet qu'il a aussitôt effectué ; qu'il ne saurait donc être considéré, en aucun état de cause, comme ayant enfreint une défense qui serait celle d'entrer dans une voiture sans avoir pris de billet ; qu'enfin l'infraction à cette défense, non constituée au moment où Pichado a pris place dans le train, n'a pu l'être davantage par le refus qu'il a opposé après avoir effectué le voyage à la demande de paiement du complément de prix à plein tarif ;

Attendu qu'à la vérité la sanction pénale de l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845, auquel l'art. 37 de la loi du 11 juin 1880 se réfère expressément, est applicable aux infractions aux arrêtés préfectoraux pris conformément à l'art. 21 de cette dernière loi; mais que la seule injonction de paiement contenue dans le tarif approuvé par arrêté du Préfet du Morbihan du 14 août 1902 vise, en dehors du cas de l'espèce, le voyageur « qui ne peut présenter son billet », et qu'ainsi, en ce cas seulement, la sanction de l'art. 21 précité aurait pu être encourue ; qu'à bon droit, dès lors, après avoir répondu affirmativement à la question de savoir si Pichodo avait « voyagé de Lorient à Nivino avec un billet de demi tarif »; et à celle de savoir s'il avait refusé de payer le complément dudit billet, le Conseil a résolu négativement la troisième question, par laquelle il était interrogé sur le point de savoir si Pichodo avait « ainsi commis une contravention à la police des chemins de fer, prévue par les art. 63 de l'ordonnance du 15 novembre 1846 et 58 du décret du 1er mars 1901 », ni l'un ni l'autre des faits déclarés constants ne comportant en effet l'application des textes précités ;

Et attendu d'ailleurs qu'aucun autre texte emportant une sanction pénale ne peut s'appliquer à ces mêmes faits ; que la prévention est donc entièrement vidée ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Laurent-Atthalin** rapp. ; **Cottignies** av. gén.

NOTE. — Il est de principe que les préfets ont, en ce qui touche les voies ferrées d'intérêt local, chemins de fer et tramways, un droit qui leur est conféré en propre et directement pour le contrôle et la surveillance de l'exploitation des voies ferrées, et que la sanction de l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845 s'attache à leurs arrêtés : Cass. 18 mai 1893 (D. 95.1.298) ; 10 mai 1906 (Gaz. Pal. 1906.1. 617) ; 9 novembre 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.579).

Il en est ainsi alors du moins que ces arrêtés sont pris en conformité de la loi du 11 juin 1880 et du règlement d'administration publique du 6 août 1881 : Cass. 7 juin 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.12 — S. 1901.1.480 — D. 1901.1.344).

Dès lors, ces arrêtés, qui constituent en ce qui concerne les défenses qu'ils édictent des dispositions répressives, doivent comme toutes les lois pénales être interprétées restrictivement.

TRIBUNAL CIVIL DE BRIGNOLES

1er Aout 1906.

Présidence de M. d'Arnaud.

LEGS LÉGATAIRE. — CADUCITÉ D'UN LEGS. — PROFIT. — EXAMEN DU TRIBUNAL. — PENSÉE DU TESTATEUR. — BÉNÉFICIAIRE.

En règle générale, la caducité d'un legs profite aux héritiers légitimes, ou à défaut aux héritiers universels, à titre universel et même à titre particulier, qui sont chargés de l'acquitter.

Les Tribunaux peuvent, à ce sujet, examiner et interpréter le testament pour connaître celui qui, en définitive, en profitera.

Hoirs Carassan c. hoirs Vernet.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Mlle Emilie Chambeiron, en son vivant rentière à Pignans, y est décédée le 12 août 1894, sous l'empire d'un testament olographe en date du 19 mars 1890, déposé le 3 septembre 1804 aux minutes de Me Lion, notaire à Pignans, dans lequel, après avoir institué pour ses héritiers universels M. Auguste Vernet, docteur en médecine, et Mlle Emilie Vernet, fille d'Emile Vernet, domicilié à Pignans, elle a fait, entre autres legs, deux legs particuliers dans les termes suivants :

« Je lègue la maison de Goufaron qui fait partie de la succession maternelle, à la fabrique de cette paroisse pour l'école des frères qui y sont maintenant, et je déshérite celui de mes héritiers qui s'y opposerait ; et dans le cas que les frères ne puissent pas y rester, ce serait pour un hospice qui serait desservi par des religieuses.

« Je lègue aux enfants ou petits enfants de Pauline Carrassan les propriétés de Goufaron qui resteront après mon décès ; »

Attendu que la Fabrique de la paroisse de Goufaron ayant demandé à l'autorité supérieure à être autorisée à accepter le legs de la maison dont s'agit, sise à Goufaron, rue Nationale, 49, a vu sa demande rejetée par décret du président de la République du 31 mars 1900 ; que, malgré ce rejet, les frères de St-Genis-Laval ont continué à donner l'enseignement dans ledit immeuble avec le consentement tacite de tous les héritiers et légataires, la menace d'exhérédation contenue dans le testament pour le cas d'opposition de leur part les ayant tous amenés à n'élever aucune protestation à ce sujet ;

Attendu qu'à la suite de l'application de la loi du 1er juillet 1901 et du rejet par le Parlement de la demande d'autorisation formée par la congrégation de St-Genis-Laval, les frères qui enseignaient à Goufaron dans la maison Chambeiron ont dû fermer leur établissement;

Attendu que le legs de la maison rue Nationale étant devenu caduc par suite de l'incapacité de la fabrique de la paroisse de Goufaron, les légataires universels Vernet allaient procéder à la vente par licitation de cet immeuble, lorsque les enfants et petits-enfants de Pauline Carrassan ont revendiqué cette maison comme fai-

sant partie des propriétés situées dans cette commune, qui leur ont été léguées par la *de cujus* et ont assigné les hoirs Vernet en délivrance du legs ;

Attendu que les hoirs Carrassan prétendent que Mlle Chambeiron, en leur laissant toutes ses propriétés de Goufaron, a entendu, selon l'adage romain : *paterna paternis, materna maternis*, leur laisser toutes les propriétés lui provenant de la succession maternelle, disposant en faveur des Pernet des biens leur revenant de la succession paternelle — et que, partant, la maison léguée à la fabrique ne pouvant être recueillie par celle-ci devait leur revenir, d'autant plus que si la testatrice n'en avait pas disposé en faveur de la fabrique elle l'aurait comprise dans le legs fait à leur profit ;

Attendu qu'à l'appui de leur prétention, les demandeurs invoquent et les termes du testament et la volonté de la testatrice ;

Attendu qu'en règle générale la caducité d'un legs profite aux héritiers légitimes universels, à titre universel et même à titre particulier qui sont chargés de l'acquitter ;

Attendu que ce sont les hoirs Vernet qui devaient procéder à la délivrance des nombreux legs, laissés par Mlle Chambeiron, laquelle, après leur institution d'héritiers universels, a eu le soin de l'indiquer dans son testament par ces mots : « Je charge mes héritiers de donner les legs ci-dessous désignés ; »

Attendu que parmi ces legs particuliers, celui fait au profit de la fabrique et celui au profit des enfants Carrassan. sont entièrement distincts l'un de l'autre, qu'ils sont sans connexité et n'ont aucun rapport entr'eux ; que dans le deuxième la *de cujus* déclare qu'elle laisse aux Carrassan les propriétés de Goufaron *qui resteront* après son décès ;

Attendu que ces mots « qui resteront » après le legs précédent de la maison léguée à la fabrique indiquent clairement que Mlle Chambeiron n'entendait laisser aux demandeurs que les propriétés de Goufaron à l'exclusion de la maison de la rue Nationale déjà léguée à la fabrique de Goufaron ;

Attendu que si la testatrice avait voulu qu'à défaut de la fabrique ce fussent les enfants ou petits-enfants Carrassan qui héritent de la maison litigieuse, elle n'aurait pas manqué de le dire, comme elle a eu soin de le faire en l'indiquant d'une façon très nette et très précise dans d'autres dispositions au moyen d'une substitution directe ;

Attendu que, notamment, dans son institution de légataires universels, elle a prévu le cas du décès du docteur Vernet et de Mlle Amélie Vernet ; que pour le legs fait à l'hospice de Pignans elle a également prévu le cas où cet établissement ne serait pas desservi par des religieuses de la Charité de Nevers, qu'elle désigne pour y être attachées ;

Attendu qu'à l'époque où Mlle Chambeiron a fait son testament, elle ne pouvait prévoir que l'enseignement congréganiste viendrait à être supprimé ; qu'on ne peut savoir, dans le cas où elle l'aurait prévu, à qui elle aurait attribué la maison qu'elle a laissée à la fabrique ; qu'on ne peut suppléer à la pensée de la testatrice telle qu'elle résulte des termes de son testament ; que rien ne peut y faire admettre qu'elle ait voulu que cette maison revienne aux hoirs Carrassan ; qu'elle dit bien que cet immeuble faisait partie de la succession maternelle comme les autres propriétés de Goufaron, mais que rien ne l'empêchait de disposer comme elle l'entendait et que rien n'indique qu'elle n'ait pas voulu user de ce droit ;

Attendu que les hoirs Vernet ont été toujours considérés comme les continuateurs de la personne de Mlle Chambeiron, chargés de délivrer à diverses personnes les legs particuliers qu'elle leur a faits ;

Attendu que c'est en effet à eux que s'adressent, en 1895 les hoirs Carrassan pour leur demander la délivrance des propriétés de Goufaron dont ils donnaient l'énumération, sans y comprendre la maison léguée à la fabrique et, au sujet de laquelle ils ne faisaient alors aucune réserve ; que c'est à eux aussi que s'adresse l'autorité supérieure avant de statuer sur la demande de la fabrique pour être autorisée à accepter son legs et qu'est notifié le refus de cette autorisation ; que c'est à eux également qu'est notifié le rejet d'autorisation demandée au Parlement par les frères de Saint-Genis-Laval et contre eux qu'une information judiciaire est ouverte lors de la poursuite de ces mêmes religieux pour contravention à la loi du 12 juillet 1901 ;

Attendu que c'est encore aux hoirs Vernet que le liquidateur de ladite congrégation religieuse intente une action pour revendiquer l'immeuble que les membres de cette congrégation occupaient ; qu'enfin le Tribunal de Lyon, appelé à se prononcer au sujet de cette revendication a, par son jugement du 28 mars dernier, débouté le liquidateur et reconnu que les hoirs Vernet étaient les véritables propriétaires de cet immeuble ; que bien que cette décision ne puisse être opposée aux hoirs Carrassan, on n'en peut pas moins se demander pourquoi ils ne sont pas intervenus dans cette instance pour y faire valoir ce qu'ils soutiennent être leur droit ;

Par ces motifs,

Déboute tous les demandeurs des fins de leur ajournement et de leur requête en intervention ainsi que de leurs conclusions comme injustes et mal fondées ;

Les condamne solidairement aux dépens.

M. **Estrade** proc. Rép. — M^es^ **Roman** et **François Brun** (ce dernier du barreau de Marseille) av.

NOTE. — Le legs nul ou caduc est réputé non écrit, il est donc naturel que la nullité, la caducité de ce legs profite à celui qui était chargé d'exécuter ce legs ou au préjudice duquel aurait eu lieu son exécution : Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 660 ; Dalloz, Jurispr. gén., v° Dispositions entre vifs et testamentaires, n° 4395 ; Supp. *eod verb.* n° 1082 ; Aubry et Rau, t. VII, § 726, p. 593.

Cette règle ne souffre exception que dans deux cas ; lorsqu'il y a susbstitution vulgaire ou lorsqu'il y a accroissement.

C'est ainsi qu'il a été jugé que la caducité d'un legs particulier profite au légataire universel, à l'exclusion des héritiers légitimes du testateur : Cass. 10 mars 1897 (Gaz. Pal. 97.1.462 — S. 1897.1.280 — D. 1897.2.571).

Il a de même été décidé que le legs fait à un établissement non autorisé et devenu caduc, faute d'autorisation du gouvernement, doit profiter au légataire universel et non aux héritiers du rang : Trib. civ. Beauvais 9 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.272) ; à moins que le testateur n'ait éventuellement attribué le bénéfice de la disposition à un tiers : Lyon 28 juillet 1886 (Gaz. Pal. 1886.2.668).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

1^er^ Aout 1906.

Présidence de M. Laurent.

EFFETS PUBLICS. — OPÉRATIONS DE BOURSE. — ORDRES A TERMÉ AU COURS MOYEN SUR VALEURS COTÉES. — BAN-

QUIER CONTRE-PARTISTE. — CONTRAT DIRECT ACCEPTÉ. — SPÉCULATEUR EXPÉRIMENTÉ. — COUVERTURE. — DEMANDE DE RESTITUTION. — PRÉTEXTE D'IRRÉGULARITÉ ET DE DÉFAUT DE JUSTIFICATIONS. — ART. 76 C. COM. — IRRECEVABILITÉ.

N'est pas recevable la demande en nullité d'opérations de bourse et en restitution de couverture dirigée contre un banquier pour inobservation de l'art. 76 C. com. et défaut de justification lorsque, s'agissant d'ordres à terme au cours moyen sur valeurs cotées, lesquels ne peuvent s'exécuter que par ministère d'agent de change, le banquier a eu soin d'aviser de cette situation son donneur d'ordres en l'informant, en outre, qu'il entendait, nonobstant toute commission, agir, non comme mandataire, mais par contrat direct en qualité de contre-partiste.

Et alors, au surplus, que le donneur d'ordres, spéculateur expérimenté, n'a pu, en raison de sa culture d'esprit, attestée par sa profession même, se méprendre sur le sens des prospectus et des avis d'opéré qu'il recevait.

Schœdlin c. Banque des fonds publics et des valeurs industrielles.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Schœdelin expose et fait plaider qu'au cours des mois de décembre 1903, janvier et février 1904, il a chargé la Banque des fonds publics d'effectuer pour son compte diverses opérations à terme sur des valeurs cotées à la Bourse de Paris ;

Attendu qu'au cours de ces opérations il a fait divers versements à ladite Banque et lui a remis diverses couvertures s'élevant à plus de 6.000 francs ;

Attendu que des différents comptes de liquidation à lui fournis il résulterait qu'il était créditeur de 1.393 francs 15 centimes ; que cependant la Banque des fonds publics, à la liquidation de fin février 1904, se refusa à reporter sa position sans le versement d'une nouvelle couverture et liquida cette position dans des conditions désastreuses ;

Attendu que depuis lors il a vainement demandé à la Banque la justification de l'exécution du mandat qu'il lui avait confié ;

Attendu que c'est dans ces conditions qu'il demande au Tribunal de dire que faute par la Banque des fonds publics d'avoir justifié de la réalité et de la régularité des opérations par elle effectuées, ces opérations seront déclarées nulles et inexistantes comme contraires à l'ordre public, conformément à l'art. 76 C. com., et de condamner ladite Banque à lui payer une somme de 6.288 francs 60 centimes ;

Mais attendu qu'il convient tout d'abord de remarquer qu'il s'agit, en l'espèce, d'opérations sur valeurs cotées au Parquet de la Bourse de Paris lesquelles, en vertu de l'art. 76 C. com. et à peine de nullité, doivent être exécutées par ministère d'agent de change de la Bourse de Paris ;

Attendu qu'il résulte des débats et des pièces versées au procès qu'avant toutes opérations et sans qu'il soit établi qu'il ait été sollicité, Schœdelin a, à la date du 15 décembre 1903, prié le Directeur de la Banque des fonds publics de vouloir bien lui faire le service de *La Cote de la Bourse et de la Banque*, comme abonné de trois mois; que quelques jours après ayant, disait-il, l'intention, pour augmenter ses revenus, de faire quelques opérations à terme, il écrivait à la Banque de lui envoyer son prospectus spécial concernant les opérations au comptant ou à terme ;

Attendu qu'après en avoir pris connaissance, il adressait à la date du 26 décembre 1903, comme abonné de la *Cote de la Bourse et de la Banque*, 3.000 francs au directeur de ladite Banque, pour couvrir ce dernier des petites opérations qu'il avait l'intention de faire par son intermédiaire et le priait d'acheter à la bourse du lundi 28 décembre courant 3.840 francs Extérieure, au cours moyen du jour et de les revendre le 31 du même mois, également au cours moyen ;

Attendu que les ordres de Bourse à terme au cours moyen sur valeurs cotées ne peuvent s'exécuter que par ministère d'agent de change ; que Schœdelin en a été avisé par la Banque des fonds publics qui lui indiquait en même temps qu'elle lui donnait les 3.840 francs Extérieure au cours moyen, et consentait, suivant sa demande, à les lui reprendre au cours moyen le jour de la liquidation ; qu'elle lui envoyait le même jour un avis d'exécution ainsi libellé :

« Vous êtes directement chez nous acheteur fin courant : 3.840 francs Extérieure 889875 N. B. » La Banque des fonds publics, pour les opérations ci-dessus, déclare nonobstant toute commission, ne pas agir comme mandataire, se présentant comme seule responsable des opérations par elle avisées ;

Attendu que Schœdelin répondait : « Conformément à votre lettre n° 425, je vous ai ce jour acheté fin courant 3.840 francs Extérieure 889875 » ;

Attendu que d'autres opérations furent faites dans ces mêmes conditions sur les actions Gaz, Omnibus, Thomson Houston et sur la Rente Italienne, par contrats directs, c'est-à-dire contrairement aux prescriptions impératives de la loi ;

Attendu que Schœdelin soutient vainement qu'il aurait ignoré cette violation de la loi et le caractère des opérations qu'il traitait ; alors que tous les faits de la cause démentent cette assertion ; que le Tribunal en trouve la preuve dans le soin avec lequel Schœdelin, spéculateur expérimenté ainsi que le prouvent les ordres qu'il envoyait, se renseignait sur la nature des affaires que la Banque des fonds publics traitait ;

Attendu qu'il est, de plus, constant qu'en raison de la culture de son esprit, que sa profession de pharmacien démontre, il n'a pu se méprendre sur le sens des prospectus et des lettres d'avis d'opéré qu'il recevait ;

Attendu qu'il convient de plus de remarquer que Schœdelin a de lui-même envoyé les couvertures très élevées que la Banque contrepartiste réclame de ses clients, pour parer à l'illicite des opérations qu'elle traite et qui lui interdit vis-à-vis de ces derniers toute action en justice ;

Attendu qu'il ressort de tout ce qui précède que les opérations dont s'agit ont été faites par contrats directs, que Schœdelin connaissait le vice dont étaient entachés les ordres qu'il transmettait ; qu'il s'est ainsi fait le complice de la Banque des fonds publics pour la violation de la loi ; qu'il convient comme sanction de lui refuser toute action en justice à l'occasion des opérations dont s'agit, soit pour leur justification soit pour le recouvrement des sommes remises en couverture d'opérations illicites ;

Par ces motifs,

Déclare Schœdelin non recevable en sa demande ;

L'en déboute ;
Et le condamne aux dépens.

Mes Albert **Foucault** et **Vidal-Naquet** av.

NOTE. — Il est de principe aujourd'hui constant en jurisprudence que, lorsqu'au lieu de négocier à terme par l'intermédiaire d'agents compétents, suivant qu'il s'agit de valeurs cotées ou non à la Bourse, celui qui a accepté de faire les opérations se fait lui-même la contre-partie, les opérations sont nulles. V. notamment: Trib. com. Seine 7 mai 1897 (Gaz. Pal. 97.2.144) ; 29 avril 1897 (Gaz. Pal. 97.2.145) ; Grenoble 1er juin 1897 (Gaz. Pal. 97. 2.567) ; Paris 19 janvier 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.746 — Rev. Soc. 1901.349) ; Trib. com. Seine 9 janvier 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.390) et les notes sous ces décisions.

Mais cette règle demeure-t-elle applicable lorsque le donneur d'ordres a su que l'opération devait se faire par voie de contrat direct et que celui qui recevait ses ordres était non pas un mandataire, mais un contre-partiste ? V. dans le sens de la négative : Cass. 20 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.203 — Pand. franç. 1906.1.265) ; Paris 17 mars 1896 (Gaz. Pal. 96.1.700) ; Trib. com. Seine 6 janvier 1901, précité ; Trib. com. Seine 6 janvier 1898 (Gaz. Pal. 98.1. 334) ; 17 juin 1899 (La Loi 17 juillet 1899). *Adde :* Pand. franç., vis Agent de change, nos 152 et suiv. ; Bourse (opérations de), nos 559 et suiv. ; Valeurs mobilières, no 578.

332

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

7 Novembre 1906.

Présidence de M. Voisin.

SERVITUDES. — ENCLAVE. — PASSAGE. — ASSIETTE.

Lorsqu'il s'agit de déterminer l'assiette du passage légalement dû pour cause d'enclave, il appartient aux Tribunaux de ne pas s'arrêter au trajet le plus court et de le fixer dans l'endroit et du côté où il paraît le moins dommageable et le plus praticable, soit dans l'intérêt des héritages voisins, soit dans l'intérêt du fonds enclavé, selon les circonstances et la situation des lieux.

Gattet c. Bunerd et Goutarel.

M. Gattet s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 25 février 1905 rendu au profit de MM. Bunerd et Goutarel.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi, pris de la violation de l'art. 682 C. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que, lorsqu'il s'agit de déterminer l'assiette du passage légalement dû pour cause d'enclave, il appartient aux Tribunaux de ne pas s'arrêter au trajet le plus court et de le fixer dans l'endroit et du côté où il paraît le moins dommageable et le plus praticable, soit dans l'intérêt des héritages voisins, soit dans l'intérêt du fonds enclavé, selon les circonstances et la situation des lieux ;

Attendu que, conformément au principe sus-énoncé, après avoir reconnu l'état d'enclave du fonds appartenant aux défendeurs éventuels, l'arrêt attaqué a assigné le passage donnant issue pour ces fonds sur le chemin public du Pinal, en traversant l'héritage voisin appartenant au demandeur sur le territoire de Verin ;

Attendu qu'il est constaté par l'arrêt que non seulement ce trajet est le plus court, mais qu'à raison de la situation des lieux et de la nature du terrain, il a aussi été pris régulièrement du côté où il est le plus praticable et l'assiette du passage plus commode et moins glissante pour l'exploitation et la desserte des fonds enclavés ;

Attendu que ces constatations justifient la décision attaquée, laquelle est suffisamment motivée et qui, par suite, n'a violé aucun des textes de loi visés par le pourvoi ;

Rejette...

MM. **Gillet** rapp ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Lefort** av.

NOTE. — Le passage accordé à un fonds enclavé ne doit pas nécessairement être pris du côté où le trajet est le plus court jusqu'à la voie publique ; le but essentiel de la loi a été, en effet, de rendre possible l'exploitation des fonds enclavés ; et c'est eu égard à la nature et aux besoins de l'exploitation que doit être apprécié le fait d'enclave et le juge est donc appelé à statuer dans chaque affaire *de opportunitate loci*, suivant l'équité, et en s'efforçant de concilier l'intérêt des deux parties : Cass. 7 mai 1879 (S. 80.1.73 — D. 79.1.460) ; 14 avril 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.134 — D. 1904.1.247). *Sic :* Demolombe, t. XII, §§ 618, 621 et 622 ; Aubry et Rau, 5e édit., t. III, § 243, note 21 ; Planiol, Tr. de dr. civ., t. I, § 1819.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

5 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

ASSURANCES TERRESTRES. — ACCIDENTS. — OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ. — SINISTRE. — DÉCLARATION. — DÉLAI. APPLICATION DE LA DÉCHÉANCE.

La clause de la police d'assurance en vertu de laquelle l'assuré doit, à peine de déchéance, faire la déclaration par écrit de l'accident à la Compagnie dans les quarante-huit heures de l'accident est claire et précise, et ne peut donner lieu à aucune interprétation ; dès lors le juge ne peut se refuser à en faire l'application si la déclaration a été faite après l'expiration du délai imparti.

Compagnie La Prévoyance c. Galerne.

La Compagnie d'assurances la Prévoyance s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de Châteauroux du 4 Juillet 1900, rendu au profit de M. Galerne.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation de l'article 1134 C. civ., en ce que le jugement attaqué a refusé de tenir compte d'une convention dont les termes clairs et précis n'étaient pas contestés et a substitué une convention nouvelle à celle qui avait été conclue entre les parties. »

Arrêt :

La Cour,

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Vu l'art. 1134 C. civ.;

Attendu qu'aux termes de l'art. 11 § 1er de la police d'assurance intervenue entre les parties l'assuré doit, à peine de déchéance, faire la déclaration par écrit de l'accident à la Compagnie dans les quarante-huit heures de l'accident ;

Attendu que le texte de cet article est clair et précis et ne peut donner lieu à aucune interprétation ;

Attendu qu'en refusant de faire application de la clause susvisée alors que la déclaration exigée par cette clause n'avait été faite d'après la constatation du jugement attaqué lui-même, que le sixième jour après l'accident, le jugement attaqué a violé la disposition de loi visée au pourvoi ;

Casse...

MM. **Serre** rapp. ; **Melcot** av. gén. — Me **Bickart-Sée** av.

NOTE. — Il est de jurisprudence certaine que s'il appartient aux Tribunaux d'interpréter les conventions dont la portée peut prêter au doute et est contestée par les parties, ce pouvoir ne saurait leur permettre de dénaturer le sens clair et précis de leurs dispositions : Cass. 10 novembre 1891 (Gaz. Pal. 91.2.583 — S. 91.1.529) ; 28 mai 1873 (S. 74.1.79).

La Cour de cassation a déjà plusieurs fois fait l'application de ce principe en matière d'assurances, en reconnaissant le caractère strictement obligatoire des clauses des contrats imposant à l'assuré la déclaration des sinistres dans un délai déterminé à peine de déchéance : Cass. 21 octobre 1891 (Gaz. Pal. 91.2.528 — S. 95.1.427) ; 28 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.660 —S. 1901.1.412).

COUR D'APPEL DE DOUAI (1re Ch.)

26 Juin 1906.

Présidence de M. Bosquet.

1°, 2°, 3° et 4° faillite. — police d'assurance sur la vie. — dette échue. — dation en nantissement postérieure a la cessation des paiements. — nullité. — attribution de la police a un créancier. — avenant. — effets. — stipulation pour autrui. — capital assuré. — valeur non comprise dans l'actif. — droit du créancier. — dation en paiement du bénéfice des primes payées. — art. 446 C. com. — annulation. — rapport de la valeur des primes a la faillite. — convention de libération annulée. — admission au passif.

1° *Tombe sous l'application de l'art. 446, § 4 C. com., et doit, en conséquence, être annulé au regard de la masse créancière, sur la demande du syndic, l'acte par lequel un failli a constitué et remis en nantissement à un créancier une police d'assurance sur la vie, pour sûreté d'une dette antérieurement contractée, lorsque cet acte n'ayant pas été enregistré et n'ayant été signifié à l'assureur que postérieurement à la cessation des paiements n'avait pas encore acquis date certaine lorsque celle-ci est survenue.*

2° *Lorsqu'un failli, postérieurement à la date de cessation de ses paiements et pour éviter la clause formelle de déchéance inscrite dans une police d'assurance sur la vie en cas de non-paiement d'une prime, a attribué à un de ses créanciers, en vue d'éteindre sa dette envers celui-ci, le bénéfice de l'assurance en vertu d'un avenant, ledit créancier ayant la charge de payer les primes échues et les primes ultérieures, cette convention a, au point de vue de sa validité intrinsèque, le caractère juridique d'une stipulation pour autrui, régie par l'art. 1121 C. civ.*

Dès lors, l'avenant étant réputé, en principe, avoir la même force et le même effet que la police avec laquelle il fait corps, et investissant rétroactivement le bénéficiaire désigné d'un droit personnel à la créance du capital assuré, du jour de la souscription de la police, le syndic n'est pas fondé à demander contre le créancier dont s'agit l'annulation de l'avenant et la remise entre ses mains de la police.

Il ne saurait se prévaloir, à cet effet, des art. 446 et 447 C. com., lesquels ont pour but de maintenir l'égalité entre les créanciers du failli et de faire rentrer dans la masse les valeurs qui en faisaient partie et qui en ont été distraites à leur détriment, puisque, en réalité, le failli ne s'est, en l'espèce, pas dépouillé d'un capital qu'il n'a jamais ni versé ni possédé et qui ne peut se former et s'obtenir que par le paiement continu des primes jusqu'à l'expiration du contrat.

3° *Mais ce qu'il appartient au syndic de réclamer, c'est l'annulation, en vertu de l'art. 446, de la dation en paiement* sui generis, *par laquelle le failli, pour éteindre une dette échue, a conféré à son créancier le bénéfice résultant du paiement des primes qu'il a lui-même versées antérieurement, et d'exiger le rapport à la faillite desdites primes dont le failli, pour se libérer de sa dette, a enrichi son créancier au détriment de la masse, alors qu'il se trouvait déjà en état de cessation de paiements.*

4° *A charge, en ce cas, par le syndic, la convention de libération étant nulle, d'admettre le créancier au passif de la faillite pour le montant de sa créance, au même titre que les autres créanciers.*

Bécue c. Syndic Six.

La Cour,

Attendu que Julien Six, négociant à Bailleul, a été déclaré en état de faillite par jugement du Tribunal d'Hazebrouck du 11 août 1905, et que par un second jugement du 28 octobre 1905, la date de la cessation de ses paiements a été reportée au 12 avril 1904 ;

Attendu que, suivant police souscrite le 3 août 1895, Julien Six a contracté avec la Compagnie l'*Equitable des Etats-Unis*, une assurance mixte sur la vie pour un capital de 10.000 francs stipulé payable à l'assuré le 3 août 1905, ou, si son décès survenait avant cette date, à la dame Marie Vasseur, son épouse, si elle vit, sinon aux héritiers ou ayants droit de l'assuré, à la condition qu'une prime de 479 fr. 80 fût régulièrement versée à la Compagnie le 3 août de chaque année ; que cette assurance a été contractée avec participation aux bénéfices accumulés pour le cas où l'assuré existerait encore le 3 août 1915 ;

Attendu que, le 30 mai 1902, Six, alors employé de

commerce, et la dame Six, ont souscrit au profit de René Bécue, une obligation de 5.000 fr. causée pour prêt, enregistrée ; que, par acte du même jour, Six et la dame Six ont affecté en nantissement, pour garantir le remboursement de cette obligation, la créance résultant du contrat d'assurance passé avec l'*Equitable*, et ont remis en gage à Bécue la police ci-dessus mentionnée ;

Attendu que celui-ci n'a fait enregistrer ce nantissement et ne l'a fait signifier à l'*Equitable* que les 18 et 19 mai 1904, c'est-à-dire postérieurement au 12 avril 1904, date à laquelle Six, devenu commerçant, avait cessé ses paiements ;

Attendu que cet acte, n'ayant point acquis date certaine et n'ayant pas été signifié avant la cessation des paiements du failli, tombe manifestement sous l'application de l'art. 446 § 4 C. com. ; que la validité de ce nantissement au regard de la masse créancière n'est d'ailleurs plus soutenue devant la Cour ;

Attendu que les parties lui ont substitué un autre contrat ;

Attendu que Six se trouvant hors d'état de payer la prime échue le 3 août 1904, les parties, afin d'éviter la clause formelle de déchéance inscrite dans la police pour ce cas, ont verbalement convenu que, pour éteindre la créance de Bécue s'élevant à 5.000 francs avec intérêts, Six, du consentement de sa femme, lui attribuerait par un avenant le plein et entier bénéfice de l'assurance, Bécue ayant la charge de payer la prime qui, échue le 3 août précédent, était impayée, et les primes ultérieures ; qu'à cet effet, par un avenant à la police susvisée, passé à Paris le 3 septembre 1904 et à New-York le 20 du même mois, entre la Compagnie l'*Equitable*, les époux Six et René Bécue, Julien Six a stipulé que le bénéfice de la police appartiendrait à Bécue, intervenant et acceptant, pour la totalité des avantages, bénéfices, faculté d'option et droits quelconques attachés à ladite police, tant au cas de vie de l'assuré qu'au cas de son décès, avec cette clause que « ledit avenant sera annexé à la police pour avoir la même force que s'il en faisait partie ;

Attendu que cet avenant doit être interprété en ce sens que, Six, du consentement de sa femme en faveur de qui il avait d'abord fait une stipulation, a stipulé définitivement que le montant du capital assuré serait payé à Bécue, soit le 3 août 1915, soit à son décès s'il était antérieur, au droit en outre, le cas échéant, à la participation différée aux bénéfices ; que le contrat a donc, au point de vue de sa validité intrinsèque, le caractère juridique d'une stipulation pour autrui, régie par l'art. 1121 C. civ. ;

Attendu que la jurisprudence de la Cour de cassation est fixée en ce sens, que l'avenant étant réputé faire corps avec la police, a la même force et le même effet que s'il en faisait partie, et qu'il investit rétroactivement le bénéficiaire désigné d'un droit personnel à la créance du capital assuré, à dater du jour de la souscription de la police ;

Attendu que les art. 446 et 447 C. com. ont pour but, en cas de cessation des paiements d'un commerçant, de maintenir l'égalité entre les créanciers du failli, et de faire rentrer dans la masse les valeurs qui en faisaient partie et qui en ont été distraites à leur détriment ; qu'en la cause, Six, ne s'est pas dépouillé d'un capital qu'il n'a jamais, ni versé, ni possédé, et auquel, juridiquement, il n'a jamais eu droit ; qu'en fait, il était même dans l'impossibilité de le posséder, quoi qu'il en eût fait, ce capital ne se formant et ne s'obtenant que par le paiement continu des primes jusqu'à l'expiration du contrat, ce qu'il était à l'impossible de faire ; mais qu'il est hors de doute qu'il s'est appauvri au profit de Bécue du montant des primes qu'il avait antérieurement prises dans son patrimoine et versées à l'*Equitable* depuis neuf années, pour un contrat dont tout le profit est, juridiquement, dès l'origine pour Bécue, bénéficiaire ; qu'à moins de renonciation résultant des faits de la cause, il avait évidemment une action en répétition de ces primes, action à laquelle il a renoncé pour obtenir d'être libéré, de son côté, de sa propre dette ; qu'en réalité, l'avantage qu'a fait Six à son créancier Bécue, au détriment des autres, c'est de lui conférer le bénéfice résultant de versements successifs de ces primes depuis neuf années, en paiement de la dette dont il était tenu vis-à-vis de lui ; que cette sorte de dation en paiement *sui generis* tombe sous le coup de l'art. 446, qui annule les paiements faits par transport ou autrement, et ne valide les paiements pour dettes échues que s'ils sont faits en espèces ou en effets de commerce ; qu'au surplus, la nullité de cette convention à titre onéreux passée avec le failli résulte encore de l'art. 447, Bécue ayant alors pleine connaissance de la cessation des paiements de Six ; que le seul droit du syndic serait donc de demander le rapport à la faillite des neuf primes dont le failli, pour se libérer de sa dette, a enrichi Bécue au détriment de sa masse créancière alors qu'il se trouvait déjà en état de cessation de paiements, à charge par le syndic, en ce cas, la convention de libération étant nulle, d'admettre l'appelant au passif de la faillite pour le montant de sa créance au même titre que les autres créanciers ;

Attendu que le syndic n'ayant pas formé de demande subsidiaire en restitution des primes, la Cour ne peut statuer sur ce point du dispositif ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement en ce qu'il a déclaré nul, au regard de la masse créancière de la faillite de Julien Six, le nantissement consenti par lui au profit de Bécue ;

Emendant, dit que l'avenant faisant corps avec la police d'assurance souscrite par *The Equitable Life assurances*, le syndic de la faillite Six est mal fondé à réclamer le bénéfice de cette assurance ;

Décharge, en conséquence, René Bécue de la condamnation prononcée contre lui d'avoir à remettre au syndic ladite police d'assurance, etc.

M. **Combris** av. gén. — M[es] **Prat** et **Deschodt** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Application pure et simple de l'art. 446 C. com. *in fine*, dont les dispositions visent toute espèce de nontissement quel qu'en soit l'objet. Rappr. Paris 20 décembre 1894 (Gaz. Pal. 95.2. 126).

II-III et IV. — Sur les autres points : Les solutions adoptées par notre arrêt sont à rapprocher *mulatis mutandis*, à ce qui est aujourd'hui admis par la Cour de cassation au cas d'une assurance sur la vie contractée au profit de sa femme par le commerçant tombé ultérieurement en faillite. La Cour suprême décide qu'en pareil cas, le capital assuré n'ayant jamais fait partie du patrimoine du failli, la stipulation pour autrui passée par le mari, laquelle n'a pas eu pour effet de distraire un élément d'actif au détriment de ses créanciers est valable et peut être opposé à la masse représentée par le syndic, nonobstant les dispositions des art. 559 et 564 C. com. Mais les primes, si par leur importance, elles peuvent

être considérées comme des libéralités prélevées sur les capitaux du mari, devront être rapportées à la faillite. V. sur ce point : Cass. 22 février 1888 (Gaz. Pal. 88.1.439 — S. 88.1.121 et la note de M. Crépon — D. 88.1.198) ; 7 août 1888 (S. 89.1.97 — D. 89.1.118) ; 23 juillet 1889 (Gaz. Pal. 89.2.252 — S. 90.1.5 et la note de M. Labbé) ; Poitiers 11 avril 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.44) et notre note avec de nombreux renvois à la jurisprudence parmi laquelle il convient de remarquer qu'on relève un certain nombre de jugements et d'arrêts en sens contraire. Or, il est bien certain que la convention en face de laquelle se trouvait placée la Cour de Douai, dans l'espèce rapportée, n'avait pu avoir pour effet de diminuer le patrimoine du failli, gage des créanciers, du montant du capital assuré lequel n'en avait jamais fait partie, puisqu'il n'était pas encore acquis. Dès lors, cette convention échappait à l'application de l'art. 446 C. com. lequel a pour objet seulement, comme le dit notre arrêt, de maintenir l'égalité entre les créanciers en paralysant les tentatives du failli tendant à attribuer certains éléments de son actif à tel ou tel créancier favorisé au dépens de la masse. Mais il en était autrement du montant des primes échues et payées par le failli. L'avenant qui donnait désormais au créancier le droit de réclamer le capital assuré au moment de son échéance le faisait bénéficier du versement des primes antérieures prélevées sur le patrimoine du failli. Cette opération par laquelle celui-ci se libérait de sa dette constituait bien une sorte de dation en paiement ayant pour effet de diminuer l'actif du montant desdites primes payées par le failli désormais sans effet utile pour lui ni pour son patrimoine. A ce titre elle tombait sous le coup de l'art. 446 § 3 C. com. et devait être annulée, au moins dans la mesure où elle attribuait au créancier le bénéfice résultant du paiement des primes dont le montant devait être rapporté à la faillite. Mais par contre l'une des conditions, ou pour mieux dire, l'une des causes de la libération du failli venant à disparaître, sa dette subsistait et le créancier devait être admis à produire à la faillite pour le montant de sa créance en concurrence avec les autres créanciers. L'arrêt qui a statué sur une espèce intéressante et nouvelle, croyons-nous, en jurisprudence, nous paraît devoir être pleinement approuvé.

TRIBUNAL CIVIL DE REIMS (2e Ch.)

19 Juillet 1906.

Présidence de M. Hû.

1° EXPERTISE. — DEMANDE D'EXPERTISE. — INTOXICATION PAR DES GATEAUX A LA CRÊME. — MOYEN D'EMPÊCHER LA FERMENTATION. — PRODUIT DIFFÉRENT. — EXPERTISE NON CONCLUANTE. — POUVOIR D'APPRÉCIATION DU JUGE.

2° VENTE (EN GÉNÉRAL). — VICE CACHÉ. — FRAIS OCCASIONNÉS PAR LA VENTE. — CE QU'ILS COMPRENNENT. — ART. 1646 C. CIV.

1° *Au cas d'intoxication provoquée par l'ingestion de gâteaux à la crême, lorsque les experts commis ont constaté la bonne qualité des matériaux employés par le pâtissier vendeur et la propreté de ses ustensiles, en attribuant la fermentation des œufs contenus dans la crême nocive à des causes encore scientifiquement incertaines, il n'y a lieu d'ordonner une nouvelle expertise à l'effet de déterminer si, par l'usage de certaines précautions, et notamment au moyen de l'ébullition des œufs employés, cette fermentation n'aurait pu être évitée, alors qu'il est d'ores et déjà constant que ce procédé aurait pour résultat de donner un produit tout différent de celui exigé par la clientèle pour le genre spécial de gâteaux dont* ***s'agit.***

2° *L'art.* 1646 *C. civ., aux termes duquel:* « *Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente* », *doit être entendu en ce sens que le vendeur est obligé à autre chose qu'à la restitution du prix et des frais et loyaux coûts du contrat et qu'il est tenu de rembourser à l'acheteur les frais de toute nature que la vente lui a occasionnés, la rescision de la vente d'une chose infectée d'un vice caché devant, à l'égard de l'acheteur, remettre autant que possible les choses au même état que si la vente n'eût pas existé.*

Laubreau c. Desbordeaux.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Laubreau demande la condamnation de Desbordeaux en 25.000 francs de dommages-intérêts pour réparation du préjudice qui lui aurait été causé par le fait de Desbordeaux ci-dessus spécifié, et qu'il conclut subsidiairement à une nouvelle expertise et en tout cas au paiement d'une somme de 681 fr. 30 représentant les frais occasionnés à Laubreau par la vente fatale faite par Desbordeaux ;

En fait :

Attendu qu'il résulte d'une instruction judiciaire que le sieur Desbordeaux a mis en vente dans la journée du 25 juin 1905 des gâteaux à la crême fabriqués par lui, que Laubreau ayant acheté deux de ces gâteaux les fit consommer par ses enfants, Henri âgé de 10 ans et Suzanne âgée de 9 ans ;

Attendu que, dans la nuit suivante, les deux enfants tombèrent malades et que, malgré les soins les plus énergiques, le jeune Henri succomba dans la journée du 28 juin ;

Attendu qu'un autre décès et l'indisposition de 17 autres personnes suffiraient à incriminer les gâteaux dont s'agit, mais que l'autopsie du jeune Henri et l'analyse des restes de la crême suspecte ont établi à défi de réplique que le décès du jeune Laubreau ne pouvait être attribué qu'à un empoisonnement déterminé par la crême préparée et vendue par Desbordeaux ;

Attendu que les experts, MM. Lajoux et Cordier, professeurs à l'école de médecine et de pharmacie de Reims, commis par M. le juge d'instruction, après avoir constaté la bonne qualité des matériaux employés par Desbordeaux et la propreté de ses ustensiles, ont signalé dans leur rapport que la cause des cas d'intoxication par les crêmes, fréquents surtout en été, restait encore incertaine, que l'opinion la plus récente et la plus généralement admise attribue la présence de corps toxiques dans les crêmes à une fermentation spéciale intéressant tout particulièrement les blancs d'œufs sous l'influence manifeste de la température élevée et de l'état orageux de l'atmosphère ; que le reste de crême incriminée a montré nettement l'existence d'un poison organique de nature alcaline, alcaloïde ou ptomaïne ; que ce corps offrait la particularité de posséder des propriétés réductrices d'une grande énergie (action su

l'acide iodique) et concordant bien avec le caractère asphysique des poumons remarqué à l'autopsie du jeune Henri Laubreau ; qu'enfin les symptômes cliniques relevés chez les malades, pouls considérablement augmenté de fréquence, anurie, insensibilité de l'œil et dilatation de la pupille confirment la nature alcaloïdique de l'intoxication dont le caractère accidentel semblait ainsi établi ;

Attendu que le 17 août 1905 une ordonnance de non-lieu est intervenue en faveur de Desbordeaux ; qu'il résultait, en effet, de l'enquête et de l'expertise ci-dessus rappelées qu'on ne pouvait relever à la charge du pâtissier ni imprudence ni négligence, que les matières par lui employées étaient de bonne qualité et que si les blancs d'œufs paraissaient s'être subitement altérés sans que rien ne signalât cette altération, cette modification si dangereuse que rien ne permettait de prévoir ou de constater était un fait purement accidentel résultant de la température et de l'état orageux de l'atmosphère ; que la cause de cette altération restant mystérieuse et hypothétique on ne peut même invoquer contre Desbordeaux la présomption de faute qui frappe l'artisan qui vend l'objet de sa fabrication ;

Attendu qu'on objecterait vainement qu'on pouvait éviter ce danger en portant le blanc d'œuf à une haute température ; que ce résultat fût-il certain, on ne saurait imposer cette pratique au pâtissier parce qu'elle aurait pour résultat un tout autre produit que la crême spéciale qui caractérise les gâteaux connus sous le nom de choux à la crème, éclairs et St-Honoré, et sont demandés par la clientèle avec leur composition caractéristique ;

En droit :

Attendu que de ce qui précède il résulte qu'aucune faute ne peut, en l'espèce, être reprochée à Desbordeaux et que, par suite, il n'y a lieu à application de l'art. 1382 C. civ. ;

Sur les conclusions subsidiaires tendant à une nouvelle expertise :

Attendu que la mesure sollicitée serait inutile ; que la compétence et la valeur scientifique des experts commis par M. le juge d'instruction et dont l'avis est ci-dessus rapporté est hors de toute contestation ; qu'en ce qui concerne les mesures propres à rendre en toute occasion les blancs d'œufs inoffensifs, il est inutile de les rechercher, l'ébullition conseillée par le savant Metchnikoff, entendu par le Tribunal de la Seine dans une cause identique à celle-ci, ayant, nous l'avons vu plus haut, pour résultat un produit qui ne serait pas celui exigé par la clientèle ;

En ce qui concerne l'application de l'art. 1646 C. civil :

Attendu qu'aux termes dudit article : « Si le vendeur ignorait les vices de la chose il ne sera tenu qu'à la restitution du prix et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente ; »

Attendu que si la doctrine est encore actuellement divisée sur la portée des mots « frais occasionnés par la vente », on ne peut cependant méconnaître que les expressions « frais occasionnés par la vente », rapprochées de celles « de frais et loyaux coûts » employées dans l'art. 1630 du même Code, qui règle les conséquences de la garantie à laquelle le vendeur est tenu en cas d'éviction, indiquent que, dans l'hypothèse prévue par l'art. 1646, le vendeur est obligé à autre chose qu'à la restitution du prix et des frais et loyaux coûts du contrat et qu'il est tenu de rembourser à l'acheteur les frais de toute nature que la vente lui a occasionnés, la rescision de la vente d'une chose infectée d'un vice caché devant, à l'égard de l'acheteur, remettre autant que possible les choses au même état que si la vente n'eût pas existé ; qu'en effet, les art. 1645 et 1646 reproduisent certainement la thèse de Loyseau (De la garantie des ventes, chap. II, n° 5), qui s'exprimait ainsi : « En la rédhibitoire, il n'échet pas indistinctement des dommages-intérêts, comme en l'éviction et garantie formelle ; mais seulement il y échet l'intérêt du prix et d'être indemnisé à l'occasion du contrat, *hoc est rationem haberi damni emergentis, nox etian lucri cessantis* : si ce n'est quand le vendeur savait le vice, car alors il doit tous les dommages-intérêts ». La jurisprudence est, d'ailleurs, fixée en ce sens ;

Attendu que Laubreau justifie que les frais qui lui ont été occasionnés par la vente fatale dont s'agit s'élèvent à 681 fr. 30 et que c'est à bon droit qu'il en réclame le remboursement à Desbordeaux ;

Par ces motifs,

Déclare Laubreau mal fondé en ses conclusions principales ;

L'en déboute ;

Faisant droit à ses conclusions subsidiaires relatives à l'application de l'art. 1646 C. civ. ;

Condamne Desbordeaux à payer à Laubreau la somme de 681 francs 30, représentant les frais occasionnés par la vente dont s'agit ;

Déboute les parties du surplus de leurs conclusions et condamne Desbordeaux en tous les dépens qui seront recouvrés conformément à la loi sur l'assistance judiciaire.

M^es **Salle** et **Vassart** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : L'expertise est une mesure facultative pour le juge, à moins qu'elle n'ait été exceptionnellement déclarée obligatoire par une disposition formelle de la loi. En l'absence d'une disposition de cette nature, le juge peut donc refuser d'ordonner cette mesure lorsque les faits qu'elle aurait pour but d'établir lui paraissent dès à présent, non pertinents, non concluants ou non vraisemblables même : Cass. 2 mars 1886 (Gaz. Pal. 86.1.914) ; Cass. 5 juin 1897 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Expertise, n° 5). Comp. Cass. 30 avril 1894 (Gaz. Pal. 94.1.614 — D. 94.1.280).

II. — Sur le second point : V. dans le sens de la décision recueillie : Cass. 26 avril 1870 (D. 71.1.111) ; Cass. 28 mars 1898 (Pand. franç. 98.1.404 — Journ. du Not. 99. 42) ; Amiens 16 janvier 1862 (S. 62.2.156 — D. 63.2.27) ; Alger 13 avril 1897 (Mon. jud. Lyon 28 juillet 1897) ; Trib. com. Seine 9 décembre 1899 (Pand. franç. 1901.2.340).

TRIBUNAL DE PAIX DE PARIS

(V^e ARRONDISSEMENT)

5 OCTOBRE 1906.

Présidence de M. Bailly.

1°-2° ET 3° COMMUNAUTÉ CONJUGALE. — BESOINS DU MÉNAGE. — DÉPENSES DE LA FEMME. — MANDAT TACITE. — SÉPARATION DE FAIT. — SURVIVANCE OU EXTINCTION DU DEVOIR ALIMENTAIRE DU MARI. — PRÉTENDUE RÉVOCATION DU MANDAT. — FOURNISSEURS. — AVIS COLLECTIF. INSUFFISANCE. — OBLIGATION DU MARI.

1° *Le mandat étant un contrat consensuel, tous les mo-*

des de formation sont admissibles en ce qui le concerne. Il peut donc, en général, être formé tacitement, encore bien que l'art. 1985 *C. civ. se borne à dire que l'acceptation du mandataire peut être tacite, sans indiquer formellement que la volonté du mandant puisse s'exprimer de la même manière. Il n'y a en effet aucune raison pour faire une différence entre les modes d'expression des deux volontés concourantes au contrat.*

D'autre part, il est nécessaire que l'épouse puisse,dans le domaine de l'administration domestique, conclure librement les très nombreux contrats qu'exige cette administration, sans la formalité d'une autorisation répétée que sa fréquence rend impraticable.

En conséquence, elle est censée avoir reçu mandat tacite de son mari pour l'achat des fournitures du ménage et pour les commandes d'ouvrages relatifs à son entretien personnel et à celui de la famille, ainsi que pour le règlement des dettes contractées à ce sujet.

Et l'art. 1420 *C. civ., disposant que lorsque la femme contracte, non point en son nom personnel, mais comme mandataire, en vertu de la procuration générale ou spéciale de son mari, elle oblige celui-ci et la communauté, sans s'obliger elle-même, il en résulte, d'une part,que le mari est tenu du paiement des dettes contractées par la femme dans la sphère des opérations ménagères, et, d'autre part, que les marchands et ouvriers n'ont d'action sur les biens personnels de la femme, ni pendant la communauté, ni après sa dissolution, à moins, bien entendu, qu'elle n'ait accepté la communauté, auquel cas elle se trouve coobligée au paiement de la dette, comme commune en biens.*

2° *Au cas d'une séparation de fait entre les conjoints, la fiction du mandat tacite ne disparaît pas nécessairement.*

Notamment, elle subsiste avec ses conséquences, soit lorsque la séparation est due au fait du mari, soit lorsqu'elle a eu lieu d'un commun accord, la seule volonté du mari, de même qu'un accord non reconnu par la loi, ne pouvant avoir pour effet de libérer le mari de l'obligation d'entretien et la fiction du mandat tacite ne pouvant disparaître dès que celle-ci survit.

Il en doit être de même, et pour les mêmes motifs, au cas de séparation de fait des époux résultant, au cours d'une instance en séparation de corps ou en divorce, d'une autorisation de résidences distinctes, laquelle ne décharge point le mari de son devoir alimentaire envers sa femme.

Sauf, en ces différentes hypothèses, à réserver l'éventualité où le mari, grevé de la dette alimentaire, l'acquitterait directement en fournissant à sa femme une pension ou en lui laissant la jouissance de tout ou partie de sa dot, auquel cas, ayant accompli par un autre procédé son devoir d'entretien, il ne peut être astreint à l'exercer par la voie du mandat tacite.

Mais, par contre, il faut considérer ledit mandat comme révoqué, lorsque la séparation des époux est due à la faute de la femme qui a déserté contre le gré du mari le domicile conjugal, le mari se trouvant, dès lors, libéré, par l'abandon coupable de l'épouse, du devoir d'entretien que l'art. 214 *C. civ. ne met à sa charge que si la femme réside au domicile conjugal.*

3° *Les tiers n'étant pas obligés de rechercher si les relations des époux autorisent encore la présomption du mandat, ou si elles font considérer celui-ci comme révoqué, le mari qui se prétend déchargé de l'obligation résultant de la fiction du mandat tacite,parce qu'à la suite d'une instance en divorce en cours, sa femme n'habiterait plus avec lui, ne saurait, pour se soustraire au paiement des dettes contractées par sa femme pour son habillement, invoquer un avis collectif par lui publié dans les journaux de ne plus faire crédit à sa femme.*

Il lui appartient de prouver que les tiers ont effectivement eu connaissance de la prétendue suppression du mandat, soit par une notification indiviuelle à chacun des fournisseurs, soit par tout autre moyen.

Spécialement, il en est ainsi lorsque c'est le mari qui a abandonné le domicile conjugal postérieurement à la livraison à la femme des objets dont le paiement lui est personnellement réclamé, en sorte qu'il se trouve tenu audit paiement, eu égard aux présomptions logiques et à la coutume régnante,et alors d'ailleurs que les fournitures ne dépassent pas leur importance, la situation, les facultés et l'état du ménage.

Dame Baillet c. Laroche.

NOUS, JUGE DE PAIX,

Attendu que, suivant l'exploit introductif d'instance du ministère de Salmon, huissier près le Tribunal civil de la Seine, en date du 2 octobre courant, la dame Baillet, couturière, actionne les mariés Laroche en paiement d'une somme principale de 28 fr. 50, représentant le prix de deux blouses et d'une ceinture commandées par la dame Laroche et à elle livrées par la requérante, à la date du 10 juillet écoulé ;

Attendu qu'à titre de fin de non-recevoir le sieur Laroche oppose qu'actuellement, par suite d'une instance en divorce en cours, sa femme n'habitant plus avec lui, il ne saurait être considéré comme responsable de la dette objective des présentes poursuites, contractée sans son autorisation et à non insu ; qu'il ajoute qu'antérieurement à la commande et à la livraison des objets ci-dessus spécifiés, il avait, directement, notifié défense à la dame Baillet de faire crédit à sa femme, et qu'il avait, au surplus, pris la précaution de faire insérer un avertissement collectif de même nature dans les *Affiches Parisiennes*, afin de se mettre à l'abri de toute recherche de la part des commerçants ;

Attendu qu'au sens de l'article 1420 C. civ., lorsque la femme contracte, non point en son nom personnel, mais comme mandataire, en vertu de la procuration générale ou spéciale de son mari, elle oblige celui-ci et la communauté, sans s'obliger elle-même ;

Attendu qu'il est nécessaire que l'épouse puisse, dans le domaine de l'administration domestique, conclure librement les très nombreux contrats qu'exige cette administration, sans la formalité d'une autorisation répétée, que sa fréquence rend impraticable ; qu'elle est censée avoir mandat de son mari pour l'achat des fournitures de ménage et pour les commandes d'ouvrages

relatifs à son entretien personnel et à celui de la famille, ainsi que pour le règlement des dettes contractées à ce sujet ;

Attendu qu'il est certain que le mandat, en général, peut être formé tacitement ; que, sans doute, l'article 1985 se contente de dire que l'acceptation du mandataire peut être tacite, sans indiquer formellement que la volonté du mandant puisse s'exprimer de la même manière ; mais qu'il n'y a aucune raison pour faire une différence entre les modes d'expression des deux volontés concourantes au contrat, et qu'au demeurant, le principe que le mandat est un contrat purement consensuel entraîne pour lui l'admission de tous les modes de formation ;

Attendu que, sur la question de savoir s'il en est ainsi de conjoint à conjoint, il faut décider qu'en l'absence de règles spéciales uosées à ce sujet, le mandat entre époux obéit, sur ce point comme sur tous les autres, au droit commun, qu'ii y a même plus de raison que pour quiconque de permettre aux époux de se donner mandat tacite ; car l'union intime et la communauté d'existence qui règnent entre eux font qu'ils sont appelés à se représenter fréquemment l'un l'autre, sans qu'il leur vienne à l'esprit de se concéder des pouvoirs en forme ;

Attendu que cette théorie concilie deux nécessités pressantes, quoique d'ordres différents : l'une, légale et de droit, qui veut que le mari, chef de la communauté, assure la subsistance matérielle de l'association conjugale ; l'autre, sociale et de mœurs, qui exige que ce soit l'épouse, plus qualifiée, de par ses aptitudes naturelles et ses larges loisirs, qui y pourvoie ; que l'introduction du mandat présumé résout à merveille cette antinomie apparente : en fait, c'est la femme qui contracte, mais, aux yeux du droit, c'est le mari, dont l'intervention personnelle n'est pas toujours possible ni pratique, qui a agi ;

Attendu qu'il en résulte, d'une part, que le mari est tenu du paiement des dettes contractées par la femme dans la sphère des opérations ménagères, et, d'autre part,que les marchands et ouvriers n'ont d'action sur les biens personnels de la femme, ni pendant la communauté, ni après sa dissolution, à moins, bien entendu, qu'elle n'ait accepté la communauté, auquel cas elle se trouve coobligée au paiement des dettes, comme commune en biens ;

Attendu qu'au cas d'une séparation de fait entre les conjoints, la fiction du mandat ne disparaît pas nécessairement ; qu'il faut tenir compte des circonstances, de telle sorte que le mandat doit être réputé subsister ou disparaître, suivant que le devoir d'entretien du mari a survécu ou cédé à la séparation ;

Attendu que si la séparation est due au fait du mari, qui a renvoyé sa femme du domicile conjugal ou l'a lui-même abandonné, son obligation alimentaire n'est pas pour cela éteinte ; car il ne peut, par sa seule volonté, se décharger d'une obligation légale ; que le mandat tacite, conséquence du devoir d'entretien, sera donc aussi réputé subsister ; qu'il faut en dire autant du cas, très fréquent, où les époux se sont séparés d'un commun accord, le mari ne pouvant se prévaloir, pour refuser des aliments ou des vêtements à sa femme,d'une séparation de fait, qu'il a lui-même provoquée ou consentie, séparation non reconnue par la loi, et qu'il est toujours libre de faire cesser ; et qu'avec l'obligation d'entretien se maintient la fiction du mandat tacite ;

Attendu que si la séparation des époux résulte, au cours d'une instance en divorce ou en séparation de corps, d'une autorisation de résidences distinctes, accordée par le président du Tribunal civil, il échet de donner la même solution ; que l'ouverture d'une telle instance ne décharge pas, en effet, le mari de son devoir alimentaire envers la femme, et que la preuve en est qu'elle peut demander contre lui le paiement d'une pension provisoire ; qu'on doit donc admettre qu'elle jouit encore, en pareil cas, de son mandat ;

Attendu qu'il faut, toutefois, réserver, dans ces différentes hypothèses, l'éventualité où le mari, grevé de la dette d'aliments, l'acquitterait directement en fournissant à sa femme une pension pécuniaire, ou en lui laissant la jouissance d'une partie de sa dot ; qu'en l'occurence, ayant accompli par un autre procédé son devoir d'entretien, il ne peut être astreint à l'exécuter par la voie du mandat tacite ;

Attendu que si l'on envisage l'hypothèse de la séparation des époux due à la faute de la femme, et principalement au cas où elle a déserté, contre le gré du mari, le domicile conjugal, il convient de donner une solution défavorable au mandat ; qu'en effet, le mari se trouve, par l'abandon coupable de l'épouse, libéré de son devoir alimentaire ; qu'il est unanimement reconnu, par interprétation de l'art. 214 C. civ., que le mari n'est tenu d'entretenir sa femme qu'autant que celle-ci réside au domicile conjugal ; que, par suite, le mandat domestique disparaît avec l'obligation du mari ; que si celui-ci était tenu, de par l'existence du mandat en question, d'acquitter les dettes faites par la femme rebelle, cette dernière,entretenue indirectement de la sorte,serait fâcheusement encouragée dans sa résistance au devoir de la cohabitation ;

Attendu que la révocation du mandat domestique ne doit pas se borner à un ordre donné à l'épouse de cesser d'engager le mari par ses contrats ; qu'elle doit être portée à la connaissance des tiers, avec qui la femme est dans l'habitude de contracter ; qu'autrement ceux-ci seraient en droit d'exciper de leur bonne foi, et d'exiger l'application d'un mandat dont rien ne leur a dénoncé la cessation ; que cela est d'ailleurs pleinement conforme à la disposition de l'art. 2005 C. civ. portant que « la révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers, qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant le recours contre le mandataire » ;

Attendu que les tiers ne sont pas obligés de rechercher si les relations des époux autorisent encore la présomption du mandat, ou si elles font considérer celui-ci comme révoqué;qu'il n'est possible de leur dénier action contre le mari que s'ils ont eu, par voie quelconque, connaisance du retrait de la commission ménagère ; d'où il suit que, pour démentir le mandat qu'on lui prête ou pour révoquer le mandat qu'il a précédemment consenti, le mari est pratiquement tenu d'avertir les tiers de sa volonté par une déclaration formelle, qui, seule, le mettra à l'abri de toute responsabilité ;

Attendu que ce n'est qu'à la condition de prouver que le tiers a effectivement connu la suppression du mandat que le mari pourra être déclaré étranger aux obligations contractées par sa femme ;

Attendu qu'une notification individuelle à chacun des fournisseurs de la femme est de rigueur, et qu'un mode de publicité collectif, par exemple par la voie des journaux, est, en général et à lui seul, insuffisant pour produire cet effet, car rien ne prouve que le fournisseur dont s'agit les a lus, et que l'annonce lui est tombée sous les yeux ;

Attendu, dans l'espèce, que c'est le sieur Laroche qui a abandonné le domicile conjugal, à la date du 18 juillet dernier, c'est-à-dire huit jours après la livraison des effets d'habillement qui font l'objet du procès actuel ; qu'il n'est donc pas recevable, eu égard aux présomptions logiques et à la coutume régnante, à se défendre du paiement de la dépense réclamée ;

Attendu que la demanderesse dénie formellement avoir reçu l'avertissement individuel, non assorti de preuve, allégué par Laroche ; qu'elle soutient, en outre, n'avoir jamais eu connaissance de la publicité, par la voie de la presse, au moyen de laquelle le susnommé entendait informer les tiers de sa volonté nette de ne plus rien payer à l'avenir des dépenses auxquelles sa femme pourrait se livrer ; que le défendeur n'a non plus moyen de réfuter cette assertion ;

Attendu qu'en fait les fournitures, justifiées, dont la dame Baillet réclame le paiement, ne dépassent évidemment pas la mesure de celles que, vu la situation, les facultés et l'état du ménage, Laroche n'aurait pu, dans le trait de temps où elles ont été faites, refuser à sa femme sans contrevenir à ses obligations naturelles et aux prescriptions des art. 212, 213 et 214 C. civ.;

Attendu que, dans une instance, les frais suivent le sort du principal ;

Par ces motifs,

Mettons la dame Laroche hors de cause et de procès;

Condamnons le sieur Laroche seul à payer à la dame Baillet la somme de 28fr.50,pour les causes susénoncées ; ensemble les intérêts de droit ; le condamnons, en outre, aux dépens. »

NOTE. — I. — Sur le premier point : Le mari étant tenu de supporter les charges du ménage est réputé, en principe, avoir donné à la femme mandat tacite de faire les dépenses nécessaires pour l'entretien du ménage et, par suite, pour son entretien personnel, autant du moins que ces dépenses ne sont pas hors de porportion avec la fortune des époux, ce qu'il appartient aux Tribunaux de rechercher et d'apprécier. V. notamment en ce sens : Poitiers 23 décembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.182 — D. 90.2. 359) ; Paris 30 décembre 1896 (D. 97.2.310); 18 novembre 1899 (Gaz. Pal. 99.2.597 — Pand. franç. 1900.2.367) ; Trib. civ. Seine 15 avril 1897 (Loi 5 mai 1897) ; 17 juillet 1897 (Mon. jud. Lyon 7 janvier 1898 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Communauté conjugale, n^os^ 71 et suiv.) ; 26 février 1901 (Mon. jud. Lyon 11 septembre 1901 — Gaz. Pal. *ibid. eod verb.*, n^os^ 67 et suiv.) ; Trib. paix Bergues 7 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1.603) ; Trib. civ. Avranches 23 novembre 1900 (Gaz. Pal. 1901.1.682, avec renvois à la doctrine et à la jurisprudence antérieure) ; Trib. civ. Bordeaux 1^er^ avril 1900 (Rec. Bordeaux 1901.3.5).

II. — Sur le second point : Les principes posés par le jugement rapporté, exacts d'une façon générale, sont cependant affirmés d'une façon un peu trop absolue : notamment il a été jugé que, pendant la durée de l'instance en séparation de corps par elle introduite, la femme est tenue de subvenir à son entretien et à celui des enfants laissés à sa garde, lorsque la communauté et le mari sont dénués de ressources. Les dettes que la femme contracte à cet effet, dans les limites légitimes, constituent des engagements personnels auxquels elle est tenue de satisfaire directement envers les fournisseurs. *Sic :* Poitiers 23 décembre 1889 et Paris 30 décembre 1896, précités. Cela a même été jugé d'une façon plus absolue encore et sans égard à la question de savoir si la communauté ou le mari possédait des ressources par le Tribunal civil de la Seine le 15 mars 1899 (Gaz. Pla. 99.1.649). Par contre, il a décidé que, dans l'hypothèse d'une séparée au cours d'une instance en séparation de corps ou en divorce, la femme qui, ne recevant pas de pension de son mari, fait des dépenses pour ses besoins s'engage personnellement et engage également son mari : Paris 11 janvier 1874 (S. 74.2.169 — D. 75.2.41). *Sic. :* Guillouard, t. II, n° 868.

Au cas de séparation de fait résultant du fait du mari ou d'un accord entre les époux, v. dans le sens des solutions admises par la décision rapportée : Cass. 28 décembre 1830 (S. et P. chr.) ; 13 février 1844 (S. 44.1.662); Bordeaux 8 janvier 1839 (S. 39.2.416) ; Paris 23 février 1849 (S. 49.2.145 — D. 49.2.135). *Adde* : Marcadé, Sur l'art. 1420, n° 2 ; Rodière et Pont, t. II, n° 793 ; Aubry et Rau, t. V, § 509, texte et note 51, p. 340 ; Baudry-Lacantinerie, t. III, n° 97 *bis in fine ;* Guillouard, t. II, n° 868.

Si le mari fournit, dans toutes ces hypothèses, une pension à la femme, il est admis, en général, qu'il n'est pas obligé par les engagements de celle-ci, même destinés à subvenir à ses besoins. V. dans le sens de notre jugement : Besançon 25 juillet 1866 (S. 67.2.48 — D. 66.2. 149). *Sic :* Aubry et Rau, t. V, § 509, texte et note 53, p. 341 ; Baudry-Lacantinerie, t. III, n° 97 *bis, in fine ;* Guillourd, t. II, n° 870. *Contrà,* cependant : Douai 13 mai 1846 (S.47.2.25 — D. 47.2.60).

Au cas d'abandon du domicile conjugal par la femme, v. dans le sens de la décision recueillie : Marcadé, Sur l'art. 1420, n° 12 ; Rodière et Pont, t. II, n° 793 ; Aubry et Rau, t. V, n° 509, texte et note 52, p. 340 ; Laurent, t. XXII, n° 110 ; Guillouard, t. II, n° 869.

Au surplus, consulter sur tous ces points : Fuzier-Herman et Carpentier, Répert. gén. alphab. du dr. fr., v° Communauté conjugale, n^os^ 953 et suiv.

III. — Sur le troisième point : Il est admis en général que l'avertissement collectif donné dans les journaux ne saurait suffire, en principe, à faire considérer le mandat tacite comme révoqué et le mari comme dégagé des obligations contractées par la femme pour ses besoins personnels. Mais il y a là une question de fait que les Tribunaux trancheront en ayant égard aux circonstances spéciales de la cause. *Sic :* Cass. 14 février 1826 (S. chronol.); 30 novembre 1868 (S. 69.1.219 — D. 69.1.132). *Adde :* Marcadé sur l'art. 1420, n° 2 ; Rodière et Pont, t. II, n° 796 ; Aubry et Rau, t. V, § 709, texte et notes 56 et 57, p. 341 ; Baudry-Lacantinerie, t. III, n° 97 *bis ;* Guillouard, t. II, n° 867 ; Massé et Vergé, sur Zachariæ, t. IV, § 641, note 22, p. 86. V. cependant : Poitiers 23 décembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.182 — D. 90.2.359).

333

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

19 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS-VOITURIER. — RESPONSABILITÉ. — AVARIES. — VICE PROPRE. — EMBALLAGE DÉFECTUEUX.

Si, en principe, le voiturier répond de la perte ou des avaries des objets qu'il transporte, la responsabilité cesse lorsqu'il est prouvé que l'avarie ou la perte

provient d'un vice propre de la chose ou d'un fait imputable à l'expéditeur.

En conséquence, lorsqu'il résulte d'un rapport d'expertise que l'emballage était défectueux et insuffisant, le juge, auquel il appartient suivant sa conviction d'attribuer aux avaries pour le tout ou pour partie une autre cause que celle reconnue par l'expertise, ne peut, s'il ne l'a pas fait et s'il a au contraire entériné le rapport de l'expert, s'en appropriant ainsi les constatations, ne pas tenir compte de la faute relevée contre l'expéditeur et condamner la Compagnie de chemin de fer à indemniser intégralement le destinataire.

Chemin de fer P. L. M. c. Alibert.

La Compagnie des chemins de fer P.L.M. s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de Nice du 21 juin 1904, rendu au profit de M. Alibert.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique :

Vu l'art. 103 C .com. ;

Attendu que si, en principe, le voiturier répond de la perte ou des avaries des objets qu'il transporte, sa responsabilité cesse lorsqu'il est prouvé que l'avarie ou la perte provient du vice propre de la chose,ou d'un fait imputable à l'expéditeur ;

Attendu que la Compagnie de chemin de fer soutenait dans ses conclusions qu'elle était dégagée de toute responsabilité parce qu'il résultait du rapport de l'expert, conformément aux dispositions de l'art. 106 C. com., que le défaut d'emballage était la seule cause des avaries survenues aux meubles expédiés par grande vitesse de Dunkerque à Nice, à l'adresse d'Alibert aux conditions du tarif général ;

Attendu que le rapport de l'expert constatait, en effet, qu'en « général l'emballage était absolument défectueux et insuffisant » ;

Attendu que les juges ne sont pas, il est vrai, astreints à suivre l'avis des experts ; qu'il appartenait au Tribunal, suivant sa conviction, d'attribuer aux avaries, pour le tout ou pour partie, une autre cause que celle reconnue par l'expertise ; mais que, ne l'ayant pas faite, et ayant, au contraire, dans le dispositif, entériné purement et simplement le rapport de l'expert, il s'en est approprié les constatations ; qu'il n'a pu, dès lors, sans contradiction entre les motifs et le dispositif de son jugement, ne pas tenir compte de la faute relevée contre l'expéditeur et se fonder sur ce que la Compagnie ne rapportait pas la preuve « que l'avarie provenait d'un fait qui était absolument étranger » pour la condamner à indemniser intégralement le destinataire; d'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait le Tribunal de commerce de Nice n'a pas pas donné de base légale à sa décision et à, par suite, violé l'article de loi susvisé ;

Casse...

MM. **Potier** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — M^e **Labbé** av.

NOTE. — Le principe a été posé déjà par plusieurs arrêts de la Cour de cassation. V. Cass. 17 octobre 1893 (Gaz. Pal. 93.2.490 — S. 94.1.92 — D. 94.1.134) ; 29 avril 1895 (Gaz. Pal. 95.1.369 — S. 95.1.285 — D. 95.1.296) ; 9 décembre 1891 (Gaz. Pal. 91.2.708 — D. 92.1.386).

Il a été jugé aussi que dans le cas où une négligence est relevée à la charge de l'expéditeur, le chemin de fer n'a point à supporter la réparation intégrale du préjudice, alors même qu'une faute lui serait personnellement imputable : Cass. 29 mars 1886 (Gaz. Pal. 86.1.732 — S. 86.1.428 — D. 87.1.480).

Et il a été jugé enfin, dans le sens de l'arrêt recueilli, qu'en pareil cas le juge ne peut écarter les conclusions d'un rapport d'expertise sans indiquer les motifs qui, en dehors de cet avis, ont motivé sa conviction : Cass. 11 juillet 1899 (D. 1900.1.396).

COUR DE CASSATION (Ch. civile

7 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

AGRÉÉ. — DISCIPLINE. — VOIES DE RECOURS. — OPPOSITION. — EFFETS. — EFFET DÉVOLUTIF. — APPRÉCIATION DES FAITS.

Si, par l'effet de l'opposition, la condamnation prononcée par défaut est anéantie, la poursuite disciplinaire se trouve reprise au même et semblable état où elle était avant la première décision.

Par suite, le juge saisi de l'opposition formée par un agréé condamné disciplinairement est compétent pour connaître de tous les moyens de défense qui auraient pu être invoqués devant le juge qui a statué par défaut.

D'autre part, il a le devoir d'apprécier les faits incriminés, non comme s'ils s'étaient passés à son audience, mais d'après les circonstances mêmes dans lesquelles ils se sont accomplis à l'audience où ils se sont produits.

Pompéi c. Min. pub.

M. Pompéi, agréé, s'est pourvu en cassation contre un arrêt du Conseil d'appel des Iles Saint-Pierre et Miquelon du 18 avril 1904 qui, statuant sur son opposition à un arrêt du 28 mars précédent, avait maintenu une condamnation à une peine disciplinaire prononcée contre lui par défaut, pour manquement au devoir de respect envers les magistrats.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 157 et suiv. C. proc. civ. et des effets de l'opposition aux jugements par défaut, excès de pouvoirs et violation du droit de la défense, ainsi que des principes généraux sur l'organisation des Tribunaux, par fausse application de l'art. 15 de l'arrêté du gouverneur de Saint-Pierre et Miquelon du 23 octobre 1874, ainsi que des art. 89 et 90 C. proc. civ., en ce que le Conseil d'appel a, d'une part, méconnu sa propre compétence pour statuer sur les moyens d'opposition contre une décision disciplinaire rendue par défaut, tirés de l'inexistence d'une infraction aux règles de la discipline judiciaire, alors que les magistrats composant le Tribunal devant lequel cette infraction aurait été commise n'avaient plus qualité pour siéger et que,

de plus, ils ne tenaient pas une véritable audience, car ils ne remplissaient pas à ce moment les fonctions judiciaires, et d'autre part, étendu à tort aux fautes contre la discipline commises à l'audience par des auxiliaires de la justice la disposition exceptionnelle des articles 89 et 90 C. proc. civ. sur l'exécution provisoire des jugements relatifs aux troubles et tumultes causés à l'audience. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi envisagé dans sa première branche :

Vu l'art. 15 de l'arrêté du gouverneur des Iles Saint-Pierre et Miquelon du 23 octobre 1874 ;

Attendu que l'arrêt attaqué a été rendu sur l'opposition formée par l'avocat-agréé Pompéi à un précédent arrêt du 28 mars 1904, qui avait prononcé contre lui, par défaut, la peine de l'interdiction pendant deux mois, pour manquement au devoir de respect devant les magistrats ;

Attendu qu'à l'appui de son opposition, et par des conclusions rapportées aux qualités, Pompéi a soutenu : 1° que le Conseil d'appel, tel qu'il était constitué le 28 mars 1904, quand il avait statué sur l'action disciplinaire, n'avait plus d'existence légale ; qu'en effet M. Sigougne-Latouche, nommé Président en remplacement de M. Michas, et M. Touzé, nommé membre du Conseil, en remplacement de M. Gailhac, avaient prêté serment et se trouvaient par là même installés dans leurs fonctions ; qu'ainsi MM. Michas et Gailhac étaient désormais sans qualité, le premier pour présider le Conseil, et le second pour y siéger ; 2° qu'au moment où la faute relevée à sa charge aurait été commise, les membres du Conseil d'appel n'étaient réunis que pour adresser des discours d'adieu au procureur de la République ; qu'ils n'accomplissaient ainsi aucun acte de la fonction judiciaire et ne tenaient pas une audience, au sens légal du mot ;

Attendu que les juges du fond ont déclaré que ces moyens échappaient à leur examen, et qu'il y avait lieu pour eux de statuer sur l'affaire, comme si elle se présentait pour la première fois devant leur juridiction ;

Mais attendu que si, par l'effet de l'opposition, la condamnation prononcée par défaut est anéantie, la poursuite disciplinaire se trouve reprise au même et semblable état où elle était avant la première décision; que, par suite, le Conseil d'appel, saisi de l'opposition formée par Pompéi, était compétent pour connaître de tous les moyens de défense qui auraient pu être invoqués devant les juges qui avaient statué par défaut ; que, d'autre part, il avait le devoir d'apprécier les faits incriminés, non comme s'ils s'étaient passés à son audience, mais d'après les circonstances mêmes dans lesquelles ils s'étaient accomplis le 28 mars précédent ;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait le Conseil d'appel des Iles Saint-Pierre et Miquelon a méconnu les règles de sa propre compétence et les effets de l'opposition et n'a pas légalement justifié l'application qu'il a fait de la disposition ci-dessus visée ;

Par ces motifs,

Et sans qu'il soit besoin de statuer sur la deuxième branche du moyen ;

Casse...

MM. **Falcimaigne** rapp.; **Melcot** av. gén. (c. conf.). Me **Frenoy** av.

NOTE. — Les voies de recours contre les jugements rendus pour réprimer les fautes d'audience comportent l'opposition contre les jugements de cette nature par défaut, car le droit de faire opposition est le complément nécessaire du droit de défense : Cass. 20 février 1823 (S. chr.).

L'opposition en matière disciplinaire produit les mêmes effets qu'en matière civile. Elle suspend l'exécution du jugement par défaut et elle met le juge en demeure de statuer à nouveau sur l'affaire. Il suit de là que le jugement par défaut étant anéanti (Cass. 6 mars 1889 — D. 90.1.70), l'opposant peut présenter, devant le juge, saisi à nouveau, tous les moyens de défense qu'il aurait pu soumettre au juge qui a statué par défaut, et que le juge de l'opposition doit apprécier ces moyens, au vu des faits existants au moment où la décision frappée d'opposition a été rendue et envisager l'opposant comme replacé dans l'état où il était devant le Tribunal tel qu'il était alors constitué et tel qu'il agissait alors. Il s'ensuit, par conséquent, au point de vue de l'effet dévolutif de l'opposition, que le juge saisi de l'opposition, en se déclarant incompétent pour prononcer sur les moyens de défense tirés de l'irrégularité de la composition du Tribunal ou de l'absence de la fonction judiciaire au moment où la prétendue faute d'audience aurait été commise, méconnaît directement sa propre compétence et les règles de l'opposition, et qu'en outre, en prétendant apprécier la faute d'audience comme si elle venait d'être commise devant lui-même, il prive par son refus de se replacer dans la situation antérieure, concomitante à l'époque de la faute d'audience, l'opposant de ses moyens de défense et se rend ainsi coupable d'une sorte de déni de justice qui aboutit à un véritable excès de pouvoir, puisqu'il arrive à réprimer, comme commise à sa propre audience, une faute qui, en réalité, a été commise devant un autre Tribunal.

TRIBUNAL CIVIL DE REIMS

12 Juillet 1906.

Présidence de M. Hû.

TÉMOINS. — 1° ET 2° REPROCHE. — TÉMOIN CONDAMNÉ POUR VOL. — ART. 283 C. PR. CIV. — RÉHABILITATION INOPÉRANTE. — CAUSES DE REPROCHES PÉREMPTOIRES.

1° *Est valablement reproché, au cours d'une enquête, par application de l'art. 283 C. proc. civ., le témoin antérieurement condamné à l'emprisonnement pour vol, alors même qu'il aurait été réhabilité au moment de sa déposition.*

En vain tirerait-on argument des termes « efface la condamnation » qui se trouvent dans la loi du 14 août 1885 ; si, en effet, cette loi n'est pas exclusivement criminelle, elle ne touche en rien aux dispositions du Code de procédure civile, ni aux droits des tiers acquis légalement.

2° *Les causes de reproche énumérées dans l'art. 283 sont péremptoires, les expressions facultatives « pourront être reprochés » ne concernant que les parties et non les juges.*

Par suite, lorsque le reproche a été produit et justifié, le témoin doit être écarté.

Saintin c. Saintin.

LE TRIBUNAL,

Attendu que par jugement interlocutoire de notre Tribunal, en date du 27 juillet 1905, les époux Saintin ont été autorisés à faire la preuve par témoins d'un certain nombre de faits allégués par les parties à l'appui de leurs demandes principale et reconventionnelle en divorce ;

Attendu qu'en exécution de ce juegment il a été procédé le 9 novembre 1905, à Reims, devant M. Berriaud juge à ce commis et le 24 mars 1906 sur commission rogatoire devant M. Lecoq vice-président du Tribunal de première instance de Bruxelles, aux enquêtes et contre-enquêtes dont s'agit ;

Attendu que par conclusions incidentes en date du 30 mai 1906 Saintin déclare reprocher le sieur Jules Raphène (2e témoin de l'enquête), par application de l'art. 283 C. proc. civ., pour le motif qu'il aurait encouru une condamnation pour vol ;

Attendu qu'il est produit à l'appui de cette prétention une expédition d'un jugement du Tribunal correctionnel de Reims, en date du 9 juin 1888, rendu sur opposition à un jugement du 14 avril 1888 et condamnant le sieur Raphène, Jules-Eugène, à six mois d'emprisonnement pour vol ;

Attendu que le jugement dont s'agit, acte authentique, est la justification par écrit du bien fondé du moyen de reproche invoqué ; que, par suite, ce moyen était encore recevable au moment où il a été formulé et ce par application de l'art. 282 C. proc. civ. ;

Attendu qu'il serait sans intérêt de rechercher si le sieur Raphène a été ou non réhabilité; qu'en effet, autre chose est l'incapacité de déposer que la réhabilitation fait effectivement cesser, autre chose est la possibilité d'être reproché qui n'est pas une déchéance encourue par le témoin, mais seulement une garantie pour la partie adverse, garantie à laquelle la loi, à tort peut-être, n'assigne point de terme ; que, pour combattre cette doctrine, on tirerait en vain argument des termes « efface la condamnation » qui se trouvent dans la loi du 14 août 1885 ; qu'en effet, si cette loi de 1885 n'est pas exclusivement criminelle, elle ne touche en rien aux dispositions du Code de procédure civile, ni aux droits des tiers acquis légalement et on ne voit pas, par suite, comment elle aurait pour effet de rendre inapplicable au réhabilité la cause de reproche spécifiée par le dernier paragraphe de l'art. 283 C. proc. civ., cet article étant complétement indépendant des incapacités prononcées par le Code pénal ;

Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence aujourd'hui constantes que les causes de reproches énumérées dans l'art. 283 sont péremptoires, que les expression facultative « pourront être reprochés » de l'art. 283 ne peuvent concerner que les parties et non les juges et que, par suite, il y a lieu, pour le Tribunal, d'admettre le reproche contre la déposition du sieur Raphène susvisé ;

Par ces motifs,

Donne acte à Saintin de ce qu'il reproche le 2e témoin de l'enquête, le sieur Raphène (Eugène-Louis), par application du dernier paragraphe de l'art. 283 C. proc. civ. ;

Dit que le reproche est justifié ; qu'en conséquence la déposition de ce dernier ne sera pas lue et qu'il n'en sera tenu aucun compte ;

Dit que l'affaire sera appelée pour être jugée au fond à l'audience du jeudi 19 juillet ;

Et condamne la dame Saintin aux dépens de l'incident.

Mes **Chappe** et **Vassart** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Antérieurement à la loi du 14 août 1885 et sous le régime de l'ancien art. 634 C. instr. crim. il était généralement admis, malgré quelques divergences de doctrine, que le témoin, même réhabilité, pouvait être reproché. En est-il de même depuis cette loi ? Nous pensons, avec le jugement rapporté, que la question doit se résoudre par l'affirmative, et ce, précisément pour les raisons qu'il donne, lesquelles sont d'ailleurs également indiquées par M. Fuzier-Herman, Répert. gén. du dr. franç., v° Enquête, nos 930 et suiv.. Conf. Bonnier, Traité de la Preuve, n° 285.

II. — Sur le second point : Jurisprudence constante : Cass. 18 février 1845 (S. 45.1.172) ; 12 janvier 1848 (D. 48.1. 11) ; Dijon 21 juillet 1858 (D. 58.2.168) ; Nancy 31 janvier 1874 (D. 75.2.186) ; Bordeaux 21 août 1884 (Gaz. Pal. 85.1. 263) ; Bourges 17 novembre 1884 (Gaz. Pal. 84.2.756) ; Cass. 16 novembre 1885 (Gaz. Pal. 85.2.761) ; Trib. civ. Seine 16 janvier 1889 (Gaz. Pal. 89.1.338) ; Cass. 28 octobre 1896 (D. 97.1.45) ; Lyon 21 juillet 1898 (Mon. jud. Lyon 27 décembre 1898 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Témoin, n° 83).

334

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

26 OCTOBRE 1906.

Présidence de M. Bard.

ENSEIGNEMENT. — ENSEIGNEMENT PRIVÉ. — OUVERTURE D'ÉCOLE. — INSTITUTEURS. — CLASSE FAITE EN L'ABSENCE DU DIRECTEUR.

Le fait par un instituteur de faire la classe au lieu et place du directeur d'une école privée qui l'en a chargé pendant une courte absence ne tombe point sous le coup de l'art. 40 *de la loi du* 30 *avril* 1886 *qui interdit d'ouvrir et de diriger une école libre sans avoir fait les déclarations prescrites par les art.* 37 *et* 38 *de la même loi.*

Min. pub. c. Martin.

Le procureur général près la Cour d'appel de Douai s'est pourvu en cassation contre un arrêt de cette Cour en date du 9 mai 1906 qui avait relaxé M. Martin, instituteur dans une école privée, poursuivi pour infraction à la loi du 30 octobre 1886.

Arrêt :

LA COUR,

Statuant sur le pourvoi de M. le procureur général près la Cour d'appel de Douai contre un arrêt rendu le 9 mai 1906 par la Cour de Douai qui a acquitté Martin :

Sur le moyen unique du pourvoi tiré de la violation de l'art. 40 de la loi du 30 octobre 1886, en ce que l'arrêt attaqu éa déclaré que le fait par un instituteur de faire la classe au lieu et place du directeur d'une école privée, pendant une courte absence de ce dernier,

échappe à la répression organisée par l'article de loi précité ;

Attendu que le prévenu Martin Alexis a été poursuivi devant le Tribunal correctionnel de Lille, pour avoir contrevenu aux prescriptions de l'art. 40 de la loi du 30 avril 1886, en ouvrant et dirigeant une école libre à Baisieux (Nord), sans avoir fait les déclarations prescrites par les art. 37 et 38 de la même loi ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que « Martin n'a pas ouvert d'école et n'avait pas, à cet égard, à adresser les déclarations déjà faites par Roux, lors de l'ouverture de cette école ; qu'il ne l'a pas non plus dirigée, mais que Roux, le directeur, ayant été absent pendant quelques jours, l'a seulement chargé de faire la classe en son lieu et place ; que Roux n'a jamais eu l'intention d'abandonner ses fonctions et de les transmettre à Martin ; qu'il est toujours resté le directeur légal et responsable de son école... ; »

Attendu que l'arrêt attaqué a pu, en se fondant sur ces faits et sur les autres circonstances qu'il énumère, déclarer que les faits incriminés échappaient à la répression pénale organisée par l'article de loi visé au moyen ;

Attendu, d'ailleurs, que l'arrêt est régulier dans la forme ;

Rejette...

M. **Douarche** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — Bien que la question n'ait jamais été tranchée, la thèse du pourvoi qui consistait à dire que les suppléants du directeur ne peuvent être admis à enseigner sans déclaration préalable est inadmissible.

La présence du directeur, ainsi que le faisait remarquer l'arrêt attaqué de la Cour de Douai, ne peut être obligatoirement continue ; elle peut être momentanément interrompue par des devoirs de famille, la maladie ou tout autre cas fortuit, sans qu'il soit nécessaire chaque fois de nommer un autre directeur, avec obligation pour ce dernier de faire une nouvelle déclaration d'ouverture, et en même temps de fermer l'école pendant un mois et même pour beaucoup plus longtemps en cas d'opposition et d'appel de la décision du conseil départemental. Le législateur n'a pu vouloir que l'enseignement pût être interrompu aussi fréquemment et aussi longuement pour des motifs sans gravité.

Les raisons de décider empruntées aux motifs de l'arrêt de la Cour de Douai sont le bon sens même.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

7 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.
premier président.

CHEMINS DE FER. — TRANSPORT DES MARCHANDISES. — TRAINS. — AFFICHES. — CHEVAL. — RETARD.

Les seuls trains dont les expéditeurs puissent revendiquer l'usage sont ceux mentionnés aux affiches placées dans les gares conformément à l'art. 43 du décret du 1er mars 1901 et indiquant les ordres de services approuvés par le ministre compétent.

Spécialement, lorsqu'aux termes des conditions générales de la marche des trains d'une Compagnie de chemin de fer, homologuées, et par conséquent obligatoires tant pour la Compagnie que pour les expéditeurs, et affichées, le transport des chevaux taxés au tarif de la grande vitesse est exclu des trains qui, bien que contenant des voitures de toutes classes, sont express, l'expéditeur d'un cheval ne peut reprocher à la Compagnie de n'avoir pas utilisé un train de cette catégorie et se plaindre de ce chef d'un retard de livraison qui aurait aggravé le mauvais état du cheval.

Et si le juge a condamné la Compagnie à des dommages-intérêts à la fois en raison de ce retard et de l'installation défectueuse du wagon dans lequel l'animal était transporté, il suffit que l'une de ces causes de responsabilité soit écartée pour que la condamnation ne puisse être maintenue.

Chemin de fer du Midi c. Barat et Cie.

La Compagnie des chemins de fer du Midi s'est pourvue en cassation d'un jugement du Tribunal de commerce de Perpignan du 19 janvier 1904, rendu au profit de MM. Barat et Cie.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique :

Vu l'art. 2 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866, modifié par l'arrêté ministériel du 6 décembre 1878, § 1 et 2 ; ainsi conçus : « Les animaux, denrées et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination... Toutefois, cette prescription n'est pas obligatoire pour les trains express et les trains postes dans lesquels les Compagnies admettent exceptionnellement des voitures de 2e et 3e classes et qui auront été nommément désignés tant sur les livrets soumis, lors des changements de service, à l'approbation ministérielle, que sur les affiches portant la marche des trains à la connaissance du public » ;

Attendu, en fait, que Barat et Cie ont expédié, le 27 juin 1902, de Paris à Perpignan, par grande vitesse, suivant l'itinéraire Moret-Arvan-Neussagnes-Béziers, un cheval, qui a été livré le 30 juin, à huit heures du matin ;

Attendu que le jugement attaqué a relevé à la charge de la Compagnie une double faute : 1° retard dans la livraison ayant aggravé le mauvais état du cheval ; 2° installation défectueuse du wagon dans lequel l'animal avait été transporté et défaut des soins nécessaires en cours de route ;

Attendu, en ce qui concerne le retard, que la Compagnie soutenait dans ses conclusions que les délais réglementaires n'expiraient que le 30 juin à 9 heures 54 du matin ; que, pour décider au contraire que la livraison aurait dû être effectuée, au plus tard, la veille à 7 h. 26 du soir, le Tribunal, s'appropriant l'avis de l'expert, dont il a homologué le rapport, a fait état dans le calcul des délais de transports du train 854 pour le trajet de Neussagues à Béziers ;

Mais attendu que les seuls trains dont les expéditeurs puissent revendiquer l'usage sont ceux mention-

nés aux affiches placées dans les gares conformément à l'art. 43 du décret du 1er mars 1901, et indiquant les ordres de service approuvés par le ministre compétent ;

Attendu que le train 854 comprenait, il est vrai, des voitures de toutes classes, mais que c'était un train express et que l'alinéa 3 du § 5 des conditions générales de la marche des trains de la Compagnie du chemin de fer du Midi, homologuées et, par conséquent, obligatoires tant pour la Compagnie que pour les expéditeurs, contenait une mention, reproduite aux affiches, excluant le transport des chevaux taxés au tarif de la grande vitesse des trains de cette catégorie ;

Attendu, d'autre part, que le jugement n'a fait aucune distinction entre les deux causes de responsabilité pour lesquelles il a condamné la Compagnie à payer à Barat et Cie le prix du cheval et des dommages-intérêts ; qu'il suffit que l'une de ces causes soit écartée pour que la condamnation ne puisse être maintenue ; d'où il suit qu'en statuant, comme il l'a fait, le Tribunal de commerce de Perpignan a faussement apliqué et, par conséquent, violé la disposition légale susvisée ;

Casse...

MM. **Potier** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Cail** et **Defert** av.

NOTE. — Il convient de rapprocher de l'arrêt recueilli un arrêt de la Cour de cassation du 13 janvier 1897 (S. 97.1.354 — D. 98.1.116). Dans cet arrêt, la Chambre civile considérant que le train visé dans le jugement « était un express et qu'aux termes des conditions générales de l'affiche, obligatoires tant pour la Compagnie que pour l'expéditeur, les bestiaux ne pouvaient être reçus dans les trains de cette catégorie », a décidé « qu'en imposant à la Compagnie pour le transport des animaux un délai plus court que celui auquel elle avait droit, et en la condamnant à des dommages-intérêts pour ne s'y être point conformée, le jugement a violé les dispositions légales visées ». Rapp. aussi : Cass. 2 mars 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.386 — S. 1903.1.190).

Lorsque la condamnation est basée à la fois sur le retard et sur une autre cause, si la prétendue faute basée sur le retard n'existe pas, il y a lieu à cassation totale : Cass. 27 mars 1878 (Bull. civ., n° 43) ; 13 décembre 1898 (Bull. civ. n° 168).

335

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

31 Octobre 1906.

Présidence de M. Voisin.

CHOSE JUGÉE. — CHOSE JUGÉE AU CRIMINEL. — INFLUENCE SUR LE CIVIL. — HOMICIDE PAR IMPRUDENCE. — RELAXE. ÉDIFICE ÉCROULÉ. — VENT.

L'action en réparation de dommages, fondée sur les art. 1382 et 1383 C. civ. ne se confnod pas avec l'action résultant du délit de blessures par imprudence ; il appartient au juge d'examiner, d'après les circonstances de fait, si cette imprudence constitue un délit punissable d'une peine correctionnelle, ou une simple faute, ne donnant ouverture qu'à une action civile en dommages-intérêts.

Mais lorsque, s'agissant de blessures ou de mort causées par l'écroulement d'un édifice, le juge correctionnel a prononcé le relaxe de l'entrepreneur et du propriétaire poursuivis pour homicide par imprudence, motif pris de ce que les forces de la nature mises en œuvre par le vent lors de l'écroulement ne permettent pas de dégager la cause réelle et directe de la catastrophe, ce jugement, qui exclue tout fait de l'homme dans l'accident, s'oppose avec l'autorité de la chose jugée à la recevabilité de l'action en dommages-intérêts devant le juge civil.

Veuve Candas c. Saint frères et autres.

La veuve Candas, dont le mari avait trouvé la mort par suite de l'écroulement d'un édifice où il travaillait pour le compte de M. Glorian-Durot, à une date antérieure à l'application de la loi du 9 avril 1898, s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 19 mai 1904, qui l'avait débouté de sa demande en dommages-intérêts contre M. Glorian-Durot et contre MM. Saint frères, propriétaires de l'usine.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique tiré de la violation des art. 1382, 1383, 1350 et 1351 C. civ., de la fausse application des art. 319 et 320 C. pén. et violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu, il est vrai, que l'action en réparation de dommages, fondée sur les art. 1382 et 1383 C. civ., ne se confond pas avec l'action résultant du délit de blessures par imprudence ; qu'il appartient au juge d'examiner, d'après les circonstances de fait, si cette imprudence constitue un délit punissable d'une peine correctionnelle, ou une simple faute ne donnant ouverture qu'à une action civile en dommages-intérêts ;

Attendu que le Tribunal correctionnel de Doullens, pour renvoyer Glorian-Durot, Saint frères, et Choquet, des fins de la poursuite dirigée contre eux, a été amené à rechercher les causes de l'écroulement de la charpente en fer, sous les débris de laquelle Candas a trouvé la mort ; que le jugement du 8 décembre 1897 constate que la partie de la charpente non écroulée, construite par les mêmes ouvriers, sous la même direction, d'après les mêmes principes, avait résisté, dix jours auparavant, à un vent beaucoup plus violent ; qu'il en conclut que la multiplicité probable des forces mises en œuvre par le vent, lors de l'écroulement, ne permet pas de dégager la cause réelle et directe de la catastrophe ;

Attendu que, s'appuyant sur ces constatations souveraines, lesquelles excluent, implicitement mais nécessairement, tout fait de l'homme dans l'accident du 5 décembre 1897, l'arrêt attaqué a pu décider que le jugement du Tribunal correctionnel s'opposait, avec l'autorité de la chose jugée, à la recevabilité de l'action en dommages-intérêts intentée par la veuve Candas, ladite action fondée sur des actes d'imprudence et de négligence reprochés à Glorian-Durot, Choquet et Saint frères, mais définitivement écartée par ledit jugement ; que, ce faisant, l'arrêt de la Cour de Paris, suffisamment motivé, n'a pu violer aucun des articles visés au moyen proposé ;

Rejette...

MM. **Zeys** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — Me **Mornard** av.

NOTE. — D'une façon générale, il n'est pas possible au juge civil de méconnaître ce qui a été jugé définitivement par le juge répressif. V. notamment : Cass. 29 décembre 1897 (D. 99.2.233) ; 2 mars 1897 (S. 1901.1.519) ; 30 novembre 1898 (D. 99.1.74); 8 mars 1899 (D. 99.1.465); 6 mai 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.660) ; 7 août 1900 (S. 1904.1.126) ; 28 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.335 — D. 1905.1.406) ; 27 mars 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.618).

Il a été jugé spécialement dans le sens de l'arrêt recueilli que l'exception de chose jugée est à bon droit soulevée lorsque le demandeur, ayant été débouté des fins civiles d'une action en police correctionnelle par le motif que les faits relevés constituaient un cas absolument fortuit, agit ensuite devant le Tribunal civil : Trib. civ. Seine 13 juillet 1898 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Chose jugée, n° 189).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.

10 Aout 1906.

Présidence de M. Bard.

INSTRUCTION ET PROCÉDURE CRIMINELLE. — LOI DU 8 DÉCEMBRE 1897. — 1° MENTIONS AU PROCÈS-VERBAL. — IMPRIMÉ. — 2° COMMUNICATION DE LA PROCÉDURE ET DES ORDONNANCES. — DÉFENSEUR. — DROIT EXCLUSIF. — PRÉVENU SE DÉFENDANT LUI-MÊME. — DROIT D'OPPOSITION.

1° *Aucune disposition de la loi du 8 décembre* 1897 *n'interdit que les mentions au procès-verbal de première comparution devant le magistrat, prévues par l'art.* 3 *de ladite loi, soient imprimées : la signature du juge et du greffier ont pour effet de conférer l'authenticité à toutes les parties du procès-verbal et de garantir par suite que les formalités, que lesdites mentions ont pour but de constater ont été accomplies.*

2° *C'est au conseil seul que la communication de la procédure doit être faite, et c'est lui seul aussi qui doit être informé de toute ordonnance du juge, par l'intermédiaire du greffier* (*loi du* 8 *décembre* 1897, *art.* 10, § 1 *et* 2).

Dès lors, l'inculpé lui-même ne peut se prévaloir de ce que la communication d'une ordonnance ne lui a pas été faite, même lorsqu'il a déclaré vouloir se défendre lui-même.

D'ailleurs la loi de 1897 *n'a ni expressément, ni tacitement abrogé l'art.* 135 *C. instr. crim., lequel a limité pour l'inculpé le droit de recourir à l'opposition contre les ordonnances du juge d'instruction et déterminé, en conséquence, les cas où ces ordonnances devaient lui être communiquées ou signifiées.*

Ridet.

Le sieur Ridet s'est pourvu en cassation d'un arrêt de condamnation de la Cour d'appel de Caen du 2 mai 1906.

Arrêt :

La Cour,

Sur le pourvoi de Ridet Céleste-Alexandre, en cassation d'un arrêt rendu le 2 mai 1906, par la Cour d'appel de Caen, Chambre correctionnelle, dans la cause d'entre le susnommé et le ministère public :

Sur le premier moyen pris de la violation des droits de la défense et de la fausse application de l'art. 3 de la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction contradictoire, en ce que les mentions prescrites par cet article sur le procès-verbal de première comparution ont été imprimées à l'avance :

Attendu qu'aucune disposition de la loi du 8 décembre 1897 n'interdit que les mentions au procès-verbal de première comparution devant le magistrat, prévues par l'art. 3 de ladite loi, soient imprimées ; que la signature du juge et du greffier ont eu pour effet de conférer l'authenticité à toutes les parties du procès-verbal et de garantir, par suite, que les formalités que lesdites mentions ont pour but de constater ont été accomplies ;

Sur le second moyen pris de la violation de l'art. 10 de la loi du 8 décembre 1897 en ce que l'inculpé ayant déclaré se défendre lui-même, le juge devait lui donner connaissance de toute ordonnance rendue par lui :

Attendu que l'art. 10 de la loi du 8 décembre 1897 décide dans son premier paragraphe que la procédure sera mise à la disposition du Conseil la veille de chacun des interrogatoires que l'inculpé doit subir ; que le § 2 du même article porte qu'il doit lui être immédiatement donné connaissance de toute ordonnance du juge par l'intermédiaire du greffier ; que cette seconde disposition n'est que la suite et le complément de la première et qu'il en résulte que c'est au Conseil de l'inculpé que la communication doit être faite ; que d'ailleurs la loi de 1897 n'a ni expressément ni tacitement abrogé l'art. 135 C. instr. crim. lequel a limité pour l'inculpé le droit de recourir à la voie de l'opposition contre les ordonnances du juge d'instruction et déterminé, en conséquence, les cas où ces ordonnances devaient lui être communiquées ou signifiées ;

Sur le troisième moyen pris de ce que la Cour d'appel aurait à tort joint au fond un incident soulevé par le demandeur poursuivi pour détournement d'objets saisis et relatifs à la nullité de la saisie-exécution :

Attendu que le moyen de défense dont se prévalait le demandeur n'était pas de nature à nécessiter, en droit, une décision distincte de celle sur le fond ; que le jugement du Tribunal d'Argentan confirmé par l'arrêt attaqué de la Cour d'appel de Caen a pu, dans ces conditions et par une appréciation d'ailleurs souveraine, décider que cette question serait réservée pour être examinée avec le fond ;

Et attendu que le surplus des observations du demandeur ne contient aucun moyen de droit ; que l'arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Malepeyre** rapp. ; **Cottignies** av. gén.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La loi du 2 décembre 1897 exige que mention soit faite au procès-verbal de l'exécution des différentes formalités édictées dans l'intérêt des prévenus, et la formalité est réputée n'avoir pas été remplie en l'absence de mention constatant son exécution : Cass. 17 octobre 1901 (Pand. franç. 1902.1.120) ; 24 décembre 1904 (Gaz. Pal. 1905.1.124 — D. 1905.1.206) : 17 octobre 1901 (S. 1905.1.478).

Mais nulle part la loi n'a défendu que les mentions fussent imprimées.

II. — Sur le second point : Il a été jugé déjà que la loi du 8 décembre 1897 n' ni expressément, ni tacitement abrogé les dispositions de l'art. 135 C. instr. crim. : Aix 19 janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905.1 Table, v° Instruct. crim., n° 5).

Il a été jugé aussi que c'est au conseil que doivent être faites les notifications prescrites par la loi du 8 décembre 1897 : Cass. 3 avril 1903 (S. 1905.1.541).

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE PARIS

16 Novembre 1906.

Présidence de M. Landowski.

VOITURES AUTOMOBILES. — DÉCRET DU 10 MARS 1899 (ART. 3). — ÉMISSION D'ODEURS INCOMMODES. — PROPRIÉTAIRE. — CONTRAVENTION CONTRE LE MÉCANICIEN. — RELAXE DU PROPRIÉTAIRE.

Le fait pour une automobile de dégager des fumées et odeurs incommodes ressort intimement de la conduite de la voiture ; les propriétaires ne peuvent être incriminés personnellement pour un fait incombant au premier chef au conducteur ; et ils ne sauraient être tenus au dela de la responsabilité civile, lorsque le nom de ce dernier est connu ou lorsqu'il le font connaître.

Min. pub. c. X..., Y... et Z...

Le Tribunal,

Attendu que les prévenus ont été cités à comparaître devant le Tribunal de simple police en raison d'une contravention pour « dégagement d'odeur incommode constatée à leur automobile » ;

Mais attendu que la contravention a été dressée contre le mécanicien qui conduisait la voiture de ses patrons ;

Attendu que le fait de dégager des fumées épaisses et persistantes et une odeur incommode provient toujours d'un excès de graissage ; que l'on ne saurait voir dans ce fait une infraction à une obligation inhérente à la propriété de la voiture, mais comme un fait incombant uniquement au conducteur qui seul est à même, d'après son expérience, sa position sur la voiture et la disposition des appareils, de régler le débit de l'huile selon les besoins du moment ;

Attendu que le même principe de la personnalité des peines doit être appliqué et pour les mêmes raisons que celui qui a conduit à écarter la responsabilité du propriétaire d'auto en matière d'excès de vitesse et d'oubli de récépissé ;

Attendu que le propriétaire ne doit être tenu pénalement que lorsque la contravention provient de son propre fait, ou lorsqu'il se refuse à faire connaître le nom de celui qui conduisait sa voiture ;

Attendu que dans tout autre cas il ne peut être tenu que comme civilement responsable ;

Attendu que dans l'espèce le nom et l'adresse du mécanicien ont été relevés par les agents, de leur propre autorité ;

Attendu que c'est à tort que les propriétaires seuls ont été cités ;

Par ces motifs,

Dit que le fait pour une automobile de dégager des fumées et odeurs incommodes ressort intimement de la conduite de la voiture ;

Dit que les propriétaires ne peuvent être incriminés personnellement pour un fait incombant au premier chef au conducteur, qu'ils ne sauraient être tenus au delà de la responsabilité civile, lorsque le nom de ce dernier est connu ou qu'ils le font connaître ;

Dit, en conséquence, que c'est à tort que les propriétaires ont été cités en leur nom personnel, à l'audience de ce jour ;

Les renvoient des fins de la poursuite, sans amende ni dépens.

NOTE. — Voy. *contrà :* Trib. simple pol. Paris 18 octobre 1906 (Gaz. Pal. 1906.2).

Cette décision a estimé que l'obligation pour un propriétaire d'automobile de ne pas laisser sa voiture émettre des odeurs incommodes est une charge de la propriété qui s'impose à lui à raison de sa qualité même (art. 3 du décret du 10 mars 1899).

Il est vrai, comme le disait le jugement, qu'il s'agissait d'une industrie réglementée, l'exploitation des voitures publiques, et qu'alors la responsabilité pénale remonte essentiellement aux chefs d'entreprise, qui sont tenus personnellement d'assurer l'exécution des lois et règlements concernant l'exercice de leur industrie. Dans l'espèce que nous donnons, le propriétaire de l'automobile paraissait être un particulier.

CONSEIL D'ETAT (Contentieux)

16 Novembre 1906.

Présidence de M. Chante-Grellet.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — CONTRIBUTION MOBILIÈRE ET TAXES DE REMPLACEMENT. — ASSIETTE DE L'IMPOT. — LOCAUX AFFECTÉS AUX SERVICES D'UNE PERSONNE MORALE CONSIDÉRÉS COMME SERVANT A L'HABITATION PERSONNELLE. — EXIGIBILITÉ DE L'IMPOT.

Lorsqu'une taxe (en l'espèce la taxe municipale de la ville de Lyon créée en remplacement des droits d'octroi) est établie « sur tous les locaux meublés servant à l'habitation personnelle », comme l'est elle-même la contribution mobilière, il faut reconnaître le caractère imposable aux locaux meublés affectés au service d'un être collectif, tel qu'une société, aussi bien qu'à ceux occupés par un individu.

La Mutuelle de Lyon c. Ville de Lyon.

Le Conseil d'Etat,

Considérant que d'après les art. 13 et 17 de la loi du 21 avril 1832, la contribution mobilière est due pour tous les locaux meublés servant à l'habitation personnelle ; que, d'après l'art. 12, § 1 de la loi du 28 juin 1901, la taxe municipale d'habitation dans la ville de Lyon est établie sur la valeur locative des locaux servant à l'habitation personnelle ; qu'aucune distinction n'est faite dans l'un ou l'autre texte entre le cas ou les locaux sont affectés au service d'un individu ; qu'il résulte de l'instruction que les locaux à raison desquels la Société « La Mutuelle de Lyon » a été imposée à la contribution mobilière et à la taxe d'habitation sont meublés et affectés à l'usage de la Société ; que, dans les conditions où ils sont occupés, ils doivent être considérés comme servant à l'habitation personnelle, au sens de l'art. 12, § 1 de la

loi du 28 juin 1901 ; qu'ils ne rentrent, d'autre part, dans aucune des catégories exemptées de la contribution mobilière en vertu de l'art. 8 de la loi du 26 mars 1831 ; que, dès lors, c'est à bon droit que la Société « La Mutuelle de Lyon » a été imposée et maintenue, à raison de ces locaux, à la contribution mobilière et à la taxe municipale d'habitation ;

Décide :

La requête de la Société « La Mutuelle de Lyon » est rejetée.

MM. **Collavet** rapp. ; **Arrivière** comm. du Gouvernement. — Me **Barry** av.

NOTE. — La question de savoir si les locaux servant aux services d'un être collectif, tel qu'une société, doivent être imposés à la contribution mobilière, et aux diverses taxes de remplacement qui ont la même assiette, a été jugée diversement par le Conseil d'Etat — et l'arrêt ci-dessus rapporté consacre un nouveau revirement de la jurisprudence. Le Conseil a tout d'abord consacré la thèse soutenue par l'administration des Contributions directes et il a décidé qu'il fallait entendre par « *locaux affectés à l'habitation personnelle* » au sens de la loi de 1832 non seulement les locaux habités par un individu, mais encore les locaux meublés affectés aux services d'un être collectif, et les arrêts faisaient résulter cette solution de ce fait que la loi n'établit aucune distinction selon la nature de l'occupant. Voir en ce sens : Cons. d'Etat 15 janvier 1898 (Lebon 1898, p. 22) ; 16 novembre 1900 (Lebon 1900, p. 619) ; 12 novembre 1902, p. 654).

Mais cette jurisprudence avait été modifiée par un arrêt du 20 avril 1904 pris sur les conclusions de M. le commissaire du gouvernement Courtois (Rec. Lebon 1904, p. 313). V. aussi Cons. d'Etat 2 août 1905 (Lebon 1905, p. 324); Cons. d'Etat 31 mars 1905 (Rec. Lebon 1905, p. 324).

Le Conseil avait alors estimé que « des bureaux sont des locaux professionnels et non pas des locaux affectés à l'habitation personnelle, alors surtout que le contribuable est une personne morale qui n'a pas, qui ne peut pas avoir d'habitation. »

Cette interprétation nous semble parfaitement conforme aux textes et il est regrettable que le Conseil d'Etat ait cru devoir à nouveau modifier sa jurisprudence conformément à la thèse fiscale et contrairement, d'ailleurs, — il est intéressant de le remarquer — aux conclusions de M. le commissaire du gouvernement Arrivière.

336-337

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

12 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS. — CHEMINS DE FER. — TRANSPORT DES MARCHANDISES. — EXPÉDITION CONTRE REMBOURSEMENT. — INEXÉCUTION. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — ÉTENDUE.

Les dommages intérêts ne doivent comprendre que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention.

Spécialement, en cas d'expédition contre remboursement, la Compagnie de chemin de fer qui a livré les colis au destinataire sans exiger le remboursement stipulé ne peut être condamnée au remboursement de la valeur plus élevée de la marchandise sous le prétexte qu'elle est demeurée impayée postérieurement à la livraison, sans rechercher si l'état d'insolvabilité du destinataire existait au moment où les colis lui ont été remis par la Compagnie.

Chemins de fer du Nord c. Huret.

La Compagnie des chemins de fer du Nord s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer du 22 mars 1904, rendu au profit de MM. Huret-Unissart et Cie.

Arrêt :

La Cour,

Vu l'art. 1151 C. civ.;

Attendu qu'aux termes de l'art. susvisé, les dommages-intérêts ne doivent comprendre que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention ;

Attendu, en fait, que A. Huret, P. Mareq, Unissart et Cie, ont remis à la gare de Pont-de-Briques 4 colis de voiles à bâches, d'une valeur de 774 fr. 05 pour être expédiés contre remboursement de 258 fr. 25; que la Compagnie du chemin de fer du Nord a livré les colis au destinataire sans exiger le remboursement stipulé ; que sur la réclamation des expéditeurs, qui n'avaient pu obtenir le paiement de la marchandise, la Compagnie a offert la somme de 258 fr. 25 ;

Attendu que pour déclarer insuffisantes les offres de la Compagnie et la condamner à restituer les colis ou à en payer la valeur, le jugement attaqué constate seulement que la marchandise est demeurée impayée postérieurement à la livraison, sans rechercher si l'état d'insolvabilité du destinataire existait au moment où les colis lui ont été remis par la Compagnie; qu'en omettant de se prononcer sur cette circonstance, nécessaire pour établir que le préjudice total éprouvé par les expéditeurs était la suite immédiate et directe de la faute commise par la Compagnie, le Tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer n'a pas donné une base légale à sa décision et a, par suite, violé l'article susvisé ;

Casse...

MM. **Potier** rapp ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Cail** et **Bouchié de Belle** av.

NOTE. — Il résulte de la disposition de l'art. 1151 C. civ. que la responsabilité du débiteur de bonne foi doit être appréciée limitativement : les dommages-intérêts ne sont dus qu'en réparation du préjudice qui est non seulement la suite, mais la conséquence directe et nécessaire de la violation du contrat : Cass. 3 mars 1897 (S. 97.1.411 D. 98.1.118) ; Conf. Cass. 22 novembre 1893 (D. 94.1.358).

Ainsi jugé qu'une Compagnie de chemins de fer ne peut être condamnée à payer à titre de remboursement du prix d'un colis perdu une somme supérieure à la déclaration de valeur contenue dans la lettre de voiture ou la note d'expédition : Cass. 17 mai 1892 (S. 93.1.94 D. 92.1.520) ; Rappr. Cass. 14 mars 1892 (S. 92.1.253) ; 3 mars 1897, précité.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

6 Novembre 1906.

Présidence de M. Voisin.

MOTIFS DES JUGEMENTS ET ARRÊTS. — CONCLUSIONS TENDANT A CONFIRMATION PAR ADOPTION DE MOTIFS. — ALLÉGATION. — MOTIFS.

Lorsque l'intimé s'est borné dans le dispositif de ses conclusions d'appel à demander la confirmation, par adoption de motifs, du jugement sans formuler aucun chef de demande visant les allégations qu'il a produites dans les motifs de ces conclusions, la Cour d'appel n'a pas à répondre à ces allégations, et en réfutant les motifs des premiers juges, elle satisfait pleinement aux prescriptions de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810.

Fayette c. Besnard.

M. Fayette s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 novembre 1905, rendu au profit de M. Besnard.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 515 C. com. et 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs :

Attendu que Fayette s'était borné, dans le dispositif de ses conclusions d'appel, à demander la confirmation, par adoption des motifs, du jugement par lequel le Tribunal de commerce de la Seine avait refusé d'homologuer le concordat intervenu entre Besnard et ses créanciers, et n'y avait formulé aucun chef de demande visant les allégations qu'il avait produites dans les motifs desdites conclusions ; d'où il suit que la Cour n'avait pas à répondre à ces allégations, et qu'en réfutant les motifs des premiers juges elle a pleinement satisfait aux prescriptions de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Rejette...

MM. **Marignan** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Le Marois** av.

NOTE. — D'une façon générale, les juges ne sont point tenus de motiver le rejet des prétentions d'une partie, qui n'ont fait l'objet d'aucun chef distinct du dispositif des conclusions prises par cette partie devant eux : Cass. 3 novembre 1897 (D. 98.1.59) ; 26 décembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.118) ; 18 mars 1901 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Motifs des jugements, n° 18).

COUR D'APPEL D'AIX

22 Octobre 1906.

Présidence de M. Deleuil.

1°-2° et 3° MÉDECINE-CHIRURGIE. — EXAMEN RADIOGRAPHIQUE. — RAYONS ROENTGEN. — BRULURES. — FAUTE DU MÉDECIN. — CURIOSITÉ SCIENTIFIQUE. — PATIENT NON AVERTI. — UTILITÉ NON DÉMONTRÉE. — OPÉRATION GRATUITE. — RESPONSABILITÉ ATTÉNUÉE.

1° *Doit être considéré comme responsable des brûlures occasionnées à un patient par l'emploi des rayons Rœntgen le médecin qui, en acceptant de procéder même gratuitement à l'examen de ce patient victime d'un accident du travail, ne voit là qu'un sujet d'expérience, un cas intéressant à étudier, et entraîné par le souci scientifique à la poursuite d'un résultat qui se dérobe à ses recherches, en arrive à oublier toutes mesures de prudence et se livre à des pratiques auxquelles il faut attribuer, d'après les conclusions d'un expert commis par justice, les diverses infirmités temporaires ou permanentes réduisant la puissance de travail qui restait au patient.*

2° *Alors, surtout qu'en outre de l'inexpérience et de l'inhabileté opératoire dont il a fait preuve, ce médecin a commis la négligence, avant de commencer ses investigations au moyen d'un agent dont il connaissait, de son aveu même, l'action nocive, de ne point aviser le blessé des risques qu'il était exposé à courir ; et que, d'ailleurs, la nécessité de l'expérimentation à laquelle il a soumis celui-ci n'a été qu'imparfaitement démontrée.*

3° *Mais dans l'appréciation de la faute et dans la fixation des dommages-intérêts réclamés, il y a lieu de tenir compte au médecin de l'esprit qui l'a animé dans ses imprudentes recherches, de l'époque à laquelle il s'est livré à son infructueuse expérimentation, époque où l'application des rayons Rœntgen n'avait pas encore fait les progrès qu'elle a réalisés depuis, et enfin des conditions de désintéressement dans lesquelles il a opéré.*

Dr C... c. Coconni.

Les circonstances de la cause résultent suffisamment du jugement suivant rendu le 23 juin 1905 par le Tribunal civil de Nice sous la présidence de M. Chambor et sur plaidoiries de Mes Raymond Hubert et Lionel Allardi, avocats :

Le Tribunal,

Attendu qu'à la suite d'un accident de travail, survenu le 3 janvier 1897, à Coconni, alors ouvrier au service de l'entrepreneur Boggio, le docteur Ardoin fut commis, par jugement du 28 novembre 1898, à l'effet d'examiner cet ouvrier, de déterminer l'importance de ses blessures et les conséquences qu'elles devaient entraîner ;

Attendu qu'après avoir procédé à l'examen de Coconni, l'expert commis a cru devoir demander au docteur C... de soumettre à la radiographie la partie lésée ;

Attendu que ce dernier fit subir à Coconni un certain nombre d'expériences sans obtenir de résultats ;

Attendu que, le 25 juillet 1899, Coconni entrait à l'hôpital Saint-Roch, où il était soigné pour des brûlures, qui s'étaient manifestées dans la région qui avait été soumise à l'action des rayons de Roentgen ;

Attendu que Coconni, attribuant ces brûlures aux expériences du docteur C..., l'assigna en paiement de dommages-intérêts, et le Tribunal, par jugement du 23 juin 1902 ,ordonnait une expertise,confiée aux soins

du docteur Balestre, à l'effet de rechercher si les brûlures étaient la conséquence de la radiographie et si elles pouvaient être attribuées à une faute ou à une négligence professionnelle, en même temps que de constater l'état de Coconni et de dire quelles devaient être les conséquences de ses brûlures :

Attendu que le même jugement autorisait Coconni à prouver par témoins : 1° qu'il avait subi douze séances de radiographie, dont la première a eu lieu fin de mai ou commencement de juin 1899 ; 2° que sitôt après ce traitement, il dût se faire soigner chez lui pour brûlures ; 3° qu'il fut soigné ensuite à l'hôpital, pour les mêmes brûlures, du 25 juillet 1899 au 6 juillet 1900 ;

Attendu que les enquêtes ont eu lieu, que le docteur Balestre a déposé son rapport ; qu'il échet d'examiner leur mérite ;

Attendu que les enquêtes n'ont rien apporté de bien précis en ce qui touche les faits articulés ; que toutefois les déclarations des quatrième, cinquième et sixième témoins (témoins Roux et Bezner), ont établi que deux ou trois fois au moins, à la suite de séances radiographiques qui le laissaient horriblement las et congestionné, Coconni se plaignait de ressentir des brûlures et de souffrir beaucoup ;

Mais attendu que le rapport de l'expert Balestre permet d'établir que si les séances ont pu être un peu moins nombreuses que ne déclare Coconni, elles paraissent avoir été plus fréquentes que ne l'avoue le docteur C... ; que, d'autre part, il démontre que les brûlures de Coconni sont incontestablement dues à l'action des rayons cathodiques ; qu'il y a donc lieu uniquement de rechercher si la responsabilité du docteur C... est engagée et dans quelle mesure ;

Attendu qu'il convient de considérer qu'à l'époque des opérations la radiographie était à ses débuts ; que l'étude clinique des accidents qu'elle pouvait provoquer n'était pas faite ; que le docteur C... avait fait l'acquisition de son appareil à la fin de l'année 1898, qu'il opérait à titre gratuit ;

Attendu qu'il échet de considérer, d'autre part, que l'expert n'est pas électricien et qu'au surplus, au moment de son expertise, les appareils du docteur C... étaient démontés ; qu'il n'a donc pu les voir ;

Attendu que, si l'on peut dire, avec l'expert, que l'appareil était de bonne qualité et remplissait les meilleures conditions pour l'époque, il n'a pas été possible de se rendre compte par expérience de la science pratique du docteur C... qui avait cessé de s'occuper de radiographie ;

Attendu que, si l'on doit admettre qu'un praticien ne saurait être déclaré responsable des accidents qui peuvent résulter de l'application des rayons X, soit comme moyen thérapeutique, soit comme moyen d'investigation, c'est aux conditions : que l'opération soit nécessaire ou jugée telle par qui de droit ; que le sujet ou les personnes ayant qualité pour lui, aient connaissance des risques à courir, et consentent à ce que l'opération soit tentée ; que ces précautions préliminaires et élémentaires sont toujours prises et doivent l'être chaque fois que, comme dans l'espèce, il est constant et reconnu qu'il y a des risques à courir et un danger possible ;

Attendu que ces précautions n'ont pas été prises ; qu'il est indiscutable que l'opération n'était pas nécessaire : la situation de Coconni pouvant être déterminée et ayant été réglée sans qu'il y ait eu besoin d'avoir recours à la radiographie et l'expert Ardoin, qui avait une opinion à formuler, pouvant se rendre compte de l'état des os du fémur et du bassin par l'observation d'une simple image radioscopique ;

Attendu, dans ces conditions : 1° que le fait par C... d'avoir entrepris, même à titre gracieux, de radiographier Coconni sans l'avoir au préalable avisé du danger connu de lui que pouvait entraîner l'opération constitue une faute, alors surtout qu'il savait au moment de l'opération, comme il l'a déclaré devant l'expert, que les rayons X avaient été cause de divers accidents ;qu'il était à même de se rendre compte que la radiographie n'était pas nécessaire ; et que Coconni, d'une instruction plus rudimentaire, était incapable de comprendre lui- même la portée, l'importance, les chances de danger d'une opération qu'on lui faisait subir sans l'avoir consulté ;

Attendu, d'autre part, que C... agissait, en l'occasion, non comme médecin, mais comme opérateur radiographe ; que tout au procès tend à démontrer sa faute opératoire, son imprudence résultant de son impéritie et de l'ignorance dans laquelle il se trouvait des choses de la radiographie ;

Attendu qu'en effet,les déclarations de Coconni,relativement à la date des expériences, à l'origine et à la nature des brûlures,à la marche de la maladie,tout d'abord contestées, ont finalement été reconnues exactes par l'expert, contrairement aux rapports ou aux déclarations des docteurs C... et Ardoin, dont la mémoire, pour le dernier surtout, est tellement imprécise, que l'on ne saurait ajouter une trop grande créance à leurs déclarations variées ou erronées sur ces points ; qu'il n'y aurait donc aucun motif pour ne pas ajouter foi, au surplus, aux déclarations de Coconni en laissant de côté ses appréciations personnelles sur les différentes phases des opérations ;

Attendu, quoi qu'il en soit, que si C... n'a pas, au cours des opérations, aperçu d'érythème sur la peau de Coconni, il est inadmissible que l'état de congestion, de lassitude extrême, dont les témoins de l'enquête ont été frappés,aient pu échapper à l'observation d'un opérateur doublé d'un docteur ; qu'il est encore invraisemblable et inadmissible que Coconni ait pu cacher à l'opérateur la grande douleur qu'il ressentait et qu'il ne lui ait pas fait part de la sensation de brûlure que lui faisait éprouver l'opération alors qu'il le proclamait ouvertement devant les témoins sitôt la séance terminée ; que, cependant, malgré ses insuccès persistants, malgré l'impossibilité où il s'est trouvé de déterminer la cause de ses insuccès, C... n'en continua pas moins ses expériences par tâtonnements en variant ses procédés, en régénérant ou en renouvelant ses ampoules ;

Attendu que ces déclarations de C... constituent, son appareil étant bien conditionné, la preuve la plus formelle de son impuissance à le faire fonctionner conve-

nablement et, partant, de son insuffisance expérimentale ;

Attendu que cette inexpérience est confirmée par ce fait que C..., qui prétend avoir réussi de nombreuses radiographies, n'a pu produire, malgré sa promesse de chercher, une seule épreuve; alors cependant qu'à cette époque ceux relativement nombreux qui s'occupaient de radiographie obtenaient toujours des résultats photographiques appréciables variant seulement de netteté, suivant l'excellence de l'appareil et l'habileté du praticien ;

Attendu que le Tribunal n'a pas à rechercher les causes de l'impéritie de C... ; qu'il lui suffit de la constater, pour en déduire, conformément aux règles du droit commun, que cette impéritie, ayant entraîné un fait dommageable pour autrui, constitue une faute aux termes de l'art. 1382 C. civ. ;

Sur l'étendue du préjudice :

Attendu que l'expert constate que la maladie de Coconni, bien qu'il n'ait pas été établi qu'il eût une peau en mauvais état, s'est prolongée bien au delà de tous les cas dont il a pu avoir connaissance ; qu'en effet, il a dû faire un séjour de près d'un an à l'hôpital Saint-Roch et de près d'une autre année dans un hôpital de Berne où on pratiqua des greffes cutanées ; que les opérations radiographiques ayant eu lieu en mai, juin 1899 au 13 janvier 1904, les blessures de Coconni n'étaient pas encore consolidées ; qu'il résulte des constatations de l'expert que dans tous les cas sa puissance de travail déjà atténuée par son accident antérieur sera réduite à un quart ;

Attendu que, pour la fixation de l'indemnité à accorder, il y a lieu de prendre en considération les conditions dans lesquelles l'opération a eu lieu, comme aussi l'intention qui l'avait déterminée et les autres circonstances de fait de la cause ; toutes de nature à atténuer,dans une certaine mesure, l'étendue de la responsabilité; que le Tribunal trouve, en l'espèce, des éléments d'appréciation suffisants pour fixer à 1.500 fr. le montant des dommages-intérêts à allouer ;

Par ces motifs,

Entérine le rapport de l'expert Balestre dans ce qu'il n'a pas de contraire au présent jugement ; déclare que les brûlures de Coconni sont la conséquence directe de l'application des rayons de Rœntgen par le docteur C... ;

Dit que ce dernier doit être retenu comme responsable des conséquences de cet accident ; en réparation, le condamne à payer à Coconni la somme de 1.500 francs à titre de dommages-intérêts ; le condamne, en outre, aux dépens.

Sur appel principal interjeté par le Dr C... et sur appel incident de Coconni, la Cour d'appel d'Aix a statué en ces termes :

La Cour,

Attendu qu'il ressort des circonstances et faits de la cause qu'en acceptant l'offre à lui faite par le docteur Ardoin, de procéder gratuitement à l'examen radioscopique du blessé Coconni, le docteur C... n'a vu là qu'un sujet d'expérience, un cas intéressant à étudier, peut-être même une occasion de s'exercer au maniement des appareils dont il avait fait récemment l'acquisition ; qu'entraîné ainsi par le souci scientifique à la poursuite d'un résultat qui se dérobait à ses recherches, il en est arrivé à oublier toutes mesures de prudence, soit en multipliant ses séances, soit en prolongeant la durée des poses, soit enfin, en substituant une ampoule molle à une ampoule dure, substitution à laquelle il faut attribuer, d'après le docteur Balestre, expert commis par justice, les diverses infirmités temporaires et permanentes qui ont réduit au quart la puissance du travail restant à l'intimé à la suite du premier accident dont il avait été victime;

Attendu qu'après avoir énergiquement dénié qu'il existât entre ses expériences et les blessures occasionnées à Coconni une relation de cause à effet, l'appelant s'est enfin décidé, en l'état des constatations formelles de l'expert, à se reconnaître l'auteur matériel de ces brûlures et de la radiodermité qui en a été la conséquence ; qu'il doit en être déclaré également l'auteur responsable ; qu'il a, en effet, outre l'inexpérience, l'inhabileté opératoire dont il a évidemment fait preuve, commis la négligence, avant de commencer ses investigations au moyen d'un agent dont il connaissait, de son aveu même, l'action nocive, de ne point aviser Coconni des risques qu'il était exposé à courir ;

Attendu que, d'ailleurs, la nécessité de l'expérimentation, à laquelle il a soumis celui-ci, n'a été qu'imparfaitement démontrée; qu'en sa qualité d'homme de l'art, le docteur C... était à même de discerner si l'opération avait un caractère d'utilité incontestable ; qu'en tout cas, s'il eût possédé comme opérateur les connaissances techniques de la radiographie qu'il était permis d'acquérir en 1899, bien qu'à cette époque l'application des rayons Rœntgen n'eût point encore fait les progrès qu'elle a réalisés depuis, il aurait su, tout au moins, qu'il était dangereux de persister à vouloir fixer sur une plaque réfractaire la photograyhie d'une partie quelconque du corps humain, alors que les premiers essais n'avaient donné qu'un résultat négatif ;

Attendu que cette persistance, cette obstination à poursuivre une radiographie qui, dès le début, avait échappé à toutes ses vaines tentatives, doivent, contrairement aux conclusions du rapport d'expertise, lui être imputées à faute, car elles sont la preuve manifeste de son insuffisance professionnelle ; qu'il convient, toutefois, de tenir compte au docteur C... de l'esprit qui l'a animé dans ses imprudentes recherches, de l'époque à laquelle il s'est livré à son infructueuse expérimentation, et des conditions de désintéressement dans lesquelles elle a eu lieu, toutes circonstances de nature à atténuer l'étendue de sa responsabilité ;

Par ces motifs,

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, qui n'ont rien de contraire au présent ;

Confirme le jugement dont est appel pour être exécuté selon sa forme et teneur, condamne l'appelant à l'amende et aux dépens ;

Sur l'appel incident :

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la demande de Coconni en 20.000 francs de dommages-intérêts n'est pas justifiée ; prenant en considération toutes les circonstances de la cause, de nature à limiter la responsabilité du docteur C... dans de justes proportions ; condamne ce dernier aux dépens de l'appel incident, à titre d'augmentation des dommages-intérêts alloués à l'intimé. »

M[es] **Crémieux** et Alf. **Jourdan** av.

NOTE. — I-II-III. — Sur les trois points : En ce qui concerne la responsabilité que les médecins peuvent encourir à raison d'un emploi critiquable des rayons Rœntgen, comp. : Trib. civ. Seine 5 janvier 1901 (Loi 8 janvier 1901 — Mon. jud. Lyon 30 janvier 1901 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Médecine-chirurgie, n[os] 55, 56) ; 8 mars 1901 (Loi 14 mars 1901 — Mon. jud. Lyon 15 juin 1901 — Gaz. Pal. *ibid. eod. verb.*, n[os] 57, 58). Rappr. Nîmes 26 février 1884 (S. 86.2.156 — D. 84.2.176) ; Alger 17 mars 1894 (S. 95.2.237) ; Trib. civ. Gray 29 juillet 1873 (S. 74.2.58 — D. 74.5.436) ; Trib. civ. Lyon 15 décembre 1859 (D. 59.3.87) ; Trib. corr. Saint-Etienne 5 février 1892 (D. 95.2.199). Sur le devoir pour les médecins de prévenir leurs clients ou tout au moins l'entourage de ceux-ci et d'obtenir, sauf le cas d'urgence, leur consentement avant d'entreprendre une médication ou une opération dangereuse, voir Trib. civ. Liége 27 novembre 1889 et, sur appel, Liége 30 juillet 1890 (S. 95.2.237 *ad notam* — D. 91.2.281). Alfred Moreau, De la responsabilité médicale, Bruxelles 1901, p. 49 et 56; Hamonic, De la responsabilité civ. ou pén. que peuvent encourir les chirurgiens (Gaz. hebdomad. de méd. et de chirurg. 5 janvier 1896, p. 24). Rappr. Lyon 7 décembre 1893 (D. 95.2.199). Brouardel, Responsabilité médicale, p. 276 ; Sachet, Accidents du travail, 4[e] édit., t. I, p. 230).

COUR D'APPEL D'AMIENS (1[re] Ch.)

14 Février 1906.

Présidence de M. Marquet, premier président.

MÉDECINE-CHIRURGIE. — CHLOROFORMISATION. — DÉCÈS. ACTION EN RESPONSABILITÉ. — ALCOOLISME. — ABSENCE DE CONTRE-INDICATION. — ANESTHÉSIE JUSTIFIÉE. — DÉFAUT D'AVERTISSEMENT. — ABSENCE DE FAUTE.

Un médecin qui, préalablement à une opération douloureuse, a procédé à la chloroformisation d'un patient selon toutes les règles de l'art, ne saurait être tenu responsable du décès de celui-ci au cours de l'anesthésie, sous prétexte qu'il était un alcoolique et que son infirmité ne mettant pas sa vie en danger ou n'aurait pas dû l'anesthésier.

D'une part, en effet, l'alcoolisme n'est pas une contre-indication du chloroforme, et, d'autre part, la chloroformisation diminue plutôt qu'elle ne les augmente les dangers des opérations en supprimant des souffrances qui amèneraient des syncopes mortelles plus fréquentes que l'anesthésie.

On ne saurait davantage lui faire grief de n'avoir point averti le patient des risques d'ailleurs hypothétiques auxquels l'exposait la chloroformisation, le danger d'une mort subite paraissant résider surtout, en ce cas, dans l'impressionnabilité personnelle du sujet laquelle se trouverait singulièrement augmentée par un pareil avertissement, en sorte que le devoir du médecin est au contraire de rassurer son malade.

Spécialement, il en est ainsi lorsque les propos tenus par ce dernier lui ont suffisamment révélé qu'il savait, comme tout le monde d'ailleurs, que l'emploi du chloroforme n'est pas exempt de péril.

Consorts Prévost c. D[r] Bours.

La Cour,

Considérant que, sur une demande en 50.000 francs de dommages-intérêts formée par les consorts Prévost contre Bours, à la suite du décès de Prévost survenu au cours d'une anesthésie par le chloroforme, le Tribunal de Château-Thierry a, par jugement du 14 décembre 1904, commis le docteur Saint-Cène, médecin à Paris, comme expert à l'effet de rechercher si le docteur Bours avait commis une imprudence ou une négligence pouvant engager sa responsabilité ;

Considérant que l'expert a déposé son rapport le 17 avril 1905 ;

Considérant qu'il résulte de ce rapport que Bours a pris des précautions suffisantes pour l'administration du chloroforme, et que le décès de Prévost, au début de l'absorption de cet anesthésique, ne saurait engager sa responsabilité ;

Considérant que les premiers juges ont déclaré entériner le rapport de l'expert, et ont ainsi reconnu qu'aucune faute n'était imputable à Bours, en ce qui concerne la façon dont il avait procédé à la chloroformisation ;

Considérant qu'ils ont cru néanmoins pouvoir le déclarer responsable de la mort de Prévost et l'ont condamné à payer aux consorts Prévost une somme de 8.000 francs à titre de dommages et intérêts ; qu'ils ont basé leur décision sur l'imprudence qu'aurait commis Bours en ayant recours à l'emploi du chloroforme : 1° alors que Prévost était atteint d'alcoolisme et sujet à des syncopes qui rendaient la chloroformisation particulièrement dangereuse ; 2° alors qu'il était atteint d'une infirmité qui ne mettait pas sa vie en danger ; qu'ils ont ajouté que, tout au moins, Bours aurait dû, ce qu'il n'a pas fait, prévenir Prévost des dangers médiats ou immédiats auxquels l'exposait l'anesthésie ;

Considérant qu'il y a lieu, pour la Cour, d'examiner successivement la valeur des trois arguments invoqués par les premiers juges ;

1° Alcoolisme et syncope ;

Considérant que Prévost avait, il est vrai, certaines habitudes d'intempérance ; mais que tous les médecins sont unanimes pour affirmer que l'alcoolisme n'est pas une contre-indication à l'emploi du chloroforme ;

Considérant qu'il est constant que, dans les hôpitaux de Paris, on chloroformise fréquemment des ouvriers blessés, alors qu'ils sont en état d'ivresse, afin de pouvoir procéder sans retard à l'opération nécessaire ;

Considérant que les deux syncopes, plus ou moins complètes, que Prévost avait éprouvées sous l'influence de la douleur provoquée par les mouvements du bras ne prouvaient nullement qu'il fut prédisposé à une syncope, lorsque l'abolition de la douleur aurait été obtenue par l'anesthésie ;

2° L'infirmité de Prévost ne mettait pas sa vie en danger et on n'aurait pas dû l'anesthésier :

Considérant qu'il n'est pas sérieux de prétendre que l'on ne devrait recourir à l'emploi des anesthésiques que quand la vie du patient est en péril ; qu'une telle limitation priverait les blessés et les malades, atteints d'affections graves, nécessitant l'intervention du chirurgien, du soulagement que leur procure l'anesthésie;

Considérant que la chloroformisation diminue plutôt qu'elle ne les augmente les dangers résultant des opérations ; que les souffrances, souvent intolérables que les opérations occasionnent, amèneraient certaine-

ment des syncopes mortelles plus fréquentes que l'anesthésie ;

3° Défaut d'avertissement à Prévost :

Considérant que les chances de mort que fait courir la chloroformisation sont des plus restreintes (1/2000);

Considérant que le danger d'une mort subite paraît résider surtout dans l'impressionnabilité personnelle du patient ; que cette impressionnabilité, et par suite le danger lui-même, seraient augmentés, si on le prévenait de tous les périls médiats ou immédiats auxquels peut l'exposer hypothétiquement, d'ailleurs, l'emploi de l'anesthésie ;

Considérant que le devoir du médecin est, au contraire, de rassurer le malade, de lui inspirer confiance et de chercher à bannir de son esprit des appréhensions qui ne pourraient que lui être funestes ;

Considérant, au surplus, que si Bours n'a pas formellement averti Prévost des dangers que présentait la chloroformisation, celui-ci ne les ignorait pas puisqu'il a dit au sieur Delorme, qui prêtait son concours à Bours : « Tu viens assister à mon enterrement » ;

Considérant que ce propos ne prouve certainement pas que Prévost redoutait la mort, car, dans ce cas, il n'eût pas consenti à se laisser anesthésier ; mais qu'il en ressort tout au moins qu'il savait, comme tout le monde d'ailleurs, que l'emploi du chloroforme n'était pas exempt de péril ;

Considérant, en résumé, qu'à aucun point de vue, Bours ne saurait être déclaré responsable de la mort du malheureux Prévost ;

Par ces motifs,

Dit qu'il a été mal jugé ; infirme le jugement du Tribunal de Château-Thierry, et, faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ;

Rejette la demande des consorts Prévost ; les déboute de tous leurs fins, moyens et conclusions, dans lesquels ils sont déclarés mal fondés ; les condamne aux dépens de première instance et d'appel.

M. Lefaverais av. gén. — **Me Brissart** (du barreau de Reims) et **Develenne** av.

NOTE. — La question de savoir si le médecin ou le chirurgien est tenu d'avertir le malade des risques auxquels l'expose une médication ou une opération dangereuses est une question de fait. En principe, l'avertissement est obligatoire, mais il est telle circonstance qui peut la rendre inutile ou même nuisible. C'était le cas en l'espèce et l'arrêt paraît devoir être approuvé. Sur le principe de l'avertissement, comp. Aix 22 octobre 1906 rapporté ci-dessus.

TRIBUNAL CIVIL DE LILLE

(ORDONNANCE DE RÉFÉRÉ)

15 OCTOBRE 1906.

Présidence de M. Sée.

1°-2° ET 3° ASSOCIATIONS. — CONGRÉGATION NON AUTORISÉE. — LIQUIDATEUR. — BIENS DÉTENUS. — RÉFÉRÉ. — DEMANDE DE MISE EN POSSESSION. — COMPÉTENCE. — INSTANCE EN REVENDICATION AU PRINCIPAL.

1° *Le liquidateur des biens d'une congrégation religieuse non autorisée est, par le seul fait de sa nomination régulière, investi de la possession exclusive des biens détenus par celle-ci quels que puissent être les titres apparents à lui opposés. Les termes généraux « biens détenus » employés par le législateur en vue de déjouer la fraude à la loi visent toute occupation apparente par la Congrégation, servant son œuvre.*

2° *Le juge des référés est compétent pour connaître de la demande du liquidateur tendant à être mis en possession des biens dont s'agit conformément au jugement qui l'a nommé, et ce, par application de l'art. 806 C. pr. civ., lequel attribue compétence à ce magistrat pour statuer provisoirement sur les difficultés portant sur l'exécution des jugements.*

3° *Et il y a lieu de faire droit à la demande du liquidateur, sauf, s'il y échet, à accorder un délai à l'occupant pour déguerpir, alors même que le liquidateur aurait cru devoir introduire au principal une instance en revendication des biens détenus, ladite instance étant différente de celle introduite devant le juge des référés, et la mesure sollicitée apparaissant comme insusceptible de préjudicier au principal.*

Lecouturier, liquidateur des Frères de Saint-Gabriel c. Aussine et Battet-Rogez.

NOUS, PRÉSIDENT,

Attendu que, par un jugement du Tribunal civil de la Roche-sur-Yon, en date du 4 avril 1903, régulièrement publié le 29 du même mois, Lecouturier a été nommé administrateur séquestre et liquidateur de tous les biens de la Congrégation non autorisée des frères de Saint-Gabriel situés en territoire français ; qu'en exécution de ce jugement non critiqué, Lecouturier, ès qualité, demande aujourd'hui en référé l'autorisation de prendre possession effective et de faire expulser Battet-Rogez et Aussine d'un immeuble sis aux numéros 46 et 48 de la rue Emile Zola, à Lille, par eux occupé aux titres prétendus pour le premier, de propriétaire, pour le second, de locataire;

Attendu, d'abord, qu'à tort, les défendeurs contestent la compétence du jury des référés, puisqu'il s'agit ici, dans les termes mêmes de l'art. 806 C. pr. civ., de difficultés portant sur l'exécution d'un jugement;

Attendu, d'autre part, qu'en vain les mêmes défendeurs voudraient tirer argument de la production d'actes de propriété, d'ailleurs impliquant une présomption légale d'interposition de personnes, aux termes de l'art. 17 de la loi du 1er juillet 1901, et d'un acte de bail passé postérieurement à la nomination du liquidateur, auquel ce dernier est resté étranger ;

Attendu qu'en principe, d'après l'art. 18 de la loi du 1er juillet 1901, le liquidateur des biens détenus par une Congrégation religieuse non autorisée est par le seul fait de sa nomination régulière, investi de la possession exclusive de ces biens quels que puissent être les titres apparents à lui opposés ;

Attendu que les termes généraux « biens détenus », employés par le législateur en vue de déjouer la fraude à la loi visent toute occupation apparente par la Congrégation, servant son œuvre;

Attendu que l'immeuble litigieux ayant été détenu, au sens de la loi, par la Congrégation dont s'agit, lors de sa dissolution, Lecouturier en a eu « ipso facto » la possession légale ;

Attendu que, si les défendeurs objectent que Lecouturier avait cru devoir, lui-même, en sa qualité, introduire une instance en revendication de la propriété de l'immeuble dont s'agit, encore pendante devant la Cour d'Angers, celui-ci répond que c'était là une instance de forme introduite en vue seulement de prévenir les difficultés ou moyens de procédure trop souvent élevés, en dernier lieu, pour entraver l'adjudication des biens provenant des Congrégations ;

Attendu, en tout cas, qu'il est à remarquer que cette instance en revendication de propriété apparaît indépendante de celle introduite aujourd'hui en référé, laquelle ne tend qu'à des mesures provisoires réclamées par le liquidateur, à raison de sa possession légale de l'immeuble litigieux; qu'au surplus de telles mesures apparaissant insusceptibles de préjudicier au principal, il convient, sans qu'il y ait lieu d'examiner la question de propriété, de les ordonner ;

Attendu, toutefois, qu'il est équitable d'accorder à Aussine, qui le sollicite subsidiairement, un délai de quinze jours pour procéder au déménagement de son installation ;

Par ces motifs,

Vu l'art. 806 C. pr. civ. ;

Nous déclarons compétent ;

Au principal ;

Renvoyons les parties à se pourvoir ;

Au provisoire :

Vu l'art. 18 de la loi du 1er juillet 1901 ;

Donnant acte à Aussine de ce qu'il s'en rapporte à justice;

Autorise Lecouturier ès qualité à prendre possession effective de l'immeuble sis aux numéros 46 et 48 de la rue Emile Zola, à Lille, et à en expulser, au besoin avec l'assistance de la force publique, tous occupants ;

Ce, toutefois, dans la quinzaine de la présente ordonnance ;

Condamne les défendeurs aux dépens.

NOTE. — I-II et III. — Sur les trois points : La question de savoir ce que le législateur de 1901 a compris dans l'art. 18, sous l'expression de *biens détenus* a donné lieu en jurisprudence aux solutions les plus variées. V. note sous Cass. 20 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.20) avec les renvois aux diverses décisions intervenues. Toutefois, il convient de remarquer que d'après les deux arrêts rendus par la Cour suprême le 20 décembre 1905 : les biens détenus au sens de la loi du 1er juillet 1901 (art. 18), sont ceux dont, au moment de la promulgation de la loi la congrégation jouissait ou disposait de la même manière que si elle en eût été légalement propriétaire (2e arrêt), ou s'il lui eût été permis d'en être légalement propriétaire (1er arrêt). Ce qui, contrairement à la décision recueillie, exclut les biens simplement occupés, c'est-à-dire ceux dont la congrégation ne jouissait qu'à titre précaire. V. au surplus sur cette délicate question : Delasalle et Sarraute : La détention congréganiste, dans les Lois nouvelles, novembre et décembre 1906, p. 409 et suiv. Quant au droit pour le liquidateur, en exécution du jugement qui le nomme, de se mettre en possession des biens qu'il est chargé de liquider nonobstant les titres apparents à lui opposés, et sur la compétence du juge des référés pour statuer sur sa demande, v. dans le sens de la décision recueillie : Rouen 28 janvier 1903 (Gaz. Pal. 1903.1.700) ; Dijon 16 juin 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.364) ; Poitiers 29 juillet 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.626) ; Rennes 15 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.53) ; Agen 1er décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.60) ; Caen 16 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.216) ; Rouen 25 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.285) ; Rennes 31 mai 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.37) ; Grenoble 21 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.1, Table, v° Associations, n° 110) ; Lyon 7 avril 1905 (Loi 9 novembre 1905) ; V. cependant *contrà :* Montpellier 16 novembre 1903 et Grenoble 8 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.6) ; Riom 8 juin 1904 (Monit. judic. Lyon 13 décembre 1904 — Gaz. Pal. 1904.2, Table, v° Associations, nos 121, 122).

338

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

12 Novembre 1906.

Présidence de M. Tanon.

TESTAMENT. — INTERPRÉTATION. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

Les juges du fond statuent souverainement sur les questions de fait et d'intention que peut soulever l'interprétation des testaments, et il leur appartient de constater la volonté du testateur et de déterminer la portée de ses libéralités.

Spécialement, lorsqu'aux termes de son testament, le de cujus a disposé de toute sa fortune : la moitié à un légataire, un quart à un autre légataire, et le dernier quart à ses neveux, sans tenir compte du droit réservataire de son père qui lui a survécu, un tel acte prête à interprétation et il y a lieu de déterminer l'étendue des libéralités faites aux divers légataires en réservant à l'ascendant du testateur les droits qu'il tient de la loi : cette appréciation relève exclusivement des juges du fond.

Banville et Vieillard c. consorts Hébert.

La dame Banville et M. Vieillard se sont pourvus en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Caen du 21 décembre 1905, rendu au profit des consorts Hébert.

Arrêt :

La Cour,

Sur l'unique moyen pris de la violation ou fausse application des art. 895, 926 et 927 C. civ. ;

Attendu que les juges du fond statuent souverainement sur les questions de fait et d'intention que peut soulever l'interprétation des testaments, et qu'il leur appartient de constater la volonté du testateur et de déterminer la portée de ses libéralités ;

Attendu qu'il est déclaré par l'arrêt attaqué qu'aux termes de son testament olographe du 3 avril 1902, Edmond Hébert a disposé de toute sa fortune ; qu'il en a Vieillard et « le reste », c'est-à-dire le dernier quart, à Vieilard et « le reste », c'est-à-dire le dernier quart à ses neveux, sans tenir compte du droit réservataire de son père qui lui a survécu ;

Attendu qu'un tel acte prêtait manifestement à interprétation, et qu'il y avait lieu de déterminer l'étendue des libéralités faites aux divers légataires en réservant à l'ascendant du testateur les droits qu'il tenait de la loi;

Attendu que cette appréciation relevait exclusivement des juges du fond, et que, par suite, en statuant comme elle l'a fait en l'état des constatations retenues par son arrêt, la Cour de Caen n'a nullement excédé ses pouvoirs et n'a violé ni faussement appliqué les textes de loi ci-dessus visés;

Rejette...

MM. **Alphandéry** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — Me **Boivin-Champeaux** av.

NOTE. — Le principe est proclamé d'une façon constante par la Cour de cassation : l'interprétation des juges du fait est souveraine dès l'instant qu'elle ne dénature ni

le sens, ni le caractère du testament. V. notamment : Cass. 15 février 1898 (D. 98.1.176) ; 5 juin 1899 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Testament, n° 88) ; 27 juin 1899 (S. 1901.1.271) ; 29 novembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.33 — S. 1901.1.316 — D. 1900.1.221) ; 14 mai 1901 (D. 1901.1.357).

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

7 Novembre 1906.

Présidence de M. Voisin.

PROPRIÉTÉ. — ÉTENDUE. — DESSUS ET DESSOUS. — PREUVE CONTRAIRE. — VOIE PUBLIQUE. — SOUS-SOL. — INALIÉNABILITÉ.— CLASSEMENT.— EFFET RÉTROACTIF.— GROTTE SOUS UNE ROUTE.

Si, aux termes de l'art. 552 C. civ., la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous, cette règle n'établit qu'une présomption légale qui cède devant la preuve contraire.

Et aucun texte de loi n'attribue à l'inaliénabilité qui affecte le sol d'une voie publique classée un effet rétroactif qui s'appliquerait au sous-sol précédemment acquis par un tiers et ainsi détaché de la propriété de la surface.

Spécialement, le propriétaire d'une grotte et d'une source ne saurait être dépossédé de ses droits sur la grotte et sur les eaux qui s'y amassent naturellement, par l'effet de la création d'une route passant au-dessus de cette grotte.

Commune de Trebes c. Fournial.

La commune de Trèbes s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier du 31 janvier 1905, rendu au profit de M. Fournial.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation de l'édit de février 1566, et du principe de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité du domaine public, et de la violation de l'art. 10 de la loi du 21 mai 1836, de l'art. 552 C. civ., et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu que si, aux termes de l'art. 552 C. civ. la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous, cette règle n'établit qu'une présomption légale qui cède devant la preuve contraire, et qu'aucun texte de loi n'attribue à l'inaliénabilité qui affecte le sol d'une voie publique classée un effet rétroactif qui s'appliquerait au sous-sol précédemment acquis par un tiers et ainsi détaché de la propriété de la surface ;

Attendu qu'il est expressément déclaré par l'arrêt attaqué que des actes soumis à la Cour d'appel et non contestés il résulte qu'à une date bien antérieure à celle de la création de la voie publique, aujourd'hui chemin vicinal, sous laquelle la grotte-réservoir du Théron est creusée pour partie, cette grotte a été comprise dans des ventes successives des parcelles limitrophes, et en dernier lieu de celles qui ont été acquises par Fournial-ou ses auteurs ; que Fournial ainsi devenu propriétaire de la grotte à une époque où le terrain dans le sous-sol duquel se trouve une partie de cette grotte, alors propriété d'un tiers, n'était point incorporé au domaine public, n'a pu être dépossédé de ses droits sur la grotte et sur les eaux qui s'y amassent naturellement, par l'effet de la création ultérieure d'une route ou chemin vicinal entraînant cette incorporation ;

Attendu que cette constatation suffit à justifier la décision de l'arrêt attaqué déclarant Fournial propriétaire légitime et de la parcelle n° 29, section A du plan cadastral, et des eaux de la source dite du Théron, sans qu'il soit nécessaire de faire état de la construction plus que trentenaire par Fournial ou ses auteurs d'ouvrages apparents destinés à détourner à leur profit et sur leur fonds les eaux naissant dans la grotte-réservoir, ni, par suite, de statuer sur le mérite du deuxième moyen du pourvoi qui vise les motifs surabondants de l'arrêt fondés sur le fait de la construction dont s'agit ;

Rejette...

MM. **Fochier** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Chabrol** av.

NOTE. — La commune, propriétaire du sol couvrant une grotte, est, en ce qui concerne la grotte, protégée par la présomption légale de l'art. 552 C. civ., et, en conséquence, doit être présumée propriétaire de cette grotte : Cass. 27 décembre 1904 (Gaz. Pal. 1905.1, Table, v° Propriété, n° 1 — D. 1905.1.75).

Mais la Cour de cassation a déjà posé en principe que si, aux termes de l'art. 552 C. civ., la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous, cette présomption établie par la loi cède devant la preuve contraire. Cette preuve peut résulter, en l'absence de titres, des circonstances de faits établissant un droit certain : Cass. 28 juillet 1851 (D. 51.1.184) ; 30 novembre 1853 (D. 54.1.17) ; 11 janvier 1864 (D. 65.1.114) ; 14 février 1882 (D. 83.1.197) ; 26 juin 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.131 — D. 1901. 1.501).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.)

12 Juin 1906.

Présidence de M. Le Berquier.

ÉTRANGER. — 1° CONTESTATION ENTRE FRANÇAIS ET ÉTRANGER. — JUGEMENT ÉTRANGER. — JUGEMENT ANGLAIS. — EXÉCUTION EN FRANCE. — DEMANDE D'EXEQUATUR. — DEVOIR DES TRIBUNAUX FRANÇAIS. — RÉVISION AU FOND. — 2° ACCEPTATION DE LA JURIDICTION ÉTRANGÈRE. — MOYENS DE DÉFENSE AU FOND. — DEMANDE D'EXEQUATUR. — IMPOSSIBILITÉ DE SOULEVER L'INCOMPÉTENCE ÉTRANGÈRE. — 3° ET 4° LOI ANGLAISE. — « DIRECTORS LIABILITY ACT ». — ACTION DE L'ART. 1382 C. CIV. — RENVERSEMENT DE LA PREUVE. — RECOURS EN GARANTIE D'UN DES SIGNATAIRES CONTRE UN COSIGNATAIRE. — PRINCIPE ADMIS EN DROIT FRANÇAIS. — ORDRE PUBLIC. — ATTEINTE (NON).

1° *Quand il s'agit de décisions rendues au profit d'un étranger contre un Français par un tribunal étranger, le tribunal français a le droit et même le devoir de le reviser au fond.*

2° *Le défendeur français qui consent à être jugé suivant les dispositions d'une loi étrangère, en l'espèce la loi anglaise « Directors Liability Act », et qui n'a, à l'étranger, sur l'application de cette loi, soulevé aucune objection, et a même au fond développé ses moyens de défense, ne saurait, sur une demande d'exequatur,*

soutenir que la loi française était seule applicable parce que le fait générateur de l'action introduite contre lui était un quasi-délit commis en France à l'encontre d'un sujet français.

3° *La « Directors Liability Act » règle en réalité l'exercice de l'action fondée sur l'art.* 1382 *C. civ., en édictant, il est vrai, que le fait seul par une personne de figurer dans un prospectus contenant des faits mensongers, ou d'en autoriser l'émission donne ouverture au profit de celui qui a souscrit des actions sur la foi de ce prospectus à une action en indemnité ; ce qui a pour résultat de renverser le fardeau de la preuve et de le mettre à la charge du défendeur qui est tenu de prouver qu'il avait des motifs raisonnables de croire les renseignements vrais, c'est-à-dire de démontrer sa bonne foi.*

Cette loi anglaise n'a donc rien de contraire à l'ordre public français.

4° *Les principes de l'ordre public français ne sont pas davantage violés par le recours en garantie qu'exerce en vertu du « Directors Liabilily Act » le signataire d'un prospectus financier mensonger contre les cosignataires, puisqu'il est admis par notre droit que la partie condamnée pour le tout à réparer le dommage causé par un quasi-délit a le droit de recourir contre celui qui s'est associé à sa faute pour lui réclamer personnellement une partie des dommages-intérêts qu'il a dû personnellement payer.*

Gerson c. Reitlinger.

Le Tribunal,

Attendu que Darlington Simpson a obtenu, le 25 février 1903, de la division du Banc du Roi de la Haute Cour de Justice de Londres, un jugement confirmé par un arrêt de la Cour d'appel de Londres du 10 juin 1903, condamnant Reitlinger à lui payer la somme de 59.755 francs en principal et celle de 30.978 fr. 50 pour frais taxés; que Gerson, cessionnaire des droits de Darlington Simpson demande l'exequatur de ces deux décisions de justice;

Attendu que, s'agissant dans l'espèce de décisions rendues au profit d'un étranger contre un Français par un Tribunal étranger, le Tribunal a le droit et le devoir de les reviser au fond; qu'il résulte des documents de la cause qu'au mois d'août 1895, Reitlinger qui avait souscrit pour lui et son groupe 20.000 actions d'une livre sterling chacune de la Société Anglaise des Mines d'Or d'Australie « La Gern », a cédé à Gerson, banquier à Paris, dix mille de ces actions;

Atendu qu'en présence du résultat négatif que donnèrent les recherches de l'or,Gerson,qui supposait alors que Reitlinger avait été comme lui-même trompé par Darlington Simpson,poursuivit contre ce dernier,le promoteur et le maître de l'affaire, devant la juridiction anglaise pour infraction à la loi anglaise du 18 août 1890 dite « Directors Liability Act »,et réclama le remboursement de ses actions ; qu'il obtint contre lui par jugement du 24 février 1903 une condamnation à 4.750 livres sterling et à 723 livres pour frais;

Attendu que Darlington Simpson usant du droit que lui conférait l'article 5 de ladite loi assigna en garantie les cosignataires du prospectus et Reitlinger comme copromoteur de la Société;

Attendu qu'à la demande d'exequatur de Gerson,Reitlinger oppose que la loi française était seule applicable dans l'espèce et que, d'autre part, les dispositions de la loi anglaise dont il lui a été fait application sont contraires aux principes d'ordre public en France;

Attendu que le fait générateur de l'action introduite par Darlington Simpson contre Retlinger, qui n'est autre que l'action que Gerson aurait pu exercer contre Reitlinger personnellement, était le quasi-délit commis en France par Reitlinger à l'encontre de Gerson, sujet français ; que, par suite, la demande devait être appréciée conformément à la loi française;

Mais attendu que Reitlinger a consenti à être jugé conformément aux dispositions de la loi « Directors Liability Act » et à ce qu'application lui en fut faite n'ayant à cet égard soulevé aucune objection, ni en première instance, ni à la Cour, et ayant développé au fond ses moyens de défense; qu'à ce premier point de vue sa prétention ne saurait être accueillie; qu'il y a lieu de rechercher uniquement si cette loi ne viole pas, comme le prétend Reitlinger, les principes de l'ordre public français;

Attendu que cette loi règle, en réalité, l'exercice de l'action qui n'est autre que l'action individuelle fondée sur l'art. 1382 C. civ., qu'elle édicte, il est vrai, d'une façon générale, que le fait seul, par une personne qui figure dans un prospectus contenant des faits mensongers, ou qui en a autorisé l'émission, donne ouverture au profit de celui qui aurait souscrit des actions sur la foi de ce prospectus à une action en indemnité; mais qu'en celà elle ne fait que mettre le fardeau de la preuve à la charge du défendeur, qui est tenu de prouver qu'il avait des motifs raisonnables de croire les renseignements vrais, c'est-à-dire de démontrer sa bonne foi;

Attendu, que les principes de l'ordre public français ne sont pas violés de ce chef, le défendeur étant, à même, comme Reitlinger a tenté de le faire sans y parvenir, de fournir tous ses moyens de défense et de rendre inefficace, en démontrant sa bonne foi, l'action qui lui est intentée;

Attendu qu'en admettant que Reitlinger n'ait peut-être pas pu, au début, apprécier toute la portée de la fraude qui allait être pratiquée relativement à la représentation des faits contenus dans le rapport de l'ingénieur et concernant la valeur même de la mine et que de ce chef, Darlington Simpson ait pu forcer sa persuation, il résulte toutefois de la correspondance et des débats en Angleterre, notamment de son interrogatoire devant le jury anglais, que Reitlinger à participé à la création de la Société et à la préparation du prospectus et qu'il a consenti de son propre aveu à ce qu'on y insérât que la mine était acquise au prix de 20.000 livres, alors qu'en réalité, le prix véritable n'était que de 4.000 livres et que les 16.000 livres de surplus étaient partagées d'un commun accord entre eux comme bénéfice occulte;

Attendu que, de ce chef, sa mauvaise foi ayant été établie, Reitlinger a été condamné envers Darlington Simpson, exerçant l'action récursoire,au paiement de la moitié des sommes qu'il avait été condamné lui-même à payer à Gerson;

Attendu qu'il est vrai que le prospectus porte la date du 14 août 1895 et qu'il est produit une lettre de Gerson en date du 7 août, par laquelle celui-ci avise Reitlinger qu'il est, conformément à leur entente, acheteur de 10.000 actions;

Mais attendu que Reitlinger qui, dès le début, avait soigneusement dissimulé le prix véritable d'achat de la Mine à reconnu devant le juge anglais, avoir communiqué à Gerson le prospectus dont le projet était entre ses mains bien antérieurement au 7 août pour lui permettre de le montrer à ses amis et n'a, ni en première instance, ni en appel, contesté que Gerson eût souscrit sur la foi des énonciations de ce prospectus,se bornant à exciper de sa bonne foi ou à prétendre qu'il n'attachait d'importance qu'au rapport de Skertchly;

Attendu que cette dissimulation constituait une faute lourde tombant sous l'application de l'art. 1382 C. civ., ayant contribué dans une certaine mesure à causer le préjudice dont Gerson a souffert et dont ce dernier eût pu demander la réparation à Reitlinger personnellement;

Attendu que les principes de l'ordre public en France n'ont pas davantage été violés par le recours en garantie que Darlington Simpson a exercé contre Reitlinger conformément à la loi anglaise, notre droit admettant, en effet, que la partie condamnée pour le tout à réparer le dommage causé par un quasi-délit a le droit de recourir contre celui qui s'est associé à sa faute pour lui réclamer une partie des dommages-intérêts qu'il a dû personnellement payer;

Attendu, toutefois, que la faute lourde commise par Reitlinger n'a pas été à elle seule génératrice du préjudice causé à Gerson; que Darlington Simpson, en effet, par ses agissements coupables en attribuant mensongèrement une valeur à la mine qui n'en avait aucune, y a contribué pour la plus large part ; qu'il est équitable dans ces conditions de ne laisser à la charge de Reitlinger que le quart des condamnations prononcées contre Darlington Simpson au profit de Gerson au lieu de la moitié;

Par ces motifs,

Déclare exécutoires en France, le jugement rendu par la division du Banc du Roi de la Haute Cour de justice de Londres, le 25 février 1903 et l'arrêt de la Cour d'appel de Londres du 18 juin suivant, mais à concurrence seulement de la somme représentant le quart des condamnations prononcées contre Darlington Simpson au profit de Gerson;

Condamne en conséquence Reitlinger à payer à Gerson en qualité de cessionaire de Darlington Simpson la somme de 29.877 fr. 50, à titre de dommages-intérêts et celle de 15.489 fr. 25 pour frais;

Le condamne, en outre, aux dépens qui comprendront les frais d'enregistrement en France, des jugement et arrêt anglais dont distraction est faite au profit de Me Goirand, avoué, qui l'a requise aux offres de droit.

Me **Jassada** et Raoul **Rousset** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Principe certain en jurisprudence.

Sous la réserve des dispositions contraires, résultant d'un traité diplomatique et en vertu des art. 2123, 2126 C. civ. et 546 C. proc. civ., les décisions judiciaires rendues contre un Français au profit d'un étranger, par un Tribunal étranger, sont soumises, quand l'exécution en est demandée en France, à la revision des Tribunaux français qui ont le droit et le devoir de les examiner tant dans la forme qu'au fond ; Cass. 14 janvier 1901 (Gaz. Pal. 1901. 1.205 et la note critique — S. 1901.1.128 — D. 1901.1.252). *Adde :* Agen 20 juillet 1898 (Gaz. Pal. 98.2.375) ; Trib. civ. Seine 9 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2.123) ; Paris 8 mars 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.587).

II. — Sur le deuxième point : Le Tribunal de la Seine fait immédiatement une application du principe général qu'il vient de poser. Le défendeur français qui à l'étranger n'a pas contesté l'application de la loi étrangère et a présenté au fond ses moyens de défense, peut-il sur une demande d'exequatur soulever l'incompétence du Tribunal étranger et soutenir que la loi française était seule applicable ? L'art. 14 C. civ. n'est pas d'ordre public et le défendeur français peut renoncer parfaitement à ses juges naturels. Quand il accepte la juridiction étrangère et par suite l'application de la loi étrangère, il se forme un véritable contrat judiciaire en vertu duquel la juridiction étrangère est et doit seule rester saisie du litige : Trib. civ. Seine 24 décembre 1894 (Gaz. Pal. 95.1.173) ; Paris 5 décembre 1894 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Etranger, n° 43); Rouen 4 mai 1898 (Rec. Rouen 1898.1.181).

III et IV. — Sur les troisième et quatrième points : La loi anglaise connue sous le nom de « Directors Liability Act 1890 » est une loi du 18 août 1890 sur la responsabilité des administrateurs de sociétés, et est considérée comme faisant partie des Compagnies Act promulgués de 1862 à 1870.

L'art 3 § 1 édicte contre tous ceux désignés sur un prospectus d'une société faisant appel au crédit public une responsabilité de plein droit qui ne disparaît que devant la preuve de certains faits énumérés limitativement. Ce renversement de la preuve n'est évidemment pas contraire à l'ordre public français puisque notre droit en contient lui-même des exemples, notamment dans l'art. 1384 C. civ.

Enfin le dernier § de l'art. 4 est ainsi conçu : « Toute personne qui, en raison soit de sa qualité de directeur ou de sa désignation comme étant directeur ou ayant accepté de le devenir, soit de l'autorisation donnée par elle à l'émission des prospectus ou la notice, a été obligée de payer une certaine somme par suite de l'application de la présente loi, sera autorisé à y faire contribuer comme en matière de contrat, tous ceux qui, s'ils avaient été poursuivis séparément, auraient été tenus de faire le même paiement.

Ce recours en garantie n'a évidemment rien de contraire à l'ordre public français, bien qu'il soit généralement admis qu'en matière de faute, la responsabilité ne peut être évitée par voie d'action en garantie ; Cass. 24 février 1854 (D. 54.1.103); 31 juillet 1878 (D. 79.1.574); 11 juillet 1882 (D. 85.1.158); 20 février 1882 (D. 82.1.232). Mais au moins peut être se partager, quand il y a eu faute commune.

Voy. la loi anglaise Directors Liability Act 1890, dans les Annales de Législation étrangère 1890, p. 109.

TRIBUNAL CIVIL DE CHATEAULIN

24 Juillet 1906.

Présidence de M. Jan de la Houssaye.

1° AFFICHES-AFFICHEURS. — AFFICHES ÉLECTORALES. — DÉFINITION. — 2° PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — AFFICHES ÉLECTORALES. — AFFICHAGE SUR UN ÉDIFICE CONSACRÉ AU CULTE. — ART. 16, LOI DU 29 JUILLET 1881. — PROHIBITION. — DROIT POUR TOUT CITOYEN DE LES LACÉRER. — ABSENCE DE DÉLIT ET DE QUASI-DÉLIT.

1° *Il n'est pas besoin pour qu'une affiche puisse être*

considérée comme électorale qu'elle porte le nom et la signature d'un candidat, il suffit qu'elle combatte ou qu'elle désigne au choix des électeurs les candidats représentant une certaine catégorie d'idées politiques.

2° *De semblables affiches ne peuvent donc, aux termes de l'art.* 16 *de la loi du* 29 *juillet* 1881, *être apposées sur des édifices consacrés au culte, et notamment sur les portes intérieures d'une église, et tout individu, quel qu'il soit, peut les déchirer et les enlever, sans pouvoir être recherché à raison de ce fait, ni au point de vue civil, ni au point de vue pénal.*

Le Roy c. Dumas et autres.

Le Tribunal,

Attendu que, M. Dumas et MM. Derosville René, brigadier de gendarmerie à Châteaulin et Hetlinger Albert, gendarme au même lieu, bien que régulièrement assignés par exploit de Moré, huissier à Châteaulin, en date du 26 avril 1906, n'ont pas constitué avoué; que cependant, les délais d'ajournement ont pris fins;

Attendu que, par l'exploit susvisé, M. Alfred Le Roy, chanoine honoraire, archiprêtre de Châteaulin, a donné assignation devant le Tribunal civil de Châteaulin à MM. André Dumas, Derosville et Hetlinger, susnommés, qualifiés et domiciliés, pour : « Attendu, notamment, que les sieurs Derosville et Hetlinger, gendarmes, ont, sur l'ordre de Monsieur Dumas, sous-préfet de Châteaulin, lacéré des affiches appartenant audit Le Roy et apposées par ses soins sur les portes intérieures de l'église de Châteaulin et ce faisant ont causé audit Le Roy un préjudice dont il est dû réparation ; s'entendre condamner à payer audit sieur Le Roy, solidairement entr-eux, la somme de cinq mille francs à titre de dommages-intérêts » ;

Attendu que le demandeur soutient, à l'appui de sa demande,en ce qui concerne les sieurs Derosville et Hetlinger,gendarmes,que la police de l'église et de ses dépendances appartient au curé ou à son défaut au maire pour le maintien du bon ordre, que les gendarmes, en cette qualité, ne peuvent pénétrer dans les édifices du culte, sans en être légalement requis, soit par le curé, soit par le maire ou pour l'exécution d'un mandat de justice et, *à fortiori*, qu'ils ne peuvent y pénétrer pour commettre un acte délictueux et dommageable ;

Attendu que les gendarmes Derosville et Hetlinger ne peuvent arguer de leur bonne foi et se retrancher derrière des ordres reçus ; que l'art. 1382 C. civ. exige seulement une faute; que,dans l'espèce,le fait lui-même n'est pas nié; que,par suite,réparation est due à raison du dommage; en ce qui concerne Monsieur Dumas, que le fait incriminé a été commis sur le vu des instructions données par Monsieur Dumas qui, en droit, est complice du délit dont les gendarmes sont les auteurs principaux, mais, en fait, est l'auteur principal et responsable ; qu'en donnant l'ordre de lacérer les affiches dont s'agit, il s'est rendu coupable d'abus d'autorité à l'égard de ses subordonnés gendarmes; qu'il s'est rendu, en outre, coupable d'un acte arbitraire et a commis une voie de fait à l'égard d'un citoyen, en mésusant des pouvoirs qui lui sont confiés et en violant ouvertement la loi;

Attendu qu'il est constant que les affiches ont été apposées par les soins du sieur Le Roy, dans le courant du mois d'avril dernier, tant sur les portes extérieures, que sur la partie des portes formant tambour de l'église paroissiale de Châteaulin; que ces affiches ont été lacérées, au cours du même mois d'avril, par le brigadier de gendarmerie Derosville et le gendarme Hetlinger sur l'ordre de M. Dumas, sous-préfet de Châteaulin;

Attendu, en outre, qu'il résulte des renseignements fournis par M. le Procureur de la République que ces affiches ont été apposées pendant la période électorale;

Attendu que la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse, spécifie, notamment dans son article 16 : « Les professions de foi,circulaires et affiches électorales pourront être placardées sur tous les édifices publics autres que les édifices consacrés au culte »;

En ce qui concerne le caractère des affiches et le lieu où elles ont été placardées:

Attendu que les affiches litigieuses revêtent tous les caractères de l'affiche électorale; qu'il a été appris, en effet, qu'elles ont été apposées au cours de la période électorale et qu'on relève dans leur texte la phrase suivante : « Les fidèles devront pourvoir à l'entretien du culte et du clergé paroissial si les catholiques ne repoussent pas les candidats qui ont voté ou veulent maintenir la loi de séparation » ;

Attendu que point n'est besoin pour qu'une affiche puisse être considérée comme électorale qu'elle porte et le nom et la signature d'un candidat; qu'il suffit, ce qui est le cas, qu'elle combatte ou qu'elle désigne au choix des électeurs les candidats représentant une certaine catégorie d'idées politiques;

Attendu qu'il y a donc lieu, pour le Tribunal, de considérer comme affiches électorales les affiches litigieuses;

Attendu, par ailleurs, qu'il est constant que ces affiches se trouvaient apposées sur un édifice consacré au culte, puisque le demandeur reconnaît lui-même qu'elles étaient apposées sur les portes intérieures de l'église; qu'il y a donc également lieu, pour le Tribunal, de considérer lesdites affiches comme étant apposées dans un lieu prohibé par la loi susvisée;

En ce qui concerne la demande de dommages-intérêts formulée contre M. Dumas, le brigadier Derosville et le gendarme Hetlinger;

Attendu que de ce qui précède il résulte : que le fait par le sieur Le Roy d'avoir apposé, sur les murs de l'église paroissiale de Châteaulin, des affiches qui doivent être considérées comme électorales, constitue de sa part une infraction à l'art. 16 de la loi du 29 juillet 1881;

Or, attendu qu'un acte illégal et arbitraire ne saurait être, au profit de son auteur, une source de dommages-intérêts;

Attendu, par ailleurs, que le demandeur ne saurait venir soutenir que les affiches en question étant apposées à l'intérieur de l'église, il appartenait au curé seul, ayant la police de l'église, ou à son défaut au maire, de les faire enlever; car il ressort des discussions auxquelles a donné lieu le vote de la loi que ce que le législateur a voulu, c'est que les attroupements que peuvent occasionner les affiches électorales et les conversations bruyantes auxquelles elles peuvent donner lieu, ne viennent jamais troubler le prêtre et les fidèles dans l'exercice du culte et qu'aucun candidat ne puisse, soit avec l'agrément de l'autorité ecclésiastique ou de la fabrique, apposer des affiches qui auraient pour effet de porter atteinte à la liberté du culte ;

Attendu que, par suite, l'exception consacrée par

l'art. 16, au profit des édifices affectés aux cultes, équivaut à une interdiction absolue d'y placarder des affiches électorales, et que, si cette interdiction est violée et si en fait des placards sont apposés sur ces édifices, tout individu, quel qu'il soit, peut les déchirer et les enlever, sans pouvoir être recherché à raison de ce fait, ni au point de vue civil, ni au point de vue pénal;

Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu de débouter le sieur Le Roy de sa demande de dommages-intérêts formulée contre M. Dumas, le brigadier de gendarmerie Derosville et le gendarme Hetlinger qui n'ont fait qu'accomplir un acte que la loi leur permettait;

Par ces motifs,

Donne défaut contre M. Dumas, le brigadier de gendarmerie Derosville et le gendarme Hetlinger qui ne comparaissent pas ni personne pour eux;

Au fond :

Déboute le sieur Le Roy de toutes ses fins et conclusions, et le condamne aux dépens;

Commet Michel, huissier à Châteaulin, pour signifier le présent jugement aux défendeurs défaillants.

M. **Cord** proc. Rép.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence est en ce sens. Un arrêt de la Cour de cassation déclare que la loi de 1881 protège tous les placards relatifs aux élections : Cass. 16 janvier 1886 (S. 86.1.144 — 86.1.430). La loi ne dit pas, en effet, ce qu'il faut entendre par affiche électorale. C'est une question de fait. Il faut évidemment que l'affiche ait été apposée pendant la période électorale mais de plus qu'elle traite de questions relatives à l'élection. *Sic :* Barbier, t. 1, n° 186.

Un arrêt de la Cour de Besançon du 27 janvier 1886 (Gaz. Pal. T. Q. 82-87, v° affiche-afficheur, n° 39) porte du reste : « Attendu que le placard enlevé par B... portait ces mots *Avis aux électeurs* et qu'il engageait ceux-ci, dans des termes suffisamment clairs et par des considérations politiques qu'il énonçait, à ne pas voter pour les candidats d'une des listes proposées aux électeurs ; qu'on ne saurait refuser à un semblable placard le caractère de l'affiche électorale protégée par la loi de 1881. » Le jugement rapporté s'est évidemment inspiré de cet arrêt.

II. — Sur le deuxième point : L'affichage d'un placard électoral sur un édifice consacré au culte constitue une contravention aux dispositions de l'art. 16 de la loi de 1881. Bien que cette contravention ne tombe sous le coup d'aucune sanction pénale : Cass. 18 décembre 1885 (Gaz. Pal. 1886.1.182), il en résulte qu'il y a là un fait illicite que tout citoyen a le droit de faire cesser.

Au surplus, dans les circonstances de la cause, en admettant qu'il y ait eu par les gendarmes lacération d'affiches électorales, ceux-ci auraient pu invoquer la jurisprudence de la Cour de cassation : le délit réprimé par l'art. 17 § 5 de la loi de 1881 n'existe que lorsque le délinquant a agi avec une intention méchante : Cass. 3 avril 1886 (Gaz. Pal. 1886.1.766) ; Trib. corr. Melle 30 janvier 1886 (Gaz. Pal. 1886.1.353).

Cette intention, élément essentiel du délit, fait défaut quand il est établi qu'en enlevant des placards électoraux, les gendarmes agissaient dans l'unique pensée qu'ils sont en présence d'un fait délictueux, à eux d'ailleurs signalé comme tel par l'autorité préfectorale, et non pas pour empêcher le public de prendre connaissance du contenu de ces placards : Trib. corr. Melle 30 janvier 1886, précité.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

15 Octobre 1906.

Présidence de M. Boyer.

CAPITAINE DE NAVIRE. — MANDATAIRE DE L'ARMATEUR. — LIEU DE LA RÉSIDENCE DU MANDANT. — POSSIBILITÉ POUR L'ARMATEUR D'AGIR DIRECTEMENT.

Le capitaine n'est que le préposé ou mandataire de l'armateur, et la loi, dans les articles du Code de commerce, où elle détermine ses droits à l'égard des tiers, ne le nomme et ne le vise qu'en sa qualité sous-entendue.

Dès lors, où réside le mandant, c'est-à-dire l'armateur maître de ses actions et libre de ses droits, les pouvoirs du mandataire deviennent sans objet et sans effet, et il ne peut être sérieusement contesté que l'armateur a le droit de réclamer et régler directement ce que le capitaine, son mandataire, ne pourrait que réclamer et régler en son nom.

Axel Busck et Cie c. Collesse et Degaye.

Le Tribunal,

Attendu que Colesse et Degaye ne contestent pas devoir la somme de 7.937 fr.20 pour solde du fret d'une partie bois du Nord arrivée à un consignataire par vapeur « Mireille » appartenant à Axel Busck et Cie, armateurs à Marseille; qu'ils émettent seulement la singulière prétention de ne payer que sur l'acquit ou le visa du capitaine ; qu'en d'autres termes, ils dénient aux armateurs, au port d'armement du navire, le droit de réclamer ou toucher directement le fret ou d'en poursuivre le règlement sans l'intervention du capitaine ;

Attendu que ce dernier n'est que le préposé ou mandataire de l'armateur ; que la loi, dans les articles du Code de commerce, où elle détermine ses droits à l'égard des tiers, ne le nomme et ne le vise qu'en sa qualité sous-entendue ; que là où réside le mandant, c'est-à-dire l'armateur, maître de ses actions et libre de ses droits, les pouvoirs du mandataire deviennent sans objet et sans effet ; qu'il ne saurait être sérieusement contesté que l'armateur ait le droit de réclamer directement ce que le capitaine, son mandataire, ne pourrait que réclamer et régler en son nom ;

Par ces motifs,

Condamne Collesse et Degaye à payer à Axel Busck et Cie, la somme de 7.937 fr. 20, montant des causes de la demande avec intérêts de droit et dépens.

M^es **Couve** et **Ardisson de Perdiguier** av.

NOTE. — Principe certain. Le capitaine d'un navire est le mandataire de l'armateur, mais uniquement tant que son mandat existe. Il a été jugé que le mandat que le capitaine tient de l'armateur commence en principe lors de la remise des marchandises sur le port pour être placées sur le bâtiment et ne prend fin que par la remise desdites marchandises au destinataire : Cass. 17 décembre 1884 (Gaz. Pal. 85.1.116).

Si le mandat n'existe plus, le destinataire se trouve donc seulement en présence de l'armateur.

Il paraît du reste évident que le mandant qui a pu constituer un mandataire pour recevoir les marchandises et le prix du fret peut, là où il se trouve, réclamer directement le prix de ce fret.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

6 JUILLET 1906.

Présidence de M. Boyer.

1°-2° ET 3° COURTIER. — COMMISSIONS. — DROITS D'INDICATION. — FRAIS DU COURTIER.

1° *Tant que les démarches d'un courtier n'ont eu aucun résultat utile, c'est-à-dire tant qu'un accord final n'est pas intervenu entre acheteur et vendeur, la commission n'est pas due.*

2° *D'autre part, le droit dit « d'indication » ne peut être dû au courtier que si l'affaire indiquée ou ébauchée par lui est terminée et conclue ensuite directement sans son entremise.*

3° *Les frais faits par un courtier en vue de traiter une affaire restent à sa charge en cas d'insuccès à moins de convention contraire.*

Journo c. Bernaix et Verdet et Coste, liquidateur.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il n'est pas contesté que Bernaix et Verdet, ou du moins Verdet usant de la signature sociale ci-dessus, avait donné mandat à Journo de rechercher et de leur procurer des fonds en vue d'une affaire à monter pour l'exploitation d'un hôtel et d'un café à Marseille ; qu'il n'est pas contesté davantage que Journo a fait, comme courtier, des démarches plus ou moins actives et multipliées et exposé quelques frais ; mais attendu qu'une rémunération n'est due au courtier que tout autant que l'affaire qu'il traite arrive à sortir son effet par une conclusion ferme et définitive ;

Attendu que, dans l'espèce, les démarches de Journo n'ont eu aucun résultat utile ; que les pourparlers intervenus avec diverses personnes n'ont abouti à aucun accord final ; qu'on ne saurait admettre sérieusement que Bernaix et Verdet, dont la situation critique s'est manifestée peu après par le dépôt de leur bilan, aient bénévolement refusé les six millions de capital qui, d'après Journo, et par l'entremise de ce dernier, auraient été mis à leur disposition ;

Attendu que si Journo comme il semble d'ailleurs le reconnaître lui-même, n'a pas de droits acquis à un courtage proprement dit, il ne saurait non plus réclamer aucune autre rémunération ; que le droit dit d'indication ne peut être dû au courtier que si l'affaire indiquée, ébauchée ou traitée par lui est terminée et conclue ensuite directement sans son entremise; que, d'autre part, le courtier qui traite une affaire, en vue d'un courtage à gagner, fait, à ses risques et périls, tous les frais que nécessitent ses démarches et ses pourparlers et, sauf conventions contraires, les supporter seul en cas d'insuccès ;

Attendu que non seulement Journo est sans droit pour rien réclamer à la liquidation judiciaire Bernaix et Verdet, mais qu'il est encore tenu de rembourser la somme de 250 francs qu'il a touchée le 26 juillet 1905, à valoir sur ses commissions futures;

Déboute Journo de ses fins tant principales que subsidiaires et, reconventionnellement, le condamne à rembourser à la liquidation judiciaire Bernaix et Verdet la somme de 250 francs, montant des causes ci-dessus spécifiées avec intérêts de droit et dépens.

NOTE. — I-II-III. — Sur les trois points : La décision ci-dessus rapportée est intéressante en ce qu'elle précise les droits du commissionnaire vis-à-vis de son commettant dans le cas où l'affaire n'a pas été conclue.

En principe la commission n'est pas due tant qu'un accord final n'est pas intervenu. Cela résulte de la nature même du contrat de commission. V. Dalloz, Supp., v° Commissionnaire, n° 35 ; Lyon-Caen et Renault, n° 792.

Mais du moins le courtier peut-il réclamer en pareil cas le remboursement de ses frais et avances ? Un usage assez répandu fixe à la moitié du courtage la somme qui peut être demandée à ce titre par le commissionnaire-vendeur. Voir les autorités ci-dessus citées et Lyon 4 février 1869 (S. 69.2.302).

Mais il y a lieu de distinguer. Pour qu'il en soit ainsi, il faut, à notre avis, que le courtier puisse faire la preuve que son commettant a manqué par sa faute une affaire qu'il lui avait indiquée. C'est en ce sens que statue la décision rapportée. Voir également : Trib. civ. Marseille 11 mai 1904 (Rec. Marseille 1904, p. 498) ; Trib. com. Nantes 25 juin 1904 (Rec. Nantes 1905.1.127) ; Trib. civ. Nantes 13 janvier 1897 et 17 décembre 1898 (Rec. Nantes 1899.1.84).

339

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

15 NOVEMBRE 1906.

Présidence de M. Bard.

MÉDECINE-CHIRURGIE. — ART DENTAIRE. — PROTHÈSE. — PIÈCES. — EMPREINTE ET POSE. — EXERCICE ILLÉGAL.

Si la simple fabrication de pièces de prothèse dentaire ne rentre pas dans les prévisions de la loi du 30 novembre 1892, il en est différemment lorsqu'à cette fabrication se joint le fait de prendre une empreinte et d'opérer la pose d'un appareil en dehors de la surveillance d'un dentiste exerçant régulièrement sa profession : dès lors le fait de se livrer à ces pratiques constitue, à la charge d'un individu qui ne remplit pas les conditions nécessaires pour exercer légalement l'art dentaire, le délit d'exercice illégal de cet art.

Pia.

Le syndicat des chirurgiens-dentistes de France s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Amiens du 27 avril 1906 qui avait relaxé M. Pia poursuivi pour exercice illégal de l'art dentaire.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 2, 16, 18 et 32 de la loi du 30 novembre 1892, et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué, insuffisamment motivé, a refusé de retenir le délit d'exercice illégal de l'art dentaire à la charge d'un individu qui, sans remplir les conditions nécessaires pour exercer légalement cet art, avait pris dans la bouche de ses clients les empreintes nécessaires à la fabrication d'appareils dentaires, et en avait, après la fabrication, opéré la pose:

Vu lesdits articles;

Attendu que le jugement dont l'arrêt attaqué s'est approprié les motifs constate que Pia possède à Beauvais un atelier spécial de prothèse dentaire et qu'il s'y livre à la fabrication de certaines pièces qu'il pose ensuite,

après avoir au préalable, et s'il y a lieu, pris l'empreinte de la mâchoire de ses clients; mais qu'aucun fait de soins donnés aux dents n'a pu être relevé contre lui, en dehors de cette fabrication;

Attendu que si la simple fabrication de pièces de prothèse dentaire ne rentre pas dans les prévisions de la loi du 30 novembre 1892, il en est différemment lorsqu'à cette fabrication se joint le fait de prendre une empreinte et d'opérer la pose d'un appareil en dehors de la surveillance d'un dentiste exerçant régulièrement sa profession; que l'ensemble des circonstances constatées souverainement par l'arrêt attaqué constitue, à défaut même de tous autres soins donnés aux dents, la pratique de l'art dentaire, et, par suite, de la part de Pia, l'exercice illégal de cet art;

Par ces motifs,

Et sans qu'il y ait lieu de stauer sur le second moyen du pourvoi;

Casse ..

MM. **Roulier** rapp.; **Lombard** av. gén. — Me **Raynal** av.

NOTE. — C'est la première fois que la Cour de cassation est appelée à se prononcer sur cette question. Mais elle a été déjà tranchée dans le sens qu'elle adopte par la Cour d'appel de Paris et par les Tribunaux. Il convient de citer notamment: Paris 5 novembre 1903, 30 juillet 1904 et 29 octobre 1904; Trib. corr. Seine 9 juillet 1904 et 10 janvier 1905; Trib. corr. Brest 5 février 1904; toutes décisions non publiées dans les recueils.

La raison d'être de cette jurisprudence est bien indiquée dans le jugement du Tribunal correctionnel de Brest précité, qui est ainsi motivé: « Attendu que si la fabrication des dents artificielles et des dentiers ne constitue par l'exercice de l'art dentaire, la pose des dents et des appareils dans la bouche des patients rentre au contraire dans l'exercice de cet art; qu'il nécessite des connaissances spéciales, puisque, si elle est défectueuse ou réalisée dans des conditions défavorables, elle peut entraîner des accidents graves... »

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

8 Novembre 1906.

Présidence de M. Bard.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — ACQUITS-A-CAUTION. — CONTRAVENTIONS. — PRESCRIPTION.

Toutes les contraventions qui ont leur source dans l'acquit-à-caution sont prescrites par un laps de quatre mois écoulé à partir de la date de la décharge de cet acquit. (Ordonnance du 11 juin 1816, art. 7).

Cette prescription libératoire s'applique à toute demande de la Régie, même aux contraventions aux formalités prescrites par les lois postérieures, et notamment par la loi du 6 avril 1897, pour les déclarations préalables à la délivrance d'un acquit-à-caution.

Administration des Contributions indirectes et Syndicat agricole du Haut-Beaujolais c. Lafont et Margnat.

Certains négociants du département du Rhône, après avoir acheté à des viticulteurs de la contrée les vins de leur récolte, avaient soumissionné, au nom de ces derniers, des acquits-à-caution énonçant des quantités supérieures à celles qui leur avaient été réellement vendues et qu'ils dirigeaient sur leurs magasins. Ils régularisaient ensuite la situation de leur compte avec la Régie en se livrant à des mouillages clandestins.

Quand le service des contributions indirectes eut connaissance de ces faits il se livra à des enquêtes auprès des récoltants et des courtiers et rapporta contre les négociants des procès-verbaux pour contravention à l'art. 4 de la loi du 6 avril 1897, lequel punit « toute déclaration d'enlèvement de boissons faite sous un nom supposé, ou sous le nom d'un tiers sans son consentement, et toute déclaration ayant pour but de simuler un enlèvement de boissons non effectivement réalisé ».

Or, non seulement les acquits-à-caution avaient été déchargés, mais même le délai de 4 mois, que l'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816 impartit à la Régie pour s'assurer de la validité des certificats de décharge des acquits et pour intenter l'action, se trouvait expiré.

Le Tribunal de Villefranche n'en condamna pas moins les prévenus (jugements du 26 janvier 1905). Toutefois, sur l'appel de ces derniers, la Cour de Lyon (arrêts du 22 juin suivant) déclara la Régie déchue de son action et l'intervention du Syndicat agricole du Haut-Beaujolais non recevable.

L'administration des Contributions indirectes et ledit Syndicat s'étant pourvus en cassation, la Chambre criminelle a rendu l'arrêt ci-après ;

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen tiré de la violation des art. 637, 638 C. instr. crim., 4 § 2 de la loi du 6 avril 1897 et 1er de la loi du 28 février 1872, fausse application de l'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré prescrite après le délai de 4 mois écoulé depuis le certificat de décharge d'un acquit-à-caution l'action intentée à raison d'une fausse déclaration prévue et punie par la loi précitée de 1897, c'est-à-dire d'une infraction consommée avant toute délivrance d'un titre de mouvement, et alors, au surplus, que, même pour les infractions prenant leur source dans un acquit-à-caution, la prescription triennale, constituant le droit commun en matière correctionnelle, est seule applicable, celle de quatre mois n'étant relative qu'au recouvrement des droits de circulation :

Attendu que l'arrêt attaqué de la Cour d'appel de Lyon du 22 juin 1905 a déclaré irrecevable l'action de la Régie et l'intervention du Syndicat agricole du Haut-Beaujolais, en se fondant sur ce que l'acquit-à-caution délivré le 6 mai 1904 a été déchargé le 10 mai suivant et que la poursuite de la Régie n'a été introduite que le 15 et le 16 décembre 1904, c'est-à-dire plus de 4 mois après la délivrance du certificat de décharge, alors que, aux termes de l'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816, déclaré applicable aux infractions prévues par l'art. 4 § 2 de la loi du 6 avril 1897, la Régie a 4 mois pour s'assurer de la valeur des certificats de décharge et intenter l'action, après lequel délai elle n'est plus recevable à former aucune demande.

Attendu que l'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816 a une portée générale et absolue; qu'il s'applique à toute demande de la Régie, qui a sa source dans l'acquit-à-caution; qu'il s'applique nécessairement à toutes les contraventions aux formalités prescrites par les lois postérieures pour les déclarations préalables à la délivran-

ce d'un acquit-à-caution, alors que le législateur n'a fait aucune exception à la règle posée par ladite ordonnance; qu'aucune disposition de la loi du 6 avril 1897 n'indique qu'elle ait entendu déroger à la prescription établie par l'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816; qu'il suit de là que, loin de violer les textes de lois visés au moyen, l'arrêt attaqué en a fait une juste application;

Par ces motifs,

Joint les pourvois de l'administration des Contributions indirectes du 23 juin 1905 et du Syndicat agricole du Haut-Beaujolais du 24 juin 1905, contre l'arrêt de la Cour d'appel de Lyon en date du 22 juin 1905;

Rejette lesdits pourvois;

MM. **Douarche** rapp ; **Lombard** av. gén. — Mes **Aubert Pérouse** et **Morillot** av.

NOTE. — L'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816 dispose *in fine :* « La Régie aura quatre mois pour s'assurer de la validité des certificats de décharge (des acquits-à-caution) et intenter l'action. Après ce délai, elle ne sera plus recevable à former aucune demande. »

Comme, d'une manière générale, l'ordonnance de 1816 précitée n'organise de mesures qu'en vue de garantir la perception des droits sur les boissons énoncées aux acquits-à-caution, comme l'art. 7, notamment, prévoit seulement le cas où les certificats de décharge pourraient être faux, l'administration des Contributions indirectes avait déjà soutenu dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt de la Chambre criminelle du 4 août 1888 (Gaz. Pal. 88.2.583 — S. 90.1.431 — B. n° 269), que le délai de quatre mois s'appliquait aux poursuites civiles tendant au recouvrement des droits éludés et aux poursuites criminelles pour falsification ou altération d'écritures publiques, mais nullement aux poursuites correctionnelles susceptibles d'être exercées en raison d'une contravention aux formalités relatives à la circulation des boissons. Au cas particulier, la Régie maintenait sa prétention en faisant valoir de plus, ainsi que l'avait jugé le Tribunal correctionnel de Narbonne le 21 juillet 1905 (Mon. du Pal. 13 août 1905), que la contravention à l'art. 4 de la loi du 6 avril 1897 pour fausse déclaration pouvant résulter tout aussi bien de la délivrance d'un congé que d'un acquit-à-caution restait en dehors des prévisions possibles de l'art. 7 de l'ordonnance de 1816 et ne devait, dès lors, se prescrire que par le délai de trois ans des art. 637 et 638 C. instr. crim., applicable en matière de contributions indirectes : Cass. 25 juin 1875 (S. 76.1.45 — B. n° 205); 5 juin et 30 juillet 1880 (S. 80.1. 483 et 82.1.284 — B, nos 113 et 153).

Mais la Cour de cassation s'en est tenue à sa décision du 4 août 1888, dont elle a même reproduit les termes, en confirmant que la disposition de l'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816 a une portée générale et absolue et qu'il n'est pas possible d'admettre d'exception puisque le texte spécifie qu'après les quatre mois, la Régie ne sera plus recevable à former *aucune* demande.

Il est utile d'ajouter que les art. 1 et 2 de la loi du 18 juillet 1904, complétés par l'art. 12 § 1er de la loi du 6 août 1905, tendent à empêcher les fraudes commises au moyen d'acquits fictifs et qu'une nouvelle disposition législative interviendra prochainement dans le but de limiter la portée de l'art. 7 de l'ordonnance de 1816.

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

18 Octobre 1906.

Présidence de M. Bard.

1° MAISON DE PRÊTS SUR GAGE. — PRÊT DISSIMULÉ SOUS FORME DE VENTE FERME.

2° ACTION CIVILE. — DÉLIT D'HABITUDE. — PRÊTS SUR GAGES.

1° *Il n'y a pas ventes fermes de reconnaissances du Mont-de-Piété, mais prêts dont ces reconnaissances forment le gage, bien que le tenancier de la maison ne fasse figurer sur son livre que des achats et se fasse délivrer des quittances de vente au comptant, s'il existe entre lui et ses clients des accords verbaux, en vertu desquels il s'engage à tenir les reconnaissances achetées à la disposition des vendeurs jusqu'à l'expiration du prêt du Mont-de-Piété et même au besoin à renouveler les reconnaissances si les clients lui avancent l'argent nécessaire.*

2° *L'action civile en réparation du dommage causé par tout fait de l'homme est, de sa nature, dans les attributions des Tribunaux civils ; ce n'est que par exception à l'ordre général des juridictions que la loi criminelle a autorisé facultativement l'exercice de l'action d'intérêt privé devant les juges qui ont pour mission de réprimer dans l'intérêt de la société les crimes, délits et contraventions.*

En réglant l'exercice de cette faculté, la loi ne permet de transporter l'action civile devant les Tribunaux de répression, soit accessoirement à l'action publique, soit par citation directe, qu'à celui qui se prétend lésé par un délit et qui réclame la réparation du préjudice causé par ce délit; il faut donc que le fait sur lequel cette action se fonde constitue par lui-même un délit.

Spécialement, l'établissement ou la tenue d'une maison de prêts sur gages sans autorisation légale étant, aux termes de l'art. 411 *C. pén., un délit complexe par sa nature impliquant une sorte d'habitude, la répétition de plusieurs faits semblables, chaque fait isolé de prêt sur gages peut bien être le principe d'une action devant les Tribunaux civils en nullité du contrat par l'une des causes énoncées aux art.* 1109 *et suiv. C. civ., et par suite en restitution et dommages-intérêts, mais, en admettant même que le défaut d'autorisation dont parle l'art.* 411 *C. pén. puisse être considéré comme ayant été préjudiciable à l'emprunteur, ce dernier ne peut être reçu partie civile et réclamer des dommages-intérêts contre l'inculpé déféré au juge répressif pour un ensemble de prêts sur gages qui tous, sauf un, lui sont étrangers.*

Rondier c. dame Fiocchi.

Le sieur Rondier s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Aix du 17 mai 1906 qui l'avait condamné à un mois d'emprisonnement pour tenue de maison de prêts sur gages et 300 francs de dommages-intérêts vis-à-vis de la dame Fiocchi.

Arrêt .

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation des art. 411 C. pén. 1134, 1135 C. civ., en ce que la Cour d'appel a déclaré Roudier Joseph-Martin, coupa-

ble de la tenue d'une maison de prêts sur gages sans autorisation, alors que les actes écrits intervenus entre les plaignants et le prévenu constataient des ventes fermes et définitives et que rien dans la comptabilité ou la correspondance ne pouvait faire supposer que les contrats d'achats ainsi passés étaient fictifs:

Attendu que pour déclarer le prévenu coupable de tenue d'une maison de prêts sur gages sans autorisation, l'arrêt attaqué a constaté d'après les documents de l'information notamment : « que pour se mettre à l'abri de la loi Roudier ne faisait figurer sur son livre que des achats et se faisait délivrer des quittances de ventes au comptant, mais que de son aveu même, il existait des accords verbaux entre lui et ses clients, accords en vertu desquels il s'engageait à tenir les reconnaissances achetées à la disposition des vendeurs, jusqu'à l'expiration du prêt du Mont-de-Piété et même au besoin à renouveler les reconnaissances, si les clients lui avançaient l'argent nécessaire ;

Attendu que de ces constatations souverainement faites la Cour d'appel, usant du pouvoir qu'elle a de déterminer le véritable caractère du contrat, base de la poursuite, a justement déduit que les conventions intervenues entre Roudier et ses clients n'étaient pas des ventes fermes de reconnaissances du Mont-de-Piété, mais des prêts dont ces reconnaissances formaient le gage ; qu'ainsi le premier moyen du pourvoi n'est pas fondé;

Sur le deuxième moyen pris de la violation de l'art. 411 C. pén., 1, 2, 3, 63 C. instr. crim. en ce que la dame Fiocchi a été déclarée recevable à se porter partie civile dans l'instance du ministère public contre Roudier et que des dommages-intérêts lui ont été alloués en cette qualité :

Vu lesdits articles ;

Attendu que l'action civile en réparation du dommage causé par tout fait de l'homme est de sa nature dans les attributions des Tribunaux civils; que ce n'est que par exception à l'ordre général des juridictions que la loi criminelle a autorisé facultativement l'exercice de l'action d'intérêt privé devant les juges qui ont pour mission de réprimer, dans l'intérêt de la société, les crimes, délits et contraventions;

Attendu qu'en réglant l'exercice de cette faculté les articles précités du Code d'instruction criminelle, conformes aux principes antérieurement établis, ne permettent de transporter l'action civile devant les Tribunaux de répression, soit accessoirement à l'action publique, soit par citation directe, qu'à celui qui se prétend lésé par un délit et qui réclame la réparation du préjudice causé par ce délit ; qu'il faut donc que le fait sur lequel cette action se fonde, constitue par lui-même un délit ;

Attendu que l'établissement ou la tenue d'une maison de prêts sur gages sans autorisation légale, est aux termes de l'art. 411 C. pén, un délit complexe par sa nature, qu'il implique une sorte d'habitude, la répétition de plusieurs faits semblables;

Attendu que chaque fait isolé de prêt sur gages peut bien être le principe d'une action devant les Tribunaux civils, en nullité du contrat, par l'une des causes énoncées aux art. 1109 et suiv. C. civ. et par suite en restitution et dommages-intérêts; mais qu'en admettant même que le défaut d'autorisation dont parle l'art. 411 C. pén. puisse être considéré comme ayant été préjudiciable à l'emprunteur, ce dernier pour être reçu partie civile, aurait encore besoin d'invoquer pour que le délit fût complet des faits qui lui sont étrangers, des prêts autres que ceux dont il se plaint et dont la réunion et l'ensemble sont nécessaires pour constituer la tenue d'une maison de prêts sur gages ;

Attendu que Roudier a été poursuivi par le miñistère public devant le Tribunal correctionnel comme prévenu outre de faits d'abus de confiance, d'avoir tenu une maison de prêts sur gages sans autorisation légale ;

Attendu que la dame Nougaret, femme Piocchi, qui a porté plainte à raison d'un prêt à elle fait par Roudier contre remise en gage d'une reconnaissance du Mont-de-Piété constatant le dépôt d'une malle de linge, a conclu à être reçue partie civile dans l'instance contre Roudier et à ce que des dommages-intérêts lui fussent alloués pour l'indemniser de ce que le retrait de son linge n'avait point été à temps opéré ;

Attendu que le fait particulier de prêt sur gages qui motive l'action civile de la dame Fiocchi ne forme qu'une partie des éléments constitutifs du délit ci-dessus spécifié; que si comme le constate l'arrêt attaqué le contrat passé avec la dame Fiocchi a été violé, la violation de ce contrat ne saurait donner le droit à ladite dame de se porter partie civile et de réclamer des dommages-intérêts devant la juridiction correctionnelle à laquelle Roudier a été déféré pour un ensemble de prêts sur gages qui, tous, sauf un, sont étrangers à la dame Fiocchi et dont la réunion seule constitue le délit prévu par l'art. 411 C. pén. ;

D'où il suit que c'est à tort et incompétemment que la Cour d'appel d'Aix a déclaré recevable la demande de la dame Piocchi et qu'elle a alloué des dommages-intérêts ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. **Le Grix** rapp. ; **Cottignies** av. gén.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Habituellement, les prêts sur gages interdits par l'art. 411 C. pén. sont dissimulés sous la forme de ventes avec faculté de rachat. Mais la jurisprudence a décidé que ces contrats tombent sous le coup de la loi pénale. V. notamment : Toulouse 10 mai 1893 (Gaz. Pal. 93.1.644) ; 6 mars 1901 (Gaz. Pal. 1901. 2.595) ; Cass. 29 décembre 1899 (D. 1902.1.206).

Il doit en être par conséquent de même des prêts dissimulés sous la forme d'une vente ferme, s'il y a des clauses verbales autorisant le vendeur à reprendre les choses engagées dans un certain délai. C'est un véritable réméré déguisé sous l'apparence d'une vente ferme.

II. — Sur le second point : Il est de principe que l'action civile constitue un recours à raison d'un dommage résultant d'un fait délictueux ; dès lors, elle ne peut naître qu'à la suite d'une infraction à la loi pénale par un fait qualifié crime, délit ou contravention : Cass. 8 juillet 1881 (S. 82.1.287 — D. 82.1.41) ; 18 décembre 1886 (S. 87.1.140 — D. 87.1.288) ; 20 janvier 1888 (Gaz. Pal. 88.1.309 — S. 89.1.281 — D. 88.1.329) ; 5 juillet 1891 (S. 92.1.537 — D. 91.1.143) ; 26 janvier 1894 (S. 94.1.428 — D. 98.1.249) ; 9 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.250). *Adde :* Dalloz, Supp. au Rép., v° Procéd. crim., n°s 293 et suiv.

Dès lors, lorsqu'il s'agit d'un délit qui ne peut résulter que de la réitération de certains faits, le particulier qui ne peut reprocher qu'un seul de ces faits au prévenu ne peut s'en plaindre devant la juridiction répressive, encore bien que son auteur soit déféré au juge répressif et passible de la loi pénale.

COUR D'APPEL DE PARIS (9e Ch.)

21 Novembre 1906.

Présidence de M. Beer.

FAILLITE. — LIQUIDATION JUDICIAIRE. — EFFETS. — EXERCICE DES ACTIONS EN JUSTICE. — SYNDICS. — CRÉANCIERS. — CONTRÔLEUR.

Depuis le jugement déclaratif de faillite jusqu'au jugement qui en prononce la clôture, le syndic représente la masse des créanciers et est seul investi du droit d'exercer les actions qui intéressent cette masse, sans que les créanciers puissent agir ou intervenir individuellement dans les instances engagées ou soutenues par le syndic, sauf à porter devant le juge-commissaire leurs réclamations ou leurs plaintes.

Il n'en serait autrement que si, d'après la nature et l'objet de la contestation ou à raison des circonstances de la cause, les créanciers avaient des intérêts particuliers, distincts de celui de la masse, ou invoqueraient des moyens spéciaux ou personnels.

Le créancier désigné comme contrôleur ne peut en cette qualité avoir pour agir des droits plus étendus que les autres créanciers, les innovations introduites par les art. 7, 9 et 10 de la loi du 4 mars 1889 en ce qui touche la désignation et les attributions des créanciers contrôleurs n'ayant apporté aucune modification aux pouvoirs dévolus par la loi de 1838 au syndic.

Blancheteau ès qualités c. Vve Morin et syndic faillite Ch. Morin.

M. Blancheteau, agissant en qualité de contrôleur dans la faillite Ch. Morin, avait contesté en cette qualité la créance de dame Vve Morin, admise au passif par le syndic Benoist.

Le Tribunal de commerce de la Seine ayant débouté Blancheteau ès-qualités, celui-ci a interpeté appel de cette décision.

Arrêt :

La Cour,

Statuant sur l'appel interjeté par Blancheteau ès qualités du jugement rendu par le Tribunal de commerce de la Seine le 17 février 1906 :

Considérant que Charles Morin, entrepreneur de maçonnerie, à Noisy-le-Sec, a été déclaré en faillite par jugement du Tribunal de commerce de la Seine le 5 octobre 1905 ; que Benoist a été nommé syndic ; qu'à l'assemblée générale des créanciers, tenue sous la présidence du juge-commissaire, Blancheteau, l'un des créanciers, a été désigné comme contrôleur de ladite faillite conformément aux dispositions de la loi du 4 mars 1889 dont l'art. 23 a rendu applicables à la matière de la faillite les prescriptions relatives à la liquidation judiciaire ;

Considérant que la veuve Morin a produit à la faillite pour une créance s'élevant à 14.500 fr. ; que cette production accueillie par le syndic a été contestée par Blancheteau ès qualités ;

Considérant que la sentence entreprise a débouté Blancheteau ès qualités de ses prétentions et décidé que le syndic serait tenu d'admettre veuve Morin au passif chirographaire de Charles Morin pour la somme de 14.290 fr. 95;

Considérant que Blancheteau ès qualités a frappé d'appel cette décision ; que le syndic qui figure dans l'instance se joint à Veuve Morin pour demander la confirmation du jugement attaqué ;

Considérant que, par conclusions déposées sur le bureau de la Cour le 14 novembre 1906, veuve Morin oppose une exception basée sur le défaut de qualité de Blancheteau; qu'il échet d'en examiner le mérite ;

Considérant qu'il résulte des art. 443 et 532 C. com. que depuis le jugement déclaratif de faillite jusqu'au jugement qui en prononce la clôture, le syndic représente la masse des créanciers et est seul investi du droit d'exercer les actions qui intéressent cette masse, sans que les créanciers puissent agir ou intervenir individuellement dans les instances engagées ou soutenues par le syndic, sauf à porter devant le juge-commissaire leurs réclamations ou leurs plaintes (art. 466, 467 C. com.); qu'il n'en serait autrement que si, d'après la nature et l'objet de la contestation ou à raison des circonstances de la cause, les créanciers avaient des intérêts particuliers, distincts de celui de la masse, ou invoqueraient des moyens spéciaux ou personnels ;

Considérant que Blancheteau, créancier, pas plus que les autres créanciers qui lui ont donné pouvoir de les représenter dans l'instance contre veuve Morin n'ont ni un intérêt particulier distinct de celui de la masse, ni moyens spéciaux et personnels à faire valoir ;

Considérant que Blancheteau invoque vainement sa qualité de contrôleur de la faillite de Ch. Morin ;

Considérant que les innovations introduites par les art. 7, 9 et 10 de la loi du 4 mars 1889 en ce qui touche la désignation et les attributions des créanciers contrôleurs n'ont apporté aucune modification aux pouvoirs dévolus par la loi de 1838 au syndic ; d'où il suit que Blancheteau ès-qualités est non recevable dans son action ;

Par ces motifs,

Dit Blancheteau ès qualités irrecevable en son appel;
Ordonne que le jugement entrepris sera exécuté.

M. **Rambaud** av. gén. — Mes **Peyrot**, **Le Dentu** et **Schwartz** av.

NOTE. — Les termes de l'arrêt recueilli, en ce qui concerne le droit d'action et d'intervention des créanciers dans la faillite, sont empruntés à un arrêt de la Cour de cassation du 12 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.508 — S. 1900. 1.392 — D. 1900.1.271). Rapp. Cass. 18 avril 1829; 22 décembre 1835 (S. 36.1.149) ; 22 février 1862 (S. 62.1.497) ; 18 février 1863 (S. 63.1.285); 1er avril 1895 (Gaz. Pal. 95.1. 548 — S. 95.1.279 — D. 96.1.329).

Depuis cet arrêt de la Cour suprême du 12 mars 1900, il convient de citer dans le même sens : Besançon 23 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.143); Nancy 28 novembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.53).

Cette jurisprudence très nette paraît pourtant se heurter à la disposition de l'art. 494 C. com. qui autorise formellement les créanciers vérifiés à former des contredits. La Cour de cassation, appelée à se prononcer sur la conciliation de ces textes avait décidé très nettement dans l'arrêt du 18 février 1863 précité que la dérogation apportée par l'art. 494 au droit exclusif d'agir du syndic devait être limité restrictivement au fait unique et exclusif de la vérification des créances devant le juge-commissaire,

sans que l'on puisse en étendre les effets aux instances judiciaires, quelles qu'elles soient, même à celles qui procéderaient des contredits des créanciers, pour lesquels le syndic doit être maintenu dans la plénitude de ses droits. Mais depuis, la Cour suprême paraît avoir voulu laisser fléchir un peu cette règle rigoureuse. V. Cass. 13 novembre 1867, motifs (S. 68.1.116); ce qui a souvent rendu les cours d'appel très hésitantes.

Les contrôleurs dans les faillites et les liquidations judiciaires n'ont qu'un droit de surveillance sur les opérations de la faillite; la loi ne leur donne, en cette qualité, ni le droit d'agir seuls en justice, ni le droit de se joindre au syndic par voie d'intervention dans une instance engagée. C'est ce qu'a jugé formellement, dans le même sens que l'arrêt recueilli, la Cour d'appel de Besançon dans un arrêt du 23 décembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.143).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.)

9 Aout 1906.

Présidence de M. Ditte.

1°-2° et 3° ASSOCIATIONS. — CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES. — PROPRIÉTAIRE APPARENT. — ERREUR COMMUNE ET INVINCIBLE. — PRÊT CONSENTI AU PRÊTE-NOM DE LA CONGRÉGATION. — POURSUITES COMMENCÉES, CONDAMNATION OBTENUE APRÈS LE 1er JUILLET 1901. — HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE INSCRITE APRÈS LA PROMULGATION DE LA LOI. — VALIDITÉ. — ACTES DE LIQUIDATION AMIABLE SEULS INTERDITS.

1° *Aux termes des art. 2092 et suiv. C. civ., quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir.*

Cette règle de droit et d'équité s'étend même aux biens dont le débiteur n'était au moment où il s'est obligé, que propriétaire apparent, son droit étant alors affecté d'un vice caché, dont la révélation ultérieure ne peut préjudicier à ceux qui ont traité avec lui sous l'empire d'une erreur commune et invincible.

2° *Lorsqu'en avril et août* 1900 *une personne, paraissant, aux yeux de tous, seul et véritable propriétaire d'immeubles qu'elle avait acquis par actes authentiques, en apparence pleinement réguliers, a reçu d'un tiers, à titre de prêt, une somme d'argent ; que, sur une demande en paiement intentée par lui le* 22 *avril* 1901, *le prêteur a obtenu, le* 12 *septembre* 1902, *un jugement condamnant l'emprunteur à lui payer la somme prêtée ; qu'en vertu de ce jugement, le prêteur a requis inscription d'hypothèque judiciaire sur les immeubles précités, peu importe que, par un jugement postérieur, le liquidateur d'une Congrégation dissoute ait fait juger, à l'égard de l'emprunteur, propriétaire nominal desdits immeubles, que celui-ci était personne interposée au profit de cette Congrégation à laquelle il appartenait, et que lesdits immeubles doivent être considérés comme ayant été détenus par elle à la date de la promulgation de la loi du 1er juillet* 1901.

Ce dernier jugement ne pouvait porter atteinte aux droits réels acquis antérieurement et sans fraude par un tiers de bonne foi qui avait traité avec la personne interposée sous l'empire de l'erreur commune et invincible.

3° *Si, depuis la promulgation de la loi du 1er juillet* 1901, *l'article* 18 *de cette loi s'oppose à toute liquidation amiable des biens détenus par les Congrégations religieuses non autorisées, les poursuites commencées, dans l'espèce, par le prêteur avant la promulgation et continuées postérieurement, de bonne foi, et sans fraude, ne constituent point des actes de liquidation amiable, et ne tombent sous aucune des prohibitions de ladite loi.*

En conséquence, le liquidateur n'est pas fondé à demander la nullité de l'hypothèque judiciaire, inscrite en vertu du jugement obtenu par le prêteur le 12 *septembre* 1902.

Ménage (liquidateur des Camilliens) c. Basselier.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'aux termes des art. 2092 et suiv. C. civ. quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir ;

Attendu que cette règle d'équité et de droit s'applique également aux biens dont le débiteur était, au moment où il s'est obligé, et dont il est demeuré par la suite propriétaire incontestable, et à ceux dont il n'était, au même moment, que propriétaire apparent, son droit sur ces derniers biens étant alors affecté d'un vice caché, qui devait l'anéantir par suite, mais qui était, au moment du contrat, ignoré de tous, et dont la révélation ultérieure ne peut préjudicier à ceux qui ont traité avec lui sous l'empire d'une erreur commune et invincible ;

Attendu qu'il résulte des documents de la cause et qu'il est constant que Ciman paraissait, aux yeux de tous, en 1900 et 1901, seul véritable propriétaire de deux immeubles situés à Lyon, l'un chemin de Francheville, 96, et l'autre rue Sébastien Gryphe, 21 et 23; qu'il avait acquis par des actes authentiques, en apparence pleinement réguliers, et dont il jouissait et disposait en maître sans qu'aucun doute parût exister sur la réalité et la sincérité de ses droits ;

Attendu que, dans cet état des faits, Ciman a reçu, à titre de prêt, de Basselier, une somme de 40.000 francs, ainsi qu'il résulte des billets à ordre, en date, à Lyon, des 25 avril et 15 août 1900 ;

Attendu que, sur une demande en paiement desdits billets, formée suivant exploit de Dupeuple, huissier à Lyon, du 22 avril 1901, Basselier a obtenu contre Ciman un jugement du Tribunal de commerce de Lyon, du 12 septembre 1902, condamnant Ciman à lui payer la somme de 40.000 francs, montant desdits billets, et celle de 250 francs pour droits d'enregistrement perçus sur lesdits billets ;

Attendu qu'en vertu de ce jugement Basselier a requis, aux deux premiers bureaux des hypothèques de Lyon, inscription d'hypothèque judiciaire sur tous les immeubles, présents et à venir, de Ciman, et qu'en conséquence de ces inscriptions, effectuées le 23 septembre 1902, volume 37 n° 81 au premier bureau, et volume 45 n° 1738 au deuxième bureau, les Conservateurs ont délivré, le 2 octobre 1905, des états constatant que lesdites inscriptions frappaient les immeubles ci-dessus désignés, sis à Lyon, chemin de Francheville, n° 93, et rue Sébastien Cryphe, nos 21 et 23, du chef de Ciman qui en

était le propriétaire apparent au moment de la souscription dont s'agit;

Attendu que la bonne foi de Basselier est constante et n'est même pas contestée par Ménage, qui reconnaît la réalité des prêts effectués par ledit Basselier;

Attendu que, d'autre part,l'erreur commune qui attribuait à Ciman la propriété incontestée des immeubles dont s'agit est également établie, et qu'elle a déjà été constatée, notamment par jugements de ce siège,en date du 21 juin 1906 ;

Attendu qu'en conséquence lesdits immeubles étaient, au regard de tous et spécialement des tiers contractants avec Ciman sous l'empire de ladite erreur, le gage des créanciers de Ciman; que Basselier était donc fondé à les considérer comme affectés à la sûreté du remboursement de sa créance, et les a, à bon droit, frappés de l'inscription de l'hypothèque judiciaire résultant à son profit du jugement susvisé du Tribunal de commerce de Lyon du 12 septembre 1902;

Attendu qu'il importe peu que, par jugement de ce siège, en date du 17 novembre 1904, de beaucoup postérieur aux jugement et inscriptions susvisés, des 12 et 23 septembre 1902, Ménage,agissant en qualité de liquidateur de la Congrégation dissoute des Camilliens, ait fait juger, à l'égard de Ciman, que celui-ci était personne interposée au profit de ladite congrégation à laquelle il appartenait, et que les immeubles dont s'agit devaient être considérés comme ayant été détenus à la date de la promulgation de la loi du 1er juillet 1901 par cette congrégation ;

Attendu que ce jugement n'a d'autre effet que de soumettre ces biens au régime de la liquidation judiciaire; mais qu'il ne pouvait porter atteinte aux droits réels acquis antérieurement et sans fraude par des tiers de bonne foi qui ont contracté avec Ciman sous l'empire de l'erreur commune et invincible, dont l'existence, reconnue et déclarée aux termes des décisions judiciaires visées plus haut, est de nouveau affirmée par le présent jugement;

Attendu, sans doute, que, depuis la promulgation de la loi du 1er juillet 1901, l'article 18 de ladite loi s'oppose à toute liquidation amiable des biens détenus par les congrégations religieuses non autorisées et légalement dissoutes en vertu de ladite loi;

Mais attendu que les poursuites commencées par Basselier antérieurement à la promulgation de la loi précitée et continuées par lui postérieurement de bonne foi et sans fraude ne constituent point des actes de liquidation amiable, et ne tombent sous aucune des prohibitions de ladite loi;

Attendu qu'en conséquence Ménage n'est pas fondé dans sa demande en nullité de l'hypothèque judiciaire, résultant, au profit de Basselier, du jugement du 12 septembre 1902, et dans sa demande en radiation des inscriptions prises en vertu dudit jugement aux deux premiers bureaux des hypothèques de Lyon, le 23 septembre 1902;

Par ces motifs,

Déclare Ménage ès qualités mal fondé dans toutes ses demandes, fins et conclusions...

M. **Siben** subst. proc. Rép. (c. conf.) ; Mes **Lemery** et **Boyer de Bouillane** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Jusqu'à présent la jurisprudence n'accordait qu'aux créanciers hypothécaires le bénéfice de l'erreur commune et invincible.

C'est la première fois, semble-t-il, qu'une décision judiciaire pose en principe général que cette erreur profite à tout créancier.

A la vérité, s'il exprime le principe assez largement pour y comprendre les créanciers chirographaires, le jugement que nous publions ne l'applique, en fait, qu'à un créancier hypothécaire.

Sur la difficulté qu'éprouve la jurisprudence à faire rentrer dans la formule de *l'erreur commune et invincible* le cas de ceux qui disent avoir supposé, dans le prête-nom de la congrégation illicite, un propriétaire réel et sincère des biens détenus par la Congrégation, c'est-à-dire des biens dont, suivant la définition de la Cour suprême : 20 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.20), la congrégation « jouissait et disposait de la même manière que s'il lui eût été légalement permis d'en être propriétaire ». V. Paris 12 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.158) ; 25 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.330) ; Lyon 22 juin 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.60) ; Grenoble 11 juillet 1906 (Gaz. Pal. 11-12 novembre 1906) ; Trib. civ. Seine (1re Ch.) 31 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1. 533). *Adde :* Lemery et Delassalle, Etude sur le passif des congrégations non autorisées (Lois nouvelles, 1er et 15 décembre 1905, nos 41 et suiv.).

La Cour de cassation ne s'est pas encore prononcée.

II. — Sur le second point : C'est également la première fois, à notre connaissance, que l'erreur commune est invoquée en faveur d'un acte intervenu postérieurement à la loi de 1901.

C'est là ce qui paraît difficile à justifier dans l'espèce, où il s'agit d'immeubles ayant pour propriétaire apparent un congréganiste qui, aux termes de l'art. 17 de la loi, se trouvait alors frappé d'une présomption légale d'interposition.

Et le jugement semble avoir perdu de vue cette présomption légale, lorsqu'il considère qu'après le 1er juillet 1901, et spécialement les 12 et 23 septembre 1902, le père Ciman était encore, aux yeux de tous, seul véritable propriétaire des deux immeubles détenus par la Congrégation des Camilliens.

III. — Sur le troisième point : La question est neuve.

Par ses arrêts des 30 mai (Gaz. Pal. 1905.2.82) et 31 mai 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.84) et 26 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905. 2.264), la Cour de cassation a jugé que la disposition de l'art. 18 de la loi du 1er juillet 1901, qui soumet au régime de la liquidation en justice, dès le jour où ladite loi est entrée en vigueur, les biens que détenaient, au moment de sa promulgation, les congrégations existant sans autorisation, doit recevoir son application lorsque la liquidation s'ouvre ultérieurement par l'effet d'un refus d'autorisation ; et, appliquant le principe, elle a considéré comme inopposables au liquidateur, comme nuls et non avenus, les actes amiables, postérieurs au 1er juillet 1901, touchant la propriété desdits bien.

Faisant une autre application du principe dans son arrêt du 26 mars 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.569), elle a annulé l'hypothèque constituée par un congréganiste prête-nom de la congrégation, après le 1er juillet 1901, pour sûreté d'une créance antérieure. Cfr. Riom 5 avril 1906 (Gaz. Pal. 1901.1, Table, vo Associations, no 13).

Dans l'espèce sur laquelle est intervenu le jugement que nous publions, il ne s'agissait pas d'une hypothèque conventionnelle, il s'agissait d'une hypothèque judiciaire, inscrite le 23 septembre 1902, en vertu d'une décision judiciaire du 12 septembre 1902, rendue sur une demande antérieure au 1er juillet 1901.

Le jugement considère que l'art. 18 interdit seulement les actes de liquidation amiable, mais que des poursuites judiciaires commencées avant la promulgation de la loi,

et, depuis, continuées sans fraude, ne tombent pas sous la prohibition légale.

On peut objecter que, dans le régime organisé par l'art. 18, le liquidateur est le contradicteur nécessaire de tous ceux qui prétendent un droit quelconque sur l'un des *biens détenus;* et qu'en conséquence sont forcément nuls tous les actes, quels qu'ils soient, intervenus en dehors de lui.

A un autre point de vue, on peut ajouter, d'une part, que le jugement obtenu par le créancier n'atteint les biens du débiteur que dans l'état où ils se trouvent; d'autre part, que, comme l'hypothèque conventionnelle, l'hypothèque légale n'existe que par l'inscription.

Or, le 12 septembre 1902, date du jugement, *a fortiori* le 23 septembre 1902, date de l'inscription, les immeubles dont s'agit étaient, par l'art. 17, présumés *détenus par la congrégation,* et, par l'art. 18, soumis conditionnellement au régime de la liquidation judiciaire.

Le propriétaire nominal, le créancier du propriétaire nominal pouvaient prouver contre la présomption légale.

Le propriétaire nominal s'y est essayé et n'y a pas réussi.

Dès lors, l'attribution à la masse est devenue définitive, remontant rétroactivement au 1er juillet 1901.

Et, en admettant qu'auparavant les immeubles pussent être traités comme s'ils avaient appartenu au propriétaire nominal, ils doivent être désormais traités comme s'ils avaient, le 1er juillet 1901, cessé de lui appartenir.

Tout jugement pris contre lui postérieurement ne saurait être exécuté sur ces biens ; l'inscription prise contre lui ne peut pas les frapper.

TRIBUNAL DE PAIX DE PARIS

(Ve ARRONDISSEMENT)

23 NOVEMBRE 1906.

Présidence de M. Bailly.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENT. — BICYCLISTE. — OBLIGATION DE S'ASSURER QUE SON VÉHICULE PEUT PASSER SANS PÉRIL POUR PERSONNE. — PIÉTON POSSIBLE ET PROBABLE. — AVERTISSEMENTS PAR LA VOIX, LA CORNE OU LE GRELOT. — INSUFFISANCE DE LA PRÉCAUTION. — NÉCESSITÉ ÉVENTUELLE POUR LE BICYCLISTE DE S'ARRÊTER ET DE DESCENDRE DE SA MACHINE.

Le premier devoir d'un bicycliste, circulant au milieu d'un encombrement, est de ne pas écraser le passant, allât-il même au pas ; s'il le fait, il n'est nullement exempt de faute, pour avoir donné les avertissements nécessaires. Il est tenu, en effet, de ralentir son allure, lorsqu'il a été à même de constater qu'un accident était probable ou imminent, si le piéton, dûment averti, néglige de se ranger ou se trouve dans l'impossibilité de le faire.

Ce n'est pas le piéton, s'il n'est pas en situation d'apercevoir l'auteur éventuel de l'acident, qui doit s'assurer qu'il peut traverser sans danger ; mais c'est bien au bicycliste qu'il appartient, en prêtant une attention nécessaire au mouvement de la rue, de vérifier que son véhicule peut passer sans péril pour personne. Il est certainement répréhensible, quand, sans songer à l'accident possible, il obéit à une idée fixe, à un impérieux désir de devancer, de suite, les autres véhicules qui lui cachent le piéton, alors qu'il peut si facilement rattraper un temps d'arrêt ou de ralentissement commandé par la plus élémentaire prudence.

Epoux Legroux c. Combault.

NOUS, JUGE DE PAIX,

Attendu que, à la date du 16 octobre écoulé, vers cinq heures du soir, à Paris, la dame Legroux, qui traversait la chaussée de la rue Saint-Jacques, à la hauteur du numéro 272, a été heurtée et renversée par le sieur Combault, monté sur une bicyclette ;

Attendu que, dans sa chute, ainsi que cela est établi par le certificat médical versé aux débats et qui sera, en même temps que ce jugement, soumis à la formalité de l'enregistrement, la susnommée a été atteinte de multiples ecchymoses et plaies au bras et au genou droits, ainsi qu'à la main ;

Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été régulièrement procédé, au cours de la précédente audience publique, qu'au moment de l'accident objectif des poursuites actuelles, il y avait sur la chaussée un omnibus se dirigeant vers le boulevard Saint-Michel, et, venant en sens inverse, un fiacre derrière lequel allait le bicycliste ; que la dame Legroux, qui tenait un litre à la main, passait devant les chevaux de l'omnibus, afin de traverser la rue et rentrer chez elle, dans l'immeuble portant le numéro 274 ; que Combault, voulant dépasser le fiacre, a pris alors la gauche de ce véhicule ; qu'ayant vu la requérante, devant lui, à une distance de trois, quatre ou cinq mètres, suivant les différentes appréciations des témoins entendus, il a bien, à la vérité, fait plusieurs appels de la voix et au moyen de son grelot, pour la prévenir, mais que celle-ci n'a pas eu le temps, ni la possibilité d'assurer sa sécurité ;

Attendu que le premier devoir d'un bicycliste, roulât-il a l'allure la plus modérée, est de ne pas écraser le passant ; que s'il le fait, il n'est nullement exempt de faute, pour avoir donné les avertissements nécessaires ; qu'il est tenu, en effet, de ralentir son allure, et, au besoin, de s'arrêter et de descendre de sa machine, lorsqu'il a été à même de constater qu'un accident était possible ou imminent, si le piéton, dûment averti, néglige de se ranger ou se trouve dans l'impossibilité de le faire ;

Attendu qu'il est nécessaire de demander aux bicyclistes d'être toujours maîtres de leurs machines, qui ont, sur tous les autres véhicules qu'on voit circuler dans les rues et sur les routes, cet immense avantage de pouvoir être arrêtées presque instantanément ; que toutes les fois qu'ils roulent au milieu d'un encombrement, ils doivent, à peine d'imprudence, prendre une allure d'une lenteur suffisante pour pouvoir se mettre en mesure d'arrêter devant tout obstacle quelconque, dont la brusque rencontre, toujours possible en pareille circonstance, peut et doit être prévue ; que c'est seulement à ce prix que la sécurité de la voie publique, en ce qui concerne la circulation éminemment dangereuse des vélocipèdes, peut être garantie ;

Attendu que, trop souvent, il faut constater que ceux qui se livrent à ce genre de locomotion, gens pressés et inutilement pressés, semblent pleinement convaincus que la chaussée leur appartient et n'appartient qu'à eux seuls ; que, pouvant aller vite, ils veulent aller plus vite

encore, sans se soucier si des personnes âgées, aux membres raidis par les années ou les infirmités, ou des personnes chargées de fardeaux, qui leur sont cachées par d'autres véhicules auxquels ils ne condescendent point à céder le pas pour un instant, pourront se garer, quand ils arriveront inopinément sur elles ;

Attendu que ce n'est pas le piéton, s'il n'est pas en situation d'apercevoir l'auteur éventuel de l'accident, qui doit s'assurer qu'il peut traverser sans danger, que c'est au bicycliste qu'il appartient, en prêtant une attention nécessaire au mouvement de la rue, de vérifier que son véhicule peut passer sans péril pour personne ; qu'il est assurément répréhensible, quand, sans songer à l'accident possible, il obéit à une idée fixe, à un impérieux désir de devancer, de suite, les autres voitures qu'il rencontre sur son passage, alors qu'il peut si facilement rattraper un temps d'arrêt ou de ralentissement commandé par la plus élémentaire prudence ;

Attendu que, dans le cas présent, il est indéniable que Combault a eu le tort de ne pas s'inquiéter du piéton possible et probable ; qu'il s'abuse étrangement, s'il croit s'être montré assez aimable ou généreux pour sa victime, en l'avertissant dans les conditions où il l'a fait ; que la précaution était vaine, puisque, au lieu de s'arrêter à temps, comme il eût fallu le faire, il a continué sa course, au mépris du devoir social qui exige le respect de la vie et de la sécurité d'autrui ;

Attendu que la dame Legroux n'a commis aucune faute à moins que l'on ne veuille considérer comme un acte d'audace et de témérité le fait des passants qui sont obligés de circuler dans les rues de Paris pour vaquer à leurs affaires ;

Attendu que les rues, les boulevards, les avenues d'une capitale, toujours pleins de monde, ne sont point des terrains propices aux fantaisies sportives des vélocipédistes impatients ;

Attendu que le cité, sans aucun doute, doit être déclaré responsable de l'accident qui ne serait pas survenu s'il n'avait voulu, quand même, dépasser la voiture qui était devant lui ;

Attendu que la victime, ainsi qu'il est plus haut énoncé, n'a été atteinte que de lésions ayant occasionné une simple incapacité temporaire de travail, évaluée tout d'abord par le médecin à quinze jours, mais dont la durée n'a été, en réalité, que de dix jours ;

Attendu que la demande de 100 francs de dommages-intérêts formée par les mariés Legroux est notablement exagérée, eu égard au préjudice soulfert, et que nous possédons des éléments d'appréciation suffisants pour déterminer l'indemnité qui, légitimement et équitablement, doit être allouée ;

Attendu que, dans une instance, les frais suivent le sort du principal ;

Par ces motifs,

Condamnons le sieur Combault à payer aux époux Legroux la somme de 40 francs pour les causes susénoncées ; ensemble les intérêts de droit ;

Le condamnons, en outre, en tous les dépens.

NOTE. — La décision rapportée a statué sur une simple question de fait et d'espèce mais il est difficile de l'approuver complètement dans les termes beaucoup trop absolus où elle a été rendue. Sans doute, la chaussée n'appartient pas uniquement aux vélocipédistes, mais elle leur appartient au moins autant qu'aux piétons. La conséquence de cette situation c'est que si les vélocipédistes ne doivent pas aller à une allure plus rapide que ne le comporte l'encombrement de la rue, de façon à pouvoir s'arrêter à la vue d'un obstacle, c'est un devoir également pour les piétons de prendre des précautions et de regarder autour d'eux lorsqu'ils traversent la chaussée. Spécialement ils doivent se garer ou s'arrêter lorsqu'ils sont avertis en temps utile par la voix ou par un signal, de l'arrivée d'un cycle ou d'un automobile, aussi bien que lorsqu'ils voient ou entendent une voiture ordinaire. En un mot les vélocipédistes ont le devoir de se montrer prudents et attentifs, mais les piétons ont ce devoir au même degré et c'est à eux qu'il incombe en premier lieu de veiller à leur propre sauvegarde.

340

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

14 Novembre 1906.

Présidence de M. Tanon.

SERVITUDES. — VUES. — VOIE PUBLIQUE. — VUES OBLIQUES.

Les art. 678 et 679 C. civ. ayant pour unique objet de régler les rapports de voisinage entre les propriétaires privés, ne s'appliquent aucunement aux vues ouvertes sur la voie publique.

Sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les vues droites et les vues obliques, le droit dérivant, pour les unes comme pour les autres, de la nature même des terrains sur lesquels elles s'ouvrent immédiatement.

Dame Beltrandi c. Beriolo.

La dame Beltrandi s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Aix du 7 juillet 1905, rendu au profit de M. Beriolo.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des art. 678 et 679 C. civ. :

Attendu que les art. 678 et 679 C. civ. ayant pour unique objet de régler les rapports de voisinage entre les propriétaires privés ne s'appliquent aucunement aux vues ouvertes sur la voie publique, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les vues droites et les vues obliques, le droit dérivant, pour les unes comme pour les autres, de la nature même des terrains sur lesquels elles s'ouvrent immédiatement ;

Or, attendu qu'il résulte des déclarations de l'arrêt attaqué que si la maison des défendeurs éventuels ne joint pas directement la voie publique, leur héritage en est cependant limitrophe puisque la bande de 75 centimètres qui forme le retrait leur appartient ; qu'en outre aucun préjudice n'existe pour la demanderesse, l'expert ayant constaté que, du balcon, on ne voit point les fenêtres de la maison voisine ;

Attendu, dès lors, qu'en déboutant, dans ces circonstances, ladite demanderesse de sa demande en démolition du balcon litigieux, l'arrêt attaqué, loin de violer les textes invoqués, n'a fait au contraire qu'une exacte application des règles de la matière ;

Rejette...

MM. **Loubers** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — Me **Herson-Macarel** av.

NOTE. — La Cour de cassation s'est déjà prononcée en ce sens sur cette question controversée en doctrine. V. Cass. 27 août 1849 (S. 49.1.609 — D. 49.1.228); 28 octobre 1891 (Gaz. Pal. 91.2.506). *Sic:* Marcadé, Sur l'art. 679, n° 2; Demolombe, Servit., t. II, n° 567; Aubry et Rau, 4e édit., t. II, § 196, p. 208, texte et note 32; Bordeaux 12 novembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.308), et notre note Gaz. Pal. 91.2.506.

La Cour de cassation a jugé qu'un propriétaire n'est pas fondé à invoquer à l'encontre d'un propriétaire voisin les dispositions des art. 678 et 679 C. civ., lorsque les ouvertures pratiquées par ce dernier ne lui causent aucun préjudice : Cass. 4 février 1889 (Gaz. Pal. 89.1.396).

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

3 Novembre 1906.

Présidence de M. Roulier.

POIDS ET MESURES. — PRÉSENTATION A LA VÉRIFICATION. — RAJUSTAGE. — OUVRIER RAJUSTEUR. — OBLIGATION.

L'art. 10 *de l'ordonnance du* 17 *avril* 1839 *qui exige que tous les poids et mesures nouvellement fabriqués ou rajustés soient présentés à la vérification et poinçonnés avant d'être livrés au commerce, contient une prescription qui, édictée dans un intérêt général, est absolue : elle atteint les poids qui, après avoir été dans le commerce, ont été soumis à une opération de rajustage, aussi bien que ceux qui sont livrés au public pour la première fois.*

Pour les poids rajustés, l'obligation incombe à celui qui a opéré le rajustage, quelle que soit sa qualité et sa profession, au simple ouvrier aussi bien qu'au fabricant ou au marchand.

Intérêt de la loi

Le procureur général près la Cour de cassation a requis, dans l'intérêt de la loi, en vertu de l'art. 441 C. inst. crim., l'annulation d'un jugement de Tribunal de simple police de Maringues du 21 août 1901 qui avait relaxé M. Boyer-Pélissier pour infraction à l'ordonnance du 17 avril 1839 concernant les poids et mesures.

Arrêt :

La Cour,

Vu le pourvoi formé par M. le procureur général en la Cour, d'ordre de M. le garde des Sceaux, contre le jugement du Tribunal de simple police de Maringues en date du 21 août 1905 qui a relaxé Boyer-Pellissier, serrurier-mécanicien, et y statuant ;

Vu l'art. 441 C. instr. crim. ;

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la fausse interprétation de l'art. 10 de l'ordonnance du 17 avril 1839, et de la violation par refus de l'appliquer de l'art. 471, n° 15 C. pén. :

Vu lesdits articles ;

Attendu que l'art. 10 susvisé exige que tous les poids et mesures nouvellement fabriqués ou rajustés soient présentés à la vérification et poinçonnés avant d'être livrés au commerce ; que cette prescription, édictée dans un intérêt général, est absolue ; qu'elle atteint les poids qui, après avoir été dans le commerce, ont été soumis à une opération de rajustage, aussi bien que ceux qui sont livrés au public pour la première fois ; que, pour les poids rajustés, l'obligation incombe à celui qui a opéré le rajustage, quelle que soit sa qualité et sa profession, au simple ouvrier aussi bien qu'au fabricant ou au marchand ;

Attendu que du jugement attaqué il résulte que les poids saisis, non revêtus de la marque de vérification, avaient été rajustés par le prévenu, serrurier-mécanicien à Maringues ;

Attendu que, dès lors, il y avait pour celui-ci obligation stricte de les présenter au vérificateur et de les faire poinçonner, avant de les livrer au commerce en les remettant aux commerçants qui les lui avaient confiés pour les rajuster ; que néanmoins le jugement constate que le prévenu les a livrés aux commerçants sans les faire poinçonner ; qu'il a ainsi contrevenu aux dispositions de l'art. 10 de l'ordonnance susvisée ;

D'où il suit que le jugement attaqué, en déclarant le prévenu en voie de relaxe, a faussement interprété et violé les articles visés au moyen ;

Par ces motifs,

Statuant sur le pourvoi du procureur général et y faisant droit ;

Casse...

MM. **Mercier** rapp. ; **Cottignies** av. gén.

NOTE. — L'art. 10 de l'ordonnance réglementaire du 17 avril 1839 est ainsi conçu : « Les poids et mesures nouvellement fabriqués ou rajustés doivent être présentés au bureau du vérificateur pour être vérifiés et poinçonnés, avant d'être livrés au commerce.

Cette disposition n'indique pas à quelle personne incombe cette obligation, particulièrement en cas de rajustage. Mais la Cour de cassation a déjà jugé dans un arrêt du 17 avril 1878 (Bull. crim. n° 190) que « pour les poids rajustés, l'obligation incombe à celui qui a opéré le rajustage quelle que soit sa qualité et sa profession, au simple ouvrier aussi bien qu'au fabricant ou marchand. »

COUR D'APPEL DE BESANÇON

13 Aout 1906.

Présidence de M. Gougeon

1° ASSOCIATIONS. — CONGRÉGATION AUTORISÉE. — LIQUIDATION. — COMPÉTENCE. — ART. 18 LOI DU 1er JUILLET 1901 COMPLÉTÉ PAR LA LOI DU 17 JUILLET 1903. — INAPPLICABILITÉ. — LOI DU 7 JUILLET 1904. — RENVOI A L'ART 7 LOI DU 24 MAI 1825.

2° COMPÉTENCE CIVILE. — PLURALITÉ DE DÉFENDEURS. — ART. 59 § 2 C. PROC. CIV.

3° ACTIONS MIXTES. — ACTIONS EN NULLITÉ D'ACTES TRANSLATIFS DE DROITS IMMOBILIERS. — COMPÉTENCE. — ART. 59 § 4 C. PROC. CIV.

4°-5° TRAITÉ INTERNATIONAL. — TRAITÉ FRANCO-SUISSE DE 1869. — DISPOSITIONS ABSOLUES. — INAPPLICABILITÉ DE L'ART. 59 C. PROC. CIV. — PLURALITÉ DE DÉFENDEURS. — CONNEXITÉ. — TRIBUNAL FRANÇAIS. — TRIBUNAL ÉTRANGER. — DÉCISIONS CONTRAIRES. — ABSENCE D'INCONVÉNIENTS.

1° *On ne saurait étendre à la liquidation d'une congrégation autorisée une règle de compétence qui a été uniquement édictée pour la liquidation des congrégations*

non autorisées par la loi du 17 *juillet* 1903 *complétant l'art.* 18 *de la loi du* 1er *juillet* 1901.

Spécialement, cet article 18 *n'est pas applicable à la liquidation des congrégations autorisées, dissoutes en vertu de la loi du* 7 *juillet* 1904, *puisque celle-ci est expressément réglemeniée par ladite loi de* 1904 *qui renvoie à l'art.* 7 *de la loi du* 24 *mai* 1825, *sans indiquer aucune référence à la loi de* 1901.

2° *En matière personnelle et mobilière, et en cas de pluralité de défendeurs, l'action peut être, aux termes de l'art.* 59 § 2 *C. proc. civ., portée, au choix du demandeur, devant le Tribunal du domicile de l'un d'eux.*

3° *Les actions en nullité d'actes translatifs de droits immobiliers sont considérées comme actions mixtes, c'est-à-dire, à la fois personnelles et réelles dans le sens de l'art.* 59 *C. proc. civ., parce que la décision qu'elles ont pour objet de provoquer, en ce qui concerne l'existence du droit personnel, a pour effet de résoudre la question de l'existence du droit réel ; elles peuvent donc, aux termes de l'art.* 59 § 4 *C. proc. civ., être portées devant le Tribunal du domicile du défendeur ou devant celui de la situation de l'immeuble.*

Au surplus, une semblable action n'est nullement visée par la convention franco-suisse de 1869, *qui ne contient à son sujet aucune disposition. Elle reste donc soumise à la compétence de droit commun.*

4° *Le traité franco-suisse de* 1869 *se suffit à lui-même ; ses dispositions en sont absolues et dérogent aux règles générales sur les ajournements établies par le Code de procédure civile ; elles ne comportent d'autre exception que celle prévue par le* § 3 *de l'art.* 1er *du traité.*

Dès lors, en cas de pluralité de défendeurs, l'art. 59 § 2 *C. proc. civ. ne peut être invoqué vis-à-vis des Suisses à l'encontre de la convention.*

5° *Il n'y a pas lieu à renvoi pour cause de connexité quand les deux Tribunaux saisis ne sont pas tous deux français, car entre deux jugements rendus l'un par un Tribunal français, l'autre par un Tribunal étranger, le conflit de décision ne peut avoir de conséquences sérieuses puisque le jugement étranger n'est pas exécutoire par lui-même et que l'exécution peut être refusée en opposant l'exception de chose jugée.*

Huguenin ès-qualités c. Dames de St-Ursule de Dôle.

Dames Angeault, Cazeneuve, de Vregille et Banque foncière du Jura.

LA COUR,

Attendu qu'il y a lieu de joindre, en raison de leur connexité, les appels interjetés dans les affaires nos 106 et 158 du rôle, sur lesquelles il a été statué par le seul et uniquejugement du 22 novembre 1905, dont appel sur la question de compétence qui seule est soumise à la Cour ;

Attendu que la Congrégation enseignante autorisée des dames de Ste-Ursule de Dôle a été dissoute ; qu'Huguenin intimé en a été nommé liquidateur par jugement du Tribunal civil de Dôle en date du 3 août 1905;

Attendu qu'elle avait été, depuis 1888, à Besançon.rue Pasteur, un établissement qui n'était pas autorisé et pour lequel elle n'a pu obtenir l'autorisation par elle sollicitée en exécution de la loi du 1er juillet 1906 ;

Attendu que l'immeuble dans lequel cet établissement fonctionnait, rue Pasteur, avait été acquis le 16 février 1888, suivant acte reçu Jovignot, notaire à Dôle et Ricklin, notaire à Besançon, des consorts Barbier, Labrune, par les Dames Cazeneuve, Guichard, Mesnier, Rougeot, Perrot, Amiotte, religieuses de Ste-Ursule, moyennant le prix de 140.000 francs dont 20.000 payés comptant, et le surplus 20.000 francs payables en douze annuités;

Attendu que, suivant acte reçu Ricklin, notaire, des 28, 29 janvier 1890, les six religieuses prénommées contractèrent une emprunt de 120.000 francs à la Banque foncière du Jura dont le siège social est à Buche (Suisse), remboursable en quarante annuités de 6.755 fr. 60 et effectuèrent hypothécairement à la garantie du remboursement l'immeuble de la rue Pasteur ;

Attendu que, postérieurement au rejet d'autorisation pour l'établissement de Besançon et à la date du 25 mars 1903, lesdites religieuses louèrent à demoiselle Marie Angebault l'école de la rue Pasteur, moyennant le loyer annuel de 7.000 francs et lui vendirent le mobilier scolaire de l'établissement;

Attendu qu'ayant cessé de payer à la Banque foncière du Jura les annuités de leur emprunt, les Ursulines furent poursuivies par voie d'expropriation à la requête de cette banque, que la procédure d'expropriation s'est poursuivie jusqu'à l'adjudication de l'immeuble de la rue Pasteur qui a été tranchée par jugement du Tribunal civil de Besançon du 14 juillet 1904 au profit de Jean Courlet de Vregille, propriétaire, moyennant le prix de 110.000 francs;

Attendu que le liquidateur intimé, en vue de faire rentrer cet immeuble dans la masse à liquider, demande l'annulation des différents actes qui ont fait sortir celui-ci ainsi que le mobilier le garnissant du patrimoine de la Congrégation;

1° Nullité de la vente du 16 février 1888 par le motif qu'elle aurait été faite personnes interposées et sans autorisation légale ;

2° Nullité du bail du 10 juin 1903 et de la vente du mobilier par le motif que ces actes auraient été consentis par les six congréganistes, personnes interposées ;

3° Nullité de l'acte d'emprunt des 28, 29 janvier 1890, par le motif que cet emprunt aurait été contracté par les mêmes personnes interposées au profit de la congrégation qui n'est pas autorisée à emprunter;

4° Nullité de la procédure de saisie immobilière et du jugement de l'adjudication au profit de Jean Courlet de Vrégille par le motif que l'acte d'emprunt étant, d'après les prétentions du liquidateur, irrégulier et nul, n'aurait pu conférer à la Banque foncière du Jura le droit de faire procéder à une saisie immobilière;

Attendu que, pour faire statuer sur cette série d'actions en nullité, le liquidateur a dû mettre en cause les différentes personnes, parties aux divers actes dont la nullité est demandée ;

1° Les dames Cazeneuve, Guichard, Perrot, Mesnier, Rougeot, soit les cinq Ursulines, qui se seraient prêtées dans l'acte de vente du 16 février 1888 et dans l'acte de location du 10 juin 1903 à une interposition de personnes;

2°La demoiselle Angebault qui a traité avec elles pour la location de l'immeuble et la vente du mobilier;

3° La Banque foncière du Jura qui a consenti l'emprunt des 28, 29 janvier 1890 et a pousuivi par voie d'expropriation forcée;

4° Jean Courlet de Vregille, adjudicataire de l'immeuble en suite de cette expropriation forcée;

Attendu que le liquidateur a assigné toutes les person-

nes prémentionnées devant le Tribunal civil de Dôle qui, d'après lui, est compétent à un double titre comme étant le Tribunal qui a nommé liquidateur des biens de Ste-Ursule de Dôle, comme étant le Tribunal du lieu du domicile des six congréganistes contre lesquelles il demande la nullité de la vente du 16 février 1888 et la nullité de l'acte d'emprunt dont dépend le sort de autres actes attaqués ;

Attendu que certains défendeurs soulevèrent une exception d'incompétence ; que, par jugement du 22 novembre 1905, dont appel, le Tribunal se déclara compétent comme étant le Tribunal ayant nommé le liquidateur ;

Attendu que le motif relevé par les premiers juges n'est pas fondé ; qu'à tort ils ont étendu à une liquidation de congrégation autorisée, espèce qui lui était soumise, une règle de compétence qui a été uniquement édictée pour la liquidation des congrégations non autorisées par la loi du 17 juillet 1903, complétant l'article 18 de la loi du 1er juillet 1901 ; que cet article 18 n'est pas applicable à la liquidation des congrégations autorisées dissoutes en vertu de la loi du 7 juillet 1904 ; que la liquidation de ces congrégations autorisées est expressément autorisée aux termes de cette dernière loi par l'art. 7 de la loi du 24 mai 1825 à laquelle renvoie la loi de1904 sans indiquer à cet égard aucune référence de la loi de 1901 (Cour de Besançon 28 février 1906) ; que devant la Cour le liquidateur n'invoque plus ce moyen et se base uniquement sur le droit commun pour justifier la compétence du Tribunal de Dôle qui l'a saisi ;

Attendu que l'action du liquidateur n'est pas une mais une action complète se composant d'une série d'actions diverses dirigées contre des défendeurs divers ; que la question de compétence se posant en termes différents à l'égard de chacune de ces actions, il échet d'examiner successivement chacune d'elles, au point de vue de la compétence :

1° Nullité de la vente du 16 février 1888, action exclusivement dirigée contre les Ursulines qui ont participé à cette vente, que celles-ci n'ont pas opposé d'exception d'incompétence, que le Tribunal de Dôle se trouve donc régulièrement saisi de cette action ;

2° Nullité du bail du 25 mars 1903, consenti à la demoiselle Angebault par les six Ursulines, et de la vente du mobilier scolaire de l'établissement conclue entre les mêmes parties ;

Attendu que cette demande dirigée à la fois contre les Ursulines bailleresses et la demoiselle Angebault, locataire, celle-ci seule oppose le moyen d'incompétence en se basant sur ce que s'agissant d'une action personnelle et mobilière, elle devait être assignée devant le Tribunal de Besançon, lieu de son domicile ;

Attendu que cette prétention devrait être accueillie si la demande était dirigée contre la demoiselle Angebault seule,mais qu'elle l'est aussi contre les Ursulines qui sont domiciliées à Dôle ; qu'en cas de pluralités des défenseurs l'action peut être portée au choix du demandeur devant le Tribunal du domicile de l'un d'eux (art. 59 § 2. C. proc. civ.) ; qu'il était loisible au liquidateur intimé de choisir le Tribunal de Dôle saisi ;

3° La nullité du prêt consenti les 28 et 29 janvier 1890 par la Banque foncière du Jura aux six Ursulines qui auraient agi comme personnes interposées de leur congrégation qui n'était pas autorisée à emprunter :

Attendu que cette action qui est sans conteste personnelle est dirigée contre les Ursulines qui ne contestent pas la compétence du Tribunal de Dôle et contre la Banque foncière du Jura ; que celle-ci, qui a son siège à Bâle et qui n'a pas d'établissement en France, décline la compétence du Tribunal de Dôle, en invoquant l'art. 1er de la convention Franco-Suisse du 15 juin 1869 ainsi conçu : « Dans les contestations en matière personnelle et mobilière qui s'élèveront soit entre Suisses et Français, soit entre Français et Suisses, le demandeur sera tenu de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur ; »

Attendu que cet article fait l'application du « principal « actor sequitur forum rei »; que l'intimé Huguenin soutient que ce principe est inapplicable à l'espèce : 1° en raison de la pluralité des défendeurs ; 2° en raison de la connexité avec les autres actions comprises dans la même instance ; que ni l'un ni l'autre de ces motifs n'est susceptible de faire échec à l'application de l'art. 1er de la convention franco-suisse ;

Attendu en effet que le but d'un traité international, sa raison d'être,est de déroger aux dispositions de lois particulières à chacune des nations contractantes ; que l'on ne doit pas par conséquent admettre à l'encontre des règles de compétence consacrées par le traité international, des exceptions tirées de la législation propre à chaque pays ;

Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence que le traité de 1869 se suffit à lui-même; que ses dispositions en sont absolues et dérogent aux règles générales sur les ajournements établis par le Code de procédure civile ; qu'elles ne comportent d'autre exception que celle prévue par le § 3 de l'art. 1er du traité : Besançon 29 juin 1905, 5 mars 1902 ; Cassation 18 novembre 1903 : que dès lors l'art. 59 § 2, C. proc. civ. ne peut être invoqué vis-à-vis des Suisses à l'encontre de la convention ;

Attendu que vainement le liquidateur invoque comme favorable à sa thèse un arrêt de Cour de cassation du 1er avril 1873 qui a décidé dans une espèce particulière qu'un défendeur suisse ne peut demander son renvoi devant ses juges naturels quand il a des co-défendeurs français ; qu'en effet si cet arrêt d'espèce décide que le Suisse a été, à bon droit, retenu devant le Tribunal français, c'est parce que le Suisse était intervenu spontanément dans l'instance liée devant ce Tribunal entre les parties françaises et qu'on devait lui reconnaître la qualité de demandeur ; qu'ainsi nonobstant la pluralité des défendeurs et d'après les termes impératifs de l'art. 1er de la Convention de 1869, la Banque foncière du Jura actionnée en nullité de prêt, c'est-à-dire en matière personnelle, devant le Tribunal de Dôle, est en droit de demander son renvoi sur chef devant ses juges naturels ;

Attendu qu'en ce qui concerne la connexité celle-ci ne saurait en droit avoir pour effet d'attirer devant un Tribunal français une cause ressortant naturellement d'un Tribunal étranger ; que, d'après une doctrine constante, il n'y a pas lieu à renvoi pour cause de connexité prévue par l'art. 17 C. proc. civ. qui seul vise le cas de connexité et qui porte que si une contestation est connexe à une cause déjà pendante devant un autre Tribunal le renvoi pourra être demandé et ordonné, si les deux Tribunaux saisis de deux causes connexes ne sont pas tous deux français, car, entre deux jugements rendus, l'un par un Tribunal français, l'autre par un Tribunal étranger, le conflit de décision ne peut avoir de conséquences sérieuses puisque le jugement étranger n'est pas exécutoire par lui-même et que l'exécution peut être refusée en opposant l'exception de chose jugée (Rép. gén. de dr. franç., v° Connexité, n° 131) ;

Attendu que les auteurs du traité de 1869 ont voulu que quel que fût le lien de connexité qui reliât la contestation entre un Suisse et un Français à une autre instance, le défendeur français ou suisse ne pût être distrait de ses juges naturels, c'est-à-dire de la juridiction dont il est justiciable en vertu des lois de son pays ;

Attendu que dans ces conditions l'action en nullité du prêt de 1888, en tant qu'elle est dirigée contre la Banque foncière du Jura, est, en vertu de la convention de 1869 de la compétence du Tribunal du siège social de cette Banque sans pouvoir être retenue devant le Tribunal de Dôle, soit en raison de la pluralité des défendeurs, soit pour cause de connexité ;

4° Action en nullité de la procédure de saisie réelle suivie contre les religieuses de Dôle à la requête de la Banque foncière du Jura et de l'adjudication tranchée au profit de Jean Courlet de Vregille, action dirigée à la fois contre la Banque foncière du Jura qui a poursuivi l'expropriation contre de Vregille qui s'est rendu adjudicataire et contre les religieuses parties saisies :

Attendu que cette action a pour but de faire annuler une procédure en expropriation forcée, que cette procédure est, avec l'adjudication qui en est le résultat final, un acte translatif de propriété immobilière tout comme le serait une vente volontaire ;

Attendu que les actions en nullité d'actes translatifs de droits immobiliers sont considérées comme actions mixtes, c'est-à-dire à la fois personnelles et réelles, dans le sens de l'art. 59 C. proc. civ., parce que la décision qu'elles ont pour objet de provoquer en ce qui concerne l'existence du droit personnel aura pour effet virtuel de résoudre la question de l'existence du droit réel : Aubry et Rau, t. VIII, p. 213, § 746 ;

Attendu que pareilles actions sont personnelles parce qu'elles s'attaquent à la personne d'une des parties figurant à l'acte et lui reprochant soit un défaut de droit, soit un défaut de capacité, soit l'inaccomplissement d'une obligation, soit un dol ou une fraude à la loi ; qu'elles sont réelles parce qu'elles ont pour objet une revendication d'immeubles ;

Attendu que l'action en nullité de la procédure en expropriation suivie par la Banque foncière du Jura contre les Ursulines et l'adjudication tranchée au profit de Courlet de Vregille est mixte ; qu'elle a le caractère d'action personnelle en tant qu'elle reproche à la Banque foncière d'avoir agi sans droit en vertu d'un acte d'emprunt irrégulier et nul, aux Ursulines de n'avoir été que des personnes interposées au profit d'une congrégation, et d'avoir ainsi commis une fraude à la loi ; qu'elle a le caractère d'action réelle en ce qu'elle tend à la revendication de l'immeuble adjugé à Courlet de Vregille dont les Ursulines, d'après les prétentions du liquidateur, n'avaient été que propriétaires apparentes, et sur lequel la Banque foncière du Jura aurait indûment et sans droit mis la main par une saisie immobilière ;

Attendu que cette action réunit donc les caractères d'une action mixte qui, aux termes de l'art. 59 § 4, C. pr. civ., peut être portée devant le Tribunal du domicile du défendeur ou devant le Tribunal de la situation de l'immeuble litigieux ; qu'aucun des défendeurs à l'action du liquidateur n'est en droit de se plaindre de ce que ce dernier a introduit son action devant le Tribunal de Dôle qui est le Tribunal du domicile des Ursulines ;

Attendu qu'à l'égard des Ursulines le choix du Tribunal de Dôle était facultatif (art. 59 § 4 C. pr. civ.), qu'à l'égard de Courlet de Vregille, les §§ 2 et 4 de cet article étaient applicables, pluralité des défendeurs, matière mixte, que celui-ci ne pourrait même soutenir qu'à son égard, l'action est purement réelle et ne peut être portée que devant le Tribunal de Besançon, lieu où est situé l'immeuble, puisque cette action en nullité de la procéest en tout cas connexe à l'action en nullité de la procédure d'expropriation qui a été régulièrement portée devant le Tribunal de Dôle ;

Attendu qu'à l'égard de la Banque foncière, celle-ci ne peut, en ce qui concerne l'action en nullité de la procédure de saisie immobilière, décliner la compétence du Tribunal de Dôle ; qu'il ne s'agit plus d'une action personnelle qui seule est visée par l'art. 1er de la convention franco-suisse; qu'il s'agit d'une action mixte,en faveur de laquelle cette convention ne contient aucune disposition la visant principalement, spécialement, que tout au plus l'acton mixte pourrait être considérée comme implicitement visée dans le deuxième paragraphe de l'art. 4 par ces mots : action personnelle concernant la propriété ou la jouissance d'un immeuble ;

Attendu que ces expressions peuvent être envisagées comme comprenant les actions mixtes ; qu'en tout cas, l'action en nullité d'expropriation forcée est une action personnelle concernant la propriété d'un immeuble, et rentre dans la catégorie d'actions visées par cet art. 4, deuxième paragraphe ;

Attendu qu'aux termes de cet article l'action dont s'agit doit être portée devant le Tribunal de la situation de l'imeuble, dans l'espèce, devant le Tribunal de Besançon, c'est-à-dire devant un Tribunal français ;

Attendu que le Tribunal de Besançon serait bien seul compétent si la Banque foncière du Jura était seule en cause comme défenderesse, mais il y a d'autres défendeurs à l'action en nullité de procédure d'expropriation: les Ursulines et de Vregille à l'égard desquels le Tribunal de Dôle a été régulièrement saisi ;

Attendu qu'il est indispensable de concilier la disposition de l'art. 4, § 2 de la convention franco-suisse qui attribue compétence au Tribunal de Dôle;que ce Tribunal saisi de l'action à l'égard de tous défendeurs ne saurait être dessaisi vis-à-vis de l'un d'eux au risque de faire naître entre deux Tribunaux français une contrariété de décisions, résultat que toutes les lois sur la compétence s'efforcent d'éviter comme contraire à l'ordre public ;

Attendu qu'en ce cas la théorie admise plus haut, au sujet de l'application de l'art. 1er du traité franco-suisse est sans portée ; qu'une contrariété de décisions entre un Tribunal français et un Tribunal suisse n'a pas les mêmes inconvénients auxquels le Code de procédure a précisément voulu parer que si elle se produisait entre deux Tribunaux français :

Attendu, d'autre part, que pour déterminer le caractère mixte de l'action, il faut rechercher l'existence simultanée des deux actions dont l'une est réelle et l'autre personnelle : qu'il y a lieu d'examiner laquelle des deux actions est principale et laquelle n'est qu'accessoire et subordonnée à l'autre ; qu'ainsi donc, relativement à l'action en nullité de la procédure en expropriation forcée de l'adjudication qui, par sa nature est mixte, le Tribunal de Dôle a été compétent, saisi aux regards des Ursulines défenderesses à cette action, et, par suite, aux regards de leurs co-défendeurs Courlet de Vregille et la Banque foncière du Jura ;

Attendu, dans ces conditions, que le Tribunal de Dôle s'est, à bon droit, déclaré compétent pour tous les chefs de la demande introduite devant lui par le liquidateur intimé à l'exception d'un seul concernant la demande en

nullité contre la Banque foncière du Jura de l'emprunt contracté par acte des 28, 29 janvier 1888, laquelle en raison de son caractère d'action personnelle et mobilière est de la compétence exclusive des Tribunaux suisses ;

En ce qui concerne les dépens :

Attendu que les appelants, clients de Me Lombart, y compris les appelants dames Cazeneuve, Gurchard, Mesnier, Perrot et Rougeot, bien que celles-ci s'en rapportent justice, succombent, que si la Banque foncière du Jura, cliente de Me Maryloff, triomphe sur un chef de l'appel, elle succombe sur l'autre ; que les frais sont communs à ces deux chefs ;

Par ces motifs,

Prononce la jonction des deux instances inscrites au rôle sous les numéros 106 et 158, reçoit en la forme les appels émis par exploits des 5 décembre 1905, 12 janvier et 15 février 1906 du jugement rendu par le Tribunal civil de Dôle à la date du 22 novembre 1905 contre lesquels n'est relevé aucune fin de non-recevoir ;

Au fond :

Donne acte aux appelantes Cazeneuve, Guichard, Mesnier, Perrot et Rougeot de ce qu'elles s'en rapportent à justice ;

Emandant, dit que le Tribunal de Dôle était incompétent pour statuer sur la demande en nullité contre la Banque foncière du Jura, cliente de Me Maryloff, de l'emprunt contracté par acte des 28, 29 février 1888, dit que cette demande est de la compétence exclusive des Tribunaux suisses ;

Confirme le jugement pour le surplus et vu l'art. 130 C. proc. civ. ;

Condamne aux dépens des appels tous les appelants Perrot, Rougeot qui, bien que s'en rapportant en justice, y compris les dames Cazeneuve, Guichard, Mesnier, succombent ;

Ordonne la restitution de l'amende consignée par la Banque foncière du Jura, déboute toute partie de toutes fins et conclusions contraires ;

Ordonne la distraction des dépens au profit de Me Caron, avoué, sous les affirmations de droit.

M. Thurlet av. gén.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence est en ce sens. La loi du 17 juillet 1903 (et partant celle du 1er juillet 1901 qu'elle modifie) est inapplicable à la liquidation des biens des congrégations autorisées dissoutes en vertu de la loi du 7 juillet 1904 (Trib. civ. Troyes 23 mars 1905 (Gaz. Pal. 1905.1, Table, v° Associations, n° 212).

Dès lors, la compétence exceptionnelle de la loi de 1903 ne s'applique pas à la liquidation des biens des congrégations enseignantes dissoutes en vertu de la loi de 1904: Trib. civ. Bar-sur-Aube 13 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2, Table, *v° cit.*, n° 179) ; Trib. civ. Avranches 2 novembre 1905 (Gaz. Pal. 1905.2., *loc.* et *v° cit.*, n° 183).

Adde : Trib. civ. Valence 26 juin 1905 (Gaz. Pal. 1905.2, *loc.* et *cit.*, n° 184) ; Trib. civ. Rodez 17 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1906.1. *eod. loc.* et *v°* n° 110).

II et III. — Sur les deuxième et troisième points : Application pure et simple de l'art. 59 § 2 C. civ.

En ce qui concerne les actions mixtes, la jurisprudence considère comme telles les actions tendant à la nullité ou à la résolution de droits immobiliers, par l'action en résolution d'une vente d'immeubles. Voy. Lyon 31 août 1849 (S. 49.2.573 — J. du P. 49.2.361 — D. 49.2.233) ; Caen 8 avril 1862 (S. 62.1.736 — J. du P. 63.389) ; 26 mars 1884 (S. 86.1. 341 — J. du P. 86.1.855 — D. 84.1.103) ; 29 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2.207).

Sic. : Aubry et Rau, t. VIII, § 746 texte et note 14 ; Garsonnet, Procédure civile, t. I, p. 519 ; Dalloz, Jurisprud. gén. Rép., v° Action, nos 135 et 136 ; Supp. *eod. v°*, nos 17 et 24.

IV et V. — Sur les quatrième et cinquième points : Le principe du caractère absolu du traité franco-suisse de 1869 est certain. La jurisprudence n'admet que les trois exceptions de compétence prévues à l'art. 1er, §§ 1 et 2 et à l'art. 3.

Voy. Cass. 18 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1903.2.564 et la note). *Contrà :* Cass. 29 janvier 1883 (D. 83.1.314). Dans l'arrêt que nous rapportons, étant donnée la nature hypothécaire du prêt consenti par la Banque foncière du Jura, s'il y avait eu élection de domicile stipulée dans l'acte, l'art. 3 du traité aurait évidemmment dû s'appliquer.

Sur le renvoi pour connexité quand les tribunaux saisis ne sont pas tous français : Voy. Favard de Langlade, Rép., v° Exception, § 8 ; Boncenne, t. III, p. 233 ; Rodière, t. I, n° 306 ; Rousseau et Laisney, v° Exception, n° 90 ; Mourlon et Naquet, C. proc., n° 417.

CONSEIL DES PRUD'HOMMES DE LA SEINE

3 Novembre 1906.

Présidence de M. Landowski, juge de paix départiteur.

28 Novembre 1906.

Présidence de M. Hamelin, juge de paix départiteur.

(Deux espèces).

LIBERTÉ COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE. — LOI DU 13 JUILLET 1906 SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE. — SALAIRE CORRESPONDANT AU JOUR DE REPOS. — OBLIGATION DU PATRON. — BOULANGERIE. — VILLE DE PARIS. — CONVENTION. — INTERSYNDICALE DU 8 AVRIL 1903.

Le patron doit payer à l'ouvrier le salaire correspondant à la journée de repos hebdomadaire prescrit par la loi du 13 juillet 1906.

Spécialement il en est ainsi au regard d'un ouvrier boulanger de Paris, la convention intersyndicale des patrons et ouvriers de la boulangerie ayant fixé le salaire hebdomadaire et non pas le salaire journalier de cette catégorie de travailleurs (1re espèce).

Jugé au contraire que la loi du 13 juillet 1906 n'ayant entendu ni expressément ni tacitement mettre à la charge du patron le salaire du jour de repos hebdomadaire, celui-ci, sauf le cas de travail à la journée, paie intégralement l'ouvrier engagé moyennant un salaire fixé à la semaine, lorsqu'il lui règle le prix de six journées de travail, déduction étant ainsi faite de la journée consacrée au repos légal.

Spécialement il en est ainsi à Paris, au regard d'un ouvrier boulanger, et celui-ci, en l'absence de toute convention spéciale intervenue entre lui et son patron, ne saurait se prévaloir de la convention intersyndicale du 13 juillet 1906, laquelle ayant été faite alors qu'il n'était pas encore question du repos hebdomadaire, se trouve modifiée d'une façon absolue par la loi du 13 juillet 1906 et, par suite, rendue caduque (2e espèce).

Première espèce : 3 novembre 1906. — Molinier c. Julien

LE CONSEIL,

Attendu que, suivant exploit de Hemmer, huissier à Paris en date du 31 octobre 1906, Alfred Molinier, ouvrier boulanger, a assigné Julien, boulanger, en paiement de 50 fr. 40 pour salaire;

Attendu que Julien prétend ne devoir que 42 francs, plus 1 fr. 20 de supplément ;

Attendu que la différence entre le montant de la demande et l'offre de Julien est constituée par le prix de la journée de repos accordée par Julien à Molinier, conformément aux dispositions de la loi sur le repos hebdomadaire ;

Attendu que Julien prétend qu'il n'a point à payer à son ouvrier une journée pendant laquelle celui-ci n'a accompli aucun travail;

Mais attendu que c'est pour répondre à une préoccupation de haute portée sociale que le législateur a entendu imposer au patron l'obligation d'accorder à ses ouvriers une journée de repos par semaine; que les principes les plus élémentaires, trop longtemps méconnus, d'hygiène et d'humanité commandent, en effet, de permettre au travailleur de prendre un certain minimum de repos, que l'expérience a démontré ne pouvoir consister en moins d'un jour par semaine;

Attendu que si ce repos obligatoire devait avoir pour effet de priver l'ouvrier d'une partie de son salaire, il irait à l'encontre du but dans lequel il a été institué, en contraignant l'ouvrier dont le modeste budget se trouverait ainsi brusquement réduit à rechercher pour parfaire ce budget à travailler chez un autre patron, pendant la durée de ce jour de repos ; qu'il n'a pu entrer dans l'esprit du législateur de rendre pire par la suppression des 4 journées de salaire par mois la situation du travailleur, qu'il a entendu, au contraire, améliorer;

Attendu qu'au surplus, dans l'espèce, une convention intervenue le 8 avril 1903 entre le syndicat patronal de la boulangerie de Paris et la Chambre syndicale des ouvriers boulangers a fixé le salaire *hebdomadaire* de l'ouvrier boulanger à Paris et non pas le salaire *journalier;* que l'on ne saurait, tant qu'une nouvelle convention ne sera pas intervenue entre les syndicats contractants ou des conventions particulières entre patrons et ouvriers, prétendre que la nouvelle loi sur le repos hebdomadaire a pu avoir pour effet de réduire le tarif fixé;

Par ces motifs,

Dit que Molinier a droit, malgré la journée de repos, à son salaire hebdomadaire intégral;

Condamne, en conséquence, le sieur Julien à lui payer la somme de cinquante francs quarante centimes montant de la demande;

Le condamne, en outre, aux intérêts de droit et aux dépens.

Deuxième espèce: 28 novembre 1906. — Ferrières c. Croullebois.

Les faits de la cause sont suffisamment exposés dans les motifs du jugement dont voici la teneur :

LE CONSEIL,

Attendu que, par son exploit introductif d'instance du ministère de Hemmer, huissier à Paris, en date du 16 novembre présent mois, le sieur Ferrière, ouvrier boulanger, réclame au sieur Croullebois, son patron, la somme de sept francs pour salaires, étant expliqué qu'à l'audience du bureau général du 6 novembre courant, Croullebois ayant versé à son ouvrier la somme de 44 fr. 55 la seule question qui se pose aujourd'hui et sur laquelle les parties n'ont pu s'entendre et MM. les conseillers prud'hommes se mettre d'accord, est celle de savoir si les sept francs afférents à la journée de repos hebdomadaire doivent être ou non payés par le patron;

Attendu que par des conclusions écrites, déposées et développées à la barre par Me Bruzeau, son défenseur, et dont le dispositif est ci-après littéralement transcrit, Croullebois conclut à ce qu'il plaise au Tribunal : « Dire que la loi du 13 juillet 1906 qui a imposé au patron l'obligation de donner un jour de repos hebdomadaire à ses ouvriers ne lui a pas imposé l'obligation de payer le jour de repos ; dire que la convention du 8 avril 1903 est caduque ; dire en tout cas qu'elle n'impose au patron l'obligation de payer un salaire hebdomadaire de 49 francs qu'à l'ouvrier qui, pendant la semaine, a fait sept fois 4 fournées journalières ou 28 fournées ; dire que Ferrière ayant touché de Croullebois 42 francs pour 4 fournées journalières qu'il a faites pendant six jours de travail est sans droit pour réclamer le salaire complémentaire de 7 francs déjà payé par Croullebois à l'ouvrier qui a parfait le travail hebdomadaire du demandeur; le débouter en conséquence de sa demande et le condamner aux dépens » ;

Attendu, tout d'abord, qu'il n'est pas exact de prétendre que le législateur ait entendu, soit expressément, soit tacitement, mettre à la charge du patron le jour de repos hebdomadaire et que l'on ne saurait trouver ni dans le texte ni dans l'esprit de la loi un élément pour décider qu'il en doive être ainsi ;

Attendu que les travaux préparatoires de la loi du 13 juillet 1906, loi d'hygiène, défendant simplement à un patron d'occuper plus de six jours consécutifs un même employé ou ouvrier, sont absolument formels ;

Attendu qu'on lit notamment dans le rapport de M. Poirrier au Sénat (*J. Off.* Doc. parlement. Sénat, année 1905, session ordinaire. Annexe au procès-verbal de la séance du 21 février 1905, p. 39 et 40), ce qui suit : « Un de nos collègues de la commission, M. Maret, a été très préoccupé de savoir si le chef d'établissement paierait à l'ouvrier ou à l'employé le salaire de la journée pendant laquelle il lui est interdit de le faire travailler. Plusieurs associations d'ouvriers ou d'employés ont demandé que le jour de repos soit payé. A notre avis, la question de salaire ne peut pas être réglée par le législateur, pas plus à propos de la loi sur le repos hebdomadaire que les autres réglementations du travail. Le législateur de 1848, en fixant la journée de travail à 12 heures, n'a pas dit que la journée de 12 heures serait ou ne serait pas payée autant que celle de 14 heures établie précédemment dans certains établissements. La loi de 1892, en édictant que les femmes et les enfants ne pourraient être occupés plus de six jours par semaine, n'a pas touché à la question de salaire, pas plus qu'en prescrivant de ne pas faire travailler la nuit les femmes et les enfants. Il en a été de même lorsqu'elle a prescrit de réduire la journée de travail à 10 heures pour les femmes et les enfants et pour les adultes qui travaillent dans les mêmes locaux que les femmes et les enfants. Elle n'a pas dit et elle ne pouvait pas dire que les ouvriers recevraient ou ne recevraient pas le même salaire que lorsqu'ils travaillent 10 heures ½, 11 heures ou 12 heures. Une loi ne peut pas plus prescrire qu'il n'y aura pas de diminution de salaire qu'elle ne peut fixer ce salaire. Toute intervention du législateur en cette matière serait inefficace. Il pourrait édicter que le jour où l'ouvrier ne travaille pas dans l'entreprise lui sera payé, mais il

faudrait qu'il stipulât en même temps que le salaire quotidien qu'il reçoit actuellement ne sera pas diminué, sinon, le montant du salaire de six jours pourrait être réparti sur les sept jours de la semaine. Il ne peut pas entrer dans la voie de la fixation des salaires sans s'exposer, en dehors de toute autre considération, à nuire aux intérêts qu'il voudrait servir. C'est, quoi qu'on dise, la loi de l'offre et de la demande; c'est la loi de la concurrence qui est le grand régulateur des salaires. Cette question de salaire pendant les jours de repos se réglera entre chefs d'établissements, ouvriers et employés conformément aux usages actuels, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer. Actuellement, un ouvrier ou un employé, sauf de très rares exceptions, ne travaille pas, même celui dont le contrat de louage est à l'année, pendant 365 jours sans discontinuer, sans repos périodique ni congé. Or, les usages, selon que l'ouvrier ou l'employé travaille à l'heure, à la journée, à la semaine, au mois, à l'année, suivant sa profession, continueront à rester en vigueur, malgré l'extension du repos que le projet comporte pour certaines entreprises; car, on ne saurait trop le répéter, le repos hebdomadaire de fait ou légal est généralement consacré; »

Attendu ensuite que l'ouvrier ne peut invoquer, à l'appui de sa demande, une convention intervenue directement entre lui et son patron, la convention intersyndicale versée aux débats, en date du 8 avril 1903, ne pouvant avoir aucune importance et ne tranchant pas la question;

Attendu qu'en effet cette convention règle la paye de l'ouvrier boulanger à 49 francs pour sept jours de travail et moyennant quatre fournées quotidiennes (les fournées supplémentaires étant payées indépendamment);

Attendu que d'ailleurs elle a été faite alors qu'il n'était pas encore question du repos hebdomadaire, se trouve modifiée d'une façon absolue par la loi du 13 juillet 1906 et par suite rendue caduque ;

Attendu qu'aujourd'hui que l'ouvrier ne travaille que six jours et se repose le septième, il est de la plus élémentaire logique qu'il ne soit payé que pour le travail fourni, soit 42 francs réellement payés par Croullebois à Ferrière qui ne le conteste pas;

Attendu qu'au surplus, la théorie qui admettrait que le jour de repos devrait être payé par le patron aboutirait à des conséquences inattendues et inacceptables ;

Attendu que c'est ainsi notamment, alors que la loi se borne à interdire au patron d'employer plus de six jours consécutifs un même ouvrier ou employé, celui-ci n'en a pas moins le droit (ainsi que les travaux préparatoires de la loi l'ont formellement reconnu, quoi qu'en contradiction à l'idée d'hygiène qui domine toute cette loi), de travailler au dehors, si bon lui semble, le septième jour, où il voudra, d'où il suit, dans cette hypothèse, que d'un côté l'ouvrier touchera des deux mains un même salaire doublant ainsi sa journée tandis que d'un autre côté son patron se trouvera obligé de payer deux fois un même travail, une fois à l'ouvrier de remplacement qui l'a fait, et l'autre fois à l'ouvrier qui se repose et qui n'a rien fait ;

Attendu, en définitive, que le salaire n'est que la représentation d'un travail effectivement fait et non pas le prix du repos; qu'en conséquence en payant six journées le patron paie non partie du salaire, mais le salaire tout entier, et que sauf le cas d'un travail autre que celui à la journée, ce qui n'est pas l'hypothèse du débat, on ne peut rétribuer des services qui n'ont pas été rendus ;

Attendu que, dans ces conditions, la somme de sept francs réclamée par Ferrière à Croullebois comme prix de la journée légale de repos hebdomadaire n'est pas justifiée;

Par ces motifs,

Déclare Ferrière non recevable, en tout cas mal fondé en sa dite demande;

L'en déboute et le condamne aux dépens.

Me **Bruzeau** av.

NOTE. — Les deux décisions par lesquelles, à quelques jours d'intervalle, le Conseil des prud'hommes de la Seine a statué en sens diamétralement opposé sur les espèces intéressantes et nouvelles qui lui étaient soumises, suffisent à donner une idée des difficultés juridiques (pour ne parler que de celles-là) que soulèvera l'application de la loi du 13 juillet 1906. Il nous paraît bien évident que la question de savoir si le patron est tenu de payer à son ouvrier ou employé le salaire correspondant à la journée de repos légal ne peut être tranchée d'une façon générale et absolue pour toutes les catégories de salariés relevant de la loi de 1906. Spécialement, lorsqu'il s'agit de travailleurs engagés à l'année ou au mois il ne nous paraît pas douteux que le patron ne saurait leur retenir le montant des journées de repos. Or dans les affaires qui ont donné lieu aux décisions recueillies il paraît bien que la solution de la question soumise au Conseil des prud'hommes devait être tranchée pour ou contre le patron et que celui-ci devait ou non la journée de repos, selon que les ouvriers boulangers réclamants étaient ou non engagés à la semaine. Nous pensons qu'en cas d'affirmative, le salaire fixé à tant la semaine comprenait nécessairement le jour de repos qui faisait en ce cas partie lui-même de ladite semaine.

A ce point de vue les termes de la convention intersyndicale étaient intéressants à retenir, non pas, sans doute, comme constituant un engagement applicable aux parties en cause, mais comme un élément d'appréciation de nature à permettre au juge de dégager la commune intention des parties sur le point litigieux, à savoir : les ouvriers réclamants étaient-ils engagés à la semaine ?

Au surplus, la Cour de cassation aura, pensons-nous, à se prononcer prochainement sur ces espèces qui, vont lui être déférées.

341

CONSEIL D'ÉTAT (Contentieux)

30 Novembre 1906.

Présidence de M. Coulon, vice-président.

1° REPOS HEBDOMADAIRE. — PRINCIPE DU REPOS COLLECTIF LE DIMANCHE. — DÉROGATIONS PAR ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX. — RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR CONTRE CES ARRÊTÉS

2° VIOLATION DES FORMES. — APPLICABILITÉ DE LA LOI AVANT LA PUBLICATION DES RÈGLEMENTS. — NÉCESSITÉ DE L'AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL, DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET DES SYNDICATS.

3° FAUSSE APPLICATION DE LA LOI.— FONCTIONNEMENT NORMAL DE L'ÉTABLISSEMENT. — PRÉJUDICE AU PUBLIC. — SUPPLÉMENT D'INFORMATION.

1° *Les arrêtés préfectoraux pris en exécution des art. 2 et 8 de la loi du 13 juillet 1906, articles qui prévoient des dérogations au principe du repos collectif le dimanche, peuvent être attaqués par la voie du recours pour excès de pouvoir.*

2° *On ne peut obtenir l'annulation d'un arrêt préfectoral refusant l'autorisation demandée, pour la raison qu'il a été pris avant que les règlements d'administration publique prévus par la loi aient été rendus, la loi étant immédiatement applicable.*

Mais l'avis du Conseil municipal, est une formalité essentielle, il ne peut être remplacé par celui d'une délégation, même en dehors des sessions. L'avis des chambres de commerce, des syndicats patronaux et ouvriers, sont également essentiels, et dans les cas où ces avis n'ont pas été pris, l'annulation de l'arrêté préfectoral doit être prononcée pour violation des formes.

3° *Le Conseil d'Etat saisi d'un recours contre l'arrêté peut examiner, au fond si le préfet a fait une exacte application de la loi : Lorsque le repos collectif du dimanche est de nature* « à causer un préjudice au public » *ou bien qu'il compromet* « le fonctionnement normal de l'établissement », *la dérogation doit être accordée à peine de nullité. Il n'en est pas de même lorsque le requérant s'est fondé sur les prescriptions de sa religion pour demander le repos le samedi.*

Lorsque les faits allégués ne peuvent être vérifiés en l'état du dossier, un supplément d'instruction peut être ordonné.

Les articles 2 et 8 de la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire, ont prévu que des arrêtés préfectoraux pourraient permettre, en certains cas, des dérogations au principe du repos *simultané du dimanche* établi dans la loi.

De nombreux commerçants qui s'étaient vu refuser l'autorisation demandée se sont pourvus devant le Conseil d'Etat contre les arrêtés en soutenant, soit qu'ils avaient été pris en violation des formes, soit qu'ils faisaient une fausse application de la loi.

Après avoir entendu les conclusions de M. le commissaire du Gouvernement Romieu, le Conseil a prononcé un certain nombre d'arrêts. Nous rapportons les plus caractéristiques en les faisant suivre des conclusions de M. Romieu qui en sont le meilleur commentaire.

PREMIÈRE ESPÈCE : Durand.

Le Conseil d'Etat ;

Considérant que la loi du 13 juillet 1906, après avoir posé la règle que le repos hebdomadaire serait, en principe, collectif et donné le dimanche, a conféré aux préfets le droit d'autoriser, sur la demande des intéressés, des dérogations individuelles à cette règle générale ; qu'elle a, d'autre part, dans son article 3, énuméré un certain nombre de catégories d'établissements qui sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement, sans avoir besoin d'une autorisation particulière, et remis au gouvernement le droit de compléter cette énumération par un règlement d'administration publique en y ajoutant, s'il y avait lieu, d'autres catégories d'établissements, mais qu'aucune de ses dispositions n'a subordonné l'exécution de la loi ou l'exercice du droit conféré aux préfets par les articles 2 et 8, à la promulgation préalable d'un règlement d'administration publique, ajoutant d'autres catégories d'établissements à celles qu'énumère l'article 3 et qui, seules, en l'état de la législation, peuvent revendiquer le bénéfice de l'application de cet article ; que, dès lors, le requérant n'est pas fondé à soutenir qu'il ne pouvait être statué sur sa demande avant qu'ait été rendu un règlement ayant cet objet ;

Mais considérant que l'article 8 de ladite loi dispose: « Lorsqu'un établissement quelconque voudra bénéficier de l'une des exceptions prévues au § 2 de l'article 2, il sera tenu d'adresser une demande au préfet du département. Celui-ci devra demander d'urgence les avis du Conseil municipal, de la Chambre de commerce de la région et des syndicats ouvriers et patronaux intéressés de la commune. Ces avis devront être donnés dans le délai d'un mois. Le préfet statuera ensuite par un arrêté motivé qu'il notifiera dans la huitaine... » ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que si, le 30 juillet 1906, le préfet de police a transmis la demande du requérant pour avoir l'avis du Conseil municipal, ce Conseil, qui ne se trouvait pas alors en session, n'a pas pu en délibérer antérieurement à la date de l'arrêté attaqué ; qu'aucune disposition de loi ne permettait de suppléer à l'avis du Conseil municipal par l'avis de la délégation que ce Conseil avait désignée avant de se séparer pour délibérer éventuellement sur les demandes qui lui seraient transmises avant sa prochaine réunion ; et que le § 3 de l'article 8 précité n'autorisait pas le préfet de police à statuer même après l'expiration du mois qui a suivi sa demande d'avis, alors que le Conseil municipal de Paris n'avait pas été, en fait, consulté ;

Considérant qu'ainsi l'arrêté attaqué a été pris sans l'accomplissement préalable d'une formalité expressément prescrite, destinée, comme la consultation de la Chambre de commerce et des syndicats intéressés, à fournir de sérieux éléments d'appréciation au préfet, et qui constitue, par suite, une garantie essentielle dans l'intérêt du public et des employés comme dans l'intérêt de l'établissement au profit duquel l'autorisation est demandée ; qu'en conséquence, sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres vices de forme allégués, il y a lieu de prononcer l'annulation dudit arrêté et de renvoyer le requérant devant le préfet de police pour qu'il soit statué à nouveau sur sa demande après instruction régulière ;

Décide :

Article premier. — L'arrêté ci-dessus visé du préfet de police est annulé.

Article 2. — Le sieur Durand est renvoyé devant le préfet de police pour qu'il soit statué à nouveau sur sa demande après instruction régulière.

MM. **Chareyre** rapp. ; **Romieu** comm. du Gouv.

DEUXIÈME ESPÈCE : Denis.

Le Conseil d'Etat ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction et qu'il n'est pas contesté par l'Administration que sa clientèle de l'établissement de coiffure du sieur Denis, situé près la gare, se compose presque exclusivement de voyageurs de passage ;

Considérant que, dans ces conditions, le repos simultané de tout le personnel serait préjudiciable au public et compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement du sieur Denis ;

Considérant que, par suite, en refusant au requérant l'autorisation de donner le repos hebdomadaire par rou-

lement à son personnel, le préfet a fait une fausse application des dispositions du § 2, de l'article 2, de la loi du 13 juillet 1906 ; et qu'il y a lieu de renvoyer le sieur Denis devant le préfet du département de Meurthe-et-Moselle, pour la délivrance de l'autorisation à laquelle il a droit ;

Décide :

Article premier. — L'arrêté ci-dessus visé du préfet du département de Meurthe-et-Moselle, en date du 21 septembre 1906, est annulé.

Art. 2. — Le sieur Denis est renvoyé devant le préfet du département de Meurthe-et-Moselle, pour la délivrance de l'autorisation à laquelle il a droit. »

MM. **Pichat** rapp. ; **Romieu** comm. du Gouv.

TROISIÈME ESPÈCE : Emmanuel Léon.

Le Conseil d'État ;

Considérant que, pour demander l'autorisation de donner le repos hebdomadaire à son personnel le samedi, le requérant invoque les prescriptions de sa religion qui l'obligent à fermer ses magasins ce jour-là ;

Mais, considérant qu'aux termes du paragraphe 1er de l'article 2 de la loi du 13 juillet 1906, le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche ; qui si le second paragraphe du même article autorise des dérogations à cette règle dans le cas où le repos du dimanche de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, aucune disposition de loi ne permet de faire droit à une requête fondée sur les motifs invoqués par le sieur Emmanuel Léon ;

Décide :

La requête du sieur Emmanuel Léon est rejetée. »

MM. **Pichat** rapp. ; **Romieu** comm. du Gouv.

QUATRIÈME ESPÈCE : Armand et Robert Jacob.

Le Conseil d'État ;

Sur le moyen tiré de ce que l'arrêt attaqué serait entaché de vices de forme :

Considérant, d'une part, que si le conseil municipal, consulté conformément à l'article 3 de la loi précitée, a décidé de surseoir à l'avis qu'il était appelé à émettre, cette circonstance ne pouvait faire obstacle à ce qu'il fût statué sur la demande des requérants, d'autre part, qu'aucune disposition de la loi n'obligeait le préfet à se conformer à l'avis de la Chambre de commerce, ou à relater dans son arrêté, la teneur des articles prévus par l'article 8 ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède, que les moyens fondés sur l'irrégularité de l'arrêté attaqué ne sauraient être accueillis ;

Sur le moyen tiré de ce que l'autorisation sollicitée par les requérants leur avait été refusée ;

Considérant que, pour justifier leur demande de dérogation du paragraphe premier de l'article 2 de la loi du 17 juillet 1906, les sieurs Jacob ont soutenu notamment qu'à raison de la nature de leur clientèle, les opérations commerciales de vente et de recouvrement effectuées par eux le dimanche représentent un chiffre exceptionnellement élevé dans le total de leurs affaires annuelles et que, par suite, ils ont droit au bénéfice du paragraphe 2 du même article ;

Considérant que les faits ainsi allégués dont les requérants ont offert la preuve, et qui ne sont contredits par aucun document du dossier, pourraient, s'ils étaient établis, constituer un élément d'appréciation important des circonstances de l'affaire ;

Considérant que l'état du dossier, ne permettant pas au Conseil de statuer, il y a lieu de procéder avant faire droit à un supplément d'instruction ;

Décide :

Article premier. — Les sieurs Armand et Robert Jacob sont renvoyés devant le ministre du travail et de la prévoyance sociale, pour qu'il soit, par tel fonctionnaire qu'il désignera à cet effet, procédé sur place à la vérification des faits articulés par les requérants, à l'appui de leur demande de dérogation. Le procès-verbal de cette vérification sera, dans le délai de vingt jours de la présente décision, transmis au secrétariat du contentieux du Conseil d'État, pour être statué ce qu'il appartiendra. »

MM. **Pichat** rapp. ; **Romieu** comm. du Gouv.

M. **Romieu**, commissaire du Gouvernement, a conclu en ces termes :

La loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, que vous avez, messieurs, à appliquer aujourd'hui, a son origine dans une proposition de M. Zévaès, déposée en 1900, et rédigée en un seul article qui portait simplement interdiction aux patrons de faire travailler plus de six jours par semaine les employés dans les bazars et magasins. Cette proposition, sur le rapport de M. Georges Berry, fut adoptée par la Chambre des députés le 27 mars 1902, après d'assez grands remaniements et développements. Le projet voté comprenait dix articles : la loi était étendue à tous les travailleurs ; le système consistait dans l'obligation d'un jour de repos complet par semaine ; il n'y avait rien d'imposé ni quant à la date du jour du repos, qui pouvait être collectif ou se faire par roulement; des dérogations à l'obligation du repos hebdomadaire pouvaient être données par les maires.

Le Conseil supérieur du travail, pendant que le projet était examiné par la commission du Sénat, élaborait un contre-projet en 1904 : le repos d'un jour par semaine devait en principe être collectif et fixé au dimanche; il pouvait, exceptionnellement, être alternatif ou par roulement pour des industries déterminées par un règlement d'administration publique ; la fermeture de l'établissement le dimanche n'était pas obligatoire, mais pouvait être imposée par le Conseil municipal pour une industrie sur la demande des deux tiers des patrons.

La commission du Sénat, dans le projet déposé par elle en 1905 au rapport de M. Poirrier, repoussait le repos collectif du dimanche. La seule obligation était celle du jour complet de repos par semaine, sauf exception pour les industries énumérées par un règlement d'administration publique, selon des catégories d'industries et des catégories d'exceptions fixées par la loi. Le patron était libre de choisir le jour de repos et le mode de repos (collectif ou par roulement). Exceptionnellement, le repos collectif le même jour pour une industrie pouvait être imposé sur la demande des quatre cinquièmes des patrons.

Lors de la discussion au Sénat (25-26 mai 1905), M. Monis défendit le contre-projet du Conseil supérieur du travail, légèrement modifié, c'est-à-dire le système du repos collectif le dimanche, sans fermeture obligatoire. Ce système appuyé par MM. de Las Cazes, Delahaye, d'une part, et par le ministre du commerce de l'autre, fut renvoyé à la commission.

La commission apporta en 1906, au rapport de M. Pré-

vet, un nouveau projet dans lequel elle avait combiné le contre-projet de M. Monis (ou du Conseil supérieur du travail), le projet précédent de la commission, et le projet voté par la Chambre des députés. Elle adoptait le principe du repos collectif le dimanche, avec les exceptions de droit fixées par règlement d'administration publique et sans fermeture obligatoire (ce qui était le système de M. Monis); mais elle le tempérait en introduisant, comme soupapes de sûreté, des dérogations individuelles, décentralisées, qu'elle faisait délivrer par les Chambres de commerce avec appel au Conseil d'Etat et qui étaient la clef de voûte du nouveau système.

Lors de la discussion au Sénat (juin-juillet 1906), le projet de la commission fut adopté, avec deux modifications principales, qui n'en changeaient nullement ni l'esprit ni les grandes lignes : on substitua le préfet aux Chambres de commerce pour la délivrance des dérogations ; on introduisit le principe que la dérogation accordée à un établissement devrait être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle.

Le 10 juillet 1906, la Chambre des députés adoptait le projet du Sénat sans modifications. Ce texte est celui de la loi du 13 juillet 1906.

Les traits principaux de la loi du 13 juillet 1906, au point de vue des difficultés que nous allons avoir à examiner, sont les suivants :

1° Il est interdit d'employer plus de six jours par semaine un même ouvrier (art. 1er).

Le repos hebdomadaire doit consister en un jour complet.

Il est collectif le dimanche, sans impliquer la fermeture obligatoire.

2°Il y a des dérogations locales individuelles (art. 2) dans le cas où le repos collectif le dimanche serait préjudiciable au public ou au fonctionnement normal de l'établissement. Elles sont délivrées par le préfet, dont les arrêtés peuvent être déférés au Conseil d'Etat. Elles rentrent dans quatre types dits les cédules *a*, *b*, *c*, *d*.

3° Il y a des exceptions de plein droit, s'appliquant pour toute la France à toute une industrie; ces industries sont énumérées par l'article 3 sous des numéros de 1 à 11 et peuvent être augmentées par un règlement d'administration publique.

En exécution de la loi du 13 juillet 1906, des demandes de dérogation ont été adressées par de nombreux commerçants ou industriels à l'administration; les préfets dans les départements, le préfet de police à Paris, ont rejeté un certain nombre de ces demandes d'autorisation, et les demandeurs se sont pourvus devant vous, par application de l'article 9. Ces pourvois soulèvent un certain nombre de questions générales que nous allons examiner avant d'aborder l'étude des espèces individuelles.

Il y a d'abord les questions de *légalité extrinsèque* des arrêtés préfectoraux qui sont au nombre de quatre :

Première question. — Nature du recours et pouvoirs du Conseil d'Etat.

Deuxième question. — La loi est-elle applicable avant la promulgation de tous les règlements d'administration publique ?

Troisième question. — A Paris, qui est compétent du préfet de la Seine ou du préfet de police?

Quatrième question. — Régularité en la forme de l'instruction, spécialement à Paris.

Il y aura ensuite une *Cinquième question*, celle de la *légalité intrinsèque* des arrêtés, ou de la *légalité au fond*.

PREMIÈRE QUESTION

Nature des recours et pouvoirs du Conseil d'Etat.

Cette question se subdivise en réalité en deux autres : en premier lieu, le recours au Conseil d'Etat implique-t-il le droit de vérifier au fond si la dérogation est due? en second lieu, le Conseil d'Etat, s'il annule comme injustifié le refus d'autorisation, a-t-il le droit d'accorder cette autorisation lui-même ?

I. — *Le Conseil d'Etat a-t-il le droit d'examiner au fond la légalité des arrêtés préfectoraux portant refus d'autorisation ?*

Cela revient à rechercher si la loi a entendu conférer au commerçant ou à l'industriel un droit à obtenir la dérogation, lorsqu'il satisfait aux conditions mises par elle à l'obtention de cette dérogation, ou si elle a voulu donner à l'administration un pouvoir purement discrétionnaire, la dérogation n'étant plus un droit mais une tolérance ou une faveur ; dans le premier cas, s'il y a un droit, il faut qu'il y ait un juge pour dire si les circonstances de fait exigées par la loi pour que ce droit existe sont ou non réalisées, c'est-à-dire un juge compétent sur le fond; dans le second cas, le pouvoir étant discrétionnaire, le seul droit du citoyen consiste à exiger qu'il s'exerce dans les conditions extrinsèques de légalité, et le juge n'aura pas à examiner le droit au fond.

Le texte ne nous paraît laisser aucun doute sur le caractère de la dérogation : la dérogation correspond à un véritable droit et exclut toute idée de tolérance ou de faveur ; la loi fixe les conditions auxquelles elle subordonne la dérogation et l'administration n'a pas plus le droit de refuser la dérogation si ces conditions sont remplies que de l'accorder si elles ne le sont pas. Tout d'abord, le recours au Conseil d'Etat, en matière de dérogation, est prévu dans les termes les plus larges, sans restriction aucune : les autorisations, dit l'article 2, devront être demandées et obtenues conformément aux prescriptions des articles 8 et 9 et l'article 9 porte que l'arrêté préfectoral, prévu par l'article 8, pourra être déféré au Conseil d'Etat; dans ces conditions, les expressions employées par le même article 2 pour définir les dérogations : « Lorsqu'il sera *établi* que le repos simultané le dimanche serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement » indiquent bien qu'il s'agit de délimiter un droit et non de rendre possible une faveur. Enfin, le paragraphe final de l'article 8, qui prévoit la généralisation ou l'extension, dans certains cas, de la dérogation individuelle, stipule expressément que l'autorisation accordée à un établissement *devra* être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle, ce qui exclut toute idée potestative dans la matière des dérogations.

Les travaux préparatoires ne sont d'ailleurs pas contraires, comme on l'a soutenu, à l'interprétation qui ressort avec évidence de l'examen direct du texte. Le système primitif de la commission du Sénat, en 1905, ne comportant aucune obligation, ni quant au jour, ni quant au mode de repos, ne prévoyait naturellement pas de dérogations individuelles, puisque le patron était libre d'adopter le roulement : il n'y avait donc eu à prévoir aucun recours contentieux. Lorsqu'en mai 1905, le contre-projet Monis, fondé sur l'idée du repos collectif avec exceptions générales de droit, eût été renvoyé à la commission, celle-ci, dans le nouveau projet qu'elle élabora, introduisit comme correctif du principe du repos collectif le dimanche, avec exceptions de droit, qu'elle acceptait le

système des dérogations individuelles qui en devenait la contre-partie nécessaire; la commission proposait de faire statuer sur les demandes en dérogation par les Chambres de commerce (art. 8) et créait, pour donner toutes garanties contre l'arbitraire, le recours au Conseil d'Etat (art. 9). Lorsque le projet nouveau vint en discussion le 5 avril 1906, M. Monis qui, de son côté, acceptait le terrain transactionnel du régime des dérogations individuelles, s'éleva seulement avec beaucoup de vigueur contre le pouvoir conféré aux Chambres de commerce, à l'occasion de l'article 8 : il estimait cette attribution dangereuse, contraire à l'esprit de la loi, défavorable aux ouvriers, et considérant que le contrôle du Conseil d'Etat n'était pas suffisant, parce qu'il craignait qu'il fût limité aux questions de forme; il proposait, en conséquence, de remplacer toute la procédure des articles 8 et 9 par l'attribution pure et simple au préfet du droit d'accorder les dérogations. Sur le renvoi qui lui fut fait, à cette occasion, de divers amendements, la commission apporta encore une fois un projet transactionnel : elle remplaçait, dans l'article 8, les Chambres de commerce par le préfet, mais elle maintenait l'article 9 et la procédure du recours au Conseil d'Etat; c'est le système qui fut définitivement adopté. Il est donc permis de dire que le système de M. Monis a prévalu, en ce qui concerne l'autorité chargée d'accorder les dérogations, seule question sur laquelle il eût véritablement concentré ses efforts, et que le système de la commission a subsisté en ce qui concerne le recours au Conseil d'Etat qui est son œuvre : ce recours doit donc être envisagé avec le caractère que la commission lui attribuait, c'est-à-dire d'une garantie judiciaire au fond contre l'arbitraire des autorités administratives, Chambres de commerce ou préfets, appelés à manier cette arme délicate de la dérogation, qui devenait, dans son esprit, un des pivots de la loi nouvelle, et devait dès lors être placée sous le contrôle d'une véritable juridiction au point de vue de l'application des règles posées dans la loi.

La mission du juge est donc de vérifier *au fond* si les conditions des articles 2 et 8 sont acceptées, si les *circonstances de fait sont telles que le droit à dérogation existe :* si les conditions étant remplies, l'administration refuse la dérogation, elle viole le droit du commerçant et par là-même la loi qui lui confère ce droit : c'est une violation de la loi par fausse application de la loi, et le juge aura les pouvoirs les plus étendus pour faire l'appréciation et exercer le contrôle que la loi a voulu lui conférer. Il n'y a d'ailleurs eu aucune contestation de la part de l'administration sur ce point ; dès le 9 août 1906, le ministre s'exprimait ainsi dans une de ses circulaires : « Il y aura là des questions de fait très délicates... Les tribunaux administratifs pourront, en cas de recours, admettre une extension très large de la dérogation »; et, sur les pouvoirs actuels, le ministre du travail, qui n'oppose aucune fin de non-recevoir, vous demande de les rejeter au fond.

Ce pouvoir attribué au Conseil d'Etat, qui comporte à un certain degré un mélange d'administration et de contentieux, est évidemment très délicat et assez exceptionnel ; mais on peut citer d'autres exemples analogues en matière d'établissements insalubres, par exemple, de logements insalubres ; enfin, l'autorité judiciaire n'est-elle pas investie d'un pouvoir analogue par l'article 645 du Code civil, quand elle est appelée, en matière de règlements d'eau, à « concilier les intérêts de l'agriculture avec le respert dû au droit de propriété ». Vous avez à concilier ici les intérêts du commerce avec le respect dû au principe du repos collectif le dimanche.

Le contentieux spécial créé par la loi du 13 juillet 1906 s'explique par les garanties sérieuses que l'on a voulu donner aux commerçants à l'occasion d'une loi qui menaçait de heurter, dans bien des cas, assez gravement leurs intérêts : il n'a pas paru que l'arbitrage d'une autorité administrative telle que le Préfet suffit pour calmer les inquiétudes d'une partie notable du monde du commerce, et, que dans l'intérêt même d'une prompte et bonne exécution de la loi, il a paru nécessaire de donner aux commerçants une assurance plus ferme que leurs droits ne seraient pas méconnus. Vous savez, au surplus, messieurs, que depuis longtemps déjà la tutelle administrative tend à user d'une façon moins énergique des pouvoirs dont elle dispose pour sauvegarder les droits purement individuels et à laiser à ces derniers le souci de se défendre eux-mêmes judiciairement contre les abus ou les erreurs des autorités locales : le gouvernement répugne souvent à prendre la responsabilité d'un arbitre entre les divers citoyens et les maires par exemple et à intervenir dans les questions locales, fondées sur des questions de droit; il se décharge volontiers de cette partie de ses attributions sur le juge, qui, dégagé des préoccupations politiques, peut plus impartialement régler de pareils différends; le temps n'est plus du préfet-juge ou du ministre-juge. Il en résulte que votre jurisprudence a été amenée à élargir progressivement les voies de recours destinées à protéger les individus contre les actes des autorités locales, à mesure que l'administration semblait s'en désintéresser davantage ; la tutelle administrative se trouve ainsi faire place, de plus en plus, à la tutelle contentieuse. Le législateur a fini lui-même par entrer dans cette voie et à reconnaître aux citoyens des droits dans des circonstances où il ne leur aurait jadis attribué que des facultés, afin qu'il puisse obtenir du juge le redressement des abus que l'action de ses agents directs assure moins efficacement: il sait aussi que cette procédure est vue d'un œil favorable par le public qui se sent mieux garanti et qui fera ainsi meilleur accueil à des dispositions législatives à l'égard desquelles le régime du pouvoir discrétionnaire l'aurait rendu méfiant. Ne nous plaignons donc pas de la mission délicate et de la responsabilité nouvelle que la loi nous impose, puisqu'elles résultent de la triple confiance du Gouvernement, des particuliers et du législateur.

Le Conseil d'Etat aura donc, en définitive, à dire, par l'examen des circonstances de fait, si le commerçant est en droit ou non, aux termes de la loi, d'obtenir la dérogation qu'il sollicite. Il nous reste à rechercher quelle nature de pouvoir exercera le Conseil d'Etat lorsqu'il procédera à cet examen du fond, et quelle espèce de décision il pourra rendre.

II. *Le Conseil d'Etat, s'il annule un arrêté préfectoral pour refus illégal de dérogation, peut-il lui-même accorder l'autorisation ?*

La question revient, en langage technique, à se demander si le recours au Conseil d'Etat est un recours pour excès de pouvoirs, c'est-à-dire un recours en annulation, ou un recours contentieux de pleine juridiction. S'agit-il d'un *recours de pleine juridiction ou de plein contentieux*, le Conseil d'Etat statue avec les pleins pouvoirs du juge et peut prescrire toutes mesures, notamment délivrer les autorisations ; en revanche, la procédure est la procédure ordinaire, avec ministère d'avocat obligatoire. S'agit-il d'un *recours en annulation ou pour excès de pouvoirs*, le Conseil d'Etat ne peut que prononcer l'annulation de l'acte illégal, sans le faire lui-même : d'autre part, ce genre de recours, spécialement favorisé par le législateur, peut être introduit sans ministère d'avocat

et sans frais. (Décret du 2 novembre 1864 et Loi du 17 avril 1906, art. 4.) Cette distinction a donc un double intérêt pratique : au point de vue du droit du Conseil d'Etat de donner ou de ne pas donner l'autorisation, et au point de vue de la nécessité du ministère d'avocat.

Pour soutenir qu'il s'agit, dans l'art. 9 de la loi du 13 juillet 1906, d'un contentieux de pleine juridiction on fait valoir deux arguments, l'un spécial et l'autre général. Le premier est tiré de l'analogie juridique entre le refus de dérogation pour le repos hebdomadaire et le refus d'autorisation d'un établissement dangereux et insalubre; dans le dernier cas, la jurisprudence a toujours considéré qu'il y avait contentieux de pleine juridiction ; en conséquence, le recours au Conseil d'Etat ne peut être présenté que par ministère d'avocat, et, le Conseil d'Etat, s'il annule l'arrêté portant refus, accorde lui-même l'autorisation en fixant les conditions auxquelles il la subordonne. Le second argument peut se résumer ainsi ; du moment où le Conseil d'Etat est appelé à examiner la légalité *au fond*, comme c'est la volonté de la loi du 18 juillet 1906, il en résulte qu'il y a contentieux de pleine juridiction.

Nous écartons immédiatement l'argument d'analogie avec la législation des établissements insalubres : il s'agit là, en effet, d'une législation toute spéciale, qui date du 15 octobre 1810 : à cette époque, la justice administrative était une justice « retenue », les arrêts du Conseil d'Etat étant rendus par l'Empereur en son Conseil ; on pouvait donc admettre que les décisions ainsi rendues avaient un caractère à la fois administratif et contentieux et que le chef de l'Etat pouvait à la fois annuler l'acte et le refaire en même temps ; plus tard, lorsqu'en 1872 la justice administrative a cessé d'être « retenue » pour devenir « déléguée », on n'a pas jugé à propos de modifier une jurisprudence presque séculaire. Mais cet exemple, isolé, résultat de circonstances toutes particulières, ne peut servir de type pour étendre la solution admise en pareil cas à d'autres matières.

Le second argument, d'une portée plus générale, mérite d'être examiné de plus près, mais il repose sur une méprise absolue en ce qui concerne l'étendue du rôle du juge de l'excès de pouvoirs. C'est une erreur fort répandue de croire que le recours pour excès de pouvoirs ne vise que la violation des formes, par opposition au contentieux de pleine juridiction qui pourrait seul connaître au fond : c'est pour combattre cette erreur que M. Laferrière a fait prévaloir l'expression de « contentieux de pleine juridiction » sur celle de « recours contentieux au fond » employée autrefois à tort, et celle de « contentieux de l'excès de pouvoir » afin de bien préciser que la différence entre les deux natures de recours tenait à la *nature de l'acte attaqué* et à la *nature de la conclusion* sollicitée, *et non à la nature du grief invoqué*. Dans les deux cas, le juge est appelé à examiner le fond, car dans les deux cas, il est juge de la légalité de l'acte attaqué à tous les points de vue : si l'acte administratif viole la loi, s'il viole des droits acquis, il est illégal, et le juge de la légalité a le droit de le proclamer.

Le recours pour excès de pouvoirs peut être fondé non seulement sur des moyens d'incompétence, de violation des formes ou de détournement de pouvoirs, mais aussi sur la violation des droits que la loi a entendu assurer aux citoyens : or cette violation de la loi entraîne, la plupart du temps, l'appréciation des circonstances de fait dont la légalité de l'acte peut dépendre. Aussi constamment le Conseil d'Etat est-il amené à rechercher, en fait, si dans la manière dont l'Administration a usé de ses pouvoirs, elle a respecté les droits que les citoyens tiennent des lois générales ou spéciales, si telle mesure prescrite rentre, à raison de son caractère de gravité, dans la catégorie de celles qu'elle veut imposer, sans violer le droit de propriété, ou la liberté du commerce, ou tel autre droit individuel, si la situation de fait invoquée correspond bien aux conditions que le législateur a mises à l'obtention de telle autorisation, etc. Nous pourrions vous citer de nombreux exemples de ce pouvoir d'investigation et d'examen des circonstances au fond, à l'occasion de recours pour excès de pouvoirs dirigés soit contre des actes positifs lèsant directement un droit, soit contre des actes négatifs, c'est-à-dire contre des actes qui refusent de reconnaître un droit. En ce qui concerne les actes *positifs*, nous vous citerons d'abord les actes de délimitation fluviale, où le Conseil d'Etat a à examiner en fait quelle doit être sur le terrain la limite du domaine public, c'est-à-dire la baisse des plus hautes eaux avant débordement; puis tous les actes que les maires font en vertu de leurs pouvoirs généraux de police, et où vos arrêts, pour prononcer sur la légalité, sont obligés de dire jusqu'où, en fait, le maire peut aller sans se trouver arrêté par le droit du propriétaire ou de l'industriel (arr. Cons. 28 mars 1885, Languellier; 25 mars 1887, propriétaire de bains de Paris; 1er mai 1896, Boucher d'Argis; 10 février 1903, Pedron; 27 février 1903, Fauchier Magnan; 19 février 1904, Laporte; 20 mai 1904, Lamarthonie; 29 avril 1904, Adan). En ce qui concerne les actes *négatifs*, il faut distinguer entre le cas où l'Administration donne des autorisations à titre discrétionnaire, avec pleine liberté d'accorder ou de refuser, auquel cas il n'y a civilement aucun recours contentieux au fond, et le cas où elle est tenue d'autoriser, du moment où le demandeur satisfait aux conditions établies par la loi : dans cette dernière hypothèes, le refus d'autorisation constitue une violation de la loi, et pour le décider, vous êtres obligés, tout d'abord, d'examiner si le demandeur se trouve bien dans la situation de fait qui comporte l'autorisation, si, par exemple, l'établissement industriel qui demande l'admission à l'entrepôt pour certaines matières satisfait bien aux conditions fixées par le règlement d'octroi (arr. Cons. 17 novembre 1893, commune de Quillebœuf ; 7 août 1903, Sevrez), si des travaux, que l'on demande l'autorisation d'exécuter à un immeuble en saillie sur l'alignement, ont ou non le caractère de travaux confortatifs (arr. Cons. 25 novembre 1885, Bidault), si un officier prétendant avoir droit à une médaille coloniale réunit les conditions de fait exigées par les règlements (arr. Cons. 20 janvier 1885, d'Usson de Villeréglan), etc.

Toutefois, dans le cas où il reconnaît que le refus d'autorisation est illégal, le Conseil d'Etat doit se borner à prononcer l'annulation de l'arrêt portant refus, sans accorder lui-même l'autorisation : c'est une application du principe de la séparation des pouvoirs ; le juge de l'excès de pouvoirs peut déclarer l'illégalité et reconnaître le droit, mais il ne peut se substituer à l'administrateur pour faire l'acte : c'est ce que vous reconnaissez dans tous les arrêts où vous statuez sur des refus d'autorisation (alignement, admission à l'entrepôt, médaille coloniale, etc.). Est-ce à dire que le citoyen perd par là une garantie essentielle ? Il n'en est rien : si l'annulation d'un refus d'autorisation a en apparence un caractère purement doctrinal, il n'en est pas moins vrai qu'en fait elle aboutit à un résultat pratique : il est bien évident, en effet, que l'Administration à qui vous venez de dire solennellement par arrêt que son refus est illégal, ne pourra se dispenser d'accorder l'auto-

risation sollicitée, et, en fait, une résistance de l'administration en pareil cas ne s'est jamais présentée. Toutefois, afin de bien préciser le droit des citoyens et l'obligation de l'administration, nous ne verrions aucun obstacle à ce que le Conseil d'Etat, après avoir annulé l'arrêté qui rejette une demande d'autorisation fondée en droit, renvoie le demandeur devant l'autorité compétente pour faire l'acte afin qu'il soit statué à nouveau sur sa demande; le principe de la séparation des pouvoirs serait respecté, puisque ce ne serait jamais que l'administrateur qui ferait l'acte, mais la proclamation du droit serait plus manifeste. C'est la solution qu'indique M. Teissier, dans son *Traité de la responsabilité de la puissance publique*, en ces termes : « D'après les règles de notre droit public, chaque fois que la décision du Conseil d'Etat, annulant un acte administratif quelconque, implique, pour produire son plein et entier effet, l'accomplissement d'un nouvel acte, le juge ne pouvant que juger et non agir, le renvoi s'impose. »

Nous venons, messieurs, de vous rappeler quels sont, d'après une jurisprudence solidement établie, les pouvoirs du juge de l'excès de pouvoirs et nous croyons avoir par là-même démontré que le recours en annulation ou recours pour excès de pouvoirs permet, avec les avantages de la procédure simplifiée dont il bénéficie, de donner toute satisfaction aux citoyens qui, se disant lésés par un refus illégal d'autorisation, fondent leur réclamation sur un grief tiré de la violation de la loi, c'est-à-dire de l'illégalité du refus *au fond*. Ceci ne suffit pas pour résoudre la question qui vous est actuellement soumise : il nous reste, en effet, à prouver que ce recours pour excès de pouvoirs est bien celui que vise la loi du 13 juillet 1906, et que cette loi n'a pas eu en vue un recours de pleine juridiction ; si, en effet, c'était ce dernier recours que le législateur avait entendu créer, tout l'effort de notre argumentaion précédente, pour affirmer que le recours en annulation est suffisant, viendrait se briser contre le fait brutal de l'intention contraire du législateur, et nous serions obligés de vous demander de reconnaître l'existence d'un contentieux de pleine juridiction, lequel entraînerait, avec le droit pour vous de délivrer vous-mêmes les autorisations, le rejet comme non-recevables de la presque totalité des pourvois introduits sans le ministère d'avocat. Nous devons donc nous demander à quel critérium il faut s'attacher pour déterminer si un recours contentieux doit *a priori* être classé dans la catégorie des recours qui sont nécessairement des recours de pleine juridiction ou dans la catégorie des recours qui doivent être introduits comme recours pour excès de pouvoirs : c'est en réalité la véritable question que vous avez à résoudre en ce moment.

Ce criterium, nous l'avons indiqué au début, réside *non dans la nature du grief* d'illégalité (nous venons de voir qu'à ce point de vue il n'y a pas de différence à faire entre les deux recours), *mais tout à la fois* dans la *nature des conclusions* et dans la *nature de l'acte* attaqué. Nous n'avons pas à insister sur la *nature des conclusions :* l'essence du recours pour excès de pouvoirs étant d'être un recours en annulation, il ne peut être question, à l'appui d'un semblable recours, que de conclusions à fin d'annulation. Mais cela ne suffit pas : il faut, en outre, que la *nature de l'acte* attaqué comporte le recours pour excès de pouvoirs.

En ce qui concerne la nature de l'acte, on peut dire que, en principe, le recours pour excès de pouvoirs vise les *actes d'autorité*, qui ne se rencontrent pas en droit civil dans les rapports entre particuliers, et qui sont spéciaux au droit administratif. Ce recours, il faut le reconnaître, ne se différencierait guère, quant à sa nature, du recours de plein contentieux limité à des conclusions à fin d'annulation, et pourrait être considéré aujourd'hui comme une simple modalité du recours porté en toutes circonstances devant le Conseil d'Etat juge de droit commun s'il ne concernait que les actes individuels et s'il ne permettait de faire tomber *erga omnes* les actes collectifs et réglementaires : c'est à ce point de vue seulement qu'il a juridiquement une véritable physionomie propre. Mais à l'origine et avant le développement de la théorie du Conseil d'Etat juge de droit commun, il a été le seul moyen d'atteindre certains actes d'autorité, même individuels, contre lesquels on n'eut pas osé employer auparavant le recours de plein contentieux. C'est ainsi qu'il est apparu au début et qu'il a continué de figurer dans notre droit, comme visant tous les actes d'autorité.

Notons, toutefois, que dans le cas où vous statuez dans une matière comme juge de droit commun, vous vous reconnaisez le droit de dédoubler vos pouvoirs juridictionnels de droit commun, en tant que juges de l'annulation et juges de plein contentieux, et d'admettre au bénéfice de la procédure du recours pour excès de pouvoirs les requêtes ne tendant, en cette matière, qu'à obtenir l'annulation de certains actes indépendamment de toute autre conséquence (arrêté de révocation de fonctionnaires, annulations d'adjudications, etc.). Sous la réserve de ces cas exceptionnels qui profitent d'une extension par voie d'analogie, on peut dire que le recours pour excès de pouvoirs est bien demeuré en principe le recours tendant à l'annulation des actes d'autorité : c'est cette conception telle que l'évolution historique l'avait créée et développée avec son caractère plus empirique que doctrinal, à laquelle les textes relatifs aux recours pour excès de pouvoirs ont entendu se référer, lorsqu'ils ont organisé en leur faveur la procédure simplifiée et économique dont ils jouissent. (Décret du 2 novembre 1864. Loi du 17 avril 1906, art. 4) : c'est elle qu'ils ont ainsi à la fois consacrée et cristallisée.

Lors donc qu'on se trouve en présence d'une disposition de loi qui prévoit un recours au Conseil d'Etat, sans le définir, et que ce recours est dirigé contre des actes d'autorité de l'Administration, positifs ou négatifs, il nous paraît indubitable que le recours rentre de la manière la plus directe dans la catégorie des recours pour excès de pouvoirs. C'est le cas de l'article 9 de la loi du 13 juillet 1906 relatif aux recours contre les arrêtés du préfet refusant des dérogations à la règle du repos hebdomadaire.

Nous concluons en définitive :

1° Que le recours prévu par la loi du 13 juillet 1906 a le caractère d'un recours pour excès de pouvoirs et peut dès lors être introduit sans ministère d'avocat et sans frais, dans les conditions de l'article 4 de la loi du 17 avril 1906 ;

2° Que le juge a le droit d'examiner la légalité des arrêtés tant au fond qu'en la forme ;

3° Que le juge n'a pas le droit, s'il juge la requête justifiée au fond, de délivrer lui-même l'autorisation ; qu'il peut seulement prononcer l'annulation de l'arrêté et renvoyer le demandeur devant le préfet pour y être statué sur la demande en dérogation à laquelle il a droit.

DEUXIÈME QUESTION

La loi peut-elle être exécutée avant la promulgation du règlement d'administration publique de l'article 3 sur les exceptions ?

La loi prévoit quatre règlements d'administration publique, deux à l'article 3, un à l'article 10, un à l'article 18. Un seul a été fait jusqu'ici, le 24 août 1806 : celui de l'article 10, qui organise le contrôle ; le raport qui précède ce décret explique que c'est le seul qui, dans la pensée du gouvernement, soit indispensable pour l'application de la loi.

On soutient que la loi ne pouvait être appliquée avant la promulgation du règlement d'administration publique prévu par l'avant-dernier paragraphe de l'article 3 ainsi conçu : « Un règlement d'administration publique énumèrera la nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous les numéros 10 et 11, *ainsi que les autres catégories d'établissements qui pourront bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement* ». Jusque-là, la loi ne pouvait être appliquée, l'Administration ne pourrait statuer sur les demandes de dérogation et les refus de dérogation prononcés par les préfets seraient nuls comme prématurés.

A l'appui de cette opinion, on fait valoir tout d'abord qu'on ne peut statuer sur les dérogations de l'article 2 avant de connaître les exceptions de droit qui résulteront de l'article 3 : la loi en a énuméré un certain nombre sous onze numéros, mais le règlement doit en ajouter ; la liste n'est pas complète tant que le règlement ne l'a pas close ; il est impossible de savoir si l'industriel qui réclame une dérogation ne sera pas compris sur la liste des industries exceptées de droit, auquel cas, il n'y aurait même pas à statuer sur la dérogation: il faut donc connaître le régime définitif des exceptions, applicables à toute une industrie dans toute la France, avant d'examiner les demandes ou individuelles ou locales de dérogation. On ajoute un argument tiré de la rédaction du texte de l'article 3 : le paragraphe 3 prévoit *un seul et même règlement* pour faire la nomenclature des industries exceptées par les numéros 10 et 11, et pour ajouter d'autres catégories d'exceptions à celles énumérées par la loi ; or, ce règlement est indispensable pour les numéros 10 et 11 qui se bornent à excepter en termes beaucoup trop généraux « les industries où sont mises encore en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide » et « les industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciatinon du produit en cours de fabrication » ; don cce même règlement doit être également indispensable en ce qui concerne les industries nouvelles. Enfin, on invoque une déclaration faite à la Chambre des députés le 10 juillet 1906, et dans laquelle le ministre du commerce aurait affirmé que la loi ne serait applicable qu'après la promulgation des règlements d'administration publique.

Nous ne croyons pas, messieurs, que l'on puisse faire droit à cette argumentation.

La loi est en principe exécutoire du jour de sa promulgation, si elle n'en a pas autrement ordonné. Lorsque la loi prévoit des règlements d'administration publique, elle n'en est pas moins exécutoire immédiatement, sauf deux cas : 1° si la loi subordonne expressément l'exécution de la loi à la confection antérieure des règlements prévus (c'est le cas de l'article 33 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail) ; 2° si l'application de la loi est manifestement impossible ,tant que les règlements n'ont pas été publiés. La jurisprudence n'est pas douteuse, et nous la voyons confirmée en termes excellents par un arrêt récent de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 12 mai 1906 (Bédouin) à l'occasion de l'exécution de la loi du 5 août 1905 sur les fraudes dans la vente des marchandises.

Or, la loi actuelle ne contient aucune disposition qui subordonne son exécution à la promulgation des règlements, et il n'y a aucun état à faire, à ce point de vue, des déclaration du ministre du commerce le 10 juillet 1906 quand on les rapproche de la question à laquelle elles répondaient. C'était au moment du vote définitif de la loi : adoptée par le Sénat, elle allait être votée intégralement par la Chambre des députés en une seule séance ; l'article 3 avait été voté sans observations et on était passé à l'article 4 ; M. Georges Berry demanda au ministre si les intéressés n'auraient pas un délai pour pouvoir obtenir les dérogations, dont la procédure durerait bien un mois; et, parlant spécialement des coiffeurs, il ajoutait : « Vous les avez exclus de l'article 3 ; mais ils demandent la dérogation de l'article 2 ; pouvez-vous leur accorder un mois pour qu'ils puissent obtenir des dérogations ? » Il n'était donc pas question des exceptions de droit à établir par règlement, mais précisément des dérogations. C'est à la question ainsi posée que le ministre du Commerce répondait que les intéressés auraient tout le temps ; qu'il allait falloir faire le règlement d'administration publique ; qu'il se passerait bien un mois et demi avant que la loi puisse être appliquée ; « quant aux dérogations », ajoutait-il, « on peut faire les demandes tout de suite ». Ces déclarations n'avaient donc rien de commun avec la question discutée actuellement et elles ne peuvent être considérées comme un engagement ferme du gouvernement de ne statuer sur les demandes de dérogation qu'après la confection du règlement prévu par l'article 3 en ce qui concerne les exceptions.

Il faut donc rechercher si, en fait, ce règlement d'administration publique est indispensable pour les dérogations. Nous ne le pensons pas : l'application immédiate de l'article 2 n'est pas contraire au texte de la loi, et elle est conforme à son esprit. Le principe de la loi est en effet le repos hebdomadaire collectif le dimanche.

Ce principe admet : 1° des *dérogations*, qui ont un caractère individuel et local, qui varient selon les circonstances et les endroits, et qui sont l'œuvre de l'Administration sous le contrôle judiciaire du Conseil d'Etat ; 2° des *exceptions*, qui ont un caractère législatif, s'appliquent à toute une profession et à tout le territoire, sont acquises de plein droit, et sont édictées d'abord par la loi sous les onze numéros de l'article 3, puis par règlement d'administration publique, s'il y a lieu : ces deux terrains sont absolument indépendants et distincts. Le législateur a arrêté dès à présent une liste d'exceptions, après discussion, en toute connaissance de cause : ce n'est pas comme s'il avait remis au pouvoir règlementaire le soin de dresser lui-même cette liste ; il l'a faite lui-même et elle a, pour le moment, un caractère définitif. Seulement, il n'a pas voulu empêcher d'allonger cette liste, si on reconnaissait que des industries méritaient d'y être ajoutées, et, pour éviter qu'on fut obligé de revenir devant lui, à cet effet, il a donné délégation au gouvernement pour stauer à sa place : le règlement d'administration publique, sur ce point, destiné uniquement à ajouter une allonge à la nomenclature dressée par la loi, a donc un caractère purement éventuel. Cela résulte très clairement

de la déclaration du rapporteur au Sénat le 3 avril 1906; et l'interprétation donnée par le ministre du commerce dans sa circulaire du 3 septembre 1906 nous paraît irréprochable.

Il serait, d'autre part, inexact de faire aucune assimilation entre la réglementation prévue pour l'addition d'exceptions nouvelles et celle qui vise l'application des exceptions des numéros 10 et 11 : pour les numéros 10 et 11, la loi exempte elle-même, mais sans préciser, et il est possible que le règlement soit nécessaire pour définir les industries qui rentrent dans les termes généraux employés par la loi. Il n'en est pas de même pour les industries nouvelles où le rôle du règlement est tout différent.

Le projet de la commission du Sénat en 1906 ne prévoyait de règlement que pour ce dernier cas : on a reconnu la nécessité de la règlementation pour les numéros 11 et 12 et on l'a confiée au même règlement d'administration publique ; mais on n'a entendu établir aucun lien entre ces deux opérations qui concernet des besoins absolument distincts.

En résumé, les articles 2 et 3 de la loi correspondent à deux spères d'action distinctes, celles des *exceptions* et celle des *dérogations*. Les exceptions sont énumérées par le législateur, *hic et nunc*, avec possibilité de les augmenter, s'il y a lieu, par voie de règlement d'administration publique : mais en sortant des mains du législateur, la liste des exceptions doit être réputée complète dès à présent, et, dès lors, rien n'empêche la procédure des dérogations de se dérouler devant l'autorité locale, du moment où il s'agit d'un industriel qui, n'ayant pas sa profession inscrite sur la liste des exceptions de l'article 3, ne peut échapper à l'application intégrale de la loi que s'il se trouve individuellement au cas d'obtenir une dérogation de l'article 2.

Le préfet avait donc le droit et le devoir de statuer immédiatement sur les demandes de dérogation dont il était saisi ; et ses arrêtés ne peuvent être considérés comme prématurés. Les recours, de ce chef, doivent être rejetés.

TROISIÈME QUESTION

A Paris, le préfet de police était-il compétent pour statuer sur les demandes de dérogation ?

Vous savez, mesieurs, qu'à Paris il y a entre les préfets de la Seine et de police un partage d'attributions qui donne souvent lieu à des difficultés. La loi du 13 juillet 1906 ayant dit, d'une manière générale, que le « préfet » statuerait sur les dérogations, on a soutenu que ces termes, visant le préfet du département, ne pouvaient concerner que le préfet de la Seine, et que, dès lors, les arrêtés pris par le préfet de police seraient nuls pour incompétence.

A l'appui de cette thèse, on fait remarquer que dans la loi de 1906, le préfet est pris pàr opposition aux maires, auxquels on avait tout d'abord songé pour l'èxercice de cette attribution, que c'est donc l'agent départemental que l'on a eu en vue ; or, prétend-on, le préfet de la Seine est seul le représentant du département de la Seine, le préfet de police n'ayant que des attributions purement municipales. On ajoute que le préfet de police n'a que des attributions de police proprement dite, et que celles à lui limitativement conférées par l'arrêt du gouvernement du 12 messidor an VIII : à défaut d'un texte spécial, les fonctions conférées par la loi de 1906 aux préfets, sur une matière toute nouvelle, et spécialement sur une matière qui n'est pas « de police », doivent apartenir au préfet de la Seine.

La loi du 13 juillet 1906 ne faisant aucune attribution de compétence pour Paris, il faut en effet, messieurs, résoudre la question par l'application des principes généraux : mais ils conduisent, selon nous, à reconnaître la compétence du préfet de police.

Les textes généraux sont : la loi du 28 pluviôse an VHI, d'après laquelle il y aura, à Paris, un préfet de police chargé de ce qui concerne la police ; l'arrêté des consuls du 12 messidor an VII, qui détermine les fonctions du préfet de police à Paris, et le décret du 10 octobre 1859 qui lui enlève certaines attributions de police pour les confier au préfet de la Seine. Les attributions conférées au préfet de police par le texte organique du 12 messidor an VIII comprennent non seulement la police municipale (section III), mais encore la police générale (section II) ; le préfet de police exerce donc à Paris non seulement les fonctions de maire, mais les fonctions de préfet. Ce caractère départemental d'une partie de ses attributions résulte encore de l'arrêt du 3 brumaire an IX, d'après lequel « il exerce son autorité sur toute l'étendue du département de la Seine, et a autorité sur les maires » pour presque toutes ses attributions de police générale ; de la loi du 10 juin 1853 qui confirme ces pouvoirs dans toutes les communes du département ; de l'arrêté du gouvernement du 6 messidor an X qui lui donnait — à l'époque — le droit de présider le Conseil de préfecture, comme le préfet de la Seine ; de l'ordonnance du 18 décembre 1822 qui lui reconnaît le droit d'élever le conflit. Le préfet de police est donc non seulement un magistrat municipal, un demi-maire de Paris, mais aussi un magistrat départemental, un demi-préfet de la Seine. Donc, lorsqu'une loi vise le préfet en général, elle peut concerner à Paris soit le préfet de la Seine, soit le préfet de police, et, du moment où il s'agit d'une matière absolument nouvelle, il faut procéder par assimilation avec les matières plus ou moins analogues où ils exercent déjà leur autorité.

Il est bien vrai que la loi du 13 juillet 1906 n'est pas une « loi de police » ; mais il nous semble que les questions dont elle s'occupe ne ressemblent nullement à celles sur lesquelles le préfet de la Seine est généralement compétent, tandis qu'elles ont beaucoup d'analogie avec un certain nombre de matières qui rentrent dans les attributions du préfet de police. Aux termes de l'arrêté du 12 messidor an VIII, c'est le préfet de police qui statue, en ce qui concerne les établissements dangereux et insalubres, la fidélité du débit dans les transactions commerciales et la salubrité des denrées, c'est-à-dire, d'une manière générale, sur ce qui intéresse le commerce et l'industrie; c'est lui que mentionnent, pour des législations intéressant le travail, la loi du 22 février 1851 sur l'apprentissage, celles du 25 mars 1852 et 14 mars 1904 sur les bureaux de placement. Il semble donc logique, par assimilation avec ses fonctions habituelles, d'admettre que c'est le préfet de police qui est compétent pour statuer, à Paris, sur les dérogations de la loi du 13 juillet 1906.

QUATRIÈME QUESTION

Régularité en la forme de l'instruction en général et à Paris en particulier.

L'article 8 de la loi du 13 juillet 1906 dispose : que le préfet doit demander d'urgence les avis du Conseil municipal, de la Chambre de commerce de la région et des Syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune ; que ces avis devront être donnés dans le délai d'un mois ; que le préfet statuera ensuite par un arrêt motivé. Dans quels cas l'inobservation de ces prescrip-

tions doit-elle entraîner l'annulation de l'arrêté préfectoral ?

La jurisprudence du Conseil d'Etat est depuis longtemps fixée en ce sens : d'une part, que toute irrégularité de la procédure n'entraîne pas nécessairement l'annulation de l'acte fait sur cette procédure irrégulière ; d'autre part, qu'il n'est pas besoin qu'une formalité ait été prescrite à peine de nullité pour que l'irrégularité puisse entraîner l'annulation. Il faut donc rechercher : 1° si la formalité en elle-même doit être considérée comme essentielle ou non ; 2° si la formalité étant supposée essentielle, il y a omission totale ou simplement irrégularité ; 3° au cas de simple irrégularité, quel est le degré de gravité de l'irrégularité ; 4° si l'omission ou l'irrégularité est imputable à l'Administration.

En ce qui concerne les avis exigés par l'article 8, ils ont certainement le caractère d'une formalité substantielle, leur omission doit certainement entraîner la nullité des arrêtés préfectoraux, car ils sont les éléments principaux dans lesquels le législateur a entendu que le préfet chercherait ses motifs de décision. Spécialement, en ce qui concerne l'avis du Conseil municipal, il a été introduit, sur un amendement de M. Flaissières présenté une première fois le 12 juin 1906 et adopté le 3 juillet 1906, après un échange d'observations duquel il résulte très nettement que le Conseil municipal représente l'*intérêt du public*, lequel, aux termes de l'article 2, doit être pris en considération, pour accorder ou refuser les dérogations.

Si le Conseil municipal, la Chambre de commerce ou les Syndicats intéressés n'ont pas été consultés ou si le préfet a statué avant l'expiration du délai d'un mois qui leur est imparti pour donner leur avis, la procédure est radicalement nulle. Si, au contraire, ces assemblées, régulièrement mises en demeure de donner leur avis, ont refusé ou négligé de le faire, leur mauvais vouloir ne peut, en l'absence de toute faute de l'Administration, faire échec à l'application de la loi, et on a le droit de passer outre. (Déclaration du rapporteur à la séance du Sénat du 3 juillet 1906.)

Quid, si le préfet a bien demandé l'avis du Conseil municipal, mais si celui ci, se trouvant hors session, n'a pu émettre son avis avant la décision préfectorale ? On pourrait peut-être soutenir que le préfet a rempli ses obligations en saisissant le maire ; que c'était à ce dernier à convoquer le Conseil municipal en session extraordinaire, en vertu de l'article 47 de la loi du 5 avril 1884, et que s'il ne le faisait pas, c'était lui qui était en faute et non l'Administration. Nous ne saurions admettre une pareille théorie ; c'est au préfet de prendre l'avis du Conseil municipal et, par conséquent, de faire le nécessaire pour que ce représentant de « l'intérêt du public » soit appelé à se prononcer ; or, le préfet puise dans l'article 47 précité, le pouvoir de convoquer le Conseil municipal ; son devoir est donc, non point de s'en remettre au maire, mais d'user directement de ses pouvoirs pour mettre le Conseil à même de lui fournir l'avis qu'il a l'obligation de prendre. Si donc le préfet n'use pas des pouvoirs qu'il tient de la législation municipale pour assurer la stricte exécution de la loi de 1906, il est en faute ; le vice de l'instruction est dès lors imputable à une faute ou une négligence de l'Administration, et doit, par conséquent, entraîner la nullité de l'arrêté préfectoral.

Il y a lieu d'examiner, à ce point de vue, d'une manière spéciale la situation de la *Ville de Paris*, en raison de son régime législatif particulier. Tandis qu'en province, les Conseils municipaux semblent avoir été en fait généralement convoqués en session extraordinaire, à Paris, le Conseil municipal, qui était en vacances au moment où le préfet de police l'a consulté, n'a pas été convoqué et n'a pu émettre d'avis sur les demandes de dérogation. Il semble *a priori* que la faute de l'Administration préfectorale soit beaucoup plus grave à Paris que dans les départements : car, en province, le maire, en dehors du préfet, peut, comme nous venons de le rappeler, convoquer le Conseil municipal en vertu de la loi du 5 août 1884 ; à Paris, au contraire, où la loi de 1884 n'est pas applicable, le Conseil municipal ne peut être convoqué que par le préfet (loi du 20 avril 1834, art. 17 ; cf. loi du 1er mai 1855, art. 15). Si donc l'Administration ne le convoque pas, le Conseil municipal ne peut délibérer, et c'est l'Administration qui a la pleine et entière responsabilité de l'inexécution de la loi de 1906. Mais nous avons à répondre ici à deux objections.

La *première objection* est tirée de ce que l'autorité qui a le droit, à Paris, de convoquer le Conseil municipal, n'est pas le préfet de police, mais le préfet de la Seine (art. 17 de la loi du 20 avril 1834) ; le préfet de police, auquel incombe le soin de consulter le Conseil municipal pour l'application de la loi de 1906, n'est donc pas la même autorité que celle à laquelle appartient le pouvoir de le convoquer ; on peut donc prétendre que le préfet de police est à l'égard du Conseil municipal dans la même situation qu'à l'égard de la Chambre de commerce ou des Syndicats : n'ayant pas le droit de convocation, il satisfait à ses obligations en demandant l'avis, et en laissant s'écouler le délai d'un mois, à l'expiration duquel il faut statuer.

Nous répondons qu'il est impossible de considérer le préfet de la Seine et le préfet de police comme deux personnages qui s'ignorent et qui n'ont aucune action l'un sur l'autre. Il faut, pour satisfaire à la loi de 1906, que l'Administration (préfet de police) consulte le Conseil municipal ; or, l'Administration (préfet de la Seine) a seule le droit de le convoquer. Il faut donc que le préfet de police obtienne du préfet de la Seine la convocation du Conseil municipal. On ne peut admettre un conflit entre les deux préfets, quand il s'agit d'obtempérer à un texte législatif précis : si, par impossible, ce conflit se produisait, il appartiendrait au ministre de l'intérieur d'assurer l'exécution de la loi, comme cela est d'ailleurs prévu par le décret du 10 octobre 1859 (art. 2 et 3). En tout cas, le jeu de la loi du 13 juillet 1906 impliquant l'action combinée des deux préfets, pendant les vacances du Conseil municipal, les tiers ne sauraient souffrir de la dualité d'autorités dans une situation où ils n'ont rien à se reprocher. C'est l'Administration préfectorale qui est en faute, en la personne de l'un ou l'autre de ses représentants, et qui, dès lors, est responsable du vice qui entache la procédure.

La *deuxième objection* est tirée de la présence au dossier d'avis de la délégation municipale spéciale nommée par le Conseil municipal avant d'entrer en vacances pour examiner les demandes de dérogation ; on en conclurait : 1° que cet avis de la délégation tient lieu de l'avis du Conseil municipal ; 2° que le Conseil municipal est responsable de la procédure suivie, puisqu'il l'a lui-même instituée en nommant la délégation.

Nous ne nous arrêterons pas longtemps, messieurs, à vous démontrer que l'avis de la délégation nommée par le Conseil municipal ne saurait tenir lieu de l'avis du Conseil municipal lui-même.

Vous savez que le texte de la loi du 5 avril 1884, article 59, a pour la première fois consacré légalement l'existence de commissions d'étude du Conseil municipal pen-

dant l'intervalle des sessions ; mais vous savez aussi que ce sont là de simples commissions d'études, sans aucun pouvoir propre, incapables de recevoir aucune délégation du Conseil municipal ; il n'y a là aucune analogie avec les commissions départementales. A plus forte raison, doit-il en être de même à Paris, où la loi de 1884 n'est pas applicable, et où par conséquent l'existence de semblables commissions d'études n'est même pas prévue par un texte légal. L'avis de la délégation nommée par le Conseil municipal est donc purement et simplement inexistant au point de vue juridique et il n'y a pas à en tenir compte.

Nous ajouterons que le Conseil municipal n'est pas responsable de la procédure irrégulière suivie en cette circonstance. Le 23 juillet, le même jour où sa session allait être close, il a reçu communication d'une lettre du préfet de police lui faisant connaître qu'il y aurait ultérieurement des demandes de dérogation à examiner, et lui demandant au nom du gouvernement de nommer une délégation qui pourrait, pendant les vacances, se livrer à ce travail. Le Conseil municipal n'a donc pas refusé d'examiner lui-même les demandes, puisque ces demandes n'ont été transmises par la préfecture de police que le 8 août, quinze jours après la clôture de sa session ; en procédant à la désignation d'une délégation, il n'a fait que se conformer à l'invitation du gouvernement qui prenait, à ses risques et périls, l'initiative d'une procédure dont nous venons de vous démontrer l'irrégularité.

Le Conseil municipal de Paris n'a donc pas été mis à même d'émettre l'avis exigé par la loi du 13 juillet 1906 sur les demandes de dérogation ; parce que le gouvernement, qui seul pouvait le convoquer, a cru à tort que l'avis d'une délégation serait suffisant. Cette erreur de droit et l'absence d'une formalité essentielle, qui en est la conséquence, sont donc imputables exclusivement à l'Administraion préfectorale, et dès lors les arrêtés du préfet de police relatifs aux demandes de dérogation pour la Ville de Paris doivent être annulés comme rendus sur une procédure irrégulière.

CINQUIÈME QUESTION

Légalité des arrêtés au fond.

Bien que la loi du 13 juillet 1906 soit la résultante et le terrain de conciliation de systèmes et d'idées contradictoires, et que, par conséquent, les travaux préparatoires ne permettent parfois de se faire qu'une opinion assez imprécise de la doctrine qui a définitivement prévalu, il existe cependant un certain nombre de points où l'étude combinée du texte adopté, des amendements rejetés et des explications de ceux qui ont réussi à faire admettre la disposition votée, conduit à dégager d'une façon tout à fait nette la volonté du législateur. Ce sont ces quelques principes que nous voudrions essayer de mettre en lumière, afin qu'ils nous servent de guides dans les applications particulières que nous avons à en faire aux diverses natures de litiges ; nous ne sommes en effet que les serviteurs de la loi, nous n'avons pas à faire prévaloir telle conception économique ou sociale : nous devons exclusivement chercher à interpréter la loi dans l'esprit où elle a été faite. Laissons donc de côté, pour l'instant, les questions controversables et efforçons-nous de déterminer les quelques jalons que l'œuvre du législateur nous autorise à considérer comme définitivement et solidement établis.

I

Principe de la loi.

Le repos hebdomadaire consiste dans l'obligation de ne pas faire travailler plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier et doit avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives. *Il est en principe collectif le dimanche* (art. 2). Le choix du dimanche ne dérive d'aucune pensée confessionnelle : c'est la consécration de l'usage, afin de favoriser la réunion de la famille le même jour, c'est ainsi qu'on l'a dit « la fête des libres-penseurs et des pratiquants ». Le repos obligatoire, le dimanche, du personnel de l'employeur n'implique pas la fermeture obligatoire de l'établissement. Cela résulte : 1° du texte même de la loi ; ce qui est défendu (article premier), c'est de faire travailler le personnel d'un établissement plus de six jours par semaine ; ce qui est imposé (art. 2), c'est de donner par semaine un jour plein de repos à ce personnel, qui vient de travailler pendant six jours, et de placer ce jour de repos le dimanche ; 2° de la suppression des dispositions contenues dans le projet du Conseil supérieur du travail (art. 3) et de la commission du Sénat (art. 2), qui admettaient primitivement que cette fermeture pouvait être prononcée sur la demande des deux tiers ou des quatre cinquièmes des patrons d'une même industrie ; 3° du rejet de l'amendement de M. Philippe Berger par le Sénat le 29 juin 1906 ; 4° des allusions faites plusieurs fois sans contradiction aucune, au droit du patron, qui a donné congé à son personnel le dimanche et qui a parfaitement satisfait à la loi, de desservir sa clientèle lui-même ou avec l'aide de sa famille (voir notamment les observations de M. Touron, au Sénat, le 3 avril 1906 et la réponse du rapporteur).

Le repos collectif le dimanche étant *la règle légale*, la dérogation est l'*exception* : c'est donc à celui qui demande à bénéficier de la dérogation à *faire la preuve* qu'il satisfait aux conditons mises par le législateur à l'exercice de son droit. Le projet de la commission du Sénat en 1905 était fondé sur le droit du patron de choisir le jour et le mode de repos : le contre-projet de M. Monis et du Conseil supérieur du travail reposait au contraire sur l'obligation du repos collectif le dimanche ; lorsque ce contre-projet eut été renvoyé à la commission le 26 mai 1905, l'accord se fit entre les partisans des deux systèmes sur le terrain juridique de la loi actuelle, grâce à l'introduction de l'idée de la dérogation. La dérogation a donc été, pour la commission du Sénat, la rançon, ou, comme on l'a dit, la soupape de sûreté du principe du repos collectif le dimanche, mais avec ce caractère incontestable que le repos collectif serait la règle et la dérogation l'exception, le fardeau de la preuve étant à la charge du demandeur (déclaration du rapporteur dans la séance du Sénat du 29 juin 1906).

Quant à l'ordre des dérogations, il est fixé par la loi elle-même : il y a d'abord le repos collectif un jour autre que le dimanche, ou du dimanche midi au lundi midi (cédules *a* et *b*), puis le repos alternatif ou roulement partiel ou intégral (cédules *c* et *d*). Le roulement complet (cédule *d*) a été classé en dernière ligne, parce que le monde ouvrier considère que la surveillance est, pour ce mode de repos, plus difficile à exercer, et que les fraudes sont plus à redouter. Si donc il n'y a pas nécessité à accorder le roulement, c'est le repos collectif qui, en tant que dérogation, devra être préféré : le législateur s'est chargé lui-même d'indiquer la hiérarchie des dérogations.

II

Caractère individuel de la dérogation.

Par opposition aux « exceptions » de l'article 3, qui ont un caractère législatif et général pour tout le territoire, visent exclusivement les industries énumérées sous 11 numéros, avec le droit pour le gouvernement d'en allonger la liste ultérieurement par voie de règlement d'administra-

ton publique, et sont applicables de plein droit, sans qu'il y ait lieu à la délivrance d'aucune autorisation, les « dérogations » prévues par l'article 2 ont un caractère local et individuel, ne sont pas limitées à des industries désignées par la loi, et ne peuvent être obtenues que par des autorisations délivrées par le préfet, sous le contrôle juridique du Conseil d'Etat. Nous ne nous attachons ici qu'au caractère individuel de la dérogation : il résulte formellement du texte même de la loi et de l'expression « *un* établissement » employé dans les articles 2 et 8 ; le rapporteur a expliqué qu'il ne s'agissait de cas ou d'exceptions d'*espèces* (séance du 3 avril 1906), et le ministre du commerce s'exprimait ainsi le 12 juin 1906 : « Il existe des dérogations d'espèces, que nous avons appelées dérogations individuelles. » L'autorité qui statue sur la dérogation doit donc examiner individuellement la situation de l'établissement demandeur.

Ce caractère individuel de la dérogation aurait pu avoir des conséquences fâcheuses s'il n'avait pas été corrigé par le droit accordé par la loi à tout établissement similaire d'obtenir la même dérogation (art. 8). L'extension de la dérogation aux établissements similaires peut présenter certaines difficultés et a donné lieu au Sénat à diverses objections ; mais le Sénat a tenu à l'insérer dans la loi, afin de donner aux industriels toute garantie contre la crainte d'abus, d'inégalités, d'arbitraire, d'atteinte à la libre concurrence, que le caractère individuel de la dérogation pouvait par lui-même évoquer (séance du 12 juin 1906). Mais il fut bien entendu, notamment par le rejet d'un amendement de M. Delahaye, que l'extension aux établissements similaires ne se ferait pas de plein droit, mais donnerait lieu comme toujours à une autorisation individuelle. En même temps, la loi a aussi posé la triple condition à laquelle est soumis le droit de l'industriel à l'obtention de l'article 8 : il faut que son établissement *soit dans la même ville, qu'il fasse le même genre d'affaires et qu'il s'adresse à la même clientèle.*

Par suite de cette assimilation faite par l'article 8, la dérogation aura souvent, en fait, quoique délivrée individuellement, un caractère de groupe, s'étendra à une collectivité, dans le cas où les raisons d'accorder la dérogation seront, en fait, les mêmes pour ce groupe ou cette collectivité : c'est ainsi que les dérogations pour une industrie pourront intéresser, par exemple, dans certains cas, tout un quartier, dans d'autres, toute la périphérie ou les faubourgs par opposition au centre (exemples donnés par le rapporteur au Sénat, le 3 avril 1906, et par le ministre le 12 juin 1906) ; il a même été indiqué qu'elles pourraient viser, dans des hypothèses spéciales, toute une ville et avoir même le caractère intermittent (exemple des villes d'eaux donné par le rapporteur et le ministre au Sénat, le 3 avril 1906). M. Le Chevallier, dans la même séance au Sénat, parlant dans le même sens, imaginait le cas d'une petite ville ayant six magasins d'un même commerce, dans lequel des circonstances particulières auraient motivé une dérogation à l'un de ces établissements : il expliquait que les cinq autres magasins n'ont pas nécessairement droit à la dérogation, mais que s'il se trouve qu'individuellement ils satisfont aux conditions de l'article 8, l'uniformité pourra se trouver réalisée. (Voir de même ce qui a été dit sur les dérogations qui pourraient être accordées dans certains cas aux épiciers et aux coiffeurs : séances du Sénat du 3 avril et du 29 juin.)

Si, dès lors, une demande de dérogation satisfait complètement en elle-même aux conditions légales, la crainte de devoir l'étendre à des établissements similaires ne doit pas suffire à la faire rejeter, puisque cette extension est précisément la circonstance, avec ses diverses modalités, qu'a eu en vue le législateur. Le préfet d'abord, le juge ensuite, doit examiner si les demandeurs, isolés ou groupés, satisfont individuellement aux conditions de la loi, et s'il y a des différences entre eux justifiant un traitement différent. Il ne s'agit pas de décider *a priori* que l'on accordera tout ou que l'on rejettera tout, mais d'examiner chaque demande afin de déterminer, si, eu égard aux circonstances de fait, elle est fondée en droit.

III

Des conditions de fait auxquelles la loi subordonne et desquelles elle fait dépendre le droit à la dérogation.

La dérogation est subordonnée par la loi à l'une des deux conditions suivantes : il faut que le repos simultané le dimanche de tout le personnel d'un établissement soit *préjudiciable au public* ou *compromette le fonctionnement normal* de cet établissement (art. 2) ; les deux conditions n'ont pas besoin d'être réunies ; lorsque la première sera réalisée, la seconde le sera évidemment, mais la réciproque n'est pas vraie ; il suffit que l'une des deux soit remplie. Comment faut-il entendre ces expressions ? Rappelons-nous que la dérogation a un caractère exceptionnel ; il faudra donc plus qu'une petite gène pour les citoyens, plus qu'une perte insignifiante pour le patron ; il faudra un trouble sérieux dans les habitudes locales ou dans la marche du commerce du demandeur. Il est certain que la loi, à son début surtout, heurtera certaines personnes, modifiera les habitudes de tous ; c'est l'aléa qu'il faut supporter, mais il ne faut pas qu'il s'agisse d'un changement grave et brusque. Le commentaire le meilleur a été donné par le rapporteur dans la séance du Sénat du 29 juin 1906 : « Il faut, a-t-il dit, qu'il y ait gêne réelle pour le public, ou atteinte profonde au fonctionnement de l'établissement. »

Quel sera le critérium du préjudice grave au public, ou de l'atteinte profonde au fonctionnement de l'établissement, qui seuls pourront et devront justifier la dérogation ? Les éléments qui détermineront la conviction du juge sont évidemment trop divers pour qu'on puisse prétendre à l'avance les énumérer ; mais on peut du moins en indiquer quelques-uns, soit par l'étude même des travaux préparatoires, soit par voie d'analogie.

En ce qui concerne le préjudice grave au public, on pourra tenir compte de considérations topographiques ; les solutions pourront être différentes, suivant qu'il s'agit centre, de telle ou telle partie de la banlieue ou des faucentre, de telle ou telle partie de la banlieue ou ds faubourgs (voir les déclarations très nettes du rapporteur et du ministre au Sénat le 3 avril 1906) ; il y aura lieu de s'attacher, bien entendu, à la nature des marchandises, suivant leur caractère plus ou moins grand d'utilité, et à la nature de la clientèle (art. 8), suivant que cette clientèle se composera, à un degré plus ou moins important, de bourgeois ou d'ouvriers et de gens de la campagne ; les habitudes locales de certaines régions de la France, par opposition à d'autres, pourront également être un facteur à envisager (voir notamment, à propos des épiciers, l'échange d'observations entre MM. Fortier, Tillaye, le rapporteur et le ministre au Sénat le 29 juin 1906) ; enfin, il ne sera pas interdit d'avoir égard à certaines circonstances particulières, telles que l'existence de marchés urbains à date fixe, auxquels les paysans viennent s'approvisionner, ce qui peut, dans telle ou telle ville, diminuer l'importance du commerce du dimanche.

En ce qui concerne l'atteinte au fonctionnement normal de l'établissement, tout ce que nous venons de dire s'ap-

plique nécessairement *a fortiori*, car là où il y a préjudice grave au public, il y a toujours atteinte profonde au fonctionnement de l'établissement. Il faut y ajouter toutes les circonstances *économiques*, *industrielles*, *commerciales*, *techniques* ou, le cas échéant, *administratives*, qui seraient *spéciales* à l'établissement ou à un groupe d'établissements similaires, et qui seraient assez graves pour motiver la dérogation ; c'est ainsi, par exemple, qu'on peut tenir compte de l'obligation où se trouve un usinier sur un cours d'eau, en vertu du titre même de son usine, d'avoir continuellement des agents préposés à la manœuvre de ses vannes sous peine de contravention ; de la possibilité pour certains magasins, en raison de la nature de leurs marchandises et de leurs clients, d'être concurrencés, s'ils ferment le dimanche, soit par les boutiques gérées par le patron lui-même avec sa famille, auxquelles l'obligation légale du repos hebdomadaire ne s'appliquera pas, soit par les roulottiers ou forains qui se transporteront à la campagne un jour quelconque et enlèveront à la ville la clientèle rurale qui venait s'y approvisionner le dimanche, etc., etc. Au cas où on est amené à rechercher l'importance de la perte que va subir l'industriel, on doit avoir soin de distinguer entre la perte apparente, qui, subie le dimanche, peut se compenser par le bénéfice résultant d'une répartition nouvelle des ventes entre les autres jours de la semaine, et la perte sèche et définitive, provenant par exemple des ventes faites dans certains cas le dimanche aux voyageurs de passage, que rien ne viendra atténuer.

Dans tous les cas, quel que soit le moyen invoqué, on ne devra jamais perdre de vue que seuls un préjudice certain, une atteinte profonde au fonctionnement de l'établissement, ou un trouble sérieux dans les habitudes du public, justifient la dérogation, dont ils sont la condition nécessaire et suffisante — la règle légale étant le repos collectif le dimanche, qui est, dans les circonstances ordinaires, le but poursuivi par le législateur.

IV

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Par ce qui précède, vous avez pu voir, messieurs, que le vœu de la loi du 13 juillet 1906 est que les demandes de dérogation soient examinées individuellement, avec l'étude des circonstances spéciales qui peuvent y être relevées: c'est dans ce but que l'on a imposé au préfet l'obligation d'abord de prendre les avis de plusieurs corps compétents qui doivent servir à l'éclairer, et, ensuite, de motiver ses arrêts. Nous sommes obligés de reconnaître que, dans bien des espèces, ce vœu n'a pas reçu satisfaction : la cause de cette insuffisance de l'instruction nous paraît résulter, d'une part, de ce que les préfets ne se sont pas toujours rendu compte du caractère légal de la dérogation, et y ont vu plutôt une tolérance ou une faveur que l'exercice d'un droit, et d'autre part de ce que les délais impartis par le législateur ont été matériellement trop courts pour que, dans certains endroits, le travail pût être fait avec le soin qu'il comportait. Quoi qu'il en soit, les arrêtés préfectoraux la plupart du temps ne contiennent aucune réponse aux moyens particuliers invoqués dans la demande, et se bornent à affirmer par une formule de style que l'établissement ne satisfait à aucune des conditions édictées par la loi ; quelques-uns mêmes de ces arrêtés sont de simples feuilles sur lesquelles tout est imprimé, le dispositif et les motifs consistant dans cette formule « passe-partout » rédigée à l'avance, sauf le nom de l'industriel qui a été laissé en blanc pour être inscrit à l'encre. Ce n'est pas là ce qu'a voulu la loi, quand elle a exigé l'autorisation individuelle et l'arrêté motivé sous le contrôle du Conseil d'Etat : le juge ,dans bien des cas, se verrait dans l'impossibilité de statuer en connaissance de cause et serait réduit à demander à l'Administration un supplément d'instruction.

Il suffira, nous en sommes sûrs, de signaler ces inconvénients pour que l'Administration supérieure obtienne des Administrations locales un examen plu sérieux, une enquête plus approfondie qui faciliteront le travail du Conseil d'Etat dans la mission délicate que le législateur lui a conférée. C'est par un jugement éclairé et impartial des demandes de dérogation que vous assurerez le plus efficacement l'application intégrale de la loi, dont elles sont, dans l'esprit de ceux qui l'ont votée, le rouage essentiel.

343-344

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

26 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

DÉLAIS. — DERNIER JOUR FÉRIÉ. — ART. 1033 C. PR. CIV. — PROROGATION AU LENDEMAIN. — LOIS SPÉCIALES. — APPLICATION. — ACCIDENTS DU TRAVAIL.

La disposition de l'art. 1033 *C. pr. civ. modifié par la loi du* 13 *avril* 1895, *en vertu de laquelle « toutes les fois que le dernier jour d'un délai quelconque de procédure, franc ou non, est un jour férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain » dans les termes généraux où elle est formulée, s'applique aux délais fixés par des lois spéciales aussi bien qu'à l'ensemble des lois qui constituent le Code de procédure civile.*

Elle s'applique notamment au délai de trente jours édicté par l'art. 17 *de la loi du* 22 *mars* 1902 *pour appeler des jugements contradictoires des tribunaux d'arrondissement dans les contestations relatives aux accidents du travail, à défaut par ledit article* 17 *d'édicter une exception à la règle générale.*

Pagnac c. Chassary.

Le sieur Pagnac s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier du 29 juillet 1905, rendu au profit de M. Chassary.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 17 de la loi du 22 mars 1902 et 1033 C. pr. civ., en ce que l'arrêt attaqué a décidé que l'appel formé en matière d'accidents du travail le 31e jour, alors que le 30e était un jour férié, devait être considéré comme irrecevable, faute d'avoir été porté dans les trente jours, alors que la règle posée par l'art. 1033 C. pr. civ. est générale et absolue et s'applique en toutes matières. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 1033 C. pr. civ. ;

Attendu que le dernier alinéa de l'art. 1033 C. pr. civ., modifié par la loi du 13 avril 1895, porte que « toutes les fois que le dernier jour d'un délai quelconque de

procédure, franc ou non, est un jour férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain » ; que, dans les termes généraux où elle est formulée cette disposition s'applique aux délais fixés par les lois spéciales aussi bien qu'à l'ensemble des lois qui constituent le Code de procédure civile ; que l'art. 7 de la loi du 22 mars 1902, qui dit que, dans les contestations relatives aux accidents du travail de la compétence des tribunaux de première instance, l'appel des jugements contradictoires devra être interjeté dans les trente jours de la date de ces jugements, ne contient aucune exception à la règle écrite dans l'art. 1033 C. pr. civ. ;

Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué constate que François Pagnac, ouvrier de Joseph Chassary, se prétendant victime d'un accident du travail, ayant entraîné pour lui une incapacité permanente, a cité ce dernier devant le Tribunal de première instance de Montpellier qui, le 20 janvier 1905, a repoussé sa demande ; que, le 20 février suivant, Pagnac a fait appel de ce jugement ; que ledit arrêt, tout en reconnaissant que le 19 février était un jour férié, refuse de faire application à la cause de l'art. 1033 C. pr. civ. et déclare l'appel irrecevable comme tardif par ce motif que la loi du 22 mars 1902 se suffit à elle-même'; qu'en statuant ainsi, il a violé l'article susvisé ;

Casse...

MM. **Reynaud** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Me **Labbé** av.

NOTE. — La Cour de cassation (Ch. civile) a déjà posé le principe dans les mêmes termes, en décidant que la disposition nouvelle de l'art. 1033 s'applique aussi bien aux délais fixés par des lois spéciales qu'aux délais déterminés par le Code de procédure civile : Cass. 22 juillet 1902 (Gaz. Pal. 1902.2.304 — D. 1905.1.102).

La Cour suprême dans l'arrêt précité a fait l'application du principe en matière de douanes : la législation sur les accidents du travail ne présente pas un caractère plus exceptionnel que la législation douanière.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

21 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

CHEMINS DE FER. — POLICE. — MESURES DE PRÉCAUTION. — PORTILLONS. — ACCIDENTS. — ARRÊTÉ DU 26 AVRIL 1894.

Aux termes de l'art. 8 de l'arrêté ministériel du 26 avril 1894, qui divise les passages à niveau en six catégories et place le passage pour piétons dans la dernière de ces catégories « les passages sont munis de petites barrières ou portillons que les passants ouvrent eux-mêmes, à leurs risques et périls, et qui se referment par leur propre poids » ; et l'art. 9 ajoute que « ces portillons isolés, ou accolés aux passages pour voitures, ne sont fermés à clef ni le jour, ni la nuit, à l'exception de ceux qui se trouvent auprès des quais de voyageurs de certaines gares qui seront spécialement désignés par les arrêtés préfectoraux, comme pouvant être fermés à clef pendant la durée du service des trains. »

Enfin, l'art. 12 de l'arrêté ministériel du 26 avril 1894 ne s'applique point aux portillons, c'est-à-dire aux passages pour piétons et les exceptions qui y sont contenues concernent exclusivement les barrières, c'est à dire les passages pour voitures de toute catégorie.

Dès lors, lorsqu'un accident est survenu à un piéton qui a traversé la voie par un portillon non fermé à clef, ce fait ne peut être imputé à faute à la Compagnie si l'ordonnance de police prise en exécution de l'art. 9 précité ne prescrit point la fermeture à clef du portillon où l'accident est arrivé.

Veuve Vuillemenot c. Chemins de fer de l'Ouest.

La Veuve Vuillemenot s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 10 mars 1904, rendu au profit de la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest.

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen :

Attendu qu'il résulte des qualités de l'arrêt attaqué que, le 6 décembre 1902, Vuillemenot, mari de la demanderesse en cassation, ayant pénétré à Colombes, sur la voie du chemin de fer, par le portillon de passage à niveau, n° 4, situé boulevard Gambetta, fut tué par un train d'expériences se dirigeant sur Argenteuil, et qu'à la suite de cet accident, la dame Vuillemenot a formé contre la Compagnie de l'Ouest une demande en dommages-intérêts en se fondant notamment sur ce que le portillon n'aurait pas été fermé à clef ;

Attendu que la Cour de Paris a décidé, à bon droit, que la Compagnie n'était nullement tenue de munir le portillon d'une serrure fermant à clef, et que, de ce chef, sa responsabilité n'était pas engagée ;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 8 de l'arrêté ministériel du 26 avril 1894, qui divise les passages à niveau en six catégories, et place le passage pour piétons dans la dernière de ces catégories « les passages sont munis de petites barrières ou portillons que les passants ouvrent eux-mêmes, à leurs risques et périls, et qui se referment par leur propre poids » ; que l'art. 9 du même arrêté ajoute : que « ces portillons isolés, ou accolés aux passages pour voitures, ne sont fermés à clef ni le jour ni la nuit, à l'exception de ceux qui se trouvent auprès des quais de voyageurs de certaines gares qui seront spécialement désignés par les arrêtés préfectoraux, comme pouvant être fermés à clef pendant la durée du service des trains » ;

Attendu que s'il résulte de l'ordonnance de police du 11 juin 1898, prise en exécution de cet art. 9, que, sur la ligne de Paris à Argenteuil, les portillons accotés aux passages à niveau 1 et 3, pourront être fermés à clef pendant la durée du service des trains aux gares de Bois-Colombes et de Colombes, cette ordonnance est muette en ce qui touche le passage à niveau n° 4 ;

Attendu, enfin, que l'art. 12 de l'arrêté ministériel du 26 avril 1894 ne s'applique nullement, ainsi que le prétend à tort le pourvoi, aux portillons, c'est-à-dire aux

passages pour piétons et que les exceptions qui y sont contenues concernent exclusivement les barrières, c'est-à-dire les passages pour voitures de toute catégorie ; d'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles de loi visés par le moyen ;

Sur le deuxième moyen :

Attendu que le pourvoi soutient que l'arrêt dénoncé aurait, sans donner de motifs, rejeté des conclusions prises, pour la première fois en appel, par la veuve Vuillemenot, et relevant à la charge de la Compagnie, en sus des griefs articulés en première instance, le fait, par le mécanicien, de n'avoir pas sifflé à l'approche du passage à niveau n° 4 ;

Mais attendu qu'après avoir réfuté les divers moyens invoqués par la demanderesse, comme pouvant engager la responsabilité de la Compagnie, le jugement, dont l'arrêt attaqué a adopté les motifs, déclare que l'accident doit être « uniquement imputé à l'imprudence de la victime » qui « sous l'empire de distractions et de préoccupations inconcevables » est restée insensible à tous les avertissements ;

Attendu que ces motifs donnés par les premiers juges à l'appui de leur décision répondaient, d'avance, aux conclusions prises pour la première fois devant la Cour ;

Rejette...

MM. **Demartial** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Balliman** et **Pérouse** av.

NOTE. — Il est de principe certain qu'une compagnie de chemins de fer ne peut être déclarée **responsable d'un** accident survenu à un passage à niveau, lorsqu'elle s'est conformée aux règlements qui le concernent, à moins qu'on ne relève à sa charge une faute étrangère au mode d'établissement de ce passage et qui aurait été la cause du sinistre. V. notamment : Cass. 19 avril 1893 (Gaz. Pal. 93. 1.572 — S. 93.1.381 — D. 93.1.494); 13 juin 1904 (Gaz. Pal. 1904.2.112); 4 février 1895 (Gaz. Pal. 95.1.264 — S. 95.1.356 — D. 96.1.75).

Les termes de l'arrêté ministériel du 26 avril 1894 concernant les portillons pour passants sont formels : les portillons sont habituellement fermés ; ils sont ouverts par les passants à leurs risques et périls et doivent se refermer d'eux-mêmes par leur propre poids ; ils ne doivent jamais être fermés *à clef*, à moins qu'un arrêté préfectoral n'ait autorisé exceptionnellement ce mode de fermeture pour certains passages situés à des endroits particulièrement fréquentés et dangereux.

L'art. 12 de l'arrêté concernant les *barrières* de passages à niveau de certaines lignes plus particulièrement fréquentées des environs de Paris est une disposition exceptionnelle qui s'applique aux passages pour voitures, par opposition à l'expression *portillons* qui vise les passages des piétons.

COUR DE CASSATION (Ch. CRIMINELLE)

8 NOVEMBRE 1900.

Présidence de M. Bard.

JUSTICE MILITAIRE. — PROCÉDURE. — 1° PROCÈS-VERBAL IMPRIMÉ A L'AVANCE. — 2° INTERPRÈTE.

1° *L'art. 372 C. inst. crim., suivant lequel le procès-verbal de la séance ne peut être imprimé à l'avance, concerne en principe la procédure suivie dans les affaires qui doivent être soumises au jury ; il ne s'applique pas à la procédure suivie devant les Conseils de guerre.*

2° *Les dispositions de l'art. 332 C. inst. crim., relatives à la nomination des interprètes, sont applicables à la procédure suivie devant les Conseils de guerre (art. 128 C. just. milit. 9 juin 1857).*

Mais la nomination d'un interprète, lorsque son concours est nécessaire, n'est assujettie par la loi à aucune formule sacramentelle.

Aubry.

Le soldat Aubry s'est pourvu en cassation contre un jugement du Conseil de guerre de la division d'Oran qui l'avait condamné à la peine de mort pour voies de fait envers un supérieur pendant le service.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 140 C. just. milit. et 372 C. inst. crim., en ce que le jugement attaqué a été rédigé sur une formule imprimée :

Attendu que l'art. 372 C. inst. crim., suivant lequel le procès verbal de la séance ne peut être imprimé à l'avance, concerne en principe la procédure suivie dans les affaires qui doivent être soumises au jury, et qu'il n'a pas été déclaré applicable à la procédure suivie devant les Conseils de guerre par l'art. 128 C. just. milit. du 9 juin 1857, qui énumère les art. du Code d'instruction criminelle dont les dispostions doivent être observées devant lesdits Conseils de guerre ;

Attendu que, d'autre part, l'art. 140 C. just. milit., aux termes duquel le jugement écrit par le greffier, doit être signé sans désemparer par le président, les juges et le greffier, n'exclut pas, à peine de nullité, la possibilité pour ce jugement de contenir certaines formules imprimées ;

D'où il suit que ce premier moyen doit être rejeté ;

Sur le second moyen pris de la violation des art. 128 C. de just. milit. et 332 C. inst. crim. ,en ce qu'il n'est pas constaté que l'interprète qui a traduit la déposition d'un témoin a été nommé par le président ;

Attendu que les dispositions de l'art. 332 susvisé ont été expressément rendues applicables à la procédure suivie devant les Conseils de guerre par l'art. 128 C. just. milit. du 9 juin 1857 ;

Mais attendu que la nomination d'un interprète, lorsque son concours est nécessaire, n'est assujettie par la loi à aucune formule sacramentelle ;

Attendu que le jugement attaqué constate qu'un témoin « parlant difficilement la langue française a été entendu par l'organe de M. Brossard, officier interprète de première classe pour la langue arabe, majeur et assermenté, lequel a traduit la déposition à l'accusé et au Conseil » ;

Attendu que cet interprète, investi par le fait même de son serment des fonctions d'expert, a donc rempli son office sous la direction et sous le contrôle du président du Conseil de guerre, et qu'il est impossible de soutenir que, dans de telles circonstances, l'interprète n'ait pas été nommé en conformité de l'art. 332 C. inst. crim. ;

Sur le troisième moyen pris de la violation de l'art. 223 C. just. milit., en ce que le commissaire du Gouvernement n'aurait pas, à l'audience, retenu contre le de-

mandeur l'accusation de voies de fait exercées pendant le service ;

Attendu que cette allégation, en la supposant établie, serait dans tous les cas inopérante ; et qu'il suffit de constater que, à la question spéciale de savoir si les voies de fait avaient été exercées pendant le service, il a été répondu affirmativement ;

Et attendu, d'ailleurs, que le Conseil de guerre était compétent ; qu'il était composé conformément à la loi ; que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par ledit Conseil de guerre ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Roulier**, rapp. ; **Lombard** av. gén. — Mes **Rambaud de Larocque** et **Raynal** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : L'art. 140 C. just. milit. ne prescrit aucune forme spéciale pour la rédaction du procès-verbal. Il dit seulement : « Le jugement écrit par le greffier est signé sans désemparer par le président, les juges et le greffier.

Mais ne pourrait-on pas dire que l'expression *écrit par le greffier* s'oppose à ce que celui-ci fasse usage d'une formule imprimée à l'avance ?

II. — Sur le second point : Rapp. en ce sens : Pand. franç., Rép. v° Conseils de guerre, n° 1117 et suiv.

COUR D'APPEL DE PARIS (4e Ch.)

1er Aout 1906.

Présidence de M. Poupardin.

BAIL. — OBLIGATIONS DU BAILLEUR. — GARANTIE DE PAISIBLE JOUISSANCE. — INTERDICTION DE LOUER POUR UN COMMERCE SIMILAIRE. — BAZAR. — LOCATION A UNE CORSETIÈRE VENDANT DE LA MERCERIE. — DROIT DU BAILLEUR.

La vente des articles de mercerie ne rentre pas nécessairement dans l'exploitation d'un bazar.

En conséquence, n'excède pas son droit le propriétaire qui, ayant loué une boutique de sa maison à une personne à usage de bazar, avec interdiction pour le bailleur de louer tout ou partie de la maison à un autre commerçant exerçant la même profession, loue la boutique voisine à une autre personne vendant de la mercerie.

Spécialement, il en est ainsi lorsque, d'une part, la vente des articles de mercerie joue dans le commerce du tenancier du bazar un rôle si peu important que lesdits articles ne sont mêmes pas mentionnés dans les nombreuses indications apposées sur la devanture de son magasin, et lorsque, d'autre part, la location litigieuse a été faite à une corsetière, laquelle ne vend de la mercerie que comme accessoire de son commerce principal.

Lotteau c. Picot.

La Cour,

Considérant qu'aux termes d'un acte en date du premier février 1903, Lotteau avait, moyennant le prix de 1.700 francs, donné à bail à Picot divers locaux comprenant notamment une boutique au n° 13 de la rue du Pont à Choisy-le-Roi;

Considérant que ledit acte contenait les clauses ci-après: « Le présent bail est fait sur les charges et conditions suivantes que M. Picot s'engage à exécuter... « 8° De ne pouvoir exercer dans les lieux loués d'autre commerce que celui de marchand d'articles de bazar et sous réserve que M. Lotteau ne soit jamais inquiété par les autres bouliquiers qui sont un entrepreneur de plomberie et pose d'électricité et un sellier-harnacheur-bourrelier, un marchand de nouveautés et articles de modes, au point de vue d'un article quelconque que l'un des boutiquiers vendrait déjà ; de son côté, le bailleur s'interdit de louer tout ou partie de la maison à une autre personne exerçant la même profession »;

Considérant que par un renvoi en marge il était ajouté: « M. Picot autorise M. Lotteau à louer la boutique voisine à faire la mercerie »;

Considérant que Picot ayant lui-même pris à bail pour agrandir son bazar, mais sans qu'il soit démontré que ce soit en vue de l'ouverture d'un rayon de mercerie, la boutique voisine que Lotteau avait eu l'intention de donner en location à un tiers pour y exercer ledit commerce de mercerie, il a été substitué à l'acte susvisé du 1er février 1903 un second acte de bail daté du 1er juillet même année, enregistré;

Considérant que ce second acte contient, au point de vue de l'interdiction pour Picot d'exercer un commerce autre que celui de bazar et pour Lotteau de louer tout ou partie de la maison à une personne exerçant la même profession, des dispositions analogues à celles du premier acte mais que le renvoi relatif à la profession de mercerie n'était pas reproduit ;

Considérant cependant que la suppression dudit renvoi et de l'autorisation qu'il accordait à Lotteau de louer la boutique à côté du bazar pour un commerce de mercerie n'équivaut pas à l'interdiction de louer pour un tel commerce une des boutiques quelconques de la maison... :

Considérant la question étant ainsi posée, qu'il y a lieu de décider que Lotteau n'a pas excédé son droit de propriétaire en louant dans les conditions qu'il l'a fait la boutique précédemment occupée par un plombier-couvreur;

Considérant que la vente des articles de mercerie ne rentre pas nécessairement dans l'exploitation d'un bazar :

Considérant que cette vente joue dans le commerce de Picot un rôle si peu important que dans les nombreuses indications apposées sur la devanture de son magasin relatives aux objets qu'on y trouve aucune mention n'est faite desdits articles;

Attendu que la circonstance que Picot en tiendrait cependant ne saurait avoir cet effet qu'on doive envisager comme une location faite à une personne exerçant le même commerce que lui celle consentie à dame Muttegrer, surtout alors que d'après les explications fournies, la mercerie ne constituerait pour ladite dame qu'un accessoire de son commerce principal de corsetière;

Par ces motifs,

Infirme...

M. **Fournier** av. gén. — Mes **Claude-Weyl** et **Perrin** av.

NOTE. — En principe, l'interdiction faite au bailleur de louer des magasins contigus à une autre personne exerçant le même commerce que le premier comprend implicitement l'interdiction de louer à une autre personne exerçant une profession similaire. Et la question de savoir s'il y a similitude de commerce est une question de fait que les Tribunaux tranchent souverainement sans être soumis au contrôle de la Cour de cassation : Cass. 15 juillet 1896 (S. 96.1.392 et la note — D. 97.1.149 et la note). Comp. Lyon 19 mai 1896 (Gaz. Pal. 96.2.412 — S. 97.2.209); Trib. civ. Seine 7 mai 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.343).

TRIBUNAL CIVIL DE MARSEILLE

31 Octobre 1906.

Présidence de M. Jeanselme.

ETRANGER. — PRESCRIPTION LIBÉRATOIRE. — CONTRAT FORMÉ A L'ÉTRANGER ENTRE ÉTRANGERS. — CONFLIT DE LÉGISLATIONS. — « LEX CONTRACTUS ». — LOI APPLICABLE.

Lorsqu'il y a conflit de lois en matière de prescription libératoire, et spécialement s'agissant de la prescription opposée à l'action en paiement de billets souscrits et payables en pays étranger, les deux parties étant étrangères de nationalité différente et domiciliées dans ce pays, au moment de la création des billets, la loi applicable est celle du lieu où s'est formé le contrat.

Dame Gindel c. Forcella.

Le Tribunal,

Attendu que la créance dont le montant est réclamé résulte de divers billets dont la cause d'ailleurs reconnue reélle consiste dans des prêts ou avances effectués au défendeur ; que celui-ci toutefois invoque, en ce qui concerne du moins ceux de ces billets qui ont été souscrits à une époque remontant à plus de quinze années eu égard au lieu où ils l'ont été (Le Caire), la prescription établie par la loi égyptienne et fixant à ce délai de quinze ans l'accomplissement de ladite prescription ;

Attendu que les conditions dans lesquelles est intervenue la souscription desdits billets déclarés également payables au Caire où les parties avaient l'une et l'autre depuis un certain temps déjà leur domicile seraient effectivement susceptibles, en principe, de rendre applicable pour ce qui concerne l'extinction aussi bien que la création elle-même de l'obligation la législation sous l'empire de laquelle avaient ainsi contracté deux personnes qui d'ailleurs appartenaient respectivement à une nationalité différente, et par conséquent la prescription de quinze ans admise par cette législation ;

Attendu qu'il s'agit seulement de rechercher si les circonstances dont se prévaut à son tour la demanderesse, et notamment la lettre du 11 mars 1903 émanée du défendeur (laquelle sera enregistrée en même temps que le présent),sont,ainsi que le soutient ladite demanderesse, de nature à faire déclarer le débiteur irrecevable à opposer cette prescription ;

Attendu que les termes, en effet, de cette lettre par laquelle la défenderesse déclare prêt en réalité, sauf certains délais ou fractionnements, à faire parvenir les sommes réclamées contre la remise des billets qu'il ne veut pas être exposé, déclare-t-il, à payer deux fois, impliquent en même emps qu'une reconnaissance de la créance, une renonciation tacite à la prescription qui, dès ce moment, était acquise ;

Attendu que cette reconnaissance, au surplus, exclut absolument la prescription de paiement dont se prévaut le défendeur et à l'appui de laquelle en aucune façon ne saurait venir une abstention et une absence de réclamations initiales facilement explicables par la situation et les rapports existants jusqu'à ces dernières années entre les parties ;

Attendu que le paiement allégué se trouve en outre contredit par la teneur même des billets, c'est-à-dire par la mention le cas échéant qui y est faite des sommes remboursées ;

Attendu qu'il y a donc lieu en l'état de déclarer le défendeur tenu de l'intégralité des billets souscrits, sous déduction des paiements partiels mentionnés sur ces billets ;

Par ces motifs,

Déboute le sieur Forcella de l'exception de prescription par lui soulevée, le condamne en conséquence à payer à la demanderesse la somme de 4.075 francs, montant de différents prêts à lui faits dans le courant des années 1883, 1884, 1885 et 1898, déduction faite des acomptes payés et ce avec intérêts de droit ;

Le condamne, en outre, aux dépens.

M. **Tronche-Macaire** subst. proc. Rép. — Mes Charles **Blanc** et François **Brun** av.

NOTE. — La question de savoir, au cas de conflit de lois, quelle est la législation applicable à la prescription libératoire, relativement à un contrat intervenu à l'étranger entre personnes de nationalités différentes, est extrêmement controversée tant en doctrine qu'en jurisprudence. Les auteurs n'ont pas formulé sur ce problème juridique moins de six systèmes dont quatre ont été sanctionnés par diverses décisions. L'avis de la Cour de cassation paraît être que la prescription libératoire est régie par la loi du domicile du débiteur au temps où il est actionné en exécution du contrat ou de l'obligation, et alors, du moins, que la loi du lieu de son domicile se confond avec la *lex fori*, celle-ci devant, au cas de divergence, l'emporter en dernière analyse. *Sic :* Cass. 13 janvier 1869 (S. 69.1.49 et la note de M. Labbé qui résume tous les éléments de la controverse — D. 69.1.135) ; 7 juin 1880 (Clunet 81.263) ; 19 mai 1884 (S. 85.1.113). V. également : Besançon 11 janvier 1883 (sous Cass. 19 mai 1884, précité) ; Paris 26 janvier 1888 (Gaz. Pal. 88.1.282) ; 11 décembre 1893 (Clunet 94.145) ; Rennes 30 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.2. 260 et les conclusions de M. Mahoudeau, substitut du procureur général) ; Trib. com. Brest 28 août 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.425 et la note).

Mais d'après un autre système, auquel paraît se rattacher la décision recueillie, la prescription est régie par la loi du lieu qui régit l'obligation. Cette loi est le plus souvent celle du pays où elle a pris naissance, mais elle peut être aussi celle qui résulte du choix des parties, suivant leur intention telle qu'elle appert des circonstances de la cause. *Sic :* Paris 7 février 1839 (P. 40.1.107) ; Alger 18 août 1848 (S. 49.2.264 — D. 49.2.130) ; Chambéry 12 février 1869 (S. 70.2.9 — D. 71.2.118) ; Trib. civ. Seine 14 novembre 1890 (Clunet 92.987) ; Trib. com. Bordeaux 27 avril 1891 (Clunet 92.1004). Consulter sur cette délicate et

intéressante question : Fuzier-Herman et Carpentier, Répert. gén. alphab. du dr. fr., v° Prescription (mat. civ.), n^os^ 2532 et suiv. avec de nombreuses références à la doctrine et à la jurisprudence. Il convient de remarquer que, dans l'espèce rapportée, les parties, toutes deux de nationalité étrangère (l'une italienne, l'autre hongroise) avaient contracté en Egypte (au Caire), qu'elles avaient toutes deux leur domicile en ce pays au moment du contrat, que les billets y étaient payables et qu'un acompte y avait été versé. Il est vrai qu'au moment de l'action le défendeur avait quitté l'Egypte et était domicilié à Marseille. Mais au moment de son départ du Caire la prescription de quinze ans établie par la loi égyptienne était déjà acquise.

345

COUR DE CASSATION (Ch. CRIMINELLE)

16 Novembre 1906.

Présidence de M. Bard.

CASSATION (MATIÈRES CRIMINELLES). — PROCÉDURE. — MÉMOIRE. — SIGNATURE. — AVOCAT. — DÉFAUT DE QUALITÉ.

La production d'un mémoire sur timbre signé non par le demandeur, mais par son avocat devant la Cour d'appel, lequel est sans qualité à cet effet, ne saisit pas la Cour de cassation de l'examen des moyens invoqués.

Trutet.

Le sieur Trutet s'est pourvu en cassation d'un arrêt de la Cour d'appel de Douai du 8 septembre 1906 qui l'avait condamné pour tentative de vol et port d'arme prohibée.

A l'appui de son pourvoi, il a déposé un mémoire signé par son avocat à la Cour d'appel.

Arrêt :

La Cour,

Statuant sur le pourvoi de Trutet Maurice contre l'arrêt de la Cour d'appel de Douai en date du 8 septembre 1906 qui l'a condamné à un an d'emprisonnement ;

Vu le mémoire produit au nom du demandeur ;

Attendu que la production d'un mémoire sur timbre, signé non par le demandeur, mais par son avocat devant la Cour d'appel, lequel est sans qualité à cet effet, ne saisit pas la Cour de cassation de l'examen des moyens invoqués ;

Et attendu que l'arrêt attaqué est régulier en la forme, et que les faits souverainement constatés justifient la qualification et la peine prononcée ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Duval** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — L'avocat est sans qualité pour former un pourvoi en cassation au nom de son client s'il n'a pas un pouvoir spécial à cet effet : Cass. 15 mars 1902 (Gaz. Pal. 1902.1.605 — S. 1902.1.208).

Il ne peut pas davantage signer un mémoire à l'appui du pourvoi de son client : la conséquence paraît logique. D'ailleurs l'art. 422 C. instr. crim. dispose : « Le *condamné* ou la *partie civile*, soit en faisant sa déclaration (de pourvoi), soit dans les dix jours suivants, pourra déposer au greffe de la Cour ou du Tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué une requête contenant les moyens de cassation ».

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

10 Octobre 1906.

Présidence de M. Galinier.

TRAITÉ INTERNATIONAL. — TRAITÉ DU 18 MAI 1871. — ALLEMAGNE. — CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE. — MATIÈRE COMMERCIALE. — ALLEMAND DEMANDEUR. — DISPENSE DE FOURNIR CAUTION « JUDICATUM SOLVI ».

L'art. 11 du traité du 18 mai 1871 entre la France et l'Allemagne, donnant aux Allemands le droit d'être traités en France, en matière commerciale, comme les citoyens des nations les plus favorisées, dispense les Allemands de l'obligation de fournir la caution « judicatum solvi ».

Epoux de Thiélen c. Rambaud.

Le Tribunal,

Attendu que l'opposition de Rambaud au jugement de défaut du 14 septembre 1906 est régulière en la forme et faite en temps utile ;

Attendu que Rambaud oppose en premier lieu l'exception de *judicatum solvi* à la demande des époux de Thiélen, de nationalité étrangère ; mais attendu que les demandeurs sont sujets allemands ; qu'il est admis que l'art. 11 du traité du 18 mai 1871 entre l'Allemagne et la France, donnant aux Allemands le droit d'être traités, en France, en matière commerciale, comme les citoyens des nations les plus favorisées, dispense les Allemands de l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi* ;

Par ces motifs,

Reçoit en la forme Rambaud en son opposition au jugement de défaut du 14 septembre 1906 ; au fond sans s'arrêter à l'exception *judicatum solvi*, confirme purement et simplement le jugement dont est opposition avec plus grands dépens.

M^es^ **Thumin** et **F. Laugier** av.

NOTE. — Application pure et simple de l'art. 11 de la convention de la Haye du 14 novembre 1896. V. la décision que nous donnons ci-dessus du Tribunal de commerce de Marseille du 10 octobre 1906.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

24 Octobre 1906.

Présidence de M. Arnaud.

TRAITÉ INTERNATIONAL. — CONVENTION DE LA HAYE DU 14 NOVEMBRE 1896. — HOLLANDAIS. — CAUTION « JUDICATUM SOLVI ». — ART. 11 DE LA CONVENTION. — RÉSIDENCE EN FRANCE.

Pour que l'exception de caution judicatum solvi *ne puisse être opposée à l'étranger dont le pays est si-*

gnataire de la convention de la Haye du 14 novembre 1896, la Hollande en l'espèce, il suffit, aux termes de l'art. 11, que le demandeur ait un domicile en France ou dans les Pays-Bas, ou même une simple résidence en France.

Kluytmans c. de Garan.

LE TRIBUNAL,

Sur l'exception *judicatum solvi* opposée par le défendeur à l'encontre du demandeur de nationalité hollandaise :

Attendu qu'aux termes de la convention de la Haye, intervenue le 14 novembre 1896 entre la France et les Pays-Bas, promulguée par décret du 16-19 mars 1899, « aucune caution..., sous quelque dénomination que ce soit,... ne peut être imposée, à raison, soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans les pays, aux nationaux d'un des Etats contractants ayant leur domicile dans l'un de ces Etats, qui sont demandeurs ou intervenants devant les Tribunaux d'un autre de ces Etats; »

Attendu qu'il suffit donc, pour que l'exception ne puisse être opposée, en l'espèce, que le demandeur ait un domicile en France ou dans les Pays-Bas, ou même une simple résidence en France ;

Attendu qu'il est suffisamment justifié que Kluytmans occupe, à Paris, avec sa famille, le même logement depuis plus d'une année, qu'à défaut de domicile légal, il peut donc être considéré comme ayant une résidence en France ;

Par ces motifs,

Déboute le défendeur de son exception et le condamne aux dépens de ce chef ; renvoie pour les plaidoiries au fond à une audience ultérieure.

Mes **Weill** et A. **Pelissier** av.

NOTE. — Cette décision est contraire à toute une jurisprudence qui s'appuie sur la loi du 5 mars 1895 pour décider quels sujets allemands sont, en matière commerciale, quand ils sont demandeurs principaux ou intervenants, tenus de fournir caution *judicatum solvi* sauf s'ils possèdent en France des immeubles suffisants pour garantir éventuellement la partie adverse.

L'art. 11 du Traité de Francfort ne vise que les relations commerciales entre l'Allemagne et la France, et non les lois de procédure : Trib. com. Seine 26 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.428) ; 9 septembre 1896 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Traité international n° 11) ; Trib. com. Saint-Etienne 13 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2.283) ; Paris 6 mai 1899 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, *v° cit.*, n° 15).

Cette décision nous paraît d'autant plus surprenante que dès le 19 mai 1899, date du décret d'approbation de la convention de la Haye du 14 novembre 1896, 7 pays nouveaux, dont l'Allemagne, avaient adhéré à ladite convention et qu'il suffirait peut-être précisément de renvoyer à l'art. 11 de cette convention qui stipule qu'aucune caution ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des états contractants ayant leur domicile dans l'un de ces états, qui sont demandeurs ou intervenants devant les Tribunaux d'un autre de ces états. Il suffirait peut-être d'envisager cet article 11 pour justifier la décision rendue.

Voy. au surplus sur l'application de la convention de la Haye, la décision ci-après : Trib. com. Marseille 10 octobre 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.481).

346

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

1er Décembre 1906.

Présidence de M. Bard.

HOMICIDE ET BLESSURES PAR IMPRUDENCE. — IMPRUDENCE DE LA VICTIME. — IMPRUDENCE DE L'AUTEUR. — EXCUSE INACCEPTABLE.

L'art. 320 C. pén. n'exige pas pour son application que le plaignant n'ait eu aucune part d'imprudence à se reprocher, et nul délit ne pouvant être excusé en dehors des cas où la loi déclare le fait excusable, l'auteur de l'accident à la charge duquel un défaut de précaution est relevé ne peut invoquer pour échapper à l'application de la loi pénale l'imprudence de la victime.

Dès lors, le conducteur d'automobile qui n'a pas ralenti sa vitesse au moment où il s'est trouvé en face d'un cycliste, alors que la collision aurait été évitée si cette précaution avait été prise, est pénalement responsable, encore bien que le cycliste aurait été inattentif à l'approche de l'automobile.

Igusquiza c. Louvet.

Le sieur Igusquiza s'est pourvu en cassation d'un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 10 mars 1906 qui l'avait condamné à 16 francs d'amende pour blessures par imprudence causées à un cycliste, M. Louvet, alors qu'il conduisait une automobile.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 320 C. pén. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué n'a pas relevé contre le demandeur une des fautes spécifiées audit article :

Attendu que le jugement et l'arrêt déclarent le demandeur coupable d'avoir involontairement causé des blessures à Louvet par un défaut de précautions qui a consisté notamment dans le fait de ne pas avoir ralenti la vitesse de son automobile au moment où il s'est trouvé à peu de distance de Louvet, monté sur un cycle et venant en sens inverse, alors que si cette précaution avait été prise l'accident aurait été évité ; qu'il importe peu que Louvet, victime de l'accident, ait été inattentif à l'approche de l'automobile et qu'il ait lui-même commis une imprudence sans laquelle la collision ne se serait pas produite ; que l'art. 320 C. pén. n'exige pas pour son application que le plaignant n'ait eu aucune part d'imprudence à se reprocher et qu'aux termes de l'art. 65 du même code nul délit ne peut être excusé en dehors des cas où la loi déclare le fait excusable ;

D'où il suit qu'en statuant ainsi qu'elle l'a fait, la Cour d'appel de Paris a, par des motifs suffisants, justifié la condamnation prononcée contre le demandeur et n'a commis aucune violation des textes de loi visés au moyen ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation de l'art. 55 C. pén. et manque de base légale en ce que d'ailleurs sans motiver sa décision l'arrêt attaqué a imposé au de-

mandeur et à son frère déclaré par défaut civilement responsable une condamnation solidaire ;

Attendu qu'il suffit de constater que le demandeur, déclaré coupable du délit qui lui est reproché, est sans intérêt ni qualité à se plaindre de ce qu'il a été condamné solidairement avec son frère, civilement responsable, à réparer les conséquences de l'accident ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **Berchon** rapp. ; **Cottignies** av. gén. — Me **Mornard** av.

NOTE. — Il est de principe que la faute de la victime de l'accident laisse subsister la responsabilité pénale de celui qui en est l'auteur ou la cause et que la réciprocité des délits ne fait pas disparaître la responsabilité spéciale de l'auteur. Dès lors, l'inculpé poursuivi pour homicide ou blessures par imprudence ne peut pas s'excuser en invoquant l'imprudence commise par la victime. V. Cass. 16 juin 1864 (D. 65.1.198); 4 novembre 1865 (D. 66.5.242) ; 21 janvier 1870 (D. 70.1.312) ; 29 février 1884 (Dalloz, Supp. au Rép., v° Crimes et délits contre les personnes, n° 278) ; 22 février 1883 (D. 83.1.487). *Sic :* Chauveau et F. Hélie, t. IV, n° 1413 ; Blanche, t. V, n° 19 ; Dalloz, Supp. au Rép., *v° cit.* n° 278.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

26 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré
premier président.

VENTE PUBLIQUE D'IMMEUBLES. — PAIEMENT DES FRAIS. — AVOUÉS. — PAIEMENT EN DÉDUCTION. — PRIVILÈGE. — ORDRE.

Lorsque le cahier des charges de l'adjudication contient la clause suivante: « Les adjudicataires devront payer, en déduction de leur prix, les frais de poursuites de vente dus aux avoués », les avoués poursuivants ou présents à la vente qui n'ont reçu aucun paiement des adjudicataires conservent, avec leur créance, leur privilège et le droit de réclamer la répartition intégrale du prix, sans déduction de leurs frais; cette répartition intégrale peut seule avoir pour effet de libérer, d'une manière complète et définitive, l'immeuble adjugé, puisque, seule, elle permet la radiation des hypothèques inscrites qui ne peuvent venir en ordre utile.

Mes Touchard et Beurier c. époux Bernier-Ribot.

Mes Touchard et Beurier, avoués, se sont pourvus en cassation d'un jugement du Tribunal civil de Mayenne du 1er juillet 1904, qui, statuant en matière d'ordre, avait — tout en reconnaissant que ces officiers ministériels étaient demeurés créanciers de leurs frais de poursuite et de vente sur licitation, qu'ils n'avaient point touchés des adjudicataires — refusé de les admettre par privilège dans l'ordre ouvert pour la répartition du prix de l'immeuble licité, et décidé que la somme en distribution devait être diminuée du montant de ces frais.

Moyen unique à l'appui du pourvoi:

« Violation des articles 2053, 2054, 2096, 2183 et 2184 C. civ. en ce que le jugement attaqué, en refusant de mettre en distribution dans un ordre la totalité du prix d'adjudication, a violé les dispositions légales qui fixent l'ordre de paiement des créanciers privilégiés. »

Arrêt :

La Cour,

Sur l'unique moyen du pourvoi ;

Vu l'art. 2184 C. civ.;

Attendu que tant des qualités du jugement attaqué que du jugement lui-même il résulte que les époux Bernier-Ribot ont, suivant procès-verbal d'adjudication sur licitation en date du 11 janvier 1903, acquis des dames Ragot et André divers immeubles, moyennant le prix principal de 8.510 francs ; que le cahier des charges de cette adjudication contenait la clause suivante: « Les adjudicataires devront payer, en déduction de leur prix, les frais de poursuites de vente dus aux avoués... » ;

Attendu qu'il est constant qu'aucun paiement n'a été fait aux mains des avoués Touchard et Beurier;

Attendu que dans l'ordre ouvert,sur la réquisition des adjudicataires, pour la distribution aux ayants-droit du prix des immeubles, lesdits avoués ont demandé qu'il plut au juge commissaire comprendre, dans la somme à distribuer, la totalité du prix d'adjudication non diminué des frais;

Attendu que le jugement attaqué a déclaré Touchard et Beurier mal fondés dans leurs demandes, fins et conclusions, et les en a déboutés;

Mais attendu que si la clause dont s'agit est valable et opposable aux avoués intéressés, c'est à la condition que la somme ainsi déduite soit employée en l'acquit de leurs frais privilégiés; qu'à défaut d'un paiement libératoire, ils conservent, avec leur créance, leur privilège et le droit de réclamer la répartition intégrale du prix,sans déduction de leurs frais, que cette répartition intégrale peut seule avoir pour effet de libérer, d'une manière complète et définitve, l'immeuble adjugé, puisque, seule,elle permet la radiation des hypothèques inscrites qui ne peuvent venir en ordre utile;

Attendu qu'en décidant le contraire le jugement attaqué a violé le texte de loi susvisé;

Casse...

MM. **Ruben de Couder** rapp.; **Melcot** av. gén. — Me **Mornard** av.

NOTE. — Il est de règle que le prix intégral d'adjudication doit être mis en distribution, et non pas la somme offerte par l'acquéreur : Garsonnet et Bru, 2e édit., t. V, p. 218, n° 1754; Pandectes franç., Rép. V° Ordre, nos 70, 78, 1220 et suiv.

Cette règle ne souffre qu'une exception, c'est lorsque la partie du prix qui n'est pas mise en distribution a servi à éteindre la créance d'un ou de plusieurs créanciers premiers en rang : le résultat est en effet le même qu'on aurait obtenu en procédant à la distribution judiciaire du prix entier. V. Cass. 14 novembre 1894 (S. 96.1.137 — D. 96.1.513).

Cet arrêt décide que la clause d'après laquelle les frais ordinaires et extraordinaires doivent être payés par le vendeur en déduction du prix est une condition de la vente parfaitement opposable même aux créanciers inscrits. Une telle stipulation ne modifie en rien l'ordre légal de la distribution, elle simplifie seulement celle-ci, et les créanciers inscrits qui n'en subissent aucun préjudice doivent observer cette clause.

Rapp. Montpellier 9 mars 1850 (Journ. Avoués, t. LXXV,

p. 488, art. 921); Alger 30 novembre 1891 et Cass. 1er mai 1895 (S. 98.1.71); Cass. 5 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.648 — S. 1901.1.77).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

16 Novembre 1906.

Présidence de M. Bard.

CORRUPTION DE FONCTIONNAIRES. — AGENT DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — AGENT AUXILIAIRE DE LA SURETÉ. — COMMISSION. — SERMENT.

Rentre comme agent de l'autorité administrative dans la catégorie des personnes visées par les art. 177 *et* 179 *C. pén. l'agent auxiliaire de la sûreté qui reçoit comme tel du commissaire de police, chef de la sûreté, des instructions et des ordres qu'il doit exécuter, alors même qu'il ne serait pas commissionné et n'aurait pas prêté serment.*

Le Van Chu.

Le sieur Le Van Chu s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Saïgon du 7 août 1906, qui l'avait condamné à dix jours de prison et cinquante francs d'amende pour tentative de corruption de fonctionnaire.

Arrêt :

La Cour,

Vu le mémoire de Le Van Chu ;

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des art. 177 et 179 C. pén., en ce que Le Van Duoc ne serait ni commissionné, ni assermenté et n'aurait pas qualité pour agir et instrumenter seul, qu'ainsi il ne serait ni un agent, ni un préposé de l'Administration :

Attendu qu'il est constaté par le jugement dont l'arrêt attaqué a déclaré adopter les motifs que Duoc, agent auxiliaire de la sûreté à Saïgon, a été victime de violences à l'occasion de ses fonctions et que Le Van Chu lui a remis quarante piastres pour que cet agent s'abstint de signaler à l'autorité supérieure les violences ainsi exercées sur sa personne ;

Attendu qu'il résulte de ces constatations mêmes que Duoc fait partie de la police en qualité d'agent auxiliaire ; qu'il reçoit comme tel du commissaire de police, chef de la sûreté, des instructions et des ordres qu'il doit exécuter ; qu'il est donc un préposé de l'Administration ; que, dans ces conditions, alors même qu'il ne serait pas commissionné et n'aurait pas prêté serment, ainsi qu'il est allégué, il n'en rentre pas moins comme agent de l'autorité administrative dans la catégorie des personnes visées par les art. 177 et 179 C. pén. ; d'où il suit qu'en reconnaissant Le Van Chu coupable d'une tentative de corruption envers cet agent, l'arrêt attaqué n'a pu violer les articles de loi visés au moyen ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme, et que les faits souverainement constatés par la Cour d'appel justifient la qualification et la peine ;

Par ces motifs,

Rejette...

Le Grix rap. : **Lombard** av. gén.

NOTE. — D'une façon générale, la Cour de cassation fait l'application de l'art. 177 C. pén. au cas de corruption tentée sur tous les employés inférieurs de l'Administration, bien qu'ils ne soient pas assermentés. V. notamment: Cass. 6 décembre 1842 (S. 43.1.79 — D. 43.1.41); 7 janvier 1843 (Bull. crim., n° 1); 25 novembre 1875 (S. 76.1.42); 30 septembre 1836 (S. 37.1.253 D. 37.1.41) ; 17 juillet 1828 (S. chr.); 10 octobre 1828 (S. chr.).

COUR D'APPEL DE ROUEN (2e Ch.)

3 Novembre 1906.

Présidence de M. Chanoine Davranches.

1° ET 2° CHARTE-PARTIE. — MANQUANTS. — RÉCLAMATION. — FIN DE NON-RECEVOIR TIRÉE DE L'ART. 435 C. COM. — RÉCEPTION. — BON A ENLEVER. — NÉCESSITÉ D'UNE PRISE DE POSSESSION EFFECTIVE. — MARCHANDISES VOLÉES. — RESPONSABILITÉ DU CAPITAINE. — PREUVE A SA CHARGE.

1° *En édictant dans les art.* 435 *et* 436 *C. com. que sont non recevables toutes actions contre le capitaine pour dommage arrivé à la marchandise, si elle a été reçue sans protestation, et que les protestations et réclamations sont nulles si elles ne sont faites et signifiées dans les vingt-quatre heures, le législateur a entendu parler d'une réception effective correspondant à une mise en possession matérielle.*

En conséquence ne saurait être accueillie la fin de non-recevoir basée sur l'art. 435 *C. com., que le capitaine prétend opposer à une réclamation pour manquants et tirée de ce que le destinataire ayant été mis en possession juridique de la marchandise par la remise à lui faite du bon à enlever, il appartenait à celui-ci dès ce moment de rechercher s'il n'avait pas des protestations à formuler et de les signifier aux intéressés dans le délai strict de vingt-quatre heures fixé par la loi à partir de la livraison.*

2° *Lorsqu'il est constant en fait, et d'ailleurs non contesté, que le capitaine s'est chargé du transport des marchandises litigieuses sans protestation ni réserve, il est présumé les avoir reçues en bon état et nettes de toute soustraction.*

Dès lors, au cas de manquants par suite de vol, il lui appartient, pour dégager sa responsabilité, de prouver que les soustractions constatées n'ont pas été commises à son bord et étaient antérieures au chargement.

De Bellegarde c. Shaki.

Les circonstances de la cause résultent suffisamment du jugement suivant rendu entre les parties par le Tribunal de commerce du Havre à la date du 3 avril 1906.

Le Tribunal,

Attendu que Shaki, négociant au Havre, expose qu'il était réclamateur, sur le steamer « Bagdad », de CMC 30 caisses contenant des peaux de Mongolie et qu'à l'arrivée du steamer, il a été constaté qu'une partie des marchandises avait été soustraite en cours de route ;

qu'en conséquence, et par exploit du 29 novembre 1905, il a assigné le capitaine de Bellegarde et la Cie des Messageries maritimes, celle-ci comme civilement responsable des fautes de son capitaine, en paiement d'une somme de 2.000 francs ou toute autre à établir par état représentant la valeur des objets soustraits, au provisoire voir nommer un ou trois experts ayant pour mission de voir et visiter les 30 colis dont s'agit, de rechercher s'ils ne présentent pas des traces d'effraction, de dire si une partie du contenu n'en a pas été enlevée et d'évaluer l'importance du manquant :

Attendu que, par jugement du 29 novembre 1905, statuant au provisoire, le tribunal a nommé M. Servet, capitaine visiteur, en qualité d'expert et lui a donné la mission précitée :

Vu le rapport enregistré et déposé le 27 décembre dernier ;

Attendu qu'il est établi que trois caisses portent des traces extérieures d'effraction, que leur enveloppe de zinc à l'intérieur a été coupée et que par l'ouverture ainsi pratiquée il était possible d'extraire les peaux une par une ;

Attendu que, d'autre part, le vide constaté dans ces trois caisses représentait l'espace nécessaire pour loger le nombre de peaux déclarées comme manquant par Shaki, d'après les renseignements qu'il tient de l'expéditeur, et qu'enfin ce nombre de peaux en déficit équivaut très sensiblement à la différence existant entre le poids de départ et celui qui a été relevé à l'arrivée :

Attendu que les défendeurs soulèvent une question préjudiciable et soutiennent que la demande est non recevable parce que la protestation ne leur aurait pas été signifiée dans les vingt-quatre heures de la livraison[e]; qu'au surplus ils entendent s'abriter derrière les stipulations du connaissement pour décliner toute responsabilité ; qu'ils contestent d'ailleurs que, s'il y a eu soustraction, celle ci se soit produite à bord et qu'enfin et en tout cas la Compagnie des Messageries Maritimes invoque personnellement une clause de connaissement qui l'exonère de responsabilité pour les fautes commises par le capitaine ;

Attendu que Shaki a remis accompli, le 23 novembre, le connaissement qu'il avait entre les mains, mais qu'il ne saurait être méconnu par les défendeurs que cette décharge qui devait être en principe la reconnaissance par le réclamateur que le transporteur a rempli toutes ses obligations à son égard n'est, dans la pratique, qu'une simple formalité sans portée sérieuse puisque la compagnie ne délivre de bon à enlever que contre remise du connaissement et puisque la livraison n'a lieu que sur la présentation du bon à enlever ; que, dès lors, c'est de la livraison matérielle effectuée dans les délais normaux que part le délai légal de vingt-quatre heures pour la validité des protestations ; qu'en l'espèce il est établi que la livraison a été faite de commun accord sans retard imputable aux torts de Shaki, le 24 novembre et que, par conséquent, la protestation adressée à la compagnie, le 25, est absolument valable ;

Attendu qu'il est stipulé dans le connaissement que le capitaine et l'armateur ne répondent ni du poids, ni du contenu des colis, mais que cette clause n'a pas pour effet de permettre au capitaine de s'exonérer des conséquences de soustractions qui se sont produites à bord ; que, dans le cas présent, la seule obligation qui s'impose au demandeur pour justifier son action est celle de prouver que le vol, dont la matérialité n'est pas contestable, a été commis depuis le moment où le capitaine a pris charge de la marchandise et que la preuve sera suffisamment faite s'il est établi que le capitaine avait reçu les colis absolument intacts de toute trace d'effraction et qu'il ne les a pas représentés tels, ainsi qu'il y était obligé ;

Attendu que le capitaine a accepté les colis et délivré les connaissements sans aucune protestation ni réserve et qu'évidemment, *a priori*, il doit être présumé avoir reçu ces colis intacts dans leur conditionnement, mais que les défendeurs objectent que les trois caisses dont s'agit avaient été refermées avec une telle habileté que les traces d'effraction étaient pour ainsi dire nulles et qu'elles ont pu échapper à l'examen du capitaine sans qu'on en puisse tirer grief contre celui ci et que, dans ces conditions, l'absence de réserve sur le connaissement n'indiquerait pas que le capitaine a reçu les caisses dans un état autre que celui dans lequel il les a offertes en livraison et ne prouverait aucunement que le vol a été commis à bord ;

Attendu que l'expert a constaté que les trois caisses étaient très bien conditionnées, cerclées en fer à leurs deux extrémités et entourées en leur milieu d'un fil de fer qui était scellé sur les côtés des caisses par deux cachets de cire rouge, mais qu'en les examinant soigneusement, l'expert a reconnu des traces d'effraction sur l'un des côtés ; que les pesées paraissaient faites à l'aide d'une pince plate et étaient très peu apparentes ; que le fil de fer avait été coupé aux angles et replié ensuite dans le bois pour laisser croire qu'il était intact et que les cachets de cire n'étaient pas brisés ;

Attendu qu'assurément les traces d'effraction étaient très peu visibles, mais que l'expert, aussi bien d'ailleurs que le capitaine visiteur qui a vérifié l'arrimage à l'arrivée du steamer, les a reconnues après un simple examen attentif et sans avoir besoin de recourir à un praticien spécialiste ; que le capitaine de Bellegarde avait donc eu la possibilité de s'apercevoir des traces d'effraction si elles avaient existé au moment où les colis lui ont été remis et qu'il est permis de décider que les colis étaient absolument intacts avec d'autant plus de raison que le capitaine avait dû et devait procéder à une vérification minutieuse en se rendant compte que l'emballage particulièrement soigné et assuré par des cachets de cire indiquait un contenu précieux dont la perte ou la détérioration pouvait entraîner une sérieuse responsabilité pour lui ;

Attendu que la preuve étant ainsi faite contre le capitaine de Bellegarde, celui-ci est tenu de payer les marchandises qui ont disparu et dont les indications très précises de l'expert permettent de chiffrer la valeur à 2.641 fr. 80 ;

Attendu qu'en ce qui concerne la Compagnie des Messageries Maritimes, il est exact qu'une clause des connaissements l'exonère de responsabilité pour les conséquences des fautes et de la négligence du capi-

taine et que c'est, dès lors, à bon droit qu'elle demande sa mise hors de cause ;

Par ces motifs,

Dit et juge Shaki bien fondé dans son action contre le capitaine de Bellegarde et condamne, en conséquence celui-ci à lui payer la somme de 2.641 fr. 80 pour la valeur des marchandises soustraites à bord du steamer « Bagdad » ;

Dit qu'à bon droit la Compagnie des Messageries Maritimes s'abrite derrière la clause d'exonération de responsabilité insérée dans les connaissemnts et la met hors de cause ;

Condamne le capitaine de Bellegarde aux intérêts de droit et à tous les dépens.

Le capitaine de Bellegarde ayant interjeté appel du jugement qui précède, la Cour de Rennes a rendu, le 3 novembre 1906, l'arrêt dont la teneur suit :

LA COUR,

Attendu qu'à l'action introduite par Shaki, de Bellegarde oppose tout d'abord une fin de non-recevoir basée sur les dispositions de l'art. 435 C. com. et soutient que, par la remise qu'il a faite à Shaki le 23 novembre 1905 du bon à enlever, celui-ci a été mis en possession juridique des marchandises litigieuses ; qu'il lui appartenait, dès ce moment, de rechercher s'il n'avait pas à formuler des protestations et de les notifier aux intéressés dans le délai strict de vingt-quatre heures fixé par la loi à partir de la livraison ; que ne les ayant signifiées qu'à la date du 25 novembre, il est forclos ; que sa demande doit donc être déclarée non recevable ;

Attendu que les premiers juges ont à bon droit repoussé ce moyen ; qu'il suffit de se reporter aux termes précis de l'art. 435 pour se convaincre que le législateur n'a pas entendu viser une prise de possession purement juridique, mais une livraison réelle et effective ;

Attendu que toutes actions contre le capitaine pour dommage arrivé à la marchandise étant déclarées non recevables quand cette marchandise a été *reçue* sans protestation, et les protestations étant déclarées nulles quand elles n'ont pas été signifiées dans les vingt-quatre heures et suivies, dans le mois de leur date, d'une demande en justice, il est bien évident que le mot *réception* ne s'applique et ne peut s'appliquer qu'à une mise en possession matérielle ;

Attendu qu'on ne comprendrait pas, en effet, comment un réclamateur pourrait établir ses protestations sur une livraison symbolique, juridiquement parfaite mais non réalisée de fait ; que la prise de possession effective, l'examen spécialisé des marchandises matériellement mises à sa disposition peuvent seuls lui permettre d'apprécier s'il existe des avaries, de les constater et d'établir la base de sa protestation ;

Attendu d'ailleurs que cette interprétation rationnelle de la loi se trouve justifiée par le temps qu'exigent en fait l'accomplissement des formalités de douane et la recherche des marchandises au sortir du débarquement ; qu'elle n'emporte en pratique aucun inconvénient ; qu'il n'est pas vrai de dire que le réclamateur pourrait à son gré retarder le moment de la délivrance et préjudicier ainsi aux intérêts du transporteur puisqu'aucun délai de prise de possession n'est fixé par la loi et qu'il appartiendrait au transporteur, si le réceptionnaire ne se faisait pas connaître dans un délai normal, de demander la mise sous séquestre des marchandises aux frais et risques de ce dernier ;

Attendu qu'il n'est pas exact non plus de soutenir qu'à partir de la remise du connaissement estampillé Shaki avait la faculté de vérification de l'état de ses marchandises ; qu'une vérification, même extérieure n'eût pas été pratiquement possible au milieu de l'encombrement des colis déchargés et non classés et eût d'ailleurs été inutile pour constater un manque dans l'intérieur des ballots ; qu'à aucun point de vue Shaki n'avait donc la possibilité de constater les avaries et d'en faire l'objet de ses réserves ; qu'ainsi la date de la livraison effective est la seule qui ait pu faire courir le délai de protestation ;

Au fond :

Attendu que de Bellegarde prétend vainement se retrancher derrière les clauses du connaissement ; que, par aucune de ces clauses il n'est exonéré des vols commis à son bord ; qu'il appartient seulement à Shaki demandeur au procès d'établir que le capitaine a reçu intactes ses marchandises et que, quand il les a délivrées, un vol en avait fait disparaître une importante partie ;

Or attendu qu'il n'est pas méconnu que de Bellegarde s'est chargé du transport des marchandises litigieuses sans protestation ni réserve ; qu'il est donc présumé les avoir reçues en bon état et nettes de toutes soustractions ; qu'il lui incombe, dès lors, de prouver que les soustractions, d'ailleurs constantes et reconnues, n'ont pas été commises à son bord et étaient antérieures au chargement ;

Attendu qu'il ne fait pas cette preuve et ne tente pas de la faire ; qu'il prétend seulement que les effractions ont été si habilement pratiquées, que les traces en étaient si peu apparentes qu'elles ont pu échapper à son attention ; que l'expert même pense que le vol n'a pas dû être commis à bord ; qu'il faudrait tout au moins que Shaki établit à sa charge une faute personnelle d'où découlerait sa responsabilité ;

Mais attendu que les traces d'effraction étaient assez visibles pour avoir appelé l'attention spontanée du capitaine visiteur Jacqueneau désigné au moment du déchargement ;

Attendu que de Bellegarde a dû se préoccuper d'autant plus de l'intégrité de l'emballage des caisses litigieuses qu'elles voyageaient comme objets précieux sous valeur déclarée et payaient un fret sur cette valeur même ;

Attendu que si un vol a donc été commis dans ces colis, ce ne peut pas être (malgré l'avis contraire de l'expert exprimé d'ailleurs sans indication appréciable de motifs) avant l'embarqeument, mais sur le navire, et le capitaine est en faute de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour empêcher cette soustraction, alors surtout que le vol a exigé de ses auteurs, à raison même des précautions et des soins qu'il a nécessités, un plus long temps de perpétration ; que de Bellegarde en a donc été à bon droit reconnu responsable ;

Et attendu que les premiers juges ont trouvé dans le rapport de l'expert, dans les factures et dans la déclaration des valeurs chargées, les éléments nécessaires pour établir l'importance du préjudice causé ; qu'il y a lieu par suite, adoptant au surplus les motifs qui les ont déterminés en tant qu'ils ne sont pas contraires au présent arrêt, de confirmer leur décision ;

Et attendu que de Bellegarde qui succombe doit supporter les dépens ;

Par ces motifs,

Sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions tant principales que subsidiaires de l'appelant qui sont rejetées comme autant non recevables que mal fondées ;

Met l'appellation au néant ;

Confirme le jugement attaqué ;

Dit qu'il sortira son plein et entier effet ;

Condamne de Bellegarde à l'amende et aux nouveaux dépens.

M. **Réguis** av. gén. — Me de **Grandmaison** (du barreau du Havre) et Octave **Marais** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Il a déjà été jugé que la réception dont parle l'art. 435 C. com. est une réception telle qu'elle ait mis le réclamateur ou l'assuré dans la possibilité de vérifier l'état de la marchandise et de connaître l'avarie dont il se plaint : Cass. 14 juin 1842 (P. 42.2.680); 20 mars 1860 (D. 60.1.273); Rouen 20 janvier 1843 (D. Jurisprud. gén., vo Droit marit., no 2279 et 2229) ; Alger 26 novembre 1867 (S. 68.2.230); Trib. com. Marseille 30 novembre 1877 (Jurisprud. Marseille 77.1.188). Trib. com. Marseille 2 juillet 1889 (Rec. de Marseille 89.1. 286); Trib. com. Havre 26 novembre 1889 (Rec. du Havre 90.1.84); Trib. com. Seine 13 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.504) et la note; Trib. com. Nantes 2 mai 1896 (Rec. Nantes 96. 228). C'est en réalité la reconnaissance de la marchandise qui constitue la réception, la délivrance : Trib. com. Havre 3 novembre 1885, p. 187 et 194; 1886, p. 7). Comp. toutefois : Trib. com. Marseille 9 novembre 1881 (Gaz. Pal. 82.2.20).

II. — Sur le seconde point : En ce qui concerne la responsabilité du capitaine en cas de vol des marchandises embarquées et sur la preuve qu'il est tenu de fournir pour en être déchargé, voir dans le sens de la décision recueillie : Trib. com. Seine 22 août 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.238) avec la note et de nombreux renvois à la jurisprudence.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LYON

27 Octobre 1906.

Présidence de M. Ferlin.

VOIES DE FAIT. — ART. 311 C. PÉN. — COUPS DE FEU TIRÉS DANS LE BUT D'EFFRAYER UN AUTOMOBILISTE. — CONDAMNATION.

Tombe sous le coup de l'art. 311 *C. pén. qui réprime les violences et voies de fait l'action de tirer sur un automobiliste, pour l'effrayer, un coup de feu dirigé de telle sorte que la charge, sans l'atteindre, passe près de lui.*

Min. pub. c. Cornillon

LE TRIBUNAL,

Attendu que s'il n'est pas établi que le 21 octobre 1906, dans l'arrondissement de Lyon, le prévenu Cornillon ait tiré un coup de feu sur l'automobile appartenant à M. Vulliod, circulant sur la route nationale no 7, et dans laquelle se trouvaient plusieurs personnes, il résulte des faits de la cause et des aveux partiels de Cornillon, que ce dernier a tiré en l'air immédiatement après le passage de ladite automobile dans le but de causer une émotion violente aux personnes qui s'y trouvaient, agissant ainsi par ressentiment, son chien ayant été, l'année précédente, écrasé par une automobile ;

Attendu que Cornillon, Auguste, a ainsi commis le délit prévu et puni par l'art. 311 C. pén. ;

Attendu qu'en effet les dispositions ajoutées à cet article par la loi du 13 mai 1863, pour réprimer à l'égal des coups et blessures les autres violences ou voies de fait s'appliquent aux actes commis méchamment envers des personnes pour leur causer une émotion violente, et notamment à l'action de tirer pour les effrayer un coup de feu dirigé de telle sorte que la charge, sans les atteindre, passe près d'elles ;

Attendu que le fait présente un caractère particulier de gravité, mais qu'il convient, à raison de ce que le prévenu n'a jamais été condamné, de le faire bénéficier des dispositions de la loi du 26 mars 1891 ;

Par ces motifs,

Condamne Cornillon, Auguste, à une année d'emprisonnement avec sursis à l'exécution de la peine.

NOTE. — La Cour de cassation a décidé que les expressions « autres violences ou voies de fait » ajoutées par la loi de 1863 aux mots « blessures et coups » des anciens art. 309 et 311 C. pén. comprennent toutes violences ou voies de fait qui, sans atteindre directement la personne contre laquelle elles sont commises, seraient de nature à *l'impressionner aussi vivement* que des coups et blessures : Cass. 6 décembre 1872 (D. 72.1.476). Spécialement, il a été jugé que le fait d'avoir tiré deux coups de feu sur une personne, *sans intention de l'atteindre*, mais dans le dessein de l'effrayer, constitue une voie de fait dans le sens de l'art. 311, modifié par la loi du 13 mai 1863 : *Cass.* 25 mars 1882 (Dalloz, Supp. au Rép., vo Crimes et délits, no 186, note 2); 13 mars 1886 (Bull. crim., no 114); 12 juin 1886 (Gaz. Pal. 86.2.554 — Bull. crim. no 218). Comp. Cass. 5 juin 1886 (D. 88.1.47); Metz 18 novembre 1863 (D. 64.2. 101); Angers 18 décembre 1876 (D. 78.2.80); Trib. corr. Lisieux 1er juin 1875 (D. 76.5.479); Bordeaux 18 novembre 1886 (Dalloz, Supp. au Rép., vo Crimes et délits, no 187, note 1). Rapp.: Cass. 1er mai 1897 (Gaz. Pal. 97.2.414 — S. 97. 1. 304 — Pand. franç. 98.1.488); Bordeaux 20 janvier 1899 (Rec. Bordeaux 1900.1.40); Trib. corr. Seine 28 mai 1889 (Gaz. Pal. 89.1.877). *Contrà:* Poitiers 9 novembre 1872 (D. 72.1.476), arrêt cassé par la décision de la Cour de cassation du 6 décembre 1872 précité; Trib. corr. Cholet 8 février 1873 (D. 73.2.222), infirmé par l'arrêt d'Angers 24 mars 1873 précité.

347

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

18 Octobre 1906.

Présidence de M. Bard.

RÉCIDIVE-RELÉGATION. — CONDAMNATIONS ANTÉRIEURES. — TRIBUNAUX MILITAIRES. — VOL PAR MILITAIRE AU PRÉJUDICE D'UN AUTRE. — CRIME MILITAIRE.

Il ne peut être tenu compte en vue de la rélégation, des condamnations prononcées par les Tribunaux militaires que lorsqu'elles l'ont été en dehors de l'état de siège ou de guerre et seulement pour des crimes ou délits de droit commun spécifiés dans la même loi (*art.* 2 *loi du* 27 *mai* 1885).

Spécialement la condamnation à cinq ans de réclusion prononcée par un Conseil de guerre pour vol commis par un militaire au préjudice d'un autre militaire, en vertu de l'art. 248 C. just. milit. pour l'armée de terre, c'est-à-dire pour un vol qui, commis dans ces conditions, au lieu de constituer un délit passible de peines correctionnelles comme l'édicte l'art. 401 C. pén. constitue exceptionnellement un crime passible des travaux forcés ou de la réclusion suivant les circonstances, est une condamnation pour crime militaire, et ne peut par suite entrer en ligne de compte en vue de l'application de la rélégation.

Egger.

Le sieur Egger s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Aix qui l'avait condamné à la rélégation.

Arrêt :

La Cour,

En ce qui touche la culpabilité et la peine principale :

Attendu que le demandeur n'a produit aucun moyen à l'appui de son pourvoi ; que l'arrêt est régulier en la forme et que les faits souverainement constatés par la Cour d'appel justifient la qualification qu'ils ont reçue et la peine principale appliquée ;

Rejette quant à ce le pourvoi :

Mais en ce qui concerne la peine accessoire de la relégation :

Sur le moyen relevé d'office et pris de la fausse application des art. 2 et 4 de la loi du 27 mai 1885 :

Vu lesdits articles, ensemble l'art. 248 C. Just. milit. pour l'armée de terre (Loi du 9 juin 1857) ;

Attendu que pour faire application au demandeur de la peine de la relégation, l'arrêt attaqué vise exclusivement trois condamnations antérieures dont la première est celle de cinq années de réclusion prononcée contre lui le 18 février 1889, par le Conseil de guerre d'Oran, pour vol commis au préjudice de militaires ; que si cette condamnation est retranchée du nombre de celles qui ont été relevées à la charge d'Egger, il ne reste que trois condamnations insuffisantes pour justifier l'application du § 3 de l'art. 4 de la loi de 1885 susvisée ;

Attendu en droit qu'aux termes de l'art. 2 de cette même loi, il ne peut être tenu compte en vue de la relégation, des condamnations prononcées par les tribunaux militaires que lorsqu'elles l'ont été en dehors de l'état de siège ou de guerre et seulement pour des crimes ou délits de droit commun spécifiés dans la même loi ;

Attendu que la condamnation à cinq ans de réclusion prononcée par le Conseil de Guerre d'Oran contre Egger l'a été pour répression d'un vol commis par un militaire au préjudice d'un autre militaire, en vertu d'une disposition non du Code pénal, mais de l'art. 248 C. just. milit. pour l'armée de terre ; qu'aux termes dudit article, le vol simple commis dans ces conditions, au lieu de constituer un délit passible de peines correctionnelles comme l'édicte l'art. 401 C. pén. constitue exceptionnellement un crime passible des travaux forcés ou de la réclusion suivant les circonstances ; qu'ainsi le fait réprimé sur Egger en 1889, par la juridiction militaire, bien que relevant en principe en tant que vol du Code pénal, et constituant aussi en principe un délit de droit commun, affecte dans les circonstances où il s'est produit, tant par sa nature que par la peine y afférente, le caractère tout spécial de crime militaire en dehors des conditions d'ordre commun ;

Attendu en conséquence que c'est à tort et par violation de l'art. 2 de la loi du 27 mai 1885, que l'arrêt attaqué a fait entrer cette condamnation en ligne de compte en vue de l'application de la peine de la relégation et que par suite cette peine n'est pas justifiée en l'état ;

Par ces motifs,

Casse et annule *parte in quâ* et du chef de la relégation seulement.

MM. **Le Grix** rapp.; **Cottignies** av. gén.

NOTE. — La Cour de cassation s'est déjà prononcée en ce sens dans un arrêt du 26 décembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1. 341 — S. 96.1.540 — D. 96.1.308), qui qualifie aussi crime militaire un vol de deniers commis par un militaire au préjudice d'un autre militaire.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.)

16 Novembre 1906.

Présidence de M. Boudoux.

AGENTS DE CHANGE. — POUVOIRS DE LA CHAMBRE SYNDICALE. — CITATION D'UN REMISIER DEVANT LA CHAMBRE SYNDICALE. — MISE A L'INDEX. — ABUS DE POUVOIR. — QUASI-DÉLIT. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Aucune disposition législative n'autorise une Chambre syndicale d'agents de change à s'ériger en Cour de justice, à citer à sa barre des remisiers, personnes étrangères à la Compagnie et à prononcer contre elles des pénalités.

Ele n'a pas davantage le droit, sans porter atteinte au principe de la liberté du travail, de mettre à l'index un remisier nommément désigné, en faisant défense aux agents de change d'avoir aucun rapport d'affaires avec lui.

Et le seul pouvoir qui lui appartienne en sa qualité de gardienne de la Compagnie, c'est de réglementer les rapports des agents de change avec les remisiers pris dans leur généralité et de sévir, dans la limite de son autorité disciplinaire, contre ceux des membres de la Compagnie qui enfreindraient ses règlements.

En excédant ses droits dans les conditions ci-dessus indiquées, la Chambre syndicale commet au regard du remisier, victime des décisions indûment prises, un abus de pouvoir, c'est-à-dire un quasi-délit qui, aux termes de l'art. 1382 *C.civ.,rend son auteur justiciable des Tribunaux de première instance et l'expose à des dommages-intérêts, conformément au droit commun.*

Passigli c. de Verneuil.

Le Tribunal.

Attendu que la Chambre syndicale des agents de change de Paris, saisie de différentes réclamations relatives

à la charge de l'agent de change Lemoine, rendait, à la date du 8 juillet 1904,une sentence aux termes de laquelle elle prononçait contre Passigli père « l'interdiction de faire pour toujours la remise dans la Compagnie » et contre Passigli fils « la suspension des fonctions de remisier dans la Compagnie pendant un an » ;

Attendu que les consorts Passigli objectent qu'ils sont étrangers à la Compagnie des agents de change de Paris et que c'est sans droit que la Chambre syndicale a prononcé contre eux une pénalité ;

Sur la recevabilité de l'action :

Attendu que le fait reproché au défendeur constitue un abus de pouvoir, c'est-à-dire un quasi-délit qui, aux termes de l'art. 1382 C. civ., rend son auteur justiciable des Tribunaux de première instance ;

Au fond :

Attendu qu'aucune disposition législative n'autorisait la Chambre syndicale des agents de change à s'ériger en cours de justice, à citer à sa barre des remisiers personnes étrangères à la Compagnie et à prononcer contre elles des pénalités ;

Attendu qu'elle n'avait pas davantage le droit, sans porter atteinte au principe de la liberté du travail,de mettre à l'index un remisier nommément désigné en faisant défense aux agents de change d'avoir aucun rapport d'affaire avec lui ; qu'en sa qualité de gardienne des intérêts de la Compagnie, le seul pouvoir qui lui appartenait était de réglementer les rapports des agents de change avec les remisiers, pris dans leur généralité, et de sévir, dans la limite de son autorité disciplinaire, contre ceux des membres de la Compagnie qui enfreindraient ses règlements ;

Attendu qu'il suit de là qu'en rendant la décision susvisée, la Chambre syndicale a commis une faute qui engage sa responsabilité vis-à-vis de Passigli père et fils ;

Sur la détermination des dommages-intérêts :

Attendu que les agissements financiers des consorts Passigli, qui avaient contribué à la déconfiture de l'agent de change Lemoine, étaient connus du marché de Paris ;

Attendu que la situation des demandeurs y était d'ores et déjà compromise ; que la décision de la Chambre syndicale ne leur a donc pas causé un préjudice considérable ;

Attendu que dans les circonstances de la cause, l'allocation d'une somme de 3.000 francs à Passigli père et de 2.000 francs à Passigli fils est suffisante ;

Par ces motifs,

Déclare recevable la demande des consorts Passigli ;

Au fond :

Déclare nulle et non avenue la décision de la Chambre syndicale des agents de change de Paris rendue à la date du 8 juillet 1904 ;

Dit que les consorts Passigli pourront continuer à exercer leurs fonctions de remisiers comme si cette décision n'avait pas été rendue ;

Condamne de Verneuil ès qualité à titre de dommages-intérêts à payer à Passigli père la somme de 3.000 francs, et à Passigli fils la somme de 2.000 francs ;

Le condamne en outre à tous les dépens qui comprendront, s'il y a lieu, les frais d'enregistrement de tous actes produits.

M. **Morizot-Thibaut** subst. proc. Rép. — Mes **Tézenas** et **Lebel** av.

NOTE. — Les attributions des Chambres syndicales d'agents de change sont de deux sortes : d'une part, elles sont de discipline et de police intérieure ; de l'autre elles concernent ce que l'on peut appeler la police du marché financier. En ce qui concerne les attributions de la première catégorie, déterminées par l'arrêté du 27 prairial an X, l'ordonnance du 22 mai 1816 et les décrets du 1er octobre 1862 et du 7 octobre 1890 (avec certaines dispositions spéciales à la Compagnie des agents de change de Paris), l'action de la Chambre syndicale ne s'étend, cela va de soi, que sur les membres de la Compagnie. Quant aux attributions de la seconde catégorie, elles ne comprennent que : 1° la constatation officielle des cours de la Bourse (Loi 15 pluviôse, an IV, art. 1er; ordonnance de police du 1er thermidor, an IX, art. 1er ; arrêté du 27 prairial, an X, art. 25 ; décrets du 22 mai 1858 et 6 février 1880) ; 2° la liquidation des marchés à terme entre agents de change ; 3° la mission de dénoncer les actes d'immixtion de tiers étrangers dans les fonctions d'agent de change et les contraventions des banquiers négociants ou marchands qui opèrent avec des individus sans qualité. Or comme le constate avec raison la décision rapportée, à aucun titre, les actes reprochés par les consorts Passigli à la Chambre syndicale des agents de change de Paris ne rentraient dans le cercle de ces attributions régulières. Il y avait donc, à cet égard, abus de pouvoir et, partant, quasi-délit à sa charge.

348

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

20 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

1° PROPRIÉTÉ (EN GÉNÉRAL). — PERTE. — NON-USAGE. — CHEMIN. — CLASSEMENT. — JUGEMENT. — PRESCRIPTION. — ARRÊTÉ DE DÉCLASSEMENT.

2° VOIRIE. — CHEMINS VICINAUX. — CLASSEMENT. — CHEMIN PARTICULIER. — EXPROPRIATION NÉCESSAIRE. — DÉSAFFECTATION. — AUTORITÉ JUDICIAIRE. — SANCTIONS.

3° COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE. — VOIRIE. — RETRAIT D'UN ARRÊTÉ DE CLASSEMENT. — SANCTION. — INJONCTION A L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.

1° *Le droit de propriété, qu'il résulte d'un jugement ou d'un contrat, ne peut se perdre même par le non-usage, et il subsiste aussi longtemps que la partie adverse ne justifie pas qu'elle est elle-même devenue propriétaire par l'effet d'une possession contraire, réunissant tous les caractères exigés par la loi pour la prescription acquisitive.*

Spécialement lorsqu'un particulier s'est fait par jugement reconnaître propriétaire du sol d'un chemin qu'un arrêté préfectoral a classé comme vicinal ledit particulier ne peut, par un non-usage pendant trente ans, perdre le droit qui lui a été reconnu, à plus forte raison s'il a exercé pendant ce temps les attributs de la propriété.

Et, si le même jugement a ordonné que dans le mois de la signification la commune serait obligée de rapporter un arrêt de déclassement,celle-ci qui n'a fait aucune diligence ne peut soutenir que ce chef du dispositif est périmé pour être resté sans exécution pendant

plus de trente ans, ce qui entraînerait la péremption du jugement tout entier ; l'injonction faite dans le jugement, sans indication d'aucune astreinte, n'est que la conséquence de la reconnaissance du droit de propriété.

2° *Lorsqu'un arrêté de classement s'applique à un chemin dont le sol appartient à un particulier, l'incorporation de ce chemin du domaine public communal ne peut résulter que de l'expropriation formellement exigée par l'art.* 16 *de la loi du* 21 *mai* 1836, *ou d'une cession amiable .*

D'autre part, un chemin classé comme vicinal ne prend et ne conserve ce caractère qu'autant qu'il a été affecté et maintenu à l'usage public.

Et s'il n'appartient pas à l'autorité judiciaire d'annuler l'acte administratif de classement, elle est au contraire compétente pour reconnaître le droit des particuliers, sur le sol du chemin et pour en assurer la protection au moyen des sanctions autorisées par la loi.

Dès lors, lorsqu'un arrêté de classement a été rendu pour un chemin particulier sans expropriation préalable, que cet arrêté n'a pas été exécuté pendant plus de trente ans et qu'au contraire le particulier propriétaire a exercé tous les attributs du droit de propriété, la commune qui apporte un nouveau trouble à la jouissance du particulier sur le chemin peut être condamnée à des dommages-intérêts vis-à-vis de celui-ci.

3° *Le retrait d'un arrêté de classement de chemin vicinal ne peut résulter que d'une mesure administrative, au sujet de laquelle l'autorité judiciaire ne peut se permettre aucune injonction.*

Même avec addition d'une sanction pécuniaire pour le cas d'inexécution.

Commune de Lamorlaye, c. Institut de France et Rothschild.

Le domaine du Lys, acheté par M. Henri de Rothschild du duc d'Aumale, est traversé par un chemin appelé Chaussée de la Cave.

Ce chemin a été déclaré chemin privé par jugement du Tribunal de Senlis du 2 novembre 1857, en dépit du classement dont il avait été l'objet par arrêté préfectoral de 1842. Et depuis cette décision, les propriétaires du domaine n'ont point cessé d'exercer sur ledit chemin tous les attributs du droit de propriété.

La commune de Lamorlaye ayant recommencé à troubler M. de Rothschild en 1897, celui-ci l'instancia pour voir reconnaître son droit de propriété et faire condamner la commune à des dommages-intérêts.

La Cour d'appel d'Amiens ayant fait droit à cette demande par arrêt du 14 mai 1901, la commune de Lamorlaye s'est pourvue en cassation de cet arrêt invoquant à l'appui de son pourvoi les trois moyens suivants :

1° « Violation des art. 2162 C. civ., 7 de la loi du 20 avril 1810, violation et fausse application des art. 1, 10, 15 et 16 de la loi du 21 mai 1836, en ce que l'arrêt attaqué a fondé sa décision sur la prétendue autorité d'un jugement reconnaissant aux auteurs des défendeurs un droit de propriété antérieure au classement sur le sol d'un chemin classé comme vicinal, alors que le même arrêt reconnaît que l'efficacité de l'un des chefs de ce jugement est anéantie par la prescription libératrice trentenaire, et alors que la péremption dudit chef entraînait nécessairement l'interdiction du droit alternatif à l'annulation du classement, ou à une indemnité de dépossession, auquel se réduisait le droit de propriété reconnu pour le propriétaire. »

2° « Violation des art. 1, 10 et 15 de la loi du 21 mai 1836, fausse application de l'art. 16 de la même loi, violation de l'art. 136 § 18 de la loi du 5 avril 1884, de l'art. 13, titre 2 de la loi des 16-24 août 1790, du décret du 16 fructidor an III, fausse application de l'art. 1382 C. civ., violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, contradiction des motifs, et contradiction entre le chef d'un même dispositif, en ce que l'arrêt attaqué a condamné une commune à des dommages-intérêts pour des actes d'entretien sur un chemin classé comme vicinal, sous prétexte que ces actes constitueraient un trouble à la jouissance d'un particulier déclaré propriétaire de ce chemin par un arrêt antérieur, alors d'une part qu'il résultait des motifs de l'arrêt attaqué que ce jugement n'annulait par l'arrêté de classement du chemin et se bornait à réserver les droits dudit particulier pour en obtenir la rétractation, et que d'autre part le dispositif de l'arrêt attaqué reconnaissait le maintien de cet acte administratif et la nécessité de le faire tomber pour assurer au particulier le plein exercice de ses droits. »

3° « Violation de l'art. 13, titre II de la loi des 16-24 août 1790, du décret du 16 fructidor an III, excès de pouvoirs, fausse application de l'art. 1382 C. civ., *ultra petita*, en ce que d'une part l'arrêt attaqué a condamné la commune demanderesse, sous une sanction pénale, en cas d'inexécution, à exécuter un acte qui ne lui était imposé ni par une convention ni par la loi, que, d'autre part, il a prononcé cette condamnation en réparation d'une prétendue erreur administrative commise par le Conseil municipal de cette commune, que, d'autre part enfin, l'obligation de faire ainsi imposée constitue une injonction de l'autorité judiciaire à un corps administratif délibérant, lui enlevant la liberté de prendre dans un acte de ses fonctions, élément nécessaire d'une procédure administrative, le parti qui lui semblerait le plus convenable à adopter, au point de vue des intérêts généraux. »

Arrêt :

LA COUR,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué qu'un arrêté, pris le 17 janvier 1842 par le préfet de l'Oise, ayant classé comme vicinal le chemin de la Cave existant sur le domaine du Lys, les sieurs Autobus et Marjoribanks, propriétaires de celui-ci, assignèrent la commune de Lamorlaye devant le Tribunal de Senlis, pour se faire reconnaître propriétaires du sol dudit chemin ; que les demandeurs ayant justifié de leur droit, la commune déclara formellement ne pas le contester ; que cette reconnaissance expresse fut constatée par un jugement du Tribunal de Senlis, en date du 26 novembre 1857, qui, dans son dispositif, déclara Autobus et Marjoribanks propriétaires du sol du chemin de la Cave, et ordonna que, dans le mois de la signification,

la commune serait tenue de rapporter aux demandeurs un arrêté de déclassement ;

Attendu que pour accueillir l'action intentée en 1897 contre la commune de Lamorlaye par de Rothschild,devenu acquéreur du domaine du Lys, à raison des nouveaux troubles apportés à sa jouissance du chemin de la Cave, l'arrêt attaqué a pu se fonder légalement sur le jugement susrappelé, en lui reconnaissant autorité de la chose jugée, et en décidant que, malgré l'expiration du délai de 30 ans, il n'était pas périmé, au moins dans la mesure où il était déclaratif d'un droit de propriété ;

Attendu, en effet, que cette disposition n'était pas soumise à la prescription extinctive édictée par l'art. 2262 C. civ. ; que le droit de propriété qui résulte d'un jugement ou d'un contrat, ne peut se perdre même par le non-usage, et qu'il subsiste aussi longtemps que la partie adverse ne justifie pas qu'elle est elle-même devenue propriétaire, par l'effet d'une possession contraire, réunissant tous les caractères exigés par la loi pour la prescription acquisitive ;

Attendu qu'il n'en est point ainsi dans l'espèce, que l'arrêt constate, au contraire, que de Rothschild ou ses auteurs ont conservé sans interruption jusqu'en 1897 la jouissance du sol de la chaussée de la Cave, et ont exercé tous les attributs du droit de propriété ; qu'ils ont notamment fait abattre et vendre à leur profit les arbres exerus sur les bords de cette chaussée ;

Attendu que le pourvoi objecte que le chef du dispositif du jugement de 1857 qui ordonnait à la commune de rapporter un arrêté de déclassement, serait périmé, pour être resté sans exécution pendant plus de 30 ans, et que cette péremption entraînerait celle du jugement tout entier ;

Mais attendu que l'arrêt décide par une interprétation exacte du jugement de 1857 que le droit de propriété alors reconnu aux adversaires de la commune n'était pas subordonné à l'accomplissement de cette obligation : que ceux ci avaient été déclarés de la façon la plus formelle propriétaires légitimes et incommutables, et que l'injonction faite à la commune, sans qu'aucune astreinte ait été d'ailleurs indiquée, n'était que la conséquence de la reconnaissance de leur droit ; qu'ainsi le moyen n'est pas fondé ;

Sur le second moyen :

Attendu que l'arrêt attaqué déclare « qu'il est constant et démontré par tous les documents versés aux débats que les auteurs de Rothschild avaient toujours eu la propriété exclusive de la Chaussée de la Cave, avant l'arrêté de 1842 », qui l'a classée comme chemin vicinal ; que cet arrêté de classement n'a jamais été exécuté ; que lors de l'action en revendication exercée en 1857 par Autobus et Marjoribanks, la commune de Lamorlaye a formellement déclaré ne pas contester leur droit de propriété ; qu'après le jugement du 26 novembre 1857, portant reconnaissance de ce droit, les auteurs de Rotschild et ce dernier ont conservé sans interruption, jusqu'en 1897, la jouissance du sol du chemin litigieux, et ont exercé tous les attributs du droit de propriété ; qu'il est en outre établi qu'à maintes reprises les maires de Lamorlaye ont reconnu les droits de Rotschild et de ses auteurs ;

Attendu qu'en l'état de ces faits souverainement constatés, l'arrêt a décidé à bon droit que l'arrêté de classement du 17 janvier 1842 n'avait pas pu incorporer la Chaussée de la Cave au domaine public de la commune;

Attendu, en effet, d'une part, que lorsqu'un arrêté de classement s'applique à un chemin dont le sol appartient à un particulier, l'incorporation de ce chemin au domaine public communal ne peut résulter que de l'expropriation formellement exigée par l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836, ou d'une cession amiable;

Attendu, d'autre part, qu'un chemin classé comme vicinal ne prend et ne conserve ce caractère qu'autant qu'il a été affecté et maintenu à l'usage public ;

Attendu que s'il n'appartient pas à l'autorité judiciaire d'annuler l'acte administratif de classement, elle est, au contraire, compétente pour reconnaître le droit des particuliers sur le sol du chemin, et pour en assurer la protection au moyen des sanctions autorisées par la loi ; — d'où il suit que l'arrêt attaqué a pu, sans violer aucun des textes visés au moyen, condamner la commune de Lamorlaye à des dommages-intérêts, à raison des troubles apportés par elle, en 1897, à la jouissance du propriétaire de la Chaussée de la Cave ;

Attendu qu'il importe peu que l'arrêt ait déclaré à tort dans d'un de ses motifs que les droits de propriété reconnus aux auteurs de Rothschild par le jugement de 1857 ne devaient devenir définitifs que par l'arrêté de déclassement que la commune avait été alors condamnée à rapporter ; — que ce motif erroné ne saurait avoir pour résultat de vicier une décision légalement justifiée par ailleurs ;

Attendu, enfin, que le dispositif de l'arrêt n'a pas, comme le prétend le pourvoi, admis la nécessité de faire tomber l'arrêté de classement pour assurer à de Rotschild le plein exercice de ses droits ; que l'injonction adressée à la commune de justifier des diligences nécessaires pour obtenir le rapport de l'arrêté, sous réserve de ce qui sera dit à cet égard sur le troisième moyen, n'est qu'une conséquence du droit de propriété reconnu à ses adversaires ;

Par ces motifs,

Rejette les deux premiers moyens ;

Mais sur le troisième moyen :

Vu l'art. 13, titre II de la loi des 16-24 août 1790 ;

Attendu que le dispositif de l'arrêt attaqué a dit « que la commune de Lamorlaye devrait, dans le délai d'un mois à partir de la signification, justifier des diligences nécessaires pour obtenir le rapport de l'arrêté de classement, sous une astreinte de 50 francs par jour de retard, pendant 30 jours, passé lequel délai il serait fait droit » ;

Mais attendu qu'en admettant que la reconnaissance du droit de propriété de Rotschild sur le sol du chemin de la Cave eut pour conséquence de justifier le retrait de l'arrêté de classement, cette mesure ne pouvait résulter que d'une mesure administrative, au sujet de laquelle l'autorité judiciaire ne pouvait se permettre aucune injonction ;

Attendu que l'addition d'une sanction pécuniaire pour le cas d'inexécution ne saurait avoir pour effet de légitimer une décision qui excédait les pouvoirs de la Cour d'appel ;

Attendu, dès lors, qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a violé le texte ci-dessus visé ;

Casse, mais seulement au chef qui a enjoint à la commune de Lamorlaye de justifier des diligences nécessaires pour obtenir un arrêté de déclassement du chemin de la Cave...

MM. **Falcimaigne** rap. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Bressolles**, **Legendre** et **Cail** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Conformément à une doctrine presque unanime, la Cour de cassation a décidé que le droit de propriété ne saurait se perdre par le non-usage pendant 30 ans ; il ne peut se perdre que par la prescription acquisitive invoquée par une personne adverse : Cass. 12 juillet 1905 (Gaz. Pal. 1905.2.396). *Sic :* Potier, Propriété, n° 276 ; Laurent, t. VII, n° 60 ; Colmet de Santerre, t. VIII, p. 521, § 369, 369 *bis;* Baudry-Lacantinerie et Tissier, Prescription, § 592 et suiv. ; Planiol, 3e édit. t. II, p. 782, § 2446 et suiv. ; Aubry et Rau, 4e édit., t. VIII, § 772, p. 329 et 5e édit., t. II, p. 476, § 210, note 4 et p. 568, § 219, texte D, note 5. V. cependant *contrà :* Beudant, note D. 80.1.145.

Cette solution s'applique que le droit de propriété résulte d'un jugement ou d'un contrat. Ici on ne peut invoquer le principe en vertu duquel les dispositions d'un jugement se prescrivent par 30 ans faute d'exécution, car s'agissant d'un jugement qui tranche, sur une revendication, une question de propriété, il est déclaratif et non translatif de droits. Rappr. Cass. 14 août 1872 (S. 72.1. 333) et le rapport de M. le conseiler Rau. — *Non obstat* : Cass. 17 août 1864 (S. 64.1.499 — D. 64.1.370) et Aubry et Rau, 4e édit., t. VIII, § 769, p. 401.

Il est d'ailleurs de principe que les chefs d'un jugement qui ont été exécutés ne sauraient être atteints par la péremption à laquelle sont soumis, à défaut d'exécution, d'autres chefs du même jugement : Cass. 14 août 1872, précité. Rapp.: Cass. 11 août 1868 (S. 69.1.19 — D. 68.1.448).

II. — Sur le second point : Il est de jurisprudence constante qu'une commune ne peut s'emparer d'un chemin privé sans recourir aux formalités de l'expropriation (art. 16 loi du 21 mai 1836). L'arrêté de classement pris dans les termes de l'art. 15 de la loi du 21 mai 1836 n'est légal que s'il s'applique à un chemin dont la propriété antérieure n'a pas été contestée à la commune et dont il s'agit simplement de fixer la largeur et les limites. Mais l'incorporation au domaine public d'un chemin privé par voie de classement de l'autorité administrative est illégale. V. Dalloz, Supp. au Rép., v° Voirie par terre, n° 86, 110 et suiv.

D'autre part, un arrêté de classement est toujours sans valeur s'il n'a pas été exécuté, si le propriétaire du chemin classé par erreur en a conservé la jouissance et la disposition, ou s'il les a acquis par une possession trentenaire: V. Cass. 9 décembre 1857 (S. 58.1.541 — D. 58.1. 28) ; 8 février 1869 (D. 70.1.14) ; 17 août 1864 (S. 64.1.499 — D. 64.1.370); Cons. d'Etat 28 novembre 1873 (Rec. Leb. chr., p. 863).

Enfin, il est jugé de façon constante que les chemins vicinaux, même classés, ne restent imprescriptibles qu'autant qu'ils sont maintenus comme tels, mais peuvent être prescrits quand ils ont perdu leur destination non pas seulement par un acte de déclassemnt mais par l'abstention prolongée de la commune et des habitants : Cass. 17 août 1864, précité ; 24 avril 1855 (S. 56.1.443 — D. 55.1. 206) ; 27 novembre 1861 (S. 62.1.170 — D. 62.1.34).

III. — Sur le troisième point : Le principe de la séparation des pouvoirs interdit aux Tribunaux civils de sortir de leurs attributions juridictionnelles pour entreprendre sur l'exécutif au moyen d'injonctions ou de prohibitions à des personnes administratives ou à des corps administratifs. V. Dalloz, Supp. au Rép., v° Compét. adm. n° 170 et 171; Laferrière, Tr. de la procéd. adm., 1re édit., t. I, p. 463.

COUR D'APPEL DE PARIS (1re Ch.)

16 Novembre 1906.

Présidence de M. Lévrier.

COUR D'APPEL DE BOURGES

3 Décembre 1906.

Présidence de M. Maulmond.

(DEUX ESPÈCES)

LEGS. — CONDITIONS. — IMPOSSIBILITÉ. — ACTION EN RÉVOCATION. — CAUSE NON IMPULSIVE ET DÉTERMINANTE. — LEGS A DES ÉLÈVES MÉRITANTS. — DÉSIGNATION DES BÉNÉFICIAIRES. — CONDITION SECONDAIRE. — REJET DE LA DEMANDE.

Ne saurait être accueillie la demande en révocation d'un legs pour inexécution d'une des conditions énoncées par le testateur, lorsque cette condition dont la stricte exécution est devenue impossible par suite d'un événement étranger au bénéficiaire n'était pas une cause impulsive et déterminante du legs.

Et il appartient aux Tribunaux de rechercher et de déterminer, en s'inspirant des termes du testament et des circonstances de la cause, quelle a été, à ce point vue, la véritable pensée du testateur. (1re *et* 2e *espèces.*)

PREMIÈRE ESPÈCE. — Cour d'appel de Paris (16 novembre 1906.)

Josse c. Ville de Sainte-Menehould.

Les circonstances de la cause sont suffisamment exposées dans le jugement suivant rendu le 21 février 1905 par le Tribunal civil de Sainte-Menehould.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Eugène Josse, agissant en qualité d'héritier de sa mère, la dame Mathilde Virot, veuve de Claude-Eugène Josse, qui était, elle-même, légataire universelle, aux termes d'un testament olographe du 29 décembre 1873, du sieur Eugène Buirette, lui-même héritier naturel et légataire universel du sieur Buirette, ancien négociant à Reims, suivant testament olographe du 1er décembre 1864, modifié par un codicille des 5 janvier et 10 décembre 1865, a introduit contre la ville de Sainte-Menehould une demande tendant à faire prononcer la révocation d'un legs fait à la ville de Sainte-Menehould par le sieur Buirette, de Reims, par codicille en date du 5 janvier 1865, à son testament du 1er décembre, et la restitution par la ville de Sainte-Menehould d'une somme de 20.000 francs, et en tout cas le titre de 600 francs de rente 3 % sur l'Etat français;

Attendu que cette demande, dont la recevabilité n'est pas contestée, est basée sur ce motif que la ville de Sainte-Menehould se trouve dans l'impossibilité d'attribuer ledit legs aux élèves les plus méritants des écoles gratuites et chrétiennes désignés par les Frères de la doctrine chrétienne et les religieuses, les Frères et les Sœurs ayant été renvoyés des écoles de Sainte-Menehould, qui se trouvent ainsi laïcisées, étant donné, dit le demandeur, que le legs n'a eu pour cause que la pré-

sence des Frères et Sœurs dans les écoles de Sainte-Menehould ;

Attendu que le legs litigieux est ainsi libellé :

Article 40 : « Je donne et lègue à la ville de Sainte-Menehould, représentée par son maire, la somme nécessaire pour acheter 600 francs de rente en 3 % sur l'Etat: sur ces 600 francs il sera donné chaque année le jour de la distribution des prix, 300 francs à l'élève le plus méritant des écoles gratuites chrétiennes de Sainte-Menehould. Les frères de cette institution auront seuls le droit de désigner le sujet auquel doit être donnée cette récompense, ces 300 francs lui seront remis en un livret de la Caisse d'Epargne, dont il ne pourra pas disser avant sa majorité; les autres 300 francs seront donnés aux mêmes conditions à la jeune fille des écoles gratuites des sœurs de Sainte-Menehould, qui aura donné toute satisfaction par son travail et sa conduite ; les sœurs auxquelles est confiée l'instruction de ces jeunes filles auront seules le droit de désigner chaque année celle qui aura mérité le prix; les enfants qui auront obtenu la récompense seront mis hors concours aux années suivantes » ;

Attendu qu'il est indiqué par la correspondance et les pièces produites que si, dès 1844, année au cours de laquelle les Frères de la doctrine chrétienne ont été remplacés par des instituteurs laïques, il intervint un acord entre la municipalité et la dame Josse, qui réservait tous ses droits pour l'avenir, il est constant que certains différends surgirent entre les parties postérieurement, et cela jusqu'en 1901, époque à laquelle l'instituteur public, notamment, de l'école des garçons, et le sieur Eugène Josse, héritier de la dame Josse, attribuaient le prix successivement aux jeunes Cachier et Ballot;

Mais attendu que les pourparlers ci-dessus rapportés, les alternatives d'accord et de mésentente qui en sont résultées ont laissé aux parties tous leurs droits de discuter la clause testamentaire, et que le Tribunal a aujourd'hui pour mission de rechercher purement et simplement si la désignation des élèves les plus méritants par les Frères de la Doctrine Chrétienne et les Sœurs est une clause impulsive et déterminante du legs et si la non-exécution de cette clause doit entraîner la révocation dudit legs ;

Attendu qu'il s'agit donc, en examinant la clause en elle-même et la rapprochant de l'ensemble du testament, d'apprécier la valeur de cette clause, de laquelle, selon le demandeur, dépend pour l'avenir l'existence de la libéralité;

Attendu que le testament du sieur Buirette, du 1er décembre 1864, commence ainsi : « Je soussigné, Pierre-Marie Buirette, propriétaire à Reims, considérant que je touche à ma quatre-vingt-deuxième année, et qu'à cet âge il est temps que je m'occupe de mettre (autant qu'il est en moi) de l'ordre dans les affaires de ma succession; considérant, en outre, que la fortune qu'il a plu à Dieu de me donner est en entier le fruit de mon travail et de mon économie »;

Attendu que l'article premier est ainsi conçu: « Le travail des ouvriers de la fabrique de Reims ayant pour beaucoup contribué à l'édification de ma fortune, il me paraît juste que je les y fasse participer en stipulant des avantages en faveur des établissements où ils sont reçus quand ils sont hors d'état de travailler: dans ce but, je donne et lègue par ces présentes aux hospices civils de la ville de Rheims une somme de 100.000 francs, qui sera payable sans intérêts trois ans après le jour de mon décès;

« Messieurs les administrateurs des hospices feront l'emploi de ces 100.000 francs de la manière qui leur paraîtra la plus avantageuse, soit par la création d'un quartier pour les enfants malades, soit en nouvelle fondation de lits en faveur des deux sexes, soit par l'ouverture de salles de convalescence, soit par un établissement de pension à bas prix pour les personnes âgées dont le revenu est insuffisant pour vivre en particulier, ou bien encore en créant un quartier séparé pour le traitement des maladies contagieuses; je ne prescris rien, je laisse à cet égard toute liberté aux décisions de Messieurs les administrateurs, en indiquant seulement ma préférence pour un quartier à créer pour les enfants malades »;

« Attendu que, dans l'article 2, il est dit: « Je donne et lègue à la commune de Rheims, représentée par son maire, la somme nécessaire pour acheter 3.000 francs de rente en 3 % sur l'Etat; cette rente sera partagée en six portions égales, qui seront distribuées chaque année aux six ouvriers ou ouvrières de fabrique, à l'exclusion de tous autres qui auront été désignés par les six administrations ci-après dénommées et qui rempliront les conditions suivantes, savoir : être d'une conduite honorable, n'avoir pas de mauvais antécédents, s'occuper principalement du travail de la laine ou des étoffes de la fabrique de Rheims, avoir à sa charge ses parents ou ses enfants, être dans un âge avancé, se trouver dénué de fortune ; Messieurs les maires et adjoints, après délibération entre eux et scrutin, désigneront un bénéficiaire ; Messieurs les membres du Conseil des prud'ommes, Messieurs les curés des diverses paroisses de Rheims, Messieurs les membres du bureau de bienfaisance, les dames de l'Œuvre de la Miséricorde de Rheims, et les dames de la Société de charité maternelle de Rheims;

« Si, par une cause quelconque les noms des établissements de bienfaisance que je viens de désigner se trouvaient changés, ils seraient certainement remplacés par d'autres ayant le même objet ou un but analogue; dans ce cas, ces derniers succéderont aux droits des précédents et distribueront les parts de manière que ces changements de noms des autorités distributives ne nuisent pas à la régularité des distributions ni à leur intégrité et cela afin que cette institution de bienfaisance soit à jamais durable »;

Attendu que l'article 4 est ainsi conçu: « Je donne et lègue à l'établissement de Bethléem, et si cet établissement n'était pas encore légalement autorisé, à son vénérable directeur ou au successeur de celui-ci, une somme de 3.000 francs ; à l'œuvre des Dames de la Miséricorde de Rheims la somme de 1.000 francs pour être employée en distributions à domicile dans le mois de mon décès ;

« A la Société de Charité Maternelle de cette ville la somme de 3.000 francs;

« Aux Dames de l'Espérance (maison connue sous le

nom de « La Compassion ») une somme de 3.000 francs ;

Attendu que, dans le préambule de son acte de dernière volonté et dans les dispositions ci-dessus relatées, le sieur Buirette se montre animé de la préoccupation constante de venir en aide aux ouvriers qui, d'après lui, ont participé à l'édification de sa fortune, aux vieillards, aux enfants et aux familles nombreuses dénuées de ressources et de les faire profiter du bien qu'il a acquis dans son industrie; que, pour atteindre ce but, pour faire exécuter ses volontés, il s'adresse indistinctement aux autorités et administrations civiles et aussi aux congrégations vouées exclusivement au soulagement des pauvres et aux soins à donner aux vieillards et aux enfants;

Attendu qu'il n'y apparaît à aucun moment qu'il ait fait ou voulu faire œuvre confessionnelle ou religieuse; qu'on remarque notamment que d'une façon générale il manifeste le désir que les individus ou les familles bénéficiaires de ses legs se distinguent par leur honorabilité, leur bonne conduite, leurs bons antécédents, leur travail, sans qu'il soit attaché aucune importance aux convictions et aux pratiques religieuses;

Attendu, en un mot, que dans son acte de dernière volonté, le sieur Buirette se révèle, non comme un homme religieux, quoiqu'il le soit, mais comme un philanthrope guidé dans ses libéralités par des sentiments incontestables de bienfaisance et la ferme volonté de prodiguer ses secours ou ses encouragements aux malheureux, vieillards, enfants et familles nombreuses;

Et attendu qu'à l'époque de la confection du testament, il n'y avait comme écoles gratuites à Sainte-Menehould que les deux écoles communales, dites chrétiennes, dirigées par les Frères de la Doctrine chrétienne et les religieuses, et qu'il est évident qu'en raison surtout des sentiments purement humanitaires qu'il témoignait dans son testament, le sieur Buirette, en attribuant ses prix aux élèves les plus méritants des écoles chrétiennes, a tout simplement manifesté la volonté de récompenser les élèves des écoles communales qui étaient alors dénommées: « Ecole des Frères et des Sœurs », sans se préoccuper de la direction de ces écoles dans le présent et dans l'avenir;

Attendu que, également et pour les mêmes raisons, s'il a désigné les Frères et les Religieuses pour choisir seuls, c'est-à-dire sans l'intervention d'aucune autre autorité, les enfants les plus méritants, ce n'est pas en considération du caractère religieux de ces maîtres, mais bien parce que ceux-ci comme préposés à la direction des écoles de la ville étaient plus à même que tous autres d'apprécier avec exactitude le mérite des élèves confiés à leurs soins ;

Attendu que de ce qui précède il ressort que la condition impulsive et déterminante du legs n'est pas la désignation des élèves les plus méritants par les Frères de la Doctrine chrétienne et les Religieuses;

Attendu qu'ainsi il y a lieu de débouter le sieur Josse de sa demande et de toutes ses fins, moyens et conclusions, sans qu'il y ait lieu de rechercher si l'article 32 du testament ainsi conçu : « Dans le cas ou par vice de rédaction, obscurité dans les termes ou pour tout autre cause, il y aurait divergence sur le sens de l'un des articles de mon testament, j'entends que la difficulté soit résolue (si mon exécuteur testamentaire ne s'y oppose pas), dans le sens le plus avantageux au légataire qui y est dénommé », — est ou non applicable en l'espèce;

Par ces motifs,

En disant que la condition de la désignation des bénéficiaires du legs fait à la Ville de Sainte-Menehould, par le codicille en date du 5 janvier 1865, joint au testament du sieur Buirette portant la date du 1er décembre 1864, n'est pas impulsive et déterminante dudit legs et qu'il n'y a pas lieu en conséquence de prononcer la révocation sollicitée par le sieur Josse, déboute ledit sieur Josse de sa demande et de toutes ses fins, moyens et conclusions, sans qu'il y ait lieu de rechercher si l'article 32 du testament susrappelé est ou non applicable en l'espèce ; et le condamne en tous les dépens.

rêt confirmatif dont suit la teneur est intervenu à la date du 16 novembre 1906.

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges;

Confirme...

Leloir av. gén. — Me **Rocher** et Frédéric **Clément** av.

DEUXIÈME ESPÈCE. — Cour d'appel de Bourges (3 décembre 1906.)

Héritiers de Saint-Martin c. Hospice de Donzy.

LA COUR,

Attendu que par son testament olographe du 18 mars 1869, Frappier de Saint Martin a légué aux hospices de Donzy « pour en jouir seulement à l'extinction de l'usufruit précédemment légué à sa femme la nue propriété de sa maison située à Donzy, désirant et voulant que cette maison ait une destination utile, qui rappelle aux habitants qu'aujourd'hui comme toujours sa famille a été animée du désir de faire le bien du pays, et de contribuer au bonheur de ses enfants ;

Attendu que ce préambule du testament révèle clairement la cause impulsive et déterminante de la libéralité;

Attendu qu'il apparaît que Frappier de Saint-Martin s'est, avant tout, préoccupé de perpétuer dans son pays d'origine les traditions de bienfaisance en honneur dans sa famille, dont il a voulu que le souvenir fût conservé par des inscriptions, en lettres apparentes, dans une salle d'asile et dans une salle d'école dont il a imposé la création au rez-de-chaussée de l'immeuble légué, la jouissance du premier étage et du grenier devant être pendant trente ans réservée à des personnes de sa famille ;

Attendu, il est vrai, qu'il a indiqué que cette salle d'asile et cette salle d'école seraient dirigées par des sœurs d'une Congrégation religieuse ;

Mais attendu que les termes du testament ne permettent pas de voir dans cette désignation des directrices une condition esentielle du legs, alors qu'une partie seulement des libéralités devait être affectée à la création et à l'entretien de ces établissements, et que, d'autre part, Frappier de Saint-Martin, particulièrement qualifié pour apprécier la portée de ses dispositions, n'a pas expressément manifesté sa volonté de faire dis-

tribuer l'enseignement congréganiste à l'exclusion de tout autre ;

Attendu qu'il s'est, en réalité, borné à marquer sa préférence pour cet enseignement, et qu'il n'a point ainsi entendu imposer à l'hospice une condition dont l'inexécution serait de nature à entraîner la révocation de ses libéralités, dans le cas où cette inexécution ne serait point le fait du légataire, mais bien, comme dans l'espèce, une conséquence des lois sur l'enseignement promulguées depuis le décès du testateur ;

Attendu que par son testament du 18 mars 1869, Frappier de Saint Martin a en outre légué à l'hospice de Donzy : 1° divers immeubles destinés au logement de personnes nommément désignées, et après elles de femmes âgées et indigentes ; 2° le prix à provenir de la vente de la première coupe de son bois des Vieilles Loges, avec cete condition que ce prix serait placé en rentes sur l'Etat ou sur bonne hypothèque, et que l'intérêt en serait employé à l'entretien des immeubles légués à l'hospice, au traitement des sœurs préposées à l'École et à l'ouvroir, et l'excédent à secourir les malades et malheureux à domicile ;

Attendu que le testateur indiquait encore que relativement à ce dernier legs, l'administration des hospices serait tenue de remettre annuellement à ses héritiers un état constatant l'emploi des revenus, voulant, s'il n'était pas justifié de cet emploi, que le legs fût considéré comme nul et non avenu ;

Attendu qu'il n'est point contesté que pendant trente ans et en l'absence de toute réclamation des héritiers, cet état n'a pas été fourni par l'administration de l'hospice ;

Mais attendu qu'il résulte du texte du testament que le testateur n'a pas subordonné le maintien du legs à la production de cet état, mais seulement à la justification de l'emploi des revenus ;

Attendu que la demande en révocation n'est donc point davantage fondée de ce chef, et que c'est à bon droit que les premiers juges ont accordé à l'administration de l'hospice un délai de 6 mois pour rendre suivant le mode qu'ils ont déterminé les comptes qui lui sont réclamés ;

Par ces motifs,

Et ceux des premiers juges :

Confirme le jugement entrepris ;

Dit que le délai de 6 mois accordé par les premiers juges pour l'établissement des comptes de l'hospice courra du jour de la signification du présent arrêt ;

Condamne les appelants à l'amende et aux dépens, etc...

M. **Kuntz** av. gén.

NOTE. — L'inexécution d'une condition impossible apposée à un testament n'entraîne la nullité de la libéralité et ne peut servir de base à l'action en révocation que si elle a été la cause impulsive et déterminante de cette libéralité : Cass. 3 juin 1863 (S. 64.1.269 — D. 63.1.429) ; 20 novembre 1878 (S. 79.1.413 — D. 79.1.304); 26 mai 1894 (Gaz. Pal. 94.1.753) ; 29 janvier 1896 (S. 97.1.136 — D. 96.1.573): 8 mai 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.743) : 17 février 1903 (S. 1904.1.38) ; 20 novembre 1905 (S. 1906.1.172) ; Poitiers 18 janvier 1904 (Gaz. Pal. 1904.1.450 et la note). *Sic :* Duranton, t. VII, nos 108 et suiv. ; Demolombe, t. I, nos 205 et suiv.; Aubry et Rau, t. VII. § 692, note 6. La Cour de cassation décide également qu'il appartient aux juges du fond d'apprécier souverainement si la condition est la cause impulsive et déterminante de la libéralité : Cass. 10 novembre 1896 (Gaz. Pal. 96.2.613 — D. 97.1.51) ; 26 mai 1894 (Gaz. Pal. 94.1.753 — S. 96.1.129 — D. 95.1.217).

TRIBUNAL CIVIL DE TOULOUSE

1er juin 1906.

Présidence de M. Amilhat.

1° RESPONSABILITÉ CIVILE. — SAISIE-REVENDICATION. — MESURE VEXATOIRE. — PRÉJUDICE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

2° BAIL. — RÉPARATIONS LOCATIVES. — NON-EXÉCUTION. — INDEMNITÉ DUE AU PROPRIÉTAIRE. — APPRÉCIATION DU PRÉJUDICE.

1° *Lorsqu'en prétextant un abandon furtif des locaux, un défaut de congé et le non-paiement des loyers échus, le bailleur a surpris à la religion du président du Tribunal une ordonnance de référé qui a abouti à une saisie-revendication sur le locataire, mais qui a ensuite été rétractée par ce magistrat mieux éclairé, il doit être condamné à des dommages-intérêts pour réparation du préjudice résultant de son procédé vexatoire.*

2° *Le locataire doit, à l'expiration du bail, rendre les locaux en bon état de réparations locatives. Faute par lui de ce faire, il est tenu d'indemniser le propriétaire du préjudice causé par l'indisponibilité des locaux pendant la durée de la remise en état, mais le montant de cette indemnité n'est pas nécessairement proportionné à la durée effective des travaux et au prix du loyer fixé par le bail, il doit être calculé en tenant compte du temps normalement nécessaire pour l'exécution des travaux et être proportionné au préjudice qu'en fait le propriétaire a réellement subi.*

Mme Bert c. Devrigny.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il y a lieu, vu leur connexité, de joindre les deux instances pendantes entre les parties en cause ;

Sur l'action en dommages Devrigny contre Bert :

Attendu que M. Devrigny a quitté, le 1er juin 1905, les locaux loués par lui à Mme Bert, à la suite d'un congé non contesté et après paiement de l'entier montant des loyers échus ; que, néanmoins, Mme Bert, fondant ses prétentions sur un abandon furtif des locaux, sur le défaut de congé, et sur le non-paiement des loyers échus, a surpris à la religion de M. le président du Tribunal civil l'ordonnance qui a abouti à la saisie-revendication pratiquée le 9 juin 1905 au préjudice de M. Devrigny et dont la rétractation a été prononcée le 14 juin par M. le président, statuant en référé sous réserve de tous chefs d'indemnité et avec condamnation de Mme Bert aux entiers dépens ;

Attendu qu'aucune des considérations invoquées aujourd'hui par Mme Bert ne fait disparaître la faute grave commise par elle : aucun péril, en effet, n'existait en la demeure et rien ne justifiait les mesures excessives prises par elle ; qu'elle objecte, à la vérité, que M. Devrigny avait quité les locaux sans effectuer les réparations de mise en état qui lui était imposées par l'usage ou les obligations du bail ; mais, sans apprécier rétrospectivement si ce chef de saisie n'eût pas été d'une rigueur inutile, il

est certain que ce grief n'a pas été invoqué dans la requête, qu'il n'exclut donc point la faute commise et que la saisie est restée, dès le principe, sans cause et vexatoire ;

Attendu que les déclarations de M. le juge des référés, combinées avec les constatations qui précèdent, impliquent un abus caractérisé dans la rigueur et l'inutilité des poursuites ; que la saisie et les allégations mensongères de Mme Bert étaient de nature à jeter le trouble sur la solvabilité de Devrigny, à nuire à son crédit commercial, et à diminuer la confiance de son importante clientèle ; que le Tribunal peut, dès à présent, déterminer la quotité du préjudice sérieux ainsi causé à Devrigny ;

Sur l'instance Bert contre Devrigny :

Attendu qu'à la date du 1er juin 1905, qui était celle de l'expiration de sa location, M. Devrigny devait rendre à Mme Bert les locaux loués en bon état de réparations locatives ; que ces réparations commencées le 1er juin seulement ont duré plusieurs mois, et qu'à raison du retard apporté à l'exécution de ces réparations, Mme Bert demande à M. Devrigny, à titre d'indue possession, le montant d'un semestre de loyer, soit une somme de 3.750 francs ;

Attendu qu'un préjudice a été effectivement souffert par Mme Bert ; que, par suite, une indemnité lui est due, non à titre de loyers, puisque, postérieurement au 1er juin, aucun bail ne liait plus les parties, mais, conformément aux règles des articles 1382 et suivants C. civ. ; que, pour en aprécier l'importance, on ne saurait faire grief à M. Devrigny, ni du défaut de relocation de son ancien local qui est encore libre, ce qui indique quelles difficultés présente sa location, ni des lenteurs avec lesquelles les travaux ont été effectués ; qu'il est constant, en effet, pour le Tribunal, que Mme Bert n'est pas étrangère à ces lenteurs, ainsi que le constate dans son rapport M. D'Welles, expert commis, notamment pour le poste d'eau et l'urinoir ; qu'aucun locataire ne s'étant présenté, Mme Bert n'avait aucun intérêt à activer les réparations ; qu'à cet égard M. D'Welles déclare, dans sa lettre du 26 mai 1906, communiquée à toutes parties, qu'il estimait inutile de presser ces réparations, un nouveau locataire pouvant, pour les besoins de ses aménagements spéciaux, demander la démolition de ceux qui étaient à faire ; qu'enfin, il eût suffi d'un mois pour la mise en état des lieux ; que, par suite, les dommages-intérêts réclamés par Mme Bert ne peuvent égaler le semestre d'intérêt qu'elle réclame ;

Attendu, en ce qui concerne les autres chefs de demande, relatifs à la concession d'eau, à l'assurance et à la somme de 32 francs pour travaux à effectuer, que M. Devrigny a déjà offert d'en payer le montant et que, par suite, toutes parties sont d'accord à cet égard ;

Par ces motifs,

Prononce la jonction des deux instances introduites, l'une par Devrigny, le 16 juin 1905, l'autre par Mme Bert, le 12 janvier 1906 ;

Et statuant par un même jugement :

Condamne Mme Bert à payer à M. Devrigny la somme principale de 2.000 francs à titre de dommages-intérêts ;

Condamne M. Devrigny à payer à Mme Bert : 1° la somme de 625 francs à titre d'indemnité ; 2° celle de 32 francs pour travaux restant à exécuter; 3° celle de 199 fr. 50 pour deux années de concession d'eau ; 4° celle de 67 francs pour asurances de glaces d'une année.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La saisie-exécution de même que la saisie-arrêt constituant une mesure vexatoire et inutile expose son auteur à des dommages-intérêts à l'égard du saisi. Comp. Cass. 26 décembre 1893 (Gaz. Pal. 94.1.142 — D. 95.1.529); 22 décembre 1897 (D. 99.1.85) ; 23 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.191 — S. 1901.1.135 — D. 1900.1.399 — Pand. franç. 1900.1.392) ; Paris 23 novembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.90).

II. — Sur le second point : Le locataire est obligé à l'expiration du bail de rendre les lieux dans l'état où ils ont été livrés. Il doit donc *avant* son départ exécuter les réparations locatives : Trib. civ. Seine 14 janvier 1897 (Mon. jud. Lyon 3 mars 1897 — Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Bail, n° 577); 30 janvier 1900 (Mon. jud. Lyon 11 avril 1900 — Gaz. Pal. *Ibid. eod verb.*, n° 580) ; 26 janvier 1900 (Pand. franç. 1901.2.29).

Quant aux dommages-intérêts qui peuvent être dus pour défaut d'accomplissement de l'obligation d'exécuter les réparations locatives que l'art. 1754 met à la charge du locataire, il ne faut pas perdre de vue, pour les déterminer, que le droit du propriétaire se borne en principe à une action en confection des travaux ou en paiement du prix qu'ils lui ont coûté, mais qu'il n'a plus droit au paiement des loyers, le bail ayant pris fin : Trib. civ. Amiens 20 février 1886 (Rec. Amiens 86.185 — Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Bail, n° 413). C'est ce que fait très justement observer le jugement rapporté. Il suit de là que si, conformément au principe général posé dans l'art. 1382, le propriétaire peut demander au locataire dont la jouissance a cessé, la réparation du préjudice résultant de la non-exécution des réparations locatives, spécialement à raison du défaut de relocation pendant le temps nécessaire à la confection des travaux, ces dommages-intérêts doivent être arbitrés en tenant compte seulement du dommage réellement subi et démontré, conformément aux règles du droit commun. Sans doute, en pratique, les Tribunaux accordent souvent au propriétaire, selon l'importance et la durée des travaux, un ou deux termes de loyer à titre d'indemnité de non-relocation, mais il n'y a là qu'un procédé commode, sinon exact de calcul et rien ne l'impose quand les circonstances de la cause rendent plus équitable, comme en l'espèce recueillie, un autre mode d'appréciation. V. dans le même sens : Orléans 18 novembre 1893 (Loi 24 mars 1894) ; Trib. civ. Seine 30 janvier 1900 (Mon. jud. Lyon 11 avril 1900). *Adde:* Agnel et Pabon, Code des propriétaires et locataires, n° 786).

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE

(9e Ch.)

5 Décembre 1906

Présidence de M. Moré.

ATTENTAT AUX MŒURS. — OUTRAGES AUX BONNES MŒURS. — IMAGES CINÉMATOGRAPHIQUES OBSCÈNES. — SPECTATEURS VOLONTAIRES. — CURIOSITÉ MALSAINE. — PUBLICITÉ NON CONSTATÉE. — RELAXE.

Les lois des 16 *mars* 1898 (*art.* 1er) *et du* 29 *juillet* 1881 (*art.* 28) *n'ayant d'autre objet que de préserver la pudeur et l'honnêteté des personnes qui ont pu être les témoins involontaires d'actes contraires à la morale ne sont pas faites pour protéger les personnes peu intéressantes qui, sous l'empire d'une curiosité malsaine, recherchent le scandale et spécialement à celles qui, vo-*

lontairement et à bons escient, ont assisté à des séances cinématographiques obscènes.

Min. pub. c. L...

LE TRIBUNAL,

Attendu que L..., dit D..., propriétaire du Cabaret du 'Néatn, est poursuivi pour avoir, dans le courant le l'année 1906, à Paris, donné des séances cinématographiques notoirement obscènes dans un bar, 23, rue Richer, et s'être ainsi rendu coupable du délit prévu et puni par l'article 1er de la loi du 16 mars 1898 ;

Attendu que l'inculpé reconnaît le caractère obscène desdites séances ; mais que, pour échapper à toute condamnation, il fait observer que, d'après le rapport de police, la salle offrait à la clientèle toutes les garanties de discrétion ; qu'il ajoute qu'il n'a jamais demandé la moindre rémunération à ceux qui assistaient à ces séances, l'accès de la salle étant d'ailleurs réservé à ses amis et aux amis de ses amis ;

Attendu sans doute, que le commissaire de police Court a déclaré qu'après avoir pénétré le 13 juin dans le bar dont l'entrée était absolument publique, il était monté à l'entresol sans rencontrer la moindre résistance ; mais, attendu que s'il n'a pas décliné ses qualités, les agents qui l'accompagnaient ont dû être moins discrets ; que s'il avait été pris pour un spectateur ordinaire, il est évident que sa prétention d'avoir accès immédiatement dans la salle de spectacle aurait soulevé tout au moins les récriminations des consommateurs du rez-de-chaussée qui attendaient leur tour, la salle ne comportant qu'un nombre de places fort restreint ;

Attendu que le témoin Crouzade a, il est vrai, assisté à ces séances ; mais qu'il y avait été conduit par un ami qui paraît avoir été des familiers de la maison et dont il n'a pu cependant dire le nom ni l'adresse ; que ce témoin ne s'est pas expliqué ou n'a pu s'expliquer d'une façon suffisamment catégorique sur les conditions dans lesquelles ils avaient été tous deux admis à prendre leur part de ce spectacle répugnant ;

Attendu, au surplus, qu'il résulte bien de sa déclaration qu'il savait ce qu'il était appelé à voir et que, loin d'être surpris et offusqué par ce spectacle, il y avait pris plaisir, puisque le jour même de la descente de police, il se trouvait à nouveau au rez-de-chaussée du bar, attendant le moment où il lui serait loisible de pénétrer dans la salle de l'entresol ;

Attendu que les lois dont l'application est demandée n'ont d'autre objet que de préserver la pudeur et l'honnêteté des personnes qui ont pu être les témoins involontaires d'actes contraires à la morale ; qu'elles n'ont pas été faites pour protéger les personnes peu intéressantes qui recherchent volontairement le scandale, sous l'empire d'une curiosité malsaine ;

Attendu que les autres spectateurs, dont les noms avaient été fournis par le commissaire de police, ayant trouvé le moyen, par leur absence, de se dérober à des questions qui auraient pu révéler de tristes habitudes, le Tribunal ne se trouve donc en présence que de simples présomptions ;

Attendu que ces présomptions résultent notamment de ce fait qu'il est invraisemblable que des consommateurs aient consenti à payer 25 francs la bouteille un champagne totalement inconnu, s'ils n'avaient eu la perspective d'assister, à titre de prime, à un spectacle scandaleux ; mais que ces présomptions sont insuffisantes pour pouvoir affirmer la culpabilité de l'inculpé dans les termes des lois de 1881 et de 1898 ;

Par ces motifs,

Renvoie le prévenu des fins de la poursuite sans dépens.

Me **Lagasse** av.

NOTE. — Il n'est pas douteux que, par la généralité de ses expressions, l'art. 28 de la loi de 1881 embrasse l'exposition d'images cinématographiques. L'énumération qu'il contient n'est d'ailleurs pas limitative, et si le législateur n'a pas expressément mentionné les images cinématographiques d'ailleurs inconnues à l'époque où il légiférait, elles doivent être comprises dans l'indication donnée au texte au même titre que les photographies et lithographies qui, elles non plus ne sont pas nommément spécifiées. V. sur ce point : Le Poittevin, Traité de la Presse, t. I, n° 525.

En l'espèce, la *publicité*, élément essentiel du délit poursuivi, n'a pas paru au Tribunal résulter suffisamment des présomptions auxquelles il se trouvait réduit pour asseoir sa conviction. C. Le Poittevin, *ibid.*, nos 527 et 532. Rapp. Trib. corr. Dôle 13 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.240).

349

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

28 NOVEMBRE 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

SUCCESSION. — ACCEPTATION. — ACCEPTATION TACITE. — SAISIE IMMOBILIÈRE. — DÉFAUT DES HÉRITIERS. — JUGEMENT D'ADJUDICATION.

Bien qu'il n'ait été procédé à l'adjudication sur saisie immobilière des immeubles de la succession qu'après que la signification du titre a été faite à chacun des héritiers conformément à l'art. 877 C. civ., les héritiers ne sauraient être considérés comme ayant accepté tacitement la succession, s'ils ont fait constamment défaut sur la procédure de saisie.

Et le jugement d'adjudication qui se borne à constater un contrat judiciaire et qui n'a aucun caractère contentieux ne peut avoir pour effet d'attribuer la qualité d'héritier et de forclore les intéressés du droit de renonciation.

Epoux Chatellier c. Moyon.

Les époux Chatellier se sont pourvus en cassation contre un jugement du Tribunal civil de Saint-Nazaire du 16 juillet 1904, rendu au profit de M. Moyon.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 775, 778, 800 et 1351 C. civ., en ce que le jugement a déclaré un héritier renonçant héritier pur et simple en vertu d'un jugement par défaut de saisie immobilière non revêtu de l'autorité de la chose jugée, auquel il n'avait pas été partie et dont il leur a été fait, en outre, signification postérieurement à sa renonciation. »

Arrêt :

La Cour,

Vu l'art. 1351 C. civ. ;

Attendu que si le jugement attaqué constate qu'il n'a été procédé à l'adjudication des immeubles de la succession du sieur Debray, saisis à la requête du sieur Moyon, en exécution de l'obligation que Debray avait contractée envers lui, qu'après que la signification du titre a été faite à chacun des héritiers et notamment à la dame Chatellier conformément aux prescriptions de l'art. 877 C. civ., et que toutes les formalités exigées par la loi ont été remplies, il n'est pas contesté que les époux Chatellier ont fait constamment défaut au cours de la procédure et qu'ils ne sont point intervenus au jugement d'adjudication prononcé le 27 avril 1895 au profit du sieur Delport ;

Attendu que la décision attaquée ne relève contre la dame Chatellier ni un acte emportant addition d'hérédité, ni un jugement passé en force de chose jugée la condamnant comme héritière pure et simple ;

Attendu que le silence gardé par les époux Chatellier au cours de la procédure de saisie immobilière ne saurai impliquer de la part de la dame Chatellier l'acceptation de la succession Debray et que le jugement d'adjudication du 27 avril 1895, qui se borne à constater un contrat judiciaire et qui n'a aucun caractère contentieux, n'a pu avoir pour effet d'attribuer à la dame Chatellier la qualité d'héritière et de la forclore de son droit de renonciation ; qu'en décidant le contraire, le jugement attaqué a faussement appliqué et par suite violé le texte de loi susvisé ;

Casse...

MM. **Fauconneau-Dufresne** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Me **de Ségogne** av.

NOTE. — Les jugements n'emportent autorité de la chose jugée et ne peuvent être invoqués par suite dans les termes de l'art. 800 C. civ. qu'autant qu'ils sont rendus en matière contentieuse.

Avec la doctrine, la Cour de cassation considère que le jugement d'adjudication qui termine la procédure de saisie immobilière est moins un jugement qu'un procès-verbal : Cass. 18 février 1846 (D. 46.1.134). Rapp. Dalloz, Rép., vo Vente publique d'imm., no 1465. A ce titre, c'est un acte de juridiction gracieuse, susceptible d'être attaqué par la seule voie de l'annulation par action principale et n'emportant à aucun degré l'autorité de la chose jugée.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

23 Novembre 1905.

Présidence de M. Bard.

1° RÈGLEMENT ADMINISTRATIF. — MAIRE. — ORDRE PUBLIC. — CÉRÉMONIES PUBLIQUES. — HABIT ECCLÉSIASTIQUE.

2° PEINES. — AMENDES. — SOLIDARITÉ. — CONTRAVENTION.

1° *Est légal l'arrêté municipal interdisant le port des habits sacerdotaux aux ministres du culte qui accompagnent à pied des convois funèbres dans les rues de la commune, ledit arrêté pris en vue d'assurer l'ordre public, sans distinguer entre les convois funèbres à raison de leur caractère civil ou religieux.*

2° *L'art. 55 C. pén. qui déclare que tous les individus condamnés pour un même crime ou un même délit seront tenus solidairement des amendes, n'étend pas cette règle aux contraventions de simple police, lesquelles, dès lors, n'en peuvent recevoir l'application qu'en vertu d'un texte spécial.*

Corcuff.

L'abbé Corcuff, les chantres, le bedeau et les enfants de chœur de la commune de Chalette avaient été poursuivis et condamnés par jugement du Tribunal de simple police de Montargis du 21 septembre 1906, pour contravention à un arrêté municipal du 4 décembre 1905 ainsi conçu : « Lorsque les familles désireront que les représentants et desservants des cultes accompagnent le convoi, ceux-ci pourront le faire soit en habits sacerdotaux en prenant place avec les objets consacrés au culte dans une ou plusieurs voitures de deuil qui précéderont le corbillard ou le brancard, soit en vêtements de ville en suivant le convoi ; dans ce cas, les objets du culte seront transportés sur le corbillard ou sur le brancard. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen relevant la violation de l'art. 471 § 15 C. pén. de l'art. 97 § 4 de la loi du 5 avril 1884, de l'art. 3 de la loi du 15 novembre 1887 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a condamné l'exposant pour de prétendues contraventions à un arrêté municipal illégalement pris :

Attendu que Corcuff, curé à Chalette (Loiret), a été condamné à 3 amendes de un franc pour trois contraventions à un arrêté municipal interdisant le port des habits sacerdotaux aux ministres des cultes qui accompagnent à pied des convois funèbres dans les rues de la commune ;

Attendu que l'art. 97 § 3 de la loi du 5 avril 1884, classé au nombre des objets confiés à la vigilance de l'autorité municipale le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes et dans les cérémonies publiques ; qu'il résulte des termes de l'arrêté municipal précité qu'il a été pris en vue d'assurer l'ordre public ;

Attendu, il est vrai, que l'art. 2 de la loi du 15 novembre 1887 interdirait aux maires d'établir des prescriptions particulières applicables aux funérailles en distinguant suivant leur caractère civil ou religieux mais que, d'une part, ce texte qui reproduit une interdiction déjà formulée par l'art. 97 § 4 de la loi du 5 avril 1884, doit être combiné avec le paragraphe 3 susvisé du même article ; que, d'autre part, l'arrêté du maire de Chalette n'a pas eu pour objet d'établir une distinction entre les convois funèbres à raison de leur caractère civil ou religieux ; qu'il se borne à réglementer, à leur occasion, les manifestations extérieures du culte sur la voie publique ;

Attendu que la disposition à laquelle Corcuff a contrevenu, édictée dans un intérêt de police, rentrait dans les atributions de l'autorité municipale ;

Par ces motifs,

Rejette le premier moyen du pourvoi ;

Sur le second moyen pris de la violation de l'art. 55 C. pén., de l'art. 156 du décret du 18 juin 1811 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement atta-

qué a condamné le curé de Chalette et les autres prévenus solidairement à un franc d'amende pour chaque contravention relevée contre eux, alors que la solidarité des amendes n'existe pas en matière de contraventions :

Attendu que l'art. 55 C. pén., qui déclare que tous les individus condamnés pour un même crime ou un même délit seron tenus solidairement des amendes, n'étend pas cette règle aux contraventions de simple police lesquelles, dès lors, n'en peuvent recevoir l'application qu'en vertu d'un texte spécial qui n'existe pas dans l'espèce ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. **Herbaux** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — I. — Sur le premier point : L'autorité municipale peut, pour assurer le bon ordre et la décence des convois funèbres, réglementer le mode de transport des personnes décédées. Mais elle ne doit établir aucune distinction et aucune prescription particulière en raison du caractère civil ou religieux des funérailles (art. 97 § 4 loi du 5 avril 1884 et 2 loi du 15 novembre 1887). Rapp. Cass. 6 mai 1899 et Cons. d'El. 23 juillet 1898 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Régl. adm., n°s 138 et 142).

II. — Sur le second point : Le principe est constant en jurisprudence. V. Dalloz, Supp. au Rép., v° Contravention, n° 35 et Peines, n° 748.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

22 Novembre 1906.

Présidence de M. Bard.

JUGEMENTS ET ARRÊTS PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — APPEL. — REMISES SUCCESSIVES.

Lorsque le prévenu, cité à comparaître un jour déterminé pour voir statuer sur son opposition à un arrêt de défaut, a sollicité et obtenu le renvoi de la cause à un jour que l'arrêt ne fait pas connaître, la Cour peut bien ,en cas de non-comparution audit jour, déclarer l'opposition non avenue.

Mais si ,ce jour-là, au lieu de rendre cette décision, elle renvoie de nouveau l'affaire et ordonne des remises successives, l'arrêt est nul s'il n'apparaît ni de ses énonciations, ni d'aucun document du dossier que les remises prononcées soient intervenues en présence du prévenu ou qu'elles lui aient été signifiées et si, ainsi, il n'est pas constaté que le prévenu ait été mis en demeure de se présenter à l'audience où son opposition a été déclarée non avenue pour défaut de comparution.

Rogol

Le sieur Rogol s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Cayenne du 8 juin 1906 qui l'avait condamné par défaut, comme gérant de « la Sentinelle », à une peine d'emprisonnement, à l'amende et à un franc de dommages-intérêts vis-à-vis de la partie civile, pour injures publiques.

Arrêt :

La Cour,

Vu le pourvoi formé par Rogol (Théophrante), gérant du journal « La Sentinelle » à Cayenne, contre un arrêt rendu le 8 juin 1906 par la Cour d'appel de la Guyane française qui, déclarant non avenue son opposition à un arrêt par défaut du 19 janvier 1906, l'a condamné pour diffamation et injures publiques à deux mois d'emprisonnement, à 1.000 francs d'amende, à un franc de dommages-intérêts envers le sieur Bassières, partie civile et à l'insertion de la décision dans deux journaux de la colonie ;

En ce qui concerne les peines prononcées :

Vu l'art. 1er du 12 juillet 1906, n° 2, aux termes duquel amnistie pleine et entière est accordée aux délits de presse commis antérieurement au 10 juillet 1906 ;

Déclare l'action publique éteinte ; dit qu'il n'y a lieu de statuer à cet égard sur le pourvoi ;

En ce qui concerne les réparations civiles :

Vu le mémoire produit par Rogol ;

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 184 C. d'inst. crim. en ce que l'opposition du demandeur a été déclarée non avenue pour défaut de comparution sans qu'il ait été régulièrement appelé à se défendre :

Vu l'article susvisé ;

Attendu que, par exploit du 16 avril 1906, le demandeur a été cité à comparaître le 20 avril pour voir statuer sur son opposition à un arrêt par défaut du 19 janvier ; que le 20 avril il a sollicité et obtenu le renvoi de la cause à un jour que l'arrêt ne fait pas connaître ;

Attendu que ledit jour, au cas de non-comparution, la Cour dappel pouvait déclarer non avenue l'opposition, mais qu'au lieu de rendre cette décision elle a alors renvoyé de nouveau l'affaire et qu'ensuite elle a ordonné des remises successives jusqu'au 8 juin ;

Attendu qu'il n'apparaît ni des énonciations de l'arrêt attaqué ni d'aucun document du dossier que les remises prononcées après celle du 20 avril soient intervenues en présence du prévenu ou qu'elles lui aient été signifiées ;

D'où il suit qu'il n'est pas constaté que celui-ci ait été mis en demeure de se présenter à l'audience du 8 juin 1906 où son opposition a été déclarée non-avenue pour défaut de comparution ; en quoi il y a eu violation du texte visé au moyen ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. **Herbaux** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — Il a été jugé dans le même sens que s'il n'est intervenu à la première audience à laquelle l'opposant a été cité ni débouté d'opposition, ni remise à jour déterminé, l'opposant n'est pas tenu de se trouver à toutes les audiences qui suivent : le principe général, qui veut que nul ne soit jugé sans être entendu ou appelé, reprend toute sa force aussi bien en faveur de l'opposant qu'à l'égard des autres parties, et, en conséquence, l'opposant ne peut être débouté de son opposition qu'après avoir été cité régulièrement à comparaître : Cass. 27 avril 1861 (Bull. crim. n° 89) ; 29 avril 1865 (D. 66.5.275) ; 9 mars 1889 (Dalloz, Supp. au Rép., v° Jugement par défaut, n° 277); 21 juin 1894 (D. 94.1.569).

COUR D'APPEL DE PARIS (9e Ch.)

20 Novembre 1906.

Présidence de M. Berr.

1° REPRISE D'INSTANCE. — CHANGEMENT DE CONSEIL JUDICIAIRE. — AFFAIRE EN ÉTAT.

2° TIERCE OPPOSITION. — CONSEIL JUDICIAIRE. — REMPLACEMENT. — DÉCISION RENDUE CONTRE LE PRODIGUE ASSISTÉ DU CONSEIL REMPLACÉ. — NON-RECEVABILITÉ.

1° *Lorsque l'affaire est en état devant la Cour par suite des conclusions échangées entre les parties, il n'y a lieu de mettre en cause le nouveau conseil judiciaire du prodigue nommé en remplacement de celui qui assistait celui-ci au moment où la procédure d'appel a été engagée.*

... Alors surtout que la nomination de ce nouveau conseil judiciaire n'a pas été révélée à l'adversaire.

Dès lors l'arrêt est régulièrement rendu contre le prodigue assisté du conseil dont les fonctions ont pris fin.

2° *Le conseil judiciaire qui n'a personnellement aucun droit distinct de ceux du prodigue et dont la mission consiste uniquement à assister celui-ci pour compléter sa capacité civile, ne saurait être envisagé comme un tiers dans les rapports du prodigue avec ses créanciers.*

Il n'a donc pas qualité pour former tierce opposition contre les décisions rendues contre le prodigue sans son assistance.

Et spécialement il ne peut former tierce opposition contre un arrêt rendu contre le prodigue assisté du conseil judiciaire qui l'a précédé dans ces fonctions, bien que le remplacement aurait déjà été opéré au moment où l'arrêt a été rendu.

Le Pelletier ès qualités c. Syndics faillite Retel.

M. Le Pelletier agissant comme conseil judiciaire de Mme Pierre a formé tierce opposition contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 22 février 1906 (9e Ch.) qui avait condamné celle-ci, assisté d'un conseil judiciaire dont les pouvoirs avaient pris fin avant que l'arrêt fût rendu, à payer une somme de 10.000 francs, montant d'un effet, aux Syndics de la faillite Retel.

Arrêt :

LA COUR,

Statuant sur la tierce opposition formée par Le Pelletier ès-qualités à l'arrêt rendu par la 9e Chambre de la Cour le 22 février 1906 :

Considérant que Le Pelletier, nommé conseil judiciaire de dame Pierre par jugement du Tribunal civil de Cherbourg du 29 novembre 1905, forme tierce opposition à un arrêt de cette Chambre, qui a statué le 22 février 1906 entre Cavoit et Godnaire, syndics de la faillite Retel d'une part, et d'autre part, damè Pierre et Vincent ès-qualités de conseil judiciaire de cette dernière, alors que Vincent s'était démis de ses fonctions de conseil judiciaire depuis plusieurs mois ;

Mais considérant que l'affaire étati en état devant la Cour par suite des conclusions échangées entre les parties le 7 novembre 1905 ; qu'il n'y avait donc pas lieu de mettre en cause le nouveau conseil judiciaire, dont la nomination n'avait d'ailleurs pas été révélée à Cavoit et Godnaire ; — d'où il suit que la procédure a été régulièrement suivie et que l'arrêt attaqué a été valablement rendu ;

Considérant en outre que le conseil judiciaire qui n'a personnellement aucun droit dictinct de ceux du prodigue, et dont la mission consiste uniquement à assister celui-ci pour compléter sa capacité civile ne saurait être envisagé comme un tiers dans les rapports du prodigue avec ses créanciers ;

Considérant que, dans ces conditions, la tierce opposition formée n'est pas recevable ;

Par ces motifs,

Dit Le Pelletier irrecevable en sa tierce-opposition ;

Ordonne que l'arrêt dont était tierce opposition sera exécuté selon sa forme et teneur ;

Et par application de l'art. 479 C. pr. civ. condamne Le Pelletier à 50 francs d'amende et aux dépens de sa tierce opposition.

nMDnarrêt s deaVo

M. **Rambaud** av. gén. — Mes **Thesmar** et **Duparcq** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point: C'est l'application de la règle de l'art. 342 C. pr. civ., aux termes de laquelle « le jugement de l'affaire *qui sera en état* ne sera différé ni par le changement d'état des parties, ni par la cessations des fonctions dans lesquelles elles procédaient, ni par leur mort , ni par les décès, démissions, interdictions ou destitutions de leurs avoués.

Ainsi à supposer que le changement de conseil judiciaire puisse être considéré comme un changement d'état, — ce qui ne saurait être, — il ne peut avoir aucune influence sur la marche de la procédure, dès que l'instance est en état.

D'ailleurs le changement d'état n'empêche pas la continuation de la procédure, il donne seulement lieu à réassignation lorsqu'il n'y a pas eu constitution d'avoué antérieurement (art. 345 C. proc. civ.)

II. — Sur le second point : La solution consacrée par l'arrêt recueilli résulte nécessairement des arrêts rendus antérieurement par la Cour de cassation, qui fixent bien nettement le rôle de simple assistance du Conseil judiciaire. V. Cass. 13 novembre 1895 (Gaz. Pal. 95.2.719); 15 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1.515).

Il a été jugé spécialement par ce dernier arrêt que la voie de la tierce-opposition n'est pas ouverte au conseil judiciaire, à l'encontre des jugements rendus antérieurement à sa nomination contre le prodigue qui avait alors pleine capacité pour défendre seul aux actions dirigées contre lui. *Adde :* Rouen 18 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2. 462).

COUR D'APPEL DE PARIS (Ch. corr.)

29 Mai 19

Présidence de M. Benoît.

1° ACTION CIVILE. — ACTION DIRIGÉE CONTRE LA PERSONNE CIVILEMENT RESPONSABLE. — PRESCRIPTION. — 2° RESPONSABILITÉ CIVILE. — CONCIERGES. — INJURES. — RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE.

1° *Si l'action contre la personne civilement responsable*

d'un délit d'injures se prescrit par le même laps de temps que l'action civile contre l'auteur du délit, cette prescription ne peut être invoquée par la personne civilement responsable, qu'autant qu'elle serait acquise à l'auteur même de l'infraction et cela, par le motif que les deux actions sont liées l'une à l'autre, la première n'étant que l'accessoire de la seconde.

2° *Le propriétaire est responsable civilement des injures proférées par son concierge sur le seuil même de son immeuble.*

Cossart c. Vve Malouin.

La Cour,

Considérant que Fourgeaud, quoique régulièrement cité, ne comparaît pas, qu'il y a lieu de donner défaut contre lui ;

Adoptant les motifs des premiers juges, en décidant toutefois qu'il n'échet de retenir à la charge du prévenu que le délit d'injures, des seuls propos qu'il ait proférés publiquement à l'encontre de la veuve Malouin, d'après les débats d'audience, ayant consisté à traiter celle-ci de « v..., p..., cabotine », expressions qui ne contiennent aucune imputation ayant le caractère diffamatoire ; que, par suite, le prévenu doit être relaxé du chef du délit de diffamation ;

En ce qui concerne Cossard :

Considérant que Cossard, cité par exploit du 24 janvier 1906, comme civilement responsable du fait délictueux imputé au sieur Fourgeaud, son préposé, soutient que plus de trois mois s'étant écoulés au jour de sa mise en cause depuis le délit, qui date du 30 juin 1905, l'action dont il est l'objet serait éteinte par la prescription ;

Considérant que cette prétention n'est pas fondée ;

Considérant, en effet, que si l'action contre la personne civilement responsable d'un délit d'injures se prescrit par le même laps de temps que l'action civile contre l'auteur du délit, c'est-à-dire par un délai de trois mois, aux termes de l'art. 65 de la loi du 31 juillet 1881, cette prescription ne peut être invoquée par la personne civilement responsable, qu'autant qu'elle serait acquise à l'auteur même de l'infraction et cela par le motif que les deux actions sont liées l'une à l'autre, la première n'étant que l'accessoire de la seconde ;

Or, considérant qu'au 24 janvier 1906, date de la mise en cause de Cossard, le délit pour lequel il était poursuivi comme civilement responsable, n'était pas prescrit à l'égard du sieur Fourgeaud, auteur de l'infraction ; qu'en effet, la citation introductive d'instance donnée à ce dernier est du 27 septembre 1905, le fait délictueux étant du 31 juin de la même année ; que l'instance a été valablement reprise par exploit signifié le 15 janvier audit Fourgeaud, à la suite d'une remise en cause, prononcée régulièrement par le Tribunal au jour de la comparution des parties, le 7 décembre 1905, remise de cause qui constituait un acte interruptif faisant courir un nouveau délai de trois mois, à partir de cette date ;

Sur les conclusions subsidiaires :

Considérant que Cossard allègue pour échapper à toute responsabilité : 1° que le sieur Fourgeaud n'a jamais été à son service à un titre quelconque ; et 2° que, en tout cas, le fait délictueux se serait produit sur la voie publique et non dans la maison dont il est propriétaire à Paris, 17, rue des Boulangers ;

Considérant que ces moyens de défense manquent en fait ; qu'en effet, d'une part, Fourgeaud était bien, au moment du fait incriminé, au service de Cossard, en qualité de concierge de la maison appartenant à ce dernier, à l'adresse ci-dessus : que cela résulte des documents de la cause et, notamment, d'une citation à témoins commise dans la présente instance à la requête de Fourgeaud, citation dans laquelle celui-ci a pris lui-même la qualité de concierge de la maison sise, 17, rue des Boulangers ;

Considérant que, d'autre part, la scène d'injures qui a donné lieu à la poursuite s'est produite sur le seuil même de la maison dont Fourgeaud avait la garde en ladite qualité ;

Considérant qu'à bon droit, par suite, le jugement entrepris a déclaré l'appelant civilement responsable du délit imputé à Fourgeaud, son préposé ;

Par ces motifs,

Donne défaut contre Fourgeaud ;

Le relaxe des fins de la poursuite de la partie civile dont est appel, en ce qui le concerne, en réduisant toutefois le chiffre des dommages-intérêts à 100 francs ;

Rejette les conclusions prises par le sieur Cossard comme mal fondées ;

Confirme à son égard le jugement entrepris ;

Le condamne, en conséquence, comme civilement responsable à payer à la dame Malouin, solidairement avec Fourgeaud, ladite somme de 100 francs ;

Le condamne, sous la même solidarité, aux dépens.

M. **Rambaud** av. gén. — M^es **Langlois** et **Landowski** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence admet que l'action en responsabilité civile à raison d'un crime ou d'un délit se prescrit comme l'action civile dirigée contre l'auteur du crime ou du délit par le même délai que l'action publique : Cass. 14 mars 1853 (D. 53.1.83); 28 février 1855 (D. 55.1.343); Cass. 6 mars 1855 (D. 55.1.84); 13 mai 1868 (D. 69.1.217) ; 1^er mai 1876 (D. 76.1.400) 12 février 1894 (Gaz. Pal. 94.1.295 — S. 94.1.168 — D. 94.1.486); 13 décembre 1898 (S. 99.1.25 et la note) ; Lyon 30 juin 1887 (D. 88.2.53) ; Poitiers 27 mai 1890 (Gaz. Pal. 90.2.16 et la note) ; Orléans 28 novembre 1891 (Gaz. Pal. 92.1, supp. 5). *Sic :* Chauveau et F. Hélie, Théor. du C. pén., 5^e édit., t. I, n° 396 ; Sourdat, Responsab., 4^e édit., t. II, n° 809; Aubry et Rau, Droit civ. franç., 4^e édit., t. III, §§ 445 et 447, p. 751 et 767 ; Baudry-Lacantinerie et Tissier, Prescription, 2^e édit., n^os 643 et suiv. *Contrà :* Collet, Rev. crit., t. 33, p. 1, et observ. de M. Beudant sous Cass. 13 mai 1868 (D. 69.1.127). Maintenant que l'action civile subsiste au regard de l'auteur du crime ou du délit, l'action publique n'étant pas éteinte, on doit admettre par voie de conséquence, ainsi que le fait l'arrêt recueilli, que l'action en responsabilité civile survit également. Comp. Trib. corr. Marseille 30 décembre 1886 (Loi 2 mars 1887).

II. — Sur le deuxième point : L'arrêt rapporté présente ceci d'intéressant en fait : que la Cour paraît avoir fait résulter la preuve que le concierge avait proféré les injures reprochées dans l'exercice de ses fonctions (ce qui entraînait la responsabilté civile du propriétaire), de cette circonstance que la scène s'était passée sur le seuil de l'immeuble dont l'inculpé avait la garde en sa qualité de concierge.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (2e Ch.)

20 Juillet 1906.

Présidence de M. Tassard.

ENREGISTREMENT. — ADJUDICATION D'IMMEUBLES. — CHARGE D'UNE RENTE. — ÉVALUATION POUR LA PERCEPTION. — EXPERTISE.

L'art. 17 de la loi du 22 frimaire an VII, édicté pour permettre à l'Administration de relever, au moyen de l'expertise, le prix exprimé dans les contrats à titre onéreux translatifs de propriété de biens immeubles, ne désigne pas les actes judiciaires comme pouvant donner lieu à cette expertise.

En conséquence, lorsque, outre le prix principal d'une adjudication judiciaire, il existe des charges ne pouvant être évaluées que par une déclaration estimative, une rente viagère, par exemple, l'Administration a les moyens de contrôle dont elle dispose dans les autres déclarations estimatives, c'est-à-dire les présomptions ; mais elle ne peut recourir à l'expertise.

Enregistrement c. Maunoury.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par acte passé devant Lanquest et Robin, notaires à Paris, les 21 et 27 avril 1898, Emma Lévy Deutsch ont vendu à la société anonyme « La Rente Viagère » moyenant le prix de 240.000 francs, une maison sise à Paris, rue de la Bourdonnais, 19, et que le prix a été dans l'acte lui-même converti en une rente viagère de 14.000 francs par an au profit des vendeurs sans aucune réduction au décès du prémourant d'eux ;

Attendu que l'inscription d'office garantit la susdite rente viagère ;

Attendu que la société anonyme de la Rente Viagère a été déclarée en faillite aux termes du jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 14 mars 1902, et que les créanciers ont été constitués en état d'union le 18 novembre suivant ;

Attendu que sur la requête présentée par Vacher, syndic de la faillite, le Tribunal civil de la Seine a, par jugement du 23 octobre 1903, ordonné la vente aux enchères de l'immeuble dont s'agit, et qu'il a dit dans ce jugement : « La vente aura lieu aux enchères publiques à la requête de Vacher ès qualités de syndic de la faillite et les adjudicataires seront tenus d'assurer le service de la rente viagère stipulée aux termes du contrat intervenu..... la mise à prix est fixée à 1.000 francs » ;

Attendu qu'à la suite d'une surenchère du dixième sur l'adjudication du 8 novembre 1903, la maison a été, le 2 février 1904, adjugée à Duplan, avoué, pour le compte de Maunoury et pour le prix principal de 4.050 francs ;

Attendu que le capital de la rente viagère a alors fait l'objet d'une déclaration estimative le portant à 140.000 francs ;

Attendu, dans ces conditions, que les droits ont été perçus sur : 1° 4.050 francs, prix principal ; 2° 140.000 francs, évaluation du capital de la rente ; 3° 600 francs, taxe de mainmorte ; 4° 900 francs, charges résultant de la privation de la jouissance des loyers d'avance ; 5° 1.152 francs, montant des frais taxés dans le jugement. Total, 146.702 francs ;

Attendu que l'Administration prétendant que la somme de 146.702 francs ne représentait pas la valeur vénale au jour de l'adjudication, a, par un exploit du 18 février 1905, assigné Maunoury devant le Tribunal de la Seine pour entendre dire qu'il serait procédé au relèvement à la valeur vénale en vertu de l'art. 15. nos 6, 17 et 18 de la loi du 22 frimaire an VII ; qu'en même temps, elle a désigné pour son expert, Rischmann, architecte ;

Statuant sur ladite assignation ;

Attendu que l'art. 17 de la loi du 22 frimaire an VII a été édictée pour permettre à l'Administration de relever au moyen de l'expertise spéciale de l'art. 18 le prix exprimé dans les contrats à titre onéreux translatifs de propriété ou d'usufruit des biens immeubles ; qu'aux termes de l'art. 15 n° 6 de la même loi, la valeur de la propriété de l'usufruit et de la jouissance des biens immeubles est déterminée pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel de mutation à titre onéreux par le prix exprimé en y ajoutant toutes les charges en capital ou par une estimation d'experts dans les cas « autorisés par la présente loi » ;

Attendu que cette expertise ordonnée sous des conditions toutes particulières est de droit étroit ;

Attendu que d'ailleurs l'art. 15, n° 6 ne l'admet que dans les cas autorisés par la présente loi, c'est-à-dire par l'art. 17 ;

Attendu que l'art. 17 lui-même ne désigne pas les actes judiciaires translatifs de propriété comme pouvant donner lieu à cette expertise, qu'il ne parle que des actes et contrats à titre onéreux énonçant le prix de l'immeuble ;

Attendu, d'un autre côté, quand la loi de frimaire veut comprendre sous la même disposition les actes civils et judiciaires, elle les a énoncés nominativement et distinctement comme elle l'a fait dans les articles 15, 16 et 20 ;

Attendu que de ces circonstances il résulte que l'art. 17 n'est pas applicable aux adjudications judiciaires d'immeubles ;

Attendu toutefois, que lorsque, outre le prix principal de l'adjudication judiciaire, il existe des charges ne pouvant être évaluées que par une déclaration estimative, l'Administration a les moyens ordinaires de contrôle dont elle dispose dans les autres déclarations estimatives, c'est-à-dire les présomptions ;

Attendu en l'espèce que le Tribunal quant à présent n'a pas à juger la valeur de la déclaration estimative de Maunoury, mais la question préalable de l'expertise de l'art. 17 de la loi du 22 frimaire an VII ;

Par ces motifs,

Déboute l'Administration de sa demande tendant à l'expertise de l'art. 17 de la loi du 22 frimaire an VII ;

La condamne aux dépens taxés et liquidés à la somme de 141 fr. 95 en ce non compris les coûts, enregistrement et signification du présent jugement.

MM. **Allaire** juge rapp. ; **Pérault** juge supp. ; **Castaing** subst. proc. Rép.

NOTE. — L'art. 17 de la loi du 22 frimaire an VII autorise l'administration de l'Enregistrement à constater, par la voie de l'expertise, la valeur réelle des immeubles transmis à titre onéreux. Pendant longtemps, l'administration a soutenu que ce droit lui appartient, alors même qu'il s'agit d'une adjudication judiciaire ; cette prétention a été définitivement rejetée par un arrêt de la Cour de cassation du 26 novembre 1850 (S. 51.1.50) ; mais, par une de ces subtiles distinctions dont elle est coutumière, elle

refuse d'appliquer cette décision dans le cas où, en sus du prix, l'acquéreur doit supporter des charges qui donnent lieu à la déclaration estimative prévue par l'art. 16 de la loi du 22 frimaire an VII. C'est cette doctrine qu'elle demandait au Tribunal de la Seine de consacrer et que celui-ci a écartée avec juste raison. Dès lors, en effet, que le prix définitivement fixé par les enchères ne peut être contrôlé par l'expertise, il ne reste à l'Administration que le droit de critiquer l'évaluation des charges faites pour la perception, au moyen des preuves ou présomptions dont l'emploi est autorisé ; puisque c'est cette évaluation qui est supposée inexacte, c'est sur elle seule que doivent porter les recherches du fisc, et il est inadmissible que, pour établir l'inexactitude d'une estimation de charge, elle soit autorisée à expertiser l'immeuble, c'est-à-dire à critiquer le jugement qui a fixé le prix.

350-351

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

28 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

PRUD'HOMMES. — 1° JUGEMENTS. — QUALITÉS. — EXPOSÉ. — MOTIFS. — 2° PROCÉDURE. — ENQUÊTE.

1° *Bien que les qualités du jugement ne contiennent pas un exposé suffisamment complet des faits de la cause et de l'objet du litige, il peut être suppléé à cette insuffisance par les motifs du jugement.*

2° *L'art. 48 du décret du 11 juin 1809, loin d'imposer au Conseil de prud'hommes l'obligation d'ordonner une enquête lorsque les parties sont contraires en faits, lui confère la faculté de ne recourir à cette mesure d'instruction que lorsqu'il la trouve utile et lui laisse à cet égard un pouvoir souverain d'appréciation.*

Sartre c. Graveron.

M. Sartre s'est pourvu en cassation d'un jugement du Tribunal civil de la Seine du 1er août 1906, rendu au profit de M. Graveron.

Arrêt :

La Cour,

Sur les deux moyens réunis :

Attendu que si les deux qualités du jugement attaqué ne contiennent pas un exposé suffisamment complet des faits de la cause et de l'objet du litige, il est suppléé à cette insuffisance par les motifs du jugement ; qu'il résulte en effet de ces motifs que Sartre, ouvrier au service de Graveron, après avoir été payé du prix des travaux qu'il avait exécutés pour ce dernier en janvier, février, mars et avril 1906, en conformité des conditions d'embauchage convenues avec lui, et après avoir accepté son réglement de compte sans protestation ni réserve, a réclamé ultérieurement une somme de 98 fr. 50, en prétendant que, pour un certain nombre de ses journées de travail, il avait droit à un franc de plus-value et, en outre, à des heures supplémentaires calculées sur le taux de 0.90 au lieu de 0.75 ;

Attendu que le jugement attaqué constate, en fait, que « les allégations de Sartre ne sont appuyées d'aucune justification » ;

Attendu, d'autre part, que l'art. 48 du décret du 11 juin 1809, loin d'imposer au Conseil de prud'hommes l'obligation d'ordonner une enquête lorsque les parties sont contraires en fait, lui confère la faculté de ne recourir à cette mesure d'instruction que lorsqu'il la trouve utile et lui laisse, à cet égard, un pouvoir souverain d'apréciation ; qu'en s'abstenant, en ces circonstances, de prescrire une enquête et en déboutant le demandeur en cassation, le jugement attaqué n'a violé aucun des textes visés au pourvoi ;

Rejette...

MM. **Fauconneau-Dufresne** *rapp.* ; *M*elcot av. gén. — Me **Jouarre** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : La Cour de cassation (Ch. civile) a jugé dans le même sens tout récemment, en matière prud'hommale, que si les jugements et arrêts doivent contenir les mentions diverses exigées par l'art. 141 C. proc. civ., aucun texte ne détermine la place où ces mentions doivent se trouver, ni sous quelle forme elles doivent l'être ; il suffit qu'elles résultent de l'ensemble des différentes parties de la décision : Cass. 6 août 1906 (Gaz. Pal. 1906.2.269). V. notre note sous cet arrêt avec les renvois à la jurisprudence antérieure.

II. — Sur le second point : La solution consacrée par l'arrêt recueilli résulte des termes mêmes de l'art. 48 du décret du 11 juin 1809 modifié par l'avis du Conseil d'Etat du 20 février 1810. Cet article dispose, en effet, ainsi : « Si les parties sont contraires en faits de nature à être constatés par les témoins et dont le conseil des prud'hommes *trouve la vérification utile* et admissible, il ordonnera la preuve et en fixera précisément l'objet. Consulter : Pand. franç. Rép., v° Conseils de prud'hommes, nos 667 et suiv.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

13 Novembre 1906.

Présidence de M. Tanon.

AGRICULTURE. — COMICES AGRICOLES. — COTISATIONS. — LOI DU 1er JUILLET 1901. — LOI DU 20 MARS 1851. — NON-ABROGATION.

Si les comices agricoles ne forment pas des sociétés civiles ordinaires, ils constituent des associations d'individus dont la loi du 20 mars 1851 a déterminé les conditions d'existence et l'objet ; le législateur les a considérés, pour tout ce qui concerne leur organisation intérieure et la direction de leurs intérêts privés, comme des associations libres dans les limites tracées par leurs règlements dont l'approbation par le préfet a paru la seule condition nécessaire à la garantie de leur bon fonctionnement.

L'établissement matériel d'un comice agricole et l'accomplissement de sa mission pour l'organisation des concours et la distribution des récompenses impliquent nécessairement la création d'une caisse commune formée au principal par les cotisations des sociétaires ; l'engagement pris par un membre du comice de verser dans cette caisse une cotisation annuelle forme donc une obligation personnelle, régie

par le droit commun et dont les membres du comice ont le droit d'exiger, et au besoin de poursuivre en justice l'entière exécution.

Les dispositions de la loi du 20 mars 1851, maintenues en vigueur par le décret du 26 mars 1852, n'ont pas été abrogées par la loi du 1er juillet 1901.

En conséquence, le membre d'un comice n'est point autorisé à demander la dissolution du comice et la restitution des cotisations perçues sous le prétexte que ledit comice ne se serait pas soumis aux prescriptions de la loi du 1er juillet 1901.

De la Barre c. Comice agricole de Château-Thierry.

M. de la Barre s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Amiens du 22 mars 1906 qui avait refusé de prononcer la dissolution du comice agricole de Château-Thierry et d'ordonner la restitution des cotisations perçues depuis la promulgation de la loi du 1er juillet 1901.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des art. 2, 5, 6, 7 et 21 de la loi du 1er juillet 1901 et fausse application des art. 2 et suiv. de la loi du 20 mars 1851 ;

Attendu que, si les comices agricoles ne forment pas des sociétés civiles ordinaires, ils constituent des associations d'individus dont la loi du 20 mars 1851 a déterminé les conditions d'existence et l'objet ; que le législateur les a considérés, pour tout ce qui concerne leur organisation intérieure et la direction de leurs intérêts privés, comme des associations libres dans les limites tracées par leurs réglements dont l'approbation par le Préfet a paru la seule condition nécessaire à la garantie de leur bon fonctionnement ; que l'établissement matériel d'un comice agricole et l'accomplissement de sa mission pour l'organisation des concours et la distribution des récompenses impliquent nécessairement la création d'une caisse commune formée au principal par les cotisations des sociétaires ; que l'engagement pris par un membre du comice deverser dans cette caisse une cotisation annuelle forme donc une obligation personnelle régie par le droit commun et dont les membres du comice ont le droit d'exiger et, au besoin, de poursuivre en justice l'entière exécution ;

Attendu que les dispositions de la loi du 20 mars 1851, maintenues en vigueur par le décret du 26 mars 1852, n'ont pas été abrogées par la loi du 1er juillet 1901 ;

Attendu, qu'en rejetant la prétention de la Barre qui tendait à la dissolution d ucomice de Château-Thierry, par le motif que, faute de s'être soumis aux prescriptions de la loi du 1er juillet 1901, il n'aurait pas d'existence légale et que la perception des cotisations de ses membres aurait été faite sans droit, l'arrêt attaqué, loin de violer les articles de loi visés au pourvoi, en a fait, au contraire, une exacte application ;

Rejette...

MM. **Puech** rapp. ; **Bonnet** av. gén. — Me **Defert** av.

NOTE. — La question intéressante que tranche l'arrêt recueilli est celle de savoir si la loi du 20 mars 1851 sur les comices agricoles est abrogée depuis la promulgation de la loi du 1er juillet 1901, qui vise d'une façon générale toutes les associations.

L'art. 21 de la loi de 1901 est ainsi conçu : « Sont abrogés les art. 291, 292, 293 C. pén., ainsi que les dispositions de l'art. 294 du même code relatives aux associations;... le § 2, art. 2 de la loi du 24 mai 1825; le décret du 31 janvier 1852, et généralement toutes les dispositions contraires à la présente loi. Il n'est en rien dérogé pour l'avenir aux lois spéciales relatives aux syndicats professionnels, aux sociétés de commerce et aux sociétés de secours mutuels ».

Ainsi la loi du 20 mars 1851 sur les comices agricoles n'est pas comprise dans les dispositions formellement abrogées, mais ne doit-on pas la comprendre dans les dispositions abrogées tacitement comme incompatibles avec la loi nouvelle ?

Certains auteurs l'ont pensé. V. Trouillot et Chapsal, p. 392 ; Grümbach, Associations et cercles, p. 302. Mais le Conseil d'Etat, consulté à ce sujet, a émis un avis contraire le 5 mai 1904, en déclarant que « les comices agricoles sont soustraits au droit commun des associations et continuent depuis la loi de 1901 à être assujettis à un régime spécial qui leur confère le caractère d'institution d'Etat et en font des organes de l'Administration publique ». Cette raison n'est peut-être pas décisive, car on peut contester aux comices agricoles le caractère d'institutions d'Etat, et soutenir que ce sont de simples associations privées. V. Nancy 2 juin 1866 (S. 67.2.77) ; Cass. 30 janvier 1878 (D. 80.1.300) ; Besançon 29 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.1.681 — S. 1901.2.13).

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

10 Novembre 1906.

Présidence de M. Bard.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — BOUILLEUR DE CRU. — DÉBITANT DE CRU. — RÉGIME DES BOUILLEURS DE PROFESSION. — DÉCLARATION OBLIGATOIRE.

L'art. 8 de la loi du 29 décembre 1900 assimile les débitants de cru aux débitants de profession.

Par conséquent, le bouilleur de cru qui vend au détail des boissons provenant de sa récolte, dans le rayon déterminé par l'art. 20 du décret du 17 mars 1872, est, aux termes de l'art. 10 § 1er de la loi du 29 décembre 1900, soumis au régime des bouilleurs de profession et ne peut, dès lors, distiller des piquettes de sa récolte sans déclaration préalable.

Courtois de Langlade c. Contributions indirectes.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation de la loi du 14 décembre 1875 et des art. 8, 9, 10 et 14 de la loi du 29 décembre 1900 en ce que l'arrêt attaqué a prononcé une condamnation contre les demandeurs pour avoir distillé sans déclaration préalable une certaine quantité de piquette provenant exclusivement de leurs récoltes sous le prétexte que ceux-ci possédaient un débit dans le rayon fixé par l'art. 20 du décret du 17 mars 1852, alors qu'ils n'étaient pas débitants de profession et ne vendaient dans leur débit que des vins de leur cru :

Attendu que l'art. 10 § 1er de la loi du 29 décembre 1900 soumet au régime des bouilleurs de profession les bouilleurs de cru qui exercent la profession de débitants dans le rayon déterminé par l'art. 20 du décret du 17 mars 1852, c'est-à-dire dans l'étendue du canton où la récolte a été faite et les communes limitrophes ;

Attendu que, d'autre part, aux termes de l'art. 8 § 1er de la même loi tout propriétaire récoltant, qui désire vendre au détail les produits de sa récolte, est tenu de se soumettre à toutes les obligations des débitants ; que les débitants de cru sont ainsi assimilés aux débitants de profession en ce qui touche les obligations fiscales; que, dès lors, s'ils sont en même temps bouilleurs de cru, ils se trouvent soumis, comme le seraient les débitants, au régime des bouilleurs de profession, lorsque leur débit ets placé dans la zône fixée par l'art. 20 du décret précité ;

Attendu qu'il est soutenu que l'art. 8 de la loi du 29 décembre 1900 est complètement étranger à la règlementation des bouilleurs de cru ; qu'on ne peut, dès lors, en faire découler, par une voie détournée, en le rapprochant de l'art. 10 § 1er, une restriction à leur privilège, et que l'exception établie par ce dernier article doit être strictement limitée au cas qu'il prévoit expressément où il s'agit de débitants de profession ;

Mais attendu que l'art. 8 dispose d'une manière générale qu'il soumet les débitants de cru à toutes les obligations des débitants de profession ; qu'on ne saurait, sans le restreindre arbitrairement, établir des distinctions et refuser de l'appliquer à l'une quelconque des obligations fiscales incombant à ces derniers ;

Attendu, en fait, que les prévenus, propriétaires au mas de Berthaud, canton de Saint-Gilles, possèdent à Arles, commune limitrophe de ce canton un débit dans lequel ils écoulent, à l'exclusion de toute autre boisson, une partie des vins de leur cru ; qu'aux mois d'octobre et de novembre 1901, ils ont distillé, sans déclaration préalable, une certaine quantité de piquette provenant de leur récolte ; qu'en décidant qu'à raison de l'existence de leur débit dans les conditions ci-dessus indiquées ils étaient soumis au régime des bouilleurs de profession et, par suite, tenues de déclarer leur fabrication d'alcool, l'arrêt attaqué n'a pas violé les articles de loi visés au moyen et en a fait au contraire une exacte application ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs,

Rejette...

MM. **La Borde** rapp. ; **Lombard** av. gén. — Mes **Bernier** et **Aubert** av.

NOTE. — L'art. 10, § 1er de la loi du 29 décembre 1900 avait soumis au régime des bouilleurs de profession les bouilleurs de cru qui, dans le rayon de franchise déterminé par l'art. 20 du décret du 17 mars 1852, exerçaient par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'associés la profession de débitant ou de marchand en gros de boissons. Comme les propriétaires récoltants qui vendent au détail les vins et les cidres provenant de leurs récoltes et qu'on désigne, dans le langage fiscal, sous le nom de débitants de cru (art. 85 et 86 de la loi du 28 avril 1816), sont soumis par l'art. 8, § 1er de la loi du 29 décembre 1900 à toutes les obligations des débitants de profession, il s'ensuivait nécessairement qu'ils devaient déclarer préalablement leurs distillations et que le décret du 15 avril 1881 déterminant le régime des bouilleurs de profession leur était applicable.

Mais l'arrêt rapporté ci-dessus n'a plus qu'un intérêt rétrospectif. Car la loi du 27 février 1906, en rétablissant le privilège des bouilleurs de cru, a replacé ces récoltants, au point de vue de la distillation de leurs produits, dans les conditions où ils se trouvaient au lendemain de la loi du 14 décembre 1875. L'art. 10, § 1er de la loi du 29 décembre 1900 est donc implicitement abrogé (Circ. de la direction des Contributions Indirectes, n° 641 du 18 avril 1906), et les débitants de cru et autres ne sont plus tenus que de déclarer les boissons qu'ils possèdent chez eux et ailleurs (art. 50 de la loi du 28 avril 1816).

COUR D'APPEL DE PARIS (Ch. corr.)

13 Novembre 1906.

Présidence de M. Saint-Aubin.

POSTES-TÉLÉGRAPHES-TÉLÉPHONES. — ATTEINTE PRÉTENDUE AU MONOPOLE. — CHARRETIER-LIVREUR. — RÉCEPTION D'UNE LETTRE DE COMMANDE. — BOITE FIXÉE A LA VOITURE. — TRANSPORT. — POURSUITE EN RESPONSABILITÉ PÉNALE DU CHARRETIER ET CIVILE DU PATRON. — ABSENCE DE DÉLIT. — RELAXE.

Joue le rôle d'un exprès dont l'emploi est autorisé par la déclaration du 10 juillet 1759, et par les règlements de l'Administration des Postes, le charretier-livreur au service d'un marchand de combustible qui reçoit d'un employé de cette maison pour la transporter au siège social, et la place, à cet effet, dans une boîte « ad hoc », fixée à sa voiture, une carte émanant d'un client et contenant une réclamation adressée au patron.

En conséquence, s'agissant, dans l'espèce, d'un envoi expédié par un particulier à un autre particulier, le transport est licite, et ce charretier-livreur n'ayant commis aucun délit, le patron ne saurait être recherché comme civilement responsable du fait de son préposé.

Administration des Postes c. Vincent et Bernot.

L'Administration des Postes a interjeté appel d'un jugement de relaxe rendu le 26 mai 1906, par le Tribunal correctionnel de la Seine (8e Chambre), en faveur de M. Vincent, charretier-livreur, au service de M. Bernot, négociant en charbons, à Paris, et en faveur de ce dernier, poursuivi comme civilement responsable du prétendu délit d'atteinte au monopole de ladite Administration reproché à son préposé. V. ce jugement : (Gaz. Pal. 1906.1.598).

Devant la Cour, M. l'avocat général Peyssonnié a conclu à l'infirmation. L'honorable organe du ministère public s'est attaché à mettre en lumière et à établir les points suivants :

Premier point : Les perquisitions faites dans les boîtes placées sur la voiture du charretier-livreur Vincent, par les brigadiers-inspecteurs de l'Administration des Postes, n'ont été ni irrégulières, ni entachées de nullité. La question ne semblait d'ailleurs pas sérieusement contestée. V. au surplus : Cass. 21 mai 1836 (S. 36.1.526) et 7 novembre 1836 (Bull. crim.).

Deuxième point : Le charretier Vincent n'était

pas un exprès auquel pût s'appliquer l'exception admise par l'art. 7 de la déclaration du 8 juillet 1759.

1° En fait, il s'agissait, en l'espèce, d'une carte adressée à la maison Bernot par le domestique d'une cliente. Cette carte, ainsi libellée : « Veuillez rapporter sans faute les deux sacs de charbon qui manquent. Madame n'est pas contente », avait été remise au livreur, un nommé Bellin, lequel n'ayant pas de boîte aux lettres sur sa voiture l'avait glissée dans la boîte fixée sur la voiture d'un autre charretier de M. Bernot, le sieur Vincent, rencontré par lui en route. Or, l'exprès « c'est la personne que l'expéditeur charge par mission spéciale et accidentellement, « exprès », de porter ou faire parvenir au destinataire un ou plusieurs objets de correspondance ». Fuzier-Herman et Carpentier, Rép. gén. alphab. du dr. franç., v° Postes et Télégraphes, n° 373. Le charretier Vincent ne pouvait donc, à aucun titre, être assimilé à un exprès. « Vincent, a dit M. l'avocat général Peyssonnié, n'est pas un exprès ; il n'a reçu aucune mission spéciale ou accidentelle. C'est un agent habituel d'un service organisé pour faire la fraude au monopole postal, pour s'immiscer dans ce monopole. Vincent transporte les cartes de commande que l'on met dans la boîte aux lettres placée sur sa voiture. Vincent est donc le contraire d'un exprès, parce que c'est un exprès en quelque sorte perpétuel et automatique. En effet, on l'a si peu chargé d'une mission qu'il a promené la lettre sans même savoir si c'était une carte de commande qui était dans la boîte. Son collègue est arrivé, il a vu la boîte sur la voiture. Il a mis la carte de commande dans la boîte et la voiture a continué à rouler. Et on appellerait Vincent un exprès !... »

Troisième point : La carte saisie présentait, étant donné son contexte et surtout l'insertion de la phrase « Madame n'est pas contente », tous les caractères d'une véritable correspondance. Dès lors, son transport ne pouvait bénéficier de l'exception inscrite dans l'art. 2 de l'arrêté du 27 prairial an IX et dans l'art. 2 § D de l'instruction générale des Postes du 1er juillet 1899. En effet, ce n'était pas là le papier visé par ces textes, c'est-à-dire le papier relatif à l'exploitation d'un service de messageries, le papier relatif à la livraison, à l'enlèvement ou au transport des marchandises, le papier qui accompagne nécessairement les voituriers : V. Grenoble 3 décembre 1864 (S. 66.2.361). *Adde :* Fuzier-Herman et Carpentier, Rép. gén. alphab. du dr. franç., v° Postes et Télégraphes, n°s 354 et 362.

Au surplus, Vincent n'était pas un messager, M. Bernot, son patron, n'était pas à la tête d'une entreprise de messageries.

Quatrième point : Les boîtes aux lettres fixées sur des voitures de charbon ne sont pas une maison de commerce, une succursale de maison de commerce, un domicile commercial, ou un appendice de domicile commercial.

M. l'avocat général a invoqué à l'appui de son opinion sur ce point, non seulement l'arrêt de la Cour de cassation du 11 juin 1869 (D. 69.1.487), mais encore celui du 10 février 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.262), intervenu dans une poursuite analogue dirigée contre M. Bernot et dont, a-t-il dit, les considérants s'appliquent à l'espèce dont était saisie la Cour d'appel.

Malgré ces conclusions, le 13 novembre 1906, est intervenu l'arrêt confirmatif suivant :

Arrêt :

La Cour,

Considérant que Bernot, marchand de combustibles à Paris, a fixé aux voitures dans lesquelles il fait des livraisons de marchandises des boîtes dans lesquelles ses clients peuvent déposer leurs lettres de commande ;

Considérant que Vincent est chargé par lui de conduire une de ces voitures ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de rechercher si, d'une façon générale, l'organisation de ce système de boîtes constitue de la part de Bernot une concurrence illicite au monopole de l'Administration des Postes ;

Considérant qu'en effet Bernot est poursuivi seulement comme civilement responsable du délit reproché à Vincent ; qu'il est donc nécessaire qu'un délit reproché bli à la charge de ce dernier pour qu'une condamnation puisse intervenir ;

Considérant, d'autre part, que l'infraction consisterait non pas dans la circulation des boîtes, mais dans le transport des lettres qui s'y trouveraient contenues ;

Considérant dès lors, que si, en raison des circonstances de la cause, ce transport doit, dans l'espèce être considéré comme licite, il importe peu qu'il ait été effectué par un procédé particulier, soit à la main, soit dans les vêtements du messager, soit dans une partie quelconque de sa voiture, notamment dans une boîte adhérente à ce véhicule ;

Considérant que la carte-lettre qui a été saisie, et qui seule a motivé la poursuite, contenait uniquement une réclamation à Bernot par un de ses clients relativement à un manquant constaté par ce dernier dans une livraison qui lui avait été faite par ce commerçant ;

Considérant que cette carte, qui n'était pas enfermée dans une enveloppe, avait été remise par ce client à l'employé chargé par la maison Bernot de faire chez lui, à Paris, la livraison ; que, si cet employé a lui-même confié, sous la même forme, cet objet de correspondance à Vincent pour le transporter au siège social, et que si, dans ce but, il l'a placé avec le consentement du prévenu dans la boîte fixée à sa voiture, c'est parce qu'il connaissait Vincent comme se trouvant au service de la même maison, et qu'en cette qualité il lui paraissait susceptible d'exécuter à sa place le mandat privatif et occasionnel que, par voie de délégation expresse, il avait accepté du client et consistant dans l'engagement pris de remettre lui-même directement au sieur Bernot le nouveau bulletin de commande ;

Considérant qu'il s'agissait donc bien d'un envoi expédié par un particulier à un autre particulier ;

Considérant que, dans ces conditions, Vincent a joué, dans ce transport, le rôle d'un exprès dont l'emploi est autorisé par la déclaration du 10 juillet 1759 et par les règlements de l'Administration des Postes ;

Considérant que le délit reproché à Vincent n'existant pas, il est inutile d'examiner si la saisie est régulière dans le cas où une condamnation civile interviendrait ;

Par ces motifs,

Adoptant les motifs des premiers juges en tant seulement qu'ils ne sont pas contraires à ceux qui précèdent ;

Confirme le jugement dont est appel et condamne

l'Administration des Postes, partie civile, aux entiers dépens.

M. **Peyssonnié** av. gén. (concl. contr.), Mes **Goujon** et **Coulet** av.

NOTE. — Rapp. le jugement dont appel : Trib. corr. Seine 26 mai 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.598) et la note ; Cass. 10 février 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.262) et la note avec renvoi aux décisions antérieures. Comp. Trib. corr. Seine 22 février 1905 (Gaz. Pal. 1905.1.347) et Paris 28 juin 1905 (Gaz. Pal. 1906.2.62).

COUR D'APPEL DE CAEN

7 Avril 1906.

Présidence de M. Vaudrus.

1° ATTROUPEMENT. — RASSEMBLEMENT DANS UNE ÉGLISE. — ART. 3 DE LA LOI DU 17 JUIN 1848 INAPPLICABLE.

2° OUTRAGE. — APPLICATION DE L'ART. 224. C. PÉN. — INVENTAIRE DES BIENS D'UNE ÉGLISE. — RECEVEUR DES DOMAINES. — INOBSERVATION DE L'ART. 3 DE LA LOI DE 1848. — EXISTENCE DU DÉLIT.

3° VOIES DE FAIT. — ART. 230 C. PÉN. — CITOYEN CHARGÉ D'UN MINISTÈRE DE SERVICE PUBLIC. — RECEVEUR DES DOMAINES PROCÉDANT A UN INVENTAIRE. — TÉMOINS. — SIMPLES PARTICULIERS.

1° *Les formalités prescrites par l'art. 5 de la loi du 7 juin 1848, sur les attroupements, ne sauraient être appliquées à un rassemblement formé dans une église en vue de résister à un inventaire, ladite loi ne visant que les attroupements formés sur la voie publique.*

2° *L'art. 224 C. pén. est applicable au cas d'outrages envers un dépositaire de l'autorité publique alors même que celui ci ne se serait pas conformé aux prescriptions des art. 3 de la loi du 7 juin 1848, et 4 du décret du 29 décembre 1905, l'existence du délit prévu par ce texte n'étant pas subordonnée à la régularité absolue des formes avec lesquelles procèdent les dépositaires de l'autorité publique.*

3° *Doit être considéré comme un citoyen chargé d'un ministère de service public, et comme tel est protégé par l'art. 230 C. pén., contre les violences dont il est l'objet dans l'exercice de ses fonctions, et non pas seulement par les dispositions de l'art. 311 du même Code, le receveur des domaines qui procède à l'inventaire des biens d'une église.*

Mais il n'en est pas de même des témoins qui l'assistent et qui, étant dans une situation analogue à celle des témoins accompagnant l'huissier qui procède à une saisie, n'ont, à aucun titre, le caracère de citoyens chargés d'un ministère de service public.

Min. pub. c. Betton, Wamster et Marie

Arrêt :

La Cour,

Sur la déclaration de culpabilité :

En ce qui concerne les délits de rébellion, d'outrages et de violences imputés à Betton, Wamster et Marie envers le receveur des Domaines Leboucher ;

Attendu que les prévenus opposent d'abord à la thèse du jugement que, s'il y a eu rébellion, elle aurait été commise par un attroupement non armé de plus de cinquante personnes, et que le receveur des Domaines aurait violé les dispositions de l'art. 3 de la loi du 7 juin 1848 ;

Attendu que ce moyen n'est pas fondé ; qu'en effet la première condition exigée pour qu'il y ait attroupement, au sens de la loi du 7 juin 1848, est qu'il se soit formé sur la voie publique ; qu'il en est tout autrement, dans l'espèce, puisque les faits se sont passés à l'intérieur d'une église ; que les formalités spéciales ordonnées par la loi susvisée étaient dès lors sans application ; qu'en outre, même en admettant qu'il y eût dans l'église une réunion de plus de cinquante personnes, il n'est nullement établi, ce qui serait nécessaire, que toutes participaient aux mêmes faits délictueux ;

Attendu que c'est également à tort que les inculpés prétendent que le receveur des domaines, ne s'étant pas conformé à l'art. 3 de la loi du 7 juin 1848, ni à l'art. 4 du décret réglementaire du 29 décembre 1905, ne pouvait être considéré comme un citoyen chargé d'un ministère de service public dans l'exercice de ses fonctions ; qu'il n'avait pas droit à la protection des lois, du moment qu'il les violait lui-même ; qu'il ne saurait donc être couvert par l'art. 224 C. pén. ;

Attendu qu'il est de jurisprudence constante que le délit n'est pas subordonné à la régularité absolue des formes avec lesquelles il est procédé par les dépositaires de l'autorité publique ; que les particuliers ne sauraient se constituer eux-mêmes juges des actes de l'autorité, et, sous prétexte d'irrégularités, se mettre en rébellion avec violences et outrages contre ses représentants, agissant pour l'exécution des lois, sauf à se pourvoir devant toute juridiction compétente en vue de l'annulation de ces actes et de la punition de leurs auteurs ; que cette doctrine, maintes fois proclamée par la Cour suprême, s'impose au respect de tous les citoyens comme la condition même de l'ordre public ;

Attendu que les prévenus ne sont pas non plus recevables à soutenir que les violences dont se plaint Leboucher, alors même qu'elles tomberaient sous l'application de la loi pénale, seraient excusables pour cause de provocation ;

Attendu que la provocation, à la supposer établie, ne supprime point la culpabilité et ne fait que l'atténuer ; mais qu'en réalité, elle n'existe pas dans la cause ; qu'il résulte, au contraire, de l'information et des débats que, si Leboucher, rencontrant une violente résistance à son entrée dans l'église, et obligé de se protéger contre un groupe menaçant qui lui barrait le passage, s'est cru dans la nécessité de porter les bras en avant, et a pu, dans ce mouvement instinctif, heurter vivement quelques personnes, notamment la dame Marie, qui s'est trouvée atteinte au visage, il n'y a là, de sa part, que des gestes inconscients de défense personnelle, dépourvus de tout caractère agressif et de toute intention coupable ; que, d'ailleurs, Leboucher paraissait fondé à croire que cette résistance ne durerait pas et qu'il pouvait continuer à s'avancer dans l'église, puisqu'il était suivi par le curé et les membres du Conseil de fabrique, et que les opérations de l'inventaire avaient eu lieu déjà au presbytère et s'y étaient passées sans incident ni opposition ;

Attendu, en conséquence, que les moyens de défense invoqués par les prévenus ne reposent sur aucune base de fait ni de droit ;

Au fond, adoptant les motifs des premiers juges ;

Attendu, toutefois, que la Cour, saisie par l'appel général du ministère public de l'intégralité de la cause, a le droit de reviser la qualification donnée par le jugement aux faits poursuivis et de lui en substituer une nouvelle, plus conforme aux lois pénales ; que les voies de fait exercées par les prévenus sur la personne de Leboucher ont été inexactement appréciées par le jugement, comme des voies de fait ordinaires, relevant de l'art. 11 C. pén., alors que dirigées contre un citoyen chargé d'un ministère de service public pendant qu'il exerçait son ministère, ou à cette occasion, elles présentent un caractère des violences prévues et réprimées par l'art. 230 du même Code ;

Attendu que, par toutes ces considérations, il convient de maintenir le jugement ainsi rectifié ;

En ce qui touche les mêmes délits de rebellion, d'outrages reprochés à Betton, Wamster et Marie, envers Marc et Siquot ;

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Attendu, en outre, qu'il existe une certaine analogie entre la situation des témoins du receveur des domaines qui procède à l'inventaire prescrit par la loi du 9 décembre 1905 et la situation des témoins de l'huissier qui opère en vertu de l'art. 585 C. proc. civ. ; qu'il est de jurisprudence que les témoins de l'huissier ne sont nullement des citoyens chargés d'un ministère de service public, n'ayant reçu aucune délégation de l'autorité ; qu'il y a même raison de décider, à l'égard des témoins, requis en matière d'inventaire de biens d'église ;

Sur l'application de la peine :

Attendu que les faits ont une gravité particulière et appellent une sérieuse répression ; que les pénalités prononcées par les premiers juges ne sont pas suffisantes ; qu'il échet, par suite, de réformer sur ce point le jugement entrepris ;

Attendu, toutefois, qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes et qu'il y a lieu de tenir compte aux prévenus de leurs bons antécédents[e]; qu'il convient encore de graduer les pénalités dans la proportion des responsabilités encourues, savoir, d'une part, en infligeant à Betton une peine plus forte, à raison de la part plus grande qu'il a prise aux délits constatés ; d'autre part, en se montrant indulgent pour Wamster, dont le rôle a été moins accusé, et pour Marie, lequel, bien que mêlé dès le début aux faits délictueux, a pu se trouver entraîné par une émotion violente à la vue de sa femme qui saignait au visage, ce qui est en sa faveur une cause d'atténuation ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel du procureur général et sur les moyens de défense des prévenus ;

Rejette les moyens de défense de Betton, Wamster et Marie ;

Confirme le jugement en ce qu'il a déclaré Betton, Wamster et Marie coupables des délits de rébellion, d'outrages par paroles et de voies de fait qui leur sont reprochés envers le receveur des domaines Leboucher ;

Emendant toutefois ledit jugement et le rectifiant, en ce qui concerne la qualification des voies de fait exercées sur cet agent, lesquelles relèvent, non pas de l'art. 311, mais de l'art. 230 C. pén. ;

Le confirme également en ce qu'il a relaxé Betton, Wamster et Marie sur l'inculpation des mêmes délits de rébellion et d'outrages envers Marc et Siquot, considérés à tort comme citoyens chargés d'un ministère de service public, et aussi en ce qu'il les a déclarés seulement coupables de violences ordinaires exercées sur lesdits témoins, etc...

MM. **Lefournier** rapp. ; **Habert** av. gén. — M[e] **Siégard** av.

NOTE. I. — Sur le premier point : La solution adoptée résulte du texte même de la loi du 7 juin 1848 : l'art. 1[er] porte en effet : « Tout attroupement armé formé *sur la voie publique* est interdit. Est également interdit, *sur la voie publique*, tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique. » Et l'art. 3 qui prescrit les formalités préalables à la dispersion des attroupements par la force dispose : « Lorsqu'un attroupement armé ou non armé se sera formé *sur la voie publique*, le maire... etc. »

II. — Sur le second point : L'application des art. 222 à 224 C. pén. n'exige pas que la personne qualifiée victime d'outrages dans l'exercice de ses fonctions ait agi compétemment ni même légalement, et les dispositions de ces articles doivent recevoir effet alors même que le fonctionnaire ou le magistrat n'aurait pas procédé régulièrement : Cass. 26 février 1829 et 20 février 1830 (S. et P. chronol.) ; 12 juin 1834 (S. et P. Chronol.) ; 22 août 1840 (S. 40.1.832) ; Paris 20 janvier 1881 (S. 82.2.10 — D. 83.2.212) ; Rennes 3 décembre 1885 (S. 87.2.239 — D. 86.2.259) ; Nancy 15 novembre 1897 (S. 1900.2.113). Ce principe ne comporterait d'exception qu'au cas où l'acte serait d'une illégalité telle qu'il ne pourrait être considéré comme accompli en vue d'assurer des lois ou des ordres de l'autorité publique : Paris 20 janvier 1881, précité ; Cass. 25 mars 1852 (Bull. crim., n° 108).

III. — Sur le troisième point : En ce qui concerne la question de savoir quelles personnes revêtent le caractère de citoyens chargés d'un ministère de service public et sont protégées par les dispositions des art. 222 et suiv. et 228 à 233 C. pén. contre les outrages et les violences dont elles peuvent être les victimes dans l'exercice de leurs fonctions, v. Garraud, Traité théor. et prat. du dr. pén. franç., t. IV, n[os] 1319 et suiv. ; Fuzier-Herman et Carpentier, Rép. gén. alphab. du dr. franç., v° Outrages-offenses, n[os] 271 et suiv.

352

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

26 Octobre 1906.

Présidence de M. Bard.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — TABAC. — TRANSPORT FRAUDULEUX. — VOITURIER. — MOYENS DE TRANSPORT. — CONFISCATION.

La disposition de l'art. 216 *de la loi du* 28 *avril* 1816, *qui ordonne la saisie et la confiscation des voitures, chevaux et autres objets servant au transport des tabacs circulant en contravention est générale, et les Tribunaux ont le devoir de l'appliquer dans tous les cas, lorsque la contravention est établie.*

La confiscation doit donc être prononcée même lorsque le propriétaire des chevaux et voitures étant reconnu de bonne foi et mettant l'Administration en mesure d'exercer des poursuites contre le véritable auteur de la fraude est relaxé par application de l'art. 13 *de*

la loi du 21 juin 1873. Ce relaxe a seulement pour effet de lui permettre d'exercer un recours contre l'auteur de la fraude qui a employé à son insu les moyens de transport saisis.

Contributions indirectes c. Canredon.

Sur le pourvoi formé par l'administration des Contributions indirectes contre un arrêt de la Cour d'appel de Toulouse en date du 12 avril 1905, la Chambre criminelle a statué comme suit :

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 216, 222, 223, de la violation par fausse application de l'art. 13 de la loi du 21 juin 1873, en ce que l'arrêt attaqué a refusé de prononcer la confiscation des chevaux et de la voiture ayant servi au transport des tabacs de fraude, sous le prétexte que les propriétaires et conducteurs desdits moyens de transport auraient, par une désignation exacte et régulière, mis l'Administration en mesure d'exercer des poursuites contre le véritable auteur de la fraude ;

Vu l'art. 216 de la loi du 29 août 1816 ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'en procédant à la visite d'une voiture publique conduite par Canredon et appartenant à Salvat, des agents de la régie des Contributions indirectes ont découvert sous la bâche de ladite voiture deux ballots renfermant 40 kilogrammes de tabac ; que Canredon leur a désigné un des voyageurs, Ramon Toriès Villanova, comme étant le propriétaire de ces ballots ;

Attendu que l'arrêt a reconnu la bonne foi de Canredon et de Salvat et les a relaxés en vertu de l'art. 13 de la loi du 21 juin 1873 ; qu'il a condamné Ramon Torrès Villanova à des peines d'emprisonnement et d'amende et a décidé que les tabacs saisis seraient confisqués, mais qu'il a refusé de prononcer la confiscation de la voiture et des chevaux ayant servi au transport, par ce motif que la confiscation des moyens de transport était incompatible avec le relaxe du transporteur ;

Attendu, sur ce dernier chef, que l'art. 216 de la loi du 28 avril 1816 ordonne la saisie et la confiscation des voitures, chevaux et autres objets servant au transport des tabacs circulant en contravention ; que cette disposition est générale et que les Tribunaux ont le devoir de l'appliquer dans tous les cas, lorsque la contravention est établie ; que l'art. 13 de la loi du 21 juin 1873 n'a pas apporté une exception à cette règle absolue, que la mise hors de cause du transporteur a seulement pour effet de lui permettre d'exercer un recours contre l'auteur de la fraude qui a employé à son insu les moyens de transport saisis en contravention ;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait l'arrêt attaqué a faussement appliqué l'art. 13 de la loi du 21 juin 1873 et violé l'art. 216 susvisé ;

Par ces motifs,

Casse, mais seulement en ce qu'il a refusé de prononcer la confiscation de la voiture et des chevaux saisis suivant procès-verbal du 20 août 1904, ledit arrêt demeurant maintenu dans toutes ses autres dispositions.

MM. **La Borde** rapp. ; **Lombard** av. gén. — Me **Aubert** av.

NOTE. — L'art. 216 de la loi du 28 avril 1816 est formel : il exige que les tabacs circulant en fraude soient saisis et confisqués, « ainsi que les chevaux, voitures, bateaux et autres objets servant au transport ». Cette disposition est générale et absolue : les peines qu'elle prononce doivent nécessairement être appliquées aux voituriers, alors même que ceux-ci seraient de bonne foi et qu'ils justifieraient avoir ignoré la nature des objets transportés : Cass. crim. 26 novembre 1829 et 28 août 1851 (D. 53.5.112) ; Bertrand et Deschamps, nos 719 et 720. Mais l'art. 13 de la loi du 21 juin 1873 porte que « les transporteurs ne seront pas considérés, eux et leurs préposés ou agents, comme contrevenants, lorsque, par une désignation exacte et régulière de leurs commettants, ils mettront l'Administration en mesure d'exercer des poursuites contre les véritables auteurs de la fraude ». Quand le transporteur, après avoir prouvé sa bonne foi et désigné exactement l'auteur réel de la fraude, a été exonéré du paiement de l'amende, la confiscation de ses chevaux et voiture n'en doit-elle pas moins être maintenue et prononcée contre lui ? La Cour répond affirmativement par le motif que l'art. 216 précité n'admet pas d'exception, et que le voiturier conserve le droit d'exercer son recours contre le fraudeur qui l'a trompé. C'est, en somme, l'application du principe posé par l'art. 38 du décret du 1er germinal an XIII, et c'est également ce qui avait été déjà jugé en matière de boissons : Dijon 14 décembre 1892 (D. 93.2.206) ; Bertrand et Deschamps, n° 70.

COUR D'APPEL DE PARIS

(Ch. du cons. de la 6e Ch.)

8 Février 1906.

Présidence de M. Grenier.

FRAIS ET DÉPENS. — DON MANUEL. — CONCLUSIONS D'AVOUÉ A AVOUÉ. — AVEU. — MASSE DES DÉPENS. — DROIT DE DONATION PERÇU. — LOI DU 18 MAI 1850, ART. 6. — OPPOSITION A TAXE. — DROIT A LA CHARGE DU BÉNÉFICIAIRE DE LA DONATION.

Si les conclusions signifiées au cours d'une instance judiciaire et dans lesquelles l'une des parties s'est reconnue bénéficiaire d'un don manuel, ne sont point, en tant qu'écritures d'avoué à avoué, actes soumis à la formalité de l'enregistrement et passibles, en conséquence, de fiscalité, elles peuvent cependant devenir et deviennent le principe d'un droit de perception qui, sommeillant pour ainsi dire en elles, s'éveille par le fait de la sentence judiciaire qui puise dans leur teneur sa raison de décider.

En conséquence, si l'instance au cours de laquelle lesdites conclusions ont été prises s'est terminée par une décision faisant masse des dépens pour être supportés par moitié entre les parties, et si l'administration de l'Enregistrement a perçu le droit de donation sur le don manuel révélé par les conclusions dont s'agit, par application de la loi du 18 mai 1850, art. 6, l'autre partie est fondée à faire opposition à l'ordonnance de la taxe qui règle les dépens en y comprenant le montant du droit perçu et à prétendre que celui ci doit demeurer tout entier à la charge du bénéficiaire du don manuel.

Consorts Geoffroy-Bailly c. demoiselle Hubert.

La Cour,

Considérant que les consorts Geoffroy-Bailly ont fait à l'encontre de la demoiselle Hubert, leur adversaire au procès solutionné par l'arrêt de cette chambre, en date du 3 mars 1905, et de Me Boizel, son avoué, opposition à l'ordonnance de taxe du 2 juin suivant, réglant les dépens dudit procès à la somme totale de 3.245 fr. 07 sur laquelle s'imputait, à concurrence de 2.313 francs, le montant des droits d'enregistrement ;

Considérant que la cause de cette opposition réside dans la prétention par les consorts Geoffroy-Bailly de se soustraire, en ce qui touche lesdits droits d'enregistrement, au paiement de la somme de 1.863 francs distinctement perçue sur le don manuel, lésant leurs droits, dont la demoiselle Hubert s'est reconnue bénéficiaire par ses conclusions du 10 février 1905 ;

Considérant que cette prétention, qui se recommande auprès de la Cour d'un sentiment d'équité, n'est nullement contraire aux règles du droit en la matière ; qu'elle est, de plus, consacrée par une jurisprudence aujourd'hui constante ; qu'il y a, en conséquence, lieu de l'accueillir ;

Considérant, en effet, que s'il est vrai de dire que les conclusions préappelées, en lesquelles s'est, dans la dernière période des débats, précisé l'aveu, par la demoiselle Hubert, de la libéralité déguisée faite en sa faveur, ne sont point en tant qu'écritures d'avoué actes soumis à la formalité de l'enregistrement et passibles en conséquence de fiscalité, elles peuvent cependant devenir et deviennent le principe d'un droit de perception qui sommeillant, pour ainsi dire, en elles, s'éveille par le fait de la sentence judiciaire qui puise dans leur teneur sa raison de décider ;

Considérant que c'est ainsi qu'en l'espèce le droit exercé par l'administration de l'Enregistrement sur le don manuel révélé par le document du 10 février 1905 était né avec celui-ci antérieurement à l'arrêt et indépendamment de l'arrêt qui n'a fait que l'affecter du caractère de perceptibilité qui lui faisait encore défaut ;

Considérant que cette théorie peut, au surplus, s'autoriser des termes de l'art. 6 de la loi du 18 mai 1850, lequel dispose « que les actes renfermant, soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance d'un don manuel, seront sujets au droit de donation » ;

Considérant que, par suite, fondée à soutenir que ce sont bien les conclusions révélatrices du fait imposable qui ont, en réalité, mis en jeu l'action fiscale à laquelle l'arrêt du 3 mars 1905 a seulement et occasionnellement prêté la forme nécessaire à son exercice, les consorts Geoffroy-Bailly le sont également à prétendre que les droits afférents à la libéralité déguisée consentie à la demoiselle Hubert ne soient supportés que par elle ;

Considérant qu'il échet donc, ledit arrêt ayant simplement fait masse des dépens de première instance et d'appel pour être par les parties supportées dans la proportion de moitié, sans faire mention des droits d'enregistrement à percevoir sur le don manuel avoué par la demoiselle Hubert, d'en mettre exclusivement le montant à la charge de celle-ci ;

Considérant que, dans ces conditions, le retranchement à opérer au profit des consorts Geoffroy-Bailly réduit à 691 fr. 08 centimes la somme dont ils demeurent tenus envers le Trésor ;

Par ces motifs,

Et donnant acte à Me Boizel, avoué, de ce qu'il déclare s'en rapporter à justice sur le mérite de la demande ;

Reçoit lesdits consorts opposants à l'ordonnance de taxe susénoncée ;

Dit qu'elle sera modifiée en ce sens que le droit perçu sur la libéralité déguisée que la demoiselle Hubert, dans ses conclusions du 10 février 1905, a déclaré lui avoir été faite par feu Geoffroy, sera mis exclusivement à sa charge ;

Porte, en conséquence, en principal, à 2.554 fr. 08 la la portion à la charge des consorts Geoffroy dans ladite ordonnance de taxe ;

Condamne la demoiselle Hubert aux dépens de l'opposition dont distraction au profit de Mes Charles et Boizel, avoués, qui l'ont requise aux offres de droit, chacun en ce qui le concerne.

M. **Peyssonnié** av. gén. : — Mes **Roy** et **Brizard** av.

NOTE. — Au cours d'un procès, une des parties, par conclusions d'avoué à avoué, demande qu'il lui soit donné acte de ce qu'elle reconnaît que divers titres achetés en son nom provenaient d'une libéralité à elle faite.

Voilà donc un don manuel reconnu formellement par acte de conclusions.

L'arrêt intervenu mentionne ces conclusions et lors de la présentation de cet arrêt à la formalité de l'enregistrement, la reconnaissance du don manuel donne lieu à la perception d'un droit de donation de 1.863 francs, en vertu de l'art. 6 de la loi du 18 mai 1850, ainsi conçu :

« Les actes renfermant soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel, seront sujets au droit de donation. »

Or, l'arrêt fait masse des dépens, pour être supportés par moitié entre les parties.

D'où opposition à taxe formée par la partie non bénéficiaire du don manuel, laquelle partie émet la prétention fort équitable de ne pas supporter, même pour moitié, le paiement de cette somme de 1.863 francs, distinctement perçue sur un don manuel qui diminue ses droits héréditaires, et dont son adversaire au procès s'est reconnu seul bénéficiaire.

La doctrine et la jurisprudence, interprétant le texte très formel de l'art. 6 de la loi de 1850, ont toujours décidé que le droit exigible est un droit *sui generis* et que la loi frappe non pas le don manuel, mais la reconnaissance de ce don manuel.

Donc, si la reconnaissance du don manuel résulte d'un acte émané du donataire, acte antérieur au jugement ou à l'arrêt, cet acte ne sera point compris dans les dépens.

Pour l'y comprendre, il sera nécessaire que le juge inscrive dans sa décision une disposition spéciale, motivée par la constatation d'une faute, auquel cas cette portion des dépens pourra être mise à la charge de la partie qui succombe à titre de supplément de dommages-intérêts, alors que la partie n'a pas été bénéficiaire du don manuel.

Si, au contraire, la manifestation du don manuel résulte de la décision de justice, jugement ou arrêt, on est en présence d'une reconnaissance judiciaire de don manuel, dans les termes de l'art. 6 de la loi de 1850, et le droit fiscal perçu à raison de cette reconnaissance judiciaire est compris tout naturellement dans les dépens du procès.

Dès lors, la distinction juridique devenue le *criterium* en la matière est la suivante :

Le droit fiscal est-il dû *à raison* du jugement ou seulement *à l'occasion* du jugement ? S'il est dû *à raison* du jugement, il est compris dans les dépens. S'il est dû *à*

l'occasion du jugement, il est indépendant de ce jugement qui n'a fait que rappeler, que reproduire un acte antérieur de déclaration de don manuel ; et alors le droit fiscal n'est pas compris dans les dépens. Il est laissé, il doit être laissé à la charge de la partie qui en est débitrice aux termes de la loi fiscale.

Sur cette distinction du droit fiscal perçu *à raison* ou à l'*occasion* du jugement, nous n'avons qu'à rappeler les principaux monuments d'une jurisprudence d'ailleurs abondante : Cass. 28 novembre 1859 (D. 59.516) ; 15 février 1870 (D. 70.365) ; 12 janvier 1870 (S. 70.176) ; 19 mai 1874 (S. 74.1.390) avec les conclusions de M. l'avocat général Blanche ; 10 décembre 1877 (D. 78.198) avec le rapport de M. le conseiller Paul Pont ; 1er février 1882 (S. 82.1.228) ; 23 mars 1896 (S. 97.1.417 et la note de M. Wahl — D. 96.1.318) ; 11 décembre 1900 (S. 1901.1.168) ; 16 novembre 1903 (S. 1905.1.103) ; Trib. civ. Troyes 21 mai 1885 (Gaz. Pal. 85.2.151) ; Paris 19 juillet 1900 (D. 1900.2.473) ; 20 novembre 1901 (Gaz. Pal. T. Q. 1897-1902, v° Frais et dépens, n° 66). *Adde :* Fuzier-Hermann, Répert. gén. du dr. franç., v° Don Manuel, nos 507, 508, 518, 519 ; *Sic :* Sohet, Enregistr. 9 août 1873, Maguéro, Traité des dr. d'enregistr., v° Don Manuel, n° 51 ; Garnier, Rép., v° Don Manuel, n° 102.

Or, dans l'espèce soumise à la 6e Chambre de la Cour de Paris, la demoiselle Hubert, bénéficiaire du don manuel, prétendait que ce n'étaient pas les conclusions d'aveu de don manuel, mais l'arrêt ultérieurement intervenu qui avait donné lieu à la perception du droit fiscal : elle en concluait que l'arrêt avait été pour l'administration de l'Enregistrement la cause *génératrice* de cette perception. C'était, en réalité, vouloir créer une confusion.

Peu importe que l'Enregistrement perçoive le droit de donation sur les conclusions d'aveu de don manuel prises isolément, ou sur la décision de justice qui va solutionner le procès et qui mentionnera ces conclusions reproduites d'ailleurs *in extenso* dans les qualités.

Ce qu'il y a de certain, c'est que c'est *l'acte* contenant déclaration de don manuel qui servira de base à la perception du droit fiscal ; or, dans l'espèce, cet acte est l'acte de conclusions contenant l'aveu du don manuel.

Supposez que l'arrêt ne soit pas intervenu, et que le procès se soit terminé par une transaction.

Les conclusions d'aveu restaient ; elles étaient connues de l'Enregistrement puisqu'elles étaient inscrites sur le répertoire d'huissier tenu en exécution de l'article 19 de la loi du 26 janvier 1892.

L'Enregistrement aurait donc pu percevoir le droit fiscal sur les conclusions mêmes, sans attendre l'arrêt.

Ici se présente une difficulté qui paraît nouvelle en jurisprudence.

La demoiselle Hubert, bénéficiaire du don manuel, a fait plaider une thèse qui peut se résumer ainsi : « Les conclusions d'aveu de don manuel, prises en mon nom, ne sont pas un acte dans le sens de l'art. 6 de la loi du 18 mai 1850. Cette loi ne considère comme acte passible du droit fiscal que les actes *assujettis à la formalité de l'enregistrement*. Or, des conclusions d'avoué à avoué ne sont ni passibles d'un droit d'enregistrement, ni assujetties à la formalité de l'enregistrement. »

C'est là une théorie qui nous paraît absolument erronée.

La loi du 18 mai 1850, en exigeant pour la perception du droit de donation une déclaration faite dans *un acte*, a voulu empêcher toute inquisition, toute recherche vexatoire et abusive de l'Enregistrement dans des documents d'ordre intérieur, archives, papiers domestiques, etc.

Mais des conclusions d'avoué à avoué, signifiées au cours d'un procès, ne sont pas des documents d'ordre intérieur. Elles constituent bien *un acte*, et un acte assujetti au visa et à la vérification de l'Enregistrement (Loi du 26 janvier 1892, art. 49). V. Fuzier-Herman, Répert. du dr. franç., v° Conclusions, nos 106 et suiv.

Ce qui, sur ce point, a ouvert le champ aux discussions, c'est que M. l'avocat général Blanche, dans ses conclusions reproduites sous l'arrêt de cassation du 19 mai 1874 (S. 74.1.390) s'exprimait ainsi : « Le mot « acte » est employé ici dans son sens le plus générique. C'est, comme notre jurisprudence l'a décidé en matière fiscale, toute production ou pièce *susceptible d'enregistrement ;* en d'autres termes, le mot « acte » est le nom sous lequel la loi désigne les divers titres *assujettis* par elle *aux droits* et *à la formalité* de l'enregistrement. »

Mais, en 1874, M. l'avocat général Blanche n'avait pu prévoir la loi du 26 janvier 1892.

Oui, les conclusions d'avoué à avoué sont des actes non soumis à un droit fiscal, non soumis à la formalité même de l'Enregistrement ; mais elles sont des actes soumis au visa, et à une formalité de vérification et d'investigation de l'Enregistrement ; et dans ce sens, tout au moins, elles sont soumises à l'Enregistrement.

C'est ce que disait M. le conseiller Paul Pont, dans son rapport sous l'arrêt de cassation du 10 décembre 1877 (D. 78.1.198). « L'exigibilité du droit dépend du fait seul de l'existence de l'*acte* renfermant la déclaration du donataire. Cet acte étant *soumis* à l'enregistrement, la déclaration est le titre de la libéralité pour l'Administration. »

Il est d'ailleurs à remarquer que la Cour de cassation, en définissant l'*acte* exigé par l'art. 6 de la loi de 1850, a élargi la formule adoptée par la doctrine et par les annotateurs d'arrêt ; au lieu d'employer l'expression *acte soumis à la formalité de l'enregistrement*, que nous retrouvons encore dans la longue note sous l'arrêt de cassation du 10 décembre 1877, elle dira dans l'arrêt de la Chambre civile du 23 mars 1896. (Gaz. Pal. 97.1.417) : « Attendu qu'il résulte des termes généraux de l'art. 6 de la loi de 1850 que le droit de donation est exigible sur tout *écrit susceptible d'enregistrement*, qui renferme la déclaration par le donataire d'un don manuel... » V. aussi : Cass. req. 16 novembre 1903 (-S. 1905.1.103) avec la note.

En somme, on peut définir l'*acte* exigé par la loi de 1850, art. 6, *tout écrit autre que les documents d'ordre intérieur ayant pour but d'être présenté à des tiers dans un but quelconque*, et devenant par suite *susceptible d'enregistrement*. V. sur ce point : Fuzier-Herman, Rép. gén. du dr. franç., v° Don manuel, nos 524 à 528, et la note de M. Wahl sous l'arrêt de cassation du 23 mars 1896 (S. 97.1.417).

Il faut donc approuver l'arrêt ci-dessus rapporté de la 6e Chambre de la Cour de Paris. Il applique les principes que nous venons d'exposer.

Toutefois, un des motifs de cet arrêt donne lieu à certaines réserves. C'est celui qui est ainsi conçu : « Considérant que s'il est vrai que les conclusions... en lesquelles s'est précisé l'aveu de la libéralité déguisée — ne sont point, en tant qu'écritures d'avoué à avoué, actes soumis à la formalité de l'Enregistrement, et passibles, en conséquence, de fiscalités, elles peuvent devenir et deviennent le principe d'un droit de perception qui, *sommeillant, pour ainsi dire* en elles, *s'éveille par le fait de la sentence judiciaire ;* — que c'est ainsi que le droit exercé par l'administration de l'Enregistrement sur le don manuel révélé par le document du 10 février 1905

était né avec celui-ci, antérieurement à l'arrêt, et indépendamment de l'*arrêt qui n'a fait que l'affecter du caractère de perceptibilité qui lui faisait encore défaut.* »

Cette théorie est fort ingénieuse ; mais elle ajoute à la loi. L'acte contenant l'aveu du don manuel, du moment où il est soumis à l'enregistrement pour la formalité du visa, est affecté du caractère de perceptibilité, sans qu'il soit nécessaire qu'une décision de justice intervienne pour éveiller un droit de perception qui sommeillait.

La loi de 1850, art. 6, a une formule bien simple et bien plus large. Elle dit que *seront sujets au droit de donation les actes renfermant la déclaration, par le donataire ou par ses représentants, d'un don manuel.*

Comment des conclusions formelles, signifiées au cours d'un procès, n'auraient-elles pas ce caractère *d'acte de déclaration*, alors que la Cour de cassation a reconnu ce caractère à de simples lettres missives.

Une seule objection sérieuse pourrait être opposée aux observations qui précèdent. Elle est tirée de l'art. 352 C. proc. civ., portant qu'aucun aveu ne peut être fait par l'avoué sans un pouvoir spécial à peine de désaveu. Mais il semble bien que cette disposition n'est applicable que dans le cas où l'aveu est contraire aux intérêts du plaideur ou seulement lorsqu'il ne profite pas à ce plaideur et reste étranger au débat. Si cet aveu est utile au succès du procès, si, comme dans l'espèce, il a pour effet de laisser à la partie la propriété de sommes qu'elle a reçues à titre de don, et qu'elle devrait rembourser dans tout autre cas, l'avoué n'est pas sorti du pouvoir *ad litem* qu'il a reçu et qui comporte tous les actes et déclarations utiles et favorables à la défense.

Paul Peyssonnié,
avocat général près la Cour d'appel de Paris.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (7e Ch.)

29 Novembre 1906.

Présidence de M. Lemarchand.

GAZ. — LIQUIDATEURS DE LA COMPAGNIE PARISIENNE DU GAZ. — CONVENTION AVEC LA VILLE DE PARIS. — BRANCHEMENTS. — INSTALLATION RÉCLAMÉE PAR UN LOCATAIRE. — PROPRIÉTAIRE. — APPEL EN GARANTIE DE LA COMPAGNIE. — CONSIGNATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE. — GARANTIE NON DUE.

Aux termes de la convention intervenue entre la Ville de Paris et les liquidateurs de la Compagnie du Gaz dont la concession a pris fin le 31 décembre 1905, ceux-ci ne sont autorisés à faire aucune dépense de conduite ni de branchement.

Par suite, ils ne peuvent procéder à l'établissement d'un branchement sans que les parties qui le demandent consignent somme suffisante à cet effet.

En conséquence, le propriétaire d'un immeuble assigné par son locataire à fin de voir dire qu'il sera tenu d'accomplir les formalités utiles pour qu'il ait le gaz dans l'appartement loué par lui n'est pas fondé, avant d'avoir fait la consignation nécessaire, à mettre en cause les liquidateurs de la Compagnie du Gaz pour les faire condamner à la garantir des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui.

Alors, du moins, que le contrat passé entre ledit propriétaire et la Compagnie du Gaz et par laquelle cette dernière s'engage à desservir au moyen de branchements les locataires de son immeuble porte qu'au cas où celle-ci cesserait d'être concessionnaire de la Ville de Paris, elle aura la faculté de tenir le contrat résilié de plein droit, sans autre formalité qu'un préavis donné par des insertions dans les journaux, insertions qui ont eu lieu.

Compagnie parisienne du Gaz en liquidation
c. dame Vuldy.

Le Tribunal,

Attendu que Laurent a assigné la dame Vuldy devant le juge de paix du XVIIIe arrondissement, pour voir dire qu'elle devra accomplir les formalités nécessaires pour qu'il ait le gaz dans l'appartement loué par lui, que la dame Vuldy a appelé en garantie les liquidateurs de la Compagnie du Gaz ;

Attendu que, par jugement du 27 mars, le juge de paix a condamné la dame Vuldy à remplir les formalités nécessaires pour fournir le gaz dans l'appartement Laurent et a condamné la dame Vuldy à 25 francs de dommages-intérêts, et, statuant sur la demande en garantie, a condamné la Compagnie du Gaz à garantir la dame Vuldy des condamnations prononcées contre elle ;

Attendu que la dame Vuldy et le liquidateur de la Compagnie du Gaz ont interjeté appel dudit jugement ;

Attendu que ces deux espèces sont connexes, qu'il y a lieu de les joindre pour statuer par un seul et même jugement ;

En ce qui concerne la dame Vuldy ;

Attendu que le jugement de M. le juge de paix fait une juste appréciation des faits de la cause, que la condamnation de la dame Vuldy doit être confirmée ;

En ce qui concerne l'appel des liquidateurs de la Compagnie du Gaz :

Attendu qu'à la date du 30 avril 1906 la veuve Vuldy a fait offrir, sous réserves du procès en cours aux liquidateurs de la Compagnie du Gaz, les 50 francs par elle réclamés en vain pour établir le branchement et que la Compagnie, après les avoir reçus sous les mêmes réserves, a fait procéder aussitôt à l'établissement du branchement ;

Attendu que la demande en garantie de la dame Vuldy n'est pas fondée au fond ; qu'en effet, la concession de la Compagnie du Gaz a pris fin le 31 décembre 1905 et, avec elle, les obligations qui pouvaient en résulter pour la Compagnie du Gaz ;

Attendu qu'aux termes de la convention intervenue entre la Ville de Paris et les liquidateurs de la Compagnie du Gaz, ceux-ci ont été chargés d'exploiter au nom et pour le compte de la Ville de Paris, dans des conditions déterminées à ladite convention ; que ladite convention ne les autorise à faire aucune dépense de conduite ni de branchement ;

Attendu que, dans ces conditions, les liquidateurs de la Compagnie du Gaz ne peuvent procéder à l'établissement du branchement sans que les parties qui le demandent consignent somme suffisante pour y procéder ;

Attendu que le contrat passé le 23 septembre 1905 entre la dame Vuldy et la Compagnie du Gaz et par laquelle cette dernière s'engage à desservir au moyen de branchments les locataires de sa maison, rue Caulaincourt, n° 52, porte *in fine* : que lorsque la Compagnie cessera d'être concessionnaire de la Ville de Paris, elle aura la faculté de tenir le contrat résilié de plein droit

sans autre formalité qu'un préavis donné par des insertions dans les journaux, insertions qui ont eu lieu ;

Par ces motifs,

Joint les causes ;

Confirme le jugement du juge de paix en ce qui concerne les condamnations prononcées ;

Déclare la dame Vuldy mal fondée dans sa demande en garantie contre la Compagnie du Gaz ;

L'en déboute et la condamne en tous les dépens de première instance et d'appel.

M. **Fiéffé** subst. proc. Rép. — M^es **Poignard, Simon** et **Izouard** av.

NOTE. — Il paraît bien évident que les contrats qui obligeaient la Compagnie du Gaz à installer les branchements nécessaires pour fournir les immeubles de ses abonnés s'étant trouvés résiliés par application de la clause insérée auxdits contrats, les liquidateurs de la Compagnie ne peuvent être tenus d'établir les branchements que dans la mesure des pouvoirs qui leur sont conférés par la convention intervenue avec la Ville de Paris pour engager des dépenses de cette nature. A défaut de pouvoirs l'abonné doit consigner préalablement le montant des frais d'installation du branchement réclamé.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

27 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

CHEMINS DE FER. — TRANSPORT DE MARCHANDISES. — ITINÉRAIRE LÉGAL. — DÉLAI.

A défaut d'un itinéraire par l'expéditeur, les Compagnies de chemin de fer doivent choisir, pour le transport des marchandises qui leur sont confiées, la voie la plus courte, en prenant comme base de leur calcul le nombre de kilomètres à parcourir et non le temps nécessaire pour le parcourir.

Chemins de fer P.-L.-M. c. Passavant.

La Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 26 juin 1903, rendu au profit de M. Passavant.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 1134, 1382 et 1383 C. civ., 97 du C. com. et 2 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866, en ce que l'arrêt attaqué, pour condamner la Compagnie exposante à des dommages-intérêts pour retard, s'est fondé d'une part sur ce que les expéditeurs en grande vitesse s'attachent moins au coût qu'à la rapidité du transport et, d'autre part, sur ce qu'en principe une Compagnie doit transporter sur son propre réseau, à l'exclusion des voies des autres Compagnies, les marchandises qui lui sont remises, alors qu'au cas de réquisition du tarif général sans indication d'itinéraire déterminé, il incombe à la Compagnie d'appliquer la taxe la moins élevée, c'est-à-dire, s'agissant d'expéditions en grande vitesse, d'acheminer la marchandise par la voie kilométriquement la plus courte et qu'il importe à cet égard que la taxe ait été calculée sur un itinéraire plus long, le trop perçu devant être restitué par le chemin de fer en vertu des dispositions impératives des tarifs et n'étant pas de nature à modifier le caractère et la portée du contrat qui lie les parties. »

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 2 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1886 ;

Attendu que, l'arrêt attaqué constate que, le 8 août 1900, à 6 heures du soir, Lelouvetel et Rivoire, commissionnaires de transports, à Saint-Etienne, agissant pour le compte de Passavant frères, ont remis à la gare de cette ville, pour être expédiés par grande vitesse, aux conditions du tarif général, sans indication d'itinéraire, à l'adresse de Tirel, camionneur au Havre, 14 caisses de ruban à destination de New-York ; que ces marchandises ont été mises à la disposition du destinataire le 11 août, à l'ouverture de la gare, à 6 h. du matin et qu'elles ont, ainsi, manqué la correspondance du paquebot sur lequel elles devaient être transbordées ;

Attendu qu'à défaut d'indication d'un itinéraire par l'expéditeur, les Compagnies de chemin de fer doivent choisir, pour le transport des marchandises qui leur sont confiées, la voie la plus courte, en prenant comme base de leur calcul le nombre de kilomètres à parcourir et non le temps nécessaire pour les parcourir ;

Attendu que pour établir l'existence du retard, en raison duquel il a condamné Lelouvetel et Rivoire à des dommages-intérêts envers leurs commettants et la Compagnie P.-L.-M. à garantir les commissionnaires de condamnations contre eux prononcées, l'arrêt attaqué a calculé les délais de traction de Saint-Etienne au Havre par la voie Saint-Germain-des-Fossés, Nevers, Paris, — trajet qui, par une série de trains réglementaires aurait assuré la remise des marchandises au destinataire le 10 août à 4 h. 48 du soir, — sans méconnaître que (comme s'en prévalait la Compagnie dans ses conclusions), par la voie Saint-Germain-des-Fossés, Saincaize, Bourges, Orléans, Chartres, Dreux, Saint-Pierre-du-Vauvray, — trajet kilométriquement plus court et, par conséquent plus économique, — les délais légaux n'expiraient que le 11 août, à 8 h. 30 du matin ; qu'en statuant ainsi, la Cour d'appel de Lyon a faussement appliqué et, par suite, violé le texte susvisé ;

Casse...

MM. **Potier** rapp. ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — M^e **Labbé** et **Bouchié de Belle** av.

NOTE. — La règle de l'itinéraire légal par la voie kilométriquement la plus courte, à défaut d'indication d'un itinéraire par l'expéditeur, est consacrée par une jurisprudence constante de la Cour de cassation.

Et il a été jugé que cette règle ne peut subir aucune atteinte du fait de l'intention présumée de l'expéditeur, ou de l'existence de transbordements multiples en cours de route, ou enfin du faible écart existant entre la voie la plus courte et l'itinéraire le plus rapide : Cass. 14 décembre 1898 (S. 99.1.190 — D. 99.1.422) ; 26 juin 1899 (D. 99.1.422) ; 12 mars 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.479 — S. 1901.1.216 — D. 1901.1.294) ; 6 décembre 1905 (Gaz. Pal. 1906.1.35).

Il n'est guère admis par la Cour suprême qu'une exception : une Compagnie n'est pas obligée de se dessaisir des marchandises qui lui ont été confiées quand elle peut effectuer le transport sur son propre réseau, ce qui sup-

pose que la gare destinataire est sur son réseau ; dans ce cas, la Compagnie n'a pas à se dessaisir au profit d'un itinéraire plus court : Cass. 22 avril 1885 (Gaz. Pal. 85.1. 694 — D. 86.1.66); 20 mai 1885 (Gaz. Pal. 85.2.111 — D. 86.1.67).

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

19 Novembre 1906

Présidence de M. Tanon.

COMPTE COURANT. — EFFETS. — FAILLITE. — CESSATION. — CLAUSE SAUF ENCAISSEMENT. — FACULTÉ DE CONTREPASSER. — COMPENSATION.

La faillite arrête le compte courant ouvert avec le failli, de telle sorte que le solde de ce compte est fixé au jour de l'ouverture de la faillite.

D'autre part, la clause « sauf encaissement » exprimée ou sous-entendue en matière de compte courant, est convenue dans l'intérêt exclusif de celui qui reçoit les effets, et n'en suspend pas, dans ses mains, la propriété, acquise par l'endossement, jusqu'à l'événement de leur paiement réel ; la faculté de résolution est un droit dont le recevant est libre d'user ou de ne pas user, selon le soin de son propre intérêt.

Et dès lors, si le recevant, usant de son droit, a maintenu dans la balance du compte, au crédit du remettant, des traites qu'il a reçues antérieurement à l'ouverture de la faillite de celui-ci et dont le montant n'est pas contesté, la dette du recevant est liquide et exigible à la date de la faillite et peut se compenser légalement jusqu'à due concurrence avec une dette plus élevée du remettant.

Syndic faillite Compagnie commerciale d'importations c. Société London and River Bank.

Le syndic de la faillite de la Compagnie commerciale d'importations s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 19 mars 1904, rapporté Gaz Pal. 1904.1.577, rendu au profit de la Société London and River Bank.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation des art. 1134, 1289 et suiv., 1298 C. civ., 446 C. com., et 7 de la loi du 20 avril1810 :

Attendu que le pourvoi fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir admis la compensation à la date de la déclaration de faillite entre le solde créditeur et le solde débiteur de deux comptes distincts et indépendants existant entre le failli et un banquier, alors qu'en l'état des faits constatés, le solde débiteur du deuxième compte n'étant pas liquide et exigible à ladite date, la compensation légale n'avait pu s'opérer ;

Attendu, en fait, qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué et qu'il n'a, d'ailleurs, jamais été contesté qu'à la date de l'ouverture de la faillite de la Compagnie commerciale il existait entre la Société demanderesse et la Société défenderesse éventuelle deux comptes, l'un dit « d'acceptation », qui se soldait au profit de la « London Bank » par une créance de 434.416 francs, l'autre qui était un « compte courant » dans lequel figuraient les quatre traites litigieuses, s'élevant à 96.994 francs, endossées à la « London Bank » par la Compagnie commerciale « antérieurement à sa faillite ;

Attendu, en droit, d'une part, que la faillite arrête le compte courant ouvert avec le failli de telle sorte que le solde de ce compte est fixé au jour de l'ouverture de la faillite ; d'autre part, que l'endossement d'un effet de commerce en transfère la propriété au porteur ; que si, en matière de compte courant, il est de règle, à moins de stipulation contraire, que la clause de « sauf encaissement » exprimée ou sous-entendue renferme une condition résolutoire qui autorise le recevant à contrepasser au débit du remettant le montant des valeurs impayées qu'il avait d'abord inscrites au crédit de celui-ci, cette clause, convenue dans l'intérêt exclusif de celui qui reçoit les effets, n'en suspend pas la propriété dans ses mains jusqu'à l'événement de leur paiement réel : que la faculté de résolution est un droit dont le recevant est libre d'user ou de ne pas user, selon le soin de son propre intérêt ;

Attendu qu'au moment où le compte courant de la « London Bank » et de la Compagnie commerciale a été arrêté par la faillite de cette dernière Société, la « London Bank » usant de son droit a maintenu dans la balance de ce compte, au crédit de la Compagnie commerciale, les quatre traites qu'elle avait reçues antérieurement à l'ouverture de la faillite et dont le montant 96.994 francs n'était pas contesté ; que cette dette de la « London Bank » était donc liquide et exigible à la date de la faillite et a pu être légalement compensée, jusqu'à due concurrence, avec la dette de 434.415 francs de la Compagnie commerciale ; qu'en décidant ainsi, la Cour d'appel de Paris, dont l'arrêt est régulièrement motivé, loin de violer les textes visés au moyen, en a fait une exacte application ;

Rejette...

MM. **Duboin** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Cail** av.

NOTE. — La Cour de cassation (Ch. civ.) a posé des principes semblables dans un arrêt du 24 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.298). V. notre note sous cet arrêt avec les renvois à la jurisprudence antérieure.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

26 Novembre 1906.

Présidence de M. de Roux.

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS-VOITURIER. — FIN DE NON-RECEVOIR. — ART. 105 C. COM. — FORMALITÉS IMPÉRATIVES.

Les formalités imposées par l'art. 105 C. com. pour la notification de la protestation du voiturier sont impératives ; faute de les accomplir l'expéditeur est forclos de toute réclamation.

Artigues et Volle c. Chemin de fer P.-L.-M.

Le Tribunal,

Attendu que, le 24 mars 1906, les sieurs Artigues et Volle ont remis à la Compagnie P.-L.-M. en gare de

Marseille-Arenc, à destination de M. Bourin, fabricant d'huiles à Varennes-sur-Allier, deux fûts huile sésanne pesant brut 1.371 kilos et net 1.192 kilos, verbalement vendus audit sieur Bourin ;

Attendu que le destinataire, prétendant qu'il y a un manquant sur la quantité d'huile livrée, Artigues et Volle expéditeurs actionnent la Compagnie P.-L.-M. en paiement de la somme de 202 fr. 30 centimes, montant dudit manquant et 9 fr. 65 centimes, en remboursement des frais de transport ;

Attendu qu'il est établi aux débats et reconnu par la Compagnie qu'à leur arrivée les fûts furent trouvés en état de coulage ; que le destinataire après constatation et protestation verbale a pris livraison de la marchandise purement et simplement, a acquitté le prix du transport sans se conformer aux prescriptions de l'art. 105 C. com. ;

Attendu que, conformément à une jurisprudence constante, les formalités imposées par l'article précité pour la notification de la protestation au voiturier sont impératives ;

Attendu que ne l'ayant pas fait, l'expéditeur est forclos dans toute réclamation qu'il peut élever au sujet de l'expédition du 24 mars 1906 ;

Par ces motifs,

Déboute Artigues et Volle de leur demande et les condamne aux dépens ;

MMe François **Brun** et Albert **Aicard** av.

NOTE. — Le caractère impératif et limitatif des modes de procéder indiqués par l'art. 105 C. com., c'est-à-dire l'acte extra-judiciaire ou la lettre recommandée est consacré par la jurisprudence constante de la Cour de cassation. Voy. Cass. 23 mars 1897 (Gaz. Pal. 97.1.578 — S. 97.1.283 — D. 97.1.612) ; 14 avril 1899 (Gaz. Pal. 99.1.624) ; 14 janvier 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.171 — S. 1901.1.364 — D. 1901.1.188) ; 11 février 1901 (Gaz. Pal. 1901.1.345 — S. 1901.1.364 — D. 1901.1.188) ; 17 janvier 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.353).

Cette jurisprudence est du reste conforme au texte de l'art. 105 C. com. qui stipule que la réception des objets transportés ou le payement de prix de la voiture éteignent *toute action* contre le voiturier pour avarie ou perte partielle si dans les 3 jours de la réception et de ce payement, le destinataire n'a pas notifié au voiturier par acte extra-judiciaire ou lettre recommandée sa protestation motivée.

Il en résulte que si le destinataire n'a pas fait cette protestation dans la forme et le délai prescrits, l'action de l'expéditeur lui-même est éteinte. Et cependant le retard, l'avarie, ou la perte de la marchandise peuvent occasionner à l'expéditeur un préjudice distinct de celui qu'a pu éprouver le destinataire.

Cela est si vrai que la jurisprudence donne d'une façon unanime une action éventuelle à l'expéditeur et au destinataire.

354

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

28 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré
premier président.

LIQUIDATION JUDICIAIRE. — EFFETS. — DESSAISISSEMENT. — TIERS. — BONNE FOI. — IGNORANCE DE L'ÉTAT DE LIQUIDATION. — PAIEMENT. — RESTITUTION.

A partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, le débiteur ne peut aliéner tout ou partie de son actif si ce n'est dans les cas énumérés à l'art. 6 de la loi du 4 mars 1889 et avec l'assistance de son liquidateur (art. 5 et 6 loi du 4 mars 1889).

La nullité des actes faits par le débiteur en contravention à ces prescriptions légales est absolue, et il n'y a lieu, dès lors, de rechercher si les tiers qui ont contracté avec lui ont été de bonne foi et s'ils ont connu ou pu connaître sa mise en liquidation judiciaire.

En conséquence, celui qui a reçu paiement d'une traite après le jugement déclaratif est tenu de restituer la somme à la liquidation encore bien qu'il aurait ignoré l'état de liquidation judiciaire.

Syndic faillite Monnet c. Pangaud.

Le syndic de la faillite Monnet s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de Montluçon du 14 février 1905, rendu au profit de M. Pangaud.

Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889 ;

Attendu que, aux termes des art. 5 et 6 de la loi du 4 mars 1889, à partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, le débiteur ne peut aliéner tout ou partie de son actif si ce n'est dans les cas énumérés à l'art. 6 et avec l'assistance de son liquidateur ;

Attendu que la nullité des actes faits par le débiteur en contravention à ces prescriptions légales est absolue, et qu'il n'y a lieu, dès lors, de rechercher si les tiers qui ont contracté avec lui ont été de bonne foi et s'ils ont connu ou pu connaître sa mise en liquidation judiciaire ;

Attendu que le jugement attaqué constate que Monnet a été, à la date du 7 janvier 1904, déclaré en état de liquidation judiciaire, laquelle liquidation a été convertie en faillite le 2 février suivant ;

Attendu que le 16 janver de la même année, Monnet avait envoyé par mandat-poste au sieur Pangaud une somme de 98 fr. 60 à l'effet de régler une traite fictive de pareille somme qu'il avait antérieurement tirée sur lui ;

Attendu que le jugement attaqué, tout en reconnaissant que, aux termes de l'art. 5 § 2 de la loi du 4 mars 1889, Monnet n'avait pu, à partir de sa mise en état de liquidation judiciaire, aliéner tout ou partie de son actif, a néanmoins débouté le syndic de la faillite de la demande qu'il avait formée contre le sieur Pangaud aux fins de remboursement de l'envoi fait à ce dernier, sous prétexte, d'une part, que Monnet n'avait pas porté à l'inventaire de son bilan ladite somme de 98 fr. 60 et que, par suite, il y avait lieu de la considérer comme perdue pour la masse des créanciers, et, d'autre part, que Pangaud avait ignoré l'état de liquidation judiciaire de Monnet ; qu'en statuant ainsi le jugement attaqué a violé le texte de loi susvisé;

Casse...

MM. **Fauconneau-Dufresne** rapp ; **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Me **Defert** av.

NOTE. — La règle de l'indisponibilité absolue du patrimoine existe pour le liquidé judiciaire tout aussi bien que pour le failli : cette règle qui résulte de l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889 est une de celles du Code de commerce auxquelles la loi nouvelle a entendu ne pas déroger (art. 24).

Il s'ensuit que tout acte par lequel le liquidé a aliéné une partie de son actif contrairement aux dispositions de la loi n'est pas opposable à la masse et que le liquidateur a le droit et le devoir d'en poursuivre la nullité tout comme ferait le syndic en cas de faillite.

La Cour de cassation a d'ailleurs jugé le 16 novembre 1887 (Gaz. Pal. 87.2.619 — S. 88.1.164) que la nullité des actes faits par le failli après le jugement déclaratif, résultant de son incapacité, il n'y a pas à rechercher si les tiers qui ont traité avec lui étaient de bonne foi, ni s'ils ont connu ou pu connaître le jugement. Il n'importe pas davantage, dit encore cet arrêt, que des irrégularités commises dans la publication du jugement déclaratif aient pu entraîner une erreur commune.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

26 Novembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

ASSURANCES TERRESTRES. — INCENDIE. — OBLIGATION DE L'ASSURÉ. — DÉCLARATION DES RÉSILIATIONS ANTÉRIEURES. — DÉCLARATION INEXACTE. — FAITS CONNUS DE L'AGENT. — PREUVE CONTRE LES ÉNONCIATIONS DE LA POLICE. — INTERDICTION.

Lorsqu'aux termes de la police d'assurance aucune allégation ne peut, après sinistre, être admise de la part du sociétaire ou de ses ayants droit, outre ou contre les énonciations de la police, cette stipulation claire, précise et absolue, forme la loi des parties.

Dès lors, si l'assuré a déclaré en contractant, sous la sanction édictée par cette clause, qu'aucune police souscrite par lui sur les objets assurés n'a été précédemment résiliée par l'assureur, il ne peut, en cas de sinistre, être autorisé à prouver que l'agent de la Compagnie a su l'inexactitude de cette déclaration, au cas où la Compagnie oppose la déchéance tirée de cette inexactitude.

Mutuelle de l'Ouest c. Vve Abon.

La Compagnie d'assurances la Mutuelle de l'Ouest s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 18 mai 1904, rendu au profit de la veuve Abon.

Moyen invoqué à l'appui du pourvoi :

« Violation de l'art. 1134 C. civ., de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 et défaut de base légale en ce que l'arrêt attaqué en présence d'une déclaration de l'assuré consignée dans la police et reconnue mensongère a refusé de prononcer la déchéance qui en résultait pour l'assuré d'après les conventions formelles des parties et a admis l'assuré à prouver contre les énonciations de la police alors que la police elle-même et les statuts qui font corps avec elle contenaient la stipulation formelle qu'aucune allégation ne pourrait après sinistre être admise outre ou contre les énonciations de la police. »

Arrêt :

La Cour,

Sur la fin de non-recevoir opposée au pourvoi :

Attendu que l'arrêt dénoncé a, sur les conclusions subsidiaires de la veuve Abon, autorisé, avant faire droit, une enquête, qui tendait à faire rejeter une exception de déchéance invoquée par la Compagnie la Mutuelle de l'Ouest ;

Attendu que cette Compagnie, soutenant que son exception est bien fondée a, par cela même, intérêt, et, dès lors, est recevable à attaquer une décision qui lui fait ainsi grief ;

Rejette la fin de non-recevoir ;

Au fond :

Vu l'art. 1134 C. civ ;

Attendu que, suivant police du 19 octobre 1900, la dame Abon, agissant à la fois comme mandataire de son mari et en son nom personnel, avait contracté, à Libourne, avec la Mutuelle de l'Ouest, une assurance contre l'incendie ;

Attendu que les statuts de 1899, auxquels elle adhérait et dont un exemplaire lui était remis, contenaient un art. 21 d'après lequel elle devait, « sous peine de n'avoir aucun droit en cas de sinistre, à aucune indemnité», déclarer et faire mentionner notamment... si elle avait déjà éprouvé un ou plusieurs sinistres » ;

Attendu que, conformément à cette prescription, la police litigieuse fait mention de sinistres antérieurs ; et que, dans une disposition finale, elle ajoute : « L'adhérent déclare, en outre, sous la sanction édictée à l'art. 21, qu'aucune police souscrite par lui sur les objets proposés à l'assurance n'a été précédemment résiliée par l'assureur » ;

Attendu qu'en présence de cette clause expresse, il importait peu que les statuts de 1899 n'imposassent pas l'obligation de déclarer les résiliations précédentes, puisque la dame Abon, en souscrivant la police, consentait à faire cette déclaration « sous la sanction édictée à l'art. 21 » ;

Attendu que la Mutuelle de l'Ouest, en réponse à une demande d'indemnité formée contre elle, a prétendu qu'avant 1900, à la suite de sinistres successifs, des polices avaient été résiliées ; qu'elle a, en conséquence, opposé la déchéance, qui a été prononcée par les premiers juges ;

Attendu que, réformant le jugement frappé d'appel, la Cour de Rouen a autorisé la Vve Abon à prouver « que la Mutuelle de l'Ouest a été informée par son représentant et agent à Libourne des résiliations de polices précédentes subies par le sieur Abon » ;

Mais attendu qu'aux termes de la police elle-même « aucune allégation ne peut, après sinistre, être admise, de la part du sociétaire ou de ses ayants droit, outre ou contre les énonciations de la police » ;

Attendu que cette stipulation est claire, précise et absolue ; qu'elle forme la loi des parties, et que la Cour, en statuant comme elle a fait, l'a méconnue, et a, par suite, violé l'art. 1134 susvisé ;

Casse...

MM. **Demartial** rapp., **Melcot** av. gén. (c. conf.). — Mes **Mornard** et **Raynal** av.

NOTE. — La Cour de cassation s'est déjà prononcée en ce sens dans ses arrêts du 16 janvier 1895 (Gaz. Pal. 95. 1.179 — S. 95.1.137 — D. 95.1.87); 6 août 1901 (Gaz. Pal. 1901.2.552 — S. 1901.1.481 — D. 1901.1.472) et 30 novembre 1903 (Gaz. Pal. 1904.1.47 — D. 1904.1.214), en décidant qu'une enquête ne peut être ordonnée par le juge pour établir des faits non relatés dans la police d'assurance lorsque la police interdit toute preuve outre ou contre les énonciations de la police.

La preuve peut, au contraire, être faite contre les énonciations de la police, que l'assureur a connu par une autre voie, en contractant, des faits non déclarés, si le contrat ne contient aucune interdiction à cet égard : Cass. 28 mai 1888 (Gaz. Pal. 88.2.104 — S. 88.1.424 — D. 88.1.484).

TRIBUNAL CIVIL DE QUIMPER

21 Novembre 1906.

Présidence de M. Allard.

SURENCHÈRE. — SURENCHÈRE DU SIXIÈME. — DÉLAI DE HUITAINE. — DÉCLARATION AU GREFFE. — CLOTURE DU GREFFE. — NUIT. — VALIDITÉ.

On ne saurait tirer argument du texte seul de l'art. 708 *C. proc. civ. qui fixe à huit jours le délai de surenchère pour faire admettre en principe que ce délai n'expire que le huitième jour à minuit et que, jusqu'à cette heure, le surenchérisseur est armé d'un véritable droit à faire constater sa surenchère.*

Il y a lieu, en effet, d'établir une différence capitale entre les délais qui sont uniquement l'œuvre du temps et s'accomplissent par eux-mêmes sans l'intervention de personne, et ceux, au contraire, qui s'appliquent à des actes exigeant en dehors de la seule durée. le fait d'une intervention agissante, étrangère et notamment le concours d'hommes publics dont le ministère est nécessaire pour la consécration de leur validité même.

Dans ce dernier cas, le laps de temps fixé par le texte est nécessairement restreint par les lois et règlements qui, dans des vues d'ordre public et d'intérêt général, fixent les heures pendant lesquelles le concours de l'homme public peut seulement être requis.

Au surplus, l'art. 709 *C. proc. civ. prescrit que la déclaration de surenchère doit être reçue au greffe du Tribunal qui est avant tout un lieu public.*

Est donc nulle la surenchère inscrite le huitième jour après la fermeture du greffe et du Palais lui-même, puisqu'alors le greffe n'est plus qu'un lieu privé ; l'acte ainsi passé a un caractère certain de clandestinité, il est en tout cas passé en violation de l'art. 709 *C. proc. civ., le greffe n'étant plus le greffe dans le sens certain et rationnel de cet article.*

J.-M. Henriot c. de la Hubaudière.

Le Tribunal,

Attendu que, le 17 octobre 1906, devant Manière, notaire à Quimper, il a été procédé à l'adjudication des immeubles dépendant de la succession bénéficiaire de la dame de Béru, et que Jules Henriot, manufacturier à Quimper, est resté adjudicataire des deux premiers lots de la vente ;

Attendu que, le 25 octobre au matin, Me Lucas, avoué à Quimper, (ainsi qu'il a été constaté au plumitif sur son propre dire), a averti officieusement le greffier du Tribunal qu'il se présenterait, le soir et après l'heure de la fermeture du greffe, pour faire une déclaration de surenchère sans d'ailleurs, faire connaître au greffier, ni le nom du surenchérisseur, ni les biens sur lesquels la surenchère serait portée ; que le greffier a cru devoir tenir compte de cet avertissement et a prescrit à un de ses commis de se tenir à la disposition de Me Lucas; que ce même jour, à 8 h. 1/2 du soir, alors que le greffe et le Palais de Justice étaient depuis longtemps fermés à l'accès du public, Le Poussin, commis-greffier, a invité le concierge à lui remettre les clefs, et, s'étant rendu au local du greffe, a consigné, sur le registre à ce destiné, une déclaration de surenchère formée par de la Hubaudière, assisté de Me Lucas, avoué, sur les deux lots précédemment adjugés à Henriot ; que la déclaration constate formellement l'heure à laquelle elle a été rédigée sur réquisition formelle ;

Attendu que Henriot demande la nullité de cette surenchère par le motif qu'elle a été reçue après l'heure de la fermeture du greffe ; que de la Hubaudière conteste le bien fondé de la demande et soutient que sa surenchère est régulière comme remplissant toutes les conditions des articles 708 et suiv. C. proc. civ. ; que la nullité ne peut être prononcée sans texte ; qu'il a agi légalement et dans la limite du délai que lui impartit l'article 708, ce délai n'expirant et ne pouvant expirer que le huitième jour à l'heure de minuit, d'après le texte même ;

Attendu tout d'abord qu'on ne saurait tirer argument du texte seul de l'art. 708 C. proc. civ., qui fixe à huit jours le délai de surenchère, pour faire admettre, en principe, que ce délai n'expire que le huitième jour à minuit et que jusqu'à cette heure le surenchérisseur est armé d'un véritable droit à faire constater sa surenchère; que la computaion des délais en matière civile n'a rien d'uniforme et varie nécessairement avec les matières ; qu'une différence capitale, notamment, est à constater entre les délais qui sont uniquement l'œuvre du temps et s'accomplissent par eux-mêmes sans l'intervention de personne et ceux, au contraire, qui s'appliquent à des actes exigeant, en dehors de la seule durée, le fait d'une intervention agissante, étrangère et notamment le concours d'hommes publics dont le ministère est nécessaire pour la consécration de leur validité même ; que, dans ce cas, le laps de temps fixé par le texte est nécessairement restreint par les lois et règlements qui, dans des vues d'ordre public ou d'intérêt général fixent les heures pendant lesquelles le concours de l'homme public peut seulement être requis ;

Attendu que l'application de cette exception est constante et indiscutée, alors qu'il s'agit de recourir au ministère des receveurs d'enregistrement, des conservateurs d'hypothèques ou même des huissiers (art. 1037 C. proc. civ.) ; que la Cour de cassation, dans son arrêt du 6 avril 1842, a consacré cette même exception en ce qui concerne les dépôts à son greffe des pourvois en matière civile ; qu'on ne voit pas le motif qui rendrait inapplicable aux greffiers des Tribunaux de première instance une règle qui depuis longtemps est devenue celle du greffe de la Cour suprême, alors que les textes qui règlent les deux cas sont identiques ;

Attendu que, d'ailleurs, les décisions de jurispruden-

ce intervenues en la matière, si elles ont, il est vrai, refusé d'annuler les surenchères reçues par le greffier, après la fermeture de son greffe, n'ont, du moins, jamais prétendu que le greffier avait été obligé de les recevoir et qu'en les refusant, il aurait encouru une responsabilité quelconque ; qu'elles ont, au contraire, toujours envisagé l'intervention du greffier comme ayant constitué de sa part un acte tout bénévole et gracieux ;

Attendu que, ceci posé, il y a lieu de rechercher, si alors que, comme en la cause actuelle, le greffier a bénévolement prêté son ministère et que l'acte existe sur ses registres, cet acte a bien été passé dans les conditions prévues par la loi et dans les formes légales prescrites à peine de nullité par l'art. 715 C. proc. civ. ;

Attendu que l'art. 709 prescrit que la déclaration de surenchère doit être reçue au greffe du Tribunal ; que le greffe est, par définition, un lieu public où le greffier, fonctionnaire public, conserve certaines minutes dont il est tenu de délivrer des expéditions à ceux qui les demandent et reçoit, en outre, certains actes au vu et au su de tous, sous le contrôle constant et des magistrats et des officiers ministériels et du public lui-même qui peut toujours en demander communication ; que ce caractère de lieu public est constant ; qu'il a été notamment consacré de manière formelle à raison de l'application de la loi de 188- ; qu'il a été formellement consacré aussi par l'application même de l'art. 709, et que c'est à raison, notamment, du caractère public des greffes, qu'une jurisprudence constante décide que la déclaration de surenchère doit, de toute nécessité, être passé dans le local même du greffe et frappe de nullité toute déclaration de même nature reçue par le greffier à son domicile personnel ou dans une étude d'avoué ou de notaire ou dans tout autre lieu ; « que c'est la publicté de l'acte », dit un arrêtiste, « qui est la sauvegarde des intérêts de tous, la garantie de la vérité et de l'observation de la loi et qui rend toute complaisance impossible en écartant tout danger de collusion » ;

Attendu qu'il est d'évidence qu'après l'heure réglementaire de sa fermeture, alors que l'accès du Palais lui-même est interdit à tous, le greffe perd complètement son caractère de lieu public ; qu'il n'est plus qu'un lieu privé où un étranger ne peut plus s'introduire que par une tolérance blâmable d'un gardien, en violation des ordres qu'il a charge d'exécuter ; que l'acte passé dans le local du greffe dans des conditions semblables a un caractère certain de clandestinité ; qu'il est, en tout cas, passé en violation de l'art. 709, le greffe n'étant plus le greffe dans le sens certain et rationnel de cet article ;

Attendu que cette solution s'impose à un autre point de vue encore ; qu'en effet, ainsi qu'il a été dit plus haut, si des décisions ont admis la validité de la surenchère reçue dans un greffe après sa fermeture, en se basant sur la disposition de l'art. 1030, C. proc. civ., qui semble cependant étranger à la matière, aucune n'a jamais prétendu que le greffier ait dû obligatoirement prêter son ministère dans des cas semblables ; que c'est donc reconnaître au greffier, en la circonstance, une sorte de ministère gracieux qu'il lui serait loisible d'accorder ou de refuser suivant son bon plaisir et sa qu'il est impossible de croire que le législateur ait pu vouloir abandonner l'exercice d'un droit et livrer les intérêts des parties au seul arbitraire d'un greffier, seule volonté ;

Attendu que pareille conclusion est inadmissible et quelles que soient les garanties de compétence et d'honorabilité que fournissent ces officiers ministériels ;

Par ces motifs,

Sans s'arrêter ni avoir égard au surplus des conclusions des parties ;

Dit que la surenchère reçue le 25 octobre 1906, dans le local du greffe, à 8 h. 1/2 du soir, après fermeture du greffe, n'a pas été reçue au greffe dans le sens de l'art. 709 C. proc. civ. ; qu'elle tombe sous le coup de l'art. 715 du même code ;

La déclare, en conséquence, nulle et de nul effet ;

Condamne de la Hubaudière en tous les dépens dont distraction, etc.

M. **Le Marchadour** proc. Rép. (c. conf.). — Mes **Alizon** et **de Chabre** av.

NOTE. — La question est très controversée en doctrine et en jurisprudence. Les Tribunaux reconnaissent cependant, contrairement à la décision rapportée, que la surenchère faite le huitième jour après la fermeture du greffe est valable : Limoges 7 décembre 1891 (Gaz. Pal. 1891.2. 724) ; Montpellier 2 janvier 1899 (Gaz. Pal. 99.1.266 — S. 99.2.32 — D. 99.2.72) ; Trib. civ. Limoux 1er mars 1898 (Gaz. Pal. 98.2.165). *Contrà :* Montpellier 19 février 1894 et 9 juillet 1894 (Monit. jud. du Midi 11 mars 1894 et 29 juillet 1894). V. du reste les consultations de MM. Glasson, Beudant et Boncel sous Limoges 7 décembre 1901 dans notre recueil, et la note de M. Tissier au Sirey.

Adde : Trib. civ. Perpignan 19 octobre 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, vo Surenchère, no 61).

354

COUR D'APPEL D'ANGERS

23 JUILLET 1906.

Présidence de M. Thibierge
premier président.

1°, 2° ET 3° ASSOCIATIONS. — CONGRÉGATION NON AUTORISÉE. — BIENS APPARTENANT AU CONGRÉGANISTE AVANT SON ENTRÉE DANS L'ORDRE OU A LUI ÉCHUS DEPUIS. — ACTION EN REPRISE. — SOMMES D'ARGENT. — PREUVE A RAPPORTER. — CONDAMNATION EXÉCUTOIRE CONTRE LE LIQUIDATEUR DANS LES TERMES DU DROIT COMMUN.

1° *Le congréganiste qui demande à reprendre dans la masse à liquider le montant des valeurs mobilières ou de sommes d'argent qui lui appartenaient avant son entrée dans la congrégation ou qui lui sont échues depuis dans les conditions prévues par l'art.* 18 *de la loi du* 1er *juillet* 1901, *est tenu d'établir que les valeurs ou sommes d'argent ont été réellement apportées ou versées par lui à la congrégation ; le législateur n'a pas créé une présomption d'apport supposant que la totalité de ces biens est entrée « ipso facto » dans le patrimoine de l'association ; les règles du droit canonique interdisant au moine de rien détenir ou posséder par lui-même ne constituent, à cet égard, qu'une simple présomption de fait, à elle seule sans portée et sans précision suffisante.*

Spécialement, lorsqu'un religieux a, pendant une période donnée, débattu et réglé lui-même avec son no-

faire tout ce qui avait trait à l'administration de sa fortune et qu'il s'est fait envoyer des capitaux et des titres de rente, on ne peut prétendre qu'il en ait fait profiter la congrégation.

Il en est autrement à partir du jour où l'un des moines chargés des intérêts de l'ordre s'est occupé seul et directement des affaires du congréganiste demandeur, et pour les sommes qui sont échues postérieurement à cette date, la preuve de leur versement à la communauté peut être administrée par présomptions graves, précises et concordantes, conformément à l'art. 1353 *C. civ.*

2° *Il importe peu que les biens ou valeurs dont la restitution est réclamée ne se retrouvent plus en nature dans la masse à liquider ; la loi n'a nullement subordonné l'action en revendication ou en reprise à une telle condition.*

Le liquidateur ne saurait se prévaloir davantage de ce que les biens ou valeurs réclamés ou leur équivalent ne seraient pas compris dans ceux qu'il détient sous son séquestre.

Le congréganiste agit non en vertu de l'action « de in rem verso », mais en vertu d'une action en reprise et il n'est nullement tenu d'établir qu'il est résulté de ses apports un enrichissement pour la masse à liquider.

3° *Vainement, le liquidateur soutient que le demandeur en reprise de sommes d'argent ne peut prétendre qu'à faire établir l'existence, le caractère et l'importance de ses droits et à les exercer dans la limite des forces de la liquidation, sans pouvoir, conformément aux règles du droit commun, obtenir contre lui une condamnation exécutoire entraînant hypothèque judiciaire sur les biens compris dans la masse et lui permettant ainsi de se faire payer par préférence aux autres créanciers, mais qu'il pourrait seulement être admis à prendre une quote-part de l'actif net de cette liquidation, une fois cet actif établi et dans la mesure compatible avec les droits concurrents. Une pareille dérogation au droit commun ne saurait être admise ni suppléée par le juge dans le silence de la loi.*

Marsille c. Ménage liquidateur des Bénédictins.

LA COUR,

Attendu qu'ainsi que l'a constaté le jugement entrepris, dont la Cour, à cet égard, s'approprie les motifs, Marsille était bien propriétaire, et ce, dans les conditions limitativement envisagées par l'art. 185 de la loi du 1er juillet 1901, de tous les biens et valeurs dont le montant ou la réalisation ont produit la somme de 92.132 fr. 34, qui fait l'objet de sa demande ;

Attendu, qu'à tort, toutefois, les premiers juges se sont fondés pour accueillir intégralement cette demande sur ce que la preuve de cette propriété serait la seule à faire par le congréganiste demandeur, sans qu'il eût, par suite, à établir, en outre, l'apport de ces biens ou valeurs à la congrégation et qu'en le décidant ainsi, ils ont fait une application inexacte du § 5 dudit article ;

Attendu, en effet, qu'une présomption légale est exclusivement celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits, et qu'il ne résulte, ni des termes de cette disposition de la loi du 1er juillet 1901, ni des travaux préparatoires, que le législateur ait entendu par là déroger en rien au droit commun, et créer, au regard des biens appartenant ou échus à un congréganiste dans les conditions prévues audit paragraphe, une présomption d'apport supposant que la totalité de ces biens est entrée *ipso facto* dans le patrimoine de la congrégation ; qu'une pareille présomption ne saurait être suppléée dans le silence de la loi ; que, par suite, le congréganiste qui entend exercer l'action ouverte par le § 5 de l'art. 18 sus-énoncé demeure tenu, conformément au droit commun, d'établir, au préalable, que les biens ou valeurs dont il réclame la restitution, ont tous été effectivement apportés, remis ou versés à la congrégation et sont réellement tombés dans la caisse de celle-ci ;

Attendu, d'ailleurs, que si, d'après les règles du droit canonique et spécialement d'après celles de l'ordre des Bénédictins, le moine, lié par ses vœux de pauvreté comme d'obéissance, devient désormais, au regard de la congrégation, incapable de rien détenir ou posséder par lui-même, et de disposer à son gré de quoi que ce soit, pour le présent comme pour l'avenir, ces règles et leur application dans la pratique des ordres religieux sont inopérantes au point de vue du droit civil ; qu'il n'en peut résulter qu'une simple présomption de fait, toujours susceptible d'être combattue par la preuve contraire, et qu'il appartient au juge de rechercher et d'apprécier, dans chaque cas particulier, si elle existe réellement, et si elle peut utilement être invoquée d'après les circonstances de la cause ;

Attendu que cette présomption, d'ailleurs insuffisante pour constituer, à elle seule, une preuve valable ne se rencontre même pas dans l'espèce, du moins en ce qui concerne d'abord les trois titres de rentes sur l'Etat, formant un capital de 27.000 francs, que Marsille s'est fait envoyer par son notaire, au commencement de juin 1883 ; qu'en effet, s'il est entré comme postulant à l'abbaye de Solesmes, le 8 septembre 1879, et si même il a prononcé ses vœux simples, le 8 mai 1881, il est hors de doute, en présence de tous les faits comme de tous les éléments et documents de la cause, qu'au moins, jusqu'au 8 mai 1884, date de ses vœux solennels, il a conservé toute sa liberté d'action et l'entière direction de ses affaires et de ses intérêts, comme aussi la pleine disposition de sa fortune ;

Attendu que c'est ainsi qu'il a, pendant toute cette période, constamment débattu et réglé lui-même avec son notaire tout ce qui avait trait à l'administration de son patrimoine, et qu'il s'est fait envoyer par cet officier public, non seulement ses revenus, mais encore des capitaux, comme les trois titres de rentes sus-énoncés, sans que rien établisse suffisamment qu'il en ait réellement fait profiter la congrégation ;

Attendu qu'il avait si bien conservé la libre disposition de sa fortune, qu'au commencement de mai 1884 et à la veille de ses vœux solennels, en même temps qu'il demandait à ce notaire de lui envoyer à Solesmes une somme de 4.000 francs, il le chargeait de remettre à ses sœurs et à une tante des sommes d'ensemble 5.600 fr. ; que même, s'il le prévenait aussi qu'à partir du 8 mai 1884, c'est-à-dire du jour de ses vœux solennels, ses affaires seraient remises entre les mains du religieux chargé des intérêts de la communauté, avec lequel ledit notaire devrait correspondre directement à l'avenir, il n'apparaît cependant pas que ce dernier religieux soit intervenu à aucun moment dans les affaires de l'intimé, avant le mois d'avril 1885 ;

Attendu que, dans de telles circonstances, l'on ne sau-

rait admettre, et que rien même n'autorise suffisamment à présumer que les sommes reçues par Marsille avant le mois d'avril 1885 aient réellement été remises par lui à la congrégation ; qu'en admettant même que les 4.000 francs qu'il a reçus sur sa demande, au moment ou au lendemain de ses vœux solennels, aient bien été employés, comme il le prétend, au cadeau d'usage en pareille occurrence, un tel emploi n'aurait encore constitué, en réalité, de sa part, qu'un acte de disposition librement effectué ;

Attendu qu'il en est autrement, en ce qui touche la presque totalité des autres sommes réclamées par Marsille ; qu'en effet, l'on ne saurait méconnaître que, sauf dans la période de sa vie religieuse antérieure au mois d'avril 1885, l'intimé paraît bien, d'après tous les éléments et documents de la cause, être toujours demeuré soumis à la règle commune de son ordre ;

Attendu que l'on ne saurait méconnaître davantage que, pendant tout le temps où il a ainsi vécu dans un état de dépendance et de subordination absolues vis-à-vis de ses supérieurs, il s'est par cela même et constamment aussi trouvé effectivement dans l'impossibilité morale d'obtenir la reconnaissance et la constatation écrites des apports par lui faits à la congrégation, en vue surtout d'une restitution qui n'était incontestablement alors, ni dans ses prévisions, ni dans ses intentions ;

Attendu, qu'en outre il s'agit là, non pas de contrats, ni de paiements ou de faits juridiques, mais bien et uniquement de faits matériels ;

Mais attendu que si la preuve peut, dès lors, en être régulièrement et valablement faite par voie de simples présomptions, cette preuve doit résulter, non d'une présomption unique, et, à elle seule, sans portée et sans précision suffisantes, mais conformément aux prescriptions de l'art. 1353 C. civ., d'un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes, se corroborant entre elles, et qui ne soient contredites par aucun des faits de la cause ;

Attendu qu'il est constant, en fait, et qu'il n'est même pas contesté, que pendant cette période, le notaire de Marsille a successivement envoyé à Solesmes les sommes ci-après, qui étaient toutes la propriété de celui-ci ;

Le 15 avril 1885, remboursement d'une créance Ferré .....Fr.	25.000 »
Le 1er mai 1885, solde de compte à cette date	3.380 10
Le 16 mai 1886, solde de compte à cette date	1.154 10
Le 13 juillet 1886, remboursement des créances Pativier et Nicolas.....	4.323 35
Le 20 septembre 1886, remboursement des créances Dufilleul, Le Bris et Soulas..	11.711 70
Le 26 mai 1887, solde de compte à cette date	553 70
Le 16 février 1888, remboursement de la créance Guillaume	1.459 35
Le 23 juin 1888, solde de compte à cette date	719 10
Le 28 juin 1888, remboursement de la créance Herriaut	2.002 25
Le 10 octobre 1888, remboursement de la créance Benalès	8.609 »

Et que de même, il y a encore été envoyé du 4 mars 1891 au 24 septembre 1895, soit par le notaire,soit par le débiteur lui-même, diverses sommes d'ensemble 1.120 francs pour solde en principal et intérêts d'une créance Auvillain ..... 1.120 »

Soit au total .....Fr. 60.032 50

Attendu que si sur le montant de cette créance Auvillain, trois sommes d'ensemble 367 fr. 50 ont été envoyées à Marsille personnellement, il paraît constant, au contraire, et qu'il n'est pas d'ailleurs contesté davantage que tout le surplus de ladite somme de 60.032 fr. 50, soit 59.665 a été reçu non pas par l'intimé lui-même, mais par le religieux chargé des intérêts de la congrégation ou par l'adjoint de celui-ci ;

Attendu qu'indépendamment de ce qu'ainsi qu'il a été dit précédemment, Marsille paraît bien s'être soumis à la règle commune durant toute cette période, cette présomption, loin d'être isolée, est, au contraire, corroborée par ces faits bien significatifs, que conformément aux instructions qu'il avait données à son notaire, en ajoutant même que ses vœux solennels une fois prononcés, il n'aurait plus personnellement la disposition de ses valeurs, les sommes dont s'agit ont été reçues par le moine chargé des intérêts de l'ordre, et que c'est, en outre, ce dernier qui, par lui-même ou par son auxiliaire, a, depuis lors, toujours débattu et réglé seul et directement toutes les affaires et tous les intérêts de l'intimé ;

Attendu qu'en même temps que Marsille était alors dépouillé, au regard de la congrégation, du droit de rien posséder et de disposer de quoi que ce soit désormais par lui-même, l'abbaye de Solesmes avait déjà à faire face à un passif important ;

Attendu, dès lors, qu'il se dégage de tous ces faits un ensemble de présomptions d'une gravité, d'une précision et d'une concordance pleinement suffisantes pour démontrer qu'en réalité Marsille a effectivement remis et versé à la congrégation des Bénédictins les sommes à lui appartenant, et s'élevant au total de 59.665 francs qui viennent d'être spécifiées ;

Attendu qu'il est bien fondé, par suite, à en demander la restitution intégrale, sans qu'il y ait à rechercher, en outre, les emplois auxquels ces sommes ont pu être ultérieurement affectées ;

Attendu que, vainement, pour se soustraire à l'obligation où il se trouve, dès lors, de restituer à Marsille les sommes que celui-ci lui réclame, Ménage ès-qualités allègue qu'il ne saurait être considéré comme le représentant d'une association qui n'a jamais eu d'existence légale, que les biens ou valeurs apportés par l'intimé ne se retrouveraient plus en nature, ni même en équivalent dans la masse à liquider et qu'il ne peut être tenu de rendre que ce qu'il détient sous son séquestre ;

Attendu, en effet, que si, à défaut d'autorisation, la congrégation des Bénédictins n'a jamais existé légalement, elle n'en a pas moins eu, pendant toute sa durée, une existence de fait au cours de laquelle se sont produites non seulement avec les tiers, mais encore entre elle et ses membres eux-mêmes, des relations d'affaires et d'intérêt dont sa dissolution rend le règlement indispensable ;

Attendu que le liquidateur a précisément été institué et investi en outre des pouvoirs d'un administrateur séquestre par la loi du 1er juillet 1901, en vue d'effectuer ce règlement et qu'il a, par suite, seul qualité pour répondre — et pour contredire, s'il y a lieu — à toutes les actions nées ou résultant ainsi de l'existence de fait de la congrégation ; que tel est incontestablement le caractère de l'action en revendication ou en reprise ouverte,

par la loi, contre la liquidation qui en est tenue, de par cette loi elle-même et à laquelle, par suite, le liquidateur ne saurait se soustraire, sous prétexte qu'il s'agirait d'une dette qui ne grevait même pas la congrégation ;

Attendu qu'il importe peu, en outre, que les biens ou valeurs dont la restitution est réclamée ne se retrouvent plus en nature, dans la masse à liquider ; qu'en effet la loi n'a nullement subordonné l'action en revendication ou en reprise à une telle condition ;

Attendu que s'il en était autrement l'exercice de cette action deviendrait en réalité, impossible et absolument illusoire, dès que ces biens ou valeurs réclamés auraient été dénaturés ou lorsque la congrégation en aurait disposé, de même que dans le cas où ils auraient exclusivement consisté en deniers ou choses fongibles ; qu'au contraire, et par cela même qu'il a pris soin d'accorder sans condition d'aucune sorte une action non seulement en revendication, mais aussi en *reprise*, le législateur a nettement indiqué que, dans son intention, la restitution des apports réellement effectués pourrait être demandée quels qu'en eussent été la consistance originaire et le sort sur l'emploi ultérieurs, comme aussi dans toutes les éventualités ;

Attendu que, d'autre part, si le liquidateur ne peut être tenu que dans la limite des forces de la liquidation, il ne saurait se prévaloir davantage de ce que les biens ou valeurs dont s'agit ou leur équivalent ne seraient pas compris dans ceux qu'il détient sous son séquestre ; qu'en effet le législateur n'a pas, non plus, subordonné l'action ouverte par le § 5 de l'art. 18 à une semblable condition, qui en eût encore rendu, au moins la plupart du temps, l'exercice impossible et illusoire, en même temps qu'elle eût été, à l'encontre du but poursuivi par lui la rupture et la liquidation complète des biens d'intérêt eux-mêmes ayant existé en France entre les membres de la congrégation dissoute, au cours de l'existence de fait de celles-ci ;

Attendu qu'il est manifeste, au surplus, que si la congrégation n'avait pas reçu ces rapports, qu'elle était légalement incapable de recevoir, l'actif de la liquidation se trouverait nécessairement diminué d'autant et que la masse à liquider comprend ainsi une valeur égale à celle qu'avaient lesdits rapports au moment ou cette congrégation les a recueillies, c'est-à-dire leur équivalent lui-même ;

Attendu que, d'autre part, l'intimé n'est nullement tenu d'établir qu'il soit résulté de ses apports un enrichissement pour la masse à liquider, l'action qu'il tient de l'art. 18 § 5 de la loi du 1er juillet 1901 étant non pas une action *de in rem verso*, mais purement et simplement une action en revendication ou en reprise des apports ;

Attendu, en outre, que vainement encore Ménage persiste à soutenir que l'intimé ne peut prétendre qu'à faire établir l'existence, le caractère et l'importance de ses droits et à les exercer dans la limite des forces de la liquidation sans pouvoir, conformément aux règles du droit commun, obtenir contre le liquidateur une condamnation exécutoire entraînant hypothèque judiciaire sur les biens compris dans la masse et lui permettant ainsi de se faire payer par préférence aux autres créanciers de ladite liquidation mais qu'il pourrait seulement être admis à prendre une quote-part de l'actif net de cette liquidation, une fois cet actif établi et dans la mesure compatible avec les droits concurrents ; qu'en effet, en accordant aux membres d'une congrégation dissoute une action en revendication ou en reprise, l'art. 18 susénoncé n'en a, en rien, limité ainsi la portée et les conséquences et qu'une pareille dérogation au droit commun ne saurait être admise ou suppléée par le juge dans le silence de la loi ;

Attendu, enfin, qu'aux termes de l'art. 130 C. proc. civ., toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens et qu'à cet égard encore la loi du 1er juillet 1901 ne contient aucune dérogation au droit commun ;

Attendu que, succombant dans son appel, Ménage doit, par suite, en supporter tous les dépens ;

Attendu qu'il n'est toutefois justifié contre le liquidateur d'aucune faute de nature à permettre à la Cour de comprendre dans lesdits dépens à titre de dommages-intérêts tous droits d'enregistrement autres que les droits simples perçus ou à percevoir à l'occasion du litige ;

Adoptant au surplus les motifs qui ont déterminé les premiers juges, mais en tant seulement qu'ils ne sont pas contraires à ceux qui précèdent :

Par ces motifs,

Sans s'arrêter, ni avoir égard à autres et plus amples conclusions respectives des parties, tant principales que subsidiaires dans lesquelles elles sont déclarées mal fondées et les en déboutant ;

Infirme le jugement rendu le 7 février 1905, par le Tribunal civil de La Flèche, en ce qu'en se fondant sur ce que Marsille avait fait la preuve de sa propriété sur toutes les sommes ou valeurs dont il réclame la restitution, il a condamné Ménage ès qualités à lui payer en totalité la somme de 92.132 fr. 54 avec les intérêts de droit, montant de sa demande ;

Décharge en conséquence l'appelant des dispositions et condamnations dudit jugement qui lui font grief de ce chef ;

Emendant quant à ce, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire :

Dit et juge qu'en outre de la preuve de sa propriété, Marsille a fait encore, ainsi qu'il en était tenu, la preuve que les sommes dont il demande la restitution ont été par lui remises à la congrégation de Bénédictins, mais jusqu'à concurrence de 59.665 fr. seulement ;

Réduit en conséquence à 59.665 avec les intérêts de droit la somme que Ménage ès-qualités est condamné à lui remettre à titre de restitution ;

Confirme pour le surplus le jugement entrepris et ordonne que, dans toutes ses autres dispositions, il sortira son plein et entier effet, pour être exécuté selon sa forme et teneur ;

Ordonne la restitution de l'amende ;

Condamne Ménage ès-qualités en tous les dépens et en fait distraction au profit de Me Lelong avoué.

M. **Landry** av. gén. — Mes Raoul **Péret** et **Toussaint** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : En ce qui concerne la preuve à exiger des congréganistes, quant à la justification de leur apport, l'arrêt rapporté formule des principes qui semblent exacts. Habituellement, les Tribunaux se bornent à constater que *l'apport est justifié*, sans même indiquer les éléments de justification. *Sic :* Trib. civ. Grenoble 24 novembre 1904 (Gaz. Pal. 1905.1.187). Toutefois le Tribunal civil de Lodève 14 juin 1904 (Rec. Ménage, à sa date), s'est occupé de la question de preuve pour exiger un écrit, lorsqu'il s'agit d'une somme supérieure à 150 francs. Il est permis de se demander si cette exigence est légitime et s'il n'est pas plus équitable et

plus conforme à la réalité des choses de décider que le congréganiste qui fait un apport à la communauté dont il fait ou va faire partie, est dans le cas d'un créancier auquel il était moralement impossible de se procurer une preuve littérale. Il faut observer, de plus, que la nécessité d'un écrit étant, par hypothèse, admise, on se trouvera amené fatalement à exiger en outre que cet écrit ait acquis date certaine avant la promulgation de la loi du 1er juillet 1901, pour être opposable au liquidateur, lequel n'est pas le représentant de la congrégation dissoute. C'est en effet ce qu'a décidé la Cour de cassation le 26 mars 1906 (Gaz. Pal. 1906.1.569) au regard d'un créancier *ordinaire*, il est vrai, mais la solution devrait s'appliquer, *mutatis mutandis*, au congréganiste agissant en restitution de son apport.

II. — Sur le second point : V. en ce sens : Angers 28 novembre 1904 (Gaz. Pal. 1905.1.172) ; Trib. civ. Grenoble 24 novembre 1904 (Gaz. Pal. 1905.1.187). Conf. Trouillot, rapporteur de la loi du 1er juillet 1901, dans son discours à la Chambre des députés, séance du 27 mars 1901 (Journ. Off., p. 976) et l'ouvrage de MM. Trouillot et Chapsal sur la loi de 1901, p. 345. Quant à la première Chambre du Tribunal civil de la Seine, sa jurisprudence sur ce point spécial paraît avoir évolué. Il résulte, en effet, d'un jugement du 25 février 1905 (Monde judiciaire 15 avril 1905), que l'action en reprise du congréganiste ne doit être admise que dans la mesure de l'enrichissement procuré à la liquidation. Mais un jugement du 24 mai 1905 décide qu'en l'absence d'enrichissement procuré à la masse, l'action en reprise du congréganiste se trouve transformée en une action en prélèvement sur l'actif net. Au surplus, sur cette évolution et sur les droits du congréganiste en général, consulter la dissertation publiée dans le *Monde judiciaire* du 15 août 1905.

III. — Sur le troisième point : La jurisprudence est divisée. V. dans le sens de la décision recueillie : Angers 28 novembre 1904 (Gaz. Pal. 1905.1.172). *Contrà :* Poitiers 30 mai 1906 et Trib. civ. Nantua 30 août 1906, publiés ci-dessous.

COUR D'APPEL DE POITIERS (1re Ch.)

30 Mai 1906.

Présidence de M. Chamontin
premier président.

TRIBUNAL CIVIL DE NANTUA

11 Aout 1906.

Présidence de M. Bourselin.

(DEUX ESPÈCES)

ASSOCIATIONS. — CONGRÉGATION NON AUTORISÉE. — LIQUIDATEUR. — CONDAMNATION PRONONCÉE CONTRE LE LIQUIDATEUR ES-QUALITÉS. — RÈGLEMENT DU PASSIF. — CRÉANCIERS. — PARITÉ DE TRAITEMENT.

Le liquidateur d'une congrégation non autorisée, légalement dissoute, ne peut être obligé qu'à inscrire le montant de la créance au passif de la liquidation.

Les règles propres à la matière de la liquidation démontrent qu'elles tendent à assurer à tous les ayants droit une parité de traitement, lorsqu'ils auront, dans les délais utiles, exercé les actions leur appartenant.

Première espèce. — Cour de Poitiers (1re Chambre), 30 mai 1906.

Lecouturier, liquidateur des Frères de Saint-Gabriel c. Ragneau.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que Lecouturier ès-qualités, après avoir relevé appel du jugement rendu le 21 novembre 1905 par le Tribunal de la Roche-sur-Yon et ordonnant au profit de Ragneau la restitution immédiate d'une somme de 16.000 francs précédemment donnée par son auteur à la Congrégation des Frères de St-Gabriel, contre laquelle la révocation a été prononcée, a fait, à la date du 4 mai 1905, un désistement ainsi conçu : « Le requérant se désiste de l'appel par lui interjeté, à l'encontre de M. Ragneau, d'un jugement rendu par le Tribunal civil de la Roche-sur-Yon le 21 novembre 1905 s'engageant à exécuter ledit jugement par l'inscription au passif de la liquidation des condamnations contre lui prononcées au principal, intérêts et frais ; offrant également de porter au passif le montant des dépens de première instance et d'appel jusqu'au jour du présent désistement, suivant la taxe qui en sera faite ; mais étant expressément entendu que cette inscription au passif constituera l'exécution pleine, entière et définitive du jugement, et l'empêchera, en conséquence, M. Ragneau de toute mesure conservatoire ou d'exécution à l'encontre de la liquidation » ;

Attendu que ce désistement, n'étant point pur et simple, n'est pas accepté par Ragneau, et qu'ainsi subsiste un point litigieux à trancher par la Cour, celui qui a trait à la modification sollicitée par l'appelant à l'encontre du jugement ;

Attendu qu'il n'y a pas à s'arrêter à la critique, purement terminologique, touchant la formule adoptée par le Tribunal ;

Attendu que si le jugement porte une condamnation contre Lecouturier, elle est prononcée ès-qualités ;

Et attendu que la restitution de la somme donnée était le corollaire obligé de la révocation de la donation et devait être forcément mise à la charge de celui qui seul a qualité pour l'opérer, se trouvant nanti des biens, et le contradicteur légal de tous ceux qui y prétendent droit ;

Attendu qu'il est vrai que le jugement porte, en outre, que la restitution doit être immédiate ;

Attendu que, si cette disposition signifie que le jugement doit être exécuté dès qu'il sera devenu définitif, elle est surérogatoire, cette conséquence étant de droit lorsque l'on ne se trouve pas dans les cas, très rares, où le juge a ordonné un sursis ;

Attendu que, si, au contraire, elle a entendu lui donner signification particulière, il doit être spécifié (sans que la Cour ait à se prononcer par anticipation sur le mérite des actes conservatoires ou d'exécution, auxquels l'intimé croira devoir procéder) que le liquidateur ne peut être tenu à autre chose qu'à inscrire le montant de la condamnation au passif de la liquidation, et à en espérer le prélèvement sur l'actif net ;

Attendu qu'il n'est pas rationnel, en effet, que le législateur, qui a enfermé, à peine de forclusion, dans un délai restreint, l'exercice des actions en reprise et en revendication, pour assurer ainsi le règlement, aussi rapide que possible, de la liquidation, ait entendu par

contre laisser dépendre la situation respective des ayants droit d'une antériorité fortuite de quelques jours, résultant soit d'un accord avec le liquidateur, soit d'une décision judiciaire ;

Attendu que, vainement dirait-on, qu'il n'existe, à propos de la liquidation des biens d'une Congrégation, aucune règle analogue à celle qui, formulée par la loi du 4 avril 1890, est applicable à la faillite ;

Attendu que les règles propres à la matière et ci-dessus rappelées démontrent qu'elles tendent à assurer à tous les ayants-droit une parité de traitement, lorsqu'ils auront, en temps utile, exercé les actions dont l'exercice leur est reconnu ;

Par ces motifs, et ceux non contraires des premiers juges.

Confirme le jugement, tout en précisant que la condamnation ne saurait avoir pour effet de modifier la situation respective entre les ayants-droit, établie par les dispositions finales de l'art. 18 de la loi du 1er juillet 1901 :

Rejette toutes autres demandes, fins et conclusions.

M. **Marquet** av. gén. — Mes **Sarraute** (du barreau de Paris) et **Morand** av.

Deuxième espèce. — Tribunal civil de Nantua, 11 août 1906.

Mas c. Lecouturier, liquidateur de la Congrégation de la Croix de Jésus.

LE TRIBUNAL,

Attendu, en fait, que Lecouturier, en sa qualité de liquidateur de la Congrégation de la Croix de Jésus, ne méconnaît point être, en cette qualité, débiteur de Mlle Mas, héritière d'Antoine Mas, d'une somme de 1.000 fr.;

Attendu que, sur ce point, il y a d'ailleurs chose jugée, suivant arrêt de la Cour de Lyon, en date du 19 décembre 1905 ;

Mais attendu qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à la critique, purement terminologique, touchant la formule adoptée par la Cour ;

Attendu, il est vrai, que rien, dans la loi du 1er juillet 1901, ni dans celles qui l'ont complétée, n'indique, de façon formelle, quelle procédure doivent employer les créanciers d'une Congrégation pour faire valoir leur droit à l'encontre du liquidateur ;

Attendu que, cependant, l'art. 18 de la loi du 1er juillet 1901, dans son avant-dernier paragraphe, dit expressément que ce n'est qu'après le règlement des contestations, relatives à la constitution de la masse active que l'actif net est réparti entre les ayants droit ;

Attendu qu'en conséquence, on peut tirer argument de la ressemblance existant entre la liquidation d'une Congrégation et les Syndicats de faillite ;

Et attendu que, bien qu'un texte prohibitif des poursuites individuelles fasse défaut, en notre espèce, l'analogie doit néanmoins conserver toute sa force et son intérêt pratique ;

Attendu qu'il semble bien résulter de la disposition légale précitée que les créanciers doivent attendre l'achèvement des opérations de liquidation, pour recevoir au marc le franc tout ou partie de ce qui leur est dû ;

Attendu que les créanciers, ainsi obligés d'attendre le terme légal, ne sauraient être autorisés à poursuivre en justice le recouvrement de leurs créances et à exercer une sorte de privilège sur les autres créances ;

Attendu, d'autre part, que la loi du 1er juillet 1901 est essentiellement d'ordre public ;

Attendu qu'en conséquence, on ne saurait reconnaître à des intérêts privés le droit d'en arrêter le fonctionnement en immobilisant des sommes sur lesquelles le liquidateur peut légalement compter ;

Attendu que la saisie-arrêt et sa validation auraient pour résultat d'empêcher complètement le fonctionnement de la liquidation ;

Attendu que les fonds saisis seraient ainsi retranchés de la liquidation, au détriment des privilèges pouvant résulter de la liquidation elle-même ;

Attendu que, d'ailleurs, une liquidation ne peut s'entendre que par la concentration des intérêts communs, dans la même main, avec une seule direction, dans un but final, et entraîner l'abolition de l'exercice des droits individuels ;

Attendu, par suite, que la procédure intentée par Mlle Mas va certainement à l'encontre de la loi de 1901 et des principes généraux régissant la liquidation ;

Attendu que le seul droit qui appartient, dans ces conditions, à Mlle Mas, ès qualité de créancière de la liquidation, est de remettre sa créance aux mains du liquidateur ,et produire au règlement de la liquidation ;

Attendu que, dès lors, il y a lieu de déclarer son opposition mal fondée, et d'en prononcer la mainlevée, sauf à en reporter l'effet entre les mains du liquidateur ;

Par ces motifs,

Déclare mal fondée la saisie-arrêt pratiquée par Mlle Mas entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Autorise le liquidateur à toucher les sommes saisies-arrêtées, sauf à reporter entre ses mains l'effet de l'opposition.

M. **Chabanel** subst. proc. Rép. Mes **Dupré** (du barreau de Bourg) et **Touillou** av.

NOTE. — Ces deux décisions se réclament de l'esprit de la loi du 1er juillet 1901 qui en ouvrant la liquidation des biens détenus par les congrégations non autorisées a voulu une opération d'ensemble, où la satisfaction donnée aux créanciers ne fût pas le prix de la cause.

Voir, cependant en sens contraire : Cour d'Angers 28 novembre 1904 (Gaz. Pal. 1905.1.172) et 23 juillet 1906, arrêt ci-dessus publié.

355

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

11 Décembre 1906.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

MARIN-MARINE. — LOI DU 21 AVRIL 1898, ART. 11. — RESPONSABILITÉ DE L'ARMATEUR. — FAUTE LOURDE OU FAIT INTENTIONNEL DES PRÉPOSÉS. — APPLICATION DU DROIT COMMUN. — RESPONSABILITÉ INDIRECTE.

Le propriétaire de bâtiment de mer, civilement responsable des fautes commises par les officiers et gens de l'équipage dans le service auquel ils sont employés, est, sous le régime de la loi du 21 avril 1898, art. 11, qui réserve aux inscrits maritimes, victimes dans

leur service d'accidents provenant de faits intentionnels ou de fautes lourdes, le droit de poursuivre conformément au droit commun, la réparation du préjudice qui leur a été causé, responsable de l'accident causé à un inscrit, par une faute lourde d'un officier du bord.

Prentout-Leblond et Boniface c. Sénécal.

MM. Prentout-Leblond et Boniface, armateurs du *Quevilly*, se sont pourvus en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 5 décembre 1903 qui les avait condamnés à payer une indemnité de 20.000 francs à M. Sénécal, lieutenant, victime à bord d'un accident grave causé par une faute lourde du capitaine en second.

Moyen unique à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 11, loi du 29 avril 1898 et 1382 C. civ. par fausse application de l'art. 1384 C. civ. — en ce que l'arrêt attaqué a déclaré un armateur responsable d'un accident professionnel survenu à un marin, à bord de son navire, sous le prétexte que l'accident serait dû à une faute lourde du second du navire, — alors que la loi de 1898, en réservant la responsabilité des faits intentionnels et des fautes lourdes, ne vise que les auteurs eux-mêmes de ces faits intentionnels et de ces fautes lourdes. »

Arrêt :

La Cour,

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Attendu que, dans son art. 11, la loi du 21 avril 1898 déclarait que les dispositions introduites dans les articles précédents en faveur des marins français par la création d'une caisse de prévoyance contre les risques et accidents de leur profession, « ne font pas obstacle à ce que l'inscrit, ses ayants cause ou la caisse subrogée à leurs droits, demandent directement, suivant les principes et les règles du droit commun, des indemnités aux personnes responsables des faits intentionnels ou fautes lourdes ayant déterminé la réalisation des accidents ou risques dont lesdits inscrits auront été victimes » ; que, à la différence de la loi du 9 avril de la même année, qui décide, dans son art. 2, que les ouvriers et employés désignés à l'art. 1er ne peuvent, à raison des accidents qu'ils éprouvent dans leur travail, se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de ladite loi, la loi du 21 avril 1898 réservait donc aux inscrits victimes, dans leur service, d'accidents provenant de faits intentionnels ou de fautes lourdes, le droit de poursuivre, conformément au droit commun, la réparation du préjudice qui leur avait été causé ;

Attendu, d'autre part, que d'après l'art. 216 C. com., dont la disposition en ce point n'est qu'une application de la règle générale énoncée dans l'art. 1384 C. civ., les propriétaires de bâtiments de mer sont civilement responsables des fautes commises par les officiers et gens de l'équipage dans le service auquel ils sont employés ;

Attendu, dès lors, que c'est à bon droit qu'après avoir constaté que l'accident survenu à Sénécal, en service commandé, le 29 juillet 1899 à bord du *Quevilly*, avait eu pour cause une faute lourde du capitaine en second Ladoune agissant dans l'exercice de sa fonction, l'arrêt attaqué a déclaré Prentout-Leblond et Boniface, propriétaires dudit navire, responsables envers Sénécal des suites de cet accident ; qu'en le décidant ainsi, la Cour de Rouen n'a violé ni l'art. 11 de la loi du 21 avril 1898 dont elle a fait, au contraire, une exacte application, ni les autres articles invoqués par le pourvoi ;

Rejette...

MM. **Durand** rapp. ; **Melcot** av. gén. — (c. conf.) Mes **Gosset** et **Auger**, av.

NOTE. La loi du 21 avril 1898 ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession stipule, dans son art. 11 : « Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à ce que l'inscrit, ses ayants cause ou la Caisse nationale de Prévoyance subrogée à leurs droits, demandent directement, *suivant les principes et les règles du droit commun*, des indemnités aux personnes responsables des faits intentionnels ou des fautes lourdes ayant déterminé la réalisation des accidents ou risques dont les inscrits auront été victimes ».

Le législateur de 1898 a donc entendu se référer aux règles constamment appliquées à l'époque même où il a inscrit cette disposition dans la loi, et par suite il a voulu consacrer non seulement le principe de la responsabilité directe dérivant de l'art. 1382 C. civ., mais aussi le principe de la responsabilité indirecte de l'armateur en cas d'accident causé par la faute lourde ou intentionnelle d'un de ses préposés, dérivant de l'art. 1384 C. civ. et dont l'art. 216 C. com. n'est que l'application.

La question est pourtant controversée. V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Rouen 5 décembre 1903 (arrêt frappé du pourvoi, Rec. Autran, t. 19, p. 827). Et *contrà* : Aix 29 décembre 1899 (Rec. Autran, t. 16, p. 28).

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

21 Novembre 1906.

Présidence de M. Tanon.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — ADJUDICATION. — DEMANDE DE REMISE. — VOIES DE RECOURS. — POURVOI EN CASSATION. — FOLLE ENCHÈRE.

La disposition de l'art. 703 C. proc. civ., en vertu de laquelle le jugement qui statue sur la demande en remise d'une adjudication n'est susceptible d'aucun recours, s'applique par sa généralité au pourvoi en cassation comme à toute autre voie de recours.

Il n'y a pas à distinguer si les biens sont revendus sur une poursuite en folle enchère ou s'il s'agit seulement d'une première adjudication.

dame de Gasquet c. Veyar.

La dame de Gasquet s'est pourvue en cassation contre un jugement du Tribunal civil de Brignoles du 9 septembre 1905, rendu au profit de M. Veyar.

Arrêt :

La Cour,

Sur la recevabilité du pourvoi et le moyen tiré de la violation des art. 49 du décret du 30 mars 1808 et 10 de la loi du 30 août 1883 :

Attendu qu'aux termes de l'art. 703 C. proc. civ., le

jugement qui statue sur la demande en remise d'une adjudication n'est susceptible d'aucun recours ; que cette disposition s'applique par sa généralité au pourvoi en cassation comme à toute autre voie de recours, et qu'il n'y a pas à distinguer si les biens sont revendus sur une poursuite en folle enchère ou s'il s'agit seulement d'une première adjudication ;

Attendu qu'en admettant que le pourvoi en cassation fut possible dans le cas où le tribunal qui a prononcé sur la remise aurait été irrégulièrement composé, il est constant en fait que Me Guizol, appelé à compléter le tribunal de Brignoles, en exécution de l'art. 49 du décret du 30 mars 1808, n'était ni parent ni allié jusqu'au 3e degré des avocats ou avoués représentant l'une des parties et qu'il n'était ni par lui-même ni par ses clients partie au débat ; que, par conséquent, le moyen manque en fait ;

Attendu que cette solution dispense d'examiner les deux moyens du fond basés, l'un sur un prétendu défaut d'autorisation de la dame de Gasquet, l'autre sur ce qu'il n'aurait point été dressé de qualités du jugement attaqué ;

Rejette...

MM. **Tanon** prés. ; **Letellier** rapp. ; **Feuilloley** av. gén. — Me **Coutard** av.

NOTE. — On reconnaît généralement que la disposition de l'art. 703 C. proc. civ. prohibant tout recours s'applique non seulement au recours par voie d'opposition ou d'appel mais aussi au recours en cassation : Cass. 18 février 1851 (S. 51.1.260 — D. 51.1.19). *Sic :* Rodière, t. II, p. 327 ; Rousseau et Laisney, Dict., v° Vente judic. d'immeubles, n° 686. V. cependant *contrà :* Chauveau sur Carré q. 2379 et 2423 octies.

COUR D'APPEL DE PARIS (Ch. corr.)

12 Décembre 1906.

Présidence de M. Saint-Aubin.

(deux arrêts)

1° exploit. — signification a personne. — maison d'arrêt. — détenu. — cellule. — refus de recevoir l'exploit.

2° et 3° extradition. — détenu. — arrêt en matière correctionnelle. — arrêt par défaut. — signification. — faits étrangers a l'extradition. — amnistie. — partie civile. — condamnation. — validité.

1° *Une signification faite à la personne même qu'elle concerne peut avoir lieu partout où celle personne est trouvée, fût-elle détenue dans une maison d'arrêt, et l'huissier eût-il pénétré dans une dépendance de ladite maison dont l'accès est ordinairement interdit par les règlements de l'Administration pénitentiaire, pour s'introduire dans la cellule du détenu et déposer la copie de l'exploit en sa présence sur son lit, malgré son refus de recevoir cette pièce.*

D'une part, en effet, la partie à laquelle un exploit est signifié à personne n'a pas le droit de la refuser.

Et, d'autre part, si l'art. 69 C. proc. civ., applicable en matière pénale, comme en matière civile, autorise la remise au Parquet du procureur de la République, c'est seulement pour les personnes qui sont établies à l'étranger et qui n'ont en France ni domicile, ni lieu de résidence connu, cas auquel ne saurait être assimilé celui d'une personne notoirement détenue en France dans une maison d'arrêt, en vertu d'un mandat de justice.

2° *Si, en principe, les effets de l'extradition se restreignent au fait pour lequel elle est accordée, en ce sens qu'elle ne permet pas de détenir ou de juger contradictoirement l'extradé sans son consentement, pour d'autres délits commis à une époque antérieure, elle ne rend pas cependant, relativement à ces autres délits, sa situation juridique meilleure.*

Notamment, ils peuvent continuer à justifier contre lui l'exercice de l'action publique et de l'action civile et donner ainsi lieu à des procédures susceptibles d'aboutir à des jugements de défaut.

Et si ces jugements, même devenus définitifs, ne peuvent être exécutés par voie de contrainte sur sa personne tant qu'il est retenu en France en vertu de l'acte extraditionnel, ils ne restent pas, pour autant, dépourvus de toute efficacité, puisqu'ils permettent d'exécuter par voie de contrainte sur ses biens les condamnations pécuniaires prononcées contre lui et l'obligent même à quitter le territoire français, pour se soustraire à leur exécution sur sa personne, après que l'extradition a épuisé ses effets.

En conséquence, pendant qu'il est détenu en France tous les actes de procédure relatifs à la poursuite soit pénale, soit civile de ces délits et spécialement la signification des décisions de défaut rendus contre lui doivent être notifiées à sa personne dans le lieu où il subit sa détention.

Il ne saurait, en effet, être regardé comme étant encore à l'étranger, alors, qu'en fait, il se trouve en France, la loi n'ayant établi nulle part une pareille fiction.

Et, d'autre part, cette signification ne présente pas plus que la citation les caractères d'une contrainte sur sa personne (1er et 2e arrêts).

3° *Spécialement l'extradé est mal fondé à se plaindre de la signification à lui faite dans ces conditions d'un arrêt correctionnel le condamnant seulement, pour un fait délictuel, à des dommages-intérêts envers la partie civile (par suite d'une loi d'amnistie), puisqu'une pareille décision serait, en tout état de cause, devenue définitive cinq jours après une signification faite au domicile du prévenu et à son insu.* (2e arrêt.)

Marc Lapierre c. Procureur général.

Le 10 août 1906 Marc Lapierre a été extradé d'Angleterre à raison de certains faits visés expressément dans l'acte d'extradition. Etant détenu à la prison de la Santé à raison de ces faits, il a été, en vertu des deux arrêts de défaut rendus par la Cour de Paris le 7 septembre 1906, condamné pour faits étrangers à ceux qui avaient motivé l'extradition : 1° à quinze jours d'emprisonnement et 2.000 francs d'amende (tentative d'extorsion de fonds) au préjudice d'un sieur Boulaine ; 2° à 500 francs de dommages-intérêts seulement, l'action publique étant éteinte par la loi d'amnistie du 12 juillet 1906 (diffamation par la voie de la presse envers M. Grente).

Me Doré, huissier, fut chargé par le procureur général de signifier à Marc Lapierre les deux arrêts du 7 septembre 1906. Il procéda à cette signification le 17 octobre 1906. L'original de l'exploit porte que les copies ont été remises à la personne de M. Marc Lapierre, amené dans un corridor de la maison d'arrêt.

Cependant Marc Lapierre, prétendant que l'huissier avait pénétré dans sa cellule et, sur son refus de recevoir les copies, les avait déposées sur son lit, a soutenu que la signification ainsi faite était irrégulière, qu'elle constituait une contrainte illégale exercée sur sa personne et, en conséquence, il a assigné M. le procureur général devant la Cour d'appel pour voir prononcer la nullité des significations ainsi faites.

La Cour a rendu le même jour, 12 décembre 1906, deux arrêts, le premier relatif à la signification de l'arrêt condamnant par défaut Marc Lapierre pour tentative d'extorsion de fonds envers le sieur Boulaine ; le second sur la signification de l'arrêt de défaut rendu au profit de M. Grenle. Voici ces deux arrêts :

1er Arrêt.

La Cour,

Considérant que, par exploit de l'huissier Doré, en date du 17 octobre 1906, M. le procureur général près la Cour d'appel de Paris a signifié à Marc-Antoine Lapierre un arrêt de défaut rendu par cette Cour le 7 septembre 1906, qui confirme un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine le condamnant à la peine de quinze mois d'emprisonnement et de deux mille francs d'amende, pour un délit de tentative d'extorsion de fonds commis au préjudice du sieur Boulaine ;

Considérant que Lapierre était à ce moment détenu à Paris dans la maison d'arrêt de la Santé par suite d'une extradition accordée par l'Angleterre, postérieurement à ce délit, mais pour un autre fait ;

Considérant que l'exploit constate que l'huissier a fait la signification et remis la copie à Marc-Antoine Lapierre, en personne, amené dans un couloir de la maison d'arrêt ;

Considérant que ce dernier allègue que, contrairement aux énonciations de cet acte, l'huissier s'est introduit dans sa cellule et qu'il a déposé la copie en sa présence sur son lit, malgré son refus de recevoir cette pièce ;

Considérant qu'il soutient que cette signification porte illégalement atteinte aux effets limitatifs de son extradition ; qu'il demande, en conséquence, à la Cour de l'annuler, et que tel est le seul objet de son assignation à M. le procureur général et des conclusions qu'il a prises à l'audience ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de l'autoriser à prouver par témoins le fait qu'il allègue ; qu'en effet, un exploit d'huisier est un acte authentique dont les énonciations ne peuvent être combattues qu'au moyen d'une inscription de faux ;

Considérant, au surplus, qu'alors même que l'allégation de Lapierre serait exacte, l'exploit n'en serait pas moins valable ;

Considérant, d'une part, qu'une signification faite à la personne même qu'elle concerne peut avoir lieu partout où cette personne est trouvée ; et qu'il importe peu, à ce point de vue, que l'huissier ait pénétré dans une dépendance de la maison d'arrêt dont l'accès est ordinairement interdit par les règlements de l'Administration pénitentiaire ;

Considérant, d'autre part, que la partie à laquelle un exploit est signifié à personne n'a pas le droit de le refuser ; et que si l'art. 68 C. proc. civ. admet un semblable refus, c'est seulement de la part du voisin auquel l'huissier présente la copie en l'absence de la partie et qui ne saurait être tenu d'accepter le mandat de faire parvenir cette pièce à son adresse ;

Considérant que la signification à la personne même n'est pas autre chose que la constatation d'un fait, c'est-à-dire d'un avis donné à l'intéressé par l'huissier, et que cet acte ne présente aucune analogie avec une convention dont la formation serait subordonnée au consentement de cette personne ;

Considérant que si l'on décidait le contraire, il n'existerait pas de moyen légal de signifier un acte à une personne qui refuserait de le recevoir et qui se trouverait détenue en France sans avoir aucun domicile, soit en France, soit à l'étranger ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 68 C. proc. civ., qui est applicable en matière pénale comme en matière civile, les exploits doivent être notifiés à personne ou à domicile ; et que si l'art. 69 du même code autorise la remise de la copie au Parquet du procureur de la République, c'est seulement pour les personnes qui sont établies à l'étranger et qui n'ont en France ni domicile ni lieu de résidence connu ;

Considérant qu'on ne saurait assimiler à ce dernier cas celui d'une personne qui est notoirement détenue en France dans une maison d'arrêt en vertu d'un mandat de justice ;

Considérant que l'exploit dont il s'agit ne viole en rien l'acte par lequel Marc-Antoine Lapierre a été extradé par l'Angleterre au gouvernement français ;

Considérant, il est vrai, que les effets de l'extradition se restreignent au fait pour lequel elle est accordée ; et qu'elle ne permet pas de détenir ou de juger contradictoirement l'extradé sans son consentement pour d'autres délits commis à une époque antérieure ;

Mais considérant qu'elle ne rend pas relativement à ces autres délits sa situation juridique meilleure ; qu'ils peuvent donc continuer à justifier contre lui l'exercice de l'action publique et de l'action civile et donner ainsi lieu à des procédures susceptibles d'aboutir à des jugements de défaut ;

Considérant que ces jugements, même devenus définitifs, ne peuvent pas être exécutés par voie de contrainte sur sa personne, tant qu'il est retenu en France en vertu de l'acte extraditionnel ; mais que ces décisions ne restent pas dépourvues de toute efficacité ; qu'elles permettent de saisir, pour assurer le paiement des condamnations pécuniaires qu'elles prononcent, les biens laissés en France par l'extradé ; et qu'elles obligent ce dernier à quitter la France pour se soustraire à leur exécution sur sa personne après avoir vu l'extradition épuiser ses effets, c'est-à-dire après avoir été renvoyé des poursuites ou libéré à l'expiration de sa peine pour le fait qui avait motivé cette mesure ;

Considérant que pendant qu'il est détenu en France tous les actes de procédure peuvent et doivent être notifiés à sa personne dans le lieu où il subit sa détention ; et qu'il est même impossible de les lui signifier autrement lorsqu'il n'a conservé sur le territoire français aucun domicile légal ;

Considérant qu'il ne saurait être regardé comme étant encore à l'étranger alors qu'en fait il se trouve en France, et que la loi n'établit nulle part une pareille

fiction qui serait aussi contraire à la réalité des choses qu'aux véritables intérêts de l'extradé ;

Considérant qu'il importe à ce dernier de recevoir par la voie la plus rapide et la plus sûre des actes qui peuvent faire courir contre lui des délais entraînant déchéance ;

Considérant que, conformément à ces principes, il est admis aujourd'hui que les citations pour comparaître en police correctionnelle doivent être données à sa personne ;

Considérant que la même forme doit pour les mêmes motifs être suivie dans cette matière, en ce qui concerne la signification des jugements et des arrêts de défaut ;

Considérant que cette signification ne présente pas plus que la citation les caractères d'une contrainte exercée sur la personne ; de même que la citation a pour but de prévenir l'inculpé du jour où il sera jugé et de lui fournir le moyen de préparer sa défense, l'objet de la signification est de lui faire connaître la décision intervenue et de lui permettre d'exercer contre elle les recours autorisés par la loi ; et qu'enfin si la citation ne lui enlève pas le droit de faire défaut, la signification lui laisse la faculté de former opposition ou de s'en abstenir ;

Considérant, sans doute, que le jugement devient définitif s'il n'est pas frappé d'opposition dans les délais légaux, mais que cet effet n'est pas spécialement attaché à la signification faite sur le sol français à la personne même du condamné ;

Considérant qu'il résulte des art. 187 et 201 C. inst. crim. que le délai d'opposition est de cinq jours outre un jour par cinq myriamètres de distance, et qu'il court à partir de la signification du jugement ou de l'arrêt au prévenu ou à son domicile ;

Considérant que ce délai ne comporte aucune prorogation pour les condamnations prononcées au profit de la partie civile ;

Considérant qu'une partie ajoutée à l'art. 187 C. inst. crim. par la loi du 27 juin 1886 décide que relativement aux condamnations pénales seulement l'opposition est recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine, lorsque la signification n'a pas été faite à personne et qu'il ne résulte pas d'actes d'exécution du jugement ou de l'arrêt que le prévenu en a eu connaissance ;

Mais considérant que ce délai exceptionnel cesserait de courir même dans le cas où le prévenu se trouvant à l'étranger, la copie de l'arrêt signifié conformément à l'art. 69 C. proc. civ. serait remise à sa personne par la voie diplomatique ;

Considérant que cette disposition, inspirée par une pensée d'humanité, a eu pour unique but d'empêcher l'exécution d'une peine contre un condamné qui, n'ayant pas eu connaissance des poursuites dirigées contre lui, n'a pas eu le moyen de présenter sa défense ;

Considérant que, dans quelque lieu qu'il se trouve, un prévenu n'a pas le droit de paraître ignorer un arrêt dont il a personnellement reçu notification, et qu'une garantie introduite dans la loi pour éviter une injustice ne saurait être ainsi détournée de son but pour devenir un moyen d'obstruction destiné à tenir en échec les droits des tiers et les décisions des Tribunaux ;

Par ces motifs,

Dit que la signification dont il s'agit a été régulière, mais que l'arrêt signifié ne pourra pas être exécuté contre Lapierre par voie de contrainte sur sa personne, tant qu'il sera détenu en France, en vertu de l'acte par lequel l'Angleterre l'a extradé le 10 août 1906 ;

Déclare, en conséquence, Marc-Antoine Lapierre, mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions, etc.

2e Arrêt.

Après avoir reproduit les considérants de l'arrêt précèdent la Cour a ajouté, avant le dispositif, les considérants suivants :

La Cour,

. . . . . .

Considérant enfin que, par suite de l'amnistie, l'arrêt dont il s'agit ne prononce contre Lapierre aucune peine et qu'il le condamne seulement à des dommages-intérêts envers la partie civile ;

Considérant que cet arrêt serait donc devenu définitif cinq jours après une signification faite au domicile du prévenu et à son insu ;

Considérant que, dans ces conditions, Marc-Antoine Lapierre est particulièrement mal fondé à se plaindre de ce que l'on a employé envers lui le mode de signification qui pouvait le mieux lui éviter toute surprise et sauvegarder pleinement son droit d'opposition ;

Par ces motifs...,

Même dispositif que ci-dessus.

M. **Peyssonnié** av. gén. — Me Charles **Philippe** av.

NOTE. — I. — Sur le premier point : Si, en principe, les règles tracées par le Code de procédure civile pour la validité des assignations ne sont pas applicables dans les procédures réglées par le Code d'instruction criminelle. *Sic :* Cass. 25 novembre 1875 (S. 76.1.385) ; cependant il est admis qu'il y a lieu d'emprunter au Code de procédure civile les dispositions relatives aux formalités exigées en ce que concerne la remise des exploits. C'est ainsi que les citations en matières criminelle et correctionnelle doivent être signifiées à personne ou domicile : Cass. 22 décembre 1855 (Bull. crim. n° 410) ; 9 février 1883 (S. 84.1.172). *Adde :* Carnot, Instruct. crim., t. V, p. 67 ; Faustin-Hélie, Instr. crim., t. VI, p. 547, n° 2829. D'autre part, si le prévenu n'a aucun domicile connu ou s'il habite hors de France, on doit suivre les formalités édictées par l'art. 69 §§ 8 et 9, C. proc. civ. : Cass. 21 mai 1835 (S. 35.1.782) ; 12 février 1846 (Bull. crim., n° 63) ; 23 janvier 1851 (Bull. crim., n° 30) ; 6 janvier 1853 (Bull. crim., n° 2) ; Faustin-Hélie, *op. cit.*, t. 6, p. 550, n° 2830.

La partie à qui un exploit est signifié n'a pas le droit de refuser la copie, lorsque l'huissier le lui signifie parlant à elle-même. Mais si la partie ne voulait pas accepter la copie, l'huissier qui l'a rencontré à son domicile peut laisser sa copie malgré le refus du signifié ou constater le refus qui lui est fait et signifier la copie au maire qui vise l'original ; si l'huissier a rencontré la partie hors de son domicile, il doit, au contraire, dans le cas où il éprouverait de sa part un refus de recevoir la copie, signifier l'exploit à domicile. Trib. civ. Seine 2 août 1854, motifs (Journ. des huiss., t. 35, p. 286). *Sic:* Deffaux, Harel et Dutruc, Encyclopédie des Huiss., 4e édit., v° Exploit, n° 351 et suiv. Mais en l'espèce il ne pouvait être question de signifier à domicile au refus du prévenu d'accepter l'exploit puisqu'il n'avait en France aucun domicile légal. Dès lors, l'huissier avait le choix, ou bien de considérer, malgré le refus, la remise de l'exploit comme régulièrement faite, en la constatant sur l'original, ou bien de procéder comme dans le cas où la partie ne se trouve pas à son domicile. Mais Marc Lapierre n'ayant pas de domicile il devait néces-

sairement s'arrêter à la première alternative. C'est ce qu'il a fait et cette façon de procéder a, avec raison, été tenue pour régulière par la Cour. V. en ce sens : Aix 1er avril 1898 (Journ. des Huiss., t. 79, p. 216).

II. — Sur le second point : En ce qui concerne la signification à l'extradé de décisions par défaut rendues contre lui soit en matière criminelle soit en matière correctionnelle pour des faits non compris dans l'acte extraditionnel, comp. : Paris 9 mai 1882 (S. 83.2.16) et sur pourvoi : Cass. 9 février 1883 (S. 84.1.172).

III. — Sur le troisième point : La décision rapportée est fondée sur l'art. 187 C. instr. crim. relatif au délai imparti pour interjeter appel des condamnations par défaut en matière correctionnelle.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (2e Ch.)

3 Juillet 1906.

Présidence de M. Sureau.

NANTISSEMENT. — CONSTITUTION.— TITRES AU PORTEUR. — MISE EN POSSESSION DU CRÉANCIER-GAGISTE. — ART. 2076 C. CIV. — DÉPOT ENTRE LES MAINS D'UN TIERS. — CERTIFICAT DE DÉPOT. — REMISE AUX MAINS DU CRÉANCIER. — VALIDITÉ DU NANTISSEMENT.

Au cas de nantissemnet établi sur des titres (en l'espèce des actions du Crédit Foncier), la remise aux mains du créancier du certificat constatant le dépôt de ces titres dans la caisse d'une société constitue une mise en possession du gage suffisante pour satisfaire au vœu de la loi.

Alors du moins que ce certificat contient le détail de la spécification des titres ainsi que les numéros des valeurs déposées.

Par suite, dans ces conditions, le certificat ainsi mis et demeuré en la possession du créancier gagiste confère à celui-ci le privilège de l'art. 2076 C. civ., aucune disposition légale ne prohibant ce mode de procéder à la constitution du gage.

Leroux c. Boucard

Un sieur Bridoux, employé au Crédit Foncier, avait emprunté d'un sieur Boucard, une somme de 2.400 fr. A la garantie de sa dette, il avait consenti à celui-ci délégation et transport, tant sur ses appointements que sur le prix de vente d'un certain nombre d'actions du Crédit Foncier, déposées dans les caisses de cet établissement et formant son cautionnement. De plus, il avait donné les mêmes actions en gage à un autre de ses créanciers, M. Leroux, et pour effectuer la mise en possession prescrite par l'art. 2076 C. civ., il avait remis à celui-ci les certificats de dépôt délivrés par le Crédit Foncier, lesquels contenaient, avec le détail de la spécification des titres, les numéros des valeurs déposées. Le sieur Bridoux étant tombé en déconfiture, une contribution fut ouverte. M. Leroux, le créancier gagiste, se fondant sur l'art. 2102 2° C. civ. contesta le règlement provisoire en soutenant que, sur le prix des actions formant le cautionnement de Bridoux, il devait être admis antérieurement au sieur Boucard, créancier bénéficiaire de la délégation-transport et par privilège. A l'audience du 3 juillet 1906, la 2e Chambre du Tribunal civil de la Seine lui donna gain de cause par le jugement suivant :

Le Tribunal,

Attendu qu'une distribution par voie de contribution a été ouverte sous le n° 59895, au greffe de ce Tribunal, sur la somme de 3.493 fr. 11 cent. représentant les retenues faites sur les appointements de Bridoux et le produit de la vente des valeurs appartenant à ce dernier ;

Attendu que le règlement provisoire a été dressé le 28 octobre 1904 ;

Contredit de Leroux :

Attendu que Leroux conteste ce règlement et prétend qu'il doit être colloqué antérieurement à Boucard par privilège, en vertu de l'art. 2102 C. civ. sur la somme de 1994 fr. 28 montant du prix de vente de trois actions du Crédit Foncier de France, qui lui ont été données en nantissement par M. Bridoux ;

Attendu qu'il appert des art. 2075 et 2076 C. civ, que le privilège résultant de la constitution d'un gage ne s'établit sur des créances mobilières que par acte public ou sous-seings privés, enregistré et signifié au débiteur, de la créance donnée en gage et que le privilège ne subsiste qu'autant que le gage a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers commun entre les parties.

Attendu que la remise, entre les mains du créancier, d'un certificat de dépôt de titre, dans la caisse d'une Société, constitue une mise en possession suffisante d'un gage, pour satisfaire au vœu de la loi, alors surtout que le certificat contient le détail de la spécification de ces titres ainsi que les numéros de ces valeurs ; que, dans ce cas, le certificat mis et resté en la possession du créancier gagiste confère à celui-ci le privilège de l'art. 2076 C. civ. ; qu'aucune disposition légale ne prohibe cette constitution du gage ; que même il a été à bon droit décidé que des reconnaissances du Mont-de-Piété remises en garantie de sommes prêtées peuvent être valablement données en nantissement ; que par une analogie évidente, la même solution doit être adoptée par la remise en gage d'un certificat de dépôt de titres ;

Attendu, en fait, que Leroux justifie être créancier de Bridoux, d'une somme de 2.284 fr. 50, montant d'une reconnaissance de dette en date du 14 octobre 1899, enregistrée à Paris le 12 mai 1902 ; que Bridoux lui a remis à titre de nantissement les certificats de dépôt de deux actions du Crédit Foncier, portant les numéros 79477 et 128024 ; qu'il a promis de remettre le certificat d'une troisième action, non encore libérée ; qu'il n'est pas contesté que les trois actions détenues par le Crédit Foncier constituaient le cautionnement de Bridoux, employé à cette même administration ;

Attendu que, d'après les principes ci-dessus exposés, Leroux est en droit de se prévaloir de la remise à lui faite par Bridoux des certificats de dépôt de deux des actions dans la caisse du Crédit Foncier de France pour invoquer le privilège que lui confèrent les art. 2073 et suivants C. civ. ; qu'il ne saurait être de même pour la troisième action dont le montant n'avait pas été libéré de la reconnaissance du 14 octobre 1899, et au sujet de laquelle aucune remise de certificat de dépôt n'a été effectuée par Bridoux entre les mains de Leroux son créancier ;

Attendu que, d'après les éléments de la cause et les documents soumis au Tribunal, la ventilation dans le prix de vente des actions, réalisé par Béchu nommé sé-

questre, s'applique jusqu'à concurrence de 1.329 fr. 52 aux deux actions dont les certificats ont été remis en gage à Leroux ;

Attendu qu'en conséquence, c'est seulement sur cette dernière somme que Leroux est fondé à demander la collocation par privilège à titre de gage régulièrement constitué ;

Attendu qu'il y a lieu de rectifier sur ce point le règlement provisoire ;

Par ces motifs,

Dit que Leroux sera colloqué au règlement par privilège, à tous autres, et notamment à Boucard, sur la somme de 1.329 fr. 52, montant du prix ventilé de la vente des deux actions du Crédit Foncier de France, ayant appartenu à Bridoux ;

Réforme sur ce point le règlement provisoire ;

Dit que Leroux sera autorisé à employer ses dépens en frais accessoires de sa créance.

M. **Wattine** subst. proc. Rép. — Me **Baudelot** av.

NOTE. — « Le privilège ne subsiste sur le gage, dit l'art. 2076 C. civ., qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties. » On considère, en général, que cette mise en possession constitue, au profit des tiers, une sorte de publicité. Ou ils en sont instruits, et alors ils ne compteront plus sur la valeur de la chose donnée en gage, ou ils l'ignorent, et, en ce cas, ils ne doivent pas compter, à tout événement, sur une chose que leur débiteur ne possède pas effectivement, pour la garantie des engagements de ce dernier. *Sic :* Pand. franç., Alphab., vo Gage, no 257 ; Troplong, t. XIX, no 298; Guillouard, no 87 ; Laurent, t. XXVIII, no 469 ; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, t. I, no 68. De plus, la possession du créancier exigée par l'art. 2076, doit, suivant les mêmes auteurs, être réelle dans le sens de l'art. 1141 C. civ., et la jurisprudence déclare qu'il est de l'essence du contrat de nantissement que la mise en possession du créancier soit un fait apparent, d'une notoriété suffisante, pour avertir les tiers que le débiteur est dessaisi et que l'objet engagé ne fait plus partie de son actif : Cass. 29 décembre 1875 (S. 76.1.109 — D. 76.1.219) ; 11 mars 1879 (S. 80.1.63 — D. 79.1.401) ; 11 février 1885 (S. 86.1.117); 19 février 1894 (S. 94.1.273 — D. 94.1.430) ; 3 août 1896 (S. 97.1.85 — D. 97.1.209). *Adde :* Pont, t. II, nos 1126 et suiv. ; Boistel, no 493 ; Aubry et Rau, t. IV, § 432, p. 706, texte et notes 25 et 26 ; Ruben de Couder, vo Gage, no 60.

Quand la mise en possession du créancier présentera-t-elle le caractère exigé ? C'est une question de fait à apprécier d'après les circonstances et qui rentre dans les pouvoirs souverains des juges du fond : Cass. 29 décembre 1875, précité ; 28 avril 1884 (S. 86.1.116 — D. 85.1.59) ; 25 novembre 1891 (S. 93.1.465 — D. 92.1.505). En l'espèce il s'agissait de savoir si cette mise en possession résultait suffisamment de la remise au créancier de certificats de dépôt relatifs à des constitutions en gage. A la question ainsi posée le Tribunal a répondu affirmativement en invoquant par argument d'analogie ce qui est admis en matière de nantissement sur reconnaissances du Mont-de-Piété, nantissements qui sont d'une pratique journalière et d'une validité jusqu'ici incontestée. Nous estimons que la solution adoptée au texte est juridique. En effet, la mise en possession, dans les conditions où elle avait eu lieu, présentait bien les caractères constitutifs d'une mise en possesion réelle, au sens de l'art. 1141 C. civ. tel que l'interprètent la jurisprudence et les auteurs. V. dans le même sens : Paris 21 juin 1893 (D. 93.2.470) ; 18 avril 1889 (D. 90.2.342). On ne saurait invoquer en sens contraire un arrêt de la Cour de cassation, 24 juin 1891 (S. 91.1.333) cassant un arrêt de la Cour d'Aix du 13 novembre 1889 (S. 90.2.17) lequel avait décidé que « le récépissé d'un titre au porteur... tenant lieu du titre lui-même, participe de la même nature, et est, par suite, susceptible des mêmes modes de transmission ». D'où il avait conclu que la remise du récépissé en couverture d'opérations de bourse constituait un gage régulier. Il résulte, en effet, des termes mêmes de l'arrêt de la Cour suprême que si, en l'espèce, elle a refusé d'admettre la thèse de la Cour d'Aix, c'est parce que le récépissé envisagé ne contenait aucune spécification des titres déposés, ceux-ci étant au porteur et aucun numéro ne figurant sur les certificats de dépôt. Au contraire, dans l'affaire qui a donné lieu au jugement rapporté, il en était tout autrement et le Tribunal a pris bien soin de relever cette circonstance que le certificat contenait le détail de la spécification des titres et les numéros des valeurs.

357-358-359-360

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

8 Décembre 1906.

Présidence de M. Bard.

MÉDECINE-CHIRURGIE-PHARMACIE. — REMÈDES SECRETS. — ORDONNANCE DE MÉDECIN. — UROTROPINE. — HÉROINE.

Les pharmaciens ne peuvent vendre aucun remède secret. (art. 32 loi du 21 Germinal an XI.)

On doit comprendre sous cette dénomination toutes les préparations pharmaceutiques qui ne sont ni conformes aux formulaires ou codex légalement rédigés et publiés, — ni achetées et rendues publiques par le Gouvernement conformément au décret du 18 avril 1810, — ni publiées dans le Bulletin de l'Académie de médecine en conformité du décret du 3 mai 1850.

L'interdiction de vendre des remèdes secrets s'applique également au cas où cette vente se ferait sur ordonnance de médecin, lorsque cette ordonnance ne contient aucune formule, et renferme seulement la prescription d'un médicament non formulé au codex, ou non publié par le Gouvernement ou par le Bulletin de l'Académie de médecine, ladite ordonnance ne pouvant, dans ce cas, donner à ce remède le caractère de remède magistral, puisqu'il n'a pas été préparé suivant une formule par le médecin.

Ces principes, édictés dans l'intérêt des malades, doivent recevoir leur application, quelle que soit la nature du remède ordonné par le médecin et sauf une dérogation spéciale résultant de la loi.

Spécialement, il y a infraction à la loi du 21 Germinal an XI art. 32, de la part d'un pharmacien qui, sur ordonnance d'un médecin, délivre de l'urotropine ou de l'héroïne, produits non inscrits dans le codex ni dans le Bulletin de l'Académie de médecine, encore bien que ces produits ne comportent le libellé d'aucune formule médicale.

Min. pub. c. G.

Le procureur général près la Cour d'appel de Rouen s'est pourvu en cassation d'un arrêt de cette Cour du 10 mars 1906, qui avait relaxé M. G., pharmacien, poursuivi pour homicide involontaire par infraction à la loi du 21 Germinal an XI art. 32, qui interdit la vente de remèdes secrets.

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation de l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI qui interdit aux pharmaciens de vendre aucun remède secret et de l'art. 319 C. pén. :

Vu lesdits articles ;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement dont les motifs sont adoptés par l'arrêt attaqué et dudit arrêt que Gosset, pharmacien à Pont-Audemer, ayant été chargé d'exécuter l'ordonnance d'un médecin prescrivant pour le sieur Mervent l'emploi de dix paquets d'urotropine, à la dose d'un gramme 50 centigrammes chaque, et n'ayant pas ce produit dans son officine, s'est adressé à Paris, à la « Pharmacie Centrale de France », dont Buchet est le directeur, qui lui a expédié un flacon portant une étiquette exactement conforme à sa commande et qui paraissait contenir de l'urotropine ; que Gosset s'est borné à débiter à son client les paquets renfermant à la dose indiquée par l'ordonnance le produit envoyé par la Pharmacie centrale, et que Mervent est décédé à la suite de l'absorption du premier paquet qui, au lieu de l'urotropine prescrite, contenait un toxique violent connu sous le nom d'héroïne, qui ne se distingue de l'urotropine par aucun signe apparent d'identité;

Attendu qu'aux termes de l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI, les pharmaciens ne peuvent vendre aucun remède secret ; que, d'une part, on doit comprendre sous cette dénomination toutes les préparations pharmaceutiques qui ne sont ni conformes aux formulaires ou codex légalement rédigés et publiés, ni achetées et rendues publiques par le Gouvernement conformément au décret du 13 août 1810, ni publiés dans le Bulletin de l'Académie de médecine en conformité du décret du 3 mai 1850 ; que, d'autre part, l'interdiction de vendre des remèdes secrets s'applique également au cas où cette vente se ferait par ordonnance de médecin, lorsque cette ordonnance ne contient elle-même aucune formule, et renferme seulement la prescription d'un médicament non formulé au codex, ou non publié par le Gouvernement ou par le Bulletin de l'Académie de médecine, ladite ordonnance ne pouvant, dans ce cas, donner à ce remède le caractère de remède magistral, puisqu'il n'a pas été préparé suivant une formule prescrite par le médecin.

Attendu que ces principes édictés dans l'intérêt des malades doivent recevoir leur application quelle que soit la nature du remède ordonné par le médecin, et sauf une dérogation spéciale résultant de la loi ; que, s'il est énoncé que l'urotropine est, ainsi que l'héroïne, un produit chimique, employé comme remède, ne comportant le libellé d'aucune formule chimique, employé comme remède, ne comportant le libellé d'aucune formule médicale et ne pouvant, même sur ordonnance, être utilement préparé dans l'officine d'un pharmacien, il est constant que ce produit n'est inscrit ni dans le codex, ni dans le Bulletin de l'Académie de médecine ;

D'où il suit que la délivrance faite par le pharmacien Gosset, dans les circonstances précitées, a constitué la vente d'un remède secret ;

Attendu, dès lors, qu'en prononçant le relaxe de Gosset l'arrêt attaqué a violé les dispositions de loi visées au moyen ;

Par ces motifs,

Casse...

MM. **Roulier** rapp. ; **Lombard** av. gén.

NOTE. — L'arrêt frappé du pourvoi avait prononcé le relaxe en se basant sur ce que la délivrance du remède secret n'avait été faite par le pharmacien que sur le vu d'une ordonnance de médecin, et avait décidé que la prohibition édictée par la loi du 21 germinal an XI ne s'appliquait pas à la préparation et à la vente des remèdes magistraux, c'est-à-dire à ceux que les pharmaciens délivrent sur ordonnance.

Il semble bien, ainsi que le proclame l'arrêt recueilli, qu'une pareille définition de l'expression « remède magistral » est trop étendue. Pour qu'un remède soit considéré comme magistral, il faut qu'il ait été composé par le pharmacien lui-même ; conformément aux indications du médecin. Si celui-ci s'est borné à indiquer le nom du remède, cette mention ne permet pas au pharmacien de composer le médicament, ce n'est pas un remède magistral. V. en ce sens : Dalloz, Rép. v° Médecine, n° 219 et Supp. au Rép. *eod verb.*, n° 149.

Il est d'ailleurs de jurisprudence constante qu'il n'existe dans l'état actuel de notre législation que trois modes officiels de publication des remèdes que les pharmaciens peuvent vendre et délivrer sans infraction à la prohibition de l'art. 32 de la loi du 21 germinal an XI : 1° l'inscription au Codex, en conformité de cette loi 2° la publication par le gouvernement acquéreur du secret, en conformité du décret du 18 août 1810, 3° la publication dans le Bulletin de l'Académie de Médecine, en conformité du décret du 3 mai 1850. En dehors de ces trois modes de publication, les remèdes rentrent dans la catégorie des remèdes secrets dont la vente est interdite. V. Dalloz, Supp. au Rép., v° 144 et suiv., 150 et suiv.

LOIS ET DÉCRETS

Promulgués depuis le 30 juin 1906.

Loi du 30 juin 1906

Portant abrogation des prescriptions de l'article 16 de la loi du 21 germinal an XI, relative à la prestation de serment des pharmaciens diplômés.

Article unique. — Sont et demeurent abrogées les prescriptions édictées par l'article 16 de la loi du 21 germinal an XI en ce qui concerne la prestation de serment des pharmaciens diplômés.

(V. *Journal officiel* 2 juillet 1906.)

Loi du 11 juillet 1906

Relative à la protection des conserves de sardines, de légumes et de prunes contre la fraude étrangère.

(V. *Journal officiel* 15 et 16 juillet 1906.)

Loi du 12 juillet 1906

Relative à l'amnistie.

Article premier. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement au 10 juillet 1906.

1° A toutes les infractions, quelle que soit leur qualification pénale et à tous les faits connexes, en matière de réunions, d'élections, de grèves, de manifestations à l'occasion du 1er mai;

2° A tous les délits de presse ainsi qu'aux délits et contraventions et faits connexes prévus et punis par les lois du 29 juillet 1881, 11 juin 1887, 28 juillet 1894, 12 décembre 1893, 16 mars 1893 ;

3° A tous les délits et contraventions prévus par les lois des 1er juillet 1901, 4 décembre 1902, 7 juillet 1904 ou relatifs à l'application de ces lois, et faits connexes ;

4° A tous les délits et contraventions prévus par la loi du 9 décembre 1905 ou relatifs à l'application de cette loi, et faits connexes ;

5° A tous les délits prévus et punis par les articles 222, 223, 224 et 225 du Code pénal ;

6° Aux déserteurs et insoumis des armées de terre et de mer pour les faits de désertion et pour les faits accessoires ou connexes à la désertion, ces faits eussent-ils entraîné une condamnation spéciale par contumace, et aux déserteurs des bâtiments de commerce :

a) L'amnistie est entière et sans conditions de service :

1° Pour les insoumis et déserteurs âgés de plus de quarante-cinq ans ;

2° Pour les insoumis et les déserteurs que des infirmités rendent impropres à tout service actif ou auxiliaire dans les armées de terre et de mer ;

b) L'amnistie est conditionnelle pour les hommes âgés de moins de quarante-cinq ans, c'est-à-dire avec obligation de servir dans les conditions suivantes : les insoumis ayant moins de trente ans seront tenus d'accomplir le service auquel ils étaient assujettis; les insoumis qui ont accompli leur temps de service actif, mais n'ont pas répondu aux appels de la réserve, auront à passer ou à compléter dans un corps ou dans un dépôt le temps de service pour lequel ils auraient été appelés, conformément à la loi en vigueur ; les déserteurs ayant moins de trente ans auront à compléter le temps de service qu'ils avaient à faire au moment où ils ont manqué à l'appel. Néanmoins, les hommes désignés sous les trois paragraphes qui précèdent ne seront pas astreints à un service actif au delà de leur trentième année révolue.

Le bénéfice de cette disposition s'étendra aux hommes omis dans les tableaux de recensement; après trente ans, les uns et les autres resteront soumis aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge ; les insoumis et déserteurs âgés de moins de trente ans qui seraient mariés, avec ou sans enfants, ou qui seraient veufs avec un ou plusieurs enfants, ou divorcés avec garde d'enfants, ou ayant un ou plusieurs enfants reconnus, ne seront pareillement soumis qu'aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge ;

c) Les déserteurs et insoumis susceptibles de recevoir l'application de l'amnistie avec condition de servir prévue par le paragraphe *b*, devront, ainsi que les marins inscrits, déserteurs de commerce, se présenter devant les autorités qui seront désignées par les ministres de la Guerre et de la Marine, pour formuler leur déclaration de retour avant l'expiration des délais ci-après, qui compteront à partir de la promulgation de la présente loi, savoir :

Trois mois pour ceux qui sont dans l'intérieur de la France et en Corse ; six mois pour ceux qui sont en Europe et dans les pays du littoral de la Méditerranée et de la mer Noire ; un an pour ceux qui sont en Amérique, Afrique et Asie, hors des territoires énumérés ci-dessus ; dix-huit mois pour ceux qui sont dans les îles du Pacifique ou les régions polaires ;

d) A l'expiration des délais fixés au précédent paragraphe, les insoumis et déserteurs qui ne se seront pas présentés pour réclamer le bénéfice de l'amnistie avec condition de servir, ou ceux qui, après avoir pris une feuille de route, ne se rendraient pas à leur destination, seront de nouveau recherchés et poursuivis, s'il y a lieu ;

7° A toutes les contraventions de simple police, quel que soit le Tribunal qui ait statué ; à toutes les condamnations pour port d'armes prohibées, prononcées en vertu de l'article 314 du Code pénal ou de la loi du 24 mai 1834 ; à toutes les infractions prévues et réprimées par l'article 423 du Code pénal, antérieures à la loi du 1er août 1905 ; à celles prononcées en vertu des articles 1er et 7 de la loi du 25 juin 1841 ; à tous les délits et contraventions de pêche fluviale et maritime, de chasse, en matière forestière, de douane lorsque le minimum des pénalités encourues n'est pas supérieur à 100 francs ; de contributions indirectes, lorsque la condamnation prononcée ou la transaction intervenue n'auront pas dépassé 50 fr. (confiscations et décimes non compris), ou lorsque, pour les procès-verbaux n'ayant donné lieu ni à transaction ni à condamnation définitive, le minimum des pénalités encourues n'aura pas été supérieur à 600 francs.

Restent valables, quant aux travaux à exécuter et au délai d'exécution, les mises en demeure intervenues par application des articles 6 et 7 de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Art. 2. — Les frais visés par la présente loi ne peuvent servir de base à l'exclusion ou au refus d'inscription au barreau d'un citoyen remplissant les conditions légales de cette inscription.

Art. 3. — Dans aucun cas l'amnistie ne pourra être opposée aux droits des tiers, lesquels devront porter leur action devant la juridiction civile, si elle était du ressort de la Cour d'assises, ou si la juridiction criminelle n'avait pas déjà été saisie, sans qu'on puisse opposer au demandeur la fin de non-recevoir tirée de l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881.

Art. 4. — La présente loi est applica-

ble à l'Algérie et aux colonies et pays de protectorat.

(V. *Journal officiel* 14 juillet 1906.)

Décret du 12 juillet 1906

Relatif aux taxes applicables aux colis-postaux de Paris pour Paris enlevés en nombre au domicile des expéditeurs.

Article premier. — Les colis-postaux ordinaires de Paris pour Paris, expédiés en nombre, peuvent être enlevés directement au domicile des expéditeurs, sur la demande de ceux-ci, par les soins du concessionnaire du service.

Les expéditeurs sont en droit d'exiger l'enlèvement à domicile, lorsque les colis à expédier atteignent le nombre de cent.

Art. 2. — Les taxes applicables aux colis-postaux ordinaires de Paris pour Paris, enlevés au domicile des expéditeurs, sont fixées à :

15 centimes par colis de 1 kilogr.

20 centimes par colis de 1 à 5 kilogr.

Art. 3. — Seront applicables aux colis-postaux de Paris pour Paris, enlevés au domicile des expéditeurs, les dispositions des décrets des 1er septembre 1892 et 5 septembre 1897, qui ne sont pas contraires aux articles 1 et 2 précédents.

Art. 4. — Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1er août 1906.

(*V. Journal Officiel* 19 juillet 1906.)

Loi du 12 juillet 1906

Etablissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers.

Article premier. — Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel.

Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives.

Art. 2. — Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche.

Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout rait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement, ou bien :

a) *Un autre jour que le dimanche à* tout le personnel de l'établissement ;

b) Du dimanche midi au lundi midi ;

c) Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine ;

par roulement et par quinzaine ;

d) Par roulement à tout ou partie du personnel.

Des autorisations nécessaires devront être demandées et obtenues, conformément aux prescriptions des articles 8 et 9 de la présente loi.

Art. 3. — Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement, les établissements appartenant aux catégories suivantes :

1° Fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate ;

2° Hôtels, restaurants et débits de boissons ;

3° Débits de tabac et magasins de fleurs naturelles ;

4° Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux ;

5° Etablissements de bains ;

6° Entreprise de journaux, d'informations et de spectacles, musées et exposition ;

7° Entreprises de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion ;

8° Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice ;

9° Entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer, travaux de chargement et de décharge ment dans les ports, débarcadères et stations ;

10° Industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide ;

11° Industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication.

Un règlement d'administration publique énumérera la nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous les numéros 10 et 11, ainsi que les autres catégories d'établissements qui pourront bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement.

Un autre règlement d'administration publique déterminera également des dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu, telles que hauts fourneaux.

Art. 4. — En cas de travux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire pourra être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents. Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier devra jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé.

Art. 5. — Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges.

Dans les établisements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos pourra être donné le dimanche après-midi, avec un repos compensateur, par roulement et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de vingt et un ans et logés chez leurs patrons, et, par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés.

Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée, représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail.

Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par un arrêté municipal.

Art. 6. — Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront, au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire.

Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

Celles qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail, et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais pour ces deux dernières catégories d'industrie, l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois.

Art. 7. — Dans les établissements soumis au contrôle de l'Etat, ainsi que dans ceux où sont exécutés les travaux pour le compte de l'Etat et dans l'intérêt de la défense nationale, les ministres intéressés pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

Art. 8. — Lorsqu'un établissement quelconque voudra bénéficier de l'une des exceptions prévues au paragraphe 2 de l'article 2, il sera tenu d'adresser une demande au préfet du département.

Celui-ci devra demander d'urgence les avis du conseil municipal, de la Chambre de commerce de la région et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Ces avis devront être donnés dans le délai d'un mois.

Le préfet statuera ensuite par un arrêté motivé qu'il notifiera dans la huitaine.

L'autorisation accordée à un établissement devra être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle.

Art. 9. — L'arrêté préfectoral pourra être déféré au Conseil d'Etat, dans la quinzaine de sa notification aux intéressés.

Le Conseil d'Etat statuera dans le mois qui suivra la date du recours, qui sera suspensif.

Art. 10. — Les règlements d'administration publique organiseront le contrôle des jours de repos pour tous les établissements, que le repos hebdomadaire soit collectif ou qu'il soit organisé par roulement.

Ils détermineront également les conditions du préavis qui devra être adressé à l'inspecteur du travail par le chef de tout établissement qui bénéficiera des dérogations.

Art. 11. — Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, de constater les infractions à la présente loi.

Dans les établissements soumis au contrôle du ministre des travaux publics, l'exécution de la loi est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du ministre du commerce et de l'industrie. Les délégués mineurs signalent les infractions sur leur rapport.

Art. 12. — Les contraventions sont constatées dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Art. 13. — Les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le Tribunal de simple police et passibles d'une amende de cinq à quinze francs (5 à 15 fr.).

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes occupées dans des conditions contraires à la présente loi, sans toutefois que le maximum puisse dépasser cinq cents francs (500 fr.).

Art. 14. — Les chefs d'entreprises seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

Art. 15. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le Tribunal correctionnel et puni d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.).

Il y a récidive lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions, sans toutefois que le maximum puisse dépasser trois mille francs (3.000 fr.).

Art. 16. — Est puni d'une amende de cent à cinq cents francs (100 à 500 fr.) quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur.

En cas de récidive dans les délais spécifiés à l'article précédent, l'amende sera portée de cinq cents à mille francs (500 à 1.000 fr.).

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article et des articles 13, 14 et 15.

Art. 17. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux employés et ouvriers des entreprises de transport par eau, non plus qu'à ceux des chemins de fer, dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales.

Art. 18. — Sont abrogées les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 en ce qui touche le repos hebdomadaire.

Les dérogations prévues à l'article 4 et au premier paragraphe de l'article 5 de la présente loi ne sont pas applicables aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures.

Les dérogations prévues au paragraphe 3 de l'article 5 ne sont pas applicables aux personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892.

Un règlement d'administration publique établira la nomenclature des industries particulières qui devront être comprises dans les catégories générales énoncées à l'article 6 de la présente loi en ce qui concerne les femmes et les enfants.

(V. *Journal officiel* 14 juillet 1906.)

Loi du 16 juillet 1906

Modifiant l'article 2 de la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée active.

(V. *Journal officiel* 17 *juillet* 1906.)

Loi du 16 juillet 1906

Modifiant la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée.

(V. *Journal officiel* 17 *juillet* 1906.)

Loi du 18 juillet 1906

Relative à l'abaissement des pénalités en matière forestière, portant abrogation de l'article 146 du Code forestier et modification des articles 24, 28, 31, 45, 46, 54, 70, 73, 78, 144, 192 et 199 du même Code.

Article unique. — L'article 146 du Code forestier est abrogé.

Les articles 24, 28, 31, 45, 46, 54, 70, 73, 78, 144, 192 et 199 du même Code sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 24. — Faute par l'adjudicataire de fournir les cautions exigées par le cahier des charges dans le délai prescrit, il sera déclaré déchu de l'adjudication par un arrêté du préfet et il sera procédé dans les formes ci-dessus prescrites à une nouvelle adjudication de la coupe à sa folle enchère.

L'adjudicaire déchu sera tenu de la différence entre son prix et celui de la revente, sans pouvoir réclamer l'excédent s'il y en a.

Art. 28. — Tout procès-verbal d'adjudication emporte exécution parée contre les adjudicataires, leurs associés et cautions, tant pour le payement du prix principal de l'adjudication que pour accessoires et frais.

Les cautions sont en outre solidairement tenues du payement des dommages, restitutions et amendes qu'aurait encourus l'adjudicataire.

Art. 31. — Chaque adjudicataire pourra avoir un facteur ou garde-vente, qui sera agréé par l'agent forestier local et assermenté devant le juge de paix.

Ce garde-vente sera autorisé à dresser des procès-verbaux dans les limites de la coupe. Les procès-verbaux seront soumis aux mêmes formalités que ceux des gardes forestiers et feront foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 45. — Les adjudicataires, à dater du permis d'exploiter et jusqu'à ce qu'ils aient obtenu leur décharge, sont responsables de tout délit forestier commis dans leurs ventes si leurs facteurs ou gardes-ventes n'en font leurs rapports, lesquels doivent être remis à l'agent forestier dans le délai de cinq jours.

Art. 46. — Les adjudicataires et leurs cautions seront responsables du payement des amendes et restitutions encourues pour délits et contraventions dans la vente, par les facteurs, gardes-ventes, ouvriers, bûcherons, voituriers et tous autres employés par les adjudicataires.

Art. 54. — Les adjudicataires ne pourront introduire dans les forêts un plus grand nombre de porcs que celui qui sera déterminé par l'acte d'adjudication, sous peine du maximum de l'amende prononcée par l'article 199.

Art. 55. — Les adjudicataires seront tenus de faire marquer les porcs d'un fer chaud, sous peine d'une amende de cinquante centimes (0 fr. 50) par chaque porc qui ne serait point marqué.

Ils devront déposer l'empreinte de cette marque au greffe du Tribunal, et le fer servant à la marque, au bureau de l'agent forestier local, sous peine de cinquante francs (50 fr.) d'amende.

Art. 70. — Les usagers ne pourront jouir de leurs droits de pâturage et de pacage que pour les bestiaux à leur propre usage et non pour ceux dont ils font commerce, à peine du maximum de l'amende prononcée par l'article 199.

Art. 73. — Les porcs et bestiaux seront marqués d'une marque spéciale.

Cette marque devra être différente pour chaque commune ou section de commune usagère.

Il y aura lieu, par chaque tête de porc ou de bétail non marqué, à une amende de cinquante centimes (0 fr. 50).

Art. 78. — Il est défendu à tous usagers, nonobstant tous titres et possessions contraires, de conduire ou de faire conduire des chèvres, brebis ou moutons dans les forêts ou sur les terrains qui en dépendent, à peine, contre les propriétaires, du maximum de l'amende prononcée par l'article 199, et contre les pâtres et bergers, de quinze francs (15 fr.) d'amende. En cas de récidive, le pâtre sera condamné, outre l'amende, à un emprisonnement de cinq à quinze jours.

Ceux qui prétendraient avoir joui du pacage ci-dessus en vertu de titres valables ou d'une possession équivalente à titre, pourront, s'il y a lieu, réclamer une indemnité qui sera réglée de gré à gré, ou, en cas de contestation, par les Tribunaux.

Le pacage des moutons pourra néanmoins être autorisé, dans certaines localités, par décrets du Président de la République.

Art. 144. — Toute extraction ou enlèvement non autorisé de pierres, sable, minerai, terre ou gazon, tourbe, bruyères, genêts, herbages, feuilles vertes ou mortes, engrais existant sur le sol des forêts, donnera lieu à des amendes de deux à cinq francs (2 à 5 fr.) par bête attelée, d'un franc à deux francs cinquante centimes (1 fr. à 2 fr. 50) par bête de somme et d'un franc (1 fr.) par charge d'homme.

L'extraction ou l'enlèvement non autorisé de glands, faînes et autres fruits et semences des bois et forêts donnera lieu au maximum des amendes prévues au paragraphe précédent.

Art. 192. — La coupe où l'enlèvement d'arbres ayant 2 décimètres de tour et au-dessus donnera lieu à des amendes qui seront déterminées dans les proportions suivantes, d'après l'essence et la circonférence des arbres.

Les arbres sont divisés en deux classes.

La première comprend les chênes, ormes, fresnes, érables, châtaigniers et noyers.

La seconde se compose de toutes les espèces non comprises dans la première classe.

Si les arbres de la première classe ont 2 décimètres de tour, l'amende sera de cinquante centimes (0 fr. 50) par chacun de ces 2 décimètres, et s'accroîtra ensuite progressivement de cinq centimes (0 fr. 05) par chacun des autres décimètres.

Si les arbres de la seconde classe ont 2 décimètres de tour, l'amende sera de vingt-cinq centimes (0 fr. 25) par chacun de ces 2 décimètres, et s'accroîtra ensuite progressivement de vingt-cinq millimes (0 fr. 025) par chacun des autres décimètres.

Le tout conformément au tableau annexé à la présente loi.

La circonférence sera mesurée à 1 mètre du sol.

Art. 199. — Les propriétaires d'animaux trouvés de jour en délit dans les bois de dix ans et au-dessus seront condamnés à une amende de :

Vingt centimes à un franc (0 fr. 20 à 1 fr.) pour un cochon, une bête à laine ou un veau.

Quarante centimes à deux francs (0 fr. 40 à 2 fr.) pour un bœuf, une vache, une chèvre ou une bête de somme.

Si les bois ont moins de dix ans, l'amende sera de :

Quarante centimes à deux francs (0 fr. 40 à 2 fr.) pour un cochon, une bête à laine ou un veau.

Quatre-vingt centimes à quatre francs (0 fr. 80 à 4 fr.) pour un bœuf, une vache, une chèvre ou une bête de somme.

Le tout sans préjudice s'il y a lieu, des dommages-intérêts.

(V. *Journal officiel* 26 juillet 1906.)

Loi du 18 juillet 1906

Relative à la réglementation du pâturage dans les forêts soumises au régime forestier, portant abrogation de l'article 75 *du Code forestier et modification des articles* 69, 72 *et* 110 *du même Code.*

(V. *Journal officiel* 26 juillet 1906.)

Loi du 19 juillet 1906

Relative aux contributions directes et aux taxes assimilées de l'exercice 1907.

(V. *Journal officiel* 22 juillet 1906.)

Décret du 4 août 1906

Portant reconnaissance par l'Etat de l'Ecole de Notariat de Limoges.

L'Ecole de Notariat de Limoges est reconnue par l'Etat dans les conditions prévues par l'article 36 de la loi du 12 août 1902 et spécifiées par le décret du 1er mai 1905.

(V. *Journal Officiel* 9 août 1906.)

Décret du 31 août 1906

Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 *avril* 1906 *sur la marine marchande.*

(V. *Journal Officiel* 29 septembre 1906.)

Décret du 7 septembre 1906

Fixant les allocations dues aux greffiers des justices de paix pour l'exécution de la loi du 30 *avril* 1906 *sur les warrants agricoles.*

Article premier. — Il est alloué aux greffiers de justices de paix :

1° Pour toute mention sommaire sur le registre des avis et oppositions :

Warrants au-dessous de 1.000 fr., 15 centimes.

Warrants de 1.000 fr. et au-dessus, 25 centimes.

2° Pour toute communication par lettre et pli d'affaires recommandés (non compris les déboursés) :

Au-dessous de 1.000 fr., 35 centimes.

De 1.000 fr. et au-dessus, 50 centimes.

3° Pour l'établissement du warrant:

Au-dessous de 1.000 fr.,

De 1.000 fr. et au-dessus, 1 fr.

4° Pour la transcription du warrant :

Au-dessous de 1.000 fr., 0.05 %.

De 1.000 fr. et au-dessus, 0.10 %.

Minimum de perception, 30 centimes.

5° Pour la délivrance d'un état de transcription :

Au-dessous de 1.000 fr., 65 centimes.

De 1.000 fr. et au-dessus, 1 fr.

6° Pour la délivrance d'un état négatif, 35 centimes.

7° Pour toute mention de radiation avec délivrance du certificat de radiation :

Au-dessous de 1.000 fr., 65 centimes.

De 1.000 fr. et au-dessus, 1 fr.

8° Pour les transcriptions des avis d'escompte :

Au-dessous de 1.000 fr., 5 centimes.

De 1.000 fr. et au-dessus, 15 centimes.

Art. 2. — La délivrance simultanée de plusieurs warrants inférieurs à 1.000 fr., dont le total serait supérieur à cette somme, donne lieu à l'application du tarif des warrants de 1.000 francs.

Art. 3. — Le décret ci-dessus visé du 29 octobre 1898 est abrogé.

(V. *Journal Officiel* 13 septembre 1906)

Décret du 25 septembre 1906

Portant modification des articles 5 *et* 6 *du décret du* 27 *juin* 1901, *relatif du personnel des officiers publics et ministériels de l'Algérie.*

(V. *Journal officiel* 29 *septembre* 1906)

Loi du 9 novembre 1906

Concernant les oppositions et significations à faire sur les cautionnements de comptables.

Article premier. — L'article 1er de la loi du 6 ventôse an XIII est modifié de la manière suivante :

« Les articles 1, 2 et 4 de la loi du 25 nivôse dernier relative aux cautionnements fournis par les notaires, avoués et autres, s'appliqueront aux cautionnements des trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers des finances et de tous autres comptables publics ou préposés des administrations. »

Toutefois, les oppositions et significations sur les cautionnements des comptables publics ou préposés des administrations visés au paragraphe précédent devront être faites exclusivement entre les mains du conservateur des oppositions au ministère des Finances et ne pourront pas être reçues dans les greffes des Tribunaux dans le ressort desquels les titulaires exercent leurs fonctions.

Néanmoins et par exception à cette règle, les cautionnements constitués dans l'intérêt des tiers par les conservateurs d'hypothèques et par les receveurs des douanes chargés du service des hypothèques maritimes pourront être frappés d'oppositions dans les greffes des Tribunaux dans le ressort desquels ces fonctionnaires exercent.

Art. 2. — Les oppositions ou significations pouvant exister à la date de la promulgation de la présente loi entre les mains des greffiers sur les cautionnements des comptables publics ou préposés des administrations seront par eux transmises au conservateur des oppositions au ministère des finances qui en prendra charge et aura qualité pour en recevoir la mainlevée.

Art. 3. — La présente loi sera applicable en France, en Algérie et aux colonies.

(V. *Journal officiel* 11 novembre 1906.)

Décret du 16 novembre 1906

Réorganisant la profession d'avocat en Tunisie.

Article premier. — Les articles 3, 4, 5 et 6 du décret du 16 mai 1901, portant réglementation de la profession d'avocat en Tunisie, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 3. — Ne peuvent être nommés membres du conseil de discipline que les avocats de nationalité française inscrits depuis deux ans au grand tableau.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de statuer sur des affaires disciplinaires concernant les avocats tunisiens ou étrangers, des assesseurs, tunisiens ou étrangers suivant la nationalité de l'avocat poursuivi, peuvent, si celui-ci en fait la demande, être adjoints au conseil. Ces assesseurs sont tirés au sort parmi les avocats inscrits depuis deux ans au grand tableau. Leur nombre est égal à la moitié des membres du conseil appelés à statuer. Si le nombre des avocats tunisiens ou étrangers inscrits depuis deux ans est inférieur à cette moitié, tous sont appelés à compléter le conseil.

Art. 4. — Le bâtonnier est compris dans le nombre des membres du conseil déterminé d'après les dispositions visées à l'article 2. Il est choisi parmi les membres ou anciens membres du conseil de discipline âgés de trente ans révolus et inscrits depuis cinq ans au grand tableau. Si aucun des membres de l'ordre ne réunit les conditions ci-dessus exigées, le bâtonnier est choisi parmi les cinq avocats français les plus anciens.

L'élection du bâtonnier a lieu avant celle des autres membres du conseil de l'ordre.

Art. 5. — Le bâtonnier et les autres membres du conseil de l'ordre sont élus par tous les avocats, français, tunisiens et étrangers, inscrits au grand tableau.

Art. 6. — Les élections ont lieu,

chaque année, dans le courant du mois de juin.

Art. 2. — Les membres du barreau sont dispensés de présenter une procuration devant les justices de paix de la régence.

(V. *Journal officiel* 20 novembre 1906.)

Loi du 23 novembre 1906

Modifiant le deuxième paragraphe de l'article 17 de la loi organique du 30 novembre 1875.

Article unique. — Le deuxième paragraphe de l'article 17 de la loi organique du 30 novembre 1875 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'indemnité législative est fixée à quinze mille francs (15.000 fr.) à partir du 1er janvier 1907. Elle est réglée par le deuxième paragraphe de l'article 96 et par l'article 97 de la loi du 15 mars 1849, ainsi que par les dispositions de la loi du 16 février 1872.

(V. *Journal officiel* 24 novembre 1906.)

Décret du 26 novembre 1906

Modifiant le décret du 12 juillet 1899, concernant l'honorariat des suppléants de juges de paix.

(V. *Journal officiel* 28 novembre 1906.)

Décret du 26 novembre 1906

Modifiant le décret du 12 juillet 1899 concernant l'honorariat des greffiers des Cours et Tribunaux.

(V. *Journal officiel* 28 novembre 1906.)

Loi du 30 novembre 1906

Modifiant les articles 45 et 57 du Code civil.

Article unique. — L'article 45 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Toute personne pourra, sauf l'exception prévue à l'article 57, se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil des copies des actes inscrits sur les registres. Les copies délivrées conformes aux registres et légalisées par le président du Tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera feront foi jusqu'à inscription de faux. Elles porteront en toutes lettres la date de leur délivrance. »

L'article 57 du Code civil est complété ainsi qu'il suit :

« Nul, à l'exception du procureur de la République, de l'enfant, de ses ascendants et descendants en ligne directe, de son conjoint, de son tuteur ou de son représentant légal, s'il est mineur ou en état d'incapacité, ne pourra obtenir une copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien, si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée sans frais par le juge de paix du canton où l'acte a été reçu et sur la demande écrite de l'intéressé.

« Si cette personne ne sait ou ne peut signer, cette impossibilité est constatée par le maire ou le commissaire de police qui atteste, en même temps, que la demande est faite sur l'initiative de l'intéressé.

« En cas de refus, la demande sera portée devant le président du Tribunal civil de première instance, qui statuera par ordonnance de référé.

Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant des extraits indiquant, sans autres renseignements, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, les prénoms qui lui ont été donnés, les noms, prénoms et professions et domicile des père et mère tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions contenues en marge de cet acte et reproduisant la mention prévue au dernier alinéa de l'article 76 du Code civil. »

(V. *Journal officiel* 16 décembre 1906.)

Loi du 18 décembre 1906

Modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi du 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés.

Article unique. — Sont modifiés ainsi qu'il suit les articles 13, 14 et 15 de la loi du 27 juin 1904.

Art. 13. — Les attributions du tuteur et du conseil de famille sont celles que détermine le Code civil, réserve faite, toutefois, des fonctions conférées au trésorier-payeur général et au receveur de l'assistance publique de Paris, en ce qui concerne la gestion des deniers pupillaires.

Ces attributions comprennent, notamment, le droit de donner ou de refuser le consentement au mariage, à l'émancipation, à l'engagement militaire.

Il n'est pas institué de subrogé tuteur.

Dans les cas d'émancipation, le tuteur ou son délégué est seul tenu de comparaître devant le juge de paix.

L'acte d'émancipation est délivré sans frais.

Art. 14. — Les biens du tuteur ne sont pas soumis à l'hypothèque légale instituée par l'article 2121 C. civ.

La gestion des deniers pupillaires est garantie par le cautionnement du comptable.

En cas d'émancipation, le conseil de famille charge l'un de ses membres des fonctions de curateur.

Art. 15. — La gestion des deniers pupillaires est confiée au trésorier-payeur général. Elle est dévolue, dans le département de la Seine, au receveur de l'assistance publique de Paris.

Les sommes dues aux pupilles, à titre de rémunération du travail, se recouvrent sur des états dressés par l'inspecteur départemental et rendus exécutoires par le préfet. Les oppositions, lorsque la matière est de la compétence des Tribunaux ordinaires, sont jugées comme affaires sommaires. Les poursuites ont lieu comme en matière de contributions directes.

Les règles prévues au paragraphe précédent ne sont pas applicables aux autres créances des pupilles.

Les fonds sont placés soit à la caisse nationale d'épargne, soit aux caisses d'épargne ordinaires, soit en rentes sur l'État.

Le tuteur peut autoriser, au profit du pupille, le retrait de tout ou partie des fonds appartenant à ce dernier.

Le conseil de famille pourra décider, au moment de la sortie d'un pupille du service des enfants assistés, qu'une partie ne dépassant pas le cinquième du pécule lui appartenant sera versé à la caisse nationale des retraites, en vue de lui constituer une pension de retraite.

(V. *Journal officiel* 20 *décembre* 1906.)

Loi du 20 décembre 1906

Modifiant l'article premier de la loi du 13 juillet 1905, décidant que, lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes ; lorsqu'elles tomberont le mardi, aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes.

Article unique. — Le paragraphe 1er de l'article 1er de la loi du 13 juillet 1905 est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi ou un mardi, aucun payement d'aucune sorte sur effet, mandat, chèque, compte courant, dépôt de fonds ou de titres ou autrement ne peut être exigé ni aucun protêt dressé le lendemain des fêtes tombant un vendredi ou la veille des fêtes tombant un mardi. »

(V. *Journal officiel* 22 décembre 1906.)

Loi du 22 décembre 1906

Modifiant l'article 176 du Code de commerce.

Article unique. — Il est ajouté à l'article 176 du Code de commerce la disposition suivante :

« Ils sont tenus, en outre, à peine de dommages-intérêts, lorsque l'effet indiquera les noms et domicile du tireur de la lettre de change ou du premier endosseur du billet à ordre, de prévenir ceux-ci, dans les quarante-huit heures qui suivent l'enregistrement, par la poste et par lettre recommandée, des motifs du refus de payer. Cette lettre donnera lieu, au profit du notaire ou de l'huissier, à un honoraire de vingt-cinq centimes (0 fr. 25) en sus des frais d'affranchissement et de recommandation. »

(V. *Journal officiel* 24 décembre 1906.)

Alix JEAN, Imp. de la *Gazette du Palais*, 20, rue Geoffroy-l'Asnier. PARIS

LA

GAZETTE DU PALAIS

2e SEMESTRE 1906

TABLE ANALYTIQUE

ET

RÉPERTOIRE UNIVERSEL DE LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE

COMPRENANT

Outre la Table des Matières publiées par la GAZETTE DU PALAIS

Le sommaire de toutes les espèces contenues

Dans les divers Journaux et Revues judiciaires de Paris et des Départements

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS

Nous donnons ci-après les abréviations indicatives des sources de jurisprudence auxquelles il est référé dans la présente Table, qui contient, outre les espèces originales publiées par la *Gazette du Palais*, le sommaire de ***toutes les espèces sans exception*** publiées par les divers Journaux et Revues judiciaires de Paris et des départements.

Ann. Propr. indust.	Annales de la Propriété industrielle.
Bull. des Ch. de fer	Bulletin des Chemins de fer.
D	Dalloz.
Fr. jud	France judiciaire.
Gaz. Pal	Gazette du Palais.
Gaz. Trib	Gazette des Tribunaux.
Gaz. Midi	Gazette des Tribunaux du Midi.
Jour. des Assur.	Journal des Assurances.
Journ. Avoués	Journal des Avoués.
Journ. Dr. administ	Journal du Droit administratif.
Jour. Enregistr.	Journal de l'Enregistrement.
Journ. des Faillites	Journal des Faillites.
Journ. Min. pub	Journal du Ministère public.
Journ. Not.	Journal des Notaires.
Journ. Trib. com.	Journal des Tribunaux de commerce.
Journ. Soc	Journal des Sociétés.
Loi.	Journal la Loi.
Mém. des Percept	Mémorial des Percepteurs.
Mon. jud. Lyon	Moniteur judiciaire de Lyon.
Mon. Midi	Moniteur judiciaire du Midi.
Pand. franç	Pandectes françaises.
Rec. Proc. civ	Recueil de Procédure civile.
Rec. Aix	Recueil d'Aix.
Rec. Amiens	Recueil d'Amiens.
Rec. Angers	Recueil des arrêts de la Cour d'Angers.
Rec. des Assur.	Recueil des Assurances.
Rec. Bordeaux	Recueil de Bordeaux.
Rec. Dijon	Recueil de Dijon.
Rec. Grenoble	Recueil de Grenoble.
Rec. du Hâvre	Recueil du Hâvre.
Rec. Marseille	Recueil de Marseille.
Rec. Nancy.	Recueil de Nancy.
Rec. Nantes	Recueil de Nantes.
Rec. Nîmes	Recueil de Nîmes.
Rec. Riom	Recueil de Riom et Limoges.
Rec. Rouen	Recueil de Rouen et de Caen.
Répert. Enregistr	Répertoire périodique de l'Enregistrement de Garnier.
Rev. législ. des Mines . . .	Revue de la législation des Mines.
Rev. Alger.	Revue Algérienne.
Rev. Eaux et Forêts	Revue des Eaux et Forêts.
Rev. Soc	Revue des Sociétés.
Rev. Not. et Enreg.	Revue du Notariat et de l'Enregistrement.
S.	Sirey.
Cons. d'Et	Conseil d'Etat.
Cons. préf	Conseil de préfecture.
Trib. civ	Tribunal civil.
Trib. com	Tribunal de commerce.
Trib. confl	Tribunal des conflits.
Tribunal corr.	Tribunal correctionnel.
Trib. paix	Tribunal de paix.
Trib. simple pol	Tribunal de simple police.

Paris — Imprimerie de la « Gazette du Palais », 20, rue Geoffroy-l'Asnier. — 181-06.

LA

GAZETTE DU PALAIS

2e SEMESTRE 1906

TABLE ANALYTIQUE

ET

REPERTOIRE UNIVERSEL DE LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE

COMPRENANT

Outre la Table des matières publiées par la GAZETTE DU PALAIS

Le sommaire de toutes les espèces contenues

Dans les divers Journaux et Revues judiciaires de Paris et des Départements (1)

A

ABORDAGE.

V. aussi *Armateur*.

1. — A. NATURE ET CARACTÈRES DE L'ABUS RESPONSABILITÉ QUI PEUT EN RÉSULTER. — Lorsque deux navires, l'un à vapeur, l'autre à voiles, courent le risque de se rencontrer, c'est au navire à vapeur à manœuvrer de manière à éviter toute collision avec le navire à voiles en s'écartant de la route de ce dernier. Il en est surtout ainsi quand la distance entre les deux navires permet au vapeur de faire les évolutions nécessaires pour laisser la route libre au voilier. *Trib. com. Nantes* 25 *avril* 1906, *Rec. Nantes* 388.1.1906.

2. — Le bateau abordé a droit à une indemnité de chômage pendant la durée des réparations. *Ibid.*

3. — Mais quand le bateau abordé est un bateau-pilote, l'indemnité n'est pas calculée comme pour les navires effectuant des transports de marchandises d'après leur jauge, mais d'après le gain moyen journalier du pilotage. *Ibid.*

ABUS DE BLANC-SEING.

V. *Blanc-seing*.

ABUS DE CONFIANCE.

Index alphabétique

Abus des faiblesses d'un mineur 22.
Action publique 6.
Commencement de preuve par écrit 16.
Compensation 20.
Détournement 10.
Exception de compensation 21.
Existence du délit 49,
Femme mariée 17.
Intention frauduleuse 3.
Inventaire d'église 10.
Mineur 22.
Pouvoir du juge 5, 12.
Prêt à usage 1.
Preuve du délit 15.

1. — A. NATURE ET CARACTÈRES DE L'ABUS DE CONFIANCE. — Constitue un prêt à usage la remise de titres numérotés avec autorisation de les donner en garantie d'un emprunt et obligation de restituer les mêmes titres à une date déterminée. Il y a, par suite, abus de confiance dans le fait d'avoir disposé des titres en les vendant, au mépris de la convention. *Cass.* 9 *janvier* 1903, *S.* 430.1.1906.

2. — Il importe peu, d'ailleurs, qu'une stipulation d'intérêts ait eu lieu au profit du propriétaire des titres, cette clause n'ayant eu pour effet que de donner au contrat le caractère d'un louage, qui justifie également l'application de l'art. 408, C. pén. *Ibid.*

3. — La déclaration de culpabilité, faite dans les termes mêmes de l'art. 408, C. pén., implique suffisamment l'intention frauduleuse de l'agent. *Ibid.*

4. — La mise en demeure de l'emprunteur n'est pas nécessaire pour constituer le délit d'abus de confiance; le délit existe par le fait seul du détournement des valeurs remises à titre de prêt à usage. *Ibid.*

5. — Il appartient aux tribunaux saisis d'une plainte en abus de confiance d'apprécier la nature de la convention et si, sous l'apparence d'un contrat de dépôt ou de mandat, se dissimule un prêt à gros intérêts, de prononcer la relaxe du prévenu. *Paris* 19 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.78, *Mon. jud. Lyon* 29 *septembre* 1906, *Gaz. Trib.* 6 *juillet* 1906.

6. — En principe, le ministère public peut spontanément mettre l'action publique en mouvement, à raison de toutes les infractions commises à la loi pénale; lorsque la loi subordonne la poursuite à la condition d'une dénonciation ou d'une plainte préalable, elle l'indique. *Paris* 18 *juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.171, *Pand. franç.* 311.2.1906, *Jour. Soc.* 417.1906.

7. — Il en est spécialement ainsi en matière d'abus de confiance. *Ibid.*

8. — Et le prévenu ne saurait arguer de sa bonne foi et de l'absence d'intention frauduleuse lorsque, se prêtant à lui-même des fonds puisés dans la caisse sociale sans assortir ces avances de garanties sérieuses et suffisantes, il a eu soin, au lieu de porter le montant de ses prélèvements en son nom personnel, sur son compte particulier, de ne pas paraître en nom et de couvrir d'un voile ses opérations. *Ibid.*

9. — En matière d'abus de confiance,

(1) **La copie certifiée** des décisions dont les sommaires sont rapportés dans la présente Table peut être délivrée par l'administration du journal à ses abonnés : chaque demande de copie certifiée doit être accompagnée d'**un mandat-poste de 1 fr. 75.** Ces textes sont délivrés sans frais à ceux de nos abonnés *qui appartiennent à la magistrature*.

le préjudice possible suffit à constituer le délit. *Ibid.*

10. — Il y a détournement, et par suite abus de confiance, dans le fait par un curé et ses paroissiens de retirer de l'église des objets servant au culte, encore bien que les auteurs de cet acte n'auraient pas eu l'intention de se les approprier et les auraient représentés à la première mise en demeure. *Cass.* 26 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.34. *Pand. franç.* 1906.1.73.

11. — Le juge du fond, saisi à raison de ce fait d'une prévention de vol, a le devoir, en ce cas, de modifier la qualification du délit. *Cass. crim.* 26 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.34.

12. — Bien que l'abus de mandat et le détournement d'une valeur mobilière soient seuls visés dans l'ordonnance de renvoi, le juge correctionnel n'ajoute rien aux faits de la prévention d'abus de confiance, en restituant à la convention, intervenue entre les parties, son véritable caractère, non de mandat, mais de nantissement, et en considérant comme équivalents le détournement du titre et celui du prix en provenant. *Cass.* 21 *octobre* 1904. *S.* 377.1.1906.

13. — Dans ce cas, le prévenu, condamné pour détournement de la somme d'argent, ne saurait, faute d'intérêt, se faire un grief de ce que le montant de la somme à restituer est inférieur à celui de la somme détournée. *Ibid.*

14. — Vainement le prévenu prétendrait que la différence demeurait due par le débiteur, et qu'ainsi il n'y avait pas délit, surtout à défaut de mise en demeure. *Ibid.*

15. — B. Poursuite et répression du délit. — Lorsque la preuve d'un délit est subordonnée à la preuve d'un contrat, ce contrat doit être prouvé d'après les règles établies par le Code civil. *Cass.* 14 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.264. *Pand. franç.* 231.1.1906. *S.* 293.1.1906.

16. — En conséquence, dans le cas où il n'est pas constaté par écrit et où son objet dépasse la somme ou valeur de 150 francs, il ne peut être prouvé par témoins ou par présomptions que si l'existence d'un commencement de preuve par écrit a été préalablement reconnue, ou s'il est allégué des manœuvres frauduleuses telles qu'elles n'ont pas permis à la partie lésée de rapporter la preuve littérale. *Ibid.*

17. — Spécialement, lorsqu'une femme légataire universelle de son mari qui vient de décéder, ignorante et d'une intelligence bornée, a cédé aux injonctions d'un individu qui lui a réclamé le dépôt de valeurs successorales en invoquant un prétendu droit d'exécution testamentaire, l'impossibilité pour la déposante de se procurer la preuve écrite du dépôt peut se justifier par ces circonstances que ce dépôt n'a été ni effectué spontanément, ni librement consenti, mais provoqué et déterminé par les moyens de fraude employés par le prévenu. *Ibid.*

18. — L'article 109 du Code de commerce qui admet la preuve par témoins, et, par conséquent, par simples présomptions, de toute convention ayant un caractère commercial, est applicable en matière d'abus de confiance, à l'administration de la preuve devant le tribunal de répression du contrat qui lie les parties. *Paris*, 19 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.78. *Mon. jud. Lyon* 29 *septembre* 1906. *Gaz. Trib.* 6 *juillet* 1906.

19. — Le juge de l'action étant juge de l'exception lorsqu'il n'est pas dérogé à ce principe par une disposition exceptionnelle de la loi, le juge correctionnel saisi de la poursuite en abus de confiance a pour devoir d'examiner au point de vue même de la constitution du délit si l'exception de compensation soulevée est justifiée. *Cass.* 13 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.295. *Pand. franç.* 307.1.1906.

20. — La compensation peut, d'autre part, être opposée entre la dette née du mandat à la charge du mandataire et ce qui serait dû à ce dernier par le mandant : le fait de la part d'un mandataire de s'appliquer des fonds dont il est comptable à ce titre n'est point, en effet, compris dans aucune des exceptions spécifiées par l'art. 1293 C. civ. *Ibid.*

21. — Le juge ne peut, enfin, pour rejeter l'exception de compensation, se borner à déclarer que le prévenu ne prouve pas qu'il soit créancier, alors que les conclusions déposées par lui soulevèrent expressément, de ce chef même, des articulations de fait et de droit pour établir la créance. *Ibid.*

22. — C. Abus des besoins, des faiblesses et des passions d'un mineur. — Si l'un des éléments essentiels du délit de l'article 406 C. pén. résulte de l'abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur, les faits qui peuvent constituer cet abus sont nécessairement abandonnés à l'appréciation souveraine des juges. En conséquence, il faut, mais il suffit, que l'intention d'abuser des faiblesses ou des passions d'un mineur soit affirmée à la charge du prévenu par la décision qui le condamne. *Cass.* 22 *juin* 1906. *Loi* 20 *juillet* 1906.

ABUS DU DROIT.

V. *Responsabilité civile.*

ACCIDENTS.

V. *Assurances terrestres*, *Responsabilité civile.*

ACQUIESCEMENT.

Ne peut être considéré comme ayant renoncé au pourvoi qu'il a formé, le demandeur en cassation, alors que des actes d'exécution ont été accomplis après le dépôt du pourvoi, non par le demandeur lui-même, mais par un représentant agissant en vertu d'un mandat, qui contenait des réserves expresses au sujet du pourvoi déjà formé. *Cass.* 7 *mars* 1905. *Pand. franç.* 177.1.1906. *Gaz. Pal.* 1905.1.551.

ACTE ADMINISTRATIF.

V. *Compétence administrative*, *Règlement administratif*, *Travaux publics.*

ACTE D'APPEL.

V. *Exploit.*

ACTE DE COMMERCE.

V. aussi *Commerçants*, *Compétence commerciale.*

1. — Quels actes sont non commerciaux par leur nature. — Constitue une opération civile, ne relevant pas de la juridiction consulaire, l'exploitation d'une mine par une société concessionnaire, tant que cette société ne se livre pas à des opérations commerciales, telles que la transformation industrielle des produits de la mine ou la fabrication ou l'achat de produits destinés à être mis en œuvre. *Trib. com. Nantes* 27 *janvier* 1906. *Rec. Nantes* 267.1906.

2. — Il importe peu: 1° que la société se livre à la taille de pierres précieuses extraites de la mine ou à la vente de ces pierres, si cette opération reste l'accessoire et la rémunération des recherches et des découvertes faites dans l'intérêt commun; 2° que la société ait adopté la forme des sociétés commerciales, dès lors que son objet principal lui attribue le caractère civil. *Ibid.*

3. — Ne fait pas acte de commerce la société qui se constitue en vue de rechercher pour son propre compte des mines, gisements ou filons. *Ibid.*

4. — Le fait d'acheter des marchandises et d'en revendre la plus grande partie avec bénéfice constitue un acte de commerce, et il en est ainsi alors même qu'il s'agit d'achats et de reventes de pailles, d'ailleurs fréquents et importants, faits par un conducteur de bestiaux; de tels achats et reventes ne peuvent pas être considérés comme un accessoire de sa profession. *Caen* 7 *février* 1906. *Rec. Caen et Rouen* 1906.132.

ACTE NOTARIE.

V. *Notaire.*

ACTE SOUS SEING PRIVE.

V. *Preuve littérale.*

ACTION CIVILE.

V. aussi *Presse-outrage-diffamation.* — *tion.* — *Responsabilité civile.*

1. — A. Causes de l'action civile. Personnes qui peuvent l'intenter. — Celui qui se plaint d'un fait, en l'espèce une irrégularité commise dans la délivrance d'un acte d'huissier qui en la supposant prouvée, ne lui a causé aucun préjudice ni matériel, ni moral, est irrecevable devant la juridiction répressive à exercer de ce chef une action civile, et doit être, à défaut par le ministère public d'avoir lui-même saisi le tribunal de l'action publique tendant à l'application de la peine, purement et simplement débouté de sa demande, et le prévenu relaxé. *Trib. corr. Reims* 2 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.287.

2. — La personne lésée qui a obtenu devant la juridiction civile la satisfaction pécuniaire qui lui est due, ne peut se porter partie civile dans une instance correctionnelle, lorsque le fait dommageable constitue un délit. *Dijon* 18 *janvier* 1905. *D.* 315.2.1906.

3. — Spécialement, une femme qui, dans une instance de séparation de corps a obtenu la garde de son enfant mineur avec une astreinte pour chaque jour de retard, n'est pas recevable à se porter partie civile dans une instance correctionnelle engagée contre son mari par application de l'art. 357, § 2 C. pén.; et cela, même si, en dehors de dommages-intérêts pécuniaires, elle demandait le droit de reprendre son enfant au moyen de la force publique. *Ibid.*

4. — L'action civile en réparation du dommage causé par tout fait de l'homme est, de sa nature, dans les attributions des Tribunaux civils; ce n'est que par exception à l'ordre général des juridictions que la loi criminelle a autorisé facultativement l'exercice de l'action d'intérêt privé devant les juges qui ont pour mission de réprimer dans l'intérêt de la société les crimes, délits et contraventions. *Cass.* 18 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.443.

5. — En réglant l'exercice de cette faculté, la loi ne permet de transporter l'action civile devant les Tribunaux de répression, soit accessoirement à l'action publique, soit par citation directe,

qu'à celui qui se prétend lésé par un délit et qui réclame la réparation du préjudice causé par ce délit; il faut donc que le fait sur lequel cette action se fonde constitue par lui-même un délit. *Ibid.*

6. — Spécialement, l'établissement ou la tenue d'une maison de prêts sur gages sans autorisation légale étant, aux termes de l'art. 411 C. pén., un délit complexe par sa nature impliquant une sorte d'habitude, la répétition de plusieurs faits semblables, chaque fait isolé de prêt sur gages peut bien être le principe d'une action devant les Tribunaux civils en nullité du contrat par l'une des causes énoncées aux art. 1109 et suiv. C. civ., et par suite en restitution et dommages-intérêts, mais, en admettant même que le défaut d'autorisation dont parle l'art. 411 C. pén. puisse être considéré comme ayant été préjudiciable à l'emprunteur, ce dernier ne peut être reçu partie civile et réclamer des dommages-intérêts contre l'inculpé déféré au juge répressif pour un ensemble de prêts sur gages qui tous, sauf un, lui sont étrangers. *Ibid.*

7. — B. Compétence. — Application de la maxime « Una via electa, non datur recursus ad alteram. » — Il n'y a pas violation de la maxime: « *Una via electa, non datur recursus ad alteram* », lorsqu'il n'y a pas d'identité d'objet dans les deux actions, et que les parties n'ont pas agi en la même qualité .*Cass.* 23 *juin* 1904. *S.* 247.1.1906.

8. — Il en est ainsi spécialement lorsqu'une instance ayant été formée devant la juridiction civile par la victime d'un accident, pour la réparation du dommage à elle causé de son vivant, son fils, après son décès, des suites de l'accident, reprend l'instance et intervient dans une poursuite correctionnelle à l'effet d'obtenir la réparation du dommage résultant pour lui de l'homicide involontaire de son père. *Ibid.*

9. — C. Extinction de l'action civile. Influence de l'extinction sur l'action publique. — Alors même qu'aucune peine ne peut plus être appliquée par suite de l'extinction de l'action publique en cours d'instance, les réparations pécuniaires devant la juridiction répressive sont essentiellement subordonnées à la constatation préalable et dans la forme prescrite au Code d'instruction criminelle des éléments constitutifs d'un fait prévu par la loi pénale. *Cass.* 28 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.1.662, *Pand. franç.* 294.1. 1906, *D.* 456.1.1906.

10. — Spécialement, lorsque, après relaxe du prévenu, poursuivi par voie de citation directe par la partie civile défaillante, le jugement a acquis l'autorité de la chose jugée faute par le ministère public de l'avoir attaqué, le juge correctionnel ne peut ensuite, sur l'opposition de la partie civile, condamner l'inculpé relaxé à des restitutions au profit de celle-ci, sans constater le détournement frauduleux qui est un des éléments essentiels du délit d'abus de confiance. *Ibid.*

11. — Si l'action contre la personne civilement responsable d'un délit d'injures se prescrit par le même laps de temps que l'action civile contre l'auteur du délit, cette prescription ne peut être invoquée par la personne civilement responsable, qu'autant qu'elle serait acquise à l'auteur même de l'infraction et cela, par le motif que les deux actions sont liées l'une à l'autre, la première n'étant que l'accessoire de la seconde. *Paris* 29 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.492, *Gaz. Trib.* 19 *juin* 1906, *Mon. jud. Lyon* 4 *décembre* 1906.

ACTION PAULIENNE.

V. *Créanciers.*

ACTION POSSESSOIRE.

1. — A. Differentes especes d'actions possessoires. Cas dans lesquels elles prennent naissance. Conditions auxquelles elles sont subordonnees. — Si l'art. 23 C. proc. civ. édicte que les actions possessoires ne sont recevables qu'autant qu'elles ont été formées dans l'année du trouble, la jurisprudence de la Cour suprême a reconnu aux juges du fond, au cas de faits successifs de trouble, pouvoir de déterminer l'époque à laquelle tels ou tels de ces faits ont eu le caractère de trouble et pu, dès lors, faire courir le délai. *Trib. paix Lons-le-Saulnier* 30 *juin* 1906, *Mon. des juges de paix* 303.1906.

2. — Une entreprise, un simple trouble ne suffisent pas pour causer l'interruption naturelle de la possession, il faut, d'après l'art. 2243 C. civ., que le possesseur ait été privé de la jouissance de la chose, et que cette privation ait duré plus d'un an. *Ibid.*

3. — B. Choses et droits susceptibles de faire l'objet d'une action possessoire. — L'action possessoire d'un commune, tendant à la maintenue en possession d'un chemin, est à bon droit repoussée, lorsque le seul titre invoqué par elle ne lui concède aucun droit de servitude de passage sur ce chemin, et que, d'autre part, elle n'a pas offert d'établir l'existence d'un chemin rural public. *Cass.* 24 *mai* 1905. *S.* 275.1.1906.

4. — Vainement on alléguerait qu'en offrant la preuve de sa possession en même temps que de sa quasi-possession, la commune affirmait implicitement l'existence du chemin et spécifiait son caractère public, une telle allégation ne pouvant prévaloir contre les constatations souveraines des juges du fait. *Ibid.*

5. — C. Cumul du petitoire et du possessoire. — On peut régulièrement saisir les juges du fond, nonobstant toute décision du juge du possessoire, de la question de savoir si les mêmes faits, qui avaient donné lieu précédemment à une action possessoire constituent ou non un abus de jouissance en même temps qu'un trouble de droit. *Lyon* 6 *août* 1906, *Mon. jud. Lyon* 29 *septembre* 1906, *Loi* 13 *novembre* 1906.

6. — Si c'est au possessoire que le contrat est représenté, le juge doit en prendre connaissance et en apprécier la portée, afin de déterminer le caractère de la possession. *Trib. civ. Saint-Brieuc* 4 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 25 *octobre* 1906.

7. — En effet, s'il ressort de ce titre que la possession invoquée devant lui est précaire et de pure tolérance, le juge doit rejeter la complainte dont il est saisi. *Ibid.*

8. — D. Effets du jugement provisoire. — Le moyen d'irrecevabilité de la demande au pétitoire, tirée de l'art. 27 C. pr. civ., en vertu duquel le défendeur au possessoire qui a succombé ne peut se pourvoir au pétitoire qu'après avoir satisfait aux condamnations prononcées contre lui, ne peut être invoqué en raison de ce que ledit défendeur n'aurait pas payé les frais de l'instance possessoire d'appel, ni les expéditions de descente sur les lieux et enquêtes, si, d'une part, le demandeur au possessoire étant pourvu de l'assistance judiciaire, il appartenait au Trésor, au profit de qui la distraction en avait été prononcée, de poursuivre l'exécution de ces frais, en vertu de l'art. 18 de la loi du 22 janvier 1851 (non encore modifiée par la loi du 31 juillet 1899), et si d'autre part, le coût des actes dont le demandeur au possessoire défendeur au pétitoire, réclame le remboursement, n'ayant pas été englobé dans la liquidation des dépens, le demandeur au pétitoire qui n'est, quant à ce, l'objet d'aucune condamnation, ne peut, à raison du nonpaiement de la susdite somme, être réputé irrecevable en son action. *Cass. req.* 9 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.127, *Pand. franç.* 290.1.1906.

ACTION PUBLIQUE.

V. *Action civile. Amnistie. Prescription criminelle.*

1. — Exercice de l'action publique. — L'action publique et l'action civile sont distinctes, et chaque partie ne peut agir que dans l'intérêt de l'action qui lui est propre. *Douai* 30 *octobre* 1906. *Gaz. Trib.* 13 *décembre* 1906.

2. — Lorsqu'un jugement de condamnation a été frappé d'appel par le ministère public et au contraire exécuté par la partie civile, celle-ci est non recevable à intervenir devant la Cour d'appel. *Ibid.*

ACTIONS REELLES PERSONNELLES ET MIXTES.

V. *Compétence civile des tribunaux d'arrondissement.*

ADMINISTRATEUR-SEQUESTRE.

V. *Associations. Séquestre.*

ADMINISTRATION LEGALE.

V. *Puissance paternelle.*

ADULTERE.

V. *Divorce.*

AFFICHES-AFFICHEURS.

1. — Il n'est pas besoin pour qu'une affiche puisse être considérée comme électorale qu'elle porte le nom et la signature d'un candidat. Il suffit qu'elle combatte ou qu'elle désigne au choix des électeurs les candidats représentant une certaine catégorie d'idées politiques. *Trib. civ. Châteaulin* 24 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.438.

2. — De semblables affiches ne peuvent donc, aux termes de l'art. 16 de la loi du 29 juillet 1881, être apposées sur des édifices consacrés au culte, et notamment sur les portes intérieures d'une église, et tout individu, quel qu'il soit, peut les déchirer et les enlever, sans pouvoir être recherché à raison de ce fait, ni au point de vue civil, ni au point de vue pénal. *Ibid.*

AFFOUAGE.

V. *Forêts.*

AFFRETEMENT.

V. *Charte-partie et connaissement.*

AGENCE DE RENSEIGNEMENTS.

V. *Compétence commerciale.*

1. — Le donneur de renseignements est responsable des renseignements erronés qu'il fournit sur un commerçant.

Trib. civ. Nantes 18 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.203.

2. — Toutefois, sa responsabilité, quand il a indiqué un chiffre de solvabilité, n'est engagée que jusqu'au chiffre indiqué. *Ibid.*

AGENT D'AFFAIRES.

1. — Droits de l'agent d'affaires. Salaires. Honoraires. — L'agent d'affaires qui a reçu mandat d'un officier ministériel de lui présenter un cessionnaire a rempli son obligation vis à vis de son mandant, si la cession de l'office est consentie à un candidat auquel l'intermédiaire avait indiqué le cédant et dès lors la commission stipulée est due. *Trib. civ. Seine* 7 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.349.

2. — Il importe peu que l'agent d'affaires n'ait pas abouché les parties personnellement comme il en avait pris l'engagement: cette clause du contrat ne constitue qu'un mode facultatif d'exécution du mandat dont l'objet est uniquement de procurer un cédant au cessionnaire. *Ibid.*

AGENT D'ASSURANCES.

V. *Assurances* (en général).

AGENT DE CHANGE.

V. aussi *Effets publics*.

Index alphabétique

Action en règlement de comptes 2.
Attributions des agents de change 1.
Chambre syndicale 13 et s.
Déclaration de transfert 6.
Droits de la Chambre syndicale 13.
Exécution des ordres des clients 3.
Nullité des opérations 1.
Obligation de rendre compte 11.
Prescription des actions 9.
Remisier 13.
Responsabilité 5 et s.
Titres dotaux 12.
Transfert 5.

---

1. — A. Immixtion dans les attributions réservées aux agents de change. — Il faut conclure des termes de l'article 76 C. com., qui reconnaît aux seuls agents de change le droit de faire des négociations portant sur des effets publics et autres susceptibles d'être cotés, des dispositions de la loi du 28 ventose an IX et de l'arrêté du 27 prairial an X punissant des peines correctionnelles ceux qui s'immiscent dans les fonctions réservées aux agents de change, la nullité absolue et d'ordre public de toutes négociations d'effets publics portés à la cote de la Bourse faites par d'autres que les agents de change, et décider qu'aucune action recevable en justice ne peut en naître. *Lyon* 21 *novembre* 1905, *Mon. jud. Lyon* 9-10 *septembre* 1906, *Gaz. Trib.* 16 *décembre* 1906.

2. — Doit être rejetée, par application de ces règles, l'action en règlement de comptes dirigée par une maison de banque contre un de ses clients, à raison d'opérations faites indûment, sans ministère d'agent de change, alors même que la banque n'aurait servi que d'agent de transmission des ordres entre son client et les coulissiers chargés des négociations. *Ibid.*

3. — B. Exercice de la profession. — L'agent de change ne peut être tenu d'exécuter un ordre pour un client, alors que ce client, ayant déjà un découvert important, refuse de remettre une couverture. *Trib. com. Seine* 3 *mai* 1906, *Mon. jud. Lyon* 19 *juillet* 1906.

4. — La réception sans protestation des lettres d'avis d'opérations de bourse et de bordereaux de liquidation adressés par un agent de change à un donneur d'ordres dans l'exercice de la charge de cet officier public constitue une présomption grave suffisante pour motiver une condamnation. *Ibid.*

5. — C. Responsabilité des agents de change. — Aux termes des articles 15 et 16 de l'arrêté consulaire du 27 prairial an X, l'agent de change est responsable de la validité du transfert, en ce qui concerne l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites, alors même qu'aucune faute ou aucune négligence ne lui serait imputable et cette garantie a lieu pendant cinq ans, à partir de la déclaration du transfert. *Paris* 25 *mai* 1906, *Gaz. Trib.* 19 *juillet* 1906, *Loi* 3 *octobre* 1906.

6. — Il résulte de la loi du 20 juin 1885 et des instructions ministérielles publiées pour l'exécution de cette loi que l'agent de change qui reçoit une déclaration de transfert ne la constate pas lui-même par écrit; qu'il se borne à faire signer en blanc par les parties un modèle imprimé qu'il joint au dossier et qu'il envoie au Trésor, qui, s'il l'accepte, remplit lui-même la déclaration et procède au transfert. *Ibid.*

7. — En conséquence, la responsabilité de l'agent de change commence à courir, non du jour où les parties ont fait leur déclaration devant lui, puisque le fait générateur de sa responsabilité ne s'est pas encore produit, mais du jour où le transfert est opéré par le Trésor, transfert qui fixe également par suite le *dies a quo* de la prescription quinquennale. *Ibid.*

8. — L'agent de change responsable a un recours contre l'établissement de crédit qui lui a remis les pièces fausses. *Ibid.*

9. — Les actions auxquelles les transferts de rentes sur l'État peuvent donner ouverture, à l'encontre des agents de change, se prescrivent par cinq années, à compter du jour du transfert, sans qu'il y ait lieu de faire une distinction entre celles relatives à la certification des signatures, et celles concernant la remise des fonds. *Paris* 31 *mai* 1906, *Gaz. Trib.* 30 *juin* 1906, *Loi* 26 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 5 *octobre* 1906.

10. — Cette remise constitue l'élément dommageable auquel s'applique l'article 16 de l'arrêté de prairial an X. Elle est inséparable du transfert dont elle est le but et la conséquence. *Ibid.*

11. — Si, en droit, l'agent de change qui reçoit d'un correspondant des titres nominatifs doit compte du prix au propriétaire de ces titres, il en est autrement lorsque, d'une part, l'intermédiaire qui a livré les titres est le mandataire du propriétaire pour recevoir le prix, et d'autre part, lorsque le propriétaire des titres a accepté que ce même intermédiaire lui rendit compte de l'opération, ce qui implique l'acceptation du versement entre les mains de celui-ci. *Rouen* 9 *mai* 1906, *Rec. Rouen* 1906.99.

12. — Bien qu'un agent de change ait refusé à tort de se dessaisir des fonds provenant de la vente de titres frappés de dotalité, sous le prétexte erroné que la quittance du notaire chargé de l'acquisition d'immeubles en vue d'un remploi était suffisante pour couvrir sa responsabilité, il n'y a pas lieu de le condamner à des dommages-intérêts pour le préjudice causé, s'il est reconnu que la complexité des clauses du contrat de mariage pouvait faire naître dans son esprit de sérieuses préoccupations sur la portée de ces clauses et que sa résistance à accepter la formule de la quittance qui lui était présentée ne provenait point d'une obstination sans excuse, en sorte que sa bonne foi n'était pas douteuse. *Cass.* 23 *octobre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.319. *Gaz. Trib.* 25 *novembre* 1906.

13. — D. Discipline. De la chambre syndicale des agents de change. — Aucune disposition législative n'autorise une Chambre syndicale d'agents de change à s'ériger en cour de justice, à citer à sa barre des remisiers, personnes étrangères à la Compagnie et à prononcer contre elles des pénalités. *Trib. civ. Seine* 16 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.485.

14. — Elle n'a pas davantage le droit, sans porter atteinte au principe de la liberté du travail, de mettre à l'index un remisier nommément désigné, en faisant défense aux agents de change d'avoir aucun rapport d'affaires avec lui. *Ibid.*

15. — Et le seul pouvoir qui lui appartienne en sa qualité de gardienne de la Compagnie, c'est de réglementer les rapports des agents de change avec les remisiers pris dans leur généralité et de sévir, dans la limite de son autorité disciplinaire, contre ceux des membres de la Compagnie qui enfreindraient ses règlements. *Ibid.*

16. — En excédant ses droits dans les conditions susdites, la Chambre syndicale commet au regard du remisier, victime des décisions indûment prises, un abus de pouvoir, c'est-à-dire un quasi-délit qui, aux termes de l'art. 1382 C. civ., rend son auteur justiciable des Tribunaux de première instance et l'expose à des dommages-intérêts, conformément au droit commun. *Ibid.*

AGREE.

1. — A. Organisation. — Discipline. — Si, par l'effet de l'opposition, la condamnation prononcée par défaut est anéantie, la poursuite disciplinaire se trouve reprise au même et semblable état où elle était avant la première décision. *Cass.* 7 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.122.

2. — Par suite, le juge saisi de l'opposition formée par un agréé condamné disciplinairement est compétent pour connaître de tous les moyens de défense qui auraient pu être invoqués devant le juge qui a statué par défaut. *Ibid.*

3. — D'autre part, il a le devoir d'apprécier les faits incriminés, non comme s'ils s'étaient passés à son audience, mais d'après les circonstances mêmes dans lesquelles ils se sont accomplis à l'audience où ils se sont produits. *Ibid.*

4. — B. Mandat conféré aux agréés. — Responsabilité. — Le mandat donné à un agréé pour la représentation d'une partie devant le Tribunal de commerce n'est qu'un mandat ordinaire régi par les règles du droit commun. *Rouen* 18 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.365.

5. — Ce mandat est, par suite, commercial à l'égard du mandant, si celui-ci est commerçant, lorsque le mandat a été conféré par la partie en vue et pour l'utilité de ses affaires commerciales, la destination commerciale d'un acte fait par un négociant déterminant légalement la commercialité de cet acte. *Ibid.*

6. — En conséquence, doit être considéré comme commercial et relevant de la compétence des Tribunaux de commerce au point de vue des difficultés auxquelles il peut donner lieu entre les contractants le mandat confié par un négociant à un agréé, dans le but, non contesté, d'arriver au recouvrement de la créance qu'il avait sur une Société en liquidation judiciaire au moyen de la production de cette créance. *Ibid.*

AGRICULTURE.

1. DES COMICES AGRICOLES. — Si les comices agricoles ne forment pas des sociétés civiles ordinaires, ils constituent des associations d'individus dont la loi du 20 mars 1851 a déterminé les conditions d'existence et l'objet ; le législateur les a considérés, pour tout ce qui concerne leur organisation intérieure et la direction de leurs intérêts privés, comme des associations libres dans les limites tracées par leurs règlements dont l'approbation par le préfet a paru la seule condition nécessaire à la garantie de leur bon fonctionnement. *Cass.* 13 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.495.

2. — L'établissement matériel d'un comice agricole et l'accomplissement de sa mission pour l'organisation des concours et la distribution des récompenses impliquent nécessairement la création d'une caisse commune formée au principal par les cotisations des sociétaires; l'engagement pris par un membre du comice de verser dans cette caisse une cotisation annuelle forme donc une obligation personnelle, régie par le droit commun et dont les membres du comice ont le droit d'exiger, et au besoin de poursuivre en justice l'entière exécution. *Ibid.*

3. — Les dispositions de la loi du 20 mars 1851, maintenues en vigueur par le décret du 26 mars 1852, n'ont pas été abrogées par la loi du 1er juillet 1901. *Ibid.*

4. — En conséquence, le membre d'un comice n'est point autorisé à demander la dissolution du comice et la restitution des cotisations perçues sous le prétexte que ledit comice ne serait pas soumis aux prescriptions de la loi du 1er juillet 1901. *Ibid.*

ALCOOL.

V. *Contributions indirectes.*

ALGERIE-TUNISIE.

Index alphabétique

Acte de notoriété 41.
Adjudication 39 et s.
Brebis 30.
Cautionnement 20.
Compétence commerciale 12.
Compétence des juges de paix 13.
Composition de la Cour 5 et s.
Composition des listes électorales 25.
Condamnation par contumace 3.
Congrégations religieuses 14.
Contraventions 31.
Contributions diverses 32 et s.
Cour criminelle 1 et s.
Divorce 42.
Droits de douane 44.
Elections municipales 27 et s.
Importation 44.
Impôt achour 37.
Justices de paix 13.
Législation indigène 17.
Liquidation des congrégations 14.
Listes électorales 25.
Mariage musulman 17.
Nationalité 16 et s.
Octroi de mer 31.
Présomption de nationalité 41.
Prestations 36.
Procédure criminelle 5 et s.
Propriété 20.
Régime des terres 21 et s.
Répudiation 17.
Terres Arch 22.
Terres séquestrées 23.

§ I. — *Algérie.*

1. — A. ORGANISATION JUDICIAIRE. — PROCÉDURE. — COMPÉTENCE. — Les cours criminelles, instituées en Algérie par la loi du 30 décembre 1902 pour le jugement des crimes commis en territoire civil par les indigènes musulmans et les étrangers musulmans, ne sauraient être considérées comme des juridictions spéciales et exceptionnelle au sens de l'art. 2 de la loi du 27 mai 1885. *Cass.* 24 *juillet* 1903, *D.* 268.1.1906.

2. — En conséquence, elles ont le droit de prononcer la peine de la rélégation. *Ibid.*

3. — Les lois modificatives de la compétence ont un effet rétroactif et s'appliquent à tous les faits antérieurs. *Ibid.*

4. — En conséquence, un indigène musulman, condamné antérieurement par contumace par la cour d'assises, doit, s'il est repris, purger sa contumace devant la cour criminelle. *Ibid.*

5. — L'art. 3, § 1er de la loi du 30 décembre 1902 renvoyant pour désignation des magistrats appelés à faire partie de la cour criminelle aux règles en vigueur pour la cour d'assises, spécialement à l'art. 252 C. instr. crim., il appartient au président de la cour criminelle de pourvoir au remplacement d'un assesseur empêché à partir de l'ouverture de la session. *Cass crim.* 10 *juin* 1904. *D.* 268.1.1906.

6. — Les dispositions de l'art. 49 du décret du 30 mars 1808 sont applicables devant toutes les juridictions. *Ibid.*

7. — En conséquence, en cas d'empêchement des juges, un avocat ou, à son défaut, un avoué peut compléter la cour criminelle. *Ibid.*

8. — L'art. 10 de la loi du 30 décembre 1902 exigeant que la cour criminelle prononce à la majorité des voix sur chaque chef d'accusation et sur les circonstances atténuantes, il s'ensuit que la feuille des questions doit, à peine de nullité, constater cette majorité. *Cass.* 18 *août* 1904. *D.* 268.1.1906.

9. — Si l'art. 10 § 2, de la loi du 30 décembre 1902 prescrit que le vote sur la question de culpabilité doit avoir lieu au scrutin secret, et que le président doit recueillir les voix pour l'application de la peine, en commençant par les assesseurs-jurés et dans l'ordre où ils ont été appelés à siéger par le tirage au sort, aucun mode de constatation n'est prescrit pour l'accomplissement de ces formalités. *Cass. crim.* 30 *juillet* 1903. *D.* 268.1.1906.

10. — Il ne saurait donc y avoir nullité au cas d'omission de cette constatation, la loi s'en étant rapportée, sur ce point, à la conscience du président. *Ibid.*

11. — L'ordonnance de 1843 relative à l'exécution en Algérie du Code de procédure civile ne s'applique qu'aux affaires civiles et non aux affaires commerciales. *Trib. com. Marseille* 27 *mars* 1906. *Rec. Marseille* 220.1.1906.

12. — Spécialement elle ne peut empêcher l'application des règles de compétence fixées, en matière commerciale, par l'article 420 C. pr. civ. *Ibid.*

13. — B. PROMULGATION ET PUBLICATION DES LOIS ET DÉCRETS. — La loi du 12 juillet 1905 concernant la compétence et la réorganisation des justices de paix en l'absence d'une volonté expresse manifesté par le législateur, n'est pas applicable à l'Algérie, excepté toutefois le nº 5 de son article, qui vise expressément l'Algérie. *Trib. civ. Philippeville* 1er *février* 1906. *S.* 113.2.1906. *Cf. Trib. paix Souk-Ahras* 12 *octobre* 1906. *Loi* 6 *novembre* 1906. *Trib. paix Alger* 8 *mars* 1906, *Trib. civ. Oran* 11 *décembre* 1905. *S.* 113.3.1906.

14. — La loi du 1er juillet 1901 ne s'est appliquée à l'Algérie que depuis la promulgation du décret du 18 septembre 1904. En exécutant cette loi avant sa promulgation régulière, en empêchant notamment au nom de cette loi les propriétaires de jouir librement et paisiblement de leurs immeubles, le liquidateur d'une congrégation religieuse qui a un établissement en Algérie commet une faute. Il ne peut soutenir avoir commis une simple erreur de droit. *Lyon* 14 *juin* 1906. *Loi* 8 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 1er novembre 1906.

15. — C'est donc à bon droit que l'occupant, assigné en revendication, refuse le désistement qui lui est offert par le liquidateur et réclame des dommages intérêts pour privation de jouissance. *Ibid.*

16. — C. NATIONALITÉ. — ETAT DES PERSONNES. — L'acquisition de la nationalité française par un indigène musulman d'Algérie est sans effet à l'égard de sa femme, qui conserve sa nationalité musulmane, et reste nantie de tous les droits qui en résultent. *Alger* 28 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 8 *novembre* 1906.

17. — La répudiation dont cette femme a été l'objet en la forme musulmane, suivant acte passé devant le cadi, n'a pu avoir pour effet de rendre inapplicable la loi musulmane, sous l'empire de laquelle a été contracté le mariage, car elle est nulle et inopérante, le mari, devenu français, ayant, par cela même, perdu le droit de répudier sa femme devant un magistrat indigène. *Ibid.*

18. — En conséquence, si le mari, qui, à la suite de la répudiation, a reconnu devoir à sa femme une certaine somme à titre de restitution de ses biens propres, a introduit devant un Tribunal français une instance en nullité du commandement à lui signifié en vertu de cet engagement, la loi applicable par le Tribunal est la loi musulmane. *Ibid.*

19. — Suivant le droit musulman comme suivant le droit français, la femme, au cours du mariage, est irrecevable à réclamer à son mari ses biens paraphernaux et à exercer contre lui des poursuites par voie d'exécution. *Ibid.*

20. D. DE LA PROPRIÉTÉ. — DES SERVITUDES. — Aucun texte n'a prévu la constitution de la propriété en Algérie par la voie du cantonnement, qui constitue d'ailleurs une opération consistant à prendre une partie du territoire des tribus qu'elles n'utiliseraient pas, pour l'incorporer au domaine de l'Etat, et l'affecter à la colonisation, opération à laquelle le sénatus-consulte du 22 avril 1863 est venu mettre fin, en organisant un nouveau mode de constitution de la propriété en Algérie. *Alger* 14 *janvier* 1905. *Pand. franç.* 202.2.1906.

21. — En conséquence, on ne saurait soutenir que les terres qui ont fait l'objet des opérations du sénatus-consulte de 1863 ont été par cela même cantonnées, sont devenues françaises, et soumises au statut réel des immeubles français, conformément aux dispositions de l'art. 2 § 2 de la loi du 26 juillet 1873 sur la propriété en Algérie. *Ibid.*

22. — Les terres d'origine *arch* perdent, lorsqu'elles sont frappées de séquestre, leur caractère *arch* et sont désormais soumises au statut réel français par application de l'art. 3, § 3, de la loi du 16 juin 1851. *Cass. civ.* 17 *octobre* 1905. *D.* 331.1.1906.

23. — Les terres sequestrées reprennent leur ancienne nature *arch* ou *melk*, lorsque, par suite de la mainlevée du séquestre, elles font retour à leur ancien propriétaire. *Ibid.*

24. — Si toutefois les terres *arch* sequestrées viennent à sortir du domaine de l'Etat non par suite de la mainlevée du séquestre, mais par l'effet d'une cession faite à un tiers à titre d'échange, ce tiers, coéchangiste de l'Etat, peut valablement vendre lesdites terres sans attendre la délivrance de son titre définitif de propriété, cette délivrance préalable n'étant exigée par l'art. 23 de la loi du 26 juillet 1873 pour la validité de l'aliénation que lorsqu'il s'agit de biens *arch. Ibid.*

25. — E. ORGANISATION ADMINISTRATIVE. — Le jugement qui rejette la demande de radiation d'un individu porté sur la liste électorale au titre d'indigène musulman, par le motif qu'il n'est pas prouvé que cet individu serait d'origine marocaine et n'aurait pas, dès lors, la qualité d'indigène algérien, émet une appréciation souveraine qui échappe au contrôle de la Cour de cassation. *Cass.* 19 *avril* 1904. 27 *mars* 1906. *D.* 437.1.1906.

26. — Et le demandeur n'est pas rece-

vable à administrer cette preuve devant la Cour de cassation. *Ibid.*

27. — Pour fixer le nombre de conseillers ne résidant pas dans la commune qui peuvent faire partie du conseil municipal jusqu'à concurrence du quart de l'effectif du conseil municipal, il faut prendre le quart du nombre des conseillers au titre français, — et non point le quart de l'effectif total du conseil, comprenant à la fois les conseillers municipaux au titre français et ceux au titre indigène. *Cons. d'Et.* 22 *janvier* 1904. *S.* 59.3.1906.

28. — En conséquence, si un conseil municipal comprend dix membres au titre français et trois au titre indigène, le nombre des conseillers ne résidant pas dans la commune ne peut excéder deux, et il y a lieu d'annuler l'élection d'un candidat non résidant dans la commune, qui a été élu à un moment où le conseil municipal comprenait déjà deux conseillers non résidant. *Ibid.*

29. — En Algérie, lorsqu'il a été trouvé dans l'urne destinée à recevoir les votes pour l'adjoint spécial d'une section d'une commune mixte des bulletins concernant l'élection des conseillers municipaux de cette commune, ces bulletins ne doivent pas entrer en compte pour le calcul de la majorité absolue. *Cons. d'Et.* 16 *décembre* 1904. *D.* 63.3.1906.

30. — F. MATIÈRES ADMINISTRATIVES. — Le décret du 12 juillet 1904 qui interdit, du 15 août au 31 décembre, l'exportation des *brebis* hors du territoire de l'Algérie, ne s'applique pas aux *agnelles*. *Cass.* 28 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.1.665, *Pand. franç.* 276.1.1906.

31. — G. RÉGIME FINANCIER. — S'il est vrai que les procès-verbaux des agents des contributions diverses ne font foi jusqu'à inscription de faux que des constatations matérielles de ces agents et des réponses des prévenus qu'ils relatent, les contraventions aux décrets et règlements sur l'octroi de mer peuvent être établies par tous modes de preuve et les juges ont le droit, en cette matière, de former leur conviction à l'aide de tous les éléments de preuve que l'instruction et les débats mettent à leur disposition. *Cass. crim.* 1er *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.91.

32. — L'Administration des contributions diverses peut interjeter appel du jugement rendu sur une demande en distraction d'objets saisis à l'occasion du recouvrement d'une patente. *Alger* 2 *mars* 1904. *D.* 250.21906.

33. — En pareil cas, l'appel est recevable, quel que soit le chiffre des causes de la saisie, du moment que la valeur des objets saisis dont la distraction est demandée dépasse 1,500 fr. ou est indéterminée. *Ibid.*

34. — La nullité résultant de ce que le demandeur contre l'Administration n'a pas joint à son mémoire préalable les pièces justificatives de ses prétentions est une nullité relative qui peut être couverte par des défenses au fond. *Ibid.*

35. — Les tribunaux judiciaires sont compétents pour statuer sur la demande en dommages-intérêts formée contre l'Administration des contributions diverses en même temps que la demande en distraction, du moment que ces tribunaux n'ont pas à apprécier si l'impôt a été régulièrement établi et si le saisi était réellement débiteur de la somme réclamée par l'Administration. *Alger* 2 *mars* 1904. *D.* 250.2.1906.

36. — En Algérie, les redevances et prestations dues à l'Etat par les détenteurs des territoires des tribus, telles qu'elles étaient perçues au moment du sénatus-consulte du 22 avril 1863, ne peuvent être modifiées, aux termes de l'art. 4 de ce sénatus-consulte que par des décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique. *Cons. d'Et.* 21 *décembre* 1904. *D.* 70.3.1906.

37. — En conséquence, l'arrêté du gouverneur général du 22 mars 1892, aux termes duquel le fermier arabe qui loue un terrain appartenant à un Européen n'est point pour ce fait exempt de l'impôt achour, n'a pu légalement déroger aux dispositions d'une décision ministérielle du 25 août 1858, d'après laquelle les cultures faites par un indigène sur des terres appartenant à un colon européen et en partie pour le compte de ce colon ne peuvent donner lieu à l'imposition achour. *Ibid.*

38. — Et décharge doit être donnée à cet indigène, bien qu'il n'ait pas invoqué ce moyen à l'appui de sa réclamation. *Ibid.*

§ 2. — *Tunisie*

39. — A. RÉGIME FONCIER. — Un décret du 16 mars 1892 permet à l'adjudicataire de biens saisis immobilièrement et non immatriculés de subordonner l'exécution des clauses de son cahier des charges à l'immatriculation, à charge de déposer son prix dans les 15 jours de l'adjudication et de former la réquisition dans la quinzaine suivante. *Trib. civ. Tunis* 23 *mai* 1906. *Journ. des trib. de la Tunisie* 570.1906.

40. — Au cas où l'adjudication a suivi cette procédure et où le Tribunal mixte a rejeté l'immatriculation, faute de justification des droits de propriété du saisi sur l'immeuble adjugé, il a le droit d'obtenir l'annulation de l'adjudication et la restitution de son prix et des frais qu'il a exposés. On objecterait vainement que la décision de rejet du Tribunal mixte n'a pas l'autorité de la chose jugée; elle constitue un fait qui donne ouverture aux droits accordés par le décret précité à l'adjudicataire, parce qu'il ne pourrait plus utilement introduire devant le Tribunal mixte une nouvelle réquisition. *Ibid.*

41. — B. NATIONALITÉ. — S'il est de jurisprudence que tout musulman ou israélité né et domicilié en Tunisie est présumé sujet tunisien, pareille présomption ne saurait résulter d'un simple acte de notoriété dressé en vue du mariage et n'établissant que la naissance dans la régence, mais non le domicile. *Alger* 7 *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 14 *octobre* 1906, *Loi* 19 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 4 *décembre* 1906.

42. — Pour pouvoir être considéré comme israélite tunisien, l'individu qui réclame cette qualité doit justifier qu'il est né en Tunisie et qu'il y est domicilié. Si donc la seconde de ces qualités manque par suite du domicile en Algérie, il n'est pas tunisien. Il n'est pas davantage sujet français, comme n'étant pas né en Algérie. Il doit donc être considéré comme un étranger sans nationalité déterminée et est, par suite, régi par la loi de son domicile. C'est donc à bon droit que sa femme demande contre lui le divorce aux formes de la loi française. *Alger* 7 *juin* 1906. *Journ. des trib. algériens* 4 *novembre* 1906).

43. — La femme française qui épouse un étranger de nationalité indéterminée reste française et a, par conséquent, le droit de demander le divorce. Il en est notamment ainsi, lorsque son mari, même s'il était réellement israélite tunisien, n'aurait pu par son mariage lui faire acquérir la nationalité tunisienne. *Ibid.*

44. — C. RÉGIME FINANCIER. — Aux termes de l'art. 2 du décret beylical du 9 juillet 1904, qui a modifié le tarif des droits de douane à l'importation établi par le décret du 2 mai 1898, spécialement dans les art. 87 à 101 du tableau A y annexé, les produits sur lesquels portait la modification pouvaient être admis aux conditions de l'ancien tarif, à condition que les importateurs justifient qu'ils avaient été expédiés à destination d'un port tunisien avant la date de l'insertion au *Journal Officiel* du décret modificatif et qu'ils se trouvaient en cours de route au jour de son entrée en vigueur. *Trib. civ. Tunis* 28 *février* 1906. *Journ. des trib. de Tunisie* 483.1906.

45. — Cette disposition, toute exceptionnelle, ne trouve pas application au cas où la marchandise importée, bien que mise en route en temps voulu avec une charte-partie indiquant Tunis comme destination, n'a été en réalité achetée par l'importateur que postérieurement à l'insertion du décret du 9 juillet 1904 au *Journal Officiel*, alors qu'elle se trouvait à l'état de cargaison flottante, c'est-à-dire sans destination déterminée, dans un port de relâche où le navire avait dû attendre les ordres pendant cinquante jours; il en est ainsi tout au moins, quand la cargaison ainsi expédiée était accompagnée de documents à ordre et qu'aucun destinataire ou consignataire à Tunis ne s'y trouvait mentionné. *Ibid.*

ALIENES.

1. — La loi du 30 juin 1838, en assujettissant les hospices à l'obligation de payer au département une indemnité proportionnée au nombre des aliénés, dont le traitement ou l'entretien était antérieurement à leur charge, n'a fait aucune distinction entre l'origine des ressources au moyen desquelles les hospices acquittaient cette dépense et n'a nullement disposé que leur contribution viendrait en déduction du contingent mis par le conseil général à la charge des communes. *Cons. d'Et.* 3 *février* 1905, *D.* 86.3.1906.

2. — En conséquence, si un hospice prélève la contribution qu'il est tenu de payer annuellement sur la subvention que la ville lui alloue, celle-ci n'est pas fondée à demander que cette contribution vienne en déduction du contingent mis à sa charge par le conseil général. *Ibid.*

ALIGNEMENT.

V. *Voirie.*

ALIMENTS.

V. aussi *Divorce.*

1. — QUELLES PERSONNES SE DOIVENT RÉCIPROQUEMENT DES ALIMENTS. — CAUSES ET ÉTENDUE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE. — L'obligation alimentaire n'est pas transmissible au légataire qui n'en est personnellement ni tenu ni chargé. *Trib. civ. Boulogne-sur-Mer* 6 *décembre* 1906, *Gaz. Trib.* 9 *décembre* 1906.

2. — Spécialement la bru n'est pas tenue, comme légataire universelle de son mari, de continuer, après le décès de celui-ci, à fournir des aliments à son beau-père. *Ibid.*

3. — Et il en est ainsi alors même que les deux époux auraient été, du vivant du mari, condamnés solidairement à remplir cette obligation alimentaire. *Ibid.*

ALLUMETTES CHIMIQUES.

1. — L'importation des allumettes simplement soufrées qui ont moins de 10 centimètres de longueur n'étant ni prohibée, ni taxée à plus de 20 fr. par le rayon des douanes ne constitue pas le délit de contrebande prévu par l'art. 41 de la loi du 28 avril 1816 sur les douanes. *Douai* 15 *mars* 1905, *D.* 1906.2.318.

2. — Leur détention constitue une contravention en matière de contributions indirectes, réprimée par l'art. 20 § 4 de la loi du 16 avril 1895. *Ibid.*

3. — Cette contravention peut être constatée par les agents des douanes. *Ibid.*

4. — Mais elle ne peut être poursuivie que par l'Administration des contributions indirectes, à l'exclusion de l'Administration des douanes. *Ibid.*

AMENDES.

V. *Peines.*

AMNISTIE.

1. — De l'acte d'amnistie et des délinquants auxquels il profite. — Lois du 27 décembre 1900, du 1er avril 1904, du 2 novembre 1905 et du 12 juillet 1906. — La loi du 12 juillet 1906, qui accorde l'amnistie aux déserteurs et insoumis des armées de terre et de mer ne s'applique pas à ceux qui se sont rendus coupables de provocation à la désertion de militaires, délit spécial prévu par l'article 242 de la loi du 9 juin 1857. *Paris* 16 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 15-16-17 *juillet* 1906.

2. — La loi du 2 novembre 1905, bien que son art. 1er ne déclare amnistiés que les délits et contraventions en matière de réunion, d'élection, de grève, de manifestation à l'occasion du 1er mai, de presse et de faits connexes, s'applique néanmoins aux crimes, dès lors surtout que ceux-ci doivent être rangés dans la catégorie de faits connexes. *Cour d'Ass. Nord* 21 *mai* 1906 *Gaz.* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.37.

3. — Il en est ainsi du crime de pillage en bande, dès lors qu'on rencontre entre la grève et le crime commis le lien étroit de connexité exigé par le législateur de 1905. *Ibid.*

4. — Un arrêté du conseil de préfecture, rendu postérieurement à la promulgation d'une loi d'amnistie, n'a pu, sans en méconnaître les dispositions, condamner l'auteur d'une contravention de grande voirie à 16 francs d'amende et aux frais du procès-verbal, pour faits constatés à une date ne dépassant pas la limite fixée par la loi ; dès lors, ledit arrêté doit être annulé, et il n'y a lieu, pour le Conseil d'Etat, de statuer sur la contravention relevée. *Cons. d'Et.* 30 *mars* 1906. *Pand. franç.* 59.4.1906.

5. — En matière de contributions indirectes, et d'après l'art. 1er § 7 de la loi du 12 ju...et 1906, lorsque le procès-verbal n'a pas donné lieu, soit à une transaction, soit à une décision de justice passée en force de chose jugée, le bénéfice de l'amnistie est toujours et uniquement subordonné au taux des pénalités appliquées par la loi au fait constaté dans le procès-verbal. *Cass. 4 août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.371, *Pand. franç.* 303.1.1906.

6. — Il en est ainsi, même lorsqu'il est intervenu, au moment de la promulgation de la loi d'amnistie, une décision de relaxe. *Ibid.*

7. — Quand l'amende prononcée pour contravention à l'impôt des licences perçu en Algérie par l'Administration des contributions diverses est inférieure à 800 francs, et quand le prévenu ne se trouve dans aucun des cas d'exclusion prévus par l'art. 2 de la loi d'amnistie du 27 décembre 1900, déclarée par l'art. 3 applicable à l'Algérie, l'action publique est éteinte et il n'y a pas lieu à statuer sur la contravention reprochée au prévenue. *Cass.* 1er *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 91.2.

ANIMAUX.

Animaux sauvages. — Responsabilité. — Le propriétaire d'un bois où les espèces sont à l'état sauvage n'est pas de plein droit responsable des dégâts commis par les lapins habitant ce bois; pour que des dommages causés aux fonds riverains puissent engager sa responsabilité, il faut qu'il soit établi que ces animaux se trouvent en quantité anormale et que, par sa faute ou sa négligence, il a favorisé cette multiplication anormale. *Trib. civ. Nantes* 30 *mars* 1906, *Loi* 1er *août* 1906, *Mon. jud. Lyon* 1er *septembre* 1906.

ANTICHRESE.

V. *Nantissement.*

APPEL CIVIL.

V. aussi *Acquittement, Degré de juridiction, Demande nouvelle, Jugements préparatoires.*

1. — Effets de l'appel. — L'appel est suspensif, il a pour conséquence de dessaisir le juge qui a rendu le jugement dont est appel, et par son effet dévolutif d'attribuer la connaissance de la cause au juge du second degré. *Cass.* 6 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.309, *Gaz. Trib.* 11 *novembre* 1906.

2. — C'est là un principe général et absolu, qui ne comporte ni distinction, ni exception; et c'est au juge compétent qu'il appartient de décider si l'appel est ou non soit recevable soit fondé et d'en faire cesser l'effet suspensif, le cas échéant. *Ibid.*

3. — Par suite, tout acte fait en exécution d'un jugement frappé d'appel, lorsque l'exécution provisoire n'en a pas été ordonnée, est nécessairement nul, comme fait en contravention de l'art. 457 susvisé. *Cass.* 6 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.309.

4. — Et il importe peu que l'enquête ait été commencée à la demande des parties; elle ne pouvait être continuée après et nonobstant l'appel interjeté au cours de l'enquête, en l'absence et sans le consentement de l'appelant. *Ibid.*

5. — Spécialement, l'enquête à laquelle il a été procédé en dépit de l'appel interjeté contre le jugement qui l'avait ordonnée est nulle, encore bien qu'ultérieurement le juge d'appel aurait jugé cet appel tardif et l'aurait, par suite, déclaré irrecevable. *Ibid.*

APPEL CRIMINEL.

V. aussi *Degré de juridiction, Demande nouvelle, Jugements préparatoires.*

Il résulte des termes de l'article 213 C. d'instr. crim. que les Cours d'appel qui annulent un jugement correctionnel, pour violation ou omission des formalités légales, doivent dans tous les cas, sauf celui d'incompétence, évoquer le fond sans qu'il y ait à distinguer si les irrégularités constatées se réfèrent au jugement ou aux actes mêmes en vertu desquels le Tribunal est saisi. *Paris* 10 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 20 *décembre* 1906.

APPRENTISSAGE.

1. — Il ne saurait être permis à un patron, qui reçoit un apprenti pour lui apprendre un métier déterminé, de le spécialiser dans une branche de ce métier, sans l'exercer sur les autres branches. *Trib. civ. Limoges* 30 *janvier* 1906. *Recueil de Riom et Limoges* 46.1906.

2. — Spécialement, une jeune fille, entrée dans une manufacture de porcelaine pour y apprendre la profession de « décalqueuse en taille-douce », ne peut être employée uniquement à l'opération de « l'estampillage », très simple et qui n'augmente en rien son instruction professionnelle, sans qu'il lui soit donné de pratiquer l'opération de « l'applicage », la plus importante et la plus délicate du métier de décalqueur en taille-douce. *Ibid.*

3. — Alors, d'ailleurs, que la surveillante, spécialement chargée de faire travailler cette jeune fille, témoigne qu'elle a de très bonnes aptitudes et que son travail est satisfaisant. *Ibid.*

4. — Dès lors, les parents de cette apprentie sont en droit de la retirer avant l'expiration du temps convenu pour l'apprentissage manqué et du temps perdu. *Ibid.*

ARBITRAGE-ARBITRE.

1. — A. Formes du compromis. — Désignation qu'il doit contenir. — Nomination des arbitres. — L'art. 1006 C. pr. civ. disposant que « le compromis désignera les objets en litige et les noms des arbitres à peine de nullité », il faut pour que la convention d'arbitrage soit valable : 1° qu'elle spécifie le différend dont la solution est confiée aux arbitres; 2° qu'elle désigne les arbitres. *Trib. com. Lyon* 5 *janvier* 1906. *Gaz. jud. et com. Lyon* 378.1906.

2. — Par suite, un négociant assigné devant le Tribunal de commerce en paiement de travaux exécutés pour son compte par un entrepreneur n'est pas fondé à soulever un déclinatoire d'incompétence par le motif que, aux termes d'une convention valable intervenue entre lui et cet entrepreneur, ils se sont engagés à soumettre toutes difficultés à l'arbitrage de l'architecte chargé de la direction des travaux. *Ibid.*

3. — Alors, en effet, que, si le nom de l'arbitre a été indiqué, il n'en a pas été de même de l'objet du litige, qui, lors de la convention, était éventuel et indéterminé. *Ibid.*

4. — B. Procédure devant les arbitres. — Pouvoirs des arbitres. — Compétence. — Il peut être dérogé au principe d'après lequel le juge compétent pour statuer au fond est, par cela même, seul compétent pour statuer sur le provisoire, lorsqu'il s'agit de mesures provisoires urgentes et que les conditions exceptionnelles de constitution et de résidence du tribunal mettent obstacle à ce qu'il puisse ordonner utilement ces mesures. *Cass. req.* 21 *juin* 1904. *D.* 395.1.1906. *Pand. franç.* 8.5.1905.

5. — Ainsi, lorsque des contractants se sont engagés à porter devant un tribunal arbitral les litiges pouvant survenir entre eux, ce tribunal arbitral est à juste titre privé, au profit d'un tribunal de commerce, du droit de statuer sur des mesures provisoires, si celles-ci, d'un caractère urgent, ne pouvaient être déférées au tribunal arbitral à raison de ses conditions exceptionnelles de constitution et de résidence. *Cass. req.* 21 *juin* 1904. *D.* 395.1.1906.

ARCHITECTE.

V. *Louage d'ouvrage et d'industrie, Travaux publics.*

ARMATEUR.

V. aussi *Capitaine de navire, Charte-partie-connaissement, Marin-marine, Navire.*

1. — RESPONSABILITÉ DE L'ARMATEUR. — Dans le cas où un navire transportant des fonds de l'Etat a touché sur un banc par beau temps et où il est établi par le rapport de mer du capitaine que cet événement a eu pour cause unique une fausse manœuvre du timonier et ne peut pas être atribué à une fortune de mer, la Compagnie propriétaire du navire doit être déclarée responsable envers l'Etat de la perte des fonds à elle confiés. *Cons. d'Et.* 4 *mars* 1906. *S.* 83.3.1906.

2. — Le transfert des fonds publics ayant eu lieu en exécution d'une convention concernant le service maritime postal, et l'art .216, C. comm., n'étant pas applicable à cette convention d'une nature spéciale, le transporteur n'est pas fondé à prétendre que l'abandon du navire et du fret peut l'affranchir de la responsabilité par lui encourue. *Ibid.*

3. — L action en indemnité pour perte d'un parent dérive d'un droit personnel à la personne lésée par le décès et ne se rattache pas à la qualité de veuve commune ou d'héritier légal. *Trib. civ. Nantes* 9 *juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2. 184.

4. — La veuve, qui n'est pas commerçante et se prétend lésée par un quasi-délit de l'armateur, peut donc, à son choix, l'assigner devant la juridiction civile ou la juridiction commerciale; la loi du 25 avril 1898, d'ailleurs, lui laisse le choix de la juridiction. *Ibid.*

ARMEE.

V. aussi *Justice militaire, Pensions et traitements, Recrutement.*

1. — ETAT DES OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS. — Le conseil de régiment appelé à formuler un avis sur la demande d'un sous-officier rengagé en obtention de commission n'est tenu par aucune disposition de loi ni de règlement de provoquer au préalable ses observations. *Cons. d'Et.* 9 *décembre* 1904, *D.* 60.3.1906.

2. — Le fait que ce sous-officier est candidat à un emploi civil ne lui assure aucun droit à être commissionné. *Ibid.*

3. — En conséquence, le commandant du corps d'armée, en rejetant sa demande conformément à l'avis du conseil de régiment, ne fait qu'user du droit que lui confère l'art. 5 de la loi du 18 mars 1889. *Ibid.*

ARRETES.

V. *Règlement administratif.*

ASSISTANCE MARITIME.

1. — DE L'INDEMNITÉ DUE POUR FAITS D'ASSISTANCE MARITIME. — Celui qui porte secours à un navire en détresse a le droit d'être rémunéré de ses soins et doit recevoir une indemnité basée sur les dangers qu'il a affrontés et les pertes et avaries qu'il a pu subir. Il importe peu que l'assistance n'ait pu être menée à bonne fin, si la non-réussite n'est pas due à une faute de l'assistant. *Trib. com. Nantes* 24 *janvier* 1905. *Rec. Nantes* 260.1906.

2. — Quand, abandonné par l'assistant, le navire a été ultérieurement sauvé par un tiers, il y a lieu de régler les droits respectifs de l'assistant et du sauveteur. La créance de ce dernier, privilégiée par application de l'art. 2102 § 3 C. civ. mais seulement pour la valeur des frais faits, doit pour cette valeur, primer la créance de l'assistant; mais pour le surplus, la créance du sauveteur vient chirographairement au même rang que celle de l'assistant sur le net produit du navire. *Ibid.*

3. — Doit être considéré comme en péril imminent de sombrer le navire qui, à quelque distance de la côte, se trouve atteint d'une voie d'eau importante, dangereusement incliné et inapte à manœuvrer. *Trib. com. Marseille* 11 *mai* 1906. *Rec. Marseille* 266.1.1906.

4. — C'est sur ces considérations que doit être fixée la rémunération due pour l'assistance qui lui a été donnée, son remorquage dans le port, et le travail nécessaire pour étancher les cales et aveugler la voie d'eau. *Ibid.*

5. — Alors surtout qu'il était convenu que tout cela serait fait à forfait, avec la clause *No cure, no pay. Ibid.*

6. — On ne saurait accorder aucune indemnité de sauvetage ou d'assistance à des sauveteurs qui sont montés à bord sans l'aveu du capitaine et pendant qu'il était allé chercher du secours au port le plus voisin, et dont les services ont été constamment et absolument refusés pendant toute l'opération. *Ibid.*

7. — Doit être annulée, comme n'ayant pas été librement consentie, la convention passée par le capitaine pour l'assistance à prêter à son bâtiment, lorsque le navire se trouvait exposé à une perte à peu près certaine, s'il n'était pas immédiatement secouru, et lorsque le chiffre absolument exagéré de la rémunération promise indique la violence morale que le capitaine a dû subir. Il appartient alors aux tribunaux d'apprécier le montant de la rémunération qui doit être payée. *Trib. com. Havre* 21 *février* 1905. *Pand. fr.* 304.2.1906. *Cf. Rouen* 21 *mars* 1906, *Gaz. Trib.* 17 *septembre* 1906.

8. — La rémunération d'assistance doit être déterminée, non seulement d'après l'évaluation des dépenses et l'appréciation du travail effectué et des risques encourus, mais aussi d'après l'importance du service rendu. *Ibid.*

ASSISTANCE PUBLIQUE.

1. — ASSISTANCE MÉDICALE GRATUITE. — Les décisions des commissions cantonales prévues par l'art 17 de la loi du 15 juillet 1893, bien que qualifiées de souveraines, peuvent faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoirs devant le Conseil d'Etat. *Cons. d'Etat* 12 *mai* 1905. *Pand. franç.* 22.4.1906.

2. — Le bureau d'assistance médicale, qui a dressé la liste de proposition des individus admis aux secours médicaux, n'a pas qualité pour saisir la commission cantonale d'un recours contre la délibération du conseil municipal qui a dressé la liste de proposition des individus admis aux secours médicaux. *Cons. d'Etat* 12 *mai* 1905, *Pand. franç.* 22.4.1906.

3. — En conséquence, doit être annulée la décision de la commission cantonale qui a accueilli un recours formé par les membres du bureau d'assistance agissant en cette qualité, contre une délibération du conseil municipal arrêtant la liste d'assistance. *Ibid.*

4. — Lorsque le règlement départemental sur le service de l'assistance médicale porte que les médecins attachés à ce service qui refuseraient leur concours ou ne se conformeraient pas à l'une des dispositions du règlement pourront être exclus par une décision préfectorale motivée, le préfet ne saurait, après avoir exclu un médecin du service pour un canton déterminé par une mesure non prévue dans le règlement, prendre, à la suite de polémiques suscitées par cette mesure, un second arrêté excluant ce médecin jusqu'à nouvel ordre et sur tout le territoire du département. *Cons. d'Et.* 20 *décembre* 1905, 12 *janvier* 1906. *S.* 113.3.1906.

5. — Et, s'il résulte des considérants de ce nouvel arrêté qu'il n'a été que la conséquence et le complément de la première mesure disciplinaire prise contre le médecin, ledit arrêté peut être attaqué pour excès de pouvoirs comme pris en dehors des cas limitativement prévus par le règlement. *Ibid.*

ASSOCIATIONS, ASSOCIATIONS ILLICITES.

Index alphabétique

Actions en répétition 72.
Actions en revendication 55 et s.. 77, 71.
Actions en révocation 88.
Allocations 54.
Assemblées générales 2.
Associations religieuses 1.
Autorisation légale 10, 31.
Bail 30, 37.
Biens détenus 12, 40 et s.
Bonne foi 36.
Caractère de la dot 59.
Compétence du juge des référés 41 et s.
Congrégations enseignantes 86 et s.
Convocation des assemblées 6.
Définition des congrégations 7 et s.
Détention des biens 43.
Donation sous condition 88.
Dot 59, 67.
Dot mobiliale 70.
Droits des créanciers hypothécaires 22, 51.
Effets de l'instance en revendication 42.
Exécution des legs 81.
Forclusion 84 et s.
Groupements de prêtres 8.
Honoraires de l'avocat 52 et s
Hypothèques 22.
Hypothèques judiciaires 29.
Indemnité de jouissance 48.
Liquidation amiable 28.
Liquidation des biens détenus 40 et s.
Liquidation des congrégations autorisées 16 et s.
Livres de la congrégation 63.
Nécessité de l'autorisation 10.
Notification 33 et s.
Occupation des lieux 44 et s.
Patronage 32.
Pension 62, 66.
Plus-value résultant du bail 49.
Pouvoirs du liquidateur 40 et s.
Prélèvement 51.
Présomption d'interposition 13 et s., 56 et s.
Prescription 65.
Prêtres diocésains 9.
Preuve de l'apport dotal 74 et s.
Preuve de la détention 43 et s.
Preuve de la présomption 18, 56 et s.
Propriétaire apparent 25.
Propriété des immeubles 13 et s.
Quêtes 83.
Renouvellement de bail 58.
Rente viagère 54.
Reprise des apports 60 et s.
Restitution de la dot 60, 70.
Revendication 55 et s.
Révocation des donations 88.
Société de Marie 11.
Tiers de bonne foi 22 et s.
Validité des hypothèques 24.

SECT. I. — ASSOCIATIONS LICITES ET ILLICITES (n. 1),

SECT. II. — DES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES,

§ I. — *Définition de la congrégation* (n. 7).

§ II. — *Capacité juridique et fonctionnement des congrégations et de leurs établissements* (n. 10).

§ III. — *Sanctions civiles* (n. 13).

§ IV. — *Dispositions applicables aux congrégations non autorisées existantes au moment de la promulgation de la loi* (n. 31).

§ V. — *Des congrégations enseignantes. — Loi du 7 juillet 1904. — Congrégations mixtes* (n. 86).

§ VI. — *Règles spéciales aux congrégations situées dans l'ancien royaume de Sardaigne.* (n° 96).

SECT. I. — ASSOCIATIONS LICITES ET ILLICITES.

1. — Lorsqu'un tribunal constate que, parmi les fondateurs d'une société immobilière constituée par actions, se trouvait le vicaire général d'un diocèse; que, si la société a pour objet apparent l'exploitation, en outre, de tous autres immeubles susceptibles d'être ultérieurement acquis, d'une ancienne abbaye, et lorsqu'il est constant que le domaine, augmenté à diverses reprises, a été affermé à deux prêtres qui, en fait, appartenaient l'un et l'autre à un ordre religieux, et qui, jusqu'à l'application de la loi du 1er juillet 1901, ont occupé l'immeuble loué avec un certain nombre de religieux de la même congrégation, — le tribunal peut, à bon droit, conclure de ces constatations que ladite société constitue, au sens de l'art. 9 de la loi du 29 décembre 1884, une association religieuse formée dans le but exclusif de rendre à sa destination d'autrefois l'ancienne abbaye. *Cass. req.* 17 *juillet* 1905. *S.* 1906.1.119.

2. — Si l'on peut soutenir à la rigueur qu'une assemblée générale extraordinaire a le pouvoir de ratifier une convocation qui n'est point conforme aux statuts, la ratification qu'elle donne à cette convocation par la réunion même ne saurait, à moins d'incidents imprévus survenus au cours de ses délibérations, porter sur des modifications aux statuts que si ces modifications ont été mises à l'ordre du jour de l'assemblée. *Trib. civ. Seine* 14 *février* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.6.

3. — Ces principes sont également applicables en matière d'associations. *Ibid.*

4. — Par suite, lorsque pour couvrir l'irrégularité résultant du dépôt qu'il a fait seul de nouveaux statuts élaborés par lui en dehors de ses coadministrateurs, et pour paralyser les protestations de ces derniers en les évinçant, un membre du conseil d'administration d'une association a convoqué une assemblée générale extraordinaire sans que la question du remplacement des administrateurs anciens et de l'élection d'un nouveau conseil, conformément aux statuts modifiés figurât à l'ordre du jour lors de la convocation, cette assemblée ne peut être valablement saisie de cette question en cours de réunion et émettre à son sujet un vote régulier. *Ibid.*

5. — En conséquence, il y a lieu de prononcer l'annulation de ladite assemblée et des délibérations par elle prises, avec cette constatation que jusqu'à l'avis d'une autre assemblée générale régulièrement convoquée les statuts irrégulièrement élaborés et déposés seront considérés comme nuls et non avenus. *Ibid.*

6. — Et sur la demande des intéressés, il appartient au tribunal de désigner un mandataire de justice pour procéder à la convocation régulière de cette assemblée et lui soumettre les questions relatives au remplacement des administrateurs et à l'approbation de nouveaux statuts. *Ibid.*

SECT. II. — DES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES

§ I. — *Définition de la congrégation.*

7. — Une congrégation religieuse implique une association par laquelle plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but religieux, l'asservissement à une règle inflexible immuable, la renonciation au monde, l'abandon des intérêts de la collectivité, l'obéissance passive, l'abdication de l'individualité, la perpétuité de l'œuvre. On peut ajouter à ces éléments la vie commune, les vœux, le recrutement direct par le noviciat, enfin un pécule collectif. *Trib. civ. Nantes* 23 *juillet* 1906, *Gaz. Trib.* 7 *novembre* 1906.

8. — Un groupement de prêtres peut être contraire aux lois concordataires, et, notamment, au décret du 20 septembre 1809, qui prohibait les missions religieuses à l'intérieur de la France, sans, pour cette raison, constituer une congrégation dans le sens juridique du mot. *Ibid.*

9. — Ne forment pas une congrégation religieuse les prêtres missionnaires diocésains réunis en groupement de par la volonté de l'évêque dans l'immeuble appartenant à l'évêché, à l'effet de se livrer à la prédication, lorsqu'ils ne sont liés les uns aux autres par aucun contrat d'association, élément essentiel et constitutif de la Congrégation; qu'ils sont recrutés exclusivement dans le clergé diocésain et peuvent être appelés du jour au lendemain à d'autres fonctions, qu'ils ne sont liés par aucuns vœux autres que ceux de la prêtrise, ne possèdent rien en commun, n'ont pas de costume spécial, ne paraissent pas tenus au noviciat, ne relèvent que de l'Ordinaire, qui leur paye un traitement dont ils disposent à leur gré, etc. *Ibid.*

§ II. — *Capacité juridique et fonctionnement des congrégations et de leurs établissements.*

10. — Le principe que les congrégations d'hommes ne peuvent, en France, tenir la personnalité civile et l'autorisation légale que d'un acte du pouvoir législatif, a été, à diverses reprises, rappelé et appliqué, aussi bien par les juridictions de l'ordre judiciaire que par celles de l'ordre administratif. *Trib. civ. Seine* 23 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.222.

11. — Dans ces circonstances, on ne saurait alléguer l'existence d'une erreur commune sur la capacité de la Société de Marie, congrégation religieuse d'hommes reconnue seulement par ordonnance royale du 16 novembre 1825 et par décret impérial du 18 août 1860 et faire valider ainsi les obligations hypothécaires qu'elle a consenties. *Ibid.*

12. — Les immeubles qui auraient été sa propriété, si elle avait eu une existence légale, n'ayant pu être valablement hypothéqués par la congrégation légalement inexistante, on ne saurait davantage soutenir que ces immeubles n'étaient, lors de la promulgation de la loi du 1er juillet 1901, détenus que dans la limite des droits conservés sur eux par la congrégation, laquelle était sans aucun droit, et sous réserve des affectations hypothécaires qu'elle a consenties, lesquelles sont tout aussi inexistantes que la congrégation dont elles émanent *Ibid.*

§ III. — *Sanctions civiles.*

13. — PORTÉE DE LA SANCTION. — PREUVE DES ACTES ILLÉGAUX ET SIMULÉS. — PRÉSOMPTION LÉGALE D'INTERPOSITION. — L'article 17 de la loi du 1er juillet 1901 n'édicte contre le propriétaire d'un immeuble occupé par une congrégation religieuse dissoute la présomption d'interposition de personne que sous la réserve de la preuve contraire. *Cas. req.* 29 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.177. *Gaz. Trib.* 13 *octobre* 1906.

14. — Mais le degré de force probante des présomptions régulièrement tirées par les juges du fait des éléments soumis à leur appréciation n'est pas sujet au contrôle de la Cour de cassation.

14 *bis.* — Et il en est ainsi, notamment, lorsqu'ils écartent, sur le fondement de déclarations qui sont souveraines, la présomption d'interposition de personne. *Ibid.*

15. — Une Société civile, composée en tout ou partie, de membres d'une congrégation, dissoute, est présumée personne interposée de l'ancienne congrégation, à charge de la preuve contraire. *Paris*, 2 *août* 1906. *Gaz Trib.* 30 *septembre* 1906.

16. — Bien qu'elle ait l'apparence de la régularité, que les immeubles dont elle se dit propriétaire aient été acquis par actes authentiques et que les actions ou obligations qu'elle a émises et représentant son capital social aient été, en partie, souscrites par des tiers non congréganistes, la Société ne fait pas la preuve qui lui incombe s'il demeure constant que les intérêts de l'ancienne congrégation sont restés confondus avec les siens, et que son objet, le but de sa constitution et son fonctionnement apparaissent clairement comme ayant été seulement de couvrir l'incapacité juridique de la congrégation, en se substituant à elle. *Ibid.*

18. — La preuve contre une présomption légale doit être, pour être admise, exceptionnellement précise et complète. *Ibid.*

19. — L'art. 2 C. civ. ne concerne point les actes législatifs qui, comme celui du 1er juillet 1901, intéressent l'ordre public. Par suite, doivent être considérées comme ayant un effet retroactif les dispositions de l'art. 17 de la loi du 1er juillet 1901 et spécialement la présomption d'interposition résultant de ce texte au regard de la société civile composée en tout ou en partie des membres de la congrégation propriétaire de tout immeuble occupé par l'association, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la création de la société civile est d'une époque antérieure, postérieure ou concomitante à la congrégation. *Nancy* 21 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.250.

20. — Pour établir la présomption d'interposition de personne l'art. 17 n'exige pas que les immeubles de la société civile soient occupés par un ou plusieurs congréganistes. En conséquence, lorsque les immeubles dont la société civile se prétend propriétaire étaient occupés en 1901, comme depuis longtemps d'ailleurs, par les membres de la congrégation, cette société civile doit être considérée comme interposée et il incombe la charge de faire la preuve contraire. *Ibid.*

21. — La loi du 1er juillet 1901 n'apporte aucune dérogation à la maxime de droit *Error communis facit jus*, qui est fondée sur les principes les plus graves d'ordre public et d'intérêt général au point de vue de la stabilité des conventions et du maintien de celles intervenues de bonne foi. *Grenoble*, 11 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.348.

22. — Dès lors, bien qu'elle soit muette sur cette maxime, elle ne peut atteindre une hypothèque consentie de bonne foi par le propriétaire apparent à des créanciers hypothécaires également de bonne foi. *Ibid.*

23. — Les hypothèques consenties par des propriétaires apparents de biens appartenant en réalité à des congrégations non autorisées peuvent être reconnues valables si les tiers de bonne foi ont été victimes d'une erreur telle qu'une prudence ordinaire ne pouvait l'éviter. *Lyon* 22 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 19 *octobre* 1906. *Loi* 30 *octobre* 1906.

24. — Il y a donc lieu de rechercher, pour statuer sur la question de validité, si le titulaire du droit hypothécaire a pu de bonne foi se méprendre sur la véritable qualité du constituant et le considérer comme propriétaire des immeubles hypothéqués. *Ibid.*

25. — Aux termes des art. 2092 et suiv. C. civ., quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir. *Trib. civ. Seine* 9 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.446.

26. — Cette obligation s'étend même aux biens dont le débiteur n'était au moment où il s'est obligé, que propriétaire apparent, son droit étant alors affecté

d'un vice caché, dont la révélation ultérieure ne peut préjudicier à ceux qui ont traité avec lui sous l'empire d'une erreur commune et invincible. *Ibid.*

27. — Lorsqu'en avril et août 1900, une personne, paraissant, aux yeux de tous, seul et véritable propriétaire d'immeubles qu'elle avait acquis par actes authentiques, en apparence pleinement réguliers, a reçu d'un tiers, à titre de prêt, une somme d'argent; que, sur une demande en paiement intentée par lui le 22 avril 1901, le prêteur a obtenu, le 12 septembre 1902, un jugement condamnant l'emprunteur à lui payer la somme prêtée; qu'en vertu de ce jugement, le prêteur a requis inscription d'hypothèque judiciaire sur les immeubles précités, peu importe que, par un jugement postérieur, le liquidateur d'une Congrégation dissoute ait fait juger, à l'égard de l'emprunteur, propriétaire nominal desdits immeubles, que celui-ci était personne interposée au profit de cette Congrégation à laquelle il appartenait, et que lesdits immeubles doivent être considérés comme ayant été détenus par elle à la date de la promulgation de la loi du 1er juillet 1901. *Ibid.*

28. — Si, depuis la promulgation de la loi du 1er juillet 1901, l'article 18 de cette loi s'oppose à toute liquidation amiable des biens détenus par les Congrégations religieuses non autorisées, les poursuites commencées, dans l'espèce, par le prêteur avant la promulgation et continuées postérieurement, de bonne foi, et sans fraude, ne constituent point des actes de liquidation amiable, et ne tombent sous aucune des prohibitions de ladite loi. *Ibid.*

29. — En conséquence, le liquidateur n'est pas fondé à demander la nullité de l'hypothèque judiciaire, inscrite en vertu du jugement obtenu par le prêteur le 12 septembre 1902. *Ibid.*

30. — Un bail consenti par une société d'une congrégation religieuse et reconnue personne interposée peut être sincère, sans pour cela être valable; et, s'il est reconnu que la société civile, en qualité de personne interposée, n'avait pas qualité pour le consentir, il doit être annulé à la demande du liquidateur, alors surtout que la bonne foi du preneur n'est pas démontrée. *Lyon* 29 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 18 *août* 1906.

§ IV. — *Dispositions applicables aux congrégations non autorisées existantes au moment de la promulgation de la loi.*

31. — A. Mise en demeure de former une demande d'autorisation. — Dissolution de plein droit. — La loi du 1er juillet 1901 soumet à la demande d'autorisation les établissements non autorisés, même dépendant de congrégations autorisées, qu'ils présentent un caractère stable et déterminé ou soient de nature précaire. *Caen* 16 *novembre* 1904. *D.* 261.2.1906.

32. — Il en est ainsi spécialement pour un patronage comprenant une clinique. *Ibid.*

33. — L'art. 25 du premier décret du 16 août 1901, qui porte que la notification du refus d'autorisation qui sera faite aux personnes chargées de la direction d'une congrégation, vise exclusivement le cas où il y a eu demande d'autorisation. *Ibid.*

34. — Mais aucun texte de loi ne prescrit la notification d'un avis ou d'une mise en demeure aux congrégations ou établissements non autorisés existant avant la loi qui n'ont pas demandé l'autorisation. *Ibid.*

35. — Le principe de la non-rétroactivité de la loi ne s'oppose pas à l'application de la loi du 1er juillet 1901 aux anciennes congrégations qui n'ont pas demandé l'autorisation, lorsque la poursuite se refère à des faits postérieurs à la promulgation de la loi et vise des personnes qui ont persisté à maintenir un établissement illégal. *Ibid.*

36. — La bonne foi justificative ne peut être basée sur une erreur de droit, alors même qu'il est démontré que les prévenus n'ont eu nullement l'intention d'éluder la loi. *Ibid.*

37. — La préexistence d'un bail à une congrégation ne place pas le bailleur dans la nécessité de continuer à fournir à la congrégation l'usage du local où elle a installé un de ses établissements après qu'il sait que celui-ci est illicite. *Ibid.*

38. — Par suite, en s'abstenant de manifester son intention de faire cesser la location, le bailleur est censé avoir consenti un nouveau bail à la congrégation et par là il se rend complice du délit commis par elle. *Ibid.*

39. — La loi du 1er juillet 1901, par son article 18, a soumis au régime de la liquidation en justice, dès le jour où elle est entrée en vigueur, les biens que détenaient au moment de sa promulgation les congrégations existant sans autorisation. Cette règle doit recevoir son application lorsque la liquidation s'ouvre ultérieurement, par l'effet d'un refus d'autorisation intervenu dans les conditions des paragraphes 1 et 2 dudit article. Par suite, les actes amiables touchant la propriété des mêmes biens, postérieurs à cette date, ne sont pas opposables au liquidateur, et doivent être considérés comme nuls et de nul effet. *Cass. req.* 26 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 26 *août* 1906.

40. — B. Liquidation des biens détenus par les congrégations dissoutes. — Nomination du liquidateur des pouvoirs. — Vente en justice des biens. — Constitution de l'actif net. — Allocation aux membres des congrégations dissoutes. — Le liquidateur des biens d'une congrégation religieuse non autorisée est, par le seul fait de sa nomination régulière, investi de la possession exclusive des biens détenus par celle-ci quels que puissent être les titres apparents à lui opposés. Les termes généraux « bien détenus » employés par le législateur en vue de déjouer la fraude à la loi visent toute occupation apparente par la congrégation, servant son œuvre. *Trib. civ. Lille* 15 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.434.

41. — Le juge des référés est compétent pour connaître de la demande du liquidateur tendant à être mis en possession des biens dont s'agit conformément au jugement qui l'a nommé, et ce, par application de l'art. 806 C. pr. civ., lequel attribue compétence à ce magistrat pour statuer provisoirement sur les difficultés portant sur l'exécution des jugements. *Ibid.*

42. — Et s'il y a lieu de faire droit à la demande du liquidateur, sauf, s'il y échet, à accorder un délai à l'occupant pour déguerpir, alors même que le liquidateur aurait cru devoir introduire au principal une instance en revendication des biens détenus, ladite instance étant différente de celle introduite devant le juge des référés, et la mesure sollicitée apparaissant comme insusceptible de préjudicier au principal. *Ibid.*

43. — Lorsqu'une Société revendique un immeuble contre la liquidation d'une congrégation dissoute, et que le liquidateur demande aux juges de prononcer la nullité de la Société revendiquante, à raison de ce qu'elle aurait eue un objet illicite, et n'aurait point, d'autre part, été formée en vue de la réalisation de bénéfices à partager, cette fin de non-recevoir est liée à la question du fond, de sorte qu'elle ne saurait être proposée par le liquidateur qu'autant qu'il serait préalablement établi que la congrégation avait la détention des biens litigieux. *Trib. civ. Seine* 21 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 28 *octobre* 1906.

44. — Au surplus, l'occupation matérielle des lieux par la congrégation fût-elle établie, il n'en résulterait pas que la congrégation fût détentrice dans le sens de la loi du 1er juillet 1901, alors que la Société propriétaire apparente avait une existence réelle indépendante de la congrégation, avec laquelle elle ne s'était jamais confondue et ne pouvait être considérée comme personne interposée. *Ibid.*

45. — Le fait qu'au 1er juillet 1901 plusieurs membres d'une congrégation habitaient un collège comme faisant partie du personnel (dont l'un en qualité de directeur) n'est pas caractéristique de l'occupation de ce collège par la congrégation. *Ibid.*

46. — Si le liquidateur ne rapporte pas la preuve que les biens litigieux étaient détenus par la congrégation à la date du 1er juillet 1901, il est non recevable à faire valoir, contre les titres de la Société revendiquante, des causes de nullité dont la conséquence éventuelle n'entraînerait pas la liquidation judiciaire organisée par la loi sur les associations, mais l'ouverture de la liquidation d'une Société de fait, conformément au droit commun. *Ibid.*

47. — Il en est ainsi, du moins alors que les autres circonstances de l'espèce interdisent de supposer que ces congréganistes, incorporés dans un personnel scolaire important, nommés et salariés par la Société civile qui avait la propriété apparente de l'établissement, occupaient les lieux pour le compte de leur ordre et non pas pour le compte de la Société qui les employait et les rétribuait. *Ibid.*

48. — Le liquidateur d'une congrégation dissoute, qui est resté en possession d'un immeuble dont la congrégation était locataire, sans faire état du bail, doit au bailleur une indemnité de jouissance pour le temps qu'a duré sa possession. *Riom* 25 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 11 *octobre* 1906.

49. — Lorsque, dans le bail consenti à une congrégation, il est stipulé que le bailleur devra payer au preneur, pour les constructions par lui élevées, une somme égale à la plus-value donnée à l'immeuble par ces constructions, mais qui ne pourra être inférieure au coût de celle-ci, une telle stipulation constitue au profit de la congrégation une libéralité dont, par application de l'article 18 de la loi du 1er décembre 1905, le liquidateur ne peut pas conserver le bénéfice. *Ibid.*

50. — En conséquence, la somme due à la congrégation, à raison de ces constructions, doit être fixée, suivant le droit commun, au montant de la plus-value qu'elles ont procurée à l'immeuble. *Ibid.*

51. — A raison de son inexistence juridique, une congrégation non autorisée ne peut avoir de créanciers et, dans la liquidation judiciaire des biens détenus par elle, nul ne peut être admis à un prélèvement qu'autant qu'il établit avoir mis ou conservé une valeur dans la masse des biens à liquider et à concurrence seulement de l'émolument qu'il a, par son fait ou de ses deniers procuré à la liquidation. *Trib. civ. Seine* 6 *décembre* 1906. *Gaz. Pal.* 8 *décembre* 1906.

52. — L'avocat qui a plaidé pour une congrégation avant sa dissolution et gagné un procès dirigé contre elle ne peut réclamer au liquidateur le montant de ses honoraires. *Ibid.*

53. — Si utiles, en effet, que soient les soins, conseils et plaidoiries d'un avocat, ils ne peuvent avoir pour conséquence de créer au profit d'une partie un droit quelconque qui ne serait pas préexistant. Par suite, s'il peut être exact de dire que le travail et le concours de l'avocat contribuent plus ou moins puis

samment à mettre en lumière le droit de son client, il ne le conserve point cependant dans le sens juridique du mot, puisqu'il est impossible d'affirmer que sans l'intervention de l'avocat, ce droit eût péri et que le juge eût été impuissant à le reconnaître et à le sanctionner. *Ibid.*

54. — Il y a lieu de réserver aux congréganistes les droits individuels dont ils pourraient justifier sur le reliquat des biens mis en liquidation et notamment le droit aux allocations en capital et en rentes viagères prévues par le paragraphe 14 de la loi de 1901. *Trib. civ. Auxerre* 13 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 9-10 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 24 *septembre* 1906.

55. — C. ACTIONS EN REPRISE ET EN REVENDICATION. OPPOSITIONS AUX JUGEMENTS. — Le revendiquant d'un immeuble détenu par une congrégation est, s'il fait partie de cette congrégation, présumé personne interposée, et il ne peut discuter cette présomption qu'en faisant la preuve, par toutes les circonstances de fait, qu'il a pu acquérir pour lui et qu'il a effectivement acquis pour son compte. *Lyon* 22 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 23 *juin* 1906.

56. — Le liquidateur des biens d'une congrégation en possession des biens détenus satisfait à tout ce qui peut être exigé de lui lorsqu'il établit à l'encontre du revendiquant que les titres sur lesquels il fonde son action ne lui en attribuent la propriété qu'en apparence: réputé personne interposée, il a l'obligation de prouver qu'il a acquis comme prête-nom pour une personne capable. *Cass.* 28 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.177, *Gaz. Trib.* 13 *octobre* 1906.

57. — Le tiers revendiquant n'a aucune preuve à faire, quand il a justifié de ses titres de propriété. C'est au liquidateur à faire la preuve que le tiers n'est qu'un prête-nom, et cette preuve peut être faite au moyen de présomptions graves, précises et concordantes. *Paris* 7 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 10 *novembre* 1906.

58. — Mais la qualité de père de deux congréganistes, invoquée comme présomption par le liquidateur est, au contraire ,une présomption en faveur du propriétaire revendiquant, puisque le prête-nom du père de famille était inutile, la propriété devant aller, par le cours naturel des choses, aux filles du revendiquant, c'est-à-dire à la congrégation. *Ibid.*

59. — La remise par une religieuse à la congrégation dans laquelle elle est entrée d'une somme d'argent, à titre de dot, bien que cette religieuse n'y fût pas astreinte par les statuts de la communauté, constitue non une libéralité, mais un acte à titre onéreux, ayant entraîné comme obligation corrélative, de la part de la congrégation, celle de pourvoir à la nourriture et à l'entretien de la religieuse. *Paris* 8 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 14 *octobre* 1906.

60. — En cas de dissolution ou d'extinction de la congrégation, mettant celle-ci dans l'impossibilité de remplir son engagement, l'obligation de l'autre partie, l'ex-religieuse, n'a plus de cause et sa dot doit lui être restituée, malgré l'absence de toutes stipulations expresses à cet égard .(article 1184 du Code civil). L'article 7 de la loi du 24 mai 1825 et l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904 n'ont, à cet égard, apporté aucune dérogation aux règles du droit commun. *Ibid.*

61. — Les anciennes religieuses ayant fait partie d'une congrégation dissoute en vertu de la loi du 7 juillet 1904, ont le droit de reprendre les sommes qu'elles avaient apportées à la congrégation à la charge pour cette dernière de les loger, nourrir et entretenir, leur vie durant, en état de communauté religieuse. Par suite de sa dissolution légale, ladite congrégation se trouve, en effet, hors d'état de remplir désormais ses engagements. *Montpellier* 6 *août* 1906. *Mon. jud. du Midi* 99.2.1906.

62. — La pension qui, aux termes de la loi du 7 juillet 1904, doit être octroyée aux anciens congréganistes en état d'indigence, ne saurait être considérée comme la représentation du droit de reprise des apports. *Ibid.*

63. — Le liquidateur d'une congrégation ne saurait contester leur qualité à d'anciennes religieuses de cette congrégation, sous le prétexte qu'il n'aurait été déposé à la préfecture aucune liste des membres de la congrégation, alors que ladite qualité est établie par la production des livres de cette association religieuse. *Ibid.*

64. — Le liquidateur qui, dans les contestations soulevées entre les anciennes congréganistes et la congrégation, représente cette dernière, est lié, comme la congrégation elle-même, par les traités passés même sous signatures privées et par les énonciations des livres tenus régulièrement pour elle. *Ibid.*

65. — Il n'est pas vrai d'affirmer que les prescriptions de l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904 combinées avec celles de l'art. 7 de la loi du 24 mai 1825 en cas de retrait de l'autorisation gouvernementale accordée à une congrégation autorisée ne permettent l'action en reprise qu'en ce qui concerne les biens entrés dans le patrimoine de la congrégation à titre gratuit et non point en ce qui concerne les biens acquis à titre onéreux. *Nimes*, 21 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon*, 21 *juin* 1906.

66. — La pension alimentaire réservée sur l'actif net de la congrégation aux anciens congréganistes indigents ne saurait être considérée comme une conversion du droit des congréganistes qui avaient apporté une dot. *Ibid.*

67. — Le contrat d'apport dotal est soumis à la clause résolutoire sous entendue de l'article 1184 du Code civil, à partir du jour où la communauté n'a pu, par suite d'une volonté supérieure de la loi, continuer à fournir les prestations par elle promises. *Ibid.*

68. — Cette résolution ne peut produire d'effet que pour l'avenir; il est juste et juridique d'affirmer que les parties ont entendu pour le passé se tenir quittes de tous règlement et comptes qui résulteraient pour la congrégation des dépenses par elle faites pour nourrir et soigner et pour la demanderesse de la perte des intérêts de sa dot. *Ibid.*

69. — Il y a lieu de prononcer contre le liquidateur, selon les termes du droit commun, une condamnation à restituer; il ne suffisait pas d'ordonner une simple admission au passif de la liquidation, aucun texte de la loi de 1904 n'ayant institué une semblable procédure. *Ibid.*

70. — La dot moniale constituant, selon l'acception du mot « aumône » sous lequel elle est habituellement dénommée, un subside, une contribution aux charges de la congrégasion, sa dation est une condition exigée de celle qui peut l'accomplir qui, une fois remplie, ne donne plus ouverture à restitution. *Trib. civ. Toulouse* 3 *mai* 1906. *Loi* 8-9 *juillet* 1906. *Mon .jud. Lyon* 19 *juillet* 1906.

71. — La convention en vertu de laquelle cette dot est apportée bien qu'elle ne constitue pas une donation absolue, s'en rapproche assez pour qu'on ne puisse la ranger dans les contrats synallagmatiques et en conséquence déclarer par application de l'art 1184 C. civ. la dot soumise à répétition, au cas de résolution du contrat, ou donnant lieu a des dommages-intérêts pour défaut d'inexécution par la congrégation. *Ibid.*

72. — Par suite, doit être décalrée irrecevable l'action en répétition de la dot moniale, qui ne peut s'appuyer sur les dispositions du droit commun et qui est, d'ailleurs, contraire aux statuts et contrats passés à l'occasion desdites dots, ainsi qu'aux lois spéciales sur la matière. *Ibid.*

73. — C'est donc un genre d'apport qui, n'étant pas un don proprement dit, entre dans le patrimoine de la congrégation s'incorporant à lui comme bien de mainmorte et dont se dépouille irrévocablement la nouvelle congréganiste. *Ibid.*

74. — Le congréganiste qui demande à reprendre dans la masse à liquider le montant des valeurs mobilières ou de sommes d'argent qui lui appartenaient avant son entrée dans la congrégation ou qui lui sont échues depuis dans les conditions prévues par l'art. 18 de la loi du 1er juillet 1901, est tenu d'établir que les valeurs ou sommes d'argent ont été réellement apportées ou versées par lui à la congrégation; le législateur n'a pas créé une présomption d'apport supposant que la totalité de ces biens est entrée « ipso facto » dans le patrimoine de l'association; les règles du droit canonique interdisant au moine de rien détenir ou posséder par lui-même ne constituent, à cet égard, qu'une simple présomption de fait, à elle seule sans portée et sans précision suffisante. *Angers* 23 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.510.

75. — Spécialement, lorsqu'un religieux a, pendant une période donnée, débattu et réglé lui-même avec son notaire tout ce qui avait trait à l'administration de sa fortune et qu'il s'est fait envoyer des capitaux et des titres de rentes, on ne peut prétendre qu'il en ait fait profiter la congrégation. *Ibid.*

76. — Il en est autrement à partir du jour où l'un des moines chargés des intérêts de l'ordre s'est occupé seul et directement des affaires du congréganiste demandeur, et pour les sommes qui sont échues postérieurement à cette date, la preuve de leur versement à la communauté peut être administrée par présomptions graves, précises et concordantes, conformément à l'art. 1353 C. civ. *Ibid.*

77. — Il importe peu que les biens ou valeurs dont la restitution est réclamée ne se retrouvent plus en nature dans la masse à liquider; la loi n'a nullement subordonné l'action en revendication ou en reprise à une telle condition. *Ibid.*

78. — Le liquidateur ne saurait se prévaloir davantage de ce que les biens ou valeurs réclamés ou leur équivalent ne seraient pas compris dans ceux qu'il détient sous son séquestre. *Ibid.*

79. — Le congréganiste agit non en vertu de l'action « de in rem verso », mais en vertu d'une action en reprise et il n'est nullement tenu d'établir qu'il est résulté de ses apports un enrichissement pour la masse à liquider. *Ibid.*

80. — Vainement, le liquidateur soutient que le demandeur en reprise de sommes d'argent ne peut prétendre qu'à faire établir l'existence, le caractère et l'importance de ses droits et à les exercer dans la limite des forces de la liquidation, sans pouvoir, conformément aux règles du droit commun, obtenir contre lui une condamnation exécutoire entraînant hypothèque judiciaire sur les biens compris dans la masse et lui permettant ainsi de se faire payer par préférence aux autres créanciers, mais qu'il pouvait seulement être admis à prendre une quote-part de l'actif net de cette liquidation, une fois cet actif établi et dans la mesure compatible avec les droits concurrents. Une pareille dérogation au droit commun ne saurait être admise ni suppléée par le juge dans le silence de la loi. *Ibid.*

81. — Lorsqu'une donation a été faite à une congrégation sous la condition essentielle qu'elle entretiendrait dans les immeubles donnés un établissement d'éducation, le refus opposé à sa demande d'autorisation, en rendant impossible l'exécution de cette condition, donne ouverture à l'action en révocation

et en revendication au profit de l'ayant droit du donateur. *Poitiers* 5 *mars* 1906. *Loi* 18 *juillet* 1906.

82. — En conséquence, la donation du terrain et des constructions faites par le propriétaire à une congrégation non autorisée, à charge par celle-ci d'y entretenir une œuvre d'enseignement, est régulière et valable pourvu qu'elle soit faite au profit d'une congrégation dépourvue de personnalité civile, tous les actes auxquels l'art. 81 de la loi du 1er juillet 1901 rattache, le cas échéant, une action en revendication se présentant dans les mêmes conditions juridiques. *Ibid.*

83. — Le curé qui, s'étant rendu acquéreur d'un terrain, a fait édifier sur ce terrain des construction affectées à une plus grande partie des dépenses d'achat et de constructions avec le produit de souscriptions et de quêtes faites, tant dans sa paroisse que dans diverses autres paroisses du diocèse, doit être considéré comme seul et personnel propriétaire de l'établissement, les donateurs et souscripteurs n'ayant eu qu'un but : faire les fonds nécessaires à la construction d'un établissement d'enseignement congréganiste, et aucun d'eux n'ayant entendu, pour la faible contribution représentée par les souscriptions individuelles, en retenir la propriété dont ils laissaient le soin aux promoteurs de l'œuvre d'investir celui qui paraîtrait le plus apte à en assurer l'achèvement. *Ibid.*

84. — La forclusion résultant de l'article 18 de la loi de 1901 est d'ordre public et est édictée dans l'intérêt de la liquidation. *Paris* 5 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 18 *août* 1906.

85. — Elle ne saurait être utilement invoquée par des revendiquants, voulant faire rejeter l'action tardive, selon eux, d'autres revendiquants, dont ils contestent, dant un intérêt purement privé, la qualité héréditaire. *Ibid.*

§ V. — *Des congrégations enseignantes. — Loi du 7 juillet* 1904. — *Congrégations mixtes.*

86. — On ne saurait étendre à la liquidation d'une congrégation autorisée une règle de compétence qui a été uniquement édictée pour la liquidation des congrégations non autorisées par la loi du 17 juillet 1903 complétant l'art. 18 de la loi du 1er juillet 1901. *Besançon* 13 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.450.

87. — Spécialement cet article 18 n'est pas applicable à la liquidation des congrégations autorisées, dissoutes en vertu de la loi du 7 juillet 1904, puisque celle-ci est expressément réglementée par ladite loi de 1904 qui renvoie à l'art. 7 de la loi du 24 mai 1825, sans indiquer aucune référence à la loi de 1901. *Ibid.*

88. — Lorsqu'un bien a été donné à une Congrégation enseignante, sous la condition d'être affecté à un établissement d'enseignement gratuit, et sous la clause que, dans le cas où, pour une cause quelconque, l'enseignement n'y serait plus distribué par la Congrégation, la donation serait révoquée, la loi du 7 juillet 1904, en supprimant cet établissement, a ouvert, sur les biens ainsi donnés, non pas le droit de retour qu'elle établit par référence à la loi du 24 mai 1825, mais l'action révocatoire réglée par les art. 953, 954 et 1184 C. civ. *Trib. civ. Seine* 28 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.298.

89. — Si, en créant un droit de retour exceptionnel sur les libéralités qui, au jour de la dissolution de la Congrégation ou de la fermeture de l'établissement, demeuraient dans le patrimoine de la Congrégation et ne devaient pas revenir aux disposants, la loi de 1825 a pu, pour le service des pensions aux congréganistes, affecter ce droit nouveau aux congréganistes, ces conditions ne s'étendent point aux libéralistés avec charges, déjà résolues par les articles précités du Code civil. *Ibid.*

90. — Il en est ainsi surtout lorsqu'il s'agit de libéralités faites, moins en vue de gratifier la Congrégation que de lui fournir les moyens d'assurer un service dont les charges égalent sensiblement l'émolument de la libéralité. *Ibid.*

91. — En réalité, il y a alors un véritable traité onéreux sous forme de donation. *Ibid.*

92. — En conséquence, les ayants droit du donateur peuvent reprendre les biens donnés libres de toute contribution au service des pensions allouées aux congréganistes par prélèvement sur les biens acquis à titre onéreux, et subsidiairement sur les biens acquis à titre gratuit et sujets au droit de retour. *Ibid.*

93. — Les présomptions de l'art. 17 de la loi du 1er juillet 1901 ne sont applicables qu'aux congrégations formées sans autorisation. Elles ne sauraient s'appliquer à la liquidation des biens et valeurs des congrégations enseignantes, régulièrement autorisées, qui ont été dissoutes en vertu de la loi du 7 juillet 1904. *Montpellier* 25 *juillet* 1906. *Mon. jud. du Midi* 782.1906.

94. — En conséquence, ne doit pas être également présumée personne interposée au profit d'une congrégation de ce genre la congréganiste qui a acquis un immeuble et en a abandonné la jouissance à la congrégation. *Ibid.*

95. — Il importe peu que l'établissement d'instruction créé dans ledit immeuble ait été fondé sans autorisation préalable, si la congrégation était régulierement autorisée. *Ibid.*

§ VI. — *Règles spéciales aux congrégations situées dans l'ancien royaume de Sardaigne.*

96. — En cas d'annexion, par le seul fait de son incorporation à l'Etat annexant et sauf l'effet de stipulations contraires, des conventions ou des actes diplomatiques pouvant intervenir à cette époque, le territoire annexé se trouve soumis, pour l'avenir, à toutes les lois de l'Etat annexant, dont il devient une des parties intégrantes. *Trib. civ. Seine* 16 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 1er *septembre* 1906. *Cf. Cons. d'Et.* 28 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 16 *août* 1906.

97. — Aucun des habitants de ce territoire n'a un droit acquis à invoquer l'ancienne législation pour continuer à jouir, sur le sol désormais soumis à une nouvelle souveraineté, d'un état contraire aux lois du nouveau souverain. *Ibid.*

98. — Il est de principe que les avantages légaux dont l'exercice est successif ne peuvent, lors même qu'ils auraient été exercés pendant un temps plus ou moins long avant la promulgation de la loi nouvelle, être considérés comme acquis que pour le passé et non pour l'avenir. *Ibid.*

99. — Par application de cette règle, il convient de décider que, depuis la réunion de la Savoie à la France, et qu'elle qu'ait été antérieurement leur situation juridique sous le régime de la loi sarde, les congrégations religieuses existant sur le sol français se trouvent par le seul fait de l'annexion soumises à toutes les lois françaises, lesdites congrégations ne pouvant être considérées comme jouissant en France de l'autorisation légale et de la personnalité civile qu'autant qu'elles sont à même de justifier d'une décision du pouvoir législatif français les leur conférant, conformément aux dispositions de la loi du 2 janvier 1817 ou d'une stipulation des conventions diplomatiques maintenant

expressément, en leur faveur, les effets d'une autorisation antérieure à l'annexion. *Ibid.*

ASSOCIATION SYNDICALE.

V. *Syndicat.*

ASSURANCES (en général).

V. aussi *Assurances mutuelles*, *Assurances terrestres.*

Index alphabétique

Action en indemnité 31.
Agents de la compagnie 21 et s.
Avenant 14.
Clauses imprimées 4.
Déchéances 12 et s., 29, 32.
Déclaration d'assurance nouvelle 14.
Déclaration de faillite 12.
Déclaration de sinistre antérieur 19 et s.
Déclaration verbale 15.
Délégation 30 et s.
Effets du paiement des primes 2.
Formation du contrat 1.
Gage des créanciers 28.
Indemnités dues par le locataire 29 et s.
Interprétation de la police 3 et s.
Obligations du locataire 30.
Obligations lors du sinistre 25.
Opposition au paiement de l'indemnité 30,
Paiement de l'indemnité 27 et s.
Paiement des primes 7 et s.
Police 3 et s.
Prescription 32 et s.
Preuve de la déclaration de réassurance 16.
Réassurance 18, 34.
Recours de l'assureur 35.
Résiliation de l'assurance 10, 34.
Signature au bas de la police 3.
Sinistre antérieur 19.
Suspension de l'assurance 7.

---

§ I. — *Formation du contrat d'assurance. — Règles générales* (n. 1).

§ II. — *Obligations de l'assuré* (n. 7).

§ III. — *Obligations de l'assureur* (n. 27).

---

§ I. — *Formation du contrat d'assurances Règles générales.*

1. — A. CARACTÈRES ET FORMATION DU CONTRAT D'ASSURANCES. — Une compagnie d'assurances n'est pas fondée à invoquer la nullité d'une police consentie à une Société, sous prétexte que ladite Société n'existait pas encore au moment de la signature du contrat, alors que l'erreur initiale a été réparée par un avenant postérieur, qui a eu pour effet d'incorporer dans la police, comme s'il y avait été originairement, le bénéfice du contrat d'assurances au profit de l'assuré. *Trib. civ. Seine* 23 *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 5 *novembre* 1906.

2. — Quand une police d'assurance stipule « que le présent contrat ne prendra effet qu'après avoir été revêtu de la signature de l'administration centrale et le lendemain du paiement de la première prime » la réalisation de cette double condition est indispensable à la formation du contrat, si bien qu'à défaut du paiement de la première prime, au moment fixé, le contrat n'a pu prendre naissance. *Toulouse* 26 *mars* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.182.

3. — B. DE LA POLICE ET DE SON INTERPRÉTATION. — DES AVENANTS. — La signature apposée par le contractant au bas d'une police d'assurances implique, de sa part, la connaissance et l'approbation de toutes les stipulations qu'elle contient sans aucune distinction entre celles sont imprimées et celle qui sont écrites à la main. *Nancy* 14 *mai* 1906. *Rec. Nancy* 215.1906.

4. — Dès lors, les clauses impri

sont, en principe, obligatoires pour chacun des contractants, au même titre et dans la même mesure que les clauses manuscrites. *Ibid.*

5. — Si le pouvoir d'appréciation des Tribunaux leur permet de refuser de donner effet à une clause imprimée lorsqu'il apparaît que les parties ont eu l'intention d'y déroger, c'est seulement à la condition que la réalité de cette intention résulte de circonstances dont on puisse l'introduire nécessairement. *Ibid.*

6. — Il en serait ainsi si les dispositions de la clause imprimée dans les conditions générales de la police étaient en contradiction ou inconciliables avec celles d'une clause manuscrite insérée à leur suite dans les conditions particulières ou même si seulement les dispositions de cette dernière clause enlevaient toute utilité de la clause imprimée. *Ibid.*

§ II. — *Obligations de l'assuré.*

7. — A. PAIEMENT DE LA PRIME. — DÉCHÉANCE. — RÉSILIATION. — Les primes d'assurances, bien qu'elles soient stipulées portables dans une police, deviennent quérables si la Compagnie fait habituellement toucher leur montant au domicile de l'assuré. Une telle pratique emporte dérogation tacite à la convention qui stipule que l'assuré est mis en demeure par la seule échéance du terme et que l'assurance se trouve suspendue quinze jours après cette échéance. *Nancy* 19 *mai* 1906. *Rec. Nancy*, 220. 1906.

8. — Et cette dérogation produit ses effets ,alors même qu'il aurait été stipulé que l'assuré ne saurait se prévaloir comme d'une dérogation à la police de ce que la Compagnie aurait fait officieusement réclamer les primes à son domicile. *Ibid.*

9. — Est licite et obligatoire la clause d'une police d'assurances qui stipule qu'à défaut de paiement de la prime dans le délai d'un mois, à partir de son échéance, la Compagnie aura le droit de maintenir ou résilier le contrat à son choix, la résiliation devant s'opérer de plein droit par une modification ou par une lettre recommandée, la Compagnie restant néanmoins, et malgré la résiliation, d'après les termes exprès de la clause, créancière de la prime échue et impayée. *Lyon* 29 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 6 *septembre* 1906.

10. — En conséquence, la résiliation est acquise au profit d'une Compagnie qui, après avoir exercé des poursuites et obtenu des jugements contre un assuré pour les primes échues des années précédentes et pour la prime exigible d'avance de l'année en cours, a notifié à cet assuré, par une lettre recommandée, sa volonté de résilier la police à dater de ce jour. *Ibid.*

11. — Par suite, ladite Compagnie n'a pas à répondre du sinistre survenu postérieurement à cette notification. *Ibid.*

12. — B. DÉCLARATIONS IMPOSÉES A L'ASSURÉ. — RÉTICENCES. — FRAUDE ET FAUTE. — DÉCHÉANCES. — FINS DE NON-RECEVOIR. — Les déchéances étant de droit étroit, l'obligation imposée par la police à l'assuré de faire connaître sa faillite, si elle vient à se produire, lui est personnelle et ne saurait être étendue à la faillite de la Société en nom collectif dont il fait partie. *Trib. civ. Seine* 23 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 5 *novembre* 1906.

13. — On ne peut pas considérer davantage la non-déclaration de cette faillite comme une réticence de nature à diminuer l'opinion du risque et qui, par suite, aux termes de la police, constituerait une déchéance. *Ibid.*

14. — Est claire et précise, et à ce titre, s'impose au juge, la clause d'une police d'assurance contre l'incendie aux termes de laquelle l'assuré s'engage,sous peine d'être déchu de tout droit à indemnité en cas d'incendie, non seulement à déclarer immédiatement toute assurance nouvelle contractée avec d'autres assureurs, et portant sur les objets déjà assurés ou sur d'autres objets du même risque, mais encore à faire constater cette déclaration dans la police ou dans un avenant. *Cass. req.* 12 *décembre* 1905, *Pand. fr.* 278.1.1906, *D.* 255.1.1906, *S.* 405. 1.1906.

15. — Une déclaration verbale d'assurance nouvelle faite par l'assuré à un agent de l'assureur ne saurait suppléer à la déclaration dans la police ou par l'avenant. *Ibid.*

16. — Par suite, le juge a raison de rejeter comme non pertinente l'offre de preuve de cette déclaration verbale. *Ibid.*

17. — Le juge du fond peut, en vertu de son pouvoir souverain d'appréciation, considérer comme indivisibles, tant dans la réalité des choses que dans l'intention des parties, l'assurance d'un immeuble et celle d'objets mobiliers s'y trouvant contenus. *Cass. req.* 12 *décembre* 1905. *Pand. fr.* 278.1.1906.

18. — Il peut, en conséquence, les considérer comme faisant partie du même risque, et décider que l'assurance du mobilier à une Compagnie autre que l'assureur de l'immeuble doit être déclarée à cette dernière à titre de réassurance. *Ibid.*

19. — L'assuré auquel une Compagnie d'assurance oppose une clause de la police aux termes de laquelle l'assuré est tenu de déclarer, sous peine de déchéance, s'il a éprouvé déjà un ou plusieurs sinistres, est recevable en son offre de preuve tendant à établir qu'il avait fait la déclaration d'un sinistre antérieur et que l'agent qui avait reçu cette déclaration l'a reconnu d'une façon formelle. *Bordeaux* 12 *février* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2. 87.

20. — Vainement la Compagnie conteste l'admissibilité de cet articulation sous prétexte qu'un dol ou une fraude de sa part seraient nécessaires pour que l'enquête pût être ordonnée en l'absence d'un commencement de preuve par écrit. *Ibid.*

21. — Vainement aussi la pertinence des faits articulés est contestée sous prétexte que l'agent qui aurait reçu la déclaration dont s'agit n'étant pas un fondé de pouvoirs de la Compagnie n'avait pas qualité pour engager celle-ci en dehors des conditions dans lesquelles il était autorisé. *Ibid.*

22. — C'est là, en effet, un fait pur et simple, qui n'engendre par lui-même l'idée d'aucune obligation et auquel, dès lors, la règle de l'art. 1341 C. civ. n'est pas applicable, en dehors de toute idée de dol ou de fraude. *Ibid.*

23. — Alors, d'une part, que la qualité de préposé de cet agent est d'autant moins discutable que c'est lui qui, au nom de la compagnie, a signé la police en vertu de laquelle des preuves ont été exigées et reçues; qu'autorisé à signer cette police il était également autorisé à recevoir les déclarations de l'assuré, et que, si, comme préposé de la compagnie, il a négligé d'en informer celle-ci, il a, aux termes de l'art. 1384 C. civ., engagé la responsabilité de sa commettante. *Ibid.*

24. — Et alors, d'autre part, que l'assuré prétendant avoir déclaré deux sinistres antérieurs, la compagnie reconnaît que son agent ne lui a transmis que la déclaration relative à l'un seulement de ces sinistres, ce qui prouve bien que cet agent avait mission de recueillir et de transmettre les déclarations de cette nature. *Ibid.*

25. — Lorsqu'aux termes de la police d'assurance aucune allégation ne peut, après sinistre, être admise de la part du sociétaire ou de ses ayants droit, outre ou contre les énonciations de la police, cette stipulation claire, précise et absolue, forme la loi des parties. *Cass. civ.* 26 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.508.

26. — Dès lors, si l'assuré a déclaré, en contractant, sous la sanction édictée par cette clause, qu'aucune police souscrite par lui, sur les objets assurés, n'a été précédemment résiliée par l'assureur, il ne peut, en cas de sinistre, être autorisé à prouver que l'agent de la Compagnie a su l'inexactitude de cette déclaration, au cas où la Compagnie oppose la déchéance tirée de cette inexactitude. *Ibid.*

§ 3. — *Obligations de l'assureur.*

27. — A. RÈGLEMENT ET PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ. — DÉLÉGATION AUX CRÉANCIERS RÉSULTANT DE LA LOI DU 19 FÉVRIER 1889. — Les art. 2 et 3 de la loi du 19 février 1889 ont distrait du gage commun des créanciers du propriétaire d'un immeuble qui a péri par incendie l'indemnité qui lui est due à raison du sinistre par l'assureur, s'il y a contrat d'assurance, et, à défaut d'assurance ou en cas de déchéance, par le locataire responsable en vertu de l'art, 1733. *Paris* 31 *mars* 1905. *S.* 137.2. 1906.

28. — L'indemnité due par l'assureur ou par le locataire responsable est le gage des créanciers ayant sur l'immeuble un droit de privilège ou d'hypothèque, à l'exclusion des créanciers chirographaires; elle est assimilée sous ce rapport au prix de vente d'un immeuble; elle est substituée à l'immeuble lui-même, et c'est sur elle que sont reportés les droits de préférence et de suite dont l'immeuble était grevé avant qu'il n'eût péri. *Ibid.*

29. — En conséquence, au cas où, par suite de la déchéance des contrats d'assurance souscrits, soit par le propriétaire d'un immeuble incendié, soit par le locataire de cet immeuble pour la garantie du risque locatif, il n'est dû d'indemnité que par le locataire responsable du sinistre, les créanciers hypothécaires du propriétaire sont fondés en principe à demander l'attribution à leur profit de l'indemnité due par le locataire. *Ibid.*

30. — L'indemnité due en cas d'incendie au propriétaire de l'immeuble sinistré (en l'espèce par le locataire) étant aux termes de l'art. 2 de la loi du 19 février 1889 attribuée aux créanciers privilégiés et hypothécaires suivant leur rang sans qu'il soit besoin d'une délégation expresse, lorsqu'il est certain que le montant des créances privilégiées ou hypothécaires est supérieur au chiffre de l'indemnité, le débiteur de cette indemnité ne peut se dispenser de la verser à ceux à qui la loi l'attribue, sur le motif qu'il aurait reçu des oppositions signifiées par des créanciers chirographaires qui n'ont aucun droit à cette indemnité. *Ibid.*

31. — En conséquence, il n'est pas fondé à prétendre que cette indemnité ne peut être attribuée au propriétaire ou à ses créanciers hypothécaires qu'après déduction du montant des travaux faisant l'objet de l'instance dans le bénéfice de laquelle il a été subrogé. *Ibid.*

32. — Au cas où une instance en exécution de travaux, formée par un locataire contre le bailleur, est pendante, le cessionnaire, auquel le locataire a cédé son bail et qu'il a subrogé dans le bénéfice de l'instance par lui introduite, n'ayant qu'une créance éventuelle et chirographaire, n'a aucun droit à l'indemnité due par le locataire au propriétaire, à raison de l'incendie de l'immeuble, indemnité que la loi attribue aux créanciers hypothécaires, lesquels l'absorbent en entier. *Ibid.*

31. — B. PRESCRIPTION. — La clause

d'une police d'assurance contre le risque locatif stipulant une déchéance pour le cas où l'action en indemnité n'aurait pas été intentée dans les six mois du sinistre efficace contre l'assuré personnellement, ne saurait être valablement opposée à une compagnie d'assurances agissant en vertu de l'art. 1166 C. civ. comme subrogée aux droits du propriétaire d'un immeuble incendié contre l'assureur de son locataire responsable envers lui des conséquences de l'incendie. *Trib. civ. Bordeaux* 18 *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.267.

32. — En pareil cas, l'action peut être exercée utilement pendant trente ans, conformément au droit commun et la maxime « contra non valentem agere non currit prœscriptio » s'oppose à ce que la déchéance de six mois prévue par la police puisse recevoir son application. *Ibid.*

33. — La clause d'une police d'assurances contre les accidents disposant qu' « est prescrite par six mois à dater de l'accident tout réclamation qui, non admise par la compagnie, n'a pas été portée devant la juridiction compétente » donne lieu à interprétation et peut, d'après la commune intention des parties et les autres dispositions de la police, être entendue en ce sens qu'elle ne vise que le principe de la garantie et non son étendue et les suites matérielles de l'accident, lesquelles ne sont pas susceptibles d'être connues dans un délai préfixé et déterminé. *Cass. req.* 2 *janvier* 1906. *D.* 240.1.1906.

34. — C. Réassurance. — Le souscripteur d'une police d'assurance contre l'incendie ne peut réclamer la résiliation de la police passée avec une compagnie qui tout en cédant les risques acceptés par elle a stipulé la réserve que la dissolution ne serait pas prononcée avant l'expiration des contrats en cours, et si elle a conservé sa personnalité ainsi que son existence propre, et si les garanties sur lesquelles les assurés étaient en mesure de compter n'ont pas été diminuées. *Cass. req.* 30 *avril* 1906. *Pand. franç.* 312.1.1906.

35. — D. Recours de l'assureur contre l'auteur responsable du sinistre. — Dans les contrats d'assurances sur la vie et d'assurances contre les accidents, la compagnie qui a été obligée de payer l'indemnité à la suite d'un accident survenu par la faute d'un tiers, n'a pas un droit de recours contre ce dernier. *Paris* 21 *mars* 1905. *D.* 155.2.1906.

36. — Il en serait ainsi, si elle établissait que, au cas de décès imputable à la faute d'un tiers, elle a pris en considération, pour le calcul de la prime, l'éventualité et l'utilité du recours que les dispositions du droit commun pourraient l'autoriser à exercer. *Ibid.*

ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS.

V. *Assurances terrestres.*

ASSURANCES MARITIMES.

1. — A. Risques dont l'auteur est tenu. — L'assureur qui, d'après la police, ne répond pas de l'*échouement* n'est pas tenu des avaries provenant de ce que le navire a donné sur des roches sans être immobilisé et a pu continuer à flotter sans qu'il ait été nécessaire de faire aucune manœuvre de renflouement. *Trib. com. Nantes* 27 *janvier* 1906. *Rec. Nantes* 271.1906.

2. — Il n'y a en effet d'*échouement* que si le navire est arrêté dans sa marche par le contact du fond avec une partie quelconque de sa carène et qu'une opération de renflouement est devenue indispensable pour le remettre à flot et lui rendre sa navigabilité, que ce renflouement se fasse par les moyens du bord, par assistance ou par sauvetage. *Ibid.*

3. — Le coulage survenu en cours de transport constitue, en principe, un risque de navigation, à la charge des assureurs de la marchandise, du moment que ces derniers ne font pas la preuve que le coulage est dû à toute autre cause imputable aux expéditeurs, telle que l'insuffisance des fûts ou à la nature même de la marchandise. *Trib. com. Marseille* 12 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.162.

4. — Lorsqu'une police sur facultés couvre, non seulement les risques de transport par mer, mais encore tous les risques, y compris celui d'incendie, qui peuvent atteindre les marchandises jusqu'à leur arrivée à destination définitive à des points éloignés du littoral, les risques de séjour des marchandises dans un lieu de transit sont couverts par les assureurs, quel que soit ce séjour, si la police n'en a pas limité la durée, et à la seule condition que le voyage n'ait pas été interrompu. *Bordeaux* 27 *mars* 1905. *Pand. franç.* 308.2.1906.

5. — Spécialement, il en est ainsi, alors que les assureurs ont déjà, à plusieurs reprises, consenti à régler des avaries dont les marchandises n'avaient été atteintes qu'après un séjour à ce même lieu de transit variant de trois à six mois. *Ibid.*

6. — Et alors que l'assuré a tiré le meilleur parti des ressources limitées en pirogues et en porteurs que lui offrait une région difficile à parcourir, et qu'il n'est justifié à son encontre d'aucune négligence. *Ibid.*

7. — Le fait que les marchandises n'ont pas été réexpédiées du lieu de transit dans l'ordre de leur arrivée, est sans influence ; la faculté du transit accordée par la police ayant précisément pour objet de permettre aux assurés de n'expédier la marchandise aux lieux de destination, que suivant les besoins les plus urgents des destinataires. *Ibid.*

8. — B. Règlement et paiement de l'indemnité. — Lorsqu'une police dispose qu'en cas de transit au port de débarquement, la valeur des marchandises sera augmentée des droits de douane et autres frais, et qu'en conséquence, deux prix ont été acceptés par les assureurs, l'un jusqu'au port de transit, l'autre jusqu'au lieu de destination, les marchandises incendiées pendant leur séjour au lieu de transit doivent être réglées sur leur valeur au lieu de destination, sauf déduction des frais de transport pour la partie du voyage non effectuée. *Bordeaux* 27 *mars* 1905. *Pand. franç.* 308.2.1906.

9. — Est inopposable aux assureurs la dispache qui n'a pas eu un caractère contradictoire, les assureurs n'ayant été appelés, ni à fournir leurs explications au dispacheur, ni même à concourir à sa désignation, qui, d'ailleurs, n'a pas été l'œuvre du juge, et il y a lieu en ce cas d'ordonner une nouvelle dispache. *Ibid.*

ASSURANCES MUTUELLES.

1. — A. Obligation de l'assuré. — Les statuts d'une société d'assurances mutuelles n'exigeant pas, pour que la déchéance soit encourue, que ce soit sciemment que l'assuré ait induit l'assureur en erreur par une réticence ou par une fausse déclaration relativement au chiffre des salaires sur lesquels doivent être perçues les cotisations, l'assuré encourt cette déchéance lorsque, soit par erreur, soit volontairement il déclare pour ses ouvriers mineurs de seize ans, contrairement aux obligations qui lui étaient imposées, un salaire inférieur au salaire le plus bas gagné en moyenne par ses ouvriers valides de la même catégorie, et que sur ses déclarations trimestrielles de salaires, il n'a jamais fait connaître qu'il avait des ouvriers mineurs de seize ans. *Lyon* 16 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 5 *septembre* 1906.

2. — B. Des sociétés d'assurances mutuelles. — Lorsqu'une clause des statuts d'une société d'assurances mutuelles, maintenue constamment dans les mêmes termes à travers toutes les modifications desdits statuts, a attribué à forfait aux fondateurs ou à leurs ayants droit pendant un certain nombre d'années une remise à répartir entre eux sur le montant intégral des primes à encaisser chaque année, cette remise s'applique à toutes les opérations de la société sans distinction. *Cass. req.* 6 *juillet* 1905. *D.* 372.1.1906.

3. — Elle s'applique, notamment, aux nouvelles branches d'assurances que la société s'est successivement adjointes depuis sa fondation. *Ibid.*

4. — Alors, du moins, que ces nouvelles branches d'assurances ne sont que l'extension de la société à la garantie de nouveaux risques prévus à ses statuts primitifs. *Ibid.*

5. — Et alors, d'ailleurs, que ces nouvelles branches se sont confondues avec les premières branches d'assurances exploitées dans une seule et même société. *Ibid.*

6. — Par suite, lorsqu'une personne est devenue cessionnaire, sans restrictions ni réserves, des droits appartenant à un fondateur, cette session s'applique aux branches d'assurances que la société s'est adjointes dans ces conditions. *Ibid.*

7. — Et le cessionnaire tient ses droits sur les bénéfices de ces nouvelles branches d'assurances du contrat de cession lui-même, conclu sans restriction entre lui et ledit fondateur. *Ibid.*

8. — En conséquence, ce cessionnaire ne saurait perdre ses droits sur lesdits bénéfices par l'effet de l'annulation prononcée, à son égard seulement, par le juge du fait, des délibérations par lesquelles l'assemblée générale de la société les avait attribués à son cédant. *Ibid.*

9. — Lorsque les statuts d'une société d'assurances mutuelles, tout en déclarant les parts de fondateurs personnelles et incessibles à des étrangers, autorisent la cession desdites parts au profit des descendants en ligne directe des fondateurs, il n'est pas contraire auxdits statuts de faire entrer ces parts dans la communauté existant entre un fondateur et son conjoint. *Cass.* 6 *juillet* 1905. *D.* 374.1.1906.

ASSURANCES TERRESTRES.

V. aussi *Assurances (en général)*, *Assurances mutuelles*, *Responsabilité civile.*

Index alphabétique

Abandon de l'attelage 29.
Accidents corporels 3 et s.
Accidents du travail 9.
Action contre la compagnie 18.
Avenant 38.
Caisse des retraites 20.
Déchéance du failli 38.
Déclaration des accidents 7 et s.
Délai de la déclaration 7.
Délégation du bailleur 2.
Droits de l'ouvrier 18 et s.
Faillite 38 et s.
Faillite de la compagnie 25 et s.
Fausses déclarations 10.
Fin du contrat 26.
Frais médicaux 12.
Indemnité 14, 16.
Inobservation du règlement 3.
Interprétation de la police 3, 5, 17, 37.
Paiement de l'indemnité 14 et s.
Paiement des primes 25.
Pension 21.
Privilège du bailleur 1 et s.
Résiliation du contrat 25 et s.
Responsabilité du patron 16 et s.
Stipulation pour autrui 31 et s.
Subrogation dans les droits de l'assuré 23.
Vélocipèdes 5.
Voitures à chiens 5.

Chap. I. — Assurances contre les incendies (n. 1).

Chap. II. — Assurances contre les accidents.

SECT. I. — ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS CORPORELS (n. 3).

SECT. II. — ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DE CHEVAUX, DE VOITURES ET D'AUTOMOBILES (n. 29).

Chap. III. — Assurances sur la vie (n. 31).

Chap. I. — Assurances contre les incendies.

1. — Depuis la loi du 19 février 1899, le privilège du bailleur peut, en cas de destruction du mobilier du preneur par l'incendie, s'étendre à l'indemnité due par la Compagnie d'assurances, assureur de ce mobilier. *Pau* 8 *mars* 1905. *Pand. franç.* 173.2.1906.

2. — Dès lors, toutes les fois qu'un bailleur, soit *hic et nunc* en l'absence de toute contestation, soit après enquête ou expertise en présence d'une contestation, sera reconnu créancier privilégié du locataire à raison de l'incendie, ce bailleur se trouvera délégataire de plein droit de l'indemnité d'assurance du mobilier de ce locataire, sur laquelle il exercera son privilège, à défaut du mobilier disparu. *Ibid.*

Chap. II. — Assurances contre les accidents.

SECT. I. — ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS CORPORELS.

3. — A. ELÉMENTS DU CONTRAT. — RISQUES. — Pour interpréter la clause d'une police d'assurance contre les accidents, souscrite par une Compagnie de tramways, stipulant que l'assureur n'est tenu à aucune indemnité pour les accidents dus à l'inobservation des lois, décrets, ordonnances et règlements publics, relatifs à la sécurité des personnes, il n'y a pas lieu de distinguer entre les faits personnels de l'assuré et ceux de son préposé; autrement une telle clause serait le plus souvent inapplicable et telle n'a pu être l'intention des parties en contractant. *Paris* 23 *février* 1906. *Gaz. Trib.* 28 *juillet* 1906, *Loi* 18 *août* 1906, *Mon. jud. Lyon* 23 *août* 1906.

4. — Si, une telle disposition, invoquée par une Compagnie d'assurances, peut laisser à l'assuré le droit de recourir contre son assureur, en cas de violation de la loi pénale n'impliquant qu'une négligence ou une imprudence, il faut néanmoins admettre qu'elle doit avoir cette signification d'exclure des risques garantis un manquement volontaire à la loi pénale, constitutif d'une faute lourde, contre les conséquences de laquelle il ne devait pas, de bonne foi, entrer dans la pensée du souscripteur de la police de se prémunir. *Ibid.*

5. — Lorsqu'une police garantissant le personnel de l'assuré contre les accidents de toute nature se borne à exclure « les accidents occasionnés par l'usage de vélocipèdes ou de toute voiture automobile », l'assureur ne saurait invoquer cette clause pour se prétendre non responsable de l'accident survenu à un employé livreur faisant usage d'une voiture à chiens, alors d'une part que, postérieurement à l'accident, l'assuré a rempli toutes les formalités prescrites et que, d'autre part, l'emploi des voitures à chiens est autorisé dans le département. *Trib. simple police Sully s. Loire* 23 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.227.

6. — Les exceptions contenues dans une police ne sauraient, en effet, s'étendre à d'autres cas que ceux qui sont expressément prévus, et l'aggravation de risques résultant de l'emploi de vélocipèdes ou d'automobiles, a raison de la vitesse de ces véhicules, n'existe pas en ce qui concerne la voiture a chiens. *Ibid.*

7. — B. OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ. — La clause de la police d'assurance en vertu de laquelle l'assuré doit, à peine de déchéance, faire la déclaration par écrit de l'accident à la Compagnie dans les quarante-huit heures de l'accident est claire et précise, et ne peut donner lieu à aucune interprétation; dès lors le juge ne peut se refuser à en faire l'application si la déclaration a été faite après l'expiration du délai imparti. *Cass.* 5 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.214, *Loi* 20 *décembre* 1906.

8. — La perte de mémoire, consécutive à un accident survenu à un assuré dans des conditions telles que celui-ci n'a pu faire connaître que longtemps après le sinistre, le nom de la Compagnie à laquelle il était assuré, est un cas de force majeure. Il rend l'assureur non recevable à invoquer une clause de déchéance de la police qui dispose que « dans les quarante-huit heures qui suivront l'accident, l'assuré ou ses ayants droit devront faire constater à leurs frais par un médecin, l'état du sinistre et aviser la Compagnie par lettre recommandé ». *Paris* 8 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 30 *août* 1906.

9. — Est licite et obligatoire la disposition d'une police d'assurance contre les accidents aux termes de laquelle, au cas où il aurait induit l'assureur en erreur sur le montant des salaires, l'assuré sera tenu de rembourser à l'assureur toutes les sommes que ce dernier aura eu à payer ou à mettre en réserve, du chef des accidents du travail survenus au personnel de l'assuré. *Cass.* 9 *mai* 1905. *Pand. fr.* 278.1.1906.

10. — Lorsqu'aux termes de la police, l'assuré est tenu de rembourser à la Compagnie toutes les sommes qu'elle aura eu à payer ou à mettre en réserve pour sinistres, dans le cas où il l'aura induite en erreur, par dissimulation, réticence ou fausse déclaration, soit sur le montant des salaires ou appointements payés aux ouvriers, soit le nombre de ceux-ci, le juge doit faire application de cette clause formelle s'il en est requis vis-à-vis d'un assuré qui a réglé à ses ouvriers à titre de salaires une somme supérieure à celle qu'il a mentionnée sur les états de compte par lui produits à la Compagnie. *Cass.* 36 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.396. *Gaz. Trib.* 5 *janvier* 1907.

11. — Et si la Compagnie a conclu formellement à la condamnation de l'assuré au paiement notamment de toutes les sommes qu'elles serait appelée à payer ou à mettre en réserve pour des sinistres déterminés en cours d'instance, le juge ne peut sous prétexte qu'il n'a pas encore été statué sur ces accidents se refuser de faire droit auxdites conclusions en déclarant la demande incertaine et imprécise. *Ibid.*

12. — C. OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR. — PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ. — Bien qu'une police d'assurances contre les accidents dispense la Compagnie d'assurances de toute contribution au paiement des frais médicaux, sauf des honoraires des médecins qu'elle délègue pour visiter les sinistrés, cependant, cette Compagnie peut être tenue de rembourser à un assuré les frais de médecin par lui payés, s'il résulte des documents et circonstances de la cause que c'est à la demande de l'agent de la Compagnie d'assurances que le médecin en question a donné ses soins à la victime de l'accident, concurremment avec un autre médecin. *Trib. civ. Seine* 3 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 30 *août* 1906.

13. — Il en est ainsi surtout quand, dans l'instance en paiement d'honoraires engagée par le médecin contre la victime de l'accident, la Compagnie d'assurances a plaidé sous le nom de celle-ci. *Ibid.*

14. — Bien que l'assuré, failli concordataire, ne soit tenu de payer qu'un dividende de l'indemnité qu'il a été condamné à payer à un tiers à raison d'un accident survenu à celui-ci par sa faute, la Compagnie d'assurances qui s'est engagée, en échange de primes calculées d'après l'importance de la somme garantie, à payer les indemnités auxquelles l'assuré pouvait être condamné, ne peut prétendre n'être point tenue elle-même au-delà de ce dividende, elle doit acquitter intégralement l'indemnité stipulée. *Cass.* 30 *octobre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.400, *Gaz. Trib.* 21 *décembre* 1906, *Loi* 8 *janvier* 1907, *Mon. jud. Lyon* 14 *novembre* 1906.

15. — Et si l'assuré failli renonçant à faire subir à ce créancier la réduction du dividende, a offert de le payer intégralement, la Compagnie d'assurance débitrice de la liquidation n'a pas qualité pour critiquer la situation préférable faite audit créancier. *Ibid.*

16. — D. DE LA RESPONSABILITÉ DU PATRON QUI S'EST ENTREMIS POUR ASSURER SES OUVRIERS A L'AIDE DE RETENUES SUR LEUR SALAIRES. — Lorsqu'une police d'assurances collective, souscrite par un patron pour garantir les accidents survenus à ses ouvriers, exclut du bénéfice de l'assurance, notamment les conséquences de la faute grave, et qu'il est déjà intervenu une décision judiciaire, passée en force de chose jugée, déclarant, dans ses motifs, que le patron a commis une imprudence constitutive d'une faute lourde, les juges, saisis de la demande en indemnité introduite par l'ouvrier sinistré, en vertu de l'article 1166 du Code civil, contre la Compagnie assureur, ont le droit d'examiner si la faute reprochée au patron constitue bien la faute grave, au sens de la police d'assurance. *Paris* 15 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 3 *septembre* 1906.

17. — L'interprétation de la clause de la police, relative à l'exclusion des risques, ne doit pas être telle qu'on aboutisse à cette conclusion que l'assurance ne serait susceptible de produire effet que dans des cas absolument exceptionnels. *Ibid.*

18. — Lorsqu'en contractant avec une Compagnie d'assurances pour couvrir éventuellement sa responsabilité en cas d'accident survenant à ses ouvriers par sa faute, un patron n'a pas agi comme mandataire de ceux-ci, qu'il a stipulé non pour eux mais en son nom et dans son intérêt personnel, et qu'enfin dans l'intention des parties les effets de l'assurance devaient être strictement limités aux parties elles-mêmes, la Compagnie n'ayant pas entendu avoir l'ouvrier pour créancier, — aucun lien juridique n'existe entre la Compagnie et l'ouvrier et par suite celui-ci n'a pas d'action directe contre cette dernière. *Cass.* 30 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.399. *Mon. jud. Lyon* 16 *novembre* 1906.

19. — Et si le patron vient à être déclaré en liquidation judiciaire, l'ouvrier qui a obtenu contre lui une condamnation à raison d'un accident survenu par sa faute ne peut pas, le jugement déclaratif ayant pour effet de suspendre le droit de poursuite des créanciers, former une saisie-arrêt aux mains de la Compagnie de façon à invoquer un privilège ou toute autre cause de préférence. *Ibid.*

20. — E. DES EFFETS DES LOIS DU 9 AVRIL 1898, DU 30 JUIN 1899 ET DU 31 MARS 1905 SUR LES LOIS ANTÉRIEURES. — Ni l'arrêté ministériel de décembre 1904, ni la loi du 31 mars 1905, modifiant sur certains points les dispositions des lois des 9 avril 1898 et 30 juin 1899 n'ont pu avoir pour effet de porter atteinte aux contrats d'as-

surances précédemment intervenus. De même, les prescriptions administratives relatives au tarif de la Caisse nationale des retraites pour la constitution des rentes viagères sont sans influence sur les conventions des compagnies avec leurs assurés. *Poitiers* 2 *avril* 1906. *Loi* 20 *juillet* 1906, *Mon. jud.* 2 *août* 1906.

21. — L'assureur peut être condamné à payer la pension allouée à l'ouvrier, au lieu et place du chef d'entreprise, sans que préalablement elle ait été appelée dans l'instance. *Poitiers* 11 *avril* 1906. *Loi* 23 *juillet* 1906.

22. — Telle est la volonté du législateur qui se justifie par ces diverses circonstances: 1° que l'existence du contrat d'assurances ne fait pas doute; 2° que la voie de la tierce opposition sera ouverte à la société qui se prétendrait substituée à tort; 3° que si ce surcroit de procédure serait regrettable, on a la certitude qu'il sera très rare. *Ibid.*

23. — F. Subrogation de l'assureur dans les droits de l'assuré. — L'assuré contre les accidents peut valablement subroger la compagnie d'assurances dans ses droits contre les tiers auteurs de l'accident qui lui est survenu. *Paris* 21 *mars* 1905. *D.* 185.2.1906.

24. — Et la subrogation ainsi réalisée constitue une cession des droits de l'assuré, qui est valable bien qu'il n'y ait pas eu de prix moyennant lequel la vente aurait été réalisée. *Ibid.*

25. — G. Fin et résiliation du contrat. — La faillite déclarée d'une Compagnie d'assurances permet à l'assuré de demander la résiliation de son contrat, et c'est à bon droit qu'il se refuse à payer les primes échues postérieurement à la cessation de payements de l'assureur. *Paris* 31 *mai* 1906. *Journ. Trib. com.* 412. 1906. *S.* 204.2.1906.

26. — Si la mise en liquidation d'une Compagnie d'assurances contre les accidents du travail et la responsabilité civile ne fait pas cesser par elle-même la personnalité de cette Société, quant aux obligations par elle contractées, il n'en est plus de même, lorsque la Société, au lieu de conserver, malgré sa liquidation, son existence propre, s'est, au contraire, substitué une autre Compagnie et a, au moyen de réassurances, de fusion ou de cession complète du portefeuille, modifié les garanties anciennes sur lesquelles les assurés étaient en droit de compter. *Trib. com. Seine* 26 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 4 *août* 1906, *Loi* 22 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 4 *octobre* 1906.

27. — En pareil cas, lorsque la Société a cessé d'exister et n'offre plus à l'assuré, tenu, lui, à l'exécution de son contrat, les garanties nécessaires pour faire face aux obligations pouvant lui incomber en vertu de ce même contrat d'assurance, il y a lieu de prononcer la résiliation de la police. *Ibid.*

28. — La police de responsabilité civile constitue un contrat distinct et indépendant de la police assurant les accidents du travail et, par suite, la résiliation de l'une n'entraîne pas *ipso facto* la résiliation de l'autre. *Ibid.*

Sect. II. — Assurance contre les accidents de chevaux, de voitures et d'automobiles.

29. — La clause d'une police d'après laquelle la garantie de l'assureur s'étend même aux accidents résultant de l'abandon de l'attelage pour les besoins du service doit être interprétée comme s'appliquant au cas où le charretier a quitté son attelage pour aller, dans un restaurant voisin, prendre son repas. *Trib. com. Marseille* 30 *mai* 1906. *Rec. Marseille* 288.1906.

30. — Il en est du moins ainsi lorsqu'il s'agit de trajets assez longs pour que le charretier soit obligé de prendre ses repas en cours de route. *Ibid.*

Chap. III. — Assurances sur la vie.

31. — Une assurance sur la vie contractée par un père de famille au profit de ses deux enfants a le caractère d'une stipulation pour autrui que l'acceptation des bénéficiaires non parties au contrat suffit à valider, et cette acceptation peut être faite valablement après le décès du stipulant. *Trib. civ. Toulouse* 12 *juin* 1906. *Gaz. Trib. du Midi* 4 *novembre* 1906. 1906).

32. — Le bénéfice de cette assurance ne fait pas partie, en principe, du patrimoine et de la succession du père de famille stipulant, et les tiers bénéficiaires ont un droit de créance personnel sur cette assurance. *Ibid.*

33. — Par suite, le père de famille, même en léguant par préciput la quotité disponible de ses biens, ne règle que la distribution des biens comprenant sa succession dans laquelle n'entre pas le bénéfice de l'assurance. *Ibid.*

34. — La stipulation pour autrui résultant d'une assurance sur la vie au profit d'un tiers doit être considérée comme ayant été dans son ensemble faite au profit de celui-ci, qui est fondé à se prévaloir de chacune de ses dispositions, en vue d'en recueillir le bénéfice. *Cass.* 17 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.229. *Pand. franç.* 314.1.1906.

35. — Ainsi, le bénéficiaire de l'assurance peut s'opposer à ce que des modifications dans l'attribution de l'indemnité puissent avoir effet lorsque la police n'a pas été modifiée dans les conditions qu'elle spécifiait. *Ibid.*

36. — Et spécialement, lorsque, aux termes de la police, la stipulation faite au profit de la femme peut être modifiée et transportée à d'autres personnes par avenant ou endossement opéré conformément aux art. 137 et 138 C. com., cette stipulation doit produire effet, encore bien que l'assuré aurait écrit à l'assureur en le priant de modifier la police en ce sens qu'à son décès, l'indemnité serait placée en rentes sur l'Etat au nom de ses petits enfants, sa femme n'en devant plus avoir que l'usufruit, — si l'assuré est décédé avant qu'il ait été donné suite à cette lettre et que sa femme eût accepté la stipulation. *Ibid.*

37. — En pareil cas, les juges du fond peuvent, sans dénaturer cette lettre, décider que, ne contenant pas un acte de volonté libre et révocable, elle ne constitue pas un testament olographe. *Ibid.*

38. — Lorsqu'un failli, postérieurement à la date de cessation de ses paiements et pour éviter la clause formelle de déchéance inscrite dans une police d'assurance sur la vie en cas de non-paiement d'une prime, a attribué à un de ses créanciers, en vue d'éteindre sa dette envers celui-ci, le bénéfice de l'assurance en vertu d'un avenant, ledit créancier ayant la charge de payer les primes échues et les primes ultérieures cette convention a, au point de vue de sa validité intrinsèque, le caractère juridique d'une stipulation pour autrui, régie par l'art. 1121 C. civ. *Douai* 26 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.415, *Gaz. Trib.* 11 *octobre* 1906, *Loi* 8 *décembre* 1906.

39. — Dès lors, l'avenant étant réputé, en principe, avoir la même force et le même effet que la police avec laquelle il fait corps, et investissant rétroactivement le bénéficiaire désigné d'un droit personnel à la créance du capital assuré, du jour de la souscription de la police, le syndic n'est pas fondé à demander contre le créancier dont s'agit l'annulation de l'avenant et la remise entre ses mains de la police. *Ibid.*

40. — Il ne saurait se prévaloir, à cet effet, des art. 446 et 447 C. com., lesquels ont pour but de maintenir l'égalité entre les créanciers du failli et de faire rentrer dans la masse les valeurs qui en faisaient partie et qui en ont été distraites à leur détriment, puisque, en réalité, le failli ne s'est, en l'espèce, pas dépouillé d'un capital qu'il n'a jamais ni versé ni possédé et qui ne peut se former et s'obtenir que par le paiement continu des primes jusqu'à l'expiration du contrat. *Ibid.*

ATTENTAT AUX MŒURS.

1. — A. Outrage public a la pudeur. — Si la publicité, dans un lieu même non accessible aux regards, peut se constituer en cas de pluralité de victimes d'actes obscènes, lorsque, involontairement celles-ci en sont tour à tour les objets ou les témoins, il n'en saurait être ainsi lorsque dans les mêmes conditions, une seule et unique personne, dont la pudeur a été offensée sans que celle du public l'ait été également, a été à la fois victime, et, par là même, le témoin de ces actes. *Cass.* 16 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.259.

2. — B. Outrage aux bonnes mœurs. — Les lois des 16 mars 1898 (art. 1er) et du 29 juillet 1881 (art. 28) n'ayant d'autre objet que de préserver la pudeur et l'honnêteté des personnes qui ont pu être les témoins involontairs d'actes contraires à la morale ne sont pas faites pour protéger les personnes peu intéressantes qui, sous l'empire d'une curiosité malsaine, recherchent le scandale et spécialement à celles qui, volontairement et à bon escient, ont assisté à des séances cinématographiques obscènes. *Trib. corr. Seine* 5 *décembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 488, *Gaz. Trib.* 9 *décembre* 1906.

8. — L'éditeur-marchand de cartes et photographies contraires aux bonnes mœurs ne tombe sous l'application de la loi du 16 mars 1898 que s'il est constaté que son magasin de vente est ouvert au public. *Cass.* 12 *juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 2.257, *Gaz. Trib.* 31 *octobre* 1906.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION.

V. *Compétence des juges de paix.*

ATTROUPEMENT.

Les formalités prescrites par l'art. 5 de la loi du 7 juin 1848, sur les attroupements, ne sauraient être appliquées à un rassemblement formé dans une église en vue de résister à un inventaire, ladite loi ne visant que les attroupements formés sur la voie publique. *Caen* 7 *avril* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.499, 1906.2.257, *Gaz. Trib.* 31 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 15 *novembre* 1906.

AUBERGISTES ET LOGEURS.

V. aussi *Règlements administratifs*, *Responsabilité civile.*

1. — Responsabilité des aubergistes, logeurs, hoteliers, etc. — Le propriétaire d'un hôtel luxueux, situé dans une ville d'eaux des plus mondaines, Vichy en l'espèce, doit supposer que les bagages des voyageurs qui viennent y faire séjour peuvent contenir des toilettes et objets divers, avoir même des bijoux dont la valeur est proportionnée à la situation de fortune de ces voyageurs, situation de fortune dont l'apparence résulte du choix même de cet hôtel et de l'acceptation de ses prix élevés. *Trib. com. Seine* 17 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.192, *Loi* 25 *avril* 1906, *Mon. jud. Lyon* 30 *avril* 1906.

2. — Et l'hôtelier soutiendrait en vain,

pour chercher à se soustraire, au moins partiellement, aux conséquences pécuniaires de la responsabilité ainsi encourue, qu'il ne peut être tenu, par application de l'article 1150 C. civ., que des dommages-intérêts qui ont été ou qui ont pu être prévus lors du contrat, d'après l'aspect extérieur du sac volé (un sac de toilette, en l'espèce). *Ibid.*

3. — Il appartient, dès lors, à cet hôtelier, de prendre les mesures nécessaires pour mettre à couvert sa responsabilité d'autant plus grande que la valeur des bagages de ses voyageurs est vraisemblablement importante. *Ibid.*

4. — En conséquence, il est tenu de réparer intégralement le préjudice résultant de la perte desdits bagages, lorsque ceux-ci ont été volés par suite de l'imprudence d'un de ses préposés qui a commis une faute particulièrement lourde en les abandonnant sans surveillance dans une chambre dont la porte n'était même pas fermée, alors que le jour même plusieurs vols ont été commis dans l'hôtel et paraissent imputables à un individu dont la mise négligée aurait dû attirer l'attention du personnel. *Ibid.*

5. — Une jurisprudence constante assimile les logeurs en garni aux hôteliers et aubergistes, quant à la responsabilité consacrée par l'art. 73 C. pén. *Trib. civ. Besançon* 22 *mars* 1906. *Pand. franç.* 295. 2.1906.

6. — Il importe peu, pour l'application de cet article, que le locataire ait ou non effectivement séjourné ou passé la nuit dans la chambre garnie qui lui était louée, du moment que, depuis plus de vingt-quatre heures avant le vol, il avait la libre disposition du local. *Ibid.*

7. — La responsabilité civile toute spéciale de l'art. 73 C. pén. ne comporte aucune atténuation, en cas de faute de la part de la victime du crime ou du délit, quelque lourde qu'ait été cette faute, et quelque facilité qu'il en soit résulté pour l'accomplissement du fait constitutif du crime ou délit. *Ibid.*

8. — L'art. 73, en effet, a eu pour but de réprimer le fait par les hôteliers ou aubergistes, non d'avoir concouru en quelque façon au crime ou au délit, mais d'avoir, par leur négligence, rendu illusoire l'action en réparation. *Ibid.*

AUDIENCES (Police des).

1. — Des délits d'audience et de leur répression. — Le fait par une personne qui assiste à l'audience du juge de paix, à titre de spectateur, d'interpeller un témoin en ces termes: « Vous êtes un lâche et un menteur », de jeter son gant au visage de ce témoin et de provoquer par là un violent tumulte dans la salle d'audience, ne tombe pas sous l'application des art. 10, 11 et 12 C. proc. civ., qui punissent seulement les insultes et irrévérences commises par les parties. *Trib. civ. Seine* 28 *février* 1906. *France judiciaire* 248.1906, *Gaz. Trib.* 13 *mai* 1906, *Mon. jud. Lyon* 18 *octobre* 1906.

2. — Mais le fait par cette personne d'avoir jeté son gant au visage du témoin constitue une violence légère réprimée par les art. 601 et 605 du Code de brumaire an IV. *Ibid.*

3. — Et les propos injurieux adressés au témoin à l'audience publique constituent, de leur côté, le délit d'injures publiques envers un particulier, prévu et puni par l'art. 33, § 2, de la loi du 29 juillet 1881. *Ibid.*

4. — Au surplus, c'est à bon droit que le juge de simple police statue séance tenante sur ces faits. *Ibid.*

AUTOMOBILES.

V. *Voitures-Voitures publiques.*

AUTORISATION DE FEMME MARIEE.

Index alphabétique

Absence du mari 1, 13.
Administration du ménage 7 et s.
Aliénation 2.
Autorisation écrite 5.
Avis dans les journaux 14.
Cession de reconnaissance 20.
Défaut d'autorisation 20.
Demande de référé 1.
Devoir alimentaire du mari 16.
Entretien du ménage 10 et s.
Mandat tacite 10.
Nécessité d'une autorisation écrite 5.
Notification aux fournisseurs 15.
Partage 4.
Ratification de l'autorisation 6.
Révocation du mandat tacite 15, 19.
Séparation de fait 16.

---

1. — A. Autorisation nécessaire pour habiliter la femme à ester en justice. — Dans les cas d'urgence, la femme mariée peut valablement introduire un référé sans se munir de l'autorisation maritale ou de celle de la justice; il en est surtout ainsi lorsque son mari est parti sans donner de ses nouvelles. Cette dispense d'autorisation est d'ailleurs justifiée par le caractère provisoire des ordonnances de référé. *Paris* 22 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 2 *septembre* 1906.

2. — B. Autorisation maritale ou de justice nécessaire pour habiliter la femme à contracter et à disposer. — La femme ne peut aliéner, acquérir sans le consentement de son mari dans l'acte ou son consentement par écrit (art. 217 C. civ.). *Trib. civ. Bourg* 22 *juin* 1906. *Loi* 22-23 *juillet* 1906, *Mon. jud. Lyon* 14 *août* 1906.

3. — Cette disposition est impérative et des équivalents tirés des circonstances antérieures ou postérieures à l'acte ne peuvent y suppléer. *Ibid.*

4. — En conséquence, est nul l'acte de partage lorsque le mari n'a pas autorisé sa femme à l'accepter et n'a pas concouru à cet acte. *Ibid.*

5. — L'acte écrit n'est pas essentiel à un partage. La preuve d'un partage peut être faite, en cas de nullité de l'acte, conformément au droit commun c'est-à-dire par un commencement de preuve par écrit, s'il s'agit de plus de 150 fr. *Ibid.*

6. — Néanmoins, dans ce cas, la nécessité de l'autorisation du mari pour la validité de l'engagement contracté par sa femme subsiste; par suite la ratification postérieure par le mari d'une obligation contractée sans autorisation par sa femme ne saurait valider cette obligation. *Ibid.*

7. — Il est nécessaire que la femme mariée puisse, dans le domaine du ménage, conclure librement les très nombreux contrats qu'exige l'entretien familial, sans la formalité d'une autorisation répétée, que sa fréquence rend impraticable. *Trib. paix Paris* 5 *octobre* 1906. *Loi* 31 *octobre* 1906. *Gaz. Trib.* 19 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 10 *novembre* 1906. *Cf. Trib. civ. Seine* 22 *mars* 1906, *Gaz. Trib.* 4 *août* 1906.

8. — Le mandat étant un contrat consensuel, tous les modes de formation sont admissibles en ce qui le concerne. Il peut donc, en général, être formé tacitement, encore bien que l'art. 1895 C. civ. se borne à dire que l'acceptation du mandataire peut être tacite, sans indiquer formellement que la volonté du mandant puisse s'exprimer de la même manière. Il n'y a en effet aucune raison pour faire une différence entre les modes d'expression des deux volontés concourantes au contrat. *Ibid.*

9. — D'autre part, il est nécessaire que l'épouse puisse, dans le domaine de l'administration domestique, conclure librement les très nombreux contrats qu'exige cette administration, sans la formalité d'une autorisation répétée que sa fréquence rend impraticable. *Ibid.*

10. — En conséquence, elle est censée avoir reçu mandat tacite de son mari pour l'achat des fournitures du ménage et pour les commandes d'ouvrages relatifs à son entretien personnel et à celui de la famille, ainsi que pour le règlement des dettes contractées à ce sujet. *Ibid.*

11. — Au cas d'une séparation de fait entre les conjoints, la fiction du mandat tacite ne disparaît pas nécessairement. *Ibid.*

12. — Notamment, elle subsiste avec ses conséquences, soit lorsque la séparation est due au fait du mari, soit lorsqu'elle a eu lieu d'un commun accord, la seule volonté du mari, de même qu'un accord non reconnu par la loi, ne pouvant avoir pour effet de libérer le mari de l'obligation d'entretien et la fiction du mandat tacite ne pouvant disparaître dès que celle-ci survit. *Ibid.*

13. — Spécialement, il en est ainsi lorsque c'est le mari qui a abandonné le domicile conjugal postérieurement à la livraison à la femme des objets dont le paiement lui est personnellement réclamé, en sorte qu'il se trouve tenu audit paiement, eu égard aux présomptions logiques et à la coutume régnante, et alors d'ailleurs que les fournitures ne dépassent pas leur importance, la situation, les facultés et l'état du ménage. *Ibid.*

14. — Les tiers n'étant pas obligés de rechercher si les relations des époux autorisent encore la présomption du mandat, ou si elles font considérer celui-ci comme révoqué, le mari qui se prétend déchargé de l'obligation résultant de la fiction du mandat tacite, parce qu'à la suite d'une instance en divorce en cours, sa femme n'habiterait plus avec lui, ne saurait, pour se soustraire au paiement des dettes contractées par sa femme pour son habillement, invoquer un avis collectif par lui publié dans les journaux de ne plus faire crédit à sa femme. *Ibid.*

15. — Il lui appartient de prouver que les tiers ont effectivement eu connaissance de la prétendue suppression du mandat, soit par une notification individuelle à chacun des fournisseurs, soit par tout autre moyen. *Ibid.*

16. — Il en doit être de même, et pour les mêmes motifs, au cas de séparation de fait des époux résultant, au cours d'une instance en séparation de corps ou en divorce, d'une autorisation de résidences distinctes, laquelle ne décharge point le mari de son devoir alimentaire envers sa femme. *Ibid.*

17. — Sauf, en ces différentes hypothèses, à réserver l'éventualité où le mari, grevé de la dette alimentaire, l'acquitterait directement en fournissant à sa femme une pension ou en lui laissant la jouissance de tout ou partie de sa dot, auquel cas, ayant accompli par un autre procédé son devoir d'entretien, il ne peut être astreint à l'exercer par la voie du mandat tacite. *Ibid.*

18. — Et l'art. 1420 C. civ., disposant que lorsque la femme contracte, non point en son nom personnel, mais comme mandataire, en vertu de la procuration générale ou spéciale de son mari, elle oblige celui-ci et la communauté, sans s'obliger elle-même, il en résulte, d'une part, que le mari est tenu du paiement des dettes contractées par la femme dans la sphère des opérations ménagères, et, d'autre part, que les marchands et ouvriers n'ont d'action sur les biens personnels de la femme, ni pendant la communauté, ni après sa dissolution, à moins, bien entendu, qu'elle n'ait accepté la communauté, auquel cas elle se trouve coobligée au paiement de la dette, comme commune en biens. *Ibid.*

19. — Mais, par contre, il faut considérer ledit mandat comme révoqué, lorsque la séparation des époux est due à la faute de la femme qui a déserté contre le gré du mari le domicile conjugal, le mari se trouvant, dès lors, libéré par

l'abandon coupable de l'épouse, du devoir d'entretien que l'art. 214 C. civ. ne met à sa charge que si la femme réside au domicile conjugal. *Ibid.*

20. — C. Du défaut d'autorisation. — Effets. — Nullité. — Est nulle la cession de reconnaissances du Mont-de-Piété consentie par une femme mariée sans autorisation de son mari. *Trib. paix Paris* 29 *novembre* 1906. *Loi* 18 *décembre* 1906.

21. — Mais la femme et le mari doivent rembourser au cessionnaire les sommes qu'il a comptées au Mont-de-Piété pour le dégagement des objets et, en outre, le montant du prix de la cession. *Ibid.*

AVARIES.

V. aussi *Assurances maritimes, Charte-partie et connaissement, Chemins de fer, Commissionnaire de transports-Voiturier.*

AVEU.

1. — A. De l'aveu judiciaire. — L'aveu ne peut être divisé contre celui qui l'a émis que lorsque l'invraisemblance première des allégations qu'il contient est établie ou que la preuve est faite qu'il est, pour partie, entaché de mensonge et de fraude. *Lyon* 2 *janvier* 1906. *Mon. jud. Lyon* 27 *juillet* 1906.

2. — B. De l'aveu extra-judiciaire. — La déclaration d'un fait, quand elle existe en dehors d'un acte précis et formel rédigé pour constater les conventions des parties, ne constitue qu'un aveu extra-judiciaire. *Alger* 2 *avril* 1904. *D.* 385.2. 1906.

3. — L'art. 1356 C. civ. détermine la force probante de l'aveu pour celui fait en justice et dans des formes solennelles. *Ibid.*

4. — Mais il abandonne à la prudence du juge le soin d'apprécier la portée qu'il convient d'attribuer à l'aveu extra-judiciaire, à raison des conditions différentes dans lesquelles ce dernier se produit. *Ibid.*

5. — Et il en est de même de la rétractation dont ledit aveu vient à être l'objet, laquelle peut être admise sans la preuve d'une erreur de fait. *Ibid.*

AVOCAT.

1. — A. Droits et devoirs de l'avocat. Les lettres missives adressées par un inculpé à l'avocat chargé de la défense de son coinculpé ne peuvent être saisies par le juge d'instruction. *Poitiers* 2 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.171. *D.* 360.2.1906.

2. — B. Du conseil de discipline et de la juridiction disciplinaire. — Voies de recours. — Le bâtonnier est compris dans le nombre des membres du Conseil de l'Ordre des avocats, tel qu'il est fixé par l'ordonnance du 27 août 1830. *Grenoble* 28 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 8 *décembre* 1906.

3. — Le décret du 10 mars 1870 n'a abrogé, en effet, le décret du 22 mars 1852 qu'en ce qui concerne le mode d'élection du bâtonnier. *Ibid.*

4. — Les Cours d'appel ont le droit de connaître des décisions des conseils de discipline des avocats, en tant qu'elles pourraient constituer une violation de la loi ou un excès de pouvoir. *Aix* 4 *avril* 1906. *S.* 177.2.1906.

5. — Spécialement, est recevable l'appel interjeté par un avocat, radié du tableau, puis réinscrit en vertu de la loi d'amnistie du 2 novembre 1905, contre la décision du conseil de discipline qui a ordonné sa réinscription, non au rang qu'il occupait sur le tableau avant sa radiation, mais à la fin du tableau. *Ibid.*

6. — Cette délibération, si elle n'est pas motivée, doit en outre être annulée pour violation des formes. *Ibid.*

7. — Et la Cour, après cette annulation, peut statuer au fond, en vertu de l'effet dévolutif de l'appel. *Ibid.*

8. — La loi du 2 novembre 1905 accordant amnistie pleine et entière, « à raison des faits, antérieurs au dépôt du projet de loi, qui ont donné lieu ou peuvent donner lieu à des sanctions pénales ou « disciplinaires », et qui se rattachent, soit directement, soit indirectement, à la publication d'indications secrètes, d'ordre politique, professionnel ou privé, sur des fonctionnaires publics, des militaires ou d'autres personnes », l'avocat, radié du tableau à raison de faits de la nature de ceux visés par cette disposition est en droit, d'après la loi du 2 novembre 1905, de réclamer sa réinscription au rang qu'il occupait antérieurement à la radiation. *Ibid.*

9. — Doit donc être annulée, sur l'appel de l'avocat, la décision du conseil de discipline qui l'a réinscrit à la fin du tableau. *Ibid.*

10. — Vainement on invoquerait la règle d'après laquelle le conseil de discipline statue souverainement sur le rang des avocats demandant leur réinscription après avoir abandonné l'exercice de leur profession. *Ibid.*

AVOCAT A LA COUR DE CASSATION.

1. — Aux termes du règlement du 28 juin 1738 et de divers arrêts du Conseil, les avocats aux Conseils ne peuvent être assignés pour faits de leur charge que devant les juridictions auprès desquelles ils exerçaient leurs fonctions. Ce principe a été maintenu par la nouvelle législation applicable aux avocats à la Cour de cassation. *Trib. civ. Seine* 17 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 6 *décembre* 1906.

2. — Il résulte de là que les réclamations formées par des tiers contre les avocats à la Cour de cassation, à raison de leurs fonctions près de cette Cour, ne peuvent être portées que devant la Cour de cassation elle-même statuant après avis du Conseil de l'ordre. *Ibid.*

3. — Cette théorie est, du reste, conforme à ce principe général que les officiers ministériels ne peuvent être assignés, pour faits de leur charge, que devant la juridiction auprès de laquelle ils exercent leurs fonctions et qui a sur eux un pouvoir de surveillance et de discipline. *Ibid.*

4. — L'action tendant à la restitution partielle d'une provision versée pour frais et rétribution d'un pourvoi à déposer devant la Cour de cassation, a le caractère soit d'une action pour fait de charge, soit d'une action en restitution de frais et émoluments, et en conséquence elle échappe, qu'on l'envisage à l'un ou à l'autre point de vue, à la compétence du Tribunal civil. *Ibid.*

AVOUE.

V. aussi *Désaveu, Frais et dépens.*

Le procès-verbal de la délibération prise par une chambre d'avoués, en matière disciplinaire, doit constater que les réquisitions du syndic ont été prises en présence de l'avoué inculpé, ou que ce dernier s'est volontairement abstenu d'y assister. *Cass.* 24 *juillet* 1906. *Gaz.* 1906.2.234. *Gaz. Trib.* 1er *novembre* 1906.

B

BAIL.

V. aussi *Privilèges, Responsabilité civile.*

Index alphabétique

Action contre le locataire 22.
Adresse du domicile du locataire 28.
Bail à ferme 34 et s.
Cession de bail 8.
Concierges 24 et s.
Concurrence 3 et s.
Crémier 3.
Dégradations 20, 22.
Destination des lieux loués 12.
Entretien des chemins 37.
Etat de lieux 23.
Incendie 15 et s.
Indemnité en cas d'incendie 14.
Inexécution des engagements 29.
Jouissance paisible 2 et s., 8.
Mercier 5 et s.
Obligations du bailleur 2 et s.
Obligations du preneur 9 et s.
Paiement du loyer 9, 30.
Perte de la chose louée 31 ot s.
Prestations 35 et s.
Prix du bail 1.
Récolte des fruits 34.
Remise des lettres 24.
Réparations 19.
Résiliation du bail 30.
Resposabilité du locataire 16 et s.
Responsabilité du propriétaire 27.
Risques locatifs 13.
Tarissement d'un puits 33.
Trouble de jouissance 9.
Usage de la chose louée 20.

Chap. I. — Bail en général.

Sect. I. — Eléments constitutifs du bail (n, 1).

Sect. II. — Effets du bail.

§ I. — *Obligations du bailleur* (n. 2).

§ II. — *Droits du preneur* (n. 8).

§ III. — *Obligations du preneur* (n. 9).

§ IV. — *Des règles concernant les concierges* (n. 24).

Sect. III. — Fin du bail (n. 29).

Chap. II. — Bail à ferme (n. 34).

Chap. I. — Bail en général.

Sect. I. — Eléments constitutifs du bail.

1. — Prix du bail. — Lorsque dans le bail d'un immeuble à usage d'hôtel et de café, sis sur l'avenue d'une gare, il est stipulé que le prix sera résilié ou réduit dans une proportion déterminée, si un buffet est créé à la gare, on doit considérer la condition comme réalisée par l'établissement d'un « kiosque-buffet » ou « kiosque-buvette » qui permet aux voyageurs, pendant l'arrêt des trains, de se rafraîchir ou de faire un repas rapide sans se rendre à l'hôtel ou au café, ce qui a amoindri sensiblement la clientèle spéciale sur laquelle devait légitimement compter le preneur à raison de la proximité de la gare. *Riom* 22 *mai* 1906. *Rec. Riom et Limoges* 174.1906.

Sect. II. — Effets du bail.

§ I. — *Obligations du bailleur.*

2. — Obligation de faire jouir paisiblement le preneur de la chose louée et d'entretenir la chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée. — Garantie. — Lorsqu'un bail interdit à un preneur (dans l'espèce un crémier) d'exercer un commerce autre qu'un commerce déterminé avec faculté de débiter de l'eau-de-vie, des liqueurs et du vin, et réserve pour le bailleur le droit de louer les autres boutiques à des personnes vendant aussi vins, eaux-de-vie et liqueurs, il résulte de ces restrictions l'obligation pour le bailleur d'assurer à son locataire l'exercice exclusif de son commerce. *Trib. civ. Seine* 27 *décembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 26 *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 11 *février* 1906.

3. — Un épicier fait à un crémier concurrence lorsque l'épicier vend des œufs, des fromages et du lait: il en est ainsi malgré l'extension que prend de jour en jour le commerce d'épicerie. *Ibid.*

4. — Un crémier fait à un épicier concurrence lorsque le crémier vend de l'huile, du vinaigre, de la bougie et du café en grains. Mais le crémier ne fait pas concurrence à l'épicier en vendant des boîtes de sardines de conserves, des pâtes alimentaires et du chocolat: la vente de ces produits rentre, d'après l'usage, dans le commerce du crémier. *Ibid.*

5. — La vente des articles de mercerie ne rentre pas nécessairement dans l'exploitation d'un bazar. *Paris* 1er *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.471.

6. — En conséquence, n'excède pas son droit le propriétaire qui, ayant loué une boutique de sa maison à une personne à usage de bazar, avec interdiction pour le bailleur de louer tout ou partie de la maison à un autre commerçant exerçant la même profession, loue la boutique voisine à une autre personne vendant de la mercerie. *Ibid.*

7. — Spécialement, il en est ainsi lorsque, d'une part, la vente des articles de mercerie joue dans le commerce du tenancier du bazar un rôle si peu important que lesdits articles ne sont même pas mentionnés dans les nombreuses indications apposées sur la devanture de son magasin, et lorsque, d'autre part, la location litigieuse a été faite à une corsetière, laquelle ne vend de la mercerie que comme accessoire de son commerce principal. *Ibid.*

§ II. — *Droits du preneur.*

8. — Droit de disposer de la jouissance de la chose louée. — Cession et sous-location. — En droit le cessionnaire d'un bail ne peut être tenu des obligations qui pesaient sur le cédant par le fait personnel de ce dernier, antérieurement à la cession, Dès lors, si le bailleur actionne le sous-locataire en suppression de modifications que le preneur principal a apportées à la chose louée, le sous-locataire est lui-même fondé à appeler son cédant en garantie. *Trib. civ. Nancy* 26 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.151.

§ III. — *Obligations du preneur.*

9. — A. Paiement du prix du bail. — Charges accessoires. — Le locataire ou fermier troublé par son propriétaire a le droit de surseoir au paiement du loyer jusqu'à ce que l'indemnité qui lui est due ait été liquidée et de demander la compensation de cette indemnité avec le montant du loyer. *Trib. paix Moissac* 2 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 15 *décembre* 1906.

10. — En conséquence, le locataire ou fermier actionné par son propriétaire en paiement de loyer ou fermage est recevable à introduire reconventionnellement une demande en paiement d'indemnité pour trouble de jouissance. *Ibid.*

11. — B. Obligation de garnir l'immeuble loué. — V. *Privilèges.*

12. — C. Usage de la chose suivant sa destination et obligation de jouir en bon père de famille. — Le propriétaire d'une maison a le droit de s'opposer à ce que des affiches soient apposées sur les murs de sa maison; il peut même forcer son locataire à supprimer des affiches que celui-ci, sans son autorisation, a laissé apposer par un tiers, cet affichage constituant une modification dans la destination des lieux loués contrairement à l'article 1728 du Code civil. *Trib. civ. Nantes* 13 *février* 1906. *Rec. Nantes* 284.1906. *S.* 148.2.1906.

13. — D. Obligation de veiller a la conservation de la chose louée. — Du cas ou la chose louée a été incendiée. — L'occupant de lieux incendiés, s'il est un locataire ordinaire, et non un colon partiaire, est tenu, vis-à-vis du propriétaire, des risques locatifs par application de l'art. 1733 du Code civil et non de l'art. 4 §2 de la loi du 18 juillet 1906. *Lyon* 19 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 18 *décembre* 1906.

14. — Le propriétaire peut agir directement contre la Compagnie d'assurances de son locataire et, créancier privilégié pour toutes les créances résultant du bail, il l'est aussi pour l'indemnité due par l'assureur. *Ibid.*

15. — Le locataire, chez lequel le propriétaire de l'immeuble a déposé certains objets mobiliers, ne peut, en cas de destruction par suite d'incendie, être tenu à réparer le préjudice que dans les termes du droit commun, c'est-à-dire à la condition qu'on démontre vis-à-vis de lui une faute personnelle. *Ibid.*

16. — Le locataire demeure responsable de l'incendie envers le propriétaire dans les termes de l'art. 1733 C. civ., encore bien que ce dernier occupât lui-même une partie de son immeuble, lorsqu'il résulte des renseignements fournis au procès que le feu n'est pas parti du local qu'il occupait. *Trib. civ. Bordeaux* 18 *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.267.

17. — Doit être attribué au vice de construction le feu de cheminée qui éclate chez un locataire, lorsqu'il est établi: 1° que les parois du corps de cheminée n'ayant d'ailleurs pas l'épaisseur exigée par les règlements, ladite cheminée n'a été, depuis de longues années, l'objet d'aucune mesure de surveillance, ni d'aucun travail d'entretien de la part du propriétaire, ainsi que l'aurait exigé la prudence; 2° que le feu, de faible intensité, s'est éteint de lui-même, immédiatement, sans qu'il y ait eu à faire appel aux pompiers. *Trib. civ. Seine* 30 *octobre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.405.

18. — En conséquence, le locataire doit être déchargé de toute responsabilité, celle-ci incombant au propriétaire, sans qu'il y ait lieu de s'arrêter à une clause contraire que ce dernier aurait pris soin d'insérer dans le bail bien qu'il n'en pût ignorer la nullité radicale. *Ibid.*

19. — E. Restitution de la chose louée dans l'état ou elle a été reçue et en bon état de réparations locatives. — Le bailleur ne peut, avant l'expiration du bail, agir contre le preneur en réparation des modifications par lui apportées à la chose louée que dans le cas où ces modifications sont de nature à compromettre la solidité de l'immeuble loué et à causer un préjudice actuel, non réparable au cours du bail. *Trib. civ. Nancy* 26 *mars* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.151.

20. — L'art. 1754 C. civ. met incontestablement à la charge du locataire, les réparations locatives mais non pas les dégradations provenant de l'usage de la chose louée, suivant sa destination propre et en bon père de famille, dégradations pour lesquelles le propriétaire n'a aucune action contre le locataire. *Trib. paix Nogent-sur-Marne* 15 *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.146.

21. — Le locataire doit, à l'expiration du bail, rendre les locaux en bon état de réparations locatives. Faute par lui de ce faire, il est tenu d'indemniser le propriétaire du préjudice causé par l'indisponibilité des locaux pendant la durée de la remise en état, mais le montant de cette indemnité n'est pas nécessairement proportionné à la durée effective des travaux et au prix du loyer fixé par le bail, il doit être calculé en tenant compte du temps normalement nécessaire pour l'exécution des travaux et être proportionné au préjudice qu'en fait le propriétaire a réellement subi. *Trib. civ. Toulouse* 1er *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2. 487, *Gaz. Trib.* 16 *novembre* 1906.

22. — Le bailleur qui, sans protestation régulière, laisse sortir son locataire des lieux loués, n'est plus, au bout de huit semaines, pendant lesquelles il a eu l'appartement à son absolue disposition, admissible à agir contre le locataire en paiement de dégradations locatives dont il était, d'ailleurs, facile de s'assurer au premier coup d'œil. *Trib. paix Paris* (XIIIe) 31 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.50.

23. — Le locataire qui avant son départ a, par lettre et verbalement, demandé à son propriétaire de dresser contradictoirement un état de lieux, est en droit de récuser comme suspect celui qui a été dressé quelque temps après sa sortie, par l'architecte gérant de son propriétaire. *Trib. paix Nogent-sur-Marne* 15 *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.146.

§ IV. — *Des règles concernant les concierges.*

24. — Le concierge est tenu, sous peine de dommages-intérêts, de recevoir non seulement les lettres adressées aux locataires, mais encore celles destinées à une personne qu'il sait cohabiter avec un de ses locataires. *Trib. paix* 25 *octobre* 1906, *Loi* 29 *octobre* 1906.

25. — Il est également tenu d'ouvrir, pendant la nuit, la porte de la maison à cette personne, que l'exercice de sa profession oblige de rentrer parfois à une heure avancée, alors d'ailleurs que rien ne prouve que la présence de cette personne soit l'occasion d'aucun trouble pour les autres locataires de l'immeuble. *Ibid.*

26. — Il en est surtout ainsi quand cette même personne paie elle-même le montant de la location. *Ibid.*

27. — Le propriétaire de l'immeuble est, en pareil cas, responsable des faits de son concierge. *Ibid.*

28. — Le refus, par un concierge, de faire connaître à l'administration des postes la nouvelle adresse d'un locataire qui a déménagé, engage sa responsabilité et celle du propriétaire. Mais il incombe au locataire demandeur en dommages-intérêts d'établir qu'il a donné sa nouvelle adresse au concierge. *Trib. civ. Seine* 12 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 3 *août* 1906.

Sect. III. — Fin du bail.

29. — A. Inexécution des engagements respectifs. — Si le locataire d'un immeuble peut légitimement prétendre à une indemnité représentant le montant du loyer afférent à la période pendant laquelle il n'a pu jouir des lieux, il ne lui appartient pas de se faire à lui-même l'attribution des sommes qu'il estime lui être dues en se refusant à acquitter son terme. *Trib. civ. Seine* 30 *mai* 1906, *Loi* 29 *octobre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 3 *novembre* 1906.

30. — Le refus d'acquitter le terme autorise pleinement le propriétaire à user de la clause résolutoire contenue dans le bail et stipulant qu' « à défaut de paiement à l'échéance d'un seul terme de loyer, la location devra être résiliée de plein droit au gré du bailleur, après un simple commandement de payer resté infructueux. *Ibid.*

31. — B. Perte de la chose. Expropriation pour cause d'utilité publique. — En droit, pour qu'il y ait lieu à application de l'art. 1722 C. civ., il ne suffit pas qu'il y ait diminution dans la jouissance de la chose louée; il faut que la perte porte sur la chose elle-même. *Trib. civ. Seine* 19 *février* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.160, *Gaz. Trib.* 23 *mai* 1906.

32. — Un puits ne saurait être considéré comme un élément essentiel et nécessaire du fonctionnement d'un lavoir, quand, dans ce lavoir, il existe, en outre de ce puits, une canalisation des eaux de la ville suffisante à son bon fonctionnement. *Ibid.*

33. — Il en est surtout ainsi quand il

n'y a pas tarissement du puits, mais seulement diminution de son débit. *Ibid.*

Chap. II. — Bail à ferme.

34. — Le fermier n'a droit à aucune indemnité pour les travaux de culture qu'il a faits après la résiliation du bail durant sa jouissance contre la volonté du propriétaire; il aura seulement droit aux fruits récoltés suivant les conditions du bail résilié. *Chambéry 7 août* 1906, *Loi 8 novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 20 *novembre* 1906.

35. — Parmi les charges de commune sont comprises les prestations pour l'entretien des chemins vicinaux. *Trib. civ. Arcis-sur-Aube 22 février* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.190.

36. — En conséquence, le locataire d'une ferme doit supporter ces prestations lorsque le bail stipule que le preneur sera tenu de satisfaire aux taxes et charges de commune et de police dont les locataires sont ordinairement tenus, le bailleur restant chargé d'acquitter les contributions foncières. *Ibid.*

37. — Et lorsque le conseil municipal de la localité où est situé l'héritage loué, usant de la faculté laissée par la loi de finances du 31 mars 1903, a remplacé les prestations établies en vertu de la loi du 21 mai 1836, par une taxe ayant le même emploi, le premier n'est pas fondé à soutenir qu'il y a là création d'un impôt nouveau, non prévu au bail et devant, par conséquent, à défaut de stipulation spéciale, demeurer à la charge du propriétaire. *Ibid.*

38. — Une telle prétention serait contraire à l'intention même des parties qui ont entendu laisser à la charge du preneur l'impôt relatif à l'entretien des chemins vicinaux sous quelque forme qu'il fût perçu. *Ibid.*

BANQUE-BANQUIER.

V. aussi *Agent de change, Effets publics, Sociétés commerciales.*

1. — Responsabilité des banquiers. — Une banque ne saurait être déclarée responsable de la dépréciation de titres qu'elle aurait conseillé d'acheter. *Trib. civ. Seine* 23 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 27 *septembre* 1906.

2. — A moins qu'il ne fût démontré que cette banque connaissait la mauvaise qualité de ces valeurs quand elle a donné le conseil de les acheter, et que ce sont ses agissements dolosifs qui ont amené son client à s'en rendre acquéreur. *Ibid.*

3. — D'autre part, cette banque ne peut être déclarée responsable, par application de l'article 1384 du Code civil, d'un achat de titres fait sur les conseils de ses préposés, agissant à son insu et en dehors de leurs fonctions, et alors que l'acheteur n'a cru ni pu croire que l'opération était indiquée par la banque. *Ibid.*

BANQUEROUTE.

V. *Complice-complicité, Faillite.*

1. — La mission de la juridiction commerciale appelée à statuer sur une demande en déclaration de faillite, et celle de la juridiction répressive saisie d'une poursuite en banqueroute, sont complètement distinctes et ne se contrarient à aucun point de vue. *Paris* 12 *décembre* 1906. *Journ. Trib. com.* 513.1906.

2. — Le juge correctionnel ou criminel peut prononcer la banqueroute simple ou frauduleuse, non seulement en l'absence de jugement déclaratif de faillite et par cela seul que le commerçant est en état de cessation de payements, mais aussi dans le cas où le Tribunal de commerce a refusé de déclarer la faillite du commerçant ou a rapporté un jugement déclaratif de faillite antérieurement rendu. *Ibid.*

3. — D'autre part, la juridiction commerciale n'est pas obligée de surseoir à statuer sur la déclaration de faillite à raison d'une information suivie contre le commerçant pour crime de banqueroute frauduleuse, et l'article 3 du Code d'instruction criminelle est inapplicable en pareil cas. *Ibid.*

4. — Toutefois, si les résultats de l'information criminelle en cours sont susceptibles de fournir à la juridiction civile des éléments pour apprécier la demande dont elle est saisie, il convient, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, de surseoir à statuer jusqu'à la clôture de cette information. *Ibid.*

BIENS.

1. — Des immeubles par destination. — Aux termes de l'article 524 du Code civil un objet mobilier par sa nature ne peut devenir immeuble par destination qu'en qualité d'accessoire d'un fonds et à la condition d'avoir été placé par le propriétaire de ce fonds pour son exploitation. *Trib. civ. Lyon* 20 *juillet* 1906, *Mon. jud. Lyon* 27 *août* 1906.

2. — En conséquence, le locataire qui a installé dans l'immeuble par lui loué, notamment une machine à vapeur avec ses accessoires et une machine pour l'éclairage électrique, pour l'exploitation de son industrie, n'a pu créer des immeubles par destination. *Ibid.*

3. — On ne peut combattre cette solution en prétextant que les articles 592 § 1er et 593 du Code de procédure civile supposent que le locataire d'un fonds peut créer des immeubles par destination puisque l'article 592 interdit la saisie des objets que la loi déclare immeubles par destination et l'article 593 autorise exceptionnellement la saisie de ces mêmes objets pour créances de loyers, c'est-à-dire au profit du bailleur contre le preneur. *Ibid.*

4. — Ces articles n'ont nullement dérogé au principe inscrit dans l'article 524 du Code civil; ils permettent seulement de croire que les objets mobiliers affectés par le locataire à l'exploitation de son fonds sont insaisissables pour tout autre que le bailleur. *Ibid.*

BIENS COMMUNAUX.

V. *Commune.*

BILLETS A ORDRE.

V. *Effets de commerce.*

BLANC-SEING.

Le délit d'abus de *blanc-seing* est suffisamment établi à la charge du prévenu qui, de mauvaise foi, a, sous prétexte d'erreur commise et de nécessité de recopier une pièce, fait signer en blanc une feuille de papier sur laquelle il a ensuite fait écrire une décharge d'une somme d'argent. *Cass. 7 août* 1903. *S.* 432.1.1906.

BLESSURES VOLONTAIRES OU PAR IMPRUDENCE.

V. *Homicide et blessures.*

BORNAGE.

1. — A. Caractères du bornage. — Le bornage ne doit pas, en principe, être déterminé par la possession. Au contraire, en fixant la ligne divisive des propriétés contiguës, il détermine, par voie de conséquence et rectifie, s'il y a lieu, la limite jusqu'où doit s'exercer la possession de chaque intéressé. *Trib. civ. Mortagne 7 juin* 1906. *Loi 8 décembre* 1906.

2. — Il appartient au juge chargé du bornage de s'éclairer par tous les moyens qui lui paraissent utiles pour reconnaître la juste limite des propriétés à borner. *Ibid.*

3. — B. Compétence. — Si, en matière personnelle et mobilière, la prorogation volontaire de juridiction peut valablement s'exercer *de qualitate ad qualitatem*, elle ne peut être étendue *de re ad rem*, c'est-à-dire aux matières qui sont complètement étrangères au juge de paix et à raison desquelles la loi ne lui a donné aucun principe de compétence. *Trib. paix Vouvray* 11 *mai* 1906. *Monit. des juges de paix* 454.1906.

4. — Le juge de paix cesse d'être compétent *ratione materiæ* pour connaître d'une action en bornage lorsqu'il s'élève une contestation sérieuse sur la propriété ou sur les titres qui l'établissent. *Ibid.*

5. — Il se produit une contestation sérieuse sur la propriété lorsque la revendication d'une parcelle de terrain certaine et nettement déterminée est clairement formulée et que le principe et la raison de cette revendication sont clairement indiqués, en invoquant à l'appui soit des titres, soit la prescription acquisitive de propriété corroborée par une articulation précise de faits de possession trentenaire. *Ibid.*

6. — En matière de bornage, lorsque le juge de paix prononce son incompétence *ratione materiæ*, il doit renvoyer la cause et les parties devant les juges compétents en réservant les dépens pour y être statué par la juridiction compétente. *Ibid.*

BOURSE (Opérations de).

V. *Effets publics.*

BREVETS D'INVENTION.

Index alphabétique

Appréciation souveraine 18, 26.
Brevet Moussea 2.
Caractères de la contrefaçon 10 et s.
Cession de brevet 28.
Combinaison nouvelle 1 et s.
Concurrence déloyale 13.
Contrefaçon 10 et s.
Demande de délivrance 9.
Demande en nullité 27.
Expertise 23.
Nullités 22 et s.
Ouvrier contrefacteur 16.
Perfectionnement 16 et s.
Poursuite de la contrefaçon 14, 21.
Réparation du dommage 21.
Responsabilité du contrefacteur 16.
Réunion d'éléments connus 3.

---

§ I. — *Inventions brevetables ou non brevetables* (n. 1).

§ II. — *Demande de délivrance des brevets* (n 9).

§ III. — *Contrefaçon et autres délits* (n. 10).

§ IV. — *Nullités et déchéances. — Actions en nullité et en déchéance* (n. 22).

§ 1. — *Inventions brevetables ou non brevetables.*

1. — A. Inventions de produits ou de procédés industriels. —Est brevetable la combinaison d'éléments existant séparément dans le domaine public lorsqu'elle en tire des résultats et des avantages nouveaux. *Trib. civ. Seine* 13 *juillet* 1906. *Loi* 15 *décembre* 1906.

2. — Le brevet Mousseau, du 14 mai 1888, consiste dans la combinaison de divers éléments parmi lesquels figure une grille mobile, de forme spéciale, constituant, aux divers points de vue suivants, un progrès sur les procédés antérieurs: 1° chargement et allumage de la grille en dehors du four; 2° sa montée au moment de la chauffe; 3° sa descente après la chauffe. *Trib. corr. Seine* 19 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.64.

3. — La réunion dans un four de boulanger des divers éléments suivants: 1° une grille de forme rectangulaire; 2° d'une cheminée-guide dans laquelle peut se mouvoir la grille du point inférieur où se fait l'allumage jusqu'à la sole du four; 3° de cinq portes d'allumage, de nettoyage et de prise d'air; 4° d'un registre interceptant la communication entre le four et la grille dans sa partie basse; 5° d'une ouverture placée entre la grille dans sa partie basse et le registre, mettant en communication la grille avec la cheminée d'évacuation placée en avant du four; 6° un appareil à buée, en forme de serpentin, placé sous le carrelage autour du foyer; 7° des ouras s'ouvrant dans le fond du four, passant au-dessus de la voûte pour aboutir à la cheminée d'évacuation, réunion qui a pour résultat de produire une cuisson de pain plus facile, plus prompte et plus complète, constitue une combinaison nouvelle d'éléments connus produisant un résultat industriel et partant brevetable. *Ibid.*

5. — Le brevet ainsi pris ne contrevient nullement aux dispositions des art. 6, § 3 et 30, § 6 de la loi de 1844, qui obligent à faire de l'objet du brevet une description suffisante pour l'exécution de l'invention, puisque ce qui fait l'objet de l'invention, ce n'est nullement un procédé spécial relatif à la marche de la grille, mais une combinaison, non encore réalisée, d'un certain nombre d'organes appartenant au domaine public, parmi lesquels la grille-panier. *Ibid.*

6. — B. Perfectionnements a une invention brevetée. — Certificat d'addition. — Les deux brevets d'addition pris en 1893 et en 1901 par la Société anonyme de la soie de Chardonnet constituent véritablement deux méthodes nouvelles pour la fabrication de la soie artificielle à base de nitro-cellulose et consacrent ainsi la découverte de moyens nouveaux réalisant un résultat industriel. *Trib. corr. Besançon* 22 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 9-10 *septembre* 1906.

6. — En effet, la méthode brevetée en 1884 utilisait une piroxyline anhydre, facilement explosible, par conséquent dangereuse à manipuler et sujette, d'autre part, à des acidifications nuisibles à la régularité du fil. *Ibid.*

7. — Le procédé breveté en 1893 a remédié à ce double inconvénient par l'emploi d'un hydrate de pyroxiline contenant, après le lavage consécutif à la nitration, de 25 à 30 % d'eau. *Ibid.*

8. — Cette hydratation avait le nouvel inconvénient de se décomposer partiellement, surtout sous l'influence de la lumière solaire. Le brevet Douge, pris en 1901, a supprimé cette imperfection grâce à son procédé de préparation de l'hydrate de pyroxiline. *Ibid.*

§ II. — *Demande de délivrance des brevets.*

9. — Quand, dans la description de l'appareil breveté, l'inventeur indique que celui-ci, spécialement un appareil à buée, doit être chauffé directement par le foyer et qu'il ajoute qu'il doit à sa situation d'être constamment à une température élevée, c'est indiquer suffisamment qu'il se réserve de choisir cette situation pour faire produire à l'appareil son maximum d'effet, quand, surtout, le breveté s'est réservé de modifier, suivant les besoins, la disposition de ses appareils. *Trib. corr. Seine* 19 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.64.

§ III. — *Contrefaçon et autres délits.*

10. — A. Caractères constitutifs de la contrefaçon. — La contrefaçon ne peut s'entendre que de la fabrication ou de la réfection de la chose brevetée et non pas de sa suppression. *Trib. civ. Seine* 21 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.216.

11. — L'emploi d'un savon différent de celui compris dans un dispositif breveté ne constitue pas une contrefaçon si les autres parties dont la réunion a fait l'objet du brevet ont été elles-mêmes remplacées. *Ibid.*

12. — On ne saurait prétendre, non plus, qu'il y a eu contre-façon du modèle en s'appuyant sur la similitude de la forme des savons employés dans les râpes. *Ibid.*

13. — La concurrence déloyale ne peut résulter du fait d'avoir employé les savons d'un concurrent lorsqu'on a acheté les râpes chez le demandeur, alors du moins qu'aucune stipulation expresse n'est intervenue. *Ibid.*

14. — Néanmoins, le titulaire d'un brevet qui poursuit à tort de prétendus contrefacteurs ne peut être condamné à des dommages-intérêts s'il n'est pas prouvé que sa poursuite ait eu un but vexatoire. *Ibid.*

15. — Les réparations doivent être considérées comme des actes de contrefaçon quand elles ont eu, pour conséquence, de consolider les objets contrefaits (en l'espèce des fours de boulangers) et de prolonger ainsi l'œuvre de la contrefaçon. *Trib. corr. Seine* 19 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.64.

16. — Si l'employé n'est pas responsable des faits de contrefaçon commis par son patron, c'est à la condition qu'il n'ait pas connu la contrefaçon et qu'il n'y ait pas pris part. *Ibid.*

17. — Doit donc être retenu comme contrefacteur celui qui, connaissant le brevet et les faits de contrefaçon reprochés à son patron, en pleine liberté, de propos délibéré et dans le but de collaborer aux faits de contrefaçon, entre dans la maison de ce dernier. *Ibid.*

18. — En matière de brevets d'invention, les constatations et appréciations des juges du fond sont souveraines lorsqu'ils déclarent que les objets saisis et les procédés employés ne sont pas entachés de contrefaçon. *Cass. req.* 20 *décembre* 1905. *D.* 253.1.1906.

19. — Il n'en serait autrement que s'il était démontré que les juges du fond ont méconnu les véritables éléments de l'invention et violé la loi du brevet. *Ibid.*

20. — Il appartient aux juges du fait d'apprécier, d'une manière souveraine, la valeur des antériorités opposées au brevet en vertu duquel a lieu une poursuite en contrefaçon. *Ibid.*

21. — B. Poursuite de la contrefaçon. — Réparation du dommage. — Il y a lieu non seulement de déclarer nul et de nul effet le brevet qui manque de nouveauté, mais encore de condamner à des dommages-intérêts et à des insertions le breveté qui, sachant pertinemment qu'il n'avait fait aucune découverte, a fait pratiquer des saisies nombreuses et a assigné en contrefaçon des industriels auxquels il a causé un préjudice en mettant obstacle à leur industrie. *Trib. civ. Versailles* 21 *novembre* 1906. *Loi* 6 *décembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 4 *janvier* 1907.

§ IV. — *Nullités et déchéances. — Actions en nullité et en déchéance.*

22. — L'art. 30 de la loi du 5 juillet 1844 indique limitativement les sept causes de nullité qui peuvent être relevées contre un brevet d'invention. Dès lors, les griefs pris en dehors de ces causes ne sont pas recevables. *Trib. civ. Besançon* 22 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 9-10 *septembre* 1906.

23. — D'ailleurs il n'y a pas lieu d'ordonner une expertise pour vérifier des articulations vagues et imprécises qui ne désignent point les antériorités au nom desquelles on prétend faire échec à la nouveauté de l'invention brevetée. *Ibid.*

24. — Lorsque, d'après l'analyse exacte des juges du fond, deux brevets ont pour objet d'assujettir les garnitures aux chapeaux des machines à carder, sans que le centre se soulève, et que, pour obtenir ce résultat, le premier a organisé un système consistant: 1° dans des bandes métalliques latérales dont le bord inférieur se rabat sur le fût et le bord supérieur sur la garniture; 2° et dans des crocs qui pénètrent dans la garniture, il appartient aux juges du fond de déclarer que le système du second brevet se confond avec celui du premier, et que les variantes que l'on peut trouver dans le second son insignifiantes et ne l'empêchent pas d'être identique au premier, ou de le reproduire au moins dans ses parties essentielles pour arriver au même résultat. *Cass. req.* 11 *mars* 1903. *S.* 389.1.1906.

25. — Et, dans ce cas, les juges du fait décident à bon droit, que le second système est la contrefaçon du premier. *Ibid.*

26. — Le breveté, qui a revendiqué comme étant sa propriété les bandes avec crocs, quel que soit leur mode d'attache, estampés ou non, ne saurait être déclaré déchu du bénéfice de son brevet, bien qu'il n'ait jamais fabriqué, pour la livrer au commerce, l'attache avec crocs estampés dans la bande, et n'ait exploité que des bandes avec crocs, soudés, alors qu'il existe une intime analogie entre les uns et les autres, et que, par suite, l'emploi des crocs soudés a suffi pour lui conserver la propriété de son invention; à cet égard, l'appréciation par les juges du fait des documents de la cause est souveraine. *Ibid.*

27. — L'article 34 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention admet toute personne intéressée, sans distinction, à demander la nullité d'un brevet. *Ibid.*

28. — Est au premier chef intéressé à agir en nullité le cessionnaire de la licence d'un brevet parce qu'il peut avoir à l'avenir le droit, si le brevet est déclaré nul, de construire sans payer le droit l'appareil tombé dans le domaine public. *Ibid.*

29. — Il n'en serait autrement que s'il résultait des termes ou des conditions dans lesquelles a été passé le contrat de licence que le concessionnaire avait connu et accepté le risque spécial. *Ibid.*

BROCANTEUR.

1. — L'individu qui, concurremment au commerce de brocanteur, se livre à une autre industrie, n'en demeure pas moins soumis aux prescriptions de la loi du 15 février 1898. *Caen* 14 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.214.

2. — Le préposé du brocanteur est pénalement responsable des infractions à ladite loi que ce préposé commet dans l'exercice du commerce de son patron. *Ibid.*

BUREAUX DE BIENFAISANCE.

V. *Théâtres-spectacles.*

1. — Les bureaux de bienfaisance, comme les commissions des hospices, constituent de véritables administrations publiques et les recours contre les décisions qu'ils prennent dans les limites de leur compétence ne peuvent avoir également qu'un caractère nettement administratif. *Nancy* 9 *juin* 1906. *Rec. Nancy* 233.1906.

2. — Dès lors, les Tribunaux civils doivent se déclarer d'office incompétents s'ils sont saisis de semblables recours qui ne peuvent être portés que devant une autorité administrative et notamment devant le ministre de l'Intérieur chargé de la surveillance des bureaux de bienfaisance, aux termes de l'ordonnance du 17 février 1818. *Ibid.*

3. — Il en serait spécialement ainsi si un Tribunal civil était saisi d'une demande tendant à faire annuler la délibération d'un bureau de bienfaisance qui avait décidé, dans les limites de ses pouvoirs, d'exclure un habitant de la commune du nombre des indigents secourus. *Ibid.*

BUREAUX DE PLACEMENT.

L'interdiction imposée par l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, à tout hôtelier, logeur restaurateur ou débitant de boisson de tenir un bureau de placement payant est d'ordre public, générale et absolue; et un bureau de placement établi dans ces conditions ne saurait échapper à l'application de la loi sous prétexte qu'il a été, antérieurement à la loi, autorisé par un arrêté préfectoral qui n'a pas été rapporté. *Rouen* 9 *décembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 21 *juillet* 1906.

C

CAISSE DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

V. *Chemins de fer de l'Etat.*

CAPACITE DE DISPOSER ET DE RECEVOIR PAR DONATION ENTRE VIFS OU PAR TESTAMENT.

V. *Legs-Légataire, Testament.*

SANCTION DES INCAPACITÉS DE DISPOSER OU DE RECEVOIR. — Lorsqu'il est établi que le bénéficiaire apparent d'une donation et d'un legs universel n'est qu'une personne interposée, et qu'en réalité, la véritable destinataire des libéralités était une congrégation religieuse établie ou à établir pour donner l'enseignement aux filles, les dispositions dont s'agit doivent être annulées, à défaut de justification, même offerte, de l'existence légale de cette congrégation. *Cass. req.* 17 *juin* 1905, *S.* 174.1.1906.

CAPITAINE DE NAVIRE.

V. aussi *Charte-partie et connaissement, Marin-Marine.*

1. — OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ DU CAPITAINE. — Le capitaine n'est que le préposé ou mandataire de l'armateur et la loi, dans les articles du Code de commerce, où elle détermine ses droits à l'égard des tiers, ne le nomme et ne le vise qu'en sa qualité sous-entendue. *Trib. com. Marseille* 15 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.440.

2. — Dès lors, où réside le mandant, c'est-à-dire l'armateur maître de ses actions et libre de ses droits, les pouvoirs du mandataire deviennent sans objet et sans effet, et il ne peut être sérieusement contesté que l'armateur a le droit de réclamer et régler directement ce que le capitaine, son mandataire, ne pourrait que réclamer et régler en son nom. *Ibid.*

CASSATION.

V. aussi *Dommages-intérêts, Instruction criminelle, Jugements et arrêts préparatoires et interlocutoires, Motifs des jugements et arrêts.*

Index alphabétique

Admissibilité de la preuve 14.
Appréciation du cas de force majeure 11.
Cession d'affaires 9.
Constatation du préjudice 13.
Contrat commercial 5.
Contrat de mariage 1.
Décisions susceptibles de pourvoi 20 et s.
Déclaration du pourvoi 23.
Délais du pourvoi 22.
Effets de la cassation 15 et s., 30.
Effets du pourvoi 28.
Force majeure 11.
Interprétation des conventions 1 et s.
Interprétation des faist 6 et s.
Mise en liberté provisoire 27.
Ouverture à cassation 29.
Pourvoi formé par l'avocat 25.
Présomptions contenues dans l'acte 4.
Procédure 23 et s.
Promesse de vente 10.
Règlement de juges 30.
Remboursement des frais 17.
Reprise d'instance 18.
Restitution des dépens 16.

SECT. I. — CASSATION EN MATIÈRE CIVILE.

§ I. — *Pouvoir d'appréciation des juges du fond* (n. 1).

§ II. — *Effets et étendue de la cassation* (n. 15).

SECT. II. — CASSATION EN MATIÈRE CRIMINELLE (n. 20).

SECT. I. — CASSATION EN MATIÈRE CIVILE

§ I. — *Pouvoir d'appréciation des juges du fond.*

1. — A. APPRÉCIATION ET INTERPRÉTATION DES ACTES ET CONTRATS. — S'il appartient à la Cour de cassation de déterminer le caractère légal des conventions matrimoniales et d'en qualifier les clauses, le droit ne fait pas obstacle au pouvoir souverain qu'ont les juges du fond d'interpréter les conventions particulières contenues dans le contrat de mariage et d'indiquer ce que les parties ont entendu comprendre dans leurs stipulations et ce qu'elles ont voulu en exclure. *Cass. req.* 7 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.97, *Gaz. Trib.* 30 *septembre* 1906.

2. — Les juges du fond sont souverains pour interpréter la convention par laquelle une partie cède la jouissance d'un chemin à une autre, afin que celle-ci puisse mettre en communication, par la création de voies ferrées, ses divers établissements situés de l'un et l'autre côté de ce chemin. *Cass.* 22 *mai* 1905. *S.* 413.1.1906.

3. — Il leur appartient, en conséquence, de décider, par une interprétation, du sens et de la portée de cette convention échappant au contrôle de la Cour de cassation, que la cession dont s'agit était, dans l'intention des parties, exclusive pour le cessionnaire de la faculté de se servir du chemin dont s'agit pour transporter ses marchandises en dehors de ses établissements, et ce parce que ses termes étaient limitatifs de l'usage qui en pouvait être fait, et que, entendue autrement, elle eût causé au cédant un grave préjudice sans contre-partie aucune. *Ibid.*

4. — Il appartient aux juges du fond de déterminer, d'après les présomptions qu'ils relèvent, la portée et les effets des contrats commerciaux. *Cass.* 18 *juillet* 1905. *Pand. franç.* 149.1.1906.

5. — Spécialement, ils peuvent décider qu'une convention accordant une commission sur les ventes d'un produit, ne s'appliquait exclusivement qu'à une société de fait existant entre le commerçant qui l'a souscrite et un tiers, et doit, par suite, cesser de recevoir son application, à partir de la dissolution de cette société; celui à qui était donnée la commission ne s'étant d'ailleurs plus occupé de ventes depuis cette époque. *Ibid.*

6. — B. APPRÉCIATION DE FAITS, D'INTENTIONS, DE FAUTES. — Il appartient à la Cour d'apprécier si une chose, dont la mise en vente est demandée par une partie, a une valeur, et est susceptible d'être mise en vente, et, en refusant d'ordonner une mise aux enchères qu'elle considère comme un acte inutile et frustratoire, la Cour ne fait qu'user de son pouvoir souverain et ne viole aucun texte de loi. *Cass.* 18 *avril* 1905. *Pand. franç.* 219.1.1906.

7. — Spécialement, lorsqu'une société en nom collectif fondée pour l'exploitation d'une maison de banque s'est trouvée dissoute par la mort de l'un des associés, conformément au pacte social, les juges du fond ont tout pouvoir pour décider qu'il n'y a lieu, ni de continuer l'exploitation, ni de procéder à la vente de cette maison de banque qui n'existe plus, et qui a été remplacée dans les locaux mêmes où elle était exploitée par une autre maison de banque absolument distincte de la première. *Ibid.*

8. — Il appartient aux juges du fait de décider que le fondateur d'une société qui avait cédé à un tiers, en rémunération de son concours, dans la création de la société « pendant toute la durée de la société » une part des bénéfices que le fondateur avait droit de prélever, n'avait pas entendu garantir à son cessionnaire que la société aurait la durée prévue par les statuts, et que cependant le cessionnaire ne pouvait être privé de tout droit dans le cas exceptionnel où, en pleine prospérité de l'entreprise, la dissolution anticipée serait prononcée par l'assemblée générale, conformément d'ailleurs aux statuts, pour procurer aux actionnaires et au cédant (auquel revient une partie de l'actif social) un enrichissement inespéré. *Ibid.*

9. — Une telle interprétation du contrat de cession est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de cassation. *Ibid.*

10. — Est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de cassation la constatation faite par les juges du fond qu'il y a eu acceptation d'une promesse de vente. *Cass.* 18 *octobre* 1905. *Pand. franç.* 131.1.1906.

11. — Il appartient aux juges du fond d'apprécier souverainement s'il y a eu ou non force majeure; spécialement, ils peuvent décider que le refus par l'autorité préfectorale d'approuver un traité ne saurait, dans les circonstances où il s'est produit, et d'après les documents de la cause, être considéré comme un fait du prince constituant un cas de force majeure. *Ibid.*

12. — Sont souveraines les constatations d'un arrêt qui font résulter la responsabilité du mandataire, vis-à-vis de son mandant, d'un ensemble de fautes qu'il énumère, et notamment, de ce que le mandataire, chargé de négocier un prêt hypothécaire, a induit le prêteur en erreur sur la valeur des garanties offertes par l'emprunteur. *Cass.* 18 *décembre* 1905, *Pand. franç.* 154.1.1906.

13. — La constatation d'un préjudice,

élément constitutif de la responsabilité consacré par les art .1382 et 1383 C. civ., rentre également dans le pouvoir souverain des juges du fond. *Ibid.*

14. — C. Appréciation de l'admissibilité de la preuve. — Les juges du fond ont un pouvoir souverain pour apprécier l'insuffisance de la preuve apportée par une partie à l'appui de sa demande, et la décision qu'ils rendent sur ce point échappe au contrôle de la Cour de cassation. *Cass.* 12 *juillet* 1905, *Pand. franç.* 183.1.1906.

§ II. — *Effets et étendue de la cassation.*

15. — L'effet légal et nécessaire de la cassation est de remettre les parties au même état qu'avant l'arrêt annulé et, par suite, d'astreindre celle qui a obtenu le paiement de sommes, en vertu de la décision cassée, à restituer les sommes ainsi payées. Et il doit en être ainsi *à fortiori* lorsque l'arrêt de cassation, en annulant l'arrêt attaqué, déclare expressément « remettre la cause et les parties au même et semblable état où elles étaient avant ledit arrêt. » *Trib. civ. Lyon* 17 *janvier* 1906, *Mon. jud. Lyon* 31 *octobre* 1906.

16. — Le bénéficiaire d'un tel arrêt de cassation est donc fondé à poursuivre tant le recouvrement des frais de cassation qu'à demander la réintégration de titres dont il s'est dessaisi et la restitution des dépens qu'il a payés. *Ibid.*

17. — Celui qui succombe en cassation ne peut légitimement se refuser à rembourser les frais de première instance qui lui sont réclamés ; le jugement soumis à la Cour de renvoi n'était pas, d'ailleurs, exécutoire par provision et l'appel a eu pour effet d'en suspendre l'exécution. *Ibid.*

18.— Bien qu'il appartienne en principe à la partie qui a obtenu un arrêt de cassation de faire les diligences nécessaires pour reprendre l'instance, l'autre partie est libre, si elle y a intérêt, de prendre l'initiative de cette procédure. *Cass.* 9 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.103, *S.* 311.1. 1906.

19. — Et il est loisible à celle-ci, en cas de règlement conditionnel des sommes litigieuses, de prendre l'engagement de provoquer elle-même la décision de la cour de renvoi, tout en faisant des réserves quant à la solution à intervenir. *Ibid.*

Sect. II. — Cassation en matière criminelle.

20. — A. Décisions susceptibles de pourvoi. — Une décision qui n'est pas en dernier ressort ne peut être déférée à la Cour de cassation. *Cass.* 20 *août* 1903, *S.* 428.1..1906.

21. — Est irrecevable le pourvoir en cassation d'un prévenu condamné par défaut, alors que l'arrêt de condamnation est encore susceptible d'être attaqué par la voie de l'opposition. *Cass. crim.* 23 *février* 1906, *S.* 248.1.1906.

22. — B. Délais du pourvoi. — Est irrecevable le pourvoi en cassation formé par le condamné au correctionnel après l'expiration du délai de trois jours francs fixé par l'art. 373 C. instr. crim. applicable en matière correctionnelle,lorsque, d'ailleurs, aucun cas de force majeure n'a empêché le condamné de se pourvoir dans ledit délai.*Cass.* 23 *février* 1906, *S.* 248.1.1906.

23. — C. Formalités pour la validité du pourvoi. — Procédure. — La déclaration de pourvoi doit être faite au greffier de la juridiction qui a rendu la décision attaquée. *Cass. crim.* 4 *juillet* [illegible], *Gaz. Pal.* 1906.2.157, *Pand. franç.* 306. 1.1906.

24. — Spécialement, le pourvoi n'est pas recevable si la déclaration en a été faite devant le greffier d'un tribunal voisin par un condamné qui, mis en demeure de se laisser transférer au siège de la cour d'appel pour le régulariser, s'y est refusé et ne peut ainsi alléguer aucune cause, indépendante de sa volonté, qui l'aurait empêché de se présenter devant l'officier compétent *.Ibid.*

25. — L'avocat non muni d'un pouvoir spécial ne peut valablement former un pourvoi en cassation contre un arrêt de la Chambre des mises en accusation. *Cass.* 23 *mars* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.1.666.

26. — La production d'un mémoire sur timbre signé non par le demandeur,mais par son avocat devant la Cour d'appel, lequel est sans qualité à cet effet, ne saisit pas la Cour de cassation de l'examen des moyens invoqués. *Cass.* 16 *novembre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.473.

27. — Au point de vue de la recevabilité du pourvoi en cassation, la mise en liberté provisoire accordée par le juge d'instruction ne peut affranchir l'inculpé condamné à l'emprisonnement de l'obligation de se constituer prisonnier ou de justifier d'une nouvelle mise en liberté provisoire obtenue de la juridiction qui a rendu l'arrêt attaqué.*Cass.* 26 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.289.

28. — D. Effets du pourvoi. — Le tribunal de simple police peut, après avoir rendu sur une exception une décision susceptible de pourvoi en cassation, statuer au fond avant l'expiration du délai de pourvoi sur l'incident,dès lors qu'à ce moment aucun pourvoi n'a été formé. *Cass.* 22 *mai* 1903, *D.* 453.1.1906.

29. — E. Ouverture a cassation. — Moyens nouveaux. — Lorsqu'une loi pénale est abrogée par une loi nouvelle qui édicte pour les mêmes faits une pénalité plus sévère, la condamnation prononcée par le juge par application de la loi abrogée se trouve néanmoins justifiée ; en sorte que l'erreur du juge n'emporte pas nécessairement la nullité de sa décision. *Cass.* 12 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906. 1.661, *Pand. franç.* 269.1906.

30. — F. Effets et étendue de la cassation. — Rejet du pourvoi. — Lorsqu'un arrêt de Chambre des mises en accusation qui est cassé dans une de ses parties renvoie en même temps un autre accusé devant une Cour d'assises, la Cour de cassation peut procéder par son arrêt de cassation au règlement de juges et décider dans le cas où il y aurait lieu à nouveau à accusation, que le bénéficiaire de l'arrêt de cassation sera renvoyé devant la même cour d'assises que l'autre accusé. *Cass.* 27 *juillet* 1906, *Mon. jud. Lyon* 11 *août* 1906.

CAUTION-CAUTIONNEMENT.

1. — A. Nature du cautionnement. — Le cautionnement est, par sa nature, un contrat civil ; il conserve ce caractère, bien qu'il émane d'un commerçant et que l'obligation qu'il a pour objet de garantir soit commerciale, à moins qu'il constitue un acte de commerce en raison de ce que la caution a un intérêt personnel dans l'affaire à l'occasion de laquelle il est intervenu. *Cass.* 21 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.147.

2. — B. Extinction du cautionnement. — Le paiement de la dette principale qui, aux termes de l'art. 2038 C. civ., décharge la caution, est un paiement intégral et non partiel : le paiement d'une portion minime de la dette ne pouvant réduire à néant l'engagement de la caution dans son intégralité. *Bordeaux* 27 *février* 1906. *Gaz. Trib.* 14 *septembre* 1906.

CAUTION « JUDICATUM SOLVI ».

V. *Traité international.*

CESSION-TRANSPORT.

1. — A. De la cession de créances. — La cession à un tiers par contrat de mariage des droits de fondateur dans une société d'assurances mutuelles s'étend aux droits sur les branches nouvellement exploitées par elle, lorsque l'extension de la garantie de ladite société à ces risques nouveaux n'est que le développement normal et régulier de la société selon ses statuts primitifs. *Cass.* 6 *juillet* 1905. *D.* 373.1.1906.

2. — Et alors du moins que l'intention du cédant que la cession ne soit pas limitée aux droits résultant de l'exploitation des seules branches d'assurances primitivement organisées il résulte des termes du contrat de cession corroborées par la circonstance que, la société ayant déjà étendu à des branches nouvelles son champ d'exploitation primitif, on pouvait dès ce moment prévoir de nouvelles extensions. *Ibid.*

3. — L'acheteur d'un immeuble loué succède, si le bail a date certaine antérieure à la vente, à la fois aux droits et aux obligations du vendeur. *Trib. Emp.* (*Allemagne*) 29 *janvier* 1902. *S.* 21.4. 1906.

4. — Par suite, les cessions de loyers (même antérieures à l'échéance) lui sont opposables. *Ibid.*

5. — Mais elles ne lui sont opposables que si elles ont été signifiées avant la vente. *Ibid.*

6. — Spécialement, si la vente est faite au profit du preneur lui-même, et que la cession ne lui ait pas été signifiée avant la vente, la confusion qui se produit entre les qualités de preneur et de bailleur empêche la cession des loyers non encore échus de produire ses effets. *Ibid.*

7. — Et il importe peu que la signification de la cession de créance soit faite ultérieurement. *Ibid.*

8. — En matière de transport de droits incorporels, il n'existe, dans la loi, aucune distinction entre les créances échues et celles à échoir. *Trib. paix Paris* 19 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 1er *novembre* 1906.

9. — Et le cessionnaire des créances à échoir est investi de la propriété de ces créances par la signification du transport faite au débiteur cédé. Cette signification ayant rendu désormais le cessionnaire propriétaire sauf, le cas échéant, l'application de l'article 446 du Code de commerce. *Ibid.*

10. — Le cessionnaire postérieur en date, saisi par un transport régulier, est un véritable tiers vis-à-vis du cessionnaire antérieur, et celui-ci ne saurait par conséquent lui opposer une cession que le défaut d'accomplissement de formalités légales rend sans effet à son égard. *Trib. civ. Toulouse* 29 *octobre* 1906. *Gaz. Trib. du Midi*, 9 *décembre* 1906.

11. — Entre cessionnaires successifs, la cession signifiée ou acceptée la première doit obtenir la préférence. *Ibid.*

12.— La propriété de la créance cédée est acquise de droit au cessionnaire, à l'égard du cédant, par le consentement réciproque sur la chose et le prix ; la signification n'est par suite nécessaire que vis-à-vis des tiers, et le cédant ne peut se prévaloir de l'absence de cette signification. *Ibid.*

13. — Le liquidateur judiciaire et le débiteur liquidé ne font qu'exercer les droits de ce dernier et ne peuvent être admis à se prévaloir d'avantages qu'il n'aurait pas lui-même le droit d'invoquer. *Ibid.*

14. — B. De la cession de droits successifs. — Le cessionnaire de droits successifs doit être considéré comme prenant le lieu et place du cédant, et sa situation vis-à-vis des autres héritiers est identique à celle du cédant. En conséquence, hors le cas de fraude, les actes qui pouvaient être opposés au cédant peuvent

aussi l'être au cessionnaire. *Cass.* 3 *avril* 1905. *Pand. franç.* 218.1.1906.

15. — Spécialement, le cessionnaire n'est pas plus fondé que le cédant à exciper du défaut de date certaine d'un reçu sous seing privé, portant versement d'une somme au cédant, alors que les juges du fond ont déclaré la sincérité des dates inscrites sur ledit reçu. *Ibid.*

CHARTE-PARTIE ET CONNAISSEMENT.

V. aussi *Armateur. Capitaine de navire.*

Index alphabétique

Assurance des risques 18.
Avaries 13, 15 et s.
Calcul de l'indemnité 16.
Chargement sur le pont 17, 19.
Compétence 36.
Débarquement sous palan 24.
Déchargement forcé 21.
Encombrement du port 24.
Fins de non-recevoir 32 et s.
Foi due au connaissement 11.
Forme du connaissement 1.
Force majeure 2, 10.
Grève 21.
Indemnités 16.
Lieu de paiement des staries 28.
Livraison de la marchandise 5.
Manquants 9.
Obligation de délivrer reçu 34.
Paiement des frais de transbordement 22.
Paiement du fret 20.
Perte de navire 2.
Preuve du transbordement 3.
Règlements d'avaries 20.
Remise du connaissement 7.
Réserves 8.
Responsabilité de la compagnie 2.
Responsabilité du capitaine 9 et s.
Staries 23 et s.
Transbordement 2.
Usages de Nantes 30.

---

§ I. — *Des caractères, de la forme, de la preuve du contrat d'affrètement* (n. 1).

§ II. — *Obligations du frêteur et du capitaine* (n. 2).

§ III. — *Obligations de l'affréteur* (n. 20).

§ IV. — *Prescriptions et fins de non-recevoir contre les actions du frêteur et de l'affréteur* (n. 32).

§ V. — *Règles de compétence. Attribution de juridiction* (n. 34).

---

§ I. — *Des caractères, de la forme, de la preuve du contrat d'affrètement.*

1. — **Est valable le connaissement dressé en trois originaux seulement, contrairement aux dispositions de l'art. 282 C. com. Les formalités prescrites par cet article ne sont pas, en effet substantielles et leur inobservation ne saurait entraîner la nullité du contrat.** *Alger* 14 mars 1906. *Mon. jud. Lyon* 17 *novembre* 1906.

§ II. — *Obligations du frêteur et du capitaine.*

2. — A. Obligation de transporter des marchandises et de leur donner les soins nécessaires pour les conserver. Allègement. Transbordement. — **Lorsque l'acte stipule, dans le connaissement: 1° que la Compagnie de transports maritimes ne répond pas des fautes quelconques de ses capitaines et marins; 2° que le capitaine se réserve la faculté de transborder les marchandises à lui remises; et 3° qu'en cas de transbordement, le capitaine ne garantit pas la place sur le paquebot devant recevoir le transbordement, ladite Compagnie, en cas de perte par fortune de mer du navire sur lequel les marchandises ont été transbordées et ont péri, est libérée de ses obligations: la perte du navire constituant un cas de force majeure.** *Aix* 10 *mai* 1906. *Gaz. Trib. 7 septembre* 1906.

3. — Mais il faut qu'il soit établi que les marchandises faisant l'objet du connaissement ont été transbordées sur le navire qui a péri; c'est à la Compagnie, en qualité de débiteur, à prouver vis-à-vis de son créancier, sa libération; et, pour ce faire, elle doit prouver l'individualisation des colis lors du transbordement. Faute de cette preuve, et si le transbordement, opéré et conduit par elle, l'a été d'une façon défectueuse elle doit être déclarée responsable envers le propriétaire des colis perdus. *Ibid.*

4. — Et elle est, en pareil cas, irrecevable à recourir en garantie contre les armateurs du navire sur lequel ont été transbordées les marchandises, si elle ne peut relever contre eux aucune faute susceptible d'engager leur responsabilité. *Ibid.*

5. — B. Obligation de délivrer la marchandise a qui de droit. — Le transporteur d'une marchandise suivant connaissement nominatif ne contracte d'autre obligation que celle de livrer à la personne désignée, et est libérée par cette livraison. *Trib. com. Marseille* 19 *février* 1906. *Rec. Marseille* 194.1.1906.

6. — Et cela alors même que le connaissement porterait une clause indiquant que la marchandise ne sera livrée que contre sa remise, cette clause étant dans l'intérêt du transporteur, et non du chargeur, ni du destinataire. *Ibid.*

7. — En conséquence, le chargeur ne peut faire grief au transporteur d'avoir, dans ces circonstances, livré la marchandise au destinataire désigné, sans se faire remettre par celui-ci le double du connaissement qu'il aurait dû avoir en mains. *Ibid.*

8. — C. Responsabilité en cas de perte, d'avarie ou de retard. — Lorsqu'il est constant en fait, et d'ailleurs non contesté, que le capitaine s'est chargé du transport des marchandises litigieuses sans protestation ni réserve, il est présumé les avoir reçues en bon état et nettes de toute soustraction. *Rouen* 3 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.476.

9. — Dès lors, au cas de manquants par suite de vol, il lui appartient, pour dégager sa responsabilité, de prouver que les soustractions constatées n'ont pas été commises à son bord et étaient antérieures au chargement. *Ibid.*

10. — Aux termes des art. 222 et 230 C. com., le capitaine est responsable des marchandises dont il a pris la charge par le connaissement, sauf le cas de force majeure ou celui de vice propre de la chose. *Trib. com. Nantes* 1er *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.254.

11. — Et, entre les parties qui l'ont signé, c'est-à-dire le capitaine ou l'armateur, d'une part, et le chargeur d'autre part, les énonciations du connaissement revêtent les caractères d'une présomption *juris et de jure* contre laquelle aucune preuve contraire, sauf celle constituée par des écrits où une fraude reconnue ne saurait être admise. *Ibid.*

12. — Dès lors, le capitaine ne pouvant prouver par témoins ou présomptions de faits contre ou outre le contenu des actes, il est responsable de la quantité et aussi de l'état des marchandises qui lui ont été confiées alors que le connaissement signé par lui ne contient aucune réserve. *Ibid.*

13. — D'où il suit que lorsqu'il est constant que des fûts de vin chargés à bord d'un navire en vertu d'un connaissement sans réserve sont arrivés en partie débondés et que le titrage des vins est considérablement inférieur à celui indiqué par les factures au départ, il n'appartient pas au capitaine ou à l'armateur, pour se soustraire à la responsabilité qui lui incombe, de faire plaider, soit que les fûts n'ont pas été violés en cours de voyage et lui ont été remis dans l'état où ils sont arrivés, soit qu'ils ont pu être débondés dans les gabares qui les ont conduits

des magasins du chargeur à bord du navire transporteur, pas plus que de mettre en doute la sincérité des degrés déclarés par l'expéditeur. *Ibid.*

14. — La compagnie de transports maritimes qui accepte de faire avec une autre compagnie un service combiné, avec connaissements directs, s'oblige ainsi virtuellement à faire, pour le transbordement et l'embarquement des marchandises en transit, toutes les diligences compatibles avec les exigences normales de ses services. *Trib. com. Marseille* 15 *mars* 1905. *Pand. franç.* 306.2.1906.

15. — En conséquence, lorsque cette compagnie, malgré les départs de plusieurs de ses navires, et malgré les demandes réitérées du premier chargeur, laisse au port de transit des marchandises sur chalands pendant plus de quatre mois avant de les réembarquer, et que l'expert constate que les avaries survenues à ces marchandises sont dues à ce séjour prolongé au port de transit, cette compagnie est seule responsable de ces avaries. *Ibid.*

16. — L'indemnité due par l'armateur responsable d'avaries qui ont forcé à vendre les marchandises en cours de route, doit être calculée en prenant pour base la valeur de la marchandise au départ, sous la seule déduction du produit net de la vente, et sous réserves du payement du fret. *Ibid.*

17. — Le commissionnaire de transports maritimes, qui se réserve la faculté de charger sur le pont, doit aviser le chargeur s'il réalise cette faculté. *Aix* 13 *novembre* 1905. *Rec. Marseille* 185.1906.

18. — Mais cet avis donné, sa responsabilité est à couvert, et c'est au chargeur à faire assurer ce risque particulier, s'il le juge bon. *Ibid.*

19. — La clause insérée au connaissement par laquelle le chargeur autorise le capitaine à charger sur le pont constitue l'autorisation par écrit, exigée par l'art. 229 C. com. pour ce mode de chargement. Mais le capitaine qui, en vertu d'un tel connaissement, charge la marchandise sur le pont, a le devoir d'aviser le chargeur qu'il use de la faculté à lui concédée, alors surtout qu'il s'agit de marchandises délicates et sujettes à avaries. S'il ne le fait pas, il est responsable des avaries que le chargeur, ignorant que sa marchandises y était exposée, n'a pu prévenir. *Alger* 14 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 17 *novembre* 1906.

§ III. — *Obligations de l'affrèteur.*

20. — A. Paiement du fret. — En cas de jet à la mer pour le salut commun, le fret n'étant dû que pour les marchandises qui seront remboursées, le règlement d'avaries peut seul faire connaître la quantité et la valeur de ces marchandises; jusqu'à ce moment, le capitaine ignore quelle part de fret il sera en droit d'exiger; en d'autres termes, il devra déduire de son fret sa contribution propre. Dès lors le capitaine ne peut exiger le paiement du frêt qu'après que le règlement d'avaries e naura fixé le chiffre définitif et la part qu'il aura à supporter dans la contribution. *Cass.* 17 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.306, *D.* 473.1.1906. *Cf. Rennes* 23 *janvier* 1906, *Rec. Nantes* 255.1906.

21. — B. Obligation d'opérer le chargement et le déchargement. — La clause d'un connaissement qui, pour le cas où, à un port de destination, le capitaine se trouverait empêché de débarquer par quarantaine, blocus, ou tout autre obstacle provenant des règlements du port ou autrement — l'autorise à transporter la marchandise au port convenable le plus prochain pour lequel il est destiné — doit s'appliquer au cas de grève, bien que le mot n'y soit pas spécifié. *Aix* 22

février 1906. *Rec. Marseille* 190.1.1906.

22. — En conséquence, les consignataires de la cargaison doivent, en pareil cas, supporter, sans répétition contre le capitaine les frais de transbordement et réexpédition de leurs marchandises. *Ibid.*

23. — Lorsqu'il est stipulé, dans un affrètement que, si la cargaison ne peut être débarquée pour cause de grève, les staries ne courront pas pendant la durée de la grève, il n'y a pas lieu, le cas de grève se réalisant, d'examiner si elle avait, au moment de l'arrivée, une acuité plus ou moins grande et si, à la rigueur, un débarquement était possible. *Ibid.*

24. — Lorsque le débarquement doit se faire sous palan, et qu'il est même stipulé que les staries courront, que le navire soit à quai ou non, l'encombrement des ports et bassins est une circonstance qui doit rester étrangère au capitaine. *Ibid.*

25. — On doit, en l'état d'une pareille clause qui ne spécifie rien, ne faire courir les staries que du jour où, les chefs de la grève ayant décidé la reprise du travail, il a été repris d'une manière générale et absolue. *Ibid.*

26. — Il en est ainsi, alors même qu'il serait allégué que cet encombrement et la difficulté de se procurer des mahonnes sont la suite d'une grève qui vient de finir et qui, d'après les accords, devait suspendre le cours des staries. *Ibid.*

27. — Le capitaine, déjà gravement atteint par l'application de cette dernière clause, ne doit pas avoir à en supporter les conséquences plus ou moins indirectes, telles que l'encombrement des ports ou la rareté des embarcations. *Ibid.*

28. — Lorsque, d'après l'affrètement, les surestaries sont payables jour par jour, elles sont payables au lieu où elles ont été encourues, et, si c'est dans un port de débarquement partiel, le capitaine ne peut les réclamer à l'affrèteur au port de destination définitive. *Trib. com. Marseille* 9 *mars* 1906. *Rec. Marseille* 201.1.1906.

29. — L'affrèteur ne saurait, au surplus, être tenu des surestaries, lorsque, d'après l'affrètement, il est personnellement dégagé après la mise à bord de la cargaison, l'armateur ou le capitaine se réservant le droit de retenir sur la marchandise le montant du fret et des surestaries. *Ibid.*

30. — D'après l'usage du port de Nantes, les surestaries ne courent qu'à partir de la mise en demeure adressée par le capitaine au destinataire. *Trib. com. Nantes* 10 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 309. 1906.

31. — Les surestaries doivent être comptées du jour de la mise en demeure, inclusivement. *Ibid.*

§ IV. — *Prescription et fins de non-recevoir contre les actions du frèteur et l'affrèteur.*

32. — En édictant dans les art. 435 et 436 C. com. que sont non recevables toutes actions contre le capitaine pour dommage arrivé à la marchandise si elle a été reçue sans protestation et que les protestations et réclamations sont nulles si elles ne sont faites et signifiées dans les vingt-quatre heures, le législateur a entendu parler d'une réception effective correspondant à une mise en possession matérielle. *Rouen* 3 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.476.

33. — En conséquence ne saurait être accueillie la fin de non-recevoir basée sur l'art. 435. C. com., que le capitaine prétend opposer à une réclamation pour manquants et tirée de ce que le destinataire ayant été mis en possession juridique de la marchandise par la remise à lui faite du bon à enlever, il appartenait à celui-ci dès ce moment de rechercher s'il n'avait pas des protestations à formuler et de les signifier aux intéressés dans le délai strict de vingt-quatre heures fixé par la loi à partir de la livraison. *Ibid.*

§ V. — *Règles de compétence. — Attribution de juridiction.*

34. — Le capitaine étant, aux termes de l'art. 285 c. com., responsable des marchandises dont il s'est chargé et en ayant donné une reconnaissance par écrit, a le droit, quand le connaissement est à personne dénommée, d'exiger un reçu du consignataire ou du destinataire, à peine de tous dépens, dommages-intérêts, même de ceux de retardement, en cas de refus de la part du consignataire ou du destinataire. *Alger* 9 *mai* 1904. *D.* 279.2.1906.

35. — Dès lors, le contrat de transport constaté par le connaissement ne prend fin qu'après la remise de ce reçu par le destinataire. *Ibid.*

36. — Il en résulte que la clause du connaissement d'une compagnie de bateaux attribuant compétence à un tribunal déterminé pour les contestations résultant des contrats de transport, doit avoir effet à l'égard aussi bien des contestations résultant du connaissement lui-même que des difficultés nées alors que la marchandise transportée avait été livrée et le fret payé. *Ibid.*

CHASSE.

1. — A. DES BAUX DE CHASSE. — Le fait par un propriétaire qui a loué le droit de chasse de ses bois, de vendre tous les arbres de haute futaie, sans exception, dans toute l'étendue de la chasse, constitue un trouble de jouissance qui le rend passible de dommages-intérêts envers le locataire, lequel n'a pu, à raison de l'exploitation faite par l'acquéreur, utiliser son droit de chasse dans une mesure quelconque. *Paris* 15 *mars* 1905. *Pand. franç.* 261.2.1906.

2. — B. EXERCICE DU DROIT DE CHASSE. — Il y a délit de chasse dans le simple fait de se livrer à la recherche du gibier sans intention d'appropriation, par exemple dans le but de faire quêter un chien d'arrêt pour réveiller ses instincts, ou pour satisfaire une curiosité naturelle de chasseur en explorant le terrain pour découvrir les endroits les plus giboyeux. *Trib. corr. Ruffec* 11 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.274.

3. — C. CHASSE AUX ANIMAUX MALFAISANTS OU NUISIBLES. — Le renard est considéré comme une bête fauve et pour cela nuisible ; sa poursuite constitue un acte de légitime défense, quand elle s'exerce à la suite d'un dommage que l'animal vient de causer. Et il n'est pas nécessaire pour justifier du droit de légitime défense que le dommage soit commis au moment même où est exercée la légitime défense; il suffit que le dommage soit assez imminent pour expliquer les moyens préservatifs employés. *Trib. corr. de Baume-les-Dames* 23 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 24 *août* 1906.

CHEMINS DE FER.

V. aussi *Commissionnaire de transport, Voiturier, Responsabilité civile.*

Index alphabétique

Abonnements à prix réduit 92.
Accidents sur la voie 82 et s.
Animal 39 et s.
Avaries 33 et s.
Bâchage 10. 37.
Bagages emportés par le voyageur 1 et s.
Bœuf écrasé 86.
Broderies 48.
Cahier des charges 77.
Calcul de la taxe 74.
Cammionage 32.
Chargement 10 et s.
Chargement d'animaux 54.
Chevaux 22 et s., 41.
Chiens 97.
Choix de l'itinéraire 16.
Colis à main 1 et s.
Compétence 77.
Concessions de tramways 98.
Contraventions 93 et s.
Déclaration des marchandises 47 et s.
Délai d'expédition 24, 60.
Délai de livraison 130.
Délai de transports 26, 61 et s.
Demande de wagons 26. et s.
Dentelles 48.
Dépôt sur le quai 7.
Dommages-intérêts 4, 6, 8, 59.
Emballage défectueux 34.
Enregistrement 25.
Expédition contre remboursement 9.
Expertise légale 53.
Force majeure 35.
Fourniture de la bâche 10.
Fourrages 37.
Frais de chargement 29, 66.
Frais de fourrière 40.
Fraude 92.
Interprétation du cahier des charges 77.
Itinéraire 16.
Lettre de voiture 50.
Livraison à domicile 63.
Livraison des marchandises 30.
Manquants 42 et s.
Matériel défectueux 41.
Mouille 37.
Objets fragiles 38.
Obligation de la déclaration 48.
Passage à niveau 80 et s.
Perte des bagages 5, 7.
Perte des marchandises 42 et s.
Pesage des marchandises 31.
Police des chemins de fer 89 et s.
Police des tramways 102 et s.
Portillons 80 et s.
Prescription 88.
Présentation du ticket 105.
Preuve du dépôt 7.
Preuve du retard 57.
Prolongation de délai 71.
Raisins 69.
Réserves 33.
Retards 4, 57.
Soins aux marchandises 13.
Tarifs 65 et s.
Tarifs communs 72.
Tarifs spéciaux 67 et s.
Taxe 74.
Trains supplémentaires 14.
Tramways 98 et s.
Transport de chevaux 22 et s.
Transport en grande vitesse 19.
Vérification du poids 42.

Chap. I. — Des chemins de fer considérés comme entreprises de transports. — Droits, obligations et responsabilité des compagnies.

SECT. I. — TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DE LEURS BAGAGES. — DES TARIFS ET DE LEUR ADPLICATION (n. 1).

SECT. II. — TRANSPORT DES MARCHANDISES.

§ I. — *Généralités. — Formation et preuves du contrat. — Caractères spéciaux* (n. 7).

§ II. — *Chargement, expédition et livraison des marchan-* (n. 10).

§ III. — *Avaries, perte ou retard des marchandises* (n. 33).

§ IV. — *Application des tarifs* (n. 65).

Chap. II. — Des actions intentées par ou contre les compagnies de chemins de chemins de fer. — Compétence. — Fins de non-recevoir. — Prescription (n. 77).

Chap. III. — Rapports des compagnies avec leurs employés (n. 79).

Chap. IV. — Des chemins de fer considérés comme dépendances de la grande voirie. — Police des chemins de fer.

§ I. — *Des mesures de sécurité prescrites dans l'intérêt général. — Responsabilité. — Pénalités* (n. 80).

§ II. — *Contraventions et délits ou crimes commis par les concessionnaires, par les voyageurs, expéditeurs de marchandises ou tiers. — Pénalités* (n. 89).

Chap. V. — Des chemins de fer d'intérêt local. — Des tramways (n. 98.)

Chap. I. — Des chemins de fer considérés comme entreprises de transports. — Droits, obligations et responsabilité des compagnies.

SECT. I. — TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DE LEURS BAGAGES. — DES TARIFS ET DE LEUR APPLICATION.

1. — OBLIGATIONS DES COMPAGNIES RELATIVES AUX BAGAGES EMPORTÉS PAR LES VOYAGEURS. — PERTE. — RETARD. — Une compagnie de chemins de fer qui reçoit des colis à transporter comme bagages fait avec le voyageur un contrat différent du contrat de transport à grande vitesse. *Trib. com. Marseille* 15 *février* 1906, *Rec. Marseille* 166.1.1906.

2. — Elle a l'obligation de faire arriver ces colis par le même train que le voyageur. *Ibid.*

3. — L'enregistrement des colis voyageant comme bagages, ayant lieu sans que le voyageur puisse indiquer leur nature, ni leur destination, la Compagnie de chemin de fer est tenue des dommages résultant du retard, sans pouvoir exciper de l'article 1150 du Code civil en soutenant que ces dommages n'ont pu être prévus par elle. *Ibid.*

4. — Spécialement au cas où, à la suite d'un retard, même de quelques heures seulement, dans la remise des bagages, un voyageur n'a pu, à destination, s'embarquer sur une ligne où il n'a trouvé de départ qu'un mois après, la Compagnie est responsable des dommages résultant pour ce voyageur du séjour au port d'embarquement pendant tout ce délai. *Ibid.*

5. — En cas de perte d'un bagage, la Compagnie de chemin de fer doit être condamnée à payer au voyageur la valeur des objets qu'il contenait, si, eu égard au poids du colis et à la profession du voyageur, elle a pu prévoir que sa responsabilité serait engagée dans les limites de cette valeur. *Dijon* 10 *mai* 1906, *Gaz. Trib.* 8 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 28 *décembre* 1906.

6. — Elle doit, en outre, payer au voyageur des dommages-intérêts pour le trouble subi par lui dans l'exercice de sa profession. *Ibid.*

SECT. II. — TRANSPORT DES MARCHANDISES.

§ I. — *Généralités. — Formation et preuves du contrat. — Caractères spéciaux.*

7. — Une compagnie de chemins de fer ne peut être déclarée responsable de la perte d'une marchandise déposée par l'expéditeur sur le quai d'une gare, lorsqu'il n'est pas prouvé que ce dépôt a été accepté d'une façon formelle notamment par la délivrance du récépissé à l'expéditeur. *Trib. com. Perpignan* 3 *avril* 1906, *Mon. jud. Lyon* 17 *juillet* 1906.

8. — Les dommages-intérêts ne doivent comprendre que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention. *Cass.* 12 *novembre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.429.

9. — Spécialement, en cas d'expédition contre remboursement, la Compagnie de chemins de fer qui a livré les colis au destinataire sans exiger le remboursement stipulé ne peut être condamnée au remboursement de la valeur plus élevée de la marchandise sous le prétexte qu'elle est demeurée impayée postérieurement à la livraison, sans rechercher si l'état d'insolvabilité du destinataire existait au moment où les colis lui ont été remis par la Compagnie. *Ibid.*

§ II. — *Chargement, expédition et livraison des marchandises.*

10. — Le bâchage doit être considéré comme une des opérations du chargement ; par suite, lorsque, en vertu du tarif requis par l'expéditeur, celui-ci est tenu de charger sa marchandise, il doit fournir à ses risques et périls la bâche qu'il juge nécessaire, et ne peut s'en prendre qu'à lui-même de sa défectuosité ; et si la compagnie lui en a fourni une à titre gracieux, elle ne saurait être rendue responsable de son insuffisance, non plus que des avaries qui ont pu en provenir. *Cass.* 24 *juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.252.

11. — La Compagnie n'est, d'ailleurs, pas tenue de vérifier l'état du bâchage des marchandises qui lui sont remises par wagons complets, chargés aux risques et périls de l'expéditeur, ni de modifier cet état en cours de route. *Ibid.*

12. — Elle n'est pas tenue non plus de fournir des wagons d'un modèle spécial plus propres au bâchage : il lui suffit, pour dégager sa responsabilité, de fournir des wagons dont la mise en service a été régulièrement ordonnée. *Ibid.*

13. — Les compagnies de chemins de fer ne sont pas tenues de donner aux marchandises qui leur sont confiées des soins exceptionnels incompatibles avec les nécessités du service. *Pau* 7 *juin* 1906, *Loi* 29-30 *juillet* 1906, *Mon. jud. Lyon* 11 *août* 1906.

14. — Les compagnies de chemins de fer sont tenues, comme conséquence de leur monopole, d'effectuer avec soin, exactitude et célérité, et dans les délais des tarifs, tous les transports qui leur sont demandés, et pour y arriver, elles doivent, s'il y a lieu, établir des trains supplémentaires, dans les limites toutefois fixées par les arrêtés. *Cass.* 6 *juillet* 1904, *Pand. franç.* 1.198.1906, *D.* 1.346.1906.

15. — La compagnie qui manque à ces obligations est à bon droit condamnée à des dommages-intérêts. *Ibid.*

16. — A défaut d'un itinéraire par l'expéditeur, les Compagnies de chemin de fer doivent choisir, pour le transport des marchandises qui leur sont confiées, la voie la plus courte, en prenant comme base de leur calcul le nombre de kilomètres à parcourir et non le temps nécessaire pour le parcourir. *Cass.* 27 *novembre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.505.

17. — En l'absence de revendication d'un itinéraire spécial, les compagnies de chemins de fer doivent, pour les expéditions de toute nature qui leur sont confiées, en grande vitesse, choisir la voie la plus courte et la moins coûteuse. *Trib. com. Bordeaux* 30 *mai* 1906, *Mon. jud. Lyon* 10 *août* 1906.

18. — Dès lors, si cette règle a été observée, sans que, d'un autre côté, les délais réglementaires aient été dépassés, la compagnie chargée du transport est à l'abri de toute réclamation. *Ibid.*

19. — Aux termes de l'art. 2 § 1er de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866 les compagnies de chemins de fer ne sont pas tenues de transporter les marchandises en G. V. que par les trains de voyageurs composés de voitures de toutes classes. *Trib. com. Limoux* 8 *novembre* 1906, *Loi du* 10 *décembre* 1906.

20. — Par suite, une compagnie de chemins de fer n'est pas obligée de transporter les marchandises en grande vitesse par un train de marchandises comprenant seulement des voitures de troisième classe pour les voyageurs. *Ibid.*

21. — Les seuls trains dont les expéditeurs puissent revendiquer l'usage sont ceux mentionnés aux affiches placées dans les gares conformément à l'art. 43 du décret du 1er mars 1900 et indiquant les ordres de services approuvés par le ministre compétent. *Cass.* 7 *novembre* 1906 ; *Gaz. Pal.* 1906.2.425, *Gaz. Trib.* 9 *décembre* 1906.

22. — Spécialement, lorsque aux termes des conditions générales de la marche des trains d'une Compagnie de chemin de fer, homologuées, et par conséquent obligatoires tant pour la Compagnie que pour les expéditeurs, et affinées le transport des chevaux taxés au tarif de la grande vitesse est exclu des trains qui, bien que contenant des voitures de toutes classes, sont express, l'expéditeur d'un cheval ne peut reprocher à la Compagnie de n'avoir pas utilisé un train de cette catégorie et se plaindre de ce chef d'un retard de livraison qui aurait aggravé le mauvais état du cheval. *Ibid.*

23. — Et si le juge a condamné la compagnie à des dommages-intérêts à la fois en raison de ce retard et de l'installation défectueuse du wagon dans lequel l'animal était transporté, il suffit que l'une de ces causes de responsabilité soit écartée pour que la condamnation ne puisse être maintenue. *Ibid.*

24. — Les marchandises et objets quelconques à grande vitesse doivent être expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures au moins avant l'heure du départ de ce train, faute de quoi ils seront remis au départ suivant. *Agen* 23 *juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.292.

25. — La présentation à l'enregistrement a lieu, non pas lors du dépôt de la marchandise à la gare, mais quand la reconnaissance de la marchandise à été faite, que le prix du transport a été calculé et qu'un récépissé a été remis à l'expéditeur ; car c'est alors seulement que s'est formé le contrat de transport. *Ibid.*

26. — Une Compagnie de chemin de fer, à qui il a été réclamé des wagons pour un jour déterminé satisfait à son obligation en offrant de recevoir sous gare les marchandises à transporter et en les rendant à destination dans les délais stipulés par les tarifs. *Trib. com. Nantes* 17 *mars* 1906, *Rec. Nantes* 315.1906.

27. — Aux termes de l'art. 28 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1900 et de l'art. 6 B des conditions générales d'application des tarifs spéciaux P. V., la Compagnie doit, dans la journée qui suit la réception de la demande de fourniture d'un wagon, pourvu que celle-ci lui ait été adressée de manière à lui parvenir avant l'heure de la fermeture de la gare, informer l'expéditeur des jour et heure où le wagon sera mis à sa disposition. *Cass.* 25 *juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.274.

28. — Dès lors, une compagnie peut être condamnée à des dommages-intérêts, en cas de préjudice, si, après n'avoir adressé aucun avis à l'expéditeur qui a demandé un wagon, elle n'a mis ce wagon à sa disposition le jour où elle devait le faire qu'à une heure trop tardive pour qu'il pût être utilisé dans la journée. *Cass.* 25 *juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.274.

29. — Le destinataire qui a opéré le travail de déchargement ne saurait s'en faire rembourser le prix par la compagnie de chemins de fer, alors que, d'une part, les taxes appliquées ne comprennent pas les frais de chargement et de déchargement, et que, d'autre part, le tarif appliqué met expressément ces frais à la charge des expéditeurs et destinataires. *Cass.* 22 *novembre* 1906, *Pand. franç.* 199.1.1906.

30. — Les Compagnies de chemins de fer ne sont pas tenues de livrer les marchandises avant l'expiration des délais réglementaires. Aucune faute n'est donc imputable à la Compagnie qui, par suite de l'absence des pièces de régie expédiées par une voie et par des trains différents, ne met point un colis, dès le jour de son arrivée, à la disposition du destinataire, dès lors que celui-ci le reçoit dans le délai légal. *Cass.* 3 *août* 1905, *Mon. jud. Lyon* 3 *octobre* 1906, *Gaz. Trib.* 15 *septembre* 1906, *S.* 143.1.1906.

31. — Les compagnies de chemins de fer ayant le droit absolu de procéder au pesage des marchandises avec les seuls engins prescrits par les règlements dont elles disposent, un destinataire est mal fondé à exiger qu'il soit procédé au pesage à l'arrivée à l'aide d'un pont-bascule alors que la gare destinataire n'est pas munie de cet engin. *Pau* 7 *juin* 1906, *Loi* 29-30 *juillet* 1906, *Mon. jud. Lyon* 11 *août* 1906.

32. — Lorsque la marchandise est livrable à domicile, la compagnie de chemin de fer répond du fait du camionneur qu'elle charge du transport de la gare au domicile du destinataire. *Trib. com. Nantes* 27 *décembre* 1905, *Rec. Nantes* 22.1906.

§ III. — *Avaries, perte ou retard des marchandises.*

33. — A. Avaries. — L'absence de réserves quant au conditionnement des caisses contenant la marchandise transportée constitue une présomption contre la gare expéditrice ; mais la compagnie n'en a pas moins le droit d'opposer à cette présomption la preuve d'une insuffisance de solidité dans la confection des caisses. *Trib. com. Nantes* 27 *décembre* 1905, *Rec. Nantes* 29.1906.

34. — Et la Compagnie qui, par la destruction des caisses due à la faute du destinataire, se trouve dans l'impossibilité de fournir cette preuve, peut à bon droit décliner la responsabilité qu'on lui impute. *Ibid.*

35. — Par application de l'art. 103 C. com. (loi du 17 mars 1905), les compagnies de chemins de fer peuvent bénéficier des exceptions provenant soit du vice propre de la chose transportée, soit de la force majeure. *Trib. civ. Céret* 31 *octobre* 1906, *Loi* 21 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 27 *novembre* 1906.

36. — En matière commerciale où la preuve testimoniale est indéfiniment admise, les Tribunaux peuvent toujours baser leurs décisions sur des présomptions graves et concordantes. *Ibid.*

37. — En conséquence, une compagnie de chemins de fer ne doit pas être déclarée responsable des avaries de mouille constatées à l'arrivée sur un wagon « fourrages » lorsque le chargement et le bâchage de ce wagon ayant été faits par l'expéditeur, l'avarie n'a pu se produire qu'à cause de la défectuosité du bâchage. *Ibid.*

38. — Lorsque la marchandise, loin de présenter une résistance suffisante pour le transport constitue des objets cassants et friables, le transporteur ne peut être déclaré responsable — le vice de la chose étant établi — d'une différence de poids résultant soit d'une déperdition en cours de route, soit d'un déchet provenant des manipulations nécessitées par le déchargement et le pesage contradictoire à l'arrivée. *Ibid.*

39. — La compagnie de chemin de fer transporteur est tenue de garantir le propriétaire des avaries subies par l'animal dont elle a la charge, alors qu'elle n'établit aucun cas de force majeure ni le vice de la chose et que le propriétaire démontre l'état indemne de l'animal et son état détérioré à l'arrivée. *Trib. civ. Sancerre* 8 *mai* 1906, Loi 26 *juin* 1906, *Mon. jud. Lyon* 21 *juillet* 1906.

40. — La compagnie doit, en outre, être déclarée responsable de la privation des services de l'animal et est tenue au paiement des frais de fourrière. *Ibid.*

41. — Une compagnie de chemin de fer qui se charge du transport d'un cheval est responsable des blessures causées à cet animal par la défectuosité du matériel qu'elle fournit pour son embarquement. Vainement prétendrait-elle que le cheval est vicieux, son conducteur imprudent ou maladroit, et que l'embarquement se faisait aux risques et périls de l'expéditeur, toutes circonstances ne pouvant l'exonérer de la responsabilité de la faute par elle commise en employant un matériel défectueux. *Trib. com. Nantes* 30 *décembre* 1905, *Rec. Nantes* 234.1906.

42. — B. Perte des marchandises et manquants. — Les Compagnies de chemins de fer ont le droit de vérifier au départ les déclarations de poids faites par les expéditeurs. *Trib. com. Marseille* 14 *mai* 1906. *Rec. Marseille* 282.1.1906.

43. — Elles en ont l'obligation, alors surtout qu'elles en sont requises par les destinataires. *Ibid.*

44. — Faute de l'avoir fait, une Compagnie de chemins de fer peut être déclarée responsable, vis-à-vis du destinataire, des déficits de poids constatés à l'arrivée. *Ibid.*

45. — Le transporteur n'est pas en faute et par suite n'est pas responsable du déficit existant entre le poids attribué dans la lettre de voiture à la marchandise transportée et le poids de la même marchandise à son arrivée, s'il résulte de l'état des colis que cette différence de poids ne peut s'expliquer par le fait d'une soustraction commise en cours de voyage. *Trib. com. Nantes* 21 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 324.1906.

46. — Spécialement, une Compagnie de chemins de fer n'est pas responsable de la différence de poids constatée au départ et à l'arrivée, s'il est constant que la marchandise a voyagé dans des wagons plombés qui n'ont pu être ouverts dans le cours du voyage et que par suite le manquant ne peut être attribué qu'à une erreur de pesage au moment du départ. *Ibid.*

47. — L'expéditeur n'est tenu, par application de l'art. 16 du tarif général des chemins de fer, de déclarer la valeur de son expédition que lorsqu'elle contient des objets expressément désignés et soumis à une taxe proportionnelle *ad valorem*. *Rouen* 16 *mai* 1906. *Rec. Caen et Rouen* 107.1906.

48. — En conséquence, la déclaration n'est pas obligatoire lorsque des broderies et dentelles ne voyagent pas en pièces, mais font partie de toilettes sur lesquelles elles sont appliquées. *Ibid.*

49. — En cas de perte en cours de transport, la Compagnie doit, par application de l'art. 1784 C. civ., et 103 C. com., payer la valeur totale sans pouvoir invoquer les dispositions de l'art. 1150 C. civ., alors surtout que des circonstances de fait devaient attirer l'attention de la Compagnie sur l'importance de la valeur, et lui faire prendre, le cas échéant, des mesures de surveillance particulières. *Ibid.*

50. — Ce n'est pas la déclaration de l'expéditeur, mais bien la lettre de voiture qui établit le contrat de transport. Jusqu'à l'arrivée de la marchandise, le récépissé est le seul titre qui, parvenu aux mains du destinataire, puisse le renseigner sur les conditions du contrat. *Trib. com. Lyon* 30 *janvier* 1906. *Gaz. jud. Lyon* 8 *mai* 1906.

51. — En conséquence, si ce récépissé, présumé conforme à la lettre de voiture renferme l'ordre pour la Compagnie de livrer la marchandise à un transitaire chargé d'accomplir les formalités de douane à la frontière, la Compagnie commet une faute en négligeant cet ordre et en ne dirigeant pas l'expédition sur la gare où sont habituellement livrées les marchandises dédouanées et où le destinataire est venu la réclamer à diverses reprises. *Ibid.*

52. — La Compagnie est donc responsable de l'arrivée d'un wagon d'oranges qui, par cette fausse direction, est resté en souffrance dans une autre gare. *Ibid.*

53. — Elle est responsable, à un second point de vue, pour avoir admis que les oranges étaient totalement gâtées et les avoir fait enterrer sans procéder à l'expertise légale prescrite par l'art. 106 C. com. Sans doute, cette formalité n'est pas exclusive de tout autre mode de preuve, mais il appartient au Tribunal d'apprécier les vérifications ainsi faites sur la seule initiative du transporteur. Dans l'espèce, s'agissant d'une marchandise dont l'état de détérioration plus ou moins complet ne pouvait être déterminé que par une compétence spéciale, il ne suffisait pas de provoquer la présence du commissaire de surveillance, alors surtout, que par suite d'une erreur de nom, on lui affirmait inexactement que le destinataire avait été informé par deux lettres d'avis et ne s'était pas présenté pour retirer son expédition. *Ibid.*

54. — La clause du tarif P. V. **nº 1**, par laquelle « l'expéditeur peut charger, dans un même wagon, tel nombre d'animaux qu'il juge convenable, mais à ses risques et périls », n'est pas contraire à la loi du 17 mars 1905; elle est susceptible d'engendrer à la charge de l'expéditeur des obligations telles que leur inobservation peut constituer une faute exonérant la responsabilité des transporteurs, conformément à l'art. 103 nouveau du Code de commerce. *Trib. com. Nantes* 11 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.210.

55. — Spécialement, commet une faute engageant sa responsabilité l'expéditeur qui charge dans un wagon un nombre d'animaux supérieur à la contenance de ce véhicule. *Ibid.*

56. — C. Retards. — Délais de transport. — Si l'art. 10 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1886 impose aux Compagnies l'obligation de mettre les marchandises transportées par elles en petite vitesse à la disposition du destinataire dans le jour qui suit l'arrivée en gare, il ne leur prescrit pas de prévenir le destinataire de l'arrivée des colis qui leur sont adressés ; en cette matière tout est de droit étroit et les obligations des Compagnies ne peuvent résulter que des lois et règlements qui les régissent. *Cass.* 23 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.281, *Gaz. Trib.* 13 *septembre* 1906. *Cf. Cass.* 24 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.269.

57. — Dès lors le destinataire qui se plaint d'un retard doit prouver que ce retard provient d'une faute de la Compagnie. *Ibid.*

58. — Et aucun règlement n'imposant à la Compagnie l'obligation de faire la remise de la marchandise au destinataire ou à son représentant avant qu'elle ne lui ait été réclamée, le juge ne peut se se borner à constater que le destinataire « se présentait tous les jours à la gare pour réclamer les colis de ses clients » cette affirmation conçue en termes généraux n'établissant pas que la livraison des marchandises litigieuses ait été spécialement requise. *Ibid.*

59. — Le destinataire des marchandises livrables en gare est mal fondé à réclamer des dommages-intérêts pour retard dans leur livraison, alors qu'il n'a pas dûment établi qu'il a vainement réclamé ses marchandises à l'expiration réglementaire. *Trib. civ. Moissac* 30 *octobre* 1906. *Loi* 21 *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 17 *décembre* 1906.

60. — Lorsqu'une marchandise a été prise en charge pendant le temps fixé pour la fermeture des gares, le délai de trois heures, après l'expiration duquel l'expédition doit se faire par le premier train utile, court de l'heure d'ouverture de la gare, et non pas de l'heure de la remise de la marchandise. *Cass.* 27 *novembre* 1905. *S.* 239.1.1906.

61. — En effet, les délais de transport étant obligatoires pour les Compagnies aussi bien que pour les expéditeurs, il n'est permis d'y déroger ni expressément ni tacitement. *Ibid.*

62. — Il en est de même de la prorogation de ces délais résultant du temps

de fermeture réglementaire des gares. *Ibid.*

63. — Une compagnie de chemins de fer ne saurait être condamnée à raison d'un prétendu retard pour la livraison en gare, si, par suite du délai supplémentaire pour la livraison à domicile, le délai total du transport n'est pas dépassé. *Cass.* 26 *juillet* 1905. *Pand. franç.* 199.1. 1906.

64. — En conséquence, n'est pas légalement justifiée la décision qui condamne une compagnie de chemins de fer, à raison d'un prétendu retard pour livraison en gare, sans répondre aux conclusions de la compagnie, soutenant qu'elle avait un délai supplémentaire pour la livraison à domicile. *Ibid.*

§ IV. — *Application des tarifs.*

65. — A. DES TARIFS EN GÉNÉRAL. — NATURE ET FORCE OBLIGATOIRE. — HOMOLOGATION. — RÈGLES GÉNÉRALES RELATIVES A LEUR APPLICATION. — Les tarifs de chemins de fer doivent être appliqués à la lettre: ils ne peuvent être ni étendus ni restreints. *Cass.* 12 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 31 *juillet* 1906. *Pand. franç.* 252.1. 1906.

66. — Par suite, le tarif qui stipule que, dans telle condition déterminée, le chargement et le déchargement doivent être faits par les soins des expéditeurs et des destinataires à leurs frais, risques et périls, ne permet pas au tribunal de condamner la Compagnie au montant des taxes perçues pour le chargement et le déchargement. *Ibid.*

67. — B. TARIFS SPÉCIAUX. — S'il est de règle que les tarifs spéciaux ne sont appliqués qu'autant que les expéditeurs en font la demande sur les notes d'expédition, aucune formule rigoureuse et sacramentelle ne leur est imposée. *Cass.* 30 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.388.

68. — Spécialement, le juge peut, en se basant tant sur les énonciations de la déclaration d'expédition que sur la nature d'une taxe perçue pour péage en cas d'application du tarif spécial, décider que la mention « avec reconnaissance » implique réquisition du tarif spécial. *Ibid.*

69. — Une expédition par wagons de « raisins de vendange », c'est-à-dire de raisins destinés à être foulés, au tarif petite vitesse le plus réduit, doit être faite par la Compagnie P.-L.M. dans les conditions et les délais du tarif spécial petite vitesse n° 3. *Lyon* 25 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 27 *juin* 1906.

70. — Les dispositions de ce tarif contenant des clauses avantageuses et des clauses désavantageuses, l'expéditeur et le destinataire seraient mal venus à n'en revendiquer que les dispositions avantageuses et s'exonérer de celles qui, en compensation notamment de la faculté du détaxe, stipulent une responsabilité moins étroite pour le transporteur. *Ibid.*

71. — C'est ainsi que l'application du tarif spécial petite vitesse n° 3, comportant une prolongation de délai de cinq jours, cette prescription est très justement opposée aux réclamations du destinataire. *Ibid.*

72. — C. TARIFS COMMUNS, INTERNATIONAUX, ÉTRANGERS. — Dans les transports en petite vitesse il n'est pas permis d'étendre à un tarif commun les conditions d'application communes aux tarifs spéciaux d'une seule des Compagnies intéressées au transport. *Cass.* 24 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.369.

73. — D'autre part, d'après le tarif P. V. 120 précité, on ne doit considérer comme gares intermédiaires entre Rouen et Marseille que celles situées sur l'itinéraire le plus court, entre ces points extrêmes, par Argenteuil, Villeneuve-Saint-Georges, Lyon, Orange, L'Isle-sur-Sorgues et par suite, en cas d'expédition de marchandises de Rouen à Alais, le tarif de soudure est obligatoire puisqu'Alais ne se trouve sur cet itinéraire ni comme gare d'arrivée, ni comme gare de transit. *Ibid.*

74. — D. TAXE. — CALCUL. — EGALITÉ DE TAXE. — Les frais de chargement, de déchargement et de gare dus aux gares de départ et d'arrivée ne sauraient être déduits de la taxe perçue par une compagnie de chemins de fer, sous le prétexte qu'ils se trouvent déjà compris dans le prix d'un tarif à prix ferme appliqué sur une section intermédiaire du parcours. *Cass. civ.* 6 *décembre* 1905. *Pand. franç.* 299.1.1906. *Ch Cass. civ.* 15 *novembre* 1905. *S.* 1906.1.414.

Chap. II. — Des actions intentées par ou contre les Compagnies de chemins de fer. — Compétence. — Fins de non-recevoir. — Prescription.

V. aussi infra. V° *Commissionnaire de transports, Compétence civile des tribunaux d'arrondissement.*

77. — COMPÉTENCE. — PROCÉDURE. — L'autorité judiciaire étant compétente pour statuer sur les difficultés qui s'élèvent entre une compagnie de chemins de fer et des particuliers, quant à leurs intérêts privés, relativement à l'application du cahier des charges annexé à la loi de concession de cette compagnie, n'a pas à renvoyer à l'autorité administrative l'interprétation des articles dudit cahier des charges. *Cass.* 6 *juillet* 1904. *Pand. franç.* 198.1.196. *D.* 346.1.1906.

78. — La Compagnie P.L.M. a établi à Marseille le siège de ses services administratifs pour la partie du réseau comprise entre Marseille et Vintimille. *Trib. com. Marseille* 5 *avril* 1906. *Rec. Marseille* 229.1.1906.

78 *bis.* — En conséquence, elle peut être valablement assignée à Marseille et compétemment citée devant le Tribunal de cette ville, à raison d'expéditions faites de diverses gares de cette partie de son réseau, à destination d'une gare comprise aussi dans cette même partie. *Trib. com. Marseille* 5 *avril* 1906. *Rec. Marseille* 229.1.1906.

Chap. III. — Rapports des compagnies avec leurs employés.

79. — V. *Chemins de fer de l'Etat, Louage de services, Responsabilité civile.*

Chap. IV. — Des chemins de fer considérés comme dépendances de la grande voirie. — Police des chemins de fer.

§ I. — *Des mesures de sécurité prescrites dans l'intérêt général. — Responsabilité. — Pénalités.*

80. — Aux termes de l'art. 8 de l'arrêté ministériel du 26 avril 1894, qui divise les passages à niveau en six catégories et place le passage pour piétons dans la dernière de ces catégories « les passages sont munis de petites barrières ou portillons que les passants ouvent eux-mêmes, à leurs risques et périls, et qui se referment par leur propre poids »; et l'art. 9 ajoute que « ces portillons isolés, ou accotés aux passages pour voitures, ne sont fermés à clef ni le jour, ni la nuit, à l'exception de ceux qui se trouvent auprès des quais de voyageurs de certaines gares qui seront spécialement désignés par les arrêtés préfectoraux, comme pouvant être fermés à clef pendant la durée du service des trains. » *Cass.* 21 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.469.

81. — Enfin; l'art. 12 de l'arrêté ministériel du 26 avril 1894 ne s'applique point aux portillons, c'est-à-dire aux passages pour piétons et les exceptions qui y sont contenues concernant exclusivement les barrières, c'est-à-dire les passages pour voitures de toute catégorie. *Ibid.*

82. — Dès lors, lorsqu'un accident est survenu à un piéton qui a traversé la voie par un portillon non fermé à clef, ce fait ne peut être imputé à faute à la Compagnie si l'ordonnance de police prise en exécution de l'art. 9 précité ne prescrit point la fermeture à clef du portillon où l'accident est arrivé. *Ibid.*

83. — Lorsqu'en vertu des règlements les garde-barrières sont tenus de sortir de leur maison à l'approche des trains pour se placer bien en vue, et que les mécaniciens doivent siffler à l'approche des passages à niveau, la compagnie est responsable de l'accident survenu à un individu tamponné sur la voie par une machine en manœuvre, au moment où il traversait le passage à niveau par un portillon à jeu libre, si ces prescriptions n'ont pas été observées et si elles eussent empêché l'accident de se produire. *Cass.* 4 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.30. *Gaz. Trib.* 12 *octobre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 13 *juillet* 1906.

84. — Ces prescriptions du règlement des gardes-barrières, approuvé par décision ministérielle du 14 juin 1899, s'appliquent d'ailleurs non seulement aux trains de toute nature, mais encore aux machines isolées. *Ibid.*

85. — Les clôtures des compagnies de chemin de fer, en délimitant le terrain occupé pour l'exploitation, ont pour objet de faciliter cette exploitation et non de protéger les tiers à qui l'accès des voies, même ouvertes, est formellement interdit. *Trib. com. Marseille* 13 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.205.

86. — Le propriétaire d'un bœuf écrasé par une locomotive ne saurait donc réclamer une indemnité à la Compagnie alors surtout que l'accident doit être attribué à la négligence des toucheurs chargés de mener le troupeau. *Ibid.*

87. — L'éclairage des fosses à piquer le feu est exigé par la circulaire du ministre des Travaux publics du 13 décembre 1856, laquelle dispose que, pour prévenir les dangers que présentent ces fosses, il y a lieu de généraliser l'emploi d'une lanterne fixe placée sur le bord interne du petit côté des fosses; et l'infraction à cette disposition réglementaire présente les caractères du délit prévu par l'art. 19 de la loi du 15 juillet 1845. *Cas.* 23 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.139.

88. — Dès lors, lorsqu'une action en dommages-intérêts est intentée contre une compagnie à raison de l'accident arrivé à un employé tombé dans le cendrier d'une fosse à piquer, la nuit, par suite du défaut d'éclairage de ladite fosse, cette action, comme l'action publique, est prescrite, si plus de trois années se sont écoulées du jour de l'introduction de la demande sans qu'aucune poursuite ait été dirigée. *Ibid.*

§ II. — *Contraventions et délits ou crimes commis par les concessionnaires, par les voyageurs, expéditeurs de marchandises ou tiers. — Pénalités.*

89. — L'ouvrier n'est pas seulement celui qui travaille à la journée, mais doit encore être considéré comme tel l'artisan qui entreprend et exécute un travail déterminé moyennant un prix fixé à forfait. *Trib. corr. Seine* 30 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.1.664, *Mon. jud. Lyon* 3 *juillet* 1906.

90. — En pareil cas, la fixation du prix n'est que l'estimation du temps que pourra demander l'exécution du travail. *Ibid.*

91. — Et cet artisan louant ainsi à ceux qui l'emploient son travail et sa capacité

professionnelle ne saurait passer pour un chef d'industrie, alors surtout qu'il n'est pas établi qu'il emploie lui-même aucun ouvrier. *Ibid.*

92. — Par suite, il doit bénéficier d'un jugement de relaxe au cas de poursuite exercée contre lui pour prétendue infraction aux prescriptions des lois aux règlements sur la police des chemins de fer, ayant consisté à voyager sur le réseau d'une compagnie muni d'une carte d'abonnement ouvrier sur présentation d'un certificat n'ayant plus de valeur. *Ibid.*

93. — L'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845 punit toute contravention aux ordonnances royales portant règlement d'administration publique « sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer »; et l'art. 76 du décret du 1er mars 1901, qui a modifié l'ordonnance du 15 novembre 1846 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, dispose que les contraventions à ce décret, aux décisions rendues par le ministre des Travaux publics, seront contractées, poursuivies et réprimées conformément au titre III de la loi du 15 juillet 1845. *Cass.* 18 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.313, *Gaz. Trib.* 12 *novembre* 1906.

94. — Les mots *exploitation des chemins de fer* dont se servent tant la loi de 1845 que le décret de 1901 ne sauraient avoir la même signification que ceux de police et de sûreté qui les précèdent, et, par leur généralité, ils s'appliquent non seulement aux décisions prises par l'autorité compétente pour le transport des personnes, mais aussi à celles relatives au transport des marchandises et à la perception des droits dus pour ce transport en vertu de tarifs régulièrement homologués. *Cass. crim.* 18 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.313.

95. — Dès lors, les tarifs publiés ayant la force de loi, la sanction pénale de l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845 s'applique à l'abonné qui, par contravention au tarif G. V. n° 3, fait enregistrer à l'aide de sa carte d'abonnement des colis qui ne lui appartiennent pas. *Ibid.*

96. — Les dispositions pénales relatives à l'exploitation des chemins de fer s'appliquent non seulement aux décisions de l'autorité compétente relatives à transport des personnes, mais aussi à celles relatives au transport des animaux et des marchandises et à la perception des droits dus pour ce tranport en vertu des tarifs. *Cass.* 26 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.8. *Gaz. Trib.* 19 *octobre* 1906.

97. — Dès lors, le fait par un expéditeur de faire transporter un chien sans payer le prix du transport fixé par les tarifs généraux est puni des peines prévues par l'art. 21 de la loi de 1845. *Ibid.*

Chap. V. — Des chemins de fer d'intérêt local. — Des tramways.

98. — Lorsque, d'après les conventions, le rachat d'une concession de tramways peut avoir lieu moyennant le paiement d'une annuité égale au produit net moyen d'un certain nombre d'années, on doit entendre par produit net l'excédent des recettes sur les dépenses d'exploitation sans comprendre dans ces dépenses aucune des charges du capital. *Alger* 2 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.244. *Gaz. Trib.* 13 *octobre* 1906.

99. — Spécialement, on ne doit déduire des recettes ni les sommes réservées en vue du renouvellement des voies ou du matériel, ni la valeur locative des immeubles appartenant au concessionnaire non repris par le concédant ni l'intérêt des sommes représentant la valeur du matériel. *Ibid.*

100. — Si le préfet de police, à Paris, a le droit de prescrire aux concessionnaires de tramways de réduire la durée du stationnement de leurs voitures sur la voie publique au temps strictement nécessaire pour les besoins du service, aucune disposition de loi ou de règlement ne l'autorise à se substituer à une compagnie concessionnaire, pour arrêter les dispositions propres à assurer l'exécution d'une prescription de cette nature. *Cons. d'Etat* 30 *juin* 1905. *Pand. franç.* 29.4.1906.

101. — Par suite, il ne peut, sans excès de pouvoirs, enjoindre à la compagnie d'avoir, dans ses bureaux, un nombre déterminé d'employés chargés de l'appel des numéros d'ordre et du service de correspondance. *Ibid.*

102. — De même ce n'est pas sous la forme impérative de prescriptions de police que l'Administration peut fixer de nouveaux horaires comportant une augmentation du nombre des voyages pour les lignes de Paris aux communes environnantes. *Ibid.*

103. — Il résulte des termes de l'article 21 de la loi du 17 juin 1880 et de l'article 39 du décret du 6 août 1881, que le préfet de police a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer au public la facilité d'accès dans les tramways, et spécialement d'interdire l'apposition à l'extérieur des voitures d'indications étrangères au service et susceptibles d'induire le public en erreur. *Trib. corr. Seine* 3 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 16-17 *août* 1906.

104. — Un tel arrêté est légalement pris et sa violation est sanctionnée par les peines correctionnelles édictées par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1845, et rendues applicables aux tramways par l'article 37 de la loi du 11 juin 1880. *Ibid.*

105. — Commet une infraction à la police des tramways le voyageur qui refuse de présenter son ticket de place à l'agent de la Compagnie chargé du contrôle des billets. *Paris* 10 *novembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 5 *juillet* 1906.

106. — La sanction pénale de l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845, auquel l'art. 37 de la loi du 11 juin 1880 se réfère expressément est applicable aux infractions aux arrêtés préfectoraux pris conformément à l'art. 21 de cette dernière loi. *Cass.* 16 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.410.

107. — Mais lorsque le tarif d'une Compagnie de chemins de fer local approuvé par arrêté préfectoral contient injonction de payer au seul voyageur « qui ne peut présenter son billet », la sanction de l'art. 21 ne peut être encourue par un voyageur qui, n'y ayant pas droit, voyage avec un billet à demi-tarif. *Ibid.*

CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

V. *Chemins de fer.*

1. — Jugé dans une affaire antérieure à la loi du 21 mars 1905, touchant les différends entre l'Administration des chemins de fer de l'Etat et ses employés, que, la décision par laquelle le directeur du réseau des chemins de fer de l'Etat prononce la mise en réforme d'un employé étant prise dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'art. 4 du décret du 10 décembre 1895, ni les conclusions tendant à l'annulation de cette décision, ni la demande d'idemnité formée contre l'Administration des chemins de fer de l'Etat à raison de cette mise en réforme ne sont de nature à être portées devant la juridiction contentieuse. *Cons. d'Et.* 31 *mars* 1905. *D.* 96.3.1906.

2. — Un employé mis en réforme à raison d'une infirmité résultant d'un accident survenu dans l'exercice de sa profession n'a droit à pension sur la caisse des retraites des chemins de fer de l'Etat que s'il compte quinze ans de service. *Ibid.*

3. — Le Conseil d'Etat est incompétent pour apprécier les droits qu'un ouvrier des chemins de fer de l'Etat peut tenir de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. *Ibid.*

CHEMINS D'EXPLOITATION, CHEMINS PRIVES, CHEMINS RURAUX, CHEMINS VICINAUX.

V. *Voirie.*

CHEQUE.

1. — Du chèque-mandat. — Le chèque est nul en cas d'insuffisance comme en cas d'inexistence de provision. *Montpellier* 9 *mai* 1906. *S.* 1906.2.159.

2. — Vainement on invoquerait des usages commerciaux contraires; de tels usages, s'ils étaient établis, seraient illégaux, comme tombant sous le coup des prohibitions de l'art. 5 de la loi du 19 février. *Ibid.*

3. — Le titre, nul en tant que chèque, ne saurait valoir comme lettre de change alors que l'intention des parties était de créer un chèque, et que, d'autre part, l'effet ne remplit pas les conditions exigées par la loi pour la lettre de change. *Ibid.*

4. — Il en est ainsi, notamment, lorsque l'effet ne mentionne pas l'époque du paiement, sans qu'à cet égard on puisse alléguer qu'ayant été qualifié chèque, il aurait été nécessairement payable à vue, le titre, nul comme chèque, ne pouvant produire les conséquences légales du chèque valable. *Ibid.*

5. — Et lorsque l'effet ne mentionne pas la valeur fournie, ou que cette mention ne figure qu'à l'endossement, dont la rédaction paraît n'avoir été d'ailleurs l'œuvre que du porteur. *Ibid.*

6. — En conséquence, le porteur de l'effet est mal fondé dans sa demande en revendication, contre la faillite du tireur, du montant de la provision. *Ibid.*

CHOSE JUGEE.

Index alphabétique

Action en réparation 15 et s., 18.
Autorité des motifs 3.
Autorité du dispositif 1.
Chose jugée 5 et s., 10.
Chose jugée au criminel 11 et s.
Déclarations des parties 4.
Déposition des témoins 4.
Identité de cause et d'objet 19.
Interprétation du dispositif 1.
Jugement interlocutoire 9.
Motifs accessoires 10.
Recel 21.
Recevabilité de l'action 16, 18.
Rejet de l'exception de chose jugée 18.
Responsabilité civile 21.
Validation du jugement précédent 7.

---

§ I. — *Chose jugée au civil* (n. 1).

§ II. — *Influence de la chose jugée au criminel sur le civil et de la chose jugée au civil sur le criminel* (n. 11).

---

§ I. — *Chose jugée au civil.*

1. — A. A quelles décisions s'attache l'autorité de la chose jugée et a quelle partie de la décision s'attache cette autorité. — C'est dans le dispositif seul des décisions judiciaires, et non dans leurs motifs, que réside l'autorité de la chose jugée, et, si les juges peuvent interroger les motifs des jugements ou arrêts qui leur sont soumis, ce n'est que lorsqu'ils se trouvent en présence d'un dispositif ambigu, dont le sens et la portée

ont besoin d'être éclairés et précisés, et que les motifs s'y rattachent par un lien nécessaire. *Cass.* 5 *juillet* 1905. *Pand. franç.* 142.1.1906.

2. — La femme condamnée comme commerçante au paiement de fournitures commerciales ne peut, sur la demande en faillite poursuivie ultérieurement contre elle par son créancier contester la qualité de commerçante qui lui a été reconnue. *Cass.* 28 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.50.

3. — Encore bien que cette qualité ne résulte pas pour elle du dispositif de l'arrêt de condamnation, si, d'ailleurs, elle est affirmée dans des motifs qui se rattachent au dispositif par un lien nécessaire et ne peuvent ainsi en être séparés. *Ibid.*

4. — Lorsque les jugements d'avant faire droit, ordonnant l'un une comparution des parties, l'autre une enquête, ne contiennent aucune disposition limitant les modes de preuve applicables à la cause et décidant que le Tribunal, pour le jugement définitif, ne pourra s'appuyer que sur les déclarations des parties, ou sur les dépositions des témoins, il n'y a point violation de l'autorité de la chose jugée si le jugement définitif statue sans faire état des résultats, soit de la comparution, soit de l'enquête auxquelles il a été procédé en exécution des interlocutoires. *Cass.* 5 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 389.2.1906.

5. — B. ETENDUE ET EFFETS. — Lorsqu'une personne, après avoir vu rejeter une demande formée par elle, prétend agir de nouveau en basant son action sur la même cause, sa prétention se heurte au principe de l'autorité de la chose jugée, et doit, en conséquence, être repoussée. *Cass.* 12 *juillet* 1905, *Pand. franç.* 183.1.1906.

6. — Il en est spécialement ainsi dans le cas où une partie demande la nullité des poursuites en folle enchère exercées contre elle, alors qu'il est établi que cette partie avait déjà demandé, pour la même cause, la nullité des mêmes poursuites et que sa prétention avait été rejetée. *Ibid.*

7. — Le jugement de reprise d'instance, qui a acquis l'autorité de la chose jugée, a pour effet de valider le jugement précédent qui a prescrit l'enquête, alors que, en déclarant que la procédure sera continuée d'après les premiers errements, il a implicitement ordonné qu'il serait procédé à l'enquête. *Cass.* 3 *décembre* 1902, *D.* 342.1.1906.

8. — La Cour d'appel a le droit de puiser, dans une précédente décision non frappée d'appel et passée en force de chose jugée, toutes les constatations concernant les faits de la cause et le fond du débat. *Cass.* 7 *juillet* 1905, *Pand. franç.* 214.1.1906.

9. — Spécialement, elle peut, pour apprécier le caractère d'un chemin, s'en rapporter au jugement interlocutoire par lequel un Tribunal civil a déclaré que ledit chemin est une voie rurale appartenant à la commune sur le territoire de laquelle elle est située, alors surtout que le caractère juridique de propriété privée communale a été reconnu audit chemin par toutes les parties en cause. *Ibid.*

10. — Et lorsque ce jugement, en même temps qu'il fixait le caractère du chemin litigieux, a définitivement rejeté une demande tendant à recourir à l'autorité administrative pour déterminer l'assiette de ce chemin, et les droits des communes limitrophes sur ladite voie rurale, cette décision est passée en force de chose jugée, et des motifs accessoires ne peuvent rien ajouter à sa portée et à son autorité. *Ibid.*

§ II. — *Influence de la chose jugée au criminel sur le civil et de la chose jugée au civil sur le criminel.*

11. — On doit entendre la règle que les décisions des Tribunaux correctionnels ont, au civil, l'autorité de la chose jugée, en ce sens seulement qu'il n'est pas permis au juge civil de méconnaître ce qui a été jugé par le jugement correctionnel (C. civ. 1351). *Alger* 12 *avril* 1906. *D.* 1906.2.246.

12. — Par suite, il est permis au juge civil de statuer librement, toutes les fois qu'il peut le faire sans méconnaître ce qui a été décidé réellement et d'une façon certaine par la juridiction pénale. *Ibid.*

13. — Et, notamment, lorsqu'il a été jugé par le Tribunal correctionnel : « qu'il n'est pas établi que le prévenu ait commis la soustraction frauduleuse qui lui est reprochée » d'un titre de rente dépendant d'une succession, la juridiction civile peut, sans méconnaître ce jugement, valider la saisie-arrêt pratiquée par un légataire universel sur les sommes provenant de l'aliénation de ce titre (C. civ. 1351 ; C. proc. civ. 579). *Ibid.*

14. — De même, s'il est dit simplement dans le jugement correctionnel que « les circonstances de la cause ne permettent pas de conclure à l'impossibilité du don manuel » qui aurait eu ce titre de rente pour objet, la juridiction civile peut rechercher si le don manuel est, ou non, établi et déclarer qu'il n'est pas suffisamment prouvé (C. civ. 1351). *Ibid.*

15. — L'action en réparation de dommages, fondée sur les art. 1382 et 1383 C. civ., ne se confond pas avec l'action résultant du délit de blessures par imprudence ; il appartient au juge d'examiner, d'après les circonstances de fait, si cette imprudence constitue un délit punissable d'une peine correctionnelle, ou d'une simple faute, ne donnant ouverture qu'à une action civile en dommages-intérêts. *Cass.* 31 *octobre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.426, *Gaz. Trib.* 22 *décembre* 1906.

16. — Mais lorsque, s'agissant de blessures ou de mort causées par l'écroulement d'un édifice, le juge correctionnel a prononcé le relaxe de l'entrepreneur et du propriétaire poursuivis pour homicide par imprudence, motif pris de ce que les forces de la nature mises en œuvre par le vent lors de l'écroulement ne permettent pas de dégager la cause réelle et directe de la catastrophe, ce jugement, qui exclue tout fait de l'homme dans l'accident, s'oppose avec l'autorité de la chose jugée à la recevabilité de l'action en dommages-intérêts devant le juge civil. *Ibid.*

17. — Lorsque la rupture anticipée d'un traité de louage de services à durée déterminée a eu lieu, de la part du patron, à la suite de faits qui ont motivé, de sa part, une plainte contre son employé, plainte suivie d'un acquittement en police correctionnelle, les juges civils ont pu, sans se mettre en contradiction avec la chose jugée au criminel, accorder, en principe, une indemnité de congédiement, tout en en diminuant le chiffre, à raison des motifs mêmes de l'acquittement, motifs empruntés au jugement correctionnel. *Lyon* 14 *juin* 1906, *Mon. jud. Lyon* 21 *juillet* 1906.

18. — Lorsque, sur une poursuite pour coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner, le jury ayant répondu affirmativement sur la question de coups et blessures volontaires, et résolu négativement la question de savoir si les coups avaient occasionné la mort, la Cour d'assises a condamné l'accusé pour coups et blessures simples, et rejeté par l'exception de chose jugée au criminel la demande en dommages-intérêts portée par la veuve de la victime en réparation du préjudice à elle causé par la mort de celle-ci, — n'est pas recevable une nouvelle demande en dommages-intérêts portée par la veuve devant la juridiction civile, et basée sur ce que la mort de la victime « a été la conséquence des circonstances complexes constituant l'agression dont la victime a été l'objet, et, par suite, qu'elle est imputable à une faute distincte des faits écartés par le jury » (C .civ. 1351). *Agen* 23 *mars* 1905, *S.* 1906.2.110.

19. — En effet, la nouvelle demande étant fondée sur le préudice causé par la mort de la victime, il y a identité de cause et d'objet entre cette demande et celle qui a été rejetée par la cour d'assises après le verdict du jury. *Ibid.*

20. — Alors du moins qu'il n'est justifié d'aucun fait précis, autre que les coups, auquel il soit permis d'attribuer la mort de la victime. *Ibid.*

21. — Une personne acquittée par la cour d'assises n'en est pas moins responsable civilement envers la victime du fait qui avait entraîné les poursuites, en cas d'existence d'une faute ou d'une négligence. *Trib. civ. Lyon* 1er *décembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 19 *décembre* 1906.

22. — Spécialement doit être condamné à indemniser le propriétaire de bijoux volés le recéleur, acquitté par la cour d'assises, qui a aidé en fait les voleurs à faire disparaître les bijoux, ne s'est pas renseigné sur la provenance desdits bijoux et a négligé d'écrire son achat sur son registre. *Ibid.*

CLAUSE PENALE.

V. *...gations.*

COLIS POSTAUX.

V. *Chemins de fer.*

COLONIES.

V. aussi *Algérie-Tunisie.*

Index alphabétique

Administrateur 21.
Afrique occidentale 21.
Appel 17.
Arrêtés du conseil de contentieux 7.
Compétence 10 et s.
Conseil de contentieux 7, 14.
Contravention 6.
Cour criminelle 8.
Domaine public 3.
Hygiène publique 10.
Hypothèque 16.
Indemnité de logement 1.
Interprétation des contrats 14 et s.
La Réunion 3.
Logement des instituteurs 1 et s.
Madagascar 16.
Mosquée 12.
Opposition à un jugement 19.
Procédure 8.
Régime des cultes 11 et s.
Régime domanial 3 et s.
Sénégal 11.
Service postal 14.

---

§ I. — *Organisation administrative et municipale. — Instruction publique* (n. 1).

§ II. — *Régime domanial* (n. 3).

§ III. — *Organisation judiciaire* (n. 8).

§ IV. — *Législation civile et militaire* (n. 16).

---

§ I. — *Organisation administrative et municipale. Instruction publique.*

1. — Dans le cas où une commune (des colonies) ayant, en vertu d'un accord intervenu entre elle, d'une part, et une institutrice primaire et son époux, fonctionnaire municipal, d'autre part, aug-

menté l'indemnité de logement qu'elle allouait gracieusement à ce dernier d'une somme égale à l'indemnité de logement à laquelle l'institutrice avait droit, cette allocation représente l'indemnité due à l'institutrice. *Cons. d'Etat* 17 *juin* 1904, *S.* 1906.2.118.

2. — En conséquence, la commune ayant, par le versement de la somme ainsi allouée, acquitté sa dette envers l'institutrice, le gouverneur de la colonie ne peut, sans excéder ses pouvoirs, inscrire au budget de la commune une somme représentant l'indemnité de logement due à cette institutrice. *Ibid.*

§ II. — *Régime domanial.*

3. — Il appartient au conseil du contentieux de la Réunion saisi d'un procès-verbal de grande voirie, et en appel au Conseil d'Etat, de rechercher si les versants d'une ravine sur lesquels un particulier a fait des coupes de bois sont compris dans le domaine public. *Cons. d'Etat* 9 *décembre* 1904, *D.* 1906.3.65.

4. — Et il n'y a pas lieu de renvoyer devant l'autorité judiciaire la question de savoir si, d'après ses titres de concession, ces versants ont été compris dans sa propriété. *Ibid.*

5. — La partie des versants d'une ravine dans le fond de laquelle coule un cours d'eau qui n'est pas atteinte par les eaux à l'époque où elles sont les plus hautes ne fait pas partie du domaine public. *Ibid.*

6. — Et par suite, le fait d'y pratiquer une coupe de bois ne constitue pas une contravention de grande voirie. *Ibid.*

7. — Les recours contre les arrêtés du conseil du contentieux en matière de contravention de grande voirie étant jugés sans frais, il n'y a pas lieu d'allouer des dépens à la partie relaxée des fins du procès-verbal. *Ibid.*

§ III. — *Organisation judiciaire.*

8. — Les signatures des membres de la Cour criminelle, des assesseurs et du greffier confèrent à la délibération de la Cour criminelle réunie aux assesseurs le caractère d'irrévocabilité et d'authenticité nécessaire pour servir de base légale à l'arrêt de condamnation, et, comme la délibération doit avoir reçu ce caractère au moment même où il en est fait lecture par le président en présence de l'accusé, il faut que toutes ces signatures aient été apposées avant cette lecture. Il s'agit là, d'ailleurs, d'une formalité substantielle, dont l'inobservation entraine la nullité de la condamnation. *Cass. crim.* 29 *août* 1903, *S.* 1906.1.383

9. — Et, lorsqu'il ne résulte pas des énonciations de l'arrêt que les signatures y aient été apposées dans les conditions et au moment exigés par la loi, il y a présomption légale que cette formalité substantielle n'a pas été remplie. Spécialement, il en est ainsi, quand il appert des mentions de l'arrêt que la délibération a été signée, avant qu'il en ait été donné lecture, par les membres de la Cour, le greffier et l'interprète, et qu'il n'est pas constaté qu'elle ait été signée dans le même moment par les deux assesseurs, encore que les signatures de ces derniers se trouvent au bas de la délibération. *Ibid.*

10. — Lorsqu'à la suite d'un avis d'une commission nommée par arrêté du gouverneur pour indiquer les mesures sanitaires à prendre après un cas de fièvre jaune, des constructions sont détruites par ordre du gouverneur, s'agissant d'un acte administratif, l'autorité judiciaire est incompétente pour connaître d'une demande en dommages-intérêts formée par le propriétaire des constructions dont la destruction a été ordonnée. *Afrique occidentale française* 1er *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 20 *juillet* 1906.

11. — Si le droit d'ouvrir et de fermer les édifices consacrés au culte est réservé par la loi à l'autorité administrative, il ne s'ensuit pas que cette autorité soit l'autorité municipale ; le décret du 10 août 1872, ni aucun autre texte, au Sénégal, ne faisant exception à ce principe. *Ibid.*

12. — Dès lors, commet une faute personnelle le maire qui fait fermer une mosquée, et la demande en réintégration formée contre lui est de la compétence de l'autorité judiciaire. *Ibid.*

13. — Mais, si la demande même est formée contre le commissaire de police, lequel n'a fait qu'exécuter les ordres reçus par lui, l'autorité judiciaire doit se déclarer incompétente. *Ibid.*

14. — Une contestation, relative à l'interprétation du contrat intervenu entre une Compagnie de navigation et une colonie pour l'exécution d'un service postal, rentre dans les contestations dont il appartient au conseil du contentieux administratif de connaître. *Cons. d'Et.* 15 *janvier* 1904, *S.* 1906.3.58.

15. — Il en est ainsi, alors même que la convention intervenue porte que toutes les contestations relatives à l'interprétation du contrat doivent être jugées administrativement par le gouverneur général, sauf recours au Conseil d'Etat, les parties ne pouvant pas déroger aux règles de compétence établies par la loi. *Ibid.*

§ IV. — *Législation civile et militaire.*

16. — Sous le régime foncier organisé dans la colonie de Madagascar et dépendances par le décret du 16 juillet 1897, l'hypothèque conventionnelle est valablement consentie par acte sous seing privé. *Madagascar* 1er *août* 1906, *Gaz. Trib.* 9 *décembre* 1906.

17. — Aux termes de l'article 51 de l'arrêté local du 22 juin 1823, l'appelant doit donner assignation à la première audience, après le délai de la loi. Cette formalité étant substantielle et prescrite, à peine de déchéance, l'appel, contenant assignation à une autre date, doit en conséquence être déclaré nul. *Afrique occidentale française* 15 *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 28 *octobre* 1906.

18. — Il importe peu que l'intimé ait obtenu un arrêt confirmatif par défaut, lors surtout que cet arrêt réserve tous moyens ou fins de non-recevoir que l'intimé croirait devoir faire valoir. *Ibid.*

19. — La disposition de l'art. 26 de l'arrêté local du 22 juin 1823 doit être interprétée en ce sens que l'opposition à un jugement ou arrêt par défaut n'est pas recevable lorsqu'il y a eu un acte d'exécution nécessairement connu de la partie condamnée. *Afrique Occidentale* 18 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 24-25-26 *septembre* 1906.

20. — Lors donc que le débiteur a comparu à l'audience où le Tribunal a validé la saisie-arrêt de défaut congé, il n'est plus recevable à former opposition à cet arrêt. *Ibid.*

21. — Les administrateurs des colonies dans l'Afrique occidentale française, bien qu'officiers de police judiciaire, ne rentrent dans aucune des catégories définies dans les art. 479 et suiv., 483 et suiv. de l'ordonnance du 14 février 1838 portant application du Code d'instruction criminelle au Sénégal et dépendances; il doit être procédé à leur égard non d'après les conditions particulières spécifiées dans ces textes, mais exclusivement d'après les règles du droit commun et ils ne sauraient être distraits des tribunaux ordinaires. *Cass.* 26 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.96. *Pand. franç.* 265.1.1906.

COLPORTAGE.

V. Presse-outrage-diffamation.

COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ECRIT.

V. Preuve testimoniale.

COMMERÇANT.

V. aussi Acte de commerce, Compétence commerciale, Faillite.

1. — DE LA DÉTERMINATION DE LA QUALITÉ DE COMMERÇANT. — L'exercice, même habituel des actes de commerce, est à lui seul insuffisant pour conférer la qualité de commerçant aux termes de l'art. 1er C. com., il faut de plus que cette habitude puisse être considérée comme une profession, c'est-à-dire comme une occupation sérieuse de nature à produire des bénéfices et à subvenir aux besoins de l'existence. *Paris* 30 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.1.663, *Mon. jud. Lyon* 27 *juin* 1906.

2. — Par suite, lorsqu'un individu, pour faire face aux frais d'acquisition d'un office de greffier, s'est vu dans la nécessité de contracter un emprunt à l'occasion duquel il a mis en circulation des lettres de change, souscrit, endossé et avalisé des billets à ordre si, à la vérité, ces actes multiples entraînent nécessairement la compétence du tribunal de commerce, ils ne suffisent cependant pas à conférer à leur auteur la qualité de commerçant, et ne permettent pas, le cas échéant, de le faire déclarer en état de faillite. *Ibid.*

COMMIS-VOYAGEUR.

V. Chemins de fer, Louage d'ouvrage et d'industrie.

COMMISSAIRE-PRISEUR.

V. Vente publique de meubles.

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS-VOITURIER.

V. aussi Charte-partie et connaissement, Chemins de fer.

Index alphabétique

Assurance des marchandises 4.
Avaries 1, 6 et s.
Délai des réclamations 15.
Dommages-intérêts 5.
Emballage défectueux 7.
Exonération des fautes du capitaine 2.
Expéditions en port dû 12.
Expertise 7, 20.
Fins de non-recevoir 10 et s.
Forme des réclamations 15, 17.
Garanties 1.
Livraison tardive 5, 8.
Manquants 16.
Réclamations 10 et s.
Recours 9.
Réserves 11, 13 et s 17.
Retard dans la livraison 5, 8.
Transports successifs 8.
Vérification à l'arrivée 12, 15.
Vice propre de la chose 6.

---

§ I. — *Obligations et responsabilité des commissionnaires de transports dans le transport des marchandises* (n. 1).

§ II. — *Des actions auxquelles donne lieu le contrat de transport* (n. 9).

---

§ I. — *Obligations et responsabilité des commissionnaires de transports dans le transport des marchandises.*

1. — A. GÉNÉRALITÉS. — CLAUSES DE NON-GARANTIE. — Si, en principe, le commissionnaire de transport est garant des

faits du commissionnaire qu'il s'est substitué et s'il répond des avaries survenues à la marchandise pendant tout le transport, il peut néanmoins s'affranchir de cette responsabilité par la stipulation contraire dont parle l'art. 98 C. com. *Cass.* 8 *janvier* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.1.659, *Pand. franç.* 230.1.1906.

2. — Spécialement, cette convention contraire résulte de ce que le premier transporteur a communiqué à l'expéditeur, sans protestation de sa part, le connaissement de l'armateur, transporteur qu'il s'est substitué, contenant exonération des fautes du capitaine et de l'équipage. *Ibid.*

3. — Le commissionnaire de transports actionné par son client ne peut se prévaloir de la clause par laquelle les voituriers qu'il a employés ont pris soin de limiter leur propre responsabilité. *Trib. com. Seine* 23 *novembre* 1905. *Gaz. Trib.* 238.2.1906.

4. — Le risque du transporteur est limité à la somme pour laquelle les marchandises transportées ont été assurées. *Ibid.*

5. — B. Livraison tardive. — Le redans le transport des marchandises ne tard dans le transport des marchandises ne peut, en lui-même et en l'absence d'un préjudice réel et direct dûment justifié, légitimer l'allocation de dommages-intérêts. *Trib. com. Nantes* 10 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 305.1906.

6. — C. Avaries. — Si, en principe, le voiturier répond de la perte ou des avaries des objets qu'il transporte, la responsabilité cesse lorsqu'il est prouvé que l'avarie ou la perte provient d'un vice propre de la chose ou d'un fait imputable à l'expéditeur. *Cass civ.* 19 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.421. *Gaz. Trib.* 25 *novembre* 1906, *Loi* 20 *décembre* 1906.

7. — En conséquence, lorsqu'il résulte d'un rapport d'expertise que l'emballage était défectueux et insuffisant, le juge, auquel il appartient suivant sa conviction d'attribuer aux avaries pour le tout ou pour partie une autre cause que celle reconnue par l'expertise, ne peut, s'il ne l'a pas fait et s'il a au contraire entériné le rapport de l'expert, s'en appropriant ainsi les constatations, tenir compte de la faute relevée contre l'expéditeur et condamner la Compagnie de chemin de fer à indemniser intégralement le destinataire. *Ibid.*

8. — D. Transport par voituriers successifs. — L'armateur qui traite à forfait pour le transport de marchandises devant s'effectuer à la fois par terre et par mer, se chargeant de toutes les parties du transport, même du camionnage des gares aux quais, agit en qualité de commissionnaire, et assume à ce titre toute responsabilité à raison des retards à destination. *Cass.* 26 *février* 1906. *Pand. franç.* 309.1.1906.

§ II. — *Des actions auxquelles donne lieu le contrat de transport.*

9. — A. Actions qui naissent du contrat. — Le tiers qui se prétend propriétaire et destinataire véritable des marchandises transportées, mais qui n'est pas désigné dans la lettre de voiture, ne peut exercer un recours contre le voiturier sans le concours de ceux avec lesquels celui-ci a traité. *Trib. com. Nantes* 10 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 305.1906.

10. — B. Fins de non-recevoir. — Les formalités imposées par l'art. 105 C. com. pour la notification de la protestation du voiturier sont impératives; faute de les accomplir l'expéditeur est forclos de toute réclamation. *Trib. com. Marseille* 26 *novembre* 1906 *Gaz. Pal.* 1906.2.506.

11. — Il ne peut pas être suppléé par de simples réserves aux formalités prescrites par l'art. 1905 C. com. au destinataire qui, en prenant livraison de marchandises avariées, prétend garder le droit de réclamer une indemnité à la Compagnie de chemins de fer. *Trib. civ. St-Sever* 3 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 18 *novembre* 1906.

12. — Le texte de l'art. 105 C. com. est absolu et la fin de non-recevoir qu'il édicte s'applique aussi bien aux expéditions en port dû, sans distinction entre les avaries extérieures ou apparentes et les avaries intérieures ou occultes; et elle ne cesse d'être applicable que s'il y a eu, au moment de la prise de livraison, impossibilité de vérifier la marchandise, soit par le fait du voiturier, soit par suite de force majeure. *Cass.* 5 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.466. *Gaz. Trib.* 13 *janvier* 1907, *Loi* 17 *décembre* 1906.

13. — Les prescriptions impératives de l'art. 105 C. com. peuvent, par exception, cesser d'être applicables, à la double condition que le destinataire ait fait des réserves au moment de la livraison des marchandises, et que ces réserves aient été acceptées par le transporteur. *Cass.* 24 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.252. *Cf. Cass. civ.* 22 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.25.

14. — Une Compagnie de chemins de fer ne peut opposer au destinataire la fin de non-recevoir tirée de l'art. 105, C. com., alors que l'avarie a été constatée contradictoirement, que le destinataire a fait des réserves au moment de la réception de la marchandise, et que, tout en protestant contre ces réserves, le préposé de la Compagnie de chemins de fer en a donné acte au verso du récépissé. *Toulouse* 10 *novembre* 1904. *S.* 111.2.1906.

15. — Il est de jurisprudence en matière de contrat de transport que si l'art. 105. C. com., modifié par la loi du 11 avril 1888, accorde un délai de trois jours au destinataire pour faire, en cas de perte ou d'avarie, des protestations dans les formes qu'il prescrit, ces formes ne sont pas nécessaires, lorsque ces protestations ou réclamations ont eu lieu d'une manière formelle, et ont été contresignées sur le reçu en prenant livraison. *Trib. civ. Montbéliard* 6 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.41.

16. — Spécialement, s'agissant de manquant dans un fût d'alcool détérioré en cours de route, une compagnie de chemins de fer n'est pas fondée à prétendre opposer à l'action en indemnité du destinataire une fin de non-recevoir tirée de l'inaccomplissement des formalités prescrites par l'art. 105 C. com., alors qu'en fait, il est établi que la Compagnie a reconnu le manquant, que son chef de bureau l'a fait inscrire sur la feuille de route par son employé, que ce chef de bureau a reçu la facture du fût d'alcool, laquelle a été adressée à la Compagnie, et que cet employé a dit au réclamant: « Si la Compagnie est engagée, on paiera ». *Ibid.*

17. — Les dispositions de l'art. 105 C. com., qui impose au destinataire qui a pris livraison des marchandises transportées l'obligation de notifier ses réclamations au voiturier, en cas de perte ou d'avarie, dans les formes et délais qu'elles prescrivent, ne s'opposent pas à ce que le voiturier, au profit de qui elles sont édictées, n'accepte valablement des réserves formulées verbalement par le destinataire, au moment de la réception. *Dijon* 10 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 8 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 28 *décembre* 1906.

18. — Spécialement, on doit décider que l'art. 105 C. com. n'est pas applicable lorsqu'un voyageur a fait constater, à son arrivée, par le chef de gare l'absence de l'un des colis qu'il avait fait enregistrer au départ, et que le chef de gare a pris l'engagement de faire rechercher ce colis. *Ibid.*

19. — Il importe peu, dans ce cas, que le voyageur ait adressé au chef de gare une lettre destinée à lui rappeler sa promesse, après l'expiration du délai légal. ***Ibid.***

20. — Si des animaux meurent en cours de route, le fait par le destinataire de prendre livraison sans réserves, ne protège pas suffisamment le voiturier, puisque, aux termes de l'art. 105 C. com., le destinataire peut, par une protestation motivée, soutenir que la responsabilité des transporteurs est engagée. Il s'ensuit que ces derniers ont le droit de retenir les bestiaux pour pouvoir établir, notamment par une expertise, que leur responsabilité n'est pas engagée. *Trib. com. Nantes* 11 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.210.

COMMISSIONNAIRE EN MARCHANDISES.

V. aussi *Compétence commerciale*, *Courtier*, *Effets publics*.

1. — A. Droits et obligations du commissionnaire. — Salaires. — Garanties. — En l'absence de conventions précises, le commissionnaire qui reçoit l'ordre d'un client d'exécuter à la Bourse du commerce quantité d'opérations doit être considéré comme ayant accepté de réaliser chacune des opérations par un mandat distinct. *Trib. com. Seine* 2 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 12 *novembre* 1906. *Loi* 6 *novembre* 1906.

2. — Dans ces conditions, il est toujours loisible au commissionnaire, même après nombre d'opérations réalisées sans couverture, d'exiger du client le versement de marge d'ailleurs stipulé dans les contrats. *Ibid.*

3. — B. Rapports du commettant et du commissionnaire avec les tiers. — Le commissionnaire qui a reçu d'un négociant le mandat de vendre des marchandises sans découvrir le nom ni la personnalité de son commettant ne peut traiter qu'en son nom personnel et pour lui-même. *Rouen* 25 *juin* 1904. *D.* 191.2.1906.

4. — Par suite, le tiers commerçant qui a passé avec lui un contrat d'apprêt pour lesdites marchandises n'a d'action directe contre le commettant que si celui-ci a ratifié le contrat. *Ibid.*

5. — Toutefois, on ne saurait considérer comme une ratification l'offre faite en justice par le commettant de payer la plus-value donnée par l'apprêt aux marchandises reprises par lui à la suite de la mise en liquidation du commissionnaire. *Ibid.*

6. — Dès lors, la seule action qui appartient au tiers commerçant est l'action de *in rem verso* fondée sur le principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. *Ibid.*

7. — Mais la disposition de l'art. 420 C. pr. civ., aux termes de laquelle le demandeur peut assigner devant le tribunal de lieu où la promesse a été faite, n'est pas applicable à cette action dérivée non d'un contrat, mais de la loi. *Ibid.*

COMMUNAUTE CONJUGALE.

V. aussi *Divorce*, *Dol*, *Séparation de biens*.

Index alphabétique

Acquêts 20 et s.
Actions de la communauté 5 et s.
Administration des biens 13, 15.
Assurance sur la vie 2.
Aval de traites 15.
Capacité de la femme 13.
Communauté d'acquêts 10 et s.
Complainte 6.
Dommages-intérêts 5.
Fonds de commerce 10.
Liquidation de la communauté 8 et s.
Partage 9, 17.
Parts de fondateur 1.
Preuve de la propriété 16, 19.
Récompense 12.
Renonciation à la communauté 8.
Revendication au cours du mariage 18.
Séparation de biens 13 et s.
Société d'acquêts 20.
Valeurs au porteur 19.

§ I. — *Communauté légale* (n. 1).

§ II. — *De la communauté réduite aux acquêts* (n. 10).

§ III. — *Du régime de la séparation de biens* (n. 13).

§ I. — *Communauté légale.*

1. — A. Actif de la communauté. — Biens propres aux époux. — Les parts de fondateur concédées à une personne par une société d'assurances mutuelles, en rémunération du concours apporté par elle à l'organisation de cette société, sont des droits mobiliers dont la propriété, acquise à titre onéreux pour toute la durée de la société, tombe dans la communauté existant entre cette personne et son conjoint. *Cass.* 6 *juillet* 1905. *D.* 373.1.1906.

2. — Sous le régime de la communauté légale le capital d'une assurance sur la vie que l'un des époux a constituée sur sa propre tête et qu'il a cédé, par voie d'endossement de la police, à son futur conjoint avant le mariage, tombe dans la communauté par application de l'art. 1401 C. civ., comme faisant partie de l'avoir mobilier possédé par ce dernier au moment du mariage. *Bordeaux* 10 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.196. *D.* 305.2.1906.

3. — Et vainement le survivant soutiendrait qu'il n'a acquis le capital de ces polices qu'au décès de son conjoint et que c'est là un propre qui n'est pas entré dans la communauté, puisque celle-ci était dissoute au moment où il en a fait l'acquisition. *Ibid.*

5. — B. Administration des biens de la communauté. — Le mari, ayant plaidé, sous le régime de la communauté, pour exercer les actions mobilières de sa femme, peut former une demande aux fins de dommages et intérêts pour réparation du préjudice causé à celle-ci par l'envoi d'une lettre diffamatoire. *Trib. Paix Pessac* 26 *décembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 11 *septembre* 1906. *Cf. Trib. paix Charenton* 26 *décembre* 1905. *Loi* 6 *octobre* 1906.

6. — La complainte à l'effet d'être rétabli en possession d'un passage exercé sur un immeuble propre à une femme mariée peut être valablement intentée contre le mari seul, comme auteur du trouble et maître des actions possessoires de sa femme. *Trib. civ. St-Brieuc* 4 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 25 *octobre* 1906.

7. — Sur le mandat tacite de la femme pour les dépenses du ménage et les dépenses d'entretien, V. *suprà*, V° Autorisation maritale.

8. — C. Liquidation et partage de la communauté. — La clause d'un contrat de mariage autorisant, même en cas de renonciation à la communauté, la conservation par la femme, pour un prix à dire d'experts, du fonds de commerce exploité par les époux, est opposable aux créanciers du mari et de la communauté, à la seule condition de ne pas être entachée de fraude. *Trib. civ. Seine* 14 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 26 *octobre* 1906.

9. — Les règles ordinaires du partage, en vertu de l'article 1476 C. civ. sont applicables au partage de la communauté entre époux, et l'effet déclaratif doit remonter jusqu'au jour où l'indivision a commencé, soit au moment où les biens partagés sont entrés en communauté, s'ils existaient déjà à ce moment. *Trib. civ. Seine* 17 *avril* 1906. *Gaz. Trib.* 14 *octobre* 1906.

§ II. — *De la communauté réduite aux acquêts.*

10. — La dissolution de l'art. 1499 C. civ., aux termes duquel, sous le régime de la communauté d'acquêts, le mobilier existant lors du mariage doit être réputé acquêt, si l'apport n'en a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, n'est pas applicable au fonds de commerce dont l'un des époux était propriétaire au moment du mariage. *Aix* 24 *mai* 1905. *D.* 388.2.1906.

11. — La plus-value acquise pendant le mariage par un fonds de commerce appartenant à l'un des époux ne tombe pas dans la communauté, mais reste propre à l'époux comme le fonds lui-même. *Ibid.*

12. — Par suite, il n'est pas dû récompense par la succession de l'époux propriétaire du fonds de commerce à raison de la plus-value acquise par celui-ci, quand même cette plus-value serait due au travail et à l'intelligence de l'époux survivant. *Ibid.*

§ III. — *Du régime de séparation de biens.*

13. — Si, aux termes de l'art. 1449 C. civ., la femme séparée reprend la libre administration de ses biens et peut disposer de son mobilier et l'aliéner, la capacité à elle ainsi conférée se borne aux actes relatifs à l'administration de ses biens et à l'indépendance de gestion de sa fortune mobilière. *Cass.* 24 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.364. *Gaz. Trib.*, 26 *novembre* 1906.

14. — Et il appartient à celui qui poursuit l'exécution de ces actes d'en démontrer le caractère et la légalité. *Ibid.*

15. — Spécialement, la femme mariée sous le régime de séparation de biens ne saurait être tenue par l'aval de traites donné sans l'autorisation de son mari, si le tiers qui s'en prévaut n'explique point les raisons qui l'auraient déterminé à donner cet aval et ne cherche point à établir que cette opération, d'autant plus suspecte que ladite femme a été pourvue d'un conseil judiciaire, rentre dans le cadre des actes de simple administration. *Ibid.*

16. — Dans un contrat de mariage établissant la séparation de biens, la clause aux termes de laquelle « les meubles meublants et objets mobiliers, linge et argenterie, qui garniront les lieux occupés par les futurs époux, ensemble les valeurs au porteur qui pourront s'y trouver, seront réputés appartenir de plein droit à la future épouse, qui possède seule actuellement des objets de cette nature », et que « le futur époux ou ses représentants ne pourront réclamer que les effets à son usage personnel et les objets pour lesquels ils justifieront de la propriété dudit futur époux par quittances de marchands et fournisseurs ou par tous autre titres », peut être interprétée en ce sens que les valeurs au porteur existant à la dissolution du mariage appartiennent à la future épouse et ne peuvent être assimilées aux objets dont la propriété pouvait être prouvée au profit du futur époux par quittances de marchands ou par tous autres titres. *Cass.* 24 *juin* 1902. *S.* 310.1.1906.

17. — Dans un contrat de mariage établissant la séparation de biens, la clause portant que, « lors de la dissolution du mariage, les époux ou leurs représentants reprendront en nature tous les objets dont ils justifieront être propriétaires, soit par titre, soit par l'usage, soit par la marque ou les factures des marchands », a pu être considérée par les juges du fait comme n'étant applicable que lors de la dissolution du mariage, et non pendant le mariage. *Cass.* 4 *mars* 1903. *S.* 396.1.1906.

18. — Et la revendication formée en vertu de cette clause par le mari contre sa femme, au cours du mariage, d'objets mobiliers garnissant deux hôtels meublés indivis entre eux, a pu être ainsi rejetée par les juges du fait, alors d'ailleurs que le mari ne prouve pas qu'il ait payé de ses deniers personnels les objets revendiqués; qu'il en a, au contraire, fait l'acquisition pour le compte de l'indivision existant entre lui et sa femme et qu'il avait reçu de celle-ci le mandat de gérer dans l'intérêt commun; et qu'en agissant ainsi, il s'est conformé à la commune intention des parties. *Ibid.*

19. — Du moins, l'arrêt qui, d'après l'examen des clauses du contrat de mariage et la recherche de l'intention des parties et les circonstances, en décide ainsi, donne une interprétation qui ne dénature ni les termes, ni le sens du contrat, et qui rentre dans les pouvoirs souverains des juges du fait. *Ibid.*

20. — Lorsqu'une société d'acquêts est adjointe au régime de la séparation de biens, les immeubles acquis à titre onéreux par un des époux, même en son nom personnel, sont réputés acquêts de communauté, à moins que l'acquisition n'ait été faite dans les conditions fixées par les art. 1434 et 1435 C. civ. *Cass.* 5 *mai* 1905. *S.* 195.1.1906.

21. — Il importe peu que la société d'acquêts ait été restreinte par le contrat de mariage aux acquêts provenant tant de l'industrie commune que des économies sur les fruits et revenus de leurs biens. *Ibid.*

COMMUNAUTE D'ACQUETS.

V. *Communauté conjugale.*

COMMUNAUTE RELIGIEUSE.

V. *Associations.*

COMMUNE.

V. aussi *Elections municipales, Règlement administratif, Voirie.*

Index alphabétique

Acquisition par prescription 10.
Adjoint 5 et s.
Agent du maire 4.
Agents de police 35.
Annulation d'arrêtés 1.
Attroupements 40.
Bénéfices ecclésiastiques 7.
Biens communaux 7 et s.
Capitaine de pompiers 36.
Centimes additionnels 22.
Compétence administrative 30.
Compétence du préfet 15.
Contrats 26 et s.
Dépenses obligatoires 19 et s.
Dommages causés par attroupements 40.
Droits de place 12.
Droits des propriétaires riverains 17.
Echange de terrains 31.
Ecoles primaires 24 et s.
Election du maire 2.
Entretien des écoles primaires 24.
Expertise 32.
Expropriations 29.
Feu d'artifice 39.
Garanties communales 29.
Grève 41 et s.
Incompatibilité 3 et s.
Inscriptions d'office 19 et s.
Législation de la Bretagne 7.
Locaux scolaires 11.
Majorat 9.
Pillage d'usine 42.
Pouvoirs du préfet 11.
Prescription 31.
Responsabilité des communes 34 et s.
Sapeurs-pompiers 3, 36.
Stationnement de voitures 17.
Taxes de stationnement 15.
Terres vaines 7.
Vidange des fosses 17 et s.

---

§ I. — *Des autorités municipales* (n. 1).

§ II. — *Des biens communaux* (n. 7).

§ III. — *Du budget communal* (n. 12).

§ IV. — *De la vie civile des communes* (n. 26).

---

§ I. — *Des autorités municipales.*

1. — A. Du conseil municipal. — Délibérations. — Des contribuables sont fondés à demander l'annulation pour excès

de pouvoir d'arrêtés préfectoraux qui ont approuvé des délibérations municipales contenant une transaction, lorsque les arrêtés ont été pris par le préfet seul et non en conseil de préfecture. *Cons. d'Et.* 29 *décembre* 1905. *S.* 49.3. 1906.

2. — B. DES MAIRES ET ADJOINTS. — L'art. 54 de la loi du 5 avril 1884, aux termes de la loi du 5 avril 1884, aux termes duduquel le conseil municipal peut, sur la demande de trois de ses membres, décider qu'il se formera en comité secret est applicable aux réunions où il est procédé à l'élection du maire. *Cons. d'Et.* 18 *novembre* 1904. *D.* 55.3.1906.

3. — Si l'art. 9 du décret du 10 novembre 1903, spécial à l'organisation des corps de sapeurs-pompiers, déclare le service des sapeurs-pompiers incompatible avec les fonctions de maire et d'adjoint, aucune disposition de loi n'a déclaré les sapeurs-pompiers inéligibles auxdites fonctions, et l'observation du règlement précité ne peut être assurée au moyen de l'annulation par le juge du contentieux électoral d'élections qui sont régulières en elles-mêmes. *Cons. d'Et.* 25 *février* 1905. *D.* 94.3.1906.

4. — Ne peut être considéré comme un agent salarié du maire, et, par suite, est éligible comme adjoint celui qui ne s'occupe qu'accidentellement des propriétés du maire, qui réside sur ses propriétés personnelles, se nourrit à ses frais, et ne reçoit pas du maire une rémunération fixe. *Cons. d'Et.* 19 *février* 1904. *S.* 74.3. 1906.

5. — Si l'adjoint d'une commune remplaçant le maire absent ou empêché, ou encore remplissant une de ses fonctions par délégation, ne peut, pas plus que celui-ci, exercer pour son compte une possession utile sur les biens communaux, puisque, dans cette hypothèse, il est chargé de les administrer et de les conserver, sa simple qualité d'adjoint ne suffit point, à elle seule, pour entacher sa possession de précarité au regard de la commune. *Cass.* 5 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.394. *Gaz. Trib.* 23 *novembre* 1906.

6. — Dès lors, le juge ne peut, pour repousser la complainte possessoire exercée par un adjoint relativement à des biens communaux, se baser uniquement sur sa qualité sans constater ni que ledit adjoint ait eu à suppléer le maire, ni qu'il ait été l'objet de sa part d'une délégation pour l'administration et la défense des biens communaux. *Ibid.*

§ II. — *Des biens communaux.*

7. — La législation spéciale à la Bretagne, établie par l'art. 10 de la loi du 28 août 1792, qui a attribué aux communes la propriété des terres vaines et vagues n'ayant été ni arrentées, ni afféagées, ni accensées, n'a pas été abrogée par la loi du 10 juin 1793, et, spécialement, ne l'a pas été par l'art. 12, section IV, de cette loi, qui a attribué à la nation les communaux possédés par des bénéficiers ecclésiastiques, par des monastères, etc. *Trib. civ. Loudéac* 2 *mai* 1906. *Pand franç.* 199.2.1906.

8. — D'ailleurs, l'art. 12, secion IV, de la loi du 10 juin 1793, ne vise que les communaux que les bénéficiers ecclésiastiques ou autres personnes qu'il énumère possédaient à titre privé et comme simples vassaux, et non ceux qu'ils possédaient en qualité de seigneurs de fief. *Ibid.*

9. — En conséquence, ne peut porter aucune atteinte au droit de propriété d'une commune de Bretagne, sur des terres vaines et vagues situées sur son territoire, et ayant dépendu d'une abbaye qui les détenait en qualité de seigneur de fief, le fait qu'à un moment, la nation s'est appropriée ces terres, et les a comprises dans la constitution d'un majorat. *Ibid.*

10. — Pour prétendre à l'acquisition par prescription de terres vaines et vagues, on ne saurait invoquer des faits de pacage, de motoyage et autres, lorsque ces faits n'ont pas été exercés par le revendiquant seul, mais l'ont été en même temps par quelques autres habitants de la commune. *Ibid.*

11. — S'il appartient au préfet d'accorder accidentellement, et dans des circonstances exceptionnelles, le droit de disposer de locaux scolaires, pour assurer l'exécution d'un service public, il ne peut en disposer pour un objet étranger à l'un de ces services, en dehors d'un accord avec l'autorité municipale représentant la commune. *Cons. d'Et.* 3 *et* 7 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 21 *septembre* 1906.

§ III. — *Du budget communal.*

12. — Un adjudicataire de droits de place a formé contre la commune une demande en résiliation de son bail et l'appui: 1° sur ce fait que le maire de la commune a rendu impossible la perception des droits de place en intervenant pour prendre le fait et cause des assujettis; 2° sur ce que le cahier des charges contient des clauses et conditions illégales provenant des bases vicieuses du tarif et des taxes différentielles entre étrangers et indigènes. *Lyon* 2 *août* 1906. *Mon. jud. Lyon* 11 *septembre* 1906.

13. — Sur le premier grief, l'adjudicataire ne saurait avoir la prétention de soutenir que, parce qu'il est adjudicataire des droits de place, le maire de cette commune est tenu de lui donner raison dans toutes ses réclamations. S'il prétend avoir le droit d'exiger une rétribution d'un contribuable, contrairement à l'avis du maire, il n'a qu'à porter la contestation devant les tribunaux civils. *Ibid.*

14. — Sur le second grief, la connaissance qu'a dû prendre l'adjudicataire du cahier des charges avant de se rendre adjudicataire, fait obstacle à ce qu'il puisse se baser sur de prétendues illégalités du cahier des charges pour demander la résiliation de l'adjudication. *Ibid.*

15. — L'autorité préfectorale est incompétente pour approuver l'établissement de taxes de stationnement sur les dépendances de la grande voirie ou voirie nationale. *Trib. civ. Dijon* 21 *juin* 1905. *S.* 250.2.1906.

16. — Et lorsque l'établissement de pareilles taxes dans un même arrêté, sans distinction entre la grande voirie, a été approuvé par le préfet, cet arrêté n'est même pas valable partiellement en ce qui concerne la petite voirie; il est nul pour le tout. *Ibid.*

17. — Le droit pour le propriétaire riverain de la voie publique d'y faire stationner les voitures et accessoires de vidange de fosses d'aisances pendant le temps nécessaire à cette opération, constituant un usage normal de la voie publique inhérent à la jouissance de la propriété et ne dérivant pas d'une concession de l'autorité, ne peut faire l'objet d'une taxation au profit des communes. *Ibid.*

18. — Et le caractère de ce stationnement indispensable n'est pas changé par le fait que le propriétaire a recours à un industriel pour procéder au curage de sa fosse. *Ibid.*

19. — Si, en vertu de l'art. 149 de la loi du 5 avril 1884, il appartient au préfet d'inscrire d'office au budget d'une commune les sommes nécessaires au payement des dettes liquides et exigibles, il ne rentre pas dans ses attributions de se constituer juge d'un litige en ordonnant l'inscription d'office d'une dépense contestée et qui ne constitue une dépense obligatoire pour les communes que dans les cas prévus par la loi du 15 juillet 1893. *Cons. d'Et.* 6 *avril* 1906. *Pand. franç.* 33.4.1906.

20. — Lorsqu'une commune soutient que c'est à tort qu'une dépense a été inscrite d'office à son budget comme obligatoire, c'est contre l'acte portant inscription d'office qu'elle doit se pourvoir sans attendre l'arrêté de mandatement d'office qui pourrait être pris ultérieurement. *Cons. d'Et.* 3 *février* 1905. *D.* 86.3.1906.

21. — Le décret qui inscrit d'office au budget communal une dépense obligatoire, constitue l'acte faisant grief à la commune peut donc attaquer ce décret par le recours pour excès de pouvoirs. *Cons. d'Et.* 30 *juin* 1905. *Pand. franç.* 32.4. 1906.

22. — Lorsqu'une dépense obligatoire, inscrite au budget communal, est une dépense variable, le crédit est fixé d'après sa quotité moyenne pendant les trois dernières années. *Ibid.*

22. — Des centimes additionnels dont l'imposition a été votée par le conseil municipal et autorisée par le préfet peuvent être valablement compris dans les rôles des contributions directes, bien que le budget de la commune n'ait été approuvé qu'à une date postérieure. *Cons. d'Et.* 25 *février* 1906. *D.* 96.3.1906.

24. — Lorsqu'une commune s'est engagée à entretenir une école primaire supérieure pendant cinq ans et que, à l'expiration de cette période, le conseil municipal n'a pas renouvelé cet engagement, le préfet ne peut, sans excès de pouvoir, inscrire d'office au budget un crédit destiné à l'entretien de cette école. *Ibid.*

25. — Le fait que la commune a demandé et obtenu une subvention de l'Etat payable en trente annuités destinée à solder les dépenses de l'école primaire supérieure ne peut avoir pour effet d'obliger la commune à supporter, pendant la même période, la part dans les dépenses qui lui serait afférente alors que le conseil municipal n'a souscrit aucun engagement à cet effet. *Ibid.*

§ IV. — *De la vie civile des communes.*

26. — A. DES CONTRATS DES COMMUNES. — ACQUISITIONS, ALIÉNATIONS ET ÉCHANGES. — BAUX, TRAVAUX ET FOURNITURES. — CONCESSIONS. — TRANSACTIONS. — Le propriétaire qui, par un premier acte, avait vendu son domaine à la commune, sous la condition suspensive que la commune serait autorisée à réaliser un emprunt pour le paiement du prix, et qui, par un second acte, a vendu la même propriété à des conseillers municipaux achetant comme portefort pour le compte de la commune, ne peut, pour soutenir que la commune est devenue propriétaire définitive du domaine, se fonder sur ce que l'autorisation d'emprunter pour cette acquisition, donnée à ladite commune par un décret postérieur à la seconde vente, a eu pour effet de réaliser la condition suspensive de la première vente, dont la seconde n'aurait été qu'un moyen d'exécution. *Cass.* 18 *mars* 1903. *S.* 213.1.1906.

27. — En consentant la seconde vente, le propriétaire a annulé la première, et il ne saurait, en conséquence, se prévaloir de cette première vente, ni par suite, du décret d'autorisation d'emprunt, à l'encontre de ladite commune; du moins, les juges ont pu valablement le décider ainsi par interprétation des deux actes de vente. *Ibid.*

28. — Une commune qui vend ou échange un immeuble avec un particulier est en principe soumise, vis-à-vis de son cocontractant aux mêmes obligations que tout autre vendeur, et notamment à celle de garantie; ces obligations sont toutefois limitées par l'intérêt public et doivent nécessairement être sans effet en tout ce qu'elles auraient de contraire à l'accomplissement des mesures que cet intérêt réclame. *Trib. civ. Toulouse* 10 *mai* 1906. *Gaz. Trib. Midi* 4 *novembre* 1906.

29. — Par suite, l'expropriation reconnue d'utilité publique d'un terrain formant un ancien chemin déclassé qui avait été cédé ou échangé par la commune ne peut donner lieu contre cette dernière à l'obligation de garantie par la commune au profit de l'acquéreur exproprié. *Ibid.*

30. — Les tribunaux ordinaires ne peuvent statuer sur les dommages-intérêts réclamés contre une commune à raison d'agissements abusifs et malicieux si, pour apprécier ces dommages, les tribunaux doivent apprécier, interpréter et critiquer un acte administratif. *Ibid.*

31. — Est irrecevable, conformément à l'art. 1304 C. civ. quand plus de dix années se sont écoulées depuis qu'un acte d'échange de terrains a eu lieu, une action en nullité ou en rescision de cet acte d'échange de terrain consenti par une commune, même si cet acte était irrégulier par suite du défaut de l'autorisation prescrite par les art. 68 et 69 de la loi du 5 avril 1884. *Agen* 11 *juin* 1906. *Gaz. Trib. du Midi* 18 *novembre* 1906.

32. — Bien qu'aucun acte constatant cet échange ne soit produit, les tribunaux peuvent ordonner une expertise pour vérifier si l'échange allégué a été réellement effectué depuis plus de dix ans, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, car l'art. 1341 C. civ. reçoit exception dans ce cas. *Ibid.*

33. — Ce commencement de preuve par écrit peut résulter d'une délibération du conseil municipal de la commune partie au procès, donnant mandat au maire de négocier l'échange, et du plan de lieu produit par la commune, rendant vraisemblable l'échange allégué. *Ibid.*

34. — B. Responsabilité des communes. — Les règles relatives à la responsabilité de l'État ne sont pas applicables à celle des communes. *Cass.* 2 *mai* 1906. *Loi* 27 *juin* 1906. *Pand. franç.* 194.1.1906.

35. — Les agents de police sont des préposés de la commune qui, par application de l'art 1384 C. civ. est obligée de réparer le dommage causé par leur faute personnelle dans l'exécution d'un service de police. *Ibid.*

36. — Si les compagnies de sapeurs-pompiers sont des institutions communales fonctionnant sous la surveillance de l'autorité municipale et si ceux qui, avec ou sans grade, en font partie, sont, en principe, les agents ou représentants de la commune qui les emploie, néanmoins la commune échappe à toute responsabilité dérivant des actes étroitement liés aux mesures que seul l'officier commandant aura le droit d'ordonner et qu'il a dirigées en vue d'éteindre un incendie. *Bordeaux* 26 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 11 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 29 *septembre* 1906.

37. — La responsabilité de la commune doit être également écartée si une faute qui lui soit imputable, telle que la tardiveté ou l'insuffisance des secours ou le caractère défectueux de l'outillage, n'est pas relevée contre elle. *Ibid.*

38. — De même, la responsabilité de l'officier chargé de l'organisation et de la direction des secours pendant l'incendie ne peut être recherchée pour négligence, impéritie et abus d'autorité, car il lui appartient de prendre toutes les dispositions qui, de son propre avis, sont nécessitées par l'incendie ; il a aussi le devoir de s'opposer à toutes mesures qui ne procèdent pas de son initiative personnelle et sont par lui jugées inutiles ou dangereuses et il use de ses pouvoirs réglementaires en estimant au cours de l'incendie qu'il n'y a pas lieu de pratiquer des sections de toiture et de charpente à l'effet d'isoler certains bâtiments contenant des objets dont plusieurs des personnes présentes veulent tenter le sauvetage. *Ibid.*

39. — Doit être déclarée responsable de l'accident causé par une fusée à un spectateur d'un feu d'artifice la Ville qui a organisé le feu d'artifice sans prendre les précautions nécessaires, et notamment sans établir une zone de protection suffisante. *Trib. civ. Lille* 28 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 18 *août* 1906.

40. — Si aux termes de l'art. 106 de la loi du 5 avril 1884, une commune est présumée en faute et comme telle civilement responsable des dommages et dégâts résultant des crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence sur son territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, cette même loi permet à la commune de faire tomber cette présomption de faute en prouvant, notamment, en conformité de l'art. 108, que toutes les mesures qui étaient en son pouvoir ont été prises par le maire à l'effet de prévenir les attroupements et rassemblements et d'en faire connaître les auteurs. *Trib. civ. Bonneville* 18 *octobre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2. 355, *Gaz. Trib.* 6 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 10 *novembre* 1906. *Cf. Trib. civ. Laval* 21 *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 11 *avril* 1906.

41. — Et cette preuve doit être considérée comme faite par la commune sur le territoire de laquelle une usine a été pillée et incendiée par des grévistes lorsqu'il appert des témoignages et documents de la cause que le maire, non seulement a pris et fait publier un arrêté prohibant les attroupements et rassemblements, mais encore a adressé au commandant d'armes une réquisition comprenant tout à la fois la protection de l'usine sans exception de temps ni limitation d'heures, et la dispersion des attroupements à partir d'une certaine heure. *Ibid.*

42. — Alors, d'une part, que le pillage et l'incendie de l'usine ont eu lieu après cette heure, et alors, d'autre part, que malgré tous les efforts faits par les soldats et la gendarmerie qui avaient réussi jusque-là à maintenir l'ordre, ceux-ci sont demeurés impuissants à protéger l'usine contre la foule surexcitée par des coups de fusils tirés quelques heures auparavant sur un rassemblement par le propriétaire de cette usine, et n'ont pas cru devoir faire de leurs armes un usage qui ne leur paraissait pas pouvoir empêcher le débordement par le nombre. *Ibid.*

COMPARUTION DES PARTIES.

V. *Preuve testimoniale.*

COMPENSATION.

V. aussi *Bail.*

1. — A. De la compensation légale. — Conditions auxquelles elle a lieu. — En matière de vente d'immeuble hypothéqué, la compensation stipulée dans l'acte par l'acquéreur entre le prix de vente et une créance hypothécaire qu'il possède contre le vendeur n'est pas opposable aux autres créanciers. *Pau* 1er *février* 1906, *Mon. jud. Lyon* 31 *octobre* 1906.

2. — Et, quand bien même ces autres créanciers auraient dans un ordre précédent soutenu que l'acquéreur pouvait faire valoir son droit à la compensation dans l'ordre à ouvrir à la suite de la vente, et que celui-ci aurait consenti à retirer sa production avec réserve de faire valoir ses droits dans un autre ordre, il n'a pu former dans ces conditions un contrat judiciaire qui mettrait obstacle aux contestations des créanciers, dans ce nouvel ordre, envers la demande de l'acquéreur tendant à faire rejeter de la distribution la partie des prix compensés d'après l'acte de vente. *Ibid.*

3. — Alors surtout que le Tribunal, dans le premier ordre, statuant sur les difficultés soulevées, s'est borné à donner acte à l'acquéreur de ses réserves de produire dans tout autre ordre. *Ibid.*

4. — D'ailleurs, le fait par l'acquéreur de se conformer aux prescriptions des articles 2183 et suivants du Code civil pour arriver à la purge des hypothèques et l'offre de la totalité des prix aux créanciers le met dans l'impossibilité de venir ensuite arguer d'une compensation pour faire réduire la somme qui doit être distribuée à ceux-ci. *Ibid.*

5. — B. Compensation judiciaire. — Les juges peuvent surseoir à statuer sur l'action en paiement d'une dette liquide et reconnue quand le débiteur oppose une dette même non contestée et non liquide, mais à la condition que le débiteur puisse fournir les éléments pour en établir facilement et rapidement l'existence et la quotité, ce qui n'est pas le cas quand la preuve de sa réalité et de sa consistance n'est offerte qu'à l'aide d'une articulation de fait vérifiable par expert et témoins. *Chambéry* 7 *août* 1906. *Loi* 8 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 20 *novembre* 1906.

COMPETENCE ADMINISTRATIVE.

V. aussi *Référés, Travaux publics.*

1. — A. Défense a l'autorité judiciaire de connaître des actions résultant des actes administratifs. — Les règlements destinés à assurer le service dans les établissements hospitaliers publics constituent des actes administratifs. *Trib. paix Alger* 12 *avril* 1906. *Loi* 12 *novembre* 1906.

2. — Les nominations ou révocations d'emplois faites en vertu de tels règlements sont aussi des actes administratifs. La révocation d'un infirmier faite par le directeur d'un établissement hospitalier public, est donc hors de la compétence des juridictions civiles, qui ne peuvent statuer ni directement sur la validité de cette mesure, ni indirectement sur les conséquences pécuniaires qui pourraient s'en suivre. *Ibid.*

3. — B. Obligation pour chacune des deux autorités d'appliquer les actes de l'autre lorsque le sens en est clair et précis et de surseoir lorsqu'il y a lieu a interprétation. — Le conseil des prud'hommes est incompétent pour statuer sur une demande de salaires supplémentaires intentée par un ouvrier contre son patron, adjudicataire de fournitures pour l'État, alors que cette demande est basée sur l'application du bordereau de salaire annexé au cahier des charges. *Trib. civ. Seine* 12 *septembre* 1906. *Revue prat. de Droit industriel* 325.1906.

4. — C. Actions en responsabilité dirigées contre l'État. — En admettant même que l'ouvrier soit recevable à se prévaloir des clauses et conditions du marché intervenu entre l'État et l'adjudicataire, et dans lequel des avantages ont été stipulés à son profit, il n'appartient qu'à la juridiction administrative de connaître des contestations qui portent sur l'interprétation ou l'application de ce contrat administratif. *Ibid.*

COMPETENCE CIVILE DES JUGES DE PAIX.

V. aussi *Degré de juridiction, Frais et dépens, Responsabilité civile.*

Index alphabétique

Action formée collectivement 4 et s.
Action en indemnité (Eaux) 20 et s.
Actions en matière de transports 16 et s.
Affaires commerciales 15.
Bail contesté 8.
Demande en représentation de livres 12.

Dommages aux champs 9.
Droits de mitoyenneté 20 et s.
Ecoulement des eaux 22.
Indemnités (loi du 8 avril 1898) 20 et s.
Livraison tardive 18.
Louage 8.
Paiement de loyers 8.
Perte de bagages 17.
Prorogation de la compétence 27.
Reddition de comptes 11.
Régime des eaux 22 et s.
Servitude des eaux 20 et s.
Titre commun 4.
Vices rédhibitoires 1 et s., 7.
Vol de récoltes 9 et s.

---

1. — A. ACTIONS DONT LES JUGES DE PAIX CONNAISSENT A CHARGE D'APPEL JUSQU'A 300 FRANCS. — Aux termes de l'art. 6 § 4 de la loi du 12 juillet 1905, sur la compétence des juges de paix, ces magistrats sont compétents pour connaître de toutes demandes relatives aux vices rédhibitoires, dans les cas prévus par la loi du 2 août 1884, et il s'agit ici d'une compétence générale et sans restriction. *Trib. paix Bourgoin* 8 *août* 1906. *Mon. des juges de paix* 535.1906, *Gaz. Trib.* 1er *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 19 *septembre* 1906.

2. — Il résulte en effet, à l'évidence, tant de l'expression même employée par le législateur « toutes demandes relatives aux vices rédhibitoires », que de la discussion de la loi devant les Chambres, que la compétence du juge de paix porte sur toutes les actions pour vices rédhibitoires, qu'elles aient un caractère civil ou commercial. *Ibid.*

3. — La connaissance attribuée par la loi du 12 juillet 1905 aux tribunaux de paix des affaires de vices redhibitoires ne déroge pas aux règles générales de la compétence commerciale *ratione materiæ* des art. 631 et s. C. com.; et les Tribunaux de commerce conservent leur entière compétence en cette matière, quand le litige s'agite entre marchands. *Trib. civ. Vesoul* 20 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.351.

4. — La demande portée devant le juge de paix par plusieurs demandeurs collectivement, et tendant uniquement à faire déclarer nulle une vente à eux consentie n'est pas formée sur un titre commun, mais bien en l'absence de tout titre. *Trib. civ. Castres* 31 *janvier* 1906. *D.* 294.2.1906.

5. — Au surplus, cette action, si elle est fondée sur une sorte de quasi-délit commis au préjudice des demandeurs, ne saurait être divisée entre eux. *Ibid.*

6. — Par suite, une pareille demande ne tombe pas sous la disposition de l'art. 9 de la loi du 12 juillet 1905, et le juge de paix ne peut statuer sur elle qu'en premier ressort et à la charge d'appel, lorsqu'elle dépasse 300 francs. *Ibid.*

7. — Et il en est ainsi spécialement d'une demande fondé sur un vice rédhibitoire dans une vente d'animaux. *Ibid.*

8. — B. ACTIONS EN PAIEMENT DE LOYERS, CONGÉS, RÉSILIATION DE BAUX. — La compétence du juge de paix en matière de louage cesse dès que le bail est contesté dans son existence et le juge de paix qui, après avoir constaté la dénégation par l'une des parties de l'existence du bail, a néanmoins statué sur ce litige, a excédé sa compétence. *Trib. civ. Nantes* 18 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 233.

9. — C. ACTIONS POUR DOMMAGES AUX CHAMPS, FRUITS ET RÉCOLTES. — La loi du 12 juillet 1905 n'attribue compétence aux Tribunaux de paix, pour statuer sur des demandes de dommages-intérêts réclamés pour réparation de dommages causés aux champs, que lorsqu'il s'agit de dégâts causés aux dits champs, les bois compris; mais la compétence que donne l'article 6 de la loi au Tribunal de paix, cesse lorsqu'il s'agit d'une demande tendant à l'allocation de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice causé par une soustraction frauduleuse de fruits ou récoltes commise dans un champ ou dans un bois au détriment du propriétaire du fonds. *Trib. civ. Angoulême* 13 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 31 *octobre* 1906.

10. — Dès lors, est de la compétence du Tribunal civil la demande en dommages-intérêts, à raison du fait d'avoir coupé et enlevé dans un bois de petites tiges de chêne. *Ibid.*

11. — D. ACTIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES MAITRES ET DES GENS DE TRAVAIL, DOMESTIQUES, OUVRIERS. — La demande en reddition de comptes dirigée par un négociant contre son commis intéressé est de la compétence du tribunal de commerce. *Trib. paix Bordeaux* 23 *janvier* 1906. *D.* 245.2.1906.

12. — Spécialement, le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en représentation des livres de comptabilité dirigée par un commerçant contre le gérant de sa succursale. *Ibid.*

13. — Alors, surtout, que ce gérant, ayant, en dehors d'un traitement fixe de 40 fr. par mois, le droit de prélever 2 pour 100 des affaires qu'il réalise personnellement, doit être considéré comme l'associé de son patron. *Ibid.*

14. — La volonté des parties ne peut déroger à l'ordre des juridictions, ni étendre la compétence d'un juge d'exception à une matière qui lui est étrangère. *Ibid.*

15. — Les affaires commerciales sont exclues de la compétence des juges de paix sous l'empire de la loi du 12 juillet 1905, comme elles l'étaient sous l'empire de la loi du 25 mai 1838. *Ibid.*

16. — E. CONTESTATIONS ENTRE LES VOYAGEURS ET HOTELIERS, VOITURIERS ET COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — L'art. 2-2° de la loi du 12 juillet 1905, aux termes duquel les juges de paix prononcent sans appel jusqu'à la valeur de 300 fr., et à charge d'appel jusqu'aux taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance, sur les contestations entre les voyageurs et les entrepreneurs de transport pour perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs, a entendu modifier les règles générales de la compétence et donner auxdits juges de paix une compétence exclusive relativement aux contestations particulières qu'il prévoit. *Trib. civ. Libourne* 13 *décembre* 1905. *D.* 225.2.1906.

17. — En conséquence, la contestation née entre une compagnie de chemins de fer et un voyageur à la suite de la perte d'objets mentionnés dans le bulletin de bagages de ce dernier et ayant une valeur inférieure à 1.500 fr., est de la compétence du juge de paix à l'exclusion de celle du tribunal de commerce, alors même que le transport desdits objets aurait pour le voyageur une cause commerciale et que, par suite, le contrat intervenu entre les deux parties aurait à l'égard de l'une et de l'autre le caractère commercial. *Ibid.*

18. — La demande en dommages-intérêts formée par un marchand de cuirs contre une Compagnie de chemins de fer à raison de retard dans la livraison d'un colis est un litige essentiellement commercial lorsqu'il est constant en fait et d'ailleurs reconnu par le demandeur lui-même que le colis dont s'agit avait été expédié pour les besoins de son commerce. *Trib. paix St-Maixent* 3 *septembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.362.

19. — En conséquence, la connaissance de ce litige est exclusivement réservée à la juridiction commerciale et le le juge de paix demeure incompétent pour statuer sur une pareille demande aussi bien sous le régime de la loi du 12 juillet 1905 que sous la législation antérieure dont les dispositions sur ce point n'ont pas été modifiées. *Ibid.*

20. — F. ACTIONS RELATIVES AUX TRAVAUX ÉNONCÉS DANS L'ART. 674 C. CIV., AUX RÈGLEMENTS D'INDEMNITÉS PRÉVUES PAR L'ART. 641 C. CIV. (LOI DU 8 AVRIL 1898). — On ne doit pas confondre l'action résultant de l'art. 674 C. civ. et l'action immobilière tendant à régler l'exercice du droit de mitoyenneté. *Trib. civ. Belley* 27 *juin* 1906. *Loi du* 24 *juillet* 1906.

21. — Si la première est de la compétence du juge de paix, en vertu de l'art. 7 de la loi du 12 juillet 1905, la seconde ne peut être déférée qu'au Tribunal civil. *Ibid.*

22. — La loi du 12 juillet 1905 attribuant compétence au juge de paix pour connaître des entreprises commises dans l'année sur les cours d'eau, le juge des référés est incompétent pour ordonner l'enlèvement d'un barrage empêchant l'écoulement des eaux ou ordonner une expertise à l'effet d'indiquer les travaux à exécuter pour en assurer le libre écoulement et rechercher le préjudice causé (article 7, paragraphe 2). *Besançon* 11 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 6 *octobre* 1906.

23. — La compétence exceptionnelle attribuée au juge de paix par l'art. 641 § 6 C. civ. modifié par la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux, pour connaître des contestations, auxquelles peuvent donner lieu, l'établissement, l'exercice et le règlement d'indemnité des servitudes et aggravations de servitudes énumérées aux § § 1 à 5 dudit article, est restreinte aux aggravations de servitudes permises et ne saurait s'étendre à celles interdites, lesquelles restent soumises aux règles du droit commun. *Nancy* 24 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.385.

24. — Et il importe peu que la maison d'habitation édifiée sur le fonds préjudiciée ait été détruite par un incendie antérieur et reconstruite seulement à une époque récente si ce fonds existait avec le caractère de propriété bâtie avant la création de l'étang, et si les dépendances de l'habitation n'ont jamais cessé d'exister. *Ibid.*

25. — D'où il suit que l'action en indemnité dirigée contre le propriétaire d'un étang à raison du dommage causé par le déversement des eaux de cet étang sur une propriété bâtie est de la compétence du Tribunal civil, ladite demande rentrant dans l'exception prévue par le § 5 de l'art 641, lequel dispose que les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenant aux habitations ne peuvent être assujettis à aucune aggravation de la servitude d'écoulement dans les cas prévus par les paragraphes précédents. *Ibid.*

26. — Spécialement il en est ainsi lorsqu'au surplus le demandeur en indemnité ne se prévaut pas d'une aggravation de servitude d'écoulement, mais d'une véritable voie de fait ayant consisté à déverser sur son fonds des eaux sales et impures de nature à lui causer un préjudice. *Ibid.*

27. — G. PROROGATION DE LA COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX. — Si les parties peuvent proroger la compétence du Tribunal de paix et lui attribuer la connaissance d'une demande qui, à raison de sa valeur indéterminée, n'est pas de sa compétence, il ne résulte d'aucune des dispositions du Code de procédure civile que la prorogation puisse avoir lieu tacitement en dehors des conditions formelles prescrites par l'art. 7 du même Code qui exige impérieusement la déclaration de la signature des parties. *Trib. civ. Rethel* 21 *mars* 1906. *Rec. Nancy* 202.1906.

COMPETENCE CIVILE DES TRIBUNAUX D'ARRONDISSEMENT ET DES COURS D'APPEL.

V. aussi *Degré de juridiction, Jugements et arrêts.*

1. — A. PRINCIPES GÉNÉRAUX. — PLÉNITUDE DE JURIDICTION. — ATTRIBUTION DE JURIDICTION. — Doit se déclarer incompé-

tent un Tribunal auquel est soumis un procès relatif à l'exécution d'un traité, à l'occasion duquel les parties ont attribué compétence exclusive à un autre Tribunal déterminé. *Trib. civ. Toulouse* 20 *juin* 1906. *Gaz. Trib. Midi* 4 *novembre* 1906.

2. — Une pareille convention a une portée générale dont l'effet ne saurait être écarté sous prétexte qu'en y souscrivant une des parties n'a pas entendu renoncer, le cas échéant, au bénéfice de l'art. 59 § 2 C. pr. civ. *Ibid.*

3. — Lorsqu'une société dont le siège social est à Bruxelles avec attribution de juridiction aux tribunaux de cette ville a été dissoute et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur habitant Paris, les tribunaux de cette ville peuvent être valablement saisis. *Cass.* 9 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.1.144. *Gaz. Trib.* 5 *octobre* 1906.

4. — B. Exception a la règle de la compétence en matière personnelle. — En matière personnelle et mobilière, et en cas de pluralité de défendeurs, l'action peut être, aux termes de l'art. 59 § 2 C. proc. civ., portée, aux choix du demandeur devant le Tribunal du domicile de l'un d'eux. *Besançon* 13 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.450.

5. — C. Compétence en matière de sociétés. — Une Compagnie de chemins de fer peut, indépendamment de son siège social, avoir d'autres domiciles distincts aux lieux où elle a un centre important d'opérations ou d'administration, et y être valablement assignées. Trib. *com. Marseille* 5 *avril* 1906. *Rec. Marseille* 229.1.1906. *Cf. Trib. civ. Pont-Audemer* 23 *mai* 1906. *Loi* 18 *juillet* 1906.

6. — L'employé d'une succursale qui intente une action en indemnité, pour indû congé, contre la maison principale, peut porter cette action devant le tribunal du lieu où la succursale est établie. *Trib. com. Marseille* 10 *mai* 1906. *Rec. Marseille* 265.1.1906.

9. — Si, aux termes d'une jurisprudence constante, une société peut être valablement assignée en dehors de son siège social au lieu de son principal établissement, il ne s'ensuit pas qu'il faille attribuer compétence au tribunal du lieu où cette société possède seulement une usine de transformation. *Trib. com. Bordeaux* 6 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.101.

8. — Il importe, en effet, à ce point de vue, d'établir une distinction entre une simple usine de fabrication et un établissement auquel la première ne saurait être assimilée; l'usine de fabrication n'étant point une succursale, pouvant être située n'importe où, et n'ayant pour attribution et objet que la fabrication du produit sans aucune direction ou initiative commerciale en dehors de ladite fabrication ou de la livraison, alors qu'au contraire l'établissement suppose une installation située dans la région même où doit s'opérer son action, un véritable centre d'opérations et une direction commerciale, tout au moins partielle ou régionale plus ou moins étendue. *Ibid.*

9. — Au surplus, si, en principe, une société ayant une succursale avec des représentants peut être assignée devant le juge du lieu d'une succursale, cette compétence étant limitée aux actions intentées par les tiers ne saurait être étendue à l'action formée contre la société par le directeur même ou l'agent de la succursale, lequel doit assigner la société à son siège social. *Ibid.*

10. — Et la circonstance que l'usine est pourvue d'un directeur ne saurait lui conférer le caractère d'un véritable établissement commercial, alors qu'il ne s'agit, en l'espèce, que d'un directeur de fabrication, sans pouvoir pour traiter avec les tiers, et non d'un directeur commercial ayant à s'immiscer dans le trafic de la Société comme c'est, par exemple, le cas pour un chef dont il est le mandataire préposé. *Ibid.*

COMPETENCE COMMERCIALE.

Index alphabétique

Actes de commerce 8.
Actions de commis à négociants 15.
Actions en matière de faillite 17.
Actions résultant de quasi-délits 16.
Caractère commercial du marché 6.
Clause de la facture 27.
Compétence à raison du domicile 4.
Compétence à raison du lieu du paiement 25 et s.
Contestations civiles 7.
Détermination du lieu de paiement 29.
Effets de commerce 14.
Expédition contre remboursement 28.
Exploitation commerciale 8.
Fournitures à l'occasion du commerce 9, 12.
Instance personnelle au représentant 3.
Interprétation de contrats 8.
Lieu de la livraison 24.
Lieu du paiement 25 et s.
Prêt à un commerçant 10.
Règlements de fournitures 9.
Règlement d'incendie 5.
Revendication de sacs loués 18.
Sens du mot paiement 25.
Société d'assurances 14.
Validité d'offres 5.
Vente de choses fongibles 29.
Vente par courtier 30.

---

§ I. — *Actions relatives à des actes de commerce ou présumés commerciaux à raison de la qualité des parties* (n. 1).

§ II. — *Actions en matière de faillite* (n. 17).

§ III. — *Actions en matière de sociétés commerciales* (n. 10).

§ IV. — *Compétence déterminée par le lieu de la promesse et de la livraison et par le lieu du paiement* (n. 20).

---

§ I. — *Actions relatives à des actes de commerce ou présumés commerciaux à raison de la qualité des parties.*

1. — A. Principes généraux. — Le tribunal de commerce est compétent pour statuer sur tout litige né entre deux commerçants, et où l'Etat n'est pas en cause. *Alger* 9 *mai* 1904. *D.* 279.2.1906.

3. — Une instance dirigée contre le représentant d'une compagnie de bateaux, pris en son nom personnel, est personnelle à ce représentant et ne concerne pas la compagnie. *Ibid.*

4. — Par suite, cette instance doit être portée non devant le tribunal auquel le connaissement de la compagnie attribue juridiction pour les contestations résultant des contrats de transport, mais devant le tribunal de commerce du domicile de l'agent. *Ibid.*

5. — Lorsqu'il s'agit du règlement d'un incendie ayant atteint un matériel commercial, le Tribunal de commerce reste compétent pour fixer le chiffre auquel s'élève le dommage à la charge de l'assureur, alors même que celui-ci, ayant fait des offres réelles de la somme qu'il croit devoir, et déposé cette somme à la Caisse de consignations, aurait ajourné l'assuré devant le Tribunal civil en validité d'offres. *Trib. com. Marseille* 30 *avril* 1906. *Rec. Marseille* 248.1.1906.

6. — Un acheteur ne saurait dénier la compétence de la juridiction commerciale au prétexte qu'il n'est pas commerçant et qu'il conteste sérieusement le marché, alors que, d'une part, l'existence de ce marché est parfaitement établie et que, d'autre part, l'opération litigieuse a, à raison de l'importance de la marchandise commandée, un caractère manifestement commercial. *Montpellier* 22 *juin* 1906. *Mon. jud. Midi* 308.1906.

7. — Incompétents *ratione materiæ* pour statuer sur des contestations civiles, les Tribunaux de commerce doivent d'office les renvoyer devant la juridiction civile, alors même que les parties se seraient mises d'accord pour les leur soumettre. *Trib. com. Nantes* 27 *janvier* 1906. *Rec. Nantes* 267.1906.

8. — B. Compétence en matière d'actes de commerce. — La juridiction consulaire est incompétente pour interpréter les clauses de cahiers des charges et traités passés entre une ville et une compagnie concessionnaire d'un monopole (dans l'espèce, une société d'électricité); mais elle est compétente pour trancher les litiges qui s'élèvent entre la compagnie et les tiers relativement à l'exploitation commerciale de la concession. *Trib. com. Nantes* 28 *août* 1906. *Rec. Nantes* 392.1.1906.

9. — Les Tribunaux de commerce sont compétents pour statuer sur la demande des règlements de travaux exécutés et de fournitures faites des constructions qui se rattachent à l'exercice d'un commerce et en constituent les accessoires indispensables, spécialement pour la construction d'un magasin, distinct de l'habitation d'un commerçant, et édifié uniquement pour les besoins de l'exploitation de son commerce. *Trib. com. Nantes* 17 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 319.1906.

10. — Le prêt fait à un commerçant est censé fait pour son commerce et cette présomption n'est pas détruite par le fait que l'emprunteur est proche parent du prêteur. *Trib. com. Nantes* 27 *décembre* 1906. *Rec. Nantes* 227.1906.

11. — L'emprunteur ne peut décliner la juridiction consulaire et faire écarter la présomption résultant de sa qualité de commerçant qu'en fournissant la preuve du caractère civil de l'opération intervenue entre lui et le prêteur. *Ibid.*

12. — Le litige qui s'élève entre deux commerçants à l'occasion de travaux et fournitures faits pour la maison d'habitation, l'atelier et l'usine de l'un d'eux, alors que ces fournitures ont fait l'objet de deux traites acceptées, est de la compétence des Tribunaux de commerce. *Lyon* 7 *août* 1906. *Mon. jud. Lyon* 1er octobre 1906.

13. — Le fait par un propriétaire d'élever, quel que soit le but qu'il se propose, des constructions sur son propre terrain, constitue de sa part une opération d'un caractère essentiellement civil. Il en est notamment ainsi, *à fortiori*, lorsque les travaux à destination civile, c'est-à-dire s'appliquant au logement du propriétaire et à toutes dépendances nécessaires de son habitation entrent pour la part de beaucoup la plus large dans l'ensemble des constructions édifiées. Dans ces conditions, la juridiction consulaire est absolument incompétente pour connaître de la demande en paiement du solde des travaux exécutés. *Paris* 1er *mars* 1906. *Loi* 25 *juin* 1906.

14. — C. Actions en matière d'effets de commerce. — Si la juridiction consulaire est compétente pour statuer à l'encontre du directeur d'une société d'assurances mutuelles à raison de lettres de change signées par celui-ci, cette compétence étant strictement limitée au fait même des lettres de change qui font l'objet de la demande, quelle que soit la qualité en laquelle ce directeur a été assigné, le tribunal de commerce excéderait ses pouvoirs en étendant cette compétence de la solution de quesions de responsabilité d'administrateurs de ladite société, laquelle a un caractère purement civil à raison de sa nature et de sa forme. *Trib. com. Seine* 23 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.89, *Loi* 25 *avril* 1906.

15. — D. Contestations entre les négociants et leurs commis. — Les Tribunaux de commerce ont qualité pour statuer sur les actions intentées à des commis par des négociants, à raison des quasi-délits que seule la participation au commerce du marchand a rendu possibles. *Paris* 1er *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *novembre* 1906.

16. — E. Actions résultant de quasi-contrats, de délits ou de quasi-délits. — L'action en responsabilité intentée par la veuve d'un marin à raison du décès de celui-ci, survenu au cours des opérations de renflouement du navire, n'est pas de la compétence exclusive du tribunal de commerce si elle est basée non sur une faute contractuelle, mais sur un quasi-délit dont l'armateur serait responsable. *Cass.* 29 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.54, *Gaz. Trib.* 16 *juin* 1906.

§ II. — *Actions en matière de faillite.*

17. — La disposition de l'art. 635 C. com., en vertu de laquelle les tribunaux de commerce connaissent de tout ce qui concerne les faillites, n'est applicable qu'autant, d'une part, que la faillite a un intérêt à la contestation sans en être seulement l'occasion, et, d'autre part, qu'elle est encore ouverte lors du procès. *Cass.* 21 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.147.

18. — L'action exercée par un locateur de sacs tendant à la revendication des sacs existant en nature dans le patrimoine du locataire déclaré en faillite et au paiement des sacs disparus doit être considérée comme née à l'occasion de la faillite, lorsque la contestation porte uniquement sur le point de savoir si le locateur est fondé ou non à exiger de la faillite elle-même le paiement de la valeur des sacs non restitués. *Cass.* 24 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.268.

18 *bis.* — Dès lors, l'appel doit être interjeté dans la quinzaine de la signification du jugement. *Ibid.*

§ III. — *Actions en matière de sociétés commerciales.*

19. — V. *supra*, V° *Compétence civile des tribunaux d'arrondissement.*

§ IV. — *Compétence déterminée par le lieu de la promesse et de la livraison et par le lieu du paiement.*

20. — A. Règles générales. — Etendue d'application. — Une partie ne saurait, en matière de vente commerciale, décliner la compétence du tribunal du lieu où le marché a été passé et où la marchandise était payable, à moins qu'elle ne conteste sérieusement l'existence même du contrat. *Rouen* 1er *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.134.

21. — Et il n'y a pas contestation sérieuse, lorsque l'acheteur se borne à alléguer, contrairement aux documents produits, qu'il ne lui a pas été remis de double de la commande par le commis-voyageur du vendeur, et qu'il n'en a pas reçu confirmation de la part de ce dernier. *Ibid.*

22. — Le Tribunal de commerce du lieu où un mandat commercial a été confié et réalisé est compétent pour connaître du litige qui s'élève à son sujet entre le mandant et le mandataire. *Rouen* 18 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 365.

23. — Il est en effet de jurisprudence aujourd'hui constante que les dispositions de l'art. 420 C. pr. civ. attribuant compétence au Tribunal de commerce du lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée ne doivent pas être restreintes aux seuls cas visés de vente, de paiement ou de livraison de marchandises, mais que ce texte embrasse par sa généralité les contrats relatifs à tout ce qui fait l'objet d'un trafic, d'un négoce, à tout ce qui tient au commerce, à la spéculation, et que, par suite, il s'applique au mandat commercial donné par le commerçant en vue et pour l'utilité de son commerce. *Ibid.*

24. — B. Compétence du tribunal du lieu de promesses et de livraison. — Par application de l'art. 420, §, C. pr. civ., les litiges relatifs à la cession d'un licence d'un brevet d'invention rentrent dans la compétence du Tribunal du lieu où la cession a été consentie et où s'est effectuée la remise des titres concernant la propriété et la description de l'invention. *Lyon* 22 *février* 1905. *Mon. jud. Lyon* 22 *novembre* 1906.

25. — C. Compétence du tribunal du lieu de paiement. — Le mot paiement du § 3 de l'art. 420 C. pr. civ. doit s'entendre dans un sens étroit et signifie exclusivement le paiement d'une somme d'argent. *Rennes* 18 *juin* 1906. *Rec. Nantes* 423.1.1906.

26. — Par suite, n'est pas compétent, comme étant celui du lieu du paiement, le Tribunal dans l'arrondissement duquel doit s'accomplir une obligation de faire ne comportant pas le paiement d'une somme, spécialement l'obligation prise par un marinier d'exécuter vis-à-vis d'un autre les réparations à effectuer à une gabare par suite d'un abordage. *Ibid.*

27. — Le client qui a reçu sans protestation de son fournisseur des factures indiquant nettement le lieu où le paiement doit être effectué, doit être considéré comme s'étant soumis à cette clause pour toutes les opérations faites dans la suite avec ce fournisseur, à moins qu'au moment de traiter une nouvelle affaire il ne formule expressément son intention de déroger sur ce point aux précédentes conventions. *Trib. com. Nantes* 20 *juin* 1906. *Rec. Nantes* 428.1.1906. *Cf. Trib. com. Nantes* 25 *septembre* 1906. *Rec. Nantes* 385.1.1906.

28. — Le Tribunal du domicile de l'acheteur est incompétent lorsque la facture du vendeur indique que la marchandise est livrable et payable au lieu où ce dernier a son domicile (art. 420 C. pr. civ.). L'expédition contre remboursement ne déroge pas à cette clause. Elle met une simple facilité à la disposition de l'acheteur. *Lyon* 30 *janvier* 1906. *Mon. jud. Lyon* 18 *octobre* 1906.

29. — S'il est vrai de dire que, lorsque la vente a pour objet un corps certain et déterminé, le lieu du paiement, à défaut de désignation, doit être celui où cet objet se trouvait au temps de l'obligation (art. 1247 C. civ. § 1er), cette théorie est inapplicable à la vente de choses fongibles sans autre détermination que celle de leur espèce, de leur quotité et de leur origine de fabrication. Cette sorte de vente est réglée par le second paragraphe du même article 1247 C. civ. *Ibid.*

30. — Lorsqu'un courtier n'a pas les pouvoirs nécessaires pour conclure les marchés et que ces derniers doivent être acceptés par la maison de commerce, c'est le siège de ladite maison qu'il faut considérer comme le lieu de la promesse, puisque c'est à cet endroit qu'est donnée l'acceptation indispensable à la validité des marchés. *Montpellier* 21 *juillet* 1906: *Mon. jud. Midi* 309.1906.

31. — Lorsque, dans tous les marchés antérieurs, l'acheteur a accepté sans protestation que les marchandises fussent payées au domicile du vendeur, ce domicile doit être considéré comme le lieu du paiement dans un marché qui n'a pas dérogé aux conditions anciennes. *Ibid.*

COMPETENCE CRIMINELLE.

V. aussi *Degré de juridiction, Presse-outrage-diffamation, Voies de fait.*

1. — Compétence résultant de la nationalité. — Pour que les Tribunaux français de répression soient compétents pour connaître d'un délit commis par un étranger, il importe que le fait punissable se soit produit en France, au moins partiellement. *Trib. corr. Seine* 29 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 2 *août* 1906. *Mon. jud. Lyon* 2 *décembre* 1906.

2. — Spécialement, le délit d'abus de confiance a pour éléments constitutifs: 1° la préexistence de l'un des contrats dont la violation est visée par l'article 408 C. pén.; 2° la remise, en exécution de ce contrat, de l'objet dont il n'aura pas ensuite été rendu compte; 3° le détournement frauduleux de cet objet ou la dissipation des sommes ou valeurs en provenant. *Ibid.*

3. — Mais il faut, pour déterminer la compétence des Tribunaux français, distinguer entre ceux de ces éléments qui constituent des éléments intrinsèques du délit, et ceux qui constitueraient plutôt des éléments de la preuve de ce délit, les premiers seuls étant de nature, s'ils ont eu lieu en France, à attribuer compétence à nos juridictions. *Ibid.*

4. — Ainsi, le fait survenu en France de la conclusion d'une convention de dépôt ou de l'acceptation d'un mandat, ne saurait être considéré comme le commencement de l'infraction résultant de la violation, qui pourrait être ultérieurement commise, du contrat intervenu. *Ibid.*

5. — De même, une mise en demeure de restituer, signifiée sur le territoire français, n'implique pas que le délit ait été commis, même en partie, en France. *Ibid.*

6. — Spécialement, un Tribunal correctionnel de France est incompétent pour connaître du délit d'abus de confiance imputé à un étranger, alors qu'en fait les deux voitures automobiles dont le détournement était allégué se trouvaient déjà depuis plusieurs mois en Angleterre, avant la conclusion d'une convention de dépôt et de mandat entre les parties, et ont été détournées à Londres. *Ibid.*

7. — Les tribunaux français sont compétents pour connaître d'un crime commis à l'étranger par un Français revenu volontairement en France, alors même que ce crime aurait déjà été l'objet d'une poursuite et d'une condamnation devant les juridictions étrangères, si cette condamnation a été prononcée par défaut, et si l'inculpé n'a produit aucune des justifications exigées par l'art. 5 § 3 C. instr. crim., modifié par la loi du 3 avril 1903. *Cass.* 19 *février* 1904. *S.* 252.1.1906.

COMPLAINTE.

V. *Action possessoire.*

COMPLICE-COMPLICITE.

V. aussi *Presse-outrage-diffamation.*

1. — A. Caractères constitutifs et effets de la complicité en général. — La fabrication et la détention sans motifs légitimes d'engins explosifs meurtriers sont, aux termes de la loi du 18 décembre 1893, des délits intentionnels susceptibles de tous les modes de complicité du droit commun. *Paris* 11 *décembre* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *décembre* 1906, *Loi* 15 *décembre* 1906.

2. — Spécialement est complice de ce délit l'individu qui, sans avoir pris part à la fabrication des engins et sans les avoir matériellement détenus, a aidé ou assisté avec connaissance le fabricant et détenteur des explosifs dans les faits qui ont préparé, facilité et consommé son délit. *Ibid.*

3. — En matière de banqueroute frauduleuse, comme en toute autre matière, la culpabilité du complice demeure indépendante de celle de l'auteur principal, et, par suite, le défaut d'intention frauduleuse de ce dernier ne fait pas obstacle à la culpabilité du complice. *Cass.* 17 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.57. *Gaz. Trib.* 5 *octobre* 1906.

4. — Si l'art. 593 C. com. exige comme condition essentielle de son application que la complicité spéciale qu'il prévoit ait lieu dans l'intérêt du failli, il n'en est plus ainsi au cas où il s'agit de la complicité de droit commun définie par l'art. 60 C. pén., à laquelle la disposition finale de l'art. 593 1° C. com. s'est purement et simplement référé. *Ibid.*

5. — B. Recel d'objets volés. — Le recel défini par l'art. 62 C. pén. ne constitue une complicité punissable qu'autant que le fait imputé à l'auteur principal réunit tous les éléments constitutifs d'un crime ou d'un délit. *Cass.* 31 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.132, *Pand. franç.* 269.1. 1906.

6. — Spécialement lorsque le juge prononce une condamnation pour complicité par recel d'abus de confiance, il doit caractériser légalement le délit commis vis-à-vis de la partie civile, et par suite s'expliquer sur le fait imputé à l'auteur principal du détournement en spécifiant les caractères légaux de ce détournement. *Ibid.*

7. — Il y a recel punissable, si le receleur a connu la provenance délictueuse des objets, encore bien qu'il aurait ignoré le lieu et la date de la perpétration du vol. *Cass.* 29 *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.163.

COMPTE COURANT.

1. — Effets du contrat de compte-courant. — On ne saurait admettre la possibilité d'un privilège portant sur un article isolé d'un compte courant et s'étendant sur le solde du même compte courant. Tous les articles se confondent dans un ensemble indivisible qui ne permet pas de considérer séparément aucun de ces articles. *Lyon* 16 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 4 *septembre* 1906.

2. — La faillite arrête le compte courant ouvert avec le failli, de telle sorte que le solde de ce compte est fixé au jour de l'ouverture de la faillite. *Cass.* 19 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.506.

3. — D'autre part, la clause « sauf encaissement » exprimée ou sous-entendue en matière de compte courant, est convenue dans l'intérêt exclusif de celui qui reçoit les effets, et n'en suspend pas, dans ses mains, la propriété, acquise par l'endossement, jusqu'à l'événement de leur paiement réel; la faculté de résolution est un droit dont le recevant est libre d'user ou de ne pas user, selon le soin de son propre intérêt. *Ibid.*

4. — Et dès lors, si le recevant, usant de son droit, a maintenu dans la balance du compte, au crédit du remettant, des traites qu'il a reçues antérieurement à l'ouverture de la faillite de celui-ci et dont le montant n'est pas contesté, la dette du recevant est liquidé et exigible à la date de la faillite et peut se compenser légalement jusqu'à due concurrence avec une dette plus élevée du remettant. *Ibid.*

COMPULSOIRE.

1. — Des cas dans lesquels il y a lieu a compulsoire. — S'il est vrai que, pour pouvoir revendiquer la chose léguée entre les mains d'un tiers, le légataire particulier est tenu de former préalablement une demande en délivrance, cette obligation ne lui est imposée qu'autant qu'il prétend faire reconnaître son droit de propriété sur la chose léguée. *Trib. civ. Seine* 28 *février* 1906. *Gaz. Trib.* 25 *juillet* 1906.

2. — Le droit à la chose léguée, que lui confère l'article 1014 C. civ., l'autorise, sans qu'il soit besoin d'introduire une demande en délivrance, à procéder à toutes mesures d'instruction le mettant à même de se rendre compte des forces de la succession et notamment à recourir à la procédure de compulsoire, conformément à l'article 846 C. pr. civ., pour prendre connaissance dans l'étude où elle est déposée, de la minute de l'inventaire dressé à la suite du décès du testateur. *Ibid.*

CONCESSIONS.

3. — La nature juridique du contrat intervenu entre l'Etat et une Société, en l'espèce « L'Optique », au sujet de la jouissance, pendant un temps déterminé et moyennant une redevance, d'un emplacement du domaine public, pour y créer une attraction, à l'occasion et sur le terrain de l'Exposition universelle de 1900, est une simple concession administrative et non un bail dans les termes du droit civil, malgré la lettre du contrat contenant réserve stipulée du privilège du bailleur: *Paris* 25 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 17 *septembre* 1906.

4. — Cette concession ne saurait donner ouverture, au profit de l'Etat, à l'exercice du privilège de l'article 2102 C. civ. *Ibid.*

CONCIERGE.

V. *Bail, Responsabilité civile.*

CONCLUSIONS.

1. — A. Forme des conclusions. — Significations. — Si la copie d'un exploit tient lieu d'original à la partie qui le reçoit, il est de principe incontestable que le dispositif d'un exploit d'ajournement peut être modifié par l'augmentation du chiffre de la demande et que les demandes, même formulées dans des conclusions déposées et signifiées, peuvent être changées, rectifiées et augmentées, pourvu que les conclusions nouvelles ne soient que le développement de la demande originaire et s'y rattachent par l'identité du fait sur lequel elles se fondent avec le fait générateur de la demande initiale. *Grenoble* 6 *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 26 *novembre* 1906. *Loi* 6 *décembre* 1906.

2. — Aux termes de l'article 70 du décret du 30 mai 1808, les avoués sont tenus, dans les affaires portées aux audiences, de signifier leurs conclusions trois jours au moins avant l'audience. Il appartient au ministère public d'assurer l'exécution de ces prescriptions réglementaires. *Trib. civ.* 23 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.222.

3. — B. Effets. — Les conclusions ne deviennent irrévocables que lorsqu'il en a été donné acte par le juge ou qu'il est intervenu entre les parties sur l'objet desdites conclusions un contrat judiciaire résultant de l'accord de leurs volontés et de la constatation par le juge de leurs engagements et acceptations réciproques. *Grenoble* 6 *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 26 *novembre* 1906.

4. — En conséquence, l'acceptation par le défenseur d'une demande en dommages-intérêts dénaturée par une erreur de copie de l'exploit (4.000 fr. au lieu de 40.000) ne saurait être retenue comme constituant un accord sur indemnité. *Ibid.*

CONCORDAT.

V. *Faillite, Liquidation judiciaire.*

CONCURRENCE DELOYALE.

V. *Brevet d'invention, Liberté commerciale et industrielle, Propriété industrielle et commerciale.*

CONGREGATION RELIGIEUSE.

V. *Associations, Associations illicites, Impôt sur le revenu.*

CONNAISSEMENT.

V. *Charte-partie et connaissement.*

CONNEXITE.

1. — Il n'y a pas lieu à renvoi pour cause de connexité quand les deux Tribunaux saisis ne sont pas tous deux français, car entre deux jugements rendus l'un par un Tribunal français, l'autre par un Tribunal étranger, le conflit de décision ne peut avoir de conséquences sérieuses puisque le jugement étranger n'est pas exécutoire par lui-même et que l'exécution peut être refusée en opposant l'exception de chose jugée. *Besançon* 13 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.450.

CONSEIL DE FAMILLE.

V. *Contrat de mariage.*

CONSEIL D'ETAT.

V. aussi *Compétence administrative, Travaux publics.*

1. — A. Attributions contentieuses. — Lorsqu'un arrêté municipal n'a été ni rapporté par son auteur, ni annulé par le préfet, il y a lieu de statuer sur le recours formé contre cet arrêté, bien que le maire ait déclaré avoir renoncé à le faire exécuter. *Cons. d'Et.* 9 *décembre* 1904. *D.* 72.3.1906.

2. — Des conseillers généraux agissant en cette seule qualité ne sont pas recevables à déférer au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir un décret prononçant l'annulation d'une délibération du conseil général portant division d'une commune en sections électorales. *Cons. d'Et.* 10 *février* 1905. *D.* 87.3.1906.

3. — Les électeurs de la commune sont, au contraire, recevables à former un pourvoi à cette fin. *Ibid.*

4. — Lorsqu'un décret, autorisant l'hôpital d'une commune à accepter un legs universel fait à cet établissement, a été rendu après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois et règlements, les ayants cause du testateur, qui n'invoquent à l'appui de leur requête aucun moyen pouvant servir de base à un recours pour excès de pouvoirs, ne sont pas fondés à demander l'annulation dudit décret. *Cons. d'Et.* 23 *février* 1906. *Pand. franç.* 60.4.1906.

5. — B. Procédure en matière contentieuse. — Le délai du recours au Conseil d'Etat, étant d'ordre public, n'est pas prolongé par l'introduction d'une instance devant une juridiction incompétente (dans l'espèce, devant le conseil de préfecture). *Cons. d'Et.* 16 *décembre* 1904, *D.* 57.3.1904.

6. — Si le recours contre une décision de commission départementale peut être formé sans frais devant le Conseil d'Etat par application des art. 88 de la loi du 10 août 1871 et 4 de la loi du 20 août 1881, cette disposition ne s'étend pas au recours formé pour excès de pouvoir contre une décision par laquelle le conseil général a statué sur l'appel formé de-

vant lui contre une décision de la commission départementale. *Ibid.*

7. — En conséquence, si le recours est dispensé en vertu de l'art. 1er du décret du 2 novembre 1864, des frais autres que ceux du timbre et d'enregistrement, il n'est pas recevable s'il n'a pas été soumis aux formalités du timbre et de l'enregistrement. *Ibid.*

8. — Une demande rentrant dans le contentieux de pleine juridiction ne peut être introduite directement au Conseil d'Etat contre l'Administration ; les affaires contentieuses ne peuvent être introduites devant le Conseil, que sous la forme d'un recours contre une décision administrative. *Cons. d'Etat* 30 *juin* 1905. *Pand. franç.* 27.4.1906.

9. — Il en est ainsi, notamment, pour une demande contentieuse formée contre un département ; il n'appartient qu'au conseil général du département de se prononcer sur cette demande, avant que le Conseil d'Etat puisse en être saisi. *Ibid.*

10. — Spécialement, lorsqu'un département réclame à un autre le remboursement des frais d'entretien dans un hôpital d'un malade ayant un domicile de secours dans le second département, la réclamation ne peut être portée au Conseil d'Etat qu'après une décision du conseil général de ce second département. *Ibid.*

11. — Et la lettre du préfet faisant connaître qu'il estime qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la demande du département qui réclame ne peut tenir lieu de la délibération du conseil général. *Ibid.*

CONSEIL DE PREFECTURE.

V. aussi *Contributions directes*, *Travaux publics*.

1. — A. Attributions. — Lorsque l'état de l'instruction d'une affaire ne permet pas au Conseil d'Etat de statuer au fond, il y a lieu de renvoyer l'affaire devant le conseil de préfecture pour être statué (par exemple, sur une demande en indemnité pour dommages permanents). *Cons. d'Etat* 30 *juin* 1905. *Pand. franç.* 23.4.1906.

2. — B. Des voies de recours. — Le directeur du génie et le secrétaire général de la préfecture sont sans qualité pour défendre aux lieu et place du préfet devant le conseil de préfecture à une action intentée contre l'Etat par un entrepreneur de travaux publics exécutés pour le compte du ministère de la guerre. *Cons. d'Et.* 18 *et* 25 *mars* 1904. *S.* 86.3.1906.

3. — Il en est de même des ingénieurs des ponts et chaussées pour des instances dirigées contre l'Etat à raison de travaux exécutés pour le compte du ministère des travaux publics. *Ibid.*

4. — Dans le cas où, dans l'instance, les mémoires pour l'Etat ont tous été signés par le directeur du génie ou le secrétaire général de la préfecture l'arrêté du Conseil de préfecture est rendu par défaut contre l'Etat, et, par suite, il n'est susceptible d'être déféré au Conseil d'Etat, qu'après l'expiration du délai d'opposition. *Ibid.*

5. — Mais si la partie a fait à la personne du préfet, comme représentant l'Etat, la notification de l'arrêté du conseil de préfecture dans la forme prescrite par l'art. 51 de la loi du 22 juillet 1889 pour les décisions contradictoires, la partie a ainsi reconnu le caractère contradictoire de l'arrêté, et, par suite, elle n'est pas fondée à prétendre qu'un recours du ministre contre cet arrêté, formé avant l'expiration du délai d'opposition, est prématuré, et, comme tel, non recevable. *Ibid.*

CONSEIL DES PRUD'HOMMES.

V. *Prud'hommes*.

CONSEIL GENERAL.

V. aussi *Elections départementales*, *Elections municipales*.

1. — Fonctionnement et attributions. — Si, aux termes de l'art. 56 de la loi du 10 août 1871, le préfet doit présenter, huit jours au moins à l'avance, à la session d'août, un rapport spécial et détaillé sur la situation du département et l'état des différents services, et, à l'autre session ordinaire, un rapport sur les affaires qui doivent lui être soumises au cours de cette session, cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le préfet saisisse le conseil général, même au cours des sessions, soit de rapports complémentaires de ceux déjà présentés, soit même de rapports sur des affaires nouvelles, dont l'instruction n'aurait pu se faire ou être terminée avant l'ouverture des sessions. *Cons. d'Et.* 4 *août* 1905. *S.* 49.3.1906.

2. — Un conseiller général est recevable à former un recours pour excès de pouvoir contre une délibération du conseil général, suivie d'une concession de tramways, et qu'il prétend avoir été rendue en violation des formes prescrites par l'art. 56 de la loi du 10 août 1871. *Ibid.*

CONSEIL JUDICIAIRE.

1. — A. Quelles personnes peuvent être pourvues d'un conseil judiciaire et pour quelles causes. — Une administration imprudente et imprévoyante, même dangereuse, ne suffit pas pour autoriser la dation d'un conseil judiciaire. Les Tribunaux ne peuvent enlever au propriétaire le droit absolu de disposer de ses biens comme il le juge convenable que lorsqu'il est justifié de dépenses désordonnées, incohérentes et improductives, d'une dissipation avérée du capital, de manière à amener la ruine dans un avenir plus ou moins rapproché. *Rouen* 16 *mai* 1906. *Rec. de Caen et de Rouen* 96.1906.

2. — Des dépenses et des emprunts faits en connaissance de cause et dans un but d'utilité, peut-être insuffisamment raisonné, ne peuvent être considérés comme des actes de prodigalité pouvant donner lieu à une dation de conseil judiciaire. *Ibid.*

3. — B. quelles personnes peuvent être nommées conseil judiciaire. — En aucun cas le conseil judiciaire n'est désigné de plein droit par la loi: une telle désignation appartient au tribunal qui a un pouvoir souverain pour apprécier les circonstances qui nécessitent la nomination d'un conseil judiciaire et pour choisir la personne qu'il convient de charger de cette mission. *Cass.* 18 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.156. *Pand. franç.* 307.1.1906. *D.* 328.1.1906.

4. — Spécialement le refus de désigner comme conseil judiciaire la mère du prodigue est suffisamment motivé et justifié par la possibilité d'une opposition d'intérêts entre la mère et le fils dont les biens sont indivis. *Ibid.*

5. — C. Effets de la nomination du conseil judiciaire. — Un conseil judiciaire ne saurait être considéré comme un tiers dans une instance où il défend les intérêts du prodigue qu'il assiste et il a qualité pour attaquer par la voie ordinaire les jugements rendus contre ledit prodigue. *Trib. com. Seine* 14 *septembre* 1906. *Loi* 8 *novembre* 1906, *Gaz. Trib.* 29 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 17 *novembre* 1906.

6. — Mais il n'est pas recevable à y former une tierce opposition, lorsque (comme en l'espèce) le jugement dont il poursuit l'annulation a été rendu antérieurement à sa nomination. *Ibid.*

7. — D. Remplacement et main-levée du conseil judiciaire. — Les prescriptions de l'art. 513 C. civ., défendant au prodigue de plaider sans l'assistance de son conseil, comportent une exception nécessaire et certaine, en ce qui touche les instances ayant pour but la main-levée du conseil judiciaire, son remplacement ou la solution des difficultés et des divergences de vues irréductibles qui pourraient s'élever entre le prodigue et le conseil chargé de l'assister. *Trib. civ. Seine* 30 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.273. *Gaz. Trib.* 12 *octobre* 1906.

8. — D'autre part, limité aux seules questions qui viennent d'être indiquées, un débat judiciaire entre le prodigue et son conseil ne présente aucun des inconvénients ou des dangers en vue desquels le législateur a prescrit les mesures de protection énumérées dans l'art. 513 C. civ. *Ibid.*

9. — En conséquence, le prodigue a pleine qualité pour défendre seul à la demande de remplacement introduite par son conseil. *Ibid.*

CONTRAINTE PAR CORPS.

1. — Personnes contraignables. — La loi du 12 avril 1906, en élevant à dix-huit ans l'âge de la majorité pénale, n'a modifié en rien les dispositions de l'art. 13 de la loi du 22 juillet 1867 aux termes duquel les mineurs de seize ans bénéficient seuls d'une exonération absolue en ce qui concerne la contrainte par corps. *Trib. corr. Valenciennes* 31 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.383. *Cf. Trib. corr. Vienne* 7 *novembre* 1906 .*Mon. jud. Lyon* 23 *novembre* 1906.

2. — En conséquence, la contrainte par corps peut être prononcée contre un mineur de seize à dix-huit ans condamné à l'amende et à la prison pour délit de contrebande. *Ibid.*

CONTRAT.

V. *Obligations*.

CONTRAT DE MARIAGE.

V. aussi *Communauté conjugale*.

1. — A. Consentement des parties dans le contrat de mariage et capacité. — Les conventions faites par un mineur dans un contrat de mariage ne sont valables que s'il a été assisté des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage. *Trib. civ. Pau* 7 *juillet* 1906. *Loi* 22 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 5 *octobre* 1906.

2. — L'assistance du conseil de famille au contrat de mariage consiste dans l'approbation formelle donnée à toutes les clauses du contrat et dans un avis collectif. *Ibid.*

3. — Sont nulles les clauses d'un contrat qui n'ont pas été préalablement soumises au conseil de famille, nonobstant l'assistance d'un délégué qui aurait été chargé d'intervenir au contrat. *Ibid.*

4. — La nullité est absolue, d'ordre public et ne peut être couverte même par le consentement ultérieur que le conseil donnerait au mariage et aux clauses du contrat. *Ibid.*

5. — B. Immutabilité des conventions matrimoniales. — La convention à titre onéreux, par laquelle l'un des époux reçoit d'un tiers, sous la condition qu'il

lui restera propre, un bien que le régime matrimonial, auquel cet époux est soumis, fait tomber dans la communauté, est, quant à cette condition, en vertu du principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, sans valeur à l'égard de l'autre époux. *Cass.* 6 *juillet* 1905. *D.* 373.1.1906.

6. — Il en est de même des droits supplémentaires attribués par ladite société à cette personne comme promoteur et organisateur des branches d'assurances nouvelles exploitées par la société. *Ibid.*

CONTRAVENTIONS.

V. *Voirie.*

CONTRE-LETTRE.

V. *Preuve littérale.*

CONTREFAÇON.

V. *Brevet d'invention, Propriété industrielle et commerciale, Propriété littéraire et artistique.*

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

V. aussi *Patentes, Taxes.*

1. — A. Contribution foncière et taxe des biens de mainmorte. — Dans le cas où un propriétaire, dont les semis de bois ont été détruits, a procédé à leur renouvellement, le délai dans lequel ce propriétaire est recevable à demander pour cette opération le bénéfice de l'exemption partielle de l'impôt foncier est le délai de trois mois à compter de la publication du rôle de l'année qui suit celle où a lieu le renouvellement des semis. *Cons. d'Et.* 8 *juillet* 1904. *S.* 128.3.1906.

2. — Un four dont une commune est propriétaire et dont elle abandonne la jouissance aux habitants ne peut être considéré comme affecté à un service public et, par suite, bien qu'il soit non productif de revenus, il n'est pas exempt de l'impôt foncier. *Cons. d'Et.* 25 *février* 1905. *D.* 96.3.1906.

3. — B. Contribution personnelle et mobilière. — Lorsqu'une société civile reçoit et loge dans un château lui appartenant, conformément aux obligations que lui imposent ses statuts, des hospitalisés appartenant à des catégories déterminées qu'elle n'a pas pris l'engagement de conserver et qu'elle est libre de congédier, elle doit être considérée comme ayant conservé la disposition de l'habitation et elle est, par suite, passible de la contribution mobilière. *Cons. d'Et.* 16 *décembre* 1904. *D.* 61.3.1906.

4. — Lorsqu'une taxe (en l'espèce la taxe municipale de la ville de Lyon créée en remplacement des droits d'octroi) est établie « sur tous les locaux meublés servant à l'habitation personnelle », comme l'est elle-même la contribution mobilière, il faut reconnaître le caractère imposable aux locaux meublés affectés au service d'un être collectif, tel qu'une société, aussi bien qu'à ceux occupés par un individu. *Cons. d'Et.* 16 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.428. *Gaz. Trib.* 18 *novembre* 1906.

5. — En l'absence de toute disposition modifiant le règlement sur le casernement, qui distingue seulement deux situations, celle d'officier marié ou veuf avec enfants et celle d'officier célibataire, un officier avec troupes, qui vit avec sa mère veuve, ne saurait se prévaloir de la décision ministérielle du 12 février 1900 pour prétendre qu'il doit être assimilé à un officier marié; par suite, il doit être assujetti à la contribution mobilière d'après la somme représentant l'excédent de la valeur locative de son habitation particulière sur celle des locaux auxquels il aurait droit dans les bâtiments de l'État, eu égard à son grade et à sa situation d'officier célibataire. *Cons. d'Et.* 9 *mars* 1904. *S.* 83.3.1906.

6. — C. Contribution des portes et fenêtres. — Un bâtiment contenant un moteur à pétrole et des appareils mécaniques destinés à faire monter l'eau à l'usage de la maison de retraite doit être considéré comme une usine dans le sens de la loi du 4 frimaire an 7, et est, par suite, imposable à la contribution des portes et fenêtres. *Cons. d'Et.* 16 *décembre* 1904. *D.* 61.3.1906.

7. — Doit être considéré comme une manufacture un local éclairé par dix ouvertures, dans lequel des ouvriers, au nombre de trente à quatre-vingts, sont occupés à la surveillance et à la manipulation de cocons et de graines de vers à soie. *Cons. d'Et.* 9 *décembre* 1903. *S.* 53.3.1906.

8. — Il n'importe que l'industrie du grainage ne dure guère plus d'un mois, et que, pendant le reste de l'année, l'atelier soit ou totalement inoccupé, ou affecté à des opérations n'ayant pas un caractère industriel. En conséquence, le propriétaire de cet établissement est fondé à demander à être exempté de la contribution des portes et fenêtres. *Ibid.*

9. — D. Réclamations. — Sous la législation antérieure à la loi du 11 décembre 1902, lorsqu'une fille a signé une réclamation au nom de sa mère gravement malade, elle doit être réputée avoir reçu mandat verbal de celle-ci et, par suite, c'est à tort que le conseil de préfecture rejette la réclamation comme non recevable. *Cons. d'Et.* 30 *mai* 1905. *D.* 69.3.1906.

10. — Sous l'empire de la loi du 11 décembre 1902, un contribuable ne peut être considéré comme ayant constitué un mandataire et, par suite, c'est à tort que le conseil de préfecture déclare sa réclamation non recevable par défaut de mandat régulier, lorsque ce contribuable, étant illettré, a dû faire rédiger et signer sa réclamation par un tiers en se réservant de la suivre personnellement devant le conseil de préfecture. *Cons. d'Et.* 9 *novembre* 1904. *D.* 69.3.1906.

11. — E. Poursuites. — Compétence. — Procédure. — Revendication. — Privilège du trésor. — Prescription. — Lorsqu'un propriétaire n'a pas entendu réclamer devant le conseil de préfecture la décharge de contributions qui auraient été mises à tort à la charge de son locataire, mais qu'il a soutenu que le montant des contributions dues par ce dernier avait été indûment prélevé sur le prix des meubles garnissant les lieux loués par préférence au privilège du propriétaire, il s'agit d'une question de règlement de privilèges, sur laquelle il n'appartient qu'aux tribunaux judiciaires de statuer, et c'est à tort que le conseil de préfecture statue au fond sur la réclamation dont s'agit. *Cons. d'Et.* 24 *juin* 1904. *S.* 124.3.1906.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

V. aussi *Chemins de fer, Taxes.*

Index alphabétique

Action publique 17.
Bonne foi 20.
Circonstances atténuantes 20.
Confiscations 20.
Contrebande 16.
Dénaturation d'alcool 2.
Distillation 1.
Distillerie agricole 8.
Loueur d'alambic 1.
Médicaments 3 et s.
Mesurage des bacs 9.
Poursuites 15 et s.
Prescription 13 et s.
Privilège de la Régie 12.
Procédure de l'appel 19.
Produits pharmaceutiques 2.
Recouvrement des droits 12.
Signification du jugement 18.
Spiritueux 6.
Tolérance aux marchands en gros 7.
Vins de liqueur 6 et s.

---

§ I. — *Obligations auxquelles sont soumis les distillateurs, brasseurs, liquoristes et autres fabricants de boissons et les marchands en gros* (n. 1).

§ II. — *Recouvrement des droits et instances civiles* (n. 11).

§ III. — *Prescription. — Fins de non-recevoir* (n. 13).

§ IV. — *Poursuites correctionnelles. — Peines* (n. 15).

---

§ 1. — *Obligations auxquelles sont soumis les distillateurs, brasseurs, liquoristes et autres fabricants de boissons et les marchands en gros.*

1. — Aux termes de l'art. 11 de la loi du 29 décembre 1900, « tout loueur d'alambic ambulant est tenu... de consigner sur un cahier journal... le jour, l'heure et le lieu où commence et s'achève chacune de ses distillations, les quantités et espèces de matières mises en œuvre par lui et par leurs produits à la fin de chaque journée... », mais ces mots « à la fin de chaque journée » ne concernent que la mention des produits, les autres mentions devant être consignées au début et à la fin de chaque distillation. *Caen* 25 *janvier* 1906. *Rec. Rouen et Caen* 140. 1906, *D.* 276.2.1906.

2. — Le dénaturateur d'alcool qui, sans une autorisation préalable, laisse sortir des locaux affectés à la dénaturation des produits pharmaceutiques à base d'alcool, même exclusivement médicamenteux, est en contravention à l'art. 15, 2e alinéa du décret du 1er juin 1898, qui interdit la sortie de tout alcool non dénaturé suivant les prescriptions réglementaires. *Cass.* 28 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.28. *Gaz. Trib.* 23 *septembre* 1906.

3. — Les expressions « locaux affectés à la dénaturation de l'alcool », visées dans la loi du 16 décembre 1897 et le décret du 1er juin 1898, comprennent non seulement les ateliers où s'opèrent les dénaturations, mais aussi les dépendances figurant au plan annexé à la demande d'autorisation; ces locaux constituent, dans leur ensemble, avec les magasins qui font l'objet d'une mention spéciale dans les art. 4 et 15 du décret, l'établissement de dénaturation, lequel ne peut avoir de communication que par la voie publique avec tous autres locaux où se trouveraient des alcools non dénaturés destinés à la vente. La détention de produits à base d'alcool exclusivement médicamenteux dans une sellerie attenante à l'établissement de dénaturation constitue donc une contravention. *Ibid.*

4. — S'il est vrai que l'alcool employé à la préparation de substances exclusivement médicamenteuses perd sa nature primitive pour contribuer à la formation d'un produit nouveau et qu'il subit une véritable dénaturation, cette dénaturation, qui n'a pas été effectuée d'après les procédés et à l'aide des dénaturants réglementaires, ne peut le soustraire à la prohibition découlant de la disposition de l'art. 15 du décret du 1er juin 1898 et justifier sa détention dans un établissement de dénaturation. *Ibid.*

5. — Les préparations pharmaceutiques à base d'alcool, quand elles ont exclusivement le caractère de médicaments, ne sont pas soumises aux droits établis sur l'alcool, mais l'alcool qui entre dans leur composition doit avoir satisfait à l'impôt. Si ces produits ont été fabriqués avec de l'alcool reçu sous le bénéfice du crédit des droits, il y a fraude aux taxes de consommation, d'entrée et d'octroi, et, dès lors, le fabricant doit être condamné non seulement aux amendes encourues, mais encore au remboursement des droits fraudés. *Ibid.*

6. — Si les vermouts et vins de liqueur

sont assimilés aux spiritueux en ce que l'art. 21 de la loi du 13 avril 1898 les impose pour leur force alcoolique, ils forment cependant une catégorie spéciale, distincte des spiritueux proprement dits, à raison de leur nature et du tarif différent qui leur est appliqué. *Cass.* 26 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.409. *Gaz. Trib.* 6 *janvier* 1907.

7. — En conséquence, la tolérance de 5 % accordée aux marchands en gros sur leurs déclarations doit être calculée séparément sur ces deux sortes de boissons; et si un excédent de plus de 5 % d'alcool est constaté sur la quantité déclarée des vermouts et vins de liqueur, le marchand en gros doit être condamné, alors même que cet excédent ne dépasserait pas, sur l'ensemble des spiritueux contenus dans ses magasins, la tolérance d'erreur admise par l'article 10 de la loi du 19 juillet 1880. *Ibid.*

8. — Au cours du fonctionnement d'une distillerie agricole, il n'y a de prise en charge régulière que si elle a eu lieu au moment où les flegmes sont extraits des bacs jaugeurs (art. 21 du décret du 19 septembre 1879). *Trib. civ. Pontoise* 3 *avril* 1906. *Gaz. Trib.* 14 *octobre* 1906.

9. — Lorsque la distillation est déterminée, l'Administration des contributions indirectes peut prendre en charge l'alcool contenu dans les flegmes, sans que ceux-ci soient extraits des bacs jaugeurs; mais, pour que cette prise en charge mentionnée sur les portatifs vaille jusqu'à inscription de faux, il est nécessaire que les bacs jaugeurs aient fait l'objet d'un mesurage effectif et qu'ils aient été gradués en hectolitres (art. 7 du décret du 19 septembre 1879). *Ibid.*

10. — Dans le cas où il n'y a pas eu un mesurage effectif et si la graduation des bacs a été faite non en hectolitres, mais au centimètre moyen, les mentions des portatifs en ce qui concerne la prise en charge ne font plus foi jusqu'à inscription de faux, mais seulement jusqu'à preuve contraire. *Ibid.*

§ II. — *Recouvrement des droits et instances civiles.*

11. — La condamnation à l'amende entraîne de plein droit l'obligation de payer les décimes et demi-décimes; ceux-ci doivent, dès lors, être recouvrés en vertu du même titre et dans les mêmes formes et conditions que le principal de l'amende. *Cass.* 17 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.379. *Gaz. Trib.* 28 *novembre* 1906.

12. — Ils ne peuvent être recouvrés par voie de contrainte comme en matière d'impôts et ils ne sauraient bénéficier, en cas de faillite du redevable, du privilège accordé à la Régie par l'article 47 du décret du 1er germinal an XIII. *Ibid.*

§ III. — *Prescription. Fins de non-recevoir.*

13. — Toutes les contraventions qui ont leur source dans l'acquit-à-caution sont prescrites par un laps de quatre mois écoulé à partir de la date de la décharge de cet acquit. (Ordonnance du 11 juin 1816, art. 7). *Cass.* 8 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.442. *Mon. jud. Lyon* 1er *décembre* 1906. *Loi* 27 *novembre* 1906.

14. — Cette prescription libératoire s'applique à toute demande de la Régie, même aux contraventions aux formalités prescrites par les lois postérieures, et notamment par la loi du 6 avril 1897, pour les déclarations préalables à la délivrance d'un acquit-à-caution. *Ibid.*

§ IV. — *Poursuites correctionnelles. Peines.*

15. — Un tribunal ne peut relaxer un individu poursuivi en vertu d'un procès-verbal régulier sous la prévention de distillation frauduleuse, sans justifier sa décision de relaxe, en démontrant l'inexactitude des affirmations des agents et l'insuffisance des éléments de preuve constatés. *Cass.* 1er *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.91.

16. — Lorsqu'au cours d'une instruction ouverte pour faits de contrebande, d'autres individus sont découverts comme ayant coopéré à la fraude, le ministère public est substitué à la régie, et son action s'exerce dans les termes du droit commun. *Trib. corr. Versailles* 17 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 22 *août* 1906.

17. — Dès lors, l'ordonnance de non-lieu rendue en faveur d'un complice présumé a l'autorité de la chose jugée et s'oppose à ce que cet individu soit l'objet de nouvelles poursuites correctionnelles de la part de l'Administration. *Ibid.*

18. — Aucune disposition de droit commun ou des lois spéciales n'oblige la Régie à faire signifier un jugement avant d'en interjeter appel. *Poitiers* 6 *avril* 1906. *Loi* 24 *juillet* 1906, *Mon. jud. Lyon* 4 *août* 1906.

19. — L'appel introduit par la Régie, après la promulgation de la loi du 6 août 1905, ne peut plus l'être par exploit d'huissier, mais doit être interjeté par la déclaration au greffe prescrite par l'art. 203 C. inst. crim. *Ibid.*

20. — L'article 19 de la loi du 29 mars 1897, en spécifiant que l'article 463 C. pén. peut être appliqué lorsque la bonne foi du contrevenant est établie, et en exigeant que les juges motivent expressément leur décision auxquelles est subordonnée la faculté de réduire les amendes et de supprimer les confiscations, et a, par cela même, interdit aux juges de s'inspirer, pour atténuer la peine, d'autres considérations que de la bonne foi du prévenu. *Rouen* 7 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 10 *septembre* 1906.

21. — En conséquence, un Tribunal ne saurait, pour faire bénéficier des circonstances atténuantes le négociant en alcools inculpé d'avoir transporté des eaux-de-vie sans déclaration ni paiement de droits, se fonder sur ce qu'il avait fait des aveux et n'était pas un délinquant habituel, alors que les circonstances de la cause établissent la mauvaise foi du prévenu. *Ibid.*

CONVENTION DE BERNE.

V. *Chemin de fer.*

CORRUPTION DE FONCTIONNAIRE.

Rentre comme agent de l'autorité administrative dans la catégorie des personnes visées par les art. 177 et 179 C. pén. l'agent auxiliaire de la sûreté qui reçoit comme tel du commissaire de police, chef de la sûreté, des instructions et des ordres qu'il doit exécuter, alors même qu'il ne serait pas commissionné et n'aurait pas prêté serment. *Cass.* 16 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.476.

COULISSIER.

V. *Agent de change, Effets publics.*

COUPS ET BLESSURES.

V. *Homicide et blessures par imprudence. — Voies de fait.*

COUR D'ASSISES.

V. aussi *Cassation. — Instruction et procédure criminelles.*

Index alphabétique

Assistance des jurés 7 et s.
Audition des témoins 7 et s.
Commerçant en liquidation judiciaire 1.
Déclaration du jury 12 et s.
Droit de récusation 2
Droit du ministère public 9.
Juré qui dort 12.
Lecture de la déclaration 14.
Mise en liberté provisoire 16.
Nullité des débats 3.
Position des questions 11.
Pouvoir du président 5, 11
Questions au jury 10 et s.
Renvoi de l'affaire 16 et s.
Résumé interdit 4.
Surdité d'un juré 3.

---

§ I. — *Organisation de la Cour d'assises et formation du jury* (n. 1).

§ II. — *Procédure antérieure aux débats* (n. 2).

§ III. — *Des débats* (n. 4).

§ IV. — *Questions au jury* (n. 10).

§ V. — *Délibération et déclaration du jury. — Application par la Cour de la délibération. — Procès-verbal des débats* (n. 12).

§ VI. — *Sursis au jugement et renvoi à la session suivante* (n. 16).

---

§ I. — *Organisation de la Cour d'assises et formation du jury.*

1. — Le commerçant en état de liquidation judiciaire n'est pas incapable d'être juré. *Cass.* 31 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.77. *Pand. franç* 248.1.1906.

§ II. — *Procédure antérieure aux débats.*

2. — Si les arrêts par lesquels les cours d'assises statuent sur les causes d'exonération, sur les excuses ou sur les retranchements à opérer, sont des actes d'administration que les accusés ne peuvent critiquer lorsqu'il reste sur la liste trente jurés idoines à l'égard desquels ils peuvent exercer leur droit de récusation, il en est autrement lorsqu'il reste moins de trente jurés titulaires. *Cass.* 25 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.187. *Gaz. Trib.* 18 *octobre* 1906.

3. — La surdité d'un des jurés n'est pas de nature à entraîner la nullité des débats, du verdict et de l'arrêt de condamnation, si elle n'est qu'intermittente et si le juré, dispensé ultérieurement pour cette cause au cours de la même session, n'a pas prétendu ce jour-là que cette infirmité le mit hors d'état de siéger et de suivre les débats. *Cass. crim.* 5 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.59.

§ III. — *Des débats.*

4. — L'exposé de l'affaire, prévu par l'art .267. C. inst. crim., fait par le président aux jurés ne saurait être assimilé au résumé interdit par la loi comme susceptible d'exercer une influence illégale sur l'opinion du jury. *Cass.* 25 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.187.

5. — Le président des assises a, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, le droit de faire apporter, dans le cours des débats, toutes pièces nouvelles qui, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience par les accusés ou les témoins, lui semblent pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté. *Ibid.*

6. — Bien qu'un témoin ait précédemment déposé au cours d'une information clôturée par une ordonnance de non-lieu au profit de l'accusé, son audition

nouvelle par la Cour d'assises ne peut entraîner la nullité de la procédure et de l'arrêt de condamnation, si elle a eu lieu sans opposition. *Ibid.*

7. — Lorsqu'à la suite d'un incident contentieux soulevé devant elle, la Cour d'assises, statuant régulièrement, décide de faire abstraction de la déposition d'un témoin, laquelle sera rejetée du débat et considérée comme non avenue, cette décision ne met pas obstacle au droit que conserve le président de faire entendre ce témoin, à titre de simple renseignement, en vertu de son pouvoir discrétionnaire. *Ibid.*

8. — Lorsque les témoins cités à la requête du ministère public ne se sont pas présentés, il ne saurait en être tiré grief contre l'arrêt de condamnation, si, d'une part, ni l'accusé ni son conseil n'ont demandé le renvoi de l'affaire à une autre session, et si, d'autre part, la Cour d'assises, ne jugeant pas leur audition indispensable à la manifestation de la vérité, a ordonné qu'il serait passé outre aux débats. *Cass.* 29 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.221, *Gaz. Trib.* 27 *octobre* 1906.

9. — Le ministère public a le droit de dire tout ce qu'il croit convenable et nécessaire au bien de la justice comme de produire tous les documents et de donner toutes les explications qui lui paraissent utiles, sauf le droit des parties d'examiner les documents produits et de débattre les raisonnements présentés par le ministère public. *Cass.* 25 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.187.

§ IV. — *Questions au jury.*

10. — Le président n'est pas tenu de poser des questions dans des termes identiques à ceux du dispositif de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation; il peut en modifier la formule, pourvu qu'il n'altère pas la substance de l'accusation et qu'il n'ajoute pas des faits nouveaux à ceux relevés par l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation. *Cass.* 25 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.187.

11. — La position des questions appartient d'ailleurs au président de la Cour d'assises, tant qu'aucune contestation ne s'élève sur l'exercice de ce pouvoir. *Ibid.*

§ V. — *Délibération et déclaration du jury. Application par la Cour de la délibération. Procès-verbal des débats.*

12. — La déclaration du jury ne peut être régulière qu'autant que tous les jurés ayant participé à la délibération ont assisté à tous les débats, et lorsqu'un arrêt constate que l'un des jurés a dormi et ronflé pendant une partie des débats et notamment pendant toute la durée de l'interrogatoire, et que d'ailleurs le même juré était hors d'état de siéger, il en résulte que ce juré n'a pas réellement assisté à tous les débats. *Cass.* 27 *août* 1903. *S.* 384.1.1906.

13. — Dès lors la déclaration du jury est entachée d'irrégularité et ne peut servir de base légale à la condamnation intervenue. *Ibid.*

14. — La lecture de la déclaration du jury à l'accusé est une formalité substantielle, dont l'inobservation porte une atteinte grave au droit de défense. *Cass.* 24 *avril* 1903. *S.* 244.1.1906.

15. — Et la nullité, qui en doit être la conséquence, ne peut être couverte par l'interpellation que le président aurait faite à l'accusé, conformément à l'art. 363 C. inst. crim., puisqu'elle ne prouve pas l'observation de la formalité prescrite par l'art. 357. C. instr. crim., et ne saurait en tenir lieu. *Ibid.*

§ VI. — *Sursis au jugement et renvoi à la session suivante.*

16. — Lorsqu'il est établi qu'un accusé est dans l'impossibilité d'assister aux débats, la Cour d'assises peut, avant même qu'il soit procédé au tirage du jury de jugement, ordonner le renvoi de l'affaire à la plus prochaine session utile, et accorder à l'accusé sa mise en liberté provisoire en vertu de l'art. 11 de la loi du 8 décembre 1897. *Cour d'ass. Nièvre* 5 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.401.

17. — La Cour peut refuser le renvoi à une autre session bien que la copie d'un rapport de police contenant des renseignements sur l'accusé n'ait été remise à celui-ci que moins de cinq jours avant sa comparution devant le jury, si elle constate qu'il y a eu cependant un délai suffisant pour permettre à l'accusé d'apprécier la portée du document et d'en préparer la discussion. *Cass.* 22 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.335. *Gaz. Trib.* 24 *novembre* 1906.

18. — D'autre part, si le renvoi à une autre session peut être ordonné lorsque se présentent des circonstances paraissant rendre cette mesure nécessaire dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, l'appréciation de ces circonstances est entièrement confiée à la prudence des Cours d'assises. *Ibid.*

COURTIER.

1. — DES COURTIERS EN MARCHANDISES. — Tant que les démarches d'un courtier n'ont eu aucun résultat utile, c'est-à-dire tant qu'un accord final n'est pas intervenu entre acheteur et vendeur, la commission n'est pas due. *Trib. com. Marseille* 6 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.441.

2. — D'autre part, le droit « d'indication » ne peut être dû au courtier que si l'affaire indiquée ou ébauchée par lui est terminée et conclue ensuite directement sans son entreprise. *Ibid.*

3. — Les frais faits par un courtier en vue de traiter une affaire restent à sa charge en cas d'insuccès à moins de convention contraire. *Ibid.*

CREANCIERS.

V. aussi *Privilèges.*

1. — A. ACTION DES CRÉANCIERS EN NULLITÉ DES ACTES FAITS PAR LEUR DÉBITEUR, EN FRAUDE DE LEURS DROITS (ACTION PAULIENNE art. 1167 C. civ.). — Pour exercer utilement l'action révocatoire dérivant de l'art. 1167 C. civ., le créancier qui se prétend lésé doit établir le préjudice que lui cause l'acte argué, la fraude de son débiteur, et la complicité du tiers bénéficiaire de l'acte. *Trib. civ. Nantes* 12 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.366.

2. — Ce concert frauduleux peut se prouver par des présomptions graves, précises et concordantes tirées des faits de la cause. *Ibid.*

3. — Dès lors, l'art. 1167 C. civ. s'applique quand l'acte incriminé a eu pour effet de soustraire du patrimoine du débiteur une valeur importante, gage de tous les créanciers, que, grâce à lui, la renonciation au bénéfice du terme, l'attribution du prix à un créancier par compensation, à un autre par versement, alors qu'ils n'avaient ni droit de préférence, ni hypothèque, ont frustré sciemment les autres créanciers. *Ibid.*

4. — Après clôture d'une faillite pour insuffisance d'actif et dessaisissement du syndic, tout créancier a le droit d'exercer ses actions contre le failli et d'agir seul en justice. *Lyon* 2 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 23 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 24 *août* 1906.

5. — Mais ce créancier est sans droit pour attaquer une donation-partage intervenue entre la mère, qui n'a jamais été sa débitrice, un fils dont le concordat lui est opposable, et un autre fils, son débiteur, contre lequel il a recouvré ses droits individuels, lorsque le partage date de plus de treize ans, qu'il n'y a pas été fait opposition et alors surtout qu'aucune fraude n'est établie. Ibid.

6. — La donation faite par un individu à sa future femme des immeubles qu'il venait de recueillir dans un acte de donation-partage, ne peut être annulée sur la demande des créanciers, alors qu'il n'est pas établi qu'en l'absence de cette mesure commandée par la situation même des parties, la réalisation des immeubles n'aurait pas permis de payer le créancier qui attaque cette donation. *Ibid.*

7. — Cette donation, au surplus, à raison des charges qu'elle imposait à la donataire était un acte à titre onéreux, excluant l'action paulienne vis-à-vis de celle-ci qui, dans tous les cas, n'avait pas commis de fraude. *Ibid.*

8. — Du reste, le créancier qui attaque cette donation est sans intérêt et par conséquent irrecevable à le faire si le rang hypothécaire de sa créance ne lui laissait en aucun cas la possibilité d'obtenir, après la vente des immeubles de son débiteur, une collocation utile. *Ibid.*

9. — En matière d'action paulienne dirigée contre un acte sujet à la transcription en vertu de la loi du 23 mars 1855, la créance née postérieurement à l'acte frauduleux, mais antérieurement à la transcription dudit acte, est réputée née antérieurement à l'acte incriminé. *Paris* 2 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 26 *juillet* 1906.

10. — S'il n'est pas permis aux parties contractantes d'attaquer un acte de bail en se fondant sur la vilité du loyer, il est au contraire loisible aux tiers dont les droits de créance se trouvent lésés par ledit acte d'invoquer la vilité du loyer comme l'une des preuves de la fraude concertée entre le bailleur et le preneur. *Ibid.*

11. — Il n'y a pas lieu de distinguer entre les différents créanciers hypothécaires, au point de vue de l'exercice de l'action paulienne. Pour être fondés dans cette action, il leur suffit d'établir que leur gage a été diminué par l'acte incriminé, de manière à mettre leur créance en péril, et que l'acte a été fait dans une intention de fraude. Et il échet de se demander si, à raison de leur rang d'inscription, ils ont plus de chance d'être remboursés, les uns que les autres. *Ibid.*

12. — B. ACTION EN DÉCLARATION DE SIMULATION. — Au vice de simulation s'attachent des effets juridiques plus étendus et plus complets que n'en comporte l'admission de l'action dite paulienne, destinée à faire révoquer au profit du créancier qui l'exerce à l'encontre seulement de contractants de mauvaise foi un acte fait par son débiteur au préjudice ou en fraude de ses droits. En effet, le vice de simulation, s'il est établi, a rigoureusement pour conséquence nécessaire que l'obligation qui en est reconnue atteinte doit être réputée n'avoir jamais existé à l'égard de quiconque comme radicalement nulle dès le principe. *Lyon* 23 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 29 *novembre* 1906. *Loi* 8 *décembre* 1906.

13. — Dans un procès en simulation de dette, intenté par la femme séparée de corps contre un prétendu créancier de la communauté, le mari qui déclare, en appel, purement et simplement s'en rapporter à justice, ne reconnaît pas, mais conteste la réalité de la créance, alors que la créance a été déclarée simulée par les premiers juges et que le prétendu créancier fait appel de cette décision. *Ibid.*

14. — La simulation dans un acte ayant pour objet de déguiser, sous l'apparence d'une vente une donation autorise l'admission de témoignages ou de présomptions, d'où le juge peut faire résulter la nullité de l'acte litigieux attaqué pour

cause de fraude. *Cass.* 17 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 25 *octobre* 1906.

CULTES.

V. aussi *Associations-Associations illicites*, *Règlement administratif*.

Index alphabétique

Acte de mariage nécessaire 24.
Action en révocation 1 et s.
Administrateur d'une mense 10, 16.
Attribution des biens 1 et s.
Compétence administrative 11 et s, 15, 17.
Demande en revendication 18.
Droits des fabriques 7.
Evêque nommé après la loi de séparation 13.
Exercice de la régale 12.
Fondation pour messes 1.
Indemnité en cas d'incendie 9.
Infractions à l'art. 199 24 et s.
Inventaire 18 et s.
Mariage 24.
Obligations des communes 6 et s.
Police des cultes 21 et s.
Propriété des églises 5.
Protestation contre l'inventaire 21 et s
Régale 10, 16.
Révocation des fondations 1 et s.

---

§ I. — *Attribution des biens. — Dévolution. — Inventaire (loi du 9 décembre 1905)* (n. 1).

§ II. — *Police des cultes. — Infractions à l'article 199 du Code pénal* (n. 21).

---

§ I. — *Attribution des biens. — Dévolution. — Inventaire (loi du 9 décembre 1905).*

1. — Les personnes ayant versé à une fabrique d'église des sommes pour la fondation de messes ne seraient fondées à en demander la révocation contre la fabrique que si elles étaient à même d'établir que ladite fabrique n'a pas rempli les charges de cette fondation. *Trib. civ. Angoulême* 11 *décembre* 1906. *Gaz. Trib.* 14 *décembre* 1906.

2. — La fabrique cessant d'avoir une existence légale le 13 décembre 1906, il serait contraire à l'esprit de la loi de la séparation des Eglises et de l'Etat de dire que le changement seul dans la personne morale chargée de pourvoir aux obligations de la fondation constitue un motif suffisant de révocation. *Ibid.*

3. — Il est vrai qu'entre le moment où la fabrique disparaîtra et celui où surgira la personne morale nouvelle attributaire de ses biens, ces biens seront confiés à la gestion d'un séquestre, mais au cas où il ne serait pas alors satisfait à l'exécution de la fondation, ce ne serait là qu'un événement futur auquel la fabrique resterait étrangère, et, s'il vient à se produire, ce serait quand elle aura cessé d'exister. *Ibid.*

4. — Cette inexécution ne saurait donc avoir une influence quelconque sur les rapports juridiques existant encore entre les fondateurs des messes et la fabrique du fait de la convention passée entre eux. *Ibid.*

5. — D'après la législation interprétée par le Conseil d'Etat et la Cour de cassation, la propriété des églises appartient aux communes, à la condition de les affecter à l'exercice du culte. *Trib. civ. Vervins* 27 *juillet* 1906. *Loi du* 8 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 15 *septembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 13 *août* 1906.

6. — Il résulterait de cette obligation, avant la loi de séparation, que les communes étaient obligées de reconstruire l'église en cas de destruction par vétusté, cas fortuit ou force majeure. *Ibid.*

7. — Si une commune a contracté une assurance contre l'incendie pour garantir l'édifice consacré aux exercices religieux, la fabrique, en cas de sinistre, ne saurait prétendre à cette indemnité, alors que le contrat d'assurances ne contient ni subrogation ni délégation. Il faudrait décider de même s'il y avait gestion d'affaire, alors qu'elle n'aurait pas été ratifiée avant l'événement qui a donné lieu à l'exigibilité de l'indemnité d'assurances. *Ibid.*

8. — La loi du 9 décembre 1905 sur la séparation, supprime l'obligation pour les communes de fournir une église, obligation qui impliquait nécessairement celle de la reconstruire en cas de destruction et d'insuffisance des ressources de la fabrique. *Ibid.*

9. — En conséquence, on ne peut obliger la commune à employer l'indemnité d'assurances à la reconstruction ou au remplacement des constructions détruites par le feu. L'indemnité d'assurances n'est pas, d'ailleurs, en principe, le prix de l'immeuble et ne le représente pas, elle n'est que la contre-partie des primes payées, lesquelles ont été prélevées sur les revenus de l'assuré. *Ibid.*

10. — Le commissaire nommé par arrêté ministériel administrateur d'une mense épiscopale à la suite de la vacance d'un évêché survenue par suite du décès de son titulaire, en exécution du décret du 6 novembre 1813, est exclusivement un agent de l'Etat, et la régale est elle-même un droit inhérent à l'exercice de la puissance publique et une dépendance de la souveraineté de l'Etat. *Trib. civ. Agen* 26 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 124.

11. — En conséquence, tous les litiges se rattachant à l'exercice des fonctions de ce commissaire administratif comme à l'exercice de la régale elle-même échappent à la compétence de la juridiction civile. *Ibid.*

12. — Dès lors, le Tribunal ne saurait, sans violer le principe de la séparation des pouvoirs, rechercher si le commissaire investi du mandat d'exercer la régale en exécution du décret légalement obligatoire du 6 novembre 1813, qui doit continuer à régir les menses jusqu'à l'attribution de leurs biens aux associations cultuelles prévues par la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, doit cesser d'administrer une mense épiscopale et d'en percevoir les revenus pour le compte de l'Etat, c'est-à-dire si son mandat d'exercer la régale doit prendre fin. *Ibid.*

13. — Il est également incompétent pour rechercher si le nouvel évêque, institué canoniquement, peut prétendre aux mêmes droits sur la mense que l'évêque qui était nommé par le chef de l'Etat ; si cet évêque a rempli les formalités de la prise de possession prévues par l'art. 46 du décret de 1813, il doit être assimilé, au point de vue des droits sur la mense, aux évêques nommés sous le régime de la loi concordataire pour le motif qu'il a pris possession de l'évêché sans protestation de l'autorité gouvernementale. *Ibid.*

14. — Il en est surtout ainsi lorsqu'un décret du pouvoir exécutif a ordonné au commissaire administrateur de faire procéder immédiatement à l'aliénation d'immeubles dépendant de la mense, en prescrivant que ses pouvoirs ne prendraient fin qu'après l'achèvement des opérations par lui commencées en exécution dudit décret antérieurement à la prise de possession du siège par le nouvel évêque. *Ibid.*

15. — En pareil cas, tant que les opérations ne sont pas achevées, et même dans l'hypothèse où la loi de séparation ne serait pas intervenue postérieurement au décret précité et où le nouvel évêque aurait été nommé et aurait pris possession du siège épiscopal, dans les mêmes conditions qu'avant ladite loi, la juridiction civile devrait néanmoins se déclarer incompétente. *Ibid.*

16. — L'arrêté qui, pendant la vacance d'un évêché, a nommé un administrateur des biens de la mense épiscopale, est pris en vertu et pour l'exercice du droit de régale, lequel est une dépendance de la souveraineté de l'Etat. *Trib. confl.* 10 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 15 *décembre* 1906, *Loi* 9 *janvier* 1907.

17. — Dès lors, c'est à l'autorité administrative à décider si, en présence des dispositions de la loi du 9 décembre 1905, comme en l'état de la législation antérieure, l'évêque institué postérieurement est fondé à soutenir que le mandat du commissaire administrateur a pris fin et à réclamer la remise des biens de la mense. *Ibid.*

18. — En l'absence d'une clause de dérogation expresse à l'art. 944 C. pr. civ., qu'on ne rencontre, ni dans la loi du 9 décembre 1905, ni dans le décret du 29 décembre 1905, il y a lieu, en ce qui concerne les demandes en revendication de propriété auxquelles l'inventaire prescrit par l'art. 3 de la loi peut donner lieu, de recourir aux règles du droit commun. *Trib. civ. Toulouse* (référés) 27 *janvier* 1906. *Pand. franç.* 180. 2.1906.

19. — La compétence de l'autorité administrative ne peut s'exercer que dans le cas où l'agent chargé de l'inventaire rencontre un obstacle matériel dans l'accomplissement de sa mission. *Ibid.*

20. — Un inventaire est une mesure provisoire, purement conservatoire, qui ne préjuge rien; dès lors, la mention à l'inventaire d'objets revendiqués ne préjudicie nullement aux droits du revendiquant; et il y a d'autant plus lieu de les y faire figurer, qu'ils ont été trouvés en possession de l'établissement. *Ibid.*

§ II. — *Police des cultes. Infractions à l'art. 199 C. pénal.*

21. — On ne doit pas considérer comme le délit de provocation directe à la résistance à l'exécution de la loi, tel qu'il est défini par l'art. 35 de la loi du 9 décembre 1905, le fait par le curé d'une paroisse de lire devant les fidèles assemblées dans l'église une protestation contre l'inventaire prescrit par l'art. 3 de ladite loi, alors que cette protestation n'implique par ses termes nul appel direct, précis et formel à la résistance. *Trib. corr. Seine* 22-26 *mars* 1906. *D.* 237. 2.1906.

22. — Mais il en est autrement lorsque le curé déclare, en outre, s'opposer formellement aux opérations de l'inventaire. *Ibid.*

23. — Ou lorsque la protestation représente l'inventaire comme un acte injuste et vexatoire, prélude d'une spoliation lâche et sacrilège, et que, d'ailleurs, une résistance s'est produite ou renouvelée après cette protestation. *Ibid.*

24. — L'art. 199 C. pén. qui interdit à tout ministre d'un culte de procéder aux cérémonies religieuses d'un mariage sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil est fondé sur la nécessité, qui est d'ordre public, de réprimer les contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes. *Cass.* 9 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 403. *Gaz. Trib.* 21 *novembre* 1906, *Loi* 5 *décembre* 1906.

25. — Cette disposition est indépendante des art. 54 de la loi du 18 germinal an X et 53 de l'ordonnance du 25 mai 1844, puisqu'elle vise d'une façon générale les ministres de tous les cultes, tandis que les art. 54 et 53 concernaient uniquement les ministres des cultes catholique et israélite; elle a donc pu survivre à l'abrogation de la loi de l'an X et de l'ordonnace de 1844. *Ibid.*

26. — Enfin, elle ne peut être considérée comme abrogée tacitement par la loi du 9 décembre 1905, avec laquelle elle n'a rien d'inconciliable. *Ibid.*

D

DEFENSE-DEFENSEUR.

V. aussi *Cour d'assises. Instruction et procédure criminelles.*

DES DROITS DE LA DÉFENSE. — Le président des assises ne fait qu'user du pouvoir d'appréciation qui lui appartient en refusant un permis de communiquer de l'avocat, parce qu'il considère comme inutile une nouvelle mesure d'instruction concernant l'état mental de l'accusé, sa décision ne saurait, à cet égard, constituer une violation des droits de la défense. *Cass.* 31 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.77. *Pand. franç.* 248.1.1906.

DEGRE DE JURIDICTION.

V. aussi *Compétence civile des juges de paix.*

Index alphabétique

Admission des créanciers 17 et s.
Appel recevable 20.
Conclusions additionnelles 4.
Condamnation solidaire 16.
Demande en compensation 3.
Demande divisée 7.
Demande indéterminée 25.
Demandes en garanties 13 et s.
Demandes reconventionnelles 20 et s.
Demandes réunies 12.
Détermination du chiffre de la demande 5.
Détermination du ressort 1 et s.
Détermination en matière de bail 9.
Distribution par contribution 17 et s.
Dommages-intérêts 3.
Evaluation des frais 19.
Evocation 26.
Frais de l'instance 13, 19.
Indivisibilité de la demande 23.
Obligation de faire 10.
Qualification erronée 25.

---

§ I. — *Règle du double degré de juridiction. — Demandes déterminées* (n. 1).

§ II. — *Demandes reconventionnelles. — Compensation* (n. 20).

§ III. — *Demandes indéterminées* (n. 25).

§ IV. — *Evocation* (n. 26).

---

§ I. — *Règle du double degré de juridiction. Demandes déterminées.*

1. — A. PRINCIPE GÉNÉRAL DE LA RÈGLE. — Le ressort est déterminé par les dernières conclusions du demandeur et le jugement définitif rendu sur une demande originairement indéterminée, mais limitée à moins de quinze cents francs en cours d'instance, postérieurement au jugement qui a ordonné une expertise, n'est pas susceptible d'appel. *Douai* 27 *janvier* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.397. *Cf. Indo-Chine* 20 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.259.

2. — Le taux du ressort est déterminé par le chiffre de la demande d'après les dernières conclusions du demandeur. *Poitiers* 28 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 18 *octobre* 1906. *Loi* 13 *octobre* 1906.

3. — La disposition de l'article 2 de la loi du 11 avril 1838, aux termes de laquelle les dommages-intérêts fondés sur la demande principale n'entrent pas dans la détermination du ressort, a été édictée au regard du défendeur seul et du préjudice qui résulterait pour lui de l'action principale, et a trait aux demandes reconventionnelles et en compensation. *Ibid.*

4. — Des conclusions qualifiées « additionnelles » ne sauraient être considérées comme ayant pour but et pour effet de remplacer, en les annihilant, des conclusions précédemment prises, alors surtout que leur dispositif est muet à cet égard et que, d'autre part, elles ont été motivées par la nécessité de répondre à des prétentions formulées par l'adversaire postérieurement aux premières conclusions. *Dijon* 25 *mars* 1905. *Gaz. Trib.* 13 *septembre* 1906.

5. — Il doit donc être fait état de ces conclusions additionnelles pour la détermination du chiffre de la demande, au point de vue de la recevabilité de l'appel. *Ibid.*

6. — Le caractère des jugements au point de vue du premier ou du dernier ressort est déterminé par les conclusions prises au dernier état de la procédure, devant les premiers juges, et les variations que les événements peuvent faire subir à l'intérêt du litige ne sont pas susceptibles de changer les degrés de juridiction lorsqu'elles se produisent après la prononciation du jugement qui a statué sur les conclusions. *Douai* 26 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.52.

7. — Par suite, lorsqu'une personne ayant été assignée en paiement de dommages-intérêts supérieurs à 1.500 francs et cette demande ayant été rejetée par le tribunal, appel est interjeté par le défendeur, les héritiers et légataires de cette personne décédée depuis le jugement ne sont pas fondés à prétendre que l'appelant est irrecevable sous prétexte que la demande de l'appelant s'étant divisée de plein droit entre eux, le chiffre en est inférieur à 1.500 francs à l'égard de chacun d'eux. *Ibid.*

8. — Le décès de leur auteur n'étant, en effet, survenu qu'après le jugement dont est appel, ce jugement conserve vis-à-vis d'eux le caractère qu'il avait vis-à-vis de lui. *Ibid.*

9. — En matière de bail, le taux du ressort se détermine par la valeur des loyers accumulés. *Ibid.*

10. — Et vainement, l'appelant soutiendrait que sa demande était indéterminée en ce qu'elle avait pour but de faire ordonner sous une astreinte pénale l'exécution d'une obligation de faire, à savoir le rétablissement d'affiches sur les murs de la maison de l'intimé. *Ibid.*

11. — Alors que le droit pour ledit appelant d'apposer les affiches dont s'agit constituait précisément l'objet de la location prétendue. *Ibid.*

12. — B. DEMANDES RÉUNIES OU JOINTES. DEMANDES EN GARANTIE. — Lorsqu'un Tribunal saisi de deux instances distinctes statue cependant par un jugement unique, sans prononcer la jonction, cette circonstance n'a pas pour effet d'élever le taux du ressort, si chacune des demandes prises séparément était inférieure à 1.500 francs. *Limoges* 17 *juillet* 1906. *Rec. Riom et Limoges* 190.1906.

13. — La demande en garantie tendant à faire relever le défendeur des suites de l'instance en capital, intérêts et frais maintient au-dessous du taux du premier ressort le litige soulevé par ce recours en garantie lorsqu'il ne met en jeu, en principal et intérêts, qu'une somme inférieure à 1.500 francs, sans qu'il y ait, d'ailleurs, lieu de faire état des frais de l'instance en cours, simples accessoires de la demande, qui ne peuvent compter pour la détermination du ressort. *Grenoble* 17 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.264.

14. — Par suite, doit être accueillie la fin de non-recevoir opposée par le défendeur principal à l'appel de son garant et tirée du dernier ressort. *Ibid.*

15. — Et en pareil cas l'appelant ne saurait se fonder sur ce que la responsabilité soulevait un litige d'une valeur indéterminée pour soutenir que le tribunal n'a pu statuer qu'à charge d'appel. *Ibid.*

16. — Spécialement, il en est ainsi lorsqu'un jugement de condamnation statuant à la fois sur l'instance principale et sur la garantie constate formellement que le demandeur au principal agit contre deux notaires, en qualité d'héritier à concurrence d'un tiers de sa mère pour le remboursement de la part lui revenant sur une somme de 2.500 francs, montant d'un immeuble dotal dont le prix de vente a fait l'objet d'un emploi irrégulier, et lorsque, d'autre part, ledit jugement, en son dispositif, prononce au profit de ce demandeur condamnation solidaire au paiement d'une somme de 800 francs pour la portion lui revenant dans le prix de vente dont s'agit, sans que d'ailleurs aucune contestation ait été soulevée sur le nombre des co-héritiers et sur le montant de sa part héréditaire. *Ibid.*

17. — C. DISTRIBUTION PAR ORDRE ET CONTRIBUTION. — En cas de difficultés sur l'admission d'un créancier à une distribution par contribution, c'est le chiffre de la créance contestée qui doit servir de base pour fixer le taux du ressort. *Paris* 20 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 19 *août* 1906, *Loi* 24 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 21 *octobre* 1906.

18. — Si la créance, telle qu'elle a été précisée par le créancier, est inférieure à 1.500 francs, ce ne sont pas les réserves formulées dans les conclusions du créancier contesté qui peuvent en modifier le caractère et l'importance.

19. — Il n'y a pas lieu de faire état, dans l'évaluation pour le taux du ressort, des frais soi-disant pour la conservation de la créance, s'ils ne sont pas évalués. Ces frais ne peuvent être considérés que comme accessoires du principal. *Ibid.*

§ II. — *Demandes reconventionnelles. Compensation.*

20. — La demande reconventionnelle supérieure à 1.500 francs, formée en cours d'instance et fondée non seulement sur la demande principale, mais encore sur les moyens de défense employés pour la soutenir, rend l'appel recevable même au regard d'une demande principale inférieure au taux du dernier ressort. *Bordeaux* 4 *janvier* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.84.

21. — Une demande reconventionnelle n'est pas exclusivement fondée sur la demande principale, lorsqu'elle s'appuie sur des faits distincts de ladite demande. *Cass.* 15 *avril* 1905. *Pand. franç.* 143.1.1906.

22. — Il en est ainsi, spécialement lorsqu'en réponse à une demande en détaxe formée contre une compagnie de chemins de fer, celle-ci conclut reconventionnellement au payement d'une somme à titre de dommages-intérêts, en se fondant sur le préjudice qui lui aurait été causé par des agissements antérieurs au procès, notamment, par une atteinte grave portée à son honorabilité et à son crédit, par des démarches malveillantes et de fausses imputations. *Ibid.*

23. — Il n'y a, dans ce cas, aucune indivisibilité entre la demande principale en détaxe et la demande reconventionnelle en dommages intérêts de la compagnie, fondée sur des imputations diffamatoires. En conséquence, la Cour qui déclare irrecevable l'appel formé par la Compagnie, contre le jugement du tribunal de commerce la condamnant sur la demande principale, et la déboutant de la demande reconventionnelle, sous prétexte que « la demande reconventionnelle puise tous ses éléments dans la demande principale et se fonde exclusivement sur elle », fait une fausse application de la loi. *Ibid.*

24. — Et si l'une des demandes s'élève au-dessus des limites du dernier ressort, le tribunal ne doit prononcer qu'à charge d'appel. *Ibid.*

§ III. — *Demandes indéterminées.*

25. — Les tribunaux civils, saisis d'une demande portant sur divers chefs d'une valeur indéterminée ne peuvent statuer qu'en premier ressort et l'erreur de qualification commise dans leur jugement est sans influence sur la recevabilité de l'appel. *Lyon* 6 *août* 1906. *Mon. jud. Lyon* 29 *septembre* 1906, *Loi* 13 *novembre* 1906.

§ IV. — *Evocation*

26. — L'infirmation de la décision rendue par le Tribunal de commerce pour cause d'incompétence ne saurait comporter l'évocation par la Cour de l'objet du litige. Aux termes de l'art. 473 C. pr. civ., l'évocation n'est possible, dans ce cas, que si les magistrats du second degré appelés à examiner la solution que comporte le litige au fond peuvent statuer sur l'évocation et sur le fond par un seul et même arrêt, ce qui n'est pas possible lorsqu'il a été conclu en première instance, à une mesure d'avant faire droit, de laquelle doit dépendre l'accueil ou le rejet de la demande principale portée devant le tribunal incompétent. *Paris* 1er *mars* 1906. *Loi* 25 *juin* 1906.

DELAIS.

V. aussi *Exploits.*

1. — PROROGATION DES DÉLAIS. LOI DU 13 AVRIL 1895. — La disposition de l'art. 1033 C. pr. civ. modifié par la loi du 13 avril 1895, en vertu de laquelle « toutes les fois que le dernier jour d'un délai quelconque de procédure, franc ou non, est un jour férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain » dans les termes généraux où elle est formulée, s'applique aux délais fixés par des lois spéciales aussi bien qu'à l'ensemble des lois qui constituent le Code de procédure civile. *Cass.* 26 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.468. *Mon. jud. Lyon* 3 *décembre* 1906.

DELEGATION.

V. *Saisie immobilière.*

DELIT RURAL.

V. aussi *Animaux.*

CONTRAVENTIONS RURALES. — La contravention de pâturage d'animaux sur un terrain faisant partie du domaine militaire n'existe pas, lorsqu'il y a permission antérieure de l'autorité militaire. *Cass.* 10 *mars* 1904. *S.* 255.1.1906.

DEMANDE INDETERMINEE.

V. *Degré de juridiction.*

DEMANDE NOUVELLE.

DEMANDE NOUVELLE EN INSTANCE D'APPEL. L'appel incident ayant pour objet la réclamation des redevances courues depuis le jugement constitue une demande formée pour la première fois devant la Cour. *Lyon* 22 *février* 1905. *Mon. jud. Lyon* 22 *novembre* 1906.

DEMANDE PRINCIPALE ET INCIDENTE, DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

1. — Le débat judiciaire est délimité par la demande introductive d'instance. *Trib. civ. Toulouse* 26 *mai* 1906. *Gaz. Trib. Midi* 4 *novembre* 1906.

2. — En conséquence, doit être réformée la décision d'un tribunal de paix statuant sur une demande nouvelle hors des limites du débat que précisait les termes de la citation dont le juge était saisi, alors qu'il n'est pas établi que le défendeur a consenti à ce que la demande primitive fut portée sur un autre terrain. *Ibid.*

DENONCIATION CALOMNIEUSE.

1. — CARACTÈRES ET ÉLÉMENTS DE LA DÉNONCIATION CALOMNIEUSE. — Si l'art. 373 C. pén. déclare nécessaire pour constituer le délit de dénonciation calomnieuse qu'il réprime un écrit constatant que la dénonciation est bien l'œuvre voulue et réfléchie du dénonciateur, il ne contient aucune réglementation quant à la forme et à la nature de l'écrit renfermant la dénonciation. *Cass.* 13 *septembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.385.

2. — Spécialement, la déclaration faite par un indigène devant un caïd qui la rapporte dans un rapport à l'Administration est de nature à justifier l'application de l'art. 373 C. pén., si elle a été spontanée de la part de cet indigène. *Ibid.*

3. — La dénonciation calomnieuse adressée contre le personnel de l'administration pénitentiaire, au préfet, remplit bien les conditions de l'art. 373 C. pén., puisque le préfet a le pouvoir de provoquer des poursuites à raison des faits incriminés. *Alger* 17 *juillet* 1906. *Loi* 11 *décembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 6 *janvier* 1906.

4. — Il y a lieu de surseoir au jugement de la dénonciation calomnieuse tant que l'autorité chargée de réprimer la faute professionnelle n'a pas statué sur la vérité du fait incriminé. *Ibid.*

DENTISTE.

V. *Médecine-Chirurgie-Pharmacie.*

DEPENS.

V. *Frais et dépens.*

DEPOT.

DU DÉPOT VOLONTAIRE. — Un consommateur, dans un café, ne peut, à l'insu du patron, engager la responsabilité de celui-ci d'une façon pour ainsi dire indéfinie et commet une grave imprudence le client qui charge un garçon de café de lui garder sa bicyclette, sans obtenir au préalable l'assentiment du patron du café. *Just. paix Nice* 15 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 14 *septembre* 1906. *Loi* 6 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 26 *octobre* 1906.

DEPOT LEGAL.

V. *Presse-Outrage-Diffamation.*

DESAVEU DE PATERNITE.

V. *Filiation.*

DESISTEMENT.

1. — A. DU DÉSISTEMENT EN MATIÈRE CIVILE. — Le donné acte d'un désistement se reporte au jour où il a été formé et demandé et le défendeur ne saurait en empêcher les effets par des conclusions ultérieures en l'espèce par une demande reconventionnelle en dommages-intérêts). *Bordeaux* 4 *janvier* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.84.

2. — B. DU DÉSISTEMENT EN MATIÈRE CRIMINELLE. — Si le désistement en matière correctionnelle n'est soumis à aucune forme particulière, il rentre dans les pouvoirs des juges du fait d'apprécier l'authenticité de l'acte produit devant eux, spécialement lorsqu'il s'agit d'une partie civile qui n'a pas comparu en instance d'appel. *Cass.* 19 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.193, *Pand. franç.* 289.1.1906.

3. — Et cette appréciation est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de cassation. *Ibid.*

DESSINS DE FABRIQUE.

V. *Propriété industrielle et commerciale*

DEVIS.

V. *Louage d'ouvrage et d'industrie.*

DIFFAMATION.

V. *Presse-Outrage-Diffamation.*

DISPOSITIONS ENTRE VIFS ET TESTAMENTAIRES.

V. *Capacité de disposer et de recevoir. Donation. Legs. Testament.*

DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION.

V. aussi *Degré de juridiction.*

Lorsque des oppositions sur une succession bénéficiaire ont été faites par des créanciers, il y a lieu à la procédure de distribution par contribution et les créanciers sont fondés à la provoquer pour obtenir le payement de leur créance. *Cass.* 15 *novembre* 1905. *D.* 283.1.1906.

DIVORCE.

V. aussi *Séparation de corps.*

Index alphabétique

Abandon du domicile 2.
Accusations fausses 6.
Aliénation mentale 29.
Appréciation de la gravité des faits 5.
Assistance pendant l'Instance 25.
Déchéance 21.
Défaut de transcription 17, 19.
Délai d'épreuve 14.
Délai de transcription 21.
Demande reconventionnelle 14.
Devoir d'assistance des époux 24.
Effets du divorce 24 et s.
Exception de réconciliation 12 et s.
Excuses 3.
Garde des enfants 29 et s.
Injures graves 1 et s.
Intempérance 1.
Irrecevabilité de la demande 12, 15.
Justification de la demande 9.
Nullité du divorce 17, 19.
Pension alimentaire 25.
Pouvoirs du juge 5, 8.
Procédure 12 et s.
Réconciliation 10 et s.
Transcription du jugement 16 et s.
Visites des enfants 28.

---

§ I. — *Des causes de divorce et de séparation de corps* (n. 1).

§ II. — *Procédure du divorce* (n. 12).

§ III. — *Des effets du divorce* (n. 24).

---

§ I. — *Des causes de divorce et de séparation de corps.*

1. — A. Faits injurieux ou injures graves. Pouvoir souverain d'appréciation des tribunaux. — Les habitudes d'intempérance notoires d'un mari constituent, à l'égard de la femme, une injure grave de nature à faire prononcer la séparation de corps; il en est ainsi surtout alors que la situation sociale des époux augmente le scandale causé par ces habitudes. *Trib. civ. Auxerre* 2 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *octobre* 1906, *Loi* 23 *octobre* 1906.

2. — L'abandon du domicile conjugal par l'un des époux ne constitue pas nécessairement une injure grave dans le sens de l'art. 231. *Gand* 23 *décembre* 1905. *S.* 24.4.1906.

3. — Il n'a point notamment ce caractère, lorsqu'il résulte des circonstances de la cause qu'il existait entre les époux un état de désunion se révélant par de fréquentes disputes et tenant surtout à la différence d'âge des époux, la femme étant de vingt ans plus âgée que le mari, et lorsque celui-ci en abandonnant le domicile conjugal a été uniquement poussé par le besoin d'échapper aux difficultés qui l'entouraient. *Ibid.*

4. — Il en est ainsi du moins, alors que rien n'établit que le départ du mari (pendant deux mois), effectué dans un moment d'exaspération, dût être définitif, et qu'il ait eu lieu contre le gré de la femme, et alors que celle-ci n'a pas manifesté l'intention de rappeler son mari, ni de le suivre. *Ibid.*

5. — Une Cour d'appel ne fait qu'user du pouvoir souverain qui appartient aux juges du fond pour apprécier le caractère et la gravité des faits dénoncés par un époux demandeur en divorce comme constituant une injure grave de la part de l'autre époux, — en déclarant que les accusations portées par un mari contre sa femme, demanderesse principale devant le tribunal de première instance, et déboutée de sa demande par le tribunal, accusations produites en première instance à l'appui d'une demande reconventionnelle du mari en divorce, avaient « le caractère d'une injure rendant la femme fondée en sa demande ». *Cass.* 20 *février* 1905. *S.* 350. 1.1906.

6. — Si, après avoir constaté que, loin d'avoir administré la preuve offerte par lui des faits qui constitueraient de la part de sa femme une série d'adultères, la propre enquête du mari a établi que la réputation de sa femme était irréprochable, et, qu'il en résulte également que le mari a porté, de mauvaise foi, contre celle-ci, les graves accusations contenues dans ses conclusions, et que ces accusations n'ont pas pour excuse la nécessité d'une défense, puisqu'elles ont servi à étayer l'action dirigée par leur auteur contre sa femme. *Ibid.*

7. — De telles déclarations, qui vont directement à l'encontre de celles du jugement admettant une sorte d'équivalence et de compensation entre les imputations non vérifiées de la femme et celles du mari, justifient pleinement le rejet des conclusions prises en appel par ce dernier, et tendant à la confirmation de la décision des premiers juges, qui avait rejeté la demande de la femme. *Ibid.*

8. — Il appartient au juge du fait d'admettre ou de rejeter une demande de preuve, et de prononcer *de plano* ou de refuser d'accueillir le divorce sollicité, suivant qu'il trouve ou non, dans les faits et documents du procès, des éléments suffisants de conviction. *Cass.* 24 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.364, *Loi* 26 *mai* 1906.

9. — Si les torts de l'époux demandeur n'élèvent aucune fin de non-recevoir contre sa demande en divorce, il rentre dans le pouvoir du juge de rejeter cette demande, en considérant que les griefs reprochés au défendeur, en présence des torts du demandeur, ne sont pas assez graves pour justifier la demande en divorce. *Ibid.*

10. — B. Des griefs effacés par la réconciliation. — Des griefss nouveaux. — Dans l'instance en divorce, l'exception de réconciliation doit être écartée, si la femme ayant pardonné à son mari, celui-ci s'en est aussitôt rendu indigne en exerçant sur elle de nouvelles violences qui l'ont contrainte, par souci de sa sécurité personnelle, à quitter le domicile conjugal et à se réfugier chez ses parents. *Cass.* 17 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.156, *Pand. franç.* 306.1.1906.

11. — Lorsqu'une demande en divorce a été repoussée en raison d'une réconciliation postérieure aux faits articulés, on ne saurait, en appel, se prévaloir de faits nouveaux ou de faits découverts après la réconciliation, lesquels ne pourraient donner lieu qu'à une instance nouvelle. *Toulouse* 23 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.232.

§ II. — *Procédure du divorce.*

12. — A. Fins de non-recevoir et de non procéder. — Une réconciliation complète, sincère et réunissant par suite les conditions voulues par le législateur, rend irrecevable l'action en divorce, basée sur des griefs éteints par cette réconciliation. *Trib. civ. Toulon* 2 *juillet* 1906. *Gaz. Trib. Midi* 4 *novembre* 1906.

13. — L'exception de réconciliation étant d'ordre public peut être soulevée devant les juges d'appel alors même qu'elle n'aurait pas été expressément formulée en première instance, et être même suppléé d'office. *Ibid.*

14. — B. Des demandes reconventionnelles. des modifications apportées a la demande en cours d'instance. — Au cas où, sur une demande en divorce formée par la femme, le tribunal déclare cette demande établie, mais surseoit à statuer par application de l'art. 246 C. civ., le mari n'est plus recevable, à l'expiration du délai d'épreuve, lorsque la cause revient devant le tribunal pour jugement au fond, à former une demande reconventionnelle et le divorce doit être prononcé à la requête de la femme (résolu par le jugement). *Aix* 22 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.86, *Gaz. Trib.* 9 *juillet* 1906. *S.* 239.2.1906.

15. — Mais par contre, la demande reconventionnelle formée devant la cour par le mari, appelant du jugement au fond rendu après le délai d'épreuve, doit être déclarée recevable. *Ibid.*

16. — C. Publication et exécution des jugements ou arrêts de divorce. Transcription sur les registres de l'état civil. Le défaut de transcription du jugement ou arrêt de divorce dans le délai imparti par l'art. 252 C. civ. doit, en principe et à défaut d'un cas de force majeure ayant rendu impossible l'accomplissement de cette formalité, être considéré comme une présomption de réconciliation entre les époux, ou tout au moins comme une renonciation de leur part à faire valoir leurs droits. *Amiens* 1er *juillet* 1903 *et* 15 *février* 1905. *Trib. civ. Amiens* 10 *mars* 1905. *S.* 193.2.1906.

17. — En conséquence, le défaut de transcription du jugement ou arrêt de divorce entraîne la nullité du divorce, lorsqu'il n'est imputable, ni à un cas de force majeure, ni même au fait d'un mandataire spécial chargé de diriger la procédure, mais à la négligence de la demanderesse, qui, ayant reçu des mains de son avoué, en vue de la liquidation de ses reprises, la grosse du jugement de divorce, a omis de la renvoyer en temps utile à son avoué à fin de transcription. *Ibid.*

18. — Il importe peu que la demanderesse soit à peu près illettrée. *Ibid.*

19. — Jugé, d'autre part, que le défaut de transcription du jugement ou arrêt de divorce n'entraîne pas nullité de divorce, s'il est le résultat d'un cas de force majeure (spécialement d'une erreur imputable au mandataire chargé par le demandeur de requérir cette transcription). *Ibid.*

20. — Mais jugé en sens contraire que le défaut de transcription du jugement ou arrêt de divorce entraîne nullité du divorce, alors même qu'il est imputable à la faute du mandataire du demandeur, qui, chargé de procéder à la transcription, ne l'a pas requise dans le délai imparti par l'art. 252; la négligence du mandataire ne saurait être considérée comme un cas de force majeure relevant le demandeur de la nullité encourue. *Ibid.*

21. — La déchéance édictée par l'art. 252 C. civ., à défaut de réquisition de la transcription du jugement ou arrêt de divorce dans les deux mois, étant fondée sur une présomption de réconciliation, ne saurait être encourue, lorsque la réquisition a été faite dans le délai de deux mois, encore bien qu'elle ait été adressée à un officier de l'état civil incompétent. *Bordeaux* 30 *mai* 1905. *S.* 100.2.1906.

22. — Il en est ainsi, spécialement, lorsque la réquisition de transcription a été signifiée, au nom de l'époux qui a obtenu le divorce, et par une erreur qui ne lui est pas imputable, non à l'officier de l'état civil du lieu où a été célébré le mariage, mais à l'officier de l'état civil du domicile des époux, la femme, en requérant la transcription, ayant manifesté sa volonté d'assurer l'exécution du jugement ou arrêt de divorce. *Ibid.*

23. — En pareil cas, il y a lieu, pour les juges, d'impartir à l'époux qui a obtenu le divorce un délai pour requérir de l'officier de l'état civil compétent la transcription du jugement ou arrêt de divorce. *Ibid.*

§ III. — *Des effets du divorce.*

24. — A. Effets quant aux biens. — L'effet rétroactif du divorce ne saurait apporter de modification au devoir d'assistance que les époux se doivent jusqu'à la dissolution du mariage fixé au jour de la transcription du jugement de divorce. *Trib. civ. Toulouse* 19 *novembre* 1906. *Gaz. Trib. Midi* 2 *décembre* 1906.

25. — Par suite, le mari doit payer pendant l'instance en divorce la pension alimentaire fixée par l'ordonnance du juge de la conciliation et il ne saurait s'y soustraire sous le prétexte qu'une pareille allocation, constituant une simple avance au profit de la femme que le mari est en droit de reprendre lors de la liquidation de leurs intérêts pécuniaires, se trouverait éteinte par confusion ou encore que les effets du divorce rétroagissant au jour de la demande, le dernier des secours aurait également pris fin d'une façon rétrospective à cette date, en sorte que le mari, ne devant plus rien à sa femme à ce titre, aurait droit à la restitution de toutes ces avances provisoires. *Ibid.*

26. — La pension alimentaire, versée par le mari à sa femme en cours d'instance de séparation de corps ou de divorce, ne constitue qu'une avance dont la femme doit le remboursement et qui, dès lors, doit s'imputer sur les intérêts des reprises de celle-ci. *Trib. civ. Seine* 15 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *août* 1906.

27. — Toutefois, s'il existe un enfant mineur confié à la garde de la mère, la pension ayant été allouée à la femme non seulement pour ses besoins personnels, mais aussi pour ceux de l'enfant, il y a lieu d'évaluer la part contributive du père dans les dépenses nécessitées

par l'entretien dudit enfant et de n'opérer la compensation avec les intérêts des reprises de la femme que pour la fraction de la pension excédant cette part. *Ibid.*

28. — B. Effets quant aux enfants. — Les tribunaux peuvent, en l'absence de tout autre grief allégué, modifier, réduire ou supprimer les visites ou séjour d'enfants auprès de leur mère réglés par les décisions prononçant le divorce contre celle-ci, sur l'unique motif qu'elle aurait contracté avec son complice un second mariage autorisé par la loi du 16 décembre 1904. *Paris* 9 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.104.

29. — L'aliénation mentale de la mère, à laquelle avait été confiée, par le jugement de divorce, la garde de l'enfant commun, n'a pas pour résultat de restituer, *ipso jure*, le père dans celui des attributs de la puissance paternelle dont il avait été privé. *Paris* 19 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 5 *août* 1906.

30. — En vue de prévenir les conflits entre époux divorcés, relativement au droit de garde des enfants, l'art. 302 C. civ. donne aux Tribunaux pleins pouvoirs pour statuer sur cette garde, au mieux des intérêts de l'enfant. *Ibid.*

31. — Il n'y a pas lieu d'apporter d'exception à cet article, au cas où l'un des époux se trouverait atteint d'aliénation mentale. *Ibid.*

DOL.

V. *Obligations.*

DOMICILE.

V. aussi *Elections* (en général).

1. — Comment se détermine le domicile. — L'artiste qui contracte çà et là des engagements ne peut être considéré comme ayant un domicile dans les villes où il ne réside que d'une façon passagère et pour y exercer sa profession pendant quelques mois. *Trib. civ. Pau* 24 *mars* 1906. *Loi* 4 *juillet*, *Mon. jud. Lyon* 20 *juillet* 1906.

2. — S'il n'établit pas d'une manière positive que par son fait et son intention il a adopté telle ou telle ville comme siège de son principal établissement, il devra être considéré comme ayant conservé son domicile d'origine. *Ibid.*

DOMMAGES-INTERETS.

V. aussi *Responsabilité civile.*

1. — A. Cas où il y a lieu à des dommages-intérêts. — La signification de l'arrêt d'admission du pourvoi avec assignation devant la Chambre civile équivaut à une demande en justice et fait connaître au défendeur les vices de son titre. Cette signification a pour effet de faire courir l'intérêt des sommes dont la restitution pourra être ultérieurement exigée. *Trib. civ. Lyon* 17 *janvier* 1906. *Mon. jud. Lyon* 31 *octobre* 1906.

2. — B. Evaluation des dommages-intérêts. — Les intérêts de sommes allouées à titre de réparation d'un fait dommageable ont le caractère d'intérêts compensatoires et forment le complément nécessaire de la réparation. *Cass.* 6 *juillet* 1905. *D.* 372.1.1906.

3. — Par suite, le jugement qui condamne une partie à payer ces intérêts ne doit pas nécessairement déclarer les accorder à l'adversaire comme complément de dommages-intérêts et non comme intérêts moratoires. *Ibid.*

DONATIONS.

V. aussi *Legs*, *Rente.*

1. — Révocation des donations entre vifs. — Est tardive et doit être déclarée non recevable aux termes de l'article 957 C. civ., la demande en révocation d'une donation pour cause d'ingratitude quand elle a été formée plus d'un an après les faits d'ingratitude reprochés. *Trib. civ. Rodez* 19 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 3 *septembre* 1906.

2. — Quand il n'est justifié d'aucune convention, le donataire du quart des biens qui a administré la totalité de ces biens et en a joui est comptable des fruits, déduction faite de tous frais inutiles. *Ibid.*

DONATIONS ENTRE EPOUX.

V. aussi *Quotité disponible.*

1. — Donations entre futurs époux par contrat de mariage. — Lorsque, dans un contrat de mariage contenant donation par des parents à leur fille, il a été stipulé que la réserve du droit de retour au profit des parents ne pourrait faire obstacle aux avantages en usufruit que la future épouse pourrait faire au futur époux pendant le mariage, ou à ceux résultant de l'art. 767 C. civ., au profit de l'époux survivant, si la fille donataire décède en léguant à son mari aux termes de son testament « tout ce qu'elle possède », ce legs universel comprend nécessairement l'usufruit dont la *de cujus* pouvait disposer, à défaut de la toute propriété dont le droit de retour conventionnel stipulé au contrat lui interdisait sa libre disposition. *Paris* 25 *janvier* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.378, *Gaz. Trib.* 24 *avril* 1906.

2. — Mais en ce cas, le légataire qui tient la libéralité dont s'agit, non du contrat de mariage remontant en l'espèce à 1897, mais d'un acte testamentaire postérieur, n'échappe pas à l'action de la loi du 14 février 1900 qui a supprimé la disposition de l'art. 1094 C. civ. d'après laquelle la réserve des ascendants pouvait être grevée de l'usufruit légué par un époux à son conjoint, et il ne peut se prévaloir de l'art. 2 de ladite loi portant « que les dispositions constatées par contrat de mariage antérieur à la promulgation de la présente loi, et contenant donation de l'usufruit de la totalité ou de partie de la portion dont la loi prohibe la disposition au préjudice des ascendants, conserveront leur plein et entier effet. *Ibid.*

3. — En conséquence, le legs universel fait par la femme au mari ne peut recevoir exécution que dans la mesure de la moitié de l'usufruit des biens constitués en dot et légués, et ce, conformément aux dispositions de l'art. 1094 C. civ. modifié par la loi du 14 février 1900. *Ibid.*

DONATIONS PAR CONTRAT DE MARIAGE.

V. aussi *Donations entre époux.*

Une donation faite par les père et mère par contrat de mariage d'une rente qu'on précise être faite en avancement d'hoirie, doit être entendue en ce sens que les donateurs ont indiqué ainsi qu'ils s'engagent personnellement à payer jusqu'à leur décès la rente promise, et qu'à cette époque, cette rente serait remplacée par les droits que le donataire aurait à faire valoir sur la succession de ses père et mère. *Toulouse* 29 *juin* 1906. *Gaz. Trib. Midi* 18 *novembre* 1906.

DON MANUEL.

V. aussi *Donation.*

1. — A. Caractères et conditions essentielles de validité. — Un don manuel est valable même quand il est fait aux approches de la mort et quand il porte sur la nue propriété de titres au porteur remis au donataire. *Nîmes* 16 *novembre* 1903. *S.* 105.2.1906.

2. — Mais il est essentiel, pour qu'il demeure valable et ne dégénère pas en une donation à cause de mort, qu'il entraîne pour le donateur un dessaisissement actuel et irrévocable. *Ibid.*

3. — Spécialement, est nul le don manuel fait par un malade sous la réserve de restitution au cas de retour à la santé. *Ibid.*

4. — B. Preuve du don manuel. — Le bénéfice de la règle de l'art. 2279 C. civ.: « En fait de meubles, la possession vaut titre » ne peut être invoqué par le possesseur d'un titre de rente, qui soutient, à l'encontre des héritiers, l'avoir *reçu* du *de cujus* à titre de don manuel, qu'à la condition que cette possession réunisse les qualités de l'art. 2229 C. civ., notamment qu'elle ne soit ni équivoque ni précaire. *Alger* 12 *avril* 1906. *D.* 246.2.1906.

5. — C'est aux héritiers qu'il incombe d'établir le caractère équivoque et précaire de la possession; mais, lorsqu'ils l'ont établi, il appartient au possesseur de prouver qu'il y a eu don manuel. *Ibid.*

6. — Spécialement, lorsque le détenteur du titre était un familier de la maison du *de cujus*, et qu'un de ses proches était chargé des affaires de ce dernier, notamment de la perception de ses coupons, on ne peut admettre qu'il ait ignoré les recherches faites par les héritiers pour retrouver le titre disparu. *Ibid.*

7. — Dès lors, si ce détenteur a gardé le silence pendant ces recherches et que ce n'est que lorsque celles-ci eurent permis, en dehors de lui, de trouver la trace du titre, qu'il a reconnu devant le juge d'instruction l'avoir eu en sa possession, ce silence et cette attitude suffisent pour établir le caractère équivoque et précaire de la possession. *Ibid.*

8. — Et ce détenteur ne peut exciper d'une recommandation qu'il aurait reçue du *de cujus* de garder le secret sur le don qu'il lui faisait, ce secret n'ayant plus de raison d'être après le décès du donateur. *Ibid.*

9. — Au surplus, on doit, en l'absence de toute preuve fournie par le détenteur du titre, repousser l'hypothèse d'un don manuel lorsque ledit titre n'a pas cessé de figurer sur l'état de la fortune mobilière du *de cujus*, tel qu'il résulte de l'inventaire, et qu'il représente une partie importante de cette fortune. *Ibid.*

DOT.

V. aussi *Communauté conjugale.*

1. — A. De l'inaliénabilité dotale. Etendue. — Les condamnations prononcées contre le mari seul ne peuvent être exécutées sur les revenus des biens dotaux, lorsqu'une séparation de biens lui a enlevé l'administration et la jouissance desdits biens et les a rendus à la femme. *Alger* 2 *avril* 1904. *D.* 385.2.1906.

2. — En conséquence, les saisies-arrêts pratiquées par un créancier personnel du mari sur des loyers d'immeubles dotaux ne peuvent les frapper utilement à partir du jour où elle a introduit sa demande en séparation de biens, le jugement qui prononce cette mesure remontant, quant à ses effets, au jour de la demande. *Ibid.*

3. — Il n'en serait autrement que si les

immeubles dotaux avaient profité des causes des condamnations prononcées contre le mari. *Ibid.*

4. — B. Exceptions. — Aux termes de l'art. 1554 C. civ., les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués, pendant le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement. Il en résulte que les biens frappés de dotalité ne peuvent, après la dissolution du mariage, supporter, au préjudice de la femme ou de ses héritiers, les dettes contractées pendant le mariage. *Trib. civ. Lyon* 16 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 7 *septembre* 1906.

5. — Lorsqu'à la suite d'une condamnation prononcée contre le mari et la femme, une inscription d'hypothèque judiciaire a été prise sur tous les immeubles présents ou à venir de la femme, mainlevée doit être donnée de cette inscription en tant qu'elle frappe un immeuble dotal, son effet s'étant réservé toutefois, quant aux immeubles qui pourraient lui advenir, libres de toute dotalité. *Ibid.*

6. — Lorsqu'une dot est constituée, sous le régime dotal, et que le contrat de mariage détermine les modes d'emploi, le constituant, qui s'est assuré que l'emploi avait été fait conformément aux stipulations du contrat, est libéré de toute responsabilité. Il n'est pas tenu de surveiller les remplois ultérieurs. *Cass.* 7 *mars* 1905. *Pand. franç.* 177.1.1906.

7. — Les tiers, à qui le mari apporte en son nom personnel des deniers ou valeurs au porteur, ne sont pas avertis que ces deniers ou valeurs sont frappés de dotalité, et par conséquent, ne sont pas tenus, en cas de retrait des fonds, d'en surveiller le remploi. *Ibid.*

8. — L'erreur de fait commise par le jugement qui autorise un emprunt avec affectation hypothécaire d'un bien dotal concernant le but de cet emprunt n'est pas de nature à vicier le jugement d'autorisation. *Cass.* 18 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.148, *Pand. franç.* 287.1.1906.

9. — Si le prêteur qui avance des fonds à une femme dotale autorisée par justice à contracter un emprunt hypothécaire est, en général, tenu de surveiller l'emploi des deniers par lui fournis, il en est autrement lorsque cette surveillance est impossible par la nature même de l'emploi. *Ibid.*

10. — Il en est ainsi, spécialement lorsque les deniers empruntés doivent permettre de subvenir à l'entretien de la famille. Et en pareil cas, le prêteur peut être dispensé, par le jugement même d'autorisation, de toute surveillance à cet égard. *Ibid.*

11. — B. Restitution de la dot. — Lorsque, par son contrat portant adoption du régime dotal, une femme s'est constituée en dot ses droits dans la succession de son père, évalués dans ledit contrat, et que, par l'effet du partage ultérieur de cette succession, des valeurs industrielles s'élevant à une somme bien déterminée ont été attribuées à ladite dame, sa dot ne consiste pas en titres spécifiés dont le mari serait responsable à l'égard de corps certains, mais en un ensemble de droits successoraux, dont la valeur a été nettement indiquée dans le contrat de mariage, et les valeurs industrielles dépendant de ces mêmes droits sont nécessairement comprises dans l'estimation qui leur a été donnée, comme la partie l'est dans le tout. *Ibid.*

DOUANES.

V. aussi *Octroi.*

Contraventions et délits de contrebande. — Le fait que des marchandises, non inscrites au manifeste, ont été trouvées dans la cale d'un navire ne perd pas son caractère de simple contravention de douane, de la compétence du juge de paix, et ne devient pas le délit d'importation frauduleuse, de la compétence du tribunal correctionnel, par suite du débarquement ultérieur des marchandises, sous l'autorité et la direction des agents de la douane, et en l'absence et sans la participation du capitaine. *Cass.* 2 *avril* 1903. *S.* 372.1.1906.

DROIT D'ACCROISSEMENT.

V. *Impôt sur le revenu.*

DROIT DE REPONSE.

V. *Presse-Outrage-Diffamation.*

DROIT DE PLACE ET DE STATIONNEMENT.

V. *Taxes.*

E

EAUX.

V. aussi *Servitudes. Voirie.*

Index alphabétique

Barrages 5.
Biefs 10 et s.
Canaux 11 et s.
Captage des sources 1.
Compétence 4, 13 et s.
Concession 18.
Droit d'écluser 18.
Droit de pêche 14.
Droits des communes 1 et s., 18.
Droits des riverains 5 et s., 17.
Eaux de source 1 et s.
Etangs 13.
Irrigation 6.
Moulins 10 et s.
Possession utile 3.
Prescription 8.
Propriété des francs-bords 12.
Règlements d'eaux 16.
Ruisseaux 5 et s.

---

1. — A. Des eaux de source. — Une commune peut, par des travaux, capter les eaux de source naissant sur son fonds et qui sont nécessaires à ses habitants, lorsque la captation qu'elle fait de ces eaux ne doit pas préjudicier à une commune voisine, tous les habitants de celle-ci ayant, à toute époque, pour eux et leurs bestiaux, de l'eau en quantité suffisante. *Cass.* 18 *décembre* 1905. *D.* 253.1.1906.

2. — Lorsqu'une source prend naissance sur un terrain privé, et que le propriétaire et le locataire de ce terrain l'utilisent pour faire de la culture maraîchère, c'est à la commune qui réclame qu'incombe la charge d'établir sa prétention par des preuves irréfutables résultant de documents précis. *Cass.* 1er *août* 1905. *Pand. franç.* 217.1.1906.

3. — Le tribunal constate suffisamment la possession utile des propriétaires riverains d'un cours d'eau, en déclarant qu'il résulte des documents versés aux débats, qu'avant les travaux exécutés par une commune, les riverains détournaient cette eau courante pour l'irrigation de leurs propriétés, joignant ainsi à leur possession le titre légal de l'art. 644 C. civ. *Ibid.*

4. — Lorsque les travaux d'adduction d'eaux, exécutés par une ville en vertu d'une déclaration d'utilité publique, n'ont enlevé aucune parcelle de propriété à un particulier, la privation d'eau, qui est résultée des travaux pour ce particulier, ne peut donner lieu qu'à une action en dommages dont la connaissance appartient au conseil de préfecture. *Cons. d'Etat* 30 *juin* 1905. *Pand. franç* 23.4.1906.

5. — B. Des cours d'eau non navigables ni flottables. — Une réglementation des eaux d'un ruisseau ayant eu lieu entre les auteurs de deux riverains de ce ruisseau, après reconnaissance judiciaire du droit aux eaux pour moitié entre chacun d'eux, l'un des ayants cause des parties réglementées ne saurait apporter des modifications à ce régime, en faisant un barrage en amont du point réglementé, pour irriguer une terre transformée en pré, qu'il possède en amont. *Lyon* 19 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 21 *novembre* 1906.

6. — En vain opposerait-il: 1° qu'en transformant sa terre en pré et en profitant des eaux du ruisseau pour irriguer, il ne fait qu'user du droit qui appartient à tout riverain; 2° que la réglementation faite en aval n'a pas été modifiée et qu'il se contente, en amont, de prendre les eaux du ruisseau pour irriguer, en rendant ces eaux, après les avoir utilisées, au cours naturel du ruisseau. *Ibid.*

7. — En effet, l'exercice d'un droit de riveraineté ne peut avoir lieu qu'à la condition que l'exercice de ce droit ne porte pas atteinte aux droits résultant des titres et d'une réglementation antérieure. *Ibid.*

8. — En vain, pour maintenir les modifications apportées au régime des eaux, le riverain invoquerait-il la prescription trentenaire, alors que les faits de possession cotés en preuve ne sont ni pertinents ni concluants à raison de leur caractère équivoque. *Ibid.*

9. — Il en est ainsi lorsque les deux parties ont droit de prendre les eaux pour l'irrigation de leurs prés respectifs au même point. Le fait qu'un barrage a été établi pour exercer ce droit ne peut donner à l'un d'eux la possession d'une façon exclusive des eaux qu'il dérive ensuite pour arroser une terre qu'il a transformée en pré. *Ibid.*

10. — C. Des usines, des canaux et des moulins. — Les juges du fond jouissent d'un pouvoir souverain pour décider, en se fondant sur les constatations sur les lieux faites par des experts, que les biefs d'amont et d'aval d'un moulin, loin d'être de simples modifications de la rivière, consistent en des canaux artificiels, creusés intentionnellement au-dessus du cours de cette rivière pour l'amenée des eaux destinées à actionner le moulin, et pour la fuite de ces eaux. *Cass.* 27 *novembre* 1905. *Pand. franç.* 216.1.1906.

11. — En conséquence, ces biefs, étant distincts du cours d'eau naturel, sont des dépendances du moulin auquel ils sont exclusivement destinés, et c'est à bon droit que, dans ces conditions, les juges les considèrent comme appartenant au propriétaire du moulin. *Ibid.*

12. — Les riverains de ces canaux qui prétendent à la propriété des francs-bords doivent apporter, à l'appui de cette prétention, une justification suffisante pour renverser la présomption naturelle que le propriétaire du canal l'est aussi de ses francs-bords. *Ibid.*

13. — D. Attributions et compétence de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire. Des règlements d'eau. — L'autorité judiciaire est compétente pour connaître des contestations portant sur l'étendue des droits qui appartiennent au propriétaire d'un étang, clos par des vannes, mais traversé par un cours d'eau public. *Trib. confl.* 3 *juin* 1905. *S.* 81.3.1906.

14. — Et pour apprécier dans quelle mesure les prescriptions de la loi du 15 avril 1829 peuvent restreindre le droit de pêche de ce propriétaire. *Ibid.*

15. — Au contraire, l'autorité judiciaire est incompétente pour statuer sur la demande de dommages-intérêts formée contre l'Etat par le propriétaire de cet étang, à raison du préjudice que lui

aurait causé l'ingérence des agents de l'administration des eaux et forêts. *Ibid.*

16. — Si les règlements judiciaires d'eaux, émanant du pouvoir discrétionnaire de juges, ne sont pas immuables et sont susceptibles de modifications suivant les circonstances, il en est autrement des décisions qui consacrent une réglementation conventionnelle; et les juges ne peuvent, par application de l'art. 465 C. civ., régler le mode de jouissance des eaux en cas de contestations entre les riverains, qu'en l'absence de règlements ou de titres. *Rouen* 25 *avril* 1906. *Rec. Caen et Rouen* 92.1906.

17. — Le riverain d'une rivière a le droit à l'irrigation de sa prairie supérieure, mais il ne peut exercer ce droit que sous la réserve des droits des tiers et de l'autorité administrative, avec l'autorisation de ladite autorité pour les ouvrages à exécuter en vue d'une prise d'eau. En conséquence, un tel riverain ne peut demandr l'entérinement d'une expertise qui méconnaîtrait les droits des tiers et porterait atteinte aux règlements administratifs. *Ibid.*

18. — E. Concession du service des eaux. — Lorsque les conventions intervenues entre une commune, concessionnaire d'une prise d'eau pour l'alimentation, et le propriétaire sont muettes sur le droit de ce dernier d'écluser, ce droit n'est pas supprimé en principe, et le propriétaire de la source a la faculté d'écluser l'eau quand il veut et comme il veut, pourvu qu'il fournisse à la commune la quantité d'eau à laquelle celle-ci a droit, dans les conditions mêmes des conventions intervenues. *Lyon* 23 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 13 *décembre* 1906.

ECHANGE.

V. *Commune.*

ECOLES.

V. *Associations, Associations illicites, Enseignement.*

EFFETS DE COMMERCE.

V. aussi *Banque-banquier, Compétence commerciale, Tribunaux.*

1. — A. De l'endossement. — Aux termes des articles 115, 136, 149 C. com. l'effet de l'endossement d'une lettre de change est de transporter au porteur la propriété de la lettre de change et de la provision qui existe, entre les mains du tiré, au moment de la création de la lettre de change. *Paris* 31 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 4 *août* 1906. *Loi* 13 *octobre* 1906.

2. — Le débiteur peut opposer au porteur qui le poursuit, en vertu d'un endossement en blanc, et qui n'est réputé que mandataire de son cédant, tous les moyens de défense et exceptions qui peuvent être opposées à ce dernier. *Trib. civ. Versailles* 23 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 10 *décembre* 1906.

3. — Le tiré accepteur d'une lettre de change ne peut opposer au porteur les exceptions qu'il aurait à oposer à son cédant, en excipant de ce que l'endossement est en blanc, lorsque le porteur, lui ayant écrit préalablement pour savoir s'il accepterait, lui a fait connaître par là qu'il avait intérêt personnel au payement, et qu'il était, par suite, non mandataire pour le recouvrement, mais cessionnaire à l'escompte. *Trib. com. Marseille* 23 *mars* 1906. *Rec. Marseille* 215. 1.1906.

4. — L'endossement d'un effet de commerce après son échéance et même après qu'il a été protesté est valable, et produit les mêmes effets que s'il avait eu lieu entre l'époque de sa souscription et celle de l'échéance. *Trib. com. Nantes* 24 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 331.1906.

5. — Il appartient cependant au Tribunal d'apprécier souverainement si l'endossement est sérieux et de bonne foi, ou s'il n'a été que le résultat d'une collusion pour distraire le souscripteur de ses juges naturels ou l'empêcher de faire valoir une exception contre le cédant. *Ibid.*

6. — B. Du défaut de paiement et de ses conséquences. — Droits et devoirs du porteur et des autres intéressés. — Le tiré peut être condamné solidairement avec le tireur à payer au porteur le montant de la lettre de change, qui, étant revenue entre les mains du tiré, lui aurait été volée par le tireur et ensuite remise par celui-ci en circulation, si le premier preneur, avant de l'escompter, l'a soumise au tiré et s'est assuré auprès de lui de l'authenticité de sa signature, sans que celui-ci n'ait élevé alors ni revendication ni protestation, si la transmission de la traite a été régulièrement opérée, si le traité était revêtu de la signature du tiré, et si le tiers porteur a été de bonne foi. *Cass.* 2 *janvier* 1906. *S.* 168.1.1906.

7. — C. De la prescription. — Les signataires d'une lettre de change ne peuvent opposer la prescription quinquennale édictée par l'article 189 C. com., qu'à la condition de déclarer qu'ils ont payé. Dès lors, ce moyen ne saurait être accueilli lorsque la correspondance échangée entre les parties renferme des déclarations contraires et une reconnaissance de dette. *Lyon* 8 *février* 1906. *Mon. Lyon* 8 *septembre* 1906.

8. — D. Des exceptions. — Si, en principe, le débiteur cédé peut opposer, en matière civile, au cessionnaire de la créance, les exceptions dont il pourrait se prévaloir vis-à-vis du cédant, il n'en est pas de même en matière commerciale et le porteur d'une traite, qui en est devenu propriétaire par un endossement régulier, a, pour débiteur direct le tiré accepteur, sans intermédiaire des endosseurs, et il n'est passible que des exceptions qui lui sont personnelles. *Paris* 13 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 11 *août* 1906.

9. — Mais il peut être établi par les pièces produites, par la situation du compte existant entre le porteur et le tireur, par l'état matériel de l'endos et les circonstances de la cause, que le tiers porteur n'est, en réalité, qu'un prête-nom du tireur et ne saurait être considéré comme un tiers porteur sérieux et de bonne foi. *Ibid.*

10. — E. Effets de complaisance. — La création de traites de complaisance dont le but et le résultat sont de tromper les tiers sur la situation du tireur et du tiré, est contraire à l'ordre public. En conséquence, toute action doit être refusée au tireur et au tiré. D'une part, il n'a pu, de pareilles traites, résulter aucune obligation valable entre eux, et, d'autre part, le tiré qui a librement et volontairement payé tout ou partie ne saurait être admis à revenir sur ce paiement. *Lyon* 6 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 22 *octobre* 1906.

EFFETS PUBLICS.

V. aussi *Agent de change, Commissionnaire en marchandises, Jeu-pari.*

1. — A. Négociations en général. — Intermédiaires. — Responsabilité. — Le coulissier qui réclame à un client le paiement d'une somme d'argent pour l'exécution d'opérations de bourse portant sur

valeurs cotées effectuées par ministère d'agent de change doit, si ledit client prétend n'avoir fait aucune opération et donné aucun ordre, faire la preuve conformément aux règles du droit commun. *Paris*, 7 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 404. *Gaz. Trib.* 26 *novembre* 1906, *Loi* 11 *décembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 25 *décembre* 1906.

2. — Mais si le client reconnaît par ses conclusions avoir apuré le solde du compte de ses opérations à une liquidation comprise dans la période où se placent les opérations donnant lieu à la demande, et si, en outre, le coulissier produit une lettre qui lui a été adressée par l'agent de change, mandataire du client, relativement à une opération de compensation effectuée d'ordre de celui-ci, cet aveu, accompagné des déclarations de l'agent de change, constituent un commencement de preuve par écrit rendant vraisemblables les faits allégués et autorisant toute mesure d'instruction. *Ibid.*

3. — Le banquier qui a reçu des couvertures de son client et en a donné des reçus sur lesquels il est spécifié que « les sommes sont versées à titre de « paiement anticipé pour le cas où le « client viendrait à être débiteur, par « suite d'opérations à terme exécutées « sur toutes valeurs et « notamment » « sur la Rente française, à traiter en « coulisse ou en banque », n'est pas fondé à soutenir que le mot « notamment » signifie que les couvertures devaient s'appliquer seulement aux opérations sur la Rente française. *Trib. com. Seine* 18 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.219.

4. — Le client qui prétend avoir donné à son agent de change l'ordre de liquider sa position à une époque antérieure à celle où elle a été liquidée doit apporter la preuve de son allégation. *Lyon* 10 *novembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 30 *août* 1906.

5. — Peuvent être tenues comme valant de présomptions contraires à ce moyen de défense le fait, par le client, d'avoir reçu, sans aucune protestation, les lettres annonçant la liquidation et le compte général envoyé par l'agent; celui d'avoir payé des acomptes sans réserves ni observations, et, enfin, cette circonstance que le client a, en pleine connaissance de cause, attendu pour se plaindre de l'attitude de l'agent que celui-ci l'ait assigné en paiement. *Ibid.*

6. — N'est pas recevable la demande en nullité d'opérations de bourse et en restitution de couverture dirigée contre un banquier pour inobservation de l'art 76 C. com. et défaut de justification, lorsque, s'agissant d'ordres à terme au cours moyen sur valeurs cotées, lesquels ne peuvent s'exécuter que par ministère d'agent de change, le banquier a eu soin d'aviser de cette situation son donneur d'ordres en l'informant, en outre, qu'il entendait, nonobstant toute commission, agir, non comme mandataire, mais par contrat direct en qualité de contre-partiste. *Trib. com. Seine* 1er *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.412, *Gaz. Trib.* 2 *novembre* 1906, *Loi* 15 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 4 *décembre* 1906.

7. — Et alors, au surplus, que le donneur d'ordres, spéculateur expérimenté, n'a pu, en raison de sa culture, d'esprit, attestée par sa profession même, se méprendre sur le sens des prospectus et des avis d'opéré qu'il recevait. *Ibid.*

8. — Doit être assimilé à un remisier au point de vue du règlement de son compte de commission et des responsabilité encourues celui qui, ayant amené un client dans une maison de banque ou de coulisse, a touché des remises régulières sur les affaires traitées pour le compte de ce client et a même réclamé le montant de remises dues. *Trib. com.*

Seine 19 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.199. *Loi* 29 *mai* 1906, *Mon. jud. Lyon* 7 *juin* 1906.

9. — Toutefois, il ne saurait être définitivement débité à raison de cette cause qu'après discussion du débiteur principal. *Ibid.*

9 *bis*. — Mais la maison de coulisse a, sur les titres qu'elle détient pour ledit remisier, un droit de rétention qu'autorise l'incorporation qu'elle a faite dans le compte de celui-ci, des crédits résultant des remises qui lui étaient accordées sur les opérations du client. *Ibid.*

10. — Lorsqu'un remisier a été crédité dans une maison de coulisse d'une commission de 25 % sur les affaires traitées par cette maison pour le compte d'un client qu'il y a amené, il est, dans la même proportion, ducroire, vis-à-vis d'elle, à l'occasion des engagements contractés par le client. *Ibid.*

11. — B. MARCHÉS A TERME, PRIME, ESCOMPTE.

V. *suprà*. V° Agent de change, Commissionnaire en marchandises.

12. — C. REPORT. — Les opérations consistant, de la part d'un banquier, à acheter d'abord, dans des maisons de coulisse, pour son propre compte, des valeurs non cotées au cours réel du marché, puis de revendre les mêmes valeurs à son donneur d'ordres, en majorant les cours et en se rendant ainsi son contre-partiste sans son autorisation et à son insu, sont irrégulières et doivent être annulées. *Paris* 24 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 13 *décembre* 1906. *Loi* 23 *décembre* 1906.

13. — Les reports effectués à la suite de telles opérations sont nuls comme ces opérations mêmes; en effet, s'il n'existe entre le report et l'obligation originaire aucune indivisibilité, il est nécessaire, pour que le contrat soit valable, que le consentement du donneur d'ordre ait été donné librement, en connaissance de l'opération primitive, et ne soit pas entaché d'erreur ou de dot, ce qui est le cas quand le banquier s'est livré à des manœuvres pour faire croire à son client qu'il avait été régulièrement effectuée. *Ibid.*

EGLISE.

V. *Cultes*.

ELECTIONS (En général)

V. aussi *Domicile*.

Index alphabétique

Adoption d'une résidence nouvelle 10.
Affiches frauduleuses 43.
Appel des décisions de la commission municipale 33, 39 et s.
Changement de domicile 8 et s.
Commission municipale 26 et s., 36 et s.
Déclarations en cas de recours 33 et s.
Délits électoraux 45, 47.
Demandes de radiations 23, 25.
Domicile réel, 4, 24.
Droits des tiers 22, 31, 42.
Fraudes 43 et 1.
Inscription sur deux listes 13, 16.
Inscription sur les listes 1 et s.
Notification des décisions de la commission 36.
Nullité des élections 43 et s.
Permanence des listes électorales 6, 12.
Poursuites 45.
Présentation du certificat de radiation 28.
Preuve de la radiation 15, 19.
Radiation 7, 11, 19.
Réclamations 26 et s.
Recours 33.
Résidence nécessaire 3 et s.

---

§ I. — *Des listes électorales* (n. 1).

§ II. — *Nullité des élections entachées de fraude* (n. 43).

§ III. — *Délits électoraux. — Prescription* (n. 47).

§ I. — *Des listes électorales.*

1. — A. CONDITIONS REQUISES POUR ÊTRE INSCRIT SUR LES LISTES. — Le juge de paix, qui constate qu'un citoyen a quitté une commune depuis plusieurs années pour se fixer dans une autre commune où il exerce le métier de coiffeur, et qu'il n'a pas de résidence dans la première commune et n'y est pas porté au rôle des contributions directes, refuse à bon droit son inscription sur les listes électorales de cette commune. *Cass. civ.* 4 *avril* 1906. *S.* 359.1.1906.

2. — Le domicile donne droit à l'inscription sur les listes électorales, sans condition de la durée du jour où il est réalisé. *Ibid.*

3. — Doit, par suite, être cassé comme confondant le domicile, le jugement qui rejette la demande d'inscription basée sur le domicile, sous prétexte que le demandeur ne justifie pas de six mois de résidence. *Ibid.*

4. — La liste électorale doit comprendre tous les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune, ou qui y habitent depuis six mois au moins. *Trib. paix Limonest* 22 *février* 1906. *Pand. franç.* 184.2.1906.

5. — En conséquence, les électeurs réellement domiciliés dans la commune n'ont, à la différence des simples résidents, à justifier d'aucune durée de séjour pour obtenir leur inscription sur la liste électorale de la commune. *Ibid.*

6. — B. CONFECTION, PUBLICATION ET REVISION DES LISTES ÉLECTORALES. INSCRIPTION ET RADIATION. — En vertu du principe de la permanence des listes électorales, l'électeur inscrit sur une liste a le droit d'y être maintenu, à moins qu'il ne soit prouvé contre lui qu'il n'a pas qualité pour y figurer. *Cass. civ.* 19 *avril* 1904. 27 *mars* 1906. *D.* 437.1.1906.

7. — En conséquence, le juge de paix ne saurait ordonner la radiation d'électeurs, professeurs dans un ancien pensionnat des Frères de la doctrine chrétienne, par l'unique motif qu'ils ont quitté la commune à la suite de l'arrêté de dissolution de la congrégation à laquelle ils continuent d'appartenir, et « dans les rangs de laquelle ils exercent à l'étranger, la profession rémunérée de congréganiste enseignant ». *Ibid.*

8. — Il en est ainsi, alors surtout qu'il n'était pas contesté que ces électeurs eussent antérieurement fixé leur domicile dans la commune, qu'ils soutenaient devant le juge de paix qu'ils y avaient conservé leur domicile réel, et que ce magistrat leur a donné acte de ce « qu'ils déclarent avoir momentanément cessé de résider dans ladite commune, avec esprit de retour ». *Ibid.*

9. — Dès lors, pour être maintenu sur la liste électorale, l'électeur n'est tenu de faire aucune preuve, ni aucune manifestation nouvelle de volonté. *Ibid.*

10. — A défaut de la déclaration expresse prévue par l'art. 104 C. civ., la preuve de l'intention de changer de domicile dépend des circonstances, qui doivent, dans ce cas, témoigner à la fois de l'abandon complet de l'ancienne résidence et de l'adoption définitive de la nouvelle. *Ibid.*

11. — Lorsqu'il est établi qu'un électeur est déjà inscrit sur une liste, son inscription ne peut être ordonnée sur une autre qu'autant qu'il est justifié que ce soit lui-même qui la réclame ou qu'elle soit demandée par un tiers, qu'il a obtenu ou, tout au moins, sollicité sa radiation de la première. *Cass.* 4 *avril* 1906. *Pand. franç.* 319.1.1906.

12. — En vertu du principe de la permanence des listes électorales, tout électeur dont le nom figure sur la liste électorale d'une commune a le droit d'y rester inscrit jusqu'à ce qu'il soit prouvé contre lui qu'il a perdu le droit d'y figurer. *Cass.* 3 *avril* 1906, *S.* 359.1.1906.

13. — Le seul fait de l'inscription sur une autre liste ne suffit pas pour que la radiation soit prononcée ; il doit être établi que l'électeur a demandé ou accepté cette inscription. *Ibid.*

14. — Doit donc être cassé le jugement du juge de paix qui omet de s'expliquer sur ce point. *Ibid.*

15. — Du principe de la permanence des listes électorales, il résulte que le tiers électeur, qui demande la radiation d'un électeur précédemment inscrit, doit faire la preuve que cet électeur ne remplit plus aucune des conditions légales justifiant son inscription. *Cass.* 28 *mars* 1904, *S.* 415.1.1906.

16. — Par suite, doit être cassé le jugement du juge de paix, qui prononce la radiation d'un citoyen des listes électorales d'une commune, sous prétexte qu'il n'y réside plus, qu'il ne figure plus au rôle des contributions, et qu'il est inscrit sur les listes d'une autre commune, sans s'expliquer d'ailleurs sur la production par le citoyen d'un avertissement de la direction des contributions directes dans la commune au sujet du montant de ses contributions. *Ibid.*

17. — Un tel document est de nature à justifier l'inscription de l'intéressé, s'il lui est réellement applicable. *Ibid.*

18. — L'inscription de l'intéressé dans une autre commune ne serait de nature à faire obstacle à son maintien sur la liste que dans le cas seulement où il aurait opté pour l'autre commune, soit en réclamant lui-même son inscription sur la liste électorale, soit en y exerçant ses droits électoraux, circonstances sur lesquelles le juge de paix doit s'expliquer. *Ibid.*

19. — En conséquence, doit être cassée la décision du juge de paix qui refuse le maintien d'un électeur sur les listes d'une commune, par l'unique motif qu'il ne rapporte pas la preuve qu'il ait obtenu, ou, tout au moins, demandé sa radiation des listes d'une autre commune où il se trouve également inscrit. *Ibid.*

20. — Lorsqu'un électeur, domicilié dans une commune, réclame son inscription sur la liste électorale, il ne peut pas être obligé de représenter un certificat de radiation sur la liste électorale d'une autre commune. *Trib. paix de Limonest* 1er *mars* 1906, *Pand. franç.* 184.2.1906.

21. — Par suite, est illégale et doit être réformée la décision de la commission municipale qui a refusé d'inscrire un citoyen sur la liste électorale pour le motif suivant : « N'a pas fourni le bulletin de radiation à l'appui de sa demande ». *Ibid.*

22. — Les tiers ont le droit, en s'appuyant sur des pièces justificatives de leurs réclamations, de soutenir que des électeurs ne doivent plus figurer sur la liste électorale d'une commune, les uns, parce qu'ils sont décédés, les autres, parce qu'ils ne réunissent plus les conditions exigées par la loi. *Cass.* 4 *avril* 1906. *Pand. franç.* 320.1.1906, *S.* 359.1.1906.

23. — En rejetant en bloc, par un motif d'ensemble et vague, les demandes de radiation dont il est saisi, sans s'expliquer sur les causes de radiations afférentes aux diverses catégories d'électeurs contestés, et sans spécifier, par rapport à chacun d'eux, les pièces justificatives considérées comme non probantes, le juge de paix ne permet pas à la Cour de cassation d'exercer le contrôle qui lui appartient, pour vérifier s'il a été fait une juste application de la loi. En conséquence, la sentence de ce juge de paix manque de base légale et doit être cassée. *Ibid.*

24. — Lorsque le défendeur à une demande en radiation articule dans ses conclusions qu'il a conservé son domicile réel dans sa commune d'origine chez sa mère auprès de laquelle il ren-

tre tous les samedis jusqu'au lundi matin, doit être cassé le jugement du juge de paix qui se borne à déclarer que cet électeur, employé comme comptable dans une autre commune, n'a pas suffisamment prouvé avoir conservé dans sa commune d'origine son domicile réel, et que ses visites chez ses parents ne peuvent être considérées comme une preuve de sa résidence principale dans la commune où habite sa mère. *Ibid.*

25. — En attribuant à un propos tenu avant l'ouverture de la période de revision des listes électorales et non suivi de réalisation le caractère et la valeur d'une demande de radiation, le juge viole l'art. 14 de la loi du 5 avril 1884, et sa décision sur ce point n'a aucune base légale. *Ibid.*

26. — C. RÉCLAMATIONS. — COMPÉTENCE. — VOIES DE RECOURS. — La commission municipale n'a de juridiction et ne peut valablement délibérer que si les cinq membres désignés par la loi pour la composer sont présents. *Cass.* 4 *et* 10 *avril* 1906. *S.* 360.1.1906.

27. — L'absence de l'un d'eux constitue une nullité radicale de la décision qui intervient, nullité qui est d'ordre public. *Ibid.*

28. — ...Et qui peut être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation. *Ibid.*

29. — Le juge de paix, saisi de cette décision par voie d'appel, et qui la confirme, sans relever cette circonstance et la nullité qui en ressort, s'en approprie le vice. *Ibid.*

30. — Il lui appartient, au contraire, de prononcer cette nullité et de statuer au fond par voie d'évocation. *Ibid.*

31. — Le droit d'examen et de critique conféré à tout électeur inscrit conduit à reconnaître aux tiers le droit d'interjeter appel des décisions rendues en matière électorale par les commissions municipales. *Cass.* 15 *avril* 1904, *S.* 259.1.1906.

32. — Le délai qui leur est accordé pour l'exercice de ce droit a pour point de départ la décision elle-même, et pour durée celle de vingt jours. *Ibid.*

33. — En matière électorale, on doit considérer comme suppléant au procès-verbal de la déclaration d'appel contre une décision de la commission municipale le récépissé délivré par le greffier de la justice de paix, et constatant la remise faite par un tiers, d'une lettre de l'appelant, contenant les énonciations prescrites pour cette déclaration. *Trib. paix Limonest* 22 *février* 1906, *Pand. franç.* 184.2.1906.

34. — ... Surtout si un tiers électeur a réitéré l'appel en se présentant personnellement au greffe de la justice de paix, et en faisant la déclaration prescrite par le décret de 1852. *Ibid.*

35. — Les membres de la commission municipale ne peuvent figurer à un titre quelconque, en cause d'appel, dans les débats concernant les décisions auxquelles ils ont pris part comme juges du premier ressort, et leur présence vicie d'une nullité radicale les jugements rendus sur lesdits appels. *Cass.* 10 *avril* 1906, *Pand. franç.* 317.1.1906.

36. — La notification de la décision de la commission municipale, adressée par le maire à un électeur, et contenant de la façon la plus précise l'indication de la commission municipale qui a statué, la date de la décision, les noms et prénoms des électeurs contestés, la nature des demandes et les motifs détaillés de leur rejet, constitue un véritable extrait, et constate de la manière la plus certaine l'existence et la teneur de la décision attaquée. *Cass.* 15 *avril* 1904, *S.* 239.1.1906.

37. — Par suite, lorsque l'appelant présente cette notification, le juge de paix ne peut déclarer l'appel irrecevable faute de production de la décision attaquée. *Ibid.*

38. — Si le juge de paix juge nécessaire la représentation d'une copie entière de cette décision, il lui appartient de prendre telle mesure que de droit pour s'assurer de l'exactitude de l'extrait produit et de la régularité de la sentence. *Ibid.*

39. — Si le maire, président de la commission municipale, est, en principe, sans qualité pour se pourvoir en cassation contre les jugements ayant prononcé sur l'appel des décisions rendues par ladite commission, il en est autrement lorsque ces sentences contiennent des chefs faisant personnellement grief à ce fonctionnaire. *Cass.* 10 *avril* 1906. *Pand. franç.* 317.1.1906.

40. — Spécialement, lorsqu'il résulte des qualités et des constatations d'un jugement, que des électeurs, appelants de diverses décisions émanant de la commission municipale, ont mis en cause le maire, président de cette commission, auquel ils imputaient de leur avoir abusivement refusé communication des décisions afférentes aux électeurs contestés, le pourvoi formé par ce maire contre ce jugement doit être déclaré recevable. *Ibid.*

41. — On ne peut se pourvoir en cassation contre un jugement auquel on n'a pas été partie. *Cass.* 29 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 3 *juillet* 1906, *Loi* 26 *juillet* 1906.

42. — Une dérogation à cette règle ne pourrait être admise en matière électorale, que si par suite d'une fraude ou du caractère de clandestinité que revêtiraient l'appel et le jugement, à raison de circonstances exceptionnelles, il était justifié que les tiers électeurs ont été mis dans l'impossibilité absolue d'intervenir pour exercer leurs droits. *Ibid.*

§ II. — *Nullité des élections entachées de fraude.*

43. — Le fait qu'une affiche faisant appel aux électeurs républicains en faveur d'un candidat au conseil général et portant les signatures du juge de paix, du percepteur, du receveur de l'enregistrement et d'un instituteur suivies de l'indication de leurs fonctions a été apposée dans une commune et reproduite dans un journal du département constitue de la part de ces fonctionnaires un acte de pression de nature à vicier les opérations du scrutin. *Cons. d'Etat* 7 *décembre* 1904, 23 *décembre* 1904, *D.* 76.2.1906.

44. — Mais le fait que plusieurs maires et conseillers municipaux ont signé des affiches électorales ne constitue pas une atteinte à la liberté et à la sincérité du vote. *Ibid.*

45. — Les poursuites relatives à des délits se rapportant à des élections étant indépendantes de la question de validité de ces élections, il n'y a pas lieu pour le Conseil d'Etat de surseoir à statuer sur une protestation dirigée contre une élection au conseil général jusqu'à production du jugement relatif aux poursuites correctionnelles intentées par le requérant contre le candidat élu. *Cons. d'Etat* 20 *mars et* 7 *juin* 1906. *D.* 89.2.1906.

46. — Pareillement l'auteur de la protestation n'est pas fondé à se prévaloir de ce qu'il aurait à produire des pièces actuellement soumises à l'autorité judiciaire dans une instance en diffamation intentée par lui, pour demander qu'il soit sursis à statuer sur sa protestation, alors qu'il lui appartient de verser au dossier des copies certifiées desdites pièces. *Ibid.*

§ III. — *Délits électoraux. — Prescription.*

47. — Toute infraction à la loi du 17 juillet 1889 constitue une contravention punissable par cela seul que la matérialité du fait est acquise. *Riom* 3 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 6 *octobre* 1906.

ELECTIONS CONSULAIRES.

V. *Tribunaux.*

ELECTIONS DEPARTEMENTALES ET D'ARRONDISSEMENT.

Un candidat qui n'a pas son domicile dans le département n'est pas fondé à se prévaloir, pour soutenir qu'il aurait dû être inscrit au rôle de la contribution mobilière et que, par suite, il était éligible au conseil général, de ce qu'il serait devenu locataire d'une maison par bail sous seing privé antérieur au 1er janvier, alors qu'il n'établit pas que ce bail ait été passé avant le jour où, dans le courant de l'année, il a acquis date certaine par la formalité de l'enregistrement. *Cons. d'Et.* 7 *décembre* 1904. *D.* 60.3.1906.

ELECTIONS MUNICIPALES.

Index alphabétique

Adjudicataire des droits de place 1.
Agglomérations distinctes 30, 33.
Annulation de sectionnement de commune 2, 15, 17.
Bulletins blancs 41.
Convocation des électeurs 21, 23.
Délai des réclamations 39.
Droit de vote 34.
Exigibilité 1.
Enquête trop rapide 11.
Entrepreneur d'un service communal 1.
Frais de timbre 9 et s.
Interruption de l'enquête 12.
Legs à deux cantons 16.
Nullité des élections 41 et s.
Opérations au scrutin de liste 21.
Opérations électorales 2 et s.
Pourvoi suspensif 37.
Procédure d'enquête 12.
Protestation 24 et s.
Réclamations 39 et s.
Recours au Conseil d'Etat 2 et s.
Répartition des conseillers à élire 18.
Section enclavée dans une autre 27.
Sectionnement d'une commune 3 et s., 11 et s.
Sectionnement irrégulier 14, 20, 27 et s.

§ I. — *Des conditions d'éligibilité et de l'exercice du mandat* (n. 1).

§ II. — *Des opérations électorales* (n. 2).

§ III. — *Des réclamations. — Compétence. — Procédure. — Voies de recours* (n. 34).

§ IV. — *Nullité et annulation des élections* (n. 41).

§ I. — *Des conditions d'éligibilité et de l'exercice du mandat.*

place sur le marché d'une commune ne peut être considéré comme entrepreneur d'un service communal, et, par suite, il cette commune. *Cons. d'Et.* 23 *décembre* 1903. *S.* 56.3.1906. *D.* 37.3.1905.

§ II. — *Des opérations électorales.*

2. — Une délibération du conseil général divisant une commune en sections électorales est susceptible d'être déférée au Conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoir. *Ibid.*

3. — La commune, dont le territoire a été divisé en sections, a qualité pour former un recours pour excès de pouvoir contre la délibération du conseil général établissant le sectionnement. *Ibid.*

4. — Et il en est de même des électeurs de la commune. *Ibid.*

5. — Des électeurs de la commune ont qualité pour intervenir à l'instance à l'effet de demander le maintien de la délibération attaquée. *Ibid.*

6. — Il en est de même des membres

7. — Mais le conseil général, dont la du conseil municipal. *Ibid.*
délibération est attaquée, n'a pas qualité pour intervenir à l'instance. *Ibid.*

8. — Un recours, formé plusieurs années après la dernière délibération du conseil général maintenant un sectionnement, n'est pas recevable, alors même que plusieurs des requérants n'ont été inscrits sur la liste électorale que récemment, et qu'aucun d'eux n'a reçu notification personnelle du sectionnement. *Ibid.*

9. — Une commune qui succombe dans l'instance doit être condamnée à rembourser aux intervenants les frais de timbre et d'enregistrement exposés par eux. *Ibid.*

10. — Mais le département, n'étant pas partie en cause, ne peut être condamné à rembourser à l'auteur du recours les frais de timbre et d'enregistrement exposés par lui dans le cas où la délibération du conseil général est annulée. *Ibid.*

11. — Une délibération de conseil général portant sectionnement est rendue sur une procédure irrégulière, lorsque l'enquête à laquelle il a été procédé dans la commune n'a duré que trois heures. *Ibid.*

12. — Mais dans le cas où une enquête ouverte pour quatre jours a été interrompue le troisième, l'irrégularité commise n'est pas suffisante pour vicier la procédure d'enquête, s'il n'est même pas allégué qu'aucun électeur se soit présenté pour réclamer pendant la journée d'interruption de l'enquête. *Ibid.*

13. — Doit être annulée une délibération, par laquelle le conseil général a adopté un sectionnement autre que celui qui avait fait l'objet du projet déposé à la session d'avril du conseil général et soumis à l'enquête. *Ibid.*

14. — Il appartient au conseil général de supprimer un sectionnement établi, sans autre condition que de se conformer aux formalités prescrites par le § 2 de l'art. 12 de la loi du 5 avril 1884, et cela alors même que la situation en vue de laquelle ce sectionnement avait été établi ne s'était pas modifiée. *Cons. d'Et.* 25 *mars* 1904. *S.* 90.3.1906.

15. — Dans le cas où un sectionnement est conforme aux prescriptions de la loi, une commune n'est pas fondée à demander l'annulation de la délibération qui l'a établi, par le motif que ce sectionnement aurait été adopté pour des raison d'ordre politique et en vue de modifier les résultats du vote. *Ibid.*

16. — Lorsqu'un legs a été fait aux écoles laïques des deux cantons d'une commune qui comprennent l'ensemble de cette commune qui est en réalité bénéficiaire du legs, et par suite les deux cantons ne constituent pas des fractions de territoires ayant des biens propres et ne pouvant être divisées en plusieurs sections électorales. *Ibid.*

17. — Doit être annulé le sectionnement d'une ville comptant plus de 10.000 habitants d'après lequel deux sections auraient un nombre de conseillers à élire inférieur à quatre. *Ibid.*

18. — La répartition des conseillers à élire entre les sections est régulière, si elle a été faite d'après le chiffre des électeurs inscrits dans chaque section au moment où intervient l'arrêté préfectoral de répartition, et les élections faites en vertu de cette répartition doivent être maintenues, alors même que certaines inscriptions seraient irrégulières ou que, postérieurement à l'arrêté du préfet, l'inscription de nouveaux électeurs modifie le nombre des électeurs de chaque section. *Cons. d'Et.* 26 *juillet* 1905. *S.* 90.3.1906.

19. — Ne constitue pas une violation de l'art. 12 § 4 de la loi du 5 avril 1884 le fait que l'arrêté préfectoral fixant le nombre des conseillers à élire dans chaque section n'a été publié que postérieurement à l'arrêté convoquant les électeurs pour des opérations électorales. *Ibid.*

20. — Lorsque, par suite de la diminution du nombre des électeurs inscrits dans une section, cette section n'a plus, proportionnellement au chiffre total des électeurs de la commune, un nombre d'électeurs suffisant pour avoir droit à deux conseillers, le sectionnement devient irrégulier, et par suite les opérations électorales faites d'après ce sectionnement doivent être annulées. *Ibid.*

21. — Les sectionnements établis par les conseils généraux subsistent jusqu'à une nouvelle décision; le préfet est tenu de prendre un arrêté de convocation des électeurs conforme au sectionnement voté par le conseil général, alors même qu'il estimerait le sectionnement irrégulier, et si l'arrêté de convocation des électeurs a spécifié que les opérations électorales auraient lieu au scrution de liste pour toute la commune, les opérations ainsi effectuées sont entachées de nullité. *Cons. d'Et.* 15 *et* 20 *mars* 1905. *S.* 90.3.1906.

22. — Et il appartient au conseil de préfecture, juge de la validité de l'élection, d'apprécier si les élections faites au scrutin de liste pour toute la commune étaient régulières. *Ibid.*

23. — Aucune irrégularité n'est commise dans le cas où le sectionnement d'une commune est porté à la connaissance des électeurs, en même temps que l'arrêté préfectoral convoquant les électeurs pour des opérations électorales, plus de quinze jours avant ces opérations. *Cons. d'Et.* 25 *février* 1905. *S.* 90.3.1906.

24. — La faculté ouverte aux électeurs d'une commune d'attaquer la délibération du conseil général portant sectionnement ne les prive point du droit de contester la validité d'opérations électorales faites d'après ce sectionnement, en se fondant sur l'irrégularité du sectionnement. *Ibid.*

25. — Mais les auteurs d'une protestation contre des opérations électorales ne peuvent, dans cette protestation, demander l'annulation de la délibération portant sectionnement. *Ibid.*

26. — Il doit en être de même pour le sectionnement d'une commune de moins de 10.000 habitants d'après lequel une section ne comporte pas le nombre d'électeurs nécessaires pour justifier l'attribution de deux conseillers municipaux. *Ibid.*

27. — Les sections ne sont pas composées de territoires contigus, et par suite le sectionnement est irrégulier, lorsqu'une section est enclavée dans le territoire d'une autre. *Ibid.*

28. — Est irrégulier un sectionnement établi sans qu'il ait été tenu compte de la disposition naturelle des lieux. *Ibid.*

29. — ....Dans une commune de moins de 10.000 habitants où il n'existe pas plusieurs agglomérations d'habitants distinctes et séparées. *Ibid.*

30. — Ne constituent pas des agglomérations distinctes et séparées des habitations disséminées autour de l'agglomération formant le chef-lieu de la commune. *Ibid.*

31. — Il en est ainsi, bien que dans des groupes d'habitations, il existe une chapelle privée et une garderie d'enfants. *Ibid.*

32. — Ou une école publique de hameau. *Ibid.*

33. — Est recevable le moyen à l'appui de la demande d'annulation tiré de ce que ce serait à tort que le décret se serait fondé pour annuler la décision du conseil général sur ce que la commune ne comprendrait pas le nombre d'agglomérations d'après lequel a été fait le sectionnement. *Cons. d'Et.* 10 *février* 1905. *D.* 87.3.1906.

§ III. — *Des réclamations. Compétence. Procédure. Voies de recours.*

34. — Un individu inscrit sur la liste électorale par décision du juge de paix a le droit de prendre part au scrutin. *Cons. d'Et.* 13 *mars* 1905. *D.* 92.3.1906.

36. — Au contraire, ne peut pas prendre part au scrutin un individu rayé de la liste par une décision du juge de paix. *Ibid.*

37. — Et il en est ainsi, tant que la décision du juge de paix n'a pas été infirmée par la Cour de cassation, le pourvoi en cassation n'ayant pas d'effet suspensif. *Ibid.*

38. — Il suit de là qu'il n'y a pas lieu pour le juge de l'élection appelé à déterminer le nombre des suffrages régulièrement exprimés de surseoir à statuer jusqu'à ce que la Cour de cassation ait statué sur ces pourvois. *Ibid.*

39. — Si les réclamations contre les élections au conseil municipal doivent être présentées dans le délai de cinq jours à compter de l'élection, la déchéance édictée par cet article ne saurait être encourue par ceux dont l'intérêt ne peut naître avant l'expiration du délai pour réclamer. *Cons. d'Et.* 24 *février* 1904. *S.* 77.3.1906.

40. — En conséquence, un conseiller, proclamé élu par le bureau électoral, est recevable, en présence d'une protestation d'un candidat, qui demande à être proclamé à sa place, à faire valoir ses griefs contre l'élection de ce dernier jusqu'au jour où le conseil de préfecture prononce sa décision, et ses conclusions ne peuvent être écartées comme ayant été présentées plus de cinq jours après l'élection. *Ibid.*

§ IV. — *Nullité et annulation des élections.*

41. — Des bulletins blancs et des bulletins portant des signes intérieurs de reconnaissance doivent être déduits, tant du nombre des suffrages exprimés que du nombre des voix obtenues par les candidats, et le juge de l'élection doit proclamer élu un candidat, qui, après la déduction ci-dessus indiquée, a un chiffre de voix supérieur à la majorité absolue, et qui n'a pas été proclamé par le bureau. *Cons. d'Et.* 23 *décembre* 1903. *S.* 56.3.1906. *D.* 37.3.1906.

42. — Dans le cas où, par suite de l'erreur du bureau, résultant de ce qu'il n'avait pas admis l'élection d'un candidat qui avait obtenu la majorité au premier tour de scrutin et qui a été ultérieurement proclamé élu par le juge de l'élection, les opérations du second tour de scrutin ont eu lieu pour la nomination d'un plus grand nombre de conseillers qu'il n'en restait à élire, il y a lieu d'annuler ces opérations dans leur ensemble, et non pas seulement l'élection du dernier candidat nommé au second tour. *Ibid.*

43. — Dans ce cas, si le conseil de préfecture n'a annulé que l'élection du dernier candidat nommé au second tour de scrutin, le Conseil d'Etat, bien que saisi d'un pourvoi relatif uniquement à la proclamation faite par le juge de première instance d'un candidat élu au premier tour, doit réparer d'office l'ommission du conseil de préfecture et annuler l'ensemble des opérations du second tour. *Ibid.*

EMPLOYES.

V. *Louage d'ouvrage et d'industrie, Louage de services, Responsabilité civile.*

ENFANTS (Protection des).

V. *Travail (Protection du).*

ENQUETE.

V. aussi *Témoins*.

1. — A. Enquête en matière ordinaire. —Une prorogation d'enquête ne doit être accordée par les tribunaux qu'avec une extrême circonspection et à raison seulement de circonstances graves. A plus forte raison, il doit en être de même, pour ordonner, en matière civile,un supplément d'enquête, alors que le demandeur a fait procéder à l'enquête qu'il avait obtenue sur les faits articulés par lui. *Lyon* 8 *août* 1906. *Mon. jud. Lyon* 13 *septembre* 1906. *Gaz. Trib.* 1er *novembre* 1906.

2. — B. Des enquêtes en matière sommaire et devant les tribunaux de commerce. — Aucun délai de rigueur n'est fixé par le Code de procédure pour les enquêtes sommaires, parmi lesquelles sont rangées les enquêtes faites devant les tribunaux de commerce. *Trib. com. Marseille* 1er *juin* 1906. *Rec. Marseille* 299.1. 1906.

3. — Celui qui ne fait pas commencer l'enquête par lui obtenue au jour fixé par le jugement qui l'a ordonnée n'encourt donc aucune déchéance, alors même qu'il n'a pas obtenu de prorogation. *Ibid.*

4. — Si donc la partie contre qui l'enquête a été ordonnée prend, au jour fixé, un jugement de défaut congé, faute par la partie adverse de se présenter, celle-ci n'en a pas moins le droit, en faisant opposition au jugement de défaut-congé, d'obtenir un nouveau jugement ordonnant cette enquête et fixant le jour où elle aura lieu. *Ibid.*

5. — Dans les enquêtes qui se font à l'audience, le juge peut provoquer contradictoirement les explications des témoins produits par chacune des parties. *Cass.* 8 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.277.

6. — C. Enquête devant les juges de paix et les conseils de prud'hommes. Lorsque l'objet de l'enquête est précisé, conformément au vœu de l'art. 48 du décret du 11 juin 1809, il peut y être procédé immédiatement si les parties y consentent régulièrement. *Ibid.*

7. — La sanction de nullité n'est point attachée à l'inobservation de la prescription de l'art. 50 du décret de 1809, concernant l'audition séparée des témoins. *Ibid.*

ENREGISTREMENT.

V. aussi *Impôt sur le revenu*.

Index alphabétique

Absence d'enregistrement 39.
Acte étranger 11.
Action en recouvrement 30.
Adjudication 34.
Age de l'usufruitier 10.
Amendes 47.
Apport en société 12.
Association religieuse 22 et s.
Assurance sur la vie 20.
Caractère d'association religieuse 24.
Cession de marché 3.
Compétence 46 et s.
Compte courant 5.
Concession de droits de place 7.
Congrégations 21 et s.
Constitution de dot 1.
Déclarations estimatives 34.
Déduction des dettes 16, 18 et s.
Délai de l'enregistrement 38 et s.
Dommages-intérêts 32.
Droit complémentaire 6.
Droit de cautionnement 2 et s.
Droit de donation 1.
Droits de stationnement 7.
Droits sur les jugements 32.
Estimation 36.
Exigibilité de l'impôt 26, 39.
Expertise 33.
Impôt sur le revenu 26.
Liquidation des droits 33 et s,
Mutations entre époux 14.
Mutations entre vifs 10 et s.
Mutations par décès 13 et s.
Mutations secrètes 8 et s.
Paiement des droits 40.
Perception des droits 27, 43 et s.
Poursuites 45 et s.
Prescription 49 et s.
Preuve de l'impôt 27.
Preuve de l'indivision 29.
Procédure 45, 47.
Promesse de vente 8.
Recouvrement de l'impôt 30.
Restitution 40, 43, 48.
Saisie 31.
Taxe d'accroissement 21 et s.
Taxe de l'usufruit 10 et s.
Usufruit 10 et s.

---

§ I. — *Droits d'obligation et de libération* (n. 1).
§ II. — *Droits de mutation* (n. 8).
§ III. — *Droits dus sur les jugements et taxe des frais de justice* (n. 32).
§ IV. — *Liquidation des droits* (n. 33).
§ V. — *Déclarations et délais pour l'enregistrement. — Peines applicables au défaut d'enregistrement dans les délais, aux omissions, aux fausses déclarations, aux contre-lettres* (n. 83).
§ VI. — *Perception des droits* (n. 43).
§ VII. — *Poursuites et instances* (n. 45).

---

§ I. — *Droits d'obligation et de libération.*

1. — La reconnaissance par le futur d'avoir reçu la dot se lie étroitement à la libéralité faite, à l'occasion du mariage, par les parents de la future et forme avec la constitution de dot l'un des éléments nécessaires et corrélatifs du contrat, lequel est soumis, pour l'ensemble de ses dispositions, au droit proportionnel de donation. *Cass. civ.* 23 *octobre* 1906, *Gaz. Pal.* 347.2.1906, *Gaz. Trib.* 25 *novembre* 1906, *Cf. Trib. civ. Nérac* 15 *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 19 *octobre* 1906.

2. — En conséquence, l'engagement souscrit par les ascendants du futur de garantir le retour de la dot consentie à la future ne saurait être affranchie du droit particulier de cautionnement, auquel il est assujetti indépendamment de la taxe perçue sur la convention principale, et le tarif applicable est celui de 0 fr. 50 %. *Ibid.*

3. — L'acte par lequel un entrepreneur de travaux publics se substitue, pour l'exécution d'un marché, un autre entrepreneur, avec lequel il doit demeurer solidairement responsable des obligations imposées par le cahier des charges, renferme non seulement une cesion de marché, passible du droit fixe de 2 francs, mais un cautionnement de la part de l'entrepreneur originaire. *Trib. civ. Seine* 2 *février* 1906, *Gaz. Trib.* 11 *octobre* 1906.

4. — En conséquence, la réclamation d'un droit distinct de cautionnement sur le marché cédé, n'a rien de contraire à l'article 69, § 2, n° 8, de la loi de frimaire an VII. *Ibid.*

5. — Lorsque les parties, dans une ouverture de crédit constituant un véritable compte courant, ont englobé toutes les affaires conclues entre elles, l'obligation du remboursement du crédit au profit du créditeur ne naît pas au moment des remises successives, et ce n'est que dans la balance définitive du compte que l'Administration peut trouver le titre pour percevoir un complément du droit d'obligation; en dehors de cette condition, toute poursuite devient prématurée. *Ibid.*

6. — Le droit complémentaire est dû solidairement par toutes les parties sans que l'Administration ait à se préoccuper des recours qu'elles peuvent avoir à exercer les unes contre les autres, et si les parties n'ont pas payé, sauf restitution, l'intégralité des biens qui leur étaient réclamés, elles doivent être condamnées en tous les dépens, bien que le tribunal reconnaisse partiellement le bien fondé de leurs prétentions. *Ibid.*

7. — Lorsque la concession de droits de place et de stationnement consentie par une ville à un particulier, moyennant le paiement d'une redevance annuelle, fait l'objet — de la part du concessionnaire — d'un apport en société, et que l'apporteur excepte de son apport et se réserve, sur le montant annuel des droits de place à percevoir par la société, une somme précisément égale à la redevance due par la ville, cette clause donne à l'apport le caractère onéreux jusqu'à concurrence du prix mis ainsi à la charge de la société et rend exigible le droit de bail de 0,20 % sur cette partie de l'apport. *Trib. civ. Seine* 13 *janvier* 1906. *Journ. Soc.* 371.1.1906.

§ II. — *Droits de mutation.*

8. — A. Des mutations secrètes et des présomptions légales. — La prétendue réalisation d'une promesse de vente d'immeubles, invoquée par l'administration de l'Enregistrement pour justifier la réclamation du droit de mutation, doit être établie par des faits probants. *Trib. civ. Poitiers* 12 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.12, *Gaz. Trib.* 25 *août* 1906.

9. — Spécialement, elle ne saurait résulter de la qualité de propriétaire, prise inconsidérément par le locataire dans des actes de procédure et dans un acte d'échange, ni de travaux importants effectués par le locataire, lorsqu'il est établi que le propriétaire n'a pas pris part à ces actes, et que, lorsqu'il les a connus, il en a poursuivi le redressement devant le tribunal; lorsque, enfin, il a constaté que le locataire a continué à payer son loyer et que son bail lui permettait de modifier complètement l'état de l'immeuble. *Ibid.*

10. — B. Mutations entre vifs a titre onéreux. — Au point de vue de la perception des droits de mutation, il résulte de l'article 13 de la loi du 25 février 1901, que la nue-propriété et l'usufruit sont taxés selon leur valeur respective d'après l'âge de l'usufruitier et au moment du démembrement de la propriété. *Trib. civ. Versailles* 16 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 2 *août* 1906.

11. — Si la réunion de la nue propriété à l'usufruit se produit normalement, elle ne saurait être la cause de la perception d'aucun droit, mais si, moyennant une prestation quelconque, et par un fait volontaire, l'usufruitier abandonne au profit du nu propriétaire les droits qui lui appartenaient, il y a là mutation de propriété entraînant perception d'un droit proportionnel. *Ibid.*

12. — Lorsque l'un des associés apporte en société un fonds de commerce et des marchandises et déclare que ces biens étant grevés d'un certain passif, il n'en fait apport que sous déduction de la partie d'actif nécessaire pour acquitter lui-même le passif, sans que la société ait à s'immiscer dans le paiement, cette convention n'a pas le caractère de vente ou d'apport à titre onéreux donnant ouverture au droit proportionnel de mutation. *Trib. civ. Beauvais* 2 *juin* 1905. *Journ. Soc.* 367.1906.

13. — C. Mutations par décès. — Les libéralités matrimoniales faites entre futurs époux conservent nécessairement, après la dissolution de l'union conjugale, le caractère juridique qui leur est propre, ce qui laisse subsister la qualité d'époux par rapport à des libéralités dont elle est la condition constitutive. *Trib. civ. Seine* 19 *janvier* 1906. *Gaz. Trib.* 20 *juillet* 1906.

14. — En conséquence, en cas de transmission par suite de décès des biens provenant d'une donation faite par contrat de mariage au profit du conjoint qui a bénéficié d'un jugement de divorce, c'est le droit de mutation entre époux et non le droit de mutation entre étrangers, qui est exigible. *Ibid.*

15. — En matière d'impôts, c'est avant tout dans le texte même de la loi qui les établit qu'il faut chercher quelle a été l'intention du législateur, et les dispositions dans lesquelles il l'a manifestement exprimée doivent recevoir l'application stricte et littérale que leur teneur commande. *Trib. civ. Versailles* 6 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.13, *Gaz. Trib.* 29 *août* 1906.

16. — Or, en matière de dettes succes-

sorales, la loi ne refuse la déduction qu'à celles consenties par le défunt au profit de ses héritiers ou personnes interposées. Par suite, la dette contractée au profit d'un légataire est déductible. *Ibid.*

17. — Il en est spécialement ainsi lorsque le créancier a été institué légataire particulier de quelques objets à titre de souvenir. *Ibid.*

18. — En disposant que, pour obtenir la déduction du passif, « les héritiers ou leurs représentants » doivent fournir certaines justifications, l'art. 4 de la loi du 25 février 1901 s'applique à tous ceux qui sont intéressés à la déduction, c'est-à-dire aux héritiers proprement dits et à tous les successeurs à titre universel du défunt. *Trib. civ. Orléans* 24 *mai* 1905. *D.* 319.2.1906.

19. — La dette consentie par le défunt au profit d'un légataire particulier ne peut être déduite de l'actif de la succession, pour le payement des droits de mutation par décès, lorsqu'elle résulte d'un acte sous seing privé qui n'a acquis date certaine que par le décès du débiteur. *Ibid.*

20. — Le capital d'une assurance sur la vie recueilli à titre gratuit par un bénéficiaire nommément désigné fait partie, au point de vue fiscal, de la succession de l'assuré et ne doit supporter le droit de mutation par décès que déduction faite du passif à la charge de ce bénéficiaire. *Trib. civ. Seine* 17 *mars* 1906. *D.* 232.2.1906.

21. — La taxe annuelle et obligatoire que l'art. 3 de la loi du 16 avril 1895 a substituée au droit d'accroissement établi par les lois du 28 décembre 1880 et du 29 décembre 1884 et la taxe de 4 pour 100 sur le revenu, exigible en vertu des mêmes lois, atteignent toutes les congrégations, communautés et associations religieuses autorisées ou non autorisées, à raison de leur seule qualité. *Cass.* 29 *juillet* 1903, 9 *décembre* 1903 *et* 21 *décembre* 1903. *D.* 276.1.1906, *S.* 367.1904, *Cf. Cass.* 8 *août* 1906, *Gaz. Trib.* 8 *décembre* 1906. *Trib. civ. Seine* 27 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 18 *décembre* 1906.

22. — Spécialement, on doit considérer comme une association religieuse passible des deux taxes, celle qui résulte de l'acquisition d'immeubles, faite conjointement et solidairement par un congréganiste et deux personnes laïques, même sans clause de réversion, du moment où les biens ainsi acquis sont affectés pour la presque totalité, sans loyer ni aucune redevance, au logement des membres d'une congrégation non autorisée et où cette affectation apparait nettement comme ayant été le but de l'acquisition. *Ibid.*

23. — Constitue également une association religieuse, sujette comme telle à la taxe d'accroissement, la société civile immobilière par actions, formée entre plusieurs religieuses et quelques dames laïques, alors que cette société n'a pris part à aucune entreprise industrielle ni à aucune spéculation, que ses immeubles n'ont fait l'objet d'aucun acte de vente, mais ont été affectés à l'œuvre d'une communauté, dans le but d'assurer le fonctionnement de cette congrégation. *Ibid.*

24. — Il importe peu, d'ailleurs, qu'une telle association ne soit pas composée de membres tous religieux, affiliés à la même congrégation, et qu'elle comprenne, en outre des laïques, ce qui exclut le lien religieux et la règle spirituelle commune, dès lors que les associés laïques, domiciliés au siège de la congrégation et participant à ses occupations, peuvent être considérés comme lui étant affiliés, ou bien encore lorsque leur adjonction n'a d'autre but que de masquer, sous le voile d'une entreprise industrielle et laïque, le caractère religieux de l'association. *Ibid.*

25. — On objecterait non moins vainement que le caractère d'association religieuse ne saurait appartenir à une société civile qui tire des revenus de ses immeubles, en les louant à une communauté et qui paye régulièrement les coupons de ses actions, s'il est constant que le prix du loyer de ses meubles et immeubles occupés par la congrégation, constitutif du seul produit de la société civile, est remboursé aux religieuses sous forme de dividendes. *Ibid.*

26. — L'impôt sur le revenu et la taxe d'accroissement doivent être acquittés, sans autre condition d'exigibilité, par « toutes les congrégations, communautés et associations religieuses » c'est-à-dire par les associations qui, même sans se présenter le caractère de congrégations ou de communautés, sont à titre principal et prédominant constituées dans un but religieux. *Cass. civ.* 22 *novembre* 1905. *S.* 423.1.1906. *Cf. Cass. req.* 17 *juillet* 1905. *S.* 419.1.1906.

27. — Et pour établir la perception des droits dus au Trésor, la Régie peut recourir à tous les modes de preuve admis par les lois fiscales, et elle est notamment recevable à invoquer les présomptions tirées, soit de faits constants soit d'actes parvenus à sa connaissance par les voies légales. *Ibid.*

28. — Il en est ainsi spécialement lorsqu'il résulte des constatations d'un jugement que plusieurs personnes, appartenant à une même congrégation, ont acquis conjointement et solidairement un immeuble, antérieurement loué par les vendeurs à ladite congrégation, que, dans l'acte de vente, les acquéreurs ont déclaré faire leur affaire personnelle du bail, que la congrégation a continué à occuper les immeubles vendus, et que le bail n'a été renouvelé que près de dix ans après l'expiration du premier bail, et peu de jours avant la promulgation de la loi du 16 avril 1895. *Ibid.*

29. — Dans ce cas, la Régie peut prétendre à bon droit que les parties ne se trouvaient pas dans un état d'indivision pure et simple, mais qu'elles avaient formé entre elles une association dans l'unique but de maintenir l'affectation de l'immeuble au développement de l'œuvre essentiellement religieuse entreprise par la congrégation dont elles font partie, et c'est à tort que le tribunal décide que la Régie n'a pas rapporté la preuve de l'existence de cette association. *Ibid.*

30. — Aux termes de l'art. 7 de la loi du 16 avril 1895, qui a eu pour but de faciliter le recouvrement de l'impôt et dont l'effet est rétroactif, l'action en recouvrement de la taxe annuelle et obligatoire d'accroissement est valablement dirigée contre tout membre agrégé, à un titre quelconque, à une association religieuse non reconnue. *Cass. req.* 29 *juillet* 1903, 9 *décembre* 1903 *et* 21 *décembre* 1903. *D.* 276.1.1906.

31. — Par conséquent, lorsqu'un jugement a condamné l'un des membres d'une association religieuse tontinière, pris en cette qualité, au payement de la taxe d'accroissement, la Régie peut, en vertu de cette décision, procéder valablement à la saisie immobilière des immeubles communs, sans mettre en cause les autres associés, étant donné qu'elle agit, non comme créancière personnelle de l'associé condamné, mais bien comme créancière de l'association. *Ibid.*

§ III. — *Droits dûs sur les jugements et taxe des frais de justice.*

32. — La réparation à laquelle est tenu, en cas d'incendie, le locataire, placé par l'art. 1733 C. civ., sous une présomption de faute, a le caractère de dommages-intérêts. — Par suite, le droit proportionnel de 3 p. 100, édicté par l'art. 16, § 7, de la loi du 26 janvier 1892 sur les condamnations à des dommages-intérêts, doit être perçu sur le jugement qui, à la suite d'un incendie ayant éclaté dans une maison louée, du règlement du sinistre par une Compagnie d'assurances, et du recours exercé par cette Compagnie, subrogée aux droits du propriétaire contre le locataire, condamne ce dernier à payer à la Compagnie la somme à laquelle il était astreint envers le propriétaire. *Cass.* 6 *mai* 1905. *S.* 193.1.1906.

§ IV. — *Liquidation des droits.*

33. — L'art. 17 de la loi du 22 frimaire an VII, édicté pour permettre à l'Administration de relever, au moyen de l'expertise, le prix exprimé dans les contrats à titre onéreux translatifs de propriété de biens immeubles, ne désigne pas les actes judiciaires comme pouvant donner lieu à cette expertise. *Trib. civ. Seine* 20 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.494.

34. — En conséquence, lorsque, outre le prix principal d'une adjudication judiciaire, il existe des charges ne pouvant être évaluées que par une déclaration estimative, une rente viagère, par exemple, l'Administration a les moyens de contrôle dont elle dispose dans les autres déclarations estimatives, c'est-à-dire les présomptions; mais elle ne peut recourir à l'expertise. *Ibid.*

35. — En matière d'enregistrement, dans le cas d'avis différents des experts, c'est l'évaluation de la majorité qui doit prévaloir. *Cass.* 19 *avril* 1905. *S.* 241.1.1906.

36. — Spécialement, lorsque, à la suite d'un désaccord entre l'expert de la partie et celui de l'Administration, le tiers expert a soumis aux juges trois bases d'évaluation, que le tribunal a écarté l'une des estimations comme produit d'un bail de trop courte durée et une autre comme produit aléatoire d'un bail à portion de fruits, c'est avec raison que le tribunal accueille la troisième estimation comme étant celle de la majorité des experts, si cette estimation est intermédiaire entre celle de l'expert de l'Administration et celle de l'expert des parties. *Ibid.*

37. — Le tribunal a écarté également avec raison le revenu à rente fixe évalué par le tiers expert pour un bail de trois ans, s'il a refusé d'accepter ce chiffre par le motif décisif qu'il ne pouvait pas être question d'un semblable bail dans un pays de vignobles, la culture des vignes présentant trop d'aléas pour qu'un preneur puisse limiter ses calculs à d'aussi courtes périodes. *Ibid.*

§ V. — *Déclarations et délais pour l'enregistrement. Peines applicables au défaut d'enregistrement dans les délais, aux omissions, aux fausses déclarations, aux contre-lettres.*

38. — Doit être enregistrée dans les trois mois, sous peine d'amende, la cession à une société des marchandises et matières premières dépendant d'un établissement industriel qui, par acte distinct, fait l'objet d'un apport pur et simple à ladite société. *Trib. civ. Lille* 3 *août* 1905. *Journ. Soc.* 375.1906.

39. — L'absence d'enregistrement d'un jugement dans le délai légal des vingt jours de sa date rend exigible le double droit, sans qu'il y ait lieu d'examiner si le retard dans l'accomplissement de cette formalité peut s'expliquer par les exigences excessives formulées par les agents de l'Administration. *Trib. Civ. Seine* 19 *janvier* 1906. *Gaz. Trib.* 7 *août* 1906.

40. — Les contribuables ne peuvent atténuer ou différer le paiement des droits, sous prétexte de contestation sur leur quotité ou pour quelque autre cause que ce soit; il leur appartient seulement de se pourvoir en restitution s'il y a lieu. *Ibid.*

41. — L'usage en justice d'un acte sous

seings privés ou d'un acte passé en pays étranger, entraîne, aux termes de l'art. 23 de la loi de frimaire an VII, pour celui qui effectue cet usage, obligation de faire enregistrer l'acte, alors même qu'il n'y aurait point figuré comme partie, et l'art. 58 de la loi du 28 avril 1816 renouvelle cette disposition et la complète, en décidant que l'acte étranger produit en justice doit acquitter les mêmes droits que s'il avait été souscrit en France sur des biens français. *Trib. civ. Seine* 8 *février* 1906. *Gaz. Trib.* 3 *septembre* 1906.

42. — L'usage ainsi visé par la loi consiste non seulement dans la production matérielle de l'acte au Tribunal, mais encore dans le fait d'en manifester devant lui l'existence, en invoquant les stipulations qui y sont contenues pour en tirer argument. *Ibid.*

§ VI. — *Perception des droits.*

43. — Lorsque les justifications nécessaires n'ont pas été produites au moment de la déclaration de succession, le passif grevant cette succession ne doit pas être déduit, mais les héritiers peuvent obtenir ultérieurement la restitution des droits perçus en trop en complétant ces justifications. *Trib. civ. Angoulême* 14 *février* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.11. *Gaz. Trib.* 16 *septembre* 1906.

44. — Dans ce cas, les frais de l'instance restent à la charge des parties jusqu'au moment de la production. *Ibid.*

§ VII. — *Poursuites et instances.*

45. — A. Procédure et instruction. — Si l'instruction des instances relatives à la perception des droits d'enregistrement doit être faite sur mémoires respectivement signifiés ,il suffit, pour satisfaire au vœu de la loi que le jugement constate, dans son exposé des faits (ou dans les qualités) la date de la signification des divers mémoires produits par les parties. *Ibid.*

46. — B. Compétence. — Aux termes de l'art. 23 *in fine* de la loi du 23 août 1871, les contraventions aux dispositions de l'art. 18 du même texte sont instruites et jugées selon les formes prescrites par l'art. 76 de la loi du 28 avril 1816 qui renvoie lui-même aux formes prescrites par les lois des 22 frimaire an VII et 27 ventôse an IX. Ces textes disposent que l'introduction des instances que la régie aura à suivre pour toutes les perceptions qui lui sont confiées « auront lieu devant les tribunaux civils de département. » *Trib. paix Alger* 3 *mai* 1906. *Loi* 26 *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 19 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 11 *juillet* 1906.

47. — Il résulte de l'ensemble de ces textes que cette procédure spéciale ne s'applique qu'aux amendes de contravention relatives au recouvrement des droits de timbre et que la procédure ordinaire est suivie dans toutes les autres instances. *Ibid.*

48. — Spécialement les formes prescrites par les lois des 22 frimaire an VII 27 ventôse an IX ne s'appliquent pas à l'action introduite contre le trésorier général de l'Algérie et tendant à la restitution du coût des timbres-quittances apposés mensuellement sur les états de traitement d'un fonctionnaire, professeur à l'école de droit d'Alger. En conséquence, le tribunal de paix est compétent pour statuer sur cette action purement personnelle et mobilière, alors que son montant ne dépasse pas le taux de la compétence fixée par l'art. 1er de la loi du 12 juillet 1905. *Ibid.*

49. — C. Prescription. — La prescription de deux ans édictée par l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an VII est restreinte aux omissions et insuffisances de perception des actes précédemment enregistrés; les droits principaux dont la prescription n'est réglée par aucune loi spéciale restent sous l'empire du droit commun et ne sont soumis qu'à la prescription trentenaire. *Cass.* 22 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.296.

50. — Lorsque des actes non enregistrés ont été produits devant un expert, la réclamation des droits auxquels ils donnent ouverture n'est pas soumise à la prescription biennale. *Ibid.*

51. — La mention faite dans un acte relatif à une ouverture de crédit, du solde débiteur d'un précédent crédit, ne fait pas courir la prescription biennale du 22 frimaire an VII, du chef des sommes que l'Administration exige pour une réalisation plus élevée du premier crédit. Il s'agit, en effet, du résultat de recherches faites par l'Administration, en dehors des mentions de l'acte soumis à l'enregistrement, mention dont la déclaration n'était pas d'ailleurs du nombre de celles dont on constate la sincérité par la voie spécialement prescrite de l'expertise. *Trib. civ. Seine* 19 *janvier* 1906. *Gaz. Trib.* 16 *septembre* 1906.

52. — Dès lors, la prescription trentenaire est seule applicable. *Ibid.*

53. — Pour que la prescription biennale puisse être invoquée, il faut que l'acte soumis au receveur indique suffisamment la disposition que la perception n'a jamais été faite ou insuffisamment faite. *Trib. civ. Seine* 17 *avril* 1906. *Gaz. Trib.* 14 *octobre* 1906.

55. — D'ailleurs les termes de l'art. 39 de la loi du 22 frimaire an VII, qui tendent à faire opérer la déclaration des biens tels qu'ils étaient au moment de l'ouverture de la succession, ne sauraient prévaloir contre l'effet décisif de la fiction de l'article 883; en effet, la nature de cette fiction est d'être opposable non seulement entre copartageants mais même aux tiers. *Ibid.*

ENSEIGNEMENT.

V. aussi *Associations-associations illicites*, *Commune*.

1. — Enseignement primaire. — L'organisation d'études surveillées dans les écoles primaires étant purement facultative pour les fonctionnaires de l'enseignement ne peut avoir lieu que suivant une entente à établir entre les adjoints et le directeur sous l'approbation de l'inspecteur primaire. *Cons. d'Et.* 16 *décembre* 1904. *D.* 63.3.1906.

2. — En conséquence, l'inspecteur primaire ne peut modifier le mode de répartition du produit des rétributions établi à la suite de cette entente, alors qu'il n'est pas justifié que le directeur et les adjoints ont été d'accord pour accepter cette modification. *Ibid.*

3. — Pareillement, la nécessité de cette entente étant comprise parmi les indications formulées dans le règlement modèle arrêté par le ministre en conseil supérieur auquel les règlements départementaux doivent se conformer aux termes de l'art. 29 du décret du 18 janvier 1887, un conseil départemental ne peut fixer pour toutes les écoles d'une ville et en dehors de toute entente la proportion suivant laquelle la rétribution afférente aux études surveillées doit être partagée. *Ibid.*

4. — Le fait par un instituteur de faire la classe au lieu et place du directeur d'une école privée qui l'en a chargé pendant une courte absence ne tombe point sous le coup de l'art. 40 de la loi du 30 avril 1886 qui interdit d'ouvrir et de diriger une école libre sans avoir fait les déclarations prescrites par les art. 37 et 38 de la même loi. *Cass.* 26 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.424. *Gaz. Trib.* 29 *novembre* 1906. *Loi* 21 *novembre* 1906.

ENTREPRENEURS DE TRANSPORTS.

V. *Charte-partie et connaissement*, *Chemins de fer*, *Commissionaire de transports-voiturier*.

ENTREPRENEURS DE TRAVAUX.

V. *Louage d'ouvrage et d'industrie*, *Responsabilité civile*, *Travaux publics*.

EPIZOOTIE.

V. *Vente* (*en général*).

ESCROQUERIE.

V. aussi *Complice-complicité*.

1. — Caractères et éléments de l'escroquerie. — Se rend coupable d'escroquerie à l'aide de fausses qualités et de manœuvres frauduleuses le prévenu qui, en se présentant chez des tiers comme inspecteur général d'une société n'ayant jamais eu d'existence réelle, et en leur payant des coupons non encore échus d'actions de cette société, a obtenu d'eux en échange de titres imaginaires de ladite société la remise de sommes d'argent ou de valeurs. *Cass.* 7 *août* 1903. *S.* 432.1.1906.

2. — Dans ce cas, un arrêt, qui déclare que le prévenu a pris la fausse qualité d'inspecteur général d'une société imaginaire, et employé, pour donner créance à son existance, des manœuvres frauduleuses qu'il spécifie, constate par cela même implicitement, mais nécessairement, que le prévenu a agi de mauvaise foi. *Ibid.*

3. — Le seul emploi des moyens magnétiques pour le diagnostic et le traitement des malades, ne constitue pas les manœuvres frauduleuses nécessaires à l'existence du délit d'escroquerie; il n'en serait autrement que si le sommeil avait été simulé. *Trib. corr. St-Quentin* 17 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 3 *octobre* 1906.

4. — Le fait par un employé du vendeur de modifier les échantillons prélevés sur un chargement d'avoine et destinés à l'analyse, en substituant au cachet de l'acheteur, un cachet identique, fabriqué en vue de la fraude, constitue l'escroquerie prévue et punie par l'art. 405 C. pén. *Trib. civ. Seine* 1er *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.197.

5. — La société venderesse, qui a eu connaissance des manœuvres de son employé est civilement responsable du montant de l'amende et des restitutions auxquelles ce dernier peut être condamné. *Ibid.*

6. — La seule énonciation d'un abus de la naïveté et de la crédulité d'un tiers ne suffit pas pour caractériser les manœuvres frauduleuses constitutives du délit d'escroquerie: le juge doit s'expliquer sur les procédés qui ont pu être mis en œuvre pour tromper la victime du délit. *Cass.* 13 *septembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.319. *Gaz. Trib.* 17 *novembre* 1906.

7. — Commet le délit d'escroquerie celui qui, sous prétexte de garantie pour les prêts d'argent qu'il promet, fait contracter des assurances sur la vie à son profit et refuse de donner suite au prêt promis, après avoir touché une commission de la compagnie d'assurances. *Cass.* 19 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.193. *Gaz. Trib.* 12 *octobre* 1906.

8. — Constitue le délit de tentative d'escroquerie le fait de louer dans le Médoc une parcelle de terre contenant quelques pieds de vigne, de la qualifier de château et d'offrir ensuite sous un faux

nom des vins du Midi, comme provenant du prétendu château. *Bordeaux* 16 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 7 *septembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 19 *décembre* 1906.

ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INCOMMODES OU INSALUBRES.

V. aussi *Règlement administratif.*

1. — ETABLISSEMENTS DE LA 2e CLASSE. — AUTORISATION. — Lorsque, après une enquête qui avait porté sur l'ensemble des inconvénients d'une fabrique de papiers (2e classe), y compris ceux qui pouvaient résulter du déversement de ses eaux dans une rivière, le préfet avait autorisé l'établissment de cette usine en interdissant le déversement de ces eaux, le préfet peut par un nouvel arrêté autoriser le déversement malgré la présence de matières colorantes sans être tenu de faire procéder à une nouvelle enquête, cet arrêté n'autorisant ni le transfert ou la modification de l'établissement, ni la modification des procédés de fabrication tels qu'ils avaient été soumis à l'enquête. *Cons. d'Et.* 17 *février* 1905. *D.* 93.3.1906.

2. — Le déversement des eaux résiduaires peut être autorisé lorsque la proportion des matières colorantes n'est pas suffisante pour que ces eaux puissent devenir nuisibles (dans l'espèce moins de quatre centigrammes de vert d'aniline par litre d'eau). *Ibid.*

ETABLISSEMENTS PUBLICS OU RELIGIEUX.

V. *Associations, Associations illicites, Cultes.*

ETAT.

V. *Compétence administrative, Responsabilité civile.*

ETRANGER.

V. aussi *Compétence criminelle, Français, Propriété industrielle, Traité international.*

Index alphabétique

Actes étrangers 32 et s.
Admission à la faillite 16.
Clause compromissoire 33 et s.
Compétence 9, 22.
Compétence en cas de conflit de lois 21.
Décès en France.
Dévolutions des immeubles 6 et s.
Effet rétroactif de l'exequatur 31.
Endossement 18.
Etrangers en France 1 et s.
Exequatur 31.
Faillite 15 et s. 29.
Jugement déclaratif 29.
Jugement des tribunaux étrangers 24 et s.
Loi anglaise 10, 26. Loi belge 17, 34.
Loi du pays du contrat 13. 18, 21.
Loi italienne, 8.
Loi suédoise 19.
Paiement des lettres de change à l'étranger 22.
Poursuites contre agent diplomatique 20.
Privilèges sur les meubles 4 et s.
Revision des jugements 24.
Statut personnel 1 et s.
Statut réel 7.
Successions 6 et s.
Testament 10.
Violation de l'ordre public 27.

§ I. — *Application des lois françaises aux étrangers et des lois étrangères aux Français. — Conflits* (n. 1).

§ II. — *Condition des étrangers en France et des Français à l'étranger* (n. 22).

§ III. — *Jugements rendus et actes passés à l'étranger. — Autorité et exécution en France* (n. 24).

---

§ I. — *Application des lois françaises aux étrangers et des lois étrangères aux Français. Conflits.*

1. — A. DES LOIS RELATIVES A L'ÉTAT ET A LA CAPACITÉ DES PERSONNES. — Si, en principe, l'état et la capacité des étrangers sont, en France, régis par le statut personnel que ces étrangers tiennent de leur nationalité ou d'une application spéciale des lois de leurs pays, cette règle ne doit pas être suivie avec une rigueur trop absolue. Il importe en effet que les Français qui, sur leur propre territoire, ont de bonne foi, sans légèreté ni imprudence, traité avec des étrangers dont ils ignoraient l'incapacité légale, ne soient pas victimes d'une erreur contre laquelle il leur était difficile de se prémunir et qui, parfois, serait la conséquence des manœuvres dolosives employées à leur égard. *Bordeaux* 11 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.158. *Gaz. Trib.* 23 *septembre* 1906.

2. — Alors, du moins, qu'il résulte des circonstances de la cause, que le créancier est de bonne foi, et que le jugement étranger qui a frappé son débiteur d'incapacité n'ayant reçu aucune publicité en France, il n'a pu, par aucun indice, soupçonner la situation légale de ce dernier, lequel se livrait à des dépenses qui, pour les tiers en relations avec lui, trouvaient leur justification dans la haute situation de fortune de sa famille. *Ibid.*

3. — En conséquence, le Français, qui, en sa qualité de dentiste, est devenu pour soins et fournitures de sa profession, créancier d'un étranger interdit pour prodigalité dans son pays et placé sous tutelle, est fondé à poursuivre celui-ci en paiement devant les tribunaux français, sans avoir besoin de mettre en cause son tuteur. *Ibid.*

4. — B. DES LOIS RELATIVES AUX MEUBLES ET IMMEUBLES. — S'agissant de meubles possédés en France par un étranger, lesdits meubles, considérés individuellement et en eux-mêmes, sont régis par la loi française, notamment en ce qui concerne les privilèges dont ils peuvent être l'objet. *Paris* 1er *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.187.

5. — Dès lors, si un gage sur des meubles situés en France n'a pas été constitué régulièrement eu égard aux prescriptions de la loi française, il est inefficace en France au regard des tiers et ne saurait permettre l'exercice d'un privilège. *Ibid.*

6. — C. DES LOIS QUI RÉGISSENT LES DIFFÉRENTES MANIÈRES D'ACQUÉRIR. — SUCCESSIONS. — Aux termes de l'article 3, paragraphe 2, C. civ., les immeubles, autres que ceux possédés par des étrangers sont régis par la loi française; d'où la réciproque que les immeubles possédés à l'étranger par des Français sont régis par la loi du pays où ils se trouvent. *Aix* 19 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 6 *août* 1906. *Loi* 29 *octobre* 1906. *Cf. Gênes* 15 *avril* 1904. *S.* 23.4.1906.

7. — Cette application du statut réel aux immeubles s'étend à la dévolution héréditaire des biens qui est régie par la loi française ou par la loi étrangère, suivant que les immeubles, dépendant de l'hérédité, sont situés en France ou à l'étranger et sans avoir égard à la nationalité du *de cujus*. *Ibid.*

8. — Lorsque la loi étrangère (italienne dans l'espèce), se réfère à la loi nationale d'un français pour régler la dévolution par décès d'un immeuble existant en Italie, l'application de la loi française ne viole aucun texte et la succession doit être, en conséquence, dévolue suivant cette dernière loi. *Ibid.*

9. — Le Tribunal français, où la succession s'est ouverte, est compétent pour ordonner le partage étranger pour progation à un tribunal étranger pour procéder à des mesures d'instruction. *Ibid.*

10. — C'est d'après les règles et la loi anglaise que doit être appréciée la validité des dispositions testamentaires de sujets anglais résidant et décédés en France, et réglée l'attribution des valeurs mobilières dépendant de leurs successions. *Pau* 11 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 10 août 1906.

11. — En conséquence, dans le droit anglais, la réserve au profit des enfants n'étant pas admise et les père et mère ayant la libre disposition de leurs biens, les sujets anglais décédés en France sont affranchis des dispositions prohibitives quant à ce de la loi française. *Ibid.*

12. — Il importe peu que la loi anglaise soumette à la législation du pays de leur dernier domicile la dévolution des successions des sujets anglais, les règles ci-dessus constituant un principe de droit international privé, établi par la législation française et auquel le législateur étranger ne peut porter atteinte. *Ibid.*

13. — Il est de principe, en vertu de l'art. 1134 C. civ., qu'en matière de contrat les parties sont réputées avoir eu l'intention de se conformer à la loi du pays où elles ont contracté. *Trib. com. Seine* 6 *septembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.241.

14. — Et l'intention de se conformer à la loi française ressort à l'évidence de ce fait que l'une d'elles, compagnie domiciliée à l'étranger (en Belgique, dans l'espèce), est venue lier contrat avec l'autre, compagnie domiciliée en France, au siège administratif de celle-ci. *Ibid.*

15. — Ce principe, destiné seulement à faire la conciliation en cas de conflit de lois, ne signifie nullement qu'il doive être fait, dans un pays, l'application d'une loi étrangère en contradiction avec le législation dudit pays il ne saurait avoir pour effet de faire appliquer en France une disposition de la loi belge qui entraîne, dans un cas non prévu par la loi française, la rupture de l'égalité entre les créanciers d'une faillite. *Ibid.*

16. — Dès lors, en cas de faillite de cette dernière, déclarée en France par jugement revêtu de l'exéquatur en Belgique, c'est d'après la loi française que doit être réglée l'admission par privilège, laquelle doit être refusée si la loi française s'y opposer. *Ibid.*

17. — Il importe peu que le contrat ait eu pour objet des appareils exploités à l'étranger (en l'espèce des aéroplanes exploités à Liége), et vainement, on se prévaudrait de cette circonstance pour prétendre que la question doit se régler conformément à la loi de la situation des biens présentés comme grevés de privilège, c'est-à-dire, en l'espèce, par application de l'art. 20, § 5, de la loi belge du 16 décembre 1851 et de l'art. 546 C. com. belge. *Ibid.*

18. — La validité et les effets d'un endossement doivent être appréciés d'après la loi du pays où il a été fait. *Trib. com. Marseille* 23 *mars* 1906. *Rec. Marseille* 215.1.1906.

19. — La loi suédoise donne à l'endossement en blanc tous les effets d'un endossement régulier. *Ibid.*

20. — Le débiteur français de lettres de change créées à l'étranger, alors qu'il était agent diplomatique et avait sa pleine capacité, qui est assigné en paiement de leur montant devant la juridiction de son domicile, en France, en vertu de la loi française, ne peut invoquer, à l'encontre de la poursuite, que les dispositions de cette dernière loi. *Paris* 15 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 19 *décembre* 1906.

21. — Lorsqu'il y a conflit de lois en matière de prescription libératoire, et spécialement s'agissant de la prescription opposée à l'action en paiement de billets souscrits et payables en pays étranger, les deux parties étant étrangères, de nationalité différente et domiciliées dans ce pays, au moment de la création des billets, la loi applicable est

celle du lieu où s'est formé le contrat. *Trib. civ. Marseille* 31 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.472.

§ II. — *Condition des étrangers en France et des Français à l'étranger.*

22. — COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS ET ÉTRANGERS. — Les tribunaux français ne sont pas compétents pour connaître de la demande en paiement d'une lettre de change, déclarée payable en pays étranger, au domicile d'un étranger qui l'a acceptée. *Trib. civ. Seine* 17 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.293.

23. — Et il importe peu à cet égard que l'étranger débiteur se trouve en France au moment où l'action en paiement a été dirigée contre lui. *Ibid.*

§ III. — *Jugements rendus et actes passés à l'étranger. Autorité et exécution en France.*

24. — A. JUGEMENTS DES TRIBUNAUX ÉTRANGERS. — Quand il s'agit de décisions rendues au profit d'un étranger contre un Français par un tribunal étranger, le tribunal français a le droit et même le devoir de le reviser au fond. *Trib. civ. Seine* 12 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.436.

25. — Le défendeur français qui consent à être jugé suivant les dispositions d'une loi étrangère, en l'espèce la loi anglaise « Directors Liability Act », et qui n'a, à l'étranger, sur l'application de cette loi soulevé aucune objection, et a même au fond développé ses moyens de défense, ne saurait, sur une demande d'exequatur, soutenir que la loi française était seule applicable parce que le fait générateur de l'action introduite contre lui était un quasi-délit commis en France à l'encontre d'un sujet français. *Ibid.*

26. — La « Directors Liability Act » règle en réalité l'exercice de l'action fondée sur l'art. 1382 C. civ. en édictant, il est vrai, que le fait seul par une personne de figurer dans un prospectus contenant des faits mensongers, ou d'en autoriser l'émission donne ouverture au profit de celui qui a souscrit des actions sur la foi de ce prospectus à une action en indemnité; ce qui a pour résultat de renverser le fardeau de la preuve et de le mettre à la charge du défendeur qui est tenu de prouver qu'il avait des motifs raisonnables de croire les renseignements vrais, cest-à-dire de démontrer sa bonne foi. *Ibid.*

27. — Cette loi anglaise n'a donc rien de contraire à l'ordre public français. *Ibid.*

28. — Les principes de l'ordre public français ne sont pas davantage violés par le recours en garantie qu'exerce en vertu du « Directors Liability Act » le signataire d'un prospectus financier mensonger contre les co-signataires, puisqu'il est admis par notre droit que la partie condamnée pour le tout, à réparer le dommage causé par un quasi-délit, a le droit de recourir contre celui qui s'est associé à sa faute pour lui réclamer personnellement une partie des dommages-intérêts qu'il a dû personnellement payer. *Ibid.*

29. — Le jugement déclaratif de faillite rendu par un tribunal étranger est un acte de juridiction contentieuse dépourvu, comme les décisions du même ordre, de toute sanction, tant qu'il n'y a pas à distinguer entre l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire, lorsqu'en fait la chose jugée n'est invoquée que pour parvenir à l'exécution. *Paris* 1er *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.187, *Gaz. Trib.* 21 *juillet* 1906.

30. — Le fait par un créancier de produire à la faillite de son débiteur ouverte à l'étranger ne saurait, par lui-même, créer entre lui et le syndic un contrat judiciaire le dépouillant de ses droits individuels, même sur les biens de ce débiteur situés en France, alors surtout qu'ayant cru devoir l'écarter, le concours de volontés nécessaires à la formation de tout contrat ne s'est pas réalisé. *Ibid.*

31. — Il est de principe que l'exequatur accordé aux décisions étrangères par un tribunal français n'en pouvant faire remonter la force exécutoire au jour où elles ont été rendues et n'ayant aucun effet rétroactif, ne saurait porter atteinte à des droits antérieurement acquis. *Ibid.*

32. — B. ACTES PASSÉS EN PAYS ÉTRANGER. — Une convention formée en pays étranger entre personnes de nationalités différentes produit effet en France et s'impose aux tribunaux français, si elle n'est contraire à l'ordre public. *Cass.* 21 *juin* 1904. *D.* 395.1.1906.

33. — Et la nullité de la clause compromissoire, édictée par l'art. 1006 C. pr. civ., ne saurait être considérée comme étant d'ordre public. *Ibid.*

34. — Par suite, une clause compromissoire conclue en Belgique entre un Belge et un Français doit être appliquée en France, dès lors que les juges du fond constatent que de telles clauses sont reconnues valables en Belgique. *Ibid.*

EXCEPTIONS ET FINS DE NON-RECEVOIR.

V. *Commissionnaire de transports-voiturier.*

1. — A. EXCEPTIONS DE LITISPENDANCE ET DE CONNEXITÉ.

V. *suprà*, V° Connexité et *infrà*, V° Litispendance.

1 *bis*. — B. NULLITÉ D'ACTES DE PROCÉDURE ET D'EXPLOITS. — Les nullités de forme de la procédure sont couvertes par la demande en communication des pièces de son dossier qu'une partie adresse à son adversaire: cette demande, loin de révéler l'intention de maintenir son droit de proposer des nullités, manifeste la volonté bien arrêtée de la partie de se défendre au fond, et implique, par suite, nécessairement de sa part renonciation à se prévaloir d'une nullité de forme quelconque. *Cass.* 3 *décembre* 1902. *D.* 342.1.1906.

2. — C. EXCEPTIONS ET FINS DE NON-RECEVOIR EN MATIÈRE CRIMINELLE. — Si, en principe, le juge doit statuer sur une exception de compétence immédiatement sans pouvoir la joindre au fond, il en est autrement lorsque l'appréciation du moyen de compétence est indivisible de l'examen du fond, spécialement des éléments de fait, permettant de décider s'il s'agit soit d'un délit, soit d'un crime. *Cass.* 17 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.57. *Gaz. Trib.* 5 *octobre* 1906.

3. — D. DÉFAUT DE QUALITÉ. — L'exception de défaut de qualité étant péremptoire au fond peut être invoquée en tout état de cause, notamment pour la première fois en appel. *Alger* 7 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 14 *octobre* 1906, *Loi* 19 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 4 *décembre* 1906.

4. — E. CAUTION JUDICATUM SOLVI. — L'enregistrement des actes produits en justice dans une contestation ne peut être mis à la charge que de la partie demanderesse, ou de celles à qui le jugement profite. *Aix* 7 *juillet* 1905. *Rec. Marseille* 275.1.1906.

5. — Il ne peut être mis à la charge du défendeur lorsque le jugement déboute le demandeur de sa prétention. *Ibid.*

6. — On ne saurait dire, en effet, dans ce cas, que le jugement profite au défendeur, puisqu'il se trouve alors dans la même situation qu'avant l'ouverture de l'instance. *Ibid.*

7. — Il en résulte que lorsqu'un étranger demandeur est soumis à fournir la caution *judicatum solvi*, on ne doit pas faire entrer dans le calcul du chiffre de cette caution le montant des droits d'enregistrement des actes dont l'instance pourra nécessiter la production *Ibid.*

EXECUTION DES JUGEMENTS ET ARRETS ET DES ACTES.

V. aussi *Exécution provisoire*, *Jugements et arrêts*, *Saisie-arrêt*, *Saisie-exécution.*

1. — A. GÉNÉRALITÉS. — L'exécution d'un jugement régulièrement notifié se trouve elle-même effectuée d'une manière régulière, bien que le commandement, la tentative de saisie mobilière et le procès-verbal de carence, qui la constituent, indiquent inexactement la date de l'année où le jugement a été rendu, si ces différents actes d'exécution énoncent avec précision les condamnations prononcées contre la partie poursuivie, et si celle-ci n'a pu se méprendre sur l'indemnité de la décision exécutée. *Paris* 8 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 24 *novembre* 1906.

2. — B. DES FORMALITÉS QUI DOIVENT PRÉCÉDER L'EXÉCUTION. — SIGNIFICATION. — Aucun jugement ne peut être exécuté qu'après avoir été signifié. Il ne peut en être autrement que lorsque le jugement porte dispense de signification, soit explicitement, soit implicitement, par une disposition nécessairement exclusive de tout ce qui pourrait retarder l'exécution. *Nancy* 14 *mai* 1906. *Loi* 23 *juin* 1906, *Rec. Nancy* 207.1906, *Gaz. Trib.* 23 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 28 *juin* 1906.

3. — Même au cas où le jugement porte expressément que le défendeur sera tenu d'exécuter la condamnation dans un délai déterminé, à compter de « sa prononciation », cette disposition n'a pas pour effet de dispenser le demander de la signification préalable impérativement exigée par l'art. 147 C. pr. civ. A plus forte raison, en doit-il être ainsi lorsque le mot prononciation ne figure pas dans le jugement. *Ibid.*

4. — La jurisprudence, au surplus, ne fait résulter la dispense implicite de signification que de la déclaration que le jugement sera exécuté sur minute. *Ibid.*

5. — La signification est nécessaire pour tout jugement ordonnant un fait personnel de la part d'une des parties. *Ibid.*

6. — C. DU COMMANDEMENT. — Lorsque la masse des créanciers d'une personne en état de liquidation judiciaire prétend, du chef de son hypothèque légale, à la suite de l'adjudication dont un immeuble du débiteur a été l'objet, exercer l'action hypothécaire contre le tiers acquéreur en le sommant de payer ou de délaisser le commandement préliminaire aux poursuites doit donner copie du titre en vertu duquel l'exécution est faite. *Nancy* 19 *juin* 1903. *D.* 261.2.1906.

7. — Ce titre consiste dans le jugement qui a prononcé la liquidation; et, faute de contenir copie entière dudit jugement, le commandement doit être déclaré nul. *Ibid.*

EXECUTION PROVISOIRE.

1. — A. CAS DANS LESQUELS IL PEUT Y AVOIR LIEU A EXÉCUTION PROVISOIRE. — L'action en dommages-intérêts intentée en vertu de l'article 1382 C. civ., par la veuve de la victime d'un accident n'a pas pour objet une créance de la nature de celles que désigne sous le nom de pensions alimentaires l'art. 135, § 7, C. pr. civ., relatif à l'exécution provisoire. *Paris* 2 *avril* 1906. *Mon. jud.* 8 *octobre* 1906.

2. — Le Tribunal, en accordant à la demanderesse une pension au lieu du capital qu'elle demande, ne peut changer le

caractère ou la nature de la demande et, par conséquent, ordonner l'exécution provisoire de sa décision. *Ibid.*

3. — B. COMMENT IL EST PROCÉDÉ A L'EXÉCUTION PROVISOIRE. — Est suffisante la soumission en vertu de laquelle la caution déclare se porter caution judiciaire du créancier pour que celui-ci puisse faire mettre à exécution le jugement qu'il a obtenu et que ladite caution déclare bien connaître. *Trib. com. Nantes* 18 *mai* 1906. *Rec. Nantes* 396.1.1906.

4. — Ne pouvant connaître de l'exécution de ses jugements (art. 442 C. pr. civ.), le Tribunal de commerce est incompétent pour décider si tel ou tel des défendeurs a été à bon droit sommé d'assister à la réception de caution. *Ibid.*

5. — C. EFFETS DE L'EXÉCUTION PROVISOIRE. — La mise à exécution d'un jugement exécutoire par provision, malgré l'appel interjeté, constitue une faculté que la partie qui croit devoir en user exerce à ses risques et périls et à charge, dès lors, de réparer, en cas d'infirmation du jugement, le préjudice que cette exécution provisoire a pu causer à la partie condamnée. *Ibid.*

EXEQUATUR.

V. *Etranger, Traité international.*

EXERCICE ILLEGAL DE LA MEDECINE OU DE LA PHARMACIE.

V. *Medecine-Chirurgie-Pharmacie.*

EXHUMATION.

V. *Sépulture.*

EXPERT-EXPERTISE.

V. aussi *Vente (en général).*

§ I. — *Expertise en matière civile.*

1. — A. NATURE ET CARACTÈRE DE L'EXPERTISE. — GÉNÉRALITÉS. — Il y a lieu, par voie de réformation, et avant dire droit, d'ordonner une expertise pour donner une solution plus sûre et plus équitable dans un procès qui porte sur l'inexécution de conventions de fourniture de force et lumière, et dont les éléments sont discutés. *Lyon* 6 *avril* 1906. *Mon. jud. Lyon* 20 *juillet* 1906.

2. — Les juges peuvent substituer, comme moyen d'instruction, une expertise à une enquête sollicitée, et charger l'expert de vérifier s'il y a une relation directe de cause à effet entre le suicide d'un ouvrier et l'accident dont il a été victime. *Lyon* 7 *avril* 1906. *Mon. jud. Lyon* 3 *octobre* 1906.

3. — Au cas d'intoxication provoquée par l'ingestion de gâteaux à la crême, lorsque les experts commis ont constaté la bonne qualité des matériaux employés par le pâtissier vendeur et la propreté de ses ustensiles, en attribuant la fermentation des œufs contenus dans la crème nocive à des causes encore scientifiquement incertaines, il n'y a lieu d'ordonner une nouvelle expertise à l'effet de déterminer si, par l'usage de certaines précautions, et notamment au moyen de l'ébullition des œufs employés, cette fermentation n'aurait pu être évitée, alors qu'il est d'ores et déjà constant que ce procédé aurait pour résultat de donner un produit tout différent de celui exigé par la clientèle pour le genre spécial de gâteaux dont s'agit. *Trib. civ. Reims* 19 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.407.

4. — B. AVIS DES EXPERTS. — CONFECTION DU RAPPORT. — DÉPOT ET ENREGISTREMENT. — Ne saurait être argué de nullité, comme ne relatant pas l'avis du troisième expert le rapport d'experts qui constate qu'il il a été dressé à la pluralité des voix, et qui ne mentionne pas que l'un des experts ait formulé, sur un point quelconque, un avis différent, ni qu'il en ait demandé l'insertion. *Cass.* 23 *avril* 1902. *S.* 260.1.1906.

5. — N'est pas prescrite à peine de nullité l'observation du § 2 de l'art. 318, C. proc. civ., qui dispose que le rapport des experts doit, en cas d'avis différents, indiquer les motifs des divers avis. *Ibid.*

6. — C. HONORAIRES DES EXPERTS. — ACTION EN PAIEMENT. — Si, aux termes de l'art. 319 C. pr. civ., l'exécutoire de dépens doit être délivré aux experts contre la partie qui a poursuivi l'expertise, les experts, créanciers privilégiés, ont qualité, aux termes de l'art. 1166 C. civ., pour exercer l'action ayant pour but d'obtenir le payement d'une dette reconnue envers cette partie. *Cass.* 15 *novembre* 1905. *D.* 283.1.1906.

§ II. — *Expertise en matière criminelle.*

7. — Doit être considérée comme une expertise en matière correctionnelle, non régie par suite par le Code de procédure civile, mais par les art. 43 et 44 C. inst. crim., l'expertise prescrite par la juridiction correctionnelle appelée à statuer, conformément aux dispositions des art. 161 et 189 C. inst. crim., à la suite d'une condamnation prononcée pour un délit, sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts formées contre l'auteur reconnu coupable de ce délit. *Cass.* 13 *juillet* 1906 *Gaz. Pal.* 1906.2.315, *Gaz. Trib.* 8 *novembre* 1906.

8. — Il peut, dès lors, être régulièrement procédé sans qu'il soit justifié de la présence ou de la convocation des parties aux opérations des experts. *Ibid.*

EXPLOIT.

§ I. — *Formalités générales et communes à tous les exploits.*

1. — A. GÉNÉRALITÉS. — ORIGINAL ET COPIES. — Un exploit introductif d'instance ayant été perdu, on peut établir son existence et le fait de la signification par des documents extrinsèques, mais à la condition que ces documents établissent, non seulement que l'exploit a été signifié et à quelle date, mais en outre son objet, et qu'il soit constant que les irrégularités possibles de cet exploit seraient, en tout cas couvertes, faute d'avoir été opposées en temps utile. *Trib. civ. Belley* 6 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 2 *août* 1906.

2. — B. SIGNIFICATION A PERSONNE OU DOMICILE. — REMISE DE LA COPIE — MENTIONS RELATIVES A CETTE REMISE. — DÉLIVRANCE SOUS PLI. — Lorsqu'un industriel, ayant son domicile réel et industriel en province, occupe à Paris un local important dans lequel il a installé une maison de vente de ses produits, l'assignation qui est signifiée à cette maison de vente est régulière et l'exception de nullité qu'il propose contre elle doit être rejetée. *Trib. com. Seine* 28 *septembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 13 *novembre* 1906.

3. — Aux termes du paragraphe 10 de l'article 69 C. proc. civ., ceux qui habitent à l'étranger sont assignés au parquet du procureur de la République près le Tribunal où la demande est portée, lequel doit viser l'original et envoyer la copie au ministre des affaires étrangères ou à toute autre autorité déterminée par les conventions diplomatiques. *Cass.* 28 *juin* 1905. *Mon. jud. Lyon* 3 *octobre* 1906.

4. — La convention internationale de la Haye du 14 novembre 1896 a confirmé cette procédure en y ajoutant simplement deux innovations destinées à constater la réalité de la signification des actes qu'elle vise, mais les formalités nouvelles ne sont pas prescrites à peine de nullité. *Ibid.*

5. — C. NULLITÉS. — EFFETS. — La sanction de nullité n'est point attachée à l'inobservation de l'interdiction de faire une notification un jour de fête légale, et, par suite, l'exploit signifié en contravention de cette interdiction ne saurait être déclaré nul. *Cass.* 7 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.145, *Pand. franç.* 308.1.1906.

6. — Spécialement en matière électorale, la dénociation du pourvoi, dans ces conditions, n'en est pas moins valable. *Ibid.*

§ II. — *Formalités spéciales aux ajournements et aux actes d'appel.*

7. — Il est licite aux parties pendant la période des vacances judiciaires de donner assignation devant la chambre des vacations de la Cour d'appel, sauf aux juges à ne pas statuer s'il s'agit de matière ordinaire et à renvoyer l'affaire à la première audience utile. *Bastia* 13 *juin* 1905. *D.* 240.2.1906.

8. — Par suite, on doit déclarer régulier, comme contenant ajournement avec délai suffisant pour toute audience utile, l'acte d'appel qui a cité l'adversaire à comparaître à huitaine franche et qui a été notifié quatre jours seulement avant les vacations. Alors surtout qu'entre cette date et celle de la rentrée de la Cour, l'appelant n'a, à aucun moment, sollicité avantage contre l'intimé. *Ibid.*

9. — Dans l'acte d'appel, l'erreur portant sur la désignation de la juridiction saisie n'est pas une cause de nullité, si elle est rectifiée par les autres énonciations de l'acte. *Cass.* 2 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.8.

10. — Spécialement, lorsque l'intimé a été assigné pour voir statuer sur l'appel émis par l'appelant contre un jugement du Tribunal de commerce de Marseille devant le même Tribunal de commerce, la matérialité de l'erreur commise dans la circonstance ressort manifestement de l'ensemble des indications de l'acte qui comporte élection de domicile dans l'étude d'un avoué de la Cour d'appel d'Aix et conclusion à la réformation du jugement entrepris : dans de telles circonstances, la Cour peut décider que ces diverses énonciations ne peuvent laisser aucun doute sur l'objet de l'exploit d'appel et sur la juridiction devant laquelle l'intimé est assigné. *Ibid.*

11. — La prescription de l'art. 64 C. pr. civ. est suffisamment remplie quand les énonciations de l'exploit introductif de l'action en revendication d'un immeuble permettent au défendeur de connaître l'immeuble qui en est l'objet. *Alger* 22 *mars* 1906, *Gaz. Trib.* 13 *décembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 10 *décembre* 1906.

§ III. — *Exploits en matière criminelle.*

12. — L'exploit de citation devant un Tribunal correctionnel doit contenir indication des noms et demeure des parties civilement responsables. *Trib. corr. Seine* 25 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.92.

13. — Dès lors, une société anonyme citée comme civilement responsable des conséquences d'un délit commis par son préposé, n'est pas valablement mise en cause lorsque l'exploit a été délivré à ses directeur et administrateurs en son siège social ; chacun d'eux doit être cité personnellement et à son domicile particulier. *Ibid.*

EXPROPRIATION PUBLIQUE.

V. aussi *Travaux publics*.

1. — A. Du jugement d'expropriation et de la publicité qu'il doit recevoir. — Est nul le jugement d'expropriation qui n'énonce pas les noms des propriétaires expropriés. *Cass.* 14 *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.103, *Gaz. Trib.* 28 *juillet* 1906.

2. — B. Offres et demandes d'indemnité. Obligations respectives de l'exproprié et de l'exproprié. — Les offres de l'expropriant doivent être notifiées non seulement aux propriétaires inscrits à la matrice cadastrale, mais encore à tous autres intéressés désignés ou intervenus dans le délai fixé par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841. *Cass.* 29 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.31, *Pand. franç.* 233.1.1906.

3. — Spécialement, lorsqu'une société commerciale, devenue propriétaire de la parcelle expropriée qui appartenait auparavant à deux particuliers, propriétaires indivis, est intervenue dans les délais légaux et a signifié à l'expropriant qu'elle était seule propriétaire, entendant qu'il lui eût fait pour elle une offre spéciale et distincte, la notification des offres aux anciens propriétaires indivis, seuls inscrits à la matrice du rôle, est insuffisante. *Cass.* 29 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.31.

4. — Et l'omission de cette formalité essentielle entraîne la nullité de la décision du jury au regard de la société. *Ibid.*

5. — C. Composition du jury d'expropriation. — En matière d'expropriation, les jurés empêchés ou exclus sont remplacés par les jurés supplémentaires que le magistrat directeur appelle dans l'ordre de leur inscription. *Cass.* 14 *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.181, *Pand. franç.* 307.1.1906.

6. — D. Du paiement des indemnités. — Il est de principe qu'aucune expropriation ne peut avoir lieu sans le paiement d'une indemnité préalable. *Douai* 13 *février* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.128. *Gaz. Trib.* 17 *mai* 1906.

7. — En conséquence, à défaut du paiement de cette indemnité, l'exercice de son droit de propriété doit être conservé au propriétaire et le juge des référés est compétent pour ordonner, vu l'urgence, des mesures à cet effet. *Ibid.*

F

FAILLITE.

V. aussi *Assurances terrestres*, *Banqueroute*, *Exécution des jugements et arrêts*, *Liquidation judiciaire*.

Index alphabétique

Actes n'ayant pas date certaine 31.
Actes nuls 31 et s.
Action des créanciers à fin de report d'ouverture 22.
Actions de la femme 79 et s.
Actions exercées par le Syndic 44. et s.
Actions exercées par les créanciers 52 et s.
Admission provisoire 57.
Bail avec promesse de vente 26.
But de la faillite 4.
Cas divers de cessation de paiements 9 et s, 13.
Cessation après décès 7.
Cessation des paiements 5 et s.
Clôture pour insuffisance d'actif 65 et s.
Compétence 23 et s.
Concordat 58 et s.
Connaissance de la cessation de paiements 40.
Constatations du passif 56 et s.
Contrat de location 28 et s.
Contredits aux vérifications 54 et s.
Coobligations des créanciers 73 et s.
Créances personnelles 52 et s.
Créanciers contrôleurs 48.
Créanciers privilégiés 71 et s.
Date de la cessation. 12
Défaut de paiement 6.
Délai pour le report d'ouverture 22.
Délégations aux banquiers 10.
Dénonciation du contrat avant liquidation 29.
Dessaisissement du failli 58.
Désistement des actions 49 et s.
Droits de la femme du failli 76 et s.
Droits des créanciers 68 et s.
Effets de complaisance 11.
Effets du jugement déclaratif 26 et s.
Etat d'insolvabilité ignoré 16.
Extinction des dettes par concordat 61.
Faillite prononcée par deux tribunaux 24.
Frais de deuil 78.
Garantie d'une dette antérieure.
Hypothèque légale 76 et s.
Inscriptions prises pendant la période suspecte 42.
Juge commissaire 46, 54.
Location de sacs 28 et s. 68 et s.
Marchandises non encore livrées 81 et s.
Mauvais état de commerce 15.
Nantissement annulé 33.
Nullité de droit 31 et s.
Nullité de l'antichrèse des biens de la femme 35 et s.
Nullité facultative 38 et s.
Perte de la chose louée 30, 68 et s.
Poursuite hypothécaire 64.
Préjudice à la masse 38.
Privilège au profit des ouvriers 72.
Rapport à la faillite 41.
Refus de paiement 6.
Règlement de juges 24.
Report de la déclaration de faillite 16, 19 et s.
Restitution de la chose louée 70.
Revendication 81 et s.
Saisie-arrêt sur le traitement 66.
Syndic 44 et s.
Titre de condamnations 56.
Titre pour faire déclarer en faillite 18.
Transaction 49.
Union 67.
Vérification des créances 57.

Sect. I. — De la déclaration de faillite.

§ I. — *Qui peut être déclaré en faillite et pour quelles dettes* (n. 1).

§ II. — *De la cessation des paiements. Point de départ de la faillite* (n. 4).

§ III. — *Qui peut provoquer la déclaration de faillite* (n. 18).

§ IV. — *Du jugement déclaratif de faillite et du report d'ouverture* (n. 19).

§ V. — *Du tribunal compétent pour déclarer la faillite* (n. 23).

§ VI. — *De la faillite prononcée à l'étranger* (n. 25 bis).

Sect. II. — Effets du jugement déclaratif de faillite.

§ I. — *Généralités* (n. 26).

§ II. — *Marchés et contrats en cours* (n. 28).

§ III. — *Effets quant à certains actes antérieurs au jugement déclaratif* (n. 31).

Sect. III. — Autorités et personnes qui jouent un rôle dans la faillite (n. 44).

Sect. IV. — Procédure destinée a préparer les solutions de la faillite (n. 56).

Sect. V. — Des diverses solutions de la faillite (n. 58).

Sect. VI. — Droits des créanciers (n. 68).

Sect. VII. — De la revendication. De la rétention et de l'action en résolution (n. 81).

Sect. I. — De la déclaration de faillite.

§ I. — *Qui peut être déclaré en faillite et pour quelles dettes.*

1. — N'est pas commerçant et ne peut donc être déclaré en faillite celui qui ne s'est occupé d'autre chose que de mettre en valeur les autorisations par lui obtenues pour la recherche de mines et carrières. *Trib. com. Marseille* 6 *juin* 1906. *Rec. Marseille* 302.1.1906.

2. — Le remisier qui sert d'intermédiaire entre ses propres clients et l'agent de change, auquel il les amène, et qui réalise des gains ou des pertes sur les opérations qu'il fait ainsi faire, n'est pas un simple employé de l'agent de change; faisant profession de prêter habituellement son concours à des spéculations de Bourse, il est, comme tel, commerçant, et, par suite, peut être déclaré en faillite. *Lyon* 23 *février* 1906. *Pand. franç.* 290.2.1906.

3. — Doit être déclaré en faillite le commerçant qui laisse impayés les frais taxés accessoires d'une créance, alors qu'il est constaté, par un procès-verbal de carence, que le débiteur ne possède que quelques vêtements sans valeur et que les créanciers n'ont pu trouver aucun actif lui appartenant pour le recouvrement de ce qui leur est dû. *Paris* 30 *juillet* 1906, *Gaz. Trib.* 10 *décembre* 1906.

§ II. — *De la cessation des paiements. — Point de départ de la faillite.*

4. — La législation des faillites a bien pour but principal d'assurer la sécurité du commerce et de défendre les intérêts des créanciers contre les imprudences et les actes coupables d'un commerçant aux prises avec la gêne, mais elle a pris soin également, dans l'intérêt du débiteur, de caractériser les conditions qui constituent l'état de faillite. *Trib. com. Saint-Etienne* 5 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 4 *août* 1906. *Cf. Trib. com. Saint-Etienne* 17 *octobre* 1906. *Gaz. Trib.* 28 *novembre* 1906.

5. — Dans la pensée du législateur, la cessation des paiements réside dans l'impossibilité pour le débiteur de continuer la vie commerciale : C'est la perte de son crédit et le péril pour ses créanciers et pour lui-même de combinaisons capables, par la diminution de l'actif et l'augmentation du passif, de jeter les uns et les autres dans une situation désastreuse. *Ibid.*

6. — Les défauts ou refus de paiement juridiquement constatés sont à coup sûr des manifestations dont il faut tenir grand compte, mais ne sont pas nécessairement la preuve décisive de la détresse ou de la mauvaise volonté du commerçant qui ne paie pas, et toutes les fois que les circonstances permettent de supposer que la cessation de paiement n'est qu'accidentelle et peut être attribuée à toute autre chose qu'à l'extinction effective de la vie commerciale du débiteur, il y a lieu pour le Tribunal de surseoir à statuer jusqu'à plus ample informé. *Ibid.*

7. — Souverains appréciateurs des faits constituant l'état de cessation des paiements d'un commerçant, les Tribunaux doivent se montrer plus rigoureux dans la recherche des circonstances qui peuvent établir cette cessation, lorsqu'il s'agit d'un commerçant décédé. *Trib. com. Nantes* 23 *mai* 1906. *Rec. Nantes* 404.1.1906.

8. — Mais, quels que soient les embarras dans lesquels un commerçant qui meurt, même de mort volontaire, laisse ses affaires, la faillite ne peut être prononcée, si antérieurement à son décès la cessation des paiements n'a pas été constatée. *Ibid.*

9. — La cessation des paiements d'un commerçant s'entend de l'arrêt manifeste de la vie commerciale; elle doit être réelle et effective; elle n'existe pas par ce seul fait que le commerçant est devenu insolvable et des protêts isolés non suivis de poursuites ne peuvent suffire pour prouver que l'existence commerciale est réellement interrompue. *Ibid.*

10. — Des délégations consenties par le commerçant à ses banquiers ne suffisent pas pour établir par elles-mêmes la fin de son existence commerciale. *Ibid.*

11. — De même, des effets de complaisance, quelque blâmables qu'ils soient, ne peuvent être considérés comme susceptibles de caractériser par eux-mêmes la cessation des paiements, si la vie commerciale continue et se révèle

aux tiers par des faits extérieurs et matériels. *Ibid.*

12. — La date fixée par le Tribunal comme étant celle de la cessation de paiements d'un failli se trouve justifiée si des poursuites et des réclamations antérieures avaient fait ressortir l'état d'insolvabilité ; quand bien même aucun fait ne se placerait à la date choisie qui fût capable à lui seul d'entraîner la suspension de la vie commerciale. *Paris* 29 *novembre* 1905. *Loi* 20 *juin* 1906.

13. — Doit être considéré comme étant en état de cessation de payements le commerçant qui est l'objet, de la part de ses créanciers, de poursuites ininterrompues ayant abouti à des saisies et à des significations de vente. *Paris* 28 *juillet* 1905, *Journ. Trib. com.* 453.1903.

14. — La cessation de paiements, pour entraîner ses effets légaux et spécialement la déclaration de faillite, doit se manifester par des faits extérieurs et saisissables, connus ou susceptibles de l'être et accusant sans équivoque la fin de l'existence commerciale. *Rouen* 7 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.5. *Gaz. Trib.* 24 *août* 1906, *Mon. jud. Lyon* 12 *juillet* 1906.

15. — Et la justice consulaire ne peut tenir compte d'actes tenus secrets, ignorés de tous et que l'on ne pouvait soupçonner jusqu'au jour où une instruction criminelle les a révélés ; autre chose, en effet, est le crédit, principal élément de la vie commerciale et les moyens employés pour le soutenir. *Ibid.*

16. — Dès lors, un syndic n'est pas fondé à réclamer le report d'une déclaration de faillite à une date où le failli, quels que pussent être son état réel d'insolvabilité et les procédés plus ou moins réguliers et d'ailleurs ignorés du public par lui employés pour se procurer du crédit, n'avait, en fait, pas cessé de remplir ses obligations commerciales. *Ibid.*

17. — On ne saurait considérer comme étant en suspension de payements celui qui, n'ayant qu'un seul créancier, lui donne des garanties pour le payement de sa créance, sans qu'on ait pu relever contre lui aucun indice manifestant la cessation de sa vie commerciale. *Trib. com. Marseille* 15 *février* 1906.*Rec. Marseille* 169.1.1906.

§ III. — *Qui peut provoquer la déclaration de faillite.*

18. — Le première condition pour faire déclarer un commerçant en faillite, c'est d'avoir contre lui un titre de créance personnel. Un individu qui n'a aucun titre le constituant créancier, qui assigne son prétendu débiteur, ne suit pas sur cette assignation et se borne, à défaut de paiement, à conclure à la déclaration de faillite, n'a pas qualité pour obtenir cette déclaration de faillite. *Lyon* 8 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 29-30 *juillet* 1906.

§ IV. — *Du jugement déclaratif de faillite et du report d'ouverture.*

19. — Les juges reportent à bon droit la cessation des payements d'un failli à la date où celui-ci a donné en nantissement à un banquier, pour le couvrir de dettes antérieures, le fonds de commerce constituant son unique actif, lorsqu'ils constatent que le nantissement est intervenu au cours d'une circulation considérable d'effets de complaisance connue de ce banquier. *Cass.* 6 *novembre* 1905. *D.* 249.1.1906.

20. — Que ledit commerçant a plus tard acheté, sans que cette opération fût justifiée par les besoins de son commerce, un établissement industriel dont l'outillage a été vendu à un tiers qui en a versé le prix au même banquier, lequel avait avancé la somme nécessaire au payement des bâtiments sous forme d'une ouverture de crédit avec affectation hypothécaire. *Ibid.*

21. — Et qu'enfin, depuis le nantissement, ce commerçant n'était qu'un instrument entre les mains du banquier, maître de supprimer sa vie commerciale par un refus de crédit. *Ibid.*

22. — L'action des créanciers à fin de report de l'ouverture de la faillite à une date autre que celle fixée, devient impossible, à partir de l'expiration des délais fixés pour la vérification et l'affirmation des créances. *Cass.* 30 *octobre* 1905. *Pand. franç.* 130.1.1906.

§ V. — *Du tribunal compétent pour déclarer la faillite.*

23. — La connaissance de la faillite d'une société appartient au tribunal du lieu où cette société a eu presque constamment son siège social, et où, en même temps, s'est manifestée la vie sociale; où, notamment, se sont tenues toutes les assemblées générales, réunis tous les conseils d'administration ; où ont été centralisés tous les éléments de la comptabilité ; où se faisaient les commandes, les marchés et les règlements, et où, enfin, se trouvent les créanciers les plus importants. *Cass.* 31 *juillet* 1905. *Pand. franç.* 129.1.1906. *S.* 271.1.1906.

24. — Dans le cas où la faillite ou la liquidation judiciaire d'une société a été déclarée par deux tribunaux de commerce ressortissant à des cours d'appel différentes, il y a lieu à règlement de juges par la Cour de cassation. *Cass. req.* 1er *août* 1906. *D.* 400.1.1906. Cf. *Cass. req.* 31 *juillet* 1905. *Pand. franç.* 129.1.1906.

25. — Une société constituée à l'étranger qui a établi en France plusieurs succursales doit être déclarée en faillite ou en liquidation judiciaire par le tribunal dans le ressort duquel se trouve la succursale qui est son principal établissement. *Ibid.*

§ VI. — *De la faillite prononcée à l'étranger.*

25 *bis.* — *Sur l'exequatur nécessaire au jugement déclaratif*, V. *suprà*, V. *Etranger.*

Sect. II. — Effets du jugement déclaratif de faillite.

§ I. — *Généralités.*

26. — Celui qui a vendu diverses marchandises à un failli ne peut, en substituant à la vente un bail avec promesse de vente, dès que la solvabilité de son cocontractant lui a inspiré des inquiétudes, s'assurer des avantages que le contrat de vente ne pouvait lui donner. *Bordeaux* 8 *janvier* 1906. *Mon. jud. Lyon* 9 *octobre* 1906.

27. — Le prétendu bail doit être considéré comme nul et les marchandises vendues font partie de l'actif de la faillite. *Ibid.*

§ II. — *Marchés et contrats en cours.*

28. — Le contrat de location (en l'espèce une location de sacs), passé par un commerçant avant sa mise en état de liquidation judiciaire n'est pas éteint par la survenance de la liquidation. *Rouen* 23 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.153.

29. — Mais s'agissant en l'espèce d'un contrat fait sans durée déterminée,il appartient au liquidateur de le faire cesser par une dénonciation adressée au locateur, avec restitution des sacs existant encore en la possession du liquidé ou de ses clients. *Ibid.*

30. — Quant aux sacs égarés ou disparus, la location se trouve résiliée par application de l'art. 1722 C. civ., lequel doit s'entendre non seulement du cas où par un événement de force majeure la chose louée est matériellement détruite, mais aussi du cas où la chose louée continuant d'exister, il y a suppresion de la jouissance de cette chose parce qu'elle est égarée ou disparue pour une cause quelconque. *Ibid.*

§ III. — *Effets quant à certains actes antérieurs au jugement déclaratif.*

31. — A. Actes frappés d'une nullité de droit. — Tombe sous l'application de l'art. 446 § 4 C. com., et doit, en conséquence, être annulé au regard de la masse créancière, sur la demande du syndic, l'acte par lequel un failli a constitué et remis en nantissement à un créancier une police d'assurance sur la vie, pour sûreté d'une dette antérieurement contractée, lorsque cet acte n'ayant pas été enregistré et n'ayant été signifié à l'assureur que postérieurement à la cessation des paiements n'avait pas encore acquis date certaine lorsque celle-ci est survenue. *Douai* 26 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.415, *Gaz. Trib.* 11 *octobre* 1906, *Loi* 8 *décembre* 1906.

32. — Mais ce qu'il appartient au syndic de réclamer, c'est l'annulation, en vertu de l'art. 446, de la dation en paiement *sui generis*, par laquelle le failli, pour éteindre une dette échue, a conféré à son créancier le bénéfice résultant du paiement des primes qu'il a lui-même versées antérieurement, et d'exiger le rapport à la faillite desdites primes dont le failli, pour se libérer de sa dette, a enrichi son créancier au détriment de la masse, alors qu'il se trouvait déjà en état de cessation de paiements. *Ibid.*

33. — Quand il est établi que tous les créanciers chirographaires d'une faillite le sont devenus postérieurement à un acte de nantissement consenti par le failli, il n'y a pas lieu de chercher à faire reporter la faillite pour atteindre cet acte par application de l'art. 446 C. com. *Trib. com. Marseille* 15 *février* 1906. *Rec. Marseille* 169.1.1906.

34. — Ce nantissement, en effet, n'a pu porter préjudice à la masse passive qui n'existait pas encore au moment où il a été consenti. *Ibid.*

35. — Le syndic de la faillite du mari est recevable à demander la nullité de l'antichrèse d'un immeuble propre à la femme, ce contrat ayant pour objet de transférer à un tiers les fruits qui tombent dans la communauté jusqu'au jour de la séparation de biens. *Paris* 24 *janvier* 1906. *Journ. Trib. com.* 541.1906.

36. — L'antichrèse doit être annulée par application de l'art. 446 C. com., lorsqu'elle est constituée pour garantie d'une dette antérieure. *Ibid.*

37. — Elle est encore nulle par application de l'article 597 du même Code, lorsque se trouvent réunies les quatre circonstances suivantes: 1° existence de la cessation des payements du failli au moment de la passation du contrat; 2° connaissance de la cessation des payements par le créancier contractant; 3° mauvaise foi du créancier; 4° avantage consenti au créancier et préjudice résultant pour la masse de cet avantage. *Ibid.*

38. — B. Actes atteints d'une nullité facultative. — Il ne suffit pas, pour que la nullité de l'art. 447 C. com., soit encourue, que le créancier ait eu connaissance de la cessation des payements de son débiteur; il faut encore que l'acte par lui passé avec ce dernier ait causé un préjudice à la masse des créanciers. *Paris* 28 *juillet* 1905. *Journ. Trib. com.* 453.1906.

39. — Spécialement, l'apport d'un fonds de commerce à une société fait par un débiteur en état de cessation de payements ne saurait être annulé sous prétexte qu'il a eu pour but de soustraire ce fonds au gage des créanciers, alors que ledit fonds avait été donné en nantissement à des tiers avant la cessation des payements. *Ibid.*

40. — Est réputé avoir eu connaissance de la cessation des paiements du débiteur et, par suite, doit rapporter les sommes qu'il a touchées, le créancier qui, avant cette perception, a reçu de son débiteur une circulaire sollicitant un concordat amiable, qui a concouru à ce concordat, et qui, en outre, a fait signifier à son débiteur deux assignations successives, dont la dernière en déclaration de faillite. *Trib. com. Nantes* 10 *février* 1906. *Rec. Nantes* 290.1906.

41. — Le créancier personnel du gérant d'une société en nom collectif régulièrement publiée qui, en paiement de sa créance, a reçu des valeurs revêtues de la signature sociale et en a encaissé le montant sur les fonds de la société, doit rapporter les sommes par lui ainsi touchées à la faillite ultérieurement déclarée de ladite société. *Paris* 7 *mars* 1906. *Journ. Trib. com.* 568.1906.

42. — C. NULLITÉ DES INSCRIPTIONS PRISES PENDANT LA PÉRIODE SUSPECTE. — L'article 448 C. com. donne aux tribunaux la faculté d'annuler l'inscription d'hypothèque judiciaire prise pendant la période suspecte, plus de quinze jours après l'obtention du jugement qui lui a donné naissance. *Paris* 29 *novembre* 1905. *Loi* 20 *juin* 1906.

43. — La décision doit être motivée, mais elle l'est suffisamment par la constatation que le retard apporté à l'inscription a pu induire en erreur des créanciers en entretenant dans leur esprit l'illusion d'un crédit reposant sur une masse immobilière affranchie d'hypothèque. *Ibid.*

SECT. III. — AUTORITÉS ET PERSONNES QUI JOUENT UN ROLE DANS LA FAILLITE.

44. — A. DU JUGE COMMISSAIRE. — DES SYNDICS. — Le syndic a seul qualité, comme représentant de la masse, pour exercer les actions qui intéressent cette masse ou y défendre. *Paris* 28 *juillet* 1905. *Journ. Trib. com.* 453.1906.

45. — Spécialement, les créanciers de la faillite ne peuvent demander par action individuelle la nullité des actes visés par les articles 446 et suivants C. com. *Ibid.*

46. — Depuis le jugement déclaratif de faillite jusqu'au jugement qui en prononce la clôture, le syndic représente la masse des créanciers et est seul investi du droit d'exercer les actions qui intéressent cette masse, sans que les créanciers puissent agir ou intervenir individuellement dans les instances engagées ou soutenues par le syndic, sauf à porter devant le juge-commissaire leurs réclamations ou leurs plaintes. *Paris* 21 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.445, *Gaz. Trib.* 4 *janvier* 1907.

47. — Il n'en serait autrement que si, d'après la nature et l'objet de la contestation ou à raison des circonstances de la cause, les créanciers avaient des intérêts particuliers, distincts de celui de la masse, ou invoqueraient des moyens spéciaux ou personnels. *Ibid.*

48. — Le créancier désigné comme contrôleur ne peut en cette qualité avoir pour agir les droits plus étendus que les autres créanciers, les innovations introduites par les art. 7, 9 et 10 de la loi du 4 mars 1889 en ce qui touche la désignation et les attributions des créanciers contrôleurs n'ayant apporté aucune modification aux pouvoirs dévolus par la loi de 1838 au syndic. *Ibid.*

49. — Le désistement de l'action par un syndic (en l'espèce le désistement d'un pourvoi en cassation après arrêt d'admission de la Chambre des requêtes), est un acte de disposition analogue à la transaction, et doit, dès lors, être soumis aux formalités de l'art. 487 C. com. *Rouen* 28 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 55.2.1906, *Gaz. Trib.* 22 *septembre* 1906.

50. — Or, aux termes dudit article, c'est au syndic qu'il appartient de prendre, sous sa responsabilité, l'initiative de la procédure et l'ordonnance du juge-commissaire, et, le cas échéant, le jugement d'homologation n'intervenant qu'après que le syndic s'est prononcé et a reconnu que la transaction est avantageuse pour la masse qu'il représente. *Ibid.*

51. — Dès lors, quand un syndic, au lieu de proposer un désistement d'action se borne à demander au juge-commissaire comme au tribunal ce qu'il doit faire, sans s'expliquer d'ailleurs sur l'intérêt de la masse au désistement, le tribunal de commerce, en homologuant dans ces conditions l'ordonnance du juge-commissaire qui autorise le désistement, statue sur un acte qui, sans doute, rentrait dans les attributions du syndic, mais qui, en réalité, n'existait pas. *Ibid.*

52. — B. CRÉANCIERS. — Si, en règle générale, le syndic représente la masse et si, par suite, les créanciers d'un failli sont sans droit pour ester en justice, ce principe souffre, néanmoins, exception quand le créancier qui intervient exerce un droit personnel et distinct de celui de la masse ou même un droit que le syndic néglige ou refuse de faire valoir, ou encore quand les intérêts de ce créancier se trouvent en opposition avec les agissements du syndic. *Nancy* 5 *juin* 1906. *Rec. des arrêts de Nancy* 222.1906.

53. — Spécialement, un créancier dont la créance n'a été ni portée au bilan, ni affirmée, ni admise, est recevable à intervenir personnellement devant la Cour pour s'opposer au rapport d'un jugement déclaratif, quand, au lieu de contester formellement la demande du failli, le syndic s'en rapporte à prudence de justice. *Ibid.*

54. — Le droit que l'art. 494 C. com. reconnaît aux créanciers vérifiés ou portés au bilan, de fournir des contredits aux vérifications faites ou à faire, n'est pas limité aux contestations qui peuvent avoir lieu dans les séances de vérification; il comprend encore le droit de soutenir les contredits à l'audience. *Trib. com. Marseille* 4 *avril* 1906. *Rec. Marseille* 228.1906.

55. — On ne saurait donc contester l'intervention d'un créancier contestant la créance d'un autre, sur le motif que le syndic aurait seul qualité pour le faire *Ibid.*

SECT. IV. — PROCÉDURE DESTINÉE A PRÉPARER LA SOLUTION DE LA FAILLITE.

56. — CONSTATATION DU PASSIF. — Un extrait du procès-verbal d'affirmation des créances produites à une faillite ne constitue pas un titre susceptible de justifier la condamnation requise contre les héritiers du failli au paiement d'une de ces créances; et c'est à bon droit que les juges rejettent la demande de condamnation à l'appui de laquelle le demandeur ne produit que cet extrait. *Cass.* 20 *novembre* 1905. *S.* 167.1.1906, *D.* 182 1.1906.

57. — La clôture de la vérification des créances, même en cas de contestation de quelques-unes des créances produites, ne peut être prononcée que par le juge-commissaire et non par le tribunal. Et le juge-commissaire n'est pas tenu d'attendre que le tribunal ait statué définitivement, ou ait ordonné l'admission provisoire des créances contestées. *Cass.* 30 *octobre* 1905. *Pand. franç.* 130. 1.1906.

SECT. V. — DES DIVERSES SOLUTIONS DE LA FAILLITE.

58. — A. DU CONCORDAT PAR ABANDON D'ACTIF. — Si le concordat par abandon d'actif a pour effet de dessaisir le failli en ce sens qu'il s'en remet à ses créanciers du soin de réaliser, suivant les formes légales impérativement déterminées, l'actif abandonné, la propriété ne continue pas moins à résider sur sa tête jusqu'après la réalisation, de sorte que, s'il s'agit d'un immeuble, notamment, elle passe du failli à l'acquéreur sans s'être arrêtée un instant entre les mains de la collectivité des créanciers. *Poitiers* 21 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.261, *Loi* 1er *août* 1906, *Mon. jud. Lyon* 27 *août* 1906.

59. — Vainement, le syndic soutiendrait, pour faire écarter l'exercice de ce privilège, que, au moment de la vente, la propriété de l'immeuble, à raison du dessaisissement produit par l'abandon d'actif consenti par le failli, ne figurait plus, en réalité, dans l'actif de ce dernier, mais qu'elle avait été transférée à la masse des créanciers et qu'ainsi le prix lui en demeurait acquis, sauf exercice des droits réels, privilèges ou hypothèques existant antérieurement. *Ibid.*

60. — D'où il suit que la Régie est fondée à exercer le privilège sur les meubles des redevables qui lui est conféré par l'art. 47 de la loi du 1er germinal an XIII, sur le prix de vente d'un immeuble ayant appartenu à un failli concordataire par abandon d'actif, versé à la masse, après paiement des créances hypothécaires et privilégiées auxquelles ledit immeuble était affecté. *Ibid.*

61. — Si, postérieurement à l'adjudication de l'immeuble du liquidé judiciaire, le commerçant obtient de la masse un concordat d'abandon de tout son actif, emportant libération pour le solde, ce concordat éteint la dette principale du liquidé envers ses créanciers, et, par voie de conséquence, l'hypothèque que cette dette avait pour but de garantir *Nancy* 19 *juin* 1903. *D.* 281.2.1906.

62. — Il s'ensuit que le tiers acquéreur de l'immeuble, qui a, d'ailleurs, régulièrement payé son prix, ne peut plus être désormais inquiété par la masse prétendant agir au titre de son hypothèque légale, actuellement disparue. *Ibid.*

63. — Au surplus, le concordat par abandon d'actif constitue la masse ayant cause du liquidé, en l'obligeant à assumer les charges grevant l'ensemble de l'actif, y compris l'obligation de garantir l'adjudicataire contre toute éviction. *Ibid*

64. — La poursuite hypothécaire devant avoir pour résultat de déterminer un recours de l'adjudicataire contre le liquidé, un semblable résultat est incompatible avec le bénéfice de la remise que le concordat par abandon doit conférer au liquidé. *Ibid.*

65. — B. CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF. RÉOUVERTURE. — La clôture d'une faillite pour insuffisance d'actif, tout en faisant rentrer les créanciers dans l'exercice de leurs actions individuelles, ne met pas fin aux fonctions des syndics (art. 527 et 537 C. com.). *Trib. paix Paris* 25 *octobre* 1906. *Gaz. Trib.* 17 *novembre* 1906.

66. — D'où la conséquence que, si un créancier a été recevable à pratiquer une saisie-arrêt sur le petit traitement du failli, il ne peut, cependant, au détriment de la masse, se faire attribuer le traitement saisi, sur lequel le syndic a toujours les droits que la loi lui a conférés et conservés. *Ibid.*

67. — C. DE L'UNION. — La nullité de la constitution des créanciers en état d'union ne peut résulter que du fait qu'avant de se constituer en cet état, ils n'ont pas régulièrement voté sur le concordat. *Cass.* 30 *octobre* 1905. *Pand. franç.* 130. 1.1906.

SECT. VI. — DROITS DES CRÉANCIERS.

68. — A. GÉNÉRALITÉS. CRÉANCIERS DANS ET CRÉANCIERS DE LA FAILLITE. — Le locateur de sacs ne saurait prétendre en cas de liquidation judiciaire ou de faillite du locataire à une action directe et person-

nelle contre la faillite ou la liquidation pour le paiement des sacs disparus ou pour la location depuis la faillite ou la liquidation, si les sacs réclamés n'existaient plus en nature en la possession du locataire qui s'en était dessaisi lors du jugement déclaratif. *Cass.* 24 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.237. *Cf. Aix* 22 *novembre* 1905. *Rec. Marseille* 278.1.1906.

69. — Ou encore, si le syndic, loin de continuer la location, a restitué les sacs au locateur au fur et à mesure de leur rentrée et si, d'autre part, la liquidation ou la faillite n'a point fait usage ni tiré profit desdits sacs. *Ibid.*

70. — Si, en cas de location de sacs, la restitution est devenue impossible, la faillite n'a tiré aucun profit personnel des sacs disparus et introuvables par suite d'un fait du liquidé antérieur à la liquidation, elle ne peut être rendue responsable de ces sacs qui n'ont jamais été en sa possession et sont inexistants pour elle, de telle sorte que le locateur auquel le liquidateur a eu soin de dénoncer le contrat est pour le montant de leur valeur simplement créancier dans la masse et non de la masse elle-même. *Rouen* 23 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.153

71. — B. Droits des créanciers gagistes, hypothécaires ou privilégiés. — La compagnie d'assurances qui, à défaut du paiement de primes échues, a notifié à l'assuré que l'effet de la police est suspendu, ne peut pas, après la déclaration de faillite de l'assuré, demander montant de la prime échue au cours de la faillite en excipant de l'art. 2102 § 3, alors surtout que le syndic a refusé de signer un avenant au nom de la masse. *Trib. com. Seine* 9 *mars* 1906. *Loi* 20 *juin* 1906, *Mon. jud. Lyon* 25 *juin* 1906.

72. — Le privilège établi par l'article 549 C. com. au profit des ouvriers pour le salaire des trois mois précédant la déclaration de faillite ne peut être invoqué que par les ouvriers eux-mêmes; il ne peut, à moins de subrogation consentie par l'ouvrier, être exercé par celui qui a fourni les fonds nécessaires pour payer le salaire, spécialement par l'hôtelier qui a nourri l'ouvrier, à considérer les frais de nourriture comme une partie du salaire. *Trib. com. Nantes* 10 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 312.1906.

73. — C. Droits des créanciers en cas de coobligation ou de caution. — Le créancier qui a, pour débiteurs, le mari et la femme, peut produire à la liquidation judiciaire du mari, pour la créance de reprises de la femme, sans qu'on puisse lui objecter qu'il produit, deux fois, pour la même cause. Peu importe, d'ailleurs, que cette production du créancier, pour la créance de reprises de la femme, soit postérieure au vote du concordat, aucune exception de tardiveté ne pouvant lui être opposée de ce chef. *Trib. com. Seine* 31 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 16-17 *août* 1906.

74. — Aux termes des art. 1166 et 1446 C. civ., le créancier de la femme peut, en cas de faillite ou de déconfiture du mari, exercer les droits de sa débitrice, sans attendre que celle-ci ait renoncé à la communauté. *Ibid.*

75. — En conséquence, si les reprises de la femme sont justifiées, et les droits du créancier liquidés, il doit être admis, du chef de la femme, et malgré l'abstention de celle-ci, à la liquidation judiciaire du mari. *Ibid.*

76. — D. Droits de la femme du failli et de ses créanciers. — L'art. 559 C. com. faisant revivre, en cas de faillite, la loi romaine *Quintus Mucius* édicte une présomption légale, d'après laquelle les biens acquis par la femme d'un failli quel que soit le régime matrimonial appartiennent au mari, ont été payés de ses deniers et doivent être réunis à la masse de son actif, sauf à fournir la preuve contraire. *Trib. civ. Marseille* 6 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 402.1.1906.

77. — Cette disposition s'applique même au cas où le mari n'était pas encore commerçant au moment de l'acquisition de l'immeuble. *Ibid.*

78. — Les sommes représentant les frais de nourriture et de deuil attribuées à la veuve par les art. 1465 et 1481 C. civ., doivent être maintenues lorsque le mari décède en état de faillite et sont couvertes par l'hypothèque légale; ces avantages légaux, bien que non réservés par le contrat, devant être considérés comme ayant fait l'objet d'une stipulation tacite. *Poitiers* 11 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.44, *Loi* 25 *juillet* 1906.

79. — Il n'est pas possible d'appliquer *in terminis* les dispositions de l'art. 564 C. com., qui refuse à la femme du failli toute action contre la faillite, à raison des libéralités qui ont été consenties par contrat de mariage, alors que le mari était commerçant, où qu'il l'est devenu dans l'année qui l'a suivi; l'on peut toutefois s'inspirer du principe, lorsqu'il s'agit des libéralités faites par le mari commerçant, durant le mariage, et hors de proportion avec ses ressources, sous forme de paiement des primes, en vue d'assurer un capital soustrait à l'action de ses créanciers; par contre, durant la période où les affaires étaient prospères, lesdites primes ne sont pas rapportables. *Ibid.*

80. — La femme du failli peut, en sa qualité de propriétaire de l'immeuble donné en antichrèse, intervenir devant la Cour sur la demande en nullité du contrat, alors même qu'elle est demeurée étrangère au débat de première instance. *Paris* 24 *janvier* 1906. *Journ. Trib. com.* 541.1906.

Sect. VI. — De la revendication. — De la rétention et de l'action en résolution.

81. — Peuvent être revendiquées les marchandises expédiées au failli, tant que la tradition n'en aura pas été effectuée dans ses magasins. *Trib. com. Nantes* 21 *avril* 1906. *Rec. Nantes* 381.1.1906.

82. — Mais il ne faut pas entendre par magasin du failli seulement le local clos où il exerce son commerce; doit être assimilé à un magasin tout emplacement dans lequel l'acheteur, après avoir obtenu la délivrance de la marchandise, en a pris possession d'une manière ostensible et réelle et s'est comporté publiquement comme le maître de la chose. *Ibid.*

83. — Spécialement, ne peut être revendiquée au vis-à-vis de l'acheteur en faillite la marchandise expédiée à une gare de chemin de fer, lorsque ledit acheteur en a pris livraison en donnant décharge à la Compagnie, quoique, du consentement de celle-ci, il l'ait laissée en dépôt dans ladite gare à titre gracieux et sans frais de magasinage. *Ibid.*

FAUX.

V. Blanc-seing, Escroquerie, Faux incident civil.

FAUX INCIDENT CIVIL.

1. — Qui peut s'inscrire en faux, à quelle époque et contre quelles pièces? — Il y a lieu de déclarer nulle et de nul effet l'inscription de faux, lorsque les faits articulés à l'encontre du faux allégué ne sont ni pertinents ni admissibles. *Orléans* 6 *juillet* 1906. *Loi* 22-23 *juillet* 1906.

2. — Pour être admis en preuve, il faudrait que les faits articulés soient en opposition directe avec ceux qui sont déniés et qu'en les tenant comme établis ils démontrent invinciblement la fausseté de l'acte incriminé. *Ibid.*

3. — Il n'y a pas lieu d'admettre une demande en inscription de faux incident basée sur ce qu'un arrêt de la Chambre criminelle serait antidaté et n'aurait pas été précédé de la formalité du rapport, alors que ces allégations, produites sous la forme d'une simple articulation sans aucun *adminicule* de preuve, sont contredites, en ce qui touche la date de l'arrêt, par la concordance et l'état matériel dudit arrêt et du registre du greffe, et, en ce qui concerne l'accomplissement de la formalité du rapport, par les termes de la requête elle-même. *Cass.* 22 *et* 27 *juillet* 1904. *D.* 391.1.1906.

FEMME MARIÉE.

V. Autorisation de femme mariée, Communauté conjugale, Dot, Faillite.

FILIATION.

V. aussi *Puissance paternelle.*

§ I. — *Filiation légitime.*

1. — Aux termes de l'art. 316 C. civ., l'action en désaveu de paternité n'est recevable qu'à la condition d'être intentée dans les deux mois qui suivent la découverte de la fraude, dans le cas où la naissance de l'enfant a été cachée. *Trib. civ. Bourg* 13 *mars* 1905. *Pand. franç.* 264.2.1906.

2. — Elle ne saurait donc être admise, s'il est établi que, plusieurs mois avant le jour où elle a été intentée, le demandeur connaissait l'existence de l'enfant dont sa femme était accouchée. *Ibid.*

3. — Dans une instance en désaveu de paternité, le véritable défendeur à l'action n'est ni le tuteur *ad hoc* ni la mère, mais bien l'enfant, et ce dernier étant le véritable défendeur c'est son domicile qui doit être pris en considération au point de vue de la compétence *ratione loci. Trib. civ. Toulouse* 26 *octobre* 1906. *Gaz. Trib. Midi* 9 *décembre* 1906.

4. — L'enfant a nécessairement le domicile de son père conformément à la règle prise dans l'art. 108 C. civ., tant que subsiste la présomption de paternité créée par le mariage. *Ibid.*

5. — Aucun texte de loi n'attache une attribution de domicile au mandat général et provisoire conféré au tuteur *ad hoc* à la différence du tuteur ordinaire investi de pouvoirs généraux. *Ibid.*

6. — Par suite, la demande en désaveu de paternité est portée à bon droit devant le Tribunal du domicile du mari et par conséquent de l'enfant désavoué. *Ibid.*

§ II. — *Filiation naturelle.*

7. — A. Reconnaissance volontaire ou forcée. — Contestation. — Toute reconnaissance d'enfant naturel peut être contestée par tous ceux qui y ont intérêt, et l'enfant reconnu a un haut intérêt à ne pas accepter un état qui ne serait pas le sien. *Lyon* 13 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 14 *août* 1906.

8. — Si la preuve des faits qui invalident la reconnaissance doit être mise à la charge de celui qui la conteste, la preuve que cette reconnaissance n'est pas conforme à la vérité résulte de ce qu'il est établi que la mère avait au moment de la conception des relations avec un autre que le prétendu père naturel et n'a connu celui-ci que huit ou dix ans après la naissance de l'enfant. *Ibid.*

9. — L'enfant naturel, dont la recon-

naissance est contestée, doit être représenté dans l'instance par un tuteur ou un administrateur ad hoc, nommé par le Tribunal. *Trib. paix Magny-en-Vexin* 10 *septembre* 1906. *Gaz. Trib.* 13 *octobre* 1906.

10. — Il n'y a donc pas lieu, par le juge de paix du canton, à la convocation d'un conseil de famille en vue de la nomination de ce tuteur. *Ibid.*

11. — B. DE LA FILIATION ADULTÉRINE OU INCESTUEUSE. — La reconnaissance volontaire d'un enfant adultérin ne peut avoir aucun effet en faveur de cet enfant, même pour lui permettre de réclamer des aliments à son prétendu père ou à la succession de celui-ci. *Douai* 2 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 30 *novembre* 1906.

12. — L'art. 762 C. civ. n'est applicable qu'au cas où la filiation adultérine est légalement établie, en dehors d'une déclaration que la loi prohibe. *Ibid.*

FILIERE.

V. *Vente commerciale.*

FINS DE NON-RECEVOIR.

V. *Acquiescement, Chose jugée, Commissionnaire de transports-voiturier, Exceptions et fins de non-recevoir.*

FOLLE ENCHERE.

Si les poursuites de folle enchère peuvent être arrêtées en tout état de cause par l'offre du prix de vente, ce n'est qu'autant que le prix a été mis directement à la disposition des poursuivants. Par suite, le créancier hypothécaire sur l'immeuble, qui l'acquiert du fol enchéri et met son prix à la disposition de ce dernier, de telle sorte que les poursuivants n'ont qu'une action indirecte sur ce prix et doivent subir le concours des autres créanciers personnels du fol enchéri, ne saurait, par la consignation, éteindre les causes de la poursuite et arrêter la folle enchère. *Lyon* 9 *avril* 1906. *Mon. jud. Lyon* 5 *juillet* 1906.

FONCTIONNAIRE PUBLIC.

V. aussi *Compétence administrative, Corruption de fonctionnaire, Presse-outrage-diffamation.*

1. — A. QUELLES PERSONNES ONT LA QUALITÉ DE FONCTIONNAIRES. NOMINATION. COMMISSION. SERMENT. DROITS ET OBLIGATIONS. DISCIPLINE. CESSATION DE FONCTIONS. — Lorsqu'un fonctionnaire est nommé à un emploi, dans des conditions illégales, notamment sans qu'il ait passé le concours prescrit par les textes qui régissent la matière, cette nomination illégale doit être annulée, sur le pourvoi des fonctionnaires à qui elle préjudicie, alors même que le fonctionnaire nommé illégalement a, depuis lors, quitté l'Administration où il avait été nommé. *Cons. d'Et.* 1er *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 21 *juillet* 1906.

2. — L'art. 65 de la loi du 22 avril 1905 aux termes duquel tous les fonctionnaires civils ou militaires, tous les employés et ouvriers de toutes administrations publiques ont droit à la communication personnelle et confidentielle de toutes leurs notes, avant d'être l'objet, soit d'une mesure disciplinaire ou d'un déplacement d'office, soit avant d'être retardés dans leur avancement à l'ancienneté, est général et absolu. *Cons. d'Et.* 20 *juin et* 7 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 1er *août* 1906. *Cf. Cons. d'Et.* 6 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 8 *novembre* 1906.

3. — En conséquence, la décision ministérielle portant déplacement d'office d'un fonctionnaire, sans qu'il ait été donné suite à sa demande d'obtenir communication de son dossier, est illégale et doit être annulée. *Ibid.*

4. — Mais il n'y a pas lieu, en pareil cas, à allocation de dépens. *Ibid.*

5. — B. USURPATION DE FONCTIONS PUBLIQUES. IMMIXTION. EXERCICE ILLÉGAL DE FONCTIONS. — De l'art. 175 C. pén., qui punit l'ingérence illicite des fonctionnaires dans des affaires soumises à leurs surveillance, et qui porte que l'amende ne peut excéder le quart des restitutions et indemnités, ni être au-dessous du douzième, il résulte qu'aucune amende ne peut être prononcée en vertu de cet article, sans une évaluation préalable des indemnités et restitutions. *Cass.* 30 *juillet* 1903. S. 244.1.1906.

6. — Et cette évaluation est indispensable, alors même qu'il n'y a pas de partie civile en cause. *Ibid.*

FONDS DE COMMERCE.

V. *Faillite, Nantissement, Vente commerciale.*

FORCE MAJEURE.

V. *Charte-partie-connaisement. Obligations, Responsabilité civile.*

FORETS.

1. — A. DROITS D'USAGE DANS LES FORÊTS. — Ne peut être considéré comme ayant dans la commune le domicile réel et fixe exigé par l'art. 105 C. for. et, par suite, dans une commune où le partage de l'affouage se fait par tête, n'a pas droit à un lot un enfant mineur, qui, bien que domicilié de droit chez son père, réside d'une façon continue et permanente chez ses grands-parents habitant hors de la commune. *Cons. d'Et.* 18 *novembre* 1904. *D.* 55.3.1906.

2. — Lorsque le conseil municipal, pour refuser aux habitants d'un hameau le droit de figurer sur la liste des affouagistes de la commune, ne s'est pas fondé sur ce qu'ils ne remplissaient pas individuellement les conditions exigées par l'art. 105 C. for., mais a prétendu qu'en vertu d'anciens titres les habitants de ce hameau n'étaient pas compris au nombre des collectivités communales ayant droit à l'affouage, le débat ne soulève pas des questions d'aptitude personnelle, mais il porte sur l'existence même du droit pouvant appartenir au groupe des habitants du hameau sur les bois communaux. *Ibid.*

3. — Et, par suite, c'est non au conseil de préfecture qu'il appartient de connaître de cette contestation, mais à l'autorité judiciaire, sauf à elle à ordonner le renvoi des questions préjudicielles que comporterait la solution du débat. *Ibid.*

4. — Mais la demande d'un particulier tendant à faire reconnaître qu'à raison de la situation de sa maison, il est habitant d'une section et a droit en cette qualité à la jouissance des biens communaux de cette section, quelles qu'en soient la situation et l'étendue n'a pas pour objet la consistance de ces communaux et ne soulève qu'une question d'aptitude personnelle de la compétence du conseil de préfecture. *Ibid.*

5. — B. DES INFRACTIONS A LA LOI FORESTIÈRE. — Le fait, par un particulier, d'avoir effectué dans sa forêt une coupe à blanc étoc, sans autorisation préalable, ne constitue pas le délit de défrichement prohibé, lorsque, à la suite de cette coupe, aucun acte émanant dudit propriétaire ou de ses représentants n'a empêché la reproduction naturelle du bois. *Trib. corr. Château-Chinon* 15 *février* 1906. *D.* 296.2.1906.

6. — Et il en est ainsi, bien que, en raison d'une surveillance insuffisante, des bestiaux du voisinage soient venus pâturer dans la partie ainsi exploitée et que des vides s'y soient produits. *Ibid.*

FRAIS ET DEPENS.

Index alphabétique

Actions en paiement de frais 11.
Avoué occupant pour deux parties 4.
Compensation 1.
Compétence 10 et s.
Conclusions 2.
Distraction des dépens 7 et s.
Droit de signification 5.
Liquidation 12 et s.
Opposition à l'exécutoire 9.
Opposition à l'ordonnance de taxe 3, 14 et s.
Recouvrement des frais 7, 13.
Répartition des dépens 3.
Suspension du recouvrement 7.
Tarifs 2 et s.
Tarifs pour Paris 5.

1. — A. CARACTÈRES DE LA CONDAMNATION AUX DÉPENS. — DANS QUEL CAS ET CONTRE QUI IL Y A LIEU DE LA PRONONCER. — RÉPARTITION DES DÉPENS. — COMPENSATION. — SOLIDARITÉ. — Les juges pouvant compenser les dépens en tout ou en partie si les parties succombent respectivement, sur quelques chefs, il y a lieu d'user de cette faculté lorsque le demandeur qui gagne son procès a exagéré de beaucoup l'indemnité à laquelle il avait droit. *Lyon* 12 *décembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 2 *octobre* 1906.

2. — B. CE QUE COMPREND LA CONDAMNATION AUX DÉPENS. — DU TARIF. — Si les conclusions signifiées au cours d'une instance judiciaire et dans lesquelles l'une des parties s'est reconnue bénéficiaire d'un don manuel ne sont point, en tant qu'écritures d'avoué à avoué, actes soumis à la formalité de l'enregistrement et passibles, en conséquence, de fiscalité, elles peuvent cependant devenir et deviennent le principe d'un droit de perception qui, sommeillant pour ainsi dire en elles, s'éveille par le fait de la sentence judiciaire qui puise dans leur teneur sa raison de décider. *Paris* 8 *février* 1901. *Gaz. Pal.* 1906. 501. *Gaz. Trib.* 9 *août* 1906.

3. — En conséquence, si l'instance au cours de laquelle lesdites conclusions ont été prises s'est terminée par une décision faisant masse des dépens pour être supportés par moitié entre les parties, et si l'administration de l'Enregistrement a perçu le droit de donation sur le don manuel révélé par les conclusions dont s'agit, par application de la loi du 18 mai 1850, art. 6, l'autre partie est fondée à faire opposition à l'ordonnance de la taxe qui règle les dépens en y comprenant le montant du droit perçu et à prétendre que celui-ci doit demeurer tout entier à la charge du bénéficiaire du don manuel. *Ibid.*

4. — Un avoué qui occupe pour deux parties a le droit de présenter deux états de frais si, en concluant pour l'une et pour l'autre partie au rejet de la demande, il le fait par des moyens différents et si, d'ailleurs les parties ont un intérêt distinct. *Trib. civ. Narbonne* 20 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 26 *juin* 1906.

5. — Le décret du 26 décembre 1898, qui a modifié l'article 89 du premier décret du 16 février 1807, en élevant, pour les avoués de première instance, le droit de signification des jugements à 0 fr. 45 par rôle d'expédition pour Paris, et à 0 fr. 35 dans le ressort, a laissé subsister l'article 147 du même décret, aug-

mentant pour les avoués à la Cour d'appel de Paris les droits d'une moitié de ceux alloués aux avoués de première instance, ainsi que l'article 1er du troi- du premier décret, du 16 février 1807 que toutes les sommes portées au tarif du premier décret du 16 février 1807 « seront réduites d'un dixième pour la taxe des frais et dépens dans les autres Cours d'appel ». *Bastia* 11 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 9 *septembre* 1906.

6. — En conséquence, pour la signification d'un arrêt faite par un avoué près d'une autre Cour que celles de Paris, Lyon, Bordeaux, Rouen et Toulouse, il est dû par chaque rôle d'expédition 0 fr. 45 (tarif de première instance), plus 0 fr. 225 (la moitié de ce tarif), soit 0 fr. 675, moins un dixième, soit, au total, 0 fr. 6075. *Ibid.*

7. — C. Distraction des dépens. — Si la distraction des dépens confère à l'avoué, qui l'obtient, un droit personnel contre la partie perdante pour leur recouvrement, ce droit se trouve suspendu, lorsque, par suite d'une opposition à l'exécutoire que cet officier ministériel s'est fait délivrer, il s'élève une contestation au sujet de la quotité de la condamnation aux dépens. *Nancy* 5 *juillet* 1904. *D.* 189.2.1906.

8. — C'est alors, à la partie gagnante, au profit de laquelle la condamnation aux dépens a été prononcée, à défendre à cette contestation, et non à l'avoué distractionnaire, qui n'est que le cessionnaire de ses droits. *Ibid.*

9. — L'opposition à l'exécutoire, signifiée, en ce cas, à l'avoué, sans l'avoir été à la partie elle-même, est non recevable. *Ibid.*

10. — D. Actions en paiement et en restitution. — Compétence. — Aux termes de l'article 60 C. pr. civ qui n'a fait que maintenir une règle suivie sous l'ancienne jurisprudence, les demandes formées pour frais par les officiers ministériels doivent être portées au Tribunal où les frais ont été faits. *Trib. civ. Seine* 17 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 6 *décembre* 1906.

11. — Cet article s'applique aux actions en paiement d'émoluments dus aux officiers ministériels à raison de leur ministère, comme aux actions en paiement de frais proprement dits et, par suite, aux actions en restitution de frais et émoluments indûment payés. *Ibid.*

12. — E. Liquidation et taxe des dépens Exécutoire. Voies de recours contre la taxe et contre l'exécutoire de dépens. Recouvrement. Compétence. — Les dépens ne doivent pas être liquidés dans le jugement lorsque la demande était, à l'origine, d'une valeur indéterminée, bien qu'à l'audience elle ait été réduite au taux du dernier ressort. *Ibid.*

13. — Les dispositions de la loi du 24 décembre 1897, relatives au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers, ne sont applicables que lorsque ce recouvrement est poursuivi par l'officier ministériel lui-même. *Cass. req.* 17 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.306. *D.* 473.1.1906.

14. — Spécialement, l'opposition à l'ordonnance de taxe des dépens obtenus par une partie contre son adversaire doit, conformémentt aux prescriptions du deuxième décret du 16 février 1807, être jugée en Chambre du conseil du Tribunal saisi de la contestation. *Ibid.*

15. — Dans le système de la loi du 24 décembre 1897, l'ordonnance de taxe devant être considérée comme un jugement par défaut, il y a lieu d'appliquer les dispositions de l'art. 165 C. proc. civ., qui veut que l'opposition ne puisse jamais être reçue contre un jugement de débouté d'une première opposition. *Trib. civ. Marseille* 20 *mai* 1905. *Pand. franç.* 325. 2.1906.

16. — En conséquence, la partie opposante à une ordonnance de taxe est non recevable à former opposition au jugement qui a statué sur son opposition, alors même qu'il aurait été rendu hors sa présence, et hors celle de son avoué régulièrement sommé; mais ce jugement n'a la force de la chose jugée qu'en ce qui concerne le chiffre auquel les frais ont été taxés. *Ibid.*

FRANÇAIS.

Perte de la qualité. — Le Français qui se fait naturaliser à l'étranger après le jugement qui a prononcé sa séparation de corps en France ne peut imposer à sa femme sa nouvelle nationalité. Dès lors, celle-ci, conservant sa qualité de Française et demeurant toujours aux yeux de la loi française engagée dans les liens du mariage, il s'ensuit que si le mari s'est fait naturaliser dans un pays tel que l'Allemagne, où la séparation de corps produit les effets du divorce, la seconde union qu'il vient de contracter dans ce pays, du vivant de sa première femme, se trouve en France entachée de nullité. *Trib. civ. Seine* 16 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.141. *Gaz. Trib.* 23 *juillet* 1906.

G

GAGE.

V. *Nantissement.*

GARANTIE.

V. *Vente (en général).*

GAZ.

1. — Aux termes de la convention intervenue entre la Ville de Paris et les liquidateurs de la Compagnie du gaz dont la concession a pris fin le 31 décembre 1905, ceux-ci ne sont autorisés à faire aucune dépense de conduite ni de branchement. *Trib. civ. Seine* 29 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.504. *Gaz. Trib.* 19 *décembre* 1906.

2. — Par suite, ils ne peuvent procéder à l'établissement d'un branchement sans que les parties qui le demandent consignent la somme suffisante à cet effet. *Ibid.*

3. — En conséquence, le propriétaire d'un immeuble assigné par son locataire à fin de voir dire qu'il sera tenu d'accomplir les formalités utiles pour qu'il ait le gaz dans l'appartement loué par lui n'est pas fondé, avant d'avoir fait la consignation nécessaire, à mettre en cause le liquidateur de la Compagnie du gaz pour le faire condamner à le garantir des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui. *Ibid.*

4. — Alors, du moins, que le contrat passé entre ledit propriétaire et la Compagnie du gaz et par laquelle cette dernière s'engage à desservir au moyen de branchements les locataires de son immeuble porte qu'au cas où celle-ci cesserait d'être concessionnaire de la Ville de Paris, elle aura la faculté de tenir le contrat résilié de plein droit, sans autre formalité qu'un préavis donné par les insertions dans les journaux, insertions qui ont eu lieu. *Ibid.*

GESTION D'AFFAIRES.

V. aussi *Mandat, Notaire.*

GREVE.

V. *Charte-partie-connaissement, Liberté commerciale et industrielle, Louage d'ouvrage et d'industrie, Travail (Protection du).*

H

HALLES, FOIRES ET MARCHES.

V. *Règlements administratifs.*

HOMICIDE ET BLESSURES.

1. — Homicide et blessures involontaires. — Le fait, pour une sage-femme, d'avoir manqué à son devoir professionnel en ne donnant pas à une jeune fille ayant fait une fausse couche les soins réclamés par la gravité de son état, constitue l'homicile par imprudence, si ce manque de soins a eu pour conséquence d'abréger la vie de la jeune fille. *Trib. corr. Pau* 16 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 11 *décembre* 1906.

2. — L'art. 320 C. pén. n'exige pas pour son application que le plaignant n'ait eu aucune part d'imprudence à se reprocher, et nul délit ne pouvant être excusé en dehors des cas où la loi déclare le fait excusable, l'auteur de l'accident à la charge duquel un défaut de précaution est relevé ne peut invoquer, pour échapper à l'application de la loi, l'imprudence de la victime. *Cass.* 1er *décembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.474.

3. — Dès lors, le conducteur d'automobile qui n'a pas ralenti sa vitesse au moment où il s'est trouvé en face d'un cycliste alors que la collision aurait été évitée si cette précaution avait été prise, est pénalement responsable, encore bien que le cycliste aurait été inattentif à l'approche de l'automobile. *Ibid.*

HUISSIERS.

1. — A. Responsabilité. — Faute. — Compétence. — Prescription. — Un huissier ne saurait être appelé en garantie, à raison de la nullité de la procédure par lui suivie devant le Tribunal saisi de la demande en nullité de cette procédure, si ce Tribunal est autre que le Tribunal civil de sa résidence. *Trib. paix Bourgoin* 8 *août* 1906. *Mon. juges de paix* 535.1906. *Gaz. Trib.* 1er *novembre* 1906. *Mon. jud.* 19 *septembre* 1906.

2. — En effet, l'art. 73 du décret du 14 juin 1813 attribue formellement compétence au Tribunal de première instance pour connaître de toute action en dommages-intérêts dirigée contre un huissier pour un fait relatif à ses fonctions, quel que soit le montant des dommages-intérêts réclamés, fussent-ils notamment, par leur quantum, de la connaissance du Tribunal de paix. *Ibid.*

3. — En conséquence, l'huissier qui est, contrairement à cette règle absolue et d'ordre public, traduit devant une juridiction d'exception, peut exciper de l'incompétence de celle-ci, en tout état de cause et même pour la première fois en appel. *Ibid.*

4. — B. Frais et honoraires. — Action en paiement. — Une personne n'est pas recevable à former opposition à l'ordonnance de taxe rendue au profit d'un huissier sous prétexte que les frais dont le paiement lui est réclamé ayant été faits pour le compte d'un tiers dont elle n'était que le mandataire et qui aurait donné directement des instructions à l'huissier pour arrêter les poursuites commen-

ciées, elle ne saurait être tenue desdits frais *Trib. civ. Seine* 6 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.9.

5. — Alors du moins qu'il résulte des circonstances de la cause et notamment de la correspondance versée aux débats que l'opposant entendait faire son affaire personnelle des poursuites exercées contre le débiteur de son mandant et qu'en exerçant lesdites poursuites l'huissier s'est strictement conformé aux instructions qu'il avait reçues de cet opposant personnellement. *Ibid.*

6. — En pareil cas l'huissier se trouve investi d'un droit de créance contre celui qui a ordonné et dirigé les poursuites, et c'est à juste titre qu'il lui réclame le montant des frais desdites poursuites, sur ordonnance de taxe. *Ibid.*

7. — C. CHAMBRE DE DISCIPLINE. — MESURES DISCIPLINAIRES. — Le ministère public est seul compétent pour exercer l'action disciplinaire contre un huissier. *Trib. civ. Seine* 26 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.18. *Gaz. Trib.* 3 *juin* 1906.

8. — Les parties intéressées peuvent seulement introduire devant le tribunal des demandes en réparation civile. *Trib. civ. Seine* 26 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 18.

9. — L'attitude de l'huissier qui s'est employé avec ardeur à suggérer et à fixer un accord des parties en vue d'autoriser la vente sur place des objets saisis, dans le but évident de faire échec à une ordonnance contraire du président du tribunal, constitue à sa charge une incorrection qui justifie suffisamment l'application d'une peine disciplinaire. *Paris* 29 *décembre* 1905. *D.* 265.2.1906.

10. — Et la loi du 10 mars 1898 sur la destitution des officiers ministériels, qui est surtout une loi de compétence, n'a pas modifié l'esprit de la législation antérieure sur la matière; les règlements qu'elle vise doivent s'entendre non seulement des prescriptions relatives à certaines obligations spécialement prévues, mais aussi des devoirs de révérence professionnelle auxquels les officiers ministériels sont assujettis. *Ibid.*

HYGIENE.

V. *Salubrité publique.*

HYPOTHEQUE (en général).

V. aussi *Assurances (en général), Inscription hypothécaire.*

1. — A. BIENS ET DROITS SUSCEPTIBLES D'HYPOTHÈQUE. — Une source peut être hypothéquée valablement par celui qui en a acquis la propriété, sans acquérir en même temps la propriété du fonds où elle jaillit. *Grenoble* 16 *juin* 1904. *D.* 209. 2.1906.

2. — Des canalisations d'eau, établies pour partie dans le sol de chemins publics, ne peuvent être considérées comme des immeubles particuliers, susceptibles d'hypothèques distinctes, ni même comme des servitudes, lorsqu'elles ont été construites en vertu d'autorisation à titre précaire. *Ibid.*

3. — Simples accessoires de la source dont elles conduisent l'eau, elles sont grevées par l'hypothèque qui l'affecte. *Ibid.*

4. — Et il suffit que cette hypothèque soit inscrite au bureau des hypothèques de l'arrondissement d'où ressort la source hypothéquée, alors même que les canalisations s'étendraient sur d'autres arrondissements. *Ibid.*

5. — B. EFFETS DES HYPOTHÈQUES PRIVILÉGIÉES CONTRE LE TIERS DÉTENTEUR. — DROIT DE SUITE. — Le tiers détenteur qui délaisse un immeuble, en demeure propriétaire jusqu'à l'adjudication, le délaissement ayant simplement pour effet de substituer la personne du curateur à celle du détenteur. En conséquence, le curateur au délaissement, qui n'a pas été régulièrement convoqué à l'ordre amiable, peut valablement faire opposition à l'ordonnance du juge relative à la délivrance des bordereaux. *Trib. civ. Rodez* 5 *juillet* 1906. *Gaz. Trib. Midi* 2 *décembre* 1906.

6. — Le donataire n'a pas à subir, sur la portion de biens à lui donnée, le droit de suite des créanciers ayant pris hypothèque du chef du donateur postérieurement à la transcription de la donation. *Ibid.*

7. — Lorsque le prix d'adjudication a été poussé par les enchérisseurs à un chiffre assez élevé pour couvrir et au delà les sommes dues aux créanciers antérieurs à la transcription de la donation, les frais de la vente et ceux dus au délaissement, le reliquat dudit prix doit revenir au tiers détenteur, qui est réputé vendeur. *Ibid.*

I

IMPOT SUR LE REVENU.

V. aussi *Enregistrement.*

1. — A. PERSONNES ET ÉTABLISSEMENTS SOUMIS A L'IMPOT. — Si une société a, en réalité, le caractère de société civile, il importe peu qu'elle ait été qualifiée, dans ses statuts ou dans un acte modificatif, de société commerciale en nom collectif, ou qu'elle ait adopté la forme commerciale de cette dernière société; dans aucun cas elle ne peut bénéficier de l'exemption d'impôt accordée aux seules sociétés commerciales en nom collectif par l'art. 1er de la loi du 1er décembre 1875. *Trib. civ. Bourges* 22 *mars* 1906. *Journ. soc.* 433.1906.

2. — B. VALEURS ET OPÉRATIONS IMPOSABLES. — La taxe sur le revenu des valeurs mobilières édictée par l'article premier de la loi du 29 juin 1872 frappe la distribution, sous quelque forme qu'elle ait lieu, de tous les produits et bénéfices réalisés par les Sociétés, sans faire aucune distinction à raison soit de l'origine, soit de la nature de ces produits. *Cass.* 19 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 15 *décembre* 1906.

3. — Mais elle n'est exigible qu'à la condition qu'il soit distribué entre les associés des bénéfices ou produits sociaux. *Ibid.*

4. — Dès lors, et spécialement, si la totalité des parts de fondateur, évaluée dans un acte de Société à une certaine somme a été, plus tard, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, rachetée à un prix supérieur à leur valeur initiale, cette opération ne saurait, pour la différence entre les deux sommes, donner lieu à la perception de l'impôt, alors que, d'après les constatations du juge, ledit rachat a été effectué, non à l'aide de bénéfices sociaux, mais au moyen d'une augmentation du capital social par l'émission d'actions nouvelles. *Ibid.*

5. — La taxe de 4 % est due sur le revenu des parts ou actions attribuées au gérant d'une société en commandite par actions en représentation d'un apport d'industrie, c'est-à-dire d'un apport comprenant usine, matériel, clientèle, valeurs analogues, mais non sur les bénéfices attribués au même gérant pour le rétribuer d'un louage d'industrie, c'est-à-dire des connaissances techniques, de l'habileté professionnelle et des qualités exclusivement personnelles qu'il met au service de la société. *Trib. civ. Saint-Etienne* 31 *juillet* 1905. *Trib. civ. Nevers* 31 *juillet* 1905. *Journ. soc.* 317. 1906.

7. — Les bons négociables, représentatifs de dividendes capitalisés, remboursables à l'expiration de la société et productifs d'un intérêt de 5 %, constituent en réalité des obligations négociables. Si aucun acte ne détermine le mode de la transmission de ces titres, qui sont, en fait, nominatifs ou au porteur, au choix des intéressés, les bons nominatifs sont transmissibles par toutes les voies de droit commun et non pas seulement dans les formes tracées par l'art. 36 C. com. Ils sont, par suite, passibles de la taxe annuelle de transmission de 0 fr. 20 %. *Ibid.*

8. — Sont passibles de la taxe de 4 % les intérêts, variant de 5 à 3 fr. 50 %, des sommes versées en dépôt à une société par ses actionnaires, ses employés ou ouvriers et même par des personnes étrangères, alors que ces sommes ne sont remboursables qu'après un préavis minimum de six mois et qu'aucun compte courant véritable, comportant des opérations réciproques au crédit et au débit, n'existe entre la société et ses déposants. *Ibid.*

IMPOTS DIRECTS.

V. *Contributions directes, Patentes, Taxes.*

IMPOTS INDIRECTS.

V. *Contributions indirectes, Taxes.*

INCENDIE.

V. *Assurances terrestres, Bail.*

INDIVISION.

V. *Partage, Propriété (en général).*

INJURE.

V. *Presse-outrage-diffamation.*

INSCRIPTION HYPOTHECAIRE.

1. — A. DU MODE D'INSCRIPTION ET DES ÉNONCIATIONS. — Si d'après l'art. 2148 C. civ. le bordereau d'inscription d'hypothèque doit contenir le nom du débiteur personnel et si c'est là une formalité substantielle, il n'en est ainsi que pour l'inscription originaire. *Aix* 4 *août* 1906. *Loi* 26 *septembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 10 *octobre* 1906.

2. — Si donc l'immeuble ainsi grévé a passé en d'autres mains, par suite d'une vente notamment, l'inscription prise en renouvellement sur l'acquéreur de cet immeuble doit être considérée comme valable, bien qu'elle n'indique pas le nom de ce débiteur ainsi substitué au premier; car le caractère réel et immobilier de l'hypothèque fait que c'est l'immeuble même qui doit. *Ibid.*

3. — Il suffit, en conséquence, pour que les prescriptions de l'art. 2147 C. civ. soient observées, que le bordereau d'inscription de l'hypothèque contienne le nom du débiteur personnel, à la condition que l'inscription prise en renou-

vellement, sur l'acquéreur de l'immeuble grevé, indique quelle est prise en renouvellement de l'ancienne et énonce en même temps la date de celle-ci, le volume de la conservation, le numéro, le nom du débiteur primitif, ainsi que l'acte notarié en vertu duquel elle avait été prise, puisque ces indications permettent aux tiers d'avoir, en se reportant à l'inscription primitive, tous les renseignements qui leur sont nécessaires. *Ibid.*

4. — B. MAINLEVÉE ET RADIATION OU RÉDUCTION DES INSCRIPTIONS. — PROCÉDURE. — COMPÉTENCE. — Le séquestre nommé par ordonnance de référé est le mandataire judiciaire des parties intéressées, il peut donner mainlevée d'une inscription d'office et en demander la radiation; le conservateur des hypothèques qui s'est refusé à procéder à celle-ci doit être condamné aux dépens de l'instance qui l'ordonne. *Trib. civ. Sens* 12 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.259.

INSTRUCTION ET PROCEDURE CRIMINELLES.

Index alphabétique

Authenticité du procès-verbal 11.
Citation en police correctionnelle 18.
Communication des pièces à l'inculpé 9.
Communication des pièces au conseil 3 et s., 8.
Comparution en personne 18 et s.
Confrontation 3.
Défaut de communication 5 et s.
Délais du jugement 12.
Droit à la réplique 21 et s.
Droit au recours en cassation 15,
Extinction de l'action publique 7, 16.
Instruction préalable 1.
Interloeutoire 13.
Intervention de l'interprète 20.
Irrégularités pendant l'information 17.
Mentions au procès-verbal 11.
Nullité de la procédure 4.
Opposition aux ordonnances du juge 10.
Pouvoirs du juge 13,
Procédure de l'ordonnance de renvoi 1.
Procédure en police correctionnelle 18 et s.
Recevabilité du pourvoi 14.
Recours en cassation 14 et s.
Répliques du prévenu 21 et s.

---

§ I. — *De l'instruction préalable ou écrite jusqu'à l'ordonnance du règlement* (n. 1).

§ II. — *Des modifications apportées par la loi du 8 décembre 1897 à la législation antérieure* (n. 3).

§ III. — *De l'instruction devant la Chambre des mises en accusation* (n. 12).

§ IV. — *De l'instruction devant les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels* (n. 18).

---

§ I. — *De l'instruction préalable ou écrite jusqu'à l'ordonnance de règlement.*

1. — Le juge d'instruction, saisi par un réquisitoire introductif, de plusieurs faits de détournement et qui a rendu son ordonnance de soit communiqué, laquelle a produit tous ses effets, par suite du réquisitoire définitif, suivi lui-même de l'ordonnance de renvoi en police correctionnelle, a épuisé sa compétence, et ne peut, alors même qu'il aurait omis de statuer sur quelques-uns des chefs de détournement, rendre une nouvelle ordonnance de renvoi qu'après une procédure nouvelle et une ordonnance de soit communiqué, portée à la connaissance du défenseur. *Paris* 10 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 20 *décembre* 1906.

2. — Mais, si les faits ainsi omis n'ont été l'objet d'aucune décision des juridictions de jugement, ni d'aucune ordonnance de non-lieu, les actions publique et privée continuent d'exister, en ce qui les concerne. *Ibid.*

§ II. — *Des modifications apportées par la loi du 8 décembre 1897 à la législation antérieure.*

3. — La disposition de l'art. 10 de la loi du 8 décembre 1897, aux termes duquel la procédure doit être mise à la disposition du conseil de l'inculpé la veille de l'interrogatoire, est applicable lorsque, à un jour donné, le juge d'instruction, après avoir interrogé trois témoins, dont l'un lui avait remis un certain nombre de documents joints à sa déposition, a fait comparaître le prévenu en présence du dernier témoin entendu ce jour-là, lui a fait connaître les faits résultant tant des pièces jointes à l'instruction que des déclarations dudit témoin, et a recueilli les réponses du prévenu, en sorte que celui-ci a été l'objet, non d'une simple confrontation, mais d'un véritable interrogatoire. *Cass. crim.* 30 *juin* 1904. *S.* 246.1.1906. *Cf. Cass. crim.* 27 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 11 *août* 1906. *Alger* 17 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 11 *août* 1906.

4. — Dans ce cas, si la procédure a été communiquée au conseil du prévenu l'avant-veille de l'interrogatoire, les dépositions recueillies et les pièces annexées à la procédure le jour même de cet interrogatoire n'ont pu être mises à la disposition du conseil; la communication n'a donc été que partielle, et il n'a point été ainsi satisfait aux exigences de l'art. 10 § 1er de la loi du 8 décembre 1897. *Ibid.*

5. — Le défaut de communication au conseil du prévenu, dans l'information ouverte contre lui, de l'ordonnance de soit-communiqué et de l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel, entraîne la nullité de ces actes et celle de la procédure ultérieure. *Bastia* 31 *mai* 1905. *D.* 256.2.1906.

6. — Spécialement, ce défaut de communication entraîne la nullité du jugement par lequel le tribunal correctionnel a prononcé contre le prévenu une condamnation pour empêchement par voies de fait des opérations électorales. *Ibid.*

7. — Et, par suite, lorsqu'il s'est écoulé plus de trois mois depuis ce jugement, sans qu'il ait été fait par le ministère public aucun acte interruptif de la courte prescription édictée en cette matière par l'art. 50 du décret du 2 février 1852, l'action publique doit être déclarée éteinte. *Ibid.*

8. — C'est au conseil seul que la communication de la procédure doit être faite, et c'est lui seul aussi qui doit être informé de toute ordonnance du juge, par l'intermédiaire du greffier (loi du 8 décembre 1897, art. 10 § 1 et 2). *Cass. crim.* 10 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.427. *Gaz. Trib.* 19 *décembre* 1906.

9. — Dès lors, l'inculpé lui-même ne peut se prévaloir de ce que la communication d'une ordonnance ne lui a pas été faite, même lorsqu'il a déclaré vouloir se défendre lui-même. *Ibid.*

10. — D'ailleurs la loi de 1897 n'a ni expressément, ni tacitement abrogé l'art. 145 C. instr. crim., lequel a limité pour l'inculpé le droit de recourir à l'opposition contre les ordonnances du juge d'instruction et déterminé, en conséquence, les cas où ces ordonnances devaient lui être communiquées ou signifiées. *Ibid.*

11. — Aucune disposition de la loi du 8 décembre 1897 n'interdit que les mentions au procès-verbal de première comparution devant le magistrat, prévues par l'art. 3 de ladite loi, soient imprimées: la signature du juge et du greffier ont pour effet de conférer l'authenticité à toutes les parties du procès-verbal et de garantir par suite que les formalités que lesdites mentions ont pour but de constater ont été accomplies. *Ibid.*

§ III. — *De l'instruction devant la Chambre des mises en accusation.*

12. — Les délais des art. 217 et 219 C. instr. crim. ne peuvent fournir à l'accusé un grief tiré de la rapidité avec laquelle la Chambre d'accusation a été appelée à se prononcer; la faculté d'adresser un mémoire ne peut retarder le jugement de l'affaire. *Cass.* 4 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.283. *Gaz. Trib.* 7 *novembre* 1906.

13. — En droit l'interlocutoire ne lie pas le juge. Les magistrats qui ont prononcé un arrêt ordonnant une mesure d'instruction peuvent toujours le révoquer ou le modifier, sans attendre les résultats de la mesure prescrite, si des circonstances ultérieures à l'arrêt démontrent l'inutilité de ce supplément d'instruction. *Lyon* 14 *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 17 *décembre* 1906.

14. — Le pourvoi du prévenu contre l'arrêt de la chambre d'accusation qui le renvoie devant le tribunal correctionnel pour un délit n'est recevable que si ledit prévenu a soulevé l'incompétence ou si l'arrêt contient des dispositions définitives que le tribunal correctionnel saisi de la prévention ne peut modifier. *Cass.* 29 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.214. *Gaz. Trib.* 21 *octobre* 1906.

15. — Le recours en cassation contre les arrêts des Chambres d'accusation n'est ouvert, en principe, qu'au procureur général et à l'inculpé. *Cass.* 4 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.213. *Pand. franç.* 306.1.1906.

16. — Spécialement, la partie civile ne peut se pourvoir en cassation contre un arrêt portant non-lieu à suivre ou confirmant une ordonnance de non-lieu: un tel arrêt, non attaqué par le ministère public, éteint l'action publique, que la partie civile ne peut faire revivre par un pourvoi. *Ibid.*

17. — Le demandeur qui ne s'est pas pourvu contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation qui le renvoie devant la Cour d'assises ne saurait se prévaloir des irrégularités qui auraient été commises au cours de l'information. *Cass.* 29 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.221. *Gaz. Trib.* 27 *octobre* 1906.

§ IV. — *De l'instruction devant les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels.*

18. — Le prévenu cité en police correctionnelle est tenu de se présenter en personne, à moins de faire défaut, lorsque le délit qui lui est reproché entraîne l'emprisonnement. *Trib. corr. Pau* 31 *mai* 1906. *Loi* 20 *décembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 4 *janvier* 1907.

19. — Toutefois, et même dans ce cas, la comparution personnelle n'est pas obligatoire lorsqu'il s'agit de proposer, avant le jugement de la prévention, une exception préjudicielle, une exception d'incompétence ou une remise de cause. *Ibid.*

20. — Bien que l'intervention d'un interprète ne soit constatée que pour le premier interogatoire, on doit présumer, en matière correctionnelle, surtout en l'absence de toute réclamation de la part de la défense, qu'il a prêté son ministère toutes les fois qu'il a été utile. *Cass.* 23 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.150. *Pand. franç.* 286.1.1906.

21. — La nécessité de donner au prévenu la parole le dernier n'existe qu'au grand criminel; aucune disposition prescrivant cette obligation n'existe au correctionnel. *Cass.* 5 *décembre* 1902. *S.* 367. 1.1906.

22. — Et l'art. 190, C. instr. crim., disposant qu'au correctionnel le prévenu pourra répliquer après les conclusions

du ministère public n'attribue au prévenu qu'une simple faculé. *Ibid.*

23. — Dès lors, aucune atteinte n'est portée à son droit de défense, lorsqu'il n'en réclame pas l'exercice. *Ibid.*

INSTRUCTION PUBLIQUE ET PRIVEE.

V. *Enseignement.*

INTERETS.

V. *Dommages-intérêts.*

INTERPRETATION DES JUGEMENTS ET ARRETS.

V. *Jugements et arrêts.*

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.

Les délais prescrits par l'art. 329 C. pr. civ., relatif aux interrogatoires sur faits et articles, ne sont pas fixés à peine de nullité; et, d'ailleurs, la nullité serait couverte par la comparution devant le juge et les réponses faites à ses questions. *Trib. civ. Confolens* 3 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 11 *novembre* 1906.

INTERVENTION.

1. — De l'intervention volontaire en matière civile. — Dans une instance en résolution de vente d'immeubles pour inexécution des conditions, les créanciers hypothécaires ont qualité pour intervenir en première instance. *Lyon* 22 *février* 1906. *Mon. jud. Lyon* 17 *août* 1906.

2. — Les créanciers chirographaires qui interviennent en appel doivent être déclarés irrecevables, puisque, d'une part, une intervention ne peut être formée en appel et que, d'autre part, les créanciers chirographaires sont représentés dans l'instance par leur débiteur. *Ibid.*

3. — Mais il y a exception nécessaire à ces règles lorsqu'un concert frauduleux entre le débiteur et l'autre partie au jugement est invoqué par les créanciers qui prétendent intervenir en appel. *Ibid.*

J

JEU-PARI.

1. — A. Des actions civiles qui peuvent naître du jeu ou du pari. — La vente d'un instrument de jeu dit « l'Etoile », dans la pratique duquel le résultat heureux pour le joueur dépend principalement de l'adresse et de la précision que celui-ci apporte dans la mise en mouvement du propulseur du ressort, donne lieu à une action réciproque. *Lyon* 7 *avril* 1906. *Mon. jud. Lyon* 11 *juillet* 1906.

2. — Peu importe qu'un procès-verbal ait été dressé contre un débitant de boissons, dans l'établissement duquel le fabricant de cet appareil avait remis en location l'un des appareils et que le tribunal de simple police ait condamné ce débitant, autre que l'acheteur dont il est question au procès, pour tenue de jeu de hasard et ait prononcé la confiscation de l'appareil. *Ibid.*

3. — B. De l'exception de jeu. — L'art. 1695 C. civ. s'applique non seulement aux joueurs entre eux, mais encore aux tiers intéressés même indirectement au jeu. *Trib. com. Seine* 3 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.29. *Cf. Trib. civ. Versailles* 23 *novembre* 1906. *Gaz. Trib* 10 *décembre* 1906

4. — Par suite, il y a lieu d'accueillir l'exception de jeu que le signataire d'une traite poursuivi en paiement oppose au bénéficiaire, directeur d'une maison de jeu, lorsque cette traite représente le montant d'avances faites soit en espèces, soit en jetons ou plaques, au cours d'une partie et destinées à alimenter cette partie à laquelle, en sa qualité de directeur, le bénéficiaire était personnellement intéressé. *Ibid.*

5. — L'exception de jeu s'oppose à ce que le prêteur d'une somme empruntée pour jouer dans un casino en poursuive le remboursement. *Bordeaux* 13 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 20 *septembre* 1906.

6. — On ne saurait considérer comme une dation en paiement de cette dette de jeu la police d'assurance sur la vie contractée par l'emprunteur au profit du prêteur, dès lors que les parties ont convenu que l'emprunteur pourrait se libérer à toute époque et se faire rétrocéder le bénéfice de la police, ou bien, qu'à défaut de paiement des primes, le prêteur reprendrait ses droits. *Ibid.*

7. — L'assurance, en pareil cas, n'est qu'un transport en garantie ou nantissement, qui doit suivre le sort du contrat principal et demeurer comme lui dépourvu d'effet. *Ibid.*

JOURNAL.

V. *Presse-Outrage-Diffamation.*

JUGE DE PAIX.

V. *Action possessoire, Compétence civile des juges de paix, Tribunaux.*

JUGEMENTS ET ARRETS.

V. aussi *Tribunaux.*

Index alphabétique

Cas de sursis 3.
Chose jugée 10 et s.
Conclusions mentionnées régulièrement 15.
Condamnation à astreinte 1 et s.
Délai pour réaliser les offres 9
Effets des jugements 10 et s.
Effets du jugement de sursis 5 et s.
Jugement de décerné acte 17.
Modification de la demande 17.
Mentions au procès-verbal 11 et s.
Prescription 11 et s.
Rédaction des jugements 14 et s.
Règlement des qualités
Signification 11.
Signification tardive 13.
Sursis à statuer 3.

---

§ I. — *Jugements et arrêts en matière civile* (n. 1).

§ II. — *Jugements des juges de paix* (n. 17).

---

§ I. — *Jugements et arrêts en matière civile.*

1. — A. Caractères généraux et effets des jugements et arrêts. — La condamnation à une astreinte n'est possible que accessoirement à une condamnation principale en restitution. *Lyon* 23 *décembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 29 *août* 1906.

2. — Elle ne l'est pas, notamment, lorsque l'intimé ne reprend pas devant la Cour ses conclusions en restitution de pièces et que le jugement dont il demande la confirmation déclare qu'après la remise faite à la barre et formellement acceptée par son mandataire les conclusions tendant à cette remise n'ont plus d'objet. *Ibid.*

3. — C'est à bon droit que le tribunal saisi d'une action dirigée par le cessionnaire de la créance d'un prix de vente contre la caution, à défaut de payement par le débiteur principal, surseoit à statuer jusqu'à l'arrêt à intervenir, alors que cette caution invoque un jugement prononçant la nullité du cautionnement qu'elle a fourni vis-à-vis du cédant, et que ce jugement est frappé d'appel. *Cass.* 12 *avril* 1905. *Pand. franç.* 206.1.1906.

4. — Le jugement qui ordonne un sursis à l'exécution d'un précédent jugement rendu par le même tribunal laisse intact ce jugement, dont les effets se trouvent seulement différés. *Chambéry* 25 *janvier* 1905. *D.* 229.2.1906.

5. — Par suite, il ne porte atteinte ni à l'autorité de la chose jugée. *Ibid.*

6. — ..Ni au contrat judiciaire formé entre les parties dans la première instance. *Ibid.*

7. — Vainement le cessionnaire soutiendrait-il que, n'ayant pas été partie au jugement, le tribunal ne pouvait, en aucune façon, le lui opposer, ni se dispenser de juger le litige qui lui était soumis et qui rentrait dans sa compétence. *Ibid.*

8. — En effet, bien que le jugement rendu entre le cédant et la caution ait été, vis-à-vis du cessionnaire, *res inter alios judicata*, le tribunal a pu, en raison de la connexité, et sans méconnaître les règles de sa compétence, attendre la décision de la Cour d'appel dans le litige existant entre la caution et le cédant. *Ibid.*

9. — Le délai dans lequel une partie astreinte à réaliser ses offres sous peine de résiliation du marché à ses torts n'ayant pas pour objet l'exécution d'une obligation préexistante et venue à échéance, mais étant simplement la conséquence du rejet de la demande de résiliation introduite par elle devant le Tribunal et n'ayant, d'ailleurs, pas été sollicitée par elle, n'est pas un délai de grâce auquel les art. 122 et 123 C. pr. civ. puissent être applicables. *Nancy* 14 *mai* 1906. *Loi* 23 *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 23 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 28 *juin* 1906.

10. — B. Effets légaux des jugements. Rectification et interprétation. — Le jugement contradictoire, rendu en premier ressort sur le fond du litige, est revêtu, au moins provisoirement et tant qu'il n'a pas été frappé d'appel, de l'autorité de la chose jugée. *Cass.* 14 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.34, *Pand. franç.* 230.1.1906.

11. — Il a pour résultat de substituer à l'action originaire une action nouvelle, née de la condamnation, qui n'est assujettie qu'à la prescription trentenaire. Encore bien qu'il n'y ait pas eu de signification dudit jugement à la partie condamnée, cette signification n'étant requise que pour remettre la poursuite de l'exécution forcée et pour faire courir le délai du recours à la juridiction supérieure. *Ibid.*

12. — Seul, l'appel interjeté, en faisant renaître le litige devant le juge du second degré, peut, le cas échéant, donner ouverture de nouveau à la prescription plus courte qui s'applique à l'action, en vertu d'une disposition spéciale de la loi. *Ibid.*

13. — En conséquence, lorsque sur une action civile en dommages-intérêts pour diffamation et injures basées sur la loi de 1881, il est intervenu un jugement de condamnation qui n'a été signifié que plus de trois mois après la date à laquelle il a été rendu, l'action ne saurait, de ce fait, être considérée comme prescrite en vertu de l'art. 65 de la loi précitée. *Ibid.*

14. — C. Rédaction des jugements. — Si les jugements et arrêts doivent contenir les mentions diverses exigées par l'art. 141 C. pr. civ., aucun texte de loi ne

détermine la place où ces mentions doivent se trouver, ni sous quelle forme elles doivent être faites, il suffit qu'elles résultent de l'ensemble des différentes parties de la décision. *Cass.* 6 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.269.

15. — Spécialement, bien que les qualités du jugement ne contiennent pas expressément les conclusions du défendeur, le jugement est régulier s'il résulte des mentions portées que le défendeur a fait soutenir ses conclusions par un avocat, et si le point de fait, le point de droit et les motifs en font clairement connaître la teneur qui n'est que la reproduction de ces conclusions prises par l'intimé, défendeur en première instance. *Ibid.*

16. — Le règlement des qualités d'un arrêt par le premier président qui a présidé l'audience où cet arrêt a été rendu est régulier; encore bien que l'avoué opposant ait été sommé de comparaître « devant M. X..., président de la première Chambre » qui avait également participé à l'arrêt, ou « devant le magistrat qui le remplacera »; cette désignation nominale, loin d'exclure le premier président du règlement, prévoit simplement que ce magistrat sera empêché et implique par suite que cet empêchement venant à cesser, c'est lui qui, à raison de sa fonction même, procèdera au règlement. *Ibid.*

§ II. — *Jugements des juges de paix.*

17. — Il n'y a pas lieu de faire constater par un jugement spécial de décerné acte, les conclusions par lesquelles un plaideur modifie verbalement, en cours d'instance, sa demande originaire devant le tribunal de paix; il suffit que cette modification résulte, sinon des qualités seules, du moins de l'ensemble du jugement. *Trib. civ. Lannion* 6 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.93.

JUGEMENTS ET ARRETS PAR DEFAUT.

V. aussi *Frais et dépens.*

§ I. — *Des jugements et arrêts par défaut en matière civile ou commerciale.*

1. — A. De l'opposition aux jugements par défaut. — Si un procès-verbal de carence ne peut être regardé comme un acte d'exécution d'un jugement par défaut de nature à entraîner déchéance du droit d'opposition dans les termes de l'art. 159 C. proc. civ., il n'en saurait être de même et un tel acte entraîne déchéance, lorsqu'il est établi, en fait, que cet acte a été nécessairement connu du défaillant. *Cass. req.* 24 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.331. *Gaz. Trib.* 25 *novembre* 1906.

2. — Spécialement le défaillant peut être déclaré déchu de son opposition lorsque la connaissance de l'exécution résulte de cette triple circonstance qu'un procès-verbal a été dressé à son domicile, en présence de sa femme et plus de cinq mois avant son opposition. *Ibid.*

3. — Les trois jours dans lesquels, suivant l'article 438 C. pr. civ., doit être réitérée l'opposition à un jugement de défaut faite sur l'accedit de l'huissier, ne comprennent pas le jour même de l'accédit. *Trib. com. Marseille* 24 *avril* 1906. *Rec. Marseille* 238.1.1906.

4. — Est donc valable l'opposition réitérée avec citation à l'audience le troisième des jours qui suivent la date du procès-verbal. *Ibid.*

5. — Une partie condamnée pour défaut en justice de paix a le droit de former opposition au jugement par défaut qui la condamne, avant toute signification de ce jugement. L'énoncé sommaire des moyens de l'opposant suffit pour la recevabilité de l'opposition. *Trib. paix Alger* 12 *avril* 1906. *Loi* 12 *novembre* 1906.

6. — B. De la péremption des jugements par défaut. — Lorsque, à la suite d'un jugement par défaut ordonnant une enquête, l'une des parties étant venue à mourir, la reprise d'instance a été prescrite par un nouveau jugement par défaut, ce dernier jugement doit être réputé exécuté, et par suite échappe à la péremption, dès lors qu'il a été procédé à sa signification ainsi qu'à celle de l'ordonnance du juge-commissaire fixant l'ouverture de l'enquête avec sommation d'assister à cette enquête à laquelle il a été ensuite procédé. *Cass.* 3 *décembre* 1902. *D.* 342.1.1906.

7. — Rien n'indique que le législateur a entendu rendre applicable à d'autre juridictions que celles des tribunaux civils les dispositions exceptionnelles de l'art. 156 C. pr. civ. *Trib. civ. Seine* 1er *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.23.

8. — La péremption de six mois applicable aux jugements par défaut est dès lors inapplicable aux jugements par défaut rendus par les juges de paix. *Ibid.*

§ II. — *Des jugements et arrêts par défaut en matière criminelle.*

9. — La déchéance de l'opposition édictée par l'art. 188 C. inst. crim. ne saurait être encourue lorsque l'opposant justifie d'un empêchement légitime de se représenter, et qu'à raison même de cet empêchement, le ministère public ne requiert pas le débouté. *Trib. corr. Lille* 25 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 24 *novembre* 1906.

10. — Lorsque le prévenu, cité à comparaître un jour déterminé pour voir statuer sur son opposition à un arrêt de défaut, a sollicité et obtenu le renvoi de la cause à un jour que l'arrêt ne fait pas connaître, la Cour peut bien, en cas de non-comparution audit jour, déclarer l'opposition non avenue. *Cass.* 22 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.491.

11. — Mais si, ce jour-là, au lieu de rendre cette décision, elle renvoie de nouveau l'affaire et ordonne des remises successives, l'arrêt est nul s'il n'apparaît ni de ses énonciations, ni d'aucun document du dossier que les remises prononcées soient intervenus en présence du prévenu ou qu'elles lui aient été signifiées et si, ainsi, il n'est pas constaté que le prévenu ait été mis en demeure de se présenter à l'audience où son opposition a été déclarée non avenue pour défaut de comparution. *Ibid.*

JUGEMENTS PREPARATOIRES, INTERLOCUTOIRES ET DEFINITIFS.

1. — Des jugements d'avant dire droit en matière civile. — L'art. 452 C. pr. civ. dispose que: sont réputés préparatoires les jugements rendus pour l'instruction de la cause, et qui tendent à mettre le procès en état de recevoir jugement définitif. Sont réputés interlocutoires les jugements rendus lorsque le Tribunal ordonne, avant dire droit, une preuve, une vérification ou une instruction qui préjuge le fond. *Trib. paix Paris* 5 *octobre* 1906. *Gaz. Trib.* 7 *novembre* 1906. *Loi* 21 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 10 *novembre* 1906.

2. — Toutefois, la détermination du caractère du jugement avant dire droit est quelquefois malaisé à établir, et l'on n'y arrivera que par l'examen des circonstances du procès, de l'attitude des parties. *Ibid.*

3. — Ainsi, un jugement qui ordonne une preuve, une expertise, ne devra pas, par cela seul, être considéré comme interlocutoire. Si aucun débat n'a eu lieu entre les parties au sujet de la mesure d'instruction, et qu'elle ait été ordonnée, au contraire, sur leur demande et d'un commun accord. *Ibid.*

4. — La même solution s'imposerait si la décision d'avant faire droit avait été prononcée d'office par le Tribunal, à la condition, toutefois, que non seulement les parties, sans aucune équivoque possible, aient été d'accord sur l'admissibilité ou l'utilité de l'approfondissement qu'elle ordonne, mais qu'elles l'aient considéré comme nécessaire. *Ibid.*

5. — Les jugements qui ordonnent un interrogatoire sur faits et articles ne sont pas susceptibles d'appel. *Toulouse* 12 *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 98.2.1906, *S.* 176.2.1906.

6. — D'ailleurs, de sa nature, la décision qui statue sur une requête à fin d'interrogatoire est essentiellement préparatoire, d'autant qu'elle ne préjuge pas le fond. En conséquence, il n'en peut être interjeté appel qu'après le jugement définitif. *Ibid.*

7. — Vainement on objecterait qu'une partie ne saurait être interrogée sur des faits qui tendraient à une preuve contraire à la loi ou à l'ordre public, si aucun des faits articulés ne présente ce caractère. *Ibid.*

JURY-JURES

V. *Cour d'assises, Expropriation publique.*

JUSTICE MILITAIRE.

1. — A. De la compétence des conseils de guerre. — Les contraventions de police commises par les militaires sont laissées à la répression de l'autorité militaire et punies d'un emprisonnement qui ne peut excéder deux mois; toutefois, l'autorité militaire peut toujours, suivant la gravité des cas, déférer le jugement des contraventions de police au Conseil de guerre qui applique la peine ci-dessus indiquée. *Cass.* 27 *septembre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.408, *Gaz. Trib.* 23 *décembre* 1906.

2. — Ce principe est général et s'applique à toutes les contraventions de police, sans distinguer entre les contraventions qui existaient déjà et celles qui ont pu résulter de lois postérieures à la promulgation du Code militaire. *Ibid.*

3. — Spécialement, un Conseil de guerre à qui l'autorité militaire a déféré une contravention d'ivresse publique commise par un militaire, contravention résultant de la loi du 23 janvier 1873, peut prononcer contre le contrevenant reconnu coupable une peine de deux mois d'emprisonnement. *Ibid.*

4. — Si les contraventions commises par les militaires sont laissées à la répression de l'autorité militaire, cette règle reçoit exception, lorsque les militaires sont en congé, c'est-à-dire libérés du service pendant un temps déterminé, en vertu d'une permission régulière. *Cass.* 25 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.43, *Gaz. Trib.* 13 *octobre* 1906.

5. — Et cette disposition, qui touche à l'ordre et à la compétence des juridictions, est d'ordre public. *Ibid.*

6. — Spécialement le juge de simple police qui condamne un militaire pour excès de vitesse en automobile doit constater préalablement que celui-ci est en congé en vertu d'une permission régulière : il ne peut se borner à dire pour justifier sa compétence que le prévenu a reconnu qu'il n'était pas en service com-

mandé et qu'il voyageait en habits civils pour son agrément. *Ibid.*

7. — Le soldat qui s'absente de son corps ou détachement sans autorisation n'est considéré comme déserteur à l'intérieur que six jours après celui de l'absence constatée. tant que le délai n'est point expiré, il figure sur les contrôles de son régiment et reste justiciable, en qualité de militaire en activité de service, des Conseils de guerre pour les crimes et délits même de droit commun qu'il peut commettre, car c'est par la qualité du prévenu, au jour de la perpétration du délit, que doit se régler la juridiction. *Cass. 4 juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.221, *Pand. franç.* 305.1.1906.

8. — B. De l'instruction et de la procédure devant les conseils de guerre. — De leurs décisions. — Le rapporteur du Conseil de guerre et le commissaire du gouvernement, le premier en versant dans la procédure le bulletin n° 2, le second en faisant citer les témoins dont la déposition lui paraît utile, ne font qu'user des pouvoirs qui leur appartiennent, et leur appréciation de l'opportunité des mesures par eux prises pour l'instruction de l'affaire et pour la mettre en état d'être jugée échappe au contrôle de la Cour de cassation. *Cass.* 27 *septembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.408, *Gaz. Pal.* 23 *décembre* 1906.

9. — Dès lors, le condamné ne peut se plaindre de ce que les frais auraient été augmentés de ce fait sans utilité. *Ibid.*

10. — Les dispositions de l'art. 332 C. inst. crim., relatives à la nomination des interprètes, sont applicables à la procédure suivie devant les conseils de guerre. Mais la nomination d'un interprète, lorsque son concours est nécessaire, n'est assujettie par la loi à aucune formalité sacramentelle. *Cass.* 8 *novembre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.470.

11. — Les voies de fait, les outrages ou menaces par propos ou gestes envers le Conseil ou l'un de ses membres ne suffisent pas à justifier l'application de la mesure édictée par l'art. 119 § 1er C. just. milit. qui autorise le président à faire reconduire l'accusé en prison et à procéder aux débats en son absence : le président ne peut user du pouvoir qui lui est ainsi conféré qu'à l'égard de l'accusé qui, par des clameurs ou par tout autre moyen propre à causer du tumulte, met obstacle au libre cours des débats. *Cass.* 25 *octobre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.359, *Gaz. Trib.* 2 *novembre* 1906.

12. — Et la loi subordonne l'application de cette mesure à une condition essentielle dont l'existence doit être dûment constatée ; il n'en est point ainsi spécialement si le procès-verbal des débats se borne à relater un propos grossier constituant un outrage proféré par l'accusé contre les membres du Conseil de guerre. *Ibid.*

13. — L'art. 372 C. inst. crim., suivant lequel le procès-verbal de la séance ne peut être imprimé à l'avance, concerne en principe la procédure suivie dans les affaires qui doivent être soumises au jury ; il ne s'applique pas à la procédure suivie devant les Conseils de guerre. *Cass.* 8 *novembre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.470.

14. — C. Des crimes et délits militaires. — L'art. 254 C. just. milit. pour l'armée de terre a exclusivement pour but de réprimer l'atteinte portée à des objets appartenant à l'Etat et à l'usage des militaires. *Cass.* 10 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.97, *Pand. franç.* 243.1.1906.

15. — Et, s'il s'applique à la destruction, même par le feu, de tentes de campement, lorsqu'elles ne sont pas dressées ou lorsqu'étant dressées elles ne sont pas habitées et ne servent pas à l'habitation ; il n'en est plus de même pour l'incendie volontaire de tentes habitées ou servant à l'habitation : cette dernière circonstance modifie la criminalité du fait et donne à l'infraction un caractère distinct qui la fait tomber sous le coup de l'art. 434 paragraphe 1er C. pén. *Ibid.*

L

LEGS-LEGATAIRE.

V. aussi *Donations*, *Quotité disponible*, *Testament*.

Index alphabétique

Action en révocation 19 et s.
Caducité des legs 13 et s.
Condition illicite 12.
Délivrance des legs 6 et s.
Droits des légataires universels 23 et s.
Exhérédation 15.
Inexécution des conditions 17.
Interprétation 4 et s.; 11, 22.
Legs à congrégation 12.
Legs de quotité disponible 9.
Legs de rente viagère 5.
Legs universels 21 et s.
Modalités des legs 9 et s.
Nécessité de l'envoi en possession 6.
Nullité du testament 8.
Prescription de l'action 19 et s.
Propriété indivise 1 et s.
Réduction de la rente 5.
Révocation de legs 17 et s.
Révocation pour ingratitude 20.
Refus d'accorder l'envoi en possession 7.

§ I. — *Des legs en général* (n. 1).
§ II. — *Des legs universels* (n. 21).

§ I. — *Des legs en général.*

1. — A. Choses pouvant faire l'objet d'un legs. — Le legs d'une chose qui est, au jour du décès du testateur, indivise entre le disposant et d'autres copropriétaires, ne peut que conférer au légataire le droit du *de cujus* sur les biens légués et le rendre copropriétaire par indivis de ces biens. *Besançon* 16 *mai* 1906, *Gaz. Trib.* 21 *septembre* 1906.

2. — L'art. 1423 C. civ. ne vise que la donation testamentaire faite par le mari d'un effet de la communauté ; il ne saurait s'appliquer à des droits propres indivis de chacun des époux. *Ibid.*

3. — La disposition contenue dans l'article 1408 § 1er du Code civil est exceptionnelle, et doit être interprétée restrictivement. Elle suppose que l'acquisition de la portion d'un immeuble faite pendant le mariage a contraint la communauté à débourser une somme quelconque ; et elle vise l'hypothèse où l'un des époux est copropriétaire par indivis d'un immeuble avec un tiers et non le cas où les deux époux sont copropriétaires des mêmes immeubles avec un tiers. *Ibid.*

4. — B. Interprétation des legs. — Si, en matière d'application de testament, il est de règle qu'il faut avant tout consulter l'intention du testateur, la meilleure manière de la connaître est de s'en référer à l'écrit même qu'il a laissé, alors que les termes en sont nets et précis. *Toulouse* 24 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 21 *septembre* 1906.

5. — Lorsque, comme condition à une institution de légataire universel, le testateur a laissé à un légataire particulier un legs d'une rente viagère déterminée, il n'y a pas lieu de réduire cette rente à la demande du légataire universel, sous prétexte que les immeubles sont insuffisants pour servir ladite rente et afin que ledit legs universel puisse sortir effet. *Ibid.*

6. — C. Acquisition, acceptation, représentation et délivrance des legs. — Aux termes de l'art. 1006 C. civ., le légataire universel est en l'absence d'héritiers à réserve saisi de plein droit par la mort du testateur; l'art. 1008 du même code lui impose seulement l'obligation de se faire envoyer en possession par une ordonnance du président. *Nancy* 5 *mai* 1906. *Gaz Pal.* 1906.2.145.

7. — Il suit de là que ce magistrat qui ne confère aucun droit au légataire universel, ne fait par son ordonnance, que lui permettre l'exercice des droits qui lui sont attribués par la loi, et qu'ils ne peut, sans les plus graves motifs, refuser l'envoi en possession qui lui est demandé; notamment une demande en nullité formée contre le testament, ne saurait à elle seule justifier son refus. *Ibid.*

8. — Le président saisi d'une requête aux fins d'envoi en possession, par des légataires universels se prétendant institués, doit la refuser s'il lui apparaît que les droits de ces derniers peuvent être utilement contestés, notamment lorsque les intéressés poursuivent la nullité d'un testament olographe en déniant l'écriture et la signature de l'acte sur lequel les demandeurs fondent leurs prétentions, et que les allégations produites ont une gravité suffisante permettant de faire ressortir une présomption de bien fondé de l'action introduite. *Besançon* 4 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.297.

9. — D. Modalité des legs. — Conditions impossibles et illicites. — Est valable et constitue un legs sous condition résolutoire le legs de la quotité disponible, à charge par le légataire de rendre au fils du testateur les biens légués lorsqu'il aurait atteint l'âge de trente ans ou avant cet âge en cas de mariage, alors même que l'intention du testateur, manifestée par l'ensemble des dispositions qu'il a prises, a en vue de constituer le légataire dépositaire avec dispense de rendre compte de l'emploi qu'il fait soit du capital de la quotité disponible, soit des revenus. *Lyon* 6 *avril* 1906. *Pand. franç.* 55.4. 1906.

10. — N'est pas nul le legs universel accompagné d'une clause par laquelle le testateur exprime la volonté que son mobilier et son linge ne soient pas vendus, ni sa maison de famille aliénée, et que, dans le cas où ces conditions ne seraient pas remplies; « objets plus proches », — si, en formulant cette interdiction d'aliéner, le testateur a voulu que ses deux légataires, majeurs l'un et l'autre, s'ils ne préféraient rester dans l'indivision, procédassent au partage en nature et sans vente aux enchères des objets légués, et si, dans son intention certaine, l'interdiction dont il s'agit était purement temporaire, et partant licite. *Cass.* 28 *mars* 1906. *S.* 328.1.1906.

11. — Du moins, une telle interprétation, donnée au testament par les juges du fond, est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de cassation. *Ibid.*

12. — La nullité d'une condition illicite (dans l'espèce, celle de transmettre partie des biens légués à une congrégation dépourvue d'existence légale) entraîne la nullité du legs universel qu'elle accompagne, quand il est reconnu que cette condition a été la cause impulsive et déterminante de la libéralité. *Cass.* 17 *juin* 1905. *S.* 174.1.1906.

13. — E. Nullité, caducité et révocation des legs. — Accroissement. — Extinction. — En règle générale, la caducité d'un legs profite aux héritiers légitimes, ou à défaut aux héritiers universels, à titre universel et même à titre particulier, qui sont chargés de l'acquitter. *Trib. civ. Brignoles* 1er *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.411.

14. — Les Tribunaux peuvent, à ce sujet, examiner et interpréter le testament

pour connaître celui qui, en définitive, en profitera. *Ibid.*

15. — Lorsqu'un testateur, après avoir écarté de sa succession les autres membres de sa famille, dans le cas où la mort viendrait le surprendre prématurément, institue un légataire universel, en l'espèce, son père, et que, par suite du prédécès de l'institué, le legs universel devient caduc, cette caducité entraîne avec elle celle de l'exhérédation et profite ainsi aux héritiers naturels, s'il est établi que l'intention du testateur était de ne les exhéréder qu'autant qu'il décéderait lui-même avant son père. *Paris* 29 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 2 *août* 1906, *Mon. jud. Lyon* 20 *décembre* 1906.

16. — Cette intention doit surtout résulter des termes mêmes du testament. *Ibid.*

17. — Ne saurait être accueillie la demande en révocation d'un legs pour inexécution d'une des conditions énoncées par le testateur, lorsque cette condition dont la stricte exécution est devenue impossible par suite d'un événement étranger au bénéficiaire n'était pas une cause impulsive et déterminante du legs. *Paris* 16 *novembre* 1906. *Bourges* 3 *décembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.481. *Gaz. Trib.* 29 *novembre* 1906.

18. — Et il appartient aux Tribunaux de rechercher et de déterminer, en s'inspirant des termes du testament et des circonstances de la cause, qu'elle a été, à ce point vue, la véritable pensée du testateur. *Ibid.*

19. — La prescription édictée par les art. 2, 3 et 637 C. inst. crim. ne s'applique qu'aux actions en réparation du dommage causé par le crime ou le délit à l'égard duquel l'action publique se trouve prescrite, et non à l'action en révocation pour cause d'ingratitude qui n'eût pu être portée devant la juridiction répressive, concurremment avec l'action publique. *Trib. civ. Seine* 10 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.386. *Gaz. Trib.* 9 *novembre* 1906.

20. — Est valablement intentée l'action en révocation d'un legs pour cause d'ingratitude introduite dans le délai d'un an à partir du jour où le demandeur a eu connaissance du délit. *Ibid.*

§ II. — *Des legs universels.*

21. — A. Caractère des legs universels. — Il appartient aux juges du fond, pour dénier à une clause testamentaire le caractère d'une institution de legs universel et pour ne la considérer que comme legs particulier, de se fonder sur les termes mêmes de cette clause, et de rechercher l'expression de la volonté du testateur dans l'ensemble même de son œuvre testamentaire. *Cass.* 23 *mai* 1905. *S.* 399.1.1906.

22. — Et l'interprétation ainsi donnée par les juges du fond, lorsque d'ailleurs elle ne dénature pas les termes du testament, est souveraine, et, par suite, échappe au contrôle de la Cour de cassation. *Ibid.*

23. — B. Droits et obligations des légataires universels. — Le legs universel conférant au légataire, dès l'ouverture de la succession, un droit transmissible à ses héritiers et ayants cause, ledit légataire a le droit, même avant la demande en délivrance du legs, de prendre toutes mesures utiles à la conservation de celui-ci. *Alger* 12 *avril* 1906. *D.* 246. 2.1906.

24. — Spécialement le légataire universel a, dès le décès du testateur, qualité pour pratiquer une saisie-arrêt entre les mains d'un tiers sur des sommes provenant de l'aliénation frauduleuse d'un titre de rente dépendant de la succession. *Ibid.*

LETTRE DE CHANGE.

V. *Effets de commerce, Etranger.*

LIBERTE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE.

Index alphabétique

Action en dommages-intérêts 13.
Atteinte à la liberté commerciale 15 et s.
Clause à double sens 22.
Commerce accessoire 25.
Concurrence déloyale 3 et s.
Confusion dans les titres 4.
Convention entre commerçants 15.
Diffamation 7.
Dommages-intérêts 17, 19.
Engagement licite 18.
Faillite annoncée dans circulaire 12.
Fermeture des magasins 15.
Imitation des étiquettes 10.
Insertions dans la presse 6.
Interdiction de s'établir 21, 23.
Location de voitures 25.
Mandataires aux Halles 1 et s.
Prescription de la diffamation 7.
Privilèges des mandataires aux Halles 2 et s.
Prospectus avec fausses mentions 9.
Renseignements fournis par le patron 28 et s,
Visite de la clientèle 19.
Voitures électriques 25 et s.

---

§ I. — *Applications diverses du principe de la liberté du commerce et de l'industrie. — Conventions restrictives* (n. 1).

§ II. — *Des atteintes par menaces et violences à la liberté industrielle et commerciale. — Coalitions* (n. 28).

---

§ I. — *Applications diverses du principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Conventions restrictives.*

1. — A. Liberté de la concurrence. — Concurrence déloyale. — En réglementant les ventes en gros et demi-gros par intermédiaires des denrées alimentaires pour les Halles centrales de Paris, en les plaçant sous la surveillance de la Préfecture de Police, et en stipulant diverses obligations imposées à toute personne préalablement acceptée qui reçoit mandat de procéder à la vente des produits expédiés par les producteurs ou commissionnaires, les frais étant répartis suivant un tarif homologué, la loi du 11 juin 1896, a, par là-même, créé au profit de ces intermédiaires appelés anciennement facteurs aux Halles et aujourd'hui mandataires aux Halles, une sorte de privilège ou de monopole qui n'est que la contre-partie des obligations mises à leur charge ou des restrictions et des contrôles qui leur sont imposés. *Trib. com. Seine* 25 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.393.

2. — Et c'est à raison même de cette réglementation que les producteurs ou expéditeurs les choisissent de préférence pour leurs mandataires. *Ibid.*

3. — En conséquence, s'il peut être permis à un intermédiaire non agréé par la Préfecture de Police de faire connaître que son domicile est situé dans les parages des Halles Centrales, il ne saurait, sans dépasser les limites de la concurrence permise en matière commerciale et sans commettre une tentative d'usurpation d'un titre qui ne lui appartient pas, faire figurer dans ses entêtes de lettres et papiers commerciaux les mots « Halles Centrales de Paris », employés dans la rédaction de la loi, et l'expression « factorerie » avec une disposition destinée à créer une confusion voulue dans l'esprit des producteurs et

expéditeurs de province et à leur faire croire, contrairement à la réalité des faits, qu'il a été agréé comme mandataire aux Halles Centrales de Paris. *Ibid.*

4. — Spécialement, il en est ainsi lorsque cette confusion est augmentée par ce fait que l'intermédiaire dont s'agit, propose à sa clientèle de lui appliquer les frais d'abri dont il est parlé dans la loi du 4 juin 1896 et dans le décret du 23 avril 1897, frais qui sont tarifés et opposables seulement aux personnes agréées comme mandataires. *Ibid.*

5. — Dès lors, sur la poursuite contre ledit intermédiaire par le syndicat professionnel des mandataires aux Halles Centrales de Paris, il y a lieu de lui interdire de faire désormais emploi sur ces enseignes, en-tête de lettres et papiers commerciaux de la mention « Halles Centrales de Paris » et du mot « factorerie » juxtaposés, et pour réparation du préjudice causé au Syndicat, de le condamner à des dommages-intérêts. *Ibid.*

6. — Mais aucun préjudice n'ayant été causé par la voie de la presse, il n'échet d'ordonner les insertions demandées. *Ibid.*

7. — Les propos tenus par un commerçant sur un concurrent tendant à ébranler son crédit, quoique prenant à certains égards la forme de la diffamation, ont le caractère d'actes de concurrence déloyale, non prescriptibles par le délai de trois mois, édicté en matière de diffamation par la loi du 29 juillet 1881 sur la presse. *Trib. com. Nantes* 31 *janvier* 1906, *Rec. Nantes* 274.1906.

8. — Il y a concurrence déloyale dans le fait de distribuer des prospectus d'une affaire similaire aux spectateurs d'une expérience organisée par une maison rivale. *Lyon* 21 *mars* 1904. *Journ. Trib. com.* 775.1.1906.

9. — Constitue une concurrence déloyale passible de dommages-intérêts, le fait de vendre un produit sous une raison sociale fictive et avec des prospectus et des étiquettes se prévalant faussement de médailles et de récompenses qui n'ont jamais été décernés. *Aix* 23 *janvier* 1906, *Rec. Marseille* 171.1.1906.

10. — Constitue un acte de concurrence déloyale le fait de le vendre sous des étiquettes imitant, par les dimensions, les dessins, la couleur, les étiquettes d'un concurrent. *Ibid.*

11. — Le fait par d'anciens employés de créer, après leur sortie, une maison concurrente à celle de leur ancien patron n'a rien d'illicite. L'envoi de circulaires annonçant la nouvelle maison dans la clientèle de leur ancien patron ne saurait être incriminée, à moins que ces circulaires ne contiennent, à l'égard de l'ancien patron, des énonciations de nature à lui nuire. *Paris* 1er *mars* 1906, *Gaz. Trib.* 12 *octobre* 1906.

12. — L'énonciation de la faillite de l'ancien patron dans une circulaire postérieure à la faillite, étant un fait exact porté à la connaissance de tous par la publication qui en est faite conformément à la loi, ne constitue pas un acte répréhensible. *Ibid.*

13. — En principe, l'action en dommages-intérêts pour concurrence déloyale suppose que le défendeur s'est rendu coupable d'un délit ou d'un quasi-délit et, d'autre part, qu'il a ainsi causé un préjudice au demandeur. L'absence de l'un de ces deux éléments doit donc faire écarter cette action. *Trib. civ. Besançon* 22 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 9-10 *septembre* 1906.

14. — Spécialement, une Société ayant pour objet la fabrication des soies artificielles, à base de nitro-cellulose ne saurait faire grief à une autre Société de même nature à l'occasion de faits qui se sont produits avant qu'elle eût elle-même commencé son exploitation industrielle ;

ces faits n'ont pas pu lui nuire, puisqu'elle n'avait pas encore d'existence commerciale. *Ibid.*

15. — B. Engagement formel de ne pas exercer tel négoce ou telle industrie. — Ne saurait être considérée comme nulle à raison de ce qu'elle porte atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie et de ce qu'elle est contraire à l'ordre public, une convention faite entre divers commerçants d'une ville -- des pharmaciens en l'espèce — et stipulant que toutes les pharmacies sauf une à tour de rôle, seront fermées le dimanche dans l'après-midi, car cette convention,ne visant qu'une demi-journée par semaine, ne constitue pas une interdiction absolue. *Trib. com. Auch* 5 *novembre* 1906. *Gaz. Trib. Midi* 2 *décembre* 1906.

16. — Mais ce contrat doit être assimilé à une sorte de société à durée illimitée, puisque sa durée n'a pas été précisée, et par suite, ce contrat peut toujours cesser par la volonté de l'une des parties. *Ibid.*

17. — Mais si la renonciation de l'un des contractants est intempestive, elle peut entraîner pour lui l'obligation de payer des dommages-intérêts à ses cocontractants, à raison du préjudice qu'il leur cause, par cette brusque rupture de contrat. *Ibid.*

18. — Est licite l'engagement contracté par un employé, aux termes duquel celui-ci s'interdit, en cas de révocation ou démission, de prendre pendant deux ans du service dans aucune maison de banque ou de commerce partout où son patron est établi, cette interdiction n'étant ni générale ni absolue, puisqu'elle est limitée à deux ans quant à sa durée, et ne s'étend, quant au lieu, qu'aux localités où le patron a des maisons, bureaux, agences ou succursales. *Toulouse* 12 *décembre* 1905. *Pand. franç.* 219.2.1906.

19. — C'est à bon droit qu'un patron prétend conserver le montant du cautionnement versé par l'employé qui l'a quitté, et lui réclame en outre des dommages-intérêts pour le fait d'avoir continué à visiter, après son départ de la maison, soit pour son compte, soit pour le compte d'autrui, la même clientèle - alors que l'interdiction prévue au contrat était limitée quant au temps et quant aux lieux et que les prétentions et réclamations du patron étaient des sanctions contractuelles. *Trib. com. Arras* 29 *juin* 1906. *Loi* 12 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 1er *août* 1906.

20. — Si les clauses restrictives de la liberté du travail doivent être consacrées par la jurisprudence, c'est à la condition qu'elles soient claires et précises et qu'elles ne fassent pas apparaître à l'ouvrier intéressé, par une rédaction artificieuse, qu'il ne s'engage que pour une éventualité déterminée, alors qu'ensuite, on voudrait, au contraire, faire juger qu'à son insu il s'est engagé d'une manière générale et nullement conditionnelle. *Douai* 20 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.354.

21. — En conséquence, lorsqu'un employé, congédiable *ad nutum*, aux termes de son contrat de louage de services, s'est engagé à ne pas exercer sa profession pendant dix ans « dans le cas où il viendrait à quitter le service » de son patron, l'interdiction n'existe plus si cet ouvrier a été congédié par ce dernier. *Ibid.*

22. — Du moins, il en est ainsi lorsque, d'une part, il résulte des circonstances de la cause que l'ouvrier n'a eu en vue que l'hypothèse d'un départ volontaire et que, d'autre part, dans le langage usuel et spécialement dans celui de la région, on ne comprend nullement dans l'expression qu'un employé « a quitté le service de son patron » le sens « qu'il a été congédié par lui », mais que ces expressions sont au contraire constamment opposées l'une à l'autre ainsi que cela a notamment lieu dans la convention litigieuse. *Ibid.*

23. — Les louages d'industrie se continuent, eux aussi, par tacite reconduction. Lorsque, dans une convention écrite, le loueur a fait défense à celui qu'il engage de s'établir, même ville, pendant un délai de cinq années, après sa sortie de chez lui, les modifications verbales ultérieures qui interviennent sur des points secondaires n'annulent pas le contrat primitif: ce contrat demeure, au contraire, valable pour tout le surplus. *Orléans* 9 *novembre* 1906. *Loi* 24 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 8 *décembre* 1906.

24. — Et si, au moment de la rupture, le loueur renonce à se prévaloir, dans son propre intérêt, de quelque clause accessoire de ce contrat primitif, l'employé qui s'en va ne saurait prétendre que le loueur reconnaît, par cela même, qu'il a également renoncé à la clause principale (la clause prohibitive ci-dessus). *Ibid.*

25. — Le commerce des automobiles comprend tout ce qui concerne ces voitures et s'étend aussi bien à la réparation et à la charge qu'au garage et à la location. On ne comprendrait pas, en effet, que la charge, qui est une opération d'entretien, ne fût pas comprise dans ce commerce, et que le commerçant qui pratique la location des voitures électriques ne dût pas les charger dans son établissement. *Trib. com. Seine* 7 *avril* 1906. *Gaz. Trib.* 20 *juillet* 1906.

26. — Lors donc qu'à la dissolution d'une société en nom collectif ayant pour objet l'exploitation d'un fonds de commerce pour la location, l'achat et la vente et le garage des cycles, motocycles et automobiles; l'un des associés a cédé ses droits à son coassocié en s'interdisant de se rétablir dans le même commerce avant cinq ans, si ce n'est à une distance de plus d'un kilomètre, cette interdiction s'applique à la charge des voitures électriques. *Ibid.*

27. — En conséquence, se livre à une concurrence illicite celui qui, en violation de cette interdiction, établit dans le même immeuble où se trouve le fonds cédé, un autre garage, alors même que ce garage serait uniquement consacré à la charge des voitures électriques. *Ibid.*

§ II. — *Des atteintes par menaces et violences à la liberté industrielle et commerciale. Coalitions.*

28. — Le fait par un patron de fournir par écrit, sur un ancien ouvrier, des renseignements défavorables, ne saurait constituer le délit prévu et puni par l'art. 414 C. pén. *Trib. corr. Seine* 26 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 27 *juillet* 1906.

29. — L'acte incriminé manque, en effet, de l'un des éléments essentiels de ce délit, puisqu'il n'avait pas pour but d'amener ou de maintenir une cessation de travail concertée entre un certain nombre d'ouvriers ou de patrons. *Ibid.*

LIBERTE PROVISOIRE.

1. — Lorsqu'une somme a été versée par un tiers, à titre de caution, pour obtenir la mise en liberté provisoire d'un prévenu, ce tiers a droit, en cas de non-lieu sur les faits qui avaient amené l'incarcération du prévenu, à la restitution de l'intégralité de la somme versée, et mainlevée pure et simple doit être prononcée de la saisie-arrêt pratiquée par la partie civile sur ladite somme. *Trib. civ. Seine* 16 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 20 *octobre* 1906.

2. — Il importe peu que le prévenu extradé uniquement à raison de ces faits ait été condamné à l'amende et à des réparations civiles pour un autre délit non prévu dans la demande d'extradition et à raison duquel le prévenu ne pouvait légalement être maintenu en état de détention préventive. *Ibid.*

LICITATION.

V. *Partage, Vente publique d'immeubles.*

LIQUIDATION JUDICIAIRE.

V. aussi *Faillite.*

1. — A. De la déclaration de liquidation judiciaire. Conditions auxquelles elle est subordonnée. Conversion de la liquidation en faillite. — La Cour saisie de l'appel d'un jugement qui a converti une liquidation judiciaire en faillite, n'a pas qualité pour statuer sur la clôture de la liquidation judiciaire qui a été prononcée par un jugement antérieur. *Douai* 6 *juin* 1904. *Journ. Trib. com.* 822.1906.

2. — B. Effets du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire. — A partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, le débiteur ne peut aliéner tout ou partie de son actif si ce n'est dans les cas énumérés à l'art. 6 de la loi du 4 mars 1889 et avec l'assistance de son liquidateur. *Cass.* 28 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.507.

3. — La nullité des actes faits par le débiteur en contravention à ces prescriptions légales est absolue, et il n'y a lieu, dès lors, de rechercher si les tiers qui ont contracté avec lui ont été de bonne foi et s'ils ont connu ou pu connaître sa mise en liquidation judiciaire. *Ibid.*

4. — En conséquence, celui qui a reçu paiement d'une traite après le jugement déclaratif est tenu de restituer la somme à la liquidation encore bien qu'il aurait ignoré l'état de liquidation judiciaire. *Ibid.*

5. — Dans une instance, intéressant le liquidé, il suffit que ce dernier ait été appelé en cause, par le liquidateur sur la demande directement introduite contre celui-ci. *Trib. com. Seine* 31 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 17-17 *août* 1906.

LOCATAIRES (droits et obligations des).

V. *Bail.*

LOGEMENTS INSALUBRES.

V. *Règlement administratif.*

LOIS.

Conflit d'une loi ancienne avec une loi nouvelle. — Il est de principe qu'un droit constitué sous l'empire de la législation en vigueur à l'époque où le contrat a été passé doit être exclusivement gouverné par cette législation. *Cass.* 26 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.165.

LOTERIE.

1. — De la vente des valeurs à lots autorisées. — Le défaut de simultanéité des signatures des actes sous seing privé et l'erreur dans leur date ne sauraient être une cause de nullité. *Paris* 1er *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.311.

2. — La loi du 12 mars 1900 qui réglemente la vente à crédit des valeurs de Bourse, n'exige pas que les parties apposent simultanément leurs signatures

sur les actes de vente. Le droit commun, non plus, ne le prescrit pas. *Ibid.*

3. — Cette même loi ni le droit commun n'imposent l'obligation de les dater. *Ibid.*

LOUAGE DE CHOSES.

V. *Bail.*

LOUAGE D'OUVRAGE ET D'INDUSTRIE, LOUAGE DE SERVICES.

V. aussi *Liberté commerciale et industrielle, Responsabilité civile, Saisie-arrêt, Travail (Protection du).*

Abus du droit 41.
Architecte 50 et s.
Boulanger 4, 6.
Congé d'un mois 15.
Contre-maître 19.
Dommages-intérêts 9 et s., 35.
Droits du patron 1.
Effets ds la grève 29, 33.
Employé à la commission 22.
Employé dons le commerce de nouveautés 25.
Engagement à la quinzaine 13.
Enquête sur les motifs du renvoi 11.
Entrepreneur 56 et s.
Grève 29, 33 et s.
Honoraires d'architectes 50 et s.
Indemnité de trois mois 20.
Journalistes 17.
Louage d'ouvrage 49.
Magasins Dufayel 26.
Maître-valet 44.
Obligations de la compagnie des chemins de fer 2.
Obligations du patron 3 et s.
Participation à un syndicat 1.
Paiement à la semaine 19.
Paiement du jour de repos 3 et s.
Pension de retraite 2.
Pouvoir d'appréciation des tribunaux 47.
Préavis de quinzaine 14.
Préavis d'un mois 17.
Repos hebdomadaire 3 et s.
Règles fixées par l'usage 24.
Représentant 23.
Reprise des ouvriers après grève 37.
Résiliation du contrat 7.
Résiliation sans préavis 25.
Responsabilité des architectes 59.
Responsabilité des entrepreneurs 56 et s.
Rupture après grève 29 et s.
Rupture après maladie 40.
Rupture du contrat 9 et s.
Suspension du travail 33.
Usages de Nantes 55.
Violence morale 48.

SECT. I. — LOUAGE DES DOMESTIQUES, OUVRIERS ET EMPLOYÉS.

§ I. — *Formation du contrat. — Conditions de validité. — Ses clauses. — Preuve. — Des livrets d'ouvriers* (n. 1).

§ II. — *Obligations du patron. — Salaires* (n. 3).

§ III. — *Fin et résiliation du contrat. — Dommages-intérêts* (n. 7).

SECT. II. — DES DEVIS ET MARCHÉS.

§ I. — *Du louage d'ouvrage en général* (n. 49).

§ II. — *Des devis et marchés pour la construction des édifices* (n. 50).

SECT. I. — LOUAGE DES DOMESTIQUES, OUVRIERS ET EMPLOYÉS.

§ I. — *Formation du contrat. Conditions de validité. Ses clauses. Preuve. Des livrets d'ouvriers.*

1. — Si un patron a incontestablement le droit de choisir librement les ouvriers nécessaires à l'exploitation de son industrie, il ne saurait néanmoins, sans excéder son droit, se refuser à leur embauchage pour le seul motif, expressément déclaré, qu'ils participent à un syndicat professionnel, c'est-à-dire à un groupement organisé par la loi; il ne saurait encore moins contraindre, sous menace de congédiement, ceux qu'il a déjà embauchés, à se retirer du syndicat dont ils font partie. *Trib. civ. Lille* 12 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 17 *novembre* 1906.

2. — L'engagement pris par une Compagnie de chemin de fer de servir une pension de retraite à ses agents ayant un certain âge et un certain nombre d'années de service est une condition du contrat de louage. La faculté que cette Compagnie se réserve de n'accorder la pension de retraite qu'autant que l'intéressé aurait été probablement admis à faire valoir ses droits à la retraite, ne saurait lui attribuer à cet égard un pouvoir discrétionnaire et l'agent peut soumettre aux Tribunaux la décision qui lui fait grief. *Annecy* 8 *février* 1906. *Gaz. Gaz. Trib.* 22 *juillet* 1906.

§ II. — *Obligations du patron. Salaires.*

3. — Le patron doit payer à l'ouvrier le salaire correspondant à la journée de repos hebdomadaire prescrit par la loi du 13 juillet 1906. *Cons. prudhom. Seine* 3 *novembre* 1906, *Gaz. Trib.* 5 *novembre* 1906, *D.* 368.2.1906.

4. — Spécialement, il en est ainsi au regard d'un ouvrier boulanger de Paris, la convention intersyndicale des patrons et ouvriers de la boulangerie ayant fixé le salaire hebdomadaire et non pas le salaire journalier de cette catégorie de travailleurs. *Ibid.*

5. — Jugé au contraire que la loi du 13 juillet 1906 n'ayant entendu ni expressément ni tacitement mettre à la charge du patron le salaire du jour de repos hebdomadaire, celui-ci, sauf le cas de travail à la journée, paie intégralement l'ouvrier engagé moyennant un salaire fixé à la semaine, lorsqu'il lui règle le prix de six journées de travail, déduction étant ainsi faite de la journée consacrée au repos légal. *Ibid.*

6. — Spécialement il en est ainsi à Paris, au regard d'un ouvrier boulanger, et celui-ci, en l'absence de toute convention spéciale intervenue entre lui et son patron, ne saurait se prévaloir de la convention intersyndicale du 13 juillet 1906, laquelle ayant été faite alors qu'il n'était pas encore question du repos hebdomadaire, se trouve modifiée d'une façon absolue par la loi du 13 juillet 1903 et, par suite, rendue caduque. *Ibid.*

§ III. — *Fin et résiliation du contrat. Dommages-intérêts.*

7. — A. GÉNÉRALITÉS. — Le contrat par lequel un fabricant de papiers et de cartonnages a donné à une personne la représentation exclusive de sa maison dans une certaine région et pour une durée déterminée, n'est pas un contrat de louage de services ordinaire, mais une convention soumise aux prescriptions de l'art. 1184 C. civ., d'après lequel la résiliation des conventions synallagmatiques doit être demandée en justice. *Paris* 28 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 31 *octobre* 1906.

8. — Par suite, si le fabricant de papiers et de cartonnages a brusquement rompu le contrat et que cette rupture constitue l'inexécution d'engagements valablement contractés, la résiliation desdits engagements doit être prononcée aux torts de cet industriel avec dommages-intérêts à sa charge. *Ibid.*

9. — B. CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE. — En cas de rupture sans motifs suffisants du contrat de louages de service fait pour un temps déterminé, il y a lieu de condamner celui qui a pris cette attitude à des dommages-intérêts. *Lyon* 6 *août* 1906. *Mon. jud. Lyon* 18 *septembre* 1906, *Gaz. trib.* 23 *novembre* 1906.

10. — La rupture anticipée par le patron d'un contrat de louage de services à durée déterminée donne lieu, en principe, à une action en dommages-intérêts. *Lyon* 20 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 14-15-16 *juillet* 1906.

11. — Mais le patron est bien fondé à solliciter une enquête sur des faits pertinents et admissibles, d'où résulterait, s'ils étaient établis, la preuve qu'il a eu de justes motifs pour renvoyer son employé avant le terme convenu. *Ibid.*

12. — Le motif invoqué pour repousser l'enquête à savoir que le témoignage du personnel dans un procès de ce genre, serait suspect, ne tendrait à rien moins qu'à ériger en principe des causes de récusation qui ne sont point admises par le Code de procédure. *Ibid.*

13. — C. CONTRAT A DURÉE INDÉTERMINÉE. LOI DU 27 DÉCEMBRE 1890. — L'employé engagé moyennant un payement de tant par quinzaine est réputé engagé à la quinzaine. *Aix* 5 *avril* 1905. *Rec. Marseille* 181.1.1906.

14. — Son patron a donc le droit de le congédier avec un préavis de quinzaine seulement, sans contrevenir pour cela aux dispositions de l'art. 1780 C. civ., modifié par la loi du 27 décembre 1890. *Ibid.*

15. — Est suffisant le congé donné un mois à l'avance, par celui qui reçoit, en même temps que des répétitions, le logement, la nourriture et le blanchissage. *Trib. paix Paris* 29 *novembre* 1906. *Loi* 8 *décembre* 1906.

16. — Le prix du mois commencé est dû, mais payable seulement à la fin du mois, à moins de convention contraire. *Ibid.*

17. — Les journalistes, rédacteurs, reporters, par suite de la difficulté de trouver un emploi pareil, en cas de congé, ne sauraient être assimilés à de simples employés de commerce, soumis au préavis d'un mois. *Trib. com. Marseille* 1 *mars* 1906. *Rec. Marseille* 196.1.1906.

18. — En cas de brusque congé, il doit leur être alloué une indemnité supérieure et à fixer par les Tribunaux (trois mois). *Ibid.*

19. — Le fait d'être payé à la semaine et non au mois ne suffit pas pour faire refuser à un employé la qualité de contremaître, si d'ailleurs les circonstances de la cause établissent cette qualité, et s'il a été qualifié ainsi par son patron dans un certificat qui lui a été délivré. *Trib. com. Marseille* 6 *avril* 1906. *Rec. Marseille* 232.1.1906.

20. — Il a donc droit, en cas de brusque congé, à une indemnité de trois mois de salaires. *Ibid.*

21. — Lorsqu'il résulte des accords des parties qu'un employé a droit, en raison du renvoi que le patron peut donner à sa volonté, à la quinzaine courante et à un mois de ses appointements, l'employé a droit à cette somme, mais seulement a cette somme, sans même qu'il y ait à rechercher si ce renvoi est ou non justifié. *Lyon* 31 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 8 *décembre* 1906.

22. — L'agent représentant sar appointements fixes et rétribué eulement à la commission peut être congédié sans préavis et sans indemnité. *Trib. com. Marseille* 14 *mai* 1906. *Rec. Marseille* 271.1.1906.

23. — Alors surtout qu'il conserve la faculté de faire des affaires personnelles ou de représenter d'autres maisons. *Ibid.*

24. — En cas de brusque renvoi d'un employé engagé à la journée sans détermination de durée de service, la solution du litige relativement à la demande d'indemnité réside exclusivement dans l'application des règles que l'usage, à défaut de stipulation expresse, a établies pour régir, en vue de la rupture du contrat, les prétentions respectives du patron et de l'employé. Ces règles varient suivant la nature et l'appellation même de l'établissement où les conventions ont pris naissance ou reçoivent tout au moins leur exécution. *Paris* 22 *février* 1906. *Gaz. Trib.* 14 *août* 1906.

25. — Pour le « commerce de nouveau-

tés », l'usage, à Paris, autorise le patron comme l'employé à résilier le marché sans avis préalable. *Ibid.*

26. — Malgré la diversité, l'hétérogénéité même des marchandises mises en vente et la nature spéciale de certaines de leurs opérations, les « Magasins Dufayel » sont compris dans cette catégorie et, à ce titre, régis par la faculté réciproque de non-préavis, aussi bien que d'autres établissements similaires, tels que le « Louvre », « le Bon Marché » et le « Printemps ». *Ibid.*

27. — En conséquence, le renvoi sans avis préalable d'un employé de ces magasins, alors même que celui-ci ne traiterait pas de la vente de « nouveautés » proprement dites, ne peut donner lieu à dommages-intérêts contre le patron, qui a simplement usé de son droit. *Ibid.*

28. — En matière de louages de services pour une durée indéterminée, il suffit de la seule volonté de l'un des contractants, pour mettre fin au contrat, sauf, s'il y a lieu, indemnité à sa charge, en cas d'exercice abusif et préjudiciable de son droit de résiliation. *Cass.* 13 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.392. *Cf. Cass. civ.* 12 *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 20 *novembre* 1906.

29. — D'autre part, la grève, quelque légitime qu'en soit l'exercice, entraîne, de la part de l'ouvrier, la rupture du contrat de travail. *Ibid.*

30. — En conséquence, l'ouvrier qui, après s'être mis en grève dans le but d'obtenir un changement dans les conditions du travail, n'a point été embauché lorsqu'il s'est représenté à l'atelier, ne saurait prétendre à une indemnité pour congédiement sans préavis et sans motifs légitimes, alors surtout que le patron avait adressé à tous ses ouvriers une lettre pour les informer que si, à une date déterminée, ils n'étaient pas rentrés à l'atelier, ils seraient considérés comme ne faisant plus partie de la maison. *Ibid.*

31. — Lorsqu'un contrat de travail aux pièces a été régulièrement formé entre un patron et un ouvrier chacune des parties est liée l'une envers l'autre jusqu'à complète exécution du travail qui en fait l'objet. *Trib. civ. Seine* 9 *mai* 1906. *Loi* 21 *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 22 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 29 *juin* 1906

32. — Si un ouvrier a le droit incontestable de se mettre en grève pour faire valoir ses revendications en vue d'un gain plus rémunérateur, il ne peut, sans faire un usage abusif de ce droit, abandonner l'atelier avant d'avoir terminé le meuble qui lui a été confié aux conditions prévues et acceptées par le patron et l'ouvrier; et le contrat de travail étant rompu par le fait de l'ouvrier, celui-ci doit à son patron la réparation du préjudice qu'il lui a causé. *Ibid.*

33. — La grève n'équivaut pas, dans l'esprit des parties, à la résiliation du contrat de louage de services: en effet, le fait d'une suspension temporaire de travail ne peut avoir aucune action sur l'existence du contrat, la grève étant concertée entre des ouvriers dans le but de continuer à travailler à l'avenir pour le même patron. *Cons. prud'hom. Seine* 23 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 9 *août* 1906.

34. — Il résulte de là que, si un patron congédie un ouvrier en grève, la rupture du contrat est imputable, non à l'ouvrier, mais au patron. *Ibid.*

35. — Par suite, si le patron n'a pas observé le délai de prévenance, il doit à son ouvrier des dommages-intérêts. *Ibid.*

36. — Le patron dont les ateliers sont envahis par des étrangers cherchant à débaucher ses ouvriers et le mettant dans l'impossibilité de travailler, peut à bon droit fermer son usine et licencier son personnel à raison de l'insécurité. *Cons. prud'hommes Paris* 9 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 27 *juin* 1906.

37. — Mais il commet une faute si, postérieurement, il refuse de reprendre ses ouvriers, alors qu'au lieu de les prévenir immédiatement de leur congédiement, il leur a laissé croire qu'ils seraient tous réintégrés. *Ibid.*

38. — L'ouvrier ainsi congédié a droit à une indemnité pour chômage et brusque renvoi. *Ibid.*

39. — L'ouvrier congédié brusquement par le patron auquel le liait un contrat de louage de services fait sans détermination de durée, ne peut, en l'absence de conventions ou d'usages contraires, obtenir des dommages-intérêts que s'il prouve, en même temps que le préjudice qui lui a été causé, la faute que le patron aurait commise en abusant de son droit de résilier le contrat. *Cass.* 6 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.269.

40. — Spécialement, il n'y a aucune faute à la charge du patron si l'ouvrier, ayant lui-même quitté l'atelier pour cause de maladie, n'a pas reparu les jours suivants, négligeant de faire savoir au patron s'il serait ou non en état de reprendre sous peu son travail, en sorte que celui-ci était fondé à pourvoir à son remplacement. *Ibid.*

41. — Si la rupture d'un contrat de louage de services fait sans détermination de durée peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de celui qui la subit, il n'en est ainsi qu'autant qu'elle constitue de la part de celui qui l'impose un abus de son droit dont la preuve incombe au demandeur. *Cass. civ.* 5 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.389. *Cf. Cass.* 18 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.194.

42. — Et la situation respective des contractants à cet égard n'est modifiée ni par la longue durée des services, ni par une maladie de l'employé alors même qu'elle aurait pour cause possible la nature de son travail, si d'ailleurs aucune imprudence ou négligence n'était de ce chef imputable au patron. *Ibid.*

43. — Il y a faute préjudiciable de nature à entraîner la responsabilité du patron qui, ayant fait rentrer à son atelier un ouvrier après guérison d'un accident, en lui promettant de lui assurer de l'ouvrage pour longtemps, ce qui lui a fait décliner l'offre d'un autre patron, congédie ledit ouvrier au bout de huit jours, après l'avoir prévenu seulement une heure d'avance et sans que son travail ait donné lieu à des reproches justifiés. *Cass. civ.* 14 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.181, *Pand. franç.* 307.1.1906.

44. — Une mention, inscrite par le maître seul, sur un carnet peut, quand l'exactitude de ce carnet ne saurait être suspectée, faire foi du retrait d'un congé donné par des maîtres-valets. *Trib. civ. Toulouse* 4 *avril* 1906. *Gaz. Trib.* 25 *août* 1906, *Mon. jud. Lyon* 18 *décembre* 1906.

45. — Dès lors, ceux-ci sont passibles envers le maître de dommages-intérêts si, par leur brusque départ, ils ont rompu abusivement le contrat de louage de services. *Ibid.*

46. — Dans le contrat de louage de services, fait sans détermination de durée, les parties sont libres de fixer le délai qui devra exister entre la déclaration du congé ou du départ et la cessation effective du travail; elles peuvent même convenir qu'il ne sera observé, de part et d'autre, aucun délai de prévenance et écarter ainsi l'application d'usages contraires. *Cass. civ.* 16, *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.169.

47. — Il appartient seulement aux tribunaux, en vertu de leur pouvoir souverain d'appréciation, de rechercher si une semblable convention a été connue et librement acceptée de chacune des parties. *Ibid.*

48. — Il n'y a violence morale aux termes de l'art. 1111 C. civ., que lorsqu'une des parties contractantes ou un tiers, amène l'autre à consentir par la menace d'un mal grave et imminent, mais non lorsque quelqu'un abuse du malheur dans lequel son contractant se trouve pour lui faire donner un consentement que peut-être il n'eût pas donné, s'il se fût trouvé dans une situation moins malheureuse; la menace de renvoi sur l'heure faite à un employé pour le cas où il n'accepterait pas un contrat stipulant congé sans indemnité, n'est pas de nature à enlever à cet employé sa liberté, au cas où cette menace eût été mise à exécution, il eût eu le droit incontestable d'exiger le paiement d'une indemnité lui permettant de chercher un nouvel emploi. *Trib. civ. Bruxelles* 14 *mai* 1906. *Loi* 30 *octobre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 12 *novembre* 1906.

SECT. II. — DES DEVIS ET MARCHÉS.

§ I. — *Du louage d'ouvrage en général.*

49. — Lorsqu'un client a retiré de chez un teinturier et payé, sans observation ni réserve, un vêtement qu'il avait donné à teindre, il n'est pas recevable, surtout après un délai prolongé, à prétendre que le vêtement a subi, de la part du teinturier, des détériorations, d'ailleurs faciles à constater à première vue, et à réclamer, de ce chef, des dommages-intérêts; il en est ainsi, notamment, lorsqu'au moment du règlement, il a obtenu un rabais sur le montant de la facture. *Trib. paix Paris* 17 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 7 *août* 1906.

§ II. — *Des devis et marchés pour la construction des édifices.*

50. — A. DROITS DES ENTREPRENEURS ET ARCHITECTES. HONORAIRES. CHANGEMENTS OU AUGMENTATIONS PENDANT LE COURS DES TRAVAUX. — L'architecte a droit à des honoraires pour un projet qui lui a été commandé, bien qu'il n'ait pas été exécuté, et pour calculer ces honoraires, il faut tenir compte de ce que le projet inexécuté a été utilisé dans celui qui a été réalisé. *Trib. civ. Bordeaux* 24 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 4 *octobre* 1906.

51. — La rétribution de l'architecte doit se calculer sur la dépense effectuée et non sur la dépense prévue ou sur la valeur des travaux déterminés par le règlement de l'architecte. *Ibid.*

52. — La valeur réelle des travaux est le prix accepté par les entrepreneurs à forfait ou autrement, à moins qu'on ne prouve de leur part une intention de libéralité envers leurs clients. *Ibid.*

53. — L'architecte qui a prévu, dans ses plans, des fournitures rentrant dans l'ornementation ou la décoration d'une construction, qui a participé aux commandes faites aux fournisseurs, lesquels s'adressaient à lui, pour obtenir des renseignements, qui s'est occupé, enfin, de la pose de ces objets, peut comprendre lesdites fournitures dans le compte de fixation de ses émoluments, parce qu'il a effectué, en réalité, le travail qui, d'ordinaire, justifie l'allocation de 5 % pour honoraires. *Trib. civ. Seine* 6 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *décembre* 1906.

54. — L'architecte qui dirige des travaux hors de sa résidence, a droit en plus de ses honoraires d'usage, à une indemnité de déplacement. *Ibid.*

55. — Selon l'usage de Nantes, les architectes ont droit, pour leurs honoraires, à 5 % sur le montant des travaux exécutés sous leur surveillance et leur responsabilité lorsque ces travaux sont effectués dans la ville; ces honoraires sont portés à 6 % s'il s'agit de travaux exécutés au dehors. *Trib. com. Nantes* 6 *juin* 1906. *Rec. Nantes* 417.1.1906.

56. — B. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ DES ENTREPRENEURS, ARCHITECTES OU OUVRIERS. PRESCRIPTION. — Un entrepreneur ne saurait être tenu, en dehors de toute convention formelle accompagnée du plan précis et détaillé, de poursui-

vre, sous sa propre responsabilité, l'achèvement d'une œuvre qui, au cours d'exécution, lui a paru imprudente. *Chambéry* 4 *avril* 1906. *Loi* 6 *novembre* 1906.

57. — Les éboulements en cours de travaux de construction d'un tunnel dont s'est chargé un entrepreneur sont occasionnés par la faute de cet entrepreneur, quand ils sont la conséquence de l'ébranlement causé aux terrains par les explosions de mines trop chargées. *Lyon* 13 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 25 *octobre* 1906.

58. — Mais des travaux qui, bien qu'effectués à la suite de cet éboulement, ont eu pour objet d'assurer la construction et la solidité du tunnel et qui sont indépendants des travaux nécessités par l'éboulement, doivent rester à la charge de la société concessionnaire, qui fait construire, lorsque l'entrepreneur n'y était pas tenu par son contrat. *Ibid.*

59. — L'architecte, que le principal architecte d'une construction s'adjoint sur place pour diriger les travaux en lui allouant un tant pour cent sur le montant total du prix, peut être déclaré responsable des renseignements inexacts qu'il a donnés et pour partie des dommages occasionnés par le vice de construction qui s'en est suivi. *Ibid.*

M

MAGISTRAT.

1 — Le magistrat, même amovible, nommé à de nouvelles fonctions judiciaires, conserve l'aptitude légale à l'exercice de ses anciennes fonctions tant que lui-même ou son successeur n'ont pas prêté serment en leur nouvelle qualité. *Cass.* 3 *août* 1906, *Gaz. Pal.* 1906. 2.310, *Gaz. Trib.* 11 *novembre* 1906.

2. — Dès lors un jugement est régulier encore bien qu'au nombre des magistrats il s'en trouve un qui a été nommé à un autre poste, s'il n'a pas encore été installé dans ses fonctions nouvelles. *Ibid.*

3. — La cessation momentanée du port de costume par des magistrats, notamment pendant un transport sur les lieux, ne peut légalement avoir une influence quelconque sur le caractère public des fonctions qu'ils exerçaient. *Cass.* 31 *mars* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.77, *Pand. franç.* 248.1.1906.

MAIRE.

V. *Commune, Compétence administrative, Règlement administratif.*

MAISON DE PRETS SUR GAGE.

Du délit prévu par l'art. 411 C. pén. — Il n'y a pas de ventes fermes de reconnaissances du Mont-de-Piété, mais prêts dont ces reconnaissances forment le gage, bien que le tenancier de la maison ne fasse figurer sur son livre que des achats et se fasse délivrer des quittances de vente au comptant, s'il existe entre lui et ses clients des accords verbaux, en vertu desquels il s'engage à tenir les reconnaissances achetées à la disposition des vendeurs jusqu'à l'expiration du prêt du Mont-de-Piété et même au besoin à renouveler les reconnaissances si les clients lui avancent l'argent nécessaire. *Cass.* 18 *octobre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.443.

MANDAT.

1. — A. Nature et caractères du mandat. — Doit être considéré comme mandataire et non comme bailleur de services l'agent théâtral qui a agi au nom d'un acteur en menant les négociations qui ont abouti à la conclusion de l'engagement. Il importe peu qu'il n'ait pas signé l'engagement. *Trib. civ. Bruxelles* 5 *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 28 *octobre* 1906.

2. — Les Tribunaux peuvent réduire le salaire stipulé pour un mandataire, lorsque cette rémunération leur paraît excessive. *Ibid.*

3. — B. Formes et preuve du mandat. — Conditions de validité. — Choses qui peuvent en faire l'objet. — Est réputé avoir donné à l'huissier mandat tacite de recouvrer la créance le créancier qui le charge de donner assignation au débiteur, fait élection de domicile en son étude et qui, sur l'avis donné par l'huissier de l'intention du débiteur de se libérer, se borne à lui indiquer le montant de la somme à recevoir sans s'expliquer sur le mode d'encaissement qu'il choisissait. *Trib. com. Nantes* 21 *avril* 1906, *Rec. Nantes* 378.1.1906.

5. — D. Obligations du mandant envers les tiers. — Ratification. — Le courtier de se livrer à des opérations de bourse ne saurait être constitué personnellement responsable envers le mandant des pertes que celui-ci a pu éprouver du chef de ces opérations, ni de la déconfiture de la maison de banque qui les effectuait, alors qu'il semble s'être conformé à son mandat qui consistait à transmettre les fonds et les ordres du mandant et qu'il n'apparaît pas qu'il ait commis d'imprudence dans le choix de l'établissement financier auquel les fonds ont été confiés. *Poitiers* 23 *juillet* 1906, *Loi* 30 *octobre* 1906.

5. — D. Obligations du mandat envers les tiers. — Ratification. — Le courtier de commerce est un mandataire. *Orléans* 9 *novembre* 1906, *Loi* 20 *novembre* 1906.

6. — Le mandant est responsable, non seulement de la faute de son mandataire, mais encore de la fraude employée envers des tiers de bonne foi par le mandataire, dans l'exécution de son mandat, alors même qu'en employant cette fraude il a excédé les bornes du mandat, parce que le mandant, en plaçant mal sa confiance, a commis une faute dont il doit supporter les conséquences. *Ibid.*

7. — Et dans ce cas, le marché intervenu entre le mandataire qui a commis une faute ou une fraude et un tiers de bonne foi, doit être maintenu et exécuté par le mandant. *Ibid.*

MANDATAIRE AUX HALLES.

V. *Compétence commerciale, Liberté commerciale et industrielle.*

MARCHE ADMINISTRATIF.

V. aussi *Travaux publics.*

1. — Marché de fournitures. — En matière de fournitures de pain de guerre, lorsque, sur pourvois formés, soit par le fournisseur, soit par le sous-intendant militaire, contre les décisions des commissions fonctionnant dans les circonscriptions où se trouve le pain de guerre critiqué, le ministre a fait procéder à une troisième vérification de la denrée, et a statué à nouveau sur la responsabilité encourue par l'entrepreneur, il n'a pu ordonner ce nouvel examen qu'en se fondant sur les art. 6 et 9 du cahier des charges alors en vigueur, et il devait, dès lors, se conformer aux dispositions de ces articles, qui prescrivent de prélever les échantillons qui lui sont transmis, en présence de l'entrepreneur ou de son représentant; et l'omission de cette formalité, ayant privé l'entrepreneur d'une garantie essentielle, doit entraîner l'annulation des décisions qui ont été prises à la suite d'un prélèvement irrégulier d'échantillons. *Cons. d'Et.* 9 *juin* 1905, *Pand. franç.* 58.4.1906.

2. — Toutefois cette annulation n'entraîne pas pour l'entrepreneur l'exonération du payement des sommes qui ont été mises à sa charge par les commissions ci-dessus, si l'entrepreneur n'a pas réclamé en temps utile les constatations de fait pouvant éclairer le Conseil d'Etat, et n'a présenté, à cet effet, des conclusions devant la section du contentieux, qu'à une date où le pain de guerre refusé avait déjà été détruit ou vendu; dans ces conditions, toute expertise est devenue impossible par la faute de l'entrepreneur, et il y a lieu de maintenir à son égard les décisions prises par les commissions. *Ibid.*

3. — D'autre part, l'art. 3 du cahier des charges alors en vigueur disposant, dans son paragraphe final, que le pain de guerre avarié et non enlevé des magasins militaires par l'entrepreneur, dans le délai qui lui est fixé à cet effet, est vendu par les soins d'un officier public, et que le produit de la vente vient en déduction de la somme à imputer à l'entrepreneur, aucune autre disposition de ce cahier des charges n'autorisait le ministre à mettre sous séquestre les denrées rejetées, ou à les signaler à l'autorité civile pour en provoquer la dénaturation ou la destruction; et, par suite, le fournisseur est fondé à lui demander, de ce chef, une indemnité. *Ibid.*

MARIAGE.

1. — A. Conditions requises pour pouvoir contracter mariage. — Consentement. — L'art. 152 C. civ., aux termes duquel, en cas de dissentiment entre parents séparés de corps ou divorcés, le consentement de celui des deux époux au profit duquel le divorce ou la séparation a été prononcé, et qui a obtenu la garde de l'enfant, suffit pour que ce dernier puisse contracter mariage, ne s'applique pas seulement au mineur de vingt et un ans, mais à tous les cas où le consentement des parents ne peut pas être suppléé par des actes respectueux. *Trib. civ. Aurillac* 7 *mars* 1906, *Mon. jud. Lyon* 11 *juillet* 1906.

2. — B. Des empêchements au mariage. — En aucun cas l'impuissance ne forme obstacle à l'existence du mariage, sans qu'il y ait à distinguer si cette impuissance est le résultat de la faiblesse des organes, d'une mutilation ou d'une conformation vicieuse, à la condition, toutefois, que le sexe soit reconnaissable. *Lyon* 16 *mai* 1906, *Mon. jud. Lyon* 1er-2 *juillet* 1906, *S.* 168.2.1906.

3. — Par suite, l'opposition des parents au mariage de leur fils est inutilement fondée sur l'impuissance du futur époux. *Ibid.*

4. — C. Des oppositions au mariage. — Aux termes de l'art. 173 C. civ., le droit de faire opposition au mariage n'existe au profit de la mère qu'à défaut du père. Dès lors, ce droit ne peut être exercé concurremment par le père et par la mère. *Trib. civ. Toulouse* 17 *mai* 1906, *Gaz. Trib.* 12 *octobre* 1906.

5. — La mainlevée d'une opposition en mariage doit être prononcée toutes les fois qu'il n'existe point un empêchement légal à la célébration de l'union projetée et il appartient à celui ou celle qui a at-

teint sa majorité matrimoniale de se marier comme il l'entend, sous la seule condition de remplir les formalités de l'acte respectueux. *Ibid.*

6. — D. DES DEMANDES EN NULLITÉ DE MARIAGE. — Aux termes de l'art. 180 § 2 C. civ., quand il y a eu erreur sur la personne le mariage peut être attaqué par celui des époux qui a été induit en erreur ; cet article reçoit son application non seulement quand il s'agit de la personne physique, mais aussi quand l'erreur porte sur la personne civile, c'est-à-dire lorsque notamment, au moyen de faux, un des époux a pris un état civil qui n'est pas le sien. Il y a dans ce cas, en effet, substitution d'une personne à une autre, et par conséquent erreur dans la personne. *Trib. civ. Pont-l'Evêque* 22 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.16, *Gaz. Trib.* 23 *septembre* 1906.

7. — L'erreur sur l'âge d'une femme résultant de la production par elle d'un acte de naissance la rajeunissant de sept ans, ne constitue pas une erreur sur la personne civile pouvant entraîner la nullité du mariage contracté par cette femme, alors surtout que rien n'établit que le mariage n'eût pas eu lieu en supposant que le mari ait su l'âge véritable de sa femme. *Trib. civ. Avignon* 3 *avril* 1905, *Gaz. Trib.* 11 *octobre* 1906.

MARIN-MARINE.

V. aussi *Armateur, Capitaine de navire.*

1. — DROITS ET DEVOIRS DE L'ARMATEUR. — RESPONSABILITÉ. — Les dispositions des art. 65 et 66 du décret du 24 mars 1852 complété par la loi du 15 avril 1898 réglant l'attribution de la solde des marins en cas de désertion visent uniquement le fait de désertion et ne subordonnent pas le droit de rétention conféré à l'armateur sur partie de ladite solde à la condamnation du marin par le Tribunal commercial maritime ; autrement, il faudrait dire que la défense des intérêts civils de l'armement serait laissée à l'arbitraire de l'administration qui seule peut convoquer les Tribunaux maritimes et mettre en mouvement l'action publique. *Cass.* 23 *juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.117, *Pand. franç.* 283.1.1906.

2. — Si des accidents sont survenus en mer aux marins, l'armateur n'est responsable des faits du capitaine qu'au cas « de faits intentionnels ou faute lourde ayant déterminé les accidents » (art. 11 de la loi du 21 avril 1898); et il faut entendre par là les faits volontaires et les fautes vraiment graves et inexcusables. *Rennes* 8 *février* 1906. *Rec. Nantes* 282.1906.

3. — Par suite, aucune responsabilité n'est encourue par l'armateur à raison d'un accident survenu à un matelot dans une manœuvre, telle que virement de bord, qui est habituelle et nécessaire pour tous les navires à voiles; on ne peut non plus reprocher au capitaine de n'avoir pas abandonné sa route vers son point de destination, pour déposer le blessé sur un point plus rapproché du littoral. *Ibid.*

MARQUE DE FABRIQUE.

V. *Propriété industrielle et commerciale.*

MATIERES SOMMAIRES.

V. *Frais et dépens.*

MÉDECINE-CHIRURGIE

MEDECINE-CHIRURGIE-PHARMACIE-ART VETERINAIRE.

V. aussi *Responsabilité civile, Société (en général).*

Association illicite 19.
Caractère habituel d'exercice illégal 18.
Dentiste 14 et s.
Emploi des rayons Rœntgen 7, 9.
Emploi du chloroforme 10 et s.
Exercice illégal de la médecine 2.
Exercice illégal de l'art dentaire 14 et s.
Herboristes 21.
Honoraires 3.
Loi sur les sérums 24.
Magnétisme 1.
Opération suivie de blessures 7 et s.
Paiement des honoraires 3 et s
Preuve des soins donnés 5.
Remède secret 22 et s.
Responsabilité du médecin 7, 10 et s.
Société pour vente de remèdes secrets 25.
Taxe de visite 21.

§ I. — *Médecine-Chirurgie* (n. 1).
§ II. — *De l'art dentaire et des dentistes* (n. 14).
§ III. — *Pharmacie* (n. 21).

§ I. — *Médecine-Chirurgie.*

1. — Le médecin, dans la pratique de son art, est libre de demander au magnétisme ou à la suggestion hypnotique des indications utiles, mais il lui est interdit de se faire l'auxiliaire d'empiriques et d'accepter de donner une sorte d'exequatur à leurs agissements. *Trib. corr. St-Quentin* 17 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 3 *octobre* 1906.

2. — En conséquence, le fait par un médecin d'assister aux consultations données par une voyante, en se contentant de rédiger ou de signer des ordonnances inoffensives et sans jouer aucun rôle actif, ne saurait empêcher cette voyante, ainsi que ceux qui l'assistent, de commettre le délit d'exercice illégal de la médecine. *Ibid.*

3. — Le fait qu'un médecin a donné ses soins à un malade dans la demeure d'un tiers qui l'avait recueilli au cours de sa maladie ne suffit pas à justifier la demande en paiement d'honoraires dirigée par ledit médecin contre ce tiers. *Trib. civ. Lisieux* 20 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.305.

4. — Alors, du moins, que, d'une part, le médecin n'établit pas qu'il a été appelé par celui-ci, et alors, d'autre part, qu'il est constant que le malade possède une profession particulière, un domicile distinct et séparé et qu'il avait antérieurement consulté seul, à son cabinet, le médecin, lequel s'est rendu ensuite auprès de lui pour le soigner. *Ibid.*

5. — Si toute créance au-dessus de 150 francs doit être justifiée par écrit, le médecin se trouve, vis-à-vis de son client, dans l'impossibilité morale d'exciter une preuve écrite des soins qu'il lui donne; il bénéficie, en conséquence, de la disposition exceptionnelle de l'article 1348 C. civ. et peut être dispensé de rapporter la preuve écrite de l'obligation contractée envers lui. *Trib. civ. La Roche-sur-Yon* 19 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 18 *août* 1906.

6. — Le peu d'empressement mis par un médecin à réclamer les honoraires qui peuvent lui être dus, et son inaction prolongée ne suffisent pas à établir qu'il a implicitement reconnu n'avoir donné des soins qu'à titre d'ami. *Ibid.*

7. — Doit être considéré comme responsable des brûlures occasionnées à un patient par l'emploi des rayons Rœntgen le médecin qui, en acceptant de procéder même gratuitement à l'examen de ce patient victime d'un accident de travail ne voit là qu'un sujet d'expérience, un cas intéressant à étudier, et entraîné par le souci scientifique à la poursuite d'un résultat qui se dérobe à ses recherches, en arrive à oublier toutes mesures de prudence et se livre à des pratiques auxquelles il faut attribuer, d'après les conclusions d'un expert commis par justice, les diverses infirmités temporaires ou permanentes réduisant la puissance de travail qui restait au patient. *Aix* 22 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.430, *Gaz. Trib.* 22 *novembre* 1906, *Loi* 28 *novembre* 1906.

8. — Alors surtout qu'en outre de l'inexpérience et de l'inhabileté opératoire dont il a fait preuve, ce médecin a commis la négligence, avant de commencer ses investigations au moyen d'un agent dont il connaissait, de son aveu même, l'action nocive, de ne point aviser le blessé des risques qu'il était exposé à courir; et que, d'ailleurs, la nécessité de l'expérimentation à laquelle il a soumis celui-ci n'a été qu'imparfaitement démontrée. *Ibid.*

9. — Mais dans l'appréciation de la faute et dans la fixation des dommages-intérêts réclamés, il y a lieu de tenir compte au médecin de l'esprit qui l'a animé dans ses imprudentes recherches, de l'époque à laquelle il s'est livré à son infructueuse expérimentation, époque où l'application des rayons Rœntgen n'avait pas encore fait les progrès qu'elle a réalisés depuis, et enfin des conditions de désintéressement dans lesquelles il a opéré. *Ibid.*

10. — Un médecin qui, préalablement à une opération douloureuse, a procédé à la chloroformisation d'un patient selon toutes les règles de l'art, ne saurait être tenu responsable du décès de celui-ci au cours de l'anesthésie, sous prétexte qu'il était un alcoolique et que son infirmité ne mettant pas sa vie en danger on n'aurait pas dû l'anesthésier. *Amiens* 14 *février* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.433. *Gaz. Trib.* 22 *novembre* 1906, *Loi* 1er *décembre* 1906, *Mon. jud.* 6 *janvier* 1907.

11. — D'une part, en effet, l'alcoolisme n'est pas une contre-indication du chloroforme, et, d'autre part, la chloroformisation diminue plutôt qu'elle ne les augmente les dangers des opérations en supprimant des souffrances qui amèneraient des syncopes mortelles plus fréquentes que l'anesthésie. *Ibid.*

12. — On ne saurait davantage lui faire grief de n'avoir point averti le patient des risques d'ailleurs hypothétiques auxquels l'exposait la chloroformisation, le danger d'une mort subite paraissant résider surtout, en ce cas, dans l'impressionnabilité personnelle du sujet laquelle se trouverait singulièrement augmentée par un pareil avertissement, en sorte que le devoir du médecin est au contraire de rassurer son malade. *Ibid.*

13. — Spécialement, il en est ainsi lorsque les propos tenus par ce dernier lui ont suffisamment révélé qu'il savait, comme tout le monde d'ailleurs, que l'emploi du chloroforme n'est pas exempt de péril. *Ibid.*

§ II. — *De l'art dentaire et des dentistes.*

14. — Si la simple fabrication de pièces de prothèse dentaire ne rentre pas dans les prévisions de la loi du 30 novembre 1892, il en est différemment lorsqu'à cette fabrication se joint le fait de prendre une empreinte et d'opérer la pose d'un appareil en dehors de la surveillance d'un dentiste exerçant régulièrement sa profession: dès lors le fait de se livrer à ces pratiques constitue, à la charge d'un individu qui ne remplit pas les conditions nécessaires pour exercer légalement l'art dentaire, le délit d'exercice illégal de cet art. *Cass.* 15 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.441.

15. — Le fait, par un mécanicien dentiste, non pourvu du diplôme, de pratiquer l'anesthésie ne constitue pas un delit distinct de celui d'exercice illégal de l'art dentaire. *Rouen* 7 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 30 *octobre* 1906.

16. — S'il en était autrement, le syndicat des chirurgiens-dentistes serait sans qualité pour exercer des poursuites. *Ibid.*

17. — Le délit d'exercice illégal, qui comprend ainsi la pratique de l'anesthésie, est un délit d'habitude; et l'acquittement du prévenu s'impose, lorsque l'élément d'habitude fait défaut. *Ibid.*

18. — Les Tribunaux apprécient souverainement le caractère habituel ou non des faits d'exercice illégal. Spécialement, s'agissant d'un cabinet bien achalandé, la réunion de cinq faits peut ne pas constituer l'habitude. *Ibid.*

19. — Est valable l'association en participation fondée entre un chirurgien-dentiste non diplômé pour l'exploitation d'un cabinet dentaire lorsqu'il appert de la commune intention des associés révélée tant par les conventions intervenues que par les circonstances de la cause, que chacun d'eux devait se cantonner dans les attributions pour lesquelles il était dûment qualifié, à savoir: pour le diplômé, la pratique des opérations et les consultations et pour le non diplômé la confection des appareils. *Rouen* 28 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 328, *Gaz. Trib.* 30 *octobre* 1906.

20. — Et la circonstance que le second aurait anticipé sur les attributions réservées au premier en donnant lui-même des soins aux clients ne saurait être considérée comme une cause de nullité d'une association qui avait été, au début, régulièrement constituée. *Ibid.*

§ III. — *Pharmacie.*

21. — A. Droguistes, épiciers, herboristes. — Un épicier, qui a dans son magasin des substances considérées comme drogues, et dénommées au tableau annexé à l'ordonnance du 20 septembre 1880 (borax et carbonate de soude, en l'espèce), doit être assujetti au paiement de la taxe de visite chez les pharmaciens. *Cons. d'Et.* 27 *janvier* 1904. *S.* 67.3.1906.

22. — B. Remède secret. — Constitue un remède secret au sens juridique de ce mot tout produit médicamenteux dont la formule n'est pas au Codex, ou qui n'a pas été fait sur une ordonnance magistrale, ou dont la formule n'a pas été acquise et publiée par le gouvernement conformément au décret du 18 août 1810, ou qui n'a pas été publiée dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine*, conformément au décret du 3 mai 1860. *Trib. civ. Orléans* 31 *octobre* 1906. *Loi* 12 *novembre* 1906.

23. — L'annonce par la voie de la presse ou par tout autre imprimé est prévue par l'article 36 de la loi du 21 germinal an XI et réprimée par la loi du 29 pluviôse an XIII. *Ibid.*

24. — La loi sur les sérums injectables du 26 avril 1895 ne s'applique qu'aux substances même organiques présentées sous une autre forme. *Ibid.*

25. — Les juges du fait, qui déclarent que les spécialités pharmaceutiques dont le dépôt exclusif est consenti à une société (la Société Kneipp) sont des remèdes secrets, dont la vente est interdite, et que cette société, non constituée entre pharmaciens, ne peut mettre en vente aucun médicament, prononcent à bon droit la nullité, pour cause illicite, de la convention par laquelle cette société concède à un tiers le droit de dépôt, de préparation et de vente desdits médicaments. *Cass.* 23 *mai* 1905. *S.* 275. 1.1906.

MENACES.

1. — Pour qu'il y ait lieu à application de l'art. 307 C. pén., il n'est pas nécessaire que la menace faite verbalement avec ordre ou sous condition ait été adressée directement à la personne visée; mais, dans le cas où elle a été prononcée hors de sa présence, il faut qu'elle soit venue à sa connaissance et il faut de plus que l'auteur des propos incriminés ait eu l'intention de les lui faire parvenir. *Besançon* 17 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.159.

2. — En conséquence, la prescription de menaces verbales dans les termes de l'art. 307 C. pén. n'est pas justifiée lorsque, d'une part, les propos incriminés ont été tenus en présence de personnes qui n'avaient que rarement l'occasion de voir celui à qui s'adressaient lesdites menaces, qui ne lui étaient attachées par aucun lien, qui ne les lui ont rapportées que spontanément et de leur propre initiative et que, d'autre part, rien n'établit que l'auteur des menaces ait voulu ou prévu cette communication. *Ibid.*

MILITAIRE.

V. *Justice militaire, Pensions et traitements, Recrutement.*

MINES ET CARRIERES.

1. — A. Des concessions. — Qui peut les obtenir. — Garanties exigées. — Charges et obligations qui en résultent. — Responsabilité du dommage dans l'exploitation. — Retrait de concession. — Une concession de mines peut être retirée par le ministre des travaux publics, sauf appel au conseil d'Etat, par application de l'art. 49 de la loi du 21 avril 1810 et de l'art. 10 de la loi du 27 avril 1838, pour abandon prolongé d'exploitation lorsque cet abandon porte atteinte à l'intérêt des besoins généraux des consommateurs. *Cons. d'Et.* 13 *janvier* 1905. *D.* 73.3.1906.

2. — La décision du ministre doit être annulée par le conseil d'Etat bien que l'abandon prolongé de la mine soit de nature à porter atteinte aux intérêts que les dispositions des lois précitées ont entendu sauvegarder lorsque le concessionnaire justifie d'une excuse qui l'a empêché momentanément d'exploiter la mine. *Ibid.*

3. — Constituent des excuses légitimes, le fait que le gisement n'était pas susceptible de donner lieu à une exploitation utile avant la mise en service d'une ligne de chemin de fer qui était encore inachevée au moment où le retrait de la concession a été prononcé. *Ibid.*

4. — Le fait que l'épuisement du puits de forage était pratiquement impossible, à raison de l'abondance des eaux qui l'ont envahi, avec les moyens dont on disposait à l'époque de cet envahissement, sans qu'on puisse faire un grief au concessionnaire de n'avoir pas fait usage de procédés actuellement connus permettant de remettre la mine en exploitation, si ces procédés sont d'invention trop récente pour que le concessionnaire soit en faute de n'en avoir pas fait application avant le retrait. *Ibid.*

5. — Mais lorsque la mine a cessé depuis soixante ans d'être exploitée malgré plusieurs mises en demeure, la femme concessionnaire actuelle ne peut être admise pour se justifier à invoquer des motifs d'ordre tout personnel tirés de ses conventions matrimoniales. *Ibid.*

6. — Une promesse de vente faite à un tiers sous condition et avec la faculté accordée à ce tiers de faire immédiatement tous travaux utiles ne peut être considérée comme ayant satisfait à la mise en demeure de reprendre l'exploitation, alors que ce tiers, au moment du retrait de la concession, n'avait ni déclaré vouloir réaliser son acquisition, ni exécuté aucun travail dans la mine. *Ibid.*

7. — Un recours contre une décision ministérielle portant retrait d'une concession de mine ne rentre pas dans les contestations dont les dépens peuvent être mis à la charge de l'Etat par application du décret du 2 novembre 1864. *Ibid.*

8. — Le propriétaire d'une carrière réclamant une indemnité à une Compagnie de mines pour des fissures provenant de l'exploitation se voit opposé en compensation les épuisements d'eau qu'il serait forcé de pratiquer dans sa carrière si les fissures ne donnaient pas passage aux eaux pluviales. *Lyon* 7 *août* 1906. *Mon. jud. Lyon* 12 *septembre* 1906.

9. — Cette compensation n'est pas, en l'état, opposable. D'une part, les dispositions de l'art. 51 de la loi de 1841 sur l'expropriation prévoyant le cas de plus value des immeubles expropriés en suite de travaux publics, et celles des art. 43 et 45 de la loi de 1810 sur les mines, relatifs à l'occupation temporaire, se référant à des cas spéciaux qu'il n'y a pas lieu d'étendre. D'autre part, la compensation n'est opposable qu'au cas de deux dettes ayant pour objet des choses fongibles de la même espèce et qui sont également liquides et exigibles. *Ibid.*

10. — B. Des délégués mineurs. — Caisse de secours et de retraite. — Le ministre peut refuser de comprendre dans la répartition de la somme, affectée par l'art. 84 de la loi du 31 mars 1903 à des majorations de pensions dont jouissent les anciens mineurs, un mineur auquel la commission spéciale, constituée en vertu de la loi précitée, a reconnu droit à cette majoration, alors qu'il est établi en fait qu'il ne remplit pas les conditions exigées par la loi pour y avoir droit. *Cons. d'Et.* 31 *mars* 1905, 22 *décembre* 1905. *D.* 67.3.1906. *Cf. Cons. d'Et.* 3 *août* 1904. *D.* 49.3.1906.

11. — Les décisions des commissions constituées en vertu de l'art. 84 de la loi du 31 mars 1903 sont définitives et il n'y a d'autres voies de recours ouvertes contre ces décisions que le recours au Conseil d'Etat pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi et la requête en revision devant la commission elle-même prévus par les art. 92 et 93 de la loi précitée. *Ibid.*

12. — Le ministre est uniquement chargé d'assurer l'exécution de ces décisions conformément à la loi, aucune disposition de la loi ne lui donnant qualité pour les reviser ou pour en suspendre les effets. Alors même qu'il est établi que du payement de l'allocation accordée par la commission et de celui d'une pension antérieurement accordée, résulterait un cumul interdit par la loi. *Ibid.*

13. — Le recours au Conseil d'Etat ne pouvant être formé, aux termes de l'art. 92 de la loi précitée, que pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi, on doit déclarer non recevable un recours fondé sur une erreur de fait. Il appartient à la commission, statuant sur une demande de revision, de reconnaître les droits acquis du réclamant pour les années antérieures. *Ibid.*

MINEURS.

V. *Legs-légataire, Obligations.*

MINISTERE PUBLIC.

V. *Action publique, Cassation, Cour d'assises, Instruction et procédure criminelles.*

MITOYENNETE.

V. *Servitudes.*

MOTIFS DES JUGEMENTS ET ARRETS.

§ I. — *Matières civiles.*

1. — A OBLIGATION DE MOTIVER LE REJET DE CHAQUE CHEF DES CONCLUSIONS DES PARTIES. — MOTIFS SUFFISANTS OU INSUFFISANTS. — Doit être cassé pour défaut de motifs l'arrêt qui ne répond, ni explicitement, ni implicitement, à des conclusions prises en appel, tendant à faire dire que l'endossement d'une police d'assurance sur la vie au profit d'un bénéficiaire, à le supposer même irrégulier, valait au moins comme procuration et lui conférait le pouvoir de toucher le montant de la police. *Cass.* 6 *décembre* 1905. *Pand. franç.* 185.1.1906.

2. — Lorsqu'une partie, produisant une lettre de son adversaire pour la première fois en cause d'appel, n'a pas invoqué cet écrit comme susceptible de fonder une action en responsabilité sur une cause juridique différente de celles alléguées en première instance, et que le dispositif de ses conclusions ne porte aucune trace d'une pareille prétention, la Cour d'appel peut passer sous silence la lettre en question, et n'est obligée de répondre qu'aux chefs distincts et précis de ce dispositif. *Cass.* 31 *octobre* 1905. *Pand. franç.* 164.1.1906.

3. — Si, néanmoins, la Cour a examiné ce document dans les motifs de sa décision, elle en a fait une appréciation souveraine, et le pourvoi fondé contre l'arrêt de ladite Cour manque par le fait qui lui sert de base. *Ibid.*

4. — B. ADOPTION DES MOTIFS DE JUGEMENTS OU ARRÊTS PRÉCÉDENTS. — Lorsque pour la première fois devant la Cour, dans des conclusions d'opposition à un arrêt qui prononce par défaut le divorce contre elle, la femme forme une demande reconventionnelle en divorce, l'arrêt ne peut rejeter les conclusions et par suite, la demande reconventionnelle en se bornant à adopter les motifs du jugement et de l'arrêt par défaut, qui ne s'expliquent que sur la demande principale du mari. *Cass.* 31 *juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.249.

5. — Et, en pareille hypothèse, à raison du lien de dépendance et de connexité qui rattache entre elles les diverses dispositions de l'arrêt, la cassation totale doit être prononcée. *Ibid.*

6. — C. MOTIFS IMPLICITES OU VIRTUELS. — La constatation faite par un arrêt que la délibération d'une assemblée générale de société n'a été qu'un expédient mis en œuvre en vue du procès et dans l'intérêt exclusif d'une partie, implique nécessairement l'existence d'une faute dommageable commise conjointement par cette partie et par la société. *Cass.* 6 *juillet* 1905, *D.* 372.1.1906.

7. — Par suite, en les condamnant solidairement à payer à leur adversaire du jour de chaque versement les intérêts de sommes indûment payées par la société à son codébiteur et indûment perçues par ce dernier, cet arrêt a suffisamment motivé sa décision. *Ibid.*

8. Est régulièrement motivé, l'arrêt par lequel une Cour d'appel, en présence d'un acte sous seing privé dûment enregistré, établissant la cession par une personne à une autre, de tous ses droits dans la location d'un immeuble ultérieurement exproprié au profit d'une ville, déclare que le cédant n'a droit à aucune indemnité, et que la ville peut régulièrement traiter avec le cessionnaire des droits relativement à l'indemnité de dépossession. *Cass.* 20 *novembre* 1905, *Pand. franç.* 185.1.1906.

§ II. — *Matières criminelles.*

9. - Si l'art. 195 C. instr. crim. porte que les faits dont les personnes citées sont déclarées coupables seront énoncées dans le dispositif de tout jugement de condamnation, cette prescription n'est ni substantielle, ni imposée à peine de nullité : l'énonciation des faits lorsqu'elle se rencontre dans les motifs peut, sans nullité, n'être pas répétée dans le dispositif qui se réfère aux motifs et s'unit intimement avec eux. *Cass.* 12 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.59, *Pand. franç.* 240.1.1906.

10. — Le refus d'ordonner une expertise rapproché des motifs adoptés par la cour, qui précisent les conditions dans lesquelles le fait s'est produit, est légalement motivé. *Ibid.*

11. — La déclaration d'un jugement, dont l'arrêt adopte les motifs, que le prévenu a détourné au préjudice d'un tiers, qui en était propriétaire, des objets mobiliers qui ne lui avaient été remis qu'à titre de dépôt à charge de les rendre ou de les représenter, constitue une constatation de fait exprimée dans les termes mêmes de la loi, et qui implique suffisamment, malgré son laconisme, l'existence des éléments matériels du délit d'abus de confiance et l'intention dolosive de l'agent, alors qu'il n'apparaît d'aucunes conclusions que les juges aient été mis en demeure de statuer plus explicitement sur le caractère du détournement. *Cass. crim.* 5 *décembre* 1902. *S.* 367.1.1906.

MOYEN NOUVEAU.

V. *Cassation, Demande nouvelle.*

MUTATION (DROITS DE).

V. *Enregistrement.*

N

NANTISSEMENT.

V. aussi *Faillite.*

Index alphabétique

Concessions d'eau 4 et s.
Droit de suite 19
Effets quant aux tiers 16 et s.
Eléments du fonds de commerce 12 et s.
Engagements conditionnels 6 et s.
Etendue du nantissement 11 et s.
Fonds de commerce 10 et s.
Formes du nantissement 10.
Inscription au greffe 10, 12.
Marchandises non comprises dans le fonds 13.
Nantissement de titres 1 et s.
Objets en location 8.
Obligations non libérées 2
Signification 17.
Titres souscrits 1 et s.
Transfert du fonds 19.
Vente de la chose donnée en gage 20.
Vente du fonds de commerce 22.

---

§ 1. — *Quels objets peuvent être donnés en gage et dans quelles formes?* (n. 1).

§ II. — *Effets du gage entre les parties et à l'égard des tiers. — Réalisation du gage* (n. 8).

§ III. — *Du nantissement des fonds de commerce (loi du 1er mars 1898)* (n. 10).

---

§ I. — *Quels objets peuvent être donnés en gage et dans quelles formes.*

1. - Lorsque des titres d'obligations ont été créés par une société et souscrits par un souscripteur général, si les fonds promis par ce souscripteur à la société n'ont pas été versés, ces obligations sont nulles faute de libération, c'est-à-dire faute de cause, et par conséquent leur remise en nantissement est nulle faute d'objet. *Lyon* 12 *juillet* 1906, *Mon. jud. Lyon* 5 *novembre* 1906.

2. — Peu importe que ce souscripteur soit encore tenu de remplir son engagement, si la société ou ses représentants ont, sous leur responsabilité, négligé d'en poursuivre l'exécution, en admettant d'ailleurs que la faillite de la société emprunteuse n'ait pas autorisé ce souscripteur à refuser de réaliser le prêt qu'il avait promis en souscrivant lesdites obligations. *Ibid.*

3. — On ne saurait soutenir, sous prétexte qu'une créance conditionnelle peut être donnée en gage, que la remise en nantissement de telles obligations doit être déclarée valable comme ayant eu pour objet des obligations conditionnelles qui pouvaient d'un jour à l'autre devenir fermes et définitives par leur libération, lorsque, en fait, la condition de laquelle dépendait l'existence de la créance donnée en gage, c'est-à-dire la libération des obligations, ne s'est pas réalisée ; le nantissement de ces titres doit alors être considéré rétroactivement comme n'ayant jamais eu d'objet. *Ibid.*

4. — Le créancier du propriétaire d'une entreprise immobilière de captage d'eau ne peut se prévaloir de la qualité de créancier gagiste sur la partie du prix d'adjudication de l'entreprise qui, après ventilation, représentera la valeur des concessions faites par son débiteur, alors que dans un dire inséré au cahier des charges il a demandé que ces concessions ne fussent comprises dans l'adjudication que sous la charge d'un nantissement qui aurait été consenti à son profit et que sa prétention a été repoussée par une décision judiciaire ayant acquis l'autorité de la chose jugée. *Grenoble* 16 *juin* 1904. *D.* 209.2.1906.

5. — Le contrat passé entre le propriétaire de ladite entreprise et un entrepreneur de travaux n'a pas le caractère d'un véritable contrat de gage lorsqu'il se borne à énoncer que les tiers qui voudront acquérir des concessions d'eau devront être en nombre suffisant pour couvrir la valeur, en fournitures et travaux, des commandes faites à l'entrepreneur et ne confère à celui-ci d'autre garantie que la garantie morale du notaire chargé d'encaisser pour le propriétaire le montant des souscriptions et d'effectuer, au moyen des sommes perçues, le payement des factures relatives à ces fournitures et travaux. *Ibid.*

6. - Ce contrat, fût-il constitutif d'un véritable nantissement, et ce nantissement eût-il été régularisé conformément aux prescriptions des art. 2074 et 2075 C. civ., serait inopérant et ne saurait sortir effet, faute d'objet, alors qu'on se trouve en présence, non de concessions d'eau régulières et définitives, mais seulement d'engagements conditionnels qui

sont demeurés lettre morte, aucun des actes de concession n'ayant été revetu des formalités nécessaires pour sa validité et n'ayant été suivi d'exécution. *Ibid.*

7. — Ces concessions d'eau, en admettant qu'elles constituassent des ventes mobilieres, n'auraient ce caractère que dans les rapports du concédant et des concessionnaires, mais ne sauraient mobiliser enectivement au regard d'un creancier hypothecaire les eaux qui participent au caractère immobilier de l'immeuble affecté à la garantie de sa créance et paralyser ses droits mis en action par la saisie immobilère. *Ibid.*

§ II. — *Effets du gage entre les parties et à l'égard des tiers. Réalisation du gage.*

8. — Alors même que des fûts de vins auraient été donnés en nantissement « contenant et contenu », le créancier nanti ne peut exercer son droit sur ceux de ces fûts qui n'appartiennent pas à son débiteur, s'ils portent, d'une façon apparente et par marques à feu, les nom et adresse de leur propriétaire, ainsi que la mention « en location ». *Trib. com. Marseille* 4 *mai* 1906. *Rec. Marseille* 258.1.1906.

9. — Et il en serait ainsi quand même les locations de fûts ne seraient pas en usage sur la place où reside le créancier nanti, cette circonstance prouvant seulement sa bonne foi, mais ne pouvant permettre l'application de l'article 2279 du Code civil. *Ibid.*

§ III. — *Du nantissement des fonds de commerce.* (*Loi du* 1er *mars* 1898).

10. — A. Formes de nantissement. — La loi du 1er mars 1898 n'exige comme condition de validité vis-à-vis des tiers du nantissement d'un fonds de commerce que l'inscription au greffe du Tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est placé. *Trib. com. Nantes* 24 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 343. 1906.

11. — B. Etendue du nantissement. — La loi du 1er mars 1898 a eu un double but : 1° consacrer, en matière de fonds de commerce, un gage sans dessaisissement; 2° régler, d'une manière pratique, la publicité du nantissement; elle crée une réglementation complète qui, bien qu'insérée dans l'art. 2075 C. civ., n'emprunte rien aux dispositions de cet article et se suffit à elle-même. *Cass.* 31 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.350. *Mon. jud. Lyon* 13 *novembre* 1906, *Gaz. Trib.* 4 *janvier* 1906.

12. — Le mode spécial de publicité, tel qu'il a été organisé, c'est-à-dire l'inscription sur un registre public au Tribunal de commerce, s'applique au fonds de commerce tout entier, considéré comme une universalité juridique; la loi ne distingue pas entre les divers éléments dont se compose le fonds, et il y a lieu d'y comprendre les marchandises soit existant au moment où le nantissement a été constitué, soit neuves ou renouvelées depuis, sans les soumettre, à raison de leur caractère corporel, à la nécessité d'une mise en possession. *Ibid.*

13. — Le privilège du créancier gagiste ne s'exerce pas sur les marchandises comprises dans le fonds de commerce donné en nantissement, lorsque ces marchandises en ont été distraites et déposées dans un magasin distinct. *Trib. com. Nantes* 24 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 343.1906.

14. — Par suite, ne leur est pas opposable l'inscription prise sur un fonds de commerce qui, depuis cette inscription, changé de nature, fut-il resté exploité par le même propriétaire, dans la même localité et sous la même enseigne. *Ibid.*

15. — Mais encore faut-il que cette inscription ne présente aucune ambiguïté quant aux renseignements qu'elle a pour objet de fournir aux tiers. *Ibid.*

16. — C. Effets du nantissement entre les parties et a l'égard des tiers. — Réalisation. — L'inscription du nantissement d'un fonds de commerce, conformément à la loi du 1er mars 1898, rend le nantissement opposable à tous les tiers sans exception. *Paris* 1er *novembre* 1904. *S.* 233.2.1906.

17. — Il n'est pas nécessaire que le créancier nanti fasse aux acquéreurs une signification particulière du nantissement, le créancier nanti ne pouvant d'ailleurs s'opposer à des actes de transmission de propriété. *Ibid.*

18. — Par suite, l'ensemble du fonds de commerce engagé sans dessaisissement du débiteur demeure, soit dans la faillite de ce dernier, soit entre les mains des divers sous-acquéreurs, et jusqu'à la libération du fonds par l'extinction de la dette ou par tout autre mode légal grevé du droit de gage et du privilège régulièrement constitués vis-à-vis des tiers. *Ibid.*

19. — Un nantissement donné par l'acquéreur du fonds de commerce à son vendeur en garantie du prix du fonds comme aussi des marchandises, suit le fonds en quelque lieu qu'il a plu à l'acquéreur de le transporter et ce dans le cas où le transfert du fonds aurait été la conséquence de l'expropriation de l'immeuble où il se trouvait lors de la constitution du gage. *Trib. com. Seine* 27 *septembre* 1906. *Loi* 21 *novembre* 1906.

20. — La vente faite par le débiteur à son créancier de la chose donnée en gage, soit avant, soit après l'échéance de la dette, est valable, sauf les cas de fraude. *Trib. civ. Seine* 6 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.334.

21. — Spécialement, le débiteur qui a donné son fonds de commerce en nantissement peut valablement, lorsqu'il n'y a aucune idée de fraude, le vendre à tiers, à charge de payer le prix entre les mains du créancier gagiste. *Ibid.*

22. — L'art. 93 C. com. ne s'oppose pas à ce que les parties stipulent qu'en cas de non-paiement le créancier gagiste pourra faire ordonner par le président du Tribunal civil statuant en référé la vente du fonds de commerce à lui donné en nantissement. *Trib. civ. Seine* 6 *novembre* 1906, *Loi* 5 *décembre* 1906.

NATIONALITE.

V. *Etranger.*

NATURALISATION.

V. *Français.*

NAVIGATION.

V. aussi *Armateur, Marin-Marine, Navire.*

Des pilotes et du remorquage. — La franchise de pilotage accordée aux navires de moins de 80 tonnes de jauge, faisant la navigation au cabotage, par le décret du 12 décembre 1806, les lois des 19 mars 1866, 29 janvier 1881 et 30 janvier 1893, étendue par la loi du 12 mars 1905 aux vapeurs jaugeant moins de 150 tonnes, est spéciale aux navires français. Les navires français ne peuvent s'en prévaloir. *Trib. com. Saint-Nazaire* 15 *février* 1906. *Rec. Nantes* 287. 1906.

NAVIRE.

1. — Hypothèque maritime. — Les primes d'assurances faites sur navires grevés d'une hypothèque constituent une dépense faite en vue de la conservation du gage et doivent dès lors être acquittées par ceux à qui le gage doit profiter, sauf à s'en faire rembourser le montant. *Trib. com. Seine* 27 *juin* 1906. *Loi* 26 *juillet* 1906.

2. — Un liquidateur judiciaire ne saurait être tenu d'employer tout ou partie de l'actif pour conserver le gage des créanciers hypothécaires. *Ibid.*

3. — Si un créancier est en droit de poursuivre la saisie du gage qui lui a été consenti, ce créancier ne peut obliger son débiteur à procéder lui-même à la vente, soit judiciaire, soit à l'amiable des immeubles ou des navires hypothéqués. *Ibid.*

NOM COMMERCIAL.

V. *Propriété industrielle et commerciale.*

NOM PATRONYMIQUE.

1. — De la propriété et possession des noms et titres. — L'enfant naturel déclaré comme étant né de père non dénommé reçoit à bon droit dans l'acte de naissance le nom de sa mère mentionné dans ledit acte. *Trib. civ. Mascara* 10 *janvier* 1906, *D.* 244.2.1906.

2. — Mais la reconnaissance ultérieure du père a pour effet de faire porter désormais et uniquement à cet enfant le nom patronymique de son père. *Ibid.*

3. — Et cet enfant ne saurait être admis à ajouter à ce nom celui de sa mère, alors même qu'il l'aurait auparavant porté durant de longues années. *Ibid.*

NOTAIRE.

V. aussi *Frais et dépens, Offices, Vente publique de meubles.*

Index alphabétique

Abus de mandat 6.
Action disciplinaire 31 et s.
Blâme 37.
Calcul des honoraires 20.
Censure 37.
Choix du notaire 4.
Compte-client 22 et s.
Compte-étude 27.
Copie remise en double 24.
Créations d'études 1.
Délai des poursuites pour le paiement 29 et s.
Devoirs professionnels 33.
Discipline 31 et s.
Honoraires 20 et s.
Indélicatesse 32.
Notaire simple rédacteur de l'acte 16 et s.
Obligation de la résidence 3 et s.
Oubli de prendre inscriptions 15, 33.
Paiement des honoraires 21, 30.
Prescription 28.
Prêt fait par les soins du notaire 16.
Preuve du mandat 8 et s., 19.
Récusation du syndic 35 et s.
Résidence 3, 34.
Responsabilité 5, 13 et s.
Responsabilité des héritiers 14.
Transfert d'étude 2.

---

§ I. — *Organisation du notariat* (n. 1).

§ II. — *Droits et obligations des notaires entre eux. — Ancienneté. — Choix du notaire. — Ressort* (n. 3).

§ III. — *Devoirs des notaires dans la rédaction des actes comme officiers ministériels, mandataires ou conseils des parties. — Responsabilité* (n. 6).

§ IV. — *Frais et honoraires des notaires* (n. 20).

§ V. — *Discipline notariale. — Procédure. — Compétence. — Peines. — Recours* (n. 31).

---

§ I. — *Organisation du notariat.*

1. — Il appartient au gouvernement, sans que l'exercice de ce droit soit subordonné à l'accomplissement d'aucune formalité préalable, de fixer le lieu de la résidence des notaires. La créations d'études ne sont soumises à aucune formalité. *Cons. d'Et.* 3-7 *août* 1906, *Gaz. Trib.* 14 *août* 1906.

2. — Le transfert d'un office notarial effectué dans la même circonscription de justice de paix, quoique avec élévation de classe, ne constitue pas une suppression, et, par suite, n'est pas assujetti aux formalités de l'art. 32 nouveau de la loi du 25 ventôse an XI. *Ibid.*

§ II. — *Droits et obligations des notaires entre eux. — Ancienneté. — Choix du notaire. — Ressort.*

3. — En disposant qu'une résidence sera assignée à chaque notaire par le gouvernement, l'art. 4 de la loi du 25 ventôse an XI a voulu pourvoir à l'intérêt public, en facilitant le recours au notaire et la conservation des minutes, et, en même temps, protéger chaque notaire contre les effets d'une concurrence excessive. *Cass.. req.* 22 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.39, *S.* 344.1.1906.

4. — Un notaire ne peut donc quitter sa propre résidence pour aller instrumenter dans une autre commune qu'autant qu'il y est spécialement appelé par les parties intéressées. *Ibid.*

5. — Si le prix d'objets mobiliers vendus par des héritiers par le ministère de deux notaires a été dissipé par l'un des notaires auquel il avait été versé, la responsabilité de l'autre notaire ne peut découler que d'un texte de loi, d'une faute commune, ou d'une faute personnelle dans les termes du droit commun. *Poitiers* 2 *juillet* 1906, *Loi* 29-30 *juillet* 1906, *Mon. jud. Lyon* 24 *septembre* 1906.

§ III. — *Devoirs des notaires dans la rédaction des actes comme officiers ministériels, mandataires ou conseils des parties. — Responsabilité.*

6. — Le notaire qui remplit abusivement après coup une obligation signée par avance par l'emprunteur commet un abus de mandat, un abus de blanc-seing. *Orléans* 6 *juillet* 1906, *Loi* 22-23 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 21 *août* 1906.

7. — Mais s'il n'est, dans la circonstance, que le mandataire de l'emprunteur, le prêteur ne doit supporter aucune perte lorsque la déconfiture du notaire éclate. *Ibid.*

8. — Le mandat de recevoir une somme capitale doit être précis et ne saurait s'induire des offres de placements et de réclamations de paiement qui sont dans la pratique notariale, alors même qu'il est stipulé que le capital et les intérêts sont payables en l'étude du notaire. *Bordeaux* 21 *décembre* 1905, *Gaz. Pal.* 1906. 2.61.

9. — Et il importe peu que la grosse du premier emprunt soit demeurée en la possession du notaire, ce fait pouvant s'expliquer par des circonstances multiples en dehors du mandat de recevoir et ne permettant ni de le supposer, ni de l'établir, si elle n'est accompagnée d'une autorisation précise. *Ibid.*

10. — Une semblable clause ne saurait emporter en faveur du notaire le mandat de recevoir, cette interprétation ajouterait à la convention elle-même qui ne dit pas « au notaire », mais « en l'étude du notaire », ce qui est bien différent. *Ibid.*

11. — Par suite, lorsqu'une personne contractant un emprunt a pris l'engagement de subroger son prêteur dans les droits d'un créancier antérieur auquel il avait emprunté pareille somme et dans l'effet de son inscription hypothécaire, si, en attendant de pouvoir remplir cette obligation les fonds prêtés sont restés entre les mains du notaire de ce créancier antérieur en l'étude duquel le capital était stipulé remboursable, et si ce notaire les a détournés ou dissipés, l'emprunteur doit en supporter les conséquences, et il n'est pas fondé à soutenir qu'en laissant ces fonds aux mains du notaire, mandataire dudit créancier, il s'est valablement libéré envers celui-ci. *Ibid.*

12. — Au surplus, il convient de remarquer que si l'emprunteur avait entendu rembourser son premier prêteur, et le notaire recevoir pour celui-ci, la grosse eût été remise au notaire mandataire entre les mains du débiteur libéré. *Ibid.*

13. — Le notaire qui a induit son client en erreur sur la portée juridique de ses engagements commet une faute dont il doit réparation dans toute son étendue. *Cass.* 11 *décembre* 1905, *D.* 254.1.1906.

14. — En cas de décès du notaire, ses héritiers sont tenus de réparer la faute par lui commise. *Ibid.*

15. — Le notaire qui a reçu et accepté le mandat de remplir les formalités destinées à assurer l'exécution des conventions arrêtées entre parties pour la garantie d'un prêt engage sa responsabilité par sa faute et sa négligence, quand il ne prend pas les inscriptions convenues sur tous les immeubles désignés, et qu'il ne prend l'inscription, qui devait être au premier rang, que sur un immeuble qu'il sait grevé déjà pour une somme importante antérieure. *Trib. civ. Toulouse* 26 *juillet* 1906: *Gaz. Trib. Midi* 18 *novembre* 1906, *Loi* 28 *novembre* 1906.

16. — Un arrêt peut déclarer à bon droit qu'un notaire n'a pas commis de faute susceptible d'engager sa responsabilité, alors qu'il constate que ce notaire est demeuré étranger aux préliminaires qui ont précédé le prêt, qu'il s'est strictement renfermé dans son rôle d'officier public, qu'il a été le simple rédacteur des conventions déjà arrêtées entre les parties, que la lecture du contrat de mariage des emprunteurs ne lui permettait pas à elle seule de distinguer parmi les immeubles de la femme ceux qui étaient paraphernaux de ceux qui étaient dotaux, et qu'à cet égard il n'avait pas à se livrer à une enquête qu'il était en droit de considérer comme faite par les prêteurs. *Cass.* 23 *juillet* 1906. *D.* 357.1.1906.

17. — Le cessionnaire d'une créance en vertu d'un acte authentique ne saurait à raison de cet acte rechercher valablement comme responsable le notaire rédacteur. *Bordeaux* 25 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.286.

18. — Alors, d'une part, que ledit notaire n'avait à son égard ni la qualité de mandant, ni celle de « negotiorum gestor » et que sa mission s'est bornée à donner au contrat la forme authentique, et alors, d'autre part, que le cessionnaire, à qui il était facile de se renseigner personnellement sur la valeur de son gage hypothécaire et sur la situation des débiteurs cédés, n'était pas un des clients habituels de l'étude. *Ibid.*

19. — Et la circonstance que, antérieurement, il aurait, par l'intermédiaire dudit notaire, négocié deux placements hypothécaires dont un seul s'est d'ailleurs réalisé, ne saurait lui conférer cette qualité, pas plus que le fait d'avoir pris au nom du cessionnaire une inscription qui n'était que le complément nécessaire de la cession dont il venait de dresser l'acte ne suffit à constituer le notaire mandataire de celui-ci. *Ibid.*

§ IV. — *Frais et honoraires des notaires.*

20. — Les honoraires dus à un notaire, à raison d'un partage testamentaire, doivent être calculés sur l'entier actif brut de la succession, sans qu'il y ait à défalquer de ce calcul le montant soit des dettes, soit de la part réservataire. *Trib. civ. Beziers* 12 *juillet* 1906. *Mon. jud. Midi* 261.1906.

21. — Ces honoraires ne peuvent être réclamés solidairement contre les héritiers, alors que ces derniers n'ont même pas accepté ledit partage. *Ibid.*

22. — Le compte-client est celui que le notaire établit comme mandataire de son client. *Trib. civ. Château-Gontier* 16 *janvier* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.373.

23. — En conséquence, il faut appliquer à ce compte les règles du droit commun en matière de mandat, et dès lors, aucun texte de loi ne privant un mandant du droit d'exiger de son mandataire une seconde copie de son compte, le juge ne peut refuser au client d'un notaire l'exercice de ce droit que dans le cas où il serait manifeste, d'après les différentes circonstances de la cause, que la demande est purement vexatoire. *Ibid.*

24. — Spécialement, le client peut exiger une seconde copie de son compte lorsque celle antérieurement délivrée doit être considérée comme n'ayant aucune valeur officielle, puisqu'elle consistait en une simple note et ne contenait aucune mention établissant que le compte avait été vérifié par le notaire. *Ibid.*

25. — Vainement ce dernier, pour résister à la demande du client, se prévaudrait des dispositions de l'art. 9 du décret du 25 août 1898, aux termes duquel le compte n'est délivré qu'une fois. *Ibid.*

26. — Ce texte ne saurait s'appliquer à la partie de la comptabilité notariale que l'arrêté ministériel du 15 février 1890 désigne sous le nom de compte-client, le décret de 1898 réglementant exclusivement les droits et honoraires tarifés du notaire, considéré en tant qu'officier ministériel et l'art 9 ne visant, dès lors, que le compte-étude. *Ibid.*

27. — Même en ce qui concerne le compte-étude, le client conserve, nonobstant les dispositions de l'art. 9 du décret du 25 août 1898, le droit d'exiger son compte tant qu'il ne lui a pas été remis un état régulièrement taxé, sauf le cas de prescription, cet article, en édictant que le compte ne serait délivré qu'une fois, ne prévoit, en effet, que le compte délivré sous la forme d'un état soumis à la vérification du juge. *Ibid.*

28. — Le notaire ne peut opposer au client qui lui réclame son compte-étude régulièrement taxé la prescription de deux ans à dater du jour du paiement édictée par l'art. 2 de la loi du 24 décembre 1897, lorsque la quittance dont il se prévaut s'applique à des actes qui au moment où elle a été signée n'étaient pas encore dressés par le notaire, mais seulement prévus et n'ont été définitivement passés que moins de deux ans avant la réclamation du client. *Ibid.*

29. — En effet, le paiement de frais consenti par anticipation et à valoir, ainsi qu'il est mentionné en la quittance n'étant que conditionnel et non définitif, la prescription n'a pu commencer à courir relativement à eux que du jour où les actes qui les ont occasionnés sont eux-mêmes devenus définitifs. *Ibid.*

30. — Si les notaires peuvent poursuivre solidairement le paiement de leurs frais et honoraires relatifs à un acte de leur ministère contre toutes les parties ayant concouru à cet acte, c'est à la condition toutefois qu'ils aient exercé leurs poursuites régulièrement, et dans le délai de la prescription édictée par l'article premier de la loi du 24 décembre 1897. *Trib. civ. Nice* 7 *novembre*

1906. *Gaz. Trib.* 24 *novembre* 1906.

§ V. — *Discipline notariale. Procédure. Competence. Peines. Recours.*

31. — L'action disciplinaire s'exerce sur tout ce qui est de nature à porter atteinte aux règles de probité, de delicatesse et d'honneur, que les officiers publics sont tenus d'observer. *Cass.* 22 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.39. *S.* 344. 1.1906.

32. — Spécialement, un notaire commet un acte indélicat et contraire à la dignité professionnelle, de nature à justifier une action disciplinaire, lorsqu'après sa nomination, il laisse intentionnellement ignorer à un créancier le remboursement obtenu par lui de façon indélicate de diverses créances cédées à celui-ci, en garantie du prêt à lui consenti et le laisse signifier par ledit créancier plusieurs commandements sans faire honneur aux engagements qu'il a pris, de rembourser cette somme aux échéances convenues à la suite d'une plainte portée contre lui au parquet. *Ibid.*

33. — Lorsqu'un notaire omet sciemment de prendre une inscription hypothécaire en vertu d'un acte d'obligation reçu par lui et trompe son client en lui faisant croire que cette hypothèque vient en premier rang, alors qu'en raison du retard apporté par lui à l'inscription, elle ne vient qu'après une autre inscription prise dans l'intervalle, il commet un manquement grave à ses devoirs professionnels, encore bien qu'aucun préjudice n'aurait été causé au client. *Ibid.*

34. — Manque à ses devoirs professionnels le notaire qui, chaque semaine et à jour fixe, se transporte dans une commune hors de sa résidence pour y instrumentant, en y créant, dans une salle de café qui lui est réservée, une véritable succursale de son étude, au préjudice de ses confrères. *Ibid.*

35. — Le syndic, en sa qualité de partie principale poursuivante, ne peut jamais être récusé. *Cass.* 6 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.315.

36. — Lorsque, par l'effet de l'abstention obligatoire du président qui est l'objet d'une demande de récusation, le nombre des membres présents lors de la délibération sur la récusation s'est trouvé réduit à cinq, parmi lesquels figurait le syndic, la décision est nulle, soit que le syndic ait pris part à la délibération, car il y a violation de l'art. 10 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 dont la disposition interdisant au syndic de prendre part à la délibération s'applique au jugement des demandes de récusation, lesquelles ne sont que des incidents de l'instance disciplinaire, soit que le syndic se soit abstenu, car alors le nombre des votants aurait été inférieur au minimum exigé par l'art. 5 de ladite ordonnance. *Ibid.*

37. — La censure simple prononcée par la décision d'une Chambre de discipline consiste uniquement dans le blâme infligé par la Chambre et mentionné sur le registre des délibérations, et elle ne peut faire l'objet d'aucune exécution directe contre le notaire: dès lors, lorsque la censure simple a été prononcée par défaut, le délai de l'opposition doit être fixé suivant la règle fixée par l'art. 157 C. pr. civ. dans la mesure compatible avec le mode de procéder devant les Chambres de discipline qui ne comporte pas le ministère des avoués; d'où il suit que l'opposition n'est recevable que pendant huitaine à compter du jour de la signification au notaire poursuivi. *Ibid.*

NOVATION.

1. — PREUVE DE LA NOVATION. — La novation, ne se présumant pas, doit être expresse ou tout au moins résulter clairement de l'intention commune des parties. *Cass.* 28 *juin* 1904. *D.* 265.1.1906.

2. — En particulier, on ne saurait admettre cette cause d'extinction lorsque le créancier a en toute circonstance manifesté l'intention de conserver à sa créance le bénéfice d'une inscription hypothécaire et que, de son côté, le débiteur, en consentant à un autre créancier une hypothèque nouvelle et postérieure, a eu soin de le prévenir de l'existence de l'hypothèque de la créance que l'on prétend novée. *Ibid.*

O

OBLIGATIONS.

V. aussi *Novation, Paiement, Responsabilité civile.*

§ I. — *Formation des conventions et conditions essentielles à leur validité.*

1. — S'il appartient à la victime d'un délit de poursuivre la réparation pécuniaire du préjudice qu'elle a subi, il serait contraire à la morale et à l'ordre public que, cherchant là la source d'un bénéfice et d'un profit, elle stipulât du délinquant, sous prétexte de dommages-intérêts, le paiement d'une somme hors de toute proportion avec le dommage souffert. *Trib. civ. Seine* 16 *février* 1906. *Gaz. Trib.* 9 *août* 1906.

2. — Il suit de là que l'obligation contractée par l'auteur d'un délit en vue d'obtenir de la partie lésée qu'elle se désiste de sa plainte, n'a une cause licite et ne peut être valable que dans la mesure où les prestations par lui promises sont l'équivalent de la réparation à laquelle celle-ci a légitimement droit. *Ibid.*

§ II. — *Des diverses espèces d'obligations, de leurs effets et de leur extinction.*

3. — A. NATURE ET EFFETS DE L'OBLIGATION DE FAIRE ET DE NE PAS FAIRE. — L'obligation de faire se résout nécessairement en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur. *Cass.* 31 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.403. *Gaz. Trib.* 23 *décembre* 1906.

4. — Et si, aux termes de l'art. 1144 même code, quand une obligation a pour objet un fait susceptible d'être exécuté par un tiers, sans l'intervention personnelle du débiteur, le créancier peut être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens de ce dernier, cette mesure est facultative et abandonnée au pouvoir discrétionnaire des juges du fond. *Cass.* 31 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.403.

5. — B. NATURE ET EFFETS DES OBLIGATIONS CONDITIONNELLES, A TERME, DIVISIBLES, ALTERNATIVES, SOLIDAIRES OU AVEC CLAUSE PÉNALE. — Lorsqu'un contrat d'association stipule qu'au cas de rupture des conventions par le départ anticipé d'un des contractants, celui qui manquerait à ses engagements serait passible envers l'autre d'une indemnité forfaitaire, le fait d'introduire une action en justice afin de nullité ou de dissolution de l'association ne saurait à aucun point de vue être considéré comme une rupture des conventions donnant lieu à l'application de la clause pénale. *Rouen* 28 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.1906. *Gaz. Trib.* 30 *octobre* 1906.

6. — Il en est surtout ainsi quand la demande, laquelle n'aurait pas ce caractère, alors même qu'elle serait dénuée de fondement, apparaît en fait comme basée sur des raisons sérieuses. *Ibid.*

7. — C. DE L'INTERPRÉTATION DES CONVENTIONS. — Les juges du fond ont un pouvoir souverain pour interpréter les conventions des parties. *Cass.* 3 *juillet* 1905. *Pand. franç.* 215.1.1906.

8. — Spécialement, ils peuvent décider que toutes les stipulations contenues dans un contrat sont intimement liées entre elles, chacune d'elles étant la cause déterminante des autres, que leur ensemble forme, dans la commune intention des parties, un tout indivisible, et qu'en conséquence, la nullité d'une clause invalide toutes les autres. *Ibid.*

9. — Lorsque les termes d'une convention sont clairs et précis, les juges ne peuvent, sous prétexte d'interprétation, la dénaturer, ni y introduire une clause qui en modifierait essentiellement la portée. *Cass.* 31 *octobre* 1905. *Pand. franç.* 133.1.1906.

10. — Spécialement, lorsqu'aux termes d'une convention, le titulaire d'un brevet s'est réservé, vis-à-vis de la société à qui il a cédé l'exploitation de ce brevet, le droit de rompre le contrat pour le cas où le minimum de fabrication fixé ne serait pas atteint, on ne saurait, dans le silence du contrat, en déduire par réciprocité l'existence d'un droit de résiliation au profit de la société, pour le cas où l'impossibilité d'atteindre le minimum de fabrication proviendrait du fait du titulaire du brevet. *Ibid.*

11. — D. EXECUTION DES OBLIGATIONS. — RÉSOLUTION. — FORCE MAJEURE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — La grève doit être considérée comme un cas de force majeure, lorsqu'il a été impossible de la prévoir, et qu'elle a eu pour effet d'apporter, non pas une gêne momentanée, mais un obstacle insurmontable à l'exécution d'une obligation. *Trib. com. Marseille* 3 *avril* 1906. *Rec. Marseille* 222.1. 1906.

12. — Ne peut invoquer la grève comme un cas de force majeure celui qui s'est engagé après qu'elle avait déjà commencé. Ou celui qui l'a fait la veille du jour où elle a commencé, lorsqu'il est vraisemblable qu'il devait la prévoir. *Ibid.*

13. — Ne peut non plus l'invoquer celui qui, pendant le délai d'exécution de son obligation, n'a pas une seule fois averti la partie adverse que la grève l'empêchait ou risquait de l'empêcher de remplir ses engagements. *Ibid.*

14. — Lorsqu'une condition résolutoire expresse est stipulée dans un acte de vente, cette condition venant à se réaliser opère de plein droit la résiliation du contrat sans qu'il soit besoin de la faire prononcer en justice. *Douai* 13 *février* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.128. *Gaz. Trib.* 17 *mai* 1906.

OBLIGATIONS NATURELLES.

1. — A. DE LA SOURCE DES OBLIGATIONS NATURELLES. — Les engagements contractés en exécution d'une obligation naturelle sont affranchis des conditions de forme imposées aux dispositions à titre gratuit. *Trib. civ. d'Aurillac* 7 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 30 *novembre* 1906.

2. — Il n'y a pas lieu, à cet égard, de distinguer entre les obligations naturelles dont l'exécution serait un payement et les devoirs moraux dont l'accomplissement serait une libéralité. *Ibid.*

3. — En conséquence, peut être valablement contracté par acte sous seing privé l'engagement pris par une mère, à l'occasion du mariage de sa fille, de fournir à celle-ci et à son mari un logement, et à défaut de ce logement, de leur payer une certaine somme. *Ibid.*

4. — En effet, les parents étant tenus par une obligation naturelle de pourvoir à l'établissement par mariage de leurs

enfants, un engagement de cette nature doit être considéré comme l'exécution de cette obligation naturelle. *Ibid.*

5. — B. Effets de l'obligation naturelle. — La preuve d'une obligation alimentaire, contractée par un individu envers sa concubine et leurs enfants communs non reconnus, ne saurait résulter que d'un écrit, ou d'une preuve testimoniale, en cas de commencement de preuve par écrit. *Trib. civ. Boulogne-sur-Mer 9 août* 1906. *Gaz. Trib.* 27 *octobre* 1906.

6. — Les héritiers ne sauraient être tenus à l'exécution d'une obligation naturelle alimentaire contractée par leur auteur. *Ibid.*

OCCUPATION TEMPORAIRE.

V. *Travaux publies.*

OCTROI.

1. — A. Etablissement des octrois et des droits d'octroi. — Les droits d'octroi ne peuvent être imposés que sur des objets destinés à la consommation locale. *Cass.* 7 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 242. *D.* 472.1.1901.

2. — Spécialement une route nationale devant être considérée comme un objet d'intérêt général dont la destination est de mettre en relations diverses parties du territoire français et qui forme dans son ensemble un tout indivisible, le pont incorporé et classé comme annexe de la route nationale participe de ce caractere, et par suite les matériaux qui servent à son édification ne sont point assujettis aux droits d'octroi. *Ibid.*

3. — Vainement tirerait-on argument de ce que le tarif général annexé au décret du 12 février 1870 en affranchissant des droits d'octroi « les sables, cailloux et gravois destinés à la confection et à la réparation des chemins publics » aurait ainsi implicitement autorisé la taxation de tous les autres matériaux ayant la même destination et notamment des moellons et autres matériaux ayant servi à l'édification du pont : cette disposition ne peut viser des objets qui étaient déjà, en vertu de la loi, exemptés de tous droits, mais seulement des matériaux qui, employés à la confection des chemins affectés uniquement aux besoins de la circulation à l'intérieur du lieu sujet, auraient été imposables si l'exonération n'en avait été expressément prononcée. *Ibid.*

4. — Le concessionnaire d'un réseau de tramways dont certaines lignes sont urbaines et les autres suburbaines ne saurait être également exonéré pour les unes comme pour les autres des droits d'octroi sur les matériaux ayant servi à leur exécution dans le périmètre de la ville, s'il n'y a pas indivisibilité entre les différentes lignes. *Cass.* 9 *mai Gaz. Pal.* 1906.2.43. *D.* 467.1.1906.

5. — On doit considérer comme lignes suburbaines, affectées à un service général et exonérées des droits d'octroi celles qui, malgré la traversée de la ville, forment en quelque sorte un réseau complet, mettant en communication les diverses communes à travers lesquelles elles circulent ; tandis que le caractère urbain doit être attribué aux lignes exclusivement comprises dans le périmètre de l'octroi et correspondant à des besoins de circulation locale, d'un point à un autre de la ville. *Ibid.*

6. — D'autre part, le fait par un tramway urbain d'utiliser, en vue de la circulation, une partie minime d'une ligne suburbaine dans la traversée de la ville, ne change pas le caractère de celle-ci, et la partie ainsi rendue mixte n'en continue pas moins à bénéficier de l'exonération des taxes d'octroi, comme faisant partie, en réalité, du réseau suburbain. *Ibid.*

7. — L'admission à l'entrepôt pour les matières destinées au service de l'exploitation des chemins de fer s'applique à toutes les voies ferrées et en particulir aux tramways, lorsqu'ils parcourent plusieurs communes qu'ils font communiquer entre elles (Décr., 12 févr. 1870, art. 13). *Cons. d'Et.* 24 *juin* 1904. *S.* 1906.3. 125.

8. — En conséquence, lorsqu'une Compagnie de tramways intercommunaux doit, d'après son cahier de charges, se servir de la traction par chevaux pour le service de ses lignes, les fourrages destinés à la nourriture des chevaux, bien que consommés dans l'intérieur du lieu sujet, servent à l'exploitaion de la voie ferrée considérée comme formant dans son ensemble un tout indivisible, et le bénéfice de l'admission à l'entrepôt doit être accordé pour ces fourrages. *Ibid.*

9. — B. Franchises accordées au commerce et a l'industrie. — Passe-debout, transit et entrepôt. — En disposant que les employés de la Régie opéreront dans l'intérêt des communes comme dans celui du Trésor, chez « les entrepositaires au regard de la Régie et de l'octroi, ce du 9 décembre 1814 a simplement voulu prévenir un double exercice chez des individus qui seraient entrepositaires a uregard de la Régie et de l'octroi, mais il ne détermine point les conditions à remplir à l'entrepôt, spécialement vis-à-vis de la commune. *Cass.* 14 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.133. *Pand. franç.* 302.1. 1906.

10. — Dès lors, lorsque le règlement d'octroi d'une ville soumet cette admission à une décision spéciale du maire, un contribuable ne peut, en sa seule qualité d'entrepositaire vis-à-vis de la Régie, prétendre se soustraire au paiement immédiat des droits sur des vins en bouteilles trouvés en sa possession et ne figurant pas au règlement parmi les objets admis à l'entrepôt. *Ibid.*

11. — C. Compétence. — L'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur les contestations relatives à la perception des impôts indirects, et spécialement, des octrois et pour apprécier, en conséquence, la légalité des actes en vertu desquels la perception a eu lieu. *Cons. d'Et.* 12 *mai* 1905. *Pand. franç.* 31.4.1906.

12. — Dans ces conditions, si un particulier se croit fondé à prétendre qu'un décret a approuvé à tort la délibération d'un conseil municipal inscrivant la Végétaline au tarif de l'octroi, c'est devant l'autorité judiciaire qu'il doit faire valoir ses moyens, et le pourvoi formé devant le Conseil d'Etat n'est pas recevable. *Ibid.*

OFFICES.

1. — Fixation du prix. — Exagération frauduleuse du chiffre des produits. — Action en réduction. — Contre-lettres et traités secrets. — Le Tribunal saisi d'une opposition à un commandement par lequel un ancien notaire réclame à son concessionnaire le montant du prix de la cession de son office est compétent pour connaître des moyens de défense soulevés par la partie poursuivie, tant en la forme qu'au fond. *Nîmes* 2 *février* 1906. *Mon. jud. du Midi* 18 *novembre* 1906.

2. — Spécialement, ledit Tribunal peut connaître tant des exceptions de compensation, que le concessionnaire de l'office oppose à son prédécesseur, que de la demande tendant à la réduction du prix de l'office et basée sur la majoration frauduleuse de l'état des produits. *Ibid.*

OPERATIONS DE BOURSE.

V. *Agent de change, Commissionnaire en marchandises, Courtier, Effets publics.*

OPERATIONS SUR MARCHANDISES.

V. *Commissionnaire en marchandises.*

1. — Lorsqu'un contrat de marché direct sur des avoines est intervenu entre un donneur d'ordres et un courtier sous l'empire du règlement de la Bourse de commerce de Paris, lequel porte que l'état de cessation de paiements de l'un des contractants rend la liquidation obligatoire au cours moyen des cours pratiqués le lendemain du jour où cette situation a été annoncée, survenant la suspension de paiement du courtier, celuici est fondé à liquider la situation de son client dans les conditions prévues à la convention. *Trib. com. Seine* 3 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.390. *Loi* 5 *septembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 12 *septembre* 1906.

2. — Mais cette liquidation forcée ne remplaçant pas la réalisation normale de l'opération qui se produit au terme choisi par le donneur d'ordres qui a rétabli sa situation et ne pouvant dès lors être considérée comme une liquidation régulière quoique anticipée, il est de toute équité de faire supporter à la partie défaillante qui a rendu la liquidation obligatoire les conséquences et les frais d'une situation qu'elle a créée. *Ibid.*

OPPOSITION

V. *Jugements et arrêts par défaut.*

ORDONNANCE DE REFERE.

V. *Référé.*

ORDONNANCE DU JUGE.

V. *Legs.*

Ordonnance sur requête. — Compétence. — Procédure. — Voies de recours. — L'ordonnance autorisant, à la requête d'un percepteur, la vente d'objets saisis pour obtenir le paiement des contributions, est un acte de juridiction gracieuse et n'est susceptible d'aucun recours. *Trib. civ. Argentan* 30 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 2 *septembre* 1906.

ORDRE.

V. aussi *Inscription hypothécaire.*

1. — A. De l'ordre commercial. — Lorsqu'un ordre contractuel est reconnu nul ou non entièrement exécutable, il y a lieu à l'ouverture d'un ordre judiciaire. *Cass.* 26 *février* 1901. *D.* 1906.1.333.

Et on doit considérer comme nul l'ordre dressé par un notaire, sans que les acquéreurs y aient été représentés ou appelés, ou tous les créanciers, notamment les créanciers opposants, n'ont pas été admis ; où on voit figurer sans pouvoirs suffisants les représentants d'incapables auxquels le notaire a fait consentir, en dehors de tout payement actuel, des abandons de droits ou des mainle-

vées d'hypothèque ; dans lequel, enfin, le notaire a colloqué un créancier dont l'inscription était nulle et s'est colloqué lui-même au mépris des règles du notariat.

3. — B. De l'ordre judiciaire. — En déterminant impérativement les formes et les délais auxquels est soumis l'exercice de la faculté de contredire aux règlements des ordres ou de s'opposer à l'ordonnance de clôture, la loi a entendu mettre ces règlements et ordonnances à l'abri de toute critique du saisi et des créanciers qui y ont été parties, d'où il suit que le règlement définitif de l'ordre emporte autorité de la chose jugée entre les parties. *Paris* 15 *mai* 1906. *Gaz. trib.* 11 *juillet* 1906.

4. — En conséquence, le syndic de faillite qui fait annuler la cession d'une créance hypothécaire, consentie par le failli au profit d'un tiers, ne peut se faire substituer dans le bénéfice de la collocation définitive attribuée à ce tiers, dans le règlement de l'ordre, qu'au moyen de la tierce opposition. *Ibid.*

OUTRAGES.

V. *Presse-Outrage-Diffamation.*

OUVRIERS.

V. *Assurances terrestres, Louage d'ouvrage et de services, Responsabilité civile, Travail (Protection du).*

P

PACTE SUR SUCCESSION FUTURE.

V. *Succession.*

PAIEMENT.

V. aussi *Mandat, Notaire.*

1. — Preuve du paiement. — C'est à celui qui se prétend libéré à fournir la preuve de sa libération ; le fait par un débiteur d'avoir payé des factures postérieures à celle dont le paiement lui est réclamé ne constitue pas une preuve de sa libération. *Trib. com. Nantes* 21 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 326.1906.

2. — D'un autre côté l'oubli par un commerçant de mentionner sur un relevé de compte une facture antérieure à celle dont il réclame paiement ne le prive pas du droit de réclamer ultérieurement paiement de cette facture. *Ibid.*

3. — Les ventes d'animaux en foire étant, d'après l'usage, réputées faites au comptant, l'acheteur est présumé s'être libéré du prix au moment de la vente. *Trib. com. Nantes* 24 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 328.1906.

4. — Mais, lorsque les parties ont dérogé à l'usage, il appartient à l'acheteur qui reconnaît n'avoir pas payé comptant, de prouver sa libération ultérieure aux termes du droit commun. Et le Tribunal peut ordonner la preuve par témoins de sa libération, s'il l'appuie d'une articulation de faits pertinents, admissibles et susceptibles de se prêter facilement à une vérification. *Ibid.*

PARTAGE.

1. — A. Des formalités et conditions du partage fait en justice. — La Cour doit statuer sur l'appel formé à l'occasion d'une instance en partage et licitation d'usufruit, alors même qu'une autre instance, mais postérieure en date, ayant pour but la conversion de cet usufruit en une rente viagère aurait été introduite et serait pendante devant le Tribunal. *Lyon* 6 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 1er *septembre* 1906.

2. — B. Effets du partage. — Garantie des lots. — L'effet déclaratif de l'art. 883 C. civ. s'applique aussi bien à l'indivision entre cohéritiers qu'à l'indivision entre communistes, et, lorsque ces deux sortes d'indivision se succèdent, par suite de l'effet des décès, non suivis de partage de succession, c'est à l'origine même de ces indivisions qu'il faut remonter pour établir l'effet déclaratif du partage. *Trib. civ. Seine* 17 *avril* 1906. *Gaz. trib.* 14 *octobre* 1906.

3. — C. Droits des créanciers et des tiers. — L'art. 882 C. civ. ne s'applique qu'aux partages successoraux ou de communauté entre époux, et en aucune façon à l'indivision résultant d'une convention créée par la seule volonté des parties, notamment l'indivision résultant d'une convention insérée dans une donation partage. *Trib. civ. Nantes* 12 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.366.

4. — Lorsqu'il existe un partage réel au sens de l'art. 883 C. civ., même non enregistré, les créanciers des copartageants ne peuvent plus exercer en vertu de l'art. 1166 C. civ. l'action en partage qui est définitivement éteinte aux mains de leurs débiteurs. *Grenoble* 23 *décembre* 1904. *D.* 2.302.1906.

5. — Mais, au cas, d'une cession de droits successifs, qui ne fait pas cesser l'indivision entre tous les cohéritiers et, par suite, n'équivaut pas à partage dans le sens de l'art. 883 C. civ., les créanciers personnels de l'héritier cédant conservent le droit de provoquer le partage de la totalité de la succession, pour exercer, conformément à l'art. 2205 C. civ., leur action hypothécaire sur la part d'immeubles à échoir à leur débiteur. *Ibid.*

6. — Au surplus, un créancier est fondé à demander de son chef, conformément à l'art. 1167 C. civ., l'annulation d'une cession de droits successifs faite par son débiteur à l'un de ses cohéritiers, dans le seul but de soustraire à l'action dudit créancier la part que le cédant doit prendre dans la succession. *Ibid.*

PASSAGE.

V. *Servitudes.*

PATENTES.

1. — A. Personnes et professions assujetties ou non. — Réunion de personnes. — Epoux séparés. — Sociétés commerciales et en participation. — Un instituteur qui assure le fonctionnement de colonies scolaires organisées par les caisses des écoles de Paris en se chargeant, moyennant un prix déterminé, de recevoir pendant les vacances dans les locaux de l'école communale avec l'autorisation du Conseil municipal les maîtres et élèves de ces colonies n'exerce pas une profession au sens de l'art. 1er de la loi du 15 juillet 1880 et, par suite, c'est à tort qu'il est imposé à la patente comme tenant une pension bourgeoise. *Cons. d'Et.* 11 *novembre* 1904. *D.* 3.55. 1906.

2. — B. Décharge ou réduction, remise ou modération. — N'a pas droit à l'exemption de patente établie en faveur des éditeurs de feuilles périodiques, et doit être imposé en qualité d'entrepreneur d'insertions d'annonces et avis divers, un individu qui publie un recueil périodique uniquement consacré à l'insertion de l'horaire des Compagnies de chemins de fer, de renseignements divers et d'annonces. *Cons. d'Et.* 24 *février* 1904. *S.* 3.77.1906.

PATERNITE ET FILIATION.

V. *Filiation, Promesse de mariage-Séduction.*

PECHE.

1. — A. Pêche maritime. — Le décret du 13 septembre 1905, qui, par son art. 2, § 5, interdit la pêche du sprat pendant la nuit, n'ayant pas précisé ce qui constitue le temps de nuit, il convient d'interpréter le mot « nuit », non dans un sens scientifique, en telle sorte que la nuit comprendrait le temps qui s'écoule entre le coucher et le lever du soleil, calculés astronomiquement, mais dans son sens usuel et courant, de telle sorte que la nuit doit s'entendre du temps pendant lequel la clarté est insuffisante pour permettre de distinguer la forme et la couleur des objets. *Trib. corr. Quimper* 5 *décembre* 1905. *S.* 2.221.1906.

2. — La question de savoir si la pêche a eu lieu la nuit est ainsi une question de pur fait, pour la solution de laquelle les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation, eu égard aux circonstances de la cause. *Ibid.*

3. — Spécialement, ne saurait être considérée comme pêche de nuit la pêche effectuée avant l'heure légale du lever du soleil, si, à ce moment, la lumière était suffisante, non seulement pour distinguer vaguement les formes et les couleurs, mais même pour permettre de relever, à une certaine distance, les numéros des bateaux, ainsi que l'a fait l'inspecteur des pêches. *Ibid.*

4. — En tout cas, on ne saurait prendre en considération, pour la détermination du temps de nuit, les heures auxquelles les phares sont allumés et éteints. *Ibid.*

5. — B. Pêche fluviale. — Ne saurait être considérée comme ligne flottante, bien qu'elle présente certains des caractères de la ligne à cuiller, la ligne munie de trois cuillers, enroulée sur un treuil muni d'un ressort à grelot, lestée à son extrémité d'un plomb unique, et avec laquelle on peut tenir légèrement enclanchée la manivelle du treuil et éviter de tenir la ligne constamment à la main. *Cass.* 1er *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.170. *Gaz. Trib.* 20 *octobre* 1906. *D.* 1.456.1906.

6. — Peu importe que ladite ligne soit ou puisse être tenue à la main, si cette situation est accidentelle et si, normalement, la ligne est retenue par un treuil et peut fonctionner automatiquement. *Ibid.*

PEINES.

De l'amende. — L'art. 55 C. pén. qui déclare que tous les individus condamnés pour un même crime ou un même délit seront tenus solidairement des amendes n'étend pas cette règle aux contraventions de simple police, lesquelles, dès lors, n'en peuvent recevoir l'application qu'en vertu d'un code spécial. *Cass.* 23 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.490.

PENSION ALIMENTAIRE.

V. *Aliments, Divorce.*

PENSIONS ET TRAITEMENTS.

V. aussi *Caisse de secours et de Retraites*, *Saisie-arrêt*.

1. — A. Des pensions civiles. — L'ordonnance du 12 avril 1831, qui porte règlement pour les pensions de retraite des employés de la préfecture de police, n'admettant l'entrée en compte des services civils antérieurs à ceux rendus dans l'Administration de la Ville de Paris qu'en faveur de ceux qui étaient employés de la préfecture de police au moment de la mise en vigueur de ladite ordonnance, un sous-brigadier de gardiens de la paix, incorporé en 1879, n'est pas fondé à demander qu'il soit tenu compte, pour la liquidation de sa pension, de ses services antérieurs comme préposé des douanes. *Cons. d'Et.* 20 *mai* 1904. *S.* 110.3.1906.

2. — B. Pensions militaires de l'armée de terre. — Le bénéfice de l'art. 11 de la loi du 11 avril 1831, d'après lequel la pension de retraite de tout sous-officier, caporal ou brigadier qui comptait douze années accomplies d'activité dans son grade était augmentée d'un cinquième, a été retiré notamment aux sous-officiers de l'armée de terre par l'art. 30, § 3, de la loi du 18 mars 1889, qui abroge expressément et sans réserve en ce qui les concerne l'art. 11 précité. *Cons. d'Et.* 16 *décembre* 1904. *D.* 71.3.1906.

3. — L'art. 3 de la loi du 8 août 1883, qui a maintenu le bénéfice du cinquième accordé dans les mêmes conditions par l'art. 11 de la loi du 18 avril 1831 aux sous-officiers de l'armée de mer, n'est pas applicable aux sous-officiers de l'armée de terre dont la pension est liquidée par application de la loi du 11 avril 1831. *Ibid.*

4. — Un Français, engagé dans un régiment français et ayant déserté, qui s'est engagé dans la légion étrangère sous un nom supposé, peut demander que ses services effectifs dans l'armée et dans la légion soient comptés pour la liquidation de sa pension de retraite, bien que, à la suite d'une amnistie, l'autorité militaire ait annulé son engagement dans la légion, et l'ait autorisé à servir sous son véritable nom. *Cons. d'Et.* 7 *juillet* 1905. *Pand. franç.* 40.4.1906.

5. — A droit à pension un officier de réserve qui, à la suite de fatigue exceptionnelle par lui éprouvée en service commandé, est atteint d'une affection qui le met hors d'état de rester en activité et lui ôte la possibilité d'y rentrer ultérieurement. *Cons. d'Et.* 7 *et* 20 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *août* 1906.

6. — Lorsqu'un soldat envoyé à l'infirmerie à la suite d'un accident en service commandé a dû reprendre son service quelques jours après, que, malgré ses plaintes réitérées, il n'a été mis en observation à l'hôpital que deux mois environ plus tard et qu'il a été atteint d'une infirmité incurable, le mettant hors d'état de pourvoir à sa subsistance, il a droit à une pension pour infirmités. *Cons. d'Et.* 13 *janvier* 1905. *D.* 83.3.1906.

7. — Le temps passé au service entre la date du décret accordant une pension et le jour de la radiation des contrôles doit entrer en compte dans la liquidation d'une pension, alors même que le militaire aurait dû, par application des règlements, être libéré du service à une date antérieure à la radiation. *Cons. d'Et.* 11 *mars* 1904. *S.* 86.3.1906.

8. — C. Pensions militaires de l'armée de mer. — D'après l'art. 3 de la loi du 11 avril 1831, le service des marins incorporés dans l'armée de terre leur étant compté, pour le temps antérieur à cette incorporation, d'après les lois qui régissent les pensions de l'armée de mer, il s'ensuit qu'un médecin des troupes coloniales, dont les campagnes ont été accomplies antérieurement à la loi du 7 juillet 1900, rattachant les troupes coloniales à l'armée de terre, n'est pas fondé à soutenir que, par le fait de son admission à la retraite après la promulgation de cette loi, il a droit de voir, pour la liquidation de sa pension, ses campagnes comptées, non pas d'après les règles établies par la loi du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de mer, mais conformément à la loi du 11 avril 1831, désormais applicable aux officiers des troupes coloniales. *Cons. d'Et.* 17 *juin* 1904. *S.* 123.3.1906.

PEREMPTION D'INSTANCE.

1. — A. Des personnes qui ont qualité pour demander la péremption. — Le défendeur à l'instance principale peut demander la péremption de l'instance, alors même que les derniers errements de la procédure auraient eu lieu à la suite de l'opposition par lui formée à un jugement par défaut. *Trib. com. Seine* 15 *mai* 1906. *Loi* 25 *juin* 1906.

2. — B. Délais. — Actes qui interrompent, suspendent ou couvrent la péremption. — La péremption d'instance est acquise quand aucun acte de procédure n'est intervenu pendant plus de trois ans. *Riom* 7 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 25 *tobre* 1906.

3. — En cas de faillite, il n'y a pas lieu d'augmenter ce délai de six mois pour reprise d'instance, l'art. 345 du même code édictant que le changement d'état des parties n'empêche pas la continuations des procédures. *Ibid.*

4. — La péremption d'instance n'a pas lieu de droit ; elle se couvre par les actes valables faits par l'une ou l'autre des parties avant la demande en péremption. Lorsque cette demande est couverte, le Tribunal doit l'écarter d'office comme irrecevable. *Trib. com. Nantes* 31 *janvier* 1906. *Rec. Nantes* 274.1906.

5. — La péremption d'une instance ne peut être interrompue que par un acte ayant pour objet la continuation de l'instance et on ne peut considérer comme interruptif de la péremption le fait par la partie poursuivante, pendant le cours de l'instance restée impoursuivie, d'avoir suivi sur une procédure de distribution étrangère à l'instance engagée et d'avoir obtenu une collocation qui a eu pour effet de diminuer le montant de la créance. *Trib. civ. Rennes* 5 *juin* 1906. *Loi des* 22, 23 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 5 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 16 *août* 1906.

6. — C. Effets de la péremption. — Lorsque, après cassation d'un arrêt, le demandeur principal laisse, en appel, périmer l'instance, c'est lui qui, conformément à la disposition formelle de l'art. 401 C. pr. civ., doit être condamné aux dépens. *Aix* 2 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 1er *août* 1906.

7. — D. Péremtion en justice de paix. — Aux termes de l'art. 15 C. pr. civ., devant le Tribunal de paix, toute cause doit être, à peine de péremption, d'anéantissement de l'instance, jugée définitivement, au plus tard, dans le délai de quatre mois du jour du jugement interlocutoire. *Trib. paix Paris* 5 *octobre* 1906. *Gaz. Trib.* 7 *novembre* 1906. *Loi* 21 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 20 *novembre* 1906.

8. — Une partie n'a pas le droit d'exciper de la péremption qui aurait frappé un jugement préparatoire ordonnant une expertise, faute d'exécution dans le délai prévu par l'art. 15 C. pr. civ., si elle a renoncé implicitement à ce moyen en concluant au fond, lorsque l'affaire est revenue tardivement à l'audience, après l'expertise. *Trib. civ. Sousse* 22 *mars* 1900. *Journ. trib. Tunisie* 553.1906.

PERSONNES CAPABLES ET INCAPABLES DE DISPOSER OU DE RECEVOIR.

V. *Capacité de disposer ou de recevoir entre vifs ou par testament.*

PHARMACIE-PHARMACIEN.

V. *Médecine-Chirurgie-Pharmacie.*

PILOTE-PILOTAGE.

V. *Abordage*, *Navigation.*

POIDS ET MESURES.

1. — A. Dispositions générales. Professions assujetties a se munir de poids et mesures. Des vérificateurs et de la vérification et surveillance. — L'art. 10 de l'ordonnance du 17 avril 1839 qui exige que tous les poids et mesures nouvellement fabriqués ou rajustés soient présentés à la vérification et poinçonnés avant d'être livrés au commerce, contient une prescription qui, édictée dans un intérêt général, est absolue: elle atteint les poids qui, après avoir été dans le commerce, ont été soumis à une opération de rajustage, aussi bien que ceux qui sont livrés au public pour la première fois. *Cass.* 3 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.450, *Loi* 29 *décembre* 1906.

2. — Pour les poids rajustés, l'obligation incombe à celui qui a opéré le rajustage, quelle que soit sa qualité et sa profession, au simple ouvrier aussi bien qu'au fabricant ou au marchand. *Ibid.*

3. — L'art. 479, n. 6 C. pén. n'est applicable qu'à la détention des faux poids et des fausses mesures dans les magasins, boutiques, ateliers et maisons de commerce. *Cass.* 9 *janvier* 1904. *S.* 304. 1.1906.

4. — D'autre part, de la combinaison de la loi du 4 juillet 1837 et de l'ordonnance du 17 avril 1839, il résulte que l'assortiment des poids et mesures n'est obligatoire que pour ceux qui exercent une profession industrielle ou commerciale. *Ibid.*

5. — Telle n'est point la situation d'une société de bienfaisance, qui délivre des denrées alimentaires en échange de bons distribués pour la plupart par les mairies et la charité publique, alors surtout que ces portions sont délivrées dans la consistance matérielle où elles sont offertes, et non au poids et à la mesure, et qu'eu égard à la très minime valeur de l'indemnité perçue, elles ont pour la société une conséquence certaine et prévue de perte. *Ibid.*

6. — Et l'on ne saurait appliquer à une telle société, reconnue d'utilité publique, les prescriptions de l'art. 24 de l'ordonnance royale du 17 avril 1839, concernant la vérification périodique des poids et mesures imposée aux établissements publics. *Ibid.*

7. — B. Législation pénale. Des contraventions et de leur répression. — La preuve de la fausseté de l'instrument dans une poursuite pour détention d'un instrument de pesage inexact peut être faite par témoins, à défaut de constatation par un officier de police judiciaire. *Cass.* 12 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.1.661, *Pand. franç.* 269.1.1906.

8. — C. Des poids publics. — Les dispositions des lois et règlements qui établissent le monopole des peseurs ou

mesureurs publics constituant une dérogation au droit commun, suivant lequel toute personne peut peser ou mesurer elle-même des marchandises, l'application de ces dispositions doit être exactement contenue dans la limite des termes dans lesquels elles sont conçues. *Trib. corr. Aix* 13 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 27 *novembre* 1906.

9. — En conséquence, l'arrêté du deuxième jour complémenaire de l'an XI, qui autorise l'exécution à Marseille de la loi du 29 floréal an X, limitant aux cas d'achat et de vente l'intervention obligatoire des peseurs jurés, ne saurait être appliqué aux opérations de pesage qui ne se rattachent pas à une vente, et spécialement à celles qu'effectue une Compagnie de chemins de fer (la Compagnie P.-L.-M.) qui prend des colis en charge sur ses voies d'un port maritime, en vue d'assurer le payement de ses taxes de transport; ces pesées, en effet, sont faites par la Compagnie pour son propre compte. *Ibid.*

POMPES FUNEBRES.

V. *Sépulture.*

POSSESSION.

V. *Action possessoire, Revendication.*

POSTES-TELEGRAPHES-TELEPHONES

1.— A. De la poste aux lettres.— Le journal qui comprend deux parties, dont l'une est imprimée à Paris et l'autre en province n'est complet et parachevé que par la réunion de ces deux parties, et doit bénéficier de la réduction de taxe applicable aux journaux expédiés dans le département lui-même et dans les départements limitrophes, au lieu où la réunion des deux parties ayant été effectuée, l'expédition en a été faite. *Cass. req.* 14 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.178, *Gaz. Trib.* 9 *octobre* 1906.

2. — Dès lors, la demande en restitution de taxes illégalement perçues par l'administration des Postes, pour le transport des journaux est de la compétence des juridictions de droit commun suivant les principes généraux de la compétence. *Ibid.*

3. — Joue le rôle d'un exprès dont l'emploi est autorisé par la déclaration du 10 juillet 1759, et par les règlements de l'Administration des Postes, le charretier-livreur au service d'un marchand de combustible qui reçoit d'un employé de cette maison pour la transporter au siège social, et la place à cet effet, dans une boîte « ad hoc », fixée à sa voiture, une carte émanant d'un client et contenant une réclamation adressée au patron. *Paris* 13 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.497, *Gaz. Trib.* 18 *novembre* 1906. *Cf. Orléans* 17 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 9 *septembre* 1906.

4. — En conséquence, s'agissant, dans l'espèce, d'un envoi expédié par un particulier à un autre particulier, le transport est licite, et ce charretier-livreur n'ayant commis aucun délit, le patron ne saurait être recherché comme civilement responsable du fait de son préposé. *Ibid.*

5. — B. Compétence et procédure. — Si les sommes fixées par les tarifs postaux représentent à la fois le paiement du service rendu par l'Administration pour le transport des lettres et imprimés et une taxe fiscale, elles peuvent bien constituer ainsi, en une certaine mesure, un impôt indirect, mais elles n'ont pas le caractère des contributions indirectes proprement dites et

ne sauraient être, par suite, soumises à la compétence et à la forme de procéder fixées par l'art. 88 de la loi des 5-15 ventôse an XII. *Cass.* 14 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.178, *Gaz. Trib.* 9 *octobre* 1906.

POURVOI.

V. *Cassation.*

PREFECTURE-PREFET.

V. *Règlement administratif.*

PRESCRIPTION CIVILE.

V. aussi *Frais et dépens, Responsabilité civile.*

Index alphabétique

Action en réclamation de salaire 13, 16.
Bonne foi 6.
Cas de force majeure 18.
Cessation de la prescription 9.
Compte arrêté 10.
Contestation de la dette 15.
Effets à l'égard des créanciers privilégiés 1.
Entrepreneur 7.
Interruption 1 et s., 18.
Maladie du créancier 18.
Marchands 7.
Paiement d'une partie de la dette 3.
Prescription de cinq ans 12.
Prescription de dix ans 6.
Prescription de trente ans 4, 11.
Prescription de six mois 13.
Prescription d'un an 7, 15.
Présomption de paiement 8, 16.
Reconnaissance de dette 3, 14.
Titre écrit 11.

§ I. — *De la prescription en général* (n. 1).

§ II. — *Des différentes prescriptions en particulier* (n. 4).

§ I. — *De la prescription en général.*

1. — Interruption de la prescription. — Les actes du débiteur interruptifs de la prescription, comme le paiement des intérêts, sont opposables aux créanciers même hypothécaires ou privilégiés. *Chambéry* 19 *février* 1906. *Mon. jud. Lyon* 23 *juillet* 1906.

2. — L'aveu du débiteur en cette matière n'est prohibé par aucun texte de loi et ne peut tomber sous l'application de l'art. 2223 C. civ. qui ne vise qu'une renonciation à une prescription acquise. *Ibid.*

3. — Le paiement d'une partie de la dette constitue plus qu'une interruption de la prescription: c'est une reconnaissance des droits du créancier. *Trib. paix Paris* 6 *décembre* 1906. *Loi* 17 *décembre* 1906.

§ II. — *Des différentes prescriptions en particulier.*

4. — A. Prescription de trente ans. — L'action introduite contre un notaire, à raison du préjudice résultant de la nullité d'un contrat de mariage, se prescrit par trente ans. *Riom* 17 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.237. *Gaz. Trib.* 2 *novembre* 1906.

5. — Et le point de départ de cette prescription est au jour de la passation de l'acte, sans que la partie qui l'invoque puisse, pour le faire reporter au jour où cet acte a été annulé, arguer de l'ignorance où elle se trouvait jusque-là de la nullité qui le viciait. *Ibid.*

6. — B. Prescription de dix à vingt ans. — La bonne foi qui, avec le juste

titre, est la condition indispensable de la prescription de dix à vingt ans, doit s'entendre de la croyance pleine et entière où se trouve l'acquéreur, au moment de son acquisition, des droits de son auteur à la propriété des droits qu'il lui transmet ; le doute, sur ce point, est exclusif de la bonne foi. *Cass.* 22 *mai* 1906. *Gaz. Pal* 1906.2.35. *D.* 351. 1906. *Pand. franç.* 280.1906.

7. — C. Prescription d'un an. — La prescription annale établie par l'art. 2272, 2e C. civ., en ce qui concerne les marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands, ne peut être opposée à l'entrepreneur de profession qui agit en paiement des travaux de son état, alors même qu'à l'occasion de ces travaux, il aurait fait des fournitures pour le compte de son client. *Trib. paix Paris* 25 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 30 *octobre* 1906.

8. — D. Règles communes aux prescriptions de courte durée. — Les prescriptions de courte durée, édictées par les art. 2271, 2272, 2273 C. civ., reposent sur une présomption de paiement et sur l'impossibilité où le débiteur se trouverait après l'expiration d'un certain délai, de faire preuve de sa libération. *Trib. paix Paris* 9 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 28 *novembre* 1906. *Cf. Trib. paix Paris* 9 *août* 1906. *Mon. jud. Lyon* 20 *septembre* 1906.

9. — D'après l'art. 2274, ces prescriptions cessent de courir, « lorsqu'il y a eu comptes arrêtés, cédule ou obligation, ou citation en justice non périmée ». Et ces divers actes n'interrompent pas seulement la prescription, ils l'intervertissent, c'est-à-dire que la nouvelle prescription qui pourra courir au profit du débiteur ne sera plus celle qu'il pouvait invoquer auparavant, mais bien la prescription de droit commun ou trentenaire. *Ibid.*

10. — La convention écrite par laquelle le créancier et le débiteur stipulent qu'un prix précédemment fixé sera payable par portions, à des époques déterminées, équivaut au compte arrêté dont parle le susdit article, et s'oppose, en conséquence, au cours de la prescription annale. *Ibid.*

11. — Bien que le résultat obtenu soit le même, le texte dont il s'agit ne s'applique pas au cas où, dès le début, un écrit aura été dressé entre les contractants. Le soin pris de donner au créancier un titre écrit prouve que les parties ont cru que ce titre pourrait lui être nécessaire, et que la créance n'allait pas être immédiatement soldée. La seule prescription applicable, dans cette éventualité, est encore la prescription trentenaire. *Ibid.*

12. — Dans l'hypothèse où le prix des marchandises est stipulé payable partiellement, à des échéances convenues, la prescription quinquennale édictée par l'article 2277 ne saurait non plus être admise. La disposition finale de ce texte doit être restreinte aux créances qui ont quelque chose d'analogue aux arrérages de rentes, aux pensions alimentaires, aux loyers et fermages, aux intérêts des sommes prêtées ; elle n'a en vue que les sommes qui ont le caractère de revenus ; elle ne s'occupe que du produit d'une chose, et de ses accessoires destinés par leur nature à être consommés pour les besoins journaliers de l'individu ; mais elle laisse intacts les capitaux dont la conservation est plus précieuse et devait être assurée par une plus longue prescription trentenaire. *Ibid.*

13. — La prescription de six mois édictée par l'art. 2271 C. civ. pour les actions intentées par les ouvriers en réclamation de leurs salaires étant fondée sur une présomption de paiement,

est inapplicable dans le cas où celui qui l'invoque a, expressément ou implicitement, reconnu n'avoir pas payé la somme réclamée. *Cass.* 16 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.164. *Cf. Cass.* 8 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.164. *S.* 400.1.1906. *D.* 366.1.1906.

14. — Dès lors, le patron, actionné par un ouvrier en paiement de sommes indûment retenues sur son salaire, ne peut invoquer la prescription si, en se prévalant de ce que ses ouvriers ont accepté pendant plusieurs années ces retenues et de sa bonne foi, il a ainsi reconnu implicitement qu'il n'avait pas payé. *Ibid.*

15. — Lorsque la partie assignée conteste, pour une partie considérable, l'existence même de la dette dont le paiement lui est réclamé en vertu d'un relevé de compte, elle se rend, par là, inadmissible à invoquer le bénéfice de la prescription annale. *Trib. paix Paris* 6 *décembre* 1906. *Loi* 17 *décembre* 1906.

16. — S'il est vrai que la prescription d'un an, introduite par l'art. 2212 C. civ., notamment en fait de salaires, repose sur une présomption légale de paiements, cette prescription n'est pas opposable, soit lorsque le débiteur nie l'existence de la créance, soit quand le créancier a été dans l'impossibilité d'agir. *Trib. Paix Paris* (XIV) 2 *août* 1906. *Loi* 11 *août* 1906. *Cf. Trib. paix Paris* 15 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 28 *novembre* 1906.

17. — Et les tribunaux apprécient souverainement les circonstances constitutives de cette impossibilité. *Ibid.*

18. — Par exemple, dans l'hypothèse où le créancier, atteint d'une fièvre typhoïde, avec rechute, d'une gravité exceptionnelle, s'est trouvé, pendant sa maladie, dans un délire presque continuel et, pendant sa convalescence, dans un état de faiblesse cérébrale qui ne lui a permis de faire aucun effort intellectuel ni de s'occuper d'aucune affaire sérieuse, il y a là pour lui un cas de force majeure justifiant suffisamment l'impossibilité d'agir de sa part, et mettant obstacle à ce que le débiteur lui oppose la prescription d'un an. *Ibid.*

PRESCRIPTION CRIMINELLE.

Presse-outrage-diffamation.

1.— A. PRESCRIPTION DE L'ACTION CIVILE RÉSULTANT DES CRIMES, DÉLITS ET CONTRAVENTIONS. — La prescription de l'action civile devant les tribunaux civils n'est pas d'ordre public. Les parties peuvent donc y renoncer. Et cette renonciation peut être tacite. *Lyon* 23 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 26 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 23 *août* 1906, *Loi* 5 *juillet* 1906.

2. — Du reste, la prescription pénale n'est pas applicable à l'action civile qui ne puise pas exclusivement et uniquement sa source dans le délit. Il en est ainsi de l'action qui tend à établir l'existence d'un testament lacéré, puisque les droits qu'invoque le bénéficiaire du testament sont antérieurs à la lacération. *Ibid.*

3. — B. INTERRUPTION ET SUPPRESSION. — Un jugement de remise de cause contradictoire et dûment constatée, constitue un acte d'instruction, dans le sens de l'art. 637 C. instr. crim., de nature à interrompre la prescription. (C. instr. crim., art. 637.) *Cass.* 3 *mai* 1906. *Pand. franç.* 225.1.1906.

PRESOMPTION.

V. *Preuve testimoniale.*

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION.

Index alphabétique

Action en dommages-intérêts 28 et s.
Affaire des fiches 15.
Agent de compagnie de chemin de fer 13.
Bruits injurieux 8.
Caractères de la diffamation 14 et s.
Circulaire diffamatoire 21.
Colportage 5.
Commissaire de police 8, 12.
Compte rendu de débats judiciaires 1, 25.
Cris de hou! hou! 8.
Débats judiciaires 1, 25.
Délai de citation 33.
Diffamation 14 et s.
Diffamation électorale 33.
Droit de réponse 1 et s.
Excuses 32.
Expédition sous pli non fermé 23.
Gérant de journal 27.
Injures par lettre 24
Intention de nuire 18.
Juge de paix 16.
Officier 15.
Outrages aux agents 8 et s.
Personnes responsables 27.
Poursuites 28 et s.
Prescription de trois mois 28, 31.
Procédure 33.
Provocation 32.
Publicité de la diffamation 22.

---

§ I. — *Police générale de la presse et autres moyens de publication* (n. 1).

§ II. — *Des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication* (n. 8).

§ III. — *Des poursuites et de la répression* (n. 27).

§ IV. — *De la procédure* (n. 33).

---

§ I. — *Police générale de la presse et autres moyens de publication.*

1. — A. DE LA PRESSE PÉRIODIQUE. — Lorsqu'un journal a rendu compte de débats judiciaires et qu'une des personnes intéressées à ces débats a adressé au directeur du journal, en réponse au compte rendu, une lettre dont il demande l'insertion sous prétexte qu'elle constituait un rectification et un complément du compte rendu précédemment publié, c'est à bon droit que le journal s'est refusé à insérer cette lettre si elle n'était écrite par le signataire que dans son intérêt propre et sans indication des moyens que l'adversaire avait opposés. *Cass.* 9 *février* 1906. *Mon. jud. Lyon* 2 *octobre* 1906.

2. — Si l'action civile née d'un refus d'insertion peut s'éteindre par l'effet de la prescription, le droit de réponse, distinct de cette action, n'en subsiste pas moins. En conséquence, tout particulier nommé ou désigné dans un journal conserve le droit de réponse que lui confère l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881, malgré la prescription du refus d'insertion. Son droit n'est épuisé que par l'insertion de la réponse. Il peut donc, nonobstant l'extinction, exercer à nouveau son droit par une autre réquisition. *Aix* 7 *août* 1906. *Mon. jud. Midi* 1906.275.

3. — Il importe peu que la réponse dont l'insertion est demandée soit toujours la même. Il ne saurait y avoir chose jugée à son égard, tant qu'il n'a pas été statué sur son caractère insérable. *Ibid.*

4. — La vivacité d'une réponse s'explique par la violence de l'attaque, et la Cour de cassation a un pouvoir souverain d'appréciation en ce qui concerne la teneur d'une réponse critiquée par les juges du fond. *Ibid.*

5. — B. COLPORTAGE ET VENTE SUR LA VOIE PUBLIQUE. — L'art. 18 de la loi du 29 juillet 1881 ne soumet à l'obligation de la déclaration que celui qui veut exercer la profession de colporteur et de distributeur, l'art. 20 de ladite loi affranchissant expressément de toute déclaration la distribution ou le colportage accidentels (L. 29 juillet 1881, art. 18 et 20). *Cass.* 13 *juin* 1902. *S.* 366.1.1906.

6. — Le procès-verbal d'un garde-champêtre ne faisant foi que jusqu'à preuve contraire, le juge peut, à la suite d'une enquête régulièrement faite à l'audience, déclarer que les faits relevés à la charge du prévenu constituent un colportage accidentel, et relaxer celui-ci de la poursuite de contravention à l'art. 18 de la loi de 1881 pour défaut de déclaration relevée par le procès-verbal du garde-champêtre (C. instr. crim. 154; L. 29 juillet 1881, art. 18 et 20). *Ibid.*

7. — C. DES AFFICHES ET DES AFFICHEURS. V. *Suprà*, V° AFFICHES.

§ II. — *Des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication.*

8. — A. OUTRAGES ENVERS LES PERSONNES REVÊTUES D'UN CARACTÈRE PUBLIC. — Le cri de « hou! hou! », alors qu'il n'est pas établi qu'en le proférant le prévenu l'ait adressé à un commissaire de police, peut ne pas constituer le délit d'outrage, mais il peut être retenu comme contravention de bruits injurieux. (Art. 479, n° 8 C. pén. *Montpellier* 7 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 24 *juin* 1906.

9. — Les présidents et membres d'un bureau de bienfaisance, n'étant pas nommés par le pouvoir exécutif, ne sauraient être considérés comme citoyens chargés d'un service public ; en conséquence, les injures qui leur sont adressées ne tombent pas sous le coup de l'article 224 C. pén. *Trib. corr. Lille* 24 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 20 *septembre* 1906.

10. — L'art. 224 C. pén. est applicable au cas d'outrages envers un dépositaire de l'autorité publique alors même que celui-ci ne se serait pas conformé aux prescriptions des art. 3 de la loi du 7 juin 1848, et 4 du décret du 29 décembre 1905, l'existence du délit prévu par ce texte n'étant pas subordonnée à la régularité absolue des formes avec lesquelles procèdent les dépositaires de l'autorité publique. *Caen* 7 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.499. *Mon.-jud. Lyon* 15 *novembre* 1906.

11. — La disposition de l'art. 222 C. pén. a pour but de protéger contre l'outrage les représentants apparents de l'autorité publique agissant dans l'exercice de leurs fonctions sans que hors le cas d'illégalité flagrante, l'auteur de l'outrage puisse invoquer la nullité de la loi ou du décret en vertu desquels cette action a été exercée. *Douai* 30 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.36.

12. — Dès lors est protégé par cette disposition le commissaire de police qui agit hors de sa circonscription territoriale du moment qu'il est constant qu'un décret du président de la République en date du 26 février 1906 a étendu jusqu'à nouvel ordre la compétence territoriale des commissaires centraux et de police et qu'à le supposer illégal ou non publié régulièrement, ce fait n'a pu faire disparaître le caractère de magistrat de l'ordre administratif attaché à la personne dudit commissaire de police. *Ibid.*

13. — Est nul pour défaut de motifs l'arrêt qui prononce une condamnation pour outrages envers l'agent d'une Compagnie de chemins de fer préposé à l'enregistrement des bagages, et à ce titre citoyen chargé d'un ministère de service public, sans indiquer qu'il s'agit ou non d'un agent assermenté de la Compagnie, et sans mentionner les circonstances dans lesquelles se seraient accomplis les faits de la prévention. *Cass.* 17 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.51. *S.* 424.1.1906.

14. — B. DE LA DIFFAMATION. — Constituent le délit de diffamation prévu et puni par les articles 23, 32, 42, 43, 44 de

la loi du 29 juillet 1881 les imputations de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération d'un candidat aux élections sénatoriales. *Amiens* 28 *juin* 1906. *Loi* 17 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 27 *juillet* 1906.

15. — L'imputation dirigée contre un officier supérieur d'être l'auteur de fiches de renseignements sur les officiers d'une garnison, atteint cet officier dans son honneur, dans sa considération, dans sa dignité d'homme et de soldat, dans ses intimes sentiments de délicatesse, dans ses relations avec ses chefs, ses subordonnés et ses camarades et peut-être dans sa santé. *Trib. corr. Nancy* 12 *juillet* 1906. *Loi* 6 *octobre* 1906. *Gaz. Trib.* 11 *octobre* 1906 *Mon. jud. Lyon* 13 *octobre* 1906.

16. — Constitue une diffamation, bien que procédant par insinuation, l'article de journal qui allègue, clairement et à première vue pour tous qu'un suppléant de juge de paix, qui n'avait d'ailleurs encore ni exercé ses fonctions, ni même prêté serment, ni été installé, a été contraint de donner sa démission, par suite des résultats défavorables d'une enquête ouverte sur son compte, ledit article renfermant l'imputation de faits précis de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération (L. 29 juillet 1881, art. 29.) *Paris* 18 *juillet* 1905. S. 1906.2.123.

17. — La mauvaise foi des diffamateurs résulte non seulement de leur intention de faire échec à la candidature de la personne diffamée, mais encore et surtout de l'inexactitude et de la fausseté, avérées et flagrantes, des imputations diffamatoires. *Amiens* 28 *juin* 1906. *Loi* 17 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 27 *juillet* 1906.

18. — En cas de poursuite pour diffamation, ne saurait valablement arguer de l'absence de l'un des éléments constitutifs de ce délit : l'intention de nuire, le négociant qui, lésé dans ses intérêts purement commerciaux par la réclame excessive et peu scrupuleuse d'un concurrent, en arrive, pour se défendre, à diriger contre ce dernier des imputations diffamatoires. *Aix* 29 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.200.

19. — Et vainement l'inculpé soutiendrait à sa décharge, qu'en agissant comme il l'a fait, il a eu principalement en vue un intérêt public, alors que c'est sans mandat qu'il s'est institué le défenseur des négociants de sa localité se livrant au même commerce que lui. *Ibid.*

20. — On ne peut, en effet, voir, en pareil cas, le but sérieux et légitime de nature à justifier le moyen employé, dût ce moyen porter atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne. *Ibid.*

21. — En matière de diffamation, la publicité nécessaire à l'existence juridique du délit est suffisamment constituée par le fait, de la part d'un commerçant, d'avoir adressé par la poste une circulaire diffamatoire pour un concurrent à un grand nombre de courtiers qualifiés par l'expéditeur, de « représentants », alors qu'il est constant qu'il en est beaucoup qui n'ont dû que fort rarement, pour ne pas dire jamais, avoir été en rapport d'affaires avec lui. *Ibid.*

22. — Au surplus, la publicité résulterait suffisamment de cette seule circonstance que la circulaire incriminée a été expédiée par la poste sous enveloppe non fermée, tout aussi bien que si l'expédition avait eu lieu sous bande. *Ibid.*

23. — Il n'y a, en effet, aucune distinction à faire entre les deux modes d'envoi, puisque dans le premier cas, de même que dans le second, les employés des postes ont le droit, et même le devoir d'examiner la bande ou l'enveloppe pour s'assurer qu'aucune infraction n'est commise aux règlements ou à la loi, en matière d'expeditions postales. *Ibid.*

24. — Une lettre même close peut, à raison des termes dans lesquels elle est conçue, donner lieu à une action civile en dommages-intérêts devant la justice de paix pour diffamation ou injure, sauf pour le juge à examiner dans quelle mesure cette lettre serait une réponse à une autre lettre précédemment reçue par le demandeur. *Trib. paix Paris* (XIV^e^) 19 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 10 *août* 1906.

25. — C. Immunités diverses. — Le compte rendu fidèle des débats judiciaires visé par la loi du 21 juillet 1881 consiste essentiellement dans la reproduction des prétentions contraires, attaque et défense, qui constituent l'ensemble d'un débat. *Cass.* 9 *février* 1906. *Mon. jud. Lyon* 2 *octobre* 1906.

26. — N'aurait pas ce caractère la lettre dont l'insertion serait demandée et qui n'offrirait qu'un côté du débat ; elle ne jouirait pas, dans ces conditions, de l'immunité édictée par l'article 41, § 3 de la loi du 20 juillet 1881, si elle était injurieuse pour un tiers. *Ibid.*

§ III. — *Des poursuites et de la répression.*

27. — A. Des personnes responsables. — Un gérant de journal, comme toute autre personne, est responsable du dommage causé par sa faute, son imprudence ou sa négligence, sans que rien dans la loi du 29 juillet 1881 apporte une dérogation aux principes de droit commun. *Trib. paix Carhaix* 16 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.312.

28. — B. De la prescription. — L'action en dommages et intérêts pour diffamation non publique, lorsqu'elle est portée devant la juridiction civile, est soumise à la prescription de trois mois établie par la loi du 29 juillet 1881. *Trib. paix Pessac* 26 *décembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 11 *septembre* 1906.

29. — La partie condamnée pour diffamation à des dommages-intérêts ne peut se voir opposer la prescription de trois mois prévue par l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881, si elle forme appel même à un an d'intervalle du prononcé du jugement, alors que ce dernier ne lui a pas été signifié. *Trib. civ. Rennes* 29 *juin* 1906. *Gaz. trib.* 11 *octobre* 1906.

30. — D'autre part, la partie poursuivante en diffamation intimée en appel est tenue de protéger en appel comme en première instance, contre la prescription qui a recommencé à courir, l'exercice même de son action par des actes de poursuite ; dès lors, si depuis l'appel aucune diligence utile n'a été faite par l'intimé depuis plus de trois mois, l'action originaire doit être déclarée prescrite. *Ibid.*

31. — Si l'acte d'opposition à un jugement par défaut, qui a condamné l'opposant pour diffamation et injure, ne peut être considéré comme un acte de poursuite, il n'en produit pas moins un effet interruptif de la prescription ; il est, en effet, par sa nature même, indépendant du jugement contre lequel il a été dirigé, et dont la nullité ne saurait influer sur sa validité, ni mettre obstacle à ce qu'il produise les effets qui lui sont propres ; il donne naissance lui-même à une nouvelle prescription de l'action, qui recommence à courir pour un nouveau délai de trois mois à compter du jour de l'opposition. *Cass.* 3 *mai* 1906. *Pand. franç.* 225.1.1906.

32. — C. Excuses. — La réciprocité des violences de presse entre les partis opposés, au cours d'une période électorale, ne saurait constituer l'excuse légale de provocation et ne peut être retenue que comme un atténuation de la gravité des diffamations. *Amiens* 28 *juin* 1906. *Loi* 17 *juillet* 1906, *Mon. jud. Lyon* 27 *juillet* 1906.

§ IV. — *De la procédure.*

33. — L'article 60, § 3 de la loi sur la presse réduit à vingt-quatre heures le délai de la citation, lorsqu'il s'agit de diffamations contre un candidat à une fonction électorale pendant la période électorale : les tribunaux ne sauraient accorder aux diffamateurs dûment cités des remises qui auraient pour effet, contrairement à l'esprit de cette disposition, de rendre le dommage en grande partie irréparable. *Amiens* 28 *juin* 1906. *Loi* 17 *juillet* 1906, *Mon. jud. Lyon* 27 *juillet* 1906.

PRESTATION.

V. *Voirie.*

PRET

1. — Ouverture de crédit. — Le banquier qui, pour la garantie d'une ouverture de crédit consentie à une société, s'est fait remettre par celle-ci un certain nombre de ses propres obligations en gages, ne saurait prétendre, pour la validité de ces obligations et de leur nantissement, que les sommes qu'il a avancées à la société doivent être appliquées jusqu'à due concurrence à la libération desdites obligations. *Lyon* 12 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 5 *novembre* 1906.

2. — Une pareille imputaion serait contraire à la volonté des parties contractantes qui ont entendu faire deux conventions distinctes: une ouverture de crédit (contrat principal), et un nantissement (contrat accessoire). Elle impliquerait en outre, quant aux titres d'obligations dont s'agit, une confusion inadmissible entre les deux qualités juridiquement incompatibles de propriétaire et de détenteur gagiste. *Ibid.*

PREUVE EN MATIERE CRIMINELLE.

1. — Eléments et pouvoir d'appréciation du juge. — Les juridictions correctionnelles ne sont pas tenues de former leur conviction sur les seuls moyens de preuve énoncés dans les art. 153, 154 et 190 C. instr. crim.; le prévenu et le ministère public sont admis à produire toutes pièces et tous documents qu'ils croient utiles à la manifestation de la vérité. *Cass.* 24 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.150. *Pand. franç.* 246.1.1906.

2. — Aucune disposition du Code d'instruction criminelle ne prescrit aux tribunaux, lorsqu'ils veulent obtenir de plus amples éclaircissements, d'agir par voie de commission rogatoire. *Ibid.*

3. — Et aucune loi ne leur interdit de provoquer, de la part des parties en cause et spécialement du ministère public, la production de renseignements ou de documents dont il leur appartient d'apprécier souverainement la force probante, après qu'ils ont été soumis à un débat contradictoire. *Ibid.*

PREUVE LITTERALE.

1.—A. Actes authentiques.— Tout acte authentique fait foi jusqu'à inscription

de faux de l'existence matérielle des faits que l'officier public y a énoncés comme les ayant accomplis lui-même. *Orléans* 4 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 10 *août* 1906.

2. — B. Forme des actes sous seings privés. — C'est uniquement à la profession du signataire et non à la nature de l'obligation qu'il convient de s'attacher pour décider si des billets sont, conformément à l'art. 1326, *in fine*, C. civ., dispensés de l'apposition des mots « bon pour » ou « approuvé ». *Trib. civ. Seine Gaz. Trib.* 20 *mai* 1906.

3. — Par suite, sont valables des billets simplement signés par un commerçant, encore bien qu'ils consacrent une obligation civile. *Ibid.*

4. — Toutefois, ils doivent être annulés pour fausseté de la cause, s'ils ont été souscrits en raison d'une prétendue avance de fonds, alors que le bénéficiaire est hors d'état de justifier d'une situation de fortune, lui ayant permis de faire ladite avance. *Ibid.*

5. — C. Des contre-lettres. — En matière de contre-lettres, le mot « tiers » qui est écrit dans l'art. 1321 C. civ. a un sens spécial et comprend toutes les personnes qui, n'ayant pas figuré dans la contre-lettre, ont intérêt à invoquer les dispositions de l'acte ostensible et simulé pour sauvegarder les droits qu'ils détiennent des parties contractantes. Ainsi on doit considérer comme tiers des créanciers simplement chirographaires de l'une des parties contractantes. *Lyon* 14 *février* 1906. *Loi* 10 *décembre* 1906. *Cf. Lyon* 31 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 30 *novembre* 1906.

6. — Cette interprétation doit recevoir notamment application en matière de faillite, car le syndic, représentant la masse, rentre dans la catégorie des tiers au regard desquels les contre-lettres souscrites par le failli sont sans effet. *Ibid.*

PREUVE TESTIMONIALE.

V. aussi *Enquête*.

1. — A. De la défense de prouver par témoins contre et outre le contenu aux actes. — Lorsque le propriétaire d'un immeuble assigne la personne à qui il prétend l'avoir vendu, afin de s'entendre condamner à réaliser l'acte de vente par devant notaire, et que le défendeur résiste à la demande, en invoquant un acte sous seing privé, enregistré et transcrit, d'après lequel la vente lui aurait été consentie pour un prix moindre, le demandeur ne saurait être admis à prouver par témoins la fraude dont cet acte sous seing privé serait entaché, si des faits articulés, en les supposant établis, ne résulte pas la preuve que la vente litigieuse a eu lieu moyennant le prix indiqué par lui, et si un commencement de preuve par écrit n'est pas rapporté. *Riom* 13 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 15-16 *octobre* 1906.

2. — Il en est ainsi spécialement si le demandeur articule que le prix énoncé dans les actes n'est pas le prix véritable et devait être complété par des payements comptant; ce serait là, en effet, prouver contre et outre l'acte par lui signé. *Ibid.*

3. — B. Impossibilité de se procurer une preuve littérale. — Lorsque le défendeur reconnaît que l'acte dont le demandeur se prévaut contre lui a pour objet de déguiser, sous l'apparence d'une vente, une donation à son profit, la simulation ainsi reconnue autorise l'admission dans la circonstance de témoignages ou de présomptions d'où le juge peut faire résulter la nullité de l'acte litigieux attaqué pour cause de fraude. *Cass.* 1er *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.157, *Pand. franç.* 304.1.1906.

PRIVILEGES.

V. aussi *Contributions directes*, *Faillite*, *Nantissement*.

Index alphabétique

Avances et commissions 15, 17.
Cession d'antériorité 19.
Créance des primes d'assurances 14
Créance du vétérinaire 11.
Fournitures de subsistances 1 et s.
Fournitures en gros 2.
Frais de maréchalerie 12.
Frais de nourriture 11.
Frais pour la conservation de la chose 11 et s.
Liquidation de congrégation 20.
Loyers 5 et s.
Meubles garnissant l'immeuble loué 7 et s.
Novation 21.
Primes d'assurance 13.
Privilège du bailleur 5 et s., 10.
Privilège du vendeur 18 et s.
Propriété des meubles 6.
Succession 15.

1. — A. Fournitures de subsistances. — Pour apprécier si des fournitures de subsistances ont été faites au débiteur et à sa famille en gros ou en détail, il faut moins considérer la qualité du marchand que la façon dont ces fournitures ont été faites. *Trib. civ. Bellac* 7 *juillet* 1905. *D.* 272.2.1906.

2. — Spécialement, des fournitures de vin faites à la pièce de 220 litres doivent être considérées comme fournitures en gros. *Ibid.*

3. — Par suite, ces fournitures sont garanties pour l'année qui a précédé la déconfiture du débiteur par le privilège que l'art. 2101-5° C. civ. accorde aux fournitures de subsistances faites par les marchands en gros. *Ibid.*

4. — Un créancier produisant ne peut être recevable à contester une collocation dans un ordre qu'autant qu'il a un intérêt personnel à le faire. *Ibid.*

5. — B. Loyers et fermages d'immeubles. — L'art. 2102 C. civ. a conféré au propriétaire de l'immeuble un privilège sur tous les meubles qui garnissent la maison louée par lui. *Orléans* 22 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 31 *juillet* 1906.

6. — La présomption étant qu'ils appartiennent au locataire, ils deviennent, dès leur entrée dans la maison, le gage du propriétaire de l'immeuble, à moins qu'il ne soit démontré que ce dernier savait que son locataire ne les détenait lui-même qu'à titre précaire, comme locataire ou dépositaire. *Ibid.*

7. — Le tapissier locateur des meubles est en faute de n'avoir pas fait notifier par huissier cette location au propriétaire des locaux, ou de ne lui avoir pas fait abandonner, par simple lettre, son droit de privilège sur les meubles loués par lui. *Ibid.*

8. — Connaissant la situation légale que lui faisait l'article 2102, il doit s'en prendre à lui-même de n'avoir pas fait tout ce qui était nécessaire pour y échapper. *Ibid.*

9. — S'agissant d'un droit supérieur à 150 francs, le tapissier non muni d'un commencement de preuve écrite ne peut être admis à établir testimonialement que le propriétaire de l'immeuble a renoncé à son privilège. *Ibid.*

10. — Le privilège du bailleur porte sur tous les meubles garnissant les lieux loués, même sur ceux qui appartiennent non au preneur, mais à des tiers; en conséquence, même si l'on admet que la résolution conventionnelle de la vente produit, comme la résolution judiciaire, un effet rétroactif, demeurent frappés de ce privilège, les bestiaux achetés à ferme par le fermier, puis introduits sur la ferme et rendus plus tard au vendeur, après résolution de la vente pour défaut de paiement du prix. *Trib. civ. Roanne* 14 *juin* 1906. *Loi du* 27-28 *juillet* 1906.

11. — C. Frais faits pour la conservation de la chose. — La créance du vétérinaire qui a soigné un cheval est privilégiée sur le prix de l'animal. Il en est de même en ce qui concerne les frais de nourriture qui sont l'accessoire des soins vétérinaires. *Trib. com. Nantes* 13 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.220.

12. — Le ferrage des chevaux de travail aussi nécessaire que la nourriture, concourt à la conservation de la chose aux termes de l'art. 2102 C. civ.; les frais de maréchalerie sont donc, eux aussi, privilégiés. *Ibid.*

13. — Le payement des primes d'assurances terrestres ne saurait être assimilé à des frais faits pour la conservation de la chose. *Trib. civ. Bellac* 7 *juillet* 1905. *D.* 272.2.1906.

14. — Et il n'est conféré par la loi aucun privilège à la créance des primes d'assurances terrestres. *Ibid.*

15. — Sont privilégiés, pour les avances et commissions qui leur sont dues, ceux qui ont travaillé dans l'intérêt de la masse des créanciers d'une succession bénéficiaire, spécialement celui qui par ses démarches et sur l'ordre du liquidateur a obtenu la résiliation d'un marché conclu par le *de cujus* et évité le paiement de dommages-intérêts qui auraient diminué l'actif à répartir entre les créanciers. *Trib. com. Nantes* 31 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 339.1906.

16. — N'est pas créancier privilégié, l'agent d'affaires qui, par ses soins et diligences, dans une affaire d'expropriation pour cause d'utilité publique, a fait obtenir à son mandant une indemnité. *Trib. civ. Bourg* 20 *juillet* 1906. *Loi* 21-22 *octobre* 1906.

17. — On ne peut raisonnablement soutenir que c'est grâce aux frais avancés ou faits qu'une indemnité a été allouée par le jury et c'est à bon droit que la demande en collocation privilégiée faite par l'agent d'affaires a été rejetée par le juge-commissaire dans une distribution par voie de contribution. *Ibid.*

18. — D. Privilège du vendeur. — Si le débiteur du chef duquel est née une hypothèque judiciaire acquiert, postérieurement à la date de cette hypothèque, un immeuble dont il n'acquitte pas intégralement le prix, le vendeur dont le privilège a été régulièrement conservé prime toujours, sur le prix provenant de la revente de l'immeuble, les créanciers de cet acheteur, même ceux inscrits antérieurement à la date de vente. *Trib. civ. Seine* 1er *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.289, *Loi* 8 *octobre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 23 *novembre* 1906.

19. — Les créanciers hypothécaires de l'acheteur d'un immeuble, même inscrits avant la vente, en vertu de jugements de condamnation, sont tenus de subir les conséquences d'une cession d'antériorité, consentie par le vendeur à un autre créancier hypothécaire de l'acheteur dès lors, que le cessionnaire même médiat du vendeur, ne l'exerce que pour le montant de la somme dont ce dernier était demeuré créancier dudit acheteur. *Ibid.*

20. — Le liquidateur d'une congrégation non autorisée ne représente pas la congrégation, mais les ayants droit à son patrimoine, quand il discute les droits d'un créancier de la congrégation. Il peut donc discuter le rang privilégié du créancier. *Agen* 12 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 20 *décembre* 1906.

21. — La quittance contenue dans un acte de vente, dont le prix est payé à l'acte en effets pris pour du comptant avec ces clauses que quittance est donnée définitive et sans réserve, avec dispense, pour le conservateur des hypo-

thèques, d'inscrire le privilège du vendeur, emporte novation. *Ibid.*

22. — Le vendeur n'est plus créancier qu'en vertu de billets impayés. Et faute de paiement de ces billets, il ne peut plus inscrire le privilège du vendeur qui est éteint. *Ibid.*

PROCEDURE CRIMINELLE.

V. *Appel criminel, Cassation, Instruction et procédure criminelles.*

PRODIGUE.

V. *Conseil judiciaire.*

PROMESSE DE MARIAGE - SEDUCTION.

1. — A. DE LA SÉDUCTION A L'AIDE DE PROMESSE DE MARIAGE. — La fille mère qui, se disant abandonnée par son prétendu séducteur, veut agir en dommages-intérêts contre ce dernier, doit justifier qu'elle n'a été déterminée à céder à ses désirs que par violence, artifice, manœuvre dolosive ou abus d'autorité. *Rouen* 12 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.47.

2. — Et si elle soutient seulement n'avoir consenti à des relations intimes qu'en raison d'une promesse formelle de mariage, il lui appartient de prouver la réalité de ladite promesse. *Ibid.*

3. — Cette preuve, pouvant d'ailleurs être juridiquement établie par voie d'enquête, même en l'absence d'un commencement de preuve par écrit. *Ibid.*

4. — B. DE LA RUPTURE DES PROJETS DE MARIAGE. — Pour que la rupture d'une promesse de mariage puisse motiver une action en dommages-intérêts, il faut établir que l'auteur de la rupture s'est rendu coupable d'une faute constituant un quasi-délit. *Nimes 4 juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *décembre* 1906.

5. — Ne constitue point une faute, le fait de n'avoir point signifié d'acte respectueux pour vaincre la résistance du père, la déférence aux avis des parents étant aussi conforme à la loi morale qu'à l'esprit de la loi civile. *Ibid.*

PROPRIETE (en général).

V. aussi *Revendication.*

1. — A. NATURE ET ÉLÉMENTS DU DROIT DE PROPRIÉTÉ. DES CHOSES SUSCEPTIBLES DE PROPRIÉTÉ. ETENDUE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ. — Si, aux termes de l'art. 552 C. civ., la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous, cette règle n'établit qu'une présomption légale qui cède devant la preuve contraire. *Cass.* 7 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.436.

2. — Et aucun texte de loi n'attribue à l'inaliénabilité qui affecte le sol d'une voie publique classée un effet rétroactif qui s'appliquerait au sous-sol précédemment acquis par un tiers et ainsi détaché de la propriété de la surface. *Ibid.*

3. — Spécialement, le propriétaire d'une grotte et d'une source ne saurait être dépossédé de ses droits sur la grotte et sur les eaux qui s'y amassent naturellement, par l'effet de la création d'une route passant au-dessus de cette grotte. *Ibid.*

4. — Le droit de propriété, qu'il résulte d'un jugement ou d'un contrat, ne peut se perdre même par le non-usage, et il subsiste aussi longtemps que la partie adverse ne justifie pas qu'elle est elle-même devenue propriétaire par l'effet d'une possession contraire, réunissant tous les caractères exigés par la loi pour la prescription acquisitive. *Cass.* 20 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.481.

5. — Spécialement lorsqu'un particulier s'est fait, par jugement, reconnaître propriétaire du sol d'un chemin qu'un arrêté préfectoral a classé comme vicinal, ledit particulier ne peut, par un non-usage pendant trente ans, perdre le droit qui lui a été reconnu, à plus forte raison s'il a exercé pendant ce temps les attributs de la propriété. *Ibid.*

6. — Et si le même jugement a ordonné que dans le mois de la signification, la commune serait obligée de rapporter un arrêt de déclassement, celle-ci qui n'a fait aucune diligence ne peut soutenir que ce chef du dispositif est périmé pour être resté sans exécution pendant plus de trente ans, ce qui entraînerait la péremption du jugement tout entier; l'injonction faite dans le jugement, sans indication d'aucune astreinte, n'est que la conséquence de la reconnaissance du droit de propriété. *Ibid.*

7. — B. PREUVE DE LA PROPRIÉTÉ. — V. *infra* sur la preuve de propriété du mobilier. V. Saisie-exécution.

PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE.

V. aussi *Brevet d'invention, Liberté commerciale et industrielle.*

Index alphabétique

Altération de noms 43 et s.
Biscuits 20.
Bonne foi 9, 30.
Caractères de la contrefaçon 9.
Champagne Roederer 46.
Confusion 15 et s., 24.
Contrefaçon 8 et s.
Cordon bleu 10.
Crus de Bordeaux 29
Dépôt des marques 6, 14
Dommages-intérêts 37.
Eau des Carmes 2
Enseignes 34 et s.
Etiquette 12.
Imitation frauduleuse 11 et s., 20, 25.
Imprimeur 50
Marques de fabrique 1 et s.
Nom patronymique 14, 26
Noms commerciaux 26 et s.
Non-usage 7.
Pastilles Valda 1.
Petits Beurres 20.
Preuve du préjudice 37
Responsabilité de l'imprimeur 50.
Saisie des pierres lithographiques 51.
Similitude de noms 44 et s.
Titres de journaux 48.
Usage de son nom patronymique 26, 28.
Usurpation de noms 44.
Vermouth de Turin 33.
Vins de Champagne 48.

---

§ I. — *Des marques de fabrique* (n. 1).

§ II. — *Noms commerciaux. — Enseignes. — Dénominations* (n. 26).

§ III. — *Poursuites. — Compétence. — Procédure* (n. 50).

---

§ I. — *Des marques de fabrique.*

1. — A. NATURE ET DIVERSES ESPÈCES DE MARQUES. DU DÉPÔT LÉGAL. — Le pharmacien qui dénomme des pastilles de sa fabrication, sous le nom fantaisiste de Valda constitue ainsi une marque de fabrique dont il devient propriétaire exclusif, il n'est permis à personne de se servir de ce mot comme qualificatif d'un genre de pastilles similaires, aussi bien, du reste, en indiquant comme « genre Valda » les pastilles expédiées qu'en les désignant dans les étiquettes « Pastilles Valda ». *Orléans* 3 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.257. *Loi* 10 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 15 *octobre* 1906.

2. — La composition désignée sous le nom d'Eau des Carmes est tellement connue du public que la manière de la fabriquer est décrite dans les ouvrages qui traitent de la pharmacie. *Aix* 23 *février* 1905. *Rec. Marseille* 273.1.1906.

3. — En conséquence, cette dénomination n'est qu'une dénomination générique désignant un médicament spécial, dont le nom s'est perpétué en même temps que la chose. *Ibid.*

4. — La chose et le nom sont donc tombés dans le domaine public et ne peuvent plus faire l'objet d'une appropriation particulière, ni, par suite, donner lieu à une action en concurrence déloyale. *Ibid.*

5. — Il en est de même de la forme allongée des flacons contenant ordinairement ce produit. *Ibid.*

6. — Le dépôt d'une marque de fabrique au Bureau international de Berne n'a pas d'effet rétroactif et ne peut valider une saisie pratiquée antérieurement à ce dépôt. *Ibid.*

7. — Si le non-usage prolongé d'une marque régulièrement déposée peut, dans certains cas, être considéré comme une présomption d'abandon et de renonciation à la marque, cette présomption ne doit pas en tout cas être aisément admise. Dans tous les cas, cette présomption ne saurait être acceptée pendant la durée utile du dépôt. *Trib. civ. Seine* 29 *mars* 1906. *Loi* 28 *juin* 1906.

8. — B. USURPATION ET CONTREFAÇON. IMITATION FRAUDULEUSE. APPOSITION FRAUDULEUSE. — L'art. 7, § 1er de la loi du 23 juin 1857 punit ceux qui ont contrefait une marque ou fait usage d'une marque contrefaite. *Orléans* 3 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.257. *Loi* 10 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 15 *octobre* 1906.

9. — La reproduction matérielle par un tiers d'une marque déposée constitue la contrefaçon de cette marque et rend le contrefacteur ainsi que celui qui a fait usage de la marque contrefaite passibles des peines édictées par la loi, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'ils sont de bonne foi: cela résulte de la comparaison entre le texte du § 1er de l'art. 7 qui est conçu en termes absolus, et le texte des deux autres paragraphes du même article, qui ne punissent que ceux qui ont agi frauduleusement ou sciemment. *Ibid.*

10. — L'appellation de *Cordon bleu* imprimée sur des paquets ou boîtes de safran est de nature à constituer une propriété au profit de celui qui, le premier, en a fait usage. *Trib. com. Marseille* 22 *mars* 1906. *Rec. Marseille* 211. 1.1906.

11. — Et cela indépendamment de tout dépôt au greffe. *Ibid.*

12. — Il en est de même des modes particuliers de pliage des paquets et de l'apposition d'un dessin représentant une cuisinière avec un poêlon à la main. *Ibid.*

13. — En conséquence, commet un acte de concurrence déloyale celui qui, postérieurement, débite du safran dans des boîtes et paquets de mêmes façon et dimensions, et qui y a imprimé le mot de *Cordon rouge*, et qui a accompagné cette appellation d'un dessin représentant un cuisinier. *Ibid.*

14. — La propriété d'une marque s'établit sur un nom « patronymique » au même titre que sur un nom « symbolique ». *Trib. civ. Reims* 18 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 8 *novembre* 1906.

15. — Mais il y a imitation frauduleuse de marques et même concurrence déloyale de la part du cessionnaire d'une marque ainsi créée par un aubergiste (dans l'espèce, la marque Eugène Cliquot), qui la modifie profondément, de façon à engendrer une confusion entre cette marque et celles d'une maison jouissant d'une réputation universelle, telles que les marques « Veuve Clicquot-Ponsardin » et « Eugène Cliquot », dont il a combiné les éléments essentiels, notamment en imitant servilement

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

les arabesques qui figurent sur l'étiquette de la marque « Veuve Clicquot-Ponsardin » et en écrivant le nom de « Eugène Clicquot » en caractères tout à fait semblables à ceux de l'étiquette « Eugène Clicquot ». *Ibid.*

16. — Le négociant qui a eu le soin de la fabrication et de l'habillage des vins vendus sous une marque constituant une imitation frauduleuse, et l'agent de vente chargé d'en assurer l'écoulement sont solidairement responsables des faits dommageables qui n'ont pu se produire qu'avec leur aide et leur participation. *Ibid.*

17. — Pour mettre fin à toute confusion, il appartient aux juges d'ordonner au cessionnaire de la marque « Eugène Cliquot (sans c) » d'éviter avec soin dans ses étiquettes, marques de bouchons, garnitures ou ornements de bouteilles, rien qui puisse rappeler les diverses marques connues de « Veuve Clicquot-Ponsardin » et « Eugène Clicquot », dont un autre négociant est propriétaire exclusif. *Ibid.*

18. — Il est de notoriété publique qu'en Champagne, un grand nombre de maîtres d'hôtels, cafetiers, aubergistes, épiciers ou petits négociants en vins, sans s'astreindre à la fabrication du vin de Champagne, achètent à des fabricants certaines quantités de vins qu'ils vendent ensuite sous leur nom patronymique ou des noms symboliques, faisant les uns et les autres l'objet de marques distinctes qui sont régulièrement déposées et qui sont apposées sur les bouteilles par les soins du fabricant. *Ibid.*

19. — Cette pratique commerciale ne paraît pas illicite et ne le devient que dans le cas où on peut relever, soit dans les agissements de ces négociants, soit dans l'emploi des marques, les caractères d'une contrefaçon, d'une imitation frauduleuse ou d'une concurrence déloyale. *Ibid.*

20. — Lorsque des fabricants de biscuits sont propriétaires de la marque L. U., composée des initiales de leur nom (Lefèvre-Utile), un concurrent excède son droit en imprimant, comme eux, dans la pâte de biscuits semblables (dans l'espèce « des petits-beurres »), les initiales L. D., représentant les initiales de leurs prénom et nom (Léon Desgranges), dans des conditions telles que le simple rapprochement suffit à révéler l'existence de l'imitation frauduleuse. *Paris* 24 *novembre* 1905. *D.* 201.2.1906, *Loi* 21 *décembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 28 *décembre* 1906.

21. — Il y a lieu, en ce cas, d'interdire à ce concurrent de faire usage, comme marque de ses biscuits « petits-beurres » soit de la lettre L., soit de la lettre D., sans l'emploi, en même temps, de mesures propres à différencier ses produits de ceux des titulaires de la marque L. U. *Ibid.*

22. — Et ces mesures doivent être plus strictes encore lorsqu'il est établi que l'auteur de l'imitation frauduleuse velle marque L. O., laquelle peut être s'occupe déjà du lancement d'une nouenvisagée comme de nature à créer des confusions analogues à celles résultant de la marque incriminée. *Ibid.*

23. — Lesdites mesures peuvent consister dans la défense d'imprimer dans la pâte des biscuits, soit l'initiale I., soit l'initiale D., sans faire suivre, soit la première des autres lettres du prénom de « Léon », soit la seconde du nom patronymique de « Desgranges », étant précisé, du reste, que l'inscription, soit du prénom, soit du nom, suffira, sans qu'il soit nécessaire de les imprimer cumulativement, pour justifier l'emploi, soit de l'une des deux lettres L. D., soit de toutes les deux. *Ibid.*

24. — Il importe peu, au surplus, que le droit ait été reconnu à d'autres fabricants de biscuits de faire usage de leurs initiales, alors que celles-ci étaient dissemblables des initiales L. U. (dans l'espèce les initiales D. G.), et qu'il ne devait pas, par suite, en résulter de confusion avec ces dernières. *Ibid.*

25. — Il y a imitation frauduleuse d'étiquettes et d'enveloppes de boîtes (pour biscuits) déposées à titre de marques, lorsque le rapprochement de la forme, de la couleur et du dessin révèle l'imitation de l'aspect d'ensemble et que les différences de détail introduites dans les étiquettes ou les enveloppes incriminées sont absolument insuffisantes pour empêcher la confusion de la part d'un acheteur, même intelligent, qui n'a pas sous les yeux la véritable marque. *Ibid.*

§ II. — *Noms commerciaux. Enseignes. Dénominations.*

26. — A. Noms commerciaux. — Un industriel qui se livre effectivement à la fabrication d'un produit, a le droit de se servir de son nom patronymique pour l'offrir au public, alors même qu'un autre industriel, portant le même nom, aurait précédemment acquis une grande notoriété dans cette industrie. *Aix.* 23 *février* 1905. *Rec. Marseille* 273.1.1906.

27. — Il doit seulement, dans ce cas, faire accompagner son nom de certaines mentions propres à prévenir la confusion, par exemple, de son prénom écrit en lettres de même grandeur, et de l'indication du lieu où il fabrique. *Ibid.*

28. — On ne saurait interdire à quelqu'un l'usage de son nom patronymique, alors surtout que par la suppression du prénom, l'adjonction du qualificatif aîné et l'addition des mots « et Cie » la dénomination choisie se distingue très suffisamment de celle sous laquelle son frère exploite son industrie; mais il ne faut pas chercher à créer une confusion entre les produits en apposant sur eux un emblème, et des lettres disposées de la même façon. *Trib. com. Marseille* 9 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.163.

29. — Celui qui n'est ni propriétaire ni négociant dans les communes de Pomerol ou de Saint-Emilion ne peut déposer une marque ainsi conçue: Christian de Pomerol, à Saint-Emilion. *Bordeaux* 29 *janvier* 1906. *Loi* 28 *juin* 1906, *Mon. jud. Lyon* 3 *juillet* 1906.

30. — Les communes dont s'agit produisent un vin jouissant d'une renommée qui ne peut être, sans dommage et sans droit, usurpée par des personnes étrangères à ces deux localités. *Ibid.*

31. — Le dépôt de marques analogues à celle-ci dessus rappelée n'a d'autre but que de faire illusion au public et constitue ainsi un moyen de tromperie contre les propriétaires de ces crus bordelais qui ont un intérêt évident à sauvegarder la réputation de leurs produits. *Ibid.*

32. — Bien qu'un produit commercial ou industriel ne provienne pas de la localité dont le nom figure sur ses étiquettes, l'usage de ce nom est cependant licite, s'il ne sert à désigner qu'un procédé de fabrication. *Aix* 23 *janvier* 1905. *Rec. Marseille* 171.1.1906.

33. — Il en est ainsi spécialement de la mention: Vermouth de Turin, laquelle ne peut s'entendre, ni pour le Vermouth, ni pour ses éléments, d'un produit naturel du sol, mais doit s'entendre comme s'appliquant exclusivement au procédé de composition de liqueur. *Ibid.*

34. — B. Des enseignes. — La propriété d'une enseigne telle que celle de: « Contentieux du Nord », donnée à un cabinet d'affaires n'est que relative et doit être limitée par l'intérêt réel et sérieux de celui qui se l'est appropriée. *Douai* 4 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.49.

35. — Et si elle est, en général, purement locale et bornée au territoire de la ville où se trouve le fonds auquel elle est attachée, il en est cependant autrement lorsque la similitude des dénonciations employées par deux maisons concurrentes dans deux localités de la même région peut amener une confusion et être une cause de préjudice. *Ibid.*

36. — Dès lors, s'agissant d'un même commerce (gérance d'un cabinet d'affaires), exercé par deux concurrents qui ne font point appel exclusivement aux habitants de la ville où est intallée leur agence, mais qui sollicitent par une publicité très onéreuse, insérée dans les mêmes journaux et s'adressant aux mêmes lecteurs, le public de toute une région (celle du Nord, en l'espèce), celui de ces concurrents qui s'est le premier approprié la dénomination de: « Contentieux du Nord », est fondé à demander aux tribunaux d'interdire à l'autre, sous une astreinte, de continuer à faire usage de ladite dénomination. *Ibid.*

37. — Mais à défaut de preuve d'un préjudice dûment établi pour le passé, et quelle que puisse être la difficulté qu'il trouve à la rapporter il n'y a lieu de lui allouer des dommages-intérêts soit en argent, soit en prescrivant des insertions dans les journaux. *Ibid.*

38. — L'industriel en possession d'une dénomination commerciale peut faire interdire à tout concurrent de prendre une dénomination similaire, ou presque similaire pouvant amener, de la part de la clientèle, une confusion entre les deux maisons. *Trib. com. Marseille* 9 *février* 1906. *Rec. Marseille* 162.1.1906.

39. — Spécialement une *Société de Transports Internationaux* peut se plaindre de la confusion que peut amener l'établissement d'une *Compagnie de Transports Internationaux*, les mots *Société* et *Compagnie* ne se distinguant pas assez pour différencier les deux entreprises. *Ibid.*

40. — Toutefois il ne saurait être fait défense à la maison nouvelle venue d'employer les mots *Transports Internationaux* qui désignent son industrie et qui ne sont pas susceptibles d'appropriation privée. *Ibid.*

41. — En pareil cas, il y a lieu de prescrire à la maison récente d'ajouter à sa dénomination une mention qui la distingue de l'autre. *Ibid.*

42. — Par exemple, si c'est une Société étrangère, d'ajouter à son nom français, le nom qu'elle porte, en langue étrangère, dans son pays d'origine. *Ibid.*

43. — C. Des altérations et usurpations de noms. — De la concurrence déloyale. — Apposition frauduleuse. — Le fait par un débitant de boissons d'apposer à la vitrine de son débit un écriteau annonçant la mise en vente d'un vin d'un certain cru, alors que le vin désigné avait une autre provenance, constitue le délit d'altération ou de supposition de noms sur les produits fabriqués, prévu par la loi du 28 juillet 1824. *Trib. corr. Besançon* 1er *décembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 10 *octobre* 1906.

44. — S'il ne peut y avoir délit d'apposition de nom, lorsque l'homonyme porte lui-même légalement le nom qu'il appose sur ses produits, alors même qu'il serait prouvé que cet homonyme n'a songé à entreprendre son industrie que pour profiter de la réputation d'une maison réputée du même nom, il est certain que la loi n'a pas entendu couvrir la fraude et que si l'homonyme, dont le nom est ainsi employé, n'est qu'un simple prête-nom ou un comparse, les pénalités des lois de 1824 et du 1er août 1905 doivent être appliquées. *Trib. civ. Chalon-s.-Saône* 2 *novembre* 1906. *Loi* 15 *novembre* 1906.

45. — Les délits d'apposition sur des produits fabriqués du nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur et du nom d'un lieu autre que celui de la fabrication doivent donc être retenus contre le cédant et le cessionnaire du nom frauduleusement apposé et contre tous ceux qui ont participé en pleine connaissance aux faits incriminés. *Ibid.*

46. — Tel est le cas de l'individu étranger qui, ayant obtenu légalement l'autorisation de ne plus conserver son nom patronymique et de prendre le nom d'un négociant très connu dans le commerce des vins de Champagne (dans l'espèce, le nom de *Hœderer*) tente aussitôt de trafiquer de ce nouveau nom en le cédant à un tiers pour lui permettre de se livrer au commerce sous un nom réputé qui n'est pas le sien. *Ibid.*

47. — La loi défend, sans aucune distinction, de présenter un produit comme venant d'une localité d'où il ne provient pas. Peu importe que le produit soit indiqué comme fabriqué dans une ville qui n'a aucune réputation particulière. *Ibid.*

48. — D. DE LA PROPRIÉTÉ DES TITRES DE JOURNAUX OU AUTRES PUBLICATIONS. — Pour apprécier l'imputation de concurrence déloyale dirigée par le propriétaire d'un journal de courses intitulé « Paris-Sport », contre le propriétaire imprimeur d'un autre journal de même nature ayant pour titre « Rapide-Sport », il convient de s'attacher aux conditions dans lesquelles s'effectue quotidiennement la vente de l'une et l'autre feuille. *Paris 2 février* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.278.

49. — Et la concurrence déloyale existe lorsque, d'une part, les deux feuilles, pliées, présentent à la vue le même mot caractéristique « Sport » imprimé en caractères d'une analogie suffisante pour que la confusion se produise et alors, d'autre part, que leur annonce par les crieurs est de nature à frapper l'oreille du public de la même consonnance, l'usage étant établi d'annoncer le « Paris-Sport » en n'appuyant que sur la dernière voyelle du premier mot et sur le second mot, et les mots « Rapide-Sport » permettant le même cri aux vendeurs. *Ibid.*

§ III. — *Poursuites. Compétence. Procédure. Preuves. Peines.*

50. — L'imprimeur qui, de bonne foi, a imprimé des étiquettes constitutives d'une imitation frauduleuse de marque, doit être mis hors de cause, aussi bien au point de vue des poursuites engagées au civil, qu'au point de vue de celles exercées devant un tribunal correctionnel. *Paris 24 novembre* 1905. *D.* 201.2.1906.

51. — Mais les pierres lithographiques, trouvées et saisies chez lui, doivent être confisquées et détruites. *Ibid.*

PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE.

V. aussi *Propriété industrielle et commerciale.*

1. — A. DES CHOSES QUI PEUVENT FAIRE L'OBJET DE LA PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE OU LITTÉRAIRE. — CARACTÈRE ET DURÉE DU DROIT. La composition et la rédaction d'un programme de courses peuvent sans doute, à raison du travail intellectuel qu'elles ont nécessité, constituer une œuvre personnelle susceptible de propriété privative exclusive, assimilable à une propriété littéraire, mais il n'en est pas ainsi du programme officiel d'une société de courses qui comprend, d'une part, des éléments qui sont dans le domaine public, tels que les noms des chevaux, de leurs propriétaires, ceux des jockeys, l'indication de la couleur de leurs casaques, et d'autre part des éléments n'ayant nécessité aucun effort d'intelligence, tels que les indications relatives aux numéros d'ordre des inscriptions de chevaux et aux couleurs des brassards des cavaliers militaires. *Trib. civ. Lyon* 18 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 22 *août* 1906.

2. — Par suite, un imprimeur peut, sans violer aucun droit privatif, imprimer et vendre au public un programme dans lequel il aura reproduit les indications fournies par le programme officiel. Il ne saurait encourir d'autre responsabilité que celle pouvant résulter de procédés déloyaux ou simplement inciter qu'il aurait employés dans la vente de ses programmes. *Ibid.*

3. — B. RÈGLES SPÉCIALES A LA PROPRIÉTÉ DES ŒUVRES D'ART. — Le contrat de collaboration artistique pour la création d'une œuvre commune et qui reste indivise entre les collaborateurs doit présenter les caractères suivants: condescendance mutuelle et inspiration commune; mutuel échange d'idées et d'inspirations; impossibilité de division de l'œuvre produite par la collaboration, et pour les œuvres lyriques, travail simultané; connexion intime et inséparable des éléments différents qui les comportent, fondus dans une seule unité d'art sous les inspirations de leurs auteurs. *Agen 7 juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 81, *Gaz. Trib.* 6 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 11 *septembre* 1906.

4. — Il n'y a donc pas collaboration quand les diverses parties de l'œuvre ont été juxtaposées, que les travaux des divers collaborateurs ont été indépendants, et que la juxtaposition des parties diverses n'était pas prévue lors de la création ou de la conception de son œuvre personnelle par l'un des auteurs; il en est ainsi notamment quand deux artistes, l'un statuaire, l'autre architecte, s'associent temporairement pour une entreprise unique, consistant à concourir le premier par un groupe sculptural depuis longtemps conçu, et le second par le piédestal ou socle qui devait supporter ce groupe à un concours ouvert par une ville, œuvres à réunir par juxtaposition, en vue du monument à exécuter, si le choix se portait sur le projet de deux associés temporaires. *Ibid.*

5. — C. DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS. — SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES. — L'apport qu'un auteur fait à la Société des Gens de lettres d'autoriser dans les journaux ou périodiques illustrés ou non illustrés la reproduction de tout ou partie de ses œuvres s'opère par la remise d'une nomenclature des ouvrages sur lesquels le sociétaire fait abandon de son droit relatif à la reproduction, nomenclature qui est portée à la connaissance des tiers par l'inscription au catalogue et à la chronique de la Société. *Trib. civ. Seine* 22 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.106, *Gaz. Trib.* 29 *juillet* 1906.

6. — Si, nonobstant son engagement, il a transféré des droits touchant à la reproduction à des tiers, ceux-ci ne peuvent s'en prévaloir à l'encontre de la Société, qu'à partir du jour où il a cessé de faire partie de sa Société, sous réserve de l'action en dommages-intérêts qui peut s'ouvrir à leur profit. *Ibid.*

7. — Et ce n'est qu'à partir de ce transfert, que le sociétaire perd la faculté de disposer de son droit d'autoriser la reproduction de ses œuvres au profit d'autrui, et ce, tant qu'il reste engagé dans les liens de la Société. *Ibid.*

8. — En ce qui concerne les œuvres futures, le sociétaire n'en peut faire actuellement l'apport à la Société, la propriété d'une chose encore inexistante ne pouvant être transférée, et l'engagement qu'il prend de transférer le droit d'autoriser la reproduction de son œuvre lorsqu'elle sera produite constitue une obligation de faire susceptible, en cas de non-exécution, de se résoudre en dommages-intérêts. *Ibid.*

9. — Les traités par lesquels un auteur cède à des tiers la propriété de ses œuvres alors qu'antérieurement il avait apporté à la Société des Gens de lettres le droit d'autoriser la reproduction de ses ouvrages sont inopérants à l'égard de ladite Société, mais seulement dans la mesure où ils lèsent les intérêts de cette dernière, c'est-à-dire dans la mesure du pourcentage qui constitue sa part dans la redevance afférente au droit d'autoriser la reproduction. *Ibid.*

10. — Mais l'auteur n'étant engagé vis-à-vis de la Société que pour la durée de son existence, aucun obstacle ne s'oppose plus, après son décès, à l'exécution des traités par lui passés et vainement la Société se prévaudrait à l'encontre des tiers cessionnaires de l'adhésion donnée par la veuve de l'auteur, sa légataire universelle, à la Société d'autoriser la reproduction des œuvres de son mari, ces actes n'ayant pu avoir pour effet de faire revivre un droit qui se trouvait éteint. *Ibid.*

11. — Par suite, c'est abusivement et sans droit que la Société, après le décès de l'auteur, s'obstine à maintenir à son catalogue et à sa chronique les ouvrages cédés à des tiers et à en tirer profit. *Ibid.*

12. — En agissant ainsi elle cause aux cessionnaires de l'auteur un préjudice dont elle leur doit réparation, de même qu'il lui est dû à elle-même réparation par les tiers qui reproduisent sans son autorisation les ouvrages dûment inscrits à son catalogue avant toute cession. *Ibid.*

PRUD'HOMMES.

1. — A. ATTRIBUTIONS ET COMPÉTENCE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — La juridiction du Conseil des Prud'hommes ne s'étend pas aux simples commerçants, et elle ne peut s'exercer à l'égard des marchands que s'ils joignent à cette profession celle de fabricant. *Cass.* 6 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.308, *Loi* 18 *décembre* 1906.

2. — Et s'il est permis d'établir par un règlement d'administration publique, délibéré en Conseil d'Etat, un Conseil de prud'hommes dans les villes de fabrique où le gouvernement le juge convenable, les décrets réglementaires, ainsi rendus en vertu d'une délégation du pouvoir législatif, n'ont d'autre objet que d'assurer l'application de la loi, et ils ne peuvent légalement ni en modifier les termes, ni en étendre la portée. *Ibid.*

3. — Spécialement, lorsque le décret du 8 mars 1890 qui a réorganisé les Conseils de prud'hommes de Paris comprend parmi les justiciables de ces conseils, dans la seconde catégorie de celui des produits chimiques, les marchands de vins en gros, cette désignation ne peut viser les négociants qui achètent simplement des vins pour les revendre, soit aux consommateurs, soit aux débitants de détail; l'application du décret est nécessairement limitée à des opérations de fabrication proprement dite. *Ibid.*

4. — La fabrication des conserves alimentaires figure au nombre des industries pour lesquelles, d'après le décret qui l'a établi, le Conseil des prud'hommes du Havre a juridiction. Dès lors, il est compétent pour statuer sur une demande en paiement de salaires formée par un ouvrier dont le travail consiste à mettre des harengs en boîte pour les expédier ensuite. *Cass.* 8 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.277.

5. — Lorsqu'une contestation s'élève entre deux patrons à l'occasion d'un montage de métiers commandé à l'un par l'autre, et non entre un ouvrier et son patron, le Conseil de prud'hommes, qui est une juridiction exceptionnelle, est incompétent *ratione materiæ*. *Trib. civ. Lyon* 20 *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 14 *décembre* 1906.

6. — Aux termes de l'art. 5 du décret du 8 mars 1890 portant organisation des Conseils de prud'hommes à Paris, la juridiction de ces conseils s'étend à tous les établissements industriels énumérés dans les tableaux annexés au

décret et dont le siège est situé dans le département de la Seine et sont justiciables de ces conseils les fabricants et entrepreneurs qui sont à la tête de ces établissements ainsi que les chefs d'atelier, contre-maîtres, ouvriers et apprentis qui travaillent pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns ou des autres. *Cass.* 31 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.369.

7. — Dès lors, c'est à bon droit que le Conseil des prud'hommes à Paris se déclare incompétent pour connaître de l'action intentée par un ouvrier contre un entrepreneur bien que celui-ci soit domicilié à Paris, s'il n'est pas constaté qu'il ait en cette ville un établissement industriel, et alors que cet ouvrier a été embauché sur un chantier que cet entrepreneur a en province dans une ville où il a fait élection de domicile pour se conformer à l'obligation qui lui a été imposée par l'autorité administrative pour laquelle il exécute des travaux dans ladite ville. *Ibid.*

8. — L'incompétence territoriale du Conseil de prud'hommes n'est que relative. Et dès lors, si elle n'a pas été soulevée devant le premier juge, elle est couverte et ne peut être invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation. *Cass.* 18 *juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.256, *D.* 320.1.1906.

9. — Lorsque, devant le Conseil des prud'hommes, le défendeur a soulevé une exception d'incompétence qui a été rejetée, le jugement de ce chef susceptible d'appel, et, par suite, le pourvoi porté directement devant la Cour de cassation est irrecevable. *Cass.* 31 *juillet* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.248, *Gaz. Trib.* 7 *novembre* 1906.

10. — B. PROCÉDURE DEVANT LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — CONCILIATION. — PROCÉDURE PROPREMENT DITE. — VOIES DE RECOURS. — L'art. 48 du décret du 11 juin 1809, loin d'imposer au Conseil de prud'hommes l'obligation d'ordonner une enquête lorsque les parties sont contraires en faits, lui confère la faculté de ne recourir à cette mesure d'instruction que lorsqu'il la trouve utile et lui laisse à cet égard un pouvoir souverain d'appréciation. *Cass.* 28 *novembre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.495.

11. — Bien que les qualités du jugement ne contiennent pas un exposé suffisamment complet des faits de la cause et de l'objet du litige, il peut être suppléé à cette insuffisance par les motifs du jugement. *Ibid.*

12. — Lorsque le patron condamné à payer une indemnité à raison d'un brusque congédiement, motifs pris de ce que n'ayant pas comparu à l'enquête ordonnée sur sa demande par jugement précédent il doit être présumé avoir renoncé à prouver qu'il avait donné congé à son ouvrier dans le délai d'usage, ou ne pouvoir faire cette preuve, allègue à l'appui de son pourvoi en cassation contre cette sentence que le jugement qui a ordonné l'enquête n'aurait pas, conformément à l'art. 45 du décret du 20 février 1810, indiqué le jour et l'heure de cette enquête et qu'aucun avis ne les lui aurait fait connaître ultérieurement, le pourvoi doit être rejeté faute de justification du moyen, si le texte du jugement ordonnant l'enquête n'est pas rapporté dans les qualités de la décision attaquée, ni produit à l'appui du pourvoi, en sorte que la Cour de cassation n'est pas à même de vérifier si le jugement attaqué a méconnu les prescriptions de l'art. 45 précité. *Cass.* 30 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.270.

PUISSANCE PATERNELLE.

V. aussi *Divorce*, *Usufruit légal.*

1. — PUISSANCE PATERNELLE EN CE QUI CONCERNE LES ENFANTS LÉGITIMES. — La puissance paternelle comporte pour le père ou la mère à son défaut investie de la puissance paternelle le droit d'interdire à ses enfants, même avec les membres de la famille, toutes communications qui lui paraîtraient contraires à leurs intérêts. *Trib. civ. Rennes* 30 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.303, *Gaz. Trib.* 19 *octobre* 1906, *Loi* 26 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 6 *octobre* 1906.

2. — Toutefois, lorsqu'il s'agit des relations des enfants avec leurs ascendants, les pouvoirs du père ou de la mère ne peuvent être absolus. *Ibid.*

3. — Il appartient aux tribunaux de réglementer les visites des grands-parents aux enfants et des enfants chez les grands-parents sans cependant pouvoir autoriser un séjour, c'est-à-dire une durée de plus d'un jour des enfants chez les grands-parents contre la volonté du père ou de la mère. *Ibid.*

Q

QUALITES.

V. *Jugements et arrêts*, *Prud'hommes.*

QUASI-DÉLIT.

V. *Responsabilité civile.*

QUESTIONS PREJUDICIELLES ET SURSIS.

V. *Jugements et arrêts.*

Il n'y a pas lieu à sursis devant la Cour, à raison d'une autre instance absolument indépendante en litige devant le Tribunal. *Lyon* 22 *février* 1905. *Mon. jud. Lyon* 22 *novembre* 1906.

QUOTITE DISPONIBLE.

1. — RÉDUCTION DES LIBÉRALITÉS. — Il est de principe que la réduction d'une libéralité entre vifs ou testamentaires doit, autant que faire se peut, avoir lieu en nature, lorsque la donation ou le legs excède la quotité disponible. *Trib. civ. Cherbourg* 29 *mai* 1906. *Loi* 13 *novembre* 1906.

2. — En conséquence, lorsque le legs d'une collection d'objets d'art excède la quotité disponible, si la réduction en nature n'est pas raisonnablement impossible il y a lieu d'allouer au légataire réduit une part d'objet égale à la quotité disponible, la volonté présumée du testateur et la nature même du legs autorisant d'ailleurs ce mode de réduction. *Ibid.*

R

RAPPORT A SUCCESSION

1. — DES CAS OU IL Y A LIEU A RAPPORT. — La renonciation faite par le *de cujus* au profit d'un de ses successibles de l'usufruit, d'une somme d'argent dont celui-ci était nu-propriétaire constitue un avantage indirect sujet à rapport. *Trib. civ. Confolens* 3 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 11 *novembre* 1906.

2. — Les frais de nourriture et d'entretien ne sont pas sujets à rapport. *Ibid.*

RECEL.

V. aussi *Complice-Complicité*, *Succession.*

Une demande en rapport à succession et en application des peines de l'art. 792 C. civ. sur le recel, peut être formée par voie de conclusions et non par voie d'action principale, lorsque les parties sont venues à l'audience en suite d'un procès-verbal de difficultés dressé par le notaire liquidateur. *Ibid.*

RECIDIVE-RELEGATION.

1. — DE LA RÉLÉGATION. — Il ne peut être tenu compte en vue de la relégation des condamnations prononcées par les Tribunaux militaires que lorsqu'elles l'ont été en dehors de l'état de siège ou de guerre et seulement pour des crimes ou délits de droit commun spécifiés dans la même loi. *Cass.* 18 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.479, *Gaz. Trib.* 5 *janvier* 1907.

2. — Spécialement la condamnation à cinq ans de réclusion prononcée par un Conseil de guerre pour vol commis par un militaire au préjudice d'un autre militaire, en vertu de l'art. 248 C. just. milit. pour l'armée de terre, c'est-à-dire par un vol qui, commis dans ces conditions, au lieu de constituer un délit passible de peines correctionnelles comme l'édicte l'art. 401 C. pén. constitue exceptionnellement un crime passible des travaux forcés ou de la réclusion suivant les circonstantes, est une condamnation pour crime militaire, et ne peut par suite entrer en ligne de compte en vue de l'application de la rélégation. *Ibid.*

3. — Lorsqu'une seule peine a été prononcée en vertu de l'art. 365 C. instr. crim. à raison de deux délits, il suffit que l'un d'eux figure parmi les infractions prévues par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 pour qu'il en soit tenu compte au point de vue de l'application de la rélégation. *Cass.* 12 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.353, *Gaz. Trib.* 23 *novembre* 1906.

4. — Il en est de même quand la confusion des deux peines a été prononcée. *Ibid.*

RECRUTEMENT.

1. — A. DU CONSEIL DE REVISION CANTONAL. DES EXEMPTIONS, DES DISPENSES ET DES AJOURNEMENTS. VOIE DE RECOURS CONTRE LES DÉCISIONS DU CONSEIL DE REVISION. — Le ministre de la guerre est fondé à demander l'annulation par le Conseil d'Etat des décisions qui ont été prises par un conseil de revision irrégulièrement composé, dont a fait partie, en qualité de membre du conseil général, le citoyen élu en cette qualité dans le canton où la revision avait lieu. *Cons. d'Et.* 19 *mai* 1905. *Pand. franç.* 42.4.1906.

2. — B. DE LA TAXE MILITAIRE. — Un jeune homme, ajourné à deux reprises, dont la situation n'a été définitivement réglée qu'après la promulgation de la loi du 13 avril 1898, est imposable à la taxe militaire pendant les deux années qui suivent celle pendant laquelle il était au premier janvier présent sous les drapeaux, et, par suite, son ascendant n'est pas fondé à demander décharge de la taxe établie pour l'une de ces deux années. *Cons. d'Et.* 15 *janvier* 1904. *S.* 58.3.1906.

RECUSATION.

V. aussi *Renvoi.*

Lorsqu'un arrêt rendu par la Chambre criminelle de la Cour de cassation est l'objet d'une inscription de faux et que les magistrats qui l'ont rendu sont l'objet d'une récusation, ces mêmes magistrats ne peuvent statuer sur cette double demande. *Cass.* 22 *juillet* 1904. *D.* 391.1.1906.

REFERE.

1. — A. DES CAS RENTRANT DANS LA COMPÉTENCE DU JUGE DES RÉFÉRÉS. — Le juge des référés est compétent dans tous les cas où il s'agit de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un jugement. *Cass.* 28 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.171.

2. — Spécialement, lorsqu'un tiers, se prétendant propriétaire d'un immeuble détenu par une congrégation, a fait opposition entre les mains de l'huissier chargé de la vente des fruits par le liquidateur, le juge des référés, saisi par le liquidateur d'une demande tendant à ce que ledit huissier soit tenu, en exécution du jugement qui l'a nommé liquidateur, de verser provisoirement entre ses mains les sommes provenant de la vente, ne saurait se déclarer incompétent sous le prétexte que le tribunal est saisi de la même question. *Ibid.*

3. — Les ordonnances de référé ne statuant qu'à titre provisoire, ne sort pas des limites de sa compétence le juge des référés qui réduit pour cause alimentaire la quotité d'une délégation consentie sur les arrérages d'une rente viagère incessible, alors même que le bénéficiaire de la rente a renoncé à se prévaloir de cette incessibilité. *Ibid.*

4. — B. PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS. — La voie de l'opposition est ouverte contre un arrêt par défaut rendu sur l'appel d'une ordonnance de référé. *Paris* 4 *août* 1904. *D.* 206.2.1906.

5. — En conséquence, il y a lieu à arrêt de défaut profit joint, lorsque, parmi les intimés sur cet appel, les uns ont constitué avoué, tandis que les autres font défaut. *Ibid.*

6. — Jugé, au contraire, que l'arrêt par défaut rendu sur l'appel d'une ordonnance de référé n'est pas plus susceptible d'opposition que ne l'est une ordonnance de référé rendue par défaut. *Paris* 9 *août* 1905. *D.* 206.2.1906.

7. — .. Que, par suite, lorsque, parmi les intimés sur cet appel, les uns ont constitué avoué tandis que les autres font défaut, il n'y a pas lieu à défaut profit joint contre les défaillants. *Ibid.*

8. — Un jugement par défaut rendu sur référé renvoyé à l'audience n'est pas susceptible d'opposition. *Ibid.*

REGIME DOTAL.

V. *Dot.*

REGLEMENT ADMINISTRATIF.

V. aussi *Chemins de fer, Cultes, Responsabilité civile, Voitures-Voitures publiques, Voirie.*

Index alphabétique

Atteinte à la liberté du commerce 2.
Convoi funèbre 5.
Cortège sur la voie publique 6.
Examen des viandes 11.
Excès de pouvoirs 7.
Garderies 10.
Interdiction de bâtir 14 et s.
Interdiction des processions 4.
Loi sur l'hygiène 9.
Port des habits sacerdotaux 3.
Portefaix municipaux 1.
Pouvoirs des maires 1 et s.
Pouvoirs du juge de police 13.
Processions religieuses 4.
Taxe d'inspection des viandes 12.
Urinoirs publics 8 et s.

---

1. — A. DES ARRÊTÉS RÉGLEMENTAIRES DES PRÉFETS ET SOUS-PRÉFETS. — Le maire agit dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884, en vue du bon ordre et de la sécurité publique, en créant une brigade de portefaix soumis à l'agrément de l'autorité municipale et placés sous les ordres d'un chef d'équipe chargé d'opérer la répartition des recettes après les avoir centralisées. *Cons. d'Et.* 9 *décembre* 1904. *D.* 72.3.1906.

2. — Et cette mesure ne peut être considérée comme contraire au principe de la liberté du commerce et de l'industrie alors qu'elle n'enlève pas aux acheteurs et vendeurs la faculté d'employer au transport des marchandises les personnes à leur service. *Ibid.*

3. — B. DES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. RÈGLEMENTS DE POLICE. — Est légal l'arrêté municipal interdisant le port des habits sacerdotaux aux ministres du culte qui accompagnent à pied des convois funèbres dans les rues de la commune, ledit arrêté pris en vue d'assurer l'ordre public, sans distinguer entre les convois funèbres à raison de leur caractère civil ou religieux. *Cass.* 23 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.490.

4. — L'arrêté municipal interdisant les processions religieuses ne vise que les manifestations religieuses sur la voie publique organisées par le prêtre dans un but d'adoration ou de prière. *Trib.* simple police. *Toury* 1er *décembre* 1906. *Gaz. Trib.* 18 *décembre* 1906.

5. — Il ne saurait atteindre, dès lors, un convoi funèbre ayant pour objet spécial d'accompagner un défunt au cimetière, fût-ce avec des emblèmes religieux. *Ibid.*

6. — Il appartient au maire, en vertu de ses pouvoirs de police, de prendre un arrêté disposant qu'aucune société de musique ne pourra sortir en cortège sur la voie publique sans autorisation. *Cons. d'Et.* 29 *décembre* 1905, 12 *janvier* 1906. *S.* 113.3.1906.

7. — Mais, lorsque le maire écrit au président d'une société musicale pour lui rappeler que, suivant son arrêté, aucune sortie de la société ne peut avoir lieu sans sa permission sous peine de procès-verbal, et que, d'après les circonstances de l'affaire, cet avis implique le rejet pour des motifs étrangers à l'ordre public des demandes d'autorisation qui seraient présentées par la société intéressée, le maire, dans l'application qu'il fait ainsi du règlement pris par lui, commet un excès de pouvoir qui ouvre un recours devant le Conseil d'Etat. *Ibid.*

8. — Est légal l'arrêté pris par le maire pour interdire d'uriner ailleurs que dans les urinoirs dans les voies publiques ou des urinoirs sont établis *Cass.* 2 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.231, *Gaz .Trib.* 25 *octobre* 1906.

9. — Et cet arrêté ne saurait être considéré comme abrogé par la loi du 15 février 1902 (art. 31), relative à la protection de la santé publique; en effet, cette loi ayant pour but de prévenir ou de faire cesser les maladies transmissibles et d'assurer la salubrité des maisons ou de leurs dépendances ainsi que des voies privées, s'aplique à des objets différents de cet arrêté qui concerne la sûreté et la salubrité des voies publiques. *Ibid.*

10. — En l'absence d'une disposition législative ou réglementaire sur les garderies, il n'appartient par au maire, en vertu de ses pouvoirs généraux de police, d'interdire les garderies fonctionnant sur le territoire de la commune dans des locaux non autorisés. *Cons. d'Et.* 3 *février* 1905. *D.* 85.3.1906.

11. — L'arrêté municipal soumettant à un examen facultatif du vétérinaire les viandes débitées dans une commune, et ayant déjà été estampillées dans une autre, peut être valablement pris sans avis du conseil départemental d hygiène. *Trib. civ. Valenciennes* 28 *juin* 1906. *Pand. franç.* 330.2.1906.

12. — Mais il faut une disposition stricte et spéciale de l'arrêté pour que la taxe d'inspection des viandes puisse être perçue dans ce cas sur les viandes foraines. *Ibid.*

13. — Le juge de police a le devoir de vérifier la légalité des arrêtés administratifs. *Tr. simple police Romilly-sur-Seine* 19 *décembre* 1905. *D.* 214.2.1906.

14. — Un arrêté municipal qui vise exclusivement, pour les soumettre à certaines prescriptions, les constructions de toute nature pouvant être élevées *à front ou en bordure de la voie publique municipale ou la joignant*, n'est pas applicable à des constructions élevées sur des rues privées, alors surtout que ces rues existaient déjà lors de l'arrêté et étaient visées par lui comme non reconnues. *Ibid.*

15. — Le maire ne pouvant, sans porter atteinte au droit de propriété, interdire de bâtir sans autorisation préalable sur des terrains ne confinant pas à la voie publique, l'arrêté par lequel il prend à cet égard des injonctions prohibitives est nul et non obligatoire. *Ibid.*

16. — La disposition de l'art. 11 de la loi du 15 février 1902, d'après laquelle aucune habitation ne peut être construite sans un permis du maire constatant que le projet présente les conditions de salubrité prescrites, n'est applicable qu'aux agglomérations de 20.000 habitants. *Ibid.*

17. — Dans les agglomérations de moins de 20.000 habitants, le maire ne peut donc inscrire cette obligation dans le règlement sanitaire pris pour l'exécution de la loi de 1902; on soutiendrait vainement, que en dehors de la loi de 1902, il puise ce droit dans l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884. *Ibid.*

18. — Mais, les prescriptions de salubrité étant distinctes du permis de construire, le maire, s'il ne peut empêcher de construire par mesure préventive, en soumettant l'autorisation à certaines conditions, est en droit de prescrire toutes mesures utiles en vue de la salubrité. *Ibid.*

REGLEMENT DE JUGES.

V. aussi *Faillite.*

1. — A. RÈGLEMENT DE JUGES EN MATIÈRE CIVILE. — Il n'y a point lieu à règlement de juges si la déclaration d'incompétence de l'une des juridictions émane de la Cour de cassation. *Cass.* 30 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.332, *Gaz. Trib.* 16 *novembre* 1906.

2. — Tel est le cas spécialement lorsqu'une des sections de la Cour de cassation saisie d'une demande de prise à partie à la suite d'un arrêt d'incompétence rendu par une Cour d'appel, s'est elle-même déclarée incompétente pour en connaître; les Chambres réunies de la Cour de cassation ne sauraient, en ce cas, être reconnues compétentes pour trancher le conflit. *Ibid.*

3. — B. RÈGLEMENT DE JUGES EN MATIÈRE CRIMINELLE. — Lorsque, deux juges d'instruction ayant été saisis de la même poursuite, la Cour de cassation, réglant de juges, a décidé que l'un d'eux demeurerait seul saisi, et lorsque, avant l'arrêt réglant de juges, le juge d'instruction plus tard dessaisi a renvoyé le prévenu devant le tribunal correctionnel, ce tribunal demeure saisi par l'effet de l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction, bien que, sur le vu de l'arrêt réglant de juges, il ait prononcé la radiation de l'affaire. *Cass.* 12 *mars* 1903. *S.* 183.1.1906.

4. — Le tribunal correctionnel demeurant ainsi saisi, en même temps que le juge d'instruction devant lequel la Cour de cassation avait renvoyé l'affaire, il en résulte un conflit positif de juridictions donnant lieu à règlement de juges. *Ibid.*

REGLEMENT DE POLICE.

V. *Règlement administratif.*

REGLEMENT DE QUALITES.

V. *Jugements et arrêts.*

REHABILITATION.

RÉHABILITATION COMMERCIALE. — En cas de liquidation judiciaire suivie de concordat, le créancier qui a reçu l'intégralité de son dividende concordataire n'est pas fondé à s'opposer à la réhabilitation du liquidé, sous prétexte qu'il n'aurait pas été payé de la totalité du montant de sa créance originaire. *Bordeaux* 15 *janvier* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.175, *Pand. franç.* 279.2.1906.

RELÉGATION.

V. *Récidive-rélégation.*

REMISIER.

V. *Courtier, Effets publics.*

REMPLOI.

V. *Communauté conjugale, Dot.*

RENTE.

RENTES VIAGÈRES. — La prohibition de l'article 1981 C. civ., édictée pour empêcher les abus et les fraudes, ne met pas obstacle à la faculté qu'a le juge de rechercher et de reconnaître si une rente viagère constituée à titre onéreux, a véritablement le caractère alimentaire, et comme telle doit être déclarée insaisissable au moins pour partie. *Trib. paix Reims* 29 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.204.

RENTES SUR L'ETAT.

V. *Agent de change.*

1. — NÉGOCIATION ET TRANSMISSION. — TRANSFERTS. — RENTES INALIÉNABLES. — Le seul fait de l'immatriculation pour la nue propriété d'un titre de rente au nom d'un tiers, ne suffit pas à prouver l'existence d'une donation au profit de ce tiers ; il faut encore établir l'acceptation par ce tiers de la donation. *Paris* 13 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 26 *août* 1906.

2. — D'autre part, la force probante qui s'attache à l'inscription sur le grand Livre de la dette publique peut être combattue au point de vue de la propriété du titulaire, non seulement par une preuve écrite contraire, mais encore par un commencement de preuve par écrit et des présomptions, ou pour cause de fraude. *Ibid.*

3. — Spécialement, une immatriculation de titres de rente faite sur l'ordre d'un *de cujus* au nom de son petit-fils mineur, à son insu, et dans des circonstances qui établissent le dessein du *de cujus* de faire fraude à la réserve, ne prouve qu'une chose : l'intention du *de cujus* de faire une libéralité indirecte au profit de son petit-fils, mais en l'absence d'acceptation régulière de ce dernier, la propriété des titres ne lui a pas été transférée. *Ibid.*

4. — Il en est ainsi, alors surtout que l'immatriculation dont s'agit a été faite à la suite, non d'un transfert par mutation d'une rente nominative déjà existante, opérée par l'intermédiaire d'un agent de change, mais d'une reconversion de rentes au porteur ou d'un versement d'espèces. *Ibid.*

5. — Si le *de cujus* ne s'est jamais dessaisi des titres, on ne peut pas considérer non plus qu'il y a eu don manuel. *Ibid.*

RENVOI.

V. aussi *Cassation, Cour d'assises, Exceptions et fins de non-recevoir, Récusation.*

1. — A. DES RENVOIS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — SUSPICION LÉGITIME OU SURETÉ PUBLIQUE. — La loi n'autorise le renvoi que d'une cour, d'un tribunal ou d'un juge d'instruction, et non d'un procureur à un autre, lequel n'est pas récusable, lorsqu'il est partie principale. *Cass.* 14 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.230.

2. — Un tribunal n'est pas nécessairement dans l'impossibilité de se constituer lorsque par suite d'abstention ou d'empêchement de plusieurs de ses membres, il ne reste plus qu'un seul juge disponible : un juge suppléant peut être délégué par le premier président du ressort, et un membre du barreau ou un avoué peut être appelé à compléter. *Cass.* 26 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.21, *Gaz. Trib.* 16 *octobre* 1906.

3. — Si la partie civile a le droit de demander à la Cour de cassation le renvoi pour cause de suspicion légitime d'une affaire devant un juge d'instruction autre que celui qui est saisi, une pareille demande est sans objet lorsque le juge saisi a statué sur la poursuite par une ordonnance de non-lieu, déféré à la Chambre des mises en accusation par l'opposition de la partie civile elle-même. C'est alors à la Chambre des mises en accusation qu'il appartient d'apprécier les griefs articulés en la requête. *Cass.* 14 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.230

4. — B. PROCÉDURE DES RENVOIS. — C'est à la Cour de cassation seule, en matière criminelle, qu'il appartient de prononcer le renvoi d'une affaire, en vertu de l'art. 542 C. inst. crim., dont les dispositions sont générales et absolues, lorsque, par l'effet de récusations ou d'abstentions dont les causes sont jugées légitimes, le Tribunal légalement saisi est dans l'impossibilité de se constituer. *Cass.* 31 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.235. *Gaz. Trib.* 16 *octobre* 1906.

5. — Dès lors, un Tribunal civil ne peut conférer le pouvoir de juger à un tribunal de simple police et lui attribuer la connaissance d'une affaire qui échappe à sa compétence aux termes de l'art. 138 C. inst. crim. *Ibid.*

6. — Et les lois qui ont circonscrit les attributions respectives de juridiction étant d'ordre public et devant être rigoureusement observées, l'incompétence du tribunal de police qui a statué dans ces conditions est d'ordre public et peut être soulevée d'office devant la Cour de cassation. *Ibid.*

REPOS HEBDOMADAIRE.

V. *Travail (Protection du).*

REPRISE D'INSTANCE.

1. — Lorsque l'affaire est en état devant la cour par suite des conclusions échangées entre les parties, il n'y a lieu de mettre en cause le nouveau conseil judiciaire du prodigue nommé en remplacement de celui qui assistait celui-ci au moment où la procédure d'appel a été engagée. *Paris* 20 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.492.

2. — ... Alors surtout que la nomination de ce nouveau conseil judiciaire n'a pas été révélée à l'adversaire. *Ibid.*

3. — Dès lors, l'arrêt est régulièrement rendu contre le prodigue assisté du conseil dont les fonctions ont pris fin. *Ibid.*

REQUETE CIVILE.

V. aussi *Cassation.*

1. — CAS D'OUVERTURE A REQUÊTE CIVILE. — Constitue le dol actif tombant sous l'application du paragraphe 1er de l'art. 480 C. pr. civ. et de nature à donner ouverture à la requête civile, le fait par une partie d'avoir caché sa véritable qualité de débiteur personnel en dissimulant un acte et en prenant une qualité de prête-nom qui ne lui a jamais appartenu, avançant ainsi comme vrai un fait qu'elle savait faux. *Rouen* 1er *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.271.

2. — Alors que cette dissimulation mensongère et persistante dans un système habilement combiné à l'aide de circonstances en apparence favorable à sa cause était de nature à induire en erreur les juges qui ont rendu la décision entreprise, et dans l'ignorance où ils étaient de la vérité des faits, à leur faire rendre une décision autre que celle qu'ils auraient pu rendre s'ils avaient statué en pleine connaissance de cause. *Ibid.*

3. — Le paragraphe 10 de l'art. 480 C. pr. civ. est subordonné à une double condition : d'abord que les pièces recouvrées depuis le jugement soient décisives et ensuite qu'elles aient été retenues par le fait de la partie. *Ibid.*

4. — Et cette double condition se trouve réunie lorsque, d'une part, la pièce prétendue recouvrée est un acte sous seing privé visé dans une lettre versée aux débats, lequel contenant une stipulation exclusive du rôle de prête-nom que la partie contre laquelle il est invoqué s'est attribué faussement est de nature à faire écarter les présomptions qui ont servi de base à la décision entreprise, et lorsque, d'autre part, il résulte nécessairement des termes mêmes de l'acte que celui-ci avait été remis à cette partie. *Ibid.*

5. — Et il importe peu que la production matérielle de cet acte n'ait pas été faite dans l'espèce, car lorsque la substance d'une pièce reconnue décisive ne saurait être révoquée en doute, il ne dépend pas d'une partie, soit en retenant cette pièce, soit en la détruisant volontairement, de modifier les rapports juridiques qu'elle a créés entre les plaideurs. *Ibid.*

RESPONSABILITE CIVILE.

V. aussi *Bail*, *Chemins de fer*, *Commerce*, *Frais et dépens*, *Louage d'ouvrage et d'industrie*.

Index alphabétique

Accident causé dans l'exercice des fonctions 59 et s.
Accident causé par automobile 32 et s.
Accident causé par cycliste 31.
Accident causé par machine à battre 162 et s.
Accidents commerciaux 79.
Accidents suivis de mort 91.
Accidents survenus à l'occasion du travail 88 et s., 114 et s.
Action en revision 140 et s.
Administration municipale 90.
Aggravation de la blessure 141.
Allure excessive 24 et s.
Appel 136.
Appréciation de l'indemnité 117.
Assistance publique 43.
Ateliers industriels 70 et s
Automobiles 32.
Calcul de la rente 182 et s.
Camionnage 54.
Caractères de la loi de 1898 67 et s.
Chai 74.
Chantier 74.
Chefs d'entreprise 81 et s.
Chemin de fer 35 et s.
Cheval 57.
Chien écrasé 33.
Compagnie de tramways 24, 26.
Compétence 124 et s.
Compétence du juge de paix 124, 126, 128 et s.
Consolidation de la blessure 130.
Contestations relatives aux frais funéraires 126.
Coupe des bois 157.
Cycliste 30 et s.
Délai de la demande en revision 145.
Demandes connexes 132.
Désobéissance au patron 113.
Domestique 55.
Dommages-intérêts 9.
Eclairage de l'escalier 10.
Enfants conçus après l'accident 96.
Enfants mineurs 39 et s.
Entrepreneur adjudicataire 90.
Epoux survivant 97
Etat 59 et s.
Etendue de la responsabilité 5 et s.
Exécution provisoire 134 et s.
Exonération de la responsabilité 114.
Expertise 146.
Expertise amiable 133.
Exploitations agricoles 157 et s.
Faute commune 11.
Faute de service 59, 63.
Faute inexcusable 109, 111 et s.
Frais médicaux 108, 126.
Frères et sœurs de l'ouvrier tué 98.
Imprudence 17, 27, 112.
Incapacité permanente 100, 105.
Incendie causé par machine à vapeur 58.
Indemnités forfaitaires 95 et s., 102 et s.
Indemnités temporaires 129 et s.
Industries soumises à la loi de 1898 70 et s.
Logeur 57.
Machine à battre 162 et s.
Manufacture 149.
Médecin 20.
Médecin des hôpitaux 43.
Négociants en vins 73
Nourrice contaminée 19.
Obligations du contrat de louage 50.
Ouvriers mineurs 104.
Ouvriers payés à la tâche 86.
Raiement des indemnités 149 et s.
Patron 40, 85.
Patron à la fois industriel et commerçant 77.
Pensions aux ouvriers 105.
Pensions militaires 60.
Père 1, 40.
Personnes ayant droit à l'indemnité 93 et s.
Poursuites non justifiées 7.
Prédisposition antérieure 94.
Préjudice causé par la mort d'un parent 3 et s., 56.
Préjudice moral 2, 4.
Prescription de l'action 138.
Présomption de faute 13, 18.
Preuve de l'accident 120.
Privation d'un bras 101.
Procédure de l'action en revision 140.
Procédure de la demande 132 et s.
Qualité de commettant 43 et s., 84.
Recours contre les voisins en cas d'incendie 16.
Réduction de l'indemnité 107, 109.
Réduction du taux de l'incapacité 100.
Refus de se faire opérer 106.
Règles de preuve 120 et s.
Rente 102 et s.
Responsabilité commune 5 et s.
Responsabilité de l'Etat 59 et s.
Responsabilité des locataires en cas d'incendie 13.
Responsabilité des parents 1, 12, 19, 39 et s.
Responsabilité des tiers auteurs de l'accident 114 et s.
Responsabilité du médecin 20.
Responsabilité du propriétaire 10, 16.
Revision des indemnités 140 et s.
Saisie injustifiée 9.
Salaire de base 104.
Scieur de long 87.
Sens du mot « préposé » 85.
Syphilis 19.
Taxe pour les fonds de garantie 150.
Tiers auteurs de l'accident 114 et s.
Tramways 24 et s.
Transaction nulle 116.
Travaux agricoles 157 et s.
Usage d'un moteur 75, 80, 159.
Versement du capital à la Caisse des retraites 151 et s.
Voies de recours 136.
Voyageur tombé du tramway 27.

Chap. I. — Règles générales. — Fondement et étendue de la responsabilité basée sur l'article 1382 C. civ. (n. 1).

Chap. II. — Responsabilité directe incombant à l'auteur d'un délit ou d'un quasi-délit (n. 7).

Chap. III. — Responsabilité indirecte à raison du fait d'autrui.

§ I. — *Responsabilité des père et mère quant aux faits de leurs enfants mineurs* (n. 39).

§ II. — *Responsabilité des commettants quant aux faits de leurs préposés et envers eux* (n. 43).

Chap. IV. — Responsabilité des animaux que l'on a sous sa garde (n. 57).

Chap. V — Responsabilité à l'égard des choses inanimées. — Responsabilité du propriétaire d'un bâtiment (n. 58).

Chap. VI. — Responsabilité de l'Etat (n. 59).

Chap. VII. — Responsabilité des chefs d'industrie à l'égard des accidents prévus par la loi du 9 avril 1898.

SECT. I. — CARACTÈRE SPÉCIAL, OBLIGATOIRE ET IMPÉRATIF DES DISPOSITIONS DE LA LOI (n. 67).

SECT. II. — INDEMNITÉS EN CAS D'ACCIDENTS.

§ I. — *Professions, ouvriers et accidents visés par la loi* (n. 70).

§ II. — *Des personnes ayant droit à l'indemnité et de la quotité de l'indemnité* (n. 93).

§ III. — *Classification des accidents au point de vue de leurs conséquences, incapacités temporaires, incapacités définitives, partielles ou absolues* (n. 100).

§ IV. — *De la rente forfaitaire calculée sur le salaire* (n. 102).

§ V. — *Des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires* (n. 108).

§ VI. — *Des circonstances de nature à diminuer ou à augmenter l'indemnité forfaitaire ou encore à exonérer complètement le chef d'industrie. — Faute inexcusable, faute intentionnelle* (n. 109).

§ VII. — *Responsabilité du tiers auteur de l'accident. — Compétence. — Procédure* (n. 114).

SECT. III. — EXERCICE DE L'ACTION. — COMPÉTENCE. — PREUVE. — PRESCRIPTION.

§ I. — *Règles de preuve* (n. 120).

§ II. — *Règles de compétence* (n. 124).

§ III. — *Procédure de la demande* (n. 132).

§ IV. — *Voies de recours* (n. 136).

§ V. — *Prescription de l'action* (n. 138.)

SECT. IV. — REVISION DES INDEMNITÉS. — DEMANDE D'UN CAPITAL APRÈS L'EXPIRATION DU DÉLAI DE REVISION (n. 140).

SECT. V. — DES GARANTIES TENDANT A ASSURER LE PAIEMENT DES INDEMNITÉS FORFAITAIRES (n. 149).

Chap. VIII. — Responsabilité résultant de la loi du 30 juin 1899. (Travaux agricoles.) (n. 157).

Chap. I. — Règles générales. Fondement et étendue de la responsabilité basée sur l'art. 1382 C. civ.

1. — A. PERSONNES RESPONSABLES. — Le père qui retient son fils majeur à son foyer peut être déclaré responsable du préjudice causé aux tiers par l'état d'insanité d'esprit de celui-ci qui s'est manifesté sous ses yeux et spécialement du préjudice résultant d'un abus d'actes de procédure, alors qu'il a abandonné son fils démént à ses errements, sans prendre contre lui les précautions nécessaires. *Cass.* 30 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.233. *Gaz. Trib.* 26 *octobre* 1906.

2. B. DE LA FAUTE ET DU PRÉJUDICE. DE LA RELATION DE CAUSE A EFFET ENTRE LA FAUTE ET LE PRÉJUDICE. — Le préjudice moral, aussi bien que le dommage matériel, donne, en droit, ouverture à réparation pécuniaire. *Trib. civ. Nantes* 31 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.180.

3. — Un fils atteint dans ses affections par la mort tragique de sa mère qu'il n'a jamais quittée a droit à une indemnité, car à côté du préjudice moral certain, cette mort lui cause un préjudice matériel certain, occasionné par les frais funéraires, les dépenses de deuil, etc. *Ibid.*

4. Les parents d'un enfant de seize mois mort des suites des blessures causées par un accident sont fondés à demander des dommages-intérêts à l'auteur responsable dudit accident à raison du préjudice moral qui leur a été causé par un pareil malheur, préjudice moral dont l'appréciation en argent est facile et doit être la juste compensation de leur douleur. *Douai* 26 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.52.

5. — C. ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ. ATTÉNUATION. FAUTE COMMISE. EXONÉRATION. — Dans le choc qui se produit entre une bicyclette et un tombereau, le bicycliste ne peut s'en prendre qu'à lui-même de l'accident dont il a été victime, si la voie publique étant embarrassée, il ne met pas pied à terre et ne conduit sa machine à la main (arrêté préfectoral du 29 février 1896, art. 4.) *Trib. com. Nantes* 23 *mai* 1906. *Rec. Nantes* 400.1. 1906.

6. — Mais le conducteur du tombereau encourt lui-même une part de responsabilité, s'il néglige, dans un endroit difficile, de se tenir constamment à portée de ses chevaux et en position de les guider. (Règlement sur le roulage du 10 août 1852). *Ibid.*

Chap. II. — Responsabilité directe incombant à l'auteur d'un délit ou d'un quasi-délit.

7. — RESPONSABILITÉ DE L'AUTEUR DU QUASI-DÉLIT. — Les juges du fond peuvent condamner le demandeur en contrefaçon à des dommages-intérêts envers le défendeur, en se fondant sur ce que son action était inconsidérée, alors que cette expression se réfère, non seulement aux constatations par lesquelles les juges expliquent que la demande n'est pas sérieuse, mais encore à cette circonstance que le demandeur aurait dû être averti par son échec dans une action semblable par lui antérieurement portée devant la juridiction correctionnelle (C. civ.,

1382, 1383). *Cass.* 29 *novembre* 1905. *S.* 1906.1.229. *D.* 207.1.1906.

8. — Le propriétaire qui fait procéder à une saisie-gagerie pour avoir paiement d'un solde de loyer, sur lequel il y a contestation sérieuse, et cause ainsi un préjudice à son locataire, doit à celui-ci des dommages-intérêts, puisqu'en cas de désaccord, le propriétaire a, pour faire juger la difficulté, toute autre voie judiciaire ménageant la situation de son locataire. *Lyon* 25 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 12 *octobre* 1906.

9. — Lorsqu'en prétextant un abandon furtif des locaux, un défaut de congé et le non-paiement des loyers échus, le bailleur a surpris à la religion du président du Tribunal une ordonnance de référé qui a abouti à une saisie-revendication sur le locataire, mais qui a ensuite été rétractée par ce magistrat mieux éclairé, il doit être condamné à des dommages-intérêts pour réparation du préjudice résultant de son procédé vexatoire. *Trib. civ. Toulouse* 1 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.487. *Gaz. Trib.* 16 *novembre* 1906.

10. — Le propriétaire d'un immeuble est responsable de l'accident dont a été victime un tiers, par suite de l'éclairage insuffisant de l'escalier. *Trib. paix Paris* (XIV^e^) 9 avril 1906. *Mon. jud. Lyon* 15-16 *août* 1906.

11. — Mais il y a lieu de partager la responsabilité entre le propriétaire et le tiers, quand celui-ci a mis à descendre l'escalier une hâte excessive qui, dans une certaine mesure a pu contribuer à l'accident. *Ibid.*

12. — Ne saurait constituer à la charge d'un père de famille une faute génératrice de responsabilité civile le fait d'avoir installé dans sa maison, à un même étage, où ils se trouvaient seuls, et dans deux chambres voisines, son fils et une jeune domestique, entre lesquels se sont nouées des relations suivies de grossesse et d'accouchement ; alors du moins que les chambres, bien que rapprochées, n'étaient pas contiguës ; que l'âge des jeunes gens était respectivement de vingt-quatre et de vingt ans et demi, et enfin, que la jeune fille avait dans le voisinage sa mère, laquelle était parfois occupée à des travaux dans la maison. *Rouen* 12 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.47.

13. — La présomption de faute établie au cas d'incendie par les art. 1733 et 1734 C. civ. n'a lieu que contre les locataires en faveur du propriétaire et ne peut être étendue aux rapports de propriétaires voisins entre eux. *Paris* 2 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.166.

14. — La loi n'a établi aucune présomption de cette nature au profit du propriétaire de l'immeuble détruit ou endommagé par suite ou à l'occasion de l'incendie qui a commencé chez le voisin. *Ibid.*

15. — Par suite, lorsque l'incendie allumé par une batteuse à vapeur installée dans la cour d'une ferme s'est étendu à l'immeuble voisin, le propriétaire de ce dernier immeuble ne saurait soutenir que le propriétaire de la ferme est de plein droit présumé en faute et qu'il lui incombe pour combattre cette présomption de prouver à sa décharge le cas fortuit ou la force majeure. *Ibid.*

16. — En conséquence, en l'absence de toute circonstance de cette nature, c'est d'après les principes de droit commun, écrit dans les art. 1382 et 1383 C. civ., que doivent être appréciées la responsabilité du propriétaire de l'immeuble où a commencé l'incendie, aussi bien que celle du locateur et conducteur de l'appareil à vapeur qui a été la cause originaire de cet incendie. *Ibid.*

17. — Et il y a imprudence génératrice de responsabilité dans le fait d'avoir installé une batteuse à vapeur dans une cour étroite, encombrée de pailles, lesquelles, se trouvant en contact avec le foyer du moteur, ont pris feu et ont communiqué l'incendie aux bâtiments entourant la cour. *Ibid.*

18. — Quant au locateur et conducteur de la batteuse, à supposer, ce qui est discutable, que l'art. 1384 C. civ. ait établi une présomption de faute à l'encontre de celui qui a la garde d'un objet inanimé, encore faut-il que le dommage provienne du vice de cette chose, comme, par exemple, de l'explosion du moteur, dans l'espèce et non de son usage légal, normal et régulier. *Ibid.*

19. — La contamination d'une nourrice, autorisée de la Préfecture de police, par un nourrisson atteint de syphilis héréditaire, entraîne la responsabilité solidaire de la mère, dont le silence constitue une faute grave, quand elle n'a pu ignorer l'état de son enfant, et du médecin traitant chargé de le visiter, si, après avoir constaté l'existence de la syphilis chez cet enfant, il n'avertit pas la nourrice du danger qu'elle court et ne prend pas les mesures nécessaires au retrait du nourrisson. *Trib. civ. Seine* 9 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 19 *novembre* 1906. *Cf. Trib. civ. Seine* 24 *octobre* 1906. *Gaz. Trib.* 20 *novembre* 1906.

20. — Mais, en pareil cas, on ne saurait tenir pour responsables ni le médecin inspecteur de la Préfecture de police, faute de constatations en temps utile, ni le directeur du bureau des nourrices, l'enfant mis en nourrice ayant été visité avant son départ et une enquête sur ses origines ne pouvant donner aucun résultat, ni enfin le médecin attaché audit bureau, alors que son examen s'est produit immédiatement après la naissance de l'enfant, c'est-à-dire à un moment où celui-ci ne pouvait encore présenter de symptômes morbides. *Ibid.*

21. — Le fait par une maison de construction de bicyclettes d'avoir, dans un intérêt personnel et commercial, publié, par la voie de la presse, le nom du gagnant d'une course, sans l'autorisation de ce dernier, engage la responsabilité de cette maison. *Trib. com. Seine* 21 *septembre* 1906. *Gaz. Trib.* 27 *novembre* 1906.

22. — En conséquence, celle-ci doit être tenue à la réparation du préjudice causé alors que le coureur, qui n'avait pris part à la course qu'en qualité d'amateur membre de l'Union Vélocipédique de France encourt, par le fait de cette publication, sa disqualification et son exclusion de la Société. *Ibid.*

23. — Lorsque le conducteur d'une voiture marchant à vive allure se dispose à quitter une voie secondaire pour entrer dans une voie principale, sillonnée à tout instant par des tramways, il lui incombe de prendre les précautions nécessaires pour éviter un accident et notamment de s'assurer, avant d'entrer dans la voie principale, si d'autres véhicules ne viennent pas y croiser sa route. *Trib. com. Seine* 22 *septembre* 1906. *Gaz. Trib.* 16 *novembre* 1906.

24. — Une Compagnie de tramways ne saurait être rendue responsable d'une collision, alors qu'il est établi que le tramway marchait à allure normale et que le wattman a sonné à plusieurs reprises, en arrivant à proximité d'une rue secondaire débouchant sur la voie qu'il suivait et alors qu'au contraire le conducteur de la voiture avec laquelle le tramway est entré en collision n'a pas ralenti son allure en débouchant dans la voie principale suivie par le tramway. *Ibid.*

25. — Si les tramways peuvent, sur les routes, marcher à une allure plus accélérée que dans la ville, ils doivent cependant conserver une allure telle que les wattmen puissent toujours se rendre maîtres de leur machine, et l'arrêter lorsqu'ils aperçoivent un obstacle. *Trib. com. Marseille* 8 *mai* 1906. *Rec. Marseille* 263.1.1906.

26. — Faute d'observation de cette règle, la responsabilité de la Compagnie est engagée en cas d'accident. *Ibid.*

27. — Commet une imprudence dont il doit seul supporter les conséquences, le voyageur qui, monté sur l'impériale d'un tramway et chargé de paquets, s'engage dans l'escalier sans attendre l'arrêt de la voiture et se trouve, par suite d'une secousse, projeté sur le sol. *Trib. com. Pontoise* 13 *février* 1906. *Mon. jud. Lyon* 3.7.1906. *Loi* 14 *juillet* 1906. *Cf. Lyon* 7 *décembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 20 *juin* 1906.

28. — L'absence de chaîne ou d'une barre de protection à l'entrée de la plate-forme ne saurait engager la responsabilité de la Compagnie, lorsque cette partie non fermée de la voiture est destinée à donner accès à l'impériale et non au stationnement des voyageurs. *Ibid.*

29. — Il en est ainsi, surtout lorsque les voitures de ladite Compagnie ont été admises à la circulation par le service du contrôle. *Ibid.*

30. — Le premier devoir d'un bicycliste, circulant au milieu d'un encombrement, est de ne pas écraser le passant, allât-il même au pas ; s'il le fait, il n'est nullement exempt de faute, pour avoir donné les avertissements nécessaires. Il est tenu, en effet, de ralentir son allure, lorsqu'il a été à même de constater qu'un accident était probable ou imminent, si le piéton, dûment averti, néglige de se ranger ou se trouve dans l'impossibilité de le faire. *Trib. paix Paris* 23 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.448. *Loi* 28 *novembre* 1906.

31. — Ce n'est pas le piéton, s'il n'est pas en situation d'apercevoir l'auteur éventuel de l'accident, qui doit s'assurer s'il peut traverser sans danger ; mais c'est bien au bicycliste qu'il appartient, en prêtant une attention nécessaire au mouvement de la rue, de vérifier que son véhicule peut passer sans péril pour personne. Il est certainement répréhensible, quand, sans songer à l'accident possible, il obéit à une idée fixe, à un impérieux besoin de devancer, de suite, les autres véhicules qui lui cachent le piéton, alors qu'il peut si facilement rattraper un temps d'arrêt ou de ralentissement commandé par la plus élémentaire prudence. *Ibid.*

32. — L'art. 15 du décret du 10 mars 1899 impose le devoir aux conducteurs d'automobiles de signaler, en cas de besoin, l'approche de leur véhicule au moyen d'une trompe, et l'exécution de cette prescription ne saurait être purement facultative et laissée à l'appréciation du chauffeur ; elle est au contraire obligatoire, en certains cas, laissée à l'apréciation souveraine des tribunaux. *Trib. paix Quimper* 6 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.1.40. *Cf. Trib. civ. Nontron* 31 *mai* 1906. *Loi* 21 *novembre* 1906.

33. — Est donc responsable de l'accident survenu à un chien de chasse, le conducteur qui, arrivant à un tournant dangereux de la route, n'a pas prévenu par un coup de trompe de son arrivée, suffisamment à temps. *Trib. paix Quimper* 6 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.1.40.

34. — Cette responsabilité, il est vrai, est atténuée, par ce fait que le chien n'était pas étroitement surveillé par celui sous la garde duquel il était. *Ibid.*

35. — On ne saurait faire grief à une Compagnie de chemins de fer de ce que le wagon dans lequel se trouvait un voyageur blessé en descendant du train s'est arrêté en face d'une déclivité du sol destinée à faciliter la manœuvre d'une voie transversale. *Bordeaux* 2 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.279.

36. — Alors d'ailleurs que cette déclivité avait été établie suivant les règlements ordinaires et à une distance telle

qu'elle était dépassée par les trains ordinaires et que si le jour de l'accident elle se trouvait devant une des voitures, cela tenait à la longueur exceptionnelle du train. *Ibid.*

37. — La responsabilité de la Compagnie ne saurait être engagée que s'il était établi ou offert en preuve que le train ne s'est pas avancé par la faute ou la négligence des employés, de façon à permettre à tous les voyageurs une descente facile. *Ibid.*

38. — Il appartient au surplus au voyageur de s'assurer de la disposition des lieux et, s'il ne croit pas pouvoir descendre sans danger, d'appeler à son aide les employés de la gare. *Ibid.*

Chap. III. — Responsabilité indirecte à raison du fait d'autrui.

§ 1. — *Responsabilité des père et mère quant aux faits de leurs enfants mineurs.*

39. — Le père ou la mère d'un mineur sont responsables du délit commis par celui-ci hors leur présence, et même si, malades, ils ne pouvaient se trouver dans la rue avec lui. Il suffit que le mineur habite avec eux. *Trib. de paix Lille* 23 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 18 *octobre* 1906.

40. — Le père et le patron ne peuvent se trouver à la fois civilement responsables. *Ibid.*

41. — Aux termes de l'art. 1384, § 5 C. civ. la responsabilité des père et mère n'a lieu que si ceux-ci ne sont pas en état de prouver qu'il n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. *Trib. civ. Nevers* 17 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.304.

42. — Dès lors, une mère de famille, tutrice naturelle et légale de son fils mineur, ne saurait être civilement recherchée à raison de l'accident causé par celui-ci, au cours d'une partie de jeu, à l'un de ses camarades à qui il a involontairement crevé l'œil d'un coup d'arbalète, alors qu'il appert des renseignements fournis au procès, d'une part que l'accident a été provoqué par l'imprudence de la victime et, d'autre part, que l'enfant auteur de l'accident est très bien élevé et d'un caractère fort doux et qu'en lui permettant d'aller jouer avec son camarade chez les parents de ce dernier, ainsi qu'il arrivait fréquemment et du consentement de ceux-ci, sans d'ailleurs qu'il fût porteur en la quittant, ni de l'arbalète ni d'aucun objet dangereux, la mère de famille n'a commis aucune faute, imprudence ou négligence, et alors enfin qu'elle n'a pu non plus empêcher l'accident, parce qu'à raison de l'état des lieux elle ne pouvait voir de chez elle le jardin où jouaient les enfants et, par suite, surveiller directement et efficacement son fils mineur. *Ibid.*

§ II. — *Responsabilité des commettants quant aux faits de leurs préposés et envers eux.*

43. — A. De la qualité de commettant et de préposé. — Les médecins et chirurgiens des hôpitaux étant désignés au concours et n'étant, quant à la pratique de leur art, soumis ni à l'autorité ni au contrôle de l'Assistance publique, ne sont pont les préposés de cette Administration. *Trib. civ. Seine* 6 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.334.

44. — En conséquence, celle-ci doit être mise hors de cause lorsqu'elle est actionnée dans les termes de l'art. 1384 C. civ. comme civilement responsable d'une opération pratiquée dans un hôpital dans des conditions prétendues défectueuses. *Ibid.*

45. — Si, en principe, l'ouvrier d'une profession déterminée (en l'espèce un charpentier) employé par un propriétaire pour l'exécution d'un travail spécial, ne peut pas être considéré comme le préposé de ce propriétaire aux termes de l'art. 1384 C. civ., il en est autrement dans le cas où l'employeur s'est réservé la direction et la surveillance du travail exécuté par cet ouvrier. *Montpellier* 13 *juillet* 1906. *Mon. jud. Midi* 1906.212.

46. — Commet une faute personnelle engageant directement sa responsabilité le propriétaire qui fournit à un charpentier ,pour le sciage d'un arbre, des chevalets défectueux ou insuffisamment solides. *Ibid.*

47. — Une autre faute personnelle au patron résulte du fait d'avoir mis à la disposition du charpentier des ouvriers agricoles, alors que le travail auquel ils devaient collaborer était au-dessus de leurs capacités et de leurs forces et dangereux pour eux. *Ibid.*

48. — En l'absence de toute faute personnelle, une Compagnie de chemins de fer ne saurait être tenue pour civilement responsable aux termes de l'art. 1384 C. civ. du dommage causé par l'entrepreneur chargé de la vidange des fosses d'aisances de ses gares et stations, lequel a déversé dans les dégorgeoirs et claires à huîtres d'un ostréiculteur tout ou partie des matières fécales extraites. *Poitiers* 6 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.236.

49. — Et le fait, par la compagnie, de faire surveiller les travaux pour qu'ils soient exécutés conformément aux conventions intervenues et d'exiger que l'entrepreneur observe les règlements concernant la police des chantiers et la sécurité des ouvriers et du personnel dans les gares, ne change pas le caractère du contrat et ne fait pas d'elle un commettant responsable dans les termes de l'art. 1384 C. civ. *Ibid.*

50. — Alors, du moins, que l'entrepreneur et la Compagnie étaient liés par un contrat de louage d'ouvrage et d'industrie régi par les art. 1787 et suiv. C. civ. ; l'entrepreneur s'étant rendu adjudicataire en exécution d'un cahier des charges, lequel a précisé les conditions auxquelles il devait se soumettre, sans qu'il résulte d'aucune clause que l'administration du chemin de fer ait voulu se substituer à l'entrepreneur pour diriger à ses lieu et place, son travail, et sans qu'il soit établi qu'en fait, elle lui ait donné des instructions non plus qu'aux ouvriers sur la manière de l'accomplir. *Ibid.*

51. — Alors au surplus que le cahier des charges prescrit une retenue de garantie et prévoit la mise en régie en cas d'infraction à ses stipulations, mesures qui ont leur raison d'être vis-à-vis d'un cocontractant, mais qui ne se comprennent plus s'il s'agit d'un ouvrier ou d'un préposé. *Ibid.*

52. — Un patron n'est par responsable des dégâts causés par son préposé, quand celui-ci, tout en étant dans l'exercice de ses fonctions, et en se servant des objets qui appartiennent à son patron, agit sur les ordres d'un tiers. *Trib. civ. Seine* 21 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 16 *décembre* 1906.

53. — Spécialement quand le charretier d'un entrepreneur de terrassements, conduisant un tombereau appartenant à son patron, est détourné de sa route par une personne qui l'invite, moyennant salaire, à faire pour elle un changement et endommage avec son tombereau une porte cochère et un pilastre, la responsabilité de ces dégâts incombe non à l'entrepreneur de terrassements qui est le patron habituel du charretier, mais au tiers qui a demandé au charretier d'exécuter le travail et qui était ainsi son commettant au moment où le dommage a été causé. Par suite, l'entrepreneur de terrassements doit être mis hors de cause. *Ibid.*

54. — La Compagnie des chemins de fer mettant à la disposition de ses camionneurs des aides payés par elle, si ces camionneurs embauchent des hommes en dehors du personnel de la Compagnie, ils le font dans leur propre intérêt et la Compagnie ne saurait être responsable des accidents survenus à l'aide camionneur. *Trib. civ. Seine* 7 *juillet* 1906. *Loi* 24 *juillet* 1906.

55. — B. Responsabilité quant aux faits des préposés et envers eux. — Le maître qui soumet sa domestique à un travail excessif est responsable des conséquences qui peuvent en résulter pour sa santé. *Trib. civ. Seine* 28 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 20 *décembre* 1906.

56. — En conséquence, si ce surmenage a rendu ladite domestique moins apte à résister aux attaques de la maladie mortelle dont elle a été atteinte, c'est à bon droit que ses parents, dont elle était le seul soutien, lui demandent la réparation du dommage à eux causé par la mort de leur fille. *Ibid.*

Chap. IV. — Responsabilité des animaux que l'on a sous sa garde.

57. — L'hôtelier qui loge des chevaux est responsable du dommage qui leur arrive dans sa maison comme pour les autres effets de ses hôtes visés en l'article 1952 C. civ., à moins qu'il ne démontre l'existence d'une faute imputable à l'intéressé ; il est responsable même si la blessure, objet du préjudice, a été causée par le cheval d'un autre voyageur, mais le propriétaire de ce dernier cheval est responsable également et doit concourir à la réparation du dommage. *Chambéry* 5 *juin* 1906. *Loi* 29 *octobre* 1906. *Cf. Limoges* 8 *juin* 1906, *Rec. Riom et Limoges* 1906-182. *Riom* 3 *mars* 1906. *Rec. Riom et Limoges* 1906-180.

Chap. V. — Responsabilité à l'égard des choses inanimées. Responsabilité du propriétaire d'un bâtiment.

58. — Aux termes de l'art. 1384 C. civ., on est responsable du dommage causé par les choses qu'on a sous sa garde, notamment de l'incendie d'une meule de blé occasionné par une flammèche ou étincelle sortie d'une machine à vapeur, dès lors que l'on ne peut détruire les présomptions de faute dudit art. 1384, en prouvant le cas fortuit, la force majeure ou la faute de la victime de l'incendie. *Rennes* 26 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 333. *Gaz. Trib.* 11 *août* 1906. *Loi* 25 *avril* 1906. *Mon. jud. Lyon* 31 *août* 1906.

Chap. VI. — Responsabilité de l'Etat.

59. — L'Etat, pour repousser comme non recevable la demande en indemnité formée par l'ascendant d'un militaire mort en activité de service et fondée sur ce que l'accident qui a causé cette mort serait dû à une faute de service, ne peut prétendre que la responsabilité de l'Etat, en cas d'accident survenu à un militaire, n'existe pas en dehors des cas où cet accident survenu en service commandé donne droit à pension par application de la loi du 11 avril 1831 (sol. impl. ; 2e et 3e espèces). *Cons. d'Et.* 10 *et* 17 *février* 1905, 5 *et* 12 *janvier* 1906. *D.* 1906.3.81.

60. — Une infirmité dont est atteint un militaire peut donner lieu à l'allocation d'une pension, mais non à une indemnité motivée sur une faute de service (4e espèce). *Ibid.*

61. — L'Etat peut être déclaré responsable d'un dommage à la personne causé par un gendarme dans l'exercice de ses fonctions (1re espèce). *Ibid.*

62. — Mais doit être rejetée la demande d'indemnité formée par un particulier blessé par un coup de feu tiré sur un taureau furieux alors que, d'une part, il n'est pas prouvé que ce soit le coup de feu tiré par un gendarme qui l'ait blessé, et que, d'autre part, il ne résulte pas de l'instruction que l'accident puisse être attribué à une faute du service public

dont l'Administration puisse être déclarée responsable (1re espèce). *Ibid.*

63. — Lorsqu'un soldat a été tué au cours de manœuvres pour lesquelles il devait être fait usage de cartouches chargées à blanc par un coup de feu tiré à balle et provenant d'une troupe qui participait aux manœuvres, cet accident doit être attribué à une faute de service de nature à engager la responsabilité de l'État à l'égard de son père (2e espèce). *Ibid.*

64. — Lorsqu'un militaire, envoyé à l'hôpital pour une maladie qui ne faisait prévoir aucun trouble cérébral, s'est revêtu de ses habits militaires, est sorti de l'hôpital sans opposition et s'est suicidé sous le coup d'un transport au cerveau, sa mort ne peut être attribuée à une faute de service public de nature à engager la responsabilité de l'État à l'égard de sa mère. *Ibid.*

Chap. VII. — Responsabilité des chefs d'industrie à l'égard des accidents prévus par la loi du 9 avril 1898.

SECT. I. — CARACTÈRE SPÉCIAL, OBLIGATOIRE ET IMPÉRATIF DES DISPOSITIONS DE LA LOI.

67. — La loi sur les accidents du travail est une loi d'ordre public aux dispositions de laquelle il n'est pas permis de déroger par des conventions particulières ; d'où il suit qu'on ne peut acquiescer aux jugements rendus en cette matière et que l'appel régulièrement formé d'une décision de première instance ne saurait être déclaré irrecevable sous le prétexte que l'appelant aurait exécuté le jugement. *Cass.* 30 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.79. *Gaz. Trib.* 22 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 20 *décembre* 1906.

68. — Aux termes de l'art. 2 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers victimes d'accidents ne peuvent se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de ladite loi et il n'est fait exception à cette règle par l'art. 7 que lorsque l'accident est dû à une faute étrangère, soit au patron, soit à ses ouvriers ou préposés. *Paris* 2 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.195. *Gaz. Trib.* 22 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 20 *décembre* 1906.

69. — Un ouvrier qui est victime d'un accident en dehors des conditions nécessaires pour l'application de la loi du 9 avril 1898, ne peut se prévaloir, pour obtenir le bénéfice de cette loi, ni de la déclaration d'accident qu'aurait faite son patron, ni de l'aveu qu'aurait fait ce dernier, ni de la comparution devant le président de l'offre faite par lui d'une rente à titre transactionnel. *Trib. civ. Vesoul* 16 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 6 *juillet* 1906.

SECT. II. INDEMNITÉS EN CAS D'ACCIDENTS.

§ I. — *Professions, ouvriers et accidents visés par la loi.*

70. — A. INDUSTRIES VISÉES PAR LA LOI. — Avec les entreprises qu'il désigne nommément, l'art 1er de la loi du 9 avril 1898 assujettit à la responsabilité du risque professionnel, sous l'appellation d'usines, manufactures et chantiers, tous les ateliers industriels, en sorte que l'industrie entière est soumise à la loi nouvelle. *Cass.* 5 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.384.

71. L'industrie transforme l'objet auquel elle s'applique, à la différence du commerce où ne se font que des échanges. *Ibid.*

72. — Spécialement doit être considéré comme un industriel et non comme un commerçant celui qui achète toutes fabriquées les différentes pièces qui doivent entrer dans la construction des balances, monte ces pièces à l'aide d'une forge et d'une machine à percer, les ajuste et en fait les balances qu'il vend à sa clientèle. *Ibid.*

73. — Les négociants en vins, qui pour rendre mousseux les vins naturels, leur font subir certaines manipulations après avoir mélangé au contenu de chaque bouteille un sirop spécial, ne transforme pas le vin qui en est l'objet et de négociant ne devient pas industriel : il n'est donc pas assujetti à la loi du 9 avril 1898. *Cass.* 31 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.270.

74. — D'autre part, le chai d'un négociant en vins n'est pas un chantier au sens de ce mot dans la loi du 9 avril 1898. *Ibid.*

75. — Le fabricant de chemises et de vêtements qui fait usage d'un moteur à vapeur est soumis au risque professionnel pour tout son personnel, sans qu'on puisse diviser les ouvriers en plusieurs catégories. La loi ne permet aucune différence de régime entre les travailleurs de la même manufacture. *Trib. civ. Toulouse* 29 *juin* 1906. *Loi* 1er *décembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 6 *janvier* 1907.

76. — En conséquence, un ouvrier qui tombe d'une échelle en cherchant à atteindre des caisses peut réclamer à son patron les indemnités forfaitaires. *Ibid.*

77. Lorsqu'un patron a une situation mixte, qu'il est à la fois industriel et commerçant, le juge doit rechercher si l'accident à l'occasion duquel il est actionné en vertu de la loi de 1898 s'est produit au cours d'un travail se rattachant à son commerce ou à son industrie. *Orléans* 22 *juin* 1906. *Loi* 19 *juillet* 1906.

78. — Dans le second cas seulement, la loi de 1898 est applicable, parce que cette loi qui a laissé les travaux commerciaux en dehors de ses préoccupations, ne prévoit et n'indemnise que les accidents industriels. *Ibid.*

79. La loi de 1906, qui a effacé cette distinction, a bien étendu aux accidents commerciaux les même principes et les mêmes règles : mais, comme elle n'a pas d'effet rétroactif, il faut, pour les accidents antérieurs, se livrer à cette distinction qui ne manque pas parfois d'être assez difficile. *Ibid.*

80. — La loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'ouvrier victime d'un accident survenu dans un établissement où il est fait usage d'un moteur à gaz, alors que la blessure ne provient pas du fait de la machine. *Trib. civ. Corbeil* 2 *août* 1906. *Loi* 13 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 20 *novembre* 1906.

81. — B. QUELLES PERSONNES SONT CHEFS D'ENTREPRISES. — Le chef de l'entreprise qui a la charge de l'indemnité est celui qui a loué les services de l'ouvrier. *Paris* 22 *juin* 1905. *Loi* 21 *juin* 1906. *Cf. Trib. paix Toulouse* 16 *mai* 1906. *Loi* 25 *juin* 1906.

82. Si le chef d'entreprise a mis cet ouvrier à la disposition d'un autre entrepreneur et si ce dernier a dirigé le travail au cours duquel est survenu l'accident, il ne s'en suit pas, d'une part, que le premier soit libéré de la responsabilité qui pesait sur lui et d'autre part que le second doive être considéré comme un tiers auquel il puisse être fait application de l'art. 1382 C. civ. *Ibid.*

83. La victime de l'accident n'a d'action que contre le chef d'entreprise avec lequel elle a traité; mais elle a le droit de relever contre lui, conformément à l'art. 20 de ladite loi, la faute inexcusable de celui qu'il s'est ainsi substitué dans la direction du travail et contre lequel il pourra exercer un droit de recours. *Ibid.*

84. — Lorsque les travaux sont exécutés en régie par des entrepreneurs pour une Compagnie de chemins de fer à laquelle ils ont fourni des ouvriers travaillant sous la surveillance des agents de la Compagnie, ainsi substituée auxdits entrepreneurs dans la direction des travaux, celle-ci, n'étant pas au regard des ouvriers de ces entrepreneurs, un tiers, mais bien une préposée, l'art. 2 de la loi de 1898 doit recevoir son application et la Compagnie ne saurait être déclarée civilement responsable, conformément aux règles du droit commun, de l'accident survenu à l'un des ouvriers au cours des travaux. *Paris* 2 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.195.

85. — Au sens grammatical, comme au sens usuel, le préposé d'un patron est celui que le patron s'est substitué dans la direction d'un travail et la surveillance des ouvriers et à qui il a délégué ses droits et ses pouvoirs, et si, le plus ordinairement, cette délégation est donnée par le patron, à ses employés et subordonnés, il ne s'ensuit pas qu'elle ne puisse pas être confiée à une personne faisant pas partie de son personnel; aucune distinction n'est faite par la loi, et, par suite, le mot « préposé » doit s'entendre dans son sens le plus général et s'appliquer à toute personne, employée ou non, que le patron a investie, soit d'une façon permanente, soit momentanément de son autorité. *Ibid.*

86. — C. QUELS OUVRIERS SONT PROTÉGÉS. — Les ouvriers payés à la tâche peuvent, tout aussi bien que ceux payés à la journée, se prévaloir de la loi du 9 avril 1898, lorsqu'ils travaillent sur le chantier alors même qu'ils se font assister par d'autres ouvriers. *Amiens* 21 *février* 1906. *Mon. jud. Lyon* 12 *juillet* 1906.

87. — Il en est ainsi d'un sieur de long payé au mètre cube, qui ne paie pas patente et ne participe pas aux bénéfices commerciaux ou industriels des ouvrages par lui exécutés, alors qu'il travaille sur le chantier de l'entrepreneur et que l'outil, cause de la blessure, appartenait à ce dernier. *Ibid.*

88. — D. QUELS ACCIDENTS SONT VISÉS ? — Ne saurait être considéré comme survenu à l'occasion du travail l'accident arrivé à un ouvrier au moment où, pour rejoindre son poste de travail, il traversait une voie ferrée au-delà de laquelle il avait satisfait un besoin naturel dans un chantier de bois appartenant à un tiers. *Cass.* 1er *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.288.

89. — Le durillon forcé, état morbide dû à la pénétration de microbes infectieux dans les tissus profonds jusqu'à la source séreuse sous-tégumentaire n'est un accident du travail que lorsqu'il procède de l'action soudaine et fortuite d'une force extérieure, au cours de l'ouvrage, mais non pas quand l'affection dérive d'une cause toute différente. *Trib. paix Paris* 2 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.312.

90. — Le charretier blessé au cours d'un transport effectué pour le service de la voie publique n'est pas fondé à soutenir que l'accident ne rentre pas dans les prévisions de la loi de 1898, en alléguant que le travail auquel il était employé ne se rattacherait pas à l'industrie de l'entrepreneur de transports, son patron, mais relèverait du service de la voie publique, l'entrepreneur de transports n'étant que l'adjudicataire de la fourniture des attelages et le travail s'exécutant sous la direction des agents de l'Administration municipale. *Trib. com. Seine* 27 *juin* 1906. *Loi* 4 *et* 5 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 8 *novembre* 1906.

91. — Les expressions dont s'est servi le législateur du 9 avril 1898 : « Accident suivi de mort », n'indiquent pas nécessairement que la responsabilité du chef d'entreprise soit subordonnée à la preuve que l'accident est la seule et unique cause de la mort et qu'elle cesse de lui incomber lorsque, par suite d'une prédisposition morbide, la constitution physique du malade l'a, en partie, déterminée. *Trib. civ. Vienne* 24 *octobre* 1902. **D.** 379.2.1906.

92. — ... Alors surtout qu'il est acquis

que, si à ces prédispositions ou tares physiologiques n'était venu se joindre l'accident, l'ouvrier serait encore dans un état de santé qui lui permettrait de gagner normalement sa vie, sans être incommodé dans l'exercice de sa profession par la maladie dont il portait les germes. *Ibid.*

93. — La loi de 1898 est applicable lorsque les blessures ou la mort, survenues au cours du travail, sont dues à un accident. *Trib. corr. Lyon* 29 *mai* 1906. *Loi* 24 *novembre* 1906.

94. — Peu importe que cet accident ait son origine dans ce fait que, par suite d'une prédisposition antérieure, cet ouvrier ait été brusquement privé de l'usage de ses sens. *Ibid.*

§ II. — *Des personnes ayant droit à l'indemnité et de la quotité de l'indemnité.*

95. — C'est l'accident qui donne droit à indemnité aux personnes que le législateur admet à représenter la victime comme à la victime elle-même ; si cette dernière succombe aux suites de l'accident, le droit personnel de ses représentants est subordonné à cette double condition qu'ils lui auront survécu et que le décès de la victime sera survenu dans le délai fixé par la loi pour la revision des indemnités ; ce droit ne peut appartenir qu'à ceux des enfants du défunt qui, âgés de moins de seize ans au jour du décès, étaient nés ou conçus au jour de l'accident ; ceux-là seuls étaient capables d'acquérir un droit et le décès de leur auteur n'est pas l'avènement de l'une des conditions à laquelle il était subordonné. *Cass.* 1er *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.206, , *Gaz. Trib.* 23 *septembre* 1906.

96. — D'où il suit que l'enfant conçu après l'accident est sans droit contre le chef d'entreprise et sans qualité pour lui demander l'indemnité forfaitaire de la loi du 9 avril 1898. *Ibid.*

97. — En cas d'allocation de rente viagère due à la fois au conjoint survivant et aux enfants issus du mariage, le maximum prévu par l'art. 3 § B de la loi de 1898 ne vise que les dispositions relatives aux enfants et reste inapplicable à l'époux survivant. Le sort de celui-ci est spécialement réglé par le paragraphe A du même article. *Trib. civ. Lyon* 29 *mai* 1906. *Loi* 24 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 19 *novembre* 1906.

98. — Lorsqu'un ouvrier a été tué au cours de son travail, ses frères ou sœurs ne sauraient exercer contre le patron une action en responsabilité fondée sur les art. 1382 et 1384 C. civ., en se prévalant des secours et de l'assistance dont ils se trouvent privés par cette mort, s'ils n'avaient pas droit à ces secours et à cette assistance. *Trib. civ. Bordeaux* 25 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 10 *novembre* 1906.

99. — Un tel accident étant d'ailleurs un accident du travail, les dispositions de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898 s'opposent à ce que des parents de la victime non compris dans l'énumération de l'article 2 puissent obtenir la réparation intégrale du préjudice qui pourrait leur avoir été causé. *Ibid.*

§ III. — *Classification des accidents au point de vue de leurs conséquences. incapacités temporaires, incapacités définitives, partielles ou absolues.*

100. — L'incapacité de travail consécutive à un hystéro-traumatisme doit être considérée comme permanente, en dépit de l'éventualité toujours probable de la guérison en pareille matière ; et, en raison des dispositions impératives cette éventualité ne permet pas au juge de réduire le taux de l'incapacité. *Trib. civ. Roanne* 7 *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 14 *novembre* 1906.

101. — Le degré d'incapacité de travail d'une victime d'accident qui est privée de la presque totalité du bras gauche, atteinte d'atrophie musculaire de tous les muscles de l'épaule gauche et qui a le fonctionnement du grand muscle dorsal gêné par suite d'une cicatrice qui intéresse ses tissus, doit être évalué à 75 %. *Trib. civ. Roanne* 10 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 22-23 *juillet* 1906, *Loi* 30 *juillet* 1906.

§ IV. — *De la rente forfaitaire calculée sur le salaire.*

102. — La détermination de l'indemnité que la loi met à la charge du chef de l'entreprise en cas d'incapacité permanente absolue ou seulement partielle dépend de la combinaison de deux éléments : le salaire annuel de l'ouvrier blessé, d'une part, les facultés de travail que lui laisse l'accident, d'autre part ; il n'est pas permis au juge d'évaluer les facultés de travail d'après les suites que l'accident aurait eues sans les prédispositions morbides de la victime : il ne doit prendre en considération pour faire cette évaluation que le salaire que l'ouvrier blessé pourra gagner dorénavant rapproché de celui qu'il gagnait auparavant. *Cass.* 31 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 262.2.1906, *Gaz. Trib.* 7 *novembre* 1906.

103. — Spécialement le juge ne peut au lieu de déterminer le chiffre de la réduction normale du salaire en vertu de son pouvoir souverain d'apprécier l'état actuel du blessé, fixer ce chiffre « en éliminant autant que possible de l'impotence fonctionnelle dont est atteint l'ouvrier l'élément imputable aux prédispositions morbides ». *Ibid.*

104. — En disposant que, dans le cas d'accident du travail arrivé à un ouvrier mineur de seize ans ou à un apprenti, le salaire de base, pour la fixation de l'indemnité, ne serait pas inférieur au salaire le plus bas des *ouvriers valides* de la même catégorie occupés dans l'entreprise, l'art. 8 de la loi du 9 avril 1898 n'a pas entendu désigner « les ouvriers arrivés au complet développement de leur capacité professionnelle » ; cette expression signifie seulement que, pour la détermination du salaire de base dans les cas prévus par ledit article, le juge ne devra pas tenir compte du salaire d'ouvriers dont une infirmité quelconque diminuerait la valeur professionnelle. *Cass.* 29 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.79, *Gaz. Trib.* 13 *octobre* 1906.

105. — L'ouvrier qui, atteint d'incapacité permanente à la suite d'un accident du travail et congédié, a obtenu la rente prévue par la loi du 9 avril 1898, ne peut réclamer au chef d'entreprise l'allocation d'une pension de retraite anticipée prévue par un règlement intérieur au profit de tout agent après un certain nombre d'années de services, pour le cas où des blessures reçues dans le service obligeraient à le congédier. *Cass.* 31 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.358, *Gaz. Trib.* 6 *janvier* 1907, *Mon. jud. Lyon* 12 *novembre* 1906.

106. — Lorsque par suite de sectionnement de la phalangette de l'index gauche, le doigt se termine par un ongle difforme, douloureux et vicieusement implanté qui annihile presque les fonctions utiles du doigt, l'ouvrier est en faute de ne pas se prêter à une opération chirurgicale facile tendant à l'ablation du doigt avec sa matrice par simple anesthésie locale, alors surtout que l'opération aurait pour but de rendre au doigt la plénitude de ses fonctions. *Trib. civ. Bourg* 6 *juillet* 1906. *Loi* 19 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 2 *octobre* 1906.

107. — En conséquence de son refus de se prêter à ladite opération chirurgicale, l'ouvrier blessé doit subir une réduction dans l'indemnité allouée. *Ibid.*

§ V. — *Des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.*

108. — La victime d'un accident du travail ne peut réclamer, au chef d'entreprise, le remboursement des frais de pansement et de bains, qu'autant que ces soins lui ont été administrés ou ont été donnés par un médecin traitant, et si, à cette occasion, elle s'est adressée à un tiers étranger à la profession médicale proprement dite, elle n'a pu le faire qu'à ses risques et périls. *Trib. paix Paris* 8 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 30 *novembre* 1906.

§ VI. — *Des circonstances de nature à diminuer ou à augmenter l'indemnité forfaitaire ou encore à exonérer complètement le chef d'industrie. Faute inexcusable, faute intentionnelle.*

109. — S'il est prouvé que l'accident dont est responsable le chef d'entreprise est dû à la faute inexcusable de l'ouvrier, le juge a le droit de diminuer la pension fixée par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, et seule est privée de toute indemnité la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident. *Cass.* 31 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.283.

110. — Dès lors, le juge ne peut, pour refuser toute indemnité, s'appuyer sur les fautes qu'aurait commises la victime notamment sur l'exécution de son travail à une heure tardive : ces fautes, dont le juge du fait doit apprécier le caractère au point de vue d'une réduction possible de l'indemnité ne peuvent en aucun cas modifier la nature de l'accident survenu par le fait même du travail et décharger le chef d'entreprise de la responsabilité que la loi lui impose. *Ibid.*

111. — Ne commet pas une faute inexcusable l'ouvrier préposé à la garde d'une machine actionnée par une courroie reliée à un arbre de transmission placé sous le plancher de l'atelier, et qui, voyant la courroie de transmission se dégrafer et s'enrouler sous le plancher autour de l'arbre de transmission qui tournait d'ailleurs à une vitesse modérée, cherche à dégager la courroie sans arrêter le moteur et se fait ainsi mutiler le bras pendant cette opération. *Trib. civ. Roanne* 10 *juillet* 1906. *Mon. jud. Lyon* 22-23 *juillet* 1906, *Loi* 30 *juillet* 1906.

112. — Ce fait constitue à la charge de l'ouvrier une imprudence grave, mais non une faute absolument sans excuse, puisqu'il a cru, en raison de la vitesse très modérée du moteur, pouvoir dérouler la courroie de transmission sans arrêter le moteur et par suite agir dans l'intérêt du patron en évitant l'arrêt de toutes les machines de l'usine. *Ibid.*

113. — La désobéissance aux ordres formels du patron n'est pas nécessairement exclusive de circonstances qui lui enlèvent le caractère de faute inexcusable. *Trib. civ. Roanne* 7 *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 13 *novembre* 1906, *Loi* 21 *novembre* 1906.

§ VII. — *Responsabilité du tiers auteur de l'accident. Compétence. Procédure.*

114. — Tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail doit être considéré comme arrivé à l'occasion du travail et donne droit à l'ouvrier qui en a été victime, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, Celui-ci n'est pas exo-

é de sa responsabilité par le fait que auteur de l'accident est un tiers étran- à l'entreprise; il résulte seulement indépendamment de l'action que lui orde la loi contre son patron, la vic- e aura le droit de demander à l'au- r de l'accident la réparation du pré- ju ce qu'il lui a causé, conformément au droit commun. L'indemnité qui lui sera accordée exonérera à due concur- ce le chef de l'entreprise; ce dernier pourra même, au lieu et place de la victime, poursuivre les tiers responsables à ses risques et périls. *Cass.* 1er *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.182, *Gaz. Trib.* 10 *novembre* 1906.

115. — Spécialement, lorsqu'un ouvrier occupé, d'ordre de ses patrons, à décharger un camion stationnant sur la voie publique, est atteint à l'œil par une toupie lancée par un enfant, le chef d'entreprise ne saurait être exonéré de sa responsabilité par le motif que l'auteur de l'accident est un tiers échappant à sa surveillance. *Ibid.*

116. — C'est à juste titre que le tiers qui en réalité est responsable d'un accident du travail, est traduit en justice par la victime en réparation intégrale du préjudice causé à celle-ci, et si profitant de l'état de gêne dans lequel elle se trouvait, il a fait, avec elle, une transaction aussi onéreuse pour elle qu'avantageuse pour lui, cette transaction doit être déclarée nulle. *Trib. paix Paris* 15 *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 3 *décembre* 1906, *Loi* 20 *novembre* 1906.

117. — Pour apprécier l'indemnité due à l'ouvrier par le tiers responsable, les juges ne sont aucunement liés par l'évaluation adoptée par le Tribunal qui a fixé la rente à la charge du patron, ils ont la plus entière liberté pour apprécier la réparation et ils peuvent ordonner toutes nouvelles mesures d'instruction qu'ils jugent utiles. *Trib. com. Seine* 3 *novembre* 1906. *Loi* 3 *décembre* 1906.

118. — Lorsqu'un jugement passé en force de chose jugée a déclaré un tiers responsable à concurrence de moitié des conséquences de l'accident survenu à un ouvrier au cours de son travail et a condamné ce tiers à servir à l'ouvrier une rente en stipulant que, afin d'éviter des complications ultérieures et à raison du recours réservé au patron par les lois sur les accidents du travail, cet ouvrier ne pourra toucher qu'avec le concours et le consentement du patron, ce dernier étant fondé à exercer le recours prévu par l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898 modifié, l'ouvrier ne peut exiger que la rente lui soit versée sans le concours et le consentement de son patron. *Paris* 6 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.360.

119. — Il y a lieu, au contraire, de déclarer le patron, contre lequel a été rendu directement une décision allouant une rente forfaitaire à l'ouvrier en vertu de la loi de 1898, subrogé à due concurrence dans les droits résultant pour l'ouvrier du jugement rendu contre le tiers, alors même qu'il serait établi, comme en l'espèce, que l'accident est imputable, pour partie, à la faute du chef d'entreprise. *Ibid.*

Sect. III. — Exercice de l'action. Compétence. Preuve. Prescription.

§ I. — *Règles de preuve.*

120. — Pour que la loi de 1898 puisse être invoquée, il faut établir: d'une part, ue l'infirmité ou le décès du blessé est û à un accident du travail; d'autre part, que la victime était liée à l'employeur par un contrat de louage habituel ou momentané. *Nancy* 20 *octobre* 1906. *Loi* 3 *novembre* 1906.

121. — La preuve ne peut être ordonnée d'un fait non pertinent telle la preuve que l'accidenté n'était pas entrepreneur, mais travaillait à l'heure et à la journée pour le compte de ceux qui l'employaient. *Ibid.*

122. — S'il existe une incertitude sur la cause de la mort de la victime, il appartient à la veuve de la dissiper en faisant la preuve d'une relation de cause à effet entre le travail et la mort de son mari. *Ibid.*

123. — La victime d'un risque professionnel est tenue d'établir, conformément aux principes généraux, que l'accident dont elle se plaint s'est produit par le fait ou à l'occasion du travail. *Trib. paix Paris* 15 *novembre* 1906. *Loi* 22 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 29 *novembre* 1906.

§ II. — *Règles de compétence.*

124. — Si les contestations entre les victimes des accidents et les chefs d'entreprise, relatives aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort, par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, il en est autrement des questions de compétence soulevées devant ce magistrat. Les décisions à leur égard sont sujettes à appel, conformément à l'art. 14 de la loi du 25 mai 1838. *Cass.* 29 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 43, *Gaz. Trib.* 13 *octobre* 1906.

125. — Le tribunal de première instance, saisi de cet appel, a toute liberté pour statuer, sans qu'il ait à se préoccuper du jugement rendu sur le fond, par le juge de paix; s'il confirme la décision par laquelle le juge de paix s'est déclaré compétent, la décision sur le fond aura été rendue en dernier ressort; s'il l'infirme, la décision au fond, tombera par voie de conséquence. *Ibid.*

126. — La loi du 9 avril 1898 n'attribue compétence au juge de paix du lieu de l'accident que pour statuer sur les contestations relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires; mais après la consolidation de la blessure il n'y a plus place pour *une* indemnité temporaire et, par *suite*, la compétence exceptionnelle du juge de paix prend fin. *Cass.* 31 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.243, *Gaz. Trib.* 19 *septembre* 1906.

127. — Et s'il est vrai que lorsque la victime d'un accident du travail a obtenu en temps utile l'allocation d'une indemnité journalière sans détermination de durée et qu'elle saisit ensuite le juge de droit commun d'une demande en allocation de rente pour cause d'incapacité de travail permanente, l'indemnité temporaire continue à lui être versée à titre de provision jusqu'à la décision définitive, — si la victime peut même, tant que la blessure n'est pas consolidée, demander au juge de paix l'indemnité du demi-salaire après avoir saisi le tribunal, il n'en résulte pas que la compétence de ce magistrat subsiste alors qu'a cessé l'état de maladie qui seul la justifie. *Ibid.*

128. — Le juge de paix du canton où l'accident s'est produit est compétent pour juger en dernier ressort les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprises relatives aux indemnités temporaires, lesquelles doivent continuer à être servies jusqu'à la décision définitive dans le cas où la victime se disant atteinte d'incapacité permanente, a été renvoyée devant le tribunal de première instance par ordonnance du président, conformément à l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898. *Cass.* 31 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.275. *Cf. Cass.* 1er *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.276.

129. — D'autre part, si la juridiction ordinaire, saisie par la victime d'un accident du travail d'une action comprenant tout à la fois la demande de l'indemnité journalière et la demande d'une allocation de rente viagère en réparation des dommages successifs causés par un même accident, doit, par l'effet d'une prorogation légale, statuer sur l'entier litige, bien que la demande d'indemnité journalière soit de la compétence d'une juridiction exceptionnelle, celle du juge de paix, il ne s'ensuit pas que le juge de paix demeure incompétent ou doive surseoir à statuer lorsque la demande dont la loi lui attribue la connaissance est portée devant lui, par cela seul que l'action connexe relative à l'allocation d'une rente viagère a été introduite devant le tribunal civil, juge de droit commun. *Ibid.*

130. — Enfin le service de l'indemnité temporaire fait jusqu'à la décision définitive a toujours un caractère provisionnel; il appartient au Tribunal ou à la Cour d'apepl de fixer la date de la consolidation de la blessure, et les sommes perçues à titre d'indemnité journalière sont, à partir de cette époque, imputables sur la rente, s'il en a été alloué une, ou sujettes à répétition s'il n'en a pas été alloué. *Ibid.*

131. — Dès lors, le juge de paix saisi de la demande d'indemnité temporaire au moment où la demande d'allocation de rente est engagée devant le Tribunal de première instance, doit faire droit à cette demande en allouant l'indemnité temporaire jusqu'à la décision définitive; il n'a point à se déclarer incompétent, ni à se surseoir jusqu'à la solution du litige pendant devant le tribunal. *Ibid.*

§ III. *Procédure de la demande.*

132. — Lorsque le patron, loin de contester l'accident dont un de ses ouvriers a été victime et le principe de la responsabilité qu'il lui fait encourir, assigne cet ouvrier en fixation de la rente viagère à laquelle il a droit et qu'au lieu de constituer avoué pour suivre sur cette instance, la victime a, de son côté, assigné en paiement son patron, il y a lieu de joindre ces deux instances comme évidemment connexes pour en faire l'objet d'un seul jugement. *Lyon* 18 *octobre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 15 *octobre* 1906.

133. — Le degré d'incapacité résultant de l'accident a pu être apprécié par un expert amiable devant lequel les parties ont consenti à se retirer au cours de la tentative de conciliation. *Ibid.*

134. — L'exécution provisoire nonobstant opposition ou appel des jugements statuant sur l'indemnité journalière, les frais d'hospitalisation, médicaux et pharmaceutiques est obligatoire et de droit, sans qu'il soit besoin, pour le Tribunal, de la prononcer spécialement, et que le jugement en fasse mention. *Trib. civ. Gex* 17 *octobre* 1906. *Loi* 8 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 20 *novembre* 1906.

135. — Cette exécution provisoire obligatoire ressort des art. 15 et 16 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905, le législateur de 1905 ayant pris soin d'indiquer que les décisions judiciaires relatives aux indemnités ci-dessus visées sont exécutoires par provision. *Ibid.*

§ IV. — *Voies de recours.*

136. — L'appel d'un jugement exécutoire par provision est valablement interjeté, malgré que ce jugement ait été exécuté. *Trib. civ. Boulogne* 29 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 31 *juillet* 1906, *Loi* 3 *octobre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 11 *octobre* 1906.

137. — Mais, en matière d'accidents du travail, l'appel est irrecevable contre la décision du juge de paix qui a condamné le patron à payer une indemnité temporaire, malgré la production d'un certificat médical tendant à établir que l'état de la victime était définitif.

§ V. — *Prescription de l'action.*

138. — La convocation que le président du Tribunal de l'arrondissement où

est survenu l'accident adressé à la victime ou à ses représentants ainsi qu'au chef de l'entreprise introduit l'instance en indemnité et par suite interrompt la prescription d'un an qui courait au profit de ce dernier; l'assignation qui lui est ultérieurement délivrée n'est que l'exécution de l'ordonnance qui a renvoyé l'affaire devant le Tribunal et aucune disposition de loi n'a imparti au demandeur un délai spécial dans lequel il devrait agir. *Cass. civ.* 6 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.315.

139. — Dès lors, l'action ne saurait être déclarée prescrite par ce motif que l'assignation délivrée au chef d'industrie est postérieure de plus d'un an à la comparution devant le président. *Ibid.*

SECT. IV. — REVISION DES INDEMNITÉS. DEMANDE D'UN CAPITAL APRÈS L'EXPIRATION DU DÉLAI DE REVISION.

140. — L'action en revision prévue par l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898 est une procédure rigoureusement spécialisée à un objet particulier: l'aggravation ou l'amélioration de l'état du blessé. *Trib. civ. Remiremont* 26 *juillet* 1906. *Loi* 14 *août* 1906.

141. — L'ouvrier demandeur en revision doit prouver: 1° que l'aggravation sur laquelle il fonde sa nouvelle action est postérieure à la décision définitive et qu'il n'en a pas été tenu compte par les premiers juges; 2° que l'aggravation survenue a modifié le degré de son incapacité de travail; 3° que cette aggravation est la conséquence directe de l'accident. *Ibid.*

142. — L'application de ces principes doit être observée formellement sous peine de porter atteinte à l'autorité de la chose jugée. *Ibid.*

143. — L'indemnité dont la revision est autorisée par l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898 est aussi bien celle qui est accordée à la victime de l'accident du travail en réparation d'une indemnité qui paraît ne devoir être que temporaire, que celle qui lui est allouée sous forme de rente viagère lorsque l'incapacité est considérée comme étant permanente. *Cass.* 31 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.255, *Gaz. Trib.* 26 *septembre* 1906.

144. — La demande d'indemnité que forme la victime d'un accident du travail qui se dit atteinte d'incapacité permanente et la demande en revision de l'indemnité journalière qu'elle fonde sur une aggravation de la blessure, bien qu'elles tendent toutes deux à l'allocation de la rente viagère déterminée par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, sont juridiquement distinctes l'une de l'autre: dès lors la décision définitive qui dit prescrite l'action en indemnité par application de l'art. 18 de ladite loi, ne fait pas obstacle à ce que l'action en revision de l'indemnité journalière puisse être déclarée recevable. *Ibid.*

145. — La demande en revision de l'indemnité, fondée sur une aggravation de l'infirmité, par suite des conséquences d'un accident du travail, est ouverte pendant trois ans, à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive, qu'il s'agisse de l'indemnité afférente à une incapacité temporaire, ou de celle qui est allouée au cas d'incapacité permanente. *Cass.* 29 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 46.2.1906, *Gaz. Trib.* 13 *octobre* 1906.

146. — Et si une expertise ayant été ordonnée par les premiers juges, pour rechercher s'il existait une relation de cause à effet entre l'accident du travail et l'état actuel de la victime, celle-ci a conclu, en appel, à la confirmation du jugement, et a articulé, en outre, à l'appui de sa prétention, un certain nombre de faits, la cour ne peut rejeter l'expertise et l'offre en preuve, sans donner aucun motif à l'appui de sa décision à cet égard. *Ibid.*

147. — On ne saurait d'ailleurs considérer des formules dubitatives, employées par l'arrêt à ce sujet, comme constituant des motifs suffisants. *Ibid.*

148. — Au cas où une précédente demande en revision fondée sur l'aggravation d'une infirmité qui serait résultée d'un accident du travail, a été déclarée non recevable, comme manquant de base légale, par suite d'absence d'un accord intervenu entre les parties ou d'une décision judiciaire, devenue définitive, constatant l'infirmité permanente dont se prétendait atteint l'ouvrier accidenté, celui-ci ne saurait, en invoquant le bénéfice de la loi du 31 mars 1905, introduire une nouvelle instance en revision, basée sur les mêmes faits, sans faire échec à ce qui a été définitivement jugé entre les parties. *Paris* 23 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 14 *septembre* 1906.

SECT. V. — DES GARANTIES TENDANT A ASSURER LE PAIEMENT DES INDEMNITÉS FORFAITAIRES.

149. — Ne peut être considérée comme une manufacture, au sens de l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898, une pièce de faible dimension occupée par un confiseur pour ses opérations de confiserie, et dans laquelle quelques ouvriers se livrent aux manipulations dont il s'agit sans l'aide d'aucun moteur inanimé. *Cons. d'Et.* 13 *janvier* 1904. *S.* 58.3.1906.

150. — En conséquence, ce confiseur n'est pas imposable à la taxe pour la constitution du fonds de garantie en vue des accidents du travail. *Ibid.*

151. — L'art. 28 de la loi de 1898 permet au débiteur de la rente viagère due à la victime d'un accident du travail de se libérer en versant le capital à la Caisse nationale des retraites à laquelle incombe désormais le paiement de la rente, suivant les tarifs dressés. *Trib. civ. Versailles* 7 *décembre* 1906. *Loi* 17 *décembre* 1906. *Cf. Trib. civ. La Flèche* 2 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 18 *novembre* 1906

152. — Mais cette administration, ainsi chargée d'un véritable service public ne peut imposer à ceux qui traitent avec elle des conditions en opposition avec la loi et qui résulteraient d'une renonciation par la compagnie assureur à souscrire une assurance spéciale de survie et d'un récépissé de versement du premier capital. *Ibid.*

153. — Pendant les délais de revision, la rente allouée n'a qu'un caractère provisoire. *Ibid.*

154. — Le tarif visé par l'art. 28 comme celui de l'art. 9 ne peuvent fonctionner qu'après les délais. *Ibid.*

155. — Il résulte de ce principe du « provisoire » posé par la loi même et reconnu par la Caisse nationale des retraites que le versement fait à cette caisse pour assurer le service de la rente ne peut être considéré que comme un versement provisoire susceptible d'être augmenté ou diminué, quelle que soit la cause de revision qui puisse se produire. *Ibid.*

156. — En conséquence, les documents visés, d'où on induirait une convention n'ont aucune valeur légale et la contrainte décernée contre la compagnie assureur doit être déclarée nulle et de nul effet. *Ibid.*

Chap. VIII. — Responsabilité résultant de la loi du 30 juin 1899. (Travaux agricoles).

157. — La coupe des bois, leur ébranchement et leur débit en planches pour les rendre aisément transportables au lieu où l'industriel les travaillera plus tard, constituent une opération essentiellement agricole, que cette opération soit effectuée par le propriétaire lui-même, ou par son acheteur, et celui-ci fût-il doublé, par la suite, d'un industriel. *Nîmes* 1er *août* 1906. *D.* 377.2.1906.

158. — Par suite, cet exploitant est affranchi, pour les accidents survenus à ses ouvriers au cours de cette opération, de toute responsabilité résultant de l'application directe de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. *Ibid.*

159. — Mais l'exploitation tombe sous l'application de la loi du 30 juin 1899, rendant la loi du 9 avril 1898 applicable aux exploitations agricoles, si, conformément à cette loi, il y est fait usage d'une machine mue par un moteur inanimé. *Ibid.*

160. — Et on doit considérer comme constituant, à cet égard, une machine mue par un moteur inanimé un appareil constituant en un câble tendu entre le sommet de la montagne où a lieu l'exploitaion d'une coupe, et la base de cette montagne, et servant à diriger dans leur descente des traîneaux sur lesquels les bois sont chargés. *Ibid.*

161. — En conséquence, lorsqu'un ouvrier, employé dans cette exploitation à recevoir les bois au bas de la montagne, a été blessé à l'occasion de ce travail, cet accident est régi par les dispositions de la loi du 9 avril 1898. *Ibid.*

162. — L'ouvrier qui, placé sur la plate-forme de la machine à battre pour couper le lien des gerbes avant de les passer à l'engréneur, s'est blessé avec le couteau qui lui servait à ce travail, par suite d'un faux mouvement causé par la trépidation de la machine doit être considéré comme victime d'un accident occasionné par l'emploi du moteur inanimé, et par suite l'exploitant du moteur est responsable en vertu des dispositions de la loi du 30 juin 1899. *Cass.* 7 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 288.2.1906. *Cf. Grenoble* 29 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 14 *septembre* 1906.

163. — Lorsqu'un ouvrier a été tué en transportant dans un char traîné par des bœufs qui l'ont renversé, l'eau destinée à remplir un réservoir dans lequel un autre ouvrier venait puiser pour alimenter le moteur d'une machine à battre, fonctionnant près de là, ses représentants ne sauraient invoquer le bénéfice de la loi du 30 juin 1899 contre l'exploitant du moteur, puisque la victime n'était attachée ni à la conduite ni au service de la machine. *Cass.* 31 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 249.2.1906. *Cf. Trib. civ. La Roche-sur-Yon* 19 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *août* 1906.

RESPONSABILITE PENALE

V. *Travail (Protection du).*

RETENTION (Droit de).

Le droit de rétention ne peut être exercé sur les effets du pensionnaire dans une maison d'instruction, lorsque les fournitures n'ont pas été faites en considération de la pension et que, d'ailleurs, les circonstances de la cause — notamment la fortune du pensionnaire — ne permettent pas de penser que l'exercice de ce droit ait été dans l'intention des parties. *Trib. paix Paris* 29 *novembre* 1906. *Loi* 8 *décembre* 1906.

RETRAIT SUCCESSORAL.

1. — QUELLES PERSONNES PEUVENT EXERCER LE RETRAIT. — Le donataire de l'usufruit de l'universalité des biens composant une succession est un successeur à titre universel et rentre par suite dans la catégorie des successibles auxquels

le retrait successoral ne peut être opposé par les héritiers du *de cujus*. *Orléans 7 juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.284.

2. — Spécialement, lorsqu'une veuve, donataire de l'usufruit de l'universalité des biens composant la succession de son mari est, elle-même, décédée après avoir acquis d'un certain nombre des héritiers de celui-ci leurs droits successifs, les autres héritiers du mari ne sont pas fondés à exercer le retrait successoral à l'encontre de son propre légataire universel, celui-ci étant tenu de rendre compte de l'usufruit dont a joui son auteur, mais pouvant ainsi exciper de tous les avantages que cet usufruit procurait à ce dernier, d'où il suffit que, si cet auteur pouvait échapper au retrait, sa mort n'a pu vicier et rendre caduc les actes d'acquisiton dont le bénéfice lui était acquis et faisait partie de son patrimoine. *Ibid.*

REVENDICATION.

V. *Possession, Propriété (en général).*

REVISION.

1. — DES CAS DANS LESQUELS IL PEUT Y AVOIR LIEU A REVISION. — La revision tend à établir l'innocence des condamnés et n'a pas pour objet de rectifier les erreurs, soit de compétence, soit de qualification, qui peuvent avoir été commises par les tribunaux, alors que la culpabilité des condamnés reste entière. *Cass.* 5 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 75.2.1906, *Pand. franç.* 272.1.1906.

2. — Spécialement, lorsqu'un individu a été condamné en France comme complice par recel d'un vol commis à l'étranger, la découverte ultérieure que cet individu est de nationalité étrangère ne peut constituer un fait de nature à autoriser la revision. *Ibid.*

3. — Il y a lieu à revision lorsque deux décisions judiciaires sont inconciliables, et que leur contradiction est la preuve de l'innocence de l'un ou l'autre des condamnés, entre lesquels aucune coopération ou complicité n'a pu exister. *Cass. crim.* 11 *mars* 1904. *S.* 201.1.1906.

4. — Mais, pour les autres condamnations prononcées contre chacun d'eux, il y a lieu, alors qu'aucun lien de connexité ou d'indivisibilité n'existe entre elles et le délit qui fait l'objet de la révision, de maintenir les peines prononcées, lesquelles se trouvent justifiées, abstraction faite de ce délit. *Ibid.*

5. — Et cela, par application de l'art. 411, C. instr. crim. *Ibid.*

6. — Il y a lieu à revision, à raison de l'inconciliabilité des deux décisions, lorsque, un crime ayant été perpétré par un auteur unique, sans complicité ni coopération d'aucune sorte, deux arrêts de condamnation en raison de ce crime sont intervenus successivement contre deux individus. *Cass.* 7 *mars* 1903. *D.* 485.1.1906.

RIVIERES.

V. *Eaux, Pêche.*

S

SAISIE-ARRET.

Index alphabétique

Affectation spéciale de la saisie 19.
Arrêté de compte 9.
Choses insaisissables 12 et s.
Compensation 17.
Consignation 16.
Contestations 17 et s.
Créance alimentaire 13.
Créances non certaines 6.
Demande en validité 14.
Libération du saisi 16.
Objet de la saisie-arrêt 1 et s.
Opposition sur valeurs en dépôt 1 et s.
Saisie de capital et de rente 12.
Saisie faite en vertu d'un jugement par défaut 11.
Saisie non-valable 6 et s.

1. — A. GÉNÉRALITÉS. CARACTÈRES ET OBJET DE LA SAISIE-ARRÊT. — Les dispositions de la loi relatives aux saisies-arrêts ne sauraient être appliquées à l'opposition pratiquée par les actionnaires d'une société en commandite par actions aux mains d'un établissement de crédit sur les deniers et valeurs que celui-ci peut avoir en dépôt pour le compte d'un tiers, en sa qualité de gérant ou liquidateur de ladite société. *Trib. civ. Nancy* 22 *janvier* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.63.

2. — Alors, du moins, qu'en faisant signifier l'opposition litigieuse les opposants n'entendaient point, au moyen d'une saisie-arrêt, se faire attribuer la propriété exclusive des deniers et valeurs déposés dans l'établissement dont s'agit, mais qu'ils entendaient seulement sauvegarder leurs droits d'associés, c'est-à-dire de co-propriétaires de l'actif social. *Ibid.*

3. — D'une part, en effet, l'art. 1944 C. civ. dispose que le dépôt doit être remis au déposant, à moins qu'il n'existe une saisie-arrêt ou une opposition et cet article dont la portée est générale s'étend à tous les cas analogues à celui du dépositaire. *Ibid.*

4. — Et d'autre part, il est de doctrine et de jurisprudence que le co-propriétaire peut faire une opposition, la voie de la saisie-arrêt étant réservée au créancier. *Ibid.*

5. — En conséquence, l'opposition pratiquée dans ces conditions ne saurait être annulée sous prétexte qu'elle aurait été formée sans permission du juge et n'aurait pas été dénoncée dans le délai de huitaine conformément aux prescriptions des art. 563 et 565 C. civ. *Ibid.*

6. — B. POUR QUELLES CAUSES ON PEUT SAISIR-ARRÊTER. CRÉANCES POUR LESQUELLES ON PEUT SAISIR-ARRÊTER ET CHOSES QUI PEUVENT ÊTRE FRAPPÉES DE SAISIE. — En droit, aux termes des art. 551 et 557 C. pr. civ., si un créancier peut saisir-arrêter en vertu de titres sous seings privés, il faut pour que la saisie soit valable, que la créance soit certaine, liquide et exigible. *Trib. civ. Valenciennes* 18 *janvier* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.202.

7. — La créance dont l'existence dépend d'un compte à établir, ne pouvant être considérée comme certaine, ne saurait tant que ce compte n'est pas liquidé, servir de base à une saisie-arrêt. *Ibid.*

8. — Et il importe peu que cette balance ait été établie postérieurement à la saisie-arrêt, une saisie-arrêt pratiquée en vertu d'une créance douteuse devant être annulée alors même que depuis la saisie cette créance serait devenue certaine. *Ibid.*

9. — En conséquence, si un patron a cédé à un tiers la créance résultant de l'arrêté de compte de son commis-voyageur, ce tiers n'est pas fondé à se prévaloir de cet arrêté de compte, comme d'un titre suffisant pour saisir-arrêter, aux mains du patron, les sommes inscrites au crédit pour solde du commis-voyageur. *Ibid.*

10. — Alors, du moins, qu'il résulte des circonstances de la cause que ce crédit pouvait et devait s'accroître du montant des commissions à échoir postérieurement sur les affaires qu'il avait traitées antérieurement, si bien qu'à la date de l'arrêté de compte, la balance entre le crédit et le débit des deux parties signataires n'était pas et ne pouvait pas être établie. *Ibid.*

11. — Lorsqu'une saisie-arrêt a été pratiquée en vertu d'un jugement par défaut non frappé d'opposition, c'est mal à propos qu'à l'occasion de la demande en validité, le saisi élève des difficultés sur le montant des causes de cette saisie-arrêt, laquelle, en ce cas, doit être purement et simplement validée. *Trib. paix Paris (XIV^e^)* 10 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 28 *juin* 1906.

12. — C. QUELLES CHOSES SONT OU NE SONT PAS SAISISSABLES. — Lorsqu'une saisie-arrêt porte à la fois sur les sommes dues en capital au saisi à raison d'un accident du travail et sur la rente dont il bénéficie, en vertu de la loi du 9 avril 1898, la validité n'en saurait être prononcée que dans la mesure où elle frappe les sommes dues en capital, l'art 3 ne déclarant incessibles et insaisissables que les rentes constituées par application de ladite loi. *Trib. civ. Bordeaux* 25 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.252, *Gaz. Trib.* 10 *novembre* 1906.

13. — Et il en est ainsi, lors même que la saisie est pratiquée pour sûreté et avoir paiement d'une créance alimentaire. *Ibid.*

14. — D. DÉNONCIATION AU SAISI. DEMANDE EN VALIDITÉ. — Lorsqu'une saisie-arrêt est faite en vertu d'un jugement frappé d'appel, le Tribunal ne peut ni valider la saisie ni en donner mainlevée, mais seulement surseoir à statuer. *Trib. civ. Tréroux* 1^er^ *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 15 *décembre* 1906.

15. — E. CONTRE-DÉNONCIATION AU TIERS SAISI. ASSIGNATION EN DÉCLARATION AFFIRMATIVE. DÉCLARATION DU TIERS SAISI. CONTESTATIONS. — L'existence d'une saisie-arrêt ne saurait, par elle seule, dispenser le tiers saisi de satisfaire à ses engagements, ni faire obstacle aux poursuites d'exécution pratiquées contre lui par son propre créancier. *Paris* 10 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.324.

16. — Il appartient, en effet, au tiers-saisi de recourir à la procédure des offres réelles et de la consignation pour obtenir sa libération et se soustraire ainsi aux poursuites dirigées contre lui. *Ibid.*

17. — Le fait par l'agent chargé du recouvrement des primes d'une compagnie de se payer de la commission qui lui est allouée pour ses soins d'encaissement moyennant une retenue qu'il opère entre ses propres mains sur les sommes qu'il encaisse, ne peut autoriser la compagnie, tiers saisie, assignée en paiement des sommes réclamées au saisi à soutenir que la compensation s'opère de plein droit entre les sommes dont son agent est débiteur envers elle et celles dont l'agent est créancier pour le recouvrement et que par suite elle ne doit rien au saisissant. *Trib. civ. Lyon* 20 *décembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 28 *août* 1906.

18. — Si, en effet, une telle compensation est naturelle dans des conditions normales, dès qu'une saisie-arrêt est jetée au préjudice de l'agent de la compagnie, il ne peut plus s'établir aucune compensation entre la dette et la créance de cet agent. La commission de l'agent est frappée d'indisponibilité du jour de la saisie-arrêt entre les mains de la compagnie et celle-ci est tenue de la retenir, conformément aux articles 1242 et 1298 C. civ. *Ibid.*

19. — F. DES EFFETS DE LA SAISIE-ARRÊT. — L'affectation spéciale d'une partie de la créance saisie arrêtée ne peut être prononcée sur la demande du débiteur saisi que du consentement des deux parties, puisqu'il s'agit d'une opération qui est ou un contrat de cession de créance ou un contrat de nantissement. *Trib. civ. Tréroux* 1^er^ *novembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 15 *décembre* 1906.

SAISIE-EXECUTION.

V. aussi *Chose jugée, Vente publique de meubles.*

La preuve de la propriété d'un mobi-

lier saisi et revendiqué résulte de circonstances telles que : le bail au nom du revendiquant; le fait que le saisi, au moment de son installation, n'avait pas de mobilier; le fait de l'achat au nom du revendiquant d'une partie du mobilier. *Lyon* 26 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 4 *décembre* 1906.

SAISIE-GAGERIE.

V. aussi *Bail*, *Responsabilité civile*.

1. — DANS QUELS CAS, PAR QUI, SUR QUI ET SUR QUELLES CHOSES PEUT-ON FORMER UNE SAISIE-GAGERIE. — La convention par laquelle le preneur s'engage à payer au bailleur ses termes de loyers, par avance, donne au bailleur, au commencement de chaque terme à courir, un droit de créance, mais à ce droit ne sont point attachées les actions et voies d'exécution, exceptionnelles et rapides, de l'art. 819 C. proc. civ.; en effet, le législateur a voulu que le preneur ait eu la jouissance, effective et réelle, des lieux loués, avant d'être exposé aux rigueurs de l'art. 819. *Trib. paix Charenton* 3 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 406, *Loi* 15 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 27 *novembre* 1906.

2. — Par suite, le commandement tendant à saisie-gagerie pour défaut de paiement d'un terme payable d'avance et le procès-verbal de saisie-gagerie qui en a été la suite doivent être annulés. *Ibid.*

3. — Néanmoins, le défaut de paiement établissant l'inexécution des engagements pris, il y a lieu à résiliation du bail, mais en conformité des art. 1728 et 1741 C. civ. *Ibid.*

SAISIE IMMOBILIERE.

Index alphabétique

Adjudication 16 et s.
Baux 10 et s.
Cheptels 1.
Consignation 18.
Conversion de la saisie 13 et s.
Délivrance des sommations 4.
Demande de sursis 18.
Demande en nullité de la saisie 22.
Donation après transcription de la saisie 3.
Droit de suite 5.
Droits de l'usufruitier 55.
Immeubles par destination 1 et s.
Incidents 7 et s.
Opposition au commandement 8.
Procédure 4 et s.
Quittance anticipée de loyers 10 et s.
Recours contre le jugement d'adjudication 16.
Signification de l'appel 9.
Sommations de l'adjudicataire 1 et s.
Sursis 18.
Versement du prix aux poursuivants 20.

---

§ I. — *Quels immeubles sont saisissables ou insaisissables. — Des immeubles indivis. — Immeubles appartenant à des incapables* (n. 1).

§ II. — *Procédure* (n. 4).

§ III. — *Incidents de la saisie immobilière* (n. 7).

§ IV. — *De l'adjudication* (n. 16).

---

§ I. — *Quels immeubles sont saisissables ou insaisissables. Des immeubles indivis. Immeubles appartenant à des incapables.*

1. — Les immeubles par destination (animaux, cheptels, pailles et engrais), attachés au service et à l'exploitation d'un immeuble frappé de saisie immobilière, sont réputés compris de plein droit dans la saisie, sans qu'il soit besoin que le procès-verbal les ait spécialement désignés. *Pau* 30 *janvier* 1905. *S.* 314.2.1906.

2. — Il en est ainsi surtout, alors que les immeubles par destination sont l'accessoire normal du fonds et ne sont point disproportionnés par lui. *Ibid.*

3. — Par suite, un mari ne peut, après la transcription de la saisie de ses immeubles, donner à sa femme séparée de biens, en paiement de ses reprises, des animaux, cheptels, pailles et engrais, affectés au service et à l'exploitation des immeubles saisis. *Ibid.*

§ II. — *Procédure.*

4. — C'est à tous les créanciers inscrits jusqu'au jour du dépôt du cahier des charges, et non pas seulement à ceux inscrits au jour de la transcription de la saisie, que doivent être délivrées les sommations prévues et prescrites par l'art. 692 C. pr. civ. *Alger* 31 *octobre* 1906. *Gaz. Trib.* 16 *décembre* 1906.

5. — L'inaccomplissement de cette formalité au regard de l'un des créanciers rend inopérante à son égard la purge attachée au jugement d'adjudication sur saisie et laisse subsister à son profit droit de suite sur l'immeuble adjugé. *Ibid.*

6. — En conséquence, c'est à bon droit qu'en pareil cas le créancier omis dans les sommations fait à l'adjudicataire sommation de payer ou délaisser. *Ibid.*

§ III. — *Incidents de la saisie-immobilière.*

7. — A. OPPOSITION AU COMMANDEMENT. — On doit considérer comme incidents de saisie-immobilière toutes contestations relatives aux formes de la procédure ou tirées du fond même du droit qui tendent à arrêter ou à suspendre de quelque façon que ce soit le cours de la saisie. *Cass.* 24 *décembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.327, *Gaz. Trib.* 25 *novembre* 1906.

8. — Spécialement, il y a lieu de considérer comme incident l'opposition faite par le saisi au commandement de payer les intérêts de la somme par lui empruntée au saisissant, opposition formée après la signification de la saisie, bien que cette opposition mette en cause le notaire rédacteur de l'acte d'emprunt. *Ibid.*

9. — Dès lors, l'appel doit, à peine de nullité, être signifié au greffier du tribunal. *Ibid.*

10. — B. BAUX ET CESSION DE LOYERS. — La question de savoir si une quittance anticipée de loyers est ou n'est pas opposable aux créanciers hypothécaires ne se pose que lorsque ceux-ci ont fait pratiquer une saisie immobilière et transcrire cette saisie. *Trib. civ. Marseille* 25 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 13 *octobre* 1906.

11. — Si le créancier hypothécaire se contente de pratiquer une saisie-arrêt entre les mains du locataire de l'immeuble hypothéqué, on ne peut plus le considérer comme opposant son droit réel aux droits que le locataire tient de la quittance anticipée de loyers. *Ibid.*

12. — Il ne met alors en œuvre que ses droits purement personnels et on ne peut lui opposer toutes les cessions ou quittances anticipées consenties par le débiteur dans la limite de ses pouvoirs d'administration. *Ibid.*

13. — C. CONVERSION DE LA SAISIE-IMMOBILIÈRE. — La conversion d'une saisie immobilière en vente volontaire a pour résultat de rendre au saisi la qualité de vendeur, et le notaire chargé de procéder à l'adjudication doit être considéré comme son mandataire. *Cass.* 22 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.335, *Gaz. Trib.* 24 *novembre* 1906.

14. — En dressant le cahier des charges préalable à la vente, le notaire fait un acte qui rentre essentiellement dans les limites de son mandat ; par suite, cet acte, tant qu'il n'a pas été désavoué, doit au regard des tiers être réputé fait par le mandant en personne. *Ibid.*

15. — Spécialement ceux-ci ne peuvent critiquer le lotissement et le remaniement des parcelles opérés par le notaire sous le prétexte qu'ils auraient eu lieu sans le consentement du propriétaire. *Ibid.*

§ IV. — *De l'adjudication.*

16. — L'art. 703 C. pr. civ., aux termes duquel le jugement qui prononce ou refuse la remise de l'adjudication sur saisie immobilière demandée pour cause grave par la partie saisie n'est susceptible d'aucun recours, vise seulement le cas d'un sursis facultatif constituant un acte de juridiction gracieuse. *Orléans* 12 *août* 1905. *D.* 221.2.1906.

17. — Dès lors, cette disposition est étrangère au cas où la décision intervenue sur la demande de sursis a un caractère contentieux. *Ibid.*

18. — Spécialement, le jugement qui repousse une demande de sursis basée sur l'existence d'offres réelles suivies de consignation est susceptible d'appel, le sursis étant dans cette hypothèse obligatoire pour le juge. *Ibid.*

19. — ... Alors surtout qu'il s'agit non d'un sursis demandé pour la première fois, mais du maintien d'un sursis forcé déjà accordé antérieurement. *Ibid.*

20. — Lorsqu'une clause du cahier des charges impose à l'adjudicataire sur saisie l'obligation de verser son prix entre les mains et sur la quittance des poursuivants, ceux-ci ne sont pas tenus des intérêts de ce prix. *Cass.* 28 *juin* 1904. *D.* 265.1.1906.

21. — Il n'en serait autrement que si une disposition du cahier des charges leur imposait le payement des intérêts. *Ibid.*

22. — Le créancier du nu-propriétaire d'un immeuble fait saisir et vendre la pleine propriété de cet immeuble dont il reste adjudicataire: dans ces circonstances il ne s'agit pas d'une simple demande en nullité de la saisie immobilière et de la procédure expropriative qui l'a suivie et de la sentence d'adjudication, que forme l'usufruitier, mais d'une demande en revendication de l'usufruit et par voie de conséquence, de nullité de la saisie, de la procédure expropriative et de la sentence d'adjudication. *Lyon* 9 *juin* 1906, *Mon. jud. Lyon* 7 *août* 1906.

23. — Il ne s'agit pas non plus d'une demande en distraction, au cours de la procédure expropriative, ni d'une demande en résolution de l'adjudication pour défaut de paiement du prix d'une précédente aliénation. D'où il suit que les art. 725 à 730 C. de pr. civ. et les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 de l'art. 716 du même Code sont sans application. *Ibid.*

24. — Il suit de là que les art. 728, 729 et 730 C. pr. civ. ne sont pas applicables en l'espèce. *Ibid.*

25. — En conséquence, comme le jugement d'adjudication ne transmet à l'adjudicataire d'autres droits à la propriété, que ceux appartenant au saisi, l'usufruitier, qui n'a pas renoncé à son droit, doit être réintégré. *Ibid.*

SAISIE-REVENDICATION.

V. aussi *Bail*, *Privilèges*, *Responsabilité civile*.

QUI PEUT SAISIR-REVENDIQUER ET DANS QUELS CAS. — La saisie-revendication par le propriétaire de la ferme, du mobilier qui la garnissait, et qui en a été déplacé sans son consentement par le fermier, est valablement opérée, bien qu'un déplacement des meubles ait eu lieu plus

de quarante jours auparavant, lorsqu'il est établi qu'il s'agissait seulement d'un déplacement provisoire, et que, après une réintégration du mobilier dans la ferme, le déplacement définitif en a été effectué moins de quarante jours avant la saisie. *Riom* 22 *novembre* 1905. *D.*224. 2.1906.

SANTE PUBLIQUE.

L'art. 15 de l'ordonnance du 24 septembre 1819 prescrivant que les tuyaux d'évent des fosses d'aisances doivent être construits jusqu'à la hauteur des souches de la maison ou de celles des maisons contiguës si elles sont plus élevées, le préfet fait une fausse application de cette disposition en prescrivant d'élever le ventilateur jusqu'au niveau des maisons voisines, mais non contiguës, notamment d'une maison située de l'autre côté d'une impasse. *Cons. d'Etat* 3 *août* 1904. *D.* 51.3.1906.

SAPEURS-POMPIERS.

1. — Organisation et recrutement. — Les Compagnies de sapeurs-pompiers autorisées par les préfets constituent des institutions communales qui fonctionnent sous la surveillance de l'autorité municipale ; la commune est tenue de pourvoir à leurs dépenses et de leur fournir notamment le matériel nécessaire à leur destination ou à l'instruction des hommes qui les composent. *Cass.* 7 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.409.

2. — Dès lors, lorsque la commune poursuit devant le juge des référés, le rétablissement dans les locaux municipaux d'un pylone servant aux exercices, elle convie ce magistrat à statuer sur la portée d'un acte administratif dont il ne peut connaître *ratione materiæ*. *Ibid.*

SARDAIGNE.

V. *Associations-Associations illicites.*

SECOURS MUTUELS (Sociétés de).

1. — Elections aux sociétés de secours mutuels. — Contentieux. — Dans les contestations sur la validité des opérations électorales en matière de sociétés de secours mutuels, le pourvoi en cassation formé contre la décision du juge de paix par le président de la Société, tant en son nom personnel qu'au nom des vice-présidents et administrateurs, profite, en raison de l'indivisibilité de la matière, à tous ces derniers. *Cass.* 13 *février* 1906. *D.* 235.1.1906. Cf. *Cass.* 7 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.22.

2. — Sans qu'il soit besoin de rechercher si ceux-ci avaient donné un mandat spécial de se pourvoir en leur nom à un avocat, qui avait également formé un pourvoi pour eux. *Ibid.*

3. — En reproduisant les termes de l'art. 23 du décret organique du 2 février 1852, qui prescrit la dénonciation du pourvoi en cassation dans les dix jours, l'art. 6 de la loi du 1er avril 1898 s'est référé, pour les formes de cette dénonciation, aux règles consacrées en matière d'élections politiques. *Ibid.*

4. — L'art. 4 de la loi du 7 juillet 1874, en déclarant, pour ces dernières élections, que les notifications du pourvoi seront faites par les soins de l'administration municipale, indique que les seuls agents assermentés ayant qualité sont ceux qui relèvent de l'autorité municipale. *Ibid.*

5. — Les greffiers de justice de paix, n'étant pas compris dans cette catégorie, sont, dès lors, sans qualité pour notifier le pourvoi. *Ibid.*

6. — En conséquence, la notification, faite en forme de procès-verbal dressé par le greffier de la justice de paix et non signé par les défendeurs, est inopérante pour dénoncer le pourvoi contre la décision du juge de paix en matière de société de secours mutuels. *Ibid.*

7. — Mais la dénonciation du pourvoi prescrite par l'art. 6 de la loi du 1er avril 1898 peut être faite par un huissier. *Ibid.*

SECRET PROFESSIONNEL.

1. — Si tout témoin doit fournir son témoignage sur les faits dont la preuve est recherchée par la justice, l'art. 378 C. pén. détermine certaines exceptions qui, par des considérations d'intérêt public et de haute moralité, permettent au témoin de s'abstenir. *Cass.* 22 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.335, *Gaz. Trib.* 24 *novembre* 1906.

2. — Spécialement, un inspecteur de la Sûreté peut, en invoquant le secret professionnel, se refuser, sur une question de la défense, à divulguer le nom de la personne dont il a reçu, à raison de ses fonctions et sous le sceau du secret, les renseignements qu'il donne à la Cour d'assises.

SECULARISATION.

V. *Associations-Associations illicites.*

SEDUCTION.

V. *Promesse de mariage-Séduction.*

SEPARATION DE BIENS.

V. aussi *Autorisation de femme mariée, Communauté conjugale, Dot.*

1. — A. Procédure. — La publicité de la demande et du jugement de séparation de biens est un élément essentiel des formalités ordonnés par la loi. *Bordeaux* 28 *juin* 1905. *D.* 219.2.1906.

2. — Et cette publicité ne peut résulter que de l'affichage dans un lieu accessible au public à des jours et heures déterminés, sans que les personnes qui ont besoin de se renseigner soient tenues de s'adresser au greffier ou au concierge et de demander l'ouverture des portes du lieu d'affichage. *Ibid.*

3. — Spécialement, le jugement de séparation de biens qui a été mis sur le tableau dans l'auditoire du tribunal pendant la période des vacances, où la salle d'audience est fermée au public, se trouve frappé de nullité. *Ibid.*

4. — Les certificats délivrés aux parties par le greffier ne peuvent, à eux seuls et malgré la preuve contraire, faire foi de l'accomplissement des formalités prescrites à peine de nullité par la loi, relativement à la publicité de la demande de séparation de biens. *Ibid.*

5. — Et il appartient aux parties et à leurs avoués de s'assurer de l'exécution de ces formalités. *Ibid.*

6. — Par suite, on ne saurait prétendre que le greffier est seul responsable de leur inobservation vis-à-vis des tiers et des créanciers du mari et cet officier ministériel paraît, au contraire, ne pouvoir être recherché que par les parties. *Ibid.*

7. — Un jugement de séparation de biens doit être considéré comme exécuté au sens de l'art. 1444 C. civ., lorsque, dans la quinzaine de sa prononciation, il a été publié conformément à l'art. 872 C. pr. civ., et que la femme a fait signifier à son mari deux commandements d'avoir à payer les frais dudit jugement, commandements dont le second a été suivi d'un procès-verbal de carence. *Alger* 2 *avril* 1904. *D.* 385.2. 1906.

8. — Alors, surtout, que les poursuites dont il s'agit n'ont pas été interrompues, attendu que la femme établit que, si elle n'a pas pratiqué de saisie sur le traitement de son mari, cette mesure étant inutile à cause de saisies antérieures, elle a produit à une contribution ouverte pour la distribution d'une certaine somme provenant de retenues opérées sur ledit traitement, et a été colloquée en sous-ordre pour une somme pour laquelle son mari avait été colloqué sur un tiers. *Ibid.*

9. — Il doit en être ainsi avec d'autant plus de raison que l'exécution par poursuites n'a été prescrite que pour établir vis-à-vis des créanciers la réalité du péril de la dot, et que, si ce péril est rendu certain par la constatation de l'insolvabilité du mari, il n'y a pas lieu d'imposer à la femme des frais inutiles pour réaliser légalement une exécution qui ne peut avoir de résultats effectifs, sauf à obliger ladite femme à reprendre les poursuites si le mari revient à meilleure fortune. *Ibid.*

10. — B. Effets de la séparation de biens. — En ce qui concerne les meubles et objets qui, après la séparation de biens judiciairement prononcée, garnissent le domicile conjugal, il n'existe point de présomption de propriété en faveur de la femme séparée, alors surtout que les époux ont une habitation commune. *Trib. civ. Nancy* 19 *janvier* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.137.

11. — En conséquence, si la femme séparée de biens revendique les meubles saisis au domicile conjugal comme sa propriété, elle doit faire la preuve de la propriété qu'elle allègue. *Ibid.*

12. — Aux termes de l'art. 1448 C. civ., la femme judiciairement séparée de biens doit contribuer aux frais du ménage proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari et même supporter intégralement ces frais quand son mari est tout à fait insolvable. *Trib. civ. Lyon* 10 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 31 *août* 1906.

13. — La femme judiciairement séparée de biens qui refuse sa contribution peut être contrainte à la donner par justice si, notamment en l'espèce, les fournitures en litige ont été faites à une époque où la femme était depuis longtemps séparée de biens d'avec son mari qui est complètement insolvable, s'il s'agit de fournitures de vins faites au ménage et livrées au domicile conjugal communs de la femme et proportionnées à la situation sociale et de fortune du ménage. *Ibid.*

SEPARATION DE CORPS.

V. aussi *Divorce.*

1. — A. Demande en séparation de corps. Compétence. Procédure. — Le domicile provisoire assigné à la femme par l'ordonnance du président subsiste, notamment pour la signification des actes judiciaires, jusqu'à la clôture de la liquidation, et le mari n'est pas fondé à prétendre que par suite de la réconciliation, la femme n'a pas d'autre domicile réel que le sien. *Riom* 23 *mai* 1906. *Rec. Riom et Limoges.* 158.1906.

2. — L'art. 246 C. civ. autorise le juge, en vue d'une réconciliation possible, à surseoir au jugement de divorce, lorsque la demande lui paraît fondée; il ne le peut pas en matière de séparation de

corps. *Orléans* 12 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *octobre* 1906.

3. — L'article 246 ne parle, en effet, que de la demande en divorce, et cet article n'est pas compris dans ceux que l'article 307 déclare également applicables à la séparation de corps. *Ibid.*

4. — Si, par erreur, le juge, après avoir rejeté la demande en divorce du mari et accueilli la demande en séparation de corps de la femme, qu'il qualifie à tort de demande en divorce, prononce un sursis au sujet de cette dernière, il y a lieu pour la Cour d'annuler le jugement, et, si l'affaire est en état, d'évoquer et de statuer sur ces deux demandes. *Ibid.*

5. — B. Effets de la séparation de corps. — A défaut d'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 1451 C. civ. la réconciliation des époux ne s'oppose pas à ce que la femme séparée de corps réclame les effets de la séparation de biens et spécialement poursuive la liquidation de ses reprises matrimoniales. *Riom* 23 *mai* 1906. *Rec. Riom et Limoges* 158.1906. *Cf. Dijon* 18 *janvier* 1906. *D.* 315.2.1906.

6. — En pareil cas, la femme qui a été autorisée par ordonnance du président à former sa demande en séparation de corps n'a pas besoin de l'autorisation maritale pour poursuivre l'exécution du procès-verbal liquidatif de ses reprises. *Ibid.*

7. — La clause d'un contrat de mariage, qui attribue la totalité de la communauté au survivant des époux, constitue l'un des avantages dont les articles 299 et 300 C. civ. ont entendu priver l'époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée, l'autre époux, au contraire, en conservant le bénéfice. Ce dernier a donc le droit de se faire attribuer la moitié de la communauté à titre définitif, l'attribution de l'autre moitié étant subordonnée à la condition de sa survie. *Trib. civ. Seine* 7 *novembre* 1906. *Gaz Trib.* 15 *décembre* 1906.

8. — En pareil cas, la femme, au profit de laquelle la séparation de corps a été prononcée, ne saurait exiger caution de son mari, à titre de garantie de restitution éventuelle de la part de la communauté qui ne lui est pas définitivement attribuée, en se fondant sur l'art. 1518 C. civ., qui dispose que la femme qui a obtenu la séparation de corps est en droit d'exiger une caution de son mari resté en possession des objets formant le préciput. Cette règle est, en effet, spéciale à la matière du préciput conventionnel et n'a pas été reproduite dans l'art. 1524 du même code. Elle ne saurait donc être arbitrairement étendue de la section VI, qui règle le préciput conventionnel, à la section VII qui a pour objet l'attribution de parts inégales de communauté et l'attribution totale de la communauté à l'un des époux. *Ibid.*

SÉPARATION DES PATRIMOINES.

La prescription triennale, édictée par l'art. 880 C. civ., peut être interrompue, tant par des actes conservatoires tels que l'apposition des scellés, l'inventaire, la nomination d'un administrateur provisoire, la mise sous séquestre, la saisie-arrêt et le dépôt à la Caisse des consignations, actes qui révèlent d'une manière formelle l'intention des créanciers héréditaires d'empêcher la confusion des patrimoines, que par des actes de procédure rentrant dans la catégorie de ceux que l'art. 2244 C. civ. considère expressément comme interruptifs de prescription, comme une demande en paiement et une demande en validité de saisie-arrêt. *Paris* 31 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 8 *août* 1906.

SEPULTURE.

1. — Du monopole des pompes funèbres. — L'art. 2 de la loi du 28 décembre 1904, attribuant privilège aux communes pour le transport des corps, n'est pas applicable au transport qui se fait par l'intermédiaire d'un entrepreneur particulier, sans aucune cérémonie extérieure, sans pompe ni convoi. *Trib. cir. Périgueux* 10 *novembre* 1906. *Loi* 3 *décembre* 1906.

2. — Est illégalement pris et entaché d'excès de pouvoir le règlement de police qui comprend dans le monopole le transport des corps pour tous les cas. *Ibid.*

SEQUESTRE.

V. aussi *Privilèges.*

En cas de contestation sur la validité d'un testament qui aurait été révoqué par un testament postérieur lequel serait, d'après les prétentions des parties, seul valable, la succession doit être considérée comme litigieuse, et un séquestre doit être nommé et maintenu, au cours de l'instance. *Lyon* 30 *mars* 1905. *Mon. jud. Lyon* 10 *octobre* 1906.

SERMENT.

1. — Du serment décisoire. — Le serment décisoire doit, pour répondre au vœu de la loi, être de nature à terminer le litige de façon péremptoire. *Nancy* 13 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.266.

2. — Par suite, il ne saurait être valablement ordonné lorsque, dans la forme où il a été déféré, il présente un caractère complexe, de telle sorte qu'il pourrait être accepté pour un fait et refusé pour l'autre, affirmatif sur un point et négatif sur l'autre, qu'il pourrait faire naître ainsi la question de savoir ce qu'il faudrait décider en cette situation contradictoire et qu'ainsi, enfin, au lieu de terminer la contestation, il pourrait en faire surgir une nouvelle. *Ibid.*

SERVICE MILITAIRE.

V. *Recrutement.*

SERVITUDES.

V. aussi *Action possessoire*, *Cassation*, *Eaux.*

Index alphabétique

Abandon de la servitude 3.
Aggravation de la servitude 15.
Caractères des servitudes 1 et s.
Destination du père de famille 10 et s.
Droit de passage 9, 13, 17.
Droit personnel d'usage 2.
Ecoulement des eaux 18.
Etablissement d'un Decauville 11.
Indemnités dues aux locataires 5.
Mitoyenneté 4 et s.
Obligations du propriétaire du fonds servant 16.
Preuve de la servitude 10.
Servitude de vue 8.
Servitudes d'usage 1 et s.
Surélévation d'un mur 4.
Usage de la servitude 15 et s.

---

§ I. — *Généralités. — Caractères des servitudes* (n. 1).

§ II. — *Des servitudes légales* (n. 4).

§ III. — *Des servitudes établies par le fait de l'homme* (n. 10).

§ IV. — *De l'exercice des servitudes* (n. 15).

---

§ I. — *Généralités. Caractères des servitudes.*

1. — Tandis que le droit d'usage ordinaire est accordé en faveur d'une personne, la servitude d'usage est concédée en faveur d'un fonds et a pour objet essentiel et pour signe caractéristique de servir à un héritage, d'en assurer ou d'en augmenter l'utilité, la commodité ou l'agrément. *Nancy* 9 *juin* 1906. *Rec. des Arrêts de Nancy* 240.1906.

2. — Spécialement, il y a servitude et non droit personnel d'usage, ni obligation personnelle quand le propriétaire d'une rue tracée dans des terrains lui appartenant, concède des droits de vue, d'accès et de passage aux acheteurs des parcelles situées sur les côtés de cette voie; en effet, les droits ainsi concédés affectent l'immeuble lui-même, en l'espèce la rue, qui en devient, pour ainsi dire, débitrice; d'autre part, ils sont attribués non pas à une personne, mais au propriétaire d'un autre immeuble, qui en devient propriétaire à ce titre. *Ibid.*

3. — En conséquence, le propriétaire de la rue grevée de la servitude peut user de la faculté que lui accorde l'art. 699 C. civ., et abandonner cette rue aux riverains, alors même qu'il aurait été tenu de faire les travaux nécessaires à l'usage de la servitude. *Ibid.*

§ II. — *Des servitudes légales.*

4. — A. De la mitoyenneté. — Lorsqu'un mur mitoyen, suffisant pour sa destination, ne peut supporter la surélévation projetée par un des copropriétaires, celui-ci doit supporter seul les frais de démolition et de reconstruction et toutes les dépenses y afférentes. *Trib. civ. Valence* 4 *décembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 20 *décembre* 1906. *Cf. Trib. civ. Lyon* 6 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 22 *septembre* 1906.

5. — Le locataire du propriétaire voisin, troublé dans sa jouissance par la démolition et la reconstruction du mur mitoyen, a droit à être indemnisé par son bailleur du préjudice qu'il a souffert. *Ibid.*

6. — Mais le propriétaire reconstructeur, n'ayant fait qu'user de son droit, n'est pas tenu de garantir le propriétaire voisin contre l'action intentée par le locataire de ce dernier, à raison dudit trouble; à la condition, toutefois, que les travaux aient été exécutés avec toutes les précautions et la célérité désirables et qu'aucune faute ne puisse être relevée contre le reconstructeur. *Ibid.*

7. — B. Des jours et vues sur la propriété du voisin. — Les art. 678 et 679 C. civ., ayant pour unique objet de régler les rapports de voisinage entre les propriétaires privés, ne s'appliquent aucunement aux vues ouvertes sur la voie publique. *Cass.* 14 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.499, *Loi* 20 *décembre* 1906.

9. — C. Du droit de passage en cas d'enclave. — Lorsqu'il s'agit de déterminer l'assiette du passage légalement dû pour cause d'enclave, il appartient aux Tribunaux de ne pas s'arrêter au trajet le plus court et de le fixer dans l'endroit et du côté où il paraît le moins dommageable et le plus praticable, soit dans l'intérêt des héritages voisins, soit dans l'intérêt du fonds enclavé, selon les circonstances et la situation des lieux. *Cass.* 7 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.414. *Mon. jud. Lyon* 24 *novembre* 1906.

§ III. — *Des servitudes établies par le fait de l'homme.*

10. — Destination du père de famille. — Celui qui invoque la destination du père de famille comme mode d'établissement d'une servitude apparente, mais discontinue, est tenu, pour justifier de son droit, de produire l'acte par lequel

a été opérée la division des deux héritages. *Trib. civ. St-Brieuc 4 juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 25 *octobre* 1906.

11. — L'établissement d'un chemin de fer Deauville constitue une servitude continue et apparente. *Trib. civ. Valenciennes* 15 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2. 99. *Mon. jud. Lyon* 13 *septembre* 1906.

12. — Elle peut, dès lors, être constituée par la destination du père de famille à la condition que le contrat par lequel celui-ci a disposé de l'un de ses deux héritages ne contienne aucune convention relative à ladite servitude. *Ibid.*

13. — Mais si, au contraire, l'acte par lequel le père de famille a vendu le fonds dominant porte que l'acquéreur aura à perpétuité un droit de passage sur une ruelle appartenant au vendeur, tandis que l'acte d'aliénation du fonds servant stipule que ses acquéreurs devront respecter cette servitude sur une largeur de 90 centimètres, cette dimension et ces termes « droit de passage » excluent l'hypothèse d'un passage autre que celui de personnes à pied. *Ibid.*

14. — D'où il suit que les deux actes contenant une convention relative à la servitude et limitant celle-ci au seul droit de passage qui y est exprimé, le propriétaire du fonds servant ne peut invoquer la destination du père de famille pour circuler sur le fonds servant au moyen d'un chemin de fer Deauville. *Ibid.*

§ IV. — *De l'exercice des servitudes.*

15. — Celui qui a droit à une servitude ne peut en user que dans la limite des besoins pour lesquels elle a été établie et ne peut aggraver la condition du fonds servant. *Cass.* 14 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.10. *Pand. franç.* 266.1.1906.

16. — Et le droit étant ainsi fixé, l'usage abusif qui en serait fait ne peut qu'être réprimé par les moyens ordinaires. *Ibid.*

17. — Mais, bien qu'une servitude de passage n'ait été établie par un acte de partage qu'au profit de parcelles faisant partie du lotissement il peut être décidé, par interprétation de cet acte, que le titulaire de la servitude peut, dans l'intérêt desdites parcelles, accéder à un jardin non compris au partage. *Ibid.*

18. — Un fonds, assujetti à une servitude d'écoulement des eaux, provenant d'un fonds voisin, n'est tenu seulement qu'à supporter la servitude. *Lyon* 27 *juin* 1906. *Mon. jud. Lyon* 3 *août* 1906.

19. — Quant aux travaux nécessaires pour l'utilisation de la servitude, le propriétaire du fonds assujetti n'est tenu à les exécuter qu'autant que ces travaux sont expressément prévus dans le titre constitutif de la servitude et mis à sa charge. *Ibid.*

SIMULATION.

V. *Créanciers, Preuve testimoniale.*

SOCIETES A CAPITAL VARIABLE.

1. — A. Nature et caractères des sociétés a capital variable. — Une société à capital variable, qui n'a pas pour but le partage des bénéfices, n'est pas une société, aux termes de l'art. 1832 C. civ. *Orléans* 28 *mars* 1906, *Pand. franç.* 186.2.1906.

2. — Elle ne constitue pas une personne civile, et ne peut ester en justice par ses administrateurs, nonobstant l'art. 53 de la loi du 24 juillet 1867. *Ibid.*

3. — B. Du droit de retraite des associés et du droit d'exclusion. — Si, aux termes de l'art. 52 de la loi du 24 juillet 1867, chaque associé a le droit de se retirer de la Société, quand il le juge convenable, « à moins de conventions contraires », l'exercice de cette faculté doit être combiné avec les dispositions des art. 1869 et 1870 C. civ. qui n'autorisent la renonciation à la Société qu'à la condition qu'elle n'ait pas lieu à contre-temps. *Douai* 2 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 15 *novembre* 1906, *Loi* 11 *décembre* 1906.

4. Est, par suite, à bon droit déclarée irrecevable, comme intempestive, la demande formulée par un associé à fin de remboursement de ses actions, lorsque celle-ci est de nature à entraîner la ruine de la Société. *Ibid.*

SOCIETES (en général).

V. aussi *Assurances mutuelles, Faillite, Sociétés civiles, Sociétés commerciales.*

Index alphabétique

Administrateurs 6.
Apport d'un bien de communauté 2 et s.
Assurances mutuelles 5.
Caractère commercial des sociétés 5.
Emission frauduleuse d'obligations 7.
Exploitation de carrières 4.
Femme mariée 1 et s.
Fin des sociétés 8 et s.
Mort d'un des associés 8.
Obligations à l'égard des tiers 6 et s.
Réalisation des apports 10.
Responsabilité 7.
Responsabilité des liquidateurs 11 et s.
Signature de billets après dissolution 14.
Sociétés civiles 4 et s.
Sociétés de fait 13.

---

1. — A. Nature, caractères, objet et éléments constitutifs. — Aucune disposition législative ne s'oppose à ce qu'une femme mariée fasse partie d'une Société, et le fait, par elle, de constituer une association avec un tiers ne porte pas atteinte à l'autorité du mari, si celui-ci a donné son consentement et n'en fait pas partie. *Trib. civ. Seine* 2 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 18 *octobre* 1906.

2. — Il est loisible au mari d'autoriser sa femme à faire à cette Société l'apport d'un bien de communauté. L'abandon restreint qu'il fait ainsi de son droit n'a pas pour effet de le dessaisir de l'administration générale de la communauté et, par suite, ne fait pas obstacle aux dispositions des articles 1388 et 1421 C. civ. *Ibid.*

3. — En pareil cas, on ne saurait soutenir que l'apport ne peut se réaliser, que par une vente préalable faite par le mari à sa femme, c'est-à-dire par une opération interdite par la loi, la cession que le mari fait de son droit ayant été consentie non à sa femme, mais à la Société commerciale dont celle-ci fait partie, et la Société étant une personne morale qui a une personnalité distincte et la capacité d'acquérir. L'acte du mari est simplement un acte de commandite assimilable à celui d'un croupier, c'est-à-dire d'un bailleur de fonds qui, sans être associé, mais sous le couvert d'un sociétaire, participe aux bénéfices et aux pertes de la Société. Or, un tel rôle n'est contraire à aucun des principes qui régissent les rapports entre époux. *Ibid.*

4. — B. Quelles sociétés sont civiles ou commerciales. — Est civile la société formée en vue d'acquérir un domaine contenant des gisements de kaolin et d'exploiter ce produit alors même qu'elle procéderait à certaines manipulations des matières extraites avant de les livrer au commerce et serait, pour ce motif, assujettie à la patente ; ces opérations de transformation ne constituent, en effet, qu'un accessoire de l'exploitation des carrières, qui reste le but principal de la Société et sert à la caractériser. *Trib. civ. Bourges* 22 *mars* 1906, *Journ. soc.* 433.1906.

5. — Les sociétés qui ont pour but l'assurance mutuelle de leurs membres constituent des sociétés civiles ; mais lorsqu'en réalité, elles dissimulent sous les apparences de la mutualité la recherche d'un lucre et le partage de bénéfices, lorsque leur réserve est employée à des entreprises de spéculation, elles revêtent le caractère commercial, et elles sont soumises aux règles de la loi de 1867, relatives aux sociétés anonymes. *Trib. cor. Toulouse* 10 *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.207.

6. — C. Règles générales relatives aux droits et obligations des associés soit entre eux, soit a l'égard des tiers. — Si les administrateurs d'une société ou ses directeurs statutaires ne sont que les mandataires des associés, ceux-ci sont responsables du choix qu'ils ont fait de ces mandataires et ne peuvent argumenter des dispositions de l'art. 1998 C. civ. pour rejeter les conséquences du dol et de la fraude de leurs mandataires sur les tiers victimes de ces machinations, lorsque les pouvoirs apparents donnés par les mandants aux mandataires ont contribué à tromper ces tiers de bonne foi. *Cass.* 7 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.336, *Gaz. Trib.* 9 *août* 1906, *Loi* 18 *décembre* 1906.

7. — Spécialement une Société anonyme peut être déclarée responsable lorsque les administrateurs et le directeur statutaire ont procédé à une émission frauduleuse d'obligations en se servant d'une délibération prise en assemblée générale qui, quatre ans auparavant, autorisait une opération de cet ordre et abandonnait au conseil d'administration le soin de la réaliser, sans que les sociétaires s'en soient ultérieurement occupés. *Ibid.*

8. — D. Des différentes manières dont finissent les sociétés. — La mort de l'un des associés ne met pas fin à la Société lorsque l'acte constitutif a stipulé sa continuation entre les associés survivants. *Cass.* 23 *octobre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.377, *Gaz. Trib.* 29 *novembre* 1906, *Loi* 11 *décembre* 1906.

9. — Il doit en être de même quoique la stipulation ne soit pas expresse, si la nature de la convention, le but et l'objet que se proposaient les associés excluent formellement que la mort de l'un d'eux doive avoir pour conséquence la dissolution de la Société : il en résulte alors pour chacun un engagement de la continuer pendant le temps déterminé, qui constitue un droit ou une charge auxquels succèdent les héritiers majeurs ou mineurs sans distinction. *Ibid.*

10. — E. Effets de la dissolution des sociétés. — Liquidation et partage. — Le fait par un titulaire de brevets, de donner à une société le droit de les exploiter pendant un nombre d'années déterminé, bien que ne transmettant pas la propriété, mais seulement la jouissance temporaire desdits brevets, n'en constitue pas moins un apport, faisant partie de l'actif de la société, et dont la réalisation, au cas de dissolution de celle-ci, avant l'échéance du terme fixé pour l'exploitation, peut être poursuivie comme celle de toute autre partie de l'actif. *Cass.* 26 *février* 1906, *Pand. franç.* 302.1. 1906.

11. — Les créanciers d'une société commerciale incomplètement désintéressés sont en droit de se retourner contre les liquidateurs personnellement, lorsque ceux-ci ont consacré les ressources de la Société à payer intégralement certains créanciers contrairement au principe d'égalité qui doit régner entre tous les créanciers. *Amiens* 20 *janvier* 1905. *Journ. Soc.* 359, 1906.

12. — Les liquidateurs, volontairement nommés, d'une société ne sont mandataires que des seuls associés. En principe, les créanciers sociaux ne peuvent agir contre eux que comme exerçant les droits de la société leur débitrice, conformément à l'art. 1166 C. civ. Si l'action de la société contre les liquidateurs est régulièrement éteinte par une décharge

obtenue sans fraude, elle ne saurait renaître de l'intérêt des créanciers. Les liquidateurs ne peuvent, en tout cas, pas être considérés comme les gérants d'affaires des créanciers. *Ibid.*

13. — F. DES SOCIÉTÉS NULLES. — SOCIÉTÉS DE FAIT. — Des associés de fait sont engagés, vis-à-vis des tiers par la signature sociale mise par l'un d'eux au pied d'un billet souscrit en règlement de travaux faits pour le compte de la Société. *Trib. com. Nantes* 23 *juin* 1906. *Rec. Nantes* 431.1.1906.

14. — Il importe peu que la signature sociale ait été apposée sur le billet depuis la dissolution de la société, si celui qui n'a pas signé n'a pris aucune mesure de publicité pour faire connaître aux tiers cette dissolution. *Ibid.*

SOCIETES CIVILES.

V. *Sociétés (en général).*

SOCIETES COMMERCIALES.

Index alphabétique

Absence de personnalité civile distincte 1, 11.
Action contre le conseil d'administration 35.
Action en responsabilité 36, 49.
Action personnelle 44.
Action sociale 38, 44 et s.
Administration des sociétés anonymes 39 et s.
Admission au passif 9.
Cession d'actions 33.
Cession des parts sociales 38.
Copropriété des associés 14.
Composition du conseil d'administration 42.
Délai pour réclamer la répartition 25.
Délégation des pouvoirs du conseil 40.
Demande en dissolution 35.
Demande en nullité 13.
Demande tardive 18.
Dépréciation des titres 20.
Directeur de succursale 40.
Dissolution 4 et s.
Exercice de l'action sociale 47.
Firme distincte 1.
Fusion de sociétés anonymes 30.
Garantie des titres 19.
Interdiction de négocier les actions 30.
Négociation des actions 30 et s.
Nullité des sociétés 13, 18, 34.
Obligations des associés entre eux 23 et s.
Paiement des dettes 26.
Partage des bénéfices 23 et s.
Pouvoirs de l'assemblée générale 42.
Prescription 18.
Preuve de l'association 21.
Quitus de l'action sociale 28.
Responsabilité des administrateurs 3, 37, 44 et s.
Responsabilité du gérant 37 et s.
Sociétés anonymes 39 et s.
Sociétés en commandite 17, 36 et s.
Sociétés en participation 14 et s.
Solidarité 53.
Syndic 36.
Transformation de sociétés 7 et s.
Valeur des mots « et Cie » 1.

Chap. I. — Des sociétés commerciales (en général) (n. 1).

Chap. II. — De la société en participation (n. 14).

Chap. III. — Des sociétés par actions.

§ I. — *Des sociétés par actions en général (en commandite ou anonymes)* (n. 30).

§ II. — *De la société en commandite par actions* (n. 36).

§ III. — *De la société anonyme* (n. 39).

Chap. I. — Des sociétés commerciales en général.

1. — A. CARACTÈRES ET CONSTITUTION DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES EN GÉNÉRAL. — Le fait pour un commerçant d'ajouter à son nom les mots « et Cie » et de traiter avec les tiers sous cette firme, bien qu'il n'ait pas d'associé, ne peut avoir pour effet de donner à cette firme une personnalité distincte du commerçant dont il s'agit, ni de créer une société soumise aux exigences de la loi. *Douai* 7 *décembre* 1905, *Jour. soc.* 1906, 312.

2. — Les agissements de ce commerçant n'engagent d'ailleurs sa responsabilité que s'il a induit les tiers dans une erreur qui leur est préjudiciable. Les tiers qui se trouvent être ses débiteurs en vertu d'opérations non contestées ne sont pas recevables à refuser de payer sous prétexte que l'action en paiement, intentée au nom d'une société inexistante ou nulle, serait frappée de non-recevabilité et même de complète inanité. *Ibid.*

3. — B. ADMINISTRATION. — RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS. — Lorsque le gérant administrateur d'une société commerciale a, en violation d'un article formel du pacte social, souscrit au profit d'un tiers, en sa qualité de gérant de la société, des traites destinées à acquitter des dettes personnelles pour des fournitures qui lui ont été faites, le tiers bénéficiaire qui a été payé à l'aide de fonds appartenant à la société est tenu de les restituer à la Société, s'il n'a pu ignorer le vice dont étaient entachées les valeurs qu'il a ainsi reçues en paiement. *Cass.* 26 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.89. *Gaz. Trib.* 22 *septembre* 1906.

4. — C. FIN. — DISSOLUTION. — LIQUIDATION. — TRANSFORMATION. — L'art. 1869 C. civ., lequel prévoit la dissolution de la société dont la durée est illimitée par la volonté de l'une des parties, est applicable aux sociétés commerciales. *Trib. civ. Seine* 24 *février* 1906, *Gaz. Pal.* 1906. 2.100, *Loi* 4 *avril* 1906, *Mon. jud. Lyon* 24 *avril* 1906, *Journ. Soc.* 277. 1906.

5. — Et la loi étant muette quant à la forme dans laquelle cette volonté doit être exprimée, il suffit, pour qu'elle produise effet, que les autres associés en aient reçu la notification sous quelque forme qu'elle ait eu lieu. *Ibid.*

6. — C'est à l'associé contre lequel la demande en dissolution est formée et qui prétend qu'elle est faite, soit de mauvaise foi, soit à contre-temps, qu'il appartient de faire la preuve de ses allégations. *Ibid.*

7. — La société nouvelle qui est créée par voie de transformation d'une société préexistante et à laquelle est apporté, sans liquidation régulière, tout l'actif de la société antérieure, ne peut répudier le passif dont se trouvait grevé cet actif. *Paris* 12 *février* 1906. *Journ. Trib. com.* 560, 1906.

8. — Il en est ainsi surtout alors que les agissements des membres de la société nouvelle et les écritures sociales impliquent la prise en charge de ce passif. *Ibid.*

9. — Les créanciers de la société primitive étant ainsi devenus créanciers de la société nouvelle, ils ont en cas de faillite de ladite société le droit de requérir leur admission au passif pour le montant de leurs créances. *Ibid.*

10. — Toutefois, si les statuts de la société nouvelle et les termes de la publication qui en a été faite présentaient l'apport provenant de la société ancienne comme constituant un actif net et ne laissaient point apparaître le passif dont il était grevé, les tiers qui sont entrés en relation avec ladite société sur la foi des statuts et sont devenus ses créanciers ne sont point, en cas de faillite, tenus de subir le concours des créanciers de l'ancienne société et doivent être payés par préférence. *Ibid.*

11. — Il importe peu qu'un industriel ait traité en son nom unique ou sous la raison sociale d'une société à laquelle il a autrefois appartenu, alors que, seul continuateur de cette société, il n'a cessé d'en représenter publiquement, en les prolongeant, la personne et l'activité commerciale. *Paris* 18 *janvier* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.168.

12. — En conséquence, il échet de déclarer mal fondé l'appel interjeté d'un jugement rendu au profit dudit industriel agissant avec cette raison sociale, ledit appel ne reposant que sur ce seul moyen : l'irrecevabilité de la demande en tant que formée par une personne prétendue n'exister plus. *Ibid.*

13. — D. NULLITÉ DE LA SOCIÉTÉ POUR DÉFAUT DE PUBLICITÉ. — CONSÉQUENCES. — La nullité d'une société peut être demandée soit directement, soit par voie d'exception, par un tiers, mais à la condition qu'il ait un intérêt juridique à l'obtenir et non par un tiers qui, la nullité prononcée, se trouverait avoir purement et simplement les associés personnellement comme créanciers. *Douai* 7 *décembre* 1905, *Journ. Soc.* 312, 1906.

Chap. II. — De la société en participation.

14. — A. CARACTÈRES ET CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION. — En principe, dans les associations en participation, il n'existe pas de patrimoine social distinct du patrimoine de chacun des associés, d'où cette conséquence que chacun d'eux conserve la propriété exclusive des biens qu'il a apportés sans qu'aucune co-propriété existe sur leurs apports respectifs. *Trib. com. Seine* 16 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.228.

15. — Mais si telle est la règle généralement suivie à défaut de stipulations contraires, rien ne s'oppose à ce qu'il en soit autrement décidé et que les biens apportés par l'un des associés soient considérés comme étant devenus la propriété commune des participants, quand les faits de la cause révèlent que telle a été l'intention des parties. *Ibid.*

16. — Encore bien que les statuts d'une société dont la constitution est contestée la qualifient d'association civile en participation, il appartient au juge, sans avoir égard à la dénomination adoptée, de rechercher le véritable caractère de la Société et d'examiner si sa formation a été accompagnée des formalités prescrites dans la catégorie desquelles elle doit être classée suivant sa portée véritable. *Trib. civ. Seine* 15 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.316.

17. — Le principal caractère de la Société en participation est d'être occulte, d'où il suit que toute société dont les statuts indiquent une raison sociale, un siège social ou central, des apports rétribués par des parts d'intérêts, une durée, des parts transmissibles par voie d'endos ou au porteur, une gérance, des assemblées générales, ne saurait être considérée comme constituant une association en participation, mais présente tous les caractères de la société en commandite par actions. *Ibid.*

18. — Mais si une pareille société doit, en principe, être déclarée nulle en cas d'inobservation des formalités substantielles prescrites par la loi du 24 juillet 1867, cette nullité ne saurait être toutefois prononcée lorsqu'il s'est écoulé plus de dix ans entre la date de la constitution de la société et la demande de nullité dont le Tribunal est saisi, la prescription édictée par l'art. 8 de la loi de 1867 complété par l'art. 3 de la loi du 1er août 1893 se trouvant dès lors acquise. *Ibid.*

19. — Les acquéreurs des titres d'une société irrégulièrement constituée ne sont fondés à invoquer les dispositions de l'art. 1641 C. civ. et à demander à leur vendeur la garantie que la loi accorde à l'acheteur à raison des défauts cachés de la chose vendue que tout autant qu'il y aurait eu erreur sur la substance, c'est-à-dire lorsque l'objet principal en vue duquel la société a été établie n'existe qu'en apparence et n'a, en réalité, aucune consistance sérieuse. *Ibid.*

20. — Mais il n'en est pas ainsi lorsque

la société bien que mal qualifiée a un objet sérieux et une existence réelle et spécialement, lorsque les demandeurs n'établissent pas que les titres par eux acquis aient, depuis la date de leur acquisition, subi une dépréciation quelconque, la nullité de forme dans la constitution de la société ne pouvant, aux termes de la jurisprudence généralement admise, entraîner la nullité des négociations de cette société régulièrement opérées de bonne foi après sa constitution. *Ibid.*

21. — Le juge du fond a le droit d'établir l'existence d'une association en participation à l'aide de la correspondance échangée entre les parties et des présomptions fournies par les circonstances de la cause. *Cass.* 8 *janvier* 1906. *D.* 263.1.1906. *Pand. franç.* 297.1.1906.

22. — Spécialement, en faisant résulter la preuve de l'association de divers passages de la correspondance qu'il reproduit, et des circonstances dans lesquelles elle s'est poursuivie, à condition de ne pas dénaturer les documents sur lesquels il a basé sa décision. *Ibid.*

23. — B. DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS, SOIT ENTRE EUX, SOIT A L'ÉGARD DES TIERS. — Lorsque dans une association d'ouvriers, les statuts sociaux stipulent que, seuls, les travailleurs employés à la journée ou à l'heure auront droit à la répartition des bénéfices, cette disposition ne permet pas aux employés payés au mois et qui ne courent aucun des risques de chômage pouvant atteindre les ouvriers, de prétendre à être admis au partage des bénéfices. *Trib. com. Seine* 14 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 16 *septembre* 1906.

24. — La clause des statuts qui stipule qu'après un délai d'un mois, passé le jour fixé pour la distribution, toutes les sommes non réclamées seront acquises à la caisse des retraites, ne saurait être valablement invoquée, alors que l'association, contrairement à une stipulation du même article des statuts, a omis de donner avis à ses participants, du jour de la répartition, soit par lettre individuelle, soit par la voie des journaux, ou moins quinze jours avant l'époque fixée pour toucher les bénéfices. *Ibid.*

25. — En pareil cas, et alors surtout qu'il s'agit d'auxiliaires, qui ne peuvent assister aux assemblées sociales, l'association ne peut valablement arguer contre eux de la tardiveté de leur demande, si elle ne justifie pas qu'elle a rempli son obligation contractuelle de les prévenir en temps utile du jour de la distribution des bénéfices. *Ibid.*

26. — La condamnation d'un associé en participation à participer au paiement d'une dette contractée antérieurement à l'association par son coassocié, mais qu'il a acceptée en connaissance de cause lors de la formation de la société, ne viole pas l'art. 1843 C. civ. *Cass.* 8 *janvier* 1906. *D.* 263.1.1906. *Pand. franç.* 297.1.1906.

27. — On ne peut considérer comme attribuant à l'un des associés en participation, pendant un temps indéfini, la totalité des bénéfices de la société, le fait de s'engager à payer, sur ces derniers, les dettes d'un des associés, alors qu'il n'est pas constaté que les bénéfices à réaliser devaient être affectés, avant toute répartition, à ce payement et que les bénéfices annuels pouvaient excéder dans une mesure plus ou moins grande les versements annuels à effectuer. *Ibid.*

28. — L'associé d'une participation qui ne peut se substituer un tiers, sans le consentement de ses associés, conformément à l'art. 1861 du Code civil, peut cependant céder à un tiers, sans ce consentement, les bénéfices, charges et profits de sa part sociale. *Lyon* 20 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 28 *novembre* 1906.

29. — Il y a lieu, en conséquence, de rechercher par l'interprétation du contrat, si la cession a été consentie par l'un des associés, dans le but de se substituer un tiers et lui donner faculté de s'immiscer dans la société ou seulement dans le but de lui attribuer la part devant lui revenir dans les droits sociaux. *Ibid.*

Chap. III. — Des sociétés par actions.

§ I. — *Des Sociétés par actions en général (en commandite ou anonymes).*

30. — A. NÉGOCIATION DES ACTIONS. — LEUR CARACTÈRE. — CONVERSIONS EN TITRES AU PORTEUR. — AMORTISSEMENT DU CAPITAL. — La loi du 1er août 1893, art. 3, modifiant l'art. 3 de la loi du 24 juillet 1867, en interdisant la négociation des actions d'apport pendant les deux ans qui suivent la constitution définitive d'une société, a posé une règle générale; et l'on doit interpréter *stricto sensu* l'exception apportée à cette règle par la loi du 9 juillet 1902, qui autorise la négociation d'actions d'apport, avant l'expiration de ce délai, au cas de fusion de sociétés anonymes ayant plus de deux ans d'existence, soit par absorption de ces sociétés par l'une d'entre elles, soit par la création d'une société anonyme nouvelle englobant les sociétés existantes. *Montpellier* 17 *mai* 1906. *Pand. franç.* 193.2.1906.

31. — En conséquence, cette exception n'est pas applicable, lorsque l'une des sociétés fusionnées, augmentant son capital au delà du capital apporté par l'autre société, émet des actions nouvelles représentant des apports faits par des particuliers. *Ibid.*

32. — Il en est surtout ainsi, lorsqu'il y a lieu de suspecter la sincérité de ces apports. *Ibid.*

33. — Il ne faut pas confondre la cession d'actions d'une société non encore définitivement constituée, cession nulle de plein droit comme contraire à l'ordre public, avec certaines conventions particulières qui précèdent inévitablement toute constitution de société, et notamment avec la cession du droit de souscrire des actions, qui doit être considérée comme valable. *Bruxelles* 10 *novembre* 1905. *Journ. Soc.* 398.1906.

34. — B. NULLITÉ DE LA SOCIÉTÉ. — PRESCRIPTION DE L'ACTION EN NULLITÉ. — La nullité résultant de ce que, à l'époque de la constitution de la société, de la rédaction de ces statuts, des déclarations de souscription et des opérations ou délibérations qui en ont été la suite, une personne a dans tous les actes figuré comme apporteur ou comme bénéficiaire d'actions d'apport alors qu'elle n'était en réalité que le mandataire de cet actionnaire, est couverte si cette inexactitude ayant été connue de tous les actionnaires, ceux-ci, en assemblée extraordinaire à laquelle ils ont tous assisté, ont décidé que le nom de l'intéressé serait substitué à celui de son mandataire dans les statuts et que les actions d'apport lui seraient attribuées; il n'est pas nécessaire, dans ces circonstances de procéder à une évaluation nouvelle des apports. *Cass. Req.* 22 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.326. *Gaz. Trib.* 24 *novembre* 1906.

35. — C. ACTIONS EN JUSTICE. — ACTION SOCIALE, ACTION PERSONNELLE. — PRESCRIPTION. — La disposition des statuts qui impose à tout actionnaire l'obligation de déférer au préalable, à l'assemblée générale, la demande en justice qu'il se propose d'intenter contre le conseil d'administration, ne peut constituer une fin de non-recevoir contre une demande en dissolution de la société. *Paris* 7 *février* 1906. *Journ. Trib. com.* 550.1906.

§ II. — *De la société en commandite par actions.*

36. — ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS EN COMMANDITE PAR ACTIONS. — RESPONSABILITÉ. — L'action en responsabilité dirigée par le syndic contre les membres du conseil de surveillance d'une société en commandite par actions est recevable, lorsqu'elle a pour objet de faire entrer dans la caisse sociale et non dans le patrimoine propre des créanciers les dommages-intérêts qu'il réclame pour les répartir ensuite au marc le franc entre tous les créanciers. *Trib com. Tarare* 6 *février* 1906. *Journ. Soc.* 423.1906.

37. — La responsabilité des membres du conseil de surveillance est engagée lorsqu'ils ne constatent pas le caractère anormal de certains comptes et notamment lorsqu'ils ne vérifient pas le livre de caisse; mais leur responsabilité est réduite presque à néant lorsque leur bonne foi est certaine, qu'ils remplissaient un mandat gratuit et que leur inexpérience des affaires a permis au gérant de les tromper facilement par des manœuvres frauduleuses. Ils doivent être condamnés sans solidarité lorsqu'ils ont agi de bonne foi et que la part de responsabilité incombant à chacun d'eux peut être déterminée. *Ibid.*

38. — S'agissant de détournements commis par le gérant d'une société en commandite par actions, l'extinction par quitus de l'action sociale ne saurait s'opposer à l'exercice de l'action individuelle laquelle est ouverte à chaque actionnaire voulant défendre l'intérêt qui lui est propre; il en serait ainsi si le quitus avait été délivré avant l'ouverture de l'information, il en est à plus forte raison ainsi, lorsqu'il n'est survenu que postérieurement. *Paris* 18 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.171. *Pand. franç.* 314.2.1906.

§ III. — *De la société anonyme.*

39. — A. ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES. — Les sociétés anonymes sont administrées et représentées selon les règles spéciales édictées par l'art. 22 de la loi du 24 juillet 1867, et ce texte, en disposant que les mandataires des associés peuvent, où choisir parmi eux un directeur, ou, si les statuts le permettent, se substituer un mandataire étranger à la Société, à limitativement précisé les substitutions qui sont seules permises et a dérogé ainsi au droit commun formulé par l'art. 1994 C. civ.; *Paris* 20 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.121. *Gaz. Trib.* 19 *octobre* 1906.

40. — Dès lors, si aux termes des statuts d'une Société anonyme, le Conseil d'administration peut déléguer spécialement un de ses membres, pour un certain nombre d'opérations déterminées, et déléguer tout ou parties de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, ou à un ou plusieurs titres, ce qui est conforme à l'art. 22 de la loi précitée sur les Sociétés, il n'en demeure pas moins que, ni le pouvoir donné au Président du Conseil de faire un grand nombre d'actes, et notamment « d'exercer toutes « les poursuites nécessaires, citer et « comparaître..., substituer une ou plu- « sieurs personnes dans tout ou partie « des présents pouvoirs », ni l'acte par lequel celui-ci a subdélégué dans tous les pouvoirs à lui conférés le directeur d'une succursale, ne sont autorisés par la loi de 1867, ni par les statuts. *Ibid.*

41. — En conséquence, ce directeur n'a pas qualité pour intenter au nom de la Société une poursuite de saisie-immobilière, et la procédure suivie par lui dans ces conditions, doit être annulée, sans qu'il y ait lieu de rechercher si le délégué du Conseil d'administration pouvait ou non se substituer quelqu'un pour une opération unique et déterminée, étant constant, en l'espèce, que les pouvoirs donnés au directeur n'étaient pas pour les poursuites dont s'agit, mais pour tout un ensemble d'opérations dé-

terminées seulement dans leur nature. *Ibid.*

42. — Si le conseil d'administration qui convoque une assemblée générale n'est pas, au moment de cette convocation, composé conformément aux statuts, la nullité qui en résulte se trouve couverte, lorsque l'assemblée générale ainsi convoquée a complété ledit conseil d'une façon régulière. *Paris 7 février* 1906. *Journ. Trib. com.* 550.1906.

43. — Si, par suite de démissions ultérieures, le nouveau conseil ne s'est plus trouvé en nombre suffisant et s'est complété lui-même par l'adjonction de nouveaux membres, la nullité de ses résolutions ne peut plus être demandée lorsque les nominations ainsi faites ont été approuvées par des assemblées générales ultérieures. *Ibid.*

44. — B. Responsabilité des administrateurs. — Les fautes commises par les fondateurs et administrateurs d'une société anonyme peuvent donner ouverture à deux actions distinctes, l'une sociale, l'autre individuelle ou personnelle, tendant toutes deux à la réparation du dommage causé. *Trib. com. Nantes 4 avril et 30 mai* 1906. *Rec. Nantes* 355.1.1906.

45. — L'action sociale ou *mandati* résultant de l'art. 1992 du Code civil a pour objet la réparation d'un dommage causé à la société elle-même par les fautes commises par ses administrateurs dans l'accomplissement de leur mandat en gérant mal la société ou en violant la loi et les statuts. *Ibid.*

46. — Tel est le cas d'administrateurs qui violent la loi et les statuts; dans les diverses émissions d'actions ayant constitué le capital social, violation pouvant entraîner la nullité de la société; dans la gestion du patrimoine social dont la disparition totale est causée par des fautes lourdes dues à leur impéritie; au cours d'une assemblée générale extraordinaire réunie pour la nomination d'un liquidateur de la société. *Ibid.*

47. — L'action sociale, basée sur un préjudice qui, tout en affectant personnellement chacun des intéressés actionnaires, obligataires et créanciers, se confond en réalité avec celui qui atteint la société toute entière, ne peut avoir d'autre résultat que de faire rentrer les indemnités à obtenir dans la caisse sociale. Cette action, dès lors, n'appartient qu'à la société ou à son représentant, liquidateur amiable ou judiciaire. Mais, si celui-ci ne l'exerce pas, les intéressés, en qualité de créanciers, se substituant à leur débiteur en vertu de l'art. 1166 du Code civil, peuvent la mettre en mouvement; faute de quoi elle est irrecevable. *Ibid.*

48. — Elle est, au surplus, couverte par toutes décisions émanant de la société elle-même, telles qu'approbations et quitus donnés par les assemblées générales. *Ibid.*

49. — L'action personnelle ou individuelle a pour objet la réparation d'un préjudice particulier et distinct de celui causé à la société, préjudice résultant de fautes commises par les administrateurs de la société et de nature à constituer un quasi-délit aux termes de l'art. 1382 du Code civil, telles qu'allégations mensongères ou réticences coupables ayant induit les actionnaires à entrer dans la société. Ceux-ci n'agissent plus alors comme des mandants à l'égard de leur mandataire, mais comme des tiers réclamant la réparation du préjudice qu'ils ont subi. L'action en responsabilité appartient personnellement à chaque intéressé, qui doit établir la faute des administrateurs de la société et la relation de cause à effet entre les griefs relevés et le préjudice personnel dont il se plaint. *Ibid.*

50. — Spécialement, n'est pas fondée l'action personnelle dirigée par les actionnaires d'une société de construction et d'armement de navires contre les administrateurs de cette société, et basée sur des prospectus et circulaires exposant les résultats favorables et d'ailleurs sincères obtenus par des sociétés similaires, et énumérant des espérances de succès qui, pour n'être pas basées sur les règles de la prudence la plus rigoureuse, n'ont cependant été déçues que par des circonstances fortuites et particulièrement fâcheuses, alors qu'il s'agit d'entreprises aussi aléatoires que les entreprises maritimes, et que l'insuccès a atteint aussi bien les administrateurs eux-mêmes que les actionnaires qui se plaignent. *Ibid.*

51. — Il n'y a pas lieu non plus de retenir, pour en faire découler la responsabilité des administrateurs, des griefs fondés sur l'optimisme téméraire dont ceux-ci ont fait preuve dans des circulaires ou interviews, alors qu'on ne peut trouver entre leurs exagérations et les pertes éprouvées par les obligataires la relation de cause à effet nécessaire pour le succès de l'action personnelle. *Ibid.*

52. — Mais la responsabilité des administrateurs est engagés vis-à-vis des obligataires, lorsqu'après avoir promis dans leurs circulaires que lesdits obligataires auraient pour garantie la concession de l'exploitation de phosphates qui constituaient le but de l'opération sociale et la valeur de l'affaire, ils ont, même de bonne foi, donné en nantissement à un tiers ladite concession et, par là, rendu illusoire la garantie promise. *Ibid.*

53. — La responsabilité des administrateurs de la société est solidaire lorsqu'elle résulte de fautes communes et dont l'effet n'est pas susceptible d'être apprécié divisément. *Ibid.*

SOCIETES D'ASSURANCES.

V. *Assurances mutuelles.*

SOCIETES DE SECOURS MUTUELS.

V. *Secours mutuels.*

SOCIETES DE FAIT.

V. *Sociétés (en général), Sociétés commerciales.*

SOCIETES PAR ACTIONS.

V. *Sociétés commerciales.*

SOLIDARITE.

V. *Frais et dépens, Jugements et arrêts par défaut, Obligations.*

SOURCES.

V. *Eaux.*

SUBROGATION.

1. — A. Nature et preuve de la subrogation. — Est subrogative la quittance, donnée par le créancier d'un tiers, qui est ainsi conçue: « Je déclare avoir reçu de M. X... la somme de 5.000 francs qui a été payée en mes mains à la décharge pour une somme de Z..., dont subrogation..., sans garantie. » La garantie n'est pas de l'essence de la subrogation consentie par le créancier. *Agen* 12 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 20 *décembre* 1906.

2. — B. Subrogation légale. — La subrogation légale accordée par l'art. 1251-1° c. civ. au créancier qui a payé un créancier préférable à raison de ses privilèges ou de ses hypothèques n'est acquise qu'au créancier qui a payé lui-même et directement ledit créancier préférable. *Douai* 1er *mai* 1905. *D.* 219.2.1906.

3. — Elle ne saurait donc être invoquée par le créancier qui s'est contenté de verser à son débiteur les fonds nécessaires pour le payement dudit créancier préférable; le payement effectué dans ces circonstances ne peut doner lieu au profit du créancier qui en a fourni les fonds qu'à la subrogation conventionnelle de l'art. 1250-2° c. civ., sous les conditions rigoureusement prévues par cet article. *Ibid.*

SUBSTITUTION.

Lorsqu'un fils, institué par sa mère légataire de la quotité disponible, à charge par lui de la rendre à ses propres enfants nés ou à naître, a assigné le tuteur nommé à la substitution pour que la part de la succession de sa mère qui en était grevée fût déterminée, et conclu, après une expertise relative à la possibilité d'un partage en nature, à ce que les droits éventuels des appelés fussent cantonnés, partie sur un immeuble successoral, partie sur des créances, cette demande ne pouvait recevoir satisfaction sans l'accomplissement des formalités prescrites par la loi pour les partages dans lesquels les mineurs sont intéressés. *Cass.* 22 *janvier* 1906. *Pand. franç.* 278.1.1906.

SUCCESSION.

Index alphabétique

Acceptation de la succession 1 et s.
Acceptation sous bénéfice d'inventaire 19.
Acceptation tacite 4.
Actes d'administration 3.
Actes faits par l'héritier apparent 14.
Administration provisoire 15 et s.
Cas de recel 12.
Déchéance des droits à la succession 3, 11 et s.
Droits des créanciers du défunt 19.
Droits du conjoint survivant 21 et s.
Effets de l'adjudication sur saisie 4 et s.
Héritiers apparents 14.
Libéralités du conjoint 21.
Mandat donné à la veuve 1.
Mesures conservatoires 18.
Paiement des dettes 9 et s.
Pouvoirs de l'administrateur provisoire 16.
Rapport à la succession 21.
Recel 11 et s.
Renonciation à la succession 6 et s.
Vente des biens soumis à usufruit 9 et s.
Vente des immeubles 10, 47.

§ I. — *Des successions en général* (n. 1).
§ II. — *De la succession acceptée sous bénéfice d'inventaire* (n. 19).
§ III. — *Des successions irrégulières* (n. 21).

§ I. — *Des successions en général.*

1. — A. Acceptation de la succession. — L'acceptation tacite d'une succession ne peut résulter que d'un fait qui comporte nécessairement l'intention d'accepter, et on ne saurait voir une acceptation dans le fait par certains héritiers de donner mandat à la veuve du *de cujus* d'administrer le fonds de commerce qu'il exploitait de son vivant, de toucher les créances et de payer les dettes, alors surtout que ce mandat a été donné sous les plus expresses réserves. *Caen* 29 *mai* 1905. *Rec. Caen et Rouen* 129.1906.

2. — Les paiements faits par un suc-

cessible, même avec les deniers de la succession, ne constituent pas forcément et par eux-mêmes des actes de disposition; on peut les considérer comme des actes d'administration notamment quand ils peuvent être nécessités par des besoins urgents. *Ibid.*

3. — Tout mandant n'étant tenu des engagements contractés par son mandataire que dans la mesure des pouvoirs qui lui ont été conférés, le cohéritier qui a donné mandat ne peut être déchu de son droit de renoncer à la succession sous prétexte que son mandataire aurait excédé ses pouvoirs. *Ibid.*

4. — Bien qu'il n'ait été procédé à l'adjudication sur saisie immobilière des immeubles de la succession qu'après que la signification du titre a été faite à chacun des héritiers conformément à l'art. 877 C. civ., les héritiers ne sauraient être considérés comme ayant accepté tacitement la succession, s'ils ont fait constamment défaut sur la procédure de saisie. *Cass.* 28 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.489.

5. — Et le jugement d'adjudication qui se borne à constater un contrat judiciaire et qui n'a aucun caractère contentieux ne peut avoir pour effet d'attribuer la qualité d'héritier et de forclore les intéressés du droit de renonciation. *Ibid.*

6. — B. Renonciation a la succession. — L'acceptation par la veuve, même hors bénéfice d'inventaire, de la donation universelle d'usufruit à elle faite par son mari s'oppose à ce que l'enfant issu du mariage rétracte la renonciation à la succession qu'il avait faite antérieurement. *Riom* 31 *janvier* 1906. *Rec. Riom et Limoges* 163.1906.

7. — Il n'y a pas lieu d'annuler pour dol la renonciation faite par un fils à la succession de son père, sous le prétexte que cette renonciation lui aurait été inspirée par la promesse d'une pension de la part de sa mère, alors que cette promesse n'est pas établie et qu'il n'en existe même aucun commencement de preuve par écrit. *Ibid.*

8. — La renonciation ainsi faite subsiste à l'égard des créanciers du fils intervenus dans l'action en partage par lui intentée contre sa mère que ces créanciers auraient obtenu l'annulation, comme faite en fraude de leurs droits, d'une transaction passée entre la mère et le fils au cours de l'instance en nullité de la renonciation. *Ibid.*

9. — C. Paiement des dettes de la succession et recouvrement des créances. — Lorsqu'il y a dans la succession des reprises à payer à la succession de l'époux prédécédé, ce qui constitue des dettes, il y a lieu, en l'absence de l'option de l'usufruitier édictée par l'art. 612 du Code civil, de faire vendre, jusqu'à due concurrence une partie des biens soumis à l'usufruit. *Trib. civ. La Flèche* 1er *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 30 *juin* 1906.

10. — Il y a lieu de réaliser d'abord les meubles meublants parce qu'ils sont susceptibles de détérioration et de moins-value par l'usage; mais il n'y aurait lieu de recourir à la vente des immeubles en toute propriété qu'en cas d'insuffisance des valeurs mobilières et jusqu'à concurrence des dettes de la succession. *Ibid.*

11. — D. Déchéances qui atteignent les successibles en cas de recel ou de divertissement. — L'application des peines édictées par l'article 792 du C. civ. contre le cohéritier qui a diverti ou recélé des effets de la succession nécessite : 1° l'omission d'effets de la succession à l'inventaire ; 2° que cette omission ait lieu sciemment et de mauvaise foi. *Trib. civ. Confolens* 3 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 11 *novembre* 1906.

12. — En conséquence, il n'y a pas recel lorsque le cohéritier rapporte avant la clôture de l'inventaire les effets dont il est détenteur ; mais constitue un recel le fait d'avoir retenu d'autres effets de la succession et de ne pas en avoir effectué le rapport avant la clôture de l'inventaire, lorsque le cohéritier receleur a été mis en garde contre les conséquences possibles de son recel. *Ibid.*

13. — L'héritier, frappé des peines du recel, doit les frais et intérêts des choses recélées à partir du jour où il en a eu la jouissance, lorsque cette jouissance a commencé avant le décès du *de cujus*, bien qu'aux termes de l'art. 856 du C. civ. les fruits et intérêts des choses rapportables ne soient dûs qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession. *Ibid.*

14. — E. Des actes consentis par l'héritier apparent. — Lorsqu'il résulte d'un précédent arrêt qu'un testament détruit avait institué légataire universel une personne dénommée, les actes à titre gratuit qui ont pu être faits *ex intervallo* par les héritiers apparents sont considérés comme inexistants et il y a lieu de tirer, à cet égard, au point de vue de l'indivision notamment, les conséquences que comporte cette situation. *Lyon* 19 *juin* 1906. *Mon. jud.* 2-3 *septembre* 1906.

15. — E. De l'administration provisoire des successions. — Les tribunaux, en confiant à un tiers l'administration provisoire d'une succession bénéficiaire à raison de l'inaction ou de la négligence de l'héritier bénéficiaire et en conférant à ce tiers le pouvoir exprès d'ouvrir tous ordres, usent d'un droit qui leur appartient. *Cass.* 26 *février* 1906. *D.* 333.1.1906.

16. — L'administrateur provisoire d'une succession ne doit recevoir que des pouvoirs de gestion et de conservation. *Grenoble* 29 *novembre* 1904. *D.* 253.2.1906.

17. — Ainsi, il ne saurait, d'une manière générale, être autorisé à vendre les immeubles héréditaires dont l'aliénation n'est pas absolument indispensable. *Ibid.*

18. — Spécialement, l'administrateur qui a obtenu d'un tribunal, en vue de l'envoi en possession d'une succession présumée en déshérence, l'autorisation de remplir les formalités prévues par l'art. 770 C. civ. et d'accomplir toutes les mesures conservatoires reconnues nécessaires, est sans qualité pour provoquer la vente des immeubles ayant besoin de réparations urgentes, quand la succession comprend les fonds nécessaires pour payer le coût de ces réparations. *Ibid.*

§ II. — *De la succession acceptée sous bénéfice d'inventaire.*

19. — Droits et obligations de l'héritier bénéficiaire. — Effets du bénéfice d'inventaire. — Nulle part, notre législation n'a assimilé d'une manière complète les effets d'une acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire à ceux de la déclaration de faillite. Aucun texte, notamment, ne vient suspendre les poursuites individuelles des créanciers du défunt qui peuvent, dès lors, s'exercer conformément au droit commun. *Trib. civ. Limoges* 27 *avril* 1906, *Loi* 25 *juin* 1906.

20. — L'art. 808 C. civ. consacre, au surplus, implicitement ce droit en ce qui concerne, au moins, la saisie-arrêt, puisque, eu égard à la généralité de ses termes, il laisse supposer que des oppositions peuvent être régulièrement formées aussi bien entre les mains des débiteurs de la succession bénéficiaire qu'entre celles de l'héritier lui-même. *Ibid.*

§ III. — *Des successions irrégulières.*

21. — Droits du conjoint survivant (Loi du 9 mars 1891). — Si les libéralités qui sont faites par le conjoint prédécédé à son conjoint survivant sont assujetties au rapport ou soumises à l'imputation visée dans le § 8 de l'art. 767 (nouveau) C. civ., il en est autrement des simples avantages qui peuvent résulter pour le conjoint survivant, des stipulations de son contrat de mariage, et spécialement de l'adoption par les époux du régime de la communauté légale, le choix de ce régime constituant, quelles qu'en soient les conséquences, une convention entre associés et non une libéralité. *Bordeaux* 10 *avril* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.196, *D.* 305.2.1906.

22. — Mais il en est autrement de l'usufruit d'une villa acquise des deniers de l'époux prédécédé, c'est là une libéralité imputable à concurrence de la valeur de l'usufruit de cette villa sur l'usufruit du conjoint survivant. *Ibid.*

23. — Dès lors, venant à décéder, l'un des deux époux communs en biens, il n'y a lieu de rechercher quel était le plus riche des deux au moment du mariage, ni auquel a le plus profité l'adoption du régime de communauté, à l'effet de déterminer si le survivant est tenu d'imputer sur l'usufruit qui lui est attribué en vertu de l'art. 767 C. civ., les avantages recueillis par lui comme conséquence du régime matrimonial adopté. *Ibid.*

SURENCHERE

1. — A Surenchère du sixième. — On ne saurait tirer argument du texte seul de l'art. 708 C. pr. civ. qui fixe à huit jours le délai de surenchère pour faire admettre en principe que ce délai n'expire que le huitième jour à minuit et que, jusqu'à cette heure, le surenchérisseur est armé d'un véritable droit à faire constater sa surenchère. *Trib. civ Quimper* 21 *novembre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.509, *Gaz. Trib.* 7 *janvier* 1906.

2. — Il y a lieu, en effet, d'établir une différence capitale entre les délais qui sont uniquement l'œuvre du temps et s'accomplissent par eux-mêmes sans l'intervention de personne, et ceux, au contraire, qui s'appliquent à des actes exigeant, en dehors de la seule durée, le fait d'une intervention agissante étrangère et notamment le concours d'hommes publics dont le ministère est nécessaire pour la consécration de leur validité même. *Ibid.*

3. — Dans ce dernier cas, le laps de temps fixé par le texte est nécessairement restreint par les lois et règlements qui, dans des vues d'ordre public et d'intérêt général, fixent les heures pendant lesquelles le concours de l'homme public peut seulement être requis. *Ibid.*

4. — Au surplus, l'art. 709 C. pr. civ. prescrit que la déclaration de surenchère doit être reçue au greffe du Tribunal qui est ayant tout un lieu public. *Ibid.*

5. — Est donc nulle la surenchère inscrite le huitième jour après la fermeture du greffe et du Palais lui-même, puisqu'alors le greffe n'est plus qu'un lieu privé; l'acte ainsi passé a un caractère certain de clandestinité, il est, en tout cas, passé en violation de l'art. 709 C. pr. civ., le greffe n'étant plus le greffe dans le sens certain et rationnel de cet article. *Ibid.*

6. — La nullité de l'adjudication entraîne par voie de conséquence la nullité de la surenchère qui a suivi et à laquelle cette adjudication servait de base. *Orléans* 12 *août* 1905, *D.* 221.2.1906.

7. — Le créancier saisissant qui a poursuivi la vente dans de semblables conditions est responsable de la nullité de l'adjudication et de la surenchère, et doit supporter tous les frais de première instance et d'appel exposés par toutes les parties à partir des conclusions par lesquelles la partie saisie a formulé sa demande de sursis. *Ibid.*

8. — B Surenchère après faillite ou liquidation judiciaire. — En matière de faillite il y a lieu de distinguer entre les ventes d'immeubles faites avant ou après l'état d'union. *Trib. civ. Saint-Omer* 29 *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.280.

9. — Les ventes faites avant l'union ne pouvant avoir lieu qu'avec le consentement du failli et sur autorisation de justice, ont le caractère de ventes volontaires. Par suite, elles doivent donner lieu à l'accomplissement des formalités de purge pour les hypothèques et, s'il y échet, à la surenchère du droit commun. *Ibid.*

10. — Au contraire, les ventes postérieures à l'état d'union, strictement visées par les dispositions exceptionnelles et de droit étroit des art. 572 et 573 C. com. ne pouvant être opérées que par les syndics de l'union ont le caractère de ventes forcées, d'où cette conséquence, qu'en pareil cas, l'adjudication purge virtuellement les hypothèques. *Ibid.*

11. — Dès lors, doit être annulée la surenchère du dixième formée en vertu de l'art. 573 C. com. à la suite d'une adjudication antérieure à l'union. Ces solutions doivent être étendues à la liquidation judiciaire par application des art. 15 et 19 de la loi du 4 mars 1889. *Ibid.*

SYNDICAT PROFESSIONNEL.

1. — A. Syndicats professionnels autorisés par la loi. — Définitions et caractères du contrat syndical. — Les termes de la loi du 21 mars 1884 comme son esprit indiquent que l'autorisation s'étend à toutes personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes, à la condition formelle et essentielle que le syndicat ne soit formé que pour l'étude ou la défense d'intérêts économiques, industriels commerciaux ou agricoles. *Trib. paix Nice* 15 *juin* 1906, *Gaz. Trib.* 7 *octobre* 1906.

2. — Un syndicat ne peut obtenir en justice, contre le membre syndiqué quittant le syndicat de son plein gré, que le paiement de la cotisation de l'année courante ; les amendes ne peuvent être exigées par voie d'action en justice et le syndiqué peut s'y soustraire en démissionnant. *Ibid.*

3. — B Personnalité civile et situation juridique des syndicats professionnels. — Un syndicat industriel est recevable à intervenir dans un débat entre vendeur et acheteur quand son intervention a pour but la défense des intérêts généraux du marché et non la satisfaction d'intérêts particuliers. *Aix* 9 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.21. *Loi* 11 *août* 1906, *Mon. jud. Lyon* 29 *août* 1906, *Cf. Aix* 26 *juin* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.382.

T

TABAC.

1. — La disposition de l'art. 216 de la loi du 28 avril 1816, qui ordonne la saisie et la confiscation des voitures, chevaux et autres objets servant au transport des tabacs circulant en contravention est générale, et les Tribunaux ont le devoir de l'appliquer dans tous les cas, lorsque la contravention est établie. *Cass.* 26 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.500. *Gaz. trib.* 31 *octobre* 1906.

2. La confiscation doit donc être prononcée même lorsque le propriétaire des chevaux et voitures étant reconnu de bonne foi et mettant l'Admnistration en mesure d'exercer des poursuites contre le véritable auteur de la fraude est relaxé par application de l'art. 13 de la loi du 21 juin 1873. Ce relaxe a seulement pour effet de lui permettre d'exercer un recours contre l'auteur de la fraude qui a employé à son insu les moyens de transport saisis. *Ibid.*

TAPAGE INJURIEUX.

Le fait par un colporteur, indûment revêtu du costume ecclésiastique, de causer du scandale en distribuant sur la voie publique des prospectus inconvenants, constitue la contravention de tapage injurieux prévue et punie par les art. 479, § 8, et 480 C. pén. *Trib. sim. pol. Paris* 16 *mai* 1906. *Mon. jud. Lyon* 6 *octobre* 1906. *D.* 317.2.1906.

TAXES.

V. aussi *Bail, Commune, Contributions directes et indirectes, Enregistrement, Impôt sur le revenu, Voitures-voitures publiques.*

1. — A. Taxes assimilées aux contributions directes. — Les locaux dans lesquels sont installés les bureaux d'une Caisse d'épargne ne sauraient être considérés comme affectés à l'habitation personnelle ; par suite, la taxe d'habitation, établie à Lyon par la loi du 28 juin 1901, n'est pas due à raison de ces locaux. *Cons. d'Et.* 20 *avril* 1904. *S.* 99.3. 1906.

2. — B. Contentieux des taxes assimilées aux contributions indirectes. Compétence. — Si les contestations auxquelles les droits de place peuvent donner lieu doivent être assimilées, au point de vue de la compétence et de la procédure, aux contributions indirectes, le recouvrement de ces taxes doit être poursuivi en la forme ordinaire, et non par voie de contrainte. *Trib. civ. Cherbourg* 12 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 29 *septembre* 1906.

3. — Le droit de décerner contrainte constitue un privilège établi seulement au profit de fonctionnaires désignés par la loi et ne saurait appartenir à de simples particuliers qu'en vertu de dispositions spéciales, telles que celles du décret du 26 septembre 1891 réglant les droits de pesage et de mesurage. Le privilège établi par ce décret ne saurait être étendu par voie d'assimilation aux fermiers des droits de place. *Ibid.*

4. — C. Prescription. — La prescription de six mois, édictée par l'art. 247 de la loi du 28 avril 1816, ne s'applique qu'aux prescriptions indûment faites par suite d'extension ou d'interprétation erronée de tarifs également établis. *Trib. civ. Dijon* 21 *juin* 1905. *S.* 250.2.1906.

5. — Cette prescription ne peut être opposée à la demande en restriction de taxes indûment perçues en vertu de tarifs illégalement établis. *Ibid.*

6. — ... Spécialement de taxes illégalement établies par une commune sur le stationnement des voitures de vidanges. *Ibid.*

TEMOINS.

V. aussi *Cour d'assises, Enquête, Responsabilité civile.*

1. — Des causes d'incapacités et de reproche. — Est valablement reproché, au cours d'une enquête, par application de l'art. 283 C. pr. civ., le témoin antérieurement condamné à l'emprisonnement pour vol, alors même qu'il aurait été réhabilité au moment de sa déposition. *Trib. civ. Reims* 12 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.243.

2. — En vain tirerait-on argument des termes « efface la condamnation » qui se trouvent dans la loi du 14 août 1885 ; si, en effet, cette loi n'est pas exclusivement criminelle, elle ne touche en rien aux dispositions du Code de procédure civile, ni aux droits des tiers acquis légalement. *Ibid.*

3. — Les causes de reproches énumérées dans l'art. 283 sont péremptoires, les expressions facultatives « pourront être reprochés » ne concernant que les parties et non les juges. *Ibid.*

TESTAMENT.

V. aussi *Capacité de disposer et de recevoir, Legs-légataire.*

Index alphabétique

Déclaration de volonté 1 et s.
Demande en révocation pour ingratitude 16.
Droit réservataire du père 5.
Enfants adultérins 14.
Engagement de ne pas attaquer un testament 16.
Exécuteur testamentaire 9.
Interprétation des testaments 4 et s.
Legs avant tout partage 6.
Ponctuation 11.
Questions de fait 4 et s.
Pouvoir d'appréciation du juge 6, 10.
Révocation des testaments 12 et s.
Rôle du notaire 17.
Testament par acte public 17.
Validité des déclarations 1 et s.

---

§ I. — *Règles communes à tous les testaments* (n. 1).

§ II. — *Du testament par acte public* (n. 17).

---

§ I. *Règles communes à tous les testaments.*

1. A. Caractères généraux du testament. — Déclaration de volonté. — Les dernières volontés du testateur ne peuvent être valablement exprimées que par un acte revêtu des formes légales; et c'est dans le testament même et non pas dans d'autres actes dépourvus des formes testamentaires que doit être manifestée la volonté du disposant. *Trib. civ. Seine* 23 *mars* 1906. *Gaz. Trib.* 6 *octobre* 1906.

2. — La disposition par laquelle le testateur impose à son légataire universel l'obligation de délivrer les legs mentionnés « d'autre part », n'a aucune existence légale, alors qu'il faut se référer pour connaître la volonté du testateur à un document émané d'un tiers, qui ne présente aucun des éléments indispensables pour constituer un testament. *Ibid.*

3. — Et le legs universel lui-même ne doit pas recevoir effet s'il est démontré que la pensée du testateur n'a pas été de gratifier le bénéficiaire de ce legs, mais uniquement d'assurer l'exécution de ses dernières volontés par la désignation d'un exécuteur testamentaire. *Ibid.*

4. — B. Règles relatives à l'interprétation des testaments. — Les juges du fond statuent souverainement sur les questions de fait et d'intention que peut soulever l'interprétation des testaments, et il leur appartient de constater la volonté du testateur et de déterminer la portée de ses libéralités. *Cass.* 12 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.435.

5. Spécialement, lorsqu'aux termes de son testament, le *de cujus* a disposé de toute sa fortune : la moitié à un légataire, un quart à un autre légataire, et le dernier quart à ses neveux, sans tenir compte du droit réservataire de son père qui lui a survécu, un tel acte prête à interprétation et il y a lieu de déterminer l'étendue des libéralités faites aux divers légataires en réservant à l'ascendant du testateur les droits qu'il tient de la loi : cette appréciation relève exclusivement des juges du fond. *Ibid.*

6. — En stipulant dans un codicille, que les legs qu'il a faits à une commune seraient pris sur sa succession, et, qu'après déduction des sommes qui les représentaient, son légataire universel partagerait avec ses sœurs ce qui resterait, le testateur a suffisamment manifesté l'intention que les sommes léguées par lui seraient prélevées avant tout partage, et c'est à juste titre que les juges du fond ont interprété en ce sens la pensée du testateur. *Cass.* 27 *novembre* 1905. *Pand. Franç.* 160.1.1906.

7. — Dans ce cas, la commune bénéficiaire du legs est évidemment fondée à en demander la délivrance, et la disposition du testament qui charge le légataire universel de remettre au maire de la commune la somme léguée, n'est qu'un mode d'exécution du legs. *Ibid.*

8. — En conséquence, si le légataire universel est mort avant que la commune ait pu profiter du legs, il appartient aux juges du fond de dire, par interprétation de la volonté du testateur, de quelle façon le legs sera exécuté. *Ibid.*

9. — En droit, doit être considéré comme simple exécuteur testamentaire, chargé de réaliser les intentions secrètes du testateur, et de transmettre à des personnes incertaines, et par là même présumées incapables, l'émolument successoral, le légataire universel institué dans les termes suivants : « J'institue M. A. mon légataire universel, et le prie de distribuer mon bien comme il est convenu entre nous, » alors surtout que la phrase du testament qui l'institue se termine par un point, après lequel commence l'énumération d'un certain nombre de legs particuliers faits à diverses personnes. *Trib. civ. Toulouse* 24 *décembre* 1905. *Pand. franç.* 186.2.1906.

10. — Mais si la prétention des héritiers naturels de faire prononcer, dans ce cas, la nullité du testament, et celle de l'envoi en possession de la personne ainsi instituée, est fondée en droit, elle peut ne pas l'être en fait, et les juges jouissent d'un pouvoir d'appréciation souverain pour décider, d'après les circonstances de la cause, de l'intention du testateur. *Ibid.*

11. — Ils peuvent, à cet égard, apprécier la valeur du point de ponctuation, et s'appuyer, comme présomption, sur des testaments antérieurs, qui confirment les intentions du dernier testament. *Ibid.*

12. — C. Révocation des testaments. — Il y a révocation des dispositions contenues dans un premier testament lorsque ces dispositions sont incompatibles avec celles d'un testament postérieur ou y sont contraires. *Cass.* 16 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.125. *Pand. franç.* 289.1.1906. *D.* 367.1.1906.

13. — Et la révocation conserve alors tout son effet quoique le nouvel acte reste sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué ou du légataire. *Ibid.*

14. — Si donc, par application de l'art. 908 C. civ., qui déclare les enfants adultérins incapables de recevoir par testament, sauf pour cause d'aliments, les dispositions faites au profit de ces enfants par leur auteur sont nulles, elles n'en emportent pas moins révocation des dispositions qui leur sont contraires. *Ibid.*

15. — Lorsqu'un testateur, après avoir légué des sommes d'argent à diverses personnes, dispose, par un deuxième testament, de l'une de ces sommes au profit de la fille d'un des légataires et annule le legs fait à ce dernier, ce deuxième testament n'est pas révoqué par un troisième testament au profit d'un légataire universel à charge par lui de distribuer une somme globale à tous les bénéficiaires du premier testament qui est révoqué, chacun des bénéficiaires devant toucher proportionnellement à la somme pour laquelle il figurait au-

dit testament. *Riom* 1er *mai* 1906. *Loi du* 1er *août* 1906. *Mon. jud. Lyon* 18 *août* 1906.

16. — D. Nullité des dispositions testamentaires. Action en nullité des testaments. — L'engagement de ne pas attaquer un testament, c'est-à-dire de ne pas contester sa validité ni le legs qu'il contient, ne fait pas obstacle à l'introduction d'une demande en révocation pour cause d'ingratitude laquelle revêt un tout autre caractère et ne touche en rien à la validité même du testament. *Trib. civ Seine* 10 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.386. *Gaz. Trib.* 9 *novembre* 1906.

§ II. — *Du testament par acte public.*

17. — Rien dans la loi ne s'oppose à ce que le notaire, rédacteur d'un testament, interpelle le testateur sur sa véritable intention, pourvu que les questions posées ne tendent pas à lui suggérer des dispositions autres que celles auxquelles il avait songé. Le juge doit principalement constater si la pensée du testateur a été exactement reproduite. *Orléans* 4 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 10 *avril* 1906.

THEATRES-SPECTACLES.

1. — A. Engagement des artistes. Droits et obligations réciproques du directeur et de l'artiste. — Est valable et doit être exécutée la clause d'un engagement d'artiste réservant au directeur le droit de résilier pendant le premier mois, s'il juge l'artiste incapable de tenir son emploi, même en cas d'admission par le public. *Trib. com. Marseille* 4 *mai* 1906. *Rec. Marseille* 254.1.1906.

2. — Le directeur qui use de cette clause, n'est pas obligé d'en déduire les motifs, son appréciation à cet égard étant souveraine et insusceptible d'être revisée par aucun tribunal. *Ibid.*

3. — En conséquence, l'artiste congédié dans ces circonstances n'a droit à aucune indemnité. *Ibid.*

4. — La condition potestative n'est pas une cause de nullité lorsqu'elle n'est potestative que de la part de celui envers qui l'on s'oblige. *Trib. civ. Toulouse* 23 *juin* 1906. *Gaz. Trib. du Midi* 18 *novembre* 1906.

5. — Par suite est valable l'engagement contracté entre un directeur de théâtre et une artiste aux termes duquel le directeur se réserve seul le droit de prolonger pour la saison suivante l'engagement de cet artiste aux mêmes conditions à charge de prévenir ce dernier quinze jours avant l'expiration dudit engagement. *Ibid.*

6. — Mais l'artiste a le droit de prouver que le directeur a renoncé à se prévaloir de cette clause, une pareille offre de preuve est admissible s'agissant d'un acte commercial au regard du directeur de théâtre et d'une difficulté qui le rend justiciable au choix de la demanderesse autant de la juridiction commerciale que de la juridiction civile. *Ibid.*

7. — B. Surveillance et police des théâtres. — L'article 88 de l'ordonnance de police en date du 1er septembre 1898, concernant les théâtres, cafés-concerts et autres spectacles publics, qui défend de troubler la représentation, ne comporte aucune exception et s'applique d'une manière générale et sans restriction à tous les faits de nature à compromettre le bon ordre partout où se font de grands rassemblements de personnes. *Trib. simp. pol. Paris* 24 *octobre* 1906. *Gaz. Trib.* 25 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 30 *octobre* 1906.

8. — Il s'applique notamment au cas de perturbateurs qui troublent une fête civique organisée à l'occasion du départ des conscrits. *Ibid.*

9. — C. Taxe dite « droit des pauvres ». — Le droit des pauvres qui frappe, en règle générale, tout spectacle payant, n'est pas dû par une Société vélocipédique pour les courses qu'elle organise sur son vélodrome, alors qu'il apparaît que ces courses n'ont qu'accessoirement le caractère de spectacle et que le véritable but poursuivi par la Société est l'intérêt du sport vélocipédique et sa vulgarisation. *Cons. de préf. des Basses-Pyrénées* 14 *septembre* 1906. *Gaz. Trib.* 6 *octobre* 1906. *Loi* 21 *octobre* 1906.

TIERCE OPPOSITION.

V. aussi *Associations-Associations illicites.*

1. — Conditions exigées par la loi pour former tierce-opposition. — Toute partie peut former tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés. *Trib. civ. Nantes* 23 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 7 *novembre* 1906.

2. — L'évêque, chef spirituel du diocèse et administrateur légal de la mense épiscopale, a donc le droit de se pourvoir, par la voie de la tierce opposition, contre un jugement qui a ordonné la liquidation d'immeubles occupés par une soi-disant congrégation religieuse, lorsque ces immeubles dépendent de la mense épiscopale. *Ibid.*

3. — Le créancier, même hypothécaire, est représenté par son débiteur dans les instances relatives à la propriété de l'immeuble hypothéqué. Il n'est pas recevable à former tierce-opposition aux décisions rendues sans fraude sur ces instances, à moins qu'il n'ait à faire valoir des moyens qui lui seraient propres et que son débiteur n'avait pas qualité pour opposer (première espèce). *Lyon* 9 *avril* 1906. *Mon. jud. Lyon* 5 *juillet* 1906.

4. — Il en est ainsi, alors même que le créancier hypothécaire aurait acquis l'immeuble après la décision attaquée et serait ainsi devenu titulaire d'un droit nouveau. *Ibid.*

5. — La qualité de tiers acquéreur de l'immeuble, par acte antérieur aux poursuites de folle enchère, rend recevable à former tierce opposition à un arrêt qui a rejeté l'opposition faite par l'adjudicataire à la poursuite de folle enchère (deuxième espèce.) *Ibid.*

6. — Le conseil judiciaire qui n'a personnellement aucun droit distinct de ceux du prodigue et dont la mission consiste uniquement à assister celui-ci pour compléter sa capacité civile, ne saurait être envisagé comme un tiers dans les rapports du prodigue avec ses créanciers. *Paris* 20 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.492.

7. — Il n'a donc pas qualité pour former tierce opposition contre les décisions rendues contre prodigue sans son assistance. *Ibid.*

8. — Et spécialement il ne peut former tierce opposition contre un arrêt rendu contre prodigue assisté du conseil judiciaire qui l'a précédé dans ces fonctions, bien que le remplacement aurait déjà été opéré au moment où l'arrêt a été rendu. *Ibid.*

TIMBRE.

V. aussi *Enregistrement.*

1. — A. Timbre proportionnel. — Actes qui y sont soumis. — La loi du 5 juin 1850 qui a créé un droit de timbre spécial payable par abonnement sur les titres des sociétés a eu pour but de frapper uniquement les titres d'actions qui

circulent et se transmettent par tradition, endossement ou transfert, sans payer aucun droit de mutation et ne s'applique pas aux actions dont la cessation n'est parfaite à l'égard des tiers qu'au moyen des conditions déterminées par l'art. 1690 C. civ. *Trib. civ. Lille* 6 *juillet* 1905, *Gaz. Pal.* 1906.2.225.

2. — Les actions d'apport présentant exactement ce caractère en vertu de la loi du 1er août 1893, ne sont pas soumises au droit annuel pendant les deux premières années. *Ibid.*

3. — B. Immunités. — L'immunité d'impôt prévue pour tous les actes faits en vertu et pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, s'étend non seulement aux actes dont l'exécution dérive directement des dispositions de cette loi, mais encore à tous ceux qui favorisent son exécution et concourent à son application utile. *Trib. civ. Seine* 4 *novembre* 1905, *D.* 275.2.1906.

4. — Spécialement, les polices d'assurances garantissant les incapacités temporaires sont exemptes du droit de timbre comme les polices couvrant les risques d'accidents graves. *Ibid.*

TITRES NOBILIAIRES.

V. *Nom patronymique.*

TITRES AU PORTEUR.

1. — Dans les bons au porteur, le débiteur accepte d'avance pour ses créanciers directs tous ceux qui en deviendront successivement porteurs. *Cass.* 31 *octobre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.395. *Loi* 20 *décembre* 1906.

2. — Il suit de là, d'une part, que la propriété de ces bons se transmet de main en main, par la simple tradition, sans qu'il soit besoin, au regard du débiteur, de l'accomplissement d'aucune formalité de signification ou autres ; d'autre part, que le porteur est investi d'un droit qui lui est propre, et n'est passible, s'il est de bonne foi, que des exceptions qui lui sont personnelles ou qui résultent de la teneur de l'acte : ainsi le débiteur n'est pas fondé à lui opposer les droits qu'il pourrait faire valoir contre les porteurs antérieurs ou même contre le premier bénéficiaire. *Ibid.*

3. — Spécialement, le porteur d'un billet au porteur ne peut se voir opposer le paiement fait par le débiteur au bénéficiaire sous le prétexte que ledit porteur aurait négligé de signifier audit débiteur la cession qu'il invoque. *Ibid.*

TITRES AU PORTEUR PERDUS OU VOLES.

Responsabilité des banquiers, changeurs et autres. — Il n'existe, en Belgique, aucune disposition légale imposant aux agents de change ou aux banquiers l'examen de bulletins que la police dresse et distribue en vue de faciliter à la justice la découverte des auteurs de certains crimes ou délits. Ces signalements, dépourvus de tout caractère légal, n'ont pas pour effet de créer une obligation de contrôle spécial dont l'inobservation serait de nature à engendrer une responsabilité civile à charge desdits agents de change ou banquiers. La vente par un banquier ou un agent de change de titres provenant d'un vol, mais qui lui ont été remis par une personne, dont la loyauté n'est point contestée, ne peut, en conséquence, engager la responsabilité dudit banquier ou agent de change vis-à-vis du propriétaire des titres, bien que ceux-ci aient été signalés parmi les valeurs ayant fait l'objet d'un délit. *Bruxelles* 14 *novembre* 1906, *Gaz. Trib.* 30 *novembre* 1906.

TRAITE INTERNATIONAL.

V. aussi *Chemins de fer.*

1. — A. Traités avec l'Allemagne. — L'art. 11 du traité du 18 mai 1871 entre la France et l'Allemagne, donnant aux Allemands le droit d'être traités en France, en matière commerciale, comme les citoyens des nations les plus favorisées, dispense les Allemands de l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi*. *Trib. com. Marseille* 10 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.473.

2. — B. Traité avec la Russie. — Le consul de Russie agit dans la plénitude de son droit conformément aux dispositions de la convention franco-russe du 1er avril 1874, en apposant les scellés sur les biens de la succession d'un sujet russe dont le décès lui a été notifié officiellement par les autorités locales françaises. *Trib. civ. Nice* 7 *février* 1906, *D.* 369.2.1906.

3. — Le consul de Russie n'intervient pas en cette matière pour représenter son gouvernement en tant qu'État, mais pour sauvegarder les droits de ses nationaux et pour les représenter en tant que mandataire. *Ibid.*

4. — Le consul n'a pas à justifier de ce mandat par un titre spécial, mais il est tenu de justifier de l'existence et de la qualité des nationaux qu'il représente. *Ibid.*

5. — Et, à défaut d'un délai établi par la convention du 1er avril 1874, il appartient aux tribunaux français d'apprécier si les délais déjà courus ont été suffisants pour permettre la production par le consul des justifications nécessaires, ou s'il convient d'attendre l'expiration des délais fixés par l'art. 5 de la convention précitée. *Ibid.*

6. — En tous cas, lorsque le délai maximum de huit mois à compter du décès, prévu par l'art. 5, s'est écoulé, sans qu'il se soit dévoilé aucun héritier, légataire ou ayant droit de nationalité russe, l'intervention du consul de Russie ne saurait plus se justifier. *Ibid.*

7. — ... Alors surtout que l'existence d'héritiers appartenant à une autre nationalité est établie, et que ces héritiers, personnellement présents au procès, dénient au consul de Russie tout mandat pour les représenter. *Ibid.*

8. — C. Traités avec la Suisse. — Les actions en nullité d'actes translatifs de droits immobiliers sont considérés comme actions mixtes, c'est-à-dire à la fois personnelles et réelles dans le sens de l'art. 59 C. pr. civ., parce que la décision qu'elles ont pour objet de provoquer, en ce qui concerne l'existence du droit personnel, a pour effet de résoudre la question de l'existence du droit réel ; elles peuvent donc, aux termes de l'art. 59 § 4 C. pr. civ., être portées devant le Tribunal du domicile du défendeur ou devant celui de la situation de l'immeuble. *Besançon* 13 *août* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.450.

9. — Au surplus, une semblable action n'est nullement visée par la convention franco-suisse de 1869, qui ne contient à son sujet aucune disposition. Elle reste donc soumise à la compétence de droit commun. *Ibid.*

10. — Le traité franco-suisse de 1869 se suffit à lui même ; ses dispositions en sont absolues et dérogent aux règles générales sur les ajournements établies par le Code de procédure civile; elles ne comportent d'autre exception que celle prévue par le § 3 de l'art. 1er du traité. *Ibid.*

11. — Dès lors, en cas de pluralité de défendeurs, l'art. 59 § 2 C. pr. civ. ne peut être invoqué vis-à-vis des Suisses à l'encontre de la convention. *Ibid.*

12. — D. Conventions internationales. — Pour que l'exception de caution *judicatum solvi* ne puisse être opposée à l'étranger dont le pays est signataire de la convention de la Haye du 14 novembre 1896, la Hollande en l'espèce, il suffit, aux termes de l'art. 11, que le demandeur ait un domicile en France ou dans les Pays-Bas, ou même une simple résidence en France. *Trib. com. Marseille* 24 *octobre* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.473.

TRAMWAYS.

V. *Chemins de fer, Responsabilité civile.*

TRANSACTION.

1. — Effets de la transaction. — Clause pénale. — Lorsqu'à la suite d'un accident, il est intervenu entre la victime et l'auteur responsable une transaction aux termes de laquelle le premier a déclaré accepter une somme fixée à forfait « pour l'indemniser de toutes les conséquences, quelles qu'elles puissent être, de l'accident », cette convention fait légalement obstacle à toute réclamation nouvelle de la part soit de la victime, soit de personnes agissant de son chef. *Cass.* 28 *mai* 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.17. *Pand. franç.* 209.1.1906.

2. — Mais, au contraire, si, plus tard, la victime ayant succombé aux suites de ses blessures, sa veuve exerce une action en dommages-intérêts basée sur le préjudice direct et personnel résultant de la mort de son mari, cette action est recevable et l'on ne saurait lui opposer la transaction consentie par le mari, puisqu'il n'y a pas identité de parties. *Ibid.*

3. — Dès lors, si le juge a alloué à la veuve, considérée comme ayant introduit son action à la fois en son propre nom et du chef de son mari, une indemnité globale, sans préciser la somme qu'il entendait lui attribuer, soit en l'une, soit en l'autre qualité, sa décision, en l'absence d'une pareille ventilation, doit être annulée. *Ibid.*

4. — La femme commune, instituée par son mari légataire universelle de la communauté, ne peut réclamer comme faites avec les deniers de cette communauté des améliorations apportées par le mari antérieurement à son mariage à un immeuble indivis entre lui et des tiers. *Bastia* 13 *juin* 1905, *D.* 240.2.1906.

5. — En tout cas, lorsqu'une transaction est intervenue entre elle et les tiers touchant ses prétentions sur cet immeuble, la qualité en laquelle elle a pris part à cette transaction est celle de maîtresse de la communauté et de créancière des améliorations prétendues faites avec les deniers de cette communauté et non celle de cohéritière transigeant sur l'action en partage. *Ibid.*

6. — Par suite, cette transaction, librement consentie et rédigée conformément aux règles du Code civil, a acquis l'autorité de la chose jugée, aux termes de l'art. 2052 de ce code, et ne peut être attaqué par la femme héritière de la communauté pour lésion de plus du quart. *Ibid.*

TRANSPORT-CESSION.

V. *Cession-transport.*

TRANSPORT (Contrat de).

V. *Charte-partie et connaissement, Chemins de fer, Commissionaire de transports.*

TRAVAIL (Protection du).

V. aussi *Liberté commerciale et industrielle*, *Louage de services et d'industrie*.

Index alphabétique

Autorisation de l'inspecteur 14.
Avis du conseil municipal 11.
Cafés 5.
Cas où le repos n'a pas lieu le dimanche 7, 12.
Dérogations à la loi du repos hebdomadaire 6.
Gens de maison 5.
Obligation du repos 14.
Personnel d'extra 2.
Préavis adressé par l'inspecteur du travail 6.
Travail des enfants et parents 1.
Travail du personnel d'extra 2.
Voies de recours 8 et s.
Voyageurs de commerce 3.

1. — RÉGLEMENTATION CONCERNANT LE REPOS HEBDOMADAIRE (LOI DU 13 JUILLET 1906). — La loi du 13 juillet 1906 n'interdit pas au patron, à sa femme, qui est son associée de fait, à son père, à sa mère, à ses enfants, qui, en leur qualité de réservataires, concourent à l'administration du patrimoine commun, de travailler le jour du repos hebdomadaire. *Trib. simp. pol. Roanne* 8 *décembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 19 *décembre* 1906.

2. — Il n'est pas interdit au chef d'entreprise de faire travailler le jour du repos hebdomadaire, c'est-à-dire le dimanche, un personnel d'extra en remplacement des ouvriers qui ont travaillé pendant six jours. *Ibid.*

3. — Les voyageurs de commerce ne rentrent pas parmi les employés pour lesquels le repos hebdomadaire est obligatoire. *Trib. simp. pol. Nancy* 1er *décembre* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *décembre* 1906.

4. — Le fait, par eux, de se rendre le dimanche au domicile de leur patron pour y parler des opérations de la semaine écoulée et de celles qu'il y a lieu d'entreprendre dans la semaine qui va commencer, ne peut, d'ailleurs, être considéré comme un travail. *Ibid.*

5. — On doit considérer comme tombant sous l'application de la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire, tout le personnel des établisements de consommation sur place tels que cafés, restaurants, hôtels, qu'il s'agisse de personnel des cuisines, ou des garçons de café, de restaurant ou d'hôtel, et bien que ces derniers soient plutôt des domestiques que des employés, l'exclusion du bénéfice de la loi étant réservé, parmi les domestiques, aux seuls gens de maison. *Trib. simp. pol. Lille* 3 *novembre* 1906, *D.* 374.2.1906, *Cf. Trib. simp. pol. Lyon* 5 *décembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 10 *décembre* 1906.

6. — Ni la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, ni le décret du 24 août 1906, relatif à l'exécution de cette loi, n'imposent la formalité d'une mise en demeure adressée par l'inspecteur du travail aux assujettis, mais seulement celle d'un préavis adressé, dans certains cas, par les assujettis à l'inspecteur du travail. *Ibid.*

7. — L'apposition d'une affiche indiquant les jours et heures du repos hebdomadaire, l'envoi du duplicata de cette affiche à l'inspecteur du travail, et la tenue d'un registre consacré à l'inscription des noms des employés et ouvriers ne sont imposés par les art. 1 et 2 du décret du 24 août 1906, relatif à l'application de la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire, qu'autant que les patrons assujettis à cette loi ont usé du droit qu'elle leur accorde dans certains cas de ne pas donner à leur personnel un repos collectif le dimanche. *Ibid.*

8. — Le recours formé par application de l'art. 9 de la loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés ou ouvriers est suspensif de l'arrêté préfectoral contre lequel il est exercé, mais non de l'exécution de la loi. *Trib. simp pol. Roanne* 8 *décembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 19 *décembre* 1906.

9. — Les arrêtés préfectoraux pris en exécution des art. 2 et 8 de la loi du 13 juillet 1906, articles qui prévoient des dérogations au principe du repos collectif le dimanche, peuvent être attaqués par la voie du recours pour excès de pouvoir. *Cons. d'Et. cont.* 30 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.456. *Cf. Trib. simp. pol. Rouen* 10 *décembre* 1906, *Gaz. Trib.* 12 *décembre* 1906.

10. — On ne peut obtenir l'annulation d'un arrêt préfectoral refusant l'autorisation demandée, pour la raison qu'il a été pris avant par les règlements d'administration publique pévus par la loi aient été rendus, la loi étant immédiatement applicable. *Ibid.*

11. — Mais l'avis du Conseil municipal, est une formalité essentielle, il ne peut être remplacé par celui d'une délégation, même en dehors des sessions. L'avis des chambres de commerce, des syndicats patronaux et ouvriers, sont également essentiels, et dans les cas où ces avis n'ont pas été pris, l'annulation de l'arrêté préfectoral doit être prononcée pour violation des formes. *Ibid.*

12. — Le Conseil d'Etat saisi d'un recours contre l'arrêté peut examiner, au fond si le préfet a fait une exacte application de la loi : Lorsque le repos collectif du dimanche est de nature « à causer un préjudice au public » ou bien qu'il compromet « le fonctionnement normal de l'établissement », la dérogation doit être accordée à peine de nullité. Il n'en est pas de même lorsque le requérant s'est fondé sur les prescriptions de sa religion pour demander le repos le samedi. *Ibid.*

13. — Lorsque les faits allégués ne peuvent être vérifiés en l'état du dossier, un supplément d'instruction peut être ordonné. *Ibid.*

14. — L'obligation du repos hebdomadaire et des restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées pour certaines industries, mais seulement par une autorisation « écrite » de l'inspecteur divisionnaire. *Cass.* 20 *mai* 1904, *S.* 372.1.1906.

15. — Sur la question de savoir si le patron doit payer le jour de repos, v. *supra;* v° Louage d'ouvrage.

TRAVAUX PUBLICS.

Index alphabétique

Accident causé par travaux publics 12.
Admission à soumissionner 1.
Calcul de l'indemnité 10.
Cas où il y a lieu à indemnité 9, 12.
Compensation de plus-value 8.
Compétence 12 et s.
Consentement pour sous-traiter 2.
Demande d'indemnité 12.
Démolition d'édifices en ruine 16.
Dommages 3 et s.
Dommages causés par les crues 7.
Insalubrité causée par travaux publics 3.
Plus-value 8, 11.
Procédure 12 et s.
Réadjudication sur folle enchère 1.
Responsabilité communale 4, 6.
Responsabilité de la ville de Paris 4.
Travaux non prévus par le cahier des charges 9.
Troubles de jouissance 9.

1. — A. DES MESURES ADMINISTRATIVES QUI DOIVENT PRÉCÉDER LA CONCESSION OU L'ADJUDICATION DES TRAVAUX PUBLICS. — Lorsqu'une adjudication rentre dans la catégorie des adjudications à forme restreinte pour lesquelles le ministre des travaux publics, en vertu de l'art. 3. du décret du 18 novembre 1882, arrête la liste des concurrents au vu des titres et justifications dont il a la libre appréciation, et qu'il est ultérieurement procédé à une réadjudication sur folle enchère, le ministre, usant des droits que lui confère l'art. 3 précité, peut refuser d'admettre à soumissionner, dans une adjudication sur folle enchère, un entrepreneur qui avait été admis à soumisssionner lors de la première adjudication, sans que cette mesure puisse être considérée comme ayant pour effet de priver l'adjudicataire primitif des garanties de concurrence et de publicité auxquelles il peut avoir droit. *Cons. d'Et.* 18 *novembre* 1904. *D.* 55.3.1906.

2. — B. DU MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX PUBLICS. — Lorsqu'aux termes du cahier des charges d'une adjudication de travaux intéressant une commune, l'adjudicataire ne peut sous-traiter, sans le consentement formel de l'administration et du conseil municipal ou de son mandataire, il appartient aux tribunaux en cas de sous-traité, de trouver, dans les documents de la cause, la preuve que des accords sont intervenus entre l'adjudicataire et le mandataire de la commune. *Lyon* 14 *mars* 1906. *Mon. jud. Lyon* 10 *août* 1906.

3. — C. DOMMAGES CAUSÉS PAR L'EXÉCUTION DE TRAVAUX PUBLICS. — S'agissant d'un individu qui, de l'avis unanime des médecins experts, est décédé des suites d'une intoxication paludéenne ayant pour cause l'insalubrité du château qu'il habitait, alors qu'il résulte de l'instruction que cette insalubrité, qui n'existait pas avant la dérivation par la ville de Paris de diverses sources, s'est produite, à la suite de la diminution du débit et du dérèglement d'une rivière, qui ont été les conséquences de cette dérivation, l'abaissement et les oscillations du niveau de l'eau dans les fossés, douves et pièces d'eau de la propriété, alimentés par ladite rivière, ayant provoqué des dépôts de boues, et des émergences de vase, c'est aux travaux exécutés par la ville de Paris qu'est due cette insalubrité. *Cons. d'Et.* 1er *juin* 1906. *Pand. franç.* 63.4.1906.

4. — La ville de Paris n'est pas fondée à décliner sa propre responsabilité à raison de ce décès, en prétendant que cette insalubrité aurait pu être évitée si des travaux appropriés au nouvel état des lieux et au nouveau régime de la rivière avaient été entrepris, et que le décès ne se serait pas produit, si le propriétaire avait quitté le château dès que l'insalubrité lui en a été signalée, alors que la ville de Paris n'avait pas, antérieurement au jour où la maladie a été contractée, offert d'exécuter ou de prendre à son compte les travaux de nature à faire disparaître l'insalubrité de la propriété, que l'indemnité, allouée en réparation du dommage causé à la propriété, dans l'évaluation de laquelle il a été tenu compte du coût des travaux, n'a été définitivement réglée que postérieurement au décès, et qu'il n'est pas établi par l'instruction qu'en séjournant dans son château, le décédé ait commis une imprudence grave et certaine, à raison de laquelle disparaîtrait la responsabilité de la ville de Paris. *Ibid.*

5. — En conséquence, le dommage dont la veuve du décédé demande la réparation, est de nature, dans ces conditions, à ouvrir un droit à indemnité à son profit, en vertu des lois des 38 pluviôse an VIII et 5 juillet 1890. *Ibid.*

6. — Lorsqu'il ne résulte pas de l'instruction que l'accident dont il a été victime ait eu pour cause l'état défectueux d'une voie publique d'une ville, le requérant n'est pas fondé à soutenir que la ville est responsable de cet accident et à demander l'annulation de l'arrêté par lequel le conseil de préfecture a rejeté sa demande d'indemnité. *Ibid.*

7. — Les dommages résultant de l'aggravation apportée aux crues d'une rivière, par la construction d'un pont, donnent droit à indemnité. *Cons. d'Et.* 10 *novembre* 1905. *Pand. franç.* 53.4.1906.

8. — La compensation de plus-value peut être admise, en raison de la protection que les nouveaux travaux assurent à la propriété qui a subi le dommage. *Ibid.*

9. — Alors même que le cahier des charges d'une concession de tramways oblige la compagnie concesssionnaire à supporter sans indemnité les troubles et interruptions de service résultant de travaux exécutés sur la voie publique, la compagnie est fondée à réclamer une indemnité, à raison des déplacements de voies qui lui ont été imposés par l'exécution de grands travaux publics (spécialement, par les travaux de l'Exposition universelle de 1900), ces travaux étant, à raison de leur importance et de leur nature, en dehors des prévisions du cahier des charges. *Cons. d'Et.* 19 *mai* 1905. *Pand. franç.* 24.4.1906.

10. — Pour le calcul de l'indemnité, il y a lieu de déduire, d'une part, les frais que la compagnie aurait toujours dû faire à l'occasion de certains travaux, exécutés à l'occasion de l'Exposition, mais rentrant dans les prévisions du cahier des charges, et, d'autre part, l'économie réalisée par la compagnie sur ses frais d'exploitation, par l'effet même du déplacement des voies. *Ibid.*

11. — Les bénéfices réalisés par la compagnie concessionnaire par suite de l'augmentation du trafic sur ses lignes pendant l'Exposition, n'ont pas le caractère d'une plus-value directe, et, par suite, ne doivent pas être compensés avec les dommages résultant des travaux de l'Exposition. *Ibid.*

12. — D. Compétence en matière de travaux publics. Procédure. — Il appartient au conseil de préfecture de statuer sur une demande d'indemnité à raison d'un accident qui aurait pour cause un amas de terre provenant de travaux publics exécutés pour la création d'un tramway et qui n'était pas éclairé, cette demande se rattachant par un lien indivisible à l'exécution du travail public. *Cons. d'Et.* 3 *août* 1904. *D.* 51.3.1906.

13. — Et indemnité est due lorsque telle est, en effet, la cause de l'accident. *Ibid.*

14. — La demande d'indemnité doit être dirigée uniquement contre la compagnie concessionnaire du tramway, sauf à celle-ci à faire valoir devant la juridiction compétente les droits qu'elle croirait avoir à l'entente de son entrepreneur. *Ibid.*

15. — Une partie n'est pas recevable, dans un pourvoi dirigé contre un arrêt interlocutoire du conseil de préfecture, à demander les intérêts d'une indemnité allouée par un arrêt définitif contre lequel aucun pourvoi n'est formé. *Ibid.*

16. — Le conseil de préfecture est incompétent pour prononcer l'annulation d'un arrêté par lequel le préfet a ordonné la démolition d'un édifice menaçant ruine. *Ibid.*

17. — Le préjudice auquel l'exécution de cet arrêté a pu donner lieu ne rentre pas dans la catégorie des dommages occasionnés par des travaux publics, dont la connaissance est attribuée au conseil de préfecture par l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8. *Ibid.*

18. — Mais l'arrêté par lequel le conseil de préfecture se déclare incompétent ne fait pas obstacle à ce que le propriétaire poursuive devant la juridiction compétente la réparation du dommage qui a pu lui être causé par l'atteinte portée à sa propriété en dehors des formes prescrites par la loi. *Ibid.*

TRIBUNAL DE COMMERCE.

V. *Tribunaux.*

TRIBUNAUX.

V. aussi *Instruction et procédure criminelles, Jugements et arrêts.*

§ I. — *Juridictions civiles.*

1. — Tribunaux de première instance et Cour d'appel. — La disposition de l'art. 6 de la loi du 30 août 1883, modifiée par celle du 19 avril 1898, accordant au premier président le droit de désigner un juge suppléant pour remplir les fonctions de juge dans un autre tribunal du même ressort lorsque ce tribunal est dans l'impossibilité de se constituer, n'a pu vouloir autoriser et de fait n'a autorisé que la désignation d'un seul juge; le droit ainsi imparti au premier président a, par sa nature même, un caractère rigoureusement exceptionnel et ne peut, dès lors, admettre aucune extension. Dès lors, le jugement rendu par le tribunal composé de deux juges suppléants désignés par le premier président et par un avocat est nul. *Cass.* 31 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.56, *S.* 367.1.1906. *Pand. franç.* 266.1. 1906.

§ II. — *Juridictions criminelles.*

2. — Aucune disposition de loi n'interdit aux conseillers qui ont pris part à un arrêt de la Chambre des mises en accusation de concourir au jugement de l'affaire; les dispositions des articles 257 C. instr. crim. et 1er de la loi du 8 décembre 1897, ne sauraient être étendues à des cas que ces articles ne prévoient pas. *Cass.* 23 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 9 *décembre* 1906.

§ III. — *Juridictions commerciales.*

3. — A. Elections des membres de tribunaux de commerce. — Aux termes de l'art. 1er § 2 de la loi du 8 décembre 1883 sur les élections consulaires, le droit à l'instruction sur les listes électorales consulaires n'est conféré aux anciens membres des tribunaux de commerce que dans le ressort du Tribunal auquel ces anciens membres ont appartenu. *Cass.* 3 *décembre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 7 *décembre* 1906.

4. — Est donc sans droit pour réclamer légalement son inscription sur les listes électorales consulaires d'une commune, l'ancien juge-suppléant d'un tribunal n'ayant pas cette commune dans son ressort territorial. *Ibid.*

5. — B. Procédure devant les tribunaux de commerce. — Lorsqu'un tribunal de commerce statue, comme il en a le droit, par un même jugement, sur un déclinatoire de compétence et sur le fond, à la condition que ce soit par deux dispositions distinctes, aucune formule sacramentelle ne lui est imposée par l'art. 425 C. pr. civ., et il suffit pour que la condition qu'il exige soit observée, que le dispositif du jugement contienne un chef formel, distinct et séparé sur la compétence, et un autre chef, distinct et séparé sur le fond. *Lyon* 7 *août* 1906. *Mon. jud. Lyon* 1er *octobre* 1906.

TRIBUNAUX MILITAIRES.

V. *Justice militaire.*

TUTELLE-TUTEUR.

1. — A. Des tuteurs « ad-hoc ». Du subrogé-tuteur et du subrogé-tuteur « ad hoc ». — C'est devant le juge de paix du lieu de l'ouverture de la tutelle que doit être réuni le conseil de famille pour la nomination du subrogé tuteur. *Bordeaux* 18 *juin* 1906. *Gaz. Trib.* 5 *juillet* 1906.

2. — Bien qu'au moment de l'organisation de la tutelle, le père fût séparé de corps et ait eu un domicile distinct, et que la garde de l'enfant fût confiée à la mère, le principe de l'art. 108 C. civ., d'après lequel le mineur a son domicile chez son père, doit être appliqué. Il survit aux modifications apportées, dans l'intérêt de l'enfant, à l'exercice de la puissance paternelle. *Ibid.*

3. — B. Des causes de dispense ou d'excuse, d'incapacité, d'exclusion ou destitution de la tutelle. — Il n'y a pas lieu de destituer le père de la tutelle pour privations endurées par l'enfant, par suite de l'état de gêne du père ou parce que celui-ci aurait infligé à l'enfant une légère correction qui constitue l'exercice légitime de la puissance paternelle; ou encore parce qu'il serait remarié, le père n'ayant fait qu'user d'un droit certain qui ne saurait être imputé à faute. *Ibid.*

4. — La délibération du conseil de famille maintenant un tuteur en fonctions est susceptible de recours devant le tribunal civil, aussi bien que la délibération destituant un tuteur. *Bourges* 13 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.215. *Gaz. Trib.* 11 *août* 1906.

5. — C. Administration du tuteur quant à la personne du mineur. — L'art. 450 § 1er C. civ. dispose uniquement que le tuteur prendra soin de la personne du mineur, mais il ne l'investit pas d'un pouvoir discrétionnaire et illimité; dès lors, en matière de garde ou d'éducation, les parents qui ont des réclamations à formuler contre les agissements du tuteur peuvent s'adresser, soit au Conseil de famille, soit aux tribunaux; ceux-ci, du reste, ont toujours le droit de consulter le conseil de famille sur l'opportunité des mesures à prendre. *Nancy* 23 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.140.

6. — D. Gestion du tuteur au cours de la tutelle. — A défaut d'avoir fait emploi des capitaux appartenant au mineur, le tuteur en doit les intérêts et l'article 456 C. civ. s'applique ici aussi bien aux capitaux non employés qu'aux excédents de revenus. Il en est ainsi alors même qu'il aurait touché ces sommes à la fois en qualité de co-héritier, le co-partageant étant tenu de ce qu'il a touché en trop et des intérêts courus depuis le partage. *Trib. civ. Seine* 30 *mai* 1906. *Loi* 29 *octobre* 1906.

7. — La novation par changement de débiteur intéressant l'avoir mobilier du mineur qui équivaut à un emploi de capitaux rentre dans les pouvoirs d'administration du tuteur, lequel a qualité pour y procéder sans autorisation du conseil de famille, en vertu des principes généraux du droit, nonobstant les dispositions de l'art. 6 de la loi du 27 février 1880, lesquelles ne sont pas ici applicables. *Aix* 10 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.173, *D.* 352.2.1906, *S.* 160.2.1906.

8. — E. Tutelle des enfants naturels. — Le père naturel n'est pas investi de plein droit de la tutelle de l'enfant mineur non reconnu. *Trib. paix Magny-en-Vexin* 10 *septembre* 1906. *Gaz. Trib.* 13 *octobre* 1906.

U

USAGES LOCAUX.

Lorsqu'il est d'usage constant, dans une contrée, que les frais de noces soient partagés par moitié par les parents des époux, c'est à bon droit que les parents d'un des conjoints, qui ont assisté au mariage, ont pris part à tous les repas de la noce et en ont partagé les reliefs, sont condamnés à rembour-

ser aux parents de l'autre conjoint la moitié des frais des repas que ceux-ci ont payés. *Trib. civ. Cusset* 25 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *août* 1906, *Loi* 6 *octobre* 1906, *Mon. jud.* 18 *octobre* 1906.

USUFRUIT.

DES OBLIGATIONS DE L'USUFRUITIER. CAUTION A FOURNIR ET EMPLOI A FAIRE. — La clause par laquelle un testateur lègue à sa femme l'usufruit de tous les biens qu'il laissera à son décès avec dispense de caution et dispense expresse de dresser un inventaire, n'ayant rien de contraire aux lois et aux mœurs, ne saurait être réputée non écrite par application de l'art. 900 C. civ. *Trib. civ. Rocroy* 29 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.161.

USUFRUIT LEGAL.

1.— A. CHARGES. — Les diverses obligations que l'art. 385 C. civ. impose à l'usufruitier légal comme charges à sa jouissance sont considérées comme une compensation de l'usufruit légal et il a paru d'une bonne gestion dans l'intérêt des mineurs de faire acquitter ces frais par l'usufruit sur les revenus à venir. *Cass.* 22 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.126.

2. — Spécialement les frais funéraires et de dernière maladie du conjoint à la succession duquel l'enfant a été appelé sont à la charge du conjoint survivant qui a la jouissance des biens du mineur, sans qu'il y ait à distinguer entre les frais funéraires qui seraient une dette de la succession et les frais de dernière maladie qui seraient une dette de la communauté : cette distinction ne concerne pas le recours des créanciers soit contre l'usufruitier légal, soit contre les héritiers, mais elle reste sans influence sur les droits particuliers du mineur vis-à-vis du survivant du conjoint qui a eu la jouissance de ses biens. *Ibid.*

3. — B. EXTINCTION. — La loi du 21 février 1906, qui conserve à la mère la jouissance des biens de ses enfants en cas de second mariage, doit recevoir son application du jour de sa promulgation même pour les faits qui lui sont antérieurs. *Trib. civ. Seine* 26 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 24 *novembre* 1906.

4. — En conséquence la mère qui s'est remariée antérieurement au 21 février 1906, reprend à partir de cette date la jouissance des biens de ses enfants. *Ibid.*

USURE.

1. — A. CARACTÈRES DE L'USURE EN MATIÈRE CIVILE. — L'usure constatée ne peut entraîner que la réduction de la dette, et non son annulation; mais il en est autrement, et la nullité de l'engagement de l'emprunteur doit être prononcée, lorsque les actes incriminés ont été surpris à sa bonne foi et que son consentement a été vicié par dol ou par fraude. *Cass.* 11 *avril* 1905. *Pand. franç.* 193.1.1906.

2. — Et les juges du fond ont un pouvoir souverain d'appréciation pour décider, d'après les circonstances de la cause, que les opérations entachées d'usure l'ont été aussi de fraude à l'égard du débiteur, et doivent, à raison de cette fraude, être frappées, non de réduction, mais d'annulation. *Ibid.*

3. — B. DU DÉLIT D'HABITUDE D'USURE. — L'habitude d'usure, élément essentiel du délit, existe lorsqu'il est établi que l'inculpé a consenti deux prêts distincts en faisant chaque fois souscrire par l'emprunteur deux billets s'élevant ensemble à une somme supérieure à celle qui a été réellement remise; — et que d'ailleurs, ces prêts n'ont été renouvelés que moyennant de nouveaux versements de la part de l'emprunteur. *Cass.* 22 *juin* 1906. *Loi* 21 *juillet* 1906.

V

VAGABONDAGE.

1. — DU DÉLIT DE VAGABONDAGE. — Le vagabondage n'est pas un délit purement d'intention; il faut, pour le constituer, la réunion des faits matériels énumérés par la loi. *Orléans* 28 *août* 1906. *Loi* 22 *septembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 3 *octobre* 1906.

2. — Au nombre de ces éléments figure l'écoulement d'un certain laps de temps depuis le dernier travail effectué. *Ibid.*

3. — L'accomplissement du service militaire constitue un travail qui doit faire écarter le vagabondage. *Ibid.*

VELOCIPEDES.

V. aussi *Responsabilité civile*, *Taxe*, *Voitures-Voitures publiques*.

VENTE (en général).

V. aussi *Vente commerciale*.

Index alphabétique

Action en garantie 25 et s.
Cas où un dédit a été stipulé 33.
Clause de non-garantie 21 et s.
Clientèle médicale 15 et s.
Cornage chronique 22.
Déclaration d'animaux malades 25, 27.
Délivrance 19.
Erreur sur la qualité 1.
Exemplaire vendu comme unique 1 et s.
Expertise 14.
Fixation du prix 14.
Garantie des vices cachés 20 et s.
Garantie du précédent vendeur 24.
Modalités 7 et s.
Nullité de la vente d'animaux malades 23 et s., 27.
Obligations du vendeur 20 et s.
Obligations du vendeur en bloc 11 et s.
Preuve de la maladie contagieuse 30.
Promesse de vente 13.
Résiliation du marché 31 et s.
Rescision 20.
Révocation 5.
Séquestration d'animaux malades 20.
Tromperie sur la substance 6.
Tuberculose 23 et s.
Vente à monopole 5, 8.
Vente en bloc 10.
Ventes prohibées 15 et s.
Vices du consentement 2. 5 et s.
Vins plâtrés 17.

SECT. I. — ELÉMENTS CONSTITUTIFS ET EFFETS GÉNÉRAUX DU CONTRAT DE VENTE (n. 1).

SECT. II — OBLIGATIONS DU VENDEUR.

§ I. — *De la délivrance* (n. 19).

§ II. — *De la garantie des vices cachés ou rédhibitoires. — Vente d'animaux atteints de maladie contagieuse* (n. 20).

SECT. III. — NULLITÉ, RÉSOLUTION OU RESCISION DE LA VENTE (n. 31).

SECT. I. — ELÉMENTS CONSTITUTIFS ET EFFETS GÉNÉRAUX DU CONTRAT DE VENTE.

1. — A. DU CONSENTEMENT ET DE SES EFFETS. — Pour un collectionneur, la circonstance qu'un objet de collection est un exemplaire unique constitue une qualité substantielle de cet objet. *Trib. com. Bruxelles* 27 *mars* 1906. *La Belgique judiciaire*, 13 *mai* 1906. *Cf. Bruxelles* 19 *novembre* 1906. *Loi* 18 *octobre* 1906.

2. — Par suite, l'erreur sur cette qualité est une cause d'annulation de la vente. *Ibid.*

3. — Spécialement, un amateur d'orchidées est en droit de demander l'annulation de la vente à lui consentie d'une orchidée, lorsque le vendeur lui a affirmé qu'elle était une plante unique, si en réalité il en existait un exemplaire précédemment livré par ce même vendeur à un autre collectionneur. *Ibid.*

4. — Et il importe peu que le vendeur ait pu croire sur l'affirmation de son précédent acheteur que ce premier exemplaire avait péri, et ait été de bonne foi en donnant le second exemplaire pour une plante unique. *Ibid.*

5. — La vente dite à monopole, par laquelle le vendeur s'adresse à un acheteur exerçant une profession qui n'a aucun rapport avec le produit vendu, ou bien par des promesses fallacieuses et mensongères peut abuser de la crédulité de son acheteur et lui vendre à des prix exorbitants des produits sans aucune utilité ni valeur, ne peut être considérée comme un marché sérieux; le consentement de l'acheteur est affecté d'un vice qui permet de révoquer le contrat. *Trib. com. Marseille* 21 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.155.

6. — Il convient de déclarer nulle, tant à raison des manœuvres dolosives que de l'erreur sur la substance de la chose, la vente d'un désinfectant présenté comme ayant des qualités exceptionnelles d'efficacité et d'économie d'emploi, alors que ce produit ne constitue qu'un désinfectant d'une efficacité médiocre et qu'il est d'un emploi infiniment plus coûteux que les autres désinfectants pour produire un résultat identique. *Trib. com. Seine* 8 *novembre* 1906. *Gaz. Trib.* 30 *novembre* 1906, *Loi* 8 *décembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 20 *décembre* 1906.

7. — B. MODALITÉS DE LA VENTE. VENTE EN BLOC. — Une vente n'est pas viciée par une condition purement protestative de la part de l'acheteur, lorsque celui-ci s'oblige à payer un prix suffisamment déterminé et désigné, conformément aux prescriptions de l'art. 1591 C. civ., par la fixation convenue d'une redevance mensuelle minima et ne dépendant pour le surplus que de l'aléa commercial prévu et accepté par les deux parties. *Cass.* 5 *mai* 1905. *D.* 360. 1.1906.

8. — Il en est ainsi spécialement de la convention par laquelle le monopole de fabrication et de vente d'un produit spécial (la Cireline) est cédé par son propriétaire à un tiers moyennant l'allocation de vingt-cinq centimes par kilogramme pendant dix ans, alors que, usant de leur pouvoir souverain d'appréciation, les juges du fond ont déclaré que ladite convention obligeait le bénéficiaire de ce monopole à fabriquer le produit cédé en quantité suffisante pour les besoins du commerce et notamment pour les placements faits par le propriétaire cédant, lesquels devaient s'élever à un minimum de 120 kilogrammes par mois. *Ibid.*

9. — S'il est vrai que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, cette règle ne saurait ni comporter, ni excuser la violation calculée de ce principe supérieur de droit naturel « que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui ». *Paris* 8 *février* 1906. *Gaz. Trib.* 24 *juillet* 1906.

10. — Telles seraient cependant les conséquences auxquelles aboutirait une interprétation abusive donnée implicitement, comme dans l'espèce, aux termes de l'art. 1134 C. civ., puisqu'elles ne tiendrait à rien moins qu'à créer, au

profit du vendeur en bloc, se prétendant protégé par une stipulation de non-garantie, la faculté d'épuiser, par des aliénations successives, dolosivement consenties, jusqu'à la totalité des marchandises adjugées à un acquéreur déterminé par la foi due aux indications du cahier des charges sur le nombre et la valeur des marchandises mises en vente. *Ibid.*

11. — En conséquence, lorsqu'entre la date de la publication du cahier des charges et celle de l'adjudication, un objet spécialement mentionné audit cahier des charges a été, par le fait personnel d'un syndic de faillite, ou tout au moins sous sa responsabilité, distrait d'un des lots mis en vente, l'adjudicataire ne saurait être tenu de payer son prix d'acquisition que déduction préalablement faite de la valeur de l'objet dont il a été évincé. *Ibid.*

12. — Il y a, au contraire, lieu de décider, par application de l'art. 1628 C. civ., que le vendeur ne saurait se prévaloir de ce que la vente a été faite aux risques et périls de l'acheteur qu'autant que l'éviction ou la privation dont celui-ci a eu à souffrir ne procède point d'un fait personnel à lui vendeur. *Ibid.*

13. — C. DES PROMESSES DE VENTE ET DES ARRHES. — Le fait qu'une promesse de vente a été acceptée, est suffisamment prouvé, lorsque cette acceptation résulte de la correspondance échangée entre les parties et qu'en outre, l'acheteur a fait des remises de fonds et a dépossédé ceux qui occupaient le fonds, objet du contrat. *Cass.* 18 *octobre* 1905. *Pand. franç* 1911.1.1906.

14. — D. DU PRIX. — Il ne peut appartenir au juge, alors que les parties n'ont pas fixé elles-mêmes le prix d'une vente intervenue entre elles, ni confié la fixation de ce prix à l'arbitrage d'un tiers, de charger un expert de cette mission. *Bourges* 6 *novembre* 1905. *S.* 95.2.1906.

15. — E. CHOSES HORS DU COMMERCE OU DONT L'ALIÉNATION EST PROHIBÉE. — Si on peut soutenir, en droit, qu'une clientèle médicale n'est pas une chose qui soit dans le commerce, c'est uniquement parce que cette clientèle, résultant de la confiance toute personnelle accordée au médecin n'est pas une chose qui soit à sa disposition et qu'il puisse être assurée de transmettre intégralement. *Trib. civ. Seine* 22 *février* 1906. *Gaz. Trib.* 8 *août* 1906.

16. — Tel n'est pas le cas d'une convention ayant pour objet principal la vente d'une maison de santé et accessoirement du mobilier et des instruments qui s'y trouvent, le mot cession de clientèle, improprement employé par les parties, n'ayant alors d'autres objets que d'obliger le médecin cédant à aider son successeur de ses conseils et de son concours de façon à le faire accepter par ses clients. *Ibid.*

17. — Les vins plâtrés au-dessous de 2 grammes par litre ne sont pas placés hors du commerce par la loi du 11 juillet 1891; à la différence des vins surplâtrés à plus de 2 grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre, la mise en vente et la vente de ces vins sont permises en observant les formalités spécifiées en l'art. 3 § 4 de ladite loi. *Cass.* 26 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.76. *S.* 180.1.1906.

18. — Dès lors, l'acheteur qui a connu le fait du plâtrage ne peut en faire grief au vendeur si le contrat a reçu un commencement d'exécution volontaire par la livraison qu'il a prise d'une partie des vins vendus. *Ibid.*

SECT. II. — OBLIGATIONS DU VENDEUR.

§ I. — *De la délivrance.*

19. — Un commerçant n'a pas le droit de fournir un produit pour un autre qui lui est demandé sans en prévenir l'acheteur, et commet, même en l'absence d'intention frauduleuse, envers celui dont le produit est demandé, un fait illicite et dommageable, relevant de l'art. 1382 C. civ. *Rennes* 18 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.179. *Loi* 28 *novembre* 1906.

§ II. — *De la garantie des vices cachés ou rédhibitoires. Ventes d'animaux atteints de maladie contagieuse.*

20. — L'art. 1646 C. civ., aux termes duquel : « Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente », doit être entendu en ce sens que le vendeur est obligé à autre chose qu'à la restitution du prix et des frais et loyaux coûts du contrat et qu'il est tenu de rembourser à l'acheteur les frais de toute nature que la vente lui a occasionnés, la rescision de la vente d'une chose infectée d'un vice caché devant, à l'égard de l'acheteur, remettre autant que possible les choses au même état que si la vente n'eût pas existé. *Trib. civ. Reims* 19 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.417.

21. — Il résulte des termes de l'art. 1643 C. civ. que la clause de non garantie ne doit être admise en ce qui concerne les vices cachés de la chose vendue que lorsque le vendeur les a ignorés, mais non lorsqu'il les a connus, sans les déclarer. *Trib. paix Paris,* 1er *juin* 1906. *Loi* 29 *octobre* 1906. *Mon. jud. Lyon* 5 *novembre* 1906.

22. — La maladie dénommée « le cornage chronique » se révèle par des indices tellement perceptibles que le vendeur ne peut être considéré comme l'ayant ignorée. La clause de non garantie, invoquée par ce dernier en réponse à une action en résiliation de vente, doit donc être déclarée nulle et non valable. *Ibid.*

23. — La vache qui réagit à la tuberculine doit être considérée comme suspecte d'être atteinte de tuberculose. *Trib. com. Arras* 10 *août* 1906. *Gaz. Trib.* 11 *novembre* 1906.

24. — La vente de cet animal est par conséquent nulle de plein droit, que le vendeur en ait connu ou ignoré l'existence. *Ibid.*

24. — L'appel en garantie du dernier vendeur contre un précédent vendeur est irrecevable aux termes de la loi du 23 février 1905. *Ibid.*

25. — Lorsqu'il s'agit d'un animal vivant, « seule est recevable l'action formée par l'acheteur qui aura fait, au préalable, la déclaration prescrite par l'art. 41 C. rur. » Lorsqu'il s'agit, au contraire, d'un animal abattu et atteint de tuberculose générale, l'acheteur ne peut plus exercer l'action récursoire en garantie contre les vendeurs, car seul peut intenter cette action, l'acheteur qui a fait la déclaration prescrite par la loi nouvelle précitée (argument tiré de la discussion publique de la loi. *Trib. civ. Bourg* 31 *juillet* 1906. *Loi* 6 *octobre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 9 *octobre* 1906.

26. — Il y a là une dérogation formelle au principe de l'art. 1641 qui astreignait tout vendeur à la garantie de la chose vendue à raison de ses défauts cachés qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine. *Ibid.*

27. — La déclaration faite à la mairie dans les délais légaux qu'une vache, qui a été l'objet d'une vente, est atteinte de tuberculose suffit pour permettre à l'acheteur contre son vendeur l'action en nullité de la vente. *Trib. civ. Castres* 31 *janvier* 1906. *D.* 29.1.2.1906.

28. — On ne saurait déclarer cette action irrecevable par le motif que l'acheteur n'aurait pas obtenu préalablement un arrêté de séquestration de l'animal. *Ibid.*

29. — L'acheteur qui a fait la déclaration prescrite peut seul, à l'exclusion des acheteurs précédents, intenter l'action en nullité de la vente. *Ibid.*

30. — L'acheteur d'un animal doit, pour réussir dans une demande en nullité de vente fondée sur l'existence d'une maladie contagieuse, prouver d'une façon précise que l'animal était atteint de maladie ou soupçonné d'en être atteint au moment de la vente ; de simples probabilités ne suffisent pas pour faire prononcer la nullité de la vente. *Trib. civ. Seine* 9 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.294.

SECT. III. — NULLITÉ, RÉSOLUTION OU RESCISION DE LA VENTE.

31. — Les conventions légalement formées ne pouvant être révoquées que du consentement mutuel de ceux qui les ont faites (art. 1134 C. civ.), il faut, pour qu'il y ait résiliation d'un marché, que les deux volontés génératrices du contrat se soient rencontrées pour accepter cette résiliation. *Trib. com. Nantes* 21 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 32.1.1906.

32. — Par suite, lorsque l'acheteur demande la résiliation du marché et que le vendeur refuse formellement de l'accepter, celui-ci ne peut ensuite, en réponse à une demande de livraison que lui fait l'acheteur, se prévaloir de la résiliation dont ledit acheteur ne veut plus. *Ibid.*

33. — La vente d'un hôtel meublé doit être résiliée aux torts et griefs de l'acquéreur qui n'exécute pas ses obligations. Et, s'il a été stipulé un dédit, il ne peut être alloué de dommages-intérêts autres que ceux qui ont été fixés par la convention qui fait la loi des parties. *Lyon* 16 *mai* 1906. *Mon jud. Lyon* 28 *juin* 1906.

34. — Mais les frais d'enregistrement de cette convention doivent rester à la charge exclusive de celui qui a donné lieu au procès. *Ibid.*

VENTE COMMERCIALE.

V. aussi *Compétence commerciale, Faillite, Liberté commerciale et industrielle, Vente* (en général).

Index alphabétique

Citation en résiliation 26, 29.
Clause fixant le lieu de livraison 7 et s.
Commandes antérieures à la cession du fonds 47.
Concurrence déloyale 52 et s.
Contestation sur la qualité 43.
Délai pour offrir la marchandise 27.
Echelonnements dans la livraison 32.
Effets de la mise en demeure 10 et s., 26.
Erreur télégraphique 37
Frais de souffrance 49.
Garantie dans les ventes de fonds de commerce 52 et s.
Interdiction d'exercer commerce similaire 52 et s.
Livraison 7 et s., 23.
Marché sur embarquement 35.
Mise en demeure 10 et s.
Nécessité d'un écrit 4 et s.
Obligations de l'acquéreur d'un fonds de commerce 44 et s.
Obligation de livrer 23 et s., 30.
Offre de livraison 27, 30.
Ouverture des pannaux 38 et s.
Prix de la marchandise dans les ventes à livrer 31.
Réduction du prix 39.
Refus de la marchandise 17 et s.
Résiliation 14 et s., 17, 24, 27.
Résiliation du solde 13, 21.
Responsabilité du vendeur 50 et s.
Retirement de la marchandise 14 et s.
Spécialisation de la marchandise 38 et s.
Vente « ad gustum », 19 et s.
Vente de marchandises non disponibles.
Vente de quantités indéterminées 4 et s.
Vente de vin avant récolte 19.
Vente en disponible 22.
Vente par navire désigné 35 et s.
Ventes à livrer 23 et s.
Ventes de fonds de commerce 44 et s.
Ventes par filière 33.
Ventes sur échantillon 42.

SECT. I. — DES VENTES COMMERCIALES EN GÉNÉRAL (n. 1).

SECT. II. — DE QUELQUES VENTES EN PARTICULIER.

§ I. — *Ventes conditionnelles* (n. 19).

§ II. — *Ventes à terme* (n. 23).

§ III. — *Ventes sur échantillon* (n 42).

§ IV. — *Ventes de fonds de commerce* (n. 44).

SECT. I. — DES VENTES COMMERCIALES EN GÉNÉRAL.

1. — A. CONDITIONS ET EFFETS GÉNÉRAUX DU CONTRAT. INTERPRÉTATION. — Quand il s'agit d'une marchandise non disponible, la vente ne peut être définitive qu'après la signature d'un contrat, ou l'échange de deux lettres, ou au moins l'établissement par le courtier de deux cartes contresignées par les parties. *Trib. com. Marseille 7 mars* 1906. *Rec. Marseille* 199.1.1906.

2. — La remise par le courtier d'une carte à l'une des parties seulement ne peut conférer aucun droit à la partie qui l'a reçue. *Ibid.*

3. — Le contrat par lequel un fabricant d'engrais s'engage pour une certaine durée envers un Syndicat agricole à fournir à ses membres certains types d'engrais déterminés à des prix convenus, sur la demande qui lui en serait faite par ce Syndicat, ne saurait être annulé comme portant sur une quotité incertaine et impossible à déterminer, en vertu de l'art. 1129 C. civ., alors que ce fabricant, depuis longtemps fournisseur dudit Syndicat, connaissait l'importance de ses besoins, et que ce dernier lui avait même fait connaître la quantité de ses consommations précédentes, afin de lui indiquer la quantité approximative des engrais qu'elle aurait à lui commander. *Trib. com. Alençon* 5 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.31.

4. — La nullité édictée par l'art. 1174 C. civ. ne peut être invoquée qu'à la condition que l'obligation ait été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige, et non de la part du bénéficiaire de l'obligation. *Ibid.*

5. — Quoique les termes du marché ne limitent pas les quantités pouvant être commandées, les parties doivent être considérées comme ayant entendu limiter ces quantités aux besoins des membres du Syndicat, alors surtout que les statuts de ce Syndicat interdisent la rétrocession à des tiers des engrais achetés. *Ibid.*

6. — Par suite, si les membres du Syndicat, dans un but de spéculation ou en vue d'approvisionnement pour des besoins ultérieurs, ont commandé des quantités supérieures à leurs besoins réels, (qu'il appartient d'apprécier d'après les circonstances de fait telles que l'importance des commandes antérieures, les conditions climatériques, etc.), le fabricant est en droit de se refuser à livrer cet excédent, et ne peut encourir, dans la mesure où les commandes ont dépassé les besoins, aucuns dommages-intérêts pour inexécution du marché. *Ibid.*

7. — B. LIVRAISON DES MARCHANDISES. — La clause d'un marché qui fixe le lieu de la livraison est une des conditions essentielles et même substantielles des accords, à laquelle il n'est permis à aucune des parties de déroger sans le consentement de l'autre. *Aix* 9 *novembre* 1905. *Rec. Marseille* 184.1.1906.

8. — Il en est ainsi de la clause d'après laquelle la livraison sera faite, port dû, en gare du domicile de l'acheteur. *Ibid.*

9. — Et ce dernier ne peut exiger la livraison dans la ville même ou demeure le vendeur, si celui-ci n'y consent pas. *Ibid.*

10. — La partie régulièrement mise en demeure d'exécuter un marché, obtempère à la mise en demeure, en commençant la livraison ou la réception dans le délai, et en justifiant qu'elle a fait toutes diligences pour livrer ou recevoir sans désemparer. *Aix* 13 *novembre* 1905. *Rec. Marseille* 174.1.1906.

11. — On ne saurait fixer d'avance la quantité de marchandise qu'il est matériellement possible de livrer dans le délai de vingt-quatre heures; c'est là une question de fait subordonnée aux circonstances. *Ibid.*

12. — Spécialement, le vendeur d'huiles mis en demeure de livrer, avec offre de l'acheteur d'aller chercher la marchandise, avec ses propres véhicules, remplit son obligation en livrant le lendemain dans la matinée 35.000 kilos sur 75.000 qu'il doit, alors même qu'il aurait dû suspendre la livraison dans l'après-midi si cette suspension n'avait pour cause que le défaut momentané de fûts, et si cette circonstance peut être attribuée, soit aux suites d'un état de grève dont on sortait à peine, soit à l'accumulation, tacitement acceptée par les parties, des échéances de livraison. *Ibid.*

13. — On ne saurait donc prononcer à son encontre la résiliation du solde. *Ibid.*

14. — C. OBLIGATION POUR L'ACHETEUR D'EFFECTUER LE RETIREMENT. — Si, dans les ventes à livrer, aux termes de l'art. 1657 C. civ., la résolution a lieu de plein droit au profit du vendeur, lorsque le retirement de la marchandise n'est pas fait dans les conditions convenues, cette résolution ne s'opère qu'autant que le vendeur entend s'en prévaloir, et non lorsqu'il demande l'exécution du contrat. *Cass.* 31 *octobre* 1905. *Pand. franç.* 132.1.1906.

15. — Spécialement, lorsque, dans une vente de blés livrables « sur cinq mois bord Algérie », les deux premiers lots ayant été présentés à Nemours, et les acquéreurs ayant refusé de s'en livrer, prétendant exclure le port de Nemours comme lieu de retirement de la marchandise, le vendeur s'est borné à conclure à l'exécution du traité pour ces deux premières livraisons, sans demander la résiliation pour les suivantes, et que le débat n'a ainsi porté que sur l'interprétation du marché relativement à la détermination du lieu de livraison de la marchandise, le vendeur doit être considéré comme ayant renoncé à se prévaloir de l'art. 1657 C. civ. *Ibid.*

16. — Et il en est surtout ainsi lorsque le vendeur n'avait donné à ses acquéreurs, pour les trois livraisons restant à effectuer, aucune indication sur le lieu et la date qu'il entendait fixer pour le retirement de la marchandise. *Ibid*

17. — D. REFUS DE LA MARCHANDISE. — RÉDUCTION DE PRIX. — RÉSILIATION ET DOMMAGES-INTÉRÊTS. — EXPERTISE. — Les mots « soufre sublimé » et « fleur de soufre » sont, dans le langage industriel et agricole, synonymes. *Aix* 9 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.21, *Loi* 11 *août* 1906, *Mon. jud. Lyon* 29 *août* 1906. *Cf. Aix* 26 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.382.

18. — Si les procédés de fabrication obligent à tolérer une proportion de 12 à 15 % de cristallin dans le soufre sublimé du commerce, cette proportion ne saurait être dépassée sans changer la nature de la marchandise, et quand elle atteint 40 % le vendeur doit subir la résiliation. *Ibid.*

SECT. II. — DE QUELQUES VENTES EN PARTICULIER.

§ I. — *Ventes conditionnelles.*

19. — A. VENTE « AD GUSTUM ». — Dans les ventes de vins de pays faites avant la récolte, il est d'usage que l'acceptation du vin, le plein des fûts et le paiement du prix soient faits le 11 novembre au cellier du vendeur. *Trib. com. Nantes* 3 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 301.1906.

20. — Jusqu'à cette époque, l'acheteur a la faculté de goûter le vin et d'en prendre livraison. *Ibid.*

21. — Si, en fait, il se livre sans réserves suffisantes d'une quantité relativement importante, il ne peut plus, ultérieurement, critiquer la qualité des vins vendus et se refuser de prendre livraison du solde à l'époque fixée par l'usage. *Ibid.*

22. — B. VENTE EN DISPONIBLE. — La seule désignation de provenance jointe à la spécification de poids de la marchandise vendue en disponibilité, ne peuvent suffire pour enlever à l'acheteur le droit de vue en sus, si du reste la qualité n'a pas été précisée. *Trib. com. Marseille* 30 *avril* 1906. *Rec. Marseille* 247.1.1906.

§ II. — *Ventes à terme.*

23. — A. VENTES A LIVRER. — Le vendeur, en mettant son acheteur en demeure de recevoir, se met virtuellement lui-même en demeure de livrer, et doit être prêt à le faire sans délai. *Aix* 7 *novembre* 1905. *Rec. Marseille* 183.1.1906.

24. — Si donc, sur la réponse de l'acheteur qu'il est prêt à recevoir, le vendeur ne livre pas immédiatement, il doit subir la résiliation avec dommages-intérêts. *Ibid.*

25. — Lorsque l'acheteur d'une marchandise vendue à livrer a d'abord demandée le remplacement, et conclut ultérieurement à la résiliation avec payement de différence, il ne peut faire régler cette différence que sur le cours du jour où il a modifié ses conclusions. *Ibid.*

26. — La citation en résiliation donnée par l'acheteur au vendeur en retard de livrer, bien que contenant pas, en termes exprès, une mise en demeure, en produit cependant tous les effets. *Trib. com. Marseille* 4 *avril* 1906. *Rec. Marseille* 225.1.1906.

27. — Le vendeur pourrait, en effet, dans les vingt-quatre heures de cette citation, offrir régulièrement la marchandise, et n'encourt la résiliation demandée que s'il laisse passer ce délai. *Ibid.*

28. — Sont nuls et sans effet vis-à-vis du vendeur les remplacements opérés par l'acheteur faute de livraison, encore bien qu'ils aient été précédés de mises en demeure par lettres, s'ils n'ont pas été autorisés par justice. *Ibid.*

29. — Est valable et obligatoire la clause d'un marché à livrer portant que les citations en résiliation pures et simples sont interdites aux parties. *Trib. com. Marseille* 20 *avril* 1906. *Rec. Marseille* 236.1.1906.

30. — Toutefois, lorsque le vendeur a fait porter la marchandise chez un réceptionnaire désigné par l'acheteur et que ce réceptionnaire l'a refusée, parce qu'elle ne lui était point due, on doit considérer le vendeur comme ayant rempli son obligation, et il peut se refuser à faire une nouvelle offre de livraison. *Ibid.*

31. — Lorsqu'un marché à livrer stipule qu'un vendeur s'engage moyennant des prix déterminés à fournir à son acheteur pour une durée fixée au contrat l'avoine et le son nécessaires à la nourriture des chevaux de ce dernier, denrées livrables en un lieu déterminé (Paris en l'espèce), si, au cours du marché, le son vient à être frappé d'un droit d'octroi nouveau ou supplémentaire à l'introduction dans la ville, lieu de livraison, le vendeur n'est pas fondé à prétendre que le paiement de cette taxe incombe à l'acheteur sous prétexte qu'elle a été établie en vue de toucher le consommateur seul, alors d'ailleurs que rien dans le texte du décret en vertu duquel elle a été établie ne révèle une pa-

reille intention. *Trib. com. Seine* 17 *juillet* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.326, *Loi* 25 *août* 1906.

32. — Lorsque, dans un marché à livrer, l'acheteur s'est réservé de demander la livraison par fractions à sa convenance, mais dans un délai déterminé, s'il laisse passer ce délai sans avoir opéré le retrait intégral de la marchandise, le vendeur est fondé à exiger l'exécution du contrat par la livraison immédiate de la totalité de la marchandise vendue, sans pouvoir être tenu de supporter de nouveaux échelonnements. *Rouen* 1er *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.134.

33. — B. VENTES PAR FILIÈRE. — En matière de filière, il n'existe d'action qu'entre ceux des membres de la filière qui ont été parties à la même vente. *Aix* 1er *février* 1905. *Rec. Marseille* 221.1.1906

34. — En conséquence, celui qui a vendu à un acheteur devenu insolvable et hors d'état de payer la différence à sa charge, n'a aucune action pour en rendre responsable un autre membre de la filière qui n'a eu ni son vendeur ni son acheteur. *Aix* 1er *février* 1905. *Rec. Marseille* 221.1.1906.

35. — C. DE LA VENTE PAR NAVIRE DÉSIGNÉ OU A DÉSIGNER. — Lorsque le vendeur sur embarquement désigne à son acheteur le navire porteur de la marchandise et que l'acheteur accepte cette désignation, il en résulte une transformation du marché sur embarquement en une vente par navire désigné. *Trib. com. Marseille* 1er *mai* 1906. *Rec. Marseille* 252.1.1906.

36. — L'élément de la vente est, dans ce cas, spécialisé, et l'acheteur peut refuser la marchandise si elle est arrivée par un autre navire. *Ibid.*

37. — Si la désignation a été faite « sauf erreur télégraphique », le vendeur ne peut faire excuser l'arrivée par un autre navire qu'en justifiant qu'une confusion de nom a eu lieu dans la transmissison du télégramme annonçant l'expédition. *Ibid.*

38. — La marchandise vendue coût, fret et assurance doit être spécialisée par le vendeur au plus tard avant l'ouverture des panneaux. *Trib. com. Marseille* 23 *mars* 1906. *Rec. Marseille* 218.1.1906.

39. — Encourt la résiliation le vendeur qui ne la spécialise qu'après que les panneaux ont été ouverts. *Ibid.*

40. — Toutefois l'acheteur se rend non recevable à exciper de cette cause de résiliation, lorsqu'il reçoit, en connaissance de cause, un ordre de livraison, qu'il va vérifier la qualité de la marchandise, qu'il accepte une expertise amiable et qu'il assiste aux opérations des experts. *Ibid.*

41. — Il doit donc être condamné à recevoir sauf bonification. *Ibid.*

§ III. — *Ventes sur échantillon.*

42. — Lorsque la qualité d'une marchandise vendue doit être conforme à un échantillon, la validité de la vente est subordonnée à l'existence d'un échantillon authentique. *Trib. com. Marseille* 12 *mars* 1906. *Rec. Marseille* 204.1.1906.

43. — Faute de cet échantillon, en cas de contestation sur la qualité, la vente doit être réputée nulle. *Ibid.*

§ IV. — *Ventes de fonds de commerce.*

44. — A. DE LA VENTE DES FONDS DE COMMERCE EN CE QUI CONCERNE LES TIERS. — Un fonds de commerce constitue une universalité de fait et celui qui l'acquiert ne saurait, par cela seul qu'il est devenu détenteur de l'actif mobilier composant le fonds, être tenu des dettes contractées par son prédécesseur dans l'exploitation dudit fonds. *Trib. com. Marseille* 14 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.307.

45. — Spécialement, il se trouve définitivement libéré envers tous par le paiement de son prix et par l'exécution des engagements limitativement énoncés dans l'acte de cession, de telle sorte que, dans le silence de celui-ci, il ne peut se créer aucune solidarité entre lui et son vendeur concernant l'obligation d'exécuter les commandes antérieures à la cession, cette obligation incombant uniquement au cédant. *Ibid.*

46. — Lorsqu'une commande a été faite à un fabricant par deux commerçants associés pour l'exploitation du même fonds, la retraite postérieure de l'un des associés n'a pas pour effet de le dégager des obligations résultant de la commande envers le fabricant. *Ibid.*

47. — La vente d'un fonds de commerce est un motif suffisant pour autoriser ceux qui ont reçu des commandes antérieurement à la cession à exiger du cédant l'exécution immédiate de ses engagements. *Ibid.*

48. — Cependant ils outrepassent leurs droits en faisant l'expédition de leurs marchandises sans faire préalablement sommation à leur client de recevoir ces marchandises, ou tout au moins sans lui donner avis de l'expédition qu'ils ont l'intention de lui faire, de façon, en cas de protestation de sa part contre cette intention, à éviter les frais de souffrance qui ont eu suite d'un refus de réception grevé la marchandise trop hâtivement expédiée. *Ibid.*

49. — En conséquence, ces frais de souffrance doivent rester à la charge des expéditeurs jusqu'à l'expiration du délai convenu pour l'exécution intégrale du marché. *Ibid.*

50. — Commet une faute lourde engageant sa responsabilité le vendeur d'un fonds de commerce qui concède à son acheteur le droit de faire le commerce sous son propre nom sans le faire suivre du nom de l'acheteur avec l'indication de « successeur ». *Trib. com. Marseille* 23 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 11 *octobre* 1906.

51. — Le vendeur peut être, dans ce cas, déclaré tenu des dettes commerciales contractées par l'acheteur vis-à-vis des tiers qui, traitant dans l'ignorance du changement survenu, ont fait confiance au nom sous lequel le fonds était exploité. *Ibid.*

52. — B. DROITS ET OBLIGATIONS DU VENDEUR. — La clause par laquelle le vendeur d'un fonds de commerce s'interdit d'exercer un commerce similaire dans un quartier déterminé doit être interprétée restrictivement et ne peut par suite être étendue au commerce exercé par le vendeur dans un quartier autre que celui visé au contrat. *Trib. com. Nantes* 28 *mars* 1906. *Rec. Nantes* 335.1906.

53. — La clause d'un contrat de vente de fonds de commerce, par laquelle le vendeur s'interdit de faire le même commerce dans un rayon restreint et déterminé, est valable et obligatoire, non seulement vis-à-vis de l'acquéreur, mais aussi vis-à-vis du sous-acquéreur substitué dans les droits de celui-ci. *Trib. com. Nantes* 2 *juin* 1906. *Rec. Nantes* 410.1.1906.

54. — Manque à l'obligation de garantie qui l'astreint à s'abstenir de tout acte tendant à détourner directement ou indirectement la clientèle cédée le vendeur qui, sans créer ou exploiter un fonds de commerce dans le rayon prohibé par le contrat, profite de ce qu'il a établi un fonds voisin de ce rayon pour faire des fournitures journalières à des clients du fonds de commerce qu'il a vendu. *Ibid.*

55. — Ainsi lésé dans ses droits, l'acquéreur ou le sous-acquéreur du fonds peut demander des dommages-intérêts pour réparer le préjudice qui lui a été causé dans le passé, et, en ce qui concerne l'avenir, il y a lieu de prononcer une astreinte pour chaque contravention constatée. *Ibid.*

56. — Le chiffre de cette astreinte doit être élevé, à raison de la difficulté que présente la constatation de ces contraventions. *Ibid.*

57. — Le fait par celui qui a cédé son industrie (dans l'espèce une fabrique de serres, châssis, constructions en fer et serrurerie d'art) en s'interdisant dans l'avenir tout rétablissement ou intérêt dans semblable exploitation, de concourir à une exposition sous la rubrique « Serrurerie d'art, constructions en fer », par l'exposition de dessins d'objets de son ancienne industrie, ne saurait constituer, au préjudice de ses successeurs, un acte de concurrence déloyale, — alors que le cédant n'a fait qu'user de son droit d'exposer des plans et dessins comme ingénieur civil et dans la classe qui correspondait aux travaux auxquels ces plans et dessins étaient relatifs. *Paris* 1er *juin* 1906. *Loi* 14 *novembre* 1906.

58. — Les griefs consistant dans les indications portées dans un annuaire d'adresses et dans la collaboration à la construction d'un kiosque à musique municipal, tombent d'eux-mêmes, alors que 1° il n'est pas justifié que les insertions incriminées aient été effectuées à la demande ou sur les indications du cédant et que la rectification pouvait facilement être opérée par les intéressés; 2° il est établi que l'intervention du cédant dans l'affaire de construction s'est bornée à recommander un de ses parents à l'architecte de la ville. *Ibid.*

59. — C. RÉSOLUTION. — RÉDUCTION DU PRIX. — Il y a lieu à une réduction de prix à arbitrer par le Tribunal quand les bénéfices annoncés pour la vente d'un fonds de commerce et qui ont été la cause déterminante de cette vente sont supérieurs à ceux dont le fonds est en réalité susceptible. *Trib. com. Nantes* 17 *février* 1906. *Rec. Nantes* 296.1906.

VENTE DE FONDS DE COMMERCE.

V. *Vente commerciale.*

VENTE PUBLIQUE DE MEUBLES.

1. — Lorsqu'à la suite d'une faillite un fonds de commerce a été mis aux enchères de trois lots, et qu'après adjudication des trois lots séparés, il y a eu allotissements et adjudication des trois lots réunis, on ne doit pas, au cas de surenchère, renouveler la mise aux enchères en trois lots. *Trib. com. Marseille* 5 *mars* 1906. *Rec. Marseille* 194.1.1906.

2. — Il y a lieu d'ouvrir les nouvelles enchères sur les trois lots réunis et sur le prix offert en bloc par le surenchérisseur. *Ibid.*

VENTE PUBLIQUE D'IMMEUBLES.

V. aussi *Saisie immobilière.*

1. — A. QUELLES VENTES PEUVENT OU DOIVENT ÊTRE FAITES PUBLIQUEMENT OU JUDICIAIREMENT. — Si, en principe, les ventes d'immeubles intéressant les mineurs doivent avoir lieu à la barre du tribunal à raison des garanties de sécurité et de protection que présentent les audiences des criées, il doit en être autrement ordonné lorsque les circonstances particulières de la vente proposée et l'intérêt bien entendu des mineurs démontrent qu'il est préférable de renvoyer la vente devant un notaire. *Bordeaux* 28 *novembre* 1905. *S.* 168.2.1906.

2. — Notamment lorsque les immeubles à liciter sont de peu d'importance, très morcelés, et situés à une grande distance du siège du tribunal, lorsque les créanciers inscrits demandent le renvoi devant un notaire dont l'étude est

plus proche et lorsque les frais devant un notaire doivent être moins élevés, il y a lieu de renvoyer la licitation devant le notaire de la situation des immeubles. *Ibid.*

3. — B. De l'adjudication. — Lorsqu'un propriétaire, qui met un immeuble en vente, autorise un agent d'affaires, qu'il constitue son mandataire, à stipuler dans le cahier des charges que l'acquéreur devra payer en sus des frais ordinaires, un pour cent du prix de la vente, le refus du notaire chargé de la vente d'insérer cette clause dans le cahier des charges n'est susceptible de causer aucun préjudice au vendeur, il ne saurait, par suite, autoriser celui-ci à former contre lui une demande à fins de dommages et intérêts. En effet, les prix offerts s'élevant ou s'abaissant à proportion des charges imposées à l'adjudicataire, le montant des enchères obtenues s'est élevé dans la mesure même où le prix a été dégrevé de l'obligation de payer la commision stipulée par l'agent d'affaires. *Rouen* 15 *novembre* 1905. *Mon. jud. Lyon* 28 *juillet* 1906.

4. — En ce qui concerne celui-ci, le refus du notaire ne pouvant lui causer de préjudice, il n'est pas en droit, si son mandant est solvable, de réclamer des dommages-intérêts au notaire. *Ibid.*

5. — Lorsque le cahier des charges de l'adjudication contient la clause suivante : « Les adjudicataires devront payer, en déduction de leur prix, les frais de poursuites de vente dus aux avoués », les avoués poursuivants ou présents à la vente qui n'ont reçu aucun paiement des adjudicataires conservent, avec leur créance, leur privilège et le droit de réclamer la répartition intégrale du prix, sans déduction de leurs frais ; cette répartition intégrale peut seule avoir pour effet de libérer, d'une manière complète et définitive, l'immeuble adjugé, puisque, seule, elle permet la radiation des hypothèques inscrites qui ne peuvent venir en ordre utile. *Cass.* 26 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.475.

VENTES (Fraudes et délits dans les).

1. — Constatation des infractions. L'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans les ventes n'est pas subordonnée à la promulgation des règlements d'administration publique qu'elle prévoit. *Cass.* 12 *mai* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.1.661, *Pand. franç.* 269.1.1906.

2. — Si l'art. 11 de la loi du 1er août 1905 porte que des règlements d'administration publique statueront en ce qui concerne les autorités qualifiées pour rechercher les infractions à cette loi, ce texte ne fait pas obstacle à ce que la preuve des délits puisse se poursuivre devant les tribunaux correctionnels suivant les termes du droit commun, notamment par témoins. *Ibid.*

VERIFICATION D'ECRITURES.

Bien que par décision passée en force de chose jugée, le juge ait rejeté certaines pièces de comparaison proposées au juge-commissaire à l'occasion d'une procédure en vérification d'écriture par experts, précédemment ordonnée, il peut, néanmoins, puiser les éléments de sa conviction dans tous les faits, actes et documents de la cause, en y comprenant même ceux que la loi ne permet pas de soumettre aux experts, et sans être astreint par le choix des pièces de comparaison et la manière de procéder aux règles édictées par la loi qui ne s'appliquent qu'aux vérifications par enquête ou par experts, si, par un arrêt postérieur, il a substitué au mode de vérification par experts celui de l'enquête à la suite de laquelle il s'est réservé de procéder lui-même à la vérification rendue nécessaire. *Cass.* 30 *juillet* 1906. *Gaz Pal.* 1906.2.301, *Gaz. Trib.* 8 *novembre* 1906.

VILLE DE PARIS.

V. *Santé publique.*

VOIES DE FAIT.

V. aussi *Homicide et blessures par imprudence.*

1. — A. Blessures et coups volontaires non qualifiés meurtre. Les blessures, coups, violences et voies de fait rentrant, en principe, dans les termes des art. 309 et suiv. C. pén., sont de la compétence du tribunal correctionnel. Le tribunal de simple police n'est compétent qu'à l'égard des voies de fait et violences légères dont les auteurs n'ont blessé ni frappé personne. *Cass.* 2 *décembre* 1905. *Pand. franç.* 153.1.1906.

2. — Tombe sous le coup de l'art. 311 C. pén. qui réprime les violences et voies de fait, l'action de tirer sur un automobiliste pour l'effrayer, un coup de feu dirigé de telle sorte que la charge, sans l'atteindre, passe près de lui. *Trib. corr. Lyon* 27 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.479, *Loi* 22 *décembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 15 *novembre* 1906.

3. — B. Voies de fait et violences légères. — Le fait de décoiffer une personne et de jeter violemment son chapeau à terre constitue la contravention de violences légères punie par le Code de brumaire an IV. *Trib. simp. pol. Paris* 16 *mai* 1906. *D.* 317.2.1906.

4. — Les violences légères ne peuvent comporter l'excuse légale et atténuante de provocation que lorsqu'elles ont été provoquées par d'autres violences contre lesquelles il importait à l'assailli de se défendre. Mais l'auteur de violences légères ne saurait tirer cette excuse de provocation du fait que la personne sur laquelle il s'y est livré aurait commis un scandale et blessé ses sentiments intimes en revêtant indûment un costume ecclésiastique. *Ibid.*

5. — Les dispositions de la loi de brumaire an IV, qui, en cas de récidive, soumettent les voies de fait à la juridiction correctionnelle, ont été abrogées implicitement par les lois postérieures qui, modifiant la compétence des tribunaux de police, leur ont attribué la compétence de tous les faits pouvant donner lieu, soit à 15 francs d'amende et au-dessous, soit à cinq jours de prison et au-dessous. *Cass.* 6 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.85, *Gaz. Trib.* 21 *septembre* 1906.

6. — En conséquence, la valeur de six journées de travail, amende la plus forte qui puisse être prononcée pour voies de fait ou violences légères en cas de récidive, étant inférieure à 15 fr., limite de la compétence des tribunaux de police, c'est ce tribunal qui est compétent pour statuer sur cette contravention, même au cas de récidive. *Ibid.*

7. — Le juge de police peut, en matière de voies de fait et violences légères, prononcer cumulativement la peine de l'amende et celle de l'emprisonnement, suivant les dispositions des art. 600 et 606 de la loi de brumaire an IV. *Ibid.*

8. — Dès lors, bien que le juge ait fait à tort application au prévenu de l'art. 466 C. pén. en le condamnant à 2 francs d'amende pour violences légères, cette condamnation est justifiée par les dispositions des art. 600 et 606 précités de la loi de brumaire, et par suite l'erreur commise dans la citation de la loi pénale ne peut donner ouverture à cassation. *Ibid.*

9. — C. Voies de fait envers ou par les fonctionnaires publics. — Lorsqu'un ministre du culte, qui n'est pas dans l'exercice de ses fonctions, repousse un individu qui ne cause aucun scandale, il commet la contravention de violences légères, et les poursuites exercées contre lui ne donnent lieu à l'interprétation d'aucun acte administratif, la juridiction saisie n'a pas à surseoir jusqu'à ce qu'une question préjudicielle d'abus ait été tranché par la juridiction compétente. *Paris* 27 *juillet* 1906. *Gaz. Trib.* 12 *août* 1906.

10. — L'inspecteur de l'enregistrement, lorsqu'il est requis de procéder à l'inventaire des biens de la fabrique d'une église, n'agit pas en qualité de préposé à la perception des taxes et contributions, mais uniquement comme citoyen chargé d'un ministère de service public. Les violences et voies de fait dirigées contre lui tombent sous l'application, non des articles 209 et 212, mais des articles 228 et 230 C. pén. *Rouen* 31 *mai* 1906. *Gaz. Trib.* 21 *juillet* 1906, *Loi* 8 *novembre* 1906, *Mon. jud. Lyon* 8 *novembre* 1906.

11. — Doit être considéré comme un citoyen chargé d'un ministère de service public, et comme tel est protégé par l'art. 230 C. pén., contre les violences dont il est l'objet dans l'exercice de ses fonctions, et non pas seulement par les dispositions de l'art. 311 du même Code, le receveur des domaines qui procède à l'inventaire des biens d'une église. *Caen* 7 *avril* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.499. *Mon. jud. Lyon* 15 *novembre* 1906.

12. — Mais il n'en est pas de même des témoins qui l'assistent et qui, étant dans une situation analogue à celle des témoins accompagnant l'huissier qui procède à une saisie, n'ont, à aucun titre, le caractère de citoyens chargés d'un ministère de service public. *Ibid.*

VOIRIE.

Index alphabétique

Abus du droit des usagers 12.
Alignement 13 et s.
Annulation de l'acte de classement 3.
Chemin impraticable 5.
Classement des chemins vicinaux 1 et s.
Compétence 3.
Contraventions 16 et s.
Dépôt sur route nationale 17.
Droits des riverains 11.
Embarras de la voie publique 17.
Incorporation au domaine public 1.
Nécessité de l'expropriation 1.
Passage sur champ attenant au chemin 5.
Passage sur terrain privé 6.
Présomption de propriété 10.
Sentiers d'exploitation 7 et s.
Servitude de reculement 15 et s.
Stationnement sur chemin privé 12.
Troubles de jouissance 4.
Voirie fluviale 18.

1. — A. Chemins vicinaux. — Lorsqu'un arrêté de classement s'applique à un chemin dont le sol appartient à un particulier, l'incorporation de ce chemin au domaine public communal ne peut résulter que de l'expropriation formellement exigée par l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836, ou d'une cession amiable. *Cass.* 20 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2.481.

2. — D'autre part, un chemin classé comme vicinal ne prend et ne conserve ce caractère qu'autant qu'il a été affecté et maintenu à l'usage public. *Ibid.*

3. — Et s'il n'appartient pas à l'autorité judiciaire d'annuler l'acte administratif de classement, elle est au contraire compétente pour reconnaître le droit des particuliers sur le sol du chemin

et pour en assurer la protection au moyen des sanctions autorisées par la loi. *Ibid.*

4. — Dès lors, lorsqu'un arrêté de classement a été rendu pour un chemin particulier sans expropriation préalable, que cet arrêté n'a pas été exécuté pendant plus de trente ans et qu'au contraire le particulier propriétaire a exercé tous les attributs du droit de propriété, la commune qui apporte un nouveau trouble à la jouissance du particulier sur le chemin peut être condamnée à des dommages-intérêts vis-à-vis de celui-ci. *Ibid.*

5. — Aux termes de l'art. 41 de la loi du 6 octobre 1791, lorsqu'un chemin public est impraticable, cette circonstance doit être considérée comme majeure, qui autorise le voyageur à passer par le champ attenant au chemin, mais celui-ci n'est autorisé à déclore un terrain pour se faire un passage dans sa route qu'aux deux conditions suivantes: 1° être arrêté dans sa marche par un chemin impraticable; 2° que le terrain déclos soit riverain du chemin impraticable. *Trib. civ. Rennes* 6 *juin* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.218.

6. — Dès lors, l'habitant d'un village n'a pas le droit, pour rejoindre un autre village, d'user du chemin établi sur une propriété particulière, bien que ce chemin fréquenté par le propriétaire et ceux qu'il autorise soit plus avantageux et permette d'éviter un passage plus onéreux sur d'autres parcelles. *Ibid.*

7. — B. Voies privées et sentiers d'exploitation. — Aux termes de l'art. 33 de la loi du 20 août 1881, les chemins et sentiers d'exploitation sont, en l'absence de titres présumés appartenir aux propriétaires riverains chacun en droit soi, mais l'usage en est commun à tous les intéressés. *Trib. civ. Rocroy* 28 *juin* 1905. *Gaz. Pal.* 1906.2.321.

8. — S'agissant d'un chemin d'exploitation, un communiste ne peut, sans dépasser les bornes primitivement arrêtées par la convention, étendre l'usage du chemin à tout autre corps de terre qu'il lui plairait d'ajouter plus tard à l'héritage riverain. *Ibid.*

9. — Par suite, le propriétaire d'une parcelle bordée par un chemin d'exploitation n'a aucun droit de copropriété sur celui-ci pour la desserte d'une autre parcelle portant un numéro distinct au cadastre et réunie à la précédente. *Ibid.*

10. — La présomption de copropriété d'un chemin d'exploitation peut être utilement réclamée par le propriétaire terminus, c'est-à-dire par celui à l'héritage duquel aboutit et s'arrête le chemin. *Ibid.*

11. — Les riverains des chemins d'exploitation peuvent tous user de ces chemins sans avoir à rapporter un titre de propriété ou la justification par écrit d'un droit à l'usage de ceux-ci. *Ibid.*

12. — Un simple stationnement d'une machine à battre mobile et d'une locomobile à vapeur actionnant cette machine sur un chemin commun ne constitue pas, s'il n'est pas prolongé et s'il n'a pas entravé la circulation, un abus du droit de l'un des usagers. *Lyon* 6 *août* 1906. *Mon. jud. Lyon* 29 *septembre* 1906, *Loi* 13 *novembre* 1906.

13. — C. Alignement. — Un plan d'alignement régulièrement approuvé a pour effet d'attribuer à la voie publique actuellement existante les terrains destinés à l'élargir et de les grever de la servitude légale qui en est la conséquence, sous la réserve seulement de droit à l'indemnité pouvant être due ultérieurement au propriétaire dépossédé. *Cass.* 6 *novembre* 1903. *D.* 454.1.1906.

14. — Et du moment où il ne s'agit pas de l'ouverture d'une voie nouvelle, la disposition de l'édit de décembre 1607 qui prescrit la démolition des travaux exécutés sur une portion de terrain sujette à retranchement doit recevoir son application. *Ibid.*

15. — En pareil cas, l'exercice au profit de la ville de la servitude légale d'alignement n'est nullement soumis, dans quelque proportion que soit frappé l'immeuble par la servitude de reculement, à l'observation préalable des règles sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. *Ibid.*

16. — Le propriétaire riverain d'une route nationale, qui fait exécuter à la façade de son immeuble soumis à la servitude de reculement des travaux excédant la limite de l'autorisation à lui donnée par arrêté préfectoral, doit être condamné à l'amende; mais il ne peut être condamné à la démolition des travaux, si ceux-ci n'ont pas eu pour effet de réconforter le mur de façade de l'immeuble. *Cons. d'Et.* 20 *mai* 1904. *S.* 111.3.1906.

17. — D. Contraventions. — Le refus d'un particulier d'enlever des conduites électriques qu'il avait établies sur le sol d'une route nationale en vertu d'une autorisation préfectorale qui lui a été retirée par un autre arrêté constitue non une infraction à un arrêté préfectoral donnant lieu à l'application de l'art. 471, § 15, C. pén. mais une occupation non autorisée d'une dépendance de la route nationale et a, en conséquence, le caractère d'une contravention de grande voirie dont il appartient au conseil de préfecture de connaître. *Cons. d'Et.* 23 *décembre* 1904. *D.* 69.3.1906.

18. — E. Voirie maritime et fluviale. — Un propriétaire ayant été autorisé personnellement à construire un balcon faisant saillie sur la zone, riveraine d'un cours d'eau, grevée de servitude de halage, ne peut se voir dresser à ce sujet procès-verbal de contravention de grande voirie, sans qu'une mise en demeure lui ait été adressée. *Cons. d'Et.* 24 *novembre* 1905. *Pand. franç.* 17.4.1906.

VOITURES-VOITURES PUBLIQUES.

V. aussi *Taxes*.

1. — A. Police de la circulation des voitures, cycles et automobiles. — Contraventions. — La disposition de l'art. 15 du décret du 10 août 1852, qui exige que toute voiture marchant isolément ou en tête d'un convoi soit munie, pendant la nuit, d'un falot ou d'une lanterne allumée, s'applique sans dsitinction à toute voiture ne servant pas au transport des personnes et ne saurait être restreinte aux voitures roulant sur roues. *Cass.* 20 *juillet* 1905. *D.* 304.1.1906.

2. — Spécialement, une voiture sans roues, telle qu'un traineau, est soumise à la réglementation de l'art. 15 du décret du 10 août 1852. *Ibid.*

3. — Par suite, celui qui fait circuler un traîneau servant au transport des marchandises, pendant la nuit, sur une route départementale sans être muni d'un falot ou d'une lanterne allumée, commet une contravention à l'art. 15 du décret du 10 août 1852. *Ibid.*

4. — En droit, l'obligation pour un propriétaire d'automobile de ne pas laisser sa voiture émettre des odeurs incommodes est une charge de la propriété qui s'impose à lui en sa qualité même. *Trib. simp. pol. Paris* 18 *octobre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.376.

5. — En conséquence, le directeur d'une Compagnie de voitures automobiles est passible des peines édictées par l'art. 471 § 15 C. pén. pour contravention aux prescriptions de l'art. 3 du décret du 10 mars 1899, lorsqu'il résulte de rapports de police non controuvés que ladite Compagnie a fait circuler sur divers points de la voie publique des véhicules émettant des odeurs incommodes et une fumée intense de nature à effrayer les chevaux. *Ibid.*

6. — Il est de principe que, par dérogation au principe général de la personnalité des peines, en ce qui touche certaines industries réglementées, et notamment l'exploitation des voitures, la responsabilité pénale remonte essentiellement aux chefs d'entreprise, lesquels sont tenus personnellement d'assurer l'exécution des lois et règlements concernant l'exercice de leur industrie. *Ibid.*

7. — Et vainement le prévenu, pour repousser les poursuites dirigées contre lui prétendrait soutenir qu'il n'est pas passible des conséquences pénales des contraventions relevées, par la double raison que seuls les conducteurs des automobiles pourraient être recherchés pénalement à raison des faits reprochés, et que, d'autre part, en admettant même que le propriétaire des voitures puisse être personnellement poursuivi, cette règle cesserait de recevoir son application lorsque, comme dans l'espèce, le propriétaire est une société, laquelle est à l'abri de toute pénalité. *Ibid.*

8. — Jugé au contraire que le fait pour une automobile de dégager des fumées et odeurs incommodes ressort intimement de la conduite de la voiture; les propriétaires ne peuvent être incriminés personnellement pour un fait incombant au premier chef au conducteur; et ils ne sauraient être tenus au-delà de la responsabilité civile lorsque le nom de ce dernier est connu ou lorsqu'il le font connaître. *Trib. simp. pol. Paris* 16 *novembre* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.428, *Loi* 20 *décembre* 1906.

9. — B. Dispositions spéciales au service des omnibus dans Paris. — L'art. 273 de l'ordonnance du préfet de police du 10 juillet 1900 concernant la conduite et la circulation des omnibus dans Paris et les communes du ressort de la préfecture de police n'impose aux receveurs l'obligation d'arrêter leur voiture que dans le cas où ils auront « à prendre ou à déposer un voyageur ».

10. — Mais du moment où, sans aucun signal, le voyageur est monté sur la plate-forme, il n'y a plus lieu pour le receveur de commander l'arrêt, si on ne le lui demande pas. *Ibid.*

11. — Le cocher d'un omnibus dans Paris ne saurait être considéré comme ayant contrevenu aux dispositions de l'art. 278 de l'ordonnance du 10 juillet 1900 lui enjoignant de s'arrêter au signal du public, et par suite la compagnie ne saurait être déclarée responsable des conséquences de la chute faite par un voyageur en montant dans l'omnibus en marche, s'il n'est point établi que le signe d'arrêter que ledit voyageur prétend avoir fait au cocher ait été aperçu de ce dernier. *Ibid.*

12. — Dès lors, lorsqu'un voyageur monté sur la plate-forme d'un omnibus en marche sans avoir requis le receveur d'arrêter n'a pas davantage demandé l'arrêt avant de quitter la plate-forme pour gravir l'escalier de l'impériale, la compagnie ne saurait être déclarée responsable des conséquences de la chute faite par ce voyageur tombé dans son ascension. *Ibid.*

13. — C. Impot sur les transports par les voitures publiques de terre et d'eau. — La loi du 25 mars 1817 dispose d'une manière générale et vise sans exception l'industrie de tous ceux qui se livrent à des entreprises de transport par voitures de terre ou d'eau, et par voitures de terre ou d'eau, elle a voulu désigner tout moyen de transport, quelles que fussent sa construction, sa dénomination et le mode de propulsion employé. *Cass.* 4 *août* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.371, *Pand. franç.* 303.1.1906.

14. — Un pont transbordeur, dont la passerelle reçoit et transporte d'une rive

à l'autre d'un fleuve les personnes et les marchandises, et ce, à prix d'argent, constitue une voiture de terre au sens de la loi de 1817. *Ibid.*

VOL.

Index alphabétique

Abonné (éclairage électrique) 1 et s.
Caractères de la tentative de vol 7.
Circonstance aggravante 5.
Immunités 9 et s.
Propriété des terres vaines 6.
Soustraction frauduleuse 1.
Tentative de vol 7.
Vol dans une église 3 et s.
Vols entre parents 9 et s.
Vols entre sœurs et frères 10 et s.

---

1. — A. VOLS SIMPLES, LARCINS ET FILOUTERIES. — Commet la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui, punie par les articles 379 et 401 C. pén., l'abonné qui use illicitement d'un nombre de lampes électriques supérieur à celui que son contrat d'abonnement l'autorise à avoir lorsque sa mauvaise foi est établie. *Trib. corr. Bourg* 29 *juin* 1906. *Loi* 24 *juillet* 1906.

2. — L'abonné, en augmentant dans de notables proportions son installation électrique, soit à l'aide de changements de lampes et cela à l'insu de l'exploitation et en absorbant ainsi une quantité d'électricité beaucoup plus considérable que celle qui lui avait été concédée, se rend coupable du délit de vol. *Ibid.*

3. — B. VOLS QUALIFIÉS. — Les dispositions des art. 385 et 386 C. pén. qui assimilent le vol dans les édifices consacrés aux cultes légalement établis au vol commis dans une maison habitée, n'ont plus d'application depuis la loi du 9 décembre 1905, dont l'art. 2 proclame que la République ne reconnaît aucun culte. *Limoges* 15 *février* 1906. *D.* 289.2.1906.

4. — En dehors des dispositions ainsi abrogées, les églises qui ne servent à personne de demeure permanente ne sauraient être considérées comme des lieux habités ou servant à l'habitation. *Ibid.*

5. — En conséquence, lorsqu'un vol a été commis dans une église, il n'y a pas lieu de relever comme aggravante la circonstance du lieu où il a été commis. *Ibid.*

6. — La tenue à domaine congéable ne conférant au domanier qu'une possession précaire, révocable et exclusive de tout droit de propriété, ceux qui revendiquent des terres vaines et vagues à l'encontre d'une commune ne sauraient se fonder, pour prouver leur droit de propriété, sur des aveux établissant que leurs auteurs ont détenu ces terres à titres de domaines. *Trib. civ. Loudéac* 2 *mai* 1906. *Paud. franç.* 199.2.1906.

6. — C. TENTATIVE DE VOL. — Le fait de pratiquer un trou dans le mur d'une maison avec l'intention d'y commettre un vol est caractéristique de la tentative de vol manifesté par des actes extérieurs et un commencement d'exécution. *Cass.* 10 *août* 1906. *D.* 392.1.1906.

8. — Par suite, c'est à tort que le juge prononce le relaxe du prévenu sous le prétexte que si le fait d'avoir pratiqué le trou se rattachait au vol dans l'intention du prévenu et tendait ainsi directement à l'exécution de ce délit, ce n'était là, à moins d'incriminer la pensée criminelle de l'inculpé, qu'un acte préparatoire du délit. *Ibid.*

9. — D. DE L'IMMUNITÉ EXISTANT AU PROFIT DE CERTAINES PERSONNES. — L'art. 389 C. pén., lequel doit être interprété *stricto sensu*, ne couvre de son immunité que les soustractions commises entre époux, celles commises par des enfants ou autres descendants au préjudice de leurs père et mère ou autres ascendants et vice-versa, et celles commises par les alliés au même degré. *Trib. corr. Hâvre* 28 *mars* 1906. *Gaz. Pal.* 1906.2.23.

10. — Par suite, les frères et sœurs étant exclus de cette nomenclature rigoureusement limitative, les soustractions commises entre frères et sœurs sont passibles des peines du vol comme celles qui sont commises entre personnes étrangères l'une à l'autre. *Ibid.*

11. — Il en est ainsi alors même que le propriétaire de la chose dérobée étant un frère ou une sœur mineur de dix-huit ans, ses biens seraient soumis à la jouissance légale de ses père ou mère, laquelle constituerait, en l'espèce, un quasi-usufruit, l'objet du vol étant une somme d'argent. *Ibid.*

12. — Vainement, soutiendrait-on, en pareil cas, qu'à raison de ce quasi-usufruit, le père ou la mère devant restituer à l'enfant mineur, lors de la cessation de la jouissance légale, non les espèces dérobées elles-mêmes, mais une somme égale, le fait du vol ne saurait éteindre cette obligation, en sorte qu'en définitive la véritable victime de la soustraction étant le père ou la mère, son auteur doit bénéficier de l'immunité de l'art. 380 C. pén. *Ibid.*

13. — D'une part, en effet, si au point de vue civil, le quasi-usufruitier est responsable des risques et s'il est tenu à restitution vis-à-vis du nu-propriétaire en cas de perte des choses sur lesquelles porte son droit, il ne suit pas de là que si ces choses ont été soustraites, l'auteur du vol devra être exonéré des peines de l'art. 401 C. pén., la responsabilité civile de l'un ne pouvant faire disparaître la responsabilité pénale de l'autre. *Ibid.*

14. — Et, d'autre part, les père et mère, quasi-usufruitiers légaux, et comme tels dispensés de caution, pouvant lors de la reddition des comptes se trouver dans le dénûment le plus complet et par suite dans l'impossibilité absolue de restituer à leurs enfants, victimes de vols, une somme quelconque, le préjudice serait, dans ce cas, indubitablement souffert par ces derniers. *Ibid.*

15. — En tout cas l'argument ci-dessus invoqué ne saurait avoir aucune valeur lorsque les sommes dérobées au frère ou à la sœur mineur de dix-huit ans, provenant de son industrie ou de son travail séparés, n'étaient pas, aux termes de l'art. 387 C. civ., soumis à la jouissance légale de ses père ou mère. *Ibid.*

TABLE DES NOMS DES PARTIES

des Espèces publiées par la « Gazette du Palais »

NOTA. — Les chiffres renvoient aux pages.

A

A... (dlle) 47
Abon (veuve) 568
Acoulon 91
Administration des Contributions indirectes 442
Administration des Contributions indirectes 371
Administration des Contributions indirectes 409
Administration des douanes 383
Administration des eaux et forêts 170
Administration des eaux et forêts 208
Administration des postes 178
Administration des postes 497
Agostini (veuve) 406
Alavoine 230
Albrecht 231
Alberti 156
Alberti (dame) 156
Alibert 422
Allard 213
Allard et autres 89
Allgemeine Deutsche Credit Austolt c. Fald et Cie et Schiff 188
Alliod 60
Amani ben Mohamed 385
Amarger 183
Angeli 8
Anthoine (veuve d') 283
Arnioud 458
Arnodin 371
Artigues 506
Assaoud frères 103
Assistance publique 335
Association mutuelle régionale 227
Assurances générales 268
Assurances maritimes 162
Aubert fils 203
Aubineau, propriétaire du *Paris-Sport* 278
Aubry 470
Augerard 290
Augère 292
Auroy Riveau 215
Aussine 434
Avenir National 268

B

B... (dame) 86
B... 159
B... 274
B... (Mᵉ) 374
Bœder 158
Baillet (dame) 419
Balan 84
Balxanti (veuve) 54
Banque des fonds publics et des valeurs industrielles 413
Banque foncière du Jura 451
Banque privée 144
Banville 435
Barat et Cie 425
Barbaroux 130
Barbazanges 341
Barbery 290
Bardu 301
Baron 370
Basselier 446
Batisse 353
Battet-Rogez 000
Baudilio 150
Baudoin 169
Béchu 156
Becqué de Peyreville 219
Bécue 415
Bellard 269
Bellegarde (de) 476
Benezech 76
Benoist, syndic de la Compagnie des Aéroplones 241
Berger 59
Beriolo 449
Bernaise 441
Bernier Ribot (époux) 475
Bernot 497
Bernard (veuve) 357
Bernard et autres 131
Berot et autres 164
Bertolles (de) (veuve) 10
Bert (Mme) 487
Berthon 200
Bertrandi (dame) 449
Betton 499
Besnard 430
Beurier 475
Biallez 307
Bigot 180
Binet 401
Blanchard 248
Blanchet 11
Blancheteau (ès-qualités) 445
Bluntschli et Cie 311
Bobeau 79
Boëldieu 365
Boignier 203
Boisselet 222
Bolo 196
Bompart 263
Bonamoux 351
Bonhomme (veuve) 157
Bonhomme 403
Boniface 516
Bonnaud (veuve) 45
Bonnet 105
Bonnier 00
Bordenave 324
Boucard 520
Bouchet 93
Boudelot 151
Bouget (époux) 218
Bougras 365
Boulay 343
Bournac 359
Bournal 352
Bowes (Dʳ) 433
Boutqueau 252
Boutillier 79
Boutron 149
Braud (époux) 366
Bré-Le Vot (époux) 93
Bréant 289
Brémard 280
Bretault 311
Bruere 337
Briand (veuve) 00
Brossard 00
Bruckwilder 301
Brunelle 65
Brunelle (femme) 65
Bucoufrt (dlle) 277
Bülher 254
Bunerd 414
Busck (Alex.) et Cie 440

C

C... 304
C... (Mme) 104
C... (dame) 557
C... père et C... fils 47
Cabinet 42
Cahen 294
Campiglia 388
Camy 185
Candas (veuve) 426
Candela (la) 100
Canonne 257
Canredon 501
Capron (époux) 148
Car (veuve) 173
Carassan (Hoirs) 411
Cargouët (époux) 126
Carlat (époux) 13
Carré (Consorts) 168
Catherine 306
Cavalieri 283
Cauny Sabillé 155
Chalus frères 335
Chambaud 371
Chambre de discipline de B. 234
Chambre de discipline de notaire de B. 320
Champion (Consorts) 271
Chappax 175
Chapuzet 221
Charbonnel 335
Charbonnier Daudon 215
Charrassier 319
Charve 378
Chassary 468
Chatellier (époux) 489
Chaussinaud 79
Chave 302
Chef du Bos (du) 126
Chemin de fer de l'Est 314
— — l'Etat 212
— — l'Etat 279
— — l'Etat 211
— — l'Etat 236
— — Midi 452
— — Nord 429
— — Ouest 469
— — Orléans 139
— — Paris-Orléans 281
— — Paris-Orléans 274
— — P. L. M. 505
— — P. L. M. 422
— — P. L. M. 506
— — P. L. M. 357
— — P. L. M. 359
— — P. L. M. 263
— — P. L. M. 253
— — P.L. M. Algériens 388
Chéry et autres 009
Chevalier 190
Chevalier (époux) 324
Christofle 392
Cittanova 238
Clabout 343
Clamout (Veuve) 249
Clouzeau 45
Coconni 430
Cocu 270
Collette 440
Collin 197
Colombé 266
Combault 448
Comice agricole Chateau Thierry. 496
Commune de Baudeon 164
— Bonnetable 409
— Cluses 355
— Degagnac 395
— Genevray 103
— d'Orchamps Veuvres 165
— Trèbes 436
— Tamorlaye 482
Cie Anglo-Arabian 103
— d'Assurance l'Abeille 396
— générale transatlantique 54
— — des tannins concentrés 326
— — des voitures 365
— — des voitures 17
— Ch. de fer de l'Etat 216
— — du Midi 292
— — P. L. M. 90
— — P. L. M. 42
— — P. L. M. 26
— — P. L. M. 339
— — P. L. M. 206
— internationale d'Electricité 241
— Maritime française 184
— La Nationale 405
— parisienne du Gaz 564
— La Prévoyance 414
— des Omnibus 138
— d'Orléans 195
— de St-Gobain 149
— Le Secours 182
— des Tramways de Grenoble 400
— des Tramways de Nantes 180
— des Tramways Nord-Ouest-parisien 361
— des Tramways de Tunis 245
— des Vapeurs du Nord 254
— la Zurich 400
Conservateurs des hypothèques de Sens 259
Contributions diverses d'Algérie 91
Contributions indirectes 261
— — 378
— — 496
— — 501
Cequelin 406
Corcuff 490
Comeglio (veuve) 206
Cormillon 479
Cossart 493
Cossé Duval 179
Coste (liquidateur) 441
Coste 402
Coudron 28
Courcelle et autres 56
Courcelle 222
Coursange Laplace 132
Courtois (époux) 195
Courtois de Langlade 496
Coutrier 236
Coutrot 166
Crédit foncier et agricole d'Algérie 121
Crémieux 155

z (Claude) 355
ebois 455
lo 147
(de) 6

D

78
274
mes Angeoult, Cazencuve de Vregille 451
ames St-Ursule de Dôle 451
n on 278
el 85
préla 388
race 301
usserre 61
deyn 369
eyre 243
aye 440
barre 496
u 5
porte 43
eaux Carion 395
il 315
ème 239
ery 382
457
166
guesse 30
sbordeaux 417
brousse 403
adeillas et autres 281
maisons 132
biel 395
viller (veuve) 139
rigny 487
atine 52
C... 430
Reclus 334
din 214
on 327
uca 404
ussain père et fils 220
esser 197
eyfus 234
us et Cie 12
udun (époux) 303
u iez 256
ois 331
sc 301
ubruel 238
ubut (époux) 371
uchêne 193
z, liquidateur de l'Institut des frères de écoles chrétiennes 298
z, liquidateur des Marianistes 223
amel 5
ulud 324
as et autres 439
upuy 51
pré 138
and (dame) 249
and 249
and 457
ban 359
thoit 402

E

ert 97
er 480
nuel Léon 458
egistrement 13
— 11
— 12
— 494
— 347
— 296
— 226
— 117

F

e 200
re 307
cendini 145
ilhes, administrateur de la Mense épiscopale 124
te Frétigny 378
te Girard et Chauvet 399
Faydet 319
Fayette 430
Feuder frères 181
Ferrières 455
Fiocchi (dame) 443
Flaget 100
Forcella 472
Fossemale 256
Foucart 312
Foucault 306
Foureau 287
Fournial 436
Foulupt 55
Fournier 199
Franquet 322
Francfort 290
Froidure 36
Fuld et Cie et Schiff 188

G

G... 521
Gachet (époux) 306
Gadeau Vve et autres 126
Gaichel 164
Gaillard 97
Gaillard 240
Galerme 414
Garan (de) 474
Garineau 175
Gasnier 409
Gasnier 312
Gasquet (dame de) 516
Gastaldi 259
Gattet 414
Gauthier et autres 348
Gautier 148
Geoffroy Bailly (consorts) 501
Georget 308
Giacobbi (consorts) 127
Gianantonio 75
Gianola 8
Gindel (dame) 472
Goret (Dlle) 327
Gissot 157
Godier (consorts) 160
Goisbault (cons.) 374
Gontier 326
Gouin et Cie 21
Gourion (consorts) 90
Goutarel 414
Gramond 279
Grasset (époux) 151
Grau 343
Grave 270
Gravelin 37
Graveron 495
Greffulhe 336
Gregori 89
Griffoni 173
Gromont 304
Gromont (dame) 364
Guériault 308
Guérin et autres 235
Guiard et Cie 219
Guichard 175
Guidre (époux) 379
Guillaume 204
Guiol (veuve) 98
Guitton 46
Guyard 314
Guyot 361

H

H... 207
Harlaust et Cie 306
Hébert (cons.) 435
Heid fils, frères et Cie 282
Henriot S. M. 509
Henry 315
Héritier Bonamy 284
Herrebouidt 293
Hespel (dame) 128
Hilaire 296
Hilvers (Dlle) 293
Hospice de Douzy 486
Hostingue 134
Houbart 268
Houbart 153
Hubaudière (de la) 509
Hubert 96
Hubert (Dlle) 501
Hugot Gobain (Dlle) 405
Huguenin ès-qualités 451
Huret 429

I

Igusquiza 474
Institut de France 482
Intérêt de la loi 450
Iribe 103

J

J... 78
Jacques 315
Jaffrennou ès qualités 312
Jaluzot 171
Jannet 265
Jarlot (consorts) 161
Jaulmes 21
Jaulmes 382
Javelle 253
Jeramec, directeur général de la Compagnie des Petites voitures 376
Jolivet 349
Joly 354
Joret, président du Syndicat profes. des mandataires à la volaille et au gibier des Halles centrales de Paris 393
Josse 484
Jouen 328
Jourdet 97
Jourdier 228
Journal « La Croix du Périgord » 178
Journo 441
Jouve 89
Jules Rouff et Cie 107
Julien 454
Jusseaume 213
Juteau 211
Juteau 212

K

Kaleski 238
Kesler 9
Kichenane et autres 310
Kluytmans 474

L

L... 489
— 273
— 304
— 274
L... (Mᵉ) 234
Lacarelle 60
Lacaussade 390
Lachambre (veuve) et autres 229
Lafont 442
Lagenest (Dlle) 284
Lahollande 349
Lamaison 77
Lanibion 23
Lanascol (de) 00
Landais 270
Landau 158
Lang et fils 238
Lanjuin 18
Lanthoen 333
Laroche 419
Larose (consorts) 161
Lasserre 97
Lambreau 417
Laure 350
Lavergne 50
Lavialle et Cie 89
Lebas 322
Lebaudy (Jacques) 208
Leblond 6
Le Bozec (époux) 34
Le Bris 34
Lechevallier 327
Lecouturier, liquid. des frères St-Gabriel 434
Lecouturier, liquid. de la Congrégation de la Croix de Jésus 515
Lecouturier, liquid. des frères de St-Gabriel 514
Lefèvre 277
Lefèvre et autres 22
Lefèvre 55
Legac 252
Legrain 309
Legrain (dame) 309
Legrain (époux) 448
Legué 263
Le Guiff et autres 248
Lemain 221
Lemaître 190
Le Nome 271
Lemue 49
Léon 249
Léoni et Cie 216
Léotard 234
Lepage (consorts) 140
Le Pelletier ès qualités 492
Leplâtre 192
Le Pors 312
Leroux 520
Leroux 333
Le Roy 439
Lespinasse 328
Leletrel 327
Le Van-Chu 476
Levé fils 202
Levêque 408
Liébaut (Dlle) 266
Ligier (veuve) 146
Linol ès qualités 00
Liquidateur Congrégation des Ursulines de Marche 35
Liquidateur des frères de la Croix de Jésus 171
Liquidateur Congrégation des frères de la Croix de Jésus 177
Liquidation Métayer 153
Liquidateur des forges de l'Aube 144
Liquidateur Congrégation X... 177
Lithaud 399
Loiseau 269
Lombard 378
Loutreuil 409
Lotteau 471
Louvet 474
Lucas (veuve) 184
Luçon 171
Luçon 177
Ludet 403
Lyon (Ville) 428

M

M... 386
M... (épouse) 86
M... (mari) 86
M. C. 104
M. C. d'A... 273
Magasins généraux de Paris 336
Magnant 331
Maigné 179
Malle, syndic 00
Malouin (veuve) 493
Manteau 131
Marc Lapierre 517
Magnat 442
Marguet (consorts) 297
Marie 9
Marie 499
Marsille 511
Martignole et Cie 206
Martin 264
Martin (veuve) 288
Martin 424
Martine et Cie 43
Mas 515
Massadou 342
Massat 182
Massé ès qual. 45
Matteraz 407
Mangin 346
Maufroy-Tegroud 395
Maunoury 494
Maurice 274
Maurin Goustiaux 81
Mayon 489
Mazoyhié 228
Ménage (liquid. des Camil-

liens) 446
Ménage (liquid. des Bénédictins) 511
Mercier (époux) 160
Mérode (de) 35
Merz 257
Massageries Maritimes 339
Métropole (la) 87
Meyre (époux) 195
Meziane Toubami ben Moktar 319
Michel, ès qualités 140
Michel 235
Michon 128
Micmonde ès qualités 280
Mignot 323
Min. pub. 231
— 274
— 221
— 214
— 197
— 376
— 385
— 401
— 499
— 428
— 479
— 489
— 424
— 422
— 521
— 56
— 24
— 34
— 36
— 21
— 96
— 85
— 185
— 175
— 150
— 159
— 171
Molas 99
Molinier 454
Monasse 151
Mougin 393
Monvra 294
Montredon (de) 98
Moreau 233
Morin (veuve) 445
Morris 317
Moullot 307
Mousseau 65
Moysson 287
Muller 196
Municipalité de Tunis 245
Murati (de) (cons.) 347
Mutuelle de Lyon (la) 428
Mutuelle de l'Ouest 508

N

Nadaud 275
Navare 21
Neguin (dame) 137
Nicolas, liquidateur des Sœurs de la compassion de la Très Sainte-Vierge 250
Noirot 96
Noyre 175

O

Octroi de la Mure 133

P

Pagnac 468
Pagnère 270
Pagniez 99
Pajot (époux) 126
Pangaud 597
Paris 204
Passadou 50
Passavant 505
Passigli 480
Patey 259
Pean 6
Pelloux 133
Penancier 166
Pensionnat des demoiselles de St-Hilaire 250
Perchot 369
Perchot 243
Pety 332
Peyrouse 390
Philippe 256
Pia 441
Pichodo 410
Picot 471
Pierron (ainé veuve) 145
Pierron jeune 145
Pinat et autres 34
Pison 265
Pitre 90
Pittard 00
Planche-Perdrix 26
Plancy (comte de) 190
Pleuc (de) 40
Polbiatzki 24
Pollet 354
Pompée 422
Pouson 370
Portais (veuve) 303
Portier 351
Potte (veuve) 294
Pradal 76
Préfet du Finistère 181
Préfet Vaucluse 31
Preutout Leblond 516
Prevost (consorts) 433
Privat 196
Procureur général 517
Procureur général de Lyon 39
Prunier 236

Q

Quantin et Cie 199
Quantin 261
Quintard 99

R

Rabouin et Cie 404
Raff (veuve) 17
Ragneau 514
Rambaud 473
Regnier 10
Reynier (Dlle) 142
Rey (consorts) 57
Rey (époux) 50
Revardaud 229
Réveilhac 146
Ribier (de) 00
Richen 346
Richer 85
Ridet 427
Riett (dame) 80
Rivail ès qualités 348
Robert (veuve) 276
Robert (Jacob) 458
Robert 84
Robert aîné et Cie 163
Robert (François) 163
Roblot 5
Roch 165
Roche 366
Rocher 40
Rodillon de Chapelle et autres 257
Rogol 491
Roguet 369
Rolband (dame) 16
Rolland 16
Rolot (époux) 297
Rothchild 482
Roudier 443
Roudonneau 227
Rougerie 327
Rouly 87
Rousseau 275
Roux et autres 65
Roy 339
Royer 181
Ruyschœrt 383

S

Mgr d'Agen, Sagot du Vouroux, évêque 124
Saint-frères 238
Saint-frères et autres 426
Saint-Léger frères 169
Saintin 423
Saint-Martin (Héritiers) 486
Saissi 147
Sanchez 150
Satre 495
Schmalbauch 384
Schœdlin 413
Schœffer (dame) 364
Schoumacker 63
Schwabach Marzdorf 158
Segaust 277
Selva (veuve de) 156
Senecal 516
Senet 295
Seris 282
Shaki 476
Simbaldi (époux) 127
Simon 311
Sté des assurances agricoles 399
Sté Dujardin 226
Sté des eaux de Cergy 168
— école de Sorrèze 177
— des établissements Malétra 32
— des Forges de Villerupt-Laval-Dieu 315
— française de navigation 105
— des gens de lettres 107
— Grenobloise de Tramways électriques 44
— des Hauts-fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson 207
— des Houillères Saint-Etienne 79
— des Houilles et agglomérés 289
— Lévy 12
— Libauer Export-Verein 197
— de locomotion électrique 121
— London and River Bank 506
— immobilière et commerciale de Vichy 192
— des immeubles industriels et commerciaux 302
— O. Dahl et Cie 306
— Sacoman frères 31
— de savonnerie continentale du Cosmydor 216
Stoll 384
Stubbs 280
Société des tableaux et boites métalliques illustrées 101
Société des voiliers français 117
Soulès (veuve) 81
Spazin et Cie 105
Syndic faillite Chomé 268
— faillite Cie commerciale d'importation 506
— faillite Fonlupt 55
— Gaillard 220
— faillite Lavialle 89
— faillite Mollié 350
— faillite Morin 445
— faillite Mormet 507
— faillite Retel 492
— Six 000
Syndicat agricole du Haut Beaujolais 442
Syndicat des Agriculteurs de l'Orne 32
Syndicat de la raffinerie de soufre français 382

T

T... 39
T... (Mᵉ) 320
Tardy 392
Teilliet 61
Terle 288
Teyssier (veuve) 259
Thezé 233
Thielen (époux) 473
Thiéry 27
Thiéry et autres 28
Thiriet 351
Thomas 240
Thorigné (époux) 218
Thivet 346
Tinseau (de) (consorts) 298
Touchard (Mᵉ) 475
Toussaint 385
Tramways de Tontcharra 407
Tritschler 295
Trouillier 157
Truchon 295
Trutet 473
The general accident assurance 130

V

V... 207
Valensi 162
Valleteau de Chabrefy 185
Vançon 385
Verdet 441
Vernet (Hoirs) 411
Verneuil (de) 480
Veyar 516
Viale 396
Viallet 390
Vieillard 435
Vigneau 101
Vier 307
Villain 362
Grenoble (Ville de) 44
Ste-Menehould (Ville de) 484
Orléans (Ville d') 243
Villemarque (de la) 181
Villette Defrance 134
Vincent 302
Vincent 497
Vizoz 400
Vodecka 193
Voguet 183
Voiland 137
Volle 506
Voyer 6
Vuillermet et autres 170
Vuillemenot (veuve) 469
Vuldy (dame) 504

W

Wagner 46
Walter Seitz 397
Walter Gunther 30
Wamster 499
Weimer (époux) 317
Werck 63

X

X... 18
X... 232
X... (dame) 232
X... et Z... 49
X..., Y... et Z... 428

TABLE DES DÉCISIONS

Publiées dans la GAZETTE DU PALAIS *pendant le deuxième semestre 1906*

CLASSÉES PAR ORDRE DE DATE

NOTA. — Les chiffres placés à gauche des colonnes indiquent le jour du mois où la décision a été rendue. Les chiffres placés à droite des colonnes indiquent la page où la décision a été rapportée.

1905

Juin

28 Trib. civ. Rocroy. 321

Décembre

21 Bordeaux 61
23 Trib. com. Seine 105

1906

Janvier

4 Bordeaux 85
15 Bordeaux 175
16 Trib. civ. Château-Gontier 373
17 Trib. civ. Seine 183
18 Paris 168
18 Trib. civ. Valenciennes 202
19 Trib. civ. Nancy 137
22 Trib. civ. Nancy 63
25 Paris 379
27 Douai 397

Février

2 Paris 278
8 Paris 501
12 Bordeaux 87
13 Douai 128
14 Amiens 433
14 Trib. civ. Seine 6
14 Trib. civ. Angoulême 11
19 Trib. civ. Seine 160
22 Trib. civ. Arcis-sur-Aube 190
24 Trib. com. Seine 100

Mars

5 Trib. com. Alençon .. 31
7 Rouen 5
10 Nancy 240
12 Trib. civ. Poitiers 12
— Trib. civ. Seine 516
17 Trib. com. Seine 192
20 Douai 354
23 Trib. com. Seine 89
24 Cass. crim. 150
26 Trib. civ. Nancy 151
26 Toulouse 182
26 Douai 52
28 Trib. cor. Lettavre 23
— Trib. civ. Rocroy 161
— Rouen 55
— Trib. civ. Seine 298
29 Aix 200
31 Cass. crim. 56
— Cass. crim. 77

Avril

3 Trib. com. Seine 29
4 Douai 49
5 Cass. crim. 59
6 Trib. civ. Montbéliard 41
— Cass. crim. 85
— Trib. civ. Versailles 13
— Trib. civ. Seine 9
— Trib. com. Bordeaux 101
7 Caen 499
10 Bordeaux 196
11 Bordeaux 158
— Poitiers 44
12 Cass. crim. 59
— Rouen 47
19 Trib. com. Seine 199
26 Cass. req. 76
— — 89
— — 165
28 Cass. crim. 28
— — 26

Mai

1 Trib. com. Marseille 370
— Trib. civ. Seine 289
2 Cass. req. 8
— Poitiers 175
— Paris 166
2 Trib. com. Seine 390
5 Nancy 145
— Cass. crim. 75
7 Cass. civ. 22
— Cass. req. 97
— Cass. civ. 145
8 Cass. civ. 277
— Cass. req. 164
9 Cass. req. 43
— Cass. req. 127
9 Paris 104
— Cass. req. 103
— Cass. civ. 144
— Trib. com. Marseille 163
10 Cass. crim. 97
— Aix 173
12 Paris 78
14 Cass. req. 10
— Cass. civ. 133
— — 178
17 Cass. crim. 57
— — 51
— Besançon 159
19 Cass. crim. 193
21 Ass. Nord. 37
— Cass. req. 147
— Trib. com. Marseille 155
— — — 130
— Poitiers 261
22 Cass. civ. 25
— Cass. req. 39
— — 35
— Trib. civ. Pont-l'Evêque 16
— Aix 86
— Cass. req. 296
23 Rouen 153
— Trib. civ. Seine 222
— Bourges 108
25 Cass. crim. 93
— Trib. civ. Seine 302
— Cass. crim. 185
26 Cass. crim. 81
— — 97
— — 289
— — 21
— Trib. civ. Agen 124
— — Seine 18
— Cass. crim. 34
28 Cass. civ. 17
— — 50
— Cass. req. 177
— — 171
29 Paris 492
29 Cass. civ. 46
— — 54
— — 31
— — 79
— — 43
— — 177
— — 514
— — 514
— — 36
— — 79
— — 273
— — 132
— — 235
— — 180
— — 50

Juin

1 Trib. civ. Toulouse 487
— Trib. civ. Seine 23
— Cass. crim. 91
— Trib. civ. Seine 197
Rouen 134
— Casse crim. 170
Paris 187
2 Cass. crim. 231
— Paris 195
— Tib. corr. Reims 287
6 Trib. pol. Quimper 40
— Trib. civ. Lannion 93
— Trib. civ. Rennes 218
7 Agen 81
9 Aix 21
— Trib. com. Seine 294
10 Trib. corr. Toulouse 207
12 Trib. civ. Seine 436
— Toulouse 98
— Trib. com. Marseille 162
13 Trib. com. Nantes 220
13 Trib. com. Marseille 205
— Bourges 215
14 Cass. civ. 181
— Cass. civ. 103
14 Cass. civ. 34
— Cass. civ. 181
— Cass. crim. 264
14 Caen 244
— Cass. crim. 230
15 Trib. simple pol. Nogent-s.-Marne 143
16 Trib. civ. Seine 141
— Cass. civ. 239
— Trib. com. Seine 228
18 Trib. civ. Bordeaux 267
— Trib. civ. Nantes 203
— 18 Rennes 179
19 Trib. corr. Seine 64
20 Paris 121
— Indo Chine 259
21 Trib. civ. Seine 216
22 Lyon 69
— Cass. req. 126
— Trib. civ. Seine 106
23 Nancy 140
25 Bordeaux 286
— Trib. civ. Bordeaux 252
26 Douai 415
— Aix 382
29 Trib. civ. St-Omer 280
— Cass. crim. 214
— Trib. pol. Reims 204
— Cass. civ. 263
— Cass. crim. 221
30 Trib. civ. Lisieux 305

Juillet

2 Bordeaux 279
— Alger 244
3 Trib. civ. Seine 520
3 Orléans 257
4 Cassi. civ. 90
— Cass. crim. 342
— Besançon 297
— Cass. crim. 213
— — 221
— — 157
— — 283
6 Trib. com. Marseille 441
— Trib. civ. Seine 334
— Paris 360
— Trib. civ. Marseille 402
— Trib. civ. Lille 225
7 Orléans 284
9 Trib. civ. Nantes 184
10 Trib. civ. Seine 386
11 Grenoble 348
12 Trib. corr. Reims 423
— Trib. civ. Nantes 366
— Cass. crim. 353
— Cass. crim. 257
— Trib. civ. Sens 259
13 Cass. crim. 295
— — 315
— Nancy 266
16 Trib. civ, Reims 417
— Cass. civ. 125
— Trib. simple pol. Carhaix 312
— Cass. civ. 169
— — 164
17 Trib. com. Seine 326
— Trib. civ. Nevers 304
— Riom
— Cass. req. 378
— — 229
— — 157
— 156
— Grenoble 264
18 Rouen 365
— Cass. req. 156
— Cass. crim. 256
— Trib. com. Seine 219
— Paris 171
— Trib. civ. Nantes 233
— Cass. civ. 149
— — 131
— — 148
20 Trib. civ. Seine 494
— Cass. crim. 352
— Trib. civ. Vesoul 351
— Cass. crim. 341
21 Nancy 250
23 Angers 510
— Cass. req. 117
— Cass. civ. 281
— — 139
— Toulouse 222
— Agen 292
— Trib. simple pol. Sully-s.-Loire 227
24 Cass. crim. 252
— Cass. civ. 234
— Cass. req. 368
— — 237
— Trib. civ. Châteaulin 438
25 Cass. civ. 274
— — 138
26 Rennes 332
— Trib. com. Seine 346
28 Rouen 328
— Paris 343
30 Cass. req. 332
— Trib. civ. Rennes 303
30 Cass. req. 301
— — 233
— Cass. civ. 270
31 Cass. civ. 262
— — 255
— — 249
— — 243
— — 248
— Cass. req. 237
— Cass. civ. 249
— — 283
— — 275

Août

1 Paris 471
— Trib. civ. Brignoles 411
— Trib. com. Seine 412
— Cass. civ. 288
— — 276
— Paris 311
— Cass. civ. 282
— — 206
— Trib. com. Nantes 254
— Rouen 271

2 Trib. simple pol. Paris 312
3 Cass. crim. 310
4 Cass. crim. 371
6 Cass. civ. 320
— — 308
— — 315
— — 309
— — 269
— Poitiers 236
7 Cass. req. 336
— Cass. civ. 288
— — 242
9 Trib. civ. Seine 446
10 Paris 324
— Cass. crim. 427
11 Trib. civ. Nantua 514
— Trib. com. Nantes 210
13 Besançon 450
14 Trib. com. Marseille 307
16 Cass. civ. 410
17 Trib. com. Seine 293
— — 338
30 Cass. crim. 323

Septembre

3 Trib. simple pol. St-Maixent 362
6 Trib. com. Seine 241
13 Cass. crim. 385
— — 319
27 Cass. crim. 408

Octobre

5 Trib. simple pol. Paris 418
10 Trib. com. Marseille 473
11 Trib. corr. Ruffec 274
15 Trib. civ. Lille 434
— Trib. com. Maseille 440
17 Cass. req. 334
— — 301
— — 306
18 Cass. com. 443
— —Cass. com. 479
— Trib. civ. Bonneville 355
— Trib. simple pol. Paris 376
— Cass. crim. 313
22 Aix 430
— Cass. req. 335
— — 326
23 Cass. civ. 319
— — 347
23 Cass. req. 377
24 Trib. com. Marseillle 473
— Cass. req. 331
— Cass. req. 327
— Cass. civ. 357
— Cass. req. 364
— Cass. civ. 369
— Cass. req. 364
— Nancy 385
25 Cass. crim. 359
25 Trib. com. Seine 393
26 Cass. crim. 424
— Cass. crim. 500
— Cass. crim. 409
27 Trib. corr. Lyon 479
30 Cass. civ. 400
30 Cass. civ. 388
— Cass. req. 371
— Trib. cib. Seine 405
— Cass. civ. 399
31 Trib. civ. Marseille 472
— Cass. req. 426
— Cass. req. 369
— Cass. civ. 350
— Cass. civ. 358
— — 396
— — 395
— Cass. req. 403
— Trib. corr. Valenciennes 383

Novembre

3 Cons. Prud'hom. Seine 454
— Cass. req. 450
— Rouen 476
— Trib. simple pol. Charenton 406
5 Cass. civ. 407
5 Cass. civ. 389
5 Ass. Nièvre 401
— Cass. civ. 394
5 Cass. civ. 414
5 Cass. civ. 384
6 Cass. req. 430
7 Cass. req. 436
7 Cass. civ. 422
— — 425
— Trib. civ. Seine 349
— Cass. req. 409
— Paris 404
— Cass. req. 414
8 Cass. crim. 470
— — 442
9 Cass. crim. 403
10 Cass. crim. 496
12 Cass. civ. 429
— Cass. req. 435
13 Cass. req. 495
— Paris 497
— Cass. civ. 392
14 Cass. req. 449
15 Cass. crim. 441
16 Conseil d'Etat 428
— Paris 484
— Trib. civ. Seine 480
— Cass. crim. 476
— — 473
— Trib. simple pol. Paris 428
19 Cass. civ. 421
19 Cass. req. 506
20 Paris 492
— Cass. civ. 481
21 Paris 445
— 21 Trib. civ. Quimper 516
— Cass. req. 516
— Cass. civ. 469
22 Cass. crim. 491
23 Trib. com. Seine 238
— Cass. crim. 490
— Trib. simple pol. Paris 448
26 Cass. civ. 468
— Cass. civ. 475
— Trib. com. Marseille 506
— Cass. civ. 508
27 Cass. civ. 505
28 Cons. Prud'hommes 454
28 Cass. civ. 495
— — 489
29 Trib. civ. Seine 504
30 Cons. d'Etat 456

1 Cass. crim. 474
3 Bourges 484
5 Trib. corr. Seine 488
— Cass. crim. 521
11 Cass. civ. 515
12 Paris 517

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES COURS ET TRIBUNAUX

Dont les arrêts et jugements ont été publiés pendant le deuxième semestre 1906 dans la GAZETTE DU PALAIS.

Cour de Cassation

Civ. 7 mai 06 — 145
— — — — 22
— 8 — — 277
— 9 — — 144
— 14 — — 133
— 23 — — 25
— 28 — — 17
— 29 — — 31
— — — — 43
— — — — 46
— — — — 54
— — — — 79
— 30 — — 79
— 14 juin 06 79
— — — — 34
— — — — 103
— 16 — — 239
— 29 — — 263
— 4 juill. 06 90
— 16 — — 125
— — — — 164
— — — — 169
— 18 — — 131
— — — — 148
— — — — 149
— 23 — — 139
— — — — 281
— 24 — — 234
— 25 — — 139
— — — — 274
— 30 — — 270
— 31 — — 255
— — — — 243

Civ. 31 juill. 06 — 248
— — — — 249
— — — — 262
— — — — 270
— — — — 275
— — — — 283
— 1 août 06 — 282
— — — — 206
— — — — 276
— 6 — — 309
— — — — 269
— — — — 308
— — — — 315
— 7 — — 320
— — — — 242
— 16 — — 288
— 23 oct. 06 410
— — — — 319
— 24 — — 347
— — — — 357
— — — — 369
30 — — — 388
— — — — 399
— 31 — — 400
— — — — 350
— — — — 358
— — — — 395
— 5 nov. 06 396
— — — — 414
— — — — 384
— — — — 389
— — — — 394
— — — — 407

Civ. 7 nov. 06 — 425
— — — — 422
— 13 — — 429
— 19 — — 392
— 19 — — 421
— 20 — — 481
— — — — 469
— 26 — — 508
— — — — 468
— — — — 475
— 27 — — 505
— 28 — — 489
— — — — 495
— — — — 507
— 11 déc. 06 515
Crim. 24 mars 06 150
— 31 — — 77
— — — — 56
— 15 avril 06 59
— 6 — — 85
— 12 — — 59
— 28 — — 26
— — — — 28
— 5 mai 06 75
— 10 — — 97
— 17 — — 51
— — — — 57
— 19 — — 193
— 25 — — 193
— — — — 93
— 26 — — 96
— — — — 21
— — — — 34

Crim. 26 mai 06 80
— — — — 289
— 31 — — 133
— — — — 235
— 1 juin 06 91
— — — — 170
— 2 — — 231
— 14 — — 264
— — — — 230
— 29 — — 214
— — — — 22
— 4 juill. 06 283
— — — — 213
— — — — 157
— — — — 221
— 12 — — 342
— — — — 353
— 13 — — 257
— — — — 315
— 18 — — 295
— 20 — — 256
— — — — 341
— 24 — — 352
— 3 août 06 352
— 4 — — 310
— 10 — — 371
— — — — 427
— 13 sept. 06 323
— — — — 319
— 27 — — 385
— 18 oct. 06 408
— — — — 313
— — — — 479
— — — — 443

Crim. 25 oct. 06 289
— 26 — — 133
— 26 — — 235
— 3 nov. 06 91
— 8 — — 170
— — — — 231
— 9 — — 264
— 10 — — 230
— 16 — — 214
— 15 — — 22
— 16 — — 283
— 22 — — 213
— 23 — — 157
— 1 déc. 06 221
— 8 — — 342
Req. 26 avril 06 353
— — — — 257
— — — — 315
— 2 mai 06 295
— 7 — — 256
— 8 — — 341
— 9 — — 352
— — — — 352
— 14 — — 310
— — — — 371
— 21 — — 427
— 22 — — 323
— — — — 319
— — — — 385
— 28 — — 408
— — — — 313
— 29 — — 479
— 22 juin 06 443

Req. 17 juill. 06 359
— — — — 424
— — — — 500
— — — — 409
— 18 — — 450
— — — — 470
— 24 — — 442
— — — — 403
— 30 — — 496
— — — — 473
— — — — 441
— — — — 476
— 7 août 06 491
— 17 oct. 06 490
— — — — 474
— — — — 521
— 22 — — 76
— 23 — — 89
— 24 — — 165
— — — — 8
— — — — 97
— 30 — — 164
— 31 — — 127
— — — — 43
— — — — 10
— 6 nov. 06 178
— 7 — — 147
— — — — 296
— — — — 35
— 12 — — 39
— 13 — — 177
— 14 — — 171
— 19 — — 177
— 21 — — 126

Cours d'Appel

Agen — 7 juin 06 81
— 23 juill. 06 292
Aix — 29 mars 06 200
— 10 mai — 173
— 22 mai — 86
— 9 juin — 21
— 26 juin — 382
— 22 oct. — 430
Alger 2 juill. — 244
Amiens 14 févr. — 433
Angers 23 juill. — 510
Besançon 17 mai — 159
— 4 juill. — 297
— 13 août — 450
Bordeaux 4 janv. — 84
— 15 janv. — 175
— 12 févr. — 87
— 10 avr. — 196
— 11 avr. — 158
— 18 juin — 267
— 25 juin — 286
— 25 juin — 252
— 2 juill. — 279
— 21 déc. 05 61
Bourges 23 mai 06 208
— 13 juin — 215
— 3 déc. — 484
Caen 7 avr. — 499
— 14 juin — 214
Douai 27 janv. — 397
— 13 févr. — 128

Douai — 20 mars — 354
— 26 mars — 52
— 4 avr. — 49
— 30 mai — 37
— 26 juin — 415
Grenoble 17 juill. — 264
Indo-Chine 20 juin — 259
Lyon 22 juin — 60
Nancy 10 mars — 249
— 5 mai — 145
— 23 juin — 141
— 13 juill. — 266
— 21 juill. — 250
— 24 oct. — 385
Nantes 18 juin — 203
— 1 août — 254
Orléans 3 juill. — 257
— 7 juill. — 284
Paris 25 janv. — 379
— 18 janv. — 168
— 2 févr. — 278
— 8 févr. — 501
— 2 mai — 166
— 9 mai — 104
— 12 mai — 78
— 29 mai — 493
— 1 juin — 187
— 2 juin — 195
— 20 juin — 121
— 6 juill. — 360
— 18 juill. — 171

Paris — 28 juill. — 343
— 1 août — 311
— 1 août — 471
— 10 août — 324
— 7 nov. — 405
— 13 nov.
— 16 nov. — 484
— 20 nov. — 492
— 21 nov. — 445
— 12 déc. — 517
Poitiers 11 avr. — 44
— 2 mai — 175
— 21 mai — 261
— 30 mai — 514
— 6 août — 236
Rouen 23 mai — 153
Rennes 18 juin — 179
— 26 juill. — 33
— trib. civ. 30 juill. — 303
Riom 17 juill. — 337
Rouen 7 mars — 5
— 28 mars — 55
— 12 avr. — 47
— 1 juin — 13
— 18 juill. — 365
— 28 juill. — 328
— 1 août — 271
— 3 nov. — 476
— 26 mars — 182
Toulouse 12 juin — 98
— 23 juill. — 232

Autres Juridictions

Agen trib. civ. 26 mai 06 124
Alençon trib. com. 5 mars — 31
Angoulême trib. civ. 14 févr. — 11
Arcis-sur-Aube trib. civ. 22 févr. — 190
Bonneville trib. civ. 18 oct. — 355
Bordeaux trib. com. 6 avr. — 101
Brignoles trib. civ. 1 août — 411
Carhaix trib. paix 16 juill. — 312
Château-Gontier trib. civ. 16 janv. — 373
Charenton trib. paix 3 nov. — 406
Chateaulin trib. civ. 24 juill. — 439
Lannion trib. civ. 6 juin — 93
Lettavre trib. cor. 28 mars — 23
Lille trib. civ. 6 juill. 05 225
— — 15 oct. 06 434
Lisieux trib. civ. 20 juin — 305

Lyon trib. cor. 27 oct. — 479
Marseille trib. com. 1 mai — 370
— — 9 mai — 163
— — 21 mai — 155
— — 21 mai — 131
— — 12 juin — 163
— — 13 juin — 205
Marseille trib. civ. 6 juill. — 402
Marseille trib. com. 6 juill. — 441
— — 14 août — 307
— — 15 oct. — 440
— — 24 oct. — 473
Marseille trib. civ. 31 oct. — 472
Marseille trib. com. 26 nov. — 506
Montbéliard trib. civ. 6 avr. — 41
Nancy trib. civ. 19 janv. — 137
— — 22 janv. — 63
— — 26 mars — 151

Nantes trib. civ. 31 mai — 180
Nantes trib. com. 13 juin — 220
Nantes trib. civ. 9 juill. — 184
— — 12 juill. — 366
— — 18 juill. — 233
Nantes trib. com. 11 août — 210
— — 11 août — 210
Nantua trib. civ. 11 août — 514
Nevers trib. civ. 17 juill. — 304
Nièvre C. d'Assises 5 nov. — 401
Nogent-s-Marne trib. paix 15 juin — 146
Nord Cass. 21 mai — 37
Paris trib. paix 31 mai — 50
— — 2 août — 312
— — 5 oct. — 418
Paris trib. s. p. 18 oct. — 376
— — 16 nov. — 428

Paris trib. paix	23 nov.	—	448
Poitiers trib. civ.	12 mars	—	12
Pont-l'Evêque trib. civ.	28 mai	—	16
Quimper trib. paix	6 juin	—	40
Quimper trib. civ.	21 nov.	—	509
Reims trib. cor.	2 juin	—	287
Reims trib. paix	29 juin	—	204
Reims trib. civ.	12 juill.	—	423
— —	19 juill.	—	417
Rennes trib. civ.	6 juin	—	218
Rrocroy trib. civ.	28 juin	05	321
— —	28 mars	—	161
Ruffec trib. cor.	11 oct.	—	274
Saint-Omer trib. civ.	29 juin	—	280
St-Maixent trib. paix	3 sept.	—	362
Seine trib. com.	23 déc.	05	105
Seine trib. civ.	17 janv.	—	183
— —	14 févr.	—	6
— —	16 févr.	—	160
Seine trib. com.	24 févr.	—	100
Seine trib. civ.	15 mars	—	316
Seine trib. com.	17 mars	—	192
— —	23 mars	—	89
Seine trib. civ.	28 mars	—	298
Seine trib. com.	3 avr.	—	30
— —	3 avr.	—	29
Seine trib. civ.	6 avr.	—	9
Seine trib. com.	19 avr.	—	199
— —	3 mai	—	391
Seine trib. civ.	23 mai	—	222
Seine trib. cor.	25 mars	—	302
Seine trib. civ.	26 mai	—	18
— —	30 mai	—	273
— —	1 juin	—	23
— —	1 juin	—	197
Seine trib. com.	9 juin	—	294
Seine trib. civ.	12 juin	—	436
— —	16 juin	—	141
Seine trib. com.	16 juin	—	228
Seine trib. cor.	19 juin	—	64
Seine trib. civ.	21 juin	—	216
— —	22 juin	—	106
— —	3 juill.	—	520
— —	6 juill.	—	334
— —	10 juill.	—	386
Seine trib. com.	17 juill.	—	326
— —	18 juill.	—	219
Seine trib. civ.	20 juill.	—	494
Seine trib. com.	26 juill.	—	346
— —	1 août	—	412
Seine trib. civ.	9 août	—	446
Seine trib. com.	17 août	—	293
— —	22 août	—	338
— —	6 sept.	—	241
— —	25 oct.	—	393
Seine trib. civ.	30 oct.	—	405
Seine Cons. Prud'hom.	3 nov.	—	454
Seine trib. civ.	7 nov.	—	349
— —	16 nov.	—	480
Seine trib. com.	23 nov.	—	238
Seine Cons. Prud'hom.	28 nov.	—	454
Seine trib. civ.	29 nov.	—	504
Seine trib. cor.	5 déc.	—	488
Sully-s-Loire trib. paix	23 juill.	—	227
Toulouse trib. civ.	1 juin	—	487
Toulouse trib. cor.	10 juin	—	207
Valenciennes trib. civ.	18 janv.	—	202
— —	15 mars	—	99
Valenciennes trib. cor.	31 oct.	—	383
Versailles trib. civ.	6 avr.	—	13
Vesoul trib. civ.	20 juill.	—	351

LOIS ET DÉCRETS

Publiés dans la GAZETTE DU PALAIS *pendant le deuxième semestre 1906*

TABLE CHRONOLOGIQUE

Pages

30 juin 1906. — **Loi** portant abrogation des prescriptions de l'article 16 de la loi du 21 germinal an XI, relative à la prestation de serment des pharmaciens diplômés. 523

11 juillet — — **Loi** relative à la protection des conserves de sardines, de légumes et de prunes contre la fraude étrangère. (V. *Journal officiel* 15 et 16 juillet 1906.) 523

12 — — — **Loi** relative à l'amnistie. 523

— — — — **Décret** relatif aux taxes applicables aux colis postaux de Paris pour Paris enlevés en nombre au domicile des expéditeurs. 524

— — — — **Loi** établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers. 524

16 — — — **Loi** modifiant l'article 2 de la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée active 525

— — — — **Loi** modifiant la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée. 525

18 — — — **Loi** relative à l'abaissement des pénalités en matière forestière, portant abrogation de l'article 146 du Code forestier et modification des articles 24, 28, 31, 45, 46, 54, 70, 73, 78, 144, 192 et 199 du même Code. 525

— — — — **Loi** relative à la réglementation du pâturage dans les forêts soumises au régime forestier, portant abrogation de l'article 75 du Code forestier et modification des articles 69, 72 et 110 du même Code. 526

19 — — — **Loi** relative aux contributions directes et aux taxes assimilées de l'exercice 1907. 526

4 août — — **Décret** portant reconnaissance par l'Etat de l'Ecole de Notariat de Limoges. 526

31 — — — **Décret** portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande. 526

7 septembre 1906. — **Décret** fixant les allocations dues aux greffiers des justices de paix pour l'exécution de la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles. 526

25 — — — **Décret** portant modification des articles 5 et 6 du décret du 27 juin 1901, relatif au personnel des officiers publics et ministériels de l'Algérie 526

9 novembre — — **Loi** concernant les oppositions et significations à faire sur les cautionnements de comptables 526

16 — — — **Décret** réorganisant la profession d'avocat en Tunisie. 526

23 — — — **Loi** modifiant le deuxième paragraphe de l'article 17 de la loi organique du 30 novembre 1875. 527

26 — — — **Décret** modifiant le décret du 12 juillet 1899, concernant l'honorariat des suppléants de juges de paix. 527

— — — — **Décret** modifiant le décret du 12 juillet 1899 concernant l'honorariat des greffiers des Cours et Tribunaux. 527

30 — — — **Loi** modifiant les articles 45 et 47 du Code civil. 527

18 décembre — — **Loi** modifiant les articles 13, 14, et 15 de la loi du 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés. 527

20 — — — **Loi** modifiant l'article premier de la loi du 13 juillet 1905 décidant que lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun paiement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes : lorsqu'elles tomberont le mardi, aucun paiement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes. 527

22 — — — **Loi** modifiant l'article 176 du Code de commerce. 527

Alix JEAN, imp. de la « Gazette du Palais », 20, rue Geoffroy-L'Asnier, Paris.

TABLE DES NOMS DES PARTIES des Espèces publiées par la "Gazette du Palais"

NOTA. - Les chiffres renvoient aux pages.

A

A... (dlle)
Abon (veuve)
Acoulon
Administration des Contributions indirectes
Administration des Contributions indirectes
Administration des Contributions indirectes
Administration des douanes
Administration des eaux et forêts
Administration des eaux et forêts
Administration des postes
Administration des postes
Agostini (veuve)
Alavoine
Albrecht
Alberti
Alberti (dame)
Alibert
Allard
Allard et autres
Allgemeine Deutsche Credit Austolt c. Fald et Cie et Schiff
Alliod
Amani ben Mohamed
Amarger
Angeli
Anthoine (veuve d')
Arnioud
Arnodin
Artigues
Assaoud frères
Assistance publique
Association mutuelle régionale
Assurances générales
Assurances maritimes
Aubert fils
Aubineau, propriétaire du *Paris-Sport*
Aubry
Augerard
Augère
Auroy Riveau
Aussine
Avenir National

B

B... (dame)
B...
B...
B... (Me)
Boeder
Baillet (dame)
Balan
Balxanti (veuve)
Banque des fonds publics et des valeurs industrielles
Banque foncière du Jura
Banque privée
Banville
Barat et Cie
Barbaroux
Barbazanges
Barbery
Bardu
Baron
Basselier
Batisse
Battet-Rogez
Baudilio
Baudoin
Béchu
Becqué de Peyreville
Bécue
Bellard
Bellegarde (de)
Benezech
Benoist, syndic de la Compagnie des Aéroplones
Berger
Beriolo
Bernaise
Bernier Ribot (époux)
Bernot
Bernard (veuve)
Bernard et autres
Berot et autres
Bertolles (de) (veuve)
Bert (Mme)
Berthon
Bertrandi (dame)
Betton

Besnard
Beurier
Biallez
Bigot
Binet
Blanchard
Blanchet
Blancheteau (ès-qualités)
Bluntschli et Cie
Bobeau
Boëldieu
Boignier
Boisselet
Bolo
Bompart
Bonamoux
Bonhomme (veuve)
Bonhomme
Boniface
Bonnaud (veuve)
Bonnet
Bonnier
Bordenave
Boucard
Bouchet
Boudelot
Bouget (époux)
Bougras
Boulay
Bournac
Bournat
Bowes (Dr)
Boutqueau
Boutillier
Boutron
Braud (époux)
Bré-Le Vot (époux)
Bréant
Brémard
Bretault
Brucre
Briand (veuve)
Brossard
Bruckwilder
Brunelle
Brunelle (femme)
Bucourt (dlle)
Bülher
Bunerd
Busck (Alex.) et Cie

C

C...
C... (Mme)
C... (dame)
C... père et C... fils
Cabinet
Cahen
Campiglia
Camy
Candas (veuve)
Candela (la)
Canonne
Canredon
Capron (époux)
Car (veuve)
Carassan (Hoirs)
Cargouët (époux)
Carlat (époux)
Carré (Consorts)
Catherine
Cavalieri
Cauny Sabillé
Chalus frères
Chambaud
Chambre de discipline de B.
Chambre de discipline de notaire de B.
Champion (Consorts)
Chappax
Chapuzet
Charbonnel
Charbonnier Daudon
Charrassier
Charve
Chassary
Chatellier (époux)
Chaussinaud
Chave
Chef du Bos (du)

Chemin de fer de l'Est
Chemin de fer de l'Etat
Chemin de fer de l'Etat
Chemin de fer de l'Etat
Chemin de fer de l'Etat
Chemin de fer de Midi
Chemin de fer de Nord
Chemin de fer de Ouest
Chemin de fer de Orléans
Chemin de fer de Paris Orléans
Chemin de fer de Paris-Orléans
Chemin de fer de P. L. M.
Chemin de fer de P. L. M.
Chemin de fer de P. L. M.
Chemin de fer de P. L. M.
Chemin de fer de P. L. M.
Chemin de fer de P. L. M.
Chemin de fer de P. L. M.
Chemin de fer de P. L. M.
Chemin de fer de P. L. M. Algériens
Chéry et autres
Chevalier
Chevalier (époux)
Christofle
Cittanova
Clabout
Clamout (Veuve)
Clouzeau
Coconni
Cocu
Collette
Collin
Colombé
Combault
Comice agricole Chateau Thierry.
Commune de Baudeon
Commune de Bonnetable
Commune de Cluses
Commune de Degagnac
Commune de Genevray
Commune de d'Orchamps Veuvres
Commune de Trèbes
Commune de Tamorlaye
C.ie Anglo-Arabian
C.ie d'Assurance l'Abeille
C.ie générale transatlantique
C.ie générale des tannins concentrés
C.ie générale des voitures
C.ie générale des voitures
C.ie Ch. de fer de l'Etat
C.ie Ch. de fer du Midi
C.ie Ch. de fer P. L. M.
C.ie Ch. de fer P. L. M.
C.ie Ch. de fer P. L. M.
C.ie Ch. de fer P. L. M.
C.ie Ch. de fer P. L. M.
C.ie internationale d'Electricité
C.ie Maritime française
C.ie La Nationale
C.ie parisienne du Gaz
C.ie La Prévoyance
C.ie des Omnibus
C.ie d'Orléans
C.ie de St-Gobain
C.ie Le Secours
C.ie des Tramways de Grenoble
C.ie des Tramways de Nantes
C.ie des Tramways Nord-Ouest-parisien
C.ie des Tramways de Tunis
C.ie des Vapeurs du Nord
C.ie la Zurich
Conservateurs des hypothèques de Sens
Contributions diverses d'Algérie
Contributions indirectes
Contributions indirectes
Contributions indirectes
Contributions indirectes
Coquelin
Corcuff
Comeglio (veuve)
Cormillon
Cossart
Cossé Duval
Coste (liquidateur)
Coste
Coudron
Courcelle et autres
Courcelle
Coursange Laplace

Courtois (époux)
Courtois de Langlade
Coutrier
Coutrot
Crédit foncier et agricole d'Algérie
Crémieux
[…] z (Claude)
[…] ebois
[…] to
[…] (de)
D
[…]
[…]
[…] mes Angeoult, Cazencu […] ve de Vregille
[…] ames St-Ursule de Dôle
[…] n on
[…] el
[…] préla
[…] race
[…] usserre
[…] deyn
[…] eyre
[…] aye
[…] barre
[…] u
[…] porte
[…] eaux Carion
[…] il
[…] ême
[…] ery
[…]
[…]
[…] guesse
[…] sbordeaux
[…] brousse
[…] adeillas et autres
[…] maisons
[…] biel
[…] viller (veuve)
[…] rigny
[…] atine
[…] C...
[…] Reclus
[…] din
[…] on
[…] uca
[…] ussain père et fils
[…] esser
[…] eyfus
[…] us et Cie
[…] udun (époux)
[…] u iez
[…] ois
[…] sc
[…] ubruel
[…] ubut (époux)
[…] uchêne
[…] z, liquidateur de l'Ins […] titut des frères de écoles […] chrétiennes
[…] z, liquidateur des Marianistes
[…] amel
[…] ulud
[…] as et autres
[…] upuy
[…] pré
[…] and (dame)
[…] and
[…] and
[…] ban
[…] thoit
E
[…] ert
[…] er
[…] nuel Léon
[…] egistrement
[…] egistrement
[…] egistrement
[…] egistrement
[…] egistrement
[…] egistrement
[…] egistrement
[…] egistrement
F
[…] e
[…] re
[…] cendini
[…] ilhes, administrateur la Mense épiscopale
[…] le Frétigny
[…] te Girard et Chauvet

Faydet
Fayette
Feuder frères
Ferrières
Fiocchi (dame)
Flaget
Forcella
Fossemale
Foucart
Foucault
Foureau
Fournial
Foulupt
Fournier
Franquet
Francfort
Froidure
Fuld et Cie et Schiff

G

G...
Gachet (époux)
Gadeau Vve et autres
Gaichel
Gaillard
Gaillard
Galerme
Garan (de)
Garineau
Gasnier
Gasnier
Gasquet (dame de)
Gastaldi
Gattet
Gauthier et autres
Gautier
Geoffroy Bailly (consorts)
Georget
Giacobbi (consorts)
Gianantonio
Gianola
Gindel (dame)
Goret (Dlle)
Gissot
Godier (consorts)
Goisbault (cons.)
Gontier
Gouin et Cie
Gourion (consorts)
Goutarel
Gramond
Grasset (époux)
Grau
Grave
Gravelin
Graveron
Greffulhe
Gregori
Griffoni
Gromont
Gromont (dame)
Guériault
Guérin et autres
Guiard et Cie
Guichard
Guidre (époux)
Guillaume
Guiol (veuve)
Guitton
Guyard
Guyot

H

H...
Harlaust et Cie
Hébert (cons.)
Heid fils, frères et Cie
Henriot S. M.
Henry
Héritier Bonamy
Hérrebouldt
Hespel (dame)
Hilaire
Hilvers (Dlle)
Hospice de Douzy
Hostingue
Houbart
Houbart
Hubaudière (de la)
Hubert

Hubert (Dlle)
Hugot Gobain (Dlle)
Huguenin ès-qualités
Huret

I

Igusquiza
Institut de France
Intérêt de la loi
Iribe

J

J...
Jacques
Jaffrennou ès qualités
Jaluzot
Jannet
Jarlot (consorts)
Jaulmes
Jaulmes
Javelle
Jeramec, directeur général de la Compagnie des Petites voitures
Jolivet
Joly
Joret, président du Syndicat profes. des mandataires à la volaille et au gibier des Halles centrales de Paris
Josse
Jouen
Jourdet
Jourdier
Journal "La Croix du Périgord"
Journo
Jouve
Jules Rouff et Cie
Julien
Jusseaume
Juteau
Juteau

K

Kaleski
Kesler
Kichenane et autres
Kluytmans

L

L...
L...
L...
L...
L... (Me)
Lacarelle
Lacaussade
Lachambre (veuve) et autres
Lafont
Lagenest (Dlle)
Lahollande
Lamaison
Lanibion
Lanascol (de)
Landais
Landau
Lang et fils
Lanjuin
Lanthoen
Laroche
Larose (consorts)
Lasserre
Lambreau
Laure
Lavergne
Lavialle et Cie
Lebas
Lebaudy (Jacques)
Leblond
Le Bozec (époux)
Le Bris
Lechevallier
Lecouturier, liquid. des frères St-Gabriel
Lecouturier, liquid. de la Congrégation de la Croix de Jésus
Lecouturier, liquid. des frères de St-Gabriel
Lefèvre
Lefèvre et autres
Lefèvre
Legac
Legrain
Legrain (dame)
Legrain (époux)
Legué
Le Guiff et autres
Lemain
Lemaître
Le [...] oine

Lemue
Léon
Léoni et Cie
Léotard
Lepage (consorts)
Le Pelletier ès qualités
Leplâtre
Le Pors
Leroux
Leroux
Le Roy
Lespinasse
Leletrel
Le Van-Chu
Levé fils Levêque
Levêque
Liébaut (Dlle)
Ligier (veuve)
Linol ès qualités
Liquidateur Congrégation des Ursulines de Marche
Liquidateur des frères de la Croix de Jésus
Liquidateur Congrégation des frères de la Croix de Jésus
Liquidation Métayer
Liquidateur des forges de l'Aube
Liquidateur Congrégation X...
Lithaud
Loiseau
Lombard
Loutreuil
Lotteau
Louvet
Lucas (veuve)
Luçon
Luçon
Ludet
Lyon (Ville)

M

M...
M... (épouse)
M... (mari)
M. C.
M. C. d'A...
Magasins généraux de Paris
Magnant
Maigné
Malle, syndic
Malouin (veuve)
Manteau
Marc Lapierre
Magnat
Marguet (consorts)
Marie
Marie
Marsille
Martignole et Cie
Martin
Martin (veuve)
Martin
Martine et Cie
Mas
Massadou
Massat
Massé ès qual.
Matteraz
Mangin
Maufroy-Tegroud
Maunoury
Maurice
Maurin Goustiaux
Mayon
Mazoyhié
Ménage (liquid. des Camilliens)
Ménage (liquid. des Bénédictins)
Mercier (époux)
Mérode (de)
Merz
Massageries Maritimes
Métropole (la)
Meyre (époux)
Meziane Toubami ben Moktar
Michel, ès qualités
Michel
Michon
Micmonde ès qualités
Mignot
Min. pub.
Min. pub.
Min. pub.

- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Min. pub.
- Molas
- Molinier
- Monasse
- Mougin
- Monvra
- Montredon (de)
- Moreau
- Morin (veuve)
- Morris
- Moullot
- Mousseau
- Moysson
- Muller
- Municipalité de Tunis
- Murati (de) (cons.)
- Mutuelle de Lyon (la)
- Mutuelle de l'Ouest

N

- Nadaud
- Navare
- Neguin (dame)
- Nicolas, liquidateur des Soeurs de la compassion de la Très Sainte-Vierge
- Noirot
- Noyre

O

- Octroi de la Mure

P

- Pagnac
- Pagnère
- Pagniez
- Pajot (époux)
- Pangaud
- Paris
- Passadou
- Passavant
- Passigli
- Patey
- Pean
- Pelloux
- Penancier
- Pensionnat des demoiselles de St-Hilaire
- Perchot
- Perchot
- Pety
- Peyrouse
- Philippe
- Pia
- Pichodo
- Picot
- Pierron (ainé veuve)
- Pierron jeune
- Pinat et autres
- Pison
- Pitre
- Pittard
- Planche-Perdrix
- Plancy (comte de)
- Pleuc (de)
- Polbiatzki
- Pollet
- Pompée
- Pouson
- Portais (veuve)
- Portier

Potte (veuve)
Pradal
Préfet du Finistère
Préfet Vaucluse
Preutout Leblond
Prevost (consorts)
Privat
Procureur général
Procureur général de Lyon
Prunier

Q

Quantin et Cie
Quantin
Quintard

R

Rabouin et Cie
Raff (veuve)
Ragneau
Rambaud
Regnier
Reynier (Dlle)
Rey (consorts)
Rey (époux)
Revardaud
Réveilhac
Ribier (de)
Richen
Richer
Ridet
Riett (dame)
Rivail ès qualités
Robert (veuve)
Robert (Jacob)
Robert
Robert aîné et Cie
Robert (François)
Roblot
Roch
Roche
Rocher
Rodillon de Chapelle et autres
Rogol
Roguet
Rolband (dame)
Rolland
Rolot (époux)
Rothchild
Roudier
Roudonneau
Rougerie
Rouly
Rousseau
Roux et autres
Roy
Royer
Ruyschoert

S

Mgr d'Agen, Sagot du Vouroux, évêque
Saint-frères
Saint-frères et autres
Saint-Léger frères
Saintin
Saint-Martin (Héritiers)
Saissi
Sanchez
Satre
Schmalbauch
Schoedlin
Schoeffer (dame)
Schoumacker
Schwabach Marzdorf
Segaust
Selva (veuve de)
Senecal
Senet
Seris
Shaki
Simbaldi (époux)
Simon
Sté des assurances agricoles
Sté Dujardin
Sté des eaux de Cergy
Sté école de Sorrèze
Sté des établissements Malétra
Sté des Forges de Villerupt-Laval-Dieu
Sté française de navigation
Sté des gens de lettres
Sté Grenobloise de Tramways électriques

Sté des Hauts-fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson
Sté des Houillères Saint-Etienne
Sté des Houilles et agglomérés
Sté Lévy
Sté Libauer Export-Verein
Sté de locomotion électrique
Sté London and River Bank
Sté immobilière et commerciale de Vichy
Sté des immeubles industriels et commerciaux
Sté O. Dahl et Cie
Sté Sacoman frères
Sté de savonnerie continentale du Cosmydor
Stoll
Stubbs
Société des tableaux et boites métalliques illustrées
Société des voiliers français
Soulès (veuve)
Spazin et Cie
Syndic faillite Chomé
Syndic faillite Cie commerciale d'importation
Syndic faillite Fonlupt
Syndic Gaillard
Syndic faillite Lavialle
Syndic faillite Mollié
Syndic faillite Morin
Syndic faillite Mormet
Syndic faillite Retel
Syndic Six
Syndicat agricole du Haut Beaujolais
Syndicat des Agriculteurs de l'Orne
Syndicat de la raffinerie de soufre français

T

T...
T... (M^{e})
Tardy
Teilliet
Terle
Teyssier (veuve)
Thezé
Thielen (époux)
Thiéry
Thiéry et autres
Thiriet
Thomas
Thorigné (époux)
Thivet
Tinseau (de) (consorts)
Touchard (M^{e})
Toussaint
Tramways de Tontcharra
Tritschler
Trouillier
Truchon
Trutet
The general accident assurance

V

V...
Valensi
Valleteau de Chabrefy
Vançon
Verdet
Vernet (Hoirs)
Verneuil (de)
Veyar
Viale
Viallet
Vieillard
Vigneau
Vier
Villain
Grenoble (Ville de)
Ste-Menchould (Ville de)
Orléans (Ville d')
Villemarque (de la)
Villette Defrance
Vincent
Vincent
Vizoz
Vodecka
Voguet
Voiland
Volle
Voyer
Vuillermet et autres
Vuillemenot (veuve)
Vuldy (dame)

W

Wagner

Walter Seitz
Walter Gunther
Wamster
Weimer (époux)
Werck
X
X...
X...
X... (dame)
X... et Z...
X..., Y... et Z...

TABLE DES DECISIONS

Publiées dans la GAZETTE DU PALAIS *pendant le deuxième semestre 1906*

NOTA. - Les chiffres placés à gauche des colonnes indiquent le jour du mois où la décision a été rendue. Les chiffres placés à droite des colonnes indiquent la page où la décision a été rapportée.

1905
Juin
28 Trib. civ. Rocroy.
Décembre
21 Bordeaux
23 Trib. com. Seine
1906
Janvier
4 Bordeaux
15 Bordeaux
16 Trib. civ. Château-Gontier
17 Trib. civ. Seine
18 Paris
18 Trib. civ. Valenciennes
19 Trib. civ. Nancy
22 Trib. civ. Nancy
25 Paris
27 Douai
Février
2 Paris
8 Paris
12 Bordeaux
13 Douai
14 Amiens
14 Trib. civ. Seine
14 Trib. civ. Angoulème
19 Trib. civ. Seine
22 Trib. civ. Arcis-sur-Aube
24 Trib. co m. Seine
Mars
5 Trib. com. Alençon
7 Rouen
10 Nancy
12 Trib. civ. Poitiers
12 Trib. civ. Seine
17 Trib. com. Seine
20 Douai
23 Trib. com. Seine
24 Cass. crim.
26 Trib. civ. Nancy
26 Toulouse
26 Douai
28 Trib. cor. Lettavre
28 Trib. civ. Rocroy
28 Rouen
28 Trib. civ. Seine
29 Aix
31 Cass. crim.
31 Cass. crim.
Avril
3 Trib. com. Seine
4 Douai
5 Cass. crim.
6 Trib. civ. Montbéliard
6 Cass. crim.
6 Trib. civ. Versailles
6 Trib. civ. Seine
6 Trib. com. Bordeaux
7 Caen
10 Bordeaux
11 Bordeaux
11 Poitiers
12 Cass. crim.
12 Rouen
19 Trib. com. Seine
26 Cass. req.
26 Cass. req.
26 Cass. req.
28 Cass. crim.
28 Cass. crim.
Mai
1 Trib. com. Marseille
1 Trib. civ. Seine

2 Cass. req.
2 Poitiers
2 Paris
2 Trib. com. Seine
5 Nancy
5 Cass. crim.
7 Cass. civ.
7 Cass. req.
7 Cass. civ.
8 Cass. civ.
8 Cass. req.
9 Cass. req.
9Cass. req.
9 Paris
9 Cass. req.
9 Cass. civ.
9 Trib. com. Marseille
10 Cass. crim.
10 Aix
12 Paris
14 Cass. req.
14 Cass. civ.
14 Cass. civ.
17 Cass. crim.
17 Cass. crim.
17 Besançon
19 Cass. crim.
21 Ass. Nord.
21 Cass. req.
21 Trib. com. Marseille
21 Trib. com. Marseille
21 Poitiers
22 Cass. civ.
22 Cass. req.
22 Cass. req.
22 Trib. civ. Pont-l'Evèque
22 Aix
22 Cass. req.
23 Rouen
23 Trib. civ. Seine
23 Bourges
25 Cass. crim.
25 Trib. civ. Seine
25 Cass. crim.
26 Cass. crim.
26 Cass. crim.
26 Cass. crim.
26 Cass. crim.
26 Trib. civ. Agen
26 Trib. civ. Seine
26 Cass. crim.
28 Cass. civ.
28 Cass. civ.
28 Cass. req.
28 Cass. req.
29 Paris
29 Cass. civ.
29 Cass. civ.
29 Cass. civ.
29 Cass. civ.
29 Cass. civ.
29 Cass. req.
30 Poitiers
30 Poitiers
30 Douai
30 Cass. civ.
30 Trib. civ. Seine
31 Cass. crim.
31 Cass. crim.
31 Trib. civ. Nantes
31 Trib. p. Paris

Juin

1. Trib. civ. Toulouse
1 Trib. civ. Seine
1 Cass. crim.
1 Trib. civ. Seine
Rouen
1 Casse crim.
Paris
2 Cass. crim.
2 Paris
2 Tib. corr. Reims
6 Trib. pol. Quimper
6 Trib. civ. Lannion
6 Trib. civ. Rennes
7 Agen
9 Aix
9 Trib. com. Seine

10 Trib. corr. Toulouse
12 Trib. civ. Seine
12 Toulouse
12 Trib. com. Marseille
13 Trib. com. Nantes
13 Trib. com. Marseille
13 Bourges
14 Cass. civ.
14 Cass. civ.
14 Cass. civ.
14 Cass. civ.
14 Cass. crim.
14 Caen
14 Cass. crim.
15 Trib. simple pol. Nogent-s. [...] Marne
16 Trib. civ. Seine
16 Cass. civ.
16 Trib. com. Seine
18 Trib. civ. Bordeaux
18 Trib. civ. Nantes
18 18 Rennes
19 Trib. corr. Seine
20 Paris
20 Indo Chine
21 Trib. civ. Seine
22 Lyon
22 Cass. req.
22 Trib. civ. Seine
23 Nancy
25 Bordeaux
25 Trib. civ. Bordeaux
26 Douai
26 Aix
29 Trib. civ. St-Omer
29 Cass. crim.
29 Trib. pol. Reims
29 Cass. civ.
29 Cass. crim.
30 Trib. civ. Lisieux

Juillet

2 Bordeaux
2 Alger
3 Trib. civ. Seine
3 Orléans
4 Cassi. civ.
4 Cass. crim.
4 Besançon
4 Cass. crim.
4 Cass. crim.
4 Cass. crim.
4 Cass. crim.
6 Trib. com. Marseille
6 Trib. civ. Seine
6 Paris
6 Trib. civ. Marseille
6 Trib. civ. Lille
7 Orléans
9 Trib. civ. Nantes
10 Trib. civ. Seine
11 Grenoble
12 Trib. corr. Reims
12 Trib. civ. Nantes
12 Cass. crim.
12 Cass. crim.
12 Trib. civ. Sens
13 Cass. crim.
13 Cass. crim.
13 Nancy
16 Trib. civ, Reims
16 Cass. civ.
16 Trib. simple pol. Carhaix
16 Cass. civ.
16 -
17 Trib. com. Seine
17 Trib. civ. Nevers
17 Riom
17 Cass. req.
17 Cass. req.
17 Cass. req.
17 Cass. req.
17 Grenoble
18 Rouen
18 Cass. req.
18 Cass. crim.
18 Trib. com. Seine
18 Paris
18 Trib. civ. Nantes
18 Cass. civ.

18 Cass. civ.
18 Cass. civ.
20 Trib. civ. Seine
20 Cass. crim.
20 Trib. civ. Vesoul
20 Cass. crim.
21 Nancy
23 Angers
23 Cass. req.
23 Cass. civ.
23 Cass. civ.
23 Toulouse
23 Agen
23 Trib. simple pol. Sully-s.-Loire
24 Cass. crim.
24 Cass. civ.
24 Cass. req.
24 Cass. req.
24 Trib. civ. Châteaulin
25 Cass. civ.
25 Cass. civ.
26 Rennes
26 Trib. com. Seine
28 Rouen
28 Paris
30 Cass. req.
30 Trib. civ. Rennes
30 Cass. req.
30 Cass. req.
30 Cass. civ.
31 Cass. civ.
31 Cass. civ.
31 Cass. civ.
31 Cass. civ.
31 Cass. civ.
31 Cass. civ.
31 Cass. req.
31 Cass. civ.
31 Cass. civ.
31 Cass. civ.

Août

1 Paris
1 Trib. civ. Brignoles
1 Trib. com. Seine
1 Cass. civ.
1 Cass. civ.
1 Paris
1 Cass. civ.
1 -
1 Trib. com. Nantes
1 Rouen
2 Trib. simple pol. Paris
3 Cass. crim.
4 Cass. crim.
6 Cass. civ.
6 Cass. civ.
6 Cass. civ.
6 Cass. civ.
6 Cass. civ.
6 Cass. civ.
6 Poitiers
7 Cass. req.
7 Cass. civ.
7 Cass. civ.
9 Trib. civ. Seine
10 Paris
10 Cass. crim.
11 Trib. civ. Nantua
11 Trib. com. Nantes
13 Besançon
14 Trib. com. Marseille
16 Cass. civ.
17 Trib. com. Seine
17 Trib. com. Seine
30 Cass. crim.

Septembre

3 Trib. simple pol. St-Maixent
6 Trib. com. Seine
13 Cass. crim.
13 Cass. crim.
27 Cass. crim.

Octobre

5 Trib. simple pol. Paris
10 Trib. com. Marseille
11 Trib. corr. Ruffec
15 Trib. civ. Lille
15 Trib. com. Maseille
17 Cass. req.
17 Cass. req.
17 Cass. req.

18 Cass. com.
18 Cass. com.
18 Trib. civ. Bonneville
18 Trib. simple pol. Paris
18 Cass. crim.
22 Aix
22 Cass. req.
22 Cass. req.
23 Cass. civ.
23 Cass. civ.
23 Cass. req.
24 Trib. com. Marseille
24 Cass. req.
24 Cass. req.
24 Cass. civ.
24 Cass. req.
24 Cass. civ.
24 Cass. req.
24 Nancy
25 Cass. crim.
25 Trib. com. Seine
26 Cass. crim.
26 Cass. crim.
26 Cass. crim.
27 Trib. corr. Lyon
30 Cass. civ.
30 Cass. civ.
30 Cass. req.
30 Trib. cib. Seine
30 Cass. civ.
31 Trib. civ. Marseille
31 Cass. req.
31 Cass. req.
31 Cass. civ.
31 Cass. civ.
31 Cass. civ.
31 Cass. civ.
31 Cass. req.
31 Trib. corr. Valenciennes

Novembre

3 Cons. Prud'hom. Seine
3 Cass. req.
3 Rouen
3 Trib. simple pol. Charenton
5 Cass. civ.
5 Cass. civ.
5 Ass. Nièvre
5 Cass. civ.
5 Cass. civ.
5 Cass. civ.
6 Cass. req.
7 Cass. req.
7 Cass. civ.
7 Cass. civ.
7 Trib. civ. Seine
7 Cass. req.
7 Paris
7 Cass. req.
8 Cass. crim.
8 Cass. crim.
9 Cass. crim.
10 Cass. crim.
12 Cass. civ.
12 Cass. req.
13 Cass. req.
13 Paris
13 Cass. civ.
14 Cass. req.
15 Cass. crim.
16 Conseil d'Etat
16 Paris
16 Trib. civ. Seine
16 Cass. crim.
16 Cass. crim.
16 Trib. simple pol. Paris
19 Cass. civ.
19 Cass. req.
20 Paris
20 Cass. civ.
21 Paris
21 Trib. civ. Quimper
21 Cass. req.
21 Cass. civ.
22 Cass. crim.
23 Trib. com. Seine
23 Cass. crim.
23 Trib. simple pol. Paris
26 Cass. civ.

26 Cass. civ.
26 Trib. com. Marseille
26 Cass. civ.
27 Cass. civ.
28 Cons. Prud'hommes
28 Cass. civ.
28 Cass. civ.
29 Trib. civ. Seine
30 Cons. d'Etat
1 Cass. crim.
3 Bourges
5 Trib. corr. Seine
5 Cass. crim.
11 Cass. civ.
12 Paris

TABLE ALPHABETIQUE DES COURS ET TRIBUNAUX Dont les arrêts et jugements ont été publiés pendant le deuxième semestre 1906 dans la GAZETTE DU PALAIS.

Cour de Cassation

Civ. 7 mai 06
Civ. 7 mai 06
Civ. 8 mai 06
Civ. 9 mai 06
Civ. 14 mai 06
Civ. 23 mai 06
Civ. 28 mai 06
Civ. 29 mai 06
Civ. 29 mai 06
Civ. 29 mai 06
Civ. 29 mai 06
Civ. 29 mai 06
Civ. 29 mai 06
Civ. 30 mai 06
Civ. 14 juin 06
Civ. 14 juin 06
Civ. 14 juin 06
Civ. 16 juin 06
Civ. 29 juin 06
Civ. 4 juill. 06
Civ. 16 juill. 06
Civ. 16 juill. 06
Civ. 16 juill. 06
Civ. 18 juill. 06
Civ. 18 juill. 06
Civ. 18 juill. 06
Civ. 23 juill. 06
Civ. 23 juill. 06
Civ. 24 juill. 06
Civ. 25 juill. 06
Civ. 25 juill. 06
Civ. 30 juill. 06
Civ. 31 juill. 06
Civ. 31 juill. 06
Civ. 31 juill. 06
Civ. 31 juill. 06
Civ. 31 juill. 06
Civ. 31 juill. 06
Civ. 31 juill. 06
Civ. 31 juill. 06
Civ. 1 août 06
Civ. 1 août 06
Civ. 1 août 06
Civ. 6 août 06
Civ. 6 août 06
Civ. 6 août 06
Civ. 6 août 06
Civ. 6 août 06
Civ. 7 août 06
Civ. 7 août 06
Civ. 16 août 06
Civ. 23 oct. 06
Civ. 24 oct. 06
Civ. 24 oct. 06
Civ. 30 oct. 06
Civ. 30 oct. 06
Civ. 30 oct. 06
Civ. 31 oct. 06
Civ. 31 oct. 06
Civ. 31 oct. 06
Civ. 31 oct. 06
Civ. 5 nov. 06
Civ. 5 nov. 06
Civ. 5 nov. 06
Civ. 5 nov. 06
Civ. 5 nov. 06
Civ. 5 nov. 06
Civ. 7 nov. 06
Civ. 7 nov. 06
Civ. 13 nov. 06
Civ. 19 nov. 06
Civ. 19 nov. 06

Civ. 20 nov. 06
Civ. 20 nov. 06
Civ. 26 nov. 06
Civ. 26 nov. 06
Civ. 26 nov. 06
Civ. 27 nov. 06
Civ. 28 nov. 06
Civ. 28 nov. 06
Civ. 28 nov. 06
Civ. 11 déc. 06
Crim. 24 mars 06
Crim. 31 mars 06
Crim. 31 mars 06
Crim. 15 avril 06
Crim. 6 avril 06
Crim. 12 avril 06
Crim. 28 avril 06
Crim. 28 avril 06
Crim. 5 mai 06
Crim. 10 mai 06
Crim. 17 mai 06
Crim. 19 mai 06
Crim. 25 mai 06
Crim. 25 mai 06
Crim. 26 mai 06
Crim. 26 mai 06
Crim. 26 mai 06
Crim. 26 mai 06
Crim. 26 mai 06
Crim. 26 mai 06
Crim. 31 mai 06
Crim. 31 mai 06
Crim. 1 juin 06
Crim. 1 juin 06
Crim. 2 juin 06
Crim. 14 juin 06
Crim. 14 juin 06
Crim. 29 juin 06
Crim. 29 juin 06
Crim. 4 juill. 06
Crim. 4 juill. 06
Crim. 4 juill. 06
Crim. 4 juill. 06
Crim. 4 juill. 06
Crim. 12 juill. 06
Crim. 12 juill. 06
Crim. 13 juill. 06
Crim. 13 juill. 06
Crim. 18 juill. 06
Crim. 20 juill. 06
Crim. 20 juill. 06
Crim. 24 juill. 06
Crim. 3 août 06
Crim. 4 août 06
Crim. 10 août 06
Crim. 10 août 06
Crim. 13 sept. 06
Crim. 13 sept. 06
Crim. 27 sept. 06
Crim. 18 oct. 06
Crim. 18 oct. 06
Crim. 18 oct. 06
Crim. 25 oct. 06
Crim. 26 oct. 06
Crim. 26 oct. 06
Crim. 26 oct. 06
Crim. 3 nov. 06
Crim. 8 nov. 06
Crim. 9 nov. 06
Crim. 10 nov. 06
Crim. 16 nov. 06
Crim. 15 nov. 06
Crim. 16 nov. 06
Crim. 22 nov. 06
Crim. 23 nov. 06
Crim. 1 déc. 06
Crim. 8 déc. 06
Req. 26 avril 06
Req. 26 avril 06
Req. 26 avril 06
Req. 2 mai 06
Req. 7 mai 06
Req. 8 mai 06
Req. 9 mai 06
Req. 9 mai 06
Req. 14 mai 06
Req. 14 mai 06

Req. 21 mai 06
Req. 22 mai 06
Req. 22 mai 06
Req. 22 mai 06
Req. 28 mai 06
Req. 28 mai 06
Req. 29 mai 06
Req. 22 juin 06
Req. 17 juill. 06
Req. 17 juill. 06
Req. 17 juill. 06
Req. 17 juill. 06
Req. 18 juill. 06
Req. 18 juill. 06
Req. 24 juill. 06
Req. 24 juill. 06
Req. 30 juill. 06
Req. 30 juill. 06
Req. 30 juill. 06
Req. 30 juill. 06
Req. 7 août 06
Req. 17 oct. 06
Req. 17 oct. 06
Req. 17 oct. 06
Req. 22 oct. 06
Req. 23 oct. 06
Req. 24 oct. 06
Req. 24 oct. 06
Req. 24 oct. 06
Req. 30 oct. 06
Req. 31 oct. 06
Req. 31 oct. 06
Req. 31 oct. 06
Req. 6 nov. 06
Req. 7 nov. 06
Req. 7 nov. 06
Req. 7 nov. 06
Req. 12 nov. 06
Req. 13 nov. 06
Req. 14 nov. 06
Req. 19 nov. 06
Req. 21 nov. 06
Cours d'Appel
Agen 7 juin 06
Agen 23 juill. 06
Aix 29 mars 06
Aix 10 mai 06
Aix 22 mai 06
Aix 9 juin 06
Aix 26 juin 06
Aix 22 oct. 06
Alger 2 juill. 06
Amiens 14 févr. 06
Angers 23 juill. 06
Besançon 17 mai 06
Besançon 4 juill. 06
Besançon 13 août 06
Bordeaux 4 janv. 06
Bordeaux 15 janv. 06
Bordeaux 12 févr. 06
Bordeaux 10 avr. 06
Bordeaux 11 avr. 06
Bordeaux 18 juin 06
Bordeaux 25 juin 06
Bordeaux 25 juin 06
Bordeaux 2 juill. 06
Bordeaux 21 déc. 05
Bourges 23 mai 06
Bourges 13 juin 06
Bourges 3 déc. 06
Caen 7 avr. 06
Caen 14 juin 06
Douai 27 janv. 06
Douai 13 févr. 06
Douai 20 mars 06
Douai 26 mars 06
Douai 4 avr. 06
Douai 30 mai 06
Douai 26 juin 06
Grenoble 17 juill. 06
Indo-Chine 20 juin 06
Lyon 22 juin 06
Nancy 10 mars 06
Nancy 5 mai 06
Nancy 23 juin 06
Nancy 13 juill. 06
Nancy 21 juill. 06
Nancy 24 oct. 06

Nantes 18 juin 06
Nantes 1 août 06
Nantes 7 juill. 06
Paris 25 janv. 06
Paris 18 janv. 06
Paris 2 févr. 06
Paris 8 févr. 06
Paris 2 mai 06
Paris 9 mai 06
Paris 12 mai 06
Paris 29 mai 06
Paris 1 juin 06
Paris 2 juin 06
Paris 20 juin 06
Paris 6 juill. 06
Paris 18 juill. 06
Paris 28 juill. 06
Paris 1 août 06
Paris 1 août 06
Paris 10 août 06
Paris 7 nov. 06
Paris 13 nov. 06
Paris 16 nov. 06
Paris 20 nov. 06
Paris 21 nov. 06
Paris 12 déc. 06
Poitiers 11 avr. 06
Poitiers 2 mai 06
Poitiers 21 mai 06
Poitiers 30 mai 06
Poitiers 6 août 06
Rouen 23 mai 06
Rennes 18 juin 06
Rennes 26 juill. 06
Rennes trib. civ. 30 juill. 06
Riom 17 juill. 06
Rouen 7 mars 06
Rouen 28 mars 06
Rouen 12 avr. 06
Rouen 1 juin 06
Rouen 18 juill. 06
Rouen 28 juill. 06
Rouen 1 août 06
Rouen 3 nov. 06
Rouen 26 mars 06
Toulouse 12 juin 06
Toulouse 23 juill. 06

Autres Juridictions

Agen trib. civ. 26 mai 06
Alençon trib. com. 5 mars 06
Angoulême trib. civ. 14 févr. 06
Arcis-sur-Aube trib. civ. 22 févr. 06
Bonneville trib. civ. 18 oct. 06
Bordeaux trib. com. 6 avr. 06
Brignoles trib. civ. 1 août 06
Carhaix trib. paix 16 juill. 06
Château-Gontier trib. civ. 16 janv. 06
Charenton trib. paix 3 nov. 06
Chateaulin trib. civ. 24 juill. 06
Lannion trib. civ. 6 juin 06
Lettavre trib. cor. 28 mars 06
Lille trib. civ. 6 juill. 05
Lille trib. civ. 15 oct. 06
Lisieux trib. civ. 20 juin 06
Lyon trib. cor. 27 oct. 06
Marseille trib. com. 1 mai 06
Marseille trib. com. 9 mai 06
Marseille trib. com. 21 mai 06
Marseille trib. com. 12 juin 06
Marseille trib. com. 13 juin 06
Marseille trib. civ. 6 juill. 06
Marseille trib. com. 6 juill. 06
Marseille trib. com.14 août 06
Marseille trib. com. 15 oct. 06
Marseille trib. com. 24 oct. 06
Marseille trib. civ. 31 oct. 06
Marseille trib. com. 26 nov. 06
Montbéliard trib. civ. 6 avr. 06
Nancy trib. civ. 19 janv. 06
Nancy trib. civ. 22 janv. 06
Nancy trib. civ. 26 mars 06
Nantes trib. civ. 31 mai 06
Nantes trib. com. 13 juin 06
Nantes trib. civ. 9 juill. 06
Nantes trib. civ. 12 juill. 06
Nantes trib. civ. 18 juill. 06
Nantes trib. com. 11 août 06

Nantes trib. com. 11 août 06
Nantua trib. civ. 11 août 06
Nevers trib. civ. 17 juill. 06
Nièvre C. d'Assises 5 nov. 06
Nogent-s-Marne trib. paix 15 juin 06
Nord Cass. 21 mai 06
Paris trib. paix 31 mai 06
Paris trib. paix 2 août 06
Paris trib. paix 5 oct. 06
Paris trib. s. p. 18 oct. 06
Paris trib. s. p. 16 nov. 06
Paris trib. paix 23 nov. 06
Poitiers trib. civ. 12 mars 06
Pont-l'Evêque trib. civ. 28 mai 06
Quimper trib. paix 6 juin 06
Quimper trib. civ. 21 nov. 06
Reims trib. cor. 2 juin 06
Reims trib. paix 29 juin 06
Reims trib. civ. 12 juill. 06
Reims trib. civ. 19 juill. 06
Rennes trib. civ. 6 juin 06
Rrocroy trib. civ. 28 juin 05
Rrocroy trib. civ. 28 mars 05
Ruffec trib. cor. 11 oct. 05
Saint-Omer trib. civ. 29 juin 05
St-Maixent trib. paix 3 sept. 05
Seine trib. com. 23 déc. 05
Seine trib. civ. 17 janv. 05
Seine trib. civ. 14 févr. 05
Seine trib. civ. 16 févr. 05
Seine trib. com. 24 févr. 05
Seine trib. civ. 15 mars 05
Seine trib. com. 17 mars 05
Seine trib. com. 23 mars 05
Seine trib. civ. 28 mars 05
Seine trib. com. 3 avr. 05
Seine trib. com. 3 avr. 05
Seine trib. civ. 6 avr. 05
Seine trib. com. 19 avr. 05
Seine trib. com. 3 mai 05
Seine trib. civ. 23 mai 05
Seine trib. cor. 25 mars 05
Seine trib. civ. 26 mai 05
Seine trib. civ. 30 mai 05
Seine trib. civ. 1 juin 05
Seine trib. civ. 1 juin 05
Seine trib. com. 9 juin 05
Seine trib. civ. 12 juin 05
Seine trib. civ. 16 juin 05
Seine trib. com. 16 juin 05
Seine trib. cor. 19 juin 05
Seine trib. civ. 21 juin 05
Seine trib. civ. 22 juin 05
Seine trib. civ.3 juill. 05
Seine trib. civ. 6 juill. 05
Seine trib. civ. 10 juill. 05
Seine trib. com. 17 juill. 05
Seine trib. com. 18 juill. 05
Seine trib. civ. 20 juill. 05
Seine trib. com. 26 juill. 05
Seine trib. com. 1 août 05
Seine trib. civ. 9 août 05
Seine trib. com. 17 août 05
Seine trib. com. 22 août 05
Seine trib. com. 6 sept. 05
Seine trib. com. 25 oct. 05
Seine trib. civ. 30 oct. 05
Seine Cons. Prud'hom. 3 nov. 05
Seine trib. civ. 7 nov. 05
Seine trib. civ. 16 nov. 05
Seine trib. com. 23 nov. 05
Seine Cons. Prud'hom. 28 nov. 05
Seine trib. civ. 29 nov. 05
Seine trib. cor. 5 déc. 05
Sully-s-Loire trib. paix 23 juill. 05
Toulouse trib. civ. 1 juin 05
Toulouse trib. cor. 10 juin 05
Valenciennes trib. civ. 18 janv. 05
Valenciennes trib. civ. 15 mars 05
Valenciennes trib. cor. 31 oct. 05
Versailles trib. civ. 6 avr. 05
Vesoul trib. civ. 20 juill. 05

LOIS ET DECRETS Publiés dans la GAZETTE DU PALAIS pendant le deuxième semestre 1906

TABLE CHRONOLOGIQUE

30 juin 1906. - **Loi** portant abrogation des prescriptions de l'article 16 de la loi du 21 germinal an XI, relative à la prestation de serment des pharmaciens diplômés.
11 juillet 1906. - **Loi** relative à la protection des conserves de sardines, de légumes et de prunes contre la fraude étrangère. (V. *Journal officiel* 15 et 16 juillet 1906.)
12 juillet 1906. - **Loi** relative à l'amnistie.
12 juillet 1906. - **Décret** relatif aux taxes applicables aux colis postaux de Paris pour Paris enlevés en nombre au domicile des expéditeurs.

12 juillet 1906. - **Loi** établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers.
16 juillet 1906. - **Loi** modifiant l'article 2 de la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée active
16 juillet 1906. - **Loi** modifiant la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée.
18 juillet 1906. - **Loi** relative à l'abaissement des pénalités en matière forestière, portant abrogation de l'article 146 du Code forestier et modification des articles 24, 28, 31, 45, 46, 54, 70, 73, 78, 144, 192 et 199 du même Code.
18 juillet 1906. - **Loi** relative à la réglementation du pâturage dans les forêts soumises au régime forestier, portant abrogation de l'article 75 du Code forestier et modification des articles 69, 72 et 110 du même Code.
19 juillet 1906. - **Loi** relative aux contributions directes et aux taxes assimilées de l'exercice 1907.
4 août 1906. - **Décret** portant reconnaissance par l'Etat de l'Ecole de Notariat de Limoges.
31 août 1906. - **Décret** portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande.
7 septembre 1906. - **Décret** fixant les allocations dues aux greffiers des justices de paix pour l'exécution de la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles.
25 septembre 1906. - **Décret** portant modification des articles 5 et 6 du décret du 27 juin 1901, relatif au personnel des officiers publics et ministériels de l'Algérie
9 novembre 1906. - **Loi** concernant les oppositions et significations à faire sur les cautionnements de comptables
16 novembre 1906. - **Décret** réorganisant la profession d'avocat en Tunisie.
23 novembre 1906. - **Loi** modifiant le deuxième paragraphe de l'article 17 de la loi organique du 30 novembre 1875.
26 novembre 1906. - **Décret** modifiant le décret du 12 juillet 1899, concernant l'honorariat des suppléants de juges de paix.
26 novembre 1906. - **Décret** modifiant le décret du 12 juillet 1899 concernant l'honorariat des greffiers des Cours et Tribunaux.
30 novembre 1906. - **Loi** modifiant les articles 45 et 47 du Code civil.
18 décembre 1906. - **Loi** modifiant les articles 13, 14, et 15 de la loi du 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés.
20 décembre 1906. - **Loi** modifiant l'article premier de la loi du 13 juillet 1905 décidant que lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun paiement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes: lorsqu'elles tomberont le mardi, aucun paiement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes.
22 décembre 1906. - **Loi** modifiant l'article 176 du Code de commerce.